La voix de l'opposition de gauche

Les causeries et infos en bref de 2012

JANVIER **FÉVRIER** **MARS** **AVRIL** **MAI** **JUIN**

JUILLET **AOUT** **SEPTEMBRE** **OCTOBRE** **NOVEMBRE** **DÉCEMBRE**

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries janvier 2012

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 8 janvier

CAUSERIE

Nous n'avons plus d'électricité depuis le cyclone survenu dans la nuit du 29 au 30 décembre. La situation est critique, plus de 50 000 poteaux électriques ont été détruits dans le Tamil Nadu, plus des dizaines de pylônes à haute tension qui ont cédés. Situation de survie depuis 9 jours. Je n'entrerai pas ici dans les détails, la situation ne devrait pas revenir à la normal avant plusieurs semaines, voire plusieurs mois étant donné l'étendu des dégâts.

Je viens d'acheter un générateur Honda qui délivre 1500 watts, mais comme il est impossible de trouver du kérosène, je suis obligé de le faire fonctionner à l'essence trois fois plus chère, c'est une ruine, j'ai été obligé de casser mon plan épargne réservé à ma retraite, la facture va se monter à 1500 euros, estimation minimum. Cela pour pouvoir reprendre mon activité politique et alimenter le moteur qui me fournit l'eau, depuis huit jours je parcours deux fois par jour 200 mètres (aller et retour compris) avec mon seau, je m'éclaire avec une lampe de secours que je vais faire recharger tous les matins et que je récupère le soir.
Pas réfrigérateur ni ventilateur évidemment, donc on se débrouille pour manger en faisant un minimum de cuisine et de vaisselle, je mange des conserves de France que j'achète à un prix prohibitif, je vide la cuvette des toilettes qu'une fois par jour pour économiser l'eau qui reste dans le réservoir, le linge propre s'épuise aussi et la maison est dégueulasse, inévitable.

Comme j'habite dans ce qui était hier encore une forêt, on ne compte pas les arbres qui ont cédés, ont été décapités, déracinés, des troncs de plus d'un mètre de diamètre ont été pulvérisé par la force du vent, ils ont parlé de 130 à 150 kilomètres/heure, à mon avis plus au regard des dégâts. Donc où j'habite il y a des dizaines de poteaux électriques par terre. Même lorsqu'ils auront rétabli le courant, il y aura forcément des coupures pendant des mois, ici les services de l'Etat sont misérables, avant-hier en une seule journée trois électriciens sont morts électrocutés tellement c'est l'anarchie ! Aucune solidarité, on est en dessous de tout dans tous les domaines, mais cela je le savais déjà. Je n'ai pas de téléphone non plus depuis huit jours et j'ai attendu trois jours la visite de mes beaux-frères, et encore parce que je leur ai téléphoné, eux ils habitent en ville et ils n'ont subi aucun dégât. Il faut quémander pour obtenir la moindre aide, le moindre petit service...

J'ai été coupé du monde pendant 10 jours. J'ai profité de mes longues journées et courtes soirées à lire et réfléchir à la situation, j'ai eu le temps de me poser pas mal de questions politiques. Je dois sortir acheter de l'essence et je reprendrai le travail plus tard dans la journée et la soirée. Je bosserai sur le portable, vous excuserez les erreurs inévitables en me laissant un peu de temps pour me remettre dans le bain, surtout que mes journées vont continuer d'être très perturbées, je dois aller à Pondichéry tous les matins pour acheter de la viande pour mon chien et pour mon déjeûner et faire le plein d'essence, quelle galère ! Ce n'est pas le moment de tomber malade où d'avoir d'autres problèmes. A plus, bonne journée à tous.

Haut de page

Le 9 janvier

CAUSERIE

Vous excuserez les erreurs de liens que vous pourriez rencontrer dans le site, je jongle entre les deux ordinateurs qui ne fonctionnent pas avec le même système ni les mêmes applications, en réalité il règne un tel bordel dans le portable que je m'y retrouve péniblement, je n'ai jamais pris le temps de régler ce problème et me voilà acculer et à perdre du temps !

Le matin je travaille sur le portable et je mets mon boulot sur une clé USB, j'arrête quand la batterie est presque épuisée. Je mets en route le générateur et j'allume l'autre ordinateur pour continuer le boulot, pendant ce temps-là la batterie du portable se recharge, ce qui fait que je pourrai m'en servir ce soir quand le générateur sera éteint, il ne fonctionne que 4 ou 5 heures par jour à cause du prix de l'essence, un peu plus d'un euro, prohibitif pour le pays ! Je dois me presser d'actualiser le site et télécharger les fichiers dans le serveur avant de couper le générateur sur les coups de 3 heures. Je le rallume juste pour dîner le soir en compagnie de mon chien. Bonjour les vapeur d'essence !

Ici, rien de neuf, heureusement qu'il ne pleut plus depuis le 30 décembre ! Je vous raconterai plus tard comment j'ai vécu ce cyclone, le vent a soufflé pendant 15 heures avec une pointe vers une heure du matin jusqu'à 3h30, imaginez avec la bâche en plastique au-dessus du patio qui claque au vent et moi angoissé avec ma torche en train de scruter à quel moment elle va se déchirer et s'envoler... Bien entendu l'intérieur de la maison n'était plus qu'une piscine recouverte de feuilles, par chance la veille je l'avais solidement attaché... et elle a tenu, il faut dire qu'elle était protégée par le premier étage, le vent soufflait du nord nord-est, vers 7h du matin je suis sorti pour remettre des ficelles, quelle galère !

J'ai appris hier qu'il y avait eu un gros coup de vent sur le nord de la France il y a quelques jours, mes amitiés à tous les camarades du nord et leurs familles. Ces derniers jours, j'ai surtout pensé aux 12 millions de Pakistanais qui avaient tout perdu et avaient été jetés sur les routes l'année dernière vers la même époque et dont le monde entier s'était foutu éperdument, tous des talibans en puissance !

J'ai fait le plein d'essence hier pour alimenter le générateur, sauf que je ne parviens pas à recharger la batterie de la maison. Tout cela me coûte un fric dingue, mais bon, il faut bien tenir d'une manière ou d'une autre, y compris moralement, certainement pas grâce à vos messages de soutien en tout cas ! J'ai de nouveau le téléphone. Mes meilleurs pensées au camarade qui a essayé de me joindre, c'est juste à ce moment-là que le téléphone fut coupé pour cause de batterie à plat, celle du téléphone cette fois.

J'ai réalisé une actualisation sommaire des infos en bref des neufs derniers jours, je mettrai cela en ligne ce soir. Je n'ai le temps de me livrer à une analyse politique sur aucun sujet. Pendant mes lectures (politiques notamment) du soir j'ai pris plein de notes.

J'espère reprendre mon activité normal dès demain. Comme dit mon épouse "*il faut se battre et être courageux*", et d'ajouter "*on n'a pas le choix*". Voilà une réflexion qui vient de très très loin camarades, je ne sais pas si vous pouvez l'imaginer. Elle aussi elle est dans une sacrée merde à Aubagne, elle vient de renvoyer son médecin traitant. Enfin, cela fait plusieurs années que je lui dis que c'est un bon à rien, dangereux évidemment, tous les graves problèmes qu'elle connaît depuis son opération pourraient venir du traitement qu'il lui a donné, en tout cas tout concorde.

Pour conclure, l'adversité ou ce genre d'épreuves me stimule, je sais qu'en les affrontant sans faiblir on en ressort plus fort. Bonne continuation à tous.

En attendant que cette rubrique soit actualisée, voilà de quoi vous occuper, un courriel que j'ai reçu ces derniers jours.

Débat autour du livre de Jean-Jacques Marie : *LÉNINE La révolution permanente*

Samedi 21 janvier 2012 à 14 h 30 Au CERMTRI : 28, rue des Petites-Écuries- 75010 – Paris

Après tant d'études et de biographies, un nouveau livre sur Lénine était-il nécessaire ? Était-il nécessaire maintenant ?

Quelle est l'actualité de Lénine en 2012, vingt ans après que s'est désintégrée l'Union Soviétique ? Désintégrée au terme de décennies de domination de cette bureaucratie dont Lénine a tenté de combattre l'émergence, bureaucratie qui se reconnut dans Staline contre lequel, selon la formule de l'historien Moshe Lewin, « *Lénine livra son dernier combat* ».

Quelle est la portée mondiale de la Révolution d'octobre 1917 à laquelle le nom de Lénine reste associé, en ce début du 21ème siècle - où des dictatures viennent de s'écrouler sous les coups des peuples et où en même temps les travailleurs et les peuples voient se déchaîner une furieuse offensive contre leurs droits et leurs conditions de vie ? Associé au point qu'en 2011, un

journaliste russe, pourtant hostile politiquement à Lénine, a déclaré qu'accepter aujourd'hui que soit occultée sa mémoire serait « *l'enterrement de l'idée même d'une révolution émanant de la base, seule possibilité qui reste aux masses, étant donné le blocage de tout changement venu d'en haut.* »

Alors que déferle sur toute la planète une crise économique aux conséquences catastrophiques, n'est-il pas d'actualité de revenir sur l'analyse faite dès 1916 par Lénine de l'impérialisme ; analyse dont les conclusions prennent aujourd'hui, comme l'écrit Jean-Jacques Marie « *un caractère aveuglant* » ?

N'y a-t-il pas dans le déchaînement d'ignorance, de calomnies et de haine à l'encontre de Lénine comme une reconnaissance involontaire de l'actualité de l'action et de la pensée de celui dont toute l'activité politique restera guidée par l'affirmation formulée dans l'un de ses premiers écrits : « *Aider au développement politique et à l'organisation politique de la classe ouvrière, voilà notre objectif principal et fondement. Celui qui le relègue au second plan et ne lui subordonne pas tous ses objectifs et procédés particuliers s'engage sur une fausse voie.* »

Ces questions sont au cœur même du livre : *Lénine, la révolution permanente.*

François de Massot, président du CERMTRI, introduira le débat. Jean-Jacques Marie répondra à tous les questions que l'on voudra lui poser à propos de son livre.

Inscrivez-vous nombreux pour cette conférence.

Merci d'aviser le CERMTRI soit par courrier au 28 rue des Petites-Ecuries 75010 Paris, soit par téléphone au 01 44 83 00 00 ou par e-mail : cermtri@wanadoo.fr en indiquant vos Nom, prénom et le nombre de participants

Je vous conseille de participer à cette conférence.

J'ai relu *La révolution permanente* de Trotsky pendant mes longues soirées, *Leçons d'Octobre* aussi. A ce propos je me suis demandé, si sans la présence de Lénine en octobre 1917 en Russie la révolution aurait obligatoirement échoué, selon Trotsky, et si elle a échoué dans d'autres pays comme l'Allemagne par exemple, c'est parce qu'il n'y avait pas un Lénine à la direction du Parti communiste allemand, ou en Chine, cela signifie-t-il que la révolution mondiale est irrémédiablement vouée à l'échec parce qu'il n'y aura jamais un Lénine à la tête de chaque parti révolutionnaire dans chaque pays du monde ?

Comment doit-on concevoir le parti (et l'Internationale) pour remédier à cet inconvénient ou à cette lacune incontournable et fatale ? En voilà une bonne question à poser à Jean-Jacques Marie et François de Massot notamment, non ? J'ai déjà fourni une réponse ou un début de réponse à cette question pour ceux qui suivent le site depuis quelques années... Ni monarque, ni Bonaparte, ni secrétaire général... Mais, le parti, encore le parti, toujours le parti... (à suivre)

Au fait, les articles de presse et les causeries de décembre et de 2011 seront au format pdf demain.

Haut de page

Haut de page

Le 10 janvier

CAUSERIE

Voilà où nous en sommes sur place : ils se battent pour savoir qui doit payer les ouvriers qui vont couper les arbres abattus et déblayer le champ des lignes électiques et qui va récupérer le bois pour le revendre, sachant qu'il provient de propriétés privées dont les propriétaires sont absents ! Il s'agit de teck revendu 10 000 roupies la tonne, et où j'habite tous les terrains étaient bordés de teck d'une dizaines de mètres de haut, il y en a pour plusieurs centaines de tonnes, donc beaucoup de fric en jeu.

Les arbres étaient plantés dans les parties communes de ce qu'on peut appeler un lotissement pour privilégiés, les quelques propriétaires présents sur les lieux ont fait couper les arbres qui s'étaient abattus sur la chaussée pour accéder ou sortir de chez eux, ils ont payé des milliers de roupies pour faire exécuter le travail et c'est le propriétaire des parties communes qui a récupéré le bois dans leur dos, il a été jusqu'à faire la tournée la nuit avec des tracteurs pendant que les propriétaires étaient absents, ils ont tous une autre maison dans Pondichéry. Mieux encore, il a osé leur demander de l'argent pour faire couper les branches des arbres encore debouts qui obstruent le passage des lignes électiques, ce qui a provoqué leur colère, ils ont refusé de payer en le traitant de tous les noms, bonjour l'ambiance !

Et moi dans tout cela je suis l'otage de leur cupidité et de leur connerie ! Le propriétaire des parties communes n'est rien d'autre que le voyou qui a racheté ma maison, une ordure finie pour ceux qui ont suivi cette histoire il y a quelques mois déjà. Il est capable de s'arranger pour que le courant revienne dans les secteurs du lotissement qui le concerne et de laisser les autres à l'abandon pendant encore des semaines !

Il y a deux jours le service d'électricité du coin a reçu 30 poteaux, au cours de la nuit suivante des villageaois sont venus en tracteur et ils ont embarqué les poteaux pour remplacer ceux qui étaient cassés dans leur village, ils ont même été jusqu'à commencer à les mettre en place pour qu'on ne vienne pas leur reprendre ! Et les autorités dans tout cela ? Quelles autorités, corrompus et pourris jusqu'à l'os ! C'est la loi de la jungle ici, on a du mal à se l'imaginer quand on ne l'a pas vécu soi-même.

Ce qui me gêne le plus, c'est ma réserve d'eau qui diminue chaque jour, je ne l'utilise que pour la cuisine et les toilettes. Il va bien falloir que je lave du linge à un moment donné et cela nécessite pas mal d'eau. Autre problème, l'eau qui stagne dans le réservoir depuis 12 jours va devenir impropre à la consommation, surtout que la température remonte rapidement, d'autant plus que la plupart des arbres ont disparu.

Cela va se terminer que je vais être obligé de déménager encore une fois ! Encore un peu de patience, encore de la patience, toujours de la patience...

C'est peut-être ce qui nous a manqué le plus pour construire le parti, ainsi et surtout qu'une direction collégiale du parti, sachant qu'il n'existait aucun dirigeant de la trempe de Lénine après l'assassinat de Trotsky par Staline. Ce n'est pas le modèle du parti bolchevik qui a fait faillite, c'est la manière dont il a été transposé, à la lettre, alors qu'il aurait fallu l'adapter à la nouvelle situation tout en faisant preuve de modestie et de tolérance, fermeté dans les principes et souplesse dans leur application, tout un art, comme la révolution quoi, ce qui n'est pas donné à tout le monde. (A suivre)

Un dernier mot.

J'ai effacé par erreur une partie des infos en bref que j'avais préparées hier, celles qui suivent comportent ou non des dates parce que certaines infos ne sont pas datées, seules figurent les heures de leur parution sur le Net entre le 5 et le 9 janvier. Demain je complèterai avec quelques infos importantes que je n'ai pas eu le temps de traiter. Je viens d'avoir une conversation d'une heure au téléphone avec mon épouse dont la situation m'inquiète au plus haut point, je crains le pire désormais, pour ne pas en dire plus...

INFOS EN BREF

Politique

1- France

1.1- Hausse de la TVA

Le Premier ministre François Fillon a annoncé jeudi dernier qu'il soumettrait en février au Parlement sa réforme du financement de la protection sociale, qui pourrait passer par l'instauration d'une "*TVA sociale*".

La ministre du Budget, Valérie Pécresse, a précisé jeudi dernier que ce texte serait un projet de loi de finances rectificative et qu'il tirerait "*les conclusions financières de l'ensemble des discussions*" du sommet social du 18 janvier et des décisions du gouvernement.

"*Nous prendrons le temps qu'il faudra pour que ce texte soit adopté avant la présidentielle*", a-t-elle déclaré à l'adresse du Sénat. (reuters 08.01)

1.2- Taxation financière... des petits porteurs

1.2.1- Le gouvernement enthousiaste...

Un projet de loi sur l'instauration unilatérale par la France d'une taxe sur les transactions financières pourrait être présenté au Parlement dès février, a annoncé dimanche Benoist Apparu, secrétaire d'Etat au Logement.

Le gouvernement se montre ferme sur son idée, à trois mois et demi du premier tour de l'élection. "*Ce n'est pas parce que les financiers disent 'non, on ne veut pas être taxés' qu'on va les écouter*", a déclaré Benoist Apparu sur Radio J.

La date de février correspond à la fin de la session parlementaire. Aucun détail sur les modalités du texte n'est disponible.

Une promulgation et une entrée en vigueur avant le printemps et l'élection semblent aléatoires.

Dans un communiqué publié vendredi, l'association Paris Europlace, qui regroupe l'ensemble des acteurs de la place financière française a déclaré "*son opposition à la mise en place d'une taxe sur les transactions financières qui, si elle n'était pas européenne, affaiblirait l'économie française*".

Le Premier ministre britannique, David Cameron, a estimé dimanche que la France était dans son droit avec ce projet mais a prévenu qu'il bloquerait l'instauration d'une taxe Tobin au niveau européen si elle n'était pas suivie au niveau mondial.

Manuel Valls, chargé de la communication dans l'équipe de campagne du candidat PS François Hollande, a estimé sur Radio J que ce projet était un acte de campagne de Nicolas Sarkozy. Il a refusé de dire si le PS voterait ou non le projet de loi.

"*Nous attendons la capacité de Nicolas Sarkozy à convaincre ses partenaires européens, puisque tout le monde sait que c'est évidemment au niveau européen qu'il faut mettre en oeuvre cette taxe*", a-t-il dit.

Le député PS Arnaud Montebourg a cependant déclaré sur France 3 qu'il voterait le projet de loi, même s'il jugeait incongru de la présenter aujourd'hui, alors même que Nicolas Sarkozy et le gouvernement déclaraient jusqu'ici que ce n'était pas possible justement du fait d'une absence d'accord européen.

Le candidat de droite à la présidentielle Dominique de Villepin a exprimé un point de vue similaire sur Canal+, soulignant aussi qu'une instauration unilatérale allait pénaliser le système bancaire français. (reuters 08.01)

1.2.2- La réalité....

La taxe sur les transactions financières que Nicolas Sarkozy veut voir votée avant la présidentielle pourrait être limitée aux ventes d'actions dans un premier temps, selon Le Monde.

"*La taxe Tobin pourrait se réduire, au moins dans un premier temps, à la réintroduction de l'impôt de Bourse, qui taxe les simples achats d'actions*", écrit Le Monde dans son édition de lundi.

"*Ça n'est pas faux*", répond au quotidien un ministre non identifié.

L'impôt de Bourse avait été supprimé en 2008 par la ministre de l'Economie, Christine Lagarde, qui avait mis en avant le renforcement de la compétitivité de la place de Paris.

Essentiellement concentré sur les ventes d'actions, cet impôt se déclenchait à partir de 7.668 euros avec deux taux, un premier à 0,3% pour les transactions inférieures à 153.000 euros et un second à 0,15% au dessus. Cette taxe a l'avantage d'exister à Londres sous forme d'un droit de timbre de 0,5 % et qui rapporte selon Bercy 2 à 3 milliards de livres par an.

"*L'idée serait de voter avant les élections une loi qui transpose par avance la directive européenne et commencerait par faire entrer en vigueur l'impôt de Bourse, la taxation des obligations et produits dérivés intervenant plus tard*", poursuit Le Monde.

Le ministère des Finances n'a pas commenté immédiatement ces informations. (reuters)

1.2.3- ... qui n'effraie pas le Medef.

La présidente du Medef pense qu'une telle initiative "*ne changerait pas grand-chose*". Elle milite plutôt pour une interdiction du "*flash trading*", la spéculation à haute fréquence. (lemonde.fr 09.01)

La spéculation insaisissable quoi, il fallait y penser !

1.3- La démocratie fantôme. Chassez-moi ces électeurs que je ne saurais voir !

A Marseille. Le nombre de nouveaux électeurs pouvant participer aux élections présidentielle et législatives de 2012 devrait ainsi être de 28 % inférieur à celui enregistré fin 2006, avant la précédente année présidentielle.

A la veille de la clôture des listes, on estimait vendredi à "*environ 41 000*" le nombre de nouveaux inscrits marseillais pour 2012, dont 7 000 jeunes de 18 ans inscrits d'office, contre 53 000 au 31 décembre 2006, a indiqué à la presse Daniel Sperling, adjoint au maire chargé de l'état civil.

Selon M. Sperling, la deuxième ville de France se situe toutefois "*dans la moyenne nationale*" en matière de nouvelles inscriptions et fait nettement mieux que certaines villes de la région PACA, où la baisse atteint parfois 40 %.

Selon M. Sperling, les raisons de la baisse du nombre d'inscriptions seraient plutôt à chercher dans "*la crise sociologique et financière qui amène les gens à penser qu'ils ne peuvent pas écrire l'histoire*", des candidats (à la présidentielle) "*moins clivants*" qu'en 2007 et peut-être, localement, le poids des affaires. Marseille comptait au 28 février 2010 472 210 inscrits sur les listes électorales pour une population de 18 ans et plus en âge de voter de 665 533 personnes, soit un taux de non-inscrits nettement supérieur à la moyenne nationale (9 %). (lemonde.fr 30.12)

1.4- Etat policier. Les alcooliques "*anonymes*" frappent et tuent.

1.4.1- L'Inspection générale des services (IGS, la police des polices) a été saisie par un homme qui s'est plaint d'avoir été frappé par un policier pour avoir sifflé l'Internationale dans un commissariat parisien, a-t-on appris lundi auprès de la préfecture de police de Paris (PP).

L'homme de 47 ans a déposé plainte vendredi pour violences volontaires aggravées, a affirmé le site d'informations Mediapart, qui révèle cette information.

Les faits se seraient déroulés vendredi vers 05H00 heures du matin dans un commissariat parisien. Après avoir été interpellé en état d'ébriété par des policiers de la brigade anti-criminalité, cet homme, amené au commissariat du IIIe arrondissement parisien, assure qu'un policier l'a violemment frappé parce qu'il sifflait l'Internationale, selon Mediapart, qui a recueilli son témoignage.

Selon Mediapart, il souffrirait depuis d'une fracture du plancher de l'orbite avec douze jours d'interruption temporaire du travail (ITT). (AFP)

1.4.2- Wassan El-Yamni, le Clermontois interpellé de manière «*musclée*» par deux policiers dans la nuit de la Saint-Sylvestre et plongé depuis dans le coma, est décédé ce lundi après-midi, selon l'avocat de la famille. Jointe par 20 Minutes, la préfecture a confirmé l'information. Agé de 30 ans, il était marié et père d'un garçon de 3 ans et demi et d'une fillette d'un an. Il était chauffeur routier salarié et pratiquait le football.

Tout commence par un appel téléphonique. Vers 2h30 du matin, dans la nuit de la Saint-Sylvestre, un coup de téléphone prévient la police et les pompiers de la présence au sol d'un homme inanimé au centre commercial de la Gauthière, un quartier sensible du nord de Clermont-Ferrand. Arrivés sur les lieux, policiers et pompiers ne trouvent que quatre jeunes, assis sur un banc, raconte la Montagne. L'un deux, Wassan El-Yamni, décrit plus tard comme très excité, aurait lancé des projectiles sur la voiture de police, dont la vitre se brise à l'impact.

Une course-poursuite s'engage alors. Deux policiers de la brigade canine, appelés en renfort, finissent par interpeller le Clermontois. Selon la Montagne, l'homme âgé de 30 ans est alors mis au sol par le chien, menotté, placé dans le véhicule et aspergé de gaz lacrymogène. Lorsqu'il arrive au commissariat, il est inanimé. Selon le parquet, les policiers ne croient d'abord pas à son malaise. Victime d'un arrêt cardiaque, il est ranimé avant de tomber dans le coma.

Selon le parquet, il souffrait d'une fracture des côtes, une autre du rocher orbitaire et des lésions au niveau du cou. Il est resté dans le coma jusqu'à son décès, lundi après-midi.

Deux juges d'instruction ont été saisis du dossier. Les deux policiers ayant interpellé Wassan ont été mis en cause nommément et pourront être mis en examen. (20minutes.fr)

1.5- Terrorisme d'Etat et propriété privée.

Le ministre de l'Intérieur Claude Guéant a installé lundi le Conseil national des activités privées de sécurité (Cnaps), chargé notamment de "*délivrer les agréments, contrôler le respect des lois et conseiller*".

L'Etat, a relevé le ministre lors d'une conférence de presse à Paris, "*a le devoir de veiller à ce que les activités qui se déploient du fait de la sécurité privée s'exercent conformément aux lois de la République et en parfaite coordination avec les responsabilités des autres forces de sécurité, police et gendarmerie nationales, les polices municipales*".

La sécurité privée représente en France quelque "*9.000 entreprises*" employant "*165.000 personnes*", alors que la police en compte "*145.000*" et la gendarmerie "*95.000*".

Pour le ministre, il convient d'écarter tout risque de "*dérives sur le plan des libertés individuelles*". Aussi est-il "*nécessaire que nous parvenions à davantage de professionnalisme et le Cnaps doit permettre de progresser sur cette voie*", a-t-il affirmé.

"*Complètement opérationnel fin 2012*" et présidé par le criminologue Alain Bauer, le Cnaps aura pour mission de délivrer "*les agréments, autorisations et numéros de carte professionnelle aux entreprises, dirigeants et salariés; contrôler le respect des lois et règlements en vigueur sur la sécurité ainsi que celui d'un code de déontologie en cours d'élaboration*", a énuméré M. Guéant. (AFP)

Ancien n°2 en Europe de la SAIC/NSA, puis Grand Maître du Grand Orient de France, devenu conseiller de Nicolas Sarkozy, il a collaboré avec la police de New York (NYPD) qui a publié, le 15 août 2007, une étude de 90 pages sur *La Radicalisation en Occident*. Il y affirmait notamment : « *Le terrorisme est aujourd'hui le problème central de sécurité pour nos gouvernements. On peut même dire que le terrorisme est devenu une guerre. Le terrorisme d'État de la Guerre froide, qu'il soit politique ou idéologique, a presque disparu* ». « *Les civils, les villes, les entreprises et les populations en général seront encore plus affectées qu'elles ne le furent par les attentats du 11 septembre et par l'alerte à l'anthrax la même année* ». (source : Réseau Voltaire, article dans le site)

2- Italie

Le président italien du Conseil, Mario Monti, a annoncé dimanche qu'il préparait une libéralisation graduelle dans plusieurs secteurs d'activité pour accroître la concurrence et relancer l'économie italienne.

"*Nous voulons faire plus de place à la concurrence et au mérite dans différents secteurs d'activité*", a-t-il dit lors d'une interview accordée à la RAI.

"*Cela implique de réduire la protection et les différents moyens par lesquels les secteurs industriels tentent de créer des avantages pour ceux qui sont à l'intérieur de la forteresse, au détriment de ceux qui sont à l'extérieur*", a-t-il ajouté.

Son ministre de l'Industrie, Corrado Passera, a précisé que tous les secteurs seraient concernés, citant le gaz, l'énergie, le commerce, les transports et les professions libérales.

L'autorité italienne de la concurrence et du marché a proposé cette semaine une série de réformes, suggérant notamment de séparer l'activité bancaire du reste de l'activité de la Poste italienne, de favoriser le développement d'opérateurs indépendants dans le secteur de l'énergie et de privatiser certains services publics.

Elle propose aussi de réduire les tarifs interbancaires et de créer une autorité des transports chargée de veiller au respect de la concurrence dans le transport ferroviaire de passagers et de fret. (reuters 08.01)

Social

1- Journalisme

Plus de 100 journalistes et personnels des médias sont morts victimes de violences en 2011, rapporte vendredi 30 décembre la Fédération internationale des journalistes (FIJ), qui exhorte le secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon, à agir pour protéger la profession.

Avec chacun onze tués, le Pakistan, l'Irak et le Mexique ont été les pays les plus meurtriers au monde pour les journalistes cette année. Au total, 106 journalistes et personnels des médias ont été tués en 2011, contre 94 en 2010. A cela s'ajoute 20 journalistes tués dans des accidents ou des catastrophes naturelles, précise la FIJ, dont le siège se trouve à Bruxelles.

"*Dans une situation où les gouvernements sont dans le déni ou indifférents face à qui est devenu une habitude de prendre pour cible des journalistes, il vous revient et il revient à l'ONU de leur rappeler leur responsabilité de protéger les journalistes*", écrit le président de la FIJ Jim Boumelha, dans une lettre envoyée à Ban Ki-moon, rendue publique vendredi.

La Fédération internationale des journalistes représente plus de 600 000 journalistes dans 131 pays. Selon le bilan annuel de Reporters sans frontières publié mi-décembre, 66 journalistes ont été tués et un millier arrêtés dans le monde en 2011, une année marquée par le "*printemps arabe*" et les contestations liées à la crise. (lemonde.fr 30.12)

2- France

2.1- Un "*déchet très toxique*" : le PS.

Les jeteurs de mégots seront bientôt passibles d'une sanction de 35 euros à Paris dans le cadre de la campagne "*Paris met les pollueurs à l'amende*", a indiqué lundi l'adjoint au maire chargé de la propreté, François Dagnaud, confirmant une information du Figaro.

"*Nous lançons le message suivant : nous verbaliserons les jeteurs de mégots sur les trottoirs quand il y aura des éteignoirs à cigarettes partout, ce qui sera le cas dans plusieurs mois*", a déclaré M. Dagnaud à l'AFP.

"*Un mégot est un déchet très toxique qui met plusieurs années à se dégrader et qui peut polluer jusqu'à six litres d'eau*", a-t-il souligné. "*Il est normal dès lors que cette forme de pollution soit sanctionnée, comme les autres pollutions, mais il y a une tolérance jusqu'à présent, en attendant le déploiement des éteignoirs à cigarettes*".

15.000 à 20.000 de ces dispositifs devraient être installés cette année, contre 2.000 actuellement, et il devrait y en avoir 30.000 d'ici 2014. Ils seront adossés aux poubelles.

Déjà, des actes de pollution entraînaient des amendes, comme le dépôt sauvage d'encombrants, le fait d'uriner dans la rue ou de ne pas ramasser les crottes de son chien. Il y a eu 11.659 PV pour infractions à la propreté au premier semestre 2011, soit 8% de plus qu'au premier semestre 2010. (AFP)

2.2- Suppression d'emplois à la Banque de France.

La Banque de France prévoit de supprimer 2 500 postes nets d'ici 2020 dans le cadre d'un plan stratégique destiné à gérer environ 5 000 départs naturels à la retraite et à adapter l'institution à ses missions. Le plan inclut 2 500 recrutements sur la période, avec une forte proportion de cadres.

"*Pendant six mois, nous allons travailler pour présenter une évolution de la structure de la banque d'ici 2020. A la fin du premier semestre 2012, il y aura communication d'un projet qui donnera lieu à discussion avec les IRP*", a expliqué le directeur général des ressources humaines de la Banque, Frédéric Peyret. Concrètement, les effectifs, qui se montaient à 13 009 équivalents temps plein (ETP) fin 2010, passeront à environ 10 500 en 2020.

Les effectifs de la Banque de France ont déjà été réduits d'un peu plus de 2 000 personnes sur les dix dernières années, également par le biais du non-renouvellement de départs en retraite.

"*Il y a trente ou trente-cinq ans (moment de l'embauche du personnel qui partira à la retraite d'ici 2020), la nature des métiers était très différente, avec beaucoup d'activités de gestion de flux, qui ont disparu aujourd'hui. Les fonctions support nécessitent moins de personnel. Il y a une réorientation vers d'autres profils*", détaille M. Peyret.

"*On nous a annoncé 2 500 suppressions d'emplois, mais pour nous, c'est a minima. Par déduction, cela va entraîner des fermetures de caisses, d'unités et d'implantations*", a affirmé à l'AFP Chrystian Fraignaud, secrétaire général du syndicat FO à la Banque de France. Concernant les succursales, "*le gouverneur a confirmé la logique d'implantation départementale*", a précisé M. Peyret, indiquant qu'il existait aujourd'hui une trentaine d'implantations non départementales. "*Nous sommes sur le pied de guerre à la suite de cette annonce. Nous ne sommes même pas sûrs que cela sera des statutaires qui seront embauchés sur ces postes*", a dit à l'AFP un responsable syndical CGT de la Banque de France. (lemonde.fr 03.01)

2.3- Parole de patron

La présidente du Medef Laurence Parisot a affirmé, dimanche, lors de l'émission "*Internationales*" de RFI/TV5Monde/Le Monde, que le déficit de compétitivité de la France face à l'Allemagne avait une composante psychologique.

Pour Mme Parisot, "*la principale différence de culture (entre les deux pays) est la capacité qu'ont les Allemands à rechercher le compromis et à éviter le conflit*". "*Ils ont une volonté de trouver au final une position commune. C'est cela qui parfois nous manque*", a-t-elle regretté. (AFP)

"*Le déficit a dégringolé à partir de la mise en place des 35 heures*", explique Mme Parisot. "*La corrélation est évidente, dit-elle, on s'est mis à travailler moins lorsque le reste du monde se mettait à travailler plus.*" (lemonde.fr 09.01)

3- Nigéria

Des centaines de personnes ont défilé vendredi dans les rues d'Abuja, capitale fédérale du Nigeria, pour protester contre le doublement du prix de l'essence à la pompe provoqué par la suppression par le gouvernement de la subvention de l'Etat.

Cette manifestation, qui précède un appel à la grève générale illimitée lancé à partir de lundi par les syndicats, fait suite à une série de protestations similaires dans le pays depuis l'entrée en vigueur, le 1er janvier de cette mesure motivée par la volonté de lutter contre la corruption et de faire des économies.

Le gouvernement du président Goodluck Jonathan a fait savoir qu'il n'était pas question de revenir sur cette mesure.

Vendredi, il a obtenu de la justice une injonction enjoignant à deux organisations syndicales - NLC et TUC - de s'abstenir d'ordonner à leurs adhérents de cesser le travail.

Les pouvoirs publics espèrent économiser 6,21 milliards de dollars cette année grâce à la suppression de la subvention sur les carburants.

De source pétrolière, on estime que la grève, si elle a lieu, ne devrait pas avoir un impact significatif sur les ventes de brut dont le Nigeria, pays le plus peuplé d'Afrique, est le premier exportateur du continent. (reuters 06.01)

Syndicat

Interrogé par la presse, à l'issue de sa rencontre avec François Hollande, pour savoir s'il allait rencontrer aussi Marine Le Pen, Jean-Claude Mailly a répondu: "*Je ne pense pas. Attendez, moi le national-socialisme, ce n'est pas ma tasse de thé*".

Vous comparez le Front national aux nazis? lui a-t-on demandé. Il a répondu: "*Non ! (...) Ce n'est pas la même chose. Je considère qu'il y a un discours qui est national-socialiste au sens historique du terme, c'est à la fois des références à l'Etat mais aussi beaucoup de social, donc (...) je ne dis rien d'autre*". (lexpress.fr)

Mais ma parole, il a dû lire mon article du 30 octobre dernier !

Economie

1- Parole d'économiste

Pour Gerald Celente, fondateur de Trends Research Institute, l'effondrement qui a débuté au cours de l'été 2007, avec une accélération en mars 2010, va s'achever quelque part en 2012. La banqueroute des banques européennes va torpiller tout espoir de reprise économique mondiale et les peuples, selon lui, vont haïr les responsables de cette immense catastrophe.

Nous ne partageons pas ce point de vue parce que les peuples n'ont aucune idée de l'existence d'un cartel bancaire et ce n'est pas demain que les grands médias passeront à la confession. Le cartel bancaire, comme à son habitude depuis la révolution française de 1789 et les grandes révolutions européennes du début du XIX° siècle, sortira des boucs-émissaires qui, eux, seront haïs du peuple. Et si les politiciens actuels, complices du jeu de massacre qui se met en place avaient deux sous de réflexion, ils agiraient autrement. Peut-être pas en s'opposant à leurs maîtres de manière frontale, mais par l'esquive. Enfin, pour agir de la sorte, encore faut-il ne pas être aveuglé par l'orgueil.

G. Celente s'est récemment exprimé en Australie pour dire son immense inquiétude. « *Je n'ai jamais été aussi soucieux depuis une trentaine d'années* ». Il prédit une terrible lutte des classes pour 2012. Nous sommes, pour notre part dubitatifs, puisque le programme du cartel est précisément l'élimination de la classe moyenne au moyen d'un krach bancaire et financier qui va s'accélérer comme l'annonce Trader Noé. C'est une question de semaines apparemment. Toutes les économies de la classe moyenne vont partir en fumée. D'aucuns n'ont pas compris ce qui va arriver. Ce n'est pas un scénario de science-fiction mais une certitude. Le banquier anonyme, qui fréquente de hautes pointures de la Haute finance mondiale, nous a clairement dit : « *Cela va être la mort de la civilisation financière telle que nous la connaissons depuis des décennies* ».

Poursuivons avec G. Celente. Il annonce une détérioration phénoménale des conditions de vie des populations du Maghreb et du Moyen-Orient. "*Les révoltes que l'on voit dans plus d'une douzaine de pays : de Tunisie, d'Egypte, Yémen, Syrie, Bahreïn, du Qatar au Royaume-Uni, en Grèce et en Italie, vont finir par s'étendre à l'Europe orientale / Asie centrale et plus intensément aux Etats-Unis*". De ce point de vue, les vidéos présentées hier sur la FEMA confortent la justesse de cette analyse.

Pour le moment, dit Gerald Celente, le monde n'a rien vu de ce que produira la crise financière puisque, depuis la chute de Bear Stearns, en 2008, les banquiers centraux ne font que boucher des trous en augmentant les dettes des Etats, et donc grèvent des dettes supplémentaires sur le dos des contribuables. Les chiffres sont tellement astronomiques qu'ils ne veulent plus rien dire.

La vérité est que tout cet argent n'a en aucune manière servi à résoudre la crise financière. Bien au contraire, on a alimenté cette même crise pour un résultat dont l'immense majorité des gens n'a aucune idée. Notre monde n'a jamais été confronté à un tel scénario. Certains font le parallèle avec 1929, mais à cette époque le monde n'était pas en « *mondialisation* », il n'y avait pas une économie fonctionnant en flux tendu, comme c'est aujourd'hui le cas. Il y avait encore pas mal de gens dans les campagnes. Cette fois, les banquiers internationaux ont pris le temps de détruire l'agriculture saine et l'agriculture en général. Les agriculteurs sont peu nombreux, ils n'arrivent pratiquement plus à vivre de leur travail. Par contre, les multinationales ont accaparé les réseaux de distribution. Nous sommes prisonniers de ces réseaux en cas de rupture du système. En outre, les familles sont disloquées, et l'individualisme a pris le dessus.

Pour G. Celente, 2012 va voir se succéder une suite d'échéances de dettes et le risque de voir les Etats européens s'effondrer, selon le jeu des dominos, grandit. Cela devrait arriver et impacter l'économie mondiale. «Si vous vivez en Grèce, vous êtes dans une dépression, si vous vivez en Espagne, vous êtes dans une dépression, si vous résidez au Portugal ou en Irlande, vous êtes dans une dépression», a déclaré Celente. «Combien de pays en Europe de l'Est sont-ils, également, en dépression ? Plus que vous ne pouvez imaginer». Partout, les clignotants arrivent au rouge. « *En Chine, il y a 1,3 milliard de personnes et aussi 1 million de problèmes* ». « *Avec les événements européens de 2012, il faut vraisemblablement s'attendre à une chute conséquente des importations de matières provenant de pays asiatiques* ». « *Cela va nécessairement se traduire par du chômage en Asie et un déclin de l'activité économique* ». (liesidotorg.wordpress.com 08.01)

2- Fed, Banque d'Angleterre et BCE

Il existe une différence notable entre les politiques menées par les banques centrales américaine et britannique par rapport à celle de la zone euro (la BCE). Les deux premières se sont engagées dans des processus dont on a beaucoup parlé il y a quelques mois : le quantitative easing (assouplissement quantitatif). Concrètement, cela s'est traduit par l'achat massif de dette publique par la banque centrale, additionnée à des taux très bas. Opération qui fut réalisée en deux temps pour la banque d'Angleterre : d'abord entre mars 2009 et janvier 2010, puis depuis le 6 octobre, la Banque d'Angleterre a décidé de porter à 275 milliards de livres sterling ses achats de dette publique britannique.

Après deux plans de quantitative easing, la Réserve fédérale américaine (Fed) détient désormais 2850 milliards de dollars de dette américaine. Et elle a annoncé, le 21septembre 2011, qu'elle allait céder des emprunts arrivant à échéance d'ici trois ans pour en acquérir d'autres, de maturité plus longue.

Résultat, la Fed comme la Banque d'Angleterre détiennent toutes deux environ 17% des dettes américaine et britannique.

De son côté, la Banque centrale européenne (BCE) a acheté 203,5 milliards d'euros de dette d'Etats européens depuis mai 2010 – d'abord grecque, irlandaise et portugaise, puis italienne et espagnole – soit 3% de la dette de la zone euro.

Comme le groupe anglo-américain contrôle les agences de notation ainsi que la City, à partir de laquelle il est possible de jouer et de spéculer sans aucune réglementation (lire avec un effet de levier maximum), l'histoire est déjà écrite.

Les banquiers centraux européens ont toujours cherché à justifier leur attitude par la crainte de l'inflation. Pour eux, la politique de monétisation des dettes publiques renforce le scénario de perte de valeur de la monnaie. Or, aujourd'hui, l'euro plonge contre le dollar !

Pourtant, statistiquement, l'écart d'inflation entre l'Europe et le tandem Etats-Unis/Grande Bretagne n'est pas (officiellement) si important.

Alors faut-il entendre que les règles économiques enseignées en université ne marchent plus ? Peut-on imprimer de la monnaie sans scrupule et voir sa devise se renforcer contre celles des pays dont la banque centrale est plus rigoureuse ? L'explication se trouve dans la MANIPULATION ou le tour de magie des financiers sans scrupule de Wall Street à la City.

SP500 contre CAC 40

De ce point de vue, les analyses successives et comparatives de Trader Noé entre les indices SP500 et CAC 40 sont révélatrices du plaisir que prennent les parrains de Wall Street à préparer le torpillage de l'Europe. Les manipulations indicielles sur le SP500 ont pour objectif de lui donner de l'air (oxygène) et donc d'apparaître plus performant, tout en assurant la descente des indices européens, de plus en plus fragilisés par des niveaux techniques que seuls détectent certains traders… comme ceux agissant via certains comptes numérotés.

D'un point de vue stratégique, le rebond technique haussier auquel on assiste sur les indices américains, permet de tirer (en reprise technique) des indices européens comme le CAC40, tout en préparant une puissante dynamique baissière… (liesidotorg.wordpress.com 05.01)

3- BCE

3.1- Le refinancement massif des banques par la BCE commence à porter ses fruits et l'institution est prête à répéter l'opération en février, a déclaré vendredi Christian Noyer, membre du conseil des gouverneurs de l'institut de Francfort.

"*Depuis que la BCE a fait sa grosse opération de refinancement à trois ans - plus de 500 milliards (d'euros) - on a des opérations d'émissions publiques par les Etats qui se sont très bien passées, et celle du Fonds européen de stabilité financière*

aussi", a-t-il dit sur Europe 1.

La France a émis sans difficulté majeure près de 8 milliards d'euros de dette à long terme jeudi, soit dans le haut des objectifs annoncés, à un taux moyen qui s'est tendu à 3,28% contre 3,19% en décembre. Le succès de l'opération "*est un très bon signe*", a dit Christian Noyer.

Le FESF a quant à lui emprunté 3 milliards d'euros, une opération qui a attiré une forte demande.

Christian Noyer a ajouté que la BCE ferait une deuxième opération de refinancement des banques à trois ans en février, pour un montant qui dépendra de la demande de ces dernières.

Prié de dire si le montant de l'opération pourrait atteindre 500-600 milliards d'euros, il a répondu : "*Si c'est nécessaire absolument, on fera la même opération.*"

"*J'attends des banques qu'elles soient plus actives sur le crédit à l'économie, qu'elles soient vraiment dynamiques*", a ajouté Christian Noyer. "*C'est pour ça qu'on leur prête de l'argent, qu'on leur prête à de très bonnes conditions et qu'on leur garantit ça sur plusieurs années.*"

Selon les chiffres publiés fin décembre par la Banque de France, les crédits au secteur privé ont ralenti en novembre, pour les entreprises comme pour les ménages.

En outre, "*elles (les banques) ont toutes les capacités d'acheter des dettes d'Etats, c'est un placement sûr, qui leur rapporte, il n'y a aucune raison qu'elles soient timorées là-dessus*". (reuters 06.01)

3.2- Frédéric Oudéa, PDG de la Société générale, a déclaré qu'il n'était "*pas question*" que la deuxième banque française investisse massivement dans la dette souveraine française, selon une étude publiée vendredi.

Ces commentaires entrent en contradiction avec les appels émis par les dirigeants de la zone euro, pressant les banques d'acheter davantage de dette souveraine en contrepartie d'une opération exceptionnelle de refinancement des banques à trois ans réalisée en décembre par la Banque centrale européenne (BCE). (reuters 06.01)

3.3- Les dépôts au jour le jour des banques commerciales auprès de la Banque centrale européenne (BCE) ont inscrit un nouveau record à 455 milliards d'euros, montrent les statistiques publiées vendredi, signe que les acteurs du secteur privilégient toujours la sécurité des placements à l'institut d'émission sur la rentabilité que pourrait leur procurer des prêts interbancaires.

Parallèlement, les emprunts d'urgence aux guichets de la BCE ont baissé à 1,861 milliard d'euros, leur plus bas niveau depuis le 28 novembre. Ce reflux est de nature à apaiser les craintes de voir des banques incapables de se financer obligées de payer un taux d'intérêt de 1,75% au lieu de celui de 1,0% en vigueur pour les opérations habituelles de refinancement.

Les dépôts au jour le jour, eux, sont rémunérés au taux de 0,25%, bien en dessous de celui du marché interbancaire, actuellement à 0,369%

"*Le fait que les banques se tournent davantage vers la BCE montre qu'elles ont de moins en moins confiance dans les autres institutions*", commente un trader sur le marché monétaire.

Les prêts accordés par la BCE aux banques, toutes échéances confondues, atteignant un montant global de 685 milliards d'euros, ce sont les deux tiers de ceux-ci qui sont redéposés auprès de la banque centrale. (reuters 06.01)

4- Pétrole

Extrait de l'ouvrage *La guerre secrète du pétrole*, de Pierre Fontaine, écrit il y a une quarantaine d'années.

[…] En juin 1927, une revue parisienne annonçait «l'offensive mondiale des pétroliers contre les carburants de remplacement». En 1935, lord Bearsted, fondateur de la Shell, avait adressé, de Londres, un cynique avertissement aux gouvernements étrangers qui, «*désireux d'atteindre une prétendue indépendance économique engageaient des dépenses pour construire des raffineries, même lorsqu'elles ne disposent pas de ressources en pétrole brut*». Les gouvernants français se rendirent les premiers et devinrent les agents d'exécution des consignes des trusts pétroliers, ainsi que le député Margaine l'expliqua à ses collègues. Ils étouffèrent toute rivalité à l'industrie du pétrole anglo-saxon. En avant la valse des dollars et des sterlings pour acheter l'huile (oil) étrangère que la France refusait de puiser dans ses richesses nationales inutilisées.

Ce bilan est pénible, mais il faut avoir le courage d'aller jusqu'au bout, ne serait-ce que pour réaliser le sens de la véritable révolution économique à entreprendre. Il est clair que l'essence de pétrole, imposée au monde par les trusts, n'est pas indispensable à la bonne marche des moteurs. […]

La plupart des savants se penchèrent sur le problème des carburants de remplacement. Les uns par curiosité scientifique, les autres par souci de détacher leur pays de la sujétion du pétrole étranger. Le professeur Jean Laigret ne trouva-t-il pas, dans son laboratoire de l'Institut Pasteur de Tunis, le microbe de la fermentation pétrolière ? Cette fermentation ayant été reproduite, il créa des hydrocarbures par le même processus que la nature employait pour transformer des matières végétales ou animales en pétrole. Découverte sensationnelle permettant de transformer des multitudes de choses qui se perdent annuellement en huile qui ne serait plus à chercher dans les entrailles de la terre. La découverte du professeur Laigret fut rendue publique en 1947. Quelles suites depuis ? Dans le même sac que le carburant par catalyse de l'eau et que les roches pétroligènes.

L'ingénieur Roger François expliqua, au Congrès soudanais de technique agricole (février 1936), comment on produisait de l'huile lourde pour moteurs en partant des graines oléagineuses, arachide y compris, appelé «*pétrole végétal*». Des noms de grands savants français sont attachés à cette recherche : Sabatier, Maille, Charles Roux, etc… Depuis la mission Roux de 1932, il y eut de catastrophiques méventes de produits oléagineux en Afrique noire et particulièrement d'arachides. Elles pourrirent ou furent brûlées pour le simple spectacle des colonnes de fumée qui s'élevèrent dans le ciel.

En 1932, à Bamako, avec du matériel de fortune, on obtint le «pétrole végétal» qui fut immédiatement utilisé dans des moteurs fixes, moteurs de camions et de remorqueurs du Niger… alors que l'on importait à grands frais des combustibles étrangers pour les centrales électriques. […]

L'achat assuré aux indigènes des graines riches et même des graines pauvres sans utilité, d'une valeur marchande actuellement presque nulle, permettrait une rapide revalorisation de la production locale non exportable, tout en évitant de débourser des devises lourdes pour l'achat de produits pétroliers.

Il serait fastidieux de citer toutes les initiatives de savants tendant au remplacement des essences de pétrole. Notons néanmoins que, voici presque trente ans, le technicien Jean Brémond réalisa la production industrielle de l'alcool de sisal sur laquelle avaient échoué tous les spécialistes du monde entier. Imaginons que le moteur à alcool du marquis de Dion ait acquis droit de cité, l'Afrique, avec l'alcool et le «pétrole végétal» pouvait acquérir rapidement une cadence économique favorable à son développement accéléré. […]

Le pétrole est une matière avant tout «*politique*». Jadis, il s'appuyait sur la «*droite*» ; aujourd'hui, il mise à gauche. En réalité, il a des garants politiques partout, mais il ne faut pas oublier que ce sont des ministres socialistes de la S.F.I.O. qui introduisirent le trust mondial n° 2, Royal Dutch Shell, au Sahara et, ainsi, mirent le feu aux poudres en Afrique du Nord française. Par exemple, M. Robert Lacoste, ancien ministre qui, simple syndicaliste gazier voulait pendre les banquiers, devint actionnaire de la Société pétrolière Francarep (groupe Rothschild) aux actions à un million de francs anciens chacune.

Cette puissance pétrolière est présente quel que soit le régime. Sous l'Etat français, en pleine guerre, le 13 juin 1944, le «*Comité d'organisation des combustibles liquides*» et le «*Comité d'organisation des carburants et lubrifiants de remplacement*» créèrent conjointement l'Institut du pétrole. Lequel Institut s'empressa de placer les carburants nationaux sur un plan inférieur au pétrole. Nous étions alors dans une époque cruciale où la France était paralysée par le manque de carburant. Mais les hommes dans les coulisses organisaient déjà l'avenir, leur avenir. Inutile de s'étonner de la nuit opaque qui entoure les carburants de synthèse français. L'Allemagne, l'U.R.S.S., la Grande-Bretagne, les Etats-Unis voient plus loin que les dirigeants français des carburants. La France a perdu le pétrole algéro-saharien par la faute des anglo-saxons qui déclenchèrent le baroud nord-africain. […] (liesidotorg.wordpress.com 02.01)

5- Assurance

Axa Real Estate, filiale de l'assureur Axa, est prêt à investir jusqu'à 2,5 milliards d'euros dans des projets d'immobilier de bureau en Europe pour profiter de la pénurie sur ce segment. Axa RE a ainsi confirmé une information du Financial Times. (reuters)

6- Transport aérien

Ryanair a annoncé lundi son intention d'instaurer dès la semaine prochaine une surcharge de 0,25 euro par billet pour couvrir le coût de 18 à 20 millions des permis d'émission de dioxyde de carbone (CO2) dont la compagnie aura besoin cette année conformément au nouveau mécanisme mis en place par l'Union européenne.

La première compagnie à bas coûts d'Europe a ainsi décidé d'imiter l'américaine Delta Air Lines et l'allemande Lufthansa, qui ont déjà choisi de répercuter ce coût sur leurs tarifs.

L'Union européenne a décidé de faire payer des droits d'émission de CO2 aux compagnies aériennes décollant ou atterrissant sur

son sol ou sur celui de trois pays voisins dans le cadre du développement du marché mondial du CO2. (reuters)

7- France

7.1- Aveu : "*C'était moins cher*"

Selon des documents enregistrés au tribunal de commerce de Toulon, les enfants de Jean-Claude Mas, Nicolas et Peggy Lucciardi, respectivement âgés de 27 et 24 ans, ont créé en juin France Implant Technologie (FIT).

Le nom du fondateur de PIP apparaît dans l'organigramme de ce nouvel établissement en tant que "*consultant technico-commercial*" et "*créateur de génie*", révèle Nice-Matin, qui a révélé vendredi l'information, citant un document sur la stratégie commerciale de la société. Cette nouvelle société aurait pour "*objectif de se déployer sur le marché européen, sud-américain et chinois*" à des tarifs concurrentiels pour prendre le relais de PIP, selon le journal local.

Il ne nie pas avoir utilisé un gel de silicone non agréé, pour fabriquer des implants à des prix défiant toute concurrence. "*C'était moins cher*", une simple "démarche capitaliste", assène son avocat Me Yves Haddad. (lemonde.fr 30.12)

7.2- Loyers commerciaux en forte hausse

L'indice du coût de la construction (ICC) en France a augmenté de 6,84% sur un an pour atteindre 1.624 points au troisième trimestre 2011, au dessus de son record historique qui datait du 3e trimestre 2008, a annoncé l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) vendredi.

L'indice du coût de la construction sert de référence pour la révision de certains loyers commerciaux, aux côtés de l'indice des loyers commerciaux. (AFP 06.01)

7.3- Illusion, cynisme ou crasse ignorance de M. Rocard (PS) ou les trois à la fois.

Après avoir épluché 20 000 pages de documents divers, Bloomberg montre que la Réserve fédérale a secrètement prêté aux banques en difficulté la somme de 1 200 milliards au taux incroyablement bas de 0,01 %.

Au même moment, dans de nombreux pays, les peuples souffrent des plans d'austérité imposés par des gouvernements auxquels les marchés financiers n'acceptent plus de prêter quelques milliards à des taux d'intérêt inférieurs à 6, 7 ou 9 % ! Asphyxiés par de tels taux d'intérêt, les gouvernements sont "*obligés*" de bloquer les retraites, les allocations familiales ou les salaires des fonctionnaires et de couper dans les investissements, ce qui accroît le chômage et va nous faire plonger bientôt dans une récession très grave.

Est-il normal que, en cas de crise, les banques privées, qui se financent habituellement à 1 % auprès des banques centrales, puissent bénéficier de taux à 0,01 %, mais que, en cas de crise, certains Etats soient obligés au contraire de payer des taux 600 ou 800 fois plus élevés ? "*Etre gouverné par l'argent organisé est aussi dangereux que par le crime organisé*", affirmait Roosevelt. Il avait raison. Nous sommes en train de vivre une crise du capitalisme dérégulé qui peut être suicidaire pour notre civilisation.

Allons-nous attendre qu'il soit trop tard pour ouvrir les yeux ? Allons-nous attendre qu'il soit trop tard pour comprendre la gravité de la crise et choisir ensemble la métamorphose, avant que nos sociétés ne se disloquent ? Nous n'avons pas la possibilité ici de développer les dix ou quinze réformes concrètes qui rendraient possible cette métamorphose. Nous voulons seulement montrer qu'il est possible de donner tort à Paul Krugman quand il explique que l'Europe s'enferme dans une "*spirale de la mort*". Comment donner de l'oxygène à nos finances publiques ? Comment agir sans modifier les traités, ce qui demandera des mois de travail et deviendra impossible si l'Europe est de plus en plus détestée par les peuples ?

En 2012, la France doit emprunter quelque 400 milliards : 100 milliards qui correspondent au déficit du budget (qui serait quasi nul si on annulait les baisses d'impôts octroyées depuis dix ans) et 300 milliards qui correspondent à de vieilles dettes, qui arrivent à échéance et que nous sommes incapables de rembourser si nous ne nous sommes pas réendettés pour les mêmes montants quelques heures avant de les rembourser.

Faire payer des taux d'intérêt colossaux pour des dettes accumulées il y a cinq ou dix ans ne participe pas à responsabiliser les gouvernements mais à asphyxier nos économies au seul profit de quelques banques privées : sous prétexte qu'il y a un risque, elles prêtent à des taux très élevés, tout en sachant qu'il n'y a sans doute aucun risque réel, puisque le Fonds européen de stabilité financière (FESF) est là pour garantir la solvabilité des Etats emprunteurs...

Il faut en finir avec le deux poids, deux mesures : en nous inspirant de ce qu'a fait la banque centrale américaine pour sauver le système financier, nous proposons que la "*vieille dette*" de nos Etats puisse être refinancée à des taux proches de 0 %.

Il n'est pas besoin de modifier les traités européens pour mettre en oeuvre cette idée : certes, la Banque centrale européenne (BCE) n'est pas autorisée à prêter aux Etats membres, mais elle peut prêter sans limite aux organismes publics de crédit (article 21.3 du statut du système européen des banques centrales) et aux organisations internationales (article 23 du même statut). Elle peut donc prêter à 0,01 % à la Banque européenne d'investissement (BEI) ou à la Caisse des dépôts, qui, elles, peuvent prêter à 0,02 % aux Etats qui s'endettent pour rembourser leurs vieilles dettes.

Rien n'empêche de mettre en place de tels financements dès janvier ! On ne le dit pas assez : le budget de l'Italie présente un excédent primaire. Il serait donc à l'équilibre si l'Italie ne devait pas payer des frais financiers de plus en plus élevés. Faut-il laisser l'Italie sombrer dans la récession et la crise politique, ou faut-il accepter de mettre fin aux rentes des banques privées ? La réponse devrait être évidente pour qui agit en faveur du bien commun.

Le rôle que les traités donnent à la BCE est de veiller à la stabilité des prix. Comment peut-elle rester sans réagir quand certains pays voient le prix de leurs bons du Trésor doubler ou tripler en quelques mois ? La BCE doit aussi veiller à la stabilité de nos économies. Comment peut-elle rester sans agir quand le prix de la dette menace de nous faire tomber dans une récession "plus grave que celle de 1930", d'après le gouverneur de la Banque d'Angleterre ?

Tout cela est indispensable. Mais aucun nouveau traité ne pourra être adopté si notre continent s'enfonce dans une "*spirale de la mort*" et que les citoyens en viennent à détester tout ce qui vient de Bruxelles. L'urgence est d'envoyer aux peuples un signal très clair : l'Europe n'est pas aux mains des lobbies financiers. Elle est au service des citoyens. (lemonde.fr 03.01)

Comme la BCE et les banques, ben voyons !

8- Suisse

Le président de la Banque centrale suisse, Philipp Hildebrand, a démissionné lundi à la surprise générale, éclaboussé par un scandale d'achat de devises qui a miné sa réputation de banquier rigoureux.

L'objet du litige concerne une opération qu'a effectuée Mme Hildebrand le 15 août. Profitant de la faiblesse du billet vert face au franc suisse, elle a acheté environ 500.000 dollars, une somme revendue en octobre avec un bénéfice de 60.000 francs suisses (environ 49.000 euros au cours actuel).

La transaction a été révélée par un informaticien de la banque Sarasin, où le couple Hildebrand détient un compte. L'employé a remis les extraits de compte à un avocat proche du parti UDC, très critique vis-à-vis de la politique du patron de la BNS.

Malgré une enquête diligentée par l'institut d'émission, qui a blanchi M. Hildebrand de tout soupçon de délit d'initié, et la publication des échanges emails entre M. et Mme Hildebrand et leur banquier montrant que le président de la BNS n'avait été informé qu'à posteriori des opérations de sa femme, le patron de la BNS a néanmoins dû démissionner.

Avec son départ de la tête de la BNS, il abandonne également sa fonction de vice-président du Conseil de stabilité financière (FSB), une organisation chargée de réformer le système bancaire international. (AFP)

9- Chine

L'excédent commercial de la Chine, sujet de frictions avec ses partenaires économiques, s'est réduit à "*environ 160 milliards de dollars*" en 2011, a déclaré jeudi le ministre du Commerce Chen Deming cité par l'agence Chine nouvelle.

En 2010, l'excédent commercial de la deuxième économie mondiale, qui reste fortement dépendante de ses exportations pour sa croissance, s'était élevé à 183,1 milliards de dollars.

Le volume du commerce extérieur chinois s'est accru au cours de l'an passé de plus de 20% pour atteindre 3.600 milliards de dollars, a encore indiqué le ministre chinois, cité par l'agence officielle.

Le ministère du Commerce a indiqué mercredi que le commerce extérieur chinois croîtrait d'environ 10% par an pour atteindre un volume de 4.800 milliards de dollars en 2015. (AFP 05.01)

Haut de page

Le 11 janvier

CAUSERIE

Je reprends péniblement l'actualisation quotidienne du site. Toujours pas d'électricité au bout de 13 jours.

Pour se faire les dents après une interruption d'une semaine, je vous propose un article commenté qui traite d'économie.

Les infos en bref ne seront actualisées que demain car j'ai pris trop de retard aujourd'hui. Temps que la situation ne sera pas redevue normale, le site ne sera actualisé que sommairement, je ne peux pas faire autrement.

J'ai très mal dormi et je me suis réveillé très tard à cause d'une sono hurlante jusqu'à minuit installée à quelques centaines de mètres de chez moi, eh oui il y a des gens qui trouvent le moyen de faire la fête, des expatriés et des soixante-huitards attardés, cela ne s'invente pas, plus les miasmes d'une fosse septique provenant du terrain situé juste en face de la fenêtre de ma chambre, deux emmerdements de plus qui viennent s'ajouter au reste, cela commence à faire beaucoup !

Pour couronner le tout, je pensais naïvement que mon propriétaire me ferait cadeau du dernier loyer compte tenu de la situation dans laquelle je me trouvais et des frais importants que j'ai engagés pour rester dans cette maison, alors que je pourrais envisager de déménager sans préavis du jour au lendemain, décidément c'est dur de "*rêver*" par les temps qui courent !

Pascal-Emmanuel Gobry, analyste de marché senior chez Business Insider Intelligence et maître de conférences à HEC. Extraits. (Atlantico.fr 10.01)

En théorie financière, une entreprise investit pour obtenir un rendement supérieur à son coût du capital, c'est-à-dire le rendement qu'attendent les actionnaires. (soutirer davantage de plus-value de la force de travail employée. - ndlr) Autrement dit, si une entreprise rend de l'argent à ses actionnaires, c'est qu'elle ne trouve pas d'endroit plus rentable pour l'investir. (rend **plus** d'argent aux actionnaires, il faut préciser, volé aux travailleurs, il faut ajouter. - ndlr)

C'est pour ça que la cupidité des actionnaires n'explique pas les dividendes (effectivement, c'est l'exploitation de la force de travail qui l'explique. - ndlr) : un actionnaire cupide préférera qu'une entreprise réinvestisse de l'argent qui lui offrira un rendement supérieur à de simples dividendes. (pas exactement, c'est la raison d'être du capitalisme, il fonctionne de la sorte parce qu'il est ainsi fait et ne peut pas fonctionner autrement, il fonctionne selon la loi de l'accumulation du capital qui repose sur l'exploitation de l'homme par l'homme dans sa version moderne, à un certain stade du développement des forces productives dans le monde, ce mode de production ne pouvant plus fonctionner sans engendrer de terribles destructions ou catastrophes à travers le monde, il verse dans la barbarie et la guerre. - ndlr)

Et donc, le fait qu'une entreprise verse des dividendes n'est pas forcément un signe de force, mais parfois de faiblesse (et toujours un privilège. - ndlr) : qu'elle ne trouve pas d'investissement rentable. (trop de capital accumulé et impossible à recycler dans l'économie marchande, au prix d'une paupérisation grandissante dans le monde, ceci est la condition de cela, son pendant (naturel).

Alors, pourquoi les grandes entreprises ne trouvent-elles pas d'investissements rentables ? (si aucune production de marchandises n'est rentable, il ne reste que l'argent, la monnaie sur laquelle spéculer, c'est le casino, quoi ! - ndlr)

Il suffit de regarder autour de nous : l'eurozone en récession, le Japon est morose, la croissance américaine reste en berne… Bref, loin de vouloir dire que le CAC 40 croule sous l'or pendant la crise, ces dividendes veulent sans doute dire le contraire.

Mais c'est là tout le problème : ça crée un cercle vicieux. Pour sortir de la crise, il faut que les entreprises investissent.
Ce comportement est une forme de prophétie auto-réalisatrice : ce que Keynes appelait le paradoxe de l'épargne. Si les entreprises et les foyers anticipent une croissance de l'économie, elles investissent (et ils consomment), et l'économie se relance. S'ils anticipent un marasme, ils n'investissent pas et ne consomment pas, et l'économie stagne. (notre économiste a subitement un trou de mémoire ou semble oublier que le marché n'est pas extensible à volonté et qu'il faut le concevoir au niveau mondial, ce qui est somme toute normal ou imparable à ce stade de sa réflexion, puisque la cause fondamentale de cette crise lui échappe ou qu'il ne veut pas la caractériser.

Et s'il est incapable d'aller au bout de son analyse après s'être demandé pourquoi "*les grandes entreprises ne trouvent-elles pas d'investissements rentables* ", c'est parce qu'en tant qu'idéologue du capitalisme il ne peut concevoir une réponse à cette question qui mettrait à nu les fondements sur lesquels il repose, le fragiliserait davantage et l'exposerait à un jugement sans appel...
Il en arrive à un raisonnement simpliste déconnecté de la réalité, qui consiste à décréter qu'il suffirait d'investir, donc de produire plus de marchandises, faisant abstraction que le marché est déjà saturé, pour que la population consomme subitement davantage, oubliant de spécifier au passage que les conditions d'exploitation dans lesquelles ces marchandises seraient produites ne permettraient pas aux travailleurs concernés d'accéder au marché ou qu'ils viendraient grossir les rangs des travailleurs pauvres, puisque pour que ces nouveaux investissements soient rentables pour les capitalistes, il faudrait que les coûts de

production soient alignés ou encore plus bas que ceux de leurs concurents sur le marché mondial, et quel que soit le cas de figure envisagé une surproduction s'ensuivrait si elle n'était pas déjà à l'origine de cette crise, surproduction de forces productives incompatible avec l'existence du mode de production capitaliste. - ndlr)

C'est connu : pour Keynes c'est à l'Etat de briser le cercle vicieux en relançant l'activité économique à coups de dépense publique. Pour les économistes qui viennent après Keynes, c'est à la banque centrale de jouer ce rôle : en agissant pour augmenter la masse monétaire, elle change les attentes de croissance des entreprises et crée cette prophétie autoréalisatrice de croissance de l'économie. (en dernière analyse, notre intellectuel doit s'en remettre à une "prophètie", c'est pathétique et symptômatique de l'impasse, de l'effondrement auquel aboutit infailliblement le système économique capitaliste. Parce qu'il est incapable d'intégrer dans son raisonnement les besoins et les conditions d'existence de l'immense masse des exploités de l'humanité, rien de moins ! - ndlr)

Lesquels des deux ont raison ? Débat purement théorique : on n'a aucun des deux. La Banque centrale européenne est dominée par une idéologie qui refuse toute création monétaire par peur de l'inflation, et les Etats européens font régner l'austérité budgétaire. (la première affirmation est doublement fausse, parce que la BCE fait fonctionner à plein régime la planche à billets, ensuite si l'inflation n'est pas visible de son bureau, du mien en Inde elle l'est ! Le défaut de ce genre d'analyses, c'est qu'elles ne prennent pas en compte tous les facteurs en présence à l'échelle mondiale, ou que leurs auteurs y font référence quand cela les arrange seulement.- ndlr)

L'actualité des derniers jours en titres

L'impossible métamorphose d'un psychopathe, mégalomane, hystérique, complexé...

- Alain Juppé: «*Une des qualités du président, c'est de savoir évoluer*» - 20minutes.fr

La preuve :

- La popularité de Sarkozy s'effondre dans un sondage - LeFigaro.fr

Si au moins...

- Villepin: "*Sarkozy gagnerait à avoir un peu plus d'humilité*" - AFP

Voix d'outre-tombe, quelle source d'inspiration !

- Hommage de Sarkozy à Jeanne d'Arc, "*résistante*" face aux épreuves - AFP

Coïncidence, j'ai lu qu'il allait recevoir J-M Le Pen au Palais, cela leur fera un sujet de conversation amicale en plus !

- Hollande va puiser les «*forces de l'esprit*» chez Mitterrand - Liberation.fr

Quand les choses les plus simples s'énoncent simplement...

- Pierre Moscovici promet un projet PS "*cohérent et crédible*" - Reuters

Ah bon ! La preuve :

- Cahuzac (PS): «*supprimer*» le quotient familial en le «*modulant*» - Liberation.fr

Ouf !

- Hollande ne veut pas "*supprimer*" le quotient familial - L'Express.fr

Pas facile de se faire passer pour autre chose que ce que l'on est véritablement, surtout de nos jours !

L'Etat policier à la manoeuvre.

- L'armement des polices municipales pourrait s'étendre - LeFigaro.fr

- Lyon : la police tire sur un SDF - LePoint.fr

Etat d'âme de privilégiés... cynique

- 2012 sera une bonne année pour les dividendes - LeFigaro.fr -

- Le CAC crée de la richesse, sa répartition fait débat - LeFigaro.fr

Quand l'argent et le pouvoir rendent fou.

- La psychiatrie pour expliquer la crise ? Wall Street serait un aimant à psychopathes - Atlantico.fr

- Le pape prône le respect de principes éthiques en économie - Reuters

Il y a ceux qui ne demandent qu'à vivre mais abrégent leur jours par désespoir...

- Dans les Ardennes, un retraité tue sa femme souffrant d'Alzheimer puis se pend - AFP

... ceux qui sont blasés de la vie et s'y emploient mais n'y parviennent pas...

- Elle survit à une chute de 111 mètres après un accident de saut à l'élastique - L'Express.fr

... et ceux qui y parviennent malgrè eux et qui l'ont bien cherché, pour ne pas dire mérité.

- Un ex-militaire français tué par balle dans son appartement à Tripoli - AFP

On ne se refait pas !

Le M'PEP ou un mouvement politique à la remorque du stalinisme, qui en doutait ?

Un rappel sur leur site : À partir du lundi 9 janvier 2012, Jacques Nikonoff tiendra une chronique tous les lundis. Et de préciser : Il renoue ainsi avec une tradition où il avait tenu une chronique hebdomadaire dans l'Humanité en 1999 et 2000. (source : http://www.m-pep.org)

Il y a ceux qui voudraient nous faire croire que le PCF serait un creuset de dirigeants communistes ou révolutionnaires, quand d'autres s'emploient à vouloir nous faire croire que le PS serait digne d'autre chose que "*l'union sacrée*" avec le capital, Gluckstein (POI) dans l'éditorial du n°181 d'*Informations ouvrières*, j'y reviendrai dans les jours qui viennent car il nous faut aussi combattre ce genre d'illusions qui desservent notre cause.

Haut de page

Le 12 janvier

CAUSERIE

J'actualise le site très tard dans la journée (19h20 heure locale) bien que je me sois levé à 5 heures du matin, parce que j'ai la tête ailleurs. Demain matin cela fera 15 jours qu'on est sans électricité, et au regard de la situation les choses ne sont pas près de s'arranger. Je préfère ne pas en dire davantage.

J'ai mis en ligne des documents de la société Coe-Rexecode au service du patronat et qui définit ainsi ses deux missions : 1- "*Une mission de veille conjoncturelle et de suivi permanent de l'économie mondiale*" ; 2- "*Une mission de participation au débat de politique économique*". Et depuis 2003, elle organise " *les Rencontres de la Croissance avec la participation du Premier ministre ou de membres du gouvernement.*"

Elle a donc pour tâche de soumettre les besoins des capitalistes au gouvernement, qui est vivement encouragé à engager les mesures pour les satisfaire.

L'intérêt de ces documents, c'est que les arguments qui y sont présentés correspondent à ceux qui figurent dans la nouvelle offensive annoncée par le gouvernement contre les travailleurs, et dont le "*sommet social*" sur l'emploi du 18 janvier prochain doit constituer la rampe de lancement, avec le soutien des dirigeants syndicaux qui y participent.

Certains documents sont datés de janvier 2011, il n'y a pas d'erreur sur la date.

Actualité en titres

Une collusion, un consensus, un complot contre les travailleurs, au choix.

- GM et IG Metall seraient en discussions pour restructurer Opel - Reuters

Contrats de travail sur mesure adaptés aux besoins des entreprises.

- Hollande veut simplifier le recours au chômage partiel - Public Sénat

Des privilégiés au secours du régime

- Un "*Pacte contre l'échec scolaire*" signé par quelque 50 personnalités - AFP

Pourquoi ce titre vindicatif ?

Parce que s'attaquer à l'échec scolaire sans s'attaquer aux conditions sociales qui en sont à l'origine, c'est faire croire que ce problème pourrait être résolu dans le cadre du régime actuel. Donc une illusion criminelle qui soulage apparemment la bonne conscience de ces nantis entretenus par le régime en question, dans la mesure où ils sont incapables d'envisager que ce serait les fondements du capitalisme qui seraient en cause et contre lesquels il faudrait se mobiliser pour les renverser.

Et pourquoi en sont-ils incapables ? Parce qu'il leur est impossible de se situer résolument sur le terrain des besoins des exploités, sans doute parce que leurs conditions d'existence leur sont étrangers ou qu'ils n'appartiennent pas au milieu ouvrier. Bref, du vent !

INFOS EN BREF

Politique

1- France

1.1- Suite de l'offensive antisociale du gouvernement.

Le gouvernement présentera une réforme du droit du travail après le sommet social du 18 janvier, a déclaré mardi le Premier ministre François Fillon, selon plusieurs députés UMP.

Selon ces participants à une réunion du groupe UMP, il a évoqué "*quatre décisions structurelles*" : la formation des chômeurs, l'allègement du coût du travail par le transfert d'une partie des charges patronales sur une autre assiette, les accords de compétitivité en entreprises et le temps de travail.

"*Pour cela, il faut une réforme législative. Il y aura un projet de loi de finances rectificative et un texte sur le droit du travail*", a dit François Fillon, selon plusieurs députés.

Le projet de loi de finances rectificative devrait mettre en oeuvre un transfert de charges fiscales vers la TVA, selon l'idée surnommée "*TVA sociale*".

Le texte sur le droit du travail permettrait quant à lui des ajustements, au sein des entreprises, du temps de travail et des rémunérations, en fonction de l'activité. (Reuters 10.01)

1.2- Les parasites. Non, le ventre du CAC 40 n'a rien de populaire !

Invité mardi matin sur RFI dans l'émission "Mardi Politique", le député-maire de Nice, Christian Estrosi, s'est retrouvé interrogé sur la fameuse soirée donnée au Fouquet's le soir de l'élection de Nicolas Sarkozy à la présidence de la République en mai 2007.

Une erreur originelle ?

"*Il est indigne de reprocher au président de la République d'être allé dans une brasserie populaire des Champs-Élysées*", s'est-il insurgé (5e minute). "*Moi, j'étais sur la place de la Concorde. (...) Je n'étais pas invité et c'est très bien ainsi.*" (lepoint.fr 11.01)

Commentaire d'un internaute.

- "*Je confirme! Je fais partie de la classe "populaire", je gagne 1500 euros par mois, je loue un grand duplex à 2 pas des Champs, je prends toujours le thé au Ritz et je dine toujours au Fouquet's, j'ai une A8 (voiture populaire) et je passe souvent des vacances populaires à bord du Yacht d'un ami.*"

1.3- FNUMP soluble !

L'ancien membre du Front national Guillaume Peltier, 35 ans, doit être nommé secrétaire national chargé des études d'opinion et des sondages de l'UMP ce mercredi, a appris l'AFP mardi d'après une source au sein du parti de la majorité.

Cette nomination doit être validée ce mercredi matin par le bureau politique de l'UMP, l'instance dirigeante du parti présidentiel.

Il a déjà un long parcours politique. Ancien membre du Front national jeunesse puis du Mouvement national républicain de Bruno Mégret, il a été proche de Nicolas Bay, conseiller régional FN de Haute-Normandie, membre du bureau politique et délégué national à la communication du parti présidé par Marine Le Pen.

Guillaume Peltier a rejoint le parti de Philippe de Villiers en 2001, le Mouvement pour la France, dont il a été notamment secrétaire général, avant de le quitter en 2008 pour rejoindre, l'année suivante, l'UMP. (20minutes.fr 11.01)

1.4- Rappel. Quand Sarkozy veut faire adopter... une loi déjà votée.

Le principe d'une taxe sur les transactions financières, dite taxe Tobin, que le président Sarkozy entend instaurer, a déjà été adopté par le Parlement en 2001 et figure même dans le code général des impôts, comme le révèlent plusieurs organes de presse dont le *Canard Enchaîné.*

Dans son édition à paraître mercredi, le Canard enchaîné raconte en effet comment la taxe Tobin, frappant "*les transactions sur devises*" et inspirée des travaux du prix Nobel d'économie américain James Tobin, avait été votée par la gauche, avec la "*neutralité débonnaire du président*" Jacques Chirac.

La mesure figure même dans le code général des impôts - article 235 ter ZD-, disponible sur le site legifrance.gouv.fr.

D'après les comptes-rendus des débats de l'époque, la secrétaire d'Etat du Budget, Florence Parly, s'en était remis à la sagesse de l'Assemblée et soulignait qu'un "*pays ne peut guère le porter tout seul*".

Le dernier alinéa de la loi prévoyait en effet que le décret fixant le taux de la taxe ne prendrait effet qu'à "*la date à laquelle les Etats membres de la Communauté européenne*" auront eux-mêmes intégré dans leur législation la taxe Tobin - ce qui n'est jamais advenu -. (AFP 10.01)

2- PG. Ah les cons !

Alors qu'il s'apprête à monter dans un train mercredi, gare du Nord, Jean-Luc Mélenchon est interpellé par un syndicaliste de Sud: «*On a un problème avec les anciens ministres!*», lui lance-t-il. Du tac au tac, le candidat du Front de Gauche lui rétorque: «*Moi j'ai un problème avec les cons!*»

Jean-Luc Mélenchon s'aperçoit quelques instants plus tard que la caméra de Canal+ a tout filmé. «*Merde, évidemment, ils étaient là eux!*», rouspète-t-il. (20minutes.fr 05.01)

3- PS. C'était déjà hier, autrefois, jadis...

"*Le changement, c'est maintenant.*" Le slogan de campagne de François Hollande est maintenant validé et sera officialisé mercredi 11 janvier, à l'occasion de l'inauguration du quartier général au 59, avenue de Ségur (7e arrondissement).

C'est l'agence de communication BDDP & Fils qui a imaginé ce slogan, ainsi que les éléments graphiques de la campagne. Ils ont été validés par le trio gravitant autour du candidat : Pierre Moscovici, Stéphane Le Foll et Manuel Valls.

"*L'idée, c'est que la volonté de changement, l'envie de changer de président passent par François Hollande*", détaille au Monde Manuel Valls, responsable de la communication. (lepost.fr 11.01)

Porte-parole du marché, comme toute entreprise capitaliste qui se respecte, le PS recourt à une agence de communication pour pondre son slogan de campagne électoral. Ce fut déjà le cas en 1981, donc ce n'est pas une nouveauté. Assurément, d'ailleurs rien n'est une nouveauté au PS contrairement à ce qu'on voudrait nous faire croire.

4- PS. Un parti de privilégié qui est étranger à la classe ouvrière

Le Parti socialiste revendique 174.022 adhérents fin 2011. En pleine campagne présidentielle, et alors que l'UMP revendiquait 261.000 adhérents il y a quelques jours, ce chiffre était attendu de pied ferme.

Il a été dévoilé ce mardi soir en exclusivité à 20 Minutes par Pascale Boistard, la présidente du Bureau national des adhésions au Parti socialiste.

Pour la secrétaire nationale, 2011 est une «très bonne année, avec 23.117 nouveaux adhérents».

Rien à voir cependant avec le raz-de-marée de 2006. A l'époque, le PS comptait 280.000 adhérents juste avant la précédente élection présidentielle. Le parti avait alors connu un «*boom*» d'adhésions (100.000 nouveaux adhérents) pour désigner le candidat des primaires internes.

Inquiétant ? Pas vraiment. Car cet écart s'explique par des raisons très pratiques. Pour les primaires d'octobre dernier, c'est l'ensemble des sympathisants de gauche qui étaient invités à départager les six candidats, et l'adhésion au PS n'était donc pas requise.

Pas moins de trois millions de personnes avaient ainsi fait le déplacement pour voter.

En pleine campagne, alors que les partis comptent leurs forces militantes, Pascale Boistard se rassure: «*Au moment des primaires ouvertes, 700.000 personnes ont laissé leur adresse mail*» pour être associées à la campagne de François Hollande. (20minutes.fr 11.01)

280 000 - 100 000 = 180 000. Et 174 022 - 23.117 = 150 905. Quel engouement en direction du PS !

A part des membres des classes et des couches moyennes du prolétariat, aucun travailleur en dehors de rares écervelés adhèrent à un parti aussi pourri. Des petits-bourgeois qui craignent que leur situation se détériorent ou qui aspirent à devenir de grands bourgeois.

Pas étonnant que l'on trouve les mêmes motivations et les mêmes profils chez les adhérents du FN, à ceci près que ceux-là ne s'embarrassent pas de manières pour se donner bonne conscience, quelque part, hormi leur xénophobie et leur racisme intolérable, ils sont moins méprisables. Entre celui qui dans la vie assume ce qu'il est et celui qui se munit d'un masque trompeur parce qu'il en est incapable, d'après vous, lequel des deux individus est le plus méprisable ? Les deux, mais pas forcément pour les mêmes raisons.

Si le PS vous donne envie de vomir, profitez-en, voilà une excellente raison de vous soulager.

Jack et Monique Lang ont passé les fêtes de Noël dans un prestigieux palace de l'Île Maurice, le Royal Palm, ce prestigieux palace de l'île Maurice fréquenté en son temps par Jacques Chirac, pour une note avoisinant les 12 000 euros.

Le "*représentant particulier*" de François Hollande dans son équipe de campagne a pu croiser le financier Marc Ladreit de Lacharrière et l'actrice Sandrine Kiberlain. Soins au spa de l'hôtel, petits plats dans les grands, crevettes sauvages cuisinées pour le couple...

Jack Lang a séjourné une semaine dans cet hôtel de luxe, le tout pour une note avoisinant les 12 000 euros et payée rubis sur l'ongle. (lexpress.fr 11.01)

Social

1- France

1.1- La "*règle d'or*" : tendre vers le moins social dans tous les domaines.

Les salariés français travaillent moins que leurs homologues européens, selon le cabinet d'étude Coe-Rexecode qui cite des chiffres inédits de l'institut européen de la statistique.

Selon ces chiffres d'Eurostat, les salariés français à plein temps ont travaillé 1.679 heures en moyenne en 2010, soit 224 heures de moins que les Allemands, 177 heures de moins que les Britanniques et 134 heures de moins que les Italiens.

Ce chiffre est le plus bas de l'Union européenne, avec la Finlande. Et c'est en France, que cette durée a le plus diminué depuis 1999 (-270 heures).

En revanche, la durée effective annuelle de travail des non-salariés et des salariés à temps partiel en France se situe dans la moyenne haute en Europe (respectivement 2.453 et 978 heures).

Eurostat a retraité à la demande de Coe-Rexecode les enquêtes menées dans les 27 pays de l'Union pour mesurer la durée effective annuelle du travail de façon comparable.

Coe-Rexecode estime que la stratégie française de baisse de la durée du travail a échoué et préconise de libérer la durée du travail par des accords d'entreprises, ce qui "*conduirait à une augmentation du taux d'emploi et du pouvoir d'achat en France*".

Ces chiffres sont publiés quelques jours avant le sommet social du 18 janvier lors duquel doit être discutée la possibilité de conclure des accords "*compétitivité-emploi*", permettant d'ajuster la durée du travail et le montant des salaires dans les entreprises selon la conjoncture.

Selon Coe-Rexecode, "*le dynamisme démographique de la France est un atout majeur dont la France peut tirer parti par des réglementations de l'emploi moins restrictives et un meilleur fonctionnement du marché du travail*". (Reuters 11.01)

1.2- Boucs émissaires et record infâme

Au total, 32 922 étrangers ont été expulsés de France en 2011. C'est ce qu'a annoncé le ministre de l'Intérieur, Claude Guéant, ce mardi, au cours d'un point presse. Le gouvernement vise un objectif de 35 000 expulsions en 2012. «*Ce chiffre est supérieur de 5 000 à celui de 28 000 initialement fixé. C'est le plus élevé jamais atteint*», s'est félicité le ministre.

Claude Guéant a également fait état de 182 595 premiers titres de séjour délivrés l'an dernier, contre 189 455 en 2010, soit une baisse de 3,6%. Dans le détail, l'immigration professionnelle a reculé de 26% sur un an et l'immigration familiale de 14%, selon le ministre de l'Intérieur. (liberation.fr 10.01)

1.3- Boucs émissaires fabriqués sur mesure par l'Etat.

Le ministre de l'Intérieur, Claude Guéant, a affirmé mardi sur RMC-BFMTV que le taux de délinquance, chez la population étrangère en France, était "*de deux à trois fois supérieur*" à celui de la délinquance générale.

Selon le dernier rapport de l'Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales (ONDRP), portant sur 2010, 226.675 étrangers ont été "*mis en cause*" cette année-là dans les affaires de police et de gendarmerie. Mais 40% l'ont été pour des infractions à la législation sur les étrangers (ILE).

Au total, 137.098 étrangers ont été mis en cause pour des crimes et délits non routiers hors ILE. Cela représente 13% du gros million de personnes ayant eu maille à partir avec les forces de l'ordre cette année-là. Les étrangers représentent environ 6% de la population. (AFP 10.01)

1.4- Mouvement social des fossoyeurs de la ville de Paris.

Les employés de la ville de Paris réclament une retraite anticipée ainsi qu'une réduction du temps de travail.

L'accès des convois pour les enterrements au cimetière parisien du Père-Lachaise a été temporairement bloqué mardi par des fossoyeurs de la ville de Paris, qui réclament une retraite anticipée et une réduction du temps de travail, avant qu'ils ne soient expulsés par la police. Peu après le début du blocage, la mairie de Paris a demandé le concours de la police pour déloger les fossoyeurs. "*La directrice des espaces verts responsable des cimetières s'est rendue sur place pour demander de libérer les accès*", qui ont ensuite été "*rétablis après intervention des policiers*", a précisé un porte-parole de la mairie, joint par l'AFP.

"*Bloquer l'accès à un lieu public est juridiquement illégal, et prendre en otage des familles dans la peine est moralement scandaleux*", a déclaré le maire PS Bertrand Delanoë. (lepoint.fr 10.01)

1.5- Mouvement de grève nationale des enquêteurs de l'Insee.

Une partie des enquêteurs de l'Insee a lancé un mouvement de grève national pour des raisons salariales. Les enquêteurs de l'Insee, qui sont environ un millier en métropole et dans les départements d'outre-mer et sont en majorité des femmes, effectuent notamment les enquêtes auprès des ménages pour calculer le taux de chômage, ou s'occupent des relevés de prix pour calculer l'indice des prix.

«*Il y a un mouvement de grève aujourd'hui, parce que les enquêteurs de l'Insee sont des précaires actuellement, des pigistes payés uniquement à l'enquête avec une protection sociale amoindrie*», a expliqué Julie Herviant, responsable CGT à l'Insee, précisant que l'action était soutenue par une intersyndicale CGT, CFDT, FO et SUD.

Le mouvement est toutefois partiel et ne bloque pas la parution des indices, selon la syndicaliste.

Selon elle, l'Insee a bien une volonté d'améliorer le statut en faisant des enquêteurs des «contractuels», mais «*propose un troc qui est de dire : on améliore un petit peu le statut mais on va baisser les salaires*».

De son côté, la direction de l'Insee a confirmé préparer «*une réforme des conditions d'emploi pour les enquêteurs, afin de passer d'une situation de pigiste rémunéré à la tâche à celle de contractuel de l'Etat*» pour «*mettre en place un cadre d'emploi plus sécurisant*».

«*Le mouvement actuel d'enquêteurs de l'Insee témoigne essentiellement d'inquiétudes quant aux conditions de reclassement dans le nouveau dispositif*», a indiqué l'Insee, soulignant que «*l'administration s'est d'ores et déjà engagée à garantir le revenu net de chaque agent*».

Selon des données fournies par la CGT, 83% des enquêteurs sont des femmes, et la majorité travaille à temps partiel, 34% effectuant moins qu'un mi-temps. Le salaire brut médian 2009 des enquêteurs était de 850 euros mensuels. (liberation.fr 11.01)

1.6- Mouvement social contre la liquidation d'une usine du groupe pharmaceutique américain Merck.

Selon la police, une cinquantaine de salariés de l'usine Schering-Plough d'Eragny-sur-Epte (Oise) ont tenté d'empêcher les entrées et les sorties de camions du site d'Hérouville-Saint-Clair (Calvados). Les salariés d'Hérouville les ont ensuite rejoints, selon la CFDT.

Selon ce syndicat, le site d'Eragny-sur-Epte, qui emploie 230 personnes, est menacé de fermeture après le désistement d'une entreprise qui devait racheter l'usine à Merck.

La direction a en outre annoncé la suppression prochaine de 107 postes sur 425 à Hérouville et refuse de s'engager sur la pérennité du site, selon la mairie et les syndicats.

En juin 2010, la filiale française du groupe pharmaceutique américain Merck avait annoncé que sa fusion avec Schering-Plough pourrait entraîner la suppression d'environ 800 postes sur un effectif de 4 000 personnes en France.

«*Hérouville est le dernier site Schering en France. On craint que Merck ne soit en train de progressivement fermer tous les sites de production Schering après avoir acquis les brevets*», a dit Manuel Lecoutey, élu CFDT de Schering à Hérouville.

Fin octobre, Merck avait annoncé le triplement de son bénéfice net au troisième trimestre 2011, à 1,7 millions de dollars (1,3 millions d'euros). Le 30 septembre, le laboratoire employait 90 000 personnes dans le monde. (liberation.fr 11.01)

1.7- La hausse des prix frappent de préférence les plus pauvres

L'association de consommateurs Familles Rurales dénonce une forte augmentation de 4,4% du prix du panier moyen des consommateurs (35 produits de consommation courante, eaux, biscuits, jus de fruits, desserts, confiture, produits laitiers...) au cours de l'année 2011, à 135,21 euros, pointant du doigt la distribution à bas prix.

Le record historique a été atteint au mois de novembre, avec un panier moyen à 137,6 euros, un niveau jamais atteint depuis le lancement de cet observatoire des prix en 2006, peut-on lire dans l'étude révélée mardi par La Croix.

Un constat corroboré par l'association de défense des consommateurs UFC-Que Choisir, qui relève entre septembre 2010

et septembre 2011 une hausse de son panier moyen (26 produits de marques nationales) de 6,8%, toutes enseignes confondues.

De son côté, l'Insee a constaté une variation des prix de l'alimentation de 3,2% entre novembre 2010 et novembre 2011, un indice qui sera actualisé le 12 janvier.

Les "*veilleurs consommation*" effectuent des relevés de prix tous les deux mois, dans 72 magasins à travers 34 départements.

"*Les produits qui sont dans l'ombre, comme les marques de distributeurs et les 1er prix, là, cela dérape beaucoup*", constate M. Damien.

Le panier de grandes marques nationales a augmenté de 2,65% en 2011, celui des marques de distributeurs a grimpé de 4,14% tandis que celui des 1er prix a bondi de 8,12%, constate l'étude.

L'association pointe aussi les "*mauvaises performances*" des magasins hard-discount, où le prix du panel des produits 1er prix est plus élevé qu'ailleurs.

"*Finalement, ce sont des pièges à consommateurs*", estime M. Damien, pour qui les distributeurs low-cost ne proposent "pas forcement les prix les plus bas". (AFP 11.01)

2- Nigéria

Pour la troisième journée consécutive, le Nigeria restait paralysé mercredi par la grève générale sur le point de s'étendre au secteur clé du pétrole, avec des émeutes dans le centre du pays et la persistance des violences inter-religieuses.

Les deux syndicats de travailleurs du pétrole du Nigeria, le premier producteur de brut d'Afrique, ont menacé pour la première fois depuis le début de ce mouvement social contre la hausse des prix du carburant, d'interrompre la production de brut.

Le président du syndicat PENGASSAN, dont les dirigeants sont réunis à Port Harcourt, la capitale pétrolière dans le sud du pays, a demandé "*à toutes les plateformes de production de se mettre en alerte rouge en prévision d'un arrêt total de la production*".

Un autre membre de ce syndicat a déclaré espérer que la décision d'interrompre la production sera prise d'ici mercredi soir.

"*Nous envisageons l'arrêt de la production du pétrole*", a également annoncé le chef du second syndicat de travailleurs du pétrole, le NUPENG (Syndicat nigérian des ouvriers du pétrole et du gaz naturel).

Les grévistes demandent le rétablissement des subventions aux carburants dont la suppression, le 1er janvier, a entraîné un doublement des prix de l'essence, frappant la majorité, démunie, des 160 millions de Nigérians.

Le pétrole est vital pour le Nigeria, le plus gros producteur de brut d'Afrique devant l'Angola avec près de 2,4 millions de barils par jour, et représente 90% de ses exportations.

Depuis lundi, des manifestations pacifiques ont rassemblé des dizaines de milliers de personnes dans la grande métropole économique Lagos, dans un climat pacifique.

Ils étaient de nouveau plusieurs milliers ce mercredi dans les rues de Lagos à manifester dans le calme. Seuls quelques incidents isolés ont eu lieu dans un quartier chic de la ville, où des protestataires ont attaqué un véhicule de police à coups de bâtons et ont arraché des panneaux de signalisation.

A Kano, la plus grande ville du Nord, la manifestation a également rassemblé des dizaines de milliers de personnes et s'est déroulée sans incident majeur.

A Minna en revanche, capitale de l'Etat de Niger dans le centre du pays, des violentes émeutes ont éclaté dans la journée. Plusieurs bâtiments officiels ont été attaqués et un policier en faction devant l'un de ces immeubles a été tué.

A la suite de ces violences, les autorités locales ont imposé un couvre-feu de 24 heures dans l'ensemble de l'Etat de Niger.

Le gouvernement fédéral d'Abuja a demandé mardi soir à tous les grévistes de revenir à leur poste, en menaçant d'appliquer la politique "*pas de travail, pas de salaire*".

Avec la suppression des subventions sur le carburant, les autorités comptent réaliser 8 milliards de dollars (6,3 milliards

d'euros) d'économies pour financer des infrastructures. (AFP 11.01)

Coïncidence ou non, il y a quelques semaines je me disais que le Nigéria serait bien le prochain champ de bataille des impérialistes...

3- Etats-Unis

3.1- Engraissement, empoisonnement, enrichissement

Un emblème de la gastronomie populaire américaine est ébranlé: le pâtissier industriel Hostess Brands, producteur du petit gâteau Twinkie qui a nourri des générations d'amateurs de sucre, a déposé le bilan mercredi.

Hostess, qui a son siège à Irving (Texas, Sud), s'est placé sous la protection d'un tribunal des faillites de New York, étranglé par les dettes et les problèmes de compétitivité. C'est la deuxième fois pour lui depuis 2004.

L'entreprise n'est pas cotée et ne publie pas de données financières. Elle emploie environ 19.000 personnes.

Cette génoise ultramoelleuse, fourrée avec une grosse quantité de crème industrielle, a une quantité de sucre (42% de la composition) et de graisse (10%) qui a de quoi heurter les palais délicats. Le Twinkie a pour réputation d'être bourré de conservateurs. Mais pour beaucoup d'enfants, c'est un régal.

Le produit a été inventé en 1930, sur fond de crise économique, selon la légende pour utiliser des machines qui ne tournaient pas en dehors de la saison des fraises.

Elle n'envisage pas de changement dans sa gamme, et a affirmé dans un communiqué que l'entreprise avait "*un potentiel formidable*" et "*certaines des marques les plus puissantes et résistantes du secteur*".

D'après la direction, le problème vient des accords d'entreprise, qui génèrent des coûts salariaux et de retraite intenables. (AFP 11.01)

Nous y voilà !

3.2- Tous égaux devant la crise !

A propos de 2011, « *annus horribilis* » des banques, saluons l'esprit de sacrifice des 400 associés de Goldman Sachs qui, alors que le chiffre d'affaires de leur banque devrait reculer de 22% cette année, se serreront la ceinture en ne touchant en 2011 qu'entre 3 millions et 6,5 millions de dollars par tête. Deux fois moins qu'une « *bonne année* ». (atlantico.fr 11.01)

4- Inde

4.1- Les cobayes des trusts pharmaceutiques.

Une amende de 5 000 roupies (72 euros) : c'est l'unique peine qu'ont reçu douze médecins en Inde pour avoir pratiqué en secret des tests de médicaments sur des patients, des enfants pour certains. Les médecins, dont deux d'entre eux ont démenti avoir mal agi, sont accusés d'avoir été payés par des entreprises pharmaceutiques pour mener dans la ville d'Indore des essais de médicaments visant à traiter notamment des dysfonctionnements sexuels.

L'affaire a provoqué la colère dans le Madhya Pradesh, dans le centre du pays. C'est dans cet Etat que 1 883 personnes auraient subi ces tests cliniques illégaux, selon le quotidien India Today, qui parle d'une condamnation "*honteuse*".

Selon le gouvernement local, les tests n'avaient pas été approuvés par les autorités sanitaires et les médecins ont refusé de divulguer toute information au nom de la protection du secret médical.

Anand Rai, un médecin qui a alerté l'opinion sur cette affaire, a fait part mardi 3 janvier à l'AFP de sa colère et de sa frustration après la peine infligée dimanche aux médecins, jugée non dissuasive. "*Tous les tests ont été pratiqués sur des patients venus dans des hôpitaux gouvernementaux pour des soins de routine. C'est un crime de pratiquer sur eux des tests médicaux sans leur consentement*", s'est-il insurgé.

Ajay Singh, à la tête de l'opposition au Parlement local, a qualifié l'amende de "*ridicule*". Des associations de défense des droits de l'homme disent craindre que l'Inde devienne une plaque tournante pour les tests de médicaments pratiqués sur des patients pauvres utilisés comme des cobayes par les géants pharmaceutiques, souvent sans leur accord.

Selon M. Rai, les mauvaises pratiques dans le milieu médical risquent de se poursuivre encore longtemps : "*Les tests de médicaments sont ici en augmentation parce qu'ils coûtent seulement un sixième de leur prix dans les pays occidentaux*", a-t-il souligné. "*Le système de régulation est ici plus corrompu et les compagnies pharmaceutiques peuvent facilement inscrire des patients et commencer les essais*", a-t-il ajouté. Selon lui, "*dans les pays développés, cela prendrait six mois pour inscrire cinq patients tandis qu'en Inde, ils peuvent pendant ce temps mener des tests sur 2 000 personnes*". (lemonde.fr 03.01)

4.2- Malnutrition. Pire que l'Afrique

La malnutrition qui continue de toucher des millions d'enfants en Inde est un motif de "*honte nationale*", a reconnu mardi le Premier ministre, Manmohan Singh, en dévoilant une étude selon laquelle 42% des enfants de moins de cinq ans sont sous-alimentés.

"*Je répète que le problème de la malnutrition est un motif de honte nationale*", a-t-il déclaré lors d'une allocution télévisée à l'occasion de la publication d'un rapport portant sur 73.000 foyers dans neuf Etats de l'Union indienne.

"*Nous ne pouvons espérer un avenir sain avec un grand nombre d'enfants mal nourris*", a-t-il estimé.

Selon M. Singh, les acteurs sociaux et politiques doivent "*comprendre clairement les nombreux liens --entre éducation et santé, installations sanitaires et hygiène, eau potable et nutrition-- pour ensuite adapter leurs réponses en conséquence*".

Depuis la libéralisation économique de l'Inde dans les années 1990, le pays a émergé de décennies de pauvreté, porté par une solide croissance de l'ordre de 10% qui a permis la naissance d'une classe moyenne et donné à l'étranger l'image d'un pays "*qui brille*".

L'Inde anticipe cette année un taux de croissance proche de 7%.

Mais selon Rohini Mukherjee, qui travaille au sein de la Fondation Naadi ayant participé au rapport, la richesse créée dans un pays où vivaient l'an dernier 57 milliardaires ne s'est pas propagée suffisamment vite aux populations défavorisées.

En terme de malnutrition, l'Inde "*fait pire que l'Afrique sub-saharienne*", a-t-elle dit à l'AFP, se faisant l'écho d'observations du Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef). (AFP 10.01)

Pire que l'Afrique et ce n'est pas moi qui le dis...

Economie

1- Forum économique mondial

Dans son rapport annuel sur les risques dans le monde, le Forum économique mondial (WEF), qui organise chaque année le Forum de Davos en Suisse, estime que l'accumulation des problèmes budgétaires, démographiques et de société risque de créer un sentiment de désillusion grandissant.

Le rapport, réalisé auprès de 469 experts et décideurs, avertit notamment du danger que représente "*un monde où une majeure partie de la jeunesse doit affronter un chômage chronique et élevé*", tandis que le nombre de retraités ne cesse d'augmenter.

Si les gouvernements ne parviennent pas à rétablir la situation, d'autres phénomènes risquent de surgir, notamment "le protectionnisme, le nationalisme et le populisme", a insisté le WEF.

L'organisation dirigée par Klaus Schwab a également souligné les dangers émanant de "*l'hyperconnectivité*", en référence aux 5 milliards de téléphones portables dans le monde reliés à internet.

"*Le quotidien est devenu plus vulnérable à la cyber-criminalité et aux interruptions techniques*", a précisé le rapport.

Sur un ensemble de 50 risques analysés sur les dix ans à venir, l'étude a identifié comme étant les plus probables la disparité des revenus, les déséquilibres budgétaires, la hausse des émissions des gaz à effet de serre, les cyber-attaques et les problèmes d'approvisionnement en eau potable. (AFP 11.01)

2- France

Contrairement aux craintes de certains, les dividendes qui seront distribués par la plupart des sociétés du CAC 40 seront généreux cette année.

«*A l'exception de deux banques qui ont décidé de suspendre leur dividende au titre de l'exercice 2011, vingt sociétés du CAC 40 ont annoncé leur intention de le relever et onze comptent le maintenir. Pour l'heure, seulement sept d'entre elles pourraient baisser leur coupon*» estime Pierre Sabatier, directeur général de Prime View.

«*La masse des dividendes qui sera versée cette année sera en baisse par rapport à l'an dernier (37,3 contre 40,2 milliards d'euros), mais ce recul est le résultat de la suspension annoncée du dividende de deux importantes banques de la cote (NDLR: Société Générale et Crédit Agricole), pour le reste, les dividendes seront au rendez-vous dans la majorité des cas*», ajoute Pierre Sabatier.

La générosité des sociétés françaises s'explique par la bonne tenue des résultats net courants des sociétés du CAC 40 qui sont restés stables à 86 milliards d'euros hors éléments exceptionnels. Les dividendes seront définitivement arrêtés au printemps en fonction des profits 2011 et des perspectives l'année en cours, mais tout porte à croire que le millésime 2012 sera bon.

Interrogations sur France Télécom, Vivendi et EDF

Il paraît ainsi d'ores et déjà acquis que les grandes valeurs de croissance, comme L'Oréal, LVMH, EADS ou encore Sanofi dans la pharmacie continueront à améliorer leurs dividendes. La partie sera plus difficile pour les «*cycliques*», mais elles feront tout pour ne pas décevoir leurs actionnaires déjà éprouvés par la chute des cours. Pour ces dernières, dont les profits ont été finalement bien résisté en 2011, tout dépendra de la vigueur du ralentissement redouté pour 2012.

Paradoxalement c'est du côté des valeurs défensives que persistent les grosses interrogations. Parviendront-elles à gratifier longtemps leurs actionnaires de rendements compris entre 6 et 8 %? Le marché commence à en douter sur France Télécom, Vivendi et EDF.

Pas d'inquiétude en revanche sur Total, qui reste le plus gros contributeur du CAC 40 avec plus de 5 milliards d'euros de dividendes versés aux actionnaires l'an dernier. Les analystes attendent pour cette année un dividende en légère hausse de 2,3 euros par action. (lefigaro.fr 06.01)

3- Espagne

La production industrielle espagnole s'est effondrée en novembre, de 7% sur un an, sa plus forte chute depuis plus de deux ans, selon les chiffres publiés mercredi par l'Institut national de la statistique (Ine).

Cet indicateur, calculé en données corrigées des variations saisonnières (CVS), avait déjà plongé en octobre, de 4,2% sur un an, montrant une aggravation de la situation économique du pays, qui devrait selon les analystes renouer avec la récession début 2012.

En moyenne entre janvier et novembre 2011, la production espagnole est en baisse de 1,4% sur un an.

De quoi fragiliser encore plus la croissance du pays, qui devrait s'établir selon le gouvernement à 0,8%.

La plupart des analystes tablent sur un quatrième trimestre 2011 et un premier trimestre 2012 dans le rouge, ce qui signifierait pour l'Espagne le retour à la récession, la deuxième en trois ans.

En novembre, "*tous les secteurs industriels présentent des taux interannuels négatifs*", précise l'Ine dans un communiqué.

La production de biens de consommation durable a plongé de 16,3% sur un an, celle de biens intermédiaires a chuté de 10%, celle de biens d'équipement a diminué de 7,4% et celle de biens de consommation non durable a reculé de 2,8%.

La production d'énergie a elle baissé de 5,2%.

Sur l'année 2010, l'industrie espagnole avait réussi à progresser de 0,8%, après s'être effondrée de 15,8% en 2009 avec la crise. (AFP 11.01)

4- Grande-Bretagne

Le constructeur aéronautique Airbus (EADS) a annoncé mardi qu'il allait transférer une partie de la charge de travail d'une de ses usines du Pays de Galles (Broughton) vers la Corée du Sud, provoquant la colère du plus grand syndicat britannique.

"*Nous avons passé un accord avec Korean Airspace Industries pour produire des pièces de voilure qui ne tiennent pas à notre coeur de métier, ce qui nous permet de redéployer nos ressources et de les affecter à l'augmentation de la production*", a déclaré un porte-parole d'Airbus.

Le groupe britannique GKN, qui est déjà sous-traitant d'Airbus, avait répondu à l'appel d'offres remporté par KAI, a expliqué le porte-parole d'Airbus. (AFP 11.01)

5- Etats-Unis

Il y a aujourd'hui "*un risque de répétition de ce que les Etats-Unis ont vécu dans les années 1930 ou de ce que le Japon connaît depuis vingt ans*", a déclaré M. Evans, président de l'antenne de la Fed de Chicago, lors d'un discours dont la Réserve fédérale a publié le texte en ligne.

Pour M. Evans, l'Amérique est victime de la "*trappe à liquidités*". En théorie keynésienne, c'est une situation dans laquelle la politique monétaire classique touche ses limites, avec des taux d'intérêts à court terme au plancher ne pouvant plus être abaissés pour stimuler consommation et investissement.

La Fed maintient son taux directeur quasi nul depuis trois ans et intervient de nouveau sur les marchés depuis octobre pour faire baisser les taux d'intérêt à long terme.

Pour éviter que le pire se produise et afin de soutenir la croissance de l'économie américaine qui, plus de deux ans et demi après le début de la reprise, reste très faible, M. Evans propose depuis plusieurs mois que la Fed s'engage à maintenir son taux directeur exceptionnellement bas.

Il a redit mardi que, pour tenir cet engagement, la Fed pouvait s'accommoder d'une inflation allant jusqu'à 3% alors que les dirigeants de la Réserve fédérale jugent souhaitable que la hausse des prix soit légèrement inférieure à 2,0%.

M. Evans est loin d'avoir convaincu ses collègues au sein du Comité de politique monétaire de la Fed (FOMC) de la pertinence de ses vues.

Le krach de 1929 à Wall Street avait débouché sur une crise économique majeure aux Etats-Unis dont le pays n'est véritablement sorti qu'avec le déclenchement de la Seconde guerre mondiale. (AFP 11.01)

Haut de page

Le 13 janvier

CAUSERIE

Du Palais.

La Talonnette citée dans l'hebdomadaire *Le Point* : "*Il faut passer la surmultipliée*", autrement dit mettre le paquet avant la fin de la dernière cession parlementaire de sa mandature.

Quant au "*sommet social*" sur l'emploi du 18 janvier et les mesures antisociales légitimées par avance par la participation des dirigeants syndicaux qui en découleront, tout est déjà ficelé : Les principales mesures issues du "*sommet pour la croissance et l'emploi*" seront présentées dès le 25 janvier en conseil des ministres. (Reuters 12.01)

Répétons-le, cela démontre que tout est déjà ficelé, les dirigeants syndicaux le savent pertinemment, pour ne pas dire qu'ils ont fourni à Sarkozy le gage qu'ils sauront faire preuve de "*responsabilité*".

"*L'essentiel* : les revendications patronales.

Dans un entretien au *Nouvel Observateur* publié mercredi, F. Chérèque appelle les candidats à revenir à "*l'essentiel*", à savoir "*l'Europe, l'avenir de l'industrie, la compétitivité, la réduction des inégalités*". (liberation.fr 12.01)

Collaboration de classes. Du syndicalisme de négociation à la "*coproduction*" des lois anti-ouvrières.

Le candidat socialiste à l'élection présidentielle, François Hollande, a promis jeudi aux syndicats d'accroître leur pouvoir et celui des organisations patronales s'il est élu en mai.

Il s'agirait d'inscrire dans la Constitution l'obligation d'une concertation avec les partenaires sociaux avant l'examen au Parlement d'un texte de loi sur les sujets sociaux .

"*Aucun projet de loi, aucune proposition de loi ne pourrait venir en débat au Parlement sans qu'il y ait eu au préalable une phase de concertation lorsque le sujet porte sur les questions sociales*", a-t-il ajouté après avoir rencontré François Chérèque, le numéro un de la CFDT, dernier syndicat à être reçu.

"*J'ai cru comprendre -mais je ne veux pas les engager car ce serait contraire même à la méthode que je viens de définir- que les partenaires sociaux, en tout cas pour les salariés, étaient tout à fait sensibles à cette démarche*", a-t-il dit.

"*C'est une logique de coproduction qui s'écarte de la logique de convocation qui a été la règle depuis maintenant cinq ans*."

Il a critiqué sur ce dernier point le projet de "*TVA sociale*" du gouvernement, une décision "*brutale, impréparée, et avec des conséquences qui peuvent être tout à fait fâcheuses pour la croissance*". (Reuters 12.01)

Passons sur le fait que la croissance le préoccupe davantage que les besoins des travailleurs, ce qui est normal puisqu'il représente ceux du capital.

Résumons.

Au lendemain de la Seconde guerre mondiale, gaullistes, capitaines d'industrie, militaires, staliniens et réformistes collaborent au désarmement des masses, à la reconstruction du capitalisme français et de l'Etat en contrepartie d'avancées sociales qui profitent à des degrés divers à toutes les classes sociales, en premier lieu à la classe dominante, tandis que le PS et le PC se font les fossoyeurs de la lutte de classe du prolétariat, confirmant ainsi qu'ils avaient définitivement abandonné le combat pour son émancipation du capital, pour le socialisme.

Ainsi associés à la gestion de la société capitaliste à travers les différents gouvernements d'union nationale sous la IVe République (1946-1958), ils ne manqueront pas d'y faire collaborer et d'y soumettre les syndicats qu'ils contrôlent, la CGT et FO principalement (à partir de 47-48), cette fois avec le soutien des formations se réclamant du trotskysme et des anarcho-syndicalistes, les uns et les autres se répartissant le boulot dans les différents syndicats, à la remorque des staliniens ou des réformistes tout en prétendant les combattre, car déjà incapables de faire preuve d'indépendance à leur égard, ce qui témoignait au passage l'incapacité de leurs dirigeants d'assurer la continuité de l'héritage du marxisme qu'incarnait le léninisme dans la personne de Trotsky jusqu'en 1940.

Au cours des 30 années d'après-guerre, ils profiteront de la conjugaison de l'augmentation de la productivité et de la volonté de la classe ouvrière d'en tirer profit pour banaliser ou normaliser leurs liens avec le capital avant de l'instutionnaliser à travers ce qui allait devenir la politique dite contractuelle, favorisant la négociation dans leurs relations avec le patronat et le gouvernement au détriment de la mobilisation des masses et l'affrontement direct (grève, occupation) avec les patrons ou l'Etat.

Cette allégeance permanente et croissante au capitalisme devait déboucher inévitablement sur des accords de plus en plus pourris à une époque moins favorable à la lutte de classe du prolétariat, et celui-ci solidement arrimé au capitalisme par des décennies de collaboration de classes depuis la fin de la guerre, allait se retrouver désarmé théoriquement et politiquement, incapable de l'affronter à l'heure où sonnera l'offensive du capital contre tous ses droits sociaux et politiques, la situation que nous connaissons aujourd'hui.

Une fois la totalité du mouvement ouvrier ayant adopté, participé ou soutenu la collaboration de classes pendant plus d'un demi-siècle, cela n'étonnera pas les générations à venir de combattants marxistes-révolutionnaires puisque celles d'aujourd'hui sont usées, sclérosées ou incapables de le comprendre ou s'y refusent, que dans ces conditions il ait été impossible de construire un nouveau parti communiste, puisque finalement tout a été entrepris pour qu'on n'y parvienne jamais, triste bilan qui est à mettre au compte de nos dirigeants.

Si on analysait sérieusement pas à pas les différentes lignes politiques adoptées au cours des 76 années passées, on s'apercevrait que l'objectif final du combat du mouvement ouvrier a été sacrifié au profit d'objectifs immédiats, du mouvement spontané des masses, autrement dit qu'en permanence la stratégie a été subordonnée à la tactique.

Ce constat que vous partagerez ou non, peu importe, permet de comprendre que lorsque la situation ne permet plus d'atteindre des objectifs immédiats, pas même de les poser ou de se les fixer, les masses sont gagnées par le pessimisme, se sentent impuissantes et finalement sombrent dans le désespoir.

Durant cette longue période, des millions et millions de travailleurs ont participé à la lutte de classe, se sont organisés, sans jamais parvenir à tirer les enseignements politiques de leurs combats, sans jamais atteindre un niveau de compréhension de la société qui se serait traduit par leur adhésion au socialisme, par la construction du parti, assurément sur ce plan-là aussi nos dirigeants ont failli.

Je comprends que cela soit difficile à digérer pour les militants de ces partis, qu'ils rejettent cette analyse, mais à qui d'autres revenaient la tâche de construire le parti sinon à ces dirigeants, qui d'autres contrôlaient les différentes organisations trotskystes, définissaient leur politique, leurs rapports avec les appareils, les partis, les institutions, le capitalisme, avec la classe ouvrière et les masses, la classe dominante, personne d'autres qu'eux, désolé.

Aujourd'hui on assiste à la fuite en avant du capitalisme vers l'abîme et la barbarie, à la fuite en avant de la collaboration de classe entre le gouvernement et le patronat d'une part, et les dirigeants syndicaux d'autre part, et nos dirigeants étant incapables ou se refusant à reconnaître leurs erreurs, puis à les corriger, s'efforcent à procéder à des compromis sur les principes qui les éloignent un peu plus chaque jour de l'objectif du combat du mouvement ouvrier, s'enfoncent dans une impasse politique parce qu'ils sont incapables de se tourner résolument vers la classe ouvrière, de modifier les rapports qu'ils ont avec le prolétariat.

On arrêtera là pour aujourd'hui. Je n'ai pas eu le temps de relire mes notes de lectures des derniers jours. Nos dirigeants se foutant éperdument des analyses que je peux produire et les militants les lisant distraitement, autant dire qu'elles ne servent à rien ou presque puisqu'elles proviennent d'un pauvre type isolé à l'autre bout du monde qui se prend pour je ne sais quoi...

Aussi, je reproduis un passage de *La révolution permanente* de Trotsky (page 11 de la version Internet) en rapport avec ce qui vient d'être dit et qui à mon avis mérite réflexion.

- "Ma position à l'intérieur du parti était conciliatrice, et c'est sur cette base que j'eus, à certains moments, tendance à former un groupement. Mon attitude était déterminée par une sorte de fatalisme révolutionnaire social. J'estimais que la logique de la lutte des classes obligerait les deux fractions à suivre une seule ligne révolutionnaire. A cette époque je ne comprenais pas encore la grande signification historique de la politique de Lénine, qui exigeait une impitoyable ligne de démarcation idéologique et même, à l'occasion, la scission, pour affermir et fortifier le squelette d'un parti véritablement prolétarien. En 1911, Lénine écrivit à ce sujet :

La tendance à la conciliation est la somme d'états d'âme, de désirs et d'opinions indissolublement liés à la tâche historique que l'époque de la contre-révolution de 1908 à 1911 a posée devant le parti socialdémocrate ouvrier russe. C'est pourquoi pendant cette période beaucoup de social-démocrates, partant de prémisses tout à fait différentes, aboutirent à cette attitude conciliatrice. Trotsky l'exprima d'une manière plus conséquente que les autres, il fut presque le seul à vouloir donner des fondements théoriques à cette tendance. (Vol. XI, seconde partie, p. 371.)

Cherchant l'unité à tout prix, j'idéalisais, inévitablement à mon insu, les tendances centristes du menchevisme. Malgré trois tentatives épisodiques, je n'ai pas réussi à travailler avec les mencheviks. Cela ne m'était pas possible. D'autre part, ma ligne conciliatrice m'opposait au bolchevisme, d'autant plus que Lénine, pour faire pièce aux mencheviks, livrait à la tendance conciliatrice une bataille impitoyable, et il ne pouvait faire autrement. Il est évident qu'aucune fraction ne pouvait être formée sur la simple base de la conciliation. Et voilà la leçon qu'on peut tirer de tout cela : il est inadmissible et désastreux de rompre ou d'atténuer la ligne politique dans un but de vulgaire conciliationnisme ; il est inadmissible d'embellir le centrisme qui fait des zigzags à gauche ; il est inadmissible d'exagérer et de gonfler les désaccords avec les camarades qui sont de vrais révolutionnaires, pour courir après les feux-follets du centrisme. Telles sont les véritables leçons qu'on peut tirer des véritables erreurs de Trotsky."

Comment dire, c'est cette tendance conciliatrice qui s'est imposée à l'avant-garde du mouvement ouvrier après la disparition de Trotsky. Et nous en sommes toujours là. Conciliationnisme de nos jours avec des démocrates, des républicains, des anarcho-syndicalistes, des altermondialistes, etc. qui débouche sur la défense de la démocratie, de la république, de la souveraineté nationale, de l'Assemblée constituante ou le partage des richesses conspués par Lénine (et Trotsky par la suite) ou par Marx (Critique du programme de Gotha, on y reviendra).

INFOS EN BREF

Politique

1- UE

Les Européens sont tombés d'accord jeudi sur les grandes lignes d'un pacte pour renforcer la discipline budgétaire de la zone euro mais n'ont pas été aussi loin que certains le voulaient, au risque de susciter le doute quant à leur volonté de tirer les leçons de la crise.

Il était discuté au niveau technique par de hauts fonctionnaires des pays de l'Union. Participaient également des représentants de

la Commission et plusieurs parlementaires européens.

Trois ébauches de compromis ont ainsi été rédigés avant de parvenir à l'accord de principe annoncé jeudi soir par des négociateurs.

Le texte final de compromis doit encore être peaufiné avant d'être soumis aux ministres des Finances européens, puis aux chefs d'Etat et de gouvernement qui se retrouvent à Bruxelles le 29 janvier. Objectif: boucler les négociations à ce moment-là puis signer le texte lors du sommet européen de début mars.

Le calendrier pourrait toutefois s'accélérer, sous la pression de la Banque centrale européenne (BCE).

Son influent président, l'Italien Mario Draghi, a estimé jeudi qu'il "*serait bon que ce pacte budgétaire puisse être adopté à la fin de ce mois, pas en mars*".

Ce pacte budgétaire, auquel la Grande-Bretagne refuse de participer, prévoit l'instauration d'une "*règle d'or*" pour graver dans le marbre l'objectif de comptes publics équilibrés, ainsi que des sanctions financières quasi-automatiques lorsque les déficits dépassent 3% du PIB. Il est destiné aux pays de la zone euro et à ceux de l'UE souhaitant s'y associer.

Mais, "*il reste encore des points litigieux à résoudre*", a admis une source diplomatique, notamment pour certaines compétences de la Commission européenne.

Son rôle fait débat et a évolué au fil des discussions: il a un temps été envisagé qu'elle puisse saisir la Cour de justice européenne si un Etat ne respecte pas l'inscription d'une règle d'or dans sa Constitution ou dans un texte équivalent. Dans la dernière mouture du texte remise aux Etats mardi soir, ce rôle avait été amoindri, mais pourrait encore évoluer.

Autre point restant à trancher: le nombre de pays devant ratifier ce texte pour qu'il entre en vigueur. Ce seuil a d'abord été fixé à neuf (la majorité des 17 pays de la zone euro), avant d'être remonté à 15 puis redescendu à 12.

Quoi qu'il advienne, le texte dont devraient accoucher les Européens promet d'être moins sévère que prévu. Certains pays ont en effet bataillé dur pour ne pas se voir imposer une discipline de fer.

Résultat: les prérogatives de la Cour de justice européenne et de la Commission, en particulier en matière de surveillance, sont appelées à être limitées par rapport à ce qui avait été un temps envisagé.

La France a notamment ferraillé pour que le rôle de la Cour européenne de justice soit circonscrit et qu'elle ne puisse pas vérifier l'ensemble de la politique budgétaire d'un Etat. Elle devrait vérifier uniquement l'application des règles d'or.

Lourdement endettée, l'Italie a obtenu que les sanctions quasi-automatiques ne s'appliquent qu'en cas de dépassement du plafond retenu pour les déficits publics et non pour la dette, comme cela fut envisagé. (AFP 12.01)

2- France

A six jours du sommet social, la durée du travail a fait irruption dans le débat, alimentée par une étude controversée de Coe-Rexecode, venue à point nommé conforter le souhait du gouvernement de renforcer la compétitivité des entreprises.

Selon Laurence Parisot, la compétitivité en France "*est dégradée à la fois par le coût et par la durée du travail*".

Et la patronne des patrons d'enfoncer le clou sur la nécessité d'en finir avec la durée légale du travail: le temps de travail serait "*fixé de manière conventionnelle par les branches ou les entreprises*".

Prenant appui sur l'étude, M. Bertrand a conclu qu'"*il faut qu'on travaille davantage*" en France et "*qu'on fasse travailler davantage de monde*", notamment les seniors et les jeunes.

Toutefois, reconnaît-il, l'économie française réussit à "*se maintenir*" grâce à sa "*formidable productivité*", mais elle "*ne suffit pas, il faut aussi la compétitivité*". (AFP 12.01)

Gagner en "*compétitivité*" en voulant faire travailler davantage les seniors et les jeunes, c'est possible uniquement en leur imposant des conditions de travail et de rémunération dignes des concurrents des entreprises françaises, autrement dit précarité absolue et salaire de misère. Car il ne suffit pas seulement de produire des marchandises, faut-il encore gagner des parts de marché pour pouvoir les écouler, donc être plus compétitif que les concurrents sur le marché mondial dont les conditions de travail et les coûts de production sont médiocres et plus bas, CQFD.

Social

France

1- Inflation et augmentation des prix

Les prix à la consommation en France ont augmenté de 0,4% en décembre par rapport au mois de novembre, essentiellement tirés par l'accélération des prix de l'habillement et de l'alimentation, faisant monter l'inflation sur un an à 2,5%, montrent les statistiques publiées jeudi par l'Insee.

Ces chiffres sont de nature à déclencher une hausse de la rémunération du livret A d'après la formule mécanique traditionnellement utilisée par le gouvernement mais le ministre de l'Economie François Baroin a décidé de maintenir le taux actuel de ce placement à 2,25%, conformément aux recommandations du gouverneur de la Banque de France.

Les prix de l'habillement affichent une progression de 0,7% par rapport à novembre et de 3,0% par rapport à décembre 2010 tandis que ceux de l'alimentation s'inscrivent en hausse de 0,3% sur un mois (+0,9% pour les produits frais) et de 3,3% en rythme annuel. (Reuters 12.01)

Un salarié du groupe d'annuaires Pagesjaunes s'est suicidé à son domicile, mercredi 11 janvier, après avoir adressé un mail à son épouse, avec en copie les syndicats et la direction du groupe, dans lequel il met en cause ses conditions de travail, a-t-on appris de source syndicale.

Le salarié, un commercial âgé de 53 ans et père de famille, s'est pendu à son domicile. Selon les syndicats, qui appellent 'à ne pas tirer de conclusions dans l'immédiat', le salarié évoquait notamment dans son mail une surcharge de travail et une perte de salaire.

Le groupe Pagesjaunes compte 4 776 collaborateurs en France, en Espagne, au Luxembourg et en Autriche, dont 2 100 conseillers commerciaux. (lemonde.fr 12.01)

2- La direction d'Air France-KLM passe à l'offensive.

Le premier transporteur aérien européen Air France-KLM a dévoilé jeudi un plan de redressement sur trois ans visant des économies supérieures à deux milliards d'euros via la réduction de la flotte, des investissements, un gel des embauches et une restructuration de l'activité moyen-courrier.

Pour réaliser plus d'un milliard d'économies immédiates, le groupe Air France-KLM a décidé de geler les augmentations de salaires en 2012 et 2013 et de poursuivre le gel des embauches décidé en septembre, ce qui se traduira par le non-remplacement d'environ 800 salariés.

Le second volet du plan, qui sera détaillé en mai-juin, prévoit des mesures structurelles qui devraient également générer un milliard d'euros d'économies.

Pour améliorer sa productivité, la compagnie va ainsi dénoncer les accords collectifs existants en vue de réorganiser le travail du personnel navigant (pilotes, hôtesses et stewards) et au sol, ce qui aura des conséquences en matière d'emploi.

Le nouveau PDG Alexandre de Juniac a indiqué au cours d'une conférence de presse que le principe d'une renégociation des contrats avait été annoncé aux représentants du personnel : "*notre sentiment est que cela a été accueilli avec sérénité, sang-froid*", a-t-il dit.

Enfin, pour enrayer les pertes de son activité court et moyen-courrier (France et Europe), la compagnie n'exclut pas de recourir davantage à la sous-traitance "*dans certains secteurs*".

De source interne à Air France, on indique que les efforts consentis par la seule compagnie française "*sont très importants*". Plusieurs syndicats ont indiqué être prêts à entrer dans une phase de renégociation des accords collectifs afin d'augmenter la productivité et ont manifesté leur inquiétude sur l'emploi.

"*Face à la situation d'Air France, dont la gravité ne peut être ignorée et au-delà d'un immense gâchis, l'Unsa-Aérien conçoit que des mesures s'imposent*", a ainsi écrit ce syndicat dans un communiqué. (AFP 12.01)

Economie

1- France

La Banque de France a recommandé jeudi de laisser le taux du livret A à 2,25% et celui du livret d'épargne populaire à 2,75%, l'inflation constatée n'étant à ses yeux que temporaire.

Le ministre de l'Economie et des Finances est libre de suivre ou non les recommandations du gouverneur de la BdF.

"*L'application mécanique de la formule de calcul des taux de l'épargne réglementée conduirait à accroître le taux de rémunération du livret A à 2,75%*", écrit la banque centrale dans un communiqué.

"*Toutefois, compte tenu des perspectives de baisse de l'inflation, afin d'éviter une volatilité excessive du taux du livret A, Christian Noyer, gouverneur de la Banque de France, a décidé de déroger à la stricte application la formule de calcul en vigueur, ainsi que le règlement en prévoit la possibilité.*" (Reuters 12.01)

2- Grèce

Les forums d'investisseurs, gréco-américains, allemands, russes, émiratis se succèdent à grande vitesse en Grèce. La plupart dans le décor paradisiaque d'un hôtel de luxe au bord de la mer Egee. La Grèce est à vendre.

Le dernier forum du genre, près du cap Sounion face à la mer, à 50 kilomètres au sud d'Athènes, a réuni mercredi et jeudi une délégation composée d'une cinquantaine de grandes sociétés des Emirats Arabes Unis pilotée par le ministre émirati des Affaires étrangères, cheikh Abdallah ben Zayed Al-Nahyane.

A la pause-café, les discussions prennent un tour nettement plus concret. "*Je cherche la liste des sociétés privatisables, vous l'avez?*" demande le responsable d'un groupe émirati spécialisé dans les énergies renouvelables à un haut fonctionnaire du ministère des Affaires étrangères grec, légèrement interloqué par le ton direct de la question. (AFP 12.01)

3- Russie

La Russie a vu son produit intérieur brut augmenter de 4,2% en 2011 après avoir connu une croissance économique de 4% en 2010, a annoncé jeudi le Premier ministre Vladimir Poutine, cité par les agences de presse russes.

"*Nous avons un excédent budgétaire de 0,8%*", a-t-il dit, soulignant que "*partout (ailleurs), il y a des déficits, et importants en plus*".

Après un déficit de 5,9% en 2009 et de 4,1% en 2010, le budget de la Russie est revenu dans le vert en 2011, à la faveur de la hausse des cours des hydrocarbures, qui sont le pilier de l'économie russe.

M. Poutine a par ailleurs indiqué que la dette publique de la Russie était de 10,4% du PIB.

"*Concernant la hausse de la production industrielle, nous sommes en quatrième position, derrière la Chine, l'Inde et l'Allemagne, nous avons enregistré 4,7%*", a encore dit M. Poutine.

En 2010, la production industrielle avait augmenté de 8,2% par rapport à 2009, année où le pays avait été touché de plein fouet par la crise économique mondiale. (AFP 12.01)

4- Etats-Unis

Le déficit du budget fédéral américain a augmenté au mois de décembre à 85,97 milliards de dollars.

Selon le système comptable du gouvernement américain, le mois d'octobre ouvre l'exercice 2012. Au cours de l'exercice budgétaire 2011, clos le 30 septembre, le déficit cumulé a atteint au total 1.296 milliards de dollars. (Reuters 12.01)

Haut de page

Le 14 janvier

CAUSERIE

Poutou (NPA), interview dans liberation.fr du 10 janvier. Ou l'art de poser les questions à l'envers.

- "*Les licenciements, le démentèlement des services publics, la pauvreté qui se généralise. Tout cela contribue à une démoralisation et à un sentiment d'impuissance.* "

Certes, mais c'est aussi le prix à payer de décennies d'illusions (notamment) savemment entretenues par tous les partis ouvriers. Illusions à la base de la faillite de la social-démocratie un siècle plus tôt.

Actualisées, illusions qui consistaient à faire croire aux travailleurs que leurs conditions de travail et d'existence ne cesseraient de s'améliorer dans le futur sous le capitalisme, pour peu qu'une minorité s'organise dans des syndicats ou partis ou les deux à la fois pour inconconsciemment entretenir cette terrible illusion que le passage progressif au socialisme (sous-entendu) se réaliserait sous le capitalisme, politique criminelle de soumission du prolétariat au capital incarnée par le PS et le PCF, y compris dans les syndicats, abandonnant la perspective d'en finir avec le capitalisme puisque celui-ci allait réaliser le socialisme.

Aujourd'hui, alors qu'il n'y a plus de "*grain à moudre*", le réveil est brutal, insupportable, dramatique. Si les conditions de travail et d'existence du prolétariat se sont effectivement améliorées au cours des 30 ou 40 années qui ont suivi la seconde guerre mondiale, on ne peut pas en dire autant de leur niveau de compréhension du fonctionnement de la société, qui n'a pas évolué en réalité, pour ne pas dire qu'il a régressé parmi certaines couches d'exploités.

L'avant-garde de la classe ouvrière a agi de la même manière que l'aristocratie financière qui court après les profits à court terme pour se retrouver finalement face à une crise, certes qu'elle a provoquée, mais qui était du reste inévitable à terme.

Au regard de la situation et celle à venir qui devrait confirmer la tendance actuelle, la crise du capitalisme et l'impuissance du mouvement ouvrier à la combattre, il n'est pas exagéré d'en conclure que la lutte de classe des 65 dernières années n'aura finalement servi à rien, à moins de se satisfaire d'avancées sociales... qui se sont volatilisées.

Le petit-bourgeois démocrate rejettera cette analyse parce qu'il espère bien conserver les avantages dont il profite encore et se foutant bien du reste, c'est l'état d'esprit qui prédomine chez les syndicalistes et la plupart des militants. Ce qui mine le moral de ces derniers, c'est la réaction des travailleurs qui refusent de participer à leurs combines d'appareil, y compris les plus déterminés d'entre eux qui inconsciemment se disent que les partis qui convoitent leur adhésion ont failli lamentablement, alors pourquoi leur accorder la moindre confiance aujourd'hui. Réaction saine et amplement justifiée, hélas !

A ce stade, évidemment la situation semble inextricable et toute amélioration paraît extrêmement difficile à envisager. Eh oui, comment faire pour combler un tel retard, une telle lacune ! Cela pourrait aller très vite à condition de s'en donner les moyens, partant du constat que des centaines de milliers de travailleurs sont prêts à passer à l'action.

Voyez ma situation en Inde en ce moment, je suis sans électricté depuis 16 jours, je pourrais me morfondre et en vouloir à la terre entière, j'ai pris quelques dispositions pour atténuer autant que possible les conséquences qui en découlent et garder le moral, en me disant que cette situation n'allait pas durer indéfiniment, j'ai l'espoir de m'en sortir en bref.

D'une part j'ai pris sur moi-même, d'autre part j'ai un objectif. Sans cet objectif, le rétablissement de l'électricité et du cours normal des choses, j'aurais pu sombrer dans le désespoir, me laisser aller, c'est cet espoir auquel je me raccroche qui me porte finalement, qui me donne la force de tenir et non parce que je serais particulièrement courageux, on s'attribue souvent généreusement des qualités qu'on n'a pas forcément au détour d'une expérience périlleuse.

Maintenant les travailleurs ne font pas face à un ou deux problèmes, mais bien davantage, tout est source de problèmes ou d'insatisfactions dans leur vie et la société, sans compter qu'il ne cesse d'en surgir de nouveau au fil du temps ou parce que la décomposition de la société s'accélère. Donc ils sont bien dans la même situation que moi à devoir satisfaire un besoin immédiat, mais c'est là qu'en règle générale l'action du mouvement ouvrier s'arrête, à savoir que cet objectif atteint on considère que le combat est terminé, alors que pour bien faire il ne fait que commencer.

Dans mon cas, mon espoir ne repose pas uniquement sur l'objectif du rétablissement de l'électricité, mais plutôt dans la perspective de pouvoir continuer par la suite mon activité politique dans des conditions normales (c'est une façon de parler) pour donner le meilleur de moi-même, la satisfaction de ce besoin immédiat est finalement négligeable au regard du gain que j'en tirerai sur le long terme, sans cette perspective j'y accorderais plus d'intérêt qu'il ne mérite, pour ne pas dire qu'il fausserait ma perception de la réalité, qui ne doit pas être isolée de son évolution et doit être traitée dialectiquement. La conception de la lutte de classe qui prévaut depuis des lustres est mécaniste, antidialectique, étrangère au marxisme...

- "*Il faut montrer qu'il y a d'autres solutions que l'austérité et la rigueur : s'en prendre aux riches.* "

Un riche, un capitaliste, un président, un gouvernement en remplace un autre et la vie continue comme avant, pas très crédible comme argument et pour le coup plutôt démoralisant. Comment voulez-vous faire l'éducation politique des masses avec de tels arguments ? Et ça ne marche pas ! Si ça ne marche pas, c'est que rien ne peut marcher à l'échelle des masses dans les conditions actuelles. Le socialisme pour lequel nos combattons n'est pas sorti du cerveau de deux penseurs géniaux, il est une nécessité qui s'impose à nous à un certain stade du développement historique du capitalisme que Marx et Engels ont théorisé.

- "*Je me suis particulièrement étendu sur le* "produit intégral du travail", *ainsi que sur le* "droit égal", *le* "partage équitable", *afin de montrer combien criminelle est l'entreprise de ceux qui, d'une part, veulent imposer derechef à notre parti, comme des dogmes, des conceptions qui ont signifié quelque chose à une certaine époque, mais ne sont plus aujourd'hui qu'une phraséologie désuète, et d'autre part, faussent la conception réaliste inculquées à grand-peine au parti, mais aujourd'hui ben enracinée en lui, et cela à l'aide des fariboles d'une idéologie juridique ou autre, si familières aux démocrates et aux socialistes français.*

Abstraction faite de ce qui vient d'être dit, c'était de toute façon une erreur que de faire tant de cas de ce qu'on nomme le partage, et de mettre sur lui l'accent.

A toute époque, la répartition des objets de consommation n'est que la conséquence de la manière dont sont distribuées les conditions de la production elles-mêmes" (Marx - *Critique du programme de Gotha*, 1875)

Il était écrit dans la résolution du IIIe Congrès de l'Internationale Communiste que les chômeurs et les travailleurs pauvres étaient un "*facteur révolutionnaire*" d'une "*valeur colossale*" et que c'était vers eux que le parti devait se tourner au lieu de les ignorer... Question : Combien de chômeurs ou de travailleurs des couches les plus défavorisées du prolétariat comptent dans leurs rangs le NPA, LO et le POI ? En fait, ce sont les staliniens et néo staliniens qui se chargent à travers différentes associations de les organiser ou de les contrôler.

Revenons à cet interview.

- "*La logique voudrait que les gens votent pour la contestation du système économique et du modèle capitaliste. Mais ce n'est pas le cas aujourd'hui malheureusement!* "

La réponse à cette lamentation figure plus haut. La révolution est un art (Trotsky), faire en sorte que le prolétariat se retrouve dans les meilleures conditions positions pour aborder une crise révolutionnaire aussi, donc nos dirigeants n'ont pas ce talent !

"*Les élections, c'est avant tout un moment démocratique, et autant que nos idées soient discutées dans l'arène. Les gens ne doivent pas se contenter du faux-choix qu'on leur propose en permanence.*"

Tu parles d'un "*moment démocratique*" ! Si tel était vraiment le cas, comment comprendre que les "*gens*" "*se contentent du faux-choix qu'on leur propose en permanence*" ? Cela ne signifierait-il pas plutôt que la démocratie serait bafouée en permanence sous la Ve République ? On en revient à une causerie précédente dans laquelle je dénonçais les fétichistes de la démocratie en soi, en général, qui camouflent ainsi leur incapacité à rompre avec le capitalisme et les institutions.

A l'entendre, on pourrait croire que les "*gens*" se contentent de ce qu'ils ont de bonne grâce, bref qu'ils ne méritent pas mieux. S'il était vrai qu'ils se contentent de ce qu'ils ont, il faudrait se demander pourquoi, la faute à qui, sinon aux partis qui sont censés les représenter et qui manifestement en sont incapables.

Actualité en titres

En famille ou en ménage, à trois s'il vous plaît !

- " *Le chômage partiel est un ménage à trois, c'est désormais à l'Etat d'agir* ", dit Stéphane Lardy de FO (lemonde.fr 13.01)

C'est beau l'esprit de famille ! La balle est dans votre camp excellence, à vous de jouer... Il n'y a pas mieux pour désarmer la classe, la réduire à l'impuissance, la neutraliser.

Ca tombe bien :

- L'Assemblée vote 24 000 places de prison supplémentaires d'ici à 2017 - LeMonde.fr

- L'errance sans fin des Roms à Marseille - AFP

Irrésistible !

- Bayrou a choisi son slogan de campagne: "*Un pays uni, rien ne lui résiste*" - AFP

Mieux que l'espoir, l'avenir fait vivre !

- Bayrou gagne 14 points de cote d'avenir, selon un sondage - AFP

- Borloo veut son groupe parlementaire à l'Assemblée - L'Express.fr

La culture au Karcher !

- Une tour du 93 transformée en « Villa Médicis » - LeFigaro.fr

Que demande le peuple franchement !

Promesse et intention pour le moins douteuses...

- François Hollande promet plus de pouvoir aux partenaires sociaux - Reuters

- 35 heures: Bayrou veut discuter avec les syndicats pour "*plus de souplesse*" - AFP

La campagne électoral, c'est guignol !

- Wauquiez rappelle à Joly que la France est «*chrétienne*» - Liberation.fr

- Carla Bruni-Sarkozy prête à participer à la campagne - Reuters

- François Bayrou dispute le rôle d'arbitre à Marine Le Pen - Reuters

- Montebourg refuse d'appliquer l'accord PS-EELV - L'Express.fr -

INFOS EN BREF

Politique

Syrie

Les Frères musulmans ont officiellement dénoncé la mission des observateurs de la Ligue arabe, estimant qu'elle ne faisait par sa présence qu'accorder un délai au régime de Bachar el-Assad. Ces déclarations coïncident avec celles des autorités du Qatar qui ont vainement tenté d'écourter la mission, arguant que si les observateurs ne confirmaient pas leur informations, c'est qu'ils étaient habilement manipulés par le régime.

Au demeurant, la presse atlantiste et du Golfe cite le pré-rapport des observateurs en en déformant le sens. La mission fait état de la continuation des violences, ce qui est interprété comme le constat d'une répression qui se poursuit, alors que les observateurs ont évoqué la violence de groupes armés infiltrés dans le pays.

Lors de son discours annuel au corps diplomatique accrédité près le Saint-Siège, le pape Benoît XVI a –en termes allusifs– exprimé son inquiétude face à la possible remise en cause de la liberté religieuse par les salafistes et les Frères musulmans dans le monde arabe.

Lors d'une conférence de presse télévisée, le Premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, a une nouvelle fois condamné le gouvernement syrien. Cependant, il a surtout rendu public le virage politique perceptible depuis deux semaines en exprimant son inquiétude face à une possible guerre civile ou confessionnelle chez son voisin. Après la brouille franco-turque à propos du massacre des Arméniens –qui a fait exploser la coalition militaire anti-syrienne–, Ankara invite à la retenue l'Armée libre syrienne –à la quelle il procure une base arrière– et appelle à la seule contestation pacifique. (Réseau Voltaire 10.01)

Social

Chine

Une municipalité chinoise a versé l'équivalent de deux mois de salaire à un millier d'ouvriers protestant contre la fermeture brutale de leur usine, a-t-on appris vendredi auprès d'un responsable local.

Les travailleurs, des migrants pour la plupart, ont manifesté leur colère après l'annonce par leur employeur Chuang Ying Toy Factory, un fabricant de jouets basé à Hong Kong, de la cessation d'activité.

Les propriétaires du site de Hengli, dans la province de Guangdong (sud-est) ont pris la fuite, selon un ouvrier.

La municipalité, soucieuse d'éviter tout mouvement social susceptible d'attirer l'attention des autorités centrales, a versé huit millions de yuans au total, soit 1,3 million de dollars environ, a précisé le responsable municipal.

L'industrie du jouet est particulièrement touchée par la baisse des exportations qui frappe le Sud-Est industriel chinois. Des milliers d'ateliers ont fermé leurs portes en 2011 et un dixième des salariés du secteur ont perdu leur emploi, selon la Fédération des fabricants de jouets, basée à Hong Kong. (Reuters 13.01)

Economie

France

L'agence de notation financière américaine Standard & Poor's a abaissé vendredi la note souveraine française d'un cran, à AA+ avec perspective négative. La France perd ainsi le triple A qu'elle détenait depuis 1975 chez S&P, et dans lequel le président Sarkozy a longtemps vu "*un objectif et une obligation*".

Le ministre des Finances François Baroin s'est efforcé de relativiser cette annonce, assurant que la perte de la précieuse note n'était "*pas une catastrophe*".

S&P a frappé l'ensemble de la zone euro à l'exception de l'Allemagne, privant également l'Autriche de son triple A et abaissant la note de sept autres pays. L'agence n'a finalement dégradé la France que d'un seul cran, et non deux comme attendu

S&P a aussi abaissé d'un cran les notes des dettes à long terme de Malte, de la Slovaquie et de la Slovénie. Elles rejoignent la France, l'Autriche, le Portugal, l'Espagne, l'Italie et Chypre au club des Etats dégradés ce soir.

S&P a relèvé "*l'endettement relativement élevé des administrations publiques ainsi que les rigidités du marché du travail*" français.

Berlin rassure - "*La France est sur la bonne voie*", affirme le ministre allemand des Finances Wolfgang Schäuble. "*Nous devons tous ensemble tenir les règles, renforcer la compétitivité, nous le faisons tous ensemble*". (AFP 13.01)

Vivement le "*sommet social*" sur l'emploi qui va venir au secours de la compétitivité des entreprises françaises !

Crise au sommet de l'Etat à propos du maïs transgénique Monsanto 810

La culture du maïs transgénique Monsanto 810 restera interdite en France en 2012 malgré la décision du Conseil d'Etat d'annuler la clause de sauvegarde appliquée à son encontre, annoncent vendredi soir les ministères français de l'Ecologie et de l'Agriculture.

Ce maïs transgénique est autorisé dans plusieurs pays européens.

Les cabinets des ministres Nathalie Kosciusko-Morizet et Bruno Le Maire ont fait part de cette décision aux représentants de la Confédération paysanne, de l'Union nationale des apiculteurs français et de la Fédération française des apiculteurs professionnels qu'ils ont reçus vendredi.

"*Il leur a été confirmé que, suite à la décision du Conseil d'État d'annuler la clause de sauvegarde prise par la France en 2008 pour interdire la culture du maïs transgénique MON810, le gouvernement maintenait son opposition à cette culture et que la culture du MON810 resterait donc interdite en France en 2012*", précisent les ministères dans un communiqué. (Reuters 13.01)

Parole d'économiste

G. Celente estime que l'avertissement de C. Lagarde, dirigeant ce qu'il appelle la Fédération Internationale d'une Mafia de Requins, c'est-à-dire le Fonds monétaire international, est un signal envoyé à tous ceux qui peuvent comprendre. Pour Celente, les rapprochements avec la crise de 1929, la Grande Dépression, les guerres de devises, les guerres commerciales, les guerres mondiales, ne sont plus chose farfelue. Il signale que la chute des prix de l'immobilier aux Etats-Unis, est plus

important qu'elle ne le fut dans les années trente. Les enseignements de l'histoire disent que dans pareille situation, les dirigeants cherchent à échapper à leurs responsabilités en déclenchant le chauvinisme et surtout la guerre. « *Regardez les discours qu'ils nous tiennent. Ils s'estiment contents du travail opéré en Afghanistan et en Irak et maintenant ils préparent le terrain pour justifier une attaque de l'Iran. Ecoutez les discours des candidats aux prochaines élections présidentielles américaines. A l'exception du républicain Ron Paul, ils veulent tous partir guerroyer contre l'Iran* ». On voit ainsi la cupidité de ces personnages qui, non seulement n'ont aucune culture, mais débitent un discours traduisant un formatage réalisé par les Elites. Les réseaux qui les financent sont les mêmes que l'on trouve derrière pas mal de sociétés secrètes aux Etats-Unis. C'est une bande de psychopathes, pour G. Celente, qui sont ainsi proposés pour résoudre la crise actuelle. En fait, ces gens-là se proposent d'appliquer des programmes politiques qui vont finalement se traduire par plus de violence et de criminalité.

Celente a raison de dire que le coup d'envoi d'une attaque de l'Iran conduira « *à une spirale hors de contrôle* ». De toutes les façons, selon les règles actuelles, génératrices de chaos, «*il ne peut se produire qu'une aggravation de la crise européenne, jusqu'à une cassure* ». « *Le risque de guerre civile en Europe va devenir de plus en plus élevé* ». Et les Etats-Unis ne seront pas mieux placés puisque Obama a fait voter la National Defense Authorization Act (NDAA), lui accordant le droit césarien de désigner n'importe quel citoyen comme terroriste ! Les militaires américains sont les chiens de garde du président américain, qu'il peut lâcher sur n'importe quelle personne avec ordre de la tuer. Malgré cela, l'équipe Obama ne se gêne pas pour donner des leçons à la Russie en matière de démonocratie…

Pour G. Celente, comme les Etats-Unis se préparent à gérer une guerre civile, à instaurer une dictature avec les camps de la FEMA, etc., il faut envisager un effondrement du dollar comme une certitude et donc… urgemment la préparation d'une résistance active.

G. Celente a probablement raison, mais il y a une autre certitude: l'effondrement de l'euro. Les financiers américains sont en bonne voie de réussir le torpillage de l'euro avant de voir sombrer leur devise impériale, le dollar US. (liesi 11.01)

Haut de page

Le 16 janvier

CAUSERIE

Enfin, au soir du 17e jour nous avons à nouveau de l'électricité, heureusement, depuis avant-hier après-midi je n'avais plus du tout d'eau. La première chose que j'ai faite : remplir les deux réservoirs et prendre une bonne douche !

A propos du site.

3249 visites en décembre, et vous avez téléchargé 2 168 documents, environ 20 000 sur l'année 2011.

Entre hier et aujourd'hui, j'ai mis en ligne une trentaine d'articles de sources diverses, je vous encourage à les lire. J'ai actualisé les pages d'accueil des différentes rubriques du site en intégrant les fichiers de décembre.

Mise en garde.

La désinformation à l'échelle internationale orchestrée par les maîtres du monde n'a plus aucune limite. On en a une preuve flagrante (si c'était nécessaire) à travers l'interprétation du développement de la situation en Syrie telle qu'il est relaté par les médias et les principaux sites Internet.

Comment fonctionne la propagande de l'impérialisme américain (notamment) et des monarchies du Golfe ?

Dans un premier temps ils produisent des faux éléments, documents, témoignages, etc. qu'ils envoient aux différentes agences de presse dans le monde, ensuite celles-ci les mettent en ligne sur Internet sans la moindre vérification des faits qui leur sont rapportés, simultanément elles les envoient aux principaux médias qui eux non plus ne se donnent pas la peine de vérifier la véracité des informations qui leur sont transmises, pour finir, une fois ces données largement diffusées à travers le monde et approuvées comme telles, les différents acteurs politiques s'en saisissent dans le sens voulu par les auteurs de cette manipulation et la boucle est bouclée.

Ce n'est pas nouveau s'empresseront d'affirmer les militants ou dirigeants qui savent tout mieux que tout le monde, avant tout le monde, qui semblent mieux informés que tout le monde, à croire qu'ils sont en relation avec ceux qui sont à l'origine de ces fausses informations, les mêmes qui ont adopté béatement la version du 11 septembre 2001 de G. Bush ou de la mort de Ben

Laden pour ne prendre que ces deux exemples, toutes autres interprétations ne pouvant trouver grâce à leurs yeux après avoir été unanimement rejetées par l'ensemble des gouvernements et des médias (aux ordres) tenant lieu de la malversation, de la théorie du complot, témoignant ainsi d'un esprit critique médiocre et de leur manque d'indépendance politique.

Le devoir d'un parti ouvrier devrait être dans sa presse de démonter ces manipulations.

Parole d'économiste.

1- Le dirigeant de Birinyi Associates prédit la fin de la Bourse : Le volume des opérations devrait atteindre zéro à la fin de cette année.

... on peut seulement ajouter que – au rythme actuel de dégradation du volume total des échanges au NYSE, depuis la dégradation américaine jusqu'à maintenant – le dirigeant de Birinyi Associates laisse supposer que le volume des échanges disparaîtra complètement d'ici le 11 Décembre 2012. (wikistrike.com 11.01)

2- Dans les mots de l'économiste Jon Danielsson : " *Les (banques) ont accumulé une dette égale à plusieurs fois le PIB annuel. Il n'y a aucune possibilité que les citoyens puissent payer cette dette*." (wikistrike.com 11.01)

Tant mieux dans les deux cas !

3- "*...pour regagner de la compétitivité, des Etats, comme la France, doivent flexibiliser leur marché du travail, afin de réduire le coût unitaire du travail. En Espagne, il doit baisser d'au moins 25%. Mais de telles mesures seront difficiles à faire accepter par les travailleurs, puisqu'elles risquent d'accroître l'insécurité de l'emploi. Les employés espagnols, italiens, portugais ou français devront accepter une hausse des salaires au taux inférieur à celui de l'inflation...*" (atlantico.fr 15.01)

Leur référence en matière de salaire minimum, ce n'est pas le SMIC, mais le RMI ou le RSA, plus proche du salaire de l'ouvrier chinois ou indien, à raison de 48h de travail minimum par semaine, sans aucun avantage social à côté ni congés payés, cela va de soi.

Actualité en titres

Le culte du capital.

- Triple A : la France n'est plus au standard - Liberation.fr

Mais encore :

- S&P s'explique : «*la réponse à la crise n'est pas la bonne*» - LeFigaro.fr

On se disait aussi... Que cela ne tienne :

- Pécresse: «*Il faut continuer les réformes...*» - Liberation.fr

Quitte à se contredire :

- AAA perdu : «*Des ajustements si nécessaires*», promet Fillon - LeFigaro.fr

Du coup, il y en a qui se prennent à rêver à haute voix :

- Allègre soutiendra Sarkozy s'il fait un «*gouvernement d'union nationale*» - 20minutes.fr

"*Rêver*", un peu, beaucoup passionnément, pas du tout :

- François Hollande reconnaît que tout ne sera pas possible - LeFigaro.fr

Entre le capital et le travail, Hollande a déjà fait son choix.

J'ai reçu un mail de syndicalistes qui semblent découvrir que la collaboration de classes remonterait à quelques décennies, deux pour être précis, qu'ils grattent encore un peu, ils découvriront peut-être ou ils parviendront à admettre qu'elle est une pratique permanente depuis l'après-guerre pour ne pas remonter plus loin, mais c'est permis également.

Au point de dégérescence auquel est parvenu le mouvement ouvrier, il ne pourra pas espérer s'en sortir ou se sauver en faisant l'économie de la critique du mouvement ouvrier depuis un siècle, y compris ou surtout celle de son avant-garde.

UMPFN soluble, suite.

- Brigitte Barège (UMP) prône la "*préférence nationale*" pour l'accès à l'emploi LEXPRESS.fr - L'Express.fr

INFOS EN BREF

Politique

France

1- Tout flatteur vit au dépend de celui qui l'écoute.

«*Je parlerai aux Français à la fin du mois, je leur dirai les décisions importantes qu'il faut prendre sans perdre de temps*», a déclaré Sarkozy lors d'un discours à Amboise, au surlendemain de la dégradation de la note financière de la France.

«*Je leur dirai que la crise peut être surmontée, pourvu que nous ayons la volonté collective et la force de réformer notre pays*», a affirmé le chef de l'Etat dimanche.

«*Depuis 2008, on a traversé cette crise absolument sans précédent, peut-être depuis un siècle, j'ai choisi de dire la vérité aux Français sur la gravité de la crise. Je leur ai dit qu'il s'agissait d'une épreuve qu'il ne fallait ni sous-estimer, ni dramatiser à l'excès*», a-t-il poursuivi.

«*C'est une épreuve et, en tant que telle, il faut l'affronter. Il faut résister, il faut se battre, il faut faire preuve de courage, il faut faire preuve de sang-froid. On ne répond pas à une crise de cette ampleur par l'agitation, par l'emportement*», a insisté le chef de l'Etat.

«*Le courage, c'est celui dont font preuve les Français tous les jours, dans leur travail. Le courage, c'est celui avec lequel, mes chers compatriotes, vous avez accepté les réformes difficiles, comme la réforme des retraites. On mesure aujourd'hui ce qu'il en serait advenu si nous n'avions pas mis en oeuvre cette réforme indispensable*», a-t-il ajouté. (libération.fr 15.01)

Sa "*vérité*", c'est celle qui correspond aux besoins des capitalistes. La nôtre, c'est celle qui correspond aux besoins des travailleurs. La question est posée à chaque militant de savoir sur quel terrain ils entendent se battre sachant qu'aucun compromis n'est possible, ni avec Sarkozy et son gouvernement, ni avec les appareils pourris des syndicats, ni avec le PS et ses satellites à la solde du capital, ni avec le patronat et les institutions.

Les représentants du capital posent des questions qui ne nous concernent pas, les prendre en compte ou essayer d'y répondre, c'est déjà se compromettre ou capituler, ce que bon nombre de militants ne parviennent pas à comprendre apparemment.

Imaginez qu'on vous parachute au beau milieu de sables mouvants prêts à vous engloutir et qu'on vous dise maintenant démerdez-vous, posez-vous les bonnes questions... Impossible évidemment, vous êtes cuit et votre fin est proche, politiquement en l'occurence, vous êtes déjà mort, ce n'est pas plus compliqué que cela à comprendre.

Pourquoi les militants ne sont-ils pas inflexibles sur les principes ? Parce qu'ils sont incapables de les défendre, il leur manque les bases théoriques pour y parvenir. Et puisque les seules bases théoriques disponibles sont celles du marxisme et qu'ils les rejettent ou ignorent, il ne leur reste plus qu'à élaborer des théories toutes plus foireuses ou grotesques les unes que les autres, entre opportunisme et aventurisme.

Au cours de mes lectures des derniers jours, je ne sais plus si c'est Marx, Lénine ou Trotsky qui disaient à propos du ralliement à notre combat de certains éléments avec lesquels jusque là il avait des désaccords (cela me revient, il devait s'agir de quelques lassaliens, donc de Marx dans la *Critique du programme de Gotha*) , à leur demande il faut préciser, que ce n'était à nous de leur faire des concessions sur le programme, mais que c'était à eux d'intégrer notre programme, et que c'était seulement à cette condition qu'on pourrait les accepter dans le parti, car accepter de dénaturer notre programme, c'était dénaturer le parti, bref le liquider.

Qu'on fait les dirigeants du PCI et de la LCR en fondant le PT puis le POI pour les premiers, le NPA pour les seconds ? Exactement le contraire de ce que préconisait Marx, qui ajoutait que jamais il n'adopterait un programme qui intègrerait sous une forme ou une autre l'idéologie de la classe des capitalistes. Qui a lancé la grande braderie des principes et de la théorie sur lesquels reposait le combat de l'avant-garde révolutionnaire dès la disparition de Trotsky ?

Par faiblesse ou ignorance ou les deux à la fois, pour continuer d'exister politiquement, sans plus se soucier de la nature politique de notre combat dans laquelle on a introduit une dose de réformisme pour faire bonne mesure, la suite est banale et connue, pour le justifier il ne reste plus que la fuite en avant qui nous conduit à adopter des stratégies et des mots d'ordre conforme à la perspective du maintien en place de l'ordre établi qu'incarne la défense de la souveraineté nationale et l'Assemblée constituante (POI) ou un meilleur partage des richesses (NPA-LO).

Sur le plan syndical, on commence par s'encanailler avec de farouches anticommunistes issus de la SFIO alliés de l'impérialisme américain, qui soutiennent le plan Marshall qui permettra à l'Etat et au capitalisme français de se reconstruire sur le dos des travailleurs encore plus exploités qu'avant-guerre, ensuite on ne trouve rien à redire à ce que le syndicat réformiste que l'on soutient soit financé par l'Etat et accessoirement par l'impérialisme américain, qu'il collabore ouvertement avec l'Etat et le patronat tout comme la CGT, entre autres témoignages de servilité, on vote comme un seul les résolutions de la direction confédérale en échange de postes de permanents dans l'appareil et cela pendant un demi-siècle, et comme en réalité jamais aucune campagne nationale sérieuse n'a été menée contre les appareils, les critiques de cadres de la CGT envers FO et l'inverse se neutralisent puisque les deux syndicats sont finalement comme les autres à la remorque du capital, du petit doigt introduit au départ dans ce mécanisme infernal ils ont fini par y laisser leurs âmes comme aurait dit Marx. Lisez attentivement la presse du POI, du NPA ou de LO, jamais vous ne trouverez le moindre article qui remette les pendules à l'heure.

Pendant des décennies les uns et les autres se sont affrontés pour savoir lequel serait le plus à la remorque du PS ou du PCF, en réalité à l'idéologie dominante, sans qu'aucun n'envisage qu'il pouvait l'être également, réellement. Au regard du résultat qu'on a sous les yeux aujourd'hui, pitoyable, misérable, on est en droit de se poser une question : si une organisation avait été capable de définir une politique indépendante des appareils pourris du PS et du PCF, cela aurait signifié que les arguments existaient pour la défendre, elle y aurait forcément gagné en crédibilité, elle se serait renforcée et la plupart des travailleurs qui cherchaient une issue au capitalisme se seraient tournés de préférence vers cette organisation au détriment des autres qui se seraient effondrées ou auraient disparu, or rien de tout cela ne s'est produit.

Qu'est-ce qui a donné un formidable élan à la construction du mouvement ouvrier international au cours de la seconde moitié du XIXe siècle ? Le développement du capitalisme, mais encore, la révolution de 1848 et la Commune de Paris, certes, mais cette dernière s'est terminée par un sanglant échec 72 jours plus tard, ne serait-ce pas plutôt les enseignements qu'en tirèrent Marx et Engels qui permirent à la fois à l'avant-garde révolutionnaire d'élever son niveau de compréhension du capitalisme et du monde, et de se débarrasser de tout le fatras que constituaient toutes les théories socialistes utopiques ?

Le socialisme scientifique fut vivement critiqué à cette époque, attaqué de toutes parts évidemment, férocement il faudrait ajouter, mais il était devenu incontournable, il était impossible de se positionner politiquement et de l'ignorer, pour finalement aboutir à une situation où chacun s'en réclamerait plus ou moins, tandis que des dirigeants du monde entier et des partis ouvriers l'adoptaient sincèrement, sa supériorité sur toutes les autres théories était devenue incontestable, d'où la rage de ceux qui le combattaient.

C'est ce (le marxisme) qui servit de charpente à la seconde puis à la troisième internationale et finalement à la quatrième, avant qu'elle n'avorte, non pas parce que des conditions plus difficiles auraient prévalu, pour s'en convaincre il suffit d'avoir à l'esprit l'atmosphère de chasse aux sorcières contre les socialistes qui existait à travers toute l'Europe (notamment) lors de la fondation des précédentes internationales, non, le seul facteur déterminant qui allait faire défaut après-guerre, cela allait être l'absence d'un dirigeant maîtrisant suffisamment le marxisme et possédant les qualités nécessaires à la fois pour analyser correctement la situation et construire un nouveau parti communiste... On pourrait ajouter par la suite, comprendre les transformations importantes qu'allaient subir la société et le monde au cours de la période à venir de manière à adapter la stratégie et le parti en conséquence, tout en demeurant fidèle aux principes du marxisme et du léninisme, le marxisme pour ce qui est de la théorie, et le léninisme pour ce qui est de la question du parti.

Il s'agit là d'un simple constat, pas besoin de jeter la pierre à qui que ce soit ou de juger tel ou tel dirigeant, cela n'a jamais été mon propos fort mal interprété par bien des militants, ce que je m'explique très bien, je m'en suis expliqué plus haut. Il y en a parmi nous qui se complaisent à pratiquer ce jeu de massacre, au lieu de servir notre cause ils s'emploient à mettre de nouveaux obstacles sur le chemin qui doit nous conduire à comprendre pourquoi nous avons été incapables de construire un nouveau parti au cours des 70 dernières années, qu'ils ne s'étonnent pas de la férocité de notre polémique.

Je ne prétends pas avoir raison ou détenir la vérité, j'affirme simplement qu'un certain nombre de questions n'ont jamais été discutées ou analysées sérieusement et que temps qu'on ne voudra pas s'y coller on n'avancera pas d'un millimètre, chacun continuera dans son coin à croire ou prétendre qu'il détient la vérité, les différents partis continueront d'être des passoires, de se scléroser (LO) ou de dégénérer (POI-NPA), nous demeurerons incapables de corriger nos erreurs et de nous rassembler, de retrouver la voie de la révolution socialiste mondiale. (A suivre)

2- Au tour des congés payés...

Jean-François Copé, secrétaire général de l'UMP, a affirmé dimanche qu'il n'était pas question "*à sa connaissance de faire évoluer*" la durée légale de cinq semaines des congés payés.

Invité de Radio France politique, M. Copé était interrogé sur l'éventualité d'une suppression de la cinquième semaine de congés payés après les déclarations de Luc Chatel, ministre de l'Education nationale, accusant les socialistes avoir fait "*payer à crédit*" cette semaine supplémentaire de congés.

"*Pas à ma connaissance*", a-t-il répondu, en ajoutant: "*dès lors qu'on réfléchit au temps de travail par branche et par entreprise (...) en réalité c'est que le dialogue social est en première ligne pour trouver les meilleures solutions et poser le problème des allégements de charges à hauteur de 12 milliards d'euros payés par le contribuable pour financer les RTT et aujourd'hui on ne peut plus se le permettre*".

"*Ce n'est pas tant un problème de congés qu'un problème de temps de travail effectué*", a-t-il dit, en soulignant que dans certaines branches, comme les banques, des conventions collectives prévoyaient sept semaines de congés payés.

"*Il y a une durée légale, je n'ai pas connaissance qu'il faille la faire évoluer*", a-t-il ajouté. (AFP 15.01)

Commentaire d'un internaute.

- " *Hou là là, quand l'UMP commence à dire: on ne fera pas ceci ou cela, c'est le début de la fin !*

J'en connais un qui avait dit : je n'est pas reçu de la part des Français un mandat pour reculer l'age de la retraite..."

3- FdG. D'une expérience "*désastreuse*" à une autre.

Plus de 5.500 personnes ont accueilli leur champion au poing levé dans les travées du Zénith de Nantes, sous une marée de drapeaux rouges et tricolores.

Mélenchon a lancé un «*appel*» aux socialistes «*à eux qui sont nos camarades, nos partenaires naturels et dans tant de circonstances, nos alliés*», insiste l'ancien ministre de Lionel Jospin : «*Je les adjure de se ressaisir! Ne cédez pas! Ne capitulez pas! insiste-t-il. Je forme le vœu qu'au plus vite, nos camarades socialistes se souviennent de l'expérience désastreuse des socialistes espagnols, portugais ou grecs* |*...] qui ont cru bien faire en cédant*». (liberation.fr et AFP 14.01)

Le PS est déjà le "*partenaire naturel*" du capital, de l'économie de marché comme ils appellent cela, c'est lui qui le revendique, il a déjà démontré de quoi il en retournait quand il était au pouvoir, au passage, avec les alliés acutels du PG, le PCF, pire, Mélenchon doit occulter qu'il a fait partie d'un gouvernement dont le conseil des ministres était présidé par un certain... Jacques Chirac. Sans doute le produit d'un malheureux concours de "*circonstance*", un de plus !

Il vaut mieux évoquer "*l'expérience désastreuse des socialistes espagnols, portugais ou grecs*" que celle du gouvernement Jospin, qui a davantage privatisé que tous les gouvernements RPR ou UMP, et dont Mélenchon était ministre.

Social

1- France

Plus de 2.000 manifestants ont défilé samedi après-midi à Clermont-Ferrand, pour réclamer "*justice*" et "*vérité*" dans l'affaire Wissam El-Yamni.

Les plus virulents des manifestants ont scandé "*Police assassins*" devant la préfecture, sur laquelle a été accrochée une banderole disant: "*pas de justice, pas de paix*".

D'autres banderoles dans le défilé mettaient en cause les deux policiers ayant procédé à l'interpellation controversée: "*Pour Wissam, la justice doit punir ses assassins*" ou "*prison pour les meurtriers de Wissam*".

"*Mon fils a été assassiné par la police, je veux la justice*", a déclaré entre deux sanglots le père de Wissam El-Yamni devant la foule avant d'entrer dans le bâtiment pour y être reçu par le préfet, François Lamy.

Jean-Louis Borie, avocat de la Ligue des droits de l'Homme (LDH), a dénoncé devant les manifestants "*les contrôles au faciès*" dans les quartiers populaires comme La Gauthière, d'où venait ce chauffeur routier de 30 ans.

"*Respect de la dignité. Vérité et justice pour Wissam*", pouvait-on lire plus sobrement sur la banderole de tête. Les manifestants étaient plus de 2.000, selon l'AFP, au plus fort de la manifestation, en grande partie dispersée en fin d'après-midi.

Une autre manifestation qui devait être organisée parallèlement devant la préfecture par le Bloc identitaire (extrême droite) a été interdite, la préfecture redoutant un "*risque de trouble à l'ordre public*".

La famille a été reçue vendredi par la juge d'instruction chargée du dossier. Les résultats de l'autopsie n'étaient pas encore connus. Une information judiciaire pour "*violences volontaires ayant entraîné la mort sans intention de la donner par personne dépositaire de l'autorité publique*" a été ouverte. (AFP 14.01)

2- Roumanie

Une dizaine de personnes, dont un caméraman et quatre gendarmes, ont été blessées samedi à Bucarest lors d'une manifestation contre le président roumain Traian Basescu, jugé responsable d'une baisse du niveau de vie, ont indiqué les médias locaux.

Les manifestants avaient été mobilisés notamment via internet et les réseaux sociaux afin d'exprimer leur solidarité avec le fondateur des services d'urgence, le médecin Raed Arafat, contraint à la démission en début de semaine à la suite d'un différend avec M. Basescu sur un projet controversé de réforme de la santé.

Mais alors que ce projet a été retiré du débat public vendredi, à la demande du chef de l'Etat, les participants à ce mouvement ont renoncé à leurs slogans de soutien à M. Arafat, pour appeler le président et le gouvernement à démissionner.

"*Nous ne pouvons plus supporter la pauvreté, trop c'est trop*", a déclaré à l'AFP une retraitée, Rodica Patran, évoquant le gel des retraites et la baisse de 25% des salaires dans le secteur public, imposés en juillet 2010.

Des centaines de personnes s'étaient également rassemblées dans la journée dans plusieurs grandes villes pour exprimer leur opposition à la réforme de la santé qu'avait défendue M. Basescu, qui prévoyait de donner davantage de place au privé. (AFP 14.01)

Economie

1- France

1.1- Les hommes de paille de l'aristocratie financière

L'agence de notation Standard and Poor's a tenu une conférence téléphonique, samedi après-midi, pour motiver sa décision.

«*Les dirigeants européens n'ont pas réussi à trouver les solutions adaptées à l'ampleur de la crise qui touche la zone euro*», résume Moritz Kraemer, le responsable de la notation des états souverains européens.

Plus important, et plus inquiétant, «*les chefs d'Etat n'ont pas forcément établi le bon diagnostic sur les raisons profondes de cette crise*». Ce qui, selon S&P, les empêche d'y apporter les bonnes réponses. «*Tous les pays se concentrent essentiellement sur des remèdes budgétaires en réduisant leurs déficits excessifs, en particulier dans les pays périphériques, mais la crise de la zone euro s'explique surtout par un écart de compétitivité qui n'a cessé de se creuser entre certains pays européens depuis le lancement de la monnaie unique*», estime Moritz Kraemer.

En termes économiques, cet écart de compétitivité a abouti au creusement, dans certains pays, de la balance des paiements et ce creusement a été trop longtemps ignoré par les responsables européens.

Depuis plusieurs années, S&P fait de cette balance des paiements l'un des critères majeurs de sa notation, au côté des chiffres plus usuels des déficits publics. De fait, ce sont les pays comme l'Irlande, l'Espagne ou le Portugal, dont les balances des paiements se sont lourdement creusées, qui ont été les plus dégradées ces dernières années. Dans une certaine mesure c'est aussi ce déficit -plus encore que ses déficits budgétaires- qui a fini par affecter la note de la France. Encore bénéficiaire en 2004, cette balance des paiements ne cesse de se dégrader depuis lors, au point de s'élever en moyenne à 6 ou 7 milliards de déficit par mois. C'est le signe que la France n'arrive plus à compenser son déficit commercial par suffisamment d'entrées de capitaux étrangers sur son territoire.

Vu sous cet angle, les solutions proposées par les différents sommets européens, notamment le durcissement de la discipline budgétaire, sont largement insuffisantes pour résoudre tous les problèmes de l'euro. «*Si il y avait eu une règle d'or budgétaire dans les pays auparavant, il n'est pas certain que la crise aurait été évitée*», explique Moritz Kraemer. «*Pour preuve, avant 2007, les Allemands avaient un déficit budgétaire bien plus élevé que les Espagnols, qui étaient presque à l'équilibre*». Mais la compétitivité de l'économie allemande lui a permis de mieux résister au choc, ce qui n'a pas été le cas

de l'Espagne. (lefigaro.fr 14.01)

1.2- La vérité sur le poids des fonctionnaires dans la dette de l'Etat

Rappelons d'abord les vraies proportions des salaires des fonctionnaires dans le budget de l'État: 80 milliards d'euros hors pensions, soit moins de 25% des dépenses, un petit 120 milliards d'euros avec les pensions, ce qui ne fait pas le tiers de l'ensemble.

En réalité, la dette de la France, contrairement à ce que l'on croit, n'augmente pas à cause de la masse salariale des fonctionnaires. Elle augmente pour de toutes autres raisons, à commencer par l'existence de la dette elle-même. Ce qui endette la France, c'est la part de plus en plus grande occupée par le service de la dette.

Rappelons que, depuis 2007, les déficits cumulés se sont creusés de plus de 250 milliards d'euros, quand la masse salariale restait stable ou diminuait comme c'est le cas cette année. L'explosion de la dette de la France durant les 4 dernières années n'a donc rien à voir avec le nombre de fonctionnaires employés par l'État. Et quand bien même nous supprimerions tous les fonctionnaires en France, nous économiserions simplement de quoi équilibrer péniblement le budget de l'État, puisque le déficit prévu en 2012 est supérieur à la masse salariale !

C'est probablement ici que se niche l'ironie la plus cruelle dans les positions cachées des partisans d'une diminution du nombre de fonctionnaires. Leur rêve fou, celui d'une France asymptotiquement sans fonctionnaires (sauf des policiers et des gardiens de prison, bien entendu), ne règle pas le problème de la dette. (atlantico.fr 14.01)

Il faut préciser que l'auteur de cet article est un farouche partisan du capitalisme.

2- Grèce

Le gouvernement et les créanciers privés ont ajourné leurs discussions jusqu'à mercredi. Les négociations entre les créanciers privée et le gouvernement grec sur la restructuration de la dette publique de la Grèce sont dans une passe difficile depuis vendredi. Elles ont été provisoirement suspendues par les créanciers, qui laissent entendre par là qu'ils pourraient ne pas tenir, en partie, leur engagement à effacer une partie de la dette, une mesure capitale pour le sauvetage du pays.

En cause, selon les créanciers, le fait que la proposition des banques d'abandonner 50 % de la dette de l'Etat grec en leur possession,"*n'ait pas abouti à une réponse ferme et constructive de la part de toutes les parties*", ainsi que l'a dit l'Institut de la finance internationale (IIF). Les négociations semblent notamment buter sur les taux d'intérêt réclamés par les banques, que le gouvernement jugent excessifs. En échange des anciens titres, les créanciers doivent recevoir des obligations de l'Etat grec. Ils souhaiteraient pour celles-ci un taux d'intérêt autour de 5%,quand le gouvernement penche plutôt pour 4%. (Atlantico.fr 14.01)

Alors que la Fed ou la BCE prête aux banques à des taux d'intérêts entre 0,5 et 1% !

Haut de page

Le 17 janvier

CAUSERIE

J'ai mis en ligne un article provenant d'une nouvelle source en ce qui nous concerne, et pour satisfaire la curiosité légitime des militants qui s'interrogent sur les véritables intentions des auteurs des portails auxquels nous nous référons, j'ai reproduit un large extrait de la présentation de www.mecanopolis.org.

- "La société dans laquelle nous vivons n'est pas aussi transparente qu'elle le prétend, ou elle ne l'est pas comme elle le prétend. Elle ne parait si déconcertante que parce que les intérêts agissants y sont la plupart du temps cachés, et les rapports de causalité falsifiés.

Dans la voix de ceux qui répètent les mensonges officiels diffusés en boucle par la propagande médiatique, c'est l'acceptation et la soumission à un « *nouvel ordre mondial* » qui s'exprime, et qui prétend, par la contrainte, assurer la survie collective. Ce « *nouvel ordre mondial* » est en fait toujours le même ordre ancien, qui se donne pour nouveau parce qu'il avance sur de nouvelles béquilles, jamais vues nulle part, et répand de nouvelles odeurs de décomposition, jamais senties nulle part.

L'artifice de la propagande consiste à affirmer à la fois que l'avenir est l'objet d'un choix conscient, que l'humanité pourrait faire collectivement, comme un seul homme, en toute connaissance de cause une fois instruite par les experts, est régi par

un implacable déterministe qui ramène le choix à celui de vivre ou de périr ; c'est-à dire de vivre selon les directives des gouvernements ou de périr parce que l'on sera resté sourd à leurs mises en garde. Un tel choix se ramène donc à une contrainte qui règle le vieux problème de savoir si les hommes aiment la servitude, puisque désormais ils sont contraints de l'aimer. Selon Hannah Arendt, le problème de la domination totale était de fabriquer quelque chose qui n'existe pas : à savoir une sorte d'espèce humaine qui ressemble aux autres espèces animales et dont la seule « *liberté* » consisterait à « *conserver l'espèce* » (2).

Sur la terre ravagée par mille catastrophes savamment provoquées, ce programme cessera d'être une théorie de la domination pour devenir une revendication des dominés, car notre société est depuis trop longtemps abrutie par les manipulations « *démocratiques* » pour qu'il soit encore nécessaire de faire régner l'ordre par les armes. Nous aurions tort de penser selon le vieux schéma : si les masses savaient, si on ne leur cachait pas la vérité, elles se révolteraient. L'histoire moderne n'a pas été avare d'exemples contraires, illustrant plutôt, chez les dites masses, une assez constante détermination à ne pas se révolter en dépit de ce qu'elles savaient, et même – depuis Néron jusqu'aux « *attentats* » du 11 septembre – à ne pas savoir en dépit de l'évidence, ou du moins à se comporter en dépit de tout comme si elles ne savaient pas.

Les masses ont été trop longuement entraînées aux sophismes de la résignation et aux consolations de l'impuissance pour ne pas rester impavides devant la destruction du monde qui se déroule devant elles. Tout démontre que l'identification avec le mouvement et le conformisme absolu semblent avoir détruit jusqu'à la faculté d'être atteint par l'expérience la plus directe.

A peine avait-on désigné les responsables de la crise économique mondiale qu'on les a escamotés en expliquant qu'ils n'y étaient pour rien ou presque, qu'en somme ils ne savaient pas ce qu'ils faisaient, que la responsabilité est a ce point diluée dans le pouvoir économique qu'il serait archaïque, barbare, digne des persécutions de l'Inquisition, de vouloir frapper des coupables. Bref, il n'y a plus de responsables de rien : c'est la faute à la « *technostructure* », par exemple, ou aux « *conditions* », qui, il faut bien l'admettre, sont mauvaises.

On serine tellement que ce sont les « *conditions* » qui sont mauvaises qu'on en oublie qu'en réalité ce sont les hommes qui le sont. Si ceux qui prennent des décisions voyaient plus souvent en revenir les conséquences, cela contribuerait efficacement à restaurer les aptitudes à la logique chez nos contemporains.

Certains s'offusqueront de la violence de nos propos, de même qu'ils sont outrés lorsque de jeunes manifestants s'en prennent aux devantures des banques qui ont ruiné nos sociétés. Ce n'est évidemment pas d'aujourd'hui que les hommes, même quand ils en sont victimes, sont portés à méconnaitre la violence là ou elle est la plus répandue, comme dans la destruction de leur travail ou l'aliénation de leur droits fondamentaux, simplement parce que cela ne nécessite pas l'emploi visible de la force. Ce qui est nouveau par contre, c'est que la diffusion d'images sélectionnées permette de diriger à volonté l'émotion sur tel ou tel acte de violence manifeste, choisi pour l'intérêt que trouvent les autorités à le dénoncer.

Il n'y aura bientôt plus d'alternatives qu'entre la soumission et le pur nihilisme. Ceux qui refuseront de se «*responsabiliser*» (répéter les mensonges du pouvoir en place, se faire vacciner, accepter une puce RFID, etc.), de participer avec zèle à la « *gestion citoyenne* » de toutes les crises présente et à venir, et à l'embrigadement dans « *l'union sacrée* » avec le président Obama pour « *sauver le monde* », peuvent s'attendre à être très prochainement traités comme le sont en temps de guerre les déserteurs et les saboteurs.

Cependant notre rôle reste, dans un présent écrasé par la probabilité du pire, d'étudier les diverses possibilités qui n'en demeurent pas moins ouvertes. Pris comme n'importe qui à l'intérieur d'une réalité aussi mouvante que violemment destructrice, nous nous gardons d'oublier ce fait d'expérience que l'action de quelques individus, ou de groupes humains très restreints, peut, avec un peu de chance, de rigueur, de volonté, avoir des conséquences incalculables.

Ce n'est pas d'un « *nouvel ordre mondial* » dont nous avons besoin, mais d'un nouveau monde.

(1) D'autres charlatans, que nous avons exclus en raison de leur bavardage inutile, nous taxent maintenant de « *fascistes* » ou même de « *fanatiques religieux* », entre autres allégations mensongères. Motivés par la seule frustration de n'avoir duré que quelques jours au sein de Mecanopolis, ils en viennent à oublier que la trahison est le seul crime pour lequel le pardon n'existe pas.

(2) Hannah Arendt in « *Le Totalitarisme* »

Différentes citations sont issues de « *La fosse de Babel* » (1962), de Raymond Abellio, ainsi que de « *L'abîme se repeuple* » (1997), de Jaime Semprun."

Précisons-leur que le "*nouveau monde*" porte un nom : le socialisme !

Intox.

1- Dans le dernier baromètre Ipsos-Le Point, le candidat MoDem enregistre un bond spectaculaire et hérite du titre de politique

préféré des Français.

François Bayrou enregistre en janvier une hausse impressionnante des opinions favorables, puisqu'il gagne 6 points par rapport à décembre, soit 20 points en tout sur cinq mois ce qui le porte à la première place dans ce classement avec 56% de jugements favorables, et 35% d'avis inverses. (lexpress.fr 16.01)

2- Aung San Suu Kyi pourrait accepter un poste de ministre nous dit-on (AFP 15.01), dans un gouvernement "*civil*", précisons, composé de militaires qui ont troqué l'uniforme pour le costard trois pièces, avec le soutien appuyé de Washington, Paris et Londres, comme il se doit.

Ah ces "*démocrates*", pareils à eux-mêmes !

Comment Chérèque et Thibault (notamment) s'y prennent pour soutenir les mesures qui seront prises par Sarkozy à l'issue du "*sommet social*" de demain.

1- "*Nous serons contre toute augmentation de la TVA*", a dit François Chérèque dimanche au Grand Jury Europe 1, Le Parisien et i>Télé, évoquant en revanche une hausse de la CSG. "*Personne n'est assuré que cet argent-là ira à la Sécurité sociale.*"

Tout d'abord, Sarkozy pourra répliquer qu'il lui fait là un procès d'intention, ensuite cela signifie que Chérèque est d'accord pour une hausse de la TVA si elle profitait à la Sécu, et pour finir qu'il ne voit pas d'inconvénient à remettre en cause les bases du financement de la Sécu qui en quelque sorte la structure, garantit son fonctionnement ou définit sa nature non marchande, sa raison d'être. On peut ajouter qu'en ne s'y opposant pas une fois ces réserves émises, il fait en sorte que la discussion porte non pas sur l'acceptation ou le refus de cette augmentation mais sur son bien-fondé ou son utilisation, il introduit donc un nouveau facteur de division entre les travailleurs, discussion sans fin qui devrait favoriser son adoption tout en faisant croire qu'il est contre

En conclusion il n'est pas contre le principe de l'augmentation de la TVA à condition que Sarkozy la présente sous un angle "*avantageux*". Dans tous les cas de figure les travailleurs casqueront et l'objectif de Sarkozy sera atteint.

2- François Chérèque, qui a rencontré ces jours dernier le ministre de l'Emploi Xavier Bertrand pour préparer le sommet social, a assuré que "*les négociations ne progressent pas*". (Reuters 16.01)

Alors qu'il n'y a rien à négocier, les dirigeants syndicaux passent leur temps à peaufiner dans les ministères la manière dont toutes ces mesures antisociales seront présentées puis adoptées.

3- Le numéro un de la CGT Bernard Thibault a estimé lundi que le sommet social convoqué mercredi par Nicolas Sarkozy relevait d'un "*affichage*" politique pré-électoral.

"*Je suis presque convaincu qu'il a programmé une rencontre avec les organisations syndicales plus pour l'affichage, dans une séquence électorale, que dans une véritable volonté de tirer les enseignements de la situation*", a déclaré Bernard Thibault lors d'une conférence de presse.

Autre dit, ne vous tracassez pas,c'est juste "*pour l'affichage*", pour faire croire aux électeurs que Sarkozy va prendre des mesures... mais il n'y a rien de sérieux dans tout cela. Ce qui n'empêchera pas Thibault d'affirmer le contraire plus loin, peu importe, il faut tenter de désamorcer la bombe, y compris en mettant les doigts dans le cambouis, après tout il est habitué des sales besognes. Vous aurez remarqué également qu'il s'en remettait à Sarkozy pour "*tirer les enseignements de la situation*", comme si le représentant du capital et ce qui est censé être le représentant du travail pouvait partager les mêmes enseignements de la situation, autrement dit avoir des intérêts communs ou convergents. Rien dans cette phrase il s'est vendu !

4- Selon lui, "*il n'est pas sûr que le président de la République joue carte sur table*" au sommet, "*peut-être que nous aurons une séance de faux fuyants*" et "*nous n'en saurons pas plus à la sortie*". Nicolas Sarkozy, selon lui, prendra le temps de "*nous écouter*" mais "*cela ne veut pas dire qu'on ait l'intention de nous entendre*".

Il prend un faux air désabusé pour qu'on ne l'accuse d'avoir cautionné les mesures qui seront annoncées à l'issue de ce sommet ou dans la foulée les jours suivants en y participant. Pécresse a annoncé que ces mesures pourraient être annoncées dès mercredi soir et Thibault n'en connaîtrait pas la teneur, il prend les syndiqués et les travailleurs pour des abrutis, une fois de plus, normal.

5- Dans ce contexte, "*échéance politique ou pas, l'heure est à la mobilisation*", a affirmé M. Thibault en regrettant la "*passivité*" des autres organisations syndicales (dont la CFDT) qui n'ont pas rejoint l'appel de la CGT à une manifestation mercredi.

Quoi qu'il en soit, comment une mobilisation pourrait-elle être possible à l'appel des syndicats quand leurs dirigeants s'apprêtent à cautionner les mesures réactionnaires déjà ficelées par Sarkozy ?

6- "*Je considère l'absence de l'unité syndicale dans ce paysage-là comme une attitude passive, coupable, au regard des enjeux*", a-t-il lancé. "*Après ce sommet je suggère que nous organisions une nouvelle réunion de l'intersyndicale pour faire le point de la situation*".

Ce passage ne sert qu'à camoufler sa propre capitulation auprès des militants de la CGT dont certains ne sont pas dupes.

7- "*On ne chamboule pas la protection sociale en quinze jours, à la hussarde*", a-t-il dit, en jugeant "*scandaleux qu'on puisse penser légiférer sur une modification des règles du financement de la sécurité sociale en si peu de temps*". "*Il n'est pas normal que le chef de l'Etat estime disposer comme bon lui semble*" de la protection sociale, "*ça appartient aux salariés*".

On est passé en quelques phrases du simple "*affichage*" inoffensif à un "*chamboulement*" de la protection sociale, la véritable portée des mesures que Sarkozy s'apprête à prendre, à part cela il ne connaît pas le contenu des mesures qui lui seront présentées demain, alors que tous les médias s'en sont déjà faits grâcieusement l'écho !

Tiens donc, la Sécu "*appartient aux salariés*", alors si elle appartient vraiment aux travailleurs, eux-seuls et leurs organisations peuvent discuter et décider de son avenir et non les représentants du capital, sauf qu'en participant à ce sommet les dirigeants syndicaux cautionnent que ce soit le gouvernement qui décident à leur place, de brader la Sécu au profit du marché.

8- Selon lui, "*aucun des droits sociaux des salariés n'est à l'abri*", même pas la 5ème semaine de congés payés. "*Tout est susceptible d'être révisé de manière autoritaire*" dans la mesure où le gouvernement "*reprend à son compte le diagnostic des organisations patronales sur le coût du travail*" trop élevé.

Affirmation gratuite et cynique, l'air de dire par avance : satisfaites-vous des prochains coups que vous allez prendre comme si c'était déjà plié, soyez rassurés, cela pourrait être pire encore.

9- "*Ce ne sont pas les salariés qui sont responsables de cette crise*", les entreprises en France "*souffrent d'un sous-investissement*" y compris en comparaison avec l'Allemagne, a-t-il argué. (libération.fr 16.01)

Heureusement qu'en leur accordant de nouvelles exonérations de cotisations sociales qui seront compensées par une hausse de la TVA payée par les travailleurs, en recourant à la baisse des salaires par le biais du chômage partiel, etc. elles gagneront en productivité ! Rien sur ce plan ne distingue la ligne du jaune Chérèque de celle de Thibault.

Donc pour finir, il reprend à son compte un des arguments fétiches de Parisot (Medef) et du gouvernement, y compris les agences de notation qui estiment que les coupes budgétaires ne suffisent pas pour réduire la dette et rassurer les marchés, qu'il faut tailler à la hache dans la législation du travail et augmenter l'exploitation... En venant au secours des entreprises, il se place délibérément sur le terrain du capital contre le travail, normal de la part d'un lieutenant du capital.

Actualité en titres

La police applique la "*règle d'or*" : le silence...

- Comment l'IGS a passé sous silence les agissements suspects de policiers - LeMonde.fr

... sinon l'impose :

- Sept policiers en procès, après la mort par asphyxie d'Hakim Ajimi en 2008 - LeMonde.fr

- Interpellations musclées: les policiers appelés à la prudence - L'Express.fr

Aucun "*risque*", aucune conséquence...

- Baroin: la dette française, "*investissement qui ne comporte aucun risque*" - AFP

C'était une façon de parler :

- Les prix de l'essence battent un nouveau record - Liberation.fr

Et puis cela présente des avantages :

- Juan Carlos adoube Sarkozy 1.203e chevalier de la Toison d'Or - Reuters

En voilà deux au moins à enfermer.

- Le duel à distance Hollande-Sarkozy passe par Cayenne - Reuters

Non pas eux, pauvres bêtes :

- La France accueille deux pandas chinois en zone VIP - Liberation.fr

INFOS EN BREF

Politique

1- Syrie

1.1- S'il fallait encore des preuves que la Syrie n'est pas secouée par une révolte généralisée, mais bel et bien par des actes destinés à terroriser la population et susciter son ressentiment vis-à-vis d'un gouvernement décidément trop populaire, les récents actes de sabotage des infrastructures publiques ne laissent plus guère de doute.

Dans la province d'Idleb, un engin explosif artisanal installé en bord de route a causé la mort de 6 employés d'une usine textile, et blessé 16 autres qui se rendaient en minibus sur leur lieu de travail. Le transport ferroviaire de carburant destiné à la production d'électricité a en outre été visé dans le même secteur par un engin explosif, blessant trois employés qui se trouvaient à bord du train.

À Deir Ezzor, ce sont des pylônes de lignes électriques à haute tension qui ont fait l'objet d'actes de sabotage, provoquant d'importantes perturbations sur le réseau de distribution.

L'« *Observatoire syrien des droits de l'homme* » (Bureau londonien des Frères musulmans) n'est pas encore parvenu à attribuer ces actes à la répression gouvernementale, préférant dénoncer d'hypothétiques massacres commis par l'armée sans apporter le moindre élément concret pour appuyer ses dires. (Réseau Voltaire 15.01)

1.2- La presse atlantiste et du Golfe, qui a abondamment mis en cause les observateurs de la Ligue arabe, relaie le jugement du Premier ministre du Qatar selon lequel la Ligue n'a pas la compétence pour ce type de mission. Puis, la presse rapporte la demande du commandant de l'armée syrienne libre de transférer cette charge aux Nations-Unies.

Personne ne semble se souvenir que la Ligue arabe prévoyait de s'appuyer sur le rapport des observateurs pour saisir le Conseil de sécurité. Ne pouvant compter sur un rapport étayant la culpabilité de l'administration Assad, la Ligue voudrait maintenant que le secrétaire général de l'ONU le rédige dans le sens attendu et le transmette au Conseil.

Chaque jour, la presse atlantiste a une belle historie à raconter. Aujourd'hui, c'est la portrait de Fadwa Suleiman, une jeune actrice qui a rejoint la révolution. Il ne doit pas s'agir d'une comédienne de premier plan puisque les journaux arabes s'appliquent à rappeler qu'elle a joué un second rôle dans une série télévisée, au cas où les lecteurs ne parviendraient pas à l'identifier.

- Le Tehran Times confirme que le Mouvement contre l'expansion chiite en Syrie a revendiqué l'enlèvement à Homs des 5 (et maintenant 7) ingénieurs iraniens. Le quotidien iranien ne précise pas que ce Mouvement est en fait une signature de la Brigade al-Farouk de l'Armée syrienne libre.

- Le Figaro résume les travaux du Strategic Research and Communication Center, présenté comme le think tank du Conseil national syrien. Dans un récent rapport, ce centre a proposé une stratégie diplomatique et militaire pour renverser Bachar el-Assad. Le quotidien français n'indique pas que ce centre est un pseudopode de l'association néoconservatrice Henry Jackson Society, qui a déjà publié le même texte sous une autre forme. (06.01)

2- Russie.

Voilà un extrait de ce qu'a publié *France-Soir* samedi.

"Guerre des étoiles"

Série noire ? Peut-être. En 1996, une précédente mission russe pour Mars s'était, elle aussi, soldée par un fiasco retentissant. Mais Vladimir Popovkin, le directeur de Roskosmo a laissé entendre que la cause de l'échec de Phobos-Grunt pourrait être ailleurs. Après l'avoir l'attribué à une possible panne d'ordinateur, il a esquissé une autre explication, plus énigmatique. « *Nous ne voulons accuser personne, mais il y a des machines très puissantes qui peuvent influencer les engins spatiaux. La possibilité que de telles machines aient été utilisées ne peut pas être écartée* », a-t-il indiqué dans une interview accordée au quotidien russe *Izvestia*, cité par le *New York Times*.

Le quotidien américain relie cette insinuation à une information non confirmée d'origine russe selon laquelle une base secrète US, installée en Alaska, serait en mesure de perturber le fonctionnement des engins spatiaux en envoyant de puissants signaux dans l'espace. Elément troublant : des recherches de ce type ont effectivement été menées par les Américains sous les présidences de Ronald Reagan (1981-1989) dans le cadre du projet baptisé « *Guerre des Etoiles* ». Ces développements ont-ils permis de mettre au point des armes efficaces, capables de « *tuer* » des satellites ou des fusées ? Mystère. " (Liesi.htm 15.01)

Otan

De l'analyse géostratégique de la dernière décennie, les militaires américains ont compris que la gestion du terrain, occupé militairement, était bien difficile. Cela coûte cher, tant sur le plan humain que budgétairement. Quant aux résultats obtenus? Ils sont bien maigres, très loin même des objectifs initiaux recherchés.

C'est ainsi que peut se comprendre le commentaire du patron de l'Otan à la suite de la guerre engagée contre la Libye : « *Mais de façon plus générale, je pense que ceci pourrait établir un modèle. Nous avons démontré notre capacité à agir en soutien des Nations-Unies et nous avons démontré notre capacité d'inclure des partenaires extérieurs à l'Otan dans de telles opérations* ». Par conséquent, on doit craindre que le complexe militaro-industriel à la tête de l'Otan ne finisse la sale besogne en s'en prenant à la Syrie. A quand le processus sans retour ? (Liesi.htm 13.01)

Social

1- France

1.1- Conditions de travail suffoquantes

Une salariée de l'enseigne à bas coûts Tati s'est suicidée lundi 9 janvier à son domicile après avoir adressé un courrier à sa famille et à la police dans lequel elle a expliqué son acte désespéré, a-t-on appris lundi de source syndicale.

La salariée qui a mis fin à ses jours était âgée de 53 ans et avait travaillé 24 ans chez Tati, en tant que vendeuse, puis en tant que cadre depuis un peu plus d'un an.

Dans un communiqué, la fédération CGT Commerce et Services a indiqué que l'employée, "*poussée à bout par l?attitude de sa direction*", avait "*mis fin à ses jours après un entretien de plusieurs heures avec sa hiérarchie*".

Selon une responsable de la CGT, elle était ressortie "*abasourdie*" de cet entretien de trois heures.

Dans son communiqué, le syndicat précise qu'elle a adressé une lettre à sa famille et à la police dans laquelle elle explique son geste, et ajoute qu'en 2009, une autre salariée de Tati avait tenté de mettre fin à ses jours.

Selon la fédération, qui précise que les salariés ont débrayé samedi à la suite de ce drame, le syndicat CGT de l'enseigne "*interpelle depuis plusieurs années*" en vain "*la direction générale sur les dégradations des conditions de travail et la souffrance au travail des salariés*".

Le syndicat CFTC a lui aussi dénoncé dans un communiqué le suicide d'une "*collègue, responsable du rayon textile, qui a été poussée à bout par les conditions de travail qu'on lui imposait*".

Tati, filiale du groupe Eram depuis 7 ans, possède 100 magasins en France et compte quelque 1.800 collaborateurs.(AFP 16.01)

1.2- Boycott du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche

La réunion du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche (Cneser), où le ministère devait présenter lundi aux représentants de la communauté universitaire la répartition pour 2012 des moyens de fonctionnement des universités, a été annulée faute de quorum et renvoyée au 23 janvier, a-t-on appris auprès du ministère.

Les représentants de la communauté universitaire ont massivement boycotté lundi cette réunion et faute de quorum, la réunion n'a pu se tenir.

Dans une "*déclaration commune*", diffusée à l'AFP, la quasi-totalité des syndicats d'enseignants-chercheurs, l'organisation étudiante Unef et l'association de parents Peep-Sup ont annoncé leur boycott "*en signe de profonde réprobation et de colère*" contre ce qu'ils considèrent comme un manque de transparence et "*les opérations de camouflage*" du ministère.

"*Seuls 14 des 68 personnes devant siéger au Cneser plénier ont signé les feuilles d'émargement. Ce large boycott est un camouflet pour le gouvernement*", a commenté à l'AFP Stéphane Tassel, secrétaire général du Snesup-FSU, premier syndicat d'enseignants-chercheurs.

"*A ma connaissance, ce boycott du Cneser plénier budgétaire est même une première*", a-t-il ajouté.

Pour M. Tassel, les documents reçus "*dans la nuit de samedi à dimanche*" par la communauté universitaire pour préparer la réunion sont "*indigents*" et ne permettent pas d'analyser les chiffres donnés.

Selon un document budgétaire qui devait être débattu lundi, les moyens de fonctionnement des universités progresseront en 2012 de 25,2 millions d'euros, soit 1,2% en moyenne, contre 78,4 M en 2011 et 138 M en 2010.

Alors que le ministre Laurent Wauquiez avait affirmé à l'automne, en présentant son budget global 2012, que le supérieur et la recherche restaient "*une priorité*" du gouvernement, les syndicats avaient jugé ce budget "*en trompe l'oeil*" et "*en régression*", avant même de connaître la répartition par établissement. (AFP 16.01)

2- Chine

Shenzhen, le plus grand centre industriel du sud de la Chine, aux portes de Hongkong, a été une nouvelle fois le théâtre de troubles sociaux le week-end dernier. Entre 3000 et 4000 ouvriers, selon les médias chinois, ont manifesté dans une usine de Sanyo Electric qui fabrique des pièces pour haut-parleurs. Quatre arrestations ont eu lieu, à la suite de heurts avec la police, a indiqué le site Internet du Quotidien du peuple.

Selon le journal Sing Tao Daily, les ouvriers de la coentreprise sino-japonaise réclamaient des indemnités à l'approche de la fusion des activités de Sanyo avec Panasonic Corp. Lundi, le porte-parole de Panasonic, Akira Kadota, a affirmé à Tokyo que «*s'il y a bien eu une grève samedi dans l'usine de Shenzhen, la production est revenue à la normale dimanche*». Selon lui, «*l'exacte nature des revendications n'a pu être clairement définie alors que des négociations sont toujours en cours*».

En décembre, près de 1000 salariés d'une autre usine japonaise, Shenzhen Hailiang Storage Products, avaient également manifesté pour obtenir des dédommagements après un changement de direction.

Malgré l'absence de syndicats indépendants, plusieurs milliers d'ouvriers travaillant pour des sociétés étrangères ont ainsi fait grève à travers toute la Chine ces derniers mois, et plus particulièrement dans la région manufacturière du Guangdong -qui englobe Shenzhen-, réputée pour ses exportations à bas coût, et qui ont fait d'elle «*l'atelier du monde*». Des tensions provoquées souvent par des restructurations liées à la mauvaise conjoncture mondiale tandis que les ouvriers ne veulent plus être corvéables à merci.

Face à la multiplication des troubles sociaux à Shenzhen, le gouvernement local a promis une augmentation de 14% du salaire minimal à 1500 yuans (185 euros) à compter du mois de février. Une mesure qui, espèrent les gérants des usines, incitera leurs salariés -originaires de toute la Chine- à continuer à travailler pour eux, à l'approche du Nouvel An. (lefigaro.fr 16.01)

Economie

1- Point de vue

Le problème des pays européens vient du fait, qu'ils ne sont pas maîtres de leur monnaie. Comme ils ne peuvent pas dévaluer, ils doivent offrir aux investisseurs des taux attractifs, qui vont alourdir la charge de la dette pour les mois à venir. Un cercle vicieux, qui implique que les pays s'endettent de plus en plus. Le problème pourrait être résolu à l'américaine si la BCE émettait des obligations européennes et prêtait aux Etats, mais l'Allemagne, le pays le plus solide de l'UE, ne veut pas assumer les dettes de tous les mauvais gestionnaires européens. Pour l'UE, ça passe ou ça casse… avec Angela Merkel.

Il est probable que le périmètre de l'Eurozone pourrait être modifié à très court terme.

Si la Grèce était éjectée de l'Eurozone, l'Euro pourrait reprendre un peu de vigueur, à l'inverse, si l'Allemagne reprenait sa

liberté, l'euro perdrait brutalement de sa superbe. John Embry, directeur de Sprott Asset Management, lors d'un interview dans Investors' Digest le 30 décembre, disait qu'une scission de l'Eurozone serait extrêmement "*bullshit*" pour les métaux précieux, mais plus particulièrement pour l'Argent, "*l'or du pauvre*", qui devrait monter beaucoup plus violemment, tout en restant accessible au grand public. L'or devant à terme n'être accessible qu'aux banques centrales, fonds souverains et aux plus fortunés.

La Crise bancaire vous est également connue. Les banques, après avoir été durement impactées par la crise des subprimes et de tous les produits dérivés y afférant, doivent subir des renégociations sur la dette des états. Aux Etats-Unis, tous leurs titres hypothécaires s'avérant illégaux, les actifs des banques américaines liés à ces hypothèques ne valent plus rien. Les bilans bancaires vont devoir être ajustés en conséquences. D'une manière générale, tous les bilans des banques vont devoir être corrigés à la baisse à la suite des accords de Bâle III. Les mois à venir devraient amener de profondes mutations dans cette branche d'activité. Ce qui est un euphémisme, évidemment.

La Grande Bretagne s'est engagée le mois dernier à séparer les activités des banques, entre banque de dépôts et banques d'affaires en 2019, (comprenez jamais), l'Allemagne pourrait violemment accélérer le processus en Europe du Nord, dans les 18 mois à venir. Cela sera un accouchement au forceps dans la sueur, le sang et les larmes pour les banquiers, notamment pour Deutsche Bank et Goldman Sachs.

La crise monétaire est due à l'intensification de la lutte entre les tenants d'un monde unipolaire et ceux qui veulent un monde multipolaire. D'un côté, l'Amérique, ses alliés ou ses valets, qui voudraient maintenir la suprématie du Dollar (et/ou des institutions mondialistes sous tutelle américaine), de l'autre une très vaste alliance menée par la Chine, la Russie, l'Allemagne et d'autres plus ou moins frileux à affirmer leurs positions.

Quand l'Iran, la Russie, la Chine, le Japon, le Brésil … ne commercent plus entre eux avec la monnaie internationale le dollar, ils diminuent la demande en dollar et de ce fait affaiblissent les cours durablement. Actuellement, seul le Yuan chinois est en mesure de concurrencer le Dollar sur le marché international. L'Histoire est en train de s'écrire sous nos yeux, mais la fin n'est pas encore figée.

Il est probable que la Chine et ses alliés ont joué ce rôle modérateur, profitant de chaque poussée haussière du Dollar, pour se délester de leurs énormes réserves dans cette devise. On sait également que la Chine a investi dans la dette grecque, espagnole et portugaise, par des swaps sur la monnaie ou la dette américaine. Le sujet est évidemment éminemment complexe et je n'ai pas la prétention de le maîtriser. (liesi 13.01)

2- UE

2.1- FESF

Les dégradations par Standard and Poor's de plusieurs pays ont relancé le débat sur la nécessité d'un renflouement du Fonds de secours de la zone euro (FESF), avec toutefois de sérieux clivages entre capitales. "Il y a un débat, la question est encore ouverte et il n'y a pas de consensus à ce stade" entre les pays de l'Union monétaire, a indiqué dimanche 15 janvier une source de haut rang de l'Union européenne sous couvert d'anonymat. (lemonde.fr 15.01)

L'agence de notation Standard & Poor's a annoncé lundi qu'elle abaissait la note à long terme du Fonds européen de stabilité financière (FESF), celle-ci étant ramenée de AAA à AA+. (Reuters 16.01)

2.2- BCE

L'Europe se trouve dans une situation économique "*très grave*", a déclaré lundi le président de la Banque centrale européenne Mario Draghi, s'exprimant en tant que président du Conseil européen du risque systémique (Cers).

"*Nous sommes dans une situation très grave, il ne faut pas se voiler la face*", a-t-il dit devant la commission des Affaires économiques et monétaires du Parlement européen. (Reuters 16.01)

2.3- Emploi.

L'emploi dans l'Union européenne est tiré par les petites et moyennes entreprises, qui y ont assuré 85% de la création nette d'emplois entre 2002 et 2010.

La Commission souligne que la part des PME dans la création d'emplois est nettement supérieure à leur part dans l'emploi total, qui est de 67%.

Au sein des PME, ce sont les entreprises de moins de 10 personnes qui créent le plus d'emplois nets. Ce sont aussi les entreprises les plus jeunes (moins de cinq ans) qui sont les plus dynamiques en matière de création d'emplois, en particulier dans le secteur des services aux entreprises.

L'étude de la Commission, qui a été menée dans 37 pays européens, dont les 27 membres de l'UE, reconnaît cependant qu'en moyenne, les postes dans les petites entreprises sont moins productifs et moins bien rémunérés et que les salariés de ces entreprises sont moins syndiqués que dans les grandes entreprises.

Elle souligne aussi que les PME ont été plus vulnérables à la crise économique: le nombre d'emplois dans ce secteur a chuté de 2,4% par an en moyenne à la suite de la crise de 2009-2010 contre 0,95% dans les grandes entreprises. (AFP 16.01)

3- Grèce

Un responsable de Standard & Poor's a déclaré lundi à la chaîne Bloomberg que la Grèce sera bientôt en situation de défaut.

"*La Grèce sera en situation de défaut très bientôt. Je ne peux pas dire si une solution sera trouvée à l'issue des négociations houleuses actuellement en cours*", a déclaré Moritz Kraemer, responsable de S&P pour les notes souveraines en Europe, Afrique et Moyen orient, en faisant référence aux discussions engagées par Athènes et ses créanciers en vue d'une contribution du secteur privé.

Les discussions entre la Grèce et ses banques butent sur des divergences de vues sur le coupon que servirait le pays sur de nouvelles obligations, a déclaré de son côté le directeur général de l'Institut de la finance internationale (Ifi), qui représente les créanciers privés d'Athènes.

"*Ils sont au bord du précipice et un défaut désordonné aurait des répercussions sur d'autres pays mais les dirigeants politiques feront tout éviter cela. (...) La partie n'est pas finie*", a commenté Moritz Kraemer. (Reuters 16.01)

La dernière hypothèse retenue est celle d'une décote volontaire de 50% de la dette. Après avoir hésité, les banques ont fini par s'en contenter. Selon le dernier scénario en vogue dans les médias américains, les établissements recevraient 15% en numéraire et le reste en nouveaux titres de dette. Mais ce schéma ne convient pas à certains hedge funds.

Gourmands, ces derniers réclament d'être intégralement payés sur l'échéance de mars. Ils pointent du doigt le fait que la banque Centrale Européenne sera payée en entier. Si aucun accord n'est conclu avec ces fonds, ils pourront déclencher les CDS. Ces produits permettent au porteur de recevoir l'intégralité de la valeur d'une dette dans le cas d'un défaut, contre le paiement d'une prime d'assurance.

C'est là que le bas blesse. En 2008, ce sont les paiements de CDS liés à Lehman Brothers qui avaient provoqué une liquidation sur de nombreux marchés: actions, obligations, matières premières. La Réserve Fédérale avait été obligée d'intervenir en urgence.

Sur la Grèce, l'organisme centralisateur des opérations sur CDS chiffre l'exposition totale des CDS grecs à 70,5 milliards de dollars. Parmi les vendeurs figurent des banques hellènes. Des rumeurs courent sur des établissements français mais elles ne peuvent pas être vérifiées car les CDS sont des éléments hors bilan. De son côté, l'organisme professionnel des produits dérivés parle de 3,7 milliards de dollars car il prend en considération les garanties apportées par les vendeurs.

Le problème, c'est que si la Grèce fait défaut, la valeur de nombreux titres apportés en garanties risque de chuter. Pour les marchés, il faut à tout prix éviter cet effet domino. (lefigaro.fr 16.01)

4- Portugal

Le poids de l'économie parallèle a progressé en 2010 pour atteindre près d'un quart du Produit intérieur brut (PIB) au Portugal, et probablement davantage en 2011, année où l'imposition a été relevée, montre une étude publiée lundi.

L'estimation de croissance de l'économie souterraine, à 2,5% en 2010, bien que modeste, est une mauvaise nouvelle pour le gouvernement de centre-droit.

En plus de la fraude fiscale, l'économie souterraine fausse la compétitivité du pays, point faible du Portugal.

Le rapport, élaboré par l'Université de Porto et l'Observatoire de surveillance de la fraude, montre que l'économie parallèle a crû de 2,5% en 2010, pour peser 24,8% du PIB.

Cela se traduit par une perte de recettes publiques de plus de huit milliards d'euros.

Selon le Professeur Oscar Afonso, directeur adjoint de l'Observatoire, ces chiffres suggèrent que l'économie souterraine du Portugal est bien plus importante que la moyenne des 16 pays européens de l'OCDE, où elle représentait environ 17% du PIB en 2003, année où on été publiées les dernières données disponibles.

En 2010, le Portugal a relevé son taux maximum de TVA d'un point de pourcentage à 21%, un taux qui devrait atteindre 23% en 2011. Une large gamme de produits qui jusqu'ici étaient soumis à un plus faible taux de TVA sont depuis début janvier soumis au taux maximum.

Les mesures d'austérité ont provoqué une chute sans précédent de la consommation, ce qui devrait provoquer une contraction de 3,1% de l'économie portugaise cette année, selon les chiffres de la banque centrale, après une contraction de 1,6% enregistrée en 2011. (Reuters 16.01)

5- Italie

L'inflation a fortement accéléré en 2011 en Italie à 2,8% en moyenne contre 1,5% en 2010, a annoncé lundi l'institut de statistiques Istat, confirmant ainsi sa première estimation.

Ce niveau est le plus haut depuis 2008, année durant laquelle la hausse des prix avait atteint 3,3%.

En 2011, les progressions les plus marquées ont concerné les prix des transports qui ont augmenté de 6,2% par rapport à 2010, ceux du logement, de l'eau, de l'électricité et des carburants (+5,1%) et ceux des boissons alcoolisées et du tabac (+3,5%).

Les prix des produits alimentaires et des boissons non alcoolisées ont progressé de leur côté de 2,4% et ceux de l'habillement et des chaussures de 1,7%.

En décembre, les prix des transports ont bondi de 7,1% sur un an, ceux du secteur logement, eau, électricité et carburants de 6,2% et ceux des boissons alcoolisées et du tabac de 6%. (AFP 16.01)

6- Russie

Evoquant les risques politiques, Fitch Ratings a abaissé lundi la perspective de la note de crédit souverain BBB de la Russie, pour la ramener de "*positive*" à "*stable*".

L'agence de notation a en outre souligné la faiblesse de la croissance russe et une dépendance accrue de l'économie aux cours élevés du pétrole.

Fitch prévoit le retour de Vladimir Poutine dans le fauteuil de président en mars, mais elle juge que les manifestations régulières depuis les dernières élections législatives, dont l'opposition conteste la sincérité, créent de nouveaux risques politiques. (Reuters 16.01)

Manifestations dont les organisateurs sont des agents de Washington. (lire les articles en ligne dans le site)

Haut de page

Le 18 janvier

CAUSERIE

Je n'ai pas le temps de commenter l'actualité parce que je continue de régler les conséquences du cyclone. On se contentera de quelques réflexions à la suite d'articles de presse. J'ai mis en ligne quatre articles se rapportant au sommet antisocial d'aujourd'hui, dans la rubrique appropriée.

Sommet antisocial. En famille. Le ton est donné : ils sont en compétition au chevet du capitalisme.

Nicolas Sarkozy convie les partenaires sociaux mercredi à l'Elysée pour trouver un terrain d'entente sur des remèdes d'urgence à la crise et des mesures susceptibles de doper la compétitivité.

La réunion, qui débutera à 09h00 et devrait durer trois heures, mettra en présence les organisations syndicales (CGT, FO, CFDT, CFTC, CFE-CGC) et patronales (Medef, CGPME, UPA).

"*Ce sera un sommet pour prendre des décisions*", a assuré mardi le ministre du Travail, **Xavier Bertrand**.

Un consensus se dessinerait, selon le ministre, sur l'activité partielle et la formation des chômeurs, mais l'incertitude demeure sur la "*TVA sociale*" et les accords compétitivité-emploi qui permettraient à une entreprise en difficulté de négocier une nouvelle durée du travail et/ou une baisse des salaires - deux mesures-clés avancées par le gouvernement et contestées par les syndicats.

Insistant sur les nécessaires gains de compétitivité, il a souligné : "*Si vous voulez produire en France, il faut aussi que le travail coûte moins cher en France*". Selon ses chiffres, lorsqu'un salarié français ou allemand touche chacun 1 700 euros nets par mois, "*pour le patron allemand ça lui coûte 2 720 euros et pour le patron français 3 800*". Il faut "*moderniser notre système social*" et "*ne pas attendre le lendemain des élections pour le faire*", a-t-il souligné.

M. Bertrand s'est dit une nouvelle fois opposé à un éventuel passage à 37 heures : "*Je n'aime pas qu'on cherche à faire diminuer le pouvoir d'achat des salariés et des ouvriers*". Sur le temps de travail, selon lui, "*il y a une autre façon de faire*", ainsi avec "*les accords compétitivité-emploi dans l'entreprise, vous pouvez discuter plus largement et beaucoup plus librement de la durée du travail*", a-t-il dit.

Selon lui, la durée hebdomadaire réelle du travail en France "*est de 39,6*" heures mais "*il faut de la souplesse et des garanties*".

"*Est-ce que la société française fait le choix de l'emploi, donc de la croissance, donc de la compétitivité ? Ou est-ce que la société française fait le choix du court terme*", a lancé mardi le président Nicolas Sarkozy, en visite dans l'Ariège.

La compétitivité est devenue le sésame pour sortir le pays de l'ornière en l'absence de marge de manoeuvre budgétaire. "*Le problème de la France, c'est d'abord la compétitivité*", souligne un haut responsable de la majorité.

"*La **CFDT** demande ce sommet social pour parler en priorité des problèmes des salariés qui sont face à la crise, des chômeurs, des jeunes, des entreprises en difficulté pour faire du chômage partiel*", a-t-il détaillé sur France Info.

François Chérèque, le secrétaire général de la CFDT, viendra mercredi à l'Elysée avec une proposition de substitution : une baisse de 10 points des cotisations sociales couplée à une augmentation des salaires de 7% et une hausse de la contribution sociale généralisée CSG) de 7%.

Plébiscitée par le patronat, la mesure (hausse de la TVA - ndlr), impopulaire s'il en est - deux tiers des Français y sont opposés selon un sondage CSA - est rejetée par les syndicats: "*si vous augmentez la TVA de 2 ou 3%, c'est un plan de rigueur*", affirme le numéro un de la CFDT, François Chérèque, qui reste favorable à une hausse de la CSG.

Bernard Thibault, lui, fustige le calendrier: "*il est scandaleux qu'on puisse penser légiférer sur une modification des règles du financement de la sécurité sociale en si peu de temps*". Le gouvernement devrait entériner la mesure dans un collectif budgétaire en février.

La présidente du **Medef, Laurence Parisot**, prône pour sa part une hausse de la TVA épargnant les produits de première nécessité, compensée par une baisse des charges patronales et assortie d'une hausse de la CSG.

"*Les sujets d'intérêt commun*" devraient faire l'objet d'annonce chiffrées mercredi.

L'équipe de campagne de **François Hollande** approuvera les mesures du sommet social de mercredi qui "*feront consensus avec les syndicats*"

"*Si des mesures sortent du sommet social et qu'elles sont assumées par le seul président de la République, par la seule majorité, par la seule droite, elles ne passeront pas socialement*", a déclaré le directeur de campagne du candidat socialiste, **Pierre Moscovici** (PS) dans les couloirs de l'Assemblée nationale.

Interrogé sur des mesures concernant le chômage partiel, M. Moscovici a répondu: "*tous les sujets qui feront consensus avec les syndicats feront aussi consensus avec nous (...) Si demain il y a des avancées concrètes et tangibles, pourquoi pas ?*"

Mais "*les sujets qui sont dans les grands choix démocratiques de l'élection, par exemple la structure fiscale ou la TVA sociale, ne devraient pas être traités à la va-vite et bâclés. Les Français ne doivent pas se voir confisquer leur débat et on ne doit pas mettre en place des mesures qui seraient irréversibles et qui fausseraient celui-là*", a souligné M. Moscovici.

Marisol Touraine (PS), chargée des questions sociales dans l'équipe, a estimé que le contrat de compétitivité, une des mesures envisagées, consistait à "*permettre aux entreprises de ne plus demander leur avis aux salariés sur leur contrat de travail*".

"*Ca revient à dire à un salarié: vous devez travailler plus longtemps en étant payé la même chose ou vous allez travailler moins en étant payé moins, que ça vous plaise ou non, alors qu'aujourd'hui, dans le droit tel qu'il existe, un salarié peut s'y opposer puisqu'on considère que c'est une remise en cause de son contrat de travail*", a-t-elle dit.

"*On nous explique qu'en Allemagne cela se fait en oubliant de dire qu'en Allemagne, les syndicats sont co-partenaires des décisions stratégiques dans l'entreprise*", a poursuivi Mme Touraine.

Le gouvernement entend ainsi aller "*encore plus loin*" sur le recours au chômage partiel, actualisé limité à six semaines, qui serait simplifié et "*plus attractif*" pour les entreprises.

Mais adopter le système allemand, qui permet de percevoir de 60 à 67% de leur salaire pendant une période allant jusqu'à deux ans risque de se révéler onéreux pour une France endettée : il a coûté 6 milliards d'euros en 2010.

Les Français, eux, sont dubitatifs: 73% pensent que le sommet ne servira pas à relancer l'emploi, selon un sondage CSA pour L'Humanité. (Reuters, AFP et liberation.fr 17.01)

Au-delà des discours dans lesquels on trouve évidemment des variantes, ils ont tous en commun comme priorité (ou fond commun) la compétitivité des entreprises, autrement dit, ils se placent tous sur le terrain du capital. Normal, non ?

Pour notre part, nous n'exigeons rien de Sarkozy et son gouvernement qui représentent les intérêts des banquiers et des capitalistes, nous ne nous adressons pas aux dirigeants syndicaux pourris qui défendent les mêmes intérêts.

Question : comment éduquer politiquement les masses exploitées en leur faisant croire que Sarkozy pourrait mener une autre politique, que les dirigeants syndicaux pourraient cesser d'être des lieutenants du capital au sein du mouvement ouvrier, finalement en colportant des illusions sur les uns et les autres... et sur le capital ? Précisons au passage, que c'est justement cette stratégie adoptée depuis plus de 60 ans qui a lamentablement échoué et qui nous a conduit à la situation actuelle caractérisée par l'absence d'un parti révolutionnaire dans ce pays (notamment).

Quand la "*gauche*" du PS reprend les arguments du Medef.

Libération porte-parole d'Henri Emmanuelli, Benoît Hamon et Liêm Hoang-Ngoc.

A la veille du sommet social, trois figures du PS dénoncent l'instauration d'un impôt indirect et proportionnel, «*défendu par les conservateurs et les libéraux*». Et y opposent le retour à un «*impôt direct et progressif sur le revenu*».

On peut lire dans cet appel :

"*le transfert des cotisations vers l'impôt peut être l'occasion de mettre fin à un système de financement qui pèse sur le travail.*" (source : liberation.fr 17.01)

Et comment s'appelle ce "*système de financement qui pèse sur le travail*" et qu'il faudrait liquider selon ces philistins : La Sécurité sociale !

Actualité en titres

C'est tout ?

- L'ONU prévoit une croissance mondiale maximale de 2,6% en 2012 - AFP

Pas tout à fait :

- Le prix de l'électricité pourrait grimper de 30 % d'ici à 2016 - Liberation.fr

Au diable toute cette réglementation archaïque !

- Sarkozy dénonce les entraves à la chasse - Lexpress.fr

- Sarkozy critique des «*règlements tatillons*» sur l'environnement - Liberation.fr

- Bouygues s'apprête à constituer une coentreprise au Qatar - Reuters

Démagogie, embrouille autour d'une question pratique, délicate, sensible, importante ou l'art de prendre les travailleurs pour des cons :

- Un sommet social de "*crise*" avec comme maître mot la compétitivité - AFP

Vous voyez que c'est sérieux. Pensez-vous, que du vent :

- Marisol Touraine: «*Ce sommet est une gesticulation de campagne*» - 20minutes.fr

Pas tout à fait quand même :

- Sommet social: l'équipe de Hollande très critique mais pas fermée à tout - AFP

On s'en doutait ! Il y en a au moins un qui ne risque pas de s'y tromper :

- La CFDT prône une hausse de la CSG contre une baisse des charges - Reuters

Et puis c'est bien mérité, on ne peut pas tout avoir :

- A Matignon, Fillon estime "*avoir protégé les Français du mieux*" possible - L'Express.fr

Comment cela ?

- Pour Jean-Louis Debré, '*le régime a changé d'esprit*' - LeMonde.fr

- Hollande à Gandrange : "*Il ne faut pas laisser croire que tout sera possible*" - LePoint.fr

Non mais alors ! Mais encore ?

- Pourquoi il faut en finir avec la sacralisation de la Culture générale - Slate.fr

- Hollande, du "*rêve*" à la "*lucidité*" - L'Express.fr

Pas de bol :

- Christian Noyer presse à nouveau les banques de ne pas restreindre le crédit - La Tribune

Message entendu :

- Record battu ! Les banques placent plus de 501 milliards d'euros de liquidités auprès de la BCE - La Tribune

C'est à ne plus rien y comprendre

- Max Gallo : "*l'Europe est en crise parce qu'elle consomme mais ne fabrique plus*" - La Tribune

Politique

France

1- UMP. Surtout ne pas augmenter les bas salaires... Le smic est largement suffisant, trop encore...

A en croire le document réunissant ses propositions (de l'UMP -ndlr), dans la colonne bilan de la mandature on lit que "*Nicolas Sarkozy a réhabilité le travail pour développer l'emploi*". "*La durée moyenne hebdomadaire de travail est revenue à*

son niveau d'avant 1999 : 39,5 heures."

Pour garantir que les Français actifs restent, en termes de moyens financiers, à distance des populations les plus pauvres, l'UMP a sa solution. Il n'est pas question d'augmenter les salaires les plus bas mais de réduire le cumul des revenus sociaux. Les bénéficiaires du RSA socle ne pourraient additionner de droits connexes au delà de 75 % du smic.

En ce qui concerne les chômeurs, "*nous voulons rendre les allocations dégressives dans le temps*" souligne le parti. Ce qui est déjà le cas. Sur cette thématique qui lui est chère, Laurent Wauquiez glisse au public ce qu'il veut entendre : il faut rééquilibrer les dérives de l'assistanat, qui décourage les travailleurs qui se disent "*mon argent est utilisé pour n'importe quoi...*" (lemonde.fr 17.01)

2- UMP. Bâillonner toute forme d'opposition.

Nicolas Sarkozy s'est livré mardi à une attaque en règle contre les règles environnementales trop «tatillonnes» qu'il a promis de lever et contre certaines limitations imposées par la justice à la chasse, lors de ses vœux au monde rural, en Ariège.

«*J'ai conscience que l'aspect tatillon de certains règlements administratifs vous insupporte. Je prends l'exemple des règles environnementales, la question de l'eau, la protection de l'eau*», a lancé Nicolas Sarkozy dans son discours.

«*Naturellement il faut protéger l'environnement [...]. Mais, là encore, tout est une question de mesure. Nous allons prendre un certain nombre de décisions pour relâcher la pression*», a-t-il promis, ajoutant : «*La préservation de l'environnement, ça n'est pas empêcher quiconque de faire quoi que ce soit.*»

«*N'importe quelle association qui veut empêcher un maire, un élu, une initiative peut le faire [...], il faut absolument lever le pied de ce point de vue*», a insisté le chef de l'Etat. (liberation.fr 17.01)

3- PG. Leur priorité : La "*récession*", les besoins des capitalistes.

Jean-Luc Mélenchon (Front de gauche) et Bernard Thibault (CGT) ont affiché mardi leurs convergences anti-austérité, à la veille du sommet de l'Elysée que tous deux jugent "*anti-social*".

Nous avons une "*perception commune du danger de récession que comporte la politique du gouvernement*". (AFP 17.01)

Ne pouvant pas rompre avec le capitalisme, refusant de le combattre, il faudrait qu'il se porte mieux pour le bien-être des travailleurs, logique non ?

4- PG. Il faut les "*brûler*" (Trotsky)

Jean-Luc Mélenchon, candidat du Front de gauche à l'Elysée, confirme son appartenance à la franc-maçonnerie dans une biographie à paraître jeudi, dans laquelle on apprend que le nom et le logo Front de gauche appartiennent à son Parti de gauche.

Dans "*Mélenchon le plébéien*", une biographie fouillée, écrite par les journalistes Lilian Alemagna (Libération) et Stéphane Alliès (Mediapart), M. Mélenchon parle pour la première fois de son appartenance au Grand Orient de France.

"*J'y suis entré en 1983*", affirme-t-il, après "*le tournant de la rigueur*" qui l'a mis "*K.O. debout*". "*Quand tout s'est cassé la figure, que reste-t-il? La République. Donc, in fine, la liberté et l'égalité*", souligne l'ex-trotskiste, dont le père était également maçon.

"*Je comprends non pas la vision trotskyenne de la franc-maçonnerie, c'est-à-dire une machine à corrompre la classe ouvrière, mais je vois l'inverse: le lieu où se conserve le fil d'or. Où traverse notre histoire. Les temps profonds*", dit-il.

Par ailleurs, on apprend dans ce livre qu'"*en cas de divorce au sein de la famille Front de gauche (PCF-Parti de gauche-Gauche unitaire), c'est à lui que reviendrait le label*" Front de gauche.

Le nom ainsi que le logo rouge et jaune ont été déposés auprès de l'Institut national de la propriété industrielle (Inpi) après les européennes de 2009 par un proche, Gabriel Amard, secrétaire national du Parti de gauche. (AFP 17.01)

Parcours d'un épigone : incompréhension du léninisme, illusion dans le PS, ceci explique cela, aventurisme politique pour finir.

- De 1972 à 1975, il devient le dirigeant de l'OCI à Besançon (...). Pendant quatre années, il participe à toutes les luttes étudiantes et ouvrières du Jura — en particulier la grève des Lip, importante industrie horlogère bisontine démantelée quelques années plus tard.

Cette expérience l'amène progressivement à prendre ses distances avec la conception léniniste du parti (« *ma vraie divergence, c'est que je n'ai jamais cru à l'avant-gardisme* », a-t-il expliqué plus tard). Cela lui vaut, selon lui, d'être « *radié* » de l'organisation — Charles Berg, dirigeant lambertiste, affirme de son côté qu'il a « *négocié son départ* » avec lui. (...) Jean-Luc Mélenchon quitte Besançon pour entrer dans l'activité professionnelle à Lons-le-Saunier et adhère au PS en 1977. (...) Le PG est officiellement fondé le 1er février 2009. (source : Wikipedia)

A sa décharge, ni l'OCI ni la LCR et ni LO n'incarnaient vraiment le léninisme... Un terrible gâchis en vérité.

Social

1- Grèce

Plusieurs milliers de Grecs ont manifesté mardi en direction du parlement à Athènes pour protester contre la politique d'austérité mise en oeuvre sous la surveillance inquiète des créanciers internationaux de la Grèce, menacée de faillite.

Aucun métro ne circulait et les ferries étaient à quai mardi en Grèce dans le cadre de cette grève générale. Les journalistes ont cessé le travail et les bus ne circuleront qu'une partie de la journée.

Dans la manifestation athénienne, on pouvait lire sur une banderole: "*UE, FMI, dehors!*". (Reuters 17.01)

2- Niger

La crise alimentaire dans le Sahel frappe près de sept millions de personnes, dont 1,7 million d'enfants, a alerté mardi 17 janvier à Niamey l'Union européenne.

En proie à des crises alimentaires chroniques, le Niger accuse un déficit céréalier de 519 639 tonnes, soit 14 % des besoins de consommation de ses 15 millions d'habitants en 2012. Niamey a imputé les mauvaises récoltes de cette année à la sécheresse et aux attaques de criquets et de chenilles, et a averti fin décembre que la population de 58 % des villages agricoles du pays 'risque de connaître des difficultés alimentaires au cours des mois à venir'. (lemonde.fr 17.01)

Economie

1- UE

Un responsable de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (Berd) s'est montré inquiet mardi de la tendance des banques occidentales à réduire leur présence dans les pays émergents d'Europe, par exemple en mettant en vente des filiales.

"*Nous sommes très préoccupés par un grand nombre de signes de moindre exposition à l'endettement, par un grand nombre d'annonces d'une réduction des engagements dans la région, par la mise en vente d'un certain nombre de filiales*", a déclaré à Reuters Erik Berglof, chef économiste de la Berd.

Outre les Russes et les Chinois, des banques peu présentes dans cette partie de l'Europe sont intéressées, comme Standard Chartered, a-t-il précisé. (Reuters 17.01)

2- Grèce

La Grèce a levé mardi 1,625 milliard d'euros en bons du Trésor à trois mois, à un taux de 4,64%. (AFP 17.01)

Donc les banquiers qui ont acquis ces bons du Trésor avec l'argent reçu de la Fed ou de la BCE à 1% ou moins (Fed), vont réaliser une plus-value en trois mois de 14 787 500 euros, pas mal en si peu de temps et en dormant !

3- Corée du Sud

Samsung Corp, qui comprend Samsung Electronics, a fait état mardi de son intention de porter ses investissements à un montant de record de 41,4 milliards de dollars (32,4 milliards d'euros) en 2012 afin de consolider sa domination sur les marchés des microprocesseurs pour mobile et des écrans plats.

Défiant le ralentissement économie mondial, le conglomérat sud-coréen connu pour ses plans d'investissement massifs destinés à distancer ses concurrents, parie désormais sur les microprocesseurs intelligents et les écrans OLED pour réitérer les

succès rencontrés avec les microprocesseurs flash ou les écrans plats.

Samsung Electronics, société technologique asiatique la mieux valorisée avec une capitalisation boursière de quelque 150 milliards de dollars, fabrique notamment les puces qui équipent les iPhone et iPad d'Apple ainsi que sa propre gamme de téléphones mobiles, Galaxy.

Sa division écrans plats, Samsung Mobile Display, détient un quasi-monopole sur les écrans OLED, utilisés dans les applications mobiles haut de gamme et appelés à remplacer les écrans de télé LCD.

Les ventes d'écrans OLED devraient atteindre 20 milliards de dollars en 2018 et représenter 16% du marché du marché des écrans à cet horizon contre 4% actuellement, selon les données de bureau de recherche spécialisé DisplaySearch.

Le montant record d'investissement de Samsung Group, en hausse de 12% sur les 42.800 milliards de wons de 2011, contraste avec la réduction de quelque trois milliards de dollars du budget d'investissement annoncée par son principal concurrent sud-coréen LG Group, qui contrôle LG Electronics et LG Displays.

Samsung, qui est le plus gros conglomérat sud-coréen, contrôle environ 80 entreprises et son chiffre d'affaires représente environ 20% du PIB du pays. (Reuters 17.01)

4- Chine

Au final, la Chine a donc vu son économie croître de 9,2% sur l'ensemble de l'année 2011.

Yao Jingyuan, l'ancien responsable du Bureau des statistiques chinoises, a ainsi déclaré au « China Daily » que les perspectives pour le secteur exportateur étaient « très inquiétantes ». De fait, les exportations connaissaient, début 2011, une croissance de 37% sur un an. La même statistique est tombée à 13% fin décembre. (Les Echos 17.01)

Société

La France a confirmé en 2011 son dynamisme démographique, avec une population atteignant 65,4 millions d'habitants et une fécondité parmi les plus élevées d'Europe, selon les chiffres du recensement présenté mardi par l'Insee.

Soit 349.000 personnes de plus qu'un an auparavant, et 10 millions de plus qu'en 1982. A noter que ces données sont provisoires et pourront être corrigées par la suite. Il ne faut pas les confondre avec les chiffres portant sur l'année 2009 publiés le 31 décembre au « *Journal officiel* », qui sont définitifs et à valeur légale et qui servent de référence aux centaines de dispositions législatives ou réglementaires dans des domaines comme les finances, l'organisation des conseils municipaux ou encore les élections.

Depuis le milieu des années 1980, la France est devenue le deuxième pays de l'Union européenne par la taille de sa population derrière l'Allemagne (81,8 millions d'habitants). Comme le Royaume-Uni, la France doit l'essentiel de sa croissance à son « *solde naturel* », soit la différence entre le nombre de naissances (827.000 en 2011) et le nombre de décès (555.000). Le « *solde migratoire* » n'est que de 77.000 personnes en France.

Malgré la crise, les Français ont continué à faire beaucoup de bébés l'an dernier. Le taux de fécondité s'est maintenu au-dessus de la barre des 2 enfants par femme pour la quatrième année consécutive. A 2,01, il est toutefois en léger repli par rapport à 2010, où il avait atteint son plus haut niveau depuis la fin du baby-boom (à 2,03). La France n'atteint pas le seuil de renouvellement des générations, qui est de 2,1.

Dans l'Union européenne à 27, seule l'Irlande a un taux de fécondité plus élevé avec 2,07 enfants par femme. Hors Union, l'Islande reste en tête avec plus de 2,2 enfants.

L'âge moyen à l'accouchement a continué de reculer pour atteindre 30,1 ans en 2011, comme dans la plupart des pays européens. La part des mères qui accouchent entre 30 et 34 ans est passée de 26% en 1991 à 33%.

L'espérance de vie a continué d'augmenter l'an dernier, d'un mois pour les femmes, pour atteindre 84,8 ans, et de deux mois pour les hommes, à 78,2 ans. La France fait partie des pays d'Europe où les femmes vivent le plus longtemps, avec l'Espagne et l'Italie, mais elle ne se situe que dans la moyenne pour les hommes. Le nombre de décès augmente aussi, du fait du vieillissement de la population. La France comptaient 17,1% de plus de 65 ans au 1er janvier 2012 contre 16% il y a dix ans. La mortalité infantile a atteint son plus bas niveau en 2011, à 3,5 pour 1.000, une baisse générale en Europe.

Autre tendance qui se confirme : le nombre de mariages continue de baisser (251.000 en 2011 après 241.000 en 2010) au profit du Pacs (195.000 en 2010). Enfin, l'Insee a noté que sept personnes sur dix vivent dans la région où elles sont nées. (Les

Echos 17.01)

Haut de page

Le 19 janvier

CAUSERIE

J'ai volontairement mis en ligne plusieurs articles du portail Atlantico ultra réactionnaires, plus pourris impossible. Car si on ne vit pas d'air pur et d'eau fraîche ou d'amour, il nous faut regarder la réalité en face aussi impoyable soit-elle, on n'a pas le droit de se contenter des apparences ou d'attendre qu'une tendance devienne un fait avéré pour se réveiller ou jouer les étonnés.

Chaque militant doit assumer ses responsabilités et doit savoir à quoi s'en tenir précisément quand aux intentions de notre ennemi de classe, jusqu'où il est capable d'aller dans le cynisme et la barbarie. Il n'y a pas de place ici pour les états d'âme ou les âmes sensibles, nous sommes en présence d'une guerre impitoyable, à mort, notre responsabilité est d'en avoir pleinement conscience en permanence ou de se graver une fois pour toute dans le cerveau, sinon on raconte des blagues aux travailleurs ou l'on se décourage à la première offensive d'envergure. Et nous ne sommes pas au bout de nos peines, vous vous en rendrez compte en lisant un de ces articles que j'ai reproduit exprès dans cette page.

Pas de place pour un compromis aussi minime soit-il avec l'ennemi, pour des assauts d'angélisme du genre libre pensée ou franc-maçonnerie, qui consiste à faire croire aux naïfs que notre ennemi pourrait nous épargner ou faire preuve d'un sursaut d'humanisme à l'égard de notre classe à laquelle il n'épargnera finalement aucune souffrance.

Pendant des décennies nos dirigeants se sont employés à ramolir le cerveau et la détermination des militants en oubliant ces quelques principes de base sur lesquels transiger était criminel ou signait notre arrêt de mort, sur le plan politique pour commencer, physiquement par la suite. Leur incapacité à analyser l'évolution du capitalisme mondiale, leurs manques de lucidité et de prévoyance, nous les avons déjà payés très cher, mais ce n'était qu'un hord d'oeuvre à côté de ce qui nous attend, c'est maintenant que le plat de résistance arrive et plus d'un va s'étouffer en l'avalant, car il va falloir se le goinfrer, quitte à en crever, ce n'est pas moi qui l'affirme mais notre bourreau.

On les a tellement entendu répéter que le régime était à l'agonie, que le capitalisme était foutu, etc. que lorsqu'il sort l'artillerie lourde pour nous pilonner, on n'y est pas du tout préparer, bien des travailleurs ne veulent pas y croire, et ils n'ont encore rien vu, chacun a cru qu'en faisant sa petite cuisine dans son coin pour préserver son misérable appareil il pourrait survivre à la tempête qui s'annonce, c'était une fois de plus se leurrer pour avoir ignoré les enseignements de la lutte des classes internationales depuis deux siècles, peut-être parce qu'on a volontairement occulté qu'on était dans cette situation au lendemain de la Seconde guerre mondiale, s'en remettant une fois de plus aux apparences en les parant d'illusions trompeuses au lieu de regarder la réalité en face.

Trop dur, vallait mieux maquiller la réalité, n'avait-on pas déjà suffisamment souffert, il fallait bien souffler un peu et se prendre à rêver que le plomb se transformerait un jour en or, sauf qu'en cas de tempête quand notre barque est lestée de plomb elle a toutes les chance de couler ! Ils n'ont pas cessé de lester notre barque de plomb au fil des décennies, au point que la ligne de flottaison coïncide aujourd'hui avec le pont de notre embarcation. Vont-ils en débarquer brutalement pour sauver ce qui vaut encore le coup ou vont-ils décider de couler avec ? A une autre époque, des dirigeants n'ont pas hésité à saborder leur parti pour sauver la mise au capital. Cela devrait faire réfléchir davantage les militants.

Dans la vie, il arrive qu'on paie comptant une mauvaise décision, et parfois cela prend un certain temps, quand cela se produit on ne fait pas forcément le lien entre cause et effet, cela remonte à si loin, et puis comment soupçonner une habitude si ancrée dans nos mentalités ou nos comportements. Après la Première guerre mondiale tout le monde ou presque pensait naïvement que c'était la "*der des der*", puis vint la seconde à peine 21ans plus tard. On entend cela aussi lors de la sortie de chaque crise du capitalisme, pour s'apercevoir presqu'aussitôt qu'une autre pointe son nez, qu'en réalité rien n'a été réglé, définitivement.

C'est là toute la question. Des crises et des guerres à répétition, l'histoire du capitalisme en est jalonnée depuis le premier jour, veut-on que cela cesse définitivement ou préférons-nous nous illusionner et vivre avec, tout en sachant que les prochaines seront encore plus terrifiantes que les précédentes ? Vaincre ou périr, socialisme ou barbarie capitaliste, telle est la seule alternative qui s'impose à nous.

Si au moins nous ne sommes pas capables de nous rassembler dans le même parti, dans un premier temps on pourrait envisager la constitution d'une convention socialiste révolutionnaire basée sur une plate-forme commune pour agir ensemble et organiser la classe... J'ai lu dans un article, sur le site Internet national du NPA, paru le 4 janvier je crois, que ses dirigeants allaient proposer une rencontre aux dirigeants des autres partis, depuis plus de nouvelles. Qu'en est-il ? Encore une manoeuvre

d'appareil, irresponsable ?

Je vis en Inde, la vie y est très dure, insupportable même, personnellement je suis relativement épargné à côté des Indiens bien que j'aie mon lot d'emmerdements quasi-quotidien puisqu'il est impossible de régler certains problèmes, j'en suis arrivé à regarder le ciel et la cime des arbres (il en reste encore après le cyclone !) parce par moment moi non plus je n'en peux plus et pourtant je suis blindé, je ne trouve aucun moyen de satisfaction à vivre dans ce pays, dans mes rapports avec les autres, qui sont épouvantables en vérité (les rapports), quelle misère je me dis, sociale, politique, intellectuelle, morale, culturelle, environnementale, bref, dans absolument tous les domaines, c'est effrayant... mais c'est la réalité. (A suivre)

Compte rendu et suite du sommet antisocial d'hier.

Déclaration.

- De l'Elysée, Nicolas Sarkozy promet des mesures «*fortes*», «*rapides*» et «*radicales*».

- Laurence Parisot (Medef) salue une réunion «*excellente*» et «*riche*». (Super, tous les espoirs sont permis, les dirigeants ont dû leur donner des gages de "*responsabilité*"! - ndlr)

- Pour la CFDT, «*quelques mesures utiles pour accompagner les salariés*», notamment sur le chômage partiel, mais «du flou» sur les financements, et une inquiétude sur la «*TVA sociale qui n'a rien de social*». M. Chérèque a répété son opposition à une augmentation de la TVA et indiqué que la CFDT était "*prête*" à se remettre autour d'une table pour en discuter. (Il est contre... mais on peut en discuter... pour qu'elle soit appliquée ! - ndlr)

- Jean-Claude Mailly (FO) assure que «*l'Etat mettra 100 millions d'euros supplémentaires pour le chômage partiel*». (Chouette, les charges salariales des entreprises vont baisser ! - ndlr)

- Bernard Thibault, (CGT) boude et parle «*de mesures sans impact véritable sur la situation de l'emploi aujourdhui*». (liberation.fr 18.01) (Quel dommage, que des cadeaux pour les patrons ! - ndlr)

En chiffres.

Nicolas Sarkozy a annoncé mercredi des mesures d'urgence d'un montant total de 430 millions d'euros pour enrayer le chômage et améliorer la formation des chômeurs, et promis des réformes concernant la formation professionnelle et le logement.

L'effort financier annoncé par Nicolas Sarkozy sera financé par "*rédeploiement*" de crédits déjà existants afin de "*ne pas accroître nos déficits*" et pourra être "*doublé*" par le Fonds social européen (150 millions d'euros) et des fonds paritaires qui gèrent la formation des salariés.

La suppression pendant six mois des charges de l'embauche des jeunes de moins de 26 ans dans les TPE (très petites entreprises), qui figurait dans le rapport remis au président la semaine dernière par le député UMP Alain Joyandet, représente un coût de plus de 100 millions d'euros, selon l'Elysée.

Pour doper l'activité partielle, le gouvernement va mobiliser plus de 140 millions d'euros, notamment pour simplifier le dispositif actuel. Il faut "*tout faire pour éviter de couper les liens entre le salarié et son entreprise, tout faire pour maintenir en activité les salariés (...), tout faire pour former les salariés dans l'entreprise plutôt que de les licencier*", a dit M. Sarkozy. (Ce qui sert à camoufler, légitimer ce cadeau au patronat... - ndlr)

Le chef de l'Etat a également insisté sur la formation des chômeurs "*très éloignés de l'emploi*" en annonçant une enveloppe de 150 millions d'euros.

M. Sarkozy a également confirmé, ainsi que l'avait annoncé le numéro 1 de la CGT Jean-Claude Mailly, que l'Etat allait "*renforcer les effectifs de Pôle emploi*" en embauchant 1.000 CDD. Ces recrutements représentent un coût de 39 millions d'euros, selon l'Elysée. (AFP 18.01)

Annonces trompeuses.

Le Figaro s'en fait le relais en titrant *Sommet social : les quatre chantiers surprises*.

1- Réformer radicalement la formation professionnelle. Travail forcé. Précarité sociale aggravée et généralisée.

- «*Il souhaite une réforme systémique*», confirme un proche. «*L'objectif est que chaque chômeur ait une formation et l'obligation, à l'issue, d'accepter l'offre d'emploi qui lui est proposée*», a prévenu Nicolas Sarkozy.

2- Créer une banque de financement de l'industrie. Qui existe déjà !

- Il a annoncé la création d'«*une banque de financement de l'industrie*».

3- Rendre plus efficaces les règles sur l'apprentissage. De la main d'oeuvre grauite ou à bon marché.

- L'Élysée rappelle les résultats encourageants obtenus sur l'alternance, avec une hausse de 7% des contrats signés en un an. Pourtant Nicolas Sarkozy constate que les grandes entreprises n'accueillent que 1,7% de jeunes en alternance dans leurs effectifs, alors que l'objectif est de 4%.

4- Construire beaucoup plus de logements. Un cadeau à ses amis bâtisseurs !

- Le gouvernement envisagerait notamment de rendre moins faciles les recours contre les permis de construire. Une façon d'accélérer la construction de logements. Les pouvoirs publics envisagent aussi d'inciter à ce qu'on construise plus sur le même territoire.

Moins de réglementation dans ce domaine là aussi histoire de satisfaire les bétonneux, de construire ce qu'ils veulent là où ils veulent. Pour le reste... la ghettoïsation. (source : lefigaro.fr 18.01)

Tartufferie.

Quelle drôle de coïncidence ! Cela tombe bien : Sarkozy non plus !

Le secrétaire général de FO, Jean-Claude Mailly, a prévenu mercredi qu'il était hors de question pour lui d'aborder les sujets de la TVA sociale et des 35 heures avec Nicolas Sarkozy, qui devait recevoir les partenaires sociaux dans la matinée lors d'un sommet social. (Sarkzoy n'en a pas parlé -ndlr)

La TVA sociale est "*une erreur économique*", selon le responsable syndical, qui estime qu'"*on ne traite de la question du financement de la protection sociale en deux coups de cuiller à pot, comme ça, en trois semaines*", a-t-il dit sur i-Télé. La hausse de la TVA "*ne changera rien*" et fragilisera "*le système de protection sociale*", a-t-il déclaré. (Un euphémisme cynique ! Vous aurez noté qu'il ne dénie par le droit à Sarkozy de traiter "*de la question du financement de la protection sociale*", il lui reproche de vouloir aller trop vite. - ndlr)

Sur les 35 heures, "*c'est la négociation impossible*", a-t-il affirmé. Et selon le numéro un de FO, "*il n'y aurait jamais eu autant de flexibilité d'annualisation du temps de travail dans notre pays s'il n'y avait pas eu les 35 heures*".

(Plutôt si les dirigeants syndicaux avaient rompu leurs relations avec le gouvernement et s'étaient placé résolument au côté des travailleurs. Cela tombe bien, l'ex-président du Sénat, Gérard Larcher (UMP), a dit lui aussi qu'il ne fallait pas toucher aux 35 heures. - ndlr)

Le secrétaire général de Force Ouvrière a aussi expliqué qu'il demanderait au chef de l'Etat "*une simplification du dispositif*" sur le chômage partiel et que l'on "*puisse plus facilement y avoir recours, ce qui suppose de mettre de l'argent sur la table*".

(A croire décidément qu'il connaissait l'ordre du jour de ce sommet avant même son ouverture... Sarkozy vous a entendu monsieur Mailly ! Que l'on comprenne bien de quoi il s'agit.

Les patrons vont mettre au chômage partiel des milliers et milliers d'ouvriers dès que l'occasion se présentera à moins qu'ils l'aient fabriquée eux-mêmes. Le salaire que le patron verse aux ouvriers sera donc réduit, mais pas dans les mêmes proportions que les heures de travail d'autant. Une partie de la différence entre leur salaire mensuel et le salaire qui leur sera proposé par leur patron sera comblée par l'Etat, une partie seulement il faut préciser (si j'ai bien compris).

Donc le patron va faire des économies sur les salaires, il va les diminuer de fait. C'est donc un cadeau aux patrons. Ensuite, si c'est l'Etat qui verse une allocation aux ouvriers pour compenser une partie de leur perte de salaire, cela signifie que ce sont les contribuables qui vont payer cette allocation, donc l'ensemble des travailleurs à la place des patrons. C'est la double peine qui vaut déjà dans le cas des exonérations de cotisations sociales ! Voilà la mesure qu'approuvent les dirigeants syndicaux. -ndlr)

M. Mailly a par ailleurs estimé qu'il y avait "*urgence*" à "*augmenter les effectifs de Pôle Emploi*".

(Quel bol, Sarkozy annonce la création de 1.000 CDD au Pôle Emploi... après avoir réduit les effectifs de 1.800 rien qu'en 2011, j'ai lu cela quelque part. Peu importe, c'est l'effet d'annonce qui compte pour Sarkozy comme pour Mailly. - ndlr) (20minutes.fr 18.01)

PSPG soluble.

Le candidat Front de gauche à l'Elysée, Jean-Luc Mélenchon, a invité mercredi la gauche du PS à voter pour lui.

"*Je leur ai dit: si vous voulez rester fidèle à votre idéal socialiste, surtout vous la gauche du parti, il faut voter pour moi, qui suis resté longtemps dans vos rangs. Si je suis parti, c'est qu'il y a bien une raison*". (AFP 18.01)

Et si vous y êtes resté pendant 30 ans aussi ! Le Front de gauche, incapable de rompre avec l'euro, avec l'UE, avec l'ONU, avec les institutions de la Ve République, avec le capitalisme, dès lors qu'est-ce qui le distingue fondamentalement du PS ? Rien!

Le PG a repris à son compte le rôle que le PS a joué jusqu'en 1981, à savoir un parti réformiste qui espère par les urnes parvenir au socialisme, et au cas où cela ne serait pas possible, en réformant le capitalisme.

Actualité en titres

Chaque chose en son temps.

- Sommet «*social*» : le quitte ou double d'un président kamikaze - Liberation.fr

- «*Trop tard*», «*trop libéral*»: La presse doute du sommet social - 20minutes.fr

- Sarkozy vante le modèle allemand, mais peut-il imiter Schröder? - AFP

- Sarkozy, un sommet d'hésitation - Liberation.fr

Quand la vie est un roman...

- Mélenchon dans Gala : "*un jour, j'aimerais bien écrire un roman d'amour*" - AFP

INFOS EN BREF

Politique

France

"*Ce que nos amis allemands ont fait avec leur industrie, c'est incontestablement un exemple pour nous*", déclarait le président français, lors de sa dernière rencontre à Berlin lundi avec la chancelière allemande Angela Merkel.

Et d'ajouter qu'il fallait trouver des moyens pour réduire le coût du travail en France afin qu'elle reste un grand pays de productivité et de production.

Parmi ces moyens, la TVA sociale, qui consisterait à alléger les charges salariales et patronales pesant sur les entreprises pour les transférer sur la TVA, augmentée de plusieurs points.

"*Nos amis allemands ont utilisé il y a quelques années cette arme pour réduire le coût du travail et les déficits*", a dit M. Sarkozy.

Sans parler de TVA sociale, le gouvernement allemand avait fait passer, le 1er janvier 2007, le taux de cette taxe de 16 à 19% -- la plus forte hausse d'impôt jamais décidée dans l'histoire de la République fédérale--, pour diminuer les charges patronales et assainir les finances publiques.

Mais, "*la marge du président Sarkozy est beaucoup plus réduite qu'en Allemagne alors*", remarque Henrik Uterwedde, directeur adjoint de l'Institut franco-allemand de Ludwigsburg.

Parmi les autres mesures allemandes citées en exemple par M. Sarkozy, "l'Agenda 2010", les réformes de l'Etat-providence adoptées entre 2003 et 2005 sous le chancelier social-démocrate Gerhard Schröder, alors que l'Allemagne affichait un chômage record et une croissance réduite.

Le 20 décembre, Nicolas Sarkozy avait reçu à l'Elysée M. Schröder, qui estimait deux jours plus tard dans le Figaro que les réformes du président français allaient "*dans la bonne direction*".

Alors que La France vient de voir abaissée la note de sa dette à long terme "*dire que l'on va faire comme les Allemands permet (cependant) de gagner en crédibilité auprès des marchés financiers et des électeurs français*", estime Arnaud Lechevalier, économiste du centre franco-allemand de recherche Marc Bloch à Berlin.

En comparaison avec l'Allemagne, le bilan de la France ces cinq dernières années est très mauvais en termes de croissance et d'emploi, même si sur cette même période, l'Allemagne est le pays où les inégalités ont le plus progressé au sein de l'OCDE, note-t-il.

Le remodelage du marché du travail allemand avait suscité une vague de mécontentements exprimés lors de manifestations quasi-hebdomadaires, majoritairement dans l'ex-RDA. "*Et cela avait valu à Schröder un revers électoral en 2005*", rappelle René Lasserre, directeur du centre d'information et de recherche sur l'Allemagne (CIRAC). (AFP 18.01)

Ceci explique sans doute en partie pourquoi Sarkozy n'a pas évoqué cette question hier.

La stratégie de Sarkozy.

Quel constat dressait hier soir l'agence Reuters, AFP et d'autres commentateurs:

- Nicolas Sarkozy a annoncé mercredi des mesures d'urgence consensuelles contre la montée du chômage et évité un affrontement avec les syndicats en reportant à fin janvier des décisions sur des sujets controversés comme la "*TVA sociale*". (Reuters 18.01)

- Nicolas Sarkozy a avancé prudemment ses pions mercredi sur son projet controversé de TVA sociale. (AFP 18.01)

Dans un premier temps, il a préféré aborder les questions sur l'emploi qui font consensus avec ses partenaires sociaux, histoire de s'appuyer sur cet avantage pour s'attaquer aux questions plus importantes fin janvier ou début février, comptant sur les contradictions des dirigeants syndicaux pour semer la division dans leurs troupes.

Pas seulement, la manoeuvre va maintenant consister à alimenter la discussion (déclarations, activation de think-tanks, médias, etc.) sur la question de la modification fondamentale du financement des organismes sociaux dont la "*TVA sociale*" fait partie, histoire que chacun livre tranquillement ses propositions, donc se place sur le terrain que Sarkozy aura choisi, cette méthode présente l'avantage de faire croire que l'on serait en présence d'un processus démocratique, une fois ce mécanisme largement enclenché le Bonaparte de service sifflera la fin de la partie en rappelant que c'est à lui de prendre la décision finale, pour finir sur fond de brouhaha et de division, il ne lui restera plus qu'à livrer les mesures qu'il va appliquer en affirmant agir en prenant en compte les différents points de vue qui se sont exprimés, pour le bien de la France évidemment et face à la nécessité d'agir rapidement pour éviter que la situation n'empire,ses opposants seront neutralisés ou réduits à l'impuissance, déjà décrédibilisés pour s'être placés sur son terrain et la boucle sera bouclée.

On s'aperçoit ici que l'argument repris en coeur par les dirigeants syndicaux qui consiste à demander plus de temps à Sarkozy fait en réalité partie de sa stratégie pour parvenir à ses fins. Une fois que le poisson a mordu à l'hameçon, il n'y a plus qu'à le cueillir.

Il faut avoir à l'esprit pour apprécier à leur juste valeur les déclarations des dirigeants syndicaux et la stratégie adoptée par Sarkozy, qu'ils doivent tenir compte des syndiqués, notamment, faire en sorte qu'ils soient le plus divisé possible, etc.

Vous allez voir que les uns et les autres vont faire un compte rendu de ce "*sommet*" bâclé en trois heures, le commenter abondamment chacun à leur manière, insitant sur un aspect qui a leur faveur et minimisant les autres qui les dérangent, sans qu'aucun n'explique la méthode et la stratégie mise en oeuvre conjointement par Sarkozy et ses acolytes syndicaux, bref, en passant à côté d'un aspect essentiel de cette mascarade, ce qui aura pour conséquence que ni les militants ni les travailleurs n'en tireront un enseignement pour la suite, ainsi cette comédie pourra continuer...

Quel parti ouvrier expose de cette manière ou aussi précisément et de manière aussi simple aux militants et aux travailleurs comment Sarkozy et les dirigeants syndicaux s'y prennent pour les rouler ou faire passer des mesures antisociales ? Vous connaissez la réponse.

Ils négocient la liquidation de nos droits dans le dos des travailleurs :

- "*Nous avons (...) entendu les remarques de l'ensemble des organisations*", a dit le chef de l'Etat, selon qui le Premier

ministre, François Fillon, et le gouvernement poursuivront leurs contacts dans les dix prochains jours. (Reuters 18.01)

Les dirigeants syndicaux se partagent les rôles entre ceux qui sont contre la "*TVA sociale*" mais sont favorables au relèvement des cotisations sociales, ceux qui sont pour mais à condition qu'elle ait un contenu social, ne vous marrez pas, c'est ce qu'a sorti hier le jaune Chérèque (AFP). De la même manière tous sont contre les exonérations de cotisations sociales, sauf si elles sont accompagnées de mesures "*favorables*" à l'emploi, si elles permettent de "*garantir*" l'emploi, de "*combattre*" le chômage, bref ils sont tous contre pour être finalement tous pour !

En acceptant d'associer deux facteurs, de les mettre en concurrence, de favoriser l'un au détriment de l'autre, la "*protection sociale et les accords compétitivité-emploi*", de se placer sur ce terrain-là, les dirigeants syndicaux ont d'avance accepté que l'un ou l'autre ou les deux à fois face l'objet de mesures favorables au patronat.

Maintenant place à la propagande, à l'intox, avant de passer au gros morceau. L'AFP a donné le signal du départ en titrant un article *TVA sociale: sans doute pas un euro de plus sur les feuilles de paie*, mais assurément des euros en moins dans votre porte-monnaie et des milliards d'euros en plus dans les caisses des patrons !

L'idée est de fairer croire que ce sera une mesure indolore pour les travailleurs ou insignifiante sur leur niveau de vie, histoire de ne pas dire qu'on vient de mettre le doigt dans un engrenage qui a terme signifiera la liquidation pure et simple de la Sécu. A force de nous répéter que c'est déjà fait, plus personne n'y croit et pourtant cette fois cela pourrait être la bonne !

Social

1- France

L'établissement de crédit à la consommation Cofinoga s'apprête à supprimer «*plusieurs centaines d'emplois*» sur son site de Mérignac en Gironde, rapporte le journal *Les Echos* dans son édition de mercredi.

La société «*souffre d'une baisse d'utilisation des crédits et d'une hausse des risques*» (impayés), écrit le quotidien.

Cofinoga est filiale de LaSer, lui-même contrôlé à parité par le groupe Galeries Lafayette et la banque BNP Paribas.

«*Sans que cela soit forcément lié*» aux suppressions de postes prévues, *Les Echos* indiquent également que deux des principaux adhérents du programme de fidélisation S'Miles, la SNCF et la banque Caisse d'Epargne, ont décidé d'en sortir. (liberation.fr 18.01)

2- Grande-Bretagne

Le taux de chômage a encore progressé en novembre au Royaume-Uni, où il n'y a jamais eu autant de personnes à la recherche d'un emploi depuis 17 ans, selon des chiffres officiels publiés mercredi, qui confirment la dégradation de l'économie britannique.

Le taux de chômage a atteint 8,4% de la population active fin novembre, contre 8,3% le mois précédent, a annoncé l'Office des statistiques nationales (ONS).

Le nombre de personnes à la recherche d'un emploi a augmenté de 118.000 sur les trois mois achevés fin novembre, pour atteindre 2,68 millions de personnes, un niveau plus vu depuis 1994.

Le chômage continue de toucher particulièrement les jeunes de 16 à 24 ans, qui sont plus d'un million à chercher du travail.

Ces mauvais chiffres confirment que l'économie britannique, affectée par la crise dans la zone euro voisine et soumise à une cure d'austérité drastique par le gouvernement, tourne au ralenti. Elle basculerait même actuellement de nouveau dans la récession, selon certains économistes.

"*Le chômage devrait continuer à augmenter encore bien plus. Le marché du travail n'a pas encore subi tous les effets négatifs du récent ralentissement de l'économie et des études montrent que les entreprises vont licencier à un rythme plus élevé ces prochains mois*", a commenté Ben May, économiste chez Capital Economics.

Avec le ralentissement actuel de l'inflation, la Banque d'Angleterre (BoE) possède désormais tous les arguments pour donner un nouveau coup de fouet à l'économie britannique.

"*Les mauvais chiffres de l'emploi et la faible hausse des revenus rendent un peu plus inévitable une nouvelle*

tranche d'assouplissement quantitatif de la part de la Banque d'Angleterre (BoE) en février", a estimé Howard Archer, économiste chez IHS Global Insight.

La plupart des analystes s'attendent en effet à une nouvelle injection de liquidités d'au moins 50 milliards de livres (60 milliards d'euros), une mesure destinée à injecter des liquidités dans le système pour soutenir l'économie. (AFP 18.01)

Ils appellent l'économie les marchés financiers.

3- Espagne

Des milliers de fonctionnaires du gouvernement catalan, policiers, pompiers, gardiens de prison, personnel de santé ou enseignants, ont manifesté mercredi à Barcelone contre de nouvelles mesures d'austérité en discussion au Parlement régional.

"*Non aux coupes budgétaires. Sauvons les services publics*", proclamait une immense banderole menant le cortège, qui a défilé dans le centre de la capitale catalane avant de rejoindre le Parlement régional où étaient réunis les députés pour débattre du budget 2012.

Plus de 10.000 fonctionnaires ont participé à la manifestation, selon le gouvernement régional, 30.000 selon les syndicats.

Les pompiers, casqués et en uniforme, arrosaient les avenues de neige carbonique ou distribuaient des tracts portant les mots: "*Assez de coupes, ne touchez pas à nos droits*", barrés d'une paire de ciseaux.

Les policiers régionaux, les Mossos d'Esquadra, ont déjà affiché leur mécontentement ces derniers jours en s'enfermant dans des commissariats tandis que des gardiens de prison bloquaient les accès à des centres pénitentiaires.

"*Corps de sécurité en lutte*", criaient les manifestants, portant des pancartes avec les mots: "On ne joue pas avec la sécurité".

Déjà en 2011, le gouvernement catalan mené par la coalition nationaliste CiU avait décidé des coupes d'un milliard d'euros, soit 10% de son budget, qui ont durement frappé le secteur de la santé, relevant en Espagne des compétences régionales, et provoqué de nombreuses manifestations.

Le gouvernement régional dirigé par Artur Mas avait ensuite annoncé en novembre un nouveau plan de rigueur pour 2012, prévoyant des baisses de salaires pour les fonctionnaires ainsi qu'une augmentation des taxes sur l'essence, les inscriptions universitaires, l'eau ou les transports. L'objectif est d'économiser 625 millions d'euros.

Le gouvernement espagnol, qui cherche à réduire le déficit des 17 régions autonomes du pays, leur avait fixé un objectif de déficit de 1,3% du PIB à la fin 2011. Faisant fi de ces consignes, la Catalogne a fixé son propre objectif, pour fin 2011, à 2,66% de son PIB.

Mardi, le ministre espagnol du Budget Cristobal Montoro a annoncé que des sanctions seraient appliquées aux régions qui ne rempliraient pas leurs objectifs.

En exigeant des régions une discipline budgétaire accrue, le nouveau gouvernement conservateur espère réduire son déficit public, qui pourrait finalement dépasser les 8% du PIB en 2011, alors que l'objectif était de 6%. Le gouvernement vise 4,4% en 2012. (AFP 18.01)

Economie

1- FMI

Le Fonds monétaire international (FMI) veut disposer d'au moins 500 milliards de dollars supplémentaires pour faire face à la crise de la zone euro et à ses retombées sur l'économie mondiale, et devrait donc solliciter les pays émergents pour qu'ils participent à l'effort.

Selon une estimation de l'institution financière, les "besoins de financement potentiels mondiaux dans les années qui viennent" s'élèvent à 1.000 milliards de dollars.

Dès lors, "*le Fonds aimerait parvenir à lever jusqu'à 500 milliards de dollars de ressources prêtables supplémentaires*", a-t-il annoncé mercredi dans un communiqué, confirmant des informations de presse.

Ces ressources supplémentaires seront demandées aux Etats membres du FMI, avait expliqué un peu plus tôt à l'AFP une

source proche du dossier, précisant que, pour des raisons comptables, ce sont en tout jusqu'à 600 milliards de dollars supplémentaires qui pourraient être requis. Cela permettrait de disposer d'un matelas de sécurité, a-t-on ajouté de même source.

Le Fonds dispose actuellement d'un tout petit peu moins de 385 milliards de dollars de ressources qu'il peut prêter aux Etats membres qui en ont besoin. Il s'agirait donc de porter ce montant à 885 milliards.

Les Etats de la zone euro se sont déjà engagés en décembre à fournir 150 milliards d'euros (192 milliards de dollars) au FMI "*sous forme de prêts bilatéraux*".

Resterait donc à l'institution financière de Washington à trouver au moins 308 milliards de dollars environ auprès d'autres Etats membres.

Les Etats-Unis ont déjà fermement manifesté leur refus de remettre au pot.

De leur côté, une poignée de pays de l'Union européenne non membres de la zone euro (République tchèque, Danemark, Pologne et Suède) devraient apporter leur contribution, encore non chiffrée. En revanche, le Royaume-Uni se fait désirer, promettant d'étudier la demande du FMI tout en exigeant que les fonds apportés servent à aider des Etats et non à sauver l'euro.

Les efforts du FMI devraient donc se concentrer sur les pays émergents, notamment la Chine, l'Inde, le Brésil et la Russie. (AFP 18.01)

2- Monde. Assurance

Les pertes économiques consécutives à des catastrophes naturelles ont atteint un niveau record l'an passé, à hauteur de 366 milliards de dollars (286 milliards d'euros), estime l'ONU dans sa dernière étude annuelle sur le sujet publiée mercredi.

En 2011, l'ONU a enregistré quelque 302 catastrophes naturelles qui ont provoqué le décès de 29.782 personnes, affecté quelque 206 millions d'êtres humains et infligé des coûts économiques record.

Les statistiques publiées par l'ONU sont semblables à celles du réassureur Swiss Re, qui a estimé que les dommages enregistrés en 2011 dans le monde avaient atteint 350 milliards de dollars, soit la deuxième année la plus coûteuse pour la profession, après 2005.(AFP 18.01)

3- Japon

Takeda Pharmaceutical a annoncé mercredi qu'il supprimerait 10% de ses postes environ, par compression des effectifs en dehors du Japon.

Le premier groupe pharmaceutique japonais compte supprimer 2.100 emplois, surtout en Europe, et 700 emplois aux Etats-Unis d'ici mars 2016, conséquence d'une rationalisation des activités consécutive à l'acquisition du suisse Nycomed pour 9,6 milliards d'euros en mai dernier.

Takeda compte réaliser une économie de l'ordre de 2,6 milliards de dollars sur cette période. Il emploie 30.000 personnes environ dans le monde. (Reuters 18.01)

Haut de page

Le 20 janvier

CAUSERIE

Voilà à quoi elle tient ! Et encore...

Denis Muzet, président de l'Institut Médiascopie, la "*loterie, c'est peut être ce qui reste de la démocratie*". (AFP 19.01)

Vous noterez quand même qu'à chaque coup on gagne, je parle de ceux qui en profitent, de la démocratie, ceux qui colportent l'illusion qu'il faudrait la sauver, alors qu'elle sert à masquer la dictature du capital.

Les esprits étroits et sclérosés vont rejeter ces propos, car ils sont incapables de concevoir qu'on puisse à la fois utiliser le peu d'espace de liberté qu'elle nous octroie, cette démocratie (bourgeoise) étriquée, et combattre pour la renverser car elle incarne le régime en place. Ils sont tellement gangrenés par l'idéologie dominante, qu'ils ne sont plus en mesure de faire la part des choses qu'en prenant la défense de l'ordre établi, inconsciemment ou non.

Il y a ceux qui réclament plus de démocratie et qui collaborent au régime parce qu'ils ont abandonné la stratégie qui inclut la dictature du prolétariat, l'élévation de la classe ouvrière au rang de classe dominante, et il y a ceux qui combattent pour une véritable démocratie, qui ne se reconnaissent pas dans la démocratie telle qu'elle existe aujourd'hui et qui refuse tout compromis avec les représentants du régime, les institutions, les appareils des syndicats.

Quelques éditorialistes plus perspicaces que la moyenne (un euphémisme !) ont rendu compte du sommet antisocial du 18 janvier.

- Le Républicain Lorrain: "*Premier acte de la dramaturgie, le sommet social avait pour objet de brosser un portrait consensuel - a minima - du chef de l'Etat en lui faisant consulter les partenaires sociaux.*"

- Sud-Ouest : "*C'était donc un Nicolas Sarkozy tentant de sauver les meubles qui recevait hier les partenaires sociaux réduits au rôle de figurants.*"

- Le Courrier Picard : "*la mise en scène d'une parodie de dialogue social*", comédie. (AFP 19.01)

Perspicace, c'est un grand mot, car l'essentiel c'était d'y participer pour légitimer Sarkozy minoritaire et illégitime dans le pays.

Le président de la commission des Finances du Sénat, Philippe Marini (UMP) l'a confirmé à sa manière dans une interview à Libération dans laquelle il a affirmé que lors de ce sommet "*le président a indiqué le cap*" (liberation.fr 19.01) sur lequel il entendait se situer en convoquant les dirigeants syndicaux et sur lequel se situerait les mesures qu'ils entendaient prendre, ce qui a le mérite d'être clair

D'ailleurs à ce propos on pourrait se demander quelle légitimité ont les dirigeants syndicaux dont chacun des syndicats ne dépasse pas 1% des travailleurs dans le secteur privé, pour discuter ou négocier avec Sarkozy ?

Comment faire comme si c'était déjà fait, démonstration par Thibault et l'AFP.

A la suite du sommet social tenu mercredi à l'Elysée, le secrétaire général de la CGT Bernard Thibault a dit jeudi s'attendre à une baisse rapide des charges des petites entreprises mais a pronostiqué une hausse de la TVA prenant effet après la présidentielle.

"*Je m'attends à ce qu'il (Nicolas Sarkozy, ndlr [AFP]) décrète une mesure immédiate en faveur des entreprises -- diminution des cotisations -- et puis s'agissant de la TVA une décision d'augmentation mais peut-être dont l'application sera reportée le mois X de l'année 2012, à savoir après l'élection, pour que les aspects négatifs n'apparaissent qu'après les échéances électorales*", a déclaré M. Thibault sur RTL.

D'autres mesures, dont celle de l'instauration d'une TVA sociale venant augmenter un ou plusieurs des taux de la TVA actuelle, doivent être annoncées à la fin janvier par Nicolas Sarkozy. (AFP 19.01)

Voilà c'est plié ! Sarkozy ne pouvait "*rêver*" mieux comme mise en condition pour faire passer cette mesure scélérate, non ?

Un aveu.

Le ministre des Affaires étrangères, Alain Juppé, écarte l'idée du Qatar d'envoyer des troupes arabes en Syrie, dans un entretien publié vendredi par le quotidien français Ouest-France.

Alain Juppé n'explicite pas les raisons qui poussent la France à adopter cette position. Il se borne à ajouter: "*En revanche, nous dialoguons avec l'opposition syrienne afin qu'elle se structure et s'ouvre à toutes les sensibilités*". (AFP 19.01)

Pas vraiment une lumière ce journaliste de l'AFP, aux ordres sans doute, il a la raison sous le nez ou plutôt dans les oreilles mais les siennes sont bouchées.

Juppé dit que l'opposition syrienne qu'ils ont fabriquée de toute pièce avec Londres et leurs amis des pétro-monarchies du Golfe,

doit s'ouvrir "*à toutes les sensibilités*", ce qui signifie qu'elle est fermée, étrangère ou coupée des véritables opposants à Assad qui entendent se battre sur le terrain de la lutte des classes et qui sont indépendants des différents impérialistes qui ont entrepris de déstabiliser ou renverser le régime en place au profit d'un régime fantoche.

Sur la Syrie notre position est la suivante : soutien ni à Assad ni au CNS (le CNT syrien) mais à la lutte de classe indépendante des travailleurs syriens ; A bas toute ingérence étrangère en Syrie !

Juppé peut affirmer dans un entretien publié vendredi par le quotidien français Ouest-France : "*Nous sommes aujourd'hui dans une impasse. Le Conseil de sécurité est paralysé du fait d'une position rigide de la Russie, de la Chine mais aussi de quelques pays émergents*", si la lutte des classes a une influence sur l'ONU, elle se déroule ailleurs, sur le terrain, en Syrie.

Surenchère. Qui dit mieux ?

Dans une interview au Figaro Magazine Bayrou s'engage à éliminer le déficit un an avant l'échéance prévue par le gouvernement et deux ans avant celle visée par le PS, selon cette source. (Reuters 19.01)

Et comment parviendrait-il à se résultat, par un effort collectif qui sera facilité par le "*climat d'union nationale*" qu'il s'engage à instaurer en France s'il est élu. (source : Reuters 19.01)

Combien de divisions ?

Cécile Duflot a suggéré jeudi à Eva Joly de "*passer en mode blindé*". "*Nous avons le devoir de protéger notre candidate et de faire corps avec elle*", a-t-elle déclaré à Bègles (Gironde). (source : Reuters 19.01)

Henri Emmanuelli dans le rôle de l'enfumeur. L'espoir... nous fait vivre !

"*Si nous gagnons, ce ne sera pas facile, dit-il. Mais la campagne ne peut se réduire à une course à l'austérité entre droite et gauche. Même si on ne peut pas tout faire, on doit dire qu'on va essayer.*" Et encore : "*Pour gagner, il faut susciter un minimum d'espérance, estime pour sa part Henri Emmanuelli. Notre rôle est de redonner un peu d'espoir.*"

Pour Hollande, c'est encore trop, pas la peine, la majorité de la population en a tellement marre de Sarkozy qu'elle votera les yeux fermés pour lui.

En visite à Nantes, François Hollande qu'il ne tolérerait "*aucun écart de langage*" dans son camp, a-t-il dit devant la presse. (Reuters 18.01)

Comment faire campagne quand on affirme qu'on poursuivra la politique que Sarkozy ?

Selon Reuters : Les proches du candidat (Hollande - ndlr) ont déjà expliqué que les premiers mois de son quinquennat seraient consacrés à la réduction de l'endettement, la redistribution des fruits de cette politique étant réservée à la seconde partie du mandat.

Autant dire, de la sueur et des larmes et rien d'autres prétextant un retournement de la conjoncture, impossible elle est mauvaise, alors une aggravation de la crise, c'est l'argument fétiche de La Talonnette.

Sarkozy. Propagande. Arguments.

"*Vous avez peut-être entendu les débats où on dit, il ne faut pas augmenter la TVA, il ne faut pas augmenter la CSG, il ne faut rien augmenter (...) mais on oublie une chose, si on reste comme on est, les délocalisations continueront*", a-t-il ajouté devant les ouvriers de Seb dans une allusion aux solutions envisagées pour compenser la baisse annoncée des charges pesant sur les salaires.

"*Nous voulons (...) que votre salaire ne soit pas touché, que votre protection sociale ne soit pas touchée mais que ça revienne moins cher à l'entreprise pour qu'elle n'ait pas la tentation d'aller produire ailleurs pour fabriquer moins cher*", a-t-il encore dit. (Reuters 19.01)

Il faut vous faire à l'idée que vous allez vivre plus mal qu'avant, mais que cela pourrait être pire encore, estimez-vous heureux d'avoir un président comme moi pour vous éviter un tel destin... Terminons son argumentation en ajoutant le non-dit : pour le moment !

Commençons par le salaire.

Nous ne toucherons pas à votre salaire, sauf bien sûr si vous faites partie des heureux bénéficaires du chômage partielle, non, cela il ne l'a pas évoqué, nous ne toucherons pas à votre salaire mais en augmentant la TVA nous ferons en sorte que votre niveau de vie diminue, vous aurez le même salaire mais vous pourrez consommer moins, donc satisfaire moins de besoins.

Passons à la protection sociale.

Nous ne toucherons pas à la protection sociale, c'est-à-dire que chacun pourra continuer à se faire soigner quand il est malade, etc. mais avec l'abandon du système actuel reposant sur la solidarité entre générations et le basculement vers un système de financiarisation, le droit à la santé ne sera plus égal pour tous, bien que déjà plus que théorique dans la réalité, il deviendra individuel en fonction de vos moyens financiers... Autrement dit, les riches auront le droit aux meilleurs cliniques et traitements, les plus pauvres d'entre les pauvres seront épargnés par ce système et pris en charge par l'Etat afin d'éviter que le pays ne se transforme en cour des miracles ou ne ressemble à un pays comme l'Inde, quant à l'immense majorité des travailleurs, ils devront choisir entre entamer un traitement coûteux ou partir en vacances, remplacer la machine à laver qui a lâché par exemple, ils devront consacrer une partie de plus en plus importante de leurs revenus pour se soigner.

En conclusion.

Peut-être que votre salaire ne baissera pas, mais il n'augmentera pas non plus contrairement aux prix de toutes les marchandises ou services ou encore les taxes et les impôts (locaux notamment), donc à l'arrivée vous êtes condamné à vivre plus mal qu'avant et ne vous étonnez pas si les inégalités dans le pays sont amenés à s'accroître encore.

Et l'injustice alors ? Oui bien sûr, mais elle, elle est le produit sur le plan juridique et institutionnel, donc politique, des inégalités (rapports [sociaux] de production) qui sont à l'origine de tout le système économique capitaliste. Donc chaque fois que les inégalités se renforcent, les injustices deviennent plus criantes et insupportables.

Deux conceptions de la lutte de classe. Réforme ou révolution.

On peut lutter de deux manières contre les inégalités et les injustices, mais une seule est efficace car elle s'inscrit sur le long terme et se trouve reliée à l'objectif de notre combat, l'émancipation du capital et de l'exploitation de l'homme par l'homme, ce qui au passage le rend compréhensible aux yeux des masses et permet aux travailleurs ayant participé à une bataille de s'en saisir, renforce sa crédibilité, sa légitimité, au point de devenir une nécessité (historique) sans toutefois avoir besoin de sortir d'une grande école ou d'appréhender la totalité des lois de fonctionnement du système capitaliste.

L'autre méthode, conception ou théorie consiste à combattre uniquement les conséquences des inégalités telles qu'elles apparaissent aujourd'hui, de telle sorte qu'on en arrive à croire ou imaginer que les problèmes auxquels on fait face ne sont pas dus aux fondements et aux contradictions qui sont inhérents au capitalisme mais à son dysfonctionnement, son dérèglement, qui, pour peu qu'on y remédie, progressivement on pourrait espérer parvenir à satisfaire tous nos besoins et à vivre dans le bonheur et la paix.

Problème, sauf que l'expérience du XXe siècle prouve amplement que les choses ne se passent pas du tout de la sorte et que tous nos acquis ou droits acquis ou concédés à une autre époque peuvent petit à petit ou subitement disparaître, pour ne pas dire qu'ils sont sans cesse menacés ou remis en cause par la classe avare de revanche qui détient le pouvoir économique et politique.

C'est parce que c'est cette seconde conception de la lutte de classe, le réformisme, qui a complètement pourri le mouvement ouvrier, que plus personne ou presque ne parvient plus à comprendre la situation et n'ose remettre en cause l'existence du capitalisme, laissons de côté ici l'expérience désastreuse du stalinisme sous ses différentes versions dans le monde, car elle ne vient pas automatiquement à l'esprit du travailleur ou du militant engagé dans un combat pour empêcher la fermeture d'un hôpital ou d'une entreprise ou pour défendre tout autre revendication.

Du coup, depuis que la dernière crise a éclaté sous la forme d'une crise financière, en dehors du POI et de LO, de l'UMP au Front de gauche tous les partis expliquent que la crise qui a pris une tounure et affecte dorénavant l'ensemble des secteurs économiques, est due à une mauvaise gestion du capitalisme, et que par conséquence, pour que tout rendre dans l'ordre, car tous y tiennent absolument précisons au passage, la solution consisterait à prendre des mesures pour le réformer ou le remettre dans les clous, occultant du même coup toutes les crises qui se sont succédées depuis le début des années 70 et dont celle-ci est le point d'orgue et non un fait isolé dû à la voracité d'une poignée de capitalistes, faisant fi (notamment) de l'évolution du capitalisme mondial au cours du demi-siècle qui vient de s'écouler, comme si par un coup de baguette magique il serait possible de retourner 60 ou 70 ans en arrière pour appliquer les mêmes solutions, et là nous en revenons à ce que nous avons précisé plus haut, solutions temporaires (durant les "Trente glorieuses") , qui ne pouvaient être que temporaires, car le capitalisme est ainsi conçu que ses contradictions conduisent infailliblement à de nouvelles crises, à son effondrement qui se traduit concrètement par toujours plus de misère sociale, et accessoirement trouve un prolongement sur le plan politique, si l'on peut dire, par la guerre.

Aujourd'hui nous en sommes là, la majorité des travailleurs et des militants sont convaincus que la crise serait purement

financière sans en comprendre les tenants et les aboutissants, témoignant ainsi de leur ignorance des fondements et du fonctionnement du capitalisme.

Quand les forces productives qu'a engendrées le développement historique du capitalisme ne peuvent plus être contenues dans le mode de production (et d'échange) qui les a vues naître, elles entrent en contradiction avec lui, se révoltent, soit sous la forme de crises et de guerres entraînant la destruction de gigantesques forces productives à l'échelle d'un pays, d'un continent ou de la planète toute entière, soit sous la forme de révolutions pour briser le carcan que constitue ce mode de production.

Ajoutons, afin de passer à un mode de production qui ne repose plus sur la propriété privée des moyens de production qui permet à une minorité de privilégiés d'accaparer l'essentiel des richesses produites dans le monde et de décider du sort de près de 7 milliards de travailleurs avec leurs familles. Une fois le mode de production capitaliste liquidé et les moyens de production des richesses déclarés bien collectif d'un pays, de l'humanité, une fois décrété que la production doit être organisée pour satisfaire les besoins de l'ensemble de la population, les forces productives pourrront se développer librement, sans encore totalement disparaître parce que ce processus ne trouvera son achèvement qu'à l'échelle mondiale, les inégalités diminueront au point d'être supportables et supportées, avant de disparaître totalement une fois ce processus mené à son terme, lorsque le capitalisme aura été éradiqué de la surface de la planète... La première étape qui correspond à la réduction des inégalités en s'attaquant aux fondements du capitalisme, on l'appelle le socialisme, la seconde qui correspond à la liquidation de ces inégalités, on l'appelle le communisme. Alors et alors seulement le règne de la nécessité aura cessé d'exister pour céder la place au règne de la liberté.

C'est en gros mon objectif et mon programme, j'estime qu'il est conforme au marxisme.

Ce qui est difficile à comprendre, encore plus à admettre, c'est qu'il n'existe aucune demi-mesure en la matière, qu'avec le capitalisme on est parvenu à la fin d'un cycle historique et et que l'heure a sonné qu'il cède la place - depuis pas mal de temps déjà, celui basé sur l'exploitation de l'homme par l'homme. On ne peut pas transformer ou réformer un système économique, un mode de production qui a pour corollaire l'enrichissement sans fin d'une poignée de nantis au détriment d'une masse de plus en plus gigantesque de milliards d'hommes, femmes et enfants dont les besoins (insatisfaits) ne cessent d'augmenter, on le sait depuis le milieu du XIXe siècle, il arrive forcément un moment où cette contradiction a atteint un tel niveau d'exacerbation, une telle tension, qu'elle doit se résoudre dans un sens ou un autre, en s'attaquant violemment à l'un de ses deux pôles, au prolétariat ou à l'ensemble des masses exploitées quand c'est la classe des capitalistes qui en prend l'initiative, au détriment de cette classe quand c'est la classe ouvrière qui passe à l'offensive ou reprend la main.

La question est ensuite d'aller jusqu'au bout, de terminer le boulot : de prendre le pouvoir politique, tout le pouvoir. Et sachant que le capitalisme ne disparaîtra pas du jour au lendemain de la surface de la terre parce qu'on a pris le pouvoir dans un pays, la guerre de classe continuera à l'échelle mondiale, aussi bien pour avancer vers notre objectif que pour mettre en oeuvre une politique véritablement socialiste que pour réduire la capacité de nuisance des capitalistes dans notre propre pays, nous leur imposerons notre propre dictature, ce qu'on appelle la dictature du prolétariat, le pendant de la dictature du capital, expression qui signifie pratiquement que dorénavant la démocratie ne sera plus réduite à "*la loterie*" ou au pouvoir exercé par une infime minorité l'imposant si nécessaire par la force à l'immense majorité, mais coïncidera avec les organismes politique que la majorité aura créé pour exercer son pouvoir, la classe des capitalistes étant exclue du pouvoir ; de la même manière qu'aujourd'hui nous ne détenons aucun pouvoir, nous n'avons aucun moyen à notre disposition pour nous opposer au diktat des représentants du capitalisme, à la dictature du capital, hormis nous organiser pour mener le combat pour le socialisme.

Actualité en titres

Capitalisme. Pour le meilleur...

- La dette française aura été un bon placement en 2011 - LeFigaro.fr

- Emploi des jeunes : le dispositif «*zéro charge*» entre en vigueur immédiatement - Liberation.fr

... et pour le pire !

- La consommation d'électricité a chuté de 6,8% en 2011 - AFP

Franc sois... et rends-toi !

- François Bayrou appelle à la « *résistance* » - LeFigaro.fr -

- Stéphane Hessel invite François Hollande à "*résister*" - Reuters

Série B :

- Le chef du renseignement accusé de servir l'Elysée - Reuters

- Norvège: la chef du renseignement démissionne après une gaffe - AFP

Complexe anal et branlette espagnole.

- Poutine accuse une radio de le "*couvrir de merde*" - L'Express.fr

- François Hollande : la stratégie espagnole - LePoint.fr

INFOS EN BREF

Politique

1- France

1.1- Indépendant, tout de suite les grands mots.

A propos de l'édition annuelle du baromètre de confiance dans les média réalisé par TNS Sofres et publié par La Croix aujourd'hui, 59% des Français répondent "*non*" à la question "*Croyez-vous que les journalistes sont indépendants, c'est-à-dire qu'ils résistent aux pressions des partis politiques et du pouvoir*"… ceci étant dit, vous n'êtes pas obligé de nous croire, Internet étant, toujours selon le sondage, la source la moins crédible, 37% seulement des Français pensant que les infos qu'on y trouve correspondent à la réalité (vs. TV : 48%, Journal : 51%, Radio: 58%) (atlantico.fr 19.01)

1.2- Complexé, rustre, teigneux et rancunier.

Le garde des sceaux a finalement décidé de renvoyer Isabelle Prévost-Desprez devant la formation disciplinaire du Conseil supérieur de la magistrature (CSM). La présidente de la 15e chambre du tribunal de Nanterre était accusée d'avoir '*manqué à son devoir de réserve, à l'obligation de prudence et aux devoirs d'impartialité et de délicatesse*' après ses propos mettant en cause Nicolas Sarkozy dans l'affaire Bettencourt.

La magistrate avait indiqué, dans le livre Sarko m'a tuée (Stock), que deux témoins avaient évoqué, hors procès verbal, des remises d'espèces à Nicolas Sarkozy par l'entourage de Liliane Bettencourt. (lemonde.fr 19.01)

Il est vrai que côté "*délicatesse*" l'hystérique du Palais se pose là !

2- Roumanie

Quelque 7.000 personnes, selon la gendarmerie, ont défilé jeudi à Bucarest à l'appel de l'opposition pour demander la démission du président roumain Traian Basescu, a constaté une journaliste de l'AFP.

Par ailleurs, des rassemblements ont eu lieu jeudi soir pour le septième jour consécutif afin de dénoncer pêle-mêle les mesures d'austérité, la "*dictature du FMI*" et la "*corruption*" de la classe politique, majorité et opposition confondues.

Dans l'après-midi, des militants et des sympathisants de l'opposition venus de tous les départements du pays, ont défilé près du palais du gouvernement à Bucarest en scandant "*A Bas Basescu !*", "*Démission !*" ou encore "*N'ayez pas peur, Basescu chutera !*".

"*Les gens sont en colère car ils ont perdu leur emploi, on a réduit leur retraite, ils se sont sentis humiliés*", a lancé à la foule l'un des deux coprésidents de l'Union sociale-libérale (USL, opposition), Victor Ponta.

Outre les "*A bas Basescu !*", des manifestants ont scandé des slogans tels que : "*PDL (parti au pouvoir), USL (opposition), même misère !*", "*PDL-USL, corruption !*".

"*Nous sommes venues manifester car nous en avons marre de l'actuelle classe politique, je devrais même dire caste politique, que ce soit l'opposition ou le pouvoir*", a déclaré à l'AFP Maria Alexandru, 27 ans diplômée de la faculté de lettres. (AFP 19.01)

3- Libye

Le vice-président du Conseil national de transition (CNT) libyen a été pris à partie par des étudiants jeudi à Benghazi, dans l'est du pays, où était né l'an dernier le mouvement de révolte contre Mouammar Kadhafi.

Cet incident illustre le mécontentement d'une partie de la population qui exige des nouveaux dirigeants du pays qu'ils écartent les personnalités liées à l'ancien régime et encore à des postes de responsabilités.

Les manifestants de Benghazi demandaient également au CNT une totale transparence sur les dépenses publiques, notamment sur la destination des fonds libyens gelés à l'étranger pendant la guerre civile et dont une partie a été débloquée après la mort de Kadhafi.

Abdoul Hafiz Ghoga, le numéro deux du CNT, a été entouré et bousculé par une foule de manifestants en colère, avant d'être secouru et mis à l'abri.

Il assistait dans la capitale de la Cyrénaïque à une cérémonie organisée à l'université en mémoire des morts de la guerre civile.

Attia al Odjeli, un professeur de l'université, a précisé que le vice-président du CNT avait été accueilli à son arrivée par un groupe d'étudiants qui criaient "*Dégage, dégage !*". (Reuters 19.01)

Voilà un fait (notamment) qui légitime la position que j'ai adoptée dès le début du soulèvement pour chasser Kadhafi du pouvoir. Vive la lutte des classes en Libye ! C'est marrant, ceux qui hier encore n'avaient que cette expression à la bouche (la lutte des classes) sont muets sur ce thème aujourd'hui.

Social

France

1- Ils n'en peuvent plus !

Les agents d'accueil du siège de la CPAM de la Haute-Vienne à Limoges, se disant épuisés par l'affluence à laquelle ils sont confrontés depuis quelques mois, ont craqué jeudi et fermé les portes à 11h30, refusant d'accueillir de nouveaux assurés, a constaté une correspondante de l'AFP.

L'affluence à la Caisse primaire d'assurance maladie (CPAM) a récemment augmenté, selon les agents, notamment en raison du non-remplacement de fonctionnaires partant en retraite et du contexte économique qui pousse les assurés à demander la CMU ou le remboursement au guichet de leurs prestations.

Jeudi matin, se retrouvant à trois pour orienter 70 assurés (un agent au pré-accueil et deux dans les boxes), ils se sont mis à pleurer de fatigue, puis à 11h30, avec l'aide du gardien, ils ont fermé les portes tout en restant à la disposition des personnes qui attendaient depuis l'ouverture. La direction n'a pu que prolonger cette fermeture toute la journée.

Lors d'une rencontre dans l'après-midi, le directeur, selon la déléguée CGT Monique Desnoyers, "*a demandé aux fonctionnaires des bureaux de venir soutenir leurs collègues de l'accueil*" à partir de vendredi. Mais "*en attendant, selon elle, le travail s'accumule ailleurs... C'est un pansement sur une jambe de bois*".

Le directeur, Paul Orliac, n'a pas souhaité faire de commentaire, estimant simplement que "*la réunion de jeudi après-midi a permis de trouver un terrain d'entente*".

"*Les gens arrivent ici désemparés, les situations que nous gérons sont de plus en plus complexes, de plus en plus graves, et ils ne comprennent pas pourquoi ils doivent revenir plusieurs fois pour compléter un dossier, ni pourquoi la moitié des boxes d'accueil sont vides" alors qu'ils "doivent patienter trois, parfois quatre, heures avant d'être reçus*", a déclaré Mme Desnoyers.

Annie, un des agents concernés, a relevé "*qu'heureusement, la grande majorité des assurés font le même constat que nous et nous soutiennent*".

Ainsi Christelle, une mère de famille ayant attendu un mois pour obtenir la CMU dans le cadre d'une procédure d'urgence, s'est indignée "*du traitement inhumain que subissent ces dames dont on voit qu'elles se démènent pour nous aider*". (AFP 19.01)

2- 2,1% d'inflation en 2011 (officiellement)

Les prix à la consommation en France ont progressé en moyenne de 2,1% sur l'ensemble de l'année 2011 par rapport à l'année précédente, a indiqué l'Insee jeudi.

L'inflation moyenne était de 1,5% en 2010.

L'évolution d'une année sur l'autre se caractérise à nouveau par une forte hausse des prix de l'énergie. Ceux-ci ont, entre 2010 et 2011, augmenté de 12,3% (+10,0 % entre 2009 et 2010), précise l'Insee.

Cette augmentation traduit celle des prix des produits pétroliers (+15,8%), dans le sillage des cours du pétrole brut: +23,1% pour les fiouls domestiques et +14,3 % pour les carburants. Dans le même temps, les tarifs de l'électricité se sont accrus de 6,5% et ceux du gaz de ville de 8,5%.

"*L'année 2011 a été marquée par un renchérissement des produits alimentaires hors produits frais (+2,4%)*", indique aussi l'Insee.

Dans le détail, la hausse des cours des produits alimentaires a notamment entraîné une nette augmentation des prix du café (+10,3%), des huiles et margarines (+5,0%), des produits à base de sucre (+2,7%) et du pain (+2,4%). Ont également fortement augmenté en 2011, les prix des boissons gazeuses, jus et sirops (+3,6%), du lait et de la crème (+3,4%) et de la viande (+2,6%). (AFP 19.01)

3- L'espoir fait vivre... nos bourreaux !

Loto, casinos, chevaux, paris sportifs, poker en ligne: malgré ou en raison de la crise, les Français ont misé chaque jour en 2011 la somme record de 86,5 millions d'euros, l'équivalent du prix d'un Airbus A321 neo ou de deux lycées neufs en Ile-de-France, selon une enquête de l'AFP.

Ainsi, les dépenses quotidiennes des Français aux jeux d'argent et de hasard sont passées en neuf ans de 47,5 à 86,5 millions d'euros.

"*Dans un contexte de souffrance due à la crise, le jeu a pour les Français une double fonction, celle du rêve et celle de la consolation*", dit à l'AFP le sociologue Denis Muzet. "*Le jeu est un exutoire qui entretient la flamme de l'espoir*", relève le président de l'Institut Médiascopie.

Selon les chiffres communiqués ces dernières semaines par les trois grands opérateurs historiques (Française des Jeux, PMU, casinos) et jeudi par l'Autorité de régulation des jeux en ligne (Arjel), les Français ont misé en 2011 un total de 31,6 milliards d'euros (26,3 milliards en 2010).

Quant à l'Etat, confronté depuis des années à des déficits budgétaires abyssaux, il peut au moins se consoler avec les jeux d'argent qui lui auront rapporté en 2011 un peu plus de 5 milliards d'euros, dont trois pour la seule Française des Jeux. (AFP 19.01)

Economie

Etats-Unis

La fondation de la société Kodak remonte à 1880 quand George Eastman s'est lancé dans la fabrication de plaques photographiques après avoir abandonné ses études. Pour lancer son entreprise, il achète un moteur d'occasion pour 125 dollars.

En l'espace de huit ans, le marque Kodak était déposée et le groupe lançait un appareil photo portatif, plus maniable, ainsi que le film qui s'enroule dont il devient le principal fabricant.

Eastman a aussi inventé le "*dividende sur salaire*" selon lequel les salariés recevaient une prime basée sur les résultats.

Près d'un siècle d'après la fondation de Kodak, l'astronaute Neil Armstrong utilisa un appareil de la marque, de la taille d'une boîte à chaussures, pour prendre les photos de la lune en juillet 1969.

Six ans plus tard, Kodak inventait l'appareil photo numérique, de la taille d'un grille-pain. Mais plutôt que de développer son invention, Kodak a laissé ses concurrents prendre des parts de marché qu'il n'a jamais pu récupérer.

En 1994, Kodak s'est séparé de son activité dans la chimie, Eastman Chemical, qui a plutôt bien tiré son épingle du jeu.

La capitalisation boursière du groupe, qui était de 31 milliards de dollars il y a 15 ans, est tombée à moins de 150 millions de dollars.

Fin septembre, le groupe affichait un actif total de 5,1 milliards de dollars et des dettes de 6,75 milliards.

Eastman Kodak, le pionnier de la pellicule photographique qui a apporté au monde les premières photos de la lune, a finalement déposé son bilan jeudi au terme de plusieurs années très difficiles.

Le géant américain déchu a annoncé dans le même temps avoir obtenu une ligne de crédit de 950 millions de dollars (740 millions d'euros) sur 18 mois de la part du groupe bancaire Citigroup.

Le groupe, qui a pourtant inventé l'appareil photo numérique, n'a plus enregistré de bénéfice depuis 2007.

Concrètement, Kodak et ses filiales américaines demandent à bénéficier de la protection du chapitre 11 de la loi américaine sur les faillites. Les filiales étrangères ne sont pas concernées et continueront à honorer leurs engagements auprès de leurs fournisseurs.

La procédure de dépôt de bilan ainsi que la ligne de crédit visent à donner du temps au groupe pour trouver des acquéreurs pour ses quelque 1.100 brevets numériques, tout en lui permettant de continuer à payer ses 17.000 salariés.

Le groupe souligne que ses brevets en imagerie numérique sont utilisés dans pratiquement tous les appareils photo numériques, smartphones et tablettes. Kodak a aussi des brevets dans les techniques d'impression. (Reuters 19.01)

Haut de page

Le 21 janvier

CAUSERIE

Question qu'est en droit de se poser chaque militant et travailleur : Existe-t-il dans ce pays (la France) un dirigeant d'un parti dit ouvrier ou d'un syndicat qui exigera le paiement intégral des salaires des ouvriers mis arbitrairement en chômage partiel ? Nous attendons la réponse. En attendant, elle ne figure pas dans le dernier numéro (183 d'*Informations ouvrières*, hebdomadaire du POI.

Qu'est-ce qui est en cause dans la crise actuelle : le capitalisme et ses fondements à l'échelle mondiale ou uniquement un secteur du capitalisme devenu incontrôlable ?

Tous les partis sans exception, le plus souvent en recourant au double langage, ont adopté la seconde version. Chacun de la sorte témoigne de son incapacité ou de son manque de volonté à rompre avec le capitalisme. Démonstration.

Titre d'*Informations ouvrières* en couverture "*Le capital financier entend dicter sa loi aux candidats à la présidentielle*". Sortez vos mouchoirs camarades, les malheureux, on devrait les plaindre aussi !

Page 9 : Communiqué du POI : "*Les “marchés” accentuent donc leur pression, menaçant la France (...) Plus généralement : cette crise, cette dette, ces déficits, ce sont ceux des capitalistes et des spéculateurs. C’est à eux de payer !*". Après la défense de la "*souveraineté nationale*" cher aux sociaux-libéraux et aux staliniens, voilà que c'est la France qui est menacée, on en a les bras qui tombent...

Page 14 : "*Cette crise n’est ni celle de la Grèce ni celle de la dette, mais celle d’un système capitaliste en perdition*".

Mais encore ? Rien, vous n'en saurez pas davantage. Le capitalisme est en "*perdition*, en "*faillite*", pauvre de moi, si tel est bien le cas, je ne me vois pas revendiquer quoi que ce soit, contentons-nous de ce que nous avons et estimons-nous encore heureux, CQFD.

Employons un langage populaire.

- Bordel, c'est à ne plus rien y comprendre, on nous dit que le "*système capitaliste (est) en perdition*", il serait au bord de la ruine, c'est terrible cela, cela ne présage rien de bon, on va encore morfler, et au même moment les capitalistes croulent sous le fric, ils n'ont jamais été aussi riches, c'est dingue cette histoire-là, et il n'y a personne pour m'expliquer ce qui se passe véritablement, qu'est-ce qu'il y a derrière tout cela, je sens qu'on cherche à nous embobiner ou qu'on nous cache la vérité, mais laquelle, merde, décidément je dois être trop con...

- Pas vraiment, vous n'avez tout simplement jamais croisé sur votre chemin un militant qui aille au bout de son analyse ou vous n'avez pas eu la patience de l'écouter jusqu'au bout. Ils sont rares j'en conviens, surtout ceux capables de vous expliquer les choses simplement, faudraient-ils qu'ils commencent par vous écouter, car finalement cette histoire est fort simple à comprendre,

et quand vous l'avez comprise, vous vous apercevez que tout, absolument tout en découle.

- Qu'est-ce que je dois faire alors ?

- Quotidiennement vous faites preuve de détermination et de courage pour vous en sortir ainsi que votre famille, et bien faites preuve de la même détermination pour arriver à comprendre comment fonctionne le capitalisme et la société, écoutez ce qu'on a vous dire les militants qui se réclament de la révolution socialiste mondiale et peut-être que vous atteindrez cet objectif qui donnera un sens, une direction à votre vie, une véritable raison d'être, de lutter et de ne jamais désespérer...

- Il n'y a pas de faillite du capitalisme proprement dite, il est ainsi fait et vous l'ignorez, son existence est tout simplement incompatible avec la satisfaction des besoins croissants des sept milliards de producteurs et leurs familles dans le monde, de la même manière qu'il l'était déjà quand la population mondiale ne dépassait pas un milliard d'habitants ou moins encore quand il a vu le jour aux alentours du XVIIIe siècle. Il a vu le jour et il s'est développé sur cette base-là justement.

- Non, il n'a jamais changé, il est resté fidèle à lui-même, sinon il n'aurait jamais été ce qu'il est, vous comprenez. On veut vous faire croire que ce serait tel ou tel aspect du capitalisme qui serait en cause aujourd'hui, baliverne, alors que la première crise du capitalisme eut lieu à la Bourse de Londres il y a plus de deux siècles, une crise financière ! (A suivre)

Suite. La causerie que j'avais commencée de rédiger hier soir.

Hier j'aurais mieux de m'abstenir que d'écrire que le POI se distinguait (avec LO) des autres partis, voilà qu'Informations ouvrières (n °183) titre *Le capital financier entend dicter sa loi aux candidats à la présidentielle*, mêlant ainsi sa voix à ceux qui pour ne pas avouer ouvertement qu'ils sont incapables de rompre avec le capitalisme et empêcher les travailleurs de saisir l'orgine de cette crise, concentre leur attention sur son aspect financier pour ne pas avoir à remonter à son origne, les fondements du capitalisme.

Ce titre pose une autre question déterminante que nous aborderons plus loin.

Non, la politique du capitalisme financier n'est que le produit des fondements et du fonctionnement du capitalisme à un certain stade de l'évolution du capitalisme, conduisant à des crises à répétition et à l'effondrement de ce système économique, caractérisé par une accumulation de capital impossible à placer sur le marché pour engrenger de nouveaux profits à un niveau jugé satisfaisant par une poignée de capitalistes à un pôle, et la paupérisation croissante de la majorité des exploités, dont les revenus trop faibles ou leur niveau d'endettement ayant atteint (ou dépasser) sa limite ne permettent pas de consommer autant ou plus qu'auparavant ou de s'endetter davantage à l'autre pôle.

A lire ce titre on pourrait croire trompeusement, que le capitalisme financier est à l'origine de cette crise et de la situation sociale actuelle. C'est encore confondre cause et effet ou conséquence, ou manifester la volonté de ne traiter que la conséquence sans s'attaquer à son origine, le refrain de tout réformiste qui se respecte.

Si le prolétariat n'est pas homogène, le capitalisme non plus, le capitalisme financier pas davantage, dans la mesure ou les membres de l'aristocratie financière se livrent à une guerre impitoyable entre eux à l'échelle mondiale. Chacun veut sa part du gâteau, chacun veut conserver ses parts de marché, chacun aspire à dominer les autres dans le ou plutôt les secteurs d'activité sur lesquels il a jeté son dévolu, si chacun contrôle une part déterminée du secteur financier, il contrôle par là même directement ou indirectement des pans entiers du secteur marchand ou dit productif d'où est extraite directement la plus-value.

Or c'est dans ce secteur productif, auquel on doit associer les services puisqu'ils en sont l'appendice naturel ou indispensable, où se trouvent mis en oeuvre les rapports d'exploitation, les rapports entre les classes et dont l'Etat est le garant pour le compte des capitalistes. D'où au passage la nécessité pour l'aristocratie financière et les capitalistes en général de s'attaquer à l'Etat s'il traine les pieds à remettre en cause la législation du travail et sociale jugée toujours trop favorable aux travailleurs par rapport à celle qui existe dans d'autres pays.

La division du travail à l'échelle mondiale s'appliquant dorénavant à pratiquement tous les secteurs économiques, il va de soi qu'en fonction de la situation de chaque capitaliste, certains se retrouveront dans une situation plus favorable que les autres, et au final puisque les plus puissants capitalistes commercent à travers le monde, ils ne voient pas pourquoi ils ne bénéficieraient pas dans tous les pays des mêmes avantages que dans les pays où ils réalisent le maximum de profit, de manière à contrecarrer les ambitions de (nouveaux) concurrents qui osent leur damer le pion ou qui pourraient menacer à terme leur suprématie sur le marché mondial.

Il faut ajouter que pour se maintenir à un degré de compétitivité moyen et alimenter en permanence la machine capitaliste à produire des marchandises et des services, les capitalistes doivent sans cesse concevoir de nouveaux besoins, or la recherche et le développement, la mise au point de nouveaux produits, la mise en oeuvre de nouvelles technologies et finalement la construction de nouvelles usines représente un investissement faramineux, sans qu'ils puissent prédire si à terme il sera rentable ou non ou dans quelle proportion, au bout de combien d'années, alors qu'il arrive de plus en plus fréquemment qu'entre la conception

d'un produit et sa commercialisation il se passe quelques années et il se retrouve obsolète ou dépasser par un produit concurrent plus performant ou plus innovant.

Donc pour espérer garder son rang, chaque capitaliste doit être en mesure de tirer le maximum de profit des travailleurs qu'il exploite directement ou indirectement. Pour y parvenir il ne vise pas seulement la baisse de leur revenu et de leurs droits sociaux, c'est l'ensemble de leur mode de vie qu'il entend tirer vers le bas pour conserver la plus grosse part possible du gâteau, des richesses produites.

C'est à cette compétition sans fin que se livrent les capitalistes les plus puissants de la planète, compétition d'autant plus âpre qu'ils ne l'abordent pas tous avec le même handicap ou avantage selon la situation des uns et des autres, ce qui les conduit à faire feu de tout bois pour parvenir absolument à leurs fins.

Cela étant dit, les uns disposent d'une législation et d'outils financiers sur mesure, les autres bénéficient d'un coût du travail parmi les plus bas du monde, tandis que d'autres peinent à disposer de l'un ou l'autre ou les deux à la fois pour bien faire, directement ou indirectement par le biais d'investissements ou de délocalisations dans ces pays.

Les uns et les autres ne sont pas logés à la même enseignement sur le plan de la lutte des classes et des moyens dont la classe dominante dispose pour combattre la classe ouvrière, bref les rapports entre les classes ne sont pas identiques dans tous les pays, notamment du fait de leur histoire ou de leurs particularités.

En conclusion, l'ensemble des capitalistes qui dominent le marché ainsi que ceux qui aspirent à les rejoindre voudraient disposer des conditions les plus favorables pour engranger le maximum de profit, d'où l'offensive généralisée et tout azimut contre les droits et acquis sociaux et politique du prolétariat à l'échelle mondiale.

Ce qui est en cause finalement, c'est l'existence même du capitalisme et non un secteur du capitalisme, le secteur financier pour ne pas le nommer.

Marx avait taillé en pièce le mythe de "*l'accumulation primitive* du capital, pour ainsi dire naturele, pour ne pas dire divine, qui consistait à légitimer ou justifier l'existence du capitalisme, alors qu'à l'origine la possession des moyens de production a été le produit de l'exploitation des escalaves puis des serfs, de la privatisation ou confiscation des terres de la paysannerie, du recyclage et de l'adaptation du pouvoir économique de la classe féodale (qui se reflète d'ailleurs sur le plan politique puisque les différentes Constitutions ont de fort relents monarchistes) dans le circuit marchand et industriel, de l'exploitation de générérations et générations d'ouvriers, hommes, femmes et enfants au cours du XIXe siècle, du pillage des richesses et de la surexploitation des travailleurs dans leurs colonies, des opportunités fournies grâcieusement par le législateur à des membres ou des pans de la petite-bourgeoisie d'accéder au rang de bourgeois, etc.

Bref, le capitalisme qu'on le prenne par n'importe quel bout à n'importe quelle époque, est le produit du vol (accumulé) de la force de travail. C'est ce privilège qui doit être aboli.

(il y a une tronçonneuse en action juste devant chez moi depuis déjà un moment, et j'ai toutes les peines du monde à achever ma démonstration !)

Maintenant comment voulez-vous que le niveau de compréhension du capitalisme progresse chez les travailleurs et les militants, si vous vous limitez à l'aspect superficiel de la crise, au passage, sur celui que le gouvernement et les médias (notamment) mettent également en avant afin d'éviter que ni les uns ni les autres ne se posent davantage de questions sur son origine véritable, si vous vous limitez à la dénonciation des méfaits de l'industrie financière, aux conséquences sans aller au bout de votre analyse, c'est impossible. Car le lien entre les besoins exprimés par le capital et son offensive contre le prolétariat, la contradiction ou le paradoxe qui se résume à trop de richesse d'un côté et trop de pauvreté de l'autre, n'est compréhensible que si on relie la cause à l'effet, que si on explique précisément en quoi consiste cette cause, cette formidable injustice, ce privilège illégitime qui est à la base de toutes les inégalités, d'ailleurs, c'est sous cet aspect cru, violent, cynique et dépouillé de scrupules que ce privilège inouï est mis en oeuvre pour frapper indistinctement toutes les couches de travailleurs. (A suivre)

Il y en a plus d'un parmi vous qui se demande où je vais chercher tout cela, où je trouve cette énergie, etc. car l'actualisation quotidienne du site représente un énorme boulot. L'expérience, l'habitude de se poser des questions, je la tiens de là ma légitimité, puis-je ajouter, le socialisme aussi....

Je n'ai plus le temps, demain on verra pourquoi et comment l'argument des agences de notation et l'histoire du triple A ne tient la route, pas étonnant que la confférie des opportunistes réunis s'engouffre dedans. A partir de faits précis intervenus les derniers jours, je vous mets sur la piste, observez le comportement de la Bourse, les taux des obligations françaises...

Recyclage. Le FdG en "*sous-traitant* du PS. Les flancs-gardes d'une manipulation des masses.

L'électorat du Front de gauche se reporte très massivement vers Hollande, dans les projections de second tour. Membre de la gauche du PS, le président du conseil général de l'Essonne Jérôme Guedj tempère: «*Je préférerais qu'il n'y ait pas de sous-traitance implicite et que cet électorat de gauche se retrouve sur François Hollande dès le premier tour.*»

Pour Hollande, il faudrait que cette situation ne change pas. Contenir Mélenchon, c'est la mission que se sont donnée les plus à gauche des socialistes. «*On lui assure un flanc gauche qui évite que certains électeurs se tournent vers Mélenchon*», assure Benoît Hamon. (lefigaro.fr 20.01)

En 1981, la "*gauche*" du PS remplissait déjà le même rôle vis-à-vis du PC...

Le "*miracle*" allemand est en réalité un mirage, un cauchemar...

Le nombre de travailleurs intérimaires en Allemagne a augmenté de 13 % en un an, atteignant 910 000 personnes en juin 2011, selon les dernières statistiques révélées vendredi 20 janvier par l'agence fédérale pour l'emploi, qui indique par ailleurs que la moitié de ces contrats intérimaires durent moins de trois mois. (lemonde.fr 20.01)

Commentaire d'un internaute allemand.

- "*Tout va très bien en RFA, madame la marquise, l'espérance de vie diminue, les allocations-chômages sont réduites au minimum, un tiers des enfants est sous-alimenté, le reste est devenu obèse ; beaucoup de nos petits chômeurs travaillent désormais pour 1 euro de l'heure, et avec ça nous sommes enviés par toute l'Europe. Que demander de plus ?*"

Museler Internet, au-delà, toute opposition aux maîtres du monde qui le conduisent à l'abîme.

1- Le site de téléchargement de fichiers Megaupload.com a été rendu inaccessible jeudi par le gouvernement américain, conséquence de poursuites engagées par la justice contre plusieurs responsables du site accusés de violation du droit d'auteur.

Cette décision, qui frappe l'un des plus importants sites de téléchargement au monde, survient alors que deux projets de loi visant à renforcer la lutte contre le téléchargement illégal aux Etats-Unis met internet en ébullition. (Reuters 20.01)

2- Le 24 janvier, le Sénat va voter un projet, le SOPA, qui autorise le Secrétaire à la Justice à incriminer tout site Web dont le contenu serait considéré comme illégal ou dangereux pour le gouvernement des États-Unis. Selon le texte en débat, le simple fait de placer un article dans un réseau social peut justifier l'intervention de la Justice de Washington.

La loi, théoriquement motivée par la nécessité de combattre le piratage numérique, sera de portée mondiale. En d'autres termes, si un Web européen, asiatique ou africain publie quelque chose que les autorités nord-américaines considèrent comme « dangereux » il peut être bloqué aux États-Unis par décision de la justice d'Obama. (mondialisation.ca 16.01)

Une manipulation qui a fait long feu.

Gilles Jacquier, le journaliste français tué à Homs, en Syrie, le 11 janvier, aurait été victime d'une bavure des insurgés syriens, selon Le Figaro, qui précise tenir l'information d'un responsable de la Ligue arabe.

Le jour de sa mort, un dirigeant d'une organisation des droits de l'Homme de Homs a confié à un responsable de l'opposition syrienne en France -tous deux souhaitent garder l'anonymat pour des raisons de sécurité- qu'il s'agissait d'"*une grosse bourde*" commise par les adversaires de Bachar al Assad, rapporte vendredi Le Figaro sur son site internet.

Un responsable de la Ligue arabe a confirmé cette version vendredi au Figaro : "*Nous savons désormais qu'il y a eu une bavure commise par l'Armée syrienne libre. L'ASL a été poussée à la faute par les miliciens pro-Assad, qui défiaient ses hommes depuis plusieurs jours. Les déserteurs ont voulu leur donner une leçon et leur faire peur. Nous savons que les tirs sont venus de Bab Sbah*", un bastion de l'opposition.

Gilles Jacquier a été tué dans une attaque au mortier qui a fait au total huit morts et 25 blessés alors qu'il effectuait un reportage avec l'accord du gouvernement syrien. (Reuters 20.01)

Comme quoi il n'est pas inutile de lire les articles du Réseau Voltaire et de Mondialisation.ca, notamment, avec un certain recul précisons, mais nous nous sommes déjà suffisamment expliqué sur ce sujet dans de précédentes causeries.

Actualité en titres

C'est encore un honneur !

- Deux mois de prison avec sursis pour avoir crié «*fils de pute*» à Sarkozy 20minutes.fr

- Borloo-Sarkozy : pacsés d'ici le 3 mars ? - LePoint.fr

Quand ils perdent la tête.

- Découverte de deux têtes de cochon sur le chantier d'une mosquée à Nanterre AFP

Une plainte pour "*injures publiques à caractère religieux*" a été déposée.

- Bernard Thibault ne briguera pas un nouveau mandat à la tête de la CGT - 20minutes.fr

- De l'Afghanistan à l'Iran, Sarkozy dresse un sombre inventaire du monde - AFP Arnaud Montebourg se drape du "soutien-gorge tricolore" chez les Lejaby AFP

INFOS EN BREF

Politique

1- France

Le président de l'Assemblée nationale Bernard Accoyer (UMP) a annoncé vendredi à Berlin que le fonds de secours financier permanent de la zone euro (MES) serait ratifié par les députés en février. (AFP 20.01)

C'était initialement prévu avant le 31 décembre 2011, mais il semble qu'ils aient rencontré quelques petites problèmes depuis...

2- Italie

2.1- Tout doit y passer...

A l'issue d'un conseil des ministres de plus de huit heures, M. Monti a annoncé à la presse à Rome l'adoption de ces "*réformes structurelles*" pour relancer la croissance qui "*a été freinée durant des décennies*" en Italie en particulier en raison de "*l'insuffisance de la concurrence*".

Le chef du gouvernement a jugé à la télévision, en s'appuyant sur des études de l'OCDE et de la Banque d'Italie, que si l'Italie parvenait au même "*degré de flexibilité*" dans les services que dans d'autres pays, "*il y aura une augmentation de 10% de la productivité et de 10% du PIB au cours des prochaines années*".

Taxis, pharmacies, transports publics locaux, distribution d'essence, gaz, professions libérales, assurance, banques... : les secteurs qui seront plus ouverts à la concurrence sont nombreux.

Ce plan prévoit notamment l'augmentation du nombre des pharmacies et des notaires, une probable hausse du nombre de licences de taxis, la liberté pour les propriétaires de stations-service de s'approvisionner auprès du fournisseur de leur choix ou encore l'abolition des tarifs minimums des avocats ou des notaires...

Afin de faire baisser les prix du gaz en renforçant la concurrence, le gouvernement va par ailleurs imposer au géant de l'énergie ENI de céder le réseau de transport Snam Rete Gas.

Outre les libéralisations, le plan adopté vendredi contient des mesures pour relancer les infrastructures.

Le troisième grand "*obstacle*" de l'économie italienne, les "*procédures administratives compliquées*", seront au centre d'un plan de "*simplifications*" qui sera adopté la "*semaine prochaine*", a encore dit M. Monti.

Mais les corporations les plus touchées sont sur le pied de guerre face à ces mesures.

Les chauffeurs de taxis ont multiplié ces derniers jours les grèves et un nouvelle journée de protestation est prévue lundi.

Les organisations de distributeurs d'essence et les avocats ont aussi annoncé des mouvements de grève tandis que l'organisation de pharmaciens Federfarma n'exclut pas des formes "*extrêmes de protestation*".

M. Monti devra maintenant faire entériner son plan par le Parlement sans qu'il soit dénaturé, alors que ces corporations comptent de nombreux relais dans la classe politique, surtout à droite. Silvio Berlusconi a d'ores et déjà indiqué que son parti se réservait la "*possibilité de modifier*" ces mesures.

Hormis les libéralisations, l'autre priorité de Mario Monti est la réforme du marché du travail, un autre sujet très sensible sur lequel le gouvernement a convoqué les partenaires sociaux pour une table ronde lundi. (AFP 20.01)

2.2- ... sauf :

Selon le dernier inventaire officiel des 4 214 bases militaires que les USA ont sur leur propre territoire et des 611 bases militaires qu'ils entretiennent dans d'autres pays (Base Structure Report 2011) En Italie, le Pentagone possède 1 395 immeubles et 1 062 autres en location ou en concession, pour une superficie totale de presque 2 millions de mètres carrés. Ceux-ci sont distribués en 40 sites principaux, auxquels s'en ajoutent d'autres mineurs, portant le total à 60.

Ce qui signifie qu'après le Vatican, le plus gros propriétaire immobilier en Italie est le Pentagone. (Réseau Voltaire 17.01)

3- Portugal

Le Premier ministre portugais a admis vendredi que son pays, sous assistance financière, traversait "*un moment réellement critique*" espérant toutefois qu'il pourrait enregistrer en 2012 un excédent commercial alors qu'il mise sur les exportations pour relancer son économie.

Le pays mise fortement sur ses exportations pour relancer une économie en berne qui devrait enregistrer une récession de 13,1% en 2012 avec un chômage record à 13,4%, selon les prévisions officielles.

Le chef du gouvernement s'est en outre félicité de l'accord obtenu cette semaine, qui réforme profondément le code du travail en assouplissant les horaires et en simplifiant les licenciements, dans le cadre des mesures d'austérité du plan de sauvetage du Portugal. (AFP 20.01)

4- Syrie

4.1- La conférence de presse du ministre russe des Affaires étrangères, Sergey Lavrov, sur le bilan de la diplomatie russe en 2011 a été l'occasion d'un rappel au droit international. Concernant la Syrie, le ministre a répété que Moscou ne laisserait pas le Conseil de sécurité légaliser une agression, ni même des sanctions, et qu'il continuerait à commercer avec Damas. De son côté, le porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères, Liu Weimin, a apporté son soutien aux observateurs de la Ligue arabe et a affirmé que leur présence est bénéfique.

Si la fermeté de la Russie est accueillie avec empathie par la presse allemande et vaticane, elle est incomprise par le reste de la presse européenne qui persiste à battre les tambours de la guerre en évoquant une « urgence humanitaire », et préfère traiter les nouvelles sanctions édictées unilatéralement par l'Union européenne.

- Dans Le Figaro, Georges Malbrunot assure que des officier de la Garde républicaine syrienne sont en formation à Téhéran. Ce faisant, l'auteur dément ses imputations précédentes selon lesquelles les Gardiens de la Révolution iranienne seraient venus réprimer des manifestations en Syrie.

- Le Financial Times Deutchland estime que les événements en Syrie ont provoqué, en 2011, une récession de 2 %. Le Wall Street Journal a enquêté sur la manière dont la Russie et l'Iran permettent à la Syrie de contourner l'embargo unilatéral sur le pétrole et les armes décrété par l'Union européenne et les USA. Quoi qu'il en soit, selon le Daily Star de Beyrouth, la livre syrienne s'est considérablement dévaluée. Il en fallait 47 pour acheter un dollar avant les événements, il en faut maintenant 60 dans les banques syriennes, voire 71 dans les banques étrangères.

- L'Orient-Le Jour rapporte que les événements de Syrie ont cassé la croissance du Liban. Elle était de 8,3 % en moyenne durant les quatre ans, avant de chuter à 1,6 % en 2011.

- Le Temps (Suisse) publie un entretien avec Anouar Malek, un ex-observateur de la Ligue arabe, qui prétend être témoin oculaire de crimes commis par l'administration Assad. Cette publication surprend, dans la mesure où, après avoir bénéficié d'un effet de surprise, M. Malek est considéré par la presse atlantique elle-même comme un personnage douteux.

- Michael Young rappelle dans The National (Émirats) qu'il existe trois précédents d'intervention militaire arabe contre ou dans un autre État arabe : la fin de la guerre civile libanaise, Tempête du désert, et la récente guerre de Libye. Il en conclut qu'en l'absence de large consensus, ce type d'opération exacerbe les tensions régionales au lieu de les résoudre. (Réseau Voltaire 19.01)

4.2- La presse attend que la Ligue arabe publie le rapport de ses observateurs. Chaque puissance y va de son commentaire : le Qatar, la Turquie et la France espèrent que le document sera accablant et qu'il sera transmis au Conseil de sécurité afin que celui-ci autorise une intervention militaire. Au contraire, la Chine préconise une prolongation de la mission des observateurs, tandis que la Russie a déjà indiqué qu'elle s'opposerait à toute résolution du Conseil de sécurité édictant des sanctions, voire autorisant la guerre.

Sur le terrain militaire, l'armée nationale syrienne a abandonné la ville de Zabadani (proche du Liban) aux rebelles.

Pour la première fois depuis longtemps, aucun message particulier ne se dégage de cette revue de presse. Il est cependant beaucoup trop tôt pour conclure que le service de communication de la Maison-Blanche a abandonné ce dossier.

La presse française (hebdomadaires et télévision) revient largement sur la mort de Gilles Jacquier. Les journalistes qui faisaient partie de la même équipe que lui accusent le gouvernement syrien et s'en prennent à la religieuse qui avait facilité l'obtention de leurs visas, tandis que ses collègues de France-Télévision adoptent une position nuancée et éludent ses relations avec le renseignement militaire. Ce traitement laisse à penser que le ministère de la Défense a repris en main des initiatives qui lui échappaient.

- Dans Le Figaro, le professeur Mohammed Ayoob observe que la volonté turque de conserver son enracinement dans l'OTAN tout en étendant son influence dans le monde arabe l'a mise en concurrence avec l'Iran. C'est cette rivalité qui expliquerait le revirement politique d'Ankara contre Damas.

- Après Le Temps (Suisse), c'est au tour de Libération (France) de donner la parole à l'ex-observateur de la Ligue arabe Anouar Malek, malgré le discrédit qui le frappe dans le monde arabe.

- Dans Marianne (France) le chroniquer et ancien ambassadeur d'Israël Elie Barnavi assure que les chrétiens d'Orient sont condamnés à disparaître : ils s'accrochent à la dictature syrienne qui les protège, mais ils seront emportés avec elle.

- Dans Gulf News, le professeur Marwan Kabalan note que la Syrie est encore bien loin de la guerre civile car les zones sous contrôle rebelle se limitent à quelques poches et l'ensemble du système sécuritaire fait bloc derrière le gouvernement. Cependant, poursuit-il, la crise met à jour les faiblesses endémiques de la société, notamment la prévalence des liens familiaux et confessionnels sur ceux de la citoyenneté. (Réseau Voltaire 20.01)

Social

France

1- Cofinoga : 433 licenciements en perspective.

Le comité central d'entreprise de Cofinoga a annoncé vendredi matin que les postes supprimés au sein la société de crédit à la consommation s'élevaient à 433, net, a indiqué vendredi la direction dans un communiqué.

Jean-Louis Gayon, délégué CGT du personnel, a indiqué que la moyenne d'âge au sein de la société était de 41 ans et que peu de salariés se trouvaient en fin de carrière. '*Ils ne pourront pas jouer massivement sur un plan de départs en pré-retraite*', a indiqué M. Gayon. '*Cette entreprise ne perd pas d'argent, elle gagne moins mais nous avons deux actionnaires, les Galeries Lafayette et la BNP, cette dernière fait 7 milliards de bénéfice, on ne peut pas lui laisser faire ça*', a ajouté M. Gayon. (lemonde.fr 20.01)

2- Régime policier. Liberté surveillée.

Le député-maire UMP de Nice, Christian Estrosi, a annoncé jeudi soir le renforcement du dispositif de sécurité publique dans sa ville, l'une des plus vidéosurveillées de France, avec la future installation de "*caméras nomades*" et d'un système de "*vidéosurveillance intelligente*" (VSI).

L'élu a confirmé pour 2012 la mise en place de 125 nouvelles caméras, dont cinq nomades qui auront "*pour objectif de répondre ponctuellement à des besoins conjoncturels*" (dépôts sauvages d'ordures, dégradations dans un périmètre donné, etc.), a-t-on appris auprès de la mairie.

Le dispositif passera ainsi à 744 caméras à la fin 2012. Le procureur de la République de Nice, Eric de Montgolfier, s'est récemment interrogé sur l'utilité de ces caméras pour la justice, doutant de leurs vertus préventives.

Concernant la VSI, un "*progiciel*" permettra "*de détecter automatiquement et en temps réel, à partir de flux vidéo issus des caméras de vidéosurveillance, tout comportement +anormal+*", notamment la présence de colis suspects, d'un attroupement ou d'un mouvement de foule.

Une "*Brigade d'intervention pour la tranquillité publique*", constituée de policiers municipaux, va par ailleurs être créée - à effectif constant cependant -, consistant en une brigade spécialisée dédiée aux "*atteintes à la tranquillité publique*" (groupe bruyant au bas d'un immeuble par exemple). Elle sera opérationnelle courant février.

La police municipale de Nice, 5e ville de France, est la première du pays, avec 380 agents, soit un pour 610 habitants, contre 1 pour 1.400 à Lyon par exemple. (AFP 20.01)

Economie

BCE

Les médias parlent beaucoup des banques privées impliquées dans le problème des dettes souveraines grecques. On a tendance à oublier le fait que la Banque centrale européenne possède, elle aussi, une quantité non négligeable de ces obligations grecques. En réalité, depuis mai 2010, la BCE en a absorbé environ 50 à 55 milliards d'euros. Car quelque chose a bien changé depuis l'arrivée de Mario Draghi. Ce changement explique d'ailleurs la tenue des indices boursiers européens.

Sans le dire, la BCE fait tourner la planche à billets. L'arrivée de Mario Draghi et sa perestroïka au sein de la BCE ne sont, bien évidemment, absolument pas du goût des Allemands. La BCE distribue de l'argent aux banques privées qui achètent des obligations (qui deviendront pourries) sur des échéances courtes à des Etats en difficulté. Cela permet de freiner la tension sur les taux courts, mais la photographie des taux longs n'est pas aussi idyllique. Cela fait aussi plaisir à certains hommes politiques qui bénéficient de taux moins forts qu'avant une dégradation faite par une agence de notation… Mais tout cela n'est que montage court terme.

Les banquiers privés ne sont pas fous et savent pertinemment que nous sommes en sursis. On ne fait que décaler la catastrophe financière de quelques semaines. Ce changement s'est particulièrement opéré vers la période de Noël, ce que Trader Noé laissait à entendre en parlant des 3300 et 3400 pour le CAC40 et de la remontée probable du SP500. Depuis ? L'argent coule dans un trou sans fond.

Si les banquiers centraux européens ont décidé de passer outre (sans le dire) les propres règles qu'ils s'étaient imposées, ils refusent cependant de participer à la restructuration volontaire de la dette grecque, dans laquelle sont actuellement engagés les investisseurs privés et qui pourrait se traduire pour ces derniers par une perte de 50% voire 60% de leurs investissements. On appréciera…

Pourquoi ? Parce que personne n'a le désir d'échanger les titres grecs contre de nouvelles obligations d'une durée très supérieure (jusqu'à 30 ans) et avec des taux inférieurs, de 5% ou 6%. Cela signifie clairement une perte sèche ! Et, en général, les banquiers n'aiment pas ça. On est donc dans la gestion au jour le jour sans aucune perspective de stabilité fondamentale.

Il est intéressant tout de même de rappeler qu'au début de cette affaire, en octobre 2010, Jean-Claude Trichet (alors président de la BCE) s'y était opposé de façon catégorique. Lorsque, à Deauville, Angela Merkel et Nicolas Sarkozy se sont mis d'accord, il a parlé de « *bêtise* » et il a eu raison. Il est bien vrai que cet accord a eu pour conséquence de mettre à mal l'Italie et l'Espagne par la suite.

La BCE refuse donc de participer à la table des négociations entre le gouvernement grec et ses créanciers, alors qu'elle est pourtant en première ligne. Elle refuse d'entendre parler de restructuration. Ce qui se comprend d'une certaine façon : cela voudrait dire alors qu'elle "*pénalise indirectement les autres pays de la zone euro dont elle a acheté des tires sur le marché secondaire… une broutille de 200 milliards d'euros au total, dont une part importante de l'Etat italien et de l'Espagne*".

En refusant de reconnaître des pertes d'au moins 20 milliards d'euros sur ses obligations grecques, la BCE ne veut tout bonnement pas tendre la main et demander la quête aux Etats qui colmatent déjà (donc les contribuables) les pertes des banquiers quand ils jouent au casino de la bourse des produits made un USA et font des pertes abyssales. (liesi 20.01)

2- Etats-Unis

Les obligations du Trésor américain détenues par quelques Etats. (B = billion, pour un milliard)

Chine : 1175,3 B$ en octobre 2010, 1132,6 B$ en novembre 2011.
Japon : de 1038 B$ à 875 B$

GB : de 428 B$ à 242 B$
Russie : de 176 B$ à 80 B$.

La Fed est obligée de racheter les Obligations américaines en sous-main, qui viennent s'accumuler dans son bilan, qui gonfle dangereusement. (source : liesi 19.01)

Haut de page

Le 22 janvier

CAUSERIE

Manipulation. OpinionWay et le Figaro à la manoeuvre. Mode d'emploi

Selon le sondage OpinionWay Fiducial pour Le Figaroet LCI, les cinq annonces du chef de l'État sont bien, voire très bien accueillies. (source : lefigaro.fr 20.01)

Aux questions posées, les personnes interrogées pouvaient répondre de cinq manières différentes :

1- Une très bonne mesure ;
2- Une assez bonne mesure ;
3- Une assez mauvaise mesure ;
4- Une très mauvaise mesure ;
5- Ne se prononce pas.

A toutes les questions posées, c'est la deuxième réponse qui a choisi par 42 à 51% des personnes interrogées. Pourquoi, parce que naturellement ou spontanément quand vous êtes face à un problème vous ne pouvez pas imaginer qu'il n'existe pas au moins une façon de la régler de façon plus ou moins satisfaisante ou plus satisfaisante que les autres ou ne rien faire qui serait la pire solution.

Et puis, puisqu'il y aurait du bon et du mauvais en toute chose, pourquoi ne pas favoriser le bon ou voir ce que l'on estime être le bon côté des choses histoire de garder espoir que les choses s'arrangeront, comment on n'en sait rien, peu importe, la plupart des gens ne se posent pas davantage de questions, il ne faut pas se leurrer et nos manipulateurs professionnels le savent très bien.

Par nature nous sommes optimiste, sinon il ne nous reste plus qu'à se loger une balle dans la tête, c'est là-dessus que joue ou sur quoi repose ce sondage, afin de faire croire à une adhésion massive de la population aux mesures annoncées par Sarkozy. Si on ajoute la manière dont les questions sont formulées, on obtient forcément le résultat escompté.

Prenons une de ces questions : *Développer le plan de formation pour des jeunes très éloignés de l'emploi*. Tout le monde est favorable à la formation des jeunes leur permettant d'obtenir un emploi, théoriquement seulement, puisqu'il existe un chômage de masse dans le pays, mais cet élément passe au second plan, il ne figure pas dans la question et les personnes interrogées n'y pensent pas non plus, de la même manière qu'ils ignorent le contenu exact des mesures annoncées par Sarkozy, ainsi que ce qu'elles impliquent, leur véritablement signification une fois qu'on les relie à la perspective économique dans laquelle elles s'inscrivent.

Dans ce sondage et on aurait peut-être pu commencer par là, la manipulation commence dès la question qui encadre ce sondage : *Nicolas Sarkozy, lors du sommet social, a annoncée une série de mesures d'urgence pour l'emploi. Pour chacune des mesures suivantes, dites-nous si vous considérez que c'est une bonne mesure ou une mauvaise mesure ?*. Autrement dit, la personne interrogée peut confondre et se prononcer, non pas sur le contenu de la mesure annoncée par Sarkzoy mais sur l'énoncé de la mesure, l'intérêt porté à la formation des jeunes pour reprendre l'une de ces mesures citée plus haut, d'autant plus facilement que le mot mesure figure quatre fois dans cette question, alors que la personne interrogée n'aura pas à l'esprit le contenu précis des mesures annoncées par Sarkozy.

Ils auraient posé la question êtes-vous pour ou contre le chômage et les fermetures d'entreprises, qu'ils auraient obtenu le même résultat, en y mettant la manière, la manipulation est possible, pas sûr que cela servira à grand chose, les conditions objectives ayant toujours le dernier mot.

Mélenchonade.

Interview du journal *Le Monde* paru le 21 janvier. Extraits.

"*Pour la première fois, vous avez une élection dans laquelle le candidat du PS n'a strictement rien à proposer au grand nombre. Rien.*", la troisième fois après 2002 et 2007, peu importe, un peu de "*grain à moudre*" pour faire illusion serait le bienvenu on a compris.

Question : Y a-t-il des choses compatibles entre François Hollande et vous ?

Réponse : Par la force des choses, il devrait y en avoir. Mais rien de ce que nous disons ne leur convient. Pourtant, ils vont devoir faire des choix. Ils sont repartis sur le schéma de campagne de Jospin. Ils pensent que Sarkozy est battu d'avance et qu'il ne faut rien dire qui empêche des centristes, ou certains électeurs de droite, de voter pour eux. Voilà leur stratégie. Peut-être M. Sarkozy est-il battu d'avance, je ne sais pas. Mais ce qui est une erreur, pour un pouvoir de gauche, c'est d'affronter une crise du capitalisme sans rien construire d'idéologique. (...)

La référence à Jospin confirme ce que j'ai précisé plus haut, ensuite, il est faux d'affirmer que le PS ne se rallierait pas à une idéologie, il en a une, il marche dans les pas de l'UMP et il a adopté le marché, le capitalisme qu'est-ce qu'il lui faut de plus à Mélenchon ? Cela saute peut-être trop aux yeux et fait mauvais effet, c'est cela qui dérange Mélenchon et rien d'autres, quand on prétend que par "*la force des choses*" on est "*compatible*" avec un parti qui roule ouvertement pour le capital, c'est qu'on roule également pour lui, en y mettant la forme, Mélenchon reproche à monsieur Hollande de faire preuve de mauvaise volonté sur ce plan-là, c'est tout.

Mélenchon poursuivait ainsi "*Le flou actuel du PS nous pousse à redoubler d'efforts, non pas face au PS ou contre le PS, mais pour organiser le grand nombre qui est désorienté, désemparé.*". On a compris que vous n'étiez pas contre le PS et que vous étiez prêt à marcher et frapper les travailleurs main dans la main, quant au programme du PS il n'est pas "*flou*", il est calqué pour ce qui est des grandes lignes sur celui de l'UMP. Mélenchon joue le rôle de rabatteur pour le PS, il se plaint que le PS n'y mette pas vraiment du sien, voilà tout.

Mélenchon candidat du PS, c'est lui-même qui le dit !

Répondant à une autre chose, il a dit "*C'est quoi le socialisme pour eux ? Le contrat de génération ? Pour moi, c'est la planification écologique, la VIe République, les conquêtes sociales… En ce sens, je me trouve être aussi un candidat des socialistes.*", autrement dit Montebourg est un socialiste, donc en réalité aucun d'entre eux ne l'est, pas même Mélenchon, un socialiste bourgeois s'il y tient.

Il avoue ou admet à sa manière que le PS est étranger à la classe ouvrière.

"*La gauche que je veux entraîner n'a pas d'avenir si elle ne reprend pas le terrain dans le peuple.*", entendez par gauche le PS et ses électeurs potentiels de la première heure dans lesquels ne figurent aucun ouvrier. Il roule pour le PS, on le savait, il le confirme, merci de cette précision monsieur Mélenchon.

Et de continuer "*En milieu populaire, il y a le FN et nous.* ", admettons, on voit le résultat ! Heureusement qu'il y a les militants du POI, du NPA, de LO et dans une moindre mesure du PCF et d'autres formations politiques.

Suite de la causerie d'hier sur la crise du capitalisme

Vous disposez dans le site d'un nombre considérable d'articles, de données et d'analyses économiques de sources diverses, auxquels il est possible de se référer afin de vérifier la validité des arguments, des théories ou des analyses que les différents partis ouvriers vous proposent.

Les récapituler est facile puisqu'ils sont au nombre de deux seulement, entre ceux qui ne voient dans cette crise qu'une crise financière et ceux qui y voient une crise du système capitaliste tout en la réduisant à une crise financière. Vous me direz que cela revient au même, dans une certaine mesure c'est ce que l'on peut en conclure.

Le 14 janvier Philippe Poutou (NPA) déclarait "*Les agences de notation exigent de nouvelles mesures antisociales*", quant au POI, il titrait le 19 "*Le capital financier entend dicter sa loi aux candidats à la présidentielle*" et dans son éditorial, D. Gluckstein embrayait "*L'abaissement de la notation de la France par Standard and Poor's...*". Nous sommes bien dans le cas de figure évoqué plus haut.

Sauf que voilà, depuis la dégradation de la note de la France par une seule agence de notation, Standard and Poor's, la Bourse ne s'est pas effondrée et les marchés ne se sont pas attaqués à l'économie française. Au contraire. Pas de bol décidément pour nos dirigeants ! Vérifions-le immédiatement.

1- L'Agence France Trésor a émis des obligations à des taux en baisse, malgré la dégradation par Standard & Poor's.

L'Agence France Trésor (AFT), qui gère la dette de la France, a annoncé jeudi 19 janvier avoir levé, comme prévu, 9,463 milliards d'euros sur des échéances moyen et long terme avec des taux en net repli, malgré la perte du triple A de la France.

Le premier appel au marché de la matinée sur des échéances à moyen terme s'est réalisé avec succès, la demande des investisseurs ayant été en moyenne plus de deux fois supérieure à l'offre et les taux sont ressortis en nette baisse. Sur les échéances plus longues et indexées sur l'inflation (2016, 2022 et 2040), émises un peu plus tard, l'accueil du marché a été également largement satisfaisant avec une demande des investisseurs entre deux et trois fois supérieure à l'offre et des taux en nette baisse également.

Sur la ligne de BTANi (Bons du trésor à taux fixe et intérêts annuels indexés sur l'inflation) à 0,45% à échéance le 25 juillet 2016, le taux moyen pondéré est ressorti à 0,13% contre 1,78% lors de la dernière adjudication comparable le 17 novembre 2011.

Sur la ligne d'OATei (obligations assimilables du Trésor indexées sur l'inflation européenne hors tabac) à 1,10% à échéance le 25 juillet 2022 le taux moyen est ressorti à 1,07% contre 2,32% le 17 novembre.

Le marché continue d'être insensible à la dégradation vendredi dernier, par l'agence Standard & Poor's, de la note souveraine espagnole, de deux crans (à A). Sur l'échéance-phare des obligations à 10 ans, le Trésor avait dû, lors de la dernière émission similaire le 17 novembre, accorder un taux d'intérêt de 6,975%, très proche du seuil symbolique des 7%, dans un climat de tension extrême sur les marchés. Ce chiffre était un record depuis la création de la zone euro. Jeudi, le taux a chuté à 5,403%, un niveau similaire à celui que négociait l'Espagne en octobre dernier. (www.challenges.fr 19.01)

2- La perte du tripe A de la France n'a pas eu d'effet immédiat sur le taux des obligations émises par l'Etat français (taux à 10 ans). Mais l'écart avec le taux allemand ne cesse de se resserrer.

La semaine dernière il était de 130 points, et aujourd'hui il n'est plus que de 120. Cet écart de taux entre la France et l'Allemagne est très surveillé par les investisseurs puisqu'il mesure la prime de risque entre les dettes. (Atlantico.fr 17.01)

3- Sans réaction à la perte du triple A français, la Bourse de Paris reprend doucement confiance dans la zone euro, une sérénité qui pourrait être entretenue la semaine prochaine en cas d'accord en Grèce avec les banques.

Sur la semaine écoulée, le CAC 40 a pris 3,91% pour terminer vendredi à 3.321,50 points. Depuis le 1er janvier, il s'affiche en hausse de 5,12%.

Le marché parisien est allé de l'avant, alors même que l'agence de notation Standard and Poor's a abaissé vendredi 13 janvier la note de plusieurs pays en zone euro et privé la France de son AAA, reléguée à AA+.

Ce verdict n'a pas surpris les investisseurs, qui l'avait largement anticipé. Ils semblent même davantage optimistes sur la situation en zone euro. (Reuters 21.01)

On notera, que les marchés avaient anticipé cette baisse, à moins que ce ne soit la dégradation de la situation dans la zone euro, peu importe, il n'en demeure pas moins que depuis le 13 janvier ou le début de l'année on n'a pas assisté à une envolée des taux d'intérêt des obligations françaises ou à un effondrement de la Bourse, mais bien plutôt à un mouvement inverse. Provisoire peut-être, sans doute, assurément, leur offensive contre la classe ouvrière va se poursuivre, qui en douterait, à partir de là on peut se perdre en conjecture ou extrapoler dans le vide a l'infini, sans qu'on soit plus avancé pour autant, ce n'est ni notre propos ni notre objectif.

D'ailleurs, que ces agences de notation existent ou non n'y changerait rien. Quand le Parti radical siffla la fin de la partie du Front populaire, ce fut à la demande des barons de la finance et de l'industrie en faisant chuter brutalement la Bourse, ce sont donc ceux qui détiennent les cordons de la bourse qui mènent la danse et non leurs hommes de paille représentés ici par les agences de notation.

Nos anticapitalistes de service sont bien sympathiques au demeurant, mais on a comme l'impression que lorsque ce sont le fondements du capitalisme qui sont mis à nu par la crise, ils désertent subitement ou deviennent muets sur le sujet. La crise nous procure les moyens de délivrer aux masses une leçons de chose grandeur nature, sur le tas, sur le vif, et l'on devrait se passer de cette occasion extraordinaire de leur enseigner comment fonctionne le capitalisme pour ne finalement n'aborder que la superficie des choses, alors qu'on dispose des moyens de remonter à l'origine du problème auquel nous sommes confrontés au même titre que les capitalistes mais avec des motivations et des intérêts opposées. Laisser filer cette occasion serait un crime impardonnable !

La crise est le produit d'un processus dialectique conduisant à l'affrontement les pôles d'une contradiction. L'irruption violente de cette contradiction prend la forme d'une crise, la crise en est que la partie émergée, visible, qui à elle-seule ne permet pas de comprendre ni comment ni pourquoi elle est survenue, donc si on ne la traite qu'à ce niveau-là, c'est-à-dire déconnecté de sa véritable origine, les rapports sociaux de production, et du processus qui y a conduit, on n'aura pas avancé dans la compréhension du fonctionnement du capitalisme, autrement dit on en retirera aucun enseignement.

C'est cet aspect que je dénonce principalement, la manière dont elle est présentée qui s'évèrera contre-productive à l'arrivée pour n'avoir pas répondu aux questions que les travailleurs se posent, leur souhait légitime de comprendre ce qui se passe véritablement, au lieu de leur servir des lieux communs qui ne font qu'effleurer la réalité.

L'effondrement du capitalisme se manifeste sous la forme d'un effondrement social, et mes contradicteurs d'embrayer que c'est pour cette raison qu'ils l'abordent sous cet angle-là. Pour ceux qui savent lire, je ne prétends pas autre chose, de la même manière que j'ai toujours affirmé qu'on devait défendre chaque droit ou acquis social.

Je dis simplement qu'on ne peut pas se contenter de l'aborder sous cet angle-là, auquel cas cela revient à n'aborder que les conséquences de cette crise, la partie superficielle des choses sans jamais parvenir à son origine, donc à pouvoir la comprendre. On retrouve le même travers quand on livre un combat sur une revendication sans le situer dans la perspective du renversement du capitalisme, en se refusant de lui donner une direction et un contenu politique, précisons pour ceux qui l'ignoreraient encore ou qui l'aurait oublié au fil du temps, partagé par les syndicats et les partis, car à ma connaissance l'objectif de l'émancipation du capital figure au programme du syndicalisme, peu importe que les autres militants ou partis ne s'y réfèrent pas, nous n'en faisons pas un préalable à l'unité d'action.

Par contre c'est le devoir de tout militant qui se dit anticapitaliste, révolutionnaire, marxiste ou léninisme d'intégrer cette perspective dans son combat (syndical ou politique) ou de la porter continuellement à la connaissance des travailleurs, parce que pour le militant combattant pour le socialisme et qui ose prétendre représenter l'avant-garde du prolétariat, l'essentiel n'est pas de gagner une bataille mais d'élever le niveau de conscience politique des travailleurs et de recruter ceux qui au cours d'une bataille auront témoigné la plus ferme détermination ou manifesté des dispositions à rompre avec le capitalisme, notre priorité absolue demeurant la construction du parti, ainsi la tactique demeure bien subordonnée à la stratégie, et ne pas le faire sous n'importe quel prétexte revient à s'aligner sur le réformisme qui colporte les pires illusions qui soient sur le capitalisme, à se transformer en vulagire trade-unioniste aurait dit Lénine.

Il faut bien se dire que si l'on se refuse ou qu'on est incapable de donner un contenu révolutionnaire au combat que nous menons, il aura un contenu réactionnaire ou qui s'inscrira dans le cadre et la perspective de la préservation du régime, donc contraire à l'objectif que nous nous sommes fixés, ensuite à chacun de choisir en connaissance de cause de quelle manière il entend se disposer.

On est là en présence de deux conceptions de la lutte de classe antinomiques et irréconciliables, réforme sociale ou révolution pour parodier Rosa Luxemburg.

A entendre nos dirigeants, ce serait les agences de notation qui seraient à l'origine de la situation actuelle ou de sa dégradation, c'est purement grotesque. C'est seulement en analysant la situation à l'échelle mondiale que l'on peut comprendre la situation politique et sociale en France notamment. Et c'est seulement en envisageant le socialisme à l'échelle mondiale qu'il prend tout son sens ou qu'il apparaît comme une alternative cohérente au capitalisme dans chaque pays et à l'échelle internationale pour construire le parti et l'Internationale.

Vous avez ici à la fois la méthode et le programme que j'ai adoptés, les deux étant liés et inséparables.

Un petit mot personnel et sur le site pour finir.

J'ai remarqué que j'avais commis pas mal d'erreurs dans le formatage des causeries les derniers jours, j'en ai corrigé quelques-unes ce matin, je passe sur les fautes d'orthographe que je ne vois pas à l'écran, au passage je repère plus facilement celles qui figurent dans les articles de presse, surcharge de travail due à l'actualité et au cyclone, je n'ai pas encore commencé à nettoyer le jardin qui est dans un état épouvantable, je suis aussi très préoccupé par l'état de santé de ma compagne qui sera une nouvelle fois hospitalisée à partir de lundi, cette fois à l'hôpital d'Aubagne, etc., je m'excuse pour ces erreurs.

Nous avons décidé de trouver le moyen d'attaquer en justice la clinique qui l'a opérée du coeur il y a bientôt six ans, puisque au moins une erreur médicale est avérée, incontestable devant les tribunaux. Depuis son opération et les deux hémorragies dont elle a été victime, elle est devenue asthmatique, elle a un taux de cholestérol alarmant, elle a un fort mal de tête permanent et je viens d'apprendre qu'elle est sujette à l'incontinence, elle pisse au lit, c'est nouveau, or jamais elle n'avait connu ce genre de problèmes avant son opération. Est-ce dû uniquement à ces deux hémorragies, au traitement qu'ils lui ont donnés, aux transfusions sanguines, je n'en sais rien au juste.

Ce qui est sûr en revanche, c'est qu'elle avait été suivie pendant 20 ans à partir de 1986, date de sa première opération, en France et en Inde, par des cardiologues expérimentés, dont la clinique de la Cardiologie du Nord à Saint-Denis (93), et qu'à aucun moment il

a été question pendant 20 ans de la détérioration des deux valves, chaque fois une seule était en cause, il n'y a que la clinique Casamance qui l'a opérée à Aubagne qui a détecté une détérioration de la seconde valave, d'où la pose de deux prothèses mécaniques, entre nous, ils ont dû empocher le double de fric en se foutant bien de savoir comment elle s'en tirerait dans l'avenir. Ensuite qu'on ne vienne pas me reprocher de ne pas faire dans la "*dentelle*" (C. Eyschen) avec ces salopards...

Cela me fait penser à ce que j'ai écrit plus haut, j'ai oublié quelque chose, il est vrai qu'on ne peut pas toujours tout dire à chaque fois, on se bat sur une question ou une revendication précise, mais quand bien même on obtiendrait satisfaction, il demeure toutes celles qu'il est impossible de satisfaire sans renverser le régime en place et prendre le pouvoir pour changer la société, nous, les travailleurs et les militants, nous sommes tous logés à la même enseigne de ce point de vue là, à des degrés divers bien sûr, on doit avec notre famille, nos proches, nos collègues de travail, continuer à subir quotidiennement leur société infâme, voilà une bonne raison pour s'organiser et mener le combat jusqu'au bout.

Mon épouse a flirté avec la mort à plusieurs reprises depuis 1986, elle se bat pour survivre et au lieu que sa vie s'améliore elle ne cesse de se dégrader, je vous assure qu'elle fait preuve d'un courage extraordinaire, je la soutiens comme je peux, parfois elle est au bord de craquer, c'est terrible, on se sent impuissant, malgré tout il faut trouver les mots qui consolent, qui rassurent, sans avoir la faiblesse d'abonder dans son sens, ce serait le pire service à lui rendre.

Il faut réussir à lui insuffler la force ou l'énergie que je trouve en moi pour qu'elle conserve l'espoir de s'en sortir une fois de plus, je peux vous dire que cela occupe l'esprit, car il n'y a pas de place pour l'improvisation, dans ces moments-là je maudis l'opportunisme, pas seulement celui qui sévit dans le mouvement ouvrier. Je raccroche le téléphone et en un clin d'oeil je me retrouve face à l'écran de l'ordinateur pour me replonger dans la situation politique quelque part dans le monde, parfois j'ai du mal à reprendre le fil de mes idées et je fais des conneries, j'ai encore un peu la tête ailleurs.

Si elle lâche prise, elle est finie, si je lâche prise je suis fini politiquement, ni l'un ni l'autre n'a envie que cette histoire s'arrête là, donc on continue le combat...

Bon dimanche à tous et bon courage pour la suite. On vaincra !

Actualité en titres

Nationaliser les pertes.

- Fukushima: Tepco devrait être nationalisé pendant 10 ans - AFP

Ils veulent du pain, donnez-leur des croissants !.

- Yves Bertrand : à la DCRI «*on fait des écoutes comme on mange des croissants*» - Liberation.fr

Pas vraiment le point fort de l'AFP !

- Obsèques de Gilles Jacquier: dernier hommage à un homme "*en quête de vérité*" - AFP

INFOS EN BREF

Politique

1- France

L'ancien et controversé «*patron*» des Renseignements généraux (RG) Yves Bertrand affirme vendredi, dans un entretien à Mediapart, que Bernard Squarcini est «d*evenu l'homme du président*» Sarkozy, son «*espion*» à la tête de la DCRI où on fait des écoutes «*comme on mange des croissants*».

M. Squarcini «*est devenu l'homme du président (Nicolas Sarkozy), l'espion du président*», déclare à Mediapart M. Bertrand, directeur des RG de 1992 à 2004, où il a notamment eu M. Squarcini comme adjoint.

M. Squarcini «*s'est entiché de M. Sarkozy comme n'importe quel fonctionnaire l'aurait fait dans un système autoritaire», dit M. Bertrand, l'accusant d'avoir «fait des coups tordus chaque fois qu'il y avait à le faire*», sans les citer et sans preuve. «*Il n'a pas su dire non à Sarkozy. Il a tout fait. Il n'y a pas que les fadettes*».

«Les écoutes, la DCRI (Direction centrale du renseignement intérieur) en a fait comme vous pouvez manger des croissants»,

assure M. Bertrand, qui dénonce par ailleurs au passage l'existence d'un système d'«*écoutes sauvages, à la discrétion de Matignon et de l'Elysée*», lorsqu'Alain Juppé était Premier ministre de Jacques Chirac en 1995. (liberation.fr 21.01)

2- Egypte

Les islamistes égyptiens ont remporté plus de deux tiers des sièges de députés, dont près de la moitié pour les seuls Frères musulmans, selon les résultats officiels de la première élection depuis la chute du président Hosni Moubarak diffusés samedi.

Le Parti de la liberté et de la justice (PLJ), issu des Frères musulmans, se taille la part du lion avec 235 sièges sur les 498 en lice, soit 47% environ, lors de ce scrutin qui s'est tenu en plusieurs phases depuis le 28 novembre.

Le parti fondamentaliste salafiste Al-Nour arrive en deuxième position, avec 121 sièges (environ 24%).

Le parti libéral Wafd a eu quelque 9% des sièges. Le Bloc égyptien, coalition de partis libéraux laïques, obtient 7% des députés dans cette élection considérée comme la plus ouverte depuis le renversement de la monarchie en 1952.

Dix sièges de députés supplémentaires, non-élus, ont été pourvus par le chef du Conseil militaire qui dirige le pays, le maréchal Hussein Tantaoui, qui a notamment désigné pour ces sièges cinq chrétiens et deux femmes.

L'élection des sénateurs doit pour sa part débuter le 29 janvier pour s'achever fin février.

Le futur Parlement sera chargé de désigner une commission qui rédigera une nouvelle Constitution. Une élection présidentielle est prévue avant la fin juin, avec l'ouverture du dépôt des candidatures le 15 avril.

Les Frères musulmans ont multiplié les déclarations ces dernières semaines pour se présenter comme une formation responsable, prête à participer au pouvoir.

Ils ont notamment tenu à se démarquer des fondamentalistes salafistes, dont la percée électorale constitue la grande surprise du scrutin, et fait des propositions d'alliance avec des partis laïques.

Les dirigeants des Frères et du PLJ ont notamment cherché à rassurer sur le terrain de l'économie, alors que le pays traverse une grave crise, et se sont employés à donner des gages à la communauté chrétienne copte, qui représente entre 6 et 10% de la population.

Sur le plan diplomatique, le PLJ a reçu la semaine dernière une visite inédite du "*numéro deux*" de la diplomatie américaine, le secrétaire d'Etat adjoint William Burns.

Fondée en 1928, très influente grâce à ses réseaux d'aide sociale, la confrérie était confinée dans une semi-clandestinité du temps de M. Moubarak.

Le guide de la confrérie, Mohamed Badie, s'est dissocié des appels à manifester contre le pouvoir militaire à l'occasion du premier anniversaire, mercredi, du début de la révolte contre Hosni Moubarak.

Il a notamment rejeté les appels à une "*deuxième révolution*", et a plaidé pour qu'il ne "*soit pas porté atteinte au prestige de l'armée*", dans des propos sur une chaîne privée, rapportés samedi sur le site internet de la confrérie.

Il a toutefois laissé entendre que la future assemblée dominée par le PLJ pourrait être ferme face à des demandes de l'armée de préserver certains privilèges de l'institution militaire.

Il a notamment estimé que le budget de l'armée, jusqu'à présent exempt d'examen par les députés, pourrait être soumis à une commission parlementaire. Il a aussi souligné que les membres des forces armées n'étaient pas au dessus des lois ordinaires. (AFP 21.01)

Chacun aura compris que leur incartade en direction l'armée était de pure forme. Quant à la visite du secrétaire d'Etat adjoint William Burns au parti islamiste, leur rejet d'une "*deuxième révolution*" et leur allégeance ou leur plaidoirie en faveur de l'armée, cela n'étonnera pas les militants qui lisent régulièrement les articles que je mets en ligne dans le site, tout ou presque y était déjà sur cette question précise.

Le parti des Frères musulmans étaient pratiquement inexistant au début de la révolution tunisienne, il obtint d'importantes subsides des monarchies du Golfe liées aux différents impérialistes, et pour finir il remporta les élections législatives. On peut

donc affirmer que le parti des Frères musulmans est une création de l'impérialisme. Que dire d'Al-Qaïda et des mouvements qui s'en réclament sinon exactement la même chose. Les bulles financières finissent toujours par éclater, les bulles politiques aussi, tout est une question de temps.

Economie

1- FMI

Les membres du G20 se sont mis d'accord sur la nécessité d'augmenter les ressources du Fonds monétaire international (FMI) lors d'une réunion vendredi entre responsables des ministères des Finances et des banques centrales à Mexico, capitale du pays qui préside actuellement le groupe.

En matière de ressources, "*il y a un accord pour renforcer les différentes méthodes qui favorisent le financement souverain, cela inclut la partie européenne et la partie du FMI*", a expliqué lors d'une conférence de presse Gerardo Rodriguez, le directeur général adjoint du Trésor public du Mexique.

Il a également précisé qu'il s'agissait uniquement d'un débat "*conceptuel*" dans lequel "*il n'y a pour le moment aucune discussion au niveau des chiffres ni des besoins précis*".

Ils ont discuté de l'appel lancé par le FMI mercredi concernant l'augmentation de ses ressources de 500 milliards de dollars afin d'octroyer des prêts aux pays-membres qui leur permettront d'affronter la crise économique de la zone euro et la menace qu'elle représente pour l'économie mondiale.

Gerardo Rodriguez a souligné qu'il est nécessaire de renforcer les organisations internationales comme le FMI pour créer des "*barrières de feu et ainsi éviter une possible contagion (de la crise européenne) vers les autres pays, les autres économies*". (AFP 21.01)

Excellent, les pyromanes qui veulent dresser une "*barrière de feu*" pour éteindre l'incendie qu'ils ont eux-mêmes déclenché. Elle ne fera que l'attiser... sur le plan social.

Grèce

Charles Dallara et Jean Lemierre, négociateurs de l'Institut de la finance internationale (Ifi) qui regroupe les créanciers privés de la Grèce, ont quitté samedi matin Athènes pour Paris mais les discussions se poursuivront par téléphone durant le week-end, a-t-on appris de source proche des pourparlers.

Il est peu probable qu'un accord permettant à Athènes d'éviter la banqueroute soit conclu avant la semaine prochaine, a-t-on précisé de même source. "*Les choses sont compliquées(...), il y a encore du travail devant nous*."

Vendredi soir, après deux jours de discussions, on déclarait que les éléments d'un accord entre la Grèce et ses créanciers privés étaient en train de prendre forme.

Dans un communiqué, l'Ifi a exhorté toutes les parties à agir de manière décisive pour parvenir à un accord.

"*Il est temps d'agir de manière décisive et de saisir l'opportunité de finaliser cet accord historique et de contribuer à la stabilité économique de la Grèce, de la zone euro et de l'économie mondiale.*"

La Grèce négocie depuis des mois avec ses créanciers privés les modalités d'un échange de dette, condition essentielle à la mise en place d'un deuxième plan d'aide de 130 milliards d'euros, sans lequel le pays risque de faire défaut dès la fin du mois de mars. (Reuters 21.01)

Aucun des acteurs de cette partie de poker menteur n'entend y laisser des plumes, mieux, il y a fort à parier que certains pourraient en profiter pour tenter d'en tirer un avantage substantiel sur ses concurrents ou les affaiblir... Par exemple à la manière d'une multinationale qui pour faire monter la sauce ou évincer un de ses concurrents déclarés ou potentiels va vendre à perte un produit.

Haut de page

Le 23 janvier

CAUSERIE

Extrait du courriel adressé ce jour au Groupe Bolchevik.

Je ne sais pas si votre initiative va soulever l'enthousiasme de nombreux militants puisqu'un bon nombre sont complètement sclérosés, il n'en demeure pas moins qu'un certain nombre aussi ne se satisfont pas, ne peuvent pas se satisfaire de la politique droitière ou opportuniste de leurs dirigeants. Les médias, les commentateurs politiques, les dirigeants des partis et des syndicats évoquent à loisirs le scepticisme qui a gagné les travailleurs et les militants, pour justifier leur collaboration de classes en ce qui concernent ces derniers, cela va de pair avec leur intention d'interdire à la classe de trouver une issue à la crise du capitalisme ou cela en est l'expression, ce scepticisme a gagné tous les partis ouvriers d'après ce que me rapportent des militants, donc la tâche ne va pas être facile pour les convaincre de vous rejoindre.

Donc il va falloir s'employer à trouver la bonne méthode et les mots appropriés, plus pour les convaincre que cette fois ils ne feront pas fausse route en vous rejoignant que pour leur redonner espoir dans le socialisme, dans les masses. Ils sont sceptiques ou pessimistes, on les comprend, mais il n'y a pas que cela, ils sont susceptibles aussi, au moindre mot qui ne leur convient pas ils démarrent, ils ne veulent plus rien entendre, ils vous tournent le dos, au point qu'une erreur de ponctuation peut devenir fatale !

J'en fais l'expérience depuis quelques années déjà. C'est difficile ou plutôt impossible à gérer, du coup je poursuis ma route sans m'en préoccuper, j'estime avoir mis au point une méthode qui permet de contrebalancer cette fâcheuse tendance, ensuite c'est à chacun de se prendre en charge. Les militants sont devenus d'une méfiance quasi maladive envers tout ce qui est extérieur à leur parti, leurs dirigeants entretiennent ce sectarisme. La plupart pour ne pas dire pratiquement tous, refusent de discuter sur un autre terrain que le leur, qu'ils vous imposent. Vous leur proposez une démonstration étayée par de nombreux arguments, faits ou déclarations, éventuellement quelques citations bien que je n'en sois pas friand, ils vous répondent en reprenant leurs propres arguments comme si vous n'existiez pas en somme, vous pouvez tenter d'engager une discussion à partir de leurs arguments, il suffit que vous les critiquiez, en fait que vous les mettiez en pièces parce qu'ils ne tiennent pas debout, ils disparaissent, vous n'avez plus jamais de nouvelles d'eux !

Du coup, je réserve de préférence mes analyses et mes causeries aux jeunes militants, qui avec un peu de chance sont encore vierges comme aurait dit Lénine ou pas trop abîmés, quant aux autres, les militants plus âgés ou les "vieux bolcheviks" (je ne peux pas employer cette expression sans me marrer et penser à Lénine, vous savez pourquoi évidemment), c'est à désespérer, mais souvenons-nous quand même comment Lénine avait réussi à les retourner à la veille d'Octobre, sans les avoir épargnés, il avait été à leur égard d'une violence terrible, ne leur passant absolument rien, les traitant publiquement de capitulards, de traîtres, comme quoi il ne sert à rien de les ménager, et ce serait une erreur de les ignorer pour autant.

Comme disait Illitch Oulianov, il faut expliquer notre politique aux travailleurs et aux militants, encore et encore, on en récoltera un jour les fruits, il faut être patient, très patient, c'est difficile parfois, il faut se mettre au diapason de chacun sans jamais dévier de notre objectif, brader nos principes. Je pense qu'on a un gros effort à faire de ce côté-là comme je ne cesse de le marteler.

Les travailleurs et les militants ont besoin de se trouver en confiance pour ensuite pouvoir penser tranquillement, librement, si cette condition n'est pas remplie, ils se renferment sur eux-mêmes et il n'y a plus rien à en tirer ou à en espérer. Chacun aspire à penser par lui-même, quelque part à détenir la vérité, c'est légitime, c'est l'un des objectifs primordials de l'existence après tout. Au départ, chacun prétend détenir la vérité, même le plus crétin que l'on croise sur sa route, parce qu'on a besoin de certitudes pour vivre ou continuer à vivre. Le problème, c'est qu'il ne peut pas exister cinquante manières d'interpréter la réalité, qui seraient toutes correctes, s'agissant de la lutte des classes, il n'existe que deux classes indépendantes, la bourgeoisie et la classe ouvrière, donc sera réduit d'emblée quel contenu politique aura la vérité que l'on représente.

De manière générale, très peu de militants, encore moins de travailleurs ne sont en mesure d'expliquer comment ils en sont arrivés à adhérer à cette vérité qu'ils ont fait leur. Nous de notre côté, armés de la méthode du matérialisme dialectique, nous en sommes parfaitement capables pour peu qu'on accepte de se livrer à l'exercice qui consiste à leur expliquer le processus qui nous a conduit à l'interprétation du monde que nous défendons. Au départ, il ne s'agit pas uniquement que de politique, voyez le temps que Marx et Engels ont consacré à la philosophie en général, à comprendre comment fonctionne l'être humain sous tous ses aspects, y compris psychologiques, caractère qui se manifeste sous la forme d'émotions, la plupart des gens abordent leurs rapports au monde extérieur de manière spontanée, épidermique, superficielle avant même de commencer à penser, bien que leur comportement ait intégré leurs expériences passées, mais là encore, le plus souvent inconsciemment, de toutes manières ils n'en ont pas conscience quand ils sont face à une situation, c'est par la suite qu'ils y réfléchissent, s'ils en sont capables évidemment.

Donc si de but en blanc on espère en tirer quelque chose ou on les aborde en commençant par justement ce qui pose problème chez eux, on va droit dans le mur. Quand je militais à l'OCI, je me souviens de la réflexion qui revenait souvent dans la bouche des travailleurs que j'abordais lors de diffusions ou de porte à porte : pourquoi je vous croirais vous plus qu'un autre, j'étais alors jeune militant, c'était la question qui tue, j'étais totalement désarmé face à cette question parce que je ne savais pas comment abordé autrement ces travailleurs, j'aurais pu avoir la politique la plus correcte du monde que cela n'aurait rien changé.

J'étais incapable d'expliquer aux travailleurs comment je m'étais forgé les convictions que je défendais, à tel point que je cesserai de militer quelques temps plus tard sans avoir de réponse à cette question. Bon, c'est l'expérience de la vie qui m'a permis d'y répondre depuis.

Quand vous examinez de près la littérature que nous ont laissée les marxistes, vous remarquez qu'ils se sont employés à reprendre à leur compte la méthode de Marx et Engels qui consistait à mettre leurs travaux à la portée de leurs lecteurs, en leur expliquant pas à pas le cheminement de leurs pensées, de leurs recherches, de telle sorte que chacun puisse s'approprier cette méthode pour vérifier le bien-fondé de leurs conclusions ou de leurs enseignements, d'où l'impossibilité dans laquelle se sont trouvés les contradicteurs du marxisme de le mettre en pièces ou de le réfuter, la force prodigieuse et inégalée du marxisme à ce jour vient de là et non de leurs conclusions que l'on peut rejeter sans même s'être donné la peine de les examiner.

Je pourrais encore poursuivre longtemps sur ce sujet, arrêtons-nous là pour aujourd'hui.

Cette question des rapports à la classe ouvrière et aux masses me semble d'une importance cruciale (notamment) pour construire le parti.

PS : vous pouvez évidemment transmettre ce courriel au CCI-T et à Révolte, tout comme faire référence à mon soutien.

Intox. Manipulation des masses. Scénario en trois actes. (source : Reuters 22.01)

1- "Les Croates ont massivement approuvé dimanche l'entrée de leur pays dans l'Union européenne à compter du 1er juillet 2013 malgré l'inquiétude soulevée par les difficultés actuelles de la zone euro."

On retiendra l'adverbe massivement, donc il n'y a pas photo.

2- "Selon les résultats quasi-complets du référendum, le "oui" l'emporte avec 66% des voix, a annoncé la commission électorale nationale plus de deux décennies après la rupture de ce petit pays de l'Adriatique avec l'ancienne Yougoslavie socialiste."

Victoire incontestable du "oui", donc un plébscite en faveur de l'UE.

3- "Le taux de participation de 44% a déçu par sa faiblesse, reflétant probablement pas mal d'incompréhension de la part de citoyens sur les enjeux et les atouts de l'appartenance au bloc européen."

Tiens donc, 56% des électeurs ont refusé de participer à ce référendum parce qu'ils jugent sans doute illégitimes ceux qui l'ont organisé. La véritable victoire appartient donc "*massivement*" à ceux qui ont exprimé leur rejet du pouvoir en place, auxquels on peut ajouter ceux qui ont voté "non".

On pourrait ajouter un mot sur la propagande en faveur du "oui" qui a précédé ce référendum.

1- Dramatisant l'enjeu dans l'espoir de mobiliser les électeurs, la ministre des Affaires étrangères, Vesna Pusic, avait quant à lui parlé cette semaine d'une "*question de vie ou de mort*".

2- L'influente Église catholique croate et Ante Gotovina, ancien général jugé pour crimes de guerre à La Haye et considéré comme un véritable héros dans le pays, avaient appelé séparément cette semaine les Croates à voter en faveur du "oui". (reuters 22.01)

Collectivisation des pertes et privatisation des profits. Mode d'emploi par un spécialiste.

Francesco Garzarelli, cadre de la banque d'affaires Goldman Sachs, dans un entretien paru dimanche dans un journal grec, explique que "*d'ici 2014, une partie importante de la dette grecque sera passée du secteur financier privé aux institutions de la zone euro tandis que parallèlement +un accord (européen) sur les finances publiques+ sera appliqué à tous les pays membres, ce qui va entraîner à l'imposition des règles communes sur la dette*".

"*Cet accord sur les finances publiques va contribuer à la transformation de vieux titres des Etats --grecs, italiens ou espagnols-- en une dette de l'ensemble de la zone euro. Ainsi le pouvoir de l'ensemble (de la zone euro) ne sera pas menacé par la maillon faible (...), la zone euro sera stabilisée*", a souligné M. Garzarelli.

Des divergences persistent sur le taux d'intérêt de nouvelles obligations qui seront émises après l'effacement de 100 milliards d'euros de la dette privée, soit 50% de la valeur des obligations détenues par les créanciers privés, un sujet épineux qui avait provoqué l'interruption des négociations le 13 janvier.

"*Le FMI insiste sur un coupon aux alentours de 3%, ce que Berlin veut également*" mais "*l'IIF a proposé un taux moyen de 4,35%*", relève Kathimérini. (AFP 22.01)

La Fed a mis à la disposition des banques et institutions financières américaines depuis 2008 plus de 1 000 milliards de dollars à un taux d'intérêt proche de zéro, qu'ils ont prêté ensuite aux Etats ou aux entreprises à des taux pouvant monter à 25% (à la Grèce justement), elles vont certes y laisser des plumes dans cette opération, mais à l'arrivée, sachant que ces prêts s'étendent sur de longues années, 5, 7 ou 10 ans, et que ceux sur le court terme sont sans cesse renouvelés dans des conditions identiques ou proches, c'est le jackpot pour elles, sauf qu'il leur faut toujours gratter pour tenter d'empocher plus de profit encore, sans rien faire, par le biais d'un jeu comptable.

Tour de passe-passe. Avis de recherche.

Hollande : «*Mon véritable adversaire n'a pas de nom, pas de visage, pas de parti, il ne présentera jamais sa candidature et pourtant il gouverne*.». (lefigaro.fr 22.01)

2012 sera placée sous le signe du dragon en Chine, non ce n'est pas cela, ce ne serait pas le diable par hasard, non c'est plus subtil que cela, diantre, une force surnaturelle et inconnue nous domine, impossible de lutter contre elle !

Puisqu'il s'agit d'un adversaire invisible, c'est pratique, il est impossible de le saisir, de le réduire au silence pour qu'il cesse de nuire, donc il conserve le pouvoir et rien ne change, on peut ajouter que ce ne sera pas faute d'avoir essayé, en vain évidemment, du coup on y est pour rien, comment saisir un ectoplasme ou un mirage franchement, donnons-lui un nom puisque Hollande en est incapable : le capitalisme.

Son "*véritable adversaire*" peut dormir tranquille et n'a pas besoin de présenter sa candidature, les prétendants au trône se bousculent au portillon pour défendre ses intérêts, dont monsieur Hollande.

Eva Joly qui a le mérite de faire une bourde à la fois a lâché le morceau si on peut dire : "*Ce qu'il ne dit peut-être pas assez clairement, c'est que la sphère financière ne vit pas en dehors des politiques*". (lefigaro.fr 22.01), Ah ben ça alors, ils seraient complices, l'un bosserait pour le compte de l'autre, main dans la main, l'autre sur le portefeuille dans les deux cas, non, pas possible ?

On aurait citer le titre d'un article du journal Le Monde : *'Dans la zone euro, c'est le marché qui gouverne'* (lemonde.fr 22.01). Mais il est trompeur, il exonère les partis qui détiennent le pouvoir politique pour le compte du capital, ainsi que ceux qui aspirent au pouvoir pour poursuivre la même politique réactionnaire à travers leur allégeance à la BCE, à l'UE ou à l'ONU ou tout simplement aux institutions de la Ve République...

Et puis, la bonne conscience non plus n'a pas "*de nom, de visage, de parti*", elle a seulement un prix.

François Mitterrand, qui, lors du Congrès d'unification des socialistes à Epinay en juin 1971, avait prôné la rupture avec "toutes les puissances de l'argent, l'argent qui corrompt, l'argent qui achète, l'argent qui écrase, l'argent qui tue, l'argent qui ruine, l'argent qui pourrit jusqu'à la conscience des hommes". (Reuters 22.01)

Assurément, question pourriture, ils ont acquis une solide expérience en la matière les sociaux-libéraux ! Au moins celui qui le revendique fait preuve d'un minimum d'honnêteté, ce qui n'est pas le cas des dirigeants et cadres du PS ainsi que ses satellites.

Dans le rôle de l'enfonceur de porte ouverte.

En matière de laïcité, il a ainsi annoncé qu'il inscrirait dans la Constitution la loi de 1905 sur la séparation de l'Église et de l'État, relate *Le Point*, quelle audace ! un internaute de signaler qu'elle est déjà inscrite dans la Constitution, du coup j'ai voulu vérifier dans quel terme :

- Article I. La France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale. Elle assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens sans distinction d'origine, de race ou de religion. Elle respecte toutes les croyances.

Autre bouffonnerie.

Il a confirmé qu'il mettrait fin à la RGPP, soit le non-remplacement d'un fonctionnaire partant à la retraite sur deux, "*une mesure aveugle*" selon lui. Mais il a également expliqué que cela se ferait sans augmenter le nombre de fonctionnaires. Il a, plus loin dans son discours, renouvelé son engagement constant de recruter 60 000 postes supplémentaires à l'Éducation nationale... (Lepoint.fr 22.01)

S'il remplace tous les fonctionnaires qui partent à la retraite et qu'il s'engage à ne pas augmenter le nombre de fonctionnaires, c'est incompatible avec la création de 60 000 postes supplémentaires à l'Éducation nationale.

Actualité en titres

Gare à vous !

- La SNCF part à la chasse aux lapins et aux blaireaux - AFP

- François Hollande sera intraitable avec les "*petits caïds*" - Reuters

Changement. Le pouvoir confisqué.

- Hollande promet de mettre le pouvoir au service des Français - Reuters

- Afghanistan: les ennemis de l'intérieur - Slate.fr

- Yémen: des manifestants réclament l'exécution du président - L'Express.fr

- Human Rights Watch prône le dialogue avec les islamistes - Reuters

Dans les premiers jours de la guerre en Irak, Attac s'était rangé au côté de G. Bush. Une décennie plus tard, c'est l'ensemble des ONG et autres altermondialistes qui montent au créneau pour défendre la stratégie de l'impérialisme américain. Les choses deviennent plus claires. Il faut continuer de les pilonner !

Parole d'internaute

(réaction au discours d'Hollande au Bourget)

- "Je fais partie des invisibles : couple, la quarantaine, 2 enfants scolarisés, nous travaillons tout les 2 employés en PME : pas de CE, tout juste les tickets restos, aucun avantage social, jamais aucune aide, des impôts et taxes de tous les cotés, locataires plein pot (pas les moyens d'acheter), bref les fins de mois ne sont pas reluisantes et les vacances de plus en plus rares malgré près de 400 heures de présence mensuelle au travail à 2, avec ce que cela génère comme stress et logistique pour les enfants : nous travaillons, courons sans arrêt, et payons, payons, payons toujours plus alors que nos salaires n'évoluent jamais, à la fin nous pensons que nous ne sommes bons qu'à ça : payer toujours plus pour une société qui de toute façon va de plus en plus mal... Je me dis souvent «à quoi bon»." (lepoint.fr 22.01)

Alors imaginez un instant quel état d'esprit peuvent avoir ceux qui n'ont pas deux revenus, qui sont encore plus mal payée, qui ne travaillent pas à plein temps, pire, dont l'un est au chômage, en mauvaise santé, dépressif...

INFOS EN BREF

Politique

1- Roumanie

Pour la dixième journée consécutive, les Roumains ont manifesté dimanche à Bucarest ainsi que dans plusieurs villes de province pour réclamer la démission du gouvernement en raison de sa politique d'austérité.

Ces manifestations, qui ont donné lieu pour certaines à des violences, ont été provoquées par la démission du populaire ministre de la Santé, hostile à un projet de privatisation de ce secteur. Les manifestants exigent désormais la tête du chef de l'Etat, le président Traian Basescu, et du Premier ministre, Emil Boc.

Ce dernier a amputé les traitements des fonctionnaires de 25% en 2010 et augmenté de cinq points la TVA conformément à un accord passé avec le FMI.

Quelque 600 personnes se sont rassemblées dimanche sur la place de l'Université, la plus grande de la capitale et qui fut l'épicentre de la révolution de 1989 qui précipita la chute de Nicolae Ceausescu. Par une température glaciale et sous des flocons de neige, la foule scandait "*A bas Basescu*" et "*Démission*".

Les manifestations ont débuté la semaine dernière pour s'opposer à un projet de loi, retiré depuis par le gouvernement, visant à libéraliser le système de santé.

Le mécontentement a dégénéré en une contestation générale des mesures d'austérité, qui incluent des baisses de salaires et une hausse de la TVA.

Il s'agit des manifestations les plus violentes en Roumanie depuis plus de dix ans. Mais relativement peu suivies, elles ne devraient pas compromettre les réformes prévues, qui ont le soutien de l'opposition de gauche. (Reuters 22.01)

L'opposition dite de gauche, c'est mieux et conforme à la réalité.

2- Libye

2.1- Le vice-président du Conseil national de transition (CNT) libyen, Abdoul Hafiz Ghoga, a présenté dimanche sa démission, trois jours après avoir été pris à partie par de jeunes manifestants à Benghazi, capitale de la Cyrénaïque et berceau de l'insurrection anti-Kadhafi l'an dernier.

Ces incidents illustrent le mécontentement d'une partie de la population qui exige la révocation des personnalités liées à l'ancien régime encore à des postes de responsabilités.

Les manifestants de Benghazi exigent également une totale transparence sur les dépenses publiques, notamment sur la destination des fonds libyens gelés à l'étranger pendant la guerre civile et dont une partie a été débloquée après la chute de Mouammar Kadhafi.

Moustapha Abdeljalil a précisé qu'il avait rencontré des dirigeants religieux et des manifestants pour discuter de leurs revendications.

Il a ajouté avoir accepté la démission du maire de Benghazi, Saleh el Ghazal, dont le successeur, a-t-il dit, ne sera plus désigné par les autorités mais sera élu.

Le président du CNT doit présenter dans la journée la loi électorale qui permettra d'installer d'ici six mois une assemblée nationale.(Reuters 22.01)

2.2- Le Conseil national de transition libyen (CNT) se réunit dimanche dans un lieu tenu secret pour adopter la loi électorale qui régira l'élection d'une assemblée constituante en juin, après le saccage de son siège à Benghazi (est), a-t-on appris auprès du CNT. (AFP 22.01)

3- Yémen

Des milliers de manifestants ont protesté dimanche à Sanaa contre l'immunité accordée au président sortant Ali Abdallah Saleh, exigeant que l'homme fort du pays depuis 33 ans soit traduit en jugement pour les atteintes aux droits de l'homme commises pendant son règne sans partage.

Le parlement yéménite a adopté samedi un projet de loi qui garantit l'immunité judiciaire au président Saleh. Ce texte s'inscrit dans le cadre du plan de transfert du pouvoir mis en oeuvre sous l'égide du Conseil de coopération du Golfe (CCG) pour faire cesser la contestation qui dure depuis un an.

Il couvre toute la présidence de Saleh et devait s'appliquer à ses collaborateurs, mais des amendements en ont limité la portée. Seuls les crimes "*motivés politiquement*" qui ne sont pas considérés comme des "*actes terroristes*" seront finalement couverts dans leur cas.

L'immunité du chef de l'Etat est en revanche immuable et aucun recours n'est possible. Les élus ont également autorisé le vice-président Abd-Rabbou Mansour Hadi à briguer la succession de Saleh lors du scrutin prévu le mois prochain.

Mani al Matari, dirigeant d'un comité d'opposition qui ne s'est pas associé aux discussions de sortie de crise, a affirmé dimanche ne pas se sentir tenu par cet accord.

"*Cela ne nous concerne pas (...) Nous continuerons à protester jusqu'à ce que tous les objectifs de la révolution soient atteints. Le parlement n'a aucune légitimité et c'est nous qui sommes en conformité avec le droit international*", a-t-il ajouté. (Reuters 22.01)

Social

Chine

Les villes chinoises, qui accueillent désormais plus de la moitié des 1,35 milliard d'habitants du pays, sont construites par les ouvriers migrants venus des campagnes, objets d'une discrimination institutionnalisée qui les empêche de devenir citadins à part entière.

Arrivé il y a trois mois à Pékin depuis l'île tropicale de Hainan, Xie Feng a froid et se sent seul.

"*Regardez-moi. Chez moi, il fait 26 degrés et ici, je n'ai pas suffisamment d'habits pour me tenir chaud*", déclare à l'AFP cet homme âgé de 26 ans sur un chantier de la capitale chinoise, où souffle un vent glacial en cette fin janvier.

"*Pékin n'est pas mon amie. Je ne connais personne ici, mais je n'ai pas le choix, je dois gagner de l'argent*", explique M. Xie, qui fait partie des quelque 230 millions de migrants ayant quitté leur région natale avec l'espoir d'une vie meilleure dans les métropoles chinoises en plein boom.

Après trois décennies de construction urbaine effrénée, le gouvernement a annoncé officiellement la semaine dernière que les citadins représentaient 51,27% de la population, contre environ 20% vers 1980.

"*Aucun pays ne s'est jamais urbanisé plus vite que la Chine*", selon Paul James, directeur du Global Cities Research Institute à l'université RMIT de Melbourne en Australie.

Des infrastructures "*fondamentales comme des routes ou des voies de chemin de fer ont ouvert l'accès à des régions autrefois considérées comme reculées, tandis que l'Etat construit des villes dans des endroits aussi isolés que la Mongolie intérieure*", relève cet expert.

"*Mais ces villes nouvelles sont inconfortables. Leur vitesse de développement est peut-être viable sur le plan économique, mais elle ne l'est pas sur les plans culturel et environnemental*".

A cause de leur permis de résidence (hukou) rural, les migrants ne sont pas considérés comme des citadins, bien qu'ils vivent la plupart du temps en ville. Beaucoup ont désormais des "*permis temporaires*" pour séjourner en milieu urbain, mais leur statut reste précaire.

Lorsqu'ils tombent malades, les soins restent entièrement à leur charge s'ils ne rentrent pas dans leur région d'origine pour se faire soigner. Envoyer ses enfants dans une école en ville relève pour eux du parcours du combattant, et les meilleurs établissements les refusent systématiquement, de peur de nuire à leur réputation.

Kam Wing Chan, professeur de géographie politique et économique à l'Université de Washington, souligne l'urgence de réformer le système du hukou.

"*Ces gens aspirent à vivre en ville mais ils se rendent compte une fois sur place qu'ils ne peuvent pas se le permettre*" parce que la vie y est trop chère, a-t-il expliqué à l'AFP.

"*Ils n'ont pas accès aux systèmes de retraites des grandes villes, aux bons emplois ou aux écoles locales pour les enfants.*"

A 34 ans, Pei Yanlu vit à Pékin depuis dix ans, loin de sa femme et de ses enfants, habitant sur le chantier où il travaille, dans un conteneur aménagé en dortoir, mal éclairé et poussiéreux.

"*La vie serait meilleure si elle pouvait me rejoindre ici*", déclare M. Pei, qui gagne pourtant plutôt bien sa vie: 6.000 yuans (732 euros) par mois, plus les heures supplémentaires. Il envoie régulièrement de l'argent à sa famille dans la province orientale du Shandong.

Sans envisager pour l'instant de supprimer le système du hukou, le gouvernement veut poursuivre le processus d'urbanisation du pays, avec 100 millions de nouveaux citadins prévus à l'horizon 2020.

La construction des villes soutient la croissance, notamment à travers le secteur du bâtiment et des travaux publics, pilier de l'économie. (AFP 22.01)

Haut de page

Le 24 janvier

CAUSERIE

Grille de lecture pour comprendre la situation en Tunisie et les pays comparables.

1- Ce pays n'a d'indépendant que le nom, c'est un régime semi-colonial passé de la tutelle de l'impérialisme français à celle de l'impérialisme américain.

2- Ce pays n'est pas suffisamment développé sur le plan économique pour qu'un semblant de démocratie puisse exister. La bourgeoisie n'est pas développée au point d'assumer le pouvoir par la voie démocratique, ce sont donc les islamistes qui s'en chargent à sa place pour le compte d'une couche de la bourgeoisie et de l'impérialisme. Rappelons que le niveau juridique d'un pays (sa Constitution et ses institutions) dépend essentiellement de son niveau économique.

3- En conséquence, le prolétariat non plus n'est pas suffisamment développé, s'ajoute à cela que la paysannerie est toujours livrée à des rapports semi-féodaux. Compte tenu de la situation, de la faiblesse de la bourgeoisie, ce devrait être au prolétariat de prendre le pouvoir en entraînant derrière lui la paysannerie pauvre, mais sans parti révolutionnaire il en est incapable, du coup le pouvoir ne peut revenir qu'à un ou des pans de la bourgeoisie liée à l'impérialisme et que représentent les islamistes.

Correcte, non ? Bon, je sais c'est tiré des enseignements de la révolution russe de 1917, c'est ringard, vieux, obsolète, dépassé, qui a mieux à proposer, nous sommes à l'écoute ?

Enseignement du marxisme. A propos d'une "*expression creuse*" : le "*partage équitable*"

Puisque certains d'entre vous n'ont pas le temps de lire, allons à l'essentiel. Extrait de la *Critique du programme de Gotha* de Marx (1875). Cela va ravir nos petits camarades du NPA adeptes d'un "*meilleur partage des richesses*".

- "Qu'est-ce que c'est que le « produit du travail » ? L'objet créé par le travail ou sa valeur ? Et, dans ce dernier cas, la valeur totale du produit ou seulement la fraction de valeur que le travail est venu ajouter à la valeur des moyens de production consommés ?

Le « produit du travail » est une notion vague qui tenait lieu, chez Lassalle, de conceptions économiques positives. (...)

Qu'est-ce que le « partage équitable » ?

Les bourgeois ne soutiennent-ils pas que le partage actuel est « équitable » ? Et, en fait, sur la base du mode actuel de production, n'est-ce pas le seul partage « équitable » ? Les rapports économiques sont-ils réglés par des idées juridiques ou n 'est-ce pas, à l'inverse, les rapports juridiques qui naissent des rapports économiques ? Les socialistes des sectes n'ont-ils pas, eux aussi, les conceptions les plus diverses de ce partage « équitable» ?

Pour savoir ce qu'il faut entendre en l'occurrence par cette expression creuse de « partage équitable» (...)

A toute époque, la répartition des objets de consommation n'est que la conséquence de la manière dont sont distribuées les conditions de la production elles-mêmes. Mais cette distribution est un caractère du mode de production lui-même. Le mode de production capitaliste, par exemple, consiste en ceci que les conditions matérielles de production sont attribuées aux non-travailleurs sous forme de propriété capitaliste et de propriété foncière, tandis que la masse ne possède que les conditions personnelles de production : la force de travail. Si les éléments de la production sont distribués de la sorte, la répartition actuelle des objets de consommation s'ensuit d'elle-même. Que les conditions matérielles de la production soient la propriété collective des travailleurs eux-mêmes, une répartition des objets de consommation différente de celle d'aujourd'hui s'ensuivra pareillement.

Le socialisme vulgaire (et par lui, à son tour, une fraction de la démocratie) a hérité des économistes bourgeois l'habitude de considérer et de traiter la répartition comme une chose indépendante du mode de production et de représenter pour cette raison le socialisme comme tournant essentiellement autour de la répartition. Les rapports réels ayant été depuis longtemps élucidés, à quoi bon revenir en arrière ?"

Mon cher professeur, vous avez mis le doigt sur l'origine du "*socialisme vulgaire*" toujours prisé par certains 137 ans plus tard. S'ils traitent les questions économiques et sociales sous la forme d'abstractions "*comme une chose indépendante du mode de production*", c'est parce qu'ils n'entendent pas liquider ou renverser le mode de production capitaliste, ils veulent juste le réformer pour le rendre plus "*humain*", plus supportable pour le prolétariat.

On trouve parmi eux les adeptes de l'autogestion, des Scops, c'est à la mode, sur le plan politique cela donne la démocratie participative, l'unité avec des formations politiques sans principes ou défendant des principes opposés au socialisme.

Une dernière citation pour enfoncer le clou.

- "Je me suis particulièrement étendu sur le « produit intégral du travail », ainsi que sur le « droit égal », le « partage équitable », afin de montrer combien criminelle est l'entreprise de ceux qui, d'une part, veulent imposer derechef à notre Parti, comme des dogmes, des conceptions qui ont signifié quelque chose à une certaine époque, mais ne sont plus aujourd'hui qu'une phraséologie désuète, et d'autre part, faussent la conception réaliste inculquée à grand-peine au Parti, mais aujourd'hui bien enracinée en lui, et cela à l'aide des fariboles d'une idéologie juridique ou autre, si familières aux démocrates et aux socialistes français.

Abstraction faite de ce qui vient d'être dit, c'était de toute façon une erreur que de faire tant de cas de ce qu'on nomme le partage, et de mettre sur lui l'accent."

Mon cher professeur, il y en a qui se repaîssent de cadavres et en redemandent, mieux encore ou pire, ils cherchent à tout prix à les ramener à la vie parce qu'ils n'ont pas appris grand chose de vos enseignements, parce qu'ils n'y ont rien compris ou parce qu'ils les ignorent, sans l'avouer de préférence, allez savoir où va se nicher l'amour-propre chez l'homme, bien bas très souvent, à ses dépens convenons-en, car le comble de l'absurde c'est qu'il l'ignore lui-même, Molière s'en serait amusé.

Nous, nous avons la modestie de penser que nous sommes incultes en la matière, que nous ne savons rien et avons tout à apprendre, après trente ans d'études, parfaitement je confirme, nous prenons le temps de vous lire et relire, de réfléchir, d'étudier, de voir dans quelle mesure on peut utiliser vos enseignements en fonction de la situation et des rapports qui existent de nos jours dans la société et le monde, nous vérifions chaque fois leur validité avant de les employer, deux précautions valant mieux qu'une, personne n'est à l'abri d'une erreur, c'est vous-même qui nous l'avait enseigné aussi.

Il est apparemment plus facile d'apprendre en prétendant ne rien savoir, que de se dépouiller d'une idée fausse qui s'est incrustée dans notre cerveau pendant de longues années, ça c'est votre compagnon Engels qui me l'a soufflé et j'ai retenu la leçon...

Cela prend du temps, beaucoup de temps. Cela nécessite beaucoup de courage et d'énergie, une certaine force de caractère aussi, mais à l'arrivée la récompense dépasse toutes les espérances, quel soulagement, quel bonheur !

Un de vos plus brillants élèves, tombé sous le piolet du bourreau du mouvement ouvrier au XXe siècle, a consacré une partie de la fin de sa vie malheureusement trop courte à analyser sa propre expérience, sans hésiter à admettre chez lui de "*grandes lacunes*" quand il était plus jeune, avoir commis des "*fautes beaucoup plus graves et plus importantes*" que celles qu'on lui prêtait, parce qu'il était animé par la même soif de vérité que vous monsieur le professeur, pour à son tour transmettre son enseignement aux générations de militants à venir...

Le plus dramatique dans cette histoire mon cher professeur, c'est que la plupart de ces militants ne veulent rien entendre, ils sont fermés comme des huîtres à toute discussion sérieuse, il faut dire que bien souvent et on ne peut pas leur reprocher, ils n'ont pas les moyens d'y entendre quelque chose, on assiste à un dialogue de sourds ou à des monologues sans substance, presqu'irréelles.

Que faire d'autre alors que persévérer, continuer encore et encore, revenir inlassablement sur chaque question en espérant qu'un délic se produira un jour, que quelque chose se débloquera dans leurs têtes, on ne les juge pas, on part d'un constat et on essaie d'aller de l'avant, c'est modeste comme objectif, on ne le choisit pas en vérité, c'est le seul endroit où pour le coup on s'adapte à la réalité au lieu de la confondre avec nos désirs. Même cela on nous le reproche, à croire qu'il faut tout reprendre à la base, acquérir les outils, la méthode qui permet de faire preuve de davantage de discernement, de faire la part des choses, de faire preuve de mesure en toute chose, etc.

C'est ingrat, fastidieux, épuisant, lassant par moment, pas vraiment décourageant parce qu'on a l'entraînement et qu'on s'applique le même traitement pour ne jamais lâcher le fil, ne jamais nous écarter de notre objectif... Encourageons chaque militant à progresser tout au long de sa vie, tout en sachant qu'on ne naît pas socialiste ou communiste, que ce n'est pas un état inné chez l'homme, mais qu'on le devient à force d'expériences et d'étude du marxisme (du socialisme dira Engels) pendant souvent de longues années. On peut s'improviser révolutionnaire ou anticapitaliste sans que cela veuille dire grand chose en vérité, il en va de même en général de ce que l'on pense de soi-même, en tant que militant ou dans la vie en général, quand on a admet qu'on passe le plus clair de son temps à se leurrer (et les autres par la même occasion !) sur nous-même et la société, on a déjà réalisé un progrès considérable, on est sur la bonne voie.

Cela va peut-être vous étonner, mais c'est ce que je me dis quotidiennement pour l'avoir en permanence à l'esprit quand j'actualise le site. En fait, à force cela ne me quitte plus, c'est devenu une obsession, quelque part le dénommé Coquema avait raison, je suis complètement névrosé, dommage que ce ne soit pas une maladie contagieuse ! Entre nous, c'est peut-être aussi pour cela

que ce n'est pas vraiment une partie de plaisir, on se triture les neurones, c'est presque une torture, quel boulot ! Allez, bon courage à tous, il en faut !

Au fait, vous aurez reconnu Trotsky dans le rôle du brillant élève de Marx et Engels, le meilleur bolchevik d'entre nous, ça c'est du Lénine tout craché. Gloire à nos plus grands penseurs, humanistes, militants... C'est mon côté provocateur destiné à mes contradicteurs les plus malhonnêtes qui démarrent au quart de tour en lisant cela, cela marche à tous les coups, ils se plantent, se dévoilent et je me marre, *rira bien qui rira le dernier*, n'est-ce pas ? Un dernier mot qui me vient spontanément à l'esprit : Ni Dieu ni maître, ajoutons à l'adresse des renégats, ni esclaves ! D'un secrétaire général, d'un secrétaire national, bref, de l'ordre établi puisque finalement cela revient au même.

Sauna en famille.

Pour *L'Humanité*, Hollande a tenu au Bourget un « *discours de gauche, bien loin des eaux tièdes sociales-libérales d'il y a cinq ans (…)* » (Reuters 23.01)

La "*gauche*" caviar sponsorisée par le FMI et l'OMC a son champion, quelques miettes de ce festin seront réservées à la petite-bourgeoisie, quant aux prolos ils sont appelés à débarrasser la table et à se contenter des rogatons, et qu'ils s'estiment heureux encore, on leur fait une fleur ! Vous aurez noté queles médias et agences de presse se sont empressés de saluer unanimement la prestation de cet illusionniste.

Ce sera sans nous au premier comme au second tour ! Pas question de cautionner cette mascarade qui a pour seul objectif de légitimer les institutions, le capitalisme.

Racket, vol légal en bandes organisées.

Selon UFC-Que choisir, les crédits à la consommation dits amortissables sont proposés à un taux d'intérêt de 6-7% contre 15% pour les renouvelables. (liberation.fr 23.01)

Pour l'UFC-Que choisir c'est une aubaine pour les travailleurs, alors que les parasites de la finance obtiennent des prêts auprès de la BCE à 1% d'intérêt.

Chercher l'erreur. 81% du PIB en 2012, c'est insupportable, 230% en 1947 c'est supportable.

(en Grande-Bretagne) Pendant la deuxième Guerre Mondiale et dans l'après-guerre, la dette publique s'élevait à 180% du PIB en 1943 et était montée à 230% du PIB en 1947. (Atlantico.fr 23.01)

Levée du secret bancaire et commerciale, une revendication ouvrière.

Un nouveau délit dans le code pénal: les députés ont voté lundi soir une proposition de loi UMP qui sanctionne la violation du "*secret des affaires*" d'une peine de trois ans de prison et de 375.000 euros d'amende afin de combattre l'espionnage économique.

Le député UMP du Tarn, Bernard Carayon est ainsi devenu l'infatigable défenseur de la mise en place d'une sorte de tampon "*confidentiel défense*", s'inspirant notamment de la législation américaine adoptée sous l'ère Clinton en 1996.

Généralement, les affaires ressemblant de près ou de loin à de l'espionnage industriel tombent sous le coup de l'"*abus de confiance*", du "*vol*" ou du "*recel*" lorsqu'elles sont portées devant les tribunaux.

Pour le promoteur du texte, il s'agit de "*protéger des emplois, des technologies sensibles, des investissements, parfois considérables*". "*C'est garantir notre puissance et notre indépendance dans certains cas, et lutter contre la désindustrialisation, qui n'a pas toujours été la pensée première des pouvoirs publics*", a de nouveau déclaré le député à la tribune.

La protection accrue des informations économiques semble faire consensus puisque la commission des Lois a adopté le texte à l'unanimité.

Les informations protégées concerneront les "*procédés, objets, documents, données ou fichiers*" de nature "*commerciale, industrielle, financière, scientifique, technique ou stratégique*" qui ne présentent pas un caractère public et dont "*la divulgation non autorisée serait de nature à compromettre gravement les intérêts de l'entreprise*".

Le secret des affaires ne sera pas opposable à la justice, aux autorités administratives, à la police, à la douane ou aux autorités de renseignement.

De même, un journaliste pourra produire des documents couverts par le secret des affaires sans être poursuivi pour recel. Plusieurs syndicats avaient fait part de leurs inquiétudes, craignant pour la liberté de la presse. (AFP 23.01)

Ouf, alors pourquoi cette loi ? Surtout que pendant ce temps-là ils délocalisent à tour de bras leurs technologies aux quatre coins du monde ! Pour simplement calquer la dictature américaine ?

Quand j'étais technicien chez U-Bix (Konica), un jour on m'a envoyé faire l'entretien d'un gros copieur dans une place-forte de l'OTAN, à Neuilly-sur-Seine. J'y suis resté tout un après-midi. J'étais équipé d'une grosse malette plus un carton comportant un kit de pièces détachés. Je suis resté seul dans la pièce où se trouvait le copieur, en jetant un oeil aux énormes piles de copies qui figuraient sur une table, il y en a une qui attira mon attention, elle comportait au moins 2 000 pages, pour autant que je me souvienne, j'avais sous les yeux l'emplacement de tous les sous-marins de l'OTAN en mer du Nord ainsi que la stratégie qui allait avec expliquée dans les moindre détails. J'aurais facilement pu glisser dans ma malette et mon carton un exemplaire de ce document et ressortir comme j'étais entré, il n'y avait pas de fouille à l'entrée et à la sortie. Je n'y ai pas pensé.

Le député UMP Bernard Carayon est un grand malade, quand la société se délite, n'importe qui est prêt à vendre n'importe quoi au plus offrant, techniciens, ingénieurs, chercheurs et scientifiques compris. Sarkozy n'a-t-il pas donné lui-même l'exemple ?

Actualité en titres

Lâcher les chiens :

- Le «*charisme du pitbull*» Gingrich séduit la Caroline du Sud - Liberation.fr

- Jean-Marie Le Pen voit le FN comme "*le noyau de regroupement des anti-marxistes*" - L'Express.fr

Le terrorisme d'Etat, ce n'est pas vous mais nous et nos amis, non mais sans blague !

- Guéant dissout un groupuscule islamiste accusé de préparer '*à la lutte armée*' - LeMonde.fr

- L'imam d'une mosquée parisienne sous la menace d'une expulsion - 20minutes.fr

- Guéant salue le fonds d'investissement qatarien pour la banlieue - Liberation.fr

Le second satellite du capital est en orbite...

- Hollande au Bourget: «*Décollage réussi*» estime la presse - 20minutes.fr

... après avoir répandu un épais nuage derrière lui...

- La guerre à la finance de François Hollande relance le débat - Reuters

- François Hollande à l'offensive contre la finance, érigé en "*adversaire*" - AFP

- Hollande contre la finance: dans les pas de Mitterrand, … - AFP

... qui brouille les pistes.

- Grand oral réussi pour Hollande, champion de l'égalité - AFP

Après le décollage, il y a le passage en pilotage automatique, puis vient le temps de l'atterrissage...

Entre le banquier et l'ouvrier...

- "*Pas de virage à gauche*" de Hollande au Bourget, selon Hamon - L'Express.fr

- Présidentielle 2012: Hollande a-t-il une diplomatie de gauche? - Slate.fr

Mais, mais, qu'insinuez-vous là, Hollande, il a toujours été de gauche, on est tous de gauche au PS, attention, votre insinuation

est proche de la diffamation, on pourrait porter plainte contre vous, fermez-là !

Une question de méthode. Commençons par là !

- La France va pénaliser plus lourdement la fraude fiscale - Reuters

- Des faux policiers cambriolent la maison du Caviar: 100.000 euros de butin - AFP

A consommer avec modération, avec de la vodka bien frappée de préférence. Bon appétit !

INFOS EN BREF

Social

1- Monde. Emploi

Les perspectives de l'emploi dans le monde sont plutôt sombres et quelque 600 millions d'emplois devraient être créés sur 10 ans afin d'assurer une croissance durable et maintenir la cohésion sociale, selon le rapport 2012 sur les tendances mondiales de l'emploi de l'OIT (organisation internationale du travail) publié lundi à Genève.

"*Malgré les efforts acharnés des gouvernements, la crise de l'emploi ne connaît pas de répit, un travailleur sur trois dans le monde, soit environ 1,1 milliard de personnes, est chômeur ou vit sous le seuil de pauvreté*", a déploré le directeur général du BIT (Bureau international du Travail), M. Juan Somavia. (Ah les braves gouvernements au service des travailleurs ! Pour qui roule OIT, la question est posée à ceux qui y participent ou soutiennent la participation des syndicats à cette agence de l'ONU. - ndlr)

Ces emplois doivent provenir principalement du secteur privé, selon l'OIT, qui demande aux responsables politiques "d'agir de manière déterminée et coordonnée pour réduire les craintes et les doutes qui freinent les investissements privés, afin que le secteur privé puisse relancer le principal moteur de la création mondiale d'emplois". (Surtout pas développer les servces publics, quelle horreur ! L'OIT, la marque de fabrique du capital... - ndlr)

En 2011, quelque 200 millions de personnes étaient au chômage dans le monde, soit un nombre "*record*", selon Juan Manuel Salazar, directeur à l'OIT en charge de l'emploi. (En réalité il y en a énormément plus. La preuve, en Inde où j'habite, il n'existe pas l'équivalent de Pôle emploi, les chômeurs ne sont pas enregistrés, il n'existe même pas une agence d'intérim ou un bureau d'embauche quelconque, c'est le désert administratif et social, donc le chiffre de l'OIT est fantaisiste. On peut ajouter qu'il n'est même pas possible de recenser combien de travailleurs ont un emploi dans le pays, puisque la plupart n'ont même pas de contrat de travail, pas de feuilles de paie, ils n'ont pas réellement d'existence pour les patrons et l'Etat, ils sont tout juste bon à être exploités et jetés si nécessaire, point barre. - ndlr)

Ce nombre est encore être plus important si l'on inclut les 27 millions de "*travailleurs découragés*", soit ceux qui ont quitté volontairement le monde du travail, par lassitude de ne pas avoir trouvé un emploi. Il s'agit notamment des jeunes, qui ont repris des études, après avoir déjà bouclé un cycle de formation.

L'OIT relève encore que 900 millions de travailleurs dans le monde vivent en-dessous du seuil de pauvreté fixé par la Banque Mondiale, soit avec moins de 2 dollars par jour. Ce sont 55 millions de plus qu'avant la crise de 2008. (Chiffre encore fantaisiste qui ne tient pas compte du nombre de personnes percevant un salaire dans un foyer ni du nombre de bouches à nourrir. Et c'est cela que les syndicats légitiment en participant à l'OIT. - ndlr)

La moitié de ces 900 millions de personnes vivent sous le seuil de l'extrême-pauvreté, soit avec moins de 1,25 dollar par jour. (AFP 23.01)

2- France

Les ouvrières de l'usine Lejaby, en Haute-Loire, fermée à la suite de la reprise du fabricant de lingerie par un consortium associant son sous-traitant tunisien, ont exprimé leur "*indignation*" lundi dans une lettre ouverte au président Nicolas Sarkozy, refusant les licenciements.

"*Nous sommes victimes des délocalisations des productions et de la recherche permanente de la baisse de la rémunération du travail*", dénoncent les signataires de cette lettre, dont l'AFP a eu copie.

"*Nous refusons les licenciements et voulons continuer à gagner notre vie en travaillant*", poursuivent les ex-salariés, en grande majorité des femmes, qui réclament le redémarrage de leur atelier et la "*réindustrialisation du site*".

"*Beaucoup d'entre nous ont plus de 35 ans d'ancienneté. Nous préférons être préretraités plutôt que chômeurs ou percevoir le RSA*", ajoutent les signataires, demandant "la mise en place d'une préretraite à 55 ans".

Dénonçant les "*primes de licenciement dérisoires*", les ouvrières réclament en outre "*une prime de licenciement à la hauteur de la prime précarité, soit 10 % de nos salaires travaillés*".

"*Nous resterons mobilisés jusqu'à la réponse à ces exigences*", concluent les signataires, qui veulent des "*réponses concrètes*", assurant que leur "*détermination est à la hauteur de (leur) colère contre l'injustice qui (leur) est faite*". (AFP 23.01)

3- Tunisie

Un an après le départ de l'ancien dictateur, les Tunisiens réclament toujours le droit au travail et à la dignité. Et l'impatience monte. Outre Makthar, durant cette semaine du 16 janvier, Jendouba a aussi été secouée par une importante vague de protestations. À Gafsa, une grève générale a été observée dans les écoles, les administrations, les banques... À Redeyef, foyer de la contestation de 2008, une trentaine de travailleurs journaliers ont fait une grève de la faim. Depuis près d'un an, ils tiennent un sit-in dans les locaux de la Compagnie des phosphates de Gafsa (CPG), réclamant une régularisation de leur situation ainsi qu'une couverture sociale. Revendications satisfaites le 22 janvier. À Sfax, des employés de British Gaz ont été pris en otages. Le sit-in a été levé le 19 janvier après un déploiement important des forces de l'ordre. Mais à peine le gouvernement éteint-il un foyer de contestation qu'un autre s'allume ailleurs.

Les 19 et 20 janvier, des employés de la Banque centrale, à Tunis, ont également protesté. Même la Marsa, banlieue huppée de la capitale, n'a pas échappé à cette vague. Depuis deux semaines, les éboueurs ont cessé de travailler : des ordures jonchent le sol jusque dans les cimetières. Le palais présidentiel à Carthage est le rendez-vous des Tunisiens en colère. "*C'est pratiquement tous les jours en ce moment*", assure un gardien posté à l'entrée.

Face à la multiplication des manifestations, Samir Dilou, porte-parole du gouvernement et ministre des droits de l'Homme, s'est adressé aux citoyens la semaine dernière à la radio : "*On comprend vos revendications, mais vous devez également faire preuve de patience et de compréhension... Le pays est en crise.*" (lepoint.fr 23..01)

Economie

1- Banques centrales.

Les achats d'or réalisés par des banques centrales devraient avoir atteint un nouveau record en 2011, selon un rapport du Conseil mondial de l'or (CMO) publié lundi, tandis que la demande pour les fonds indiciels basés sur le métal jaune a chuté à près de la moitié de son niveau de 2010.

Le CMO a déclaré en novembre s'attendre à ce que les banques centrales dans le monde aient accru de 450 tonnes leurs réserves en 2011, notamment en raison des achats de pays émergents désireux de diversifier leurs actifs pour réduire leur exposition au dollar américain.

Le cours de l'or, qui a atteint un record à 1.920,30 dollars l'once en septembre, a fini l'année sur un gain en dollars de 10%, selon le CMO.

"*Les achats nets des banques centrales devraient signer une année record (en 2011) et beaucoup de ces transactions ont eu lieu pendant les troisième et quatrième trimestres*", peut-on lire dans le rapport.

"*Les fonds indiciels basés sur l'or dans leur ensemble ont augmenté de 75 tonnes d'or sur la seule période septembre-décembre (sur un total de 153 tonnes sur la totalité de l'année)*", précise le CMO.

En 2010, années marquée par les renflouements de la Grèce et de l'Irlande, les premiers épisodes de la crise de la dette, la demande de fonds indiciels avait atteint 367,7 tonnes, selon des données du Conseil. (Reuters 23.01)

2- BCE

Les banques françaises ont augmenté de 43,6 milliards d'euros leurs emprunts auprès de l'Eurosystème entre le 13 décembre 2011 et le 17 janvier 2012 dans le cadre de leurs opérations de refinancement à plus long terme, indique lundi la Banque de France dans ses publications statistiques.

D'après ces données, les établissements bancaires français ont emprunté sur la période 107 milliards d'euros contre 63,4 milliards

lors de la précédente opération de refinancement à plus long terme.

Pour les analystes de la Deutsche Bank, les statistiques de la Banque de France suggèrent que les banques françaises ont emprunté près de 44 milliards d'euros auprès de la Banque centrale européenne lors de son opération inédite de prêts à trois ans. (Reuters 23.01)

3- UE

Les ministres des Finances de la zone euro ont rejeté lundi l'offre faite ce week-end par le secteur privé sur sa participation au deuxième plan d'aide à la Grèce, ont indiqué plusieurs sources au sein de la zone euro.

"*Les ministres ont renvoyé l'offre sur la table des négociations*", a déclaré l'une des sources, avant de préciser qu'ils avaient spécifiquement demandé aux négociateurs de s'entendre sur un taux d'intérêt inférieur à 4% pour les nouvelles obligations grecques.

"*Notre proposition (...) est la proposition maximale qui peut se faire dans le cadre d'un plan d'échange de dette dit +volontaire+*", a mis en garde dimanche soir le représentant des banques et créanciers privés de la Grèce, l'Américain Charles Dallara, interviewé sur la chaîne grecque Antenna.

Il négocie depuis dix jours avec le gouvernement grec au nom de quelque 450 banques ou institutions privées qui détiennent des obligations souveraines grecques, en vue d'effacer 100 milliards d'euros de dette. (AFP et Reuters 23.01)

Haut de page

Le 25 janvier

CAUSERIE

Démontage d'une manipulation politique.

1- François Hollande a réitéré mardi ses attaques contre le "*monde de la finance*" dont la démocratie doit selon lui triompher, reprenant ce qui est devenu son principal slogan de campagne.

(Si tel était vraiment le cas, les médias ne le porteraient pas au pinacle après son discours du Bourget. La finance ne s'y est pas trompée, elle sait pertinemment qu'Hollande n'est pas le candidat de la démocratie, pas plus que Mitterrand ou Blum, parce qu'il revendique son attachement au marché, au capital, il ne peut pas à la fois incarner la démocratie ou seulement la démocratie étriquée qui sied si bien à la finance à défaut de pouvoir s'en passer totalement. - ndlr)

A Toulon François Hollande a fustigé un "*monde de la finance qui s'est octroyé toutes les possibilités de déstabiliser les Etats*".

(Rectifions : ce sont les Etats qui détiennent le pouvoir politique qui font les lois et qui ont ainsi fourni à la finance la possibilité d'imposer sa loi aux Etats. - ndlr)

"*Comment peut-on admettre que des banques en France puissent avoir des opérations dans les paradis fiscaux ?*", a-t-il demandé. "*Et bien, ce ne sera plus autorisé à partir du mois de mai. Les produits spéculatifs, qui n'ont aucun lien avec l'économie, seront aussi mis hors la loi.*"

(Rappelons que l'UE est un repère de paradis fiscaux, Luxembourg, Liechtenstein, Monaco ou encore la City de Londres. Sans parler de la Suisse avec laquelle l'UE commerce. Hollande envisagerait-il de rompre avec ces Etats ou principautés ? D'un coup de baguette magique, instantanément, c'est du délire, Hollande va mettre au pas le G20, plus fort encore, se substituer à lui, farfelu, grotesque ! - ndlr)

François Hollande a réaffirmé que seule une "*Europe solidaire*" permettra de trouver une solution à la crise "*face à la spéculation et face aux marchés*", prônant une nouvelle fois la mise en place d'une "*agence publique de notation*" pour remplacer des "*agences dont nul ne connaît la fiabilité*".

(Faux : la fiabilité des agences de notation est bien connue, elle n'avait vu venir aucune des crises qui se sont produites au cours des décennies précédentes et pas seulement la dernière en date, Lehman Brothers était noté AAA avant son effondrement.

Discussion parfaitement inutile, puisque cette crise a été en grande partie orchestrée en sous-main par ceux qui étaient censés la détecteur afin de l'éviter, les principaux bénéficiaires évidemment.

Plus grave encore, c'est aussi un aveu, quand il prône la création d'une "*agence publique de notation*", cela signifie que le peuple n'a pas les moyens (démocratiques) d'exercer son contrôle sur l'Etat et l'économie du pays en général, et au lieu de préconiser de remédier à cette fâcheuse lacune, il préfère entériner ce hold up sur la démocratie par le biais d'un organisme aux mains de technocrates sur lequel les travailleurs n'auront aucun moyen de contrôle, ce qui confirme que dans ce pays les travailleurs ne dispose d'aucun pouvoir. - ndlr)

"*La démocratie doit être plus forte que les marchés, la politique plus ferme que les spéculateurs*", a-t-il déclaré. (Reuters 24.01)

(Foutaise, les marchés sont l'antithèse de la démocratie, il suffit d'observer ce qui se passe aux Etats-Unis pour en être convaincu. - ndlr)

2 Il n'y aura pas de croissance "*si on ne s'attaque pas à la finance*", a affirmé mardi sur BFMTV-RMC la première secrétaire du PS, Martine Aubry.

(croissance signifie davantage de profit pour les patrons, la suite va le confirmer. - ndlr)

"*Cela fait au moins dix ans que la droite est au pouvoir et on ne fait rien pour que la croissance revienne. Regardez l'Allemagne où elle en est et regardez où nous en sommes!... Elle (l'Allemagne) a réussi à maintenir la croissance malgré la crise*", a poursuivi la responsable du PS.

(Nous y sommes, l'Allemagne avec ses contre-réformes successives favorables au patronat, qui se sont finalement traduites par la précarité généralisée, quelle référence, tout un programme ! - ndlr)

"*Contrairement à ce que veut nous faire croire la droite et M. Sarkozy,* a-t-elle dit, *il n'y a pas de fatalité à la politique qui est menée aujourd'hui*".

(Alors qu'elle vient d'annoncer ou de prouver que le PS poursuivra ou amplifiera encore la politique antisociale de Sarkozy. - ndlr)

Mme Aubry a assuré d'autre part que le PS dans son ensemble faisait corps derrière M. Hollande, un "*homme de gauche*".

(Tout comme Attali le banquier, DSK ex-directeur général du FMI, P. Lamy à la tête de l'OMC, la milliardaire E. Badinter (Publicis), etc. tu parles, lisons la suite qui le dément. - ndlr)

"*Beaucoup d'hommes et de femmes qui ne sont pas marqués à gauche dans leurs engagements peuvent s'y retrouver facilement*", car François Hollande n'a pas fait de "*promesses aberrantes*", a-t-elle dit. (AFP 24.01)

(Même quand vous êtes de droite vous êtes de gauche, merci pour cette précision qui a le mérite d'être claire, Hollande ne pouvait pas faire de "*promesses aberrantes*" pour la bonne raison qu'il est entièrement soumis au capital et que ce dernier ne le supporterait pas, dans le sens qu'il y est farouchement opposé, crise oblige évidemment. - ndlr)

Cette vermine, qui se fait passer pour socialiste, ne pourrait pas tenir ce discours si les travailleurs en France savaient exactement quel sort le patronat allemand a réservé à leurs homologues. En voici un bref aperçu, d'autant plus crédible qu'il provient d'une personne qui n'est pas vraiment connu pour son engagement au côté des travailleurs, Hervé Gattegno, rédacteur en chef au "*Point*", qui intervient sur les ondes de RMC pour sa chronique politique. Voici ce qu'il en dit du "*mythe*" allemand cher aux dirigeants de l'UMP et du PS notamment.

Par exemple ? Qu'est-ce qui vous paraît critiquable dans le modèle allemand ?

Il faut se méfier de la présentation qu'en font les politiques français. Le grand mythe de la réussite allemande, c'est sa croissance économique et la rigueur de ses finances publiques. La vérité, c'est que sa croissance est presque au niveau de la nôtre (proche de zéro) et que la dette allemande est la plus élevée d'Europe - ce qui nuance la légende de la rigueur teutonne. Ce qui est souvent mis en avant, c'est la fiscalité. Il est exact que le taux d'imposition des entreprises a été réduit et qu'il est légèrement inférieur à celui pratiqué en France - mais pas pour les PME, qui sont moins taxées en France. Et pour les particuliers, il y a bien un bouclier fiscal en Allemagne (à 42 %), mais vu l'impopularité de cette mesure en France, on a peine à croire que ce soit un objet d'admiration.

Là où la politique allemande produit des résultats, c'est dans la lutte contre le chômage...

C'est vrai, mais les chiffres sont trompeurs. Il faut savoir que les chômeurs de plus de 58 ans sont écartés des statistiques. Ensuite, les réformes du gouvernement Schröder en 2010 ont effectivement fait reculer le chômage, mais il faut voir à quel prix. En Allemagne, il n'y a plus d'allocation chômage au bout d'un an et le demandeur d'emploi est obligé d'accepter la place qu'on lui propose, y compris des emplois sous-payés. C'est vrai aussi que le chômage partiel a permis d'éviter beaucoup de licenciements, mais le résultat, c'est qu'il y a 6,5 millions de salariés pauvres en Allemagne - et pas de salaire minimum dans les services. Sans compter une politique familiale inexistante, qui fait que les femmes doivent choisir entre travailler ou élever des enfants ; ce qui explique que la natalité soit en berne.

Quelle conclusion en tirez-vous ? Que la convergence franco-allemande, que préconise Nicolas Sarkozy, est une illusion ?

C'est au moins un trompe-l'oeil. Les différences entre nos deux pays sont économiques et sociales, mais aussi politiques et culturelles. Paradoxalement, les syndicats ont un poids bien plus grand en Allemagne, mais la condition des salariés est mieux préservée en France. C'est là où les clichés peuvent avoir une réalité : peut-être que les Allemands acceptent plus facilement ce contre quoi nous, Français, avons tendance à résister. Et sans doute que ce que nous envions le plus, dans le modèle allemand, ce sont les résultats qu'il produit - et non les efforts qu'il nécessite. (Lepoint.fr 24.01)

Démontage d'une manipulation économique.

(Dans ce genre d'articles, l'auteur commence par énoncer une affirmation qu'il va ensuite s'employer d'étayer, mais comme il n'a pas vraiment conscience de l'idéologie à laquelle il adhère, il ne va pas s'apercevoir, en tout cas pas toujours, que certains faits ou arguments qu'il avance sont en contradiction avec l'affirmation qu'il soutenait au départ.

Dans le cas où il s'agira pour lui de justifier une position ou une mesure à laquelle il adhère ou qu'il soutient, il développera sa démonstration sans même s'apercevoir des contradictions qu'elle contient, mais qu'un lecteur attentif ou avisé détectera facilement.

Dans le cas présent, il est convaincu mordicus à la fois qu'il est possible de réguler les produits dérivés et que les dirigeants de l'UE ont véritablement la volonté d'y parvenir. Voyons ce qu'il en est réellement, ajoutons que parfois, assez souvent tout de même, il suffit d'un seul mot pour que la totalité de sa démonstration tombe à l'eau et révèle sa véritable intention, dans quelle direction erronée il avait voulu entraîner ses lecteurs.)

Les ministres des Finances des 27 pays de l'Union européenne se sont mis d'accord mardi pour réguler les produits dérivés, accusés d'avoir contribué à la crise sur les marchés financiers, suite à un compromis avec la Grande-Bretagne qui traînait des pieds.

(Le cadre est posé. - ndlr)

"*Une étape très importante a été franchie avec cet accord unanime des ministres des Finances sur la régulation*", a déclaré à la presse le commissaire européen chargé du secteur des services financiers, Michel Barnier, à l'issue de la réunion ministérielle à Bruxelles.

(Le superlatif absolu employé en tout début de phrase renforcé par l'idée d'unanimité, contribue à donner aux lecteurs la conviction qu'un fait important vient de se produire, qu'une question vient d'être réglée une fois pour toute. Nous verrons par la suite qu'il n'en est rien. - ndlr)

"*Nous sommes dans les temps pour respecter nos engagements au sein du G20*" sur ce sujet, s'est-il réjoui, ajoutant qu'il espérait parvenir "*dans quelques jours*" à un accord sur la question avec le Parlement européen, appelé aussi à co-décider.

(Nous sommes là en présence d'un grossier mensonge implicite camouflé par une vérité sans importance. Le grossier mensonge consiste à faire croire implicitement que tous les pays du G20 accepteraient que les produits dérivés soient sévèrement réglementés ou controlés, alors que les Etats-Unis y sont farouchement opposés. C'est la raison pour laquelle Barnier a commencé par une vérité sans intérêt, ils sont "*dans les temps*", ce dont tout le monde se fout, les Américains en premier. L'accord probable des pantins du Parlement européen étant acquis d'avance. - ndlr)

Bruxelles veut obliger tous les produits dérivés, y compris ceux échangés de gré à gré, à passer par des chambres de compensation, des organismes qui assurent le bon déroulement des opérations et jouent le rôle de fonds de garantie.

(On verra ci-dessous que Bruxelles n'est pas en mesure d'"*obliger*" quoi que ce soit à qui que ce soit en la matière. -ndlr)

"*Le tout dernier point sur lequel nous devions réunir un accord était celui du rôle de la supervision de ces chambres de compensation*" en Europe, a expliqué M. Barnier.

(Et c'est là que le dérapage se produit. Deux éléments de sources diverses pour le prouver.

- Improprement qualifiée de "*chambre de compensation*", Clearstream est l'un des deux organismes européens de règlement-livraison -sa principale activité- par lequel plus de 2.000 banques, institutions financières ou encore banques centrales du monde entier s'échangent leurs actions et leurs obligations. (AFP 28.01.2010 ; source : www.paradisfj.info)

Je rectifie l'imprécision de l'AFP, Clearstream est bien une chambre de compensation (source : Wikipedia)

- Mais une chambre de compensation ne constitue pas une panacée, et même si cela ne saute pas aux yeux, la protection qu'elle offre à ses participants s'accompagne d'inconvénients non négligeables pour ceux qui sont en dehors. (...)

La chambre de compensation accroît également la transparence, parce qu'elle peut faire état de son exposition agrégée au régulateur pour qui il est plus facile de réguler une chambre de compensation centrale que toute une série de banques au fonctionnement opaque – ce qui devrait renforcer le système financier.

Mais les risques, dont beaucoup sont systémiques et souvent importants, demeurent. Malheureusement, la structure même des chambres de compensation les camoufle.

Autre facteur préoccupant : en équilibrant pertes et gains la chambre de compensation peut réduire les risques encourus par ses participants, mais elle ne fait souvent que les transférer aux créanciers extérieurs ; et elle ne supprime pas le risque fondamental auquel est confronté l'ensemble du système financier. (l'auteur de cet article en fait ensuite la démonstration -ndlr)

Les régulateurs veulent faire davantage appel aux chambres de compensation ou même exiger que l'on passe par elles pour ce type d'accords financiers. Elles offrent beaucoup d'avantages, notamment une plus grande transparence, une meilleure fixation des prix et tendent à une meilleure régulation. Mais les régulateurs surestiment globalement leurs avantages. Trop de réduction du risque systémique se réduit à un transfert de risque. (source : http://lecercle.lesechos.fr)

Pour conclure, si tel n'était pas le cas ou qu'il n'était pas possible de déroger d'une manière ou d'une autre à cette

L'accord a été obtenu grâce à un compromis avec Londres qui contestait le pouvoir de l'autorité de régulation financière européenne (ESMA), étant donné que la City contrôle 75% du marché européen des dérivés et 50% du marché mondial. La chambre de compensation LCH.Clearnet, parmi les premières d'Europe, est basée à Londres.

(Je ne suis pas un expert de la finance, mais compte tenu de ce qu'on a lu plus haut, on peut penser que la City liée à la Fed a accepté ce "*compromis*" en accord avec les financiers américains, et qu'elle procèdera au "*transfert du risque*" de l'autre côté de l'Atlantique, et le tour est joué ! - ndlr)

Les droits de vote sur les procédures d'autorisation des chambres de compensation sont plus favorables aux Britanniques que précédemment, tout en maintenant le rôle de l'ESMA, auquel le Parlement européen est attaché.

(En économie plus encore qu'en politique, c'est le plus puissant ou celui qui détient le pouvoir qui dicte sa loi et les autres s'y plient, donc nous sommes là en présence d'un euphémisme qui sert à camoufler la capitulation de l'UE devant l'impérialisme américain. - ndlr)

Dans un communiqué, un responsable de l'ONG Oxfam, Marc Olivier Herman, a qualifié l'accord entre Etats européen de "*bonne nouvelle*", soulignant notamment que "*les dérivés sur les marchés de matières premières alimentaires devraient être beaucoup plus transparents*", et a appelé à un accord rapide avec le Parlement européen sur la question. (AFP 24.01)

(Cet épilogue misérable est conforme à la nature et la mission des ONG, ainsi tout est dans l'ordre des choses. - ndlr)

Démontage d'une manipulation syndicale.

A la tête de la CGT depuis 13 ans, Bernard Thibault, artisan d'une évolution du premier syndicat français vers plus d'ouverture et d'indépendance à l'égard du politique, a annoncé mardi qu'il ne briguerait pas un nouveau mandat en 2013.

En 13 ans, M. Thibault a réussi à modifier l'image de la centrale qu'on appelait autrefois la "*courroie de transmission du PCF*", une oeuvre qu'il a poursuivie dans le sillage de son prédécesseur, Louis Viannet.

Plusieurs chantiers de réforme ont été lancés dont certains plutôt couronnés de succès comme la réforme des cotisations ou le rapprochement depuis 2006 avec l'autre grand syndicat, la CFDT. (AFP 24.01)

Avez-vous remarqué que chaque fois qu'on entend parler "*d'indépendance à l'égard du politique*" cela se traduit par une dépendance plus grande envers le capitalisme ou le régime (l'Etat), leur idéologie, cela vaut pour les syndicats, les partis comme pour la Banque de France par exemple.

Que cache l'affirmation selon laquelle M. Thibault la CGT ne serait plus la "*courroie de transmission du PCF*" ? La CGT n'est plus la "*courroie de transmission du PCF*" dans sa version purement stalinienne, elle est devenue la "*courroie de transmission du PCF*" stalinisé reconverti sans effort au social-libéralisme, ce que confirme son rapprochement avec la CFDT, CQFD.

INFOS EN BREF

Politique

Syrie

Le Conseil national syrien (pro-occidental) poursuit son lobbying pour que la Ligue arabe transfère le dossier syrien au Conseil de sécurité des Nations Unies. Cependant, le rapport des observateurs de la Ligue est susceptible d'infirmer la version atlantique des événements et de confirmer la version de l'administration el-Assad. C'est pourquoi le Conseil national syrien a annoncé qu'il préparait un contre-rapport que la Ligue pourrait substituer au document officiel pour saisir le Conseil de sécurité en faveur d'une intervention militaire internationale.

Le Figaro a donné le signal d'un retournement complet de la presse française. Celle-ci n'accuse plus l'administration el-Assad d'avoir tendu un guet-apens au journaliste Gilles Jacquier pour l'assassiner, mais affirme qu'il a été victime d'une « *bavure des insurgés* ». Cette interprétation n'est pas plus étayée que la précédente et reflète uniquement la volte-face de l'administration Sarkozy. Très préoccupée par les révélations sur l'appartenance de M. Jacquier aux services de renseignement militaires et sur l'implication de la France dans l'enlèvement des ingénieurs iraniens, Paris a décidé de clore le dossier pour étouffer ces affaires.

- L'armée syrienne a repris la localité de Zabadani durant la nuit. Selon la Deutsche Press Agentur, qui suit l'affaire de près, elle aurait été aidée par des combattants du Hezbollah libanais venus en renfort. Pas du tout, affirme As Safir, l'armée a expérimenté une nouvelle technique : elle a abandonné la localité le jour pour y encercler les rebelles. Elle a attendu la nuit pour que la population soit à l'abri, avant de lancer une attaque et de reprendre le contrôle du bourg. Cette méthode est efficace car les bandes armées n'ont pas de soutien dans la population.

Étrangement, sur les photos des rebelles posant à Zabadani, on remarque qu'ils sont équipés de fusils d'assaut allemands.

- Le Los Angeles Times n'admet pas le soutien russe à la Syrie. Son reporter à Moscou interprète cette politique comme un pur réflexe anti-occidental de Vladimir Poutine.

- Alors que plusieurs attentats kamikazes ont endeuillé Damas, l'ambassade des États-Unis a souhaité, pour se protéger, que la municipalité barre la rue passante où elle se trouve. Cependant, les autorités syriennes, qui estiment que les attentats d'Al-Qaida sont commandités par les Occidentaux, ont refusé pensant que les États-Uniens étaient les seuls à ne rien avoir à craindre. Le Washington Post déplore que le personnel US soit en danger et qu'il faille donc fermer la représentation diplomatique.

- Kamal al-Labwani, un opposant ayant bénéficié d'une amnistie en novembre, a participé à une manifestation anti-Assad à Amman. Il a accordé un entretien à Associated Press et au Moustaqbal. Il appelle les minorités religieuses à ne pas craindre une révolution sunnite et garantit que le prochain régime sera séculier et reconnaîtra leurs droits.

- Al-Watan (Qatar) révèle que l'émir Hamad a saisi l'Organisation de la Conférence islamique pour que son secrétaire général, le Turc Ekmeleddin Ihsanoglu, invite la Ligue arabe à transmettre le dossier syrien au Conseil de sécurité de l'ONU si la répression se poursuit. L'OCI –comme le Conseil de coopération du Golfe et la Ligue arabe– avait déjà soutenu la guerre contre la Libye. (Réseau Voltaire 22.01)

Social

1- Forum social mondial

Le Forum social mondial, principal événement anti-capitaliste de la planète, s'ouvre mardi à Porto Alegre (sud du Brésil) avec une marche devant réunir des milliers de manifestants.

Ce Forum social "*thématique*" doit préparer le Sommet des peuples que les mouvements sociaux organiseront en marge de la Conférence de l'ONU sur le développement durable en juin à Rio de Janeiro (Rio+20) qui réunira des chefs d'Etat du monde entier.

Il se tient à la veille du Forum économique de Davos qui réunira les dirigeants politiques et industriels des pays riches.

Cette année, la grande nouveauté du forum sera la participation des nouveaux mouvements de protestation comme le Printemps arabe, Occupy Wall Street, les Indignés et les étudiants du Chili. (AFP 24.01)

Que dit-on de deux forums financés par les mêmes sources (les multinationales (Ford, Coca Cola notament), donc les banquiers américains) ? Qu'ils sont complémentaires, qu'ils font partie de la même famille, qu'ils appartiennent au même monde, le vieux monde pourri qu'il nous faut liquider. Le Forum social mondial et le Forum de Davos sont les deux faces de la même pièce : la contre-révolution.

2- Espagne

Le groupe sidérurgique ArcelorMittal a annoncé mardi la fermeture de son aciérie de Madrid (325 personnes) au cours d'un comité d'entreprise européen extraordinaire, a indiqué à l'AFP le représentant du syndicat français CFDT à ArcelorMittal.

Quelque 630 salariés sur un total de 6.000 quitteront la filiale tchèque du sidérurgiste à Ostrava (nord-est) d'ici à la fin du mois dans le cadre d'un plan de départs volontaires, lancé afin d'augmenter la compétitivité du site, a-t-on ainsi appris mardi auprès du groupe.

Selon les informations communiquées mardi par le groupe sidérurgique, le marché européen aurait une capacité de production de 90 millions de tonnes alors qu'il n'en consommerait que 60 millions.

En Belgique, ArcelorMittal a annoncé l'an dernier la fermeture de deux haut-fourneaux à Liège (sud-est) pour les mêmes raisons. (AFP 24.01)

Economie

1- FMI

Le FMI table désormais sur une croissance mondiale de 3,3% en 2012, contre 4% lors de ses précédentes prévisions. Pour 2013, le Fonds prévoit toutefois une accélération à 3,9%.

Il estime toutefois qu'en cas d'aggravation de la crise européenne, son estimation pour cette année sera amputée d'environ deux points de pourcentage.

Le produit intérieur brut (PIB) des pays de la zone euro devrait reculer de 0,5% cette année avant de recommencer à croître en 2013 (+0,8%).

Pour la France, le FMI table sur une croissance de 0,2% cette année (révisé de +1,4%) et de 1,0% en 2013. Quant à l'Allemagne, elle devrait croître respectivement de 0,3% (révisé de +1,3%) et 1,5%.

Les pays d'Europe centrale et d'Europe de l'Est, qui entretiennent des liens importants avec les économies de la zone euro, seront particulièrement affectés par un ralentissement de la croissance. Les prévisions du FMI s'élèvent pour cette région à 1,1% en 2012 contre une précédente estimation à +2,7%.

Le FMI précise que l'activité économique ralentit mais ne s'effondre pas. Il maintient sa prévision de croissance de 1,8% pour les Etats-Unis cette année, mais réduit sa projection pour le Japon à 1,7% au lieu de 2,3%.

L'activité économique des pays avancés devrait croître de 1,5% en moyenne en 2012 et 2013, une hausse insuffisante pour permettre un reflux marqué du chômage.

En ce qui concerne les économies émergentes, le Fonds prévoit un ralentissement brutal du rythme de croissance, à 5,4% en 2012 contre 6,1% prévu en septembre. Il appelle les Etats concernés à concentrer leurs efforts sur des politiques de stimulation de leurs économies. (endettement. - ndlr)

L'ensemble des pays émergents asiatiques devrait connaître une progression de 7,3% en 2012 contre 8% prévu auparavant.

Au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, la croissance devrait s'accélérer, notamment en Libye. (guerre=destruction=reconstruction. - ndlr) (Reuters 24.01)

2- France

Incapable de faire face à des engagements financiers de 1,75 milliard de dollars (1,3 milliard d'euros) faute d'accord avec ses banques, le raffineur suisse Petroplus a annoncé mardi le déclenchement d'une procédure d'insolvabilité qui menace plus de 2.000 emplois en Europe.

Les négociations menées ces dernières semaines avec les banques ont échoué, a expliqué dans un communiqué le principal raffineur indépendant en Europe, qui avait déjà mis à l'arrêt trois de ses raffineries en Suisse, en Belgique et en France, à Petit-Couronne (Seine-Maritime). (Reuters 24.01)

1- Saisie des banques décrétée par un gouvernement ouvrier révolutionnaire ;

2- Expropriation des patrons ou actionnaires de Petroplus ;

3- Continuité ou reprise de l'activité chez Petroplus sous le contrôle ou par les salariés eux-mêmes avec leurs organisations syndicales.

Première objection : ce n'est pas possible.

Réponse : c'est la seule réponse possible conforme aux intérêts de l'ensemble des travailleurs.

Deuxième objection : argument insuffisant ou ne réglant pas la question à l'ordre du jour.

Réponse : on ne prétend rien régler dans l'immédiat, par contre si l'on ne s'en donne pas les moyens maintenant, ce n'est pas seulement maintenant qu'on ne règlera rien mais toujours. Il faut donc réunir les conditions pour régler ce problème et tous les autres, autrement dit se rassembler pour construire le parti qui dirigera ce gouvernement ouvrier révolutionnaire et imposera les mesures citées plus haut...

Troisième objection : on fait quoi en attendant ?

Réponse : on se déclare en grève illimitée jusqu'à la reprise d'activité garantie par l'Etat puisque en dernière analyse c'est l'Etat qui détient le pouvoir, on élit nos délégués et on se constitue en comité de grève, on occupe l'usine, on en appelle aux syndicats et aux travailleurs des autres raffineries en France et en Europe pour qu'ils nous immitent, on en appelle aux syndicats au niveau national pour qu'ils appellent à la grève illimtée dans tout le pays pour nous soutenir...

Quatrième objection : vous en faites quoi du mot d'ordre *Interdiction des licenciememts* ?

Réponse: devinez ? Plus sérieusement, vous ne pensez pas que la bonne question serait plutôt : Quel gouvernement interdira les licenciements, expropriera les banquiers, prendra le contrôle de l'économie du pays ?

3- Grande-Bretagne

La dette nette britannique a dépassé pour la première fois à la fin 2011 le seuil symbolique des 1.000 milliards de livres (1.200 milliards d'euros), selon des statistiques officielles publiées mardi.

En outre, conformément aux règles budgétaires britanniques, cette somme est calculée en excluant les "effets temporaires" du sauvetage par l'Etat des banques lors de la crise financière de 2008/2009, qui se chiffre en centaines de milliards de livres.

Hors ces interventions, la dette publique britannique représentait fin 2011 64,2% du produit intérieur brut (PIB) contre 59,4% un an plus tôt.

Mais, selon les projections de la Commission européenne, dont les calculs tiennent compte d'une partie de l'argent public engagé dans le secteur financier, cette dette équivaut en fait à 84% du PIB, un pourcentage équivalent à celui de la dette de la France. (AFP 24.01)

4- Etats-Unis

4.1- Mercredi, Obama a annoncé qu'il s'opposait à la création de l'oléoduc transcanadien, Keystone XL, qui devait transporter le pétrole de l'Alberta jusqu'au Texas. Le ministre canadien du pétrole, Joe Oliver, s'est donc immédiatement tourné vers la Chine, tout en déclarant: "*moins compter sur les Etats-Unis, nous aidera à renforcer la sécurité des finances canadiennes.*" "*Les Etats-*

Unis deviennent une source d'incertitude".

Si le Canada ne fait plus confiance à Washington et se tourne vers Pékin, l'Empire vacille.

Jeudi, la Turquie et l'Iran ont annoncé, qu'ils allaient augmenter leurs échanges financiers et améliorer les relations de leurs Banques Centrales.

Vendredi, l'Inde a annoncé qu'elle continuerait à acheter Pétrole et Gaz à l'Iran en remplaçant le Dollar par la roupie. C'est une énorme claque pour la crédibilité d'Obama, qui avait promis des sanctions sévères à ceux qui feraient des échanges avec l'Iran.

La Chine, la Russie, le Japon, l'Inde, la Turquie, la Corée du Sud et l'Iran représentent un bloc financier très important, qui vient d'ouvrir une brèche énorme dans l'autorité de l'Empire américain, qui impose depuis 1973 que les produits pétroliers soient négociés en Dollar.

Les accords bilatéraux Sino-brésiliens, russo-allemands, sino-japonais, turco-iraniens, russo-iraniens, etc., entre les plus gros producteurs et les plus gros consommateurs d'énergie de la Planète, mettent à mal le Dollar américain. Le perte de son statut de monnaie internationale dans les transactions financières et commerciales entre les B.R.I.C. est désormais un fait établi. Le Dollar ne peut que faiblir fortement devant cet état de fait, quelle que soit la crise obligataire actuelle à l'intérieur de l'Europe, qui est montée en épingle mais est relativement secondaire face à l'effondrement de la confiance dans le Billet Vert.

Les banques américaines vont fortement ressentir les effets de cette désaffection pour la monnaie US.

La politique de la canonnière

On peut craindre que les Etats-Unis réagissent violemment au fait que personne n'ait suivi leurs menaces de sanctions contre les partenaires commerciaux de l'Iran. Ils pourraient lâcher la bride à Israël, les laissant attaquer les cibles iraniennes. On se souvient que le porte-avions USS STENNIS avait traversé le Détroit d'Ormuz vers la Mer d'Oman pendant une manoeuvre de la Marine iranienne simulant la fermeture du Détroit. Un général iranien avait alors interdit à ce porte-avions américain de franchir le détroit en sens inverse, pour revenir dans le Golfe Persique.

Officiellement, le STENNIS a été désaffecté de la Ve Flotte et devrait être sur la route du retour vers les USA, pour être remplacé par le USS LINCOLN. Pratiquement, sur son site Face-book, vendredi dernier, le STENNIS montrait une photo où les deux porte-avions naviguent bord à bord, dans la même direction. Les Américains vont ils avoir 3 porte-avions cette semaine face à l'Iran ?

Quoiqu'ils fassent, le Dollar aura perdu de sa superbe et de sa puissance financière. (liesi 22.01)

4.2- Washington (awp/afp) – La Chambre des représentants américaine a adopté mercredi une résolution symbolique désapprouvant le relèvement du plafond de la dette des Etats-Unis demandé par le président Barack Obama pour éviter un défaut de paiement après la date butoir du 27 janvier. Les élus ont approuvé par 239 voix contre 176 cette "*résolution de désapprobation*" du relèvement du plafond de la dette, jusqu'ici fixé à 15'194 milliards de dollars. Le président avait formellement demandé au Congrès jeudi dernier de relever le plafond de la dette car il ne restait plus que 100 milliards de dollars de marge de manœuvre avant d'atteindre la limite autorisée.

En août, après des semaines de bagarre entre les républicains du Congrès et la Maison Blanche, la "*loi de contrôle du budget*" (Budget Control Act) avait relevé une première fois ce plafond de 400 milliards de dollars. Une deuxième augmentation de 500 milliards avait eu lieu en septembre. Un troisième relèvement de 1200 milliards de dollars est prévu pour permettre au gouvernement fédéral de financer son fonctionnement jusqu'à la fin de l'année 2012, soit après les élections. Mercredi, la Chambre a désapprouvé cette action. Mais M. Obama opposera son veto à une telle résolution, qui ne devrait de toute façon pas passer le cap de l'adoption au Sénat, à majorité démocrate. En outre, la loi budgétaire votée en août prévoit que le troisième relèvement du plafond de la dette de 1200 milliards de dollars soit effectué de façon automatique pour éviter un défaut de paiement de Washington.

Le représentant Ron Paul, candidat à l'investiture républicaine pour la présidentielle de 2012, a brièvement interrompu sa campagne en Caroline du Sud pour voter contre le relèvement du plafond de la dette mercredi à Washington. Le vote de mercredi, même s'il est symbolique, marque une reprise des tensions entre les républicains et les démocrates du Congrès après plus de trois semaines de congés de fin d'année, le tout en pleine campagne pour les élections de novembre 2012.

Commentaire : l'agence de notation S&P avait dégradé la note des Etats-Unis pour un problème similaire, il y a quelques mois, en arguant que la mésentente entre républicains et démocrates sur le plafond de la dette était à l'origine de cette décision… (liesi 23.01)

5- Inde

La Banque de Réserve d'Inde (RBI) a ramené le taux des RO (Réserves obligatoires -ndlr) à 5,50% et maintenu à nouveau son taux d'intervention à 8,50%, un statu quo qui était attendu. La banque centrale avait augmenté les taux à 13 reprises de mars 2010 à octobre 2011.

La réduction des RO libérera autour de 320 milliards de roupies (6,4 milliards de dollars) dans le système bancaire.

"*L'équilibre croissance-inflation de la politique monétaire penche désormais du côté de la croissance, tout en s'assurant que les tensions inflationnistes restent contenues*", a déclaré Duvvuri Subbarao, gouverneur de la RBI.

Le taux d'inflation annuel, mesuré par l'indice des prix de gros, a ralenti à un plus bas de deux ans de 7,47% en décembre, grâce à une forte décrue des prix alimentaires.

Les répercussions du taux de change sur l'inflation sont également une préoccupation de la RBI. La baisse de 16% de la roupie en 2011 crée de l'inflation importée.

La RBI a par ailleurs abaissé, comme prévu, sa prévision de croissance pour l'exercice budgétaire clos fin mars, à 7% contre 7,6%, et 8,5% constatés durant le précédent exercice budgétaire. Elle n'a pas modifié son objectif d'inflation qui est de 7%. (Reuters 24.01)

Haut de page

Le 26 janvier

CAUSERIE

Un courriel du Cermtri. « *Lénine à Longjumeau* », une exposition à voir

- "Près de 100 personnes ont assisté le samedi 21 janvier au CERMTRI au débat autour du livre de Jean-Jacques Mari « *Lénine, la révolution permanente* ». La discussion a été introduite par François de Massot qui a expliqué ce titre : Lénine n'a jamais été partisan de la révolution par étapes contrairement à ce qu'ont affirmé les staliniens – même si c'est Trotsky qui a développé la théorie de la révolution permanente.

Ainsi, en septembre 1905, Lénine déclarait : « *De la révolution démocratique nous passerons aussitôt, selon le degré de notre force et la force du prolétariat conscient et organisé, à la révolution socialiste. Nous sommes pour la révolution permanente. Nous ne nous arrêterons pas en chemin.* » (p.97-98) Lénine a consacré toute sa vie à la construction d'un parti révolutionnaire, c'est ce qui explique la place qu'il a donnée à la formation des militants et le rôle qu'a eu « *l'école de Longjumeau* » en 1911.

Vous pouvez venir voir au CERMTRI (aux heures d'ouverture du centre) jusqu'au mercredi 8 février 2012 l'exposition « *Lénine à Longjumeau* » qui a été réalisée par des militants de cette ville."

Ce n'est pas beaucoup 100 participants à cette conférence/débat, c'est mieux que rien certes. Je n'ai pas lu ce livre. Je ne sais pas si l'auteur a fait le lien avec Marx (et Engels) qui le premier avait fait référence à la révolution permanente, Lénine et Trotsky reprenant cette stratégie à leur compte dès le début du XXe siècle. Je ne sais pas non plus s'il a fait des parallèles avec *La révolution permanente* de Trotsky.

A propos de la "*révolution par étapes*", à la page 33 (version Internet en pdf), Trotsky écrivait :

- "*Grâce à son ampleur, l'expérience bolchevique de 1905-1917 a fermé définitivement la porte à la "dictature démocratique". De sa propre main Lénine a inscrit sur cette porte "Condamnée". Il a exprimé cette idée en quelques mots: le paysan ne suit que le bourgeois ou l'ouvrier.*", ce qui signifie en la transposant à notre époque, en remplaçant la paysannerie qui a pratiquement disparu par la petite-bourgeoisie, qu'entre la dictature du capital et la dictature du prolétariat, il n'y a pas de place pour une étape intermédiaire "*démocratique*", aucune autre classe que la classe ouvrière n'est capable de mener à son terme le renversement du régime en place, ce qui ne veut pas dire que la révolution ne connaîtra pas des périodes plus ou moins longues de flux et de reflux avant de finalement triompher, comme ce fut le cas en 1917. Aucune autre classe que la classe ouvrière ne peut revendiquer la direction de la révolution socialiste (mondiale), car c'est la seule classe indépendante de la bourgeoisie par la position qu'elle occupe dans les rapports sociaux de production.

D'autant plus qu'à notre époque de décomposition avancée du capitalisme, il est impossible de satisfaire la moindre revendication sociale collective sans remettre en cause simultanément les fondements du capitalisme. Imaginez que demain

vous passiez le smic et la retraite minimum à 1700 euros nets par mois, que vous annuliez toutes les lois anti-ouvrières votées depuis 1958, que vous rendiez gratuit l'accès aux soins, à l'école et à l'université, que vous diminuiez les loyers de 40 ou 50%, etc. ce qui n'a rien d'exceptionnel ou de farfelu, et c'est l'ensemble de l'économie fonctionnant selon les lois du capitalisme qui s'écroule, les entreprises ne seraient plus compétitives, etc. d'où la nécessité de mettre fin aux rapports de production capitalistes immédiatement pour éviter le chaos qui profiterait à la réaction.

L'expropriation des banquiers et des grands capitalistes (sans indémnités), la fermeture de la Bourse et le monopole du commerce extérieur réalisé par l'Etat ouvrier (notamment), sont des mesures indispensables pour à la fois satisfaire nos revendications sociales, commencer à réorganiser la production et la distribution des richesses produites sur la base des besoins réels de la population, sachant qu'il sera possible de réduire les inégalités pour les rendre supportables à tous, le chômage, la précarité et la pauvreté auront disparu, par contre il sera impossible de les faire disparaître totalement, de même que le capitalisme n'aura pas totalement disparu, ces objectifs ne pouvant être atteints qu'au niveau mondial, une fois le capitalisme totalement éradiqué de la surface de la terre, c'est aussi cela la révolution permanente : à la première étape le socialisme, à la seconde le communisme qui coïncidera avec l'extinction des classes, des Etats et des frontières, la fin du règne de la nécessité caractérisée par l'exploitation de l'homme par l'homme, enfin l'homme commencera à écrire consciemment sa propre histoire, libéré des chaînes de la servitude humaine.

Tirez le rideau !

1- Etat d'âme de La Talonnette.

L'évocation par Nicolas Sarkozy auprès de journalistes de sa possible défaite à la présidentielle relève davantage d'une "*opération d'intox*" destinée à "*rebondir*" que d'un véritable "*abattement*", estiment mercredi de nombreux éditorialistes. (AFP 25.01)

Il est battu d'avance et il le sait, sauf coup de théâtre de dernière minute, encore faut-il qu'il se représente. Car au point où il en est, à l'UMP ils pourraient envisager de présenter un autre candidat, Juppé par exemple, resterait-il encore à justifier ce forfait de dernière minute qui ne plomberait pas la candidature de Juppé. Cela ne s'est jamais vu mais pourquoi pas. A moins que leurs amis du Fouquet's jugent préférable qu'il se sacrifie au profit de Hollande, qui malgré ses incartades en direction de la finance, rentrera dans le rang comme Blum et Mitterrand une fois élu, ils se chargeront de lui faire comprendre si nécessaire, en réalité, ce ne sera même pas nécessaire, Hollande est un agent du capital. On s'en fout vous me direz, bien sûr.

2- Un extrait de ce qu'il aurait dit en "*off*" en Guyane.

« *Oui, j'en ai la certitude. J'ai 56 ans, je fais de la politique depuis trente-cinq ans, j'ai un métier, je changerai complètement de vie, vous n'entendrez plus parler de moi si je suis battu*.» Cette phrase est bien de Nicolas Sarkozy, évoquant pour la première fois son possible échec à la présidentielle. C'était samedi à Cayenne, lors du déplacement du chef de l'Etat en Guyane où il présentait ses vœux à l'Outre-mer. Le président français s'est entretenu à bâtons rompus pendant trois heures avec une dizaine de journalistes. Une conversation qui devait rester « *off* » - cela signifie que les journalistes peuvent utiliser les propos d'une source sans en révéler l'identité - mais qui a finalement été dévoilée par l'AFP puis par *Libération* hier après-midi.

L'après-Elysée, le président l'avait d'ailleurs déjà évoqué en 2008 : « *Je fais ça pendant cinq ans et, ensuite, je pars faire du fric, comme Clinton. 150 000 euros la conférence !* » (elle.fr 25.01)

T. Blair en a fait autant, ils le font tous.

3- C'est "*cuit*" !

Le *Canard enchaîné* de mercredi rapporte le désarroi de nombreux ministres après le meeting socialiste du Bourget. Et notamment celui du Premier d'entre eux. «*Si Nicolas ne déclare pas tout de suite sa candidature, c'est cuit. Sa stratégie de président au-dessus de la mêlée a échoué. Il n'a que 15 jours pour renverser la tendance. Après...*», aurait déclaré François Fillon. Tout est dans les points de suspension. (20minutes.fr 25.01)

Pas crédible et c'est encore rien de le dire !

Sondage CSA pour 20 Minutes, BFMTV et RMC. Sur les thématiques économiques, la défiance des Français est très importante : 28 % des sondés ne font confiance à aucun des candidats ou des probables candidats dans la lutte contre le chômage (une méfiance qui atteint 30 % sur la dette ou encore 29 % sur la défense du pouvoir d'achat…). (20minutes.fr 25.01)

En réalité, personne n'y croit !

Comment peut-on croire que des questions non résolues depuis bientôt 30 ans pourraient l'être par les mêmes partis ou ceux-là mêmes qui ont déjà gouverné le pays ? Si CSA avait commencé par poser cette questions aux personnes qu'ils ont interrogées,

ce ne serait pas 28, 29 ou 30% qui se diraient désabusées mais 90% ou plus.

Leur sondage est conçu de telle sorte que chacun ait l'illusion que la réponse à leurs problèmes existe dans le cadre de l'ordre établi que ces partis ou ces philistins représentent. C'est le but de la manoeuvre.

Un véritable cauchemar ! Et "*maintenant le capitalisme lui-même*".

Extrait d'un article de Slate.fr titré : *Comment sauver une nouvelle fois le capitalisme?*

Au moment où s'ouvre la grand-messe annuelle du capitalisme à Davos, le magazine Time dresse un tableau très sombre du système économique mondial et affirme que sans profonde réforme le capitalisme est en danger car il s'aliène les peuples partout sur la planète.

«*Tandis que la crise économique mondiale entre dans sa quatrième année, tout ceux qui pouvaient être blâmés l'ont été. Les banquiers irresponsables. Les dirigeants d'entreprises avides. Les régulateurs incompétents. Les politiques incapables d'agir. Les travailleurs chinois sous-payés. Les travailleurs grecs sur-payés. George W. Bush. Ben Bernanke. Angela Merkel. Les agences de notation…*» Et maintenant le capitalisme lui-même.

Time souligne que c'est logique. Le capitalisme est incapable aujourd'hui d'apporter ce qu'il est sensé offrir: récompenser le mérite, donner des opportunités et rémunérer le travail et le talent. Au contraire, depuis 2008, le capitalisme a tourné le dos à la méritocratie et bénéficie seulement aux privilégiés. (le balayeur du Bronx a le salaire et les conditions de vie qu'il mérite en temps normal, de même que le parasite milliardaire qui se vautre dans la luxure. Ce qui est "*logique*" aussi pour le Time, c'est que le capitalisme soit déclaré indépassable et donc éternel ! - ndlr)

«*L'écart entre les riches et les pauvres s'est élargi partout. Dans un rapport de 2011, l'OCDE souligne que les inégalités de revenus dans les 22 pays étudiés ont augmenté de 10% en moyenne depuis le milieu des années 1980 et que la situation s'est dégradée dans 17 pays. Le libre-échange a conduit à une mondialisation qui a forgé un marché du travail international qui met en concurrence directe les étudiants américains et indiens et met sur la touche ceux qui ne peuvent pas lutter.*»

(le capitalisme repose sur des contradictions explosivent à terme, incompatibles avec sa survie. - ndlr)

Alors bien sûr, le capitalisme n'en est pas à sa première crise. L'immoralité et la brutalité du système sont dénoncées depuis le XIXe siècle. Pour autant, le capitalisme a vaincu le communisme et inclut dans son orbite à peu près toute la planète. Son secret, c'est un système dynamique. Comme la vie, il s'adapte, encore et toujours. Et la question aujourd'hui n'est pas «*s'il doit être réformé, mais comment… Les souffrances de la grande dépression ont donné naissance au mouvement pour rendre le capitalisme plus juste et plus stable avec une plus grande protection et régulation des gouvernements. Le New Deal aux Etats-Unis et l'Etat providence en Europe. La stagflation des années 1970 a conduit le capitalisme vers plus d'innovation et de productivité*».

(le capitalisme n'a jamais "*vaincu*" le communisme, puisque le communisme n'a jamais existé à l'échelle de la planète, auquel cas les frontières, les Etats et les classes, les riches et les pauvres auraient disparu, on s'en serait porté si bien qu'il ne serait jamais venu à l'idée de personne de les faire renaître.

Quant aux"*souffrances de la grande dépression*, excusez du peu, elle s'est traduite par plus de 45 millions de morts dans le monde, davantage de blessés, plus encore de vie et de famille brisée pour toujours, le Time le minimise car finalement elle a été profitable aux capitalistes américains à qui il doit encore son existence, on pourrait ajouter toutes les autres guerres (Corée, Vietnam, etc.) qui ont marqué la période entre 1945 et le début des années 70.

Mais au fait, n'était-ce pas les impérialistes français, britannique et américain qui avaient saigné à blanc l'économie allemande au lendemain de la Première guerre mondiale au titre des "*réparations de guerre*" imposées au vaincu ? Par la suite, pour lui éviter de sombrer totalement et d'emboîter le pas à la Russie passée sous le pouvoir du parti bolchevik, n'était-ce pas l'impérialisme américain qui avait investi des milliards de dollars dans l'économie allemande... jusqu'en 1929, date à laquelle Hitler n'était pas encore parvenu au pouvoir, avant de rapatrier ces capitaux aux Etats-Unis et de plonger l'économie allemande dans un marasme épouvantable favorisant l'arrivée de Hitler au pouvoir, on connaît la suite ?

Au passage, le Time ne peut nier l'existence de la lutte des classes (Etat providence) en réaction et d'une certaine manière comme frein à la dérive totalitariste du capitalisme. L'amalgame auquel il se livre entre "*le New Deal aux Etats-Unis et l'Etat providence en Europe*" n'est pas anodin ou une erreur d'appréciation ou encore le produit d'une confusion dans la tête du rédacteur du Time, non, il s'agit de mettre au compte du capitalisme pour l'embellir ou lui donner un visage plus présentable, plus humain, les avancées sociales qui étaient uniquement le produit de la lutte de classe du prolétariat en Europe, et dans une certaine mesure la condition de la reconstruction des Etats et du capitalisme sur le versant occidental de ce continent.

Pour finir, la situation que nous connaissons aujourd'hui est le produit de la politique mise en avant par l'impérialisme dès le début

ou le milieu des années 70, relayée par la suite à des degrés divers dans chacun des Etats en Europe. Ce sont les conséquences de ce processus entamé il y a 40 ans que nous observons et que nous subissons, conclusion à laquelle le le Time ne peut adhérer, qu'il ne peut pas reconnaître et livrer à ses lecteurs, car il s'agit d'un réquisitoire à charge et sans appel possible contre le capitalisme. -ndlr)

Comme au lendemain de la crise des années 1930, Time suggère que le balancier revienne vers un plus grand contrôle des excès. Il faut rétablir ce que la mondialisation a effacé, retrouver un équilibre des pouvoirs économiques et politiques et rendre les dirigeants des banques et des entreprises responsables. Les risques pris jamais sanctionnés et les rémunérations pharaoniques injustifiées «détruisent la justification morale de l'existence d'un système capitaliste construit sur le mérite».

(Puisque rien ni personne ne peut justifier l'existence d'un système économique basé sur l'exploitation de l'homme par l'homme, sur le vol de la force de travail des producteurs (manuels et intellectuels), sur des conditions objectives, matérielles, palpables et vérifiables, ils inventent une valeur subjective sur laquelle chacun devrait se pencher désormais, le mérite, valeur laissée à l'appréciation de chacun, sur laquelle les opposants au capitalisme devraient discourir à l'infini tel des métaphysiciens, pendant que les capitalistes continueraient tranquillement de vaquer à leurs affaires, le monde continuant sa marche vers l'abîme, ce dont se fout le Time évidemment. L'un mériterait d'être pauvre ou miséreux bien qu'il travaille, sans exploiter personne, et l'autre mériterait d'être riche en dormant, en exploitant la planète entière. Cette "*justification morale*" est conforme à la doctrine de l'Eglise. - ndlr)

Des idées qui sont proches de celles mises en avant par l'éditorialiste pourtant conservateur du New York Times David Brooks, qui appelle à la naissance d'un concept qui nous rappelle quelque chose en France : le «*free market socialism*» (le socialisme de marché). (slate.fr 25.01)

(Cela pourrait très bien être aussi le "*socialisme de marché*" à la chinoise, la négation du socialisme ! - ndlr)

Actualité en titres

Cause et effet.

- Nouveau record pour le chômage en France depuis 12 ans - Reuters

- Les ventes de l'anti-douleurs Tramadol en hausse de 30% sur un an - Liberation.fr

Frénésie !

- 377 900 par jour : le nombre d'iphones vendus au cours du dernier trimestre 2011 (plus que le nombre de naissances dans le monde) - Atlantico.fr

Tout fout le camp !

- La dernière fabrique française de bérets basques en redressement judiciaire - AFP

- La France a perdu un cinquième de ses vergers en dix ans AFP

D'une maison close à l'autre...

- Une gendarmerie de l'Essonne squattée par des Roms évacuée - Liberation.fr

- Prostitution : un célèbre club libertin contraint de fermer - LeFigaro.fr

Dictature américaine.

- Des commandos américains libèrent deux otages en Somalie - Reuters

- Le responsable de la tuerie d'Hadita, en Irak, n'ira pas en prison - LeMonde.fr

INFOS EN BREF

Politique

Bahreïn

Des affrontements ont opposé la police et des manifestants dans plusieurs localités chiites de Bahreïn où 41 policiers et plusieurs manifestants ont été blessés, ont indiqué mercredi les deux bords.

Dans un communiqué, le ministère de l'Intérieur a affirmé que la police anti-émeutes avait été attaquée mardi soir par "*des hommes et des femmes masqués*" et armés de pierres et de cocktails Molotov, notamment à Duraz, Sanabis, Dair et Al-Ekr.

Ces attaques "*reflètent une grave escalade dans les tactiques violentes de groupes et individus qui soutiennent l'opposition*", a ajouté le ministère, faisant état d'au moins 41 policiers blessés. (AFP 25.01)

Social

1- France

Le chômage a poursuivi sur sa lancée, en décembre, avec une augmentation de 1% du nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A par rapport au mois précédent. Soit 29 700 personnes supplémentaires n'exerçant aucune activité professionnelle. Sur un an, ce chiffre a augmenté de 5,6%.

En incluant les personnes ayant une activité partielle (catégories B et C), le chômage a crû de 0,6% entre novembre et décembre 2011. Plus de 4,2 millions de demandeurs d'emplois sont inscrits dans les trois premières catégories.

Les catégories D et E, concernant les chômeurs bénéficiant d'une formation, d'un stage ou d'un emploi aidé, augmentent respectivement de 2,3% ou de 2,1%. Ce qui peut indiquer une augmentation du recours à ces de la part des pouvoirs publics, ou une conséquence de l'augmentation du nombre de plans sociaux, accompagnés de dispositifs publiques de reconversion.

La hausse a particulièrement touché les plus de 50 ans, qui sont 2% de plus en catégorie A (16% sur un an). Ils représentent plus de 20% des inscrits à Pôle Emploi. Les moins de 25 ans sont aussi plus concernés que la moyenne : +1,3% sur le mois.

La hausse concerne de manière égale les chômeurs de courte et de longue durée (+0,6%).

Les fins de contrats précaires (CDD ou intérim) représentent toujours le premier motif d'inscription à Pôle Emploi, avec près d'un tiers des cas. Bien moins importants en nombre, les licenciements économiques bondissent néanmoins de 5,7%, de mauvais augure après les +11% du mois précédent. (liberation.fr 25.01)

2- UE. En famille.

La Confédération européenne des syndicats (CES) a appelé mercredi à Bruxelles à "*une journée d'action européenne*" le 29 février, à la veille d'un sommet des dirigeants européens consacré au nouveau traité visant à renforcer la discipline budgétaire au sein de l'UE.

"*Le mot d'ordre de la journée d'action sera +Trop, c'est trop ! Les mesures d'austérité ne sont pas la seule réponse à la crise+*", a déclaré Bernadette Ségol, la secrétaire générale de la CES, après une réunion extraordinaire de son comité de direction.

Le "*seul objectif de ce traité est de réduire au maximum les déficits publics quels qu'en soient les impacts sociaux. On ne peut pas continuer à imposer des mesures qui ne marchent pas, qui enfoncent les pays dans la crise et appauvrissent de plus en plus de monde*", a dénoncé Mme Ségol.

"*C'est au contraire une politique de relance par l'investissement qui doit être privilégiée*", a-t-elle précisé.

Les principaux délégués de la CES -Brendan Barber (patron du syndicat britannique TUC), Bernard Thibault (CGT française) et Annelie Buntenbach (DGB allemande)- sont montés mercredi midi sur une tribune dressée devant le bâtiment du Conseil européen pour "*démontrer l'unité des syndicats européens*" sur ce dossier. Ils avaient été auparavant reçus par le président du Conseil européen, Herman Van Rompuy.

"*Le diagnostic que font tous les syndicats est unanime quant à la dégradation sociale dans l'ensemble de l'Europe*", a déclaré M. Thibault, qui représentait les syndicats français membres du CES (notamment la CFDT et FO).

Le choix de la forme (manifestations, grèves...) que prendra la Journée d'action du 29 février a été laissé aux différentes confédérations nationales. (Reuters 25.01)

La CES est un syndicat formidable, non ? Pas vraiment.

Pour vérifier que l'agence Reuters n'avait rien oublié au passage, je me suis connecté au portail de la CES. Et effectivement de la déclaration de la secrétaire générale de la CES, ils ont occulté le passage suivant qui indique clairement quel contenu politique la CES compte donné à cette journée d'action contre laquelle nous sommes évidemment :

"*Pour les syndicats européens, ce traité doit comporter un volet social fort. Même si l'équilibre budgétaire est nécessaire, la rigueur seule accroît les déséquilibres. C'est une politique de relance par l'investissement qui doit être privilégiée* " (www.etuc.org), comme si l'UE avait eu un jour un caractère social, antisocial assurément ! Autrement dit, compte tenu du fait que "*l'équilibre budgétaire est nécessaire*" est incompatible avec la satisfaction des revendications collectives des travailleurs, cette journée d'action aura pour seul objectif de légitimer ce traité et la politique ultra réactionnaire adoptée par tous les gouvernement de l'UE.

Comment fonctionne la colloration de classes de la CES. En associant en permanence dans ses préoccupations les intérêts des capitalistes et ceux des travailleurs, comme si la satisfaction des uns ne se faisaient pas obligatoirement au détriment des autres. Un autre exemple pour l'illustrer, il est daté du 12 janvier 2012 : Bernadette Ségol, Secrétaire générale de la CES, a déclaré : " *Nous doutons sérieusement que la proposition de Traité international du Sommet de décembre dernier soit suivi d'effets positifs pour l'économie et pour les travailleurs*", vous retrouvez bien les intérêts du capital sous le vocable de "*l'économie*" au côté des travailleurs, comme si leurs intérêts étaient complémentaires au lieu d'être antinomiques et inconciliables, tout le reste n'est que du baratin pour mieux embrouiller militants et travailleurs.

Question : que foutent les syndicats dans la CES créée de toutes pièces par l'UE, sinon collaborer avec l'UE. A bas la CES et l'UE !

Economie

1- Grande-Bretagne

L'économie britannique s'est contractée de 0,2% au dernier trimestre de 2011, une performance pire que celle anticipée par les analystes et qui conforte les craintes d'un retour du pays dans la récession, selon une estimation officielle publiée mercredi.

La croissance du produit intérieur brut (PIB) s'établit à +0,8% par rapport à la même période de l'année dernière et à +0,9% sur l'ensemble de 2011, a indiqué l'Office des statistiques nationales.

Cette mauvaise performance devrait relancer les interrogations sur le bien-fondé de la politique d'austérité menée sans relâche par le Premier ministre conservateur David Cameron, accusée par ses détracteurs d'avoir "*tué*" la reprise. Elle intervient en outre au moment où le chômage est déjà au plus haut depuis 17 ans.

Pour Vicky Redwood, du cabinet Capital Economist, "*le Royaume-Uni est en fait déjà de retour dans la récession et l'économie va continuer de se contracter durant la majeure partie de cette année*".

De son côté, la Banque d'Angleterre a signalé mercredi qu'elle était disposée à effectuer rapidement de nouvelles injections massives de liquidités pour soutenir l'économie, une politique qui a jusque-là aidé le Royaume-Uni à emprunter sur les marchés dans de bonnes conditions pour financer sa dette. (AFP 25.01)

Et faites chauffer la planche à billets !

2- Grèce

Le Fonds monétaire international (FMI) fait pression sur la Banque centrale européenne (BCE) pour qu'elle accepte de prendre des pertes sur les 40 milliards d'euros de dette grecque qu'elle détient, rapporte, mercredi 25 janvier, le *Financial Times*. La BCE est très fortement opposée à l'idée qu'elle subisse des pertes sur ses obligations grecques, sur le modèle des créanciers privés, selon le quotidien économique, qui cite des responsables européens qui participent aux difficiles négociations sur la restructuration de la dette hellénique.

Le journal rappelle toutefois que le FMI a démenti exercer une telle pression. L'Institut de la finance internationale (IIF), qui représente les créanciers privés dans la négociation, a réaffirmé, mardi, qu'il refusait d'aller au-delà de 50 % de décote pour les titres de dette de la Grèce détenus par le secteur privé. '*Nous appelons maintenant toutes les parties à honorer cet accord*', a déclaré à Zurich le directeur général de l'IIF, Charles Dallara, ce qui inclut la BCE.

Démentant les espoirs d'une conclusion imminente d'un accord avec les banques et fonds d'investissement sur l'opération

d'échange d'obligations censée assurer le désendettement grec, la réunion de l'Eurogroupe lundi à Bruxelles n'a accouché que d'une date-butoir, celle du 13 février, avant laquelle Athènes doit trouver une issue pour lancer, à temps, l'offre publique d'effacement. (lemonde.fr 25.01)

3- Etats-Unis.

3.1- La Fed ou la spirale infernale du rachat d'actifs pourris et de l'endettement.

La président de la Réserve fédérale Ben Bernanke a déclaré mercredi que la banque centrale américaine était prête à prendre d'autres mesures de soutien à l'économie après que la Fed a annoncé plus tôt que ses taux d'intérêt resteraient proches de zéro jusqu'à au moins la fin 2014.

La Fed a également décidé, pour la première fois de son histoire, de fixer un objectif d'inflation officiel - de 2% -, même si Ben Bernanke a précisé que la banque centrale devait faire preuve de flexibilité pour contenir la hausse des prix à la consommation quand le chômage est élevé.

En réponse à la plus grave crise économique depuis la Grande dépression des années 1930, la Fed a ramené ses taux d'intérêt à un niveau proche de zéro en décembre 2008 - dont ils n'ont pas bougé depuis.

Dans le même temps, la Fed a également plus que triplé la taille de son bilan à environ 2.900 milliards de dollars après deux programmes d'assouplissement quantitatif, consistant à racheter des obligations d'Etat, opérations qui reviennent de fait à faire tourner la planche à billets.

Avec ces actions, les économistes jugent que la Fed a réussi à éviter une récession encore plus sévère, mais elle n'est pas parvenue à ramener le taux de chômage à un niveau considéré comme normal quand l'économie fonctionne bien.

Beaucoup de connaisseurs de la Fed s'attendent à une nouvelle série de rachats d'obligations, avec un accent mis sur de la dette immobilière.

La Fed, dans sa toute première déclaration d'"*objectifs à plus long terme et de stratégie de politique*", a précisé qu'il n'était pas opportun de fixer un objectif pour le taux d'emploi, parce que le marché du travail n'est que partiellement déterminé par des facteurs monétaires. (Reuters 25.01)

J'ai relevé trois éléments intéressants dans cet article :

1- la Fed fixe le taux officiel de l'inflation aux Etats-Unis, c'est elle qui dirige le pays, donc les banquiers, dès lors comment le président des Etats-Unis ne serait pas le président des banquiers et comment pourrait-il mettre en oeuvre une politique qui ne serait pas favorable à ses commanditaires ou mentors, impossible ;

2- le refus de la Fed de se prononcer sur l'objectif de la réduction du chômage, parce que ce n'est pas sa priorité ;

3- si "*le marché du travail n'est que partiellement déterminé par des facteurs monétaires*", c'est qu'il est déterminé par un autre facteur, en dernier ressort, par le coût du travail, compétitif ou non sur le marché mondial, qui reflète le niveau de vie moyen de la population, ses besoins, la totalité de ses besoins qui dépassent de très loin les besoins élémentaires d'un travailleur pour renouveler sa force de travail dans une société basée sur la consommation ou plutôt la surconsommation et l'endettement. C'est le modèle de société américaine qui est en cause, l'existence même de l'impérialisme américain.

Pourquoi ? Parce que paradoxalement tous les peuples de la planète aspirent à vivre mieux, à accéder au progrès social, à satisfaire des besoins qui ne coïncident plus avec le strict minimum qui était nécessaire hier pour survivre.

Ces besoins sont devenus planétaires à la fin du XXe siècle. Ils échappent au contrôle de toute autorité ou tyran, et c'est la jeunesse qui aspire naturellement à les satisfaire qui est à la pointe du combat révolutionnaire contre le capitalisme et les régimes qui s'y opposent, de façon désordonnée certes, mais personne ne peut stopper ce processus légitime en marche qui fait partie intégrante de la révolution socialiste mondiale, reste au prolétariat mondial et à sa jeunesse à trouver la voie du socialisme qui lui permettra de prendre le pouvoir.

3.2- Ah les petites mains chinoises !

Portée par des résultats flamboyants publiés mardi soir, l'action Apple s'envole mercredi à Wall Street, permettant à la marque à la pomme de devenir la première capitalisation boursière du monde, avec une capitalisation boursière de 416,46 milliards de dollars, selon des données Reuters, reléguant le groupe pétrolier Exxon Mobil au deuxième rang (412,6 milliards de dollar).

Reuters 25.01)

4- Japon

Le Japon a subi en 2011 son premier déficit commercial annuel depuis 1980, à cause des perturbations liées au séisme du 11 mars, d'une facture énergétique renchérie par l'accident de Fukushima et de la vigueur du yen.

Le déficit commercial de la troisième puissance économique mondiale a atteint 2.492,7 milliards de yens (près de 25 milliards d'euros) sur l'ensemble de l'année, a annoncé mercredi le ministère des Finances.

Les importations ont bondi de 12,0%, à cause d'une facture énergétique renchérie par l'envolée des achats en valeur de pétrole (+21,3%) et de gaz naturel liquéfié (+37,5%).

Outre la hausse des tarifs, le Japon a dû importer du gaz comme jamais pour approvisionner ses centrales thermiques, afin de compenser l'effondrement de la production nucléaire d'électricité du pays après l'accident de Fukushima.

Depuis cette catastrophe, la pire du secteur depuis celle de Tchernobyl (Ukraine) en 1986, les réacteurs arrêtés pour maintenance régulière n'ont pas pu redémarrer en raison de l'obligation préalable d'effectuer des tests de résistance et d'obtenir l'approbation des autorités locales. Au 31 décembre, l'archipel ne disposait que de 6 unités en service sur un total de 54.

Le Japon a aussi élevé ses acquisitions de produits alimentaires, de 12,4% en valeur.

En 2011, les exportations se sont effritées pour leur part de 2,7% par rapport à celles de 2010, plombées par un recul des livraisons à l'étranger de semi-conducteurs (-14,2%) et de voitures (-12,1%).

La production des fabricants d'électronique et des constructeurs d'automobiles a été très perturbée par le séisme et le tsunami qui ont dévasté la région du Tohoku (nord-est) le 11 mars.

Usines endommagées, approvisionnement interrompu ou réduit pendant des semaines, ces puissants secteurs de l'économie nippone ont connu un printemps désastreux qui les a contraints à diminuer leurs ventes hors du Japon.

A l'automne, des inondations historiques en Thaïlande ont en outre perturbé les circuits habituels d'échanges de pièces détachées et produits finis, alors que la situation venait à peine de revenir à la normale au Japon.

Ces difficultés ont été aggravées par la vigueur historique du yen qui a renchéri leur production "*made in Japan*" et amoindri la valeur de leurs revenus encaissés à l'étranger. Considérée comme une devise refuge par temps économique incertain, la monnaie nippone a fait l'objet d'achats massifs d'investisseurs effrayés par les turbulences financières internationales.

En deuxième partie d'année, la dégradation de la conjoncture mondiale en lien avec la crise européenne d'endettement a de surcroît réduit les débouchés des firmes nippones.

Au sein de la région asiatique en croissance, le déficit commercial nippon vis-à-vis de la Chine, son premier partenaire commercial, a quintuplé et son excédent s'est notablement réduit envers la Corée du Sud et Taïwan.

Le bénéfice tiré de ses échanges de biens a diminué de 8,2% face aux Etats-Unis et de 31,3% vis-à-vis de l'Union européenne à l'économie chancelante.

"*Le commerce japonais a été cette fois frappé des deux côtés*", a résumé Satoshi Osanai, économiste à l'Institut de recherche Daiwa, rappelant que la chute des exportations observée en 2008, année du pic de la crise financière, n'avait pas été accompagnée d'une hausse des importations, à l'inverse de 2011.

Les économistes soulignent que les circonstances de l'année passée furent exceptionnellement négatives pour l'archipel, mais plusieurs facteurs pesant sur son commerce pourraient néanmoins perdurer.

Même si elle redémarre quelque peu, la production nucléaire du pays ne retrouvera sans doute pas ses niveaux d'antan, lorsqu'elle assurait quelque 30% de la production d'électricité locale, ce qui maintiendra la facture énergétique à des niveaux coûteux.

Le yen risque pour sa part de rester élevé en 2012 et de peser encore sur la compétitivité des produits fabriqués au Japon pour l'exportation, à moins d'une brusque éclaircie sur l'économie mondiale. (AFP 25.01)

Haut de page

Le 27 janvier

CAUSERIE

Un courriel reçu du groupe CCI (T)

Le CCI(T) organise sur Lyon une réunion politique (situation internationale, française et économique) ce mercredi 1er Février 2012 à 20h30 à la Maison des Passages. Venez nombreux et n'hésitez pas à confirmer par retour de e-mail.

La Maison des Passages - 44, rue Saint Georges - 69005 Lyon - (Métro St Jean, Ligne D)

Subtilité sémantique.

«*L'idée de progrès, c'est ça le rêve, ce n'est pas l'idée de faire rêver les Français*», corrige subtilement Manuel Valls, le dircom de Hollande. (20minutes.fr 26.01)

Ne rêvez pas, circulez il n'y a rien à voir !

Pour les abrutis qui ne l'auraient pas compris, parce que c'est ainsi qu'ils traitent les travailleurs (lire plus loin), ce n'est pas le progrès social qui est à l'ordre du jour, mais seulement l'idée du progrès, l'idée sans le progrès, l'idée qui se suffit à elle-même, qui se nourrit d'elle-même quoi ! A défaut d'être marxistes, ils renouent sans le vouloir avec la philosophie hégélienne, toutefois vidée de sa substance.

Quand Valls dit que le rêve "*ce n'est pas l'idée de faire rêver* ", mais "*l'idée de progrès*", évidemment ce n'est pas l'idée en soi, auquel cas cela ne voudrait rien dire, mais le contenu qu'on lui donne, l'astuce consistant à lui donner précisément le contenu qu'on veut une fois élevé au rang de rêve, pour que chacun ait l'impression qu'elle figure ainsi dans le programme du PS, alors que la seule idée qui y figure réellement s'apparente au changement dans la continuité...

C'est l'idée qui nourrrit son homme après une dure journée de labeur et non ce qu'il a dans son assiette, c'est bien connu. Surtout, qu'on ne nous sorte pas qu'il faudrait voter pour cette racaille au second tour de la présidentielle de 2012. Jamais, même sous la torture !

Les absents ont toujours tort.

«*On n'a jamais aussi peu parlé des classes populaires dans une campagne,* note le politologue Luc Rouban du Centre de recherche Cevipof. *Parler plutôt des classes moyennes, une notion très élastique, est une stratégie électorale qui permet aux candidats de se départir des élites sans trop parler des chômeurs*.» Et de cibler un grand nombre de personnes.

En effet, «*70% des Français se sentent membres des classes moyennes*», explique le sociologue Louis Chauvel, auteur de *Les classes moyennes à la dérive* (Seuil). Un panel qui va des ouvriers qualifiés aux cadres d'entreprises. Et qui permet à chaque candidat de cibler un électorat différent sous couvert d'un nom générique. (20minutes.fr 26.01)

Les "*classes populaires*", de la chair fraîche tout juste bonne à consommer les bas morceaux et éventuellement à envoyer à la boucherie ! Quant aux classes moyennes, elles vont rapidement déchantées. Ce qui n'est pas dit ici, c'est d'une part qu'elles paient très cher ce statut, un prix ou un sacrifice de plus en plus insupportable, d'autre part que parmi elles, des pans entiers peuvent basculer du jour au lendemain dans la précarité, la pauvreté, la prolétarisation.

Leurs conditions objectives d'existence ne les incitent pas encore à remettre radicalement en cause le régime, elles y viendront tôt ou tard, dans un sens ou dans l'autre, en venant grossir les rangs de l'extrême droite ou en ralliant la révolution socialiste.

La gauche de la droite

Albert Zennou, journaliste politique au Figaro, juge le programme du candidat Hollande «*en retrait*» par rapport à son discours plus à gauche du Bourget, dimanche. (lefogaro.fr 26.01)

Il a raison en admettant qu'il ait pu être à gauche, et d'ici le mois d'avril il le sera encore davantage, puis, si Hollande était élu, il

ne resterait plus qu'à faire un trait dessus ! Je n'invente rien c'est écrit noir sur blanc :

- Son quinquennat, a-t-il expliqué, sera «*organisé en deux temps*»: d'abord les «*réformes structurelles*», notamment fiscales, qui permettront de dégager des marges de manœuvres, et «*dans un deuxième temps*», celui de la «*redistribution*», promet-il vaguement, laissant entendre que le Smic pourrait être revu à la hausse. (20minutes.fr 26.01)

Une fois les marchés et les patrons servis, on verra s'il reste des miettes pour les affamés, voilà ce qu'ils appellent un "*discours de gauche*".

Populisme. Douche froide et main tendue.

Pour Jean-Luc Mélenchon, candidat du Front de gauche pour 2012, les propositions avancées par M. Hollande sont comme un "*filet d'eau tiède*". Le candidat PS "*m'aide en ce sens qu'il désenclave le propos du Front de gauche. Aujourd'hui, quand vous dites 'on va lutter contre la finance', plus personne ne vient dire : M. Mélenchon, 'vous êtes un exagéré'*", a-t-il toutefois dit sur iTélé.

"*S'il [le candidat socialiste] veut me tendre la main, qu'il le dise, et qu'il dise de quelle manière ça va se passer*", a déclaré aussi M. Mélenchon. (lemonde.fr 26.01)

Parce que Hollande a annoncé qu'il allait s'attaquer à la finance, si, si, c'est sérieux, nous en concluons que le premier est un escroc et le second un charlatan ! Vous aurez compris qu'il a suffi qu'il l'affirme pour que des esprits simplets ou intéressés en concluent que tel était bien le cas, comme si cette affirmation constituait déjà en soi un acte, un acte de guerre contre la finance, or il n'en est rien évidemment.

Pour mieux comprendre comment fonctionne la démagogie teintée d'hypocrisie qui vire au mensonge grotesque et que l'on nomme de nos jours populisme, je vous propose un exercice de linguistique autour du substantitif ou qualificatif performatif, qu'est-ce que cela signifie ? Voici la définition du Grand Robert de la langue française :

- "Ling. Qui constitue un acte, en parlant d'un énoncé. - Phrases performatives. - N. m. Énoncé qui constitue simultanément l'acte auquel il se réfère (ex. : Je vous autorise à partir, qui est une autorisation)." On pourrait ajouter un autre exemple pris dans le langage courant quand on dit "je jure", l'acte auquel on se réfère, jurer, on le commet au moment même où on le prononce, sans décalage dans le temps, de la même manière que lorsque l'on dit "je vous fais confiance" ou encore "je vous aime", le mot et l'action coïncide, quelque part il se suffit à lui même, pour ainsi dire l'identification (espace temps) est parfaite.

Son recours en politique est pratique à plus d'un titre, parce qu'il fait l'impasse ou sert à faire oublier son contenu réel, ce qui ouvre la voie à toutes les interprétations possibles. On peut parler de recours abusif ou détourné de cette formule à seule fin de tromper son auditoire ou ses lecteurs. Comment cela fonction dans le cas présent ? Il a suffi d'imputer une valeur objective et positive à ce qui n'était qu'une vague intention à valeur subjective à défaut de reposer sur des éléments concrets, matériels. L'adhésion à l'énoncé se substitue à toute réflexion, dès lors toutes les manipulations sont possibles.

Dans le langage populaire, on appelle cela prendre inconsidérément ou sans faire preuve d'un minimum de discernement pour argent comptant, tout ce qu'on peut vous raconter, pas forcément sous un angle avantageux. Le pendant du paranoïaque adepte de la théorie du complot à chaque coin de rue, on le trouve dans le névrosé faisant preuve d'une crédulité qui confine à un optimisme béat. D'autant plus qu'aujourd'hui pour renouer avec l'espoir que les choses vont s'arranger, on est tenté de se raccrocher à un mot ou une expression sans réfléchir davantage à sa portée réelle, bref, on est prêt à se leurrer soi-même pour se rassurer, quitte à confondre pendant un moment illusion et réalité, à défaut de comprendre en quoi la réalité consiste vraiment. Témoignant ou faisant inconsciemment ainsi l'étalage de notre propre ignorance, il s'avère qu'elle nous domine et qu'on est impuissant à la combattre, on en fait ici la démonstration.

Un voeux, un souhait, une promesse, une intention devient ainsi réalité par le miracle du langage qui lui donne la valeur de fait accompli et le tour est joué, les esprits faibles ou les parasites y croient dur comme fer comme s'il s'était réalisé ou allaient se réaliser. Mieux encore, ils y trouvent ce qui en réalité n'existe pas, aveuglés qu'ils sont par leurs propres souhaits ou attentes ou encore intérêts mercantiles, carriéristes (du régime) dans le cas d'un Mélenchon. Pourrait-on mieux définir l'ignorance des masses sur laquelle repose la survie du régime ?

Actualité en titres

Tensions. Quand ça coince !

- Bras de fer continu sur la dette de la Grèce, les marchés … - AFP

- La Pologne menace de ne pas signer le nouveau pacte budgétaire européen - AFP

- Cameron critique l'Europe non compétitive et son projet de taxe financière - AFP

A tout problème, un remède.

- La consommation française de carburants patine face à une série d'obstacles - AFP

Que cela ne tienne...

- Thierry Mariani annonce des mesures en faveur du vélo - AFP

- Le vélo, un nouveau remède anticrise - LeMonde.fr

...inconvénient :

- Pour les voitures et les piétons, '*cohabiter avec le vélo est stressant*' - LeMonde.fr

Ah ben alors, quel monde ! Pitoyable !

Illusionnisme. Du marchand de sable au moulin à vent

- Après le «*rêve français*», Hollande vend sa rigueur - 20minutes.fr

C'est ce que le marché appelle :

- Le rêve « *lucide* » de François Hollande - Public Sénat

Ou la dure réalité.

- La Banque publique d'investissement de François Hollande : ou comment réinventer ce qui existe déjà - Atlantico.fr

Négociations fructueuses de Washington avec les talibans

- Les barbus enfin bienvenus chez Disney! - Slate.fr

Fin d'une horrible et regrettable méprise.

- Non, les agences de notation ne sont pas le diable - L'Express.fr

C'est le paradis à la Fed et à la BCE !

La palme de la désinformation.

- Etats-Unis: les inscriptions au chômage en hausse, mais la tendance reste bonne - AFP

INFOS EN BREF

Politique

Sénégal

A un mois du premier tour de la présidentielle du 26 février, la tension monte au Sénégal où le Conseil constitutionnel doit dire vendredi si la candidature contestée du chef de l'Etat sortant Abdoulaye Wade est retenue, jour choisi par l'opposition pour braver une interdiction de manifester.

Signe des craintes de violences suscitées par la décision des cinq "*sages*" (membres) du Conseil constitutionnel, le gouvernement a interdit les manifestations politiques de jeudi, dernier jour de dépôt des candidatures, jusqu'à lundi.

Mais le Mouvement du 23 juin (M23), regroupant les partis d'opposition et la société civile qui jugent la nouvelle candidature de Wade anticonstitutionnelle, a décidé de braver cette interdiction "*illégale*" en appelant à manifester vendredi à Dakar.

"*La Constitution nous autorise à manifester et ne peut pas être abrogée par un arrêté ministériel*", celui du ministre de l'Intéroeur Ousmane Ngom qui interdit les manifestations, a déclaré Alioune Tine, porte-parole du M23 qui entend par ailleurs "*attaquer*" cet arrêté "*devant la Cour suprême*".

Des déclarations du président Wade publiées jeudi par le site sénégalais d'information en ligne DakarActu risquent d'exacerber les tensions, puisqu'il y affirme qu'il peut "*légalement*" se présenter non seulement en 2012, mais également "une autre fois en 2019". (AFP 26.01)

Social

Espagne

"*Ce sont des menteurs! Ils ferment sans le dire!*", lance Oscar Tierno, ouvrier de l'aciérie ArcelorMittal de Madrid, venu manifester jeudi comme des dizaines d'autres pour dire "non" à la fermeture de l'usine, un nouveau coup dur pour l'économie espagnole sinistrée.

"*Non à la fermeture d'Arcelor*", crient les manifestants, à grand renfort de sifflets et de cornes de brume, devant les grilles du site de Villaverde, qui s'étend sur 150 hectares dans la banlieue sud de la capitale.

L'aciérie qui emploie 324 personnes, spécialisée dans la production de poutres pour la construction, était à l'arrêt depuis fin octobre et son personnel au chômage partiel.

L'activité devait repartir en janvier mais la direction d'ArcelorMittal a annoncé mardi l'arrêt, pour une durée indéterminée, du four électrique et de la production d'acier associée, lors d'un comité d'entreprise européen extraordinaire à Luxembourg.

En cause, selon le groupe qui emploie 11.000 personnes en Espagne, "*la faiblesse persistante du marché de la construction espagnole et l'absence de tout signe de redressement à court terme*".

"*Ils nous mentent quand ils disent qu'ils vont redémarrer dans six ans. Sans maintenance, tout sera abîmé en moins d'un an et elle ne redémarrera jamais*", dénonce aussi Patxi Herzog, 53 ans et père de deux enfants.

Dans un pays au bord d'une nouvelle récession, où le chômage bat tous les records avec plus d'un actif sur cinq sans travail, les salariés d'ArcelorMittal ne voient aucune possibilité de reconversion.

Si la direction s'est engagée à reclasser tout le personnel, "*ils ne nous ont rien proposé et l'usine la plus proche est à 330 kilomètres, à Saragosse*", regrette Patxi Herzog.

"*Moi, j'ai une maison ici et un crédit à payer pour encore 30 ans. Si je dois la vendre, je vais perdre beaucoup d'argent car rien ne se vend avec la crise*", renchérit Oscar Tierno, père d'un bébé de cinq mois.

Les syndicats ne croient pas non plus à l'engagement de la direction de conserver une centaine de salariés à Villaverde pour des activités de logistique et de distribution.

Pour eux, la fermeture est "*une décision uniquement financière*" d'une multinationale qui "*fait passer en premier les intérêts de ses actionnaires sans penser aux répercussions sur les emplois directs et indirects*", dit Casimiro Ramirez, délégué du syndicat Comisiones obreras (CCOO).

"*Nous devons lutter contre la politique d'Arcelor. Ils ferment les usines les unes après les autres*", après nous avoir assuré il y a quelques mois qu'il n'y avait "*aucun problème*" avec celle de Madrid, lance José Ramon Laso Castano, secrétaire général de la fédération de la sidérurgie de CCOO. (AFP 26.01)

Economie

France

«*Le nombre de crédits accordés devrait enregistrer une "forte chute" aux environs de 130 milliards d'euros*», estime d'ailleurs Michel Mouillart, professeur d'économie à l'université Paris-Ouest. Ce qui représenterait un plongeon de près de 20%, par rapport à 2011! Si cela se confirmait, le total des crédits accordés se situerait en dessous du niveau de 2008 (140 milliards), année du

début de la crise et il se situerait niveau de 2004! Ce renversement de tendance surviendrait après une explosion de ces crédits depuis le début des années 2000 qui avait contribué à la bonne tenue du marché immobilier en France: 70,8 milliards en 2001 et le record absolu de 170,2 milliards en 2007.

L'an dernier, les banques ont accordé pour 160 milliards de prêts immobiliers, selon l'Observatoire Crédit Logement/CSA. Un montant en baisse de «*seulement*» 5% par rapport à 2010.

Mais, comme en 2010, de nombreux Français ont acheté un logement par «*anticipation*» de la fin de certaines aides immobilières le 1er janvier: fin du PTZ+ pour l'achat de logements anciens et forte baisse de l'avantage fiscal Scellier pour les investisseurs.

L'important décrochage prévu cette année serait dû notamment à la fin (programmée fin 2012 pour le Scellier) de ces deux dispositifs et «*à une moindre demande des -emprunteurs*», selon Michel Mouillart. Un dernier point que confirme une étude récente de l'Observatoire des crédits aux ménages, selon laquelle «*la demande de crédits immobiliers, qui a reculé d'environ 30% depuis 2007, est au plus bas depuis la fin des années 1980*».

Cette frilosité est aussi renforcée par la hausse des taux des crédits immobiliers et le durcissement des conditions d'octroi par les banques. En décembre, les taux des prêts atteignaient en moyenne 3,94% (3,86% en novembre), contre 3,25% en novembre 2010! Seuls 43,2% de prêts accordés se situaient au-dessous de la «*barrière psychologique*» des 4%, selon l'observatoire. En ce début d'année, les taux ont déjà augmenté de 0,4% en moyenne et ils pourraient atteindre 4,25% en moyenne d'ici l'été.

Une tendance que l'on constate aussi en matière de crédits à la consommation. La production a ainsi reculé de 0,5% en 2011 (par rapport à 2010) et de 14% par rapport au pic historique de 2007, selon l'Association française des sociétés financières (ASF). Là aussi, les anticipations ne sont pas très optimistes. Seuls 3,6% des ménages envisageraient de souscrire ce type de prêt cette année (4,1% en 2010 et 5,1% en 2007), selon l'Observatoire des ménages. (lefigaro.fr 26.01)

Haut de page

Le 28 janvier

CAUSERIE

J'ai rectifié l'adresse suivante, avec mes excuses :

- Lettre du Groupe Bolchevik (21.01)

Vous êtes trop bon monseigneur.

- François Hollande n'exclut pas un "*coup de pouce*" pour le smic - Reuters

Cela ne figurait pas dans le programme du PS adopté par tous les candidats des primaires de ce parti, cela ne figurait pas dans son discours au Bourget, cela ne figurait pas dans sa prestation télé face à Juppé, il vient de le sortir vendredi sur BFM-TV.Qu'a-t-il dit au juste :

François Hollande a déclaré vendredi qu'il n'excluait pas un "*coup de pouce*" en faveur du smic l'été prochain, s'il entre à l'Elysée en mai.

Son projet présidentiel présenté jeudi ne prévoit pas de revalorisation du salaire minimum.

"*Lorsqu'il s'agira de revaloriser le smic, et cela viendra nécessairement, sans doute au moment de l'été, il y aura eu cette conférence sociale qui permettra d'avoir une discussion sur cette question*", a déclaré le candidat socialiste à l'élection présidentielle à BFM-TV.

"*Il y aura de toute façon une revalorisation par rapport à l'inflation et nous aurons la question de savoir s'il faut un coup de pouce et j'en discuterai avec les partenaires sociaux dans le cadre de cette conférence*", a-t-il ajouté. (Reuters 27.01)

Ca pue le mépris à plein nez ! On ne veut pas de votre charité qui semble vous déchirer le coeur, on veut simplement vivre de notre travail, nous au moins nous avons de la dignité !

Pourquoi lier les syndicats à cette mesure de misère ? Sans doute en contrepartie de leur soumission aux institutions, elle est déjà acquise dans les faits depuis des lustres, mais encore, pour les associer à une mesure populaire, histoire de faire oublier qu'il ne remettra pas en cause les lois antisociales ou liberticides adoptées au cours des 15 dernières années (notamment) avec l'aval des dirigeants syndicaux. La situation impose d'aller plus loin, de cadenasser le mouvement ouvrier et le prolétariat

C'est le sens de la "*règle d'or*" à destination des syndicats qui figure dans les "engagements de Holande : l'institutionnalisation de la collaboration de classes inscrite dans la Constitution. Elle porte le numéro 55 :

- "*Tout texte de loi concernant les partenaires sociaux devra être précédé d'une concertation avec eux. Je ferai modifier la Constitution pour qu'elle reconnaisse et garantisse cette nouvelle forme de démocratie sociale. Dès l'été 2012, je réunirai une grande conférence économique et sociale qui sera saisie des priorités du quinquennat. Je permettrai la présence des représentants des salariés dans les conseils d'administration et dans les comités de rémunération des grandes entreprises.*"

Ainsi les syndicats seront à la fois plus étroitement associés aux institutions et à la politique réactionnaire poursuivie par le nouveau pouvoir en place. Et comme si cela ne suffisait pas, pour rassurer ses mentors du CAC 40, ils seront amenés à siéger aux conseils d'administration des entreprises afin de légitimer leur politique antisociale, la régression sociale, le système d'exploitation capitaliste. Son exemple étant l'Allemagne, n'a-t-il pas déjà annoncé s'il était élu, que sa première visite à l'étranger serait pour Merkel, sa référence en terme de progrès social !

Pour commencer, les syndicats seront associés à la mise en oeuvre des mesures adoptées par Sarkozy contre le droit à la retraite, cela figure dans son 18e engagement, tandis qu'au 35e ils seront appelés à collaborer à l'application d'une revendication conjointe du Medef, de la CGT et de la CFDT que Sarkozy s'est engagé à satisfaire lors du sommet antisocial du 18 janvier dernier, à savoir "*la sécurisation des parcours professionnels, pour que chaque salarié puisse se maintenir dans l'entreprise ou l'emploi et accéder à la formation professionnelle*", vous aurez noté au passage l'alternative "*se maintenir dans l'entreprise ou l'emploi* ", autrement dit, la "*la sécurisation des parcours professionnels*" ne signifiera pas forcément la fin des licenciements, mais leur encadrement, leur accompagnement par les syndicats, parce qu'à défaut de nationaliser une entreprise en faillite, elle fermera ses portes, et dans le meilleur des cas si je puis dire, "*la sécurisation des parcours professionnels*" consistera à légitimer la baisse des salaires, la précarité et la paupérisation d'une plus grande masse encore de travailleurs... comme en Allemagne.

Après tout, pourquoi certains travailleurs passeraient-ils au travers des mailles du filet de la crise et ne devraient-ils pas subir une plus grande flexibilité de leurs conditions de travail, en passant alternativement de périodes de chômage forcé à des périodes de surexploitation forcenée selon le bon vouloir de leur patron et avec l'accord des syndicats ?

Un constat. Puisque les syndicats ont décrété qu'ils étaient indépendants du socialisme et des partis qui combattent pour la renverser le capitalisme, ils sont (forcément) dépendants de l'Etat, des institutions et des capitalistes, on en a la démonstration ici, si nécessaire pour s'en convaincre. C'est l'un ou c'est l'autre, c'est quand même simple à comprendre. Maintenant, ceux qui prétendent le contraire sont des escrocs, des falsificateurs, des manipulateurs.

Pour rappel :

IV. Neutralisme et autonomie

11. L'influence de la bourgeoisie sur le prolétariat se reflète dans la théorie de la neutralité, sur laquelle les syndicats devraient se proposer exclusivement des buts corporatifs, étroitement économiques et non point des visées de classe. Le neutralisme a toujours été une doctrine purement bourgeoise contre laquelle le marxisme révolutionnaire mène une lutte à mort. Les syndicats qui ne se posent aucun but de classe, c'est-à-dire ne visent pas au renversement du système capitaliste, sont, en dépit de leur composition prolétarienne, les meilleurs défenseurs de l'ordre et du régime bourgeois.

12. Cette période du neutralisme a toujours été favorisée par cet argument que les syndicats ouvriers doivent s'intéresser aux seules questions économiques sans se mêler de politique. La bourgeoisie a toujours tendance à séparer la politique de l'économie, comprenant parfaitement que, si elle réussit à insérer la classe ouvrière dans le cadre corporatif, aucun danger sérieux ne menace son hégémonie.

13. Cette même démarcation entre économie et politique est tracée aussi par les éléments anarchistes du mouvement syndical, pour détourner le mouvement ouvrier de la voie politique, sous prétexte que toute politique est dirigée contre les travailleurs. Cette théorie, purement bourgeoise au fond, est présentée aux ouvriers comme celle de l'autonomie syndicale, et l'on comprend cette dernière comme une opposition des syndicats au Parti Communiste et une déclaration de guerre au mouvement ouvrier communiste.

14. Cette lutte contre « la politique et le parti politique de la classe ouvrière », provoque un rétrécissement du mouvement ouvrier et des organisations ouvrières, de même qu'une campagne contre le communisme, conscience concentrée de la classe

ouvrière. L'autonomie sous toutes ses formes, qu'elle soit anarchiste ou anarcho-syndicaliste, est une doctrine anticommuniste et la résistance la plus décidée doit lui être opposée ; le mieux qu'il puisse en résulter, c'est une autonomie par rapport au communisme et un antagonisme entre syndicats et partis communistes ; sinon c'est une lutte acharnée des syndicats contre le parti communiste, le communisme et la révolution sociale.

La théorie de l'autonomie, telle qu'elle est exposée par les anarcho-syndicalistes français, italiens et espagnols, est en somme le cri de guerre de l'anarchisme contre le communisme. Les communistes doivent mener à l'intérieur des syndicats une campagne décisive contre cette manoeuvre de faire passer en contrebande, sous le pavillon de l'autonomie, la camelote anarchiste et pour diviser le mouvement ouvrier en segments hostiles les uns aux autres, pour ralentir ou entraver le triomphe de la classe ouvrière. (Résolution adoptée par le IV° Congrès de l'Internationale Communiste -1922)

Nous confirmons 90 ans plus tard. Tous les syndicats sont contrôlés par des sociaux-libéraux (FO, FSU, CFDT), des staliniens, néo staliniens ou crypto-staliniens (CGT, SUD), des anarcho-syndicalistes et des renégats du trotskysme (FO), tous soutiennent l'ordre établi et mènent une "*lutte acharnée contre le communisme et la révolution sociale*".

Trotsky affirmera qu'évoquer l'indépendance des syndicats était de la foutaise ou tendait à induire en erreur les militants, et que seuls leurs rapports envers l'Etat permettait de mesurer leur degré d'indépendance vis-àvis de l'Etat, que c'était la seule question qui valait la peine d'être posée.

Alors quand on constate que tous les dirigeants syndicaux sans exception accourent à l'Elysée ou à Matignon, on a compris que l'indépendance des syndicats était un leurre, une vaste escroquerie qui servait à couvrir leur subordination totale au régime en place. Cela vaut en premier lieu pour ceux qui soutiennent cette théorie de l'indépendance des syndicats. Leur engagement à soi-disant combattre les appareils sera pour ainsi dire neutralisé par leur incapacité à rompre finalement avec eux, comme hier leur soumission à la social-démocratie dans sa version anticommuniste primaire ou débridée réduisit à néant l'efficacité de leur lutte contre le stalinisme, qui finalement ne servit qu'à couvrir leur loyauté envers le capitalisme, rejoignant ainsi les anarcho-syndicalistes devenus leurs maître à penser.

Par manque de temps je ne m'étendrai pas sur les "*60 engagements de Hollande*", si des militants ont le temps de s'y coller, qu'ils nous envoient leur copie, nous la publieront volontiers.

Arguments pour faire comprendre la nécessité d'en finir avec le capitalisme et ses institutions politiques

Cela pourrait s'adresser de préférence à la classe moyenne, à la petite-bourgeoisie, aux intellectuels qui réfléchissent mais passent à côté des choses les plus simples.

Chacun aspire au bien-être, à se réaliser, à vivre en harmonie et en paix avec tous les membres de la société, avec tous les peuples. Personne ne souhaite le malheur des autres, de connaître les pires souffrances, la guerre... Dès lors chacun ne peut qu'admettre que nous partagions tous cet objectif, cet idéal, il est pas nature un et indivisible, universel.

Questions :

Comment peut-on tendre vers le bien-être quand des centaines de millions ou des milliards d'hommes, femmes et enfants à travers le monde en sont privés ?

Comment peut-on souhaiter vivre en harmonie avec les autres dans la société, quand les rapports entre les hommes sont basés exclusivement sur la concurrence et la compétition qu'ils se livrent enter eux et qui profite à une minorité, tandis que l'immense majorité de la population en est la victime ou est laissée pour contre ?

Comment peut-on espérer vivre en paix quand la guerre sévit au quatre coins du monde ?

Les conditions qui viennent d'être énumérées et qui s'opposent à la réalisation de notre objectif, à notre idéal, correspondent à la définition du capitalisme depuis qu'il a vu le jour, lui-même issu d'une société (féodale) où ces inégalités et ces injustices existaient déjà. Et c'est bien là que se situe le noeud du problème que nous avons à résoudre pour avancer vers notre objectif et commencer à réaliser notre idéal.

Pourquoi faut-il toujours opposer les individus entre eux, les mettre en concurrence les uns contre les autres ? Parce que c'est dans la nature du capitalisme, c'est inscrit dans ces gènes, dans ses fondements, c'est parce que tout le système économique repose sur ce facteur, l'inégalité entre les hommes (terme générique), pas seulement au niveau du mode de production, c'est partant de là l'ensemble des rapports sociaux de la société qui reposent sur cette inégalité, entre ceux qui possèdent les moyens de produire les richesses et qui les accaparent, et ceux qui n'ont que leur force de travail manuelle ou intellectuelle à vendre pour survivre, et qui lorsqu'ils sont privés de travail sont voués au désespoir, à la déchéance, à la violence aveugle, à la mort aussi.

Le système capitaliste se nourrit et entretient ces inégalités au point de les pousser à l'extrême pour assurer sa survie, tandis que l'immense majorité de l'humanité est vouée à subir les pires humiliations et souffrances.

De par sa nature, les inégalités existent entre tous les hommes, ce ne sont pas des tares mais le produit de la diversité génétique appliquée à une espèce parmi d'autres, l'espèce humaine. Ce ne sont pas ces inégalités qui sont des facteurs de barbarie et de chaos, de guerres, mais les inégalités sociales qui se sont développées depuis que l'exploitation de l'homme par l'homme et dont le capitalisme est l'aboutissement suprême. A ceci près avec le passé, qu'il est possible aujourd'hui de satisfaire l'ensemble des besoins de l'humanité grâce au formidable développement des forces productives au cours du XXe siècle, donc d'atteindre notre objectif et de réaliser notre idéal, qui du domaine de l'utopie pour les sceptiques est désormais à la portée de main.

Hier aux infos du soir sur TV5Monde Asie, j'ai entendu un journaliste poser une question qui m'a inspirée cette causerie : "*question : quelle place la France peut-elle encore prétendre occuper dans la compétition mondiale ?*". Question suicidaire puisqu'il est impossible de rivaliser avec les pays dits émergents, à moins de ramener en France le niveau de vie et les conditions de travail à ceux qui existent dans ces pays-là, autrement dit, procéder à une formidable régression sociale.

Mettre ainsi en concurrence ces pays conduit à élever les inégalités dont il a été question plus haut à un niveau tel qu'on va être en guerre avec la terre entière, sa propre famille (je dis cela en connaissance de cause en Inde), son collègue de travail, son voisin, etc. et pas seulement avec les privilégiés, on va finir s'entretuer, on va à notre perte, on s'éloigne de notre objectif au lieu de s'en rapprocher.

Donc pour que chacun puisse accéder au bien-être et puisse s'épanouir, vivre en harmonie et en paix avec les autres, au lieu de combattre contre ces inégalités, il faudrait cesser de les opposer en entre elles au nom de la concurrence, on devrait combattre pour qu'elles soient reconnues afin que chacun trouve librement sa place dans la société et s'y trouve bien, pour y parvenir il est impératif d'abattre l'obstacle qui sur le plan social et juridique se dresse contre cet objectif, le capitalisme et ses institutions politiques.

Inutile de chercher deux hommes égaux à la surface de la terre, cela n'existe pas. Cependant, aussi sûrement que l'homme et la femme forme une unité permettant à l'espèce humaine de se reproduire et d'assurer ainsi sa survie, une fois débarrassée des obstacles à l'unité de la civilisation humaine, la totalité des hommes et des femmes de la planète devraient bénéficier des mêmes droits ou du même traitement en accord avec leur niveau de développement, car il ne s'agit pas d'imposer à qui que ce soit un modèle de société ou un nouveau système économique, ainsi seulement nous pourrions atteindre notre idéal ou s'en rapprocher.

C'est la mise en concurrence des hommes entre eux, au départ sur le plan social ou économique, puis sur tous les plans qui ronge la société et menace l'existence de la civilisation humaine. Liquidez cette concurrence et l'origine de l'affrontement entre les hommes disparaîtra. Elle est nécessaire sous un régime capitaliste, ce qui nous fait dire que nous vivons sous le règne de la nécessité, supprimez-là et vous vous libérerez, la liberté ne sera plus un rêve ou une utopie.

Hier dans un article de presse on pouvait lire que les piétons et les automobilistes étaient en concurrence avec les cyclistes, dans un autre les fumeurs et les non-fumeurs, ailleurs à propos d'Apple, les travailleurs américains et les travailleurs chinois... Stop, la société a atteint un tel degré de décomposition qu'on en arrive à s'attaquer à tout ce qui ne nous ressemble pas, inutile de parler de discernement, nous démontrons que nous en sommes incapables, le monde devrait être à notre image ou à celle qu'on s'en fait de manière déformée sans se poser davantage de questions, comme je le disais plus haut, c'est littéralement suicidaire, puisque si tout le monde finit par penser de la sorte, il ne reste plus qu'à s'entretuer ou attendre le moment où cela viendra, parce que en persistant dans cette voie c'est inévitable que cela arrive un jour.

Il reste un écueil à éviter, ce que certains appellent la culture de la différence ou des différences. Cet obstacle consiste à encenser les différences qui existent entre les hommes qui conduit infailliblement à renforcer les inégalités entre eux, dans la mesure où ils ne comptent pas s'y attaquer dans la perspective d'une société débarrassée de toutes formes de discrimination, ils ne concourrent pas ainsi à en atténuer les conséquences de manière à ce que chacun puisse s'épanouir librement, au contraire, ils s'emploient à les banaliser et à les renforcer du même coup, à les figer au même titre que les rapports sociaux de production auxquels leurs partisans ne comptent pas s'attaquer évidemment.

Qu'il s'agisse de perpétuer les inégalités ou de cultiver nos différences que je place dans le même sac, dans tous les cas on s'aperçoit que leurs partisans répondent ainsi à des besoins individuels sur un plan individuel, alors que cette question ne peut être réglée définitivement que sur un plan collectif, l'ensemble de la collectivité humaine poursuivant ou aspirant au même idéal, y ayant droit légitimement.

S'attaquer au sort des hommes en partant de leurs inégalités ou différences sans s'attaquer au préalable ou sans régler la question des inégalités sociales qui en sont à l'origine, ne peut aboutir qu'à un affrontement général entre eux, d'où la nécessité de commencer par éradiquer le capitalisme de la surface de la planète, et le plus tôt sera le mieux.

La culture des différences chère aux défenseurs des particularismes, outre qu'elle conduit à différentes formes de

communautarisme, de sectarisme, elle participe à l'entretien de ces différences, dont l'inégalité sociale à la base du capitalisme, d'où l'intérêt que lui portera volontiers les représentants de l'ordre établi ou la confrérie des opportunistes réunie, de l'UMP au NPA en passant par le PS et EE-Verts. Leur objectif n'étant que chacun puisse vivre tranquillement tel qu'il est, mais d'opposer entre elles les couches sociales appartenant aux masses exploitées, tandis que le régime compte les points et perdure.

Ce que j'ai voulu démontrer ici très rapidement, c'est que le bien-être, s'épanouir, vivre en harmonie et en paix avec le reste du monde est incompatible avec un système économique basé essentiellement sur les inégalités sociales, la concurrence que les hommes se livrent entre eux, sur l'affrontement permanent, latent ou déclaré et violent entre les hommes.

Le socialisme et le communisme constitue l'antithèse de cette société basée sur des inégalités, l'injustice et l'individualisme, dans la mesure où il propose à l'ensemble des travailleurs manuels et intellectuels de prendre en mains collectivement leur destin.

Actualité en titres

Illusionnisme tout azimut.

- L'Europe se dit proche de la sortie de crise - Liberation.fr

- Wauquiez aux Lejaby : «*Je ne veux pas qu'on vende des illusions*» - Liberation.fr

- Economie sociale et solidaire, une illusion ? - Liberation.fr

- Changer l'économique par l'écologique - Liberation.fr

- Paris envisage de taxer les actions et produits dérivés - LeFigaro.fr

- Les hedge funds : des '*fonds vautours*' devenus boucs émissaires - LeMonde.fr

On a vraiment envie de les plaindre !

A *Libération* la médaille du travail sera frappée à l'effigie de Rothschild, au journal *Le Monde*, il mérite bien la légion d'honneur, quant au *Figaro* travail, famille patrie ou la francisque fera parfaitement l'affaire !

Le capitalisme à visage "*humain*".

- Les usines carcérale déshumanisent le prisonnier et le personnel pénitentiaire - Liberation.fr

- La prostitution en pleine expansion, femmes et mineurs en première ligne - LeMonde.fr

Un aveu.

- A Davos, Geithner conditionne une croissance de 2 à 3% aux USA si l'UE résorbe sa crise - AFP

Un mystère !

- Qu'y a-t-il donc derrière ce qu'on appelle depuis si longtemps «*la crise du logement*» ? - Liberation.fr

INFOS EN BREF

Politique

1- France

Olivier Besancenot, ex-candidat à la présidentielle, a écrit vendredi une lettre ouverte aux partis et à leurs élus, pour leur demander de faciliter la récolte des 500 parrainages nécessaires à la candidature de Philippe Poutou pour le NPA.

S'adressant notamment à l'UMP, au PS, au Front de gauche, à Europe Ecologie-Les Verts et à leurs élus, il explique: "*le NPA approche les 400 parrainages, mais nous ne sommes toujours pas assurés que Philippe Poutou puisse être candidat*" alors que des "*centaines de militants ont dû faire des milliers de kilomètres pour aller à la rencontre de plusieurs milliers d'élus*".

La date limite pour déposer son dossier au Conseil constitutionnel est fixée au 16 mars. (AFP 27.01)

Vous avez quelque chose à réclamer à l'UMP ou au PS ? Pas nous !

2- Sénégal

Le Conseil constitutionnel a validé vendredi la candidature du président Abdoulaye Wade, mais jugé irrecevable celle de la star internationale de la chanson Youssou Ndour, pour la présidentielle de février au Sénégal, ce qui a provoqué des violences entre jeunes et policiers à Dakar.

Outre celle de M. Wade, le Conseil a validé treize autres candidatures sur dix-sept présentées, dont celles de trois de ses ex-Premier ministres devenus opposants : Idrissa Seck, Macky Sall et Moustapha Niasse.

Egalement validée la candidature du dirigeant du Parti socialiste (PS, opposition), Ousmane Tanor Dieng.

Le Conseil a motivé son refus de valider la candidature de Youssou Ndour en constatant qu'il "*a produit une liste de 12.936 électeurs appuyant sa candidature, dont seulement 8.911 ont pu être identifiés et leurs signatures validées*", alors qu'il en faut 10.000 au minimum.

Dès l'annonce de la validation de la candidature du président Wade et du rejet de celle Youssou Ndour, des jeunes rassemblés depuis des heures sur une place de Dakar à l'appel de l'opposition ont jeté des pierres sur les policiers qui ont riposté à coups de gaz lacrymogène et de matraque.

Auparavant, le rassemblement à partir de la mi-journée de milliers d'opposants sur la Place de l'Obélisque, à l'appel du Mouvement du 23 juin (M23) regroupant partis politiques et organisations de la société civile, s'était déroulé sans incidents.

Initialement interdit par le gouvernement, puis finalement autorisé, il avait pour objectif d'"*organiser la résistance contre le coup d'Etat constitutionnel*" que constitue, selon le M23, la validation de la candidature de M. Wade qui se présente à un nouveau et troisième mandat. (AFP 27.01)

3- Syrie

3.1- La mission d'observation a remis son rapport à la Ligue arabe. A l'issue de cinq heures de débats, le Conseil des ministres ad hoc a prolongé d'un mois la mission des observateurs dans le cadre du premier plan de la Ligue arabe, tout en adoptant un second plan.

Ces événements donnent lieu à des interprétations très différentes.

- Le contenu du rapport des observateurs est généralement passé sous silence, c'est qu'il confirme la version du gouvernement syrien et infirme celle de l'opposition. Notamment, il atteste qu'il n'y a jamais eu de répression létale de manifestations pacifiques et que les engagements pris par Damas ont été scrupuleusement respectés (libération de plus de 7 000 prisonniers, retrait des troupes des grandes agglomérations, etc.). Il valide le fait que le pays est déstabilisé par des groupes armés.

- Le Comité ministériel ad hoc est souvent présenté comme l'instance exécutive de la Ligue alors qu'il s'agit d'un comité de suivi du Plan arabe composé de 5 Etats sur 22 (Algérie, Egypte, Oman, Qatar, Soudan). Il est passé sous silence que le Comité ministériel ad hoc a accepté le rapport des observateurs par 4 voix contre 1 (celle du Qatar) et a décidé de prolonger d'un mois la mission des observateurs en application du Plan arabe. Il est par contre souvent rapporté que l'Arabie saoudite a décidé de se retirer de ce dispositif (et tente de convaincre d'autres Etats de faire de même pour délégitimer les observateurs).

- Surtout, les médias atlantistes entretiennent une certaine confusion autour des propositions du Qatar, qui ont été en partie adoptées (transition sur le modèle yéménite), en partie rejetées (envoi de troupes arabes), par le Comité ad hoc. Ces décisions ont été validées par 3 voix pour (Egypte, Oman, Qatar) 1 contre (Soudan) et 1 abstention (Algérie).

- En outre, les médias atlantistes ne s'étonnent pas que le Qatar ait exigé de nouvelles élections en Syrie alors qu'il n'en a jamais tenu chez lui. Ils ne relèvent pas que la demande faite au président el-Assad de renoncer au pouvoir au profit de son vice-président n'a pas d'autre sens politique que d'affirmer que la présidence ne peut échoir qu'à un sunnite.

- En totale contradiction avec la tendance dominante des médias européens, l'envoyé spécial du Dagblad De Pers (Pays-Bas), Arnold Karskens, témoigne qu'il n'y a pas de révolution et de répression en Syrie, mais une déstabilisation du pays par des groupes armés instrumentés de l'étranger. Seul le Guardian (Royaume-Uni) défendait jusqu'à présent cette vision des événements).

- Dans le Washington Times, Roman Scarborough espère que la chute imminente du président el-Assad permettra de retrouver enfin les armes de destruction massives de Saddam Hussein que le dictateur irakien avait eu le temps de transférer en Syrie avant l'invasion US de son pays. Ainsi, les néo-cons n'auraient pas jamais menti pour envahir l'Irak et une action contre la Syrie permettrait de terminer la mission définie en son temps par les présidents Clinton et Bush Jr. (Réseau Voltaire 23.01)

3.2- La presse atlantiste présente la Feuille de route adoptée par le Comité des ministres ad hoc de la Ligue arabe comme la solution consensuelle à la crise syrienne. Ce faisant, elle oublie tout ce qu'elle disait durant les dix mois précédents : il ne s'agit plus de remplacer une dictature par une démocratie, mais uniquement d'obtenir le départ d'un président alaouite et de le remplacer par une personnalité sunnite. Faut-il comprendre que les adversaires de la Syrie se contenteraient d'une victoire symbolique ou qu'ils poursuivent leur plan de destruction du pays en tentant par une nouvelle manoeuvre de provoquer un conflit confessionnel ?

Au-delà de ce revirement rhétorique, la question stratégique principale est la position de la Russie. Une partie de la presse relaie des propos attribués à un représentant du président Medvedev selon lesquels Moscou ne soutiendra pas plus loin le président el-Assad. Toutefois, cette dépêche de Reuters a été démentie après parution des journaux. Une autre partie de la presse insiste au contraire sur la vente de 36 avions Yakolev 130, pour 550 millions de dollars. Ces aéronefs peuvent être utilisés pour la formation de pilotes de chasse et, en situation réelle, comme appui-feu lors de combats au sol. L'importance de ce contrat témoigne à la fois du soutien apporté par Moscou à Damas, et de sa certitude que l'administration Assad durera assez longtemps pour l'honorer complètement.

- The National rapporte le témoignage d'un Emirati qui fut observateur de la Ligue arabe. Il déclare avoir été bien accueilli par les deux camps, mais déplore que les rebelles n'aient pas souhaité continuer à collaborer avec les observateurs. L'article, qui présente la mission en termes positifs a été publié avant que les Emirats n'annoncent leur retrait du dispositif en même temps que les autres Etats du Conseil de coopération du Golfe.

- Al-Asharq Al-Awsat (Arabie saoudite) donne la parole au leader des Frères musulmans syriens, Mohammed Riad al-Sakfa. Il se montre confiant dans la victoire prochaine. Il revendique le caractère salafiste de la « révolution syrienne », affirme que les rebelles n'ont besoin que d'armes défensives, et assure que le régime el-Assad tombera dès qu'il sera complètement isolé (d'où la nécessité de fermer les ambassades comme viennent de le faire les Etats-Unis sous un prétexte sécuritaire). (Réseau Voltaire 24.01)

3.3- Les médias internationaux voient dans la conférence de presse du ministre syrien des Affaires étrangères, Walid Al-Mouallem, la confirmation de leurs commentaires d'hier à propos des décisions du Comité ministériel ad hoc de la Ligue arabe (reconduction de la mission d'observation et proposition d'une feuille de route) et de leur rejet partiel par Damas.

Aucun n'informe ses lecteurs du contenu du rapport de la Mission d'observation de la Ligue, lequel stipule explicitement qu'il n'y a jamais eu de répression sanglante de manifestations pacifiques. Tous, dans le sillage de la Haut-commissaire des Droits de l'homme de l'ONU, continuent à relayer les affabulations de l'Observatoire syrien des Droits de l'homme sans jamais s'interroger sur sa légitimité, sa méthodologie et sa crédibilité. Par conséquent, les médias interprètent les propos de M. Mouallem –selon lequel l'État syrien s'acquittera de ses responsabilités en matière de protection de la population face aux groupes armés– comme l'annonce d'une amplification de la répression politique.

- L'ex-observateur Anouar Malek poursuit sa tournée internationale. Il s'exprime cette fois dans le Süddeutsche Zeitung. Aucun des médias qui l'a interrogé ne semble être informé de son passé, ni avoir lu le passage qui le concerne dans le rapport de la Mission de la Ligue arabe. La seule chose qui intéresse les Occidentaux, c'est qu'il leur dise ce qu'ils veulent entendre. Il s'est notamment exprimé dans USA Today (USA), National Post (Canada), Libération et Le Monde (France), Le Temps (Suisse).

- L'Orient-Le Jour annonce que les banques libanaises appliqueront les sanctions internationales prises contre la Syrie. Il semble que le gouverneur de la Banque centrale libanaises faisait référence aux sanctions unilatérales européennes, lesquelles violent pourtant le droit international. (Réseau Voltaire 25.01)

3.4- Lors de sa conférence de presse, le ministre des Affaires étrangères syrien, Walid al-Mouallem, avait relevé que le rapport des observateurs de la Ligue arabe reconnaissait que le gouvernement syrien a obligation d'assurer la sécurité de son peuple. Sans attendre, l'armée régulière a libéré les villes de Douma et de Hama, partiellement occupées par la Légion wahhabite. Il reste encore des quartiers dans deux villes et une vaste zone rurale aux mains des forces armées étrangères.

Au contraire, pour la presse internationale –qui feint d'ignorer le contenu du rapport des observateurs–, les forces de sécurité syriennes ont poursuivi leur répression sanglante de manifestations pacifiques dans ces deux villes. Partant de cette analyse, le Conseil de coopération du Golfe –qui rassemble non seulement les États arabes du Golfe, mais toutes les monarchies arabes– a décidé de saisir le Conseil de sécurité pour pallier à la carence de la Ligue et légaliser une intervention militaire.

- Abdel Halim Khaddam a accordé un entretien au Figaro depuis son exil parisien. Il y accuse le président el-Assad de vouloir démanteler la Syrie afin de se replier sur un État alaouite. L'intervieweuse, Isabelle Lasserre ne s'est pas interrogée sur ce

qui conduirait le président el-Assad à se rallier ainsi au plan de remodelage du Moyen-Orient élargi des néo-conservateurs.

- Sous la signature de Lorenzo Cremonesi, le Corriere della Sera insinue que les autorités syriennes pourraient être responsables de l'assassinat du père Basilius Nassar. Leur plan machiavélique consisterait à s'attacher la minorité chrétienne en lui faisant croire à un péril islamiste.

- Le Daily Telegraph (Royaume-Uni) rapporte une rencontre avec Omar Bakri Mohammed dans son exil libanais. Celui que l'opinion publique britannique considère comme l'inspirateur des attentats de Londres en juillet 2007 déclare sur un ton péremptoire que les « frères d'Al-Qaida » sont prêts à multiplier les attentats suicides en Syrie dès que l'opposition leur en fera la demande.

- De retour d'un voyage de 11 jours au Moyen-Orient, le sénateur John Kerry a répondu aux questions de Foreign Policy. Selon lui, la Syrie est au bord de la guerre civile. Il n'a pas évoqué d'action directe des Etats-Unis, mais a indiqué que Washington suivait de près les efforts de la Ligue arabe et du Conseil de coopération du Golfe.

- L'Orient-Le Jour applaudit à la publication d'une lettre ouverte du Conseil national syrien relative aux relations du futur gouvernement (si le CNS arrivait au pouvoir) avec le Liban. Le texte –qui entérine la partition Sykes-Picot de la région, l'Accord saoudien de Taëf, et les revendications israéliennes de Chebaa– donne pleine satisfaction aux politiciens de la Coalition du 14-Mars. Cependant, déplore le quotidien, ce document historique –dont le contenu est reproduit intégralement– n'est qu'un projet qui n'a toujours pas été validé par le CNS.

- L'Orient-Le Jour révèle également que [la présidence de] la Ligue arabe, c'est-à-dire le Qatar, aurait pris contact avec l'Egyptien Mohammed el-Baradei pour en faire l'envoyé spécial de la Ligue en Syrie. L'information a été officiellement démentie depuis. (Réseau Voltaire 26.01)

Social

Italie

Les employés des transports publics italiens se sont mis en grève vendredi pour dénoncer les mesures de libéralisation annoncées par le gouvernement de Mario Monti.

La circulation des bus, des trains et des tramways a été perturbée à travers le pays et une manifestation a rassemblé des milliers de personnes à Rome.

Lundi dernier, les routiers et les chauffeurs de taxi ont reconduit leur mouvement de grève pour protester contre la hausse des taxes pétrolières et l'ouverture à la concurrence de secteurs protégés comme les transports.

Ces manifestations traduisent l'opposition croissante que rencontre le plan du président du Conseil qui prévoit une dérégulation dans plusieurs secteurs protégés de l'économie afin de favoriser concurrence et création d'emplois.

Ces mesures s'ajoutent à une réduction des dépenses et une hausse des prélèvements publics adoptées par le parlement au mois de décembre.

La hausse des taxes sur les carburants a entraîné une augmentation de 8,2% du prix du litre d'essence qui atteint 1,76 euro et de 11,2% pour le diesel qui s'établit à 1,71 euro. (Reuters 27.01)

Economie

1- UE

L'agence de notation Fitch a annoncé vendredi l'abaissement des notes de la Belgique, de Chypre, de l'Italie, de l'Espagne et de la Slovénie, et a précisé que de nouvelles dégradations étaient envisageables au cours des deux prochaines années. (Reuters 27.01)

2- Espagne

La compagnie aérienne espagnole Spanair, en grande difficulté financière, a annoncé vendredi avoir cessé son activité et suspendre ses vols, le ministère de l'Equipement exigeant pour sa part qu'elle remplisse "*ses obligations envers les passagers*".

Cette décision a été prise alors que la région de Catalogne, actionnaire de la compagnie, a annoncé qu'en raison "*de la crise*

actuelle" et des limites fixées par l'Union européenne, le gouvernement de la région se trouvait "*dans l'impossibilité de fournir un nouvel apport en capital*" à la compagnie.

En janvier 2011, les autorités catalanes avait octroyé à la compagnie espagnole un crédit d'urgence de 10,5 millions d'euros. Il venait s'ajoutait aux quelque 90 millions d'euros d'aide publique reçus auparavant, selon la presse économique.

Fondée en 1986, Spanair opérait essentiellement sur des vols intérieurs en Espagne.

Ancienne filiale de la scandinave SAS, elle avait été prise en main début 2009 par des actionnaires espagnols, parmi lesquels des organismes publics régionaux de Catalogne.

La compagnie avait été frappée en août 2008 par l'accident d'un de ses avions, à l'aéroport de Madrid, qui s'était écrasé au décollage, faisant 154 morts.

Elle avait engagé cette année là un plan de restructuration qui s'était traduit par le licenciement de 1.100 de ses 4.000 employés.

Cette annonce intervient alors que les compagnies régulières subissent de plein fouet la concurrence des compagnies low cost. Les pilotes de la première compagnie espagnole Iberia ont décidé d'observé plusieurs jours de grève pour s'opposer à la création de la filiale à bas coûts Iberia Express dont le premier vol doit décoller le 25 mars.

La compagnie espagnole Air Europa a annoncé le 10 janvier la suppression de 260 postes, soit 8,5% de ses effectifs, dont 46 pilotes, après avoir enregistré 13,1 millions d'euros de pertes en 2011. (AFP 27.01)

Haut de page

Le 29 janvier

CAUSERIE

Où cela s'est-il passé ?

Des assaillants fortement armés "*ont mitraillé le bureau de vote, tuant trois assesseurs, un membre des forces paramilitaires et un civil*", dans le village de Thangpi, au sud de la capitale de l'Etat du Manipur, Imphal, a déclaré à l'AFP le chef de la police Priya Singh. (AFP 28.01)

Vous aurez reconnu la "*plus grande démocratie du monde*", le pays tranquille où j'habite depuis 1996. Ailleurs, ils ciblent leurs victimes, ici on ne fait pas dans le détail, le raffinement, ils tirent dans le tas, ils mitraillent ! J'ai reconnu là ce que je vis au quotidien sans pouvoir toujours l'exprimer avec les mots qu'il faudrait de crainte d'être incompris ou d'être accusé de manquer d'impartialité. Je vous rassure quand même, cet Etat est à plus de 2 000 kms de chez moi, ici à Pondichéry c'est tranquille...

J'ai lu un commentaire très juste sur la Libye. Il y en a qui reproche au CNT, le bras armé des multinationales occidentales du pétrole, de négliger les femmes en ne leur réservant pas des sièges à la futur Assemblée constituante, alors que "*la France a mis 200 Ans pour avoir 10% de femmes parlementaires*", très juste.

J'ajouterai, que lorsque les femmes obtinrent en France enfin le droit de vote à l'issue de la Seconde guerre mondiale, 300 millions de femmes en bénéficiaient déjà dans le monde. Idem dans bien des domaines, par ignorance ou parce qu'on nous l'a inculqué dans notre jeunesse, on s'imagine que la France serait un modèle ou la pionnière en terme de démocratie pour le reste du monde, or c'est faux dans bien des domaines.

Depuis, elle aurait plutôt fait des progrès en sens inverse, par exemple en foulant aux pieds le résultat du référendum de 2005 sur l'UE. Elle n'est pas la seule à piétiner le peu de démocratie qui a le droit de citer. L'Irlande n'est pas mal dans son genre, c'est même devenu une tendance mondiale. Deux exemples. L'UE refuse aux peuples de se prononcer par référendum sur la modification des traités européens ou l'adoption de nouveaux traités par crainte qu'ils ne les rejettent massivement ; l'ONU qui cautionnent les guerres, les génocides, les coups d'Etat, les guerres civiles fomentées en sous-main par l'impérialisme américain et les puissances impérialistes européennes, ainsi que l'Etat sioniste et les monarchies du Golfe.

Du coup, au Sénégal, Wade se sent autorisé à les imiter, que dis-je, légitimer à agir en dictateur. En 2001, il avait organisé un référendum qui s'était soldé par la limitation du mandat présidentiel à deux, Wade est en train de terminer son deuxième mandat, que cela ne tienne il a décidé de se présenter une troisième fois, violant ainsi la loi en vigueur depuis 2001, avec l'accord

du Conseil constitutionnel faut-il préciser. Et c'est au Conseil constitutionnel que Juppé vient de demander de "*statuer de manière claire et impartiale sur les réclamations*" des opposants à la candidature de Wade, Conseil constitutionnel tellement "*impartial*" qu'il vient de valider la candidature de Wade en violation flagrante de la loi.

Un précédent. Cela ne vous rappelle pas la Côte-d'Ivoire ? Sauf qu'en Côte-d'Ivoire, puisque le Conseil d'Etat avait validé l'élection de Gbagbo, Sarkozy ne s'était pas adressé à cette instance, il avait préféré se tourner vers la commission électorale qui avait validé l'élection de Ouattara, le candidat de l'Elysée contournant l'avis du Conseil d'Etat qui était la plus haute instance de l'Etat de Côte-d'Ivoire, donc violant délibérément ou passant outre la Constitution ivoirienne.

En Haïti, avec l'accord de l'ONU, Préval avait été déclaré élu bien qu'il n'avait pas franchi la barre des 50% des suffrages exprimés, il n'avait obtenu que 48%, il avait suffit de modifier la loi électorale après la fin du scrutin et l'annonce des résultats, ce qui représenta un coup de force, illégale, de retirer les bulletins blancs du décompte des voix exprimés pour que Préval franchisse la barre des 50% et soit déclaré élu président d'Haïti. Un dictateur genre Franco ou Pinochet n'aurait pas imaginé mieux, mais cela est passé comme une lettre à la poste, il y a même des groupes de militants en France, de soi-disant trotskystes, qui soutinrent R. Préval !

Un autre exemple, d'actualité, en France cette fois encore, de la violation de la "*démocratie*" ou de son détournement.

Une dépêche de l'agence Reuters datée d'hier : Nicolas Sarkozy annoncera dimanche une hausse de 1,6 point de la TVA pour alléger les charges sociales et maintiendra le taux actuel de la CSG, écrit Le Monde samedi sur son site internet.

Sans être bonapartiste, mais pour montrer à quoi en est rendue leur "*démocratie*", on constate qu'une importante mesure sociale (sic !) adoptée par le gouvernement et concernant la totalité de la population est annoncée non pas par Sarkozy, son Premier ministre ou un membre de son gouvernement issus des élections, mais par une entreprise privée soutenue par les banquiers, un média national, le journal Le Monde élevé au rang de porte-parole du gouvernement ! Il ne manque plus qu'un ex-cadre de Goldman Sachs à la tête de l'Etat et la boucle sera bouclée, vous me direz qu'on a déjà l'équivalent avec le représentant du CAC 40.

A la collusion des banquiers avec l'Etat, il faut ajouter celle des médias qui leur servent grâcieusement la soupe et se font les courroies de transmission de leur propagande, soupe pas vraiment populaire mais façon Fouquet's, homard, caviar et fois gras truffé, histoire de garder de bonnes relations, cela peut être utile en temps de crise pour les uns comme pour les autres.

Une agence de l'ONU au chevet des affamés

"*Au Sahel, nous faisons face à une crise alimentaire d'une plus grande importance que d'habitude, avec plus d'un million d'enfants risquant une grave malnutrition*", a déclaré vendredi Rima Salah, directrice adjointe de l'Unicef.

"*Si nous ne répondons pas aux besoins des pays du Sahel, ils risquent de se trouver dans une situation semblable à celle que l'on rencontre en Somalie (...)*", a-t-elle ajouté.

L'agence a lancé un appel au financement à hauteur de 1,28 milliard de dollars pour 98 millions de femmes et d'enfants dans 25 pays.

Les trois pays de la corne de l'Afrique (Djibouti, Somalie, et Ethiopie) représentent environ un tiers de l'appel aux fonds. L'agence demande 67 millions de dollars pour huit pays du sahel, à savoir le Burkina Faso, le Tchad, le Mali, la Mauritanie, le Niger et les régions septentrionales du Cameroun, du Nigeria et du Sénégal.

"*Il y a une instabilité grandissante dans la région du Sahel, avivée par le Printemps arabe et les activités grandissantes d'Aqmi et de Boko Haram, aggravant les besoins humanitaires des enfants et des femmes dans la région*", peut-on lire dans un rapport de l'Unicef. (Reuters 28.01)

Qui déstabilisent tous ces pays, qui arment de soi-disant opposant aux différents régimes en place et dont les masses les plus pauvres d'Afrique sont les victimes, sinon les différentes puissances impérialistes occidentales qui se livrent entre elles à une guerre économique sans merci ou avec les impérialistes des pays dits émergents, avec la bénédiction de l'ONU évidemment.

Prosélytisme religieux. Comment ils exploitent la misère à des fins politiques.

Extrait d'un article du monde.fr du 28 janvier 2012.

- "Cette habitante d'un immeuble autrefois coquet du quartier de Grigny-2 (Essonne) est l'une des "amies" de Maïté, Bernadette et Marie-Armelle, trois religieuses de la congrégation Notre-Dame, installées dans un appartement du dixième étage de la même barre.

"Ce sont les premières voisines avec qui je parle, depuis vingt ans que j'habite là", témoigne la propriétaire du logement. Allure sportive et sourire avenant, Maïté Barrès, la plus jeune des sœurs, confirme. "*Le soir de Noël, Solange était toute seule. Je l'ai emmenée au restaurant du bout de la rue.*" Les deux femmes ont "*bien papoté*". Il arrive que Maïté lui change une ampoule ou aide pour ses papiers cette célibataire sous tutelle. C'est aussi par les papiers que les "*sœurs du 10e*" ont rencontré Awa (le prénom a été modifié) et ses quatre enfants. Originaire du Mali, la jeune femme vit dans un appartement bien tenu au rez-de-chaussée de cette copropriété en voie de dégradation. En riant, Marie-Armelle Girardon, l'ancienne supérieure générale de la congrégation, religieuse depuis cinquante-deux ans, serre dans ses bras le petit dernier et rappelle à Awa qu'elle l'attend toujours pour son cours de français. Maïté en profite pour lui donner les horaires de la bibliothèque de rue, où les enfants d'Awa se rendent les mercredis après-midi.

"*Vivre l'Evangile*". Ainsi va la vie de la communauté Notre-Dame, trois femmes de 74, 73 et 46 ans, réunies par leur foi au cœur de cette banlieue populaire. Alors que près de 600 jeunes religieuses et religieux sont rassemblés jusqu'à dimanche 29janvier en région parisienne pour réfléchir à une meilleure visibilité de la vie consacrée, les sœurs de Grigny vivent leur apostolat, discrètement: de rencontres en coups de main, elles s'efforcent de créer du "*lien*", là où les solitudes et les communautarismes se croisent rarement. Leur manière à elles "*de vivre l'Evangile*", sans visée directement prosélyte et à contre-courant des évolutions plus clairement identitaires."

Le prosélytisme ce n'est pas leur truc affirme ce journaliste, plutôt crédule à en juger par la suite :

- "L'aînée, Bernadette Vallez, ancienne infirmière, accompagne aussi un groupe d'adultes, africains, antillais et laotiens, qui souhaitent se convertir au catholicisme."

On peut déplorer qu'elles remplissent un rôle social dévolu à l'Etat puisque celui-ci a déserté les quartiers parmi les plus pauvres. Ajoutons que toute emprise de la religion sur les opprimés est une atteinte à l'intégrité humaine qui aspire à la connaissance et à sortir de l'obscurantisme ou de l'ignorance du monde extérieur (notamment) qui l'habite depuis sa naissance. C'est une atteinte à l'intelligence humaine ravalée au rang d'illusion qu'il faut combattre, parce qu'elle participe au maintien du régime en place qui se nourrit de l'ignorance des masses.

Intox. Manipulation des masses.

Titre de l'AFP : Un Français sur deux souhaite que Sarkozy déclare rapidement sa candidature

A la question "*En pensant à Nicolas Sarkozy, souhaitez-vous qu'il annonce sa candidature à l'élection présidentielle...*", ils sont 49% à répondre "*le plus tôt possible*", contre 17% à préférer la "*fin du mois de février*" et 20% la mi-mars.

Enfin, interrogés sur leur état d'esprit, les sondés se montrent un peu plus critiques qu'il y a un an: 33% affirment qu'ils ne se font "*plus aucune illusion sur la politique*" (30% en février 2011). (AFP 28.01)

Une fois qu'ils ont forcé les personnes sondées à "*penser*" à Sarkozy, de là à ce que le citoyen lambda imagine que la majorité de la population pense à lui, qu'il serait soudain devenu indispensable à tout un chacun, c'est ce que suggère sournoisement la question qui leur était soumise, il n'y a qu'un pas à franchir, c'est l'objectif de cette manipulation pour le faire remonter dans les sondages, et qui sait parvenir à le faire réélire.

Allons plus loin. Une fois ce constat établi, rectifions le titre de l'AFP, un Français sur deux, ce n'est pas forcément suffisant pour remporter une élection présidentielle, pour y parvenir il existe un autre moyen, il suffit d'établir que 49 + 17 + 20 = 86% des électeurs potentiels montrent de l'intérêt pour la candidature de Sarkozy contrairement à tous les sondages des derniers mois qui montrent qu'il est rejeté (avec sa politique) par environ 70% des électeurs, de là à suggérer que ces 86% pourraient éventuellement voter pour lui, qui sait, rien n'est joué à l'avance bien des choses peuvent encore se passer en trois mois, c'est ce qu'il s'agit de faire entrer dans la tête des électeurs, ainsi par le biais d'une grostesque manipulation Sarkozy dispose d'un coup de baguette magique d'une marge de manoeuvre suffisante pour se relancer dans la course à la présidentielle, alors que tout le monde le donne battu d'avance et la boucle est bouclée.

La réponse à la seconde question de ce sondage évoquée plus haut n'est pas forcément contradictoire avec ce qui vient d'être dit, quand on a à l'esprit que le législateur n'a rien fait pour encourager les personnes non inscrites sur les listes électorales à le faire, l'UMP pensant tirer profit d'un fort taux d'abstention.

Détourner les travailleurs de la politique, c'est l'objectif de tous les partis institutionnels qui estiment que cela leur donne une marge de manoeuvre plus grande pour garantir la survie du régime et se partager les rôles et les places, et les prébendes sonnantes et trébuchantes qui vont avec bien entendu.

Actualité en titres

Dictature du capital via les bankters

- Le monde somme la zone euro d'agir, la Grèce menacée de tutelle - AFP

- Grèce : accord en vue sur la dette, rudes tractations avec l'Europe et le FMI - AFP

La femme est l'avenir de l'homme, pas les marchés !

- A Davos, les responsables européens veulent redonner confiance aux marchés - LeMonde.fr -

- Les militantes aux seins nus de Femen dénoncent les "" de Davos - AFP

En péril.

- Un temps menacée d'extinction, la loutre reconquiert la Bretagne - AFP

Vite, son nom :

- Sarkozy va tenter de reprendre la main dimanche, avec une hausse de la TVA - AFP

Et comme cela ne suffira manifestement pas :

- Merkel participera à des meetings électoraux avec Sarkozy - Liberation.fr

INFOS EN BREF

Politique

1- Sénégal

L'opposition a lancé samedi "*la résistance*" contre le président sénégalais Abdoulaye Wade, 85 ans, malgré la validation de sa candidature à la présidentielle de février par le Conseil constitutionnel qui a provoqué de graves violences dans plusieurs villes.

Les tenants de cette "*résistance*", dont les modalités restent à préciser, s'opposent d'ores et déjà à une vague d'arrestations de responsables et partisans du Mouvement du 23 juin (M23), qui regroupe partis d'opposition et organisations de la société civile à la pointe du combat contre la candidature de Wade.

"*Nous nous organisons pour faire face par une résistance contre l'oppression, et nous avons lancé un mot d'ordre à l'ensemble des Sénégalais de se tenir prêts à (y) faire face*", a déclaré à la presse Macky Sall, un des dirigeants du M23, candidat à la présidentielle, aux côtés des autres leaders du mouvement.

Il faut "*tout mettre en oeuvre pour que Wade retire sa candidature, parce qu'il n'est pas question qu'il prenne part aux prochaines élections*", le scrutin présidentiel du 26 février, a-t-il ajouté. "*C'est tout à la fois les marches, les sit-in, la résistance*", mais "*pas la violence*"

Selon le M23, des "*dizaines*" de ses militants et responsables ont été arrêtés samedi dans tout le pays, dont son porte-parole, Alioune Tine, célèbre défenseur des droits de l'Homme en Afrique, qui se trouvait samedi soir dans les locaux de la Division des investigations criminelles (DIC) à Dakar.

Youssou Ndour, dont la candidature a été rejetée par le Conseil constitutionnel, a été "*malmené*" par des policiers alors qu'il se rendait à la DIC pour soutenir Alioune Tine, selon un de ses porte-paroles, Doudou Sarra.

La France "*attend que le Conseil constitutionnel statue de manière claire et impartiale sur les réclamations*" émises par les candidats exclus de la présidentielle, a déclaré le ministère français des Affaires étrangères.

Elu en 2000, réélu en 2007 pour cinq ans après une révision constitutionnelle de 2001 instituant un quinquennat renouvelable une fois, M. Wade se représente pour sept ans après le rétablissement du septennat en 2008, à la suite d'une nouvelle révision constitutionnelle. Ses opposants jugent sa candidature anti-constitutionnelle. (AFP 28.01)

2- Libye

Le Conseil national de transition (CNT) a annoncé samedi soir l'adoption de la loi électorale qui régira l'élection d'une assemblée constituante en juin en Libye. Selon le texte, dont la version finale de la loi devrait être publiée dans deux ou trois jours.

Selon le texte de la loi, qui devrait être "*révisé*" selon le CNT, deux tiers des 200 sièges de l'assemblée ont été réservés aux listes des partis politiques et le reste, soit 64 sièges, aux indépendants.

Contacté par l'AFP samedi soir, Fathi Baaja, un membre du CNT, a dénoncé la marginalisation de plusieurs membres du CNT qui n'ont pas été informés de la réunion de samedi.

Il a ajouté que l'amendement de la loi et l'adoption du système de liste dans les prochaines élections, a été opéré sous "*la pression des Frères musulmans*", seul groupe politique capable selon lui d'obtenir une "*écrasante majorité*" dans l'assemblée qui devrait rédiger une constitution pour le pays.

Prévue initialement la semaine dernière, l'adoption de la loi avait été reportée sous la pression de groupes politiques et de la société civile qui voulaient imposer de nouveaux amendements. (AFP 28.01)

Social

Italie

Après une nouvelle cure de rigueur en décembre et un vaste plan de libéralisation de l'économie la semaine dernière, Mario Monti a adopté vendredi des mesures de simplification des procédures administratives, considérées comme un frein à la croissance.

Persuadé que l'Italie aurait chuté comme la Grèce sans un nouveau tour de vis budgétaire qui va toutefois accentuer la récession, et que les libéralisations mettront fin aux "*rentes de certaines catégories*" qui sclérosent le pays, le chef du gouvernement garde le cap en dépit de la grogne sociale qui s'amplifie.

Taxis, camionneurs, pêcheurs, transports : les grèves, pour protester contre les libéralisations ou pousser un cri d'alarme contre la dégradation de la situation sociale, ont marqué la semaine.

D'autres mouvements, des gérants de stations-service ou des avocats, suivront ces prochaines semaines.

Inspiré par un mouvement qui a paralysé la Sicile la semaine dernière, la grève des camionneurs contre les prix record du carburant, qui a démarré lundi et s'achève vendredi, a eu d'importantes répercussions.

Des entreprises comme Fiat ou Barilla ont dû mettre des usines à l'arrêt tandis que le sud du pays en particulier a fait face à de graves problèmes d'approvisionnement en carburant ou en produits alimentaires.

Vendredi, c'était au tour de l'Union syndicale de base (USB), très marquée à gauche, de protester, ce qui entraînait des perturbations limitées dans les transports publics.

"*Dehors le gouvernement des banquiers. Non aux dictats de l'Union européenne et non aux attaques contre l'emploi et les retraites*", clamait une banderole dans leur manifestation romaine.

Sur le plan politique, "*Super Mario*" continue de naviguer sereinement, fidèle à sa stratégie de mécontenter tout le monde pour désamorcer les oppositions, et bénéficie toujours d'une majorité écrasante au Parlement, comme l'a prouvé l'adoption cette semaine d'une motion de soutien à sa politique européenne.

Alors que les libéralisations mécontentent une bonne part de l'électorat de droite, Silvio Berlusconi a d'ailleurs rejeté jeudi l'appel de son ex-allié Umberto Bossi, chef de la Ligue du Nord, à faire chuter le gouvernement.

"*La situation est difficile, le gouvernement agit avec grande prudence et il est difficile d'avancer des critiques fondées*", a jugé le Cavaliere.

"*Tout le pays veut étrangler Monti et lui il a peur de le chasser*", a protesté M. Bossi en menaçant le Cavaliere de faire chuter l'exécutif de droite au pouvoir dans la région de Milan, la plus riche du pays.

Selon Stefano Folli, éditorialiste du quotidien Il Sole 24 Ore, "*Silvio Berlusconi n'a pas aujourd'hui envie ou intérêt à +débrancher+*

le gouvernement Monti."

"*Ce n'est pas de la générosité mais un calcul: si les +technocrates+ doivent chuter il faut que cela soit en raison des contradictions de la gauche (en particulier sur la réforme du marché du travail à venir, NDLR) et non des convulsions de la droite*", estime le politologue. (AFP 28.01)

Economie

1- Banquiers.

Bankiers-kamikazes ?

Interconnection des banques

La différence entre la deuxième moitié du XIXe décrit par Zola et aujourd'hui, c'est que le monde bancaire est mondialisé. Par le shadow banking, toutes les banques sont interconnectées, toutes les obligations ont été mises en garantie de la banque A à la banque B, puis de B à C… etc. …

Au XIXe, il pouvait y avoir des faillites massives, aujourd'hui NON. Une grosse faillite entraîne l'ensemble des banques dans le trou.

Il semble évident, que les banquiers vont devoir se couper un bras, avant de subir l'ablation d'une jambe, voire de se faire énucléer. S'ils ne s'accordent pas sur un processus réducteur, ils pourraient être également émasculés. C'est le voeu et le plan d'Angela Merkel, qui n'est pas femme pour rien.

L'autre possibilité est de monétiser la totalité des dettes en imprimant de la monnaie. S'il y a 53 trillons de dettes aux Etats Unis, la Fed rachète les 53 T$ en imprimant de la monnaie et en mettant ces obligations pourries dans son bilan, comme dans une poubelle géante. Le processus est déjà largement entamé avec la nationalisation de Fannie Mae et Freddy Mac, et l'achat des Bons du Trésor US.

Si on n'interdit pas d'abord aux banques de continuer à créer de la dette, des produits financiers, des hypothèques sur ces produits, etc … multipliant sans fin le processus, il n'y a aucune raison d'arrêter cette monétisation, demain, après-demain ou en 2014. Or les banquiers ayant réussi à revendre à la Banque Centrale des obligations pourries, même décotées, osent afficher des bénéfices records, qu'ils distribuent sous forme de bonus ou de dividendes … faisant entrer cet argent virtuel dans la "vraie vie". Pire encore, ils profitent de cette manne pour jouer cet argent frais sur les marchés, faisant monter toutes les matières premières. Quand Paribas achètent toutes les fèves de cacao disponibles dans le monde pour faire un coup, c'est la ménagère qui va devoir payer son chocolat plus cher. Or les banquiers spéculent sur le blé, le maïs, la viande, etc. De toute évidence, leurs spéculations amènent une accélération de l'inflation réelle, même si les statistiques gouvernementales cherchent à le cacher.

Entre le Chaos d'un Krach bancaire mondial et l'hyperinflation, il y avait une troisième voie moyenne, qui impliquait de la rigueur, de la volonté, un pouvoir puissant faisant respecter la loi. Les banquiers aujourd'hui sont trop puissants et les Etats sont totalement à leurs ordres. Il n'y a qu'à voir l'impuissance totale du CFTC, incapable de mettre en application la loi Dodd-Franck aux Etats Unis, pour comprendre l'ensemble du problème.

Par défaut, c'est donc l'hyperinflation qui a été choisie par les voyous de W.S.. Nous avons été prévenus, puisque le I.A.S. B., l'organisme international chargé des normes comptables, a créé des aménagements dés 2010 pour aider les entreprises à tenir une comptabilité dans un environnement d'hyperinflation sévère. (le contenu de cet amendement daté du 30 septembre 2010 figure dans cet article. - ndlr)

L'élite souffrira moins que le peuple, car les initiés ont déjà investi leurs capitaux dans les métaux précieux, les terres et les denrées alimentaires. Les masses mourront de faim, ce qui simplifiera (pour l'establishment) les problèmes de l'avenir de la Planète.

Une victoire à la Pyrrhus

Certains banquiers, plus puissants que la plupart des nations, ne se satisfont pas de la situation actuelle. Même si cela semble impossible à certains analystes avec qui j'ai échangé sur le sujet, je considère qu'une des factions de l'oligarchie peut opter pour un effondrement généralisé, en jouant justement de l'interconnexion généralisée dûe au "*Shadow Banking*". Après tout, les banquiers de W.S. ont bien créé des produits financiers destructeurs et les ont disséminés dans toutes les banques du Monde, dans un seul but, mettre les nations à genoux. Ils y ont pleinement réussi et ces banques sont aujourd'hui aux commandes en Europe, dictant leur loi aux gouvernements. Il devrait être assez aisé de les faire exploser par une flamme en retour, en faisant tomber une carte du système, qui par l'effet de contagion des CDS, viendrait mettre le feu au coeur du système qu'ils ont mis en place. Pour cela, il faut auparavant avoir installé un minimum de pare-feu.

La Russie a très certainement réussi à préserver en grande partie son système bancaire. La Chine est peut être plus vulnérable, mais elle a annoncé en août 2009, qu'elle autorisait ses sociétés à faire défaut sur les produits dérivés. Elle a certainement pris des mesures depuis pour se protéger des manigances de WS et de la City. Quant à Angela Merkel et ses alliés, ils auraient mis en place une police financière, qui aurait pour but de mettre les Banksters au trou, aussi puissants soient ils et notamment Deutsche Bank et Goldman Sachs.

Nos informateurs nous disent que la tension est telle dans l'oligarchie, que toutes tentatives de résoudre la crise par la diplomatie se sont terminées par des échecs et que désormais, ils seraient en train de préparer la guerre. Cette guerre se jouera sur tous les fronts. Le premier d'entre eux sera bancaire. Certains vont donc faire en sorte que la Banque saute, quitte à perdre un bras et un oeil. Cela ne sera pas un hasard, mais une volonté délibérée. Puis tous les dominos tomberont.

Vous avez la chance de regarder l'Histoire en train de s'écrire sous vos yeux… alors surveillez l'attentat de Sarajevo en regardant du côté des banques.

Tout cela va commencer en 2012, avec probablement, une très nette accélération au deuxième trimestre.

Ceci n'est qu'une analyse personnelle, qui n'engage que son auteur. (liesidotorg.wordpress.com 27.01)

2- Allemagne

2.1- L'Allemagne et ses banques ne sont pas à l'abri d'une faillite de quelques pays du sud de l'Europe.

Comme nous le verrons dans le numéro 248 de LIESI (15 février 2012), il existe une fenêtre de tir importante pour un éventuel retrait de l'Allemagne: entre la fin du printemps et la fin de l'été 2012. Il y a bien sûr des aléas qui ne sont, pour le moment, pas déterminés, mais assez probables. Sur ce genre de sujet, il convient toujours d'être prudent, mais réaliste à la lumière des mines posées par nos chers banquiers américains dans le système financier européen.

Ce qui nous amène à une question importante. L'Allemagne, si protégée par Standard and Poor's (qui refuse de la dégrader pour 2012) est-elle exposée aux dettes des pays du sud, si méprisés par les agences de notation américaines?

Généralement, les experts disent avoir bien de la peine à estimer les conséquences économiques d'une telle option, même pour l'Allemagne dont les banques très exposées aux dettes souveraines de l'Europe du Sud et de l'Irlande (à hauteur de 460 milliards d'euros) n'échapperont sans doute pas à la faillite. Si les experts d'UBS prédisent qu'une telle catastrophe touchera plus sévèrement la périphérie de l'Europe que les pays forts, ils résument un tel scénario en citant Shakespeare : " Cry "havoc", and let slip the dogs of war. " (" "Carnage !" et alors seront lâchés les chiens de la guerre ").

On peut raisonnablement penser que cela devrait intervenir avant l'attaque de l'Iran. La logique est d'abattre financièrement l'Occident avant d'accélérer le processus de délitement géopolitique du Moyen-Orient. (liesidotorg.wordpress.com 27.01)

2-2- Un veto de la Commission européenne à la fusion entre NYSE Euronext et Deutsche Börse est de plus en plus probable, un revers dont l'opérateur boursier allemand devrait pouvoir s'accommoder grâce à un modèle d'activité solide, selon les spécialistes du secteur.

Pour la presse comme pour les analystes, le NON! de Bruxelles, gendarme de la concurrence en Europe, ne fait pratiquement plus de doute, en raison de ses craintes sur une situation de monopole du nouvel ensemble, notamment dans le marché des dérivés en Europe.

Paradoxalement les investisseurs n'ont pas l'air mécontents de cet échec annoncé. L'action Deutsche Börse a même nettement progressé ces derniers jours.

"*Les actionnaires de NYSE Euronext auraient davantage profité de la fusion*" selon l'analyste Martin Peter de la banque régionale allemande LBBW, "*car le groupe Deutsche Börse est beaucoup mieux positionné que les Américains*".

Le groupe allemand repose en effet sur trois piliers couvrant tout le cycle des échanges financiers: le marché d'actions avec sa plateforme d'échanges électroniques Xetra, le marché des dérivés avec sa plateforme Eurex, et les activités post-marché de règlement et de compensation assurées par sa filiale luxembourgeoise Clearstream.

Grâce à Clearstream et à Eurex Clearing, Deutsche Börse est aussi bien placé pour profiter de la croissance des activités post-marché. Celles-ci assurent une fonction centrale pour les marchés réglementés mais aussi pour les marchés de gré à gré (OTC), plus opaques, car elles offrent la sécurité des opérations entre vendeurs et acheteurs.

Deutsche Börse peut ainsi profiter indirectement de la masse des échanges non réglementés qui lui échappent sur d'autres segments. Par exemple, sur le marché global des dérivé "*80 à 85% des transactions ont lieu hors Bourse*", rappelle Martin Peter.

L'opérateur de la Bourse de Londres, le LSE, cherche d'ailleurs à imiter la stratégie de Deutsche Börse en s'efforçant actuellement de s'emparer de l'autre grande chambre de compensation en Europe, LCH.Clearnet.

Certes, "*avec NYSE Euronext, Deutsche Börse aurait formé la première Bourse du monde et aurait ainsi pu dégager d'importantes synergies de coûts, elle serait devenue plus rentable et plus importante dans le futur paysage boursier*", estime Philipp Hässler d'Equinet.

Mais la consolidation globale du secteur ne s'est pas encore vérifiée dans les faits: l'an dernier l'alliance des Bourses de Londres et de Toronto a échoué, et l'Australie a rejeté le projet de fusion entre les Bourses de Sydney et de Singapour.

Pour Christian Muschick de Silvia Quandt, les réserves de la Commission européenne sur la fusion entre Deutsche Börse et NYSE Euronext seraient d'ailleurs plutôt d'ordre politique, liées à "*la peur de perdre le contrôle, la peur d'une domination des actionnaires américains*". (AFP 28.01)

Clearstream, mais c'est un nom qui nous dit quelque chose... Ah oui j'y suis, ils veulent faire jouer un rôle plus grand aux chambres de compensation dont Clearstream pour garantir la transparence des marchés, sans rire, réguler les produits dérivés, tout un poème !

Haut de page

Le 30 janvier

CAUSERIE

Si vous connaissez d'autres portails d'information du genre Mondialisation.ca ou Réseau Voltaire, communiquez-moi leurs adresses pour en faire profiter tous les militants qui se connectent sur le site. Difficile ensuite de dire qu'on n'était pas informé, qu'on ne savait pas ce qui se tramait dans les plus hautes sphères du pouvoir...

A propos des mesures antisociales annoncées par Sarkozy. Tout, tout, tout pour les patrons !

1- Commençons par le plus évident, le logement, en reproduisant la réflexion d'un internaute :

- "*Augmenter la possibilité de construire 30% de plus, ça veut dire que tout le monde va dès demain se lâcher et agrandir son pavillon ou son bout de logement ? Ou bien ça veut dire que les gros promoteurs-financiers-banquiers vont pouvoir sans délai augmenter la taille de leurs opérations immobilières sans respect des lois et des règlements précédents qui contrôlaient jusqu'à présent la qualité, la densité, l'harmonie de de notre cadre de vie ? A quoi donc servent les règles d'urbanisme si quelques-uns peuvent les accomoder à leur profit ?*"

Enfin, mais à satisfaire les besoins exprimés par ceux que vous représentez... Ses amis promoteurs-bétonneurs vont en profiter pour faire de juteuses affaires inespérées hier encore, ainsi le quinquennat de La Talonnette va se terminer comme il a commencé : le gang du Fouquet's ne pourra pas dire qu'il aura été ingrat avec eux !

S'agissant des propriétaires de leur habitation, pour un peu, cela va inciter ceux qui peuvent se le permettre de s'endetter pour réaliser des travaux, c'est excellent pour les banquiers qui ont encaissé des milliards d'euro à 1% via la BCE !

2- La liquidation des 35 heures dénommée «*accords compétitivité-emploi*».

Rappelons que cette mesure avait été accompagnée de l'annualisation du temps de travail qui permettait de liquider la durée légale journalière de travail. Une fois cet objectif largement atteint, il ne restait plus qu'à trouver le moyen et le moment pour la généraliser. Comment ? Pardi, avec la complicité des dirigeants syndicaux !

- "*Si une majorité de salariés se met d'accord dans une entreprise (...) pour décider de leur durée de travail, pour décider de privilégier l'emploi sur le salaire ou le salaire sur l'emploi, ils pourront le faire*", a-t-il dit.

"*Grâce aux accords compétitivité-emploi qui existent en Allemagne, l'économie allemande a fait le choix de privilégier l'emploi. Le premier ministre demandera dès demain matin aux partenaires sociaux de négocier ces accords par entreprise*", a dit

Nicolas Sarkozy. (lemonde.fr 29.01)

Accepter de discuter sur ce terrain-là, opposer et sacrifier le salaire à l'emploi, revient à admettre que le patron ou l'actionnaire est le maître et qu'on est son esclave, pire encore si c'est possible, qu'on est encore trop payé et que les actionnaires ont raison de se goinffrer, de délocaliser, d'imposer leur dictature. Tout militant qui acceptera de se placer sur ce terrain sera considéré comme un jaune, un traitre, un ennemi du mouvement ouvrier.

3- Mesure contre le chômage des jeunes

L'objectif est de mettre à la disposition du patronat de la main d'oeuvre gratuite et de soustraie un million de jeunes des statistiques du chômage :

- Le gouvernement vise les 800 000 alternants d'ici 2015 et même un million à terme, contre 600 000 aujourd'hui. (lemonde.fr 29.01)

Ce qui est étrange, c'est qu'ils n'ont pas encore conçu comment obliger les jeunes à accepter un contrat d'apprentissage ou ils n'ont pas osé, il faut dire qu'ils n'ont aucun moyen pour les y contraindre. Mais ils pourraient très bien imaginer de supprimer les allocations familiales à leurs parents en cas de refus ou leur interdire de compter une demi-part par enfant à charge lors de leur déclaration d'impôt, qui sait ce qu'ils sont capables d'inventer !

4- Taxe sur les transactions financières

C'est l'arlésienne pour distraire la galerie et détourner l'attention des travailleurs des origines de la crise.

A ce stade ce n'est pas précisé, mais il y a fort à parier que le tout petit milliard d'euros que l'Etat compte ainsi récupérer dans ses caisses proviendra de la taxation des petits actionnaires, les travailleurs de la classe et des couches moyennes qui aujourd'hui encore peuvent économiser quelques milliers d'euros par an.

5- Terminons par la hausse de la TVA et l'exonération des cotisations abusivement dénommées patronales.

En préambule, rappelons que les cotisations sociales à la charge des travailleurs et celles à la charge des employeurs sont une partie de notre salaire dit différé qui servent à alimenter les caisses des organismes sociaux pour satisfaire ou couvrir les besoins sociaux de l'ensemble de la population.

La rémunération d'un salarié se compose de son salaire, des cotisations à sa charge, des cotisations à la charge de son employeur, auquel il faut ajouter la part des bénéfices qui lui est (éventuellement) attribuée au titre de la participation, puisque les bénéfices de l'entreprise ainsi distribués aux employés ne sont pas tombés du ciel mais constituent une partie de la plus-value extorquée aux travailleurs au cours du processus de production, ce n'est pas un "cadeau" du patronat, ces bénéfices appartiennent de plein droit aux travailleurs puisqu'ils sont exlusivement le produit de leur travail, et non celui des actionnaires qui ne produisent rien.

- "*La décision que le gouvernement proposera au parlement sera d'exonérer la cotisation totale ou partielle des cotisations familiales ou patronales*", sur les salaires entre 1,6 et 2,1 smics.

"*Nous monterons en sifflet (...) jusqu'à smic 2,4*." Cette mesure concernera 97 % des effectifs de l'agriculture, 82 % des effectifs de l'automobile et les deux tiers des effectifs de l'industrie, a dit Nicolas Sarkozy.

En contrepartie, il a annoncé une hausse de 1,6 point de la TVA, qui passerait donc de 19,6 % à 21,2 %. Le montant de ce transfert : "*13 milliards d'euros*", a-t-il affirmé. Les taux réduits de TVA resteront inchangés.

De plus, il y aura aussi "*une hausse de 2 points de la CSG sur les revenus financiers*" pour baisser les charges patronales. (lemonde.fr 29.01)

Je me suis déjà exprimé sur ce sujet dans une précédente causerie, mais on peut y revenir rapidement.

S'agissant de l'exonération des patrons.

Cette mesure consiste à augmenter la part qui revient au capital au détriment du travail, à abaisser le coût de la force de travail, donc à faire baisser le niveau de vie des travailleurs. Ce qui ne saute pas aux yeux au premier abord, dans la mesure où le coût de la force de travail correspond à ce qui est nécessaire pour la reproduire, au coût de l'entretien d'un travailleur qui comprend tout ce qui figure dans son mode de vie, pas seulement l'alimentation, l'habillement et le logement avec ce qui vient se greffer dessus, mais aussi ses besoins en matière de santé, d'éducation, de culture, de loisirs ou distraction, de vacances, etc.

Après tout, les travailleurs chinois s'en passent très bien et n'en meurent pas pour autant, n'est-ce pas ? Sinon comment les privilégiés vont-il pouvoir continuer de jouer au casino, d'acheter des jets privés, des yachts, des résidences de prestige, des voitures de luxe, remplir les palaces cinq étoiles, etc. franchement, au nom de l'équité les travailleurs peuvent bien faire de petits sacrifices supplémentaires...

S'agissant de la hausse de la TVA, l'impôt le plus injuste de tous.

Si cette mesure est adossée à la précédente ce n'est pas pour des prunes ou le fruit du hasard.

Jusqu'à présent lorsque l'Etat accordait généreusement aux patrons des exonérations de cotisations sociales, l'Etat tapait dans sa caisse pour verser l'équivalent aux organismes sociaux, bon, pas toujours au centime près et rarement dans un délai respectable mais laissons cela de côté ici. Mais voilà, les caisses de l'Etat étant vides et croulant sous un endettement abyssal voulu par les banquiers pour mieux le (nous) racketter, il lui est devenu impossible aujourd'hui de compenser ce cadeau de dizaines de milliards d'euros offerts aux capitalistes ou plutôt l'Etat n'a pas l'intention de s'endetter davantage, attention les marchés veillent ! il vaut mieux que ce soit l'ensemble de la population qui règle l'addition à sa place, frappant indistinctement pauvres et nantis, auparavant aussi par le biais des impôts et taxes que l'Etat nous imposait, c'était déjà nous qui réglions la note, disons qu'à partir de maintenant elle sera encore plus salée.

Question : est-il exagéré d'affirmer que la liquidation du capitalisme est une nécessité impérieuse, urgente ?

Concurrence mondiale et division internationale du travail.

Ce qui caractérise la situation actuelle, c'est la mise en concurrence des économies de tous les pays, qui se traduit par une course effrénée à la compétitivité à l'échelle mondiale, conduisant les Etats et les entreprises à s'aligner sur le moins social d'une part, et plus de précarité, plus d'exploitation d'autre part, le tout combiné constituant une formidable régression sociale généralisée dont profite une poignée de privilégiés à travers le monde.

Quand dans pratiquement tous les secteurs économiques vous mettez en concurrence des entreprises dont le coût du travail varie de 100 à 1500 euros par mois, il est évident que les premières vont évincer les secondes du marché. Et quel levier reste-t-il à ces dernières pour inverser cette tendance ? Baisser leur coût du travail pour le ramener au niveau de leurs concurrents. C'est imparable en régime capitaliste, c'est le produit de la division du travail poussée à l'extrême à l'échelle mondiale.

Mais ce n'est pas la division internationale du travail qui est en cause, car elle participe du développement des forces productives à l'échelle mondiale déjà constaté au XIXe siècle, par ailleurs, il est parfaitement légitime que tous les peuples développent leurs forces productives, car dans le cas contraire cela signifierait que l'on considère que le progrès social qui accompagne leur développement à travers la lutte de classe devrait être réservé à certains peuples plutôt qu'à d'autres, thème cher aux socials-patriotes, aux nationalistes de tous poils et à l'extrême droite, j'allais oublier les théoriciens de la décroissance, de la démondialisation comme ils disent, qui dénoncent le productivisme, cela en fait une masse de réactionnaires !

C'est la division du travail qui a permis (au capitalisme) de rompre avec le mode de production féodal et de développer dans des proportions gigantesques les forces productives, au point d'être en mesure pour la première fois dans l'histoire de l'humanité depuis l'avènement du néolitique de satisfaire l'ensemble besoins de la population de la planète. Pour rappel, le passage du paléolithique au néolithique se caractérise (notamment) par l'abandon de la cueillette et la chasse au profit de l'agriculture et l'élevage, par la sédentarisation croissante des peuples autrefois nomade...

Donc le problème ne vient pas de la division internationale du travail, il vient du fait qu'elle conduit comme autrefois, mais dans des proportions encore plus gigantesque compte tenu des formidables progrès réalisés par les sciences et les technologies au cours de la seconde moitié du XXe siècle, à un accroissement des forces productives alors que le mode de production capitaliste n'est déjà plus en mesure de les contenir et procède déjà à leur destruction massive depuis un siècle.

Or, l'impérialisme stade suprême du capitalisme est incompatible avec la libération des forces productives à l'échelle mondiale qui étouffent dans le carcan du mode de production basé sur la propriété privée des moyens de production et d'échange. Cela se traduit par la mise en concurrence et la destruction des forces productives déjà existantes avec celles qui se développent de nos jours moyennant un niveau d'exploitation supérieure, du fait de conditions politiques qui lui sont favorables et donc au détriment des producteurs eux-mêmes dans tous les cas de figure, le prolétariat.

En conclusion, à un stade supérieur de la division du travail à l'échelle mondiale, le système économique et social basé sur la propriété privée des moyens de production et d'échange entre violemment en collision avec les forces productives qu'il tend à libérer, et comme ce mode de production n'a pas pour objectif la satisfaction des besoins de l'humanité mais l'accumulation du capital au profit d'une poignée de nantis, il se transforme en un formidable moyen de destruction n'épargnant aucun pays, aucun continent, mettant en péril la civilisation humaine, frappant tous les peuples, pourrissant la planète entière.

Sous une République sociale universelle, la division du travail serait refondée de manière à satisfaire les besoins de tous les peuples, mettant fin à l'anarchie qui règne dans la production et à la concurrence à laquelle les travailleurs du monde entier sont livrés malgré eux. Les marchandises que nous consommons seraient produites dans des conditions permettant d'économiser la force de travail et les ressources de la planète. Non seulement le travail serait réparti entre tous les producteurs mettant fin ainsi au chômage, et cette économie de la force de travail permettrait aussi de réduire la durée du travail de moitié ou davantage encore. Les marchandises seraient produites au plus près des consommateurs, dans la mesure du possible, de la même manière que les travailleurs vivraient proche de leur lieu de travail, cela engendrerait d'énormes économies en terme de transport, donc d'énergie, et libèrerait du temps libre pour s'épanouir ou satisfaire ses aspirations.

Ce qui pose problème dans chaque pays et l'échelle mondiale, nous avons vu plus haut que c'était la survie du capitalisme qui conduit au chaos et à la guerre. Ensuite, nous avons précisé que cet obstacle était à son tour le produit de conditions politiques particulières auxquelles il nous faut s'attaquer pour faire sauter cet obstacle.

Ces conditions politiques se résument à l'incapacité du prolétariat mondial de se doter d'une nouvelle direction depuis la dégénérescence de l'Internationale communiste dans les années 20 et de la IVe Internationale pour ainsi dire liquidé avant même avoir eu le temps de se développer.

Avec la crise, nous disposons d'un nombre innombrables de faits et d'arguments dans tous les domaines de la société comme jamais par le passé pour convaincre les travailleurs de la nécessité d'en finir avec le capitalisme et de s'organiser, de construire le parti indispensable pour prendre le pouvoir.

Si nous n'y parvenons pas malgré cela, on serait tenté d'affirmer qu'on n'y parviendra jamais.

Chaque militant à le droit légitime de s'interroger non pas sur la validité du socialisme qui est indiscutable à plus d'un titre dès lors qu'on fait preuve d'honnêteté intellectuelle, pour peu qu'on l'ait étudié sérieusement ou qu'on admet que rien ne peut justifier l'exploitation de l'homme par l'homme ou encore, qu'il serait possible à notre époque de satisfaire l'ensemble des besoins de la population mondiale et que seule l'existence du capitalisme constitue un obstacle à la réalisation de cet objectif.

Le problème que nous avons à résoudre se situe manifestement ailleurs. Il n'y a pas un travailleur pour ne pas être scandalisé par les dernières mesures annoncées par Sarkozy en faveur exclusivement des patrons et actionnaires en tous genres pendant que les travailleurs devront subir de nouveaux sacrifices. Donc le problème n'est pas là non plus.

Certes ils ont toujours des illusions dans le capitalisme dans lequel il baigne depuis leur naissance, certes ils ont toujours des illusions dans les institutions, beaucoup moins ou pas du tout dans les partis qui participent aux institutions, en tout cas s'agissant de leur volonté ou leur capacité à changer la société, là ils n'en ont aucune, c'est une certitude. Le veulent-ils vraiment ?

Renversons cette question : qui ne le voudrait pas compte tenu du cauchemar qu'ils vivent au quotidien ? Ils n'y croient pas ou plus si on se réfère aux générations de la fin du XIXe siècle et du début du XXe. Et cela ne date pas d'hier ou des années 80 comme on voudrait nous le faire croire.

A la terrible épreuve de la guerre, succéda des décennies de misère sociale que les nantis appelèrent les Trente glorieuses, certes le chômage était quasi inexistant jusqu'au début des années 80, mais les salaires et les conditions de vie de millions et millions d'ouvriers étaient misérables, l'exploitation était pire à bien des égards par rapport à ce que nous connaissons aujourd'hui, le problème du logement atteignait des sommets au milieu des années 50, dans Paris (où j'habitais, à deux pas de l'Opéra, dans une ex-chambre de bonne) à chaque coin de rue, dans tous les jardins publics, on croisait des clochards, la pauvreté était omniprésente, au milieu des années 70, je me souviens encore avoir dîné avec un copain dans une soupe populaire située à deux pas de la Bourse, au coin de la rue Richelieu qui donne sur les Grands boulevards, au premier étage...

Avant comme après l'effondrement du stalinisme, les problèmes rencontrés par les travailleurs étaient les mêmes, donc l'argument selon lequel ce serait le stalinisme qui serait la cause de l'impossibilité de construire le parti ne tient pas, il faut chercher ailleurs. Et puis, il faut admettre que le stalinisme n'a jamais eu une emprise sur la totalité ni même sur la majorité de la classe ouvrière, cette emprise s'est toujours exercée sur la minorité du prolétariat qui était organisée dans les syndicats tandis que des dizaines de millions de travailleurs s'en détournaient, ce qui ne veut pas dire évidemment qu'ils étaient plus conscients pour autant, dans bien des cas il faut bien admettre qu'ils étaient encore plus arriérés, cependant, cela ne signifiait nullement qu'il était impossible de détacher des travailleurs du stalinisme et de convaincre des travailleurs apparemment sans conscience politique d'en acquérir une, d'ailleurs des dizaines et dizaines de milliers de travailleurs et jeunes sont passés par l'OCI (POI), la LCR (NPA) et LO au cours de ces décennies.

La question est de savoir pourquoi ils en sont partis, pourquoi il a été impossible de les retenir, pourquoi cette dynamique n'a pas permis d'attirer des centaines de milliers de travailleurs vers ces organisations, pourquoi elles ont été incapables de construire le parti 70 ans plus tard. Qu'est-ce qui est en cause selon nous, sinon les dirigeants de ces partis et la politique qu'ils ont impulsée au cours de ces longues années, leur analyse de la situation nationale et internationale, leur conception de la lutte de classe,

leurs rapports au capitalisme, à l'Etat, aux autre partis, aux appareils des syndicat, à la classe elle-même ?

Existe-t-il une autre réponse sérieuse et cohérente à la question que nous posions plus haut ?

Voyez où ils en sont arrivés, l'un appelle à défendre la "*souveraineté nationale*", pour un peu on se croirait revenu au 4 août 1914 ! l'autre appelle au "*partage des richesses*", ce que les capitalistes savent très bien faire, à leur manière bien sûr, quant à LO, elle assume sa fonction d'appendice du PCF (N. Arthaud à l'émission *On n'est pas couché*, au moins le front unique lui sert à quelque chose !

Comme disait Engels en substance, on ne fera jamais du neuf avec du vieux, on a besoin d'un nouveau parti communiste, avec de nouveaux dirigeants, une autre orientation politique, tournée résolument vers toutes les couches de la classe ouvrère, mais aussi vers la classe moyenne ou la petite-bourgeoisie.

Ce qui est frappant dans le cas de ces partis, c'est que leurs dirigeants ont appris autrefois que c'était la classe ouvrière, ses couches les plus exploitées qui devaient servir de guide à l'ensemble de la classe dans la lutte de classe, alors qu'elles sont quasiment absentes de leurs partis, à aucun moment depuis 1945 ils ne se sont vraiment tournés vers elles, et quand bien même auraient-ils mené campagne en leur direction, ils n'ont jamais été foutus de les convaincre, de les former ou de les retenir, pour finalement former des partis démocratiques petits-bourgeois où les déshérités du système capitaliste sont absents.

Partant de là, il n'est pas étonnant que leurs politiques ne prennent pas en compte ces millions et millions de travailleurs et qu'ils ne reconnaissent pas dedans, et que par conséquent ils ne recrutent que parmi les couches qui bénéficient d'un statut avantageux par rapport au reste du prolétariat, avantages acquis sous un régime capitaliste - pas forcément suite à leur mobilisation ou la grève selon une légende, mais par le biais de la politique dite contractuelle "*négociée*" dans les cabinets feutrés des ministères, les méfaits du "*dialogue social*" remontent des années 40 à nos jours - qu'ils défendent finalement au même titre que ce régime, consciemment ou non. (A suivre)

Actualité en titres

Doute, crispation, tension... rejet !

- Qui croit encore en Sarkozy ? - LeMonde.fr

- Donnedieu de Vabres dénonce une "*droitisation suicidaire de l'UMP*" - AFP

- François Bayrou dénonce "*l'affolement*" de Nicolas Sarkozy - Reuters

- Hervé Morin: pas le moment de réformes structurelles majeures - AFP

L'article L. 122.12 du Code du travail appliqué à Sarkozy :

- Entretien de licenciement ou détermination à agir ? - 20minutes.fr

- «*Pour Nicolas Sarkozy, c'est quitte ou double*» - LeFigaro.fr

C'est bien le seul article du Code du travail que je me souvienne encore pour l'avoir pratiqué si souvent en tant que futur chômeur et délégué syndical, selon lequel avant tout licenciement vous devez être convoqué à en entretien assisté de la personne de votre choix travaillant dans l'entreprise. Lors de cet entretien on doit vous notifier les griefs retenus contre vous, vous êtes en droit de répondre ou de vous expliquer, par contre l'employeur n'a pas le droit (en principe, sauf en cas de bonne nouvelle, mais c'est si rare !) de vous notifier sa décision finale, vous l'apprendrez par la poste 24h plus tard au minimum. J'imagine que depuis il a dû être modifié ?

Pour la petite histoire, pour bien montrer que les patrons sont vraiment des pourris. Dans une boîte qui m'en avait envoyées six - j'ai été viré au bout de la septième, ouf enfin ! - j'ai dû me battre avec mon chef pour trouver le temps d'aller les retirer pendant les heures d'ouverture du bureau de poste sur mon temps de travail, le matin quand je partais au boulot et le soir quand j'en rentrais la poste était fermée, il s'agit toujours d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

Cela ne pouvait pas se passer ailleurs :

- Rencontre entre talibans et Américains au Qatar - LeMonde.fr

INFOS EN BREF

Politique

1- France

Le PS se place exactement sur le même terrain que l'UMP.

Nicolas Sarkozy a loué à plusieurs reprises l'ancien chancelier socialiste allemand Gerhard Schröder, "*un homme d'une grande qualité*", dont il a pris les réformes pour modèle. (Reuters 29.01)

Bernard Cazeneuve, porte-parole de François Hollande a accusé Sarkozy "*du déficit de compétitivité*" de la France par rapport à l'Allemagne

"*Tout ceci est une politique à l'allemande: on a eu le sentiment à un moment donné que Nicolas Sarkozy était candidat à être chancelier socialiste de la République fédérale allemande*", a déclaré M. depuis son siège de campagne aux Lilas près de Paris. (lemonde.fr 29.01)

Chancelier "*socialiste*" en référence sans doute à Schröder et à destination de Hollande.

Mélenchon l'a constaté aussi, mais à sa manière, oubliant de préciser que lorsque Schröder pris des mesures drastiques pour défendre la compétitivité des entreprises allemandes sur le marché mondial au détriment des intérêts fondamentaux des travailleurs, le PS dont il était un des dirigeants soutenait Schröder sans que cela gêne davantage monsieur Mélenchon. (lexpress.fr 29.01)

On sait déjà que Mélenchon va appeler à voter Hollande s'il figure au second tour. Question : si Hollande n'annonce pas d'ici le premier tour de la présidentielle qu'il remettra en cause immédiatement les dernières mesures annoncées par Sarkozy, appellera-t-il toujours à voter pour lui, autrement dit soutiendra-t-il l'application de ces mesures scélérates ?

2- Syrie

L'unanimité de la presse occidentale et du Golfe qui a prévalu durant les dix derniers mois est en train de se fissurer. Si de grands journaux présentent l'opération de l'armée syrienne visant à libérer les villes occupées par la Légion wahhabite comme une forme de répression politique à l'encontre de civils désarmés, d'autres médias multiplient les signaux d'alerte : les photos de civils manifestant contre le président el-Assad ont laissé la place à des images d'hommes en armes cagoulés, tandis que des reportages font état d'exactions multiples à caractère confessionnel ou mafieux, et non de contestation politique.

Les médias occidentaux et du Golfe reflètent toujours la position de leurs gouvernements, mais sans chaleur : l'image romantique de la « *révolution syrienne* » a disparu. Le seul argument qui reste pour convaincre les lecteurs est de présenter les « rebelles » comme des « *insurgés* », de faire croire qu'ils sont tous des soldats syriens déserteurs et non majoritairement des mercenaires étrangers de la Légion wahhabite, souvent recrutés dans la mouvance Al-Qaida.

Tous les commentateurs attendent la prochaine séance du Conseil de sécurité au cours de laquelle devraient être présentées les propositions de la Ligue arabe et de la Russie. (Réseau Voltaire 27.01)

Social

Belgique

Une grève générale contre l'austérité, la première depuis près de sept ans, devrait paralyser le royaume et poser de sérieux problèmes d'organisation pour le sommet des dirigeants de l'Union européenne, attendus dans l'après-midi lundi 30 janvier à Bruxelles.

Trains à l'arrêt, y compris les Thalys et Eurostar, barrages à l'entrée des grandes villes et des zones industrielles, grandes surfaces fermées et service minimum dans les hôpitaux : l'appel à se "*croiser les bras*" devrait être largement suivi dans le privé et le public. Les organisations syndicales protestent contre les mesures d'austérité du gouvernement de coalition du socialiste Elio Di Rupo, qui a prévu des économies de plus de 11 milliards d'euros en 2012. (lemonde.fr 29.01)

Economie

Portugal

Le chef du patronat portugais a estimé, dans une interview publié dimanche par un quotidien portugais, que le Portugal, déjà sous assistance financière, pourrait être contraint de demander une aide supplémentaire afin de financer son économie.

"*Le problème majeur que nous affrontons est le financement de l'économie*", a dit Antonio Saraiva au journal Diario de Noticias en ajoutant : "*Ou le gouvernement parvient à réduire les dépenses pour générer cette aide ou il devra la solliciter à l'extérieur*".

"*Au moment où nous avons demandé une aide (...) la valeur que nous (le patronat) calculions alors était de 105, 106 milliards d'euros. Il y a une différence de 30 milliards*", a dit M. Saraiva.

En échange du prêt de 78 milliards d'euros, le gouvernement portugais a mis en oeuvre de sévères mesures d'austerité qui auront pour impact cette année une contraction de 3,1% du PIB, selon une estimation récente de la Banque du Portugal.

D'autre part, le crédit accordé par les banques aux entreprises s'est réduit alors que les créanciers du Portugal exigent qu'elles renforcent leur capitaux.

"*La banque n'aide pas les entreprises, il y a une réduction des lignes de crédit, les demandes qui sont faites à la banque ne sont pas accordées*", a souligné M. Saraiva.

Le patron des patrons portugais a toutefois estimé que le pays devait, pour restaurer sa crédibilité, poursuivre la politique de rigueur, marquée notamment par des baisses des salaires et des hausses des impôts, que réclament ses bailleurs de fonds. (AFP 29.01)

Haut de page

Le 31 janvier

CAUSERIE

Récidive. Flagrant délit de mensonge

Sans rire, Sarkozy est opposé à une hausse généralisée de la TVA. Hein, quoi, la TVA sociale, jamais dit cela moi. Vérifions-le.

Partons de cette vérité prononcée le 29 janvier 2012 : "*Je n'ai jamais prononcé le mot de 'TVA sociale. Ce mot n'a aucun sens*" .

- octobre 2011 : Dans l'émission "*Face à la crise*", Nicolas Sarkozy s'était opposé à une hausse "*généralisée*" de la TVA. "*Pour une raison assez simple : c'est que ça pèserait sur le pouvoir d'achat des Français, sur la consommation des Français*", ce qui serait "*injuste*", avait-il dit.

- 20 juin 2007 : lors d'un discours de politique générale aux parlementaires de la majorité, juste après son accession à l'Elysée : "*Si la TVA sociale contribue à freiner les délocalisations, si elle est bonne pour l'emploi, si elle est bonne pour la croissance, si elle ne pénalise pas le pouvoir d'achat, alors nous ferons la TVA sociale*".

- 22 juin 2006 : lors d'un meeting à Agen : "*Je propose que l'option de la TVA sociale soit étudiée, débattue, sans à priori idéologique*". (lemonde.fr 29.01)

Il n'est pas à une contradiction près, apparemment il s'en fout complètement : il avait signé pour un bail de 5 ans seulement !

Le monopole du pouvoir et des médias

L'intervention de Nicolas Sarkozy à la télévision dimanche soir a attiré 16,568 millions de téléspectateurs cumulés sur les six chaînes qui la retransmettaient, soit près 2,5 millions de moins que son record, a indiqué lundi l'institut Médiamétrie.

Sur la durée de cette intervention, le président de la République a rassemblé "*16.568.000 téléspectateurs sur les six chaînes: TF1, France 2, BFMTV, iTélé, LCI et La Chaîne parlementaire*", a indiqué un porte-parole de l'institut à l'AFP. (AFP 30.01)

Rétropédalage

Le député UMP de Charente-Maritime Jean-Louis Léonard s'est engagé à retirer une disposition de sa proposition de loi relative aux hébergements légers, qui visait à interdire la résidence en camping à l'année. Jean-Louis Léonard a expliqué qu'il ne s'était pas agi pour lui d'interdire le camping à l'année «*puisqu'il est déjà interdit*», mais bien d'«*établir un contrôle de cet habitat permanent*». «*Il faut que les maires puissent éventuellement saisir les préfets pour reloger les gens*», a-t-il dit. (libération.fr 30.01)

Que font-ils pour ceux qui dorment dans la rue ou dans leur bagnole en plein hiver ? Rien, alors qu'ils foutent la paix à ceux qui se démerdent pour survivre comme ils peuvent. C'est terrible, non seulement ils leur réservent une vie de merde, et il faut qu'en plus ils les harcèlent et leur pourrissent un peu plus. Cela me met hors de moi après la chasse aux mendiants dans les grandes villes.

Note économique.

Rectification. L''origine de l'article *Perspectives de l'économie mondiale 2012.* n'était pas la Banque mondiale mais le FMI.

Dans l'article (rubrique économie) mis en ligne aujourd'hui *Mettre à profit les atouts du modèle de croissance de l'Europe tout en poursuivant des réformes, préconise un rapport de la Banque mondiale*, vous retrouverez la ligne politique suivie par Sarkozy et l'ensemble des dirigeants de l'UE. Deux extraits pour l'illustrer.

1- Comment rester compétitif face à la Chine, l'Inde, le Brésil, etc. :

« *Pour pouvoir rester compétitive sur les marchés mondiaux, l'Europe devra devenir plus productive et plus innovante,*» a estimé Martin Raiser, Directeur des opérations de la Banque mondiale pour la Turquie et un des principaux auteurs du rapport. « *Bon nombre de pays en Europe y parviennent — des pays comme l'Allemagne, l'Estonie, la Finlande, la République slovaque et la Suisse. Mais les travailleurs dans plusieurs autres pays sont devenus moins productifs. Cette situation doit changer. On trouve en Europe des pays qui ont montré comment venir à bout de telles difficultés. Lorsqu'on donne plus de liberté économique aux entreprises, elles créent des emplois, rendent les travailleurs plus productifs et produisent pour l'exportation.*»

2- La protection sociale est une anomalie, il faut l'abroger :

« *Les superpuissances dépensent énormément pour projeter leur influence et protéger leur genre de vie,*» estime Indermit Gill. « *L'Europe dépense plus pour la protection sociale—retraites, assurance chômage et prévoyance sociale—que le reste du monde pris ensemble. Les gouvernements européens dépensent environ 10 % du PIB de plus que leurs homologues d'autres régions du monde, et presque toute la différence est représentée par la protection sociale. Bon nombre de pays en Europe n'ont plus les moyens de cette politique. Conjuguée aux pressions démographiques et à l'affaiblissement des mesures d'incitation au travail, cette charge budgétaire pèse désormais lourdement sur la croissance.*»

Vous comprendrez qu'on ne peut pas se permettre le luxe de se situer sur un autre terrain que celui de notre classe, exclusivement il faut ajouter, passez le mot à ceux qui l'ignorent encore...

Actualité en titres

Au secours les caisses sont vides !

- La France commande 34 hélicoptères de transport militaire NH90 - AFP

L'espoir fait vivre....

- Les dirigeants européens vont-ils montrer «*le chemin de l'espoir*»? - 20minutes.fr

- «*Les Français ont besoin de voir le chemin de l'espoir*» - LeFigaro.fr

Et comment !

...ou mourir !

- Le président de la République a-t-il tué le candidat Sarkozy? - 20minutes.fr

INFOS EN BREF

Politique

1- UE

Les dirigeants européens ont adopté lundi soir un nouveau pacte pour renforcer leur discipline budgétaire et appelé à finaliser dans les prochains jours un accord pour sauver la Grèce de la faillite, dans l'espoir de commencer à tourner la page de la crise de la dette.

Leur sommet à Bruxelles a toutefois été assombri par une controverse autour d'une proposition allemande visant à placer la Grèce sous une stricte tutelle budgétaire européenne. Elle a été sèchement rejetée par plusieurs pays, dont la France.

Au final, vingt-cinq des vingt-sept pays de l'Union européenne ont accepté un nouveau traité de discipline budgétaire. La République tchèque est venue au dernier moment rejoindre la Grande-Bretagne dans le front du refus, en invoquant des problèmes "*constitutionnels*". En clair des difficultés à faire ratifier le texte du fait du risque de devoir convoquer un référendum.

Les autres Etats ont accepté d'inscrire dans leurs législations une règle d'or sur le retour à l'équilibre budgétaire et des sanctions quasi-automatiques en cas de dérapages des déficits publics, comme le voulait à tout prix l'Allemagne en échange de sa solidarité financière.

Le traité doit désormais être signé lors du prochain sommet de mars avant les longues phases de ratification. Ce pacte budgétaire butait encore notamment sur le format des sommets de la zone euro. Le traité doit entrer en vigueur le 1er janvier 2013, à la condition que 12 pays l'aient ratifié d'ici là.

En attendant, ils ont dû se pencher sur la situation de la Grèce, après que Berlin a jeté un pavé dans la mare en proposant de placer Athènes sous stricte tutelle d'un commissaire européen qui disposerait d'un droit de veto sur les décisions budgétaires du gouvernement.

Cette idée a été rejetée catégoriquement par la France. Le président Nicolas Sarkozy a jugé que ce ne serait "*pas raisonnable, pas démocratique et pas efficace*".

Athènes ne veut pas en entendre parler. "*Soit nous avançons sur la voie démocratique où chaque pays est responsable de sa propre politique, soit nous sapons la démocratie dans l'Europe entière*", a réagi Georges Papandréou, le chef de file des socialistes grecs et ex-Premier ministre.

Face à cette fronde, la chancelière allemande Angela Merkel a tenté de calmer le jeu, sans pour autant se désavouer.

La question d'une surveillance accrue des décisions du gouvernement grec "*se pose*" car les réformes promises ne sont pas toutes mises en oeuvre, a-t-elle dit. "*Le débat doit porter sur comment l'Europe peut aider à ce qu'en Grèce les tâches qui ont été données soient effectuées*", a-t-elle estimé.

L'enjeu n'est pas mince: il s'agit du déblocage du second plan d'aide au pays d'un montant de 130 milliards d'euros, promis par les Européens en octobre dernier. Cette aide est vitale pour la Grèce qui doit rembourser 14,5 milliards d'euros de prêts le 20 mars, faute de quoi elle sera en cessation de paiements.

Mais le pays doit en parallèle boucler des négociations avec ses créanciers privés pour réduire sa dette de 100 milliards d'euros, condition sine qua non au déblocage de l'aide européenne. Sur ce point, cela avance "*dans la bonne direction*", a indiqué le président français, qui a lancé un appel du pied à la BCE pour qu'elle accepte aussi une réduction de ses propres créances. (AFP et Reuters 30.01)

Quel dirigeant politique attaché à la "*démocratie*" ce Sarkozy, et dire qu'on ne s'en rend même pas compte, de même que l'UE, franchement on est vraiment ingrat !

2- France

Le candidat PS à l'Elysée François Hollande a jugé la hausse de la TVA "*inopportune, injuste, infondée et improvisée*" en réagissant pour la première fois à l'intervention du chef de l'Etat la veille.

"*Ca fait beaucoup*", a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse à Brest, confirmant que s'il remportait l'élection présidentielle, il "*demanderait au Parlement de l'annuler*". (AFP 30.01)

... mais :

«*D'autres mesures seront mises en oeuvre pour soutenir les secteurs qui en ont besoin et leur permettre de se battre au niveau international*», a déclaré sur Canal+ M. Sapin, chargé du projet présidentiel de François Hollande. (liberation.fr 30.01)

Ouf, on avait cru "*rêver*" un instant !

3- Sénégal

La contestation de la candidature à la présidentielle au Sénégal du président Abdoulaye Wade a été marquée lundi par de nouvelles violences avec deux morts à Podor (nord), à la veille d'un rassemblement à Dakar de l'opposition faisant craindre des débordements.

Ces violences ont éclaté lors d'une manifestation de militants du Mouvement du 23 juin (M23), regroupant des partis d'opposition et organisations de la société civile contre la candidature de M. Wade.

Selon une source policière à Podor, des gendarmes sont intervenus pour disperser les manifestants, faisant des blessés par balle, dont deux ont succombé: un manifestant et une victime collatérale, d'après un témoin et la maire de la ville de Podor, Mme Aïssata Tall Sall.

Selon l'opposition, il y a eu de nombreux blessés -dont des journalistes frappés par la police- et arrestations. Aucun bilan n'est disponible.

Parmi les personnes arrêtées, figure Alioune Tine, défenseur des droits de l'homme et coordonnateur du M23, retenu depuis le 28 janvier par la police.

Plusieurs ONG, dont Amnesty International, la Fédération des ligues des droits de l'homme (FIDH) et des organisations de journalistes, dont le Syndicat des professionnels de l'information et de la communication du Sénégal (Synpics), ont dénoncé les violences et exhorté les autorités à garantir la liberté d'expression, d'information et de manifestation.

Les derniers développements font craindre des débordements, le M23 ayant appelé "*tous les citoyens*" à participer à un "*rassemblement pacifique*" mardi après-midi à Dakar "*pour exiger le retrait de la candidature de Wade*" à moins d'un mois de la présidentielle prévue le 26 février. (AFP 30.01)

On peut effectivement parler d'un *coup d'Etat constitutionnel*, caractérisation avancée par l'opposition à Wade.

Social

1- Belgique

Les syndicats belges ont salué la "*réussite*" de la grève générale organisée lundi en Belgique pour protester contre les mesures d'austérité en Europe et réclamé une "*politique de relance*" aux dirigeants des 27 attendus plus tard dans la journée à Bruxelles.

"*Cette grève générale est manifestement une réussite*", a déclaré à la mi-journée le secrétaire général de la centrale chrétienne CSC, le premier syndicat du pays, Claude Rolin.

La circulation ferroviaire, y compris celle des trains internationaux à grande vitesse Thalys et Eurostar qui relient Bruxelles à Paris, Amsterdam, Cologne et Londres, était à l'arrêt et devait le rester toute la journée de lundi.

Aucun tramway, bus ou métro ne circulait à Bruxelles. Et ailleurs dans le pays les transports en commun étaient très perturbés.

De nombreux Belges ayant anticipé le mouvement, les bouchons redoutés ne s'étaient en revanche pas concrétisés.

Quelques vols ont été annulés à l'aéroport de Bruxelles et des retards étaient enregistrés mais le trafic restait globalement assez proche de la normale. L'aéroport de Charleroi (sud) était toutefois fermé.

Les salariés du port d'Anvers, l'un des plus importants d'Europe, avaient décidé de se joindre au mouvement et des grévistes organisaient plusieurs blocages de routes et autoroutes, principalement à l'entrée des zones industrielles.

Dans le privé, la grève est "*très bien suivie*", notamment dans la sidérurgie, la pétrochimie, la grande distribution, selon le syndicat socialiste FGTB.

Cette grève générale, la première en Belgique depuis 2005, "*est nécessaire*" car les "*mesures que le gouvernement est en train de prendre sont inéquitables et injustes*", ont souligné les trois grands syndicats du royaume.

Les syndicats belges et européens réclament que la Banque centrale européenne puisse émettre des euro-obligations, une option rejetée notamment par l'Allemagne. "*Les Etats pourraient alors rembourser leurs dettes à des taux normaux sans être victimes de la spéculation des marchés financiers*" et financer la relance, avance la secrétaire générale de la FGTB, Anne Demelenne. (AFP 30.01)

Ah ben alors si les bureaucrates des syndicats belges s'en remettent à la BCE, et si en plus c'est pour que l'Etat puisse payer "*sa dette*", c'est franchement pas normal que leur réclamation ne soit pas entendue !

Vous avez là la méthode habituelle : ils commencent par critiquer une mesure, donc on est porté à se dire : qu'est-ce qu'ils sont bien ces dirigeants syndicaux, puis ils se placent sur le terrain de ceux qui ont pris cette mesure histoire de la légitimer, de les soutenir et finalement de la faire passer et la boucle est bouclée.

Si c'est tout un art de baiser les travailleurs pour parler vulgairement (cela me détend un peu !), pas toujours en finesse, n'oublions pas que nous avons à faire à des rustres, je parle évidemment des dirigeants syndicaux, cela en est un aussi de dénoncer leurs manoeuvres et de les combattre, mais apparemment on manque d'artistes qualifiés pour effectuer cette besogne ingrate avouons-le.

2- Japon

La population du Japon devrait chuter de 30% d'ici 2060 et passer alors sous la barre des 90 millions d'habitants, contre 128 millions actuellement, prévoit une agence gouvernementale nippone dans un rapport rendu public lundi.

"*La tendance au vieillissement de la société va se poursuivre et il est difficile de s'attendre à une hausse notable du taux de natalité*", a déclaré lundi le secrétaire général du gouvernement, Osamu Fujimura, lors d'une conférence de presse.

D'ici 2060, le nombre de jeunes de 0 à 14 ans devrait chuter de moitié en passant à 7,91 millions. Dans le même temps, le nombre de personnes de 65 ans et plus va continuer de grimper et représentera pratiquement 40% de la population totale dans un demi-siècle, contre 23% en 2010.

Le taux de fécondité - soit le nombre moyen d'enfants par couple - ne sera plus que de 1,35 en 2060, contre 1,39 en 2010, soit nettement en dessous du seuil de 2,08 nécessaire pour un maintien de la population. (Reuters 30.01)

Economie

UE

Les chefs d'Etat et de gouvernement de l'UE sont parvenus à un accord lundi sur la version finale du traité instaurant le Mécanisme européen de stabilité financière (MES), ont indiqué trois sources européennes.

Le MES, qui disposera d'une capacité effective de prêt de 500 milliards d'euros, doit succéder à partir du 1er juillet 2012 au Fonds européen de stabilité financière (FESF), qui avait été créée au plus fort de la crise en mai 2010.

Cette capacité pourra éventuellement être revue à la hausse en mars, lors d'un nouveau Conseil européen. (Reuters 30.01)

Haut de page

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche
L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries février 2012

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29										

Le 1er février

CAUSERIE

Les marchés peuvent être rassurées et patron et gouvernement peuvent dormir tranquille

Lisez attentivement, il est dit que la réunion d'hier entre le ministre du Travail et les dirigeants syndicaux avait comme seul objectif de légitimer la mise en oeuvre des mesures considérées comme déjà adoptées. Et c'est en ayant ce constat à l'esprit que l'on jugera les déclarations des dirigeants syndicaux, qui ont pour seuls objectifs de détourner l'attention des militants de faits concrets dont ils sont les complices et faire oublier ainsi leur dernière trahison. On jugera par la même occasion "*l'indépendance*" des syndicats par rapport au capital et à l'Etat.

- Fort du soutien des dirigeants syndicaux aux mesures annoncées le 18 janvier à l'issue du sommet antisocial auquel ils ont participé à l'invitation du chef de l'Etat, avant même de les recevoir dans la matinée du 31 janvier, X. Bertrand a fait savoir au micro de RTL quel était l'objet de la réunion qu'il devait avoir avec eux : "*Je reçois ce matin tous les partenaires sociaux ensemble pour la mise en oeuvre effective de ces mesures* ".

Un peu plus tard dans la journée, dans un communiqué du ministère, on apprenait qu'il avait été décidé "*la suppression de l'autorisation administrative préalable afin de simplifier le recours à l'activité partielle pour toute entreprise qui en a besoin*". (lire la suite plus loin)

Ce n'est pas tout, pour qu'il n'y ait plus aucun doute sur le rôle de complice du gouvernement assumé par la totalité des dirigeants syndicaux, il faut ajouté que le ministre a précisé avoir signé lundi le décret sur ce dispositif "*zéro charge*" destiné aux entreprises de moins de 10 salariés qui embaucheront au cours des six prochains mois un jeune en CDI ou en CDD de plus d'un mois, tout en soulignant qu'il est opérationnel depuis le 18 janvier. (source : AFP 31.01).

Ce qui signifie que les dirigeants syndicaux se sont rendus hier à un rendez-vous fixé par le ministre du Travail sachant que les mesures dont ils allaient discuter étaient non seulement arrêtées, pour ainsi dire définitivement adoptées et que l'une d'entre elles et pas des moindre était déjà entrée en application.

En conclusion, il n'y avait effectivement absolument rien à négocier comme nous n'avons cessé de le marteler, il s'agisssait uniquement pour eux d'apporter leur soutien à ces mesures, au patronat et au gouvernement, ouvertement, sachant qu'aucun parti ouvrier ne les combattrait véritablement.

Dispositif et offensive conjointe gouvernement-patrons-syndicats contre les travailleurs.

Hier nous avons relaté les déclarations de FO et de la CFDT favorables à des "*négociations*" en vue d'accords "*compétitivité-emploi*". Aujourd'hui c'est au tour de la CGT de leur emboîter le pas, selon la même méthode : dénonciation, légitimation, collaboration, action pour à la fois permettre l'application de mesures antisociales et se blanchir au passage.

On pourrait la résumer ainsi : une affirmation à caractère subjective (parole, intention) suivie de son contraire sur le plan objectif (pratique, concret), et pour ne rien oublier, en épilogue pour que les militants ne se méprennent pas, son auteur leur indique quelle grille de lecture ils doivent utiliser pour comprendre le sens de son intervention, et la boucle est bouclée. On aurait pu simplifier leur méthode : charge, retraite, capitulation, justification (éventuellement), diversion ! Vous avouerez qu'un tel mécanisme ne peut être conçu (méticuleusement) que consciemment, délibérément pour tromper militants et travailleurs.

Hier au Zénith à Paris lors d'un meeting de la CGT.

Bernard Thibault a qualifié d'«*arnaque*» la décision de Nicolas Sarkozy de transférer une partie des charges patronales sur la TVA. Concernant les négociations sur la compétitivité-emploi, il a affirmé que la CGT «*ne va pas collaborer à cette opération de sabotage du droit social*».

Invité un peu plus tard à dire si la CGT participerait à la négociation, voulue par le gouvernement, M. Thibault a indiqué que la confédération «*n'avait pas l'habitude de pratiquer la politique de la chaise vide*». (liberation.fr 31.01)

Tout est dit ici, le patronat et le gouvernement sont rassurés, tout le reste n'est que du baratin destiné aux ignorants et au naïfs. On aurait pu titrer : Thibault "*l'arnaqueur*", le "*saboteur*" du syndicalisme.

Ils étaient tous là pour soutenir le partenaire antisocial de Sarkozy-Fillon-Bertrand-Parisot, le fossoyeur du syndicalisme et de nos acquis.

Assis au premier rang, quatre candidats de gauche, tous favorables comme la CGT au retour à l'âge légal à 60 ans, étaient venus le soutenir: Eva Joly (Europe Ecologie-Les Verts), Nathalie Arthaud (Lutte ouvrière), Philippe Poutou (NPA) et Jean-Luc Mélenchon (Front de gauche).

François Hollande et le PS étaient représentés par Harlem Désir, secrétaire national PS à la Coordination, et Jean-Marc Ayrault, chef de file des députés PS. (AFP 31.01)

Pour finir en beauté, il a mis en avant la journée d'action du syndicat maison de l'Union européenne, la CES.

Devant les militants, le numéro un de la CGT a appelé «à préparer une puissante mobilisation de toutes les professions le 29 février prochain pour dire non à l'austérité». Il a exprimé le voeu de créer les conditions d'une mobilisation «*unitaire*» avec d'autres syndicats. (liberation.fr 31.01)

Question : Quel parti ouvrier s'emploie minutieusement et systématiquement à démonter le mécanisme de la collaboration de classes pour que les militants et travailleurs comprennent comment il fonctionne et en tirent les conclusion qui s'impose ? Réponse : aucun.

Autre question qui coule de source : dès lors quel parti ouvrier combat véritablement les bureaucrates pourris des syndicats, quel parti oeuvre vraiment à l'indépendance des syndicats, quel parti combat efficacement pour un syndicalisme de classe ? Réponse : aucun.

Dernière question qui tue : dès lors quel part ouvrier combat effectivement dans la perspective du renversement du capitalisme et des institutions ? Réponse : aucun. Mille fois hélas, simple constat. Cela laisse indifférent leurs dirigeants, puisqu'ils savent pertinemment que leurs militants n'y comprennent rien et par conséquent les soutiennent.

Précision sur le relèvement de deux points de la CSG sur les «***revenus financiers***» annoncée dimanche par Sarkozy.

Nous attendions d'en savoir plus pour aborder cette question.

Elle touchera tout le monde : (...) c'est-à-dire bien sûr les patrimoines les plus importants, mais aussi ceux des petits épargnants, comme ceux par exemple qui complètent leurs petites retraites avec des revenus fonciers à travers des investissements locatifs», souligne Marylène Bonny-Grandil, avocat fiscaliste associée au sein du cabinet Altexis.

- Concrètement, les «*revenus financiers*» ciblés par Nicolas Sarkozy à compter du 1er juillet 2012, devraient correspondre

à l'ensemble des produits de placements et revenus du patrimoine: obligations, actions, assurance vie, patrimoine immobilier… tous seront concernés. Au final, seuls les livrets d'épargne défiscalisés, comme le livret A et le livret de développement durable (LDD), ne seront pas taxés. (20minutes.fr 31.01)

Dans quelles conditions ?

A propos de le vente par Dassault de 126 Rafale à l'Inde, le montant total du contrat remporté s'élève à 9,1 milliards d'euros, soit 72 millions par appareil… plus de deux fois moins cher que le coût payé par la France (152 millions d'euros par Rafale) selon la Commission des Affaires Etrangères, de la Défense et des Forces Armées du Sénat. (Atlantico. fr 31.01)

Ce contrat stipule que l'Inde achètera directement 18 avions tandis que les 108 autres seront construits en Inde. (Reuters 31.01)

La négociation du contrat "*va s'engager très prochainement avec le soutien total des autorités françaises. Il inclura d'importants transferts de technologie garantis par l'Etat français*", ajoute le communiqué de l'Elysée. (AFP 31.01)

On comprend mieux pourquoi il coûtera moins cher ! Je ne suis pas contre les transferts de technologie (en général) bien au contraire, le savoir est universel ou devrait l'être. Le gouvernement indien ignore sans doute que Dassault a annoncé l'arrêt prochaine de la fabrication de cet avion. Peut-être que Dassault les fera fabriquer en Inde dans le futur, qui sait, ainsi l'Etat français pourra s'armer à moindre coût et continuer de guerroyer à travers la planète...

Actualité en titres

Médiumnité.

- Aucun pays noté "AAA" en 2035 sans maîtrise des coûts de santé, prédit Standard and Poor's - AFP

Un regret :

- Pour BHL, Marine Le Pen a "*peut-être ruiné ses chances d'être au 2e tour*" - AFP

Tout de suite les grands mots.

- '*Les patrons sont égoïstes. Ils en veulent toujours plus*' - LeMonde.fr

- Un livre dénonce le train de vie «*monarchique*» de l'État - LeFigaro.fr

Qui veut la fin veut les moyens... ou l'inverse :

- Le clip grandiloquent de l'UMP... Sarkozy, «*suicidaire le plus en forme de France*» - 20minutes.fr

- Sarkozy: "*Parfois, l'attente fait monter le désir*" - L'Express.fr

- Dette grecque: Baroin laisse entendre que l'objectif pourrait être assoupli - AFP

INFOS EN BREF

Politique

1- France

1.1- Des mesures "***déjà opérationnelles***".

Le ministre du Travail, Xavier Bertrand, a déclaré mardi sur RTL qu'il allait recevoir les partenaires sociaux dans la matinée pour la mise en oeuvre des mesures prises lors du sommet social du 18 janvier.

«*Je reçois ce matin tous les partenaires sociaux ensemble pour la mise en oeuvre effective de ces mesures et, cet après-midi, je reçois tous les préfets, tous les sous-préfets, tous les acteurs dans les régions et dans les départements de façon à mettre tout cela en oeuvre maintenant*», a affirmé le ministre au micro de RTL.

Pour Xavier Bertrand, «*les décisions prises lors du sommet pour l'emploi sont opérationnelles*». Il a cité la mesure qui consiste à supprimer pendant six mois les charges liées à l'embauche des jeunes de moins de 26 ans dans les entreprises de moins de 20 salariés, ainsi que l'activité partielle.

Interrogé sur les accords compétitivité-emploi, M. Bertrand a assuré que «*c'est une bonne idée qui permet d'adapter dans les entreprises le droit du travail, avec des garanties, à la souplesse et à la réalité de l'activité de l'entreprise*».

«*Il y a deux verrous: la loi et l'accord majoritaire dans l'entreprise. Cela fait de sacrés garanties pour les salariés, cela engagera le processus qui est une logique protectrice des salariés*», a-t-il indiqué. (liberation.fr 31.01)

Une précision de l'AFP :

Le ministre du Travail Xavier Bertrand a annoncé mardi "*la suppression de l'autorisation administrative préalable*" jusqu'à présent nécessaire à une entreprise pour engager un dispositif de chômage partiel.

Le ministre, qui a reçu mardi les partenaires sociaux sur l'activité partielle, a décidé "*la suppression de l'autorisation administrative préalable afin de simplifier le recours à l'activité partielle pour toute entreprise qui en a besoin*", explique un communiqué du ministère.

Actuellement, un employeur peut demander une aide s'il veut mettre en place une période de chômage partiel, mais il doit préalablement déposer une demande de convention auprès de l'administration qui a ensuite 20 jours pour notifier sa décision. Dans un premier temps, le gouvernement avait envisagé simplement de réduire ce délai.

Xavier Bertrand a précisé qu'un décret concrétisant la suppression de l'autorisation serait pris "*dans les prochaines semaines*". Selon le ministère du Travail, "*l'avis du comité d'entreprise devra être transmis à l'administration qui, en cas d'avis négatif, exercera une vigilance particulière*".

En outre, M. Bertrand a indiqué avoir signé le décret permettant aux entreprises de former leurs salariés en activité partielle, "*afin que ces périodes non travaillées soient utilisées au maximum par les salariés pour se former*".

Par ailleurs, devant les préfets et autres acteurs territoriaux de l'emploi, Xavier Bertrand a défendu le dispositif "zéro charge" pour les jeunes de moins de 26 ans, affirmant que "*des dizaines de milliers de créations d'emplois étaient à la clé*".

En vertu de cette mesure réactivée lors du sommet de crise du 18 janvier, les entreprises de moins de 10 salariés qui embaucheront au cours des six prochains mois un jeune en CDI ou en CDD de plus d'un mois seront exonérées de charges patronales pendant un an.

Appelant les préfets à "*une mobilisation totale*" pour l'emploi des jeunes, le ministre a précisé avoir signé lundi le décret sur ce dispositif "*zéro charge*", tout en soulignant qu'il est opérationnel depuis le 18 janvier. (AFP 31.01)

1.2- Un intérêt bien compris.

Hervé Gattegno, rédacteur en chef au "Point".

L'enterrement discret du projet de loi sur les conflits d'intérêts.

C'est à la fois l'histoire d'un anniversaire et... d'un enterrement. Il y a un an à quelques jours près, le 26 janvier 2011, Nicolas Sarkozy se faisait remettre en grande pompe un rapport qui préconisait l'instauration de nouvelles règles précises en matière de déontologie dans la vie publique. Il promettait alors que ce rapport ferait date, qu'il inspirerait un texte de loi et qu'on allait voir ce qu'on allait voir en matière d'État irréprochable et de République exemplaire. Seulement l'urgence s'est relativisée au fil des mois. Un projet de loi a quand même été présenté au conseil des ministres le 27 juillet 2011 puis transmis à l'Assemblée. Depuis, plus rien. Le texte ne sera pas examiné avant la fin de la session parlementaire. C'est ce qu'on appelle un enterrement de première classe.

Qu'est-ce qu'il y avait de si terrible dans ce rapport dont le gouvernement n'a pas voulu ?

Des principes et des règles - ce qui manque trop souvent dans la vie publique en France. Un cadre strict pour empêcher les situations dans lesquelles une personne chargée de l'intérêt public peut prendre des décisions qui croisent ses intérêts privés. Par exemple le départ d'un conseiller de l'Élysée pour une entreprise sur laquelle il a travaillé, les avis donnés par des experts sur les autorisations de médicaments... En clair, c'était un code de déontologie pour les ministres, les hauts fonctionnaires, les magistrats - au total, le rapport visait 4 000 agents publics qui devaient s'engager à éviter toute situation litigieuse. Le projet de loi avait

déjà beaucoup réduit cet objectif. À l'arrivée, il n'y aura rien du tout. On a préféré les mauvaises habitudes aux bonnes résolutions.

Mais le gouvernement aura beau jeu de répondre qu'avec la crise, il y a bien d'autres priorités...

C'est un tort. Depuis 1988, tous les gouvernements ont fait adopter des lois qui ont fait progresser la transparence et l'éthique dans la vie publique - qu'il s'agisse du financement des partis, de la fin des fonds secrets ou de la surveillance des marchés publics. Tous sauf celui de François Fillon, donc, et malgré les serments de Nicolas Sarkozy. C'est d'autant plus regrettable que ces textes-là ne coûtent rien ou presque à mettre en oeuvre. Les lois sur la transparence ne creusent pas la dette. Au contraire, elles aident à combler un déficit : le déficit de confiance des citoyens envers ceux qui les représentent et qui les dirigent. Hélas, tout porte à croire que cet argument-là a été négligé. (lepoint.fr 31.01)

Quelle confusion, cette mesure aurait coûté au gang du CAC 40 dont les ministres et bien des hauts fonctionnaires agissent dans l'ombre comme des lobbyings, ce ne sont quand même pas les grandes entreprises capitalistes qui doivent combler ce déficit mais les travailleurs, franchement !

1.3- A la cour on ne connaît pas la crise.

Avec un montant de 362,2 millions d'euros en 2012, le budget de Matignon est plus de trois fois supérieur à celui de l'Elysée (112,8 millions d'euros). En hausse de 12,2 % par rapport à celui de l'année précédente.

Ainsi, les effectifs (105 personnes) et le budget (26,5 millions) du service d'information du gouvernement (SIG) ont littéralement explosé : les dépenses de fonctionnement du SIG sont passées de 4,9 millions d'euros en 2007 à 16,5 millions en 2010, et près de 20 millions en2011 et 2012.

"*M. Fillon dispose d'un appartement de 7 pièces pour une surface totale de 309,72 m2*". Son prédécesseur, Dominique de Villepin, disposait d'un appartement de 90 m2. Matignon n'avait jamais fait état de ces travaux d'aménagement.

M. Fillon est aussi un grand voyageur : plus de 700 heures de déplacements aériens et une dépense moyenne de plus de 4 millions par an. (lemonde.fr 31.01)

1.4- Le populisme aura peut-être son candidat officiel

Le candidat ayant réalisé le plus petit score de l'élection présidentielle de 1995 en France, Jacques Cheminade, a recueilli les 500 signatures d'élus nécessaires à sa candidature, a-t-on appris mardi dans son entourage.

Cet économiste atypique, classé par certains à l'extrême droite mais qui a appelé en 2007 à voter pour la socialiste Ségolène Royal et se définit lui-même comme "*gaulliste de gauche*", confirmera qu'il est en lice et détaillera son programme lors d'une conférence de presse à Paris dans l'après-midi.

Jacques Cheminade avait obtenu 0,28% des voix en 1995 et avait vu ses comptes de campagne rejetés par le Conseil constitutionnel.

Comme en 1995, Jacques Cheminade, aujourd'hui âgé de 70 ans, dénonce le "*cancer spéculatif*" et rêve d'un monde "*sans la City ni Wall Street*".

Né en Argentine de parents auvergnats, diplômé de HEC et ancien élève de l'Ena puis fonctionnaire au ministère des Finances, il a d'abord suivi un parcours classique avant de tomber sous le charme de l'économiste américain Lyndon LaRouche, qui prône une réorganisation totale du système financier.

"*Nous sommes en guerre*", annonce Jacques Cheminade sur son site de campagne. "*Un conglomérat d'intérêts financiers opérant depuis la City de Londres et Wall Street domine le monde. Sa loi est le profit à court terme, la possession, la cupidité et le saccage social.*"

Son programme, qui varie peu depuis des années, repose sur une séparation entre les banques d'affaires et celles de dépôt et de crédit. Il se prononce également pour un "*crédit productif public*" de financement de grands travaux. (Reuters 31.01)

2- Egypte

Plusieurs milliers de manifestants ont marché mardi en direction du parlement égyptien, au Caire, pour réclamer la fin du pouvoir militaire, et certains ont laissé éclater leur colère à l'encontre des Frères musulmans, qu'ils accusent de collusion avec l'armée.

Certains adhérents du mouvement de jeunesse des Frères musulmans avaient formé un cordon dans la rue menant au parlement, afin d'empêcher la progression des manifestants.

"*Le peuple veut la chute des Frères musulmans*", scandaient les manifestants, reprenant un slogan d'ordinaire utilisé contre le Conseil suprême des forces armées (CSFA), qui détient le pouvoir depuis la chute du président Hosni Moubarak le 11 février 2011. (Reuters 31.01)

3- Algérie

Les forces de sécurité algériennes ont eu recours aux canons à eau et aux gaz lacrymogènes mardi pour disperser des habitants d'une banlieue d'Alger qui protestaient violemment contre l'incurie de la justice, selon eux, après le meurtre d'un habitant.

Plusieurs centaines de personnes ont lancé des pierres et des cocktails Molotov en direction des gendarmes à Cheraga, à une dizaine de kilomètres à l'ouest de la capitale. Les manifestants ont brièvement bloqué une artère traversant ce faubourg, ont constaté des journalistes de Reuters.

Les gendarmes ont repoussé les manifestants, qui se sont rendus dans un faubourg voisin, Sidi Hassan, où les affrontements se poursuivaient en fin de journée. (Reuters 31.01)

4- Sénégal

La police sénégalaise a dispersé mardi soir à Dakar un rassemblement de milliers d'opposants venus contester la candidature du chef de l'Etat Abdoulaye Wade à la présidentielle de février, après des violences qui avaient fait trois morts en trois jours.

A l'appel de l'opposition et de la société civile, regroupées au sein du Mouvement du 23 juin (M23), des milliers de personnes se regroupées dans l'après-midi sur la place de l'Obélisque, l'une des principales esplanades au coeur de la capitale.

Malgré quelques adolescents un peu échauffés, la manifestation s'est déroulée sans aucun incident jusque vers 18H30, sous la surveillance d'un cordon d'environ 150 policiers anti-émeute. (AFP 31.01)

Social

1- UE

Le taux de chômage dans la zone euro a grimpé en fin d'année dernière à son plus haut niveau depuis la création de la monnaie unique, selon les chiffres publiés mardi par Eurostat.

En données ajustées des variations saisonnières, le taux de chômage parmi les 17 pays utilisant l'euro est ressorti à 10,4% au mois de décembre, comme attendu par les économistes interrogés par Reuters.

C'est un niveau inégalé depuis juin 1998, avant l'introduction de l'euro en 1999.

"*Nous attendons une poursuite de la hausse dans les mois à venir, ce qui est inquiétant*", commente Martin van Vliet, économiste chez ING.

"*Regardez la Grèce, où le chômage est autour de 20%, et l'Espagne où il est à 23%. A un moment, ça pourrait mener à des mouvements sociaux.*"

Le reflux du chômage en Allemagne, qui atteignait 7,4% en janvier 2011 (6,7% en janvier 2012 -ndlr), devrait cependant marquer le pas en raison du ralentissement économique, estiment des économistes.

En données brutes, le nombre de chômeurs a repassé la barre des trois millions de personnes en Allemagne en janvier, à 3,082 millions contre 2,780 millions en décembre. (Reuters 31.01)

Commentaire d'un internaute.

- "*Enfin ça dépend des villes. 15,7% de chômage à Berlin. Bravo pour une capitale ! Croyez-moi l'exemple allemand n'est pas le bon, on s'en rendra compte mais bien trop tard.*"

2- France

2.1- Offre "***sérieuse***". Pôle emploi dans le rôle de maquerau

Au chômage depuis un an, Danielle Casadamont n'aurait sans doute jamais cru recevoir ce type d'offre d'emploi dans sa boîte mail : « *Recherche strip-teaseuse, 12 euros de l'heure. Au sein d'un établissement privé vous interprétez des œuvres chorégraphiques avec des techniques classiques du strip-tease topless, du mercredi au samedi. Horaires: de 21h à 5h du matin.* »
Educatrice spécialisée âgée de 53 ans, Danielle dit ne pas savoir si elle « *correspond aux critères* ». « *Vous savez, je n'ai plus un corps de jeune fille* », plaisante-t-elle. Mais si elle en rit maintenant, sur le coup, cette annonce l'a surtout mise en colère. « *Ce qui me perturbe, c'est la déontologie de Pôle Emploi. S'ils nous proposent de nous foutre à poil pour gagner notre vie, où est la limite, ça suffit!* », s'est-elle exclamée à l'antenne de RTL ce mardi.

A Pôle Emploi, on explique qu'il s'agit d'une « *offre sérieuse* » qui n'a pas pu se retrouver dans les mails de Danielle Casadamont par hasard. La quinquagénaire n'aurait tout simplement pas affiné suffisamment ses critères de recherche. « *Si elle a reçu cette offre, c'est parce qu'elle avait demandé de recevoir toutes les offres d'emploi disponibles à moins de trente kilomètres de chez elle, sans préférence pour le domaine d'activité et le type de contrat* », selon un porte-parole de Pôle emploi cité par Le Figaro. « *À aucun moment, un conseiller ne s'est dit 'je vais envoyer cette offre à cette femme en particulier'* », ajoute-t-il, précisant que le système est entièrement automatisé. Toutefois, le porte-parole reconnaît que les conseillers incitent les demandeurs d'emploi à filtrer le moins possible leur recherche. « *On ne peut qu'encourager à élargir le champ car autrement, la personne à la recherche d'un emploi pourrait laisser s'échapper un travail.* » (Elle.fr 31.01)

Commentaire d'une internaute :

- "*ça ne me surprend pas du tout, une de mes amies, assistante de direction avec un excellent CV s'est vu proposer de relever des compteurs à gaz....* "

Sur le trottoir ?

2.2- Mobilisation hier des profs

Plusieurs milliers d'enseignants ont défilé mardi à Paris à l'appel de syndicats qui ont également lancé un mouvement de grève pour dénoncer les 14.000 suppressions de postes à la rentrée et exiger le retrait du projet de réforme de l'évaluation.

Le ministère a annoncé un taux de grévistes de 15,55% dans le primaire et de 12,41% dans le secondaire.

Selon le SNUipp-FSU (principal syndicat du premier degré), l'appel était suivi dans 52 départements, avec un taux moyen global de grévistes de 40%. Selon le Snes-FSU (principal syndicat du secondaire), la grève était suivie par 42% des enseignants.

A Paris, la manifestation nationale a réuni entre 9.000 personnes selon la police et 20.000 selon les organisateurs. Derrière la banderole de tête, réclamant "*Retrait du projet d'évaluation et arrêt des suppressions de postes*", Bernadette Groison, secrétaire générale de la FSU, première fédération dans l'éducation, s'est félicitée d'une mobilisation "*très significative*".

"*Le taux de grévistes est important et ce n'était pas gagné*", a-t-elle dit à l'AFP.

Sur les 14.000 postes qui doivent être supprimés à la rentrée, 6.550 vont l'être dans le secondaire et 5.700 dans le primaire. Au total, entre 2007 et 2012, 80.000 postes auront disparu.

La mobilisation "*permet de dire aussi au futur gouvernement: +vous voyez, il n'est pas question de réactiver les projets de ce type +. C'est un changement profond de culture, qui nécessite des négociations dans un vrai dialogue social*", a dit Frédérique Rolet, co-secrétaire générale du Snes. (AFP 31.01)

Un "*changement profond de culture*" dans le cadre d'"*un vrai dialogue social*" avec les représentant de l'Etat des capitalistes...

2.3- Mobilisation au Crédit Mutuel-CIC

Une intersyndicale du Crédit Mutuel-CIC a appelé à une nouvelle journée de grève nationale le 7 février pour réclamer notamment une revalorisation salariale, après une journée de mobilisation mardi suivie, selon les syndicats, par près de 10% des salariés.

Entre 4 500 et 5 000 salariés ont manifesté dans une douzaine de villes de France, dont plusieurs centaines à Paris-siège du CIC-, Marseille, Toulouse et Nantes, entraînant quelques fermetures d'agences.

A Strasbourg, ils étaient 900 selon la police et plus de 1 500 selon les syndicats, réunis à l'appel d'une intersyndicale (CFDT-CFTC-CGT-FO-UNSA) devant le siège de la principale fédération du Crédit Mutuel, pour demander une revalorisation salariale de 2,9% (soit 1,7% supplémentaire par rapport à la hausse de 1,2% octroyée au 1er janvier), ainsi qu'une amélioration des conditions de travail.

«*C'est la négociation salariale (achevée en décembre, ndlr) qui a mis le feu aux poudres*», a estimé Jean-Claude Martinez, responsable FO au sein du CIC. «*La direction a décidé unilatéralement d'une augmentation salariale de 1,2% au 1er janvier, c'est largement insuffisant pour maintenir le pouvoir d'achat*», a-t-il poursuivi, regrettant que «*dans une banque mutualiste, les dirigeants se comportent en véritables capitalistes*».

(Normal non, la banque incarne au plus haut niveau le capitalisme, pour un peu ce "s*yndicaliste*" l'ignorerait ! Exactement comme la plupart des délégués syndicaux de la fonction publique ignorent que leur employeur, l'Etat, est avant tout au service des capitalistes, ce qu'il a toujours été d'ailleurs. Cela en dit long sur le niveau de la conscience de classe misérable des syndicalistes en général, ne parlons pas de celui des syndiqués, question : à qui la faute ? - ndlr)

L'intersyndicale a également demandé une amélioration de la gestion des ressources humaines et des conditions de travail.

Dans les agences, «*les conditions de travail se dégradent, on impose sans cesse des temps forts commerciaux aux employés, avec des objectifs de vente irréalistes*», a expliqué Philippe Ringler, délégué syndical CFDT au Crédit Mutuel. Des «*rencontres*» ont eu lieu mardi dans différentes régions avec la direction.

«*Chaque rendez-vous sollicité par des représentants syndicaux a été honoré dans les régions*», a déclaré de son côté la direction du Crédit Mutuel-CIC se refusant à tout autre commentaire.

Faute d'avancées dans les discussions, l'intersyndicale a décidé de reconduire le mouvement, appelant à une nouvelle journée de grève mardi prochain, a indiqué Thierry Haag, délégué syndical CFDT du groupe. (liberation.fr 31.01)

2.4- Non comptabilisés parmi les chômeurs.

Seuls 28 % des jeunes ayant bénéficié de l'accompagnement Civis (contrat d'insertion dans la vie sociale) au plus fort de la précédente crise, en 2009 et 2010, ont trouvé un emploi durable, selon une étude publiée, mardi 31 janvier, par le ministère de l'emploi.

Créé en 2005, le Civis est un accompagnement apporté à un demandeur d'emploi de 16 à 25 ans sans qualification ou d'un niveau bac + 2 non validé. Il est suivi régulièrement par un référent présent en mission locale qui doit l'aider à trouver un emploi durable (CDI ou CDD de plus de six mois).

Le dispositif est de plus en plus populaire puisque 213 000 jeunes sont entrés en Civis en 2010, soit une hausse de 13 % par rapport aux 187 700 l'ayant intégré en 2009. Néanmoins, '*les perspectives à la sortie du dispositif se sont dégradées*', souligne la direction des études du ministère, la Dares, puisque 'seuls 28 % des sortants' du programme ont accédé à un emploi durable, contre 37 % en 2008 et 40 % en 2007.

En janvier 2010, le gouvernement visait l'objectif de 200 000 entrées en contrats d'insertion dans la vie sociale en 2010 avec 40 % d'accès à un emploi durable à sa sortie. Au 4e trimestre 2010, le taux de chômage des moins de 25 ans atteignait 22,2 %, rappelle la Dares. Depuis sa création, près de 800 000 jeunes sont sortis du Civis. Parmi eux, 34 % ont pu trouver un CDI ou un CDD de plus de six mois (hors contrats aidés du secteur non marchand). (lemonde.fr 31.01)

Ajoutez les quelques 800 000 stagiaires, les quelques centaines de milliers d'apprentis, les millions en CDD, en intérim, en formations, etc. plus tous les travailleurs radiés de Pôle emploi, et il faut ajouter quelques millions de chômeurs aux statistiques officielles.

3- Allemagne

Nokia Siemens Network envisage, dans le cadre de sa restructuration, de supprimer plus de 4.000 postes en Allemagne et en Finlande.

Le numéro deux mondial des équipements de réseaux mobiles dit tabler sur la suppression de 2.900 postes en Allemagne et 1.200 en Finlande, dans le cadre d'un vaste programme de restructuration du groupe visant à réduire ses effectifs de près d'un quart et d'économiser près d'un milliard d'euros par an.

Nokia Siemens, coentreprise de réseaux montée en 2007 entre le finlandais Nokia avec l'allemand Siemens, peine depuis sa

création à dégager des bénéfices dans un secteur dominé par le géant suédois Ericsson et marqué par l'arrivée de nouveaux concurrents chinois. (Reuters 31.01)

Quel "*modèle*" social !

Economie

1- UE-BCE

Les banques européennes comptent emprunter auprès de la Banque centrale européenne (BCE) fin février deux à trois fois plus qu'elles ne l'avaient fait en décembre, lorsque l'institut d'émission leur avait accordé 489 milliards d'euros, rapporte le Financial Times mardi.

"*Les banques ne seront pas aussi timides lors du deuxième round (le 29 février, ndlr). Nous aurions dû faire plus la première fois*", a déclaré au quotidien financier le patron d'une banque de la zone euro sous couvert d'anonymat.

Trois patrons de groupes bancaires - eux aussi sous couvert de l'anonymat - ont également indiqué au journal qu'ils comptaient emprunter de deux à trois fois plus cette fois-ci, soit au total 1.000 milliards à 1.500 milliards. (AFP 31.01)

Suivez le guide, aux Etats-Unis, le guichet de la Fed est ouvert pour une durée de temps et une somme indéterminée, elle n'est pas belle la vie de banquiers ?

2- France

2.1- Relation de cause à effet.

Le moteur de la croissance a calé en fin d'année. En décembre, les dépenses des ménages ont baissé de 0,7%. Les économistes ne s'attendaient pas à un tel plongeon. Du coup, sur un an, le recul de la consommation atteint 3,1%, selon leschiffres de consommation publiés ce mardi par l'Insee.

La hausse du chômage, le ralentissement de la hausse des salaires, le regain d'inflation et la perspective d'une hausse des impôts après la présidentielle font peser une incertitude sur le comportement des ménages cette -année.

La hausse de la TVA prévue le 1er octobre pourrait néanmoins chambouler le scénario de consommation de 2012. Les Français pourraient être tentés d'anticiper certains de leurs achats.

Au total, aussi faible soit-elle, la consommation pourrait de nouveau être en 2012 un des rares soutiens à la croissance. La France risque en effet de ne pouvoir compter ni sur l'investissement des entreprises (l'Insee le voit reculer sur les six premiers mois de l'année), ni sur son commerce extérieur. (lefigaro.fr 31.01)

2.2- La survie de la planète exige le renversement du capitalisme.

Prolonger la durée de vie des centrales nucléaires françaises au-delà de 40 ans semble inévitable sauf à accepter des investissements difficilement réalisables ou une baisse de la consommation d'électricité, selon un rapport de la Cour des comptes publié mardi.

Vingt-deux des 58 réacteurs français, représentant environ 30% de la puissance nette du parc, atteindront leur quarantième année de fonctionnement d'ici à la fin 2022, rappelle la Cour.

"*Par conséquent*", résume-t-elle dans un communiqué, "*dans l'hypothèse d'une durée de vie de 40 ans et d'un maintien de la production électronucléaire à son niveau actuel, il faudrait un effort très considérable d'investissement équivalent à la construction de 11 (réacteurs de type) EPR d'ici la fin de 2022*".

"*La mise en oeuvre d'un tel programme d'investissement à court terme paraît très peu probable, voire impossible, y compris pour des considérations industrielles.*" (Reuters 31.01)

Le capitalisme n'a plus les moins de sa survie, encore moins de satisfaire les besoins de l'ensemble de la population, alors il doit disparaître, immédiatement !

3- Portugal

Le rendement du papier portugais à deux ans s'est tendu mardi matin de 36 points de base (pdb) pour atteindre 21,61%, tandis que le coût des credit default swaps (CDS), un mécanisme d'assurance contre le risque de défaut d'un emprunteur, atteignait lui aussi un nouveau record.

Il fallait débourser 4,2 millions d'euros pour assurer 10 millions d'euros de dette portugais à plus de cinq ans.

Certains investisseurs redoutent que Lisbonne réclame un renflouement additionnel pour compléter le plan de 78 milliards d'euros élaboré l'an dernier par le Fonds monétaire international et l'Union européenne.

La crainte est également forte que le Portugal finisse lui aussi par devoir restructurer une dette publique qui représente environ 105% de son produit intérieur brut. (Reuters 31.01)

4- Etats-Unis

La chute des prix de l'immobilier a pris un tour inquiétant aux Etats-Unis en novembre, selon l'enquête Case-Shiller publiée mardi par Standard and Poor's.

En données corrigées des variations saisonnières, les prix des logements vendus dans les vingt plus grandes métropoles du pays ont reculé de 0,7% par rapport au mois précédent.

C'est le cinquième mois consécutif de baisse, et elle est d'une ampleur égale à celle déjà constatée en septembre et en octobre. Pour retrouver une hausse des prix en données corrigées, il faut remonter à avril.

En données brutes, il suffirait que les prix baissent de 1% pour atteindre le point bas des prix lors de la crise immobilière, touché en mars 2011. Ils sont aujourd'hui redescendus à leur niveau de début 2003.

Sur un an, ils affichent une baisse de 3,7%, alors que les analystes tablaient sur 3,2%.

"*Malgré le maintien de taux d'intérêt bas et une amélioration de la croissance (...) au quatrième trimestre, les prix des logements continuent de baisser*", a constaté Standard and Poor's dans un communiqué.

La chute des prix de l'immobilier a pris un tour inquiétant aux Etats-Unis en novembre, selon l'enquête Case-Shiller publiée mardi par Standard and Poor's.

En données corrigées des variations saisonnières, les prix des logements vendus dans les vingt plus grandes métropoles du pays ont reculé de 0,7% par rapport au mois précédent.

C'est le cinquième mois consécutif de baisse, et elle est d'une ampleur égale à celle déjà constatée en septembre et en octobre. Pour retrouver une hausse des prix en données corrigées, il faut remonter à avril.

En données brutes, il suffirait que les prix baissent de 1% pour atteindre le point bas des prix lors de la crise immobilière, touché en mars 2011. Ils sont aujourd'hui redescendus à leur niveau de début 2003.

Sur un an, ils affichent une baisse de 3,7%, alors que les analystes tablaient sur 3,2%.

"*Malgré le maintien de taux d'intérêt bas et une amélioration de la croissance (...) au quatrième trimestre, les prix des logements continuent de baisser*", a constaté Standard and Poor's dans un communiqué. (AFP 31.01)

Haut de page

Le 2 février

CAUSERIE

J'ai perdu 2h30 ce matin au bureau d'immigration pour le renouvellement de mon visa, du coup j'ai dû cavaler pour actualiser le site. Mon visa est périmé depuis la fin août, j'ai fait les choses en temps et en heure pourtant, je vous passe les détails, la bureaucratie indienne est l'une des pires du monde paraît-il, je confirme, c'est à devenir fou !

Quelques réflexions à bâtons rompus

1- On pourrait s'étonner de la violence verbale de Sarkozy envers les banquiers et les spéculateurs. En réalité, il aura servi leurs intérêts du premier jusqu'au dernier jour de sa mandature, les intéressés le savent très bien et lui en sont gré de s'être "sacrifié" pour eux, ils ne lui reprocheront pas malgré tout d'essayer de garder la face avant de se retirer ou de tout tenter pour essayer de combler son handicap, tâche impossible selon de Villepin hier.

C'est uniquement une posture en direction d'électeurs qui n'ont pas grand chose dans la tête, qui n'ont jamais rien appris ou qui l'ont oublié aussi vite qu'ils l'ont appris, il sait qu'ils sont légion et il s'adresse à eux pour sauver la face comme l'on dit.

2- Du PS au FdG, ils ont tellement les mains sales qu'ils feraient mieux de balayer devant leurs portes et de la fermer au lieu de s'attaquer maladroitement à M. Le Pen. Ils lui ont reproché d'avoir participer à un bal en Autriche en présence de membres de l'extrême droite. Celle-ci a répliqué que cela ne leur causait pas de problèmes hier de compter dans les rangs de l'Internationale socialiste des dictateurs tels Ben Ali ou Moubarak.

Elle aurait pu leur rappeler que "*l'Internationale socialiste a organisé une réunion extraordinaire à Beyrouth le 16 décembre 2006 où elle a accueilli des représentants de partis fascistes et leur a apporté son soutien.*" Parmi lesquels :

- "Dory Chamoun, ancien membre (avec son père Camille Chamoun) de la Ligue anticommuniste mondiale ; une organisation criminelle dont firent partie la plupart des dictateurs pro-US durant la Guerre froide [2]. La France y était représentée par François Duprat, alors président-fondateur du Front national.

Amine Gemayel, « leader suprême de la Phalange » (sic) ; un parti créé par son père Pierre Gemayel, sur les conseils d'Adolf Hitler, et sur les modèles de Benito Mussolini et de José Antonio Primo de Rivera.

Samir Geagea, tortionnaire et criminel de guerre, amnistié par une loi spéciale votée à l'initiative de Saad Hariri. Entre autres crimes, M. Geagea assassina Tony Frangié et sa famille (1978), puis Dany Chamoun (1990), frère cadet de Dory Chamoun. Jusqu'à son incarcération, Samir Geagea participait aux réunions du Front national. Il conserve comme avocat le député frontiste Wallerand de Saint-Just." (http://www.voltairenet.org/article12431.html)

Précisons toutefois que le PS français n'avait pas participé à cette réunion entre gens de bonne compagnie contrairement au PSOE, au PASOK et au RDC de Ben Ali, et d'autres partis de l'Internationale socialiste.

Bref, match nul. On peut ajouter qu'aucun dirigeant du PS n'ignorait ces faits et qu'à l'époque Mélenchon était adhérent de ce parti. Le gouvernement grec en 2012 est à l'image de l'Internationale socialiste en 1986, l'union nationale du PASOK à l'extrême droite soutenue par le parti communiste, rien de changer, rien de nouveau non plus depuis la capitulation de la social-démocratie en 1914...

Ces philistins s'emploient à faire la démonstration de leur impuissance face à l'extrême droite dont ils favorisent la montée, comme leurs prédécesseurs dans le passé.

3- En Tunisie et en Egypte la contre-révolution islamo-impérialiste est à l'oeuvre.

4- La désinformation atteint des sommets sur la situation en Syrie, en Russie et d'autres pays. Hier aux infos du soir sur TV5onde Asie, j'ai entendu un membre du CNS, le CNT syrien, expliquer très sérieusement qu'il exigeait le départ d'Assad, qu'il n'existait pas d'autres alternatives parce que les partis politiques étaient interdits en Syrie, pour qu'enfin des élections puissent avoir lieu, etc. alors que les partis politiques existent en Syrie, le parti communiste par exemple, et quant aux élections, si je ne me trompe pas des élections municipales (notamment) ont eu lieu récemment.

Ainsi les médias nationaux et internationaux ouvrent généreusement leurs colonnes à la pire réaction ou se font ouvertement les porte-parole des va-t-en-guerre contre des Etats souverains.

A ce propos, compte tenu des éléments en notre possession, je me demande si nous ne devrions pas soutenir la Syrie contre les monarchie du Golfe et les impérialistes occidentaux.

Question délicate s'il en est, déjà que la plupart des militants ne comprennent pas grand chose à ce qui se passe en France sous leurs yeux et préfèrent reprendre à leur compte aveuglément les positions de leurs dirigeants, cela évite de réfléchir, qui sait à quelle conclusion on pourrait parvenir n'est-ce pas, alors là pour le coup ils ne se donneront même pas la peine de lire la suite et nous claquerons la porte au nez. Entre nous, ce n'est pas en adoptant une telle attitude qu'on infléchissera notre position, bien au contraire.

Je me suis même demandé si cela n'avait pas été une erreur politique de ne pas avoir soutenu Kadhafi, compte tenu de la position adoptée par Marx et Engels lors de la première partie de la guerre franco-prussienne consacrée à défendre l'unité de l'Allemagne, il y a fort à parier qu'ils auraient résolu cette question de la même manière, à ma connaissance, mais vous me reprendrez si je me trompe, Otto von Bismarck n'était pas vraiment un démocrate modèle, il fut notamment l'auteur d'une loi antisocialiste et sous son règne Marx et Engels durent s'exiler, je ne pense pas non plus qu'ils aient eu un penchant sadomasochiste.

On pourrait nous répliquer que Marx et Engels commirent là une erreur politique, qu'ils versèrent dans une forme de nationalisme, etc. C'est la France qui agressa l'Allemagne, Bismarck ne fit que se défendre. Assad est dans le même cas de figure, à ceci près qu'il n'a pas les moyens militaires pour répliquer et engager une guerre contre les puissances impérialistes qui veulent mettre à sa place un régime fantoche à leur botte. L'état des forces en présence est totalement déséquilibré et sans l'appui de la Russie, la Syrie serait déjà passée sous domination américaine, britannique et française. Nous sommes en présence d'une guerre déclarée par des Etats dominants à un Etat dominé mais indépendant ou souverain. Or le prolétariat d'un pays ne peut mener sa lutte de classe que dans un pays débarrassé de la tutelle impérialiste, d'où le principe internationaliste de prendre la défense du pays dominé. Au passage, on comprendra pourquoi il a tant de mal à l'imposer en Tunisie et en Egypte.

Nous aurions eu plus de difficulté à adopter ce principe concernant la Libye, dans la mesure où contrairement à la Syrie la lutte de classe était bannie, les partis et syndicats interdits. La chute de Kadhafi devait à terme permettre à la lutte de classe de s'imposer, on a pu constater ces dernières semaines, qu'encore en gestation elle prenait de plus en plus la forme d'une opposition croissante des masses au CNT et à la mainmise de l'impérialisme français et autres sur les ressources du pays. La loi électorale qui vient d'être adoptée va être suivi par la fondation de partis politique, attendons la suite, un peu de patience. Soutenir la Libye aurait abouti à maintenir cadenassée la lutte de classe dans ce pays, alors qu'on ne peut le souhaiter à aucun peuple, tel est l'élément décisif qui justifia notre position.

Si maintenant on devait définir une position en tenant compte de la manière dont chaque militant ou travailleur interprète la situation dans un pays ou dans le monde, il serait impossible d'adopter la moindre position. Elle peut s'inscrire à contre-courant de ce que pense la majorité ou la quasi-totalité des militants ou des travailleurs, peu importe.

A ce que je sache, sur l'Irak et l'Afghanistan, nous avons unanimement adopté la position que j'ai évoquée sur la Libye, à savoir condamnation de l'intervention militaire impérialiste, ce qui revenait (indirectement) à soutenir l'Irak de S. Hussein et l'Afghanistan des talibans, au nom de la détermination des peuples à disposer d'eux-mêmes, patati patata... Alors pourquoi ne pas avoir assumé cette position jusqu'au bout s'agissant de la Libye et aujourd'hui de la Syrie, et demain peut-être de l'Iran ? C'est cela que je reproche le plus à mes adversaires, plus que leur position elle-même, leur manque de courage, leur hypocrisie, leur incapacité à défendre leur propre position dès lors qu'ils ont fait l'impasse sur les éléments que j'ai évoqués plus haut.

Ceci dit, l'histoire et le contexte ne sont pas les mêmes dans tous ces pays, il existe des différences ou des nuances dont il faut tenir compte avant de prendre position. Ce n'est pas toujours facile, j'en conviens, surtout si on privilégie la recherche d'un consensus entre tous les militants sachant que c'est impossible.

Il ne faut pas non plus confondre la situation de la Syrie face à l'agression impérialiste avec les guerres mondiales inter-impérialistes du XXe siècle. En Syrie les partis officiels de l'opposition se sont prononcés pour la défense de l'unité et de la souveraineté de la Syrie face à un complot ourdi par Washington, Jérusalem, Riad, Paris et Londres qui à terme devrait mettre le pays à feu et à sang, entraîner d'énormes destructions et se transformer en guerre civile entre syriens afin d'installer à Damas un régime à leur botte, prélude à une remise en ordre au Liban et à une offensive militaire contre l'Iran.

La Syrie n'a attaqué aucun pays. Sa position est purement défensive, et l'immense majorité de la population rejette le CNS ou cette pseudo-opposition financée par l'impérialisme britannique. Les masses syriennes opposées à Assad ont désigné leur principal ennemi : les bandes paramilitaires qui sévissent dans le pays et armées par les monarchies du Golfe, l'Etat sioniste et la même coalition qui s'était formée contre la Libye. Jusqu'à preuve du contraire, le régime n'a pas engagé le massacre de ces opposants, au contraire il a libéré des centaines de prisonniers et il a promulgué des réformes qui vont dans le sens d'une plus grande "démocratisation", concession qu'il a dû leur accorder justement en échange d'un consensus nationale anti-impérialiste, simple constat.

L'expérience que nous avons acquise avec la Libye nous a enseigné la prudence ou plutôt la patience avant de prendre position. Ttout d'abord s'informer de la situation réelle sur le terrain et des rapports entre les classes, à l'ntérieur de ces classes, mais aussi sur l'histoire de ce pays, sa composition éthnique ou religieuse, tribale, sachant que le pays est certes indépendant, mais le régime encore semi-féodal, les masses profondément arriérées, soumise à un pouvoir qui s'accommode mal des règles de la démocratie, je me souviens qu'il n'y a pas si longtemps on appelait le père Assad le boucher, un pays encore largement sous-développé et dépendant financièrement de ses liens avec la Russie notamment, donc un pays qui n'a pas atteint un stade de développement économique compatible avec l'exercice de la démocratie bourgeoise comme c'est le cas en France par exemple...

Donc on ne peut pas exiger de ce pays qu'il soit un modèle de démocratie pour le soutenir contre son agresseur impérialiste, auquel cas on ne prendrait la défense d'aucun pays dominé dans le monde. On doit se passer de cet argument pour justifier de

le soutenir, on n'a pas le choix et tant pis pour ceux qui ne le comprendraient pas.

Assad n'est pas vraiment un chantre de la défense de la souveraineté de la Syrie sous la tutelle économique de la Russie notamment, bien que la survie des couches de la bourgeoisie qu'il incarne se confond avec elle, ce sont les masses profondément anti-impérialistes qui sont à la pointe du combat pour la défendre.

Marx et Engels ont soutenu Bismarck qui incarnait l'unité de l'Allemagne, une menace pour les puissances impérialistes française et britannique. Ils ont cessé de le soutenir quand il est passé d'une guerre défensive à une guerre offensive contre la République en France. Marx et Engels ont assumé leurs positions respectives, ils se sont donnés les moyens politiques de les justifier auprès du mouvement ouvrier allemand et internationale, leurs positions furent dictées uniquement par les intérêts généraux du prolétariat allemand et français.

Comment faire comprendre à des militants apparemment bornés ou ignorants que Marx et Engels aient pu soutenir un jour le bourreau de la Commune de Paris, j'y ai renoncé car je suis une merde pour eux à côté de Marx et Engels, d'ailleurs je ne comprends pas pourquoi ils se connectent à ce site qui colporte des théories foireuses, ils perdent leur temps.

Marx et Engels n'ont pas eu à fournir d'autres justifications du moment qu'ils se tenaient sur le terrain de classe du prolétariat. Maintenant rien n'empêche les militants qui estiment avoir développé un niveau de conscience supérieur de les traiter de vulgaires opportunistes ou de fieffés réactionnaires pour avoir soutenu Bismarck, cela ne nous choquerait pas après tout ce qu'on a pu entendre ou lire, cela nous laisse totalement indifférent.

En comparaison nos dirigeants sont de vulgaires manoeuvriers, rongés par tant de contradictions et de reniements qu'ils sont incapables de livrer leurs réelles intentions qui au demeurant ne sont jamais très claires, au point de n'apparaître qu'implicitement, à condition de se demander ce que recouvre leur position puisqu'ils ne tiennent pas à nous le livrer eux-mêmes, laissant toujours planer un doute, un mystère, chacun étant conduit à en penser ce qu'il voudra, ce qui présente comme avantage de ne jamais pouvoir en discuter puisqu'il y aura autant d'interprétations que de militants, d'éviter ainsi une confrontation des idées qui les forcerait à argumenter leur position... Assez d'hypocrisie !

S'ils en avaient eu le courage ils auraient clairement affirmé qu'ils soutenaient Kadhafi, cela leur aurait valu de violentes critiques et cela les aurait obligé à s'expliquer devant les militants, à défendre leur position. Or, ils en ont été incapables ou n'en ont pas eu la volonté, et en étant incapables de le faire ils ont rendu un fier service à Sarkozy, qui pouvait se prévaloir d'avoir cloué le bec à toute forme d'opposition à son agression contre la Libye, cette opposition étant neutralée, désarmée politiquement du moment qu'elle était dans l'impossibilité d'avancer des arguments en faveur de la défense de la Libye. Voilà ce qui arrive quand on ne va pas au bout de ses analyses, quand on se réfugie derrière un principe qu'on n'est même pas foutu d'assumer. C'est aussi ce qui arrive quand un parti privilégie les intérêts de son appareil au détriment des intérêts des travailleurs, quand les uns entrent en contradiction avec les autres, au passage on se demandera comment un parti a pu en arriver là, ce que cela recouvre, quelle en est la signification politique.

Je ne change rien à la position que j'avais adoptée sur la Libye, il semblerait à ce jour que les faits m'aient donné raison, peut-être aurait-il mieux valu défendre ouvertement la Libye de Kadhafi au détriment des couches progressistes qui avaient commencé à se dresser pour le renverser car celles-ci n'étaient pas mûres pour instaurer un régime démocratique (bourgeois) dans ce pays, cela se discute, en principe on défend une révolution même si elle est vouée à l'échec, c'est ce que j'ai fait, c'est ce que fit Marx lors de la Commune de Paris par exemple. Par contre j'estime que la défense de la Syrie contre l'agression impérialiste occidentale et sioniste sera justifiée aussi longtemps qu'Assad ne retournera pas son armée contre l'opposition soutenue par des pans entiers du prolétariat syrien, à ne pas confondre avec la soi-disant opposition armée par Washington et dans laquelle les masses ne se reconnaissent pas.

Avouons pour terminer que chacun peut être induit en erreur tant ces questions sont complexes où tant de facteurs entrent en ligne de compte. L'essentiel, c'est d'une part l'orientation générale dans laquelle s'inscrit une position, parfois maladroitement il faut en convenir, d'autre part, de rectifier ses erreurs quand on en a pris conscience.

INFOS EN BREF

Politique

1- Sénégal

Les forces de sécurité sénégalaises sont de nouveau intervenues mercredi pour disperser plusieurs centaines de manifestants à Dakar, au lendemain de la mort d'un étudiant lors d'un rassemblement contre la candidature du chef de l'Etat sortant Abdoulaye Wade à l'élection présidentielle du 26 février.

Des jeunes manifestants qui criaient "*Wade démission !*" ont incendié un bus sur l'une des artères principales de la capitale puis

ont lancé des pierres sur les policiers qui ont riposté avec des gaz lacrymogènes et des grenades assourdissantes.

Les forces de l'ordre ont poursuivi les protestataires jusque sur le campus d'une université, ont précisé des témoins. (Reuters 01.02)

2- Syrie

2.1- Le Conseil de sécurité s'est réuni vendredi soir à la demande de la Ligue arabe pour tirer les conclusions du rapport des observateurs. Cependant, le texte du rapport n'ayant pas été distribué par la Ligue, la séance s'est focalisée sur une proposition de résolution présentée par le Maroc bien qu'écrite par les Européens. Elle a été rejetée par la Russie.

Samedi, les ministres des Affaires étrangères du Conseil de coopération du Golfe se sont réunis à Istanbul avec leur homologue turc pour étudier une possible reconnaissance diplomatique du Conseil national syrien suivi d'une intervention militaire arabo-turque. Dimanche soir, le secrétaire général du Conseil de coopération du Golfe, Abdul Latif Al-Zayani, est arrivé à Bruxelles pour rencontre son homologue de l'OTAN, Anders Fogh Rasmussen.

L'armée syrienne a poursuivi ses opérations pour libérer les villes encore aux mains de la Légion wahhabite.

Le secrétaire général de la Ligue arabe a décidé de son propre chef de geler la mission des observateurs (qui vient d'être reconduite pour un mois par le Comité des ministres ad hoc de la Ligue avec l'accord de la Syrie). Nabil Al-Arabi a en effet considéré que ses observateurs étaient en danger après que le chef spirituel des salafistes syriens, cheikh Adnan Al-Arour ait déclaré sur les ondes d'Al-Arabiya qu'il était licite d'assassiner les observateurs arabes.

La presse occidentale et du Golfe fait l'impasse complète sur la non-présentation du rapport des observateurs de la Ligue arabe au Conseil de sécurité, sur les préparatifs de guerre arabo-turcs, et sur l'appel au meurtre du cheikh Adnan Al-Arour. Elle présente la position russe au Conseil de sécurité comme une posture anti-américaine de Vladimir Poutine en campagne électorale. Elle présente le gel de la mission des observateurs comme une mesure de protection non vis-à-vis des salafistes, mais des troupes loyalistes. Surtout, elle concentre son attention sur le massacre survenu à Homs jeudi dernier et qu'elle n'avait pas couvert alors. Se fiant à un témoignage loufoque, elle attribue ce massacre aux forces loyalistes alors qu'il est intervenu dans un quartier contrôlé par les rebelles. Il s'agit avant tout, pour les services de communication occidentaux, de présenter le conflit comme une lutte entre un Etat et des enfants. Pour renforcer cette image, certains articles sont illustrés par des photos d'enfants protestataires avec des armes à la main.

- Le photojournaliste Mani rapporte dans Le Monde le témoignage d'un habitant d'Homs. Il déclare avoir compris qu'un massacre était en cours rue Al-Ansar et avoir « *décidé de rejoindre la maison visée en perçant des trous dans les murs des maisons contiguës. Il assure avoir pu voir, à travers des ouvertures pratiquées dans les murs, le massacre des enfants. Il déclare que les assaillants étaient sept hommes en uniforme militaire appartenant aux forces loyalistes* » (sic).

- La correspondante au Caire du Monde, Claire Talon, présente la capitale égyptienne comme le nouveau sanctuaire des opposants syriens. Elle cite quatre personnalités : Mahmoud Hamad (qui avait déclaré sur Al-Jazeera avoir vu, de ses yeux vu, l'aviation syrienne bombarder Damas), l'actrice Louise Abdelkrim (qui décrit ses nuits sans sommeil à Damas peuplés des hurlements des hauts parleurs scandant le prénom du président), Imad Ghalioun (le cousin du président du CNS), et Helen Al-Dayem (qui évalue à 50 000 le nombre de Syriens récemment tués par le régime).

- Le chroniqueur du Figaro René Girard met en garde contre un renversement de Bachar el-Assad qui provoquerait une situation à l'irakienne. Les Syriens n'ont rien à gagner à un changement de régime, indique t-il, car l'anarchie serait pire que la dictature.

- Gudrun Harrer –qui doit ignorer la situation des droits de l'homme au Qatar– explique dans Der Standard (Autriche) que la Ligue arabe est devenue une organisation progressiste active sous l'influence de l'émir éclairé de Qatar.

- Le patriarche orthodoxe de Syrie, Ignacio IV, explique dans ABC (Espagne) que les chrétiens de Syrie ne soutiennent pas Bachar el-Assad par peur des salafistes, mais de leur projet. Les chrétiens veulent continuer à vivre parmi les musulmans et pensent qu'el-Assad est le meilleur président de la région.

- Ce week-end, l'ex-observateur Anouar Malek s'exprimait dans la presse espagnole, laquelle n'est pas plus curieuse que ses consoeurs occidentales sur son passé et sa personnalité.

- Le reporter du Financial Times Europe, Michael Peel, a constaté qu'il n'y avait que quelques douzaines de manifestants anti-gouvernement à Alep, mais que l'économie était fortement touchée : coupures d'électricité et pénurie d'essence.

- Colum Lynch analyse dans le Washington Post le veto russe comme une « *putinisation* » de la politique étrangère russe. L'auteur n'examine pas les arguments de Moscou qui ne lui semblent pas dignes d'intérêt, mais s'interroge sur ce qui lui paraît être une stratégie de Poutine pour accroître son influence.

- The Daily Star (Liban) note que le nombre de réfugiés syriens enregistrés par les Nations Unies au Liban atteint désormais 6 290. Cependant, le journal ne relève pas que nombre de ces personnes vivaient au Liban depuis longtemps et se sont faits enregistrer comme « réfugiés » pour bénéficier d'une aide matérielle. Dans le même article, le journal rapporte que cheikh Zakaria Masri a organisé une manifestation à Tripoli (nord du Liban) contre la Russie, la Chine et le Hezbollah, au cours de laquelle il a stigmatisé Bachar el-Assad comme croyant à l'athéisme et cherchant à l'imposer. (Réseau Voltaire 29.01)

2.2- La presse occidentale et du Golfe, qui déplorait jusqu'ici la faiblesse de l'Armée syrienne libre, affirme soudainement qu'elle est sur le point de prendre Damas. Le président el-Assad aurait été contraint de déployer des troupes dans la capitale pour sauver son régime, tandis que de durs combats se dérouleraient dans la banlieue.

Cette fable vise à la fois à créditer l'idée que les groupes armés seraient composés de nombreux déserteurs (et non pas principalement de mercenaires wahhabites), et que les troubles gagneraient enfin la capitale. Surtout, elle sert à divertir un peu plus longtemps l'attention du public du contenu du rapport de la Ligue arabe. En effet, ce document dément la théorie occidentale du soulèvement populaire réprimé dans le sang.

Ces efforts de communication préparent l'opinion publique à la prochaine réunion du Conseil de sécurité à laquelle doivent participer les ministres des Affaires étrangères français et britanniques qui avaient réussi à faire légaliser l'intervention de l'OTAN en Libye.

- C'est désormais Hala Kodmani qui analyse la crise syrienne dans Libération (le quotidien d'Edouard de Rothschild). C'est une des sœurs de la porte-parole du Conseil national syrien, Bassma Kodmani, élevée comme elle à l'ambassade d'Arabie saoudite à Paris. Elle fut secrétaire de Bouthros-Ghali à la Francophonie, puis devint rédactrice en chef à France24. (Réseau Voltaire 30.01)

2.3- La presse occidentale et du Golfe rend compte de durs combats dans les faubourgs de Damas. Cartes à l'appui, elle affirme que les révolutionnaires seraient sur le point de prendre la capitale. L'épouse et les enfants du président el-Assad n'auraient pas réussi à atteindre l'aéroport pour fuir et auraient été contraints de rebrousser chemin. Le sort de la famille du tyran ne tardera pas à ressembler à celui des Kadhafi a commenté Haitham Maleh, un des dirigeants de l'opposition pro-occidentale.

En réalité, les combats ont eu lieu dans des localités éloignées de la capitale, aucun groupe armé important n'étant entré dans les banlieues de Damas. La route de l'aéroport n'a jamais été fermée et les el-Assad n'ont jamais cherché à l'emprunter. Cette fable est juste destinée à ouvrir une campagne visant à utiliser contre son pays l'estime dont jouit Asma el-Assad en Europe, notamment en Italie et en France. Ainsi Haitham Maleh a assuré sur BaradaTV (télévision basée à Londres et financée par la CIA) que la belle jeune femme, une sunnite originaire de Homs, était prisonnière de son tyran alaouite de mari

La Russie a proposé de faciliter à Moscou des discussions informelles entre l'administration el-Assad et les différentes oppositions (souverainiste et pro-occidentale). Le Conseil national de transition a accepté sous réserve de la démission préalable du président el-Assad, ce qui est une manière de refuser puisqu'en cas de démission elle n'aurait plus d'interlocuteur.

- Le Monde revient sur la disparition à Beyrouth de Chébil Al-Ayssami, ancienne figure baasiste syrienne, qui s'était rallié en 1968 à Saddam Hussein. Pour sa famille comme pour le quotidien français, il n'y a aucun doute, il a été enlevé au Liban par les services secrets syriens qui ont la mémoire longue.

- Le Monde publie également un appel d'artistes syriens « *pour délivrer la Syrie et retrouver le droit de vivre et de créer* ». L'article comprend plusieurs erreurs factuelles visant à noircir l'administration el-Assad et dénie l'existence de toute activité artistique dans le pays. Surtout, il semble ignorer que les takfiristes qui ambitionnent de prendre le pouvoir sont opposés à toute forme d'art, hormis religieux.

- Ahmad Hijjazi, numéro 2 de l'Armée libre syrienne, révèle dans Le Temps (Suisse) son inquiétude que Bachar el-Assad utilise bientôt des armes chimiques contre son propre peuple. Le thème des armes de destruction massive était apparu dans le Washington Times, selon lequel la guerre contre l'administration el-Assad permettrait de terminer le travail entrepris en Irak et retrouver les armes de destruction massive que Saddam Hussein avait caché en Syrie avant l'invasion états-unienne. Ce thème est également présent depuis plusieurs semaines dans la presse israélienne qui s'est inquiétée du manque de masques à gaz en cas d'attaque syrienne. On le trouve aussi dans la dernière livraison de Jane's Defence Weekly.

- Olan Micalessin dénonce dans Il Giornale la volonté d'Hilary Clinton d'appliquer à la Syrie son plan libyen. Vu le résultat de la première opération, elle serait bien inspirée de se souvenir du dicton latin : l'erreur est humaine, persévérer est diabolique.

- Le Kleine Zeitung (Autriche) s'apitoie sur le sort de la pauvre Asma el-Assad, jadis analyste à la City (Deutsche Bank, puis JP Morgan), aujourd'hui prisonnière du « *régime* ».

- Il Libero s'inquiète de ce qui attend le contingent italien de la FINUL en cas de guerre en Syrie. Il deviendrait probablement la cible

du Hezbollah libanais.

- ABC (Espagne) observe la guerre médiatique. Si pendant une demi-heure les autorités ont interrompu le trafic sur la route de l'aéroport, jamais elle n'a été coupée par des combats. Dans le même quotidien, Florentino Portero observe que la situation n'est pas à proprement parler une guerre civile puisqu'elle implique de nombreux étrangers et attire les jihadistes du monde entier.

- Dans le Financial Times Europe, Michael Peel rapporte que les habitants de Damas achètent de l'or pour se prémunir contre la chute de la livre.

- Le néo-conservateur Amir Taheri, dont la réputation d'intoxicateur n'est plus à faire, révèle dans le New York Post, que la Russie et l'Iran pourraient accepter la destitution d'el-Assad s'il était remplacé par la vice-présidente Najah al-Attar plutôt que par le vice-président. Rien dans l'article n'étaye cette imputation. Au passage, il invente que la Cour pénale internationale enquête sur cette dame. L'essentiel est d'essayer de semer la zizanie dans le gouvernement syrien en faisant des offres d'emploi.

- The Saudi Gazette annonce que le Conseil de coopération du Golfe a demandé aux entrepreneurs de la région de diminuer leurs relations commerciales avec la Russie pour la punir de son arrogance et de se tourner de préférence vers l'Inde et la Chine.

- Gareth Evans, l'ancien ministre australien des Affaires étrangères et actuel président du think tank de Georges Soros, International Crisis Group, se désespère dans The Australian de la fin du consensus autour de la « *responsabilité de protéger* ». Les Etats du BRICS n'ont pas apprécié que l'OTAN y fasse référence pour obtenir l'aval du Conseil de sécurité, puis changer le régime en Libye. Le Brésil a ainsi proposé que ce concept soit amendé en spécifiant que les grandes puissances doivent aussi se montrer responsables pendant qu'elles prétendent protéger les populations civiles. Il n'y aura pas d'accord diplomatique sur la Syrie tant qu'on aura pas rétabli un accord sur ce concept. (Réseau Voltaire 31.01)

Social

France

Outre la maîtrise de la langue française et l'adhésion à une «*charte des droits et des devoirs du citoyen français*», les étrangers voulant devenir français - ils étaient plus de 108.000 en 2009 - devront «*justifier d'une connaissance de l'histoire, de la culture et de la société françaises correspondant au niveau des connaissances attendu dans ces matières d'un élève*» de 6e.

Un test qui doit se présenter sous la forme d'un QCM -questionnaire à choix multiples - de dix questions à remplir lors d'un entretien avec un agent de la préfecture où le dossier de naturalisation est déposé. Le Figaro a pu consulter une soixantaine de ces questions de culture G qui ont été testés auprès de 2 000 candidats à la naturalisation. Comme:

- De ces trois personnalités, laquelle n'est pas un chanteur?

Claude François
Michel Platini
Charles Trénet (liberation.fr 01.02)

J'imagine il y a 19 ans auparavant mon épouse devant répondre à ce genre de questions débiles, Claude François et Charles Trénet sont morts depuis belle lurrette, et quant à Michel Platini, un footballeur à la retraite que même les nouvelles générations en France ne connaissent pas ! Ces "*personnalités*" sont finalement à l'image du régime...

Haut de page

Le 3 février

CAUSERIE

Délire mégalomaniaque.

"*Je suis plutôt bien placé, tout en n'étant pas candidat. Je me consolide à 24 %, malgré la campagne médiatique favorable à Hollande. Ceux qui sont sûrs de gagner ont toujours perdu*", a clamé Nicolas Sarkozy, mercredi soir, lors d'une réunion à l'Élysée, entouré de quadras de l'UMP.

"*Pour la première fois dans l'histoire de la Ve République, le bilan d'un président sortant peut être un argument électoral*", affirme Henri Guaino, conseiller spécial du président, qui énumère les pays européens où la crise a été beaucoup plus dévastatrice qu'en France.

"*Une fois que Nicolas sera en campagne, nous verrons des images de ferveur, des salles pleines et des drapeaux flotter. Pour l'heure, on le voit plutôt sortir des conseils européens avec des valises sous les yeux*", considère un ami (du président -ndlr). (lepoint.fr 02.02)

Leur moral et la nôtre.

Selon cette enquête d'opinion Ipsos-Logica Business Consulting réalisée pour le Monde et l'association Lire la société, 2% considèrent que «tous» les politiques respectent ces grandes règles, 20% jugeant que «la plupart» le font. (liberation.fr 01.02)

Avant de continuer une précision. Dans le suite de cet article Libération s'efforce de redorer le blason du personnel politique fidèle aux institutions de la Ve République. Une gageure évidemment, qui tourne à la manipulation frauduleuse ... mais ne peut éviter de se terminer sur le constat que le personnel de la Ve République est plutôt minable. Comment s'y prennent-ils ?

Pour commencer, les personnes interrogées donnent leur avis davantage en partant de la conception de la morale en politique telle qu'ils ont l'habitude de la cotôyer, telle qu'on leur a enseignée et, on peut ajouter sans prendre le risque de se tromper, telle qu'il la pratique eux-mêmes en général dans la vie quotidienne, en pensant avant tout à leur intérêt individuel plutôt qu' en terme d'intérêt collectif, dans le cas contraire cela reviendrait à leur prêter un niveau de conscience politique qu'elles n'ont pas.

Du coup, une fois le premier constat établi, il font preuve d'une relative mansuétude envers un personnel politique qui leur ressemble finalement, ceci explique cela. Inutile de dire que le journaliste de Libération qui a pondu cet article ne s'en est pas aperçu puisqu'il est lui-même gangrené par cette morale qui consiste à donner bonne conscience à celui qui s'en réclame.

Apparemment le questionnaire était suffisamment évasif pour ne pas dire élastique de façon à ce que finalement le pourcentage de pourris n'apparaisse pas clairement ou qu'il soit minoré, tout du moins au départ, car cela va se gâter sur la fin, "*la plupart*", "*seuls certains*" seraient au-dessus de tout soupçon, combien au juste, il vaut mieux que personne se pose la question et ne le sache vraiment !

Plus fort encore. Cet article se poursuit ainsi :

- Questionnées sur les qualités qu'elles privilégient chez les gouvernants, elles mettent en tête ex-aequo à 40% «*leur conviction pour les idées et les causes qu'ils défendent*» et «*leur sens de l'intérêt général*».

Il y avait quelque chose de pernicieux dans cette question. Les personnes interrogées ont-elles privilégié le respect de leurs propres convictions par les carriéristes de la politique, dans le sens sont-ils honnêtes avec eux-mêmes, ou se sont-elles prononcés en fonction des idées qu'ils défendent et que ces personnes partagent ?

Mauvaise question sachant que la plupart des gens s'illusionnent sur les convictions qu'elles leur prêtent ou plutôt sur les convictions qu'elles tendent à leur prêter spontanément, car démêler le vrai du faux est un exercice que peu de gens sont capables de mener à bien en réalité. Souvent elles ne savent même pas ce qu'elles veulent au juste. Plus loin on verra qu'ils sont plutôt pragmatiques. Par expérience ils ont un a priori négatif. Mauvaise question, parce que la signification ou le contenu de l'intérêt général n'a pas été précisé. Pratique pour attribuer aux gouvernants une qualité qui leur fait défaut ou qui correspond en réalité à des intérêts particuliers ou ceux de la classe dominante, ce qui ne devait absolument pas paraître dans ce sondage.

Comme quoi ils jouent sur la confusion qui règne dans la tête des gens :

- Cependant, dans le classement des éléments les moins acceptables chez les politiques, vient en tête (31%) «la défense d'intérêts privés plutôt que l'intérêt général», puis «les promesses non tenues» (29%).

Or, le statut et les privilèges dont bénéficient les députés, les sénateurs et les ministres, sans parler du cumul des mandats, etc. s'apparentent à un intérêt privé sans avoir besoin d'aller chercher plus loin. Quant aux promesses, lesquelles, qui s'y retrouvent quand on sait qu'ils pratiquent l'art du double langage comme personne ? Et puis l'intérêt que l'on porte à une promesse dépend de notre propre situation, de nos besoins, et pas forcément de son contenu réel sur lequel on s'illusionne volontiers.

Toujours plus fort.

- Mais les Français ne semblent pas exiger de leurs responsables politiques un désintérêt pour l'argent et les carrières du privé: seuls 18% en font un élément apprécié.

Pourquoi "*exiger de leurs responsables politiques un désintérêt pour l'argent et les carrières du privé*", quand ils savent que c'est impossible ? On frôle la question stupide, inutile.

Mais où voulaient-il en venir avec ce sondage ? On y arrive, patience.

- Les changements de camp entre gauche et droite ne sont inacceptables que pour 10%.

Normal, c'est du pareil au même et ils l'ont bien compris. Tiens, il semblerait qu'un éclair de lucidité ait jailli. Pas de précipitation, attendez de lire la suite.

- Les Français, selon cette enquête, veulent entendre la vérité de la bouche de leurs dirigeants : 80% jugent qu'ils ont intérêt à le faire.

Cela tombe bien, Sarkozy, Hollande et Bayrou se sont engagés à leur tenir "*un langage de vérité*" au cours de la campagne électorale, nous y voilà. Gauche et droite interchangeable pour 80%, une importante majorité, de là à suggérer que l'union nationale serait une solution plébiscitée par les "Français il n'y a qu'un pas !

Quelle vérité ? Celle de la fatalité : que nos droits sociaux sont devenus incompatibles avec la compétitivité des entreprises, qu'il va falloir apprendre à s'en passer et qu'il n'existe pas d'alternative. Une fois qu'on vous a balancé cette vérité et que vous considérez qu'il n'en existe pas d'autres, vous êtes bon pour l'adopter à votre tour et ainsi de suite, c'est ainsi qu'une vérité qui au départ ne concernait qu'une infime minorité sera finalement reprise par une majorité, et s'il vous plaît colportée grâcieusement par celle-ci, et en plus cela ne coûte rien !

Si 80% des gens interrogés "*veulent entendre la vérité de la bouche de leurs dirigeants*", cela veut dire également qu'ils leur prêtent une honnêteté qu'ils n'ont pas, c'est là que ce sondage contribue à redorer le blason de cette racaille.

Là ils ont peut-être été trop loin, du coup la fin de cet article part en vrille ou plutôt la réalité effleurée au début de cet article, puis écornée par la suite, revient au galop :

- En matière de financement de la vie politique, une énorme majorité disent que le situation soit est restée la même depuis vingt ans (29%), soit s'est dégradée (45%). Seuls 20% perçoivent une amélioration.

Idem pour «*la sincérité en politique*»: 50% pensent que c'est pire, 39% que c'est pareil, 9% que c'est mieux.

Pour ce qui est de la confusion entre intérêts personnels et responsabilités politiques, 58% voient une aggravation, 32% une stabilité, 7% une amélioration.

Bref, entre 74 et 90% estiment qu'ils sont tous plus ou moins pourris, là pour le coup on est vraiment proche de la vérité !

Je tiens à préciser que j'ai traité ces questions en respectant l'ordre dans lequel elles figuraient dans cet article, car j'aurais pu moi-même me livrer à une manipulation en les inversant pour parvenir à une conclusion établie à l'avance.

Confusion, espoir et lucidité se côtoient finalement dans la tête de la population en général, avec un avantage tout de même à la lucidité, comme quoi il ne faut jamais perdre espoir...

Quand le PS fait allégeance à l'émir du Qatar, autrement dit à Washington

L'ancien Premier ministre ministre français, Laurent Fabius, est attendu vendredi 3 février 2012 à Doha (Qatar), en qualité d'envoyé spécial du candidat socialiste à l'élection présidentielle, François Hollande. Il sera reçu par l'émir Hamad ben Khalifa al-Thani. L'entretien portera sur la position de François Hollande face à la guerre contre la Syrie et sur le possible soutien de l'émir au candidat socialiste.

L'émir Hamad avait déjà noué des liens étroits avec Nicolas Sarkozy et son épouse Carla Bruni –à laquelle il ne manque jamais une occasion de prêter un avion privé–, ainsi qu'avec le maire de Paris, Bertrand Delanoë, et le ministre de la Culture, Frédéric Mitterrand –qui l'ont aidé à obtenir des dérogations pour aménager l'hôtel Lambert (Île Saint-Louis) acquis à la famille Rothschild–.

L'émir Hamad multiplie les investissements en France. Après avoir placé à son service de hautes personnalités, comme l'avocat d'affaire et ex-Premier ministre Dominique de Villepin, il a acheté des parts dans les médias (groupe Lagardère) et dans un club de football (le Paris Saint-Germain). Il a par ailleurs annoncé, le 9 décembre 2011, la création d'un fonds de 50 millions d'euros destiné à de jeunes leaders issus des quartiers français « *en difficulté* ».

En rivalité avec l'Arabie saoudite, l'émirat wahhabite est devenu le principal financier d'Al-Qaeda et des Frères musulmans. L'émirat a engagé 5 000 mercenaires pour composer des Forces spéciales qui ont combattu au sol en Libye, en violation de la résolution de l'ONU. Il a depuis transféré ces troupes en Syrie, ainsi qu'environ 1 500 membres d'Al-Qaeda en Libye sous le commandement d'Abdelhakim Belhaj, pour constituer l'Armée syrienne libre à laquelle se sont joints quelques centaines de déserteurs syriens.

Pour terroriser les populations, les combattants d'Al-Qaeda se sont caractérisés par le recours à des crimes spectaculaires (ils égorgent les hommes ou leur coupent les membres, tandis qu'ils coupent les seins des femmes, parfois ils écorchent les corps).

L'émir Hamad est propriétaire de la chaîne satellitaire Al-Jazeera qui s'est récemment caractérisée par la diffusion de fausses images d'actualité –en réalité des images de fiction tournées en studio– ; une propagande de guerre destinée à servir ses ambitions en Libye et en Syrie. Le groupe Al-Jazeera entend s'implanter progressivement en France avec le prochain lancement d'Al-Jazeera Sports.

En 2006 déjà, François Hollande déclarait que la diplomatie du « *Qatar va plutôt dans le sens de la stabilité et de la recherche de la paix* ». (Réseau Voltaire 31.01)

Pendant ce temps-là, D. Gluckstein se tourne une nouvelle fois... vers le PS !

On a du mal à y croire, mais c'est pourtant vrai.

Après avoir mis en évidence que M.Aubry et M. Sapin soutenaient la mise en coupe réglée de la législation du travail annoncée par Sarkozy le 29 janvier, il écrit (IO n°185 dans l'éditorial) : "*Sapin, Aubry, Hollande sont à la tête d'un parti dont le nom—« socialiste »— évoque l'histoire du mouvement ouvrier.*" Suit la démonstration que l'histoire du mouvement ouvrier s'inscrit en contradiction avec les positions défendues par Aubry et Sapin.

Bien, et alors, que suggère-t-il au juste, quelle conclusion doit-on en tirer : qu'ils vont rentrer dans le rang, qu'ils pourraient rentrer dans le rang, qu'ils ne rentreront jamais dans le rang ? Nul ne le sait, chacun en pense ce qu'il veut, c'est cela faire preuve d'audace et de courage de nos jours. Non répliquera-t-il, de démocratie, ah j'allais l'oublier celle-là, pratique, non ?

Le PS évoque-t-il le mouvement ouvrier, l'a-t-il évoqué un jour, a-t-il cessé de l'évoquer, quand, à quelles occasions ? Est-il étranger, associé, hostile au mouvement ouvrier, comment, de quelle manière, dans quel objectif politique ?

On ne peut pas se contenter d'un constat, il faut analyser les faits jusqu'au bout, les caractériser politiquement, sinon cela sert à quoi de réfléchir, de discuter, de militer. A se faire plaisir, c'est déjà cela !

Sapin, Aubry, Hollande devraient-ils "*évoquer l'histoire du mouvement ouvrier*" ou est-ce une manière de montrer qu'ils y sont étrangers, faudrait-il encore le préciser, c'est une des interprétations possibles de cette phrase. Deux propositions indépendantes, une principale et une subordonnée relative introduite par dont, les deux sont vraies, reste à savoir ce qu'elles peuvent évoquer, ce que Sapin, Aubry et Hollande peuvent évoquer dans la tête des travailleurs, des larbins des marchés, Fabius est au Qatar à cirer les pompes de l'émir, Gluckstein est-il au courant qu'ils nous ferons boire la ciguë de la crise jusqu'à la lie s'il le faut, regardez en Grèce, en Espagne, hier en Grande-Bretagne, au Portugal, les débris de la social-démocratie s'associent à la gestion de la crise pour le compte des banquiers. Ils sont dans leur rôle, faudrait-il en douter un instant ?

Relier deux propositions indépendantes considérées comme vraies par un pronom relatif n'en font pas forcément pour autant une vérité. Première proposition, "Sapin, Aubry, Hollande sont à bien à la tête d'un parti", seconde proposition, "le nom —« socialiste »— évoque bien l'histoire du mouvement ouvrier", tandis que *dont* a pour antécédent *parti*, il s'agit du nom du parti, *socialiste* s'applique au nom du parti et non à Sapin, Aubry, Hollande.

Le substantitif *nom* figure dans les deux propositions sous des référents différents, dans la première le nom de trois dirigeants du PS, dans la seconde le nom de leur parti *socialiste*, de là à penser qu'il y aurait un lien ou une parenté entre les deux est une interprétation explicitement suggéré, pour ne pas dire encouragé. Une fois le rapprochement réalisé entre ces dirigeants et le nom de leur parti, de là à penser qu'ils auraient vraiment un lien avec le socialisme il n'y a qu'un pas, alors qu'en réalité ils y sont étrangers. Cette figure de style s'apparente à un syllogisme : le nom de ce parti évoque le socialisme, ces trois dirigeants appartiennent à ce parti, donc ils sont socialistes ou censés l'être (comme si c'était possible, sic !) et la boucle est bouclée.

Pour terminer sur ce sujet, quel enseignement tire-t-ils de l'attitude du PS ? : "*Comment comprendre l'alignement des Sapin, Aubry, Hollande sur cette exigence, sinon comme conséquence de leur soumission au carcan antidémocratique de l'Union européenne, de la troïka et du capital financier ?*", mais pourquoi ? Mystère !

Parce qu'il se refuse à nous révéler les conclusions de son analyse, parce qu'il refuse de caractériser clairement le PS pour ce

qu'il est, ce qui confirme ce qui a été dit plus haut, parce qu'il continue de considérer que le PS fait partie intégrante du mouvement ouvrier, ce que nous récusons. Ce qui se comprend parfaitement, car il a cité "*l'Union européenne, la troïka et (le) capital financier*", contre lesquels le PS pourraient s'attaquer à la marge, mais pas le capitalisme en tant que tel qu'il a oublié dans son énumération. Après tout Hollande n'a-t-il pas affirmé qu'il allait mener la vie dure à la finance, ses satellites du Front de gauche n'ont-ils pas applaudi des deux mains, eux aussi ils se disent prêts à s'attaquer "*au carcan antidémocratique de l'Union européenne, de la troïka et du capital financier* ", mais en aucun cas aux fondements du capitalisme qui sont à l'origine de la crise actuelle.

On a des idées, mais on n'a pas de pétrole, cela ne vous rappelle rien ? Aujourd'hui, c'est celui qui a du pétrole qui a des idées et les imposent aux autres qui en manquent cruellement ou en font un mauvais usage, des idées comme du pétrole d'ailleurs.

Gluckstein affirme qu' "*on ne peut appeler négociation le chantage par lequel les patrons pourraient exiger des syndicats qu'ils cassent eux-mêmes les droits collectifs et baissent les salaires*, c'est exact, sans toutefois préciser que Thibault, Chérèque et Mailly notamment avaient déjà déclaré qu'ils étaient prêts à "négocier" avec le patronat, à condition que le gouvernement leur en laisse le temps.

Dans ces conditions, pourquoi rappeler plus loin que "*la démocratie, c'est l'indépendance des organisations ouvrières libres d'agir et de négocier*" au moment même où il n'y a rien à négocier avec le gouvernement et le patronat, où les dirigeants syndicaux devraient refuser de participer à cette mascarade de sommet où tout est déjà décidé avant son ouverture, Sarkozy, Fillon et Bertrand ne s'en sont pas cachés par la suite. Comme quoi leur présence suffisait à légitimer les mesures annoncées par Sarkozy, la preuve, une d'entre elle sur l'exonérations des PME de cotisations sociales est entrée en vigueur avec effet rétroactif au 18 janvier 2012, pour un peu ils l'auraient datée de la veille ! Au point où ils en sont...

Enfonçons le clou, non l'indépendance des syndicats ne consistent pas à privilégier systématiquement la négociation avec le patronat ou le gouvernement, il ne le dit pas ouvertement, mais il sait pertinemment que c'est ce qui se passe dans la réalité, car en procédant de la sorte ils se font les fossoyeurs du syndicalisme.

Le syndicalisme consiste à prendre en compte les besoins exprimés par les travailleurs, à les présenter sous forme de revendications au patronat ou au gouvernement, et en fonction de leur réponse organiser la mobilisation des travailleurs pour les faire aboutir, et c'est seulement parvenu à ce stade qu'il est envisageable de négocier la fin d'une grève sur la base des propositions faites par le patronat ou le gouvernemnt, à condition et à condition seulement que les travailleurs en aient donné le mandat à ses représentants en assemblée générale.

Ce qui caractérise aujourd'hui la situation politique, c'est justement la faculté récurrente des dirigeants à pratiquer la collaboration de classes en participant à de pseudo négociations, qui ont pour seules objectifs de légitimer les mesures antisociales du gouvernement, afin qu'elles puissent être appliquées sans provoquer de vagues, pour interdire aux masses exploitées de se mobiliser.

Or le POI n'entend pas organiser une campagne pour exiger des dirigeants syndicaux qu'ils refusent de négocier avec le patronat, il appelle au retrait de ces mesures reprenant la même méthode confinant à l'impuissance et au désarmement des travailleurs que lors de la contre-réforme des retraites. Le POI dénonce le consensus UMP-PS, mais lorsqu'il s'agit de dénoncer celui qui existe entre les appareils syndicaux et le patronat ainsi que le gouvernement, il bat en retraite.

Or la question qui est posée aujourd'hui à tous les syndiqués ainsi qu'aux travailleurs, c'est la nécessité de briser l'alliance passée par la CGT avec la CFDT qui incarne les revendications du Medef et qui permet à toutes les lois anti-ouvrières de passer depuis 2006, via une intersyndicale jaune qu'il faut faire voler en éclat, condition préalable à un combat efficace dans l'unité pour le retrait de ces mesures. Dire uniquement "*retrait*" sans exiger la rupture des relations des syndicats avec le gouvernement et le patronat n'a aucun sens, cela revient à s'iinterdire de se donner les moyens de pouvoir combattre sur cet objectif, c'est comme dénoncer les méfaits du capitalisme qui n'engage à rien sans s'attaquer à ses fondements.

Le retrait de ces mesures ne peut être envisagé sérieusement qu'à partir du moment où les dirigeants syndicaux auront rompu leurs relation avec le gouvernement, autrement dit, à partir du moment où ils se situeront sur le terrain de classe des exploités et non sur celui des exploiteurs qu'incarne leur présence à ces soi-disant "*négociations*".

Que ce soit avec l'UMP ou le PS tout est cadenassé, impossible de changer de destin, les uns disent "*nous allons vous imposez de nouveaux sacrifices pour votre bien*", les autres nous disent que "ces sacrifices sont inévitables et que personne n'y est pour rien", qu'on n'y peut rien en somme... Vous n'avez même pas le loisir de "*rêver*", au point que même les illusions deviennent un luxe inabordable, l'évolution du capitalisme mondial les a tuées, c'est dangereux pour le régime car les illusions cèdent la place aux certitudes, aux convictions, à l'action, cette fois incontrôlées.

Actualité en titres

Anonymous démasqués :

- Hollande «*enfariné*»... Mélenchon et les «*quatre Dalton*» - 20minutes.fr

Le niveau monte :

- Bayrou accuse l'UMP et le PS de proférer des «*mensonges*» - LeFigaro.fr

- «*Con comme une bite*» : le match Alévêque-Zidane au tribunal - Liberation.fr

Pas nous !

- La presse regrettera Sarkozy... et réciproquement - LePoint.fr

Conversion :

- Comment Sarkozy va tenter de récupérer le vote gay par la peur de l'Islam - Lexpress.fr

Sarkozy recalé :

- Naturalisations: un test d'histoire et de culture désormais exigé - Liberation.fr

Vivement demain !

- Sarkozy attend des jours meilleurs pour réformer la dépendance - Reuters

Récidive

- Génocides: Sarkozy déposera un autre texte en cas de blocage - L'Express.fr

Histoire de vases communicants :

- Hollande-Sarkozy: qui est le plus compétitif ? - Lexpress.fr

- François Bayrou, le candidat anti-dépense - LePoint.fr

- De la graisse de canard pour carburant - Reuters

C'est pas faute d'avoir essayé pourtant :

- Harlem Désir : «*C'est un enjeu pour nous de savoir s'adresser au monde ouvrier*» - Publicsenat

La bulle :

- Facebook lance la plus grosse entrée en Bourse de la net-économie - AFP

Ça baigne pour eux...

- Combien méritent vraiment de gagner les patrons de banques ? - Atlantico.fr

- Fichiers HSBC volés : les « *évadés fiscaux* » peuvent souffler - Liberation.fr

- Orange réalise une marge de l'ordre de 35% dans la téléphonie mobile en France - AFP

Une fois :

- La Belgique, 1er pays en zone euro à retomber en récession - Reuters

S'ils le disent...

- Les taliban prêts à reprendre le contrôle de l'Afghanistan ? - Reuters -

- L'opposition syrienne accuse l'Iran de fournir des hommes de main à Damas - LeMonde.fr -

- L'Iran peut produire quatre bombes nucléaires, selon le renseignement militaire israélien - AFP

INFOS EN BREF

Politique

1- France

1.1- Le coup de grâce ! Voilà qui va contribuer à faire monter la cote de popularité de Sarkozy !

L'ancien ministre du Travail Eric Woerth est convoqué la semaine prochaine chez les juges d'instruction bordelais en charge de l'affaire Bettencourt, a-t-on appris mercredi de sources concordantes.

Selon une source proche du dossier, il devrait être mis en examen pour financement illégal de parti politique et abus de faiblesse aux dépens de Liliane Bettencourt. Il est soupçonné d'avoir obtenu de celle-ci des fonds en quantité illégale pour le financement de la campagne de Nicolas Sarkozy en 2007. (Reuters 01.02)

1.2- Pour La Talonnette, c'est "doublement plié" !

Dominique de Villepin donne ses conseils à Nicolas Sarkozy. Le candidat à l'élection présidentielle était l'invité d'En route vers la présidentielle, ce mercredi matin, sur Public Sénat et Radio Classique.

Alors, l'affaire est-elle pliée pour Nicolas Sarkozy ? « *Le point de départ, c'est que c'est réglé. Nicolas Sarkozy a perdu. S'il veut gagner, il faut qu'il parte de ce constat-là* », affirme l'ex-premier ministre, en référence à la campagne victorieuse de Jacques Chirac, en 1995, où l'ancien Président était d'abord distancé dans les sondages. « *Quand on est le challenger, c'est le point de départ absolu. C'est à partir de ce constat qu'on peut gagner. (…) Si on veut en plus se bercer d'illusions, imaginer que les choses ne sont pas ce qu'elles sont, (…) c'est doublement plié*

», ajoute Dominique de Villepin. Il souligne la difficulté du chef de l'Etat : «

Les seuls Présidents qui ont été réélus l'ont été au sortir de cohabitations. (…) Le Président ne peut pas jouer sur l'échec d'un premier ministre sortant. Ça accroît les risques pour lui ».

Alors qui va gagner ? « *Aujourd'hui, on voit bien qu'il y a un rejet profond de Nicolas Sarkozy. Il joue plutôt en faveur du candidat de la gauche* », note-t-il. « *Est-ce pour autant une garantie de victoire de ce candidat ou est-ce une victoire par défaut ? L'histoire reste à écrire* ».

Ce qui « *frappe* » Dominique de Villepin, « *c'est qu'il n'y a pas de campagne. (…) Cette confrontation (des projets et des candidats) n'a pas lieu* », regrette-t-il. (publicsenat.fr 01.02)

1.3- Le scoop !

Jean-Pierre Chevènement a annoncé mercredi qu'il se retirait de la course à l'élection présidentielle, sans se prononcer pour l'instant pour un autre candidat.

Agé de 72 ans, l'ancien ministre ne rêvait certes pas d'un destin présidentiel et avait expliqué, en se lançant dans l'arène en novembre, vouloir faire "*bouger les lignes*".

François Hollande, estime Stéphane Rozès, a su, en insistant lors de son discours du Bourget sur sa vision de la République et de la France, donner à Jean-Pierre Chevènement la réponse qu'il attendait. Le candidat socialiste n'a d'ailleurs pas tardé à saluer la décision de son ancien compagnon de route, qu'il a qualifiée de "*sage*". (Reuters 01.02)

2- Etats-Unis

Avant de s'expliquer auprès des journalistes voyageant à bord de son avion de campagne. L'Américain multimillionnaire Mitt Romney, candidat à l'investiture républicaine pour la présidence des Etats-Unis, a confié ce mercredi "*ne pas trop s'en faire*" pour les plus pauvres de ses concitoyens.

"*Je ne m'en fais pas trop non plus pour les plus riches, ils s'en sortent bien*", a lancé le candidat républicain qui a déclaré des revenus de 20 millions de dollars pour 2010. (lexpress.fr 02.02)

3- Egypte

Les affrontements se poursuivaient jeudi soir entre la police égyptienne et les manifestants qui protestaient au Caire contre la mort de 74 personnes la veille après un match de football à Port-Saïd, un drame qui a relancé le mouvement de protestation contre le pouvoir militaire.

Les policiers antiémeutes ont fait usage de gaz lacrymogène contre les manifestants qui lançaient des pierres et tentaient de s'approcher du ministère de l'Intérieur, cible de vives critiques en raison de l'inertie des forces de sécurité face aux affrontements entre supporteurs lors du match mercredi soir.

"*Ils savent protéger un ministère, mais pas un stade !*", lançaient des manifestants, dont la colère était surtout dirigée contre le maréchal Hussein Tantaoui, le chef du Conseil suprême des forces armées (CSFA) au pouvoir depuis la chute de Hosni Moubarak il y a un an.

"*Le peuple veut l'exécution du maréchal! Dégage!*", criaient-ils.

Les heurts se sont étendus à la ville de Suez (nord-est), où de violents affrontements également liés aux évènements de Port-Saïd opposaient policiers et manifestants autour du siège de la direction de la sécurité, faisant quatre blessés selon la Mena.

Des milliers de supporteurs du très populaire club cairote Al-Ahly mais aussi des citoyens ordinaires avaient défilé dans la journée au Caire.

Les violences au stade de Port-Saïd ont commencé après le coup de sifflet final du match au cours duquel Al-Masry, un club de Port-Saïd, a fait subir à Al-Ahly sa première défaite (3-1) de la saison. Des centaines de supporteurs d'Al-Masry ont alors envahi le terrain et ont commencé à jeter des pierres et des bouteilles sur ceux d'Al-Ahly.

Les "Ultras" d'Al-Ahly, groupe de supporteurs parmi les plus fervents et les plus organisés, ont participé à la révolte contre M. Moubarak début 2011 et pris part aux manifestations hostiles à l'armée et la police, ce qui alimente sur les réseaux sociaux les soupçons d'une "*vengeance*" à leur encontre.

Le Premier ministre Kamal al-Ganzouri, nommé par les militaires, a annoncé le limogeage de la direction de la fédération égyptienne de football, ainsi que la démission du gouverneur de Port-Saïd et des principaux responsables de la sécurité de cette ville du nord du pays.

Le chef du Parlement, Saad al-Katatni, issu des Frères musulmans, première force politique du pays, a estimé lors d'une séance houleuse que "*la révolution est face à un grand danger*". "*Ce massacre est dû à une négligence énorme de la Sécurité*", a-t-il dit, sans aller jusqu'à demander la chute du gouvernement.

Des députés ont en revanche réclamé le "*limogeage*" du cabinet, en faisant porter au CSFA "l'entière responsabilité" de ces évènements et en l'appelant à partir.

De nombreux Egyptiens évoquaient une "*conspiration contre la révolution*". "*C'est clairement un complot*", soutient Mohammed, un habitant de Port-Saïd, où le calme est revenu. "*C'était préparé d'avance*", ajoute-t-il. (AFP 02.02)

4- Pakistan

Le Premier ministre du Pakistan va être inculpé le 13 février pour outrage à la Cour suprême pour avoir refusé depuis deux ans de relancer une procédure judiciaire en Suisse pour des détournements de fonds présumés par le très impopulaire président Asif Ali Zardari, dont le pouvoir est déjà vacillant.

La fermeté de la Cour met davantage en difficulté un chef de l'Etat et un gouvernement très impopulaires, accusés de corruption et de mauvaise gouvernance et confrontés à l'hostilité croissante de la toute puissante armée, le tout sur fond de crise économique aiguë.

Une inculpation contraindrait à la démission le Premier ministre Yousuf Raza Gilani, qui n'est pas lui-même impliqué dans le fond de "*l'affaire des comptes suisses*" de M. Zardari, un scénario qui affaiblirait encore davantage le pouvoir du chef de l'Etat et pourrait déclencher des élections législatives anticipées, alors qu'elles sont prévues en 2013.

Le juge qui présidait l'audience, Nasir-ul-Mulk, a déclaré à la Cour qu'il y avait matière à poursuivre M. Gilani malgré l'insistance du gouvernement à invoquer l'immunité judiciaire dont jouit le chef de l'Etat en exercice.

"*L'audience est ajourné au 13 février pour rédiger les chefs d'accusation. La présence du Premier ministre sera requise devant la Cour*", a ajouté le juge Mulk.

La Cour suprême avait annulé en 2009 un décret d'amnistie générale de 2007 exonérant M. Zardari de poursuites notamment dans une affaire de détournements présumés de fonds publics dans les années 1990 transférés sur des comptes en Suisse. Elle avait alors sommé le gouvernement de demander à la justice suisse de rouvrir les procédures judiciaires, ce qu'il n'a jamais fait.

"*Nous avons le droit de faire appel et ce sera à la Cour de juger si elle suspend ou non son jugement le cas échéant*", a commenté jeudi l'avocat de M. Gilani, Aitzaz Ahsan, ajoutant: "*Nous déciderons quand nous aurons une copie du jugement*".

Le 19 janvier, le Premier ministre avait comparu en personne devant la Cour suprême qui avait ajourné l'audience pour laisser le temps au gouvernement de se plier à son injonction ou rendre ses arguments pour prouver que l'immunité présidentielle s'appliquait dans le cas des "*comptes suisses*".

"*Ecrire une lettre aux autorités suisses (pour qu'elles rouvrent la procédure) ne pose pas de problème*", avait toutefois expliqué son avocat Aitzaz Ahsan, assurant que l'immunité présidentielle préserverait alors M. Zardari.

La Cour suprême en a manifestement jugé autrement jeudi.

Or, en 2010, le procureur de Genève avait déjà estimé qu'il ne pourrait rouvrir le dossier tant que M. Zardari serait président, en raison de cette immunité.

L'affaire remonte à 2007, lorsque le président d'alors, le général Pervez Musharraf, en grande difficulté, avait conclu une alliance secrète avec l'ex-Premier ministre Benazir Bhutto, leader de l'opposition de retour d'exil, pour un futur partage du pouvoir à l'occasion des législatives de 2008.

Pour cela, il avait décrété une amnistie générale exonérant plus de 8.000 personnes --dont Benazir Bhutto et son époux Asif Ali Zardari-- de toutes poursuites pour corruption. Le couple était notamment sous le coup d'enquêtes pour des détournements présumés de fonds publics du temps où elle était Premier ministre (1988-90 et 1993-96) et lui ministre.

Après l'assassinat de Mme Bhutto dans un attentat en décembre 2007, et la large victoire de son parti aux législatives de février 2008, M. Zardari avait été élu président par le Parlement.

En 2009, la Cour suprême avait annulé le décret d'amnistie de 2007. (AFP 02.02)

Social

1- France

1.1- Suppression d'emplois... pour demeurer "***numéro un mondial du secteur***".

Le cimentier français Lafarge, numéro un mondial du secteur, a annoncé jeudi la suppression de 460 emplois, dont 90 en France, pour faire face à la crise et adapter ses structures à sa réorganisation annoncée en novembre dernier.

Les réductions de postes dans l'Hexagone devraient toucher uniquement des postes administratifs et non pas de production. Elles devraient se faire sur la base d'un "*plan de départs volontaires*" et "*sans aucun licenciement contraint*", selon le groupe.

Lafarge compte 76.000 salariés dans 78 pays et a réalisé en 2010 un chiffre d'affaires de 16,2 milliards d'euros. Il doit présenter ses résultats 2011 le 17 février. (AFP 02.02)

1.2- Suppression d'emplois chez Nouvelles Frontières.

Les mauvaises nouvelles s'accumulent chez Nouvelles Frontières, après l'annonce jeudi d'un plan social plus lourd que prévu et

celle, la semaine passée, d'une enquête judiciaire sur les comptes du voyagiste.

Pour commencer l'année 2012, Nouvelles Frontières a fusionné au 1er janvier avec les autres activités françaises du britannique TUI Travel, à savoir Marmara, Tourinter, Aventuria et la compagnie aérienne Corsairfly.

Cette fusion, qui a créé "*TUI France*", est loin de faire l'unanimité en interne, mais elle est dictée par l'urgence de la situation de Nouvelles Frontières: chroniquement malade depuis plusieurs années, le voyagiste a connu des pertes historiques en 2011, et l'idée était de l'adosser à des camarades françaises plus en forme, dont la "*pépite*" Marmara.

La fusion devait s'accompagner d'un plan social de 400 personnes touchant surtout Nouvelles Frontières. Mais 400 postes supprimés ne suffiront visiblement pas à redresser la barre, puisqu'il est désormais question de 484 réductions de postes: la direction, qui invoque des conditions économiques tendues. (AFP 02.02)

1.3- Mouvement social chez Dassault en Gironde.

Les salariés des usines girondines de Dassault ont manifesté jeudi pour réclamer des augmentations de salaires dans un contexte social tendu dans tous les sites du groupe malgré la perspective d'un contrat de vente de 126 Rafale à l'Inde.

Les "*Dassault*" des usines de Martignas-sur-Jalle (457 salariés) ont rejoint en fin de matinée leurs collègues du site de Mérignac (1.247 salariés), où ils ont manifesté à l'intérieur du périmètre industriel sous le soleil et par grand froid.

Lors de la négociation annuelle obligatoire, "*aucune organisation syndicale n'a signé l'accord portant sur des augmentations de salaire de 0,8% pour les non cadres. Aujourd'hui nous nous battons dans toutes les usines pour que la direction revienne à la table de négociations*", a indiqué Cyril Courel, délégué CGT à Mérignac.

"*Au départ on demandait 5% d'augmentation générale et 5% de rattrapage sur les dernières années. Nous revendiquons aussi de meilleures conditions de travail et pour l'emploi car rien ne nous garantit que les départs à la retraite seront compensés par des embauches*", a ajouté le syndicaliste.

Le principe de débrayages d'une heure plusieurs fois par semaine dans l'ensemble du groupe depuis le 30 janvier a été retenu par les syndicats. (Reuters 02.02)

2- Italie

Après les pharmaciens, les marins-pêcheurs ou les chauffeurs de taxi, les avocats italiens se sont joints au mouvement de révolte contre les mesures de libéralisation annoncées par le gouvernement de Mario Monti et appellent à une grève et à des rassemblements les 23 et 24 février.

A l'occasion de l'ouverture de l'année judiciaire, ils ont déjà organisé des manifestations symboliques pour dire leur opposition aux réformes qui prévoient de déréglementer plusieurs secteurs protégés afin de favoriser, face à la crise financière, concurrence et création d'emplois.

A Venise, ils ont boudé la semaine dernière la cérémonie officielle en déposant leurs robes d'avocat sur leurs chaises vides. A Naples, ils se sont bâillonnés et ont tourné le dos au représentant de l'Etat qui devait prendre la parole.

Malgré cette grogne, le directeur de cabinet de Mario Monti, Antonio Catricala, a assuré à Reuters que le gouvernement mènerait à bien les réformes promises. "*Ce ne sont que de petits groupes d'opposants*", a-t-il dit.

Il y a environ 240.000 avocats en Italie, pour une population de 60 millions d'habitants, contre 54.000 en France pour une population un peu supérieure.

La profession est la mieux représentée au Parlement italien.

La semaine dernière, le principal syndicat d'avocats s'est offert des pages entières de publicité dans la presse pour dénoncer les réformes qui, selon lui, ne feront qu'augmenter les frais pour les justiciables.

"*Il ne faut pas transformer des professionnels en entrepreneurs et en hommes d'affaires*", plaident les avocats.

Ils protestent notamment contre la disparition des honoraires fixes et le développement des procédures de conciliation qui pourront se faire sans l'aide d'un avocat.

Actuellement, la durée moyenne pour boucler une procédure civile en Italie est de près de sept ans et demi. Pour les dossiers criminels, elle est de près de cinq ans. Neuf millions de dossiers sont en attente, dont 5,5 millions au civil. (lexpress.fr 01.02)

3- Portugal

Les transports publics urbains étaient perturbés jeudi au Portugal par une grève de 24 heures pour protester contre la restructuration du secteur, prévue dans le programme d'austérité du gouvernement.

A Lisbonne aucune rame de métro ne circulait depuis minuit et le transport fluvial était arrêté aux heures de pointes, tandis qu'à Porto, la principale ville du nord du pays, un peu moins de la moitié des bus circulait. En revanche, les trains et les bus de la capitale étaient peu touchés par ce mouvement.

Cette grève, la troisième depuis novembre, a pour but de «*protester contre le plan stratégique des transports et toutes les mesures prévues dans ce plan pour les salariés de ces entreprises, qui vont de la réduction du nombres de postes à la baisse des salaires*», a expliqué José Oliveira, coordinateur de la Fédération des syndicats des transports (FECTRANS), à l'agence Lusa.

Ce plan stratégique pour les transports comporte également «un ensemble d'impacts négatifs pour la population, qui comprend notamment la hausse des prix du transport et la réduction des services», a-t-il fait valoir.

«*En l'espace d'un an, le gouvernement a augmenté les prix des transports de 26%, alors que la majorité des travailleurs ont perdu du pouvoir d'achat et que le coût de la vie grimpe en flèche*», a rappelé Armenio Carlos, secrétaire général de la CGTP, la principale confédération syndicale du pays.

«*La grève est un droit mais elle n'évitera pas la restructuration des transports*», a affirmé mercredi Alvaro Santos Pereira, ministre de l'Economie. (liberation.fr 02.02)

Economie

1- Espagne

Le gouvernement espagnol approuvera vendredi une réforme du secteur bancaire, exigeant de lui un nouvel effort de 50 milliards d'euros pour s'assainir une fois pour toutes des excès hérités de la bulle immobilière, avec comme souci de ne pas peser sur le déficit public.

L'objectif est "*de provoquer des fusions pour créer des entités plus viables*" et que "*l'assainissement soit rapide et profond", a expliqué jeudi le ministre de l'Economie Luis de Guindos, pour parvenir à un secteur "plus sain et mieux dimensionné*".

Car les banques du pays sont fragilisées depuis l'éclatement de la bulle en 2008, ayant sur les bras des crédits risquant de ne pas être remboursés, ainsi qu'un stock d'immeubles et de terrains saisis.

Ces actifs considérés comme "*problématiques*" - car à la valeur incertaine - représentaient 176 milliards d'euros en juin 2011, un chiffre qui a sûrement grimpé depuis.

Pour couvrir les pertes éventuelles au moment de revendre ces actifs, les banques ont mis de côté un tiers de cette somme, mais les autorités jugent que ce n'est pas suffisant.

Désormais "*les provisions pour actifs problématiques augmentent jusqu'à 80% (de la valeur de ces actifs, ndlr) selon les cas et une provision générique de 7% est créée pour le reste du crédit promoteur*", c'est-à-dire même celui qui est considéré comme sain.

"*Ce processus devra être réalisé en un an*" et "*sans aucune aide publique*" même si le Fonds spécial d'aide au secteur, le Frob, pourra éventuellement intervenir, a indiqué le ministre.

"*Ce que vise cette réforme c'est d'améliorer la confiance et la crédibilité du secteur financier espagnol*", "*pour qu'il puisse à nouveau financer la croissance économique et la création d'emploi*", a insisté M. de Guindos, dans un pays au bord de la récession et avec un chômage record (22,85%).

Sur les 50 milliards d'euros prévus dans le processus, la majorité - 35 milliards - prendra la forme d'une provision "*prise sur les résultats*", a expliqué le ministre.

Les banques espagnoles, qui publient leurs résultats ces jours-ci, ont d'ailleurs déjà commencé à piocher dans leurs

bénéfices: Santander, première banque cotée en zone euro, a sacrifié celui du quatrième trimestre (-98%) en mettant de côté plus de 3 milliards, tandis que CaixaBank a vu son bénéfice 2011 reculer de 13% après une provision "*extraordinaire*" d'un milliard.

Pour les entités fusionnant entre elles, le gouvernement accordera un délai de deux ans pour assainir les actifs immobiliers: elles pourront alors solliciter une aide remboursable du Frob, via l'émission d'obligations convertibles.

"*La capacité du Frob augmentera à 15 milliards d'euros*", contre 9 milliards actuellement, pour y répondre, a indiqué le ministre.

Car "*50 milliards d'euros est une quantité colossale*", note Daniel Pingarron, analyste à la maison de courtage IG Markets, et "*il est très possible qu'actuellement le secteur bancaire espagnol ne dispose pas de 50 milliards pour faire cette réforme*".

Surtout que "*la récession a changé un peu le scénario*", les banques ne pouvant plus compter sur de juteux bénéfices pour réaliser des provisions, souligne José Carlos Diez, économiste en chef du courtier Intermoney.

Le gouvernement, dont la priorité est de réduire son déficit, avait au départ écarté toute intervention publique, ayant déjà prêté au secteur plus de 15 milliards, mais il a donc finalement changé son fusil d'épaule, même s'il assure que "*la réforme n'aura pas d'impact sur le déficit public*".

Ce processus "*bénéficie aux grands du secteur, dont la position est plus confortable, et qui sont, comme on dit en Espagne, avec la canne à pêche*", prêts à avaler les petites banques et caisses d'épargne, note Alberto Roldan, analyste à Inverseguros. (AFP 02.02)

2- Grèce

Les négociations menées par les autorités grecques avec leurs créanciers pourraient encore prendre du temps, peut-être même des "semaines", et sont "difficiles", selon les déclarations de responsables européens jeudi.

Parallèlement aux discussions avec les créanciers privés sur l'effacement de 100 milliards d'euros de dette, le gouvernement négocie avec les créanciers institutionnels du pays (UE-BCE-FMI) l'obtention d'un deuxième prêt international de 130 milliards d'euros, dont le principe a été adopté en octobre par la zone euro en échange de mesures d'ajustement structurel de l'économie grecque.

"*Les négociations sont très difficiles*" et le "*coût*" des décisions qui seront prises "*ne sera pas anodin pour le peuple*", a déclaré le porte-parole du gouvernement grec Pantélis Kapsis à la télé privée Méga.

Du côté des créanciers privés, le patron de Deutsche Bank, Josef Ackermann, a affirmé jeudi qu'un accord était "*très proche*", avant d'ajouter toutefois que c'était une question de "*jours ou de semaines*".

M. Ackermann a estimé jeudi que les banques allaient perdre "*70% ou plus*" dans l'opération.

L'opération doit être réalisée via un échange d'anciennes obligations par de nouveaux titres, et un accord doit être trouvé d'ici la fin de la semaine afin que l'opération puisse aboutir début mars, selon une source européenne.

Si l'accord avec le privé ne permet de ramener la dette publique qu'à 125% du PIB, comme l'a laissé entendre le ministre français des Finances, François Baroin, alors les créanciers publics de la Grèce devront remettre au pot pour l'abaisser à 120%.

Une rallonge de 15 milliards d'euros a été évoquée. Mais le ministre allemand des Finances Wolfgang Schäuble a estimé jeudi que les créanciers publics de la Grèce n'avaient "*pas besoin*" de contribuer davantage.

Les créanciers privés "*ont gagné suffisamment avec les taux*" élevés sur les obligations grecques, et doivent maintenant accepter des pertes, a-t-il justifié. (AFP 02.02)

3- Etats-Unis

3.1- Fed : "***protéger le système financier américain***".

La crise financière européenne continue de menacer la reprise américaine et la Réserve fédérale fera tout ce qu'il faudra pour éviter qu'elle ne pénalise la première économie mondiale, a déclaré jeudi son président Ben Bernanke s'exprimant devant le Congrès.

"*Le risque demeure que l'évolution de la crise en Europe ou ailleurs mène à une détérioration des perspectives économiques, ici*", a-t-il dit devant la Commission budgétaire de la Chambre des représentants.

"*Nous sommes régulièrement en contact avec les autorités européennes et nous continuerons de surveiller étroitement la situation. Nous prendrons toutes les mesures possibles pour protéger le système financier américain et l'économie.*"

De nombreux analystes s'attendent à ce que la Fed, qui a déjà acquis pour 2.300 milliards de dollars d'obligations, élargisse encore son bilan dans les mois à venir. (Reuters 02.02)

3.2- Fed : Tailler encore davantage dans les budgets sociaux.

Le président de la banque centrale américaine (Fed), Ben Bernanke, a donné un nouveau sens de l'urgence budgétaire aux Etats-Unis en exhortant les députés à faire de l'assainissement des finances de l'Etat fédéral américain "une priorité absolue".

"*Pour permettre la stabilité économique et financière, la politique budgétaire des Etats-Unis doit être ramenée sur une trajectoire viable en assurant au minimum que le ratio de la dette au produit intérieur se stabilise, voire mieux, qu'il baisse au fil du temps*", a dit M. Bernanke.

Le président de la Réserve fédérale tient le même discours aux élus depuis bientôt deux ans: la hausse des dépenses de protection sociale provoquée par le vieillissement de la population et la prolongation des cadeaux fiscaux accordés sous la présidence de George Bush fils (2001-2009) sont "*intenables*" pour le budget.

"*Nous ne ne pouvons pas compter sur la croissance économique pour nous sortir de notre situation de déséquilibre budgétaire*", a-t-il redit.

Pour M. Bernanke, à l'heure où la Fed juge toujours la reprise très lente, il revient aux élus de prendre les "*mesures de correction*" qui s'imposent pour éviter que les Etats-Unis ne connaissent le sort de pays comme "*la Grèce et le Portugal*".

"*Si les investisseurs perdent confiance dans la politique budgétaire d'un pays, les taux montent, et il n'y a rien que la banque centrale puisse faire contre cela*", a-t-il averti, prédisant des "*conséquences économiques graves*" pour le pays si rien ne change.

Selon les dernières prévisions du Fonds monétaire international publiées en janvier, la dette publique américaine croît plus rapidement que celles d'autres pays avancés: le ratio de la dette au PIB devrait atteindre aux Etats-Unis cette année la moyenne des pays avancés (107,6%) et passer à 112,0% en 2013. (AFP 02.02)

Haut de page

Le 4 février

CAUSERIE

Essayons de comprendre.

Il n'existe aujourd'hui dans ce pays aucun parti ouvrier en mesure de prendre la direction du mouvement ouvrier et d'entraîner les masses au combat pour imposer quoi que ce soit au gouvernement ou au patronat. Cependant voici sur quelle ligne politique sont le POI, le NPA et LO :

- POI, IO n°85 page 9 : "*Par le libre débat et l'action commune, dégager les moyens d'imposer une politique de rupture*".

Autrement dit ces partis ne partent pas de la réalité telle qu'elle existe, mais de la réalité telle qu'ils se la représentent pour ne pas dire qu'on nage en plein délire ou plutôt aventurisme. Ils sont, nous sommes dans l'impossibilité d'imposer quoi que ce soit à personne, penser le contraire c'est s'illusionner. S'ils s'illusionnent, il faut se demander pourquoi, on est bien obligé d'en déduire que que leur ligne politique repose sur une analyse qui ne correspond pas à la réalité. Ce n'est pas nouveau, moyennant quoi, non seulement ils sont inaudibles, ils demeurent incapables de construire le parti qui nous fait tant défaut.

A moins de décréter que, si avant, pendant et après la crise on ne peut pas construire le parti, il vaudrait mieux abandonner tout simplement cet objectif, autrement dit, le socialisme dans sa version marxiste-léniniste était une magnifique utopie et tournons la page, collaborons au socialisme dans sa version réformiste qui prête au capitalisme la vertu suprême de le réaliser progressivement, bref, endossons consciemment le capitalisme comme le seul avenir de l'homme et de l'humanité...

A ce propos, hier après-midi je me suis fait cette réflexion :

Si je comprends bien, hors période de crise ouverte du capitaliste, on nous explique qu'il a été impossible de construire le parti au cours des 3, 5 ou 7 décennies qui se sont écoulées depuis la fin de la Seconde guerre mondiale sous différents prétextes, pour un peu ce serait la faute à pas de bol, le stalinisme ou les militants qui ont été successivement recrutés se sont faits la paire à la première occasion, estimant sans doute que leur engagement politique ne devait pas aller au-delà de la bataille à laquelle ils avaient participé, autrement dit sans avoir assimilé qu'elle n'était qu'une étape du combat pour le socialisme, à qui la faute sinon à leurs dirigeants.

Et en période de crise comme c'est le cas depuis bientôt 4 ou 5 ans, ce n'est pas possible non plus, cette fois parce que les travailleurs sont désespérés, désemparés, abattus par l'avalanche de coups qui leur tombent dessus, bref, ils sont tellement démoralisés et paumés qu'ils ne croient plus en rien et par conséquent il est impossible d'en tirer quoi que ce soit.

Donc, quel que soit le cas de figure, la construction du parti est impossible tant on ferait face à des obstacles insurmontables. Nous ne pouvons pas partager cette conclusion évidemment.

Les partis sociaux- démocrates se sont construits en Grande-Bretagne, en Allemagne et en France (notamment) à l'époque de la phase ascendante du capitalisme, quand il y avait du "*grain à moudre*", exactement comme pendant les décennies allant de 1945 à 1975 environ. Rappelons que lors de sa phase ascendant le capitalisme a connu un nombre de crises encore plus nombreuses qu'au XXe siècle, en moyenne tous les dix selon Marx. Dans la seconde moitié du XIXe siècle il existait un nombre considérable de théories se réclamant du socialisme ou assimilables au socialisme, il existait autant de tendances, courants et organisations pour les défendre. Précisons, exactement comme aujourd'hui. Cela n'a pas empêché les partis sociaux-démocrates, puis les partis communistes de se construire.

Les partis sociaux-démocrates participaient aux processus électoraux, ils avaient de nombreux élus, parfois même ils avaient des ministres dans des gouvernements bourgeois ou ils votaient au parlement des lois présentées par le parti de l'ordre. Leur trahison les 3 et 4 août 1914 ainsi que leur collusion au cours des années précédentes avec les différents régimes en place en Europe n'a pas été un obstacle à la construction de partis communistes et à la fondation de l'Internationale communiste. A cette époque le socialisme aurait pu être totalement discrédité et disparaître, c'est la révolution russe de 1917 qui l'a sauvé et lui a redonné une nouvelle jeunesse en revenant aux fondamentaux du socialisme... Avec le stalinisme, il a reçu un terrible coup sans toutefois disparaître, l'opposition de gauche emmenée par Trotsky assurant la continuité du socialisme, du marxisme.

La dégénérescence de l'Etat ouvrier sans remettre en cause les rapports de classe résultant de la révolution allait poser un cruel dilemme aux dirigeants se réclamant de la IVe Internationale : fallait-il continuer de défendre cet Etat ouvrier en tant qu'acquis de la révolution russe de 1917, conformément au principe selon lequel toute avancée sociale ou politique devait être défendue, ou au contraire fallait-il abandonner sa défense sous prétexte qu'il n'était plus qu'un Etat bureaucratique et despotique aux mains d'une caste criminelle, qui à l'échelle mondiale allait donné une image monstrueuse du socialisme avec les conséquences désastreuses qu'on pouvait imaginer sur le mouvement ouvrier international, bref, s'en faisant le fossoyeur permanent au risque que les travailleurs identifient le socialisme au stalinisme aussi longtemps que l'URSS existerait et au-delà et finissent par s'en détourner totalement rendant la construction de nouveaux partis communistes quasiment impossible, ce qui fut le cas, sans qu'à ce stade on puisse établir avec certitude une relation de cause à effet. Personnellement, j'ai déjà franchi ce pas pour ceux qui se connectent depuis quelque temps sur le site.

Ce fut une monstrueuse erreur politique de défendre l'Etat ouvrier dégénéré de l'URSS après la seconde guerre mondiale dont nous payons encore le prix aujourd'hui. Absolument personne ne peut affirmer que Trotsky l'aurait commise ou cautionnée s'il avait vécu plus longtemps. Trotsky avait précisé peu de temps avant sa mort que si la clique du Kremlin au pouvoir faisait un pas de plus à droite, il reconsidèrerait cette question. Or, par la suite ce n'est pas un pas de plus à droite que fit le stalinisme mais de grandes enjambées !

Comme argument il y a mieux encore. Lénine se méfiait du penchant chez Trotsky à vouloir concilier ce qui ne pouvait pas l'être ou plutôt ne devait pas l'être, au point qu'il n'osera pas en faire son "*héritier*" officiel dans son testament politique contrairement à certaines interprétations (POI-CCI). Ici la question qui était posée était de savoir comment concilier la défense de l'Etat ouvrier bureaucratique avec le combat contre le stalinisme. Etait-ce possible, quelles en seraient les conséquences pratiques, serait-on en mesure de les gérer, cela n'allait-il pas constituer un nouvel obstacle à la construction du parti, à l'idée que les travailleurs et les militants se font du socialisme, s'y retrouvraient-ils ou n'y comprendraient-ils rien, quels en seraient les avantages et les inconvénients, dans quels domaines ?

Lénine maîtrisait parfaitement le marxisme, il avait intégré comme personne les enseignements de Marx et Engels, Trotsky l'affirmera dans ses Leçons d'Octobre. Demandons-nous alors comment Marx et Engels avaient réagi dans des circonstances qui n'avaient rien de comparable mais qui par la méthode mise en oeuvre nous aide à répondre à cette question.

Ils ont soutenu Bismarck au début de la guerre franco-prussienne au nom de la défense de l'unité (pas tout à fait achevée si je ne me trompe pas) de l'Allemagne, puis ils l'ont combattu quand il s'est attaqué à la République en France. Ils ont soutenu la

Commune de Paris bien qu'ils savaient à l'avance qu'elle était vouée à l'échec. Ils ont combattu à la fois la loi antisocialiste de Bismarck et ses mesures sociales destinées à l'amélioration du sort des ouvriers qui à l'époque était épouvantable.

Et pourquoi ont-ils refusé de soutenir ces mesures pourtant progressistes et si nécessaires aux ouvriers ? Parce qu'elles étaient promulguées par l'ennemi de la classe ouvrière, parce que Bismarck comptait s'en servir pour affaiblir la sociale-démocratie allemande. Non seulement ils n'ont pas soutenu Bismarck, mais ils ont dénoncé l'usage qu'il comptait faire de ces mesures, par ailleurs Marx et Engels considéraient qu'il n'y avait pas lieu de s'afficher avec Bismarck, de lui concéder une qualité progressiste qu'il n'avait pas et dont il pourrait se prévaloir par la suite contre le parti ouvrier.

Comment interpréter l'attitude de Marx et Engels, qu'est-ce qui les guidait au juste, c'est la seule question qui nous intéresse ici. Il est incontestable qu'ils faisaient passer au second plan l'amélioration de la condition ouvrière pour lui privilégier le parti et son objectif, le socialisme. Ils considéraient que l'amélioration du sort de la classe ouvrière était du domaine exclusif de son combat, de sa mobilisation et de son parti et de ses syndicats. Vous comprendrez au passage l'origine de notre farouche opposition à la politique des syndicats qui consistent à négocier en premier et à mobiliser éventuellement par la suite, permettant ainsi au parti de la réaction et au patronat de se prévaloir d'avancées sociales ou d'y être associés. En cela nous sommes fidèle au marxisme. Partant de là, nous pouvons affirmer tranquillement qu'aucun parti ouvrier peut se prévaloir d'incarner la continuité du marxisme.

Pour revenir à notre sujet du début, si aucun parti ouvrier dans l'état actuel de leur force n'est en mesure d'imposer un changement de politique au gouvernement, cela signifie que tout progrès social devrait venir d'ailleurs, d'autres partis, des syndicats qui comme chacun sait n'ont pas vraiment la même conception de la lutte de classe que Marx et Engels. Quand on prétend imposer quelque chose à quelqu'un et qu'on n'en a pas les moyens, il faut bien admettre que l'on conçoit que d'autres s'en chargeront à notre place pour peu qu'on fasse suffisamment pression sur eux par exemple.

Quant aux conséquences qui en découleront, contrairement à Marx et Engels, ils s'en foutent éperdument ou n'en ont pas conscience. Les travailleurs demeureront enchaînés au capitalisme (et aux institutions) et se contenteront du sort qui découlera de la collaboration de classe entre le gouvernement, le patronat et les dirigeants syndicaux, certaines couches de travailleurs les remerciant de les avoir épargnées, d'autres de leur avoir distribué quelques miettes, leur concédant qu'ils leur ont évité le pire, ils devront finalement leur salut au capitalisme, tandis que la majorité d'entre elles n'aura que ses yeux pour pleurer au regard de leur situation qui ne cessera de se dégrader, pendant que le combat pour renverser le capitalisme passe littéralement à la trappe.

Marx et Engels privilégiaient la construction du parti et l'objectif de la prise du pouvoir par la classe ouvrière, le socialisme, ils considéraient que l'amélioration de la condition ouvrière devait résulter uniquement du combat de la classe ouvrière et qu'il devait être subordonné à son objectif final, la prise du pouvoir, la tactique devait êre subordonnée à la stratégie. Nos dirigeants rejettent cette conception de la lutte de classe. Sans prétendre avoir épuisé cette question en quelques lignes, on se demandait pourquoi on n'avait pas réussi à contruire le parti depuis 1945, on a là une partie de la réponse.

S'agissant de la défense de l'Etat ouvrier dégénéré, le stalinisme s'en nourrissant, la question était de savoir ce qui faisait obstacle à la construction de nouveaux partis communistes, la réponse est claire, les deux dans la mesure ou ils étaient inséparables, de la même manière que les travailleurs allaient identifier le socialisme au stalinisme, et comme l'expérience l'a démontré en URSS mais aussi dans l'ensemble de ses satellites, on pourrait même aller plus loin et affirmer partout dans le monde, dans ces conditions il était impossible qu'une opposition se développe au point de renverser la caste bureaucratique au pouvoir en URSS et ses satellites, comme il était difficile mais pas impossible à de nouveaux partis communistes de se contruire ailleurs dans le monde, à condition de rompre avec le stalinisme et cesser de soutenir un Etat qui ne pouvait plus servir que de point d'appui au combat contre la révolution socialiste mondiale, ce en quoi le maoïsme et le castrisme a fait la démonstration. Il n'y a qu'en cas d'agression militaire impérialiste contre l'URSS, la Chine ou Cuba, que nous aurions assoupli notre position, cela pourrait faire l'objet d'une autre causerie, on pourrait la résumer ainsi : A bas le stalinisme, à bas l'impérialisme, tout le pouvoir aux travailleurs ! (exclus du pouvoir aussi bien en URSS qu'aux Etats-Unis ou en France)

Dès lors que la défense d'un Etat ouvrier dégénérée présente plus d'inconvénients que d'avantages dans le combat que l'on mène pour construire de nouveaux partis communistes, pour la révolution socialiste mondiale, il vaut mieux l'abandonner à son sort que d'assurer sa survie puisqu'il est voué de toutes manières à disparaître en l'absence de conditions indispensables pour renverser la bureaucratie au pouvoir ou assurer la victoire d'une révolution politique.

Des claques qui se perdent.

«*Ils voulaient plus de monde autour de Nicolas Sarkozy.*» Un cadre du chantier de Mennecy (Essonne) a confié à Europe 1 que la visite du chef de l'Etat, jeudi, aurait été scénarisée avec la venue de «*plusieurs dizaines de personnes n'appartenant pas au chantier, […] des fournisseurs, des partenaires, des chefs de chantiers et même des inconnus parfois travaillant à l'autre bout du département francilien*».

Les ouvriers et les faux ouvriers auraient été même priés de faire semblant de travailler devant la presse. Une consigne donnée alors qu'à cause de la température glaciale ce jour, il leur était interdit de travailler. Aucun n'aurait dû se rendre sur le chantier. D'ailleurs, dès la fin de la visite, tous les ouvriers sont rentrés chez eux. (slate.fr et libération.fr 03.02)

Le maître au secours de son serviteur.

Le PDG du numéro un mondial du luxe LVMH, Bernard Arnault, s'est défendu vendredi de tout interventionnisme politique dans la reprise d'un site de Lejaby et affirmé qu'un de ses fournisseurs l'avait informé en premier des difficultés de l'entreprise, avant le président Nicolas Sarkozy.

Sofama se propose de reprendre la totalité des 93 employés qui fabriquaient de la lingerie féminine sur le site de Lejaby. Si l'offre aboutit, l'usine d'Yssingeaux se transformera en maroquinerie. (Reuters 03.02)

Actualité en titres

Illégitime le bonapartisme : raison de plus pour s'en débarrasser !

- Être candidat à l'Élysée, ce n'est pas un droit ! - LePoint.fr

Pas d'état d'âme : que la bête meurt...

- Présidentielle : les politiques caressent les chasseurs dans le sens du poil - Liberation.fr

- Sarkozy «*souffre d'un défaut d'affection des Français*»... - 20minutes.fr

... comme elle est :

- Kosciusko-Morizet : «*Sarkozy n'est pas le même qu'en 2007*» - LeFigaro.fr

Le sauveur suprême.

- Comment (le candidat) Sarkozy a sauvé Lejaby - LePoint.fr

- LVMH se défend d'agir en service commandé pour Lejaby - Reuters

Business is business.

- La vague de froid, propice à la vente de soupes, radiateurs et doudounes - AFP

- Rosneft livre un bénéfice 2011 en hausse de 20% - Reuters

Il y a des hauts, il y a des bas...

- Dette grecque: signaux contradictoires sur l'avancée des négociations - AFP

... et pour cause :

- La zone euro pourrait devoir prêter 145 milliards à la Grèce - Reuters

Les souteneurs

- La Chine n'a pas l'intention "*d'acheter l'Europe*" en crise - AFP

- Angela Merkel est-elle en train de vendre l'Europe à la Chine ? - Atlantico.fr

- Wen Jiabao : "*La Chine n'a ni les moyens ni les capacités d'acheter l'Europe !*" - LePoint.fr

Chinoiseries.

- Autriche: France Télécom vend sa filiale à un groupe chinois - AFP

- Le Portugal entame son plan de privatisations avec succès, grâce aux Chinois - AFP

- Taïwan : il meurt dans un cybercafé, personne ne s'en rend compte - LePoint.fr

Quelle coïncidence !

- Etats-Unis: l'assainissement budgétaire, priorité "*absolue*" pour la Fed - AFP

- Wall Street a choisi Mitt Romney - Reuters

- Mitt Romney reçoit le soutien du milliardaire Donald Trump - L'Express.fr

INFOS EN BREF

Politique

1- Slovaquie

Des milliers de Slovaques, bravant un froid glacial, ont défilé à Bratislava et dans cinq grandes villes pour protester contre un scandale de corruption qui a ébranlé le gouvernement sortant de centre-droit avant les élections législatives de mars.

La foule a scandé des slogans tels que "*trahison nationale*" et a jeté des oeufs et des bananes sur les édifices publics lors de la dispersion de la manifestation sur la principale place de la capitale slovaque.

Depuis décembre, le dossier, baptisé "*Gorila*", fait les gros titres de l'actualité dans le pays. D'après des fuites parues dans les journaux, des responsables politiques slovaques auraient entretenu des liens troubles avec le groupe financier Penta, durant les années 2005-2006.

Cette affaire de corruption a entamé la crédibilité des partis de centre-droit et a profité aux partis populistes, qui pourraient faire pour la première fois leur entrée au Parlement à l'issue des élections de mars selon les sondages. (Reuters 03.02)

2- Egypte

Cinq personnes ont été tuées vendredi en Egypte au cours de nouveaux affrontements entre forces de l'ordre et manifestants réclamant le départ du pouvoir militaire, dans une nouvelle flambée de violences après le drame du match de football meurtrier à Port-Saïd.

Les protestataires sont descendus dans les rues à travers le pays pour exiger que les généraux au pouvoir remettent immédiatement les rênes du pays aux civils, après une nuit de manifestations au cours de laquelle deux personnes étaient par ailleurs mortes à Suez (nord-est).

D'après le ministère de la Santé, 1.051 personnes ont été blessées dans les affrontements de vendredi dans la capitale.

La fumée des gaz lacrymogènes flottait sur le centre-ville, où se trouve le ministère de l'Intérieur et où les heurts entre policiers et manifestants ont repris.

Les manifestants, dont certains étaient des "Ultras" --de fervents fans de football très organisés-- ont brandi face à la police une pancarte proclamant: "*Ceux qui ne méritaient pas de mourir sont morts par la main de ceux qui ne méritent pas de vivre*".

Les manifestants ont lancé des pierres sur les forces de l'ordre, dont les véhicules chargeaient avant de se retirer. Des policiers anti-émeutes ont matraqué des manifestants qui s'étaient avancés à quelques mètres du ministère.

De l'autre côté de la rue, le bâtiment de l'Autorité des taxes était en feu, a indiqué la télévision d'Etat sans plus de détails.

Non loin de là, des centaines de personnes rassemblées sur l'emblématique place Tahrir scandaient des slogans hostiles au régime militaire qui gère le pays depuis la chute du régime de Hosni Moubarak il y a un an.

A Suez, la police a fait usage de gaz lacrymogène et tiré à la chevrotine pour tenter de disperser les manifestants, selon un journaliste de l'AFP qui a vu des ambulances évacuer les blessés sous une pluie de pierres.

Des milliers de personnes ont aussi manifesté contre l'armée à Alexandrie et Port-Saïd (nord).

Le Conseil suprême des forces armées (CSFA), dirigé par le maréchal Hussein Tantaoui et chargé de la délicate transition démocratique, a accusé "*des mains étrangères et intérieures de viser le pays*".

Dans un communiqué publié sur Facebook, il a appelé "*toutes les forces politiques et nationales de cette grande nation à adopter un rôle historique (...) et à intervenir pour rétablir la stabilité*".

Régulièrement accusé de mal gérer cette transition, le CSFA est tenu pour responsable des 74 morts et des centaines de blessés mercredi au stade de Port-Saïd après la première défaite de la saison pour le célèbre club cairote Al-Ahly face aux locaux d'Al-Masry (3-1).

Le drame de Port-Saïd "*a eu lieu alors que les services de sécurité sont restés debout sans rien faire*", écrit Ibrahim Mansour, un éditorialiste du journal indépendant Al-Tahrir, estimant que le CSFA "*a fait la preuve de son échec*".

Les Egyptiens sont de plus en plus exaspérés par le pouvoir militaire, qu'ils accusent de violations des droits de l'Homme, et réclament depuis des mois la fin des procès de civils devant des tribunaux militaires, une refonte du ministère de l'Intérieur et le respect des libertés et de la justice sociale.

Preuve de la dégradation de la sécurité dans la capitale, des hommes armés ont attaqué et incendié vendredi un poste de police dans l'est du Caire, libérant les détenus après de violents affrontements avec les policiers, a indiqué une source des services de sécurité. (AFP 03.02)

Etats-Unis

Le secrétaire américain à la Défense, Leon Panetta, juge que la possibilité d'un raid israélien contre les installations nucléaires iraniennes dès le mois d'avril gagne en crédibilité, rapportent des médias américains jeudi.

"*Panetta pense qu'il existe une forte probabilité qu'Israël frappera l'Iran en avril, mai ou juin - avant que l'Iran n'entre dans ce que les Israéliens qualifient de 'zone d'immunité' pour commencer à assembler une bombe nucléaire*", écrit le Washington Post.

"*Très prochainement, redoutent les Israéliens, les Iraniens auront stocké suffisamment d'uranium enrichi dans des entrepôts souterrains profondément enterrés, et seuls les Etats-Unis pourraient alors les stopper militairement*", poursuit le journal sous la plume d'un de ses éditorialistes, David Ignatius. Le journaliste ne cite pas de source, mais écrit de Bruxelles, où Leon Panetta assiste à une réunion des ministres de la Défense de l'Otan.

Le Washington Post écrit encore que le report de manoeuvres militaires communes entre Américains et Israéliens initialement programmées pour ce printemps peut être vu comme le signe d'une attaque israélienne en préparation.

Jeudi, dans une rare déclaration publique, le chef des renseignements militaires israéliens, le général Aviv Kochavi, a estimé que l'Iran avait "*accumulé quatre tonnes d'uranium enrichi à 3,5% et près de 100 kilos à 20%*".

Une bombe atomique nécessite de l'uranium enrichi à 90% mais selon des experts occidentaux, franchir ce seuil ne requiert pas de compétences techniques supplémentaires.

"*Si (le guide suprême iranien Ali) Khamenei donne l'ordre d'accélérer la fabrication d'une première bombe, nous estimons qu'il ne faudra qu'un an pour y parvenir*", a affirmé le général Kochavi.

"*Si les sanctions ne peuvent empêcher l'Iran de poursuivre son programme nucléaire militaire, il sera nécessaire d'envisager une action*", a prévenu pour sa part le ministre israélien de la Défense, Ehud Barak. (Reuters 03.02)

Social

1- France

1.1- Mouvement social dans l'hôtellerie de luxe parisienne

La protestation contre les "*conditions de travail détestable*" dans l'hôtellerie de luxe parisienne a gagné le Concorde Montparnasse et l'hôtel Bristol, après les mouvements qui ont touché le Concorde La Fayette et le Novotel des Halles, a-t-on appris vendredi de sources syndicales.

"*C'est le onzième jour de grève au Concorde Montparnasse pour dénoncer le statut et les conditions de travail détestables et nettement inférieures à celles des hôtels parisiens de luxe*", a affirmé à l'AFP Claude Levy, délégué CGT de l'hotellerie de luxe à Paris.

L'hôtel quatre étoiles compte 70 salarié en CDI et 50 personnes étaient en grève vendredi à l'appel d'une intersyndicale CGT, CFDT et FO, selon lui.

"*Il y a une attaque en règle dans l'hôtellerie de luxe parisienne et nous avons de grosses inquiétudes pour des établissements comme le Ritz et le Crillon, où il y a plusieurs centaines d'emplois en jeu*", a ajouté le syndicaliste.

L'hôtel de prestige Le Ritz, place Vendôme, va fermer en juin pour 27 mois de travaux. Pour Didier Del Rey de la CGT, la direction "*veut profiter de la situation pour dénoncer tous les accords d'entreprise et se séparer de la plupart de ses 481 salariés*".

L'hôtel de Crillon, qui emploie environ 360 personnes, doit également fermer cet été pour travaux. "*La direction refuse un accord sur le maintien de l'emploi*", affirme un communiqué d'une intersyndicale CGT-CFDT et FO.

"*Au Bristol nous avons manifesté parce que la direction veut dénoncer des accords d'entreprise. Il y a également une dégradation des conditions de travail*", a assuré Costel Papescu, du syndicat CGT. Le palace parisien compte près de 500 salariés.

"*Au Concorde La Fayette, ils nous ont annoncé qu'ils voulaient annualiser le temps de travail, même chose pour le Louvre-Hôtel*", a déploré le syndicaliste.

Fin 2011, les femmes de chambres et gouvernantes du Novotel Les Halles ont fait grève pendant plus d'un mois. "*Nous avons obtenu des avancées importantes avec une augmentation d'environ 200 euros par mois, la requalification de CDD en CDI ainsi que du temps partiel en temps complet*".

L'hôtellerie-restauration française compte 800.000 salariés qui bénéficient d'une prime dite TVA, de 2% du salaire brut annuel plafonné à 500 euros pour la restauration et à 250 euros pour l'hôtellerie. Cette prime devrait être supprimée au moment du passage de la TVA de 5,5% à 7%, selon Claude Levy. (AFP 03.02)

1.2- Grève dans le secteur aérien

Les syndicats de l'aérien, fortement opposés à une proposition de loi encadrant davantage les conflits, ont lancé un large appel à la grève de lundi à jeudi, notamment auprès des pilotes et hôtesses ou stewards, ce qui devrait occasionner des perturbations dans les aéroports.

Le principal syndicat de pilotes, le SNPL, les syndicats Unac, SNPNC et Unsa d'hôtesses, ainsi que les fédérations FO, CFDT, Unsa et CGT de l'aérien appellent les personnels des compagnies et de leurs prestataires (agents en escale, avitailleurs, bagagistes, etc.) à se mobiliser.

"*Nous appelons à la grève, du 6 au 9 février inclus, dans toutes les compagnies aériennes françaises, en métropole et hors métropole*", a indiqué vendredi soir à l'AFP Yves Deshayes.

"*Le gouvernement a choisi de passer en force, nous n'avons pas d'autre choix aujourd'hui que d'entrer en conflit*", a-t-il ajouté en faisant état d'un rendez-vous avec le gouvernement cette semaine et d'"une fin de non-recevoir sur nos préoccupations".

Le SNPL a précisé que parmi les personnels au sol certains feraient grève et que d'autres seraient "dans l'action via d'autres moyens" comme des rassemblements.

La proposition de loi du député UMP Eric Diard a été adoptée en première lecture le 24 janvier à l'Assemblée et saluée par le ministre des Transports Thierry Mariani comme un progrès pour "*le droit des passagers*".

Le texte prévoit notamment d'imposer aux grévistes l'obligation de se déclarer individuellement 48 heures à l'avance, une mesure jugée "*inacceptable*" par les syndicats qui y voient une atteinte au droit de grève.

Les syndicats de l'aérien ont formé un front inédit. "*De mémoire de syndicaliste, il n'y a jamais eu une telle unité syndicale du monde aérien dans un conflit*", a souligné Yves Deshayes.

Le SNPL, qui avait réuni vendredi ses instances nationales, a entériné la reconduction de la grève au-delà du 9 février,

immédiatement ou à un autre moment en février.

"*On ne va pas appeler à une grève dure de quatre jours au sol, mais il y aura un temps fort le lundi 6 et après on décidera au jour le jour*", a indiqué David Ricatte, responsable CGT à Air France.

Pour Yves Deshayes (SNPL), "*au moment où Air France dénonce tous les accords collectifs d'entreprise, le gouvernement veut restreindre le droit de grève, je crois que les salariés ont pris conscience du piège et que la mobilisation sera très forte*". (AFP 03.02)

2- Espagne

La libéralisation de l'avortement aura duré 18 mois en Espagne. Le ministre de la Justice, Alberto Ruiz Gallardón, a en effet annoncé son intention de revenir sur la loi adoptée en juillet 2010 par le gouvernement socialiste de José Luis Rodríguez Zapatero.

La gauche avait fait de l'avortement un droit, une possibilité ouverte aux femmes pendant les 14 premières semaines de grossesse sans qu'elles aient à justifier leur demande. Le gouvernement conservateur de Mariano Rajoy souhaite désormais que l'IVG redevienne une exception légale, comme c'était le cas entre 1985 et 2010.

En théorie, l'IVG était illégale entre 1985 et 2010, sauf pour trois exceptions: en cas de viol, de grave malformation du fœtus, et en cas de danger pour la santé physique ou psychologique de la mère. En réalité, c'est cette dernière raison, le risque de troubles mentaux pour la femme, qui était invoquée dans plus de 90 % des cas. Une soupape sociale qui rendait l'avortement légal de facto.

En libéralisant l'avortement en 2010, le gouvernement Zapatero disait vouloir mettre un terme à cette hypocrisie, sans pour autant encourager la pratique. (lefigaro.fr 03.02)

3- Hongrie

La compagnie aérienne hongroise Malev a annoncé vendredi avoir cessé ses opérations faute de liquidités, un mois après avoir été forcée par l'Union européenne (UE) à rembourser à l'Etat une aide financière jugée indue.

"*Depuis 05H00 GMT le 3 février, après avoir opéré pendant 66 ans de façon presque ininterrompue, Malev ne décolle plus*", a déclaré la compagnie dans un communiqué diffusé sur son site internet.

Le refus du personnel au sol de l'aéroport de Tel-Aviv en Israël de préparer un avion de la compagnie, le seul appareil de Malev cloué au sol en dehors de la Hongrie, est la raison immédiate de l'annonce de l'arrêt des opérations de la compagnie, a expliqué Lorant Limburger, directeur exécutif de Malev, au cours d'une conférence de presse.

"*En raison de la décision de l'Union européenne, le gouvernement hongrois ne peut plus injecter d'argent dans la compagnie, et comme nous n'avons pas d'autre partenaire tangible disponible, les activités de Malev sont devenues impossibles à cause du manque de liquidités*", a expliqué de son côté le patron de Malev, Lazslo Berenyi.

"*Tous (nos clients) nous ont demandé des paiements en avance, des demandes qui se sont incroyablement accélérées. Aucune compagnie ne peut réaliser des paiements en avance sur des mois*", a-t-il ajouté.

La veille, le tribunal de Budapest avait ordonné un moratoire extraordinaire pour la compagnie et l'avait placée sous l'autorité d'une société de supervision chargée de s'occuper de sa gestion jusqu'à ce qu'un repreneur ou un partenaire lui soit trouvé.

A la suite de l'annonce de l'arrêt des activités de Malev, le Premier ministre conservateur hongrois Viktor Orban a affirmé à la radio MR1-Kossuth que Malev pouvait être relancée si l'on arrivait "*à se débarrasser des squelettes hérités du passé*".

La situation financière de Malev s'est dramatiquement aggravée après que début janvier, la Commission européenne eut exigé du gouvernement hongrois que ce dernier récupère une aide accordée entre 2007 et 2011 à la compagnie dans le cadre de sa privatisation puis de sa nationalisation.

La Commission, gardienne de la concurrence en Europe, avait considéré que cette aide d'Etat était illégale, car "*Malev n'aurait pas pu obtenir ce financement sur le marché aux conditions accordées par la Hongrie*". Le montant en question est de 38 milliards de forints (126 millions d'euros).

La société hongroise a plusieurs fois été privatisée dans le passé, mais sans succès, avant de repasser dans le giron de l'Etat en février 2010.

Elle emploie 2.600 personnes et assure 40% du trafic de l'aéroport international de Budapest. En 2010, elle a affiché une perte de 24,6 milliards de forints (85 millions d'euros), mais avait promis une amélioration de sa situation financière pour 2011. (AFP 03.02)

4- Maroc

Environ cent cinquante personnes, des policiers et des civils, ont été blessées, vendredi 3 février, lors d'affrontements à Taza, une ville située dans une région pauvre du Maroc, en proie à des accès sporadiques de violences.

Plusieurs journaux marocains ont fait état de ces affrontements entre la population et les forces de l'ordre, souvent violents, qui ont commencé mercredi, sur fond de problèmes sociaux et de chômage des jeunes. Ces journaux montraient en 'une' des photos de véhicules incendiés et d'édifices publics endommagés. (lemonde.fr 03.02)

Economie

1- Portugal

Tenu de privatiser à tout va pour réduire son niveau d'endettement et éviter le sort de la Grèce, le Portugal a déjà encaissé plus de la moitié des recettes prévues par son plan d'aide UE-FMI, essentiellement grâce à l'investissement d'entreprises publiques chinoises.

Sur les quelque 5 milliards d'euros que le Portugal espère obtenir avec l'ensemble de son programme de privatisations, plus de 3 milliards ont déjà déjà assurés par la vente de participations publiques dans les électriciens EDP et REN aux groupes chinois Three Gorges et State Grid, respectivement.

Le gouvernement a décidé jeudi de vendre 25% du gestionnaire du réseau électrique REN au chinois State Grid, pour 387,15 millions d'euros, et une participation de 15% au groupe omanais Oman Oil pour 205,06 millions d'euros.

Cette opération représente "*un deuxième grand succès du programme de privatisations portugais*" après la vente en décembre de 21,35% d'Energias de Portugal (EDP) à China Three Gorges pour 2,7 milliards d'euros, a estimé José Maria Ricciardi, président de BES Investimento, qui a conseillé State Grid dans le rachat de REN.

Si State Grid et Oman Oil ont fait les seules offres définitives pour REN, Three Gorges est devenu le premier actionnaire d'EDP en l'emportant sur l'allemand EON et les brésiliens Eletrobras et Cemig.

Les deux opérations ont été assorties d'un engagement de la part des Chinois à assurer le financement des sociétés dont ils ont pris le contrôle.

L'intérêt chinois pour les actifs énergétiques portugais s'était déjà manifesté en novembre, avec le rachat par Sinopec de 30% de la branche brésilienne du groupe pétrolier et gazier Galp Energia, pour 3,54 milliards de dollars (2,6 milliards d'euros).

Avec trois opérations en trois mois, la Chine a remplacé l'Angola, ancienne colonie portugaise riche en pétrole, au rang de premier investisseur étranger au Portugal, notait le quotidien Diario de Noticias.

Selon Rui Santos, économiste à la banque BPI, le verre peut être vu "*à moitié plein ou à moitié vide*". D'une part, "il a été possible en pleine crise financière de trouver des investisseurs prêts à investir au Portugal. D'autre part, "*la vente d'actifs dans un marché actionnaire déprimé implique nécessairement un sacrifice de recettes*".

Après la vente du joyau EDP, la suite du programme de privatisations s'annonce plus délicate car "*l'Etat doit maintenant relever le défi de vendre des entreprises moins rentables ou qui affichent des pertes*", telles que la compagnie aérienne TAP, ajoute M. Santos.

"*Ce programme de privatisations rend le Portugal plus pauvre et les Chinois plus riches*", tranche Paul de Grauwe, professeur d'économie à l'université de Louvain, en Belgique.

En cédant EDP notamment, Lisbonne a fait "*un cadeau aux Chinois*" et s'est privé d'une source de revenus futurs, victime de "*la stupidité des Européens qui forcent les pays à vendre des actifs très rentables à des prix de solde*", explique l'économiste. (AFP 03.02)

2- Canada

Les Canadiens sont sortis indemnes de la crise des prêts hypothécaires à risque traversée par le voisin américain, mais aujourd'hui

le niveau record d'endettement des ménages et la flambée des prix des appartements font surgir le spectre d'une bulle immobilière.

"*Bien que la situation du Canada soit différente de celle des Etats-Unis en 2006, la vague continue de construction d'appartements et les prix des maisons à des niveaux incompatibles avec la croissance des revenus des ménages soulèvent des questions...*", notait cette semaine l'économiste en chef de la Banque de Montréal, Sherry Cooper.

Depuis 2006, les prix des appartements et maisons ont progressé de 30% au Canada avec une pointe de 54% à Vancouver, métropole de la côte Pacifique où le prix moyen d'un appartement avoisine 780.000 dollars canadiens (590.000 euros), selon les données de l'Association canadienne des courtiers immobiliers.

Les villes cosmopolites de Toronto et Vancouver sont les deux principales sources de préoccupations sur le marché immobilier canadien. Un pavillon dans un secteur recherché de Vancouver peut facilement dépasser le million de dollars, un appartement sans cachet à Toronto se négocie à un demi-million.

"*Défiant toute logique, le marché de l'immobilier résidentiel au Canada a surpassé les attentes en 2011*", résumait récemment le plus grand courtier immobilier du pays RE/MAX.

"*Le secteur immobilier au Canada continue de caracoler en tête dans le groupe des pays développés*", profitant de taux presque plancher, note la banque Scotia.

Si les prix ont flambé, les propriétaires se sont endettés. Selon la Banque du Canada, l'endettement des ménages atteint actuellement un niveau record, à 153% du revenu disponible, un niveau flirtant avec celui des Etats-Unis lors de l'éclatement de la bulle immobilière.

Et les prêts immobiliers représentent les deux-tiers de l'endettement total des ménages, selon la Société canadienne d'hypothèque et de logement (SCHL), premier assureur hypothécaire du pays.

Une éventuelle hausse du taux directeur ou des pertes massives d'emplois, avec une économie mondiale atone, pourraient faire dévisser le secteur immobilier, les propriétaires les plus vulnérables devenant incapables d'assumer le service des hypothèques contractées sur des résidences achetées au prix fort.

Dérive des crédits immobiliers? Les banques canadiennes proposent actuellement des taux hypothécaires concurrentiels à 2,99% sur fond d'un gel attendu jusqu'en 2013 du taux directeur de la banque centrale à 1%, ce qui facilite l'accès à la propriété malgré la flambée des prix.

Dans des documents internes publiés cette semaine dans la presse, le Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF), le régulateur du secteur au Canada, s'inquiète du comportement "*de plus en plus libéral*" des grandes banques canadiennes qui concèdent des prêts hypothécaires à des particuliers sans que ces derniers aient à prouver leurs revenus.

Certains prêts, accordés notamment aux travailleurs autonomes et immigrants récemment arrivés au Canada "*présentent quelques similitudes avec les crédits +subprime+ sur le marché américain*", indiquait le BSIF. "*C'est un sujet d'inquiétude*", a reconnu le ministre des Finances, Jim Flaherty.

Dans la foulée de la crise des "*subprime*", Ottawa a resserré les conditions d'accès du crédit en ramenant de 40 ans à 30 la durée maximale d'une hypothèque, et en imposant une mise de fonds initiale de 5%. (AFP 03.02)

Haut de page

Le 5 février

CAUSERIE

Je vous recommande vivement de télécharger et de lire les trois derniers articles mis en ligne dans la rubrique économie. Quel bonheur d'avoir trouvé des portails qui nous fournissent des données aussi précisieuses pour notre combat ! Il ne se passe pas une semaine sans que l'on dispose de nouveaux éléments pour étayer notre argumentation pour démolir de fond en comble le capitalisme mondial, je trouve cela formidable. A nous ensuite de les intégrer dans notre stratégie. A vrai dire, ils ne font que la conforter.

Vous comprendrez peut-être mieux pourquoi il y a de quoi enrager de constater que malgré tout on ne parvient pas faire un pas

en avant vers notre objectif, il faut dire que nos dirigeants ont l'esprit ailleurs et ignorent superbement ces données qui constituent un réquisitoire sans appel du capitalisme mondial.

Je ne sais pas quel effet produit sur vous la lecture de ces articles, personnellement je suis au bord de la suffocation, car dans tous les domaines la situation est plus insupportable que celle qu'on nous décrit quotidiennement dans les médias, mille fois pire que ce que nous nous figurions au regard des éléments qui étaient déjà en notre possession. Si je ne voulais pas me faire passer pour quelqu'un de naïf, je dirais que je suis stupéfait par ce que j'apprends, cela dépasse l'entendement, comme par exemple la garantie apportée par quatre banques américaines à la somme colossale de 15 000 milliards de dollars en possédant 97% des CDS dans le monde. Il suffit que l'une d'entre elle fasse défaut et c'est l'économie mondiale qui explose, ce n'est pas rien !

Je ne sais pas si nous prenons vraiment la mesure de ce que cela signifie. A ce propos, j'ai peut-être manqué de partialité envers D. Gluckstein qui pointait la finance parce qu'il ne visait pas les fondements du capitalisme, l'effondrement de la finance peut précipiter la révolution qui devra se poser la question des fondements du capitalisme pour pouvoir satisfaire les besoins et aspirations des travailleurs, dans le cas contraire on se retrouverait au même niveau que le FdG qui ne vise que la finance de manière délibérée, alors que nous devons aussi ou plutôt commencer par liquider les institutions politiques, qui servent de caution juridique au régime et lui permettre de se considérer légitime pour mettre en oeuvre une politique antisociale et réactionnaire. Je ne suis pas certain que ce soit la priorité de Gluckstein qui a cité l'Union européenne, la troïka et le capital financier, mais pas les institutions de la Ve République à laquelle toute soumission est inacceptable et non négociable.

Et puis qu'on le veuille ou non, c'est bien seulement au cours du processus de production des marchandises que le profit des capitalistes est créé et non par les places financières, a Fed ou Wall street. Donc dès lors qu'on entend s'attaquer au profit des capitalistes, c'est impossible sans remettre en cause les rapports sociaux de production qui en sont à l'origine. Certes ce sont les rapports entre l'économie virtuelle ou spéculative et l'économie réelle ou marchande qui domine l'économie mondiale et concourt ainsi à sa dislocation, mais sans l'extraction de la plus-value dans l'économie réelle, l'économie virtuelle ne pourrait tout simplement pas exister ou n'aurait aucun sens.

Pour poursuivre l'analyse de l'éditorial de D. Gluckstein, citons le passage suivant :

"*Ce que veulent les travailleurs — et cela, quelle que soit leur position sur l'élection présidentielle—c'est non seulement chasser Sarkozy, mais en finir avec sa politique. Donc bloquer tout de suite, maintenant, les plans de régression sociale.*"

Nous sommes d'accord là-dessus évidemment, mais mettez-vous un instant à la place d'un travailleur qui lit ces lignes, que va-t-il en penser ?

Lui, il a dans la tête le contexte actuel, il sait pertinemment qu'aucun parti ouvrier n'aura réellement la volonté de mobiliser les travailleurs, de la même manière qu'il ira peut-être voter en 2012 mais sans illusions. Dès lors, il va penser que le dirigeant qui a écrit cela ne doit pas avoir toute sa tête ou qu'il est complètement à côté de la plaque, bien qu'il ait raison reconnaît-il, car c'est effectivement ce qu'il faudrait faire, sauf que l'on ne vit pas au conditionnel mais dans la réalité, et sans moyen pour la modifier il ne saisit pas où veut en venir l'auteur de cet éditorial, il se dit qu'il y manque quelque chose qui permettrait de le relier à la réalité, mais quoi il n'en sait rien. Peut-être le constat que justement on ne dispose pas de l'outil indispensable pour changer le cours des choses, le parti quoi.

Il faut dire les choses telles qu'elles sont et ne pas tourner autour du pot, c'est mon principe. Pendant plus de 60 ans on s'en est remis au PS et au PCF pour mobiliser les travailleurs et obtenir une amélioration de la condition ouvrière, aujourd'hui ce n'est plus possible parce que la crise du capitalisme aidant ils se doivent de monter au créneau pour le défendre ainsi que les institutions, révélant au passage leur véritable nature de partis contre-révolutionnaires totalement subordonnés au vieux monde.

Du coup on se retrouve totalement démunis pour combattre l'offensive des capitalistes, par conséquent ils peuvent appliquer leur politique antisociale et profondément réactionnaire avec la complicité de ces partis. Ils ont donné naissance à des partis (PG) ou des regroupements politiques (le Front de gauche, le M'PEP) qui à leur tour sont incapables de rompre avec le capitalisme, ce qui explique pourquoi leurs dirigeants s'obtinent à refuser d'appeler dans l'unité avec d'autres partis (POI, NPA, LO) à la mobilisation générale de la classe contre le gouvernement et les institutions.

C'est le résultat de la stratégie du front unique privilégiée pendant les 6 ou 7 dernières décennies écoulées qui a consisté à mettre en scène ces partis (PS-PCF), à redorer leurs blasons, à les faire passer pour autre chose que ce qu'ils étaient réellement, ce qui n'avait qu'une incidence mineure hors période de crise, à l'exception toutefois pour les millions de travailleurs vivant dans la pauvreté il faut souligner, mais qui s'est révélée dévastateur en période de crise quand la véritable nature de ces partis reprit le dessus.

C'est comme si ces partis avaient soudain retiré le tapis sous les pieds des travailleurs qui se sont retrouvés suspendus dans le vide ; jusque là ils avaient utilisé le canal de ces partis pour se mobiliser, ce canal faisant dorénavant défaut, ils se retrouvent seuls face à un mur infranchissable, on pourrait lui donner un nom, silence ou consensus, autour d'une terrible fatalité contre laquelle rien ni personne n'y peut rien, finissant ainsi leur travail de sape conduisant à la démoralisation et ensuite au désespoir

un grand nombre de travailleurs, condition requise pour assurer la pérénnité du régime auquel ces partis doivent leur propre survie et ainsi la boucle est bouclée.

Dans ces conditions, il est impossible d'imposer quoi que ce soit au gouvernement ou au patronat, sauf à se leurrer sur ses propres forces ou croire au miracle. Le faire croire relève de la mégalomanie ou de la supercherie doivent penser les travailleurs. Il vaudrait mieux leur dire la vérité en face et tenter de recruter les plus déterminés d'entre eux qui sont capables de saisir la stratégie qu'on leur propose...

Argumentaire pour comprendre les rapports qui prédominent en régime capitaliste.

Il y a au moins deux semaines, un soir en buvant un jus de fruit avant de me mettre à table, j'ai pris quelques notes sur un cahier d'écolier, depuis je n'ai jamais trouvé le temps de vous les livrer. Ce sont des idées en vrac jetées rapidement sur le papier.

Comment se traduisent les inégalités qui sont à l'origine du capitalisme ?

Par un rapport de force entre exploiteurs, patrons ou propriétaires d'un côté, exploités, travailleurs ou locataires de l'autre. On retiendra pour exploiteurs, les patrons ou actionnaires des grandes entreprises qui produisent en masse des marchandises ou des services, et qui par leurs positions dominent le marché ou lui dictent leurs lois.

Qui est maître de la situation ou impose ces rapports ? Qui propose et qui dispose ?

Qui a le plus besoin de l'autre ? Qui ne peut pas se passer de l'autre ?

Qui impose ses droits ou besoins ? Qui se voit imposer des devoirs ?

Qui impose son diktat, ses conditions à l'autre ? Qui les subit ?

Qui est en position dominante, qui est dominé ?

Qui détient la richesse, les moyens de les produire ? Qui ne possède rien en dehors de sa force de travail, manuelle ou intellectuelle ?

Qui détient le pouvoir ? Qui n'en a pas ?

Qui impose sa volonté à l'autre ? Qui la subit ?

Qui dispose du privilège d'avoir le choix d'accepter ou de refuser les rapports auxquels il est soumis ? Qui ne l'a pas ?

La réponse à toutes les premières questions est le patron, le propriétaire qui profite de la situation pour imposer sa loi.

Le patron veut exploiter au maximum son employé pour garder le maximum de profit dans sa poche, le propriétaire veut encaisser le loyer le plus élevé possible pour tirer le maximum de son investissement. L'employé veut obtenir le salaire le plus élevé possible et le locataire veut payer le loyer le plus bas possible.

On comprend donc immédiatement que les intérêts des patrons, actionnaires ou propriétaires sont antinomiques, opposés à ceux des travailleurs comme salariés ou locataires.

Dans tous les cas de figure, c'est le salarié ou le locataire qui doit se plier aux rapports ou conditions qui lui sont imposés. Il peut les refuser, auquel cas il ira grossir l'armée de réserve des patrons, les chômeurs, ou il ira dormir dans la rue ou sous un pont. De son côté, avec plus de 5 millions de chômeurs, les patrons ne seront jamais à court de main d'oeuvre, et avec la crise du logement, les propriétaires trouveront toujours à louer leurs habitations.

Qu'est-ce qui permet de justifier ces rapports, cette différence de traitement ? Rien ni personne. Par contre, la Constitution leur fournit le cadre juridique légal nécessaire à leur légitimité, du point de vue de la classe dominante, l'Etat n'étant pas neutre ou au-dessus des classes mais au service d'une classe, de celle qui détient le pouvoir économique. Et le fonctionnement des institutions codifié dans la Constitution ne sert qu'à perpétuer ces rapports.

Un salarié dispose de deux recours possible.

Il peut se syndiquer pour tenter de compenser ce rapport de force qui lui est défavorable, en se mobilisant avec son syndicat il peut espérer défendre ou améliorer son salaire et ses conditions de travail, mais il n'est pas à l'abri d'une fermeture ou d'un plan

de licenciements ou même d'une baisse de salaire et une nette détérioration de ses conditions de travail, c'est le sens des dernières mesures annoncées par Sarkozy, dans tous les cas de figure, sa situation demeurera précaire.

Quant à ses revendications sociales qui ont un caractère collectif, elles ne pourront pas être satisfaites par le biais du syndicalisme car elles sortent du cadre de l'entreprise et relèvent du législatif, des institutions, de la Constitution, elles se situent sur le plan politique, c'est donc sur ce plan qu'il lui faudra agir pour espérer les voir satisfaites un jour.

Son second recours consiste donc à s'engager sur le plan politique, ce qui lui permettra d'envisager également d'en finir une fois pour toute avec la précarité, avec ces rapports sociaux de production qui lui sont défavorables.

Cela concerne la totalité des travailleurs manuels et intellectuels des secteurs publics et privés.

Vous voyez qu'il est possible de décrire très simplement la situation à laquelle sont confrontés la totalité des travailleurs, s'agissant des fonctionnaires, on remplacera le patron par l'Etat des patrons, antithèse de l'Etat des travailleurs. Ce qui est important dans une démonstration de ce genre, c'est que chaque travailleur s'y reconnaisse ou se dise : c'est bien ainsi que les choses se passent, je peux en témoigner, etc. Si maintenant on veut les aider à comprendre comment fonctionne le capitalisme et la société à partir d'une lecture du *Capital* de Marx ou à travers de grands discours, on aura tout faux.

Ce qui ressort nettement de ces rapports, c'est que les travailleurs ne disposent d'aucun pouvoir, ils subissent la dictature du capital.

Mais bon, j'ai l'impression de prêcher dans le désert ! J'ai dû mettre moins de 30 minutes pour écrire ces lignes, d'un jet pratiquement.

C'est plutôt cela qui est désespérant à la longue plutôt que la situation en elle-même. C'est sans doute pour cette raison que bien des militants ne voient que les aspects négatifs de la situation et finissent par perdre patience ou ne parviennent plus à faire la part des choses, alors que la situation porte en elle sa négation qui ne sera pas forcément une guerre mais une révolution.

Or, avec un tel état d'esprit on ne s'y prépare pas vraiment, on ne met pas vraiment toutes les chances de notre côté, au lieu de saisir la colère qui s'empare de millions de travailleurs, on s'emploie à la minimiser, on ne la prend pas au sérieux, on s'en détourne, pourquoi, parce qu'on a perdu la foi comme dirait Marx, on n'y croit plus, dans quoi : dans les masses, dans le socialisme finalement.

Actualité en titres

Charité bien ordonnée comme par soi-même :

- La patronne de Hewlett-Packard a gagné 16,5 millions de dollars l'an dernier - AFP

Quelle chance ils ont quand même !

- Nicolas Sarkozy en visite dans un centre d'hébergement du Val-de-Marne - AFP

INFOS EN BREF

Politique

1- France

1.1- En famille.

Face à la première secrétaire du Parti socialiste, Martine Aubry, jeudi 2 février sur France 2 dans l'émission "Des paroles et des actes", François Fillon s'est appliqué à tordre le cou à ce qu'il appelle une "*contrevérité*" de la gauche. "*Aucun cadeau n'a été fait aux riches, a-t-il assuré. Je suis blessé quand j'entends qu'on a baissé les impôts sur les plus riches.*"

Sur ce sujet, il a renvoyé la gauche à ses propres responsabilités : "*Quand vous étiez ministre, le capital était imposé à dix points de moins que ce qu'il est aujourd'hui*", a-t-il lancé à Mme Aubry. Il a également rappelé qu'"*en 2000, Laurent Fabius a abaissé la fiscalité des stock-options*".

M. Fillon, a expliqué qu'"*on ne peut pas dire que nous n'avons rien fait sur les paradis fiscaux*". "*Nous avons pris des décisions que vous n'avez jamais prise, a-t-il expliqué. Sur les stocks-options, nous avons mis en place une fiscalité très lourde.*" "*Il y a une grande injustice dans la présentation du Parti socialiste*", a-t-il conclu. (lemonde.fr 03.02)

Il n'a pas eu besoin de baisser les impôts des plus riches, ils les déclarent dans un paradis fiscal : la Suisse ! (lire l'article dans le site *Les familles françaises les plus riches exilées en Suisse*).

Nous conservons à l'esprit que Mitterrand fit flamber la Bourse satisfait de sa politique conforme aux intérêts des actionnaires du CAC 40. Depuis, par le biais d'exonérations et d'arrangements fiscaux le taux réel d'imposition des entreprises du CAC 40 tourne autour de 10%... au mieux, car dans le cas de Total c'est encore plus fort, non seulement cette entreprise ne paie pas d'impôt sur les bénéfices, mais en plus elles bénéficient des mêmes avantages que les autres entreprises, autrement son taux d'imposition est négatif ! Total réalise des bénéfices, ne paie pas d'impôt dessus, bénéficie d'avantages (exonérations de cotisations sociales) pour réaliser encore plus de bénéfices, et cerise sur le gâteau, au titre de la recherche empoche de l'argent de l'Etat, du contribuable.

1.2- UMP-FN unis !

Le ministre de l'intérieur aurait ainsi abordé dans son intervention la place de la civilisation française: "*Nous devons protéger notre civilisation*" a-t-il affirmé avant d'ajouter: "*contrairement aux socialistes, je pense que toutes les civilisations ne se valent pas.*" Des propos "qui n'auraient pas du quitter le huit clos de cette salle de l'Assemblée nationale. La presse est toujours interdite par l'UNI lors de cette "*convergence annuelle*", rappelle le site.

Ces propos, rapportés par un site internet lié à une école de journalisme de Paris, « Fréquence ESJ »,auraient été tenus samedi à l'Assemblée nationale lors d'une réunion à huis clos avec le syndicat étudiant UNI, liée à la droite radicale. Tristan Maupoil, rédacteur en chef du site, assure par ailleurs que plusieurs militants de l'UNI lui ont confirmé ces propos.

Une chose est sûre: la droite de gouvernement s'est visiblement sentie comme chez elle à la réunion de l'UNI. A commencer par un vieux routier de la droite décomplexée, Eric Raoult, responsable de l'UNI Paris I et Paris Assas en 1979...

La thématique de la civilisation a toujours été l'un des sujets fétiches du FN. (liberation.fr 04.02)

2- Egypte

Des affrontements ont opposé samedi pour le troisième jour consécutif au Caire la police à des manifestants qui persistent à réclamer le départ du pouvoir militaire, accusé d'inaction face aux violences ayant fait 74 morts après un match de football.

Au Caire, des colonnes d'épaisse fumée s'élevaient au-dessus des ruelles menant au ministère de l'Intérieur, où les manifestants ont lancé des pierres sur les policiers anti-émeutes et où les ambulances ont fait des aller-retours pour évacuer les blessés.

Depuis le début des manifestations et des affrontements jeudi au lendemain du drame du football à Port-Saïd (nord), douze manifestants ont été tuées au Caire et à Suez (est) et 2.532 personnes blessées, dont des policiers et des manifestants, selon le ministère de l'Intérieur.

Certaines victimes sont mortes asphyxiées par les gaz lacrymogènes, selon des sources médicales. Parmi les blessés se trouvent 211 policiers, dont un général qui a perdu un oeil. Selon la chaîne nationale Nile News, un de ses journalistes a également été blessé à un oeil par un tir de chevrotine.

Dans l'après-midi, des manifestants ont essayé de s'interposer entre leurs camarades et la police qui tirait des gaz lacrymogènes et à la chevrotine, mais les affrontements ont repris dans le centre du Caire, à quelques mètres de la Place Tahrir.

En fin de soirée, la situation s'est calmée mais la tension était palpable parmi les centaines de personnes encore dans les rues. (AFP 04.02)

3- Syrie

3.1- La Russie et la Chine ont opposé samedi leur veto lors d'un vote au Conseil de sécurité de l'Onu sur un projet de résolution soutenant le plan de la Ligue arabe qui prévoit la mise à l'écart du président syrien Bachar al Assad.

Les Russes ont fait valoir que la résolution visait Assad mais non ses adversaires armés. Lavrov a estimé que le texte était partial.

Selon les amendements consultés par Reuters, la Russie souhaitait notamment que l'opposition syrienne soit condamnée au même titre que le régime pour les violences. (Reuters 04.02)

3.2- Les Occidentaux et les monarques du Golfe sont choqués par la rebuffade que leur ont infligée la Russie et la Chine au

Conseil de sécurité. Cette amertume prend deux formes : d'une part, les médias déplorent que les grandes puissances se divisent alors que « les massacrent continuent » ; d'autre part, ils accusent Moscou de privilégier ses intérêts stratégiques et commerciaux par rapport aux droits humains. Tous font l'impasse sur la position de Pékin, pourtant tout aussi claire que celle de Moscou, mais qu'ils ne parviennent pas à relier à des intérêts directs.

Certains commentateurs développent des arguments pour convaincre la Russie et la Chine de changer de position. Cependant, ces éditoriaux semblent plus destinés à montrer aux lecteurs occidentaux que l'on a tout tenté en vain. En effet, les arguments choisis ne peuvent qu'être mal ressentis par leurs destinataires : ces commentateurs leur reprochent de manquer de principes, alors que c'est précisément au nom de leurs principes que Russes et Chinois ont posé leur veto.

En définitive, tout laisse à penser qu'après avoir envisagé ces derniers jours de déchaîner les foudres de l'OTAN, les Occidentaux ne souhaitent pas risquer un conflit mondial et préfèrent clore le dossier. Si cette interprétation devait se confirmer, il leur resterait à mettre en scène cette sortie de crise pour éviter qu'elle n'apparaisse comme une reculade, illustrant la fin de leur domination unipolaire.

- Dans Le Monde, Christophe Ayad prend au pied de la lettre les confessions vidéos des cinq ingénieurs iraniens détenus par l'Armée syrienne libre, ce qu'il refuserait de faire pour autre otage détenu dans le monde. Il s'agirait donc de Gardiens de la révolution agissant sous couverture, ce que confirmerait leur tenue vestimentaire et la présence sur la vidéo d'un fusil de sniper. Au passage l'auteur informe ses lecteurs avec quelques semaines de retard de la parution de la « preuve de vie » des otages dans un reportage de Paris-Match (voir notre enquête : « Le fiasco des barbouzes français à Homs », par Boris V.). Christophe Ayad admet que les ingénieurs étaient alors vêtus en civils. Il s'ensuit que leurs vêtements dans la vidéo sont une mise en scène. L'auteur ne relève pas qu'il en est de même pour le fusil Dragonov. En effet, dans le même reportage de Paris-Match, ce fusil est utilisé par des membres de la brigade qui a enlevé les Iraniens.

- Toujours dans Le Monde, Peter Harling de l'International Crisis Group (ICG) observe qu'il est impossible de dire comment évolueront les révolutions arabes. Pour éviter le pire, il convient avant tout, poursuit-il, de diminuer la tension. Par conséquent, ce n'est pas le moment d'attaquer la Syrie. Après celle de Gareth Evans, cette tribune libre est la seconde en trois jours écrite par l'ICG et diffusée par Project Syndicate (deux organisations de George Soros) pour remettre la guerre de Syrie à plus tard.

- La Tribune de Genève assure qu'il faut laisser le temps aux Russes pour qu'ils acceptent un compromis. Une fois l'élection présidentielle passée, Poutine pourrait lâcher el-Assad. Il est donc urgent d'attendre.

- Dans le Diario de Noticias, Lumena Raposo, reprend les imputations d'El Pais : la Syrie aurait libéré un théoricien d'Al-Qaida, Mustafa Setmarian Nasr al-Suri, pour irriter les Etats-Unis.

- L'éditorial du National Post met en garde contre l'engrenage que représenterait une guerre contre la Syrie et préconise d'attendre que le régime tombe de lui-même, ce qui ne saurait tarder. Le quotidien néo-conservateur canadien publie également une lettre d'un président d'université assurant que Bachar el-Assad n'est pas un tyran, mais un réformiste captif de ses généraux. Il serait donc contre-productif de demander sa démission.

- Mona Amami rapporte dans USA Today que le soutien du Hezbollah à l'administration el-Assad est susceptible de lui aliéner une partie de l'opinion publique arabe. La conclusion induite est toujours la même : les États-Unis n'ont pas intérêt à renverser tout de suite le régime syrien.

- Le responsable de la rubrique Iran dans le New York Times, Rick Gladstone, imagine qu'un renversement du président el-Assad aurait de lourdes conséquences pour l'Iran. À la condition que ce changement de régime vienne de l'intérieur.

- De nombreux médias, dont L'Orient-Le Jour, reprennent à leur compte des citations extraites du rapport des observateurs de Ligue arabe, sorties de leur contexte. Ils en concluent que les observateurs étaient incompétents et sans moyens de travail et font l'impasse sur le fond de leur travail.

- Dans une déclaration à L'Orient-Le Jour, le ministre français des Affaires étrangères, Alain Juppé, invite les chrétiens de Syrie à se désolidariser d'un régime qui n'a pas d'avenir. Il y a une certaine maladresse à menacer une communauté confessionnelle en lui offrant de sauver ses intérêts matériels si elle renie ses principes.

- Michael Young s'interroge dans le Daily Star : pour faire usage de leur veto, les Russes regardent-ils les mêmes télévisions que nous ? La réponse qui ne lui vient pas à l'esprit est évidemment, les Russes ont d'autres sources d'information et par conséquent une autre vision des événements.

- La presse chinoise consacre de gros titres au veto, soulignant que Beijing défend des principes fondamentaux (souveraineté des peuples, non-ingérence dans les affaires intérieures) selon l'esprit et la lettre de la Charte des Nations-Unies dont les Occidentaux font peu de cas. (Réseau Voltaire 02.02)

3.3- La presse occidentale et du Golfe maintient le cap que la Maison-Blanche lui a fixé depuis l'affrontement qui a opposé les membres de l'OTAN à la Chine et à la Russie au Conseil de sécurité. Chacun attendu la réunion suivante en se ménageant une porte de sortie. Contrairement à l'habitude, lorsque le Bureau des communications globales tente de créer un consensus autour d'un argumentaire, les éditorialistes ont une conclusion qu'ils doivent démontrer par eux-mêmes.

Le ton est donné par un éditorial du conservateur Charles Krauthammer du Washington Post, largement reproduit aussi bien par la presse US que par des journaux européens et du Golfe. Après avoir comparé en importance la chute possible de Bachar el-Assad à celle du Mur de Berlin –la première ouvrant la voie à la fin de l'Iran comme la seconde avait scellé le sort de l'URSS–, et avoir tenu un discours martial, l'auteur préconise… de renforcer les sanctions. Les grandes victoires viendraient d'elles-mêmes à qui sait attendre.

- Dans Le Figaro, Georges Malbrunot dresse un portrait élogieux de Burhan Ghalioun, président du Conseil national syrien, et de Haytham Manna, président du Comité national de coordination, mais c'est pour mieux souligner leur division et leur absence de représentativité populaire.

- De nombreux quotidiens reproduisent une dépêche de l'AFP écrite à l'occasion du 30e anniversaire du massacre de Hama. Ce qui caractérise ce texte, c'est l'absence de contextualisation (il ne s'agissait pas de la répression d'un parti politique, mais du rétablissement de l'ordre durant une tentative avortée de coup d'État des Frères musulmans, ce sont donc ces derniers qui ont provoqué les violences), et l'amalgame avec la situation actuelle (cette fois les putschistes sont appuyés financièrement et militairement par les monarchies absolues du Golfe).

- La Tribune de Genève reprend à son compte les commentaires de Foreign Policy sur le rapport des observateurs. Ils ignorent le contenu des observations et se concentrent sur les remarques relatives aux observateurs démissionnaires qu'ils extrapolent abusivement à leurs collègues. Il s'agit de faire accroire que l'ensemble des observateurs seraient incompétents et que, par conséquent, le contenu de leurs observations ne mériterait aucune attention.

- Le Diario de Noticias compare Asma el-Assad à Lady Macbeth. Comme le personnage shakespearien qui sombre dans la folie après avoir commis un meurtre, l'épouse du président serait emportée par le flot des crimes imputés à son époux.

- Divers journaux dénoncent les ventes d'armes russes à la Syrie. Defence Technology International indique que Moscou a livré à Damas deux ensembles Yakhonts de 18 camions lanceurs, équipés chacun de deux missiles supersoniques capables de couler des navires jusque dans le port d'Haifa.

- Le directeur adjoint des pages éditoriales du Washington Post, le belliciste Jackson Diehl, met en garde contre le bluff de Mme Clinton : les déclarations sur la chute imminente du régime syrien ne convainquent pas les Russes et, au contraire, les renforcent dans leur analyse que les Occidentaux n'ont pas de stratégie.

- Le Jerusalem Post et quelques autres se donnent du courage en annonçant que l'Armée syrienne libre se renforce en nombre et en armement. Mais ces articles ne peuvent être illustrés que par des photos montrant tout au plus quelques combattants.

- L'universitaire syrien Marwan Kabalan attire l'attention des lecteurs de Gulf News sur l'inquiétude russe face au rôle que les USA font jouer à la Turquie. Moscou ne veut pas qu'Ankara devienne le gendarme du Moyen-Orient ce qui raviverait ses ambitions dans le Caucase et en Asie centrale.

- The Saudi Gazette reproduit le script de l'entretien accordé par le secrétaire général de la Ligue arabe, Nabil Al-Arabi, à CNN. Al-Arabi ne croit pas à une intervention militaire internationale dans la mesure où la Syrie a une armée forte et où son territoire ne recèle pas d'hydrocarbures. Personne ne prendra le risque d'un conflit coûteux sans perspective de retour sur investissement. (Réseau Voltaire 04.02)

Economie

Etats-Unis

La Securities and Exchange Commission (SEC) a fait preuve d'une étrange mansuétude avec, par exemple, JPMorganChase, Goldman Sachs ou Bank of America...

Même si la SEC a intensifié ses enquêtes de Wall Street dans la dernière décennie, l'agence a à plusieurs reprises permis aux plus grandes entreprises d'éviter des peines spécifiquement destinées à s'appliquer aux cas de fraude.

Par l'octroi de dérogations, la SEC a laissé des géants financiers comme JPMorganChase, Goldman Sachs et Bank of America continuer à avoir des avantages réservés aux entreprises les plus fiables. Il est donc toujours aussi facile pour eux de

lever des fonds auprès d'investisseurs, par exemple, d'éviter la responsabilité contre les poursuites si ils se trompent dans leurs prévisions financières.

Une analyse des enquêtes de la SEC, portant sur la dernière décennie, par le New York Times montre que, dans près de 350 cas, l'agence a donné aux grosses institutions de Wall Street et à d'autres institutions financières des passes droits évitant les sanctions. Cela comprend aussi des dérogations à ces entreprises de procéder à des ventes d'obligations et de gérer des fonds communs de placement.

JPMorganChase, par exemple, a été cité dans six cas de fraude au cours des 13 dernières années, dont une portant sur 228 millions de dollars l'été dernier. La compagnie a néanmoins obtenu au moins 22 dérogations. Bank of America et Merrill Lynch, qui ont fusionné en 2009, se sont rendu coupable de 15 cas de fraudes et ont reçu au moins 39 dérogations.

Seule une douzaine de sociétés (Dell, General Electric et United Rentals, entre autres) ont du subir les foudres de la SEC après l'émission d'informations trompeuses au sujet de leurs entreprises. Citigroup a été la seule grand banque de Wall Street a en faire partie. En 11 ans, six cas de fraude ont été découverts et elle a reçu 25 dérogations avant de perdre la plupart de ses privilèges en 2010. (Atlantico.fr 04.02)

Haut de page

Le 6 février

CAUSERIE

A propos du site

En janvier 2012.

Visites : 3 078, moyenne : 99,29 par jour ; Téléchargements : 3 622, volume 1,24GB.

Actualité en titres

A vendre.

- La Chine va-t-elle racheter l'Europe? - 20minutes.fr

- Goldman Sachs veut croître en Europe - Reuters

INFOS EN BREF

Politique

Grèce

Georges Papandreou, Antonis Samaras et Georges Karatzaferis - respectivement leaders du parti socialiste, de la Nouvelle Démocratie (droite) et du Laos (extrême droite), représentés au sein du gouvernement de coalition grec, se retrouveront lundi pour tenter de trouver un accord politique sur les réformes demandées par les bailleurs de fonds du pays à qui la Grèce doit donner une réponse rapide si elle veut éviter un défaut de paiement en mars.

Ils ne sont pas parvenus dimanche soir à surmonter leurs objections aux nouvelles mesures d'austérité demandées par l'Union européenne et le Fonds monétaire international et à s'engager publiquement à appliquer les impopulaires réformes, condition demandée pour débloquer un nouveau prêt d'au moins 130 milliards d'euros.

Aucun accord global n'a été trouvé au terme de cinq heures de réunion. Le Premier ministre Lucas Papademos a indiqué que la réunion reprendrait lundi.

Il a néanmoins fait valoir les avancées. Selon lui, un consensus a été trouvé sur des mesures destinées à réduire les dépenses publiques de 1,5 point de PIB, sur la mise en place de réformes permettant d'abaisser les coûts de production (salariaux et non salariaux) et destinées à relancer la compétitivité, et enfin sur un schéma de recapitalisation des banques, prévoyant

des mesures destinées à sauvegarder l'intérêt public ainsi que l'autonomie opérationnelle des banques.

A leur sortie, les deux leaders de droite n'ont cependant pas mâché leurs mots sur le contenu des réformes qu'on leur demande d'avaliser.

La troïka "*demande encore plus d'austérité, que le pays est incapable de supporter*", a déclaré le leader de la Nouvelle Démocratie (droite) Antonis Samaras. "*Je me bats pour empêcher ça*", a-t-il dit.

Le leader d'extrême-droite Georges Karatzaferis a fait valoir qu'il ne voulait "*pas contribuer à l'explosion d'une révolution*" en acceptant les mesures demandées, qui comporteraient selon la presse un abaissement de 20% du salaire minimum mensuel, actuellement à 750 euros.

Or le temps presse: Athènes doit rembourser 14,5 milliards d'euros de prêts le 20 mars, faute de quoi le pays sera en cessation de paiements. Et samedi soir, le ministre des Finances Evangélos Vénizélos avait estimé que les négociations devaient se conclure dimanche soir pour que la Grèce puisse éviter la banqueroute à cette date-là.

Les opposants aux réductions salariales font valoir qu'elles vont exacerber la récession en Grèce, où le PIB devrait chuter de 6% en 2011.

Le FMI tout particulièrement insiste sur des mesures de compression salariale dans le secteur privé pour relancer l'économie via un gain de compétitivité.

Poul Thomsen, chef de mission du FMI en Grèce a notamment plaidé cette semaine pour une réduction du salaire minimum, chiffon rouge pour les syndicats, affirmant qu'à 751 euros brut par mois il était supérieur de 35% à celui du Portugal et de 20% à celui de l'Espagne.

Devant l'opposition des partis aux demandes de la troïka, le Premier ministre Lucas Papademos aurait menacé de démissionner au début du week-end, selon des rumeurs de presse, non confirmées par son porte-parole.

Les demandes de la troïka portent aussi sur la poursuite des réductions d'effectifs dans le secteur public, la mise en place d'une grande réforme fiscale et d'une réforme de la justice notamment.

La Commissaire européenne à la pêche Maria Damanaki, de nationalité grecque, a déclaré à l'hebdomadaire To Vima que le pays était sur une "*voie désastreuse*".

"*Nous parlons beaucoup et faisons peu. Nous acceptons des calendriers que nous ne tenons pas. Nous avons ainsi créé l'image d'un état systématiquement pas fiable*" a-t-elle dit. (AFP 05.02)

On sait qu'en cas de faillite de l'Etat grec, ce sont principalement les banques américaines et accessoirement allemandes qui sont visées car elles détiennent les CDS, ces garanties sur les obligations d'Etat...

Economie

Grande-Bretagne

Le directeur général de la banque Barclays, Bob Diamond, devenu un symbole en Grande-Bretagne des excès de la finance, pourrait toucher un bonus compris entre 2 (Sunday Times) et 3 (Sunday Telegraph) millions de livres (entre 2,4 millions et 3,6 millions d'euros), selon la presse britannique de dimanche.

La banque britannique, qui doit annoncer vendredi ses résultats annuels, va enregistrer un bénéfice 2011 avant impôts de 6 milliards de livres (7,2 milliards d'euros) indique également le Sunday Telegraph, citant des analystes.

Un résultat à peu près comparable à celui de 2010 (bénéfice avant impôt de 6,06 milliards de livres, bénéfice net de 3,56 milliards de livres).

En 2011, Bob Diamond s'était vu accorder un bonus annuel de 6,5 millions de livres (environ 7,6 millions d'euros). Surnommé par la presse britannnique "*le banquier aux 100 millions de livres*" pour avoir été un grand bénéficiaire de bonus avant la crise financière, il avait renoncé à son bonus en 2009. (AFP 05.02)

Etats-Unis

La directrice générale du groupe informatique américain Hewlett-Packard a gagné quelque 16,5 millions de dollars en 2011, dont 16,1 millions en actions, selon des documents remis vendredi soir aux autorités boursières, la SEC.

Meg Whitman, qui ne reçoit qu'un salaire symbolique d'un dollar depuis qu'elle a pris ses fonctions en septembre dernier, a reçu diverses compensations de quelque 370.000 dollars en numéraire, notamment pour couvrir ses frais de déplacements.

Son prédécesseur Leo Apotheker, débarqué en septembre après moins d'un an à la tête du groupe, a touché 30,4 millions de dollars, dont 780.000 dollars de salaire, un bonus de 6,4 millions et 17,6 millions en actions, précisent ces documents remis à la SEC pour être approuvés par les actionnaires lors de l'assemblée générale annuelle prévue le 12 mars. (AFP 05.02)

Chine

Les sociétés chinoises ont récemment multiplié les rachats d'entreprises en Europe, dans des secteurs très divers comme l'eau, l'énergie ou les yachts de luxe, des investissements plus attractifs que les obligations d'Etat en pleine crise de la dette.

Ces acquisitions tous azimuts sont décidées sur de purs critères de rentabilité sans cibler un secteur en particulier et cadrent avec la volonté de Pékin de diversifier le portefeuille d'actifs chinois à l'étranger.

"*En cette période de grandes tensions économiques et financières, il y a assurément quelques bonnes affaires pour les entreprises chinoises pleines de liquidités*", selon Alistair Thornton, analyste chez IHS Global Insight à Pékin.

Sany, le géant chinois des engins de chantier pour BTP, a ainsi annoncé il y a une semaine le rachat de Putzmeister, un fleuron de la technologie allemande dans ce secteur, pour environ 500 millions d'euros, selon une source proche du dossier.

Quelques jours avant, le fonds souverain chinois CIC, riche de quelque 410 milliards de dollars, a annoncé une prise de participation dans la compagnie des eaux britannique Thames Water.

En janvier également, le groupe Shandong Heavy Industry a donné son accord pour reprendre 75% du constructeur italien de yachts de luxe Ferretti, criblé de dettes.

"*Ces sociétés ont signé des contrats stratégiques pour elles, mais ce n'est pas l'entreprise Chine qui orchestre une stratégie d'ensemble*", a expliqué à l'AFP Mark Williams, économiste chez Capital Economics basé à Londres.

"*La plupart des achats récents effectués par la Chine sont en tous points semblables à ceux de n'importe quel grand investisseur*", selon lui.

Confrontées à une concurrence de plus en plus vive sur leur marché intérieur, les entreprises chinoises sont néanmoins poussées à aller chercher des opportunités ailleurs.

Elles profitent aussi de la nécessité pour certains Etats européens de renflouer leurs caisses, comme dans le cas de China Three Gorges qui a acquis en décembre 21,35% de Energias de Portugal pour 2,7 milliards d'euros.

Le géant chinois du fret maritime, Cosco, qui opère déjà deux terminaux sur le port du Pirée en Grèce, a également manifesté son intérêt pour accroître ses affaires dans ce pays au bord de la faillite.

Les achats chinois sont enfin facilités par des emprunts à faible taux d'intérêt offerts par les banques d'Etat.

Le montant total des acquisitions chinoises reste toutefois largement en deçà de celui d'autres puissances économiques comme les Etats-Unis ou le Japon, relativise Jonathan Holslag, chercheur à l'Institut d'études sur la Chine contemporaine de Bruxelles.

"*En incluant Hong Kong, la Chine a peut-être investi environ 40 milliards de dollars en Europe depuis 2007... mais cela ne représente qu'1% à 2% du total des investissements*" étrangers sur ce continent, selon lui.

La Chine détiendrait pour plus de 550 milliards de dollars de dette souveraine européenne. (AFP 05.02)

Haut de page

Le 7 février

CAUSERIE

Nationaliste et social-patriotisme au programme du M'PEP

Par le Mouvement politique d'éducation populaire (M'PEP), le 6 février 2012. (http://www.m-pep.org/spip.php?article2506)

Les militants de gauche auront été probablement traumatisés à la lecture du sondage publié dans le journal L'Humanité du 3 février 2012. On y apprend que les intentions de vote en faveur de Marine Le Pen atteignent 25% chez les sympathisants de FO, 22% chez les sympathisants de la CGT (à égalité avec Jean-Luc Mélenchon), 13% chez les sympathisants de Sud.

La gauche a peur d'évoquer franchement certains thèmes comme la sortie de l'euro, le protectionnisme, le démantèlement de l'Union européenne, produire et acheter français, la démondialisation... Ce sont les axes politiques que le M'PEP défend. Pour autant, le M'PEP et le Front national disent-ils la même chose puisque ce dernier, apparemment, utilise également ce vocabulaire ? En réalité, la souveraineté nationale est un principe politique qui peut-être invoqué pour mener une politique de gauche, de droite ou d'extrême droite. Il ne faut donc surtout pas l'abandonner au Front national. Le M'PEP est un mouvement qui est pour la souveraineté populaire et nationale, car seule l'application de ces deux principes permettra de mener de véritables politiques de gauche.

(Non, ce sera la révolution socialiste liquidant les institutions de la Ve République et élevant la classe ouvrière au rang de classe dominante, donc disposant de tout le pouvoir (dictature du prolétariat), qui seule permettra de s'attaquer aux fondements du capitalisme et de mener une politique conforme aux besoins des masses exploitées.

Rappelons que la Constitution de la Ve République revendique également l'exercice de la "*souveraineté populaire*" et se veut le garant de la "*souveraineté nationale*". Quand on a réellement pour objectif la liquidation de la Constitution et des institutions, on ne peut pas reprendre à son compte le cadre qui sert à la légitimer aux yeux de la population, alors qu'il ne sert qu'à perpétuer sa soumission à l'ordre établi. -ndlr)

La question de la souveraineté nationale, posée à travers la « construction » européenne, le dogme libre-échangiste et la mondialisation, clive le paysage politique français autant que la différence droite-gauche, mais selon un axe transversal à celui-ci. Les mouvements qui se présentent comme favorables à la souveraineté nationale, à droite (DLR, UPR, FN…), à gauche (M'PEP, MRC, POI, PRCF…), ou hors de ce clivage (NAR…), évoquent la restauration de la souveraineté nationale pour permettre à la France de reprendre son destin en main.

(La "*France*" sans distinction de classes, c'est apporté son soutien à l'ordre établi que l'on prétend combattre. -ndlr)

(Ensuite le M'PEP vend la mèche. -ndlr)

(après avoir exposé un certains nombre de mesures économiques et sociales -ndlr) Si ces mesures sont une nécessité, elles ne sont pas une finalité. Pour la gauche, elles ne sont qu'une étape parmi d'autres pour rompre avec l'ordre libéral et avec le capitalisme.

(Sauf que c'est là prendre le problème à l'envers et dévoiler les véritables intentions politiques des dirigerants du M'PEP : au total ils exposent 27 mesures qui ne seront jamais appliquées parce qu'il n'y figure pas la liquidation de la Constitutions et des institutions de la Ve République, préalable incontournable avant pour pouvoir s'attaquer au capitalisme.

C'est ignorer que c'est la Constitution qui fixe le cadre (juridique) légal dans lequel s'exerce les rapports sociaux de production en faveur des capitalistes et au détriment des travailleurs, à travers les institutions qui ont précisément cette fonction, elles servent à légitimer le capitalisme, la Constitution fixe ces rapports (déjà existants, les institutions s'emploient à les entretenir, à les protéger, à les pérenniser, il est dès lors facile de comprendre que si on ne fait pas sauter ce cadre, il sera impossible de remettre en cause les fondements du capitalisme, un gosse de 10 ans pourrait le comprendre du premier coup en lui expliquant aussi simplement, notez bien sans rien renier ou ajouter à la réalité, en s'y conformant strictement.-ndlr)

(Leur gauche n'est pas la nôtre, vous allez comprendre tout de suite pourquoi. -ndlr)

La gauche veut mettre fin à la guerre économique – dont les responsables sont les détenteurs de capitaux et les victimes les salariés – pour lui substituer un système de coopération entre les nations.

(On retrouve le même argumentaire qu'au POI, il manque le mot "*libre*", des "*nations libres*", qui ne seraient pas libérées du capitalisme, une nouvelle mouture du socialisme dans un seul pays en quelques sortes chère à Staline. Non, la guerre économique fait partie intégrante du capitalisme, elle ne prendra fin qu'avec lui et non par une "*coopération entre les*

nations" demeurées capitalistes. - ndlr)

(Pourquoi ne peuvent-ils pas aller plus loin dans leur analyse ? Parce qu'ils n'en ont jamais eu l'intention. -ndlr)

Au cours des trente dernières années, la gauche a désinvesti le principe politique de la souveraineté nationale. Ce désinvestissement correspond au « tournant de la rigueur » opéré par le gouvernement Mauroy - c'est-à-dire au moment de la conversion du Parti socialiste au libéralisme en 1982-1983.

(Voilà un regret qui tombe à point. Pour eux cette "*conversion*" daterait de 1982-1983, ce qui signifie que précédemment le PS défendait "*le principe politique de la souveraineté nationale*" de la même manière que le général-président de Gaulle, Pompidou ou Giscard, donc qu'il était déjà sur la même longueur d'onde que la réaction. Rien de changer en somme, sauf que le M'PEP ne s'en rend pas compte, normal à cette époque le PC défendait lui aussi "*le principe politique de la souveraineté nationale*" en guise d'internationalisme ! -ndlr)

Le principe d'une « gouvernance » économique supranationale permettant la mise en œuvre des dogmes libéraux était en effet incompatible avec le maintien de la souveraineté politique des nations. Un principe pourtant défendu historiquement par la gauche !

(Faux ou plutôt la "*gauche*" tel un caméléon s'est adaptée au fil du temps aux besoins des capitalismes, à l'évolution du capitalisme mondiale... Par ailleurs, l'Union européenne n'était qu'un moyen comme un autre et plutôt un bouc émissaire commode pour arriver à ses fins. Ils ont opté pour ce schéma, ils auraient pu parvenir au même résultat Etat par Etat, à l'exception du dernier référendum (2005), c'est bien Etat par Etat qu'ils ont avancé pendant plus de 45 ans en soumettant leurs mesures ou traités dans chaque pays au référendum ou en procédant pas la voie parlementaire, non, dites-moi si je me trompe.

Actualité en titres

Un soutien de poids...

- Merkel vient soutenir Sarkozy à Paris en pleine campagne présidentielle - AFP

... ou un boulet !

- L'atout Angela Merkel pourrait-il se révéler être un boulet pour Nicolas Sarkozy… - Atlantico.fr

Ah l'ordre ! Sarkozy vite !

- Pour François Hollande, «*Claude Guéant ferait mieux de s'occuper de sécurité*» - 20minutes.fr

- Hamon demande à Sarkozy de se déclarer candidat "*le plus vite possible*" - AFP

Pression...

- Nicolas Sarkozy et Angela Merkel mettent la Grèce sous pression - Reuters

... décompression

- La Grèce se prépare à une nouvelle grève générale contre l'austérité - Liberation.fr

Rien ne va plus...

- «*La désillusion des classes populaires est à la mesure des espérances*» Liberation.fr -

... mais non, mais non :

- Psychologie positive, le bonheur à portée de main - LeMonde.fr

Va-t-en-guerre. Intoxication massive

- Syrie : les Etats-Unis ferment leur ambassade à Damas - Liberation.fr

- Londres rappelle son ambassadeur à Damas - Reuters

- Syrie: Juppé reçoit le chef du CNS et parle avec des responsables arabes - AFP

- Washington renforce les sanctions contre l'Iran - Liberation.fr

- Pentagone : la hiérarchie militaire syrienne subit des défections '*notables*' - LeMonde.fr

INFOS EN BREF

Politique

1- Roumanie

Le chef des services de renseignement roumains, Mihai Razvan Ungureanu, a été désigné lundi Premier ministre en remplacement d'Emil Boc, qui a démissionné sur fond d'impopularité croissante face aux mesures d'austérité.

"*La variante sur laquelle la coalition au pouvoir est tombée d'accord est de nommer Mihai Razvan Ungureanu au poste de Premier ministre désigné*", a déclaré le président roumain Traian Basescu dans une allocution.

"*La première priorité du nouveau gouvernement sera de rétablir graduellement le pouvoir d'achat des Roumains qui ont payé la facture des mesures de stabilisation macroéconomique*", a indiqué le président, alors que des milliers de Roumains avaient manifesté dans la rue leur mécontentement durant le mois de janvier.

M. Ungureanu, un historien de 43 ans, qui fut ministre des Affaires étrangères entre 2004 et 2007, va disposer de dix jours pour former sa nouvelle équipe et obtenir la confiance au Parlement.

Les bailleurs de fonds ont loué dimanche les réformes réalisées par le gouvernement d'Emil Boc.

Pour obtenir un prêt de 20 milliards d'euros en 2009, en pleine récession, M. Boc avait appliqué une cure d'austérité drastique en taillant les salaires du secteur public de 25%, gelant les retraites, et supprimant des dizaines de milliers de postes de fonctionnaires, ce qui avait provoqué une chute dramatique du niveau de vie.

Le salaire moyen en Roumanie est de 350 euros.

Confronté à une dramatique chute de popularité en raison de ces mesures, M. Boc a préféré jeter l'éponge lundi pour "détendre la situation politique et sociale du pays". (AFP 06.02)

2- Egypte

Un manifestant a été tué lundi 6 février au cours de la cinquième journée consécutive d'affrontements entre policiers et manifestants au Caire, en Egypte, où des militants ont appelé à la désobéissance civile.

La mort du manifestant à l'aube, rapportée par le ministère de la santé, porte à 13 le nombre de morts depuis le début jeudi des violences.

Les affrontements, qui s'étaient poursuivis durant la nuit avant de s'interrompre dans la matinée, ont repris en début d'après-midi, avec des échanges de pierres entre forces de l'ordre et protestataires. Les rues autour du ministère de l'intérieur étaient couvertes de fumée, la police tirant régulièrement des gaz lacrymogènes, selon un journaliste de l'AFP. Selon des témoins, la police a également tiré à la chevrotine contre les manifestants dans des rues proches de la place Tahrir menant au ministère.

De jeunes prennent part aux manifestations devant le ministère de l'intérieur au Caire, le 6 février 2012. (lemonde.fr 06.02)

3-Syrie

La réunion du Conseil de sécurité a été précédée d'une puissante campagne de presse visant à décourager la Russie de soutenir la Syrie. Elle s'articule autour de deux thèmes :

- Le régime torture des enfants, assure Human Rights Watch (HRW) ;

- Le régime est responsable de « l'horrible massacre », cette expression toute prête désignant l'assassinat de plus de 200 personnes à Homs.

Le rapport de HRW ne comporte aucun nom de victime. Il ne donne aucune mobile aux tortures qu'il rapporte. Il impute aux tortionnaire d'exiger que leurs victimes abjurent leur foi et adore Bachar el-Assad, ce qui est un classique de la littérature takfiriste accusant les alaouites de ne pas être musulmans. Il donne désigne comme centre de tortures non pas des bâtiments précis, mais des administrations dont certaines ont effectivement pratiqué des tortures dans les années 70-80, c'est-à-dire à l'époque de la dictature.

Les victimes de Homs sont des personnes, civils et militaires, qui ont été enlevées par des groupes armés, à caractère politique ou mafieux, et exécutées. Sur les photos d'agence, on voit plusieurs cadavres les mains ligotées, il ne peut donc s'agir de personnes abattues par des snipers ou tuées par des tirs de mortier au cours d'une manifestation, ainsi que le prétend l'Observatoire syrien des Droits de l'homme (OSDH).

Tous les médias qui accusent l'administration el-Assad d'être responsable de ces crimes utilisent la même expression : « *horrible massacre* », qui joue le rôle d'un slogan. Gulf News évoque « *le choc et l'horreur* », par référence à la technique militaire « *du choc et de la stupeur* ». Il s'agit de crimes dont l'ampleur place les témoins dans une forme d'hébétude qui les empêche à la fois d'analyser la situation et de réagir.

Réagissant spontanément à ces nouvelles, des expatriés syriens auraient attaqué quatre ambassades de leur pays à l'étranger. Les ambassades au Royaume-Uni et au Koweit ont effectivement été saccagées sans que les autorités locales n'interviennent.

- Marie Jego explique dans Le Monde que si la Russie soutient la Syrie, c'est parce qu'elle méprise la vie humaine et que Vladimir Poutine est un produit paranoïaque de la Guerre froide.

- Mani, l'envoyé spécial du Monde à Homs témoigne de ce que « l'horrible massacre » résulte d'un bombardement des forces loyalistes contre le quartier de Khaldiyé. Cependant, sans craindre la contradiction, il admet que des barrages sont tenus dans ce quartier-cible par… les forces loyalistes.

- Georges Malbrunot célèbre dans Le Figaro le 30e anniversaire du massacre de Hama (1982). A la différence de ses confrères, il rapporte le contexte, cependant il s'abstient de rappeler qu'il était alors dans la ville en qualité d'agent de liaison des services secrets militaires français auprès des putschistes.

- A Brême, les Verts allemands lancent une campagne de collecte de fond pour les révolutionnaires syriens, sous le titre « *adoptez une révolution* », explique le Tageszeitung.

- Dans le Corriere della Sera, le journaliste et néanmoins collaborateur de la CIA Guido Olimpio établit un parallèle entre la visite annoncée de Sergey Lavrov à Damas et celle d'Evgueni Primakov à Saddam Hussein (1991). A l'époque, l'envoyé russe avait endormi la confiance du leader irakien pour faciliter l'intervention militaire internationale.

- Dans Il Giornale, la vice-présidente de la Chambre italienne des députés et figure majeure du lobby pro-israélien en Europe, Fiamma Nirenstein, s'inquiète de la banalisation des Frères musulmans.

- Dans ABC, Daniel Iriarte s'interroge sur mystère Asma el-Assad. La première dame, qui a fait si belle impression en Europe, peut-elle être complice de son criminel de mari, ou est-elle sa prisonnière ?

- Le Sunday Telegraph affirme que la Syrie a relâché le cerveau des attentats du 7 juillet 2005 à Londres. D'origine syrienne, Mustafa Setmarian Nassar aurait été un des compagnons d'Oussama Ben Laden. Il a déjà été inculpé pour complicité dans les attentats du 11 septembre 2001 aux USA, pour ceux de 2004 à Madrid et ceux de 2005 à Londres. Enlevé par les Etats-Unis, il aurait été séquestré à Guantanamo ou à Diego Garcia, puis extradé en Syrie, ce que rien ne permet de confirmer, et récemment relâché.

- Le Times of India indique que New Delhi a cessé de supporter Damas lorsqu'il a considéré que la théorie d'une subversion infiltrée de l'étranger était une fiction. (Réseau Voltaire 05.02)

4- ALBA

La gauche latino-américaine reste décidément très attachée au principe de souveraineté nationale. Réunis à Caracas à l'occasion de leur XIe sommet, les pays de l'Association bolivarienne pour les peuples de notre Amérique (ALBA) ont applaudi le veto opposé

par la Russie et la Chine à la résolution de l'ONU contre le gouvernement de Bachar Al-Assad. Dans un communiqué publié dimanche 5 février, ils ont condamné les actes de violences "commis contre le peuple syrien par des groupes en armes appuyés par des puissances étrangères", ainsi que "la politique systématique d'ingérence et de déstabilisation" menée par l'Occident.

Créée en 2004 à l'initiative du président vénézuélien, Hugo Chavez, l'ALBA réunit outre le Venezuela, Cuba, la Bolivie, l'Equateur, le Nicaragua et trois petites îles des Caraïbes. Sur une proposition du président équatorien, Rafael Correa, les chefs d'Etat ont par ailleurs menacé de ne pas assister au prochain Sommet des Amériques, si le gouvernement de Raul Castro n'y était pas invité. Le sommet doit réunir en avril en Colombie tous les chefs de l'Etat du continent, y compris Barack Obama. (lemonde.fr 06.02)

5- Etats-Unis

Une enquête menée par le Bureau d'investigation du journalisme (The Bureau of Investigative Journalism), basé à Londres, dénonce des frappes d'avions-cibles américains sur des civils au Pakistan. Les drones de la CIA, destinés normalement à surveiller les talibans présumés qui se cachent dans les zones tribales, au nord-ouest du Pakistan, auraient, à plusieurs reprises, ciblé des sauveteurs qui venaient en aide à des civils touchés par une première frappe selon le New York Times de dimanche.

Le rapport des journalistes du Bureau d'investigation de Londres a été révélé sur le Sunday Times et sur le site du Bureau of Investigative Journalism, quelques jours après le discours du président Barack Obama le 30 janvier dernier, au sujet de la campagne des drones au Pakistan, dans lequel il déclarait que l'action des drones "*n'avait pas causé un grand nombre de pertes civiles*". En réponse à ces déclarations, le rapport dénonce la mort d'au moins 50 personnes tuées alors qu'elles tentaient d'aider des civils qui assistaient à des funérailles.

L'enquête du Bureau qui a commencé l'année dernière, dresse un bilan accablant pour le gouvernement américain. Ainsi, deux-cent soixante frappes auraient été effectuées par des drones américains depuis la prise de fonction du président Obama début 2009. Jusqu'à 535 civils auraient été tués dans des attaques, dont plus de 60 enfants. L'équipe de journalistes fonde les conclusions de son rapport sur des entretiens avec des villageois témoins des frappes, ou encore des blessés ou des membres de la famille des personnes tuées.

Si le gouvernement américain a nié les allégations formulées dans le rapport, il a néanmoins reconnu que plusieurs dizaines de civils avaient été tués par inadvertance. "Pour la plupart, ils ont été frappés car ils ont été affiliés à Al-Qaïda même s'ils ne figuraient pas sur notre liste de terroristes actifs". (lexpress.fr 06.02)

Social

1- France

1.1- Les fossoyeurs du syndicalisme à l'oeuvre. Le patronat comblé !

Les partenaires sociaux ont bouclé lundi des négociations sur la simplification du dispositif de chômage partiel, souhaitée par le gouvernement

A l'issue d'une réunion au siège parisien du Medef, la CFDT, la CFE-CGC, la CFTC et FO ont indiqué qu'elles signeraient ce projet d'accord inter-professionnel, la CGT n'ayant pas encore pris sa décision définitive.

Du côté du patronat, le Medef, l'UPA et la CGPME devraient aussi donner leur aval.

Malgré des désaccords, tous ont souligné la nécessité de faire preuve de pragmatisme en ces temps de crise, le chômage partiel permettant aux entreprises de faire face à des baisses d'activité sans licencier.

Cet accord simplifie l'un des deux systèmes d'indemnisation prévus en cas de chômage partiel: l'Activité partielle de longue durée (APLD), jusqu'à présent moins utilisée que l'allocation classique.

Les entreprises pourront ainsi faire appel à l'APLD pour une période de chômage partiel de deux mois, au lieu de trois mois minimum comme jusqu'à présent.

Par ailleurs, l'Unédic va indemniser le salarié dès la première heure chômée et non plus à partir de la 51e heure. Ainsi l'Etat et l'Unédic indemniseront l'employé à hauteur de 7,23 euros dès la première heure (7,84 euros pour les entreprises de moins de 250 salariés), contre 5,23 actuellement, une aide bienvenue pour l'employeur.

Cet accord "*simplifie le dispositif*", surtout pour les petites entreprises, a indiqué le négociateur de la CFDT Laurent Berger.

"*On est quand même loin de ce que l'on cherchait, à savoir l'unification des dispositifs du chômage partiel*", a regretté de son côté Maurad Rabhi, de la CGT.

De plus, "*à aucun moment dans ce texte, on a pu mettre la contrepartie qui avait été négociée en 2009, qui était la préservation de l'emploi*", a-t-il affirmé.

Lorsqu'une entreprise a recours à l'APLD, elle s'engage à préserver les emplois le double du temps pendant lequel ses salariés ont été au chômage partiel. Par exemple, un employé connaît une inactivité de trois mois, l'entreprise s'engage à le garder au moins six mois.

Cet accord sera expérimenté jusqu'en septembre et une suite lui sera donnée "*au vu du bilan*". Pour le mettre en place, l'Unédic va dégager 80 millions d'euros, qui s'ajouteront aux 40 millions restants d'une enveloppe de 150 millions dédiée au chômage partiel débloquée en 2009.

Ce texte intervient alors que le gouvernement a annoncé la semaine dernière la suppression de l'autorisation administrative préalable.

Jusqu'à présent un employeur qui voulait avoir recours au chômage partiel devait déposer une demande à l'administration qui avait 20 jours pour notifier sa décision. (AFP 06.02)

Sarkozy et Parisot doivent être aux anges pour avoir fait mieux que leurs homologues allemands, ils ont réussi à éviter que la clause de "*la préservation de l'emploi*" soit prévue dans cet accord pourri. Pendant combien de temps encore les dirigeants du POI, du NPA et de LO vont continuer de soutenir cette pourriture de dirigeants syndicaux ?

1.2- A propos du chômage

Quelque 2,565 millions demandeurs d'emploi ont été indemnisés en décembre 2011, un nombre en hausse de 1,1% sur un mois et de 4,2% sur un an, selon des données publiées lundi par Pôle emploi.

Toutes allocations confondues - allocations chômage, formation, et préretraites comprises - le nombre des personnes indemnisées par Pôle emploi a augmenté de 1,3% sur un mois et de 3,9% sur un an.

Ainsi au total, 2,760 millions de personnes ont été indemnisées en décembre 2011, chiffre incluant les 6.000 personnes en préretraite (-1,6% sur un mois) et les 189.700 en formation ou conversion (+4,7%).

Parmi les personnes en formation, 19.900 ont bénéficié du nouveau Contrat de sécurisation professionnelle (CSP) réservé essentiellement aux licenciés économiques. Ce dispositif remplace deux autres, le CTP et la CRP, dont le nombre de bénéficiaires a chuté sur un an de respectivement 36,6% et 38,2% à 7.500 et 40.000.

Le directeur général de Pôle emploi a par ailleurs indiqué dans un entretien au journal Les Echos publié lundi que l'organisme allait recevoir d'ici juin 300.000 chômeurs de longue durée pour leur proposer une "*solution*", de formation notamment.

Comme l'avait souhaité Nicolas Sarkozy lors du sommet social de mi-janvier, "*une solution sera proposée à chacune d'elles pour favoriser le retour à l'emploi, grâce en particulier à un effort important de formation*".

Pour mettre en oeuvre ce plan en faveur des personnes très éloignées de l'emploi, M. Bassères se donne moins d'un mois, "*d'ici au 1er mars*", pour recruter le renfort de 1.000 CDD d'un an répartis dans les quelque 900 agences, également annoncé par le chef de l'Etat mi-janvier. (AFP 06.02)

Ou comment faire baisser artificiellement le nombre de chômeurs. Ils ont l'air plutôt pressé, cela aurait-il quelque chose à voir avec le candidat Sarkozy ?

1.3- Comment faire payer des impôts aux travailleurs les plus pauvres et augmenter ceux qui se situent juste au-dessus?

La mauvaise surprise pourrait concerner 100.000 à 200.000 foyers. Selon Le Parisien-Aujourd'hui en France , des ménages non imposables jusqu'à présent risquent notamment de devoir payer l'impôt sur le revenu cette année. Le responsable est le deuxième plan de rigueur annoncé par le gouvernement au mois de novembre dernier et qui a gelé le barème de l'impôt.

Auparavant, les tranches d'imposition qui servent d'assiette à la taxation, étaient revues chaque année pour tenir compte de l'inflation qui augmente le coût de la vie. En figeant pour deux ans au moins les tranches d'imposition, toutes les personnes dont les revenus ont augmenté en 2011 risquent potentiellement de subir les conséquences de la réforme s'ils se retrouvent avec

des revenus imposables supérieurs à 5963 euros, le seuil de la première tranche à 5,5 %. Pour le gouvernement, les sommes que ces foyers devront acquitter seront relativement faibles car le fisc ne réclame pas le paiement de l'impôt quand celui-ci est inférieur à 61 euros. Le Parisien-Aujourd'hui en France souligne néanmoins que cette soudaine imposition pourrait avoir des conséquences plus graves pour les ménages car beaucoup d'aides comme celles accordées pour la cantine scolaires et les transports sont liées à l'absence d'imposition. Des familles pourraient donc perdre ces avantages.

Autre effet mécanique du gel du barème, d'autres ménages déjà imposés pourraient, eux, franchir le seuil de la tranche supérieure d'imposition et donc devoir payer davantage. Ce surplus d'impôts n'est pas encore visible sur les avis que les contribuables ont reçu en ce début d'année pour payer le premier tiers. La mauvaise surprise viendra en septembre, lors du paiement du reliquat. Selon les calculs du syndicat national unifié des impôts (Snui) cités par le quotidien, les hausses s'étaleront de 1,17 % pour un couple aisé sans enfant à 12,57 % pour un célibataire. Le gouvernement attend en tout cas 1,7 milliard d'euros supplémentaires de rentrées fiscales pour 2012 et le double pour 2013.

Enfin, le plus riches seront également touchés, car le barème de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) a aussi été figé.
Le gouvernement table sur 44 millions d'euros d'ISF supplémentaire en 2012 et 88 millions d'euros de plus en 2013. (lefigaro.fr 06.02)

Vive l'équité et le partage des richesses : 1,7 milliard d'euros supplémentaires ponctionnés aux travailleurs, 44 millions d'euros d'ISF supplémentaire versés par les privilégiés.

1.4- Racket. Hausse du prix du tabac

Le prix du tabac va augmenter de 7,6% au 1er octobre avec le relèvement de la TVA de 1,6 point, combiné à une hausse des prix de 6% prévue antérieurement, selon le ministère de l'Economie. (AFP 06.02)

2- Grèce

Les deux grandes centrales syndicales grecques, GSEE pour le privé et Adedy pour le public, ont affuté leur riposte, en décidant lundi l'organisation d'une grève générale de 24H mardi, assortie d'une manifestation dans le centre d'Athènes à la mi-journée.

Les nouvelles mesures "*sont la chronique d'une mort annoncée (...), l'objectif est de mettre à bas tout le droit du travail et de baisser les salaires de 20 à 30% en plus des coupes déjà opérées*", a déclaré le président de la GSEE, Iannis Panagopoulos.

Avec l'Adedy, la GSEE avait déjà organisé six grèves générales en 2011, sans réussir à faire fléchir les bailleurs de fonds.

L'opposition de gauche, communiste et radicale, est pour sa part montée au front en annonçant des manifestations dès lundi soir. (AFP 06.02)

Brésil

Près de mille soldats et une quarantaine de policiers d'élite ont encerclé lundi le siège du Parlement de Salvador de Bahia (nord-est du Brésil) où s'est retranché un groupe de policiers militaires en grève avec leurs familles.

Selon la presse locale, la grève des policiers militaires --(PM, chargés du maintien de l'ordre au Brésil)-- entamée il y a six jours pour réclamer de meilleurs salaires a entraîné une vague de pillages et de braquages à main armée et au moins 89 homicides, la plupart à Salvador, la capitale de l'Etat, à deux semaines du carnaval qui attire des dizaines de milliers de touristes.

Le dirigeant de la grève, Marcos Prisco, a prévenu lundi que son groupe "*résisterait*" et que "*si l'armée envahissait le bâtiment, il pourrait y avoir une catastrophe*", d'après le site G1 de O Globo.

Lundi matin des proches des grévistes ont tenté de forcer le cordon de sécurité de l'armée mais ont été repoussés avec des balles en caoutchouc, selon des images montrées par la TV Globo News.

Quarante hommes du Commando des opérations tactiques (COT) sont arrivés dimanche soir à Salvador, l'une des douze villes hôtes de la Coupe du monde de football 2014.

Ces policiers d'élite ont onze mandats d'arrêt contre les dirigeants grévistes retranchés dans le parlement.

Les autorités ont ordonné l'arrestation de douze leaders du mouvement de grève, dont l'un a été interpellé dimanche pour "*incitation à la violence, formation de bandes organisées et vol de biens publics*", a indiqué le gouvernement de l'Etat de Bahia.

3.500 militaires de l'armée de terre, de la Marine et de la Force nationale de sécurité ont été envoyés depuis vendredi dans cet Etat pour rétablir la sécurité, à la suite du refus des policiers de mettre un terme à leur grève, déclarée illégale par la justice.

"*Je ne peux pas contrôler la réaction*" des policiers grévistes, a dit le leader des grévistes à G1.

"*Cela pourra être une troupe armée contre un autre troupe armée*", a menacé le leader Prisco.

"*Ce sont des dizaines de policiers armés qui demandent une amnistie (pour les dirigeants grévistes) et qui ont occupé une partie du parlement de Salvador depuis mercredi, quand a commencé la grève*" pour de meilleurs salaires, a expliqué à l'AFP Robinson Almedia, porte-parole du gouvernement de Bahia, le quatrième Etat le plus peuplé du Brésil avec 13,6 millions d'habitants.

La grève, suivie selon les autorités par un tiers des 31.000 policiers, a entraîné une recrudescence des meurtres et des agressions.

En 2001, la police militaire de Bahia avait déjà observé une grève d'une semaine pour réclamer une augmentation de salaires. (AFP 06.02)

Economie

1- France

Le montant des crédits immobiliers accordés par les banques a enregistré un très fort recul en janvier, avec une baisse de 25,7 % par rapport au mois correspondant de 2011, selon une étude de l'Observatoire Crédit logement/CSA publiée lundi 6 février.

D'un mois à l'autre, l'effondrement est en effet brutal : - 49,4 % entre décembre 2011 et janvier 2012 (après déjà une chute de 34,1 % entre décembre 2010 et janvier 2011). "*C'est un coup de massue. La chute est comparable à 2009, au moment de la crise des subprimes américains*", souligne Michel Mouillart, professeur d'économie à l'université Paris-Ouest et expert du secteur.

Pour M. Mouillart, deux décisions spécifiques au secteur s'ajoutent aux "*craintes concernant la montée du chômage, le pouvoir d'achat et le perspectives économiques défavorables*". "*Tout d'abord la forte diminution du taux (de 22 % à 13 %) de l'avantage fiscal pour les investisseurs achetant un logement neuf et, en plus, la suppression du prêt à taux zéro pour les acquéreurs d'habitations anciennes*", explique M. Mouillart.

Pour l'ensemble de l'année 2012, les crédits immobiliers accordés les banques devraient s'élever à seulement 130 milliards d'euros, soit une baisse de près de 20 % par rapport à 2011 (160 milliards), loin du record absolu de 2007 (170,2 milliards), estime M. Mouillart.

Ce renversement de tendance survient après une explosion de ces crédits depuis le début du siècle qui avait contribué à la bonne tenue du marché immobilier en France : 70,8 milliards en 2001, 87,3 en 2003, 143,7 en 2005 et 170,2 en 2007.

Les taux d'intérêt des crédits immobiliers ont continué à monter en janvier 2012 et se sont établis en moyenne à 3,97 % contre 3,94 % en décembre 2011 et 3,86 % en novembre, soit un bond de plus de 70 points de base par rapport au plus bas niveau depuis 1945 (3,25 % en moyenne) atteint en novembre 2010, selon Crédit logement. (lemonde.fr 06.02)

2- Grèce

Un des mécanismes mis en place par le gouvernement grec pour récupérer l'argent que lui doivent certains citoyens a été de publier, au mois de janvier, une liste nominative de plus de 4 000 personnes. Réunies, ces personnes devraient à l'Etat près de 30 milliards d'euros.

Depuis la publication de cette liste, la plupart de personnes arrêtées pour ce motif ont été libérées sous caution ou condamnées à de faibles peines. Près de 500 font encore l'objet d'un mandat d'arrêt.

Le journal grec Ethnos a annoncé, dimanche 5 février, avoir retrouvé l'un des principaux débiteurs de l'Etat grec, un homme qui devrait à lui seul, selon les calculs du ministère des finances, pas moins de 10,8 millions d'euros.

Il s'agit de Stelios Parasyris, un berger crétois de 65 ans, qui possède une cinquantaine de moutons et, assure-t-il, pas beaucoup d'argent.

L'Etat grec affirme que Parasyris a frauduleusement empoché 30 millions de drachmes, soit près de 88 000 euros, en 1995. La somme qu'il doit est obtenue en y ajoutant les amendes, pénalités et autres intérêts. Le berger assure avoir déjà

remboursé l'équivalent de trois fois ce qu'il avait détourné. '*Si tous les gens sur la liste sont aussi pauvres que moi, je ne vois guère d'avenir pour ce pays*', a-t-il déclaré au quotidien. (lemonde.fr 06.02)

L'Etat grec a dégotté le mouton à cinq pattes : le berger bouc émissaire. Au fait, panurge vient du grec panourgos, cela s'adresse à l'Etat grec. Pas étonnant que face aux exigences exorbitantes de la troïka, hier, Panis Béglitis, porte-parole de l'ex-Premier ministre Papandréou ait déclaré qu'il était prêt «*à faire preuve du même sens des responsabilités*» qu'auparavant, nous n'en avons jamais douté, cela vaut pour Hollande évidemment.

3- Brésil

Le Brésil a donné en concession à trois consortiums privés, dont l'un inclut la société française Egis, la gestion de trois aéroports pour la somme record de 14 milliards de dollars (10,7 milliards d'euros), a annoncé lundi la Bourse de Sao Paulo.

Trois consortiums ont obtenu, lors d'une vente aux enchères à la Bourse, la concession sur plus de vingt ans de deux aéroports de l'Etat de Sao Paulo et celle de l'aéroport de Brasilia.

L'entreprise française d'ingénierie Egis, détenue à 75% par la Caisse des dépôts, fait partie du consortium qui a remporté la concession de Viracopos, l'aéroport de Campinas à 120 km de Sao Paulo.

Viracopos a été concédé pour 30 ans au consortium formé par les Brésiliens Triunfo Participações, UTC Participações et le Français Egis, via sa filiale Egis Airport Operation, qui détient une part minoritaire du consortium.

Le trafic aérien au Brésil augmente de 15% par an, a souligné M. Barbier.

La concession de l'aéroport international de Guarulhos (Sao Paulo), le plus important du pays, a été remportée par le groupe formé par la société brésilienne d'investissement Invepar, le constructeur brésilien OAS et l'opérateur sud-africain ACSA (Airports company South Africa), avec une offre de plus de 9,4 milliards de dollars (7,17 milliards d'euros). La concession s'étend sur vingt ans.

L'aéroport de Brasilia a été concédé pour 25 ans au consortium Inframérica Aeroportos, comprenant le Brésilien Engevix et l'Argentin Corporación América pour 2,6 milliards de dollars.

En août, l'aéroport Sao Gonçalo d'Amarante, près de Natal (nord-est), avait été le premier du pays à être privatisé. Il était déjà allé au consortium Inframérica Aeroportos.

Les trois aéroports représentent 30% du trafic passager du Brésil.

Selon le quotidien économique Valor, vendredi dernier, les trois aéroports prévoient un retour d'investissement de 6,46% par an. (AFP 06.02)

4- Japon

Le constructeur d'automobiles japonais Mitsubishi Motors a annoncé, lundi 6 février, qu'il prévoyait d'arrêter de produire des véhicules en Europe, dans son usine de Born, aux Pays-Bas, après 2012. Confirmant des informations divulguées quelques heures plus tôt par la presse, Mitsubishi Motors justifie ce choix par le fait que la conjoncture en Europe n'est pas satisfaisante pour continuer d'y fabriquer des automobiles.

Le groupe, qui assure que "*le marché européen reste important pour lui*", prévoit d'approvisionner le Vieux Continent depuis la Thaïlande et le Japon.

Mitsubishi Motors est le deuxième constructeur d'automobiles japonais à décider la fin de la production en Europe après Daihatsu, une filiale de Toyota, spécialisée dans les petites voitures de moins de 660 cc. (lemonde.fr 06.02)

5- Chine

5.1- La Chine pourrait devenir cette année le premier marché à l'exportation de l'Union européenne, devant les Etats-Unis, a estimé lundi l'ambassadeur de l'UE alors que la demande intérieure doit progresser dans la deuxième économie mondiale.

Les exportations chinoises vers l'UE n'ont progressé que de 14,5% en 2011, contre 25,6% pour les importations, selon les statistiques des douanes chinoises qui montrent toutefois aussi que l'UE continue à accuser un important déficit dans ses

échanges avec la Chine. Celui-ci s'est élevé à 145 milliards de dollars l'an dernier.

L'Union européenne est le premier marché pour les exportations chinoises dans le monde, mais Pékin tente de limiter sa dépendance vis-à-vis des exportations et de stimuler sa demande intérieure, ce qui doit entraîner une hausse des importations. (AFP 06.02)

5.2- Une aggravation de la crise économique en Europe est le principal danger pour la Chine, qui reste très dépendante des variations de la demande mondiale, a indiqué le Fonds monétaire international dans un rapport lundi.

"*L'économie mondiale est dans un état précaire et les risques se sont fortement accrus. Le plus remarquable est celui d'une intensification de la spirale négative entre les pressions sur le financement des Etats et des banques dans la zone euro*", a écrit le FMI dans un rapport sur la Chine.

"Si le risque de volatilité financière émanant de l'Europe devait se matérialiser, cela tirerait la croissance de la Chine à la baisse", a-t-il affirmé.

Dans le pire des cas imaginé dans les prévisions mondiales publiées par le FMI en janvier, la croissance mondiale baisserait de 1,75 point de pourcentage par rapport au scénario le plus probable, et celle de la Chine "*d'environ 4 points de pourcentage*".

Dans son scénario le plus probable, le FMI table sur une croissance de 8,2% cette année pour la deuxième économie mondiale, l'une des plus élevées de la planète. (AFP 06.02)

Haut de page

Le 8 février

CAUSERIE

En raison du séjour en Inde de mon épouse pour une période de trois à quatre mois, pendant cette période l'actualisation du site sera ralentie. Elle arrivera à Pondichéry sur les coups de 3h30 du matin. Il se peut que je rajoute des articles en ligne en fin de journée car je vais veiller tard ou plutôt ne pas me coucher. Si je ne m'endors pas devant l'écran, je préparerai la nuit prochaine la causerie du 9. En réalité, je vis à un rythme effréné et je suis déjà complètement crevé, mais bon, c'est pour la bonne cause...

Adversaire, pas ennemi.

A propos de la polémique sur les dernières sorties de Guéant.

- «*La France est une démocratie, un Etat de droit dans lequel la parole libre ne saurait servir à salir, même un adversaire politique*», selon un communiqué de Matignon. (liberation.fr 07.02)

Rectifions : La France n'est pas une démocratie représentant les intérêts de la majorité de la population ni un Etat de droit dans lequel la parole devrait être libre, car celle de l'ennemi de la classe dominante qu'incarne cet Etat est censurée, baillonnée, mise à l'index et finalement n'a pas droit de citer.

Seuls les partis institutionnels (UMP et PS ainsi que leurs satellites respectifs) peuvent s'exprimer dans les médias nationaux ou à la tribune du Parlement, qui constituent les deux faces de la même pièce à laquelle ils sont tous très attachés, le régime en place.

Par contre les ennemis de ce régime, ceux qui le dénoncent et combattent pour le renverser ne disposent que de leurs faibles moyens pour se faire entendre, autrement dit leur voix est volontairement étouffée comme celle de la vérité sur toutes les questions économiques, sociales ou politiques concernant l'ensemble des masses laborieuses.

Depuis les 3 et 4 août 1914, la social-démocratie et ce qu'il en reste a toujours opté pour la guerre plutôt que pour la révolution, elle a toujours choisi aux moments décisifs de l'histoire le camp du capital contre le camp du travail, le camp de la réaction et de la répression, récemment encore ne comptait-elle pas dans ces rangs (Internationale socialiste) les tyrans Ben Ali et Moubarak, ainsi elle a démontré qu'elle avait délibérément adopté l'idéologie bourgeoise qui dans son développement a donné naissance à la forme moderne de la barbarie, le fascisme et le nazisme.

Et quand les sociaux-libéraux, qui sont les derniers fourvoyeurs de la social-démocratie, refusent d'endosser ce rôle et de

reconnaître leur responsabilité, cela donne lieu à de misérables vociférations, dont celle à laquelle nous avons assisté hier à l'Assemblée nationale sur fond de campagne électorale.

M. Letchimy (PS) doit faire partie de ceux qui soutiennent que les Etats-Unis, Israël et les monarchies du Golfe sont des modèles de démocratie, il a dû soutenir la guerre contre les peuples irakiens, afghans, libyens, comme il doit soutenir le plan de guerre contre la Syrie et l'Iran, Guantanamo ne le gêne pas plus que les prisons secrètes de la CIA en Europe, le sort des Palestiniens non plus, depuis 1947-48 l'Etat sioniste n'a pas respecté une seule résolution de l'ONU, cela non plus ne le gêne pas, par contre l'Iran et la Syrie sont sommés de les appliquer sous peine de se voir bombardés, etc.

On aurait pu évoquer la colonisation, la poursuite de la guerre du Vietnam quand le PS était au pouvoir, la guerre d'Algérie, etc. On aurait pu ajouter famines et génocides, la Somalie et une grande partie des peuples africains qui s'entre-déchirent ou crèvent de faim du fait de la spéculation sur les produits agricoles pratiquée par les banquiers et les multinationales...

La rupture des relations avec la dictature américaine et l'ONU ne figure pas au programme du PS, pas davantage de ses satellites d'ailleurs.Par n'importe quel bout par lequel on le prend, on s'aperçoit que le PS est un parti pourri jusqu'à la moelle, donc par conséquent, quand il s'aventure à donner des leçons d'humanisme au parti de l'ordre, il lui fournit un bâton pour se faire battre, qu'on ne compte pas sur nous pour prendre sa défense.

Le PS est le complice permanent de la barbarie impérialiste, voilà la vérité.

Un mot sur la question des civilisations

S'agissant des civilisations, les plus développées disparaissent, quand une fois développées leurs forces productives elles s'avèrent incapables de passer à un mode de production supérieur, tel est l'enseignement que l'on a pu tirer des multiples exemples du passé.

La nôtre, qui coïncide avec l'impérialisme stade suprême du capitalisme, est condamnée à connaître le même sort si nous ne sommes pas capables de passer au socialisme, à ceci près qu'avec le développement massif à l'échelle mondiale des armes atomiques, bactériologiques, chimiques et autres, c'est la civilisation humaine et toute vie sur terre qui est de nos jours menacée de disparition.

Différentes civilisations se côtoient aujourd'hui ou plus exactement des civilisations correspondant à des stades de développements des forces productives différents. Dans le passé, c'est toujours la civilisation la plus avancée qui a disparu. A notre époque ce n'est pas un hasard si ce sont les pays pratiquant une politique antisociale où les inégalités (Etats-Unis, Chine, Vietnam, Inde, Brésil, Mexique, Afrique du Sud, etc.) sont les plus importantes où règnent des dictatures ou des régimes semi-féodaux, des monarchies absolues (Golfe), qui servent de modèle aux pays les plus développés sur le plan économique, social et politique, et qui tirent l'ensemble des droits sociaux et politiques du prolétariat à l'échelle mondiale vers le bas. Dès lors, il n'est pas exagéré d'affirmer que la civilisation humaine est déjà en pleine décomposition.

C'est le destin qui est réservé à l'humanité entière si nous ne parvenons pas à passer à un mode de production supérieur, le socialisme. Le capitalisme s'est imposé une fois seulement que le mode de production de type féodal s'était imposé à l'échelle mondiale et pas seulement dans un pays ou sur un continent.

Question ou hypothèse à creuser : Y a-t-il lieu de penser qu'il sera impossible de passer au socialisme aussi longtemps que le capitalisme ne sera pas développé sur tous les continents à un niveau comparable à celui qui existe des les pays dits développés de nos jours ? J'avais déjà émis cette hypothèse en 2005 sans y réfléchir depuis.

A quel moment, à quel stade du développement du capitalisme dans le monde la nécessité du passage au socialisme s'imposera ou la civilisation sera-t-elle menacée de disparition ? On reviendra plus tard sur cette question, disons rapidement que selon certains critères retenus jusqu'à présent, les forces productives étaient suffisamment développées depuis le début du XXe siècle pour permettre ce passage au socialisme, sauf que cela ne s'est pas produit. On a attribué cette impossibilté à des facteurs subjectifs ou politiques, le stalinisme et le retard pris par la conscience de classe du prolétariat qui s'est caractérisé par son incapacité à prendre le pouvoir dans la foulée de la révolution russe de 1917. On s'est contenté d'une analyse purement politique, or ce fut une terrible erreur, cela ne permit pas de comprendre réellement l'évolution du capitalisme mondiale pas plus que la situation en générale et les tâches politiques qui devaient en découler.

Si on voulait se donner la peine de réfléchir davantage à cette question, sans en être totalement convaincu pour le moment parce que de mon côté non plus je n'ai pas pris le temps d'y réfléchir, je suis pratiquement certain qu'on parviendrait à découvrir le lien qui existe entre l'absence de maturité de la conscience du prolétariat et l'absence de maturité du capitalisme mondial, l'un alimentant l'autre, l'un interdisant l'autre...

Le capitalisme s'est développé en Europe du XVIII au XXe siècle au détriment des pays et des peuples qu'ils pillaient et

exploitaient, c'est de la sorte qu'il a pu faire face à la lutte de classe et financer des avancées sociales, se forger une certaine légitimité auprès des peuples européeens, ce qui lui a permis à la fois de développer une classe moyenne et une aristocratie ouvrière, de combattre le socialisme et d'assurer sa stabilité politique, malgré des crises à répétition qui le conduiront au bord de l'effondrement et dont il sortira par l'intermédiaire de deux guerres mondiales...

On comprendra que tout mouvement politique tendant à freiner ce développement ait un caractère réactionnaire, cela inclut ceux qui dénoncent le productivisme, les adeptes de la démondialisation, les altermondialistes, qui voudraient interdire à des pays comme la Chine de se développer et à sa population de consommer davantage, alors que dire du continent africain qui devrait demeurer éternellement sous-développé alors qu'il est à l'origine de la civilisation humaine. On comprendra aussi au passage pourquoi les maîtres du monde s'opposent au développement des forces productives et s'emploient à les détruire, notamment... (A suivre)

Le masque commence à tomber.

On se souvient des bloggeurs tunisiens et égyptiens présentés comme des opposants "*spontanés*" aux régimes en place, pour ensuite apprendre qu'ils étaient en relation avec le Foreign Office britannique ou des agents de la CIA... On se souvient aussi de ces Américains se faisant passer pour des Syriens victimes du régime et finalement démasqués.

On a voulu nous faire croire que le mouvement dit des indignés qui a vu le jour dans différents pays étaient indépendants des régimes en place, jusqu'à ce qu'on apprenne que des magnats de Wall street y étaient associés sans même attendre le soutien du milliardaire Warren Buffet. Dans les deux cas mais en plus grossier, la même farce que le Forum social mondial financé par les multinationales américaines, donc des banquiers, la référence incontournable pour les altermondialistes et leur parti en France, le NPA.

On a appris avant-hier que les écologistes allemands apportaient leur soutien à la Ligue arabe, dont le plan concocté pas Washington consiste à mettre en place à Damas un régime fantoche à la botte de l'impérialisme américain, préalable à l'encerclement de l'Iran avant une attaque militaire sur ce pays pour prendre le contrôle de son pétrole, la deuxième ou troisième réserve mondiale de pétrole si je ne me trompe pas, et ainsi fermet les robinets en direction de la Chine, le premier client de l'Iran. Bref, les braves écologistes, qui se veulent progressistes et humanistes, montent au créneau et leur véritable nature s'étale à la face du monde : réactionnaire.

A l'ère de la communication en temps réel à l'échelle mondiale, le secret le mieux gardé ne fait pas long feu et les auteurs de manipulations en tous genres de l'opinion publique qui se situent au plus haut sommet des Etats doivent redoubler d'imagination et de moyens pour continuer leur sale besogne d'intoxication et de désinformations systématique, l'un des derniers en date Anonymous.

Récemment dans un article le Réseau Voltaire les avait rangés dans le même panier de crabes que ces bloggeurs manipulés par les agences de renseignements occidentaux quand ces derniers ne faisaient pas eux-mêmes le boulot. Voilà qu'ils se mettent au service de l'impérialisme américano-européen et des monarchies du Golfe dans l'affaire syrienne.

Mais apparemment le coup a foiré lamentablement, ils auraient piraté des conversations téléphoniques du président syrien et de son entourage pour finalement n'avoir rien d'autres à se mettre sous la dent que ce qu'on savait déjà. N'ayant rien trouvé qui puisse servir la thèse guerrière de Washington, ils se sont acharnés sur pas moins de 78 adresses téléphoniques ou électroniques, en vain. Et par quel canal ces "*révélations*" nous sont-elles parvenues, je vous le donne en mille par la voie d'un média de l'Etat sioniste.

- Selon des révélations du journal israélien Haaretz, le collectif Anonymous a joué les justiciers masqués ce week-end, s'introduisant dans les serveurs mails du ministère des Affaires présidentielles.

Les hackers ont accédés à 78 comptes appartenant à des membres du cabinet de Bashar al-Assad, dont ceux du ministre des Affaires présidentielles, Fadlallah Azzam, et du conseiller média du président syrien, Bouthaina Shaaban. Plusieurs comptes étaient protégés par le mot de passe «*12345*», selon le Haaretz. (20minutes.fr 07.02)

Haaretz précise ensuite que "*plusieurs centaines de courriers ont été dérobés*", diable, ce serait un comble s'ils ne pouvaient pas s'en servir contre le régime syrien. En désespoir de cause, voici un extrait de ce qui a été publié par *Haaretz* et que 20minutes.fr a reproduit :

- «*L'opinion américaine peut facilement être manipulée si elle entend que des erreurs ont été commises et que nous sommes maintenant en train de les réparer*», écrit notamment l'attachée de presse de la Syrie à l'ONU.

Cela peut signifier également que l'opinion américaine peut facilement avoir été manipulée par les médias américains favorables à une guerre contre la Syrie.

- Rejeter la faute sur les médias qui ont «*dénaturé et déformé les faits*» au début des affrontement.

Normal, puisque c'est la stricte vérité.

C'est tout ? Et ensuite ? Ensuite, quoi, rien, l'article de 20minutes.fr s'arrête là, à croire que celui d'*Haaretz* n'était pas mieux étayé pour prouver qu'Assad massacre aveuglément le peuple syrien.

Un mot très vite sur la situation en Grèce.

Entendu avant-hier soir aux infos sur TV5Monde Asie.

Je n'ai pas eu le temps de relevé son nom, un ministre grec participant aux "*négociations*" avec la troïka a expliqué aux journalistes, qu'il ne voulait pas se faire le complice de mesures d'austérité supplémentaires impossible à supporter par la population grecque et qui risquaient de conduire à une révolution, en Grèce avant qu'elle se répande dans toute l'Europe. A la virgule près ce sont ces propos. On comprend pourquoi ils ne parviennent pas à un accord... Un spectre hante l'Europe...

Entendu hier soir aux infos sur TV5Monde Asie.

Le journaliste a relevé à sa grande surprise, pour ne pas dire qu'il en était tétanisé car il n'en ignore pas les dessous, que l'appel à la grève générale était massivement suivi dans tous le pays, alors qu'il n'avait été lancé par les syndicats que 24h avant. J'en ai déduit que la situation était explosive comme jamais.

Actualité en titres

Appel d'offre ou les voix du marché :

- Mamère: "*Fortes chances*" d'une participation écologiste à un "*gouvernement de gauche*" - AFP

- Fonctionnaires : Hollande ira plus loin que le «un sur deux» dans certaines administrations François Vignal - Public Sénat

Les voies du Seigneur sont impénétrables :

- Pédophilie : le pape plaide pour '*un profond renouveau de l'Eglise*' - LeMonde.fr

Sans blague :

- Est-il possible de prévenir le suicide des enfants ? - LeMonde.fr

- '*C'est un fort sentiment d'exploitation qu'éprouvent les personnes détenues*' - LeMonde.fr

Mimétisme.

- La France rappelle pour consultations son ambassadeur en Syrie - Reuters

- Les monarchies du Golfe retirent leurs ambassadeurs de Syrie - Reuters

INFOS EN BREF

Social

1- France

1.1- Grève dans les transports aériens contre la remise en cause du droit de grève

Plus de 50% des pilotes étaient en grève mardi, avec des pointes à 70% chez Air France, d'après le SNPL, qui évoque un mouvement "*bien suivi*".

À la mi-journée, environ un tiers des pilotes étaient en grève chez Transavia, filiale "*low cost*" d'Air France, un tiers aussi chez Britair

et un quart chez EasyJet, de même source.

La grève, organisée par les syndicats français de pilotes de ligne et la majorité des organisations de stewards, hôtesses et personnels au sol, doit durer jusqu'à jeudi inclus.

Le ministre chargé des Transports Thierry Mariani a soutenu lors des questions à l'Assemblée que le projet du gouvernement ne remettait pas en question le droit de grève. Il avait déjà prévenu lundi sur RTL que le gouvernement irait "*jusqu'au bout*" sur ce dossier. (Reuters 07.02)

1.2- Mouvement social chez les inspecteurs du travail.

Romain Lecoustre, 32 ans, a mis fin à ses jours, le 18 janvier. Huit mois plus tôt, Luc Beal Rainaldy, 52 ans, en avait fait de même. Tous deux travaillaient pour l'inspection du travail. C'est pour leur rendre hommage qu'environ trois cents agents de contrôle de l'inspection du travail – sur une administration qui en compte 2 200 – se sont réunis, mardi 7 février, devant le cabinet de leur ministre, dans le 7e arrondissement de Paris. Ils ont ensuite manifesté jusqu'aux locaux de la Direction de l'administration générale et de la modernisation des services (Dagemo), où se déroulait un comité d'hygiène et de sécurité ministériel (CHSM) consacré au suicide de Romain Lecoustre.

"*Nous sommes les fonctionnaires d'un ministère qui devrait donner l'exemple à toute la France. Pourtant notre situation professionnelle est aujourd'hui pire que dans le privé, c'est inadmissible*" , hurle un manifestant dans un porte-voix.

Romain Lecoustre avait déjà fait une tentative de suicide au cours de l'été 2011. Il avait parlé à ses proches des raisons de ce premier appel à l'aide : une agression verbale lors d'un contrôle sur le terrain et des relations tendues avec sa hiérarchie.

Pour l'intersyndicale (CFDT-CGT-FO-SNU-TEF/FSU-SUD-UNSA) du ministère du travail, qui a appelé à la grève nationale, ces deux suicides (auxquels s'ajouteraient au moins deux autres sur les trois dernières années) symbolisent les dysfonctionnements d'une administration qui pâtit des réformes en cours dans le cadre de la révision générale des politiques publiques.

"*Jusqu'à quand le bulldozer de la réforme de l'Etat va t-il continuer et rallonger la liste des victimes ? Ça suffit !*", crient les manifestants. Venus de différentes régions, ils ont manifesté derrière une banderole noire sur laquelle on pouvait lire : "*Suicides au ministère du travail. Administration coupable.*"

Les syndicats, qui dénoncent l'arrivée imminente de la prime de fonction et de résultats, réclament l'arrêt des suppressions de postes, l'abandon immédiat de tous les objectifs chiffrés fixés annuellement aux agents et l'arrêt de la dévalorisation et de la déstabilisation des agents comme mode de relations hiérarchiques.

La mobilisation a en tout cas été forte au sein de l'inspection du travail, avec un agent sur quatre en grève selon les chiffres du ministère. (lemonde.fr 07.02)

2- Grèce

Alors que les dirigeants grecs se réunissent pour donner leur réponse aux mesures drastiques exigées par les bailleurs de fonds d'Athènes, environ 20.000 personnes manifestent dans la capitale et à Salonique, dans le nord.

«*Non aux conditions de travail médiévales, ne baissons pas la tête, faisons preuve de résistance!*» ont scandé les manifestants, rassemblés sur la place Syntagma, dans le centre d'Athènes.

Le mouvement a été lancé à l'appel des principaux syndicats du pays, GSEE (privé) et Adedy (public) pour dénoncer une politique qui menace d'entraîner le pays dans une spirale destructrice.

La grève touche tous les secteurs: écoles, ministères, hôpitaux, médias publics, banques. Aucun train ne circule dans le pays, et les salariés des transports urbains ont également marqué des arrêts de travail. En revanche, le trafic aérien ne connaît pas de perturbations. (20minutes.fr 07.02)

3- Allemagne

Le syndicat IG Metall réclame des hausses de salaires de 6,5%, les fonctionnaires et salariés de la chimie devraient s'aligner: les Allemands veulent leur part du gâteau, alors que l'évolution de leurs salaires est plus que jamais scrutée par leurs partenaires européens.

IG Metall, qui a annoncé sa revendication mardi, représente les employés de la métallurgie. Cette branche, dans laquelle

les négociations débuteront mi-mars, rassemble quelque 3,4 millions de salariés, et des secteurs de l'industrie aussi variés et cruciaux pour l'économie du pays que l'automobile ou les machines-outils.

Une hausse conséquente des salaires, dans un secteur qui s'est dans l'ensemble très bien remis de la crise de 2009, "*est une nécessité économique, et assurerait aux salariés une participation juste*" à la croissance de l'industrie, a argumenté le chef d'IG Metall, Berthold Huber.

L'accord dans la métallurgie sert traditionnellement d'étalon pour les autres branches. Le syndicat Verdi va publier jeudi sa revendication pour les fonctionnaires des communes et de l'Etat fédéral, qui devrait être du même ordre que celle d'IG Metall.

La fédération des fabricants de machines-outils VDMA s'est empressée de qualifier la revendication d'"*exagérée*" et "*coupée de la réalité*".

Du côté de la fédération des employeurs, Gesamtmetall, on s'est déjà employé à réfréner les attentes, soulignant que les perspectives n'étaient plus aussi roses qu'il y a à peine quelques mois.

Mais l'économie allemande se porte tout de même mieux que la plupart de ses voisines. Et au vu de la pénurie de main d'oeuvre qui touche certains secteurs, et alors que le gouvernement pousse à un alignement des salaires des intérimaires sur ceux du reste des salariés, des hausses importantes de rémunérations paraissent inévitables.

Ralph Solveen, de Commerzbank, table ainsi sur des hausses de l'ordre de 3,5% à 4% dans la métallurgie mais aussi dans la chimie. Ce secteur aussi a bien redressé la tête après la crise, et ses quelque 500.000 salariés, dont l'accord actuellement en vigueur expire fin mai, veulent en cueillir les fruits.

Cette année, au sein de la zone euro, l'Allemagne "*devrait être en tête*" du rythme de hausse des salaires en zone euro, prédit M. Solveen, quand partout ailleurs l'heure est à la restriction budgétaire voire à la récession.

L'Allemagne se démarque, avec des perspectives meilleures que ses partenaires européens. L'idée fait son chemin que c'est "*la main d'oeuvre qui a rendu possible ces succès*" et qu'elle doit en être récompensée, selon M. Huber.

Les Allemands se sont serrés la ceinture pendant des années. Une modération salariale qui fait débat aujourd'hui, sur fond de crise de la dette et de recherche fébrile de ses causes et ses remèdes.

L'Allemagne s'érige, et est érigée par certains de ses partenaires dont la France, en modèle de compétitivité en raison de cette retenue salariale.

Pour l'Organisation internationale du travail (OIT), la politique allemande de compression des salaires est au contraire "*la cause structurelle*" de la crise que traverse la zone euro, selon une étude publiée fin janvier.

Pour M. Solveen, "*l'Allemagne va petit à petit perdre en compétitivité-prix au sein de la zone euro*" alors que ses salaires grimpent et que, largement sous la pression de Berlin, les pays très endettés s'attellent à réformer leur marché du travail.

Mais "*ce processus devrait être plutôt long*", relève-t-il, et la concurrence des pays d'Europe de l'Est voisins, tout comme un solde migratoire appelé à redevenir positif, vont maintenir un couvercle sur les coûts du travail. (AFP 07.02)

Pour un peu Merkel ne pourra pas venir soutenir Sarkozy parce qu'elle devra affronter un mouvement de grève massif en Allemagne !

4- Israël

Les autorités israéliennes ont approuvé mardi 7 février un projet de construction d'un camp de rétention pour les immigrés clandestins dans le désert du Néguev, dans le sud d'Israël, a indiqué le ministère de la défense. Selon ce texte, un budget de 250 millions de shekels (51 millions d'euros) a été dégagé à cet effet, et d'ici fin juin quelque 3 000 personnes pourront être accueillies dans ce camp qui pourra à terme en abriter jusqu'à 11 000.

Le Parlement a adopté en janvier une loi permettant de placer les clandestins africains en détention pendant une période pouvant aller jusqu'à trois ans sans procès.

Le gouvernement a par ailleurs décidé en janvier d'accélérer la construction d'une barrière longue de 240 km à la frontière israélo-égyptienne. Selon des statistiques présentées au gouvernement, il y avait 52 487 immigrants illégaux en Israël fin 2011. En 2011, quelque 16 816 Africains sont entrés clandestinement en Israël depuis l'Egypte, dont 2 931 pour le seul mois de décembre. (lemonde.fr 07.02)

4- Maldive

Le premier président démocratiquement élu dans l'archipel des Maldives, Mohamed Nasheed, a démissionné ce mardi après des semaines de troubles politiques qui ont abouti à une mutinerie de policiers, l'armée assurant qu'il ne s'agit pas d'un coup d'Etat.

«*Ce sera mieux pour le pays, dans la situation actuelle, si je démissionne. Je ne veux pas diriger le pays d'une main de fer. Je démissionne*», a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse télévisée.

Des policiers rebelles se sont joints ce mardi à des manifestations d'opposants qui affectent la capitale, Malé, depuis trois semaines.

Le porte-parole de l'armée, le colonel Addul Raheem Adbul Latheef, a déclaré que des troupes avaient utilisé des gaz lacrymogènes et des balles de caoutchouc lors de heurts avec les manifestants et la police qui s'étaient rassemblés devant le siège de l'armée dans la capitale.

«*Les heurts sporadiques ont débuté après minuit et se sont poursuivis jusqu'à 8 heures*», a-t-il précisé.

Des policiers rebelles ont aussi pris le contrôle de la télévision d'Etat et ont commencé à diffuser une chaîne d'opposition. L'armée a démenti qu'un coup d'Etat se soit produit dans l'archipel, mais elle a indiqué avoir conseillé au Président de démissionner.

«*Ce n'est pas un coup d'Etat. Absolument pas*», a affirmé le porte-parole de l'armée, Adbul Raheem Abdul Latheef, par téléphone depuis Malé, peu après que le chef de l'Etat a annoncé sa démission.

L'opposition réclamait la tête du Président au motif qu'il avait ordonné l'arrestation le mois dernier du président de la Cour d'assises, accusé par le pouvoir de mauvaise conduite et d'avoir favorisé des figures de l'opposition. La cour suprême et le procureur général ont demandé sa libération, en vain.

Un communiqué du gouvernement mis en ligne sur le site internet du Président a indiqué que «*le gouvernement des Maldives, au côté de toutes les institutions étatiques, travaillera à assurer la paix et la stabilité à Malé*».

«Le gouvernement des Maldives appelle au soutien et au calme de la population pour stabiliser la situation», selon le texte.

Mohammed Nasheed, plusieurs fois emprisonné lorsqu'il était dans l'opposition, était arrivé au pouvoir en 2008 pour un mandat de cinq ans. Il était le premier président élu démocratiquement dans cet archipel de 1 200 îles de l'océan Indien plébiscité par les touristes fortunés en quête d'exotisme.

Il créa en exil son parti, le Parti démocratique des Maldives, avant de revenir sur l'île en héros et de remporter 54% des voix en 2008.

Mais son gouvernement a été régulièrement accusé de corruption et de mauvaise gestion financière. Des manifestations, réprimées, avaient déjà éclaté au printemps 2011.

Un fort taux de chômage parmi les jeunes, une hausse de l'extrémisme islamiste et un ralentissement de l'activité touristique en raison d'une situation économique mondiale délicate ont alimenté le mécontentement à l'égard de l'administration de M. Nasheed. (libération.fr 07.02)

Il a été précisé aux infos du soir sur TV5Monde Asie, qu'immédiatement après sa démission il allait être emprisonné dans l'attente de son jugement pour corruption.

Economie

1- France

La France a enregistré en 2011 un déficit commercial de près de 70 milliards d'euros, un record qui soulève la question de la tendance à l'érosion continue des exportations de produits industriels et celle de la compétitivité de la France.

Le déficit du commerce extérieur a atteint 69,59 milliards d'euros contre 51,52 milliards en 2010, ont annoncé mardi les Douanes. Il dépasse largement le précédent record, de 56,2 milliards en 2008.

En 2011, les exportations françaises ont atteint 428,80 milliards d'euros mais leur progression a ralenti à 8,6% après +14% en 2010. Les importations ont représenté 498,39 milliards d'euros, continuant de "*progresser à un rythme rapide"* avec +11,7% en

2011 après +14,1% l'année précédente.

Avec une facture énergétique elle aussi massive, l'Allemagne s'apprête à annoncer mercredi "*un excédent commercial d'environ 160 milliards d'euros*" en 2011, a souligné mardi le secrétaire d'Etat chargé du Commerce extérieur, Pierre Lellouche.

"*Il y a une tendance beaucoup plus inquiétante et structurelle de dégradation du commerce extérieur français depuis 10 ans avec un problème de compétitivité*", a souligné Philippe Martin, de l'Institut d'études politiques de Paris.

La facture énergétique s'était élevée en 2008 à 59 milliards, à peine moins que l'an dernier et "*c'est donc la dégradation du déficit industriel (de presque 10 milliards d'euros en l'espace de 3 ans) qui explique la quasi-intégralité du creusement du déficit commercial français depuis 2008*", explique pour sa part Alberto Balboni du cabinet Xerfi.

Pour M. Martin, le mal est dans la compétitivité hors prix: qualité des produits, adaptation à la demande locale, innovation.

Autre faiblesse structurelle, surtout par rapport au voisin allemand: le nombre réduit d'exportateurs et leur taille, caractérisée par un petit nombre de très grosses sociétés telles que le groupe EADS et un manque criant d'entreprises moyennes.

Le nombre total de sociétés exportatrices, de plus de 130.000 en 2000 est tombé à 117.000 en 2011.

Comme en témoigne l'année 2011, l'avantage comparatif de la France se concentre sur quelques secteurs: l'agro-alimentaire, le luxe et l'aéronautique, la plupart des autres restant sur l'entrée et le milieu de gamme.

Une tendance "*liée à l'adoption, au cours des années 2000, d'un modèle économique basé sur le dynamisme de la consommation des ménages et des services, accélérant la perte de compétitivité à l'exportation et la désindustrialisation de l'économie française*", analyse M. Balboni.

"*Il faut se débarrasser*" de "*l'idée selon laquelle la machine économique de la France va se nourrir d'une consommation intérieure faite à base de redistribution d'argent emprunté*", qui "*nous mène droit dans le mur*", a lancé pour sa part mardi M. Lellouche. (AFP 07.02)

2- Suisse

Les groupes suisses Glencore et Xstrata ont officialisé mardi leur projet de fusion très attendue, destinée à créer un géant mondial des matières premières pesant 90 milliards de dollars en Bourse et qui sera en mesure de rivaliser avec les autres acteurs du secteur.

L'union des deux groupes suisses, qui avait été en partie dévoilée jeudi, va donner naissance à un mastodonte générant un chiffre d'affaires de 209,4 milliards de dollars (159,3 milliards d'euros) et un résultat brut d'exploitation de 16,2 milliards.

La nouvelle entité, baptisée Glencore Xstrata, se classera parmi les quatre premiers groupes miniers au monde, derrière l'anglo-australien BHP Billiton, le brésilien Vale et l'anglo-australien Rio Tinto.

"*Une fusion entre Glencore et Xstrata offre une opportunité unique de créer un nouveau modèle d'affaires dans notre secteur pour répondre à un environnement changeant*", a estimé le patron de Xstrata, Mick Davis, cité dans un communiqué.

Pour Ivan Glasenberg, le directeur général de Glencore, la fusion, d'un coût de 61,9 milliards de dollars, "*permettra de réaliser une valeur immédiate et durable*".

Les deux groupes, domiciliés dans les paradis fiscaux de Baar et de Zoug, étaient en discussions depuis 2006, a expliqué M. Glasenberg dans un entretien à l'AFP.

Alors que Glencore profitera des matières premières de Xstrata, ce dernier bénéficiera du réseau de vente de Glencore, qui s'appuie sur 8.000 fournisseurs et 54 bureaux à travers le monde, a illustré M. Glasenberg.

Les deux groupes devraient aussi recueillir le feu vert des autorités de la Concurrence.

Les spécialistes de la banque helvétiques tablent sur des synergies dans les activités de marketing du charbon, du cuivre et du zinc.

Partie de presque rien, Glencore, qui détient 34% de Xstrata, fait figure d'acteur majeur du secteur. Il ne se contente pas d'être un géant du négoce, mais détient également une grande partie de ses actifs miniers, énergétiques et agricoles.

Le groupe, qui a lancé avec succès en mai 2011 son introduction à la Bourse de Londres et de Hong Kong, possède également ses propres installations portuaires, des entrepôts et une flotte de navires. Il a dégagé l'année dernière un bénéfice net en hausse de 7% à 4 milliards de dollars.

Xstrata a quant à lui dégagé un bénéfice net annuel en progression de 22% à 5,7 milliards de dollars. (AFP 07.02)

Des entreprises suisses domicilées dans des paradis fiscaux ont été introduites à la Bourses de Londres. Conclusion : Londres et Zurich sont des paradis fiscaux.

3- Etats-Unis

3.1- Le Baltic Dry Index est un indicateur économique avancé, qui donne le prix du fret maritime. Quand l'économie tourne à plein, les navires sont tous en rotation et le prix du fret augmente. A l'inverse, quand l'économie est au ralenti, de nombreux cargos cherchent des clients et sont prêts à baisser les prix du transport. Le BDI est à 647 $ aujourd'hui, il vient de marquer un plus bas d'au moins 5 ans, puisque le plus bas de 2008 avait été atteint à 663 le 5 décembre.

Sans matières premières, l'industrie ne peut pas tourner. Or la commande de matières premières anticipe la fabrication, qui elle-même anticipe la distribution et la consommation. Si on regarde l'indice du prix du freight en containers au départ de la Chine (China Forwarders Freight Index), les tarifs sont actuellement 60% en dessous des prix de 2008, 32% en dessous des prix de 2010 et 16% en dessous des prix 2011. Ce deuxième indice montre le flux de produits semi-finis destinés à l'industrie et de produits finis destinés à la consommation. Si l'indice s'est très légèrement relevé depuis le plus bas de fin décembre, il est totalement illusoire de parler de reprise économique de l'industrie ou de la consommation.

Ce serait un miracle, si des usines avaient embauché sans augmenter leurs commandes de matières premières ou de pièces détachées, et plus encore si les circuits de commerce avaient étoffé leur personnel, avant même une augmentation de la fabrication ou de l'importation de produits de consommation. Quant au secteur tertiaire, les financières ont plutôt tendance à licencier en ce moment et la publicité n'est pas à la fête.

L'Administration américaine a donc bidouillé les chiffres avec talent, en supprimant les demandeurs d'emploi de trop longue durée et en requalifiant les travailleurs à temps partiel, qui auraient repeint le garage du voisin. Quant au Medias qui s'extasient sur la reprise américaine, ils continuent à créer un Monde purement virtuel à l'usage de la masse moutonnière. Les journalistes n'ont plus le droit de faire leur travail d'analyse et de conseil si jamais l'envie leur en prenait d'être honnête, alors sans vergogne, ils vont à la soupe.

Manifestement, cela ne doit pas les déranger d'avoir un nez qui s'allonge à l'infini (et au-delà). (liesi 06.02)

3.2- Quarante Etats américains ont signé une proposition d'accord amiable de 25 milliards de dollars avec les principaux émetteurs de prêts hypothécaires du pays pour solder les poursuites liées au scandale des saisies immobilières erronées, écrit le Los Angeles Times mardi.

La Californie (ouest) et l'Etat de New York (est) ne font pour l'instant pas partie des signataires, ajoute le quotidien sur son site internet.

Cet accord très attendu permettrait d'indemniser des propriétaires immobiliers qui estiment que leurs biens ont été saisis à tort, et mettrait fin à toute une série d'enquêtes et procès liés aux pratiques douteuses des banques et émetteurs de prêts hypothécaires aux Etats-Unis.

Ce scandale avait éclaté aux Etats-Unis à l'automne 2010, avec les révélations que des banques telles que Bank of America ou JPMorgan Chase avaient saisi des biens au cours de procédures entachées d'erreurs: validation de documents sans vérifications ("robot-signing"), signatures hors de la présence obligatoire d'un notaire, etc. (AFP 07.02)

Haut de page

Le 9 février

CAUSERIE

Comment comprendre une telle différence de traitement ?

D. Gluckstein écrit dans l'éditorial du n° 186 d'*Informations ouvrières* : "*Que font les grands partis de « gauche » ? Hollande ne manque aucune occasion de prêter allégeance à l'Union européenne*", et plus loin : "*Les dirigeants du Parti communiste français (...) déclare, ce 5 février, qu'il faut défendre l'euro « point d'appui pour résister au poids du dollar »*", ce qui est exact, il a raison de le dénoncer.

Question : Les dirigeants ou cadres du POI présents au sein de l'appareil de Force ouvrière ne votent-ils pas les résolutions de la direction confédérale qui est sur la même longueur d'onde que le PS et le PCF. Vérifions-le.

Quelle position défend Mailly dans son éditorial du 8 février, exactement la même que celle que dénonce Gluckstein dans son éditorial : "*Qu'on me comprenne bien, il ne s'agit pas de remettre en cause l'euro, mais de remettre la monnaie à sa place: celle d'un instrument au service d'une politique économique et sociale de progrès. Il est grand temps que l'Union européenne se mette au service des travailleurs et du progrès social*", comme si elle avait été créée dans cet objectif-là, comme si c'était possible.

Et mêlant les actes à la parole, logiquement Mailly annonce que FO participera à la journée d'action de la CES du 29 février, le syndicat maison de l'UE, autrefois on appelait ce genre de syndicat (chez Citroën notamment) un syndicat patronal ou jaune : "*c'est aussi pourquoi nous nous inscrivons dans la journée décidée par la CES – le 29 février – pour contester l'austérité et exiger une politique basée sur l'emploi et la justice sociale*".

La Confédération européenne des syndicats (CES) a appelé mercredi à Bruxelles à "*une journée d'action européenne*" le 29 février, à la veille d'un sommet des dirigeants européens consacré au nouveau traité visant à renforcer la discipline budgétaire au sein de l'UE. "*Le mot d'ordre de la journée d'action sera +Trop, c'est trop ! Les mesures d'austérité ne sont pas la seule réponse à la crise+*", a déclaré Bernadette Ségol, la secrétaire générale de la CES, après une réunion extraordinaire de son comité de direction.

Le "*seul objectif de ce traité est de réduire au maximum les déficits publics quels qu'en soient les impacts sociaux. On ne peut pas continuer à imposer des mesures qui ne marchent pas, qui enfoncent les pays dans la crise et appauvrissent de plus en plus de monde*", a dénoncé Mme Ségol.

"*C'est au contraire une politique de relance par l'investissement qui doit être privilégiée*", a-t-elle précisé.

Les principaux délégués de la CES -Brendan Barber (patron du syndicat britannique TUC), Bernard Thibault (CGT française) et Annelie Buntenbach (DGB allemande)- sont montés mercredi midi sur une tribune dressée devant le bâtiment du Conseil européen pour "*démontrer l'unité des syndicats européens*" sur ce dossier. Ils avaient été auparavant reçus par le président du Conseil européen, Herman Van Rompuy.

"*Le diagnostic que font tous les syndicats est unanime quant à la dégradation sociale dans l'ensemble de l'Europe*", a déclaré M. Thibault, qui représentait les syndicats français membres du CES (notamment la CFDT et FO).

Le choix de la forme (manifestations, grèves...) que prendra la Journée d'action du 29 février a été laissé aux différentes confédérations nationales. (Reuters 25.01)

La CES est un syndicat formidable, non ? Pas vraiment.

Pour vérifier que l'agence Reuters n'avait rien oublié au passage, je me suis connecté au portail de la CES. Et effectivement de la déclaration de la secrétaire générale de la CES, ils ont occulté le passage suivant qui indique clairement quel contenu politique la CES compte donner à cette journée d'action contre laquelle nous sommes évidemment :

"*Pour les syndicats européens, ce traité doit comporter un volet social fort. Même si l'équilibre budgétaire est nécessaire, la rigueur seule accroît les déséquilibres. C'est une politique de relance par l'investissement qui doit être privilégiée* " (www.etuc.org), comme si l'UE avait eu un jour un caractère social, antisocial assurément ! Autrement dit, compte tenu du fait que "*l'équilibre budgétaire est nécessaire*" est incompatible avec la satisfaction des revendications collectives des travailleurs, cette journée d'action aura pour seul objectif de légitimer ce traité et la politique ultra réactionnaire adoptée par tous les gouvernement de l'UE.

Comment fonctionne la colloration de classes de la CES. En associant en permanence dans ses préoccupations les intérêts des capitalistes et ceux des travailleurs, comme si la satisfaction des uns ne se faisaient pas obligatoirement au détriment des autres. Un autre exemple pour l'illustrer, il est daté du 12 janvier 2012 : Bernadette Ségol, Secrétaire générale de la CES, a déclaré :

" *Nous doutons sérieusement que la proposition de Traité international du Sommet de décembre dernier soit suivi d'effets positifs pour l'économie et pour les travailleurs*", vous retrouvez bien les intérêts du capital sous le vocable de "*l'économie*" au côté des travailleurs, comme si leurs intérêts étaient complémentaires au lieu d'être antinomiques et inconciliables, tout le reste n'est que du baratin pour mieux embrouiller militants et travailleurs.

Question : que foutent les syndicats dans la CES créée de toutes pièces par l'UE, sinon collaborer avec l'UE. A bas la CES et l'UE !

Ajoutons quelques mots.

Il faut choisir monsieur Mailly : entre le respect de "*l'équilibre budgétaire*" revendiqué par la CES et qui se traduit dans la pratique par la mise en oeuvre d'une politique d'austérité, donc la négation de la satisfaction de nos revendications sociales, mieux l'arme de guerre du capital utilisée conjointement avec la dette de l'Etat pour liquider tous nos droits, ou son rejet, auquel cas votre syndicat ne peut pas s'associer à cette initiative de la CES.

On ne peut pas à la fois revendiquer "*l'équilibre budgétaire*" des Etats et combattre ses conséquences négatives pour les travailleurs, c'est l'un ou c'est l'autre.

Ce constat est valable pour le POI qui dans un communiqué du 6 février a reproduit les propos de Hollande dont voici un extrait (IO n °186 page 8) : ""*j'ai dit que nous respecterons nos engagements en matière de discipline budgétaire*" (RTL)". Que constatons-nous une fois de plus ? Le POI dénonce ou occulte ce qui l'arrange au grès des intérêts de son appareil au lieu d'être guidé uniquement par les seuls intérêts des travailleurs, puisqu'il fait l'impasse sur la position de FO identique à celle du PS (notamment).

C'est à l'aune de ce grand écart que l'on jugera la soi-disant indépendance de FO et du POI par rapport au capital et son agence européenne par la même occasion.

On comprend pourquoi D.Gluckstein termine son éditorial en reprenant à son compte la stratégie éculée des staliniens qui consiste à séparer le combat contre la politique du gouvernement de l'objectif de renverser le régime en place laissant ainsi la porte ouverte à toutes les formes possibles d'opportunisme, dont celle que nous avons relevée plus haut : "*La défense et la reconquête de la démocratie passe par la lutte résolue pour chasser la troïka et ses plans, et, au-delà, pour chasser les institutions de l'Union européenne et de la Ve République*". C'est l'objectif de la liquidation des institutions qui fournit l'axe et le contenu politique du combat contre "*la troïka et ses plans*" et non l'inverse, sans cet objectif c'est prendre le risque de mener un combat sans direction politique précise, il peut dès lors prendre n'importe quel contenu, y compris réactionnaire.

Je ne sais pas ce que vous en pensez, mais il me semble qu'il soit plus facile pour les travailleurs de matérialiser ou de saisir concrètement ce que signifie liquider les institutions de la Ve République, plutôt que le FMI ou l'UE... Quand il écrit "*et au-delà*", c'est là qu'il dérape, car la liquidation de la Ve République n'est pas une option à réaliser éventuellement, si possible et dans le cas contraire tant pis, ce sera pour plus tard, non, c'est la condition à remplir sans laquelle une véritable démocratie ne verra jamais le jour.

Désolé, le combat pour la révolution socialiste ne se découpe pas en rondelles au gré de chacun. De plus, il est et il exprime à la fois un processus dialectique dans lequel les rapports entre les différents éléments qui le composent ne permettent pas de les interchanger ou de les remplacer par d'autres en fonction de notre propre sensibilité politique ou plutôt pour tenir compte de la maturité politique de chacun, auquel cas il n'y a plus ni théorie révolutionnaire ni révolution en perspective. C'est à ceux qui cherchent la voie pour en finir avec le capitalisme et ses institutions politiques d'adopter le programme de la révolution socialiste mondiale, et non au programme de s'adapter aux différents niveau de conscience politique que l'on peut rencontrer.

Soyons honnête, avouons qu'au moins la position exprimée par le POI permet la discussion comparativement avec le NPA et LO, ce qui ne veut pas dire que ses dirigeants nous permettraient de nous exprimer pour défendre loyalement la nôtre, encore moins qu'ils seraient prêts à une confrontation de nos idées respectives.

Comme le monde est décidément tout petit...

Après le président des riches, le président des flambeurs !

Hollande et Hallyday ont dîné ensemble.

La rencontre a eu lieu le 23 janvier mais l'information n'a filtré que ce midi. Elle figure sur le site Internet de l'Express. Au lendemain du meeting du Bourget, François Hollande et Johnny Hallyday ont dîné ensemble chez une connaissance, à Paris. Johnny Hallyday est un ami du chef de l'Etat. (20minute.fr 08.02)

Hollande et Sarkozy vont se croiser au dîner du CRIF.

Nicolas Sarkozy est l'invité d'honneur du dîner du Conseil représentatif des institutions juives de France. C'est le rendez-vous annuel de la communauté juive et c'est ce soir. Y participera également François Hollande, lui aussi convive. (20minute.fr 08.02)

Les "***parrains***" se goinffrent pour se donner bonne conscience.

Lundi soir se tenait dans les salons du Louvre en présence de F. Hollande, le dîner des parrains de SOS racisme, association fondée en 1983. Au menu : foie gras, suprême de volaille, filet de capitaine et cheesecake en dessert.

Mais surtout, avant dégustation, un tour des tables rondes, à la manière d'un heureux marié. Une poignée de main et un sourire à chaque convive, des photos à tout bout de champ. Une campagne se joue partout, tout le temps, même dans un dîner pour la bonne cause - mais tout de même très mondain, avec éclairage violet de boîte de nuit.

La foule est éclectique. Il y a bien sûr Pierre Bergé, parrain historique de SOS Racisme, et Dominique Sopo, l'actuel président. Il y a Harlem Désir, qui présida l'association tout comme Malek Boutih, qui lui n'est pas présent. En revanche, Julien Dray, qui fonda SOS Racisme en 1983.

Il y a leurs camarades du PS, David Assouline, Laurence Rossignol, Henri Weber. Il y a l'ex-candidat à la primaire, le président du PRG Jean-Michel Baylet, et puis l'essayiste Caroline Fourest et encore le médiatique psychanalyste Gérard Miller.

Le candidat croise aussi ici Geneviève de Fontenay. En robe noire et blanche, coiffée d'un large chapeau assorti, elle fait des pieds et des mains pour atteindre Hollande, se glisser sur un cliché à ses côtés, et lui faire la bise. Dans un autre style, Hollande discute ensuite avec Anne Lauvergeon, ancienne patronne d'Areva, mais surtout ancienne sherpa de François Mitterrand, aujourd'hui membre du conseil de surveillance du quotidien Libération.

Sur le revers de sa veste, Hollande porte le badge en forme de main jaune "Touche pas à mon pote". (Le bougre, c'est qu'il a la reconnaissance du ventre pour appartenir à un parti qui s'est accommodé, donc soutenu la colonisation. - ndlr)

Hollande n'a pas croisé Jean-Louis Borloo qui était là en début de soirée, mais il a dû filer à la maternité, parce qu'il est devenu grand-père ce lundi. (lepoint.fr 07.02)

Quel dommage, ce n'est que partie remise Jean-Louis !

Ce qui ne passe pas pour moi dans cette soirée très mondaine, c'est le foie gras ! Cette canaille baigne ouvertement dans la luxure et se gave au point de devenir insensible aux petites choses de la vie quotidienne qui suffisent à faire le bonheur des gueux que nous sommes. Ils gâchent tout ce qu'ils touchent, même ce qu'ils ne touchent pas ils le salissent, chacun sait qu'ils n'en ont rien à foutre du racisme, foutez-les dans une HLM dans le 93 et en moins de temps qu'il le faut pour le dire ils adhèreront aux thèses d'extrême droite versions FN ou Likoud.

Ils s'approprient et instrumentalisent toutes les causes sociales à la façon de hobbies, le féminisme, l'homosexualité, le racisme, l'antisémitisme, etc... à leur profit personnel, sinon à quoi bon franchement. A gerber !

On est là pour apprendre ensemble camarades, car j'en apprends tous les jours autant que vous en actualisant le site.

Depuis que j'ai le Grand Robert de la langue française dans mon disque dur, il est ouvert en permanence. Je n'ai pas réalisé cet investissement pour me faire plaisir ou passer pour plus intelligent que je le suis, mais pour gagner du temps et mieux goûter le plaisir que le maniement de la langue procure.

J'ai conservé un tel complexe de culpabilité à cause de ma nullité en orthographe à l'école que j'hésite, je butte sur plein de mots qu'en réalité je connais par coeur, car depuis je me suis enfin mis à lire, à 19 ans, il y a donc 38 ans, et j'ai quand même un peu progressé. Sauf que voilà, maintenant sur le Net on lit tous les jours n'importe quoi, du coup je me surprends à hésiter là où hier cela n'était plus le cas et je consulte le dico entre 5 et 10 fois par jour, plutôt 5 que 10, mais je me suis pris au jeu, car j'y trouve du plaisir. C'est cela que j'ai envie de partager avec vous, et non une tranche de foie gras qui pourrait nous inspirer autre chose de plutôt cocasse que la panse de ce parterre de nantis et leurs serviteurs.

Une petite citation que devrait vous faire penser à quelqu'un, c'est au mot *dégueuler*. De la chienlit (désordre, de Gaulle en mai 68) ou chie-en-lit au chiendent (embarras), la distance est aussi réduite que pour aller de la salle à manger au cabinet d'aisance situé sous le siège des convives pour leur rendre la vie plus facile et agréable, et puis ces gens-là sont pressés.

- (Le nain) tituba jusqu'à la cuisine et, sur le carreau, dégueula. Après les premiers jets, Théo le guida jusqu'aux cabinets. Bien malade, le nabot. L'estomac vidé, il se jeta sur son lit (…) R. Queneau, le Chiendent, page 404.

Cela produit-il un tel effet une cuisante raclée électorale ?

Ambiance "***à chier***" à l'UMP.

Nouvelle gaffe par SMS de Nadine Morano?

Erreur d'aiguillage de message SMS pour Nadine Morano, relève le site Pure Medias, citant *Le Canard Enchaîné*. La ministre de l'Apprentissage se serait trompé de destinataire, en voulant avertir Christian Estrosi que le Premier ministre François Fillon lui avait «*chié dans les bottes*» lors d'une réunion.

Elle aurait envoyé le SMS en question, non à Christian Estrosi, mais au Premier ministre… qui lui répond: «*Tu pourrais parler avec un peu plus de respect du chef du gouvernement*», …ce à quoi Nadine Morano aurait répondu: «*Non, je le pense. Je t'ai trouvé très dur*», avant que François Fillon lui écrive : «*Nadine Morano aurait-elle quelques soucis à maîtriser son téléphone (ou sa «pensée»)* »? Bref, l'entente règne entre les deux membres du gouvernement. (20minute.fr 08.02)

Précédemment elle s'en était prise à Eva Joly.

«*Le problème d'image d'Eva Joly ne vient pas que de son accent, c'est aussi physique. On sent du coup qu'il n'y a pas de communiquant derrière. Contrairement à Ségolène Royal, qui en 2007 est allée jusqu'à la médecine esthétique et la correction dentaire*». (20minute.fr 08.02)

A côté l'accent et le physique d'A. Merkel sont irréprochables ! Nous, nous en tapons complètement, c'est minable !

Actualité en titres

Heureusement que les miracles ne durent qu'un temps...

- Sarkozy au dîner du CRIF : «*Israël est un miracle*» - Liberation.fr

J'avais des hauts, j'avais des bas, j'ai même eu, ce que je ne voulais pas...

- Une croissance nulle en France au 1er trimestre 2012, selon la Banque de France - AFP

- La dette publique de la France révisée à la hausse pour cette année - AFP

- Taxe sur les transactions financières : un projet réduit à peau de chagrin - LePoint.fr

- Anniversaire de crise pour le Traité de Maastricht - 20minutes.fr

Quelle foutue poisse, bordel !

Mal baisées :

- Une pub «*sexiste*» s'attire les foudres des féministes - 20minutes.fr -

- Paris : le love shop du IVe qui dérange des catholiques - LeFigaro.fr -

- Ouverture du "*procès des sex toys*" devant le tribunal correctionnel de Paris - AFP

- Morano : «*Le problème de Joly n'est pas que son accent, c'est aussi physique*» - Liberation.fr

INFOS EN BREF

Politique

1- France

1.1- Bordeaux, c'était le mauvais plan !

L'ancien ministre UMP Eric Woerth a été mis en examen mercredi soir pour trafic d'influence passif dans un des volets de l'enquête sur l'héritière de L'Oréal Liliane Bettencourt, a annoncé le parquet de Bordeaux.

L'enquête porte sur un éventuel abus de faiblesse sur la personne de Liliane Bettencourt, première actionnaire de L'Oréal, troisième fortune de France et quinzième du monde, et l'éventuel usage frauduleux de son argent. (Reuters 08.02)

1.2- En famille : haro sur la Sécu !

Le premier président de l'organisme de contrôle des comptes publics, Didier Migaud, a souhaité devant la presse que les moyens permettant d'atteindre les objectifs de réduction du déficit public soient précisés.

Il a par ailleurs invité les autorités à réduire de 15 milliards d'euros les niches fiscales, ces dérogations qui amputent les recettes publiques.

«*Il faut que notre pays s'éloigne aussi rapidement que possible de la zone dangereuse dans laquelle il est entré, en raison de son niveau d'endettement, a dit Didier Migaud. Il importe d'assurer la crédibilité des engagements de la France en matière de finances publiques, ce qui suppose de préciser le plus possible les modalités retenues pour les tenir.*»

«*Les déficits récurrents de nos régimes de protection sociale, sans équivalent dans les autres pays d'Europe, sont des anomalies et doivent être éliminés*», a-t-il poursuivi. *L'effort de redressement doit concerner toutes les entités publiques - Etat, sécurité sociale, collectivités territoriales - et à la fois les dépenses et les recettes, mais davantage les dépenses que les recettes*", a ajouté Didier Migaud.

La Cour estime que la dépense publique a augmenté de 1,4% en 2011, moins que la moyenne de 2,2% constatée de 2000 à 2010. Ce ralentissement de la dépense a toutefois peu contribué à la réduction du déficit structurel. «*En fait, la quasi-totalité de l'amélioration structurelle a reposé en 2011 sur les hausses de prélèvements obligatoires*», a dit Didier Migaud.

«*Le solde primaire en 2012, c'est-à-dire après versement des intérêts de la dette, demeurerait négatif en France, de 1,7% du PIB, alors qu'en Allemagne, il serait positif à hauteur de 1,3%*», a dit Didier Migaud. «*La décroissance du ratio de dette sur PIB de l'Allemagne se poursuivrait donc, revenant à 81% du PIB, alors que la dette française poursuivrait encore son augmentation, à presque 90%.*»

L'effort doit porter à la fois sur l'Etat - qui finance plus de 1.300 dispositifs d'intervention -, les collectivités locales et les comptes sociaux (santé, retraite, chômage etc.), estime la Cour. «*Des contraintes fortes doivent peser sur les dépenses de sécurité sociale. Elles représentent 46% des dépenses publiques et ne peuvent plus être financées à crédit*», a dit Didier Migaud. Le rythme trop élevé d'augmentation de ces dépenses «*exclut le retour à l'équilibre avant un terme très éloigné*».

«*Mettre en œuvre des réformes structurelles pour infléchir durablement la progression des dépenses sociales, sans remettre en cause la qualité de la protection sociale, est un impératif premier et essentiel*», l'effort devant, selon la Cour, porter en priorité sur l'assurance maladie. Aux côtés des niches sociales, que la Cour préconise de réduire de 10 milliards d'euros, elle estime qu'il faut amplifier la réduction des niches fiscales pour la porter à 15 milliards d'euros. (20minutes.fr 08.02)

1.3- Les riches "***c'est bien, faut les garder***" !

Intervenant lors d'un colloque de l'UMP sur la lutte contre les délocalisations, le patron du groupe Dassault et propriétaire du Figaro a qualifié l'ISF de «*catastrophe économique qui a fait partir des milliers d'industriels et qui vont encore essayer de partir maintenant parce qu'ils ont peur des socialistes*». «*Ceux qui restent vont partir à cause de Hollande*», a-t-il ajouté, comme s'il prédisait la victoire du socialiste à l'élection présidentielle. «*Qui va faire la croissance, qui va faire les emplois, c'est pas les pauvres. Alors les riches c'est bien, faut les garder*», a-t-il déclaré. (20minutes.fr 08.02)

Saloperie de pauvres, fainéants, profiteurs !

Dassault devait penser aux usines d'armement qu'il serait plus rentable d'installer directement là où doivent se dérouler les conflits armés, les guerres civiles, les génocides, bref là où la barbarie capitaliste doit se déchaîner. Après tout si c'est la seule machine industrielle qui permet (encore) de produire et de détruire en un temps record, allons-y ! Y compris les producteurs pour parfaire le boulot ! Ce n'est ni produire ni consommer qui est le plus important pour eux, mais uniquement le fric, le fric, le fric et le pouvoir qui va avec !

Nous, le moment venu, aux riches nous leur réserverons le sort qu'ils méritent de telle sorte que la question de les garder ou non sera définitivement résolue, et à moindre frais s'il vous plaît, n'oublions pas que la révolution est le moyen le plus économe pour changer le monde, le seul en réalité, mais cela nous ne risquions pas de l'oublier.

1.4- On rase gratis !

Le gouvernement a présenté mercredi son projet de TVA sociale, dernier chantier fiscal du quinquennat censé doper la compétitivité et l'emploi.

Mesure emblématique du collectif budgétaire pour 2012 présenté en Conseil des ministres, cette réforme sera débattue à partir de lundi à l'Assemblée nationale, pour une adoption parlementaire définitive prévue fin février ou début mars.

Le président Sarkozy, qui récuse désormais l'appellation de TVA sociale, a décidé in extremis d'adopter cette réforme, qui consiste à alléger à compter du 1er octobre les charges patronales finançant la politique familiale, pour 13,2 milliards d'euros en année pleine (3,6 milliards dès 2012).

Ces cotisations familiales payées par les employeurs seront supprimées pour les salaires entre 1 et 2,1 fois le Smic, et allégées, de manière dégressive, entre 2,1 et 2,4 fois le Smic. Selon Bercy, 14 millions de salariés sont concernés.

L'objectif affiché est de baisser le coût du travail et donc stimuler la compétitivité d'une industrie française en perte de vitesse, au moment où la réindustrialisation et la lutte contre les déficits commerciaux records de la France sont au coeur de la campagne électorale.

Le ministère du Budget a ainsi assuré que les allègements de charges ciblent 80% des effectifs de l'industrie, dont 75% de ceux de l'automobile, et 97% de ceux de l'agriculture. La baisse atteint 120 euros par mois pour un salaire de 1,6 fois le Smic et 158 euros pour un salaire de 2,1 fois le Smic.

Bercy estime aussi que la réforme se traduira par la création de 100.000 emplois en trois ans, un chiffre qui est loin de faire l'unanimité parmi les économistes.

Pour compenser le coût de cette mesure, le gouvernement entend augmenter de 19,6% à 21,2% le taux normal de la TVA. Cette mesure, qui rapportera 10,6 milliards d'euros par an en rythme de croisière, entrera en vigueur le 1er octobre.

Les répercussions de la TVA sociale sur les prix fait débat parmi les économistes, même si la plupart s'attendent à un certain regain d'inflation.

Bercy a tenté mercredi d'étayer l'hypothèse selon laquelle la réforme n'aura pas d'impact "*significatif*" sur les prix.

D'une part, 60% de la consommation des ménages sont exonérés de TVA ou bénéficient d'un taux réduit qui restera inchangé. Les 40% restants se décomposent entre trois quarts de produits fabriqués en France et un quart de produits importés. Or le gouvernement fait le pari que le "*made in France*" ne verra pas ses prix grimper, puisque les entreprises bénéficieront d'allègements de charges.

Seuls les produits importés soumis à la hausse de la TVA, c'est-à-dire 10% de la consommation des ménages, pourraient donner lieu à un renchérissement, assure Bercy, tout en faisant le pari que la concurrence très forte limitera cette inflation. (AFP 08.02)

2- Argentine

La présidente argentine Cristina Fernandez a dénoncé mardi une militarisation britannique de l'Atlantique Sud, où sont situés les îles Malouines, que revendique Buenos Aires.

"*Ils (les Britanniques) sont en train de militariser à nouveau l'Atlantique sud*", a déclaré Fernandez lors d'un discours à la Casa Rosada, siège de l'exécutif, à Buenos Aires.

La tension montre entre la Grande-Bretagne et l'Argentine à plus de deux mois du 30e anniversaire de la guerre des Malouines.

Le conflit de 1982 a été déclenché par l'invasion de la colonie britannique (Falklands en anglais et Malvinas en espagnol) par un corps expéditionnaire de la marine argentine. L'armée britannique avait répliqué. Quelque 650 marins argentins et 255 Britanniques ont été tués dans les dix semaines de combats, qui se sont achevés par la capitulation des Argentins le 14 juin 1982.

Trente ans ont passé mais l'Argentine revendique toujours la souveraineté sur ces îles de l'Atlantique-Sud.

"*J'ai demandé à notre canciller (ministre des Affaires étrangères) de faire part formellement au Conseil de sécurité des Nations unies et aussi à l'Assemblée des Nations unies de la militarisation de l'Atlantique Sud, qui fait peser un grave risque sur la sécurité internationale*", a poursuivi la présidente.

Londres, qui refuse d'abandonner la souveraineté de ces îles où vivent 3.000 personnes, a expliqué que le déploiement du HMS Dauntless était une opération de routine et qu'il remplacerait un navire de guerre.

"*Nous ne pouvons pas interpréter d'une autre manière (...) l'envoi d'un destroyer (...) accompagné par l'héritier du trône (le prince Williams), qu'on aurait aimé voir en habits civils plutôt qu'habillé en militaire*", a dit Fernandez, qui a vécu en Patagonie, région méridionale de l'Argentine, située à 480 km de l'archipel des Malouines. (Reuters 08.02)

3- Syrie

3.1- Résolution du XIème sommet de l'ALBA-TCP sur la République Arabe Syrienne.

Les chefs d'États et de gouvernements de l'Alliance Bolivarienne pour les Peuples de Notre Amérique (ALBA) réitèrent leur condamnation de la politique systématique d'ingérence et de déstabilisation contre notre sœur la République Arabe Syrienne, qui a pour but d'imposer par la force un changement de régime au peuple Syrien.

Les pays membres de l'ALBA condamnent les actes de violence armée que des groupes paramilitaires appuyés par des puissances étrangères ont lancés contre le peuple syrien, et formulent le vœu que la société syrienne retrouve le calme et la paix.

Les pays de l'ALBA réitèrent leur appui à la politique de réforme nationale initiée par le Gouvernement du président Bashar Al Assad, qui cherche à trouver une solution politique à la crise actuelle, dans le respect de la souveraineté du peuple syrien et de l'intégrité territoriale de ce pays arabe frère. (Réseau Voltaire 06.02)

3.2- Moscou et Pékin ont surtout voulu protéger Téhéran

Toujours sous le choc du double veto russe et chinois, la presse atlantiste et du Golfe accuse Moscou et Pékin de relancer la Guerre froide tout en s'interrogeant sur les moyens de contourner la décision du Conseil de sécurité.

Tous estiment que Russes et Chinois ont été échaudés par l'affaire libyenne. Toutefois, à la réflexion, il apparaît que Moscou et Pékin ne cherchent pas à présenter la facture de Libye, ni à protéger l'administration el-Assad elle-même, mais à prévenir la réédition de ce type d'opération dans un autre pays. En toile de fond, c'est de l'Iran dont on parle implicitement ; un Etat dont le basculement serait grandement préjudiciable à la Russie et à la Chine.

- Dans Le Figaro, Georges Malbrunot présente la Syrie comme un pays sous contrôle des militaires russes. Il assure que le ministre des Affaires étrangères Sergey Lavrov est venu à Damas négocier le Niet ! à l'ONU en échange de la réouverture de la base d'écoute soviétique du Mont Qassioum. C'est faux pour deux raisons : D'une part, ce sont les Syriens qui sont demandeurs depuis longtemps. Au cours des dernières années, ils ont multiplié les offres gratuites à l'armée russe, afin que sa présence protège le pays, et ce sont les Russes qui ont décliné ces propositions. D'autre part, en matière d'écoutes, les besoins techniques ne sont plus les mêmes aujourd'hui qu'à l'époque soviétique.

- Libération innove en matière de reportages : le quotidien reproduit des témoignages recueillis par téléphone, sans vérification aucune. Rien d'étonnant à ce manque de professionnalisme : la journaliste Hala Kodmani n'est autre que la sœur de la porte-parole du Conseil national syrien.

- Junge Welt prend position pour le dialogue contre la guerre en Syrie. Le quotidien marxiste relaie la campagne des l'Association internationale des médecins contre la guerre.

- Le Tageszeitung rapporte que, si tous les Européens sont d'accord sur les sanctions, ils ne les mettent pas pour autant toujours en œuvre. Ainsi la Suède protège ses marchés et ferme les yeux sur les exportations de matériels de télécommunication par Ericsson.

- Pour Anna Zafesova, dans La Stampa, le soutien de la Russie à la Syrie est purement à usage intérieur en campagne électorale. Mais alors, quid de la Chine ?

- El Pais présente la stratégie de remplacement des Etats-Unis : ils vont former un groupe des amis de la Syrie avec les Etats qui le souhaitent. Ce geste manifestera aux Etats arabes qu'ils n'ont pas été abandonnés. En réalité, il s'agit plutôt de verrouiller l'influence US dans la région et d'éviter que de nouveaux Etats soient tenté de prendre Moscou et Pékin comme protecteurs.

- The Globe and Mail assure que le Canada poursuit la bataille diplomatique. Le Premier ministre Stephen Harper, qui se rend en Chine, ne manquera pas de discuter du cas syrien avec le Premier ministre. Il s'agit surtout de masquer qu'Ottawa ne fermera pas son ambassade à Damas, malgré les objurgations de Washington.

- Dans le New York Times, Will Englud évite de se livrer aux habituelles imprécations anti-Russes. Il évoque, parmi les possibles mobiles du veto, l'influence de l'Arabie saoudite et du Qatar sur les mouvements islamistes en Russie.

- Alors qu'Haaretz publie un dessins satirique suggérant qu'une chute d'el-Assad serait préjudiciable au Hezbollah, Amors Harel envisage un autre scénario : les armes chimiques de la Syrie pourraient échoir dans l'arsenal du Hezbollah.

- L'analyste A. G. Noorani explique, dans The Hindu, que rien ne pourra être fait pour les Syriens tant que planera le spectre du « changement de régime » forcé. Personne ne croit les dirigeants occidentaux lorsqu'ils disent qu'ils n'ont pas de telles intentions et leurs garanties sur le papier n'ont aucune valeur depuis qu'ils ont violé la résolution pertinente de l'ONU pour renverser Kadhafi.

- L'éditorialiste du Times of India souhaite que son pays s'engage dans la crise syrienne et joue le négociateur. Mais cela supposerait que New Delhi s'affirme comme puissance réellement indépendante. A contrario, le sens de l'éditorial est de se démarquer des États-Unis, sans pour autant s'aligner sur la Russie et la Chine.

- Le Moscow Times note que non seulement Sergey Lavrov a réagi vigoureusement à la campagne anti-Russe en la qualifiant d'hystérique, mais Evgeni Primakov a accusé les Etats-Unis d'utiliser le contexte du Printemps arabe pour renverser les régimes qui leur déplaisent.

- Le ministère chinois des Affaires étrangères a rejeté les accusations occidentales selon lesquelles il avait désormais du sang sur les mains, note China Daily. Il a déclaré avoir usé de son veto par souci de justice, ce qui revient à dire que les Occidentaux poursuivent un but injuste. (Réseau Voltaire 07.02)

Social

1- Espagne

Des milliers de fonctionnaires ont manifesté, mardi 7 février, dans les rues de Madrid sous le mot d'ordre '*Le public appartient à tous, non aux coupes*', contre les nouvelles mesures de rigueur budgétaire prévues par le gouvernement régional de droite.

Scandant '*Les services publics ne sont pas à vendre !*' et portant des banderoles avec les mots '*Ne payons pas leur dette*', environ 10 000 manifestants, infirmières, enseignants ou pompiers ont défilé à l'appel des principaux syndicats, dénonçant les coupes budgétaires qui visent en particulier l'éducation et la santé. '*Les hôpitaux fonctionnent à moitié parce qu'il n'y a pas de personnel. Les lits sont vides*', lançait une manifestante, aide-soignante et représentante du syndicat CSIT.

"*Ils ont réduit les salaires, allongé la journée de travail. Toute la protection sociale est en danger, dans l'éducation, la santé, l'aide à la dépendance, ajoute un employé administratif. S'ils maltraitent les employés du secteur public, c'est tout le bien-être social qui souffre.*" Des pompiers en tenue noire, casqués, avaient rejoint le cortège. "*Nous n'avons pas de budget pour acheter des équipements et réparer les véhicules. Tout cela affecte notre sécurité et celle des citoyens*", confiait l'un d'eux.

Les syndicats affirment également que les congés maladie seront moins bien indemnisés, avec un perte de salaire pouvant aller jusqu'à 500 euros. (lemonde.fr 08.02)

2- Finlande

Nokia a annoncé mercredi son intention de supprimer 4.000 emplois dans ses usines de Finlande, de Hongrie et du Mexique, à la faveur du transfert de l'assemblage de ses smartphones en Asie.

L'annonce porte à plus de 30.000 les suppressions de postes prévues sous l'égide de Stephen Elop, directeur général de Nokia depuis septembre 2010.

Sur les nouveaux postes supprimés, 2.300 le seront en Hongrie, un millier en Finlande et le reste au Mexique, a précisé le groupe dans un communiqué.

L'usine finlandaise de Salo, pierre angulaire du succès de Nokia dans les années 1990, était la dernière usine d'assemblage de téléphones portables en Europe occidentale, la plupart des acteurs du secteur ayant délocalisé leur production en Asie.

"*C'était inévitable*", commente Steve Brazier, directeur général de Canalys, société de recherche en technologie. "*Qu'on l'aime ou qu'on le déteste, il faut reconnaître à Stephen Elop qu'il conduit efficacement le changement*".

Sa coentreprise d'équipements de réseaux mobiles, Nokia Siemens, a de son côté annoncé en novembre 17.000 suppressions de postes, soit près du quart de ses effectifs.

Le groupe comptait 130.000 employés à la fin 2011, en incluant Nokia Siemens. (Reutesr 08.02)

Economie

1- France

L'Etat français et la Caisse des dépôts (CDC) vont chacun prendre 31% du capital de Dexma (Dexia Municipal Agency), filiale de Dexia spécialisée dans le refinancement des prêts aux collectivités territoriales, indique mercredi soir l'AFP.

La commission de surveillance de la CDC, qui s'est réunie en milieu d'après-midi, a validé cette prise de participation qui intervient dans le cadre du démantèlement de Dexia, poursuit l'agence, qui cite le député UMP Michel Bouvard, également président de cette commission de surveillance.

La Poste, qui doit aussi prendre une participation minoritaire dans Dexma, réunit jeudi un conseil d'administration.

Outre la reprise de Dexma, la Banque postale et la CDC vont également créer ensemble une nouvelle structure dédiée aux collectivités locales dont le lancement est prévu à la mi-2012.

D'après les estimations de Dexia Crédit Local, quelque 10 milliards d'euros pourraient manquer en 2012 pour assurer les financements dont les collectivités locales françaises ont besoin, les banques désertant ce marché en raison de la crise et des nouvelles règles prudentielles.

Dans ce contexte, certaines collectivités locales sont contraintes d'abandonner ou de reporter leurs projets d'investissement. (Reuters 08.02)

2- Japon

L'excédent de la balance des paiements courants du Japon a fondu en 2011 à son plus bas niveau en 15 ans, soulevant des doutes sur la capacité du pays à financer sa lourde dette publique sans recourir à l'extérieur.

La balance des paiements courants du Japon affiche pour 2011 un excédent de 9.629 milliards de yens (94 milliards d'euros), en baisse de 44% par rapport à l'année précédente, son recul le plus marqué jamais enregistré.

L'excédent représente environ 2% du produit intérieur brut (PIB) japonais et repose notamment sur quelque 14.000 milliards de yens d'investissements étrangers.

"*Il est difficile à croire que le pays devienne un pays déficitaire (...) Mais si le yen s'apprécie nettement et le pays perd en compétitivité au niveau mondial, son heure risque de venir plus tôt que prévu*", averti Tatsushi Shikano, économiste pour Mitsubishi UFJ Morgan Stanley Securities. (Reuters 08.02)

Haut de page

Le 10 février

CAUSERIE

Pourquoi Mélenchon cartonne ?

Parce qu'il met en pratique ce que je m'épuise à expliquer en vain, que ce n'est pas en tenant un discours formaté de théoricien de la lutte de classe destiné à une élite ou des militants professionnels que l'on peut conquérir la classe ouvrière, elle n'y comprend rien ou rejette cette formule trop éloignée d'elle. Il suffit de voir ce que cela donne avec Arthaud et Poutou pour en avoir confirmation.

Un discours simple et qui va droit au but en peu de mots, avec des phrases courtes qui suggèrent plus qu'elles ne disent, peu importe si l'auditoire s'y retrouve contrairement à la terminologie que l'on trouve dans la tribune libre du site et qui est indigeste, contre-productive, même moi elle m'emmerde au dernier degré en tant que travailleur, un peu moins en tant que militant de base, je la supporte seulement quand je l'aborde sous un regard critique en tant que militant conscient, c'est seulement à ce niveau-là qu'elle m'intéresse dans tous les autres cas, ces articles ou tracts sont inaudibles, à mourir d'ennui, une horreur !

Le plus grave, c'est que cela fait 30, 40, 70 ans que cela dure sans que les dirigeants en question n'aient rien remarqué d'anormal, rien ne les choque apparemment, ils sont satisfaits d'eux-mêmes c'est l'essentiel, ils laissent ainsi le terrain libre à Mélenchon qui ne loupe pas une occasion de s'en remettre à l'ONU, hier encore à Montpellier à propos de la Palestine, ou à l'UE, il vient d'annoncer qu'il allait saisir la Cour européenne des droits de l'homme sur les sondages (source : 20minutes.fr 09.02), question indépendance au moins avec lui la question ne se pose même pas, elle est réglée d'emblée.

Est-ce une question d'amour-propre franchement mal placé, sont-ils totalement sclérosés comme nous l'avons suggéré à plusieurs reprises pour les faire réagir, sont-ils définitivement incapables de se mettre à la portée des travailleurs, sont-ils à ce point-là devenus étrangers à la classe ouvrière ?

Mélenchon sait ce que son auditoire veut entendre et il lui sert sur un plateau et ça marche, peu importe que son orientation politique soit contre-révoliutionnaire sur le fond, la plupart des travailleurs n'y prêtent pas attention, et y prêteraient-ils attention qu'ils seraient incapables de se positionner avec le niveau de connaissances ou de conscience politique qui est le leur, ils sont avant tout pragmatiques.

Au lieu de louer l'ONU, vous leur diriez que c'est un refuge de gangsters qui veut mettre la planète à feu et à sang et qu'il faut rompre avec, qu'ils applaudiraient des deux mains cette manière de condamner l'ONU. Mais voilà, comme nous nous privons de la manière la plus simple d'aborder les travailleurs, on loupe du même coup la deuxième séquence laissant un boulevard au populisme.

Il peut balancer à Montpellier à une foule bourrée d'illusions :«*Prenez la parole, prenez le pouvoir, n'attendez rien des autres*», sans lui fournir le mode d'emploi ou comment parvenir à prendre le pouvoir, peu importe, elle ne s'en aperçoit pas, ça marche, pour un temps seulement certes, celui d'une élection, cela suffit à Mélenchon, il n'a pas d'autre objectif, c'est son gagne-pain ! Dans notre cas, nous pourrions accrocher dix fois, cent fois plus de travailleurs, pas pour les conforter dans leurs illusions ou leur ignorance mais pour leur présenter notre méthode sans changer de registre.

Des témoignages de participants à ce meeting confirment ce que je ne cesse de répéter, à savoir que la situation est propice au recrutement de masse, à l'action, à la construction du parti. Un participant a dit : "*je viens pour ses idées. Ce qu'il propose me redonne de l'espoir*" (libération. fr 09.02). Un autre a dit : *lui, on comprend quand il parle.* (id) Un autre encore : "*Avec Mélenchon, on retrouve du débat politique, il éduque. Frapper la finance, défendre l'ouvrier, changer le monde: il avance des solutions et n'est pas seulement un contestataire*" (id). Comme quoi la source est là et ne se tarit pas.

Toutes ces remarques confirment que des millions de travailleurs cherchent une issue politique, en tout cas se posent la question. Ils n'en ont rien à foutre de vos tournures intellectuelles qui ne satisfont que leurs auteurs finalement. Ce sont vos rapports à la classe qu'il faut revoir, votre conception de la lutte de classe qu'il faut adapter à la société d'aujourd'hui, comment faut-il leur dire pour qu'ils le comprennent, ouvrez les yeux et vos oreilles, écoutez ce que vous disent les travailleurs, sortez de votre huis clos entre militants ou dirigeants.

Il faut aussi des dirigeants avec un minimum de charisme, ce qui ne garantit pas qu'ils seraient prêts à vous écouter, Mélenchon envoie régulièrement vertement balader ceux qui lui posent des questions auxquelles il ne souhaite pas se soumettre, pourquoi, mais parce qu'il n'est pas clair Mélenchon, pour quelle raison voudriez-vous que ce soit d'autres ? Est-ce que j'enverrais chier un militant qui me reprocherait ne pas avoir milité pendant 20 ans, de combattre l'opportunisme sous tous ses masques ou je ne sais quoi ? Bien sûr que non. Mélenchon soigne son image et veut se faire passer pour ce qu'il n'est pas, il n'a pas le choix et quelque part il est malhonnête, il est corrompu par le régime qui le nourrit, c'est le choix qu'il a fait en rompant avec le trotskysme il y a plus de 30 ans, il sait très bien qu'il n'y a rien à attendre de l'ONU et de l'UE, ce qui n'est pas le cas de ses alliés du PCF et de la Gauche unitaire.

Tout flatteur vit aux dépens de celui qui l'écoute, c'est le propre du parasite, Mélenchon le sait et en use et en abuse. Il a le talent de trouver le ton juste, son auditoire populaire ne lui en demande pas davantage, il se reconnaît dedans et cela lui suffit comme je l'ai fait remarquer plus haut.

Pour nous, l'essentiel c'est sa position politique, son programme. Pour nos dirigeants, ce serait plutôt la manière dont il s'y prend pour capter l'attention de son auditoire, ce qu'ils ne savent pas faire. C'est bien prétentieux dites-moi, je sais, on devrait fermer sa gueule ainsi on serait tous voués à connaître le même sort, quelle perspective, trop peu pour moi !

Dans le site, je mêle différents niveaux de langue comme l'on dit en linguistique, parfois populaire, parfois plus ou moins soutenu sans tomber dans l'emphase, je pourrais écrire mieux pour me faire passer pour un grand intellectuel, désolé, je ne me livre pas à un exercice de style, cela ne m'intéresse pas, je suis un prolo, j'ai un cerveau mais je vis aussi avec mes tripes, désolé, je n'ai pas encore réussi à m'en passer, je peux emprunter indifféremment le registre de Balzac, de Marx ou celui de l'usine ou passer de l'un à l'autre sans transition, par dérision envers ceux qui se prennent trop au sérieux ou dont la démarche intellectuelle consiste à ne retenir que leur interprétation de la réalité, comme si celle-ci s'était évanouie pour tous ceux qui y sont également confrontés et ne la voient pas ou plutôt ne la vivent pas de la même manière qu'eux.

Non, ce n'est pas faire preuve de laisser-aller ou adopter une posture particulière, franchement, est-ce que j'ai l'attitude de quelqu'un qui aurait quelque chose à vous vendre pour en tirer un profit personnel, il faut arrêter les conneries à un moment donné, c'est être fidèle à la manière dont chacun ressent la réalité. La division du travail entre tâches manuelles et intellectuelles n'a toujours pas été assimilée semble-t-il... Reproduire la manière dont on ressent les choses en tant qu'ouvrier, un vilain péché, ensuite les analyser ou en tirer des leçons, en voilà un procédé vraiment extraordinaire, pour le coup révolutionnaire !

Je peux dire ce que je pense, au point où nous en sommes.

Pour ajouter un mot à la causerie du 8 en attendant que je rédige la suite. La révolution russe était vouée à dégénérer du fait de son isolement, près d'un siècle plus tard, il n'existe même pas l'équivalent du parti bolchevik pour donner l'impulsion à la fondation d'une Internationale ouvrière, alors inutile de s'imaginer que l'on pourrait inverser le cours des choses ou que la situation pourrait ne pas devenir pire, sauf évidemment à croire aux miracles ou balancer par dessus bord les enseignements du marxisme. Terrible constat n'est-ce pas ? C'est de là que part ma réflexion et non de mon nombril de militant plus ou moins conscient qu'il n'existe pas d'issue politique ou seulement dans notre tête. Ils vont faire quoi demain les Grecs face au drame auquel ils sont confrontés, ils vont faire une révolution, avec quel parti, ils vont se faire massacrer une nouvelle fois, c'est à craindre. On pourrait leur livrer la recette magique de l'Assemblée constituante qui a fait ses preuves en Tunisie et en Egypte ou encore en Libye...

La situation est sans issue pour le prolétariat grec comme pour l'Etat, ce qui ne veut pas dire qu'il n'y aurait rien à faire de notre côté. La Grèce préfigure ce qui est en train de mûrir à l'échelle mondiale et qui par deux fois au XXe siècle a conduit à la guerre. Dans ce contexte, les masses vont se radicaliser, plus vite que tous les partis comme d'habitude. La situation en Grèce est désespérée, cela dit, en cas de révolution et de guerre civile, rien ne dit que le prolétariat des autres pays européens resterait les bras croisés, il pourrait être pris par un mouvement de solidarité qui se traduirait par l'accélération de la construction du parti, elle s'imposerait en quelque sorte à tous, y compris à nos dirigeants, qui il faut l'espérer encore ne laisseraient pas filer cette formidable occasion, c'est une hypothèse crédible car chaque travailleur se reconnaîtrait dans le drame vécu par chaque travailleur grec. Si le temps travaille en notre faveur, il arrive un moment où il devient pressant de corriger nos erreurs, avant qu'il ne soit trop tard.

Mélenchon nous est sympathique au premier abord, mais il colporte des illusions criminelles que nous devons combattre. Sa méthode est correcte, mais malheureusement son orientation politique est défectueuse ou erronée. Avec une telle dette, un tel déficit, une telle concurrence internationale dans pratiquement tous les secteurs d'activité, il n'y a pas de place pour les demi-mesures. Il prétend vouloir affronter et régler ces trois problèmes, disons-le carrément, ce sera totalement impossible sans rompre avec le capitalisme et l'ensemble des institutions politiques du capital, en France, en Europe et dans le monde.

Pour conclure provisoirement, de deux choses l'une, soit on laisse les travailleurs aller au casse-pipe en leur cachant la vérité, soit on affiche la couleur en mettant la priorité absolue sur la construction du parti qui a elle seule conditionne la suite de la lutte de classe, partant du principe que nous combattons pour vaincre notre ennemi et non pour faire de la figuration. Bien entendu que la révolution socialiste demeure à l'ordre du jour, à nous de nous donner les moyens d'avancer résolument vers cet objectif. D'où vient le doute qui étreint de nombreux militants, sinon parce qu'ils doutent de notre victoire finale, ils ne doivent pas comprendre comment ce serait possible, ce qui est normal puisque dans l'état actuel des choses c'est impossible, ce qui ne veut pas dire que ce sera toujours le cas. Les représentants du capitalisme pavoisent et ils ont de quoi il faut bien l'avouer, mais demain *rira bien qui rira le dernier* (Lénine).

Rien n'est possible sans les masses, rien n'est possible sans le parti. Une fois qu'on a compris cela, on se dit qu'il ne reste plus qu'à trouver les moyens de conquérir les masses, ce qui passe par la constuction du parti. Si on se détourne des masses ou qu'on demeure incapable de s'adresser à elles, on ne pourra jamais construire le parti, et si on s'acharne malgré tout à construire le parti, on construira un parti mais pas celui dont nous aurons besoin pour prendre le pouvoir. L'urgence pour la classe ouvrière, c'est de forger les outils dont elle a impérativement besoin pour affronter le capital, puis le vaincre. Voilà ce qu'il faut expliquer aux travailleurs en leur enlevant toutes illusions dans la "*révolution citoyenne*" ou par les urnes. (A suivre)

Le fin mot d'une polémique

On a appris que les dirigeants syndicaux étaient montés au créneau avant-hier contre l'article 40 de la loi dite "Warsmann" adopté par les députés le 31 janvier, qui porte sur la modulation du temps de travail qui est justement au coeur de la négociation des "*accords compétitivité-emploi*" que les partenaires sociaux doivent engager à partir du 17 février. (lemonde.fr 09.02). Lire dans cette page l'article en entier. Voici le commentaire que j'ai inclus à la suite de cet article.

- L'UMP a commis un horrible crime de lèse-majesté envers les bureaucrates pourris des syndicats qui crient au scandale, pas sur le fond mais sur la forme, pour faire oublier leur capitulation en rase campagne devant le gouvernement et le Medef : s'il vous plaît messieurs, à nous l'honneur, que dis-je, l'insigne privilège de rendre taillable et corvéable à merci les travailleurs...

Et le député PS, Alain Vidalies, qui semble-t-il connaît bien la musique d'expliquer à ses petits camarades de UMP de quelle manière

il faut s'y prendre pour ne pas froisser ces fossoyeurs du syndicalisme et parvenir tranquillement à leurs fins, leur rappelant qu'ils devaient leur donner la possibilité d'affronter leurs bases et d'en garder le contrôle. Mieux encore, il est préférable voire indispensable d'associer les syndicats à ce processus, afin qu'ils participent dans la joie et la bonne humeur à la mise en place de ces "*accords compétitivité-emploi*" dans les entreprises où ils sont présents, interdisant ainsi aux salariés et syndiqués de se mobiliser contre.

On voudrait nous faire croire que "*les confédérations de salariés sont hostiles au principe de ces accords*", alors qu'elles se précipitent pour en discuter le contenu avec le gouvernement et le patronat, pour la raison évoquée au paragraphe précédent. Chacun sait parfaitement que lors de ces "*négociations*" dans le cadre du "*dialogue sociale*", à l'arrivée chaque fois nos droits sociaux sont davantage rognés ou purement et simplement liquidés, c'est ce cadre dont monsieur Mailly réclame le respect, qu'il revendique.

Le gouvernement a agi de la sorte pour soulager la bonne conscience des dirigeants syndicaux qui pourront affirmer ensuite qu'ils n'y étaient pour rien, et qu'étant placés dorénavant devant le fait accompli, il n'y avait plus qu'à créer un "*rapport de force*" favorable aux travailleurs pour revenir sur cette disposition, sachant que ce n'est pas demain la veille qu'il verra le jour car faisant tout pour qu'il en soit ainsi et la boucle est bouclée. Cela les arrange bien, cela les soulage d'un poids énorme par rapport à leurs bases, ils devraient dire : merci à l'UMP d'avoir eu cette lumineuse idée, à charge de revanche, notre sens des "*responsabilités*" que le Président et le Premier ministre ont si souvent salué servant de garantie. Craignaient-ils que cela ne passe pas dans leurs syndicats respectifs ? C'est possible, peu importe en réalité, seul le résultat compte.

A ce propos, ce qui émeut ces grands humanistes, ce sont les conséquences négatives possibles sur la vie de famille des travailleurs, mais pas l'augmentation de la productivité, de l'exploitation associée à l'augmentation de la compétitivité des entreprises.

Ce n'est pas un hasard s'ils mettent en avant un argument qui ne concernera pas tous les travailleurs de la même manière, au lieu de mettre l'accent sur l'augmentation intolérable de l'exploitation qui les touchera tous indistinctement, ils favorisent ainsi un facteur de division supplémentaire parmi les travailleurs... pour le plus grand bonheur des patrons. Normal, puisqu'ils n'entendent pas combattre le capitalisme, encore moins le renverser, quelle horreur !

Actualité en titres

A qui profite la crise ?

- Hermès vers de nouveaux sommets en 2012 s'il gère la pénurie de stocks - AFP

- Le groupe Publicis annonce un bénéfice net record - AFP

- Dassault Systèmes prudent pour 2012 après un cru 2011 record - Reuters

- Daimler engrange de juteux bénéfices, narguant la crise de l'automobile européenne - AFP

Le syndrome de l'usurpateur complexé et réactionnaire.

- Présidentielle: Retour aux «*valeurs*» pour Nicolas Sarkozy - 20minutes.fr

- Un peu plus candidat, Sarkozy opère un virage droitier pour se démarquer de son concurrent PS - AFP

- Sarkozy veut s'attaquer aux chômeurs "*passifs*" en durcissant le système - AFP

- Sarkozy au "Figaro Magazine" : "*L'euthanasie légalisée risquerait de nous entraîner vers des débordements dangereux*" - LePoint.fr

- Sarkozy au "Figaro Magazine" : "*Je ne suis pas favorable à la régularisation des étrangers en situation irrégulière*" - LePoint.fr

- Le FN accuse Sarkozy de lui chiper l'idée des référendums - Liberation.fr

Enfin un moyen naturel de se débarrasser des déchets du capitalisme :

- Froid glacial et neige ont fait plus de 500 morts en Europe - AFP

INFOS EN BREF

Politique

1- France

1.1- Diviser pour mieux régner.

Nicolas Sarkozy propose un tour de vis dans le système d'indemnisation des chômeurs pour coller directement aux besoins des entreprises, en pointant de nouveau du doigt l'"*assistanat*" dans lequel le système maintient, selon lui, les chômeurs.

En avril 2011, il expliquait déjà qu'il avait le devoir envers "*les salariés et les ouvriers qui travaillent dur*" de "*s'assurer que celui qui est au chômage et qui a des allocations grâce à la solidarité nationale fera tous ses efforts pour accepter une offre d'emploi*".

Et Nicolas Sarkozy prévient qu'en absence de "*consensus*" avec les partenaires sociaux, il pourrait alors organiser un référendum pour que les Français "*donnent leur opinion sur ce système d'indemnisation du chômage et sur la façon dont on doit considérer le travail et l'assistanat*".

Dans le projet du président, les formations qualifiantes imposées aux chômeurs seraient définies par un "*comité national*", composé de chefs d'entreprise et syndicalistes. Il serait chargé d'identifier les "*secteurs d'avenir créateurs d'emploi*". (AFP 09.02)

1.2- Dans la posture du recéleur.

L'ancien ministre UMP Eric Woerth a été de nouveau mis en examen jeudi dans l'enquête sur l'héritière de L'Oréal Liliane Bettencourt, cette fois pour "*recel*" de 150.000 euros qui auraient financé la campagne de Nicolas Sarkozy en 2007.

Eric Woerth, 57 ans, avait déjà été mis en examen mercredi pour "*trafic d'influence passif*" au terme d'une première audition-fleuve d'une douzaine d'heures devant les juges bordelais. Il a encore été entendu jeudi pendant neuf heures.

Les nouvelles poursuites, annoncées par le parquet et son avocat, portent sur un versement supposé de 150.000 euros en espèces par Patrice de Maistre, gestionnaire de fortune de Liliane Bettencourt.

Selon des dépositions de Claire Thibout, ex-comptable de Liliane Bettencourt, l'argent aurait été destiné, aux dires de Patrice de Maistre, à financer la campagne de Nicolas Sarkozy en 2007, dont Eric Woerth était le trésorier.

"*A l'issue de cette audition (...), Eric Woerth a été mis en examen du chef de recel à raison d'une présumée remise de numéraire qui lui aurait été faite par M. Patrice de Maistre*", explique le parquet dans un communiqué.

Les juges de Bordeaux qui conduisent l'affaire ont déjà saisi les comptes officiels de la campagne Sarkozy en 2007. (Reuters 09.02)

2- Grèce

Plus de 8 000 sympathisants de gauche ont ouvert le bal jeudi 9 février au soir d'une grève générale dans le centre d'Athènes pour protester contre les nouvelles mesures de rigueur réclamées par l'UE et le FMI en échange d'un nouveau prêt. L'appel à la grève a été lancé par les deux grandes centrales syndicales grecques, Adedy pour le public et GSEE pour le privé, et le syndicat communiste PAME.

Derrière une banderole frappée du slogan "*Dehors le gouvernement criminel et la troïka - aucun accord ne doit être signé*", le cortège le plus fourni était celui du Front syndical communiste PAME. La gauche radicale a organisé son propre défilé jusqu'au Parlement. GSEE et Adedy veulent masser les protestataires sur la place centrale Syntagma, à Athènes, épicentre depuis deux ans de la contestation contre la rigueur, souvent émaillée d'affrontements entre policiers et manifestants.

Les mesures qui se profilent après avoir reçu dans la nuit un accord de principe des trois partis de la coalition gouvernementale "*vont être le tombeau de la société grecque*", a dénoncé un communiqué de la GSEE et de l'Adedy. "*Le gouvernement n'a pas de légitimité pour les imposer*", a ajouté le texte.

Selon des fuites parues dans la presse, le train de mesures prévoit une baisse de 22% du salaire minimum (ainsi ramené autour de 586 euros bruts sur 14 mois). D'autres sources font état d'une réduction de 22% du salaire de base de chaque branche professionnelle, de coupes dans les retraites complémentaires et de 15.000 suppressions d'emplois dans l'année dans le secteur public.

Ces mesures ont poussé le secrétaire d'Etat au travail, Iannis Koutsoukos, à annoncer sa démission pour protester contre

les décisions "*douloureuses arrachées au gouvernement par les créanciers du pays, UE et FMI. Les réformes convenues plus tôt dans la journée par les partis de la coalition gouvernementale ne sont pas seulement difficiles mais douloureuses pour les travailleurs*", écrit M. Koutsoukos dans le communiqué où il annonce sa décision. (lemonde.fr et AFP 09.02)

Social

1- France

Le Mediator a "*probablement*" causé 3.100 hospitalisations et au moins 1.300 morts entre 1976 et 2009 en France, selon une étude sur la mortalité attribuable à ce médicament, la première publiée dans une revue scientifique internationale.

Il s'agit vraisemblablement d'une "*sous-estimation*", a déclaré à l'AFP le chercheur Mahmoud Zureik, coauteur de cette étude, publiée jeudi dans le journal spécialisé Pharmacoepidemiology & Drug Safety, qui conforte des données préliminaires déjà évoquées.

La parution de cet article est un élément de plus au dossier de l'affaire du coupe-faim des laboratoires Servier, qui fait l'objet de plusieurs procédures judiciaires en cours.

145 millions de boîtes de Mediator au total ont été vendues en France avant son retrait du marché, selon le fabricant.

Les auteurs, qui avaient déjà communiqué des estimations à l'agence du médicament (Afssaps) en 2010, réalisent avec cette publication une étude plus fouillée et précise.

Ils ont établi leurs calculs avec des données de l'Assurance maladie portant sur 303.336 patients ayant eu au moins un remboursement en 2006 pour le Mediator, 54% l'utilisant encore en 2007, 39% en 2008 et 31% en 2009.

Les chercheurs ont extrapolé le nombre d'hospitalisations pour insuffisance valvulaire entre 2006 et 2009, en partant de ceux qui avaient pris du Mediator en 2006, rapportés au nombre total d?utilisateurs du produit entre 1976 et 2009.

La moitié des gens hospitalisés ont été opérés et donc avaient des formes graves de valvulopathies, selon M. Zureik.

Pour évaluer la mortalité, les chercheurs ont retenu une étude américaine montrant qu'en cas d'atteinte valvulaire modérée à sévère, le risque de décès prématuré était de 43%.

"*L'étude ne prend en compte que les gros consommateurs (54 boîtes prises sur deux ans et demi environ)*", précise à l'AFP Mahmoud Zureik.

Elle n'englobe pas l'autre grave méfait du Mediator, l'hypertension artérielle pulmonaire (HTAP), ni les décès non précédés d'une hospitalisation pour valvulopathies.

Les chiffres, ajoutent les auteurs, sont probablement sous-estimés, principalement parce que les atteintes des valves cardiaques touchant des patients ayant consommé moins de 30 boîtes de Mediator (correspondant à une année et demie d'utilisation) ne sont pas prises en compte, faute de données disponibles.

Ainsi, près de la moitié des boîtes vendues en France ont été considérées comme dépourvues de risque, "*alors qu'une exposition relativement courte pourrait causer la maladie des valves, comme le suggèrent des études sur les autres dérivés de fenfluramine*", notent-ils. (AFP 09.02)

Cette ordure de Servier a causé la mort de plus de 1 000 personnes uniquement pour se faire du fric, et il est en liberté. Où est l'Etat de droit ? Un leurre. Les personnes atteintes de valvulopathie vont voir leur situation empirer au fil du temps, c'est inévitable, je connais bien la question, puisque mon épouse a été opérée une première fois en 1986, puis la dernière fois en 2006, cette fois avec la pause de deux valves mécaniques.

Les valves fragilisées soient par une bactérie, soit par un médicament dans le cas du Mediator, se rétractent jusqu'au point d'interrompre la circulation sanguine donc provoquant la mort, il faut donc opérer avant d'arriver à un âge trop avancé car ensuite l'opération s'avère encore plus risquée et généralement impossible à pratiquer, la personne est condamnée à en mourir. En fait, vous devenez handicapé à vie avec plein d'effets secondaires suite à cette opération, certes vous êtes en vie, mais c'est un cauchemar quotidien.

2- Grèce

Le taux de chômage en Grèce est passé à un nouveau record de 20,9% en novembre, contre 18,2% en octobre, a annoncé jeudi le service des statistiques ELSTAT, dans un marché de l'emploi frappé par la crise de la dette et les mesures d'austérité.

Les chiffres grecs du chômage ne sont pas ajustés des variations saisonnières.

Le nombre des chômeurs a atteint 1,02 million, en hausse de 48,7 % sur un an et de 14 % par rapport à octobre, a précisé un communiqué de l'ASE. Près d'un jeune sur deux de 15 à 24 ans est sans emploi (48 %). 24,5 % des femmes sont victimes du chômage.

Cette explosion, à un niveau jamais atteint depuis l'entrée dans la zone euro en 2000, a commencé début 2010 avec la débâcle financière de la Grèce et la cure d'austérité qui lui est depuis administrée, alors qu'elle est entrée dans sa cinquième année consécutive de récession. (Reuters et lemonde.fr 09.02)

3- Israël

Les banques, les ports et la Bourse étaient fermés jeudi en Israël au deuxième journée d'une grève générale organisée pour protester contre le recours à des salariés intérimaires dans le service public.

Selon la centrale syndicale Histadrut, qui regroupe des centaines de milliers de salariés du secteur public, le mouvement devrait également perturber la circulation des trains et toucher la Banque d'Israël.

Histadrut réclame l'intégration de 250.000 salariés intérimaires dans le secteur public. Le ministère des Finances refuse et propose à la place d'améliorer leurs conditions de travail et d'augmenter leurs salaires d'au moins 20%.

Un juge du tribunal du travail a donné aux deux parties jusqu'à jeudi matin pour trouver un accord. Selon la presse officielle, des discussions se sont tenues toute la nuit entre le gouvernement et les syndicats et les deux parties seraient proche d'un accord. (Reuters 09.02)

Economie

1- Grande-Bretagne

La Banque d'Angleterre (BoE) a annoncé jeudi, comme attendu, l'injection de 50 milliards de livres (59,9 milliards d'euros) dans l'économie britannique, après une première relance en octobre de son programme de soutien à une économie britannique toujours chancelante.

La banque centrale britannique a par ailleurs maintenu son taux d'intérêt directeur à 0,50%, niveau exceptionnellement bas auquel il est fixé depuis mars 2009.

Après une première relance de 75 milliards de livres en octobre, le montant total du programme de rachats d'actifs - dit d'"*assouplissement quantitatif*" - s'élève désormais à 325 milliards de livres.

Ce programme visant à injecter massivement des fonds dans le système avait été lancé en mars 2009 pour aider une économie britannique alors en pleine récession. La première tranche, graduellement relevée jusqu'à 200 milliards de livres, avait été épuisée en janvier 2010. (AFP 09.02)

2- Etats-Unis

La banque centrale des Etats-Unis (Fed) a annoncé mercredi avoir vendu à la banque américaine Goldman Sachs un portefeuille de titres adossés à des emprunts immobiliers d'une valeur nominale de 6,2 milliards de dollars.

Il s'agit de titres adossés à des emprunts immobiliers dont la Réserve fédérale avait délesté l'assureur AIG à l'automne 2008, en pleine crise financière.

Cette transaction va permettre de rembourser l'intégralité du capital restant dû au titre d'une des deux lignes de crédit encore ouvertes pour le compte d'AIG à la Fed, indique la banque centrale dans un communiqué.

La Fed indique avoir cédé ce portefeuille à la suite d'enchères auxquelles ont participé cinq établissements financiers. Elle ne précise pas le montant de la transaction, se bornant à indiquer qu'elle se fait à un prix conforme à l'intérêt public.

La banque centrale avait annoncé le 19 janvier avoir cédé à la banque helvétique Credit Suisse un portefeuille de titres similaires d'une valeur nominale de 7,0 milliards de dollars.

La Réserve fédérale avait délesté AIG de ces titres à l'automne 2008: ils avaient été apportés par le groupe d'assurance comme garantie en échange de liquidités dont il avait alors cruellement besoin.

AIG avait été sauvé d'une faillite qui s'annonçait imminente en septembre 2008 en étant nationalisé. Son renflouement a nécessité la mobilisation de plus de 180 milliards de dollars de fonds publics.

Après le règlement de la transaction annoncé mercredi, la Fed ne devrait plus avoir à récupérer début mars que 9,6 milliards de dollars (intérêts et capital) sur les sommes qu'elle a avancées pour le sauvetage d'AIG.

La banque centrale apparaît quasi certaine de sortir de l'aventure AIG avec un bénéfice comptable.

Ce n'est pas le cas du Trésor américain, qui doit récupérer de son côté 50 milliards de dollars. Selon un rapport de la Cour des comptes (GAO), publié le 9 janvier, il ne parviendra jamais à recouvrer l'intégralité de cette somme. (AFP 09.02)

La Fed retrouve ses billes avec un bénéfice en prime, à l'opposé du Trésor américain qui fera casquer les masses américaines ou sabrera dans les budgets sociaux, normal quoi !

Haut de page

Le 11 février

CAUSERIE

Demain on reviendra sur la situation.

Quand les représentants patronaux des syndicats ouvriers se répartissent les rôles pour faire aboutir une revendication du Medef

Un article de l'AFP suivi d'une analyse.

- La question du consentement individuel des salariés est en effet au coeur des négociations qui démarrent le 17 février. Le gouvernement veut promouvoir des accords collectifs qui s'imposeraient à tous les salariés, accédant ainsi à une revendication du Medef.

Les accords dits de compétitivité-emploi visent à permettre à l'entreprise d'ajuster la durée de travail de ses salariés et donc les salaires, à la conjoncture, en échange d'une garantie de maintien des emplois.

La CFDT, pourtant prête à négocier un cadre juridique si le débat ne se limite pas à celui du coût salarial, a demandé mercredi au Premier ministre d'intervenir pour que le vote de l'article sur la modulation du temps de travail de la proposition de loi Warsmann (UMP) soit bloqué au Parlement.

Opposée à un accord national qui ferait "*sauter le verrou de l'accord individuel du salarié*", FO dénonce "*un tour de passe-passe entre gouvernement et législateur*", la CGT un "*coup de force*".

"*On ne sera pas là pour négocier de la régression sociale*", prévient Maurad Rabhi, qui représentera la CGT aux négociations. "*A la différence du dispositif de chômage partiel, les accords de compétitivité font supporter le coût de la crise au salarié*", s'insurge-t-il.

Parce que ces accords sont déjà possibles avec l'aval individuel des salariés, qui préfèrent conserver leur emploi même moins payés, la CFDT et la CFTC souhaitent négocier des garanties et des recours pour les salariés.

"*On peut concevoir qu'un effort temporaire soit fait*" en cas de passe difficile pour l'entreprise et "*à la condition de sécuriser*" les accords, explique Joseph Thouvenel (CFTC).

Mais les utiliser, comme le souhaite également le gouvernement, dans les phases de croissance d'activité, "*serait un glissement vers le grand n'importe quoi, c'est-à-dire la déréglementation et l'ultralibéralisme*", prévient M. Thouvenel. La CFTC

veut "*contractualiser*" l'engagement de l'entreprise avec des "*sanctions financières*" s'il n'est pas respecté.

"*Quand peut-on dire à un moment que c'est conjoncturel ou bien structurel?*", interroge Stéphane Lardy (FO).

La CFDT a écrit au Premier ministre qu'elle était "*prête à s'engager*" sur "*la question de la compétitivité des entreprises*".

Les syndicats se rejoignent pour dénoncer le calendrier serré imposé par l'Elysée. (AFP 10.02)

Ils avaient tenu le même discours ou emprunté la même méthode après l'annonce par Sarkozy de "*l'agenda*" devant aboutir à l'adoption de la dernière contre-réforme sur les retraites.

Le représentant patronal de la CGT résume comment avec ses collègues ils soutiennent le gouvernement.

Quand il dit "*on ne sera pas là pour négocier de la régression sociale*", alors que chacun sait que ce sera effectivement le cas, alors comment s'y prend-il pour le camoufler ? C'est très simple. Il compare ou met dans la balance les mesures déjà adoptées sur le chômage partiel et celles annoncées sur la "*compétitivité*", en prétendant que les premières bénéficieraient aux travailleurs tandis que les secondes favoriseraient les patrons, l'astuce, si l'on peut dire, consiste donc à suggérer très fort qu'il y aurait une sorte d'équité de traitement entre les travailleurs et les patrons.

Ces parasites se partagent les rôles.

La CGT et FO donne de la voix, pas pour exiger le retrait pur et simple de ces mesures réactionnaires, mais sur leurs modalités d'application, ce qui suffit à prouver qu'ils les approuvent à la suite de la CFDT et de la CFTC qui ne s'en cachent pas. Cela suffit à démontrer (si nécessaire) que les dirigeants des syndicats ouvriers ont tous sans exception adopté le capitalisme. Autrement dit, quand monsieur Mailly prétend que son syndicat serait "*indépendant*" après avoir fait la démonstration qu'il était soumis au capitalisme, il réalise de fait une escroquerie couverte par les dirigeants du POI (notamment).

Quand Stéphane Lardy (FO) demande "*quand peut-on dire à un moment que c'est conjoncturel ou bien structurel?*", il avoue au passage qu'il n'est pas contre ces mesures à condition qu'elles soient "*conjoncturelles*", ajoutons sur la base d'un diagnostic commun réalisé par les syndicats et le patronat, à la suite du représentant de la CFTC qui affirme "*concevoir qu'un effort temporaire soit fait*" se traduisant par la baisse du salaire des travailleurs mis arbitrairement au chômage partiel.

Question : les choses sont très claires dès lors qu'on se situe exclusivement sur le terrain de classe des exploités, quel parti ouvrier se livre à cette démonstration dans sa littérature hebdomadaire ? Répons : aucun. Question : sur quel terrain se situe-t-il alors ? Je vous laisse deviner.

A propos de la situation en Espagne.

Il s'agit là du (même) commentaire qui fait suite à l'article de l'AFP qui figure plus loin dans cette page.

Mariano Rajoy n'a pas trop à s'en faire et il le sait, puisque "*syndicats et patronat ont déjà noué un accord de modération salariale*", les dirigeants pourris des syndicats ont choisi leur camp et ils se rendront à son invitation lundi. Reste à savoir pendant combien de temps encore les trravailleurs supporteront-ils un tel traitement, comme en Grèce et au Portugal...

L'évolution de la situation sociale et politique dans ces pays aboutit au fait pour les travailleurs, qu'ils ne pourront plus vivre comme avant et sans espoir que leur situation s'améliore dans le futur. Ce qui signifie qu'ils ont le choix entre accepter ces conditions et se résigner ou les refuser et les combattre, mais comment, dans quelle perspective politque?

Il ressort de la situation, que pour se prévaloir d'une certaine légitimité, la survie du capitalisme serait impossible sans le soutien du cadre juridique que lui fournisse les institutions, l'Etat. Le capitalisme et les institutions qui lui sont dévouées constituant les principaux obstacles au réglement de toutes les revendications sociales en suspens, la question qui est à l'ordre du jour est de les liquider ensemble, simultanément, ce que seul pourrait réaliser un gouvernement ouvrier révolutionnaire combattant pour l'établissement du socialisme à l'échelle mondiale.

Un gouvernement ouvrier révolutionnaire ne pouvant pas être le produit d'une génération spontanée, il faut combattre toutes les mesures antisociales prises par le gouvernement, non pas en espérant aboutir à leur retrait ou le faire croire aux travailleurs ce qui serait criminel, mais dans la perspective du renversement du régime, objectif dont peuvent se saisir immédiatement les éléments les plus avancés parmi les travailleurs, ce qui permet de poser la question de la construction des moyens pour atteindre cet objectif, dont le parti...

Ceux qui ne sont jamais parvenus à construire le parti en 70 ans, ont démontré qu'ils étaient incapables de lier ou subordonner

le combat pour des revendications sociales à la perspective politique de la chute du régime en place, à croire qu'ils avaient abandonné cet objectif ou qu'ils l'ont gravement négligé... Et ce n'est pas un hasard si aucun n'est en mesure de le faire aujourd'hui autrement que maladroitement dans des déclarations sans lendemain.

Haro sur le capitalisme et les institutions, voilà la seule réponse à la hauteur de la formidable agression orchestrée par leurs représentants contre les travailleurs. Est-ce exagéré, serait-ce faire preuve de gauchisme ? Qu'est-ce qui vous permettrait de porter un tel jugement ? Je vous mets au défi de le prouver. J'affirme que vous seriez dans l'incapacité de le justifer et voici pourquoi :

- (AFP 10.02) Le ministre de l'Economie Luis de Guindos a donné jeudi quelques indices sur la réforme, surpris par un micro à Bruxelles en train de dire au commissaire européen Olli Rehn: "*demain nous allons approuver la réforme du travail et vous allez voir qu'elle sera extrêmement agressive*". (la suite dans l'article plus bas)

Quand Olli Rehn affirme que la contre-réforme du droit du travail en Espagne sera "*extrêmement agressive*" il sait de quoi il parle, dès lors notre réponse doit se situer à la même hauteur et être "*extrêmement agressive*", toute appréciation formulée par un parti ouvrier qui serait en-deça serait marquée du sceau de l'opportunisme, de l'infâmie. Avis aux amateurs, ils sont nombreux, attention tout de même de ne pas vous marchez dessus... les intéressés se reconnaîtront.

Le saviez-vous ?

A propos du 11 septembre 2011. Bien que cela paraisse incroyable, il y a encore des militants pour refuser d'admettre que c'est bien l'administration américaine qui a planifié inutieusement cet acte assimilable au terrorisme d'Etat. Un nouvel article de Mondialisation.ca du 10 février revient sur certains aspects du 11/9. Précisons qu'à ce jour (à ma connaissance), qu'aucun parti ouvrier en France n'a officiellement reconnu la responsabilité de la Maison Blanche dans cet acte barbare. Le combat pour que la vérité éclate fait partie intégrante du combat pour l'indépendance du mouvement ouvrier.

- Un autre exemple est celui de l'affirmation que les impacts d'avion, leur carburant, et les incendies qui en ont résulté ont provoqué l'effondrement des Tours Jumelles. En réalité, le carburant d'avion atteint au maximum les 1800 degrés Fahrenheit. L'acier ne commence à fondre qu'à partir de 2700 degrés F.

Pourtant, les rapports officiels affirment le contraire. Il disent aussi que les seules causes de l'effondrement des tours sont au nombre de trois ; l'impact des avions, les incendies, et la force de gravité. Mais les « *meilleures preuves* » contredisent cette explication officielle, et d'autres également.

L'effondrement du WTC7 revêt une importance toute particulière. Le National Institute of Standards and Technology (NIST) a initialement mis en cause les dommages structurels combinés aux incendies de fuel. Mais finalement, son rapport final ne mentionne que les incendies [comme cause de l'effondrement].

Pourtant, aucun avion n'a percuté ce bâtiment. Et historiquement, aucun gratte-ciel à structure d'acier ne s'est jamais écroulé à cause d'incendies. De plus, si cela venait à se produire, l'affaissement serait progressif.

Malgré tout cela, le WTC 7 s'est effondré virtuellement en chute libre, de façon symétrique et droit sur son empreinte, avec sa ligne de toit qui est restée pratiquement horizontale. « *La meilleure preuve* » montre que « *chacune des 82 colonnes de soutien a été sapée avant* » que l'effondrement ne commence. C'est une intervention humaine secrète, et non pas les dommages [subis par le bâtiment], qui sont la cause [de son effondrement].

Un autre exemple-clef est celui de présence de matériaux nanothermitiques. [La nanothermite] « *peut être adaptée pour réagir comme un incendiaire (comme de la thermite ordinaire) ou comme un explosif…* »

On en a retrouvé dans quatre échantillons de poussières du WTC collectés indépendamment les uns des autres. Un article écrit par une équipe de scientifiques, et relu par des pairs (peer reviewed) l'a montré. Bien que le NIST n'ait pas effectué de tests pour détecter l'éventuelle présence de matériaux explosifs, il a affirmé qu'il n'y en avait pas.

De nombreux autres exemples de « *meilleures preuves* » contredisent les récits officiels, qui en perdent littéralement toute crédibilité.

INFOS EN BREF

Politique

1- Grande-Bretagne

Abou Qatada, l'homme qui avait été surnommé « *l'ambassadeur d'Ossama Ben Laden en Europe* » par la presse anglo-saxonne, et qui est inscrit sur la liste des individus lié avec Al-Qaïda par le comité 1267 du Conseil de sécurité des Nations unies, vient d'être mis en liberté conditionnelle en Grande Bretagne.

Grâce à une intervention de la Cour européenne des Droits l'homme, qui s'est opposée à son extradition vers la Jordanie où il devait être jugé, il sera totalement libre d'ici trois mois « *si aucun accord n'est trouvé* ».

De plus le Daily Telegraph a révélé que les journalistes de la BBC ont reçu pour instruction de ne plus qualifier Abou Qatada « *d'extrémiste* », ainsi que de « *ne pas faire usage d'images qui suggèrent que le prédicateur est en surpoids* ».

L'affaire fait scandale en Grande-Bretagne, où on ne comprend pas comment celui qui était qualifié d'« *extrêmement dangereux* » par l'ancien ministre de l'Intérieur David Blunkett, et qui était détenu dans la prison de haute sécurité de Long Lartin, peut se voir ainsi remis en liberté.

Comme nous l'anticipions dès mai 2011, la mise en scène médiatique de la mort d'Ossama Ben Laden préparait le recyclage des hommes de son réseau au service de la nouvelle stratégie des États-Unis. Après avoir aidé à la lutte contre les Soviétiques en Afghanistan, puis servi de faux-nez lors des attentats du 11 septembre, et enfin avoir été utilisés contre la résistance irakienne, ils sont désormais affectés au détournement du « *Printemps arabe* » et à la lutte contre l'Alliance des résistances (Iran, Syrie, Hezbollah).

Ainsi en Syrie, ce sont les hommes issus du réseau Al-Qaïda qui, financés par le Qatar et encadrés par des instructeurs militaires turcs, britanniques et français, constituent la majeure-partie des effectifs de ce que la presse occidentale nomme « *Armée syrienne libre* ».

La BBC veille désormais à l'image de ceux qui sont susceptibles de servir une telle cause. (Réseau Voltaire 10.02)

2- Grèce

Une ministre socialiste du gouvernement grec et quatre d'extrême droite grec Laos ont démissionné ce vendredi, s'opposant aux nouvelles mesures d'austérité demandées par les créanciers du pays.

La socialiste démissionnaire est Mariliza Xenoyannakopoulou adjointe aux Affaires européennes. Son parti, le Pasok, est membre de la coalition gouvernementale aux côtés de la droite conservatrice et de l'extrême-droite.

«*Malheureusement, la troïka (UE-BCE-FMI, ndlr) ne tient pas compte des conséquences de la mise en oeuvre du premier plan de rigueur (...) et décide de prendre des mesures qui vont dramatiquement creuser la récession et accroître la colère sociale*», écrit Mme Xenoyannakopoulou dans une lettre adressée au Premier ministre Papademos.

Jeudi , la secrétaire d'Etat au Travail Iannis Koutsoukos (socialiste) avait déjà démissionné pour les mêmes raisons. (liberation.fr 10.02)

3- Egypte

Des milliers d'Egyptiens ont manifesté vendredi près du ministère de la Défense pour réclamer le départ de l'armée du pouvoir, à la veille du premier anniversaire de la chute de Hosni Moubarak, selon un journaliste de l'AFP.

Pendant la journée, plusieurs rassemblements ont convergé vers le ministère, traversant des zones résidentielles pour éviter les barrages établis par les militaires sur plusieurs kilomètres autour du ministère.

En fin d'après-midi, les manifestants ont cependant été bloqués à une centaine de mètres derrière le bâtiment, la police militaire ayant placé des barbelés et des blindés pour empêcher le passage.

Derrière le cordon de police résonnait de la musique militaire, tandis qu'en face, les manifestants scandaient : "*Le peuple veut l'exécution du maréchal*" Hussein Tantaoui, chef d'Etat de facto depuis que M. Moubarak a remis ses pouvoirs à l'armée le 11 février 2011.

A la fin de la grande prière hebdomadaire du vendredi dans la mosquée al-Fath, dans le centre du Caire, les manifestants avaient crié "*A bas le pouvoir militaire*" avant de se diriger vers le ministère.

"*Nous marchons sur le ministère de la Défense, nous voulons le départ des militaires*", a affirmé devant la mosquée Asmaa Mahfouz, militante connue pour avoir enregistré l'an dernier une vidéo appelant à un soulèvement contre Hosni Moubarak.

Les militants ont aussi appelé à une journée de "*désobéissance civile*" et de grèves samedi, jour anniversaire de la chute de M. Moubarak. (AFP 10.02)

4- Iran

Des ambassades étrangères en Israël ont récemment commencé à rédiger des plans d'urgence en vue d'évacuer leurs ressortissants de l'Etat juif dans le cas d'une attaque de missiles sur Israël.

Cette information a été confirmée par de hauts fonctionnaires de Jérusalem. Pour l'heure, le ministère des Affaires étrangères a fourni aux ambassades étrangères présentes en Israël, une liste des abris publics à travers le pays, ainsi qu'une brochure pédagogique.

Les représentants diplomatiques de nombreux pays sont de plus en plus soucieux d'une réaction militaire iranienne contre Israël. Les forces de défense israéliennes projettent d'engager plusieurs exercices afin de préparer la population. Quant à l'Union européenne, l'un de ses fonctionnaires a confié qu'il était absolument impossible d'engager une procédure visant à protéger toutes les familles du corps diplomatique des différents pays occidentaux présents sur place.

Dans cette histoire, on peut s'attendre à tout ! c'est ainsi qu'un journal hébreu prétend que "*la presse internationale aurait loué le droit de mettre des équipes de tournage et des journalistes sur les toits de la ville pour couvrir les évènements de la guerre à venir, une contre-attaque iranienne. Il semble que les réseaux de nouvelles CBS, Fox News et NBC envoient leurs producteurs en Israël pour trouver les endroits stratégiques pour envoyer leurs correspondants*" (liesi 10.02)

5- Syrie

5.1- Sur le devant de la scène internationale, la Turquie appelle à la création d'un « Groupe des amis de la Syrie démocratique » sur le modèle du « *Groupe de contact pour la Libye* », tandis que la presse italienne examine les possibilités d'intervention militaire indirecte de l'OTAN. Pourtant, si une telle intervention devait avoir lieu, elle violerait le droit international après le double veto russe et chinois, et devrait donc se discuter en secret.

Dans les coulisses, c'est une toute autre activité. La délégation russe à Damas s'est portée garante d'un accord secret entre plusieurs protagonistes. Selon nos informations, des prisonniers de guerre turcs et des otages civils iraniens ont été libérés. En échange, la Turquie ne devrait pas intervenir en Syrie et l'Iran renoncerait à soutenir des groupes rebelles en Turquie.

Le plan de guerre en Syrie étant contrarié, les Occidentaux se cherchent une stratégie alternative. Cependant, d'ores et déjà, certains Etats se sont retirés du jeu.

A signaler deux intoxications particulières :

- Un rapport de Médecins sans frontières relaie une quinzaine de témoignages de patients et de médecins accusant les forces de sécurité de priver les insurgés blessés de soins, voire de les amputer arbitrairement ou de les torturer. MSF précise dans son introduction qu'il n'a pas été en mesure de recouper ces témoignages, mais les a publiés par ce qu'ils décrivent des situations récurrentes. Or, les observateurs de la Ligue arabe, qui ont tenté de recouper des témoignages similaires, ont conclu à leur absence de fondement. Si Le Monde traite le rapport de MSF avec précaution, Libération en fait sa « *une* ».

- L'Observatoire syrien des Droits de l'homme (bureau londonien des Frères musulmans) affirme que 18 bébés sont morts dans des couveuses à l'hôpital Al-Walid de Homs (voir par exemple ABC ou le Diario de Noticias). Il s'agit de la reproduction du célèbre bobard mis en scène par le cabinet de relations publiques Hill & Knowlton avec l'aide de la fille de l'ambassadeur du Koweit à Washington et d'Amnesty International pour justifier l'opération Tempête du désert (audition du 10 octobre 1990 devant le Congressional Human Rights Caucus) . (Réseau Voltaire 09.02)

5.2- Alors que l'éventualité d'une guerre classique conte la Syrie est écartée du fait du double veto russe et chinois, les Occidentaux se trouvent sans plan de rechange. Surtout, ils ne savent pas comment traiter le conflit qui les oppose à l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) : doivent-ils user de diplomatie, ou peuvent-ils lancer une guerre par proxy interposé ?

La réponse à cette question dépend de l'acceptation ou du refus du déclin de l'Empire états-unien. Le parti de la guerre envisage une forme de conflit de basse intensité avec des groupes combattants disposant de bases arrières en Turquie, au Liban et en Jordanie. Les réalistes vont valloir, quand à eux, que dans cette hypothèse la guerre déborderait sur ces trois Etats et atteindrait inévitablement Israël.

En l'absence de stratégie définie, chacun tente de consolider ses positions. Le Conseil national syrien se rend à Qatar dans

l'espoir d'être reconnu par les Etats du Golfe comme seul représentant du peuple syrien en lieu et place de la République arabe syrienne. De son côté, la Coordination pour le changement démocratique est reçue à Pékin, qui propose sa médiation.

La presse israélienne observe que l'Armée syrienne libre est une appellation générique pour des groupes hétéroclites dont le nombre de combattants se situe entre 4 000 et 7 000, bien loin des 40 000 revendiqués, et parmi lesquels les déserteurs syriens ne sont qu'une petite minorité. De nombreux journaux admettent désormais que ces combattants, qu'ils comparent aux Brigades internationales, sont majoritairement des salafistes étrangers, principalement encadrés par des instructeurs britanniques et qataris. Ils offrent une forte résistance à l'offensive lancée en début de semaine par l'Armée nationale syrienne, mais sont en difficulté faute de soutien suffisant dans la population.

- La presse allemande annonce que quatre diplomates syriens ont été expulsés de République fédérale. Ils sont convaincus d'avoir espionné les opposants syriens réfugiés en Allemagne.

- Le Tagesspiegel brocarde les initiatives diplomatiques pour contourner le double veto. L'action, écrit-il, s'est déplacée du champ de bataille au téléphone.

- Sous la plume de Guido Olimpio, le Corriere della Sera confirme depuis Washington tout ce que les lecteurs du Réseau Voltaire savent depuis deux mois : l'Armée syrienne libre est majoritairement composée de combattants étrangers, surtout libyens. Ils sont appuyés par « *les Forces spéciales du Qatar de l'Arabie saoudite et des Occidentaux* » (cette énumération évite de citer la Turquie, qui vient de se retirer du dispositif à la suite de la signature d'un Protocole secret avec la Syrie et l'Iran lors de la visite de Sergey Lavrov).

- Javier Espinosa observe dans El Mundo que le conflit religieux n'oppose pas la majorité sunnite à la minorité allaouite. En effet, la plupart des sunnites soutiennent le président el-Assad. Le conflit religieux se situe en réalité à l'intérieur de la communauté sunnite. Le grand mufti Ahmad Hasun soutient le gouvernement au nom de l'unité nationale, tandis que, depuis l'Arabie saoudite, le cheick Adnan al-Arur appelle au jihad. Ainsi, les rebelles ont-ils assassiné le fils du grand mufti.

- José de Areilza déplore dans ABC l'attitude de la baronne Ashton. La Haute-représentante de l'Union européenne n'a pas été capable d'élaborer un point de vue commun des Européens sur la Syrie. Une fois de plus, l'Union européenne ne sert à rien. Tout en étant fondé, ce reproche est excessif, dans la mesure où Catherine Ashton a joué un rôle central dans le soutien du Brésil, de l'Inde et de l'Afrique du Sud à la proposition de résolution marocaine au Conseil de sécurité. En outre, la baronne Ashton se heurte à la concurrence entre Nicolas Sarkozy et David Cameron. Les deux hommes revendiquent l'un et l'autre le projet d'une conférence réunissant un groupe de contact sur la Syrie, alors que cette idée leur a été soufflée par Hillary Clinton.

- Le Daily Telegraph teste un contre-feux possible aux révélations sur la présence d'instructeurs étrangers dans l'Armée libre syrienne : les Iraniens feraient de même avec l'Armée nationale syrienne. En réalité, suite à l'abrogation de l'état d'urgence et à la reconnaissance du droit de manifester, la Syrie se dote d'un corps de police adapté à la sécurisation des manifestations. Dans ce contexte, elle a du acheter du matériel de police. Soumise à embargo, elle n'a pu se fournir qu'en Iran, mais cela n'a rien à voir avec des instructeurs militaires.

- Le Globe and Mail étudie quatre options : (1) se croiser les bras et attendre, (2) créer des enclaves humanitaires et exercer des pressions diplomatiques, (3) reconnaître et armer l'opposition, (4) faire la guerre sans mandat de l'ONU. Il conclut qu'il vaut mieux ne rien faire en espérant que le régime ne se livre pas à un massacre de masse.

- Jackson Diehl soutient dans le Washington Times la proposition des sénateurs John McCain, Lindsey Graham et Joseph Lieberman d'armer massivement l'opposition syrienne. Au contraire, l'éditorialiste du Los Angeles Times affirme que cette option ne conduira à terme qu'à des catastrophes. Il préconise donc la voie diplomatique.

- Le professeur Marwan Kabalan note dans Gulf News que le changement de rapport de force mondial conduit à un réalignement régional. Tout se joue dans l'amélioration des relations entre l'Irak et la Syrie.

- Le Moscow Times ne voit que de mauvaises conséquences pour la Russie en cas de départ de Bachar el-Assad. (Réseau Voltaire 10.02)

6- Liban

Des officiers de la sécurité libanaise ont indiqué qu'un avion cargo suspect, contenant d'importantes sommes d'argent en dollars, des armes, des passeports spéciaux et des cartes de crédit, a été saisi à son arrivé dans la capitale libanaise, en provenance des États-Unis et du Brésil.

Les articles, emballées dans des coffres, ont été découverts à l'aéroport de Beyrouth, rapportent les responsables de la sécurité.

Les coffres contenaient aussi une liste de citoyens libanais incluant certaines personnalités connues, dont une personne liée à des groupes salafistes extrémistes. Les responsables de la sécurité ont convoqué des personnes dont le nom figurait sur la liste, et arrêté certaines d'entre elles.

Les autorités de Beyrouth ont renforcé la surveillance à travers le pays suite aux avertissements de certaines organisations libanaises et aux déclarations du ministre de la Défense concernant la présence d'Al-Qaïda au Liban.

Selon le ministre, des membres de la mouvance terroriste Al-Qaïda sont entrés en Syrie par le Liban pour combattre contre l'administration el-Assad.

Ces derniers mois, de nombreux rapports ont circulé selon lesquels des armes ont été introduites clandestinement à destination des bandes armées en Syrie via la frontière libanaise. (Réseau Voltaire 08.02)

Social

1- France

Le comité central d'entreprise d'Air France a été interrompu vendredi matin par des salariés venus manifester leur opposition au projet de renégociation d'une bonne partie des accords collectifs et qui ont contraint les membres de la direction à quitter la salle.

Plusieurs centaines de salariés ont pénétré dans la salle et demandé à la direction de quitter les lieux, ce qu'elle a refusé de faire pendant un moment avant de céder. Après ce face à face tendu, Air France a fait savoir que le CCE était «*terminé*» et qu'elle «*regrettait vivement que le fonctionnement du CCE ait été ainsi entravé*».

La compagnie précise néanmoins que la session avait été ouverte «*normalement à 9h30 au siège de Roissy*», que «l'exposé de la motivation de ce CCE a été fait et l'ensemble des points à l'ordre du jour nommés».

Après l'intrusion des manifestants dans la salle, la séance a été suspendue mais une heure et demie plus tard «*les représentants de la direction ont été brutalement expulsés de la salle*», a indiqué un porte-parole.

La journaliste de l'AFP a constaté des sifflets et des huées de la part de manifestants qui scandaient «*on est chez nous, on est chez nous*» et qui ont fait «*une haie d'honneur*» à plusieurs membres de la direction qui ont dû quitter les lieux.

Le PDG Alexandre de Juniac estime qu'il est impératif de renégocier une grande partie des accords sociaux d'ici à l'été afin d'améliorer la productivité des personnels. (liberation.fr 10.02)

2- Grèce

Le principal syndicat de policiers en Grèce menace de réclamer des mandats d'arrêt contre les émissaires de l'Union européenne et du Fonds monétaire international (FMI) imposant la mise en oeuvre de mesures d'austérité fortement impopulaires.

Dans une lettre dont Reuters a eu connaissance vendredi, la Fédération de la police grecque accuse ces représentants des bailleurs de fonds internationaux de la Grèce de "*chantage, tentatives de subrepticement abolir ou ronger la démocratie et la souveraineté nationale*".

Cette lettre précise que l'une des personnalités visées est Poul Thomsen, le principal représentant du FMI en Grèce. La missive a aussi été adressée à Klaus Masuch, chef de la délégation de la Banque centrale européenne (BCE), et à Servaas Deroos, ancien inspecteur en chef de la Commission européenne en Grèce.

Cette menace est essentiellement symbolique puisque, soulignent des experts des questions juridiques, un mandat d'arrêt doit d'abord être émis par un juge. Cette initiative illustre cependant l'ampleur de la colère de la population grecque face aux baisses de salaires et aux coupes claires dans les budgets de l'Etat exigées par les créanciers internationaux de la Grèce.

"*Comme vous poursuivez cette politique destructrice, nous vous prévenons que vous ne pouvez nous contraindre à nous battre contre nos frères. Nous refusons de nous élever face à nos parents, nos frères, nos enfants ou tout citoyen manifestant ou exigeant un changement de politique*", souligne le syndicat, qui représente plus de deux tiers des effectifs policiers de la Grèce.

"*Nous vous prévenons que, en tant que représentants légaux des policiers grecs, nous allons émettre des mandats d'arrêts pour une série d'infractions légales (...) telles que chantage, tentatives de subrepticement abolir ou ronger la démocratie et la souveraineté nationale.*"

Les policiers sont directement confrontés à la colère populaire qui se manifeste régulièrement à l'occasion de rassemblements devant le parlement à Athènes. Le slogan "*Policiers, porcs, assassins*" est régulièrement scandé ou inscrit sauvagement sur les murs.

Plusieurs milliers de personnes se sont à nouveau rassemblées vendredi à Athènes pour manifester contre de nouvelles mesures d'austérité entérinées par le gouvernement sous la pression des créanciers internationaux. (Reuters 10.02)

3- Hongrie

La compagnie aérienne publique hongroise Malev, qui a cessé son activité vendredi dernier, va licencier 2.080 de ses 2.600 employés.

"*Dans le cadre d'un licenciement collectif, 2.080 personnes seront renvoyées du groupe Malev*", a déclaré à Budapest Marta Rona, la porte-parole de compagnie hongroise.

"*Plus de la moitié de l'effectif concerné travaille chez Malev SA, le reste dans les filiales de la société*", a ajouté la porte-parole.

A cours d'argent, la compagnie aérienne publique hongroise Malev a cessé vendredi dernier ses opérations après 66 ans de service. La faillite n'a pas été encore formellement prononcée, les autorités hongroises cherchant encore un moyen de faire redémarrer la compagnie aérienne, car la faillite de Malev entraînerait le paiement de garanties colossales au propriétaire de l'aéroport de Budapest, le géant allemand du BTP Hochtief, de l'ordre de 1.000 milliards de forints (3,4 milliards d'euros).

Cette somme est due à Hochtief car Malev était le principal client de l'aéroport de Budapest avec quelques 3 millions de passagers, équivalent à 40% du chiffre d'affaires de l'aéroport.

Pour l'instant, les efforts du gouvernement hongrois n'ont pas porté leurs fruits, a annoncé vendredi Janos Lazar, le chef du groupe parlementaire du Fidesz, le parti du Premier ministre Viktor Orban. (AFP 10.02)

Economie

1- France

1.1- Michelin en manque de "***compétitivité*** !

Le géant français du pneumatique Michelin a affiché vendredi des objectifs de croissance ambitieux, tirés par l'innovation et de nouveaux gains de compétitivité, après l'annonce d'une hausse de 39% son bénéfice net 2011 à 1,46 milliard d'euros. (AFP 10.02)

1.2- Total ou quand le racket atteint des "***records historiques*** !

Les prix élevés de l'or noir ont permis à Total d'engranger de nouveau l'an dernier des bénéfices astronomiques de plus de 12 milliards d'euros, un niveau qui rapproche le géant pétrolier de ses records historiques.

Les résultats publiés vendredi par Total ont de quoi donner le tournis, avec un bond de 16% sur un an du bénéfice net 2011, à 12,27 milliards d'euros, et de 11% du bénéfice net ajusté (qui exclut les effets de stocks et autres éléments exceptionnels) à 11,42 milliards.

Le chiffre d'affaires a lui aussi grimpé de 16% à 184,7 milliards d'euros.

Cette nouvelle envolée est liée aux cours très élevés du pétrole brut l'an dernier, le prix moyen du baril de Brent ayant grimpé de 40% à 111,3 dollars. La flambée des cours a compensé une légère baisse de la production du groupe et la morosité persistante de ses activités de raffinage.

Total a vu sa production d'hydrocarbures reculer de 1% l'an passé, à 2,346 millions de barils équivalent pétrole par jour (Mbep/j).

Sur le seul quatrième trimestre 2011, le bénéfice net a augmenté de 13% à 2,29 milliards, et le bénéfice ajusté de 7% à 2,725 milliards, pour une production stable à 2,384 Mbep/j.

Il a expliqué que le groupe entendait poursuivre une politique d'investissements colossaux, avec 20 milliards de dollars d'investissements nets prévus cette année (contre 22 milliards l'an dernier).

Rappelant que Total emploie en France 35.000 personnes sur 170 sites, il a précisé que le groupe paierait pour 2011 environ

1,2 milliard d'euros d'impôts, dont 300 millions au titre de l'impôt sur les sociétés (IS). L'an dernier, Total n'avait pas payé d'IS car ses activités françaises étaient déficitaires.

Christophe de Margerie a également renouvelé son opposition à l'interdiction dans l'Hexagone de la fracturation hydraulique, seule technologie qui permettrait d'exploiter les ressources de gaz de schiste. (AFP 10.02)

1.3- Rexel ou comment une dette importante ne pose pas vraiment de problèmes.

Rexel, le groupe a enregistré l'an dernier une rentabilité record avec notamment une croissance de 39% de son résultat net, à 319 millions d'euros.

"En 2011, Rexel a réalisé de très bonnes performances: la croissance organique a été forte, la rentabilité a atteint un plus haut historique et nous avons renforcé notre présence dans les marchés émergents tout en poursuivant le désendettement de la société", déclare dans un communiqué Jean-Charles Pauze, président du directoire de Rexel.

A fin 2011, la dette nette de la société a été réduite de 195,1 millions d'euros et s'établit à 2,078 milliards d'euros, ramenant ainsi son ratio d'endettement sur Ebitda (bénéfice avant impôt, intérêts, dépréciations et amortissement) de 3,19 à 2,4.

Le chiffre d'affaires de Rexel est ressorti en hausse de 6,3% à 12,717 milliards d'euros, porté par une croissance de 7,4% de ses activités en Amérique du nord tandis qu'en Europe l'activité de la société a crû de 4,5%. (Reuters 10.02)

2- Etats-Unis

2.1- Les Etats-Unis ont accusé en 2011 un déficit commercial record avec la Chine, qui a représenté plus de la moitié du trou dans leurs échanges, et ce malgré l'appréciation de la monnaie chinoise.

Le déficit annuel global (biens et services compris) du pays a atteint son niveau le plus élevé depuis 2008 : 558,0 milliards de dollars. Celui avec la Chine (dans les biens uniquement) a grimpé à 295,5 milliards, battant largement le record établi en 2010.

Le déséquilibre dans les échanges entre la première et la deuxième économie mondiale reste toujours aussi criant. Les Etats-Unis ont importé 3,8 fois plus de biens depuis la Chine qu'ils n'en ont exporté vers ce pays. (AFP 10.02)

2.2- Au moment même où les fonds vautours anglo-américains demandent la peau des Grecs, le gouvernement fédéral américain ainsi que la plupart des États américains annoncent ‘‘*un accord à l’amiable de 25 milliards de dollars avec cinq des plus grandes banques américaines pour mettre fin aux poursuites liées aux saisies immobilières irrégulières. C’est l’accord amiable sectoriel le plus important jamais obtenu par les autorités fédérales et fédérées. Il a été signé avec Citigroup, Bank of America, JPMorgan Chase, Wells Fargo et Ally Financial*". On a là que du beau monde !

On a arrêté de compter tous les cadeaux consentis aux banques du cartel bancaire US par le “Bureau Oval” sur le dos des pauvres contribuables américains, dont un grand nombre consentiront (incroyable mais vrai) à voter pour ce roi de l’arnaque qu’est Barack Obama. On pensait que Bush serait jugé comme criminel de guerre avec ses lieutenants. Son remplaçant a fait beaucoup mieux et il est surtout plus intelligent : lui est devenu prix Nobel de la PAIX… tout en préparant une guerre contre l’Iran dont tout le monde reconnaît aujourd’hui qu’elle nous plongera dans une Troisième Guerre mondiale. (liesi 09.02)

3- Chine

L’inflation préoccupe les autorités chinoises. Elle a atteint 4,5% en janvier 2012. Les prix ont grimpé, notamment ceux des biens alimentaires (+10,5%), détaille BBC News.

Le phénomène n’est pas nouveau, le taux d’inflation avait même dépassé 6,5% en juillet 2011. Mais il pourrait mettre en péril la croissance chinoise, qui devrait tout de même atteindre 8,2% en 2012 d’après le FMI.

Le gouvernement pourrait limiter la quantité de yuan en circulation en relevant son taux directeur. Problème: le taux de la banque centrale chinoise est déjà fixé à 6,5% (celui de la Fed, la banque centrale américaine, est proche de 0%), et n'a pas empêché l'inflation.

L’autre solution, qui semble avoir les faveurs du Comité central du Parti communiste chinois, est la hausse des salaires. Dans un pays dont la croissance repose en grande partie sur son marché intérieur, soutenir la demande est primordial. Le gouvernement pourrait ainsi décider d’une hausse de l’ordre de 13% par an jusqu’en 2015.

Rien qu’en 2011, les salaires minimum ont augmenté de 22% en Chine. Au 1er janvier le «smic» chinois est ainsi passé à 1.260

yuans (156 euros) à Pékin, et de de 800 à 1.050 yuans (99 à 130 euros) dans la province du Sichuan. Une hausse qui ne fait pas le bonheur des chefs d'entreprise, qui voient leurs usines de plus en plus concurrencées par la main d'oeuvre de pays voisins comme l'Indonésie, où les salaires sont encore plus bas. (slate.fr 10.02)

N'allez pas imaginer que d'ici quelques années ou décennies le coût du travail en Chine aura rejoint celui qui existe en France, car le salaire minimum ne s'applique pas en Chine à tous les secteurs d'activité, par ailleurs au salaire proprement dit en France il faut ajouter le salaire différé, (cotisations sociales des employés et des entreprises), de plus il faut considérer le salaire moyen à partir de l'ensemble des salaires et assimilés, de la même manière qu'on prend en compte le taux de profit moyen de l'ensemble de la production et non celui d'un seul secteur d'activité.

Haut de page

Le 12 février

CAUSERIE

Je reporte à demain une analyse de la situation. Je dois aussi m'occuper de mes affaires.

Voici le message que j'ai diffusé ce matin sur le Net à la suite de plusieurs articles de presse sur la situation en Syrie :

- Le rapport de la Ligue Arabe donne des preuves de l'implication de la CIA, du MI6 et du Mossad derrière les violences en Syrie. 95 articles de sources diverses démontent cette manipulation planétaire : www.luttedeclasse.org.

L'avantage pour les personnes qui se connectent sur le site, c'est qu'elles disposent de tous les éléments pour vérifier le contenu des informations qui y figurent, par exemple ici, le rapport de la Ligue Arabe sur la situation en Syrie. On ne se contente pas de fournir des appréciations ou des analyses, on met à la disposition de chacun la quasi-totalité des éléments en notre position, ainsi toute manipulation est impossible, sauf lorsque l'on ne dispose que d'une ou deux sources d'information, ce qui n'est pas le cas sur la Syrie.

Syrie-Iran. Un titre et un rappel

- La mobilisation contre Damas vise aussi Téhéran - LeMonde.fr

- L'argument du 11-Septembre est si commode, que le 15 octobre 2003, alors qu'une pluie de bombes s'abat sur les Bagdadis, le Congrès des États-Unis place à son tour la Syrie en accusation pour son soutien au « terrorisme international » et accorde au président Bush le droit d'entrer en guerre contre elle lorsqu'il le jugera nécessaire. Toutefois, la Syrie n'est destinée qu'à être le « hors d'oeuvre » du festin qui s'annonce et dont l'Iran sera le plat principal. En juillet 2004, la Commission présidentielle sur les attentats rend son rapport final. Au dernier moment, elle y ajoute deux pages de révélations sur les liens entre l'Iran et Al-Qaeda. Le régime chiite entretient depuis longtemps des liens avec les terroristes sunnites, les laisse librement circuler sur son territoire et leur a offert des infrastructures au Soudan. Sur cette base, une nouvelle guerre paraît inéluctable. Ce scénario tiendra la presse internationale en haleine durant deux ans. (Réseau Voltaire 20.09.2009)

La veste du jour ou peur de rien !

A Roubaix samedi après-midi, lors d'un meetng où Eva Joly était censé relancer sa campagne, Noël Mamère à l'assistance:"*N'ayez pas peur de passer pour des cons, soyez fiers de ce que vous portez, votre candidate, oui, avec Eva, c'est du sérieux!*" (20minutes.fr 11.02)

Tiens, Mamère parle de lui à la deuxième personne du pluriel maintenant ! Il faut dire qu'il en tient une sacrée couche, je vous laisse deviner quoi, incurable !

Qui est monsieur Hollande ?

Un commentaire d'un internaute a aiguisé ma curiosité :

- "*Hollande, comme Montebourg, a choisi de demander le statut de "young leader" à la French American foundation, une association proche du milieu militaro-industriel et financier, loin des idéaux libertariens ou libertaires d'une Amérique minoritaire.*" (lemonde.fr 11.02)

J'ai donc voulu en savoir plus sur la French American foundation... et je n'ai pas été déçu !

1- ...François Hollande, qui a le statut de « ***Young Leader*** » de la « ***French American Foundation*** ».

Cette organisation, mise en place par John Negroponte en 1976, a pour principal objet de permettre aux services américains de sélectionner et de promouvoir de futures élites françaises, dociles et prêtes à servir les intérêts supérieurs des États-Unis, notamment dans la vie politique française. L'irrésistible ascension de M. Hollande dans la direction du PS n'est ainsi pas le fruit du hasard : Ce « *Young Leader* » est devenu incontournable dès son recrutement par la FAF en 1996, jusqu'à lui permettre d'envisager de concourir à l'élection présidentielle.

Connaître la liste des « Young Leaders » de la « French American Foundation », est d'ailleurs un exercice de salubrité publique, auquel devraient notamment se livrer tous ceux qui veulent comprendre quelque chose à la vie politique et médiatique dans notre pays. Tout un chacun peut le découvrir en parcourant la liste des « Young Leaders » disponible sur le site Internet de l'institution. On y trouve par exemple en bonne place Pierre Moscovici ce qui peut aussi expliquer sa position de favori dans la course à la succession. la FAF est habile : elle sait recruter dans les medias comme dans les entreprises, dans les partis de droite comme dans ceux de gauche, y compris chez les « souverainistes » inoffensifs. (http://villepin.over-blog.com/categorie-253291.html)

Précision sur John Negroponte : John Negroponte, ancien diplomate au Honduras de 1981 à 1985 (pour organiser la lutte armée contre le Nicaragua sandiniste) et actuellement conseiller à la secrétaire d'État Hillary Clinton (Barack Obama, prix Nobel de la Paix, part en guerre contre l'ALBA - mondialisation.ca, 17.10.09)

2- Un relais des États-Unis en France : la French American Foundation par Pierre Hillard.

L'opposition politique fondamentale réside aujourd'hui entre ceux qui soutiennent une gouvernance unipolaire du monde sous l'autorité des États-Unis et ceux qui prônent un équilibre des puissances régi par le droit international. À ce niveau, la grille de lecture traditionnelle française opposant une gauche à une droite n'a plus de pertinence – car on retrouve des deux côtés des partisans de la Pax Americana. Une organisation non-lucrative, mais richement dotée, la French American Foundation, a depuis trente ans pour fonction de recruter les jeunes leaders appelés à occuper des postes de dirigeants pour les former au soutien de la politique atlantiste. On y trouve des membres de l'UMP, du PS aussi bien que de l'équipe de campagne de José Bové. (http://www.voltairenet.org/Un-relais-des-Etats-Unis-en-France)

Dans ce panier de crabes, figurent ou figuraient, selon la même source :

- Dans le cas de la branche française de la French-American Foundation, nous pouvons relever en particulier : Philippe Auberger (1989, député UMP), Yves Censi (2003, député UMP), Jérôme Chartier (2003, député UMP), Nicolas Dupont-Aignan (2001, député UMP, Debout la République), Alain Juppé (1981, député UMP), Éric Raoult (1994, député UMP), Valérie Pécresse (2002, député UMP), Jacques Toubon (1983, député UMP), François Hollande (1996, député socialiste), Arnaud Montebourg (2000, député socialiste), Pierre Moscovici (1996, député socialiste), Alain Richard (1981, socialiste, ancien ministre de la Défense), Henri de Castries (1994, Directeur général du groupe AXA assurances), Emmanuel Chain (1999, journaliste), Jérôme Clément (1982, Président d'Arte), Annick Cojean (2000, journaliste au Monde), Jean-Marie Colombani (1983, Directeur de la publication du Monde), Matthieu Croissandeau (2002, rédacteur en chef adjoint du Nouvel Observateur), Jean-Louis Gergorin (1994), Bernard Guetta (1981, journaliste à France Inter), Erik Izraelewicz (1994, rédacteur en chef des Échos), Laurent Joffrin (1994, PDG de Libération), Jean-Noël Jeanneney (1983, président de la Bibliothèque nationale de France), Sylvie Kaufmann (1998, journaliste au Monde), Yves de Kerdrel (2005, journaliste aux Échos), Marwan Lahoud (1999), Anne Lauvergeon (1996, présidente d'Areva), François Léotard (1981, ancien ministre de la Défense), Alain Minc (1981), Laurent Cohen-Tanugi (1996, Sanofi-Synthélabo et membre du conseil d'administration du think tank « Notre Europe » créé par l'ancien président de la Commission Jacques Delors [23]), Christine Ockrent (1983), Olivier Nora (1995, président des Éditions Grasset), Denis Olivennes (1996, président de la FNAC)…

Pour terminer, je me suis connecté sur le site de la French American Foundation. L'extrait du CV de son Directeur général, Christophe Guillemin, nous suffira ici.

Conseiller depuis 2008 du Président de PlaNet Finance, ONG qui lutte contre la pauvreté dans le monde par la microfinance, Christophe Guillemin a été de 1999 à 2007 en poste à Washington en tant que Directeur des Cofinancements de la Banque Interaméricaine de Développement.

(...) il est l'auteur de plusieurs publications et notamment de Economica, avec Philippe Delmas, et de « Besoin d'Afrique », Fayard, Le Livre de poche, avec Eric Fottorino et Erik Orsenna. (http://www.french-american.org)

Tiens donc, PlaNet Finance, ce ne serait pas l'un des fonds de commerce du banquier du PS J. Attali ? Quelle coïncidence !

Ah, je vous sens plein d'entrain pour voter Hollande au second tour de la présidentielle pour "*battre la droite*" bien sûr ! Qu'incarne Hollande et toute cette racaille qui se fait passer pour socialiste ? La réaction !

J'ai ajouté à la rubrique International l'article du Réseau Voltaire (format pdf - Acrobate Reader)

Actualité en titres

Ils en connaissent un rayon en la matière

- Bayrou appelle les "*humanistes*" à ne pas accepter la droitisation de Sarkozy - AFP

- Pour Hollande, Sarkozy n'a «*peut-être plus d'autre choix*» que de se droitiser - 20minutes.fr

Bon, on savait que Bayrou et Hollande n'avaient pas d'efforts supplémentaires à fournir pour se "*droitiser*"... Après ce qu'on vient de lire plus haut, on n'a pas du tout envie de se marrer.

INFOS EN BREF

Politique

1- Grèce

A Athènes, pour la seconde journée consécutive, environ 3.500 manifestants se sont rassemblés en milieu de journée sur la place centrale de Syntagma. Quelque 4.000 personnes ont également manifesté à Salonique, la grande ville du nord du pays, selon la police.

Les banderoles dénonçant "*le chantage de la troïka*" ou demandant "*l'effacement de la dette*" étaient brandies par une foule pacifique encadrée par un imposant dispositif de policiers, presque aussi nombreux que les manifestants.

La journée avait commencé par une action coup de poing des militants du front communiste syndical grec Pame qui ont déployé sur l'Acropole deux banderoles géantes dénonçant "*la dictature des monopoles de l'Union européenne*".

L'absence de transports en commun dans la capitale grecque, paralysée par les débrayages dans les services publics, était l'une des explications données à cette faible mobilisation.

Pour les syndicats, la véritable épreuve sociale doit se jouer dimanche quand les contestataires de tous bords sont appelés, vers 15H00 GMT, à affluer devant le parlement avant le vote nocturne du plan de rigueur exigé par les bailleurs de fonds de la Grèce pour débloquer un nouveau prêt vital de 130 milliards d'euros.

Les manifestations massives de juin et octobre 2011 contre l'austérité supportée par le pays depuis deux ans avaient massé entre 50.000 et 100.000 personnes dans les rues de la capitale.

Le quotidien Ta Nea (pro-gouvernemental) décrivait samedi une équipe ministérielle en pleine "*crise de nerfs*", jouant "*un jeu dangereux*".

L'accord qui doit sauver la Grèce de la faillite sera soumis dans la nuit de dimanche à lundi au vote des parlementaires qui n'auront pas à se prononcer sur un programme détaillé de mesures économiques mais devront donner mandat au Premier ministre et au ministre des Finances Evangélos Vénizélos pour signer avec les bailleurs du pays le plan qu'ils exigent de la Grèce.

En plus de cette procuration, les députés devront également voter sur l'accord d'effacement de 50% de sa dette que le pays a conclu avec ses créanciers privés et les modalités de recapitalisation des banques grecques.

Les chefs des deux partis politiques restant au gouvernement (socialiste et conservateur) y sont également allés samedi de leur appel à la responsabilité, adjurant leurs députés de voter la rigueur, alors que plusieurs d'entre eux ont exprimé leurs réticences à cautionner un tour de vis supplémentaire. (AFP 11.02)

2- Portugal

Plus de 100.000 manifestants se sont rassemblés samedi sur la place du Palais à Lisbonne pour protester contre l'austérité et la continuation des difficultés économiques malgré l'aide financière apportée en mai 2011 par l'Union européenne et le FMI.

Les organisateurs du rassemblement, le plus grand depuis le début de la crise, ont promis d'accentuer leur mouvement ainsi que les actions syndicales parallèles.

"*Nous devons accentuer la lutte. Le pays a besoin d'enlever la corde qu'il a au cou*", a-t-il poursuivi, promettant une nouvelle série de rassemblements dans tout le pays le 29 février.

Armenio Carlos a appelé à une renégociation de la dette portugaise au lieu de la poursuite du programme d'austérité. Le mois dernier, la CGTP avait refusé, contrairement à d'autres centrales portugaises, de donner son aval à la réforme du marché du travail proposée par le gouvernement.

La baisse des dépenses publiques et les hausses fiscales imposées par le plan d'aide financière a provoqué au Portugal la plus forte récession depuis les années ayant suivi le retour de la démocratie en 1974. Le taux de chômage a atteint le niveau record de 13%.

"*Le plan de sauvetage est très bon pour les créanciers qui touchent des milliards en intérêts et en commissions, très bon pour les banques, mais ces mesures sont vraiment néfastes pour les travailleurs, les jeunes, les retraités, pour les 2,7 millions de Portugais au bord de la pauvreté, et ceux qui sont déjà dedans*", a dénoncé le dirigeant syndical.

Selon la CGTP, qui parle de 300.000 manifestants, le rassemblement de samedi est le plus important des 30 dernières années. La police n'a de son côté pas fourni d'estimation de la participation.

La crise de la dette au Portugal n'a pas déclenché de mouvements sociaux d'une ampleur aussi marquée qu'en Grèce. Il y a eu deux grèves générales en deux ans, ainsi que des débrayages occasionnels dans divers secteurs, notamment les transports. (Reuters 11.02)

3- Autriche

Le gouvernement autrichien de grande coalition a annoncé vendredi un plan d'austérité sur cinq ans pour réduire le déficit public de 26,7 milliards d'euros, via des économies et de nouvelles recettes fiscales.

Trente pour cent de l'effort demandé aux Autrichiens entre 2012 et 2016 prendront la forme d'augmentations et de créations d'impôts, à hauteur de sept milliards d'euros, tandis que les 70 % restants seront des économies pures, soit près de 15 milliards d'euros. Les Etats régionaux (Länder) et les communes devront économiser 5,2 milliards d'euros.

Les principaux secteurs touchés par cette cure d'austérité seront la fonction publique, les retraites et les chemins de fer publics (OBB). En outre, des augmentations et des créations d'impôts de près de sept milliards d'euros entreront en vigueur, avec notamment une contribution de solidarité des plus hauts revenus.

Cette cure d'austérité a pour but de réduire le déficit public de la petite république des Alpes. En 2010, selon l'institut européen de statistiques Eurostat, il a atteint 4,4 % du produit intérieur brut (PIB). En 2011, le déficit public a représenté 3,3 % du PIB, soit moins que les 3,9 % prévus par le gouvernement dans son budget.

En 2013, le gouvernement espère ramener le déficit sous les 3 % du PIB et ainsi se conformer aux critères du traité de Maastricht. Pour 2016, il table sur un déficit nul. (lemonde.fr 11.02)

Social

1- France

Entre 6.000 personnes, selon les organisateurs, et 4.500, selon la police, ont manifesté samedi après-midi au Blanc (Indre) pour rejeter le projet de fermeture de la maternité.

Les manifestants réclament le retrait du projet de fermeture de la maternité et d'une partie du service chirurgie de l'hôpital du Blanc, annoncé fin 2011 par le directeur de l'Agence régionale de santé (ARS), Jacques Laisné.

Le 2 décembre dernier, une manifestation avait réuni quelque 6.000 personnes, venues de toute la région, au Blanc, commune rurale qui compte environ 7.000 habitants.

Une pétition a par ailleurs été signée par plus de 30.000 personnes, et quelque 4.000 élus de plus de 200 communes d'Indre et

des départements voisins (Indre-et-Loire, Vienne et Haute-Vienne) ont signé des motions de soutien.

L'ARS estime de son côté qu'une réforme de l'hôpital, lourdement déficitaire, est impérative pour assurer sa survie. De plus, la maternité effectue environ 370 accouchements par an, alors qu'il en faudrait au moins 500 pour qu'elle soit viable, selon M. Laisné.

L'ARS assure toutefois que les discussions se poursuivent et qu'aucune décision définitive n'a été prise concernant la maternité. (AFP 11.02)

2- Espagne

Les deux principaux syndicats espagnols, UGT et CCOO, ont appelé samedi à la mobilisation générale et à manifester dans tout le pays le 19 février contre la réforme du travail, estimant qu'elle "*va détruire des emplois*" et non en créer.

"*CCOO et UGT, nous mettons en marche un processus de mobilisation qui va aller, nous l'espérons, crescendo*", a affirmé le secrétaire générale du CCOO, Ignacio Fernández Toxo, dans une conférence de presse commune avec son homologue de l'UGT Cándido Méndez.

"*Le 19 février, nous voulons que les rues d'Espagne se remplissent d'une clameur et de manifestations contre la réforme du travail*", a ajouté M. Toxo.

Le gouvernement a adopté vendredi une nouvelle réforme du marché du travail, incluant la baisse des indemnités de licenciement et des mesures pour stimuler l'emploi des jeunes, alors que le pays souffre d'un taux de chômage record de plus de 22% de la population active et de près de 50% pour les jeunes.

La réforme prévoit notamment une réduction des indemnités de licenciement de 45 jours de salaires par année travaillée à 33 jours, voire 20 en cas de licenciement économique dans certaines conditions. (liberation.fr 11.02)

3- Japon

Des milliers de personnes ont manifesté samedi à Tokyo contre le recours à l'énergie nucléaire, onze mois après le violent séisme et le tsunami qui ont endommagé la centrale nucléaire de Fukushima.

La manifestation a réuni 12.000 personnes selon les organisateurs, 7.000 selon la police.

La grande majorité des 54 réacteurs nucléaires japonais sont arrêtés du fait d'un mouvement d'opposition populaire provoqué par la crise de Fukushima.

Une manifestation analogue, quoique de moindre importance, s'est déroulée dans la préfecture de Niigata, sur la côte de la Mer du Japon, où se trouve une centrale nucléaire.

A l'issue du rassemblement de Tokyo, les manifestants ont redescendu les rues de Shibuya, un des principaux quartiers commerciaux et de loisir de la capitale.

Ils ont scandé des slogans et déroulé des banderoles sur le thème "*Sayonara (Adieu) aux centrales nucléaires*", "*Ayez le courage de dire non au nucléaire*" et "*Il y aura d'autres accidents si les centrales sont remises en marche*". (AFP 11.02)

Haut de page

Le 13 février

CAUSERIE

Je n'ai pas trouvé le temps d'écrire sur la situation, à quoi bon perdre mon temps puisque j'ai cru comprendre que l'immense majorité des militants se satisfaisaient de la situation actuelle du mouvement ouvrier et son avant-garde que personnellement je trouve misérable. Dans le cas contraire je recevrais de nombreux courriels de soutien ou tout du moins des courriels polémiques sur des sujets d'actualité ou théoriques. Quand la confrontation des idées est impossible, cela signifie que toute discussion est devenue impossible. Donc de mon côté je poursuis mon activité politique sans me préoccuper de savoir ce que les uns et les autres pensent, leur silence parlent d'eux-mêmes.

Sachez tout de même que si vous n'avez pas le moral, ce n'est pas mon cas, ceci explique peut-être cela en relation avec ce qui a été dit plus haut, bien que je sache que l'on court à la castastrophe : sans théorie révolutionnaire, pas de parti révolutionnaire, et sans parti révolutionnaire, pas de révolution victorieuse...

Il est de bon ton actuellement de se satisfaire de discours et de positions a minima (pour "*battre la droite*" sic !), de courber de plus en plus l'échine devant les difficultés qui s'amoncellent, de conciliations en reniements successifs de s'abaisser toujours plus bas devant notre ennemi (la tentation du front unique sans principes en fait partie), vous avez raison, demain il n'aura pas trop d'efforts à fournir pour liquider ce qui reste de nos acquis ainsi que les rares militants révolutionnaires conscients par la même occasion. Moi, je préfère rester debout et en prendre plein la gueule, j'y suis habitué depuis plus de 50 ans, question de tempérament, non, de principes, de convictions.

Mon discours dérange, déplaît, je m'en tape complètement. Je ne suis pas très diplomate, c'est certain, je le revendique, excusez-moi, mais dans les moments critiques c'est un luxe qu'on ne peut pas se permettre sous peine de sombrer soi-même politiquement, à chacun ses responsabilité, je n'ai jamais demandé à aucun militant de me faire confiance ou de partager mes idées, qui d'ailleurs ne m'appartiennent pas. J'ai cru comprendre que les militants ne voulaient rien entendre ou qu'ils en étaient incapables, soit, c'est leur droit ou un constat, qu'y puis-je après avoir déployé tant d'efforts et dépensé tant d'énergie pour inverser cette tendance suicidaire, après avoir fait preuve d'une sincérité absolue dans mon combat politique : rien. Il y a des militants qui me diront qu'ils ne comprennnent pas ces propos parce qu'ils partagent une bonne partie de mes idées, certes, je veux bien le croire, je leur répondrai qu'ils tardent cependant à le traduire dans la pratique ou à le faire savoir.

Sur ce, bonne semaine et bon courage à tous.

Anonymous, manipulation mondiale. Quand les médias aux ordres censurent les meetings du POI... mais font de la publicité aux "***ennemis***" de la CIA.

Quand un média aussi réactionnaire que *Le Figaro* rend compte des actions illégales menées par une organisation tout aussi illégale contre des Etats, on est en droit de s'interroger sur leurs réelles intentions et qui ils sont, non ?

Quand un média israélien tout aussi réactionnaire, Haaretz, se fait le porte-parole de ce "*groupe de pirates informatiques*" (Le Figaro) et diffuse des informations intéressant les Etats qui interviennent en sous-main illégalement en Syrie avant de s'attaquer militairement à l'Iran, on est en droit de s'interroger sur les réelles intentions de ce groupe et qui ils sont réellement, non ?

Titre d'un article du journal *Le Monde* : *Anonymous revendique une attaque contre le site Internet de la CIA*. (lemonde.fr 10.02)

Onze ans auparavant *Le Monde* aurait pu titrer : Al-Qaïda revendique une attaque contre l'Amérique puisqu'ils allaient colporter par la suite cette version du 11 septembre 2001 concoctée par G. Bush.

Bref, il faut être naïf, ignorant ou accepter d'être manipulé pour ne pas comprendre que l'intérêt bienveillant porté par ces médias à une organisation illégale qui a revendiqué vendredi dernier une attaque contre le site Internet de la CIA (AFP 10.02) relève de la propagande et de la manipulation pratiquée par les puissances impérialistes qui sont intervenues militairement en Afghanistan, Irak, Libye et aujourd'hui en Syrie.

Comment peut-on concevoir un seul instant que Le Figaro pourrait se faire le porte-parole d'une organisation clandestine qui s'attaquerait à la CIA, si ce n'est que cette organisation est une émanation de la CIA ou qu'elle sert ses intérêts, en réalité elle pourrait servir utilement à démasquer et ficher les véritables hackers qui s'en prennent au capitalisme et à ses institutions via Internet.

L'article du Figaro daté d'hier était précédé d'une photo montrant un membre présumé du groupe Anonymous sous laquelle on pouvait lire : "*Un membre des Anonymous lors d'une manifestation le 11 février à Zagreb pour défendre le droit à la liberté d'expression sur Internet*", Le Figaro étant bien connu pour son objectivité journalistique ou son absence de parti pris ou encore son engagement farouche et constant en faveur de la défense de la liberté d'expression en France et dans le monde.

Libération, autre média aux ordre, a relaté la manifestation qui a eu lieu à Paris en reproduisant grâcieusement le mot d'ordre lancé par ses organisateurs "*c'est sous couvert d'anonymat que la révolution est née*", précisant qu'il faisait "*allusion aux actions spectaculaires des pirates informatiques siglés "Anonymous" qui se sont multipliées ces dernières semaines dans plusieurs pays*" comme si le milliardaire Rothschild accepterait volontiers à travers un des quotidiens qui lui appartiennent de se faire le porte-parole d'"*adversaires*" de la CIA et du gouvernement américain... alors qu'ils sont à son service.

Ce qui est intéressant à observer, c'est que les opportunistes, populistes et gauchistes de tous poils se retrouvent au côté des médias qui incarnent l'ordre établi, Le Figaro, Le Monde, Libération pour ne citer que ces derniers.

Syrie, manipulation mondiale. Cachez-moi cette réalité que le monde ne doit pas voir.

Le rapport de la Ligue arabe suite à sa mission en Syrie était accablant pour les va-t-en-guerre engagés dans la destabilisation du régime n'hésitant pas à recourir à des mercenaires pour semer la terreur et finalement le renverser, pour installer dans ce pays un régime à la botte de l'axe impérialiste américano-européen.

Du coup, ce rapport fait l'objet à l'ONU d'une quasi-censure de la part de ceux qui l'avaient commandé (ainsi que les médias et l'ensemble des partis institutionnels du FN au FdG en passant par l'UMP et le PS), et il était indispensable de revoir la composition de la "*mission*" de la Ligue arabe appelée à retourner en Syrie, c'est fait et l'article de l'AFP permet de comprendre dans quel objectif : démontrer que Bachar al-Assad est bien en train de massacrer le peuple syrien.

- Le chef controversé de la mission des observateurs de la Ligue arabe en Syrie a démissionné dimanche, selon un responsable de l'organisation qui s'apprête à décider de nouvelles mesures pour mettre fin à l'effusion de sang.

La démission du général soudanais Mohammed Ahmed Moustapha al-Dabi, pour des raisons encore inconnues, intervient deux semaines après la suspension par la Ligue arabe de sa mission d'observation en Syrie, invoquant une intensification de la répression de la contestation par le régime de Bachar al-Assad. (AFP 11.02) Rectifions : invoquant une intensification de la guérilla menée par des groupes armés, entraînés et encadrés par les puissances impérialistes occcidentales agissant sur le sol syrien qui a entraîné une intensification de la guerre que leur mène le régime de Bachar al-Assad.

En réalité, il a été démissionné sous la pression de Washington qui n'a pas du tout apprécié que le rapport de la Ligue arabe contredise sa version des faits en Syrie.

Parmi les parasites qui se font les complices de cette formidable manipulation des masses à l'échelle mondiale au profit des puissances impérialistes occidentales, le NPA n'a décidément rien à envier aux officines les plus réactionnaires. Voici quelques extraits d'un article mis en ligne aujourd'hui dans le site qui le prouve. Il provient du *Courant de la gauche révolutionnaire* en Syrie dont le NPA se fait le porte-parole.

- "*Ce régime sanguinaire a tiré profit des interminables discussions du Conseil de sécurité – que les gouvernements russe et chinois ont empêché, en utilisant leur veto, d'adopter une résolution le condamnant – pour déclencher l'attaque sauvage et prédatrice de quartiers de la ville de Homs.*"

Sachant que sans ce veto, la coalition des puissances impérialistes qui sont intervenues militairement en Libye aurait eu le feu vert de l'ONU pour récidiver en Syrie, condamner ce veto revient donc à soutenir les partisans d'une intervention armée en Syrie.

- "*La barbarie du régime au pouvoir exige une condamnation ferme des forces et consciences vives éprises de justice et de liberté, ces dernières devant appeler à engager des poursuites contre les auteurs des crimes.*"

Question : qui en dehors des gangsters de l'ONU est en mesure "*d'engager des poursuites*" contre le régime d'Assad ? Personne sinon l'ONU. Si vous lisez cet article en entier, vous remarquerez qu'ils font l'impasse sur le rapport de la Ligue arabe, et pour cause !

Voilà une info qui va réjouir ces laquais de l'ONU :

- Jusqu'à présent incapable de faire pression sur le régime, la Ligue arabe discutait dimanche de la possibilité d'envoyer une mission conjointe avec l'ONU en Syrie, une idée évoquée par le chef de l'ONU Ban Ki-moon, d'après le responsable de l'organisation qui a requis l'anonymat. (AFP 11.02)

Bref le NPA tel qu'il est véritablement, dans le rôle de l'idiot utile, un parti démocratique petit-bourgeois au service de la contre-révolution. Tout comme le PS et ses satellites du Front de gauche qui se reconnaissent tous dans l'ONU et l'UE, la logique est respectée.

Pour terminer aujourd'hui sur ce sujet, un commentaire laissé par un internaute à la suite de l'article du Figaro :

- "*Parce que les Syriens (paranos quant aux questions de sécurité en matière de communication) et les Iraniens (idem) échangent certainement des informations sensibles par email sachant que toutes les officines de la planète les liront...! Il faut savoir par exemple que la première installation d'internet en Syrie avait été faite par IBM et que tout le flux faisait comme par hasard un crochet par les Etats-Unis... Encore de la propagande donc.*

Précisons que les Etats n'ont pas d'autres alternatives, même les messages censés être impossibles à décrypter car employant des réseaux prévus à cet effet atterrissent dans les serveurs de la CIA, pour la bonne raison que les sociétés qui commercialisent

ce matériel dans le monde livrent à la CIA les clés qui permettent de les décrypter. D'où je tiens cela ? D'un patron (ex-cadre chez Alcatel) d'une entreprise dans laquelle j'ai travaillé, et qui outre la vente de centaux téléphoniques et de matériel de bureautique, commercialisait du matériel dit de sécurité en Afrique, Moyen et Proche-Orient. Hormis les conversations téléphoniques, il s'agissait d'envoyer des fax codés. Je me souviens avoir fait des copies couleurs du catalogue de ce fournisseur et de la discussion que j'ai eu avec ce patron.

J'ai joué le crétin évidemment pour lui tirer des infos. Question : le fournisseur transmet le code aux Américains pour décrypter ces documents, est-ce que l'acheteur est au courant ? Oui bien sûr, m'a-t-il répondu. Mais alors c'est stupide j'ai ajouté. Non, car le vendeur précise à l'acheteur qu'il peut changer le code du crytage. Donc ce problème est résolu, lui ai-je dit. C'est ce que l'acheteur croit, c'est ce que le vendeur lui fait croire pour vendre son matériel, mais en réalité, le vendeur a les moyens de décrypter le nouveau code adopté par l'acheteur et de le transmettre à qui de droit. L'acheteur une fois mis en confiance et croyant agir en toute sécurité va alors transmettre des informations secrètes ou sensibles qui atterriront à Washington.

Je me souviens encore parfaitement de cette conversation un soir avec le catalogue de cette société entre les mains comme si c'était hier, car outre ce qu'il venait de m'apprendre, j'avais découvert qu'il existait du matériel ultra sophistiqué utilisé dans les aéroports dont j'ignorais l'existence et bien d'autres encore.

J'allais oublier de vous signaler que la totalité des messages que j'ai laissés à la suite d'articles des médias ou des agences de presse sur le Net ont été censurés, à moins que je ne m'y sois mal pris, je recommencerai dès demain pour le vérifier.

Front populaire, unitaire, contre-révolutionnaire

- À l'appel de responsables nationaux de mouvements politiques (PCF, PG, GU, Fase, Convergences et alternatives, Les Alternatifs, Gauche anticapitaliste, NPA) et avec la participation d'animateurs et animatrices du mouvement social, une réunion publique unitaire aura lieu à l'Université de Saint-Denis, le samedi 11 février 2012. (Site Internet du NPA 09.02)

Rien que la lecture des titres des "*forums-débat*" organisés dans le cadre de cette réunion permettait de comprendre quelle était l'orientation politique réactionnaire de cette réunion, car ces titres étaient calqués au millimètre près sur les préoccupations affichées par les représentants de l'ordre établi :

1) Quelle Europe dans quel monde? (Sans que ne soit jamais posée la question de la rupture avec l'UE et la nécessité de construire une Internationale ouvrière sur la base de la rupture avec le capitalisme et ses agences dans le monde.)

2) De la crise du système au partage des richesses. (Partage des richesses revendiqué par le capital.)

3) L'indispensable transition énergétique. (Reprenant à leur compte l'escroquerie du GIEC sur le réchauffement climatique...)

4) Mouvement des IndignéEs, révolutions arabes: les nouveaux séismes sociaux. (Formulation propre aux représentants du vieux monde. Mouvement des indignés qui se veut apolitique mais qui en réalité soutien l'ordre établi.)

5) Appropriation sociale et autogestion. (Théorie réfuter par le marxisme depuis un siècle et demi.L'autogestion est l'antithèse du combat pour en finir avec le capitalisme.)

6) Vous avez dit démocratie? (Même Bush et Obama s'en réclament. Alors que seule la dictature du prolétariat permettra l'avènement d'une véritable démocratie, dictature du prolétariat abandonnée ou contre laquelle combattent la plupart des partis intervenant dans cette réunion pour ne pas dire tous.)

Parce que tous ces partis ou toutes ces tendances sont incapables de se situer strictement sur le terrain de classe du prolétariat, leurs mots d'ordre ou leur orientation politique sont tellement élastiques ou compatibles avec l'existence du capital que ses agences peuvent les reprendre à leur compte ("réformes")... pour combattre le prolétariat mondial. Deux exemples tirés d'un article de l'OCDE du 23 janvier 2012.

- Un monde meilleur est possible. L'OCDE : "*des politiques meilleures pour une vie meilleure*"

- Le partage des richesses pour stimuler la croissance. L'OCDE : "*Les pays doivent lutter contre l'accentuation des inégalités au moyen de politiques qui, simultanément, limitent l'écart de revenu entre riches et pauvres et stimulent la croissance économique*.

Pendant que les uns et les autres débattent à perdre haleine sur les inégalités, au moins pendant ce temps-là il ne leur viendra pas à l'idée d'évoquer ce qui est à l'origine de ces inégalités et de s'y attaquer, les fondements du capitalisme, les rapports sociaux de production, la propriété privée des moyens de production.

Etc.etc.etc.

Franchement, adhérer à ces partis, c'est comme adhérer à une agence du capital.

Actualité en titres

Une manipulation sur le point d'être brisée :

- La main d'Al-Qaida derrière des attentats en Syrie? - Slate.fr

- Le n°1 d'Al Qaïda encourage les insurgés syriens - Reuters

INFOS EN BREF

Politique

1- Grèce

Les députés grecs ont adopté, peu après minuit, un nouveau plan d'austérité, alors que le centre d'Athènes était le théâtre d'affrontements violents entre la police et des manifestants opposés au plan. Le vote se poursuivait toujours à minuit heure de Paris, mais le "*oui*" avait emporté suffisament de suffrages pour assurer le projet d'une majorité, d'après un décompte effectué par l'agence Reuters.

Plusieurs dizaines de bâtiments ont brulé, dont deux banques, et au moins une cinquantaine de personnes ont été blessées dans les affrontements très violents entre la police anti-émeute, qui a lancé de grandes quantités de gaz lacrymogènes, et des manifestants armés de cocktails Molotov. Plusieurs dizaines de départs de feu ont été signalés, et au moins dix bâtiments ont été détruits par les flammes ; plusieurs partis politiques ont appelé à la démission du ministre de la sécurité intérieure, qui a accusé des groupes organisés d'avoir planifié la destruction des bâtiments.

Au moins 80 000 personnes, selon les estimations de la police, s'étaient rassemblées à Athènes pour manifester devant le Parlement, à l'appel notamment du parti communiste et des principaux syndicats du pays. La mobilisation était la plus importante qu'ait connu le pays depuis des mois. Le plan adopté ce dimanche prévoit des coupes drastiques dans de nombreux budgets, la suppression de 15 000 postes de fonctionnaires, et la baisse de 22 % du salaire minimum, ramené à 586 euros brut sur 14 mois.

Le premier ministre Papademos a désapprouvé les violences, estimant que "*violences et destructions n'ont pas de place en démocratie*", peu avant le vote décisif. Qualifiant le plan de "*seule solution réaliste*", M. Papademos avait appelé les députés à "*prendre leurs responsabilités*" et à s'engager sur la voie du maintien dans la zone euro. (lemonde.fr 12.02)

2- Syrie

L'armée syrienne a tué et arrêté plusieurs "*combattants arabes et étrangers*" à Homs, a indiqué par ailleurs un responsable des forces de sécurité cité par le quotidien Al-Watan, proche du pouvoir.

Cette information qui n'a pas pu être vérifiée de manière indépendante intervient après que des journaux du groupe de presse américain McClatchy, citant des responsables américains ayant requis l'anonymat, ont indiqué que la branche irakienne d'Al-Qaïda était probablement derrière les attentats d'Alep.

Le pouvoir a imputé ces attentats à des "*gangs terroristes*" soutenus par des pays étrangers et par l'opposition, tandis que cette dernière a accusé le régime de les avoir perpétrées "*pour détourner l'attention*" de sa répression à Homs.

Le chef d'Al-Qaïda, Ayman al-Zawahiri avait de son côté demandé dans un enregistrement vidéo aux musulmans de Turquie, de Jordanie et du Liban de soutenir la rébellion. (AFP 12.02)

3- Bahreïn

Les forces de sécurité bahreïnies se sont déployées massivement dimanche à Manama pour empêcher une marche à laquelle ont appelé des militants à l'occasion du premier anniversaire du déclenchement de la contestation, ont indiqué des militants et des témoins.

Des activistes ont appelé à des marches dimanche, lundi et mardi, vers la place de la Perle, qui fut un haut lieu de la

contestation déclenchée le 14 février 2011 et matée un mois plus tard, a indiqué à l'AFP Mohammed Maskati, chef de l'organisation des Jeunes bahreïnis pour les droits de l'Homme.

Ces forces ont été déployées depuis le matin sur les principaux axes de la capitale, notamment ceux conduisant à l'ex-place de la Perle, rasée par les autorités qui l'ont transformée en une intersection routière, rebaptisée Al-Farouk, selon des témoins.

Le mouvement de contestation est animé par des chiites, majoritaires à Bahreïn, qui réclament une monarchie constitutionnelle dans ce petit pays du Golfe, dirigé par une dynastie sunnite. (AFP 12.02)

Social

Israël

Les syndicats israéliens ont annoncé dimanche la fin d'une grève générale entamée mercredi, à l'issue d'un accord avec les responsables du Trésor sur le statut et les conditions d'emploi des salariés intérimaires.

Le chef de la Centrale syndicale, Histadrout, et le ministre des Finances, Yuval Steinitz, ont annoncé au cours d'une conférence de presse avoir signé un accord pour améliorer les conditions d'emploi dans le secteur public.

Un accord avait été conclu la semaine dernière sur le statut des salariés intérimaires dans le secteur privé mais le gouvernement, qui emploie la grande majorité des intérimaires, avait refusé de signer pour le secteur public.

M. Steinitz a déclaré que, grâce à l'accord, les intérimaires bénéficieraient d'une amélioration des avantages sociaux - retraite et congés payés - et de repas subventionnés sur leur lieu de travail.

"*C'est un bon accord, très bon même*", a déclaré le ministre.

Le chef de la Histadrout, Ofer Eini, a lui salué un "*accord sans précédent*".

Jusqu'à présent, les intérimaires bénéficiaient de salaires et d'avantages sociaux inférieurs à ceux des titulaires. Ils pouvaient en outre être licenciés sans préavis.

Selon un communiqué de la Histadrout, l'accord permettra à des "*milliers*" d"intérimaires d'être titularisés.

Le quotidien Haaretz a cependant remis en question ce chiffre. "*Sur les centaines de milliers de travailleurs intérimaires en Israël, seulement 800 environ seront titularisés, la plupart dans le service de santé*", indique le journal sur son site internet.

"*Les agents de nettoyage et les gardes de sécurité ne seront pas titularisés dans la plupart des cas, mais leurs salaires et bénéfices sociaux seront augmentés de 20%, ce qui les portera au niveau de leurs collègues titulaires*", ajoute le quotidien.

En échange, les syndicats se sont engagés à ne pas appeler à la grève pendant trois ans, précise le journal. (AFP 12.02)

Un engagement qui vaut de l'or !

Haut de page

Le 14 février

CAUSERIE

1- Si j'ai bien compris, Sarkozy a annoncé que pour des raisons purement économiques la durée de vie des centrales nucléaires serait prolongée de moitié, alors qu'initialement elle avait été évaluée sur la base de critères techniques de sécurité qui sont aujourd'hui foulés aux pieds.

2- Le Premier ministre suédois vient de susciter un tollé dans son pays en estimant que la vie professionnelle pourrait se prolonger jusqu'à 75 ans. (Atlantico.fr 13.02)

Logique, si tout au long de votre vie professionnelle vous avez finalement alterné périodes de travail et périodes de chômage total ou partiel, c'est comme si vous n'aviez rien foutu pendant des années au lieu de bosser tas de fainéants, donc parvenus à 75 ans il sera encore possible de tirer un peu de sueur de votre vieille carcasse, et si vous en crevez au boulot, dites-vous bien que ce sera mieux que de crever d'un cancer ou à la guerre, estimez-vous encore heureux...

3- Pourquoi veulent-ils absolument que les Grecs casquent ? Pardi, parce la "*dette*" grecque a pour fonction d'engraisser les banques américaines, françaises et allemandes notamment, de piller les richesses du pays, d'acheter à bon compte tout ce qui peut l'être...

4- L'info (d'un internaute) qu'il faut cacher : "*Concernant les partis politiques, le PASOK est victime d'une chute sans précédent dans les sondages avec un incroyable 8%, tandis que les partis de la gauche obtiennent ensemble un impressionnant 42%.*".

Pour en savoir plus je suis allé visiter le portail grec à l'origine de cette info.

Le ND (Nouvelle démocratie, le parti de l'ordre -ndlr) obtient 31%. Ce sondage datant de la semaine dernière "*a montré (que) le Parti communiste (KKE) et la Coalition de la gauche radicale (SYRIZA) étaient confortés à 12,5 et 12 % respectivement. Mais la Gauche démocratique a fait un bond en popularité, avec 18% (en hausse de 4,5 pour cent depuis le mois dernier). Ensemble, la totalité des partis de gauche recueille 42,5%, mais comme le KKE a exclu de coopérer avec d'autres parties, le chiffre est trompeur.*

Soutien à la droite orthodoxe Rassemblement populaire (LAOS), le troisième parti de la coalition tripartite, a glissé à 5% - de 8 % à son apogée en 2010 - tandis que l'extrême-droite Chrysi Avgi (Golden Dawn) a bondi à 3%, atteignant le seuil pour entrer au Parlement." (www.okeanews.fr ou en anglais www.keeptalkinggreece.com)

J'ignore ce qu'ils appellent la "*Gauche démocratique*", le Die Linke ou le PG grec, peut-être la poubelle qui recycle les déchets de la social-démocratie et du stalinisme, ainsi que les renégats du trotskysme façon Mélenchon.

Grèce. C'est guignole dans la rue !

Plusieurs centaines de personnes ont manifesté lundi soir devant l'ambassade de Grèce à Paris pour exprimer leur solidarité avec la population après le vote d'un nouveau plan d'austérité par le Parlement grec sous la pression de la zone euro.

Parmi elles se trouvaient Jean-Luc Mélenchon, candidat du Front de gauche à l'élection présidentielle, et l'ancien porte-parole du Nouveau parti anticapitaliste (NPA) Olivier Besancenot. (Reuters 13.02)

Soutien à "*la population*" réduite à la misère ou au malheureux Etat capitaliste grec que représente une ambassade ? Je pose cette question puisque ni Mélenchon et ni Besancenot ne se sont exprimés en faveur de la liquidation (de l'Etat capitaliste) des institutions grecques (le Parlement) qui ont entérinés la totalité des mesures antisociales dictées par la troïka. Ni même de rompre avec l'UE, l'ONU, le FMI, l'OCDE, la Banque mondiale, etc.

Manipulation. Apple. Le ver était dans le fruit

Apple a diligenté en Chine une ONG, la Fair Labor Association, gageons que les frais de cette ONG seront pris en charge par Apple.

Des multinationales particulièrement généreuses envers une ONG.

En 2003. Nike a accepté de verser 1,5 million de dollars à l'organisation Fair Labor Association pour aider à la mise en place, notamment, de programmes d'audits sur les conditions de travail. (www.politiquessociales.net)

En 2011. Nestlé devient la première entreprise alimentaire à s'associer avec la Fair Labor Association. «*Nous pouvons contribuer à renforcer les capacités sur le terrain en Côte d'Ivoire pour nous occuper des problèmes rencontrés, puis mesurer si les efforts pour corriger la situation donnent des résultats*.» a expliqué Auret van Heerden, président de la FLA. (http://www.nestle.fr)

Dans les deux cas cités il s'agit pour cette ONG d'aider une multinationale à montrer un "*visage plus humain*" sans que soit remise en cause leur productivité.

Pourquoi Apple a-t-elle choisi cette ONG?

- La Fair Labor Association (FLA), association internationale de défense des droits des ouvriers dont le siège se trouve à Washington, "*va conduire des audits spéciaux des usines d'assemblage de ses sous-traitants, y compris les usines de Foxconn à Shenzhen et Chengdu en Chine*", à la demande d'Apple, indique le fabricant dans un communiqué.

Tim Cook, directeur général d'Apple insiste sur le fait que "*les inspections en cours sont sans précédent dans l'industrie électronique*".

La FLA va interroger "*des milliers d'employés sur leurs conditions de vie et de travail, y compris la santé, la sécurité, la rémunération, les heures de travail et la communication avec la direction*", détaille Apple.

Les inspecteurs vont "*examiner les lieux de travail, les dortoirs et les autres installations*", et étudier les documents détaillant les procédures de travail des usines, ajoute le groupe, qui précise que ses fournisseurs ont promis d'apporter leur pleine collaboration.

En janvier, le *New York Times* avait de nouveau affirmé que les ouvriers des sous-traitants en Chine travaillaient "*souvent dans des conditions difficiles*" et à des rythmes de travail "*excessifs*". (AFP 13.02)

Les employés ne parleront pas aux "*inspecteurs*" de cette ONG sachant qu'elle a été diligentée avec l'accord des dirigeants chinois de l'entreprise qui les emploit sous peine de perdre leurs emplois.

Ensuite, il ne s'agira pas de permettre aux ouvriers de ces usines de percevoir un salaire leur permettant de louer un appartement en ville afin de pouvoir vivre avec leurs familles, dormir dans des "*dortoirs*" sur leur "*lieux de travail*" est somme toute normal pour cette ONG, c'est toujours assez bien pour cette plèbe misérable.

Bref, on aura compris qu'il s'agit d'une opération de marketing destinée à épargner l'image de marque d'Apple et à légitimer au passage la surexploitation et les conditions de travail épouvantable des travailleurs chinois dans ces usines.

A propos de la mission de cette ONG, voici ce que j'ai trouvé sur son site Internet

Les conclusions de son inspection constitue "*un outil précieux pour les usines participantes qui s'efforcent d'oeuvrer au renforcement des capacités de leur personnel*", autrement dire tirer encore plus des travailleurs

Quant au label destiné aux entreprises ayant fait appel au servce de cette ONG, il repose sur des principes élastiques pour ne pas dire qu'il ne veut rien dire : "*L'accréditation n'implique pas qu'une entreprise soit en conformité totale avec le Code de la FLA*", les bonnes intentions affichées par ses dirigeants doivent suffire.

Au cours de mes recherches je suis tombé sur un lien entre cette ONG et l'OCDE ainsi que des syndicats à travers la TUAC, la Commission Syndicale Consultative auprès de l'OCDE.

- La Commission Syndicale Consultative auprès de l'OCDE (TUAC) est l'interface entre syndicats de salariés et l'OCDE. C'est une organisation syndicale internationale bénéficiant du statut consultatif auprès de l'OCDE et de ses divers comités.

Ignorant l'existence de la TUAC, je me suis connecté sur leur portail (http://www.tuac.org) pour voir quels syndicats en France collaboraient à l'OCDE, institution internationale du capital s'il en est.

Résultat (www.tuac.org./en/public/tuac/affiliates.phtml) :

- Confédération Française Démocratique du Travail (CFDT)
- Confédération Française des Travailleurs Chrétiens (CFTC)
- Confédération Française de l'Encadrement CGC (CFE-CGC)
- Force Ouvrière (Cgt-FO)
- Union Nationale des Syndicats Autonomes (UNSA)
- Confédération Générale du Travail (CGT)

Vous combattez la colaboration de classe des dirigeants syndicaux et vous voulez en savoir plus, vous n'allez pas être déçu :

Les origines du TUAC remontent à 1948 avec la création d'un comité syndical consultatif dans le cadre du Programme pour la Reconstruction de l'Europe – le Plan Marshall. Lors de la constitution en 1962 de l'OCDE dans son format actuel d'organisation intergouvernementale pour les politiques publiques, le TUAC a poursuivi ses activités de représentation du monde syndical auprès de cette nouvelle entité. Aujourd'hui, l'OCDE se transforme à nouveau, avec de nouveaux Etats membres, il est devenu le forum intergouvernemental de référence pour l'encadrement de la mondialisation. Le rôle du TUAC est d'assurer que les marchés mondiaux sont équilibrés par une réelle dimension sociale. Au travers de consultations régulières avec les comités de l'OCDE et les Etats membres, le TUAC coordonne et représente les positions du mouvement syndical dans les pays industrialisés. Il est aussi en charge de la coordination de la participation des syndicats aux sommets annuels du G8 et des conférences sur l'emploi.

Le TUAC regroupe 56 centrales syndicales affiliées dans les trente pays industrialisés de l'OCDE, représentant environ 60 millions

de travailleurs. Les organisations affiliées financent le fonctionnement du TUAC, décident de ses orientations et nomment ses représentants.

La majorité des affiliés du TUAC sont aussi membres de la principale organisation syndicale internationale, la Confédération Internationale des Syndicales Libres (CISL), certains sont membres de Confédération Mondiale du Travail (CMT). La plupart des affiliés européens sont aussi membres de la Confédération Européenne des Syndicats (CES). Le TUAC travaille en étroite collaboration avec ces organisations ainsi qu'avec l'Organisation Internationale du Travail (OIT). Le TUAC travaille aussi étroitement avec les Fédérations Syndicales Internationales pour renforcer la participation syndicale dans les dossiers sectoriels de l'OCDE tels que l'éducation, la gestion du secteur public, l'acier, le transport maritime.

Le TUAC fonctionne sur la base d'un secrétariat restreint basé à Paris et constitué de cinq conseillers politiques et de trois salariés administratifs. John Evans en est le secrétaire général. (www.tuac.org./fr/public/tuac/index.phtml)

Est-ce que j'exagère ou je dis n'importe quoi quand j'affirme que le mouvement ouvrier est pourri depuis des lustres, que la totalité des dirigeants syndicaux sont corrompus, des vendus au capitalisme ? Vous pouvez ajouter les Krivine, Laguiller, Lambert ainsi que leurs héritiers respectifs qui n'ont eu de cesse de leur cirer les bottes pendant des décennies jusqu'à aujourd'hui encore.

Et tous ces gens-là qui ont collaboré à l'application du plan Marshall osent se prétendre indépendants... De qui, de quoi ?

Une idée qui fait son chemin...

Extraits de commentaires d'internautes à la suite de différents articles de presse parus hier.

1- Les crapules (oligarques) ont pris le pouvoir au détriment des peuples et pour cela on tout fait pour museler les démocraties (les assemblées sont devenues des repaires de brigands) !

A qui le dites-vous ! A bas les institutions !

2- Aucune réforme en profondeur des institutions et de la répartition des richesses est en vue.

Impossible, vous en arrivez vous aussi à ce constat, bravo, vous êtes sur la bonne voie, persévérez ! Cherche et tu trouveras...

3- Le jours où les gens comprendront notre système peut-être qu'on pourra arranger les choses dans le cas contraire on ira sans cesse de crise en crise...

Comprendre "*le système*", vous avez raison c'est la clé pour le faire sauter... Allez donc dire ça à nos dirigeants...

4- En Grèce comme en France, les politiques se voient aux dessus des lois et règnent ou presque comme dans des monarchies.

Comme vous y allez, pour un peu vous prétendriez qu'on vit sous une dictature. Après tout, c'est peut-être ben vrai ! Vous chauffez, encore un petit effort et vous aurez tout compris...

Actualité en titres

Imbattable :

- Turkménistan: le président réélu avec 97,14% des voix - L'Express.fr

- 81% des Français pour l'euro - AFP

Toujours... plus bas !

- Les «*pisse-froid*» et les «*casse-couilles*» agacent Eva Joly - Liberation.fr

- Parrainages FN: Bayrou entre "*tambouille*", "*clin d'oeil*" et "*tripatouillage*" - L'Express.fr

Nous aussi !

- Grèce : "*Je préfère la révolte à la misère*" - LePoint.fr -

- En Grèce, "*ça ne vaut plus le coup de travailler, autant manifester*" - L'Express.fr

- Élections anticipées en Grèce : "*Je n'irai pas voter !*" - LePoint.fr

- France. Pourquoi je n'irai pas voter à la présidentielle -L'Express.fr

Histoire de nuls :

- Les journalistes économiques français sont-ils nuls? - L'Express.fr

Ils ne sont pas les seuls :

- Crise grecque: Peillon (PS) préconise une annulation de la dette d'Athènes - Public Sénat

Quand l'ignorance s'affiche ou les questions les plus débiles :

- Pourquoi les Africains dépensent sans compter - Slate.fr

- Pourquoi les Algériens coupent-ils des routes lorsqu'ils sont en colère? - Slate.fr

- Sarkozy utilise-t-il les moyens de l'Etat pour faire campagne ? - Liberation.fr

INFOS EN BREF

Politique

1- Russie

A trois semaines de l'élection présidentielle, Vladimir Poutine a promis lundi une hausse des dépenses dans les domaines de la santé, de l'éducation et des services sociaux pour s'attirer les suffrages des classes moyennes en mal de reconnaissance en Russie.

Dans un article publié à la "*une*" du quotidien populaire Komsomolkaïa Pravda, le Premier ministre et candidat le 4 mars pour un troisième mandat au Kremlin reconnaît que le pays souffre d'une crise de logements abordables et de services sociaux dignes de ce nom.

Il rejoint ainsi les préoccupations des classes moyennes urbanisées qui sont descendues dans la rue ces derniers temps pour protester contre son gouvernement.

"*Il y a tout juste dix, douze ans, le débat tournait sur la manière d'empêcher toute une catégorie de la société -avant tout et principalement les retraités- de tomber au-dessous du seuil de pauvreté*", écrit le chef du gouvernement sortant dans un article intitulé "*Bâtir l'égalité: une politique sociale pour la Russie*".

Pour lui, la perception de ce qui correspond à un niveau de vie adéquat a changé. "*La population, et surtout les classes moyennes, instruites et bien payées, est globalement mécontente de la qualité des services sociaux*", admet Vladimir Poutine.

Parmi les promesses du candidat Poutine figure une forte hausse des traitements des agents de la fonction publique, y compris pour les professeurs des écoles et des universités, les médecins et les chercheurs.

Il préconise une "*aristocratie ouvrière*" en proposant une série de mesures accordant des pouvoirs accrus aux travailleurs dans la gestion des entreprises, une formation professionnelle renforcée et de meilleures perspectives de carrière. (Reuters 13.02)

Cela ne vous fait-il penser à rien ?

2- Bahreïn

Des centaines de manifestants ont marché lundi sur le centre de Manama, bloquant un axe routier à la veille du premier anniversaire d'un soulèvement démocratique maté par la dynastie sunnite au pouvoir à Bahreïn.

Les contestataires, issus principalement de la majorité chiite du royaume, ont avancé lundi d'environ deux kilomètres avant d'être stoppés par un cordon de policiers qui ont fait usage de grenades lacrymogènes et tiré des balles en caoutchouc, d'après un journaliste de Reuters.

La foule s'est alors repliée sur des localités chiites voisines pour se regrouper avant de repartir au contact des forces de l'ordre en tenue anti-émeute.

Auparavant, le cheikh Ali Salman, chef de file du Wefaq, le plus important mouvement chiite d'opposition, avait appelé les jeunes à éviter toute violence lors des manifestations à la suite d'une recrudescence des accrochages avec la police ces dernières semaines.

Le gouvernement issu de la minorité sunnite a réprimé, avec l'aide de l'armée saoudienne, le mouvement de contestation né de la manifestation du 14 février 2011 visant à réclamer des réformes démocratiques.

Le royaume de Bahreïn, proche politiquement de son grand voisin saoudien, revêt une importance stratégique aux yeux des Occidentaux. Il abrite notamment le port d'attache de la Ve flotte américaine du Golfe. (Reuters 13.02)

3- Etats-Unis

Le chef des forces spéciales, responsable du raid au cours duquel Oussama Ben Laden a été tué, cherche à obtenir plus de pouvoirs pour déployer ses troupes plus vite et sur des théâtres d'opération où elles sont d'ordinaire peu présentes, rapporte le New York Times lundi.

Les forces spéciales américaines sont des hommes d'élite surentraînés et habitués aux missions périlleuses à l'étranger.

Selon le *Times*, leur patron, l'amiral William McRaven souhaite être plus autonome dans ses prises de décision, notamment à l'heure de déployer ses troupes.

Le haut gradé veut aussi déployer ses hommes sur des continents où ils sont généralement peu présents, comme l'Asie, l'Afrique et l'Amérique latine, note le quotidien.

Par le passé, de tels projets ont souvent échoué en raison de l'opposition des commandements régionaux et du département d'Etat.

De plus, fait valoir le *New York Times*, certains ambassadeurs en poste dans des zones de conflit expriment la crainte que ce type de missions n'empiète sur la souveraineté des pays dans lesquels les forces spéciales sont déployées. (AFP 13.02)

Social

France

1- Chômage partiel, salaire partiel, le coup d'envoi est donné !

La direction de l'usine Renault de Sandouvile (Seine-Maritime) a annoncé lundi que le site serait en chômage technique durant la semaine du 27 février au 4 mars en raison d'un manque de commandes, a-t-on appris de source syndicale. (Reuters 13.02)

Au fait, Renault est-elle une entreprise en difficulté ou une entreprise qui réalise des bénéfices ? Si elle réalise des bénéfices et qu'elle peut malgré tout recourir au chômage partiel, cela signifie bien que même une entreprise bien portante recourra demain au chômage partiel pour économiser sur les salaires. Voilà l'accord que les dirigeants pourris des syndicats ont signé.

2- Patron voyou

Depuis l'annonce de la fermeture de l'usine en avril 2010, les employées de la société Sodimédical spécialisées dans la fabrication de pièces pour les blocs opératoires ont mené des dizaines de procédures judiciaires pour tenter de conserver leurs emplois, délocalisés principalement en Chine.

Elles disent vivre aujourd'hui une situation absurde: devoir pointer tous les jours à l'usine de Plancy-l'Abbaye (Aube), mais sans travail, ni salaire.

"*Ils essaient de nous asphyxier. Comment faire quand on a des décisions de justice et personne pour les faire appliquer ?*", demande Angélique Debruyne, porte-parole du comité d'entreprise.

Selon l'un des avocats des salariées de Sodimédical, Me Philippe Brun, leurs ennuis ont débuté en 2005, quand le groupe allemand Lohman et Rauscher a décidé de créer une usine en Chine.

"*On leur a demandé d'aller former des travailleuses en Chine et au fur et à mesure que les Chinois maîtrisaient les choses, on a transféré les activités là-bas*", explique-t-il.

En 2010, la direction de l'entreprise annonce la fermeture pure et simple mais les salariés entrent en résistance et engagent une procédure en justice.

En mars 2011, le tribunal d'instance annule les licenciements, estimant qu'en l'absence de cause économique il ne peut y avoir de plan social. Un jugement confirmé en janvier 2012 par la cour d'appel de Reims.

"*C'était une première dans l'histoire du droit social. On insistait sur le fait que le plan social n'avait absolument aucune raison d'exister*", souligne Me Brun.

En octobre 2011, la cour d'appel de Reims a refusé la liquidation de l'entreprise et le conseil des prud'hommes de Troyes a condamné Lohmann et Rauscher France à redonner travail et salaire aux employés sous astreinte de 50.000 euros par mois de retard.

L'entreprise demande alors aux employées de rester chez elles en promettant de les payer. Mais furieuses de ne rien toucher, ces dernières retiennent durant une nuit, en juin dernier, le co-gérant, avant d'être délogées par 50 gendarmes.

Elles obtiennent finalement de versement de leurs arriérés de salaires en faisant condamner L&R France par la cour d'appel de Reims.

Mais le 22 novembre, la société est placée en procédure de sauvegarde et l'entreprise interrompt à nouveau les paiements.

Lors d'une énième audience début février devant la cour d'appel de Reims, l'avocat de l'entreprise a fait valoir que le tribunal de commerce d'Epinal avait vidé de sa substance le jugement condamnant le groupe à payer les salaires, rapporte L'Est-Eclair. Le jugement a été mis en délibéré au 4 avril, précise le quotidien.

"*Ces femmes sont à l'avant-garde du combat et parce qu'elles sont à l'avant-garde du combat, elle n'ont pas de salaire depuis quatre mois et demi*", estime Philippe Brun. (Reuters 13.02)

3- Monsanto, l'empoisonneur mondial numéro 1

Le géant américain Monsanto a été jugé "*responsable*", lundi à Lyon, de l'intoxication à l'herbicide en 2004 d'un agriculteur français, ouvrant la voie à des dommages-intérêts, ce qui constitue une première en France.

"*Monsanto est responsable du préjudice de Paul François suite à l'inhalation du produit Lasso*", peut-on lire dans le jugement du tribunal de grande instance (TGI) de Lyon, consulté par l'AFP.

En conséquence, le tribunal "*condamne Monsanto à indemniser entièrement Pierre François de son préjudice*", précise le jugement du tribunal, qui confie une expertise médicale à un médecin de l'hôpital Rothschild à Paris.

Le 27 avril 2004, Paul François, un céréalier de Bernac (Charentes) aujourd'hui âgé de 47 ans et invalide, avait reçu au visage des vapeurs de Lasso, un puissant désherbant produit par le leader mondial de l'agrochimie, en ouvrant la cuve d'un pulvérisateur. Il avait été rapidement pris de nausées puis de troubles (bégaiement, vertiges, maux de tête, troubles musculaires...) l'obligeant à interrompre son activité pendant près d'un an.

En mai 2005, un an après avoir inhalé les vapeurs, des analyses relevaient dans son organisme des traces de monochlorobenzène, un solvant présent pour moitié dans le Lasso, au côté du principe actif, l'anachlore.

Trois ans plus tard, celui qui est devenu le porte-parole des victimes des pesticides obtenait en justice que ses troubles soient reconnus comme maladie professionnelle par la Mutualité sociale agricole. Il lançait alors une procédure en responsabilité civile contre Monsanto.

Selon Me Lafforgue, Monsanto aurait aussi manqué à son "*obligation d'information*" en ne détaillant pas la composition du produit sur l'étiquette, et en n'avertissant pas des risques liés à l'inhalation, ni de l'obligation de porter un masque. (AFP 13.02)

1-4 Racket de l'Etat

Un radar situé sur l'A41 près de Saint-Julien en Genevois (Haute-Savoie) arrive en tête des radars automatiques fixes qui ont le plus flashé en 2011, avec 462 flashs quotidiens, selon un palmarès rendu public lundi par le magazine Auto Plus.

Une cabine vitesse située Quai du 4-Septembre à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine) arrive en deuxième position avec 364 flashs par jour, devant une autre située dans le Vaucluse, sur l'A7 entre Lyon et Marseille (323 flashs quotidiens).

Premier du classement en 2010, un automate situé sur l'A31 à Maxéville (Meurthe-et-Moselle) est désormais huitième avec 257 flashs par jour.

Les 1.996 radars automatiques fixes implantés en France en 2011 ont généré 6,7 millions de procès-verbaux, selon les chiffres d'Auto Plus, soit une hausse de 45% sur un an. En 2010, environ 4,6 millions de PV avaient été générés par les 1.740 radars fixes alors implantés, d'après le ministère de l'Intérieur.

Selon Auto Plus, 11,5 millions de flashs ont été émis en 2011 par ces radars, mais 93,2% d'entre eux ne concernent que des excès de vitesse inférieurs à 20 km/h, ce qui correspond au retrait d'un point sur le permis de conduire.

Le magazine dresse aussi le bilan des radars de feux rouges, à l'origine de 1,3 million de flashs en 2011 (+75 % par rapport à 2010) et de près de 743.000 PV. Quelque 270 cabines ont été mises en service en 2011, pour un total de 587 cabines.

Neuf des radars de feux rouges qui flashent le plus sont situés en Ile-de-France, d'après le palmarès de l'hebdomadaire. (AFP 13.02)

Un autre article titrait que le radar situé sur l'A41avait rapporté 22 millions d'euros à l'Etat.

Haut de page

Le 15 février

CAUSERIE

1- Pour ajouter un mot à la causerie d'hier sur l'ONG américaine Fair Labor Association chargée par Apple de vérifier si les conditions d'exploitation des travailleurs chinois sont bien conformes aux normes fixées par les dictateurs de la Fed et de Wall street, elle remplit un rôle complémentaire à celui des agences de notation pour le compte de ses clients.

Dis-moi qui te finance et je te dirai qui tu es. Tiens, c'est valable pour Hollande qui est allé faire des courbettes devant la City à Londres, après Blair et Schröder, il s'affiche comme le nouveau caniche de la Bourse.

2- La tendance actuelle du capitalisme dominant est calquée sur les Etats-Unis, puis sur l'Allemagne. Tandis que les riches ne l'ont jamais été autant et aussi nombreux toutes proportions gardées aux Etats-Unis, la paupérisation des masses s'est brutalement accélérée dans ce pays depuis 2001.

L'Allemagne sous Schröder, puis A. Merkel, lui a emboîté le pas réduisant des millions de travailleurs allemands à la précarité et à la pauvreté. Dans les deux cas, ils ont sacrifié le niveau de vie de leur prolétariat au profit de leur développement sur le marché mondial, soit sur le plan industriel ou financier ou les deux à la fois s'agissant de l'Allemagne.

Leur économie est tournée vers l'exportation où ils sont en compétition avec des pays pratiquant des coûts du travail parmi les plus bas du monde, du coup pour être ou demeurer compétitif sur le marché mondial ils ont taillé à la hache dans leurs bugets sociaux, réduit à une peau de chagrin le droit du travail, accru l'exploitation ce qui s'est traduit par la détérioration des conditions de travail et d'existence des travailleurs.

En France, la présidente du Medef vient d'indiquer aux candidats à la présidentielle que c'était la seule voie possible, précisant que de nouvelles "*réformes sociales et (un) nouveau report de l'âge légal de départ à la retraite*" seraient nécessaires parce que "*les entreprises ont cette fois-ci besoin d'aire, avec un +e+. Elles ont besoin de nouveaux horizons, de nouvelles frontières, besoin de conquérir*". Elle"*prône une accélération de la réduction du déficit public*".

Selon l'AFP, pour assainir les finances françaises, le Medef souhaite privilégier une réduction des dépenses respectant le credo "*2 pour 1*", c'est-à-dire deux fois plus d'économies sur les dépenses publiques que de hausses des prélèvements fiscaux et sociaux.

Selon elle, il faut également accélérer la règle de non-remplacement des fonctionnaires d'Etat - de 1 sur 2 actuellement à 2 sur trois

-, et l'instaurer au niveau des collectivités territoriales (1 sur 2 non remplacé).

Mme Parisot réclame une baisse des cotisations salariés qui serait compensée par une hausse de la CSG pour soutenir le pouvoir d'achat.

Surtout, la patronne du Medef a plaidé pour la reprise en 2013 du débat sur "*un nouvel âge de départ à la retraite*" car la réforme de 2010 - qui a reporté l'âge légal à 62 ans en 2017 - ne suffit pas à garantir l'équilibre du système à échéance 2030.

Pour lutter contre le chômage, elle veut mettre "*l'employabilité*" au coeur du dispositif. Mme Parisot s'est montrée réservée sur le projet de référendum de Nicolas Sarkozy pour durcir les conditions d'indemnisation des chômeurs. Elle a fait valoir "*la capacité des partenaires sociaux à inventer et à avancer*" à propos des efforts pour réduire le chômage.

La patronne des patrons prône également une réforme de l'assurance maladie, qui est dans un "*équilibre périlleux*", et avant tout celle de sa gouvernance. (source : AFP 14.02)

Madame Parisot compte sur la collaboration des "*partenaires sociaux*" pour lui faciliter la tâche, comme en Allemagne, en Italie, en Espagne ou encore en Grèce notamment.

De deux choses l'une, soit les militants acceptent la discussion sur ce plan-là et ils seront infailliblement broyés, amenés à collaborer avec le capital, à capituler honteusement, soit ils rejettent toute discusssion sur ce terrain-là et ils se placent résolument et exclusivement sur le terrain de classe des travailleurs. C'est l'un ou c'est l'autre, personne ne pourra dire on ne savait pas, qu'on ne vienne surtout pas ensuite nous reprocher de tirer à boulets rouges sur tous ceux qui auraient mis le petit doigt dans l'engrenage de la collaboration de classes qui consiste à brader systématiquement tous nos acquis, chacn s'accorde à reconnaître que l'heure est grave, alors à chacun d'assumer ses responsabilités. Nous les appelons sans tarder à engager le combat contre leurs propres dirigeants compromis avec les appareils pourris des syndicats ou qui soutiennent l'ordre établi de mille et une manière.

Précision à l'adresse des lecteurs attentifs.

Il arrive que les médias de la presse écrite et d'autres intervenants sur le Net modifient le contenu de leurs articles peu de temps après leur parution ou parfois plusieurs jours après. Si vous avez lu un article de presse mis en ligne dans le site et que vous comparez son contenu avec celui du même article mis en ligne quelques jours plus tard à partir d'une autre source, vous pouvez tomber sur une version dite actualisée sans y prêter attention et être surpris de constater que le contenu ne soit pas rigoureusement identique et en déduire que j'aurais manipulé cet article. Un exemple.

L'article *Grèce : "La classe politique grecque, une oligarchie pillant la société"* que j'ai mis cet article en ligne hier (dans cette page), il se terminait ainsi :

Que préconisez-vous ?

Il serait relativement facile d'arrêter tous les auteurs de fraudes sociales, par l'intermédiaire de leurs comptes bancaires. Mais le gouvernement n'en fera rien, l'ensemble de la classe politique grecque étant concernée. Il en va de même pour l'administration publique. Aujourd'hui, il est impossible d'obtenir ne serait-ce qu'un simple certificat, si vous ne payez pas. Si rien n'est fait contre ces fléaux, la Grèce ne sortira pas de la crise.

Le même article (modifié par la source le lendemain) que j'ai rechargé ce matin par erreur se terminait ainsi, j'ai mis en caractère gras les passages concernés :

Que préconisez-vous ?

La suppression pure et simple du système et de l'État dynastique. Il serait relativement facile d'arrêter tous les auteurs de fraudes sociales par l'intermédiaire de leurs comptes bancaires. Mais le gouvernement n'en fera rien, l'ensemble de la classe politique grecque étant concerné. Il en va de même pour l'administration publique. Aujourd'hui, il est impossible d'obtenir ne serait-ce qu'un simple certificat si vous ne payez pas. Si rien n'est fait contre ces fléaux, la Grèce ne sortira pas de la crise, et les conséquences se ressentiront dans toute l'Europe. La société grecque est un mauvais champ expérimental. Toute son histoire moderne a auguré de ce qui allait arriver au reste du continent.

Entre nous camarades, il s'agissait du compte-rendu d'une interview enregistrée ou dont le contenu avait été dactylographié, on se demandera ce que la personne interviewée a-t-elle bien pu dire en vérité à ce journaliste !

La réaction sur toute la ligne, c'est quoi au juste ? Réponse ici.

Avant de lire ce qui suit, il est préférable d'être à jeun, bien dans sa tête, assis confortablement et de prendre sa respiration pour ne pas étouffer, attention c'est parti :

Ce que le Premier ministre suédois suggère à juste titre, c'est que l'allongement des fins de carrière s'impose désormais comme un impératif politique. La révolution des esprits, qui conditionne celle des pratiques, consistera à ne plus voir dans le travailleur de 50 ans un pré-retraité, pour le considérer à l'inverse comme étant à l'aube d'une nouvelle carrière. La projection d'une sortie tardive de l'activité est en effet nécessaire pour que les individus et les entreprises investissent dans la formation professionnelle au-delà de 45-50 ans. L'âge moyen de sortie du marché du travail étant en Suède de 64 ans (contre 59 ans en France), Fredrik Reinfeldt estime qu'un salarié suédois change sa "relation à l'emploi" en envisageant la possibilité de travailler jusqu'à 75 ans. Pour produire le même effet, un homme politique français aurait pu se contenter de proposer l'horizon des 70 ans. Il faut avoir à l'esprit le fait que certains jeunes entrent aujourd'hui sur le marché du travail à l'approche de la trentaine, et qu'il leur faudra cotiser quarante-un ans pour toucher une retraite pleine…

La situation politique n'est sans doute pas mûre, en France, pour que l'on pose sereinement cette question des conditions de réalisation de l'idéal (car cela en est bien un - politique - même s'il n'est pas encore reconnu comme tel par l'opinion) d'un allongement des fins de carrière. Certains aménagements seront douloureux et délicats à mettre en œuvre : il faudra considérer la seconde partie de carrière comme une phase de décélération progressive ; probablement admettre la nécessité, au rebours de leur progression à l'ancienneté, d'un déclin des salaires, accompagnant celui de la productivité ; envisager des transitions souples vers l'inactivité, avec le recours au temps partiel ; et, bien entendu, investir massivement dans les formations requalifiantes. Cette mutation culturelle est inévitable, mais, à l'évidence, nul responsable politique français n'est aujourd'hui assez audacieux, ou suicidaire, pour l'évoquer explicitement. (Atlantico.fr 13.02)

L'auteur de cette saloperie immonde envisage "*un déclin des salaires, accompagnant celui de la productivité*" sans vraiment se soucier du "*déclin*" de l'état physique et mental des malheureux travailleurs à qui ce sort horrible serait réservé.

Je vous sens mal, tout retourné par tant de cruauté, ces gens-là sont nuisibles à la survie et au développement de la civilisation humaine, quand les travailleurs prendront le pouvoir ils seront jugés et condamnés aux travaux forcés à perpétuité ou tout simplement fusillés !

Mais qui est l'auteur de cet article immonde (en entier à la rubrique dossier social) ? J'ai été le chercher sur la toile (www.atlantico.fr/users/eric-deschavanne). Un philosophe, mieux encore : un humaniste... à la Coppé ou Parisot !

- Eric Deschavanne est professeur de philosophie.

A 48 ans, il anime depuis quinze ans à la Sorbonne, avec Pierre-Henri Tavoillot, le Collège de philosophie. Il a été, après un passage comme chargé de mission auprès du Ministre de l'Education nationale Luc Ferry, l'un des rapporteurs de la Commission présidé par Claude Thélot qui organisa le grand débat national sur l'avenir de l'Ecole en 2003-2004.

Il est actuellement membre du Conseil d'analyse de la société et chargé de cours à l'université Paris IV et a récemment publié Le deuxième humanisme – Introduction à la pensée de Luc Ferry (Germina, 2010). Il est également l'auteur, avec Pierre-Henri Tavoillot, de Philosophie des âges de la vie (Grasset, 2007).

On ne va pas se laisser abattre par les sombres perspectives que cette pourriture voudrait nous réserver et nous faire subir. Pour vous remonter le moral, rien de tel que de se ressourcer :

- Pour parler français : le travailleur est, en droit et en fait, l'esclave de la classe possédante, de la bourgeoisie; il en est l'esclave au point d'être vendu comme une marchandise et son prix monte et baisse tout comme celui d'une marchandise. Si la demande de travailleurs augmente, leur prix monte; si elle vient à baisser, leur prix diminue; si elle baisse au point qu'un certain nombre de travailleurs ne sont plus vendables et « restent en stock », ils sont laissés pour compte et comme ce n'est pas une occupation qui fasse vivre son homme, ils meurent de faim. Car, pour parler la langue des économistes, les sommes dépensées à leur entretien ne seraient pas « reproduites », ce serait de l'argent jeté par les fenêtres et nul ne gaspille son capital de la sorte. Et, dans cette mesure, la théorie de la population de M. Malthus est parfaitement juste.

Toute la différence par rapport à l'esclavage antique pratiqué ouvertement, c'est que le travailleur actuel semble être libre parce qu'il n'est pas vendu tout d'une pièce, mais petit à petit, par jour, par semaine, par an, et parce que ce n'est pas un propriétaire qui le vend à un autre, mais bien lui-même qui est obligé de se vendre ainsi; car il n'est pas l'esclave d'un particulier, mais de toute la classe possédante. Pour lui, la chose au fond n'a point changé. Et si cette apparence de liberté lui donne nécessairement d'un côté quelque liberté réelle, elle a aussi cet inconvénient, que personne ne lui garantit sa subsistance et qu'il peut être congédié à tout instant par son maître, la bourgeoisie, et être condamné à mourir de faim dès que la bourgeoisie n'a plus d'intérêt à l'employer, à le faire vivre.

Par contre, la bourgeoisie se trouve beaucoup plus à son aise dans ce système que dans le cas de l'esclavage antique; elle peut congédier ses gens lorsque l'envie l'en prend sans perdre pour autant un capital investi et de plus elle obtient du travail à

bien meilleur compte qu'on ne peut l'obtenir d'esclaves ainsi que le lui démontre A. Smith pour la consoler .

Il s'ensuit également qu'Adam, Smith a pleinement raison de poser le principe :

Tout comme pour n'importe quel autre article, c'est la demande des travailleurs qui règle la production des travailleurs, la quantité des êtres humains mis au monde, accélérant cette production lorsqu'elle est trop lente, la stoppant quand elle est trop rapide.

Exactement comme pour n'importe quel autre article commercial. S'il y en a trop peu, les prix montent, c'est-à-dire ici le salaire; les travailleurs vivent mieux, les mariages se font plus nombreux, on met au monde davantage d'êtres humains, il grandit un plus grand nombre d'enfants, jusqu'à ce qu'ait été produit un nombre suffisant de travailleurs; s'il y en a trop, les prix baissent, le chômage survient, avec la misère, la disette et par suite les épidémies qui balaient « l'excédent de population ». (F. Engels : La situation de la classe ouvrière en Angleterre - 1845)

Aujourd'hui, à partir des conditions d'exploitation que les capitalistes imposent au prolétariat dans le monde et par rapport au développement du marché mondial, ainsi que des sciences et technologies du XXIe siècle, sans oublier le développement démographique, il y en a beaucoup trop.

Mais ce n'est pas tout, il y en a trop qui travaillent et coûtent encore trop chers, et il y en a trop qui ne travaillent pas et dont l'entretien coûte une fortune aux capitalistes, il faut donc réduire les deux, telle est leur logique.

Faire travailler nos vieux travailleurs jusqu'à ce qu'ils en crèvent pour un salaire de misère pour permettre à une poignée de privilégiés et leurs larbins intellectuels de continuer de vivre confortablement, telle est l'autre piste retenu par l'"*humaniste*" Eric Deschavanne.

Hollande, le candidat des nantis

1- Que les travailleurs pauvres le restent...

Désirant lancer une conférence avec les partenaires sociaux "*dès le lendemain de l'élection*", François Hollande a d'ores et déjà annoncé (sur sur BFMTV/RMC -ndlr) qu'il augmentera le Smic seulement si la croissance est au rendez-vous. Désirant lancer une conférence avec les partenaires sociaux "*dès le lendemain de l'élection*", François Hollande a d'ores et déjà annoncé qu'il augmentera le Smic seulement si la croissance est au rendez-vous. Le candidat socialiste à la présidentielle, François Hollande, a déclaré ce mardi avoir une "*règle simple*" en matière de salaire minimum, c'est qu'il faut augmenter le Smic quand il y a de la croissance.

François Hollande a expliqué qu'il réunirait "*dès le lendemain de l'élection*" une conférence avec les partenaires sociaux pour organiser le "*quinquennat sur le plan social*": différents thèmes seront abordés et notamment les réformes à engager, ainsi que la répartition des profits "*là où il y en a. Et il y en a*". "*La question du Smic découlera de ces discussions*", a-t-il ajouté. (lexpress.fr 14.02)

Qu'est-ce que signifie "*organiser le "quinquennat sur le plan social*", si ce n'est pour les 5 ans à venir cadenasser, neutraliser, réduire au silence, à l'impuissance le mouvement ouvrier pendant que Hollande continuera d'appliquer la politique ultra réactionnaire de son prédécesseur... Exactement comme en 1981, mais cette fois en prenant les devants pour éviter (si possible) tout débordement, la marge de manoeuvre du représentant du capitalisme trônant au Palais étant plus limitée que jamais.

2- ... pour que les riches continuent de s'enrichir... Obama et Blair comme référence. Hollande manifeste ouvertement sa soumission devant l'aristocratie financière.

Dans des déclarations publiées en début de semaine dans des journaux comme *The Guardian, International Herald Tribune et The Financial Times*, le candidat socialiste à l'élection présidentielle se défend de toute agressivité à l'égard du monde de l'argent et dit vouloir se rapprocher sur ce thème de la position du président américain Barack Obama.

Selon le quotidien britannique *The Guardian*, M. Hollande, revenant sur l'arrivée au pouvoir de François Mitterrand, a notamment déclaré : «*Les années 80 étaient une époque différente. Les gens disaient qu'il y aurait des chars soviétiques sur la place de la Concorde. Cette époque est révolue, c'est de l'Histoire.*»

«*C'était la guerre froide et Mitterrand a nommé des communistes au gouvernement. Aujourd'hui il n'y a pas de communistes en France... La gauche a gouverné pendant quinze ans pendant lesquels elle a libéralisé l'économie et ouvert les marchés à la finance et à la privatisation. Il n'y a pas de crainte à avoir*», dit-il encore. (liberation.fr 14.02)

Selon *The Guardian*, François Hollande a déclaré qu'il n'était pas "*agressif*" ni considéré en France comme quelqu'un de très à

gauche en matière de la régulation de la finance. Il a dit vouloir se rapprocher à cet égard de la position exprimée par Barack Obama devant le Congrès américain.

"*On pourrait dire qu'Obama et moi avons les mêmes conseillers*", a-t-il dit, ajoutant que son souhait de voir la finance mieux régulée était conforme à la volonté de "*l'opinion publique*" européenne et des autres candidats à l'élection présidentielle, y compris le président Nicolas Sarkozy - dont l'officialisation de candidature est attendue incessamment.

François Hollande a rendu hommage à Tony Blair, un homme "*tellement intelligent qu'il n'avait pas besoin d'être arrogant*". (Reuters 14.02)

Et dire qu'il y a encore des militants pour oser appeler à voter PS, à se demander s'ils ont un jour compris quelque chose ou s'ils sont vraiment capables de couper le cordon ombilical avec l'opportunisme, c'est désespérant !

Mélenchon et son "*conseiller*" Eric Coquerel ont réagi violemment aux propos de Hollande jugeant "*assez insupportable* son "*attitude hautaine à l'égard du reste de la gauche*, parce que pour eux Hollande le chien de garde des intérêts du capital financier fait partie de la "*gauche*", ce qui au passage permet de situer la nature sociale du Front de gauche, ainsi que ses véritables intentions.

Normal finalement que Hollande ait affirmé qu'il n'y avait plus de communistes en France, sans doute en référence au Front de gauche, puisque le PCF a abandonné la dictature du prolétariat et que le PG ne s'en réclame pas. Et quand Mélenchon répond qu'il est «*le candidat des communistes*», il confirme à sa manière ce que Hollande a voulu dire, les communistes en question n'étant qu'un repère de staliniens et néo staliniens n'ayant aucun lien avec le communisme, Mélenchon pas davantage d'ailleurs.

Quant aux véritables communistes dont nous faisons partie avec bon nombre de militants du PCF, du PRCF, du POI, du NPA et de LO ou encore de nombreux groupes, nous ne nous sentons pas concernés par les propos de Hollande destinés à ses amis de la City à Londres.

Contrairement à Mélenchon en mal de reconnaissance par ses pairs, nous n'accordons aucune légitimité aux dirigeants du PS pour porter un jugement sur les partis ouvriers qui composent le mouvement ouvrier et dont il est étranger, un ennemi déclaré. A bas Hollande et le PS, pas une voix !

Parole d'internautes sur la situation en Grèce (et ailleurs)

1- "Mais n'oublions jamais que lorsque des corrompus arrivent à leur fin c'est que des plus corrompus qu'eux le leur ont facilité la tâche.

La responsabilité de la classe politique et des richissimes patrons grecs est entière mais celle des leaders européens l'est toute autant.

Lorsqu'il y a un corrompu à côté sommeille celui qui le soutien.

En Grèce les leaders Européens font comme en Tunisie en Libye en Égypte en Syrie et même comme ils l'on fait en Irak. Après avoir accompagné les politiciens "véreux" ils les ont lâchés. Nous n'en sommes pas encore là en Grèce - quoique pour Papandréou c'est déjà fait. Mais regardons bien les choses en face ce sont toujours les plus faibles et les moins fortunés qui payent l'addition."

2- "Qui ose dire que les Français ont les politiques qu'ils méritent quand le système est parfaitement verrouillé au profit de la même classe ? Voilà des années que nous subissons les discours et les diktats de tous ceux qui se goinfrent et nous mènent à notre perte... Le système a été subi mais accepté tant qu'il n'y avait pas de crise économique. Avec la monté inexorable du chômage et de la misère, les Français vont se rebeller. En effet qui acceptera de survivre avec un RSA et de menues aides de l'Etat alors que d'autres se goinfrent ? Tous les Français n'acceptent pas l'assistanat et veulent de la dignité par le travail."

3- "Le politologue grec Georges Contogeorgis décrit le seul scénario qui pourrait permettre un véritable changement en Grèce.

L'arrestation des politiciens corrompus, la saisie de leurs biens sans oublier, ceux de l'église qui a participé allègrement au pillage via une exonération totale d'impôts doit être envisagée. Il est à craindre qu'aucune autre solution hormis un coup d'état populaire ne permette ce nécessaire assainissement.

Les ministres corrompus ainsi que tous ceux qui ont pillé l'état sont parfaitement identifiés. Il s'agit donc de les arrêter et de les transférer devant des tribunaux."

Comment, sinon par une révolution prolétarienne et socialiste ?

La question est de savoir quel gouvernement prendra ces décisions ? Seul un gouvernement ouvrier révolutionnaire incarnant exclusivement les besoins des travailleurs, dont les partis sont engagés dans le combat pour la rupture avec le capital et la totalité de ses institutions politiques en Grèce, en Europe et dans le monde.

Actualité en titres

Frénétique, non, fanatique :

- Nicolas Sarkozy défendra une candidature "*du peuple, par le peuple et pour le peuple*" - lemonde.fr

- Nicolas Sarkozy sur le pied de guerre - LeFigaro.fr -

Quand l'UMP nous prend pour des abrutis :

- Motion rejetée : pas de référendum sur la TVA sociale - LePoint.fr

- Règle d'or : Sarkozy et Fillon veulent un référendum - LeFigaro.fr -

- Comment Sarkozy se prépare à "*regarder la France au fond des yeux*" -lexpress.fr

Normal, quoi :

- Hollande rassure la finance - Reuters

Cela tombe bien :

- Les grands patrons ont gagné 34% de plus en moyenne en 2010 - Liberation.fr

- Etats-Unis: Geithner trouve juste que 1% des contribuables assurent 40% de l'impôt - AFP

Pardi, c'est ce 1% qui concentre entre ses mains l'essentiel des richesses !

Les mains sales :

- Marseille : droite et gauche s'entendent contre la saleté- LeFigaro.fr

Qui l'aurait cru ?

- La moitié des licenciés économiques qui retrouvent un emploi gagnent moins - LeMonde.fr

En réalité sans dout beaucoup moins.

INFOS EN BREF

Politique

1- Bahreïn

Les forces anti-émeutes ont violemment réprimé mardi des manifestants chiites marquant l'anniversaire du déclenchement de la contestation à Bahreïn, dont la répression a plongé ce petit royaume du Golfe dans une impasse politique.

Depuis la matinée, de jeunes militants ont tenté sans succès de gagner la place de la Perle, symbole de la contestation à Manama, qui était entourée d'un impressionnant dispositif de sécurité.

La police s'est massivement déployée sur les principaux axes routiers et a encerclé les villages chiites entourant Manama, pour empêcher leurs habitants de se joindre aux manifestations, selon des témoins.

"*Les accès à ces villages sont bloqués, toutes les voitures qui y entrent ou en sortent sont fouillées*", a affirmé M. Mascati à l'AFP.

"*Nous sommes dans un état d'urgence non déclaré*", a commenté un responsable du Wefaq, principal groupe de l'opposition chiite, Matar Matar.

Les autorités ont multiplié les restrictions à l'occasion de l'anniversaire du soulèvement, s'abstenant notamment de délivrer des visas aux correspondants de la presse internationale.

Certains des jeunes manifestants, venant des villages chiites entourant Manama, dont Sanabès, Deih et Jidhafs, sont parvenus à tromper la vigilance des forces de sécurité et ont pu s'approcher jusqu'à environ 500 mètres de la place de la Perle, selon les témoins.

"*A bas Hamad*", le roi, scandaient les jeunes, dont certains étaient vêtus de linceuls blancs pour marquer leur disposition au martyre.

Depuis dimanche, des militants tentent de braver la police et de marcher sur la place de la Perle, où des opposants avaient observé un sit-in du 14 février à la mi-mars 2011 avant d'en être violemment chassés par les autorités.

Mais les partis de l'opposition traditionnelle, dirigés par le Wefaq, n'ont pas soutenu l'appel à marcher sur la place.

Dans un communiqué en soirée, le Wefaq a dénoncé "*la dictature et la tyrannie*" du pouvoir qui "*fuit la vraie solution politique devant engager Bahreïn sur la voie du changement démocratique*".

"*Les Bahreïnis poursuivront leur mouvement (...) et les autorités ne pourront pas infléchir leur détermination*", ajoute-t-il. (AFP 14.02)

2- Syrie

Des armes et des combattants sunnites en provenance d'Irak pénètrent en Syrie, alimentant les violences dans un pays qui jadis approvisionnait en armes les opposants au régime installé par les Américains à Bagdad, affirment responsables et marchands d'armes irakiens.

Aujourd'hui, les responsables irakiens de la sécurité font état d'indices du passage de rebelles sunnites en territoire syrien pour rejoindre les rangs du soulèvement contre Bachar al Assad. Les trafiquants d'armes profiteraient de cette situation en multipliant par deux le coût des envois d'armes dissimulées au milieu de chargements purement civils.

Evaluer le flux de rebelles et d'armes illégales passant d'Irak en Syrie est difficile, mais la frontière était jadis un lieu de transit florissant dans l'autre sens, des volontaires étrangers s'infiltrant en Irak pour se battre contre les forces américaines venues renverser Saddam Hussein.

"*Nous pensons que des combattants liés à Al Qaïda et à certains groupes armés sunnites envoient des hommes en armes en Syrie pour s'y battre au titre d'une espèce de soutien moral*", a expliqué un haut responsable de la sécurité à Bagdad sous le sceau de l'anonymat.

"*Des responsables corrompus sont en poste aux confins des provinces de Mossoul et d'Anbar, ce qui, pensons-nous, autoriserait certains à infiltrer des armes et des combattants. Mais nous ne croyons pas qu'il s'agisse d'un trafic important*".

"*Les trafiquants d'armes sont plus actifs ces derniers temps, notamment depuis l'intensification des accrochages entre le régime syrien et ses adversaires*", confirme Hamid al Hayes, président du Conseil d'Anbar, une institution tribale dont la milice Sahoua a permis jadis de combattre avec succès la rébellion des alliés d'Al Qaïda en Irak.

La crise syrienne est embarrassante à divers titres pour les chiites au pouvoir à Bagdad, avec ses accents communautaires - opposants sunnites face à un pouvoir alaouite, une branche dissidente du chiisme.

L'Irak entretient par ailleurs des liens étroits avec les chiites au pouvoir en Iran, unique allié majeur du régime de Bachar al Assad dans le monde arabo-musulman.

Les responsables irakiens redoutent un effet de contagion du conflit syrien chez eux, où règne un équilibre des plus instables entre la majorité chiite, la minorité sunnite jadis au pouvoir sous Saddam Hussein et les Kurdes.

Pour Bagdad, le pire des scénarios serait l'arrivée au pouvoir à Damas d'un régime sunnite de tendance salafiste.

Le général Ahmed al Khafadji, en poste au ministère irakien de l'Intérieur, a annoncé cette semaine à la chaîne de télévision Al

Hourra que les patrouilles avaient été renforcées à la frontière pour empêcher tout passage de combattants en Syrie. (Reuters 14.02)

3- Chine

Le budget chinois de la défense, qui était de 119,8 milliards de dollars en 2011 (91 milliards d'euros), atteindra les 238,2 milliards de dollars en 2015, soit une progression annuelle moyenne de 18,75 %, selon des chiffres du groupe américain de recherche IHS, qui peuvent différer des données officielles chinoises.

En 2015, les dépenses militaires chinoises dépasseront ainsi les budgets combinés des douze autres plus grandes puissances de l'Asie-Pacifique, qui devraient atteindre un total de 232,5 milliards de dollars. Le budget chinois devrait être près de quatre fois supérieur à celui du Japon, numéro deux dans la région en termes de dépenses militaires, a précisé l'IHS dans une étude publiée mardi 14 février à Singapour.

'*Pékin est en mesure de consacrer une part toujours plus importante de son budget global à la défense et renforce de manière continue ses capacités militaires depuis plus de vingt ans*', a expliqué Rajiv Biswas, économiste en chef pour l'Asie-Pacifique chez IHS Global Insight. '*Cette tendance va se poursuivre, à moins d'une catastrophe économique*', a-t-il prédit.

Le budget militaire chinois, et sa progression accélérée, inquiète depuis longtemps nombre de capitales, de la région ou d'ailleurs, et en particulier Washington. La Chine maintient que sa technologie militaire accuse vingt à trente ans de retard sur celle des Etats-Unis. La modernisation de son armée, assure-t-elle, a pour unique but la '*défense*' du pays, or Pékin se dote désormais d'outils de projection de puissance. (lemonde.fr 14.02)

Voilà qui va faire le bonheur des marchands de canons ! L'économie d'armement comme volant d'entraînement du capitalisme mondiale en perdition... Son aspect "*progressiste*", son visage "*humain*"... Tel qu'il est en réalité, quoi !

Social

France

1- Manifesfation des ouvriers des chantiers navals à Saint-Nazaire

Plus d'un millier de manifestants ont défilé mardi matin à Saint-Nazaire pour exiger la fin des licenciements chez les sous-traitants des chantiers navals, concurrencés par la main d'oeuvre à bas-coût salarial venue de l'étranger;

La manifestation, qui a rassemblé principalement des salariés sous-traitants, s'est dispersée dans le calme vers midi à hauteur de la sous-préfecture de Saint-Nazaire.

Elle a réuni 1.100 manifestants, selon la police, et 2.000 selon les syndicats.

Une délégation syndicale a été reçue en sous-préfecture pour discuter d'une table ronde réclamée par les syndicats, qui réunirait notamment les donneurs d'ordre (notamment STX France), sur l'avenir de la sous-traitance navale à Saint-Nazaire.

"*On se bat depuis le mois de décembre pour le maintien de tous les emplois dans la construction navale. Nous réclamons l'arrêt de cette concurrence sociale qui détruit les emplois locaux*", a expliqué à l'AFP Joël Cadoret (CGT), estimant que "*le donneur d'ordre (le chantier naval STX France, ndlr) a une grosse responsabilité*".

Les syndicats FO, CGT, CFDT, CFTC et FSU de Saint-Nazaire ont dénoncé dans un communiqué "*la direction de STX France qui pratique largement cette politique de sous-traitance*". "*Début 2012, les chiffres parlent d'eux-mêmes: environ 30% des salariés de la sous-traitance viennent de pays à bas-coûts salariaux*" pour travailler sur les chantiers navals français, affirment-ils.

Toujours selon les syndicats, trois entreprises historiques de la construction navale sont aujourd'hui "*dans la tourmente*": la SMCO (82 salariés menacés de licenciement), mais aussi la SMCN (9 licenciements déjà effectués, 42 salariés menacés) et Baudet (en redressement judiciaire, 92 salariés menacés de licenciement). "Ce sont plus de 200 familles concernées", notent-ils.

"*Merci le groupe Hervé*", pouvait-on lire sur une pancarte dans la manifestation devant le chantier STX, en référence au placement en liquidation judiciaire la semaine dernière de la SMCO, filiale du groupe Hervé Thermique, sous-traitant de STX, a constaté un correspondant de l'AFP.

Les syndicats de SMCO, qui multiplient les actions pour exiger une table ronde afin de sauver l'entreprise, accusent eux aussi STX de faire appel, par mesure d'économies, à de nouveaux sous-traitants étrangers aux coûts et conditions de travail très inférieurs aux leurs. (AFP 14.02)

2- Manifestation d'enseignants à Marseille.

Plusieurs centaines d'enseignants (400 selon la préfecture, 2 000 selon les syndicats) ont manifesté mardi à Marseille pour dénoncer "*une saignée sans précédent*" dans les postes et les classes des écoles maternelles et primaires des Bouches-du-Rhône. Appelés à la grève par l'intersyndicale départementale du premier degré, les manifestants, rejoints par quelques collègues du secondaire, ont protesté devant l'inspection académique contre les 159 suppressions de poste et 188 fermetures de classe (pour 19 ouvertures) annoncées dans le département, avant de défiler dans le centre-ville.

"*C'est un triste record, cette carte scolaire nous n'en voulons pas*", a martelé Christophe Doré, secrétaire départemental du syndicat Snuipp-FSU, soulignant que ces suppressions se faisaient dans un contexte de "relative stabilité démographique", avec 1 488 élèves en moins, "*soit à peine plus d'un par école*". Annonçant 65 % de grévistes dans le département (contre 22 % selon l'académie), avec un mouvement particulièrement suivi dans les écoles maternelles, M. Doré a également vilipendé "*une méthode inacceptable*", accusant d'"omerta" l'inspection d'académie sur le détail des suppressions de postes "*hors classe*" (Rased, remplaçants, conseillers pédagogiques, etc.) : il ne sera dévoilé que mercredi en comité départemental, l'occasion d'une nouvelle mobilisation.

"*Ils se sont servis des postes de Rased comme levier de suppression, c'est le signe d'une politique de non-éducation qui ne veut pas s'occuper de ceux qui en ont le plus besoin*", a dénoncé le syndicaliste, tandis qu'on pouvait lire "*Rased sabordés, élèves sacrifiés*" sur la chasuble d'une manifestante. Interrogée par l'AFP, une autre manifestante, Sandra, enseignante dans une école de Marseille classée en ZEP, a estimé que le gouvernement pratiquait "*la politique de la terre brûlée*", voulant "*tout massacrer avant de partir*". (lemonde.fr 14.02)

Commentaire d'un internaute.

- "*Dans le nord de la Manche, c'est une folie, une classe risque d'avoir 46 élèves à la rentrée 2012, les familles et les élus sont vent debout. Nous risquons d' avoir une rentrée très difficile.*"

3- Perspective en hausse du chômage.

Pour la première fois depuis la crise de 2009, l'économie française a détruit des emplois salariés au 4e trimestre 2011, une tendance qui ne devrait pas s'améliorer en 2012, aggravant le chômage, déjà au plus haut depuis douze ans.

L'emploi salarié dans les secteurs principalement marchands a reculé de 0,2% par rapport au 3e trimestre avec 31.900 postes en moins, selon des données provisoires publiées par l'Insee mardi.

Sur l'année, le solde demeure positif avec 108.700 emplois créés mais reste insuffisant pour absorber les nouvelles arrivées sur le marché du travail. Selon les économistes, il faudrait créer quelque 150.000 postes par an pour accueillir les entrants.

"*Ce sont des données provisoires qu'il faut prendre avec précaution*", précise Frédéric Tallet, responsable synthèse et conjoncture de l'emploi à l'Insee.

Néanmoins, si elles étaient confirmées, elles témoigneraient d'une forte dégradation du marché du travail puisque la France n'avait plus détruit d'emplois salariés depuis le 3e trimestre 2009, au plus fort de la précédente crise.

"*Ca s'annonce très très mal pour 2012*" étant donné le "*lien entre la croissance et l'emploi*", commente Eric Heyer, directeur adjoint à l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE).

Car pour l'économiste, "*pour commencer à créer des emplois, il faut avoir une croissance de plus de 1,2% en rythme annuel*".

Or, pour 2012, les prévisions de croissance sont bien en-deçà. Le gouvernement prévoit une hausse du produit intérieur brut de 0,5% mais le Fonds monétaire international (FMI) table sur une croissance de 0,2%, l'OCDE sur +0,3% et certains analystes sur une récession, à commencer par l'OFCE (-0,2%).

L'Insee s'attend à 61.000 destructions d'emplois salariés dans les secteurs principalement marchands au premier semestre 2012, selon la note de conjoncture de décembre, rapporte M. Tallet.

Les mauvais chiffres de l'intérim --qui donne une idée des tendances à venir sur le marché de l'emploi-- vont dans ce sens: en effet, sur les 31.900 emplois détruits au 4e trimestre 2011, 25.800 l'ont été dans ce secteur.

Face à ce tableau noir, que faire? Pour Eric Heyer, deux solutions à prendre dans l'urgence pour "*limiter la casse*": favoriser

les contrats aidés et le chômage partiel.

Les contrats aidés permettent de créer des emplois même lorsque la croissance n'est pas au rendez-vous, c'est "*le traitement social du chômage*", souligne l'économiste.

Les contrats aidés sont destinés à permettre aux personnes éloignées de l'emploi de reprendre pied. Pour ces contrats, le plus souvent à temps partiel et durée déterminée, l'employeur bénéficie d'aides publiques.

Une directrice d'une agence Pôle Emploi a d'ailleurs confié à l'AFP que le mot d'ordre en ce moment était: "*faire des contrats aidés*".

"*L'autre solution, c'est d'ajuster la durée du travail donc de recourir au chômage partiel*", ajoute l'économiste.

Les partenaires sociaux ont récemment simplifié le dispositif afin que les entreprises puissent y avoir davantage recours. Nicolas Sarkozy a aussi annoncé 100 millions d'euros supplémentaires pour soutenir le dispositif mi-janvier.

"*Les mesures prises par le gouvernement vont dans ce sens*" même si l'Etat dépense 4,5 milliards d'euros pour défiscaliser les heures supplémentaires par an. Entre 100 millions et 4,5 milliards, "*il y a un ordre de grandeur inversé*", regrette toutefois M. Heyer. (AFP 14.02)

Economie

1- Zone euro

Moody's a abaissé la perspective de la note Aaa de la France de stable à négative, conséquence selon l'agence des incertitudes autour de la conjoncture de la zone euro et des ambitions de Paris en matière de réduction de déficits.

L'agence de notation américaine a également ajusté les notes et les perspectives de huit autres pays de l'Union européenne dont le Royaume-Uni et l'Italie.

Le ministre de l'Economie François Baroin a déclaré mardi "prendre acte" de la décision de Moody's.

"*Le gouvernement est déterminé à poursuivre son action au service de la croissance, de la compétitivité avec notamment la réforme de financement de la protection sociale, de l'emploi et de la réduction des déficits publics*", écrit le ministère dans un communiqué. Bercy ajoute que la politique du gouvernement "s'inscrit dans un cadre et une méthode de long terme". (Reuters 14.02)

2- Portugal

La récession s'est aggravée au Portugal dans un contexte d'austérité, avec une contraction du PIB de 1,5% en 2011 et de 1,3% au quatrième trimestre, selon des données provisoires publiées mardi par l'Institut national des statistiques (Ine).

Le recul du PIB a été de 2,7% au quatrième trimestre en glissement annuel, en raison d'une forte baisse de la consommation des ménages, selon l'Ine.

"*Le recul accentué du PIB au quatrième trimestre traduit une aggravation significative de la demande interne en raison d'une forte baisse de l'investissement et de la consommation des ménages*", a expliqué l'Ine. (AFP 14.02)

Haut de page

Le 16 février

CAUSERIE

Mélenchonade

- Selon le quotidien britannique *The Guardian*, le candidat PS avait déclaré qu'il n'y avait "*pas de communistes en France*". Ce mercredi, le journal a ajouté à la phrase qui a provoqué la colère polémique la formule "*ou pas beaucoup*". Sur son site,

le quotidien britannique de gauche mentionne, dans sa rubrique "*Corrections et clarifications*", qu'il a rectifié mardi son article daté de la veille et intitulé "*François Hollande cherche à rassurer le Royaume-Uni et la City*".

François Hollande s'était rattrapé en avançant "*c'est bien que les communistes soient encore là*" et en ajoutant "*j'ai du respect pour Jean-Luc Mélenchon et le Front de gauche. Je souhaite qu'il y ait un rassemblement de la gauche avec toutes ses sensibilités.*"

Pour Jean-Luc Mélenchon, qui a envoyé un communiqué mercredi après-midi, "*l'incident [était] clos]*", le candidat du Front de Gauche estimant "*croire qu'il [François Hollande, ndlr] a pris la mesure de l'indignation qu'a suscitée ce mépris à l'égard d'une réalité essentielle de la gauche.*" (lexpress.fr 15.02)

Assurément "*c'est bien*" pour le régime en place des staliniens et néo staliniens qui se font passer pour des communistes, même que la City en redemande !

On ne saura jamais si la décision d'apporter cette rectification a été prise à l'initiative de ce *quotidien britannique de gauche* ou si elle a été prise à la demande de Hollande, peu importe, cela ne change rien à l'orientation de la politique réactionnaire de ce larbin de la finance.

Pour Mélenchon, son ralliement à Hollande au second tour de la présidentielle ne reposera pas sur un principe ou une questionprogrammatique, mais sur les rapports de bonne camaraderie que les dirigeants du PS entretiendront avec ceux du Front de gauche.

Mélenchon, en affirmant être le "*candidat des communistes*", confirme ainsi qu'il entend poursuivre l'oeuvre qu'il avait accompli pendant plus de trois décennies au sein du PS comme fossoyeur du socialisme, et à laquelle il a décidé de donner une touche plus personnel ou de s'investir à fond en créant le PG, ce qui ne pouvait pas manquer d'attirer la sympathie des staliniens et néo staliniens du PCF devenus ses alliés au Front de gauche.

Entre l'hypocrisie d'un Mélenchon et la cynique vérité d'un Hollande, je préfère le second sur ce coup-là. Entre Mélenchon qui assimile les staliniens et néo staliniens à des communistes histoire de mieux détourner les travailleurs du communisme dont cette vermine est l'antithèse, et un Hollande qui se dit totalement étranger au communisme ou le rejette, ce qui est parfaitement son droit, l'attitude du second qui se pose en défenseur des intérêts de la finance est moins préjudiciable à notre cause, au moins les travailleurs sont avertis et savent à quoi s'en tenir.

Moutons de Panurge ?

Des millions de travailleurs vont voter PS au premier et/ou au second tour de la présidentielle, des millions refuseront de voter PS, des millions vont s'abstenir ou seront tentés de le faire.

Questions :

Lesquels parmi eux sont les plus aptes ou les plus avancés pour rompre avec le capital et les institutions que ce parti représente ?

Lesquels incarnent les masses arriérées politiquement ?

Lesquels incarnent le mieux les masses exploitées à la recherche d'une issue politique à la crise du capitalisme ?

Lesquels sont susceptibles d'entraîner l'ensemble des masses laborieuse au combat pour en finir avec le régime ?

Lesquels sont susceptibles de se saisir de la politique révolutionnaire que nous proposons ?

Lesquels sont susceptibles de rejoindre un parti combattant pour la révolution socialiste ?

Quel parti voulons-nous construire : un parti de militants conscients ou un parti de militants bourrés d'illusions dans le régime ?

Appeler à voter pour le candidat du PS, c'est se placer au côté des travailleurs parmi les moins conscients, c'est se couper des travailleurs les plus conscients qui n'ont aucune illusion dans le PS, qui rejettent le discours de Hollande en direction de la finance pour rassurer les gangsters du CAC 40. C'est finalement s'interdire de construire le parti.

Si j'étais un travailleur à la recherche d'une formation politique pour m'organiser, je commencerais par écarter toutes celles qui appellent à voter PS au premier ou au second tour.

On nous rétorquera qu'à ce compte-là Sarkozy risque d'être réélu ? Et alors, s'il était réélu cela signifierait que la conscience politique des masses n'était pas mûre. Mais voilà, il y en a qui ne supportent pas la réalité, qui ne veulent pas la regarder en face, qu'ils sachent que ce n'est pas en s'en détournant qu'ils construiront le parti.

Car voyez-vous, si Hollande était élu cela signifierait autre chose, la réalité s'en trouverait transformée d'un coup de baguette magique, quelle illusion c'est ne rien comprendre aux rapports que les masses entretiennent avec ce parti, c'est leur prêter un niveau de conscience politique qu'elles n'ont pas, qui ne reflète pas la réalité encore une fois, au moment même où Hollande vient d'afficher sa soumission aux capitalistes.

On pourrait admettre qu'il y aurait un avantage à faire élire Hollande si les masses ne savaient pas à quoi s'en tenir concernant le PS, pour qu'elles fassent l'expérience de ce parti au pouvoir, mais ce n'est pas ou plus le cas depuis des lustres. Au pire si Hollande était élu, il s'emploirait àamplifier la politique dévastatrice de Sarkozy, au mieux il se contenterait de ne rien changer et de gérer la société telle qu'elle est pendant 5 ans pour le compte des capitalistes avant que le parti de l'ordre revienne au pouvoir.

Les militants qui appellent à voter Hollande s'inscrivent dans cette perspective comme si elle était déjà écrite, en se disant qu'au moins avec Hollande tout ce qui n'a pas encore foutu le camp aura été préservé. C'est là encore se faire de graves illusions, c'est ce que les travailleurs grecs, espagnols, portugais ou britanniques avaient peut-être imaginé, vous connaissez tous la suite, Papandréou, Zapatero, etc. ont repris à leur compte la politique réactionnaire dictée par l'UE, le FMI, la Banque mondiale ou encore Washington, d'où leur éviction du pouvoir à la première échéance électorale venue. Pourquoi en serait-il autrement en France, dites-nous ? Dans tous ces pays-là aussi il existe des formations politiques ou des partis similaires à ceux qui existent en France, des syndicats.

Qui n'a pas envie de se débarrasser de Sarkozy ? Uniquement les travailleurs les plus arriérés, des couches de la petite-bourgeoisie et les membres des classes dominantes (capitalistes d'industrie et aristocratie financière). Ceux qui appellent à voter Hollande espèrent peut-être gagner du temps, repousser de 5 ans l'amplification de l'offensive du capitalisme contre la classe ouvrière qui consiste à mettre en pièces le droit du travail... A quoi bon, puisqu'à l'arrivée nous n'y couperons pas, autant en finir le plus rapidement possible.

On retrouve la même incompréhension qui consiste à se lamenter sur les conséquences de la crise du capitalisme qui frappent violemment les travailleurs, alors que nous estimons que cette crise est une aubaine pour contruire le parti. Il faudrait qu'ils soient épargnés, mais qu'ils se révoltent quand même contre le régime, on ne nous dira pas comment cela pourrait se faire évidemment ; hier ils ne se soulevaient pas parce que leur condition leur permettait encore de supporter le capitalisme, mais demain dans les mêmes circonstances ils seraient portés par une envie irrésistible de passer à l'action contre l'ordre établi, un miracle se produirait quoi, c'est à se demander si ceux qui défendent cette théorie sont vraiment concernés par la crise actuelle du capitalisme autrement qu'intellectuellement.

C'est refuser de tenir compte ou méconnaître à la fois la dialectique de la lutte des classes et les rapports que chaque individu entretient avec le monde extérieur, plus généralement les conditions matérielles qui influent sur les mécanismes psychologiques des hommes et les conduisent à passer à l'action.

Appeler à voter Hollande c'est se discréditer aux yeux des travailleurs.

En l'absence d'un parti révolutionnaire, le Front populaire ne peut que frayer la voie au retour au pouvoir du parti de l'ordre ou au fascisme, éventuellement à la guerre. Il serait préférable que le parti existe avant qu'un nouveau Front populaire voie le jour même en étant numériquement faible, afin qu'il constitue une alternative politique dont les travailleurs pourraient se saisir, comme en Russie en 1917 par exemple.

On nous rétorquera que ce n'est pas possible, et bien alors rien n'est possible, ne comptez pas sur nous pour vous dire le contraire uniquement pour vous consoler ou vous faire plaisir ! Il faut se faire à cette idée, et ce n'est certainement pas en adoptant une attitude conciliatrice envers un ennemi de la classe ouvrière qu'on ira de l'avant. Si cela ne vous suffit pas, dites-vous bien que c'est ce comportement opportuniste qui prédomine au sein de l'avant-garde du prolétariat depuis la mort de Trotsky... avec le résultat que l'on sait.

Le bricolage ou le rafistolage de boutiquiers, les arrangements à bon compte qui consistent finalement à flatter l'ignorance des masses pour ne pas s'en couper, ce n'est pas notre truc, désolé, nous ne marcherons jamais dans ce genre de combines qui va à l'encontre de nos principes.

Hollande a fait savoir haut et fort qu'il avait choisi le camp de la finance, des capitalistes, c'est son droit répétons-le, tandis qu'il rejetait comme illégitime une forte augmentation du smic, cette déclaration était destinée à être connue de tous, c'est chose faite grâce aux médias qui l'ont relayée en boucle, on y a même eu le droit aux infos de TV5Monde Asie (en Inde), et c'est très bien ainsi, on le remercie au passage, désormais plus personne ne pourra dire qu'il ne savait pas que Hollande n'incarnait pas les intérêts des exploités. A chacun d'en tirer les conclusions qu'il voudra.

Vous m'excuserez de ne pas commenter l'annonce de la candidature de Sarkozy qui était un non-événement. Nous allons nous employer à le matraquer jusqu'à l'élection présidentielle. Pour l'heure, notre priorité est de défendre tous nos acquis, d'entraîner les masses au combat de classe pour qu'elles s'organisent dans la perspective du renversement du régime.

Actualité en titres

Du coup d'Etat à l'imposture permanente

- "*La France forte*", slogan de campagne de Nicolas Sarkozy - AFP

- Sarkozy est candidat : '*Redonner la parole au peuple français par le référendum*' - LeMonde.fr

- Nicolas Sarkozy : une annonce un peu trop bien ficelée - LePoint.fr

Terrorisme d'Etat. Al-Qaida, Obama, Sarkozy, Cameron : même combat !

- Syrie : al-Qaida vient en aide à l'opposition - LePoint.fr -

- La Ligue arabe envisage d'armer l'opposition syrienne - Reuters

INFOS EN BREF

Politique

1- Syrie

La presse internationale relate les attentats d'Alep, mais leur consacre quatre fois moins d'espace. Ce phénomène peut être interprété de deux manières : soit l'opinion publique se lasse de l'irakisation rampante de la Syrie, soit la presse est gênée des revendications. Les attentats d'Alep ont en effet été d'abord revendiqués par un porte-parole de l'Armée syrienne libre, puis condamnés par un autre. Simultanément, un rapport de renseignement US les attribue à Al-Qaida ; une revendication confirmée par une déclaration d'Ayman Al-Zawahiri, leader de cette mouvance.

Quoi qu'il en soit, aucun média ne rectifie ses articles précédents accusant l'administration el-Assad d'avoir organisé les attentats identiques de Damas ; Certains journaux relayent même les accusations du Conseil national syrien qui attribue les attentats d'Alep à l'administration Assad, sans apporter aucun élément de preuve.

- Le Monde continue la publication des magnifiques photos de Mani, toujours accompagnées de fantasmes sectaires. Ainsi, le photojournaliste explique que seuls les boulangers alaouites de Homs sont approvisionnés en farine, pas les sunnites. C'est évidemment faux. Les difficultés d'approvisionnement sont circonscrites aux deux quartiers de la ville où se déroulent les combats, et ces quartiers sont aux mains de groupes armés exclusivement composés de sunnites. Mais le reste de la ville, à majorité sunnite, est parfaitement approvisionné.

- Le Sunday Express attribue des propos peu flatteurs au beau-père du président syrien qui confirmerait ainsi qu'Asma el-Assad est prisonnière de Bachar.

- Dans The Independent, Robert Fisk rappelle que les « bons » que l'OTAN a mis au pouvoir au Kosovo et en Libye se sont avérés bien pires que les « *méchants* » qu'elle a renversés. Il semble qu'en Syrie les « *bons* » ne soient pas meilleurs. Le renversement d'el-Assad conduirait probablement à de vastes massacres sectaires.

- Daniel Byman du Saban Center s'interroge dans le Washington Post : peut-on intervenir en Syrie sans empirer la situation ? Selon lui, ce n'est pas possible car le conflit ne serait plus limité à la Syrie, mais impliquerait immédiatement l'Iran et la Russie.

- Dans le New York Post, Amir Taheri constate qu'en l'absence d'intervention militaire directe, il reste la possibilité de sanctuariser sous les auspices de l'ONU une ville comme Zabadani. L'article a en effet été écrit alors que l'Armée syrienne libre tenait cette bourgade. Cependant Taheri préconise surtout l'action diplomatique, c'est-à-dire dans ce cas particulier l'abandon des opérations militaires de basse intensité.

- Le Weekly Standard, organe des néoconservateurs, s'intéresse cette semaine à la Syrie. Lee Smith a analysé des e-mails du palais présidentiel qui ont été hackés par des pirates anonymes. D'autres documents hackés sont présentés par Barack Ravid dans Haaretz. Ils montrent que l'Iran et la Syrie ont imaginé différents mécanismes pour contourner les embargos dont ils font

l'objet. En outre l'Iran a aidé la Syrie à se fournir en hydrocarbures raffinés pour une valeur d'un milliard de dollars. (Réseau Voltaire 13.02)

2- Chine

"*Le monde subit actuellement de profonds changements, et la Chine et les Etats-Unis doivent relever les défis et se partager la responsabilité des affaires internationales*", a dit Xi le vice-président chinois Xi Jinping devant un parterre d'hommes d'affaires américains, au lendemain de son entretien avec Barack Obama.

Les deux grandes puissances doivent toutefois "*s'employer à éviter les malentendus et les erreurs de jugement*", en "*respectant sincèrement les intérêts primordiaux et les préoccupations majeures*" de l'une et de l'autre, a-t-il continué.

Les deux grandes puissances doivent toutefois "*s'employer à éviter les malentendus et les erreurs de jugement*", en "*respectant sincèrement les intérêts primordiaux et les préoccupations majeures*" de l'une et de l'autre, a-t-il continué.

"*La Chine est devenue le marché d'exportation à la plus forte croissance pour les Etats-Unis*", a-t-il dit dans un discours devant les représentants américains du monde des affaires.

"*L'excédent commercial (de la Chine), en proportion du PIB, est passé de plus de sept à deux pour cent, à un niveau reconnu au plan international comme raisonnable*", a-t-il estimé. (Reuters 15.02)

Social

1- France

La direction de la Poste a annoncé mercredi la signature d'un accord salarial pour 2012, prévoyant des augmentations de 2,1% pour les personnels non cadres, et fait part de son projet de recruter "*au moins 10.000 personnes*" en contrat à durée indéterminée (CDI) sur trois ans.

Dans un communiqué, le groupe indique avoir signé un accord salarial pour 2012 avec quatre organisations syndicales (CFDT, CFTC, CGC-Unsa et FO).

Selon la direction du groupe, "*la rémunération minimale annuelle*" est ainsi portée à 18.858 euros bruts, soit 1.571,52 euros bruts mensuels en moyenne. Pour mémoire, le Smic est actuellement à 1.398,37 bruts par mois.

"*Pour les cadres, l'augmentation moyenne annuelle, au 1er avril, se situe entre 2,5% et 2,7%*", ajoute le groupe.

La direction indique également que dans le cadre d'un accord de Gestion prévisionnel des emplois et des compétences (GPEC), soumis à la signature des syndicats, elle "*s'engage à recruter au moins 10.000 personnes en CDI sur la période 2012-2014*".

La direction ajoute que 7.500 contrats en alternance seront proposés sur la même période.

Société anonyme à capitaux 100% publics depuis le 1er mars 2010, la Poste emploie environ 240.000 personnes. En 2010, 11.700 postes y ont été supprimés par le biais de départs non remplacés. En 2011, environ 10.000 postes devraient avoir subi le même sort. (AFP 15.02)

2- Allemagne

En Allemagne, les arrêts de travail pour raison médicale ont atteint en 2011 leur plus haut niveau depuis quinze ans, a-t-on appris mercredi auprès de la Caisse de santé des employés (DAK).

La part de la population active allemande en arrêt maladie s'établissait l'an passé à 3,6%, contre 3,4% en 2010. Les Allemands totalisaient en moyenne 13,2 jours d'absence par assuré, selon un rapport annuel de la DAK, qui a évalué quelque 2,4 millions d'arrêts médicaux émanant de ses assurés. (libération.fr 15.02)

Economie

Espagne

Après la France et la Belgique lundi, l'Espagne a décidé de lever l'interdiction des ventes à découverts qui avait été imposée en

août sur plusieurs valeurs financières, en raison d'une réduction de la volatilité, a annoncé mercredi l'autorité espagnole des marchés financiers.

Elle estime que l'interdiction des ventes à découvert "*peut générer des effets contraires sur l'activité, la liquidité et la profondeur du marché*".

Selon la CNMV, cette analyse est partagée par "*les autorités de régulation européennes*", ajoutant qu'en conséquence, "*l'interdiction en Italie expire le 24 février prochain*".

Les ventes à découvert sont un mécanisme spéculatif qui consiste à emprunter un actif dont on pense que le prix va baisser et à le vendre, avec l'espoir d'empocher une forte différence au moment où il faudra le racheter pour le rendre au prêteur. Ainsi, une action vendue à découvert alors qu'elle cote 10 euros, puis achetée alors qu'elle ne vaut plus que 8 euros, rapporte à l'auteur de l'opération un gain de 2 euros.

Cette pratique, parfaitement légale mais risquée, est souvent accusée de précipiter la chute des actions les plus fragiles et d'aggraver l'instabilité des places financières. (AFP 15.02)

A part spéculer, à quoi pourraient bien servir les 500 milliards d'euros que la BCE a accordé généreusement aux banquiers, franchement ?

Haut de page

Le 17 février

CAUSERIE

Des syndicats et des partis ouvriers achetés par le capital. Indépendants... mais pas de l'Etat !

J'ai mis en ligne la version du rapport parlementaire Perruchot, interdit de publication, mais mis en ligne par Le Point, jeudi 16 février. La pagination est bizarre, peu importe, seul le contenu compte, on y reviendra plus tard, il y a 229 pages à se goinfrer. Je l'ai parcouru en diagonale rapidement, j'en suis arrivé à me demander si la qualification de syndicats correspondait réellement à ce que sont devenus la CGT, la CGT-FO et les autres officines censées représenter les intérêts des exploités.

Et ce sont ces cadres ou permanents syndicaux corrompus que l'on retrouve à la direction des différents partis dits ouvriers, sans exception, sans interruption depuis l'après-guerre. Après, il faut être un fieffé crétin ou leur complice pour s'étonner que l'on soit aujourd'hui réduit à l'impuissance face à l'offensive du capital, que l'on ne dispose même pas d'un embryon de parti révolutionnaire, encore moins d'une Internationale ouvrière digne de ce nom. Cette situation n'est pas le produit du hasard ou d'un malheureux accident ou encore de la fatalité.

Pour soi-disant combattre le stalinisme, ils se sont alliés avec les réformistes et les anarcho-syndicalistes les plus farouches anticommunistes qui soient, pour soi-disant ne pas se couper des masses, ils ont pactisé avec les appareils pourris des syndicats, pour profiter des postes de permanents rémunérés que leur offraient les dirigeants corrompus des syndicats, ils ont fermé les yeux sur leur financement par l'Etat et leurs magouilles avec le patronat, bref ils n'ont cessé de renier leurs principes et les idées dans lesquelles ils croyaient, voilà la réalité. Et c'est avec cela que vous voudriez construire un nouveau parti communiste, décidément voue ne doutez de rien, à moins que ce soit une mauvaise blague.

Le plus grave dans tout cela, c'est qu'ils tiennent ainsi en otage l'avant-garde du prolétariat qu'ils empêchent de se rassembler pour combattre le capitalisme et les institutions dans la perspective de la révolution socialiste mondiale. Alors que nous disposons de tous les éléments pour le prouver, comment ne pas comprendre qu'ils se sont employés à dévoyer, pourrir systématiquement le mouvement ouvrier au profit du régime en place.

On comprendra aussi au passage pourquoi tous les partis dits ouvriers préfèrent s'adresser aux travailleurs syndiqués qui représentent une infime minorité des travailleurs du pays plutôt que vers les 92% inorganisés qui ne peuvent rien leur rapporter en terme d'influence à troquer en échange de quelques postes dans les appareils. C'est uniquement l'intérêt mercantile de leurs appareils qui dictent leur conduite et non l'intérêt qu'ils auraient pour les travailleurs syndiqués, qu'ils se détournent des couches les plus exploitées de la classe ouvrière.

Ainsi on ne peut pas affirmer que leur conception de la lutte de classe serait erronée ou due à une faiblesse quelconque et passagère qu'il serait possible de corriger par la suite, puisqu'elle a été conçue sciemment de longue date dans un but précis qui

n'a rien à voir avec notre cause. Parfois, on se demandait pourquoi ils en étaient ainsi depuis de si longues années, on voulait croire à une méprise ou une incompréhension de notre part, si vous ne le saviez pas déjà, vous avez dorénavant la réponse, parce qu'ils sont corrompus, vendus au même titre que les staliniens, néo staliniens, réformistes et sociaux-libéraux...

Il y a encore des camarades qui vont déprimer ou se désespérer en lisant ces lignes, dites-vous en attendant des jours meilleurs qu'au moins on mourra moins con, on se console comme l'on peut !

Le candidat Sarkozy antithèse du président Sarkozy, le temps d'une campagne électorale.

J'ai lu de larges extraits de l'intervention de Sarkozy en meeting hier à Annecy. Sa méthode, le déboublement de la personnalité caractéristique de la schizophrénie.

Son discours consiste à s'attaquer à un candidat et à sa politique... qui n'est rien d'autre que le chef de l'Etat lui-même. C'est la seule possibilité pour le candidat Sarkozy de faire peau neuve en présence d'un bilan désastreux et rejeté par l'immense majorité de la population d'un président qui se nomme aussi Sarkozy. C'est à devenir fou. Ne le serait-il pas déjà un peu, beaucoup...

Commentaire d'un internaute : "*Les candidats ne montrent leur vrai visage qu'apres les élections. Avant cela, ils nous montrent ce que l'on veut voir.*".

J'ai relevé les passages suivants :

- il s'était "*toujours efforcé d'être juste, d'être sincère, de donner tout*" ce qu'il pouvait. Cadeaux aux plus riches, remise en cause du droit à la retraite, c'était juste. Travailler plus pour gagner moins, c'était sincère

- "*J'aurais pu m'en tenir là, me libérer de cette lourde tâche et en libérer ceux que j'aime, car si j'ai eu toute ma vie le goût d'agir, je n'ai jamais eu le goût du pouvoir*". Lui qui ne supporte pas la contradiction, même dans son propre camp. Il aurait surtout "*libéré* ceux qui ne l'aime pas, et ils sont très nombreux semble-t-il.

- "*Il n'était moralement pas possible que je reste silencieux*". Un internaute a répondu : "*S'il a une obligation morale, c'est celle de s'en aller*".

- bien des réformes mises en oeuvre sous son quinquennat "*n'ont pas eu encore les résultats escomptés*" pour permettre aux Français d'être mieux armés pour traverser la crise actuelle. Une chance pour lui !

- le retour "*des vieux démons de l'idéologie*", car favoriser les plus riches ce n'est certainement pas agir au nom d'une idéologie !

- "*Quand on dit à la presse anglaise qu'on est libéral et quand on vient expliquer aux Français que l'ennemi c'est la finance on ment, on ment matin et soir et ce mensonge n'est pas à l'honneur de celui qui le professe*". Quand il avait affirmé gouverner pour tous les Français en 2007, qui ensuite se sont réduits aux gangsters de la Bourse, il n'avait pas menti, car selon lui ce sont les seuls "Français" qui comptent, qui valent la peine qu'on s'y intéresse, surtout quand cela rapporte !

- "*J'ai pu mesurer pendant cinq ans à quel point les corps intermédiaires font écran entre le peuple et le gouvernement: les syndicats, les partis, les groupes de pression, les experts, les commentateurs, tout le monde veut parler à la place du peuple sans jamais se soucier de ce que le peuple veut, de ce qu'il pense et de ce qu'il décide, comme si le peuple n'était pas assez intelligent, pas assez raisonnable*". Quand il a piétiné le résultat du référendum de 2005, c'était à sa façon respecter ce que le peuple avait décidé... malgré lui bien sûr, il n'a fait que rectifier la terrible méprise dont il avait été victime !

- "*Et le peuple là-dedans. Et les ouvriers de Fessenheim ? (...) Les partis qui s'arrangent entre eux, les petites combinaisons, c'est quand même plus simple, et puis entre gens du même monde avec les mêmes intérêts on se comprend très bien. Alors forcément, le référendum on l'aime pas !*". Lui non plus, il en a organisé aucun !

- L'une de ses "*plus grandes fiertés*" entre 2007 et 2012, s'est félicité le président de la République, c'est "*de n'avoir jamais reculé devant aucune réforme, de n'avoir jamais cédé à la pression de la rue*". C'est ce qu'il appelle ailleurs "*se soucier de ce que le peuple veut, de ce qu'il pense et de ce qu'il décide*". (source : Reuters et AFP 16.02)

Quand le candidat du PS se pose en gestionnaire "***efficace***" de la société pour le compte des capitalistes, comme "***dans le passé***".

"*Dans cet entretien, je répondais à une question où on m'interrogeait sur la révolution si la gauche arrivait au pouvoir. Je tenais juste à dire que nous serons gestionnaires*", a expliqué François Hollande sur TF1. (Reuters 16.02)

Libération rapporte ses propos ainsi : "*N'exagérons rien, nous sommes des gestionnaires efficaces, nous l'avons montré dans le passé*" (libération.fr 16.02)

On peut lui faire confiance au moins sur ce point-là !

En Inde, non en Grèce.

«*Quand une nouvelle route est construite, un intermédiaire s'interpose et empoche une grosse commission. Du coup, la route est faite avec des matériaux de moins bonne qualité, et du coup il y a des accidents*», raconte, parmi ses nombreuses anecdotes, une employée. (20minutes.fr 16.02)

Je ne sais pas en Grèce, mais en Inde, pour commencer les travaux publics ou d'infrastructures font l'objet d'appels d'offres, ils sont donc confiés à des entreprises privées. Pour que ces travaux puissent être exécutés, la règle veut que les élus locaux au pouvoir touchent une grosse commission, sinon ils manipulent et dressent la population contre un projet en organisant des sittings sur la chaussée, bloquant de grands axes routiers, obligeant la police à intervenir et qui servira de médiateur entre les deux parties en conflit, police qui sera à son tour rémunérée par chacune des parties, tout comme le chef du village ou de la commune en question qui avait mobilisé ses troupes, réduisant ainsi un peu plus la somme qui restera finalement pour mener à bien ces travaux.

Résultat : une route refaite à neuf restera en l'état jusqu'à la prochaine mousson, ensuite elle sera bonne à être refaite, bon il faudra quand même attendre quelques années avant, entre temps les nids de poule géants seront comblés avec de la terre, des cailloux, parfois un peu de bitume tombé d'un camion !

Mon propriétaire m'a dit qu'il avait dû casquer des milliers de roupies pour que le service d'électricité intervienne dans notre quartier... au bout de 19 jours quand même, après le cyclone du 29 décembre dernier. Ils ont reconnecté tout le quartier, sauf les habitations vides lors de leur passage, parce qu'ils n'avaient pas reçu de commission de la part de leurs propriétaires. Pour simplement raccorder quatre fils au poteau électrique, un voisin a dû verser 300 roupies au fonctionnaire chargé de grimper au poteau.

Actualité en titres

Bruits de campagne

Egalité, équité. Un partout :

- Sarkozy en meeting dénonce les '*mensonges*' de Hollande - Le Monde.fr

- Hollande accuse Sarkozy de "*falsification, caricature, manipulation*" - AFP

- Pierre Moscovici: «*Sarkozy mise sur une amnésie générale qui ne se produira pas*» - 20minutes.fr

Le NPA va enfin grimper...

- Les transsexuels entrent en campagne - LeMonde.fr

Mystère

- Sur quoi Nicolas Sarkozy peut-il faire campagne? - L'Express.fr

- Pour la presse européenne, «*il faut un miracle à Sarkozy pour gagner*» - Liberation.fr

Le comble du mauvais goût :

- Fouquet's, Coca et artichauts : Nicolas Sarkozy à table - LeMonde.fr

Rue du faubourg Saint-Honoré :

- Napoléon, future mascotte d'un parc d'attraction ? - LeMonde.fr

- Ça vous dirait, un Napoléonland? - Slate.fr

Non merci, sans façon !

L'Union européenne chantre de la dictature :

- Maroc: un an de prison pour une caricature de Mohammed VI sur Facebook - Slate.fr -

- Feu vert à un accord controversé libéralisant le commerce agricole entre l' UE et le Maroc - AFP

Al-Qaïda = CIA

- Al-Qaïda derrière les attentats en Syrie, selon le renseignement américain - AFP -

- Contacts secrets entre USA, Afghanistan et taliban, selon Karzaï - Reuters

INFOS EN BREF

Social

1- France

Occupation des locaux, journée d'action et opérations "*coup de poing*": les ArcelorMittal de Florange (Moselle) ont annoncé jeudi leur "*riposte*" à l'arrêt prolongé du site, promettant de devenir "*le cauchemar du gouvernement*" si celui-ci ne faisait pas plier le n° 1 mondial de l'acier.

Convoqués en assemblée générale par une intersyndicale CGT-CFDT-FO-CFE/CGC, quelque 800 salariés, sous-traitants et intérimaires de l'aciérie mosellane ont décidé de "*mettre au chômage technique la direction*" de l'usine en allant occuper ses bureaux à partir de lundi 08H00, a constaté un journaliste de l'AFP.

N'hésitant pas à dévoiler ses batteries, l'intersyndicale a également invité les sidérurgistes luxembourgeois et belges à participer à une "*grande*" manifestation qu'elle organisera le 29 février à Metz, dans le cadre d'une journée d'action européenne de la métallurgie.

Des sources syndicales ayant souhaité garder l'anonymat ont affirmé que des opérations "*coups de poing*" étaient également en préparation pour "riposter" à la décision, annoncée mardi par la direction, de ne pas redémarrer au 2e trimestre la filière liquide à Florange. Au cours de l'assemblée générale qui s'est déroulée dans une ambiance tendue, Edouard Martin, membre CFDT du comité central d'entreprise, a exigé de Nicolas Sarkozy qu'il "*mette à genoux le père Mittal*" pour que le travail reprenne à l'aciérie.

"*Si (le président) se défile, je vous garantis qu'à partir de la semaine prochaine et d'ici au 6 mai (date du 2e tour de la présidentielle, ndlr) Florange va être le cauchemar du gouvernement*", a-t-il lancé sous les applaudissements. Il a ensuite demandé à "*ceux qui auraient la nostalgie des luttes de la sidérurgie dans les années 80*" à se préparer "*à une deuxième jeunesse*".

"*Nous n'avons plus qu'une solution pour nous faire entendre et nous faire respecter: c'est la lutte!*", a poursuivi un responsable de la CGT tandis que le maire (PS) de Florange, Philippe Tarillon, a assuré l'auditoire du soutien "*matériel, moral et financier des élus*".

Pour les syndicats, la décision de ne pas remettre en route la filière liquide à Florange annonce une "*mort programmée du site*" où travaillent quelque 5.000 personnes, dont 3.000 en CDI. (AFP 16.02)

2- Portugal

Une récession bien ancrée a porté le taux de chômage à un record à la fin 2011 et les analystes remarquent que les nouvelles dispositions permettant d'embaucher et de licencier plus facilement ne créeront sans doute pas d'emplois dans un tel contexte.

Le taux de chômage était de 14% au quatrième trimestre, a annoncé l'Institut national de la statistique. (Reuters 16.02)

3- Honduras

Devant la prison de Comayagua dévastée dans la nuit de mardi à mercredi par un incendie, policiers et soldats honduriens empilent sans relâche les restes de corps calcinés des 359 victimes enveloppés dans des sacs mortuaires noirs.

Parmi les 457 rescapés dont le chef de la police a lu les noms devant la prison pour calmer les familles, certains accusent les gardiens d'avoir ignoré leurs appels à l'aide et racontent des scènes atroces de détenus brûlés vifs dans leurs cellules fermées à clé.

"*On criait 'gardiens, on va brûler, on va mourir, ouvrez les portes des cellules' mais ils ne voulaient pas nous aider. Ils nous laissaient mourir*", a raconté Antonio Valladaras à une radio locale.

Des proches des victimes en colère se sont massés devant la prison aux cris de "*meurtriers*". Certains accusent le gouvernement d'être responsable de ce drame, d'autant que la capacité d'accueil du pénitencier était largement dépassée, avec 850 détenus au lieu de 500.

Le gouverneur provincial a de son côté imputé l'incendie à un prisonnier qui aurait mis le feu à son matelas, pour une raison inconnue.

Nombre des 12.500 détenus honduriens appartiennent aux "*maras*", ces bandes criminelles apparues aux Etats-Unis avant de se répandre en Amérique centrale. Reconnaissables à leurs tatouages distinctifs, leurs membres s'adonnent au trafic de drogue, aux vols à main armée et au chantage à la protection. Ils règlent souvent leurs comptes jusqu'à l'intérieur des prisons. (Reuters 16.02)

Economie

Etats-Unis

Le géant automobile General Motors a enregistré l'an dernier son plus gros bénéfice en plus de 100 ans d'existence, trois ans seulement après une retentissante faillite, mais il veut réduire ses capacités en Europe où il perd toujours de l'argent.

Le bénéfice net part du groupe a bondi de 62% pour atteindre le montant record de 7,6 milliards de dollars en 2011.

Le chiffre d'affaires annuel du numéro un mondial de l'automobile a augmenté de 11% sur un an, à 150,3 milliards de dollars.

L'Amérique du Nord est redevenue le moteur du groupe avec un bénéfice de 1,5 million de dollars au quatrième trimestre, quasi doublé sur un an, et de 7,2 milliards sur l'année.

A l'inverse, l'Europe et la filiale Opel-Vauxhall restent le talon d'Achille du constructeur de Detroit (nord des Etats-Unis).

GM a perdu 600 millions de dollars en Europe au quatrième trimestre et 700 millions de dollars sur l'ensemble de 2011, une perte toutefois réduite de presque moitié comparé à 2010.

"*C'est tout simplement inacceptable*", a affirmé le directeur financier Dan Ammann lors d'une conférence d'analystes, ajoutant que toutes les parties, y compris les syndicats, "*sont d'accord sur le fait que GM Europe doit redevenir rentable malgré l'environnement économique difficile*".

"*Il y a une acceptation générale de la part de toutes les parties que la situation en Europe n'est pas entièrement différente de celle où le groupe se trouvait en Amérique du Nord il y a trois ans*", au moment de sa faillite, a renchéri Dan Akerson.

Les dirigeants de GM ont rappelé qu'ils discutaient avec les syndicats en Europe sur une manière de baisser les coûts de la division.

Dan Akerson a clairement indiqué que des réductions de capacités de production étaient envisagées, sans dire si elles se traduiraient par des ventes ou des fermetures d'usines.

M. Ammann a noté que les discussions avec les syndicats d'Opel partaient du principe d'un "*respect des obligations contractuelles*". Il a en outre salué le "*portefeuille de produits solide*" d'Opel.

"*Nous passons beaucoup de temps*" sur l'Europe afin de trouver "*la bonne réponse*", a-t-il ajouté. (AFP 16.02)

Haut de page

Le 18 février

CAUSERIE

J'ai actualisé les pages d'accueil des différentes rubriques du site, à l'exception de la page économie. Quand je trouverai le temps, je créerai des sous-chapitres dans les rubriques économie et vieux monde. Le problème, c'est que cela nécessite d'y consacrer au moins un jour entier par rubrique. J'arrête là, on n'a pas d'électricité depuis des heures.

Parole, parole, parole...

"*Il faut taper, taper et taper encore sur la finance. Il n'y a que comme ça qu'on la fait reculer*" a déclaré Jean-Luc Mélenchon sur France Info. (AFP 17.02)

Bon, la Bourse a clôturé en hausse. Ils savent à quoi s'en tenir et ils ont raison, contrairement à ceux dans nos rangs qui se satisfont des apparences. Tenez, encore un exemple.

Ce qu'il a de bien avec ce genre de démagogue, c'est qu'il est tellement sûr de sa supériorité qu'il ne s'écoute même plus parler. C'est ainsi que Mélenchon a qualifié vendredi de "*sornettes*" le discours tenu jeudi soir par Nicolas Sarkozy, alors qu'il se livre exactement au même exercice.

Les militants qui réagissent subjectivement au lieu de s'en tenir à une analyse lucide de la situation, ne se posent pas la question de savoir quelle contenu politique les masses vont donner à leur rejet de Sarkozy, entre nous, ils préfèrent ne pas le savoir, pour eux cette question passe au second rang, alors qu'elle devrait conditionner leur intervention dans la lutte des classes.

Mélenchon dit à bas la finance, et les voilà qui applaudissent à tout rompre oubliant du même coup qu'il n'a pas du tout l'intention de s'attaquer aux fondements du capitalisme.

Lobotomie. Il était fait l'un pour l'autre.

Carla Bruni-Sarkozy soutient son mari "*à 100%*", et trouve ses idées "*fabuleuses*". Etonnant, pour celle qui s'estimait il y a peu "*épidermiquement de gauche*" et qui refusait "*d'adhérer à tout ce que pense*" son époux.

En décembre 2007 par exemple, la toute nouvelle compagne de Nicolas Sarkozy explique que si elle avait eu la nationalité française, elle aurait voté Ségolène Royal par "*tradition familiale*". En octobre de la même année, elle monte au créneau pour dénoncer la loi sur les tests ADN pour les regroupements familiaux des immigrés, proposé par l'actuel ministre des Transports Thierry Mariani. "*Je comprends absolument toutes les réactions, et c'est en cela que je me sens une femme de gauche, dans la liberté que j'accorde aux autres*", déclare-t-elle encore sur France Inter en juillet 2008.

"*Personne n'est obligé de faire corps ni avec la politique ni avec son mari! Faire corps voudrait dire adhérer à tout ce que pense mon mari. Ce n'est pas comme cela dans un couple!*", clame-t-elle à Libé en juin 2008. Celle qui s'estime alors plus proche de Lula (ex-président brésilien, proche de la gauche radicale) que de Berlusconi s'épanouit en étant "*de gauche sans provocation vis-à-vis de l'UMP*".

Carla "*l'Ultra-sarkozyste; Je crois en lui. Je ne suis plus du tout, du tout de gauche*", "*100% avec son époux*" a donc définitivement remplacé celle qui avait "*l'impression que les gens qui sont complètement d'un côté ou de l'autre ne pensent qu'avec une partie du cerveau* " (lexpress.fr 17.02)

Actualité en titres

Miracle, il est réélu !

- 52% des téléspectateurs de TF1 ont jugé Sarkozy convaincant - Reuters

Cherchez la différence :

- Commerces ouverts le dimanche: Sarkozy veut l'assouplir, Hollande la négocier - AFP

Comme des arracheurs de dents :

- François Hollande refuse de répondre aux accusations de mensonge - Reuters

Au JT de TF1 vendredi soir, M. Le Pen s'est présentée comme : "*la candidate de la vérité face au mensonge*", en appelant à la "*mémoire du peuple français*" (AFP 17.02) Qui aurait oublié que le père et la fille sont les deux côtés de la même pièce immonde, de la même manière que le brave "*peuple de France*" devrait oublier que le PS a été au pouvoir à de multiples reprises depuis

1936 pour le compte des capitalistes.

Cela nous vaudra-t-il une pleine page sur la richissime femme d'affaires dans le prochain numéro d'***Informations ouvrières*** ?

- Publicis: l'actionnaire nippon Dentsu s'efface derrière Elisabeth Badinter - AFP

Le groupe français investit 644 millions d'euros dans le rachat de 18 millions d'actions détenues par le groupe japonais. Elizabeth Badinter, la fille du fondateur Marcel Bleustein-Blanchet, devient sa première actionnaire avec 10,99 % du capital et 19,92 % des droits de vote. (Les Echos 17.02)

A ce prix-là, il est vrai que cela ne coûte pas bien cher de se faire passer pour une militante des droits des femmes...

INFOS EN BREF

Politique

1- France

1.1- Ah ces braves élus !

Le maire de Cousolre (Nord) a été condamné vendredi à 1.000 euros d'amende avec sursis par le tribunal correctionnel d'Avesnes-sur-Helpe pour avoir giflé un adolescent rebelle, une décision qui relance le débat sur la responsabilité des élus.

Maurice Boisart, 62 ans, avait giflé un adolescent de 16 ans (bien 16), le 24 août 2010, alors que ce dernier escaladait un grillage pour récupérer un ballon tombé dans un terrain communal. Selon le maire, qui avait déjà été confronté à lui à plusieurs reprises, le jeune homme aurait proféré des menaces de mort après l'avoir insulté.

Le maire a été reconnu coupable de faits de violence par personne dépositaire de l'autorité publique sans incapacité. Lors de l'audience du 3 février, le procureur d'Avesnes avait requis une amende de 500 euros.

Maurice Boisart a également été condamné à 250 euros de dommages et intérêts, ainsi qu'au paiement des frais de justice de la partie plaignante. Il a maintenant dix jours pour faire appel.

"*Je me sens un peu lésé car je suis persuadé que j'étais dans le cadre d'une légitime défense*", a déclaré le maire.

Le juge a relevé une disproportion entre les provocations et la réaction de l'élu dans cette affaire, qui a rapidement pris un tournant symbolique autour de la responsabilité des maires.

"*Si on laisse faire ça, c'est la +cata+. C'est la fonction de maire aussi qui est en cause, qui est de plus en plus difficile*", a soupiré M. Boisart qui s'est dit inspiré par le soutien reçu de la "France entière", même s'il regrettait le manque d'appui de l'Association des maires de France.

Le maire voisin de Jeumont (PS) Benjamin Saint-Huile, venu en soutien au tribunal, était également très remonté.

"*La sanction financière, on s'en moque (..). Le symbole, c'est vous, mesdames et messieurs les élus de la République, qui faites le choix de vous engager pour les autres. Quand vous aurez un problème, sachez qu'il faudra vous débrouiller, que l'institution judiciaire ne considérera pas que vous avez un statut particulier*", s'est-il offusqué.

"*Pire, c'est généralement une circonstance aggravante*", a-t-il ajouté, souhaitant que Maurice Boisart fasse appel du jugement.

"*Justice a été rendue, je respecte la décision*", a observé le père de l'adolescent - désormais majeur -, qui voit dans M. Boisart "*un justiciable comme un autre*".

Pour l'avocat de l'adolescent, Me Christophe Boudard, la décision "remet chacun à sa place : c'est aussi un rappel que les élus, les notables, ne sont pas au-dessus des lois". (AFP 17.02)

Commentaire d'un internaute.

- "*Vivement Marine ! Avec elle ce sont les délinquants qui iront en prison et non les honnêtes gens ! quelle honte !*"

Suivaient des commentaires tout aussi violent condamnant cet adolescent et ses parents. Tout cela pour avoir escaladé un grillage pour récupérer son ballon ! Si le maire avait été animé de bonnes intentions au lieu de vouloir jouer au Père Fouettard, il aurait proposé au gosse d'aller lui-même chercher son ballon.

Rien ne nous dit en quels termes il s'est adressé à ce jeune, en aboyant dessus ? Quant aux insultes, s'il fallait traîner devant les tribunaux tous les gens qui vous insultent, il faudrait multiplier par mille au moins le nombre de magistrats dans ce pays. Parfois les mots vont plus loin que la pensée ou témoignent d'une fainéantise ou d'une faiblesse intellectuelle sans que cela soit un crime. Quand on croule sous les problèmes ou qu'on est excédé, on a tendance à manquer singulièrement de discernement ou à faire preuve facilement d'intolérance.

2- La manière forte

L'élu MoDem Christophe Grébert a été expulsé manu militari jeudi soir du conseil municipal de la ville de Puteaux (Hauts-de-Seine) à la demande de la maire UMP Joëlle Ceccaldi-Raynaud, a-t-on appris vendredi de sources concordantes.

Dans un communiqué, Mme Ceccaldi-Raynaud a expliqué avoir réquisitionné la force publique "*en vertu de (son) pouvoir de police de l'assemblée délibérante*" pour que le conseil municipal reste "*un lieu de travail et d'échanges sereins*".

"*M. Grébert a voulu détourner l'objet d'une délibération pour évoquer une affaire actuellement en instruction*", a-t-elle expliqué, fustigeant une volonté, selon elle, de "*provoquer la polémique et de créer le désordre*".

A l'origine de cette altercation, le vote d'une délibération permettant la prise en charge par la commune des frais d'avocat de Mme Ceccaldi-Raynaud dans le cadre d'une plainte pour diffamation déposée contre le site internet du Figaro et contre Christophe Grébert cité dans l'article incriminé.

L'article, visé par la plainte, était titré "*la maire de Puteaux prive ses habitants du Canard*" et affirmait qu'il ne restait aucun exemplaire de l'hebdomadaire satirique dans les kiosques de la ville.

Dans son édition du 19 octobre, le Canard enchaîné révélait que Mme Ceccaldi-Raynaud avait été entendue en août comme témoin assisté par un juge d'instruction de Nanterre dans une enquête sur des soupçons de commissions occultes dans le cadre de l'attribution d'un marché par le syndicat intercommunal de chauffage urbain de la Défense (Sicudef) à Enerpart.

Dans cette affaire et toujours selon le Canard, le père de l'élue, Charles Ceccaldi-Raynaud, avait accusé sa fille d'avoir touché des commissions occultes.

Peu avant le vote de la délibération, Christophe Grébert a "*pris la parole*", avant d'être interrompu par la maire qui lui a dit "*de se taire*", a rapporté vendredi matin à la police l'élue d'opposition Sylvie Cancelloni, citée sur le blog de M. Grébert.

M. Grébert a continué de lire son texte et Mme Ceccaldi-Raynaud a convoqué la police", a expliqué Mme Cancelloni, affirmant que l'élu MoDem avait été "littéralement soulevé par les six hommes et entraîné avec une grande brutalité à la sortie de la salle".

"*J'ai espéré qu'il se calmerait mais devant son refus, et le trouble qu'il occasionnait au bon déroulement du conseil, en hurlant, j'ai dû demander, à contrecoeur, l'appui de la force publique pour l'expulser*", s'est justifié la maire dans le communiqué.

"*Cette expulsion d'un élu d'une séance du conseil municipal est un acte grave. Le maire n'avait aucun motif valable*", a réagi pour sa part Christophe Grébert, affirmant avoir alerté jeudi soir le préfet des Hauts-de-Seine et demandé à son avocat de saisir le procureur de la République. (AFP 17.02)

2- Grèce

Les sondages montrent une poussée de l'extrême gauche dans les sondages. Entre crise politique, crise sociale et échec du gouvernement de coalition, les Grecs se tournent vers le parti communiste (le KKE), la gauche démocratique et la coalition de gauche, Syriza, tous à la gauche de la gauche. Fotis Kouvelis est le personnage politique préféré des Grecs et la gauche rassemble ainsi 40 % d'opinions favorables (source : Public Issue). Dans un pays où aucun parti ne parvient à faire mieux que 30 % des voix, c'est énorme et cela inquiète les partis "*de gouvernement*".

Les trois partis de gauche surfent sur le rejet du plan d'austérité et du plan de financement par l'UE et le FMI. Ils dénoncent la perte de souveraineté de la Grèce et crient "*au chantage*" en affirmant que "*les Grecs sont pris pour des rats de laboratoire pour tester les futures réformes en Europe*". Le KKE prône tout simplement une sortie de la zone euro immédiate pour laisser "*respirer le pays*

et punir la ploutocratie qui a ruiné la Grèce depuis des décennies". Le message fait mouche, les appels aux rassemblements sont suivis et la mobilisation est forte, surtout chez les jeunes.

Mais cette popularité n'inquiète pas les seuls partis traditionnels. Il met en difficulté le Laos, parti d'extrême droite. Depuis son retrait du gouvernement de coalition, il perd ses députés. Makis Voridis, ministre des Transports, et Adonis Giorgiadis, ancien vice-ministre du Développement, ont rejoint les rangs de la Nouvelle Démocratie, le parti conservateur. Le jeu de chaises musicales devrait aussi atteindre le Pasok, le parti socialiste. De plus en plus de députés Pasok se dressent contre leur leader, Georges Papandréou, et prônent son remplacement au plus vite. En fer de lance, Évangélos Vénizelos, le ministre des Finances, qui se hâte de prendre la tête du parti, et "*pourquoi pas la place de Lucas Papadémos*", confie l'un de ses proches. (lepoint.fr 17.02)

Malgré ce constat, si vous prétendez que la situation est propice à construire le parti et l'Internationale, vous passez pour un illuminé ou un gauchiste. Pourquoi ? Parce que tous les partis sont davantage occupés à gérer leurs propres contradictions pour assurer leur survie qu'à définir une stratégie pour construire le parti en phase avec les rapports qui existent entre les classes et à l'intérieur des classes. Leur impuissance est le meilleur témoignage qui soit de l'incurie politique de leurs dirigeants ou pire encore...

3- Syrie

Le nouveau discours atlantiste coïncide avec le retrait de nombreux instructeurs étrangers observé sur le terrain et avec les déclarations de l'Égyptien Ayman al-Zawahari (numéro 1 d'Al-Qaida depuis la mort officielle d'Oussama ben Laden) annonçant l'arrivée de ses combattants. En réalité, Al-Qaeda est déjà présent en Syrie où le Libyen Abdelhakim Belhaj (numéro 2 de la mouvance) a été vu encadrant l'Armée « syrienne » libre. Cette mise en scène habille le changement de stratégie de l'OTAN qui a renoncé à la guerre de basse intensité et se contera de sous-traiter des actions terroristes ponctuelles.

La Ligue arabe a demandé l'envoi d'une force d'interposition des Nations Unies en Syrie, sans préciser entre quelles forces elle pourrait s'interposer, ni sur quelle ligne de démarcation. Immédiatement rejetée par la Syrie, puisque atteignant à sa souveraineté, cette proposition a fourni aux Occidentaux l'occasion qu'ils attendaient pour disserter sur l'impossibilité d'une solution militaire ; un discours en totale contradiction avec celui qu'ils tenaient avant le double veto russe et chinois du 4 février, lorsque l'OTAN cherchait à réunir une coalition autour de la Turquie et du CCG.

- Pour renforcer l'imagerie romantique des événements, plusieurs journaux engagent ou publient des reportages ou des fictions d'écrivains talentueux. Ainsi, Le Monde a engagé Jonathan Littell qui est entré clandestinement en Syrie pour se joindre aux rebelles de Homs. Ou encore La Vanguardia publie une fiction de Tahar Ben Jelloun imaginant ce qui se passe dans la tête du tyran el-Assad à la manière de Gabriel Garcia Marquez.

- Junge Welt relate un demi-siècle de complots des services secrets états-uniens et britanniques contre la Syrie. L'ex-quotidien des Jeunesses communistes de RDA est le seul en Europe a avoir pris parti pour la Syrie contre l'impérialisme.

- Le ministre néerlandais des Affaires étrangères, Uri Rosenthal, a accordé un entretien au Standard (Autriche). Il exclut l'option militaire, mais plaide pour un soutien politique et financier à l'opposition. Il s'inquiète toutefois des difficultés rencontrées par l'opposition pour avancer unie. Gulf News publie, quant à lui, une tribune libre du ministre britannique des Affaires étrangères, William Hague. Il annonce que son administration a commencé à collecter des témoignages des crimes du régime syrien en vue d'un procès futur de Bachar el-Assad devant la CPI.

- ABC prévient que la guerre civile en Syrie met en danger les Casques bleus espagnols de la Force des Nations unies au Liban.

- Richard Spencer du Daily Telegraph a pu observer des corps de victimes menotées. Il lui semble qu'ils n'ont pas été tués par les loyalistes, mais par les rebelles. Aussi se demande t-il si les deux camps ne font preuve de la même absence de pitié.

- Charlotte McDonald-Gibson de The Independent a été ébranlée par sa visite d'un hôpital militaire. Les blessés sont tous persuadés que les violences sont le fait exclusif des rebelles.

- Le National Post a demandé à ses lecteurs ce qu'il faut faire pour la Syrie. Aucune des réponses publiées ne conteste l'interprétation atlantiste des événements et n'évoque le point de vue syrien.

- Sami Mobayeb déplore dans Gulf News que le projet de nouvelle constitution ne soit soumis que maintenant au peuple syrien. Pourtant, il affirme que ce nouveau texte ne change pas grand chose, hormis la fin du leadership politique du parti Baas. Quoi qu'il en soit, c'est trop tard pour enrayer la division du pays, conclut-il.

- Suivant le discours du roi Abdallah, des groupes se sont « spontanément » créés en Arabie saoudite pour promouvoir le boycott des produits russes et chinois, indique la Saudi Gazette. C'est aussi une occasion pour la Chambre de commerce de Djeddah pour informer le public sur la mauvaise qualité des produits de la concurrence chinoise. Il n'est cependant pas envisagé d'annuler

les contrats pétroliers avec le premier client du pays.

- Le ministre émirati des Affaires étrangères, cheikh Abdullah bin Zayed, est allé dire à Moscou la volonté des Emirats de trouver une solution pacifique à la crise, rapporte The Khaleej Times. Il n'était pas porteur de proposition concrète et sa visite n'a débouché sur rien de précis. C'était surtout un moyen de montrer que les relations entre les deux pays sont amicales au moment où les wahhabites appellent au boycott. (Réseau Voltaire 15.02)

Le bastion de l'Armée « syrienne » libre était équipé de missiles Milan

La bataille de Homs a été particulièrement meurtrière côté loyaliste et côté rebelle, ainsi que pour les civils. Durant les trois premiers jours, l'Armée arabe syrienne a été tenue à distance par les rebelles qui empêchaient toute entrée dans leur quartier. Ils détruisaient avec des missiles Milan tous les blindés qui approchaient. En définitive, l'armée arabe syrienne a dû faire usage de lanceurs de roquettes multiples pour bombarder les postes de tir Milan, au risque de provoquer de lourdes pertes chez les civils.

Chaque poste de tir Milan, placé sur chaque rue entrant dans Bab Amr coûte 100 000 euros, chaque missile coûte environ 12 000 euros. Les missiles étaient tirés à une cadence de deux à trois coups par minute. Ce matériel est fabriqué par Nord-Aviation (France) et MBB (Allemagne. Il aurait été offert à l'Armée « syrienne » libre par le Royaume-Uni et l'Allemagne.

En avril 2011, des officiels de Doha avaient reconnu que le Qatar avait livré des missiles Milan aux insurgés libyens de Benghazi pour aider à renverser la Jamahiriya arabe, s'appuyant à l'époque sur la résolution de l'ONU qui permettait la livraison « *d'armes défensives* »(sic) à l'opposition libyenne. (Réseau Voltaire 16.02)

Un groupe armé a assassiné ce jeudi 16 février le cheikh Mohammed Ahmad Sadeq, imam de la mosquée d'Anas Ben Malek dans le quartier d'al-Midane à Damas.

Le dignitaire religieux sunnite avait récemment fustigé dans un prêche les appels au sabotage de la Syrie par les opposants.

Il avait appelé les Ulémas de Damas à s'asseoir à la même table pour publier un communiqué appelant à stopper la violence quelle qu'en soit la source.

Le cheikh Sadeq, titulaire d'un doctorat en droit islamique, était marié et père de 4 enfants, une fille et trois garçons.

Samedi 11 février, des tueurs non identifiés avaient assassiné le général de brigade et médecin Issa al-Khawli, directeur de l'hôpital de Hamich, devant sa maison dans le Nord-Est de Damas. Le général était père de trois filles et d'un garçon.

Un rapport, publié, le 3 mars 2009, par la section des Droits de l'homme du département d'État US, avait levé un coin du voile sur les pratiques d'assassinats ciblés dans les pays musulmans.

D'après ce document, des agents israéliens et étrangers envoyés par le Mossad, en coopération avec les États-Unis ont tué au moins 350 scientifiques irakiens et plus de 200 personnalités académiques et professeurs d'université, ainsi que des centaines de pilotes, d'officiers et d'ingénieurs.

La principale mission de ces « escadrons de la mort », qui opérent en Irak depuis 2003, consiste à suborner les spécialistes irakiens et en cas de refus, à les éliminer.

Comme nous l'anticipions en décembre, alors qu'elle avait appliqué au départ le scénario de l'intervention militaire humanitaire qui avait fait ses preuves en Yougoslavie et en Libye, l'OTAN doit revoir sa copie en Syrie face au double véto. Désormais il s'agit d'appliquer la même stratégie que pour l'Irak : affaiblir le pays en attendant la prochaine occasion d'attaquer. (Réseau Voltaire 16.02)

4- Sénégal

De violents affrontements ont opposé vendredi en plein centre de Dakar les forces de l'ordre à des manifestants hostiles au président sénégalais Abdoulaye Wade, qui briguera le 26 février un troisième mandat à la tête de l'Etat.

La police a bouclé la place de l'Indépendance, près du palais présidentiel, et a tiré des gaz lacrymogènes pour disperser les protestataires qui ont incendié des poubelles, lancé des pierres sur les forces de l'ordre et érigé des barricades dans plusieurs rues du centre-ville. Magasins et bureaux ont été contraints de fermer l'après-midi.

Tous les rassemblements sont interdits jusqu'au jour du scrutin et Idrissa Seck, ancien Premier ministre de Wade et candidat à la présidence, a été empêché par la police d'entrer sur la place de l'Indépendance et de rejoindre la manifestation. (Reuters 17.02)

Social

France

1- Les lieutenants du capital négocient avec leurs maîtres la liquidation du droit du travail

Les négociations syndicats-patronat voulues par le gouvernement pour autoriser les entreprises à ajuster travail et salaires à la conjoncture se sont ouvertes vendredi par un flot d'interrogations sur leur périmètre, les syndicats refusant de les mener sous le "*diktat*" de l'exécutif.

Après trois heures de discussions, les centrales syndicales (CFDT, CFTC, CFE-CGC, FO et CGT) et le patronat (Medef, CGPME, UPA) sont convenues de se revoir au moins trois fois, la dernière date étant fixée au 13 avril, une semaine avant le premier tour de l'élection présidentielle.

"*On avance à la vitesse où l'on peut avancer*", "*le climat étant quand même à la responsabilité*", a commenté Patrick Bernasconi, le négociateur du Medef. Cette première réunion a permis "*de poser un ensemble de questions auxquelles on n'a pas répondu pour l'instant*", "*chacun reviendra la prochaine fois avec des thématiques hiérarchisées*", a-t-il ajouté.

Tous les syndicats, qu'ils soient fermés à la discussion de fond comme FO et la CGT, ou plus ouverts pour les autres, ont refusé "*de se laisser enfermer dans un agenda contraint*", a résumé Mohammed Oussedik (CGT). La réunion a confirmé "*qu'il fallait prendre le temps pour ne pas être sous le diktat du politique*", a souligné Marcel Grignard pour la CFDT.

Avec les accords dits "*compétitivité-emploi*", Nicolas Sarkozy leur demande de négocier un cadre juridique national permettant de modifier temps de travail et/ou salaires directement avec un accord collectif. Les accords de ce type, très pratiqués en Allemagne, sont déjà possibles. Mais jusqu'à présent, ils exigent d'avoir le consentement individuel des salariés concernés.

Malgré ces "*circonstances un peu particulières*" liées à l'agenda politique, M. Bernasconi (Medef) voit "*se dessiner un champ pour avancer*".

Les syndicats, qui souhaitent un périmètre le plus large possible, sont donc sortis de la négociation avec une batterie de questions.

Vers "*quelle hiérarchie*" entre le contrat individuel du salarié et les accords collectifs va-t-on, s'interrogeait Joseph Thouvenel (CFTC) et "*comment détermine-t-on que l'entreprise connaît un problème conjoncturel ou structurel*" qui justifierait que les salariés acceptent de baisser leur salaire.

Stéphane Lardy (FO), qui dénonce une "*logique de supermarché du patronat*", s'interrogeait lui "*sur la répartition des pouvoirs au sein de l'entreprise*", car en Allemagne ce type d'accords reposent sur des pratiques de cogestion.

Pour la CGT, cette première réunion "*a confirmé que le Medef souhaitait aller vers plus de flexibilité et de dérégulation" avec des accords qui sont "des chantages à l'emploi*".

Selon la CFDT, "*il y a eu consensus sur le fait que la loi Warsmann était malvenue*". Un article de cette loi votée le 31 janvier en seconde lecture par les parlementaires UMP propose déjà de se passer de l'accord du salarié en cas de "*modulation*" de la durée de travail (c'est-à-dire la répartition du temps sur tout ou partie de l'année, sans toucher à son volume et donc aux salaires). Le Medef a concédé qu'il s'agissait "*sans doute d'un élément perturbateur*".

Le triptyque salaires-emploi-durée du travail sera au coeur des prochains débats. Les négociations ne devraient pas déboucher sur un nouvel assouplissement du droit du travail avant la fin du quinquennat. Un éventuel projet de loi déposé en cas d'impasse ne pourrait en effet pas être voté avant la présidentielle. (AFP 17.02)

La "*cogestion*" (FO), autrement dit la collaboration de classe (renforcée) au sein des entreprises, c'est ce que le patronat a accordé aux syndicats après-guerre, une mesure présentée alors et jusqu'à nos jours comme une avancée sociale, largement étoffée au fil du temps (1982), une revendication patronale consistant à lier le sort des travailleurs à ceux des entreprises au lieu de partir uniquement des besoins des salariés, à l'arrivée on s'aperçoit que seuls les besoins des patrons sont pris en considération tandis que les droits des travailleurs ont pratiquement tous disparu. Les dirigeants syndicaux pourris s'en foutent, c'était l'objectif recherché.

Ils ont mis le petit doigt dans l'engrenage aux détours des années 50, depuis au fil du temps tout le reste y est passé ou presque, il ne reste plus qu'à liquider la durée légale de travail dont on sait plus si elle est journalière, hebdomadaire, mensuelle ou annuelle et les travailleurs seront redevenus taillables et corvéables à merci comme au début du XXe siècle.

Quand un représentant du gouvernement ou du patronat se félicite du"*climat (de) responsabilité*" dont font preuve les dirigeants syndicaux, vous savez ce que cela signifie (grève à la SNCF, retraite, etc.) , qu'ils capitulent en rase campagne ou plutôt qu'ils sont tous sur la même longueur d'onde.

Vous pourrez remercier au passage les dirigeants de tous les partis ouvriers qui se sont faits pas à pas les complices des appareils des syndicats en se répartissant les rôles.

Y a-t-il dans ce pays un partis dit ouvriers qui fassent campagne pour la rupture des relations entre les syndicats et le gouvernement ainsi que le patronat, pour la rupture de leur financement par l'Etat ? Réponse : aucun. Pourquoi ? Pour ne pas se couper de la main qui les entretient. Calomnie ? Non la stricte réalité malheureusement.

2- Fin de règne d'un régime décadent devenu carcéral.

Le nombre de détenus dans les prisons françaises a atteint le 1er février un nouveau record historique, avec 65.699 personnes incarcérées, selon les statistiques mensuelles de l'administration pénitentiaire (AP) publiées vendredi.

Le nombre de 65.699 personnes incarcérées au 1er février représente une hausse de 6,4% sur un an (61.771 au 1er février 2011) et de 1,4% sur un mois (64.787 au 1er janvier 2012).

Il y a au 1er février 57.213 places de prison disponibles, ce qui représente un taux d'occupation de 114,8% (113,2% au 1er janvier).

Le nombre de personnes prévenues (en attente de jugement) s'élève à 16.463, soit le quart des personnes incarcérées. Les mineurs détenus sont 723 au 1er février, en hausse de 1,5% par rapport au mois précédent (712). (AFP 17.02)

Economie

France

Selon Les Echos, l'Etat n'a pas intérêt à ce que les Français échangent leurs billets (francs contre des euros -ndlr). En effet, "*chaque change en moins, c'est autant en plus dans ses caisses*", expliquent *Les Echos*. En d'autres termes, les billets qui ne sont pas rapportés – qu'ils soient égarés, détruits ou collectionnés – sont remboursés à l'Etat afin d'annuler la dette qu'on a alors envers lui. Le ministère du budget a estimé à 500 millions d'euros ses gains, grâce à cette règle qui porte le doux nom de "*culot d'émission*".

Une somme honnête, quand on sait que selon la Banque de France, il restait l'équivalent de 600 millions d'euros de coupures en franc échangeables le 31 décembre dernier, rapportent encore *Les Echos*.

Nostalgiques, les Français ? Selon un sondage Ipsos, au début de décembre 2011, un Français sur trois voudrait revenir au franc. Plus précisément, une majorité d'ouvriers (65 %) et d'employés (53 %) y sont favorables, quand les cadres (82 %) et les professions intermédiaires (69 %) restent attachés à l'euro. (lemonde.fr 16.02)

Haut de page

Le 19 février

CAUSERIE

Démagogie, populisme, posture, mensonges grotesques, promesses trompeuses, etc. pourquoi ne pas employer le mot mystification qui les résument si bien, "*actes ou propos destinés à mystifier (qqn), à abuser de sa crédulité*" selon le Grand Robert.

1- Mystification. Le "***concept de développement durable***".

Le concept de développement durable est aujourd'hui transformé en «slogan», «instrumentalisé, voire détourné» et «peut paraître usé», admet Bettina Laville, conseiller d'Etat, fondatrice du Comité 21 et créatrice de cette revue trimestrielle. Mais justement : il faut, dit-elle, le «régénérer», le «nourrir intellectuellement». (libération.fr 18.02)

Ils ne se soucient des ressources de la planète que dans un but mercantile, quand leur épuisement menace leur système économique ou devient un facteur stratégique pour les capitalistes dominants. Ce concept sert utilement les intérêts des

économies les plus développées en passe d'être supplantées sur le plan industriel par d'autres puissantes émergentes, pour conserver leurs places sur le marché mondial, grâce à leur avance technologique. CQFD.

Et puis au moment où le capitalisme est de plus en plus contesté dans le monde, il est toujours intéressant de le présenter sous un masque plus "*humain*", alors qu'il continue à dévaster notre planète, comme jamais dans le passé en réalité. Ceux qui se réclament de ce concept sont justement ceux qui l'ont mis au point ou en tirent profit. Les ONG ne fonctionnent pas autrement en se faisant les complices des Etats qui détruisent les droits des peuples ou leur interdisent de les faire valoir.

2- Mystification. Les agences de presse relais des agences de notation.

Contraint d'assumer un bilan économique mitigé, Nicolas Sarkozy a tenté de retourner à son profit l'argument de la crise en officialisant son entrée en campagne pour un second mandat mercredi. (AFP 18.02)

Une agence de presse (AFP, Reuters, Associated Press, etc.) ne se borne pas à délivrer des informations, elle les présente généralement sous la forme d'une analyse correspondant à l'idéologie dominante de façon à être repris pour ainsi dire telle quelle par les médias. Ces derniers n'ont plus qu'à broder autour ou à la marge selon leur sensibilité respective, ce qui explique notamment qu'on retrouve le même contenu à la virgule près dans tous les médias.

Un exemple pour l'illustrer, l'ennemi "*invisible*", le "*terrorisme*" qui menace les Etats-Unis, et qui en réalité est un pur produit de la CIA.

- Etats-Unis: un Marocain arrêté près du Congrès où il voulait perpétrer un attentat - AFP
- Un suspect arrêté alors qu'il voulait faire exploser une bombe à Washington - 20minutes.fr
- États-Unis : une tentative d'attentat-suicide déjouée à Washington - LePoint.fr
- Le FBI déjoue un projet d'attentat contre le Congrès- L'Express.fr
- Etats-Unis : un homme prévoyait une attaque kamikaze sur le Capitole - LeMonde.fr

Le coupable : un Marocain, donc un Arabe, donc un musulman, donc un islamiste, donc un fanatique ou dangereux extrémiste, donc un ennemi des Etats-Unis, un terroriste quoi, un émule de Ben Laden ou d'Al-Qaïda. Ce n'est pas la première fois que le FBI et la CIA collaborent pour monter des coups tordus.

Les Etats-Unis repose depuis son origine sur la haine de l'autre, de l'extermination des Indiens au racisme envers les Noirs, éventuellement les communautés hispanique ou asiatique, ils alimentent cette haine en permanence ; ce n'est ni Sarkozy ni Le Pen, pas même Hitler, qui ont inventé les boucs émissaires des temps modernes, mais bien les dirigeants de la classe dominante de ce pays qui "*facinait*" tant la jeunesse (ignorante) des années d'après-guerre jusqu'il y a peu, un peu moins actuellement semble-t-il.

Dès lors, il existe forcément des individus isolés ou en petits groupes aux Etats-unis ou n'importe où dans le monde qui rêvent de s'attaquer aux intérêts américains. Une fois débusqués par les services de renseignement qui quadrillent le pays à la façon d'un Kadhafi, rien de plus facile ensuite que de les infiltrer, de les manoeuvrer, de les armer et de les arrêter au moment de passer à l'acte, ce qui s'est produit une nouvelle fois hier. Cela permet ensuite de justifier la politique liberticide menée par le gouvernement sur le sol américain, ainsi que le monstrueux budget de la défense et de la sécurité intérieure. Politique qui pourra servir à d'autres fins, comme par exemple restreindre la liberté d'expression des travailleurs, réprimer violemment toute forme de contestation, etc.

Submergés d'informations, les lecteurs, auditeurs ou spectateurs ne retiennent habituellement que la première phrase portée à leur connaissance et qui est censée résumer à elle-seule le contenu de l'information qui leur était destinée. Son contenu et son format sont habilement choisis en fonction de l'objectif recherché par son auteur. Ce qui était conçu au départ comme un moyen pour faciliter la communication entre les individus, a été détourné de son objet au profit de la manipulation politique des masses. Si vous examinez bien les titres des médias qui sont repris dans la première phrase de leurs articles, vous n'y trouvez pas trace de la main du FBI et de la CIA. L'ennemi "*invisible*" qui menace les Américains, ce sont ces deux officines du crime organisé.

3- Mystification. Le M'PEP à la manoeuvre

Ce mouvement organise un colloque qui "*traitera des raisons et des moyens d'instaurer en France un véritable «droit opposable à l'emploi» afin de régler définitivement les problèmes du chômage, de la précarité et du mal-emploi, ces monstres entretenus par le système néolibéral mondialisé. Il abordera aussi les politiques macro-économiques et industrielles pour le plein-emploi.*".

Les dizaines de milliers de travailleurs et leurs familles qui dorment dehors sous cet hiver rigoureux peuvent témoigner ce qu'il est advenu du "*droit opposable au logement*. Le M'PEP en remet une couche cette fois sur le thème de l'emploi, ce qui n'est pas dû au hasard, un mois après la mascarade du "*sommet social*" sur l'emploi organisé par Sarkozy à laquelle l'ensemble des dirigeants syndicaux ont participé de bonne grâce.

Depuis, Sarkzoy a lancé l'idée infâme d'un référendum qui aurait vocation à dresser les travailleurs qui ont un emploi contre ceux qui n'en ont pas, parce qu'ils le veulent bien ou parce qu'ils ne font rien pour s'adapter au marché du travail.

L'initiative de Sarkozy et celle du M'PEP ont un point commun entre elles, faire croire qu'il suffirait de décréter que tous les chômeurs doivent travailler pour que d'un coup de baguette magique le chômage soit éradiqué, comme si les entreprises pouvaient créer des millions d'emplois du jour au lendemain, comme si finalement en régime capitaliste cette décision n'avait aucun rapport avec l'état du marché ou la situation économique en France et dans le monde. (Laissons de côté la perspective d'embaucher dans la fonction publique des millions de travailleurs, puisque cela ne viendrait même pas à l'idée des dirigeants du M'PEP, dette de l'Etat oblige ! Un gouvernement ouvrier révolutionnaire le réaliserait évidemment tout en annulant cette dette...)

L'Allemagne de Shröder l'a fait remarquez bien, vous savez tous de quelle manière, en obligeant les chômeurs à accepter n'importe quel emploi pour n'importe quel salaire. Chacun sait également que c'est le modèle de Sarkozy et Parisot (Medef). L'initiative du M'PEP s'inscrit dans cette démarche, il la soutient. Voyons comment.

C'est la loi de l'offre et la demande sur le marché mondial qui détermine le niveau des marchandises qui seront produites et qui seront consommées ensuite, en principe seulement, car en réalité c'est la surproduction qui prévaut dans la plupart des secteurs de la production. Une entreprise n'embauche pas pour produire davantage, mais pour satisfaire des besoins nouveaux qui se matérialisent par des commandes passées par ses clients, des besoins nouveaux qui peuvent déjà être honorés par des concurrents dont les coûts de production sont plus bas.

Qu'il s'agisse de satisfaire des besoins nouveaux qui n'existaient pas auparavant (inovation technologique) ou d'étendre la commercialisation de marchandises à de nouveaux marchés, dans les deux cas, faut-il encore que ces produits correspondent soit à un réel besoin exprimé par les consommateurs, soit que les clients potentiels de ces produits aient les moyens de l'acquérir. Dans les deux cas, cela ne se décrète pas contrairement à ce qu'on voudrait nous faire croire.

Là où il y a mystification, c'est qu'on voudrait nous faire croire que finalement tout serait possible en régime capitaliste, un peu de bonne volonté associée à une meilleure organisation et le tour est joué. On mesurera ici le caractère profondément réactionnaire du mot d'ordre "*tout est possible*" en l'absence de toute perspective politique ayant pour objectif l'abolition du capitalisme et le renversement du régime, le M'PEP ayant tenu à préciser que "*ce droit est un levier essentiel pour s'opposer au libéralisme, et supprimer le chômage et la précarité*".

Pire encore, et c'est là que le M'PEP est démasqué. Partons du constat que tous les militants partageront, qu'il est évidemment impossible d'en finir avec le chômage par simple décret en régime capitaliste. Cela étant posé, il ne reste qu'un seul moyen de faire baisser artificiellement le taux de chômage, introduire suffisamment de flexibilité dans les contrats de travail, de façon à répartir le travail et la masse salariale entre tous les travailleurs, accompagné d'une réduction du coût du travail pour que les entreprises gagnent en compétitivité et puissent écouler leurs marchandises sur le marché mondial, en maintenant ou en augmentant au passage leurs profits.

En extrapolant ou en imaginant que toutes les entreprises d'un secteur économique dans le monde pratiquent de la sorte, il est évident qu'il serait impossible d'écouler toutes les marchandises ainsi produites, sans même évoquer la baisse du pouvoir d'achat de l'ensemble des travailleurs qui découlerait de la baisse de rémunération de dizaines de millions de travailleurs pendant que les autres auraient à peine de quoi survivre dans le meilleur des cas, ces derniers demeureraient exclus du marché, tandis que les autres deviendraient à leur tour insolvables ou endettés jusqu'aux dents.

La surproduction à l'échelle mondiale serait le pendant de cette mesure qui se traduirait par la fermeture de milliers d'usines, donc par un chômage de masse, retour à la case départ donc. Avantage pour les capitalistes les plus puissants dont le M'PEP prend insidieusement la défense, cela leur permettraient d'évincer les capitalistes les moins bien préparés à un tel niveau d'affrontement ou de concurrence sur le marché mondial.

Au fait, n'est-ce pas déjà ce qui se passe en ce moment ? Oui mais voilà, au détriment des capitalistes français, c'est cette tendance intolérable qu'il faudrait inverser, et au diable les travailleurs qui à l'autre bout du monde se retrouveraient au chômage ; l'internationalisme, tout le monde s'en réclame en temps de paix, mais en temps de guerre économique, chacun pour soi !

On aura compris que cette mesure se situe sur le terrain des capitalistes qu'elle entend favoriser au détriment des travailleurs quel que soit le cas de figure dans lesquels ils se retrouveraient. Elle s'inscrit en droite ligne des propositions avancées par Sarkozy et acclamées par le patronat, de plus elle a un relent social-patriote à peine masqué, pour finir elle est réactionnaire.

Tiens encore un dernier mot, il y a quelque chose qui m'avait échappé.

Vous aurez peut-être remarqué qu'ils traitaient uniquement de l'emploi occultant le salaire, tandis que Sarkozy les opposent dans les mesures qu'il a annoncées. Et pour cause, s'il introduisait ce facteur dans leur démonstration elle s'écroulerait ou présenterait un lien de parenté un peu trop évident avec celle de Sarkozy.

Un travail et un salaire permettant à chaque travailleur de vivre décemment sans avoir à se soucier du lendemain, est incompatible avec la concurrence féroce que se livrent les capitalistes à l'échelle mondiale. Le M'PEP ne peut pas le dire parce que cela n'est pas son objectif. Et comme ce n'est pas leur objectif, ces contre-révolutionnaires s'accommodent du capitalisme. Fastoche à comprendre, non ?

Vous pouvez aborder n'importe quelle question aussi déterminante que le droit au travail, à la santé, au logement, etc. soit vous vous placez exclusivement sur le terrain de classe du prolétariat au risque d'être minoritaire et incompris, mais au moins vous restez fidèle à votre classe, à l'objectif politique que vous vous êtes fixé, soit vous décidez d'empiéter sur le terrain de classe de notre ennemi et vous vous retrouvez dans le camp des réactionnaires ou dans le moins pire des cas vous contribuez à leur oeuvre qui consiste à interdire à la classe de trouver la voie de la révolution prolétarienne.

Notre principe consiste contre vents et marées en toute circonstance, à aborder la lutte des classes à partir des besoins de la classe ouvrière et à combattre inlassablement toute position qui consisterait à prendre en compte les besoins des capitalistes. Ce principe est non négociable. Tant qu'aucun parti ouvrier n'aura pas renoué dans la pratique avec ce principe, les capitalistes et leurs lieutenants au sein du mouvement ouvrier auront la vie belle.

Aujourd'hui (comme hier ou avant-hier) chacun essaie de biaiser avec la réalité, chacun se veut utile et y va de sa petite concession en croyant sauver les meubles, pure illusion comme on peut le constater, le plus grave c'est que lorsque les militants en prendront conscience, il y a fort à parier qu'il sera alors trop tard, leurs dirigeants auront pris leur retraite et auront bien vécu merci pour eux, ils laisseront derrière eux le mouvement ouvrier dans le plus grand désarroi, c'est la seule trace qu'ils laisseront de leur passage sur terre... dont on se passerait bien.

La conception de la lutte de classe de nos dirigeants depuis 70 ans repose sur deux axes successifs, l'amélioration de la condition ouvrière comme fin en soi qui conduit à une subordination croissante de la classe ouvrière au capitalisme, puis depuis le début des années 80, la défense des droits conquis qui sont condamnés à foutre le camp irrémédiablement au regard de la décomposition du mouvement ouvrier et son avant-garde, ainsi que l'évolution du capitalisme mondial.

Notre conception de la lutte de classe est l'antithèse de celle qui vient d'être décrite et qui a abouti à la situation actuelle. Elle consiste à subordonner l'amélioration de la condition ouvrière à la perspective du renversement du régime en place, à ne lier aucun rapport avec les appareils pour parvenir à cette amélioration, à ne faire aucune concession à l'Etat, à rejeter toute conciliation avec les capitalistes et ses officines politiques à travers le monde, faisant de l'élévation du niveau de conscience des masses exploitées et la construction du parti pour prendre le pouvoir nos seuls objectifs, auxquels tous les autres sont subordonnés.

Tandis que la conception de la lutte de classe de nos dirigeants était tournée ou s'adressait de préférence aux travailleurs organisés, la nôtre s'adresse au contraire aux 90% qui sont inorganisés ou plutôt la nôtre s'adresse indistinctement à l'ensemble des travailleurs en prenant appui sur les couches les plus défavorisés du prolétariat que les syndicats et les partis désertent ou dont ils se détournent, nous prétendons qu'il est impossible de construire le parti en ignorant plus de 90% des travailleurs, on se prive des moyens de le construire. Après ils s'étonnent de la montée du FN, ils en sont directement responsables.

Actualité en titres

On a toujours besoin d'un plus petit que soit :

- Claude Allègre : "*on a besoin de Sarkozy*" - AFP

INFOS EN BREF

Politique

Sénégal

La police sénégalaise a tiré des grenades lacrymogènes pour disperser des manifestants dans le centre de Dakar, samedi, au quatrième jour du mouvement de protestation contre la candidature du président sortant Abdoulaye Wade à l'élection du présidentielle du 26 février.

Les manifestants ont de nouveau dressé des barricades, brûlé des pneus et des poubelles, et affronté la police anti-émeute dans les rues de la capitale sénégalaise. (Reuters 18.02)

Social

France

Des centaines de personnes ont manifesté samedi à Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis) contre un arrêt de l'activité de production de l'usine PSA d'Aulnay, qui marquerait "*un tsunami social*" selon les syndicats.

Les manifestants étaient plus de 2.000 selon les syndicats, 1.300 selon la préfecture. Parmi eux, les candidats à l'élection présidentielle Nathalie Arthaud (LO) et Philippe Poutou (NPA), de nombreux élus de gauche ainsi que des salariés d'autres sites de PSA, regroupés derrière une banderole proclamant "*Non à la fermeture de PSA Aulnay*".

"*On est convaincus que PSA veut fermer l'usine, mais on se battra jusqu'au bout, pour notre boulot, parce qu'on n'a que ça pour vivre!*", affirmait Jean-Pierre Mercier, responsable CGT.

Depuis la révélation en juin dernier de documents de travail internes du constructeur émettant l'hypothèse d'une fermeture du site d'Aulnay, qui fabrique la Citroën C3, les syndicats craignent que le déclin de la production se poursuive et aboutisse à terme à un arrêt de l'activité.

Plus de 3.300 salariés travaillent à l'usine PSA d'Aulnay, dont plus de 3.000 en CDI et CDD et 300 en intérim. Ils étaient 5.000 en 2004, rappelle la CGT.

"*En 2004, l'usine d'Aulnay a produit 418.000 véhicules. En 2011, on n'a produit que 135.000 voitures*", décrit Jean-Pierre Mercier, pour qui "*la direction est en train de vider l'usine*".

Les syndicats estiment à "*10.000 le nombre d'emplois directs et indirects*" qui seraient concernés par un arrêt de la production, un "*tsunami social*" car, à Aulnay, "*la moyenne d'âge est de 40-45 ans*", souligne-t-il.

"*Les gens ont besoin de savoir, de connaître la vérité pour préparer l'avenir*", témoigne Tania Sussest, représentante du Syndicat indépendant de l'automobile (SIA), majoritaire à l'usine d'Aulnay.

Cette semaine, le président du directoire de PSA, Philippe Varin, a une nouvelle fois souligné des problèmes de surcapacité en Europe pour les petites voitures, dont fait partie la C3 produite à Aulnay. "*Cette réduction des capacités est absolument inévitable*" en Europe, a-t-il insisté.

Le premier constructeur automobile français a vu son bénéfice net divisé par deux en 2011, à 588 millions d'euros. Le chiffre d'affaires a progressé de 7%, à 59,9 milliards d'euros.

Les syndicats ont envoyé une lettre au président de la République, restée sans réponse. (AFP 18.02)

Haut de page

Le 20 février

CAUSERIE

J'ai enfin mis en ligne les articles économiques de décembre et janvier au format pdf dans la page d'accueil de la rubirque économie. Il faut dire qu'à cause du cyclone, j'ai commis quelques ratés. J'ai profité du dimanche après-midi pour nettoyer le jardin, ici il fait un temps radieux depuis la fin décembre et une température de 30°C environ. Pas vraiment de quoi donner envie de bosser, mais il le faut bien !

Je répondrai dans quelques jours aux deux courriels que j'ai reçus d'un groupe de militants.

J'ai augmenté la taille de la police des titres des différentes rubriques de la page d'accueil pour vous en faciliter le repérage. J'ai aussi corrrigé quelques erreurs dans la présentation. J'ai également ajouté une table des matières aux articles de presse de décembre, j'ai donc télécharger une nouvelle version.

La vérité est révolutionnaire ! A ceux qui ont la mémoire courte ou sélective.

Selon le sondage d'Ethnos huit personnes sur dix attribuent la responsabilité de la situation du pays "aux gouvernements grecs"

et seulement 6,1% "aux Européens et au FMI", certains manifestants traduisaient une prise de conscience des changements jugés nécessaires pour le pays. (AFP 19.02)

Ceux qui n'ont que les mots BCE, UE, FMI ou troïka à la bouche refusant systématiquement de mettre en cause les institutions grecques, l'Etat, vont prendre le train en marche de façon à faire oublier que pendant 18 mois ils ont soutenu l'Etat grec, pas seulement, puisque la collusion entre la troïka et les représentants de l'Etat grec était établie, inévitable.

Le développement de la situation en Grèce est instructive à plus d'un titre et permet de tirer quelques enseignements pour le combat de l'avant-garde du prolétariat dans toute l'Europe.

Au moment où le PASOK (la version grecque du PS en France) est crédité de 8% des intentions de vote aux prochaines élections législatives, signifiant que l'immense majorité de la classe moyenne et du prolétariat se détourne de ce parti acquis à la cause des capitalistes et banquiers, en France il s'en trouve encore pour appeler à voter Hollande au premier et/ou au second tour de l'élection présidentielle, autrement dit à se placer non pas au côté des masses exploitées mais au côté de leur ennemi. Ensuite on s'étonnera que les travailleurs aient nullement confiance dans les partis ouvriers ou que l'on soit incapable de construire un parti révolutionnaire.

En tant que militant révolutionnaire, notre devoir est d'aider les travailleurs à se libérer de leurs illusions dans les institutions et le capitalisme, de les éclairer sur la nature réelle des institutions et des partis qui y dominent, etc. Dans le cas contraire, leur proposer une issue politique à la crise du capitalisme demeurera incompréhensible à leurs yeux, l'un étant la condition de l'autre ou ceci expliquant cela.

Il ne faut pas s'étonner ensuite que tout en axant leur combat contre le gouvernement et les institutions, les travailleurs ne parviennent pas à lui donner un contenu conforme à leurs intérêts. Parmi les masses exploitées qui sont amenées à se dresser contre le régime et qui sont très hétérogènes, on y trouve différents niveaux de consciences politiques, l'objectif que nous devrions nous fixer devrait être d'aider et d'encourager les plus déterminées à balayer les obstacles qui leur empêchent encore de poser clairement la nécessité de rompre avec le capitalisme et son Etat, d'en faire l'axe de leur combat, de façon à ce qu'elles se renforcent et entrainent le reste des masses au combat dans cette perspective politique.

On aura compris qu'en se refusant de désigner l'Etat, les institutions, le Parlement comme responsable de leur situation, on tire les masses en arrière en privilégiant celles qui ont encore le plus d'illusions dans l'Etat au détriment des couches les plus conscientes du prolétariat qui demeurent isolées ou marginalisées. Le mot d'ordre en direction de la troïka a consisté à épargner l'Etat, à détourner les masses des institutions, à retarder au maximum le moment où la majorité des masses se tourneraient contre l'Etat, c'était finalement soutenir l'Etat mais aussi la troïka. On en veut pour preuve que le gouvernement a toutes les peines du monde à convraincre la troïka et les créanciers (les banquiers) de l'Etat grec de sa capacité à appliquer le dernier plan de rigueur qu'il a adopté et soutenu par le Parlement, dès lors que les masses se radicalisent et visent désormais l'Etat et non plus l'UE, la BCE et le FMI., ils craignent plus que tout un soulèvement révolutionnaire qui rendrait la situation hors de contrôle au sein même de l'UE...

Les différents niveaux de conscience politique au sein des masses exploitées correspondent aux situations différentes auxquelles les différentes couches sont confrontées, la manière différente dont elles subissent et interprètent l'offensive du capital. Il va s'en dire que ce sont les travailleurs déjà les plus pauvres et qui sont les plus durement frappés par les politiques d'austérité successives qui leur ont été imposées, parmi lesquels figurent les éléments les plus déterminés à en finir avec le régime ou qui cherchent encore plus ou moins inconsciemment la voie de la rupture avec le capitalisme et les institutions, et non les classes moyennes ou les couches supérieures du prolétariat qui arrivent encore à s'en sortir, même de plus en plus difficilement, car à terme, à l'exception des classes dominantes et des couches supérieures de la petite-bourgeoisie, c'est l'ensemble des exploitées qui va connaître le même sort et sera réduit à la précarité extrême.

On a là la preuve qu'en refusant de désigner aux travailleurs le gouvernement et les institutions comme responsables de la situation sociale actuelle et de se joindre aux éléments les plus révolutionnaires qui se dressent contre l'Etat en Grèce, les partis dits ouvriers en France ont démontré qu'en réalité ils étaient des partis petits-bourgeois incapables d'incarner le combat pour le socialisme.

Je continuerai cette analyse demain en abordant deux questions non traitées ici, le risque de la montée de l'extrême droite une fois que l'extrême gauche aura prouvé son incapacité à se rassembler sur un programme socialiste. Il faudrait également revenir sur la politique opportuniste suivie par les partis issus de la IVe Internationale depuis l'après-guerre, dont le développement de la situation et la modification des rapports entre les masses et les institutions constituent un cinglant démenti, autant que le manque de préparation des masses pour définir ou assimiler les tâches politiques qu'elles devraient se fixer pour envisager le renversement du régime et prendre le pouvoir, avancer sur la voie du socialisme.

Le mouvement ouvrier a vécu dans l'insouciance à crédit au même titre que le capitalisme pendant plus d'un demi-siècle... Pour l'un comme pour l'autre, l'heure est venue de payer la note. En l'absence d'une Internationale socialiste et de sections dans chaque pays de l'UE, on devinera sans mal qui en paiera la plus grande partie. On va payer le prix fort de la politique criminelle

qui consista à favoriser l'amélioration de la condition ouvrière au détriment de l'objectif du socialisme qui a été abandonné par tous les partis démocratiques petits-bourgeois (POI, NPA, LO).

Ils se sont employés avec constance, détermination et aveuglement, à faire croire aux travailleurs et aux militants qu'en régime capitaliste il suffisait de se mobiliser pour conserver nos acquis ou statuts ou encore obtenir de nouveaux droits et cela de façon mécanique, comme si finalement le progrès social serait compatible avec le capitalisme, autrement dit que celui-ci réaliserait progressivement le socialisme, sans tenir compte du développement de la lutte des classes à l'échelle mondiale qui associé à un nouveau stade de l'évolution du capitalisme conduirait au contraire à un moment donné à une gigantesque crise du capitalisme qui se traduirait par une formidable régression sociale.

Il faut insister sur le fait que ce processus dialectique était parfaitement prévisible, décrit par Marx. Parmi les facteurs qui ont été négligés, notons le formidable développement de la démographie mondiale avec toutes ses conséquences telles qu'elles nous éclatent en pleine figure aujourd'hui, qu'on découvre naïvement, la division du travail qui allait en découler... Au lieu de s'y préparer et d'y préparer la classe ouvrière, ils ont privilégié le mouvement spontané des masses avec son cortège d'illusions dans le capitalisme et les institutions au lieu de subordonner le combat pour les revendications sociales à l'objectif de leur émancipation du capital. Ils se sont nourris de l'ignorance des masses qu'ils ont flattée pour assurer leur survie politique au détriment de notre cause. Les masses ont ainsi été trompées et portées à croire que leur émancipation du capital était sur le point de se réaliser à travers les avancées sociales dont elles bénéficiaient, et lorsque les capitalistes passèrent brutalement à l'offensive en leur rappelant qu'elles vivaient toujours sous le règne de la dictature du capital, elles se sont retrouvées totalement désemparées, désarmées pour y faire face et le combattre.

Est-ce que vous imaginez un instant l'immense responsabilité qui pèse dans la situation actuelle sur les épaules des Lambert-Gluckstein, Krivine-Besancenot, Laguiller-Arthaud pour avoir ainsi fourvoyé l'avant-garde du prolétariat, l'avoir broyée politiquement, réduite à l'impuissance après l'avoir prise en otage pendant tant d'années ? (A suivre)

INFOS EN BREF

Politique

Allemagne

La chancelière allemande Angela Merkel a annoncé dimanche que le gouvernement et l'opposition étaient parvenus à un accord sur la candidature de Joachim Gauck à la présidence de la république fédérale.

Le nom du pasteur protestant et ancien militant des droits de l'homme d'Allemagne de l'Est a été présenté par l'opposition sociale-démocrate (SPD) après la démission, vendredi, de Christian Wulff, qui bénéficiait du soutien d'Angela Merkel.

Angela Merkel s'est ralliée à la candidature de Joachim Gauck au cours d'une conférence de presse organisée à la Chancellerie en présence des dirigeants des autres partis politiques.

"*N'oublions pas que nous pouvons remercier un homme d'église comme Gauck pour la réussite de la révolution pacifique en Allemagne de l'Est*", a dit la chancelière, elle-même fille d'un pasteur protestant qui a grandi en ex-RDA.

Joachim Gauck avait déjà reçu dans la journée le soutien du parti libéral-démocrate, partenaire des chrétiens-démocrates (CDU) d'Angela Merkel dans la coalition gouvernementale.

A 72 ans, cet ancien adversaire du régime communiste est-allemand, qui a supervisé le devenir des archives de la Stasi après la chute du mur de Berlin, en 1989. (Reuters 19.02)

L'alliance du capital et du goupillon sur fond d'anticommunisme primaire, normal que Joachim Gauck ait été présenté par le SPD et qu'il ait reçu le soutien de la CDU. Le SPD est aussi pourri que le PS en France avec une longueur d'avance...

Social

Espagne

Des centaines de milliers de personnes ont manifesté dimanche dans toute l'Espagne pour dénoncer les réformes du droit du travail et les coupes dans les dépenses publiques mises en oeuvre par le gouvernement de droite de Mariano Rajoy.

La journée nationale de mobilisation était organisée notamment par les deux principales centrales syndicales du pays, les Commissions ouvrières (CCOO) et l'Union générale des travailleurs (UGT).

Selon les organisateurs, les cortèges répartis dans 57 villes ont attiré un demi-million de manifestants. La police n'a fourni aucune estimation.

A Madrid, le défilé était l'un des plus importants depuis le début de la crise, il y a près de cinq ans. La foule allait de la gare d'Atocha jusqu'à la place de la Puerta del Sol, dans le centre de la capitale espagnole.

Les syndicats ont fait état d'une très forte mobilisation, annonçant 500.000 manifestants à Madrid, 400.000 à Barcelone, 150.000 à Valence, 50.000 à Séville. Selon la police, les manifestants étaient 50.000 à Madrid, 30.000 à Barcelone, 25.000 à Valence, 5.000 à Séville.

A Madrid, les manifestants rassemblés à l'appel de l'UGT et de Comisiones Obreras (CCOO), les deux grands syndicats espagnols, ont envahi les grandes avenues du centre de la capitale en portant des pancartes avec les mots "*Non à la réforme du travail injuste, inefficace, inutile*" ou "*Non à la réforme et aux coupes budgétaires. Grève générale*".

"*Les contrats de travail empirent année après année*", dénonce Nacho Foche, un chercheur universitaire de 27 ans croisé dans la manifestation. "*Ils disent qu'ils veulent investir dans l'avenir, mais ils coupent dans les budgets de la recherche. Ils ne s'intéressent pas à l'avenir, mais aux prochaines élections avec des coupes dictées depuis Bruxelles*", ajoute-t-il.

Le gouvernement de droite de Mariano Rajoy, arrivé au pouvoir en décembre dernier, a annoncé une hausse des impôts et une baisse de la dépense publique représentant une quinzaine de milliards d'euros. Il doit trouver une quarantaine de milliards d'euros supplémentaires pour respecter les objectifs budgétaires fixés par l'Union européenne.

Il a également réformé le fonctionnement du secteur financier, contraignant les banques à reconnaître leurs pertes dans le secteur de l'immobilier, et réformé le droit du travail, donnant davantage de latitude aux employeurs pour recruter et licencier leurs salariés.

"*Banquiers, voleurs, rendez les millions*", criaient aussi les manifestants qui défilaient à Barcelone.

L'Espagne, quatrième puissance économique de la zone euro, subit le chômage le plus élevé du monde développé, avec 23% de sa population active sans emploi. Près de la moitié des moins de 25 ans sont au chômage.

Pour le Parti populaire, la formation de Rajoy désormais majoritaire, la réforme du marché du travail adoptée le 10 février donnera aux entreprises en difficulté plus de marge de manoeuvres pour renouer avec les bénéfices et créer de nouveaux emplois.

Pour les manifestants de dimanche, elle va détricoter davantage encore les droits des travailleurs et entraîner de nouvelles vagues de licenciements. Candido Menez, secrétaire général de l'UGT, estime qu'elle va faire passer le nombre de chômeurs de 5,3 à 6 millions.

"*Lorsque nous avons conçu cette réforme, nous avons pensé à ceux qui sont hors du marché du travail, qui ne voient aucun avenir*", a déclaré dimanche Mariano Rajoy devant des membres de son parti.

La réforme du code du travail supprime le versement d'indemnités de départ représentant 45 jours de salaire par année travaillée pour les salariés reconnus victimes de licenciement abusifs, un cas très fréquent devant les tribunaux espagnols.

Les employeurs qui licencient ne devront plus désormais proposer que 33 jours de salaire par année travaillée, voire 20 jours seulement si l'entreprise se révèle durablement déficitaire. Au total, les indemnités de départ sont plafonnées à deux ans de salaire, contre trois ans et demi jusqu'ici.

Les entreprises sont en outre autorisées à ne plus tenir compte des accords collectifs de branche en période de crise.

Le mois dernier, lors d'une réunion à Bruxelles, Mariano Rajoy a été filmé alors qu'il confiait à son homologue finlandais qu'il ne voyait pas comme il échapperait à une grève générale.

Pour l'heure, les centrales syndicales n'ont pas lancé de mot d'ordre. Mais dans le cortège de Madrid, nombreux étaient ceux qui jugeaient indispensable cette issue.

"*Il doit y avoir une grève générale*", dit ainsi Alberto Carrillo, un enseignant de 48 ans. "*Ils ont dit qu'ils réduisaient les droits des travailleurs pour créer plus d'emplois. Ils ont réduit nos droits, mais ils n'ont pas dit comment ils comptaient faire pour créer des emplois.*"

Répondant aux manifestants, dont certains brandissent la menace d'une grève générale, le chef du gouvernement a défendu

une nouvelle fois dimanche sa réforme lors de la clôture du congrès de son parti, le Parti populaire, à Séville.

"*C'est la réforme dont l'Espagne a besoin pour éviter que nous soyons le pays d'Europe qui détruit le plus d'emplois*", a lancé M. Rajoy. Cette réforme "*nous situe au même niveau que les pays d'Europe les plus avancés, et en finit avec les injustices du marché du travail*", a-t-il dit. (Reuters et AFP 19.02)

Haut de page

Le 21 février

CAUSERIE

Je vous propose aujourd'hui un extrait d'un article qui résume bien la situation en Europe.

Le consensus (ou complot) des sociaux-libéraux associés au patronat, au parti de l'ordre et aux dirigeants syndicaux contre la classe ouvrière.

- L'Allemagne réussit à s'ériger ainsi en grande puissance unique européenne, avec le sacrifice à sa classe laborieuse flexibilisée et des salaires aux rabais, enregistrant des scores de productivité et de compétitivité de son économie qui coulent le reste des pays du continent assiégé par l'euro. Il n'y a pas de politique d'ajustement possible, avec la monnaie commune comme armée d'occupation de la souveraineté nationale, pouvant encourager la reprise de ces économies avec une Allemagne industrielle, exportatrice et le marché du travail ultra-flexibilisé. Le résultat est la récession générale (Italie, Belgique, Hollande, Grèce, Espagne, et Portugal l'ont déjà déclarée) avec une seule économie hors de danger, qui impose les conditions politiques, financières et sociales de l'Eurozone.

En Allemagne 20 % des salariés, cinq millions de travailleurs, gagnent un maximum de 400 euros par mois. Cette donnée incroyable est consignée dans un article éclairant publié dans El Pais de Madrid, sous le titre « Salaires d'un euro à l'heure dans le 'miracle' salarié allemand ». On apprend aussi que, selon le Département de Travail allemand, les contrats avec des bas salaires ont progressé trois fois plus rapidement que d'autres types d'emplois entre 2005 et 2010. On mentionne que les soi-disant « travailleurs pauvres » ont augmenté à un rythme plus accéléré en Allemagne que dans le reste des pays ayant la monnaie unique. Cela a abouti à ce que 7,2 % des salariés gagnaient si peu qu'il était près du seuil de pauvreté en 2010, quand ils étaient 4,8 % en 2005. Au même temps, l'année dernière, le nombre de de salariés en Allemagne a dépassé pour la première fois la barrière des 41 millions. C'est une des seules d'économies européennes qui n'enregistre pas d'augmentation du taux de chômage. La croissance de l'emploi est fondamentalement due à l'introduction, avec l'aval des syndicats, du modèle des bas salaires et d'agences de travail temporaire, poussé par la dérégulation et la promotion de la flexibilité et des contrats de bas salaires, subventionnés par l'État, appelés mini-jobs. Le nombre de travailleurs avec un contrat indéfini de bas salaires – qui gagnent moins de deux tiers des revenus moyens – a augmenté de 13,5 % jusqu'à 4,3 millions entre 2005 et 2010. Les données de l'OCDE reflètent qu'en Allemagne les contrats avec des bas salaires représentent 20 % du travail à temps complet, 8,0 % en Italie et 13,5 % en Grèce.

Cette structure du marché de travail rend l'économie allemande encore plus compétitive, tandis que l'euro agit comme un cercle invulnérable pour les autres pays parce qu'ils ont perdu l'outil de la dévaluation de leur propre monnaie pour amoindrir les différences de productivité. C'est pourquoi, l'exigence principale qu'ils doivent avoir pour recevoir de l'argent pour gérer la crise financière est celle de mettre en application une réforme du travail de type allemand, la perte de droits et une réduction de salaires, en plus de licenciements. Ainsi l'a exprimé le secrétaire général de l'OCDE, Angel Gurria, qui a remarqué que la situation actuelle de l'Allemagne découle « en grande partie de l'implémentation à un moment d'importantes et parfois douloureuses réformes ». Parmi celles-ci, il a souligné la réforme du marché du travail, « qui a substantiellement réduit le chômage ». « Beaucoup de pays observent la recette qui a rendu ce succès possible : réformes du marché du travail, partenaires sociaux flexibles et constructifs », telle fut sa la leçon.

Gurria se référait au fait qu'en 2003 l'Allemagne s'est embarquée sur un système de réformes qui ont été qualifiées comme le plus grand changement dans l'État de Bien-être depuis la Deuxième Guerre mondiale. Tandis que plusieurs pays voisins bougeaient dans la direction opposée, les sociaux-démocrates allemands au gouvernement ont dérégulé le marché du travail, et ont fait pression sur les syndicats et les chefs d'entreprises pour qu'ils se mettent d'accord sur une modération salariale en échange d'une sécurité de l'emploi et de la croissance. Ainsi un modèle de travail flexibilisé et avec des subventions du gouvernement a permis aux entrepreneurs de s'adapter au cycle économique sans nécessité de licenciements massifs.

La différence avec maintenant c' est que l'Allemagne a réalisé cette réforme avec une économie mondiale en apogée, tandis que maintenant cette exigence est faite aux autres pays européens pendant une récession, avec un déficit budgétaire et une croissance de la dette. Le résultat est alors l'approfondissement de la crise et l'augmentation du chômage. Bien que la résistance à ces politiques a commencé à se manifester avec plus d'intensité durant les derniers mois, la détérioration des

conditions de travail et sociales et le chômage élevé s'étendent déjà depuis plus de trois ans. L'une des questions est, pourquoi n'existe t-il pas une opposition plus ferme des travailleurs et des organisations syndicales à cette politique d'ajustement récessif et de licenciements massifs. La réponse se trouve dans l'existence d'un réseau important de couverture sociale, qui est un trait caractéristique du modèle social européen de l'après-guerre avec le développement de l'État de Bien-être. Cette contention permet que les taux très élevés de chômage soient socialement tolérables et politiquement maniables. C'est pourquoi les leaders européens récidivent avec les mesures d'ajustement qui peuvent générer des tensions sociales, mais sans provoquer de déstabilisation politique. Le cas le plus remarquable est l'Espagne, avec un chômage total de 23 %, qui s'élève à 46 % pour les jeunes. (mondialisation.ca 19.02)

Dans cette analyse, concernant la France, je ne sais pas si cela est valable dans d'autres pays de l'UE, il a été oublié deux éléments, le fait que dans un ménage désormais l'homme et la femme travaillent donc ils peuvent encore s'en sortir ou ils ont pu économiser au cours des années précédentes, à l'inverse ils ont pu aussi s'endetter fortement, ensuite, environ un cinquième des travailleurs vivent seuls, donc sont beaucoup plus vulnérables, précarisés, susceptibles de sombrer dans la pauvreté ou l'exclusion, dans l'impossibilité de survivre tout simplement.

Ce ne sont pas les améliorations de la condition ouvrière qui sont la cause de l'ignorance des masses du fonctionnement du capitalisme, mais qu'elles aient été conçues comme des obstacles à cette prise de conscience, un moyen pour endormir la vigilance des masses, les détourner du socialisme, puis que les partis ouvriers s'en soient faits les complices (de ces obstacles, avec les appareils pourris des syndicats) et aient été incapables de les situer dans la perspective du socialisme, pour finalement être incapables de construire le parti dont nous avons impérativement besoin pour renverser le régime en place.

Des dirigeants qui auraient été convaincus de l'effondrement à venir du capitalisme auraient trouvé les moyens théoriques et politiques de convaincre les travailleurs qui avaient été recrutés dans leurs partis d'y rester en l'absence de toute perspective révolutionnaire à court terme, encore aurait-il fallu qu'ils conçoivent chaque bataille à laquelle leurs partis participaient dans cette perspective que seule la construction du parti incarnait en attendant que sonne l'heure de l'affrontement direct entre les classes et que la question de la prise du pouvoir soit à l'ordre du jour.

Cela nécessitait une analyse correcte de la situation à l'échelle mondiale, pas seulement sur le plan politique mais aussi ou surtout sur le plan économique, saisir de quelle manière le capitalisme mondial était en train d'évoluer et dans quelle direction il évoluerait dans les décennies à venir en l'absence de révolution victorieuse, le mouvement ouvrier international demeurant gangrené et dominé pour longtemps par le réformisme et le stalinisme.

De cette analyse il serait ressorti que, plus que jamais, il était impossible de se fixer d'autres objectifs que l'éducation des masses et la construction du parti, de façon à ce que le jour où l'effondrement du capitalisme se produirait nous soyons en ordre de bataille, nous disposions d'un parti révolutionnaire ancré profondément dans les masses qui serait capable de constituer un pôle de regroupement pour des centaines de milliers de travailleurs durement frappés par la crise. Il aurait fallu en attendant cette échéance, porter une attention particulière à chaque militant recruté, leur proposer une formation qui tienne compte du fait de la situation particulière ou inédite dans laquelle nous nous trouvions, en tenant compte également des transformations subies par la société qui devaient déterminer ou influeraient forcément sur le comportement de chaque militant, leur interprétation du monde dans lequel ils vivaient.

Le combat pour les revendications sociales a sans cesse été conçu comme une fin en soi, des travailleurs étaient recrutés lors d'une bataille et disparaissaient un peu plus tard à la moindre occasion, lassés de ne rien voir venir parce qu'on leur avait vendu la lune, plus sûrement ou pourquoi, parce qu'ils n'ont jamais pu acquérir un niveau de conscience politique qui leur aurait permis de comprendre que le processus historique conduisant à la liquidation du capitalisme risquait de prendre plus de temps que prévu. Ce ne sont évidemment pas les militants qui sont fautifs, mais uniquement nos dirigeants qui ont failli lamentablement ou qui nous ont sciemment trahi.

L'emprise du stalinisme sur le mouvement ouvrier international, les traités de Yalta et Potsdam, les accords de Bretton Woods concrétisant l'hégémonie américaine sur l'économie mondiale, le fonctionnement de la Fed (depuis 1916 ou 1886) et de l'économie américaine, le développement démographique principalement en Asie, la liquidation à terme de l'URSS et le rétablissement du capitalisme dans ses satellites, ainsi qu'en Chine, la construction de l'Union européenne, tous ces éléments auxquels on peut ajouter la liquidation-décomposition des différentes tendances de la IVe Internationale, tous ces éléments figuraient à l'ordre du jour de l'analyse de la situation mondiale il y a plus d'un demi-siècle, or nos dirigeants les ont gravement sous-estimés ou sont passés à côté ou encore ils n'en ont pas mesuré la portée, dès lors il leur était impossible de définir une conception de la lutte de classe en rapport avec les tâches politiques que l'avant-garde devait se fixer et qui devaient permettre de construire le parti.

Jusqu'à présent et par hasard, j'ai découvert dans le monde quelques militants apparemment isolés qui partagent en grande partie cette analyse, mais aucune formation politique à ce jour, aucune n'allant au bout de leurs analyses, il n'y a plus qu'à espérer que cela viendra avant qu'il ne soit trop tard. Ma contribution a pour unique objectif d'y contribuer modestement, et non d'avoir raison contre tous ou de défendre un point de vue dont franchement je me serais bien passé d'avoir, au regard du terrible drame planétaire qui se prépare ou qui a déjà lieu, n'oubliant jamais qu'un enfant crève de faim toutes les 5 secondes dans le vieux monde.

Quand je lis dans un document que j'ai mis dans la Tribune libre "*pourquoi ne pas réhabiliter les thèses de Keynes*", je me pince pour y croire, je me dis qu'on a encore du boulot à faire ! Je ne vois pas en quoi relancer la machine capitaliste constituerait un objectif pour la classe ouvrière, et encore moins permettrait d'éviter l'effondrement du capitalisme qui jusqu'à preuve du contraire consitute l'une des conditions indispensables à remplir pour que les masses se soulèvent.

A croire que les partisans des thèses de Keynes ne le souhaitent pas vraiment et qu'ils n'ont pas compris grand chose au marxisme comme à la psychologie des masses, qui à défaut de posséder un haut niveau de compréhension du capitalisme ne passent pas à l'action tant qu'elles peuvent vivre encore comme avant, il suffit de comparer leur attitude en Grèce et en Espagne par rapport à celle des travailleurs en France pour le comprendre. C'est tellement évident qu'on a l'impression ici de perdre son temps.

Le prolétariat devra consentir de terribles sacrifices pour passer au socialisme, c'est le b.a-ba du marxisme.

Pour se changer les idées, deux analyses du portail Liesi.

1- L'Europe des ploutocrates ... laissons-lui le temps d'agoniser dans les mesures d'austérité !

- Intéressante déclaration de Horst Seehofer, chef du parti conservateur bavarois CSU allié du CDU d'Angela Merkel au sein du gouvernement, lors d'une interview accordée au magazine Spiegel : la Grèce devrait choisir d'elle-même de quitter la zone euro "*si elle n'est pas disposée ou pas en mesure de remplir ses engagements*". Voilà qui a le mérite de la franchise ! Si telle est l'idée du gouvernement allemand, à quoi rime tout le cinéma européen à l'encontre de la Grèce, depuis de nombreux mois ? Pourquoi avoir dilapidé de l'argent précieux alors que le scénario est semble-t-il, bouclé depuis bien longtemps.

Ceci est extrêmement grave ! Pourquoi avoir imposé des mesures d'austérité monstrueuses qui tuent la croissance ? Pourquoi avoir utilisé le scénario grec pour en faire une jurisprudence à l'égard des pays du Sud de l'Europe ? Nos sources sont absolument formelles: tout est déjà bouclé pour la Grèce.

Aujourd'hui, Horst Seehofer (qui est également chef du gouvernement de Bavière) affirme que lors d'un prochain vote (27 février) au Bundestag, la chambre basse du Parlement allemand, son camp pourrait tout simplement dire "*non*" au renflouement de la Grèce. Il avance également que "*la notation AAA de l'Allemagne ne doit pas être mise en péril par les aides*". D'un autre côté, la chancelière Merkel claironne qu'elle fera tout pour aider la Grèce, et pour qu'elle reste dans la zone euro. Les sources de LIESI ont toujours dit la même chose : l'Allemagne calera au meilleur moment et nous assisterons à un front Berlin/Moscou.

Nous avons (plus que) l'impression que le gouvernement allemand n'a strictement plus rien à faire de l'euro. Décidément, beaucoup de gens se préparent à un scénario de délitement de l'euro et à une cassure de l'Union européenne. Tout le reste n'est que du théâtre pour les idiots utiles. Reste la question du délai, du choix opportun pour abattre les cartes. Ce ne sera probablement pas le 27 février 2012, car cela ne cadre pas avec le calendrier moscovite. A. Merkel a tout intérêt à attendre la réélection du représentant du bloc de commandement russe : Vladimir Poutine.

Viendront alors les Ides de Mars et nous verrons ce que nos élites feront de la Grèce. Prolongation ou fin de match ? (liesi 18.02)

2- Face au chômage... des plans d'austérité : la solution des technocrates

Conséquences des politiques d'austérité : le chômage ne cesse de progresser dans la zone euro, ce qui fragilise d'autant plus la moindre perspective de croissance. Plan d'austérité, dégradation des notes de la dette des Etats par les agences de notation, la mécanique suicidaire des architectes de la mondialisation sans repères moraux, produit les conséquences attendues. Officiellement, le chômage concerne désormais plus de 10 % de la population active de l'union monétaire. Selon les statistiques officielles, plus de 16 millions de personnes sont désormais sans emploi en zone euro, c'est-à-dire l'équivalent de l'ensemble de la population des Pays-Bas. C'est un record depuis juin 1998, date de l'introduction de l'euro. Depuis cette époque, l'écart entre les pays de la zone nord et ceux appartenant à la zone sud n'a cessé de se creuser. Aujourd'hui, la Grèce, l'Espagne, le Portugal, l'Italie, subissent de plein fouet les conséquences d'une monnaie unique et d'une politique monétaire commune.

Avant-hier, dans l'émission C dans l'air, l'économiste de l'école Fabienne Christian de Saint-Étienne, a très bien exprimé ce que nous écrivons dans le cadre de la lettre confidentielle depuis plusieurs mois. À savoir que la Grèce est un « laboratoire » où les plans d'austérité se succèdent afin de tester la résistance de la population. Des eurocrates continuent à frapper le peuple grec tandis que les plus grosses fortunes grecques sont déjà en Suisse. Nous arrivons incontestablement à une situation de non-retour. Il ne faut donc pas abuser du bâton, recommande Christian de Saint-Étienne. On ignore ce que l'avenir réserve à la France, et les événements grecs pourraient fort bien se répéter chez nous. Intéressant comme propos, de la part d'un économiste du « Système ».

Il y a beaucoup de malheurs chez nos voisins, et les économistes sont de plus en plus nombreux à pronostiquer que la chute

de l'activité en 2012 pénalisera tout le monde. Hier, les plans d'austérité étaient chaudement recommandés pour réduire les déficits budgétaires. Aujourd'hui, comme en témoigne le sommet européen du 30 janvier, les dirigeants politiques de la zone euro évoquent la nécessité de soutenir l'activité. Mais, autant le dire tout de suite, la marge de manoeuvre est très faible car l'ombre des marchés financiers (les fameuses agences de notation) est plus que jamais là. Depuis quelques jours, ces agences de notation dégradent à tout-va banques et États, dans l'indifférence apparente puisque les indices boursiers remontent… grâce aux injections. Remarquez pour certaines valeurs (surtout bancaires) qu'à chaque fois que l'on approche des points pivots donnés par Trader Noé, un petit coup de rein est donné pour éviter de les franchir ! Comme quoi, le scénario est bien huilé et ils savent parfaitement ce qu'ils font. Cela dit, on sait tous ici qu'un jour (re)viendra où les dégradations successives des agences de notation pour les banques, valeurs industrielles et Etats, expliqueront le prochain plongeon. A ce moment, il y aura inéluctablement une forte hausse des coûts de financement de toutes les « structures » dégradées. L'impression dominante est tout simplement que les dirigeants politiques comme les experts choisis pour être leurs conseillers, n'ont pas la moindre solution. Cela durera tant que l'on assistera à une soumission des politiciens au monde financier et à un refus de se soumettre au Système.

Quel que soit le candidat prochainement élu, il ne sera que le sous-fifre de cette finance apatride nauséabonde, dont l'objectif a été clairement exprimé depuis de nombreuses décennies : « *Le verrou qui doit sauter c'est la nation* ». Il semble bien que nous vivons l'époque de la fin du temps des nations… (liesi 17.02)

Actualité en titres

Le ridicule peut... tuer !

- Sarkozy: "*Je ne serai pas le candidat d'une petite élite contre le peuple*" - AFP

- Sarkozy "*ami du peuple*", la presse raille - L'Express.fr

- Crise: Sarkozy se targue d'avoir évité "*une catastrophe*" et sauvé des emplois - AFP

- La polémique Borloo, un boulet pour Sarkozy - L'Express.fr

- Ralliement Morin et Boutin à Sarkozy: "*zéro+zéro égale la tête de toto*" juge Bayrou -AFP

A mort !

- Il veut «*pendre un banquier par semaine*» - Slate.fr

C'est tout ! Manque de productivité...

Ah les amis, ce n'est plus ce que c'était :

- Raffarin: "*Ne désignons pas les corps intermédiaires comme des boucs émissaires*" - L'Express.fr

- Lepage: "*Les fascismes ont commencé par l'attaque des corps intermédiaires*" - L'Express.fr

- Ecoutes de journalistes du Monde: le patron de l'IGS contredit le juge Courroye - AFP

- Thierry Gaubert visé par une enquête sur des mouvements de fonds suspects - AFP

C'est raté !

- 54% des Français excluent de voter Sarkozy au 1er tour - Reuters

- Seuls 37% des Français trouvent réussie l'entrée en campagne de Sarkozy - AFP

- Sondage: peu d'embellie pour Sarkozy malgré sa candidature - L'Express.fr

On va voir ce qu'on va voir...

- Les socialistes voudront "*faire obéir les banques*", dit Royal - Reuters

... et pas n'importe comment s'il vous plaît...

- Le PS distribue des roses à Neuilly pour tenter de convaincre les habitants - AFP

... et finalement

- Avec Hollande, "*on aura Chirac II*", dit Claude Allègre - Reuters

On n'y aurait pas pensé ! En pire, car la situation a évolué depuis...

Va-t-en-guerre

- Poutine promet un «réarmement sans précédent» de la Russie - Liberation.fr

- La mise en place d'un traité mondial sur le commerce des armes s'annonce laborieuse - LeMonde.fr

INFOS EN BREF

Politique

1- France

Le premier secrétaire PS de Charente-Maritime Olivier Falorni qui a décidé de maintenir sa candidature face à Ségolène Royal aux législatives à La Rochelle, va être exclu du parti mardi par le Bureau national, a indiqué lundi à l'AFP François Lamy, bras droit de Martine Aubry.

"*M. Falorni a reçu une lettre de la direction du parti lui demandant de renoncer à sa candidature, ce qu'il a refusé. Le Bureau national va donc logiquement constater son exclusion*", a précisé M. Lamy.

"*C'est une décision automatique. Il s'est lui-même mis en dehors du parti*", a ajouté le député de l'Essonne.

Dimanche, lors d'un meeting à La Rochelle, le patron de la fédération a annoncé officiellement sa candidature face à la présidente de la Région Poitou-Charentes, pourtant investie par le parti le 22 novembre dernier. (AFP 20.02)

2- Grèce

Le ministre néerlandais des Finances Jan Kees de Jager s'est dit lundi favorable à une surveillance "*permanente*" de la Grèce par l'Union européenne et le Fonds monétaire international afin de mieux contrôler l'avancée des réformes et la mise en place de mesures d'austérité.

"*Je suis en faveur d'une troïka permanente à Athènes*", a-t-il affirmé à son arrivée à la réunion avec ses homologues de la zone euro à Bruxelles.

"*Quand on voit les dérapages (des comptes publics en Grèce), c'est probablement nécessaire*", a-t-il dit, jugeant insuffisant l'examen que pratiquent sur le terrain les créanciers institutionnels du pays.

Ceux-ci se rendent tous les mois en Grèce, alors que leur présence serait utile "*tout le temps*", a poursuivi M. de Jager.

"*Je crois que tout le monde comprend que la question de la surveillance, quelles que soient les promesses faites, est cruciale pour la confiance des partenaires (de la Grèce) au sein de la zone euro*", a estimé pour sa part le ministre belge des Finances, Steven Vanackere.

"*Nous allons devoir nous assurer que chaque promesse faite sera respectée à la lettre*", a-t-il ajouté à son arrivée à la réunion de l'Eurogroupe.

Les ministres des Finances de la zone euro et le FMI doivent examiner si les conditions sont réunies pour allouer ce plan de sauvetage comprenant une aide publique de 130 milliards d'euros et un effacement partiel de la dette grecque détenue par des créanciers privés, à hauteur de 100 milliards d'euros.

Mais certains pays craignent de délier une nouvelle fois les cordons de la bourse et de voir les promesses faites par Athènes remises en cause, Pays-Bas en tête. D'autant plus que les députés néerlandais pourraient avoir à donner leur aval sur le deuxième programme d'aide à la Grèce. (AFP 20.02)

Cherchez l'erreur.

1- Ils suppriment 100 milliards d'euros de la dette de l'Etat pour lui prêter 130 milliards d'euros sous prétexte de désendetter l'Etat grec.

2- Dans les deux cas les créanciers sont les mêmes, puisque c'est le marché qui prête aux Etats, le marché étant les banquiers.

3- S'agissant des banques européennes, elles avaient acquis ces dizaines de milliards d'euros via leur banque centrale respective à un certain taux d'intérêt.

4- Elles avaient prêté cet argent à l'Etat grec à un taux d'intérêt plus élevé pour réaliser une plus-value.

5- Depuis les banques européennes ont reçu plus de 500 milliards d'euros de la BCE à 1% d'intérêt.

6- Dès lors elles peuvent prêter de l'argent à l'Etat grec à un taux d'intérêt plus bas sans pour autant y perdre un centime ou si peu, peut-être augmentanteront-elles leurs profits.

7- Ce n'est pas le cas des banques américaines qui avaient déjà reçu des centaines de milliards de la Fed à un taux proche de zéro depuis des années, ce seraient donc les seules perdantes ou qui n'y gagneraient pas au change.

On ne connaît pas encore les détails de ce marchandage.

1- Imaginons que les banques européennes avaient reçu 100 milliards d'euro à 3% pour les prêter à 6% à l'Etat grec.

2- Maintenant les Etats de la zone euro vont prêter 130 milliards d'euros à la Grèce qu'ils auront emprunté sur les marchés entre 3 et 5% selon les Etats.

3- Mais à quel taux d'intérêt peuvent-ils prêter cette somme à la Grèce, sinon au même taux.

4-Or, les créanciers des Etats, les banquiers, ont reçu cet argent de la BCE à 1%.

5- Donc ce sont les banquiers qui vont une nouvelle fois encaisser la différence. Au pire, celle-ci sera légèrement inférieur à leur attente.

3- Bahreïn

La police bahreïnie a tiré lundi des grenades lacrymogènes et fait usage de canons à eau pour disperser des manifestants antigouvernementaux à l'issue des obsèques d'un jeune homme de 19 ans qui, selon sa famille, a succombé à des brûlures subies en janvier.

Les heurts entre les forces de l'ordre et un demi-millier de protestataires ont eu lieu à Djihafs, juste à l'extérieur de Manama, la capitale.

La famille du jeune homme affirme que ce dernier n'avait pas pu se faire soigner dans les hôpitaux publics de crainte d'être arrêté. Selon la version du ministère de l'Intérieur, Hussain al Baqali s'est immolé par le feu pour mettre fin à ses jours.

Les autorités ont qualifié les manifestants de "*vandales*", qui ont été dispersés "*de manière tout à fait légale*". (Reuters 20.02)

4- Syrie

4.1- L'Assemblée générale des Nations-Unies, présidée par le Qatar, a tenu une séance spéciale sur la situation en Syrie. La haut-commissaire aux Droits de l'homme, l'avocate sud-africaine Navi Pillay, a présenté un rapport horrifiant des exactions imputées à l'administration el-Assad, insistant particulièrement sur les viols (Lorsqu'elle présidait le Tribunal pénal international pour le Rwanda, Mme Pillay avait élaboré une jurisprudence assimilant les « viols collectifs » à un « génocide »). Elle a estimé que les désaccords au sein du Conseil de sécurité ont encouragé la répression.

Le gouvernement syrien a annoncé la tenue, le 26 février, d'un référendum portant sur le projet de nouvelle constitution. S'il était adopté, il mettrait fin au leadership du parti Baas et instaurerait un système pluraliste. La Maison-Blanche a qualifié ce projet de « risible ».

Enfin, au Caire, le Grand Imam Ahmed El-Tayeb a appelé à une action forte de la Ligue arabe. Celle-ci a officialisé son intention d'armer l'opposition syrienne.

- Nora Benkorich, chercheuse au Collège de France, publie une tribune libre dans Le Monde. Sans remettre en cause la doxa de la révolte populaire, elle souligne la présence de jihadistes parmi les rebelles et la nécessité pour ces derniers de se démarquer des premiers s'ils veulent conserver le soutien dont ils disposent dans la population.

- Jonathan Littel poursuit son feuilleton sur son séjour en Syrie durant le mois de janvier. Il est publié à la fois dans Le Monde et El Pais. L'auteur est en effet un romancier de langue française, mais vivant à Barcelone. Il est appelé à prendre la relève de Bernard-Henri Lévy avec lequel il a déjà travaillé en Bosnie, en Tchétchénie et en Afghanistan. Chaque épisode est l'occasion de faire passer un message : l'épisode de mercredi explique que l'Armée « syrienne » libre est bien composée de Syriens, mais dispose de peu de moyens et a besoin d'armes étrangères, tandis que l'Armée nationale est en pleine déliquescence ; celui de jeudi explique que les rebelles ne sont pas issus d'une confession particulière et ne sont pas sectaires, mais représentent la diversité de la population.

Les lecteurs du Monde et d'El Pais ne comprennent probablement pas pourquoi Jonathan Littel a choisi d'entrer clandestinement en Syrie, alors que le pays venait d'être ouvert aux journalistes. Les deux quotidiens ont en effet omis d'indiquer que le romancier est ressortissant d'un État en guerre contre la Syrie et qui occupe sa province du Golan.

La narration du romancier ne correspond absolument pas aux témoignages que nous avons recueillis auprès de personnes vivant à Bab Amr. Il revient plusieurs fois sur ses conversations avec le lieutenant Tlass de la brigade Al-Farouk. Or, il est aujourd'hui admis par la presse internationale que cette brigade Al-Farouk est « liée à Al Qaida », ce qui n'en fait pas exactement un promoteur de la liberté de conscience. Surtout, au moment du reportage, le lieutenant Tlass séquestrait des civils iraniens chiites qu'il avait enlevés, ce que Jonathan Littel se garde bien d'évoquer pour ne pas altérer sa description idyllique de citoyens pacifiques, armés en légitime défense, et aspirant au Bien commun.

- Également dans Le Monde, une tribune libre de Jean-Sylvestre Mongrenier présente la crise internationale autour de la Syrie comme une anticipation de la crise autour de l'Iran et invite à relire les positions des grandes puissances dans cette perspective.

- Le Tagesspiegel étudie les réactions des États riverains de la Syrie. La démarche vise à montrer l'impossibilité de contenir une éventuelle guerre conventionnelle à la seule Syrie.

- Le Temps annonce que la Suisse ferme son ambassade à Damas et exhorte ses ressortissants à quitter le pays au plus vite.

- La passionaria pacifiste Marinella Corregia s'indigne dans Il Manifesto de la désinformation à sens unique (c'est-à-dire de la propagande de guerre de l'OTAN). Références à l'appui, elle montre comment le scénario syrien est une narration calquée sur celle de la Libye, sans lien avec la réalité sur le terrain.

- Sir Malcom Rifkin, président du Comité du Renseignement britannique, développe dans The Daily Telegraph la position du Premier ministre David Cameron : il faut augmenter la pression contre la Syrie. C'est également la position des États-Unis, contrairement à la France et à l'Allemagne qui plaident pour une force de paix des Nations Unies. M. Rifkin assure qu'il est possible d'étouffer le régime el-Assad avec des sanctions économiques. L'article s'adresse uniquement aux lecteurs qui ignorent les raisons de la levée des sanctions économiques de la Ligue arabe : la fermeture de la frontière jordanienne provoquerait un effondrement de la Jordanie en quelques jours car celle-ci s'approvisionne presque exclusivement par cette voie, et dépend totalement de l'eau syrienne.

- Le Wall Street Journal révèle que les États-Unis surveillent par satellite les stocks d'armes chimiques syriennes afin que les islamistes ne s'en emparent pas. Il s'agit bien sûr de répondre aux inquiétudes formulées par les Israéliens. Toutefois ces derniers craignent aussi un usage de ces armes chimiques par le gouvernement el-Assad lors d'une guerre de diversion contre eux. Le Jerusalem Post révèle de son côté que Tsahal se prépare à cette éventualité.

- L'Orient-Le Jour se fait l'écho d'une polémique survenue sur le Net depuis la diffusion d'une vidéo du colonel Riad el-Asaad. Le chef de l'armée « syrienne » libre a rasé sa moustache et laissé pousser sa barbe. Est-il islamiste ?

- Gulf News rapport des propos du député libanais Walid Joumblatt. Selon le vice-président de l'International socialiste, c'est le gouvernement el-Assad qui a orchestré les annonces d'Al-Qaida pour discréditer l'Armée « syrienne » libre. Problème : on ne comprend pas bien comment et pourquoi Damas aurait recruté et envoyé Habdelhakim Belhaj organiser l'opposition armée, ni comment et pourquoi il aurait pu manipuler Ayman al-Zawahiri pour appeler à son renversement.

- Un débat oppose Anthony Elghossain à Brian Kappler dans les colonnes de The National. Le premier soutient que le concept de responsabilité de protéger peut être invoqué par des organisations régionales (OTAN, CCG, Ligue arabe) pour intervenir en Syrie. Le second fait observer qu'un tel précédent pourrait aussi être invoqué par la CEI, voire l'OCS dans d'autres situations, ce qui réduirait à néant le droit international.

- The Saudi Gazette rapporte l'appel du Grand Imam Ahmed El-Tayeb de l'université Al-Azhar du Caire à une action forte de la Ligue arabe contre la « machine à tuer de Bachar el-Assad ».

- Dans le China Daily, He Wenping regrette que les Occidentaux utilise leur position dominante dans les médias pour véhiculer leur seule opinion sur la Syrie, étouffer les autres voix du monde, et mener une campagne diffamatoire contre la Russie et la Chine qui ne partagent pas leur point de vue. (Réseau Voltaire 16.02)

4.2- Après avoir entendu le rapport terrifiant de la Haut-commissaire des Droits de l'homme, l'Assemblée générale des Nations Unies a condamné la répression en Syrie par 137 voix pour, 12 voix contre et 17 abstentions.

Après Homs et Hama, l'Armée syrienne reprend le contrôle de Deraa. Les survivants de la Légion wahhabite se regroupent dans le nord du pays. Il n'est pas possible pour le moment de savoir s'ils fuiront vers la Turquie ou s'ils livreront une ultime bataille à Idlib.

Le directeur du Renseignement US, James Clapper a attribué les attentats de Damas et d'Alep à Al-Qaida. Tandis que le directeur de la Defense Intelligence Agency, Ronald Burgess, a déclaré que le régime d'el-Assad ne va pas tomber car il est cohérent et a repris le contrôle des grandes villes qui lui avaient échappées, alors que son opposition est désunie et sans stratégie.

Le vice-ministre des Affaires étrangères chinois, Zhai Jun, entend poursuivre sa médiation. Il est venu à Damas rencontre le président el-Assad après avoir invité des opposants à Beijin.

- Le Monde publie une tribune libre des journalistes suisses Patrick Vallélian et Sid Ahmed Hammouche qui accompagnaient le Français Gilles Jacquier lorsqu'il fut tué. Les auteurs relancent la théorie du complot que les officiels ont abandonnée. C'est surtout l'occasion de provocations.

Concernant le Réseau Voltaire, cette tribune attribue au professeur Boris Dolgov (universitaire russe de référence sur la Syrie que l'association a reçu à Damas et dont Voltairenet.org a publié des textes en russe et en anglais) des propos qui ne sont pas les siens. La chose est d'autant plus curieuse que les auteurs feignent de ne pas le connaître alors qu'ils l'ont rencontré deux fois à Damas et lui ont longuement parlé.

- Michael Jansen poursuit dans The Irish Times sa description des conséquences du conflit sur la population. Aujourd'hui il montre que ce sont les pauvres qui souffrent le plus des « sanctions » occidentales prétendument édictées pour leur venir en aide.

- Anne-Marie Slaughter, l'ancien directrice de la planification politique au département d'Etat US, publie une tribune libre dans The Australian. Elle observe la montée en puissance de la Turquie au cours des dernières années (depuis le clash de Davos et la Flottille de la Liberté) et assure qu'il lui faut maintenant passer des paroles aux actes : Ankara doit soutenir les rebelles syriens, voire attaquer le régime de Damas avec l'aide de l'OTAN. (Réseau Voltaire 17.02)

Social

1- France

Environ 200 sidérurgistes d'ArcelorMittal ont envahi lundi matin les locaux de la direction d'ArcelorMittal à Florange (Moselle), avec l'intention de s'y maintenir tant que l'entreprise n'aura pas annoncé le redémarrage des deux hauts-fourneaux, a constaté Reuters.

Les salariés, qui avaient annoncé en fin de semaine dernière leur intention de passer à l'action, ont trouvé les locaux vides et se sont installés dans la salle de réunion jusqu'à nouvel ordre.

L'intersyndicale d'ArcelorMittal, qui réunit la CFDT, la CGT, Force ouvrière et la CFE-CGC, veulent forcer la main de la direction mais également interpeller le personnel politique sur l'avenir du dernier site lorrain de la "*filière liquide*".

Leur coup de colère fait suite à l'annonce, mardi dernier, que les deux hauts-fourneaux, arrêtés, l'un depuis juillet, l'autre depuis octobre 2011, ne redémarreraient pas au deuxième trimestre.

Un comité central d'entreprise doit officialiser l'information jeudi à Paris.

Les mesures de chômage partiel, qui touchent la moitié des 5.000 salariés, dont 3.000 en CDI, doivent être prolongées.

Alors que la direction dit attendre une meilleure conjoncture pour redémarrer les hauts-fourneaux, les syndicats craignent que leur arrêt prolongé ne soit que le prélude à un démantèlement du site. (Reuters 20.02)

2- Espagne

Des incidents ont éclaté lundi à Valence, dans l'est de l'Espagne, où la police est intervenue à coups de matraques lors d'une manifestation de jeunes qui protestaient contre les restrictions budgétaires dans l'éducation, selon des journalistes sur place.

Plusieurs personnes ont été interpellées lorsque les policiers en tenue anti-émeutes, casqués, ont repoussé les manifestants, parfois très brutalement, les poursuivant dans les rues voisines.

Plusieurs centaines de jeunes, répondant à des appels lancés sur des réseaux sociaux, s'étaient rassemblés devant l'institut Lluis Vives, un collège de la ville, pour protester contre les problèmes de liquidités qui ont privé de chauffage ces dernières semaines plusieurs écoles de la région, le gouvernement régional n'ayant pas réglé les factures auprès des fournisseurs.

Les premiers incidents ont éclaté dans l'après-midi entre les manifestants et les policiers qui protégeaient les lieux.

Puis les heurts se sont propagés aux rues alentour, les policiers faisant usage de leurs matraques, certains manifestants étant plaqués ou traînés au sol.

Selon le quotidien El Pais, la police a fait usage de balles en caoutchouc. Des photos montraient des manifestants le visage en sang.

Les heurts se sont poursuivis une partie de la soirée dans les rues du centre de Valence, où étaient positionnées des dizaines de fourgons de police.

Le chef de la police régionale, Antonio Moreno, a affirmé que la police avait eu recours à une "*force physique proportionnée*". "*Une agressivité accrue exige une réponse proportionnée*", a-t-il ajouté à la radio nationale.

Un porte-parole de la police a expliqué que les forces de l'ordre étaient intervenues parce que des manifestants "*ont eu une attitude agressive*".

"*Il y a eu des arrestations, nous ne savons pas encore combien*", a-t-il ajouté tandis que les médias chiffraient le nombre de personnes arrêtées entre 14 et 21.

De fréquentes manifestations sont organisées depuis quelques semaines à Valence, la région la plus endettée d'Espagne, où les autorités ont annoncé début janvier un plan de rigueur incluant des augmentations d'impôts et des coupes dans les dépenses de santé et dans le secteur de l'éducation pour un montant de plus d'un milliard d'euros.

Des incidents ont déjà opposé policiers et jeunes manifestants la semaine dernière dans la ville. (AFP 20.02)

Economie

1- Thaïlande

Le Produit intérieur brut (PIB) a accusé une baisse de 10,7% entre le troisième et le quatrième trimestre, selon le Bureau de l'économie nationale et du développement social (NESDB).

Et alors que le continent conserve des rythmes de croissance plutôt enviable à l'échelle mondiale, la Thaïlande n'affiche plus qu'une croissance de 0,1%, bien en deçà de celle de 2010 (+7,8%) et des espoirs du gouvernement.

Une chute sans équivalent, même pendant la crise asiatique des années 1997-98, qui n'avait provoqué que des baisses de 4 à 5%, quoique sur une période plus longue.

"*C'est une chute inattendue provoquée principalement par le secteur industriel*", a précisé Apichai Thamsermsukh, un responsable de l'agence gouvernementale.

Les inondations, les plus importantes depuis un demi-siècle, s'étaient étendues dans 65 provinces sur 77, submergeant

notamment une vaste plaine au Nord de Bangkok. Les autorités avaient cependant réussi à éviter que le centre-ville commercial et touristique de la capitale ne soit noyé.

Sept zones industrielles majeures avaient été en revanche englouties. Au total, plus de 800 personnes avaient été tuées et quelque 13 millions de personnes touchées.

Les dégâts se sont chiffrés en milliards de dollars, et les chaînes mondiales d'approvisionnement ont été sérieusement perturbées dans des secteurs comme l'automobile, notamment au Japon, et l'informatique.

"*La contraction est seulement temporaire*", a jugé Usara Wilaipich, économiste pour la banque Standard Chartered. "*Il y aura une reprise cette année, portée par la demande intérieure et la production industrielle, qui remontent*".

Mais la dynamique n'en est pas moins lente. L'appareil productif a souffert et le niveau des exportations prendra du temps pour revenir à la normale dans un contexte mondial très incertain.

"*Les producteurs de semi-conducteurs doivent importer et installer de nouvelles machines pour remplacer celles qui ont été endommagées dans les inondations. Je pense que leurs opérations reprendront au troisième trimestre*", a ajouté Usara.

Le gouvernement multiplie pour sa part les déclarations optimistes pour l'année 2012, affirmant pouvoir dépasser les 5% de croissance. (AFP 20.02)

2- Japon

Le Japon a enregistré en janvier un déficit commercial record avec la Chine, pénalisé par une baisse d'un cinquième de ses exportations vers la République populaire, accréditant l'hypothèse d'un ralentissement économique chinois.

Avec une chute de 20,1% des exportations vers la Chine en rythme annuel, le Japon paye en outre les conséquences de la vigueur de sa monnaie, dans un contexte de ralentissement mondial, alors que le pays ne s'est pas encore remis des conséquences du séisme et du tsunami de mars 2011.

En valeur, le déficit commercial avec la Chine est ressorti à 587,9 milliards de yens (5,6 milliards d'euros), montrent les données communiquées lundi par le ministère des Finances. (Reuters 20.02)

Haut de page

Le 22 février

CAUSERIE

Keynes... le sauveur du capitalisme.

Le milliardaire américain George Soros affirme que "*la chancelière allemande Angela Merkel mène l'Europe dans la mauvaise direction*". Il craint une répétition des erreurs de la crise de 1929, dans un entretien publié dimanche sur le site internet du magazine *Der Spiegel*.

"*J'admire la chancelière Merkel pour sa capacité de leadership. Mais malheureusement, elle mène l'Europe dans la mauvaise direction*", a déclaré le financier et philantrophe à l'hebdomadaire basé à Hambourg.

Soros préconise de "*ranimer la conjoncture dans les Etats européens en crise par l'injection d'argent plutôt que de forcer les gouvernements à réaliser des économies*". "*Sinon nous répétons les erreurs qui ont plongé l'Amérique de 1929 dans la grande dépression. C'est ce qu'Angela Merkel ne comprend pas*", affirme-t-il.

Face à la crise de 1929 aux Etats-Unis le président Franklin Roosevelt avait lancé en 1933 le "*New Deal*", une politique inspirée par l'économiste britannique John Keynes, marquée par une réforme du système bancaire et le lancement de grands travaux pour relancer l'économie américaine déprimée. (lefigaro.fr 12.02)

Commentaire d' internautes.

1- "L'économie européenne est ouverte sur le monde contrairement à celle des US en 1929, et dans ces conditions, le keynésianisme ne peut pas marcher ! L'argent injecté fuirait immédiatement à l'étranger..."

2- "Ce que Mr Soros oublie de dire c'est que le new deal n'a pas amené les résultats attendus et que la 2eme guerre mondiale a été la solution qui a permis aux USA de relancer leur économie et dominer le monde pendant plus de 50 ans... Par ailleurs injecter de l'argent c'est une excellent idée. Mais quel argent ? Du dollar, devise d'un pays en décomposition sociale avancée et en état de faillite irrémédiable ? en Euro, devise d'un conglomérat de pays ne s'entendant pas, avec un risque d'explosion à très court terme et des pays en faillite pour la plupart ? Mr Soros a fait sa fortune à une époque où tout était facile. Le monde a changé, pas Mr Soros."

Et il n'est pas le seul, y compris dans nos rangs... C'est fou le nombre de cadres, responsables ou dirigeants du mouvement ouvrier qui veulent sauver le capitalisme en prétendant soulager les souffrances de la classe ouvrière. C'est à se demander s'ils n'y sont pas eux-mêmes intéressés, consciemment ou non.

Les chiffres truqués du chômage en France et en Allemagne.

Une responsable de l'Arbeitsagentur d'Hambourg (Pôle-emploi allemand) souhaitant garder l'anonymat, ne cache pas sa colère. « *Qu'on arrête de parler de miracle économique. Aujourd'hui, le gouvernement répète que nous sommes aux alentours de 3 millions de chômeurs, ce qui serait effectivement historique. La réalité est toute autre, 6 millions de personnes touchent Hartz IV,...* »

Récemment la polémique a été relancée après que le quotidien Die Welt a rapporté, dans son édition du 27 septembre, que les chiffres du chômage des seniors sont « *truqués* ». D'après le journal conservateur, un chômeur de plus de 58 ans sur deux n'est plus répertorié dans les chiffres de la Bundesagentur für Arbeit (Agence fédérale du travail).

« *Les 4,9 millions d'adultes sont en fait des chômeurs, des quasi-chômeurs — qui travaillent moins de 15 heures par semaine — ou des précaires. Les plus touchés sont les familles monoparentales et les seniors* », souligne Brigite Lestrade, auteur d'une étude sur les réformes Hartz IV (Cerfa, Juin 2010).

Depuis 1970, le changement des mœurs a considérablement accru la participation des femmes à l'emploi en France.
Nous travaillerons donc sur le taux d'activité des hommes pour ne pas biaiser l'étude. Nous avons aussi enlevé les jeunes hommes de 15 à 24 ans touchés par le chômage — mais qui étudient plus longtemps maintenant — afin d'éliminer un biais statistique et les plus de 60 ans à cause des changements de système de retraite.

De 1975 à 2009, le taux d'activité des hommes de 24 à 60 ans est donc passé de 77,1 à 64,6 %. Le taux de chômage de 2009 peut être indirectement évalué comme le taux de chômage de 1975 +12.5% en supposant qu'un homme entre 24 et 60 ans souhaite autant travailler en 2009 qu'en 1975.

Comme le taux de chômage était de 3% en 1975, on trouve un taux de chômage estimé de 15.5% chez les hommes. (marianne2.fr 13.02) (lire l'article en entier [dossier social] avec de nombreux graphiques : *Chômage : les chiffres sont truqués en Allemagne comme en France.*

Les subprimes à l'Irlandaise.

Irish home loans in arrears for more than 90 days rose to 9.2 percent at the end of last year from 8.1 percent at the end of the third quarter, according to the country's central bank.

A total of 107,708 home mortgages, or 14 percent of the total, were either 90 days in arrears or had been restructured and were performing at the end of December, the central bank said in an e-mailed statement today. (www.bloomberg.com 17.02)

9,2% des personnes ayant emprunté pour acheter leur habitation ont des retards de paiement de plus de 90 jours, selon la banque centrale. Sur un total de 107 708 prêts, 14% des emprunts immobiliers dans la même situation avaient déjà fait l'objet d'une restructuration fin décembre 2011.

Mécanisme Européen de Stabilité (MES)

Pour tout savoir sur le Mécanisme Européen de Stabilité (MES) adopté hier par l'Assemblée nationale, consultez la rubrique qui y est consacrée dans la page économie du site. J'ai également mis en ligne aujourd'hui un article sur cette question dans la page d'accueil du site.

Mélenchon l'illusionniste doublé d'un mystificateur.

Dans une lettre adressée aux parlementaires de gauche, Jean-Luc Mélenchon dénonce un mécanisme qui "*vise à étendre*

les méthodes absurdes appliquées à la Grèce à tous les États qui auraient à l'avenir besoin d'une assistance financière".

"*La gauche ne pourra pas rompre avec l'austérité et mener une politique de relance de l'activité si ces deux traités européens sont appliqués*", écrit le président du Parti de gauche. (Reuters 21.02)

Notons au passage qu'une nouvelle fois Mélenchon se place lui-même dans le même panier de crabes que le PS qu'il appelle "*la gauche*", s'il y tient !

Il voudrait nous faire croire que le PS pourrait "*rompre avec l'austérité*", alors que sans rompre avec le capitalisme, le PS en sera le docile ou zélé serviteur et poursuivra la politique de Sarkozy, Mélenchon remplissant le rôle de l'idiot utile ou du rabatteur.

A propos de l'accord intervenu hier à Bruxelles sur la dette grecque, lire la causerie d'hier et les précédentes.

On ne va pas passer son temps à toujours évoquer les mêmes sujets.

Isolés mais pas seuls à faire la même analyse.

Il y a quelques jours jai découvert un portail qui devrait vous intéressez si vous ne le connaissiez pas déjà : http://www.matierevolution.fr. J'y ai glané quelques articles que j'ai mis en ligne au format pdf (Acrobat Reader). J'ai laissé les coordonnées du site à son auteur pour que nous puissions éventuellement prendre contact et correspondre. Par contre, je n'ai pas réussi à trouver celles de Robert Bibeau (Canada) dont j'ai mis un article en ligne ces derniers jours *Mystérieuse apathie des peuples mortifiés !* (mondialisation.ca), dont je partage le contenu.

Sans nous consulter, nous arrivons aux mêmes conclusions, en tout cas pour ce que j'ai lu de ces deux auteurs. Par ces temps difficiles, si on a à l'esprit une vision globale du monde avec toutes ses souffrances, le ciel qui va s'assombrir sur l'Europe placé sous le joug du talon de fer de la finance et du profit en général, on a besoin de se ressourcer. Je vous propose ou plutôt Robert Paris nous propose une cure de jouvance, un élixir régénérateur, mieux qu'un mirage, qu'une prophétie ou que la pierre philosophale, on se retrouve plongé dans le Paris révolutionnaire de 1871, beaucoup de photos, portraits, peintures et citations aussi, l'utopie est devenue réalité, les opprimés se libèrent.

Le fait que nous soyons si nombreux à travers le monde et depuis des générations à partager les mêmes idées et le même idéal, à avoir la foi dans nos idées comme dira Marx, suffit à légitimer le socialisme. 163 ans ont passé depuis la parution du *Manifeste du Parti communiste* par Marx et Engels, le temps d'un long mûrissement qui tend à s'éterniser ou n'en finit pas, au point que le pourrissement du capitalisme pourrait saper les bases du socialisme sous le feu et le fer de la barbarie si nous ne prenons pas le pouvoir.

Si la révolution éclate en Grèce ou en Espagne ou encore au Portugal, il faudra la soutenir de toutes nos forces, rassembler nos énergies et pourquoi pas en profiter pour fonder l'Internationale qui nous permettra d'unir nos forces pour vaincre notre ennemi commun, le capitalisme et ses représentants à l'échelle mondiale, il n'y a rien de plus internationaliste que le socialisme qui fait sauter les barrières entre les peuples, pour qu'ils vivent en paix et en harmonie, partageant le même bien commun. Le meilleur moyen d'aider nos frères grecs ou espagnols à vaincre consistera à nous débarrasser de la monarchie républicaine dans notre propre pays, la Ve République, notre objectif doit être la chute du régime, réplique politique et décadente de la faillite sociale du capitalisme.

Il ne doit y avoir aucune hésitation à avancer des revendications sociales totalement insupportables pour les capitalistes : des hausses de salaires de 30 à 50%, le smic et la retraite minimum à 1 700 euros nets, la gratuité de la scolarité et de la santé, la division des loyers par deux ou par trois, le blocage des loyers et des prix, l'expropriation sans indemnité des capitalistes, des actionnaires des grandes entreprises, des banques et de tous les organismes financiers, les agences de notation doivent être déclarées hors la loi ainsi que la Bourse, la Constitution doit être abolie, donc la totalité des institutions de l'Etat des privilégiés perderont ainsi toute légitimité, toute justification (ou cadre) légale ou juridique leur sera devenue impossible, elles appartiendront dorénavant à l'Ancien Régime, elles retrouveront leur place, du perchoir à la niche ! il faut leur retirer le pouvoir comme en 1871...

Après cette causerie pour vous mettre en bouche, le document (69 pages) de Robert Paris sur la Commune de Paris. "*En 1871, à Paris, le premier pouvoir aux travailleurs a montré que le prolétariat était une classe opprimée capable de bâtir une autre société.*

- Images et documents de la Commune de Paris (1871)

Et parmi les citations, en hommage à la Commune retenons ce passage de F. Engels :

« *Le philistin social-démocrate a une fois de plus été envahi par une terrible frayeur à la prononciation des mots dictature*

du prolétariat. Eh bien, messieurs, voulez-vous savoir à quoi ressemble cette dictature ? Regardez la Commune de Paris, c'était cela la dictature du prolétariat. »

Notre ennemi nous promet toujours et encore de la sueur, des larmes et du sang, notre vengeance sera à la hauteur des souffrances qu'il aura fait subir pendant tant de longues années au prolétariat, nous lui épargnerons les deux premiers quand nous prendrons le pouvoir en mémoire de tous nos martyrs...

Actualité en titres

Notre ennemi.

- Pour Fillon, l'UMP est "*le parti de l'ordre*" - LePoint.fr

En famille

- Mélenchon estime que Hollande "*ne comprend rien*" au rapport de forces - AFP

Infréquentable. Choisir son camp.

- Le PS du Pas-de-Calais de nouveau sur la sellette - Reuters

- Un juge marseillais veut élargir l'enquête visant Guérini … - LeMonde.fr

- Affaire du Carlton de Lille: Strauss-Kahn va passer la nuit en garde à vue - AFP

- Le maire PS de Strasbourg cité dans une enquête - LeFigaro.fr

- L'UMP accuse Hollande d'avoir couvert "*des affaires de fric et de sexe*"- L'Express.fr

En voilà qui savent de quoi ils parlent.

- DSK à Pupponi : les journalistes, '*c'est vraiment des pourris, tous*' - LeMonde.fr

- Marine Le Pen : il n'y a "*plus de fonctionnement démocratique*" - LePoint.fr

INFOS EN BREF

Politique

1- France

Il semblerait que Nicolas Sarkozy spamme des e-mails légalement. Ce n'est pas la première fois que le chef de l'Etat use de telles pratiques "*frauduleuses*". Déjà en 2005, Nicolas Sarkozy, alors président de l'UMP, avait lancé une vaste campagne d'e-mails non sollicités à partir d'un fichier acheté. Or, les 2 millions de Français ayant reçu cet e-mail n'avait jamais accepté de souscrire à des e-mails politiques de l'UMP.

Rebelote fin janvier et mi-février où Nicolas Sarkozy a de nouveau envoyé des e-mails marketing en utilisant selon ZDnet la base de données de la société Yespleez qui se targue d'avoir 30% des e-mails français. La société dont le slogan est "*je choisis ce que je reçois*" semble avoir une politique allant à l'encontre de son slogan...En plus d'être potentiellement illégale, cette technique de mass-mailing risque d'être contre-productive. Les personnes ayant reçu cet e-mail n'ont jamais été prévenu semble-t-il qu'ils allaient recevoir de la propagande politique.

Dans ceux qui recevront cet e-mail, je vois trois catégories. La première, et la plus importante, ne verra jamais cet e-mail car il sera détecté comme spam par les boites aux lettres numériques. La deuxième s'insurgera par e-mail, sur les réseaux sociaux, au bistrot qu'ils se sont fait spammer par Jean-François Copé et Nicolas Sarkozy. Ils se désabonneront et seront donc listés par l'UMP en tant que gauchistes. Ils se feront plaisir en jetant Nicolas Sarkozy à la poubelle. Voire ils porteront plainte auprès de la Cnil. En effet, l'utilisation frauduleuse d'envoi d'e-mail peut coûter cher : jusqu'à 5 ans de prison et 300 000 € d'amende. En 2005, il n'y avait pas eu de condamnation. Et enfin, la troisième catégorie des personnes est déjà convaincue Nicolas Sarkozy. (lexpress.fr 21.02)

2-Portugal

L'opposition portugaise de gauche a plaidé mardi pour un allongement du plan d'aide accordé au Portugal par l'UE et le FMI, en échange d'un programme d'austérité, lors d'une réunion avec les représentants des créanciers du pays.

Pour leur part, les députés de la droite au pouvoir ont indiqué à l'issue de la réunion que les bailleurs de fonds avaient souligné les résultats positifs déjà obtenus par ce programme de rigueur.

"*Nous avons dit à la Troïka (Union européenne, Fonds monétaire international et Banque centrale européenne) ... que nous devons avoir plus de temps pour respecter les objectifs fixés*", a déclaré à la presse le député socialiste Pedro Marques, qui a participé à la réunion avec les représentants des créanciers.

"*Le Portugal est engagé, et le Parti socialiste l'a redit de manière claire, à respecter le programme, mais pour cela nous devons disposer du temps nécessaire pour faire les choses et non appliquer une logique de surdose d'austérité*", a-t-il ajouté. (AFP 21.02)

Encore un parti ouvrier qui s'ignore. Austérité : il en redemande !

3- Russie

La Russie ne participera pas à la conférence internationale sur la crise en Syrie ce vendredi en Tunisie, a indiqué mardi le ministère russe des Affaires étrangères dans un communiqué.

«*Nous n'avons été informés ni de la composition de ses participants ni de son ordre du jour. Mais ce qui est le plus important, l'objectif réel de cette initiative n'est pas clair [...]. Compte tenu de ces circonstances, nous ne voyons pas de possibilité de participer à la conférence de Tunis*», a déclaré le porte-parole du ministère, Alexandre Loukachevitch, cité dans le communiqué.

Moscou a «*l'impression qu'il s'agit de former une coalition internationale [...] afin de soutenir une partie d'un conflit intérieur contre l'autre*», a-t-il dit.

Ainsi, affirme-t-il, «*on a invité en Tunisie des groupes séparés d'opposition, alors que des représentants du gouvernement syrien n'ont pas été invités*».

«*Cela veut dire que les intérêts d'une grande partie de la population de la Syrie, qui soutient les autorités, ne seront pas représentés*», poursuit-il.

«*Dans ce cas, il est peu probable que cette conférence puisse aider à commencer un dialogue national syrien visant à trouver des solutions pour surmonter la crise intérieure*», estime M. Loukachevitch. (liberation.fr 21.02)

Economie

Chine

Le constructeur automobile chinois Great Wall Motor a inauguré mardi en Bulgarie sa première usine d'assemblage en Europe, se tournant ainsi vers le marché européen, a annoncé sa présidente Wang Feng Ying à Bahovitsa, dans le nord de la Bulgarie.

"*Il est d'une importance stratégique pour nous d'entrer sur le marché de l'Union européenne. La Bulgarie est devenue notre base de production de voitures en Europe*", a déclaré Wang Feng Ying, lors d'une cérémonie à Bahovitsa, près de Lovetch, en présence du Premier ministre conservateur bulgare, Boïko Borissov.

Dans un premier temps, Great Wall Motor compte vendre ses véhicules en Bulgarie et dans les pays voisins. "*Nous estimons que dans 3 à 5 ans, nous aurons une variété de modèles produits ici, et que ces voitures seront vendues dans tous les pays européens*", a ajouté Mme Wang, évoquant "les prix raisonnables" parmi les atouts de sa société.

L'usine, qui tourne à l'essai depuis la mi-novembre, est prête à commencer la commercialisation de deux modèles de la marque Great Wall Motor assemblés localement: la citadine Voleex C10 et le pick-up Steed 5, dont les prix vont de 8.200 à 12.800 euros.

Elle emploie dans un premier temps 150 ouvriers, qui peuvent produire 4.000 automobiles par an en assemblant des pièces importées de Chine. Avec l'accès à de nouveaux marchés, Great Wall Motor envisage une expansion à 50.000 véhicules produits par an et 2.000 ouvriers, selon Mme Wang.

Litex Motors envisage de construire des unités de soudure et de peinture, qui doivent commencer à fonctionner dans les prochaines années. Des discussions avec des sous-traitants sont en cours en vue de produire, à long terme, certaines pièces détachées en Bulgarie. (AFP 21.02)

Haut de page

Le 23 février

CAUSERIE

Parole d'un briseur de grève (SNCF)

"*Si on veut que le monde du travail se réintéresse au fait politique, les militants syndicaux sont des interlocuteurs de choix*", ajoute Didier Le Reste (CGT). (lemonde.fr 22.02)

Si les travailleurs se sont détournés de la politique, c'est justement parce que les syndicats sont subordonnés au capitalisme et leurs dirigeants, dont Didier Le Reste, collaborent ouvertement au maintien du régime en place. Qu'il ait reçu un bon accueil de la part de Mélenchon n'a rien d'étonnant, ils partagent le même fond de commerce.

Annulation, non "***échange***"... garantie par les Etats, s'il vous plaît !

Le Premier ministre, Lucas Papadémos, a dit que la Grèce devrait avoir achevé l'échange de dette prévu dans le cadre de son plan de sauvetage de 130 milliards d'euros autour du 10 mars au plus tard. La conclusion de cet échange de dette fournira des fonds dont la Grèce a cruellement besoin. (Reuters 22.02)

Trop tard à la soupe l'avant-garde ! Quand le POI se pose en porte-parole des députés "***quels qu'ils soient***", y compris de l'UMP et du MoDem.

Dès le mois de février 2011, il y a donc un peu plus d'un an, suite à la lecture d'un article de l'agence Reuters consacré au Mécanisme européen de stabilité (MES) , en en comprenant immédiatement l'enjeu, j'ai créé un sous-chapitre dans la rubrique économie consacré à cet organisme totalitaire.

Pour rappel dans les infos en bref du 15 février 2011 :

- Zone euro.

Les ministres des Finances de la zone euro se sont mis d'accord lundi pour que la capacité effective de prêt du futur Mécanisme européen de stabilité (MES) soit de 500 milliards d'euros, a annoncé le président de l'Eurogroupe, Jean-Claude Juncker. Les deux responsables ont ensuite dit que les négociations se poursuivraient entre responsables européens sur les différentes options visant à relever la capacité effective de prêt du FESF(Fonds européen de stabilité financière), sur la manière de rendre le fonds plus flexible ainsi que sur l'architecture future du MES. (Reuters 14.02)

Qu'on ne vienne pas nous dire ensuite que c'est l'UE qui, le FMI qui, ce sont bien les ministres des Finances des différents gouvernements qui ont pris cette décision en accord évidemment avec leurs chefs d'Etat, il suffit de savoir lire !

Les dirigeants du POI sont apparemment longs à la détente...

Depuis, j'ai mis en ligne 11 articles de sources diverses sur le MES pour que les militants en comprennent le fonctionnement et la portée.

Rappel utile des étapes intervenues avant le vote hier des députés en faveur du MES, quand on voit aujourd'hui le POI se réveiller ou découvrir soudain le MES.

- Le 11 mars 2011, lors du sommet européen de la zone euro, les représentants des États ont trouvé un accord pour signer le traité séparé visant à doter ce mécanisme d'une capacité d'intervention de 500 milliards d'euro.

- Le 25 mars 2011, le Parlement européen approuva l'amendement de l'article 136 du TFUE

- Le 20 juin 2011 les Parlements nationaux autorisaient, que les tâches du traité du MES seraient effectuées par l'UE et la Banque Centrale Européenne.

- Le 24 juin 2011 : signature de l'accord « Contrat BANQUE-MES » sur la création et installation d'une Institution que nous appellerons ici, n'ayant pas accès à une version française du contrat, et pour éviter la confusion avec des termes déjà existants, la « BANQUE-MES ».

- Le 11 juillet 2011, le Traité établissant le Mécanisme européen de stabilité a été signé par les représentants des États membres de l'Union. (www.luttedeclasse.org/doceco1.htm)

- Le 2 février a été signé, à Bruxelles, un traité européen « instituant le Mécanisme européen de stabilité » (MES)

Pour enfoncer le clou, il était prévu que le MES soit ratifié par les Parlements nationaux avant la date butoir du 31 décembre 2011.

Vous aurez compris que s'il avait dû y avoir une campagne pour informer les travailleurs sur ce coup d'Etat des banquiers, plus que pour les mobiliser, puisqu'aucun parti ouvrier n'en a la capacité ni la volonté, et certainement pas le POI avec ses 7 ou 8 000 adhérents, il aurait fallu s'y prendre dès le mois de mars 2011 et non une semaine avant que le MES soit soumis au vote des députés.

J'ai consulté les numéros d'*Informations ouvrières* du 31 mars 2011 au 22 février 2012.

En dehors d'un entrefilet dans un article du n°142 de la semaine du 31 mars au 6 avril 2011, deux références en coup de vent pages 4 et 8 du n°187 de la semaine du 16 au 22 février, absolument rien, pour le POI, le MES n'existait pour ainsi dire pas !

Les dirigeants du POI font feu de tout bois, en page 4 (IO n°188) ils osent reproduite "*la lettre (anonyme, sic !) d'un militant de la CGT*" qui écrit "*Pourquoi la Confédération ne dit-elle pas un mot du MES qui passe ce mardi à l'Assemblée nationale, alors que ce traité du MES et celui qui doit être signé le 1ermars sont totalement liés ?*", alors que le POI a soigneusement gardé le silence sur le MES pendant 11 mois !

Et les voilà qui appellent à la dernière minute à se rassembler à l'abord de l'Assemblée nationale le jour du vote des députés, le 21 février 2012, quelle bande de charlatans ! Il faut bien que les dirigeants du POI donnent un os à ronger à leurs militants atteints de pétitionite aiguë, désolé pour nos camarades du POI, ils comprendront qu'il faut bien appeler les choses par leurs noms.

Exiger le retrait de la contre-réforme des retraites a foiré, ce qui était prévisible à défaut de chasser Sarkozy, interdire les licenciements a fait un flop retentissant, laissant les militants et travailleurs "*perplexes*" (de l'aveu même de militants du POI), on l'aurait été à moins, idem sur toutes les questions qui ont fait l'objet de pétitions de la part du POI, je vous passe la Sécu, l'Afghanistan et l'Irak ou les pétitions ont carrément fini à la poubelle. L'essentiel étant de faire croire que tout serait possible alors que les conditions ne le permettaient manifestement pas, nourrissant ainsi les illusions des uns et des autres jusqu'au désespoir. Bon, il faut bien s'occuper, avoir l'impression d'exister à défaut de construire le parti dont nous avons besoin pour renverser le régime.

Informations ouvrières titre en couverture : "*Votez non au traité européen !*". Questions : Mais à qui s'adressent-ils ? Au PS dont le candidat vient de faire allégeance à la finance ? Pour le faire passer pour quoi, un parti ouvrier ? En dehors d'une vingtaine de députés du PS qui ont voté contre avant-hier, l'immense majorité d'entre eux se sont abstenus. Le texte doit maintenant passer au Sénat où le PS et ses satellites sont majoritaires. Ils peuvent le rejeter, cela n'empêchera pas son adoption définitive car " *en cas de désaccord l'Assemblée aura le dernier mot*" (Reuters 21.02), il en va ainsi du fonctionnement des institutions de la Ve République, ce dont les dirigeants du POI n'ignorent pas. Alors quel est l'objectif politique de cette campagne ? Légitimer le PS et les institutions, soutenir le régime. Comment ?

D. Gluckstein écrit dans son éditorial : "*On ne peut qu'être stupéfaits de constater qu'il se trouve des parlementaires, quels qu'ils soient, pour appuyer la mise en place de ce MES.*", vous avez bien lu, le "*quels qu'ils soient*" s'adresse également aux députés du parti de l'ordre, incroyable ! Il ajoute "*Honte au député (UMP) Plagnol qui, rapportant sur ce traité le 14 février devant la commission des affaires étrangères, ose se féliciter de ce que les commissions du Parlement français recevront « une information (…) chaque fois qu'une décision engageant les finances de l'Etat serait prise par le conseil des gouverneurs » ! Peut-on imaginer abdication plus servile de toute forme de souveraineté ?*". Il récidive sur le même registre ensuite avec un député du PS.

Le POI avait déjà revendiqué la défense de la "*souveraineté nationale*" si vous vous souvenez, voilà qu'il s'en remet au parti de l'ordre et son supplétif social-libéral pour accomplir cette tâche !

En bon gardien de la démocratie bourgeoise D. Gluckstein pète un plomb : "*Aucun député, aucun sénateur ne peut prétendre parler au nom de la démocratie s'il ne vote pas contre le MES (et contre le traité TSCG que les chefs d'Etat doivent signer le 1er mars)*",

car voyez-vous tout ce beau monde serait autrement légitime pour parler au nom de la démocratie, comme preuve de soumission aux institutions de la Ve République on ne pouvait difficilement envisager une preuve aussi flagrante.

Et comment va s'articuler la campagne du POI contre le MES ? Comme d'habitude, elle a essentiellement pour fonction d'épargner les institutions en désignant aux travailleurs et militants un autre coupable, l'UE, la BCE, la Commission européenne, le FMI.

Et pour mobiliser les troupes, il faut leur foutre la trouille, ce n'est rien de moins qu'une question de "*vie ou de mort*", c'est écrit dans la note qui figure en bas de l'éditorial de D. Gluckstein : "*Demain, avec le MES, plus besoin de tractations : le conseil des gouverneurs aura droit de vie et de mort sur tous les peuples !*". Bon, O. K., on est mort, nous voilà bien avancé ! A quoi bon nous battre alors !

Alors comment s'y prend le POI pour détourner les militants et les travailleurs des institutions ? En juxtaposant deux propositions identiques dont la seconde est introduite par une restriction "*même si*", dans le but de minimiser ou de faire oublier aux lecteurs de quelle manière s'enchaînent les faits, le rapport réel qui existe entre d'une part le FMI, la BCE et la Commission européenne et d'autre part le représentant du gouvernement au sein du conseil des gouverneurs du MES. Lisez attentivement le passage suivant, vous comprendrez immédiatement que le MES n'existerait pas sans l'aval des chefs d'Etat, exactement comme avec tous les traités de l'UE.

Page 3, on peut lire : "*Le FMI (dirigé de fait par le gouvernement américain, qui y dispose du plus grand nombre de parts), la Banque centrale européenne, la Commission européenne seront donc les véritables maîtres du fonctionnement du MES, au compte du capital financier, **même si** le conseil des gouverneurs et le conseil d'administration du MES seront composés de membres désignés par les gouvernements.*" (le passage souligné par mes soins)

Vous avez deux affirmations dont l'une l'emporte sur l'autre, mieux dont l'une est fausse et l'autre correcte. Le FMI, la BCE et la CE seront les "*véritables maîtres*", c'est l'affirmation erronée, car seulement et seulement si les gouvernements désignent les membres qui participeront au conseil d'administration du MES, c'est l'affirmation juste, dans le cas contraire point de MES, tout l'édifice s'écroule, voilà ce que le POI cautionne par une vulgaire manipulation.

Mais encore ? Sur le plan pratique, c'est simple, une fois le décors planté le reste est une formalité, un mot d'ordre rodé depuis des années, page 2 : "*...dire : « BCE, Union européenne, FMI dehors ! » ?*" comme en Grèce précise Marie Stagliano, au lieu d'axer le combat contre le gouvernement, contre le Parlement, contre les institutions, bref, contre l'Etat des capitalistes qui vont profiter de la mise en oeuvre du MES et la boucle est bouclée.

Il y a pire encore.

Si vous avez lu les derniers articles mis en ligne dans le site ou les infos en bref qui relataient les derniers développements de la situation politique en Grèce, vous avez pu constater que les masses grecques s'en prenaient dorénavant violemment au gouvernement et à tous les partis qui participent au Parlement, vous avez pris connaissance des derniers sondages qui donnaient entre 42 et 45% des intentions de votes aux élections législatives qui auront lieu en principe au mois d'avril aux formations politiques dites d'extrême gauche, tandis que le PASOK et le LAOS (extrême droite) étaient laminés, respectivement 8 et 5%, donc la campagne du POI au lieu d'écouter le prolétariat grec, de s'inspirer de la radicalisation des masses, au lieu de s'inspirer du profond mouvement qui porte les masses contre les institutions, à poser directement la question de l'Etat à terme dans le meilleur des cas, au lieu de les soutenir, il s'en détourne, leur donne un coup de poignard dans le dos en les renvoyant dans les bras de la troïka et des partis qui soutiennent sa politique réactionnaire, sachant que c'est seulement en posant la question de l'Etat et du gouvernement ouvrier révolutionnaire qu'il sera possible aux travailleurs grecs de rompre avec la troïka et de trouver la voie de leur émancipation, du socialisme, de mettre en oeuvre une politique conforme à leurs intérêts.

Aider les travailleurs à démêler l'imbroglio créé autour de l'UE et l'Etat, tel est notre devoir au lieu de l'embrouiller comme le fait le POI. La souveraineté de la nation, on ne peut la considérer que dans une société délivrée du cycle infernal de l'exploitation et de l'oppression s'étendant à l'humanité toute entière, autrement à notre époque, c'est l'argent, le profit qui est souverain, ce qui de notre point de vue est indéfendable.

On ferait mieux d'aider les travailleurs à conquérir leur souveraineté sur les rapports sociaux auxquels ils sont soumis, leur indépendance de la classe des capitalistes. Défendre tous nos acquis, mais dans cette perspective politique. Si on doit créer de nouvelles institutions, pourquoi ne pas s'y mettre dès maintenant, préparer des décrets, des textes législatifs, rédiger une nouvelle Constitution, se préparer à une situation de double pouvoir avant d'engager le combat final et vaincre notre ennemi.

La notion de victoire est importante, elle concrétise une théorie, des rapports, et non une utopie ou des chimères ; l'utopie est utile quand on trouve le moyen de répondre à une question sans en connaître la réponse. On peut imaginer un monde sans argent, mais on est incapable de le décrire. Les chimères sont aussi du domaine du vagabondage de la pensée. En revanche on est capable de décrire les étapes pour y parvenir, d'où l'importance de la théorie et de la connaissance de la nature sociale des rapports qui existent dans la société pour la changer.

N'est pas anticapitaliste qui ne comprend pas qu'il faut se libérer au préalable du carcan législatif, juridique, institutionnel qui légitime le régime capitaliste, pour ensuite s'attaquer à ses fondements. C'est uniquement la combinaison du combat contre le capitalisme et les institutions qui peut permettre de réaliser l'unité de la classe et faire sauter le régime. Vous pouvez combattre sur le plan politique sans jamais descendre au niveau des fondations du capitalisme, et vous pouvez combattre sur le plan syndical sans jamais vous élever au niveau des institutions ou de l'Etat, sauf une fois tous les 5 ans !

Actualité en titres

Comment les médias appellent à la guerre contre la Syrie.

- Homs : «*le sang des Européens mêlé à celui des Syriens*» - LeFigaro.fr

- Les journalistes ont-ils été assassinés en Syrie? - Lexpress.fr

- Syrie: L'armée aurait tué les journalistes délibérément - 20minutes.fr

Que cela ne tienne !

- Sarkozy se positionne "*trop à droite*" pour une majorité de Français, selon un sondage BVA - AFP

- Nicolas Sarkozy rejoue le travail contre l'assistanat. - Liberation.fr

- Nicolas Sarkozy sur France 2 : Le travail, réponse à la crise - 20minutes.fr

L'ennemi avance masqué

- François Hollande : "*Le travail est une valeur de gauche*" - lexpress.fr

La City aussi !

En voilà une découverte...

- Bruno Le Maire : Hollande «*avance à visage masqué*» - Public Sénat

... quoique...

- Les profs plébiscitent Hollande - L'Express.fr

Odeur (nauséabonde) de campagne électorale :

- Joly à Lepage : «*Je l'emmerde*» - Liberation.fr -

Epidémie. Enfer carcéral. Révolte dans des prisons surpeuplées : Honduras, Mexique et maintenant en Indonésie

- Une émeute embrase une prison surpeuplée de Bali: trois blessés - AFP

INFOS EN BREF

Politique

1- Italie

Le président du conseil affiche pour 2011 un revenu de 1,01 million d'euros (contre 1,5 million en 2010) et est propriétaire de seize biens immobiliers, dont plusieurs à Milan et Varese, dans le nord du pays. Il possède également 50 % d'un appartement à Bruxelles, où il a longtemps travaillé comme commissaire européen. Dans sa déclaration, il souligne qu'il ne possède pas d'actions individuelles mais des sicav et obligations pour un montant total de 11 millions d'euros.

La ministre de la justice, l'avocate Paola Severino, a déclaré plus de 7 millions d'euros de revenus en 2010, contre 3,5 millions pour M. Passera, le ministre du développement économique.

Le ministre le plus "*pauvre*" est le titulaire du portefeuille de la coopération internationale, Andrea Riccardi, qui a déclaré pour 2010 un revenu de 120 309 euros. Il ressort de cette initiative que la grande majorité des ministres (anciens banquiers, avocats, professeurs d'université...) verront leurs revenus s'écrouler en 2012. Ils ne toucheront "*que*" 200 000 euros bruts. (lemonde.fr 22.02)

2- Afghanistan

Dix manifestants ont été tués en Afghanistan en deux jours de manifestation contre la profanation d'exemplaires du Coran sur la base américaine de Bagram, obligeant Hamid Karzaï à lancer mercredi un appel au calme.

"*Les forces de sécurité afghanes ne devraient pas avoir recours à la violence lors des manifestations, mais au contraire protéger la vie et les biens des civils*", a déclaré le chef de l'Etat dans un communiqué. Il s'est dit profondément attristé par la mort de civils.

Un dernier bilan fait état de six morts en deux jours.

Citant des rapports de la police, un haut responsable afghan de la sécurité a déclaré à Reuters que des employés occidentaux travaillant dans la sécurité sur un camp militaire américain de Kaboul avaient ouvert le feu sur les manifestants, en blessant plusieurs.

Des manifestants blessés interrogés à la périphérie en bordure de la capitale, sur la route menant à Jalalabad, ont déclaré que la police afghane était à l'origine des coups de feu.

Les autorités afghanes ont ouvert une enquête qui devrait permettre de comprendre qui, de la police afghane ou des étrangers, a visé la foule des manifestants.

Deux manifestants ont été tués par la police mercredi dans la province de Parwan, au nord de la capitale, siège de la base militaire de Bagram, a déclaré la porte-parole du gouverneur local. Treize autres personnes ont été blessées.

"*Les manifestants ont attaqué le siège du district de la province et ont été tués par les policiers*", a-t-elle précisé.

Un manifestant a également été abattu dans la province de Logar, à l'est de la capitale, selon le porte-parole du gouverneur.

Le porte-parole du ministre afghan de la Santé a également annoncé qu'un manifestant était décédé à l'hôpital de Kaboul à la suite de blessures par balles reçues au cours de nouvelles manifestations qui ont éclaté dans au moins quatre quartiers de la capitale.

Ailleurs dans le pays, 24 manifestants ont été blessés, la plupart dans la capitale. A Kaboul, les protestataires ont chargé les forces de police et brisé les vitres de véhicules.

Selon le responsable de la division criminelle de la police de Kaboul, Mohammad Zahir, 21 personnes, dont onze policiers, ont été blessés dans la capitale.

L'ambassade des Etats-Unis a été fermée et a conseillé à son personnel de ne pas sortir et tous les déplacements sont suspendus, lit-on sur son compte officiel Twitter.

Des protestataires se sont rassemblés en nombre dans un faubourg de Kaboul aux cris de "*Mort à l'Amérique*" et "*Mort (au président Hamid) Karzai*", rapportent des témoins.

Des manifestants ont par ailleurs incendié une partie du complexe résidentiel occupé par des employés étrangers. Un témoin rapporte que l'incendie a détruit une partie de l'hôtel "Green Village", où vivent et travaillent 1.500 personnes, la plupart des expatriés.

L'indignation a également gagné le Parlement afghan où plusieurs députés ont crié "*Mort à l'Amérique*".

Les manifestations se sont étendues à d'autres villes.

A Jalalabad, dans l'est du pays, des manifestants se sont réunis en scandant le slogan "*Longue vie au mollah Omar*", en hommage au chef des taliban afghans. Cinq personnes ont été blessées, a déclaré le porte-parole du gouverneur.

Les médias locaux rapportent que des manifestations ont également éclaté à Herat, dans l'Ouest proche de l'Iran, région

considérée comme l'une des plus stables de l'Afghanistan en guerre.

Environ 2.000 Afghans avaient déjà manifesté mardi devant la base de Bagram. Les manifestants ont commencé à se rassembler lorsque des ouvriers afghans ont retrouvé des restes calcinés de copies du Coran alors qu'ils ramassaient les ordures sur le site, a déclaré le bureau du gouverneur de la province. (Reuters 22.02)

L'Empire inspire légitimement la haine, l'impérialisme a perdu la guerre une nouvelle fois...

Social

1- France

1.1- S'enrichir toujours plus sur la population la plus nombreuse.

Les prix des produits de grande consommation dans les supermarchés et les hypermarchés se sont renchéris de 4 % en l'espace d'un an, selon l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee).

Depuis mars, les prix montent de manière continue en comparaison à l'année précédente. Le mois de janvier 2012 a été celui qui a connu la plus forte inflation des prix des produits de grande consommation, avec 4 % de hausse par rapport à janvier 2011.

Dans les supermarchés, l'augmentation est de 4 % tandis que les autrs formats de vente enregistrent une hausse de 5,2 %.

En un an, les prix des produits alimentaires (hors produits frais) se sont renchéris de 4,2 %.

Le prix de la viande a augmenté de 4,4 % sur un an, et celui des boissons de 4,6% sur un an.

'*Cette hausse de prix traduit notamment celles des alcools (apéritifs, eaux de vie et liqueurs) et des boissons gazeuzes, jus et sirops*', précise l'Insee. (lemonde.fr 22.02)

1.2- Comble du cynisme. S'enrichir sur le dos des plus faibles : une vocation !

Près de 4.500 euros facturés pour une prothèse de hanche alors que le prix remboursé par la Sécu se limite à 460 euros soit près de dix fois plus: cet exemple, parmi beaucoup d'autres, est cité par 60 millions de consommateurs dans une enquête sur les dépassements d'honoraires à l'hôpital public publiée jeudi.

"*Autorisés à exercer une activité libérale au sein même d'un hôpital public, certains chirurgiens en profitent pour pratiquer des tarifs indécents*", écrit le magazine consumériste dans son numéro de mars, au terme d'une enquête qui a duré plus d'un an et s'est heurtée à de nombreux obstacles.

Sur un total de quelque 45.000 praticiens du public, 4.524 exercent une activité privée au sein de l'hôpital et parmi eux 1.824, relevant du secteur 2, fixent librement leurs honoraires pour certains patients ayant voulu être soignés par eux, selon des chiffres de 2010.

Le processus des actes privés à l'hôpital est le suivant: un patient veut être traité par un "*mandarin*" de renom et/ou ne veut pas attendre plusieurs semaines ou plusieurs mois; il sollicite alors d'être pris en privé, diminuant ainsi sensiblement son délai d'attente mais ... au prix fort.

Ainsi pour une opération simple, celle de la cataracte, dont le tarif conventionné (remboursé par l'assurance maladie) est de 271,70 euros, un patient pourra avoir à débourser jusqu'à 1.490 euros s'il choisit un "*ponte*" de l'Hôtel Dieu à Paris. Même avec dépassements d'honoraires, il n'aurait payé que de 511 à 777 euros dans une clinique privée, selon le magazine.

Certains praticiens de l'hôpital Cochin, toujours à Paris, facturent jusqu'à 4.250 euros la pose d'une prothèse de hanche, alors que le tarif conventionné se limite à 459,80 euros.

Sur une quarantaine d'actes médicaux la moyenne des dépassements oscille entre 68 et 408% du tarif Sécu mais "il n'est pas rare que les montants facturés atteignent des taux supérieurs à 1000%", écrit 60 millions de consommateurs qui affirme s'être heurté à de nombreuses difficultés pour obtenir ces chiffres, tant auprès des agences régionales de santé, des hôpitaux que de l'assurance maladie.

Auprès des 26 agences régionales de santé (ARS), le magazine n'a pu obtenir tous les rapports des commissions d'activité

libérales (CAL).

Un praticien de l'hôpital public, contrairement à un praticien libéral, est un salarié dont l'activité privée s'ajoute à ses revenus salariaux et qui est exercée au sein des installations de l'hôpital. A titre de compensation il verse une redevance à l'établissement.

Selon le magazine, en 2009, 48 médecins du centre hospitalier universitaire (CHU) de Nice (Alpes-Maritimes) ont perçu 75.000 euros en sus de leurs salaires (450.000 pour le plus "*coté*" d'entre eux) et ont reversé une moyenne de 20.000 euros de redevance. (AFP 22.02)

Quatre quotidiens de Seine-Maritime appartenant au groupe Hersant, Paris-Normandie, Le Havre-Libre, Havre-Presse et Le Progrès de Fécamp, doivent déposer leur bilan à la fin du mois de février, a-t-on appris mercredi de source syndicale.

Ces quatre quotidiens, ainsi que leurs deux suppléments hebdomadaires, Liberté-Dimanche et Havre Dimanche, appartiennent à la Société normande de presse d'édition et d'imprimerie (SNPEI), elle-même filiale du Groupe Hersant Média (GHM).

Le tirage des quatre quotidiens et de leurs suppléments était d'un peu plus de 75.000 exemplaires payants l'an passé dont 52.606 pour Paris-Normandie, le navire amiral du pôle. Les effectifs de la SNPEI sont de 307 salariés auxquels s'ajoutent 65 personnes employées à la publicité. (Reuters 22.02)

1.3- Quand le régime policier a pris un "***caractère officiel***"

La prison vit une révolution inquiétante qui, basée sur la "*dangerosité*" supposée des détenus, l'amène à les traiter non plus en fonction de ce qu'ils ont fait, mais de ce qu'ils pourraient faire, met en garde le contrôleur des prisons Jean-Marie Delarue.

"*Est-on capable de savoir qu'un individu va commettre un crime demain? Je ne crois pas. On aura beau perfectionner les instruments, on n'y arrivera pas*", déclare M. Delarue à l'AFP, à l'occasion de la mercredi de son rapport annuel.

"*Jusqu'en 1945, la prison n'avait d'autre objet que de punir, avec une peine proportionnée à la gravité de l'infraction commise*", explique le "*contrôleur général des lieux de privation de liberté*".

Après guerre, "*un nouveau but a été assigné à la prison: la réinsertion*".

"*Et depuis quelques années, je crois qu'on ouvre la 3e étape*", estime Jean-Marie Delarue.

Elle a "*un nom apparent: la dangerosité, qui revient à identifier chez une personne la menace qu'elle fait courir à la société*". Le concept "*se cherche depuis les années 90*", mais il a pris un "*caractère officiel*" en 2005, avec la loi sur la prévention de la récidive.

"Cela nous ramène à des théories anciennes, au positivisme italien de la fin du XIXe siècle", qui trouve dans chaque crime des causes "*endogènes*", enfouies dans une "*part barbare de l'individu*".

Dès lors, le "*châtiment, donc la prison, s'organise non plus en fonction du crime, mais de l'étendue de ces causes*". Et les évolutions en cours du système pénitentiaire s'expliquent:

- "*On multiplie les instruments d'évaluation*" de la dangerosité (tels que le "*diagnostic à visée criminologique*") et "on demande aux psychiatres de faire des pronostics".

- "*On instaure des régimes différenciés*" de détention, en fonction de la dangerosité supposée des détenus. "*Mais quelle dangerosité? Celle du dedans ou celle du dehors?*", s'interroge Jean-Marie Delarue, sachant par exemple que "*les auteurs de crimes sexuels graves sont pour la plupart des détenus +modèles+*".

- "*On invente la rétention de sûreté*" (qui s'applique lorsque la peine prononcée a été purgée), "l*e suivi socio-judiciaire, le placement sous surveillance électronique...*"

- "*Et si la réinsertion devient moins importante, on peut +massifier+ la détention*", construire des prisons de 600 places et non plus d'une centaine, et les installer loin des centres urbains, regrette le contrôleur.

"*On est en train de courir dans une direction les yeux fermés!*", s'indigne Jean-Marie Delarue, qui souligne "*les statistiques extrêmement faibles et les échelles de mesure contestables*".

Non seulement le résultat de cette nouvelle orientation de la prison est "*loin d'être garanti*", mais on risque en plus de "*lui enlever*

ce qu'elle avait de bien" dans sa mission de réinsertion.

"*Tout cela est complètement illusoire*", tempête le contrôleur.

"*Je préfère qu'on en reste à mon bon vieux postulat: si on traite bien quelqu'un en détention, il a plus de chances de s'amender que si on le traite mal*", dit-il. "*Quand on traite les gens comme des bêtes fauves, ils se comportent en bêtes fauves. C'est un déterminisme un peu plat, je n'en disconviens pas, mais qui vaut beaucoup mieux à mon avis que des échelles de mesure de la dangerosité*". (AFP 22.02)

2- Espagne

Plusieurs milliers de manifestants ont de nouveau défilé mercredi dans les rues de Valence, dans l'est de l'Espagne, pour crier "*non*" aux coupes budgétaires et aux violences policières qui ont émaillé les rassemblements des derniers jours.

"*Nous sommes le peuple, pas l'ennemi*", affirmait une grande banderole déployée en tête de cortège, où étaient réunis lycéens, étudiants, parents d'élèves mais aussi syndicats et partis politiques opposés à la politique de rigueur menée par le gouvernement régional de droite.

"*Coupes dans l'éducation pour mieux nous voler*", proclamait une autre banderole.

Les manifestants réclamaient aussi le démission de la déléguée du gouvernement central dans la région, Paula Sanchez de Leon, en réponse aux violences policières qui avaient accompagné la manifestation de lundi soir.

Un rassemblement de lycéens avait alors dégénéré et les scènes montrant des policiers casqués, frappant à coups de matraque ou traînant à terre de jeunes manifestants, certains le visage en sang, ont provoqué de multiples protestations et des manifestations mardi dans tout le pays.

Illustration la plus criante des problèmes de liquidités qui frappent la région, une partie des écoles y connaissent des pénuries d'eau et de chauffage, les autorités locales n'étant plus en mesure de régler les factures auprès des fournisseurs.

Ces pénuries ainsi que les coupes budgétaires dans l'éducation ont provoqué une grogne sociale qui ne cesse de s'amplifier, avec des manifestations désormais quotidiennes à Valence. Les lycéens de la région ont appelé à une journée de protestation le 29 février dans toute l'Espagne. (AFP 22.02)

3- Grèce

Des milliers de Grecs ont manifesté mercredi dans le centre d'Athènes pour dénoncer la cure d'austérité exigée par les bailleurs de fonds de la Grèce en échange du nouveau prêt de 130 milliards d'euros qui lui a été accordé.

Des syndicalistes, des retraités et des communistes se sont réunis sous la pluie en face du Parlement, dans le centre de la capitale grecque. Les médecins et le personnel hospitalier ont appelé à une grève de 24 heures jeudi, les hôpitaux n'assureront qu'un service minimum.

La récession étant plus forte que prévu, la Grèce anticipe désormais un déficit budgétaire 2012 représentant 6,7% du PIB, contre un objectif précédent de 5,4%, selon le projet de loi sur les nouvelles mesures d'austérité publié mardi sur le site web du Parlement.

Par ailleurs, mercredi matin, Fitch Ratings a annoncé abaisser la note à long terme de la Grèce de CCC à C, tout en confirmant la note à court terme C. La note de la Grèce chez Fitch n'est désormais plus qu'à un cran au-dessus du défaut.

Le chômage atteint désormais presque 21%, l'économie, en récession depuis cinq ans, s'est contractée de 16% depuis 2008 et la criminalité est en hausse. (Reuters 22.02)

4- Canada

Le gouvernement pourrait repousser le versement des prestations de retraite pour les générations futures à 67 ans, contre 65 ans aujourd'hui. (lefigaro.fr 22.02)

Economie

Etats-Unis

Le régulateur des deux régies américaines du financement des prêts immobiliers, Fannie Mae et Freddie Mac, a estimé mardi impossible qu'elles remboursent les 180 milliards de dollars qu'a dépensés l'Etat fédéral pour les sauver.

"*Les pertes des deux entreprises sont d'une telle magnitude qu'elles ne peuvent rembourser les contribuables dans aucune hypothèse imaginable*", a écrit le directeur général de l'Agence fédérale de financement du logement (FHFA), Edward DeMarco, dans une lettre aux parlementaires.

Selon lui, il faudra nécessairement bâtir une entité privée pour reprendre le rôle qu'assument Fannie Mae et Freddie Mac.

"*Aucune infrastructure privée n'existe aujourd'hui qui soit capable de titriser les 100 milliards de dollars mensuels de nouveaux prêts immobiliers accordés aux ménages. Une fermeture pure et simple des régies ferait bondir les taux d'intérêt et limiterait l'offre de prêts hypothécaires*", a prévenu M. DeMarco.

Le marché des prêts immobiliers américains se distingue par le refus des prêteurs de conserver jusqu'à échéance les prêts, qui courent pour la très grande majorité sur 30 ans. Il existe donc un vaste marché secondaire où ces prêts sont assemblés dans des obligations (via la "*titrisation*"). (AFP 22.02)

Haut de page

Le 24 février

CAUSERIE

Mon travail est de nouveau perturbé par de longues coupures de courant, hier de 10h à 18h, aujourd'hui depuis 11h, il est 14h30. Comme les emmerdements n'arrivent jamais seuls, j'ai un énorme problème avec mon visa, j'ignore comment cela va se terminer, ni quand évidemment.

Jusqu'à présent, du fait que mon épouse est d'origine indienne, j'obtenais automatiquement un permis de résident de 5 ans renouvelable, or je viens d'apprendre que le gouvernement central à Delhi avait remis en cause cette clause. Il faut dire aussi qu'ils ont remplacé les responsables des bureaux de l'immigration de Chennai (ex-Madras) et de Pondichéry qui étaient composés de Tamouls par des fonctionnaires du nord de l'Inde, blancs de peau et d'origine aryenne, tandis que les Tamouls sont noirs et d'origine dravidienne, de surcroît généralement racistes vis-à-vis de la population des Etats du sud de l'Inde, j'ajouterai nationalistes et xénophobes pour tout arranger, quand on les connaît. Les responsables Tamouls des bureaux de l'immigration pouvaient faire preuve de mansuétude vis-à-vis d'étrangers mariés avec une des leurs, il faut croire qu'ils délivraient trop de visas de résidents au goût des autorités de Delhi. Ce n'est qu'une hypothèse, mais je ne vois pas d'autres explications.

Dans des causeries de 2008 ou 2009, j'avais relaté l'expérience d'un de mes beaux-frères (Tamoul) qui avait été travaillé à Agra (Uttar Pradesh) dans le nord de l'Inde où il avait été traité comme un paria, un étranger au sens péjoratif du terme, ou encore plusieurs de mes ex-élèves de l'Alliance Française qui avaient travaillé à Puna (Maharastra) et n'avaient pas supporté les humiliations quotidiennens qu'on leur faisait subir, j'ai eu l'occasion d'observer attentivement pendant plus de trois ans le comportement de mes élèves qui venaient de différents Etats du nord de l'Inde pour confirmer leur dire, dont certains avec qui j'avais sympathisés, j'étais devenu leur confident, avec moi ils se lâchaient, du coup j'ai appris beaucoup de choses sur l'Inde à côté desquelles j'étais passé à côté... Dans un pays aussi arriéré, il ne faut s'étonner de rien et surtout pas se formaliser.

Cela vous avait-il échappé ?

Dire « *qu'Israël est très critiqué parce que c'est une grande démocratie* », comme s'il n'y avait pas d'autre raison de critiquer Israël, pour citer celui pour qui presque toute la gauche votera au 2ème tour (François Hollande), pour moi c'est une idée d'extrême droite. (Mondialisation.ca 21.02)

Surréalisme.

Les gérontocrates des pétromonarchies du Golfe, dans un bel élan d'indignation, sommaient la Syrie de se réformer. Un spectacle du surréalisme politique. (Mondialisation.ca 21.02)

Quand miracle et mirage se rejoignent.

Dans un communiqué officiel, très inhabituel, le Saint-Synode de l'Eglise de Grèce a indiqué, mercredi 22 février, qu'elle avait versé au fisc 12,5 millions d'euros en 2011, pour l'ensemble de ses évêchés, monastères et paroisses.

Elle a par ailleurs réussi à échapper au nouvel et très impopulaire impôt immobilier à l'automne 2011, ce qui avait provoqué de vives polémiques.

L'Eglise est le deuxième propriétaire foncier du pays, derrière l'Etat, possédant de nombreux terrains et forêts, dont elle affirme qu'ils sont souvent difficilement exploitables.

Le quotidien libéral Kathimerini avait estimé les biens ecclésiastiques à 700 millions d'euros. L'ancien ministre des finances libéral, Stephanos Manos, considère que le montant dépasse le milliard d'euros. L'Eglise rejette ces chiffres et soutient qu'elle n'est pas riche.

Le débat est d'autant plus sensible que le salaire des popes et des évêques est intégralement pris en charge par l'Etat qui y consacre 220 millions d'euros, alors qu'il doit réduire considérablement son budget. Les tentatives de l'ancien ministre des finances Georges Papaconstantinou de réduire la part de l'Etat dans le salaire des prêtres ont très vite échoué.

L'Eglise met en avant ses actions caritatives qui se sont développées avec la crise. En septembre 2011, elle indiquait avoir consacré 100 millions d'euros à ses activités philanthropiques. Mais elle a bien conscience que ces polémiques récurrentes nuisent à son image en cette période de crise.

Le monastère de Penteli, au nord-est d'Athènes, veut transformer une partie de la montagne qui lui appartient en un champ de panneaux photovoltaïques. En octobre 2011, l'évêque d'Athènes et de toute la Grèce, Hiéronymos, a même fait le voyage au Qatar pour chercher des financements. (lemonde.fr 23.02)

Le gouvernement grec avec le concours de l'UE et du FMI saigne les travailleurs grecs, alors que les armateurs, l'ensemble des capitalistes et l'Eglise ne paient pas d'impôts ou si peu, ont placé dans le paradis fiscal suisse plus de 300 milliards d'euro sans qu'il leur soit réclamé un centime.

En fait, ce que l'UE et le FMI reproche à l'Etat grec, c'est d'avoir pris les devants en suivant les conseils des banquiers américains de Goldman Sachs sur ce qui préfigure l'UE de demain, au point de mettre en lumière et en péril l'édifice que les représentants de l'UE ont mis tant d'années à construire sur le modèle des Etats-Unis, l'objectif étant de parvenir à un Etat supranionational bureaucratique et dictatorial une fois chaque Etat ayant abdiqué leur souveraineté, gouverné par la Commission européenne, la BCE et le MES, le pendant en Amérique du pouvoir fédéral à Washington et de la Fed.

Au rayon de la collaboration de classes.

Que faut-il penser de ceux qui pourfendent l'UE depuis des années, tandis qu'il était parfaitement clair qu'elle marchait sur les pas des Etats-Unis, et qui n'ont cessé pendant ce temps-là de prétendre que les Etats-Unis étaient une démocratie ?

La cour d'appel de Paris ou la voix des banquiers.

La cour d'appel de Paris a infirmé jeudi en appel la décision prise en 2010 par l'Autorité de la concurrence d'infliger aux principales banques françaises une amende de 385 millions d'euros pour entente sur les coûts des traitements des chèques.

Dans son arrêt dévoilé par le figaro.fr et consulté par l'AFP, la cour stipule que "*les griefs d'entente imputés*" à ces banques "*ne peuvent être retenus*" et que ces dernières doivent "*être mises hors de cause*".

Du 1er janvier 2002 au 1er juillet 2007, dix banques (BPCE, la Banque Postale, BNP-Paribas, la Confédération nationale du Crédit Mutuel, le Crédit Agricole, le Crédit du Nord, le Crédit Industriel et Commercial, LCL, HSBC et la Société Générale) avaient appliqué uniformément une commission interbancaire de 4,3 centimes par chèque, un pur hasard qu'au centime près leurs commissions soient identiques.

Elles avaient fait valoir que l'accélération du traitement les empêchait de placer aussi longtemps qu'auparavant les sommes réglées par chèque, ce qui rognait leurs revenus.

L'Autorité de la concurrence avait estimé que les pertes mises en avant par les banques étaient compensées par des économies sur le traitement des chèques. Elle avait estimé que chaque centime prélevé sur le traitement d'un chèque équivalait à une hausse de 220 millions d'euros des frais supportés par les clients pendant la période considérée.

Les banques avaient fait appel de la sanction qui leur avait été infligée le 20 septembre 2010 par l'Autorité de la concurrence:

une amende totalisant 385 millions d'euros.

Dans son arrêt, la cour d'appel a considéré que "*l'instauration des commissions*" en cause "poursuivait alors, en 1999 et 2000, un objectif économique légitime, d'ailleurs consacré comme tel par la Banque de France et par la Commmission bancaire".

Elle a ajouté que "*les banques ne peuvent être utilement contredites lorsqu'elles affirment que le caractère compensatoire de (cette commission) et son caractère temporaire expliquent le montant forfaitaire*" établi, "*fruit d'un compromis et non résultat d'un calcul arithmétique*".

Selon la cour, cet accord ne peut "*être assimilé à un cartel secret*" et ne constitue pas "*une entente sur les prix finaux*".

Cette arrêt ouvre "*droit à restitution de l'ensemble des sommes versées*" par les banques, a précisé la cour d'appel. (source : AFP 23.02)

1- L'argent que nous déposons sur notre compte courant n'est pas rémunéré par les banques.

2- Elles disposent de cet argent pour spéculer ou s'en servent comme trésorerie, donc réalisent des éconimies ou des profits avec de l'argent qui ne leur appartient pas, c'est donc du vol.

3- Comme elles ne sont pas vraiment à notre service et n'entendent pas débourser un centime de l'argent qu'elles gagnent sur notre dos, elles nous facturent le moindre service sans que l'on puisse s'y opposer, c'est ce qu'on appelle une dictature.

4- La Banque de France et la Commission bancaire estiment que cela est tout à fait normal puisque selon la législation en vigueur dans le cadre de la Constitution de la Ve République, les banques disposent du pouvoir et nous n'en avons aucun, c'est ce que certains osent nommer une démocratie.

Ils sont dans le même camp.

Deux titres, deux partis pour une seule et unique politique.

- Nicolas Sarkozy, "*porte-parole*" de la France qui travaille - Reuters

- La valeur travail n'est pas l'apanage d'un camp, dit Hollande - Reuters

Sachant que Sarkozy est le porte-parole des privilégiés et qu'il ne peut pas être celui des travailleurs, ce qu'il est préférable de faire oublier en campagne électorale, autrement dit Hollande s'emploie à lui disputer ce titre en se situant sur le même terrain.

Et la mascarade continue.

Hollande, hier en meeting au Mans : "*Quel le respect de la valeur travail depuis cinq ans quand il y a un million de chômeurs de plus ?*", est-ce à Mitterrand qu'il faisait allusion ou à Sarkozy ?

Le travail, "*c'est l'instrument de l'émancipation, de la dignité, de l'accomplissement de soi-même, c'est aussi la seule façon de vivre dignement en toute indépendance*", a ajouté François Hollande. L'*accomplissement de soi-même* quand on est soumis à la dictature du capital ! C'est exactement l'inverse en réalité, c'est là qu'on s'aperçoit que le PS est un parti bourgeois.

Non en régime capitaliste, le travail est un instrument d'aliénation des travailleurs dans la mesure où le produit du travail échappe aux producteurs, mieux, il en devient l'ennemi. Le travail en régime capitaliste consiste uniquement à entretenir un système basé sur l'exploitation de l'homme par l'homme qui profite à une minorité de privilégiés dont Sarkozy et Hollande sont les représentants.

Quand Hollande prône l'alliance (idéologique) capital-travail.

"*Le travail, c'est une valeur de la République, ce n'est pas l'apanage d'une famille politique, d'un camp, d'une idéologie*", a-t-il déclaré.

Pour que Hollande mêle ainsi sa voix aux partis de la réaction (UMP, MoDem, FN) qui le clament sur tous les toits, c'est que finalement il est animé par les mêmes intentions ou défend les mêmes intérêts.

A court d'arguments.

A 58 jours du premier tour, François Hollande a de nouveau lancé un appel à se rassembler dès le 22 avril. "*Quand on a ce qu'on a, mieux vaut prendre le risque d'avoir un nouveau président de la République*", a-t-il dit. (source : Reuters 23.02)

Vaut mieux chercher une autre voie que celle des institutions en place pour éradiquer le chômage, la précarité et la pauvreté : la révolution et le socialisme.

Un aveu.

Quant à Sarkozy, à Lille hier, il a déploré la "*dévalorisation du travail*" et une "crise de l'assistanat" qui a "*fini par payer davantage que le travail*" (Reuters 23.02), prenons-le au mot, ce qui serait impossible si le travail était rémunéré de façon à permettre à chaque travailleur de vivre décemment, ce qui n'est pas le cas évidemment.

Charité bien ordonnée commence par soi-même.

On comprend pourquoi l'épileptique du Palais s'agite : "*Je ne resterai pas les bras croisés s'il y a une chance, même minime, de sauver un emploi*", a promis le chef de l'Etat (Reuters 23.02), oui, le sien !

Actualité en titres

Les temps sont durs :

- Dexia affiche une perte record de 11,6 milliards d'euros - 20minutes.fr

- CASA (Crédit agricole -ndlr) signe sa première perte annuelle depuis sa cotation - Reuters

- Le bénéfice net de CIC divisé par deux en 2011, la Grèce pèse - Reuters

- Commerzbank, affectée par la Grèce, augmente son capital - Reuters

- Les dépréciations placent Deutsche Telekom dans le rouge Harro Ten Wolde - Reuters

- Grèce: récession plus prononcée que prévu en 2012, selon Bruxelles - AFP

- L'économie chinoise, un géant grippé ? - Liberation.fr

Echo

- La Commission prévoit une nouvelle récession en zone euro - Reuters

- Bruxelles presse Berlin d'accepter un renforcement du pare-feu de la zone euro - AFP

- Londres et Tokyo appellent la zone euro à muscler elle-même son pare-feu - AFP

Manipulation. Pas à pas...

- Sarkozy : le long chemin vers un mea culpa - Lexpress.fr

- "*Sarkozy a réussi à installer l'idée que les jeux ne sont pas encore faits*" - Lexpress.fr

- Sarkozy-Hollande, le jour où leur courbe dans les sondages se croiseront - Lexpress.fr

INFOS EN BREF

Politique

1- France

Des violences sporadiques ont éclaté pour la troisième nuit consécutive, jeudi 23 février au soir, sur l'île de La Réunion, en perdant

en intensité mais en s'étendant à plusieurs villes.

Des groupes de jeunes et les forces de l'ordre continuaient à s'affronter à distance – lancers de bouteilles incendiaires contre tirs de grandes lacrymogènes – dans le quartier du Chaudron à Saint-Denis, où des barrages de pierres et des poubelles en feu avaient été installés en début de soirée. Des incidents étaient également signalés dans d'autres communes de l'est et du sud de l'île, mais aucun pillage de bâtiment public ou privé n'était à déplorer.

En milieu de nuit, les forces de l'ordre avaient déjà procédé à trente-cinq interpellations. Dans la journée de jeudi, quatre des soixante-huit personnes interpellées lors des violences des deux derniers jours ont été condamnées à des peines de prison ferme et deux ont été placées en détention provisoire

Plus tôt dans la journée, un escadron de gendarmes mobiles est venu en renfort de métropole. Le préfet de La Réunion, Michel Lalande, et les élus de l'île ont, de leur côté, lancé en fin d'après-midi un appel au calme. "*Je demande à la population (...) de rester à l'écart des lieux de ces exactions*", a dit M. Lalande.

Jeudi matin, le maire socialiste de Saint-Denis, Gilbert Annette, s'est rendu au Chaudron, où la bibliothèque municipale et l'atelier d'initiation à l'informatique ont également été la cible des vandales. Ce quartier populaire est massivement touché par le chômage, qui frappe 29,5 % de la population réunionnaise et 60 % des jeunes de moins de 25 ans.

Déjà, en mars 2009, le quartier avait été le théâtre d'affrontements en marge de grandes manifestations contre la vie chère. "*Les minima sociaux sont calculés sur des bases métropolitaines, ils ne permettent plus aux familles réunionnaises de s'en sortir*", a répété le maire face à des habitants sceptiques, voire agressifs. "*Vous connaissez un enfant du Chaudron qui a réussi dans la vie et qui gagne 3 000 ou 4 000 euros par mois ? Ne cherchez pas, il n'y en a pas !*" lui a lancé, en créole, un homme passablement énervé.

"*C'est un effet colatéral du conflit des carburants,* analyse Henri Hippolyte, conseiller général (PCR) du Port*, à 15 kilomètres de Saint-Denis. Ces jeunes se sont attaqués à des biens de consommation hautement symboliques. Ils sont au bout du rouleau. On ne peut accepter ces dérives violentes, en même temps qu'il faut comprendre l'immense détresse sociale qui est la leur.*"

Les violences urbaines à La Réunion, qui ont fait quatre blessés, se sont étendues la nuit dernière. Selon la préfecture, environ 600 personnes se sont livrées à des pillages dans la nuit de mercredi à jeudi dans les villes du Port, de Saint-Denis et de Saint-Benoît, pillant ou dégradant une quinzaine de commerces et d'entreprises. A l'origine de la contestation figure notamment le coût, jugé élevé, du carburant sur l'île et la vie chère. La nuit précédente, un même nombre de commerces ainsi qu'un entrepôt de riz avaient été la cible de groupes de jeunes. Au total, 68 personnes ont été interpellées, et 48 placées en garde à vue.

Les élus de l'île ont présenté, jeudi, une série de propositions pour faire baisser les prix. Didier Robert, président (UMP) du conseil régional, a ainsi suggéré d'utiliser les recettes d'une taxe locale, l'octroi de mer, pour faire baisser de cinq centimes les prix au litre des carburants. Nassimah Dindar, présidente (DVD) du conseil général, souhaite généraliser les tarifs sociaux de l'eau, de l'électricité et du téléphone et baisser les prix de produits de première nécessité d'origine locale en créant "*un fonds de concours exceptionnel*". Gilbert Annette a pour sa part proposé des mesures de gel des prix sur "*100 produits de première nécessité, aux prix de la métropole*" et demande à l'Etat un plan d'urgence exceptionnel. Ces propositions seront débattues vendredi lors d'une réunion en préfecture. (lemonde.fr 23.02)

Comme précédemment aux Comores, à la Guadeloupe, à la Martinique ou encore en Guyane, ce sont les masses et particulièrement les jeunes les plus durement frappés par la crise du capitalisme et les mesures d'austérité adoptées par le gouvernement qui exaspérés passent à l'action, car ils n'ont plus rien à perdre et ne voient pas comment leur situation pourrait s'améliorer dans l'avenir, ils n'ont plus rien à attendre du régime en place.

On notera au passage que ce sont ces couches du prolétariat que les partis ouvriers ont été incapables d'organiser et dont les syndicats se sont systématiquement détournées pour les abandonner à leur triste sort...

2- Etats-Unis

Une poignée de milliardaires américains ont bouleversé la course à l'investiture républicaine pour la présidentielle de 2012, en injectant des millions de dollars dans une bataille qui tourne à la guerre fratricide.

Ces généreux donateurs ont profité d'un nouvel outil mis à leur disposition par une décision de la Cour suprême de janvier 2010: les "*superPACS*" ("*super comités d'action politique*"). Ces officines peuvent lever des fonds auprès d'entreprises, de syndicats, d'associations et de particuliers, de manière illimitée, pour les redistribuer au candidat de leur choix.

Cinq riches donateurs ont déboursé un quart des près de 130 millions de dollars injectés dans la campagne par ces officines.

Mitt Romney, qui a fait une grande partie de la course en tête, a dû faire face récemment à des candidats regonflés par l'argent des "*superPACS*".

Après Newt Gingrich, c'est Rick Santorum qui lui dispute son statut de favori. Ce dernier a remporté une retentissante victoire dans trois Etats (Missouri, Colorado et Minnesota) le 7 février dans la course à l'investiture qui se joue Etat par Etat.

"*La course républicaine devrait déjà être terminée*", explique à l'AFP Anthony Corrado, expert en financement de campagnes électorales au Colby College, dans le Maine (Nord-Est). "*Mais ces riches donateurs ont en fait fourni le financement pour les campagnes publicitaires qui ont aidé Gingrich à gagner en Caroline du Sud (le 21 janvier) et ont maintenu Santorum dans la course*", estime-t-il.

M. Corrado précise que 72% des spots télévisés financés par ces officines critiquent les adversaires du candidat soutenu. "*Ils ont donc largement contribué au ton négatif*" de la campagne, selon lui.

L'industriel texan Harold Simmons et le propriétaire de casino Sheldon Adelson sont ceux qui ont donné le plus d'argent à ce jour, avec respectivement 14,2 millions de dollars et 10 millions de dollars.

M. Simmons, un habitué des donations de campagne, a donné de l'argent à plusieurs candidats. Mais son objectif principal est la défaite de Barack Obama à l'élection du 6 novembre. L'homme d'affaires texan a donné 12 millions de dollars à "American Crossroads", une officine dédiée à "*sauver notre économie de la politique d'Obama*", selon Steve Law, l'un de ses responsables.

De son côté, M. Adelson et son épouse Miriam ont dirigé toutes leurs donations vers l'officine qui soutient Newt Gingrich, "*Winning our Future*".

"*Je suis contre les personnes très riches qui essaient ou qui parviennent à influencer les élections*", a assuré M. Adelson, dont la fortune est estimé à 25 milliards de dollars, dans une interview au magazine Forbes publiée mercredi. Mais il a ajouté qu'il pourrait donner jusqu'à 100 millions de dollars.

Avec la montée en puissance de M. Santorum, l'attention s'est tournée vers Foster Friess, un investisseur du Wyoming (Ouest) qui a rédigé un chèque de 415.600 dollars au "*superPAC*" soutenant l'ex-sénateur de Pennsylvanie après sa victoire contre Mitt Romney dans l'Iowa le 3 janvier.

Norm Ornstein, un politologue du cercle de réflexion American Enterprise Institute souligne que les donations devraient se poursuivre lorsque les républicains auront désigné leur candidat, donnant lieu à "*une campagne très hargneuse*" contre M. Obama. "*Je ne serais pas surpris de voir de riches démocrates mettre davantage d'argent dans les +superPACS+ aussi*", poursuit-il.

Outre MM. Simmons, Adelson et Friess, les hommes d'affaires Peter Thiel et Bob Perry ont aussi versé d'importantes sommes.

M. Thiel a aidé Ron Paul, le candidat conservateur isolationniste, en donnant 2,6 millions de dollars à "*Endorse Liberty*", l'officine qui le soutient. M. Perry a donné 3,6 millions dont 2,5 millions à "*American Crossroads*". (AFP 23.02)

Social

France

Les salariés d'ArcelorMittal à Florange ont commencé jeudi à bloquer la sortie des expéditions de produits, peu avant la réunion d'un comité d'entreprise qui a officialisé la prolongation de l'arrêt des deux hauts-fourneaux du site.

Quelque 150 personnes participaient à cette action décidée par l'intersyndicale CGT, CFDT, FO, CFE-CGC, a constaté Reuters.

"*Vu que la direction ne veut rien entendre, nous avons décidé de taper au portefeuille*", a dit à Reuters Frédéric Weber, représentant de la CFDT.

"*On bloque les expéditions clients jusqu'à nouvel ordre*", a-t-il ajouté.

Quelque 200 camions sortent chaque jour de l'usine mosellane, selon lui, chargés pour la plupart de bobines d'acier destinées à l'automobile, l'activité packaging (emballage) tournant au ralenti depuis plusieurs mois.

Lors du comité central d'entreprise, qui se déroulait au siège français du groupe, à La Plaine-Saint-Denis, en région parisienne,

la direction d'ArcelorMittal a confirmé le maintien à l'arrêt des deux hauts fourneaux au deuxième trimestre.

"*Cette décision est pleinement justifiée par le contexte économique et industriel actuel en Europe*", a plaidé Hervé Bourrier, PDG d'ArcelorMittal France, dans un communiqué.

"ArcelorMittal agit en industriel responsable. Il ne peut en aucun cas produire de l'acier qu'il ne pourra pas vendre", ajoute-t-il.

Aucun licenciement n'est prévu, dit le PDG d'ArcelorMittal France. L'arrêt temporaire concerne 500 salariés pour lesquels un dispositif d'indemnisation et d'accompagnement a été mis en place, ajoute-t-il.

"*Pourtant, on manque de matière première*", a réagi Yves Fabbri, secrétaire de la CGT à Florange, en apprenant durant la réunion que 60.000 tonnes de brames d'acier brut produites en Russie viendraient alimenter au deuxième trimestre les usines de Brême (Allemagne) et de Gand (Belgique) qui appartiennent à la même division que Florange.

Les syndicats ont obtenu l'interruption de la séance à 13 heures et sa reprise le 2 mars en présence du patron de la Building Division nord d'ArcelorMittal, Geert van Poelvoorde.

La prolongation de leur mise à l'arrêt au deuxième trimestre, ajoutée aux difficultés actuelles du packaging, se traduira par des mesures de chômage partiel pour la moitié des 5.000 salariés, dont 2.000 intérimaires et sous-traitants. (Reuters 23.02)

Economie

Allemagne

Adieu, Life Kompass 3. La Deutsche Bank a accepté ce 22 février de rembourser à 100 % les investisseurs souhaitant se retirer de ce fonds spéculatif contesté dans l'opinion publique allemande. Et pour cause : il propose de s'enrichir en pariant sur des décès précoces.

Les rendements du fonds Kompass Life 3 dépendent de l'espérance de vie d'un panel de 500 personnes anonymes et volontaires aux Etats-Unis. Plus leur décès survient rapidement, plus les gains pour les investisseurs sont importants. Si au contraire les décès surviennent plus tard, la banque diminue fortement les fonds investis.

Quelque 10 000 investisseurs, principalement des petits porteurs en Allemagne, ont placé environ 200 millions d'euros via ce produit financier très particulier. Certains petits porteurs ont fini par se plaindre... non pas pour des raisons morales, mais parce que le fonds ne leur rapportait pas assez, avec un rendement de 3 % par an entre 2009 et 2011.

Le médiateur de la fédération allemande des banques privées avait reconnu début février que ce produit financier pouvait difficilement "*se concilier avec nos valeurs en particulier dans le domaine de l'inviolabilité de la dignité humaine*", expliquait l'hebdomadaire Spiegel, qui a révélé l'affaire. (lemonde.fr 22.02)

Haut de page

Le 25 février

CAUSERIE

J'ai créé une douzaine de sous-titres dans la rubrique économie pour vous faciliter la recherche d'un article. J'ai rectifié au passage quelques erreurs. Le passage à la ligne est correct avec IE (Microsoft), avec un décalage à gauche avec Mozilla impossible à rectifier sans avoir à reconstruire la totalité de cette page ce qui me prendrait au moins une journée, pas le temps, on fera avec.

Aux sceptiques. Franchement, pas de quoi désespérer, non ?

James. Combien le parti bolchevique comptait-il de militants ?

Trotsky. En 1910, dans tout le pays, quelques dizaines. Il y en avait pas mal en Sibérie. Mais en fait ils n'étaient pas organisés. Les gens que Lénine pouvait atteindre par lettre ou par un agent n'étaient pas plus de trente ou quarante. Notre tradition, les idées que nous avions répandues parmi l'avant-garde ouvrière constituaient un extraordinaire capital qui devait être utilisé, plus tard, au cours de la révolution, mais pratiquement, à cette date, nous étions complètement isolés.

(Œuvres, discussion sur IVe Internationale - avril 1939 - Léon Trotsky)

7 ans plus tard le parti bolchevique comptait des centaines de milliers de militants et prenait le pouvoir.

On croirait ces lignes écrites hier...

- « Comprendre clairement la nature sociale de la société moderne, de son Etat, de son droit, de son idéologie constitue le fondement théorique de la politique révolutionnaire. La bourgeoisie opère par abstraction (« nation », « patrie », « démocratie ») pour camoufler l'exploitation qui est à la base de sa domination. (…) Le premier acte de la politique révolutionnaire consiste à démasquer les fictions bourgeoises qui intoxiquent les masses populaires. Ces fictions deviennent particulièrement malfaisantes quand elles s'amalgament avec les idées de « socialisme » et de « révolution ». Aujourd'hui plus qu'à n'importe quel moment, ce sont les fabricants de ce genre d'amalgames qui donnent le ton dans les organisations ouvrières françaises. »

(Léon Trotsky - *La France à un tournant* - 28 mars 1936)

A croire qu'ils n'ont absolument rien appris, rien retenu, ils préparent les terribles défaites de demain.

La situation sociale catastrophique à laquelle sont soumises la classe ouvrière et la petite-bourgeoisie grecques pose directement ou est indissociable de la question de l'Etat, des institutions et de la Constitution, qui doit gouverner, quel gouvernement pour se donner les moyens politiques de mettre en oeuvre une politique sociale conforme aux intérêts de l'ensemble des exploités.

L'issue de la crise du capitalisme se situe sur le plan politique, or c'est justement le terrain sur lequel la quasi-totalité des partis ouvriers en Grèce (notamment) refusent obstinément de se placer ou dans le cadre des institutions en place qui ont été fondées pour servir les intérêts du capital. En voici une nouvelle illustration.

Publié dans : Tout est à nous ! 137 (23/02/12) *La Grèce en lutte en 2012 comme l'Espagne en 1936 pour les peuples d'Europe !* Extraits :

- "*Alors, que faire? La première chose c'est de crier haut et fort que les Grecs ne doivent pas payer cette dette qui les étrangle et qui n'est pas la leur. Qu'on doit suspendre tout de suite son paiement. Pour quoi faire? Pour faire ce que nous impose le droit international, l'ONU, nombre de conventions internationales signées d'ailleurs par nos gouvernements: pour investir les sommes astronomiques consacrées maintenant au service de cette dette, à la satisfaction des besoins élémentaires de la société grecque...*"

Précisons que c'est une militante grecque qui s'exprime ainsi. Il était précisé en bas de page de cet article : "*Ce discours de Sonia Mitralia, membre du Comité grec contre la dette et de l'Initiative des femmes contre la dette et les mesures d'austérité, a été prononcé au meeting de Marseille du 17 février, organisé par la campagne française «pour un audit citoyen de la dette publique».*". Initiative que nous condamnons, car elle laisse entendre qu'une partie de la dette de l'Etat serait légitime et il serait normal que les travailleurs soient mis à contribution pour la régler, position évidemment partagée par le Front de gauche et d'autres "*anticapitalistes*" qui n'envisagent de rompre ni avec l'UE, ni avec la BCE ni avec l'euro ni avec l'ONU, bref, vous l'aurez compris... ni avec le capital !

Grotesque, pitoyable, comment concevoir que les "*conventions internationales signées d'ailleurs par nos gouvernements*" réactionnaires précisons, pourraient être compatibles avec la satisfaction des besoins des travailleurs que cette militante est censée représenter ? Vous aurez remarqué qu'elle ne faisait pas référence exclusivement aux besoins des travailleurs mais à ceux "*de la société grecque*" incluant toutes les classes, ce qui n'est pas anodin mais témoigne du lien qui la relie à la classe des capitalistes et qu'elle est incapable de briser, dont elle ne peut pas se passer.

La référence de cette militante à l'ONU témoigne de son incapacité à rompre avec le capital dont cette institution représente les intérêts. Exactement comme le firent les réformistes, staliniens et anarchistes en Espagne en 1936, qui au lieu d'aller de l'avant et de rompre avec la bourgeoisie en avançant la nécessité d'exproprier les capitalistes et de liquider les institutions, donc de proposer une issue politique dont la classe ouvrière et à la petite-bourgeoisie pourraient se saisir pour continuer leur combat contre le régime en place et l'abattre à terme, prendre le pouvoir, se place elle-même sur le terrain de la bourgeoisie en reprenant à son compte "*nombre de conventions internationales signées d'ailleurs par nos gouvernements*" aux contenues réactionnaires et qui avaient été conçues pour combattre la classe ouvrière, une manière comme une autre de diviser et désarmer les masses exploitées en les plaçant sur le terrain de la bourgeoisie, en leur signifiant qu'elles ne pourront pas se passer d'elle, bref, en les jetant dans les bras de leur ennemi, dans ces conditions, non seulement il sera impossible de vaincre, mais la défaite est assurée. C'est en procédant exactement de cette manière que les liquidateurs de la révolution espagnole ont pavé la voie à Franco.

Les masses sont pragmatiques et préfèrent l'original à la copie. Dès lors que les partis ouvriers manifestent leur incapacité de

rompre avec la bourgeoisie, pire, témoignent leur volonté de s'associer ou de s'en remettre à elle, des pans entiers de la classe ouvrière et de la petite-bourgeoisie se rangent sous son drapeau pour mater la révolution responsable du désordre...

Le NPA et toutes les formations dans le monde proches de ce parti sont totalement incapables de définir une stratégie politique indépendante du capitalisme et ses institutions, de se placer résolument sur le terrain de classe des exploités. Du coup ils conduisent les masses dans une impasse criminelle, que concrétise leur appel à l'unité sans principe puisque sans aucune perspective politique :

- *Camarades, c'est maintenant plus que jamais que l'union fait la force. Unissons-nous car tous ensemble nous pouvons toujours changer ce monde qui est en train de pourrir.*"

Ben voyons, l'unité sans principes, il suffit de s'unir et le tour est joué, sans direction ou objectifs politiques, autrement dit, laissant la voie libre à la réaction ou à la contre-révolution de s'en charger...

Le combat contre l'austérité, le chômage, la précarité et la pauvreté devrait être relié au combat contre le gouvernement et les institutions, seul moyen de rendre crédible l'issue politique que nous proposons aux travailleurs et qu'ils s'en saisissent, pour contruire le parti. Sans cette direction ou ce contenu politique, tout combat se situera dans le cadre des institutions et du régime jugés indépassables, il aura forcément un contenu ou une direction réactionnaire, c'est l'un ou c'est l'autre, cela ne peut être ni l'un ni l'autre ou les deux à la fois, à chaque militant de déterminer librement quel contenu il compte donner à son combat.

Actualité en titres

Les sauveurs suprêmes !

- A Toulouse, le personnel de Freescale en appelle à Sarkozy avec l'aide d'élus PS - AFP

- Petroplus: Nicolas Sarkozy annonce le redémarrage temporaire de la raffinerie de Petit-Couronne - 20minutes.fr

- A ArcelorMittal Florange, Hollande dégaine une proposition de loi - Liberation.fr

- Hollande défend Fralib contre Unilever - L'Express.fr -

Manipulation. Appel du pied aux spéculateurs...

- 70 à 100% : l'augmentation nécessaire de la production agricole mondiale pour nourrir la planète - Atlantico.fr

... or :

- Production mondiale de céréales à un niveau record en 2011/2012 - AFP

Dans l'article "*La faim est faite de faim d'homme et peut-être éliminée par les hommes*" (mondialisation.ca) (12.02.12), Jean Ziegler affirmait qu'il serait possible de nourrir aujourd'hui 12 milliards d'êtres humains, alors que chaque année des millions de travailleurs et leurs familles crèvent de faim ou de sous-alimentation.

Le Monde sait de quoi il parle !

- Sur la Syrie : la propagande à longueur de commentaires - Le Monde

INFOS EN BREF

Politique

1- Afghanistan

Douze personnes ont été tuées vendredi en Afghanistan au quatrième jour de protestations contre la "*profanation*" d'exemplaires du Coran sur une base de l'armée américaine, portant à 23 le nombre de morts depuis le début de ces violences.

A Kaboul, plusieurs centaines de manifestants ont défilé en direction du palais présidentiel aux cris de "*Mort à l'Amérique*". A l'autre bout de la ville, d'autres manifestants ont brandi le drapeau blanc des taliban.

Environ 700 personnes se sont également rassemblées à Jalalabad, dans l'Est, et dans la province de Ghazni, dans le sud-est du pays.

Le bilan des manifestations est de 23 morts en quatre jours, dont deux soldats américains. Les taliban afghans ont appelé la population à s'en prendre aux Occidentaux qualifiés "d'envahisseurs infidèles". (Reuters 23.02)

2- Syrie

Anders Fogh Rasmussen a déclaré à Reuters que l'OTAN n'interviendra pas en Syrie, même si le Conseil de sécurité de l'ONU changeait d'avis et le lui autorisait. Ce faisant, le secrétaire général de l'OTAN feint de renoncer à la guerre, non pas à cause du double veto russe et chinois, mais en raison d'impossibilités techniques.

Nicolas Sarkozy et David Cameron ont signé à Paris de nouveaux traités pour renforcer la défense commune de la France et du Royaume-Uni. La date de cette cérémonie avait officiellement été choisie pour commémorer le soulèvement de Benghazi contre Mouammar Kadhafi. En réalité, il s'agissait de compléter le traité de Lancaster House dont une annexe secrète prévoyait d'organiser le soulèvement de Benghazi et de changer le régime libyen. Dès lors, on peut logiquement se demander si le sommet de Paris n'a pas également inclus la signature d'une annexe secrète planifiant un renversement du régime syrien. Le communiqué final de cette rencontre laisse entrevoir des manigances franco-britanniques.

Les agences de presse occidentales rapportent un manifestation de 15 000 à 30 000 personnes contre le régime syrien, lors de funérailles dans un quartier bourgeois de Damas. Elles affirme que l'armée aurait tiré sur la foule faisant des dizaines de morts. En réalité, la manifestation qui s'est tenue à la sortie de la mosquée cheikh Zaad ne pouvait pas rassembler plus de 3 000 personnes au vu de l'exiguïté du lieu. Les participants, uniquement des hommes, étaient étrangers au quartier, ainsi qu'en attestent les commerçants. La manifestation rassemblait le maximum de militants que l'opposition pouvait mobiliser à Damas, une agglomération de plus de 1,5 million d'habitants. Surtout, loin de se référer à la démocratie, les manifestants scandaient exclusivement des slogans religieux anti-chiites. Ils ont été dispersés par la police alors qu'ils tentaient de se diriger vers l'ambassade d'Iran pour l'attaquer. Contrairement aux imputations occidentales, la police n'a pas tiré sur la foule et l'on pouvait observer une fois le calme revenu que les affrontements avaient été très limités ne faisant aucun dégâts.

- Pour imposer sa narration des événements en Syrie, l'OTAN a recours à des romanciers. Le texte fictionnel de Tahar ben Jelloun, comme le pseudo-reportage de Jonathan Little sont traduits en diverses langues européennes. Après la France et l'Espagne, ils paraissent aujourd'hui dans la presse italienne.

- ABC consacre trois pages à présenter les grandes figures du clan Assad. Chaque personnalité est soigneusement dénigrée, puis cette famille est assimilée à la religion alaouite qui est elle aussi dénigrer. Au final, il s'agit de donner l'impression d'une famille qui s'appuie sur un aveuglement sectaire pour s'approprier un pays.

- Dans The Independent, Charlotte McDonald-Gibson montre que ce sont les alaouites qui se sentent le plus menacés et qui tentent de fuir le pays. Comme les autres minorités, chrétiens, druzes, ismaélites etc., ils craignent qu'une victoire des rebelles ne sonne le signal de leur massacre.

- The Mail on Sunday assure que Naomi Campbell aurait voulu organiser un événement de charité pour les victimes de violence en Syrie, mais en a été dissuadée par son entourage. Le célèbre mannequin organise chaque année des événements caritatifs lors de la London Fashion Week et du Festival du cinéma de Cannes. Elle aurait souhaité ne pas s'occuper uniquement de victimes de catastrophes naturelles (Haiti, Japon), mais aussi de l'oppression. C'est très tendance, mais cela pourrait s'avérer un mauvais calcul en matière de communication en cas de retournement de la situation politique.

- L'éditorial du Washington Post déplore que rien ne permette de contraindre Bachar el-Assad de mettre fin à la répression. Toutes les options étudiées par le département d'Etat sont soit impossibles à mettre en œuvre, soit inappropriées. Il va falloir accepter l'idée que le régime se maintiendra encore longtemps.

- Dans le Jerusalem Post, Yaakov Katz s'interroge sur le mobile d'Ehud Barack qui annonce régulièrement, depuis le 20 juin, que Bachar el-Assad n'en a plus que pour quelques semaines. Les déclarations du ministre de la Défense sont d'autant plus étranges et imprudentes que les dirigeants militaires états-uniens affirment au contraire que le régime est stable et ne tombera pas.

- L'ancien assistant du secrétaire d'État US, Christopher Hill, explique aux lecteurs de Gulf News que le veto chinois est principalement motivé par la mauvaise expérience libyenne. Il observe que les États-Unis ont commis une erreur en provoquant un double veto qui a éloigné Pékin de Washington pour le rapprocher de Moscou. (Réseau Voltaire 19.02)

Social

France

1- Grève à la SNCM à Marseille

Les ferries de la société nationale corse méditerranée (SNCM) étaient bloqués à quai vendredi en raison d'une grève de 24 heures des marins CGT de la compagnie, a-t-on appris de source syndicale.

Les marins dénoncent les risques de démantèlement de la compagnie.

Le secrétaire du syndicat CGT des marins de la SNCM, Frédéric Alpozzo, est par ailleurs sous la menace d'un licenciement pour "*faute lourde*".

Un avis a été rendu jeudi par le conseil de discipline de la SNCM suite au blocage pendant plusieurs semaines à Marseille d'un ferry qui devait gagner Toulon.

Les agents du Grand Port Maritime de Marseille observent également un mouvement de grève de 24 heures.

Les dockers des bassins Est de Marseille ont, eux, cessé le travail pendant trois heures en raison de "menaces sur l'avenir industriel des bassins Est du Grand Port Maritime de Marseille." (Reuters 24.02)

2- Fermeture de l'usine d'Albany international en Haute-Vienne.

L'entreprise Albany international, spécialisée dans le tissage, a annoncé la fermeture de l'usine de Saint-Junien (Haute-Vienne) et la suppression de 134 emplois, a-t-on appris jeudi 23 février auprès d'élus, confirmant une information du site du quotidien L'Echo de la Haute-Vienne.

Avec '*colère*' et '*indignation'*, Joël Ratier, président de la communauté de communes Vienne-Glane et conseiller régional PCF, a confirmé la décision de la direction d'Albany, dont l'usine est installée '*depuis des décennies*', de fermer le site haut-viennois pour redéployer l'activité sur le site de Sélestat (Alsace).

C'est '*une décision scandaleuse*', a lancé l'élu, rappelant qu'en 2004 la communauté de communes avait racheté les anciens locaux de l'entreprise, cédé un nouveau terrain pour 1 euro symbolique et pris en charge les aménagements de voirie afin de desservir le nouveau site, soit un investissement de près de un million et demi d'euros. '*Au-delà du drame humain que va déclencher cette logique insupportable chez une entreprise qui, par ailleurs, dégage d'importants bénéfices*', l'élu estime qu'il n'est '*pas acceptable de piller ainsi un territoire et l'argent public*'. (lemonde.fr 23.02)

3- Chômage en hausse

3.1- Le chômage a poursuivi sa progression en janvier en France, selon les chiffres publiés vendredi par le ministère du Travail.

Le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A (ceux n'ayant exercé aucune activité) a augmenté de 13.400 (+0,5%) le mois dernier en France métropolitaine par rapport au mois de décembre pour s'établir à 2.861.700. Sur un an, la hausse est de 6,2%.

En tenant compte des personnes exerçant une activité réduite (catégories B et C), le nombre de demandeurs d'emploi croît de 0,1%, soit 4.800 personnes de plus, pour atteindre 4.258.200 (+5,5% sur un an).

Avec les départements d'Outre-mer, le nombre de demandeurs d'emploi ressort à 4.525.900, un chiffre particulièrement sensible à l'aune des troubles sociaux que connaît l'île de La Réunion.

Le ministère du Travail a révisé les chiffres de décembre. Le nombre de chômeurs en catégorie A à fin 2011 s'élève à 2.848.300 contre 2.874.500 annoncé initialement.

En janvier, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A progresse de 1% pour les hommes (+5,4% sur un an) et diminue de 0,1% pour les femmes (+7% sur un an).

Dans cette même catégorie, le nombre de chômeurs de moins de 25 ans baisse de 0,6% en janvier (+3,3% sur un an), tandis que celui des personnes âgées de 50 ans et plus décroît de 0,5% (+15,2% sur un an), la hausse portant par conséquent en totalité sur les personnes âgées de 25 à 49 ans. (Reuters 24.02)

3.2- D'aussi loin que remontent les statistiques du ministère du travail, jamais la France n'a eu autant de chômeurs inscrits

en catégorie E qu'en janvier 2012. Selon les chiffres publiés vendredi 24 février, ils sont 370 000 (7 300 de plus qu'en décembre, 17 300 qu'il y a un an) à être ainsi inscrits dans cette catégorie qui regroupe tous les demandeurs d'emploi en contrats aidés.

Ce niveau historique du nombre de demandeurs d'emploi en catégorie E n'est pas un hasard. Fin décembre, Xavier Bertrand, ministre du travail et de l'emploi, avait demandé par circulaire à ses services de concentrer les 340 000 contrats aidés prévus pour 2012 sur le premier semestre de l'année, en signant les deux tiers, soit 225 000, avant juillet. Début février, il convoquait encore plusieurs centaines d'acteurs locaux de l'emploi à Paris pour s'assurer que le message était bien passé.

Signe que sur le fond, la situation ne s'améliore pas réellement, les fins d'inscription pour reprise d'emploi reculent de 2,8 % en janvier. Si le nombre de sorties totale augmente, c'est uniquement grâce à la forte hausse des cessations d'inscription pour "*défaut d'actualisation*". De l'autre côté, les entrées diminuent certes grâce à la diminution du nombre d'inscription en fin de CDD et de mission d'interim, mais elle continuent à être supérieures à celles des sorties. Le nombre d'offres d'emploi récoltées par Pôle emploi diminue également fortement (-3,6 %).

Autre chiffre inquiétant, parce qu'il est souvent synonyme d'éloignement durable du marché du travail, le chômage de très longue durée continue à augmenter significativement, avec une hausse de 1,4 % par rapport à décembre des demandeurs d'emploi inscrits depuis plus de trois ans. Un chiffre qui explose même de plus de 22 % sur un an. (lemonde.fr 24.02)

Economie

1- Grande-Bretagne

Les banques Lloyds et Royal Bank of Scotland ont encore enregistré des milliards de livres de pertes l'an dernier, si bien que l'Etat britannique n'est pas prêt de récupérer les sommes colossales qu'il a été contraint d'investir pour les sauver durant la crise financière.

Le gouvernement en détient toujours respectivement 41% et 82% après avoir injecté un total de près de 65 milliards de livres - plus de 75 milliards d'euros - pour éviter le naufrage de ces établissements emblématiques en 2008.

Mais tous deux ont publié cette semaine de lourdes pertes pour 2011, signe que le chemin du rétablissement est encore long.

Toutes les deux ont été plombées par de lourdes charges exceptionnelles destinées à régler des litiges sur des ventes forcées d'assurances crédits.

Et les perspectives pour cette année ne sont guère réjouissantes en raison de la morosité économique en Grande-Bretagne et de l'instabilité en zone euro.

Du coup, le contribuable britannique n'est pas prêt de revoir les milliards investis dans les deux banques, tant que leurs cours de Bourse resteront déprimés et qu'il sera impossible à l'Etat de vendre sa participation sans perdre de l'argent. (AFP 24.02)

2- Allemagne

L'allemand Volkswagen, premier groupe automobile européen et nouveau numéro deux mondial, a plus que doublé son bénéfice net l'an passé, battant tous les records, alors que la plupart des constructeurs généralistes européens sont en difficulté.

Le géant de Wolfsburg (nord) a annoncé vendredi avoir engrangé un bénéfice net part du groupe de 15,4 milliards d'euros en 2011, contre 6,8 milliards l'année précédente, selon des chiffres provisoires.

Avec un tel profit, un record dans l'histoire automobile selon des médias, il distance largement le numéro un du secteur, l'américain General Motors, qui a lui même enregistré son meilleur bénéfice en plus de 100 ans d'existence: 7,6 milliards de dollars en 2011.

Les ventes de Volkswagen ont dépassé l'an dernier celles du groupe japonais Toyota mais elles sont restées derrière celles du numéro un mondial de l'automobile, l'américain General Motors.

Le groupe Volkswagen, qui comprend aussi les marques Audi, Seat ou encore Skoda, et depuis fin 2011 le fabricant de poids lourds MAN, a écoulé 8,3 millions de véhicules l'an dernier, soit une hausse de 14,7% sur un an. C'est la première fois que le groupe dépasse la barre des 8 millions d'unités vendues.

Le chiffre d'affaire était au-dessus des attentes des analystes: il a bondi de 25,5% à 159,3 milliards d'euros.

Selon Nord/LB, "*si la conjoncture mondiale reste telle qu'elle est, son chiffre d'affaires devrait progresser en 2012 à plus de 175 milliards d'euros, d'autant plus que les chiffres de MAN seront totalement incorporés dans les comptes du groupe*" car VW compte encore augmenter sa part dans le groupe de camions.

Le résultat opérationnel devrait se situer au même niveau que l'an passé, estime encore la banque régionale allemande: il a atteint 11,3 milliards d'euros, en hausse de 57,8% sur un an. (AFP 24.02)

3- Grèce

La Grèce a officiellement lancé vendredi son offre d'échange de dette pour les porteurs privés d'obligations dans le cadre du deuxième plan de sauvetage de 130 milliards d'euros qui lui a été consenti.

Un communiqué du ministère grec des Finances confirme les modalités de cet échange telles qu'elles ont été présentées cette semaine.

Les banques, les assureurs et d'autres investisseurs détiennent un total de 206 milliards d'euros d'obligations grecques qui subiront une décote faciale de 53,5% avec une perte réelle entre 73% et 74%.

Selon les termes de l'accord, les investisseurs empocheront des obligations assorties de maturités allongées d'une valeur représentant 31,5% des titres qu'ils détiennent ainsi que des obligations à court terme émises par le Fonds européen de stabilité financière représentant 15% de la valeur des anciennes dettes.

Les nouvelles obligations serviront un coupon moyen de 3,65% et seront régies par la législation britannique.

Les créanciers ayant accepté d'échanger leurs titres se verront remettre en plus des titres qui leur permettront de récupérer des versement additionnels calculés selon l'évolution du PIB grec. (Reuters 24.02)

Haut de page

Le 26 février

CAUSERIE

En famille.

1- Le changement dans la continuité. L'UDR (ex-UMP) en a rêvé, le PS l'a fait.

Réaction d'un internaute à un article frauduleux du portail Atlantico.fr :

- "*...la vraie histoire de la prostitution politique à la finance ne date pas des socialistes mais trouve sa source sous Pompidou entre Entre 1966 et 1969 par les réformes "Debré-Haberer" qui introduisent la "déspécialisation" ouvrant ainsi la voie à la déréglementation financière et qui intervient le 2 juillet 1984, on vous l'accorde, sous Mitterrand.*"

2- Pris à leur propre piège.

Henri Guaino, conseiller spécial du président Nicolas Sarkozy, s'est emporté en direct samedi lors d'un débat télévisé avec un élu socialiste, tapant sur la table et lui lançant : "*taisez-vous, c'est insupportable à la fin !*".

Sur France 3 Ile-de-France, M. Guaino, connu pour avoir la tête près du bonnet, était confronté à Jérôme Guedj, président PS du Conseil général de l'Essonne, lors de l'émission "*La voix est libre*".

Les deux hommes avaient été conviés parce qu'ils avaient été tous deux membres du conseil d'administration de la Fondation Marc Bloch, centre de réflexion sur les valeurs républicaines, et l'animateur Jean-Jacques Cros avait espéré un dialogue entre "*républicains des deux rives*". On en a été loin.

Dans la première moitié de l'émission, M. Guaino a pris la mouche quand son contradicteur a parlé de "*débat délétère*", "*indigne*" sur l'identité nationale. "*Si vous répétez indigne, on va arrêter là*", a tranché le conseiller élyséen. "*Je ne viens pas sur des*

plateaux pour me faire insulter". "*Si je vous traite de sale con, ça va vous plaire ?*", a-t-il demandé, alors que la conversation virait au brouhaha.

Jean-Jacques Cros a tenter de réclamer "*un tout petit peu de sérénité*". L'édition du journal à la mi-journée a refroidi la température. Mais à la reprise du débat, M. Guaino a à nouveau élevé la voix.

"*Mais c'est insupportable à la fin, je peux parler oui ?*" a-t-il crié, tapant sur la table. "*Taisez-vous, vous avez assez parlé !*".

"*Il faut prendre quelques jours de repos, on va vous mettre en vacances dans quelques mois*", a glissé l'élu socialiste.

"*Soit il me laisse parler, soit je m'en vais*", a poursuivi le conseiller élyséen, exaspéré.

"*Faut rester zen, M. Guaino*", a poursuivi le socialiste. "*Je ne suis pas zen avec quelqu'un avec qui on ne peut pas discuter*", a répondu M. Guaino.

A un moment, l'élu de l'Essonne a regretté que le conseiller de Nicolas Sarkozy n'ait pas montré la même agressivité vis-à-vis de Marine Le Pen à laquelle il avait été opposé jeudi soir. (AFP 25.02)

Un dialogue entre "*républicains des deux rives*" du même fleuve qui s'écoule pareil à lui même rempli de la sueur, des larmes et du sang d'un peuple qui se meurt...

Le dialogue entre deux menteurs, deux complices, tourne à l'avantage de celui qui prend l'initiative d'attaquer l'autre. Ce dernier se trouve piégé et ne peut pas répondre sur le même registre sans dévoiler la supercherie à laquelle l'un et l'autre se livrent, du coup il se tait ou s'emporte, à moins qu'il ne préfère se suicider en s'attaquant à son adversaire qui rendra gorge par la même occasion.

Il en va ainsi pour les représentants du parti de l'ordre et son supplétif ainsi que les larbins de ce dernier, tous partisans de la survie du régime capitaliste et ses institutions.

Il est clair que les arguments avancés par un membre de l'UMP peuvent être repris par un membre du PS et se retourner contre lui et vice versa. L'avantage ira au premier qui dégainera, voilà tout.

Le PS attaque l'UMP quand il stigmatise l'immigration, tandis que l'UMP attaque le PS quand il manifeste son incapacité à en gérer les conséquences, le seul parti à en tirer profit étant celui qui n'a jamais gouverné : le FN, qu'ils pourront ensuite diaboliser pour faire oublier qu'ils portent ensemble la responsabilité de l'audience que l'on prête à ce parti d'extrême droite.

Ensuite, pendant que l'UMP et le PS rempliront leur rôle bien rodé consistant à s'écharper sur le fait de savoir qui est à l'origine de la situation actuelle, ce qui est valable pour n'importe quelle question économique ou sociale puisqu'ils ont tous les deux gouvernés depuis 30 ans, cette mascarade en présence d'ignorants présentera pour eux au moins l'avantage de se faire passer pour des ennemis irréductibles, s'agissant précisément du sujet qui a fait l'objet de cette altercation, le FN pourra délivrer tranquillement son discours raciste et xénophobe contre les boucs émissaires (les travailleurs d'origine étrangère) désignés par l'UMP et abandonnés à leur sort par le PS.

Depuis plusieurs années j'ai caractérisé l'UMP comme un repère de nazillons, notamment, donc inutile de revenir dessus.

S'agissant du PS, sa référence au socialisme ne sert qu'à camoufler sa véritable nature. A l'UMP ils le savent pertinemment, et si habituellement leurs rapports sont feutrés ou courtois dans les coulisses du pouvoir pour cause de collaboration étroite et quotidienne à la gestion du pays pour le compte d'intérêts communs, notamment aux seins des commissions de l'Assemblée nationale et du Sénat, en public ou en présence de caméras ils se doivent de s'interpeler, de hausser le ton, de gesticuler pour que se perpétue la croyance populaire sur leur soi-disant opposition avec laquelle se confond l'exercice de la démocratie, qui est en réalité une formidable mystification indispensable à la survie du régime et des institutions en place.

Notre devoir est de dévoiler, dénoncer, combattre inlassablement cette mystification qui ne sert qu'à tromper les travailleurs. Alors quand ensuite on nous demande de voter Hollande, autrement dit de participer à cette escroquerie politique, nous répondons non.

Parce qu'on n'a pas été foutu de créer les conditions pour lutter efficacement contre les licenciements ou le chômage, au-delà pour renverser le régime, il faudrait soutenir les mesures destinées aux travailleurs qui en sont victimes sous prétexte qu'elles soulageraient leurs souffrances, alors que finalement elles encouragent les patrons à licencier davantage ou à avoir recours au chômage partiel quand cela les arrange.

A défaut de pouvoir nous opposer efficicacement ou d'obtenir le retrait de mesures antisociales, nous devrions nous défroquer

et collaborer à leur mise en oeuvre, pour un peu s'en féliciter car elles seraient un moindre mal.

C'est la même logique suicidaire et capitularde qui est à l'oeuvre dans le vote Hollande (ou Mélenchon) au premier tour en 2012.

La vie est moins insupportable au chômage partiel qu'au chômage tout court, et la vie avec Hollande serait moins pire - pour ne pas dire tellement plus agréable, qu'avec Sarkozy au Palais, dans les deux cas, il faut épargner les travailleurs et surtout éviter qu'ils ne se mobilisent, il ne faut pas qu'ils souffrent sans avoir à passer à l'action, surtout pas, cet humanisme de boulevard que ne renieraient pas les dirigeants pourris des syndicats est en vérité le fossoyeur de la lutte de classe, il creuse la tombe du prolétariat car le chômage ne cesse d'augmenter, le niveau de vie des travailleurs ne cesse de baisser et la décomposition du régime, des institutions et de la société va se poursuivre sous Hollande, le capital va poursuivre son offensive contre tous nos droits.

Cette conception de la lutte de classe reprise par tous les syndicats et partis dits ouvriers est étrangère au marxisme, elle est contre-révolutionnaire, elle est l'antithèse du combat pour le socialisme.

On ne peut le comprendre qu'en ayant à l'esprit l'hétérogénéité du prolétariat et que les mesures sociales censées allégées les conséquences de la crise du capitalisme ne concernent que certaines couches de travailleurs, les plus privilégiées, ceux des grandes entreprises principalement, dans une moindre mesure ceux des moyennes entreprises, tandis que la majorité d'entre eux atomisés dans des PME n'en verront pas la couleur ; à l'arrivée, les travailleurs jetés à la rue un jour ou l'autre toutes couches confondues, se retrouveront exactement dans la même situation.

En établissant des distinctions entre travailleurs selon leurs conditions, ils les divisent, ils s'arrangent pour faire en sorte qu'ils ne se retrouvent pas tous violemment face à la même situation au même moment ou pour retarder au maximum le moment où ils s'y retrouveront, puis, y ayant abouti par des voies différentes, ils peuvent espérer qu'il en restera quelque chose qui les divisera encore, après tout c'est petit à petit qu'ils vont faire l'expériences du chômage et des innombrables difficultés qui en découleront, donc le mûrissement politique qui en résultera ne se produira pas au même rythme, du coup en présence de situations à la fois identiques mais vécues différemment, la propagande gouvernementale assistée de ses lieutenants au sein du mouvement ouvrier fera le reste pour convaincre les travailleurs de prendre leur mal en patience, éventuellement en leur désignant des boucs émissaires, de préférence la crise mondiale (du capitalisme), les "*mauvais*" capitalistes, les travailleurs étrangers, etc.

Cette conception de la lutte de classe consiste à retarder le moment où les travailleurs devront consentir d'énormes sacrifices tout en les désarmant politiquement pour affronter cette situation, les deux opérations interviennent conjointement. Comment ? En laissant les dirigeants syndicaux "*négocier*" avec le gouvernement et le patronat la subordination totale des travailleurs aux besoins des capitalistes, sans engager une campagne nationale pour la rupture de leurs relations qui remettrait au premier plan la mobilisation dans l'unité des travailleurs et leurs organisations pour défendre leurs intérêts de classe. Au lieu de préparer les conditions qui permettraient aux travailleurs de passer d'une position défensive à une position offensive, elle prépare les défaites de demain.

C'est seulement en présence de conditions d'existence insupportables que les travailleurs sont amenés à passer à l'action, en l'absence d'un niveau de conscience politique qui les conduirait à engager le combat sans attendre cette échéance. C'est seulement en les entraînant au combat (en défendant tous leurs acquis) et en donnant à leur combat une orientation politique correcte, qu'il serait possible de les armer politiquement pour qu'ils puissent consciemment se donner des objectifs politiques conforment à leurs intérêts de classe ou se saisir des tâches qu'on leur propose, renouer ou adhérer au socialisme. C'est cette conception de la lutte de classe que nous opposons aux conciliateurs, qui en voulant à tout prix épargner de nouvelles souffrances aux travailleurs, épargnent en réalité le régime (et les appareils), le soutiennent.

Les syndicats doivent se donner comme objectif ou inscrire leur combat dans la perspective du renversement du capitalisme, et les partis ouvriers celui du renversement des institutions, pour un gouvernement ouvrier révolutionnaire. Tout autre contenu doit être considéré comme contre-révolutionnaire, réactionnaire.

Puisque j'ai évoqué les sacrifices ou souffrances que les travailleurs sont amenés à subir, il va s'en dire que des syndicats et des partis ouvriers dignes de ce nom devraient organiser une solidarité sans faille entre tous les travailleurs sur la ligne politique décrite au paragraphe précédent de façon à la fois à soulager leurs peines et angoisses et les gagner à notre combat. C'est évidemment inenvisageable avec des syndicats et des partis ouvriers tous plus ou moins corrompus, qui sont tous impliqués dans le fonctionnement des institutions qu'il nous faut abattre.

Banque mondiale. Le nerf de la guerre. Chasse gardée. L'hégémonie américaine vacille.

Le président de la Banque mondiale, l'Américain Robert Zoellick, dont le mandat prend fin en juin, a estimé samedi que les Etats-Unis devaient jouer un rôle de premier plan au sein des institutions internationales.

"*Je veux que les Etats-Unis se sentent responsables vis-à-vis du système international, donc si vous avez un bon candidat américain, je pense que ce sera une bonne chose pour les Etats-Unis et pour la banque*", a-t-il déclaré.

La Banque mondiale a lancé la semaine dernière le processus de sélection d'un nouveau président et devrait annoncer son choix au mois d'avril.

Le poste de directeur général du FMI revient traditionnellement à un Européen, tandis que la présidence de la Banque mondiale revient aux Etats-Unis. (Reuters 25.02)

Actualité en titres

Son heure de gloire appartient au passé...

- Robert Zoellick prône un rôle de premier plan pour les USA - Reuters

... que cela ne tienne :

- The Artist remporte six César, dont celui du meilleur film - Reuters

Blanche neige au paradis fiscal.

- La Suisse ne veut plus que de l'argent propre - LePoint.fr -

INFOS EN BREF

Politique

Tunisie

Plus de 3 000 manifestants se sont rassemblés, samedi 25 février, devant le siège de l'Union générale des travailleurs tunisiens (UGTT) à Tunis pour réclamer la chute du gouvernement et dénoncer plusieurs attaques des locaux de ce syndicat au cours de cette semaine.

'VLe peuple veut la chute du gouvernement', 'Manifestations et affrontements jusqu'à la chute du gouvernement', 'VNe toucher pas mon UGTT', scandaient les manifestants qui ont répondu à l'appel du principal syndicat de la Tunisie. Plusieurs partis politiques ont participé à ce rassemblement dont le Parti démocrate progressiste (PDP), le mouvement Ettajdid, et le Parti communiste des ouvriers de Tunisie (PCOT).

Les manifestants accusent des membres du gouvernement provisoire, et notamment du mouvement islamiste Ennahda, d'être les auteurs de plusieurs attaques perpétrées contre les locaux de l'UGTT. '*Ils veulent nous faire taire pour avoir le monopole et pour décider seuls de notre sort, mais nous ne plierons jamais et nous ne céderons pas*', a déclaré aux manifestants le secrétaire général de l'UGTT, Houcine Abassi. '*Nous sommes tous unis pour défendre les droits syndicaux qui sont menacés par des actes extrémistes*', a indiqué Maya Jribi, secrétaire générale du PDP.

Le secrétaire général de l'UGTT a dénoncé aussi dans son discours, la tenue de la conférence internationale '*des amis de la Syrie*' qui a réuni soixante pays vendredi à Tunis pour définir un plan d'aide humanitaire international au peuple syrien et accentuer la pression sur Damas. '*C'est un complot impérialiste et sioniste qui porte atteinte à notre révolution, à nos martyrs et à notre peuple et cette initiative ouvre la voie à l'ingérence étrangère et prépare pour le détournement des révolutions arabes contre la dictature et la colonisation*', a souligné M. Abassi. (lemonde.fr 25.02)

Afghanistan

Au moins deux conseillers militaires américains ont été tués samedi dans une fusillade au ministère de l'Intérieur à Kaboul, amenant l'OTAN à retirer son personnel travaillant dans les ministères afghans.

Ces meurtres ont été qualifiés d'"*inacceptables*" par un porte-parole du ministère américain de la Défense, qui a appelé les autorités de Kaboul à mieux protéger les forces de la coalition internationale sur le terrain.

A la suite de l'attaque, le général John Allen, qui dirige l'Isaf, a décidé samedi de "*rappeler tout le personnel*" de la force armée de l'Otan travaillant dans les ministères afghans.

Le ministère britannique des Affaires étrangères a de son côté annoncé le retrait temporaire de ses conseillers rattachés

aux organisations gouvernementales à Kaboul.

Samedi à Kunduz, des milliers de manifestants ont tenté de marcher sur un complexe de l'ONU. Les policiers, qui au départ tiraient en l'air pour les effrayer, ont dû viser les manifestants afin de les arrêter, a constaté un correspondant de l'AFP.

La mission de l'ONU en Afghanistan (UNAMA) a "*déploré*" l'attaque contre son complexe, tout en "*remerciant*" les forces de sécurité afghanes, "*et particulièrement la police*", "*pour sa réponse rapide*". "*Tout le personnel de l'ONU est sain et sauf*", selon L'UNAMA.

Le sentiment antiaméricain n'a jamais été aussi fort dans la population en 10 ans de conflit, au diapason des bavures de l'Otan qui tuent relativement fréquemment des civils et de diverses affaires récentes de profanations ou autres actes jugés blasphématoires à l'égard de l'islam. (AFP 25.02)

Haut de page

Le 27 février

CAUSERIE

La petite vertu d'un boomerang

La personnalisation a outrance du pouvoir pour laquelle le Bonaparte de service a opté en entrant au Palais en 2007, a eu pour corollaire de concentrer sur sa petite personne le rejet de sa politique ultra réactionnaire. A juste titre, les travailleurs identifient la multitude de difficultés qu'ils rencontrent dans leur vie quotidienne à Sarkozy.

En rester à ce constat serait faire preuve de légèreté ou de dilettantisme. Car au-delà, il sert de pare-feu ou de fusible aux institutions bonapartistes de la Ve République. L'opposition institutionnelle subordonnée au régime s'emploie à tirer à boulets rouges sur Sarkozy pour mieux faire oublier qu'elle serait bien incapable de s'attaquer aux institutions elles-mêmes... qu'elle soutient à bout de bras.

Viser Sarkozy n'a d'intérêt qu'à partir du moment où l'on situe son rôle et sa politique au sein des institutions, qui ont pour unique fonction d'assurer un cadre juridique et légal au régime en place, afin d'assurer à la fois sa légitimité et sa pérennité. L'existence de ces institutions, tout comme la domination de classe des capitalistes, incarne une imposture permanente, en soi elles constituent un coup de force, elles reposent sur des rapports injustes basés sur les inégalités sociales entre les hommes, et ne servent qu'à justifier l'exploitation de l'homme par l'homme dans sa forme moderne ou achevée, le capitalisme.

S'attaquer aux institutions, c'est s'attaquer aux piliers, aux fondements du capitalisme, dans la mesure ou leur seule raison d'être est d'assurer la pérennité du capitalisme, elles ne peuvent (se) concevoir et supporter en leur sein qu'un rapport de forces favorable à la classe dominante, tout autre scénario doit en être exclu. Elles ont été conçues de telle manière qu'il est quasiment impossible à des partis combattant pour la révolution socialiste d'y faire entendre leur voix, pas même d'y être admis, encore moins d'en conquérir la majorité.

Il en va de la sorte depuis que la République a été proclamée notez bien, cela n'est pas une exclusivité de la Ve République. Les partis traditionnels de la classe ouvrière ont fait leur entrée dans les institutions, puis ont conquis la majorité au Parlement, alors qu'ils étaient déjà passés avec armes et bagages du côté de la bourgeoisie, la SFIO était corrompue par l'idéologie bourgeoise sous le masque du réformisme bien avant le 3 août 1914 qui n'a fait que le révéler, en grattant bien on s'apercevrait qu'elle l'était dès le premier jour.

Tous les partis ouvriers qui ont intégré les institutions s'y sont brûlés les ailes dès la fin du XIXe siècle (Allemagne), l'aile gauche pour être plus précis, ils ont fini par s'y adapter et cesser de les combattre, de faire de leur renversement leur objectif politique, parce que la véritable démocratie ne peut qu'étouffer dans ce carcan qui consiste à ignorer, nier ou piétiner les droits et les besoins de la majorité de la population constituée de travailleurs.

Depuis, le mot d'ordre *A bas le parlementarisme* qui concrétisait autrefois le combat contre l'Etat a complètement disparu du discours politique de tous les partis, chacun est sommé d'y participer et se plie volontiers à cette exigence sous une forme ou une autre, à l'unanimité, chacun s'en satisfait et tente de le justifier à l'aide d'arguments tous plus fallacieux les uns que les autres, personne ou presque n'oserait remettre en cause cette conciliation avec l'ennemi, comme si la reconnaissance ou la légitimité d'un parti ouvrier passait forcément par la collaboration de classes.

Si la survie du capitalisme et ses institutions politiques repose au moins sur deux facteurs déterminants, l'ignorance des masses exploitées du fonctionnement de la société et le soutien que leur apporte le PS et ses satellites, considérant que ce qui définit un révolutionnaire passe par la rupture avec le capitalisme et ses institutions, lors de notre combat à la fois pour aider les travailleurs à se défaire des illusions qu'ils ont dans le capitalisme et ses institutions et pour préparer les conditions de leur renversement, nous devons affronter le PS qui se dresse comme un obstacle (rempart du régime sous le masque du socialisme) sur notre chemin pour avancer vers ces objectifs, PS qui finalement combat la classe ouvrière au côté du parti de l'ordre, au profit de la classe des capitalistes.

Les rapports que les uns et les autres entretiennent avec le PS ne tombent pas du ciel, ils proviennent de la caractérisation de la nature sociale du PS qu'ils ont adoptée, qui à son tour est déterminée par les rapports du PS aux institutions qui coïncident avec les rapports qu'ils ont eux-mêmes adoptés vis-à-vis de l'Etat, Etat qui incarne le pouvoir de la classe dominante, la bourgeoisie. Donc la question de la nature sociale du PS recouvre celle de l'Etat, les deux sont liées, c'est ce que démontre quotidiennement le fonctionnement. des institutions.

Dès lors on comprendra qu'il ne s'agit pas là d'une question anodine ou de second plan, avec laquelle il faudrait faire preuve de tolérance, car elle détermine nos réelles intentions, la véritable nature sociale de notre combat, la direction et les objectifs politiques qu'on entend se fixer. De la même façon qu'il est impossible de séparer le combat pour le renversement du capitalisme du combat pour le renversement des institutions, il est impossible de se prétendre indépendant du PS comme le fait le NPA ou le M'PEP sans se fixer comme objectif politique le renversement des institutions et la rupture avec la totalité des institutions du capital à travers le monde, position qui est étrangère à tous les partis à ce jour.

En guise d'épilogue à cette causerie.

Le stalinien ex-dirigeant du PCF et d'ATTAC, Jacques Nikonoff, a pondu un article le 23 février intitulé *Je suis solidaire du peuple grec, mais je ne signerai pas la pétition de l'Humanité !* Diable, aurait-il rompu avec ses maîtres à penser ? Pas vraiment, c'est ce que nous allons démontrer rapidement.

Il commence ainsi "*Le massacre social et démocratique qui frappe la Grèce, provoqué par les oligarques de l'Union européenne et du Fonds monétaire international (FMI), mais aussi par les dirigeants des pays concernés, suscite, à juste titre, une vague de réprobation en France.*". Il n'aurait pas oublié quelque chose par hasard ? Le gouvernement et les institutions grecs, un oublie sans doute, l'Etat, la question du pouvoir, un détail... Vérifions-le en continuant cette lecture.

Question : Comment va-t-il s'y prendre pour se faire passer pour ce qu'il n'est pas et se démarquer de ceux qu'il fustige ?

Pour masquer sa soumission à l'ordre établi, il commence par s'en prendre à la "*gauche*" dont les analyses "*sonnent creux* et qui serait "*engluée dans le mythe européen*", donc on serait tenté de penser que ce n'est pas son cas. Il poursuit "*L'Humanité n'évoque même pas la revendication principale qui devrait unifier les mouvements sociaux européens : l'exigence de l'annulation de la dette*", annulation de la dette qui serait réalisée par qui, comment, dans quel cadre politique, institutionnel, on ne trouvera pas trace de la moindre réponse à ces questions déterminantes dans son article.

Il termine de la même manière pour tenter désespérément de se démarquer de la direction du PCF et qu'on ne soit pas tenter de retourner ses arguments contre lui, en vérité ils lui vont comme un gant, il écrit que cette pétition "*ne propose aucune perspective unificatrice des revendications et des luttes à l'échelle européenne. Elle ne propose rien, sinon des mots d'ordre creux et défensifs comme « résister ». Elle traduit l'état de délabrement idéologique d'une grande partie de la gauche, son impuissance, ses contorsions pathétiques pour donner l'impression qu'elle fait quelque chose.*", exactement comme le mouvement qu'il anime !

Dans cet article, il n'est nullement question de politique, la question de l'Etat et du pouvoir est sciemment occultée, il n'y est pas question non plus de la rupture avec les institutions en Grèce ou en France ou ailleurs, de l'abolition de leur Constitution nationale respective, pas même avec les institutions internationales du capital, vous n'y trouverez aucun objectif politique, alors que l'issue de la crise du capitalisme se situe sur le plan politique, ceci explique sans doute cela : " *La vraie solidarité avec le peuple Grec devrait montrer une voie commune pour tous les peuples européens : abattre l'ordre eurolibéral, avancer vers le démantèlement de l'Union européenne, dans l'immédiat annuler les dettes, sortir, partout, de l'euro et de l'Union européenne pour relancer l'emploi, l'activité économique, la protection sociale… Et ceci ne peut s'envisager qu'à l'échelle nationale !*".

On reconnaît bien ici le stalinien manipulateur pour peu qu'on lise attentivement ce passage dans lequel figure tout ou presque et son contraire. Voyons comment il s'y est pris. Il a procèdé par étapes, la méthode éculée des staliniens qui consiste à fixer des objectifs à atteindre à différents moments de la lutte des classes à venir, pour finalement ne retenir que ceux qui sont compatibles avec le maintien du régime en place.

Du côté des objectifs qu'il reporte à un jour indéterminé, cela ne lui coûte rien d'employer un ton plus radical puisque son intention n'est pas de combattre pour qu'ils se réalisent, "*abattre l'ordre eurolibéral, avancer vers le démantèlement de l'Union européenne*". Vous aurez noté au passage qu'il ne s'agit pas d'abattre le capitalisme en tant que tel mais sa version "*libérale*", de la même manière que l'UE continuerait d'exister dans la perspective qu'il nous propose, elle ne serait pas purement

et simplement liquidée, mais "*démanteléé*" morceau par morceau, pour un peu dans un siècle on y serait encore, quelle aubaine !

Du côté des objectifs immédiats, il faudrait dit-il "*annuler les dettes, sortir, partout, de l'euro et de l'Union européenne pour relancer l'emploi, l'activité économique, la protection sociale*". On a vu que prédédemment il se proposait dans le long terme d'"*avancer vers le démantèlement de l'Union européenne*" qui serait dans l'immédiat ou entre temps complètement vidée de sa substance, or de deux choses l'une, soit l'UE explose et il n'en reste plus rien, elle disparaît pour ainsi dire, soit elle demeure en place sous une forme ou une autre, ce qui expliquerait qu'elle nécessiterait un "*démantèlement*" étalé dans le temps. Autrement dit, la sortie de l'UE "*partout*" (notez-le bien) ne signerait évidemment pas l'arrêt de mort immédiat de l'UE - les staliniens sont décidément très forts pour entretenir des cadavres puants, est un tour de passe-passe pour camoufler la véritable intention de son auteur de continuer de faire avec tout le bazard de l'UE, de la Ve République et du capitalisme.

On ne peut comprendre la nature de cette manipulation, les contradictions apparentes que comporte cet article, qu'à partir du moment où on intègre la question de l'Etat et des institutions dans son analyse de la situation et de la crise du capitalisme. On pourrait ajouter son prolongement, la question du gouvernement ouvrier révolutionnaire qui prendra les premiers décrets en rupture avec le capitalisme et ses institutions. Si on n'a pas à l'esprit en permanence l'objectif final de notre combat, la prise du pouvoir par la classe ouvrière (et les moyens d'y parvenor), si on n'est pas armé de la théorie (critique) marxiste, on comprendra tout de travers et on pourra facilement se faire berner par des manipulateurs et autres escrocs professionnels qui se situent sur le terrain de notre ennemi.

Dans cet article il a usé d'autres artifices pour nous convaincre de sa bonne foi, en vain.

Cela ne lui coûte absolument rien d'avancer n'importe quelle revendication économique ou sociale du moment qu'il n'aborde pas les moyens politiques qui permettraient de les transformer en réalité. C'est en usant de cet artifice qu'ils arrivent à tromper encore bon nombre de militants. Voyez madame Le Pen, ne serait-elle pas "*socialiste*" (Guéant) ?

Par exemple, il a brocardé les revendications économiques avancées par L'Humanité " *Ces objectifs sont minuscules, incapables de provoquer une rupture décisive dans le système capitaliste !*", subtilité sémantique, une rupture "*dans*" et non avec qui change tout. Parfois la manipulation tient en un mot, au temps ou mode employé !

Jacques Nikonoff est un anticapitaliste de choc, vous n'en étiez pas encore convaincu, il en rajoute une grosse louche pour que personne n'en doute : "*Il n'est pas possible de modifier l'Union européenne de l'intérieur, c'est comme si on voulait changer l'OTAN de l'intérieur. Pour unir les peuples, il faut détruire le système de domination et d'aliénation qui les emprisonne, et bâtir une véritable union des peuples et des nations, débarrassée de l'eurolibéralisme.*". Et plus loin : "*Ainsi nous pourrions demander au FMI de ne plus être le FMI et de supprimer les paradis fiscaux, d'interdire la spéculation, etc. Pendant que nous y sommes, nous demanderions à l'OMC de mettre un terme au libre-échange. Et à l'OTAN de se dissoudre…*".

Bon, qu'il se rassure, nous n'irons pas jusqu'à demander au stalinien Nikonoff de ne plus l'être, pas davantage aux dirigeants et cadres du PCF qu'à ceux du PS de rompre avec l'idéologie qui les nourrit si grâcement.

Au passage, il s'est vendu le parasite ! Il ne vous aura pas échappé qu'en évoquant le FMI, les paradis fiscaux, l'OMC et l'OTAN, il s'en remettait à ces institutions (demander) pour faire le ménage chez elles, pas question qu'elles disparaissent autrement, par exemple par le coup de grâce que la révolution socialiste internationale leur porterait, cela ne lui serait jamais venu à l'esprit, normal quoi. Décidément, en politique on ne se refait pas ! Tout est dans l'ordre des choses, j'adore cette formule qui consiste à dire que les choses sont à leurs places.

Sans savoir où elle me mènerait, c'était de la pure improvisation, j'ai commencé cette causerie avec un Bonaparte... pour terminer avec un thermidorien. Tout est dans l'ordre des choses !

Quand le banquier du PS prend à voix haute ses désirs pour la réalité

Sur Europe I : Jacques Attali quant aux chances de François Hollande d'être élu : "*Je pense que son élection est loin d'être faite et que Nicolas Sarkozy a de grandes chances d'être élu*", a-t-il assuré. (liesi. 23.02)

Dossier grec : gagner du temps, rien que cela**...** mais à quel prix !

Un article du 22 février du portail liesidotorg.wordpress.com

- Le Financial Times évoque un rapport de la "troïka" (BCE, FMI, Commission européenne) de neuf pages ayant servi de document de travail aux ministres des Finances de la zone euro. Ses rédacteurs affirment : "*Il y a des risques notables. (…) La capacité de la Grèce à retourner sur les marchés dans les années suivant la fin du programme (d'aide) est incertaine et demande plus d'analyse. Un prolongement du soutien financier public pourrait être nécessaire*". Il y a "*une tension fondamentale entre les objectifs du plan de réduire la dette d'un côté et d'améliorer la compétitivité de l'autre, dans la mesure où la dévaluation interne requise*

pour restaurer la compétitivité de la Grèce conduira inévitablement à un ratio dette-PIB plus élevé à moyen terme". "*Compte tenu des risques, le programme grec restera exposé à des dérapages, la question de sa viabilité restant posée*", poursuivent-ils.

Rappelons que selon l'accord développé par les ministres de l'Eurogroupe le 21 février 2012, "*la dette grecque doit être ramenée à 120,5 % du PIB d'ici à 2020 grâce à un nouveau programme de prêts publics de 130 milliards d'euros d'ici à 2014 et à une restructuration de la dette détenue par les créanciers privés*". Or, affirme Le Point : "*si les Grecs dévient d'un seul de leurs objectifs, c'est la sortie de route assurée. Que l'excédent budgétaire primaire (avant déduction du paiement des intérêts de la dette) reste en dessous de 2,5 % du PIB, comme c'est le cas actuellement, et la dette ne cessera d'augmenter. Que les revenus des privatisations n'atteignent que 10 milliards d'euros en 2020, au lieu des 46 milliards escomptés, et la dette ne descendra qu'à 148 % du PIB ! Que la croissance économique soit inférieure à 1 % par an jusqu'en 2020 et elle resterait à 143 %. Que les taux d'intérêt d'emprunt du Fonds européen de stabilité financière (FESF), désormais chargé de lui prêter l'argent, augmentent de 100 points de base et la dette restera à 135 % en 2020… Au final, l'option d'une sortie de la zone euro n'est pas totalement écartée*".

"*Le plan grec reste fragile et vulnérable. Même avec cet accord, la Grèce a encore la plupart de ses problèmes devant elle*", prévient Sony Kapoor, directeur du centre d'études Re-Define. Le responsable de l'institut Bruegel Jean Pisani-Ferry est encore plus pessimiste, estimant que le plan ne fait sans doute "*que repousser l'échéance funeste*". "*La Grèce ne va pas mettre en œuvre l'austérité promise et va se retrouver au bout du compte à devoir décider de sortir de l'euro ou à être poussée vers la sortie*", juge-t-il.

En réalité, on voit bien que les banquiers internationaux cherchent tout bonnement à gagner du temps et peu importe l'argent dépensé pour entretenir l'illusion le plus longtemps possible. Attendons maintenant ce qu'il en sera du QE2 de la BCE à la fin février 2012…

Chine / Union européenne : chaque partie doit faire un effort

Un article du 24 février du portail liesidotorg.wordpress.com

Lors du 14e sommet sino-européen organisé à Pékin, le premier ministre, Wen Jiabao, a fait une déclaration qui a pu satisfaire Bruxelles en faveur d'un soutien pour éviter une contagion de la crise de la dette souveraine en Europe. Complément d'information du président de la Banque centrale chinoise, Zhou Xiaochuan : «*La Chine continuera à investir dans des obligations d'Etat, tout en s'assurant de leur sécurité, de leur liquidité et de l'appréciation de leur valeur*».

Les Chinois ont laissé entendre qu'ils pourraient «s'impliquer davantage pour trouver une solution à la crise de la dette en Europe à travers différents canaux comme le FMI, le Fonds européen de stabilité financière puis le Mécanisme européen de stabilité».

En échange, les autorités chinoises souhaiteraient que l'Union européenne lui reconnaisse le statut d'«*économie de marché*», sans attendre 2016, date à laquelle ce statut lui sera octroyé en vertu de l'accord d'adhésion de la Chine à l'OMC.

Ah le maoïsme, quelle perspective politique !

Actualité en titres

Qui donne le la ?

- Dette: le secrétaire au Trésor des Etats-Unis conseille à l'Europe d'agir "*vite et avec force*" AFP -

- Le G20 vers un appel à la fermeté dans la crise européenne - AFP

- BCE: à peine arrivé, Mario Draghi déjà encensé - AFP

INFOS EN BREF

Economie

Etats-Unis

Le secrétaire au Trésor des Etats-Unis Timothy Geithner a conseillé samedi à l'Europe d'agir "*vite et avec force*" contre la crise de la dette qu'elle traverse.

M. Geithner a déclaré, lors d'une conférence avant le début d'une réunion du G20 à Mexico que "*la leçon fondamentale*" pour un

pays ou une région confrontée à une crise économique est: "*faites-le vite et avec force, et faites en sorte que vos engagements soient suivis d'effets*".

Il faisait référence aux sommes que l'Union européenne a promis de réunir pour que la Grèce, forcée de restructurer sa dette, reste un cas isolé.

M. Geithner a également estimé que la zone euro devait renforcer son système bancaire.

"*Il faut agir aussi rapidement et de manière aussi déterminée que possible pour recapitaliser un système financier qui manque de fonds propres*", a-t-il souligné.

Il a estimé que les opérations de prêts à trois ans menées par la Banque centrale européenne étaient efficaces pour répondre aux problèmes de liquidité, mais pas suffisantes en soi.

"*Cette fonction de prêteur en dernier ressort n'est pas un remède de substitution efficace pour un système financier sous-capitalisé*", a-t-il dit. (AFP 26.02)

Il doit être permanent... comme aux Etats-Unis dont l'endettement est abyssal ! Imposez à votre prolétariat respectif "*vite et avec force*" la panoplie des mesures scélérates appliquée ou en passe de l'être en Grèce. Il a raison, allez-y, faites tout sauter : *rira bien qui rira le dernier* (Lénine).

Haut de page

Le 28 février

CAUSERIE

Veau toi-même !

Un internaute s'est exprimé sans détours en affirmant "*les gens sont cons et c'est parce qu'ils sont cons que les candidats leur promettent tout et n'importe quoi, parce que le plus beau c'est que ça marche !*".

C'est une façon de dire les choses, un raccourci qui résume assez bien la situation.

Le général-président de Gaulle avait affirmé que les Français étaient des veaux, la tête de veau étant le plat préféré de Chirac paraît-il, il faut croire qu'il a tenu à entretenir la légende !

Plus sérieusement, on veut bien admettre que le régime survie grâce à l'ignorance des masses exploitées, mais dès qu'on l'identifie d'un peu trop près en observant la réalité pour s'y attaquer, les uns et les autres (les ouvriéristes) se dérobent pour la combattre avec des moyens inadaptés et, finalement constater avec effroi quelques années ou décennies plus tard qu'elle a encore progressé ou qu'elle n'a pas reculé.

En 2002, alors que Chirac était assuré de l'emporter largement contre Le Pen, la LCR avait cru bon de mêler sa voix à ceux qui appelaient à voter pour le candidat du parti de l'ordre.

En 2012, alors que Hollande est donné largement vainqueur contre Sarkozy en se passant des voix des militants combattant pour le socialisme, il y en a encore parmi eux pour appeler à voter pour lui. Tiennent-ils tant que cela à figurer parmi les satellites du PS ?

Que Sarkozy ou Hollande soit élu, qu'est-ce que cela changerait, en quoi cela modifierait-il les rapports entre les classes ?

Sarkozy élu, il poursuivrait ou amplifierait immédiatement son offensive contre la classe ouvrière, du coup une partie de la petite-bourgeoisie également durement frappée serait tentée de se solidariser avec le prolétariat pour affronter le régime. Elle se tournerait de préférence vers le PS qui n'aurait rien à lui proposer de mieux qu'aujourdhui... sinon d'attendre 2017 ! La classe ouvrière se retrouverait exactement dans la même situation qu'aujourd'hui.

Sarkozy ne pourrait être élu qu'au bénéfice d'une forte abstention qui ne ferait pas forcément son affaire, puisque cela signifierait en même temps que les travailleurs et une grande partie de la petite-bourgeoisie auraient refusé de voter pour Hollande même par dépit, le PS affaibli, c'est le régime qui le serait du même coup. Cela signifierait également, soit que les masses seraient

résignées à accepter le sort qui leur était réservé, soit au contraire qu'elles chercheraient la voie pour affronter le régime. Compte tenu de la haine que suscite Sarkozy dans le pays, il y a fort à parier que les masses voteront Hollande au second tour pour qu'il dégage, c'est le scénario le plus probable.

Hollande élu, il ferait en sorte de gérer la situation telle qu'elle est, tout en satisfaisant à la marge les revendications de certaines couches des classes moyennes de façon à étouffer la crainte et la colère des couches de la petite-bourgeoisie en voie de prolétarisation, pendant que le prolétariat croupirait dans son jus sans aucune perspective d'en sortir, avec ou grâce au soutien des appareils pourris des syndicats qui auraient pour tâche de neutraliser et démoraliser le mouvement ouvrier en le divisant à coup de journées d'action sans lendemain, solidarité oblige !

L'arrivée de Hollande au Palais agrémentée d'une majorité de députés forcerait le PS et ses satellites à se découvrir davantage face aux masses exploitées dont la patience n'est pas infinie, à monter au créneau pour défendre davantage encore le capitalisme et les institutions, ce qui nous permettrait aux travailleurs et aux militants de comprendre pourquoi nous tirons dessus à boulets rouges autant que sa véritable nature sociale ; qu'ils n'aient aucune illusion dans le PS est une chose, qu'ils soient capables de le caractériser correctement en est une autre, c'est notre devoir de les y aider.

Maintenant cette élection ainsi que les législatives vont intervenir dans un contexte bien particulier, la crise du capitalisme et ses conséquences s'amplifiant, la période qui vient sera marquée par une intense lutte des classes à l'échelle mondiale au cours de laquelle des millions de travailleurs vont chercher une issue politique afin de faire aboutir leurs revendications sociales. Dans l'état actuel de décomposition du mouvement ouvrier et particulièrement de son avant-garde, malgré des conditions favorables à la construction du parti, rien ne dit qu'ils y parviendront, pour ne pas dire que c'est vraiment mal parti. Nous héritons d'une situation entretenue pendant plus d'un demi-siècle par nos dirigeants qui nous ont conduit dans l'impasse dans laquelle nous nous trouvons, d'où le sentiment d'impuissance qui domine chez un bon nombre de militants, ce qui est parfaitement compréhensible et légitime.

Expliquer patiemment notre politique aux travailleurs, faire en sorte qu'ils conquièrent leur indépendance face au régime et aux partis qui participent aux institutions de la Ve République, qu'ils estiment légitimes leurs besoins, qu'ils se situent sur leur propre terrain de classe, les organiser à partir de leurs revendications sociales en leur donnant un contenu et une orientation politique pour qu'ils renouent avec les objectifs du socialisme, telle est notre tâche. C'est la seule manière de réaliser leur unité, qu'ils prennent conscience de leur force dans la perspective du renversement de l'ordre établi. Quand les masses grecques en sont réduites à connaître une situation comparable à celle de la Seconde guerre mondiale qui les avait réduites à la misère noire, elles ne se font plus aucune illusion sur une possible amélioration de leur sort dans le cadre des institutions en vigueur, les thèses réformistes et conciliatrices avec l'ennemi sont balayées, dès lors seule la question du pouvoir et les moyens de la résoudre se pose à elles ou va s'imposer à elles, car elle concentre ou crisalise l'ensemble des contradictions du régime et s'affirme comme le seul moyen d'y répondre conformément à leur besoins.

Avec la crise, notre ennemi est affaibli, il a un genou à terre, il est possible de l'abattre, sa force repose en grande partie sur nos divisions, sur l'éclatement de nos forces, sur notre incapacité de nous donner une nouvelle direction qui coïncide avec notre incapacité d'assimiler ou de renouer dans la pratique avec les enseignements du marxisme ou du léninisme, de la révolution d'Octobre, condition sans laquelle nous demeurerons dans l'impossibilité de construire le parti (et l'Internationale) dont nous avons impérativement besoin pour vaincre.

Notre objectif n'est pas de briser le consensus UMP-PS qui se reformerait aussitôt sous un nouveau masque, mais d'aider les travailleurs à comprendre qu'il incarne les besoins d'une classe qui n'est pas la leur, et que de leur côté ils doivent s'en tenir strictement à leurs propres besoins pour aller de l'avant. Qui gouverne ou a gouverné pour nous mener à la situation actuelle, et qui doit gouverner pour changer la société, quelle classe détient le pouvoir et doit le céder, par la force puisque tous les autres moyens ont échoué jusqu'à présent, par une révolution sociale et politique, socialiste.

Dujardin... au poulailler : "***j'adore votre pays!***", pas nous !

Un film à la gloire d'Hollywood remporte cinq Oscars à Hollywood. L'Amérique bien pensante nostalgique de sa puissance passée et en passe de trépasser a plébiscité un film qui lui était dédié, quoi de plus normal. Les générations des années 70-80 découvrent le cinéma muet en noir et blanc qui avait déjà totalement disparu des écrans de cinéma ou de télévision dans leur enfance, et voilà que cette révélation doit être absolument connue du monde entier, car c'est un phénomène tellement extraordinaire, si, si, puisqu'on vous le dit, pour nous non, mais pour pour eux oui, et comme ce sont eux qui possèdent à la fois l'argent et les moyens de manipuler les consciences pourquoi ne pas saisir cette formidable occasion de célébrer l'Amérique, un coup de pub planétaire, il faudrait être dingue pour passer à côté franchement.

Aujourd'hui dans leur monde, la réussite sociale selon leurs critères consiste à être au bon moment au bon endroit, à faire preuve d'un opportunisme décomplexé à toute épreuve, voilà tout. Ajoutons avec ou sans talent, mais avec cela aide à faire oublier le reste.

Libération immédiate et sans condition !

Six jeunes gens, arrêtés lors des émeutes qui ont secoué La Réunion, ont été condamnés lundi à des peines plutôt lourdes, allant de 8 mois de prison avec sursis à deux ans ferme, par le tribunal correctionnel de Saint-Denis.

Ces condamnations portent à plus d'une vingtaine le nombre d'émeutiers condamnés par les tribunaux correctionnels de Saint-Denis et de Saint-Pierre depuis jeudi dernier. 233 personnes ont été arrêtées lors des troubles et 159 placées en garde à vue, selon le dernier bilan de la préfecture, dimanche. (AFP 27.02)

Le cave, le complexé, le chiasseux, le foireux dans les deux sens du terme se rebiffe.

Lundi La Talonnette invité de RTL : "*C'est moi qui suis l'ami de M.(Pierre) Bergé, propriétaire du Monde, financier revendiqué de François Hollande ? C'est moi qui suis l'ami d'un banquier de Lazard, M.(Matthieu) Pigasse, richissime, mettant l'ensemble de ses moyens au service de Dominique Strauss-Kahn d'abord, puis de François Hollande ?*" (Reuters 27.02)

Evidemment avec un tel carnet d'adresses on est suspect de collusion avec le monde de l'argent, de la finance, du pouvoir !

Tout comme Mitterrand, Chirac le châtelain, de Gaulle le monarchiste qui se contentera du bonapartisme, général de son état, à côté l'avocat d'affaires est un parvenu, un gigolo, un minable qui ne sait même pas se tenir dans la bonne société, il se force tellement pour faire oublier ce qu'il est vraiment qu'il ne paraît pas normal, c'est son passe-temps préféré de fuir ce qu'il est, à croire qu'il ne se supporte pas lui-même.

On ne lui demandera pas s'il peut imaginer un instant ce qu'il fait endurer à tous ceux qui doivent le supporter à défaut de pouvoir le chasser maintenant du pouvoir, un cauchemar éveillé 24h/24, cela produit à peu près le même effet que la gangrène qui vous bouffe et que vous voyez se développer en accéléré, mais là c'est dans la réalité à travers la société qui se décompose et qui tarde à mûrir malheureusement. Tous nos efforts sont tendus vers l'objectif de faire cesser le plus rapidement possible les souffrances que subissent les masses laborieuses dans le monde, définitivement et non temporairement et de façon sélective comme c'est le cas avec le réformisme.

Courageux... mais pas téméraire l'hystérique du Château.

L'article de Reuters précisait que Sarkozy "*a de nouveau défendu sa proposition de recours au référendum. En revanche il a exclu, s'il est réélu, de soumettre à une consultation de ce type le nouveau traité européen sur la stabilité budgétaire, la coordination et la gouvernance dans la zone euro*". Sur ce coup là il ne risque rien, ce n'est pas Hollande qui le contredira et qui prendrait le risque de faire péter l'UE.

Les candidats des riches.

En fin de débat sur TF1, François Hollande a dit regretter une phrase prononcée par le passé dans laquelle il affirmait qu'il "*n'aimait pas les riches*". "*Cette formule était trop rapide*", a-t-il reconnu. (Autrement dit, ses paroles ont dépassé sa pensée, quel aveu ! - ndlr)

"*Ce que j'apprécie c'est le talent, le travail, le mérite, ceux qui ont réussi à créer et à permettre à la France d'avancer*", a-t-il expliqué. (Alors il ne doit pas beaucoup s'apprécier, mais ces gens-là ont une haute estime d'eux-mêmes, dans le cas contraire ils feraient autre chose ! - ndlr)

"*Ce que je n'accepte pas, c'est la richesse indécente. C'est des rémunérations qui n'ont pas de rapport avec le talent, l'intelligence ou l'effort*", a poursuivi le candidat PS. (Ce qui est "indécent" et ne nécessite aucun talent particulier, c'est de servir avec application un régime qui vous le rend bien tout en voulant se faire passer pour un de ses opposants. - ndlr)

"*Ce que je n'accepte pas, c'est le scandale d'un certain nombre de stock options ou de 'retraites-chapeau', de tout ce qui fait que les Français ont le sentiment que c'est trop injuste, trop inégal*". (Reuters 27.02)

L'injustice et les inégalités passent encore, elles sont légitimes, le capitalisme ne l'est-il pas, mais trop, non, cela crée des problèmes, il faut s'en expliquer au risque de se contredire...

Actualité en titres

Non, sans blague ? Les enchères sont ouvertes.

- Nicolas Sarkozy veut revaloriser "*d'urgence*" les enseignants - Reuters

- La proposition réitérée par M. Sarkozy pour sauver Florange - LeMonde.fr

- Education : Sarkozy truque les chiffres sur RTL, et alors ? - L'Express.fr

- Hollande veut taxer à 75% ceux qui gagnent plus d'un million d'euros. - L'Express.fr

- La mesure controversée de M. Hollande contre la fermeture des usines - LeMonde.fr

- Hollande propose une taxe dans l'UE sur toutes les transactions financières - AFP

Les deux faces de la même pièce.

- Jérôme Cahuzac (PS): Sarkozy "*hésite à consulter le peuple*" sur des sujets "*majeurs*" - AFP

- Pierre Laurent titille Hollande pour un référendum sur l'UE - Liberation.fr

Enfin des bonnes nouvelles :

- Groupama renonce à son projet d'introduction en Bourse - Reuters

- Autriche: l'Etat prend une participation dans la banque en difficulté ÖVAG - AFP

- Le déficit de l'Espagne a atteint 8,51% du PIB en 2011 - Reuters

Les mauvais élèves.

- G20: les Européens repartent de Mexico avec des instructions claires - AFP

- La Grèce risque toujours le défaut, selon Moody's - L'Expansion.com

- Merkel évoque les risques "*incalculables*" d'une faillite grecque - AFP

Etre riche, franchement cela ne veut rien dire...

- Nicolas Sarkozy, le “*Président des riches*” ? Pas aux yeux des Français les plus fortunés - Atlantico.fr

... la preuve :

- Le marché de l'art ne connaît pas du tout la crise - Atlantico.fr

INFOS EN BREF

Politique

1- France

Le Parlement a mis en place, lundi, un nouveau contrôle des armes, destiné à mieux réprimer le trafic, à l'origine de braquages retentissants, avec l'adoption définitive d'une proposition de loi UMP-PS.

Cette proposition des députés Claude Bodin (UMP), Jean-Luc Warsmann (UMP) et Bruno Le Roux (PS) a été adoptée à l'unanimité, sauf l'absention des écologistes, lundi lors d'une ultime lecture au Sénat. (AFP 27.02)

Le reste du temps l'UMP et le PS ainsi que ses satellites travaillent main dans la main à la préparation de nouvelles mesures antisociales ou liberticides dans les différentes commissions de l'Assemblée nationale et du Sénat (et ailleurs), ensuite les uns et les autres votent pour, s'abstiennent ou votent contre selon la majorité en présence dans ces deux institutions. Bref, ils se répartissent le sale boulot et les rôles, les postes et les prébendes qui vont avec, assurant ainsi la stabilité des institutions, le tout agrémenté de polémiques et de gesticulations devant les caméras pour amuser la galerie et lui faire croire que nous en sommes en présence d'une véritable démocratie.

2- Grande-Bretagne

George Osborne, le ministre des Finances britannique prévient : "*Le gouvernement britannique est à court de moyens car tout l'argent a été dépensé dans les bonnes années.*" Cette déclaration fait écho à la note de son prédécesseur Liam Byrne. En quittant son poste du gouvernement de Gordon Brown en 2010, l'ancien Chancelier de l'Echiquier avait plaisanté : "*Cher secrétaire, je crains qu'il n'y ait plus d'argent.*"

George Osborne est aujourd'hui sous pression pour relancer la croissance britannique, en recul de 0,2% au trimestre dernier. L'Institut des Etudes Fiscales l'a même encouragé à envisager des réductions d'impôts pour réduire le risque de ralentissement économique. Ce que refuse le ministre des Finances : "*Une réduction d'impôt appelle à être compensée. Autrement dit, il faudrait une augmentation d'impôt ailleurs ou une réduction de dépense. Ce que nous ne ferons pas, c'est emprunter encore plus d'argent pour augmenter les dépenses ou réduire les impôts.*"

Jeremy Browne, le ministre des Affaires étrangères soutient son collègue. Dans un article du Daily Telegraph, il prévient en effet que la Grande-Bretagne risque "*un déclin accéléré*" si elle ne prend pas les mesures qui s'imposent pour redresser la compétitivité et réduire la dette. Le ministre précise aussi que la part de marché britannique qui était autrefois "*dominante*" et aujourd'hui en "*chute libre*" comparées aux économies d'Amérique Latine et d'Asie, en pleine expansion.

Jeremy Browne estime notamment qu'une réforme des retraites, de la sécurité sociale et de la défense sera nécessaire pour empêcher le système de "*s'effondrer sous le poids de sa propre dette.*" (Atlantico.fr 27.02)

3- Chine

La fortune cumulée des 70 membres du parlement chinois les plus riches atteint 90 milliards de dollars (soit environ 67 milliards d'euros). (Atlantico.fr 27.02)

Social

1- France

Malgré la bonne santé de leur usine, et les 4 millions d'euros de bénéfices dégagés en 2011, les 133 salariés du site français d'Albany International de Saint-Junien viennent d'apprendre leur licenciement.

Colère des élus et des salariés de l'usine de tissage Albany-Cofpa de Saint-Junien, en Haute Vienne. Ils se sont rassemblés lundi pour protester contre la fermeture du site et la suppression de 133 emplois. L'usine appartient au groupe américain Albany International. "*Pourquoi fermer un site qui n'a jamais connu la crise?*", s'est interrogé Christophe Sardin, représentant CGT des salariés qui occupent l'usine de Saint-Junien depuis vendredi soir. Une réunion était programmée lundi après-midi à la sous-préfecture de Rochechouart (Haute-Vienne) entre salariés et représentants de la direction.

Spécialisée dans la fabrication de toiles techniques non tissées servant de base à la fabrication de mouchoirs en papier, lingettes et couches-culottes, cette usine de 6 000 mètres carrés construite en 2004 (12 millions d'euros) pour remplacer la précédente trop exiguë, a dégagé un chiffre d'affaires de 21 millions d'euros en 2011 et 4 millions de bénéfices. Colère des élus locaux

L'annonce de la fermeture, jeudi, a provoqué la colère des élus locaux, la communauté de communes ayant, selon eux, racheté en 2004 les anciens locaux de l'entreprise, cédé un terrain et pris en charge les aménagements de voirie de desserte du site, soit un investissement de 1,5 million d'euros.

Selon la direction d'Albany International France, basée à Sélestat (Bas-Rhin), le projet de fermeture fait suite à une "*détérioration de la conjoncture qui contraint la société à envisager de concentrer ses capacités de production sur son site de Sélestat*" qui "*présente aussi l'avantage de se trouver à proximité de l'un de ses marchés majeurs, l'Allemagne*". "*On préserve 240 emplois sur le site de Sélestat, on maintient quand même des emplois en France*", a insisté lundi Rémy Kaiser, directeur général d'Albany International France, qui récuse les chiffres d'investissement avancés par les collectivités locales. Il a par ailleurs indiqué que la direction avait procédé au "*blocage des machines sur le site pour des raisons de sécurité*". Albany International, spécialisé dans les tissus techniques, notamment pour l'industrie papetière, emploie 4.300 personnes dans onze pays. En 2009, le groupe, dont le siège est dans le New Hampshire, avait procédé à la fermeture d'une usine à Ribérac (Dordogne), entraînant la suppression de 91 emplois. (lexpansion.com 27.02)

2- Belgique

L'intervention musclée dans une usine belge en voie de délocalisation d'une vingtaine de membres d'une société allemande de sécurité recrutés par la direction a provoqué un tollé lundi en Belgique.

Dimanche après-midi, ces hommes, vêtus de noir, portant des cagoules et des gilets pare-balles et armés de matraques et de bombes lacrymogènes, ont investi l'usine de l'équipementier automobile Meister Benelux de Sprimont, dans le sud-est du pays. Ceux que les médias belges appellent "*les miliciens*" avaient pour mission de "*récupérer*" les pièces produites ces derniers jours et que les salariés, qui craignent la fermeture de leur site après l'annonce du transfert à l'étranger d'importantes commandes, n'entendaient pas laisser sortir. Depuis plusieurs jours, la concertation était au point mort et l'ambiance tendue. Mercredi, la direction avait été séquestrée dans ses locaux par les syndicats pendant quelques heures.

Les "*gros bras*" venus d'Allemagne ont molesté "*deux ou trois ouvriers qui tentaient des les empêcher de rentrer dans l'usine*", a dénoncé un responsable syndical, Gabriel Smal. Les membres du "*commando*" se sont alors retrouvés enfermés dans l'usine par une centaine de salariés et responsables syndicaux appelés en renfort. Ils ont été évacués par la police dans la nuit de dimanche à lundi, laissant derrière eux les pièces convoitées.

Lundi, les syndicats de Meister Benelux ont déposé une plainte au civil et au pénal pour dénoncer des "*agissements indignes d'un État démocratique*". (lepoint.fr 27.02)

Economie

1- Zone euro

Standard & Poor's a annoncé lundi avoir revu à la baisse la perspective du Fonds européen de stabilité financière (FESF), à *"négative*" contre "*en développement*" jusqu'à présent, mettant en avant la moins bonne qualité de la signature de certains pays y apportant leur garantie. (Reuters 27.02)

2- Grèce

2.1- L'agence Standard & Poor's a annoncé lundi abaisser la note à long terme CC et la note à court terme C de la Grèce à SD (Défaut sélectif). (Reuters 27.02)

2.2- Les entreprises et les particuliers ont continué à retirer leurs avoirs des banques grecques en janvier, montrent des données publiées lundi par la Banque centrale européenne (BCE), qui illustrent la défiance persistance nourrie à l'égard du système financier du pays.

Les dépôts effectués par le secteur privé auprès des banques grecques ont reculé de près de 3% en janvier, après un léger sursaut en décembre, pour un total tombé à 174,9 milliards d'euros, un plus bas depuis novembre 2006.

Le niveau des dépôts est désormais inférieur de 28% à un pic de décembre 2009.

Dans d'autres pays de la zone euro dits périphériques, tels que l'Espagne, l'Irlande et l'Italie, les dépôts ont légèrement baissé le mois dernier. Au Portugal, ils ont augmenté de manière infime, à 233,2 milliards d'euros.

A l'exception du Portugal, les dépôts placés dans les banques des pays périphériques ont baissé de manière significative l'an dernier. (Reutesr 27.02)

3- Espagne

Le déficit public de l'Espagne a représenté 8,51% du PIB en 2011, a déclaré lundi le ministre des Finances Cristobal Montoro. (Reuters 27.02)

4- Grande-Bretagne

Alors que ses concurrentes sont à la peine, la banque britannique HSBC est sortie du lot en annonçant lundi un bénéfice 2011 de près 17 milliards de dollars, sa stratégie résolument tournée vers l'Asie et les autres marchés émergents s'avérant plus payante que jamais.

La banque, parmi les plus grandes du monde, a ainsi réussi à contrebalancer son désengagement du marché américain et surtout l'impact de la crise de la dette dans la zone euro, qui a eu un effet catastrophique sur la plupart des établissements européens.

HSBC a au contraire pu afficher un bond de 28% de son bénéfice net 2011, à 16,8 milliards de dollars (environ 12,5 milliards d'euros). C'est deux fois mieux que la banque française BNP Paris, qui enregistrait à la mi-février la meilleure performance de la zone euro.

Parmi les concurrentes britanniques de HSBC, Royal Bank of Scotland et Lloyds Banking Group ont fait état la semaine dernière de pertes annuelles supérieures à 2 milliards d'euros, et Barclays a annoncé une chute de 16% de son bénéfice net, à 3,5 milliards d'euros.

HSBC s'en est nettement mieux sortie grâce à la part devenue prépondérante de ses activités à Hong Kong et dans le reste de la région Asie-Pacifique, qui ont généré près de 61% de son bénéfice avant impôts. Celui-ci a atteint 21,9 milliards de dollars (+15%), globalement en ligne avec les attentes des analystes.

Cette progression dans la banque traditionnelle hors d'Europe a permis de compenser une baisse de 24% des bénéfices de la banque d'investissement, particulièrement affectés par les turbulences de la zone euro.

La banque a aussi profité des premières retombées d'un plan stratégique visant à dégager 3,5 milliards de dollars d'économies annuelles.

En août dernier, le groupe avait fait savoir qu'il allait supprimer jusqu'à 30.000 postes d'ici à 2013, soit près de 10% de ses effectifs. Ces suppressions devraient être en partie compensées par l'embauche de 15.000 personnes dans les pays émergents, avec une priorité affichée sur l'Asie et le Brésil.

Dans un communiqué, le syndicat Unite a dénoncé lundi une "*politique d'économies à court terme*" sacrifiant l'emploi alors que la banque est largement bénéficiaire.

Il a aussi protesté contre la rémunération globale annuelle de 7,2 millions de livres (8,5 millions d'euros) promise à M. Gulliver, au moment où les gratifications accordées aux banquiers continuent de faire scandale.

Autre élément propre à modérer l'appétit des investisseurs: HSBC peine toujours à contrôler ses coûts de fonctionnement, désormais tirés par la hausse des salaires dans les pays émergents. (AFP 27.02)

Haut de page

Le 29 février

CAUSERIE

J'ai reçu deux nouveaux courriels. L'un d'un militant ou sympathisant du PCF si j'en juge par le contenu de son article que je ne mettrai pas en ligne dans la Tribune libre, "*produisons français*" n'est pas vraiment notre truc ! L'autre d'un camarade qui a ouvert récemment un blog consacré à l'Algérie et qui m'a communiqué l'information suivante : "*Je me permets de vous envoyer le lien d'une contribution écrite il y a un an par un militant d'une organisation se réclamant du trotskysme. Le texte, censuré, traite en particulier de l'Algérie, de la Palestine. http://ecoutevoisparle.over-blog.net/article-parti-mondial-de-la-revolution-socialiste-28-fevrier-2011-100285452.html*". L'organisation en question est le PT d'Algérie.

Je n'ai pas eu le temps de répondre aux autres courriels, pour tout vous dire ils me posent un problème, mais je préfère ne pas vous en parler pour le moment. Il y a des questions qui sont difficiles à traiter autrement que de vive voix tellement elles sont délicates ou peuvent facilement prêter à confusion. Un autre militant, sur lequel j'ignore absolument tout, a répondu à mon invitation à correspondre sans savoir où cela peut nous mener, à suivre.

Hier matin je suis allé à Pondichéry faire des courses sans rien remarquer de particulier. Le soir aux infos sur TV5Monde Asie ils annoncent qu'il y a eu aujourd'hui une grève générale et nationale en Inde à l'appel de tous les syndicats, le journaliste précise qu'elle a été très suivie. Mon épouse Magueswary écoute et me dit : tout à l'heure aux infos sur Sun TV (en tamoul) ils n'en ont pas parlé, rien à Chennai (ex-Madras, la capitale du Tamil Nadu entre 5 et 10 millions d'habitants). Juste avant sur TV5Monde Asie le journaliste avait débité le même refrain quasi-quotidien sur la Syrie. On s'est regardés et on s'est marrés. Je lui ai dit : tu imagines ce que vont croire les gens en France s'ils ont eu cette information sur l'Inde.

En fait cette grève n'a dû être appelée que par les syndicats et concerner que les grandes villes qui concentrent les services publics et les grandes entreprises, alors que lorsque des partis se joignent à une grève toute l'activité économique est à l'arrêt. Pour savoir de quelle grève il s'agit, il suffit de sortir et d'ouvrir les yeux et les oreilles, si on voit ou qu'on entend un bus ou un camion circulé, c'est qu'il n'y a pas de risque qu'il soit brûlé, ce n'est pas une grève appelée par des partis politiques. Je commence à connaître le pays. C'est la raison pour laquelle je prends avec une extrême prudence les informations qui nous parviennent des quatre coins du monde, de pays sur lesquels on ignore tout ou presque en dehors de repères historiques, et encore dans le meilleur des cas, on ne peut pas savoir quelle est la situation précise dans chaque pays, il y en a environ 200.

J'ai rédigé les lignes ci-dessus hier soir. Ce matin j'ai lu un article de l'AFP sur cette grève générale qui confirme ce que j'ai écrit :

- Onze syndicats et 5.000 autres petites organisations ont signé l'appel à la grève générale pour faire pression sur le gouvernement de centre-gauche du Premier ministre, Manmohan Singh, accusé d'immobilisme sur le terrain social.

Le gouvernement a demandé cette semaine, en vain, d'annuler cette démonstration de force qui a entraîné la fermeture des banques, commerces et bureaux dans plusieurs grandes villes du pays de 1,2 milliard d'habitants.

Leurs revendications portent notamment sur la mise en place d'un minimum salarial sur le plan national, sur l'obtention de contrats à durée indéterminée pour 50 millions de travailleurs temporaires. Les ouvriers réclament aussi des mesures pour empêcher les capitaines d'industrie de casser le droit du travail.

Plus largement, cette grève générale permet d'exprimer le mécontentement populaire contre la hausse du coût de la vie, la corruption ou le désinvestissement de l'Etat dans le secteur public. (AFP 28.02)

En dehors des fonctionnaires et des travailleurs des grandes entreprises qui constituent une infime minorité, les centaines de millions de travailleurs du pays des villes et des campagnes ne disposent même pas de contrat de travail et peuvent par conséquent être jetés à la rue du jour au lendemain, ce sont des rapports semi-féodaux qui existent de fait entre ouvriers pratiquement sans droit et patrons de droit divin, dans ces conditions, tant que cette question n'est pas réglée au préalable toutes les revendications avancées par les syndicats ne peuvent pas les concerner. On retrouve ici le contenu bourgeois du mouvement ouvrier tel qu'il existe en France et partout dans le monde à parti du moment où il ne se fixe pas comme objectif le renversement du capitalisme.

Pour que ces centaines de millions de travailleurs ne soient plus une masse taillable et corvéable à merci, il faudrait commencer par exiger que chaque employeur leur remette un contrat de travail. Comme c'est étrange que les dirigeaux syndicaux n'y pensent pas...

Je rappelle que j'ai travaillé un peu plus de trois ans à l'Alliance française de Pondichéry comme prof de français pour un salaire de misère (en 2002 pour 35 euros environ), sans contrat de travail, sans feuilles de paie et que j'ai été remercié du jour au lendemain pour avoir osé critiquer la dérive mercantile ou commerciale de cet établissement (de droit indien) fondé à l'époque où le Territoire de Pondichéry était encore un comptoir français, une colonie de l'Empire.

J'ai dû bâcler cette causerie parce que je me suis levé avec une heure de retard, ensuite j'ai perdu 2h pour renouveler l'assurance de ma moto, avec une semaine de retard. Je suis toujours sans visa, je suis donc un sans-papiers depuis le mois d'août 2011. J'ai envoyé avant-hier une longue lettre au Ministry of external affairs à Chennai, hier mon épouse a reçu un coup de fil de ce bureau, en principe ma situation devrait être régularisée prochainement, en principe...

Les articles de presse et les causeries du mois de février au format pdf(Acrobat Reader d'ici deux jours. Quel boulot, sous une chaleur déjà écrasante !

Quel culot !

L'échange des derniers billets en francs a rapporté 526 millions d'euros à l'Etat, selon les résultats publiés mardi par la Banque de France.

"*Le volume non porté à l'échange s'élève à 55 millions de billets. Ce solde, appelé 'culot d'émission', sera reversé à l'Etat, qui devrait être ainsi crédité de 526 millions d'euros*", poursuit le communiqué. (Reuters 28.02)

Renversant !

A propos de la tranche taxée à 75% pour les revenus au dessus de 1 million d'euros par an que François Hollande annonce vouloir mettre en place, selon un rapport (2009) du Sénat, le taux moyen de prélèvement des 3523 contribuables les plus riches (touchant plus de 1,221 million d'euros) est de 17,5% (Atlantico.fr 28.02)

17,5 à l'envers cela donne 71,5 %, ne chipotons pas pour 3,5% !

Nous leur prendrons tout !

Les 10% les plus riches reçoivent près de deux tiers des revenus du patrimoine et quatre cinquièmes de revenus exceptionnels. Les très hauts revenus ne constituent qu'1% de la population mais représentent 5,5% des revenus d'activité, 32,4% du patrimoine

et 48,2 % des revenus exceptionnels. Si on ne regarde que les plus aisés d'entre eux, ils représentent 0,01% de la population, mais perçoivent 0,6% des revenus déclarés. En fait, plus les revenus sont élevés, plus leurs sources sont diversifiées. Par exemple, en 2007, 40% de la population a touché des revenus du patrimoine... mais c'est le cas de 93 % des très hauts revenus.

Les très hauts revenus sont très fortement concentrés en Ile de France : 65% des plus aisés y résident, contre 17% de la majorité de la population.

Il y a, chez eux, une forte surreprésentation des indépendants : 23% des plus aisés touchent des revenus industriels. La part des revenus non commerciaux, liés à l'exercice de professions libérales (médecin, avocat) est aussi plus fréquente que dans le reste de la population. Enfin, «*la proportion de personnes percevant des gains de levée d'option croît avec le niveau de revenu*», souligne Julie Solard. En clair, cela montre la présence dans cette catégorie d'une proportion importante de cadres dirigeants.

A l'époque de l'enquête de l'Insee, un quart des plus aisés avait un taux d'imposition des revenus déclarés inférieur à 15%, et un autre quart un taux supérieur à 35%.

Entre 2004 et 2007, le nombre de riches a augmenté : plus 70% pour les personnes au-dessus du seuil à 500 000 euros de revenu par unité de consommation. Cette tendance s'accompagne d'une explosion de leurs revenus (notamment ceux issus du patrimoine).

L'enquête s'arrête en 2007. On peut imaginer que, depuis, sous Nicolas Sarkozy, les plus riches ont continuer de s'enrichir. (libération.fr 28.02)

Fricoter et plus si affinités... il y a !

Philippe Poutou, candidat du NPA à la présidentielle, a estimé mardi que le Front de gauche allait "*fricoter avec le PS*" si le candidat socialiste François Hollande venait à remporter l'élection présidentielle en mai prochain.

"*Le Front de gauche va fricoter avec le PS. Une future +gauche plurielle+ sera peut-être utile mais nous n'y participerons pas*", a déclaré Philippe Poutou pour qui le ralliement du Front de gauche au parti socialiste, en cas de victoire de ce dernier, ne fait aucun doute. (AFP 28.02)

Comment peut-on affirmer qu'une "*future +gauche plurielle+ sera peut-être utile*", sachant qu'elle profitera de préférence aux classes dominantes de la finance et de l'industrie au détriment des travailleurs ? Parce que pour Poutou et les petits-bourgeois qu'il représente, Hollande sera tenté de s'en tenir au staut quo actuel qui sera un moindre mal pour ceux qui peuvent encore vivre à peu près normalement. Poutou s'en accommodera, oubliant du même coup et démontrant que le NPA est incapable de se tourner résolument vers la classe ouvrière, encore moins de représenter ses intérêts, ajoutons, qu'un Hollande ne défendra jamais.

Cette déclaration va de paire avec le fait d'affirmer que le Front de gauche se contentera de "*fricoter avec le PS*", alors que le Front de gauche est un satellite du PS ; le PS est passé du réformisme bourgeois au social-libéralisme au détours des années 80, tandis que le PCF puis le Front de gauche a pris le relais, transition du stalinisme au réformisme d'autant plus facile à réaliser et assumer qu'elle n'engageait à rien, ces partis n'étant pas en position de gouverner, ainsi il leur était possible de continuer à entretenir l'illusion qu'un passage progressif au socialiste était possible sans liquider le capitalisme et les institutions.

Le point commune entre le PS et le Front de gauche ou encore le NPA, c'est qu'ils sont soumis à des degrés divers à la même idéologie, l'idéologie bourgeoise.

En famille.

Le Sénat a à son tour, après l'Assemblée nationale le 21 février, approuvé mardi les deux traités qui vont remplacer à terme l'actuel Fonds européen de solidarité (FESF) par le MES.

La gauche s'est toutefois divisée, les communistes du Front de gauche votant contre. Les écologistes ont voté contre le 2e traité et se sont abstenus sur le premier qui approuve le principe "*d'une mutualisation des dettes dans l'UE*". Une vingtaine de députés PS ont également contre.

"*Conditionner le MES à la ratification du TSCG (pacte de stabilité budgétaire) montre bien que ce qui est recherché n'est pas la discipline budgétaire dans les Etats aidés mais l'adhésion à une conception de la politique économique qui privilégie l'austérité au détriment de la croissance*", a répliqué la rapporteure générale PS de la commission des Finances du Sénat, Nicole Bricq. Le PS a critiqué la "*modestie*" des moyens et l'absence de "*branchement*" avec la Banque centrale européenne (BCE).

Le MES "*avec 500 milliards d'euros, peut-il être un pare-feu suffisant ?*", s'est demandé Simon Sutour, président de la commission

des Affaires européennes. Pour lui, le MES doit "*accéder au guichet de la BCE*" afin de "*démultiplier sa capacité d'action*". Le MES est "*opaque*" et "*illusoire*", a reproché Jean-Pierre Chevènement (RDSE, à majorité PRG). (AFP 28.02)

Comme à l'Assemblée, les sénateurs PS se sont majoritairement abstenus (138 d'entre eux). Le MES a donc été adopté par l'UMP, les centristes et 2 élus Europe Ecologie-Les Verts. 35 élus ont opté pour le rejet (21 PC, 8 EELV et 3 PS).

Au final, ce qui marque cette fois, c'est le fait que le vote des socialistes au Sénat aurait pu faire pencher la balance puisqu'ils ont la majorité. Mais en période électorale, les partisans de François Hollande ne veulent surtout pas lui nuire par leur vote.(l'express.fr 28.02)

Rectifions, nuire à leurs maîtres commun à ceux de l'UMP !

Le PS et le MRC se sont abstenus parce qu'en tant que représentants des intérêts des banquiers au bord de la banqueroute et pour sauver le système capiatliste, ils estiment que les initiateurs du MES ne sont pas allés assez loin, doté seulement de 500 milliards d'euros il ne constituera pas "*un pare-feu suffisant* ", d'autant plus que la "*discipline budgétaire (des) Etats aidés*" imposée par la troïka risque d'être insuffisante également, bref, le PS fait ici la démonstration qu'il est totalement subordonné au capitalisme mondiale et à ses institutions.

Pour revenir au sujet précédent, on demandera à Poutou en quoi un tel parti au pouvoir pourrait "*être utile*" aux travailleurs. Dans ces conditions, s'il est "*utile*" pour Poutou, posons lui une question : quels intérêts défendez-vous au juste ?

Quant à ceux (le POI) qui avaient salué et manifesté bruyamment l'espoir que la nouvelle majorité PS au Sénat romprait avec la politique de l'UMP, ces opportunistes forcenés en seront pour leurs frais une fois de plus. Pour un peu, le POI a voulu faire croire que la majorité PS au Sénat était le résultat de sa campagne en direction des élus, Schivardi dans *Informations ouvrières* s'est ainsi félicité que le gouvernement ait revu sa contre-réforme des territoires, alors qu'en réalité la majorité du Sénat et le gouvernement se sont entendus pour se donner un nouveau délai pour la boucler.

Parole d'internaute sur la Grèce.

- "*Que font les "Experts" et les" contrôleurs" de l'UE, du FMI, de la BCE depuis 3 ans : apparemment pas grand chose, seuls 140 petit millions ont pu être repérés, c'est peu face au 350 milliards engloutis. Ou bien ils ne cherchent pas ou bien ils savent mais ne font rien. Heureusement ils savent trouver les contribuables européens et tous le monde est content à chaque nouveau " sommet" !*"

Rectifions : les 350 milliards d'euros n'ont pas été "*engloutis*", ils ne se sont pas volatilisés, ils n'ont pas été perdus pour tout le monde, ils figurent dans les coffres-forts des priviligiés quelque part dans des paradis fiscaux, en Suisse notamment ou au Liechtenstein au coeur de l'Union européenne.

Actualité en titres

Au rabais...

- La démocratie [C'est combien ?] - L'Express.fr

- Hollande annonce une tranche d'imposition à 75% et se prononce pour le blocage du prix des carburants AFP

... trop cher et trop idéologique :

- Taxation à 75%: Jacob dénonce "*la marxisation du PS*"- L'Express.fr

... mais non, mais non, surtout pas, c'est :

- Hollande: "*Taxer les hauts revenus jusqu'à 75%, c'est du patriotisme*" - Liberation.fr

... d'ailleurs :

- Le socialiste Jérôme Cahuzac très circonspect sur un taux d'imposition à "*75%*" - AFP

- Marine Le Pen qualifie d'"*absurde et idéologique*" la tranche d'imposition à 75% - AFP

- François Baroin: la France "*n'a pas les moyens*" de bloquer les prix des carburants - AFP

- Bloquer les prix des carburants: "*envisageable*" mais coûteux, selon l'Ufip - AFP

... c'était juste pour "***déconner***" :

- François Bayrou : "*le déconnomètre fonctionne à plein tube*", à propos du taux d'imposition à 75% - AFP

Augmenter les salaires, pas possible pour cause de compétitivité mondiale, augmenter les budgets sociaux, pas possible pour cause d'endettement colossale de l'Etat, construire les logements sociaux pour permettre à chacun d'être logé décemment, pas possible les caisses sont vides, permettre à chacun de se soigner, pas possible la Sécu est en faillite, augmenter les impôts sur les sociétés et des plus riches, pas possible ils vont fuir à l'étranger, permettre à chacun de travailler et de percevoir un salaire décent, impossible pour cause de surproduction mondiale à bas coût, bloquer les prix en général dont ceux de l'essence, des loyers, etc. pas possible, pas possible, pas possible...

Bref, si le régime en place est incompatible avec la satisfaction de nos besoins, il faut le faire disparaître !

Le service minimum syndical...

- Comment Air France va contourner le service minimum - Liberation.fr

- Air France: accord SNPL-direction pour garantir des "*plannings stables*" - AFP

... sinon

- Un tribunal interdit la grève à l'aéroport de Francfort - Reuters

INFOS EN BREF

Politique

1- Espagne

La Commission européenne a rappelé mardi au gouvernement conservateur espagnol son engagement à réduire le déficit public de l'Espagne à 3% du PIB en 2013 et a exclu toute souplesse malgré les difficultés.

Le gouvernement dirigé par le conservateur Mariano Rajoy ne peut donc espérer aucune concession de la part de la Commission.

"*Les autorités espagnoles doivent nous présenter dans les semaines à venir un projet de budget pour 2012*", a souligné son porte-parole.

"*Il appartient aux autorités espagnoles de décider ce qu'elles souhaitent voir figurer dans ce budget*" pour réduire le déficit public, a-t-il insisté.

"*Nous savons que les deux objectifs de déficit à 4,4% du PIB en 2012 et 3% en 2013 vont être difficiles à réaliser pour l'économie espagnole, pour le gouvernement espagnol et pour les Espagnols eux-mêmes*", a-t-il admis. "*Mais il y a des règles et elles doivent être respectées*", a-t-il martelé.

Le ministre du Budget Cristobal Montoro a annoncé lundi soir un dérapage du déficit public de l'Espagne à 8,51% du PIB en 2011, très supérieur à l'objectif officiel de 6%.

Un bras de fer est engagé entre l'exécutif bruxellois et le gouvernement espagnol, car "*Mariano Rajoy veut revenir du sommet européen organisé jeudi et vendredi à Bruxelles avec un nouvel objectif de déficit pour 2012*", a confié une source européenne.

Les services de M. Rajoy ont assuré mardi au quotidien El Pais avoir engagé des négociations en ce sens avec la Commission, mais cette information a été démentie à l'AFP.

La volonté de M. Rajoy de mettre le sujet sur la table lors du sommet européen est jugée dangereuse, car personne ne pourra accepter de faire un geste en faveur de l'Espagne alors que la Belgique a été contrainte de faire plus d'efforts pour réduire

sa dette, que la Hongrie risque d'être privée d'une substantielle partie des fonds de cohésion pour cause de déficit excessif et que la Grèce vient d'approuver un plan d'austérité drastique, a souligné cette source.

Un assouplissement des objectifs de réduction du déficit doit être approuvé à l'unanimité des 27 Etats, rappelle-t-on Bruxelles.

La Commission reconnaît que ramener un déficit de 8,5% du PIB à 4,4% en un an pose de vraie questions, mais "*la flexibilité n'est pas l'issue*", a insiste son porte-parole.

Olivier Bailly a souligné la nécessité d'un retour rapide à la croissance et le besoin pour les membres de l'UE de trouver des "*solutions nouvelles*", car "on ne peut plus suivre le modèle fondé sur la dette publique".

"*Il est évident qu'un déficit budgétaire élevé rend très difficile une relance de la croissance par des mesures budgétaires*", a-t-il expliqué.

Cette situation plaide pour des réformes structurelles et pour l'exploitation de nouvelles sources de croissance, a-t-il poursuivi. (AFP 28.02)

2- Irlande

L'Irlande a annoncé mardi l'organisation d'un référendum sur le nouveau pacte budgétaire européen, un scénario que voulait absolument éviter Bruxelles après le laborieux accord trouvé fin janvier sur ce texte et dans lequel Dublin joue également gros.

Le Premier ministre Enda Kenny a déclaré devant le Parlement que son gouvernement avait décidé de demander "*au peuple irlandais d'autoriser la ratification de ce traité*", après consultation de l'attorney général, personnalité chargée de le conseiller sur les questions constitutionnelles.

Fin janvier, les dirigeants de l'UE, à l'exception de la Grande-Bretagne et de la République tchèque, se sont prononcés en faveur de ce pacte de discipline budgétaire pour tenter de donner un coup d'arrêt à la crise de la dette.

Ils ont accepté d'inscrire dans leur législation une règle d'or sur le retour à l'équilibre budgétaire et des sanctions quasi-automatiques en cas de dérapages des déficits publics, comme le voulait à tout prix l'Allemagne. Le ministre de la Justice Alan Shatter a noté qu'il n'y avait "*aucune nécessité d'organiser rapidement*" le scrutin, car il était important que les électeurs puissent "bien comprendre" de quoi il retournait. Il n'a toutefois fourni aucune date.

Le gouvernement a insisté sur l'importance d'une ratification du pacte pour le pays.

Ce traité "*donne l'assurance que le genre de problèmes survenus en Grèce ne se reproduira plus*", a souligné le Premier ministre.

Son adoption sera "*une autre étape importante pour l'Irlande sur la route du redressement*", a renchéri le ministre des Affaires étrangères Eamon Gilmore, se disant "*confiant que la population se prononcera en faveur*" de ce traité "vital" pour le pays.

"*La ratification de ce traité donnera aussi à l'Irlande un accès aux fonds d'urgence dans le futur, si nous en avons besoin*", a-t-il encore fait valoir.

Selon des diplomates à Bruxelles, un "*non*" au traité aurait en effet des conséquences très graves pour Dublin.

En novembre 2010, l'Irlande, au bord du naufrage à cause de la faillite de son secteur bancaire, a dû signer un plan d'aide d'urgence de 85 milliards d'euros avec le Fonds monétaire international (FMI) et l'UE.

Or, s'ils refusent le traité, les Irlandais ne percevront plus de prêts européens dans le cadre de ce plan de sauvetage, rappellent ces diplomates. Car la ratification du pacte est, pour les pays sous perfusion, une condition sine qua non pour bénéficier de l'assistance.

L'organisation de cette consultation sera d'autant plus suivie par ses partenaires européens que l'Irlande a, dans le passé, déjà rejeté à deux reprises des traités européens (Nice en 2001 et Lisbonne en 2008), avant de se raviser à la faveur de deux autres scrutin de rattrapage.

Un sondage publié fin janvier a montré que près des trois quarts des Irlandais, déjà échaudés par plusieurs budgets d'austérité particulièrement sévères imposés par le plan de sauvetage, souhaitaient une consultation populaire sur le pacte.

40% avaient alors affirmé qu'ils voteraient pour, 36% contre, 24% se disant indécis, selon cette enquête.

"*C'est un traité très important et les gens ont le droit de se prononcer*", a fait valoir Micheal Martin, le dirigeant du Fianna Fail (centre-opposition).

A Berlin, le gouvernement allemand a simplement pris "*acte*" de l'annonce de ce référendum, estimant qu'il s'agissait d'une "*question de politique intérieure irlandaise*". (AFP 28.02)

On ne peut que souscrire à la bataille que le POI a initié pour le retrait de ce nouveau traité, je dirais plutôt pour son abrogation, encore faudrait-il préciser aux travailleurs que seul un gouvernement ouvrier révolutionnaire sera à même de le liquider, car on n'a pas le droit de laisser les travailleurs ou les militants se faire la moindre illusion sur cette question (notamment) et l'issue de cette campagne, ce n'est pas une pétition qui changera quoi que ce soit. Comment ? C'est fort simple, en décrétant que tous les traités internationaux signés dans le cadre de la IVe et Ve République sont abrogés au même titre qu'il est mis fin à la Constitution de la Ve République. C'est pour parvenir à cet objectif que nous contruisons un parti, rejoignez-nous car c'est le seul moyen d'y arriver...

Inutile de vous dire que ce n'est pas l'orientation politique du POI qui s'agite en vain en direction des élus du PS corrompus par le capitalisme. C'est leur manière de combattre le régime tout en le soutenant l'air de rien. C'était juste pour porter à votre connaissance la politique que mettrait en oeuvre un véritable parti révolutionnaire qui serait subordonnée à un seul objectif : sa propre construction à défaut d'avoir les moyens de peser sur la situation dans la perspective du renversement du régime.

3- Etats-Unis

Des fragments de restes humains retrouvés après le 11-Septembre ont été incinérés et jetés dans une décharge, a indiqué mardi le département américain de la Défense.

Cette révélation est contenue dans un rapport sur la morgue militaire de la base aérienne de Dover (Delaware, est) qui avait été épinglée en novembre dernier pour sa mauvaise gestion des restes humains de soldats morts en Irak et en Afghanistan.

Certains avaient été égarés ou mélangés, d'autres avaient fini dans une décharge en Virginie (est). Mais ils ne sont apparemment pas les seuls.

"*Plusieurs fragments de restes venant de l'attentat contre le Pentagone et du lieu où s'est écrasé un avion à Shanksville*" le 11 septembre 2001 ont également été envoyés dans une décharge, selon le rapport de mardi.

"*Une fois incinérés, ces restes ont été placés dans des conteneurs scellés qui ont été livrés à un sous-traitant chargé du traitement des déchets médicaux*", selon le rapport. (AFP 28.02)

Pour rappel. De l'attentat contre le Pentagone, il n'a pas été trouvé à ce jour le moindre débris de l'avion qui se serait soi-disant écrasée à cet endroit-là, pas le moindre corps non plus, pas même un cm² de la carlingue, des moteurs, des bagages des passagers, pas même une dent d'un passager.

Quant à l'avion qui se serait "*écrasé* à Shanksville, il a été retrouvé des débris à 13 kms de l'impact, "*selon le porte-parole du FBI Bill Crowley cité par CNN deux jours après le drame. Un journal local a aussi cité des témoins parlant d'une « pluie de confettis »*" (rue89.com). En réalité, c'est l'armée américaine qui avait tiré un missile sur le Pentagone, et c'est aussi un missile qui a abattu cet avion.

Economie

1- Grèce

La Banque centrale européenne (BCE) a annoncé mardi la suspension provisoire de l'éligibilité des obligations grecques au rang de collatéral, privant les banques qui en détiennent de la possibilité de les utiliser comme garantie pour obtenir des financements auprès d'elle.

La BCE a précisé qu'il reviendrait aux banques centrales nationales de fournir des liquidités d'urgence aux établissements qui ne pourraient plus se financer auprès d'elle en conséquence de cette décision.

Par ailleurs, l'International Swaps and Derivatives Association (ISDA), qui représente les intervenants des marchés dérivés, a été interrogée sur la question de savoir si un événement de crédit s'est produit sur la dette grecque après le déclenchement de cette procédure.

Une réponse affirmative du comité peut se traduire par le règlement des assurances contre un défaut de paiement, les CDS (credit default swaps).

La BCE estime à environ 40 milliards d'euros le montant des titres grecs utilisés pour obtenir des liquidités auprès d'elle.

Les banques grecques détiennent une large part de ces titres mais les banques françaises et chypriotes en possèdent aussi. Elles disposent toutefois de nombreux autres actifs susceptibles d'être utilisés comme collatéral auprès de la BCE. (Reuters 28.02)

2- Chine

La Banque Centrale déclare qu'il serait "*stratégiquement opportun*" de permettre la conversion du Yuan en devises étrangères en particulier pour pouvoir profiter de "*l'exceptionnelle opportunité de marché*" que représente la faible valorisation actuelle des entreprises occidentales, en 2010, les opérations d'acquisitions de sociétés étrangères réalisées par la Chine ont concerné principalement l'Europe (34% de ses investissements) devant l'Asie (27%) et l'Amérique du Nord (21%) (atlantico.fr 28.02)

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries mars 2012

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 1er mars

CAUSERIE

Les causeries et infos en bref de février (193 pages) ainsi que les articles de presse (32 articles, 52 pages avec un index) sont en ligne au format pdf. A moi tout seul j'en fais autant sinon plus que les rédactions des hebdomadaires du POI, du NPA ou de LO, c'est cela la productivité ! Je plaisante, il faut bien se détendre un peu. Tout de même, vous n'avez pas l'impression qu'ils brassent du vent ?

Il faut aller chercher ailleurs pour alimenter notre réflexion, pour nous informer, pour nous confronter à des interprétations du monde provenant de sources diverses qui se déclinent sous des angles différents en mettant au premier plan certains facteurs, facteurs sur lesquels notre réflexion s'arrêtera pour les analyser à fond, ensuite on se posera la question de savoir quelle place ou importance nous leur réservons dans notre interprétation du monde. On peut ensuite l'affiner ou la modifier car nous sommes d'éternel apprentis et nous commettons des erreurs d'appréciation, c'est inévitable.

Bien entendu, les interprétations du monde qu'on nous propose s'inscrivent toutes dans le cadre de la préservation du capitalisme, et comme leurs auteurs se rendent bien compte que toutes les tentatives pour le réformer ont échoué, ils ne peuvent que remettre au goût du jour les théories foireuses qui ont été avancées dans le passé sans s'apercevoir que l'évolution du capitalisme mondial constituait justement une réfutation de ces théories. On se demandera au passage comment des intellectuels qui se veulent rigoureux dans leurs travaux peuvent se satisfaire de ce constat qu'ils sont amenés parfois à établir eux-mêmes et qui est synonyme d'impasse politique ou d'impuissance à changer le monde en s'y prenant de la sorte.

Leur aveuglement ou l'obstination dont ils font preuve en reprenant à leur compte ces théories, témoigne de leur incapacité à s'approprier le marxisme et ses conclusions, parce qu'ils n'ont pas assimilé les lois de fonctionnement du système capitalisme qui n'ont pas changé depuis son avènement et qui conduisent infailliblement depuis plus de deux siècles à son effondrement, parce qu'ils n'ont pas compris ou ne veulent pas admettre que le développement historique du capitalisme posait à terme la nécessité de passer à un autre mode de production, du coup ils sont incapables de se situer strictement sur le terrain de classe du prolétariat.

De la même manière que les opportunistes des partis centristes ou démocrates petits-bourgeois cités plus haut, ils sont à la recherche de la recette miracle, refusant de reconnaître que tout changement de société ne pourra intervenir sans un haut degré d'organisation de la classe ouvrière et l'élévation de son niveau de conscience politique, lui refusant la capacité de diriger la société, il leur faut trouver des substituts (les élus, la franc-maçonnerie, l'ONU et ses multiples agences, etc.) sans qu'ils soient réputés plus fiables ou plus évolués ou plutôt le contraire, peu importe, ils ne sont plus à une contradiction près, il leur faut bien donner l'impression que leurs analyses aboutissent quelque part pour avoir un semblant de crédibilité.

Le tout aboutit au paradoxe qu'on sait exactement de quoi il retourne sur le vieux monde, sans être foutu de trouver ou réunir les moyens d'avancer pour le balayer et le reconstruire le monde sur de nouvelles bases. C'est à se demander s'il faut que le monde soit devenu abominable et soumis aux horreurs d'une guerre impérialistes pour que les intellectuels aillent au bout de leurs analyses. Faut-il qu'ils soient réduits en guenille et soumis à un bombardement le ventre vide pour enfin cesser de se comporter comme des gens qui scrutent les malheurs des autres de l'extérieur et leur prodiguent des remèdes inappropriés et réputés comme tels. S'il est dans la nature humaine de refuser d'être réduit en escavage, il semblerait qu'il soit également dans sa nature d'accepter son triste sort jusqu'à l'extrême limite de ses forces. Dans le premier cas, c'est sa force, dans le second sa faiblesse, qui peut lui être fatal.

Partir de la réalité, des faits et leurs rapports, pour se faire une idée de la situation et combattre les illusions qui reposent sur des idées fausses qui ne traduisent qu'une partie de la réalité ou ne prennent en compte que certains faits. Cela ne s'invente pas, il faut aller les chercher. Avec Internet ils sont accessibles à tous ceux qui ont une connection et veulent améliorer leurs connaissances du monde, donc ignorer les faits et s'en remmettre à la représentation du monde officielle est un choix délibré dont on en a apparemment conscience, mais rien n'est moins sûr.

Je me suis refusé à mettre en ligne un article sur la Chine (et bien d'autres !) qui relevait du négationnisme de la dictature du régime. Il faut avoir une vision internationale pour interpréter sous tous les rapports chaque facteur abordé, de préférence à l'aide du matérialisme dialectique et historique. Etudier le comportement de ces facteurs permet d'alimenter notre questionnement, en partant des faits on doit parvenir à se poser un tas de questions que l'on ne soupçonnait pas auparavant ou pas sous les angles sous lesquels ils nous étaient présentés. Ces questions ne jaillissent qu'à partir du moment où on accepte ou on parvient à cerner les facteurs et les rapports déterminants qui participent à la situation.

Par expérience, je peux affirmer que toute discussion avec un militant est quasiment impossible, dès lors qu'il se refuse à intégrer ces facteurs dans l'analyse de la situation présente ou passée. Le plus souvent, il suffit d'intégrer un facteur auquel notre interlocuteur n'a pas fait référence dans son analye ou d'émettre l'idée qu'il aurait été sous-estimé ou surestimé sans même s'aventurer plus loin, pour que la discussion soit stoppée nette. Cela traduit un refus de confronter nos idées.

Je viens de très loin, d'un milieu ouvrier particulièrement arriéré (auquel j'étais destiné le restant de mes jours depuis ma naissance) et en vivant en Inde je suis servi sur ce plan-là. Du coup, j'ai acquis une sérieuse expérience dans la façon d'aborder sous des angles quasi impossibles les questions auxquelles les travailleurs sont confrontés quotidiennement, la manière dont ils les posent, et de vérifier de quelle manière évoluaient leurs rapports à la réalité. J'y ai été et j'y suis contraint par la force des choses. Je suis en permanence en présence ou en relation avec les masses exploitées les plus arriérées qui soient, alors que je pourrais faire comme les partis, les syndicats, les intellectuels ou plus généralement les petits-bourgeois qui s'emploient à les ignorer, qui ne les connaissent pas, tandis que je baigne dedans et m'évertue à les aider à progresser au lieu de les mépriser ou de leur témoigner de l'indifférence, c'est ingrat, épuisant, etc. mais au combien enrichissant pour comprendre de quelle manière ils fonctionnent dans leurs têtes, à quel niveau ou profondeur les idées de la classe dominante sont encrées en eux, au-delà des rapports sociaux d'exploitation qui déterminent leur comportement, par quel mécanisme psychologique ils parviennent à s'incrustrer durablement dans leur cerveau, comment l'ignorance et la propagande gouvernementale parviennent à faire office de repères ou de connaissances, d'obstacles à toute prise de conscience, comment et pourquoi le plus crétin se prend pour le plus intelligent de la terre...

Rectificatif

Hier j'ai relayé un courriel que j'avais reçu d'un militant qui m'a répondu en apportant les précisions suivantes :

- "*Tu as relayé le lien que je t'ai envoyé hier concernant un texte traitant de l'Algérie et de la Palestine. Je tenais simplement à préciser que l'organisation pour laquelle le texte a été écrit, et dont j'étais militant, n'était pas le PT d'Algérie mais le CCI du POI. POI qui est lié, comme tu le sais, au PT d'Algérie officiellement par l'Entente internationale des travailleurs et des peuples ; et officieusement par la IVe Internationale lambertiste. Est-il possible de corriger ce détail sur ton site ? Ceci pour éviter toute accusation de "malhonnêteté".*".

C'est fait. J'avais lu rapidement ce texte et j'avais cru qu'il s'agissait de deux militants différents.

Le président des riches, pensez-vous ! Pas ingrat le parvenu !

Durant toute la campagne (de l'élection présidentielle de 2007 -ndlr) , Nicolas Sarkozy fut donc hébergé Villa Montmorency (XVIe arrondissement de Paris) chez un ami du couple: Dominique Desseigne, le patron du groupe Barrière (palaces, casinos et... le célèbre Fouquet's). (lexpress.fr 29.02)

Dujardin est une loque.

Jean Dujardin, désormais oscarisé, peut respirer : son petit secret a été gardé jusqu'au bout. L'acteur, coproducteur du film

Les infidèles, craignait, en effet, que le monde du cinéma américain ne s'offusque d'une courte séquence de son film à sketches sur l'infidélité. Cette saynète a été retirée du montage définitif du film afin de ne pas nuire à la campagne de séduction de l'acteur français auprès d'Hollywood.

Mais qu'y avait-il de si choquant ? Il s'agissait d'un sketch où Jean Dujardin interprète un mari infidèle à New York. La caméra le filme alors dos à la baie vitrée de sa chambre. Derrière lui, les tours du World Trade Center au moment où l'avion percute le building... "*Oui, oui, ma chérie, tout va bien !*" La scène est hilarante, mais Jean Dujardin et ses amis coproducteurs n'ont pas voulu prendre le risque de choquer outre-Atlantique. On peut penser que leur prudence n'était pas inutile tant le match pour l'oscar avec George Clooney était serré. Le moindre accroc aurait pu être fatal.

Les infidèles ont été une menace permanente pour Jean Dujardin. Faut-il rappeler que les affiches du film, jugées par certains trop audacieuses, ont été retirées en catastrophe ? (lepoint.fr 29.02)

Même pas peur ! Quand Hollande rassure les nantis.

François Hollande, candidat socialiste à l'Elysée, en déplacement mercredi à Londres, ville de la City, a plaidé pour davantage de "régulation" dans la finance, avec le soutien du chef de l'opposition travailliste Ed Miliband, tout en assurant qu'il n'était "*pas dangereux*".

"*Je voulais (...) venir à Londres pour dire que la finance doit être au service de l'économie*", a-t-il affirmé.

"*Je ne suis pas dangereux*", avait lancé en anglais François Hollande en arrivant à la gare Saint-Pancras où, interrogé sur le message qu'il entendait adresser à la City.

Affirmant sa "*confiance en les projets européens*", il a plaidé pour que la Grande-Bretagne soit "*partie prenante*" en Europe. Durant son discours de 40 minutes, le candidat a cité Churchill. (AFP 29.02)

Il passe son temps à "*attaquer*" la finance pour ensuite la rassurer sur ses réelles intentions. Il n'en faut pas davantage pour que le larbin de service s'en contente et s'en réjouisse, vous aurez reconnu sans peine Mélenchon.

Mélenchon, l'illusionniste ou l'idiot utile.

Jean-Luc Mélenchon a vu mercredi dans la proposition de François Hollande de surtaxer les revenus les plus élevés "*une conséquence du progrès du Front de gauche dans l'opinion*", estimant que le candidat PS était "*sur le bon chemin*".

Selon le candidat, "*une campagne comme la nôtre est une campagne d'éducation populaire (...), on désintoxique*". "*Un des avantages collatéraux a peut-être conduit à désintoxiquer de la fascination pour l'accumulation (de richesses) de nos amis et camarades socialistes*", a-t-il dit. (AFP 29.02)

En réalité, en prétendant que Hollande serait "*sur le bon chemin*", Mélenchon participe activement à l'opération d'intoxication des travailleurs et des militants qui consiste à redorer le blason du PS et à entretenir l'illusion qu'il pourrait être au service de la classe ouvrière. Bref, Mélenchon soutient comme il peut le régime qui lui rend bien en assurant sa subsistance.

Mailly le casuiste.

"*Nous ne participons pas aux manifestations en France parce que, comme tout le monde sait, il y a une période de campagne électorale et nous ne voulons pas qu'il y ait de confusion*", a affirmé le numéro un de FO sur France info. Il a rappelé que "*le rôle d'un syndicat est de rester indépendant et neutre*".

Il a rappelé que FO s'était adressé aux députés "*pour qu'ils ne votent pas le mécanisme européen de stabilité*". (AFP 29.02)

S'adresser aux députés qui soutiennent le régime, ne serait-ce pas faire de la politique et le soutenir à son tour ? Notez que la position du POI est identique à la virgule près à celle de Mailly, simple coïncidence sans doute ? Pas seulement.

Titre en couverture du n°189 d'*Informations ouvrières* : "*Allemagne : Votez non au diktat de paupérisation contre le peuple grec, au MES et au pacte fiscal*" à l'adresse sans doute des députés de tous les partis, y compris la CDU et la CSU, dans le numéro précédent, le POI s'était adressé à tous les députés en France, y compris ceux de l'UMP et du MoDem. Depuis (je n'ai pas encore eu le temps de lire le IO n°189) ils ont rectifié le tire en en reproduisant qu'un extrait de leur appel en direction des parasites sociaux-libéraux et leurs satellites... si l'on veut, jugez plutôt :

Page 2 :"*Ce traité est lui-même relié à un nouveau traité européen, le TSCG. Le 28 février, ce traité MES doit être soumis au*

Sénat. Sénateurs du PS, PCF, PG… vous êtes majoritaires au Sénat. Il dépend de vous que ce traité soit bloqué tout de suite. Vous en avez le pouvoir : votez non ! Le MES ne doit pas passer ! Sénateurs, bloquez-le, votez non ! »

Foutaise, manipulation, escroquerie politique, chacun sait que c'est l'Assemblée nationale qui a le dernier mot et qu'elle est dominée par l'UMP. Tout cela encore une fois à seule fin de redorer le blason du PS, insupportable ! Et de soutenir sans le dire le candidat du PS, on devrait peut-être plutôt dire la futur majorité PS-FdG que le POI appelle de ses voeux indirectement, sournoisement.

On en veut pour preuve l'éditorial de D. Gluckstein. Pour qui, quelle classe roule le POI, certainement pas pour la classe ouvrière qui est étrangère au PS.

"*Signé à Bruxelles le 2 mars, ce traité TSCG devra encore être ratifié dans chaque pays. En France, ce sera après les élections présidentielle et législatives. Cette ratification doit être empêchée.*"

Il poursuit : "*Si les mots ont un sens, le groupe PS, majoritaire au Sénat, ne devait-il pas bloquer la ratification du MES ? Pourquoi avoir permis,par son abstention, que le MES soit adopté par une minorité de sénateurs ? S'agit-il de permettre à un futur gouvernement, quel qu'il soit, de se déclarer prisonnier de ce carcan et de ce fait obligé d'appliquer son contenu anti-ouvrier ?*"

Question d'une stupidité foudroyante qui permet de comprendre à la fois la nature sociale de ce parti et la médiocrité de ses dirigeants. Il s'adresse aux élus du PS comme s'il s'agissait d'un parti ouvrier ou de représentants de la classe ouvrière alors qu'ils y sont étrangers, au moment même où Hollande à Londres s'adresse à son ennemi (des travailleurs) : n'ayez pas peur, nous ne toucherons pas à vos privilèges, tout va continuer comme avant rassurez-vous, dormez tranquille braves gens. Pitoyable, pathétique !

Et de conclure ainsi : "*Rien, absolument rien, n'est aujourd'hui plus important que de bloquer le traité TSCG*", alors qu'aucun parti n'en a les moyens, pardon, j'avais oublié le PS et ses satellites...

Non monsieur le philistin, le plus important c'est de construire le parti, vous l'avez oublié ou vous ne l'avez jamais admis ou compris, dramatique, criminel.

Le POI rongé par ses contradictions est incapable de poser la question du pouvoir ou de l'Etat, de proposer la moindre issue politique à la crise du capitalisme, du coup il s'en remet aux social-traitres dont il se fait le complice, il verse dans le social-patriotisme. Voici comment se termine son communiqué du 28 février :

"*Pour la défense de la souveraineté de la nation, pour la démocratie, pour la défense des droits sociaux, les traités doivent être rejetés*", alors que seul le combat dans la perspective d'un gouvernement ouvrier révolutionnaire incarne l'établissement à terme d'une véritable démocratie, le respect ou le rétablissement de nos droits sociaux y compris le statut des fonctionnaires conquis ou concédés dans le cadre de la nation.

Qui abrogera les institutions de la Ve République et tous les traités internationaux signés depuis 1945, qui abrogera toutes les lois anti-ouvrières et liberticides votées depuis plus de 70 ans, sinon un gouvernement issu de la révolution prolétarienne et socialiste. Pour D. Gluckstein et ses semblables ce devrait être un gouvernement de Front populaire.

Vous comprendrez que nous ne nous situons pas sur le même terrain de classe, qu'il y a une incompatibilité totale entre la ligne politique et la stratégie que nous défendons et que nous estimons conforme au marxisme, et celle du POI qui consiste à refuser obstinément à remettre en cause le régime en place.

Cynisme.

Un cliché du ministre des Finances allemand Wolfgang Schäuble jouant au sudoku sur son iPad en plein débat du Bundestag faisait couler beaucoup d'encre en Allemagne mercredi, et a conduit la chaîne ARD, qui a la première diffusé l'image, à présenter des excuses. Le ministre, doyen du gouvernement allemand et personnage-clé des débats autour du sauvetage de la zone euro en crise, a été filmé par la chaîne de télévision publique lundi en flagrant délit de gymnastique intellectuelle à la japonaise, et ce pendant le débat à la chambre basse du Parlement sur le deuxième paquet d'aide à la Grèce.

L'image, diffusée au journal de 20 heures de la chaîne, figurait dans l'édition de Bild mercredi. Le quotidien à grand tirage, journal le plus lu d'Allemagne, s'émeut du fait que le ministre des Finances ait choisi d'aligner ses rangées de chiffres pile au moment où les députés débattaient sur une enveloppe supplémentaire de 130 milliards d'euros pour la Grèce. (lepoint.fr 29.02)

Ils entretiennent l'aristocratie ouvrière, le pendant de l'aristocratie financière, stabilité du régime oblige.

Le constructeur automobile allemand de luxe Porsche va verser à ses 8 500 salariés une prime exceptionnelle de 7 600 euros chacun au titre de l'année 2011, selon un communiqué mercredi. Le constructeur, qui a inscrit un nouveau record de véhicules vendus l'an dernier (près de 119 000), veut ainsi récompenser "la performance et l'engagement de la main-d'oeuvre". La prime profitera à tous, "*qu'ils travaillent en cuisine ou comme ingénieurs*", a commenté dans le communiqué Uwe Hück, président du comité d'entreprise. Elle s'applique toutefois aux seuls salariés de Porsche, pas aux intérimaires.

Le constructeur, en passe d'être racheté par le géant Volkswagen, est coutumier de tels cadeaux à son personnel. Il a versé une telle prime pratiquement tous les ans ces dernières années, mais elle n'était que de 1 100 euros en 2009, en pleine crise, et de 3 800 euros l'année précédente. Le secteur automobile allemand est en pleine forme. Volkswagen vient de publier des résultats record pour 2011, les constructeurs haut de gamme Mercedes (Daimler) et BMW ont vendu à tour de bras l'an dernier.

Ces primes exceptionnelles aux salariés sont un bon moyen pour les entreprises du secteur de récompenser ceux-ci, les hausses de salaire étant plafonnées par un accord salarial de branche conclu début 2010, à la sortie de la crise, et modeste au regard de la bonne santé des employeurs depuis. Au titre de 2010, VW et Audi, les deux marques principales de l'empire Volkswagen, de même que Daimler avaient ainsi également gâté leur personnel. (lepoint.fr 29.02)

Les détenteurs d'une Porsche sont les mêmes qui engrangent des salaires mirobolants sur le dos de la majorité des exploités qui ne bénéficient pas de rémunérations et de conditions de travail aussi avantageuses que ceux de chez Porsche, il faut bien que leurs salaires proviennent de quelque part. Actionnaires et dirigeants syndicats s'en accommodent fort bien et sont satisfaits, n'est-ce pas le principal ?

Actualité en titres

Jeu de dupes.

- Hollande à Londres : "*I'm not dangerous*" - LePoint.fr

- Avec sa proposition sur la fiscalité, Hollande "*sur le bon chemin*" pour Mélenchon - AFP

- François Hollande défend l'arme fiscale comme instrument moral - Reuters

- Copé: "*La puissance publique n'a pas vocation à interdire les salaires élevés*" - L'Express.fr

Leur morale et la nôtre

- L'argent rend moins honnête - Slate.fr

- La BCE inonde les banques de près de 530 milliards de liquidités - Reuters

- L'Europe conforte ses gains après l'intervention de la BCE - Reuters

Peut-être...

- Les riches sont moins sympas que les pauvres - L'Express.fr

... il n'empêche que :

- Le Parlement vote la création de 24 000 places de prison … - LeMonde.fr

Pas vraiment pour les riches...

INFOS EN BREF

Politique

Etats-Unis

Les Etats-Unis disposent de bombes puissantes prêtes à être employées dans le cas d'une action militaire contre les installations nucléaires iraniennes, a assuré mercredi 29 février le chef d'état-major de l'armée de l'air américaine, le général

Norton Schwartz. Celui-ci s'est refusé cependant à dire si les armes américaines dont 30 000 bombes antibunker MOP (massive ordnance penetrator) étaient capables d'atteindre les sites nucléaires iraniens enfouis sous terre.

'*Nous disposons de capacités opérationnelles et vous ne voudriez pas vous trouver là où elles seraient utilisées, a-t-il dit, interrogé sur ces bombes. Cela ne veut pas dire que nous n'allons pas continuer à procéder à des améliorations, et c'est ce que nous faisons. [...] L'essentiel est que nous avons des capacités et que nous ne nous contentons pas d'en rester là, nous allons continuer avec le temps à les améliorer.*' (lemonde.fr 29.02)

Social

1- France

1.1- Emploi. Précarité en cours de généralisation accélérée.

Un chômeur sur deux ayant suivi une formation déclarait en 2011 être en activité six mois après, même si pour certains il ne s'agissait que d'une activité précaire, relève une étude de Pôle emploi publié mercredi.

Si la majorité des reclassements à six mois (74%) se font sur des emplois dits durables (au moins un CDD de six mois), plus d'un quart le sont sur des emplois précaires (intérim, CDD inférieur à six mois, etc.).

Au total, le taux de reclassement (50,1%) est en recul de 1,2 point en 2011 par rapport à 2010, selon Pôle emploi.

Par ailleurs, le taux de reclassement des demandeurs d'emploi ayant bénéficié d'une formation financée par Pôle emploi est supérieur (54%) à celui des chômeurs ayant suivi d'autres formations (46%).

Selon les derniers chiffres disponibles, seuls 10% des demandeurs d'emploi ont bénéficié d'une formation en 2009 et, selon M. Sarkozy "*75% des demandes de formation des chômeurs ne sont pas satisfaites*". (AFP 29.02)

Pour Pôle emploi, un CDD de six mois serait un "*emploi dit durable*" ! Tout cela pour camoufler que les trois quarts des emplois proposés sont précaires.

1.2- Touche pas à ma classe !

Entre 1.407 et 1.583 classes fermeront dans le primaire à la rentrée 2012, selon des enquêtes des syndicats SE-Unsa et SNUipp-FSU menée dans presque tous les départements, où les recteurs et les inspecteurs d'académie ont définitivement arrêté leurs décisions, publiées mercredi.

Dans 91 départements "*3.494 classes ont été fermées et seules 1.911 ont été ouvertes. Le solde négatif s'élève donc à 1.583 classes*", selon le SE-Unsa.

Cette enquête "*confirme également qu'avec une amputation aggravée de 1.882 emplois, les +Rased+ (spécialisés dans la lutte contre l'échec scolaire) paient à nouveau un lourd tribut à la razzia budgétaire. Dans chaque département, ils se retrouvent exsangues*", déplore le secrétaire général Christian Chevalier.

Selon le SNUipp-FSU, 1.407 classes seront fermées dont 203 en éducation prioritaire, selon des remontées de 95 départements.

En outre, les postes "*Rased*" subissent "*une coupe claire historique*" puisque "*près de 2.000 d'entre eux manqueront à l'appel*".

"*Les coups de rabots portent aussi sur une multitude de postes indispensables au bon fonctionnement de l'école*", comme les remplaçants (-846 postes) ou les maîtres-formateurs qui accompagnent les enseignants stagiaires (-100 postes).

Le SNUipp-FSU, qui demande "*le gel des suppressions de postes pour le primaire à la rentrée 2012*", a écrit à Luc Chatel pour lui "*demander de revoir sa copie*".

M. Chatel a dénoncé des "*chiffres fantaisistes*" du SE-Unsa et assuré que l'engagement de Nicolas Sarkozy serait tenu: "*le solde des fermetures et des ouvertures de classes sera nul à la rentrée 2012*".

Le budget 2012 prévoit la suppression de 5.700 postes dans le primaire, sur un total de 14.000 postes dans l'Education nationale.

A la rentrée 2013, les instituteurs seront "*exonérés*" de la règle selon laquelle un fonctionnaire sur deux partant à la retraite n'est

pas remplacé, a promis mardi soir le candidat sortant Nicolas Sarkozy. (AFP 29.02)

1.3- Ces entreprises relais d'un régime policier.

Le groupe d'ameublement Ikea a dit ce mercredi souhaiter «*faire toute la lumière*» sur des pratiques de «*flicage*» de son personnel et de clients évoquées par *Le Canard Enchaîné* et va «*entreprendre des vérifications*», a annoncé à l'AFP son directeur de la communication. La filiale française du géant suédois du meuble, Ikéa, aurait consulté, moyennant finance, les fichiers de la police nationale pour tout connaître de ses employés, voire de ses clients, rapporte *Le Canard Enchainé* ce mercredi.

Depuis 2003, Ikéa France aurait passé un accord avec au moins deux officines privées de sécurité afin d'obtenir des informations issues du fichier policier Stic, de celui des cartes grises ou des permis de conduire, concernant des salariés avant embauche, des syndicalistes, voire des clients en cas de différend commercial. «*D'anciens policiers, reconvertis dans la sécurité privée, peuvent être tentés d'utiliser leur réseau pour obtenir indûment des renseignements*», reconnaît-on de source policière, tout en précisant qu'il s'agit de «*dérives marginales*».

Le Canard Enchaîné reproduit ce mercredi matin «*quelques spécimens*» d'emails «*parmi la centaine*» échangés par le directeur de la gestion du risque chez Ikea France et plusieurs responsables de ces officines. Ces emails contiennent des demandes précises sur certaines personnes, notamment des salariés, mais aussi des clients en litige avec le fabricant de meuble: le responsable d'Ikea réclame à ses interlocuteurs casier judiciaire, nom du propriétaire d'une voiture précise, nom du propriétaire d'un numéro de portable...

En réponse, les patrons d'officines acceptent de fouiller dans les fichiers de la police (Stic, cartes grises, permis de conduire, opérateurs de téléphonie mobile...). Selon le journal stirique, chaque consultation coûtait 80 euros à Ikea. Cette révélation pousserait aujourd'hui les salariés d'Ikea à se tourner vers la justice, selon *Le Canard Enchaîné*: une dizaine d'entre-eux, syndiqués, va porter plainte pour utilisation frauduleuse de données personnelles, passible au maximum de 5 ans d'emprisonnement et 300.000 euros d'amende. (20minutes.fr 29.02)

2- Espagne

Plusieurs dizaines de milliers de lycéens et d'étudiants ont manifesté mercredi dans différentes villes d'Espagne contre les réductions budgétaires décidées par le gouvernement, qui ont pour conséquence l'absence de chauffage dans un grand nombre de salles de classe.

Selon le syndicat étudiant, les manifestants étaient 70.000 à Barcelone et 60.000 à Valence, mais pour la police, ils étaient deux fois moins. (Reuters 29.02)

Economie

1- Etats-Unis

Au 31 décembre, les investisseurs chinois (Hong Kong compris), premiers détenteurs étrangers de la dette publique américaine, possédaient des obligations d'Etat américaines pour une valeur de 1.273,6 milliards de dollars soit 7,8% de moins qu'à la fin du mois de septembre, selon des données publiées mercredi par le département du Trésor.

Les nouvelles données du gouvernement américain témoignent également d'un bouleversement du classement des plus grands détenteurs d'obligations du Trésor des Etats-Unis derrière la Chine.

Si les Japonais restent en deuxième position, avec un portefeuille de 1.058,2 milliards de dollars, la Grande-Bretagne, qui était troisième, sombre à la onzième place, avec un portefeuille évalué à 112,4 milliards de dollars, sachant que la troisième et la quatrième sont occupés par deux groupes de pays, les "*exportateurs de pétrole*", et les "*centres bancaires des Antilles*".

La révision (en baisse de 73%) du portefeuille britannique est liée au rôle de pôle financier international de Londres: les données précédentes comptaient tous les achats de titres américains passés depuis la City comme des achats britanniques, quel que soit le donneur d'ordre alors que les nouveaux chiffres tiennent compte au mieux de la nationalité des détenteurs de bons du Trésor. (AFP 29.02)

2- Inde

La croissance économique indienne a ralenti sur les trois derniers mois de 2011 à son plus faible rythme annuel depuis près de trois ans, le relèvement des taux d'intérêt et le renchérissement des matières premières ayant pesé sur l'investissement et l'industrie.

Le produit intérieur brut (PIB) du pays a grimpé de 6,1 % sur la période octobre-décembre par rapport à la même période de 2010, soit un ralentissement plus marqué qu'attendu, montrent les chiffres officiels, publiés mercredi 29 février. La croissance en rythme annuel atteignait 6,9 % entre juillet et septembre. C'est le septième trimestre d'affilée que la croissance indienne ralentit. Les économistes anticipaient en moyenne une croissance de 6,4 % sur les trois derniers mois de l'année.

La lutte contre l'inflation, priorité du gouvernement depuis de longs mois, a nui à l'activité économique du pays de 1,2 milliard d'habitants. Pour tenter de ralentir le taux d'inflation, qui flirtait il y a peu avec le seuil des 10 %, la banque centrale a relevé treize fois ses taux depuis mars 2010. (lemonde.fr 29.02)

En 2000, un camion de 4 000 briques coûtait 4 000 roupies, fin 2011 il coûtait 30 000 roupies, toutes les constructions sont à base de briques. Le salaire d'un maçon était de 100 roupies par jour en 2000, il est de 600 roupies aujourd'hui. Ils ont rendu le crédit accessible à des centaines de milllions d'Indiens tout en pratiquant des taux d'intérêt très bas. Nombreux sont ceux qui se sont endettés à bon compte, puis les taux d'intérêt sont remontés ainsi que l'inflation et le chômage, une fois devenus de nouveaux consommateurs leur niveau de vie a commencé à stagner, puis à baisser, entraînant un ralentissement de l'économie.

Avec un salaire de 3 000 roupies un travailleur pouvait satisfaire ses maigres besoins en 2000, il n'avait ni véhicule à moteur ni téléphone ni télévision raccordés au cable ni réfrigérateur ni gaz, etc, depuis il ne peut plus s'en passer. Il a besoin d'un salaire minimum de 8 000 roupies environ pour payer les traites de sa moto, mettre de l'essence dans le réservoir, payer l'assurance et les réparations, renouveler son abonnement au téléphone, payer son abonnement à Internet, acheter une ou plutôt deux bouteilles de gaz par mois, renouveler son abonnement au cable, payer sa note d'électricité qui a été multipliée par 10, etc. Et s'il est locataire il est très mal, les loyers ont triplé en dix ans, et s'il envoie ses enfants dans un école privée comme c'est de plus en plus le cas, il lui faut un revenu de 10 000 roupies minimum.

Haut de page

Le 2 mars

CAUSERIE

Depuis quelques semaines le service (gratuit) Yahoo news met en ligne des dépêches ou articles de l'AFP et de l'Expansion. Je prends ce que je trouve chaque matin dans ces pages consacrées à l'actualité économique, française, internationale et politique. Je voulais préciser que je n'ai pas déboursé un centime pour accéder à ces articles.

Je vais enfin récupérer mon visa en fin de journée. Ici il fait 35°C, sans électricité une bonne partie de la nuit et de la journée depuis des jours, c'est galère !

Personne n'y croit, alors pourquoi faudrait-il faire en sorte que les travailleurs y croient ?

Un Français sur trois seulement pense que la situation de la France s'améliorera si François Hollande est élu président de la République, et un sur cinq pense de même si l'élu est Nicolas Sarkozy, selon une étude Ipsos-Logica Business Consulting (LBC) publiée jeudi. (AFP 01.03)

Pas un travailleur n'y croit à juste titre. Alors pourquoi appeler à voter Hollande, pour faire naître des illusions dans sa candidature dans la tête des travailleurs qui ont plus besoins que jamais d'y voir clair dans le jeu des uns et des autres. J'ai répondu aujourd'hui à un camarade que je ne soutiendrai aucun parti ou groupe appelant à voter Hollande pour chasser Sarkozy.

J'ai ajouté : Pour le tandem Lambert-Gluckstein, la ligne rouge était les forces productives qui avaient cessé de croître ou les rapports à avoir avec les appareils des syndicats (notamment). Pour moi, la ligne rouge, c'est la nature du PS et les rapports à avoir avec lui, plus généralement les rapports à avoir avec les masses qui révèlent à quelle conception de la lutte de classe on se réfère, qui à son tour met en lumière quel objectif nous nous sommes fixés et nous guide dans la pratique, la réfome sociale ou la révolution. On pourrait ajouter les rapports envers l'Etat, mais ils sont inclus dans la question précédente, dans la mesure où c'est le rapport du PS à l'Etat qui détermine sa nature sociale. Les rapports des syndicats et des dirigeants syndicaux à l'Etat déterminent leur nature pareillement. Nous sommes ou nous ne sommes pas soumis à l'ordre établi, cela ne peut pas être les deux à la fois.

TSCG et MES.

Vous pouvez prendre n'importe quel traité, y compris ceux signés dans le cadre de l'Union européenne, il ramène toujours à la Constitution, à l'Etat, au chef de l'Etat, au Parlement, aux institutions.

Donc de deux choses l'une : soit le combat contre TSCG et MES est orienté contre l'Etat, ce qui permet de poser la question du pouvoir ou du gouvernement ouvrier qui rompra avec les institutions du capital, soit le combat contre TSCG et MES n'est pas dirigé contre l'Etat, auquel cas il participe à entretenir des illusions dans les institutions et ne sert strictement à rien, sinon à brasser du vent et au-delà à soutenir le régime.

Certes ces traités sont de véritables coups de force, des coups d'Etat à froid. La question n'est pas comment cela est-il possible en se tournant vers des partis inféodés au régime depuis des lustres, le PS et ses satellites, comme s'il était de leur devoir de s'y opposer, alors que c'est incompatible avec leur nature sociale, mais plutôt, comment nous en sommes arrivés à cette situation où nous sommes désarmés, réduits à l'impuissance pour nous y opposer, ce qui nous ramène à l'absence du parti révolutionnaire.

Croire ou faire croire que le PS et ses satellites pourraient s'y opposer, relève d'une analyse erronée de la situation qui consiste à ne pas comprendre que ces traités sont capitaux pour la survie du capitalisme, et que le soutien de ces partis est déterminant dans le cadre d'un régime et d'institutions natioanles et internationales en crise ou en décomposition.

Demander ou exiger du PS et ses satellites de rejeter ces traités revient à leur demander de rompre avec le capitalisme, ce qu'ils ne feront jamais. Les dirigeants du POI le savent pertinemment, alors à quel jeu jouent-ils, pour qui roulent-ils en réalité ? Est-ce que les militants sont encore capables de se demander quel est le véritable contenu de leur engagement politique et d'y répondre clairement, je n'en suis pas sûr, apparemment tout démontre le contraire.

Il y en a qui cherchent à tout prix à se faire des amis, à briser leur isolement par tous les moyens, moi je m'en tape complètement, ce genre de préoccupations m'est totalement étranger, je me suis fixé une ligne de conduite et je m'y tiens. Je ne cherche à convaincre personne du bien-fondé des idées que je défends, et je n'ai jamais forcé de quelque manière que ce soit un militant à y adhérer...

Actualité en titres

Ils n'ont rien résolu. Gagner du temps.

- Sommet de Bruxelles : la relance introuvable - LePoint.fr

- Jusqu'où ira la hausse du chômage? - LExpansion.com

- Peut-on sauver les classes moyennes ? - LExpansion.com

Bruit de campagne

- Bayrou dénonce la surenchère démagogique de ses concurrents - Lexpress.fr

- Florange : les syndicats dénoncent '*un coup médiatique*' de Sarkozy - LeMonde.fr

- François Hollande: "*Le temps des privilèges est derrière nous*" - Lexpress.fr

- Hollande : "*C'est une campagne intéressante, parce qu'elle est clivante*" - LePoint.fr -

- Fillon en appelle au «*peuple qui a pris la Bastille*» - Liberation.fr

- Scepticisme à l'égard de M. Sarkozy mais aussi de M. Hollande - AFP

- 21 millions de tracts ont été imprimés par l'UMP - Liberation.fr

INFOS EN BREF

Politique

1-UE

Le président du Conseil européen, Herman Van Rompuy, a été reconduit jeudi par les dirigeants de l'Union européenne pour un nouveau mandat de deux ans et demi.

L'ancien Premier ministre belge a également été désigné par les chefs d'Etat et de gouvernement des Vingt-Sept pour présider les sommets de la zone euro, qui seront réunis deux fois par an au moins en complément des quatre Conseils européens qui ont lieu en mars, juin, octobre et décembre. (Reuters 01.03)

2- France.

Président-flic-candidat-provocateur.

Dès sa descente de voiture, jeudi à Bayonne, le président-candidat UMP a été hué par plusieurs centaines de personnes, dont beaucoup de jeunes, qui l'ont accueilli aux cris de "*Sarko président des riches!*", "*Sarkozy dégage!*", couvrant largement les "*Sarkozy président*" de partisans du chef de l'Etat, en moins grand nombre.

Au milieu d'une foule de partisans criant "*Nicolas! Nicolas!*" et de nombreux opposants criant "*Nicolas kampora!*" ("*Nicolas dégage!*", en basque), le chef de l'Etat s'est très difficilement frayé un passage dans les rues étroites du petit Bayonne jusqu'au bar du Palais, rue d'Espagne.

M. Sarkozy est entré dans le bar vers 16H00. Des oeufs ont alors été jetés en direction du bar. Une foule compacte s'est formée devant l'établissement, où des CRS ont été déployés. "*Je n'ai pas en cinq ans cédé une fois à la pression de la rue, ce n'est certainement pas pour commencer ici*" a également fait valoir le président-candidat.

"*J'ajoute que je suis désolé de voir que des militants socialistes de M. (François) Hollande s'associent à des indépendantistes dans des manifestations de violence pour terroriser les braves gens qui n'avaient qu'une seule envie: venir me rencontrer et parler avec moi*", a ajouté M. Sarkozy, fustigeant des "*comportements indignes d'un parti politique démocratique*".

M. Sarkozy est sorti du bar peu après 17H00 pour rallier Bruxelles où il était attendu pour un Conseil européen. Dès son arrivée, avec plus d'une heure de retard, il a déclaré devant la presse que François Hollande "*se grandirait en condamnant*" les incidents de Bayonne.

En meeting à Lyon, celui-ci a appelé à "*ne jamais céder à la polémique inutile, à la violence verbale et encore moins à la violence physique*", sans faire explicitement référence aux incidents du jour.

Le député-maire de Bayonne Jean Grenet (UMP/PR) a affirmé à l'AFP qu'il avait "*personnellement déconseillé*" à M. Sarkozy de se rendre dans "*le petit Bayonne*", considéré comme un bastion des nationalistes basques.

La porte-parole du candidat UMP, Nathalie Kosciusko-Morizet, a accusé le PS d'avoir organisé des "*manifestations de rue*" contre le président et de n'avoir "*pas hésité à s'associer à des indépendantistes basques à cette occasion*".

Jean-François Copé (UMP) a demandé à M. Hollande de "*condamner*" ces débordements et Alain Juppé a dénoncé "*un guet-apens monté*" contre le chef de l'Etat.

Manuel Valls, directeur de la communication de Hollande, a répondu en condamnant "*toute forme de violence*" et en affirmant qu'il n'y avait "*aucun militant socialiste*" dans les incidents de Bayonne. (AFP 01.03)

2- Syrie

2.1- Le Réseau Voltaire a appris de source sure qu'un agent français a été fait prisonnier par l'Armée nationale syrienne, lundi 27 février 2012, à Azouz (district d'Idlib, à proximité de la frontière turque).

Cette arrestation porte à 19 (dix-neuf) le nombre de prisonniers français détenus par Damas.

Des négociations pour leur restitution sont en cours via la Fédération de Russie, les Emirats arabes unis et le Sultanat d'Oman.

Durant cette période, les Émirats arabes unis ont pris leur distance avec la position commune du Conseil de Coopération du Golfe, et ont décidé d'adopter une attitude de stricte neutralité. Ils ont donc interdit toute manifestation pro ou anti-syrienne sur leur territoire. (Réseau Voltaire 28.02)

2.2- Après la fuite de 35 conseillers militaires et journalistes occidentaux, les 2 000 combattants de l'Armée syrienne libre regroupés dans l'Émirat islamique de Baba Amr ont perdu tout espoir de voir se réaliser les belles promesses occidentales.

Mercredi 29 février 2012, plusieurs centaines ont choisi de se rendre avant que l'Armée nationale syrienne ne rentre dans le

quartier rebelle.

L'Émirat islamique de Baba Amr faisait moins de 40 hectares lorsqu'il a été bouclé par les Forces loyalistes. Il ne comprend qu'une partie du quartier de Baba Amr proprement dit, ainsi que quelques rues adjacentes.

La Syrie est un État de 185 000 km2, peuplé par 23 millions d'habitants.

Les insurgés qui se sont rendus ont abandonné leurs armes. Leur arsenal incluait des postes de tir et des missiles antichars AT-13 / 9K115 Metis. Ce matériel russe étant déjà un peu ancien et assez répandu dans la région, on ignore pour le moment quelle filière avait pu l'acheminer sur place.

Au début de la bataille de Homs, les rebelles disposaient également de postes de tir antichar Milan. (Réseau Voltaire 01.03)

Social

France

1- CPAM criminelle.

Un homme a été retrouvé pendu mercredi soir dans les locaux de la Caisse Primaire d'assurance maladie de Béziers, laissant un mail dans lequel il accuse la direction de la CPAM de l'Hérault d'être la cause de son geste, a-t-on appris jeudi de source judiciaire.

«*Il est 20h15. Nous sommes le 29 février 2012. Si vous lisez cette lettre c'est que je vous aurai quittés définitivement. J'ai tenu à vous informer de mon geste, car il est la conséquence directe de l'enfer psychologique que je vis au quotidien depuis deux ans, que j'ai pourtant essayé de surmonter, de toutes mes forces, pour mon épouse et mes enfants, mais qu'aujourd'hui je n'arrive plus à assumer*», a écrit Thierry Hainaut dans ce mail, dont l'AFP a obtenu une copie.

Il accuse le directeur départemental Claude Humbert de lui avoir «pourri (s)es deux dernières années sans lui (avoir) laissé la moindre chance de survie». «*J'ai été tué professionnellement, détruit psychologiquement*», ajoute-t-il dans ce courrier électronique intitulé «*Adieu...*» et adressé vers 20h30 à sa direction, à son entourage, à des collègues, à un élu et au Midi Libre.

«*J'assume mes responsabilités. C'est un échec pour moi. C'est un échec du directeur*», a commenté M. Humbert, soulignant qu'il «*n'avait eu aucun conflit avec Thierry Hainaut*», avant de réfuter l'idée d'une quelconque mise au placard du désespéré.

«*On lui avait fait à plusieurs reprises des propositions mais nous n'avions pas vu que ces propositions ne correspondaient pas à ses attentes*», a regretté le directeur départemental, constatant que cette mort «*est un drame pour la famille et pour les caisses*».

Dans son mail, Thierry Hainaut reproche à M. Humbert de l'avoir mis au placard dès son arrivée il y a deux ans.

«*Je ne peux plus supporter qu'on me laisse crever lentement sans même avoir pris la peine d'écouter mes appels au secours ni de m'expliquer pourquoi*», écrit-il. (libération.fr 01.03)

Au fait, les organisations syndicales ne sont-elles pas associées à la gestion de la CPAM ? Leur responsabilité est engagée.

2- Chômage toujours en hausse.

Le chômage, calculé par l'Insee, a poursuivi sa progression au quatrième trimestre 2011 (+0,1 point par rapport au trimestre précédent), pour atteindre 9,4% de la population active en métropole, les jeunes, surreprésentés dans les emplois précaires, étant les premiers frappés.

Départements d'Outre-mer compris, le taux de chômage calculé par l'Insee selon les normes du Bureau international du travail (BIT), s'est établi à 9,8% au quatrième trimestre 2011.

"*Avec presque 50.000 personnes au chômage de plus sur le trimestre, ces chiffres confirment le phénomène de retournement observé depuis la mi-2011*", a commenté pour l'AFP Fabrice Langlart, directeur des statistiques démographiques et sociales à l'Insee.

Au dernier trimestre 2011, l'économie française avait détruit pour la première fois depuis fin 2009 des emplois salariés (-31.900 postes dans les secteurs marchands). Et l'Insee s'attend à ce que la dégradation se poursuive au premier semestre 2012.

Les chiffres du chômage du dernier trimestre 2011 sont d'ailleurs "*les plus mauvais depuis la fin 2009*", relève Mathieu

Plane, économiste à l'OFCE (Observatoire français des conjonctures économiques).

En France métropolitaine, 2,678 millions de personnes étaient au chômage. Mais au total, 3,4 millions de personnes sans emploi souhaitaient travailler, qu'elles soient disponibles ou pas dans les deux semaines et en recherche active d'emploi ou non.

Le bilan côté des inscrits à Pôle emploi, qui a des critères différents de ceux des enquêtes Insee, est plus négatif encore avec 724.000 demandeurs d'emploi sans activité (cat. A) de plus qu'en mai 2007.

Le dernier trimestre 2011 a été marqué par une remontée très forte (0,8 pt sur un trimestre) du chômage des 15-24 ans.

"*Une grande partie des emplois détruits l'ont été dans l'intérim, où les jeunes sont surreprésentés*", observe M. Plane pour expliquer l'augmentation du taux de chômage des jeunes à 22,4%.

Xavier Timbeau, économiste à l'OFCE précise que l'intérim et les contrats à durée déterminée (CDD) sont en hausse, malgré une baisse du marché intérimaire de 3,9% au mois de janvier. Un signe inquiétant.

Depuis le début de la crise, le chômage des jeunes a augmenté de cinq points. Ils sont plus facilement licenciés par les entreprises par manque d'ancienneté et les CDD sont de moins en moins renouvelés. Pour les seniors, la crise dure et les entreprises licencient massivement. La chance de retrouver un travail est quasiment nulle.

Globalement la tendance "*devrait rester mauvaise en 2012, l'incertitude portant sur la vitesse de la dégradation*", estime M. Plane.

La hausse des demandeurs d'emploi (+13.400 personnes, +0,5%) enregistrée parallèlement en janvier par Pôle emploi laisse penser que la dégradation se poursuivra. (AFP et lexpansion.com 01.03)

3- Euro Disney et les ripous.

Euro Disney a été récemment renvoyé en correctionnelle pour avoir cherché à obtenir illégalement des renseignements sur ses candidats à l'embauche, information qui intervient au moment où une enquête judiciaire a été ouverte pour des faits analogues chez Ikea France.

Euro Disney a été renvoyé avec trois anciens gendarmes, dont deux retraités reconvertis en "*privés*". La date de leur procès, qui se tiendra devant le tribunal correctionnel de Meaux, n'est pas connue.

Le groupe propriétaire du célèbre parc d'attraction et les trois anciens militaires sont accusés de s'être procuré de façon illégale entre 1998 et 2004 des informations sur des candidats à l'embauche, issues des fichiers de police et de gendarmerie.

Selon l'ordonnance de renvoi signée en septembre 2011, et que l'AFP a consultée jeudi, le groupe aurait ainsi eu accès aux antécédents judiciaires de plusieurs milliers de candidats, tant sur le plan des infractions aux moeurs que des infractions financières.

Selon les enquêteurs, des milliers de consultations illicites des fichiers de police (Stic) et de gendarmerie (Judex), mais aussi du Fichier national des titres de séjour (FNTS) ont été effectuées par les militaires, dont l'un était en service au Centre technique de la gendarmerie nationale de Rosny-sous-Bois.

Pour ces pratiques illicites, les prévenus auraient touché plusieurs centaines de milliers d'euros. (AFP 01.03)

4- Adecco supprime 530 postes.

Le numéro un mondial du travail intérimaire Adecco envisage de supprimer 530 postes en France, sur un total d'environ 6.300, dans le cadre de la réunion sous une seule marque, annoncée jeudi, de ses deux réseaux dans ce pays, Adecco et Adia.

Il s'agit d'un "*plan de départs volontaires sans licenciements*", a précisé à l'AFP Sarah-Pearl Bokobza, directrice relations médias d'Adecco France.

"*On nous a dit qu'il ne s'agirait que de départs volontaires, mais la finalité c'est de virer 530 personnes qui partiront de gré ou de force*", a réagi auprès de l'AFP Ousmane Cissakho, délégué Unsa et membre du CE.

"*Ces suppressions de postes vont forcément s'accompagner de licenciements, on ne croit pas du tout que tous les salariés dont les postes supprimés partiront de manière volontaire*", dit-il. "*On sait très bien que s'il n'ont pas suffisamment de départs volontaires,*

ils vont user de la clause de mobilité pour affecter des gens de manière abusive", dit-il.

"*Aujourd'hui on n'en peut plus. Les conditions de travail sont plus que difficiles, ici c'est pire que chez France Telecom, on réduit les effectifs à tout va*", déplore-t-il. (AFP 01.03)

5- Racket. Business.

Les 36 millions d'automobilistes français devront obligatoirement avoir un éthylotest dans leur voiture à partir du 1er juillet 2012 et le défaut de possession d'un tel équipement sera sanctionné à partir du 1er novembre 2012 par une amende de 11 euros.

"*Tout conducteur d'un véhicule terrestre à moteur, à l'exclusion d'un cyclomoteur (ne dépassant pas 50 cm3 et 45 km/h, ndlr), doit justifier de la possession d'un éthylotest, non usagé, disponible immédiatement*", indique un décret publié jeudi au Journal officiel.

Dans le commerce de détail, le prix d'un éthylotest va de 1 à 1,5 euro et cet équipement a une durée de vie d'environ 2 ans.

Mais un problème d'approvisionnement en éthylotests se pose notamment à Paris, où de nombreuses pharmacies sont en rupture de stock.

La société Contralco, numéro un mondial des éthylotests à usage unique basée à Gignac (Hérault), reconnaît avoir des difficultés pour faire face à la demande. "*On fabriquait 12 millions d'éthylotests en 2010 avec 67 salariés, cette année on devrait en fabriquer 50 millions avec 140 personnes*", explique le directeur du marketing Guillaume Neau.

"*10% des pharmacies vendaient des éthylotests en 2010, elles sont 70% actuellement, et les tabac-presse commencent à vendre ces produits*" ajoute-t-il. (AFP 01.03)

Vous ne voulez pas consommer, on va vous y forcer !

Economie

Grèce

1- La zone euro a ouvert la voie au déblocage du deuxième plan de soutien à la Grèce pour lui éviter la faillite. Il prévoit 130 milliards d'euros d'aide publique et un effacement partiel de la dette détenue par les banques, à hauteur de 107 milliards d'euros.

Au cours d'une réunion séparée, les ministres des Finances de l'Eurogroupe ont salué les efforts de la Grèce et estimé qu'elle avait rempli toutes les conditions exigées avant tout déboursement, en termes d'économies budgétaires et de réformes économiques.

"*La Grèce a pris toutes les mesures que nous lui avions demandées, les choses avancent bien*", s'est félicité le chef de file de l'Eurogroupe, Jean-Claude Juncker.

Même l'Allemagne, qui n'a eu de cesse de morigéner la Grèce ces derniers mois, lui a adressé un satisfecit.

Le parlement grec a adopté à temps, dans la nuit de mercredi à jeudi, des réductions importantes des dépenses de santé, comme exigé par ses créanciers pour bénéficier du nouveau plan d'aide. (AFP 01.03)

2- L'ISDA a rendu son verdict. Les fameux titres d'assurance ne donneront pas lieu à un remboursement. En tous cas pour le moment.

L'ISDA (International Swaps and Derivatives Association, Inc) a pris sa décision : l'opération de restructuration de la dette grecque ne constitue pas selon elle un "*événement de crédit*". Résultat : les fameux CDS - titres d'assurances sur la dette grecque - ne donneront pas lieu, pour le moment, à des remboursements.

Cette décision, prise dans l'opacité entre banquiers, va dans le sens des dirigeants européens. Ces derniers craignaient en effet que le déclenchement des CDS n'ait des conséquences imprévisibles sur l'ensemble du système financier, même si les CDS grecs ne pèsent théoriquement que 3,2 milliards d'euros.

En revanche, le communiqué de l'SDA provoquera sans doute la colère de certains investisseurs privés, qui ont investi dans les CDS pour se protéger contre un défaut ou une restructuration de dette de la Grèce.

L'ISDA a toutefois averti qu'elle pourra à nouveau se prononcer sur la Grèce si elle est saisie à nouveau par des créanciers. (lexpansion.com 01.03)

Haut de page

Le 3 mars

CAUSERIE

Les nantis qui détiennent le pouvoir sont ultra minoritaires.

La Fondation d'analyse des Politiques Publiques iFrap, rappelle aujourd'hui que les 0,1% les plus riches paient 30 milliards d'euros d'impôts par an et les 0,01% en paient 11 milliards. (atlantico.fr 02.03)

Mélenchon le sophiste.

Mélenchon interviewé par François Gauvin, journaliste au journal *Le Point* et docteur en philosophie :

- "*L'Histoire n'a pas un sens. Elle a des significations et elle nous offre de l'expérience. Mais où elle va, ce n'est pas établi par avance. Elle est ce qu'on en fait, ce qu'on accepte qu'elle devienne. Par contre, des lois sont à l'oeuvre à l'intérieur de ce système dynamique complexe qu'est la société humaine*."

Lesquelles ? Mystère ! On comprend pourquoi le renégat préfère garder le silence, car dans le cas contraire il devrait affronter Marx et se démasquer.

Les hommes font l'histoire inconsciemment, en ignorant les lois qui en sont à l'origine et qui ont été à l'oeuvre tout au long de son développement jusqu'à nos jours, et qui n'ont pas changé depuis que l'exploitation de l'homme par l'homme existe ou que la société a été divisée en classes soiales aux intérêts antagoniques et inconciliables.

C'est pratique de prétendre que l'on ne sait pas vers où se dirige l'histoire quand on ne tient pas à clarifier ses réelles intentions politiques , alors qu'elle ne peut aller que dans deux directions possibles, vers davantage de barbarie au cas où le capitalisme survivrait à lui-même ou son éradication de la surface de la terre au cas où le capitalisme serait aboli.

En prétendant que l'histoire, donc la société, le monde serait ce qu'on accepte ce qu'ils deviennent, Mélenchon nie que les hommes feraient l'histoire inconsciemment, qu'ils la subiraient plutôt qu'autre chose à des degrés divers selon la place qu'ils occupent au sein des rapports sociaux de production, ainsi il fait fi des différences de traitement donc bénéficient les différentes classes de la société, exploiteurs et exploités seraient au même titre responsables de la barbarie, de la situation actuelle, nous rejetons cette théorie partagée par les staliniens, serait-ce un hasard que Mélenchon soit le candidat du PCF ?

Non monsieur Mélenchon, l'Histoire a un sens (ou plutôt une direction), celui que lui donne la classe dominante au gré de la lutte des classes. Par contre, elle peut en emprunter un autre, contraire au destin que nous réserve la classe des privilégiés, à condition que la classe des exploités qui représente l'immense majorité de la population la renverse et prenne le pouvoir, prenne son destin en main qui coïncide avec celui de la civilisation humaine, autrement dit que l'homme commence à écrire consciemment sa propre histoire.

Dans sa démonstration Mélenchon se livre implicitement à un amalgame entre les classes, entre les facteurs conscients et inconscients pour finalement leur réserver le même traitement ou les mettre sur un pied d'égalité. C'est ce qui sous-tend et traduit toute sa politique qui se nourrit de l'inconscience des travailleurs et qui aboutit logiquement au refus de remettre en cause les fondements du capitalisme et ses institutions auxquelles il n'a de cesse de faire allégeance.

- "*Elle (la responsabilité humaine - ndlr) consiste à dire que nous ne serons jamais émancipés de notre devoir de responsabilité à l'égard des autres.*"

En quoi un travailleur qui ne dispose d'aucun pouvoir dans la société devrait-il être responsable de sa décomposition et de ses conséquences ?

Il est ensuite normal qu'à la question "*Et la révolution : souhaitable ou non ?*" il nous renvoie à la révolution bourgeoise de 1789 et qu'il zappe au passage la révolution de juin 1848, puis celle de 1871, la Commune de Paris qui ne doit pas avoir ses faveurs, car lorsque le journaliste lui demande si la révolution est "*une bonne chose* ", il répond "*Ça dépend du contexte*", cela ne devait pas être le cas en 1871, encore moins en 1917 en Russie ! On comprend qu'il leur préfère les "*révolutions*" tunisienne et égyptienne qui ont abouti là où nous savons...

- "*Karl Marx dit qu'elle s'apparente davantage à un mouvement de force de la nature qu'à une délibération humaine concertée. Les révolutions ont toujours lieu pour dénouer des contradictions qui ne trouvaient aucun moyen de se dénouer autrement. Et les révolutions se font la plupart du temps de manière complètement contingente, par hasard, et pour un motif qui le plus souvent n'avait rien à voir avec le sujet principal.*"

Ce que dit Mélenchon est juste, il a bien retenu sa leçon, il en a simplement oublié les conclusions. Le renégat a volontairement une mémoire sélective. Il oublie de dire que, Marx et par la suite Lénine, ont précisé que la révolution prenait conscience d'elle-même et des tâches qu'elle avait à accomplir au cours du processus dialectique qui la définit, notion apparemment étrangère à Mélenchon qui fait abstraction de l'élément conscient qui doit guider une révolution et obtenir l'adhésion de la majorité des travailleurs, le parti de la révolution prolétarienne, sans lequel elle ne peut pas vaincre.

Il estime que la révolution est "*inéluctable*" en France. Serait-ce que le capitalisme y conduirait ? Pas vraiment.

- "*Parce que les gouvernants sont incapables de régler les problèmes qui se posent, sinon en répétant sans cesse des formules qui les aggravent. Donc inéluctablement, des gens vont se mettre en mouvement, mais ils ne le feront pas pour faire une révolution. Ils vont commencer à faire quelque chose pour régler un problème concret. Et ce quelque chose, de fil en aiguille, sera le début de la fin de l'ordre en place. Plus le niveau de conscience politique est élevé, plus la probabilité que les gens s'impliquent dans leur affaire en pensant que ça va servir à quelque chose est élevée. Il y a une espèce de communisme spontané de notre peuple qui, avec une bonne dose d'esprit libertaire, le rend absolument indomptable.*"

Donc il suffirait que "*les gouvernants*" règlent "*les problèmes qui se posent*" et point de révolution à l'horizon. C'est en fait mal poser la question. Les "*gouvernants*" ne prennent pas de bonnes ou de mauvaises décisions, ils se bornent à gérer la société au mieux des intérêts des capitalistes. Prendraient-ils de bonnes mesures qu'il faudrait les saluer, parce qu'ils n'auraient pas d'arrière-pensées, ils ne seraient pas vraiment animés de mauvaises intentions envers le prolétariat, non, ils ne sauraient pas comment s'y prendre tout simplement, ils auraient le choix, mais voyez-vous, pour ainsi dire malgré eux ils effectueraient les mauvais choix, dont ils pâtiraient également. Ce ne seraient pas des impératifs économiques qui guideraient l'action politique des "*gouvernants*", ils se borneraient à répéter des "*formules*" mauvaises, qu'il suffirait de remplacer par de bonnes formules pour que tout nos problèmes s'évaporent d'un coup de baguette magique et que l'on vive enfin dans le meilleur des mondes ! Même pas besoin de la lutte de classes, formidable, non ? Un bulletin dans l'urne et hop le tour est joué !

Sachant que "*inéluctablement, des gens vont se mettre en mouvement (...) pour faire une révolution*", ne faudrait-il pas les aider à s'y préparer pour qu'ils l'abordent dans les meilleures conditions possible pour qu'elle ait une chance de vaincre? Tel n'est pas le propos ou l'objectif de Mélenchon, qui jusqu'à preuve du contraire se borne à proposer aux travailleurs une "*révolution par les urnes*", qui est justement l'antithèse d'une véritable révolution prolétarienne et socialiste.

Non monsieur Mélenchon, ce n'est pas parce que le "*niveau de conscience politique (des travailleurs) est élevé*" qu'ils seraient capables de définir les tâches que la situation leur impose et les objectifs politiques qu'ils doivent se fixer, qu'ils auraient spontanément la capacité de déterminer les obstacles qu'ils ont à abattre et les moyens pour y parvenir, bref, qu'ils seraient en mesure d'analyser consciemment les rapports entre les classes et leurs modifications tout au long du processus révolutionnaire, de maîtriser le marxisme ou de mettre en oeuvre sa méthode, seuls les militants conscients ou plutôt les dirigeants d'un parti rompus à cet exercice depuis des décennies embrassant l'ensemble de la situation à l'échelle mondiale auraient la capacité de donner une orientation correcte à leur combat.

Si les masses exploitées pouvaient parvenir d'elles-mêmes spontanément à ce niveau de conscience supérieur au détour de circonstances particulièrement favorables et régler la question du pouvoir, on se demandera pourquoi jusqu'à présent elles n'y sont jamais parvenues dans le passé. Non, la compréhension du fonctionnement de la société telle qu'elle est ne s'improvise pas ou ne s'acquière pas arbitrairement, elle nécessite d'avoir analysé au préalable comment le capitalisme s'est développé, quels ont été les principaux facteurs qui ont déterminé son développement, le développement des forces productives et la lutte des classes, et ce n'est qu'une fois acquis ou après avoir renoué avec les enseignements tirées de la lutte des classes du passé qu'il est possible de s'orienter correctement dans la lutte des classes présente, sinon c'est impossible.

Ajoutons que c'est au cours de son expérience de la lutte des classes que le prolétariat peut s'élever au niveau nécessaire pour se saisir de ces enseignements, adhérer ou renouer avec le socialisme, pas spontanément encore une fois, à condition qu'il existe un parti qui l'aide à interpréter consciemment cette expérience, ce qui implique que sa politique (et son programme) soit orientée dans la bonne direction.

Je ne sais pas ce que vous en pensez, mais plus je réfléchis à ce qu'a dit Mélenchon à ce journaliste dans cet interview, et plus je me dis qu'il ne tient pas vraiment à ce que les travailleurs se donnent les moyens d'acquérir un niveau de conscience supérieur, ce qui serait logique puisqu'ils se détourneraient des illusionnistes dont fait partie Mélenchon.

Mélenchon ayant rompu avec le marxisme ou ne l'ayant jamais réellement assimilé, il rejette ses conclusions théoriques et pratiques pour renouer avec le réformisme de la fin du XIXe siècle. Reprenons le dernier passage cité qui est un

modèle d'obscurantisme.

Il admet qu'une révolution est "*inéluctable*" pour aussitôt s'en faire le fossoyeur. "*Des gens vont se mettre en mouvement*", mais "*ils ne le feront pas pour faire une révolution*" ouf, Hollande et ses amis banquiers sont rassurés ! Pour quoi faire alors, pour "*commencer à faire quelque chose*", diable, mais quoi, comment, on n'en saura rien, mais par on ne sait quel miracle ce "*sera le début de la fin de l'ordre en place*", tiens donc, en fait de rien du tout, leur "*niveau de conscience politique (...) élevé (...) va servir à quelque chose (d') élevée*", à quoi diantre, comment, pas de réponse, pas nécessaire puisqu'"*il y a une espèce de communisme spontané de notre peuple*", on se disait bien que tant de mystères prenaient forcément sa source quelque part, la génération spontanée mère de toutes les théories foireuses ou utopiques.

Voilà que le communisme serait inné au peuple, qu'est-ce qu'on est con de ne pas y avoir pensé plus tôt franchement. Un beau matin, le peuple va se saisir du communisme parce qu'il l'a dans la peau depuis l'état de fœtus, il n'a d'ailleurs jamais cessé d'y penser depuis, ne dit-on pas que la classe ouvrière est révolutionnaire, oui sur un plan historique, reste à le démontrer dans la pratique, gageons que c'est là un terrain sur lequel notre philistin n'osera pas s'aventurer sous peine de se contredire et de se démasquer.

Vous me direz que Mélenchon a simplement voulu dire que le peuple aspirait naturellement à davantage de justice sociale, une notion tronquée du communisme, je l'avais bien compris, mais c'est faux également, puisqu'en même temps il est subordonné au capitalisme qui en est la négation. La question est de savoir quel contenu et quelle orientation politique on donne à notre combat, s'ils sont conçus pour aider les travailleurs à rompre avec le capitalisme et les institutions pour qu'ils se réapproprient le socialisme, auquel cas seulement leur combat aura un contenu révolutionnaire. Est-ce la direction que Mélenchon entend donner à son combat politique ? Qu'on nous permette d'en douter fortement, pour ne pas dire qu'on est convaincu du contraire.

Actualité en titres

Bruit de campagne

- Sarkozy : "*La seule façon que vous ayez pour continuer à m'entendre, c'est de me réélire*" - LePoint.fr

- Villepin: Sarkozy et Hollande "*prennent les Français pour des couillons*" - AFP

- Bayrou : Sarkozy a "*perdu le contact avec la vie réelle*" - LePoint.fr

Sale semaine !

- Une semaine à oublier pour Nicolas Sarkozy - 20minutes.fr -

Propositions inaudibles, reniement, chahut, sondages: le candidat-Président a vécu une sale semaine...

- Gueule de bois à l'UMP au lendemain de la journée bayonnaise de Nicolas Sarkozy - LeMonde.fr

Ils ont dit.

- Un ministre allemand veut confier l'économie grecque à un commissaire européen - LeMonde.fr

- Soutien "*sacro-saint*" des Etats-Unis à la sécurité d'Israël, affirme Obama - AFP

"*Cette crise est inhérente au système capitaliste, pas à la femme ou l'homme qui tient la présidence. Surtout dans un petit pays comme la France – mais même Obama à la tête des États-Unis n'a pas fait davantage.*" (Extrait de l'édiorial du numéro 79 de *Convergences Révolutionnaires* du 22 janvier - Fraction *L' Etincelle* de Lutte Ouvrière)

Rendez-vous compte, "*même Obama* le grand démocrate, pour un peu un révolutionnaire, ah ben alors, on est déçu, nous qui comptions tant sur lui pour rompre avec la politique ultra réactionnaire de Bush, il va falloir qu'on avale nos illusions ! Pitoyable !

INFOS EN BREF

Politique

1- UE

Vingt-cinq pays de l'Union européenne (UE) – le Royaume-Uni et la République tchèque ayant décliné – ont signé vendredi 2 mars lors d'un sommet à Bruxelles le nouveau traité instaurant davantage de discipline budgétaire en Europe.

Le pacte prévoit notamment l'instauration de "*règles d'or budgétaires*" sur l'équilibre des comptes publics, associées à des sanctions plus automatiques contre les pays qui dépasseront la limite de 3 % du PIB pour leurs déficits publics annuels. Ces règles devront de préférence être inscrites dans la constitution des Etats, mais pas obligatoirement.

"*Je pense que c'est un signal fort montrant que nous tirons les leçons de la crise, que nous avons compris les signaux*" envoyés par les marchés financiers "*et que nous souhaitons un avenir avec une Europe politiquement unifiée*", a dit la chancelière allemande Angela Merkel.

Il doit désormais être ratifié par au moins douze des Etats signataires avant de pouvoir commencer à entrer en vigueur. Tout pays de la zone euro qui ne le fera pas ne pourra pas bénéficier d'aides financières de ses partenaires via le futur fonds de secours qui démarrera cet été, le Mécanisme européen de stabilité.

Cette ratification pourrait toutefois être compliquée notamment en Irlande, qui a annoncé la tenue d'un référendum à ce sujet, par nature risqué. Une décision qui n'est "*pas de nature à stabiliser dans son ensemble la zone euro*", a reconnu cette semaine le patron de l'Eurogroupe, Jean-Claude Juncker.

Mais avant même son entrée en vigueur, la vertu budgétaire que le pacte entend imposer est déjà compromise par la conjoncture économique de plus en plus dégradée et la récession en cours en zone euro. Plusieurs pays se retrouvent déjà contraints de faire face à un dérapage de leurs finances publiques.

Madrid a ainsi annoncé lundi une explosion de son déficit public à 8,51 % du PIB en 2011, alors qu'il s'est engagé à ramener son déficit public à 4,4 % du PIB en 2012 et à 3 % en 2013, et tente d'obtenir un assouplissement de l'objectif. "*La situation économique est très différente de celle de l'an dernier*", a plaidé le ministre des finances espagnol, Luis de Guindos, ajoutant que les consignes budgétaires fixées par l'UE seraient néanmoins respectées.

Mais la véritable surprise est venue des Pays-Bas, pourtant prompts à critiquer le laxisme budgétaire de leurs partenaires. Le Bureau central du Plan néerlandais a revu, jeudi, ses prévisions économiques à la baisse. Il s'attend dorénavant à ce que le déficit public atteigne 4,5 % du PIB cette année mais surtout dépasse encore l'an prochain la limite européenne de 3 %, ainsi qu'en 2014 (4,1 %) et en 2015 (3,3 %).

Quant à la France, elle est pas mieux lotie et risque, elle aussi, de se faire rappeler à l'ordre par Bruxelles. La Cour des comptes a en effet jugé début février que l'objectif visant à ramener le déficit à 4,5 % cette année serait "*difficile à atteindre*" et qu'il serait "*encore plus difficile*" de revenir à 3 % en 2013. (lemonde.fr 02.03)

On nous expliquent qu'une fois ce traité adopté, il serait impossible de lutter pour nos revendications sociales. On a envie de leur répondre que si tel est le cas, qu'ils cessent tout de suite de militer et qu'ils fassent autre chose, cela nous rendra un fier service !

N'importe quel patron ou gouvernement qui serait confronté à une grève partielle ou générale illimitée d'un secteur clé de l'économie dans le secteur privé ou public, n'aurait pas d'autre choix que de céder au bout de quelques semaines. Mais si les dirigeants syndicaux en profite pour décréter qu'il n'est plus possible de poser la moindre revendication... On vous le répète, il n'y a plus qu'à aller se coucher, tout est foutu, il y en a qui ne seront pas dépaysés en adoptant cette position. Eh oui, il va vous falloir revoir sérieusement votre copie sous peine de disparaître politiquement. Ils vont se torturer l'esprit pour trouver le moyen d'éviter de poser la question du pouvoir ou de l'Etat encore plus longtemps.

2- Etats-Unis.

Obama : La guerre contre l'Iran : une "*distraction*" !

A trois jours d'un entretien avec le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, Barack Obama se dit prêt, le cas échéant, à recourir à l'option militaire pour empêcher l'Iran de se doter de l'arme nucléaire, tout en mettant en garde contre une action unilatérale israélienne.

Estimant qu'un Iran nucléarisé serait inacceptable, le président américain déclare dans une interview à la revue Atlantic Monthly: "*Je pense que le gouvernement israélien reconnaît qu'en tant que président des Etats-Unis, je ne bluffe pas*."

"*Je pense que les gouvernements tant iranien qu'israélien savent que lorsque les Etats-Unis déclarent que la possession par l'Iran d'une arme atomique est inacceptable, nous sommes sérieux.*"

Barack Obama répète que "*toutes les options sont sur la table*" en ajoutant explicitement que cela inclut un "*élément militaire*".

Le chef de l'exécutif américain a tenu ces propos lundi. L'interview a été publiée ce vendredi.

Barack Obama explique que la perspective d'un Iran nucléarisé entraînerait une course aux armements au Moyen-Orient "*très dangereuse pour le monde*".

Dans le même temps, le président américain juge qu'une action militaire unilatérale des Israéliens aurait des "*conséquences potentielles non voulues*".

"*A un moment où l'Iran ne suscite guère de sympathie et où son seul véritable allié, la Syrie, est acculée, voulons-nous une distraction qui permettrait soudainement à l'Iran de se présenter comme une victime?*" interroge Barack Obama. (Reuters 02.03)

Social

1- France

1.1- Non la pauvreté ne gagne pas du terrain...

Les Restos du Coeur vont "*malheureusement*" battre leur record de fréquentation dans leurs 2.000 centres d'aide alimentaire, a dit vendredi soir à l'AFP Olivier Berthe, président de l'association créée par Coluche.

Après avoir rappelé que lors de la campagne d'hiver précédente (novembre 2010 - mars 2011), les Restos du Coeur avaient reçu 860.000 personnes, M. Berthe a ajouté que le chiffre de 900.000 personnes pourrait être atteint pour la campagne 2011-2012. (AFP 02.03)

1.2- Des conditions de travail insupportables

Jérémy Buan, le jeune cadre supérieur de la Poste qui s'est jeté mercredi du haut de la poste centrale de Rennes a laissé une lettre de désespoir où il dit son "*anxiété professionnelle*" et son incapacité à vivre dans un "*tel contexte opprimant*", a déclaré sa compagne vendredi.

"*Mon travail ne semble pas apprécié, je suis mis en cause dans mes activités (...) cela a engendré un manque de confiance terrible avec une anxiété permanente. Je préfère ne pas vivre dans un tel contexte opprimant*", écrit-il dans cette lettre datée du jour de son suicide.

"*J'ai tout pour être heureux, une femme aimante, une fille adorable... mais toute cette anxiété professionnelle a pris le pas sur ma vie privée*", poursuit le message que le jeune père de famille a laissé chez lui.

Recruté comme simple facteur en 2003 à Rennes, Jérémy Buan avait été promu cadre supérieur après un concours interne en 2009, puis envoyé dans les Côtes d'Armor pour deux postes d'encadrement, selon la Poste.

Il avait demandé un rapprochement familial après la naissance de fille, en octobre, et de retour à Rennes, avait été affecté à un poste "*d'un grade inférieur au sien*", selon la CFDT.

A la direction du courrier Haute-Bretagne, on confirme qu'il "*occupait un poste de niveau inférieur au sien mais avait conservé son grade et sa rémunération*". "*Ce poste lui avait été donné de manière à répondre favorablement à sa demande de rapprochement géographique car il n'y en avait pas d'autre disponible*", selon la même source. (AFP 02.03)

2- Espagne

Le gouvernement espagnol a revu vendredi drastiquement les prévisions économiques pour 2012, avec un recul du PIB de 1,7% contre une croissance de 2,3% prévue par le précédent exécutif, et une poursuite de la hausse du chômage à 24,3% de la population active.

Détaillant un contexte économique européen morose, M. de Guindos a ajouté que cet avenir sombre aurait "*un impact sur l'emploi*" avec un taux de chômage moyen de 24,3% en 2012, qui va frapper 630.000 personnes. "*C'est une très mauvaise année économique*", a-t-il ajouté.

Le nombre de chômeurs en Espagne a dépassé la barre des 5 millions fin 2011, avec un taux de 22,85%, le plus élevé parmi les

pays industrialisés, selon l'Institut national de la statistique. Il était de 23,3% à fin janvier, selon Eurostat. (AFP 02.03)

Economie

1- Grèce

L'agence d'évaluation financière américaine Moody's a annoncé vendredi soir avoir abaissé la note de solvabilité de la Grèce de "*Ca*" à "*C*". Moody's attribue un "*C*" aux emprunteurs qu'elle juge à l'orée du défaut de paiement. (AFP 02.03)

Au passage Moody's a relevé la note de l'Indonésie dont la croissance est attendue à 6,5% en 2012 (source : atlantico.fr 02.03)

2- Brésil

La présidente brésilienne Dilma Rousseff a accusé les pays riches d'avoir déclenché un "*tsunami*" monétaire en abaissant le coût du crédit pour faire face à la crise économique mondiale, ce qui pénalise les pays en voie de développement tels que le Brésil.

"*Nous sommes préoccupés par ce tsunami monétaire (que causent) les pays développés*", a déclaré jeudi Mme Rousseff dans un discours aux chefs d'entreprises et aux dirigeants syndicaux.

La chef de l'Etat brésilien a déploré que les pays riches répondent à la crise en abaissant le coût du crédit et en maintenant des taux d'intérêts bas. Selon elle, ces capitaux bon marché prennent le chemin du Brésil, dont la monnaie est forte et les taux d'intérêts élevés.

Le Brésil estime que cette "*guerre des changes*" renchérit ses produits tout en diminuant les prix de ceux venus d'Europe ou des Etats-Unis.

La dirigeante a affirmé qu'elle se battrait pour défendre l'industrie brésilienne et qu'elle s'assurerait que les méthodes utilisées par les pays riches "*ne vont pas cannibaliser les marchés émergents*".

Le Brésil tente depuis plusieurs années d'enrayer l'appréciation de sa devise, le real, qui a déjà augmenté de plus de 8% face au dollar depuis le début de l'année.

"*Le Brésil ne restera pas impassible face à cette guerre des changes, nous devons nous défendre*", avait martelé un peu plus tôt devant la presse le ministre des Finances brésilien Guido Mantega. (AFP 02.03)

Haut de page

Le 4 mars

CAUSERIE

J'ignore qui est Robert Bibeau, je sais seulement qu'il est Canadien et qu'il est un collaborateur régulier de Mondialisation.ca. Je n'ai pas lu tous ces articles, par contre je partage son analyse sur l'évolution du capitalisme mondial et de la situation internationale.

Dans l'article *Industrialiser la Grèce et l'Europe en déclin ?* il fustigue les "*faux prophètes*" qui prétendent représenter les intérêts des exploités et que nous définissons comme des opportunistes, des illusionistes, des aventuriers, des charlatans ou des escrocs à la solde de l'ordre établi :

" *Tous ces faux prophètes qui laissent entendre qu'il n'y a qu'à nationaliser les banques, qu'il suffit de refuser de payer la dette souveraine, qu'il n'y a qu'à nationaliser les usines et à lancer l'État bourgeois dans le domaine de la production industrielle, ou encore qu'il suffit de taxer les riches, et mille et une autre solutions-bidon trompent leurs auditoires. Aucune solution n'existe aux maux du capitalisme « à l'intérieur du capitalisme ». Ce n'est pas pour cause de disfonctionnement que le capitalisme périclite. Le capitalisme fonctionne normalement en ce moment ; passer d'une phase de surproduction à une phase de pénurie de produits, c'est le fonctionnement normal de ce régime. Transiter d'une période de sous-emploi à une période de pénurie de main d'œuvre, c'est aussi le fonctionnement normal de ce système. Les guerres économiques et financières et les guerres militaires localisées inter impérialistes États-Unis – Chine – Russie – Union Européenne pour le repartage des marchés et des sources de plus-value, c'est aussi le fonctionnement usuel dans ce mode de production. Le capitalisme c'est la succession des crises, des guerres et la misère en partage de Dacca jusqu'au Finistère.* "

La seule "*solution*" au capitalisme existe au-delà du capitalisme effectivement, cela s'appelle le socialisme.

Question : en France (et ailleurs) existe-t-il un parti qui combattre sur d'autres positions que ces "*solutions-bidon*" qui ne servent qu'à tromper les travailleurs ?

Monsieur Bibeau nous livre un constat que nous partageons, mais c'est insuffisant pour combattre et abattre le capitalisme.

La bourgeoisie détient le pouvoir réel en détenant le pouvoir économique. Nous savons qu'elle tire son pouvoir des rapports sociaux de production basés sur la propriété privée des moyens de production, mais cela ne nous dit pas comment elle assure la pérennité de ce pouvoir, comment elle s'y prend pour le légitimer, pour qu'il se perpétue, pour faire en sorte que les rapports entre les classes s'inscrivent ou se maintiennent dans ce cadre et le respecte. Pour répondre à cette question il faut passer au plan politique.

La Constitution et la législation en vigueur ne servent qu'à fournir un cadre juridique à ces rapports sociaux de production pour en assurer la légitimiter et tenter de justifier leur existence, tous les autres rapports qui existent dans la société ne sauraient déroger à cette règle ou doivent s'y plier. Il revient ensuite aux institutions issues de cette Constitution de gérer la société pour le compte de la classe qui domine au sein de ces rapports de production, la classe des capitalistes.

En résumé, l'Etat, la Constitution, les institutions et la législation sont le produit ou la représentation politique du pouvoir économique de la classe des capitalistes. Cette classe ayant confisqué le pouvoir économique à son profit, pour lui reprendre il faut abroger les instruments politiques qu'elle a forgés au cours de la lutte des classes, et qui servent à le légitimer et à assurer la pérennité de sa domination de classe.

Point de mystère, c'est trop simple en réalité, trop logique aussi, à la portée de n'importe quel travailleur en vérité, à partir du moment où l'on pose correctement les rapports qui existent dans la société, à partir du moment où l'on est capable de poser les questions que nous avons à résoudre dans le bon ordre. Vous parlez d'un exercice difficile, il faudrait au moins bac +10 pour comprendre fonctionne un rapport de cause à effet, en voilà une affaire !

Si les travailleurs qui se posent des questions ne sont pas en mesure de le comprendre, cela signifie qu'on échoue à poser les bonnes questions ou à les poser correctement ou pire, qu'on s'y refuse. Pas besoin non plus d'être syndiqué ou de militer dans une formation politique pour le comprendre, cela pour dire qu'en dehors des travailleurs vraiment arriérés, des millions et des millions sont censés pouvoir accéder à cette connaissance qui n'a rien d'extraordinaire, répétons-le encore une fois. Ne nous arrêtons pas en chemin, il nous reste une dernière chose à aborder pour mener à son terme notre interprétation de la société

L'ordre établi reposant les institutions politiques, il ne reste plus qu'à en expliquer le fonctionnement et à en tirer les conclusions qui s'imposent pour passer à l'action, s'engager dans le combat politique, s'organiser pour changer la société.

Les institutions sont le reflet (politique) des rapports (économiques) entre les classes. Nous avons vu que les institutions étaient au service de la classe qui détient le pouvoir économique. Pour défendre ses droits et privilèges la classe des capitalistes dispose de puissants syndicats et partis politiques. C'est au sein des institutions que ces partis exercent leur pouvoir dans le seul but de le conserver sur le plan économique. Sur le plan politique, la classe des privilégiés n'a pas vraiment de soucis à se faire, puisque tous les partis qui participent au Parlement sont inféodés au capitalisme et n'entendent pas combattre pour le renverser.

Dès lors on ne peut concevoir la construction d'un véritable parti ouvrier indépendant de l'Etat, qu'à partir du moment où son action (et son programme) est résolument orienté contre les institutions en place, dans l'objectif de les renverser et de les remplacer par des organes politiques de pouvoir issus d'une révolution prolétarienne. Face à des partis dits de droite ou de gauche qui finalement défendent les mêmes intérêts, ceux de la classe des exploiteurs, on ne peut opposer qu'un parti ouvrier révolutionnaire pour briser leur domination politique et s'emparer du pouvoir, et non pour s'insérer au sein des institutions ou tenter d'en conquérir la majorité, ce qui demeurera toujours impossible puisqu'elles n'ont pas été créées à cet effet ou dans cette perspective.

En résumé, des partis assurent le bon fonctionnement des institutions pour le compte des capitalistes qui détiennent le pouvoir économique. Si l'on veut parvenir à leur oter ce pouvoir économique, on n'a pas d'autre alternative possible que de construire un parti qui aura pour tâche d'aider les masses exploitées à se dresser au cours d'une révolution pour détruire ces institutions, institutions qui se confondent avec les intérêts de la classe que nous devons chasser du pouvoir, avec l'ordre établi, et non pour se saisir de ces institutions pour les faire fonctionner pour notre propre compte puisqu'elles n'ont pas été conçues à cet effet.

Et compte tenu que l'objectif de l'abolition du capitalisme est commun aux travailleurs organisés dans les syndicats et à ceux qui sont organisés dans le parti combattant pour le socialisme, ils doivent combattre ensemble et subordonner leur combat à cette perspective. C'est ainsi et ainsi seulement qu'il sera possible d'entraîner au combat dans l'unité l'ensemble de la classe des exploités, et de vaincre son ennemi.

A propos du MES.

Abondé en partie par les États, le MES sera en fait un instrument permanent de transfert des richesses des peuples vers les banques. En effet, le cadre légal du MES assujettit les peuples à être garants et cautions des dettes auprès des banques.

En somme, voilà une institution qui sera permanente, antidémocratique, inattaquable sur le plan juridique, occulte, et qui pourra exiger de n'importe quel pays de la zone euro, dans un délai d'une semaine, des milliards d'euros « *de manière irrévocable et inconditionnelle* » ! Autant de signes qui ne trompent pas : l'Europe de la finance utilise la crise et la question de la dette publique pour prendre les pleins pouvoirs. L'austérité pour les peuples est son credo. (mondialisation.ca)

Mais pour que le MES existe, pour qu'il fonctionne, il faut que le ou les partis qui disposent de la majorité au sein des institutions acceptent de s'y soumettre. Dès lors qu'ils ont manifesté leur soutien au MES, ils ont clairement indiqué dans quel camp ils entendaient mener leur combat politique, contre la classe ouvrière. C'est le cas de l'UMP, du MoDem et du PS. Dès lors qu'ils se sont placés eux-mêmes dans le camp de notre ennemi de classe, il serait aberrant d'exiger d'eux qu'ils rejettent le MES ou qu'ils changent de camp, leur décision est finalement conforme à leur nature sociale, conformément à la classe à laquelle ils sont liées organisquement et dont ils se font les porte-parole.

S'adresser à leurs élus, vouloir qu'ils changent de position sur le MES revient à vouloir faire croire aux travailleurs et aux militants qu'ils pourraient changer de nature ou épouser d'autres intérêts que ceux des exploiteurs comme si cela était possible ou même souhaitable, ce que nous récusons absolument. Voilà l'illusion criminelle que colporte notamment le POI. L'impuissance du POI qui s'illustre à travers la campagne qu'il a initiée et qui ne peut mener qu'à une nouvelle impasse politique, est le produit de son obstination à refuser de lier le combat contre les deux nouveaux traités signés à Bruxelles au combat pour en finir avec les institutions qui ont adopté le MES, les institutions de la Ve République.

Ce nouveau chapitre de la lutte des classes aurait dû être l'occasion de montrer aux travailleurs et aux militants le lien, les rapports qui existaient entre la crise du capitalisme, le TSCG et le MES, les institutions de la Ve République et les partis qui y participent, ainsi que l'Union européenne, afin de les aider à rompre avec et leur permettre de poser consciemment la question du pouvoir, à trouver une issue politique conforme à leurs intérêts qui passe par la formulation du gouvernement ouvrier révolutionnaire qui sera le seul à même de rompre avec le capitalisme et la totalité de ses institutions nationales, européennes et internationales.

C'est seulement sur cette orientation politique qu'il est possible de construire le parti (révolutionnaire) et d'avancer vers le socialisme. Le POI rejetant cet axe de combat politique, il ne lui reste plus qu'à chercher la recette miracle qui permettrait de mettre en échec le capitalisme. Le POI (comme toujours) veut absolument parvenir à peser sur le cours des choses ou à l'inverser, comme il n'en a pas les moyens, il ne lui reste plus qu'à s'en remettre aux appareils pourris du PS et ses satellites. "*Super-Maastricht ne doit pas passer !*" écrit Gluckstein dans son dernier éditorial (IO n°189), on se demandera s'il vaut mieux en rire ou en pleurer, quel super-opportuniste ! "*Rien, absolument rien, n'est aujourd'hui plus important que de bloquer le traité TSCG* écrit-il à la fin de son éditorial, comme il est adopté ou en passe de l'être au niveau de l'UE, qu'est-ce qu'on fait ensuite monsieur, on sort son mouchoir, on cesse le combat, on se loge une balle dans la tête ? Existe-t-il quelque chose de plus démoralisant, de plus démobilisateur pour les militants ?

Effet d'annonce, du déjà vu

D'aucuns veulent relativiser la déclaration du candidat socialiste, de toutes les façons, un candidat pro-mondialisation : "*En 1997, lorsque Lionel Jospin est devenu Premier ministre, il clamait vouloir renégocier le pacte de stabilité européen pour les mêmes raisons. En fin de compte, on lui a garanti la tenue d'un sommet sur la croissance et l'emploi et il a renoncé*", souligne un chef de gouvernement européen, sous couvert de l'anonymat. (liesidotorg.wordpress.com 01.03)

Allez camarades, un peu de courage, votez Hollande pour "*battre la droite*"... et dans un siècle on y sera encore ! Si les travailleurs ne sont pas capables de "*battre la droite* sur le terrain de la lutte des classes en dehors des élections , ils en seront incapables lors des élections quel que soit le candidat qui sera élu, voilà à partir de quel constat on devrait réfléchir à la situation pour adopter une orientation politique correcte, au lieu de se bercer d'illusions et de tromper au passage travailleurs et militants.

INFOS EN BREF

Politique

1- Grande-Bretagne

Le gouvernement britannique entend confier à des entreprises privées des responsabilités qui relèvent actuellement de la police, notamment la conduite d'enquêtes criminelles et de patrouilles de quartiers, selon des sources concordantes samedi.

Les polices de deux régions anglaises, celles des West Midlands et du Surrey, ont sollicité des sociétés privées comme G4S pour qu'elles prennent en charge des services qui leur incombent actuellement, comme le suivi d'individus à hauts risques ou encore la détention de suspects, a rapporté le quotidien britannique The Guardian.

Un tel contrat représenterait une valeur potentielle de 1,5 milliard de livres (1,8 milliard d'euros) sur une période de sept ans, selon le journal.

Le gouvernement britannique '*soutient*' la démarche de la police '*qui examine un partenariat avec le secteur privé afin de faire des économies et de mieux servir le public*', a réagi un porte-parole du ministère de l'intérieur. '*Les sociétés privées ne pourront pas arrêter de suspects, et elles ne seront pas les seules responsables des enquêtes criminelles*', a-t-il précisé.

Le gouvernement britannique, dirigé par le conservateur David Cameron, a prévu de faire 20 % d'économies dans le budget de la police sur une période de quatre ans dans le cadre d'un vaste plan d'austérité. (lemonde.fr 03.03)

2- Etats-Unis

Des fonctionnaires israéliens affirment que si Israël décide d'attaquer les centrales nucléaires iraniennes, les Etats-Unis ne seront pas avertis. De cette manière, le refus du président Obama d'engager les Etats-Unis dans un conflit en pleine période électorale ne pourra pas être objecté aux responsables israéliens. Ces déclarations interviennent à un moment où doivent s'engager des conversations de haut niveau entre les émissaires de Washington et ceux de Jérusalem.

Depuis de nombreux mois, les Israéliens cherchent à convaincre Washington qu'une attaque rapide est nécessaire pour bloquer le programme nucléaire de l'Iran. A ce propos, le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu et Ehud Barak, ministre de la Défense, ont remis des documents à une série de visiteurs américains de haut niveau. La presse américaine évoque des responsables conseillers à la sécurité nationale de la Maison Blanche, le directeur du renseignement américain, ainsi que des politiciens influents du Congrès US.

Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu martèle le même message à tous les Américains qui viennent en Israël et avec lesquels il s'entretient. Contrairement aux déclarations de l'ambassadeur israélien aux Etats-Unis, les responsables américains sont muets. Réponse unanime : « *No comment !* »

Certains analystes du renseignement privé américain disent qu'il existe un certain malaise entre Washington et Jérusalem car les divergences sont évidentes entre les deux pays concernant l'urgence d'une frappe aérienne contre les installations nucléaires iraniennes. Le malaise est surtout apparu après la visite du conseiller à la sécurité américaine Tom Donilon à Jérusalem. De fait, le prochain déplacement de Benjamin Netanyahu à Washington s'annonce crucial et les relations avec Barack Obama sont glacées. Dans le même temps, de nombreux bellicistes républicains exigent un front commun entre les Etats-Unis et Israël au sujet de l'Iran, dans la mesure où les sanctions sont pratiquement sans effet. Ce qui est absolument faux pour les citoyens iraniens, dont le niveau de vie est en chute libre. (liesidotorg.wordpress.com 03.03)

3- Syrie

3.1- L'ambassadeur de France à Beyrouth, Denis Pietton, a officiellement visité la semaine dernière la région de Baalbeck, à l'Est du Liban. En réalité, il a voyagé avec une équipe sécuritaire française dans le Nord de la Békaa, région frontalière limitrophe de la province syrienne de Homs.

Côté syrien de la frontière, des officiers et des experts des services de renseignement militaires français, certains sous couvert du statut de journaliste, encadrent les combattants de l'Armée « syrienne » libre. Tous se sont infiltrés illégalement en Syrie.

L'ambassadeur Denis Pietton et ses hôtes ont récupéré à un point de passage illégal des agents des services de renseignement français fuyant l'Émirat islamique de Baba Amr où ils dispensaient leur savoir-faire en matière de combat urbain.

En vertu de la Convention de Vienne, les voitures diplomatiques ne peuvent être perquisitionnées. Le convoi a donc pu ramener les agents français à l'ambassade sans que la police libanaise puisse intervenir.

Avec toute l'arrogance de l'ancienne puissance mandataire, l'ambassadeur de France s'était, une fois de plus, publiquement ingéré dans les affaires libanaises en déclarant le 23 février dernier à nos confrères du Daily Star : « *Le Liban devrait rester à l'écart des troubles en Syrie* ». (Réseau Voltaire 01.03)

3.2- Après la fuite de 35 conseillers militaires et journalistes occidentaux, les 2 000 combattants de l'Armée syrienne libre regroupés dans l'Émirat islamique de Baba Amr ont perdu tout espoir de voir se réaliser les belles promesses occidentales.

Mercredi 29 février 2012, plusieurs centaines ont choisi de se rendre avant que l'Armée nationale syrienne ne rentre dans le quartier rebelle.

L'Émirat islamique de Baba Amr faisait moins de 40 hectares lorsqu'il a été bouclé par les Forces loyalistes. Il ne comprend qu'une partie du quartier de Baba Amr proprement dit, ainsi que quelques rues adjacentes.

La Syrie est un État de 185 000 km2, peuplé par 23 millions d'habitants.

Les insurgés qui se sont rendus ont abandonné leurs armes. Leur arsenal incluait des postes de tir et des missiles antichars AT-13 / 9K115 Metis. Ce matériel russe étant déjà un peu ancien et assez répandu dans la région, on ignore pour le moment quelle filière avait pu l'acheminer sur place.

Au début de la bataille de Homs, les rebelles disposaient également de postes de tir antichar Milan. (Réseau Voltaire 01.03)

Social

Italie

Des milliers de personnes ont défilé samedi à Rome dans trois cortèges différents contre le gouvernement de Mario Monti.

"*Les impôts augmentent, le prix de l'essence augmente, le gouvernement Monti est un gouvernement voleur*", ont crié quelques milliers de manifestants d'extrême droite. D'autres clamaient : "*boucherie sociale, c'est le gouvernement du grand capital*".

Selon les organisateurs, quelque 20.000 personnes ont pris part à cette manifestation.

De leur côté, les opposants à la construction du TGV Lyon-Turin, mobilisés depuis plusieurs mois, se sont rassemblés dans un autre quartier de la capitale italienne, bloquant temporairement une artère périphérique.

"*On est arrivé à un point de conflit entre les institutions politiques et les forces sociales*", a déclaré un militant No-TAV (no al treno alta velocità, non au train à grande vitesse) qui participait à ce rassemblement de quelques centaines de personnes.

Enfin, des milliers de travailleurs du bâtiment, coiffés de casques rouges, ont réclamé une aide à ce secteur, frappé de plein fouet par la crise et la récession provoquée par les mesures d'austérité du gouvernement.

Selon les dernières statistiques, le taux de chômage en Italie a atteint le chiffre record de 9,2% en décembre, et grimpe à 31,1% chez les jeunes de 15 à 24 ans.

"*Nous voulons dire au gouvernement que s'il continue à regarder les marchés et pas le pays, il n'y aura bientôt plus de pays*", a lancé Susanna Camusso, dirigeante du plus important syndicat en Italie, la CGIL. (AFP 03.03)

Haut de page

Le 5 mars

CAUSERIE

J'ai mis en ligne les articles de presse (avec un index) de février au format pdf (Acrobat Reader). Toutes les pages d'accueil des différentes rubriques du site ont été actualisées jusqu'au 4 février 2012. Cela prend un temps fou de classer tous les articles ! J'ai créé la page d'accueil des causeries et articles en bref de mars.

Et dire qu'on est dimanche et qu'il fait un temps radieux ! (hier quoi)

Un mot personnel.

Tenez, je sais que vous ne me prenez pas vraiment au sérieux, c'est un peu de ma faute, mais bon, ici je passe mon temps à me battre contre les tenants du régime et les opportunistes, parfois je brocarde des militants mais jamais animé de mauvaises intentions ou sans les juger, vous devez vous dire qu'il n'est pas très drôle ce type-là ou qu'il est un peu rustre, comme

un ouvrier quoi, pourquoi pas. C'est toujours mieux que de passer pour un intellectuel à l'esprit borné, c'est franchement plus insupportable !

Pour vous montrer que je suis quand même capable de sortir du rôle que vous me connaissez, je vous mets une copie (en français) de la lettre que j'ai adressée la semaine dernière aux bureau d'immigration de Chennai, et qui m'a permis de récupérer mon visa dans les 48h, alors que j'aurais dû le recevoir huit mois plus tôt. Comme quoi je sais aussi faire preuve de tact ou de diplomatie quand c'est nécessaire ou d'utiliser un autre langage que celui que vous me connaissez. La partie consacrée à mon épouse dans cette lettre ne correspond pas à la réalité, elle n'a pas rompu avec la nationalité indienne pour des raisons médicales mais à cause des problèmes rencontrés lors du renouvellement de son passeport indien..

Je veux bien qu'on me prenne pour un pauvre type, mais qu'on me permette de prouver le contraire si cela ne vous dérange pas. Vos dirigeants s'emploient à se faire passer pour ce qu'ils ne sont pas et cela vous agrée, qu'on me permette d'être ce que je suis et pas davantage, pas grand chose peut-être, mais j'y tiens. ● cliquez ici

Quand la réaction nous offre un moment de détente.

Quand TF1, la machine à propande du parti de l'ordre et du CAC40 à destination des ignorants l'emporte, c'est la preuve qu'ils sont encore largement majoritaire dans la société. Qu'un torchon comme *Le Point* se fasse l'écho "*avec un plaisir non dissimulé*" de la haine envers l'intelligence humaine qui anime la télévison poubelle de Bouygue et Sarkozy, quoi de plus naturel, tout est dans l'ordre des choses.

Pour ces larbins du régime en place, quand l'audience de TF1 monte, il y a encore un espoir que leur candidat l'emporte en mai prochain. Sur TV5 Monde Asie aussi ils sont en campagne électorale pour le même candidat, du coup samedi soir on a eu le droit à l'émission de Michel Drucker destinée au même public que TF1 pour lui faire oublier que les temps sont durs.

La vie n'est-elle pas belle franchement, voyez comme l'on chante, rit et s'amuse en bonne compagnie, si ce n'est pas grâce à notre président, c'est quand grâce à lui qu'on n'en soit pas encore rendu à la situation de la Grèce, dieu merci... A ce propos, on a même eu le droit à des curés en soutane pour célébrer le crétinisme céleste.

Si avec tout le mal qu'ils se donnent La Talonnette est éjecté du Palais, ce ne sera pas faute d'avoir tout tenté pour le maintenir sur le trône ; baissez le rideau la fosse sceptique (septique) est pleine, l'avorton dit la chiasse par un psychologue qui a étudié son comportement ne fait plus recette, à trop se gaver on finit par être incommodé et dégager une odeur putride, tirez la chasse dorée sur le chanoine de Latran et verrouillez bien la porte derrière vous pour que ses convives du Fouquet's puissent profiter de ses miasmes aussi longtemps qu'ils nous ont imposé de supporter leurs frasques, une fois que tout ce beau monde aura bien mariné dans son jus, faite un épandage sur Neuilly, histoire de rendre à César ce qui lui appartient.

L'article du *Point* qui m'a inspiré, en me bouchant le nez, la bouche...

- Sur France 2, Les Victoires de la musique, interminables, ont été écrasées par The Voice, le télé-crochet de TF1. Le programme de la Une confirme son lancement solide avec 8,4 millions de téléspectateurs, soit 35,2 % de part d'audience. Un niveau de score que TF1 retrouve avec un plaisir non dissimulé tant, depuis plusieurs mois, la Une se contente des vaches maigres.

Loin derrière, la soirée des Victoires de la musique se promène, en très petite foulée, à 2,6 millions de téléspectateurs, soit 12,6 % de part d'audience.

Les moins de 35 ans ne s'y sont pas trompés : ils n'étaient que 9 % sur la Deux et 52 % à avoir choisi The Voice sur TF1. Le show musical, conçu par John de Mol, séduit 48 % des ménagères quand les Victoires n'en conservent qu'une sur dix. Le palmarès des Victoires de la musique est à l'image de son public : Laurent Voulzy, 63 ans, Hubert-Félix Thiéfaine 63 ans, Catherine Ringer, 55 ans... Les plus anciens cotisants du show-biz ont quasiment tout raflé. (lepoint.fr 04.03)

Commentaire d'un internaute belge, averti, une fois s'il vous plaît, ne dit-on pas un homme averti en vaut deux : "*Plus c'est con, plus ça fait d'audience. C'est bien connu.*". Quelle évolution n'est-ce pas depuis plus d'un demi-siècle que la télévision existe, vous aussi vous l'avez remarqué ? Mais ne vous trompez pas de cible, ce n'est pas sur les cons qu'il faut taper, mais sur ceux qui s'emploient à faire en sorte qu'ils le restent. Ne jugez pas les cons, jugez leurs maîtres.

Nous venons au monde ignorant, ignorant de tout, au point de ne pas savoir quoi faire de nos mains et de nos pieds dont on découvre l'existence petit à petit, que nous soyons issu d'une famille pauvre ou nanti, d'intellectuels ou d'ouvriers. Au fil du temps et de nos expériences notre connaissance devrait croître au détriment de notre ignorance, mais pas forcément, on en tirera profit dans un milieu favorisé ou apaisé, alors que dans un milieu défavorisé ou ouvrier pauvre on aura l'esprit occupé ailleurs, accablé, trop accaparé, rongé ou épuisé par des questions lancinantes liées à notre survie quotidienne, on sera incapable de penser posément au fonctionnement de la société pour s'en remettre de préférence à ceux qui en ont déjà la charge et auxquels on attribue volontiers cette légitimiter sans se poser la question de savoir si c'est justifié ou non.

Et si un jour on parvient à s'élever socialement au dessus de la médiocrité à laquelle on était promis, on ne change pas forcément de mode de pensée pour autant, loin s'en faut. Au contraire, on trouve là matière à la fois à conforter notre mode de pensée et à légitimiter l'ordre établi avec lequel notre existence coïncide et que l'on considère comme une bénédiction. Pourquoi devrait-on changer quoi que ce soit à notre mode de pensée ou à la société puisque jusqu'à présent on s'en sort très bien ou assez bien par rapport à d'autres qui croupissent dans la misère ? Ce qui explique qu'il soit très difficile d'aborder les masses les plus arriérées.

Plus on se sait ou se sent vulnérable, plus on se recroqueville sur soi-même, c'est l'instint de survie qui nous fait réagir de la sorte.

Imaginez que votre embarcation ait fait naufrage et que vous vous soyez réfugié sur un radeau pour sauver votre peau, et ne voilà-t-il pas que tel un mirage un hélicoptère apparaisse soudain dans le ciel et que son pilote vous demande pour des raisons obscures d'abandonner votre embarcation de fortune dans l'attente d'un navire envoyé sur place vienne vous secourir, vous refuserez de vous jeter à la mer ne sachant pas quand vos sauveteurs parviendront jusqu'à vous pour que vous soyez définitivement tiré d'affaire. Remplacez ces infortunés naufragés par les masses arriérées et le pilote de l'hélicoptère par le militant que vous êtes, remplacez la situation de ces naufragés par la société à la quelle ils sont confrontée et le navire qui doit les délivrer de ce cauchemar par le socialisme, et vous aurez compris à quelle difficulté nous sommes confrontés pour réduire l'ignorance des masses.

Quant aux travailleurs qui deviennent des militants, on commet la grave méprise de penser que pour cette raison ils seraient tirés d'affaire. C'est là se fier aux apparences, trompeuses évidemment. On est vraiment tiré d'affaire que le jour où l'on atteint le rivage, or le socialisme tarde à venir. Du coup quel que soit l'embarcation sur laquelle on a échoué, on s'y accroche dur comme fer, on y tient car elle incarne à son tour notre survie à défaut de mieux dans l'immédiat ou d'une vision suffisamment développée qui nous permettrait d'envisager à quoi ressemble le rivage. A défaut d'entrevoir le rivage, en ramant chacun s'imagine à quoi il pourrait ressembler, sans s'apercevoir qu'ils s'en écartent pour être incapable de discerner et de maîtriser les forces qui les maintiennent au large. C'est toujours mieux que d'être englouti par les eaux, sans doute, mais temporairement seulement ! Avec un peu de chance ils trouveront un jour la bonne embarcation qui les mènera jusqu'au rivage. Il faudra plus que de longs discours pour qu'il en soit ainsi, qu'une grosse tempête menace leur embarcation ou la fasse chavirer y contribuerait plus sûrement, encore faut-il que la bonne embracation se trouve disponible au bon moment au bon endroit, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui puisque le parti n'existe pas, dans ces conditions ils sont condamnés à passer d'une embarcation à une autre ou à s'accrocher à la leur, exactement comme les masses arriérées perdues en pleine mer sur leur radeau de fortune, avec lesquels finalement ils sont plus proche que du rivage.

Les travailleurs inorganisés qui se comptent par millions et qui sont moins arriérés que les autres, sont à peu de choses près dans la même situation. S'ils ne se satisfont pas particulièrement de la situation dans laquelle ils sont, ils s'en contentent ou ne cherchent pas à atteindre le rivage par crainte qu'il leur réserve de mauvaises surprises. Là aussi, il faudra que la ligne de flottaison de leur embracation corresponde avec la surface de la mer pour qu'il se pose la question du moyen pour atteindre la terre ferme avant qu'il ne soit trop tard et ne perdent tout.

Jusqu'à présent ils ont profité de ce que la société mettait à leur disposition en croyant qu'ils pourraient en profiter ainsi éternellement, puis vint le jour où cela cessa d'être le cas, ne comprenant évidemment pas pourquoi, ils ont commencé à puiser dans leurs réserves pour continuer de vivre comme avant, puis vint le jour où ces réserves commencèrent à diminuer à vue d'oel, menaçant de s'épuiser et l'angoisse les gagnant jour après jour, ils en arrivèrent amèrement à envisager de retourner là d'où ils venaient, ils croyaient avoir échappé au pire et voilà qu'il les rattrape et que la paupérisation les frappe à leur tour. Pas vraiment préparés à affronter cette situation, ils tentent désespérément de s'en sortir seul, en vain. Ils assistent impuissants à leur chute. Ils cherchent à résister, en vain. Mais comment faire pour conjurer le mauvais sort, sont-ils voués eux aussi à tourner en rond jusqu'à ce que la mer les avalent, ils ne veulent pas s'y résoudre, alors ils se jettent à corps perdu sur la première embarcation qui leur promet le salut, ils ne savent pas qu'ils embarquent sur le bâteau percé du social-libéralisme qui va les mener à leur perte définitive.

Pour finir, il reste l'avant-garde, dont l'embarcation est certes solide mais si insignifiante, qu'elle ne peut en emporter que quelques-uns vers le rivage, qui à peine posé le pied dessus, se considérant sauvés sombrent dans les premiers sables mouvants qui se trouvent sur leur chemin. Du coup, il lui faudra encore en faire des allers et retours pour être assez nombreux pour construire une embarcation capable d'emporter tous ces naufragés sur une autre rive...

Bon courage et bonne semaine à tous. On est tous embarqués dans la même galère, reste à trouver la bonne embarcation pour mettre fin au cauchemar du vieux monde.

INFOS EN BREF

Politique

1- France. L'autruche.

Interrogé lors de l'émission C Politique (France 5) sur les sondages défavorables au chef de l'Etat, M. Copé a dit "*conseiller*" à ses amis "*de continuer à militer et de ne pas (les) regarder*".

"*Quand ils sont trop bons, les sondages, on est tous complètement endormis, quand ils sont mauvais ça déprime. Donc ne les regardons pas, continuons de parler aux gens*", a-t-il poursuivi.

Le député-maire de Meaux a enchaîné: "*vous voulez mon intuition? Ca n'est pas prédicitif, (...) c'est juste une intuition: c'est Nicolas Sarkozy qui va être élu*". (AFP 04.03)

Je n'ai pas trouvé "*prédicitif*" dans le dictionnaire, il existe bien prédicible, prédictible, prédisible ou prédictabilité, voilà que le prédicateur du parti de l'ordre en perd son latin... avant de perdre les élections !

2- Israël. La haine du chien enragé. De qui parle-t-il, des Etats-Unis bras armé de l'Etat sioniste?

Israël '*vaincra*' s'il est obligé d'affronter l'Iran, a déclaré dimanche le président de l'Etat hébreu Shimon Peres dans un discours prononcé devant un lobby pro-Israël à Washington.

'L'Iran est un régime diabolique, cruel, moralement corrompu', a déclaré M. Peres devant des milliers de délégués de l'Aipac, principal lobby pro-Israël aux Etats-Unis. '*La paix est toujours l'option que nous privilégions, mais si nous sommes obligés de combattre, croyez-moi : nous vaincrons*', a-t-il ajouté. '*Toutes les options sont sur la table*', dit-il, faisant référence à une option militaire.

Le régime iranien '*est basé sur la destruction, c'est un affront à la dignité humaine*', a ajouté le président israélien. '*L'Iran est le centre, le mécène et le financier de la terreur dans le monde. L'Iran est un danger pour le monde entier*', a-t-il ajouté. '*Il menace Berlin comme Madrid, Delhi comme Bangkok. Pas simplement Israël*', a-t-il dit. '*L'ambition de l'Iran est de contrôler le Proche-Orient, il pourra ainsi contrôler le plus grande partie de l'économie mondiale. Il doit être stoppé et il sera stoppé*', a poursuivi le Prix Nobel de la Paix. (AFP 04.03)

Arrêtez-moi si je me trompe, M. Peres n'a-t-il pas été membre jusqu'en 2005 du Parti travailliste, section israélienne de l'Internationale socialiste au même titre que le parti de monsieur Hollande ?

Dans Wikipedia on trouve les précisions suivantes sur ce parti : "Le Parti travailliste (ou plutôt son prédécesseur) fut donc plus « faucon » dans les questions de sécurité et de défense qu'aujourd'hui. Durant les années où le mouvement travailliste fut aux affaires, Israël participa à la crise de Suez (ou guerre du Sinaï de 1956 pour les Israéliens), à la Guerre des Six Jours et à la Guerre du Kippour." Donc chaque fois que ce parti fut au pouvoir, il en profita pour faire la guerre à ses voisins Arabes. Comme le PS en France sous la IVe, puis la Ve République ou pour la soutenir.

Pourquoi cette précision ?

Pour montrer à quel point le PS est un parti pourri et qu'il était impossible à ceux qui y ont adhéré un jour, encore moins à ceux qui y sont restés durant de longues années, de l'ignorer. Parce que voyez-vous, on voudrait nous faire le coup des braves élus venant du PS et qui du jour au lendemain se seraient refaits une virginité politique, cela ne marche pas, d'autant plus qu'ils n'ont jamais renié leur engagement au PS, ils le revendiquent, ils en sont même fiers ! Le jour seulement où ils auront accepté de se livrer à cette épreuve, ils auront les mains suffisamment propres pour qu'on accepte de leur serrer, pas avant ! Est-ce une question de principe ? Effectivement, cela en est une, et elle est non négociable. D'autant plus qu'ils convoitent ou qu'on leur propose des postes de dirigeants, qu'ils représentent auprès des travailleurs ou militants le parti auquel ils ont adhéré. On n'est plus dans la situation de 1934 (pour les connaisseurs)...

Economie

1- BCE

Les banques allemandes ont emprunté moins de 10% des 530 milliards d'euros injectés mercredi dans le secteur bancaire par la Banque centrale européenne (BCE) à l'occasion de sa deuxième opération de refinancement à long terme (LTRO), rapporte le journal Die Welt.

Seulement la moitié de 15 principales banques allemandes sont venues se servir au guichet de l'institution de Francfort, un recours qui a surtout concerné les établissements coopératifs ou les caisses d'épargne, de plus petite taille, écrit le quotidien allemand dans un article à paraître lundi, citant des sources "*bien informées*".

Quelque 800 banques de la zone euro ont emprunté des fonds à trois ans et à taux réduit auprès de la BCE lors de l'opération

de mercredi, alimentant l'espoir que le crédit aux entreprises reprenne son cours normal et que les pays durement touchés par la crise de la dette puissent voir leurs coûts d'emprunt diminuer.

Die Welt indique que plus de la moitié de ces 800 établissements sont allemands. Le fait qu'ils n'aient emprunté que 10% du montant total souligne combien le système bancaire du pays est morcelé et dominé par de petits acteurs.

L'Allemagne compte 2.000 banques, contre 405 en Grande-Bretagne, 415 en Espagne, 785 en Italie, 590 en Irlande et 1.147 en France, selon des données de la BCE.

Les banques italiennes ont emprunté environ 139 milliards d'euros mercredi, dont 24 milliards pour Intesa Sanpaolo. Les établissements espagnols devraient, selon toute vraisemblance, figurer également parmi les principaux bénéficiaires de cette injection de liquidités. (Reuters 04.03)

2- Grèce

2.1- L'Europe "*ne doit pas perdre la Grèce*" a estimé dimanche Werner Hoyer, le président de la Banque européenne d'investissement (BEI), dans un entretien à un journal grec.

"*Si nous perdons la Grèce, nous ramènerons l'intégration européenne plusieurs décennies en arrière. Nous ne pouvons et ne devons pas perdre la Grèce*", a déclaré M. Hoyer au journal Kathimerini. (AFP 04.03)

2.2- La Grèce pourrait avoir besoin d'une aide supplémentaire et on ne peut exclure un renforcement de la puissance de feu du Mécanisme européen de stabilité (MES), le futur fonds de secours permanent de la zone euro, estime le chancelier autrichien Werner Faymann.

"*Je ne me fierais pas à quelqu'un qui déclarerait que (l'aide) à la Grèce est suffisante*", déclare-t-il dans un entretien au journal Österreich. "*Pour la Grèce, cela dépend de leur capacité à se conformer aux mesures (de réforme) par-delà plusieurs élections.*" (Reuters 04.03)

2.3- La Grèce pourrait avoir besoin d'un troisième plan d'aide international de 50 milliards d'euros en 2015, affirme l'hebdomadaire allemand Der Spiegel paru dimanche.

La Troïka, représentant les créanciers de la Grèce (UE, BCE et FMI), aurait écrit dans une version préliminaire de son dernier rapport qu'il n'est pas du tout certain que ce pays puisse revenir sur les marchés de crédits en 2015.

Ses besoins en financements externes sur la période 2015-2020 pourraient alors atteindre jusqu'à 50 milliards d'euros. Mais Der Spiegel précise également que ce passage a été retiré à la demande du gouvernement allemand.

Un passage retiré à la demande du gouvernement allemand

L'hebdomadaire affirme par ailleurs que la BCE s'attend au déclenchement de la clause d'action collective (CAC) qui permettra à Athènes de forcer ses créanciers privés récalcitrants à prendre part à l'allègement de la dette grecque.

Cette clause, contenue dans la loi sur l'opération d'échange d'obligations entre l'Etat grec et ses établissements créanciers, pourra être déclenchée si 66% au moins des banques participent à l'opération et obligera les créanciers récalcitrants à se joindre au programme d'échange de dette, faisant ainsi passer automatiquement le taux d'adhésion à 100%

L'opération d'échange de dette à proprement parler aura lieu le 12 mars. Elle permettra à la Grèce d'effacer 107 des 200 milliards d'euros de sa dette publique détenus par des créanciers privés. Cet effacement est une condition sine qua non pour le versement des 130 milliards d'aides publiques du deuxième plan de sauvetage entériné jeudi à Bruxelles. (libération.fr 04.03)

Haut de page

Le 6 mars

CAUSERIE

Le chiffre du jour : en Inde en 2011, il y a eu officiellement 100 000 morts sur les routes. (Sun TV hier, en tamoul)

Un de mes beaux-frères est mort en moto il y a trois ans, et la semaine dernière un autre de mes beaux-frères s'est vautré avec ses deux filles sur sa moto, il revenait de les chercher à leur école quand un vieux à pied sur le bord de la route s'est jeté sur sa moto oubliant sans doute qu'il n'était plus à l'époque du char à boeufs, qui circulent toujours. Résultat quatre points de suture au front et une belle frayeur, car en plus il s'est fait lyncher par les gens du coin !

J'ai demandé à mon épouse s'il avait fait un constat pour l'assurance, elle m'a répondu non, car il aurait fallu qu'il joigne une déclaration de la police et compte tenu qu'elle est corrompue, cela lui aurait vallu d'autres complications qu'il vallait mieux éviter. Donc il paie une assurance pour rien et il a dû régler les réparations de sa moto et les frais médicaux.

Ma moto a cinq ans, je suis allé payer mon assurance il y a une semaine, en 2011 j'avais payé 500 roupies, je pensais donc payer moins cher puisque sa valeur a encore diminué, pensez donc, j'ai réglé 611 roupies, soit une augmentation de 20% sans aucune justification. C'est quoi au fait une dictature, quand on t'impose quelque chose et que tu as juste le droit de la fermer, non ?

Mon propriétaire se comporte de la même manière à mon égard, ajoutez des coupures de courant atteignant 12 heures au total par jour, parfois plus, et nous revoilà partis à chercher une maison sur le Territoire de Pondichéry où il y a du courant 24h/24. Hier, j'ai compté qu'ils avaient coupé le courant environ 4 heures durant la nuit, 4 heures le matin, 3 heures l'après-midi et environ 2 heures le soir. Dans ces conditions, il m'est difficile de bosser.

Conférence - débat

Le CERMTRI organise une conférence - débat le samedi 24 mars 2012 à 14 h 30 (28, rue des Petites-Ecuries – Paris 10° - M ° Château d'eau) avec Alain Cuenot, auteur des deux volumes : « *Clarté - 1919-1924* » et « *Clarté - 1924-1928* » (publiés chez L'Harmattan) sous-titrés :

1) Du pacifisme à l'internationalisme prolétarien. 2) Du surréalisme au trotskisme.

En 1919 Henri Barbusse et Raymond Lefebvre, hostiles à la guerre qui vient de s'achever, laissant derrière elle un monceau de cadavres et de longues files de mutilés, lancent la revue Clarté pour tenter de rassembler les intellectuels qui n'ont pas cédé à l'Union sacrée et à la vague de chauvinisme, ou qui s'en sont dégagés.

Pendant ses neuf ans d'existence les débats qui agitent la revue sont un miroir des problèmes qui agitent la vie politique française même s'ils sont vus à travers le prisme d'une intelligentsia dont nombre de membres se posent alors, après la boucherie de la première guerre mondiale, la question de l'action révolutionnaire à la fois sur le plan littéraire et artistique et sur le plan politique.

Très vite la revue va être l'objet de vives discussions sur ces questions, dont les deux sous-titres :

1) Du pacifisme à l'internationalisme prolétarien 2) Du surréalisme au trotskisme, illustrent la nature et l'ampleur :
- débats souvent vifs avec les partisans du pacifiste « *au-dessus de la mêlée* » Romain Rolland,
- entre les pacifistes et les partisans de la révolution russe,
- entre Barbusse dont le culte de la raison est aussi fumeux que le pacifisme et les éléments plus politiques de la rédaction,
- avec les surréalistes (auxquels appartient Pierre Naville),
- puis entre les partisans de la direction du Parti communiste français et ceux de l'Opposition de gauche.

La revue va vivre jusqu'en décembre 1927 avant de se saborder, sous la pression de la direction du Parti communiste français. Pierre Naville et Marcel Fourrier, animateurs de Clarté au cours de ses trois dernières années d'existence, membres du Parti communiste et partisans de l'Opposition de gauche fondent alors la revue Lutte de classes.

Les 500 pages des deux riches volumes d'Alain Cuénot apportent un éclairage précieux sur cette période aujourd'hui mal connue.

Populisme

Mélenchon à l'émission "Parole de candidat" sur TF1, hier.

- A propos de M. Le Pen : "*cette femme, elle est pour la peine de mort*" et "*ça ne lui pose pas problème d'envoyer à l'échaufaud un être humain!*", nous non, c'est même recommandé dans le cas de crimes économiques ou politiques ayant conduit à la mort ne serait-ce qu'un seul ouvrier ou des millions.

Monsieur Mélenchon a vraiment des arguments au ras du caniveau.

L'abolition de la peine de mort ne vaut qu'en période de "*paix*", elle est immédiatement rétablie en période de guerre, c'est la

première chose. Ajoutons que la peine de mort a été maintenue aux Etats-Unis parce qu'ils sont en guerre perpétuelle avec le reste du monde pour conserver à tout prix leur hégémonie.

En quoi une peine de mort commuée en détention à perpétuité serait plus supportable ou plus juste pour celui qui est innocent et qui doit la subir, voilà une question qui n'effleurera même pas l'esprit de monsieur Badinter, encore moins Mélenchon, c'est la seconde chose.

L'abolition de la peine de mort par un régime bonapartiste et antidémocratique a au moins eu le mérite de permettre à la pire réaction que compte le pays de remettre au goût du jour ou de réhabiliter Louis XVI et Marie-Antoinette, Nicolas II, etc. victimes de ces horribles jacobins ou bolcheviks, c'est la troisième chose.

L'idée qui consiste à remettre au premier plan la notion de "*l'humain*" dans le débat politique, nous ramène aux philosophes des Lumières qui pavèrent la voie à l'arrivée au pouvoir de la bourgeoisie, pour laquelle ce concept devait s'identifier avec son interprétation du monde basée sur la raison, raison qui elle-même se confondait avec ses intérêts matériels, sans se soucier de ceux de la plèbe évidemment, car à moins de demeurer éternellement au zénith, toute lumière produit son ombre que l'on a tendance à oublier rapidement, c'est la quatrière chose.

Pour compléter ce tableau il faudrait demander à monsieur Mélenchon s'il regrette la liquidation de Louix XV, de Nicolas II, des accusés du tribunal de Nuremberg... Il pourrait nous répondre qu'il regrette la mise à mort d'innocents, des partisans de la Commune de Paris aux défenseurs des droits civiques des Noirs aux Etats-Unis.

Précisons que la vie sauve des uns n'aurait nullement contribué à assurer la vie sauve des autres, sauf à falsifier ou forcer la réalité et à verser dans la pire démagogie qui soit, qui consiste sous couvert d'un humanisme primaire à mettre sur un pied d'égalité les membres de la société qui appartiennent à des classes différentes, ce qui revient finalement à nier la lutte des classes. Aboutissement logique ou plutôt point de départ politique de Mélenchon, puisqu'à travers son programme il signifie qu'il n'entend pas rompre avec le capitalisme, il s'en fait donc également le porte-parole ; que les bourgeois et nos bourreaux soient rassurés, avec Mélenchon quoi qu'ils fassent dans l'avenir il leur promet d'avoir la vie sauve. Qu'ils sachent que le peuple révolutionnaire une fois lancé *à l'assaut du ciel* (Marx), dans sa furie vengeresse n'en épargnera aucun, mieux, que nous y veilleront scrupuleusement afin qu'ils ne puissent plus jamais nuir à quiconque.

- "*la question numéro un, contrairement à la personne qui m'a précédée (M. Le Pen - ndlr), ce n'est ni l'immigration ni l'insécurité, c'est le partage de la richesse*", mais c'est aussi "*la question numéro un*" de tous les candidats, y compris celui du parti de l'ordre !

La confrérie des charlatans réunis dont les discours font curieusement penser aux relations de collaboration de classes instituées au sein de franc-maçonnerie, cela ne tient évidemment pas du hasard, voudrait procéder à un meilleur partage des richesses dans le cadre du régime en place, puisqu'il n'est pas question pour eux de le renverser.

- "*Les bourgeois ne soutiennent-ils pas que le partage actuel est « équitable » ? Et, en fait, sur la base du mode actuel de production, n'est-ce pas le seul partage « équitable » ? Les rapports économiques sont-ils réglés par des idées juridiques ou n'est-ce pas, à l'inverse, les rapports juridiques qui naissent des rapports économiques ?*

Les socialistes des sectes (les saints-simoniens, fouriéristes, icariens, owenistes, etc - ndlr) n'ont-ils pas, eux aussi, les conceptions les plus diverses de ce partage « équitable» ?" (Marx - Critique du programme de Gotha 1875)

Plus loin, Marx taxait de "*phraséologie désuète*" le recours à cette notion de partage, alors qu'une seule classe détient le pouvoir, le monopolise, et que ce pouvoir repose justement non pas sur le partage mais sur la confiscation des moyens de production à la source de toutes les inégalités et injustices qui existent dans cette société basée sur le vol et la servitude des travailleurs.

L'objectif des Mélenchon et Cie. consiste à faire en sorte que l'amélioration de la condition des exploités leur permette de mieux supporter le capitalisme, afin qu'il se survive à lui même et que les représentants du capitalisme dont ils font partie puissent continuer d'en vivre confortablement, tout service mérite rétribution. C'est l'unique motivation à ces démocrates petits-bourgeois. Et si cela s'avère impossible du fait de la crise du capitalisme, il faut alimenter l'illusion que cela serait possible puisque le PS doit monter au créneau et ne peut plus remplir ce rôle, il faut bien que quelqu'un s'y colle, moyennant postes et prébendes, la survie du régime en dépend...

Qu'est-ce qui fait courrir les capitalistes, l'argent, le profit. A quoi les institutions sont-elles subordonnées sinon le capital, et bien il en va exactement de même de la part de tous ceux qui soutiennent le régime en place, à des degrés divers, Mélenchon et ses semblables pour que les couches privilègiées de la petite-bourgeoisie ou du prolétariat qui constituent leur fond de commerce continuent de les soutenir. Quand on a conscience de s'être élevé socialement dans la société et de bénéficier d'avantages que n'ont pas les couches inférieures des exploités, à défaut de combattre pour la révolutions socialiste mondiale ou de se placer résolument sur le terrain de la classe ouvrière, on défendra de préférence des idées ou des théories conforment à nos intérêts matériels. Aussi sûrement que ce sont "*les rapports juridiques qui naissent des rapports économiques*" et non l'inverse, ce sont les rapports économiques tels qu'ils existent dans la société qui nourrissent généreusement ces gens-là et sont à l'origine

de leurs intentions politiques. Croire un instant le contraire ou autre chose, c'est se faire une cruelle illusion.

Pour en finir avec ces "*fariboles (...) si familières aux démocrates et aux socialistes français.*", qui tiennent absolument à nous tirer en arrière et font oeuvre d'obscurantisme, le passage suivant issu de la même source :

- "*A toute époque, la répartition des objets de consommation n'est que la conséquence de la manière dont sont distribuées les conditions de la production elles-mêmes. Mais cette distribution est un caractère du mode de production lui-même. Le mode de production capitaliste, par exemple, consiste en ceci que les conditions matérielles de production sont attribuées aux non-travailleurs sous forme de propriété capitaliste et de propriété foncière, tandis que la masse ne possède que les conditions personnelles de production : la force de travail. Si les éléments de la production sont distribués de la sorte, la répartition actuelle des objets de consommation s'ensuit d'elle-même. Que les conditions matérielles de la production soient la propriété collective des travailleurs eux-mêmes, une répartition des objets de consommation différente de celle d'aujourd'hui s'ensuivra pareillement.*

Le socialisme vulgaire (et par lui, à son tour, une fraction de la démocratie) a hérité des économistes bourgeois l'habitude de considérer et de traiter la répartition comme une chose indépendante du mode de production et de représenter pour cette raison le socialisme comme tournant essentiellement autour de la répartition. Les rapports réels ayant été depuis longtemps élucidés, à quoi bon revenir en arrière ?"

Procéder arboitrairement par abstraction, par amalgame, inverser les rapports de cause à effet, comparer ce qui n'est pas comparable, confondre le présent et le passé, introduire un postulat erroné dans un syllogisme, prétendre résoudre un problème en se contentant de le poser, faire preuve d'une mémoire sélective, etc. autant d'instruments de réthorique qui se déclinent à l'infini pour imposer aux travailleurs et militants une interprétation du monde qui ne correspond pas au développement historique du capitalisme qui conduit à son effondrement, donc à la nécessité de le liquider.

- "*Parlant de "l'appétence" de la candidate frontiste pour le capitalisme, il a affirmé qu'elle ne s'y attaquerait "jamais".*", parce que lui s'y attaquera, et vous savez comment, à la Blum ou Thorez "*ceux qui ne veulent pas partager de bon gré, partageront par la force, par la loi*" qui ne sera jamais appliqué pour faute d'effondrement de la Bourse, de hausse des prix, de lock-out, de guerre...

- "*Un peu plus tard, revenant sur l'apprentissage des jeunes de 14 ans, il a affirmé : "Mme Le Pen a dit un maximum de bêtises, l'apprentissage n'est pas du tout ce dont a besoin le pays", on a "besoin de bacs professionnels".* (AFP 05.03) Et que faites-vous monsieur le nanti des centaines de milliers de jeunes qui quittent l'école sans diplômes, tous ceux qui manifestement sont dans l'incapacité de préparer des "*bacs professionnels*", vous leur proposer quoi ? Rien, parce qu'ils ne font pas partie de votre monde réservé à une élite, votre monde.

Qui monsieur Mélenchon va vous couper les cheveux, entretenir votre bagnole, réparer votre réfligérateur, repeindre la façade de votre immeuble, qui sinon l'ouvrier qui sera passer par un cycle d'apprentissage au cours duquel il aura apprenti son métier. La question est plutôt de savoir pourquoi un jeune entrant en apprentissage ne bénéficierait-il pas d'une allocation équivalent à un salaire (décent), de la même manière qu'un étudiant stagiaire, sachant que la formation ainsi acquises par les uns et les autres sera mise ensuite au service de la société. Proposition impensable ou antinomique avec l'idée qu'elle bénéficiera principalement à un capitaliste ou qu'elle s'inscrira dans le cadre des rapports sociaux de production en vigueur que l'on n'a pas l'intention de renverser.

Ici Mélenchon vise un monde merveilleux ou idéal qui n'existe pas, il préfère tourner le dos à la réalité plutôt que l'affronter, et parce sa politique est conçue pour répondre a ce dont "*le pays*" a besoin, autrement dit les besoins des capitalistes puisqu'ils seront toujours aux commandes avec Mélenchon au pouvoir, il ne peut évidemment pas aborder la question soulevée sous l'angle où je l'ai traitée puisque la réponse que j'y apporte est incompatible avec la survie du capitalisme.

Qu'il aille donc dire aux millions de jeunes diplômés à travers le monde qui se retrouvent au chômage ou auxquels les patrons proposent des salaires de misère dans un emploi correspondant ou non à leurs études, que continuer des études leur garantira un avenir, qu'ils aillent raconter ses sornettes aux jeunes qui se destinent à entrer en apprentissage et qui finalement seront logés à la même enseigne.

Cela confirme tout le mal que j'ai dit de Mélenchon. Je ne sais pas si vous mesurer le gouffre qui sépare Mélenchon de la réalité. Qu'il aille dire à un jeune de 14 ans en situation d'échec scolaire qui sèche l'école ou s'en fout totalement, qu'il doit absolument rattraper son retard et passer encore 4 ou 5 ans ou plus sur les bancs de l'école, sans avoir l'assurance de décrocher un diplôme à l'arrivée et pour se retrouver au chômage ou à passer d'un contrat précaire à un autre et ainsi de suite. Ce type-là est étranger à notre milieu, c'est un parasite et il faut le combattre comme tel.

J'ai été apprenti mécanicien dans ma jeunesse (1972). J'ai quitté l'école en 3e parce que j'avais hâte de travailler pour quitter la demeure familiale où j'étouffais littéralement. Je n'en avais rien à foutre d'avoir ou non un dipôme, à tel point que j'ai abandonné cet apparentissage à quelques mois de passer le CAP, pas pour glander, mais pour aller bosser sur le champ. J'en avais marre de faire le boulot d'un ouvrier qualifié (P3) pour environ 70 euros par mois (400 francs à l'époque) et d'être traité comme un larbin, salaire de misère qui ne me permettait même pas de sortir avec mes copains, de m'acheter des fringues, etc.

Bien sûr que j'aurais pu continuer des études (j'avais un peu plus de 10 de moyenne), bien sûr que j'aurais pu passer ce CAP et l'obtenir, mais voyez-vous monsieur le bourgeois, quand on est jeune et d'un milieu ouvrier pauvre, ce qui compte plus que tout c'est la réalité quotidienne que l'on subit et non des plans hypothétiques sur la comète qui ne résolvent rien sur le moment ou qui vous rapporteront peut-être quelque chose plus tard. On ne vit pas par procuration dans notre milieu, c'est un luxe qu'on ne peut pas s'offrir, on pare au plus pressé. Et puis, notre jeunesse étant notre bien le plus précieux, le seul que l'on possède, on tient à en profiter un maximum, au diable ce qu'il adviendra plus tard puisqu'on est voué à en chier le restant de nos jours, conviction que l'on acquiert rapidement en regardant autour de nous. Que toutes ces considérations échappent à Mélenchon et c'est bien normal, par conséquent je ne lui reconnais aucune légitimité pour parler en notre nom.

Pour enfoncer le clou, j'ai fait l'école buissonnière pendant les trois mois qui précédèrent le BEPC qui j'ai loupé de 3,5 points, et je n'en suis pas mort. A 45 ans, en 2001 j'ai passé avec succès mon premier diplôme universitaire, cela m'a demandé tant d'efforts et de sacrifices que j'ai décidé d'arrêter-là, j'ai préparé la licence et la maitrîse du cursus des sciences du langage en auditeur libre sans me présenter aux examens. Bref, j'ai 56 ans et je m'en suis quand même sorti. Je n'ai pas suivi la voie rectiligne empruntée par les carriéristes qui pensent avant tout à assurer (financièrement) leur avenir en sacrifiant les plus belles années de leur vie, et comble d'ironie, aujourd'hui contrairement à eux j'ai le choix entre passer mon temps à actualiser ce site ou me la couler douce sous les cocotiers au soleil, franchement, est-ce que je devrais regretter quelque chose ?

Dans notre milieu, pour parler vulgairement, on se démerde comme l'on peut pour vivre le mieux possible tout en sachant qu'on n'a pas vraiment le choix, c'est la société qui nous impose ce manque de rigueur dans les choix que l'on est amené à faire. On a déjà une telle vie de merde à la base, quotidiennemment, qu'on cherche la voie de la facilité chaque fois que c'est possible, parfois au détriment de nos intérêts futurs, on en a ou non conscience, peut importe, on veut vivre, voyez-vous vivre et rien de plus, même cela on nous le reproche. Il se trouve toujours des gens pour vous dire ce que vous devriez faire, parce que vous êtes trop cons pour y penser évidemment. Nous leur disons, occupez-vous de votre boutique et foutez-nous la paix, cela vaut pour Le Pen et pour Mélenchon, dont les discours, bien que se situant dans des registres différents, se rejoignent.

Manipulation. A bas le tsar !

- Les images, visibles sur www.youtube.com, montrent plusieurs personnes qui pendant plusieurs minutes glissent des dizaines de bulletins dans deux urnes, sans se dépêcher et sans s'interrompre quand viennent voter d'autres électeurs. Pourtant, de nombreux observateurs devaient être déployés dans de très nombreux bureaux de vote pour éviter toute fraude électorale lors de ce scrutin. (fr.news.yahoo.com 05.03)

Poutine le nouveau tsar et ses partisans seraient assez débiles pour bourrer des urnes devant des caméras, quel est l'abruti qui peut croire un instant un truc aussi gros ? Washington ne sait plus quoi inventer décidément pour déstabiliser le régime russe...

Actualité en titres

Bruit de campagne

- Douste-Blazy: "*Nicolas Sarkozy ne battra pas François Hollande*" - AFP

- Les medias ont-ils tué les petits candidats? - L'Express.fr

- Un président sortant extrêmement à droite - Liberation.fr

- De vives tensions apparaissent dans l'équipe de campagne de Sarkozy - L'Express.fr

- La campagne ne passionne pas les Français ? On les comprend ! - LePoint.fr

- On "*vole*" la campagne présidentielle aux Français, dit Bayrou - Reuters

On se disait bien aussi....

- Nicolas Sarkozy et François Hollande seraient cousins - LeFigaro.fr

Ainsi va leur société.

- Un rapport s'inquiète de l'hypersexualisation des enfants - LeMonde.fr

- A neuf ans, la Mini Miss Chloé a déjà tout d'une grande - 20minutes.fr

- L'uniforme arrive à l'internat de Sourdun - AFP

- Un Français sur deux favorable à l'adoption pour les couples homosexuels - 20minutes.fr

- Maxim's, l'histoire d'un déclin - Slate.fr

INFOS EN BREF

Politique

1- Grèce

1.1- Le président de la Commission européenne José Manuel Barroso a estimé qu'une sortie de la Grèce de la zone euro constituerait "*un désastre*" pour le peuple grec, dans un entretien accordé au quotidien autrichien "*Die Presse*" à paraître mardi.

"*Pour la population grecque, ce serait un désastre. Nous savons comment cela s'est passé pour les populations des pays d'Amérique du sud, lorsqu'ils ont été en faillite*", a expliqué José Manuel Barroso.

"*De plus, ce serait la première fois que nous serions confrontés à une faillite lourde de conséquences, dans un pays membre d'une union monétaire, cela aurait également des effets sur d'autres pays membres de la zone euro, cela provoquerait un effet domino*", a-t-il ajouté.

"*Et il serait probable que nous serions alors obligés d'augmenter les aides accordées aux autres pays de la zone euro, si la Grèce venait à sortir*" de la zone, a-t-il estimé, se montrant toutefois confiant sur la capacité de la Grèce à surmonter la crise.

Le président de la Commission ne voit aucune alternative "*aux énormes efforts d'économies. Nous voyons bien sûr que les programmes d'austérité déclenchent une récession*". Mais, pour lui, ils sont nécessaires pour que la Grèce retrouve "*une nouvelle compétitivité*".

"*Une faillite nous amènerait à une dégradation du climat pour les investissements. Il n'y aurait alors pas de croissance, et pas de reprise*", a-t-il poursuivi. (AFP 04.03)

1.2- Les créanciers privés de la Grèce n'ont pas intérêt à bouder l'offre d'échange de titres dont dépend le deuxième plan d'aide à Athènes car il s'agit de la meilleure offre qu'ils puissent espérer, a prévenu lundi le ministre grec des Finances, Evangelos Vénizelos.

Dans un entretien à Reuters à trois jours de l'expiration de cette offre d'échange d'obligations soumise aux créanciers privés ("PSI"), il a expliqué que les modalités de cet accord, conclu il y a deux semaines après des mois de négociations complexes, étaient favorables à toutes les parties.

Et il a ajouté que la Grèce n'hésiterait pas à prendre des mesures coercitives à l'encontre des porteurs de titres qui la rejetteraient.

"*Quiconque pense qu'il sera remboursé intégralement s'il s'abstient se trompe*", a-t-il dit. "*Nous sommes prêts à activer des CAC (des clauses d'action collective imposant des pertes aux créanciers, NDLR) si c'est nécessaire*", a-t-il dit.

L'accord soumis aux créanciers prévoit une perte de 53,5% de la valeur faciale des obligations concernées, qui équivaut à une décote réelle de 73 à 74% si l'on prend en compte les intérêts futurs. Il s'inscrit dans le cadre d'un plan plus large impliquant la zone euro et le Fonds monétaire international (FMI) destiné à réduire le fardeau de la dette grecque d'une centaine de milliards d'euros.

Evangelos Vénizelos a dit croire que le taux d'acceptation dépasserait 90%, grâce entre autres aux modalités prévoyant l'émission de nouveaux titres relevant du droit britannique (plus favorable aux créanciers), un lien entre le taux d'intérêt servi et la croissance de l'économie grecque et l'assurance de voir les porteurs des nouveaux titres traités sur un pied d'égalité avec les créanciers publics.

"*Notre objectif, c'est une participation quasi-intégrale*", a-t-il dit. "*Personne ne devrait imaginer qu'il y aura une deuxième offre incluant ces éléments.*"

Il a reconnu qu'il était pour l'instant impossible de chiffrer le taux de participation.

La Grèce a déclaré qu'elle souhaitait atteindre un taux de 90%. Si le taux est inférieur à ce seuil mais supérieur à 75%,

des consultations avec l'Union européenne et le FMI devront s'engager pour chercher le moyen de combler l'écart. Sous le seuil de 75%, l'opération sera un échec et précipitera la zone euro dans une nouvelle phase de la crise.

Douze banques, compagnies d'assurances et gestionnaires de fonds figurant parmi les principaux créanciers privés d'Athènes ont annoncé lundi qu'ils apporteraient leurs titres à l'échange.Axa, BNP Paribas et CNP Assurances, les allemands Allianz, Commerzbank et Deutsche Bank, l'italienne Intesa San Paolo, la néerlandaise ING, l'américain Greylock Capital Management et les grecs Alpha Bank, Eurobank EFG et National Bank of Greece.

La plus importante banque allemande régionale, Landesbank Baden-Württemberg (LBBW), est le seul membre du comité à ne pas figurer dans la liste. (Reuters et AFP 04.03)

2- Espagne

Le dérapage budgétaire en Espagne est "*grave*" et la décision de Madrid de s'affranchir des règles européennes pour réduire son déficit public risque de lui coûter cher, ont averti lundi plusieurs responsables européens.

Le dérapage est "*sérieux, grave*", a souligné au cours d'un point de presse Amadeu Altafaj, porte-parole du commissaire européen aux Affaires économiques, Olli Rehn.

Prenant ses partenaires européens de court, le chef du gouvernement espagnol Mariano Rajoy a annoncé vendredi, à l'issue d'un sommet européen, que le déficit public espagnol serait de 5,8% cette année, et non de 4,4% comme prévu dans son programme pour parvenir au maximum autorisé de 3% par l'UE en 2013.

M. Rajoy n'avait informé personne de son intention et avait signé comme si de rien n'était avec 24 de ses homologues un Pacte renforçant la discipline budgétaire dans la zone euro.

"*Je n'ai pas informé les présidents et les chefs de gouvernement parce que je n'ai pas à le faire. Il s'agit d'une décision souveraine que nous Espagnols, nous prenons*", a-t-il soutenu au cours de sa conférence de presse.

Ces déclarations n'ont "*pas été bien prises*" à Bruxelles, a souligné lundi une source proche du dossier. Le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, et Olli Rehn "*sont pour l'instant dans l'état d'esprit où on ne négocie rien et où on ouvre une procédure*" de sanctions pour déficit excessif, selon une source européenne proche du dossier.

"*Nous avons besoin de chiffres solides, validés, pour faire une évaluation complète*", a insisté le porte-parole. "*Nous avons besoin de savoir quelles sont l'origine et la nature*" de ce dérapage et "*quelles sont les mesures à envisager dans le cadre du budget 2012*".

"*Une fois que nous aurons la clarté sur les chiffres, sur le budget 2012, la Commission fera son analyse, la présentera, et, si besoin, fera ses recommandations au Conseil dans le cadre de l'article 126*" du traité européen, qui prévoit d'infliger des sanctions aux Etats dans le cadre de la procédure de déficit excessif, a-t-il détaillé.

Les sanctions envisagées pourraient aller de 0,2% à 0,5% du PIB espagnol, soit au minimum 2 milliards d'euros, ce qui "*représente beaucoup d'argent pour l'Espagne*", souligne la source proche du dossier. (AFP 05.03)

Social

3- Allemagne

Des milliers d'employés du secteur public ont entamé une grève lundi dans l'ouest de l'Allemagne après l'échec de négociations sur une revalorisation salariale de 6,5% la semaine dernière.

Les bus et les trains sont à l'arrêt à Francfort, provoquant de fortes perturbations dans la capitale financière allemande.

Dans la Sarre, ce sont les garderies et les banques qui sont fermées. Les hôpitaux et les maisons de retraite sont aussi affectés. Le Land de Rhénanie-Palatinat est également concerné par ce mouvement de grève.

Les salaires du secteur public ont été pratiquement gelés en Allemagne depuis que le taux de chômage a atteint des sommets en 2005. Les syndicats réclament une augmentation de 6,5%, soit au moins 200 euros par mois, pour environ deux millions d'employés, précise le syndicat ver.di.

Les employeurs ont rejeté cette demande, sans avancer de proposition. Les discussions doivent reprendre le 12 mars. (Reuters 05.03)

Ah ben ça alors, je n'en reviens pas, comment est-ce possible, et moi qui croyait qu'avec la "*règle d'or*" - adoptée en Allemagne dès 1949, il ne serait plus possible de revendiquer quoi que ce soit ! Ah c'était une vilaine farce, je me disais bien qu'on ne nous disait pas toute la vérité ! Avis aux incrédules...

Economie

Inde

Les cours du coton flambaient lundi à New York, soutenus par la décision surprise de l'Inde d'imposer un embargo sur les exportations de fibre blanche à l'étranger.

Les autorités commerciales indiennes ont annoncé que "*l'exportation du coton a été interdite jusqu'à nouvel ordre, y compris les exportations déjà prévues*".

Deuxième plus grand producteur et exportateur de coton du monde, le sous-continent avait déjà pris une telle décision il y a près de deux ans.

"*L'embargo intervient au moment où les objectifs d'exportation de l'Inde ont été atteints. Il a également pour but de faire en sorte que le marché local soit suffisamment approvisionné*", a déclaré Ravi Singh, analyste auprès de SMC Global Securities.

Cette mesure a aussitôt entraîné une force augmentation des cours sur l'Intercontinental Exchange de New York. Vers 18H00 GMT, la balle de fibre blanche pour livraison en mai se négociait à 92,23 cents, en hausse de 4,5% par rapport à vendredi.

A l'inverse, sur l'indice indien des prix MCX Kapas, les prix pour avril ont baissé de 4% face à la perspective d'une amélioration des approvisionnements.

"*La réaction initiale du marché est qu'il va falloir acheter ce coton ailleurs, ce qui signifie des cours en hausse*" à New York, a résumé à l'AFP John Flanagan, stratège chez Flanagan Trading.

La hausse devrait toutefois rapidement s'essouffler car les réserves mondiales de cette matière première essentielle à l'industrie du textile restent élevées.

Reste que cette décision risque de lourdement handicaper la Chine, important importateur de coton indien.

L'Inde a déjà exporté 8,5 millions de balles depuis le début de l'exercice qui s'achève fin mars, soit plus que les prévisions gouvernementales annuelles, qui étaient plafonnées à 8,4 millions.

Et les exportations indiennes de coton étaient en passe de dépasser les 10 millions de balles, vu la demande des fabriques en Chine, a déclaré Siddhartha Rajagopal, PDG du Cotton Textiles Export Promotion Council.

Cet embargo sur les exportations vise à rassurer les fabricants de textile indiens qui craignaient une pénurie et une hausse des prix, a indiqué M. Rajagopal. Mais pour les acheteurs, il va falloir remplacer dans l'immédiat entre 1,5 et 3,5 millions de balles déjà commandées, en majorité par la Chine.

"Les acheteurs chinois vont devoir décider s'ils se rabattent vers d'autres fournisseurs - les Etats-Unis surtout - ou s'ils se replient et attendent de voir ce que l'Inde va faire", a expliqué John Flanagan.

Selon le stratège, il faut s'attendre à ce que les producteurs indiens fassent pression pour que les contrats déjà vendus soient honorés. "*Ils ont intérêt à s'assurer que les balles déjà vendues soient livrées*".

Reste que "*l'Inde montre qu'elle n'est pas un fournisseur fiable*", a fait valoir M. Flanagan. "*Les acheteurs qui dépendent (de ce pays) vont commencer à se dire qu'ils ne peuvent plus compter sur*" lui. (AFP 05.03)

Haut de page

Le 7 mars

CAUSERIE

Un bourgeois nommé Fabius face au "***président des riches***",

Une origine qui ne peut servir à cacher ses réelles intentions.

Fils d'antiquaire, la fortune familiale de ses parents est bâtie sur le commerce des œuvres d'art. Cela ne vous pas pensé à DSK... Elève au lycée Janson-de-Sailly dans le XVIe arrondissement de Paris. Après le baccalauréat, il s'inscrit au lycée Louis-le-Grand, il est admis à l'ENA, puis il intègre parallèlement l'Institut d'études politiques de Paris.

Recommandé à Mitterrand par Attali le banquier du PS.

En 1983, il devient ministre de l'Industrie et de la Recherche, puis ministre de la Modernisation industrielle du temps où les plus importantes entreprises industrielles étaient dans le giron de l'État. Dans cette fonction, il a entrepris de profondes restructurations socialement difficiles, mais qui lui ont acquis l'estime de nombreux dirigeants d'entreprise. On n'en doute pas !

En 1984, il devient Premier ministre. Arrivé dans une situation de crise, il poursuit la « politique de la rigueur » afin de maîtriser la dette de l'État et l'inflation.

En 1985, le plasticage du Rainbow Warrior, puis le scandale de l'affaire du sang contaminé viennent ternir son mandatde Premier ministre.

Le 3 février 2000, dans une entretien accordé au quotidien La Tribune, il déclare : « Nous devons aussi alléger l'impôt sur le revenu, (...) en haut, afin d'éviter la fuite ou la démotivation des contribuables aux revenus les plus élevés ».

Laurent Fabius est également le ministre du passage à l'euro, de la création du géant industriel Areva (créé le 3 septembre 2001), et du vote de la LOLF (Loi organique sur les lois de finances), promulguée en août 2001.

La cerise sur le gâteau.

Lorsqu'il instaura l'Impôt sur la fortune, Fabius en fit exclure les œuvres d'art. (source : wikipedia.org)

Le clone des Strauss-Kahn

Quelques tableaux de grande valeur acquits par madame Strauss-Kahn ces dernières années : "*Femme en rouge et vert*" de Fernand Léger, adjugé le 4 novembre 2003 à 22,4 millions de dollars, "*Les nymphéas*" de Claude Monet, adjugées plus de 20 millions de dollars, quelques tableaux mineurs adjugés le 3 décembre 2007 14,2 millions d'euros, "*L'odalisque, harmonie bleue*" de Matisse adjugée le 6 novembre 2010 33,6 millions de dollars. La collection comprend encore 160 œuvres de même catégorie stockées dans une banque de Libourne. (aupresident.free.fr juin 2011)

Cumul des mandats, rentes et autres avantages en nature aux frais du contribuable.

Il cumule trois mandats : député, premier adjoint au maire de Grand-Quevilly et président de la communauté d'agglomération rouennaise. Pour ses trois mandats, Laurent Fabius perçoit un salaire cumulé de 9730 euros brut par mois selon le magazine Capital. omme d'autres responsables politiques, il cumule donc ses revenus politiques avec une pension de retraite, qui s'élève à 3200 euros brut par mois.

Il possède également deux SCI et des parts dans une grande maison de vente aux enchères.

Le magazine Capital a découvert que Laurent Fabius possédait des biens immobiliers dans l'Ariège, qui étaient gérés par deux SCI, sociétés civiles immobilières. Selon le site Droit finances, ""une société civile peut être un excellent outil de stratégie patrimoniale, en particulier sur le plan fiscal"".

Les bonnes affaires de Laurent Fabius ne s'arrêtent pas là puisque Capital a également appris que l'Ancien Premier ministre ""s'était allié avec quelques amis fortunés - Christian Blanckaert, l'ancien directeur d'Hermès, et Serge Weinberg, l'ex-patron de PPR - pour prendre le contrôle de Piasa, une grande maison de vente aux enchères"".

Tous les anciens Premiers ministres conservent une voiture avec chauffeur. Laurent Fabius, Premier ministre de 1984 à 1986 sous François Mitterrand, bénéficie toujours d'une voiture avec chauffeur, 22 ans après avoir quitté Matignon. (www.politique.net)

Il faudrait ajouter des revenus annexes qui ne sont pas répertoriés ici, dont par exemple les droits d'auteur de la dizaine d'ouvrages qu'il a signés.

Lagardère craint d'y perdre au changement de locataire au Palais.

Lagardère craint de perdre des lecteurs, et peut-être des contrats d'armement ou plutôt les commissions qu'il se verse ou se rétrocède.

- Le Journal du Dimanche (JDD) va "*porter plainte en diffamation contre un article de Frédéric Martel, 'Le JDD de Sarkozy*'", publié dans son blog sur l'Express.fr, a annoncé samedi 3 mars Lagardère Active, branche médias du groupe Lagardère à laquelle appartient le JDD.

Dans cet article, M. Martel, auteur d'un livre intitulé "*J'aime pas le sarkozysme culturel*" (Flammarion), affirme notamment que "*Nicolas Sarkozy a mis la main sur le titre depuis plusieurs années et continue de le diriger, indirectement, à tous les étages*". (lemonde.fr 03.03)

Comment, l'Express de JJSS chantre de l'américanisation du monde en délicatesse avec "*Sarkozy l'américain*", c'est que ces pairs l'ont pris pour un pantin et qu'ils l'ont déjà lâché ou qu'il n'a pas été à la hauteur de leur espérance. Pourtant au cours du quinquennat, le parlement a voté 264 lois, soit 52 lois par an, 4 lois par mois, 1 loi par semaine. (Atlantico.fr 06.03)

L'impuissance de la dictature américaine.

- Réseau Voltaire , le 4 mars : La télévision publique syrienne a confirmé, samedi 3 mars 2012 à la mi-journée, les informations publiées deux semaines plus tôt par le Réseau Voltaire : l'Armée nationale syrienne a fait prisonniers 18 agents français à Homs et un 19e à Azouz. L'article en entier.

- Lemonde.fr 6 mars : L'inscription par Washington de la radio-télévision publique syrienne sur sa liste noire est une '*confiscation de la liberté d'opinion et de presse*', a estimé mardi 6 mars l'agence officielle SANA, l'un des principaux organes médiatiques du régime de Bachar Al-Assad.

Les Etats-Unis ont annoncé lundi avoir ajouté cette organisation à leur liste noire des personnes physiques et morales visées par des sanctions financières américaines.

Au fait, à ce jour aucun média en France n'a relayé cette information. Normal !

Une hypothèse.

Je manque d'éléments pour étayer cette hypothèse, il semblerait que l'entité se dénommant Anonymous soit pilotée par la CIA et qu'elle ait pour mission d'attirer à elle les hackers indépendants pour les identifier ou lesdémasquer et ensuite les livrer aux autorités judiciaires américaines. La méthode employée a consisté à appâter le poisson en se faisant passer pour des opposants au vieux monde sans que personne ne puisse le vérifier.

Parole d'internaute

- "*N'ayez plus confiance dans les mass médias (TV, radio, journaux) car le seul but est de faire de l'audimat et non d'informer les gens comme on pourrait le croire a priori. Certes ils contiennent des informations diverses mais cela fait longtemps que l'objectivité journalistique y a disparue. Vive internet !*"

Actualité en titres

Bruit de campagne

- La prévision qui donne Sarkozy vainqueur - L'Express.fr

- Le camp de Sarkozy évoque les difficultés de la campagne - Reuters

Le syndrome de la vache folle a gagné l'UMP et le FN.

- Viande halal : malaise à l'UMP après les propos de Fillon - L'Express.fr

- Halal, législatives : Dati critique Fillon tous azimut - Liberation.fr

- Halal et casher : musulmans et juifs ne veulent pas faire les frais de la campagne - AFP

L'élevage intensif et l'abattage industriel des animaux destinés à la consommation relèvent déjà et depuis des lustres du domaine de la barbarie.

De la même manière qu'on appuie sur l'interrupteur et l'ampoule s'illumine sans se poser de questions sur la manière dont est produit l'électricité, son origine, son stockage ou son transport, ses effets sur l'environnement ou la santé, etc. alors de là à s'en poser sur le sort des animaux que l'on consomme en dehors de leur provenance, tout le monde s'en fout ou presque, on vit dans une société ou l'ignorance, l'inconscience, sont la règle dans presque tous les domaines.

Quand j'observe mon chien et que je vois bien qu'il n'est pas vraiment heureux, il se plaint de ne pas avoir suffisamment de liberté, je lui explique alors que dans la société monstrueuse des hommes dont il ne peut malheureusement pas s'extraire, n'en déplaise aux ananarchistes et aux individualistes forcenés, la liberté rime avec déchéance, d'une part pour la minorité qui a le privilège d'en profiter à outrance, d'autre part pour les infortunés qui en ignorent les bornes ou qui estimeraient qu'elle a été conçue pour que chacun puisse en profiter, alors que ce n'est pas du tout le cas.

Soit il est libre, à la rue et il prendra le risque de subir de mauvais traitements de la part des hommes, de se faire écraser par une voiture, pour survivre dans cette société il devra faire les poubelles et sa santé déclinera rapidement, il sera poursuivi comme un pestiféré ou il finira dans un laboratoire de vivisection, soit il trouve un maître qui prend en charge ses besoins et lui impose son mode de vie qui ne correspond pas vraiment à celui d'un chien et il y perdra forcément en liberté. Mon pauvre vieux chien, tu vois, dans leur monde il est impossible de satisfaire tous nos besoins, il nous faut parfois faire des choix déchirants, même pour les chiens leur monde est un cauchemar au quotidien, on en est réduit au même point.

Quant à la question soulevée dans ces articles ou la polémique alimentée par l'UMP et relayée par le FN, je n'y ai pas réfléchi. Il est vrai qu'on peut s'étonner que les techniques les plus perfectionnés et les moins indolores pour les animaux ne soient pas systématiquement employés lors de leur abattage, au lieu de recourir à des techniques dépassés ou d'un autre âge, peu importe que ces techiques obsolètes relèvent d'une tradiction religieuse ou non, je pense avant tout à la souffrance qui pourrait ainsi être évitée à ces animaux.

L'homme manque singulèrement d'à-propos et de constance dans ses réflexions et ses jugements, il ne supporte pas de voir souffir un être humain ou un animal, mais il se moque de ceux qui souffrent hors de sa vue. Ce n'est pas tout à fait exact, de nos jours grâce aux moyens modernes de communication il est plus cynique encore, il préfère souvent fermer les yeux sur la misère qui étreint son voisin pour se pencher sur la misère du monde à l'autre bout de la planète, partant peut-être du principe que s'il a réussi à s'en tirer lui-même dans des conditions données, il ne voit pas pourquoi son voisin n'y est pas parvenu dans les mêmes conditions, alors qu'en vérité, il existe autant de situations ou d'expériences différentes qu'il existe d'hommes, et que chacun n'a pas la chance de trouver la voie qui lui permette de maintenir la tête hors de l'eau.

INFOS EN BREF

Politique

1- Autriche

Le gouvernement autrichien a entériné mardi 6 mars en conseil des ministres un plan d'austérité de 27,9 milliards d'euros d'économies à réaliser jusqu'en 2016, afin de réduire son déficit public et pour arriver à un budget équilibré fin 2016. Le Parlement autrichien devra se prononcer sur ce plan le 28 mars.

Ce plan d'austérité du gouvernement de grande coalition entre sociaux démocrates du SPÖ et conservateurs de l'ÖVP se compose d'économies pures de 17,3 milliards d'euros, de créations et d'augmentations d'impôts de 9,2 milliards d'euros, ainsi que de réformes de l'assurance-maladie permettant d'économiser 1,4 milliard d'euros. Pour les économies à réaliser, les secteurs des retraites et du marché du travail sont les principaux concernés, avec au total près de 7 milliards d'euros d'économies.

Cette cure d'austérité a pour but de réduire le déficit public de la petite République des Alpes. En 2010, selon l'institut européen de statistiques Eurostat, le déficit public de l'Autriche avait atteint 4,4 % du produit intérieur brut (PIB). En 2011, le déficit public a représenté 3,3 % du PIB, soit moins que les 3,9 % prévus par le gouvernement dans son budget. (lemonde.fr 06.03)

2- Italie

L'administration fiscale italienne, engagée dans une lutte sans merci contre le fléau de l'évasion, a annoncé avoir découvert

l'an dernier grâce à des photos aériennes un million de biens immobiliers "*fantômes*" jamais déclarés qui rapporteront aux caisses de l'Etat environ 472 millions d'euros. (LExpansion.com 06.03)

3- Libye

Le chef du pouvoir libyen Moustapha Abdeljalil a accusé mardi des pays arabes de soutenir la "sédition", peu après la proclamation de l'autonomie de l'est de la Libye par des chefs de tribus et de milices de cette région pétrolière.

Alors que les nouvelles autorités peinent à stabiliser le pays, des chefs de tribus de l'Est ont solennellement annoncé à Benghazi, où était née la révolte contre Mouammar Kadhafi il y a un peu plus d'un an, leur choix du système fédéral, faisant craindre une partition du pays, déjà fragilisé par un conflit de huit mois.

"*Des pays arabes frères, malheureusement, financent et parrainent la sédition qui s'est produite dans l'Est pour ne pas être contaminés par la révolution*", a affirmé Moustapha Abdeljalil, chef du Conseil national de transition (CNT) lors d'une conférence de presse à Tripoli.

"*C'est leur crainte de la révolte qui a poussé ces pays frères à accorder leur appui à la sédition*", a estimé M. Abdeljalil, sans pour autant nommer les pays auxquels il faisait allusion.

"*Ce qui arrive aujourd'hui est le début d'une conspiration contre le pays. C'est une question très dangereuse qui menace l'unité nationale*", a-t-il dit, mettant en garde contre des "*conséquences dangereuses*" pouvant conduire à une Libye divisée et non-démocratique.

"*La Libye, depuis le début, est une nation avec une capitale, Tripoli*", a-t-il ajouté.

Plus tôt, des chefs de tribus et de milices de l'Est avaient annoncé dans un communiqué conjoint que "*la région (a) fait le choix du système fédéral*".

Le texte faisait également état de l'élection de Ahmed Zoubaïr à la tête de l'entité en question, baptisée Cyrénaïque, qui s'étend de la frontière égyptienne à Syrte, région natale du colonel Kadhafi.

"*Le Conseil intérimaire de Cyrénaïque a été établi sous la direction de Cheikh Ahmed Zoubaïr al-Sénoussi pour gérer les affaires de la région et défendre les droits de ses habitants*".

Des milliers de personnes ont assisté à cette cérémonie au cours de laquelle a également été nommé un conseil chargé de gérer les affaires de cette région, marginalisée durant les 42 années de règne sans partage du colonel Kadhafi.

Ce conseil dit toutefois reconnaître le CNT qu'il qualifie de "*symbole de l'unité du pays et représentant légitime (de la Libye) aux sommets internationaux*".

Cousin de l'ancien roi Idriss al-Sénoussi renversé par Kadhafi en 1969, Ahmed Zoubaïr est lui-même membre du CNT. Pour autant, les autorités de transition avaient affirmé avant cette annonce que ces appels ne les inquiétaient pas.

"*Les Libyens se sont battus pour une Libye unie, si bien que ces demandes n'auront aucune conséquence*", avait déclaré à l'AFP lundi Moustapha Abdeljalil.

"*Nous n'avons pas besoin du fédéralisme (...) Nous ne voulons pas retourner 50 ans en arrière*", avait pour sa part déclaré lundi le Premier ministre Abdel Rahim al-Kib lors d'un entretien télévisé.

La Libye était autrefois divisée en trois régions administratives: la Cyrénaïque, la Tripolitaine (ouest) et le Fezzane (sud). Le système fédéral a été supprimé en 1963.

Le CNT, qui a déménagé son siège de Benghazi à Tripoli après la libération du pays, peine à exercer son autorité à travers le pays. Beaucoup d'anciens rebelles ont ignoré ses appels à se placer sous l'autorité du gouvernement. (AFP 06.03)

4- Inde>

Le parti du Congrès au pouvoir en Inde a essuyé un échec cinglant aux élections régionales, en particulier dans l'Uttar Pradesh, un Etat où Rahul Gandhi jouait une partie de son avenir politique.

Le vote des 200 millions d'habitants de l'Uttar Pradesh, dans le nord de l'Inde, était perçu comme un test de la capacité de Rahul Gandhi à succéder au Premier ministre Manmohan Singh si le Congrès et ses alliés remportent les élections législatives de 2014, et de remplacer sa mère, Sonia Gandhi, à la tête du parti. Le parti au pouvoir à Delhi n'y aurait remporté que 29 sièges, sur un total de 403, soit une progression très modeste par rapport aux dernières élections de 2007.

Le test a tourné au fiasco pour Gandhi, qui s'était énormément impliqué dans la campagne. Son parti ne figure qu'en quatrième position après dépouillement de la quasi-totalité des bulletins, loin derrière le parti socialiste Samajwadi. (Reuters 06.03)

Social

France

Les salariés de la Fonderie du Poitou Aluminium (FDPA) d'Ingrandes (Vienne), placée en redressement judiciaire, ont lancé mardi un mouvement de grève pour interpeller les pouvoirs publics sur le sort de leur entreprise, a-t-on appris de source syndicale.

Les salariés, réunis en assemblée générale, ont voté pour 24 heures reconductibles le blocage des deux sites de production, la Fonderie du Poitou Aluminium et la Fonderie du Poitou Fonte.

«*Sur le site de production de fonte, on bloque uniquement les entrées et sorties des véhicules et des matières premières, sans empêcher les salariés de rentrer, mais tout est bloqué sur le site de FDPA*», a précisé le secrétaire CGT au comité d'entreprise, Eric Bailly.

«*Nous voulons montrer qu'on existe encore, que notre intérêt c'est toujours de sauver nos emplois et l'entreprise*», qui fabrique des culasses principalement pour le groupe Renault, a-t-il ajouté.

La FDPA, qui emploie plus de 450 personnes, a été placée en redressement judiciaire le 20 octobre par le tribunal de commerce de Nanterre, le siège du groupe propriétaire Montupet, se trouvant à Clichy (Hauts-de-Seine).

Les syndicats demandent la réintégration du site au sein de Renault, qui a fondé la FDPA en 1979 avant de la revendre en 1998. (liberation.fr 06.03)

Economie

1- France

L'Autorité de la concurrence a condamné mardi dix organisations de producteurs d'endives à un total de 3,6 millions d'euros d'amende pour s'être entendues pendant 14 ans sur un prix minimum pour ce légume, le quatrième le plus vendu en France.

Les associations et syndicats du secteur sont de leur côté condamnés à 320.000 euros d'amende pour les mêmes faits, indique l'Autorité dans une décision publiée sur son site internet.

Elle "*a constaté toute une série d'actions (...) qui s'inscrivaient dans un plan global de fixation des prix de vente minima des endives et rappelle que l'interdiction des pratiques anticoncurrentielles s'applique aussi au secteur agricole*", indique-t-elle.

L'entente a en effet eu un impact "*limité*" sur le consommateur: la grande distribution, qui est le principal client des producteurs d'endives, "*bénéficie face à eux d'une puissance d'achat telle qu'elle a pu exercer une pression à la baisse sur les prix pendant toute la durée des pratiques*", souligne l'Autorité. (AFP 06.03)

2- Grèce

A propos de la Grèce, Bloomberg révèle aujourd'hui les détails du montage hyper complexe que la banque Goldman Sachs a réalisé pour la Grèce en 2001 et qui permit au pays de dissimuler sa dette… et à Goldman Sachs d'empocher 793 millions de dollars dès la signature du deal. (atlantico.fr 06.03)

Haut de page

Le 8 mars

CAUSERIE

Le masque est tombé.

Hervé Gattegno, rédacteur en chef au "Point" pour qui "*c'est la flamme*" que Sarkozy "*a perdue, pas l'élection*"... ou le temps des regrets, revient sur la prestation de La Talonnette sur France 2. Extraits.

- C'est apparu assez nettement : Nicolas Sarkozy a perdu la fougue, l'esprit de conquête, la passion de convaincre qui l'animaient en 2007.

- Ses traits se sont creusés - presque autant que les déficits -, et de ce point de vue, le rappel en images de quelques séquences de sa dernière campagne était cruel, non seulement pour les promesses qu'on l'entendait faire (surtout sur le chômage), mais aussi pour les changements qu'on lit sur son visage. Nous avons un président qui a blanchi ; et un candidat qui fait grise mine.

- Or ce qui l'a changé, c'est une forme de tristesse, presque de fatalisme, qui jure précisément avec ses protestations sur son énergie intacte.

- Il est passé de l'impatience à l'impuissance. Pour un homme de son tempérament, c'est forcément douloureux.

- ...il affiche une humilité qui, en réalité, coïncide mieux avec ses résultats qu'avec son caractère.

D'une façon générale, il avait l'air d'être en campagne pour sa réhabilitation plus que pour sa réélection. (lepoint.fr 07.03)

Illusionnisme. Sans rire, le vrai changement, c'est "***la révolution par les urnes***", "***progressiste***", s'il vous plaît !

Dans un article publlié le 7 mars, le Mouvement politique d'éducation populaire (M'PEP) se voulait radical : *Pulvériser le cadre libéral européen*... en apparence seulement.

Voilà ce qu'on pouvait lire au dernier paragraphe d'un exposé au demeurant fort intéressant :

- "*Une rupture avec l'Union européenne ne nous conduira pas à l'apocalypse, mais à une véritable révolution progressiste par les urnes, ouvrant une brèche dans laquelle les mouvements sociaux pourront s'engouffrer. En France, mais aussi partout en Europe.*" (www.m-pep.org)

Qui "*nous*" ? Si une rupture avec l'UE n'est pas synonyme d'"*apocalypse*", c'est que l'UE n'a rien à craindre d'une telle rupture. Il est vrai qu'après tout, cette rupture ne signifierait pas forcément une rupture avec la Banque Mondiale, le FMI, l'OCDE, l'OMC, l'ONU, l'OTAN, avec l'impérialisme américain et tous les régimes capitalistes, etc. ni même avec les institutions de la Ve République qui sert de couverture juridique, légale et légitime au capitalisme.

Par contre liquider la Constitution de la Ve République et s'attaquer aux fondements du capitalisme en socialisant toutes les grandes entreprises constituerait serait vécu sans aucun doute possible comme l'"*apocalypse*" pour tous les tenants de l'ordre établi, y compris ceux dont l'existence politique repose sur les liens qu'ils ont tissés avec le régime en place.

Il faut particulièrement se méfier des gens qui produisent un constat similaire au nôtre sur bien des points ou une analyse proche de la nôtre, mais qui demeure volontairement incomplète, ensuite, constat ou analyse qui est orienté dans une toute autre direction que l'idée qui pouvait s'en dégager et qui consistait uniquement à mettre le lecteur en confiance pour mieux le tromper finalement. Ce procédé relève de l'escroquerie ou de la manipulation.

On se méfie moins d'un article qui présente les choses sous un angle avantageux ou que l'on partage au premier abord, notre attention se relâche et l'on est prêt à gober la salade de son auteur à notre insu. Cela relève de la malhonnêteté intellectuelle assurément. Ce genre d'article qui se veut instructif ou pédagogique a en réalité pour seul objectif de tromper ses lecteurs, de plus, il n'apporte rien de nouveau qu'on ne savait déjà.

MES. En voilà qui ne manque pas d'air !

Dans son numéro 190, *Informations ouvrières* a osé titrer en page 5 :*Tous étaient au courant depuis des mois. Et ils n'ont rien dit*…, alors que le POI a gardé le silence pendant 11 mois sur le MES. Ils récidivent. Vous vous souvenez peut-être que nous avions traité le même sujet dans la causerie du 23 février dont voici un bref extrait :

- "J'ai consulté les numéros d'*Informations ouvrières* du 31 mars 2011 au 22 février 2012.

En dehors d'un entrefilet dans un article du n°142 de la semaine du 31 mars au 6 avril 2011, deux références en coup de vent pages 4 et 8 du n°187 de la semaine du 16 au 22 février, absolument rien, pour le POI, le MES n'existait pour ainsi dire pas !

Les dirigeants du POI font feu de tout bois, en page 4 (IO n°188) ils osent reproduite "*la lettre (anonyme, sic !) d'un militant de la CGT" qui écrit "Pourquoi la Confédération ne dit-elle pas un mot du MES qui passe ce mardi à l'Assemblée nationale, alors que ce traité du MES et celui qui doit être signé le 1ermars sont totalement liés ?*", alors que le POI a soigneusement gardé le silence sur le MES pendant 11 mois !"

Dans cette causerie je revenais sur une info du 15 février 2011 :

- "Les ministres des Finances de la zone euro se sont mis d'accord lundi pour que la capacité effective de prêt du futur Mécanisme européen de stabilité (MES) soit de 500 milliards d'euros, a annoncé le président de l'Eurogroupe, Jean-Claude Juncker (...), ainsi que sur l'architecture future du MES. (Reuters 14.02)"

J'ajoutais : "Qu'on ne vienne pas nous dire ensuite que c'est l'UE qui, le FMI qui, ce sont bien les ministres des Finances des différents gouvernements qui ont pris cette décision en accord évidemment avec leurs chefs d'Etat, il suffit de savoir lire !"

Page 2, Marie Stagliano commence ainsi son article : "*Le 2 mars, 25 chefs d'Etat et de gouvernement ont signé, à Bruxelles, le nouveau traité européen : le traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance dans l'union économique et monétaire (TSCG).*"

Puis leur article chronologique sur le MES commence ainsi :

"*25-26 mars 2010 : le Conseil européen met en place un groupe de travail sur la gouvernance économique présidé par le président du Conseil européen, Herman Van Rompuy.*

9 mai 2010 : les ministres des Finances européens décident la création du Fonds européen de stabilité financière (FESF)."

Et à chaque étape jusqu'au 2 février 2012 on retrouve : le Conseil européen (les chefs d'Etat et de gouvernement), les ministres des Finances européen, les chefs d'Etat et de gouvernement.

Le 11 juillet 2011, ce sont bien les ministres des Finances qui ont signé la première version du traité instituant le MES, ils doivent donc être notre cible, c'est l'Etat, le sommet de l'Etat qu'il faut viser, les institutions qui servent à le légitimer, elles ont été créées pour remplir cette fonction pour le compte du capital.

Si je comprends bien, il ne faut pas aller trop loin en économie dans la remise en cause du capitalisme, par exemple ne pas avancer l'expropriation sèche des capitalistes, et en politique il ne faut pas aller trop loin dans la remise en cause de l'Etat, il est déconseillé ou interdit de remonter aux institutions qu'il nous faut renverser.

Désolé, notre objectif n'est pas la démocratie mais la nature sociale de l'Etat, qui une fois réglée nous permet de savoir dans quelle direction elle s'oriente.

Désolé, notre objectif n'est pas la démocratie, mais la prise du pouvoir par la classe ouvrière qui une fois acquise permettra d'établir une véritable démocratie.

Page 15, François Péricard s'emploie à maquiller ou occulter le soutien des dirigeants de l'époque du POI-CCI (l'OCI-PCI) à Mitterrand, pour lesquels ils avaient appelé à voter dès les premier tour de la présidentielle de 1981, car voyez-vous, l'arrivée au pouvoir d'une majorité PS-PCF devait précéder l'ouverture d'une crise révolutionnaire... qui n'a jamais eu lieu, car leur analyse de la situation était déjà erronée à cette époque-là. Depuis rien n'a changé de ce côté-là, ce dont témoigne cet article.

Dans cet article on retrouve la panoplie des illusions que ces dirigeants n'ont eu de cesse de colporter dans le PS et le PCF et que F. Péricard revendique encore 32 ans plus tard.

Mitterrand le grand bourgeois inféodé au capitalisme n'avait jamais eu l'intention de le remettre en cause évidemment, dès lors comment faut-il interpréter que "*le 20 mai 1982, le gouvernement annonce brusquement le retournement complet de sa politique*", quelle surprise, alors qu'il ne pouvait en être autrement ! Plus loin : "*Tout au long de cette période, François Mitterrand, le Premie rministre Mauroy et son gouvernement (...) martèlent le caractère irréversible de l'intégration européenne et l'obligation en découlant de se plier aux « directives », en fait aux injonctions de Bruxelles.*", en voilà une nouvelle surprise, et ne voilà-t-il pas que le PS va prendre position et appliquer le traité de Maastricht, le traité d'Amsterdam, l'euro, le traité de Lisbonne, etc. jusqu'au TSCG et au MES, comme c'est surprenant, complètement inattendu, excusez-moi, renversant, pour un peu on en tomberait sur le cul !

C'est étonnant de la part d'un parti que l'on qualifie d'ouvrier-bourgeois, cela l'est moins de la part d'un parti que l'on qualifie de bourgeois tout court, non ? Alors quelle est la nature sociale du POI ?

L'OCI, le PCI, le PT, le POI n'ont cessé d'être à la remorque du PS, le front unique remis sans cesse sur le tapis n'a servi qu'à alimenter ou faire naître des illusions dans ce parti dans la tête des travailleurs, c'est l'unique fonction de ce parti.

Lorsque le PS (et le PCF) était au pouvoir, il a poursuivi scrupuleusement, à la lettre, la politique réactionnaire de ces prédécesseurs de l'UDF et de l'UDR (ex-RPR-UMP), il a gouverné pour le compte des capitalistes. Il en avait été de même sous la IIIe et la IVe République, c'est une constante sans faille depuis août 1914.

Cela n'a pas empêché les dirigeants du PCI (ex-POI) dès juin 1981 de s'adresser à la majorité PS-PCF à l'Assemblée nationale pour qu'elle veuille bien se situer sur le terrain de classe des travailleurs, en vain évidemment, on ne peut pas être à la fois des deux côtés de la barricade.

En 2012, n'ayant tiré aucune leçon du passé et de ses erreur, le POI remet cela en demandant aux élus du PS et ses satellites de ne pas ratifier le TSCG dans quatre mois, alors que c'est totalement impossible qu'ils s'y opposent, autant leur demander de rompre avec l'UE ! On se demande si les dirigeants du POI ont vraiment les pieds sur terre ou s'ils sont des mégalomanes ou des mythomanes endurcies.

Si vous voulez mesurer l'état de décomposition des dirigeants du POI, il suffit de donner la parole à Gluckstein qui pose une question saugrenue au possible dans son éditorial : "*comment comprendre (que le PS) s'inscrive (sous une forme certes différente) dans un même schéma corporatiste propre à la Ve République*" que l'UMP, parce qu'ils partagent la même nature sociale, parce qu'ils sont animés par les mêmes intentions, parce qu'ils poursuivent le même objectif, CQFD, point barre, il n'y a rien à rajouter, c'est suffisamment clair.

Dans ces conditions, s'adresser aux élus du PS et ses satellites signifie que les dirigeants du POI (OCI, PCI ou PT) sont malgré les apparences totalement incapables de définir une politique indépendante du PS, donc du capital que la politique du PS incarne. C'est tellement simple à comprendre qu'on se demande comment des militants peuvent soutenir une telle orientation politique, à croire qu'ils y trouvent leur compte ou qu'ils sont eux-mêmes consciemment ou non subordonnés au capital, eh oui, il n'y a pas cinquante alternatives possibles qu'on le veuille ou non.

Pour se faire passer pour un opposant à la politique du PS il existe plusieurs tours de passe-passe possibles.

L'un d'eux consiste à occulter l'objectif de la lutte de classe du mouvement ouvrier après l'avoir abandonné ou n'y avoir jamais souscrit, c'est le cas des staliniens et néo staliniens du PCF et du M'PEP notamment.

Un autre consiste à mettre l'accent sur la politique réactionnaire du PS en faisant l'impasse sur son origine économique. Une variante met l'accent sur les conséquences sociales de la politique économique du PS, sans en chercher les raisons qui amèneraient à poser la question de la véritable nature sociale de ce parti, ce qu'il faut éviter à tout prix et l'on comprend pourquoi.

Passons à autre chose.

Page 13, j'ai trouvé une inexactitude :"*alors qu'une large majorité des travailleurs en Inde, classés dans le secteur dit informel (inorganisé), ne bénéficient donc que de contrats de travail limités et d'aucune protection sociale.*", alors qu'en réalité ils n'ont pas du tout de contrat de travail, aucun de mes beaux-frères ou belles-soeurs qui travaillent dans des petites entreprises n'en ont, ni feuilles de paie, rien quoi. Tu as juste le droit de bosser et de la fermer. Alors dans le secteur informel, c'est pire encore !

Autre inexactitude : "*L'inflation tourne autour de 10% annuels depuis plusieurs années alors que les salaires sont bloqués.*. Je suis désolé, j'ai constaté que les salaires de toutes les personnes que je connaissais avaient augmenté entre 30 et 50% au cours des trois ou quatres derniéres années écoulées. Pour me tenir au courant des salaires, je demande leur salaire aux Indiens que je croise sur leur lieu de travail.

Le technicien de Tata qui s'est occupé de mon téléphone m'a dit qu'au cours des trois dernières années son salaire avait augmenté de 1 000 roupies chaque année, son salaire actuel est de 6 000 roupies. Un jeune informaticien a vu son salaire plus que doublé. Alors que le salaire minimum tournait autour de 2 500 à 3 000 roupies par mois, il est désormais de 5 000, et un maçon peut gagner 15 000 roupies par mois, son salaire journalier est de 600 roupies en 2012, il était de 150 roupies en 2000. Il y a évidemment bien des cas où des travailleurs sont trop faibles ou démunis pour refuser un emploi payé 3 000 roupies, le pompiste ou la caissière par exemple. Une cuisinière touche 4 000 roupies, ce qu'ils appellent une bonne ou une servante et que je préfère appeler une femme de service 5 000 roupies ou plus. Un chauffeur-livreur entre 5 et 6 000 roupies. Les femmes ont des salaires inférieurs aux hommes de 50% environ.Quand j'étais prof de français à l'Alliance française (2003), j'avais un salaire de 2 000 roupies environ par mois, aujourd'hui je toucherais 10 000 roupies.

Je veux bien qu'il y ait un blocage des salaires et pourquoi pas des prix, mais je me demande bien où !

Ce qui se passe en réalité, c'est que l'inflation grignote ou annule les augmentations de salaire des dernières années, alors que les besoins des masses ont explosé en quelques années, habituées à consommer des marchandises et des services qui hier encore étaient hors de sa portée, elles sont prises à la gorge et ne veulent pas revenir en arrière, ce qui est légitime. Autre élément, elles se sont lourdement endettées alors que l'accès au crédit leur était interdit précédemment, à cause de l'inflation galopante ou sauvage, elles n'ont guère le choix qu'entre régler leurs traites à échéance et réduire leur train de vie ou se faire saisir leurs biens et retourner dix ans en arrière ; ici quand on dit dix ans en arrière, cela signifie des siècles en arrière quand on a à l'esprit qu'on est passé du char à boeuf et du vélo à la moto et au 4X4 en à peine quelques années... (voir une précédente causerie pour en savoir plus)

N'en voulons pas au rédacteur de cet article sur l'Inde, puisque manifestement il ignore tout ou presque de la situation réelle dans ce pays.

Anonymous lié au FBI ?

Les autorités judiciaires américaines ont annoncé mardi l'inculpation de plusieurs membres d'Anonymous et de LulzSec, qualifiés de pirates de "*haut niveau*".

Vivant à New York, Hector Xavier Monsegur, 28 ans, connu comme "*Sabu*", était "*un membre influent*" d'Anonymous, d'Internet Feds et le fondateur de LulzSec. Le jeune homme, qui oeuvre depuis six mois comme informateur pour le FBI après avoir été libéré contre une caution de 50 000 dollars, risque jusqu'à 124 ans de prison en peines cumulées.

Fox News relate en exclusivité les circonstances de son arrestation à New York, comment il est devenu hacker et comment il en est venu à coopérer avec la police. Le portrait décrit cet Américain d'origine portoricaine comme un programmeur au chômage, père de deux enfants, autodidacte, intelligent et paresseux. Fox revient également sur les origines de son peudo,

Wired explique que certains membres d'Anonymous suspectaient depuis plusieurs mois déjà l'arrestation de Sabu, et même son enrôlement comme informateur de la police. (lexpansion.com 07.03)

Actualité en titres

Sarcophage

Il y croit encore un peu...

- Le Sarkoshow réunit 5,5 millions de téléspectateur - LePoint.fr

- Sarkozy fait un peu plus d'audience que Hollande - AFP

- « *On retrouve le même Sarkozy qu'en 2007* » - Public Sénat -

- Carla Bruni-Sarkozy : '*Nous sommes des gens modestes*' - LeMonde.fr

- '*Le statut de challenger de Sarkozy est un atout incontestable*' - LeMonde.fr

- Nicolas Sarkozy en quête du déclic pour remonter dans l'opinion - Reuters

... il y croit encore beaucoup...

- Pour le FN, Sarkozy est "*dans une opération de captation de votes*" - AFP

- Quand Copé annonce le soutien de Borloo à Sarkozy - LePoint.fr

- Sarkozy caresse Bayrou dans le sens des votes - L'Express.fr

... il y croit plus du tout !

- Nicolas Sarkozy a perdu la flamme - LePoint.fr

- A la télé, Nicolas Sarkozy affiche un virage pâle - Liberation.fr

- Le blues des députés UMP face aux '*erreurs*' de la campagne de Sarkozy - LeMonde.fr

- Présidentielle: L'entourage de Nicolas Sarkozy en proie au doute? - 20minutes.fr

Autres bruits de campagne

- "*Les politiques s'engluent dans des querelles de bac à sable*" -

- Cheminade affirme avoir ses 500 signatures - Liberation.fr

- Jean-Luc Mélenchon crédité de 10% d'intentions de vote - AFP

Chut !

- Hollande est-il vraiment si dangereux? - Slate.fr

Régime policier

- Relaxe requise pour le policier qui a éborgné un jeune manifestant avec un gomme … - LeMonde.fr

- Une mise en examen annulée dans une nouvelle affaire de fadettes de journaliste - LeMonde.fr

- Un fichier biométrique des «*gens honnêtes*» voté à l'Assemblée nationale - Slate.fr

INFOS EN BREF

Politique

UE

L'Union européenne est sur la "*bonne voie*" pour sortir de la crise de la dette de la zone euro, ont estimé le chef du gouvernement italien Mario Monti et le ministre des Finances allemand Wolfgang Schäuble, mercredi devant la presse à Rome.

"*Nous avons discuté en particulier du Mécanisme de stabilité européen, du sujet des pare-feux et de comment, toutes ensembles, les économies européennes peuvent retrouver le chemin de la croissance*", a souligné M. Monti.

Il a souligné avoir présenté au ministre allemand les mesures adoptées par l'Italie, "*non seulement en terme de discipline budgétaire mais aussi de libéralisations, d'ouverture à la concurrence et de réforme du marché du travail qui sera prête comme prévu fin mars*".

M. Monti a dit s'attendre à l'adoption définitive au parlement "dans de brefs délais" de l'introduction de la règle d'or de l'équilibre budgétaire dans la Constitution italienne.

Considéré comme très germanophile, M. Monti a souligné combien "*les relations avec le gouvernement allemand et la chancelière Angela Merkel constituent une référence constante*" pour son exécutif. (AFP 07.03)

Social

1- Allemagne

Quelque 70 000 fonctionnaires ont fait grève mercredi 7 mars en Allemagne à l'appel du syndicat des services Ver.di et du DBB (syndicat des fonctionnaires), sur fond de revendications salariales.

Sont concernés par le mouvement les Etats régionaux de Rhénanie du Nord-Westphalie (ouest), du Bade-Wurtemberg (sud-ouest), de Brandebourg (est), de Saxe (est), de Saxe-Anhalt (est) et de Thuringe (est), selon le syndicat.

Avec ces grèves d'avertissement, Ver.di entend faire pression dans les négociations salariales en cours, qui ont démarré la semaine dernière sans résultat pour le moment. Elles concernent les employés de l'Etat fédéral et des communes, mais pas ceux des Länder (Etats régionaux), qui dépendent d'une autre convention collective. Ver.di et DBB réclament une augmentation de 6,5 %, avec un minimum de 200 euros de plus par mois sur la fiche de paye des deux millions de fonctionnaires concernés. Ils veulent aussi l'embauche des apprentis ainsi que l'augmentation des primes d'apprentissage.

Lundi et mardi, aux premiers jours du mouvement qui avait démarré à l'ouest du pays avant de s'étendre à l'est, ce sont 17 000 personnes qui y avaient pris part. Jeudi, la grève doit se poursuivre en Hesse (ouest), à Berlin et dans le Brandebourg (est), en Basse-Saxe (nord), à Brême (nord) ainsi qu'en Bavière (sud). D'autres grèves sont aussi attendues vendredi.

Par ailleurs, les négociations dans le secteur de la métallurgie ont démarré comme prévu mardi. Elles sont menées par le syndicat IG Metall au nom de quelque 3,4 millions de salariés de cette branche qui regroupe les machines-outils, la mécanique, l'automobile, l'électro-ménager ou encore les semi-conducteurs. L'accord collectif y expire fin mars, et IG Metall entend aussi obtenir une augmentation de 6,5 % des salaires. Une revendication rejetée par le patronat de ce secteur.

Son chef, Martin Kannegiesser, a ainsi jugé que la satisfaire pourrait menacer la compétitivité de l'industrie allemande, dans un entretien au magazine Stern à paraître jeudi. "*Il ne peut y avoir de salaire plus élevé que pour une productivité plus forte et non parce que nous souhaitons plus de justice en Allemagne*", a-t-il ajouté. (lemonde.fr 07.03)

2- Afrique du Sud

Des dizaines de milliers de Sud-Africains ont manifesté mercredi à l'appel de la puissante confédération syndicale Cosatu, qui a pris la tête d'une fronde contre l'action du gouvernement.

Principal foyer de contestation, Johannesburg a vu son centre-ville envahi par des dizaines de milliers de manifestants selon les médias --45.000 selon la police-- qui ont applaudi les attaques du leader du Cosatu, Zwenlinzima Vavi.

Les cortèges, organisés dans 32 villes, étaient moins fourni au Cap, avec moins de 10.000 protestataires selon la police, ainsi qu'à Durban, avec environ 10.000 personnes dans la rue.

Qu'il s'agisse des nouveaux péages, dénoncés comme une ponction insupportable sur le dos des contribuables incapables de se rendre au travail autrement qu'en voiture et payant déjà leurs impôts, ou des abus persistants de l'intérim, taxé d'"esclavagisme", dans les deux cas, le Cosatu y voit la marque de l'incurie du pouvoir et de son indifférence aux inégalités économiques criantes du pays.

"*En 1994 on nous comparaît au Brésil, maintenant l'Afrique du Sud est numéro un au palmarès mondial des inégalités*", a accusé M. Vavi.

"*Au lieu de nous fournir les services de base comme les routes ou la santé publique, c'est à nous de payer pour tout*", a dénoncé M. Vavi.

Tandis que le gouvernement, lui, "*perd en moyenne chaque année 30 milliards de Rands (3 milliards d'euros) du fait de la corruption et de la fraude*", a-t-il asséné, citant les chiffres d'un rapport officiel paru l'an dernier.

Quant au sort des intérimaires qui formaient le gros des manifestants, l'ANC a botté en touche, renvoyant sur le Conseil national du développement économique et du travail, se disant "*confiant*" dans la capacité de cette instance à résoudre le conflit.

Les travailleurs intérimaires sud-africains n'ont pas les mêmes droits que leurs collègues, ce qui en fait une main d'oeuvre recherchée par les entreprises, qui versent une part de leur salaire à l'intermédiaire de placement.

Déjà ouvertement défié par la branche jeunesse de l'ANC, le président Jacob Zuma est prévenu que le nouvel incendie allumé par le mouvement syndical n'est pas prêt de s'éteindre.

"*Le 28 (mars), s'ils disent qu'ils introduisent ça (le système des péages), nous allons prendre tous les gens que nous voyons ici, et encore plus, et nous les mettrons sur les autoroutes de Johannesburg*", a-t-il prévenu. "*Nous rendrons ce système inapplicable*." (AFP 07.03)

Société

France

Chaque année, on tue dans notre pays 1 milliard de poulets et de lapins, 25 millions de porcs, plus de 6 millions de bovins, ou encore 4 millions de moutons. Un rapport confidentiel que Le Point s'est procuré jette une lumière crue sur l'abattage rituel tel qu'il est pratiqué en France. Remis aux autorités en novembre 2011, le document, rédigé par dix experts et hauts fonctionnaires du ministère de l'Agriculture, a été soigneusement enterré. Il est vrai que cet audit de 54 pages émanant du Conseil général de l'alimentation contient une vérité qui n'est pas bonne à dire : les Français ont progressivement, et sans le savoir, été mis au régime halal.

Aujourd'hui, comme l'indique le rapport, plus de la moitié des bovins, ovins et caprins tués en France le sont suivant un mode d'abattage "*rituel*", halal ou casher. Ce qui signifie que les animaux sont saignés alors qu'ils sont encore conscients. Au-delà de la souffrance animale, l'abattage rituel pose parfois aussi un problème d'hygiène, avec à la clé un danger de contamination par Escherichia coli... (lepoint.fr 07.03)

Ce qui pose problème, c'est la prise en otage des consommateurs dans les mailles du filet de traditions à caractères religieuses, peu importe la religion, ce qui est une atteinte à la laïcité. C'est d'autant plus inacceptable que les animaux souffrent davantage que s'ils étaient abattus en employant des techniques plus modernes et donc moins barbares. Que des considérations obscurantistes, des superstitons obscures ou d'un autre âge déterminent le sort de ces animaux, est à mettre en relation avec la formidable régression sociale à laquelle les dirigeants du vieux monde voudraient soumettre l'humanité, et qui nous ramènerait des siècles en arrières si nous ne trouvions pas les moyens de les chasser du pouvoir.

Economie

1- Grèce

Des fonds spéculatifs refusent d'apporter les titres de dette grecque qu'ils détiennent à l'opération d'échange, menaçant de solliciter les tribunaux si l'offre n'est pas améliorée.

Ces fonds cherchent à réunir une minorité suffisante pour bloquer le processus, au risque de faire dérailler l'échange de dette et d'acculer la Grèce à la faillite.

Cinq petits fonds de pension grecs sont opposés à l'opération d'effacement volontaire de plus de la moitié de la dette de la Grèce détenue par les créanciers privés, nécessaire pour éviter au pays un défaut de paiement désordonné, rapporte mercredi la presse locale.

Ces cinq fonds, qui représentent les journalistes, la police et les auto-entrepreneurs, détiennent environ 2 milliards d'euros d'obligations grecques, soit quelque 1% des titres du pays dans les mains des créanciers privés du pays, selon la presse.

"*J'ai été averti que plusieurs investisseurs réfléchissent sérieusement aux options qui sont à leur disposition, dont celle de la voie judicaire*", a déclaré Steven Friel de Brown Rudnick, un cabinet qui conseille les investisseurs sur les stratégies légales envisageables en Grèce.

Les hedge funds privilégient les titres de dettes qui ne relèvent pas du droit grec, plus difficilement éligibles aux dispositifs contraignants mis au point par Athènes.

Bingham McClutchen, un autre cabinet juridique, a dit lundi qu'il conseillait des détenteurs de 650 millions de francs suisses de dette grecque. Des investisseurs détenant des montants non négligeables de dette grecque se sont réunis pour trouver "*ensemble des réponses à leurs inquiétudes et protéger les droits des détenteurs*", selon le cabinet.

Les hedge funds détiendraient plus d'un quart de la dette grecque libellée en francs suisses ainsi que 450 millions d'euros d'obligations arrivant à maturité et cela pourrait suffire à empêcher le gouvernement grec d'imposer aux créanciers privés d'accepter de prendre leurs pertes.

Ils espèrent que le gouvernement préfère trouver un arrangement avant mai plutôt que de faire défaut en dépit des avertissements lancés par les responsables politiques grecs qui ont prévenu qu'il n'y aurait pas de nouvelle offre.

Faute d'arrangement, les fonds pourraient passer sur le terrain judiciaire, quitte à en appeler ensuite à la Cour européenne des droits de l'homme en invoquant une violation du droit de la propriété.

Cette option pourrait toutefois se révéler longue et coûteuse pour les investisseurs. (Reuters et AFP 07.03)

2- Etats-Unis

Le crédit à la consommation a bondi pour le troisième mois d'affilée aux Etats-Unis en janvier, selon des chiffres publiés mercredi par la banque centrale américaine (Fed).

L'encours des crédits à la consommation dans le pays (2.512,3 milliards de dollars) a progressé de 8,6% en rythme annuel et en données corrigées des variations saisonnières par rapport au mois précédent, indique la Réserve fédérale sur son site internet.

Selon la Réserve fédérale, la hausse de janvier a résulté d'une nouvelle poussée des crédits non renouvelables (prêts étudiants ou à l'achat d'une automobile principalement), dont la progression a atteint 14,7%, du jamais vu depuis février 2002.

Les crédits renouvelables (essentiellement ceux contractés en payant par carte de crédit) ont freiné la progression de l'indice de la Fed en reculant pour la première fois en cinq mois, de 4,4% par rapport à décembre.

Après s'être effondré pendant deux ans, le crédit à la consommation progresse de manière quasi continue aux Etats-Unis depuis octobre 2010 (il n'a baissé qu'une seule fois depuis cette date, en août 2011). La Fed indique que sur l'ensemble de l'année 2011, le crédit à la consommation a rebondi de 3,6%.

A partir des données fournies par la Fed, les analystes de Barclays Capital ont calculé que près de la moitié de la poussée des crédits non renouvelables avait été assurée par la progression de "*la dette aux mains de l'Etat fédéral (essentiellement des prêts étudiants)*".

Leurs confrères de la maison de courtage Nomura estiment pour leur part que "la faiblesse du recours à la carte de crédit" est le signe que les ménages "comptent sur de futures hausse de salaires pour financer leurs achats de biens hors automobile" plutôt que de recourir à l'endettement comme ils le faisaient facilement avant la crise. (AFP 07.03)

Haut de page

Le 9 mars

CAUSERIE

Illusionnisme. Numéro d'équilibristes.

Qu'est-ce qui distingue le PS du FdG ? De quelle manière se partagent-ils les rôles ?

Hier soir sur TV5Monde Asie, lors d'une émission consacrée à l'élection présidentielle, C. Autain pour le FdG a expliqué qu'elle souhaitait un "*élargissement du Conseil de sécurité de l'ONU*", une "*redéfinition*" des missions de l'ONU, bref, elle a indiqué clairement que l'action du FdG se situait dans le cadre de l'ONU auquel il demeure entièrement soumis, voilà pour l'indépendance politique du FdG vis-à-vis du capital, ce qui évacue du même coup la question de sa rupture avec le capitalisme et ses agences dans le monde, point commun qu'il partage avec le PS et le parti officiel de l'ordre.

Partant de ce constat et non d'une analyse ou d'une interprétation (partisane) de la politique du FdG, on en tirera la conclusion que sa nature sociale est identique à celle du PS et que ses composantes sont étrangères à la classe ouvrière qu'ils prétendent représenter notamment. Situer son action dans le cadre de l'ONU, c'est combattre contre la révolution socialiste mondiale, c'est se ranger ouvertement au côté de la contre-révolution.

Ce qui caractèrise avant tout ces gens-là, c'est leur cynisme, leur absence de principe, ils sont animés par le même état d'esprit misérable qu'épicier qui aurait trafiqué la date de péremption d'un produit arrivée à échéance pour pouvoir encore le vendre. Le PS a déjà fait à de multiples reprises en un siècle la démonstration de sa capacité à gérer la société pour le compte des capitalistes, on peut donc en déduire qu'en tant que parti censé représenter les intérêts des travailleurs, il est complètement grillé.

Soit, le PG s'est chargé de prendre le relais de manière à nourrir l'illusion qu'une réforme du capitalisme (de la finance) était possible par la voie des urnes, de façon à ce que les couches supérieures du prolétariat, les intellectuels et les couches inférieures de la petite-bourgeoisie ne sortent pas du giron du capitalisme ou n'envisagent pas de rompre avec lui, ce qui les auraient conduits à se tourner vers des partis prétendant combattre pour le socialisme, le POI, le NPA, LO.

Imaginez un instant que le PG et le FdG n'existent pas aujourd'hui, quelle serait l'attitude des travailleurs rejetant la politique du PS et qui ne se reconnaîtraient pas dans le PCF ? Ils seraient tentés de se diriger vers ses partis POI, NPA, LO. Le rôle essentiel du PG principalement consiste justement à éviter autant que faire se peut qu'une telle situation ne se produise, il remplit déjà le rôle contre-révolutionnaire de rempart des institutions et du régime. A ce titre il remplit une fonction indispensable à la stabilité

du régime. Comment ? En radicalisant son discours, à coup de gesticulations ou d'actions coup de poing, n'hésitant pas à verser dans le gauchisme pour camoufler ses réelles intentions, qui malgré tout transpirent dès lors que ses dirigeants doivent développer publiquement leur politique ou qu'ils sont engagés dans des tractations de marchand de tapis avec le PS en prévision des postes qui leur seront réservés lors des élections législatives qui suivront la présidentielle. C'est ce qui ressort clairement de l'article de l'Expansion dont je reproduis de larges extraits plus loin.

Pour que l'opération réussisse, il fallait remplir au moins deux conditions, que Mélenchon cesse d'attaquer violemment Hollande, puis que Hollande gauchisse son discours, de sorte que le FdG n'apparaisse pas trop ouvertement comme étant un appendice du PS et qu'il attire le vote populaire tenté par l'abstention ou d'autres candidats. Vous lirez plus loin que l'un et l'autre sont satisfaits de cette répartition des rôles ou de cette mise en scène, qui en dernière analyse profitera davantage à celui qui au sein de leur rapport de force conserve l'avantage, le PS évidemment.

Le FdG roule pour le PS et récupère des miettes au passage, que demande le "peuple" franchement ! Marie-Noëlle Lieneman (PS) a fait savoir qu'"*il n'y a pas de rivalité*" entre le PS et le FdG, et pour cause, ils sont complémentaires, merci pour cet aveu qui confirme notre analyse. Quant à Cambadélis, il a "*trouvé (...) plutôt sympathique*" la popularité du FdG sur laquelle le PS compte pour faire élire Hollande, donc tout est dans l'ordre des choses, voilà des gens heureux !

Il existe évidemment un risque en présence de gens avides de pouvoir et des prébendes qui vont avec, c'est que les uns ou les autres en fassent trop ou soient trop gourmands. Bernard Cazeneuve l'a confirmé en indiquant que tout irait bien tant que Mélenchon jouerait le rôle de rabatteur et n'empièterait pas sur l'électorat privilégié du PS.

Bien entendu, dans cette histoire ce sont les travailleurs qui auront voté PS ou FdG qui seront les dindons de cette mauvaise farce.

Voici l'article en question.

- Fort de cette montée dans les sondages, le Parti de gauche aimerait avoir son mot à dire pour les législatives. Le PS a signé des accords avec Europe Ecologie-Les Verts, le PRG et le MRC. Rien avec les amis de Jean-Luc Mélenchon. En février, le PG a tenté de prendre part à la danse. Point d'entrée : les candidats de gauche menacés d'élimination au premier tour dans 90 circonscriptions à cause du FN. « Localement, des socialistes nous approchent pour souhaiter un accord et que l'on se retire », explique Coquerel. Le Parti de gauche y serait prêt, à condition d'un accord national. Des discussions avait même commencé. Mais la sortie de Mélenchon sur Hollande « *capitaine de pédalo* » y a vite mis un terme. Eric Coquerel regrette aujourd'hui cette « *fin de non-recevoir* » du PS. Solférino a été relancé par lettre, il y a environ un mois. « *Nous avons reçu la réponse par courrier il y a 2 semaines : il nous explique qu'il n'y aura pas d'accord national s'il n'y a pas d'accord politique avant. Et c'est précis. Il doit impliquer au minimum le vote du budget* », explique le conseiller de Mélenchon. Il prévient : « *C'est hors de question. Cela impliquerait qu'on vote un budget de rigueur* ».

« *A chaque fois qu'il y a un pas à gauche, on est ravis. On verra bien jusqu'où bouge le curseur. Ce sont de signes encourageants. Pour l'instant le compte n'y est pas. Mais plus on va monter, plus il devra aller dans notre sens* », veut croire Eric Coquerel.

Au PS, on affirme regarder la montée de Mélenchon plutôt d'un bon œil. Du moins pour le moment. « *Il siphonne l'extrême gauche et cherche à retirer à Marine Le Pen les brebis égarées. Je trouve ça plutôt sympathique et ce n'est pas un problème pour le PS* », a estimé ce matin Jean-Christophe Cambadélis, invité d'En route vers la présidentielle, sur Public Senat et Radio Classique. De là à dire que le tribun du Front de gauche peut jouer le rôle de rabatteur de voix pour Hollande en vue du second tour… « *Il n'y pas de rivalité. Il conquière des franges qui étaient peut-être en déshérence à gauche* », note la sénatrice Marie-Noëlle Lieneman, membre de l'aile gauche du PS.

« *Ce n'est pas gênant que Mélenchon cristallise son électorat. Personne ne se trompe en votant à gauche* », affirme Bernard Cazeneuve, qui évite d'attaquer Mélenchon. Il ajoute : « *Un total gauche haut, au premier tour, avec François Hollande haut, ça ne nous dérange pas. Le vrai risque, c'est la démobilisation de notre électorat. Que les autres soient hauts, mais que François Hollande soit bas. Nous devons rappeler que rien n'est joué* ». (publicsenat.fr 08.03)

INFOS EN BREF

Politique

France

1.1- La gloire perdue.

"*Faites-moi confiance ou je quitte la politique*", a déclaré jeudi en substance Nicolas Sarkozy aux Français, sur RMC et BFMTV.

"*Mais si les Français devaient ne pas me faire confiance, est-ce que vous croyez vraiment que je devrais continuer dans la vie politique ? La réponse est non*", a ajouté le chef de l'Etat, avocat de formation et âgé de 57 ans.

Quelques instants auparavant, Nicolas Sarkozy avait dit qu'il ferait "*autre chose*" que de la politique en cas de défaite le 6 mai mais ne savait pas encore quoi.

"*Donc, c'est très simple. Je dis aux Français : 'je me battrai de toutes mes forces pour avoir votre confiance, pour vous protéger, pour vous conduire, pour construire la France forte. Mais si tel n'est pas votre choix et bien je m'inclinerai et c'est ainsi, et j'aurais fait une très belle vie politique.*"

Le secrétaire national de l'UMP Guillaume Peltier, spécialiste des sondages, a salué une "*annonce logique et respectueuse de la souveraineté du peuple français*", tout en s'efforçant d'en atténuer l'impact potentiel. (Reuters 08.03)

1.2- Le perturbateur de l'ordre.

Encore des échauffourées. Une semaine après les incidents de Bayonne, les forces de l'ordre ont procédé jeudi à l'évacuation d'environ 200 personnes qui manifestaient à Saint-Just-Saint-Rambert (Loire) devant la salle où Nicolas Sarkozy a tenu un meeting électoral, a constaté un journaliste de Reuters sur place.

D'importants renforts de CRS ont utilisé des gaz lacrymogènes et ont barré tous les accès à la salle, qui était déjà pleine des 3.000 militants venus assister au meeting. Les manifestants, des jeunes pour la plupart, brandissaient des drapeaux de la CGT ou des pancartes où l'on pouvait lire «*non au président*» et «*l'insécurité c'est toi Sarkozy*». (20minutes.fr 08.03)

2- Kenya

Le gouvernement kényan a annoncé jeudi le licenciement de 25.000 infirmières du secteur public, en grève depuis une semaine pour exiger une revalorisation de leurs conditions salariales.

"*La décision de licencier les 25.000 infirmières a été prise car le gouvernement ne pouvait pas rester plus longtemps les bras croisés à voir les Kényans souffrir dans les hôpitaux sans recevoir d'aide médicale, parce que les infirmières et d'autres catégories du personnel sont en grève*", a justifié devant la presse le porte-parole du gouvernement Alfred Mutua.

Les infirmières observaient une grève depuis le 1er mars, accusant le gouvernement de n'avoir pas appliqué des revalorisations salariales promises plus tôt.

Selon M. Nyong'o, quelque 2.700 dispensaires et 700 centres de santé étaient de nouveau totalement opérationnels jeudi à travers le pays, de nombreux travailleurs du secteur ayant regagné leur poste, mais il a admis que la situation était plus compliquée dans les établissements médicaux plus importants.

"*Nous avons reçu des rapports de tous les établissements et nous savons qui est présent et qui est absent. La loi et l'ordre doivent régner chez les fonctionnaires*", a prévenu le ministre.

"*Nous allons négocier, il ne faut pas avoir peur de négocier mais nous ne négocierons pas dans la peur*", a-t-il poursuivi, accusant les grévistes d'avoir causé plusieurs décès.

Les grévistes réclament notamment l'harmonisation des primes pour l'ensemble des fonctionnaires de santé, le versement d'une paie aux internes et une revalorisation pour ceux qui ont acquis de nouveaux diplômes.

M. Nyong'o a de son côté affirmé que les primes des fonctionnaires de santé avaient été harmonisées avec celles des fonctionnaires de même grade. (AFP 08.03)

Social

1- France

1.1- Sursis électoral pour les travailleurs de l'usine d'Albany-Cofpa

Les propriétaires de l'usine d'Albany-Cofpa de Saint-Junien (Haute-Vienne), comptant 133 salariés, ont annoncé jeudi l'abandon, pour l'instant, du projet de fermeture de celle-ci au premier trimestre 2012, après deux semaines de mobilisation des salariés.

"*Le projet n'est plus du tout d'actualité*", a déclaré à plusieurs reprises le président d'Albany Europe, Daniel Halftermeyer, lors d'une conférence de presse organisée après une réunion avec les représentants du personnel.

Le dirigeant a ensuite souligné sa "*volonté de continuer à conserver et à développer des emplois*" et reconnu des "*décisions malencontreuses*", "*pas très bien expliquées et mal comprises*" sur l'annonce du projet de fermeture.

"*La direction souhaite que la production reprenne pleinement à Saint-Junien et entend rétablir un dialogue ouvert, franc et loyal avec ses salariés et leurs représentants*", avait indiqué un peu plus tôt la préfecture du Limousin dans un communiqué diffusé après la réunion tenue en présence du préfet.

Le site de Saint-Junien, une usine fabriquant des tissus techniques notamment pour la papeterie, était à l'arrêt depuis le 23 février, date de l'annonce de sa fermeture à Sélestat (Bas-Rhin), siège d'Albany France, appartenant à Albany International, une entreprise américaine.

La direction avait cadenassé les machines jusqu'à mardi, précisant que la fermeture était prévue pour le premier trimestre 2012, sans respecter l'obligation de consultation des salariés, selon les syndicats.

L'annonce du sursis accordé aux salariés a suscité une explosion de joie des employés massés devant la préfecture de Limoges, certains pleurant d'émotion.

"*Nous sommes tout à fait satisfaits mais nous restons vigilants : nous sommes 133 sur le site et nous voulons rester 133*", a déclaré Christophe Sardin, délégué CGT.

Il faut "*se remettre à la table des négociations*" pour obtenir "*des réponses claires et définitives sur la pérennisation du site sur le long terme et sur l'ensemble des emplois*", a expliqué Roger Villégé, représentant FO.

Albany International, dont le siège est dans l'Etat du New Hampshire (nord-est des Etats-Unis) emploie 4.300 personnes dans 11 pays. (AFP 08.03)

1.2- Solidarité !

Un technicien d'ErDF/GDF est menacé de licenciement pour avoir refusé de limiter la consommation d'énergie chez une dizaine d'usagers en situation d'impayés à Arcueil (Val-de-Marne), a-t-on appris jeudi auprès de la CGT.

Agé de 23 ans, Jef Duval a été convoqué à un conseil de discipline interne le 17 février qui a voté son licenciement. La mesure devrait être effective "*d'ici un mois*", a ajouté le syndicat, confirmant une information de France Info.

"*Tous les agents chargés des coupures de courant se retrouvent un jour ou un autre devant des cas dramatiques et des dilemmes. On refuse que la direction se serve de ce cas-là pour faire un exemple*", a expliqué à l'AFP Frédéric Probel, secrétaire général du syndicat CGT-énergies de Bagneux (Hauts-de-Seine).

Selon le syndicat, M. Duval est mis en cause pour ne pas avoir posé de système de service minimum (SMI), qui limite la consommation d'énergie à 1.000 watts, dans une dizaine de foyers sujets à des impayés à l'été 2011.

"*En théorie, quand les usagers ne sont pas présents, on doit systématiquement poser un SMI qui est suivi d'une coupure totale quinze jours plus tard. Là, Jef a simplement laissé un avis officiel informant les usagers qu'ils risquaient une coupure imminente*", a assuré M. Probel.

Lors d'un contrôle, la direction a relevé ces entorses à la règle, notant également que ce technicien s'était abstenu de pratiquer cinq coupures de gaz sur la même période, selon la CGT.

"*On pratique des coupures à la chaîne mais ce qui est arrivé à Jef pourrait arriver à n'importe quel agent technique. Ce sont les aléas du métier*", a affirmé M. Probel.

Le syndicat a lancé une pétition en ligne qui avait recueilli jeudi en fin de matinée près de 1.300 signatures (http://www.fnme-cgt.fr/pages/signe_petition.php?mess=ok&id_pet=26). (AFP 08.07)

1.3- La cogestion des licenciements par les syndicats et les représentants du personnel.

Le leader de la CGT Bernard Thibault demande "*un droit d'alerte suspensif*" des comités d'entreprise sur les licenciements et

espère des "*initiatives*" en faveur d'un "*rééquilibrage*" des pouvoirs dans les entreprises en cas de "*changement de majorité*" après la présidentielle.

Aujourd'hui, "*les comités d'entreprise ont le droit de dire qu'ils ne sont pas d'accord avec un plan de suppression d'emplois. Mais l'entreprise peut passer outre. Ce n'est pas normal*", a affirmé le secrétaire général de la CGT, dans une interview à l'Humanité Dimanche.

"*Certains parlent de +droit de veto sur les licenciements+. Nous, nous disons +droits d'alerte suspensifs des comités d'entreprise+. La logique est à peu près la même*", a-t-il ajouté.

Selon lui, "*il faut absolument rééquilibrer les pouvoirs à l'intérieur des entreprises. On ne peut plus accepter qu'au nom du droit de propriété, les salariés soient réduits à être des exécutants aveugles*". (AFP 08.03)

Quelle crevure, la propriété privée des moyens de production on est pour ou on est contre, à défaut d'être contre Thibault est pour. Le Comité d'entreprise a pour fonction de récolter des informations sur la marche de l'entreprise auprès de la direction pour faciliter le combat contre elle, il n'a pas pour fonction de se prononcer sur le bien-fondé ou non de licenciements, il doit se borner à les combattre et rien d'autres.

1.4- La Poste a supprimé 11 000 postes en 2011.

Près de 11 000 postes supprimés par des départs non remplacés. C'est le chiffre annoncé par les syndicats CGT et SUD de la Poste pour l'an dernier. Devenue société anonyme à capitaux publics au 1er mars, la Poste emploie près de 240 000 personnes.

Une série de rencontres avec les organisations syndicales doit avoir lieu la semaine prochaine. Concernant l'emploi, la direction de la Poste a fait savoir mi-février qu'elle s'engageait à recruter au moins 10.000 personnes en CDI sur la période 2012-2014 dans le cadre d'un accord de Gestion prévisionnel des emplois et des compétences (GPEC) soumis à la signature des syndicats.

La direction avait ajouté que 7.500 contrats en alternance seraient proposés sur la même période. (lexpansion.com 08.03)

2- Grèce

La Grèce comptait plus d'un million de chômeurs en décembre comme le mois précédent, le taux de chômage ayant atteint 21%, en très légère hausse sur un mois, a annoncé jeudi l'Autorité des statistiques grecques (Ase).

Le nombre de chômeurs s'est élevé à 1,033 million, soit une progression de 0,38% par rapport à novembre 2011 et un bond de 40,9% par rapport à décembre 2010, selon le communiqué de l'Ase.

Le chômage frappe particulièrement les jeunes de 15 à 24 ans, plus de la moitié (51%) n'ont pas d'emploi. Les femmes sont les plus touchées à 25,3% contre 18,7% en décembre 2010. (AFP 08.03)

3- Allemagne

Les 90.000 salariés de VW toucheront seulement 7500 euros au titre de la participation aux bénéfices (4000 en 2010) contre 8251 euros en moyenne pour les 42.500 salariés de la marque aux anneaux (6153 € en 2010). Ces dernières semaines, des déclarations faites par des représentants du syndicat IG Metall laissaient pourtant à penser que pour la première fois, le niveau des 10 000 euros de prime seraient atteint chez VW : "*Il ne faut pas oublier que les 15,8 milliards d'euros de bénéfices annoncés par Volkswagen sont les résultats du groupe et nom de la marque, résultats à partir desquels sont calculés les primes*", précise un porte-parole de Volkswagen. Les résultats détaillés de Volkswagen seront présentés à l'Assemblée générale du 12 mars 2012.

Vu de France, cette "*compétition*" à la plus grosse prime peut faire rêver. C'est Daimler qui, début février 2012, a ouvert le bal en annonçant qu'il verserait 4100 euros à ces 125 000 salariés maison. Le record de 3750 euros établi en 2007 est clairement battu. Pour sa part, Porsche (groupe VW) versera 7600 euros à ses 8500 salariés. Quant au 70.000 salariés de BMW devront encore patienter une semaine: "*Ces primes sont négociées chaque année entre la direction et le CE central. Il n'y a pas de règles fixes même si nous avons des éléments d'orientations assez stables*", explique le porte-parole de Porsche pour les questions de personnel Lucas Küntze. Seul Audi a établi une règle précise : au-delà de la limite de 1,2 milliard d'euros, 10 % des bénéfices sont automatiquement reversés aux salariés.

Cette manne qui récompense l'engagement du personnel ne bénéficie cependant pas à tous les salariés de l'automobile, un secteur où les effectifs maison, c'est-à-dire les salariés allemands engagés en CDI, tendent à stagner. En 2011, le nombre de salariés du secteur a ainsi progressé de 701.000 à 730.000. Soit une augmentation d'environ 4,1 %, qui s'explique en grande

partie par le recours aux intérimaires qui sont aujourd'hui 50 000 à travailler dans le secteur. A l'usine BMW de Leipzig, par exemple, seuls 2800 salariés profiteront de la prime. Les 1100 intérimaires qui travaillent à leur côté ne sont pas concernés : " *Chez les grands constructeurs, la période est plutôt faste et plusieurs d'entre eux ont tout de même embauché en CDI ou prévoit de le faire*", explique Jörg Köther, porte-parole de l'IG Metall, comme Volkswagen qui a établi un record en 2011 en intégrant près de 2700 intérimaires. Cette même année, le premier constructeur européen a créé en tout 59 000 emplois... principalement à l'étranger. Les effectifs allemands du constructeur, eux, stagnent aux alentours de 95 000 (salariés et management). Ils étaient environ 115.000 il y a 15 ans.

Les primes " *miraculeuses* " ne concernent pas non plus les salariés des nombreux sous-traitants, " *mis à part Bosch et ZF , les deux plus gros, qui ont négocié des accords sur la participation aux bénéfices* ", précise M. Köther. Sur 730 000 personnes employés dans l'industrie automobile début 2012, près de 410 000 ne toucheront donc rien ou pas grand-chose. Ce sont les salariés des sous-traitants, les intérimaires mais aussi le personnel maison de constructeurs en difficulté comme Opel ou Ford Deutschland. (lexpansion.com 08.03)

Un véritable syndicat ouvrier proposerait aux ouvriers de ces usines qui vont toucher cette "prime" de la partager avec tous ceux qui n'y ont pas le droit. Etrange que les adeptes du "*partage des richesses*" n'y pensent pas, ils préfèrent que le patronat entretienne une artistocratie ouvrière, le fond de commerce des syndicats sur lequel repose le pouvoir des bureaucrates pourris, et puis, tout ce qui peut permettre de diviser les ouvriers ou de les monter les uns contre les autres est bon à prendre...

Economie

1- France

1.1- Alors qu'environ la moitié des entreprises du CAC 40 ne paye pas d'impôt sur les sociétés, selon Nathalie Kosciusko-Morizet, c'est un chiffre qui risque de faire polémique. En 2011, les entreprises qui composent l'indice CAC 40 - qui ont toutes publié leurs résultats à l'exception de celles qui ont un exercice décalé - ont dégagé 74 milliards d'euros de bénéfices nets. Leur chiffre d'affaires atteint 1324 milliards d'euros.

Malgré la crise, et en dépit du recul de leurs profits, les entreprises du CAC 40 vont verser des dividendes record cette année à leurs actionnaires au titre de 2011. Ils devraient atteindre 37,4 milliards d'euros, contre 40,2 milliards l'an passé, soit un recul de seulement 7%, d'après Les Echos. Sur l'ensemble des 40 entreprises qui composent l'indice vedette, elles sont 20 à faire progresser leurs dividendes. D'après le quotidien économique, il s'agit avant tout de ne pas envoyer "*de signal négatif au marché*", alors que le CAC 40 s'est effondré de près 20% en un an. En tête des plus gros dividendes attendus, Total, France Télécom et Sanofi.

Le trio de tête du CAC 40 ne varie pas d'une année sur l'autre. Total, qui a publié son meilleur exercice depuis 2008 (12,3 milliards d'euros de bénéfices), est en tête, suivi de BNP Paribas (6 milliards, en recul de 23%) et Sanofi (5,7 milliards, +4%). Axa (4,2 milliards, +57%) se glisse au quatrième rang, à la place de France Télécom, qui a vu ses profits baisser de 20% à 3,9 milliards. GDF Suez est cinquième (4 milliards d'euros en recul de 13%). Environ la moitié des groupes de l'indice ont vu leurs bénéfices progresser et 23 ont engrangé plus de 1 milliard de bénéfices. Parmi les plus fortes hausses: EDF (+195% à 3 milliards), Safran (+130% à 478 millions) et EADS (+87% à 1 milliard).

Le luxe semble totalement insensible au ralentissement du commerce mondial. LVMH (3 milliards d'euros de profits) et PPR (986 millions) sont toujours en croissance. Les pétroliers (Total) et parapétroliers (Technip) ont profité de la hausse des cours de l'or noir. Les groupes de communication comme Publicis et Vivendi réalisent également de bonnes performances.

Comment expliquer ces perspectives positives alors que la zone euro devrait plonger en récession, et que la croissance française devrait fortement ralentir, à 0,5% contre 1,7% en 2011? "*Les grandes entreprises du CAC 40 ne font plus l'essentiel de leur chiffre d'affaires en Europe mais dans les pays émergents*", explique l'analyste d'Aurel. Les BRICS représentent désormais souvent au moins un tiers de l'activité des géants tricolores. Ce qui explique pourquoi ils ne paient pas beaucoup d'impôts sur les bénéfices en France. (lexpansion.com 08.03)

1.2- Le déficit commercial de la France s'est dégradé en janvier, à 5,32 milliards d'euros, après 5,1 milliards en décembre, selon les données CVS/CJO publiées jeudi par les Douanes.

Les exportations FAB en données CVS/CJO sont ressorties à 36,83 milliards d'euros en janvier. Les importations se sont inscrites à 42,16 milliards d'euros.

Lee déficit au titre de 2011 est révisé à 70,1 milliards d'euros, niveau record. (Reuters 08.03)

2- Allemagne

2.1- Le constructeur allemand BMW a fait état jeudi d'une marge d'exploitation record en 2011 dans son segment automobile, même si celle-ci reste inférieure à celle de son concurrent Audi, filiale de Volkswagen.

Le segment automobile de BMW a dégagé une marge d'Ebit de 11,8% contre 8,0% un an plus tôt et 12,1% pour la marque haut de gamme de Volkswagen. (Reuters 08.03)

2.2- La Commerzbank est la deuxième banque allemande. Son cours de bourse est historiquement faible. La banque a réalisé au troisième trimestre 2011 une perte de 700 millions d'euros. Elle renferme dans ses comptes 13 milliards d'euros d'obligations de pays européens endettés. Si elle ne parvenait pas à réunir les fonds exigés par l'EBA, elle pourrait de nouveau devoir solliciter l'aide de l'Etat, déjà intervenu en 2008 pour la sauver de la faillite. Une perspective sinistre pour le directeur de la banque, Martin Blessing, qui fait tout pour libérer son établissement de la tutelle étatique et martèle depuis le début de la crise, optimiste : « *Nous y arriverons, même sans l'aide de l'Etat !* »

C'est dans ce contexte que la Commerzbank prévient ses clients qu'ils peuvent se prémunir de la faillite éventuelle de la banque en spéculant sur cette éventualité !

« Cachés au milieu d'un immense portefeuille de produits financiers, et révélés vendredi 25 novembre 2011 par le quotidien économique Handelsblatt, deux "options", baptisés des doux noms de CK5NBM et CK5NBS, viennent tout juste d'être créées par la banque pour permettre à ses clients privés de s'assurer contre toute nouvelle chute de son cours, actuellement très bas… mais aussi de parier sur son naufrage, en espérant empocher un bénéfice au passage. Le Handelsblatt note que ces instruments, comme tous les produits dérivés des grandes banques, ont été créés par des ordinateurs équipés des logiciels les plus performants, qui réagissent automatiquement aux moindres frémissements des cours. Pour ne pas distordre la concurrence, la Commerzbank traite ces titres comme n'importe quel produit dérivé adossé à une valeur de société cotée à Francfort ». (liesi 08.03)

Haut de page

Le 10 mars

CAUSERIE

La gaffe remis en place illico presto.

Affirmer que la zone euro a résolu la crise de la dette souveraine grecque parce que l'offre d'échange de titres soumise aux créanciers privés d'Athènes a été un succès serait une erreur, a déclaré vendredi le ministre allemand des Finances, Wolfgang Schäuble.

Quelques minutes auparavant, le président français, Nicolas Sarkozy, avait jugé que le problème de la crise grecque était "*réglé*" ajoutant que "*la page de la crise financière est en train de se tourner*". "*Avec Angela Merkel, nous avons travaillé jour et nuit pour trouver cette solution*", a-t-il précisé. (Reuters 09.03)

En famille. Une histoire d'amour. Nous n'en avons jamais douté !

Benoît Hamon, porte-parole du Parti socialiste, répondait aux journalistes de newsring.fr et 20minutes.fr. : «*A gauche, on aime les riches*». (20minutes.fr 09.03)

Nous, nous les détestons, preuve qu'on ne vit pas dans le même monde que monsieur Hamon. Sans rire, B. Hamon représente l'aile "*gauche*" du PS, son aile droite doit les adorer. Cela ne vous tente pas un petit front unique avec les banquiers, collectionneurs d'art et autres fripouilles du PS ? A bas le PS, pas une voix !

Le PS et ses satellites, les dirigeants des syndicats et dans une très large mesure les syndicats tout court ne seraient pas inféodés au capitalisme et aux institutions, puisqu'il faudrait s'adresser à eux et en attendre quelque chose. Qu'est-ce que cela signifie, sinon la preuve que l'on est totalement incapable de développer une politique indépendante de ces lieutenants et officiles du capital, de s'adresser aux travailleurs exclusivement sur la base de notre analyse de la situation et à partir de leurs besoins qui se situent aux antipodes de ceux qui soutiennent le régime.

Cette conception de la lutte de classe contribue à subordonner les travailleurs à ces partis et à ces dirigeants syndicaux et à alimenter les illusions que les travailleurs pourraient avoir en eux, au lieu de les aider à se positionner strictement sur leur propre terrain de classe.

Il existe un lien entre cette conception de la lutte de classe et l'état de décomposition avancée du mouvement ouvrier. S'en remettre à ces imposteurs organiquement liés au capitalisme, revient finalement à interdire aux masses exploitées d'imaginer qu'il existerait une issue politique à la crise du capitalisme, puisqu'il ne viendrait pas à l'esprit d'un travailleur de penser que le PS pourrait y être associer, encore moins qu'il pourrait en prendre l'initiative, les travailleurs ont parfaitement conscience que le PS ne rompra jamais avec le régime en place. Dès lors tout espoir disparaît, l'horizon demeure désespérément bouché. A quoi bon se mobiliser, s'organiser sans perspective politique.

En rendant incontournable le PS et ses satellites, on contribue à démoraliser un peu plus les travailleurs, on les conduit au désespoir. Mais qui est à l'origine de cette situation sinon le régime lui-même, qui à travers les médias s'emploie à présenter le PS comme une force d'opposition face au parti de l'ordre, PS qui par la suite fait acte de soumission envers le régime en invitant son auditoire à l'imiter, ainsi la boucle est bouclée.

Cette conception frauduleuse de la lutte de classe est donc le produit de la soumission ou plutôt de la capitualtion devant l'ordre établi une fois intégré les idées de la classe dominante qu'incarnent notamment le PS et les dirigeants syndicaux.

C'est comme si on disait aux travailleurs : vous êtes en présence d'un parti qui a la même politique que l'UMP ou vous être en présence d'un parti dont la politique confère à l'impuissance, qui ne peut que vous conduire dans une impasse ou pire encore, malgré tout, il vous faut absolument placer votre confiance dans ce parti car il n'existe pas d'autres alternatives, auquel on peut ajouter le non-dit suivant ou rarement exprimer aussi nettement : avec un peu de chance vous pourrez infléchir sa politique, vous pourrez en obtenir quelque chose, etc.

C'est bien cela, n'est-ce pas ? Qu'est-ce que cela signifie ? Que vous n'avez rien d'autre à attendre que l'objectif de la politique que l'on vous propose et qui a a été défini ou se borne à une hypothétique amélioration de votre sort pendant que l'essentiel de vos revendications sociales ou politiques ne seront jamais satisfaites ou un jour indéterminé, en régime capitaliste notez bien. C'est cohérent, c'est la politique réformiste subordonnée au capital opposée à la révolution et au socialisme.

A en croire certains militants la question de la Constitution et des institutions ne serait pas à l'ordre du jour, bien, pourquoi pas, mais la question de la rupture des dirigeants syndicaux avec les représentants de l'Etat et du patronat non plus, la question du financement des syndicats pas davantage, la nécessité de s'adresser aux couches du prolétariat les plus durement frappées par la crise non plus, la nécessité de subordonner notre combat à la construction du parti pas davantage, la nécessité de subordonner la tactique à la stratégie non plus, la nécessité d'élever le niveau de conscience politiques des masses par tous les moyens pas davantage, rompre avec les institutions non plus, revoir nos rapports avec le PS et ses satellites, à quoi bon, etc. etc. etc.

Bref on est en présence d'un corps tellement sclérosé, décomposé, lui aussi entré en putréfaction, qui pour survivre se rétracte sur lui-même, qui se fond tellement dans la société telle qu'elle est au point de se confondre avec elle (et ses contradictions, d'où la crise de tous les partis) qu'il est de moins en moins capable de combattre pour la changer, pour ne pas dire qu'il a abandonné cet objectif, auquel il ne croit plus, il se contente de gérer le quotidien, l'alimentaire, d'accompagner le capitalisme dans sa chute, dans l'attente du coup de grâce qui lui sera fatal, car c'est bien la fatalité qui l'a gagné également et qui le définit le mieux finalement. Je n'ai même pas évoqué le socialisme, à quoi bon, qui y pense encore franchement, honnêtement ?

Plus d'un demi-siècle de lutte de classe pour en arriver là, il est légitime qu'on se pose des questions, qu'on réclame des comptes à nos dirigeants, c'est la moindre des choses, non ?

Pourquoi se refusent-ils obstinément à aborder ces questions, d'après vous ? Serait-ce si compliqué, impossible, de renouer avec le syndicalisme révolutionnaire du début du XXe siècle, avec les enseignements du marxisme et de la révolution russe de 1917 ? A quoi a-t-il servi que l'ensemble de la population soit scolarisée, à quoi le développement des moyens d'information et de communication a-t-il servi , à quoi les acquis politiques de la classe ouvrière ont-ils servi, à quoi le temps libre dont les travailleurs disposent par rapport à jadis a-t-il servi, etc. ? A rien apparemment, certainement pas à les aider à mieux comprendre le fonctionnement de la société pour la changer, sinon cela se saurait.

Comment transformer une dette privée en dette publique.

- "*A l'heure du bilan, la potion est amère. Mais absorbable.*"

Tiens donc ! Peut-être parce que plus de 800 banques en Europe ont reçu 1 000 milliards d'euros à 1% d'intérêt de la BCE...

Mais encore.

- "*Concrètement, comment se passera cet effacement? Par le biais d'un échange d'obligations. Chaque créancier apportant 1000 euros de dette grecque à l'échange recevra, en contrepartie 20 nouvelles obligations grecques d'une valeur faciale total de 315 euros, de maturité comprise entre 11 et 30 ans, et portant un coupon moyen de 3,8% plus d'autres titres du Fonds européen de Stabilité financière.*"

Ces créanciers auront-ils vraiment perdu de l'argent à l'arrivée, nous ne disposons pas d'éléments suffisamment précis pour l'affirmer ou l'infirmer, cependant, sachant qu'ils détiennent le cordon de la bourse, on serait porté à penser qu'ils ne seront pas perdants au change, quelques indices nous permettent même de l'affirmer.

- "*La facture a déjà été payée en 2011, les banques ayant déprécié la dette grecque de plus de 70 %, comme les y avait enjoints l'Autorité de contrôle prudentiel. "Les banques ont eu le temps de se préparer, l'échange a été anticipé, note Bruno Cavalier, chef économiste chez Oddo.*"

Elles l'ont dépréciée dans leur bilan ce qui leur a permis de déclarer moins de bénéfices et donc de payer moins d'impôts, c'est déjà cela de gagner !

- "*Le secteur bancaire français s'est délesté de ses titres*."

Donc il n'a pas tout perdu loin de là !

- "*Des dizaines de milliards d'euros partis en fumée. Depuis début janvier, elles n'ont guère retrouvé que 10 % à 20 % de ces milliards dissipés.*"

Tiens donc, en à peine deux mois, les banques ont déjà retrouvées "10 % à 20 % de ces milliards" partis en fumée, d'ici la fin de l'année ce ne sera plus qu'un mauvais souvenir.

Quant aux éventuels perdants, il leur reste encore une cartouche pour se refaire.

- "*Elle a aussi incité l'ISDA, l'organisation professionnelle chargée des contrats d'assurance contre le risque de crédit (CDS, credit default swaps), à déterminer à l'unanimité qu'il s'agissait d'un "évènement de crédit" et que les investisseurs assurés pourraient donc être remboursés*."

Donc tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes ou presque car il y aura bien des cocus dans cette affaire.

A propos des CDS un internaute précise : " *Les CDS, en fait c'est : je spécule; si je gagne, je prends l'argent, si je perd, je ne paie rien. Autre formule: je me mets assureur, je fais payer une prime d'assurance aux personnes naïves qui veulent bien prendre une police d'assurance chez moi qui suis sans le premier sou. Pas de chance, un sinistre se déclare, je dis tranquillement que je n'ai pas d'argent pour payer. Pratique non? Facile d'être trader dans ces conditions, c'est pile je gagne, face tu perds.* "

Alors qui va casquer pour les banquiers ? Devinez ?

- "*Autre point positif, il modifie la structure de la dette grecque désormais détenue en majorité par des institutions publiques (FESF, BCE, FMI, Etats européens). Et il lève un risque de défaut de paiement à très court terme.*"

Réponse : c'est nous !

Et demain en cas de nouveau plongeon ?

- "*ce ne sont pas les créanciers privés, qui seraient affectés, mais les créanciers publics – Fonds monétaire international, Union européenne –, désormais ses principaux bailleurs de fonds.*"

Réponse : c'est nous !

Cette crise est-elle pour autant terminée ?

- "*L'Europe s'est acheté du temps, résume un expert. Mais l'accord ne résout pas tous les problèmes. Loin de là.*" (source : lexpansion.com et lemonde.fr 09.03)

Actualité en titres

Bruit de campagne

- Nicolas Sarkozy: ça passe ou il se casse - Liberation.fr

- Sarkozy, dirigeant européen le plus impopulaire, selon BVA - Reuters

- Le blues des militants UMP - Liberation.fr

- Paillé : « *Pas de chèque en blanc à Nicolas Sarkozy* » - Public Sénat -

- Benoît Hamon: «*A gauche, on aime les riches*» ... - 20minutes.fr

... eux aussi :

- Les communistes ne ferment pas la porte à des ministères - L'Express.fr

- 2012: le PS et le MRC de Chevènement signent un "*contrat de législature*" - AFP

... cependant la politique des riches ne fait pas recette :

- Hollande ne convainc pas les Français sur les questions économiques - L'Express.fr

Les titres les plus tarés :

- Un salarié peut-il désobéir à son patron? - L'Express.fr

- Meetings : handicapés s'abstenir -LeMonde.fr

- L'assurance-vie compatible avec l'islam arrive - 20minutes.fr

INFOS EN BREF

Politique

1- France

1.1- Pas vraiment le bienvenu

A une demi-heure du meeting de Nicolas Sarkozy à la salle des fêtes de Saint-Just-Saint-Rambert (Loire), après son passage à Yssingeaux chez les ex-Lejaby dans l'après-midi, près de 200 CRS, casqués et armés de flash-balls, ont chargé une centaine de manifestants venus accueillir avec des sifflets le candidat de la majorité. Des sympathisants d'extrême gauche, des militants CGT, des professeurs, quelques adolescents reprenant en chœur l'Internationale.«*C'est une honte*», crie un homme qui vient de recevoir plusieurs coups de matraque. «*Sarko dégage !*» reprennent les manifestants. Des images et des sons auxquels voulait pourtant échapper à tout prix l'équipe du président candidat.

Pour éviter que se reproduisent les incidents du Pays basque, la destination et l'objet du déplacement d'hier ont d'ailleurs longtemps été tenus secrets. Avant d'arriver à Yssingeaux (Haute-Loire), les ronds-points sont tenus par les CRS. L'accès à l'usine Lejaby a été coupé et le service d'ordre renforcé. (liberation.fr 09.03)

1.2- A la niche!

Le président du Parti radical, Jean-Louis Borloo, a apporté vendredi son soutien à Nicolas Sarkozy, qui peut selon lui "*évidemment gagner*" l'élection présidentielle.

"*L'ensemble du Parti radical ne veut pas changer de coalition. La coalition c'est un partenariat avec l'UMP. On est sorti de l'UMP, mais pour autant en partenariat avec l'UMP, je crois que c'est assez clair*", a-t-il dit. (Reuters 09.03)

2- Bahreïn

Bahreïn a été le théâtre, vendredi, d'une grande manifestation pour la démocratie, la plus importante selon des témoins depuis le début du mouvement en faveur de réformes politiques il y a un an.

"*Nous sommes ici pour défendre nos justes revendications sur lesquelles nous ne pouvons pas transiger et pour lesquelles nous sommes prêts à nous sacrifier*", a lancé le cheikh avant la marche lors de son prêche hebdomadaire dans la localité chiite de Diraz.

"*Il s'agit de la plus grande manifestation de l'année qui vient de s'écouler. Je dirais qu'il pourrait y avoir plus de 100.000 personnes*", a estimé un photographe de Reuters.

Selon des militants, des policiers en tenue antiémeute ont bloqué la route menant à la capitale et fait usage de grenades lacrymogènes. Le ministère de l'Intérieur a affirmé que des manifestants avaient lancé des pierres sur les forces de l'ordre.

Les heurts ont duré plus d'une heure. Des opposants ont également fait état d'affrontements dans le quartier de Makharka et dans le village d'Eker, au sud-est de Manama.

Mais le gros du défilé s'est dispersé dans le calme et les dizaines de milliers de manifestants sont rentrés chez eux.

Le gouvernement bahreïni, invité par ses alliés occidentaux à "*lâcher du lest*" en autorisant des manifestations pacifiques, a donné son accord à plus de protestations de l'opposition ces derniers mois.

Vendredi, le palais s'est ainsi réjoui de l'existence d'une petite manifestation réunissant quelques centaines de partisans du gouvernement, signe, selon lui, de maturité politique et "*modèle de comportement démocratique*".

La famille régnante bahreïnie a écrasé les premières manifestations prodémocratiques de février 2011 en faisant appel à des contingents saoudien et émirati.

Bahreïn abrite le port d'attache de la Ve flotte américaine du Golfe. (Reuters 09.03)

3- Libye

Des milliers de personnes ont manifesté vendredi après la grande prière dans les deux plus grandes villes de Libye, Tripoli et Benghazi, pour dénoncer les projets d'autonomie de la Cyrénaïque, province de l'est du pays où se trouve l'essentiel des réserves de pétrole.

Pour les manifestants, cette autonomie serait le prélude à une partition du pays.

A Benghazi, capitale de la Cyrénaïque d'où est parti l'an dernier le soulèvement contre Mouammar Kadhafi, des élus ont annoncé mardi dernier la création d'un "*conseil provincial*" chargé d'administrer les affaires de la région, délaissée selon eux pendant les plus de quarante ans de règne du "*guide*" défunt.

"*Nous voulons un seul pays, c'est pour cela que nous nous sommes battus (...) Nous nous mobilisons tous pour dire 'non' au fédéralisme*", a déclaré Taha, 18 ans, dans la foule des 5.000 manifestants rassemblés place des Martyrs à Tripoli.

A Benghazi, sur la place Tahrir, entre 3.000 et 4.000 personnes ont également dénoncé les projets d'autonomie, qui visent à revenir à la Constitution des années 1950, quand le pays était divisé en trois provinces quasi autonomes - la Tripolitaine, la Cyrénaïque et le Fezzan.

Peu auparavant, lors de la grande prière, un orateur avait appelé la population à s'opposer aux idées fédéralistes. "*Nous devons faire en sorte que la Libye reste un seul pays, une seule famille*", avait lancé le religieux. "*Sinon ce sera la partition, le retour en arrière*."

"*Nous sommes contre l'idée d'un système fédéral et nous sommes prêts à donner nos vies pour défendre l'unité de la Libye*", a assuré à Reuters Hakim Abdoulrahman Hamad, maire de la ville de Tobrouk, à l'est de Benghazi. "*Oui à la liberté, non à la partition. Le choix du type de gouvernement doit être laissé au Parlement, par des voies démocratiques.*"

Dès mardi soir, le président du Conseil national de transition (CNT) au pouvoir en Libye, Moustapha Abdeljalil, a estimé que la déclaration d'autonomie des élus de Cyrénaïque risquait d'être fatale à l'unité du pays. (Reuters 09.03)

Social

1- France

Le report de l'âge légal de départ à la retraite votée en 2010, qui repousse de 60 à 62 ans l'âge légal de départ à la retraite, a permis une économie de 258 millions d'euros pour le régime général en 2011.

Cela a permis un ralentissement des dépenses en volume des pensions de retraite de droit propre versées en 2011 (+3,1% après +4,7% en 2010). Pour les droits dérivés (majoration et pensions de réversion), la dépense de 2011 s'établit à 9,1 milliards d'euros (+3,7% par rapport à 2010). Au total, les dépenses en prestations du régime général (droits propres, droits dérivés et minimum vieillesse) se sont élevées à 97,8 milliards d'euros l'an passé, en hausse de 4,7% sur un an.

Cette évolution est due au nombre plus important d'effectifs à la retraite - 761 941 personnes sont parties à la retraite en 2011, portant le nombre de retraités en France à 13,1 millions (lexpansion.com 09.03)

2- Italie

Des milliers de membres du syndicat de métallos Fiom-CGIL manifestaient vendredi à Rome dans le cadre d'une journée de grève pour défendre les règles en matière de licenciement que le gouvernement pourrait modifier et pour protester contre le groupe automobile Fiat.

Cette manifestation nationale, qui se tient dans le cadre d'une journée de grève, a pour but de "*reconquérir le contrat de travail à partir de Fiat*" et de défendre "*l'emploi, les droits et l'article 18*" du Statut des travailleurs qui réglemente les licenciements.

Le gouvernement de Mario Monti, qui veut rendre le marché du travail plus flexible dans le cadre d'une réforme actuellement en discussion avec les partenaires sociaux, n'exclut pas de modifier cet article afin de faciliter les licenciements pour encourager les entreprises à embaucher.

"*Ce n'est pas en facilitant les licenciements que l'on résout le problème*", a rétorqué le secrétaire général de la Fiom, Maurizio Landini, au début de la manifestation.

M. Landini s'en est pris par ailleurs à Fiat, autre motif de cette journée de grève, en dénonçant "*l'attitude autoritaire*" de son directeur général, Sergio Marchionne.

En conflit ouvert avec Fiat, la Fiom a refusé de signer le nouveau contrat de travail du groupe, inspiré des accords durcissant les conditions de travail en échange d'investissements approuvés par référendum dans certains usines du groupe en 2010 et 2011.

La Fiom a par ailleurs invité dans son cortège des représentants des No-Tav (non au train à grande vitesse), les opposants au TGV Lyon-Turin dont les manifestations ont dégénéré en affrontements avec les forces de l'ordre la semaine dernière.

En raison de cette invitation, le Parti Démocrate, principale force d'opposition de gauche qui est favorable à cette ligne ferroviaire, a refusé de participer à la manifestation. (AFP 09.03)

3- Espagne

Les deux principaux syndicats espagnols, UGT et CCOO, ont annoncé vendredi une grève générale le 29 mars pour protester "*contre la réforme du travail et en défense des services publics*", qui se tiendra à la veille de la présentation du budget 2012 marqué par l'austérité.

Les syndicats dénoncent "*la décision unilatérale*" du gouvernement conservateur "*de mettre en oeuvre une réforme du travail et un nouvel et dur effort budgétaire*", indique CCOO dans un communiqué.

En approuvant la grève, vendredi, le syndicat a en outre annoncé sa "*volonté de maintenir la pression sociale et des travailleurs après cette date pour modifier profondément la réforme si le gouvernement ne la rectifie pas et ne consent pas à négocier*".

Les grèves générales sont rares en Espagne, où seules cinq ont été convoquées depuis le retour des libertés syndicales en 1977.

Contre la nouvelle réforme du travail, des centaines de milliers de manifestants, agitant des drapeaux rouges, avaient déjà défilé le 19 février dans les villes d'Espagne. Une nouvelle journée de mobilisation est prévue ce dimanche, avec des manifestations annoncées dans tout le pays. (Lexpansion.com 09.03)

Economie

Grèce

Alors que la Grèce commence tout juste à respirer au lendemain du succès de la restructuration de sa dette, une enquête publiée mardi par Bloomberg lève le voile sur un épisode crucial du naufrage grec.

Ces révélations ont été rendues possibles par les premiers témoignages publics de deux personnages-clés de la transaction qui a permis à la Grèce dissimuler à ses partenaires européens l'ampleur de son endettement: Christoforos Sardelis, responsable du bureau de gestion de la dette à Athènes entre 1999 et 2004, et Spyros Papanicolaou, son successeur de 2005-2010.

Au cœur de l'engrenage: un accord de «swap» conclu avec la banque d'affaires Goldman Sachs en juin 2001. En pratique, l'opération consistait à échanger la dette contractée par la Grèce en dollars et en yens, contre un prêt en euros auprès de Goldman Sachs. Un échange réalisé en utilisant un taux de change «fictif, historique», explique les auteurs de l'enquête.

Cela avait pour effet mécanique de «*faire disparaître environ 2% de la dette grecque de ses comptes nationaux*», expliquent-ils. Et pour rembourser les 2,8 milliards d'euros empruntés à la banque, la Grèce a conclu un autre contrat de swap. Un montage de produits dérivés d'une complexité extrême dont les responsables grecs n'étaient pas capables de mesurer les dangers, de leur aveu même. En quatre ans, la dette ainsi contractée par la Grèce auprès de Goldman Sachs allait bondir de 2,8 milliards à 5,1 milliards d'euros.

Mais pour la banque, l'affaire a été plus que juteuse: selon Spyros Papanicolaou, «*le jour de la conclusion de l'accord en 2001, le gouvernement devait à la banque environ 600 millions de d'euros de plus que les 28 milliards qu'il avait empruntés*».

Contactés par les deux journalistes, Goldman Sachs a refusé de confirmer ce montant. «Les swaps étaient l'une des techniques utilisées par bon nombre de gouvernements européens pour respecter les critères du traité de Maastricht», a répondu Fiona Laffan, porte-parole à Londres. (20minutes.fr 09.03)

Haut de page

Le 11 mars

CAUSERIE

C'est dimanche, détendons-nous un instant.

Bianchon à Rastignac (H. de Balzac - Scènes de la vie privée.) : "*La femme à la mode n'est pas une femme : elle n'est ni mère, ni épouse, ni amante ; elle est un sexe dans le cerveau, médicalement parlant*", nécessaire à l'équilibre mental de l'homme esclave de sa nature hormonale à l'état brut.

Qu'est-ce un homme à la mode pour une femme, sinon la proie de son fantasme à domestiquer un animal sauvage dominé par un sentiment de supériorité, qu'elle s'emploiera à rabaisser avant de le jeter sur un coup de tête une fois rendu à l'état de carpette.

Il n'y a pas qu'en politique que se rabaisser sans cesse conduit à un avilissement total. L'homme comme la femme est faible, imparfait, ignorant et passe son temps à se faire passer pour ce qu'il n'est pas à ses propres yeux et aux yeux des autres pour mieux le faire oublier. On pourrait en dire autant de la réalité qu'on est conduit à fuir à défaut d'avoir le courage ou les moyens de la regarder en face. Il en ressort dans les deux cas qu'on n'y comprend plus rien et que la distance s'accroît entre eux au point de devenir étrangers l'un à l'autre, la rupture est proche ou consommée.

A propos du site

En février, le site a reçu 2 880 visites, soit 99,31 visites par jour, et vous avez téléchargé 3 555 documents. J'ai rectifié quelques liens erronés.

Quand le NPA réclame d'être associé à la rédaction d'un nouveau traité européen. Non merci, ce sera sans nous !

Le NPA rend compte dans son portail national d'une campagne engagée contre le TSCG mais pas contre le MES.

Il titre un article (du 2 mars) : *Europe : pas sans nous ! Appel des 200 pour un référendum sur le nouveau Traité européen*, puis en dessous figure ce qui est peut-être une affiche où l'on peut lire ceci : *Traité européen, pas sans nous, nous voulons un référendum*. Traité européen, avec vous ? On vous le laisse volontiers !

Question : Devrait-on imaginer un instant que les tenants de l'Union européenne pourraient concocter autre chose qu'un traité au contenu réactionnaire, qui ne serait pas tourné contre les intérêts des travailleurs ? Soudainement, la machine de guerre conçue spécialement pour s'attaquer à tous nos droits pourrait se transformer en son contraire par la grâce des urnes.

A travers cet appel le NPA réclame d'être associé à la rédaction des traités européens sans exiger l'abrogation de tous les traités signés depuis 1950, autrement dit il légitime l'UE, et comme l'existence de l'UE est du ressort des institutions dont les parlements nationaux réactionnaires, il leur apporte également son soutien mais pas n'importe comment.

"*Les gouvernants qui entendent limiter aux parlements la ratification du traité manifestent leur mépris des exigences démocratiques. Ils se font les complices de la remise en cause du principe démocratique fondamental: la souveraineté du peuple.*"

Il ne remet pas en cause la ratification du traité par le Parlement, il lui reconnaît la légitimité à se prononcer sur cette question, alors qu'il est dominé par des partis favorables à ce traité, ce qui revient à soutenir ce traité, traité dont le NPA n'exige pas l'abrogation, cela ne figure nulle part dans cet appel, il veut étendre la ratification de ce traité au-delà du Parlement à la population en âge de voter, pour maquiller sa capitulation, non content que le Parlement soit seul associé à ce traité avec le chef de l'Etat, il lui manque une caution plus populaire, un référendum qui serait organisé de telle sorte qu'il légitimerait l'UE.

"*Plusieurs traités européens ont déjà dépossédé les citoyens de la possibilité de choisir les orientations de l'Union européenne*."

Parce qu'il s'agirait de peser sur "*les orientations de l'Union européenne*" au lieu de ne lui reconnaître aucune légitimité et de la combattre à mort. De la même manière, si le Parlement est incapable d'exprimer "*la souveraineté du peuple*", il faudrait peut-être orienter le combat politique contre les institutions de la Ve République qui n'ont rien de démocratique puisqu'elles servent d'antichambre à la dictature du capital, vous n'y pensez pas !

Vous aurez compris que les signataires de cet appel militent contre un mauvais traité en faveur d'un bon traité européen dans le cadre de l'Union européenne, incapables qu'ils sont de couper le fil à la patte qui les relie au capital, à l'UE, à la Ve République.

Rappelons que le référendum n'a jamais fait partie des moyens dont disposait le mouvement ouvrier pour mener son combat contre son ennemi de classe. Le référendum a pour fonction de plébisciter celui qui l'organise, l'institution qu'il représente ou la politique dont il est le porte-parole pour le compte de la classe qui détient le pouvoir, et s'il arrive qu'il se retourne contre son initiateur, il dispose toujours du choix de tenir compte ou non du résultat de cette consultation, ce qu'a confirmé Sarkozy en piétinant le résultat du référendum de 2005 sur le TCE.

De plus, un référendum étant organisé par le parti de l'ordre qui dispose des médias aux ordres pour relayer sa propagande, quel qu'en soit le résultat, la différence de pourcentage dans un sens ou dans un autre étant insignifiante ou se comptant (généralement) sur les doigts d'une seule main, l'interprétation du résultat d'un référendum prêtera toujours à des discussions et des contreverses sans fin, à des réserves sur sa signification ou sa portée, de telle sorte que la classe ouvrière ne pourra jamais s'en saisir pour se mobiliser, pour le prouver on peut citer tous les référendums qui ont eu lieu sous la Ve République.

Le référendum est la négation de l'appel à la mobilisation dans l'unité des exploités avec leurs partis et organisations, c'est l'antithèse de la lutte de classe indépendante des masses laborieuses, à laquelle on substitue un outil propre au parlementarisme bourgeois.

Pourquoi tous les partis (et personnalités) qui ont signé cet appel n'appellent-ils pas dans l'unité à une manifestation nationale à Paris pour exiger le retrait sans condition de ces deux traités et le rejet de la politique d'austérité mise en oeuvre par le gouvernement avec la complicité du PS ?

Actualité en titres

Ingratitude.

- Sarkozy accusé de xénophobie par le magazine américain Time - Slate.fr

- T'as vu que Sarkozy va mourir? - Liberation.fr

J'ai comme l'impression qu'il va se retrouver bien seul au lendemain de sa défaite en mai prochain...

INFOS EN BREF

Politique

France

Le Parti radical a décidé samedi à l'issue d'un congrès houleux à huis clos de soutenir Nicolas Sarkozy, un soutien "*de principe*" et "*vigilant*" arraché par Jean-Louis Borloo qui, coup dur pour le président-candidat, n'ira toutefois pas au meeting de Villepinte dimanche.

La résolution a été approuvée à 76%. Les résultats précis du vote n'ont pas été communiqués à la presse. Une certaine partie des délégués ont refusé de participer au scrutin.

"*Vous admettez qu'il a bien rattrapé le coup, le chef. Ce matin, c'était pas gagné, c'était vraiment houleux. Il y avait bien un tiers de TSS +Tout sauf Sarkozy+ au fond de la salle dans la matinée*", a confié à la presse un cadre du parti. (AFP 10.03)

Economie

Chine

La Chine a enregistré en février son plus important déficit commercial en plus d'une décennie, de 31,48 milliards de dollars, à cause d'un bond des importations, notamment de pétrole, selon les chiffres rapportés samedi par les douanes chinoises.

Les importations ont bondi de 39,6% sur un an à 145,96 milliards de dollars, tandis que les exportations ont augmenté de 18,4% à 114,47 milliards de USD, ont détaillé les douanes sur leur site internet.

Le niveau élevé des importations est notamment dû aux importations de pétrole, qui ont atteint le mois dernier le volume record de 23,64 millions de tonnes, pour un montant de 19,47 milliards de dollars.

Les importations de cuivre ont presque doublé sur un an en février et celles de minerai de fer ont progressé de 34%.

Les chiffres du commerce extérieur chinois sont surveillés de près par les Etats-Unis, qui ont enregistré en 2011 un déficit commercial record avec Pékin, approchant les 300 milliards de dollars.

Sur la période janvier-février, la Chine a accru ses échanges commerciaux avec la Russie de 31,9% à 13,51 milliards de dollars, tandis que ceux avec le Brésil ont augmenté de 10,6% à 11,54 milliards de dollars, reflétant un commerce croissant entre pays émergents.

Le premier partenaire commercial de la Chine reste l'Union européenne, avec 79,8 milliards d'échanges sur les deux premiers mois de l'année (+4,7%), devant les Etats-Unis avec 66,05 milliards de USD (+9,2%), les dix pays de l'ASEAN avec 51,84 mds de dollars (+9,1%) et le Japon avec 49,07 mds de dollars (+0,5%). (AFP 10.03)

Haut de page

Haut de page

Le 12 mars

CAUSERIE

Inde. Un coup de fil ce matin pour nous annoncer qu'un des oncles de mon épouse s'est fait écrasé ce matin sur la route non loin de chez lui, il est mort en arrivant à l'hôpital, au mouroir quoi. Un des frères de Magueswary est mort en moto il y a trois ans, un autre a failli y passer il y a deux semaines, l'Inde se développe, les pauvres sont moins pauvres, patati patata, quel bonheur !

Je vous invite à lire un article (19 pages) qui fait le point sur la Grèce, un extrait d'un livre de Peter Mertens, président du PTB (Parti du Travail de Belgique) : *En Grèce, deux mondes entrent en collision*.

Sauvons en premier le capitalisme, le reste suivra...

Qu'est-ce que signifie : "*nos sociétés ont d'abord besoin de croissance pour régler la crise des dettes souveraines*" (atlantico.fr) ?

Les "*dettes souveraines*" des Etats sont celles du secteur privé, des banquiers et des capitalistes, qu'ils sont parvenus légalement par la voie législative (institutionnelle, constitutionnelle) à basculer sur les comptes des Etats pour en faire une dette publique. Les privilégiés se sont délestés de leurs dettes avec la complicité des Etats, des partis institutionnels censés représenter les intérêts des travailleurs, ainsi que la totalité des dirigeants syndicaux qui sont unanimement opposés au renversement du capitalisme.

L'Etat a donc socialisé les dettes des nantis et privatisé les gigantesques profits que les mêmes nantis pourraient en tirer, puisque ce sont eux qui fixaient le montant des intérêts que l'Etat leur verserait en échange du financement de cette dette. Dans cette histoire les gangsters de la finance auront donc perçu le beurre et l'argent du beurre.

Parvenus à cette étape, l'Etat et les entreprises du secteur marchand qui ne peuvent survivre qu'à partir du moment où leurs recettes sont supérieures à leurs dépenses, face à des dépenses exponentielles et à une concurrence féroce sur le marché mondial, l'Etat incapable d'augmenter ses recettes parce qu'il se refuse à taxer davantage le capital doit sabrer dans ses dépenses, principalement dans ses budgets sociaux, tandis que les capitalistes doivent réduire le coût du travail en réduisant la masse salariale ou en l'adaptant à leurs carnets de commandes(chômage partiel, suppression de postes, licenciements, exonérations de cotisations sociales, stagiaires et apprentis, etc.), en augmentant la durée du travail, en introduisant une plus grande flexibilité des conditions de travail, de façon à dégager un maximum de profit et demeurer compétitif sur le marché mondial, conditions indispensables à remplir pour ne pas disparaître à terme.

Revenons à notre question du début : "*nos sociétés ont d'abord besoin de croissance pour régler la crise des dettes souveraines*". Nous avons vu qu'ils comptaient faire payer aux travailleurs ces "*dettes souveraines*" qui ne sont pas les leurs. Quand ils parlent de croissance, ils entendent le PIB qui ne peut s'élever qu'à condition de préserver, puis de conquérir de nouveaux marchés ou escompter que les marchés qui leur sont déjà acquis se développent sans cesse, principalement le marché intérieur de chaque pays ou ce qu'on appelle la consommation.

Dans le premier cas, c'est quasiment impossible du fait du manque de compétitivité des entreprises faces à des concurrents pratiquant des coûts du travail extrêmement bas, et dans le second, du fait des politiques d'austérité mise en oeuvre et du chômage de masse qui réduisent le niveau de vie de millions de travailleurs, leur capacité de consommer comme avant étant entamée, déjà réduite, les recettes de l'Etat (impôts directs et indirects) ne peuvent que stagner ou diminuer, ce qui ne sera pas forcément perceptique au premier coup d'oeil du fait de jeux comptables complexes qui tendent à le masquer.

Cette question avait ceci d'incongruë, que la politique mise en oeuvre par les représentants de l'Etat conduit à un affaiblissement de la croissance, donc à l'impossibilité à terme à faire face à cette dette qu'il a intégrée dans ces comptes pour justifier sa politique d'austérité tournée contre les travailleurs.

En réalité, ce que voulait dire l'auteur de cette question, un économiste inféodé au système capitalisme, c'est que pour que l'Etat soit en mesure de régler cette dette, il ne fallait pas augmenter les salaires de façon à ce que les travailleurs consomment davantage, donc au passage paient plus d'impôts, qui en allant dans les caisses de l'Etat lui permettrait de faire face à cette dette, en mettant l'accent sur la croissance, à l'inverse l'auteur de cet article à signifier que la déréglementation du droit du travail devait être poussée encore plus loin, afin que les entreprises bénéficient de conditions comparables à celles de leurs concurrents de manière à leur prendre des parts de marché ou se trouver en position d'emporter de nouveaux marchés là où ils se développent, dans les pays dits émergents principalement.

Mettre en relation ou établir un rapport de cause à effet entre la croissance et la dette de l'Etat conduit infailliblement à se positionner sur le terrain de classe des capitalistes. Pourquoi ? C'est simple à comprendre. Parce qu'il s'agisse de la croissance ou de la dette de l'Etat, dans les deux cas ce sont des questions qui relèvent de la nature du système économique en vigueur et de la nature de l'Etat, dont les rapports dans les deux cas sont favorables à la classe des capitalistes qui détient le pouvoir.

J'ai lu des articles intéressants où leurs auteurs polémiques sur la question de savoir s'il faudrait sortir ou non de l'euro, rompre ou non avec l'Union européenne, quand, comment ou de quelle manière, etc. S'agissant de staliniens ou de néo staliniens, j'ai examiné comment ils s'y prenaient pour se présenter comme de véritables "*anticapitalistes*" face à la direction du PCF ou aux rédacteurs de L'Humanité.

Ce n'est un secret pour personne que la direction du PCF et L'Humanité sont favorables à l'euro, à l'UE, bref qu'ils soutiennent le régime. Leurs détracteurs procèdent par abstractions successives. Ils traitent à part de la question de l'euro, puis ils passent à celle de l'Union européenne, puis à celle de la BCE, etc. et quand il leur arrive de réaliser un lien entre ces questions, on serait tenté de penser que leur analyse est correcte, complète, donc qu'on peut y adhérer, grave erreur, elles peuvent être effectivement pertinentes et ils ne sont pas les seuls dans ce cas-là, des économistes bourgeois nous livrent aussi des analyses fortes intéressantes, à ceci près qu'il y manque toujours quelque chose pour traduire ces questions en termes d'objectifs politiques.

A les entendre, ce sont des anticapitalistes convaincus, cependant ils se refusent systématiquement à établir le lien qui existe entre le fonctionnement du capitalisme qu'ils dénoncent et les institutions politiques qui servent à fixer le cadre juridique et légal dans lequel les rapports sociaux d'exploitation existent et qui servent à légitimer le système capitalisme.

La bourgeoisie a réalisé sa révolution sociale et politique en 1789, afin que le mode de production capitalistes qui existait déjà à l'état embryonnaire bénéficie d'un cadre jurique et légal qui lui permettrait de garantir le développement des forces productives une fois débarrassé du fatras de l'Ancien Régime qui constituait des obstacles sur cette voie...

A travers les questions de la croissance et de la dette, de l'euro, de l'Union européenne, de la crise du capitalisme, etc. c'est directement la question du mode de production et des forces productives qui est posée, qui les possèdent, qui les accaparent, de quel droit, pour en faire quoi, tant de richesses entre quelques mains, tandis que la pauvreté et la précarité ne cessent de s'étendre dans tous les pays à l'échelle de l'humanité, cette situation ne pose-t-elle pas la question de la légitimité de se débarrasser de ce fatras réactionnaire qui constitue un obstacle à la satisfaction des besoins et aspirations de l'ensemble des exploités de la planète ?

Absolument personne ne veut relier la situation économique et sociale actuelle à la question de l'Etat, des institutions, de la Constitution de la Ve République. Alors de là à poser la question des conditions et des moyens pour se débarrasser de l'Etat, la mobilisation révolutionnaire des masses, leur organisation et la construction du parti, cela ne leur viendrait même pas à l'esprit. Quant à nous, si nous relions ensemble toutes ces questions, c'est dans la perspective du socialisme à l'échelle mondiale, de la révolution permanente.

En guise d'épilogue.

A propos du parti.

Extrait des *Statuts de la Ligue des communistes*, juin 1847 : Article 1 — Le but de la Ligue est le renversement de la bourgeoisie, la domination du prolétariat, l'abolition de la vieille société bourgeoise, fondée sur les antagonismes de classe, et l'instauration d'une société nouvelle, sans classes et sans propriété privée.

Extrait des statuts du Parti socialiste révolutionnaire, 2012 ou plus tard : Article 1 — Le but du Parti socialiste révolutionnaire est le renversement des capitalistes, la domination du prolétariat, l'abolition de la vieille société bourgeoise, fondée sur les antagonismes de classe, et l'instauration d'une société nouvelle, sans classes et sans propriété privée.

Existe-t-il un parti qui ait inscrit ces objectifs dans son programme ou ses statuts ? Réponse : aucun.

Ce qui est extraordinaire, c'est que Marx et Engels aient fixé ces objectifs au parti de l'avant-garde et au prolétariat international à l'époque où le capitalisme était encore dans sa phase ascendante, donc lorsque les conditions objectives pour qu'ils se réalisent étaient loin d'être réunies, et de nos jours, alors que ces conditions sont plus que mûres pour ne pas dire en train de pourrir depuis quelque temps déjà plus personne n'ose les avancer parmi ceux qui se réclament du marxisme ou du socialisme, bref, cherchez l'erreur ! Est-ce que vous saisissez où nous en sommes rendus ? On ne doit pas être très nombreux à le comprendre vraiment...

Un "*chef d'oeuvre de stupidité*" commun à la IIe Internationale en guise d'orientation politique :

- Si nous comparons toutes les forces ou classes fondamentales et les changements d'aspect apportés par la dictature, du prolétariat dans leurs rapports mutuels, nous verrons quelle incommensurable ineptie théorique, quel chef d'oeuvre de stupidité constitue la conception petite bourgeoise courante du passage au socialisme « par la démocratie » en général, conception que nous trouvons chez tous ces représentants de la IIe Internationale. Le préjugé, hérité de la bourgeoisie, du contenu absolu, en marge des classes, de la notion de « démocratie » — telle est la base de cette erreur. (*L'économie et la politique à l'époque de la dictature du prolétariat*, Lénine, 1919)

Les idées de la classe dominante ont envahi tous les partis et par conséquent ils bouffent tous au râtelier des institutions, des appareils pourris des syndicats, s'ils affectionnent la démocratie, en revanche ne leur parlez surtout pas de théorie, ils ne savent même plus ce que cela signifie.

Vous êtes assez riches pour payer l'ISF, et bien restez-le, et si vous êtes pauvres, restez-le aussi !

François Hollande, candidat PS à la présidentielle, a affirmé dimanche "*je n'ai rien contre les riches*" et promis que le mécanisme qui permet de payer moins d'ISF en investissant dans les PME sera "*conservé*".

"*Ceux-là qui ont un patrimoine peuvent effectivement payer de l'ISF et déduire de l'ISF des investissements qu'ils pourront faire pour les PME*"

"*Ca demeurera. Tous ceux qui investiront dans l'entreprise, ça demeurera comme un avantage fiscal justifié*", a-t-il expliqué. (AFP 11.03)

Par contre, pas question d'augmenter fortement les salaires, pas question de passer le smic ou la retraite minimum à 1 700 euros nets par mois, etc. On aura compris que les besoins des nantis sont légitimes et donc il faut les satisfaire, tandis que ceux des exploités ne le sont pas et ne doivent pas l'être, ne peuvent pas l'être, crise oblige, compétitivité des entreprises oblige, l'oeil des marchés oblige, bref, tout est dans l'ordre des choses quand on représente les intérêts du capital contre le travail.

Hollande est le candidat des riches, il le revendique, qu'il le reste, il n'aura pas nos voix ! Nous n'appellerons pas à voter pour un candidat dont le parti n'incarne pas la classe ouvrière mais la dictature du capital qu'il nous faut renverser, nous nous refusons à induire en erreur les travailleurs qui auraient raison de nous le reprocher par la suite. En cela nous demeurons fidèle au principe que nous défendons, qui consiste à affirmer qu'il n'existe aucune issue politique favorable à la classe ouvrière dans le cadre des institutions de la Ve République, c'est la raison pour laquelle nous appelons à boycotter les élections présidentielles. On aurait pu ajouter, compte tenu qu'aucun candidat n'entend lier son combat (quotidien) à la perspective du renversement du régime.

INFOS EN BREF

Politique

1- Belgique

Le gouvernement belge a décidé dimanche d'un nouveau train de mesures d'austérité de 1,82 milliard d'euros destiné à limiter le déficit budgétaire à 2,8% du PIB en 2012 et respecter ainsi ses engagements européens.

Les mesures de 1,82 milliard d'euros viennent renforcer le plan d'économies de plus de 11,3 milliards d'euros décidé fin 2011 en vue de rétablir l'équilibre budgétaire du royaume.

Elles ont été rendues nécessaires, sous la pression de la Commission européenne, après l'abaissement des prévisions officielles de croissance pour 2012, à 0,1% contre 0,8% initialement.

Ce dernier rendait difficile l'objectif de faire reculer le déficit budgétaire sous les 3% du PIB, comme le réclame la Commission, contre 3,8% en 2011.

Par précaution, le gouvernement a également ajouté dimanche un matelas de 650 millions d'euros en réserve, pour parer tout nouveau recul de la croissance.

"*La Belgique respecte ainsi ses engagements à l'égard de l'Union européenne*", a affirmé M. di Rupo, en reconnaissant que les économies n'avaient "*pas été faciles*" à trouver.

"*Le gouvernement a fait le choix de mesures justes et équilibrées. Malgré un contexte très difficile, le pouvoir d'achat des citoyens est préservé et la compétitivité des entreprises est sauvegardée*", a-t-il assuré. (AFP 12.03)

2- Suisse

Durcissement de la loi sur les manifestations à Genève, limitation de la construction de résidences secondaires et création à Zurich de box pour les prostituées: les Suisses ont voté dimanche sur plusieurs sujets, refusant aussi les 6 semaines de congés payés contre 4 actuellement.

Les Genevois se sont ainsi prononcés en faveur d'un encadrement plus strict du droit de manifester.

Ce durcissement de la loi, à l'initiative de la droite, mais attaqué par la gauche, les écologistes et de nombreuses associations, permet d'imposer une amende pouvant aller jusqu'à 100.000 francs suisses (83.000 euros), contre 10.000 francs précédemment, pour une manifestation sauvage ou qui ne se serait pas déroulée selon l'autorisation obtenue.

La loi permet aussi au canton de Genève, où siègent notamment le Conseil des droits de l'homme de l'ONU, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) et l'Organisation internationale du travail (OIT), d'interdire des manifestations dans certains lieux.

Le texte peut aussi imposer un itinéraire dans Genève, ville qui peut accueillir plusieurs fois par semaines des manifestations en particulier durant les sessions du Conseil des droits de l'homme.

La loi peut aussi imposer aux organisateurs de mettre en place leur propre service d'ordre.

En cas de débordement et même si ce n'est pas de sa faute, l'organisateur peut se voir refuser toute nouvelle autorisation pendant un à cinq ans: un "*obstacle trop important pour exercer (...) les droits démocratiques*", explique à l'AFP Tobias Schnebli, responsable du Comité unitaire NON à la loi contre les manifestations.

En ce dimanche de votations, les Suisses, très attachés à la valeur du travail, ont par ailleurs sans surprise dit non à une initiative des syndicats demandant six semaines de congés payés, contre quatre actuellement.

"*Les Suisses ont compris que cela risquait d'augmenter le taux de chômage*", assure Sabine Von Der Weid, directrice de la politique générale à la Fédération des Entreprises Romandes.

Les Suisses ont en revanche accepté, malgré la farouche opposition du gouvernement, du parlement et des cantons touristiques et alpins, l'initiative de l'écologiste Franz Weber plafonnant à 20% la part des résidences secondaires dans chaque commune.

Pour Vera Weber, vice-présidente de l'ONG Franz Weber, "*le peuple suisse a démontré qu'il voulait sauvegarder la beauté de la Suisse*", où il existe environ 500.000 résidences secondaires soit environ 12% du parc de logements total selon les statistiques officielles.

Les Suisses ont aussi accepté que les bénéfices issus des loteries et des paris sportifs soient intégralement dévolus à des buts d'utilité publique, alors que les casinos versent déjà un impôt à l'Etat qui le reverse à l'assurance-vieillesse, survivants et invalidité.

A Zurich, le peuple a aussi largement approuvé l'aménagement d'une "*place de la prostitution*", avec des box pour les voitures des prostituées en dehors du centre ville, une première en Suisse.

Par ailleurs, Appenzell Rhodes-Extérieures a aboli les forfaits fiscaux pour les riches étrangers. Lucerne les a en revanche maintenus mais a durci leurs conditions d'octroi. (AFP 12.03)

3- Syrie

3.1- La presse atlantiste et, dans une moindre mesure celle du Golfe, s'empare de la démission d'Abdo Hussamedine, présenté comme la première défection au sein du gouvernement syrien. Ce retournement marquerait la première fissure à haut niveau d'un régime qui, jusqu'ici, paraissait taillé d'une pièce.

La presse est cependant incapable de donner des détails sur cette personnalité. En effet, il ne s'agit pas d'un responsable politique, mais d'un haut-fonctionnaire des pétroles. Du coup, c'est le raisonnement sur le régime en train de se lézarder qui s'effondre.

La responsable des opérations humanitaires de l'ONU, Valérie Amos, a dénoncé les destructions à Baba Amr et s'est inquiétée du sort de ses anciens habitants. La presse internationale souligne que le quartier avait été déserté avant les combats principaux. Pourtant, elle prétendait il y a quelques jours que des milliers d'habitants y étaient enfermés sous les bombes.

En visite en Tunisie, le président turc, Abdullah Gül, a pour la première fois rejeté l'idée de toute intervention militaire de puissances occidentales. Dans le même temps, le ministre britannique des Affaires étrangères William Hague et le secrétaire US à la Défense, Léon Panetta, ont exclu tout soutien militaire direct ou indirect aux rebelles.

- Dans Le Monde, Christophe Ayad, Benjamon Barthe et Jacques Folliorou confirment la tentative de libération des journalistes français bloqués à Baba Amr, que Thierry Meyssan a raconté aux lecteurs du Réseau Voltaire, il y a une semaine déjà. Le quotidien indique que l'opération était conduite côté français par la DCRI. Il signale que l'Élysée avait donné son feu vert, mais évite d'aborder le conflit qui a surgi entre Claude Guéant et Alain Juppé. A partir de quoi, Le Monde s'arrête au milieu du chemin et ne parvient pas à élucider la sortie de Baba Amr qu'il persiste à attribuer à l'Armée « syrienne » libre.

- Dans Le Figaro, Georges Malbrunot assure que, de peur d'un coup d'État, « le pouvoir n'a pas hésité à désarmer la plupart des bataillons sunnites » (sic). C'est évidemment idiot : s'il y avait une crainte de coup d'État, le pouvoir n'humilierait pas certains bataillons pour pousser les autres à le renverser. Et il ne peut désarmer tous les sunnites sans se mettre à nu, 65 % des militaires étant de cette confession.

- De Morgen s'interroge sur la validité des informations du Réseau Voltaire relative aux 19 prisonniers de guerre français et sur l'affirmation de Thierry Meyssan selon lequel le drame de Baba Amr serait la plus vaste fiction politique depuis le 11-Septembre. Dans une colonne séparée, le journal souligne que ce n'est pas la première fois que des images choquantes seraient utilisées de manière déformée pour justifier une guerre.

- S. B. Grégoire III, patriarche gréco-melkite, défend l'armée syrienne dans un entretien au Tagesspiegel. Le prélat déplore que les Européens voient systématiquement le président el-Assad comme le « méchant », alors qu'il n'a de cesse de protéger son

peuple de bandes armées qui tuent et rançonnent. Le « printemps arabe » a encouragé des extrémistes sunnites à tenter d'accaparer le pouvoir au détriment des minorités.

- Die Presse pèse le pour et le contre en matière d'intervention militaire. En l'absence d'argument convaincant, le journal s'interroge sur le concept de « *responsabilité de protéger* ».

- Le Temps explique doctement la dérive mafieuse de la famille el-Assad. Selon le journal suisse, le général Assef Chawkat a été écarté des responsabilités tandis que Rami Makhlouf s'est approprié le pays. En réalité, le général Chawkat était le commandant en chef des dernières opérations militaires et Rami Makhlouf est administrateur et non propriétaire de sociétés d'économie mixte.

- Le Wall Street Journal revient sur la protection des arsenaux chimiques syriens. Les États-Unis et la Jordanie sont prêts à déployer des forces pour qu'ils ne tombent pas aux mais des rebelles. Nos lecteurs se souviennent que le Pentagone a déjà mis en place une surveillance spatiale et aérienne en ce sens. L'ensemble de ce dispositif montre que Washington et Tel-Aviv, qui ont tout fait pour affaiblir la Syrie, n'entendent pas pousser le bouchon plus loin.

- Le New York Times et le Washington Post attendaient beaucoup de ce vendredi de manifestation dédié à la mobilisation des Kurdes contre Damas. Mais ceux-ci sont restés de marbre.

- Dans Gulf News, l'ex-biographe officiel de Hafez el-Assad, Patrick Seale, se fait une virginité en comparant la répression de Hama (1982) et la prise de Baba Amr (2012), toutes deux fruits de la paranoïa de la dynastie.

- Sur la base d'e-mails que Wikileaks dit avoir piratés à la société Statfor, Hassan Barari assure dans Arab News que l'Iran aurait approché Washington pour envisager une opération conjointe de renversement d'el-Assad. (Réseau Voltaire 09.03)

3.2- Après la démission d'un haut fonctionnaire du ministère de l'Energie, c'est la démission en bloc et la fuite vers la Turquie d'un groupe de généraux de brigade qui retient l'attention de la presse atlantiste et du Golfe. La décomposition du régime se confirme donc. Las ! Nul n'est capable de donner les noms des généraux et aucun officier supérieur n'est arrivé en Turquie.

Une fois de plus ce tintamarre s'adresse à l'opinion publique occidentale pour la faire patienter, mais décrédibilise un peu plus ceux qui pronostiquaient la chute imminente du régime syrien, comparable à un fruit mûr.

Au plan diplomatique, la responsable des opérations humanitaires de l'ONU, Valérie Amos, a trouvé un début d'accord avec le gouvernement syrien. La Russie a annoncé qu'elle rejetait le dernier projet occidental de résolution au Conseil de sécurité, pour les mêmes motifs que précédemment. La Chine a envoyé un émissaire spécial rencontrer les différents protagonistes, ce qui a irrité Paris. L'émissaire spécial de l'ONU et de la Ligue arabe, Kofi Annan a commencé ses consultations, mais poussé par ses sponsors, le Conseil national syrien a déjà rejeté son appel à la négociation.

- Les groupes armés dispersés sur le territoire se regroupent comme prévu dans le district d'Idlib. On y ignore si leur nombre leur permettra de créer une place forte comme le fut l'Emirat islamique de Baba Amr, mais cela semble peu probable. Pour Georges Malbrunot dans Le Figaro, c'est l'occasion de disserter sur le soutien des sunnites à l'Armée « syrienne » libre et l'opposition des alaouites. Cette grille d'analyse est fausse, puisque la grande majorité des sunnites sont opposés aux extrémistes sunnistes. Cependant, elle laisse entrevoir que l'Armée « syrienne » libre est bien une organisation confessionnelle.

- Iran Daily rapporte les propos de l'ambassadeur d'Iran à Paris, Ali Ahani. Il évoque le transfert d'armes et de mercenaires en cours vers la Syrie. Des propos qu'a confirmé l'ambassadeur russe à Beyrouth, évoquant même 15 000 combattants étrangers en Syrie. La presse rapporte également que Wikileaks a divigué des e-mails censés piratés chez Startfor, faisant mention de troupes occidentales en Syrie. (Réseau Voltaire 10.03)

4- Afghanistan

Un soldat américain stationné en Afghanistan a ouvert le feu sur des civils, tuant une quinzaine de personnes, avant d'être maîtrisé et placé en détention, a-t-on appris dimanche auprès de l'état-major de la Force internationale d'assistance à la sécurité (Isaf) et des autorités afghanes.

Dans un communiqué, le ministère afghan de la Défense évoque un bilan de 15 morts et de neuf blessés. "*Le ministre de la Défense (...) est profondément choqué et attristé par la mort de 15 civils innocents (...) par les forces de la coalition*".

Le soldat est sorti en pleine nuit de sa base, dans la province de Kandahar (sud), et s'est rendu dans des villages alentour, entrant dans trois maisons, a déclaré le ministre afghan des Frontières et des Affaires tribales. Asadulah Khalid a ajouté qu'il avait fait seize morts et cinq blessés.

"*C'est un incident profondément regrettable et nos pensées vont aux familles concernées*", écrit l'Isaf dans un communiqué, ajoutant que "*les forces américaines en Afghanistan, en coopération avec les autorités afghanes, enquêteront sur cet incident*". (Reuters 12.03)

Un acte barbare, un véritable massacre de civils innocents qualifié d'"*incident*", un détail quoi, une vulgaire bavure, un dégât collatéral inévitable en temps de guerre, que vaut la vie d'un misérable Afghan, véritable graine de terroriste, à côté du combat pour la "*démocratie*", des intérêts de l'impérialisme américain... Et pendant ce temps-là, l'Etats sioniste continue tranquillement de massacrer les Palestiniens avec la bénédiction de Washington, Paris et Londres...

Commentaire d'un internaute :

- "*Vous verrez qu'il va être jugé par un tribubal militaire américain, bien au chaud en Amérique et qu'il va être déclaré non coupable parce que non responsable de ses actes qu'il a commis dans un accés de folie meurtrière!*

C'est ça le monde moderne et la démocratie...."

Social

1- France. Contre-révolution. Association capital-travail.

Des organisations syndicales, dont la CFDT et l'Unsa, et des associations ont élaboré un manifeste "*2012 Pour un pacte social*" à l'intention des candidats à l'élection présidentielle pour que la "*société civile*" puisse être "*partie prenante*" des décisions à venir.

Le manifeste a recueilli quelque 500 signatures, a annoncé dimanche le leader de la CFDT François Chérèque lors d'un forum aux côtés des autres organisations signataires (ATD Quart Monde, Confédération étudiante, Confrontations Europe, Europe et Société, France Nature Environnement, La Ligue de l'Enseignement, la Mutualité française et l'Unsa).

"*Par ce manifeste, nous voulons être partie prenante dans les choix cruciaux qui vont être faits*", disent les signataires.

"*Les défis immenses que nous avons à relever supposent un vrai renouveau démocratique. Toutes les forces de la société civile doivent s'y investir*", jugent-ils.

"*Nous voulons qu'aux côtés de la démocratie politique, ceux qui font vivre la démocratie civile et sociale soient associés à l'élaboration des lois qui nous gouvernent*", disent encore les signataires. (AFP 12.03)

Ne serait-ce pas le programme de Hollande ?

En régime capitaliste, on appelle cela le corporatisme. Comment faire pour que les travailleurs soient plus solidement enchaînés au capitalisme à l'heure où la question de sa liquidation est posée, sinon les associer à la politique antisociale mise en œuvre par les représentants de l'Etat.

Pour connaître l'objectif politique réel qui se cache derrière cette initiative, il suffit de retourner leur proposition : pour assurer la survie du capitalisme en proie à une crise qui pourrait lui être fatale, "*les forces de la société civile doivent s'y investir*" au lieu d'être tentées de rompre avec lui, elles doivent y collaborer au lieu de chercher à l'éliminer en pronant des solutions qui se situeraient au-delà du capitalisme, le capitalisme est la limite indépassable, le système économique et social idéal et éternel qu'il nous faut, il n'existe aucune alternative au capitalisme, alors au lieu de s'épuiser à chercher une recette miracle pour s'en passer, faisons avec dans la joie et la bonne humeur et crions ensemble : vive le capital et le travail, vive le Maréchal !

Question : il y en a qui vont nous accuser de favoriser la réélection de Sarkozy puisque nous refusons d'appeler à voter pour Hollande. Qu'ils se rassurent, nous l'assumons totalement.

De Hollande ou de Sarkozy, d'après vous lequel est le mieux placé pour aller le plus loin possible sans encombre ou presque dans l'association capital-travail, lequel est le plus proche des dirigeants syndicaux pourris, du milieu associatif lié au régime, lequel est le plus apte à se faire passer pour l'ami ou le président du peuple, lequel peut s'appuyer sur la majorité des intellectuels, sur une large fraction de la petite-bourgeoisie qui finalement ne voient pas plus loin que leurs propres intérêts dès lors qu'ils sont servis ? A mon avis se serait bien Hollande, non ?

Mes détracteurs répliqueront : oui mais si Sarkozy l'emportait, les travailleurs le ressentiraient comme une lourde défaite... Chez ceux qui auraient manifesté des illusions dans Hollande, les plus arriérés d'entre eux, or ce ne sont pas ceux-là que nous serions en mesure de recruter immédiatement au parti s'il existait, mais bien ceux qui étaient les plus déterminés à continuer le combat quel que soit le vainqueur de cette élection. Si la construction du parti était réellement votre objectif, vous ne m'opposeriez pas

cet argument qui témoigne de votre incapacité à vous situer dans la perspective de la prise du pouvoir... C'est cruel parfois d'affronter la réalité en face, n'est-ce pas ? Un peu de courage...

Vous ou votre parti, vos dirigeants ont un grave problème à régler, commencez par là et vous verrez que tout se décantera facilement par la suite. Une fois qu'on est sur la bonne voie, je ne dirai pas qu'il n'y a plus qu'à se laisser glisser pour aller de l'avant, disons que les choses nous apparaissent si évidentes, si simples soudainement, qu'on n'en revient pas d'être passé si longtemps à côté... L'essentiel, ce n'est pas d'avoir raison ou de se persuader qu'on a raison, c'est stupide comme attitude, c'est de faire sauter les obstacles qui nous empêche d'avancer, je parle de notre cause et non de notre petite personne dont tout le monde se fout à raison. Renouons avec le socialisme et tout ira pour le mieux...

Espagne

Des dizaines de milliers d'Espagnols ont manifesté dimanche à travers le pays contre une réforme du droit de travail facilitant les licenciements et donnant aux employeurs la possibilité de limiter les augmentations salariales.

Portant des drapeaux rouges et des pancartes avec les mots "*non aux coupes budgétaires*", "*non à la régression sociale*", criant "*nous ne paierons pas leur dette avec la santé et l'éducation*", des milliers de manifestants ont envahi le centre de Madrid.

Les syndicats, qui ont appelé à une grève générale le 29 mars, ont revendiqué un demi-million de participants dans une soixantaine de villes. La police n'a pas fourni d'estimations.

Le gouvernement conservateur compte rendre le marché du travail plus flexible en réduisant l'indemnité de licenciement de 45 à 33 jours de salaire par année de travail et en limitant les hausses de salaire indexées sur l'inflation. (Reuters 12.03)

Haut de page

Le 13 mars

CAUSERIE

Les médias se mettent en quatre pour faire remonter leur candidat.

Nicolas Sarkozy a poursuivi lundi soir sa cure médiatique sur TF1 pour l'émission «Parole de candidat».

Avant la remise à zéro des compteurs médiatiques et l'entrée en vigueur, le 20 mars, de la règle de l'égalité du temps de parole, Sarkozy va livrer cette semaine un véritable marathon. Après TF1 ce soir, le locataire de l'Elysée récidive mercredi sur Europe 1; est l'invité du Grand Journal de Canal + vendredi; convié à s'exprimer dans l'émission Capital sur M6 dimanche, avant de se rendre, lundi prochain, au 19-20 de France 3. (libération.fr 12.03)

En famille.

Le candidat du parti de l'ordre ratisse du FN au Front de gauche pour se refaire une santé ou pour brouiller les pistes. Il faut dire qu'en présence d'une multitude de promesses électorales avancées par les principaux candidats, il n'a que l'embarras du choix.

Mélenchon ne se sent plus depuis que le Bonaparte de service aurait pioché dans ses propositions... En réalité, s'agissant de "*désobéir*" à l'Union européenne, tous les Etats ont toujours conservé cette faculté intacte, contrairement à ce que les sociaux-patriotes ont voulu nous faire croire. Certes cela pourrait engendrer une crise politique au sein de l'UE, mais il n'en demeure pas moins qu'aucun Etat dans le monde n'est lié pour l'éternité par une mesure précédemment adoptée, par un traité signé ou à une institution à laquelle il a adhéré un jour.

Sarkozy n'a rien fait d'autre qu'utiliser une des prérogatives attachées à sa fonction telle qu'elle est définie par la Constitution de la Ve République.

Qui décide de signer ou non les traités internationaux, qui peut décider de retirer sa signature au bas d'un traité au cas où celui-ci le jugerait obsolète, qui d'autre sinon le président en exercice. On pourrait ajouter, qui peut décider de violer un traité sinon le chef de l'Etat, comme on a pu le constater à de nombreuses reprises au cours du XXe siècle. Contrairement à ce qu'affirment les sociaux-patriotes, la souveraineté de la nation n'est pas remise en cause par ces traités, elle est mise entre parenthèses ou placée temporairement et volontairement sous la tutelle d'une institution internationale (selon le principe de subsidiarité), ce qui est différent d'une perte totale et définitive de souveraineté qui impliquerait qu'aucun retour en arrière ne serait possible dans le

futur, auquel cas l'Etat et son représentant ne disposeraient plus d'aucun pouvoir, l'Etat s'effacerait ou disparaîtrait au profit de cette institution.

Sarkozy en faisant de l'Union européenne un bouc émissaire, n'a rien fait d'autre qu'imiter ceux qui n'ont eu de cesse depuis des décennies d'orienter leur combat contre l'Union européenne afin d'épargner le régime en place en France, au-delà tous ceux qui se refusent à s'attaquer aux institutions de la Ve République, et dont la dernière manifestation opportuniste en date consiste à appeler à voter Hollande ou à reconnaître au PS le statut de parti ouvrier, alors qu'il est le supplétif du parti de l'ordre depuis bientôt un siècle.

Extrait des deux articles de presse qui m'ont permis de réaliser cette causerie.

1- Jean-Luc Mélenchon, candidat du Front de Gauche à l'Elysée, a assuré lundi que Nicolas Sarkozy avait repris l'idée de désobéissance à l'égard de l'Europe développée par le FG.

"*Que vient de faire le président de la République ?*", a demandé l'eurodéputé sur Europe 1. "*La France vient de dire, par son président de la République, qu'il est normal, lorsqu'une décision européenne s'applique, qu'une grande nation désobéisse, si ça ne convient pas à l'idée raisonnable qu'elle se fait du bien commun*". (AFP 12.03)

Au passage, Mélenchon reconnaît à Sarkozy le mérite d'agir pour le "*bien commun*" occultant la nature du régime en place et qu'il se confond avec les intérêts des capitalistes. Chacun soutient le régime comme il peut, Mélenchon vient d'en fournir la preuve, si nécessaire.

2- Nicolas Sarkozy a proposé lundi sur TF1 que les Français qui s'exilent pour des raisons fiscales soient taxés à hauteur de ce qu'ils devraient acquitter en France s'ils conservent la nationalité française, reprenant ainsi une proposition avancée récemment par le candidat du Front de gauche Jean-Luc Mélenchon.

Alors qu'on lui faisait remarquer que Jean-Luc Mélenchon avait fait une proposition similaire, il a répondu : "*Vous lui enverrez une petite carte de ma part*". (Reuters 12.03)

N'oubliez pas de mentionner : avec les compliments du représentant du parti de l'ordre, Mélenchon en sera fier et pourra l'encadrer !

Cette proposition s'inscrit dans le cadre de la préservation du régime en place que Mélenchon n'a pas du tout l'intention de renverser. Cette déclaration de Mélenchon confirme que le FdG se pose en gestionnaire de la société capitaliste au même titre que le PS avec lequel il ne s'entend pas si mal qu'il le prétend.

Nous avons publié récemment une liste non exhaustive des privilégiés expatriés dans le paradis fiscal suisse qui possèdent des centaines de millions d'euros, des grands patrons pour la plupart. S'attaquer au capitalisme ne devrait-il pas consister à les exproprier et tout leur prendre ? Non répond Mélenchon, laissons-les libres de faire ce qu'ils veulent, de continuer à accumuler d'énormes profits sur le dos des exploités, bornons-nous à les taxer davantage et que la vie continue comme avant, telle est la véritable intention, le véritable programme du FdG.

Les camarades du groupe Bolchevik ont eu raison de préciser dans leur dernier numéro de *Révolution socialiste* que cela n'engageait à rien Mélenchon de présenter un programme en apparence radical sachant qu'il n'aura jamais les moyens de l'appliquer, tandis que dans les faits cette fois, le PG n'entend pas rompre avec le capitalisme et ses institutions politiques et soutient l'ordre établi.

Bien des militants se font avoir en ne mettant pas en rapport son programme et la manière dont il l'applique contradictoirement au quotidien. Ils procèdent par abstraction, ils ne voient que ce qu'ils veulent bien voir, seulement ce qui les intéresse à titre individuel, alors que notre combat devrait être guidé uniquement par les intérêts collectifs de notre classe.

Lutte ouvrière ne vaut guère mieux que le Front de Gauche.

Nathalie Arthaud en fait la démonstration dans un article intitulé : *L'importance du vote pour la candidate communiste*. Cet article avait en principe pour vocation de nous convaincre que sa candidature se distinguait de toutes les autres et qu'elle incarnerait le communisme.

Après avoir dressé un tableau de la situation, elle écrit "*Il est particulièrement important dans ce contexte que se fasse entendre une politique qui parte des intérêts de classe des exploités*", mais est-ce vraiment le cas, il ne suffit pas de l'affirmer pour cela soit avéré, il faut le prouver et c'est là que les choses se gâtent.

Avant d'y venir, à croire que madame Arthaud est coupée de la réalité ou qu'elle ne sait pas de quoi elle parle, elle écrit à propos

des discours de Sarkozy et Hollande : "*Leurs vocabulaires respectifs portent les marques du clivage traditionnel entre la gauche et la droite*, alors qu'Hollande répète à qui veut bien l'entendre qu'il "*aime les riches*, tandis que Sarkozy empiète sur le terrain du FdG et se présente comme le "*candidat du peuple*", dans le premier cas ce n'est pas vraiment un discours de "gauche" et dans le second un discours de droite, dans les deux cas ils sont tout simplement démagogiques...

Vient ensuite "*un certain nombre d'objectifs qu'il faudra imposer à la bourgeoisie pour préserver la classe ouvrière de la déchéance matérielle et morale*", objectifs compatibles avec la préservation du régime en place, LO adressant des gages rassurants en direction de cette même bourgeoisie sur ses réelles intentions, au final il s'agit de "*montrer que la bourgeoisie a les moyens de financer tout cela sans même se retrouver sur la paille*" quel soulagement pour nos bourgeois qui conserveront ainsi le pouvoir, non seulement ces mesures ne s'attaqueront pas aux fondements du capitalisme, mais elles seront mises en oeuvre avec la collaboration des travailleurs eux-mêmes "*imposer le contrôle des travailleurs et de la population sur les entreprises*", d'un coup de baguette magique en passant par dessus les institutions de la Ve République qui fixent (juridiquement) les rapports entre les classes, mais dites-nous c'est merveilleux, pour un peu sans tenir compte du régime en place, il serait possible de mettre en oeuvre une politique conforme aux intérêts de la classe ouvrère, le socialisme à la carte !

Retenez votre souffle, au paragraphe suivant elle tente de nous convaincre du contraire, mais sans le moindre objectif ou la moindre perspective politique, c'est impossible : "*Il est évident que de tels objectifs, qui, s'ils étaient imposés, ébranleraient dans ses fondements la dictature capitaliste sur l'économie, ne pourraient être imposés que par des luttes massives, amples, explosives et, surtout, conscientes*", le reste de son article est du baratin électoraliste qui ne nous intéresse pas ici.

Imaginez une candidate à la fonction suprême des institutions incluse dans la Constitution et qui trouve le moyen de faire un discours politique de plusieurs pages pour présenter son programme sans citer une seule fois les institutions de la Ve République, très fort. Vous me direz que tous ceux qui entendent remettre en cause le TSCG et le MES ont trouvé le moyen d'en faire autant et ne valent guère mieux.

On pourrait m'accuser de faire un mauvais procès à Nathalie Arthaud ou que je ne sache pas lire, pourquoi pas, aussi pour vérifier que j'ai lu correctement les propos de la candidate de LO, voici ce que j'ai relevé dans un autre articles intitulé : *Contre Sarkozy et les privilégiés : opposer un programme fondé sur les intérêts des exploités*.

J'ai affirmé que LO n'entendait pas s'attaquer au capitalisme encore moins aux intsitutions, vérifions-le sur le champ.

- "*Le grand patronat a largement les moyens de financer le coût du maintien de tous les emplois !*", donc le patronat demeurent aux commandes.

- "*C'est aux capitalistes de financer tout cela sur les revenus du capital et au besoin sur leurs fortunes privées*", donc les gangsters de la finance conservent leurs privilèges.

- "*il faut imposer la transparence sur les comptes des entreprises*", ce qui signifient que les travailleurs ne les contrôlent pas, qui d'autres alors les contrôlent sinon les patrons et les actionnaires.

- A l'Etat, "*Il faut lui imposer une politique de grands travaux* ", un Etat ne serait donc pas le nôtre, donc pas un Etat ouvrier...

Cela suffira avec LO, on perd vraiment son temps avec ces gens-là mais c'est nécessaire pour ouvrir les yeux de quelques militants. Ces deux articles de LO figurent dans son portail national sur Internet.

Les ONG et les altermondialistes sont organiquement liés au capitalisme mondial

Dès que les représentants du vieux monde organisent un forum ou un sommet, cette vermine organise un forum ou un sommet "*alternatif*" dans lequel ils ne manquent pas de manifester leur soumission à l'ordre mondial.

Lors du Forum mondial de l'eau ouvert lundi à Marseille, l'Onu présentera son 4e rapport sur l'eau dans le monde. Les ONG écologistes et de solidarité avec les pays pauvres se réuniront en Forum alternatif de jeudi à samedi dans la cité phocéenne. (AFP 12.03)

Quel est le lien entre les deux ? Il faut le chercher dans la composition du Conseil mondial de l'eau à l'initiative des précédents forums, qui comprend les ONG, les gouvernements et les organisations multilatérales nous précise l'AFP.

Hier soir aux infos sur TV5Monde Asie, le journaliste a dit que deux milliards d'habitants n'avaient pas accès à l'eau en 2012 dans le monde, et qu'il faudrait attendre 2020 pour régler ce problème. Voilà une question tout à fait insupportable qui ne devrait même pas exister à notre époque et qui nécessiterait un règlement immédiat et non dans des années et des années.

Les ONG vont cogérer cette situation avec les représentants des multinationales et des Etats. Cela ne vous fait-il pas penser au manifeste "*2012 Pour un pacte social*" à l'intention des candidats à l'élection présidentielle pour que la "*société civile*" puisse être "*partie prenante*" des décisions à venir (voir la causerie d'hier) ou au "*pacte social*" proposé par Hollande pour mieux associer les syndicats à la politique d'austérité qu'il entend poursuivre s'il est élu président, histoire de cadenasser le mouvement ouvrier ou le soumettre à la dictature du capital ?

Passons "***à autre chose***".

Après le massacre avant-hier par un sous-officier américain de 16 civils, dont des enfants, neufs femmes et des vieillards endormis, le commandant des forces internationales en Afghanistan, le général John Allen, a déclaré : "*Nous allons mener une enquête minutieuse, cette personne devra rendre des comptes et nous passerons à autre chose.*" (AFP 12.03)

Actualité en titres

Délinquance

- Le plus jeune fils de Sarkozy joue à lancer billes et tomate sur une policière - AFP

Bruit de campagne

- A Villepinte, l'UMP appelle sur scène des radicaux absents du meeting - Lexpress.fr

- Présidentielle: Nicolas Sarkozy, les 5 raisons d'y croire (encore) - 20minutes.fr

- Juppé pense que Sarkozy "*peut*" et "*va*" gagner la présidentielle - AFP

- Douste-Blazy: le propos de Sarkozy sur l'immigration et l'Europe "*honteux*" - AFP

- Mélenchon: désobéir à l'Europe, une idée du Front de gauche reprise par Sarkozy - AFP

- Sarkozy cible les exilés fiscaux, Mélenchon "*triomphe*" - L'Express.fr

Le régime des records infâmes.

- 66.445 détenus dans les prisons françaises au 1er mars, nouveau record - AFP

INFOS EN BREF

Social

1- France

1.1- Quand La Poste conduit ses employés au suicide.

Un cadre de La Poste en arrêt maladie a été retrouvé pendu dimanche à la plate-forme courrier de Trégunc (Finistère), dix jours après le suicide d'un autre cadre qui s'est défenestré en plein centre ville à Rennes.

Le cadre de 42 ans décédé dimanche, marié et père de deux enfants, était encadrant sur cette plate-forme de 15 salariés mais était en arrêt maladie depuis début décembre 2011, a expliqué la direction du courrier Ouest-Bretagne qui a mis en place lundi une cellule de soutien psychologique pour ses collègues.

L'homme "*postier depuis 20 ans*", était "*une personne fragile psychologiquement. Il avait déjà été arrêté en 2009, il avait des problèmes avec sa hiérarchie. Il était fragilisé, à fleur de peau*", a déclaré le secrétaire territorial du syndicat des cadres CGC Antoine Le Séguillon, joint par l'AFP.

"*Le fait qu'il soit revenu sur son lieu de travail n'est pas anodin. C'est un message qu'il a voulu envoyer à l'entreprise*", a poursuivi M. Le Séguillon en précisant que le cadre avait écrit au PDG de l'entreprise Jean-Paul Bailly en novembre pour lui faire part de ses difficultés.

"*Si vous pouviez faire en sorte que +tout ça+ débouche sur quelque chose de positif et de constructif pour l'entreprise et nos collègues...*", a écrit le cadre en détresse dans un courrier électronique envoyé dimanche en milieu d'après-midi à la CGC, dont il était membre. Dans ce "*mail un peu confus*" il n'annonçait pas son suicide, a précisé la CGC.

"*On est très touchés, on le connaissait bien (...) Il est temps que La Poste se réveille et regarde les conditions de vie, il n'y a plus d'humanité, il n'y que la productivité qui compte*", a affirmé à l'AFP le secrétaire régional CFDT pour la Bretagne René Bilien.

Le syndicaliste précise qu'il connaissait le postier depuis 15 ans et que celui-ci était "*angoissé*" à l'idée de reprendre son travail le 25 mars.

"*C'est la loi de la jungle (...) Plusieurs personnes ne sont pas pas bien dans leur boulot, en +burn out+. C'est la réalité souvent dans l'encadrement, le niveau de ce qu'on leur demande est trop haut*", a ajouté M. Bilien.

"*Le collègue Bruno connaissait le métier. Il respectait les collaborateurs et n'acceptait pas de faire subir à ses subalternes cette pression*", a déclaré Alain Le Berre, délégué CGT PTT du Finistère, devant les grilles de la plate-forme de Trégunc où travaillait le cadre.

"*Il faut toujours en faire plus tout en étant toujours moins nombreux. Le nombre de boites (aux lettres) augmente d'année en année alors que La Poste réduit les effectifs. Le facteur qui n'y arrive pas, on lui dit que c'est lui qui a un problème. Les salariés sont mis sous pression pour attreindre des objectifs de profit. Plus personne n'en veut de cette stratégie*", a-t-il ajouté. (AFP 12.03)

1.2- Grève à LaSer Cofinoga contre 433 suppressions de postes

Quelque 95% des salariés de LaSer Cofinoga à Mérignac (Gironde) étaient en grève lundi pour dénoncer l'absence de propositions de reclassement pour les 433 postes supprimés et ont reconduit leur mouvement lors d'une assemblée générale, a-t-on appris de source syndicale.

«*Nous avons bloqué les accès des parkings dès 6 heures du matin tout en laissant la possibilité aux salariés d'aller embaucher à pied*», a indiqué au nom de l'intersyndicale Jean-Luc Gayon (CGT).

Dans la matinée, une délégation de l'intersyndicale a rencontré le chef d'établissement et la direction des ressources humaines du site, a indiqué Jean-Luc Gayon, s'exprimant au nom de l'intersyndicale CFDT-CFTC-SNB-CGT-FO-Unsa-CGT.

«*Ils nous ont dit qu'ils prennent en compte nos demandes mais qu'il leur faut du temps pour apporter des réponses*», a affirmé Jean-Luc Gayon. A l'issue de cette rencontre, les salariés ont reconduit le mouvement lors d'un vote en assemblée générale.

Selon Jean-Luc Gayon, le mouvement a été suivi par 50% des 135 salariés d'un deuxième site, à Jurançon (Pyrénées-Atlantiques). (liberation.fr 12.03)

1.3- Mobilisation pour les salaires chez Alcatel-Lucent

Plusieurs centaines de salariés de l'équipementier télécoms Alcatel-Lucent se sont rassemblés lundi devant le siège du groupe à Paris pour réclamer des hausses de salaires, la direction ayant annoncé un gel pour 2012, a constaté une journaliste de l'AFP.

Ils étaient 800 selon la préfecture de police, et "*plus d'un millier*" selon les syndicats.

Une intersyndicale CFDT, CFE-CGC et CGT avait appelé à ce rassemblement et à faire grève dans les différents sites pour dénoncer une "politique salariale injuste et injustifiée" alors que le groupe fait des bénéfices.

"*Ils nous ont annoncé un gel des salaires pour 2012. On demande au moins un maintien du pouvoir d'achat avec une augmentation de 2,5%*", a expliqué Hervé Lassalle (CFDT), ajoutant que les syndicats réclamaient également des promotions et une meilleure répartition des parts variables entre les salariés.

Les salariés du groupe, qui emploie quelque 9.000 personnes en France, avaient déjà manifesté le 10 février pour les mêmes motifs.

Les syndicats font valoir qu'Alcatel-Lucent a enregistré de bons résultats en 2011, avec un bénéfice net d'un milliard d'euros. Il s'insurgent également contre le fait que les principaux dirigeants, soit une quinzaine de personnes, aient vu leur rémunération augmenter de 35% entre 2010 et 2011, passant de 23 millions d'euros à 31 millions.

"*On a un peu de mal à comprendre. Ils nous disent de nous serrer la ceinture et ils s'en mettent plein les poches*", a déclaré à

l'AFP Stéphane Dubled (CGT), appelant la direction à mesurer le niveau de "*démobilisation interne*".

"*On peut comprendre qu'il faille faire des sacrifices pour préserver l'emploi, mais il faut que la direction montre l'exemple*", a ajouté François Schmets (CFE-CGC).

Les syndicats rappellent que les salaires avaient été gelés en 2009, revalorisés de 1,8% en 2010, et gelés dans un premier temps en 2011. Après une mobilisation, les syndicats avaient alors obtenu une augmentation de 50 euros mensuels pour les non-cadres (environ 20% des effectifs). (AFP 12.03)

2- Allemagne

Et un record de plus pour Volkswagen. Le constructeur automobile allemand a annoncé lundi qu'il allait verser 17 millions d'euros de salaire à son patron Martin Winterkorn pour 2011, reflet des bénéfices inédits engrangés par son groupe. La somme "*est la plus élevée jamais touchée par un président du directoire d'une entreprise du Dax*", l'indice des trente plus grosses entreprises allemandes cotées, a commenté pour l'AFP Michaël Kramarsch, associé du cabinet spécialisé Hostettler, Kramarsch & Partner (HKP). Le précédent record était détenu par Josef Ackermann, à la tête de Deutsche Bank, qui avait touché 13,98 millions d'euros au terme de l'exercice 2007.

Hors Dax, certaines entreprises versent toutefois parfois des salaires encore supérieurs à leurs dirigeants, a ajouté M. Kramarsch. En 2007, l'ancien patron de Porsche Wendelin Wiedeking avait ainsi touché 60 millions d'euros. Chez Volkswagen, avec 17.456.206 euros versés, M. Winterkorn double quasiment son salaire par rapport à 2010 (9,33 millions d'euros), selon le rapport annuel du groupe.

Parmi les 16 entreprises du Dax ayant déjà présenté leurs résultats annuels, le salaire moyen des patrons a atteint 5,91 millions d'euros (+11% sans prendre en compte les groupes qui ont changé de patron en cours d'année).

Devenu numéro deux mondial de l'automobile, Volkswagen a enregistré en 2011 un bénéfice net d'un niveau inédit dans le secteur, de 15,4 milliards d'euros, multiplié par près de trois. (lexpansion.com 12.03)

Haut de page

Le 14 mars

CAUSERIE

J'ai ajouté une vingtaine d'articles dans différentes rubriques.

Mai 1981, mai 2012, qu'est-ce qui a changé ? Absolument rien. Quels enseignements avons-nous tiré de la lutte des classes au cours des trois dernières décennies écoulées ? Absolument aucun. Avons-nous réalisé ne serait-ce qu'un pas en avant vers notre objectif ? Absolument aucun. On ne se posera pas la question de savoir si on a une chance de vaincre, aucune dans les conditions actuelles, absolument aucune. Qui en portent la responsabilité ? Nos dirigeants, qui voulez-vous que ce soit ?

A propos de la Syrie

A ce jour aucun parti ouvrier en France n'a repris à son compte la multitude de témoignages diffusées largement dans le monde par des journalistes indépendants sur la réalité de la situation en Syrie, à savoir que les puissances impérialistes occidentales associées aux monarchies du Golfe sont à la tête d'une armée de mercenaires sanguinaires entrés illégalement en Syrie pour déstabiliser le pouvoir en place afin d'y substituer une régime à leurs bottes avant de s'attaquer à l'Iran.

Aucun parti ouvrier n'appelle au retrait de cette armée de mercenaires qui a pris en otage le peuple syrien et plus particulièrement les opposants au régime d'Assad qu'ils torturent et assassinent. Honte à tous ces partis, honte à leurs dirigeants qui sont décidément en dessous de tout ! Lisez ou relisez attentivement leurs déclarations.

Nous soutenons les travailleurs syriens engagés dans le combat politique à la fois contre le régime d'Assad et pour l'intégrité de la Syrie, opposition intervenant sur le terrain de la lutte des classes afin d'obtenir de nouveaux droits politiques ou sociaux. Il s'agit d'une guerre qui ne veut pas dire son nom. Une guerre d'agression menée par une puissante coalition impérialiste contre un Etat indépendant et souverain, plus faible ou dominé, demeuré sous-développé sur le plan économique par rapport à ces puissances impérialistes, comme tous les pays en Afrique, au Moyen et au Proche-Orient ou encore de nombreux pays en Asie.

Dans aucun de ces continents ou de ces régions le prolétariat ne s'est développé au point de pouvoir prétendre chasser du pouvoir les régimes en place et prendre le pouvoir. Dit autrement, nulle part le prolétariat (ou les forces productives) est parvenu à un niveau de développement lui permettant de s'organiser indépendamment du pouvoir de telle sorte qu'il aurait pu rivaliser avec les classes dominantes et envisager de leur ravir le pouvoir par une révolution.

Tous ces pays sont demeurés largement sous-développés sous la coupe des multinationales des différents impérialistes au XXe siècle, qui ont eu pour seuls objectifs de piller leurs richesses et surexploités leur main d'oeuvre. Et quand un prolétariat s'est développé dans ces pays, c'était uniquement dans certains secteurs d'activité bien déterminés sans couvrir l'ensemble des besoins de la population ou tournés principalement vers l'exportation, de telle sorte que ces pays sont demeurés largement dépendant des pays capitalistes dominants et de leurs institutions financières internationales qui n'ont cessé de les racketter. De plus, ce développement s'est effectué dans le cadre de régimes autoritaires et corrompus s'appuyant sur une ou des couches de la bourgeoisie nationale réprimant brutalement toute forme d'opposition, tandis que des rapports semi-féodaux perduraient, parfois accompagnés d'un vernis démocratiquement pour les rendre présentables à la face du monde. Ces pays n'étant jamais parvenus au stade de développement économique des pays capitalistes dominants, ils n'ont jamais pu se doter de rapports juridiques similaires, l'Etat (les institutions) et la nature du régime n'ont guère évolué au cours des 70 dernières années, ils n'ont jamais pu s'élever au rang de démocratie parlementaire bourgeois.

Quelque part, ces Etats reposent sur des fondements artificiels, tout comme leurs frontières, produits du partage (et du repartage) du monde et ses richesses par les différents impérialistes au cours du XXe siècle. Au-delà des deux guerres mondiales du XXe siècle, ces continents ont été confrontés à une multitude de guerres, guerres civiles ou génocides orchestrées par les puissances impérialistes qui dominent le monde, y compris la Russie et la Chine ou encore le Brésil et l'Inde. Chacun de ces pays est isolé pour affronter ces puissances au pouvoir économique et militaire monstueux. Intégrés dans le marché mondial et ne pouvant pas échapper à ce joug, ces pays sont dans l'impossibilité de se développer par eux-mêmes, encore moins prétendre rivaliser avec les puissances impérialistes.

Dans ces conditions, le salut de ces peuples repose uniquement sur la solidarité et le développement de la lutte de classe du prolétariat dans les pays dominants auquel ils doivent être associés, n'ayant rien à attendre des régimes en place dans leur pays, dont la survie repose sur leur soumission à l'un ou l'autre impérialiste, leur combat ne peut être orienté que vers le socialisme, socialisme dont il apparaît de plus en plus clairement (à ceux qui ne l'avait pas encore compris) qu'il ne verra le jour et se développera qu'à l'échelle mondiale, donc incluant tous ces pays aujourd'hui sous le joug de l'impérialisme.

Or, pour que cette solidarité avec le mouvement ouvrier syrien existe, faudrait-il encore que le mouvement ouvrier en France et dans le monde cesse d'être subordonné à sa propre bourgeoisie ou au capitalisme mondial, qu'il fasse sa propre révolution, pour qu'un lien s'établisse entre le développement de la lutte de classe en France et dans le monde avec la lutte de classe en Syrie, faudrait-il encore qu'il existe une Internationale ouvrière qui malheureusement tarde à voir le jour, le prolétariat syrien n'ayant ni la force, ni l'organisation et ni le niveau de conscience politique suffisant pour renverser Assad, face à l'agression impérialiste qui conduirait à sa dislocation si elle était menée à son terme au profit de divisions à caractère religieuse ou ethnique, le prolétariat syrien n'a pas actuellement d'autres alternatives que de faire avec le régime en place à défaut de mieux ou pour éviter le pire, sans pour autant abandonner ses revendications sociales et politiques, il peut même en profiter pour lui soutirer des concessions.

Il va s'en dire qu'il faudrait ignorer la réalité et sombrer dans le gauchisme pour exiger du prolétariat syrien qu'il pose la question du pouvoir dans le contexte actuel, au moment même où cette question fait l'objet d'une formidable manipulation de la part de ses ennemis. Quand il n'est pas possible de passer à l'offensive ou qu'on est attaqué de toutes parts, il faut savoir se replier en ordre en attendant des jours meilleurs...

On reviendra dans une prochaine causerie sur les nouveaux instruments employés par les représentants du vieux monde pour dévoyer ou manipuler la lutte de classe du prolétariat.

Corporatisme. Hollande. Les syndicats cogestionnaires des entreprises.

François Hollande a proposé mardi un "*pacte national de confiance*" entre entreprises, Etat et partenaires sociaux, autour de "*l'enjeu de compétitivité*" et souhaité "*institutionnaliser*" la présence de salariés dans les instances dirigeantes des grandes entreprises.

"*Je propose qu'il y ait un pacte national de confiance autour de l'enjeu de compétitivité (...) où figureraient l'Etat, les collectivités locales, en l'occurrence les régions, mais aussi les partenaires sociaux et même le système de financement*", a affirmé le candidat PS à la présidentielle, au colloque "*Les défis de la compétitivité*" de l'AFEP (Association française des entreprises privées) et du Monde au Carrousel du Louvre.

Pour lui, le "*constat est implacable*": la "*compétitivité des entreprises françaises n'a cessé de se dégrader*".

"*Dès lors qu'il y a la confiance - elle doit être là - entre les acteurs publics et les entreprises, il faut qu'il y ait de la confiance entre les entreprises et les partenaires sociaux*", a-t-il fait valoir.

"*Je souhaite que soit institutionnalisée la présence des salariés - ou leurs représentants - dans les instances dirigeantes des entreprises de plus de 1.000 salariés*", a-t-il dit, citant conseils d'administration, conseils de surveillance.

"*Seules 8% des entreprises du CAC 40*" le font. "*C'est trop peu*", a jugé M. Hollande.

Il propose également de "*revoir le financement de la protection sociale*", "*en concertation avec les partenaires sociaux*".

M. Hollande souhaite réduire la cotisation foncière pour les entreprises qui investiront (matériels, immobilier... soit une "*aide de 2,5 MDS pour l'industrie*"). "*Chaque fois qu'une entreprise investira, elle aura une baisse de la cotisation foncière*", a-t-il affirmé. Cette mesure sera "*ouverte à toutes les entreprises quelle que soit leur taille*". (AFP 13.03)

Syrie. Contre-révolution. Des intellectuels instruments de l'impérialisme occidental.

Dans le texte diffusé dans le Financial Times et publié mardi 13 mars dans Le Figaro, ces personnalités de plus de vingt-sept nationalités estiment que "*les divisions au sein de la communauté internationale ont donné au gouvernement d'Assad un permis de tuer*" et demandent que "*ce permis lui soit maintenant retiré*".

L'appel coïncide avec la réunion des ministres des affaires étrangères au Conseil de sécurité lundi, à New York, sur "*les leçons du Printemps arabe*", qui devait évoquer la Syrie.

L'appel est signé par les anciens présidents brésilien Fernando Henrique Cardoso et sud-africain Frederik de Klerk, par David Miliband, ancien ministre des affaires étrangères britannique, par Richard von Weizsäcker, ancien président de la République Fédérale d'Allemagne, par l'ancien ministre de la justice français Robert Badinter et par les deux Prix Nobel de la paix Shirin Ebadi et la Libérienne Leymah Gbowee.

"*Cette horreur doit cesser, s'est indignée l'Iranienne Shirin Ebadi, dans le communiqué. La réunion des ministres des affaires étrangères aujourd'hui à New York doit sortir le Conseil de sécurité de sa léthargie, l'unifier derrière la Ligue arabe et passer une résolution par consensus.*" (lemonde.fr 13.03)

Actualité en titres

Sarcophage

- Le Wall Street Journal appelle Sarkozy '*Nicolas Le Pen*' - LeMonde.fr

- Un ancien Premier ministre belge compare Sarkozy à Le Pen - L'Express.fr

- Nicolas Sarkozy, le Mitt Romney français - Slate.fr

- Buisson en est certain: Hollande va perdre la présidentielle - L'Express.fr

INFOS EN BREF

Politique

1- Syrie

Les efforts diplomatiques de l'envoyé spécial de l'ONU et de la Ligue arabe Kofi Annan d'une part, du ministre russe des Affaires étrangères Sergey Lavrov d'autre part, se heurtent à une mauvaise foi évidente du Qatar, de la France et de leurs protégés.

M. Annan n'a pas pu ouvrir de médiation entre le Conseil national syrien et la présidence syrienne car le CNS a posé comme préalable la démission de Bachar el-Assad et son remplacement par son vice président. Quoi qu'il en soit, Kofi Annan a pu rencontrer le président el-Assad et avoir un long entretien avec lui. Le président a souligné qu'aucun effort n'aboutira tant que des groupes armés tentent de semer le chaos dans le pays. Il s'est déclaré ouvert à toute proposition constructive. Selon la presse du Golfe, Kofi Annan a essuyé une rebuffade car il n'est pas parvenu à convaincre Bachar el-Assad de démissionner, mais cet objectif n'avait rien à voir avec son mandat.

M. Lavrov a rencontré ses homologues de la Ligue arabe au Caire. Tous sont convenus de 5 principes généraux pour le règlement de la crise qu'ils ont présenté lors d'une conférence de presse commune (voir ci-dessous). Cependant, dès Sergey Lavrov parti, le ministre qatari cheikh Hamad bin Jassim a tenu un second point de presse au cours duquel il a affirmé mensongèrement

qu'en acceptant une référence aux documents de la Ligue arabe, la Russie avait approuvé le principe du départ forcé de Bachar el-Assad, ce que la Russie considère en réalité comme une ingérence inacceptable dans les affaires intérieures syriennes.

- The Independent on Sunday publie une déclaration de la rédaction : « Assez, c'est assez ! ». Tout en affirmant son soutien à l'opération en Libye, The Independent observe l'échec coûteux du déploiement de soldats britanniques en Afghanistan et en Irak. Il plaide pour l'arrêt des aventures militaires incertaines et se prononce clairement contre un engagement en Syrie.

- Le Washington Post dresse le bilan des points de vues contradictoires et des options militaires disponibles pour les USA en Syrie. Il conclut que l'effort devrait se limiter à fournir du renseignement et des moyens de télécommunication aux rebelles.

- Tariq Alhomayed, rédacteur en chef de Asharq Al-Awsat glose dans The Arab Times sur la conférence de presse du ministre Qatari des Affaires étrangères au Caire. Sur la base de ces mensonges, il conclut que les Russes sont en train de préparer un départ de Bachar el-Assad sur le modèle yéménite du départ du président Saleh.

- L'analyste égyptien Abdulmonen Mostafa du quotidien Al-Madina commente la position états-unienne dans la Saudi Gazette. Selon lui, depuis le 11-Septembre, la politique de Washington au Proche-Orient est élaborée autour de trois principes : sécurité des approvisionnements en pétrole, sécurité d'Israël, contrôle du leadership de l'Islam politique (il ne s'agissait donc pas de lutter contre al-Qaïda, mais d'en contrôler le leadership). Le renversement du très laïque président el-Assad prend son sens dans la perspective d'un affaiblissement du leadership islamique de l'Iran. (Réseau Voltaire 11.03)

2- Turquie

La police turque a dispersé des centaines de manifestants qui dénonçaient mardi à Ankara le classement de l'enquête visant cinq militants islamistes accusés d'avoir mis le feu il y a près de vingt ans à un hôtel de Sivas, dans le centre du pays, où étaient réunis des écrivains et des personnalités libérales.

A la suite d'une émeute, l'incendie le 2 juillet 1993 de l'hôtel Madimak, qui accueillait une conférence culturelle des alévis, une branche hétérodoxe de l'islam, a fait 37 morts et une soixantaine de blessés. La colère de la foule avait été déclenchée par la présence de l'écrivain Aziz Nesin, traducteur en turc des "*Versets sataniques*" de Salman Rushdie.

Des affrontements avaient ensuite fait 17 morts à Istanbul, lors d'une manifestation pour protester contre cet incendie.

Un magistrat d'Ankara a jugé mardi que l'affaire ne pouvait être considérée comme un crime contre l'humanité et était donc prescrite au bout de quinze ans.

Les cinq suspects n'ont jamais été retrouvés et l'opposition accuse le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan et son Parti de la justice et du développement (AKP), issu de la mouvance islamiste, d'avoir entravé toute enquête sérieuse.

"*Certains des assassins se sont mariés, ont fait leur service militaire, ont envoyé leurs enfants à l'école, mais n'ont pas pu être retrouvés !*", s'est offusqué Kemal Kilicdaroglu, dirigeant du CHP (Parti républicain du peuple), le principal parti d'opposition.

"*L'AKP est responsable de cet échec. Je suis sûr que le Premier ministre Erdogan est heureux de cette décision, qu'il est soulagé. C'est un affront à l'humanité*", a-t-il ajouté. (Reuters 13.03)

3- Arabie Saoudite

Il y a un mois, un Saoudien de 23 ans était embastillé dans son pays pour crime de tweet. Il aurait publié sur le réseau social quelques pensées jugées inconvenantes sur l'islam. Il risque la peine de mort, par pendaison ou décapitation, au choix. On n'a, depuis, aucune nouvelle de lui.

Au-delà du drame individuel - qui à lui seul vaut qu'on se préoccupe de ce jeune homme -, le sort qui lui sera réservé en dira long sur le chemin qu'entend suivre l'un de nos alliés dans la région : l'Arabie saoudite.

Rappelons les faits. Hamza Kashgari est éditorialiste au quotidien Al-Bilad. Il dispose comme beaucoup de ses collègues d'un comte Twitter. Le 4 février, il a la malencontreuse idée de s'en servir à l'occasion de l'anniversaire supposé du Prophète. Kasghgari est un croyant sincère, tendance réfléchie - on n'en n'attend pas moins d'un éditorialiste.

Il entretient un dialogue raisonné avec le Prophète Mohamed : "*Je dirai qu'il y a des choses que j'aime chez toi, mais des choses que je déteste aussi, et d'autres que je ne peux plus comprendre.*" Au passage, il note que "*les Saoudiennes ne sauraient aller en enfer, au motif qu'on ne peut aller deux fois en enfer, et qu'elles y sont déjà, en Arabie saoudite*".

Ces impertinentes réflexions, celles d'un croyant face à sa foi, déclenchèrent l'ire des chefs religieux. Ils déclarèrent Hamza Kashgari coupable "*d'hérésie*". Dans l'Arabie saoudite, pays fondamentaliste où la charia est appliquée à la lettre, cela vaut la mort.

Le jeune homme affronta sur Twitter une campagne de haine, le dénonçant comme "*mécréant*" et lui promettant la décapitation. Hamza Kashgari s'envola pour la Nouvelle-Zélande, avec escale en Malaisie. Mal lui en prit. Les Malaisiens, à la demande de Riyad, l'arrêtent à l'aéroport de Kuala Lumpur pour le remettre, le 12 février, à son pays. Que lui est-il arrivé depuis ? Mystère.

L'affaire témoigne de toutes les ambiguïtés saoudiennes. Le pays est l'allié traditionnel des Etats-Unis dans la région. Il est un membre actif de la coalition qui, au nom des droits de l'homme, défend l'insurrection syrienne. Il a aidé au renversement du dictateur libyen Mouammar Kadhafi. Premier producteur de pétrole du monde, il est l'un des partenaires commerciaux privilégiés de l'Europe et des Etats-Unis.

Il est aussi l'un des pays les plus rétrogrades de la région, l'un de ceux qui piétinent les libertés, l'un de ceux qui répriment leur minorité chiite, au nom d'une version moyenâgeuse de l'islam sunnite.

Riyad a été le fer de lance de l'intervention armée des pays du Golfe pour écraser, l'an passé, la rébellion chiite dans l'Etat voisin de Bahreïn.

Si l'on veut tenir partout le même langage, alors il faut dénoncer aussi fermement le mépris des libertés en Arabie saoudite qu'en Iran ou partout ailleurs dans la région. Cela passe par le devoir de ne pas oublier un jeune homme du nom d'Hamza Kashgari. (lemonde.fr 13.03)

Social

1- France.

1.1- Mobilisation massive des salariés de LaSer Cofinoga.

Entre 1 000 et 1 500 salariés de LaSer Cofinoga, selon la police et les syndicats, ont manifesté mardi à Mérignac pour réclamer de 'véritables' négociations sur le plan qui prévoit 433 suppressions de postes, dont 397 sur le site girondin.

'*Nous refusons les licenciements contraints, nous demandons à nos actionnaires des reclassements acceptables, de bonnes conditions de départ et nous réclamons un projet de réindustrialisation et de redynamisation du site de Mérignac*', a détaillé Lionel Azougalhi, délégué CFDT (majoritaire), qui appelle la direction à '*sortir du bois*'. A Paris, devant le siège social, une centaine de salariés ont également manifesté à la mi-journée.

Une assemblée générale tenue en début d'après-midi a décidé une reprise du travail mercredi sur le site de Mérignac après deux jours de grève. Les salariés doivent se retrouver pour une nouvelle assemblée des salariés mercredi après-midi afin de décider d'autres formes d'action, a indiqué Jean-Louis Gayon, délégué syndical CGT. (lemonde.fr 13.03)

1.2- Les éboueurs en grève contre la privatisation.

Les éboueurs employés par la communauté urbaine de Lyon ont voté mardi matin la poursuite de leur grève du ramassage des ordures ménagères entamée lundi pour contester une "*privatisation*" plus poussée de ce service.

La grève, à l'appel d'une intersyndicale CGT-CFTC-FO-CFDT-Unsa-FAFPT, a été votée lors de deux assemblées générales par plus de 50% des éboueurs, selon les syndicats. D'après le Grand Lyon, la participation s'élève de 33 à 42% selon les subdivisions, comme lundi.

"*Certains se sont mis en grève après avoir appris que des éboueurs employés par des sociétés privées ont fait les rondes à leur place lundi*", a expliqué à l'AFP Mohamed Messaï, vice-président de la Fnact-CFTC du Grand Lyon.

Une centaine se sont rendus lundi matin devant le site d'incinération de Lyon Gerland pour bloquer momentanément le déchargement des camions poubelles de ces sociétés privées.

"*Le personnel est très remonté et il n'y a aucune avancée*", estime M. Messaï. La direction du Grand Lyon, qui "*souhaite maintenir le dialogue social*", selon un communiqué, a reçu lundi l'intersyndicale.

Pour Régine Peyraverney (FA-FPT), "*notre revendication unique est le maintien au public des centres de Lyon et Villeurbanne*".

Dans les 58 communes que compte le Grand Lyon, la collecte des déchets est réalisée pour moitié en régie publique et pour moitié par des entreprises privées, dans le cadre d'appels d'offres.

Lors du dernier appel d'offres, la communauté urbaine a redéfini le découpage à compter d'octobre 2012: les centres de Lyon et Villeurbanne, jusqu'alors couverts par la régie, le seront désormais par le privé. Inversement, la collecte des ordures sur les communes de l'ouest et du sud lyonnais, ainsi que la périphérie de Villeurbanne, sera assurée par la régie.

L'intersyndicale dénonce un grignotage progressif des sociétés privées. "*Nous ne voulons pas la suppression de la régie, nous avons simplement rebattu les cartes*" entre le privé et le public, a assuré pour sa part Gérard Collomb, président (PS) du Grand Lyon.

"*En 2017, la répartition sera de nouveau modifiée et un retour de la régie sur Lyon et Villeurbanne sera possible*", a précisé mardi le Grand Lyon, en soulignant que M. Collomb s'était engagé à travailler à "*l'amélioration des conditions de travail*". (AFP 13.03)

2- Grande-Bretagne

Lloyds et Royal Bank of Scotland ont annoncé mardi qu'elles supprimaient 1.900 emplois au total, provoquant l'ire du syndicat Unite qui a dit avoir écrit au gouvernement afin qu'il intervienne.

Lloyds a dit qu'elle supprimait 1.600 emplois dans le cadre d'un plan plus large annoncé l'an passé, lequel prévoit l'élimination de 15.000 postes et la réduction de moitié la présence de la banque en partie nationalisée à l'international.

RBS, en partie nationalisée également, a annoncé la suppression en net de 300 postes approximativement, les 464 emplois perdus étant en partie compensés par 150 emplois nouveaux.

Le syndicat Unite a dit avoir écrit à l'UKFI, l'organisme chargé de gérer les participations de l'Etat dans les banques, et réclamé l'intervention de Londres.

"*Comment le gouvernement pourrait-il ne pas intervenir avec la disparition de ces emplois si précieux dans une économie qui est mal en point ?*", s'interroge dans un communiqué David Fleming, un responsable d'Unite.

Londres détient 82% environ de RBS et 40% de Lloyds, résultat d'un renflouement des deux établissements effectué durant la crise financière de 2008.

Depuis cette crise, RBS a supprimé 34.000 emplois et Lloyds autour de 30.000 postes. (Reuters 13.03)

Economie

1- BCE

La zone euro est en train de se stabiliser mais son intégrité future dépendra des réformes de structure entreprises par les Etats membres, a déclaré mardi le président de la Banque centrale européenne, Mario Draghi.

"*Nous continuons à observer des signes de stabilisation même s'ils sont timides*", a souligné le banquier central, avant de faire valoir que des taux de à court terme bas accompagnées de mesures destinées au secteur financier soutiendraient la croissance.

Le président de la BCE s'est toutefois inquiété des écarts de compétitivité, croissants selon lui, entre les pays membres de la zone euro.

Selon la BCE, les coûts salariaux ont progressé deux fois et demi plus vite dans les pays dont la balance des paiements est déficitaire que dans les pays qui accumulent les excédents.

"*Les pays membres doivent résorber et renforcer leur compétitivité pour leur prospérité propre et pour la stabilité de l'union monétaire*", a-t-il dit.

"*Si nous ne procédons pas à des réformes tous ensemble, et cela a été dit plusieurs fois au commencement de la vie de l'euro, ce sera difficile de maintenir l'intégrité de la zone*". (Reuters 13.03)

2- Grèce

La Grèce va devoir faire de nouveaux efforts d'ajustement budgétaire dans les deux prochaines années pour atteindre les objectifs fixés en échange du second plan d'aide, selon un nouveau rapport de la troïka de ses créanciers (UE, Banque centrale européenne et FMI).

"*Selon un scénario de base, le ratio de la dette devrait passer sous les 117% du PIB en 2020 et continuera de diminuer pour passer sous les 90% en 2030*", indique ce rapport.

Cependant, note encore le texte, "*il existe des risques significatifs que la baisse de la dette soit interrompue ou même qu'une inversion se produise sous l'effet de chocs*" économiques.

Dans un scénario plus pessimiste présenté dans le rapport, l'endettement du pays pourrait ainsi dépasser 145% du PIB en 2020.

De plus, un degré élevé d'incertitude et le poids de la dette rendent "*incertaine la perspective pour la Grèce de pouvoir retourner sur les marchés à la fin du programme*" d'aide, soit en 2015, note le rapport. (AFP 13.03)

Haut de page

Le 15 mars

CAUSERIE

Un courriel du CERMTRI.

Notre bibliothèque numérique crée en avril 2011 s'est enrichie et comprend maintenant:

- L'intégralité de la revue « Bulletin Communiste » organe du Comité de la Troisième Internationale puis organe du Parti Communiste (S.F.I.C). Vous pouvez consulter les années 1920 à 1933.

- Pour le journal « La Vérité » nous proposons une partie de l'année 1929 (année de sa création) ainsi que l'intégralité des numéros des années 1952 à 1961.

- Pour « Les Cahiers du mouvement ouvrier », nous présentons les sommaires et les Chroniques des falsifications des numéros 17 à 51 ainsi que des articles consacrés à la Révolution d'Octobre.

Ces publications représentent au total 600 documents pour près de 7400 pages.

Les documents de notre bibliothèque numérique sont présentés année par année. Pour chaque document, nous avons indiqué un sommaire.

Vous pouvez accéder à la bibliothèque numérique :

- à partir du site du CERMTRI http://www.trotsky.com.fr puis en cliquant sur le bouton « la bibliothèque numérique » dans la liste des boutons situés à gauche;

- en notant l'adresse web de la bibliothèque numérique http://www.bibnumcermtri.fr dans la barre d'adresse de votre navigateur internet.

En espérant répondre à vos souhaits, nous vous souhaitons une bonne consultation, et n'hésitez pas à nous faire part de vos remarques à notre adresse mail cermtri@wanadoo.fr.

Ce n'est un secret pour personne que ce sont des dirigeants du POI (CCI) qui animent le CERMTRI.

J'aurais pu ne pas vous communiquer ce message, mais cela aurait été contraire à mes principes. Je ne suis animé par aucun désir de vengeance à l'égard de mon ancien parti (l'OCI) ou ses dirigeants, je me refuse également à censurer ce parti avec lequel j'ai de sérieux désaccord, je désapprouve le sort que lui réservent les autres formations du mouvement ouvrier, j'estime qu'il faut favoriser la confrontation des idées, loyalement et fraternellement, sans tomber dans le travers qui consiste à en faire une affaire personnelle, nos idées justes ou erronées appartenant à l'histoire du mouvement ouvrier qui cherche la voie qui lui permettra d'avancer vers le socialisme.

Rien n'y fait !

Près des deux tiers (65%) des Français n'ont pas trouvé Nicolas Sarkozy convaincant lors du meeting de Villepinte et ils sont 64% à dire que ce rendez-vous n'a pas changé leur opinion sur le candidat UMP, selon un sondage BVA-Orange-Presse régionale-RTL.

BVA a abordé les enjeux du vote. La première préoccupation des personnes interrogées est le pouvoir d'achat: elles sont 19% à citer ce thème en premier, devant le chômage (15%), la dette publique (14%), la croissance économique (13%), la pauvreté et la précarité (11%). L'Europe et l'environnement ne sont cités en premier, respectivement que par 2% et 1%. (AFP 14.03)

Pas de bol ! Pour réunir 30 000 figurants maximum à ce meeting de Villepinte et non 50 ou 70 000 comme il a été dit, selon l'organisme qui gère cet espace, l'UMP a dû sillonner la France entière et assurer le service après-vente, le tout pour un coût estimé à 3 millions d'euros.

L'Europe et l'environnement à 2% et 1%, passons sur les idiots utiles de l'écologie remis à leur place, quand au désintérêt manifesté envers l'Europe, on y verra un nouveau cinglant désavoeux pour ceux qui en font leur marotte depuis deux décennies.

Vous me direz que le fonctionnement des institutions aurait sans doute obtenu le même score. Je n'en doute pas un instant, mais voyez-vous, ce n'est sur cette question ou cet axe que le POI mène campagne. Un camarade m'a écrit un jour que la question des institutions n'intéressait personne, que ce n'était pas mobilisateur, etc. qui a parlé de mobiliser les foules sur la question des institutions, certainement pas moi, d'ailleurs sur aucun mot d'ordre le POI n'est en mesure de soulever les foules, alors quand à aller à l'essentiel ou droit au but, vaut mieux aller là où se prennent les décisions, où se trouvent le pouvoir au lieu d'aller se ballader à Bruxelles, non ?

Quant à militer, autant que cela serve au moins à quelque chose, et la meilleur méthode qu'on ait trouvé demeure de prendre les choses dans l'ordre où elles se présentent pour que notre discours soit compréhensible et participe à l'éducation politique des masses. Je suis un partisan de l'ordre, de la discipline, notamment quand il s'agit d'aborder la réalité, de quelle manière les choses se présentent, comment s'ordonnent les rapports économiques et politiques. C'est justement parce que tout cela est embrouillé ou dans le désordre dans la tête des travailleurs qu'il faut les aider à y mettre de l'ordre, sinon comment voulez-vous qu'ils y comprennent quelque chose, si nous ne le faisons pas, qui le fera à notre place, personne.

Et voilà qu'ils nous ressortent le "***vote utile***".

1- "*Beaucoup de nos concitoyens pensent que l'élection ne changera pas leur vie. Il y a beaucoup de difficultés chez nos compatriotes, beaucoup de précarité, beaucoup de colère froide qui peuvent les dissuader du vote. Le retrait civique serait le pire des choix puisqu'il favoriserait le président sortant*", affirme François Hollande dans un entretien à La Provence.

Pour lui, il y a un danger à penser que "*le premier tour est un moment où l'on exprime davantage une aspiration, une colère que sa préférence pour un candidat qui pourrait devenir président*". (Reuters 14.03)

Au diable vos aspirations qui ne présentent qu'un intérêt secondaire, franchement n'êtes-vous pas habitués à vous asseoir dessus ! Et puis ravaler votre colère, un peu de dignité tout de même, prenez exemple sur moi, souriez enfin, elle n'est pas belle la vie ?

2- « *En face de nous, ils n'espèrent qu'une chose : la dispersion, l'abstention. Ne leur offrez pas ce qui serait leur seule chance !* » demande-t-il lors de son meeting à Marseille. « *Si nous voulons donner une dynamique, c'est au premier tour* », ce qui donnera « *force et légitimité* ». Alors que Jean-Luc Mélenchon a atteint les 10% d'intentions de vote, Hollande lance : « *Vous ne pouvez pas vous tourner vers les extrêmes* »

« *Je préfère protéger la jeunesse de France que les plus riches de France* ». (publicsenat.fr 14.03)

Les institutions sont justement faites pour les protéger et comme vous ne comptez pas les remettre en cause, ils peuvent dormir tranquille.

Maintenant, si les travailleurs ne votent pas Hollande ou s'abstiennent malgré leur rejet de Sarkozy, c'est qu'il n'a pas réussi à les convaincre que sa politique s'adressait à eux, parce qu'ils n'y croient, que l'on ne compte pas sur nous pour les dissuader du contraire.

Il existe une forme d''hypocrisie insupportable qui consiste à appeler à voter pour le candidat du PS (notamment) en y mêlant les réserves en usage repris lors de chaque élection depuis des lustres, alors qu'en réalité ils entretiennent des liens quasi permanents avec l'appareil du PS, front unique oblige ou à travers les syndicats.

On constatera au passage, que la plupart d'entre eux appartiennent aux couches exploitées favorisées ou qui ont encore quelque chose à perdre par rapport au reste du prolétariat, et qu'ils sont directement intéressés sur le plan matériel ou de leurs statuts par l'élection de Hollande. A ce stade, ce n'est qu'un constat, je ne formule aucune accusation. Du coup, je me demande si la place qu'ils occupent dans la société ne détermine pas ou ne déteint pas, consciemment ou non, sur leur engagement politique au point de perdre de vue l'intérêt collectif de notre classe qui n'a absolument rien à voir avec ce soutien à la candidature de Hollande.

Si Sarkozy était élu, ce qui semble très improbable, cela signifierait que le niveau de conscience politique de la majorité des masses exploitées n'a pas progressé, dans ce cas-là il faudrait en chercher la cause, au lieu de vouloir faire élire à tout prix Hollande pour ainsi masquer cette réalité ou refuser d'aborder cette question.

Si Hollande était élu, cela ne signifierait pas pour autant que le conscience politique de la majorité des travailleurs aurait progressé, au moins cela permettrait de reléguer au second plan cette question, puis de l'enterrer rapidement.

Mélenchon est le complice de notre ennemi.

Lors du meeting mercredi à Clermont-Ferrand, en prononçant le nom du candidat socialiste, Mélenchon a appelé la salle à ne pas le huer. " *Celui-là est notre concurrent, pas notre adversaire* ", a-t-il expliqué. (AFP 14.03)

Le PS, qui dispose de la majorité au Sénat et qui était en mesure de rejeter le MES, s'est abstenu pour permettre qu'il soit adopté par la minorité UMP qui dispose de la majorité à l'Assemblée nationale. Voilà un fait concret et irréfutable qui prouve (si nécessaire) que le PS se situe bien du côté des adversaires, des ennemis de la classe ouvrière.

Les faits rien que les faits.

Bien des militants préfèrent prendre leurs désirs pour la réalité qu'ils préfèrent fuir. S'ils avaient vraiment à l'esprit les difficultés quotidiennes que rencontrent des millions de travailleurs et leurs familles pour tout juste parvenir à survivre ou s'ils étaient eux-mêmes confrontés à cette situation, ils réaliseraient peut-être que c'est un luxe au-dessus de leurs moyens de se détourner de cette réalité qui leur pourrit la vie littéralement, et de ne pas appeler les choses par leurs noms.

Le PS est le supplétif de l'UMP, son complément naturel depuis que la social-démocratie est passée avec armes et bagages dans le camp de la réaction il y a près d'un siècle. Il se pose en garant de la continuité du capitalisme et des institutions, dès lors qu'il combat la classe ouvrière au côté du parti de l'ordre, il figure parmi nos ennemis et il doit être traité comme tel, y compris lors des élections.

Des illusionnistes prétendent que les masses s'appuieront sur ce parti ou cette "*victoire*" pour mener leur combat. On veut bien admettre cette hypothèse pour notre démonstration, mais messieurs, allez au bout de votre analyse, dites-nous au juste à quoi cela nous a-t-il mené, sinon à l'impasse politique dans laquelle nous nous trouvons et qui se caractérise par l'absence d'un parti révolutionnaire.

On veut encore nous faire croire que les travailleurs pourront mieux résister si Hollande était élu, alors qu'en réalité c'est exactement l'inverse qui se produira, comme en 1981.

Hollande est le meilleur candidat qui soit pour avancer le plus loin possible dans le corporatisme. Pourquoi, parce que les dirigeants syndicaux profiteront qu'ils ont face à eux un président soi-disant socialiste pour ne rien lui refuser, ils emploieront ce subterfuge pour se blanchir (mutuellement) au passage, ce qui serait plus diffcile avec Sarkozy, ainsi se trouvera renforcer l'idée dominante, que finalement il est impossible d'échapper à l'austérité et à de nouveaux sacrifices, ce qui aura pour conséquence de démoraliser et démobiliser encore plus les travailleurs et les militants. On pourrait penser que cela les amènera à se poser davantage de questions, assurément, à ceci près qu'aucun parti ne prendra le risque de leur apporter des réponses politiques correctes ou même en admettant qu'un parti se distinguerait du lot, aucun ne serait en mesure de peser sur le cour des chose encore moins de l'inverser, soyons lucides : quel parti aura l'audace de rompre avec le PS et les appareils pourris des syndicats, aucun sans doute.

Quand le POI joue sur les mots pour maquiller la réalité.

Claude Jenet, Secrétaire national du POI écrit l'éditorial du n°191 d'*Informations ouvrières* :

"*Aussi, récusant l'affirmation : « bonnet blanc et blanc bonnet » assimilant à l'identique politiques de droite et de gauche, le Parti ouvrier indépendant peut affirmer solennellement, quel que soit le résultat de l'élection présidentielle et des élections législatives : le traité de Bruxelles ne doit pas être ratifié !*"

Les "*politiques de droite et de gauche* ne sont pas identiques, mais elles conduisent à la même situation qui consiste à préserver le capitalisme et les institutions. Leurs politiques ne sont pas identiques, mais leurs objectifs sont identiques et servent les

mêmes intérêts, ceux de la classe dominante. Le POI épargent ainsi l'appareil du PS auquel il est lié à travers FO notamment. Ce que le POI ne vous dira pas.

L'arrivée au pouvoir d'un président dit de gauche coïncide avec la crise ou la décomposition du régime, il en est l'expression au sommet de l'Etat, cela est valable dans tous les pays. Dès lors, il va gérer au mieux la société pour le compte des capitalistes tout en ménageant ses alliés, en France on les appelle les partenaires sociaux. La situation des exploités en général continuant à se dégrader malgré quelques concessions à la marge accordées à certaines couches qui assurent la stabilité du régime, la popularité de ce président va s'en trouver entamer au point que le parti de l'ordre retournera au pouvoir lors de la prochaine élection ou à la suivante au plus tard. On a envie d'ajouter : et ainsi de suite.

L'expérience passée prouve amplement qu'un parti dit de gauche au pouvoir peut aller encore plus loin qu'un parti dit de droite dans la mise en oeuvre d'une politique résolument anti-ouvrière, on peut citer Schröder, Blair ou Papandréou par exemple. La totalité des partis de l'Internationale socialiste en Europe ont voté les traités européens, les plans d'austérité dictés par la troïka. La totalité des partis de l'Internationale socialiste en Europe ont soutenu les guerres impérialistes initiées par l'impérialisme américain. Dès lors quelle crédibilité peut-on accorder à des dirigeants et un parti qui prétendent que la droite et la gauche ne seraient pas « *bonnet blanc et blanc bonnet* » quand finalement sur l'essentiel les faits prouvent exactement le contraire ?

La France présente la particularité d'être le pays où l'expérience politique a été conduite le plus loin possible, jusqu'au bout, disait Marx. Cet héritage, bien que largement entamé, se retrouve malgré tout un siècle et demi plus tard dans la lutte des classes en France.

Le développement du mouvement ouvrier (en France) et la trahison de ces dirigeants qui ont accompagné la dégénérescence de ses partis sans qu'ils disparaissent totalement, s'est traduit par une contradiction entre l'origine ouvrière de ces partis et leur subordination au capitalisme, qui au fil du temps et de leurs expériences au pouvoir ont contribué à en modifier la nature sociale au point de rompre (avec) ou de renier leur origine ouvrière, cependant tout en continuant de se réclamer (en parole) de la classe ouvrière ou du socialisme, ce qui leur permet d'apparaître accessoirement au côté du prolétariat qu'ils combattent sur l'essentiel quotidiennement. Une contradiction est par nature un phénomène instable. Elle repose sur des facteurs dont l'évolution et l'évolution des rapports tendent sans cesse à modifier, dissoudre ou dépasser sa nature.

Ce qu'il y a d'extraordinaire dans l'affaire qui nous occupe ici, c'est que ce mouvement dialective qui est observable en toute chose dans la nature, la société ou l'univers, ne s'appliquerait pas au PS qui serait régi par ses propres lois. Le PS serait le seul phénomène observable dans l'univers où la loi de la transformation de la quantité en qualité n'opèrerait pas... Autant dire que ces lois n'appartiennent qu'aux auteurs de cette fable qui les ont concoctées pour masquer leur incompréhension du fonctionnement de la société, et donc l'impossibilité de la changer.

Il y a des gens qui dans leurs analyses privilégient les apparences, les illusions, les fausses intentions, les idées inconsistantes, les paroles prononcées à tort et à travers, et il y en a qui s'en tiennent strictement aux faits, de toute évidence Claude Jenet (ex-PS) et bien d'autres appartiennent à la première catégorie.

Allons encore plus loin. Qu'est-ce qui est le pire dans la vie ou en politique : un ennemi qui se présente comme tel et contre lequel on engagera le combat immédiatement, ou un ennemi qui se présente comme un ami et contre lequel on aura des scrupules à engager le combat pour finalement mieux vous endormir et vous tromper ?

C'est à partir de la représentation qu'on se fait de la personne qu'on a en face de nous qu'on détermine la manière de l'aborder. Si cette représentation est faussée pour une raison ou une autre, notre façon de l'aborder sera faussée également, cette personne pourra abuser de notre confiance ou tirer profit de notre méprise à des fins qui ne correspondent pas à nos intérêts. C'est à cela qu'on nous demande de collaborer, ce sera sans nous !

On nous demande ici de nous abuser nous-même comme si les occasions ne manquaient pas déjà de nous leurrer nous-même, comme si nous étions soudainement atteint d'amnésie, alors que l'on dispose d'une multitude de faits et d'arguments, plus qu'il n'en faut en vérité, prouvant que le PS est devenu un parti bourgeois, réactionnaire, contre-révolutionnaire, se situant de l'autre côté de la barricade.

On concèdera que tous les partis bourgeois ne présentent pas les mêmes particularités, de la même manière qu'ils ne se présentent pas tous sous le même masque, pour en finir avec ce sujet, disons que seuls les moyens auxquels ils recourent pour combattre la classe ouvrière permet de les distinguer.

Si Hollande était élu, il poursuivrait la politique de Sarkozy sous l'oeil vigilant de la troïka, des agences de notation, de la Bourse, des marchés, en cela ils sont bien « *bonnet blanc et blanc bonnet* », tout le reste n'est que du baratin.

Syrie. Manipulation grotesque.

Titre d'une info datée d'hier : Ce que révèlent les emails privés de Bashar al-Assad - 20minutes.fr

Enfin des révélations dignes d'intérêt, on va enfin tout savoir, fracassant, jugez plutôt :

- Le Guardian a mis la main sur ce qui semble être plus de 3.000 emails de Bashar al-Assad et de son entourage, et a publié plusieurs extraits des conversations, mercredi soir. Le quotidien britannique précise avoir pu confirmer l'authenticité de certains messages mais pas de tous. Ils auraient été interceptés entre juin 2011 et février 2012 par un groupe syrien d'opposition, le Conseil suprême de la révolution.

Si avec 3.000 emails de Bashar al-Assad ils n'arrivent pas à démontrer qu'il est à l'origine des violences en Syrie depuis un an, ce serait franchement à désespérer...

- Du côté de la diplomatie, on apprend que le président syrien a demandé des conseils à l'Iran à plusieurs reprises.

En voilà une révélation !

- Pendant que la répression s'intensifiait, Madame Assad, elle, a commandé pour plus de 10.000 euros en chandeliers, bougeoirs et meubles venus de France. Son mari, lui, achetait régulièrement de la musique sur iTunes pour son iPad.

Et les ordres transmis aux généraux pour massacrer la population civile ? Point de traces. Et les manoeuvres d'Assad pour mettre sur le dos de l'opposition ces massacres ? Point de traces ?

Le Guardian est à l'image des médias en général dans le monde : une poubelle !

Actualité en titres

Sarcophage

- Sarkozy à Villepinte: 65% des Français pas convaincus - AFP

- Selon le Canard Enchainé, Jacques Chirac et sa fille Claude soutiennent François Hollande - L'Express.fr

- Pour Sarkozy, Dati "*a mieux à faire que de critiquer*" Fillon - L'Express.fr

Subordination.

- Petroplus: l'intersyndicale demande un rendez-vous avec Nicolas Sarkozy - AFP

- ArcelorMittal Florange: Sarkozy veut recevoir les syndicats lundi - AFP

Pâte molle.

- Hollande tente de séduire les habitants des banlieues - L'Express.fr -

- François Hollande adoucit sa note fiscale - LeFigaro.fr

La haine.

- Pour en finir avec Mélenchon - L'Express.fr

Pour l'éternité. Qui dit mieux.

- Grande Bretagne: le gouvernement envisage d'émettre des obligations d'au moins 100 ans - AFP

INFOS EN BREF

Politique

France

Les habitants de Saint-Julien-sur-Suran s'étaient prononcés contre le projet, mais une prison expérimentale sortira bel et bien de terre dans ce petit village. Le conseil municipal s'est en effet prononcé mardi soir en faveur de l'initiative de Pierre Botton contre lequel 54% de ses 312 administrés avaient voté dimanche.

«*Les conseillers municipaux ont écouté les 14 maires du canton, sur 15, qui avaient donné leur accord, considérant ce magnifique projet humain comme structurant pour le territoire. Ils ont aussi estimé que les habitants avaient été trompés par une campagne scandaleuse de dénonciation du projet*», s'est justifiée la conseillère générale (UMP) Hélène Pélissard, citée par l'Est républicain. (20minutes.fr 14.03)

Social

1- Allemagne

En Allemagne en 2010, 23,1% des salariés, soit 7,84 millions de personnes, touchaient un salaire qualifié de "*bas*", inférieur à 9,15 euros bruts de l'heure, selon une étude publiée mercredi par l'institut de recherche sur le travail de l'université de Duisbourg-Essen (ouest). Les auteurs de l'étude soulignent toutefois que cette proportion tend à diminuer depuis un pic atteint en 2007 (24,2%). Ce chiffre de 9,15 euros correspond à la définition généralement admise du salaire "*bas*", c'est-à-dire inférieur aux deux tiers du salaire médian dans un pays.

Selon cette étude, qui fait la Une du quotidien de centre-gauche Süddeutsche Zeitung, au moins 1,4 million de personnes en Allemagne ont même touché des salaires de moins de 5 euros bruts de l'heure en 2010. Il s'agit essentiellement de femmes, d'Allemands résidant à l'Est et de personnes effectuant des "*mini-jobs*", ces petits boulots subventionnés par l'Etat, censés compléter les aides sociales et permettre le retour à l'emploi des chômeurs de longue durée.

L'étude relève par ailleurs que "*l'augmentation du nombre de personnes dans le secteur des bas salaires depuis 1995 est imputable presque en exclusivité à l'Allemagne de l'Ouest*".

L'Allemagne est souvent montrée du doigt en Europe pour la grande modération de ses salaires ces dernières années, ainsi que pour l'augmentation de la précarité dans le pays. Les salaires dans le pays sont généralement fixés par secteur d'activité à l'issue de négociations entre patronat et syndicat, du moins dans les secteurs où les organisations syndicales sont puissantes. Dans les autres, en particulier dans les services, la rémunération dépend du bon vouloir de l'employeur, en l'absence d'un salaire minimum unique.

L'étude publiée mercredi assure que la création d'un tel salaire minimum unique de 8,50 euros bruts de l'heure conduirait à une augmentation des revenus pour 25% environ des personnes touchant aujourd'hui des bas salaires. Quelques métiers se sont toutefois dotés en Allemagne de salaires minimum, le BTP ou les services de sécurité/gardiennage par exemple. En outre, les syndicats allemands se sont montrés très revendicatifs ces deux dernières années, et ont négocié des hausses de salaires conséquentes dans plusieurs branches de l'économie. L'an dernier, le coût du travail horaire a connu sa plus forte augmentation en Allemagne depuis 15 ans (+3,2%), a révélé la semaine dernière une statistique officielle. (lexpansion.com 14.03)

2- Canada

Le Parlement canadien a voté dans la nuit de mardi à mercredi un projet de loi gouvernemental destiné à interdire aux salariés d'Air Canada, en conflit avec leur direction, de se mettre en grève, a annoncé la ministre du travail. Ce texte devrait être approuvé sans difficulté d'ici la fin de la semaine par le Sénat et ratifié par le gouverneur général.

Air Canada, premier transporteur du pays, avait menacé les pilotes d'une fermeture temporaire de l'entreprise dans le contexte d'une impasse des négociations salariales. Les personnels au sol avaient annoncé pour lundi dernier une grève qui risquait de perturber fortement le trafic au moment même où de nombreux Canadiens voyagent à l'occasion des vacances scolaires d'hiver. Mais le gouvernement avait saisi le Conseil des relations industrielles canadien, dont l'intervention suspend ce genre d'actions.

Tant le premier ministre Stephen Harper que la ministre du travail ont déclaré que l'interruption des vols d'Air Canada risquait de porter préjudice à la reprise économique du pays.

Le syndicat Aimta, représentant les mécaniciens, les bagagistes et les agents de fret, a protesté mercredi contre la loi interdisant le recours à la grève. "*C'est un triste jour pour tout travailleur canadien sous réglementation fédérale, car cette loi spéciale lui enlève carrément son droit de grève, a déclaré le vice-président de l'organisation Dave Ritchie. Elle minera la libre négociation collective et empoisonnera les relations de travail d'un bout à l'autre du Canada*." (lemonde.fr 14.03)

3- Corée du Sud

La Corée du Sud est le pays de l'OCDE où on travaille le plus : 2 193 heures par personne et par an en 2010. C'est 444 heures (soit plus de deux mois et demi) de plus par an que la moyenne de l'OCDE (1 749 heures).

3,7 %, c'est le faible taux de chômage de la Corée du Sud. Il a été divisé par deux depuis le milieu des années 90 grâce à la forte croissance du pays.

23e sur 31, c'était, en 2009, le rang médiocre de la Corée du Sud en ce qui concerne la productivité de la main-d'œuvre.

La durée légale du travail en Corée du Sud est de 40 heures par semaine… auxquelles s'ajoutent 12 heures supplémentaires autorisées. Mais ces 52 heures «*légales*» n'incluent pas les heures travaillées le week-end.

«*Beaucoup de Sud-Coréens sont accrocs au travail, parce que leur entreprise leur demande de s'y consacrer entièrement*», analyse Bae Kyu-shi, de l'Institut coréen du travail. Un dévouement qui a pris ses racines dans la deuxième moitié du XXe siècle. Ruiné après la guerre de Corée, le pays a réussi à se hisser depuis parmi les 10 premières économies mondiales.

«*Si le phénix coréen a su renaître de ses cendres*», c'est en partie grâce au travail, «*une valeur suprême*», assure Pascal Dayez-Burgeon, ancien diplomate à Séoul. Une recette éprouvée… mais éprouvante. Le temps de travail pourrait bien être le problème majeur de la société sud-coréenne dans la prochaine décennie, prédit Bae Kyu-shi. Productivité en berne, accidents du travail, mais aussi taux de natalité extrêmement bas et société vieillissante : «*Le pays n'a pas le choix. Il faut réduire le nombre d'heures travaillées. En contrepartie, on pourrait reporter l'âge de départ à la retraite*», suggère le chercheur.

Flexibilité. Qu'en disent les patrons ? Chez le géant Samsung Electronics, on refuse de s'exprimer sur ce sujet. Les ressources humaines précisent seulement avoir mis en place un système d'horaires flexibles. La flexibilité, c'est ce que demande justement la Fédération des employeurs, qui rappelle qu'elle a déjà accepté de réduire le nombre d'heures annuelles à 1 800 d'ici à 2020. M. Cho est lui PDG d'une PME de 200 personnes spécialisée dans le linge de maison. Il travaille 70 heures par semaine. «*Je ne vois pas comment réduire les horaires de mes employés et embaucher plus. Comme beaucoup de PME, j'ai du mal à survivre face aux grands conglomérats*», témoigne-t-il. Le ministère du Travail est d'ailleurs conscient que la réforme sera difficile à faire accepter et promet de renforcer le soutien financier aux PME. Kim Mi-jeong, de la Confédération syndicale coréenne, se dit contente… mais surprise : «*Pourquoi le gouvernement conservateur a-t-il fait cette annonce ? Nous sommes à quelques semaines des élections législatives. J'espère que ce ne sont pas des promesses en l'air.*» Mais il y a fort à parier que la Corée restera encore un bon moment le pays où l'on travaille le plus… (libération.fr 14.03)

Economie

1- Croissance mondiale.

La croissance économique des pays du G20 a ralenti à +0,7% au quatrième trimestre 2011, après +0,9% au troisième, selon les chiffres provisoires publiés mercredi par l'OCDE.

Sur l'ensemble de 2011, la croissance s'inscrit à 2,8% dans les 20 plus grandes économies mondiales, en net ralentissement par rapport à 2010 (5,0%). (Reuters 14.03)

2- Zone euro

L'inflation est restée stable en février dans la zone euro, à 2,7% sur un an, a confirmé mercredi dans une deuxième estimation l'office européen des statistiques, Eurostat.

C'est le 15e mois consécutif que l'inflation dépasse le seuil de 2% visé à moyen terme par la Banque centrale européenne, chargée de surveiller la hausse des prix.

C'est aussi le troisième mois d'affilée où l'inflation est à 2,7%.

"*La tendance actuelle concernant les prix du pétrole signifie que l'inflation dans la zone euro pourrait se maintenir beaucoup plus qu'on ne l'espérait, au moins à court terme*", note Howard Archer, économiste à IHS Global Insight, y voyant "*un coup d'arrêt à la perspective de reprise dans la zone euro, car cela va réduire le pouvoir d'achat des consommateurs, et imposer une pression accrue sur les marges des entreprises*".

Cette inflation persistante "*va vraisemblablement rendre la BCE réticente à réduire encore ses taux d'intérêt, au moins à court terme*". Cependant, en raison des perspectives moroses pour la croissance, "*il est très possible que la BCE finisse par ramener*

son taux de 1 à 0,75%", selon lui.

Les principales composantes de l'inflation ont été les transports (4,6%), le logement (4,4%) et les boissons alcoolisées et le tabac (4,1%), tandis que les taux les plus faibles ont été enregistrés dans les loisirs et la culture (0,9%) et l'enseignement (1%) tandis que les prix ont reculé de 3% dans les communications.

Eurostat note qu'au niveau des sous-indices, les carburants pour le transport d'une part, le gaz et les combustibles liquides d'autre part, ont eu les plus forts impacts à la hausse sur le taux global. (AFP 14.03)

Les principales hausses des prix concernent toute la population qui travaille, et les plus faibles à l'exception des communications concernent les secteurs auxquels une partie des travailleurs n'ont pas accès du fait qu'ils sont trop pauvres. Les prix des communications ont diminué, mais le volume des communications augmentant, les profits augmentent également en volume.

3- Espagne

La dette des banques espagnoles envers la Banque centrale européenne a bondi en février pour atteindre son maximum historique, à 152,4 milliards d'euros nets, dopée notamment par la récente injection de liquidités par la BCE.

Ce chiffre, qui est aussi un indice de la capacité ou non des banques espagnoles à recourir au marché (au lieu de la BCE) pour se financer, était déjà à un niveau record en janvier, à 133,2 milliards d'euros, selon la Banque d'Espagne, qui publie ces données depuis 1999.

Le recours des banques espagnoles à la BCE, qui avait grimpé jusqu'à 131,9 milliards d'euros en juillet 2010, avait depuis régulièrement baissé, descendant jusqu'à 42,23 milliards en avril 2011.

Mais depuis septembre il est reparti à la hausse, et entre janvier et février, il a bondi de 14%.

Le montant est dopé par l'injection de liquidités par la BCE, qui a réalisé en décembre et février deux opérations de prêt sur trois ans, à des taux avantageux, aux banques de la zone euro.

Cette injection de liquidités visait à aider les banques, qui ont du mal à se financer sur les marchés, dans un climat général de défiance.

Le secteur bancaire espagnol, en particulier, est critiqué en raison de son exposition au secteur immobilier, sinistré dans ce pays depuis l'éclatement de la bulle en 2008.

Dans le cadre d'une nouvelle réforme, le gouvernement leur a exigé récemment de réaliser d'ici un an (deux en cas de fusion) des provisions et une réserve de capital, pour 52 milliards, une somme qui doit leur permettre de faire face à la possible perte de valeur de leur patrimoine immobilier. (AFP 14.03)

Société

Les achats sur internet se généralisent en France, mais un client sur deux a rencontré au moins un problème après ses transactions, selon un sondage Ifop/Generix publié mercredi.

Neuf personnes sondées sur dix (91%) ont effectué au moins un achat non alimentaire en ligne au cours des douze derniers mois, et 45% d'entre elles disent avoir recours au commerce en ligne au moins une fois par mois. La moyenne est de 12,8 achats sur un an.

La crise économique semble avoir profité au commerce en ligne: 44% des acquéreurs disent qu'elle les a incités à acheter davantage sur internet.

La moitié (49%) des acheteurs dit toutefois avoir été confrontée à au moins un problème.

Le plus fréquent est l'annulation des commandes en raison d'une rupture de stock (28%), suivie de la réception d'un produit ne correspondant pas à sa description (18%) ou endommagé voire cassé durant le transport (15%). La commande n'est jamais arrivée pour 13% des déçus, tandis que 7% ont reçu un produit qu'ils n'avaient jamais commandé.

Au final, 27% ont procédé au moins à un échange, et 20% se sont fait rembourser.

Autre insatisfaction des sondés, le montant des frais de livraison: 55% les citent comme l'un des principaux freins aux achats

sur internet, derrière l'impossibilité de toucher, voir ou essayer les produits (65%) mais devant la peur de l'arnaque ou de la contrefaçon (52%), la difficulté à échanger ou à se faire rembourser (33%), l'insuffisante sécurisation des paiements en ligne (30%) et l'absence de conseils d'un vendeur (28%). (AFP 14.03)

Ce sondage a dû être réalisé sur une fraction bien précise de la population, car il n'est pas vrai que plus de 90% procèdent à des achats en ligne. Personnellement, jamais il ne me viendra à l'idée d'acheter quelque chose en ligne, je me refuse même à payer des factures par ce moyen là.

Haut de page

Le 16 mars

CAUSERIE

Apparemment les médias ont décidé de vous gâver avec l'élection présidentielle jusqu'à en vomir. Ne disposant en Inde que de TV5Monde Asie comme chaîne de télévison francophone, je suis un privilégié, hier soir aux infos ils n'en ont pas du tout parlé, par contre on a eu le droit à un tas de sujet plus débiles les uns que les autres, TV5Monde toujours plus orientée à droite, on s'en aperçoit à travers la manière dont l'information est traitée.

Un complément à la causerie d'hier sur « ***bonnet blanc et blanc bonnet*** » .

Les politiques dites de droite et de gauche pas « *bonnet blanc et blanc bonnet* ».

Najat Vallaud-Belkacem, porte-parole de François Hollande, a répondu hier aux questions de «20 Minutes»

50% bonnet blanc et 50% blanc bonnet.

- "*on n'a jamais vu une élection présidentielle se jouer à 60-40* ", ce sont les voix des participants à cette mauvaise farce, les électeurs, réparties sur les deux candidats à quelques pourcents près qui témoignent de la proximité politique des deux candidats impossible à départager tellement leurs politiques sont semblables.

- "*Ce qui nous guette c'est l'abstention*" parce qu'il y aurait des électeurs qui renverraient dos-à-dos les deux candidats tellement ils se ressemblent.

- "*C'est le rôle de François Hollande (...) de rappeler le bilan que Nicolas Sarkozy ne veut pas assumer pour permettre aux Français de faire un choix éclairé*", autrement dit ce "*choix éclairé*" consisterait dans un rejet du bilan de Sarkozy plus que dans une adhésion au programme de Hollande qui sur le fond est semblable à celui de Sarkozy.

- "*... si on veut vraiment l'audace du changement, il faut voter pour François Hollande*", tandis que le candidat Sarkozy incarnerait la continuité, Hollande incarnerait le changement dans la continuité.

- "*Aujourd'hui, il y a une forme d'individualisme, de doute et de défiance envers la politique, qui fait qu'il faut quasiment avoir un rapport bilatéral avec les gens pour les convaincre de la pertinence de nos propositions*", traduisons, il faut l'expérience de militant en politique formée aux techniques de communication pour faire prendre des vessies pour des lanternes à des gens qui n'ont pas les connaissances requises pour en démonter les mécanismes et leur faire croire que notre politique diffère de celle de Sarkozy.

Je ne sais pas ce que vous en pensez, j'ai l'impression que bien des travailleurs ont parfaitement compris qu'ils se partageaient les rôles pour finalement ne pas représenter leurs intérêts, ce qui revient à penser que c'est bonnet blanc et blanc bonnet. J'ai même l'impression que c'est justement ce qu'il faut leur cacher.

Quand les gouvernements et les partis au pouvoir passent et se succèdent sans que vos difficultés quotidiennes disparaissent, vous vous dites forcément que c'est du pareil au même. Il faut peut-être avoir vécu cette situation pour le comprendre. Le meilleur témoin de la situation, c'est la condition de l'homme ou la femme qui ne cesse de se dégrader, qui trime et qui n'arrive pas à joindre les deux bouts.

Du côté bonnet blanc, UMP, sa politique consiste à matraquer les travailleurs et à l'assumer sous divers alibis, la mondialisation, l'UE, la crise, etc.

Du côté blanc bonnet, PS, quand il est dans l'opposition parlementaire, sa politique consiste à soutenir la politique de l'UMP tout en prétendant s'y opposer en avançant des mesures à la marge, et quand il est au pouvoir il ne remet pas en cause la politique de son prédécesseur, au mieux il la poursuit, au pire il l'aggrave selon la situation ou les exigences du capital.

Le PS est cogestionnaire de la société au côté de l'UMP au sein des institutions (commissions), il est coresponsable des conséquences de la survie du capitalisme que subissent les travailleurs, et quand il se place à leur côté c'est uniquement pour le camoufler et les accompagner à la morgue. D'une main il tient avec l'UMP le couteau qui va saigner les travailleurs, et de l'autre il essuie une larme, illusion qui suffit à le faire passer pour ce qu'il n'est pas chez les naïfs ou les ignorants, et que des militants s'emploient à relayer avec constance et détermination, histoire que rien ne change, normal quand on privilégie les apparences à la réalité.

Prenons un exemple, ce n'est un secret pour personne que le PS était favorable à la privatisation des entreprises publiques et de la fonction publique. Ce n'est un secret pour personne non plus qu'il ne reviendra pas sur les privatisations réalisées depuis le milieu des années 80. Ce n'est un secret pour personne que ces privatisations se sont soldées par une détérioration des conditions de travail des salariés concernés. A propos de La Poste.

- Dans un communiqué, le Parti socialiste a repris à son compte jeudi certaines revendications des syndicats, notamment sur l'arrêt des réorganisations, réclamant "des mesures urgentes et immédiates" pour remédier "à des conditions de travail dramatiques qui ne cessent de se dégrader". (AFP 15.03)

Il est coresponsable de cette situation, et comme il réclame des mesures pour la corriger on ne lui imputera pas, et le tour est joué.

Chaque jour apporte son lot de faits ou de déclarations montrant que rien ne distingue sur le fond l'UMP du PS. Un dernier exemple.

- Le stratège de M. Sarkozy, Patrick Buisson, dans une interview au Monde, publiée mardi : "*Le candidat de la gauche populiste (Mélenchon -ndlr) sera toujours plus crédible qu'une pâle copie sociale-démocrate dans le registre de la lutte des classes*". (lemonde.fr 15.03)

Une "*pâle copie*" de qui : de Mélenchon ou de Sarkozy ? Des deux selon le contexte... pour mieux brouiller les pistes.

Partir de la réalité ou des apparences trompeuses.

Quand du sol on observe un avion voler, on n'a pas l'impression qu'il vole à quelque 900 kms/h, on a plutôt l'impression qu'il se déplace lentement. A quelqu'un qui n'a jamais vu un avion de près de sa vie et à qui vous avez envie d'enseigner quelque chose, vous allez lui dire quoi, qu'un avion de ligne vole à environ 900 kms/h parce que vous l'avez appris et que c'est la réalité, ou plutôt qu'il se déplace comme un escargot pour ne pas contredire la fausse impression qu'il donne quand on l'observe de la terre ferme ?

Quand la dialectique passe à la trappe.

Un ouvrier milite dans un parti ouvrier, peut-être pas dans le même parti que le nôtre, il n'en demeure pas moins que nous sommes engagés dans la même galère, nous appartenons au même camp et théoriquement nous combattons le même ennemi. Soudainement il décide de militer au FN et soutient les thèses racistes ou xénophobes de ce parti.

Questions : bien qu'il soit toujours un ouvrier, figure-t-il toujours dans le même camp que nous ou a-t-il inconsciemment basculé dans le camp de notre ennemi ? Qu'est-ce qui détermine sa nature, son origine ouvrière ou le fait qu'il combat désormais au sein d'un parti d'extrême droite ? Qu'est-ce qui détermine la nature du PS, son origine ouvrière lointaine ou le fait qu'il combatte depuis des lustres au côté du parti de l'ordre ? Qu'est-ce qui détermine la nature du PS, l'apparence qu'il se donne en faisant référence au socialisme ou sa politique réactionnaire ? Qu'est-ce qui détermine la nature du PS, l'idée qu'on peut s'en faire ou ce qu'il est véritablement, dans la pratique en servant servilement le régime en place ?

On est passé du combat politique qui partait des faits, au combat politique qui s'appuie sur l'interprétation que l'on peut donner des faits, reléguant ces derniers au second plan ou en les occultant carrément. Cela permet peut-être d'expliquer pourquoi on ne s'en sort pas, pourquoi chacun semble détenir la vérité et pourquoi on se perd en discussions stériles à l'infini. On est passé d'une signification objective basée sur un constat à une interprétation subjective qui n'engage que son auteur.

Cela recouvre deux consceptions de la lutte de classe, cela nous amène à la question : réforme sociale ou révolution.

Le combat pour l'amélioration de la condition ouvrière relève des apparences quand il est une fin en soi, puisque aucun acquis ne l'est définitivement. On a l'impression ou la certitude d'avoir réalisé un pas en avant jusqu'au jour où nos acquis sont systématiquement remis en cause, liquidés. Du coup on tombe de haut, généralement on n'y est pas préparé, tout fout le camp alors qu'on est impuissant à freiner, stopper ou inverser ce processus liquidateur. On a toujours vécu ou baigné dans

l'apparence trompeuse que ce qui avait été acquis l'était définitivement et patatras, du coup on ne comprend rien à ce qui se passe, pourquoi les choses se passent ainsi, alors qu'en réalité c'était couru d'avance. On s'imaginait que le progrès social était un fait établi et qu'il finirait progressivement par s'étendre à tous les secteurs de la société, bref, le capitalisme réaliserait le socialisme, c'est la thèse défendue par les réformistes, mais manque de bol, les choses ne se passent pas du tout de cette manière là et c'est plutôt la régression sociale et la barbarie qui nous pend au nez.

Effectivement, la réalité c'est que c'était couru d'avance, nous le savions pertinemment parce que nous avons étudié de quelle manière les choses s'étaient passées au cours du XIXe et du XXe siècle, nous savions que le développement du capitalisme conduisait infailliement à de nouvelles crises, à l'accumulation gigantesque de capital et à la paupérisation croissante, à la baisse du taux de profit et à son effondrement, à la guerre, à la barbarie.

Nous savions parfaitement tout cela. Nous savions aussi que l'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes, sauf qu'on a cessé d'y croire, on s'est détourné de cet enseignement qui reposait sur une analyse des contradictions du capitalisme, de ses lois de fonctionnement qui n'ont jamais changé, de ses fondements qui sont demeurés les mêmes. On a rompu avec la conception de la lutte de classe qui reposait sur ce constat et cet enseignement pour finalement en arriver à la situation que nous connaissons aujourd'hui.

On a abandonné l'objectif du combat du mouvement ouvrier au profit d'une adaptation et d'une cogestion progressive du capitalisme. On a abandonné le combat classe contre classe au profit de la collaboration de classes au point de ne plus pouvoir se donner d'objectfs politiques au-delà du régime en place, au passage, ce qu'incarne l'Assemblée constituante du POI ou la VIe République de Mélenchon. (A suivre)

Pour moi qui vis en Inde et qui aies dû réviser à plusieurs reprises l'idée que je me faisais de ce pays, par la force des choses, c'est une évidence que le mouvement ouvrier et son avant-garde marchent sur la tête. Si j'avais fait de même en Inde sans tenir compte des rapports auxquels j'étais soumis, mais je serais devenu dingue, je serais déjà mort ou j'aurais tout perdu. Chaque fois, c'est la réalité qui m'a rappelé à l'ordre, violemment souvent, ce qui m'a obligé à porter un regard tout à fait différent sur ce pays et sur la vie en général car j'en ai tiré des enseignements précieux pour ma survie.

(Dans le village de pécheurs où j'habitais avant) Quand vous avez une vingtaine de types en furie alcoolisés et armés de machettes qui veulent vous couper en morceau et vous balancer à la mer, ou quand vous avez en permanence les premières vagues à une quinzaine de mètres de votre lit, non seulement vous n'avez pas l'esprit à philosopher, je peux vous assurer que vous analysez la situation telle qu'elle est sans chercher à biaiser avec car votre sort en dépend. Jamais je m'étais imaginé qu'un jour je me retrouverais à connaître de tels rapports avec des Indiens car je les ai toujours respectés, apparemment cela ne suffisait pas, la réalité était somme toute plus complexe, comme je ne m'attendais pas à ce que la mer grignote le rivage à une telle allure, j'ignorais même ce qu'était un tsunami jusqu'au jour où il a failli nous engloutir. C'est là qu'on se dit qu'on a vraiment intérêt à avoir les pieds sur terre et que l'oublier peut nous être fatal.

Moralité de cette causerie, il n'y a donc pas de fatalité à la crise de la direction de la classe ouvrière.

Le fiel.

En déplacement dans la Marne ce jeudi, Nicolas Sarkozy s'est montré très agacé par la question d'un journaliste de LCI sur les manifestations de syndicalistes d'ArcelorMittal devant son QG de campagne. "*Qu'est ce que vous voulez que j'aie à foutre de ce que vous me dites?*" a lancé Nicolas Sarkozy au journaliste qui évoquait les jets de gaz lacrymogène sur les manifestants, avant de traiter son interlocuteur de «*couillon*».

«*Pardon!*», s'est aussitôt rattrapé le chef de l'Etat, en tapant sur l'épaule de l'injurié. «*Non mais c'est parce qu'il est sympa, il est jeune*», a tenté de justifier Nicolas Sarkozy pour conclure. (20minutes.fr 15.03)

Actualité en titres

Une lutte à mort est engagée.

- France. Les ménages modestes se serrent toujours plus la ceinture - liberation.fr

- Les Italiens se serrent la ceinture - lepoint.fr

INFOS EN BREF

Social

1- France

Un mouvement de grève national a touché jeudi certains bureaux de Poste, les syndicats ayant appelé les guichetiers à dénoncer leurs conditions de travail, de rémunération et les suppressions de postes au sein du groupe qui emploie au total quelque 240.000 personnes.

Selon la direction de la Poste, le mouvement initié par les quatre premiers syndicats du groupe, la CGT, SUD, FO et la CFDT, ainsi que la CGC-Unsa, a été suivi par 13,95% des personnels de l'Enseigne (bureaux de postes) appelés à travailler jeudi, soit quelque 7.000 personnes. Au total, l'Enseigne emploie quelque 60.000 personnes.

Les syndicats réclament une revalorisation salariale ainsi que l'arrêt des réorganisations et suppressions de poste au sein du groupe, qui compte environ une moitié de fonctionnaires et est devenu il y a deux ans une société anonyme à capitaux publics.

Dans un communiqué commun, ils ont réaffirmé jeudi que "*l'amélioration des conditions de vie et de travail des postiers et du service public postal passe avant tout par l'arrêt des restructurations, des réorganisations, de la destruction de l'emploi qui ne visent que la rentabilité*".

Appelant la Poste à "*ouvrir les yeux sur la situation réelle des postiers*", ils ont également réaffirmé leur rejet d'un projet d'actionnariat salarié, cher au PDG Jean-Paul Bailly, jugeant que cela ne "*va pas répondre aux situations difficiles que vivent les postiers*". (AFP 15.03)

2- Grèce

Le taux de chômage en Grèce s'est aggravé au quatrième trimestre 2011, à 20,7% contre 14,2% un an plus tôt et 17,7% au trimestre précédent, a annoncé jeudi l'Autorité des statistiques grecques (Ase) selon laquelle près de 40% des jeunes sont sans emploi.

L'envolée du chômage, amorcée début 2010 quand la débâcle financière du pays et la rigoureuse cure d'austérité ont creusé la récession, se confirme mois après mois avec un nombre de chômeurs qui dépasse désormais le million (1,025 million au quatrième trimestre 2011) dans un pays de onze millions d'habitants.

Plus de la moitié (54,5%) des sans-emploi rentrent dans la catégorie des "*chômeurs de longue durée*", à la recherche d'un emploi depuis plus d'un an.

La tranche d'âge des 15-29 ans est la plus sinistrée, avec un taux de chômage de 39,5% (44,9% pour les jeunes femmes) au quatrième trimestre, contre 28% un an plus tôt, a précisé l'Ase dans un communiqué.

Le taux de salariés en Grèce, à 63% de la population active (hors chômeurs), continue aussi "d'être plus bas que celui de la moyenne dans les pays-membres de l'Union européenne (UE), où ce taux s'élève à 80%", selon l'Esa. Les auto-entrepreneurs représentent 24% des actifs. (AFP 15.03)

3- Slovénie

La filiale slovène de Renault a annoncé jeudi qu'elle réduirait la production à partir d'avril et supprimerait 13% des postes, à 2.220 environ, en raison d'une baisse des ventes en Europe.

"*Nous avons eu ces derniers mois une baisse des commandes qui résulte d'une contraction importante du marché européen. Parce que les conditions du marché ne s'améliorent pas (...), nous n'aurons plus d'équipe de nuit sans doute le 26 avril*", explique la filiale Revoz, qui produit les modèles Twingo, Clio et Wind.

Revoz a dit qu'elle comptait augmenter le nombre de postes au second semestre 2013, lorsqu'elle produira deux nouveaux modèles qui doivent être conçus dans le cadre du partenariat entre Renault-Nissan et Daimler.

Les immatriculations de voitures neuves ont à nouveau nettement baissé en février dans la zone euro, en raison principalement de la faiblesse des marchés français et italien, a annoncé jeudi l'Association constructeurs européens d'automobiles. (Reuters 15.03)

Economie

1- Italie

La dette publique italienne a atteint un nouveau record en janvier à 1.935,8 milliards d'euros en raison de facteurs saisonniers, de la hausse des taux d'intérêt et du versement de la participation italienne au fonds européen de secours, a annoncé jeudi la Banque d'Italie.

La dette a progressé de 37,9 milliards d'euros par rapport à décembre.

Cette progression s'explique "*principalement*" en raison de l'augmentation des "*disponibilités du Trésor auprès de la Banque d'Italie*" à 32,6 milliards d'euros, une hausse qui "*intervient régulièrement en cette période de l'année*", a expliqué la banque centrale.

La hausse du déficit public en janvier à 4 milliards contre 1,5 milliard un an plus tôt --sous l'effet de la hausse des taux d'intérêt qui ont fait augmenter le service de la dette et du versement de la participation au FESF, le fonds de secours européen-- a également pesé. (AFP 15.03)

2- Allemagne

Les Chinois ont été en 2011 les premiers investisseurs étrangers en Allemagne, devant les Américains, les Suisses et les Français, a annoncé jeudi l'agence gouvernementale "*Germany Trade and Invest*" (GTAI), chargée de promouvoir le pays auprès des investisseurs étrangers.

Les Chinois ont investi dans 158 projets recensés par le GTAI en Allemagne, les Américains dans 110 projets et les Suisses dans 91 projets.

Les investissements en provenance de France arrivent en quatrième position, avec 53 projets recensés.

En cumul par continent, les Européens représentent toujours la moitié des investisseurs en Allemagne, selon la GTAI.

Un projet sur cinq a été monté dans le secteur des machines-outils ou de l'automobile, et 13% dans les nouvelles technologies. Les énergies renouvelables n'ont attiré que 6% des projets.

Ces investissements ont été dans leur très grande majorité consacrés à des implantation de sites en Allemagne (le restant étant des relocalisations à l'intérieur du pays et des agrandissements).

Les groupes chinois ont par ailleurs aussi fait parler d'eux ces dernières semaines en annonçant des rachats de fleurons industriels allemands, de taille modeste mais dominant au niveau mondial sur leur secteur.

Dernier en date, Lingyun a annoncé mardi le rachat de Kiekert, numéro un mondial des systèmes de verrouillage pour automobiles, une PME typique du tissu industriel allemand, le Mittelstand, qui fait le succès du pays à l'exportation.

Fin janvier, le groupe Sany avait annoncé acquérir l'allemand Putzmeister, l'un des grands fournisseurs de machines pour le BTP. Le montant de ce rachat avoisinait les 500 millions d'euros, en faisant l'une des plus grosses acquisitions par un groupe chinois en Europe. (AFP 15.03)

Haut de page

Le 17 mars

CAUSERIE

Sarkologie. Tous banquiers, tous rentiers !

Sarkozy hier en meeting à Meaux : « *Celui qui travaille ne doit jamais gagner moins que celui qui ne travaille pas !* »

Il devait faire allusion aux actionnaires ou aux membres des conseils d'administration des grandes entreprises qui encaissent coupons ou dividendes sans avoir jamais produit le moindre travail.

Il a aussi beaucoup parlé de lui comme à l'accoutumé.

Selon Nicolas Sarkozy, la France n'aime pas « *les fraudeurs* », « *les tricheurs* » et « *les truqueurs* » : « *Les Français n'aiment pas l'injustice* ». Il faut combattre « *ceux qui profitent d'allocations sans rendre à la société, ce que la société leur donne* », a-t-il préconisé. (publicsenat.fr 16.03) Alors dégage !

On ne vous le fait pas dire : Sarkozy dégage !

Le candidat UMP s'est moqué du candidat socialiste qui pense, selon lui, "*qu'en supprimant le mot race on va supprimer le racisme* ». Avant de proposer à son tour, toujours avec ironie, « *alors supprimons le mot chômage, comme ça il n'y aura plus de chômeurs !* ». Et de conclure : « *la question ce n'est pas les mots, mais les réalités* ». (publicsenat.fr 16.03)

Il a raison La Talonnette : celles qui le poussent dehors !

Pour rappel, ce n'est pas le PS qui a mis fin à la colonisation ni son allié du PCF quand ils étaient au pouvoir en 1936 ou entre 1946 et 1958. Plus tard, le PS a créé SOS racisme et il a instrumentalisé la question du racisme tout en offrant un strapontin au FN, notamment en n'éradiquant pas la pauvreté, terreau sur lequel germe cette saloperie, y compris ou surtout au sein de la classe moyenne.

On ne peut pas comprendre la situation sociale ou politique si on n'a pas à l'esprit le contexte ou les rapports économiques qui en sont à l'origine...

Bonnet blanc et blanc bonnet, suite (3).

Un extrait d'un article du portail économique Liesi.

- L'article 123 de Lisbonne interdit à la BCE ou à la banque de France d'acquérir directement des titres de dettes de l'Etat. Alors que la BCE refinance les banques privées à 1% celles-ci prêtent aux Etats à 3, 5 ou 10% lors de la création monétaire par monétisation directe de titres de dette publique.

A cause de cette règle imposée par les grands manitous européens qui ont le projet de faire sauter l'Etat-nation et ont obtenu que les dirigeants nationaux pactisent avec eux contre leur propre pays, la France a été contrainte d'emprunter plus de 1300 milliards d'euros pour payer les seuls intérêts de sa dette. Sans l'interdiction de financement direct de la Banque de France, notre dette publique, donc sans intérêts, serait inférieure à celle de 1980.

La dialectique hégélienne thèse (UMP) / antithèse (PS) sous la houlette d'une même direction occulte.

Aucun des deux principaux candidats de la démonocratie aux présidentielles de 2012 n'est favorable à une remise en question de cette mécanique infernale qui contraindra mathématiquement la France à une banqueroute. On sait déjà à quoi s'attendre avec le candidat Sarkozy (puisque c'est lui qui a fait ratifier ce traité des ennemis de la nation sans passer par le référendum), voilà la réponse du mondialiste Hollande qui prétend ne pas aimer les "riches" mais fera tout pour cajoler les très riches. (liesi 15.03)

Finalement Sarkozy et Hollande sont à mettre dans le même sac. Ces gens-là se présentent comme de furieux antibolcheviques, il est donc normal qu'ils soient en proie à quelques contradictions, qu'il ait oublié l'antithèse n'a rien d'étonnant, la révolution socialiste qui consistera ni à faire fonctionner les moyens de production pour le compte d'une minorité de nantis, ni à les détruire, mais à les utiliser pour satisfaire les besoins de l'ensemble de la population, y compris les privilégiés qu'on aura envoyés au charbon une fois expropriés, à moins qu'ils résistent et préfèrent en finir plus rapidement...

Au pas. Une deux, une deux, une deux, à droite, droite.

Jean-Luc Mélenchon attend avec impatience la publication d'un texte de 17 000 signes, qu'il a rédigé pour la Revue défense nationale. «*Les premiers militaires qui l'ont lu sont assez emballés*», affirme-t-il. Le candidat du Front de gauche se verrait bien, ensuite, invité à l'Ecole militaire pour une conférence sur sa conception de la Défense française. «*Il ne reste qu'un seul antiatlantiste : moi*», clame-t-il.

Quant au récent discours de François Hollande sur le sujet ? «*Il suinte l'ennui et il est aligné sur les Etats-Unis*», conclut Mélenchon. (liberation.fr 16.03

Il est vrai qu'en appeler à l'ONU (Libye) démontrait que Mélenchon n'était pas "*aligné sur les Etats-Unis*"... Que pense-t-il de la guerre menée par l'impérialisme américain en Syrie contre un Etat souverain et indépendant ? Sans doute la même chose. On y reviendra plus tard.

Un dernier mot, au fait, Mélenchon ne s'est pas fait l'écho des informations transmises par les journalistes du Réseau Voltaire

présents en Syrie ou encore ceux transmises par le portail Mondialisation.ca, qui tranchent avec l'analyse fournit par le gouvernement ou les médias aux ordres qui correspond à celle de Washington, c'est étrange pour un "*antiatlantiste*".

Avant l'ouverture de la campagne électorale et depuis que le PdG existe, ce parti et son principal dirigeant, J-L Mélenchon n'avait aucune légitimité, il était quasi inexistant, ce que bien des militants ont déjà oublié, c'est dingue à quelle vitesse on peut perdre la mémoire.

Habitué à bouffer à tous les râteliers (de la République et de l'UE qu'ils affectionnent) à tour de rôle depuis plus de 30 ans, mais à ne récupérer que des miettes, des miettes substantielles tout de même, c'est finalement sans risque que Mélenchon a décidé de passer au cran supérieur pour tenter de rafler la mise ou tout du moins pour conforter sa position sociale. Outre ses revenus et proche de l'âge de la retraite, il lui suffirait de revendre son appartement parisien pour se la couler douce jusqu'à la fin de ses jours, c'est dans ce sens-là que je dis qu'il n'a pris absolument aucun risque en quittant le PS et en fondant le PdG. Et puis, il arriverait toujours à se recaser à bon compte, on ne se tracasse pas pour lui.

Il faudra donc ajouter aux "*hommages*" que lui ont rendus Sarkozy et Hollande et dont il s'est félicité, Eric Coquerel, secrétaire national du Parti de Gauche a été jusqu'à estimer qu'au fond, cela légitime plutôt le Front de gauche (lexpress.fr 16.03), la reconnaissance des généraux de l'armée des Versaillais ! Pourquoi pas une médaille pour service rendu à la patrie, ce serait mérité, non ? Mélenchon propose-t-il de rompre avec l'ONU et l'OTAN ? Propose-t-il de dissoudre l'appareil policier de l'Etat bourgeois ?

Fait vraiment chier Tardieu cet empêcheur de tourner en rond, et nous qui nous nous réjouissions de voir Sarkozy dégager, enfin avec Mélenchon l'espoir renaissait... L'espoir de quoi, vous entendez encore parler de son clone Die Linke, c'est plutôt le Front de gauche qui en est le clone ? L'espoir pour qui, pour cet aide-magasinier qui vit dans la rue et dort dans sa bagnole parce qu'il a un salaire misérable ? Peut-être pour la veuve de ce cadre de La Poste qui s'est suicidé, pas de bol, même la renationalisation de La Poste en partie privatisée ou soumis au même régime qu'une boîte privée ne fait pas partie du programme de cet illusionniste.

Les journalistes de 20minutes.fr ont davantage les pieds sur terre que bien des militants.

- Le candidat socialiste n'a jamais considéré Jean-Luc Mélenchon comme une menace. Plutôt comme un allié du second tour. A plusieurs reprises, François Hollande a commenté avec bienveillance la campagne du candidat du Front de gauche qui «*ramène*» des voix vers la gauche, des abstentionnistes ou un électorat populaire tenté par le vote Le Pen. (20minutes.fr 16.03) En 1981, le PCF avait tenu le même rôle, vous connaissez la suite.

Manipulation. L'UMP à la manoeuvre.

L'ancien Premier ministre Dominique de Villepin a confirmé vendredi qu'il ne disposait pas des 500 parrainages nécessaires pour se présenter à la présidentielle et lancé un appel à l'union nationale qui est selon lui inévitable à terme, une fois passés les scrutins du printemps.

"*Nous ne pouvons plus continuer à subir l'alternance des partis, les majorités courtes aux idées courtes. L'union nationale est la seule issue*", dit-il dans un billet sur son site internet. (Reuters 16.03)

En ayant juste à se baisser Nicolas Dupont-Aignan a récolté plus de 700 signatures, et un ex-Premier ministre aurait échoué à en trouver 500, ben voyons !

Parole d'internaute

- "*Le Front de gauche ce n'est pas l'extrême gauche, c'est la gauche. Nuance. Quant au PS, comme on l'a constaté pendant des années, c'est un parti de centre droit.*"

Si vous le dites, pourquoi pas. Attention, demain, comment allez-vous caractériser le Front de gauche une fois rallié au candidat du "*centre droit*" Hollande : de centre droit, de centre gauche ou de centre droit et gauche à la fois ? Et Hollande, sera-t-il devenu pour autant la gauche ?

Un conseil : versez le tout dans un verre, attendez que le tout soit bien dilué et observez attentivement le résultat. Toutefois, n'attendez pas "*des années*"...

Décervelés, lobotomisés, zombis...

A Tokyo, Singapour, Paris, Munich ou encore Londres, les inconditionnels d'Apple ont comme à l'accoutumée patienté une bonne partie de la nuit aux portes des boutiques.

A Sydney, David Tarasenko, 34 ans, a été le premier à se procurer le nouvel iPad dans le magasin Telstra qui a exceptionnellement ouvert à minuit. "*Quand Tim Cook l'a présenté* (le 7 mars, NDLR), *c'était comme un objet magique. J'ai été simplement séduit, je suppose*", a-t-il expliqué. "*Je suis venu de Russie pour acheter un iPad pour mon fils David, qui a trois ans*", a raconté Oleg Konovalov, à Tokyo. (Reuters 16.03)

Actualité en titres

Sarcophage

- Sarkozy à l'Elysée ? «*C'est pas gagné, mais il a de bonnes chances*» - Liberation.fr

- Sarkozy à Meaux : "*Oui, on va gagner !*" - LePoint.fr

Enfin un élu qui sait de quoi il parle :

- Un élu UMP compare Hollande à Hitler et Mussolini - Lexpress.fr

Tout le monde s'en fout !

- Banlieues : la politique de la ville n'a plus la cote - LeMonde.fr

- Les familles monoparentales '*délaissées*' par la campagne présidentielle - LeMonde.fr

INFOS EN BREF

Politique

1- Brésil

« *Raoni, le chef de la tribu Kayapo, du Brésil, a reçu recemment la pire nouvelle de sa vie : l'approbation par la présidente du Brésil, de la construction de la 3e plus grande centrale hydroélectrique au monde, à Belo Monte, en Amazonie brésilienne. Ce barrage inondera plus de 400 000 hectares de forêt et plus de 40 000 indiens seront forcés de quitter leur territoire ancestral.*

L'impact écologique dramatique qu'aurait ce projet sur ce cœur de la forêt amazonienne n'est plus à prouver.

Depuis plus de 20 ans, Raoni et son peuple se battent pour une reconnaissance officielle de leur territoire mais les autorités locales les ont définitivement abandonnés.»

Extrait d'un communiqué de l'Association National Tribal; (mondialisation.ca 15.03)

2- Etats-Unis. Une dictature : une preuve de plus.

La juge militaire qui préside l'audience de l'Américain Bradley Manning a refusé vendredi que huit témoins "*essentiels*" aux yeux de la défense fassent une déposition sous serment, avant le procès en cour martiale de la "taupe" présumée de WikiLeaks.

Le jeune soldat a comparu pour moins d'une heure vendredi, au deuxième jour d'une audience préliminaire sur la base de Fort Meade (Maryland, Est des Etats-Unis), destinée à examiner trois requêtes de la défense essentiellement pour lui faciliter l'accès aux éléments à charge.

Bradley Manning, 24 ans, ancien analyste du renseignement en Irak qui encourt la prison à perpétuité pour "*collusion avec l'ennemi*", est convoqué pour une nouvelle audience devant la justice militaire du 23 au 26 avril prochains.

L'avocat civil de Bradley Manning, David Coombs, avait soumis une liste de huit noms, dont deux civils, de responsables chargés de classifier les documents.

Parmi eux, Patrick Kennedy, sous-secrétaire d'Etat, et l'amiral David Woods, actuel chef de la prison de Guantanamo.

Me Coombs souhaitait que ces responsables fassent une déposition sous serment, avant le procès en cour martiale, pour

qu'ils évaluent les conséquences sur la sécurité nationale des Etats-Unis des fuites dont Bradley Manning est accusé. Il voulait également les interroger sur la manière dont les documents que le jeune soldat est soupçonné d'avoir transmis au site internet WikiLeaks ont été classés secrets défense.

La défense affirme que les fuites dont Bradley Manning est accusé n'ont pas eu d'impact notable sur la sécurité des Etats-Unis.

Me Coombs avait qualifié ces témoins "*d'essentiels et nécessaires*" à la défense. Le gouvernement a au contraire jugé que ces dépositions n'étaient pas "*utiles*" et engendraient des "*dépenses et des difficultés*" en raison de leurs fonctions les empêchant d'être "*raisonnablement disponibles*".

La juge Denise Lind a donné raison au gouvernement estimant que ces dépositions étaient requises uniquement pour des témoins essentiels dont on voudrait conserver le témoignage et qui pourraient être indisponibles au moment du procès.

Mais ces personnes pourraient témoigner au procès en cour martiale, dont la date n'a pas encore été fixée, a-t-elle estimé.

Me Coombs avait déjà soumis cette liste de personnes qu'il voulait voir témoigner lors d'une audience préliminaire en décembre. Cela lui avait été refusé.

Il avait demandé jeudi à la juge de reconsidérer ce refus, estimant notamment que le gouvernement avait décidé unilatéralement que ces "*témoins vitaux*" ne pouvaient pas assister à l'audience, sans même le leur demander.

"*Le gouvernement se bat avec Coombs sur le moindre centimètre du parcours et il semble que la juge veuille vraiment prendre des décisions contre Manning*", a commenté Kevin Zeese, un responsable du comité de soutien du soldat, après l'audience de jeudi. (AFP 16.03)

La juge militaire sur recommandation (sic !) du gouvernement refuse à la défense de recourir à des témoins "*essentiels*" à ses yeux, dont les dépositions pourraient conduire à minimiser les conséquences des actes qui sont reprochés à l'accusé au grand dam de la hiérarchie militaire et de la Maison Blanche, bref, de porter un coup fatal à la plupart des charges qui pèsent contre lui.

C'est le droit à la défense qui est bafoué ici, comme dans une dictature.

3- Israël

Dans un récent article, "*Vitrifier l'Iran*" paru dans *Israël7*, Jacques Kupfer (1), co-président du Likoud mondial et membre de l'exécutif de l'Organisation sioniste mondiale, énonce ce qui lui parait une évidence : "*L'Adolf de Téhéran*" (comprendre Ahmadinedjad) est en train de se doter de l'arme nucléaire. Selon Kupfer, les sanctions économiques ont eu "*l'effet d'une piqûre de moustique sur un missile blindé*", et si « *un virus venu à point nommé et le taux de mortalité curieusement élevé parmi les ingénieurs iraniens ont permis de ralentir la marche vers l'apocalypse islamique*" (2), il ne saurait être question d'en rester là. Mais, toujours selon l'auteur, un bombardement classique par l'aviation israélienne des infrastructures nucléaires iraniennes n'est en rien la solution finale au danger mortel que représenterait le nucléaire iranien.

C'est donc tout naturellement que le co-président du Likoud mondial propose l'utilisation massive de l'arme atomique contre la République islamique. " *Après tout, précise Kupfer, vitrifier l'Iran serait dans la lignée de la destruction justifiée de Hambourg et Dresde aux mains des nazis, de la destruction d'Hiroshima et Nagasaki aux mains des alliés japonais du Reich.*"

Dans l'article « *Vitrifier l'Iran* » (3) le co-président du Likoud mondial fait un "*rêve*" : "*Si seulement l'Etat d'Israël avait la bombe atomique…*". Gageons que pour la quatrième puissance nucléaire du monde, ce rêve est déjà réalité.

"*Vitrifier l'Iran !*", Jacques Kupfer, co-président du Likoud mondial http://fr.novopress.info/109512/vitrifier-liran-jacques-kupfer-co-president-du-likoud-mondial/

Note d'AFI-Flash

(1) Jacques Kupfer est l'ancien chef de la section française du Betar, un groupuscule ultra sioniste fondé à Riga en 1923 par Zeev Jabotinsky, leader du courant le plus extrémiste du courant colonisateur sioniste dans les années 30. Le parti révisionniste fondé par Jabotinsky militait pour un Etat juif englobant la Jordanie.

(2) Lire : Stuxnet, virus miracle du Mossad

http://www.france-irak-actualite.com/article-stuxnet-virus-miracle-du-mossad-81957872.html

(3) L'article de Jacques Kupfer : http://www.israel7.com/2012/02/vitrifier-liran/ (mondialisation.ca 14.03)

Social

1- France

1.1- Qu'on leur réserve le même sort !

Dans un courrier, révélé ce vendredi par le syndicat FO, un cadre de l'entreprise de transport logistique Gefco, filiale de PSA, explique les raisons de son suicide, survenu le 5 mars dernier, dans un local de la société à Bordeaux.

Hervé Marsollier, 46 ans, chef de l'agence de Gefco à Bordeaux, et père de deux enfants, y détaille les causes de son «*geste désespéré*». Il y évoque des «*objectifs intenables avec la perte de clients importants*», «*l'animosité et les réflexions acerbes» de l'un de ses responsables hiérarchiques et «l'insuffisance des moyens commerciaux*» pour maintenir le chiffre d'affaires.

Les «*pressions*», «*l'angoisse*», l'ont conduit mi-février à consulter un médecin mais en dépit des médicaments prescrits son anxiété n'a pas faibli, raconte-t-il dans cette lettre écrite sur ordinateur, adressée aux représentants de FO, au bas de laquelle il a ajouté à la main «*je vous remercie de bien vouloir défendre les intérêts de mon épouse*». «*Je me sens acculé et abandonné par Gefco, les premiers éléments de résultat de février sont mauvais et c'est pour ces raisons que j'ai décidé aujourd'hui de mettre fin à mes jours*», a-t-il encore écrit.

Le cadre s'inquiète aussi des projets de la direction visant à supprimer l'activité de messagerie de Gefco, une société de 9.400 salariés transportant notamment des automobiles, présente dans 29 pays et filiale à 100% de PSA, qui a annoncé mi-février son intention de s'en désengager du moins en partie. (20minutes.fr 16.03)

Les dirigeants de Gefco - tout comme ceux de La Poste - devraient être traduits devant un tribunal populaire révolutionnaire, nous proposerions comme peine les travaux forcés à perpétuité ou la mort.

1.2- Emploi

Le chômage a fortement augmenté en 2011, mais le nombre de plans sociaux enregistrés par l'administration a baissé. Il s'est en effet élevé à 953, soit le même niveau qu'en 2007 et moitié moins que lors de l'année noire de 2009, selon des données du service statistique du Ministère du Travail (Dares).

En 2009, le nombre de plans sociaux, techniquement appelés plans de sauvegarde de l'emploi (PSE), avait atteint 2.260. Avant le pic de 2009, le nombre de PSE déclarés avait été de 1.300 en 2006, 957 en 2007, 1.030 en 2008. En 2010, 1.180 plans sociaux ont été notifiés, puis 953 en 2011. En janvier 2012, le nombre de plans sociaux a été de 63, un chiffre en retrait par rapport à janvier 2011 (85) et janvier 2010 (99).

Toute entreprise d'au moins 50 salariés qui procède au licenciement pour motif économique d'au moins 10 salariés sur une durée de 30 jours est tenue d'élaborer un plan de sauvegarde l'emploi et de le notifier à l'administration. Un PSE doit comprendre des mesures pour favoriser le reclassement des salariés, en interne si possible et en externe. Les PSE ne reflètent pas toutes les suppressions de postes

Le nombre de PSE est un indicateur de tendance mais il ne reflète pas l'ensemble des emplois supprimés car il ne s'impose pas aux entreprises de moins de 50 salariés et il ne prend pas en compte les postes supprimés sans licenciement.

Ces dernières années, pour réduire leurs effectifs, les entreprises optent de plus en plus pour des dispositifs parallèles tels que les plans de départs volontaires, les ruptures conventionnelles ou la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences (GPEC) qui vise à prévoir les besoins de main d'oeuvre à terme. (lexpansion.com 16.03)

Economie

1- Monnaie et marché mondial

En septembre 2011, les transactions quotidiennes sur le marché mondial des devises atteignaient le chiffre de 5.000 milliards de $ par jour ! Une progression de près de 20% sur un an, explique le dernier rapport de la Banque de Règlements Internationaux. Les volumes ont pratiquement été multipliés par dix en vingt ans.

Pour comparer le montant des transactions sur ce marché des devises : il est 25 à 30 fois plus grand que celui de toutes les

places boursières réunies.

« *Il s'y traite chaque jour et seulement pour les transactions au comptant (1 500 milliards de dollars en 2010) l'équivalent de 16 fois le PIB des 35 plus grandes économies ou 36 fois leurs échanges commerciaux* » (Le Monde).

Autrement dit, les banques d'affaires font la pluie et le beau temps sur les devises et, incidemment, sur l'économie réelle, dont nous dépendons tous pour travailler et nous nourrir. Des devises aux matières premières et alimentaires, il n'y a qu'un pas. Et comme la spéculation est de plus en plus gourmande, les grands prédateurs ne savent plus se fixer de limites à leurs gains. Comme les principes moraux élémentaires sont foulés aux pieds depuis des lustres, il n'y a plus de frein pour mettre en œuvre les scénarios les plus perfides. Il n'est donc pas surprenant que les grands leaders des banques internationales aiment se rencontrer dans des cénacles réservés à la nomenklatura mondialiste pour discuter de l'avenir des milliards de bouches inutiles. Le tout en parfaite discrétion… avec des gardes armés, des dépenses importantes réalisées par les citoyens nationaux !

N'oublions pas qu'ils ont écrit sur des tables de pierre et en plusieurs langues (Stonehenge) que 500 millions d'être humains leur suffirait pour faire fonctionner le "*système*".

Ils se verront bientôt à Haïfa, au sein du Groupe Bilderberg. Haïfa est la troisième plus grande ville d'Israël. Particularité, on y trouve un Hôtel Rothschild, une demeure luxueuse. Il est bien sûr évident que les invités vont chercher un moyen de procurer le bonheur de leur prochain… Nous « *positivons* »…

Mais n'oublions pas ce mot du baron Rothschild, en 1970, et dont nous parlons dans le dernier numéro de LIESI : « *La structure qui doit sauter, c'est la nation…* ».

Or cette prédiction se réalise sous nos yeux avec la faillite de l'Etat-nation ! Quel visionnaire… Humm… (liesi 17.03)

2- Zone euro

La chancelière allemande Angela Merkel a proposé son ministre des Finances Wolfgang Schäuble pour prendre la tête de l'Eurogroupe après le départ du Luxembourgeois Jean-Claude Juncker, affirme vendredi le *Financial Times Deutschland*, citant des sources anonymes. Ministre des Finances d'un pays noté "triple A", expérimenté, respecté et influent, M. Schäuble, 69 ans, "*a les meilleures cartes*" pour présider ce groupe qui réunit les ministres des Finances de la zone euro, selon ces sources proches de l'Eurogroupe.

Angela Merkel a proposé son candidat auprès d'autres chefs d'Etat européens, mais la décision finale pourrait être reportée après l'élection présidentielle en France en mai, indique aussi le FTD. (lexpansion.com 16.03)

3- Etats-Unis

La reprise américaine version Hollywood/Obama

Tandis que les manitous de Wall Street mettent en œuvre une reprise indicielle afin de susciter des envies aux Européens en mal d'investissements hors Europe, d'illusionner sur la vitrine économique US, d'autres indicateurs inclinent à d'autres conclusions.

« *L'Armée américaine a présenté son canon anti-émeutes dont la particularité est d'envoyer des ondes électromagnétiques à 1 km de distance et de provoquer chez les individus visés une sensation de chaleur insupportable* ». En fait, il s'agit de griller les opposants. On se demande pourquoi il y aurait des opposants puisque tout va mieux ! Pourquoi s'empresser à développer des armes contre des opposants de masse dans le contexte radieux que les politiciens et banquiers centraux dépeignent ? Ce type de canon électromagnétique provoquant une chaleur insupportable dans la poitrine, a la particularité d'être classé dans la rubrique des armes non-léthales. Quel cynisme !

Préparer les citoyens… à un scénario hollywoodien

Tandis que les 1% des plus riches américains sont en train de faire leurs valises pour quitter les Etats-Unis vers d'autres cieux qui ne sont surtout pas européens, les autorités fédérales multiplient anormalement les exercices catastrophes apocalyptiques ! Maintenant, des universités américaines comme la Michigan State University proposent à ses étudiants de suivre des « *cours de survie* ». On est tout de même loin des cours universitaires classiques !

« Le vrai sujet du cours est en fait l'étude des grandes catastrophes et leur impact sur le comportement des individus et les divers échelons de l'organisation sociale, de la famille jusqu'au gouvernement », explique Le Figaro. «*En période de catastrophe, certaines personnes font preuve d'humanité alors que d'autres la perdent, dans quel groupe serez-vous?*», interpelle Glenn Stuztky, enseignant en sciences sociales à la Michigan State University, dans le descriptif de son cours d'été.

En fait, tous ces exercices s'inscrivent dans le processus déclenché par l'agence fédérale du Centre pour le contrôle et la prévention des maladies (CDC) ! Rien que cela. Pourquoi donc tant se soucier de la santé publique et de la sécurité publique aujourd'hui ? Curieux ces Américains : ils voudraient sans doute que les films de science-fiction deviennent leur quotidien ? Les scénaristes des grands films catastrophe d'Hollywood seraient-ils donc de mèche avec certaines huiles du complexe militaro-industriel ?… Des films sont-ils commandités par ce complexe obscur, qualifié avec raison par T. Meyssan et d'autres de cabinet fantôme, en vue de préparer les foules ?

Curieusement, le personnage principal du film 2012 dit, au début du film : « *Hollywood, c'est l'Apocalypse !* » Un message ? (liesi 15.03)

4- Inde

Le géant d'Asie est rattrapé lui aussi par la mauvaise conjoncture. A l'image des pays occidentaux, sa croissance faiblit et son déficit se creuse obligeant le pays à s'orienter vers plus de rigueur budgétaire.

Le gouvernement indien, affaibli par un revers électoral lors de scrutins locaux et accusé d'immobilisme, a affiché vendredi sa volonté de réduire le déficit public, pariant sur une reprise de la croissance pour financer de nouvelles subventions agricoles et sociales.

Lors de la présentation au Parlement du budget 2012-2013, le ministre des Finances, Pranab Mukherjee, a dit cibler un déficit budgétaire annuel correspondant à 5,1% du Produit intérieur brut (PIB), contre 5,9% en 2011-2012.

Le gouvernement a dit tabler sur une croissance annuelle de 7,6% l'an prochain, des prévisions plus optimistes que les 6,9% anticipés cette année.

Il a, entre autres, annoncé des subventions agricoles, des aides alimentaires pour les plus défavorisés, des programmes de santé pour réduire la malnutrition et des projets d'infrastructure pour l'eau potable. Il a toutefois promis que les subventions ne dépasseraient pas les 2% du PIB. A mi-mandat, avant les élections générales prévues en 2014, le gouvernement de centre-gauche apparaît fragilisé sur le terrain politique et économique. Il a dû faire machine arrière sur une réforme-clé visant à libéraliser le commerce de détail.

M. Mukherjee a toutefois assuré que les efforts étaient en cours pour parvenir à un consensus politique permettant aux multinationales étrangères d'ouvrir des supermarchés en Inde. Le parti du Congrès, à la tête de la coalition gouvernementale, n'a en outre remporté la majorité que dans un seul des cinq Etats où se sont déroulées de récentes élections locales. (lexpansion.fr 16.03)

Haut de page

Le 18 mars

CAUSERIE

Contre-révolution. Aux militants favorables à la candidature du Front de gauche sans se demander quelle en est la nature sociale..

En 2012, à la veille d'un nouveau Front populaire en France.

"*La campagne autour de Cronstadt est menée dans certains milieux avec une énergie qui ne se relâche pas. On pourrait croire que la révolte de Cronstadt ne s'est pas produite il y a dix-sept ans, mais hier seulement. Anarchistes, mencheviks russes, sociaux-démocrates de gauche du bureau de Londres, confusionnistes individuels, le journal de Milioukov et, à l'occasion, la grande presse capitaliste participent à cette campagne avec un zèle égal et les mêmes cris de ralliement. En son genre, c'est une sorte de « Front populaire » !*" (Trotsky - Beaucoup de tapage autour de Cronstadt, 15 janvier 1938)

Dans le portail du Parti de gauche nous trouvons deux articles, l'un intitulé *Cronstadt*, publié le 25 février 2012, l'autre *Solidarité indéfectible avec le peuple syrien ! Manifestation aujourd'hui à Paris*, publié le 09 février 2012. Ces articles figuraient encore hier dans leur portail.

Dans le premier son auteur présente les revendications des insurgés de Cronstadt comme légitimes et la répression menée par le pouvoir soviétique (1921) comme illégitimes. Passons sur les inexactitudes ou les falsifications que comporte cet article. Je

vous renvoie aux deux articles sur Cronstadt qui figurent dans la rubrique du site *Défense du marxisme* dans lequel leurs auteurs relataient les faits auxquels ils avaient participé ou dont ils avaient été les témoins directs.

Dans le second, le PdG s'associe à l'entreprise de déstabilisation du régime syrien par les puissances occidentales en se servant comme caution de l'opposition légitime du mouvement ouvrier syrien au régime, exactement comme le font Obama, Sarkozy et consorts pour camoufler leur entreprise criminelle.

Assad et Trotsky : même combat !

"*La spéculation sur le prestige révolutionnaire de Cronstadt est un des principaux traits de cette campagne véritablement charlatanesque. Anarchistes, mencheviks, libéraux, réactionnaires, tentent de présenter les choses comme si, au début de 1921, les bolcheviks avaient retourné leurs armes contre ces mêmes marins de Cronstadt qui avaient assuré la victoire de l'insurrection d'Octobre.*" (id)

Quand la "*révolution citoyenne*" ou "*par les urnes*" de Mélenchon sert de rempart au régime et de barrage à la révolution socialiste. Comment la soi-disant insurrection en Syrie peut-elle être à la fois si chère au coeur de Mélenchon, Obama et Sarkozy...

"*Comment l'insurrection de Cronstadt peut-elle être à la fois si chère au coeur des anarchistes, des mencheviks et des contre-révolutionnaires libéraux ? La réponse est simple : tous ces groupes ont intérêt à discréditer l'unique courant révolutionnaire qui n'ait jamais renié son drapeau, qui ne se soit jamais compromis avec l'ennemi, et qui soit le seul à représenter l'avenir. C'est pourquoi il y a parmi les accusateurs attardés de mon « crime » de Cronstadt tellement d'anciens révolutionnaires, ou d'anciens demi-révolutionnaires, de gens qui jugent nécessaire de détourner l'attention des abjections de la IIIe Internationale ou de la trahison des anarchistes espagnols. Les staliniens ne peuvent pas encore se joindre ouvertement à la campagne autour de Cronstadt, mais à coup sûr ils se frottent les mains de satisfaction.*" (id)

Ce n'est certainement pas un hasard si ces deux articles figurent dans le portail du PdG.

Les lecteurs pourront facilement faire un parallèle entre la situation en Russie en 1921 et la situation en Syrie en 2012 ont dû imaginer leurs auteurs qui ne sont pas à une falsification ou à une manipulation près. Ce qui est le plus probable, c'est que cet amalgame existe dans leurs têtes au point de transpirer dans leur portail, à leur insu ou non.

N'oublions jamais que nous en sommes en présence de gens qui se caractérisent par leur malhonnêteté intellectuelles. Ce n'est pas une calomnie de notre part, tout au plus une simple constatation que l'on peut renouveler quasiment quotidiennement.

"*L'insurrection de Cronstadt ne fut qu'un épisode dans l'histoire des relations entre la ville prolétarienne et le village petit-bourgeois; on ne peut comprendre cet épisode qu'en le mettant en liaison avec la marche générale du développement de la lutte des classes au cours de la révolution.*" (id)

Qu'est-ce qui caractérise le renégat Mélenchon, cet anticommuniste primaire ?

Pour donner des gages de ses bonnes intentions à notre ennemi de classe, il n'a rien trouvé de mieux que de ressortir et de se servir de la polémique qui avait entouré le soulèvement contre-révolutionnaire de Cronstadt en Russie en 1921.

Pas n'importe comment, pour justifier son ralliement à l'opposition syrienne manipulée par les puissances occidentales qui veulent renverser Assad en Syrie pour y installer un régime à leur botte, 91 ans plus tard le PdG identifie cette opposition armée par Washington, Paris, Jérusalem et Doha aux ennemis de la révolution russe qui avaient pris les armes pour renverser le fragile Etat ouvrier, contre lequel la même coalition impérialiste menait une guerre de tranchées tout en armant ses opposants, le PdG se plaçant évidemment au côté des malheureux martyrs de la révolution russe, finalement victimes d'un régime digne de celui d'Assad.

Quelle était la nature du soulèvement de Cronstadt ?

"*Si on ne se laisse pas abuser par des mots d'ordre pompeux, de fausses étiquettes, etc., le soulèvement de Cronstadt n'apparaît que comme une réaction armée de la petite bourgeoisie contre les difficultés de la révolution socialiste et la rigueur de la dictature prolétarienne. C'est précisément la signification du mot d'ordre de Cronstadt, « Les soviets sans communistes », dont se sont immédiatement emparé non seulement les socialistes-révolutionnaires, mais aussi les libéraux bourgeois. En tant que représentant le plus perspicace du capital, le professeur Milioukov comprenait qu'affranchir les soviets de la direction des communistes, c'était tuer à bref délai les soviets. C'est confirmé par l'expérience des soviets russes dans la période du règne des mencheviks et des socialistes-révolutionnaires et plus clairement encore par l'expérience des soviets allemands et autrichiens sous le règne de la social-démocratie. Les soviets dominés par les socialistes-révolutionnaires et les anarchistes ne pouvaient servir que de marchepieds pour passer de la dictature du prolétariat à la restauration capitaliste. Ils n'auraient pu jouer aucun autre rôle, quelles qu'aient été les « idées » de leurs membres. Le soulèvement de Cronstadt avait ainsi un caractère contre-révolutionnaire.*

Du point de vue de classe, lequel — sans offenser messieurs les éclectiques — demeure le critère fondamental, non seulement pour la politique, mais aussi pour l'histoire, il est extrêmement important de comparer le comportement de Cronstadt à celui de Petrograd dans ces journées critiques. De Petrograd aussi, on avait extrait toute la couche dirigeante des ouvriers. Dans la capitale désertée régnaient la famine et le froid, plus cruellement encore peut-être qu'à Moscou. Période héroïque et tragique ! Tous étaient affamés et irrités. Tout le monde était mécontent. Il y avait dans les usines une sourde fermentation. En coulisse, des organisateurs venus des socialistes-révolutionnaires et des officiers blancs tentaient de lier le soulèvement militaire à un mouvement d'ouvriers mécontents. Le journal de Cronstadt parlait de barricades à Petrograd, de milliers de tués.

La presse du monde entier le répétait. Mais en réalité il s'est produit un phénomène inverse. Le soulèvement de Cronstadt n'a pas attiré, mais repoussé les ouvriers de Petrograd. La démarcation s'opéra selon la ligne des classes. Les ouvriers sentirent immédiatement que les rebelles de Cronstadt se trouvaient de l'autre côté de la barricade, et ils soutinrent le pouvoir soviétique. L'isolement politique de Cronstadt fut la cause de son manque d'assurance interne et de sa défaite militaire. " (id)

Il n'y a rien d'étonnant à ce que le PdG issu d'un parti contre-révolutionnaire et sans avoir rompu avec son idéologie, le PS, associé au cadavre puant du stalinisme, le PCF, auxquels il faut ajouter les éléments les plus droitiers issus du NPA et des petits-bourgeois en quête de repères pour garantir leur niveau de vie confortable, montrent ainsi des signes d'allégeance à l'ordre établi en rappelant qu'ils sont foncièrement anticommunistes, après avoir annoncé qu'ils soutiendraient Hollande au second tour de la présidentielle, avant de négocier leur participation au futur gouvernement de Front populaire et des postes lors des élections législatives qui auront lieu dans la foulée.

Tout se tient et s'avère parfaitement compréhensible, seulement à partir du moment où l'on prend en considération, non pas un aspect isolé de la politique du PdG, mais la totalité de sa politique et des rapports qu'il entretient avec l'Etat, les différentes classes et leurs représentants.

Le mot de la fin à Trotsky.

"*Au fond, messieurs les critiques sont les adversaires de la dictature du prolétariat, et, de ce fait, les adversaires de la révolution. C'est en cela que tient tout le secret.*" (id)

Cela vaut pour toutes les composantes du Front de gauche et bien au-delà, car si les anarchistes se sont distingués d'une piteuse manière à Cronstadt, après avoir tenté en vain de mettre la main sur l'Association internationale des travailleurs de Marx et Engels dont ils seront finalement expulsés, bien avant de s'illustrer par leur capitulation lors de la révolution espagnole, depuis il y en a dans nos rangs qui se sont chargés de les réhabiliter (POI et NPA, mais aussi au FdG), signifiant de la sorte qu'ils avaient rompu avec le marxisme.

Si demain nous prenions le pouvoir et que la réaction manipulait une partie des masses arriérées pour les dresser contre le nouvel Etat ouvrier, nous les réprimerions avec la même fermeté que Trotsky à Cronstadt en 1921, le sort de la révolution l'emportant sur tout autre considération.

En Russie, c'était les contre-révolutionnaires parallèlement aux puissances occidentales, qui manipulaient les masses arriérées pour les dresser contre la révolution, afin de remettre le pouvoir à la bourgeoisie russe. En Syrie, ce sont les puissances occidentales, ainsi que les monarchies du Golfe, qui manipulent les masses arriérées pour les dresser contre le régime, afin notamment d'étouffer la véritable opposition à Assad. La comparaison s'arrête là, il faut le préciser.

Quand nous affirmons que dans la vie il faut savoir ce que nous voulons, nous ne nous livrons pas un exercice de moral ou de style ou nous ne répétons pas une leçon apprise par coeur, c'est une leçon que nous avons tiré de notre propre expérience, de la vie elle-même quand nous avons été nous-même confronté à de multiples difficultés ou lorsque nous nous somme rangé au côté de ceux qui connaissent les pires difficultés pour survivre au quotidien, nous sommes cohérent avec nous-même, avec nos convictions ou les idées que nous défendons, la lutte de classe ne supporte pas le dilettantisme, l'aventurisme et ne s'embarrasse pas des pleurnicheries des petits-bourgeois qui seront balayés ou broyés s'ils ne se rallient pas à la révolution socialiste.

Ce n'est pas parce que nous avons pris le pouvoir que les vestiges du vieux monde pourri se seraient évanouis du jour au lendemain, il faut continuer de le combattre ainsi que ses partisans d'où qu'ils viennent, y compris les armes à la main. Cela effraiera évidemment le petit-bourgeois anarchiste qui rêve de passer tranquillement de l'enfer au paradis par un coup de baguette magique. Ce n'était pas possible dans la Russie de 1921, ce ne le sera nulle part dans le monde demain.

Même au cours de la révolution nous ne pouvons malheureusement pas toujours faire ce que nous voudrions, rien n'est parfait ou comme nous le voudrions dans ce bas monde, c'est ainsi, il faut faire avec que nous voulions ou non. Et si cela valait pour Lénine et Trotsky qui avaient développé un niveau de conscience politique que nous n'atteindrons jamais, nous devrions avoir au moins la modestie de le reconnaître, et leur reconnaître au passage le mérite de n'avoir jamais renié notre idéal. Mélenchon et les siens ne peuvent évidemment pas en dire autant, d'où le recours permanent à un tas d'artifices pour le faire oublier.

INFOS EN BREF

Politique

France

De nombreux internautes fervents partisans de Hollande éructaient, s'étranglaient ce matin après le discours de Sarkozy hier à Lyon, réduits à l'impuissance pour défendre leur candidat et sa politique semblable sur le fond à celle du candidat officiel du parti de l'ordre.

Comment s'y est pris l'hystérique du Palais ? En occultant son bilan, mieux en refusant d'en endosser la responsabilité. Mais encore, il a pratiqué le dédoublement de la personnalité entre le président sortant et le candidat qu'il est, avant de remplacer le président Sarkozy par le président Mitterrand, pour ensuite lancer sa charge contre Hollande qui incarne la politique adoptée par le PS au cours des trois dernières décennies. Voyons à grands traits comment il a articulé son discours.

Pour faire oublier qu'il est dans l'impossibilité de regarder en face son bilan et qu'il n'a fait qu'accumuler des scandales ou déclencher de vives polémiques tout au long de son mandat, il n'a rien trouvé de mieux que de le reprocher à son concurrent.

- "*J'en ai assez des donneurs de leçons qui ont commis tant de fautes et sont incapables de les regarder en face*", a martelé le président sortant. "*J'en ai assez des leçons de morale d'une gauche qui, au cours des 30 dernières années, a été à l'origine des plus grands scandales de la République.*"

Bien qu'il lui soit difficile, voire impossible de revendiquer son bilan, il ne peut pas le faire disparaître, d'autant plus qu'il sait qu'il est dans la tête des futurs électeurs, il fallait donc bien qu'il trouve une formule simple et concise pour y faire allusion et le faire endosser à quelqu'un d'autre qu'au président sortant pour passer rapidement à autre chose et qu'on ne soit pas tenté de s'attarder dessus, ce qui lui serait fatal.

Pour ce faire, il n'a rien trouvé de mieux que d'en faire porter la responsabilité sur "*les crises*" dont personne ou presque ne comprend la nature exacte, tout en accusant le PS d'en profiter.

- Les socialistes "*pensaient qu'il leur suffirait (...) d'exploiter avec une bonne dose de démagogie et d'indécence les difficultés et les souffrances que les crises ont fait subir aux Français. Mais ils se trompent*", a lancé Nicolas Sarkozy.

Il a ensuite lancé un avertissement ou relayé une menace de ses amis du CAC 40 à l'encontre du candidat du PS, si en cas de victoire Hollande était tenté de concéder quelques avantages à certaines couches de travailleurs qui avaient voté pour lui.

- Cette fois, si la gauche l'emporte, la crise de confiance arrivera "*beaucoup plus vite*" mais dans un contexte "*bien plus dangereux*" qu'en 1981, a-t-il prédit. "*Il n'y a pas de place pour les expérimentations économiques hasardeuses*."

Beaucoup plus à l'aise quand il s'agit de s'attaquer au PS et ses contradictions que de traiter de la situation économique et sociale, il a asséné une vérité qu'au PS et parmi ses supporters on préfère taire, camoufler.

- Nicolas Sarkozy a accusé son rival de cacher qu'il ferait "*payer tout le monde*" en faisant croire qu'il taxerait les riches.

C'est une évidence dont se moquent ceux que cela n'empêche pas de continuer à vivre comme avant. On a envie de dire qu'à la posture des uns répond la posture des autres en guise d'analyse politique qui ne voient pas plus loin que leurs intérêts immédiats.

A l'emprise croissante de la finance dans ou sur la politique a correspondu la transformation du militantisme en lobbying corporatiste, c'est la manière dont les idées de la classe dominante se sont infiltrées, diffusées, puis imposées au sein du mouvement ouvrier, au point que même son avant-garde devienne incapable de se situer sur un terrain de classe indépendant.

Les syndicats s'étant détournés de leur mission et de leur objectif, il était facile à Sarkozy non sans une pointe d'ironie cynique de les rappeler à l'ordre.

- "*Je veux dire aux ouvriers de la sidérurgie (...), certains de vos syndicats vous trahissent, ils préfèrent faire des coups politiques plutôt que défendre vos emplois et vos usines*", a-t-il dit. "*Certains des permanents des syndicats vous sacrifient sur l'autel de la campagne présidentielle.*"

Vous remplacez "*sur l'autel de la campagne présidentielle*" par sur l'autel du profit, et vous avez là un des facteurs déterminants de la situation.

Qu'a répondu Hollande ? Il a été pitoyable.

- "*Moi je ne suis pas, comme il a été dit, dans l''antisarkozysme'. J'ai l'impression que c'est plutôt le candidat sortant qui devient maintenant un anti-Hollande, si je peux m'exprimer ainsi*", a déclaré Hollande, lors du journal de 20h00 de TF1.

L'antisarkozysme et l'anti-Hollande sont deux scénarios d'une mauvaise pièce, où les personnages jouent le même rôle mais en empruntant des costumes différents de telle sorte qu'on a l'impression qu'on est en présence de deux personnages distincts, alors qu'en réalité il n'y en a qu'un.

L'UMP et le PS ayant une origine différente, on leur prête volontiers des intentions différentes, alors qu'en réalité ils ont les mêmes. L'UMP n'a pas besoin de s'embarrasser de manières pour avancer sa politique réactionnaire et apparaître comme le parti des capitalistes, il y est aidé dans la mesure ou les masses exploitées demeurent subordonnées au capitalisme, tandis que le PS doit y mettre les formes pour que l'illusion perdure puisqu'il continue de se réclamer du socialisme.

Le candidat du PS est prisonnier d'un amalgame intenable, explosif, qui peut lui pèter à la figure chaque fois qu'il ouvre la bouche, qui consiste à se présenter à la fois comme le représentant du marché (capitalisme) et du socialisme, qui sont en réalité antinomiques ou qui s'excluent. Rien de plus facile pour son adversaire d'en user et d'en abuser pour le mettre en difficulté.

Sarkozy et Hollande le savent très bien, et à ce jeu-là l'avantage va à celui qui peut avancer à visage découvert, Sarkozy, d'où la violence hier de son offensive contre son adversaire qui ne peut que s'enferrer et se découvrir s'il lui répondait sur le même terrain. (Source : Reuters 17.03)

Haut de page

Le 19 mars

CAUSERIE

Je tiens à vous signaler que j'ai essayé d'entrer en contact avec plusieurs militants, cadres ou responsables sans succès. Apparemment toute discussion demeure impossible. Quelque part c'est désespérant. Est-ce que je m'y prends mal ? Est-ce que je m'illusionne sur la qualité des analyses que je fournis dans le site ? Je ne sais pas. De toute évidence mon travail ne les intéresse pas.

Sur la méthode, Mélenchon fait la preuve à sa manière que ce que je préconise fonctionne ou correspond bien à la réalité ou à un besoin réel, puisque à bien des égards nos méthodes sont similaires. Dommage qu'aucun dirigeant possédant ses qualités ne reprenne cette méthode à son compte tout en donnant à son discours et à son programme un contenu révolutionnaire.

Dois-je continuer ou arrêter, c'est la question que je me pose à nouveau.

Un espoir qui fera long feu.

Si Mélenchon a réussi là où tous les partis issus du trotskisme ont lamentablement échoué en 70 ans, c'est avant tout parce qu'il a su s'allier avec la dépouille du stalinisme devenue respectable et fréquentable (de son point de vue), PCF qui a continué à s'adresser à la classe ouvrière contrairement au PS qui s'en était totalement détourné.

Quant aux qualités propres à Mélenchon, elles jouent un rôle secondaire qui vient compléter le tableau d'une mise en scène bien huilée autrefois orchestrée par le PCF lui-même, au point que l'illusion serait presque parfaite.

Hier, le PCF canalisait les travailleurs engagés dans la lutte de classe pour le compte du régime, ayant ruiné l'idée qu'ils en avaient, c'est désormais au PdG allié au PCF de s'y coller afin de détourner l'avant-garde du prolétariat des partis catalogués à l'extrême gauche, POI, NPA et LO.

Si Mélenchon a démissionné du PS une fois démontré que ses qualités indéniables ne pouvaient suffire à modifier son cours, il a démontré à sa façon qu'il était impossible de "réformer" ce parti ou qu'il ne pouvait servir les intérêts des exploités.

Parmi ces qualités qui font un dirigeant, on peut citer son charisme et son talent de pédagogue à partir du moment où il emploie un langage simple accessible à tous, des références à la lutte des classes connues de tous. S'il semble en phase avec son auditoire, c'est parce qu'il le flatte dans le sens du poil en entonnant le discours qu'il est venu entendre, auditoire qui ne se pose

pas trop de questions sur son contenu réel du fait qu'il ne dispose pas des connaissances suffisantes pour en saisir la portée ou la finalité, les intentions réelles de Mélenchon.

Autre point fort du FdG, son programme se présente à bien des égards sous une forme directement transposable en décrets applicables immédiatement, ce qui lui donne une apparente cohésion, mais suffisante pour que des travailleurs ou des militants y trouvent même ce qui n'y figure pas et tombent dans le piège qui leur était tendu.

On trouvera suspecte la bienveillance presque unanime dont les médias aux ordres font preuve envers Mélenchon, à l'instar du locataire du Palais qui compte en profiter pour passer en tête le soir du premier tour de la présidentielle devant Hollande. Autrement, ils le diabolisent, ils ne peuvent pas s'en empêcher, c'est viscéral chez eux. Mais pas seulement, l'avantage de présenter Mélenchon comme un bolchevik assoiffé du sang des possédants, c'est de pouvoir y associer ensuite Hollande pour l'affaiblir, ce qui contribuera aussi à contrebalancer la proximité du FN avec l'UMP un peu trop voyante, voire embarrassante, mais indispensable à Sarkozy pour tenter d'être réélu.

Quand on examine le programme du FdG, on s'aperçoit immédiatement que c'est un couteau sans lame compatible avec celui du PS, dans la mesure où il ne sera jamais appliqué. Le PdG a littéralement vampirisé les programmes du PCF et du POI, l'avantage, c'est qu'en développant des thèmes comme l'Assemblée constituante, il en a montré les tenants et les aboutissants, de telle sorte que l'on comprend au premier coup d'oeil que cette perspective politique ne conduira pas à un changement de régime, contrairement aux affirmations trompeuses de ses auteurs.

En quoi la candidature de Mélenchon et l'écho qu'elle semble rencontrer pourrait être utile à notre cause ?

On a envie de répondre en rien si l'on se réfère à la période qui a précédé la campagne présidentielle de 1981, lorsqu'il y avait davantage de grèves ou de mouvements sociaux qu'aujourd'hui, et que le pouvoir incarné par Giscard était au moins autant contesté et émaillé de scandales, si ce n'est plus que celui sous Sarkozy.

De plus le PdG n'est pas un parti ouvrier, il est issu d'un parti social-libéral et présente les mêmes caractéristiques. Il a pour rôle d'assurer la liaison entre la classe ouvrière et la petite-bourgeoisie inféodée au capitalisme pour le compte du régime, rôle que ne peut plus assumer le PS dans lequel les travailleurs ne se reconnaissent pas, et accessoirement le PCF.

A défaut de faire peau neuve, c'est le PdG qui assure la maintenance ou le SAV du PCF. Il sert aussi à canaliser les couches de la petite-bourgeoisie qui se sont détournées du PS et qui pourraient se tourner vers le POI, parce quelles ont commencé à prendre leur distance avec un capitalisme qui rogne de plus en plus leurs avantages, elles sont portées à se rapprocher de la classe ouvrière puisque finalement elles connaissent le même sort, et à pencher logiquement vers un parti censé représenter toutes les couches d'exploités.

Mélenchon pratique l'oxymore (allier deux termes dont le sens est incompatible) pour finalement nier les enseignements de la lutte des classes du passé, plus particulièrement ceux des marxistes, comme si la politique était avant tout une affaire de volonté ou d'imagination et non le produit des rapports sociaux devant lesquels on fait acte de soumission ou que l'on combat pour les renverser.

Il en va ainsi de la "*révolution par les urnes*" qui non seulement n'a jamais eu lieu nulle part dans le monde aussi loin que l'on remonte dans le passé, qui est en réalité une imposture criminelle, l'antithèse d'une véritable révolution prolétarienne et socialiste, un nouvel obstacle sciemment dressé contre le socialisme.

Monsieur Mélenchon est-il sincère ou cohérent avec lui-même se demanderont certains militants ?

Assurément, si ce carriériste a quitté une organisation trotskiste sclérosée et vouée à végéter et dans laquelle il aurait pu faire une carrière minable de bureaucrate ou pire, devoir retourner bosser, quelle horreur franchement! c'était avant tout parce qu'il estimait qu'il valait mieux et que ce cadre qui ne lui permettrait pas de satisfaire son ambition personnelle dont il avait fait sa priorité au détriment des idées auxquelles il tenait tant (en apparence), démontrant ainsi qu''il était prêt à les abandonner ou à les monayer en échange d'une carrière au sein d'un parti (le PS) dans lequel il était promis à un bel avenir, ministre s'il vous plaît.

Parvenu à ce niveau des institutions, difficile d'envisager de se satisfaire de postes subalternes, des postes de député européen ou de sénateur feraient dorénavant pâle figure pour ce philistin, il ne lui restait plus qu'à viser le plus haut sommet de l'Etat, ce qui s'avèrerait toutefois impossible en demeurant au PS, c'est donc dans cette unique perspective qu'il a fondé le PdG, initiative sans risque car ses petits camarades du PS étaient prêts à le repêcher en cas d'infortune, sans compter qu'il avait désormais de quoi vivre confortablement jusqu'à la fin des ses jours.

Le PCF totalement laminé et maintenu en vie artificiellement par la grâce des institutions, il ne restait plus qu'à convaincre ses dirigeants de s'allier avec lui et de mettre à sa disposition son appareil pour que la sauce prenne, moyennant des concessions de part et d'autre que chacun était prêt à faire, assurés qu'ils étaient de s'y retrouver, on verra une autre fois quel sera le perdant

de cette alliance que l'on ne qualifiera pas de contre-nature, dans la mesure où le PdG a remplacé le PS au côté du PCF, sans rompre avec le PS, elle s'inscrit dans la continuité des rapports entre le PS et le PCF depuis des lustres. Le PdG présente la particularité d'être un appendice ou plus précisément une tendance du PS située à l'extérieur de celui-ci et pas davantage.

Pour conclure, le rassemblement parisien d'hier a sans doute été un succès pour ses organisateurs et ceux qui y ont participé, alors qu'en réalité il leur a fallu mobiliser deux cents cars et huit trains pour acheminer à Paris de toute la France des milliers de sympathisants apparemment introuvables ou inexistants sur Paris et la région parisienne, ainsi que les régions limitrophes qui comptent des millions de travailleurs.

Gageons qu'il y en aura encore parmi nous pour estimer que, si la dynamique enclenchée au cours de la campagne électorale de Mélenchon permet à des travailleurs de renouer avec l'espoir d'un changement possible et de se mobiliser par la même occasion, c'est une bonne chose, qu'on nous reconnaisse le droit de ne pas partager cet optimisme béat qui repose en grandes parties sur des illusions.

Union nationale.

Le Pen trouve Hollande "*très convenable*", NKM déclare pouvoir voter pour Hollande. (lexpress.fr 18.03) Commentaire d'un internaute : " *décidément toute la droite est favorable à Hollande... il faut dire que face au sortant il n'y a pas photo.*"

INFOS EN BREF

Politique

France

A la toute fin d'un article du JDD sur la livraison sondagière de la semaine, on apprend ce dimanche —sans réelle surprise— que «*selon l'Ifop, 29% des Français n'ont pas envie de voter. Preuve que la campagne ne les enthousiasme pas*», écrit Bruno Jeudi.

La réponse est d'autant plus inquiétante, estime Jaxel-Truer, «*que ce même indicateur, utilisé par l'Ifop à la veille du scrutin de 2007, avait donné le chiffre exact de la participation (16,2 % d'abstention seulement au premier tour, contre 28,4 % en 2002).*»

A en croire le sondage Ifop, les réserves de voix sont réelles: les électeurs se situant à gauche sont ceux qui se disent le plus réticent à aller voter (70% de participation, 30% d'abstention), devant ceux du MoDem (71-29), de l'UMP et du Front national (75-25). (slate.fr 18.03)

Au second tour, vous aurez le choix entre : le président-candidat des riches (Sarkozy) et un candidat qui déclare "*aimer les riches*" (Hollande) auquel se ralliera le candidat Mélenchon notamment. Si vous n'êtes pas riche et que vous n'aimez pas les riches, quel autre alternative vous restera-t-il entre voter blanc ou vous abstenir ? A moins que vous comptiez le devenir un jour...

Economie

Grèce. Quand croissance doit rimer avec précarité et baisse des salaires.

La zone euro a surtout mis l'accent sur l'assainissement des finances publiques de la Grèce et non sur la croissance pour l'aider à sortir de la crise, a reconnu le chef de file de l'eurogroupe Jean-Claude Juncker dans un entretien au journal Kathimérini publié dimanche.

Les coupes importantes dans les salaires et les retraites ainsi que la hausse des taxes imposées à la Grèce depuis 2010 par la zone euro et le FMI, en échange de prêts pour faire sortir le pays de la crise, ont favorisé l'aggravation de la récession, l'économie ayant accumulé un recul de 15% ces dernières années, provoquant la colère de la rue.

Ce n'est que dans le deuxième plan d'aide approuvé récemment que l'UE et le FMI ont commencé à élaborer des mesures de croissance.

"*Nous nous sommes montrés durs à l'égard de l'assainissement des finances mais très faibles à l'égard de l'autre paramètre important, celui de la croissance (...)*", a-t-il indiqué, en soulignant qu'il regrettait "*l'aggravation des conditions de vie des Grecs*".

M. Juncker a jugé qu'il aurait été "*plus logique de mettre dès le début l'accent sur la dimension de la croissance (...) la Grèce traversant maintenant sa cinquième année de récession*".

De son côté, le Fonds monétaire international (FMI) dans son nouveau programme d'aide de 28 milliards d'euros avalisé jeudi, préconise "*la réalisation des réformes structurelles destinées à accélérer la croissance de l'économie et de l'emploi*".

Le chef de la mission du FMI en Grèce, Poul Thomsen, reconnaît "*en regardant en arrière, que certains changements auraient dû être effectués d'une façon différente*".

"*Par exemple, je crois que le programme (d'assainissement de l'économie grecque) a été trop basé sur l'augmentation de l'imposition alors qu'il aurait fallu insister plus sur la réduction des dépenses publiques*", a indiqué M. Thomsen dans un entretien publié dimanche dans l'hébdomadaire grec To Vima.

Il a toutefois insisté sur la baisse des salaires effectué car le coût salarial "*doit s'adapter à la productivité basse du pays afin de favoriser la compétitivité*".

"*Le non-ajustement des salaires est la raison principale pour le taux élevé du chômage*", souligne M. Thomsen.

Il a annoncé la nécessité de l'adoption prochainement de nouvelles mesures d'économie "*de l'ordre de 5,5% du PIB en réduisant les dépenses publiques*". (AFP 18.03)

Haut de page

Le 20 mars

CAUSERIE

Consensus. Il y a apparemment des vies qui valent plus que d'autres.

Un crime "*raciste*", "*antisémite*", l'assassinat de trois parachutistes, je ne comprends pas... Une dépêche de l'AFP tombe : Somalie: six civils tués par des tirs de mortier contre un camp de déplacés, personne n'en parle, je ne comprends pas...

Ceux qui se distinguent de la collectivité par leur religion prennent la responsabilité de refuser de partager la vie et l'espace de leurs contemporains parce qu'ils estiment être différents ou supérieurs aux autres, mériter mieux, ils pratiquent une forme de discrimination légale, qui se traduit le plus souvent par l'exigence de la reconnaissance d'un statut privilégié illégitime.

Leur rejet ainsi exprimé des valeurs de la République, dont la laïcité, les expose à des discrimations dont ils sont en réalité à l'origine et dont ils portent la responsabilité, ce à quoi ils se refusent évidemment, ils n'ont de cesse de se poser en victimes innocentes. C'est parce que l'Etat leur accorde des droits particuliers ou dérogatoires qui font figure de privilèges, qu'ils sont la cible de vengeance aveugle de la part d'individus isolés ou de groupes organisés à des fins personnelles ou politiques, donc économiques.

Si la peau d'un Palestinien ne vaut pas plus que celle d'un Israélien, elle ne vaut pas moins. Si la peau d'un athée valait mieux que celle d'un juif, d'un chétien ou d'un musulman réunis tous ensemble, ce serait parce que sa représentation du monde ne repose que sur des critères objectifs, les seuls à même de délivrer l'homme de l'ignorance et de l'obscurantisme qui font son malheur, qui dès lors qu'il les maîtrise peut envisager de conquérir sa liberté.

J'ai employé le conditionnel pour montrer qu'on pouvait opposer aux croyants qui posent comme préalable à leur appartenance à la collectivité leur religion, qu'il existait un argument au pouvoir humaniste supérieur à tout autre, dans la mesure où il repose sur des faits matériels réels et vérifiables et non sur des croyances ou une mystification.

Les religions ont pour origine et se nourissent de l'ignorance de la population du fonctionnement de la société et de l'univers, de la matière d'où est issue la pensée humaine, donc la religion. Les dieux sortis de la tête des hommes sont le meilleur témoignage de leur ignorance.

Il y a des dizaines de milliers d'années, les hommes incapables de comprendre et de dominer les manifestations de la nature leur attribuèrent des pouvoirs surnaturels. Au fil du temps, sans doute surpris par leur propre capacité à évoluer, à développer des facultés insoupçonnées ou inconnues de leurs prédécesseurs, ils en sont venus à imaginer qu'un être supérieur devait en être dépositaire et les posséder toutes, le dieu à visage humain et parfait venait d'être inventé et succédait au paganisme. Le pouvoir surnaturel jusqu'alors prêté à des éléments de la nature se trouvait transférer en la personne d'un ou plusieurs dieux tout droit sortis du cerveau de nos ancêtres. Il ne restait plus qu'à le théoriser et à définir l'institution qui en serait le dépositaire.

Ce transfert ou cette nouvelle identification n'a été possible qu'à un certain stade du développement des forces productives et de la division du travail, quand l'homme a acquis davantage de pouvoir sur la matière et sur les hommes eux-mêmes, la société étant désormais divisée en classes, il lui fallait conforter son statut social et le justifier ou le légitimer auprès du reste de la communauté, de ses concurrents appartenant à la même classe que lui tout comme ceux qu'il dominait déjà.

Ce sont donc des besoins économiques et sociaux, puis politiques, qui ont été à l'origine de l'éclosion, de la diversité, du développement, de l'épanouissement et finalement du prosélytisme des religions au point de devenir envahissantes, autant que l'ignorance des hommes.

Quelques milliers d'années ou quelques siècle plus tard, alors que les sciences et les technologies ont connu un gigantesque développement qui en principe aurait dû signifier que l'homme dominait la nature comme jamais auparavant, on pourrait s'étonner de la vitalité des religions.

Elles se nourrissent principalement de deux facteurs, d'une part des souffrances engendrées par le vieux monde qui est parvenu à se survivre à lui-même au-delà de toute espérance du fait de notre incapacité à nous débarrasser du capitalisme, les religions se nourrissent de la misère du monde, on aurait envie d'ajouter comme les banques qui en sont responsables, ce qui devrait les rendre d'autant plus insupportables à nos yeux, ce qui n'est pas le cas et nous verrons plus loin pourquoi, d'autre part elles profitent du développement exponentiel de la démographique au XXe siècle particulièrement sur les continents les plus pauvres pour lesquels les habitants illettrés ou analphabètes étaient des proies faciles.

Si les religions n'apparaissent pas aussi insupportables aux yeux des travailleurs que les banques, c'est parce que tous les partis ouvriers ont abandonné le combat en défense de l'athéisme et du matérialisme. En y substituant la laïcité et en se faisant l'apôtre de la tolérance envers les religions qui polluent les esprits, les curés de la laïcité leur ont reconnu un statut spécial reconnu par la Constitution. Une fois dissocié le combat pour l'athéisme du combat pour le socialisme, il ne leur restait plus qu'à célébrer ce compromis en famille au sein d'organismes regroupant des représentants des différentes classes sociales, ces organismes étant par nature des organismes de collaboration de classes.

Les représentants de la laïcité ont privilégié la laïcité au détriment de l'athéisme conformément aux intérêts politiques de leurs appareils, de la même manière qu'ils privilégient la défense de la nation, de la République ou de la démocratie bourgeoise au détriment du combat pour le socialisme.

Rompre avec le PS est une nécessité absolue.

L'élection de Hollande présenterait un avantage pour les travailleurs nous dit-on, ils n'auraient pas à subir la poursuite de l'offensive destructrice à laquelle Sarkozy les soumettrait et ils seraient encouragés dans leurs luttes. On nous avait servit exactement le même discours soporifique avant la présidentielle de 1981.

Déjà à l'époque les impératifs économiques et financiers (de la classe dominante) allaient l'emporter sur le social réduit au minimum syndical avec la complicité des dirigeants des syndicats, qui aujourd'hui se disent bien disposés envers Hollande qui aura des comptes à rendre à Bruxelles et Washington, à la Bourse, aux marchés, aux maîtres du monde auxquels il est soumis ou acquis. Il devra gouverner sous le harcèlement de l'UMP qui entre temps aura peut-être explosé suite à sa déroute à la présidentielle et aux législatives, ce qui n'est pas pour nous déplaire évidemment, en s'alliant avec le Front de gauche, il réservera sa faible marge de manoeuvre à contenter à la marge son allié qui s'en contentera, les dirigeants du Front de gauche n'étant pas de dangereux extrémistes de gauche ou des bolcheviks décidés à renverser le régime. Les couches supérieures que représentent le Front de gauche tireront une compensation de leur soutien au gouvernement de façon à assurer la paix sociale et la stabilité du régime. Les couches les plus défavorisées végèteront dans leur coin, elles seront abandonnées à leur triste sort jusqu'au désespoir, d'où les situations particulièrement difficile à affronter et gérer auxquelles Hollande sera soumis ou auxquelles il sera forcément confronté un jour.

La question du pouvoir reviendra à l'ordre du jour, à défaut de ne pas l'avoir à l'esprit en permanence, les conditions objectives ou la dure réalitél'emportent sur les illusions. La nature humaine est ainsi faite au départ, que l'homme ne peut comprendre ou accéder à certaine chose, à un certain état de conscience que sous la contrainte et la violence, ce qui rend son histoire d'autant plus tragique. Je crois qu'un jour l'ancêtre de l'homo sapien a dû se brûler pour sentir l'effet que pouvait produire le feu sur sa peau, avant de comprendre qu'il avait un pouvoir salvateur ou destructeur. La société est ainsi faite aussi. On ne peut pas se contenter de nos propres expériences, on doit élever notre niveau de conscience pour nous libérer de l'état d'esclavage qui caractérise l'être humain et la société.

Si la faculté de penser nous est donnée à la naissance, rien ne garantit qu'elle se développera, surtout si on ne l'entretient pas. Ce sont les difficultés que nous rencontrons dans la vie quotidienne qui nous conduisent à nous poser de multiples questions et à y apporter des réponses, pas forcément applicables dans l'immédiat d'ailleurs.

Depuis toujours, dans son long et pénible apprentissage de l'existence et de la société, l'homme privilégie la recherche de résultats immédiats ou tangibles à ses problèmes, avant d'en chercher la nature et de relier ces différentes expériences entre elles

au-delà de sa propre expérience en s'appuyant sur les connaissances acquises par d'autres.

Il agit davantage par mimétisme plutôt que par son propre raisonnement qui lui demande toujours un effort. Inconsciemment, il profite de ce qui lui tombe sous la main sans trop se poser de questions, sans savoir d'où cela provient, s'il en a toujours été ainsi et s'il en sera toujours de la sorte, comment les choses et la société ont évolué pour en arriver à leur état actuel. Tout est fait dans le vieux monde pour qu'il ne parvienne jamais à se défaire de cette habitude nuisible à son destin. Notre devoir est de l'y aider par tous les moyens à notre disposition.

Sachant que Hollande ne rompra pas avec la politique réactionnaire de Sarkozy parce qu'elle lui a été imposée par la marche à l'abîme du capitalisme mondiale et que Hollande lui est et lui sera également entièrement soumis, il est impossible que les travailleurs se servent de la défaite de Sarkozy comme d'un levier pour se soulever contre le régime, puisqu'elle aura été acquise sur la base d'illusions dans la capacité du régime à pouvoir satisfaire leurs besoins. C'est seulement en rompant à la fois avec l'UMP et le PS, en les déclarant ennemis de la classe ouvrière que les travailleurs pourront conquérir leur indépendance de classe, condition préalable à remplir pour relier leurs revendications sociales à des objectifs politiques indispensables à réaliser pour entrevoir leur satisfaction.

Si le bilan de Sarkozy est son "*boulet*", le PS et ses satellites sont les boulets qui tirent en arrière la classe ouvrière et le mouvement ouvrier. On voit ici que la question du vote ou du désistement en faveur du PS n'est pas une simple question de "*tactique électorale*" comme me l'a écrit un camarade dans un courriel, mais bien une question de fond, déterminante pour l'avenir du mouvement ouvrier et bien au-delà.

Un peu précipitamment je dois l'avouer, j'avais annoncé que je soutiendrai plusieurs groupes sur la base d'une déclaration que j'avais estimée correcte et prometteuse. C'était une erreur dès lors qu'à la première occasion ils démontrent qu'ils n'ont pas rompu avec la stratégie épouvantable qui consiste à soutenir (indirectement) le PS et à le présenter à nouveau comme un parti ouvrier, l'un n'allant pas sans l'autre évidemment.

De plus, ces camarades ne se connectent pas sur mon site, les positions que je défends et développent ne les intéressent pas, ils ont mieux à faire, c'est leur droit, et bien de mon côté j'ai également mieux à faire que de perdre mon temps avec des militants qui n'ont pas rompu le cordon ombilicale avec ce que certains appellent le "*lambertisme*" qui ne se limite pas à un comportement, mais tire sa substance d'une conception de la lutte de classe qui repose sur des rapports que je rejette ou avec lesquels j'ai rompu.

Je poursuis sur la voie que je me suis tracé, peut-être que cela ne débouche sur rien de concret ou de palpable pour le moment, peu importe, il faut être patient. Si des militants sont intéressés par ma démarche ou ma méthode, qu'ils sachent que je ne suis pas du genre à rabâcher sans cesse les mêmes choses ni même à me relire, je les invite à télécharger mes causeries depuis août 2008, ils y trouveront largement matière à alimenter leur propre réflexion de façon à se forger leurs propres convictions, librement.

A partir du moment où j'ai poussé le scrupule jusqu'à leur fournir le mode d'emploi de cette méthode, ils peuvent l'utiliser pour démonter à leur tour les mécanisme que j'ai analysés et vérifier par eux-mêmes le bien-fondé ou non des conclusions auxquelles je suis parvenu. Vous ne trouverez pas un dirigeant qui mette à votre disposition un tel outil de réflexion pour progresser, je le dis d'autant plus simplement, n'ayant aucun avantage personnel à attendre du fait que vous partagiez ou non mes idées.

INFOS EN BREF

Politique

1- France

1.1- Les dernières gesticulations sécuritaires de l'avorton dictateur

Nicolas Sarkozy a déclenché, lundi soir, le degré le plus élevé du plan vigipirate, le niveau écarlate.

Le niveau écarlate prévient le risque d'attentats majeurs, simultanés ou non. Le trafic aérien civil peut être stoppé, l'eau du robinet coupée, certains tunnels interdits. (lefigaro.fr 19.03)

A. Juppé a dit qu'en cas de guerre entre l'Iran et Israël, la France se rangerait au côté de l'Etats sioniste, alors qu'une telle guerre ne pourrait être entreprise qu'à l'initiative d'Israël. Peu importe qui tire le premier ou agresse l'autre, la cause est entendue...

1.2- Bruit de campagne.

1.2.1- L'UMP continue de vanter les qualités de Jean-Luc Mélenchon pour mieux souligner les faiblesses de celui du PS, François Hollande. Le camp Sarkozy se montre bienveillant à l'égard du candidat du Front de gauche, qui a le vent en poupe,

pour qu'il contribue à faire baisser le score de premier tour de M. Hollande.

Le tribun du Front de gauche aurait aussi le mérite de capter une partie du vote ouvrier et d'affaiblir ainsi la candidate du FN, Marine Le Pen. (lemonde.fr 19.03)

1.2.2- François Hollande, candidat PS à la présidentielle, a assuré lundi 19 mars sur France Info faire campagne pour "*gagner*" et non pour "*faire un charivari*", ce qui lui interdit d'être "*dans la surenchère*". (AFP 19.03)

La "*surrenchère*", voilà de quelle manière il traite nos revendications sociales légitimes.

Dommage que Mélenchon se rallie à Hollande au second tour. Imaginons un instant qu'il s'y refuse. Ce serait un coup de théâtre. Qui signifierait quoi et qui devrait être présenté de quelle manière aux travailleurs pour qu'ils s'en saisissent ?

Cela signifierait que Mélenchon aurait décidé de se déterminer strictement à partir des intérêts de classe du prolétariat, donc en rompant avec le consensus auquel il participait jusqu'à présent en faveur du régime. Il indiquerait aux travailleurs que leurs combats et leurs besoins sont parfaitement légitimes et que ceux que représentent Hollande et Sarkozy ne le sont pas. Il briserait également l'illusion qu'il y aurait quelque chose à attendre de l'élection présidentielle et que les travailleurs ne devront pas leur salut à un sauveur suprême ou un Bonaparte mais à leur propre mobilisation révolutionnaire, non pas dans les urnes, mais dans la rue, les entreprises et les administrations.

1.2.3- Pierre Laurent, secrétaire national du parti, a expliqué, dimanche 18 mars sur Radio France politique, que le succès du rassemblement du Front de gauche à la Bastille comme la montée du candidat Jean-Luc Mélenchon dans les sondages a "*changé le paysage politique à gauche*" et qu'il "*ne sera pas celui prévu par certains au moment de l'accord Verts-PS*". "*C'est une journée qui va modifier le centre de gravité de la campagne*", a fait valoir le numéro un communiste. "*Donc, évidemment, si quelqu'un veut gouverner à gauche, quel qu'il soit, il devra compter avec le Front de gauche*", a-t-il insisté.

Aux yeux des responsables du Front de gauche qui veulent "*obliger François Hollande à bouger*", le succès de la campagne de Jean-Luc Mélenchon change la donne. Avec un candidat crédité de 11 % des intentions de vote, le candidat socialiste ne peut plus ignorer son aile gauche. "*Les lignes ont bougé. Nous allons entrer dans une nouvelle période pour tout le monde*", a ainsi jugé M. Laurent.

Au-delà du score de M. Mélenchon, en contraste avec le faible écho d'Eva Joly, c'est l'appétit qu'il peut ouvrir chez les amis de l'eurodéputé qui inquiète les écologistes. Noël Mamère a ainsi reconnu lundi sur France Info avoir "*des motifs d'inquiétude car cet accord risque d'être fragilisé par le score qu'on nous annonce à la présidentielle et les amis de Jean-Luc Mélenchon et Pierre Laurent risquent de faire monter les enchères*"."*Je comprends que Pierre Laurent et ses amis du Front de gauche soient saisis par le vertige des cimes et veuillent remettre en cause l'accord que nous avons passé mais je pense qu'il y a de la place pour tout le monde dans la future majorité*", a affirmé le député de Gironde. (lemonde.fr 19.03)

Ah comme elle est bonne la gamelle servie par les institutions !

1.2.4- "*Je suis certain que Jean Luc Mélenchon fait partie de ceux qui savent ce que c'est que la responsabilité du rassemblement de la gauche, pour battre Nicolas Sarkozy*", expliquait Claude Bartolone. «*Nous sommes alliés avec Jean-Luc Mélenchon, rappelait Ségolène Royal sur France 5. Nous partageons une plate-forme commune*», a-t-elle ajouté, alors qu'il n'y a pas d'accord signé entre le PS et le Front de gauche.

Si le PS ne veut voir que la bonne nouvelle – des réserves de voix importantes – dans la bonne performance de Jean-Luc Mélenchon, la droite, elle aussi, se félicite, mais pour d'autres raisons. Pour Jean-Pierre Raffarin, la dynamique du candidat du Front de gauche risque de faire «*dériver*» la campagne du socialiste «*vers la gauche plutôt que vers le centre*». «*M. Mélenchon affirme ce qu'il appelle lui-même une ligne rouge. Cette ligne-là me paraît difficilement compatible avec François Hollande et absolument (incompatible) avec François Bayrou*», s'est-il réjoui sur TV5 Monde et RFI ce dimanche soir.

Et un ministre de droite expliquait la semaine dernière : «*C'est notre meilleur allié contre Hollande. Il faut qu'il grappille le maximum de points. S'il monte encore, on lui fera une statue* ». (20minutes.fr 19.03)

Mélenchon en Marianne, non merci on a déjà Schivardi !

1.2.5- Selon l'ordre du tirage au sort effectué lors d'une séance plénière du Conseil constitutionnel, Eva Joly (EELV), Marine Le Pen (FN), Nicolas Sarkozy (UMP), Jean-Luc Mélenchon (Front de Gauche), Philippe Poutou (Nouveau Parti anticapitaliste), Nathalie Arthaud (Lutte ouvrière), Jacques Cheminade, François Bayrou (MoDem), Nicolas Dupont-Aignan (Debout la République) et François Hollande (PS) ont rassemblé les 500 signatures d'élus nécessaires.

Les candidats sont moins nombreux cette année qu'en 2007, où ils étaient 12, et surtout qu'en 2002, où les 16 candidats sur la

ligne de départ constituaient un record depuis l'instauration de l'élection du président de la République au suffrage universel direct en 1965.

Théoriquement, 47.000 élus sont habilités à parrainer un candidat, mais en pratique, compte tenu des cumuls, ils ne sont que 42.000.

Le Conseil constitutionnel doit maintenant tirer au sort, pour chaque candidat, les noms de 500 élus qui leur ont apporté leur signature. Il publiera ces noms dans les jours qui viennent au Journal officiel et sur son site internet.

Le système de parrainage a été institué en 1962. A l'époque, le nombre de signataires nécessaires n'était que de 100 et leur identité n'était pas publique. Il est passé à 500 en 1976, en même temps qu'a été prise la décision de rendre leur identité publique, pour dissuader les candidatures farfelues. (AFP 19.03)

1.2.6- François Hollande a été hué lundi à la sortie de son QG de campagne par une quarantaine de salariés de la centrale nucléaire de Fessenheim (Haut-Rhin), dont il préconise la fermeture, à l'issue d'un entretien avec plusieurs de leurs représentants, a constaté une journaliste.

"*Ne me faites pas dire que la CGT est pro-Sarkozy parce que Sarkozy souhaite maintenir Fessenheim*", a tenu à préciser Clément Schneider, secrétaire de la CGT de Fessenheim. "*Nous, on sait quelles sont les forces de progrès dans le pays, on essaie de les convaincre, c'est avec elles qu'on fera avancer l'économie et l'indutrie française*", a-t-il dit.

Sylvain Bouillot, délégué CFE-CGC, a de son côté évoqué "*une décision subie de François Hollande qui essaie tant bien que mal de s'en sortir*". (AFP 19.03)

Le nucléaire à usage civil ou militaire n'aurait jamais dû voir le jour ou se développer. Il aurait dû rester cantonné à un usage médical ou marginal.

Allez monsieur Hollande, laissez-vous faire, E. Joly ne pèse que 2 ou 3% selon les sondages, et puis tant pis si un jour une centrale nucléaire nous éclatait à la gueule, ce sont de braves syndicalistes qui vous le demandent...

2- Syrie

2.1- La France est prête à soutenir une guerre régionale

Les faux courriels des époux el-Assad diffusés par le Guardian surprenaient par leur innocence, chacun s'attendaient donc à de nouveaux développements. C'est chose faite : le Daily Telegraph assure que le shopping sur Internet attribué à Asma el-Assad viole les sanctions unilatérale de l'Union européenne et est passible de deux ans de prison. Surtout, après que le Guardian ait assuré ne pas révéler les e-mails à caractère privé, le Daily Telegraph publie des détails sur une prétendue liaison extra-conjugale du président el-Assad pour casser l'image idéale de son couple.

Cette opération de propagande intervient principalement pour masquer les actions en cours. L'Armée turque envisage d'entrer en territoire syrien pour y sécuriser une base rebelle sous prétexte de protection des civils. L'OTAN reproduirait ainsi ce qu'elle avait fait au Kosovo en violation du droit international, mais sans apparaître en première ligne. Cette nouvelle guerre pourrait trouver un semblant de légitimité internationale si elle était appuyée politiquement par un nombre significatif d'États, réunis le 2 avril lors de la Conférence des « Amis » du peuple syrien. L'OTAN pourrait ainsi se mesurer indirectement avec l'Organisation de coopération de Shanghai.

Dans un entretien au Monde, Alain Juppé avertit qu'en cas d'extension de la guerre vers Israël, Paris se tiendrait aux côtés de Tel-Aviv.

- Le ministre français des Affaires étrangères, Alain Juppé, a accordé un entretien au Monde. Il y dénonce le soutient des patriarches chrétiens au régime syrien. Surtout, il assure que « *dans l'hypothèse où Israël serait attaqué, nous (la France) nous rangerions à ses côtés* ».

- S'appuyant sur les faux e-mails du couple el-Assad, le Guardian assure que le président syrien court-circuite ses conseillers hommes et s'entourent de belles jeunes femmes. Le quotidien dresse un portrait d'Hadeel al-Ati, une de ses conseillères en relations publiques.

- Confirmant le passage opéré depuis un mois de la propagande classique à la fiction pure (cf. les nouvelles de Jonathan Littell et Tahar ben Jelloun), le National Post publie des carnets imaginaires d'Asma el-Assad. Le roman se substitue au reportage et aux documents dans les pages des grands quotidiens.

- Gulf News rapporte que l'influent cheik égyptien Saywat Hejazi a déclaré que tuer le président el-Assad est un devoir pour tout musulman. « *Celui qui a la possibilité de tuer el-Assad et qui ne le fait pas est un pécheur* », a t-il déclaré. (Réseau Voltaire 17.03)

2.2- Syrie : Regroupement de combattants étrangers aux frontières turque et jordanienne

Damas, 17h50 - Plusieurs centaines de combattants libyens d'Al Qaida (ex- Groupe islamique combattant en Libye) sont arrivés au cours des dernières semaines dans des hôtels d'Amman (Jordanie). Ils les ont soudain quittés vendredi 16 mars 2012 pour se regrouper dans un lieu inconnu.

Simultanément, un va-et-vient d'autobus a acheminé au moins 2000 combattants dans un camp de "réfugiés" à Hatay (Turquie) dans les journées de vendredi 16 et samedi 17 mars. Ce transport se poursuit, il est encadré par l'Armée turque.

Le colonel Riyad Al Asaad, qui avait été un moment assigné à résidence après l'accord syro-turc du 7 février, assure à nouveau pleinement le commandement de l'Armée "syrienne" libre depuis la Turquie.

On estime que les forces déjà regroupées sont constituées par 500 à 1000 takfiristes à la frontière jordanienne et 2000 à 3000 à la frontière turque. Aucun groupe jihadiste d'importance n'est signalé à la frontière libanaise, l'Armée libanaise ayant démantelé au cours des dernières semaines un camp de regroupement et une base de communication.

Il reste encore plusieurs centaines de combattants étrangers sur le sol syrien après la chute de l'Émirat islamique de Baba Amr et le nettoyage de Deraa et d'Idlib. Bien que totalement désorganisés et à bout de souffle, ils peuvent préparer les attaques de ces nouvelles troupes.

L'Armée nationale syrienne est en train de renforcer son dispositif aux frontières pour empêcher toute infiltration dans le pays. (Réseau Voltaire 17.03)

2.3- Attentats de Damas : la presse occidentale renonce à la théorie du complot

Les nouveaux attentats sont traités d'une manière bien différente des précédents. La presse atlantiste qui avaient attribué les premiers attentats de Damas et d'Alep aux services secrets syriens a abandonné cette théorie du complot depuis qu'Ayman Al-Zawahiri les a revendiqués au nom d'Al-Qaida. Du coup, elle fait preuve de circonspection cette fois et évite de reprendre à son compte les accusations systématiques du Conseil national syrien à l'encontre des services de renseignement.

Le rapport à huis clos de Kofi Annan au Conseil de sécurité donne lieu à des commentaires divers, chacun en Occident croyant savoir qu'il s'est plaint de la mauvaise volonté du président el-Assad. Cependant, la presse atlantiste évoque une possible sortie de crise sous garantie russe : la Pouvoir syrien cesserait la répression tandis que les Occidentaux renonceraient à contraindre Bachar el-Assad à partir. A y réfléchir de plus près, si cette solution était retenue, elle équivaudrait à une défaite complète de l'OTAN et du CCG. En réalité, les Occidentaux cesseraient de prétendre qu'il y a une répression et renonceraient à un changement de régime.

- La porte-parole du Conseil national syrien, Bassma Kodmani, a accordé un entretien au *Journal du dimanche*. Elle s'y pose nouvellement en stratège militaire et théorise la défaite. Selon elle, les combattants se déplacent tout le temps (ce qui revient à admettre qu'ils sont peu nombreux) dans une forme de guérilla urbaine. Ils ne chercheront plus à se regrouper comme ce fut le cas à Baba Amr (et par conséquent, ils ne cherchent plus à prendre le pouvoir).

- La presse du Golfe relaye largement l'information selon laquelle l'Arabie saoudite achemine des armes lourdes en Jordanie pour armer la rébellion syrienne.

- Mention spéciale au quotidien saoudien Arab News. En titre de "une", il accuse les voyous d'Assad d'avoir perpétré les attentats de Damas : Mais en page intérieure, il reproduit des dépêches d'agence dont le titre attribue les attentats à l'opposition armée. (Réseau Voltaire 18.03)

Social

1- Grèce

Aucune liaison n'était possible lundi entre le principal port grec du Pirée et les îles du pays, en raison d'une grève de 48 heures à l'appel du syndicat des marins (Pno) contre les mesures de rigueur touchant leur secteur, a-t-on appris auprès de la police portuaire.

"*Aucun bateau ne part du Pirée ni des ports voisins de Lavrion et Rafina, proches d'Athènes*", a indiqué à l'AFP une responsable du bureau de presse de la police portuaire.

Le syndicat réclame la signature "*imminente des conventions collectives*" du secteur, et la poursuite du financement de la caisse des marins sur budget public. Sous pression de la troïka des bailleurs de fonds de la Grèce (UE, FMI et BCE), cette caisse de retraite déficitaire serait considérablement affaiblie dans le cadre de la restructuration en cours, destinée in fine à abaisser le déficit et la dette du pays.

Après de récentes rencontres entre les responsables du syndicat et la ministre du Développement et de la Marine marchande Anna Diamantopoulou qui se sont avérées infructueuses, le Pno menace de reconduire la grève après mardi. (AFP 19.03)

2- Inde

Le niveau de pauvreté en Inde a chuté de plus de 7 points de pourcentage en cinq ans et concernait moins de 30% de la population de 1,2 milliard d'habitants en 2009-2010, selon les données officielles du gouvernement publiées lundi.

Les Etats du nord-est de l'Inde se sont toutefois appauvris. Les chiffres sur le niveau de pauvreté servent à évaluer le montant des aides gouvernementales.

Tandis que la troisième puissance économique d'Asie voit grossir les rangs de la classe moyenne sous l'effet d'une solide croissance proche de 8%, des centaines de millions d'habitants continuent de manquer de nourriture, d'électricité et d'approvisionnement en eau potable. (AFP 19.03)

Economie

1- Economie mondiale

Si le réseau internet était un pays, il serait en voie de devenir la cinquième puissance économique du monde en 2016, derrière seulement les Etats-Unis, la Chine, le Japon et l'Inde, et devant l'Allemagne, selon une étude du cabinet de stratégie Boston Consulting Group.

Dans quatre ans, il y aura 3 milliards d'internautes dans le monde, contre 1,9 milliard en 2010 et l'économie internet devrait représenter 4.200 milliards de dollars dans les pays du G20, contre 2.300 milliards de dollars en 2010, prédit BCG dans son rapport publié lundi.

Cet essor est porté par deux tendances de fond: l'accès à internet sur appareils portables et l'internet "*social*", où la navigation est largement guidée par affinités: "*dans le monde en développement en particulier, beaucoup de consommateurs vont 'directement au social'*", explique cette étude, fruit de trois ans d'enquêtes menées dans une cinquantaine de pays.

Parmi les pays du G20, le Royaume-Uni est largement en tête pour ce qui est de la contribution d'internet à l'économie globale du pays: internet devrait représenter en 2016 12,4% du produit intérieur brut (PIB), faisant bien mieux que la Corée du Sud, 2e, (8%), l'Europe des 27 en général (5,7%), les Etats-Unis (5,4%), le Canada (3,6%) ou la France (3,4%).

En Chine, où la population d'internautes explose, le réseau internet devrait représenter 6,9% du PIB. (AFP 19.03)

2- France

Le Qatar, investisseur tous azimuts en France, est monté en puissance dans le capital de Lagardère SCA, avec une participation de 12,83%, et s'impose avec ce partenariat renforcé comme "*un allié de poids*" pour le PDG Arnaud Lagardère, selon plusieurs analystes.

L'émirat a augmenté sa participation dans le groupe diversifié (médias, aéronautique, sport) dont il détient désormais 12,83% des parts et 10,05% des droits de vote, a annoncé lundi l'Autorité des marchés financiers (AMF).

Mais Qatar Holding LLC pourrait augmenter encore ses parts et envisage même d'intégrer le conseil de surveillance du groupe, sans pour autant vouloir en prendre le contrôle, selon l'AMF.

Le site Investir.fr s'interrogeait lundi sur le point de savoir si la participation effective de l'émirat ne s'élèverait pas en réalité à "*26,07%*".

Selon Investir, qui s'appuie sur la "*base de données de Bloomberg*", il apparaitrait, sauf erreur de Bloomberg, qu'"*aux côtés de Qatar Holding des personnes physiques ou morales de l'émirat détiennent effectivement plus d'un quart du capital de la commandite*". (AFP 19.03)

3- Allemagne

Le constructeur allemand de voitures de sport Porsche a réalisé le meilleur bénéfice net de son histoire à 1,46 milliard d'euros en 2011, selon son rapport annuel diffusé lundi soir.

Le groupe avait déjà annoncé mardi dernier avoir réalisé en 2011 "*la meilleure année de son histoire*", avec en particulier un bond de son bénéfice opérationnel de 22% à 2,05 milliards d'euros, un record.

En 2011, son chiffre d'affaires a progressé de 18% à 10,93 milliards d'euros. (AFP 19.03)

Haut de page

Le 21 mars

CAUSERIE

Les apparences sont trompeuses, elles peuvent vous engloutir !

- Présidentielle : le match des apparences - LeMonde.fr

Apparences à partir desquelles les uns et les autres nous proposent des tactiques et des stratégies plus foireuses les unes que les autres depuis des lustres et qui ont abouti à la situation actuelle. Bravo à nos dirigeants, vous avez fait du bon boulot !
En revanche, une certitude plus qu'une apparence, cela ne les a pas empêchés de conserver le contrôle de leurs appareils et de leurs partis, à croire que c'était leur seul objectif.

Le combat contre les illusions sur le terrain des illusions s'est finalement soldé par l'adaptation progressive des partis à ces illusions, tandis que les couches les plus conscientes des travailleurs entreprenaient de s'en défaire suite à leurs expériences ou y ont été conduits par la force des choses sans toutefois en comprendre la nature et en tirer des enseignements, puisque tous les partis avaient déserté ce terrain-là. Cela explique en partie pourquoi des militants passent d'un parti à un autre sans y trouver leur compte ou finissent par se détourner des partis ouvriers.

Si la détermination de la nature sociale d'un parti repose sur la prise en compte de plusieurs facteurs, il en existe un qui les domine tous ou qui les départage en cas de doute : ses rapports à l'Etat (aux institutions), sa définition ou sa conception de l'Etat, l'Etat pour lequel il combat, sa manière de poser la question de l'Etat, pas seulement dans son programme mais en relation avec son combat quotidien. Voyez de quelle manière les différents partis abordent cette question et vous serez fixés sur leur nature sociale et du même coup sur leurs réelles intentions.

Autre élément de réflexion.

Peut-on, doit-on reprendre à la lettre la définition de la nature sociale des partis issus du mouvement ouvrier que nous avaient fournie Marx et Engels à une époque où aucun parti ouvrier n'avait encore fait l'expérience du pouvoir ou doit-on l'adapter en tenant compte depuis de cette expérience qui s'est toujours avérée catastrophique pour la classe ouvrière, pas seulement en France ?

Sans même à avoir à poser cette question sous cet angle-là et à laquelle j'ai déjà répondu dans plusieurs causeries précédentes, il suffit d'observer quel traitement réserve chaque parti à la question de l'Etat pour avoir une idée assez précise de leur nature sociale. Le PS et le PCF ont démontré quand ils étaient au pouvoir qu'ils s'accommodaient très bien de l'Etat en place et qu'ils n'avaient pas du tout l'intention d'y attenter ou de le renverser. Le FdG s'inspirant du POI nous propose de conserver les mêmes institutions relookées auxquelles ils y adjoindraient une Assemblée constituante calquée sur celle qui existe en Tunisie aujourd'hui. Le NPA et LO ne se prononcent pas vraiment sur cette question.

Du fait qu'aucun parti ne pose comme préalable à tout changement de société la liquidation des institutions, de l'Etat, et la fondation d'un Etat ouvrier ou d'une République sociale reposant sur la domination de classe du prolétariat (dictature du prolétariat), on peut en déduire qu'aucun des partis dits ouvriers ne croit plus possible ce changement, c'est à se demander s'ils méritent encore la dénomination de partis ouvriers, mille fois hélas ou plus encore bien sûr !

C'est uniquement pour des raisons pratiques et pour les distinguer des autres partis que nous les considérons encore comme des partis ouvriers, à l'exception du PS qui est un parti purement bourgeois.

Je ne sais pas dans quel état vous êtes à l'issue de cette brève lecture, personnellement je suffoque, j'ai besoin d'un grand bol d'air frais (ici il fait plus de 35°C !) pour reprendre mon souffle et me convaincre que malgré tout nous parviendrons à abattre tous les obstacles qui nous empêchent de renouer avec le socialisme.

En aparté, le ventilateur que je viens mettre en route brasse de l'air chaud, pas vraiment de quoi me ranimer, pour tout vous dire je tombe littéralement de sommeil tellement je suis épuisé, le mieux serait peut-être de se changer les idées histoire d'oublier un instant l'impasse dramatique dans laquelle nous sommes. Dix minutes plus tôt, je m'étais lancé à la recherche d'une citation d'Engels dans *La situation de la classe ouvrière en Angleterre* que je n'ai pas retrouvée comme d'habitude, on se contentera donc d'un autre passage, de plusieurs extraits qui ont attiré mon attention.

Engels nous livre une cruelle ou violente description de la bourgeoisie anglaise, à côté de laquelle la littérature qu'y consacrent nos révolutionnaires ou anticapitalistes professionnels fera figure de roman à l'eau de de rose pour petits-bourgeois en proie à des convulsions incontrôlées à l'idée d'être mêlé de près ou de loin à une action violente contre l'Etat ou les bourgeois.

1- "Je n'ai jamais vu une classe si profondément immorale, si incurablement pourrie et intérieurement rongée d'égoïsme, si incapable du moindre progrès que la bourgeoisie anglaise, et j'entends par là surtout la bourgeoisie proprement dite, singulièrement la bourgeoisie libérale, qui veut abroger les lois sur les grains. Pour elle il n'existe rien au monde qui ne soit là pour l'argent, sans l'excepter elle-même, car elle ne vit que pour gagner de l'argent et pour rien d'autre, elle ne connaît pas d'autre félicité que de faire une rapide fortune, pas d'autre souffrance que de perdre de l'argent. Avec une telle rapacité et une telle cupidité il est impossible qu'il existe un sentiment, une idée humaine qui ne soient souillés."

2- "Le bourgeois se moque éperdument de savoir si ses ouvriers meurent de faim ou pas, pourvu que lui gagne de l'argent. Toutes les conditions de vie sont évaluées au critère du bénéfice, et tout ce qui ne procure pas d'argent est idiot, irréalisable, utopique. C'est pourquoi l'économie politique, science qui étudie les moyens de gagner de l'argent, est la science préférée de ces juifs usuriers. Ils sont tous économistes. Le rapport de l'industriel à l'ouvrier n'est pas un rapport humain, mais une relation purement économique. L'industriel est le « capital », l'ouvrier est le « travail »."

3- "L'esclavage misérable dans lequel l'argent tient le bourgeois marque même le langage, du fait de la domination de la bourgeoisie; l'argent fait la valeur de l'homme..."

4- "Quiconque a de l'argent est « respectable », appartient à « la meilleure catégorie de gens » (the better sort of people), est « influent » (influential) et ce qu'il accomplit fait époque dans son milieu. Le sordide esprit mercantile imprègne la langue tout entière, tous les rapports humains sont traduits en formules commerciales expliquées sous forme de catégories économiques. Commande et fourniture, demande et offre, supply and demand, telles sont les formules à l'aide desquelles la logique de l'Anglais juge toute la vie humaine. Voilà qui explique la libre concurrence partout, voilà qui explique le régime du « laissez-faire » et du « laisser-aller » dans l'administration, dans la médecine, l'éducation et bientôt aussi dans la religion où la domination de l'Église d'État s'effondre de plus en plus. La libre concurrence ne veut pas de limites, pas de contrôle d'État; tout l'État lui pèse, son voeu le plus cher serait d'être dans un régime tout à fait dépourvu d'État, où chacun pourrait exploiter son prochain à coeur joie comme dans la « société » de notre ami Stirner, par exemple. Mais comme la bourgeoisie ne peut se passer de l'État, ne serait-ce que pour tenir en respect le prolétariat qui lui est tout aussi nécessaire, elle utilise le premier contre le second et cherche à tenir l'État le plus possible à distance en ce qui la concerne."

C'est marrant, vous ne trouvez pas qu'il y a là comme une terrible similitude avec le nouvel ordre du monde que les représentants du capitalisme veulent nous imposer et les contradictions qu'ils rencontrent ? En gros, ils n'ont jamais lâché le morceau, le capitalisme est resté fidèle à lui-même, il est bien le seul ! Ces lignes remontent à 1845.

Et qu'avaient déduit Marx et Engels de leur analyse sans concession de la société bourgeoise ? Certainement pas qu'il fallait mettre dans sa poche son programme et son drapeau, ceux de la révolution socialiste mondiale que plus personne de nos jours (les partis) n'ose sortir ou ne se réclame, raison de plus pour ne pas les imiter et rester fidèle aux enseignements de Marx et Engels.

Le flic-président dans son élément, le cynisme en prime.

Sarkozy, le flic-président, instrumentalise à nouveau un fait divers parmi tant d'autres pour instaurer un climat de paranoïa dans le pays, terroriser l'ensemble de la population, y compris les enfants, afin de réaliser l'union nationale autour de sa médiocre personne et apparaître comme le sauveur suprême autour duquel les électeurs devraient se rassembler, et tenter ainsi en désespoir de cause d'assurer sa réélection largement comprise selon toute vraisemblance.

Sarkozy, suppôt de l'Etat sioniste, ne manque pas une occasion de rappeler son attachement au bourreau du peuple palestinien, au "*peuple élu*" dont il fait partie et à côté duquel tous les autres ne valent rien.

Titres de deux articles de presse hier :

- Au moins 45 morts dans une série d'attaques en Irak - Liberation.fr

- Des violences font une cinquantaine de morts en Somalie - Reuters

Sarkozy, Hollande et leurs semblables s'en foutent éperdument, tous les jours dans le monde des centaines, des milliers de victimes innocentes sont massacrés dans des conditions plus horribles les unes que les autres, produit de la guerre que se livrent les capitalistes à l'échelle mondiale pour conserver leurs parts de marché ou éliminer leurs concurrents...

L'UMP et ses alliés, le PS et ses satellites, sont responsables de la situation économique et sociale en France qui alimente le racisme, l'antisémistisme et la xénophobie, la violence individuelle en général. Sarkozy et l'UMP porte une responsabilité particulière de l'atmosphère nauséabonde qui règne en France après avoir désigné des boucs émissaires à la vindicte publique, afin de détourner l'attention des travailleurs des véritables responsables de la situation actuelle et les dresser les uns contre les autres.

Sarkozy et avant lui ses prédécesseurs, en accordant un statut particulier et des droits supérieurs (double nationalité) aux personnes d'origines juives (qui en font la demande) ou se définissant comme telles par rapport au reste de la population, recourent au communautarisme et nourrissent ou encouragent ainsi l'antisémitisme qui sert les intérêts et les entreprises guerrières de l'Etat d'Israël auxquelles est associé l'impérialisme américain.

Sarkozy n'est rien d'autre qu'une piètre marionnette au service du lobbying sioniste et impérialiste, dont l'ambition est d'instaurer un nouvel ordre mondial qu'il dirigerait via les banquiers américains appartenant à la même communauté d'intérêt et religieuse.

Finalement l'exploitation politique de la tuerie de Toulouse nous ramène à des considérations économiques, la boucle est bouclée.

Tour de passe-passe sémantique. Bas les masques !

Clémentine Autain, porte-parole de Jean-Luc Mélenchon, hier, dans un blog du *Monde*.

Annonce alléchante

- "*L'enjeu n'est pas l'alternance mais l'alternative.*"

Vous savez quelle est la première définition figurant dans le *Grand Robert de la langue française*, je vous le donne en mille cela tient en un mot : alternance !

Mais comment s'y prendre, promettre toujours plus, cela n'engage à rien :

- "*Les "promesses vraiment de gauche" de Hollande ne sont pas si nombreuses que ça, malheureusement ! Mais il reste cinq semaines, gageons qu'il peut promettre un peu plus...* ". S'il vous plaît monsieur Hollande, ayez la bonté d'ajouter quelques promesses à votre discours et peu importe si vous ne les tiendrez pas, l'essentiel c'est qu'on ait une place au chaud des institutions pendant cinq ans, on se fout du reste.

au-delà de la "***gauche***"...

... car il existe "*à gauche et pas seulement, le désir de renouer avec l'émancipation humaine*", donc à droite aussi, on imagine d'ici les banquiers vomissant leur triste sort qui les empêche de s'émanciper... des mailles du capital, quel terrible destin !

...désir qui retombera aussitôt :

- "*Plus notre score sera élevé, plus nous pèserons en faveur de la victoire de la gauche et en faveur d'une politique de transformation sociale et écologique*", ben voyons, il n'y a que les ignorants ou les crétins pour y croire ne serait-ce qu'un instant !

Pourquoi ?

Parce que "*plus notre influence grandira, plus nous avons des chances de faire bouger le candidat socialiste* "... dans le cadre du traité de Maastricht et des derniers traités signés qu'il s'est engagé à respecter à la lettre, assurément !

A quelle fin alors ? Redorer le blason du PS

- Puisque "*la gauche a désespéré les catégories populaires*", non, sans blague, "*Il faut une gauche pour de bon (...) et nous arriverons à redonner des couleurs et du tranchant à gauche*" qu'incarne malgré tout le PS bien qu'il soit appelé à poursuivre

la politique de Sarkozy au service du capital, il s'y est engagé.

Vous n'avez pas l'impression qu'elle essaie de se persuader que le PS est de gauche alors qu'elle n'en croit pas un mot, pas plus que son propre discours d'ailleurs ? La suite va le confirmer.

PS dont la bonne volonté ne doit souffrir aucun doute ou si peu

- "*le PS a longtemps promis de changer la vie, il n'y est pas arrivé et semble avoir renoncé à le faire*", ce n'est pas faute pourtant d'avoir essayé le bougre, il "*semble*" seulement y avoir renoncé, mais on n'en est pas encore tout à fait certains malgré la multitude d'éléments qui se sont accumulés depuis le 4 août 1914 et qui le prouvent amplement, admirez le cynisme et avec quel air détaché elle se moque des difficultés bien réelles cette fois que les travailleurs rencontrent quotidiennement. Tous ces dirigeants sont des parasites, des carriéristes, corrompus, vendus au capital.

Et leur VIe République, elle devrait servir à qui, à quoi ?

A "*sortir de la monarchie présidentielle*", mais finalement sans rien changer aux institutions, puisqu'il s'agit avant tout que la " confiance (soit) retrouvée entre les citoyen-ne-s et leurs institutions" pour qu'éventuellement ou accessoirement ait lieu "*une possible transformation sociale*", on a compris, un hypothétique changement, c'est écrit noir sur blanc dans leur programme pour ceux qui savent lire.

Au passage, elle regrette que les "*citoyen-ne-s*" n'aient plus confiance dans "*leurs institutions*", pas "*leurs*" mais la vôtre madame Autain, la Ve République bonapartisme qui vous est si chère, vous venez de nous le rappelez maladroitement, ne niez pas, c'est trop tard !

Tout cela pour quoi ? Devinez ?

- "*Voter pour le Front de gauche, c'est la garantie que la gauche réussisse si elle accède aux responsabilités*" dirigée par le PS dans le cadre des institutions européennes, de l'ONU, etc. Au passage, elle signifie ici que le FdG participera bien à un gouvernement de front populaire dirigé par le PS.

Mais plus précisément encore ?

- "*Nous mettrons toutes nos forces pour obtenir le groupe le plus significatif à l'Assemblée*" histoire de légitimer cette auguste institution et vivre confortablement aux crochets des ignorants qui vous auront élus. (lemonde.fr 20.03)

Actualité en titres

Bruit de campagne

- Présidentielle : le match des apparences - LeMonde.fr

- Hollande pour "'*union de tous les Français face à l'agression*" - Reuters

- Cote de confiance: Sarkozy au plus haut depuis deux ans - Liberation.fr

Médias des caniveaux

- Une voix grave est un atout pour séduire les électeurs - LeMonde.fr

- Les femmes doivent-elles faire du porno pour gagner autant que les hommes? - L'Express.fr

INFOS EN BREF

Politique

Syrie

L'opposition syrienne armée commet de graves violations des droits de l'Homme, notamment des enlèvements, des tortures et des exécutions de militaires et de partisans du gouvernement, a dénoncé mardi l'organisation de défense des droits de

l'Homme Human Rights Watch (HRW).

«*Les dirigeants de l'opposition devraient clairement dire à leurs partisans qu'ils ne doivent pas torturer, enlever ni exécuter, quelles que soient les circonstances*», a-t-elle ajouté.

Plusieurs groupes anti-régime auteurs des mauvais traitements ne semblent pas appartenir à des structures organisées, ni dépendre du Conseil national syrien (CNS), la principale coalition de l'opposition, a précisé l'ONG.

«*Il faut impérativement que les éléments armés de l'opposition syrienne protègent les droits de l'Homme*», a souligné Sarah Leah Whitson. «*Ils doivent clairement se prononcer pour une Syrie qui tourne la page des violations de l'ère Assad et accueille tout le monde, sans distinction de religion ou de culture, sans discrimination*», a-t-elle poursuivi. (liberation.fr 20.03)

Social

1- France

1.1- Poursuite de la grève des éboueurs de Lyon.

La grève des éboueurs de l'agglomération de Lyon contre une «privatisation» du ramassage des ordures ménagères s'est durci mardi avec le blocage de deux dépôts, incitant le Grand Lyon à réengager des poursuites pour entrave au droit du travail.

«*Les dépôts de Gerland et de Villeurbanne sont complètement bloqués, mais ce n'est pas le fait de l'intersyndicale CGT-CFTC-CFDT-FO-FAFPT-Unsa, qui avait donné des consignes de ne pas le faire. Mais on n'a pas été suivis par les agents*», a assuré Mohamed Messaï, vice-président de la Fnact-CFTC du Grand Lyon.

Alors que la grève est entrée lundi dans sa deuxième semaine, il estime que 80% des 400 agents de la collecte en régie sont en grève, contre 60% la veille. Selon la collectivité, la participation avoisine celle de lundi (45,10%).

«*Les grévistes ont détérioré du matériel, arraché des grillages, dégonflé des pneus de camions-bennes*», a déploré le Grand Lyon, qui entend porter plainte et engager une procédure disciplinaire.

Lundi, le président du Grand Lyon, le sénateur-maire Gérard Collomb (PS), avait fait un geste d'apaisement en retirant son assignation en référé de huit responsables syndicaux qui devaient comparaître en fin d'après-midi pour entrave au droit du travail.

«*Une nouvelle procédure va être engagée dès mardi matin devant le tribunal administratif*», a indiqué mardi la communauté urbaine, pour qui «*l'engagement pris lundi par les syndicats n'a pas été respecté*».

Par ailleurs, la CGT des services techniques de la Ville de Lyon a déposé un préavis de grève à compter de jeudi sur les thèmes de la défense du service public et du droit de grève, «*en solidarité*» avec les éboueurs. (liberation.fr 20.03)

1.2- Capitulation des syndicats chez Air France.

Air France a indiqué mardi avoir signé avec les syndicats des différentes catégories de personnel des accords de méthodologie pour cadrer la renégociation d'un certain nombre d'accords d'entreprise et viser un gain de 20% "d'efficacité économique" sur l'ensemble de la compagnie.

"*Ces accords portent sur les objectifs - notamment améliorer de 20% l'efficacité économique -, le calendrier et les principaux thèmes de la négociation*", indique Air France, engagée dans un plan de redressement sur trois ans baptisé "*Transform 2015*".

"*La signature de ces accords permet d'engager des négociations sur le fond visant à conclure un ensemble cohérent d'accords pour juin 2012*", ajoute la direction dans un communiqué.

Le PDG Alexandre de Juniac avait mis deux options sur la table: dénoncer la quasi-totalité des accords d'entreprise, ce qui ouvre un délai de 15 mois pour en établir de nouveaux, ou convenir avec les syndicats d'un calendrier resserré et d'un périmètre pour renégocier certaines modalités.

Cette deuxième option a été choisie par plusieurs syndicats, qui ont signé les accords de cadrage et de méthodologie.

Chez les pilotes, le SNPL, très majoritaire (71%), a signé le texte, mais pas le Spaf, le 2e syndicat représentatif.

Chez les hôtesses et stewards, l'Unac, l'Unsa et le SNPNC/FO ont signé, soit 70% des personnels.

Enfin, pour le personnel au sol, la CGT n'a pas signé mais la CFDT, la CFE-CGC, FO et l'Unsa l'ont fait (60% de cette catégorie).

La compagnie Air France, qui a enregistré en 2011 quelque 800 millions de pertes, compte 50.000 salariés.

Un plan drastique sur trois ans a été engagé en janvier, mais au-delà des mesures immédiates (gel des salaires, des embauches, fermeture de lignes, etc.), M. de Juniac a dit vouloir revoir le modèle social, avant de présenter en juin des réformes plus structurelles. (AFP 20.03)

Dès lors que déjà soumis à une politique d'austérité les "*représentants syndicaux*" acceptent le principe de s'asseoir autour d'une table avec la direction, il ne leur restait plus qu'à signer leur crime, c'est fait !

1.3- Les embauches ont plongé de 8,5% en 2011.

Les déclarations d'embauche pour des contrats de plus d'un mois ont diminué de 4,2% en février, pour le 2e mois consécutif, selon des données publiées mercredi par l'Acoss.

En janvier, les embauches avaient déjà reculé de 4,8%, indique l'Acoss, qui a revu à la baisse le nombre de déclarations depuis le dernier baromètre. En décembre, elles avaient progressé de 2,4%.

"*La tendance est donc à la baisse en ce début d'année après une période de relative stabilité depuis février 2011*", écrit l'organisme qui fédère le réseau des Urssaf, collecteur des cotisations sociales.

Sur un an, les embauches ont plongé de 8,5%.

Avec un décalage d'un mois sur les embauches, l'Acoss publie également le nombre d'heures supplémentaires. Ainsi, les entreprises ont légèrement moins recouru aux heures supplémentaires en janvier avec 46,6 millions d'heures enregistrées, contre 50,6 millions en décembre.

Sur un an, elles ressortent néanmoins en hausse de 2,7%. Mais au final "*la tendance est plutôt à la stabilité*", souligne l'organisme, car "*janvier 2012 bénéficie d'un jour ouvrable supplémentaire par rapport à 2011*". (AFP 20.03)

1.4- Le coût de l'énergie de plus en plus insupportable.

Les cas de précarité énergétique ont augmenté fortement l'an dernier en France, sous l'effet de la crise et de la hausse des factures d'électricité et de gaz, indique le Médiateur national de l'énergie dans son bilan 2011, publié mardi 20 mars.

Le Médiateur, une autorité administrative indépendante qui a démarré ses activités en 2008, a vu son nombre de saisines augmenter de 14 % l'an dernier, à huit mille quarante-quatre, peut-on lire dans son rapport annuel, une progression un peu moins forte que l'explosion enregistrée lors des précédents exercices. Mais sur ce total, le nombre de dossiers liés à des difficultés de paiement a grimpé de 80 % par rapport à 2010, et a représenté plus de 15 % de l'ensemble des saisines, a calculé le Médiateur.

'*La crise économique et la hausse du coût de l'énergie ont aggravé le phénomène de la précarité énergétique*', c'est-à-dire la difficulté à payer ses factures d'électricité ou de gaz, et poussé de plus en plus de ménages modestes à demander une médiation, explique l'institution. Le Médiateur rappelle au passage que les tarifs réglementés du gaz ont augmenté de 25 % en deux ans, et ceux de l'électricité de 8 %. (lemonde.fr 20.03)

Les travailleurs remercient au passage les syndicats qui légitiment cette "*précarité energétique*" en collaborant avec l'Etat et les entreprises du secteur de l'énergie au sein de la Commission de régulation de l'énergie.

Pour rappel, notre position : la mission des syndicats n'est pas de gérer la société au côté des capitalistes et leur Etat, jamais ils n'auraient dû accepter d'être associés (encore moins le revendiquer) à la gestion d'organismes quelle qu'en soit la nature dès lors qu'ils étaient sous le contrôle de l'Etat ou du patronat, foulant ainsi aux pieds l'indépendance des syndicats.

Le combat classe contra classe nécessite au contraire la rupture totale avec l'Etat, les institutions et le patronat, d'avoir les mains libres et propres pour les combattre. Les syndicats devraient avoir de compte à rendre qu'aux travailleurs dont ils sont censés représenter les intérêts, les organiser et les mobiliser pour faire valoir leurs droits sociaux légitimes dans la perspective de leur émancipation ou du renversement du capitalisme.

Tous les partis ouvriers sans exception ayant accepté de participer à ces organismes qui gèrent des pans entiers de la société ou de collaboration de classes, ils sont au même titre que les dirigeants corrompus des syndicats, les fossoyeurs de l'indépendance de classe du prolétariat, du mouvement ouvrier, du socialisme pour lequel ils prétendent combattre.

2- Italie

Mario Monti se lance ce mardi dans de périlleuses négociations avec les syndicats sur une réforme du marché du travail, qu'il présente comme une priorité de son action à la tête de l'Italie.

Avec la réforme du marché du travail, Mario Monti affronte l'hostilité de certains dirigeants syndicaux, qui jugent avoir déjà beaucoup cédé depuis novembre en raison de l'atmosphère d'urgence nationale ayant saisi l'Italie.

La réunion doit débuter à 15h30 et un échec pourrait déboucher sur des grèves mais aussi des tensions au sein de la large coalition, regroupant conservateurs et sociaux-démocrates, soutenant le gouvernement de techniciens formé par Mario Monti.

Le président du Conseil peut miser sur une division du camp syndical, qui n'est pas parvenu lundi à arrêter une position commune.

La branche métallurgie du principal syndicat du pays, la CGIL, a décidé d'afficher sa détermination en demandant à ses adhérents d'observer un arrêt de travail de deux heures mardi, au moment de leur choix.

D'autres syndicats ont choisi une approche plus conciliante. "*Un accord est parfaitement possible*", a dit Luigi Angeletti, secrétaire général de l'UIL.

Le coeur de la négociation porte sur l'article 18 du code du travail, au terme duquel les entreprises de plus de 15 salariés ne peuvent licencier un employé que pour faute professionnelle manifeste ou dans le cadre d'un plan de restructuration. Si la justice considère qu'un salarié a été limogé abusivement, son entreprise doit le réintégrer et lui verser l'intégralité de son salaire depuis sa mise à l'écart.

Les employeurs réclament un assouplissement des conditions de licenciement. Les syndicats dénoncent pour leur part l'abus des contrats précaires.

Mario Monti propose de rendre l'utilisation des contrats précaires plus coûteuse mais aussi de faciliter les licenciements individuels. Cette réforme ne s'appliquera qu'aux nouveaux contrats signés. (Reuters 20.03)

3- Luxembourg

ArcelorMittal a annoncé mardi qu'il prolongeait indéfiniment la fermeture du four à arc voltaïque de son site luxembourgeois de Schifflange, qui compte 282 salariés.

Le numéro un mondial de la sidérurgie a expliqué sa décision par la morosité du marché de la construction en Europe occidentale, auquel sont destinés les produits de Schifflange, et a dit ne voir aucun signe d'amélioration notable depuis la crise qui a frappé le secteur à la fin de l'année 2008.

Le site de Schifflange est spécialisé dans la production d'aciers longs carbone.

Le président français Nicolas Sarkozy avait annoncé au début du mois qu'ArcelorMittal allait redémarrer l'un des hauts-fourneaux de son site français de Florange (Moselle). Mais le groupe avait ensuite précisé que ce redémarrage n'aurait lieu qu'en cas de reprise économique. (Reuters 20.03)

Haut de page

Le 22 mars

CAUSERIE

J'avais oublié de formater l'article présent dans cette page : *Goldman Sachs : une des pièces maîtresses du cartel bancaire – Partie 1. (21.03)*.

Trois sujets de réflexion.

1- Mohamed Merah est un pur produit de votre société messieurs Sarkozy et Hollande, on peut y ajouter Bayrou et Le Pen. Où avez-vous entendu ce discours ces derniers jours ? Nulle part, simple constat, union nationale oblige sous couvert de la défense de "*l'unité de la République et de la démocratie*", arguments communs hier à Sarkzoy et au POI (leur communiqué) !

2- Tenez, une expression que plus personne n'emploie : le parlementarisme qui a accompagné la dégénérescence du mouvement ouvrier dès la fin du XIXe siècle, un sujet tabou de nos jours, et pour cause, tous les partis s'en réclament, chacun à leur manière.

3- Volkswagen vend en Inde une version locale de la Polo qui ne coûte que 7.000 euros, alors que la version la plus basique de la VW Polo est commercialisée en Allemagne à partir de 12.450 euros TTC.

Après la direction de PSA c'était au tour hier du patron de Fiat d'affirmer qu'à cause des "*surcapacités de production d'environ 20% (...) personne ne gagne de l'argent en Europe*" avant de citer "*l'exemple des constructeurs américains qui ont réduit leur capacité de production de 20% en 2007 et 2008 et qui gagnent maintenant tous de l'argent*". (source Reuters 21.03)

Qu'il y ait une crise de surproduction à l'échelle mondiale et que la concurrence que se livrent les capitalistes soit à l'origine de la crise (et de toutes les autres, selon Engels) sont deux des principaux facteurs qu'il faut prendre en compte pour comprendre la situation, on peut y ajouter le refus du prolétariat à être réduit en esclavage ainsi que son aspiration à profiter du progrès social.

Si Volkswagen parvient à engrenger des profits en vendant sa Polo 7.000 euros, il en réalise forcément davantage en la vendant 12.450 euros en Allemagne. Mais voilà, il pourrait les augmenter en produisant ce modèle dans des pays où les coûts de production sont encore plus bas, d'où son intention fermer des usines en Europe et de délocaliser une partie de sa production dans des pays où le coût de la main d'oeuvre est bon marché.

D'autant plus qu'avec les politiques d'austérité qui vont être instaurées dans tous les pays de l'Union européenne, ce marché va se rétrécir, le niveau de vie de ses clients potentiels va diminuer, il ne lui sera donc pas possible d'augmenter leur prix, il pourra compenser cet obstacle en rognant sur ses coûts de production en faisant fabriquer ses véhicules hors des pays de l'UE où la main d'oeuvre est la plus chère, dont la France et l'Allemagne.

Récemment la décision de Renault d'ouvrir une ligne de production au Maroc répondait à cette préoccupation. Le marché chinois est devenu le premier marché de GM. Plusieurs fabricants ont annoncé leur intention de construire de nouvelles unités de production en Chine, en Inde et au Brésil notamment, là où le marché automobile est en plein essort, au même rythme que la classe moyenne.

Jusqu'à présent, c'était la différence du niveau de vie entre la population des pays de l'UE (à l'exclusion des ex-pays de l'Est) et ceux des pays dit émergents ou en voie de développement qui justifiait la concentration de l'industrie automobile en Europe, au Japon ou aux Etats-Unis, cette époque étant en passe d'être révolue, il est plus rentable de produire des véhicules au plus près de leurs clients potentiels sachant que leur niveau de vie augmente et que les besoins dans ce secteur économique vont s'avérer gigantesque dans un avenir proche.

Le capitalisme n'ayant pas changé pour autant, son unique source de profit reposant toujours sur l'extraction de la plus-value au cours du procès de production, une partie de ce profit est redistribué sous forme d'augmentation de salaires ou d'avantages sociaux dès lors qu'il existe, au détour de la lutte de classe ou consentie aux travailleurs de certaines branches d'industrie en échange d'un taux d'exploitation insupportable, favorisant le développement d'une couche moyenne qui accèdera à ce marché, à crédit uniquement évidemment, de telle sorte qu'en achetant une voiture (par exemple) leurs maîtres récupèreront (davantage) dans une main ce qu'ils leur auront concédé de l'autre bon gré mal gré.

Pour ne prendre qu'un exemple que j'ai en mémoire, les revenus d'une employée en Grèce étant tombé en deux ans de 2.300 euros à 770 euros, il va lui être impossible d'envisager d'acheter une voiture neuve, une fois son loyer payé il va lui rester environ 200 euros pour faire vivre sa famille. En Inde, le revenu d'un informaticien étant passé en quelques années de 5.000 à 25.000 roupies, il va pouvoir passer de la moto à la voiture, en s'endettant, peu importe, il travaille tellement (8 à 10 heures par jours 6j/7 sans congés payés) que ce qui lui restera pour vivre lui suffira à couvrir toutes ses dépenses. L'important, ce n'est pas l'usage qu'il fera se sa voiture, il n'en a pas vraiment besoin à vrai dire ou pas du tout, mais de paraître, qui prime sur tous les autres critères. L'ignorance des masses n'est pas seulement responsable (entre autres) de la survie politique des régimes, elle est également à l'origine de sa survie économique.

INFOS EN BREF

Politique

France

Des dirigeants du NPA ont désormais franchi le pas, appelant clairement à voter pour Jean-Luc Mélenchon au premier tour de la présidentielle, une nouvelle étape de la crise que traverse le parti de Philippe Poutou et Olivier Besancenot depuis des mois.

Dans une tribune à Libération à paraître jeudi, Myriam Martin, porte-parole du NPA qui a donné sa démission cette semaine, Pierre-François Grond, ancien bras-droit d'Olivier Besancenot, et Hélène Adam, dirigeante historique de la LCR (devenue NPA en février 2009) sont désormais clairs.

"*Il ne faut pas hésiter à affirmer que si nous sommes nombreux à exprimer notre force par notre vote le 22 avril pour la candidature de Jean-Luc Mélenchon, la situation en sera nécessairement positivement bouleversée*", écrivent ces membres du courant "unitaire" du NPA, Gauche anticapitaliste (GA) qui avait recueilli 40% des voix au congrès tendu de juin.

Jugeant que leur parti et son candidat Philippe Poutou prennent "*le chemin de la marginalité*", ces membres du Conseil politique national (parlement) du parti reconnaissent "*beaucoup d'amertume*" et de "*colère*" de voir "*notre parti renoncer à l'engagement pris lors de sa fondation : rassembler tous les anticapitalistes dans un parti de masse*".

Or, selon eux, il faudra "*dès après la présidentielle*", "*former ensemble un bloc contre la crise pour défendre une alternative sociale et démocratique en toute indépendance*" du PS.

Cet appel à voter Mélenchon de cadres influents est d'ailleurs "*un coup dur*", a reconnu auprès de l'AFP Christine Poupin, porte-parole du NPA, même si "*cela n'empêchera pas de se retrouver à d'autres moments*" dans les luttes sociales.

Tout le monde s'accorde pour dire qu'"*il y a une dynamique autour de la campagne*" du FG, mais, souligne-t-elle, "*les questions politiques sont de moins en moins réglées*" sur l'indépendance vis-à-vis du PS et le soutien éventuel à un gouvernement dirigé par les socialistes, ce que réfute en bloc le NPA.

De plus, minimise-t-elle, "*c'est une prise de position individuelle de ces camarades-là*" car le courant Gauche anticapitaliste a repoussé la consigne de vote en faveur de Jean-Luc Mélenchon le week-end dernier lors de sa réunion.

"*Le courant laisse la liberté à ses membres de s'exprimer*", répond M. Grond qui espère encore une "*réorientation du parti d'ici juillet*" ou alors il risque d'y avoir une "*nouvelle étape de fragmentation de ce parti*". Se considérant désormais "*en congé de parti le temps de la campagne*", il a affirmé à l'AFP être venu à la Bastille pour la démonstration de force de M. Mélenchon dimanche.

Du côté du FG, on se félicite. "*Tout ce qui va dans la dynamique actuelle du Front de gauche et dans l'unité de cette gauche de transformation est positif*", s'est réjoui Eric Coquerel qui a rencontré les membres de GA ce mardi. (AFP 21.03)

Je comprends mieux pourquoi je n'ai pas reçu de documents du NPA depuis le début du mois, ils sont en proie à une sévère crise, prévisible. Au cours des mois précédents il m'est arrivé de recevoir des documents de son courant droitier, la Gauche anticapitaliste (GA), je me suis refusé à les mettre en ligne parce qu'il aurait fallu que je m'en explique et je n'avais franchement ni du temps à perdre ni l'envie de polémiquer avec eux.

Pour vous donner une petite idée du sérieux de ce courant politique, dans leur texte fondateur adopté les 5 et 6 novembre 2011 à Saint-Denis, il écrivait notamment "*Pour renverser ce système, nous pensons qu'il faudra de formidables mobilisations populaires, une révolution sociale affrontant le pouvoir des possédants*" pour à la ligne suivante affirmer exactement l'inverse "*nous voulons cependant laisser ouverte la question des moyens de renverser ce système*", vous aurez reconnu la sulfureuse "*révolution citoyenne*" ou par les "*urnes*"" de l'illusionniste Mélenchon.

Comme bien d'autres, incapables de s'adresser à la classe ouvrière et de construire le parti indispensable pour prendre le pouvoir, ils cherchent désespérement une autre voie de rechange pour y parvenir, mais hélas elle n'existe pas ! Plus loin ces petits-bourgeois se morfondaient des conséquences "*désastreuses*" sur le prolétariat qu'entraînerait la prochaine offensive du capital, parce qu'ils n'ont pas compris qu'à ce jour et jusqu'à preuve du contraire, c'est seulement lorsque le prolétariat est acculé dans ses derniers retranchements qu'il se soulèv, que c'est la dégradation brutale et violente de ses conditions d'existence qui seule le conduira à passer à l'action, pour peu que l'occasion se présente à lui il faut toutefois préciser.

Au lieu de préparer ces conditions (sujectives) pour que le prolétariat se retrouve en ordre de bataille le jour où l'affrontement direct avec la bourgeoisie aura sonné de façon à pouvoir envisager sérieusement de vaincre, se donner les moyens de construire le parti, ils préfèrent déserter ce terrain et laisser libre cours à leur penchant petit-bourgeois qui coïncide avec l'impatience de trouver à tout prix un moyen de peser sur le cours des choses ou de l'inverser, sans se soucier de savoir si finalement cela leur permettra de faire un pas en avant vers l'objectif qu'ils s'étaient fixés au départ, et pour tout dire qu'ils ont abandonné en cours de route au profit de résultats immédiats aussi aléatoires qu'hypothétiques, qui un jour ou l'autre partiront en fumée au même titre que tous les acquis qui ont déjà foutu le camp, on pourrait ajouter sans laisser la moindre trace de leur passage, puisque de tous les

combats qu'ils ont mené dans le passé il ne reste finalement rien, pas la moindre trace du parti révolutionnaire.

A deux ou trois reprises dans des causeries j'avais émis une hypothèse qui me semblait fort improbable, à savoir que l'élévation du niveau de compréhension du fonctionnement de la société par le prolétariat pourrait compenser l'absence de conditions objectives indipensables au déclenchement d'une révolution. Pour que cette hypothèse soit retenue, il aurait fallu qu'une condition minimum soit remplie, qu'effectivement le niveau de conscience politique des exploités progresse suffisamment pour qu'ils se placent sur leur propre terrain de classe, or, on ne l'a constaté nulle part jusqu'à présent. Du coup, s'agissant de cette question en particulier, on n'a pas d'autre alternative que de s'en remettre aux enseignements de la révolution russe de 1917 à défaut de mieux ou dans l'impossibilité de retenir de nouveaux éléments qui les infirmeraient.

Nous ne sommes pas des aventuriers ou des dogmatiques, nous procédons méthodiquement, nous vérifions que les éléments qui nous sont soumis infirment ou confirment telle ou telle théorie, et en fonction du résultat nous retenons celle qui a passé avec succès cette épreuve. Nous ne tenons pas absolument à avoir raison ou à nous mettre à dos des militants, nous avons une ligne de conduite qui est parfaitement claire et à la portée de chacun et nous nous y tenons. En la matière, l'éclectisme qui prévaut au NPA est incompatible avec notre méthode, il en est l'antithèse ou la négation. Qu'on ne la maîtrise pas parfaitement est une chose que je n'ai jamais niée, au contraire j'ai toujours affirmé que c'était à force de travail qu'on parviendrait à mieux la maîtriser.

Maintenant que chacun aborde le matérialisme dialectique en fonction de à sa propre expérience est autre chose, encore faut-il ne pas le dénaturer ou en devenir inconsciemment l'esclave, je fais référence à un courriel que j'ai reçu récemment et dont je ne vous ai pas parlé, cela nous ramène à une définition qui nous a été donné du marxisme, qu'il était à la fois une méthode pour interpréter le monde et un guide pour l'action, et qu'en aucun cas il fallait y rechercher une solution miraculeuse à nos problèmes et que jamais il pourrait se substituer à une analyse de la situation qui doit être menée jusqu'au bout pour en tirer des conclusions pratiques nous permettant d'aller de l'avant, vers le socialisme.

Le NPA est un véritable panier de crabes sans principe et sans avenir de fait, nos camarades du NPA excuseront la cruauté de notre franchise, mais c'est ce que nous pensons depuis le début, et s'ils s'en souviennent, nous l'avions dit dès l'annonce de sa fondation, à raison hélas puisque ces derniers développements le confirme !

Autrefois, j'ai été mécanicien (dans un garage Renault) comme Poutou (dans une usine Ford), donc on appartient au même milieu, il m'est sympathique évidemment, mais ce n'est pas à partir de ce genre de critères qu'on se détermine politiquement...

Social

1- France

1.1- Encore un suicide à France Télécom.

Un salarié de France Télécom-Orange à Schiltigheim, en banlieue de Strasbourg, s'est suicidé le 8 mars à son domicile après avoir dénoncé ses conditions de travail dans un courrier, a-t-on appris mercredi auprès des syndicats et de sa famille.

Jacky Goeller, technicien d'intervention d'Orange âgé de 58 ans, s'est tiré une balle dans la tête après avoir évoqué dans une lettre "*la responsabilité de l'entreprise dans son geste désespéré*", a dénoncé Frédéric Karas, délégué syndical CGT à France Télécom. La famille a confirmé à l'AFP l'existence de cette lettre, sans vouloir en dévoiler les termes exacts.

La victime, qui allait partir en pré-retraite en septembre, se plaignait notamment du programme OPTIM, un système automatisé de gestion quotidienne de son plan de travail, de l'absence d'embauches de jeunes techniciens, et de la mise en place programmé d'un système de géolocalisation, a précisé le délégué syndical. (lexpansion.com 21.03)

1.2- Mobilisation du personnel de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris

« *Démantèlement du siège de l'Hôtel-Dieu, transfert des services de pneumologie de Saint-Antoine (12e) et Béclère (Clamart), grève des urgences à l'hôpital Pompidou (15e), manque de draps… Trop, c'est trop* », s'insurge Olivier Cammas, délégué Usap-CGT de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP). Ils étaient près d'un millier mardi à manifester devant le siège de l'AP-HP de l'avenue Victoria (1er). Avec un mot d'ordre : l'arrêt des restructurations et des suppressions d'emplois.

Répondant présents au rendez-vous de l'intersyndicale USAP-CGT, FO, SUDsanté, CFDT et CFTC, les urgentistes de l'hôpital européen Georges-Pompidou (15e) sont, eux, venus réclamer davantage de lits. « *On refuse que les patients soient accueillis dans des conditions indignes. Or chaque jour, entre cinq et vingt d'entre eux sont « garés » dans les couloirs, sur des brancards* », souligne Joran Jamelot, aide-soignant et délégué CGT. Dans les urgences, qui accueillent près de 50 000 patients par an, la mobilisation dure depuis le 29 février. Et leur pétition a reçu le soutien de 2 000 signataires. La direction, elle, a mis en place un groupe de travail qui doit livrer ses propositions avant le 31 mars. « *Mais les solutions provisoires, ça suffit* », prévient Joran Jamelot. « *Tant que des impératifs économiques prédomineront dans l'hôpital, on travaillera dans des conditions*

non satisfaisantes. ». (20minutes.fr 21.03)

1.3- Surexploitation. Travailler plus... pour payer plus d'impôts.

Selon le syndicat unifié des impôts, le surcroît de revenu tiré des heures supplémentaires défiscalisées est grignoté pour les contribuables à faibles ressources qui bénéficient de la Prime pour l'emploi (PPE), mécaniquement réduite quand ils gagnent plus.

Dans son "*bilan fiscal du quinquennat*" présenté mercredi, l'Union Snui-Sud Trésor Solidaires souligne les "*effets pervers*" de l'exonération de la rémunération des heures supplémentaires, mesure phare votée en 2007, et la "*très mauvaise surprise*" pour les bénéficiaires de la PPE.

Le revenu supplémentaire dégagé n'est pas imposé sur le revenu "*mais il est pris en compte pour la détermination du revenu fiscal de référence*" servant au calcul de la PPE, explique Vincent Drezet, secrétaire national de ce syndicat. De fait, quand un salarié fait des heures supplémentaires, son "*revenu fiscal de référence va augmenter*" et "*cela se traduit par une prime pour l'emploi revue à la baisse*", et également "*une taxe d'habitation revue à la hausse*" quand elle était plafonnée, poursuit le syndicaliste.

Pour illustrer son propos, le syndicat des impôts a fait ses calculs: un célibataire payé au Smic déclarant 13.000 euros de revenus imposables et ayant reçu en outre 500 euros pour 60 heures supplémentaires, percevra une PPE réduite de 96 euros (728 euros au lieu de 824 euros s'il n'avait pas fait d'heures sup) et le montant de sa taxe d'habitation sera majoré de 16 euros. Au final, les 500 euros de revenus supplémentaires "*auront donné lieu à une charge d'imposition effective globale de 112 euros*", soit 22,4% du surcroît sur lequel le salarié aurait pu penser compter.

La PPE étant un crédit d'impôt, certains contribuables aux revenus modestes voient même leur impôt augmenter (lorsque le montant de la prime était inférieur à l'impôt). C'est le cas par exemple, toujours selon le syndicat, pour un couple déclarant 30.000 euros de salaires et 1.500 euros de revenus tirés des heures supplémentaires: il "*paiera 290 euros d'impôt en plus*".

En revanche, souligne le syndicat, "*la mesure est neutre pour les contribuables au-delà des seuils de la PPE*". La PPE, que Nicolas Sarkozy entend supprimer s'il est réélu pour financer une baisse des charges sur les bas salaires, bénéficie actuellement à 6 millions de personnes, pour un montant moyen de 450 euros. (lexpansion.com 21.03)

1.4- Les consommateurs précoces de la machine capitaliste

Les nouvelles générations d'internautes se recrutent presque au berceau. Selon une étude d'Aegis Media France relayée par 20 Minutes, 89% des 7-12 ans et 68% des 3-6 ans surfent sur le web chaque semaine. 28% des 10-12 ans se connectent même tous les jours.

Les plus petits sont généralement (à 78,8%) accompagnés par leurs parents dans cette activité, tandis que 69% des 10-12 ans surfent seuls.

Que font-ils sur internet ? Ils regardent des vidéo, jouent en ligne et écoutent de la musique, majoritairement. 9 ans, âge moyen de la première connexion

En France, l'âge moyen pour la première connexion sur le web est de 9 ans et 87% des enfants de 9 à 16 ans utilisent internet, selon l'enquête EU kids online, citée par un rapport remis mercredi par le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) à Claude Greff, la secrétaire d'Etat chargée de la famille. (lexpansion.com 21.03)

2- Italie

2.1- Le directeur général de Fiat et Chrysler, Sergio Marchionne, estime nécessaire de réduire de 20% la capacité de production d'automobiles en Europe, ce qui signifie une dizaine de fermetures d'usines sur le Vieux continent, dans un entretien au Figaro.

"*Le secteur fait face à des surcapacités de production d'environ 20% (...) c'est la raison pour laquelle personne ne gagne de l'argent en Europe*", explique M. Marchionne. Prenant l'exemple des constructeurs américains qui ont réduit leur capacité de production de 20% en 2007 et 2008 et qui "*gagnent maintenant tous de l'argent*", le patron de Fiat recommande la même solution en Europe.

"*Nous n'avons pas le choix (..) ce sera douloureux pendant douze mois, mais faisons-le!*", dit-il. Pour ce faire, il appelle "*l'Europe à prendre en charge cette transition car individuellement les gouvernements des différents pays ne le feront pas*". Il préconise la mise en place par l'Europe d'un "*mécanisme de soutien financier*" pour accompagner les licenciements.

Le président du directoire de PSA Peugeot Citroën, Philippe Varin, martèle également depuis des mois que les usines ne tournent

pas à plein en Europe et évalue lui aussi le surplus à 20%. (lexpansion.com 21.03)

2.2- La puissante fédération syndicale italienne CGIL, qui revendique six millions de membres, a promis mardi de tout faire pour s'opposer à la réforme du marché du travail présentée par le gouvernement de Mario Monti.

A l'issue d'une réunion de plusieurs heures, le président du Conseil a dit avoir obtenu "un large soutien" du patronat et de la plus grande partie des syndicats sur la plupart de ses propositions mais s'est dit "inquiet" de l'hostilité de la CGIL.

Concernant la proposition destinée à faciliter les licenciements, Monti a regretté que "*la CGIL ait manifesté son opposition*" à cette idée et s'est dit "*inquiet*" de la position de la principale centrale italienne. Fornero, elle, a précisé que les modifications de l'article 18 seraient valables pour tous les salariés, et pas seulement pour les nouveaux embauchés.

La secrétaire générale de la CGIL, Susanna Camusso, a accusé de son côté le gouvernement de n'avoir jamais vraiment cherché à négocier et a promis que son syndicat ferait tout pour s'opposer à la réforme. Pour elle, Mario Monti choisit la facilité et cherche à résoudre de nombreux problèmes sociaux en simplifiant les procédures de licenciement.

Le coeur de la négociation a porté sur l'article 18, au terme duquel les entreprises de plus de 15 salariés ne peuvent licencier un employé que pour faute professionnelle manifeste ou dans le cadre d'un plan de restructuration. Si la justice considère qu'un salarié a été limogé abusivement, son entreprise doit le réintégrer et lui verser l'intégralité de son salaire depuis sa mise à l'écart.

Les employeurs ont réclamé un assouplissement des conditions de licenciement. Certains syndicats ont dénoncé pour leur part l'abus des contrats précaires.

Mario Monti propose de rendre l'utilisation des contrats précaires plus coûteuse mais aussi de faciliter les licenciements individuels. (Reuters 21.03)

Economie

1- Aviation

L'aviation est un secteur économique qui représente au total plus de 56 millions d'emplois directs ou indirects et qui génère des ressources qui en ferait à lui seul l'équivalent de la 19e économie mondiale, indique un rapport publié mercredi.

Le rapport, préparé par Oxford Economics pour le compte de l'organisme professionnel Air Transport Action Group (ATAG), observe que le fret transporté annuellement représente 35% du commerce extérieur mondial en valeur mais seulement 0,5% en volume.

Le PIB créé directement et indirectement, par exemple via le tourisme international, par l'aviation au travers de ses 1.568 compagnies aériennes enregistrées, totalise 2.200 milliards de dollars (1.700 milliards d'euros).

"*Si on prend en compte les avantages supplémentaires liés à la vitesse et à la fiabilité du transport aérien, les entreprises qui existent grâce au fret aérien... l'impact économique va largement au-delà*", a dit le directeur général de l'ATAG Paul Steele.

Sur les 56,6 millions d'emplois, 8,4 millions sont des emplois directs, 9,3 millions relèvent de la sous-traitance et 4,4 millions sont induits par les dépenses des employés du secteur. La part du tourisme induite par l'aviation représente un total de 34,5 millions d'emplois. (Reuters 21.03)

2- Grande-Bretagne

2.1- Le déficit budgétaire britannique a atteint un niveau record en février, en raison du déclin des recettes de l'impôt sur le revenu et de la hausse des dépenses publiques.

Les recettes de l'impôt sur le revenu ont à elles seules reculé de 12,4% en février par rapport à un an plus tôt, tandis que le versement des prestations sociales a bondi de 11,2%. (Reuters 21.03)

2.2- Le gouvernement britannique a annoncé mercredi la baisse du taux supérieur de l'impôt sur le revenu et de nouvelles taxes sur les gros patrimoines en dévoilant un budget censé assurer une meilleure répartition du fardeau de l'austérité tout en confortant la réduction annoncée du déficit.

Le taux de l'impôt sur les sociétés (IS) sera lui ramené de 26% à 24% dès le mois prochain et à 22% d'ici à 2014.

Le budget a été salué par le patronat britannique mais plusieurs analystes politiques estiment que le jugement de l'opinion publique pourrait être plus mitigé.

"*Il ne fait aucun doute qu'en faisant cela, il prend un gros risque politique*", estime ainsi John Curtice, professeur à la Strathclyde University. (Reuters 21.03)

Haut de page

Le 23 mars

CAUSERIE

Manipulation du régime. L'union nationale sans faille !

Une bombe explose en plein Paris, la capitale, et non dans une bourgade de campagne, devant une ambassade dans le XVIe arrondissement, le ghetto des nantis, et non devant un immeuble délabré au fin fond d'une impasse du XXe : Aux infos du soir sur TV5Monde Asie avant-hier, ils y consacreront moins d'une minute, étrange non ? J'imagine qu'il en fut de même sur toutes les autres chaînes de télévision.

Trois enfants juifs et un rabin assassinés devant une école, 3.000 policiers, 2.000 militaires et 200 enquêteurs, les ministres de l'Intérieur et de la Défense ainsi que le président de la République sont sur le pied de guerre, ils se rendent sur place et en font tout un plat relayé par l'ensemble des larbins médiatiques qui en rajoutent une grosse louche.

Les crétins du POI y ont vu un "*attentat*" employant ainsi le même langage que le flic-président et ses ministres de la guerre intérieure et extérieure, légitimant au passage leur discours haineux et liberticides, sans se poser la question de savoir si cette tuerie n'avait pas été préparée de longue date, préméditée ou soigneusement orchestrée par ceux qui ont fabriqué de toutes pièces Al-Qaïda dont se réclame justement l'assasin, sans se demander à qui profitait ces crimes odieux.

S'il a été incité à passer à l'action par des chefs d'Al-Qaïda à peine quelques semaines avant le premier tour de l'élection présidentielle, c'est comme s'il en avait reçu l'ordre directement de Sarkozy, Guéant ou Juppé par l'intermédiaire des services secrets français infiltrés au sein de cette organisation criminelle ou contrôlant son activité, la branche arabe de la CIA et ses équivalents dans les pays où elle opère. Feindre de l'ignorer est faire preuve d'une couardise incroyable, c'est criminel !

Ils ont très bien pu le pousser à passer à l'action en pleine campagne électorale pour que son geste désespéré ait plus de retentissement, tout en lui laissant l'initiative de choisir lui-même ses victimes et le mode opératoire, histoire de ne commettre aucun impair une fois les crimes perpétués et de ne pas mettre trop vite les enquêteurs sur la bonne piste, les propriétaires du genre de scooter que le tueur avait utilisé à Montauban ne se comptant pas par milliers dans la région, ils auraient pu très facilement remonter jusqu'à lui bien avant le massacre de Toulouse, s'ils ne l'ont pas fait et qu'il a récidivé à Toulouse, c'est peut-être parce que le meutre des militaires étaient passé pratiquement inaperçu ou n'avait pas eu le rententissement espéré.

Sarkozy et Guéant ont affirmé qu'ils auraient préféré prendre Mohamed Merah vivant, tandis que le commando du Raid l'a mitraillé, alors qu'il était facile de le maîtriser à l'aide de bombes lacrymogènes ou de gaz asphyxisiants ou à effet soporifique, il ne valait mieux pas qu'il parle de toute évidence.

Il n'en reste pas moins qu'on a pu assister à un moment mémorable d'union nationale englobant absolument tous les partis, bravo !

J'ai mis en ligne deux articles fort documentés sur la manière d'opérer des agents d'Al-Qaïda.

La farce du jour : Mélenchon "***politiquement indépendant***" du PS.

Pierre-François Grond, membre de la Gauche anticapitaliste du NPA ayant appelé à voter Mélenchon dans un interview à L'Express hier : "*Mélenchon a une candidature politiquement indépendante par rapport à Hollande*", alors que les deux candidats se sont engagés à payer rubis sur l'ongle la dette des banquiers, notamment ! Ce ne serait pas plutôt par rapport à la classe ouvrière qu'il serait indépendant en refusant de rompre avec le capital et ses institutions ? C'était juste une question...

Il a précisé : "*Nous, on ne veut pas louper le train de la recomposition*"... de l'Union de la gauche ou du Front populaire, dont les travailleurs seraient en droit d'espérer quelque chose, certainement pas un changement de société.

Un monstre ne peut qu'engendrer un monstre.

Surtout ne vous posez pas de questions

Nicolas Sarkozy a qualifié jeudi Mohamed Merah de "*monstre*" et de "*fanatique*", estimant que ce serait une "*faute morale*" de vouloir "*chercher une explication*" au geste de l'auteur des sept assassinats à Montauban et Toulouse, tué dans un assaut du raid.

"*Chercher une explication au geste de ce fanatique, de ce monstre, laisser entrevoir la moindre compréhension à son égard ou pire lui chercher la moindre excuse, serait une faute morale*", a développé M. Sarkozy

"*Mettre en cause la société, montrer du doigt la France, la politique, les institutions, ce n'est pas digne. Ce n'est pas faire preuve d'un esprit de responsabilité dans un moment où la Nation a d'abord besoin d'unité*", a poursuivi le chef de l'Etat. (AFP 22.03)

Ouvrez les yeux, franchement, qui aujourd'hui oserait "*mettre en cause la société*" ou s'attaquer aux institutions, personne, alors dormez tranquille.

L'hystérique du Palais s'est exprimé comme s'il en était le locataire ad vitam æternam.

Dans une déclaration solennelle à la télévision et à la radio - la troisième en quatre jours, Nicolas Sarkozy a annoncé jeudi un renforcement de l'arsenal pénal contre l'extrémisme idéologique et le terrorisme, peu après le dénouement à Toulouse de l'affaire du tueur au scooter qui a tenu la France en haleine dix jours durant et bouleversé la campagne pour l'élection présidentielle.

Il a également déclaré que toute personne se rendant à l'étranger pour y suivre des "*travaux d'endoctrinement à des idéologies conduisant au terrorisme*" serait "*punie pénalement*".

La propagation et l'apologie d'idéologies extrémistes seront également réprimées "*avec les moyens qui sont déjà ceux de la lutte anti-terroriste*", a ajouté le président de la République.

François Fillon a dit dans un communiqué que le gouvernement s'attacherait "*sans délai*" à la mise en oeuvre des orientations fixées par le président. (Reuters 22.03)

D'ici le 6 mai prochain, après si un miracle se produisait ? Il faut arrêter de boire ou de fumer la moquette messieurs Sarkozy et Fillon cela vous tourne la tête, vous voyez comme c'est facile et rapide de perdre pied avec la réalité. Vous n'aurez manifestement pas le temps de mettre en oeuvre ces dernières mesures liberticides qui consisteraient à filtrer, puis ficher en masse les travailleurs et jeunes qui se connectent sur le Web à des portails rejetant votre politique réactionnaire, la chasse aux terroristes qui sont vos créatures n'étant qu'un prétexte pour s'attaquer le moment venu au mouvement ouvrier.

Actualité en titres

Les rats. Ouf, les institutions sont saines et sauves !

- A Strasbourg, Nicolas Sarkozy nie tout «*climat qui puisse expliquer*» la tragédie de Toulouse - 20minutes.fr

- Toulouse: "*Il fallait que force reste à la loi, c'est chose faite*" a salué Bayrou - AFP

- Hollande évoque à son tour "*une faille*" dans la surveillance de Merah - AFP

- Toulouse : Mélenchon dit son soulagement - AFP

INFOS EN BREF

Politique

1- France. La blanchisseuse du Palais.

La cour d'appel de Paris a annulé les mises en examen du procureur Courroye, de son adjointe et l'essentiel de l'enquête sur les fadettes des journalistes du Monde visant les deux magistrats, mais une autre plainte vise désormais le procureur dans une autre affaire de fadettes.

La cour a estimé jeudi que les poursuites contre Philippe Courroye et son adjointe, Marie-Christine Daubigney, ne pouvaient être engagées tant que les actes controversés des deux magistrats n'avaient pas été annulés par une décision définitive de la justice.

Or, la Cour de cassation a annulé l'enquête du procureur Courroye le 6 décembre 2011, soit bien après le début des investigations des juges parisiens Sylvia Zimmermann et Alain Nguyen The.

Dans son arrêt consulté par l'AFP, la cour d'appel a estimé que le fait que "*le caractère illégal des réquisitions ait été constaté par une décision devenue définitive de la chambre de l'instruction de la cour d'appel de Bordeaux n'a pas eu pour effet de valider a posteriori la plainte (du Monde, ndlr) (...) alors qu'à la date du versement de consignation, le caractère illégal des actes incriminés n'avait pas été constaté par une décision devenue définitive*".

La cour a par conséquent annulé "*l'entière procédure à compter de la cote D101*", en particulier les deux réquisitoires introductifs du parquet qui délimitent les contours de l'enquête.

Pour sa part, l'avocat du Monde, Me François Saint-Pierre, a annoncé qu'il allait se pourvoir en cassation contre cette décision. "*Nous sommes en désaccord total avec cet arrêt. Cette décision place les victimes d'abus de pouvoir judiciaire dans l'incapacité de saisir la justice*", a-t-il dit.

"Un pourvoi en cassation s'impose et je suis convaincu que la Cour de cassation va casser et annuler cette décision. Ce n'est donc que partie remise", a ajouté l'avocat.

Pour Me Olivier Baratelli, avocat de Mme Daubigney, "*c'est la victoire de la justice sur la calomnie et du droit sur l'agitation médiatique*".

Le procureur et son adjointe étaient soupçonnés d'avoir tenté de découvrir illégalement en 2010 les sources des journalistes du quotidien Le Monde travaillant sur l'affaire Bettencourt, notamment en réquisitionnant leurs factures téléphoniques détaillées (fadettes).

Parallèlement, un autre journaliste, Romain Bolzinger, a déposé plainte contre X jeudi en raison de l'exploitation illégale de ses fadettes par la "*police des polices*", dans le cadre d'une enquête pour corruption de fonctionnaire dirigée par le procureur de Nanterre.

Elle survient un mois après que la cour d'appel de Paris a estimé que les réquisitions sur le téléphone de M. Bolzinger, faites sans son aval, avaient porté atteinte à la loi sur le secret des sources.

Dans sa plainte, le journaliste estime que ses "*facturations téléphoniques détaillées ont été consultées et exploitées par les services de police sur autorisation du procureur de la République de Nanterre de manière illégale, sans aucun droit*". (AFP 22.03)

2- Portugal

2.1- A l'appel de la centrale syndicale CGTP, des salariés de divers secteurs se sont mis en grève jeudi au Portugal pour protester contre la politique d'austérité du gouvernement, ce qui a fortement perturbé la circulation des transports publics à Lisbonne, provoqué la fermeture de ports et la paralysie du trafic ferroviaire.

"*Occupez les rues, bloquez tout*!" est l'un des slogans adoptés par les grévistes, qui estiment que les mesures d'austérité du gouvernement réduisent le niveau de vie de la population et empiètent sur les droits des salariés.

La CGTP, le plus important syndicat du Portugal, cherche par ce mouvement social à arrêter l'activité du pays. Le deuxième plus grand syndicat, l'UGT, a toutefois accepté les "*réformes*" décidées par le gouvernement. Alliée de l'opposition socialiste, l'UGT craint que le Portugal ne connaisse le sort de la Grèce sans politique d'austérité.

Sous la houlette de son nouveau chef de file Armenio Carlos, la CGTP espère une participation massive mais, à la différence des Grecs, les Portugais ne se sont guère mobilisés jusqu'à présent contre la politique menée par le gouvernement conservateur de Pedro Passos Coelho malgré la récession et un taux de chômage supérieur à 14%.

Les transports ferroviaires, y compris la ligne internationale Lisbonne-Madrid, étaient paralysés jeudi, selon les organisateurs de la grève. Le métro de la capitale a cessé de fonctionner à minuit. De nombreux hôpitaux n'acceptaient plus que les urgences.

Pour les grévistes, les nouvelles réformes facilitant les procédures de licenciement et réduisant les indemnités des salariés constituent le recul le plus net dans le domaine social depuis l'instauration de la démocratie en 1974. (Reuters 22.03)

2.21- La mobilisation a semblé inférieure aux précédents mouvements même si les syndicats ont affirmé qu'elle restait élevée.

La CGTP avait appelé à la grève sans le soutien de l'autre grande centrale syndicale, l'UGT, qui l'avait épaulée lors des deux précédentes grèves générales.

Les deux syndicats se sont divisés sur une réforme du code du travail, acceptée par l'UGT mais que la CGTP a catégoriquement rejetée, qualifiant de "retour au féodalisme" l'assouplissement en matière d'horaires et de licenciements et la suppression de jours fériés et de jours de congés. (AFP 22.03)

3- Italie

La tentative du président du Conseil italien, Mario Monti, de faire passer en force une réforme visant à assouplir le marché du travail a provoqué des remous, jeudi, au sein de la coalition gouvernementale, menacée de voler en éclats.

Le coeur de la négociation porte sur l'article 18 du code du travail, aux termes duquel les entreprises de plus de 15 salariés ne peuvent licencier un employé que pour faute professionnelle manifeste ou dans le cadre d'un plan de restructuration.

La réforme prônée par Mario Monti est plus radicale que prévu puisque l'assouplissement des procédures de licenciement ne concernerait pas seulement les nouvelles embauches mais l'ensemble des salariés, ce qui représente des millions d'Italiens.

Le Parti démocrate (centre gauche), deuxième parti de la coalition au parlement, s'était dans un premier temps prononcé en faveur des réformes, malgré l'opposition de son aile gauche et de la puissante fédération syndicale CGIL, qui a appelé à la grève.

Mais son chef de file, Pier Luigi Bersani, a exprimé sa colère contre l'attitude de Mario Monti, qui ignore selon lui les critiques. "*Est-ce que je me suis bien exprimé ? Nous n'avons pas à prendre ou à laisser (les réformes). Nous voterons uniquement si nous sommes convaincus*", a-t-il déclaré mercredi soir dans un talk show.

La présidente de la CGIL, Susanna Camusso, a déclaré quant à elle que le président du Conseil italien faisait porter tout le poids des réformes sur les salariés et les retraités. Elle a promis que sa fédération ferait tout pour s'opposer à la réforme.

Un éclatement du Parti démocrate entre une aile gauche alliée à la CGIL et une aile droite composée essentiellement de membres de l'ancien Parti démocrate-chrétien compliquerait la tâche du gouvernement.

La ministre du Travail, Elsa Fornero, devait rencontrer jeudi les représentants des employeurs et des salariés pour peaufiner le texte des réformes.

Raffaele Bonanni, secrétaire national du syndicat modéré CISL, a déclaré qu'il tentait d'obtenir une modification des propositions du gouvernement. "*Nous sommes en train de modifier la proposition de licenciement pour motif économique*".

Ce texte pourrait ensuite être approuvé vendredi par le gouvernement avant d'être présenté au parlement. Mario Monti a posé la fin du mois de mars comme date-butoir pour parvenir à un compromis. (Reuters 22.03)

4- Grèce

Le président de la Banque centrale européenne, l'Italien Mario Draghi, invite les Grecs à se serrer la ceinture et à rester dans la zone euro pour sortir de la crise, dans un entretien au quotidien populaire allemand Bild de vendredi.

Les Grecs "*font des sacrifices sur leur bien-être avec les baisses de salaires dans tous les secteurs*", reconnaît M. Draghi, mais ces sacrifices "*seront toujours moins douloureux au sein de la zone euro qu'en dehors*", assure-t-il.

Mais ce qui importe encore plus à court terme, selon lui, c'est que la Grèce une retrouve "situation politique stable" pour que les réformes décidées soient appliquées, ce qui donnera au pays "*une chance de sortir de la spirale négative actuelle*". (AFP 22.03)

On comprend qu'il soit inquiet sur le plan politique, alors que les deux partis au pouvoir totalisent à eux deux moins de 28% des intentions de vote aux prochaines élections législative, 10% pour le Pasok et 17% pour la Nouvelle démocratie.

Athènes a troqué mercredi jargon monétaire et sabir bancaire le temps d'une manifestation poétique en vers, qui a rassemblé des centaines "*d'enfants d'Homère*".

"*Si le printemps n'arrive pas, invente-le*": Alexandre a 17 ans et le slogan qu'il brandit n'est pas tiré du dernier tube à la mode mais

de l'oeuvre d'un des plus grands poètes grecs contemporains, Odysseas Elytis, prix Nobel de littérature en 1979.

"*Ca fait 2000 ans que les Grecs écrivent de la poésie dans la même langue, aucun autre pays ne peut en dire autant. Et avec les mots de la poésie, on peut dire qu'on s'oppose à toutes les mesures qu'on nous impose*", affirme gravement le lycéen capable de réciter des vers à la demande.

Comme des centaines d'autres Athéniens, il a rallié la librairie Ianos, au centre de la capitale grecque pour participer "*non pas à une manifestation de plus, mais à une manifestation différente*", revendique Yorgos Chouliaras, l'un des initiateurs du projet auquel se sont associés plusieurs magazines, cercles et éditeurs de poésie.

Ce 21 mars, jour du printemps et journée mondiale de la poésie, est l'occasion de "montrer une autre image du pays à l'étranger et de rappeler aux Grecs eux-mêmes que la force de la culture, de la création peut nous aider à sortir de la situation où nous sommes", affirme M. Chouliaras, lui-même auteur de plusieurs recueils.

"*Nous sommes tous des enfants d'Homère, la poésie a fait la gloire de la Grèce depuis l'antiquité jusqu'à aujourd'hui*": le poète et journaliste Anastassis Vistonitis ne se lasse pas de rappeler la place occupée par l'art de la rime dans un pays qui chante ses poètes et les enrôle dans ses combats politiques.

Les vers de Yannis Ritsos, Odysseas Elytis, Georges Séféris (prix Nobel de littérature en 1963), mis en musique par le compositeur Mikis Théodorakis, ont accompagné toute une génération dans son combat contre la dictature des colonels (1967-1974).

"*Après la dictature, l'appat d'une richesse facile a fait perdre au peuple sa spiritualité. Nous avons sombré dans le divertissement facile, aujourd'hui c'est le printemps d'une nouvelle solidarité, de nouvelles actions collectives*", veut croire Anna Konstantinidou, une avocate devenue thérapeute, qui a choisi comme slogan un vers de Manolis Anagnostakis (1925-2005): "*j'ai peur des hommes qui, se sentant coupables, cherchent à trouver des fautes chez les autres*".

Au départ de la manifestation, qui a marché au son des percussions jusqu'à la place Syntagma, au pied du parlement, chacun a pioché dans un éventail de pancartes déclinant des rimes grecques en rapport avec la situation politique et économique du pays.

"*Kane alma pio grigoro apo tin phthora*" --"*Va plus vite que la décadence*"--, brandit Dimitris Tagalanis, architecte et peintre venu manifester pour "sauver son âme". "*Otan akous taksi, anthropino kreas mirizei* --" "*quand tu entends le mot +ordre+, ça sent la viande humaine*"--, proclame le panneau de Georgos Manginis, un archéologue de 40 ans, selon lequel "*la poésie a toujours su redonner à la Grèce sa fierté dans les moments difficiles*".

Plusieurs manifestants ont préféré retenir de célèbres vers de Séféris "*partout où je voyage, la Grèce me fait mal*". (AFP 22.03)

5- Mali

Des soldats mutinés ont annoncé jeudi avoir fermé toutes les frontières après avoir renversé le président malien Amadou Toumani Touré qui, selon son entourage, était dans un camp militaire à Bamako, avec des hommes d'élite de la garde présidentielle.

"*Le président est bien à Bamako, il n'est pas dans une ambassade. Il est dans un camp militaire d'où il dirige le commandement*", a affirmé à l'AFP une source militaire loyaliste, ce qu'a confirmé un membre de l'entourage de M. Touré, en précisant qu'il était avec des Bérets rouges de sa garde présidentielle.

Jeudi vers 04H00 (locales et GMT), des militaires en uniforme sont apparus à la télévision nationale qu'ils occupaient depuis mercredi, après une mutinerie partie de Kita, ville-garnison à 15 km de la capitale, qui a gagné Bamako, puis Koulouba (près de Bamako) où se trouve le siège du palais présidentiel. La révolte a gagné Gao, (nord-est), siège d'un commandement de l'armée contre la rébellion où des chefs militaires loyalistes étaient détenus.

Les soldats mutinés ont annoncé avoir "*fin au régime incompétent*" du président Touré, décrété la dissolution de "*toutes les institutions*" ainsi qu'un couvre-feu, pour une durée non précisée. Les frontières du Mali ont été fermées "*jusqu'à nouvel ordre*", et les fonctionnaires ont été invités à reprendre le travail le mardi 27 mars à partir de 07H30 (locales et GMT), sous peine d'être considérés comme en "*abandon de poste*", ont-ils affirmé jeudi dans la journée.

L'aéroport de Bamako a été fermé, et les vols sont annulés jusqu'à nouvel ordre, de source aéroportuaire.

Ce putsch intervient après plus de deux mois de guerre contre des rebelles touareg dans le nord du Mali, vaste zone déjà en proie aux activités de groupes islamistes armés incluant Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi) et de divers trafiquants.

Le régime de Touré a dû gérer ces dernières semaines la colère au front, de soldats sous-équipés face à des adversaires

lourdement armés, appuyés par des islamistes, mais aussi au sein de leurs familles, qui critiquaient sa réaction molle et l'absence des nouvelles de leurs, dont certains ont été exécutés.

Le bilan de cette guerre, lourd pour les deux camps, est difficile à établir de sources indépendantes. Le conflit a poussé près de 200.000 personnes à se déplacer à l'intérieur du Mali ou dans des pays voisins.

Le lieutenant Amadou Konaré, porte-parole des mutins qui ont formé un Comité national pour le redressement de la démocratie et la restauration de l'Etat (CNRDRE), a dénoncé "*l'incapacité*" du gouvernement "*à gérer la crise*" dans le Nord. Les putschistes s'engagent à "*restaurer le pouvoir*" civil et à mettre en place un gouvernement d'union nationale.

Depuis mercredi soir, des tirs de sommation sont sporadiquement entendus à Bamako, où la circulation était très fluide, selon un journaliste de l'AFP et des témoins. Des ministres africains des Affaires étrangères qui s'étaient rendus à Bamako pour une rencontre sur la sécurité dans le Sahel, étaient bloqués dans leur hôtel.

Le coup d'Etat militaire a mis fin à un processus électoral qui prévoyait la présidentielle, un référendum constitutionnel et des législatives. Amadou Toumani Touré -élu en 2000 et réélu en 2007- devait céder son fauteuil, conformément à la Constitution qui lui autorisait au maximum deux mandats consécutifs de cinq ans.

L'unique formation de l'opposition représentée à l'Assemblée nationale malienne, le parti Solidarité africaine pour la démocratie et l'indépendance (Sadi), a été le seul à se prononcer sur le putsch, qu'il a salué. Son président, Oumar Mariko, s'est déclaré prêt à rejoindre un gouvernement d'union nationale proposé par les putschistes.

Mais l'annonce du renversement du pouvoir a suscité une vague de condamnations et d'appels au rétablissement de l'ordre constitutionnel à l'étranger: Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao), Union africaine, France, Algérie, Etats-Unis, Union européenne (UE), ONU et Organisation internationale de la Francophonie (OIF), Union africaine (UA), Afrique du Sud, Nigeria, organisation de la Conférence islamique (OCI), notamment.

La France a décidé de suspendre "*toutes ses coopérations régaliennes avec le Mali*", a demandé le respect de l'intégrité physique du président Touré et la libération des personnes détenues. Son ministre des Affaires étrangères, Alain Juppé, a souhaité des élections "*le plus vite possible*". (AFP 22.03)

6- Afghanistan

L'Otan versera 4,1 milliards de dollars pour financer l'armée afghane après le départ de ses troupes de combat fin 2014, a affirmé jeudi le président Hamid Karzaï, semblant donner comme acquis la signature d'un accord sur ce sujet, qui n'a pourtant pas encore eu lieu.

Selon les explications de plusieurs responsables occidentaux, non corroborées par le gouvernement afghan, cette somme équivaut à la réduction de facto du nombre de troupes afghanes, qui passerait de 352.000 à 228.000 policiers et soldats.

Certains Etats faisant partie de la coalition ne sont pas d'accord pour financer ce montant, selon une autre source occidentale.

"*La réduction (des troupes) doit prendre en compte la réalité sur le terrain*", a averti le général Abdul Rahim Wardak, ministre afghan de la Défense. "*Autrement ce sera un désastre, une catastrophe qui mettra en danger tout ce que nous avons accompli ensemble avec tant de sacrifices en hommes et en moyens*", a-t-il ajouté.

Si le renvoi de 124.000 policiers et militaires était acté, ces hommes qui se sont souvent engagés pour l'attrait de leurs solde, se retrouveraient à la rue, nantis de leur formation militaire, avec peu de chances de retrouver un travail, ce qui pourrait attiser leur colère contre le gouvernement et "créer un monstre", selon un autre responsable occidental.

Jeudi, Hamid Karzaï a également fait comprendre qu'il voulait pouvoir jouir librement de l'argent des donateurs.

L'Afghanistan, selon le chef de l'Etat, a besoin de nombreux équipements aériens. "*Si les Etats-Unis et l'Otan nous donnent cet argent, accepteront-ils que nous achetions des avions à d'autres pays ? Et si par exemple nous achetons (avec cet argent) des avions d'Inde, de Russie, d'Iran, du Pakistan ou d'Ukraine, nos salaires continueront-ils à être versés par l'Otan*", s'est-il interrogé.

Le gouvernement afghan a "*depuis longtemps l'idée de faire ce qu'il veut avec l'argent donné. L'Otan n'est pas du tout sur cette ligne-là. On s'oriente vers un blocage*", traduit une source diplomatique. (AFP 22.03)

7- Equateur

Visage peint et lance à la main, plusieurs centaines d'Indiens d'Equateur poursuivaient mercredi une grande marche vers Quito, entamée le 8 mars, décidés à faire entendre leur déclaration de guerre au pillage des ressources naturelles.

Avant d'arriver à Quito, le cortège bariolé, organisé par la principale organisation indigène équatorienne, a fait halte à Saquisili, à quelque 70 kilomètres de la capitale.

Un arrêt en forme de symbole dans cette petite localité perchée dans la cordillères des Andes, où les deux-tiers de la population est d'origine indienne, et le dernier tiers métisse.

Avant de reprendre la route, les organisateurs de la marche ont tenu une dernière réunion stratégique dans le local de paysans, sous la garde de "*guerriers*" arborant la traditionnelle couronne de plumes.

"*Nous luttons pour la révolution agraire et l'approbation d'une loi sur l'eau, et pour dire +non+ à l'exploitation minière à grande échelle dans le pays, car cela va détruire la nature*", lance à l'AFP le président de la Confédération des nationalités indigènes d'Equateur (Conaie), Humberto Cholango.

A moins d'un an de l'élection présidentielle de février 2013, la principale organisation indienne équatorienne a donné le 8 mars le coup d'envoi d'une marche de deux semaines à travers le pays, pour protester contre la politique du gouvernement de Rafael Correa.

A l'issue de la réunion de Saquisili, les organisateurs ont annoncé "*la décision inébranlable*" de gagner jeudi le parc du Petit Arbre, dans le centre moderne de la capitale, quels que soient les derniers "*obstacles*" rencontrés.

"*Nous surmonterons toutes les difficultés et nous arriverons à Quito*", a assuré à l'AFP Delfin Tenesaca, un des dirigeants, représentant les communautés d'origine andine.

Mercredi en fin de journée, un millier d'Indiens étaient déjà parvenus à la périphérie de la capitale, à la veille des manifestations prévues à la fois par les opposants et les sympathisants de M. Correa.

La Conaie reproche au dirigeant socialiste, qu'elle soutenait au moment de son élection en 2007, de suivre depuis en sous-main un programme néolibéral, et s'inquiète notamment de la gestion de l'eau, et des conséquences sur l'environnement de l'exploitation minière, en plein essor dans le pays.

Cette communauté, qui affirme représenter le tiers des 14 millions d'habitants de l'Equateur, a déjà provoqué la chute de deux chefs d'Etat, Abdala Bucaram, en 1997, et Jamil Mahuad, en 2000.

Rafael Correa, qui est soutenu par d'autres associations indigènes, a estimé que la marche avait été "*un échec total*" dès son départ à 700 km au sud de Quito, dans la province amazonienne de Zamora Chinchipe, où le gouvernement a signé un gros contrat d'extraction de cuivre avec une compagnie chinoise.

M. Correa, qui jouit d'une forte popularité pour avoir mis en oeuvre des programmes sociaux et procédé à une renégociation des contrats avec les multinationales pétrolières, accuse la Conaie d'agir avec la complicité de l'opposition.

"*S'ils sont 500, nous serons 50.000*", a-t-il récemment averti en guise de comité d'accueil à Quito, appelant ses partisans à se réunir pour soutenir sa "*révolution citoyenne*".

"*Nous sommes des gens pacifiques, nous ne sommes pas en train de déstabiliser le gouvernement comme il le prétend. Nous ne sommes pas contre la démocratie*", a répondu, depuis Saquisili, Raul Ilaquiche, un autre dirigeant indien et ancien député du mouvement Pachakutik, bras politique de la Conaie. (AFP 22.03)

Non, pas possible, on dirait que la "*révolution citoyenne*" de Correa aurait laissé de côté les masses les plus défavorisées de la société... Mais il en a toujours été ainsi dans tous les pays où la gauche capitaliste était arrivée au pouvoir au cours du XXe siècle.

Social

1- UE et syndicalisme jaune.

Des syndicalistes de neuf pays de l'UE ont réclamé un pacte social et de croissance, s'insurgeant contre l'austérité mise en oeuvre pour régler la crise de la dette, lors d'une rencontre avec la chancelière Angela Merkel jeudi à Berlin.

"*Le traité européen de discipline budgétaire ne va pas résoudre les problèmes, il va les amplifier. Il est plus que temps de changer*

de politique en Europe. L'Europe a urgemment besoin d'un fonds de sauvetage social", a déclaré Michael Sommer, président de la confédération syndicale allemande (DGB), à l'issue de cette rencontre.

"*Le modèle social européen, élément identitaire indispensable de l'Union européenne, est de plus en plus vidé de sa substance. Il faut un pacte social et de croissance*", a lancé M. Sommer, en compagnie de dirigeants syndicaux de Belgique, Espagne, France, Grèce, Irlande, Italie, République tchèque et Suède.

Ils ont fait ces déclarations aux journalistes dans la rue, devant la chancellerie allemande, après une "*discussion franche*" avec Mme Merkel selon l'expression de M. Sommer.

"*On s'est mis d'accord pour construire des propositions pour un pacte social européen, de travailler à des éléments de convergence sociale, notamment un salaire minimum européen qui représente 60% du salaire moyen de chaque pays*", a dit le secrétaire général du syndicat français CFDT, François Chérèque, présent à cette réunion. (AFP 22.03)

C'est l'occasion qui crée le larron ! Quand l'occasion fait défaut pour faire allégeance à l'UE, les jaunes la créent !

Le salaire moyen en France s'établit autour de 1.800 euros bruts, dans la moitié des pays de l'UE il est divisé par deux ou davantage, 60% de 1.800 donne 1080, divisé par deux cela donne 540 euros, on peut retenir ce chiffre comme médian en tenant compte que sur 27 pays, une douzaine seulement ont un revenu moyen comparable à la France (France, Grande-Bretagne, Allemagne, Belgique, Pays-Bas, Suède, Norvège, Finlande, Italie, Espagne, Autriche).

540 euros bruts par mois, c'est à peu près le niveau auquel est tombé le salaire minimum en Grèce, je crois même qu'il est plus proche de 450 euros bruts, donc monsieur Chérèque votre proposition est encore trop généreuse ! Ces dirigeants syndicaux font ainsi la démonstration qu'ils étaient prêts à accompagner la baisse des revenus des travailleurs au niveau de la Grèce dans toute l'UE programmée par les dirigeants de l'UE et dont le cadre du TSCG devrait faciliter l'exécution.

On peut mettre en relief le lien qui existe entre la dégradation de nos conditions d'existence (et de travail) effective et qui devrait s'accentuer et ce traité qu'il faut combattre, pour exiger son retrait en refusant d'en reconnaître la légitimité ainsi qu'aux institutions qui sont destinées à le ratifier, le contenu et les objectifs de ce traité étant conformes à la nature de ces institutions antidémocratiques qui servent les intérêts d'une seule classe, celle des capitalistes.

Ce combat politique doit donc être dirigé contre les institutions de la Ve République appelées à ratifier ce traité, ce qui permet de poser la question du gouvernement et des institutions dont les travailleurs doivent se doter pour mettre en oeuvre une politique conforme à leurs besoins, donc en rupture avec ceux du capital dont les institutions nationales et européennes sont les dépositaires.

Le POI a le mérite d'organiser une campagne sur ce thème, mais hélas en refusant de l'axer contre les institutions de la Ve République, ce qui ne permettra pas aux travailleurs d'en tirer des leçons politiques ou de mieux comprendre la nature de ces institutions et du régime. On peut soutenir ou participer à cette campagne, à condition de lui donner un contenu révolutionnaire.

2- France.

2.1- Produisons français.

Plusieurs centaines de métallurgistes du groupe ArcelorMittal, venus de toute la France mais également de Belgique et du Luxembourg, ont manifesté jeudi à Florange (Moselle) pour la «*défense de l'industrie en France*».

Deux mille métallos selon les syndicats, 800 selon la police, ont participé à cette journée d'action nationale organisée par la CGT en faveur de «*la défense et du développement de la sidérurgie en France et en Lorraine*», et à laquelle s'étaient associées la CFDT et FO.

Des délégations des usines ArcelorMittal de Dunkerque (Nord) et de Fos-sur-Mer (Bouches-du-Rhône), de Schifflange (Luxembourg), fermée mardi pour une durée «indéterminée», et de Liège (Belgique), dont les hauts-fourneaux sont à l'arrêt depuis octobre 2011, faisaient partie de ce rassemblement devant la mairie de Florange.

Des salariés de l'usine métallurgique Aperam (ex-ArcelorMittal) de Gueugnon (Saône-et-Loire) et de la Fonderie du Poitou Aluminium (groupe Montupet) d'Ingrandes (Vienne), actuellement en redressement judiciaire, ont également pris part à cette journée voulue comme une «démonstration de force» par la CGT. «*Marche sur Paris*»

Pierre Laurent, secrétaire général du Parti communiste, et Olivier Besancenot, candidat d'extrême-gauche aux élections présidentielles de 2002 et 2009, ont également fait le déplacement en Lorraine.

Le 28 mars, les métallos lorrains entameront une «*marche sur Paris*» où ils espèrent arriver le 6 avril. (liberation.fr 22.03)

2.2- Grève des contrôleurs aériens de Lille.

Tous les vols étaient annulés jeudi au départ et à destination de Lille en raison de la grève des contrôleurs aériens pour réclamer des effectifs supplémentaires, a-t-on appris de sources aéroportuaire et syndicale.

«*La grève est suivie à 100%. Tous les contrôleurs aériens qui étaient censés prendre leur service à 7 heures du matin ne sont pas venus*», avait déclaré à l'AFP jeudi en début de matinée Didier Roussel, de l'Usac-CGT.

«*Aucun vol commercial ne part ou n'atterrit à Lille-Lesquin*», avait-il ajouté.

Les contrôleurs de Lille réclament une augmentation de personnel de cinq personnes pour la mise en place d'une nouvelle salle de contrôle radar, distincte de la tour de contrôle, là où l'administration de tutelle, la DGAC, en propose trois.

Une réunion de conciliation mardi à Paris n'a rien donné, selon le représentant syndical. (liberation.fr 22.03)

Economie

1- Zone euro

L'économie de la zone euro s'est dégradée contre toute attente en mars, plombée par un repli aussi marqué qu'inattendu de l'activité industrielle en France et en Allemagne, montrent les résultats préliminaires des enquêtes Markit publiés jeudi.

Les indices PMI, calculés par Markit auprès des directeurs d'achats en Europe pour mesurer l'activité des entreprises sur le mois écoulé, sont si moroses qu'ils anéantissent tout espoir de voir la zone euro éviter une rechute en récession.

Ils signalent notamment que l'activité du secteur privé en France et en Allemagne, première et deuxième économies de la région, commence à son tour à décliner et que les suppressions d'emplois dans la zone euro s'accélèrent à leur rythme le plus marqué depuis mars 2010.

Signe que le ralentissement économique n'épargne pas les partenaires commerciaux de l'Europe, l'activité manufacturière en Chine s'est également contractée en mars, pour le cinquième mois d'affilée.

Les indices de l'activité manufacturière publiés dans la matinée en Allemagne et en France sont ressortis plus mauvais encore que les prévisions les plus pessimistes des dizaines d'économistes interrogés par Reuters.

Avec ses deux principales économies en berne, la zone euro manque à présent cruellement de moteur, estime Chris Williamson, soulignant que de nombreux pays de la région sont déjà englués dans la récession.

"*Les mesures d'austérité mises en oeuvre vont maintenir en récession certaines économies majeures telles l'Italie et l'Espagne, ce qui va nuire à la région dans son ensemble*", prévient-il.

Les indices PMI publiés jeudi laissent penser qu'il pourrait falloir encore du temps avant que les quelque 1.000 milliards d'euros de liquidité à long terme bon marché injectés depuis décembre par la Banque centrale européenne (BCE) dans le système financier n'apportent un véritable soutien à l'économie réelle.

"*Nous allons voir les entreprises continuer de réduire leurs effectifs à des rythmes accrus dans les mois à venir, et la production va chuter à un rythme accéléré à moins que les commandes nouvelles rebondissent, ce que rien ne semble signaler pour le moment*", a déclaré Chris Williamson. (Reuters 22.03)

2- BCE

Le président de la Banque centrale européenne (BCE) Mario Draghi, a estimé jeudi que le président français Nicolas Sarkozy "*(avait) raison*" de citer l'Allemagne en exemple pour sa discipline budgétaire, dans une interview au quotidien Bild.

"*Je l'ai dit bien avant lui. L'Allemagne est un exemple. Le vieux modèle social européen est en effet mort, car trop souvent il ne pouvait pas se passer de faire des dettes. Les Allemands l'ont réinventé - sans endettement démesuré*", a déclaré cet adepte d'une discipline budgétaire rigoureuse en Europe.

M. Draghi a par ailleurs répété que "*si les perspectives d'inflation venaient à se détériorer, (la BCE) interviendrait de façon préventive*", alors que la hausse des prix en zone euro reste depuis plusieurs mois au-dessus de l'objectif officiel : être proche mais sous 2% à moyen terme.

Sur la crise en zone euro, "*le pire est passé, mais il reste des risques*", a souligné M. Draghi. "*La confiance des investisseurs revient et la BCE n'a pas eu à acheter d'obligations souveraines depuis des semaines pour les soutenir*", a-t-il notamment fait valoir.

Lors de la dernière réunion mensuelle du conseil des gouverneurs, début mars, la BCE avait laissé son principal taux directeur inchangé à son plus bas niveau historique de 1%, mais M. Draghi s'était montré plus inquiet sur les menaces d'inflation. (AFP 22.03)

3- Aviation. La menace des affameurs.

Airbus (groupe EADS), Boeing et Embraer ont décidé de s'allier pour collaborer avec les gouvernements et les producteurs dans la promotion et le développement de biocarburants pour l'aviation.

Les trois avionneurs ont signé un protocole d'accord à l'occasion du sommet sur l'aviation et l'environnement de l'Air Transport Action Group (ATAG) à Genève, indique Boeing dans un communiqué.

"*Deux des plus grandes menaces pour notre secteur sont le prix du pétrole et l'impact du transport aérien sur notre environnement*", explique le directeur général de Boeing Jim Albaugh.

Une législation européenne entrée en vigueur le 1er janvier oblige les compagnies aériennes desservant l'Union à acheter des permis carbone pour compenser leurs émissions de CO2. Ce texte n'est pas du goût des Etats-Unis, de l'Inde et de la Chine, les trois principaux émetteurs de gaz à effet de serre, qui en contestent la légalité. (Reuters 22.03)

4- France

4.1- Et pendant ce temps-là ils baignent dans le luxe...

La maison de luxe Hermès a signé en 2011 la plus belle année de son histoire, avec un bénéfice net en hausse de 40,9% à 594,3 millions d'euros.

Le sellier du Faubourg-Saint-Honoré a signé en 2011 la plus belle année de son histoire, avec des records de ventes, de bénéfices ou encore de marge, et compte en faire profiter ses actionnaires en leur offrant sept euros de dividende par titre, a annoncé Hermès jeudi.

Hermès avait annoncé début février des ventes à 2,84 milliards d'euros (+18,3%). Il réalise un bénéfice opérationnel de 885,2 millions d'euros en hausse de 32,5%, là où les analystes tablaient plutôt sur 30%. La marge opérationnelle, soit 31,2% des ventes, est la meilleure depuis l'introduction en Bourse en 1993. Ces résultats étincelants incluent une plus-value de cession brute de 29,5 millions d'euros liée à la vente à l'espagnol Puig des 45% que Hermès détenait dans Jean Paul Gaultier. 740 millions d'euros de dividendes.

L'affaire va profiter largement au numéro un mondial du luxe LVMH, du milliardaire Bernard Arnault, qui détient 22,28% du capital de Hermès. Le groupe est valorisé en Bourse à 25,7 milliards d'euros.

Depuis 2005, la maison familiale créée en 1837 a doublé son chiffre d'affaires. Le bénéfice net a lui doublé en deux ans. "*Hermès continuera à investir dans ses capacités de production et son réseau de distribution avec l'ouverture ou la rénovation d'une quinzaine de succursales*", a précisé le groupe, qui, victime de son succès, doit reconstituer ses stocks. Le groupe a créé 715 nouveaux emplois en 2011 et compte en créer 750 en 2012. Il employait 9.081 personnes fin 2011. (lexpansion.com 22.03)

4.2- La presse écrite en crise

L'OJD, organisme qui certifie la diffusion de la presse, a rendu public, jeudi 22 mars, son bilan complet pour l'année 2011. Les résultats sont plutôt mauvais. La presse quotidienne baisse ainsi de 2,04 %. Parmi celle-ci, la presse nationale baisse de 1,36 % et la presse régionale de 2,28 %. La presse magazine chute pour sa part de 3,11 %.

Toutes les familles de presse sont affectées. Parmi celles qui souffrent le plus, on relève la presse de sports (- 7,59 %), la presse des adolescents (-4,65 %) qui subit la concurrence d'Internet, la presse "people" (-4,57 %), la presse économique et financière (-4,57 %) et la presse de télévision (-3,28 %). En revanche, les hebdomadaires généralistes - les "*news*" - résistent bien, puisqu'ils

ne perdent que 0,76 %.

Si l'on observe attentivement les chiffres, c'est surtout la baisse de la vente au numéro qui pèse sur la presse (- 20 % entre 2006 et 2011). Ce phénomène s'explique notamment par la diminution régulière de nombre des points de vente (kiosques, maisons de la presse, etc.).

En revanche, les abonnements restent stables, tandis que la diffusion par tiers (à prix coûtant, auprès des hôtels, compagnies aériennes, etc.) a fortement augmenté. (lemonde.fr 22.03)

5- Irlande

L'Irlande est retombée en récession de façon inattendue au dernier trimestre 2011, l'économie affichant deux trimestres consécutifs de contraction, alors que le pays a affiché l'an dernier sa première année de croissance depuis 2007.

Sur l'année 2011 dans son ensemble, le PIB irlandais a augmenté de 0,7% selon les chiffres publiés jeudi, après trois années de baisse qui ont vu la richesse du pays diminuer de 10,4% en données cumulées.

Or le pays a besoin cette année d'une croissance trois fois supérieure à celle de 2011 s'il veut respecter les objectifs fixés par ses bailleurs de fonds internationaux. L'Irlande en est pratiquement à mi-chemin dans son plan de sauvetage de trois ans octroyé par l'Union européenne et le Fonds monétaire international (FMI).

Parmi les 17 membres de la zone euro, outre l'Irlande, la Belgique, l'Italie, la Slovénie et les Pays-Bas sont retombés en récession. L'Espagne devrait suivre. Le Portugal et la Grèce y sont depuis longtemps. (Reuters 22.03)

Tant mieux, cela poussera les Irlandais à voter non lors du prochain référendum sur le tarité européen TSGC...

Haut de page

Le 24 mars

CAUSERIE

Il y a peu encore il était possible d'écrire des commentaires à la suite des articles publiés par les agences de presse (AFP, AP, Reuters, etc), ce que je ne faisais jamais par manque de temps. Depuis j'ai constaté deux choses, une, ils ont retiré des news quotidiennes les articles d'Associated press et réduit au minimum ceux de Reuters, il n'est plus possible d'ajouter un commentaire à la suite de leurs articles ou ceux de l'AFP, deux, la source Lepost.fr a disparu, quant aux articles provenants des médias nationaux (Le Monde, Libération, Le Figaro, L'Express et L'Expansion principalement) pour publier un commentaire il faut passer par toute une procédure ou il faut être abonné à leurs torchons... avant d'être censuré, j'en ai fait l'expérience hier ! Serait-il en train de resserrer les boulons ? (A suivre)

Mise au point. Soldons la question libyenne.

Il est évident que si nous avions eu connaissance de ce qui se tramait en amont des évènements qui allaient aboutir à la chute de Kadhafi, nous aurions immédiatement condamné toute ingérence étrangère en Libye. Nous nous en sommes tenu aux éléments en notre possession à cette époque. Aurions-nous pu procéder autrement ?

Nous n'aurions pas pu inventer ces éléments qui nous faisaient défaut, nous nous en sommes remis aux informations publiques diffusées par les médias et les partis politique ou encore ce qui figurait à ce moment-là sur la Libye. Nous n'imaginions pas que certains éléments avaient été publiés par des portails Internet précédemment puisque personne n'y faisait allusion.

Si nous avons commis une erreur, c'est de nous être focalisé sur deux comportements qui prêtaient à caution. Celui des journalistes soutenant Kadhafi qui ont mis plusieurs mois avant de faire référence aux éléments qu'ils possédaient déjà, et celui des partis ouvriers qui ont condamné les bombardements de la coalition impérialiste emmenée par la France, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis, non pas sur la base de ces éléments mais sur la base d'un principe internationaliste que nous partageons.

La méthode de ces derniers a consisté à demander à leurs militants d'adhérer à une position sans leur fournir les éléments qui auraient permis de l'étayer. Leurs dirigeants ont préféré garder envers eux les données en leur possession au lieu de les transmettre à leurs militants ou aux lecteurs de leurs publications, leur refusant ainsi le droit légitime de se forger leur propre opinion à partir de faits matériels et non sur la base d'un principe.

Cette méthode que je rejette est utile pour conserver le contrôle d'un appareil et la mainmise sur les militants qui n'ont pas d'autre choix que faire confiance aveuglément à leurs dirigeants, dès lors qu'on les maintient dans l'ignorance. Personnellement, je mets en ligne tous les documents que j'ai consultés ou lus et qui m'aident à me forger ma propre opinion ou à anayser la situation, ainsi chaque militant est en possession des mêmes éléments que moi et peut librement se forger ses propres convictions, et à l'occasion détecter des faiblesses ou des lacunes dans mes analyses. C'est une question de principe, d'honnêteté envers les militants. Je regrette que les militants qui se connectent sur le site refusent de m'adresser leurs réflexions, c'est ainsi et on fera avec.

Je suis connu, je ne veux pas me faire prendre, mais je fais tout pour me faire descendre, cela ne colle pas.

Gérard Courtois, directeur éditorial du Monde. Extraits.

- "Trois sortes d'événements pouvaient bousculer la "drôle de campagne" à laquelle on assiste depuis trois mois. Le premier aurait été que Marine Le Pen ne puisse pas se présenter. Ce n'est pas le cas. Le deuxième serait une énorme bourde du candidat socialiste, François Hollande, qui est le favori des sondages depuis des mois. Jusqu'à présent, il n'en a pas fait.

Le troisième événement possible était une crise majeure, imprévisible et susceptible de replacer le président de la République dans son rôle central. On pouvait imaginer par exemple un nouvel épisode spectaculaire de la crise européenne. Elle est en train de s'éloigner. C'est le drame de Toulouse qui s'est produit, et il change effectivement de manière évidente le dernier mois de campagne avant le premier tour.

Il se retrouve enfin en cohérence avec son slogan de campagne : "La France forte". Enfin, on sait que le chef de l'Etat souffre dans l'opinion d'un déficit structurel, et très enraciné, de crédibilité sur sa parole. Deux tiers des Français jugent, dans les enquêtes d'opinion, qu'il n'est pas sincère. La manière dont il a supervisé le règlement de l'affaire de Toulouse constitue une démonstration par l'action beaucoup plus convaincante que tous les discours ou toutes les promesses.

Au moment où éclate le drame de Toulouse, Hollande et Sarkozy sont donc à peu près à égalité, si l'on fait la moyenne de toutes les enquêtes.

Toute la question, désormais, est de savoir si le chef de l'Etat va bénéficier de la séquence actuelle pour prendre durablement la tête de la compétition. C'est vraisemblable. Il serait très surprenant qu'il ne bénéficie pas des événements pour les raisons déjà indiquées : ils lui redonnent une vraie cohérence et estompent les critiques jusque dans son camp sur le positionnement très à droite, voire proche de l'extrême droite, qui avait été le sien depuis une quinzaine de jours. Mais cette probable inversion des courbes entre Hollande et Sarkozy ne dessine pas, pour l'instant, une dynamique victorieuse pour le second tour.

Le drame de Toulouse n'est pas un fait divers comme il en arrive fréquemment en France, c'est un événement exceptionnel comme il ne s'en est pas produit dans le pays depuis les attentats terroristes de 1995.

Le drame de Toulouse, un mois avant le premier tour de l'élection de cette année, laisse encore pas mal de temps pour que les Français retrouvent les préoccupations principales qui sont les leurs : les questions d'emploi, de pouvoir d'achat, de logement et d'éducation." (lemonde.fr 23.03)

Suite des causeries des deux derniers jours sur ce sujet

Il y a un élément qui nous avait échappé ou auquel nous n'avions pas pensé hier et avant-hier à propos des tueries attribuées à Mohamed Merah : était-il possible qu'il n'ait pas été l'auteur de ces crimes et qu'une mise en scène soigneusement préparée de longue date par l'Elysée et les services concernés ait été mise sur pied pour rassembler la population autour de Sarkozy et tenter ainsi de le faire réélire sous la forme d'un appel à l'union nationale autour de sa médiocre personne.

Nous n'avions pas pensé à cette version des faits parce que nous ne sommes pas dans la logique de la théorie du complot mais celle de la lutte des classes, mais dès lors qu'un ensemble d'éléments matériels viennent contredire apparemment la version officielle, on est en droit d'explorer toute les pistes pour comprendre ce qui s'est réellement passé. Nous ne partons pas du principe que la version officielle prêterait systématiquement à caution ou falsifierait les faits, comme nous ne sommes pas prêts à cautionner aveuglément la version officielle contrairement à ce que font en coeur les représentants d'absolument tous les partis en France, sans exception. Nous essayons d'être lucide en toutes occasions, ce qui signifie de ne pas tomber dans les pièges tendus par la propagande officielle, voilà tout

Quelques questions préliminaires.

M. Merah était très bien connu depuis plusieurs années des services de police, qui le suivaient à la trace et savaient où le loger. Ils savaient qu'il était illégalement en possession d'armes, notamment, dès lors pourquoi ne l'ont-ils pas jugé et emprisonné (c'était

un multiple récidiviste plusieurs fois condamnés) pour ce délit au lieu d'attendre qu'il en fasse un jour l'usage ?

Mieux encore, il n'avait même pas pris soin de maquiller les plaques minéralogiques de son scooter, que ce soit lors des meutres qu'il aurait perpétués à Montauban puis à Toulouse, malgré la présence de caméra de vidéosurveillance en nombre et facilement repérable devant l'école juive à Toulouse, comme s'il voulait aider les enquêteur à remonter jusqu'à lui immédiatement pour se faire prendre ou abattre, cela ne colle pas avec la description qui en a été donné par la journaliste de France 24 qui a conversé avec lui (voir plus loin).

On nous a raconté que le tueur aurait pris la précaution de ne laisser aucune emprunte ADN sur les lieux de ces crimes (sur les douilles récupérées sur place), donc pour ne pas se faire prendre ou que la police ne remonte pas jusqu'à lui, et il aurait été assez stupide pour attendre tranquillement la police chez lui pour se faire descendre, cela ne colle pas.

Ce sont les policiers qui affirment que M. Merah aurait endossé les crimes qui lui étaient reprochés, or on sait ce que vaut la parole d'un flic, surtout à ce niveau-là, plus on monte dans la hiérarchie et plus elle porte à caution. Quant au coup de fil reçu par France 24, rien n'a permis d'identifier précisément son auteur. La journaliste qui dit avoir dialogué avec lui parle de quelqu'un de posé et de très bien élevé qui s'exprime dans un français parfait, qui ne correspond pas à la description du petit voyou de quartier devenu délinquant puis djiadiste. Est-ce bien lui qui a passé ce coup de fil ?

Un témoignage passé à la trappe depuis.

Martine (1) d'une voix troublée par une émotion bien légitime lâche cette phrase qui laisse tout le monde sans parole : « J'ai vu le tueur des parachutistes. » Il est 17 heures et des poussières hier à Montauban à quelques mètres à peine de l'endroit où trois parachutistes du 17 e RGP ont été mitraillés jeudi en tout début d'après-midi.

Martine va étayer son affirmation en apportant une précision qui devrait faciliter le travail des enquêteurs dans leurs recherches : « Je faisais des courses. Je sortais de la pharmacie, j'allais au bureau de tabac lorsque le tueur m'a bousculée. Il s'est retourné et, dans le mouvement, la visière de son casque s'est relevée de quelques centimètres. J'ai alors aperçu un tatouage ou une cicatrice au niveau de sa joue gauche. J'ai aussi entrevu ses yeux à travers la visière. Il avait un regard froid, d'une lucidité effrayante. Un regard que l'on n'oublie pas. »

Martine rassemble encore ses souvenirs pour fournir un descriptif le plus complet possible du tueur. « Il était de taille moyenne, un mètre soixante-dix environ et assez corpulent. Si ce n'est cette marque sur le visage, je n'ai pas vu d'autres signes distinctifs particuliers. » (http://www.ladepeche.fr/article/2012/03/18/1309048-montauban-militaires-executes-a-montauban-temoin-elle-a-vu-le-visage-du-tueur.html)

Problème : Mohamed Merah était plutôt mince et il ne portait aucune cicatrice ou tatouage sur la joue gauche. C'est donc quelqu'un d'autre qui a perpétué ces assassinats, qui d'autre sinon les services secrets français ou pluôt américain rodés à ce genre d'exercice ou encore le Mossad qui ne recule devant aucun crime barbare, y compris de juifs si nécessaire.

Autres éléments qui posent problème.

Il sait qu'on peut le retrouver à partir de son scooter, il le gare devant chez lui. Il savait comment s'y prendre pour se procurer des armes auprès de son entourage, mais pas pour se procurer un scooter ou une moto volée.

Il se sait recherché et il rentre tranquillement chez lui comme si de rien n'était en attendant le GIGN et le Raid pour se faire descendre comme un lapin !

Il aurait tiré des rafales avec une arme de guerre... alors qu'il avait un colt 45 à 7 coups à la main, c'est vrai qu'au Raid ils ne connaissent rien aux armes, ils peuvent facilement confondre un simple pistolet et une kalachnikov.

Il voulait mourir, mais il avait pris soin d'endosser un gilet pare-balles.

Ils voulaient l'attaper vivant, rien de plus facile avec des gaz asphyxiants ou lacrymogènes, etc. à la place ils l'ont littéralement mitraillé. Ajoutons qu'ils étaient parvenus à introduire une caméra dans la salle de bain où il était retranché, mais ils n'ont pas pu y glisser un petit tuyau de quelques millimètres de diamètre pour y introduire un gaz soporifique ou paralysant.

Autres éléments troublants.

Pourquoi a-t-il gardé le même mode opératoire à Toulouse qu'à Montauban ?

Pourquoi a-t-il conservé le même scooter et s'est-il servi de la même arme, alors qu'il était en possession de plusieurs armes et qu'il

lui était facile de se procurer un autre scooter ou une moto ?

Il aurait jeté son dévolu sur une école juive parce qu'il n'aurait pas trouvé un militaire à se mettre sous la dent, alors que la région regorge de casernes de légionnaires ?

Sachant le tueur de Montauban activement recherché, il a choisi de s'en prendre à des victimes situées proche de son domicile, histoire sans doute de mieux rapprocher les enquêteur de chez lui, de leur faciliter le boulot, quoi.

Il n'a rien fait pour brouiller les pistes des enquêteurs, il a tout fait pour les mener jusqu'à lui, cela ne tient pas.

De toute évidence, il n'a pas pris seule la décision de commettre de tels assassinats, il y a été fortement incité par quelqu'un, par qui ? Apparemment les meurtres de Montauban n'avaient pas eu la répercution médiatique et politique espérée, donc au bout de dix jours il a été décidé qu'il devrait à nouveau passer à l'action. Qu'a-t-il fait pendant ces dix jours, qui a-t-il rencontré, à qui a-t-il parlé ? Est-ce que c'est pour ne pas répondre à ces questions qu'ils l'ont abattu et qu'ils ont placé sa mère et ses frères en garde à vue ?

L'ex-patron du GIGN se pose aussi des questions.

Sans rire, à la question de savoir pourquoi les policiers n'ont pas utilisé de gaz lacrymogène pour appréhender Mohamed Merah, Claude Guéant a répondu "*Ce sont des moyens illégaux*". (Reuters 23.03) Quant au patron du GIGN, Amaury de Hautecloque, il a répondu que c'était prévu contredisant Guéant, mais qu'il n'avait pas eu le temps ou l'occasion de recourir à des gaz lacrymogène, sans rire non plus, c'est vrai que 32 heures cela passe vite l'air de rien ! (Reuters 23.03)

Autre question : «*Comment se fait-il que la meilleure unité de la police ne réussisse pas à arrêter un homme tout seul?*», s'interroge-t-il, dans un entretien à Ouest-France. «*Il fallait le bourrer de gaz lacrymogène. Il n'aurait pas tenu cinq minutes*», estime Christian Prouteau fondateur du GIGN. «*Au lieu de ça, ils ont balancé des grenades à tour de bras*».

"*En soixante-quatre opérations menées par le GIGN sous mon commandement, il n'y a pas eu un mort*", rappelle-t-il. (Reuters et AFP 23.03)

Israël met implicitement en doute la version officielle.

D'anciens responsables militaires et de sécurité israéliens critiquaient vertement vendredi la gestion de l'assaut de Toulouse par la police française, qui a échoué à capturer le suspect vivant, malgré le temps et la latitude considérables dont elle a disposé.

"*Qui attend 30 heures quand il n'y a pas d'otages ? Toute l'opération ressemble à une démonstration de stupidité*", assène Alik Ron, ancien chef de l'unité d'intervention de la police israélienne et des forces spéciales des parachutistes, cité par le quotidien Maariv.

Le Raid n'a pas su utiliser les moyens de "*ruse et de dissimulation*", affirme dans une analyse publiée par le Yediot Aharonot un ancien officier des forces spéciales, Lior Lotan, qui dirige un centre de recherche sur le terrorisme.

Interrogé sur la manière dont les autorités françaises géraient cette épreuve de force, le ministre de la Défense Ehud Barak a estimé qu'il faut "*leur accorder du crédit. Les autorités françaises font les choses comme il faut et nous n'avons pas à les juger de loin sans connaître tous les détails*". (AFP 23.03)

Il ne faudrait surtout pas que l'on connaisse tous les détails de cette opération...

Faut-il continuer ?

A qui profite le crime sinon à Sarkozy ? Ne le dites surtout pas !

Le ministre de l'Education nationale, Luc Chatel, a demandé vendredi au recteur de Rouen de "*suspendre immédiatement*" une professeur de lycée de cette ville pour avoir "*demandé à ses élèves de respecter une minute de silence en la mémoire du terroriste Mohamed Merah*".

L'enseignante "*a clairement dit que Mohamed Merah était une victime, que le lien avec Al-Qaïda avait été inventé par les médias et +Sarko+. Elle a ajouté qu'il serait possible de faire une minute de silence pour cette +victime+*", ont écrit dans ce courrier "*les délégués de TS2*".

Luc Chatel s'est en outre félicité de "*la dignité dont a fait preuve l'institution scolaire tout au long de la semaine*". (AFP 23.03)

On n'en doute pas un seul instant, ces intellectuels sont aussi ignorants que le reste de la population, ils n'ont aucune dignité, aucun courage. Si je ne soutiens pas l'initiative plutôt maladroite ou stupide de cette enseignante, je ne la condamne et j'appelle au retrait de cette sanction.

Bénéficiera-t-elle du soutien des syndicats et partis ouvriers? Quelle question, vous en doutez, moi aussi, ce sont des couards et des vendus au régime.

Confidence d'un médiocre.

Estimant qu'il "*n'y a jamais de off avec Sarkozy*", le journaliste du Monde, Philippe Ridet, rapporte un entretien en tête à tête qu'il a eu avec le président-candidat le 9 mars, en marge d'un déplacement à Nice.

"*Je vais gagner et je vais même te dire pourquoi*", lui a dit Nicolas Sarkozy. "*Il n'est pas bon et ça commence à se voir. Hollande est nul! Il est nul tu comprends? Royal, on peut dire ce qu'on veut, mais elle avait du charisme. Bien sûr tu gardes ça pour toi...*".

Philippe Ridet rapporte ensuite des propos tenus par Nicolas Sarkozy dans un avion qui les ramenait sur Paris.

"*Cette campagne est un bateau sans quille. Elle part en tous sens. Mais vous, les observateurs, vous appartenez à un autre siècle. Une fois encore, vous allez vous trompez*", a dit le président-candidat, toujours donné largement battu dans les sondages de deuxième tour par François Hollande. (AFP 23.03)

ONG. Pour qui roulent-ils ? A quoi servent-ils ?

Le collectif d'organisations non-gouvernementales Oxfam International s'est réjoui "*de voir un vrai débat sur la façon d'obtenir une direction crédible et légitime à la Banque mondiale*", et a noté que l'Afrique avait "*mis en avant une candidate éminemment qualifiée*" (la Nigériane Ngozi Okonjo-Iweala -ndlr). (AFP 23.03)

Les Américain ont présenté un homme de paille à la direction de la Banque mondiale, un anthropologue, et non un candidat issu du monde politique ou de la haute finance a-t-il été précisé.

Ils se partagent le monde.

En vertu d'un accord tacite entre l'Europe et Washington, la présidence de la Banque a toujours échu à un citoyen des Etats-Unis tandis que celle du Fonds monétaire international (FMI) revenait à un Européen.

Le ministre des Affaires étrangères français Alain Juppé a indiqué à l'AFP que, pour la France, il n'y avait "*aucune raison à ce stade*" de remettre en cause l'accord de partage du pouvoir entre Américains et Européens à la Banque et au FMI.

Actualité en titres

Adieu !

- L'«*Adieu?*» du magazine «*Time*» à Nicolas Sarkozy Liberation.fr -

- Toulouse : '*Sarkozy peut apparaître à nouveau comme un président protecteur*' - LeMonde.fr

- Drames de Toulouse et Montauban: 74% des Français approuvent l'attitude de Sarkozy - AFP

- Sarkozy fera voter ses mesures antiterrorisme après la présidentielle - Liberation.fr

- Après Toulouse, la Droite populaire veut durcir le code de la nationalité - Lexpress.fr

- Internet, bouc émissaire de l'antiterrorisme - LeMonde.fr

Logique.

- L'alliance GM-Peugeot aboutirait à fermer des sites - Reuters

INFOS EN BREF

Politique

1- Italie

Le gouvernement italien a annoncé vendredi l'adoption d'un projet de réforme du code du travail visant à libéraliser la législation régissant certaines professions afin d'accroître la concurrence et relancer l'économie.

Le projet de texte va être présenté à la Chambre des députés sous la forme d'une loi simple et non d'un décret d'urgence, précise un communiqué publié après une réunion gouvernementale de cinq heures.

La forme du texte signifie que son processus d'adoption parlementaire sera allongé et que le vote définitif pourrait ne pas intervenir avant l'été.

La réforme, fortement voulue par les partenaires européens de l'Italie, prévoit notamment un assouplissement des règles de licenciement et rend plus coûteux le recours pour les entreprises à des emplois temporaires. (Reuters 23.03)

2- Bahreïn

Des heurts ont éclaté vendredi entre manifestants et forces de l'ordre bahreïnies aux abords de Manama, en marge des obsèques d'une femme décédée après avoir été exposée à deux reprises cette semaine aux gaz lacrymogènes, selon sa famille.

La police est intervenue au canon à eau contre les opposants qui se dirigeaient vers la place de la Perle, où se sont déroulées l'an dernier les grandes manifestations de la majorité chiite contre la dynastie sunnite. Plusieurs centaines d'agents arrivés en renfort ont ensuite dispersé la foule à coups de matraques et de grenades lacrymogènes. (Reuters 23.03)

Economie

1- Banque

Les autorités de régulation du secteur bancaire devraient accorder aux banques une souplesse accrue pour respecter les nouvelles obligations en matière de liquidités, a-t-on appris de plusieurs sources proches des discussions.

Le comité de Bâle sur la supervision bancaire s'est réuni mardi et mercredi pour étudier comment les banques pourraient constituer les "*matelas*" de liquidités censés leur permettre de résister sans aide extérieure à un mois de turbulences sur les marchés financiers.

Ces dispositions font partie des nouvelles règles de Bâle III dont la mise en application doit débuter l'an prochain.

De nombreuses banques ont réclamé au comité une extension de la liste des actifs éligibles pour former ces matelas de liquidités.

La présidence danoise de l'Union européenne a proposé que l'Autorité bancaire européenne (ABE) puisse envisager d'inclure également les titres adossés à des actifs dans les matelas de liquidités.

Un responsable du secteur a estimé qu'il serait donc logique que le comité de Bâle entérine lui aussi une telle flexibilité.

"*Je pense qu'ils avancent en parallèle. Il faut remettre en marche le marché de la titrisation, sinon les banques n'auront pas assez de capitaux*", a dit ce responsable. (Reuters 23.03)

2- Etats-Unis

Les ventes de maisons individuelles neuves sont déprimées depuis plusieurs années aux Etats-Unis. Sur l'ensemble de 2011, les ventes ont reculé de 5,3%. Le gouvernement n'a recensé cette année-là que 306.000 ventes, soit le nombre le plus bas jamais relevé dans ses annales, qui remontent jusqu'à janvier 1963. Les ventes de maisons neuves souffrent de la concurrence provoquée par le nombre élevé de saisies immobilières entraînées par la crise, qui entraîne sur le marché du logement un afflux de biens vendus à prix cassés préjudiciable aux promoteurs.

En dépit du recul des ventes, le prix moyen des transactions a progressé en février de 2,2% sur un mois et de 1,8% sur un an, pour s'établir à 267.700 dollars.

Selon le ministère, il y avait 150.000 maisons neuves à vendre aux Etats-Unis à la fin de février, soit autant qu'un mois plus tôt quand l'offre de ce type de biens était tombée à son niveau le plus faible depuis janvier 1963 au moins. (lexpansion.com 23.03)

Haut de page

Le 25 mars

CAUSERIE

Décomposition du régime. L'affaire Merah ou règlement de compte entre barbouzes dirigés par Sarkozy.

Au regard des infos collectées, il semblerait que M. Merah soit bien l'auteur de ces crimes, il vaut mieux encore employer le conditionnel à la lecture des éléments qui suivent. Une chose est certaine, c'est qu'il a bien été manipulé par les services secrets français.

Une chose est sûre, c'est que cette affaire arrive au bon moment pour Sarkozy donné battu dans tous les cas de figure le 6 mai prochain. Si les commentateurs aux ordres sont unanimes à reconnaître qu'elle lui profitera, rien n'est moins sûr pour la majorité des électeurs-travailleurs pour lesquels l'emploi et le niveau de vie ou les salaires demeurent les premières préoccupations.

Pas de bol !

- Colombani (ex-directeur du Monde) : Toulouse ne peut que renforcer Sarkozy - Slate.fr

Pas de "*psychose sécuritaire*" aux yeux des Français

Selon un sondage IFOP à paraître dans Dimanche Ouest France, 53 % des personnes interrogées estiment que la menace terroriste en France est élevée, mais "*ce résultat est parmi les plus bas enregistrés depuis que l'IFOP pose cette question aux Français*", soit depuis octobre 2001. "*Le fait que l'inquiétude face à la menace terroriste s'établisse aujourd'hui à un niveau historiquement bas laisse à penser que si la tragédie de Montauban et Toulouse a marqué les esprits et ému les Français, elle n'a pas créé de psychose sécuritaire*", dit l'IFOP. (lemonde.fr 24.03)

Et merde doit s'exclamer La Talonnette, on l'a tué trop tôt, bordel, il faut un carnage pour que ces veaux réagissent !

M. Merah a pu être poussé à passer à l'acte... et trahi, et on risque d'attendre longtemps ou indéfiniment pour savoir par qui... Comment son frère peut-il affirmer qu'il n'était au courant de rien et être sûr qu'il a commis ces crimes, les policiers disent qu'ils les a revendiqués, mais est-ce vrai ?

Autre élément troublant.

Il aurait laissé dans sa voiture le Colt 45 qui a servi à Montauban et Toulouse, ce sont les policiers qui affirment l'avoir trouvé en saisissant sa Clio, " *L'arme utilisée par Mohamed Merah lors des trois tueries de Toulouse et Montauban a été identifiée par les enquêteurs, a appris l'AFP de source judiciaire, confirmant une information d'i>Télé. Les expertises balistiques ont permis de déterminer qu'il s'agissait d'un Colt 45 de calibre 11,43 mm, découvert mercredi lors de la fouille d'une Clio*" (lepoint.fr 24.03), alors qu'il tenait un Colt 45 à la main quand ils l'ont abattu, "*près de son corps, les policiers ont retrouvé un Colt 45, l'arme qu'il a utilisé pour ses meurtres*" (Franceinfo.fr 22.03) "*Mohamed Merah souhaitait mourir "les armes à la main". Il a été tué d'une balle dans la tête, un Colt 45 au poing, alors qu'il résistait à l'assaut du Raid. Le chargeur, qui "ne contenait plus que deux balles", selon le procureur de Paris François Molins*", dans un article du Monde ils affirment qu'il possédait "*un arsenal, dont un pistolet mitrailleur Sten, un fusil mitrailleur Uzi et un Colt 45*" et non deux.

Version démenti aussi :

- Mohamed Merah a tenté de fuir, Kalachnikov à la main, et a été abattu, selon LCI (20minutes.fr 22.03)

- Le procureur de Paris avait parlé d'une Kalachnikov près du cadavre et ensuite d'un 11/43 (lexpress.fr 23.03)

Mohamed Merah disposait, lui, d'un pistolet de 9 mm, d'un colt 45 et d'une mini Uzi (11.43). Il possédait aussi des Cocktails Molotov et un équipement de protection de guerre (un gilet pare balle). L'Uzi, de fabrication israélienne, est considérée comme une arme

de guerre. (un blog du Monde 22.03)

Au cours de la négociation entamée mercredi, Mohamed Merah a donné aux policiers un Colt .45, de calibre 11.43, en échange d'un talkie-walkie. Mais le terroriste a conservé avec lui d'autres armes du même modèle. Selon Amaury de Hauteclocque, le chef du RAID, il en a utilisé trois au moment de l'assaut. Il possédait également une Kalachnikov, plusieurs autres pistolets mitrailleurs. (parismatch.com 23.03)

J'ai lu dans un autre article qu'il possédait au moins 3 Colt 45 et il n'est nulle part question de Kalachnikov.

Une info passée à la trappe.

Un groupe lié à Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi) a revendiqué, dans un communiqué mis en ligne ce jeudi, la tuerie de Toulouse et appelé la France à reconsidérer sa politique "*hostile*" aux musulmans. (sudouest.fr 22.03)

Ils avaient programmé de le liquider...

"*On a essayé de le fatiguer toute la nuit avant d'opérer la reprise des lieux*", a expliqué au Monde.fr le patron du RAID, Amaury de Hauteclocque. (parismatch.com 23.03)

Ils l'ont canardé, tandis qu'il tirait une trentaine de cartouches, on retrouvera 300 cartouches sur le sol de son appartement tirées par les justiciers du RAID.

Au fait, au-delà du fait qu'ils auraient pu l'endormir ou le paralyser à l'aide de gaz, cela faisait 32 heures qu'il n'avait pas dormi, il suffisait donc de cerner son appartement et d'attendre qu'il s'endorme pour le cueillir tranquillement, fallait-il encore vouloir le prendre vivant. Il était facile une fois repéré de monter une planque discrète et de le saisir à la sortie de chez lui, pourquoi ne l'ont-ils pas fait, parce qu'ils avaient reçu d'autres ordres, d'en haut, d'où seraient-ils venus sinon ?

... car il en savait trop.

Mohamed Merah semblait avoir un rapport de confiance avec Bernard Squarcini, le policier de la direction régionale du renseignement intérieur (DRRI) de Toulouse qui l'avait rencontré en novembre 2011. Le courant passait bien. Il a même dit à ce policier: "*De toute façon, je devais t'appeler pour te dire que j'avais des tuyaux à te donner, mais en fait, j'allais te fumer.*" (lemonde.fr 23.03)

Deux infos qui se contredisent.

Au Château, pour profiter au maximum des retombées politiques de cette affaire dont ils sont les instigateurs, ils se demandent encore s'ils doivent le présenter comme un jeune désoeuvré isolé ayant agi seul ou le faire passer pour un membre d'Al-Qaïda ayant agi sur ordre.

- Pour le patron de la DCRI, Bernard Squarcini, l'auteur des sept assassinats est un jeune délinquant issu des cités qui se serait - "*radicalisé*" dans son coin. Vendredi, M. Squarcini a assuré au Monde qu'il n'appartenait à aucune filière. (lemonde.fr 24.03)

- *Le Monde* daté de dimanche-lundi indique qu'un homme aurait vécu avec Mohamed Merah dans cet appartement il y a quelques mois. Selon le journal, dans le cadre d'une querelle de voisinage, Mohamed Merah avait fait l'objet d'un contrôle à son domicile et selon une main courante établie ensuite, un autre homme, né en 1973, demeurrait dans l'appartement au moment du conflit. Cet élément n'a pas été mentionné pour l'heure par les enquêteurs. (le figaro.fr 24.03)

A en croire son parcours, le présenter comme isolé ne tient pas. La preuve.

Le portail Agoravox pose des questions.

- Qu'est-ce qui peut faire qu'un paumé de banlieue de 23 ans puisse parler sur ce ton à l'instance la plus haute, en France, des services de sécurité du pays ? D'où lui est venu cette familiarité, à ce jeune meurtrier qui écrivait pourtant à son juge sur un ton très respectueux ? Pourquoi en était-il arrivé à autant de familiarité avec ce fonctionnaire ou ses subordonnés ? Pourquoi en être arrivé à vouloir souhaiter tuer celui qu'il aura eu pendant des mois comme interlocuteur privilégié ? S'est-il senti trahi ?

Pour une raison simple : on lui avait confié un rôle. Un double rôle, à l'évidence. Le jeune jihadiste devait en avoir à nous dire, en effet. Et mort, Bernard Squarcini s'est empressé de parler à sa place. Tellement rapidement que le soupçon n'est même plus supposé. Le lendemain même où le pantin terroriste été retrouvé en bas de son immeuble criblé de balles, l'homme qui avait demandé à le rencontrer à l'automne 2011 est venu aussi vite parler à sa place, pour nous dresser un tableau hallucinant

du personnage, mais aussi et encore plus de ses propres relations avec lui.

En fait, fort étrangement, ce n'est même pas le gros poisson de la sécurité française qui prend les devants en 2010. C'est le jeune de banlieue, fiché pourtant comme délinquant à surveiller par la police ou la médecine psychiatrique, qui décroche son portable et appelle Squarcini en personne : et il ne le fait pas alors qu'il est rentré, non, il le fait... à partir du Pakistan même. Tout le monde sait bien que c'est d'un naturel fou, pour un gamin de Toulouse qui avant ses voyages à 21 ans n'a jamais mis les pieds au dehors de la ville rose, à part une petite incursion en Espagne, d'appeler de son propre chef les services de renseignements français, au prix où sont les communications téléphoniques, même au fin fond d'une échoppe de communication pakistanaise : Mohamed Merah l'appelle le 13 octobre 2011 car il n'est pas en France à ce moment-là, il est au Pakistan. "*Dès que je rentre, je vous contacte*", a-t-il dit. Le 3 novembre, il rappelle de l'hôpital Purpan, à Toulouse, ou il est hospitalisé pour une hépatite. "*Dès que je sors, je viens vous voir*", assure-t-il. "*Il fait preuve d'une excellente coopération, d'éducation, et de courtoisie*" raconte le chef du renseignement français. Car, fait totalement hallucinant pour celui qui a déjà eu maille à partir avec la police locale (au point de vouloir dégommer son représentant !) ; et vient de sortir d'une période de 9 mois de prison (pour une condamnation à 18 mois, preuve qu'emprisonné il s'est montré plutôt coopérant, pour une tête brûlée manifeste), celui qui possède un casier judicaire lesté de 15 condamnations pour des faits sérieux (dont des agressions physiques), vient tranquillement causer le bout de gras avec un fonctionnaire de la police du plus haut niveau (Squarcini parlant d'un de ses adjoints comme interlocuteur). Et c'est lui qui propose le rendez-vous ! Un fonctionnaire un peu à côté de ses dossiers, puisqu'il oublie de lui parler ce jour-là d'une interdiction de prendre un avion américain, pour le cas où il y aurait une prochaine fois de programmé pour ses talents évidents de voyageur sans le sou vaillant.

Les autres services secrets, ceux de la concurrence pourrait-on dire, qui ont stipulé en 2011 que la rixe à laquelle a participé notre excité vient de lui fermer définitivement la porte des voyages sur les lignes US. C'est la deuxième fois, en prime, que les services US envoyaient la menace à leurs collègues français. la première fois, c'était en 2010... et ce sont eux qui avaient payé le retour à la case départ du Toulousain. Ce que raconte, toujours à sa façon, son illustre confident Squarcini : "*après un simple contrôle routier à Kandahar, en Afghanistan, en novembre 2010, qui est effectué par la police afghane. Ils le remettent aux Américains qui l'ont forcé à remonter dans l'avion pour rentrer à Kaboul. La direction de la sécurité et de la protection de la défense (DPSD), un des services de renseignement des armées, nous a signalé l'incident*". Un an avant que le jeune homme se propose de venir s'expliquer, les gens à qui il s'adressaient savaient déjà tout de lui, via l'ambassade française au Pakistan et celle d'Afghanistan qui avaient averti la France du "*cas*" Mérah.

"*Il vient à l'entretien avec sa clé USB qui contient ses photos de voyages. Il demande à s'allonger sur la table pour pouvoir discuter parce qu'il est malade, dit-il. Il explique en photos tout le parcours touristique qu'il a réalisé au Proche-Orient, en Afghanistan et au Pakistan.* " Un fonctionnaire des services de renseignement qui feuillette un album de photos "*familial*" ou de randonnée et semble s'en contenter, avouez que c'est tout aussi rare qu'un tueur en scooter qui circule sur un engin dont on connait la trajectoire au mètre près grâce à sa puce émettrrice incorporée ! Sidérante scène ! Racontée ce jour par Bernard Squarcini en personne ! (agoravox.fr 23.03)

Il semble établi que nous sommes en présence d'un coup tordu monté par les services secrets français. Quelle est la part de vérité dans tout cela, qui conduisait ce scooter, s'agissait-il bien du même, quant au Colt 45 il était facile aux policiers de le glisser discrètement dans sa voiture, etc.

Entre nous, on se fout de cette affaire si ce n'est qu'elle met en lumière les contradictions qui agitent le sommet de l'Etat et les fissures du régime. Le pire, c'est encore ceux qui sont incapables de prendre un minimum de recul et qui soutiennent la version officielle, le régime quoi.

Le flic-président-candidat des riches... et des coups tordus.

Le chef de l'Etat français Nicolas Sarkozy, candidat à sa succession à la présidentielle, a un patrimoine d'environ 2,7 millions d'euros, selon sa déclaration déposée au Conseil constitutionnel et publiée samedi au Journal officiel. (AFP 24.03)

La version chinoise du stalinisme ou l'idéologie des riches.

Selon l'agence Bloomberg , en 2011, le patrimoine personnel des 70 délégués chinois les plus riches de l'Assemblée nationale populaire de Chine a atteint les 90 milliards de dollars – soit 11,5 milliards de dollars de plus qu'en 2010.

Les délégués à la Conférence consultative politique du peuple chinois sont encore plus riches: le patrimoine personnel de chacun d'entre eux dépasse le milliard et demi de dollars (une hausse de 14% en comparaison de l'année dernière). (slate.fr 24.03)

INFOS EN BREF

Politique

France

Na !

Un journaliste du Monde assure que Nicolas Sarkozy a traité François Hollande de "*nul*". Le candidat socialiste lui répond que ce qualificatif "*se rapporte toujours à celui qui l'emploie.*" C'est celui qui l'a dit qui l'est! François Hollande a répondu à Nicolas Sarkozy, ce samedi, lors d'un déplacement en Corse. Le président français avait qualifié le candidat socialiste de "*nul*", à en croire les confidences d'un journaliste du Monde. (lexpress.fr 24.03)

Hollande prend de la hauteur ! Il a trouvé un adversaire à sa taille !

Social

France

1- Des incidents ont éclaté samedi entre jeunes et forces de l'ordre à Nantes après une manifestation anti-aéroport qui avait rassemblé dans le calme de 3.000 à 10.000 manifestants.

Plusieurs centaines de jeunes restés après la dissolution de la manifestation ont été chargés à 19H00 par les forces de l'ordre, arrivées en force, avec plusieurs dizaines de véhicules de police et de gendarmerie et plus d'un millier d'hommes qui ont fait usage de lacrymogènes.

Selon un bilan établi par la préfecture, sept personnes ont été interpellées et cinq placées en garde à vue. Deux blessés légers ont été enregistrés l'un chez les forces de l'ordre, l'autre chez les manifestants.

Les jeunes, parmi lesquels des militants anarchistes qui avaient aussi manifesté contre l'aéroport, ont finalement été repoussés vers le nord de la ville, évacuant le Cours des 50 otages, une des principales artères nantaise, qu'ils occupaient depuis la fin de la manifestation et où des dégradations avaient été commises dont des feux de palettes et de poubelles.

Après la dissolution vers 17H00 de la manifestation qui s'est déroulée dans une ambiance bon enfant, un important feu de palettes avec de nombreux pétards a été allumé à 18H00 par des jeunes anarchistes restés au lieu de fin de défilé, au milieu du Cours des 50 otages.

Des jeunes ont ensuite commencé à lancer des projectiles en direction des forces de l'ordre qui ont répliqué.

"*C'est des cons, c'est nul, des gens de l'extérieur*", regrettait un des membres de l'Acipa, principale organisation anti-aéroport sur place.

Les manifestants anti-aéroport, au nombre de 3.000 selon la préfecture et 10.000 selon les organisateurs, dont certains sur quelque 200 tracteurs, avaient défilé dans le calme de 13H00 à 16H00 avant de tenir meeting au milieu du Cours des 50 otages.

Pour parer à tout débordement, compte tenu de la présence de plusieurs centaines de militants anarchistes venus d'autres régions et d'Europe, la préfecture avait mobilisé plus d'un millier d'hommes ainsi qu'un hélicoptère de surveillance et des canons à eau.

L'aéroport contesté, qui doit remplacer l'actuel aéroport de Nantes Atlantique, doit être construit d'ici à 2017 par le groupe Vinci à Notre-Dame-des-Landes, à 30 km au nord de Nantes. (AFP 24.03)

2- Près de 20.000 motards ont manifesté samedi aux quatre coins de la France pour promouvoir "*une autre politique de sécurité routière*" dans le cadre de la campagne présidentielle, à l'appel de la fédération française des motards en colère (FFMC).

L'objectif affiché par la FFMC pour cette mobilisation était de "*rappeler aux candidats à l'élection présidentielle que la sécurité routière n'est pas juste une affaire de +bons+ ou de +mauvais+ chiffres collés sur une courbe de mortalité en baisse depuis quarante ans, pour justifier ensuite toujours plus de verbalisations*", peut-on lire sur son site internet. (AFP 24.03)

Haut de page

Le 26 mars

CAUSERIE

Comment faire monter la sauce qui ne prend pas pour faire remonter la cote de popularité de Sarkozy ?

Le vrai terrorisme, c'est celui qui consiste à vouloir faire croire à la population que la crise, le chômage, la précarité, la pauvreté et toutes les conséquences dramatiques qui en découlent en France et dans le monde seraient du domaine de la fatalité. Les auteurs de cette théorie cherchent à masquer leur responsabilité dans la situation actuelle.

Il en va ainsi de la part de tous ceux qui entendent réformer la société à la marge, autrement dit sans rien changer tout en s'efforçant de vouloir faire croire le contraire.

Si je m'intéresse à cette affaire, c'est uniquement par respect pour la vérité et rien d'autre. Il est bon que je rappelle ici un souvenir personnelle ayant un rapport avec notre sujet et que j'ai relaté dans le site il y a quelques années déjà.

En 1985, quand j'habitais Clichy (92), nous avions revendu notre voiture, une VW Golf, à un membre de la brigade antiterroriste de Paris. Ce jeune policier, cheveux long, jean, baskets et blouson de cuir, voulut essayer la voiture, nous sommes donc aller faire une ballade pendant laquelle je lui ai posé des questions sur son boulot. Il m'a alors affirmé qu'il lui était arrivé ainsi qu'à ses collègues de croiser dans la rue ou de repérer des présumés terroristes activement recherchés par toutes les polices de France, d'en avoir informé sa hiérarchie qui lui avait dit de laisser tomber, ils avaient ordre de ne pas intervenir et de les laisser filer, ce qui pour lui était totalement incompréhensible. Je lui ai demandé s'ils savaient où les loger, il m'a répondu affirmativement en ajoutant qu'il fallait attendre les ordres d'en haut pour intervenir, du ministère de l'Intérieur ou de l'Elysée. En plaisantant, je lui ai dit que la période la plus favorable correspondait à celle d'élections quand on n'était pas en position de les gagner, il m'a répondu dépité, par exemple.

Ce jeune policier était sincère et rigoureux dans son travail, il pensait vraiment oeuvrer au bien-être commun tout en ayant compris qu'il était manipulé par en haut et qu'il servait davantage les intérêts du régime ou d'un parti politique avec lequel ils se confondaient. Cette confidence n'était pas tombé dans l'oreille d'un sourd qui s'en souvient parfaitement jusque dans les moindres détails, alors que je n'ai pas une très bonne mémoire, loin de là.

Propagande, quand les merdias matraquent.

Aujourd'hui les commentateurs de tous bords se perdent en conjecture face aux multiples questions et contradictions qu'a révélé ou qui ressortent du traitement de l'affaire Merah. Adhérant comme un seul homme à la version officielle concoctée par l'hystérique du Palais, ils ne trouvent évidemment pas de réponses satisfaisantes aux questions qu'ils se posent.

Les journalistes aux ordres du régime montent au créneau et s'emploient à la suite de la flicaille et de Sarkozy à présenter M. Merah comme un monstre abjecte, un barbare de la pire espèce, car apparemment la sauce n'a pas prise pour faire remonter suffisamment leur candidat fétiche, Sarkozy.

- Mohamed Merah regrettait d'avoir manqué "*la rentrée des classes à l'école juive*" - AFP

Dans ce cas-là, pourqoi n'a-t-il pas remis son crime au lendemain, après tout cela ne devait pas lui poser un problème puisqu'il continuait de vivre tranquillement comme si de rien n'était, selon le rapport des enquêteurs. Encore une contradiction, quoi !

Voilà un assassin (présumé) qui sait que la police est sur sa trace depuis 24h, et qui au lieu de plier bagage et de disparaître attend chez lui que les policiers viennent le tirer comme un lapin. Cela ne tient pas debout. Je veux bien qu'il n'ait pas été très fin, mais à ce niveau-là cela relève de la connerie pure, un suicide.

Autres éléments qui ne collent pas.

- C'est via un talkie-walkie, donné par les policiers en échange d'une arme, que Mohamed Merah a parlé pendant plusieurs heures mercredi dernier. Les informations qu'il a pu livrer sur son parcours sont le plus sujettes à caution, selon les enquêteurs. (Reuters 25.03)

Ils ont découvert une armurerie chez lui, quatre ou cinq flingues plus au moins deux fusils mitrailleurs et il aurait échanger un talkie-walkie contre une arme dont il n'avait manifestement pas besoin puisqu'il était déjà surarmé.

L'avantage du talkie-walkie par rapport à un portable où l'on peut enregistrer une conversation, c'est qu'il ne laisse pas de trace, dès lors il est possible de prêter à M. Merah n'importe quel propos pour ensuite les balancer aux journalistes et aux juges en charge de cette affaire qui croiront les policiers sur la foi du serment bien entendu, ces derniers étant évidemment incapables de mentir, d'ailleurs cela ne leur serait jamais venu à l'esprit, un policier est au-dessus de tout soupçon et sa parole ne saurait être

mise en doute comme chacun devrait le savoir.

Un bouc émissaire de plus. Ils se rabattent sur le frère, qui encore en vie, dénonce les propos que les policiers lui ont prêtés.

Le frère aîné de Mohamed Merah, l'auteur des tueries de Montauban et Toulouse, a été mis en examen dimanche pour "*complicité d'assassinats*", notamment, et placé en détention, a-t-on appris de source judiciaire.

Abdelkader Merah, âgé d'une trentaine d'années, est visé par les chefs de "*complicité d'assassinats*", "*association de malfaiteurs en vue de la préparation d'actes de terrorisme*" et "*vol en réunion*" pour le vol du scooter qui a servi à Mohamed Merah pour l'exécution de ses crimes.

Son avocate Me Anne-Sophie Laguens, commise d'office, a déclaré à la presse qu'il condamnait les actes de son frère cadet, abattu par les policiers du Raid jeudi dernier à Toulouse, et qu'il espérait ne pas devenir le bouc émissaire de cette affaire sans précédent en France.

"*Il y a eu des fuites dans la presse qui étaient fausses, à savoir qu'il aurait dit qu'il était 'fier' des actes de son frère. Il tient aujourd'hui à bien exprimer le fait que c'est faux*", a-t-elle rapporté. "*Il les condamne fermement. Il a un peu l'impression que comme on n'a pas pu faire le procès de son frère qui n'est plus là aujourd'hui, peut-être qu'on se reporte sur la seule personne qu'on a. Pour le reste, il espère juste ne pas devenir le bouc émissaire des actes de son frère car c'est un peu ce qui est en train de se passer.*"

Dans ses échanges avec les policiers du Raid qui tentaient d'obtenir sa reddition, Mohamed Merah s'était efforcé de mettre hors de cause son frère en qui il "*n'a pas arrêté de répéter qu'il n'avait pas confiance*", selon le JDD.

Lors de sa garde à vue à Toulouse, Abdelkader Merah avait reconnu sa complicité dans le vol du scooter Yamaha T-Max utilisé par son frère tout en niant être au courant des projets meurtriers de celui-ci, selon une source policière. (Reuters et AFP 25.03)

Quand l'illusionniste Mélenchon revêt la livrée du laquais du régime.

- Jean-Luc Mélenchon, candidat du Front de gauche, en déplacement à Villeneuve-Saint-Georges, dit son "*soulagement*" et confie avoir "*beaucoup de peine pour les 3 policiers blessés*". (nouvelobs.com 22.03)

Applaudissements à tout rompre dans les rangs de l'UMP !

C'est dingue, ils ne perdent pas une seule occasion pour montrer leur attachement à l'appareil répressif de l'Etat. Voilà à quel niveau de médirocrité infâme on tombe quand on privilégie "*l'humain d'abord*" à la lutte des classes.

Ainsi font font font les petites marionnettes, ainsi font font font, trois petits tours et puis s'en vont... Pas mal en guise de programme, non ? Que je suis con, l'essentiel c'est d'y croire, n'est-ce pas ? Le FdG est le clone de Die Linke en Allemagne, voyez plus loin où il en est.

Miracle. Mais où sont donc passés les pauvres ?

Un exemple de manipulation signée de la Banque mondiale et relayée par le portail Slate sous la plume de Moisés Naím, Senior associate de la Fondation Carnegie pour la paix internationale, fondation qui pourrait avoir pour mission de soutenir l'entreprise impérialiste américaine et sioniste, qui comme chacun sait concourt au bien-être des peuples sur terre. La preuve.

- Enfin deux bonnes nouvelles: la pauvreté recule et l'ignorance aussi - Slate.fr

Réjouissons-nous !

- Il y a d'abord ce constat réjouissant: la pauvreté dans le monde en 2010 a diminué de moitié par rapport à l'année 1990. Dans toutes les régions du globe, le nombre de pauvres a baissé.

Si c'est la Banque mondiale qui le dit :

- "Selon un rapport qui vient d'être publié par la Banque mondiale, entre 2005 et 2008, de l'Afrique subsaharienne à l'Amérique latine, en passant par l'Asie et l'Europe de l'Est, la part des individus vivant dans des conditions de «pauvreté extrême» (ayant un revenu inférieur à 1,25 dollar par jour) a diminué."

Chercher les pauvres serait devenu aussi difficile que de chercher une aiguille dans une botte de foin depuis 2010, si, si, puisqu'on vous le dit :

- "On atteindra plus tôt que prévu les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD), auxquels ont souscrit 193 pays membres de l'ONU en l'an 2000. Conformément à l'un de ces objectifs, il s'agissait de réduire de moitié la pauvreté extrême au niveau mondial d'ici 2015. Eh bien, c'est chose faite –avec 5 ans d'avance !"

Il n'est pas beau le monde dans lequel nous vivons, franchement !

Réponse d'un internaute :

- "En regardant de près l'étude de la Banque Mondiale citée par l'auteur de l'article, on peut voir qu'elle compare les humains vivant avec moins de 1,25 US$(PPP)/jour en 1990 avec ceux vivant avec 1,25 US$(PPP)/jour en 2008. La PPP (parité de pouvoir d'achat) permet de comparer les pays entre eux, mais pas de comparer les années entre elles, et ne tient donc pas compte de l'inflation.

1,25 $ de 1990 valait 2,08 $ en 2008.

Je vous fais cadeau des 8 centimes, ce sera le bakshich pour les incompétants de la Banque Mondiale.

Toujours avec les données de la Banque Mondiale, on peut lire qu'en 2008, 2,47 milliards d'humains vivaient avec moins de 2 $/jour.

Magnifique recul de la pauvreté dans le monde. Bravo aux magouilleurs de la Banque Mondiale.

Où l'on voit que certains ont l'art de trouver de quoi être optimiste jusque dans la misère des autres, sans parler de la répartition des richesses dans le Monde et dans les pays émergents.

Pour le QI, je crois que l'article se tire lui même une balle dans le pied, nul besoin d'en rajouter."

Plus fort encore. Comment tirer le bilan d'une décision qui relève de l'escroquerie ? Mode d'emploi.

- "Il y a une autre nouvelle dont je veux croire qu'elle est synonyme de progrès: l'humanité est de plus en plus intelligente. Les tests de quotient intellectuel révèlent que la moyenne mondiale augmente chaque année. Cette question demeure très controversée, car nombreux sont ceux qui considèrent que ces tests sont biaisés ou qu'il existe différentes formes d'intelligence, qu'il est d'ailleurs impossible de mesurer."

A défaut de posséder une conscience unviverselle ou parce qu'elle est supérieure à toute autre et n'entre pas dans ce cas de figure, il y a autant de "*formes d'intelligence*" qu'il y a de zéros après le premier chiffre qui figure en bas de votre relevé bancaire, en partant du principe qu'il est positif évidemment et en tenant compte que chacun n'a pas forcément accès à un compte bancaire.

Pas de bol, cela ne se voit pas !

- Il est facile de mépriser ces résultats ou d'affirmer que, étant donné les nombreuses crises que nous traversons, cette croissance de l'intelligence moyenne ne se traduit pas par un monde meilleur.

Pas possible, les pauvres sont moins pauvres mais toujours plus nombreux, et l'intelligence serait la faculté la mieux partagée dans le monde mais cela ne se traduirait pas dans les faits, c'est à se demander si ceux qui nous gouvernent le sont vraiment ou ce que l'on entend par intelligence, accepter d'être réduit en esclavage par le capitalisme et "*s'en réjouir*" ou s'organiser et engager le combat pour le renverser.

Il est un fait que l'explosion des moyens d'information ou de communication dans le monde (chaînes de télévisions par satellite, Internet) favorise l'accès à la connaissance dans le monde, il est un fait aussi que cela ne suffit pas pour l'interpréter correctement ou en faire bon usage ou encore oeuvrer consciemment à son émancipation du règne de l'exploitation et de l'oppression capitaliste, trouver la voie du socialisme...

Actualité en titres

Alors fermez-la !

(M. Merah) - '*Quelque chose en dehors de toute compréhension humaine*' - LeMonde.fr

- Toulouse : pour les élus locaux, '*l'explication sociale ne tient pas debout*' - LeMonde.fr

Puisqu'on vous dit qu'il n'était pas vraiment humain et que c'était un "*monstre*", un "*fanatique*" (Sarkozy), votre créature quoi, car quelque part vous vous ressemblez, le vieux monde pourri ne vous empêche apparemment pas de dormir à ce que je sache, non ?

Qu'il crève, c'est la moindre des choses !

- Dick Cheney a subi une transplantation cardiaque - Reuters

La question débile du jour ou la mauvaise question.

- Insecticides et pesticides sont-ils encore vraiment indispensables dans l'agriculture … - Atlantico.fr -

Vous avez raison de le revendiquer, il fait partie de votre héritage !

- Jean-Marc Ayrault: "*La question de l'esclavage ne divise plus les Nantais*" - Lexpress.fr

Cette ordure voudrait-il qu'on en assume la responsabilité, qu'on la partage avec les Négriers et leurs partisans, avec le PS ? Trop c'est trop !

Quand on appartient à un parti qui n'a pas mis fin à la colonisation quand il était au pouvoir, on n'a aucune légitimité pour traiter de cette question. Quand on a colloboré avec des dictatures en Afrique issues de la colonisation quand on était au pouvoir, on n'a aucune légitimité pour traiter de cette question.

Si, l'esclavage continue de diviser la population, entre ceux qui l'ont perpétué sous la forme de la colonisation politique, pour ne la conserver en apparence que sous la forme économique de nos jours, et ceux qui l'ont toujours combattu, comme le PS ne fait manifestement pas partie de cette deuxième catégorie, il n'a aucune légitimité pour aborder cette question.

Fabius, en tant que représentant de Hollande, est allé faire allégeance récemment au régime féodal du Qatar, pour témoigner que les rapports de maître à esclave s'étaient inversés au profit d'un monarque rétrograde et dégénéré auquel le PS a proposé ses services et voudrait nous vendre, sans nous consulter évidemment.

Vous voyez monsieur Ayrault que cette question continue de nous diviser... heureusement d'ailleurs, car pour rien au monde nous ne voudrions vous ressembler, nous au moins, nous avons conservé notre dignité, vous, vous n'avez jamais su ce que cela signifiait vraiment ou vous n'en avez jamais eu, en fin de compte c'est cela qui nous divise (aussi) !

Pour vous, tout à une valeur marchande, pour nous non, voilà qui nous divise à jamais !

On ne le dirait pas !

- Un président doit-il être cultivé ? - LeMonde.fr

INFOS EN BREF

Politique

1- Allemagne

Les chrétiens-démocrates (CDU) de la chancelière Angela Merkel demeurent la première force politique aux élections du Land de Sarre, mais leur partenaire du FDP n'obtient que 1,2% et n'aura pas de représentants au Parlement régional Landtag à Sarrebrück.

Le scrutin sarrois représente une nouvelle déroute électorale pour les Libéraux du FDP, qui obtenaient encore 9,2% aux dernières régionales de ce Land.

Selon les résultats officiels définitifs, la CDU recueille 35,2% des voix, soit un peu plus qu'en 2009, et le SPD (sociaux-démocrates) 30,6%.

Le parti La Gauche (Die Linke), les Verts et le nouveau parti Pirates seront en revanche représentés au parlement régional,

ayant atteint ou franchi la barre de 5% nécessaire pour y siéger.

Die Linke, dont la tête de liste est l'ancien ministre des Finances Oskar Lafontaine dans ce Land, est la troisième force politique avec 16,2%, mais en recul par rapport aux 21,3% des précédentes élections régionales. Les Verts obtiendraient tout juste 5%, soit un léger recul, et les Pirates 7,7%, selon ces projections. Ce parti fera son entrée au parlement local.

Au vu de ces premières projections, la ministre-présidente sortante, la chrétienne-démocrate Annegret Kramp-Karrenbauer, pourrait rester en fonctions, mais à la tête d'une coalition dont la composition changera, étant donné que le FDP ne pourra plus servir de force d'appoint à la CDU.

Ce scrutin régional, le premier de l'année en Allemagne, doit être suivi par deux autres au mois de mai: le 6 au Schleswig-Holstein et le 13 en Rhénanie-du-Nord-Westphalie (NRW), Etat-région le plus peuplé d'Allemagne où le gouvernement minoritaire SPD a récemment décidé d'organiser des législatives anticipées.

Avec ses 18 millions d'habitants, la NRW est plus peuplée que nombre de pays européens et ses élections ont eu ces dernières années un impact déstabilisant sur la politique nationale.

En NRW, selon le dernier sondage de l'institut Emnid, la CDU demeure le premier parti avec 35% d'intentions de vote. le SPD gagne un point à 28%, suivi des Verts à 15%. Die Linke et les Pirates obtiendraient 7% chacun et le FDP seulement 4%.

La chancelière Merkel, qui compte briguer un troisième mandat en 2013, devra alors presque certainement se trouver un nouveau partenaire de coalition, car les Libéraux du FDP, qui avaient culminé à 14,6% des voix aux dernières législatives en 2009, plafonnent actuellement à 3% ou 4% dans les sondages. Or, il faut obtenir au moins 5% des suffrages pour siéger au Bundestag.

En Sarre, l'issue la plus probable des tractations à venir devrait être un gouvernement de "grande coalition" réunissant les deux grands partis, CDU et SPD.

Le tête de liste du SPD en Sarre, Heiko Maas, a exclu dès dimanche soir de former une coalition "rouge-rouge" entre son parti et Die Linke.

Le jeune dirigeant du FDP, Philipp Rösler, a déclaré d'autre part au journal Hamburger Abendblatt que la CDU était un "*parti social-démocrate*" qui forme un "*méli-mélo*" avec le SPD - propos qui ne seront sans doute pas du goût de la chancelière.

Les élections en Sarre ont été déclenchées par les dissensions internes au FDP, qui ont eu raison de la fragile coalition "*Jamaïque*" - d'après les couleurs des partis CDU, Verts, FDP, qui étaient au pouvoir depuis deux ans dans le Land.

Si le FDP est évincé également des parlements régionaux de Schleswig-Holstein et de NRW, on estime que son dirigeant Philipp Rösler, par ailleurs ministre de l'Economie, sera contraint de quitter la direction du parti. L'an dernier, le FDP n'a pas réussi à obtenir des sièges lors de cinq des élections régionales qui ont eu lieu. (Reuters 25.03)

Les Verts ou les caméléons, ici ils gouvernement avec la CDU et le FDP, là avec le SPD. Quant à Die Linke, il se veut radical et critique envers le SPD, ce qui n'en l'empêche pas non plus de gouverner avec lui ici ou là, la stabilité du régime prime sur toute autre considération, on comprend.

2- Grèce

Les forces de police grecques ont tiré dimanche des gaz lacrymogènes pour disperser des manifestants anti-austérité dans trois villes du pays, en marge des défilés organisés à l'occasion de la fête nationale.

Le défilé militaire annuel commémorant le soulèvement de 1821 contre les Ottomans a eu lieu sur fond de mesures de sécurité sans précédent à Athènes, afin d'éviter que se reproduisent les heurts qui avaient eu lieu lors de précédentes célébrations. Le défilé a pu se tenir dans le calme, mais, hors des officiels, peu de personnes ont pu s'en approcher pour y assister.

A Athènes, certaines avenues avaient été bouclées et 4.000 policiers mobilisés dans le centre. Des agents des forces de sécurité avaient même été postés sur le toit du parlement et d'autres bâtiments de la place Syntagma, où ont eu lieu de violentes manifestations contre l'austérité l'an dernier.

A Patras, ville portuaire de l'ouest du Péloponnèse, une cinquantaine de manifestants ont bombardé les policiers de bouteilles et de pierres, après avoir été empêchés d'approcher de la tribune où des personnalités assistaient à un défilé étudiant.

La police a également fait usage de gaz lacrymogènes contre 200 manifestants qui tentaient de perturber des défilés étudiants à Héraklion et La Canée, en Crète.

La police a fait état de 39 arrestations dans l'ensemble du pays. (Reuters 25.03)

3- Tunisie

Environ 8.000 salafistes ont défilé dimanche dans le centre de la capitale tunisienne pour demander l'instauration d'un Etat islamique dans le pays considéré comme l'un des plus laïques du monde arabe et qui fut le précurseur, l'an dernier, du "*printemps des peuples arabes*".

Brandissant des drapeaux noirs, les manifestants rassemblés sur l'avenue Habib-Bourguiba, la plus grande artère de Tunis et le point de ralliement de la "*révolution du jasmin*" qui balaya en janvier 2011 le régime autocratique du président Zine en Ali.

La foule a scandé des slogans demandant que la "*charia*" (loi coranique) devienne dans la future Constitution la source principale de la législation.

Avant la fin du rassemblement, des manifestants ont marché sur le grand théâtre situé sur l'avenue Bourguiba pour exiger sa fermeture et en menaçant de s'en prendre aux comédiens et aux artistes.

Nombre de protestataires scandaient, au grand dam des laïques, le slogan "*Le peuple veut un caliphat !*", référence à la forme de gouvernement régissant les empires musulmans qui ont existé pendant des siècles.

La Constitution actuelle stipule que l'islam est la religion d'Etat mais pas une source de la législation. (Reuters 25.03)

Economie

Automobile

General Motors, qui a récemment passé une alliance avec PSA Peugeot-Citroën, pourrait développer ses capacités de production dans des pays à bas coûts, tout en fermant son usine allemande de Bochum et anglaise d'Ellesmere Port, écrit Der Spiegel dimanche, citant un document stratégique interne.

Suivant le document "*Global Assembly Footprint*", si les ventes augmentaient, GM produirait les nouveaux véhicules dans des pays tels que la Pologne, la Russie, la Chine, l'Inde, le Mexique et le Brésil, poursuit Der Spiegel.

Toujours selon ce document, GM compte exporter d'ici 2016 300.000 véhicules de plus en Europe, construits au Mexique, en Corée et en Chine.

"*Aucune décision n'a été prise à cet égard pour la production automobile d'Opel*", a dit dimanche un porte-parole de GM Europe.

Opel exclut des fermetures de sites et des suppressions d'emplois jusqu'à la fin 2014 mais la filiale européenne de General Motors n'a aucun a priori quant aux initiatives déployées pour devenir plus rentable à l'avenir, a déclaré de son côté son président du directoire Karl-Friedrich Stracke.

"*Nous avons un accord clair qui protège les sites jusqu'à la fin 2014; il n'est pas remis en cause*", a-t-il dit, dans un entretien publié samedi dans le Bild. "*Il nous faut une stratégie globale qui prenne en compte tous les éléments et paramètres; il n'y a aucun tabou*", a-t-il ajouté.

Prié de dire si le personnel d'Opel jouirait de la sécurité de l'emploi jusqu'à la fin 2014, Stracke a répondu: "Correct!".

Il a ajouté qu'il espérait que la société puisse présenter au personnel des décisions concrètes dans deux à trois mois, afin de leur apporter une vision plus précise de l'avenir.

Les dirigeants d'Opel présenteront mercredi prochain au conseil de surveillance un projet prévoyant la fermeture de deux usines en Europe pour réduire d'environ 30% les capacités de production, a-t-on appris cette semaine de plusieurs sources informées des discussions au sein de l'entreprise.

Les usines de Bochum, en Allemagne, et d'Ellesmere Port, au Royaume-Uni, sont considérées comme les plus menacées. Prié de dire si le conseil de surveillance déciderait mercredi de la fermeture de deux usines en Europe, Stracke a répondu: "*Faux! Bien*

sûr, nous discutons des moyens de rendre l'entreprise plus rentable mais une décision sur les fermetures de sites n'est pas à l'ordre du jour.".

Vendredi soir, les journaux du groupe de médias WAZ rapportaient, citant des sources gouvernementales, que Stracke avait informé le gouvernement allemand d'un projet de fermeture du site de Bochum, ajoutant qu'une réunion entre Stracke et les syndicats était prévue lundi.

"*Il faudra examiner tous les sites d'un oeil critique. Mais pour l'heure, Bochum produit trois produits très importants pour Opel*", a dit Stracke, au sujet de l'avenir du site au-delà de 2014.

"*Nous suivons la situation de près et sommes en contact avec la direction d'Opel*", a déclaré une porte-parole du ministère de l'Economie allemand, renvoyant aux déclarations de Stracke.

Dans l'intervalle, les dirigeants syndicaux d'Opel-Vauxhall et de PSA Peugeot-Citroën vont ouvrir des discussions en avril en vue de forger une alliance face aux deux groupes et de défendre l'emploi, avait dit vendredi la Fédération européenne de la métallurgie (FEM). (Reuters 25.03)

Haut de page

Le 27 mars

CAUSERIE

Suite de l'affaire d'Etat Merah.

A court d'armes sans doute, en échange du talkie-walkie remis par les policiers il en aurait demandé une. Cela ne tient pas.

- Les sept armes retrouvées dans l'appartement et les véhicules du tueur au scooter confortent son profil de «djihadiste» atypique. (lefigaro.fr 26.03)

Au fait, parmi ces armes, figurait-il celle que les policiers lui auraient remise ? Apparemment, il n'en est plus question nulle part, envolée. S'en était-il servi lors de l'assaut donné par les policiers du Raid ? Quelle question, personne ne l'a posée.

On doit prendre avec énormément de précaution les dires des médias qui écrivent vraiment n'importe quoi. En huit jours on aura vraiment tout lu et son contraire.

Il ne manquait plus que le Qatar à la rescousse !

La police judiciaire dispose depuis lundi d'un montage vidéo des tueries de Mohamed Merah à Toulouse et Montauban, dans lesquelles sept personnes sont mortes. Ce film était "*stocké sur une clé USB*", placée dans une enveloppe reçue au siège parisien de la chaîne d'informations qatarie Al-Jazira, a-t-on indiqué de sources policières, confirmant une information du site du Parisien. Selon ces sources, Al-Jazira n'a rien diffusé mais a très probablement conservé une copie du montage.

"*C'est un montage vidéo des images des différentes tueries avec de la musique et des versets du Coran*", a dit à l'AFP l'une de ces sources.

Selon Le Figaro, la vidéo de 25 minutes a été envoyée depuis un petit village à côté de Toulouse avec une lettre de revendication d'Al-Qaida. Si la vidéo a été authentifiée, la lettre, en revanche, est jugée fantaisiste par plusieurs sources policières. "*Elle ne correspond pas aux modèles très précis de revendication de la nébuleuse terroriste, elle n'est pas rédigée en arabe et elle ne comporte aucune estampille identifiée à la nébuleuse Al-Qaida*", précise le quotidien.

L'identité de l'expéditeur reste inconnue. Le colis "*portait un cachet postal daté de mercredi dernier*", précise Le Parisien. "*Les enquêteurs essaient de savoir si la lettre a été postée mardi soir par Mohamed Merah lui-même ou par un complice mercredi matin*", indique encore le quotidien. Le siège par le RAID de l'appartement situé rue Sergent-Vigné dans le quartier de la Côte-Pavée à Toulouse, qui a duré 32 heures, avait débuté dans la nuit de mardi à mercredi.

Selon une source proche de l'enquête, les policiers avaient acquis la certitude dimanche que Mohamed Merah avait préparé

la diffusion des films sur Internet "*en l'accompagnant d'une revendication*". (lemonde.fr 26.03)

Au fait, Al-Jazira, ne serait-ce pas par hasard la chaîne de télévision qui avait réalisé des montages frauduleux sur la Libye et la Syrie soutenant la thèse de la coalition impérialiste américano-franco-britannique contre ces régimes ? Des experts en matière de montages vidéos, ils en ont les moyens les dégénérés de cette pétro-monarchie adulée par Paris, Londres et Washington.

Etrange, ils n'auraient pas encore découvert l'expéditeur de cette lettre, or les résultats d'un test ADN sont obtenus en 24H, n'en ont-ils pas réalisé sur le cadavre du tueur présumé, son frère et leurs proches ?

On imagine qu'il avait pris soin de se munir de gants quand il était allé acheter un timbre et une enveloppe, et qu'il les avait gardés au moment de manipuler la feuille de papier sur laquelle il allait imprimer son message, et évidemment il a pris soin de ne pas mettre sa salive sur le timbre et l'enveloppe qui aurait pu le trahir, et si ce n'est pas lui qui l'a posté, la personne qui s'en est chargée a dû penser à prendre toutes ces précautions.

Bref, il aurait eu suffisamment d'à-propos pour penser à tous ces détails d'une importance cruciale pour ne pas être découvert, mais à aucun moment il n'aurait pu imaginer que les policiers pourraient remonter jusqu'à lui, car voyez-vous il était totalement inconnu des fichiers de la police, il n'avait jamais eu maille à partir avec la justice, 15 fois seulement... A suivre.

Autre question : pourquoi aurait-il envoyé cette vidéo à ce moment-là, alors qu'il se destinait selon les enquêteurs à commettre d'autres crimes ? Pour qu'on l'identifie plus facilement ? Il avait envie de mourir ou il était complètement cinglé, voilà tout, et on voudrait nous faire avaler cette version-là. Un coup on nous le présente comme un déséquilibré, un coup comme quelqu'un de très réfléchi, il faudrait savoir.

Dites-donc, il a fait fissa "*le monstre*" pour réaliser ce montage, ce devait être un expert qui s'ignorait, il avait du faire cela toute sa vie sans doute. Dès le mardi 20 mars, par les médias il savait que la police était à la recherche du conducteur du scooter qui avait été utilisé lors des tueries, et au lieu de préparer sa fuite il s'est mis à bricolé tranquillement sur son ordinateur comme si de rien n'était, et bien entendu à aucun moment il n'a soupçonné que les enquêteurs pourraient être sur sa piste ; il était soi-disant très intelligent et capable d'avoir une imagination débordante, mais bizarrement, là toutes ses qualités se sont évaporés d'un coup.

Du côté de chez son frère : rien, pas de bol !

- Abdelkader aurait dîné avec son cadet le 18 mars, la veille de l'attaque de l'école juive.

On indiquait cependant samedi que l'examen du contenu des ordinateurs d'Abdelkader n'avait rien révélé de probant et la perquisition de son domicile n'a mis au jour ni arme, ni explosif, selon cette même source. (AFP 26.03)

Dépité, que cela ne tienne, puisque le petit dictateur du Palais exige un coupable vivant, c'est plus consistant, cela devrait tenir en haleine plus longtemps les médias et les autres candidats sur le terrain de la sécurité cher au bonaparte chef des armées-président-candidat.

Du côté de son père : l'Etat français a assassiné son fils.

- Lundi soir le père du tueur, Mohamed Benalel Merah, a dit vouloir porter plainte contre la France. "*Je vais engager les plus grands avocats et travailler le reste de ma vie pour payer les frais. Je vais porter plainte contre la France pour avoir tué mon fils*", a déclaré à l'AFP M. Merah.

"*La France est un grand pays qui avait les moyens d'arrêter mon fils vivant. Ils auraient pu l'assommer avec du gaz et l'arrêter, ils ont préféré le tuer*", a-t-il affirmé. (AFP 26.03)

Peu importe qui est ou ce qu'a pu faire dans le passé monsieur Mohamed Benalel Merah, il a parfaitement raison, il est clair que les policiers du Raid avaient reçu ordre de le tuer, la question est de savoir pourquoi.

L'injustice sociale élevée au rang d'idéal et qui porte un non : la méritocratie.

Des apparences...

"*Il y a un besoin de récompenser et de rassurer les actionnaires*" lit-on dans un article de l'AFP d'hier.

Non, seul le travail devrait être rémunéré et non ces sangsues, ces parasites...

... aux fondements.

On a évoqué de nombreuses raisons pouvant expliquer la crise financière qui touche le monde entier, ou presque, depuis 2007 et l'effondrement des crédits à risque américains. L'une d'elle recueille de plus en plus de défenseurs : ce sont les inégalités qui sont coupables. (Atlantico.fr 26.03)

Inégalités qui constituent les fondements du système économique capitaliste et non les inégalités qui en sont les conséquences, à ne pas confondre.

Les inégalités au niveau de la répartition des richesses produites est le produit ou le pendant des inégalités au niveau des moyens de production, entre ceux qui les possèdent et nous imposent leur politique pour s'enrichir, et ceux qui n'en possèdent pas, qui doivent vendre quotidiennement leur force de travail pour assurer leur survie.

Comme il se trouve que ce sont justement ceux qui détiennent le pouvoir politique qui détiennent les moyens de production (et d'échange) à la base de toutes les inégalités, pour mettre un terme à cette situation, il faut impérativement au préalable que la classe des exploités prennent le pouvoir politique.

C'est aux inégalités qui sont à l'origine du capitalisme qu'il faut s'attaquer pour que disparaissent les conséquences qui en découlent et que subissent les travailleurs et leurs familles. Que ce soit la prise du pouvoir politique ou la remise en cause des fondements du capitalisme, dès lors que l'on sait lire, on s'aperçoit que ni l'un ni l'autre ne figure au programme de l'illusionniste et pro capitaliste Mélenchon.

La crise, connaissent pas : ils se gavent !

En France

Maurice Lévy, le patron du groupe publicitaire Publicis, va toucher cette année 16 millions d'euros de rémunération différée, a indiqué le groupe lundi, confirmant une information du site internet *La Tribune*.

Cette partie de salaire variable qui a été mise de côté pour lui être versée en 2012 s'ajoute à sa rémunération régulière.

Publicis explique que "*la rémunération différée correspond à une part prélevée de sa rémunération depuis 2003 et dont la paiement a été différé - à titre de rétention*". Le groupe indique que cette rémunération a été approuvée en assemblée générale.

Jusqu'ici, la rémunération de M. Lévy était divisée en trois parties: une fixe (900.000 euros), une variable (plafonnée à 2,7 millions d'euros, un maximum atteint en 2010 et 2011) et enfin la partie différée.

En août 2011, M. Lévy s'était déjà illustré en demandant à ce que les plus fortunés des Français payent un supplément d'impôt mais il s'est récemment élevé contre la proposition de François Hollande de taxer à 75% les revenus supérieurs à un million d'euros par an. (AFP 26.03)

Aux Etats-Unis.

L'étude partielle, réalisée par le cabinet de conseil en gestion Hay Group, se base pour l'instant sur 75 entreprises américaines, dont le bénéfice net a progressé de 17% en 2011. L'étude complète, qui concerne 300 entreprises, sera publiée "*plus tard ce printemps*", annonce le Wall Street Journal. D'après les premiers résultats, la rémunération médiane des patrons est de 9,4 millions de dollars en 2011, contre 9,3 millions de dollars selon l'étude complète de 2010.

La rémunération du patron d'Apple, Tim Cook, est estimée à 378 millions de dollars en 2011. Celle du patron du groupe de médias Viacom, Philippe Dauman, qui dominait le classement en 2010 avec une rémunération évaluée à 84,3 millions de dollars, est de 42 millions de dollars en 2011. (lefigaro. fr 26.03)

La culture du martyr ne fait pas partie de la lutte de classe.

Plus de sept Français sur dix (73%) sont prêts à travailler plus pour sauver leur emploi, mais à condition de gagner plus, selon un sondage Opinion Way pour les éditions Tissot, publié lundi.

En revanche, 68% d'entre eux ne sont pas prêts à travailler plus pour la même rémunération, ni à remettre en question leur RTT ou nombre de congés payés, nuance cette étude. (AFP 26.03)

Pas de bol, les "*veaux*" ne se résignent pas, ils résistent, pire, ils exigent de conserver tous leurs droits sociaux acquis. Ce sont sans doute de mauvais citoyens, de mauvais Français...

L'avorton dictateur pris en flagrant délit de délit de faciès.

Si l'on en croit le président de la République, la religion d'une personne peut se voir sur son visage. Interrogé ce lundi matin sur France Info sur les tueries de Toulouse et Montauban, Nicolas Sarkozy a déclaré que deux des soldats abattus par Mohamed Merah étaient «*musulmans, en tout cas d'apparence*».

Il venait d'affirmer, on ne peut pas «*assimiler Merah, né en France, aux migrants*». «*Dire "immigration = Mohamed Merah", cela n'a aucun sens*», a martelé le chef de l'Etat, ajoutant «*de même, les amalgames n'ont aucun sens*». (20minutes.fr 26.03)

Avant d'en commettre un particulièrement odieux la seconde suivante ! Cela prouve dans quel état d'esprit il se trouve en se contredisant en moins d'une minute, il doit se croire tout permis et prendre les auditeurs qu'ils méprisent pour des abrutis finis.

Contrairement à ce qu'il affirme, ceux qui recourent à des amalgames savent généralement ce qu'ils font et leurs contenus à un sens parfaitement identifiable. Dire d'une personne de type maghrébin qu'elle est de confession musulmane, c'est lui attribuer d'office une religion particulière en fonction de son origine que l'on a cru détecter en observant uniquement son visage, cela revient à accoler d'office une religion à une personne fondé sur les apparences, ce qui est intolérable. Ne serait-ce pas à partir de ce critère que les nazis entamèrent la rafle des juifs, sur la forme supposée du nez juif ?

A qui revient le bonnet d'âne ?

"*On appellera à battre Sarkozy*", même si le programme de François Hollande est "*libéral*" et même si le Nouveau parti anti-capitaliste (NPA) n'a "*aucune confiance*" dans le candidat du PS, a affirmé M. Poutou devant la presse, en marge d'un meeting de campagne à Clermont-Ferrand.

Si M. Hollande gagne les élections, "*ce sera une austérité de gauche. On pense que ce n'est pas bon du tout*", a-t-il insisté. "*Mais cela ne veut pas dire que Sarkozy et Hollande, c'est blanc bonnet et bonnet blanc*", a-t-il dit. (AFP 26.03)

Austérité de droite ou austérité de gauche voilà à quoi se résume "*l'alternance*" pour laquelle on nous appelle à voter, ce sera sans nous. Retirer de droite et de gauche, que reste-t-il, l'austérité. Quant au bonnet, vous pouvez le retourner dans tous les sens, il demeurera un bonnet d'âne !

Comment faire confiance à un parti appelant à voter pour un candidat dans lequel il n'a "*aucune confiance*" ?

La confiance n'est pas quelque chose qui se découpe en rondelles ou qu'on pourrait évaluer sur une échelle, on a ou on n'a pas confiance en quelqu'un, dans un parti, etc. C'est quelque chose que l'on donne, que l'on ne donne pas ou que l'on reprend, mais pas les deux à la fois, il en va ainsi dans la vie en général.

Le doute est-il permis ? La réponse est définitivement non !

Selon Martine Billard, coprésidente du Parti de gauche, à propos "*différents types de réponse à apporter à la crise (...) pour l'instant, on est dubitatifs sur celles que propose François Hollande*." (lemonde.fr 26.03)

Dubitatif : Qui exprime le doute, l'incertitude ou le scepticisme. (Le Grand Robert de la langue française)

Quant à nous, nous n'avons aucun doute sur les politiques proposées par Hollande ou Mélenchon qui toutes deux s'inscrivent dans le cadre du respect de l'ordre établi, y compris européen, et au-delà mondial. Qu'on ne compte pas sur nous pour colporter des illusions dans l'un ou l'autre chez les travailleurs ou les militants.

INFOS EN BREF

Politique

1- Allemagne

Le dernier coup des Pirates vient de plonger les partis politiques allemands traditionnels en état de choc. Laminés dans la Sarre, les partenaires libéraux d'Angela Merkel ont réagi de façon symptomatique en dénonçant la «*tyrannie*» du parti des Pirates, nouvelle sensation politique outre-Rhin. Après s'être lancé à l'abordage de l'Allemagne avec succès aux élections régionales à

Berlin, où il avait fait 9% en septembre, le jeune mouvement contestataire a confirmé ce week-end à Sarrebruck qu'il faudra désormais compter avec lui.

En remportant 7,4% des suffrages, les Pirates ont passé haut la main le seuil des 5% requis pour entrer au Landtag lors des élections régionales dans la Sarre, le petit État régional industriel du sud-ouest de l'Allemagne. Le mouvement y est parti de zéro et s'est imposé d'emblée comme la quatrième force politique à Sarrebruck. Il dépasse les Verts, mais aussi les libéraux du FDP.

Leur irruption sur la scène politique rappelle celle des Verts, qui ont commencé par être un mouvement contestataire dans les années 1980 - luttant pour la paix, l'écologie et contre l'énergie nucléaire - avant de devenir un parti établi. Les Pirates, qui ont séduit l'électorat jeune des Verts, mais aussi les électeurs libéraux et 20% d'abstentionnistes, prônent surtout la démocratie directe sur Internet.

Créée en 2006, cette formation avait fait sensation en entrant au parlement de la ville-Etat de Berlin à l'issue des élections régionales du 18 septembre dernier, avec 9% des voix.

Dans aucun autre pays d'Europe, ce mouvement originaire de Scandinavie et maintenant actif dans plus de 30 pays, n'a remporté de tels succès, la Suède mise à part, où ils ont deux députés au parlement européen.

Aucun autre parti depuis la fondation de la République fédérale allemande ne s'est établi aussi vite que les Pirates, qui ont désormais des fédérations régionales dans les 16 Länder du pays, remarque l'hebdomadaire Der Spiegel.

Ils militent pour plus de transparence en politique, réclamant notamment que les députés fassent état de tous leurs revenus, pour éviter les conflits d'intérêt. Ils sont pour la protection des animaux, le développement des réseaux de transports en commun. Sachant aussi se montrer pragmatiques, ils soutiennent la «*règle d'or*» visant à maîtriser les déficits. Leur succès dans la Sarre, loin des grandes villes, démontre leur capacité à séduire sur l'ensemble du territoire.

Selon les derniers sondages, les Pirates semblent partis pour continuer sur leur lancée aux deux prochains scrutins régionaux: au Schleswig-Holstein (nord), le 6 mai prochain, ils sont crédités de 5% des intentions de vote et en Rhénanie du Nord-Westphalie, de 6%. Et pour les prochaines élections fédérales, qui doivent avoir lieu en septembre 2013, les instituts leur prédisent un score compris entre 5 et 7%. Jugeant qu'ils sont un «facteur important», la chancelière se garde au contraire de sous-estimer les Pirates. (lefigaro.fr 26.03)

Les Pirates soutiennent la «*règle d'or*», ils sont aussi dangereux qu'un "*capitaine de pédalo*" ou celui qui entend le faire échouer sur un banc de sable de toute manière, selon le principe que "*celui qui le dit c'est celui qui l'est*" !

2- Syrie

Les insurgés syriens qui combattent les forces du président Bachar al Assad compteraient des enfants dans leurs rangs, en violation des conventions internationales qui interdisent le recrutement d'enfants soldats, a déclaré lundi à New York, sans toutefois le confirmer, une responsable des Nations unies.

La semaine dernière, le groupe de défense des droits de l'homme Human Rights Watch (HRW), dont le siège est à New York, a accusé des groupes de l'opposition syrienne d'avoir enlevé, torturé et exécuté des partisans du président Assad et des membres des forces de sécurité. (Reuters 26.03)

L'entreprise des va-t-en-guerre impérialistes pour faire main basse sur la Syrie commence à prendre l'eau de partout... On dirait qu'il y a dans le monde parmi les intellectuels qui ont commencé à tirer les enseignements de la guerre contre la Libye. Ils feraient bien de s'occuper du cas du Qatar, d'Al-Qaïda, de la Fed, etc.

3- Israël

Israël a annoncé lundi avoir rompu tout contact avec le Conseil des Nations unies pour les droits de l'homme à la suite de sa décision la semaine dernière d'ouvrir une enquête internationale sur les colonies israéliennes dans les territoires palestiniens.

Cette rupture, annoncée par le ministère des Affaires étrangères, signifie que la mission d'information que le CDH espérait envoyer sur le terrain ne sera pas autorisée à entrer en Cisjordanie ainsi qu'en Israël.

Le 22 mars, le CDH a condamné la construction annoncée par Israël de nouveaux logements pour les colons juifs en Cisjordanie et à Jérusalem-Est, y voyant une entrave au processus de paix et une menace pour la solution à deux Etats et la création d'un Etat palestinien indépendant.

Le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, a dénoncé une initiative "*hypocrite*", ajoutant que le CDH disposait d'une "*majorité automatique hostile à Israël*".

Ce forum, qui siège à Genève et compte 47 pays membres, a voté en faveur de cette proposition par 36 voix pour, dont celles de la Chine et de la Russie. Les Etats-Unis ont été le seul pays à voter contre.

Le texte avait été présenté par le Pakistan au nom de l'Organisation de coopération islamique (OCI), avec le soutien d'Etats comme Cuba et le Venezuela.

Un demi-million d'Israéliens et 2,5 millions de Palestiniens vivent en Cisjordanie et à Jérusalem-Est, territoires capturés par l'Etat hébreu lors de la guerre des Six-Jours en 1967. (Reuters 26.03)

Social

1- France

1.1- Quand le secrétaire général du patronat rencontre Hollande.

Le secrétaire général de la CFDT François Chérèque, qui a rencontré lundi François Hollande, a plaidé auprès du candidat socialiste pour une réforme des retraites "*systémique*" et salué sa volonté de "*constitutionnaliser*" le dialogue social.

M. Chérèque a demandé à M. Hollande, s'il est élu, "*d'étudier tout de suite, dès après l'élection, la mise à plat de notre système de retraite pour éventuellement faire une réforme systémique*", basée sur la durée de cotisations. "*Il nous a dit qu'il était prêt à réfléchir*", a indiqué le leader de la CFDT. (AFP 26.03)

1.2- Chômage toujours en hausse.

Le chômage a augmenté en février pour le dixième mois consécutif et devrait poursuivre sa hausse jusqu'à l'été, un phénomène qui pourrait peser lourd dans le choix des Français appelés à choisir leur futur président le 6 mai prochain.

Le nombre de demandeurs d'emploi a atteint le mois dernier son plus haut niveau depuis octobre 1999. Et le pire est peut-être à venir, estiment les spécialistes.

"*Aucune bonne nouvelle n'est à espérer sur le front du chômage cette année*", déclare Alexandre Mirlicourtois, directeur des études du cabinet économique Xerfi, dans une analyse intitulée "*le risque d'embrasement*" diffusée jeudi dernier.

On comptait près de 2,9 millions de demandeurs d'emploi fin février en métropole dans la catégorie A, la plus regardée, et près de 4,3 millions dans les trois catégories principales.

Toutes catégories confondues, "*la barre des 5 millions sera franchie en juin ou juillet et le pire est à venir*", ajoute Alexandre Mirlicourtois, car les perspectives des entreprises sont mauvaises dans l'ensemble des secteurs.

Les entreprises risqueraient ainsi non seulement de ne plus embaucher mais d'ajuster leurs effectifs en se séparant désormais de personnes en contrat à durée indéterminée.

L'Unedic, qui gère l'assurance chômage, estimait fin janvier que le nombre de chômeurs indemnisés augmenterait d'environ 140.000 cette année, soit plus du double qu'en 2011.

L'emploi, qui figure en tête des préoccupations des Français, s'est pour l'instant fait discret dans la campagne.

Face à la hausse continue du chômage, Nicolas Sarkozy présente régulièrement la situation française comme meilleure que celle de ses voisins. Les statistiques montrent au contraire que la situation de la France est la plus mauvaise des pays de la zone euro qui lui sont comparables (Allemagne, Italie, Pays-Bas, Belgique et Autriche), à l'exception de l'Espagne.

"*Les chiffres de ce soir manifesteront une amélioration de la situation avec une baisse tendancielle de l'augmentation du nombre de chômeurs*", a dit le président lundi sur France Info.

Il s'agit d'un "net ralentissement par rapport à la fin de l'année 2011", s'est réjoui pour sa part le ministre du Travail, Xavier Bertrand.

Pour l'économiste et chercheur au CNRS Philippe Askenazy, ils sont au contraire "*le signal d'une augmentation de*

l'hyperprécarité", avec "*une multiplication des contrats à durée déterminée très courts, parfois une semaine seulement*", qui explique la hausse de 2,4% des demandeurs d'emploi de catégorie B (ayant travaillé moins de 78 heures au cours du mois).

En effet, le mois de février montre une évolution contrastée selon les catégories, "*le ralentissement de la catégorie A cachant une accélération de la catégorie B*".

D'un côté, la hausse (+0,2%) du nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A (sans aucune activité) a nettement ralenti en février (+6.200 personnes de plus après +13.400 en janvier, 29.000 en décembre et novembre).

De l'autre, les chiffres incluant les demandeurs d'emploi ayant exercé une activité réduite (A + B et C) ont augmenté à un rythme plus soutenu (+0,5%) que le mois précédent avec une hausse de 20.400 personnes (+4.800 en janvier). (Reuters et AFP 26.03)

1.3- Poursuite de la grève des éboueurs à Lyon

Une centaine d'éboueurs ont manifesté lundi à Lyon sous les fenêtres du bureau de Gérard Collomb, maire PS de la ville où débutait une troisième semaine de grève du ramassage des ordures, motivée par un refus du redécoupage de la collecte entre secteurs public et privé.

"*C'est la troisième semaine que l'on attaque, ça commence à faire long, mais les collègues sont toujours déterminés*", a déclaré devant les manifestants massés devant l'hôtel de ville, Myriam Camusso, secrétaire générale FO du Grand Lyon (agglomération lyonnaise), en charge de la collecte des ordures.

Mme Camusso a appelé M. Collomb, également président du Grand Lyon, à recevoir une délégation de grévistes, qui prévoient une grande manifestation devant l'hôtel de ville mercredi, avec le soutien de collègues venus de Rhône-Alpes et d'Auvergne.

"*On essayera de ne pas tomber dans le piège de Gérard Collomb qui est de nous mettre la population à dos*", a expliqué de son côté Jamel Mohamed, de la CGT.

Epaulés par l'intersyndicale CGT-CFTC-CFDT-FO-FAFPT-Unsa-Ugict/CGT, les grévistes ont distribué des tracts dénonçant une "*privatisation*" progressive de la collecte des ordures ménagères et fait signer une pétition appelant M. Collomb à "*ouvrir des négociations*".

La poursuite de la grève a été votée massivement lundi, comme chaque jour depuis le 12 mars. Les grévistes étaient encore 40% (contre 41% vendredi) parmi les 400 éboueurs employés par la communauté urbaine, selon le Grand Lyon. (AFP 26.03)

La famille de Wissam El-Yamni, mort à la suite de son interpellation la nuit de la Saint-Sylvestre, a demandé une contre-autopsie, estimant que les résultats de l'autopsie présentaient "*des anomalies*", a déclaré à l'AFP son frère Farid El-Yamni.

"*L'autopsie a été réalisée sans le dossier médical (du CHU de Clermont-Ferrand), sans les photos et avec la seule version policière des faits*", a-t-il expliqué.

Me Jean-François Canis, avocat du frère et de la soeur de Wissam, a confirmé avoir reçu la demande qu'il va traiter dans les prochains jours.

Cette contre-autopsie va encore ralentir la restitution du corps de Wissam qui est toujours à la morgue depuis près de trois mois.

Fin janvier, le parquet avait annoncé que l'autopsie préliminaire de Wissam excluait une mort traumatique due à des coups des policiers. Le procureur avait néanmoins envisagé la piste d'une mort consécutive à une "*compression des artères carotides internes*" lors du transport en voiture de police.

Le chauffeur routier, âgé de 30 ans, est mort neuf jours après être tombé dans le coma à la suite d'un malaise cardiaque lors de son interpellation.

L'affaire avait provoqué plusieurs nuits de tension dans les rues de Clermont-Ferrand et une forte colère contre la police.

Une information judiciaire pour "*violences volontaires ayant entraîné la mort sans intention de la donner par personne dépositaire de l'autorité publique*" a été ouverte. Deux policiers, actuellement en congés, sont visés dans l'affaire. (AFP 26.03)

2- Canada

Jeudi, ils étaient 300 000 à protester contre l'augmentation de 75% des frais d'université d'ici 2017 annoncée par le gouvernement libéral de Jean Charest.

Dans cinq ans, la facture aura ainsi triplé, avoisinant les 3 700 dollars (2 800 euros) par semestre : une mesure qui va accroître l'endettement des étudiants et réduire l'accès à l'université.

Chaque jour, de nouvelles manifestations sont organisées et les assemblées générales bourgeonnent sur les différents campus à Montréal. La Coalition large pour une solidarité syndicale étudiante (Classe) revendique la mise en place d'une gratuité scolaire. Jeanne Reynolds, porte-parole, confie :

« *Le gouvernement compare toujours avec la moyenne canadienne [5 366 dollars, soit 4 000 euros]. Nous voulons prendre exemple sur les pays scandinaves, sur la France et l'Allemagne, qui ont des frais de scolarité très bas.* »

Malgré le refus du gouvernement d'annuler l'augmentation des frais, la mobilisation ne faiblit pas. Dimanche 19 mars et jeudi 22 mars, plusieurs milliers de personnes ont envahi les rues de Montréal. Et les professeurs sont de plus en plus nombreux à les soutenir.

D'après les estimations de l'Iris, ce sont 30 000 étudiants qui risquent d'être privés d'accès à l'université. En 2005, selon Statistique Canada, 57% des diplômés avaient fait appel à un prêt pour financer leurs études, et 27% des étudiants étaient endettés à plus de 25 000 dollars (19 000 euros).

En 2005, le gouvernement était revenu sur la réforme des prêts et des bourses suite à la colère étudiante. (Rue89.com 26.03)

Economie

Grande-Bretagne

Le Royaume-Uni est en "*négociations avancées*" pour vendre jusqu'à un tiers de ses parts dans la Royal Bank of Scotland (RBS) à des investisseurs d'Abu Dhabi, a rapporté lundi la BBC.

Londres possède 82% de RBS depuis que le gouvernement a renfloué la banque en 2008 à hauteur de 45,5 milliards de livres (54,4 milliards d'euros) et une cession partielle pourrait concerner entre 10% et un tiers de ses parts, a ajouté la BBC.

Mais une vente au cours actuel se traduirait pour l'Etat par la perte d'environ la moitié de son investissement dans RBS.

Le Trésor a déclaré lundi qu'il ne privatiserait RBS que lorsque l'opération assurerait une plus-value au contribuable. Il a ajouté que sa stratégie était de ramener la banque à sa pleine santé financière. (Reuters 26.03)

Une fois qu'elle sera redevenue rentable, il la revendra, donc au lieu que ce soit l'Etat, donc en principe le contribuable qui en profite, ce sera des aristocrates de la finances, normal quoi. Mitterrand avait fait à peu près la même chose lors des nationalisations réalisées au début de son mandat, faire en sorte que des banques et entreprises soient suffisamment attractives avant de les revendre à des investisseurs privés qui n'avaient plus eu qu'à encaisser les profits sans avoir à débourser un centime pour les rendre plus profitables.

Haut de page

Le 28 mars

CAUSERIE

Une question que j'aborde plus loin : compte tenu de la modification de la situation politique que constitue le succès de la campagne électorale de Mélenchon, ne deviendrait-il pas juste tactiquement de s'y associer sans pour autant reprendre à notre compte son programme, cela s'adresse aux dirigeants du POI, du NPA et de LO ?

Après tout, les travailleurs qui soutiennent Mélenchon ou participent à ses meetings sont bourrés d'illusion sur ses intentions réelles qu'ils identifient à leurs propres besoins. Ce sont eux qui le poussent à gauchir son discours. Partant du constat que plus Mélenchon obtiendra de voix et plus il deviendra un problème pour le PS et plus il sera en difficulté au moment où il devra se coucher devant le PS, ceux qui l'auront soutenu sans intégrer le Front de gauche pourraient ainsi récupérer plus facilement les travailleurs et militants finalement déçus par le Front de Gauche.

Sur le plan politique ce ne serait pas difficile à mettre en place.

Au lieu d'attaquer Mélenchon à partir des contradictions contenues dans son programme, il suffirait de s'en saisir et de les pousser jusqu'au bout, ce qui irait dans le sens des illusions que les travailleurs placent en lui, tout en leur apportant des réponses concrètes et conformes au socialisme. Ces illusions se caractérisent ainsi : les travailleurs pensent se reconnaître dans le discours de Mélenchon sans avoir compris l'orientation politique de son programme qui se situe fondamentalement aux antipodes, s'ils identifient leurs besoins à son discours, c'est uniquement parce qu'il s'emploie à leur dire ce qu'ils sont venus entendre.

Dit autrement, n'ayant qu'une idée très approximative du contenu de son programme, il est facile de le remplacer par un tout autre contenu, révolutionnaire cette fois, en mettant l'accent sur la nécessité de rompre avec le capitaliste et ses institutions en France et dans le monde, de telle sorte que lorsque Mélenchon se retrouvera acculé et dévoilera ses véritables intentions, les travailleurs et les militants soient en mesure de comprendre la nature ou le contenu politique de sa capitulation pour continuer le combat, mais pas avec le Front de Gauche une fois réduit au rôle de traître.

Notre objectif n'est pas de favoriser l'élection des candidats du FdG aux législatives, mais de profiter de cette occasion pour donner un contenu politique au rejet de la politique de Sarkozy et Hollande de la part des travailleurs, de leur donner les moyens de traduire concrètement le mûrissement politique qui est en train d'opérer dans leurs têtes en oeuvrant à l'ouverture d'une crise du régime sans précédent depuis l'après-guerre.

Mélenchon a dit hier à Lille : "*des communistes y'en a partout! oui! oui! Et la maladie est contagieuse*", et selon Libération, il finit sur des vers de Paul Eluard et un "*Vive la révolution*". Cela nous va très bien. Cela démontre que les dirigeants du POI qui ont mis dans leur poche la révolution ne sont vraiment pas à la hauteur de leur responsabilité ou qu'ils n'ont jamais su comment s'adresser aux masses.

Dans le prolongement de la crise du capitalisme qui a éclaté en 2007 et dont j'ai dit à plusieurs reprises qu'elle était une aubaine pour construire le parti, la modification de la situation politique en train de s'opérer sous nos yeux à l'occasion des élections présidentielles et législatives s'inscrit dans ce processus conduisant à l'ouverture d'une crise révolutionnaire en France, alors essayons de ne pas laisser passer cette nouvelle occasion, peut-être la dernière avant longtemps...

Disons que la candidature de Mélenchon va dans le bon sens, à condition de corriger son orientation politique, voilà comment on pourrait s'associer à sa campagne, c'est-à-dire sans rien renier de nos principes et notre programme, en conservant notre liberté de parole et d'action, contrairement à ceux qui l'ont rejoint récemment et qui ont baissé les armes, uniquement pour rompre leur isolement et ainsi satisfaire une lubie personnelle ou faire partie du banquet, ce qui ne sera jamais notre cas.

Pour finir, sans appeler à voter Hollande au second tour de la présidentielle, cela va de soi.

On pourrait prendre comme mot d'ordre : votez Mélenchon pour en finir avec les banquiers et les capitalistes, la Ve République et l'UE. Et si on vous rétorquait que vous ne savez pas lire et que Mélenchon n'a pas l'intention de rompre avec le capitalisme et la Ve République, vous pourriez leur répondre que vous le savez très bien et que votre priorité est de faire en sorte qu'il y ait de plus en plus de travailleurs qui estiment possible de combattre sur cette orientation politique que prêtent à tort à Mélenchon des centaines de milliers de travailleurs qui soutiennent sa candidature, même si ce n'est pas vraiment celle de Mélenchon, autrement dit, on ne fait pas campagne pour Mélenchon ou le FdG mais au côté des travailleurs qui se saisissent de sa candidature pour se mobiliser, ce qui n'est pas du tout la même chose.

Plusieurs commentateurs (dont le POI) ont précisé récemment, que les travailleurs s'étaient rendus à la Bastille le 18 mars dernier davantage pour exprimer leur colère plutôt que pour soutenir le candidat Mélenchon dans lequel ils ne font pas trop d'illusions. Cette proposition part également de ce constat, il lui donne une (autre) orientation politique.

Il ne s'agit là que d'une proposition, qui à mon avis mérite réflexion, cela n'engage que moi. Et ma position antérieure, mon appel au boycott, elle n'est plus d'actualité puisque la situation politique a changé. Il n'y a que les militants bornés et sclérosés, dogmatiques ou sectaires qui ne le comprendront pas, tant pis pour eux.

Ce qu'il faut retenir, c'est que le succès de la campagne du FdG est en train de modifier profondément la situation politique et que la crise du régime va s'accélérer dans les mois à venir. C'est dans cette perspective que nous nous positionnons.

Vive la révolution... socialiste !

Me voilà interdit de rentrer en France !

- Le chef de l'Etat a promis, hier à l'Elysée, "*d'accélérer*" les procédures d'expulsion visant les "*extrémistes*". Il a également assuré que "*tous ceux qui ont tenu des propos infamants contre la France ou contre les valeurs de la République ne seront pas autorisés*

à entrer dans notre pays".

Le président a également annoncé avoir demandé à la Direction centrale du renseignement intérieur (DCRI) de "*vérifier de façon approfondie la situation sur notre territoire de toute personne signalée comme représentant un risque potentiel pour la sécurité nationale*". (AFP 27.03)

Il parlait de lui après le 6 mai ? Il peut décréter du jour au lendemain que c'est vous, moi, vos camarades qui êtes visés par ces accusations dignes d'une dictature.

Bon, il n'aura pas besoin de m'expulser, j'ai pris les devants il y a déjà quelques années. A vrai dire le climat délétère qui règne en France ne me manque pas vraiment, je n'y ai pas mis les pieds depuis le mois de mai 2002.

Je devrais peut-être lui demander de me verser une modeste allocation d'expatrié volontaire pour toutes les petites tracasseries que j'évite à ses services de renseignement, l'air de rien l'Etat réalise des économies sur mon dos et l'ignore, il faut remédier à cette situation injuste, je vais porter plainte pour non respect des valeurs de la République... qui ne connaissent pas de frontière et sont universelles !

Suite de l'affaire d'Etat Merah.

C'est un assassinat. C'est une affaire montée de toutes pièces au sommet de l'Etat. C'est une affaire d'Etat.

Qui osera en faire une affaire d'Etat et faire pratiquement sauter Sarkozy avant même les élections, qui aura ce courage, cette audace, qui osera faire ce geste salutaire ?

Apparemment personne, il n'y a plus de révolutionnaires encore moins de communistes parmi les représentants officiels de la classe ouvrière, ce sont tous des légalistes au chevet de leur République, de leur démocratie, de leur Etat.

Des infos glanées par des internautes.

1- Personnes ne parle de la vidéo ou l'on voit Mohamed Merah sauter par le balcon de son appartement. Lorsqu'il enjambe le balcon il n'a pas d'arme et il est encore en vie et on entend une détonation sourde au moment ou il va lâcher prise et retomber sur le tottoir.

Sauf que cette vidéo est un faux, lire plus loin.

2- "tue-le, tue-le César". C'est la phrase qu'on entend à la fin de la vidéo diffusée par plusieurs sites montrant le moment où ce voyou saute par le balcon et se fait toucher puis tombe parterre. Je n'ai pas de jugement particulier et je ne trouve pas extraordinaire qu'il ait été tué au cours de l'opération mais la vidéo et cette phrase laisse penser qu'une décision a été prise pour l'éliminer.

Même remarque.

3- On est capable d'envoyer des fusées et des hommes dans l'espace. On est capable de construire des A380 de 500T et 15000 km de rayon d'action. On est capable de faire poser des sondes automatiques sur Mars. On est capable de procéder à une opération chirurgicale à distance. Mais assez curieusement, malgré toute ces belles technologies et innovations, on est pas ou peu capable, à priori, d'attraper vivant 1 (seul) individu retranché dans 40 m2 alors que c'est l'objectif affiché publiquement. C'est curieux, non ?

Une vidéo canadienne... du 20 septembre 2011.

La version canadienne qui date du 22 septembre 2011 à Toronto au Canada :

http://www.youtube.com/watch?v=WfJTxnUFPys&NR=1&feature=endscreen

La version française ou la version canadienne remixée : http://www.youtube.com/watch?v=XBf0iFrxQK8&NR=1&feature=endscreen

Question : qui a réalisé ce montage frauduleux, qui y a intérêt ? Les juges en charge du dossier vont-ils se poser ces questions? Qu'il nous soit permis d'en douter.

M. Merah un indic.

Yves Bonnet, ex-patron de la Direction de la Surveillance du Territoire (DST).

Ce qui, personnellement, me paraît poser question, c'est que le garçon avait manifestement des relations avec la DCRI comme on l'a appris à travers les déclarations de Bernard Squarcini lui-même. C'est-à-dire qu'il avait un correspondant au Renseignement intérieur. Alors appelez ça « correspondant », appelez ça « *officier traitant* »… je ne sais pas jusqu'où allaient ces relations, voire cette « *collaboration* » avec le service, mais on peut effectivement s'interroger sur ce point.

Pour mettre un mot sur les choses, était-il un indicateur de la DCRI ?

Eh bien voilà… c'est exactement ça le problème. Car ce qui interpelle, quand même, c'est qu'il était connu de la DCRI non pas spécialement parce qu'il était islamiste, mais parce qu'il avait un correspondant au Renseignement intérieur. Or avoir un correspondant ce n'est pas tout à fait innocent. Ce n'est pas anodin.

... il est étonné qu'on n'ait pas réussi à le prendre vivant. Il pense qu'on n'a pas utilisé les bons moyens, et qu'on s'est bêtement privé de l'expertise du GIGN, et il faut reconnaître que dans ce genre d'affaire, les plus professionnels, les plus qualifiés et les meilleurs, ce sont les gendarmes du GIGN. Après, pourquoi a-t-on voulu prendre le Raid..?

Pour des raisons politiques ?

Certains le disent. Je n'irai pas jusque-là : je n'ai pas le dossier en mains. Mais quand on juge d'une intervention violente où les policiers risquent leur vie il faut être prudent et mesuré, faire en sorte que les policiers ne risquent pas leur vie et ça pour moi, c'est une donnée extrêmement importante. à présent je suis de ceux qui regrettent vraiment qu'il n'ait pas été pris vivant et beaucoup de questions restent posées. Sur une affaire comme celle-là, il faudrait une expertise. (ladepeche.fr 27.03)

- Le tueur au scooter Mohamed Merah n'était « *ni un indic de la DCRI, ni d'autres services français ou étrangers* », a affirmé mardi à l'AFP le chef de la Direction centrale du renseignement intérieur (DCRI), Bernard Squarcini. (publicsenat.fr 27.03)

C'est quoi quelqu'un qui dit au chef de la Direction centrale du renseignement intérieur "*j'avais des tuyaux à te donner*", sinon un indic ?

Une lettre muette !

- Le site Leparisien.fr raconte qu'une lettre a été réceptionnée dans les locaux de la chaîne de télévision (qatarie Al-Jezira) située à la tour Montparnasse à Paris, et qu'elle contenait une carte mémoire accompagnée d'une lettre. Le courrier est daté de mercredi dernier, date à laquelle le tueur était déjà encerclé par le Raid. La police essaie de savoir s'il a été posté la veille par Merah lui-même, ou par un complice le mercredi. (liberation.fr 27.03)

- Dès réception de la vidéo lundi au bureau parisien de la chaîne, "la pièce a été remise aux services de police, spontanément", a rappelé son avocat, Me Antoine Comte devant le tribunal des référés. (lemonde.fr 27.03)

Questions :

Pourquoi cette lettre a-t-elle été distribuée à son destinataire et n'a-t-elle pas été remise aux autorités en charge de cette affaire ? Au centre de tri de La Poste à Toulouse, personne n'ayant entendu parler de cette affaire, personne n'a cru bon de questionner la hiérarchie sur le traitement à donner à ce courriel...

Combien de temps met le courrier pour être acheminé d'une petite commune du sud-ouest de la France à Paris ? Posté mardi soir ou mercredi, elle aurait mis quatre jours pour parvenir à son destinataire. Un délai un peu long mais pas rare de nos jours.

Un vrai "***pro***" ce Merah, et quelle dextérité !

- «*C'est un travail très très propre, a confié à 20 Minutes une source judiciaire. Ce n'est pas un pauvre film tout flou. Le montage est pro avec des chants entre les événements.*» La vidéo durerait 25 minutes au total et serait titrée «*Al-Qaida attaque la France*», selon Al-Jazira. (20minutes.fr 27.03)

A moins qu'Al-Jazira ait été chargé de faire ce boulot de "*pro*" ? Quand une chaîne de télévision internationale déclare avoir entre les mains une vidéo digne du travail d'un professionnel, on se dit que M. Merah a raté sa vocation, à moins qu'il ne soit pas l'auteur de ce montage, il pourrait être l'oeuvre du troisième homme, qui sait du quatrième ?

- Sur le parcours du courrier, on estime probable à La Poste que l'oblitération du mercredi signifie qu'il a été déposé dans une boîte après la mi-journée mardi ou plus tard dans un bureau de poste. (AFP 27.03)

Il commet ses derniers crimes le lundi 19, dès le mardi 20 il savait que les enquêteurs étaient à la recherche du conducteur du scooter puisque l'info avait été diffusée par les médias, et il a trouvé le temps de réaliser ce montage "pro" et de le transmettre à quelqu'un qui l'aurait ensuite posté, tout cela dans la même journée, comme si c'était la chose la plus urgente au lieu de se mettre au vert ou prendre la poudre d'escampette, cela ne colle pas.

L'officine qatari de CNN-CIA aurait un "***code d'éthique***", on s'étrange !

Al Djazira a décidé en début d'après-midi, conformément à son code d'éthique, de ne pas diffuser les images filmées lors des assassinats par le tueur abattu jeudi par la police. (Reuters 27.03)

Quel peut bien être le "*code éthique*" d'une chaîne de télévision appartenant aux représentants dégénérés d'une monarchie absolue, d'un régime féodal et barbare pratiquant la charia à la lettre, soutenant la répression de l'opposition au Yémen et au Bahreïn, servant la soupe à Al-Qaïda et aux Frères musulmans, finançant et armant des mercenaires en Libye et en Sryrie notamment ?

Et la mascarade continue. Du "***code d'éthique***" du parquet de Paris à la solde de l'Elysée.

- Fait exceptionnel, le parquet de Paris a assigné mardi en référé Al Djazira France pour empêcher la diffusion de la vidéo de Mohamed Merah au nom de la protection des victimes des tueries, a-t-on appris de source judiciaire. (Reuters 27.03)

Cette vidéo ne contient aucun élément permettant de confondre ou d'identifier son auteur.

La vidéo, intitulée "*Al Qaïda attaque la France*", montre les attaques perpétrées à Toulouse et à Montauban mais pas le visage du meurtrier et ne contiennent pas de déclaration de sa part, précise Al Djazira dans un communiqué.

"*Il y a eu un mixage de musiques et de chants religieux, des lectures, des récitals de versets coraniques*", a expliqué Zied Tarrouche, chef du bureau parisien d'Al Djazira.

"*On entend les voix de cette personne qui a commis les assassinats*" et "*les cris des victimes*", a-t-il précisé sur BFM-TV. Le courrier accompagnant la vidéo est formé de "*quelques petits mots comportant la revendication de ces attentats par soi-disant Al Qaïda*". (Reuters 27.03)

Al Djazira, la voix de Ben Laden et d'Al-Qaïda ou de leur maître, l'Amérique.

- "*On n'est pas une chaîne de sensationnel, on ne cherche pas à diffuser des images sans mesurer les risques et les conséquences*", a précisé mardi matin le patron du bureau français d'Al-Jazira. (lemonde.fr 27.03)

Il a raison, il n'y a rien de "*sensationnel*" dans le football ! On leur fait confiance, c'est comme lorsqu'ils diffusaient grâcieusement des images de Ben Laden ou des camps d'entraînements d'Al-Qaïda ou des talibans en Afghanistan ou ailleurs, c'était après en voir "*mesuré les risques et les conséquences*" conformément aux ordres reçus de leur commanditaire, Bush puis Obama.

L'agence de presse d'Al-Qaïda en dit trop, parce qu'elle en sait trop ?

- Concernant le courrier qui accompagne ces vidéos, "*c'est écrit en français avec des fautes d'orthographe, de conjugaison*", a-t-il indiqué, ajoutant : "*C'étaient quelques petits mots comportant la revendication de ces attentats par soi-disant Al-Qaida*." Les enquêteurs ont indiqué que Mohamed Merah n'est pas l'expéditeur de la vidéo. (lemonde.fr 27.03)

Il est très fort le patron du bureau français d'Al-Jazira, apparemment il en saurait plus sur cette affaire que les enquêteurs. Normal, non ?

Un frère qui risque de devenir rapidement encombrant ou inutile.

Le frère de Mohamed Merah a déclaré : "*Je suis pétri des valeurs de la République. Je n'assisterai pas aux obsèques d'un monstre.*" (lepoint.fr 27.03)

Décidément il n'a pas de bol Sarkozy. Le parquet de Paris n'a pour le moment rien d'autre à se mettre sous la dent contre lui que sa participation au vol du scooter... et des soupçons sur sa participation à ces crimes perpétués par son frère, pas assez en réalité pour l'incarcérer ou le maintenir en détention, sauf à violer la loi, ce qui n'est pas vraiment un problème pour l'avorton dictateur encore au commande jusqu'au 6 mai et les quatre juges chargés de l'enquête.

Puisqu'il est mort et que son frère ni toute complicité à ces crimes, c'est qu'il y a forcément un troisième homme...

Les enquêteurs ont la conviction que Mohamed Merah n'est pas l'expéditeur de la vidéo envoyée à Al Djazira à Paris et recherchent un éventuel troisième homme pour le vol du scooter, a-t-on appris de source policière. (Reuters 27.03)

Donc ils s'y seraient mis à trois - au moins, pour voler un scooter, sont-ils sûr qu'il n'avait pas fait appel à un régiment de djiadistes ? Etrange pour quelqu'un décrit comme un solitaire, un marginal, qui aurait agi seul, non ?

Rien n'y fait !

Le pouvoir d'achat (42%) et le chômage (30%) sont les thèmes qui pèseront le plus dans le vote des Français à la présidentielle, loin devant l'insécurité (8%), selon une enquête BVA parue mardi dans Le Parisien/Aujourd'hui en France.Un sondage réalisé le 26 mars. (AFP 27.03)

Ah ben ça alors, incroyable, les "*veaux*" ne sont pas ou plus aussi manipulables que je le pensais ! Eh oui, à partir du 6 mai vous aurez sans doute le choix entre l'exil ou la prison ! S'il n'était pas élu, cela ne m'étonnerait pas qu'il soit le premier ex-président de la Ve République à passer par la case prison, il aura tout fait pour il faut dire.

Quelle crise ? Ils se gavent ou s'enrichissent sans produire de richesses.

Frédéric Oudéa, le PDG de la Société générale, percevra au titre de l'exercice 2011 un bonus brut de 682.770 euros, en repli de 43% par rapport à 2010, indique la banque française sur son site internet.

La SocGen ajoute que Frédéric Oudéa percevra en 2012 une rémunération fixe brute d'un million d'euros, un montant inchangé par rapport à celui de 2011.

Chez Credit Suisse, la rémunération du directeur général Brady Dougan au titre de 2011 a été réduite de plus de la moitié, ce qui l'a ramenée à 5,82 millions de francs suisses (4,8 millions d'euros) contre 12,76 millions l'année précédente. (Reuters 27.03)

Appeler à voter Hollande, c'est appeler à voter pour son programme.

Jérome Cahuzac, responsable du « *pôle budget, finances, fiscalité* » de la campagne de François Hollande, invité de l'émission Preuves par 3 ce mardi soir à 22h30 sur Public Senat, en partenariat avec l'AFP.

- Il n'y aura pas d'inflexions du programme de François Hollande, en dépit des critiques du Front de gauche et de sa montée. Le candidat PS « *a clairement indiqué qu'une fois le premier tour passé, il fallait choisir entre l'un et l'autre encore présent au second tour. Naturellement, lui attendait que Jean-Luc Mélenchon et ses amis soutiennent sa candidature dès lors qu'il serait au second tour. Et dès lors qu'on soutient la candidature de François Hollande, on approuve naturellement son programme* », souhaite le président de la commission des finances de l'Assemblée nationale.

Et de prévenir : « *La majorité présidentielle se constitue à ce moment-là par le soutien à un candidat et l'adoption d'un programme* ». La menace est claire est à destination des communistes, principaux soutiens de la candidature Mélenchon, qui pourraient être prêts à participer à un gouvernement d'union de la gauche : si Mélenchon conditionne son soutien à un changement profond de ligne de François Hollande au soir du premier tour, ce sera niet. (publicsenat.fr 27.03)

Merci monsieur Cahuzac pour ces précisions. Raison de plus pour ne pas aller voter le 6 mai 2012.

Réaction d'internautes

1- "*Faudrait arrêter de prendre le peuple, dont vous êtes si loin, Mr Cahuzac, pour des cons benêts. Moi je vote Front de gauche au 1er tour et au 2éme sinon abstention...Le PS nous prend pour des billes croyant qu'on va tous voter Hollandréou...Perso, je prefère Sarko avec une majorité de gauche (une vraie gauche) à l'assemblée pour bloquer ce système pourri. Vous l'aurez bien dans l'os les socialos de la place Vendôme!*"

2 - "*Hollande et le PS arriveront peut être en haut du podium à l'élection présidentielle. Mais il est quasi certain qu'aux élections législatives les électeurs du Front de Gauche ne se démobiliseront pas. Mieux, le groupe Front de Gauche sera le 1er dans la future assemblée nationale.*"

C'est une stratégie qui pourrait effectivement changer la donne et qui mérite qu'on y réfléchisse sérieusement.

Cela ne change rien à la nature du Front de gauche. Mieux, au cas où cette hypothèse se réaliserait, c'est-à-dire que le PS ne puisse obtenir la majorité à l'Assemblée nationale pour gouverner sans s'allier avec le Front de Gauche, ce qui est plus que probable pour ne pas dire acquis, celui-ci se verrait propulsé en première ligne et obligé de se démasquer très rapidement, ce qui serait favorable à un parti révolutionnaire qui n'existe malheureusement pas ou au POI, qui de toutes manières serait incapable d'en profiter tant il doit déjà régler ses propres contradictions internes.

Il semble fort improbable que le Front de Gauche passe devant le PS lors des législatives, je suis loin et je me base uniquement sur ce je lis sur Internet pour l'affirmer, je peux me tromper évidemment.

Par contre, une chose semble assurée et pas des moindres, c'est que si les résultats du premier tour de la présidentielle étaient conformes aux sondages, qu'Hollande soit élu et que le PS n'obtienne pas la majorité absolue lors des législatives, cela signifierait qu'on serait en présence d'un tournant décisif de la situation politique qui coïnciderait avec l'ouverture d'une grave crise du régime qui pourrait se transformer en crise révolutionnaire, car, soit l'exécutif serait paralysé, soit le Front de Gauche devrait capituler devant le PS, auquel cas ceux qui le soutenaient n'auraient pas d'autres alternative que de s'en détourner et cesser leur combat ou de chercher un autre parti pour le continuer, le POI par exemple, puisqu'il n'existe pas d'autres partis dans ce pays susceptible de prendre la relève, ce qui ne signifie pas qu'il en serait capable comme je l'ai déjà précisé, ajoutons, mille fois hélas !

Une autre hypothèse est envisageable puisque bon nombre d'électeurs du Front de Gauche s'abstiendront manifestement, c'est que Sarkozy soit réelu mais qu'il perde les législatives et qu'une nouvelle "*cohabitation*" soit à l'ordre du jour.

Dans ce cas-là, on assisterait à une coalition UMP-PS au gouvernement, car on ne peut pas imaginer un seul instant que le PS gouverne seul en n'ayant pas la majorité absolue à l'Assemblée nationale, comme il est impensable que le PS tienne compte des revendications avancées par le Front de gauche, celui-ci devrait s'abstenir ou voter contre la politique proposée par le gouvernement, pour qu'elle passe, le MoDem et l'UMP devrait s'abtenir ou voter pour. En outre, la personnalité de Sarkozy et son habitude à prendre les décisions à la place de ses ministres est totalement incompatible avec un tel scénario qui ne tiendrait pas huit jours.

- Mélenchon met en garde les socialistes, "*Notre ambition, c'est pas les sièges, notre ambition, c'est la révolution citoyenne*", prévient-il. "*Ne commencez pas à me chercher! lance-t-il à ses ex-camarades du PS. Soyez polis avec nous! Jérôme Cahuzac, conseiller de François Hollande, dit le programme, c'est à prendre ou à laisser. Très bien, on laisse!*" Il prévient également François Hollande contre les "*lignes jaunes à ne pas franchir*", notamment l'inscription du Concordat dans la Constitution et le primat du contrat sur la loi. (publicsenat.fr 27.03)

Mélenchon et le Front de Gauche qui ne serait rien sans son embarrassant allié, le PCF, s'est lancé dans un grand écart qui risque de se terminer par l'éclatement du Front de gauche. En se faisant le porte-parole de ceux qui veulent en découdre avec le régime parmi les travailleurs, jusqu'où peut-il aller ou veut-il aller dans cette voie sans se retrouver confronté à un refus catégorique des staliniens qui n'entendent pas se couper du PS et encore moins s'attaquer au régime, Mélenchon non plus, mais ce qu'il laisse entrevoir dans ses discours.

Il va être engagé dans une épreuve de force avec le PS qui n'entend rien lui concéder sur les questions sociales ou politiques essentielles. Se couchera-t-il devant le PS ? Probablement, de quelle manière ? En lui assurant un "*soutien critique*" ? Mélenchon demeurera-t-il inféodé au régime ou décidera-t-il de rompre avec lui parce qu'il n'est pas possible de faire autrement ne serait-ce que pour appliquer les propositions minimums contenues dans son programme, et qui si elles n'ont rien de révolutionnaire, n'en sont pas moins incompatibles avec les besoins des capitalistes en prise avec la concurrence mondiale. Prendra-t-il le risque de déclencher une révolution sociale et politique en France ? On a du mal à l'imaginer, mais la situation pourrait y conduire malgré lui si les masses saisissaient cette occasion pour se mobiliser par millions. Bien malin celui qui pourrait l'affirmer aujourd'hui. (A suivre)

Actualité en titres

Cherchez l'erreur

- Pour Sarkozy, nous sommes "*en phase de reprise économique*" - L'Expansion.com

- Pour l'OCDE, la crise de la dette en zone euro n'est pas finie - Reuters

Rustre, pédant, inculte, complexé, un brin détraqué, et en plus il jacte mal.

- Mazarine Pingeot trouve Nicolas Sarkozy "*vulgaire*" - LePoint.fr

Vous trouvez aussi ?

Pas de bol : l'effet Merah, c'est raté !

- Sondage: l'affaire Merah ne change rien aux intentions de vote - Lexpress.fr

Son boulot, c'était le bordel !

- Mise en examen de DSK: quand s'occupait-il du FMI, demande Joly - AFP

Et le corniaud qui tomba dans le piège

6- Vidéo Merah: Hollande met en garde Al-Jazeera contre une diffusion - AFP

On a les soutiens qu'on peut... empoisonnés.

- Takieddine votera Hollande - Lexpress.fr

- Gaby Cohn-Bendit appelle à voter Hollande dès le premier tour - Liberation.fr

A bas les guerres impérialistes ! Go home !

- Sept Américains sur dix opposés à la guerre en Afghanistan - Reuters

INFOS EN BREF

Politique

1- France

1.1- Bande d'ingrats, et moi, et moi, votre sauveur !

"*Je pense que nous sommes sortis de la crise financière, que la confiance revient et que nous sommes en phase de reprise économique*", déclare Nicolas Sarkozy dans une interview au quotidien régional Ouest-France publiée mardi.

"*Que n'a-t-on dit des sommets entre Mme Merkel et moi ! Grâce à ces sommets, l'Europe est dotée d'un gouvernement économique qui a surmonté la crise grecque*", ajoute-t-il. (Reuters 27.03)

Est-il au courant que la méthode Coué cela ne marche plus vraiment quand on en a usé et abusé, les conditions objectives reprenant leur droit ?

1.2- Affaire Bettencourt. L'étau se resserre autour de Sarkozy.

En pleine campagne électorale, les révélations s'accumulent sur les trouvailles des juges de l'affaire Bettencourt concernant un possible financement illicite de la campagne de Nicolas Sarkozy en 2007, à hauteur de 800.000 euros, l'opposition pressant le chef de l'Etat de s'expliquer.

Ces révélations, amorcées le 14 mars par l'hebdomadaire *Marianne*, qui avait évoqué le rapatriement de 2007 à 2009 de quatre millions d'euros en liquide depuis les comptes suisses de Mme Bettencourt, organisés par l'homme de confiance de celle-ci, Patrice de Maistre, ont été corroborées par l'ordonnance rédigée le 22 mars par le juge Jean-Michel Gentil pour demander -- et obtenir -- l'incarcération de M. de Maistre.

Ce document, révélé dimanche par le Journal du dimanche (JDD), évoque un retour de fonds de 400.000 euros, arrivé le 5 février 2007, à l'avant-veille d'un rendez-vous entre M. de Maistre et Eric Woerth, trésorier de l'UMP, devenu plus tard ministre.

Or l'ex-comptable des Bettencourt Claire Thibout a toujours soutenu que M. de Maistre lui avait dit vouloir remettre de l'argent à M. Woerth.

Un autre retour de 400.000 euros a été découvert le 26 avril 2007. Or François-Marie Banier, proche de l'héritière de l'Oréal, fait

état, le même jour dans son journal, d'une confidence de Liliane Bettencourt: "*De Maistre m'a dit que Sarkozy avait encore demandé de l'argent. J'ai dit oui*".

Le Monde a publié mardi la suite de ce feuilleton: les explications données le 26 janvier au juge Gentil par M. Banier, qui minimise autant qu'il peut, de manière alambiquée, l'affirmation très simple mentionnée dans son carnet.

"*Je suis écrivain et je trouve intéressant de montrer les rapports d'une femme face à son trouble vis-à-vis des gens en qui elle doit avoir confiance*". Puis: "*Pour cette demande d'argent, c'était une demande officielle car il y a toujours des demandes officielles pendant les campagnes. Il y a une somme officielle que l'on peut donner et il y a toujours des gens de tous bords qui viennent demander de l'argent à Liliane Bettencourt*".

Le photographe remarque aussi que lorsqu'il rapporte la phrase "*elle n'a pas encore donné cet argent et on ne sait pas si elle le donnera*". Puis: "*Je ne suis pas sûr qu'elle ait mentionné le nom de Sarkozy mais c'était quelqu'un d'important*".

M. Gentil lui fait remarquer que, le 26 avril 2007, il n'y a plus que deux candidats en lice, M. Sarkozy et la socialiste Ségolène Royal. "*Liliane Bettencourt a-t-elle évoqué Nicolas Sarkozy - ce qui semble logique - ou l'autre candidat?*" "*Ce n'est pas ce qui m'intéresse*", élude M. Banier.

Dans son ordonnance, M. Gentil vise aussi des témoignages sur une visite de M. Sarkozy lui-même au domicile des Bettencourt pendant la campagne de 2007. Le Monde affirme qu'un ancien chauffeur a dit au juge le 8 mars, qu'une ancienne gouvernante, décédée depuis, lui avait confié qu'à cette époque "*M. Sarkozy était venu pour un rendez-vous voir Monsieur et Madame très rapidement, que c'était pour demander des sous*." (AFP 27.03)

1.3- En voilà qui a senti le vent tourner. Pâte molle fait la mou.

«*Le seul qui présente une coloration pure et propre, où la non expérience devient un avantage, c'est François Hollande. Et secrètement, entre nous, je vais le voter bien sûr*»... L'hommage au socialiste est signé... Ziad Takieddine.

L'intermédiaire en armement, interrogé par BFM TV, vante un Hollande capable de «*nettoyer la saleté qui est à la tête de la République, la mafia qui est à la tête de la République*». (Liberation.fr 27.03)

Les porte-flingues de Hollande ont fait savoir qu'il se serait bien passé de ce soutien qu'il rejette. Qu'il se renseigne, la mafia règne aussi au PS, il faudrait peut-être lui arranger un rendez-vous avec R. Dumas qui est bien placé pour le savoir.

1.4- Un proxénète a failli devenr président de la Ve République.

Après avoir été entendu près de huit heures par les juges, Dominique Strauss-Kahn a été mis en examen, lundi 26 mars, pour "*proxénétisme aggravé en bande organisée*" en marge de l'affaire du Carlton de Lille.

Il ne s'agit plus de la simple "*complicité de proxénétisme*" pour laquelle il avait été convoqué après son audition par les policiers, le 22 février. Selon l'article 225-5 du code pénal, l'ancien patron du Fonds monétaire international (FMI) aurait "*aidé, assisté ou protégé la prostitution d'autrui*". Et ce, comme auteur principal.

Sous la Ve République, jamais (ancien) ministre n'a été poursuivi pour de tels faits. Placé sous contrôle judiciaire, M. Strauss-Kahn a dû verser une caution de 100 000 euros pour rester libre.

"*Je n'ai jamais rien fait d'illégal. La prostitution, le proxénétisme, je les ai en horreur. Ce n'est pas moi, cela*", avait plaidé M. Strauss-Kahn devant l'un de ses biographes, Michel Taubmann, dans Affaires DSK, la contre-enquête (éditions du Moment). Et son avocat, Me Henri Leclerc, avait lâché sur l'antenne d'Europe 1, le 8 décembre 2011 : "*Dans ces soirées, on n'est pas forcément habillé. Et je vous défie de distinguer une prostituée nue d'une femme du monde nue.*" Ce n'est pas ce qu'ont confié certain(e)s participant(e)s de ces "*parties fines*" et qui ont emporté l'avis des juges.

Ainsi David Roquet d'Eiffage. Il a indiqué aux magistrats, le 25 janvier, que "*tous ceux qui accompagnaient les filles savaient ce qu'elles faisaient*". Puis l'industriel de Lens Fabrice Paszkowski, le 30 janvier, qui convient que, dans certains cas, "*l'apparence physique*" de certaines filles trahissait leur qualité de professionnelles : "*Estelle et Béa, on voyait tout de suite qu'elles ne faisaient pas partie de notre monde.*" Ou encore : "*DSK est quelqu'un qui aime le sexe et s'il a fréquenté des clubs échangistes moins huppés que ceux que j'ai vus, il a dû fréquenter ce genre de personnes, je veux parler de Béa.*" (lemonde.fr 27.03)

Qu'il soit impossible de distinguer une "*femme du monde* " nue d'une prostituée, on n'en doute pas... même habillée ! La seconde agit ainsi par nécessité et mérite notre respect, la première par perversité ou par ennui, blasée et réduite à la décadence elle mérite notre mépris...

Et dire que sans l'affaire du Sofitel il serait aujourd'hui à la place de Hollande, et que les mêmes qui nous appellent à voter Hollande nous appelleraient à voter pour ce déchet version caviar de la social-démocratie, honte à eux ! Jamais je ne rejoindrai une formation politique soutenant le PS.

1.2- Les copains d'abord.

Le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) a attribué mardi six nouvelles chaînes gratuites sur la télévision numérique terrestre en faisant la part belle aux groupes déjà présents sur la TNT.

Parmi les nouveaux venus, seuls l'Equipe HD, porté par le groupe Amaury, et TVous La Diversité, un projet de chaîne dédiée à la diversité, ont réussi leur examen de passage devant le CSA, dont la sélection comporte peu de surprises par rapport aux différents pronostics.

Trente candidats au total avaient passé une audition dans le l'espoir de se faire une place parmi les chaînes de la TNT, dont la part d'audience n'a cessé de grimper depuis leur lancement en 2005, pour approcher aujourd'hui les 24%.

Sans surprise, TF1 et M6 ont chacun obtenu une fréquence pour leurs projets respectifs "*HD1*" dédié à la fiction, et "*6Ter*" destiné à un public familial.

Les groupes historiques confortent ainsi leur présence sur la TNT, avec quatre fréquences gratuites au total pour TF1 qui détient déjà TMC et NT1, et trois pour M6, propriétaire de W9.

Le CSA a également récompensé les groupes de télévision qui ont tenté le pari de la TNT dès son lancement en 2005.

NextRadioTV, propriétaire de BFM TV, obtient une fréquence supplémentaire pour son projet de chaîne dédiée aux documentaires, "*RMC Découverte*", tout comme le groupe NRJ avec "*Cherie HD*", une chaîne orientée vers le public féminin. (Reuters 27.03)

2- Irlande

L'Irlande se prononcera le 31 mai sur le nouveau pacte budgétaire européen, un rendez-vous qui donne des sueurs froides à Bruxelles même si l'opinion irlandaise semble mieux disposée que lors de précédents référendums sur l'Europe organisés dans le pays.

Le vice-Premier ministre Eamon Gilmore a annoncé la date retenue pour cette consultation mardi devant le Parlement, assurant que son gouvernement ferait campagne pour le "*oui*".

Il a promis "*une vaste campagne d'information pour s'assurer que les électeurs sont informés du contenu du traité et faciliter un véritable débat*" dans le pays.

Le principal parti d'opposition, le Fianna Fail (centre), entend lui aussi défendre ce traité qui est "*bon pour l'Irlande*", mais "*aussi pour la zone euro*".

En revanche, le Sinn Fein (parti nationaliste de gauche) milite pour le "*non*", hostile à un texte qui "*institutionnalise l'austérité*".

Un nouveau "*non*" irlandais serait un mauvais signal pour un traité qui doit être ratifié par tous les pays et se trouverait affaibli si les 17 pays de la zone euro n'y adhéraient pas, soulignent les experts.

Mais il pourra cette fois commencer à entrer en vigueur même si tous les pays signataires ne le ratifient pas, un seuil minimum de 12 ayant été fixé. (AFP 27.03)

Voter non est un devoir, mais ne servira strictement à rien puisqu'ils sont assurés que 12 pays le ratifieront, donc en dehors de l'Irlande où la population est appelée à se prononcer par référendum sur ce traité, on serait tenté de dire que la campagne pour le non dans les autres pays n'aura aucun impact, sauf en France ou en principe le Front de Gauche et le PS défendent des positions opposées. La campagne initié par le POI peut contribuer à alimenter la polémique entre le Front de Gauche et le PS sur cette question, à ceci près que pour le moment ni l'un ni l'autre ne tiennent vraiment à aborder cette question brûlante.

Hollande s'est déjà aventuré à affirmer qu'il ne le ferait pas ratifier par le Parlement s'il était élu, sachant que pour obtenir une majorité à l'Assemblée nationale sur cette question il devrait s'allier à l'UMP, puisque n'ayant pas la majorité absolue et ne pouvant pas se passer du soutien du Front de Gauche qui y est opposé.

Ajoutons que la Grande-Bretagne a refusé de signer ce traité et que cela n'a pas empêché Cameron de mettre en oeuvre une politique d'austérité. Comme quoi cette question n'est pas aussi déterminante que ce qu'on voudrait nous faire croire en France, elle sert plutôt à faire diversion au lieu de mener campagne contre les institutions de la Ve République.

En Irlande, après l'adoption du traité de Lisbonne malgrè le non au référendum, la campagne politique des révolutionnaires pour le non devrait être associée à la dénonciation des institutions antidémocratiques.

3- Syrie

Réunis dans un hôtel de Pendik, un faubourg de la partie asiatique d'Istanbul, à l'invitation du gouvernement turc et du Qatar qui assure la présidence tournante de la Ligue arabe, plus de 300 représentants de l'opposition syrienne n'ont pu masquer les divergences qui entravent leurs efforts pour renverser le régime baasiste.

L'attitude du Conseil national syrien (CNS), le principal organisme rassemblant plusieurs groupes d'opposition, a été critiquée lors de cette réunion, où l'influence des Frères musulmans était patente.

Haïtham al Maleh, figure de l'opposition qui a connu la prison sous Hafez al Assad puis sous son fils Bachar, a quitté la salle après l'intervention du président du CNS, Bourhan Ghalioun, qui venait de présenter un plan d'action pour assurer l'unité du mouvement anti-Assad.

"*Je veux que le CNS agisse démocratiquement... Jusqu'ici, il s'est comporté comme le parti Baas*", a-t-il dit à Reuters.

Maleh s'était retiré le mois dernier du CNS.

Peu après, les représentants de la communauté kurde de Syrie, favorables à la création d'une région autonome, ont également quitté la réunion, affirmant que le CNS ignorait leurs demandes.

"*Si nous ne parvenons pas à un accord maintenant, ces questions deviendront encore plus difficiles à régler*", a dit Abdoulhakim Basar, membre du Conseil national kurde (CNK).

En marge de la réunion de Pendik, la porte-parole du CNS, Basma Kodmani, a apporté son soutien au plan de paix de l'émissaire de l'Onu et de la Ligue arabe, Kofi Annan, à condition que ce plan conduise au départ d'Assad -une question que le projet en six points n'aborde pas.

Le 1er avril, la Turquie accueillera une réunion des "*Amis de la Syrie*", à laquelle participeront de nombreux ministres des Affaires étrangères de pays occidentaux et arabes. (Reuters 27.03

On retrouve avec le CNS les même dissensions qui ont éclaté au sein du club de gangsters du CNT libyen, des pans de la bourgeoisie syrienne vendus à l'impérialisme américain et aux monarchies du Golfe.

Pendant ce temps-là on ne parle pas de la véritable opposition au régime d'Assad...

4- Sénégal

Macky Sall a gagné le second tour de la présidentielle de dimanche avec 65,80% des voix contre 34,20% au chef de l'Etat sortant, selon les résultats officiels annoncés mardi par la Commission nationale de recensement des votes.

Le taux de participation a été de 55%, légèrement supérieur à celui du premier tour du 26 février (51,58%). (AFP 27.03)

5- Libye

Les affrontements entre milices rivales ont fait près de 50 morts en trois jours dans la région de Sebha, la quatrième ville de Libye dans le sud du pays, a-t-on appris mardi de source médicale.

Les heurts entre anciens combattants anti-kadhafistes et miliciens toubous ont gagné le centre de Sebha, la capitale du Fezzan, à 660 km au sud de Tripoli, a précisé Ibrahim Misbah, un médecin de l'hôpital régional. (Reuters 27.03)

6- Etats-Unis

Sept Américains sur dix estiment que les Etats-Unis ne devraient plus être en guerre en Afghanistan, selon un sondage pour le New York Times et la chaîne CBS rendu public lundi. (Reuters 27.03)

Justice

France

Quatre fonctionnaires de police ont été mis en examen pour homicide involontaire dans le cadre de l'enquête sur le décès de Mohamed Boukrourou, mort en 2009 lors de son interpellation dans le Doubs.

Les quatre policiers, deux hommes et deux femmes, ont été mis en examen lundi par un juge d'instruction du tribunal à Montbéliard, a annoncé la procureur Thérèse Brunisso, confirmant une information de l'Est républicain.

Une information judiciaire contre X pour homicide involontaire avait été ouverte en 2009 par le parquet de Montbéliard qui souhaitait établir si l'intervention policière avait «*concouru au décès de Mohamed Boukrourou*».

Le 12 novembre 2009 à Valentigney, dans le Doubs, Mohamed Boukrourou avait été traîné dans un fourgon par des policiers appelés par un pharmacien inquiet de «*l'état d'énervement extrême*» du client, qui protestait contre la qualité des médicaments vendus.

Trois policiers auraient maîtrisé Mohamed Boukrourou en se mettant assis et debout sur ses jambes, son bassin et son torse.

Des témoins affirment avoir vu les fonctionnaires le frapper avec leurs poings et des matraques. Une version réfutée par les policiers. L'homme, âgé de 41 ans, avait succombé à un arrêt cardio-respiratoire.

La Commission nationale de déontologie de la sécurité (CNDS) a estimé dans un rapport de décembre 2011 que la police avait fait un «*usage disproportionné de la force*» lors de l'interpellation de Mohamed Boukrourou.

Les policiers ont réagi «*de façon stéréotypée, sans adapter leur comportement (...) alors qu'ils savaient que (M. Boukrourou) était suivi pour des troubles psychiatriques*». Ils «*ont fait un recours ininterrompu à la force*» qui était «*contre-productif et dangereux pour l'intégrité physique*» de l'interpellé, avait-elle dit. (liberation.fr 27.03)

Social

1- Espagne

Deux jours après le premier vol de la filiale à bas coûts Iberia Express, le conflit social a repris mardi chez la compagnie aérienne espagnole Iberia, les pilotes décidant 30 nouvelles journées de grève, qui auront lieu tous les lundis et vendredis du 9 avril au 20 juillet.

"*Le conflit qui oppose les pilotes à la compagnie est centré autour de la création de la nouvelle filiale Iberia Express, qui viole la convention collective des pilotes sur de nombreux points, parmi lesquels la séparation de l'activité de la maison mère*", a-t-il indiqué.

Ainsi Iberia "a prévu de transférer 40 avions de la maison mère à la nouvelle filiale, ce qui signifierait l'élimination de 8.000 postes de travail", a-t-il estimé.

De son côté, la direction a dénoncé dans un communiqué "*l'attitude irresponsable et intransigeante du syndicat de pilotes Sepla*", qu'elle poursuit en justice pour "*grève illégale*".

"*La compagnie convoquera Sepla dès cette semaine pour continuer les négociations et ainsi éviter une grève qui est de toute évidence injustifiée, nuisible et disproportionnée*", a-t-elle indiqué.

Iberia Express, filiale à bas coûts destinée à assurer le segment déficitaire des vols court et moyen-courrier d'Iberia, a vu son premier vol décoller dimanche, la direction ayant noué un accord avec la plupart du personnel, sauf les pilotes, avec lesquels une médiation, via un représentant du gouvernement, était engagée.

La compagnie commence avec quatre Airbus A320 et 17 liaisons, essentiellement en Espagne. Elle prévoit de compter d'ici fin 2012 "*plus de vingt*" destinations, ainsi que 14 avions et 500 employés, et d'avoir transporté 2,5 millions de passagers.

"*C'est un projet fondamental pour le groupe Iberia, un projet qui va permettre que les vols à court et moyen-courrier, qui ne sont*

pas rentables actuellement, le deviennent, pour faire grandir le groupe", avait expliqué vendredi dernier le directeur général d'Iberia, Rafael Sanchez-Lozano, en présentant Iberia Express.

Le "*groupe*", c'est International Airlines Group (IAG), né en janvier 2011 de sa fusion avec British Airways, qui, depuis quelques mois, l'incitait à "*devenir plus compétitive*".

Son objectif est que sa filiale soit rentable dès la première année et représente une économie de quelque 100 millions d'euros par an à partir de 2015.

Mais l'opération n'est pas du goût des syndicats, qui ont dénoncé les bas salaires proposés au personnel de la filiale et multiplié ces derniers mois les journées de grève, douze au total depuis décembre, chacune ayant coûté en moyenne 3 millions d'euros à Iberia.

Iberia compte quelque 20.000 salariés, dont 1.500 pilotes, 3.500 personnels de cabine et 15.000 au sol. (AFP 27.03)

2- Turquie

Plus de 5.000 Turcs ont manifesté mardi à Ankara pour dénoncer un projet de loi sur l'éducation que le gouvernement s'apprête à présenter au Parlement et qui va favoriser, selon les opposants, l'enseignement islamique.

Le gouvernement islamiste veut revenir sur une loi de 1997 adoptée sous la pression de l'armée qui avait étendu l'âge de la scolarité obligatoire de cinq à huit ans mais aussi interdit l'inscription des moins de quinze ans dans des écoles religieuses "imam Hatip".

Cette mesure a entraîné une baisse importante du nombre de ces écoles créées à l'origine pour former les dignitaires religieux. Le Premier ministre, Recep Tayyip Erdogan, et près de la moitié de ses ministres ont étudié dans une école "imam Hatip".

Le principal mouvement laïque, le Parti républicain du peuple (CHP), est favorable à une réforme du système éducatif mais accuse le Premier ministre de vouloir endoctriner la jeunesse turque.

Le Parti de la justice et du développement (AKP) d'Erdogan a annoncé son intention de soumettre le projet de loi au Parlement dans la journée de mardi et d'obtenir son adoption d'ici vendredi ou, si cela n'est pas possible, de faire siéger les députés le week-end prochain. (Reuters 27.03)

Economie

1- France

Le géant pétrolier français Total luttait mardi contre une importante fuite de gaz sur une de ses plateformes en mer du Nord, qui a entraîné la mise en place d'une zone d'exclusion maritime et aérienne et l'évacuation par précaution de plus de 300 personnes.

La fuite sur la plateforme du gisement d'Elgin, à environ 240 km au large de la ville écossaise d'Aberdeen, représente d'ores et déjà "le plus gros incident pour Total en mer du Nord depuis au moins dix ans", a indiqué à l'AFP un porte-parole de la compagnie, Brian O'Neill.

Déclenchant un plan d'urgence, le groupe a fait appel à des experts venus de France et à "d'autres spécialistes" pour tenter de circonscrire la fuite, détectée dimanche.

Mais un de ses représentants a estimé qu'il faudrait peut-être compter jusqu'à six mois pour en venir à bout. La compagnie a reconnu dans un communiqué en fin d'après-midi que la fuite "persistait".

Jake Molloy, un responsable du RMT, le syndicat représentant les employés du secteur, a estimé que les conséquences de la fuite pouvaient être "catastrophiques" si elle n'était pas rapidement colmatée.

Total a évacué les 238 personnes à bord de sa plate-forme dès la nuit de dimanche à lundi, et coupé l'alimentation en électricité afin de limiter les risques d'explosion.

La compagnie anglo-néerlandaise Shell a évacué de son côté 85 employés se trouvant sur deux de ses installations, une plateforme et un puits, situées à quelques km de là.

Lors de la fuite dimanche, du liquide s'est d'abord échappé avant le gaz, a expliqué Total, entraînant la formation d'une nappe fine d'hydrocarbure d'environ 12 km2.

Selon le porte-parole, il s'agit d'un condensat léger, qui devrait spontanément s'évaporer de la surface de l'eau. Un avion capable d'arroser la zone de dispersants est prêt à intervenir mais "nous ne devrions pas en avoir besoin", a-t-il estimé.

Interrogé sur la création d'un puits d'intervention, destiné à soulager la pression sur le puits principal, le porte-parole a répondu qu'il s'agissait "d'une possibilité" mais qui "prend beaucoup de temps".

"Un puits d'intervention prend au minimum six mois", a expliqué sur la BBC David Hainsworth, responsable sécurité et environnement chez Total au Royaume-Uni.

"Les premières indications montrent qu'il n'y pas d'impact significatif sur l'environnement", a assuré le groupe dans son communiqué publié en fin d'après-midi. (AFP 27.03)

Haut de page

Le 29 mars

CAUSERIE

J'étais en train de convertir des articles au format pdf quand un problème est survenu, on verra cela demain.

En même temps, si j'en trouve le temps je rectifierai ma position sur la partition du Soudan, maintenant que je suis en possession des éléments qui me manquaient pour me prononcer définitivement.

Vous comprendrez ou non qu'on ne peut pas adhérer aveuglément à une position sur la bonne mine ou la bonne foi supposée de dirigeants ou de partis qui passent une partie de leur temps à nous tromper ou nous manipuler. Je sais que la quasi totalité ou presque des militants s'en contentent en l'absence de tout élément concret ou analyse sérieuse pour étayer leur position, c'est tellement facile de se retrancher derrière un principe sans se donner la peine de réfléchir, je m'y refuse catégoriquement, je prends ainsi le risque de me tromper, ce qui a été le cas avec le Soudan, sur la Libye j'ai été *on the edge* comme l'on dit, sur la Syrie, bien informé je ne suis pas tombé dans le panneau, sur la Tunisie et l'Egypte non plus...

J'ai tiré les leçons de mes hésitations et de mes erreurs, dorénavant en présence d'une question que je ne maîtrise pas, je m'abstiendrai de prendre position aussi longtemps que je n'aurai pas rassemblé suffisamment d'éléments pour me forger une conviction, vaut mieux encore répondre que je ne sais pas, plutôt que de commettre une erreur qui pourrait être évitée. Vous aurez remarqué au passage que nos dirigeants ne commettent jamais d'erreurs puisqu'il ne leur arrive jamais de les corriger publiquement, ils sont parfaits ! Si cela ne s'appelle pas pratiquer et encourager le culte de la personnalité, qu'est-ce que c'est alors ?

Autre chose.

Je ne sais pas comment ma proposition de soutenir la candidature de Mélenchon a été accueillie par les camarades qui se connectent sur le site, en la situant dans une autre perspective politique que celle proposée par le candidat du FdG.

Il ne vous aura pas échappé que cette position n'a rien d'électoraliste et qu'elle s'inscrit dans une démarche qui n'a rien d'institutionnelle non plus, puisque son orientation a notamment pour objectif de favoriser ou conduire à l'éclatement du régime qui arrivera tôt ou tard.

Tout compte fait, la tournure que prend cette campagne électorale me met de bonne humeur, pour tout vous dire je me marre bien, car il est possible qu'elle ouvre une brèche dans le consensus UMP-PS dans laquelle les masses pourraient s'engouffrer à terme, tout en alimentant ou mettant en lumière les contradictions avec lesquelles les différents partis sont aux prises. Je ne place aucun espoir dans Mélenchon ou la clique de bras cassés qui l'entoure.

Tout ce qui contribue à accentuer les contradictions du régime jusqu'à le faire exploser est bon à prendre, telle est ma démarche, pragmatique (lire plus loin d'où je tire mon inspiration).

En parcourant rapidement hier soir le dernier numéro d'*Informations ouvrières*, je n'ai pu m'empêcher d'esquisser un sourire. Le POI est totalement isolé, tout comme le NPA ou LO, pas seulement des autres partis mais des masses elles-mêmes, vous me

direz que ce n'est pas nouveau ou une découverte, par contre j'ai constaté dans le compte-rendu qu'ils fournissaient des réunions publiques qu'ils avaient organisées, que la plupart des intervenants leur posaient des questions non pas sur l'objet de la réunion à laquelle ils avaient participé, mais sur certains éléments du programme du Front de Gauche, ce qui a dû avoir le don d'agacer au dernier degré les dirigeants du POI, ce qui est amplement mérité.

En observant de quelle manière Mélenchon aborde les masses et ce qu'en disait Lénine en 1917 (lire plus loin), j'ai comme l'impression au moins sur cette question précise, que Mélenchon est plus léniniste que les dirigeants du courant communiste internationaliste du POI, je ne plaisante pas, pour le reste c'est une autre affaire.

Dans *La situation de la classe ouvrière en Angleterre*, Engels expliquait que c'était des ouvriers qui étaient à l'origine du mouvement chartiste (syndical), alors que c'était plutôt des bourgeois qui était à l'origine du socialisme. En transposant ce constat à notre époque, je dirai qu'un intellectuel ou un bourgeois apparaîtra plus crédible aux masses exploitées pour représenter le socialisme, qu'un ouvrier incapable d'affronter la horde déchaînée des médias ou des intellectuels ou encore les dirigeants des autres partis sans se faire ridiculiser ou piétiner.

Suite de l'affaire d'Etat Merah.

Recherche désespérément l'homme invisible.

La police a localisé mercredi dans un village de l'Aude une voiture dans laquelle se trouveraient un casque et des pièces de carénage d'un scooter semblable à celui utilisé par Mohamed Merah pour commettre ses tueries, a-t-on appris de source proche de l'enquête.

Précision de Reuters du 29.03. Pour le moment, les enquêteurs à Toulouse ne confirment pas que les gendarmes aient retrouvé dans la voiture un carénage de scooter T-Max et un casque sombre, ni qu'il s'agisse bien de la Clio utilisée par Mohamed Merah.

La voiture, une Clio immatriculée en Haute-Garonne (le département de Toulouse où vivait Mohamed Merah), appartiendrait à un homme domicilié à la même adresse que le tueur, a indiqué cette source, confirmant des informations mises en ligne sur le site du Midi Libre.

Précision de Reuters du 29.03. Le véhicule aurait été volé à Toulouse alors qu'il était garé près du domicile de l'auteur des tueries.

Elle a été repérée à Saint-Papoul où des habitants se sont étonnés de la voir stationner plusieurs jours sans bouger. On ignore à quel moment le véhicule à été abandonné dans cette localité proche de Castelnaudary. (AFP 28.03)

Abdelkader Merah a reconnu s'être trouvé sur les lieux et a laissé entendre que l'auteur du vol n'était pas Mohamed Merah mais, peut-être, une autre personne, dit-on de même source. (Reuters 29.03)

Au passge, ils ne peuvent même pas retenir la complicité de vol contre Abdelkader Merah. Alors sa détention est illégale, sur quel élément concret repose-t-elle ? Aucun ! Et la présomption d'innocence, ils s'assoient dessus les juges, Sarkozy en a décidé ainsi et ces larbins s'exécutent.

Deux clés qui n'ouvrent aucune porte.

Une clé USB contenant la vidéo des tueries de Toulouse et Montauban a été retrouvée dans la poche du pantalon de Mohamed Merah après sa mort le 22 mars dans un assaut du Raid, a indiqué ce mercredi un jugement du tribunal de grande instance de Paris.

Dans son jugement, le TGI de Paris indique que la lettre anonyme reçue par le bureau parisien de la chaîne «*renfermait notamment une micro-clé USB (...), film identique après visionnage à celui découvert lors de la fouille de son corps sur un support USB se trouvant dans sa poche de pantalon (...)*». (20minutes.fr 28.03)

Qui va se dévouer pour endosser le rôle de complice ?

Le procureur de Paris François Molins a aussi indiqué que les enquêteurs avaient retrouvé "*le sac qu'il avait confié à quelqu'un contenant une caméra Go Pro dont il s'était effectivement sanglé et qui lui avait permis de filmer l'intégralité des trois tueries dont il s'était rendu coupable*". (20minutes.fr 28.03)

Depuis maintenant une semaine, ils disposent de tellement d'éléments matériels permettant une identification génétique du ou des soi-disant complice, qu'ils auraient déjà dû mettre la main dessus, car on imagine que les islamistes qui auraient pu participer indirectement aux crimes commis par M. Merah étaient fichés et avaient fait l'objet d'empreintes génétiques, y compris à leur insu car il n'y a rien de plus facile à réaliser lorsqu'on les a sous la main, il suffisait de leur tendre un objet, une cigarette ou

un verre d'eau par exemple, et une fois récupéré de sortir l'empreinte génétique qui s'y trouvait, cela ne prend pas plus de 24H à la police scientifique. (A suivre)

Radicalisation des contradictions du régime

Commentaire avisé d'un internaute.

- "*Difficile position pour FH, qui se retrouve pris en tenaille, alors que cette situation paraissait vouée à NS. S'il s'allie à l'ultra-gauche de Mélenchon, il perd l'électorat de Bayrou au second tour. S'il s'entend avec Bayrou, il se crée une abstention sur sa gauche... En sachant, qu'on le veuille ou non, qu'il n'y a aucune cohabitation possible entre des électeurs de centre droit qui étaient prêts à voter Hollande par détestation de Sarkozy, mais pas pour mettre au pouvoir des ministres communistes.*"

Précisons, ce sont les institutions, le régime qui va être "*pris en tenaille*".

Le PS, le régime, otage du Front de Gauche.

"*Au premier tour, Jean-Luc nous arrange car il joue les rabatteurs pour la gauche. Au second, il peut nous nuire en servant d'épouvantail à moineaux. Plus il sera haut, plus Hollande devra lui donner des gages, plus Sarkozy pourra agiter le spectre du communisme et plus cela nous sera difficile de rassembler au-delà de la gauche*", prévient un proche du candidat socialiste. (lemonde.fr 28.03)

En attendant, c'est plutôt le candidat qui "*aime les riches*", Hollande, qui sert d'épouvantail et poussent les masses à s'orienter vers le candidat du FdG.

Qu'est-ce qui a radicalisé les travailleurs sinon la crise qu'ils subissent de plein fouet ?

- Mélenchon sait s'adresser à l'hémisphère radical qui sommeille chez tout électeur de gauche qui se respecte. (liberation.fr 28.03)

Une façon de reconnaître que les masses sont en train de se radicaliser sur le plan politique.

Un danger suprême guette les institutions.

En privé, les responsables de l'UMP se réjouissent de la montée de M. Mélenchon dans les sondages. "Il n'y a que Mélenchon qui puisse sauver Sarkozy", a confié l'un d'eux. Sous-entendu: plus M. Mélenchon monte dans les sondages, plus les centristes hésiteront à voter Hollande au second tour et choisiront plutôt Nicolas Sarkozy.

"Soyons prudents parmi les soutiens de NS (Nicolas Sarkozy, ndlr): certes la poussée Mélenchon fait baisser FH (François Hollande, ndlr) mais elle prépare un bon report au second tour", a-t-il déclaré.

"De surcroît", selon lui, "la remise en cause de la bipolarité républicaine entre deux grands partis de gouvernement n'est pas un progrès pour la France". (AFP 28.03)

Il a raison de son point de vue, et c'est bien parce cela présente un réel danger pour les institutions que je soutiens le Front de gauche à la présidentielle et à l'élection législative.

Quand dire simplement ce qui est fait figure d'extrémisme et frôle l'amalgame

"*Jean-Luc Mélenchon est un homme qui a le sens de l'Etat, qui défend les valeurs de gauche d'une manière extrême parce qu'il sait qu'il ne sera pas président de la République, donc il peut pousser un peu sur des terrains plus aisés*", a-t-il dit.

"*Mélenchon par son talent, sa générosité, sa volonté de bien manifester ce qu'est la gauche peut être en train de récupérer un électorat populaire qu'il arrache au Front national ou à d'autres candidats au centre ou ailleurs*", a ajouté Michel Vauzelle.

A ses yeux, un bon score du candidat de Front de gauche ne saurait être considéré comme problématique. (Reuters 28.03)

Dans l'immédiat peut-être, attendez de voir la suite...

Euphémisme, regret, mensonge et mépris.

Jean-Christophe Cambadelis s'est lancé le premier. Dans un entretien sur Francesoir.fr, le député de Paris a jugé "*plutôt positive*" la progression du député européen. Admirez le "*plutôt*", puisqu'il faut bien faire avec, c'est un constat qui camoufle mal un regret.

"*Il ramène dans l'espace d'une gauche de gouvernement des électeurs qui s'en étaient peut être éloignés.*" "*peut-être*", mais rien n'est moins sûr, alors qu'il n'y a aucun doute sur cette question, les travailleurs se sont résolument détournés du PS.

Donc, ajoute-t-il, "*c'est plutôt positif, d'autant qu'ils se reporteront certainement sur Hollande au second tour*", assure-t-il. Il exprime là un souhait plus qu'une conviction car rien n'est moins sûr au regard des commentaires de nombreux internautes qui disent refuser de voter Hollande au second tour.

Selon lui, ce report est d'autant plus certain que ces électeurs de Mélenchon "*ne peuvent concevoir cinq ans de plus avec Sarkozy*" et d'autre part, continue-t-il, "*les idées radicales de confrontation frontale avec le capitalisme trouvent un écho dans notre programme*". Là il commet une grave erreur d'appréciation en se focalisant sur l'élection présidentielle, car l'élection présidentielle ne règle pas tout contrairement à l'élection législative qui va déterminer quel parti va gouverner, dans quelles conditions et avec qui, et c'est là qu'on les attend au tournant. Quant aux "*idées radicales de confrontation frontale avec le capitalisme*", c'est une vue de l'esprit, elles sont inexistantes dans le programme du PS, c'est d'ailleurs ce qui conduit bon nombre d'électeurs prêts à voter pour le PS à se reporter sur le FdG. (source : lemonde.fr 28.03)

Un aveu.

Marie-Noëlle Lienneman a demandé dans une interview pour le site de Public Sénat, à son parti de "*prendre en compte Jean-Luc Mélenchon (...) et ce que les Français expriment dans cette campagne*". (lemonde.fr 28.03)

Comme quoi ces gens-là parlent à tort et à travers. Qu'a-t-elle dit ? Que Mélenchon incarnait les attentes des milliions de travailleurs ce qui n'était pas le cas du PS, les travailleurs rejettent à la fois la politique de l'UMP et du PS.

Lang de bois. Ceux qui préfèrent voter Mélenchon plutôt que Hollande sont des inconscients.

"*Dans une période intermédiaire, il est normal que les électeurs gambadent et fassent l'école buissonnière. Il y a sans doute des électeurs qui, pour l'heure, expriment leur choix pour Mélenchon, mais qui voteront Hollande*", évacue Jack Lang. (lemonde.fr 28.03)

Qu'il traite ainsi à la légère cette question n'a rien d'étonnant pour l'émissaire spécial de Sarkozy. Qu'il méprise et traite d'infantilisme les électeurs de Mélenchon non plus.

La calomnie, le désarroi avant la panique.

A propos de Mélenchon. "*Il n'y a aucune raison, alors qu'il est soutenu par la droite, qu'on arrête sa progression en ne faisant rien*", a déclaré en substance M. Fabius. (lemonde.fr 28.03)

Je rectifie ou précise la pensée de ce grand bourgeois : Mélenchon est soutenu par l'extrême droite puisqu'il lui pique des électeurs potentiels, c'est bien cela ?

N'aurait-il pas oublié quelque chose, l'essentiel ?

Hollande à Nice : "*Il y a des candidats qui portent une espérance, des attentes, des expressions, mais à un moment, lorsqu'il conviendra de choisir il y aura soit le candidat Nicolas Sarkozy, soit le changement que je représente*". (AFP 28.03)

Tout ce qu'on voudra sur le plan subjectif, mais rien sur le plan objectif, concret ou matériel, surtout pas des besoins sociaux (urgents) à satisfaire.

A quoi se résume le "*changement*" ou "*l'alternance*" ? Tous les cinq ans les travailleurs sont invités à exprimer leur désir de changement dans un candidat qui est le clone de son concurrent direct. Le changement réside uniquement dans la personne du locataire qui occupera le Palais pendant les cinq années à venir, précisons, et qui sera appelé à poursuivre la politique du précédent à son rythme en fonction du contexte national et international.

De quoi donner à philosopher aux opportunistes. Le coeur à "***gauche***" et le portefeuille à "***droite***".

Nicolas Sarkozy a répliqué mercredi aux socialistes qui mettent en cause sa politique dans l'affaire des bonus élevés du président du directoire de Publicis, Maurice Lévy, en soulignant que l'actionnaire principal du groupe, Elisabeth Badinter, avait "*le coeur à gauche*".

Elisabeth Badinter (PS), le principal actionnaire de Publicis, à hauteur de 10,5% du capital, et siège à son conseil d'administration.

"*Elle a touché 85 millions d'euros de dividendes, elle a une fortune qui a été évaluée en 2010 à 652 millions d'euros, ce sont des chiffres publics, c'est en augmentation de 27 millions d'euros par rapport à 2009, 27 millions en un an, pourquoi ceux qui s'empressent de condamner l'un ne condamnent pas l'autre ?*", a dit Nathalie Kosciusko-Morizet lors d'un point de presse. (Reuters 28.03)

Normal que le président des riches s'enrichissent, sinon à quoi bon...

La situation patrimoniale de Nicolas Sarkozy a été publiée le 24 mars au Journal officiel. En cinq ans, la fortune déclarée du chef de l'Etat est passée de 2 077 997,40 à 2 740 953 , soit une hausse de 32 %, notamment grâce à ses contrats d'assurance-vie. (lemonde.fr 28.03)

L'emprunte nulle de Sarkozy sur la culture.

Sarkozy, lors de son meeting de Nantes mardi soir : «*Je veux apporter des réponses. Des réponses qu'on ne comprendra pas dans un certain nombre de cercles dirigeants. Des réponses qu'on va regarder avec cette méprisance, cette attitude hautaine*», a lancé le candidat UMP, en marquant tout de même une petite hésitation avant de prononcer le mot fatidique, fruit de quelques moqueries. (20minutes.fr 28.03)

On dit avoir une attitude méprisante ou exprimer du mépris envers quelqu'un ou quelque chose, le nom et l'adjectif existe déjà, alors pourquoi employer un néologisme ?

Relisez la phrase, il utilise "*attitude*" deux mots plus loin, cela a dû lui venir à l'esprit en même temps que les mots précédents. Il a dû s'apercevoir trop tard qu'il allait employer deux fois le même substantif dans un intervalle d'à peine deux mots, ce qui aurait marqué une forme d'insistance qu'il voulait éviter. Je ne sais pas à quel endroit précis s'est située son hésitation avant ou après avoir prononcé "*cette*", si elle est intervenue après, "*cette*" étant féminin il ne pouvait plus employer "*mépris*" qui est masculin, si elle est intervenue avant, il aurait pu dire "*ce mépris*", à moins qu'il ait trouvé cette caractérisation trop violente à l'encontre de ses amis et qu'au dernier moment il a recouru au néologisme "*méprisance*" pour atténuer son propos.

Des crétins de journalistes ont relevé que ce n'était pas la première fois qu'il recourait à des néologismes, «*héritation*» (héritage) et «*fatitude*» (fatuité), sans toutefois analyser dans quel contexte il les avait prononcés, sinon ils se seraient rendus compte qu'il parlait plus vite qu'il ne pensait et ne maîtrisait pas vraiment son discours ou sa pensée, et que chez lui l'emploi de néologismes avait pour fonction de corriger ce dysfonctionnement, ce défaut de synchronisation entre sa pensée et sa parole.

En gros, son ambition dévorante ou l'exercice du pouvoir lui est monté à la tête et lui joue de mauvais tours. En outre, il est tellement imbu de sa petite personne, il est tellement convaincu de faire partie des rares élus appelés à connaître un destin hors du commun, qu'il agit par excès de confiance en lui. Dans la pratique, cela se traduit par le fait qu'il parle et se penche éventuellement, exceptionnellement sur ce qu'il a dit, il se croit en monarchie, il est dans la peau du souverain dont les sujets n'auraient pas l'audace de contester les paroles ou de relever les erreurs, prérogative dont il est le seul dépositaire.

Désagrégation schizoïde (W. Reich). Un cas grave de dédoublement de la personnalité.

Nicolas Sarkozy estime dans une interview à paraître jeudi dans l'hebdomadaire Paris-Match que la dynamique de la campagne pour l'élection présidentielle est désormais en sa faveur et il promet, s'il est réélu, d'être un "président différent".

"*Oui, je serai différent*", ajoute-t-il. "*D'abord parce que j'aurai déjà été président pendant cinq ans. Et on ne reproduit pas les erreurs qu'on a pu commettre*", ajoute-t-il.

Il estime que la principale de ses erreurs a été de "*penser*" qu'il était encore ministre et assure que ses cinq années déjà passées à l'Elysée l'ont apaisé.

"*Je serai un président qui aura plus de recul par rapport à l'actualité et qui se préoccupera avant tout des grandes réformes qu'il y a à mener*", jure le chef de l'Etat.

Nicolas Sarkozy promet également que s'il est réélu, "*il n'y aura aucune augmentation nouvelle d'impôts*". (Reuters 28.03)

Jurer, c'est mentir !

Vous voyez que nous avions raison de parler du *flic-président*, il dit lui-même qu'il était resté ministre... de l'Intérieur.

Quand il affirme "*il n'y aura aucune augmentation nouvelle d'impôts*", il reconnait implicitement qu'il les a augmentés alors qu'il avait prétendu le contraire lors de sa campagne électorale en 2007, c'est l'adjectif "*nouvelle*" qui le trahit.

Il s'est fait élire en 2007 en se faisant pas pour ce qu'il n'était pas, et maintenant qu'on le connaît mieux et qu'il est littéralement détesté dans le pays, le voilà qui veut se faire passer pour un autre, faire peau neuve pour remettre cela pendant cinq ans.

Sur quoi joue-t-il au juste pour faire preuve d'une telle audace ?

C'est simple à comprendre, chacun sait ou a pu constater que le bon peuple était porté à faire preuve de davantage de tolérance envers les puissants qu'ils vénèrent par ignorance ou habitude qu'envers les faibles qui lui ressemblent ou auxquels il ne voudrait pas ressembler, cela peut paraître paradoxal et injuste mais c'est ainsi, il le sait, en use et en abuse en estimant encore possible d'abuser une nouvelle fois la majorité des électeurs, il n'a pas tort puisque cela marche, reste à savoir si cela suffira pour l'emporter le 6 mai prochain.

Actualité en titres

Charité bien ordonnée commence par soi-même.

- Le pouvoir d'achat des Français a très peu progressé pendant le quinquennat - AFP

- En 5 ans, Nicolas Sarkozy a gagné 663 000 euros - LeMonde.fr

Aucune dignité !

- A Nice, Montebourg vante Hollande, le «*candidat étincelant*» - Liberation.fr -

Quelques conseils ou aphorismes de Lénine, sur le mode : apprendre pour comprendre, et comprendre pour agir.

Thèses d'Avril de Lénine, 1917- (Lénine en avril 1917 (1) - Les Cahiers du mouvement ouvrier / Numéro 26 - CERMTRI)

Un mot "***complètement pourri***".

- "Le mot social-démocrate est inexact. Ne vous accrochez pas à un vieux mot, qui est complètement pourri. Vous voulez construire un nouveau parti... et vers vous viendront tous les opprimés."

Un nom qui n'effraie pas le peuple.

- "Le peuple comprendra le nom de “communiste”."

Soyez propre sur vous et fier de l'être.

- "Vous avez peur de trahir de vieux souvenirs. Mais changer de linge, c’est enlever sa chemise sale et en mettre une propre."

Qui, quoi, pour qui ?

- "Ce qui est important dans les lois, ce n’est pas le fait qu’elles soient inscrites sur le papier, c’est qui les applique."

Essaie, ose, fais preuve d'audace.

- "L’art de gouverner ne s’apprend dans aucun livre. Essaie, trompe-toi, apprends à gouverner."

Surtout ne nous croyez pas sur parole, tirez les enseignements de vos propres expériences.

- "Pendant que nous sommes en minorité, nous effectuons un travail de critique, afin de délivrer les masses du mensonge. Nous ne voulons pas que les masses nous croient sur parole. Nous ne sommes pas des charlatans. Nous voulons que les masses s’affranchissent de leurs erreurs par l’expérience."

Pourquoi j'ai en horreur l'ouvriérisme, démonstration par le maître.

- "La seule chose qui a toujours perdu les révolutions, c'est la phrase, la flatterie du peuple révolutionnaire. Tout le marxisme enseigne à ne pas céder à la phrase révolutionnaire, surtout lorsqu'elle se vend bien."

Nous n'avons rien à vendre, rien ne nous appartient, surtout pas nos idées qui appartiennent à notre classe, c'est un bien collectif et indivisible, inaliénable, car il y a toujours quelqu'un pour reprendre le flambeau, Lénine en avril 1917 dans le cas présent. Tout flatteur vit au dépend de celui qui l'écoute, et quand tu as vécu longtemps à ses crochets et que du jour au lendemain il décroche, tu tombes de haut.

Avis à nos grands révolutionnaires en panne d'inspiration... et de compréhension.

- "Nous, les bolcheviks, nous sommes habitués à avoir l'attitude la plus révolutionnaire possible. Mais c'est insuffisant.

Il faut comprendre."

Ne nous trompons pas d'ennemi

- "Ce ne sont pas des individus isolés qui ont suscité la guerre, c'est le capital financier international."

Les masses sont pragmatiques.

- "Les masses abordent le problème pratiquement et non théoriquement. Notre erreur, c'est d'avoir une démarche théorique."

C'est ce que je ne cesse de répéter, en vain.

C'est trop demandé à nos dirigeants

- "Il ne faut pas s'adresser au peuple en baragouinant latin, mais en parlant de façon simple et compréhensible."

C'est ce que je ne cesse de répéter, en vain. Mélenchon l'a bien compris

L'Assemblée constituante n'est pas un des piliers de l'Etat ouvrier, mais bourgeois.

- (un opposant aux thèses de Lénine) "Les propositions concrètes du camarade Lénine ne sont pas réalistes. En particulier, la 5e thèse est particulièrement inacceptable, car elle mène logiquement non seulement à nier la république parlementaire, mais aussi à supprimer la revendication de l'Assemblée constituante. Or la convocation de l'Assemblée constituante est politiquement rationnelle, car, dans la mesure où la bourgeoisie y sera représentée en tant que classe".

C'est bien cela le problème, c'est une institution bourgeoise, de l'Ancien régime ou du régime toujours en place, qui a pour unique fonction de contenir le rapport de force entre les classes dans le cadre de l'ordre établi, c'est un obstacle dressé sur la voie de la révolution socialiste.

Vous retrouvez là ce que je n'arrête pas de marteler, à croire que je serais devenu léniniste ou en bonne voie pour le devenir...

INFOS EN BREF

Politique

1- France. Le "***Squale***" finira-t-il scalpé ?

C'est l'homme le plus secret de France, Bernard Squarcini, le directeur central du renseignement intérieur. Pour la première fois, des journalistes ont enquêté sur un patron du contre-espionnage encore en activité. Cette semaine, *Le Point* publie, en exclusivité, les extraits du livre *L'espion du président. Au coeur de la police politique de Sarkozy*. Pendant un an, deux collaborateurs du Point et un journaliste du Canard enchaîné ont plongé au coeur du plus puissant service de renseignements dont s'est jamais dotée la France. La DCRI et ses 4 000 fonctionnaires. Ce "*FBI à la française*" voulu par Nicolas Sarkozy, qui fusionne les renseignements généraux et la DST, la Direction de la surveillance du territoire, a été créé avec une promesse : en finir avec les cabinets noirs, les manipulations et les coups tordus.

C'est tout le contraire que l'on découvre à la lecture de leur enquête. Dès sa création en juin 2008, l'outil a été dévoyé au profit d'un clan. Une dérive rendue possible par l'extrême proximité de son patron, Bernard Squarcini, avec l'Élysée. Mais aussi par la cloche du secret-défense qui permet de tenir à distance magistrats ou journalistes trop curieux. Les troublantes fréquentations du "*Squale*", comme on l'appelle, "*l'homme qui sait tout et qui veut tout savoir*", selon sa formule, sont elles aussi passées au crible. En octobre 2011, Bernard Squarcini a été mis en examen pour "*atteinte au secret des correspondance*s" dans l'affaire des fadettes du journal *Le Monde*. (lepoint.fr 28.03)

2- Autriche

Le parlement autrichien a adopté mercredi soir une cure d'austérité de près de 27,9 milliards d'euros ficelé en quelques semaines après la perte par la petite république alpine de sa précieuse note triple A et dont l'objectif est de revenir à un budget équilibré en 2016.

Malgré les vives critiques de l'opposition -- Verts, populistes et extrême-droite -- qui juge ce plan bancal, il a été adopté avec les voix des députés soutenant le gouvernement de grande coalition associant les sociaux-démocrates (SPÖ) aux conservateurs (ÖVP).

Le plan d'austérité met l'accent sur les réductions des dépenses (17,3 milliards d'euros au total), les retraités et les fonctionnaires payant le plus lourd tribut. Il prévoit aussi des coupes dans les subventions aux entreprises publiques.

Une réforme de l'assurance-maladie doit rapporter 1,4 milliard. Et le gouvernement compte sur 9,2 milliards provenant de créations et augmentations d'impôts.

"*Nous avons besoin de réduire notre dette, cela était et est toujours notre motivation avec ce paquet*", a déclaré le vice-chancelier conservateur, Michael Spindelegger.

L'Autriche n'est pourtant pas le plus mal en point des pays de la zone euro: son déficit public s'est élevé à 3,3% du Produit intérieur brut (PIB) en 2011, selon des chiffres provisoires du ministère des Finances, à quelques encablures de la limite de 3% tolérée par le Traité de Maastricht et le Pacte de stabilité et de croissance qui y est lie. Sa dette publique a représenté 72,2% du PIB l'an passé, alors que le Pacte prévoit un maximum de 60%, et l'Autriche peut s'enorgueillir du plus faible taux de chômage (4,1%) de l'Union européenne. (AFP 28.03)

3- Egypte

L'assemblée égyptienne chargée de rédiger une nouvelle Constitution a élu mercredi à sa tête Saad al Katatni, par ailleurs président du parlement.

La totalité, à une exception près, des 72 membres présents mercredi se sont prononcés en faveur de Katatni, qui appartient au Parti Liberté et Justice, la formation politique des Frères musulmans. (Reuters 28.03)

Les juristes de Washington, Doha et Riad n'ont plus qu'à se mettre à l'ouvrage !

4- Guatemala

Quelque 10.000 indiens et paysans du Guatemala venus du nord du pays ont conclu mardi une marche de neuf jours et 214 kilomètres vers la capitale pour demander aux autorités l'annulation de leurs dettes et la fin de l'exploitation minière sur leur territoire d'origine.

La marche, principalement composée d'hommes mais aussi de quelques femmes portant des bébés, est arrivée à la mi-journée Place de la Constitution, au centre de la capitale guatémaltèque, où les manifestants attendaient que le président Otto Perez reçoive leurs représentants.

Les marcheurs, partis le 19 mars de Coban, dans le nord du pays, ont parcouru de 20 à 30 kilomètres par jour et étaient rassemblés sous la bannière de l'association Comité d'unité paysanne (CUC), créée dans les années 1970 par Vicente Menchu, le père du Prix Nobel de la Paix 1992 Rigoberta Menchu.

"*Nous refusons qu'ils exploitent l'eau! Plus de mines sur nos terres! C'est ce que nous exigeons aujourd'hui*", haranguait au mégaphone le responsable du CUC Daniel Pascual, jurant que les marcheurs ne quitteraient pas la place tant qu'ils ne seraient pas reçus par le président.

Parmi leurs revendications, figure l'apurement d'un total de 100 millions de dollars de dettes contractées auprès de l'Etat pour acheter des terres qui se sont révélées selon eux non productives.

Ils réclament également l'annulation de quelque 400 concessions minières accordées sur leur territoire, après une consultation populaire ayant rejeté l'exploitation minière.

Le président Perez, en fonctions depuis le 14 janvier, s'était déplacé à la rencontre des marcheurs en fin de semaine dernière pour écouter leurs revendications. Il a proposé la mise en place d'une table ronde "*de haut niveau*" pour étudier les exigences indiennes. (20minutes.fr 28.03)

Social

France

1- La hausse du chômage devrait s'accentuer

Les effectifs de l'emploi intérimaire ont baissé de 6,8% en février en France par rapport à février 2011, tous les secteurs étant touchés, selon le baromètre Prisme publié mercredi.

Cette publication intervient après l'annonce d'une dixième hausse d'affilée du nombre de demandeurs d'emploi en février.

En février, l'industrie et les services ont enregistré des baisses de 5,2% et 5,4% de leurs effectifs intérimaires, les transports et le commerce de -6,4% et -6,6%, et le BTP de -14,4%.

Le baromètre mensuel est réalisé à partir des données transmises par des entreprises de travail temporaire représentant plus de 80% de l'emploi intérimaire, selon Prisme, groupement d'entreprises du secteur.

Les précédents baromètres avaient fait état d'un recul de 3,9% de l'emploi intérimaire en janvier et de 8,3% en décembre.

La dernière hausse remonte à septembre (+5,5%). (Reuters 28.03)

2- Grève des éboueurs du Grand Lyon. Les briseurs de grève à la manoeuvre.

Des éboueurs du Grand Lyon -la communauté urbaine de Lyon-, en grève depuis deux semaines et demie, ont repris mercredi leurs tournées après des propositions de la direction sur leurs conditions de travail, a-t-on appris de sources syndicales et auprès du Grand Lyon.

Une centaine d'agents ont cependant de nouveau manifesté devant l'Hôtel de Ville, a constaté un journaliste de l'AFP.

Le Grand Lyon, communauté urbaine de Lyon, a transmis mardi à l'intersyndicale CGT-CFTC-CFDT-FO-FAFPT-Unsa-Ugict/CGT un courrier avec des propositions, notamment pour permettre aux agents de ne plus travailler les samedis.

"*Au vu de cette avancée, une partie du personnel a décidé en assemblée générale ce mercredi matin de reprendre le travail*", a indiqué José Rodriguez, délégué Unsa.

Le Grand Lyon a recensé 24% de grévistes dans la matinée, contre 33% la veille. Des rondes de ramassage des ordures ménagères ont repris dans plusieurs quartiers, avec parfois un seul côté de rue traité, selon un journaliste de l'AFP.

Une centaine d'agents se sont rassemblés en fin de matinée sous les fenêtres de Gérard Collomb, maire (PS) de Lyon et président de la communauté urbaine, en lançant quelques pétards.

"*Nous espérons sortir du conflit*", a déclaré à l'AFP Pascal Bouchard (CFDT), soulignant que "*la population ne comprend pas*" ce mouvement de refus du redécoupage de la collecte entre public et privé. La revendication sur les samedis non travaillés s'est ajoutée au cours de la grève.

L'intersyndicale n'a toutefois pas donné de mot d'ordre de reprise du travail et s'en remet aux assemblées générales. (AFP 28.03)

Economie

1- Assurance

Les catastrophes naturelles ou causées par l'homme ont causé des dommages économiques (assurés et non assurés) de 370 milliards de dollars l'an dernier, un montant record, selon des chiffres définitifs publiés mercredi par le réassureur Swiss Re. (AFP 28.03)

2- Banque

Les banques ont réduit le crédit aux entreprises en février dans la zone euro, tandis que celles d'Espagne et d'Italie ont thésaurisé en emprunts souverains, ce qui laisse penser que l'argent dont la Banque centrale européenne a inondé le système bancaire n'a pas encore été filtré vers l'économie réelle.

Howard Archer, économiste de Global Insight, observe que la baisse des prêts aux entreprises et la stagnation des prêts aux ménages "*suscite la crainte que les 489 milliards d'euros prêtés aux banques européennes par la BCE à l'issue d'une appel d'offres à trois ans en décembre n'aient pas été répercutés - au moins jusqu'à présent - dans le crédit au secteur privé*".

Les chiffres de la BCE montrent que les banques espagnoles et italiennes ont accru leurs achats nets d'obligations souveraines de la zone euro le mois dernier.

Pour les banques italiennes, la hausse, sans précédent, est de 23 milliards d'euros à un encours total de 301,6 milliards d'euros.

Pour leurs homologues espagnoles, la progression est de 15,7 milliards d'euros à un encours record de 245,8 milliards d'euros. (Reuters 28.03)

3- Australie

Le troisième groupe minier mondial, Rio Tinto, va vendre au fonds d'investissement HIG European Capital Partners son activité d'alumines de spécialité en Europe, soit trois sites de production en France et un en Allemagne.

Comme la sidérurgie, le secteur européen de l'aluminium souffre de la concurrence des productions à bas coûts de pays émergents, notamment la Chine, et de marges relativement faibles - 16% environ contre 63% pour le minerai de fer et 34% pour le cuivre, selon la CGT. (Reuters 28.03)

Haut de page

Le 30 mars

CAUSERIE

L'actualité étant très chargée, l'actualisation du site me prend un temps fou, je laisse donc de côté provisoirement certaines questions que je voulais aborder. Dimanche je ferai un break, car j'ai de la lecture en retard et je dois mettre de l'ordre dans mon disque dur, sans oublier d'actualiser les pages d'accueil des différentes rubriques du site, du boulot pour la journée entière, au moins. Bon week-end à tous.

Suite de l'affaire d'Etat Merah

Je ne reprends pas ici toutes les questions que posent cette affaire et qui ont été soulevées dans les articles du portail Mondialisation.ca que j'ai mis en ligne, par exemple la quasi impossibilité d'obtenir un visa pour certains pays en fonction des pays par lesquels on a transité précédemment, ce qui vaut pour certains pays du Moyen-Orient ou Israël.

Autres questions que nous n'avons pas posées.

Apparemment dans la famille et l'entourage de M. Merah tout le monde ignorait qu'il aurait fait des séjours en Afghanistan, au Pakistan, etc. pas même son avocat, seuls les renseignements généraux étaient au courant.

Tout le monde ignorait également qu'il aurait eu un penchant pour la religion, encore moins pour l'islamisme radical, alors qu'il avait fait une demande d'intégration dans l'armée française.

Tout cela n'aurait-il pas été fabriqué par les renseignements généraux, comment, par exemple en se servant des nombreux homonymes qui existait, au moins deux personnes portant le même nom et le même prénom ce sont manifestés

les derniers jours, dans le Nord et la région lyonnaise. L'histoire des "*photos de vacances*" qu'il aurait prise au Pakistan pourrait être une pure invention.

Cette affaire sent tellement le roussi, que bizarrement alors qu'elle semblait profiter à Sarkozy, il est subitement pressé de tourner la page, cela ne colle pas.

Fausse piste.

La voiture dans laquelle se trouveraient un casque et des pièces de carénage d'un scooter semblable à celui utilisé par Mohamed Merah et retrouvée dans un village de l'Aude n'a finalement aucun lien avec l'affaire, a indiqué une source policière à 20 Minutes ce jeudi.

La voiture, une Clio immatriculée en Haute-Garonne (le département de Toulouse où vivait Mohamed Merah), appartiendrait à un homme domicilié à la même adresse que le tueur, a indiqué cette source, confirmant des informations mises en ligne sur le site du Midi Libre. Elle a été repérée à Saint-Papoul, à 70 km au sud-est de Toulouse.

A l'intérieur se trouveraient un casque et des éléments de carrosserie d'un Yamaha T Max, le type de puissant scooter employé par Mohamed Merah.

Le même modèle que celle de M. Merah, une Clio, dont le propriétaire serait domicilié à la même adresse que M. Merah, dans laquelle se trouvait "*des éléments de carrosserie d'un Yamaha T Max*", le même modèle que le scooter que conduisait ou aurait conduit M. Merah. (20minutes.fr 29.03)

Précisions.

Cette Clio appartenait auparavant à un individu alors domicilié à Toulouse près du lieu de domicile du tueur au scooter, a indiqué jeudi la source judiciaire.

Cet ancien propriétaire, qui n'habite plus aujourd'hui en Haute-Garonne, a vendu le véhicule en septembre 2011 à l'état d'épave à un acheteur vivant à Saint-Papoul.

Ce nouveau propriétaire a par la suite entreposé dans l'épave des pièces usagées de son propre deux-roues, a indiqué la source judiciaire. (libération.fr 29.03)

Un article de 20minutes.fr sera encore plus précis, cette Clio appartenait à "*quelqu'un qui vivait dans la même rue que Mohamed Merah à Toulouse*" (20minutes.fr 29.03)

Résumons, pour ainsi dire à la même adresse, il y aurait eu deux personnes n'ayant aucun lien entre eux qui possédaient la même voiture et le même scooter, M. Merah avait volé le sien, plutôt étrange non ?

Il y a quelque chose qui ne colle pas. Ici il s'agirait d'une voiture en état de rouler qui aurait atterri récemment à cet endroit-là, depuis quelques jours selon des témoins, là il s'agirait d'une épave.

Dernière précision. Selon France 3 Sud qui cite "*des sources policières*", la Clio trouvée à Saint-Papoul serait "*simplement en panne*". (lepoint.fr 29.03) Elle ne serait pas blanche mais grise.

Excusez-moi, tous ces journaleux font leur boulot en dilettante, combien de versions vont-ils nous donner ?

Rencontre du troisième type.

Par ailleurs, Abdelkader Merah a confirmé lors de son audition qu'il y avait bien un troisième homme avec son frère et lui lors du vol du scooter, rapporte Le Parisien. (20minutes.fr 29.03)

S'agit-il d'une déclaration spontanée ou qu'on lui aurait soufflée, par exemple pour faire traîner l'enquête jusqu'au 6 mai... ou l'enterrer discrètement, Abdelkader Merah sera remis en liberté et on n'entendra plus parler de cette affaire ?

Il y a mieux encore.

«*Il n'a pas voulu préciser le nom de cet homme*» ni donner «*d'éléments supplémentaires pour permettre de le localiser ou de l'identifier. Cette personne est très activement recherchée*», indique une source judiciaire interrogée par le quotidien. (20minutes.

fr 29.03)

En échange de l'abandon des poursuites contre lui, les policiers aurait pu obtenir ces renseignements, d'ailleurs cela ne leur aurait rien coûté ou il ne risquait pas de se voir reprocher quelque chose, puisqu'ils n'ont aucun élément à charge (jusqu'à présent et à notre connaissance) contre Abdelkader Merah. Alors pourquoi n'ont-ils pas eu recours à cette démarche ?

Rien entendu pendant 9 mois d'écoute !

Mohamed Merah a bien été placé sur écoutes téléphoniques (entre mars et novembre 2011) à l'initiative des services de renseignement mais cette mesure a été levée fin 2011 faute de résultats, a dit jeudi François Fillon. (Reuters 29.03)

Question de l'avocat de M. Merah

Interview au Figaro : Rappelez-vous quand même de ce détail d'importance: cet homme dont la fin a montré une attitude aussi déshumanisée voulait avant cela porter les couleurs de la France et défendre les valeurs de la République en s'engageant dans l'armée française! (lefigaro.fr 29.03)

Effectivement, cela ne colle pas vraiment avec le portrait de l'assassin de trois militaires.

La dérive policière de l'Etat.

Une semaine après la mort de Mohamed Merah s'ouvre, jeudi 29 mars, le procès d'Adlène Hicheur, un physicien franco-algérien du Centre européen de recherche nucléaire (CERN) interpellé en 2009 pour "*association de malfaiteurs en vue de préparer des actes terroristes*".

Au cœur du dossier : des échanges de mails évoquant de possibles attaques en France, notamment contre des militaires.

Adlène Hicheur est un brillant docteur en physique des particules de 35 ans, parfaitement intégré. Il a surfé sur des sites radicaux et correspondu avec un cadre présumé d'Al-Qaida au Maghreb islamique (AQMI).

Hicheur a déjà passé deux ans et demi en détention provisoire pour de simples échanges de mails. Des mots "*critiquables*", "*inquiétants*" même, reconnaît son avocat, mais dont nul ne sait s'ils auraient, à terme, fait couler le sang. Peut-on juger quelqu'un pour avoir exprimé une intention, même la plus morbide ? C'est tout l'enjeu du procès qui se tient jusqu'à vendredi.

Son avoct, Me Baudouin, insiste sur le caractère "*virtuel*" de ces échanges. "*Ces propos sont évidemment condamnables, mais il faut les prendre dans leur ensemble : jamais Hicheur ne s'engage sur la mise en œuvre d'un projet d'attaque précis. Quand la question arrive, il devient flou. Il a été au bord du précipice, mais il a fait à chaque fois demi-tour. Le fait d'avoir tenu ces propos est-il suffisant pour une qualification pénale ? C'est toute la question.*"

Le physicien a deux jours pour s'expliquer. Il encourt une peine de dix ans de prison. (lemonde.fr 29.03)

Il m'est arrivé de consulter ce genre de portail islamiste radical en cherchant à en savoir plus sur Ben Laden, histoire de recouper les informations transmises par d'autres sources dont le Réseau Voltaire.

La blanchisseuse du Palais. Pour service rendu... à Sarkozy. Il n'a pas perdu de temps, il a raison, celui de Sarkozy est compté !

Le patron du renseignement intérieur Bernard Squarcini a demandé l'annulation de sa mise en examen dans l'affaire d'espionnage téléphonique d'un journaliste du Monde, a-t-on appris jeudi auprès de son avocat, Me Patrick Maisonneuve.

Le directeur central du renseignement intérieur (DCRI) est soupçonné par les juges parisiens Sylvia Zimmermann et Alain Nguyen The d'avoir illégalement requis et analysé les factures téléphoniques détaillées («fadettes») du journaliste du Monde Gérard Davet dans le but d'identifier les sources du quotidien dans l'affaire Woerth-Bettencourt.

Bernard Squarcini a été mis en examen en octobre pour «*atteinte au secret des correspondances par personne dépositaire de l'autorité publique dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions*», «*collecte de données à caractère personnel par un moyen frauduleux, déloyal ou illicite*» et «*recel de violation du secret professionnel*».

Sa requête en annulation a été déposée lundi, a indiqué Me Maisonneuve. Lors de son audition, Bernard Squarcini avait reconnu avoir cherché à trouver la source de Gérard Davet en analysant ses «f*adettes*». Dans un article du 18 juillet 2010, le Monde venait

de révéler le contenu des déclarations à la police de Patrice de Maistre, le gestionnaire de fortune de Liliane Bettencourt, qui y mettait en difficulté Eric Woerth, ministre de Nicolas Sarkozy.

Fin juillet 2010, David Sénat, conseiller de la garde des Sceaux Michèle Alliot-Marie, avait été informé par sa hiérarchie que les services secrets avaient la certitude qu'il avait été la source de Gérard Davet, selon son récit dans le livre paru en août 2011 «*Sarko m'a tuer*». Il avait été déchargé de ses fonctions. Il a toujours démenti avoir informé le Monde.

Dans ce dossier, le directeur général de la police nationale (DGPN), Frédéric Péchenard, a été entendu sous le statut de témoin assisté, intermédiaire entre celui de simple témoin et celui de mis en examen. A l'issue de cette audition, aucune poursuite n'avait été engagée le visant.

Ce volet des fadettes porte notamment sur l'interprétation de la loi du 10 juillet 1991 encadrant les écoutes dites administratives et de son article 20 qui permet de s'affranchir du cadre légal.

En septembre, 2010, la Commission nationale de contrôle des interceptions de sécurité (CNCIS) avait laissé entendre que la procédure invoquée par la police afin d'identifier la source d'un journaliste du Monde n'était pas valable.

Dans une autre affaire de «*fadettes*» de journalistes du Monde, la cour d'appel de Paris a annulé jeudi 22 mars les mises en examen du procureur Philippe Courroye et de son adjointe, et ce pour des motifs différents de ceux soulevés par Me Maisonneuve. (libération.fr 29.03)

Votre monde infâme messieurs Sarkozy, Bayrou, Hollande.

Quatre jeunes normands, âgés de 15 à 17 ans, soupçonnés d'avoir froidement exécuté un camarade de leur âge de deux balles dans la tête avant de brûler son corps dans une forêt ont été conduits jeudi matin au palais de justice de Rouen pour être mis en examen, a constaté l'AFP sur place.

Très vite interpellés puis placés en garde à vue mardi, les quatre jeunes ont affirmé avoir décidé de se débarrasser de leur camarade parce qu'ils craignaient qu'il ne les dénonce pour un cambriolage qui se serait déroulé début mars

Selon les premiers éléments de l'enquête, le groupe avait programmé l'"*exécution*" : les adolescents ont appelé lundi leur future victime à de "*multiples reprises*" sur son téléphone portable et l'un d'eux est venu le chercher avec un scooter pour le conduire près d'une route forestière de la forêt de Lyons où attendaient les trois autres, selon le lieutenant-colonel Jeannin.

Sur place, ils auraient fait asseoir leur victime sur un rondin pour l'abattre de deux balles de pistolet de calibre 5,5 millimètres dans la nuque avant d'asperger son corps d'essence et de le brûler, a précisé à l'AFP Valérie Cadignan, procureur de la République à Dieppe.

Selon elle, l'acte était "*prémédité*" depuis plusieurs jours par les auteurs qui ont attiré leur camarade "*dans un piège*" et se sont ensuite débarrassés de l'arme en la jetant dans une mare.

Les garçons interpellés, qui habitent le village de La Feuillie (1.100 habitants) ou ses environs, n'avaient pas d'antécédents judiciaires. Ce sont deux fratries de deux frères, âgés à chaque fois de 15 et 17 ans, qui ont fréquenté les mêmes établissements scolaires qu'Alexandre.

Pascal Legay, le maire de La Feuillie a fait état de son "*incompréhension*". "*De ce que je sais, ces jeunes ne se rendent pas compte de ce qu'ils ont fait*", a-t-il dit. "*La Feuillie est un village tranquille. On n'arrive pas à comprendre. On tombe le cul par terre*", a-t-il dit à l'AFP. (AFP 29.03)

Vous l'avez dit, c'est terrible ! On se croirait dans un autre pays, les Etats-Unis par exemple, non ?

Un instant de détente avant d'enchaîner avec les actualités de la veille, on l'a bien mérité, on suffoque à évoquer leur monde pourri.

Propos rapporté par un internaute hier, qui a dit à propos de La Talonnette : "*Celui-là, il faut lui marcher dessus et du pied gauche. Il paraît que ça porte bonheur*."

Réponse : Chirac qui a déjà fait savoir qu'il ne votera pas pour lui mais pour Hollande.

La tête de veau au fromage, quoi ! Arrosé avec une piquette sortie de la barrique Depardieu. Une barrique, c'est 200 litres de pinard et de connerie pour l'occasion, on est dans la norme, il n'y a rien à retirer parce qu'il leur manque plutôt quelque chose, dans

le cerveau.

Chirac était plus cultivé que Sarkozy, qui pourrait se recycler en devenant l'avocat des voyous des multinationales et des banques, les braqueurs du FMI et de la BCE, de la Fed le protégeant. Ils sont nombreux à l'UMP à postuler à ce job relativement bien rémunéré.

S'il a gagné 663 000 euros en 5 ans, c'est que cela doit correspondre au prix de ses services estimé par ses commanditaires, c'est aussi ce qu'il espère gagner en travaillant, sinon il devra réduire son train de vie, heureusement qu'il y a la belle-famille qui est immensément riche, cela lui évitera d'aller quémander chez madame Bettencourt. Eventuellement elle pourra lui apporter des oranges une fois qu'il aura rendu des comptes à la justice sur toutes ses magouilles.

Contradictions en toile de fond de celles qui éclateront dans quelques mois.

- Interrogé jeudi matin sur France Info, Jean-Luc Mélenchon a mis les choses au clair : « *Entendons-nous bien : je n'ai pas d'objectif commun avec mon adversaire. Jusqu'à aujourd'hui le Front de Gauche a progressé et François Hollande est resté stable. Regardez les enquêtes d'opinion, consultez vos grenouilles* », lance l'ex-sénateur PS. Il ajoute : « *Tout son raisonnement (à F. Hollande, ndlr) était que nous allions être quantité négligeable et qu'il nous aurait gratis. Il est dans cette ambigüité. Et maintenant, la droite appuie sur cette contradiction. Mais moi je n'y suis pour rien* ». (publicsenat.fr 29.03)

Ce n'est pas tout à fait exact, peu importe, Sarkozy profite indéniablement de l'affaire Merah.

Mélenchon n'y est pour rien pourrait résumer la montée du Front de Gauche, hormis son talent d'orateur et de pédagogue. Des millions de travailleurs se reconnaissent dans son discours en apparence radical qui tranche avec celui de Hollande. Quand on compare les deux, on s'aperçoit au premier coup d'oeil que Hollande n'est pas un candidat de gauche.

- "*Si je suis en tête de la gauche, il y aura des discussions, et naturellement je serai conduit, avec le Front de gauche, à faire des concessions aux socialistes*", a déclaré M. Mélenchon sur France Info.

"*A l'inverse, si François Hollande est en tête, il a dit qu'il n'y aura pas de discussions. Ce qu'on demande au Front de gauche, c'est une capitulation sans conditions, il n'en est pas question*", a poursuivi le candidat FG, crédité d'intentions de vote allant jusqu'à 14%, soit environ la moitié de celles de M. Hollande.

L'eurodéputé a vu une "*terrible ambiguïté*" dans la position de François Hollande: "*je lui ai déjà dit: tu ne pourras pas avoir en même temps François Bayrou qui propose l'austérité, et le Front de gauche qui propose la relance économique. Ce n'est pas possible dans un même gouvernement*". (AFP 29.03)

Que Mélenchon soit disposé à faire des concessions au PS, on n'en a jamais douté, c'est mieux quand il le dit lui-même. Ce n'est pas notre cas, on appelle à voter Mélenchon contre Sarkozy et contre Hollande que l'on situe dans le même camp contrairement à Hollande qui est incapable de couper le cordon ombilical avec le capitalisme qu'incarne le PS

- Pour Lionnel Luca (UMP) : « *Hollande est un ersatz de gauche, un candidat Canada dry, un candidat Chamallow, mou. Il n'incarne rien de particulier face au sans-culotte Mélenchon. Même si les convictions de ce dernier sont illusoires* ».

C'est le double effet Mélenchon : aider indirectement l'UMP pour le premier tour. La droite espère un affaiblissement du candidat Hollande, qui serait tenté de changer de ligne. Mais renforcer le socialiste pour le second, en faisant le plein des voix. Pour compliquer le jeu de l'UMP, François Hollande n'entend pas mettre un coup de barre à gauche. A moins que Jean-Luc Mélenchon continue son ascension… (publicsenat.fr 29.03)

Il est trop tard pour Hollande, chacun sait à quoi s'en tenir à son propos et c'est très bien ainsi.

Maintenant il ne faut pas s'emballer, c'est uniquement sur le terrain de la lutte des classes que la crise politique du régime peut se dénouer en faveur du prolétariat et non dans les urnes, par des jeux d'appareils ou institutionnels, même si la crise des institutions alimentera la lutte de classe.

Pour que la crise actuelle se dénoue en faveur des capitalistes, il faut que ces derniers imposent une sévère défaite à la classe ouvrière, or c'est l'inverse qui est en train de se produire (en France). Les travailleurs ne pourraient pas se saisir de la victoire de Hollande parce qu'il n'est pas leur candidat, ils savent qu'il ne représente pas leurs intérêts. En revanche un score élevé de Mélenchon pourrait leur redonner espoir qu'un changement politique est possible, même si finalement Mélenchon y est opposé ou pas préparé. Reste à voir quelle attitude adoptera Mélenchon après ces élections présidentielles et législatives.

Notre démarche n'a pas non plus pour objectif de forcer la réalité ou de hâter la chute du régime, il tombera quand il sera mûr pour tomber. Notre démarche est pragmatique, elle s'appuie sur la brutale détérioration des conditions objectives dans les mois à

venir qui devrait pousser de larges masses à réfléchir davantage à la situation et à passer à l'action. Notre objectif est de les aider à se préparer (et à s'organiser) à affronter leur ennemi dans les meilleures conditions possibles, ce qui passe par briser les obstacles qui se dressent sur la voie de leur mobilisation révolutionnaire.

Avant-hier je n'ai pas été suffisamment clair sur un point.

Il ne s'agit pas pour nous de nous situer sur le terrain des illusions qu'expriment les masses envers le FdG, mais de partir de leurs attentes ou de leurs besoins en leur indiquant qu'ils ne pourront jamais envisager sérieusement de les satisfaire sans se fixer des tâches et des objectifs politiques à réaliser au prélable, sans que certaines conditions politiques soient remplies, dont leur organisation et la construction d'un parti véritablement révolutionnaire ou anticapitaliste, socialiste ou communiste.

Notre prise de position doit servir uniquement à avancer dans cette voie et non pour propulser le PS et le FdG au pouvoir, contrairement aux opportunistes qui espèrent ainsi défendre leur bout de gras ou les intérêts des couches privilégiées qu'ils représentent ou auxquelles ils appartiennent. Notre démarche est collective, elle correspond bien aux intérêts collectifs des masses exploitées, alors que celle de nos adversaires correspond davantage à des intérêts particuliers ou sectoriels dont ils se contenteraient bien, ainsi que la survie du régime.

Parfois des militants m'accusent d'être excessif, ils n'ont jamais dû lire Lénine qui l'était tout autant sinon davantage. A force de reculer on finit à plat ventre devant son ennemi, par se renier totalement, finalement on capitule lamentablement. L'histoire de la lutte des classes nous l'enseigne, mais la vie en général aussi.

Si vous commencez à reculer lorsque les contradictions entre les classes n'ont pas encore atteint un point de tension extrême, alors qu'en sera-t-il ce jour-là ? Vous prendrez vos jambes à votre cou ou vous passerez de l'autre côté de la barricade pour tenter de sauver votre carcasse, en vain, car l'ennemi ne vous épargnera pas davantage, rien en fait, vous connaîtrez le même sort que les autres travailleurs.

Il y en a parmi nous qui ont décrété qu'il fallait mettre le programme de la révolution socialiste dans notre poche et le sortir sous aucun prétexte en attendant des jours meilleurs. Et que constatez-vous? Lorsque ces jours meilleurs sont arrivés, ils trouvent encore d'autres prétextes pour le garder bien au chaud au fond d'un tiroir et ainsi de suite. Qu'est-ce qui s'est passé entre temps ? Ils sont tellement habitués à passer des compromis avec l'ennemi, qu'ils sont devenus incapables de procéder autrement, la quantité s'est transformée en qualité, de révolutionnaires, anticapitalistes, socialistes, communistes ou trotskistes, ils sont devenus de vulgaires réformistes accompagnant le capitalisme vers sa chute.

La méthode de Lénine se situait aux antipodes de celle que je viens de décrire et qui lui faisait horreur, et il ne manquait pas une occasion pour le dire en face aux intéressés. Staline était beaucoup plus accommodant, d'où la facilité avec laquelle il a mis la main sur l'appareil du parti bolchevik. Quand en plaisantant j'écris parfois que je vais encore me faire des amis parmi ceux qui me lisent, je pense à Lénine pour qui ce n'était pas vraiment une préoccupation, il devait se le dire aussi et s'en foutre éperdument, force est de constaté qu'il avait eu raison. Ne pas craindre d'être à contre-courant, d'être en minorité, d'être seul contre tous, du moment qu'on a la conviction que nos idées sont correctes et qu'on est en mesure de les défendre loyalement, un moment ou un autre elles s'imposeront ou une majorité de militants les adopteront, librement.

Librement j'insiste, c'était aussi cela le "*secret*" de Lénine, car une majorité obtenue autrement n'aurait aucune valeur, elle serait volée, très rapidement elle volerait en éclat ou ne permettrait jamais de mettre en ordre de bataille l'ensemble du parti, donc d'atteindre les objectifs qu'il s'était fixé. Il faut savoir ce que l'on veut et comment on veut l'obtenir et s'y tenir une fois pour toute. Il ne doit pas y avoir de place pour les petits caprices, les désirs personnels, les lubies passagères, les états d'âme, etc. des militants, encore moins des dirigeants, sinon on se détourne de notre objectif.

Il a beau jeu le président-candidat du CAC40.

"*La gauche caviar, la gauche bobo, la gauche qui aime donner des leçons de morale, et qui n'a aucune leçon à donner, c'est celle-là*", s'est exclamé M. Sarkozy, hier, lors d'un meeting à Nîmes. "*Parce que les actionnaires de ce grand groupe (Publicis), le soir, ils soutiennent M. Hollande dans sa dénonciation de l'argent, de la finance et des hauts salaires, et dans la journée, dans le secret d'un conseil d'administration, ils votent les rémunérations faramineuses pour le président de la société dont ils sont propriétaires*". (AFP 29.03)

Il a raison, c'est trop fastoche. Et le pire c'est encore ceux dans nos rangs qui continuent d'entretenir des illusions et des rapports avec le PS qui n'est pas un parti de gauche, le fossoyeur permanent du socialisme qu'il combat au côté du parti de l'ordre, officielle cette fois.

Cela vaut en premier lieu pour le Front de Gauche évidemment. Lui aussi, il joue de la contradiction qui habite le PS, cela lui reviendra en pleine figure plus vite que ne le pense Mélenchon, d'autant plus vite qu'il incarnera les attentes de davantage de travailleurs. Exploiter cette contradiction qui éclatera au lendemain des législatives, pas avant probablement, c'est le sens du soutien que nous apportons au FdG.

C'est la crise du capitalisme et la radicalisation des masses qui propulsent le FdG en avant et non l'inverse, tandis que les discours de Mélenchon la nourrit, contribue au mûrissement de la conscience des travailleurs appelés à se poser toujours plus de questions en rapport avec leur situation.

Bien entendu ce n'est pas au FdG qu'ils trouveront une issue politique à la crise du capitalisme, mais leur réflexion et leur mobilisation ne peuvent qu'alimenter la crise politique d'un régime déjà fragilisé, ce qui les amènera à un moment donné à rechercher s'il existe un autre parti susceptible de leur proposer une véritable issue politique. C'est ainsi que la question du parti se trouvera posée avec encore plus d'acuité qu'aujourd'hui.

Des pans entiers de la classe ouvrière se tourne vers le FdG, ce qu'ils n'auraient pas fait si le PCF avait présenté un candidat, ils veulent essayer un nouveau parti, le Parti de gauche, quand ils en auront fait le tour et qu'ils seront déçus, il n'y aura plus qu'à se baisser pour les ramasser, sauf qu'il n'existe aucun parti se situant dans cette perspective et capable d'inspirer confiance aux travailleurs, croire que le POI pourrait être ce parti, c'est se leurrer, leurs dirigeants sont incapables de s'adresser aux masses, et quand ils ne sont pas complètement sclérosés, ce ne sont que de vulgaires manoeuvriers d'appareil, tenez, ils viennent encore d'en faire la démonstration en adoptant (à l'unanimité, lettre Internet de J-C. Mailly du 28 mars) la dernière résolution du Comité confédéral national (CCN) de FO.

Ralliement. Le NPA au bord de l'éclatement.

A la suite de la prise de position de trois cadres du NPA en faveur de Jean-Luc Mélenchon, la semaine dernière, une quinzaine de dirigeants et militants se prononcent eux aussi pour le candidat du Front de gauche.

Dans un moment politique menaçant, où les promesses d'austérités le disputent à l'hystérie sécuritaire et au racisme légitimé, l'unité est indispensable pour imposer un autre futur que celui auquel ils nous condamnent.

C'est donc avec tristesse que nous constatons que l'organisation que nous avons construite tourne le dos avec constance à toute tentative de rassembler politiquement notre camp social et ses organisations face à Sarkozy et à l'austérité violente qui s'annonce.

Le problème vient de loin. Le superbe isolement qui est le notre depuis la fondation du NPA se cristallise aujourd'hui dans une campagne présidentielle que nous ne mènerons pas. Car c'est la fonction même de cette campagne qui nous interroge, pas les qualités du candidat du NPA mais bien plutôt l'orientation politique de ceux qui la dirigent.

De la dénonciation du candidat du Front de Gauche comme appartenant au camp des «politiciens professionnels en cravate», à la certitude affichée de sa future collaboration avec le PS, cette candidature divise ce qu'il s'agit d'unir: la volonté du peuple de gauche de se débarrasser de Sarkozy tout en résistant à l'austérité.

Et cela, alors même que nous voyons (et qui veut observer, verra) la dynamique de la campagne du FdG, la maturité politique et la conscience qui s'y fait jour.

Les dizaines de milliers de personnes rassemblées à la Bastille ou dans les meetings du FdG ne disent pas autre chose. Il faut que la gauche de gauche s'unisse et dise d'une seule voix : Sarkozy dégage ! Assez d'austérité !

Que des milliers de jeunes vivent là leur première expérience militante, que des milliers de syndicalistes voient avec cet instrument la possibilité d'un prolongement politique à leurs engagements quotidiens nous interpelle.

Car notre tradition politique s'intéresse aux mouvements réels qui animent notre classe, souhaite les accompagner, et leur donner une perspective radicale contre l'ordre existant.

Pas besoin donc de peindre cette campagne en rouge pour comprendre que notre place est aux côtés de celles et ceux qui mènent cette tentative de percer le plafond de verre des politiques capitalistes.

Nous savons les désaccords que nous avons avec la campagne du FdG ou certaines déclarations de son candidat. Nous ne partageons pas, par exemple, le rapport bien trop instrumental que les principales forces du FdG entretiennent avec les mouvements sociaux; nous aimerions que cette campagne soit plus offensive pour dessiner un avenir débarrassé du nucléaire civil et militaire. Mais ces désaccords ne changent rien à la conviction des milliers de salariés et de jeunes qui la mènent. Et c'est ce processus de maturation politique que nous voulons accompagner.

C'est dans le succès de cette campagne que réside une partie des clefs de l'avenir.

Parce qu'un score élevé de son candidat contribuerait à redonner confiance à notre camp social pour les combats qui s'annoncent.

Mais aussi parce que ce que nous appelons bloc de gauche contre l'austérité ou front social et politique est inscrit dans les coordonnées de la situation politique. Nous qui pensons qu'il faut dans un même mouvement, unir les anticapitalistes et construire ce bloc, nous savons que ce n'est pas un problème à venir, mais une tâche qui s'inscrit dans le réel et ses contradictions.

Le périmètre de ce bloc de gauche contre l'austérité dépendra de la position du FdG et de ses organisations par rapport à la participation à un gouvernement social-libéral et à une politique d'austérité.

Nous sommes bien conscients des difficultés qui se posent à nous, à commencer par le faible rapport de force qui est le nôtre pour peser sur cette campagne et ses suites.

Mais c'est dans l'espace de débat et de confrontation qu'offre cette campagne que nous pensons être utiles.

C'est pourquoi nous la soutenons. (blogs.mediapart.fr 29.03)

Je ne partage pas cette analyse, car les travailleurs qui soutiennent Mélenchon ne s'identifient pas forcément avec lui et le FdG.

Ils utilisent ce canal pour exprimer leurs besoins et se rassembler, alors que de son côté Mélenchon et le FdG ont démontré au cours de la période qui a précédé la campagne électorale, qu'ils étaient coupés des masses et que leur intention n'était pas d'essayer de les organiser pour mener le combat jusqu'au bout.

Le PS panique et sombre dans la calomnie.

Le petit notable de province Montebourg sur Europe 1 : '*J'ai observé que Jean-Luc Mélenchon est la nouvelle mascotte du Figaro*.

Avec le Front de gauche '*nous avons besoin de faire le chemin ensemble*', a poursuivi M. Montebourg. Il a exhorté à '*rechercher ce que nous pouvons faire ensemble*', plutôt '*que de rechercher absolument ce qui nous empêcherait d'agir ensemble*'. (lemonde.fr 29.03)

Cela va être difficile et on s'en réjouit d'avance ! Mélenchon a peut-être l'ambition de ses idées, tandis que cette vermine a les idées de son ambition, on comprend qu'il ne supporte pas la comparaison et que cela l'agace.

Vous ne trouvez pas que cela sent le sapin du côté du PS ?

- Michel Sapin, en charge du projet du candidat socialiste, a assuré jeudi qu'un changement de politique, "*ce n'est pas*" Jean-Luc Mélenchon, le candidat du Front de gauche, qui peut l'apporter au pays, "*chacun le sait*", mais François Hollande. (AFP 29.03)

On écrit la suite : qui en fait cadeau à Sarkozy qui est réélu, pas moins. Si aux législatives, et ce qui est vraisemblable l'UMP associé au MoDem et aux divers droites est minoritaire, le Premier ministre viendra du PS ou du Front de Gauche, qui devront s'allier pour former une majorité, et c'est là que cela va coincer, car la politique du PS va être décriée dans la rue, conspuée, détestée, sans doute que le Front de Gauche éclatera, certains étant favorables à davantage de concessions au PS, d'autres étant farouchement contre, à la longue c'est intenable, cela éclate.

Si le Front de Gauche ne soutient pas le PS à l'Assemblée nationale, il n'y aura pas de majorité, les institutions seront bloquées, il ne restera plus au PS qu'à s'abstenir pour que la politique du gouvernement soit approuvée par une majorité de députés qui auront leur carte de l'UMP dans leur poche, on ne trouvera pas plus couard et dénué de dignité comme parti.

- "*Il serait intéressant que chacun se détermine par rapport aux projets eux-mêmes et pas simplement par rapport à la sonorité de la voix ou par rapport à la couleur du discours*", a poursuivi Michel Sapin, en allusion à la campagne de Jean-Luc Mélenchon. (id)

C'est quoi le projet de Hollande ? Des mesurettes pour faire durer le plaisir et la comédie, qui tourne à la tragédie car la société s'enfonce vers l'abîme, on pourrait noircir le tableau en ajoutant "*dans les ténèbres*".

Nous, notre projet, il est tourné vers la lumière et il correspond à ce qu'on a de plus cher et de plus profondément ancré en nous, notre aspiration à la liberté que personne ne pourra jamais nous retirer. Voilà le brouillon d'un article de la futur Constitution de la République socialiste française.

L'avantage de la liberté comme point de ralliement, c'est qu'on peut y aboutir en provenant de n'importe quel milieu social.

Ceux qui nous gouvernent. Toujours plus bas.

Le Premier ministre a dénoncé des «*propos racistes*» du maire de Paris, qui aurait ironisé sur ses origines sarthoises.

François Fillon a dénoncé jeudi des «*propos racistes*» qu'aurait tenus à son égard le maire (PS) de Paris, Bertrand Delanoë, qui aurait jugé récemment qu'il était «*plus Sablé que XIXe arrondissement*» de Paris, le maire démentant aussitôt avoir prononcé de telles déclarations.

Bertrand Delanoë s'est dit de son côté «*consterné par ces propos mensongers*» qu'il «*condamne avec la plus grande fermeté*». (libération.fr 29.03)

Je suis né dans le Xe arrondissement de Paris, le premier qui me traite de parigot, je porte plainte pour racisme !

Une sale manie : se rétracter. Cause toujours, il en restera quelque chose.

1- François Fillon a estimé jeudi sur France Inter qu'on pouvait "*s'étonner sur les raisons qui conduisent*" à placer en détention l'ancien gestionnaire de fortune de Liliane Bettencourt Patrice de Maistre, avant de "*regretter*" la phrase et de la "*retirer*". (AFP 29.03)

Valait mieux, car on pourrait "*s'étonner sur les raisons qui ont conduit*" le Raid à liquider M.Merah plutôt que le prendre vivant, ce qui était un jeu d'enfant.

2- Bernadette Chirac a dit avoir employé un mot «*un petit peu trop fort*» vis à vis de François Hollande, lorsqu'elle avait affirmé qu'il n'avait «*pas le gabarit d'un président de la République*», dans une interview publiée mercredi sur le site internet de Nice-Matin.

«*Qu'est-ce que je vais vous dire sur François Hollande ? Je vais vous dire la chose suivante : oublions cela. Est-ce qu'il ne vous est pas arrivé dans la vie une fois de dire un mot qui soit un petit peu trop fort par rapport à ce qu'on pensait ?*», déclare, interrogée sur ses propos, l'épouse de l'ex-chef de l'Etat. (liberation.fr 29.03)

Elle a sans doute raison, mais en famille ces choses ne se disent pas, un peu de retenu bordel, le reste de la famille va voter pour lui (lu dans un précédent article de presse) !

3- Invité de l'émission Le Gros Squat diffusée sur Rockone.fr et radio Néo mercredi dernier, le publicitaire Jacques Séguéla a traité de "*salope*" Audrey Pulvar, avant de lui adresser une lettre d'excuse. (Yahoo actualité 29.03)

C'est vrai qu'elle est maniérée, elle transpire la suffisance de la petite-bourgeoise qui se croit arriver, puante à merci quoi, comme Montebourg, mais ce n'est pas une raison pour employer les grands mots qu'on pourrait renvoyer à son expéditeur tout aussi infréquentable.

Actualité en titres

La barbarie banalisée, légalisée, légitimée.

- Tuerie afghane: l'avocat du sergent Bales plaidera le stress post-traumatique - AFP

Excusez-moi, j'étais stressé, j'ai massacré pendant leur sommeil 17 femmes, enfants et vieillards, je suis innocent.

INFOS EN BREF

Politique

1- France.

The Economist, l'influent hebdomadaire britannique du monde des affaires, estime que l'élection de François Hollande à la présidence pourrait avoir des "*conséquences dramatiques*", sans épargner Nicolas Sarkozy dont la réélection présenterait aussi des "*risques*", selon lui.

Sous le titre "*La France dans le déni*", l'éditorial du numéro à paraître vendredi juge qu'il y a "*plus inquiétant encore que la mauvaise foi*" de l'un ou l'autre des candidats: "*la possibilité qu'ils pensent vraiment ce qu'ils disent*" dans leurs programmes.

A l'attentisme prêté aux deux candidats face à la situation économique de la France qu'il juge "*particulièrement sombre*", The Economist oppose "*la rafale de réformes*" conduites en Italie, en Espagne ou en Grèce. "*Une France léthargique et non réformée pourrait bien se retrouver au centre de la prochaine crise de l'euro*", met-il en garde.

"*Et avec M. Hollande, qui, après tout, est encore le vainqueur le plus probable, cela pourrait avoir des conséquences dramatiques*", assure-t-il. Si le "*protégé*" de François Mitterrand (en français dans le texte) était élu, il "*pourrait s'apercevoir après quelques semaines, et pas des années, que les investisseurs fuient le marché obligataire*" français, prévient The Economist.

Pour autant, The Economist n'épargne par le chef de l'Etat sortant. "*Même si c'est Nicolas Sarkozy qui est réélu, les risques ne disparaîtront pas*", poursuit son éditorial.

"*Il n'ira pas jusqu'à proposer quelque chose d'aussi stupide que de taxer à 75% (les revenus supérieurs à un million d'euros, comme François Hollande, NDLR) mais il n'envisage ni les réformes radicales ni la réduction structurelle des dépenses publiques dont la France aurait besoin*", déplore le journal.

Conclusion amère de The Economist: "*La France insouciante est sur le point d'être rattrapée par la dure réalité, quel que soit le président*". (AFP 29.03)

C'est là qu'on attend au tournant le PS et le Front de Gauche, quand ils vont devoir gérer cette pression des gangsters de la finance, les véritables intentions de Mélenchon vont se révéler aux naïfs qui l'auront soutenu. S'il y en a qui se demandent si nous serions pas jaloux du succès de Mélenchon, nous les rassurons, cela ne nous viendrait pas un instant à l'esprit, car franchement dans quelques mois nous ne voudrions pour rien au monde être à sa place, avec ses idées j'entends., se suicider ou capituler qui revient au même.

Pour les parasites de la finance, la "*dure réalité*" se confond cyniquement avec leur pouvoir de nuisance, pour les travailleurs c'est la formidable régression sociale annoncée à laquelle ils se refusent. Sarkozy et Hollande sont pris entre le marteau et l'enclume, on voudrait croire entre la faucille et le marteau qui brisera net leur velléité à nous réduire à l'état d'esclavage.

Pour réduire à néant cette menace qui est bien réelle, le pouvoir de nuisance de l'industrie financière, l'une des première mesures à prendre serait d'exproprier sans indemnité les banquiers et gros actionnaires des quelques 2.000 grandes entreprises et de rompre avec les institutions du capital, BCE, FMI, Banque mondial et décréter l'annulation de la dette de l'Etat et des ménages des classes populaires. Et en fonction du développement de la lutte de classe en Europe, rompre avec l'euro.

2- Canada

Le ministre canadien des Finances Jim Flaherty a présenté jeudi un budget d'austérité qui prévoit un relèvement de l'âge de la retraite et des coupes drastiques dans les ministères pour rendre l'économie plus concurrentielle et renouer avec les excédents budgétaires d'ici 2016.

La réduction des dépenses est appelée à s'accentuer et elle se traduira par la suppression de 19.200 postes de fonctionnaires fédéraux sur une période de trois ans (4,8% de l'effectif total).

"*Il ne suffit pas de conserver l'avantage du Canada parmi les grandes économies avancées. Nous devons aussi permettre au Canada de concurrencer efficacement les grandes économies émergentes et dynamiques*", a-t-il ajouté.

Le déficit du gouvernement canadien fond beaucoup plus vite que prévu, selon le ministre, et sera ramené à 1,2% du PIB à la fin de l'année budgétaire 2012-2013, en raison notamment d'une diminution "*modérée*" des dépenses.

Pour sabrer dans ses dépenses, Ottawa va aussi retirer de la circulation la pièce d'un cent, qui coûte plus cher à produire que sa valeur nominale et relever graduellement de 65 à 67 ans à partir de 2023 l'âge d'admissibilité aux retraites complémentaires, sans toutefois toucher au régime général. (AFP 29.03)

Social

1- France

Des salariés des magasins Fnac parisiens ont retenu leur patron jeudi pendant sept heures. Au-delà de leurs revendications salariales, ils déplorent la perte de sens de leur métier.Des salariés des magasins Fnac parisiens ont retenu leur patron jeudi pendant sept heures. Au-delà de leurs revendications salariales, ils déplorent la perte de sens de leur métier.

Tout a commencé à 14 heures. Les délégués syndicaux des magasins Fnac de Paris rejoignent l'hôtel Ibis, lieu de la troisième

et dernière réunion de la Négociation annuelle obligatoire (NAO). Ils doivent y rencontrer Bruno Ferrec, directeur régional du géant des produits culturels. Sauf que cette fois, ils sont flanqués d'environ 150 salariés grévistes. Syndicalistes ou non, ils comptent bien demander des comptes à leur patron. Car cette année, en guise de négociation, la direction ne propose qu'une hausse de salaire de 15 euros mensuels pour les employés gagnant moins de 1500 euros par mois. Dérisoire, de l'avis général.

Certes, la direction ne fait qu'appliquer son plan de «*modération salariale*». Mais pour tous les salariés, «*c'est se moquer du monde*». «*Ce n'est pas une négociation, ils n'ont rien à proposer*», explique Yazid Bedidi, représentant CGT. «*C'est la première année qu'il n'y a même pas d'augmentation individuelle, renchérit un collègue. Du coup, même les gens un peu individualistes se sont déplacés.*» Au début de la réunion, ils sont donc 150 à squatter la salle de réunion louée au sous-sol de l'hôtel.

Bruno Ferrec refuse de négocier face à l'ensemble des salariés, et réclame d'être seul avec les représentants syndicaux. Les grévistes, eux, demandent une réponse en bonne et due forme. Un simple «*non*», disent-ils, pourrait les satisfaire. Ce qu'ils veulent, c'est que leur patron «*assume sa décision d'austérité salariale*». La situation se bloque. Toutes les heures, les deux parties prennent acte de l'impossibilité d'entamer la réunion. A 16 heures, la direction tente de quitter la pièce. Un petit mur de grévistes l'en empêche.

Au cours des quatre dernières années, 804 CDI ont été supprimés dans les magasins de la capitale. Désormais, l'entreprise ne compte plus que 1700 salariés à Paris.

Une compression de personnel qui détériore fortement les conditions de travail, selon Bernard, libraire au magasin Forum. «*La direction veut tuer les métiers et les spécialités. Son rêve, c'est que tous les salariés puissent passer de l'encaissement à la vente, dit-il. Cette polyactivité est entretenue par le sous-effectif et le recours aux CDD*.» Pour son collègue Olivier, disquaire à Montparnasse, cette stratégie coupe peu à peu l'entreprise de ses clients: «*Les gens recherchent des spécialistes, des experts dans leur domaine. Pas des vendeurs qui leur refourguent des garanties hors de prix ou des cartes Fnac!*»

La crise de sens, c'est ce qui ressort de la plupart des discours. «*Moi, j'ai choisi la Fnac pour sa culture d'entreprise, raconte un ancien de la maison. J'ai l'impression qu'on est en train de devenir comme tous les autres magasins du secteur. La preuve, ils veulent bientôt nous faire vendre des aspirateurs et des machines à café.*» «*De toute façon, le seul objectif de Pinault [le patron de PPR, propriétaire de la Fnac, ndlr], c'est de revendre l'entreprise*», juge Fatiha, syndiquée à la CFDT. Alexandre Bompard, le PDG de la Fnac, passé par Canal Plus et Europe 1, ne trouve pas plus grâce à ses yeux. «*La nouvelle stratégie de l'entreprise, c'est de faire venir des directeurs complètement extérieurs à l'histoire de la Fnac. Ferrec vient de Carrefour, son DRH de Nestlé, ajoute un salarié. Ce sont des financiers, c'est tout.*»

Peu après 19h, un huissier débarque dans la pièce. Il constate que Bruno Ferrec ne peut physiquement pas sortir de la pièce, noircit son carnet de notes. Le ton monte quelque peu. «*Vous nous prenez pour de la merde !*» Bruno Ferrec, assis derrière une table et protégé par quelques gros bras, ne perd pas son calme. Tout juste perçoit-on un bref sourire, parfois. Le reste du temps, il pianote sur son téléphone portable. «*Il doit être énervé, il y avait l'inauguration de l'agrandissement du magasin de Rosny ce soir. Tout le gratin était convié, il va se faire gronder par Bompard*», sourit un gréviste. Sa voisine soupire: «*Il ne transpire même pas, c'est un robot. S'il a suivi un stage de survie en milieu syndical, on est mal barrés...*»

L'attente touche à sa fin. A 20h30, la police fait son arrivée. Elle donne 30 minutes aux protagonistes pour se mettre d'accord. Sans quoi, elle reviendra évacuer les lieux. A 21h pile, les forces de l'ordre sont de retour. La cinquantaine de salariés restant partent dans le calme, laissant leur patron derrière eux. «*Ce n'est que partie remise, on se retrouvera !*» (liberation.fr 29.03)

2- Espagne

Une marée humaine agitant des nuées de drapeaux rouges a défilé jeudi dans toute l'Espagne, des manifestations émaillées de violences à Barcelone, au soir d'une grève générale contre la réforme du travail et la politique d'austérité du gouvernement de droite.

A la veille de l'annonce du budget 2012, marqué par une cure de rigueur sans précédent, des centaines de milliers de personnes ont manifesté à travers le pays, point d'orgue de l'exaspération sociale qui grandit sur fond de chômage galopant, de récession et de coupes sociales draconiennes.

Portant de petites pancartes où étaient dessinés des ciseaux, symbole des réductions budgétaires, au moins 100.000 manifestants ont parcouru les avenues du centre de Madrid.

Les manifestants, évalués à 800.000 par les syndicats, défilaient aussi à Barcelone, la deuxième ville du pays, où des violences ont éclaté entre policiers et groupes de jeunes.

Partout ailleurs, la mobilisation était forte, avec 50.000 personnes à La Corogne selon la police, 25.000 à Saint-Jacques de Compostelle selon les syndicats et entre 72.000 et 400.000 dans toute l'Andalousie, suivant les estimations.

Des incidents ont aussi éclaté à Madrid, Vitoria et Séville. Au total, 176 personnes ont été interpellées, 58 policiers et 46 manifestants ou grévistes ont été blessés, selon le ministère de l'Intérieur.

Brandissant des pancartes avec les mots "*Réforme du travail, NON*", les piquets de grève s'étaient installés tôt le matin aux portes des usines, des marchés de gros de Madrid et Barcelone, des banques ou des stations de transports en commun, placardant des affichettes annonçant: "*Fermé pour cause de grève*".

Les syndicats CCOO et UGT voulaient ainsi dénoncer la réforme du marché du travail déjà appliquée par le gouvernement, dans le but de combattre un chômage qui frappe 22,85% des actifs.

Selon eux, cette réforme aura pour seul effet d'aggraver le fléau, alors que le gouvernement espagnol lui-même prévoit la destruction de 630.000 emplois en 2012 et un chômage à 24,3% en fin d'année.

Outre les services publics, les industries métallurgiques et automobiles semblaient les plus touchées par les arrêts de travail. Des lieux touristiques, comme l'Alhambra de Grenade ou le musée Picasso de Barcelone, sont restés fermés. (AFP 29.03)

Haut de page

Le 31 mars

CAUSERIE

Je n'ai eu le temps de traiter toutes les infos d'hier, ce sera donc pour demain. La chasse aux islamistes a repris, à qui le tour ensuite ?

Un scénario devenu un classique du genre.

Le capitaine putschiste Amadou Sanogo a lancé vendredi un appel à la communauté internationale pour aider le Mali à combattre la rébellion targuie qui s'est emparée dans la matinée de la garnison stratégique de Kidal, dans le Nord.

Les capitaines putschistes de Bamako affirment avoir renversé le président Amadou Toumani Touré en raison de son laxisme dans la lutte contre les "*hommes bleus*", qui ont repris les armes à la mi-janvier dans le désert du Nord. (Reuters 30.03)

1- Les puissances occidentales critiquent le président Amadou Toumani Touré ;

2- Au détours de la guerre en Libye, ils arment leurs mercenaires (Al-Qaïda) qui s'allient à certaines couches targuies qui ensemble passent à l'offensive armée ;

3- Ils organisent un coup d'Etat ou un pseudo coup d'Etat ;

4- La junte militaire qui aurait renversé Touré appelle à l'aide les puissances occidentales et la boucle est bouclée, un nouveau terrain de guerre vient de s'ouvrir pour les maîtres du monde...

Une variante.

1- Les puissances occidentales passent la brosse à reluire à des dictateurs (Kadhafi, Assad), ils les légitiment au passage, étape indispensable pour leur imputer ensuite la responsabilité du chaos qui sera amené à régner d'ici peu dans leur pays ;

2- Parallèlement ou rapidement, une couche de la bourgeoisie de ces pays-là entre en dissidence ouverte avec le pouvoir en place, une fois qu'elle a pris contact discrètement ou secrètement avec les impérialistes qui se sont engagés à la soutenir et lui remettre le pouvoir à l'issue du combat engagé contre le pouvoir en place ;

3- Cette dissidence va s'employer à se donner une image populaire, un vernis démocratique, tout en se posant en victime du régime, alors qu'elle est étrangère et ennemi du mouvement ouvrier ;

4- A l'étape suivante, elle passera à l'offensive en utilisant la violence pour obliger le régime à sortir de ses gonds et à recourir à la répression ;

5- Ensuite, elle fera appel au soutien de "*la communauté internationale*", en réalité aux puissances occidentales, qui par médias interposés va s'employer à relayer leur propagande guerrière et à manipuler leurs populations, y compris la presque totalité des partis dits de droite ou de gauche ou encore d'extrême gauche qui s'en feront volontiers les complices.

6- A l'étape suivante, cette opposition factice amplifiera sa pression sur le régime aidée (financée) en cela par les mercenaires armés que lui enverront ses alliés, de Paris, Washington, Doha, Riad ou Jérusalem, de manière à créer une situation en apparence confuse et inextricable, impossible à dénouer par les seuls acteurs nationaux engagés dans ce conflit ;

7- L'amalgame dès lors réalisé entre cette opposition d'opérette et la véritable opposition ouvrière au régime, la quasi totalité des acteurs sur la scène mondiale soutiennent la version officielle concoctée par leurs gouvernement ;

8- Il ne reste plus qu'à passer à la dernière phase de ce plan qui va consister à appeler la coalition impérialiste qui a ravagé l'Irak, le Kosovo, l'Afghanistan et la Libye à intervenir militairement pour faire chuter le régime, via les instances politiques du capitalisme mondial, l'ONU, l'UE, la Ligue arabe, etc. pour légitimer cette guerre coloniale ou de rapine ;

9- Ainsi la boucle est bouclée.

Un seul facteur peut interférer dans ce plan et le faire capoter : la concurrence féroce entre puissances impérialistes, l'intervention des puissances impérialistes montantes (les Brics) qui n'entendent pas voir leurs intérêts économiques ou géostratégiques ainsi spoliés, alors que leurs besoins sont exponentiels ou qui rejettent dorénavant l'hégémomie de l'impérialisme américain et des vieux pays capitalistes européens qu'ils estiment largement injustifiée, du fait qu'ils sont à l'origine de la croissance mondiale et de la dépendance économique croissante de ces pays-là à leur égard.

S'agissant du Mali, la totalité des gouvernements et des institutions politiques dans le monde ont condamné le putsch d'un carteron de sous-officiers, ce qui a de quoi laisser perplexe.

Dans un article signé Olivier Laurent, publié le 28 mars dans le portail Mondialisation.ca, on pouvait lire que : "*Si les Etats occidentaux et l'ONU ont proféré les remontrances d'usage, il transparaît que Touré n'était plus considéré comme un allié fiable par l'OTAN*", ils ont donc pu décider de l'écarter du pouvoir, rapportant les propos d'"*un haut responsable français*" qui s'était exprimé dans ce sens dans l'Express, le 24 novembre 2011. (http://www.luttedeclasse.org/dossier/politique_mali_otan_280312.pdf)

Ainsi, l'instabilité du pays et la "*chute*" du président Touré ne seraient pas seulement la conséquence de la dislocation de la Libye orchestrée par les puissances occidentales, mais pourrait correspondre à un plan établi de longue date pour recoloniser le Mali et mettre en place un régime qui leur serait plus favorable, comme en Libye ou en Syrie, ou encore en Tunisie et en Egypte. Que visent-ils au juste ? Je n'en sais rien encore, peut-être l'Algérie voisine puisqu'il n'y a ni gaz ni pétrole au Mali.

Au passage, si le dernier numéro d'*Informations ouvrières* (POI) a consacré un article sur la situation au Mali, ils ont bien évoqué les conséquences de la chute de Kadhafi comme facteur de destabilisation de ce pays, mais ils se sont bien gardés d'évoquer les récentes déclarations des autorités françaises (qui ne doivent pas être les seuls dans ce cas-là) qui fournissaient une indication précieuse sur le jugement qu'elles portaient sur le pouvoir en place, et qui permettait de saisir leurs réelles intentions au regard de leur prise de position après le coup d'Etat qui vient d'avoir lieu, du coup leurs lecteurs seront dans l'impossibilité de comprendre ce qui se trame réellement au Mali.

Ils devront se contenter du dernier paragraphe de cet article qui se réduit à une affirmation étayée par aucun élément concret, autrement dit reprendre à leur compte aveuglément cette affirmation sans pouvoir expliquer pourquoi ou le rejeter sans savoir pourquoi non plus : "*On notera que depuis des années, à travers l'Africom, Washington essaie d'établir un dispositif militaire pour contrôler toute la région*." (IO n°193 page 12) Nous voilà bien avancé !

Si nous n'avions pas à notre disposition les articles mis en ligne par des portails comme le Réseau Voltaire ou Mondialisation.ca et quelques autres spécialisés en économie, nous ne disposerions pas des éléments matériels indispensables pour comprendre la situation dans le monde.

Force est de constater qu'aucun parti ouvrier en France n'est capable de faire preuve d'une objectivité ou d'une impartialité absolue, d'une honnêteté irréprochable. Pourquoi ? Demandez-le à leurs dirigeants. Ils ont accès aux mêmes informations que nous et même davantage, car en animant seul ce portail, il est évident que je passe forcément à côté de bon nombre de données, ce qui ne devrait pas être le cas d'un parti qui dispose des moyens humains et matériels suffisant pour mener à bien cette tâche.

Craignent-ils d'être catalogués comme extrémistes par les autorités et les médias s'ils en disent trop ? Pourquoi pas, tous les partis vouent un culte à la légalité républicaine... bourgeoise.

Craignent-ils que ces informations mettent à mal leur ligne politique opportuniste et contribuent à les démasquer ? Craignent-ils qu'ainsi leurs militants puissent se passer d'eux pour se forger leur propre opinion qui ne serait pas forcément celle défendue

par leurs dirigeants ? C'est plus probable.

Lors de la guerre contre la Libye, si j'avais été informé à temps des discrètes relations et réunions qui s'étaient tenues entre des représentants de l'impérialisme français et les futurs membres du CNT avant le déclenchement du soi-disant soulèvement révolutionnaire de Benghazi, j'aurais adopté une autre position, dès le premier jour j'aurais pris position contre l'intervention militaire occidentale au lieu d'adopter une position neutre en attendant de voir la suite.

J'ai pris position de bonne foi sur la base des éléments qui étaient en ma possession qui ne laissaient pas supposer un instant que ce soulèvement avait été orchestré depuis Paris, quelque part j'ai été manipulé par ceux qui possédaient ces informations mais ne les ont diffusées que bien plus tard, plusieurs mois après le début des combats, cela vaut également pour le Réseau Voltaire.

Peut-être que ces informations étaient disponibles ailleurs sur le Webb, je n'en sais rien, j'ai commis l'erreur de ne pas m'en enquérir plus tôt, j'accepte ce reproche, bien que le répète, à moi tout seul je ne peux pas couvrir la situation qui existe dans les quelques 200 pays que compte le monde.

Cette expérience m'a servi de leçon, je ne commettrai pas deux fois la même erreur. J'espère qu'elle aura servi à d'autres militants.

Quand un conflit intervient quelque part dans le monde ou qu'une menace de conflit commence à se faire jour dans un pays, il faut se demander quels sont les intérêts économiques en jeu, quelles richesses renferment ce pays, avec quels pays a-t-il des rapports économiques privilégiés, de quel ordre, etc. Ensuite on passe au plan politique, qui sert selon les cas à camoufler ou à légitimer ces rapports économiques... Il est alors relativement facile de comprendre le pourquoi du comment, la place et la fonction que remplissent les différents acteurs en présence, leurs réelles intentions ou leurs objectifs.

On doit admettre humblement que l'on ignore la situation exacte qui prévaut dans la plupart des pays. Au-delà d'une déclaration de principe immédiate, il faut l'étayer rapidement avec des faits, sinon cela revient à se retrancher systématiquement derrière des principes dont on ignore si leurs emplois sont justifiés ou non, quelque part cela revient à dire qui m'aime me suive, ce qui n'est pas acceptable.

On peut être anticapitaliste ou internationaliste, mais comme disait Lénine (voir la causerie d'avant-hier), on a, les travailleurs et les militants ont besoin de comprendre, tel est ma démarche.

S'agissant du Mali par exemple, vous savez quels sont les rapports entre les classes dans ce pays, de quoi sont constituées les divers classes, quel est la part des ouvriers, des paysans, des classes moyennes ou de la petite-bourgeosie, quelles sont les ressources du Mali, qui les exploitent, quel régime politique existe dans ce pays, sa Constitution, ses institutions, la place de l'armée, des partis politiques, des syndicats, etc.

Je vous avoue que je suis incapable de répondre à ces questions, dès lors comment voulez-vous que je m'aventure à formuler une position après ce coup d'Etat ? Il y a des malins parmi nous qui prétendent avoir réponse à tout, et à l'opposé d'autres aussi fûtés exigent qu'on ait réponse à tout, dans les deux cas ce sont des crétins qui s'ignorent !

Avec les sincères compliments des banquiers et autres capitalistes.

C'est Nicolas Sarkozy, en pleine campagne pour sa réélection à l'Elysée, qui s'est octroyé la primeur de cette annonce flatteuse pour son bilan, grillant au passage la politesse à l'Insee : le déficit public de la France a été ramené de 7,1% du produit intérieur brut (PIB) en 2010 à 5,2% l'an dernier.

Vous ne vous êtes pas sacrifiés pour rien, l'austérité a du bon

"*La France a fait beaucoup mieux grâce aux efforts des Français*", s'est félicité sur Europe 1 le président-candidat.

Le chômage de masse a du bon quand même.

"*C'est un effort historique compte tenu de la faible croissance, c'est un effort structurel*", acquiesce Eric Heyer, de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE).

Vous voyez que l'augmentation des taxes et des impôts servent à quelque chose...

Les dépenses publiques ont même augmenté moins vite que l'inflation, tandis que les recettes ont rebondi davantage qu'attendu. Résultat: les prélèvements obligatoires (impôts, taxes, cotisations...) grimpent de 42,5% du PIB en 2010 à 43,8% l'an dernier, soit un peu plus que prévu, et dépassent leur niveau de 2007, alors que Nicolas Sarkozy avait promis de les faire baisser.

... par exemple à payer la dette, pardon, la rente des banquiers.

Nicolas Sarkozy et les membres du gouvernement sont en revanche restés bouche cousue sur la dette publique, qui a continué de gonfler pour battre un nouveau record, passant de 82,3% du PIB en 2010 à 85,8% l'an dernier (soit davantage encore que les 84,9% prévus).

A ce rythme, la dette, qui atteint désormais 1.717,3 milliards d'euros, "*devrait aisément dépasser la barre fatidique des 90% du PIB cette année*", souligne Marc Touati, d'Assya Compagnie financière.

Une rente à vie...

"*La grosse marche sera d'atteindre 3% en 2013*", prévient l'économiste, qui juge cet objectif "*quasiment irréalisable avec une croissance aussi faible et les plans de rigueur simultanés partout en Europe*". (AFP 30.03)

Discussion autour de la candidature de Mélenchon.

Réflexion d'internaute.

- (à propos de Mélenchon et Hollande) " Et d'abord pourquoi devraient-ils avoir des positions communes ? Ah oui le mot "gauche" ils ont cela en commun paraît-il, mais le mot n'est pas mentionné sur les affiches de M. Hollande qui sont toutes bleues ! Mince bonjour la confuse, par contre sur celle de M. Mélenchon y a pas mal de rouge, le mot gauche est presque aussi gros que sa tête, donc juste sans rien y connaître en politique le pékin lambda qui découvre les deux affiches sur le bord des routes, elles fleurissent pas mal en ce moment c'est le printemps, et bien il est sûr que c'est un combat gauche/droite.

Il a tellement voulu faire président, que son affiche ressemble à celle de Sarko, mort de rire, un conseil M. Hollande, changez vos affiches avec un peu plus de rouge au deuxième tour, en fait sur son affiche y a pas d'erreur selon lui, le rassembleur... je pense qu'avec un M. Mélenchon dans les 15% ça va être très chaud pour lui, situation très imprévue à laquelle il n'a pas de solution, si la défaite." (lexpress.fr 30.03)

Quelque part vous avez raison, le combat Mélenchon Hollande est un combat droite gauche, à ceci près que si vous enlever le masque de Mélenchon... Lire la suite ci-dessous pour compléter.

Mélenchon, lors de sa rencontre avec Chérèque.

"*Il faudra certes instaurer une obligation constitutionnelle de négociation avant de légiférer sur certains points, mais il est hors de question de laisser les Français, et donc leurs représentants au Parlement, être soumis uniquement à des logiques qui peuvent parfois avoir des intérêts corporatistes* ", a affirmé M. Mélenchon. (lemonde.fr 30.03)

De classe vous vouliez dire, quel vilain mot !

Dans un régime capitaliste "*une obligation constitutionnelle de négociation*" cela porte un nom : le corporatisme justement, comme c'est étrange, n'est-ce pas ? Ce à quoi ont adhéré tous les partis à des degrés divers depuis 1945.

Mélenchon ne peut décidément pas se passer de la "***légitimité***" de l'ONU.

M. Mélenchon souhaite donc une "*référence exclusive au seul organe légitime de la vie internationale, l'ONU*". "*S'il doit y avoir action militaire, elle ne peut être décidée que par l'ONU et conduite que par l'ONU, par l'entremise de son instrument qu'est le commandement militaire de l'ONU*", a-t-il précisé, vendredi, lors d'une conférence au très chic Cercle républicain de Paris, tout en soulignant le fonctionnement aujourd'hui imparfait de l'organisation. (gauche.blog.lemonde.fr/ 30.03)

Pour rappel, l'ONU a couvert toutes les guerres, tous les génocides, toutes les dictatures, etc. bref, tous les crimes commis par les dirigeants des pays qui siègent à l'ONU depuis plus d'un demi-siècle contre les peuples, donc la rupture sans condition avec l'ONU est non négociable pour qui prétend parler au nom des travailleurs ou du socialisme.

Mystification. Il n'y a aucune illusion à avoir dans le Front de gauche. Arguments si besoin était.

- Invité d'Europe 1, Arnaud Montebourg a affirmé jeudi qu'il existait "*beaucoup de convergences*" dans les programmes des deux partis. (lexpress.fr 30.03)

On n'en doute pas !

Le journaliste de L'Express se demande si ce ne serait pas un marché de dupes, sur le dos de qui s'il vous plaît, devinez, pardi les travailleurs , c'est moi qui le précise !

- Pourtant, difficile de leur trouver des points communs.

A ce niveau-là, c'est de la mauvaise foi !

- Reste que les divergences sont encore (très) nombreuses, essentiellement sur les dépenses publiques.

Pour le reste, l'essentiel, vaut mieux ne pas en parler, on comprend. Vous comprenez parfois pourquoi on emploie le terme de complot, parce qu'ils savent tous de quoi il en retourne en vérité.

- Marie-Noëlle Lienemann cite les "*76 propositions communes aux programmes de gauche*" du site Gauche avenir, club censé regrouper des membres des différentes idéologies de gauche.

Vous voyez qu'avec un peu de bonne volonté on arrive à leur trouver des points communs, allez encore un petit effort...

- "*Il y a évidemment quelques rares positions communes, comme par exemple le droit de vote des étrangers, mais il n'y a pas de réelle convergence*", selon Alexis Corbière, conseiller de Jean-Luc Mélenchon. (lexpress.fr 30.03)

Quelle fumiste celui-là ! Alexis Corbière devrait conseiller à Marie-Noëlle Lienemann de la fermer, elle va vendre la mèche. Vous me direz que cela ne changera rien dans l'immédiat, car si Hollande était élu, cela ferait le même effet qu'un pétard mouillé !

Mélenchon le laudateur, le parangon de l'ONU un révolutionnaire, quelle question déplacée !

Clémentine Autain était hier sur «Face au web», l'émission présidentielle de Newsring.fr et 20minutes.fr.

Jean-Luc Mélenchon est-il révolutionnaire?

Oui répond sans hésiter Clémentine Autain, qui précise toutefois que Jean-Luc Mélenchon ne prône pas une révolution, au sens du Grand Soir, «*c'est une aberration le Grand Soir*», dit-elle. L'idée, explique-t-elle est d'amorcer une révolution par petites touches, comme l'a fait le féminisme au 20e siècle. (20minutes.fr 30.03)

No comment ! C'est la définition du réformiste, le contre-révolutionnaire par excellence !

Actualité en titres

Pourquoi vaut-il mieux être de gauche ?

- Les électeurs de droite et du centre ont une vie sexuelle moins intense - AFP

INFOS EN BREF

Politique

1- France. La haine.

Un jeune toulousain de 20 ans, du même quartier que Mohamed Merah a été condamné jeudi à trois mois de prison ferme pour avoir fait l'apologie des crimes de Mohamed Merah. Le jeune homme, jugé en comparution immédiate, a été condamné pour "*provocation à la haine raciale*" et "*apologie du terrorisme*".

Il n'est toutefois pas parti en prison à l'issue du jugement, le tribunal n'ayant pas délivré de mandat de dépôt à l'audience. "*Mon pote Mohamed, c'est un homme, un vrai. Dommage qu'il n'ait pas eu le temps de finir le travail*", aurait dit le jeune homme cité ce vendredi par le quotidien La Dépêche du Midi, lors du contrôle de police d'un groupe le 22 mars, quelques heures après la mort de Mohamed Merah sous les balles du Raid.

Il lui a été reproché d'avoir harangué le groupe qui était contrôlé devant un tabac du quartier des Izards, insultant les policiers et faisant l'apologie des crimes de Merah.

A l'audience, le représentant du parquet a réclamé neuf mois de prison ferme. Le prévenu a nié les faits, assurant que "*les actes qu'a faits Mohamed Merah, c'est inacceptable*". (lexpress.fr 30.03)

Quand tu es jeune, 20 ans, tu fais et eu dis des grosses conneries sans y penser, ton père te tape dessus comme c'était mon cas, et tu peux te lâcher en souhaitant sa mort devant des témoins, alors que tu ne le penses pas vraiment.

2- Espagne

Quelques heures seulement après une grève générale accompagnée de manifestations monstres, l'Espagne a dévoilé vendredi le budget le plus rigoureux de son histoire, pour récupérer 27,3 milliards d'euros, et a promis à l'Europe d'être "fiable en 2012"

Un message clairement adressé à ses partenaires européens, qui ont mis en garde le pays ces derniers jours.

"*L'Espagne est dans une situation financière très difficile*", a encore déclaré vendredi le commissaire européen en charge des Affaires économiques Olli Rehn, même si elle a "de nombreux atouts pour assainir ses finances publiques".

Quelques jours plus tôt, c'est le chef du gouvernement italien Mario Monti qui estimait que Madrid "*donne beaucoup d'inquiétudes à l'Europe*" tandis que le ministre français des Affaires étrangères Alain Juppé constatait que "*l'Espagne a du mal à tenir ses objectifs*".

La banque américaine Citi s'était montrée la plus virulente, affirmant mercredi que "*l'Espagne devra probablement entrer dans un programme de type Troïka (donc une aide de l'UE, de la BCE et du FMI, ndlr) cette année*".

"*Nous sommes face à une situation limite*", a reconnu vendredi la porte-parole du gouvernement Soraya Saenz de Santamaria, mais "*l'Espagne tient sa parole et va remplir*" son objectif de déficit.

"*Notre première obligation est de revenir à des comptes publics assainis*", a-t-elle insisté, même si le pays n'y parviendra pas "*à n'importe quel prix*", car il faut "soutenir ceux qui en ont le plus besoin et ne pas paralyser la croissance et la création d'emplois", dans un pays de nouveau en récession et au taux de chômage record (22,85%).

Ainsi, "*nous avons pris la décision de maintenir la revalorisation des pensions de retraite, de geler le salaire des fonctionnaires au lieu de le baisser, de maintenir les prestations chômage et la dépense sociale, notamment les bourses*", a-t-elle expliqué.

De même, "*nous n'allons pas augmenter la TVA pour ne pas nuire à la consommation et à la reprise économique*".

Les budgets des ministères seront réduits de 16,9% en moyenne, ce qui permettra, avec d'autres mesures, d'économiser 17,8 milliards, le plus touché étant celui de l'Equipement qui sera amputé de plus de trois milliards.

A la hausse de l'impôt sur le revenu, annoncée fin décembre, s'ajoute notamment celle de l'impôt sur les sociétés ou des taxes sur le tabac.

La plupart des analystes tablaient sur la nécessité pour l'Espagne de trouver environ 50 milliards d'euros, en tenant compte de la récession, qui devrait réduire le PIB espagnol de 1,7% cette année.

Le reste de l'effort devra surtout venir des régions et des villes, à la santé financière fragile depuis l'éclatement de la bulle immobilière en 2008.

"*Cela a été démontré dans tous les pays, il est très difficile de réduire le déficit public au milieu d'une récession, parce que celle-ci réduit les recettes et augmente les dépenses, via les prestations chômage*", dans un pays où près d'un actif sur quatre est sans emploi, souligne José Carlos Diez, économiste à la maison de courtage Intermoney.

"*Du coup, nous ramons à contre-courant, avec une capacité pour ramer mais au final, nous nous épuisons*", estime-t-il: "*L'Espagne a besoin de temps mais il semble que Bruxelles ne soit pas disposée à lui en donner*". (AFP 30.03)

Social

1- France

La situation est toujours très tendue chez PSA Peugeot Citroën. Le groupe automobile a annoncé des mesures de chômage partiel en avril et mai sur les sites de production de Rennes, Sochaux, Mulhouse, ainsi que le renvoi de 350 intérimaires à Sochaux à compter de juillet.

A Rennes, du chômage partiel sera imposé du 9 au 16 avril et les 27 et 30 avril, ainsi que 6 jours en mai. A Sochaux, les salariés sur les lignes de production des modèles 3008/5008/DS5 seront au chômage du 23 au 30 avril et au 14 au 18 mai. En juillet, toujours à Sochaux, quelque 350 intérimaires vont être renvoyés en raison d'une baisse de cadence horaire décidée par la direction. L'usine emploie actuellement 1.600 intérimaires.

A Mulhouse, du chômage partiel est prévu du 23 au 27 avril ainsi que quatre jours en mai. Les deux autres gros sites de production de véhicules, Aulnay et Poissy sont épargnés par ces jours sans travail. "*Il y a un ralentissement de la production des moyens et gros véhicules et PSA continue sa politique de stocks au plus bas en utilisant le dispositif de chômage partiel APLD qui garantit 95% du salaire net aux salariés*", a commenté Jean-Pierre Mercier, délégué CGT. "*On continue à demander que la production soit lissée sur plusieurs semaines*", a ajouté le responsable syndical. (L'Expansion.com avec AFP 30.03)

2- Pologne

Quelque dix mille manifestants, selon la police, se sont réunis vendredi devant le siège du Parlement à Varsovie pour protester contre le projet gouvernemental de reculer l'âge de la retraite à 67 ans, a constaté une journaliste de l'AFP.

Massés aux abords du bâtiment à l'appel du syndicat Solidarité, les manifestants ont réclamé un référendum national sur cette question épineuse, au moment où la Diète (chambre basse) examinait le projet de réforme de l'âge de la retraite.

Selon le projet gouvernemental, l'âge de la retraite, actuellement 60 ans pour les femmes et 65 ans pour les hommes, doit être reculé progressivement à partir de 2013, pour atteindre 67 ans en 2020 pour les hommes et en 2040 pour les femmes.

En même temps, les femmes à 62 ans et les hommes à 65 ans pourront, s'ils le souhaitent, prendre une retraite anticipée d'un montant réduit de 50%. Les femmes devront toutefois avoir cumulé 35 ans de cotisations et les hommes 40 ans.

Pour entrer en vigueur, la réforme doit obtenir l'aval du Parlement.

Le gouvernement de M. Tusk y voit une réponse à la tendance à la baisse démographique, au vieillissement de la population et au risque d'un manque de main d'oeuvre.

Des études prédisent que plus de la moitié des habitants de la Pologne, un pays de 38,2 millions d'habitants, auront plus de 50 ans à l'horizon de 2042 et un tiers seulement des Polonais seront alors actifs sur le marché du travail.

Le syndicat Solidarité a collecté 1,5 million de signatures en faveur d'un référendum national. Sa tenue éventuelle dépend toutefois du Parlement, où les adversaires de cette consultation sont majoritaires. (AFP 30.03)

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries avril 2012

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30									

Le 1er avril

CAUSERIE

Suite de l'affaire d'Etat Merah.

Ce qui leur manque le plus : un prophète !

Hier, porte de Versailles, Sarkozy a proclamé l'avènement d'un «*nouvel humanisme*». Car il sent venir «*un désir nouveau de fraternité*» et même «*un besoin d'amour*». (liberation.fr 31.03)

Faites monter la sauce. L'UMP sur les traces du FN. La dictature en marche. Mode d'emploi.

Le ministre français de l'Intérieur Claude Guéant estime qu'il existe "*un risque tangible de dérive*" des actes antisémites après les tueries de Toulouse, dans un entretien au journal *Le Parisien* publié samedi.

"*Indéniablement, la tension est montée*", déclare M. Guéant. (liberation.fr 31.03)

Avez-vous remarqué que les représentants des mouvements antiracistes ou dénonçant l'antisémistisme, l'islamophobie, sont généralement des réactionnaires patentés, de droite, d'extrême droite, de gauche ou d'extrême gauche ? J'ai décidément l'art de me faire des amis...

A ce titre l'accueil réservé au traitement de l'affaire d'Etat Merah est un modèle du genre. Ces défenseurs "*cdes droits de l'homme*" n'ont rien trouvé à redire à la multitude de contradictions que nous avons relevées depuis la liquidation de M. Merah par le Raid sur ordre de Sarkozy.

Lors de l'affaire des Irlandais de Vincennes (1982), il s'est avéré que c'était les services secrets français qui avaient déposé des armes dans leur cache pour ensuite les accuser de terrorisme. Personne ne s'est étonné que M. Merah ait accepté de converser avec les policiers par talkie-walkie interposé à condition de lui remettre une arme, alors qu'il était soi-disant en possession d'une armurerie. Personne n'a demandé quelle était la nature des balles que M. Merah avait tirées, une trentaine au dire des policiers. Provenaient-elle de l'arme que les policiers lui avait remise ou d'autres armes ? Personne ne le sait, secret de l'instruction sans doute. Dans le cas des Irlandais de Vincennes, ces derniers avaient servi de faux coupables pour couvrir les vrais qui n'ont évidemment jamais été découverts, l'enquête ayant été enterrée définitivement en 2002.

Répétons-le encore, ils auraient pu le prendre vivant très facilement, c'était un jeu d'enfant. Cela ne trouble pas un instant nos antifascistes, nos antiracistes d'opérette qui ne voient rien à redire à ce qu'il faut bien appeler un assassinat de sang froid et programmé.

Nos antiracistes autoproclamés n'ont rien trouvé non plus à redire à ce jeune embastillé (3 mois fermes) pour s'être livré à une stupide provocation verbale devant des policiers à Toulouse, dont il a nié les termes par la suite.

On ne les a pas entendu pour défendre Adlène Hicheur embastillé depuis plus de deux ans par un juge ayant plaidé à charge, sur la foi de quelques dizaines de courriels (35) échangés avec un supposé islamiste radical. Il a toujours nié avoir décidé de passer à l'acte, peu importe, le procureur a jugé que la menace contenue dans ces mails constituait un crime. Son avocat Me Baudouin a souligné : "*Si des propos excessifs et violents sont de nature à embastiller quelqu'un, les prisons françaises ne seront pas aptes à accueillir tout le monde*".

Dorénavant, personne en France n'est à l'abri d'une incarcération arbitraire pour avoir simplement prononcé des paroles jugées attentatoire à l'intégrité de l'Etat. Comme c'était déjà le cas aux Etats-Unis depuis 2001.

Comment l'AFP manipule une information pour le compte de Sarkozy.

Le père de Mohamed Merah a affirmé vendredi soir à la chaîne BFMTV qu'il n'avait jamais eu l'intention de poursuivre l'Etat français pour la mort de son fils, son avocate algérienne précisant ensuite à l'AFP qu'elle avait bien été mandatée pour entamer des poursuites, mais contre le Raid.

Les poursuites pour lesquelles l'a mandatée le père du Mohamed Merah ne sont pas «*contre la France et le gouvernement français mais contre le Raid, qui est responsable de la mort de son fils*», a souligné Me Zahia Mokhtari, interrogée par l'AFP à Alger après la diffusion sur BFMTV d'un entretien avec Merah père.

Ce journaliste «*a transformé mes propos et a dit que je poursuivrai en justice l'Etat. Comment voulez-vous que je poursuive un Etat? Il a menti*», a-t-il ajouté.

Lundi dernier, Merah père avait pourtant déclaré à l'AFP, dans un entretien téléphonique: «*Je vais engager les plus grands avocats et travailler le reste de ma vie pour payer les frais. Je vais porter plainte contre la France pour avoir tué mon fils*». (20minutes.fr 31.03)

L'AFP, qui est une officine au service du régime et au ordre du locataire du Palais, a interprété les propos du père de M. Merah de façon à ce que Sarkozy estime légitime de réagir et se pose en défenseur de l'Etat, ce qu'il s'est empressé de faire avec emphase.

La crasse mauvaise foi de l'AFP est avérée dans la mesure ou leurs journalistes sont capables de discerner l'emploi d'un mot à caractère générique, une synecdoque ou une métonymie, l'Etat signifiant ici le service de l'Etat responsable de la mort de son fils, le Raid qui l'a liquidé pour l'empêcher de parler.

Les boucs émissaires privilégiés de l'UMP et du FN.

Selon un commissaire de la DCRI (Libération des 24 et 25 mars), Merah a été «surveillé tout le premier semestre 2011, lignes téléphoniques, Internet». Ces «*1 000 à 1 200 heures de surveillance*», filatures physiques et «*techniques*», moyens vidéo et exploration des fadettes, n'ont «pas permis», selon la DCRI «de déceler un activisme idéologique, de contacts avec des groupes ou des sites islamistes suspects, pas même de fréquentation d'une mosquée». (liberation.fr 27.03)

Que cela ne tienne, il ne faut pas que la tension et le climat de psychose retombe.

Selon des journalistes des policiers, s'il existe "*un troisième, un quatrième, un cinquième ou un dixième homme ayant participé à ces crimes, nous les trouverons*" ou nous les fabriquerons, sinon il existe un autre moyen d'entretenir la peur, le climat délétère qui prévaut en France.

A défaut de complices, la chasse aux islamistes a repris de plus belle.

Dix-sept islamistes radicaux présumés, interpellés vendredi lors d'un coup de filet critiqué comme "électoraliste" par une partie de l'opposition, ont vu leur garde à vue prolongée samedi, la police affirmant de son côté que certains "*semblaient préparer un enlèvement*".

Selon le ministre de l'Intérieur Claude Guéant et Nicolas Sarkozy, ce coup de filet a permis la saisie d'armes, notamment des kalachnikov. Cependant, au moins deux de ces kalachnikov sont démilitarisées, c'est-à-dire inaptes au tir, a dit une source proche de l'enquête, confirmant une information d'Europe 1.

Ces interpellations ont eu lieu vendredi à l'aube en Ile-de-France, en région nantaise, dans l'agglomération lyonnaise, en Provence-Alpes-Côte d'Azur et à Toulouse.

Pour le chef de la Direction centrale du renseignement intérieur (DCRI), Bernard Squarcini, ce coup de filet, largement médiatisé un peu plus d'une semaine après la mort de Mohamed Merah, se justifie par la "*dangerosité*" des membres de Forsane Alizza.

Des accusations que conteste l'avocat du leader de Forsane Alizza, Me Benoit Poquet. "*Il est scandaleux que des accusations extrêmement graves soient portées par voie de presse à l'encontre de mon client avant même que celui-ci ne puisse répondre*", a-t-il dit à l'AFP. Il s'est offusqué de voir le secret de l'instruction "*balayé d'un revers de la main pour des motifs électoralistes et politique*s", a-t-il ajouté.

A Toulouse, un proche d'un des interpellés a dit à l'AFP que la famille tombait des nues et n'arrivait pas à savoir ce qui se passe. Il n'a jamais eu affaire à la justice ni "*mis les pieds dans un commissariat*", était très cadré par la famille qui lui a interdit "*certaines fréquentations*" à la mosquée où il n'allait même plus pour cette raison, selon ce proche qui a requis l'anonymat. (AFP 31.03)

Où est passée la présomption d'innocence dès lors qu'il sufit de "*sembler*" avoir eu l'intention de commettre un acte délictueux pour être considéré comme coupable ? Monsieur Badinter est muet, ainsi que les supposés "*démocrates*", étrange, non, nomal !

Pendant ce temps-là le grand banditisme trempé dans tous les trafics et principal dépositaire des armes cirulant illégalement en France peut vaquer tranquillement à ses affaires.

Sarkozy et Guéant en font trop. En réalisant ce "coup de filet aux quatre coins de l'hexagone en claquant des doigts, ils démontrent ainsi que la police connaîssait parfaitement où localiser ces "islamistes" ou autres truands, il ne leur restait plus qu'à décider du moment opportun pour procéder à leur interpellation, par exemple à quelques semaines d'un scrution majeur annoncé comme perdu d'avance pour Sarkozy, qui désormais par miracle pourrait être réélu.

Deux sujets de réflexion pour bien commencer le mois d'avril

1- Le piège des blocs

Après le seconde guerre mondiale, à l'époque de l'existence de l'URSS et ses satellites des pays de l'Est, staliniens et crypto-staliniens défendaient la théorie des deux blocs opposant le bloc constitué des principales puissances capitalistes derrière les Etats-Unis, à celui de l'URSS et ses satellites, pour finalement justifier leur soutien au stalinisme. Pour être franc avec vous, je n'ai jamais vraiment étudié cette question-là.

Elle m'est revenue à l'esprit en lisant les articles publiés par le Réseau Voltaire et le portail Mondialisation.ca, dans la mesure où leurs auteurs se posent en ennemi de "*l'Empire*, entendez principalement l'impérialisme américain qui exerce une hégémonie économique et politique sur le monde, tout en soutenant pratiquement sans réserve les régimes où le capitalisme avait été exproprié ainsi que des régimes étiquetés à gauche en Amérique latine ou encore des pays dominés, comme si les peuples de ces pays-là avaient le bonheur d'être délivré du règne de la nécessité ou que la lutte de classe que le prolétariat ou la paysannerie pauvre menaient pour obtenir des droits nouveaux ou tout simplement améliorer leurs conditions d'existence et de travail passait au second plan ou était injustifiée.

Pour ces auteurs le monde est divisé en blocs antagonistes dont l'un domine l'autre, le plus puissant sur le plan économique, par conséquent il faudrait soutenir sans condition le plus faible dont font partie par exemple la Chine, la Russie, le Venezuela, Cuba, la Libye, la Syrie et bien d'autres dictatures ou régimes foncièrement antidémocratiques.

Ces auteurs ne se plaçant pas sur le terrain de la lutte des classes qu'il récuse apparemment, il ne leur reste plus qu'à s'en remettre à l'ONU pour résoudre les conflits qui peuvent éclater dans le monde ici ou là ou pour résoudre tout autre question d'ailleurs, par exemple celle liée à la protection de l'environnement.

Par ignorance, le plus souvent parce qu'ils se proclament anticommunistes ou ennemis du marxisme qu'ils confondent avec le stalinisme, il ne leur reste plus qu'à se jeter dans la gueule du lion ou faire acte de soumission envers l'ONU qui représente les intérêts du capitalisme mondial, dont l'impérialisme américain est justement le chef de file. Refusant l'interprétation du monde que propose le marxisme et considérant le capitalisme indépassable, leurs analyses aboutissent infailliblement à une impasse.

Lors du traitement de la situation en Libye et en Syrie ces derniers mois, ils se sont dressés contre l'intervention militaire occidentale, et dans le même temps ils ont tenu à ménager leurs critiques envers les régimes de Kadhafi et d'Assad comme s'ils étaient fréquentables ou recommandables, ce qui de notre point de vue est insupportable évidemment.

Dans leur manière de traiter la situation dans tous ces pays-là, le mouvement ouvrier, la lutte de classe du prolétariat, la véritable opposition aux régimes en place passe systématiquement à la trappe, comme si les masses opprimées ne pouvaient pas ou ne devaient pas avoir le droit de d'exprimer en toute indépendance vis-à-vis des autres classes, théorie que nous récusons, rien ne peut justifier la prétention d'interdire à la classe ouvrière de défendre librement ses intérêts indépendamment du régime en place.

Pour ces auteurs provenant d'horizons très divers à travers le monde, journalistes, intellectuels, historiens, anciens diplomates, etc. la lutte des classes se réduit à un combat entre différentes couches de la bourgeoisie dont l'une serait plus présentable que les autres parce qu'elle serait en relation principalement avec la Chine ou la Russie, qui comme chacun sait sont des modèles de démocratie, tandis que le prolétariat aurait tout juste le droit de la soutenir, oubliant au passage que lorsqu'elle accède au pouvoir elle s'empresse de museler la classe ouvrière ou bien pire encore, ce qui fut le cas de tous les régimes soutenus autrefois par l'URSS ou la Chine, on pourrait ajouter, les imitant en instituant des régimes à parti unique et réprimant férocement toute forme d'opposition ou de regroupement politique.

Il existe donc un parti pris évident dans ces articles qui ne peut pas nous convenir. Vous remarquerez que c'est aussi celui de Mélenchon, pas tout à fait cependant, par exemple il n'a pas les mêmes rapports envers la Russie qu'envers la Chine, Cuba ou le Venezuela ou encore la Bolivie, à la fois au nom d'un antistalinisme qu'il n'a jamais été capable d'assumer jusqu'au bout ce qui lui permet aujourd'hui de s'allier au PCF, on ne voit pas vraiment ce qui distingue la version russe du stalinisme de la chinoise ou de la cubaine, et par pur nationalisme, ce qui n'est pas incompatible avec son rapprochement avec les staliniens adeptes du socialisme dans un seul pays symbolisé par le mot d'ordre produisons français ou la mise en oeuvre de mesures protectionnistes.

Ces auteurs dénient au prolétariat la capacité de gouverner et de décider de son propre sort, qui en dernier ressort devrait dépendre d'une ou plusieurs couches de la bourgeoisie plus aptes à s'en charger à sa place, ce qu'on retrouve sur le plan politique chez tous ceux qui se refusent à rompre avec le capitalisme et ses institutions, dont Mélenchon.

Si tous les régimes ne sont pas équivalents, en règle générale on prendra position pour le plus faible contre le plus puissant en cas de conflit ouvert. Où cela pose problème, c'est lorsque ce régime est une dictature, dans ce cas-là on soutiendra le mouvement ouvrier de ce pays engagé dans le combat en défense de son indépendance nationale face à l'impérialisme quel qu'il soit, en s'abstenant de soutenir le tyran en place ou sans le cautionner, en fonction de la situation on peut imaginer qu'en échange d'une relative neutralité provisoire envers le régime, celui-ci satisfasse certaines revendications sociales et politiques, concession que l'on peut concevoir uniquement en cas d'urgence.

Certains y verront une capitulation parce qu'ils refusent de regarder la réalité en face ou l'ignorent tout simplement. Ils décrètent ou s'imaginent que ce serait trahir notre cause, alors que dans ces pays-là, la Syrie par exemple, le prolétariat est dans l'impossibilité de poser la question du pouvoir et le restera encore longemps, c'est peut-être triste à dire, mais dans certains cas pour continuer d'exister le mouvement ouvrier doit s'allier à la couche de la bourgeoisie qui lui semble la moins hostile ou la moins dangereuse pour ses intérêts et la suite de son combat, sans pour autant y perdre son âme ou renoncer à son indépendance de classe que paradoxalement il défend de la sorte. De notre côté, le meilleur moyen de soutenir le mouvement ouvrier syrien dans son combat, consiste à combattre notre propre bourgeoisie nostalgique de l'époque coloniale, sans oublier ceux qui en appellent à l'ONU qui légitime les visées guerrières à travers le monde de Sarkozy, Obama, Cameron, etc.

Il y en a toujours parmi nous pour vouloir que les choses se passent comme ils le voudraient ou comme ils les ont lues dans des livres, sauf que les choses se passent souvent autrement pour ne pas dire presque toujours. Il y a bien des choses difficiles à avaler et à comprendre, et de nos jours de plus en plus de paradoxes à gérer qui sont autant de situations inédites et de défis à relever, sur le terrain et pour l'intelligence humaine, essentiellement dues à la survie du capitalisme au-delà des limites du concevable et du supportable pour peu qu'il ait été supportable un jour ; je n'irai pas jusqu'à dire raisonnable, puisque la raison, pas plus qu'autre chose, ne peut légitimer l'existence du capitalisme.

On se retrouve face à des contradictions inextricables, des situations sans issues, des questions sans réponses valables, au point de s'y perdre, de perdre patience aussi, de se recroqueviller sur soi-même, ce qui débouche sur le sectarisme et le dogmatisme, on refait le monde à huis clos, ou au contraire sur une forme d'éclectisme débridée qui laisse la porte ouverte aux interprétations les plus farfelues dont profitent les charlatans et autres vendeurs de potions magiques, miracles ou paradis artificiels, chimères que balaie la lutte des classes.

2- Schengen favorise tous les trafics en Europe.

Ce passage pourrait être la suite de la causerie d'hier *Un scénario devenu un classique du genre* sur une autre échelle. Les frontières de l'UE sont devenues des passoires et ce n'est certainement pas un hasard.

Nous sommes pour la suppression des frontières et la libre circulation de tous les peuples à travers le monde, sauf que lorsque ce sont les représentants du vieux monde qui prennent cette décision, elle se retourne en son contraire contre les peuples. La liberté, tout comme l'égalité, est un leurre en régime capitaliste. Que les gauchistes et les anarchistes se refusent à l'admettre, témoigne que finalement le capitalisme leur va très bien.

Dans chaque pays il existe des cellules terroristes dormantes connues des services de renseignement qui n'attendent qu'un signe pour passer à l'action, signal dont ils ignorent la provenance, quand elles ne sont pas encouragées à agir de leur propre chef histoire de mieux brouiller les pistes. L'existence de cette menace permanente permet de faire voter des lois de plus en plus liberticides, et qui en d'autres occasions seront prêtes à être utilisées contre le mouvement ouvrier une fois diabolisé.

Bruit de campagne

Votera, votera pas, pour qui ? Ils n'en savent rien et extrapolent.

Cette campagne intéresse-t-elle suffisamment les Français pour qu'ils se rendent aux urnes ? Prévoir l'abstention est, pour les sondeurs, l'un des exercices les plus difficiles.

"*On ne semble pas se diriger vers le record d'abstention de 2002, ni vers la forte participation de 2007*", estime Brice Teinturier, directeur général délégué d'Ipsos. "*Si l'idée que les jeux ne sont pas faits s'installe, ce peut être aussi un facteur de mobilisation*", estime-t-il.

Autre indicateur, le niveau d'intérêt déclaré par les Français. Il était plutôt élevé en début de campagne. Mais différentes études montrent une stagnation, ou un fléchissement. "*L'intérêt devrait augmenter, et ce n'est pas le cas*", observe Frédéric Dabi, directeur général adjoint de l'IFOP. Les audiences en recul des émissions politiques, les mauvais chiffres de vente des journaux sont aussi des signes qui peuvent laisser songeur.

Pour Pascal Perrineau, le directeur du Centre de recherches de Sciences Po (Cevipof), il existe des similitudes entre 2002 et 2012 : "*On sent un même flottement de l'opinion dans la dernière période de campagne. On observe du désappointement. Cela peut se traduire par une sortie du système, c'est-à-dire de l'abstention, ou un vote protestataire.*" Il voit aussi, cependant, de vraies différences : "*On ne sort pas d'une cohabitation qui laissait, au fond, l'idée qu'il y avait peu de différences entre Lionel Jospin et Jacques Chirac. Et la crise économique fait que l'opinion considère l'heure grave.*"

Pour le politologue Vincent Tiberj, coordinateur scientifique du programme Trielec, M. Tiberj, "*il n'y a pas d'adhésion, ni à gauche pour François Hollande, ni à droite pour Nicolas Sarkozy*". (lemonde.fr 31.03)

C'est bien ce qui les désole le plus !

Cambadélis cache mal son désarroi.

François Hollande, selon M. Cambadélis, "*n'est pas à l'abri d'une combinaison politique qui verrait Sarkozy virer en tête au premier tour et accueillir le ralliement de Bayrou ou d'autres...*".

M. Cambadélis, dans une interview publiée samedi dans Le Parisien, "*lance donc un appel à l'ensemble de la gauche : on ne peut laisser Sarkozy en tête au premier tour, c'est prendre trop de risques pour le second*". (AFP 31.03)

Monsieur Cambadélis, si Sarkozy était réélu, cela prouverait que les conditions pour qu'il en soit autrement n'était pas réuni tout simplement. Cela ne ferait pas votre affaire, sauf si l'UMP remportait les législatives, mais on ne voit pas comment cela pourrait se produire, le PS et le FdG obtiendront la majorité et devront gouverner avec l'hystérique du Palais, on voit le tableau d'ici, vous nous excuserez de ne pas vous plaindre puisque vous porterez la responsabilité de cette situation. Votre parti a pavé la voie à deux guerres mondiales, puis à l'avènement de la Ve République, ce "*coup d'Etat permanent*" que vous n'avez pas hésité à reprendre avec votre compte quand votre parti était au pouvoir pour assurer la survie d'un régime bonapartiste usé jusqu'à la corde, mais dont nous n'hésitez pas à vous revendiquer, comme de "l'économie de marché" ou plutôt du capitalisme qui conduit le pays et l'humanité au chaos et à la barbarie.

Le PS en docile serviteur des institutions du capital apparaît une fois de plus à travers son candidat pour ce qu'il est, la réplique ou le supplétif du parti de l'ordre responsable de la situation insupportable, détestable, dans laquelle se trouvent plonger des millions de travailleurs et leurs familles, tandis que les autres craignent dans un proche avenir de connaître le même triste sort, vous ne voudriez tout de même pas qu'ils votent pour votre candidat qui s'alligne sur la politique réactionnaire de l'UMP.

Votre parti, en refusant de se placer au côté des masses exploitées pendant la durée du mandat de Sarkozy, a prouvé une nouvelle fois qu'il était totalement incapable de leur proposer une issue politique conforme à leurs intérêts, en conséquence il est naturel, sinon normal, qu'ils s'en souviennent et refusent de voter pour votre candidat.

Le masque est tombé, le voile de l'illusion s'est envolé. Votre parti a largement contribué à l'embourgeoisement des masses qui n'ont rien de révolutionnaire aujourd'hui, voilà qui devrait vous rassurer. Cependant, à la faveur de la crise du capitalisme qui les frappe de plein fouet, alors qu'elles ne sont pas toutes logées à la même enseigne, les couches inférieures du prolétariat et de la petite-bourgeoisie en voie de prolétarisation se tourne vers le candidat qui leur tient un discours en phase avec leurs attentes

ou leurs besoins, en apparence seulement mais c'est une autre question, monsieur Mélenchon, tandis que leurs couches supérieures solidement amarrées au capitalisme s'orientent logiquement vers le ou les candidats les plus à même de défendre leurs intérêts, celui ou ceux qui représentent officiellement le capital, monsieur Sarkozy ou Bayrou ou encore madame Le Pen, votre candidat présentant l'ambiguité incompréhensible à leurs yeux de vouloir représenter à la fois le capital et le travail ce qui jette un trouble dans leur esprit en proie à déjà tant de tourments, d'autant plus qu'ils estiment injuste de voir leur niveau de vie baisser au profit des plus déshérités, il est donc logique que leurs voix aillent de préférence vers le candidat qui se présente comme le plus virulent défenseur du capitalisme dont dépend leurs privilèges.

Quelque part, il n'y a plus de place pour un parti tel que le vôtre sur la scène politique, le PS apparaît comme le supplétif ou le complément naturel de l'UMP, au point que de nombreux électeurs se disent favorable à un gouvernement d'union nationale, tandis que le FdG semble incarner la vraie gauche, à tort certes, mais laissons cela de côté ici.

Votre parti a toujours trompé les travailleurs sur sa véritable nature de classe, il a profité de leur ignorance. Au détour de la crise du capitalisme, les travailleurs sont amenés à se poser davantage de questions et à se radicaliser dans un sens ou dans l'autre, ce qui laisse peu de place aux illusions centristes genre MoDem ou EE-Les Verts, et s'ils ne se dirigent pas en masse vers les partis d'extrême gauche, le NPA et LO, c'est uniquement parce qu'ils ne leur semblent pas crédibles, à raison d'ailleurs.

En conclusion, on ne vous demandera pas de franchir la barricade dans l'autre sens, puisque l'on sait que c'est totalement impossible. Si Sarkozy était réélu, votre parti en porterait l'entière responsabilité. De notre côté, nous refusons de voter et d'appeler à voter au premier comme au second tour de la présidentielle pour votre candidat, qui n'est rien d'autre qu'un candidat du capital.

Quand Mélenchon se livre à un amalgame

Jeudi 23 mars à Villeneuve-Saint-Georges, suite au ralliement de quelques membres de la Gauche anticapitaliste du NPA, il a lancé : "*Les trotskistes du NPA sont les bienvenus !*" (libération.fr 23.03)

Erreur ou amalgame, ces militants s'opposent à la direction trotskiste du NPA représentée par Poutou. Il existe d'autre fractions ou tendances trotskistes minoritaires au sein du NPA, la Tendance Claire et les militants de l'ex-groupe La Commune notamment. Mélenchon fait comme s'il ignorait qu'il n'y avait pas que des militants se revendiquant du trotskisme au NPA, il emploie le même langage que les médias ou l'UMP pour désigner ce parti.

A lire les commentaires des internautes à la suite de cet article, il ressort que l'affaire de la candidate voilée et le traitement qu'ils lui ont infligé, est resté en travers de la gorge de bien des électeurs du NPA. Quand on accepte dans son parti un ou une militante qui affiche ses convictions religieuses, on se doit de l'assumer jusqu'au bout dès lors qu'elle a adhéré à son programme et qu'elle respecte le principe de la laïcité. Une militante qui porte le voile et combat sur le terrain de la lutte des classes mérite le même traitement que n'importe quel militant.

Si on ne voit pas d'inconvénient à ce qu'elle milite avec son voile sur la tête, il y en a aucun à ce qu'elle se présente à une élection, dans le cas contraire il faut le dire dès le départ et la refuser dans son parti, par honnêteté et respect pour elle et l'ensemble des militants. C'est élémentaire, alors quand on voit que la direction du NPA n'est pas en mesure de régler cette affaire sereinement, on se dit qu'elle est vraiment en dessous de tout.

Le Point croit avoir trouvé de qui Mélenchon tire son inspiration.

Jean-Luc Mélenchon, c'est un concentré, corsé et épicé, de Stéphane Hessel, qui lui-même s'indigne de tout et nous fait injonction de résister à tout ce qui se présente, de se révolter contre la méchanceté du monde, la bêtise des hommes et, si nécessaire, les lois de la gravitation universelle. Mélenchon s'emploie à traduire ce vaste programme en politique. Il est à la présidentielle ce que Hessel est à l'édition. Mélenchon-Hessel, un fils et son père spirituel, l'un qui grimpe dans les sondages, l'autre dans la liste des meilleures ventes de livres. (lepoint.fr 29.03)

Parole d'internaute

- "*L'Institut pour la justice est surtout lié aux réseaux de l'Heritage Foundation via Contribuables Associés. L'Heritage Foundation fut fondée après les Accords de Bretton Woods par les vainqueurs de la guerre par la famille Mellon des Mellon's Banks & Enterprise, le père Mellon étant un dirigeant de l'OSS, ancêtre de la CIA, et multi millardaire par son complexe axé sur les matières premières (je vous laisse réfléchir là-dessus ...).*

Oui, le mondialisme et l'extrême-droite ne font qu'un, et si la gauche montre quelques pudeur, il y est dans les faits toute acquise. En effet, l'Heritage Foundation est liée à l'American Enterprise Institute, lui-même lié au Cercle de l'Industrie qui est dirigé tant par Alain Lamassoure pour l'UMP, que par Pierre Moscovici pour le PS. Dois-je détailler ? Et le Collard à la colle avec les réseaux de Contribuables Associés n'est qu'un infiltré mondialiste au sein de la mouvance nationale qui, a priori, n'avait rien à voir là-dedans, pour Dupond-Aignan, ce n'est pas nouveau." (lexpress.fr 31.03)

INFOS EN BREF

Politique

Bahreïn

Un Bahreïni de 22 ans a été déclaré mort à l'hôpital, samedi, après avoir été blessé par balles la veille au cours d'une manifestation anti-gouvernementale, ont annoncé ses proches et l'opposition, qui accusent des membres d'une milice loyaliste d'être à l'origine des tirs.

Le jeune homme prenait des photos de la manifestation quand des hommes circulant en voiture ont ouvert le feu sur lui, selon sa famille.

"*Il y avait des voitures de police banalisées et des miliciens armés. L'un d'eux a tiré cinq fois à balles réelles en direction des manifestants et en l'air*", a ajouté le principal parti d'opposition, Al Wefaq. (Reuters 31.03)

Social

1- Allemagne

1.1- Deux millions de fonctionnaires allemands vont être augmentés de 6,3% sur deux ans, a annoncé samedi le ministre de l'Intérieur Hans-Peter Friedrich à l'issue d'une nuit de négociations avec les représentants du syndicat Verdi.

L'accord met fin à un conflit social qui a entraîné des perturbations dans les services publics ces dernières semaines et dissipe la menace de mouvements de plus grande ampleur.

"*Ce n'était pas un marathon, mais un Ironman (triathlon)*", a déclaré le ministre de l'Intérieur, s'adressant à la presse, peu avant 07h00 (05h00 GMT). Les employeurs, a-t-il estimé, sont allés à la limite de l'acceptable.

Expliquant lui aussi que l'accord avait été difficile à accepter, Frank Bsirske, secrétaire général de Verdi, s'est réjoui que l'écart avec le secteur privé ait été réduit.

Le syndicat, qui représente deux millions de salariés de la fonction publique, réclamait 6,5% d'augmentation et avait repoussé une offre de 3,3% sur deux ans. L'inflation allemande se situe aux alentours de 2% par an.

"*C'est un résultat qui va à l'extrême limite de ce que peuvent offrir le gouvernement fédéral et les collectivités locales mais c'est en fin de compte un résultat raisonnable*", a commenté dans la journée le ministre des Finances Wolfgang Schaüble. "*C'est une bonne chose que nous évitions une nouvelle semaine de grèves.*"

Plusieurs années de stagnation des salaires ont beaucoup favorisé la compétitivité de l'économie allemande et contribué à la baisse du taux de chômage.

Au total, les salaires de près de neuf millions d'Allemands doivent être renégociés cette année.

Le président de la Bundesbank, Jens Weidmann, a jugé que l'accord ne devrait pas servir de modèle aux autres syndicats, un avis que certains économistes ne partagent pas. (Reuters 31.03)

1.2- De violents affrontements ont opposé policiers et manifestants venus protester contre la politique d'austérité imposée par l'UE et la BCE aux pays méditerranéens, samedi à Francfort (ouest de l'Allemagne), a-t-on appris auprès de la police.

Elle a évalué à 4.300 le nombre de manifestants venus à l'appel du collectif "M-31" (pour 31 mars), dans le cadre d'une "*journée d'action européenne contre le capitalisme*".

Du côté des organisateurs, on parlait de 6.000 participants, d'"*au moins 200 interpellations*" et de "*nombreux blessés*".

"*De nombreuses personnes ont des hématomes, il y a au moins une fracture avérée, et de très nombreuses personnes incommodées par le gaz lacrymogène utilisé par la police*", a expliqué à l'AFP un porte-parole.

Il a estimé que c'était la charge des policiers armés de matraques, après des jets de sachets de peinture sur la façade du siège de

la Banque centrale européenne (BCE) à Francfort, qui avait fait dégénérer la situation.

Jusque là "*nous (étions) plutôt satisfaits du déroulement de la manifestation et du nombre de gens venus pour montrer leur solidarité avec la lutte sociale des pays méditerranéens touchés par la politique d'austérité*", a-t-il raconté.

"*Je peux comprendre les gens qui ont jeté la peinture, même si ce n'était pas l'objet de la manifestation. (Mais) après la charge (de la police), on a dû appeler à la dispersion du cortège et de petits groupes se sont dispersés dans la ville*", a-t-il ajouté. (AFP 31.03)

2- Belgique

Au début du mois de février, Bert De Graeve, le patron de Bekaert, leader mondial du fil d'acier, annonçait la restructuration la plus importante de son histoire pour cette entreprise flamande. Mais il espérait, soulignait-il, "*réduire au maximum les dégâts sociaux*" liés à cette opération qui a traumatisé plusieurs municipalités où Bekaert était une véritable institution ainsi qu'un gage de prospérité et de stabilité.

Quelques semaines plus tard, alors que la négociation d'un plan social se déroule dans un climat très difficile, les travailleurs des divers sièges sont partis spontanément en grève car, le vendredi 30 mars, un quotidien leur a appris le matin même que M. De Graeve avait vu son salaire grimper de 30% en 2011, passant de 1,35 à 1,78 million d'euros. Le patron s'est manifestement mis, lui aussi, à l'abri des "*dégâts sociaux* " qu'il voulait prévenir...

Dans une tentative maladroite, le président du conseil d'administration et du comité de rémunération de la société, le baron Paul Buysse, a tenté de justifier, vendredi, la hausse spectaculaire de la rémunération du patron, affirmant que celui-ci avait "*atteint ses objectifs*" et qu'il convenait, dès lors, de "*respecter scrupuleusement*" les règles salariales en vigueur. La direction précisait toutefois qu'elle comprenait "*la frustration*" du personnel.

Les organisations syndicales ont demandé à M. De Graeve de "*s'excuser*" avant toute reprise des pourparlers et ils veulent, cette fois, que les pourparlers soient "*sérieux*".

Le groupe a réalisé un chiffre d'affaires de 3,3 milliards d'euros en 2011 (+ 2,4%), mais son bénéfice net est passé de 367,6 à192,6 millions, ce qui rendrait obligatoire une réduction annuelle de ses coûts à hauteur de 100 millions. (lemonde.fr 31.03)

Haut de page

Le 2 avril

CAUSERIE

Les causeries et infos en bref ainsi que les articles de presse de mars sont disponibles au format pdf. On a bien bossé, même si je suis complètement crevé. Il faut dire que la chaleur écrasante et les coupures de courant ne me facile pas la vie. Mais bon, il y a pire.

Terrorisme d'Etat. Le vrai visage des chantres de la démocratie. L'union nationale du POI au FN au chevet de l'Etat.

Contre tous (les partis) une nouvelle fois, j'ai eu raison de suivre de près l'affaire Merah qui s'avère être une affaire d'Etat mettant directement en cause Sarkozy, Guéant, Longuet et Juppé.

Je ne suis parti d'aucun a priori dans un sens ou dans un autre. J'ai attendu de voir au fil des jours les éléments qui seraient portés à notre connaissance, pour ensuite les analyser et les mettre en rapport entre eux, avant de me forger une conviction ou non, puisqu'il arrive aussi que cela soit impossible quand on ne dispose pas de suffisamment de preuves pour formuler une version précise des faits.

Dans cette affaire il restait deux points à éclaicir, le premier concernait l'arme ou les armes utilisées par M. Merah lors de l'assaut lancé par le Raid pour l'éliminer, nous n'en savons toujours rien ; le second, s'il avait bien tenu les propos que les policiers lui prêtaient quand il était cerné et si une tierce personne les aurait entendus et enregistrés, il semble que oui désormais.

On pourrait ajouter un troisième élément, le scooter et la voiture retrouvée avec des pièces détachées de scooter. Voiture identique à la sienne, appartenant à une personne habitant dans la même rue que lui, étrangement une voiture volée, la présence à l'intérieur de pièces détachées d'un scooter identique au sien, quelle coïncidence ! avant que les enquêteurs abandonnent soudainement

cette "*fausse*" piste, à croire qu'ils avaient voulu en faire trop et qu'ils s'étaient plantés quelque part, peut-être que les pièces de scooter retrouvées dans cette voiture ne correspondaient pas tout à fait à celles du scooter de M. Merah, une simple expertise aurait permis de le déterminer facilement.

Cette voiture, son propriétaire, ces pièces de scooter, le scooter de M. Merah, comment il aurait procédé pour transformer son scooter, où sont passées la peinture ou les pièces détachées, les images prises par les caméras de vidéosurveillance de l'école, le témoin qui avait vu le visage du tueur, les douilles relevées après la fusillade entre Merah et le Raid, voilà autant d'éléments qui sont passés à la trappe ou qui n'ont pas fait l'objet d'une communication de la part des enquêteurs, et pour cause, ils seraient sans doute à charge contre les véritables auteurs de ces crimes. A ce jour, aucun élément ne permet de prouver formellement que M. Merah a bien été l'auteur des crimes qui lui étaient reprochés.

Pour comprendre cette affaire, je vous invite à la reprendre depuis le début et à lire les précédentes causerie où j'ai abordé ce sujet.

Je reproduis plus loin l'essentiel d'un article de l'AFP dont voici un bref extrait :

"*Nous détenons deux vidéos identiques de 20 minutes chacune dans lesquelles Mohamed Merah dit aux policiers +pourquoi vous me tuez?+ (...) +je suis innocent+*", a déclaré lors d'une conférence de presse Me Zahia Mokhtari, qui devrait se rendre en France dans les jours à venir pour déposer plainte devant la justice française. (AFP 01.04)

Les dirigeants du POI, du NPA et de LO ont adopté sans sourciller la version officielle délivrée par le flic-président-candidat sans se poser la moindre question.

A travers leurs prises de position, ils ont démontré une nouvelle fois qu'ils étaient décidément en dessous de tout, dévoilant ainsi leur véritable nature. Ce sont de misérables imposteurs doublés de lâches, à force ils nous inspirent le plus profond mépris pour oser continuer de parler en notre nom et celui du socialisme.

Certes M. Merah était un voyou, mais jusqu'à preuve du contraire il méritait le même traitement que tout citoyen bénéficiant du principe de présomption d'innocence.

Contrairement au tueur de Toulouse et Montauban il ne portait pas de cicatrice sur la joue gauche et il n'était pas corpulent, et en dehors de l'arme que lui ont remise les policiers il n'en possèdait aucune, il n'a jamais avoué publiquement ces crimes pour la bonne raison que ce n'est pas lui qui les a perpétrés.

Sarkozy, Guéant, Longuet, Juppé, Squarcini (DCRI) et Corbin de Mangoux (DGSE) sont des menteurs et des manipulateurs, les véritables commanditaires et responsables de ces tueries, comment ont-ils opéré au juste, il y a fort à parier qu'on ne le saura jamais.

On attend de voir la suite.

En craignant d'être la victime de la théorie du complot et d'être ainsi catalogués parmi ses adeptes, les dirigeants de ces partis tombent dans le travers qui consiste à craindre la vérité, à s'en écarter pour couvrir finalement les activités criminelles d'un Etat qu'ils prétendent combattre. Ah vous avez le droit de vous interroger sur leurs réelles intentions, plutôt deux fois qu'une ! Pour nous l'affaire est entendue depuis longtemps.

Dès lors, l'impuissance qui caractérise leur politique et l'impasse à laquelle elle conduit infailliblement n'ont plus rien d'étonnant pour qui est encore capable de regarder la réalité en face. Ces charlatans ou ces ignares s'emploient à montrer au régime qu'il respecte scrupuleusement la légalité, y compris au-delà du minimum qu'il attend d'eux, de telle sorte que ses représentants n'aient rien à leur reprocher et leur permettent de vaquer tranquillement à leurs occupations, qui se réduisent à tromper militants et travailleurs, tout en entretenant leur lobbying corporatiste et leurs misérables appareils.

Vous pouvez agir à votre guise sur votre propre terrain, vous pouvez compter sur nous pour garder le silence ou vous soutenir si nécessaire, voilà à quoi se résume leur discours et leur attitude envers l'Etat. Je ne trouve pas les mots pour caractériser leur comportement tellement ils me dégoûtent, scandaleux, abjecte, infâme.

Ne parlons pas de Mélenchon qui a été secrétaire de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées du Sénat, donc un maillon de l'Etat, et qui en tant que tel couvre logiquement tous ses crimes.

Mondialisation.ca, Koffi Cadjehoun, 30 mars 2012 : "*... les dénonciateurs du complotisme se démasquent de plus en plus pour ce qu'ils sont : des défenseurs de la loi du plus fort et du pouvoir en place. Il est deux sortes de négationnistes : les complotistes rigoureux, qui voient des complots partout et expliquent le fonctionnement humain par le complot* (pour notre part on dirait la lutte des classes - Ndlr) *; et ceux qui refusent que des complots surviennent, singulièrement dans les allées du pouvoir, alors que l'histoire est jonchée de complots. Encore faudrait-il préciser que le complot signale l'affaiblissement du pouvoir officiel*

et visible, qui essaye ainsi de prolonger son pouvoir déclinant alors qu'il ne fait que l'affaiblir.".

Ce qui est désolant, c'est que ce ne soit pas un dirigeant d'un parti ouvrier qui prenne sa plume pour écrire ces lignes.

Sarkozy assassin. La preuve arrive.

L'avocate algérienne mandatée par le père de Mohamed Merah pour porter plainte contre le Raid (unité d'élite de la police française) a affirmé dimanche à Alger détenir des preuves de "*la liquidation*" du tueur de Toulouse.

"*Nous détenons deux vidéos identiques de 20 minutes chacune dans lesquelles Mohamed Merah dit aux policiers +pourquoi vous me tuez?+ (...) +je suis innocent+*", a déclaré lors d'une conférence de presse Me Zahia Mokhtari, qui devrait se rendre en France dans les jours à venir pour déposer plainte devant la justice française.

"*Des personnes au coeur de l'événement, et qui voulaient que la vérité éclate, m'ont remis ces vidéos*", a ajouté l'avocate. Elle a précisé qu'elle en réservait la "*divulgation*" à la justice française et insisté sur leur authenticité.

Sollicité par l'AFP, le ministère de l'Intérieur français n'a fait aucun commentaire.

Selon Me Mokhtari, "*Merah (Mohamed) a été manipulé et utilisé dans ces opérations par les services français et a ensuite été liquidé pour que la vérité ne voie pas le jour*".

Me Mokhtari a indiqué qu'elle remettrait à la justice française "*une première liste de trois noms, ceux d'un responsable des services français et de deux autres personnes de nationalités différentes qui +travaillaient+ avec Mohamed Merah pour qu'elles soient entendues dans cette affaire*".

Par ailleurs, une source proche de la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE) avait qualifié de "*grotesques*" des informations du quotidien italien Il Foglio qui assure sur son site internet que Mohamed Merah voyageait avec la couverture des services secrets français.

Selon l'avocate, Mohamed Merah avait par ailleurs "*demandé à parler avec la presse mais cela lui avait été refusé*".

Des avocats français "*veulent nous aider*", a ajouté Me Mokhtari, sans citer de nom. Elle a ajouté avoir "*confiance en la probité et l'impartialité de la justice française*". (AFP 01.04)

Peut-on parler de coïncidence en présence de faits à répétition qui se produisent trois semaines avant le premier tour de la présidentielle quand Sarkozy est donné battu ?

Un engin explosif, qui n'a pas fonctionné, a été découvert dans la nuit de samedi à dimanche dans la cour de la sous-préfecture de Corte, dont la grille avait été forcée par un véhicule, le préfet de Haute-Corse condamnant un "*attentat visant un symbole fort de la République*".

"*De mémoire, il ne s'en était pas produit depuis très longtemps*", a-t-il relevé, précisant que la section anti-terroriste du parquet de Paris était chargée de l'affaire.

"*Une patrouille de gendarmes a constaté la présence de plusieurs individus qui ont fui à pied*", a ajouté le procureur lors de la conférence de presse.

Concernant l'engin explosif, le magistrat n'a donné aucune précision, indiquant que les investigations techniques étaient en cours. (AFP 01.04)

Bruit de campagne

Les institutions rejetées.

Le JDD a publié un sondage montrant qu'à peine plus de quatre électeurs sur dix (43%) souhaitent que le second tour de la présidentielle oppose MM. Hollande et Sarkozy. (AFP 01.04)

A travers la méfiance ou le rejet des deux principaux partis institutionnels, ce sont les institutions qui sont rejetées. L'élection présidentielle est tellement antidémocratique que les électeurs s'en détournent ou vont aller voter à reculons, par dépit et parfois avec dégout, car ils se disent qu'on les trompe, qu'on leur ment et ils ne le supportent plus, pas encore assez pour ne

plus participer à cette mascarade dont ils feront les frais dans les mois et les années à venir si aucune explosion sociale ne se produisait.

Elle est souhaitée, elle est souhaitable, urgente, mais il nous faut être patient, la maturation des consciences est longue à se concrétiser et à se réaliser, qui aboutira à poser la question du pouvoir qui concentre toutes les autres. On ne peut la poser qu'en lui donnant un contenu, c'est cela qui nous intéresse.

Précipiter les choses ne servirait à rien, c'est le niveau d'organisation des masses et leur niveau de conscience politique qui détermineront la marche en avant de la révolution prolétarienne. Ces deux conditions sont-elles réunies ? La réponse est manifestement non, en attendant il faut donc travailler sur ces deux fronts. Voilà en quoi il y a urgence au lieu de faire des plans sur la comète ou de baisser les bras.

Ayons confiance dans les travailleurs et le reste suivra. Ce n'est possible qu'à partir du moment où l'on privilégie leurs couches les plus avancées politiquement qui entraîneront plus tard les couches les plus arriérées, c'est la seule manière de garder le cap sur notre objectif : la prise du pouvoir. Dans le cas contraire, il y aura forcément de quoi être démoralisé. C'est plus facile de garder le moral quand on est organisé dans un parti, bien qu'on puisse en douter quand on voit où leurs dirigeants en sont rendus. Des dirigeants qui ne sont pas élus à vie, cela se change aussi.

Les militants disent aux travailleurs qu'ils ne peuvent compter que sur leurs propres forces, et bien c'est la même chose pour chaque militant du POI, du NPA et de LO, qu'ils n'attendent pas tout de leurs dirigeants car ils risquent d'être déçus et de tomber de haut un jour...

Il nous promet de la sueur, des larmes et du sang...

Le programme complet de Nicolas Sarkozy pour une seconde mandature se chiffrera à 115 milliards d'euros d'efforts demandés aux Français, a confirmé le candidat sortant, dans un entretien à paraître lundi dans l'Est Républicain, le Républicain Lorrain et Vosges Matin. (AFP 01.04)

L'hyper austérité à la grecque...

L'ancien ministre UMP Philippe Douste-Blazy, soutien de François Bayrou (MoDem) pour la présidentielle, a estimé dimanche sur RTL que "la dérive droitière" du candidat UMP Nicolas Sarkozy "*s'est accélérée*" et qu'elle est même "*assumée*".

"*Nous souhaitons une union nationale pour que la France ne soit pas dirigée par un clan de droite, nous souhaitons prendre les meilleurs qu'ils soient à droite ou à gauche, et les plus compétents*", a-t-il aussi plaidé. (AFP 01.04)

Que craint monsieur Hollande ?

"*Le danger du premier tour, ce n'est pas la dispersion (des voix, NDLR), c'est l'abstention*", a dit François Hollande. Il souhaite, en effet, distancer le plus possible ses rivaux dès le 22 avril, au premier rang desquels Jean-Luc Mélenchon. (lepoint.fr 01.04)

Il ne faut pas prendre à la lettre les déclarations de Hollande, il craint davantage la montée de Mélenchon que l'abstention qui ne profiterait pas à ce dernier, donc qui ne lui profiterait pas non plus au second tour s'il était qualifié.

Hollande inspire tellement confiance, il respire tellement le "*changement*", qu'il donne déjà envie de dormir à bon nombre de ses électeurs potentiels le 22 avril ! Ce qui n'est pas pour nous déplaire, au contraire, plus il baisse et plus Mélenchon monte, plus ils seront dans la merde pour aborder les législatives, et pire encore le lendemain, ce dont je me réjouis d'avance. A vrai dire, c'est le seul élément de satisfaction que j'ai trouvé lors de cette campagne électorale.

Franchement, comment le PS pourrait-il se tromper de "***camp***" ?

Jean-Luc Mélenchon, hier à La Grande Borne, à Grigny (Essonne), a vanté la dynamique enclenchée, «*ce mouvement qui n'est plus simplement le mouvement du Front de gauche, mais qui commence à être déjà le mouvement du "front du peuple", dont personne ne se débarrassera quel que soit le résultat des élections, même s'ils se débarrassent de moi!*».

Il a averti les socialistes qu'il ne fallait «*pas se tromper de camp*», déplorant qu'au moment où il arrive «*au-dessus de Mme Le Pen*» se constitue «*un tir de barrage incroyable*».

«*Qu'est ce que ça peut bien vouloir dire de s'en prendre à moi (...) alors qu'ils se disent de gauche! Occupez-vous de l'extrême-droite, occupez-vous de Sarkozy, foutez nous la paix!"*», a-t-il lancé sous les applaudissements. (20minutes.fr 01.04)

Actualité en titres

La dictature en marche.

- Douste-Blazy estime que la "*dérive droitière*" de Sarkozy "*s'est accélérée*" - AFP

- Sarkozy confirme 115 milliards d'euros d'efforts pour son programme présidentiel - AFP

Opération déstabilisation, instrumentalisation, manipualtion, récupération.

- L'avancée des rebelles dans le nord du Mali inquiète - LeFigaro.fr

- Le Kenya secoué par deux attaques à la Grenade, 15 blessés - Reuters

- Thaïlande: 13 morts dans une série d'attaques à la bombe dans le Sud - AFP

- Yémen: sept policiers tués dans une attaque attribuée à Al-Qaïda - AFP

- En Egypte, le numéro deux des Frères musulmans candidat à la présidentielle - Liberation.fr

Comme dirait Oulianov : pour le compte de qui ? Poser la question, c'est y répondre...

INFOS EN BREF

Politique

Mali

Le chef des officiers putschistes maliens, le capitaine Amadou Sanogo, a promis de rétablir ce dimanche la Constitution et les institutions, et de remettre à terme le pouvoir aux civils.

"*Nous prenons l'engagement solennel de rétablir à compter de ce jour la Constitution de la République du Mali du 25 février 1992, ainsi que les institutions républicaines*", a-t-il annoncé à des journalistes dans sa garnison proche de Bamako.

Amadou Sanogo a ajouté que la junte avait accepté de consulter les forces politiques locales pour mettre en place un organisme de transition afin d'organiser des élections pacifiques, libres, ouvertes et démocratiques "*auxquelles nous ne participerons pas*". (Reuters 01.04)

Economie

Japon

Le géant japonais de l'électronique Panasonic envisage de transférer à l'étranger la totalité de sa production de téléphones portables, dès cet été, selon des informations de presse parues dimanche.

La firme, qui a entamé un processus de restructuration en raison de pertes historiques, réfléchit à stopper la production de son usine située dans la préfecture de Shizuoka (centre), où sont fabriqués la moitié de ses téléphones portables, rapporte le quotidien des affaires Nikkei.

L'autre moitié est déjà fabriquée à l'étranger.

Panasonic, numéro trois des fabricants de portables au Japon, derrière Sharp et Fujitsu, maintiendra cette usine pour la réparation et les services après-vente, a ajouté le quotidien, précisant qu'il n'y aurait pas de licenciements pour le moment.

La fabrication serait transférée en Malaisie et en Chine, selon le Nikkei.

Panasonic a lancé une vaste restructuration toujours en cours, avec des fermetures d'usines, de sa production de dalles d'écrans de téléviseurs à cristaux liquides (LCD) et plasma, une activité lourdement déficitaire.

Le groupe s'attend à terminer l'exercice d'avril 2011 à mars 2012 sur une perte nette historique de 780 milliards de yens (7,2 milliards d'euros au taux de change actuel), à cause de ventes en repli, de la hausse du yen ainsi que des effets du séisme au Japon et des inondations en Thaïlande. (AFP 01.04)

Haut de page

Le 3 avril

CAUSERIE

A lire dans cette page, M. Merah aurait ciblé des victimes "*aux apparences*" (Sarkozy) musulmanes et juives alors qu'une partie de sa famille était musulmane ou juive, comme s'il voulait tuer sa propre famille quoi, encore un élément qui ne colle pas.

Je pense avoir résumé en une formule concise et précise la signification politique de notre appel à voter Mélenchon, dans le bandeau défilant en haut de l'écran : Voter Mélenchon pour amplifier les contradictions du régime et des partis qui le soutiennent (le régime).

J'ai précisé "*le régime*", car cela concerne également les partis (ou groupes) ouvriers qui ne soutiennent pas la candidature de Mélenchon et qui sont également traversés par des contradictions qui vont s'avérer insupportables dans les mois qui viennent.

A la place des dirigeants du NPA et de LO, je me rallierais à la candidature de Mélenchon, histoire de le faire monter encore plus haut face à Hollande.

A l'arrivée, c'est le PCF qui ne va plus savoir sur quel pied danser, s'allier avec le PS en vue des législatives ou tenter l'aventure avec le PdG au risque d'y laisser des plumes, le FdG pourrait ne pas y survivre ou sans le PCF, son appareil et ses militants, le plus dur est devant eux, un casse-tête qui pourrait rapidement se transformer en cauchemar et nous nous en réjouissons d'avance.

Le courant dit de gauche du PS commence à s'impatienter, c'est une bonne chose, personnellement je considère qu'ils sont encore plus droitiers que le courant officiellement droitier du PS, comme autrefois le CERES de Chevènement, c'est ce qu'ils sont en train de démontrer et nous nous en félicitons.

Quant au candidat du parti de l'ordre, il le revendique un peut plus chaque jour. Quelque part on le regrette, car cela donne lieu à des commentaires plus hypocrites les uns que les autres, à commencer par Chérèque, qui de la sorte peut se poser en opposant au régime, alors qu'il en est un des principaux maillons.

A propos du site

3 115 visites en mars, 2 760 fichiers téléchargés.

Le top 10 :

/justice/justice78.pdf
/tribune/IO189_2.pdf
/tribune/IO192_2.pdf
/tribune/RS37.pdf
/marxisme/broue_pbolch.pdf
/tribune/IO193_2.pdf
/marxisme/ical.pdf
/service/texte_poi_230212.pdf
/tribune/IO191_2.pdf
/construction/klberg.pdf

J'ai mis en ligne un article publié par le portail Mondialisation.ca "*Adieu l'Amérique et bon vent*", rédigé par un personnage infréquentable au premier abord selon les standards établis dont on se fout autant que les élucubrations ou les gesticulations de nos dirigeants qui nous ont conduit à la situation que nous connaissons aujourd'hui, c'est-à-dire à une impasse.

Voici la notice biographique que Mondialisation.ca a inséré à la suite de cette article.

- "Philip Giraldi est un ancien officier de la CIA et contributeur au magazine The American Conservative et directeur exécutif du Council for the National Interest, spécialiste en contre-terrorisme. Il s'était distingué en 2005 en révélant les plans de Cheney de préparation d'une attaque nucléaire contre l'Iran. En 2008, il a publié dans le Huffington Post "*Le retour de Dick Cheney*" (traduit par ReOpenNews), une analyse de l'évolution des discours de l'administration US vis-à-vis de l'Iran. Il est aussi l'auteur d'un article retentissant paru dans le journal The American Conservative, "*Administration américaine : y aurait-il une pieuvre ?*" où, avec la whistleblower (lanceuse d'alerte) Sibel Edmonds, il analysait l'étendue de la corruption au sein du FBI et de l'administration US. Il publie régulièrement sur le site AntiWar."

Vu sous cet angle, on se dit qu'il ne peut qu'apporter de l'eau à notre moulin et on ne crachera pas dessus. On ne choisit pas forcément les sources de nos informations et tant pis pour ceux parmi nous qui ne le comprendraient pas, qu'ils restent dans leur ignorance et qu'ils la ferment surtout. Ils peuvent aussi décréter que je travaille pour la CIA ou qui ils veulent on s'en contrefout totalement. Marx citait régulièrement les pires réactionnaires de son époque, des esclavagistes fiers de l'être, excusez du peu, personne n'osera soupçonner Marx d'intelligence avec l'ennemi.

Les camarades qui sont particulièrement bien disposés envers le site que j'anime, seraient bien avisés de me faire connaître l'adresse de portails comparables à celui-ci, merci d'avance à eux. Je suis de tout coeur et davantage encore avec vous, imaginez qu'il fait entre 35 et 40°C à l'ombre, qu'il y a une piscine gratuite à 50 mètres de chez moi et qu'en 6 mois je n'ai pas trouvé le temps d'y mettre les pieds une seule fois. Si vous vous posiez des questions sur la nature et le niveau de mon engagement politique, vous avez là un début de réponse.

A bâtons rompus

Hier j'étais fatigué et j'ai laissé de nombreuses fautes que j'ai corrigées en partie le soir. Parfois je ne me relis même pas, je me demande à quoi bon se casser la tête, j'ai l'impression de perdre mon temps avec ce site. Mais bon. On va continuer au moins jusqu'aux législatives.

Je comprends parfaitement pourquoi de nombreux travailleurs préfèrent s'engager dans des associations où ils ont l'impression d'être utiles à quelque chose plutôt que dans des partis ouvriers où on leur raconte des salades à longueur de temps, ou pourquoi des militants préfèrent rester inorganisés pour les mêmes raisons.

Quand on évoquait la nécessité de construire un nouveau parti, on nous prenait pour des farfelus, des idéalistes, on nous tournait en ridicule, Mélenchon l'a fait et a prouvé que c'était possible. Si tous les militants, cadres, responsables et éventuellement dirigeants proche des idées que je défends décidaient de se rassembler ce serait également possible.

Avec Internet on pourrait facilement briser la censure des médias, notre manque de moyens humains et financier pour lancer un parti qui s'imposerait dans le cours des choses pourrait être compensé grâce à ce moyen de transmission des informations, de notre presse, de notre politique... En s'entourant d'informaticiens professionnels parmi les militants, on figurerait dans des centaines de pages de moteurs de recherche, notre message serait accessible à tous.

Cela ne remplace pas le contact direct, cela le précède, ce n'est pas incompatible, donc cela doit être pris en compte, le négliger serait une erreur, en embrayant ensuite sur le terrain en allant au contact des travailleurs et en leur proposant de s'organiser avec nous sur un objectif : préparer et se préparer à la chute du capitalisme, attention, si on loupe cette opportunité, on va le payer mille fois.

Il faudrait plutôt dire les travailleurs les plus défavorisés vont le sentir passer plus que les autres, car en réalité la plupart des militants des syndicats et des partis n'appartiennent pas à ces couches de travailleurs, et si finalement leur syndicat et leur parti leur vont très bien, c'est parce qu'ils trouvent leur compte dans le combat qu'ils mènent, ce qui me fait dire que leur objectif n'est pas de préparer les conditions pour renverser le régime mais s'en accommoder aussi longtemps qu'il garantira leur niveau de vie, ce qui se traduit politiquement par un appel à voter Hollande au premier ou au second tour, tout est dans l'ordre des choses.

Je n'ai peut-être pas le talent ou les qualités qu'il faudrait pour exprimer ces idées, j'essaie de comprendre, je me donne beaucoup de mal pour cela, j'y consacre tout mon temps en vérité. L'avantage de ne pas être un génie, c'est qu'on peut toujours s'améliorer ou descendre toujours plus bas jusqu'à être en rupture avec la société et péter les plombs. La lucidité, on doit commencer par se l'appliquer à soi-même, dans le cas contraire il ne faut pas se plaindre qu'on vous balance que les conseilleurs ne sont pas les payeurs.

Un brin de lecture pour nous rafraîchir les idées.

- "*Dans les temps anciens, quand un même individu devenait démagogue et stratège la constitution se changeait en tyrannie. Car la grande majorité des anciens tyrans étaient sortis des rangs des démagogues. La cause pour laquelle il en était ainsi à cette époque, alors que ce n'est plus le cas aujourd'hui, c'est qu'alors les démagogues étaient pris parmi les chefs militaires, car on n'était pas encore habiles dans l'art des discours, alors qu'aujourd'hui avec le développement de la rhétorique ceux qui sont capables de parler deviennent démagogues...*" (Aristote - Les politiques V, 5, 1304-b -édition Flammarion)

De nos jours, quand parvenu au pouvoir un militaire ou un repésentant du capital habité par un esprit policier se fait à la fois démagogue et stratège, la constitution se change en tyrannie et le régime tend de plus en plus vers une dictature impitoyable.

On aurait pu préciser que de nos jours on peut devenir démagogue sans avoir le talent nécessaire pour manier la rhétorique, il suffit d'écouter Sarkozy et son langage de charretier ou encore ses fautes de syntaxe à répétition quand il n'a pas son nègre pour lui mâcher ses discours.

Avis aux parieurs.

- "*Un pronostic est valable, non pas dans la mesure où il exprime ou trouve une confirmation photographique exacte des développements ultérieurs, mais plutôt s'il nous aide, en projetant devant nous les facteurs historiques, à nous orienter dans le cours réel des événements.*" (Trotsky : *La révolution d'Octobre a-t-elle été un échec ?* - mai 1940 - CERMTRI)

Parfois on lit des analyses ou des articles qui comportent des erreurs, c'est parfois inévitable, peu importe car l'essentiel est ailleurs, dans l'orientation vers laquelle tend leurs auteurs. Mais pour faire cette distinction, il faut déjà avoir un certain niveau politique, d'où la nécessité de travailler pour l'améliorer encore et encore.

Le piège consiste aussi à s'identifier aux idées auxquelles on a adhéré, de telle sorte qu'on ne peut plus s'en séparer sans avoir l'impression de subir une castration dirait Freud, dit autrement, d'être orphelin, perdu, de perdre sa propre identité et son esprit critique surtout.

Un volet de notre méthode.

- " *Ce qui est important dans la pensée scientifique, surtout dans les questions complexes de politique et d'histoire, c'est de distinguer le fondamental du secondaire, l'essentiel de l'accidentel, de prévoir le mouvement des facteurs essentiels du développement. Pour les gens dont la pensée ne va que du jour au lendemain, qui cherchent à se rassurer avec toutes sortes d'événements épisodiques sans les relier ensemble dans un tableau global, la pensée scientifique qui part de facteurs fondamentaux semble dogmatique : en politique, on rencontre ce paradoxe à tout moment.*" (id)

Sans une vision globale, mondiale de la situation, dans tous ses aspects, on ne comprendra pas grand chose en vérité. Le piège consiste ainsi à théoriser une expérience alors qu'on ne possède pas les matériaux suffisants pour se livrer à cet exercice et le mener à son terme de manière satisfaisante.

Les militants qui travaillent n'ont pas les moyens (le temps) de réunir ces matériaux afin de se livrer à une analyse de la situation mondiale, ils doivent donc s'en remettre à des analyses réalisées par d'autres, par leurs dirigeants dont cela être une des fonctions essentielles, sauf que la plupart du temps ces derniers se dispersent pour se livrer à des tâches secondaires, ne laissant le soin à personne d'exercer le moindre contrôle sur leur appareil, à supposer qu'ils en soient capables évidemment.

Avis aux "***sorciers***".

- "*L'illusion de la libre volonté engendre l'arbitraire subjectif. En Amérique, on trouve beaucoup la conception de l'homme politique comme un "ingénieur" qui prend des matières premières et construit en fonction de ses plans. Il n'y a rien de plus naïf et vide que cette conception. Pourtant, comme dans toute philosophie, y compris la philosophie de l'histoire, il existe une façon juste de concevoir les rapports réciproques entre subjectif et objectif. En dernière analyse, les facteurs objectifs remportent toujours sur le subjectif. C'est pourquoi une politique juste commence toujours par une analyse du monde réel et une analyse des tendances qui le traversent. C'est seulement ainsi qu'on peut parvenir à une prédiction scientifique correcte et à une intervention correcte dans un processus sur la base de cette prédiction. Toute autre approche relèverait de la sorcellerie.*" (id)

- "*En politique, la méthode scientifique ne peut assurer la victoire dans tous les cas.*" (id)

Comme lorsqu'on est en minorité dans un parti, il faut l'assumer. Même dans le parti les conditions objectives l'emportent ou peuvent le conduire à la ruine à force de les ignorer, d'où l'état actuel du POI, du NPA et LO...

L'essentiel, c'est d'assumer, alors assumons, quand j'appelle à voter Mélenchon, c'est pour participer au mouvement qui conduit à faire exploser le PS, tandis qu'à l'intérieur il y en a aussi qui s'y emploient déjà, cela va finir en fondue savoyarde !

Notre vote est tourné contre Sarkozy et contre Hollande, l'hypocrisie revêt des masques différents sous lesquels les personnages demeurent les mêmes, avec une dose de mépris et de cynisme en prime dans lesquels ils se distinguent et qui du même coup permet d'établir une distinction entre eux, et donner l'illusion toujours utile qu'ils sont différents, que l'un présenterait plus d'avantages que l'autre. En route pour le cirque!

On réinventera les jeux du cirque et les instruments de torture en usage au Moyen-Age pour satisfaire la nostalgie malsaine de madame Parisot, sans oublier l'Empire colonial, passer du Fouquet's à Cayenne, c'est normal que cela procure un choc, vos amis du CAC40 pourront continuer de jouer au casino avec des cailloux, petit à petit ils retomberont en enfance et finiront débiles, certains rongés par le remords, trop tard hélas !

Secrètement Hollande négocie avec Merkel son ralliement à sa politique, de telle sorte que tout le monde sera placé devant le fait accompli, ce qui ne nous concerne pas plus que cela puisque nous observions ou subissions déjà celle de Sarkozy, la même en fait. On ne veut pas du MES et du TSCG, donc on ne veut pas plus Hollande que Sarkozy. On ne veut pas de l'ONU, donc on ne veut pas davantage Mélenchon, c'est la signification de notre vote.

Citations

- “Lorsqu’un gouvernement est dépendant des banquiers pour l’argent, ce sont ces derniers, et non les dirigeants du gouvernement qui contrôlent la situation, puisque la main qui donne est au dessus de la main qui reçoit. […] L’argent n’a pas de patrie ; les financiers n’ont pas de patriotisme et n’ont pas de décence ; leur unique objectif est le gain”. (Napoléon Bonaparte)

- ""“La véritable menace pour notre république est le gouvernement invisible, qui comme une pieuvre géante, étend ses tentacules gluants autour de nos villes, états et nations.” (John F. Hylan (1868-1936), maire de New York)

Leur vieux monde tel qu'il est.

Dehors et dedans.

"*Ceci dit, après ce qui s'est passé à Toulouse et Montauban nous devons être encore plus vigilants que d'habitude*", a il dit Claude Guéant sur BFM-TV.

"*J'adresse un avertissement très clair mais qui doit être bien entendu : tous ceux qui tiendront des propos contraires aux valeurs de la République seront instantanément mis dehors du territoire de la République française*", a déclaré Nicolas Sarkozy lors d'un meeting à Nancy. (Reuters 02.04)

Question : que faites-vous de ceux qui tiennent les mêmes discours et qu'il est impossible d'expulser parce qu'ils sont de nationalité française, vous les embastillez, mais dites-donc, il va falloir doubler la capacité carcérale !

Je ne partage pas votre idéologie et je tiens des propos contraires à votre conception ou vos valeurs de la République dont je conteste la légitimité, je suis Français, donc à défaut de pouvoir me mettre "*dehors*" pour pourriez être tenté si je suis votre raisonnement de me mettre "*dedans*", où, mais en prison voyons.

Mais dites-moi monsieur le justicier, madame et monsieur Le Pen entre autres ne tiendraient-ils pas des propos contraires "*aux valeurs de la République*", qu'attendez-vous pour les embastiller, impossible, parce qu'ils vous sont bien utiles, à quoi, à la mise en place d'une législation liberticide digne d'une dictature militaire qui pourra être utilisée le moment venu contre le mouvement ouvrier et ses dirigeants, on comprend, on comprend que vos préoccupations ne puissent pas être les nôtres et que vous leur préfériez celles de l'extrême droite.

Liberté d'expression sous surveillance rapprochée.

Les associations de défense des libertés publiques en Grande-Bretagne ont violemment critiqué les projets révélés par le Sunday Times du gouvernement cherchant à accroître la surveillance des échanges de courriels et de consultations de sites Web.

Selon ces projets de nouvelles réglementations qui devraient être révélés le mois prochain, les entreprises de l'Internet devraient installer des équipements permettant aux services de renseignements électroniques d'avoir accès en temps réel aux données concernant chaque message ou courriel envoyé, les sites Internet consultés et les appels téléphoniques composés.

Cette politique constituerait '*une étape sans précédent, où l'on verrait la Grande-Bretagne adopter le même type de surveillance que l'on voit en Chine et en Iran*', a dénoncé Nick Pickles, directeur de l'association Big Brother Watch Campaign. De son côté, Shami Chakrabarti, directrice du groupe Liberty, a qualifié ce projet de '*démarche assez catastrophique contre la démocratie*'.

Le ministère de l'intérieur a indiqué que le gouvernement se préparait à légiférer à ce sujet '*aussitôt que les parlementaires en trouveraient le temps*'. '*Il est vital que la police et les services de sécurité soient en mesure d'obtenir des données sur les communications dans certains circonstances afin d'enquêter sur les crimes et les actes terroristes et de protéger le public*', a déclaré un porte-parole du ministère. (lemonde.fr 02.04)

Les "***valeurs chrétiennes***" peuvent rendre fou !

Sept personnes ont été tuées et trois autres blessées ce lundi dans une fusillade survenue dans une université religieuse près de San Francisco, selon les autorités locales, alors que la police a annoncé avoir arrêté le tireur présumé.

Selon un témoin cité par le *San Francisco Chronicle*, le tireur présumé assistait à un cours quand il s'est brusquement levé et à commencé à tirer sur l'assistance.

L'université d'Oikos affirme sur son site internet qu'elle s'efforce de «*fournir les plus hauts standards éducatifs, avec une inspiration et des valeurs chrétiennes*».

Selon le site internet du journal *The Oakland Tribune*, qui cite un témoin de l'arrestation, le tireur présumé aurait été interpellé à environ 8 km de l'université, dans la ville d'Alameda, devant un supermarché.

Selon la victime, le tireur suivait avec elles les cours de l'école d'infirmiers. Il se serait levé au milieu de la classe, aurait tiré à bout portant sur une personne, avant de tirer sur toute la salle.

«*Elle a dit qu'il avait toujours l'air fou*», a déclaré Mme Johnson, citant la victime. Mais elle ne savait pas "*jusqu'où il pourrait aller*". (libération.fr 02.04)

Rien de nouveau et d'étrange dans tout cela.

Les services secrets pakistanais (ISI) ont rendu public le 29 mars un rapport sur la "*fuite*" pendant 10 ans de Ben Laden, dont les principales conclusions émanent de l'interrogatoire de la plus jeune femme yéménite du milliardaire et terroriste saoudien.

Étrangement, le procès-verbal de l'interrogatoire reste très évasif quant au nom des individus ayant favorisé cette longue fuite en avant. (lefigaro.fr 02.04)

Outre ce roman qui voulait absolument que Ben Laden soit mort des mains de la soldatesque de l'Empire le 2 mai 2011 et qu'il ait survécu 10 ans après la guerre déclenchée par Bush contre l'Afghanistan, vous ne voudriez tout de même pas mouiller ceux qui vous servent utilement à accréditer cette thèse que vous seriez sinon dans l'incapacité d'avancer.

La question de l'éditorialiste du *New York Times* que celui du *Figaro* a reprise était tout simplement grotesque : «*La vraie question (...) c'est de savoir qui a offert son aide (à Ben Laden) (...) qui a facilité ses déplacements? Qui dans la chaîne de commandement était au courant de ses changements de domicile?*»

J'ai une question à leur poser : qui a assassiné ou fait assassiner B. Butto au Pakistan, Harriri au Liban, qui a orchestré la chute de S. Hussein en Irak, de Ben Ali en Tunisie, de Moubarak en Egypte, de Saleh au Yémen, de Kadhafi en Lybie, demain d'Assad en Syrie, etc. alors qu'ils se posaient tous en farouches ennemis de l'islamisme radical que les puissances occidentales prétendent combattre ? Poser la question c'est y répondre. Ceux qui ont fabriqué Al-Qaïda et financent les Frères musulmans ou encore les mouvements salafistes et djiadistes qui les ont remplacés au pouvoir ou leur réserve une place de choix dans la société de ces pays-là. Qui alors ? Bush, Obama, Sarkozy, Blair, Cameron, l'émir du Qatar, d'Arabie Saoudite...

Suite de l'affaire d'Etat Merah

Dix avocats, dont trois français, vont représenter en France le père du tueur en série Mohamed Merah qui veut engager des poursuites contre le RAID (unité d'élite de la police française) pour la mort de son fils, a indiqué lundi à l'AFP l'un d'eux, Me Zahia Mokhtari.

"*Sept avocats algériens et trois avocats français vont représenter le père de Mohamed Merah en France*", a dit Me Mokhtari, mandatée par le père du tueur.

"*Parmi eux figure un célèbre avocat français*", a ajouté Me Mokhtari qui n'a pas dévoilé son identité.

L'avocate algérienne a précisé avoir remis au barreau d'Alger sa demande de visa qui doit la transmettre au Consulat de France à Alger.

"*En principe, j'obtiendrai mon visa jeudi. Je partirai aussitôt en France. Je vais déposer la plainte contre le RAID à Paris*", a-t-elle précisé. (AFP 02.04)

Dommage qu'elle n'en dise pas davantage pour le moment. Elle a précisé que M. Merah n'avait pas tiré les balles qui lui avaient été imputées. Il semblerait également qu'il ne pouvait pas être au Pakistan selon les dates fournies par les enquêteurs, pour la bonne raison qu'au même moment il purgeait une peine de prison en France, ce point est à vérifier. (A suivre)

Une comédie bien orchestrée où chacun assume son rôle.

1- Le temps d'une campagne électtorale qu'il espère encore gagner.

Lancé à la chasse aux voix de droite, Nicolas Sarkozy n'a de cesse de mettre en scène un divorce très médiatisé avec des syndicats sur lesquels il s'est pourtant appuyé pendant son quinquennat pour obtenir une relative paix sociale.

Des analystes interrogés par Reuters jugent cependant ce divorce conjoncturel et estiment que le chef de l'Etat sortant sera contraint de renouer le dialogue s'il est réélu le 6 mai.

Les analystes politiques, experts en relations sociales et dirigeants syndicaux, l'escalade de ces dernières semaines est clairement liée à la campagne présidentielle.

Pour Guy Groux, du Centre de recherches politiques Cévipof, ses attaques ne sont possibles qu'en raison du faible taux de syndicalisation (8%) des salariés français.

Il estime en outre qu'elle ne dureront que le temps de la campagne, tout gouvernement, de droite ou de gauche, ayant selon lui besoin du dialogue social pour conduire sa politique. Un avis partagé par la plupart des analystes interrogés.

Certains estiment cependant que la campagne du chef de l'Etat laissera des traces. "*Il est clair que s'il est réélu, on risque de connaître une sorte de guerre froide pendant un petit moment*", dit ainsi Bernard Van Craeynest.

"*Attention aux excès de comportement populiste*", renchérit l'ancien porte-parole de l'UMP Dominique Paillé. "*En allant trop loin, il sera impossible de faire machine arrière.*" (Reuters 02.04)

Pour une fois qu'il peut lâcher sa haine du mouvement ouvrier, car chacun aura compris que ce n'était pas les dirigeants vendus des syndicats qu'il visait, ses meilleurs alliés, mais bien les syndicats en tant que tels. Chacun a également encore en tête de quelle manière Sarkozy, Fillon et Bertrand se sont employés à louer le "*sens des responsabilités*" des dirigeants syndicaux lors de la mobilisation sur les retraites qui avait permis de faire passer cette contre-réforme.

2- Sous le masque : le capitaliste !

« *Quand un président de la République attaque des syndicats, et les syndicats qui sont représentatifs, il n'attaque pas tel ou tel dirigeant, tel ou tel permanant, il attaque l'ensemble du monde salarié* », lance le candidat PS, qui regrette que les représentants syndicaux soient « *méprisés, montrés du doigt* ».

« *Le rôle d'un président de la République, c'est de respecter : les entreprises, les partenaires sociaux, les syndicats, ce qu'on appelle les corps intermédiaires* », explique François Hollande. Qui ajoute : « *Ça changera. (…) Je souhaite qu'à partir du mois de mai, il y ait un Président qui réconcilie, qui apaise, qui rassemble* ». (publicsenat.fr 02.04)

Monsieur Hollande, si ces "*représentants syndicaux* " sont "*méprisés*" par Sarkozy, ce n'est pas pour ce qu'ils sont mais pour ce qu'ils représentent. Si Sarkozy les méprisait pour ce qu'ils sont vraiment, des lieutenants ouvriers du capital, nous n'y trouverions rien à redire, cela dit, cela resterait une affaire de famille.

Bruit de campagne

Du côté des candidats qui existent, les stats d'audience des sites officiels (chiffres Médiamétrie sur le mois de février):

- 680.000 visiteurs uniques (VU) pour francoishollande.fr (dont 2/3 de + de 50 ans)
- 337.000 VU pour lafranceforte.fr
- 220.000 VU pour bayrou.fr
- 182.000 VU pour marinelepen2012.fr
- 135.000 VU pour placeaupeuple2012.fr, le site de Mélenchon (slate.fr 02.04)

Il faut ajouter à ces chiffres, ceux de leurs blogs.

Normal, il n'en fait pas partie !

Lundi, refusant toujours de s'en prendre frontalement au candidat FG, François Hollande a assuré sur LCI qu'il n'était pas "*dans une bataille à l'intérieur de la gauche*". (lexpress.fr 02.04)

Le véritable programme du PS.

Le sénateur-maire de Lyon Gérard Collomb écrit lundi sur son blog que le programme économique de l'ex-sénateur PS est "*inapplicable*". Il a comparé ses propositions avec le régime des Khmers rouges au Cambodge. (lexpress.fr et liberation.fr 02.04)

Collomb et Parisot même combat : normal !

La privatisation des services munipaux dont celui du ramassage des ordures ménagères fait bien partie du programme du PS, sans aucun doute possible.

Le programme du PS compatible avec celui d'A. Merkel. Ne touchez pas à notre traité !

Selon Jean-Marc Ayrault, l'équipe de François Hollande aurait noué des contacts avec l'entourage de la chancelière pour envisager l'ajout d'une annexe au nouveau traité européen. Mais rien n'est fait, loin de là. Et si Angela Merkel avait changé d'avis? Selon Der Spiegel, la chancelière serait prête à envisager l'ajout d'une annexe au traité européen de stabilité concernant la croissance. Exactement ce que défend François Hollande.

Cité par le journal allemand, Jean-Marc Ayrault le confirme du bout des lèvres: "*Il n'y a pas de contacts officiels entre le PS et la chancellerie. Mais plutôt de manière officieuse, entre 'conseillers' qui s'échangent quelques 'messages.'*"

Un proche du candidat PS, cité par un journaliste du Nouvel Obs', veut également y croire: "*On ne touche pas au traité lui-même, et en particulier aux clauses concernant l'automaticité des sanctions et la réduction des déficits, souffle ce proche de François Hollande, mais on ajoute une annexe ou un protocole (les deux ayant valeur juridique) concernant la croissance (avec, par exemple, la création d'euro-obligations pour financer de grands chantiers européens)*". (lexpress.fr 02.04)

Le programme du PS serait-il compatible avec celui de monsieur Mélenchon ?

Entre augmenter le smic et favoriser les capitalistes, le PS choisit naturellement ces derniers.

Arnaud Montebourg était interrogé, ce dimanche soir à l'émission BFM TV/Le Point/RMC, sur la montée de Jean-Luc Mélenchon qu'il a comparé... à l'ancien patron du PCF et candidat à l'élection présidentielle de 1981. "*C'est le Georges Marchais des temps modernes*".

Selon lui, ce smic réévalué (une des propositions de Mélenchon - Ndlr) "*serait très bien si on pouvait le faire, mais je crois que nous avons besoin, dans un projet de redressement national, d'aider les entreprises à se développer et non pas à les déstabiliser*". (lexpress.fr 02.04)

Tout est dans l'ordre des choses, ce sont les travailleurs pauvres avec leurs revendications délirantes qui déstabilisent et menacent de ruiner le pays, c'est bien connu, c'est justement le discours de l'UMP et du Medef !

Cela ne risque pas de lui arriver !

Daniel Cohn-Bendit a ironisé: "*Claude François et Mélenchon, c'est la grande nostalgie: les années 70, les drapeaux rouges, on va tout renverser...!*" (lexpress.fr 02.04)

Cela dit, le très réactionnaire Cohn-Bendit resemble davantage à Claude François, ce qui n'est pas vraiment un compliment dans ma bouche, il m'a toujours fait horreur.

Avis d'un touriste sexuel toujours ministre du chanoine de Latran.

Le ministre de la Culture et de la Communication, Frédéric Mitterrand, a estimé que «*l'arrivée de la gauche au pouvoir serait une catastrophe*» dans une interview publiée par Aujourd'hui en France/Le Parisien lundi. (liberation.fr 02.04)

INFOS EN BREF

Politique

Iran

Storytelling imperial : l'Iran formerait des armées de ninjas.

Le mois dernier, l'agence de presse atlantiste Reuters avait diffusé un reportage photographique de Caren Firouz et une vidéo intitulés « *Des milliers de femmes ninja s'entraînent pour devenir les assassins de l'Iran* » [1]. Des pratiquantes de ninjutsu, un art martial japonais, était présentées comme appartenant à une unité d'élite de tueuses « *capables de s'attaquer aux ennemis de l'Iran au corps à corps* ».

L'information avait été à la suite reprise sans vérification par de nombreux médias occidentaux, trop heureux de pouvoir conforter l'image d'une République islamique « *hostile* », conformément aux nécessités du storytelling officiel.

Malheureusement, il s'agissait en réalité de femmes pour lesquelles cet art martial, très populaire en Iran, est un loisir, comme peuvent l'être le karaté ou le judo pour de nombreux pratiquants à travers le monde [2]. Le journaliste de Reuters leur avait demandé ce qu'elles feraient si leur pays était attaqué et avait utilisé leurs réponses patriotiques pour les qualifier d'assassins « *au service du régime* ».

À la suite des protestations de nombreux médias iraniens, l'agence de presse avait accepté de changer le titre [3] et de modifier le reportage, mais refusé de présenter des excuses. Les athlètes et le club ont alors décidé de poursuivre l'agence en diffamation, et les autorités iraniennes ont retiré leurs accréditation aux journalistes de l'agence.

Le chef du bureau de Reuters a reconnu une faute, la qualifiant d'« *incident grave* ». Selon lui, l'agence a déjà procédé à une enquête interne et a pris les dispositions nécessaires en vue d'éviter que de telles « erreurs » se reproduisent.

Mais alors que l'information est infirmée par les faits et que Reuters a adressé un rectificatif à ses abonnés, le mythe des Iraniennes « *tueuses ninja* » continue à se répandre. Il est notamment relayé par TV5 Monde [4] et Le Monde.fr [5].

Comme l'a montré la couverture caricaturale de la crise en Syrie par les médias occidentaux et ceux du Golfe, il ne s'agit pas d'un cas isolé dans un appareil médiatique par ailleurs sain, mais de l'illustration grotesque d'un système d'information où la réalité des faits est désormais systématiquement sacrifiée au profit d'une narration favorable à la guerre. [6]

[1] « Thousands of Female Ninjas Train as Iran's Assassins », Reuters, 4 février 2012.

[2] « Iranian Ninjas », Press TV

[3] « Three Thousand Women Ninjas Train in Iran », Reuters.

[4] « Des femmes Ninjas pour défendre l'Iran », par David Gilberg, TV5 Monde, 19 février 2012.

[5] « Ninjutsu – L'Iran forme des femmes ninjas pour défendre la nation », Le Monde/Big Browser, 21 février 2012.

[6] « Les iPhone interdits en Syrie ? Regard sur un média-mensonge », par Luc Chevallier, Réseau Voltaire, 10 janvier 2012.

Source : « Storytelling imperial : l'Iran formerait des armées de ninjas », Réseau Voltaire, 2 avril 2012, www.voltairenet.org/a173365

Social

Italie

Le taux de chômage corrigé des variables saisonnières s'est élevé à 9,3% en février en Italie, soit son niveau le plus haut depuis la mise en place de cette statistique en 2004.

Le taux d'emploi global a diminué à 56,9% en raison d'une baisse du travail féminin.

Les 15-24 ans sont la catégorie la plus touchée par la progression du chômage, avec 31,9%, en hausse de 0,9 point par rapport à janvier.

Selon l'Istat, le taux de chômage brut s'est établi à 10,9% en février contre 8,7% en février 2011. (Reuters 02.04)

Economie

Grèce

Les prévisions de la Fondation pour la recherche économique et industrielle (IOBE) sont plus pessimistes encore que celles de la Commission européenne et du Fonds monétaire international (FMI), qui tablent sur une contraction de 4,7% à 4,8% du produit intérieur brut (PIB) grec cette année.

D'après ce rapport, le taux de chômage devrait quant à lui s'envoler à 20%, alors qu'il avait déjà touché un niveau record en 2011, à 17,3%.

"*Il est important de sortir de la récession et de remettre l'économie sur les rails de la croissance*", a commenté Yannis Stournaras, directeur de l'IOBE, en appelant à une accélération des privatisations pour attirer les investissements étrangers.

La Grèce doit s'imposer toujours plus d'austérité budgétaire pour assainir ses finances publiques dans le cadre du nouveau plan de sauvetage accordé par la zone euro et le FMI, censé lui éviter un défaut désordonné sur sa dette publique.

Critiquant la politique suivie jusqu'à présent par le gouvernement, l'IOBE pointe une baisse trop brutale des dépenses publiques, des mesures destinées à renforcer la compétitivité inadaptées et un rythme de privatisations trop lent.

Les réformes visant à renforcer la compétitivité, essentielles pour relancer la croissance, doivent s'appliquer à tous les secteurs et à toutes les professions sans exception, ce qui pourrait générer des bénéfices à long terme estimés à 17% du PIB, selon l'institut. (Reuters 02.04)

Tout est dit dans le dernier paragraphe, des bénéfices pour financer la rente des banquiers... à la hauteur des sacrifices imposés aux travailleurs.

Haut de page

Le 4 avril

CAUSERIE

On ne va pas s'éterniser sur l'affaire d'Etat Merah, disons que la manière dont elle a été montée et présentée, ainsi que les multiples contradictions qui l'ont émaillée, témoignent du degré de décomposition d'un régime aux l'abois, qui ne recule devant aucun subterfuge pour permettre au parti de l'ordre de conserver le pouvoir.

On vient d'apprendre ce matin qu'il venait de réaliser une seconde rafle parmi les milieux islamistes réputés radicaux, à tort ou à raison, histoire d'entretenir un climat de peur dans le pays favorable au flic-président-candidat jusqu'à la veille du premier tour de la présidentielle et peut-être au-delà. Pourquoi Sarkozy persiste dans cette voie ? Parce qu'il a reçu le feu vert de la part de Hollande et la totalité des partis qui ont adopté en coeur la version officielle des tueries de Toulouse et Montauban. Il aurait tort de se gêner ! Comment ne pas donner raison à ceux qui disent : tous pourris en parlant des partis politiques, c'est la question que les militants devraient poser à leurs dirigeants. Ce n'est pas mon propos, mais je le comprends.

Au-delà du jeu institutionnel auquel se livrent principalement les partis participant à l'élection présidentielle, pour comprendre leurs discours et leur positionnement, alliances, appels au désistement, etc. il faut avoir à l'esprit la politique réactionnaire que le locataire du Palais appliquera dès le lendemain du 6 mai, à l'instar de ses collègues irlandais, britannique, grec, italien, portugais ou espagnol.

On peut penser qu'il avancera à pas feutré jusqu'aux législatives avant de déclencher un déluge de feu contre les travailleurs, surtout si Sarkozy était réélu. Au cas où ce serait Hollande qui l'emporterait, le PS et son allié du Front de gauche seraient en proie à de telles contradictions qu'ils pourraient étaler dans le temps leur offensive contre la classe ouvrière, une fois scellé un accord avec les dirigeants syndicaux et sous couvert de ce dernier.

Une chose est sûre, c'est qu'ils ne seront pas maîtres de la situation, car leur agenda leur sera dicté par les agences du capital, à savoir à quel moment et à quel rytme vont-elles déclencher leur offensive contre le gouvernement de front populaire, prendront-elles la décision de précipiter les choses au risque de déclencher une explosion sociale incontrôlable, personne n'en sait rien.

La question est aussi de savoir comment s'imbriquera leur plan contre le prolétariat français avec l'évolution de la situation mondiale, principalement la montée en puissance des Brics auxquels sont de plus en plus liés la plupart des Etats en Afrique, en Asie et en Amérique latine, et la crise qui ronge les fondements de l'Amérique et mine son hégémonie mondiale de plus en plus contestée sur tous les continents, à l'exception de l'Europe.

10 millions de grévistes en Espagne et rien n'y fait, une douzaine de grèves générales en Grèce et rien n'y fait, des grèves et des manifestations à répétition en Italie, en Belgique, en Grande-Bretagne, au Portugal, plus rares en Allemagne, et rien n'y fait, dans tous ces pays cette mobilisation de millions et millions de travailleurs présentent un point commun : aucun n'est dirigé vers les institutions en place, aucun parti ouvrier n'axe son combat sur la nécessité de remettre en cause ces institutions pour ouvrir la voie à une issue politique favorable à la classe ouvrière, même ceux qui ne sont pas en position pour prétendre y participer directement ou obtenir des élus (députés) s'abstiennent d'indiquer aux travailleurs la voie à suivre pour aller de l'avant, dans ces conditions le mouvement ouvrier est et sera amené à piétiner et les travailleurs à subir des sacrifices de plus en plus insupportables... Jusqu'à quand, là non plus personne ne peut répondre à cette question, la seule chose dont on est sûr, c'est que cette situation ne durera pas éternellement et qu'un jour ou l'autre l'affrontement général entre les classes tant attendu, tant espéré, se produira. S'y préparer et y préparer les travailleurs et les militants devraient être notre devoir, notre priorité en les organisant.

Bruit de campagne

Pas "***sérieux***"... s'abstenir !

Interrogé par la presse en fin de meeting à Tours, M. Hollande a précisé : "*la gauche doit être pleinement à gauche, pleinement consciente des urgences, pleinement à l'unisson d'un certain nombre de forces et en même temps elle doit être sérieuse, sinon elle ne pourra pas réussir*". (AFP 03.04)

L'urgence, c'est de porter le smic et la retraite minimum à 1 500 ou 1 600 euros nets, revaloriser de 20 ou 30% les salaires inférieurs à 2 500 ou 3 000 euros, revenir au 37,5 annuités, voire 35 ou 30, à la retraite entre 50 et 60 ans à taux plein sans condition, interdire tous les licenciements, exproprier sans indemnité les capitalistes du CAC40, bref, éradiquer le chômage, la précarité et la pauvreté qui ronge la société et la conduit au chaos et à la barbarie...

Est-ce que ces mesures "*d'urgence*" font partie du programme de Hollande ? Non, il n'a donc aucun légitimité pour parler au nom de la gauche dont il ne fait manifestement pas partie, le candidat qui "*aime les riches*" est "*pleinement*" à droite.

Question inutile. Avec ou sans ce sera du pareil au même...

"*Le torrent révolutionnaire des Français est sorti de son lit*", "*la France des révolutions est de retour!*", a dit J-L Mélenchon hier, lors d'un meeting au Parc des Expositions de Vierzon (Cher), sous les "*résistance, résistance*" des près de 5.000 militants dont quelques centaines hors de la salle. "*1789!*", a-t-il lancé,

"*Fini le vote utile et toutes ces salades!*", a-t-il dit au PS. Selon lui, la capacité de rassemblement "*est plus grande*" au FG et s'il est en tête de la gauche au premier tour, "*il y aura des négociations*" avec "*tous ceux qui voudront discuter y compris les Verts, vassalisés*" par leur accord avec les socialistes.

A François Hollande, il a demandé : "*De quel côté vous voulez que se construise la majorité du pays?*", si c'est avec François Bayrou (MoDem) "*c'est sans nous!*", a-t-il répété. (AFP 03.04)

Que signifie faire appel à 1789 ?

Jouer une ou des couches de la bourgeoisie contre ou une ou d'autres couches de la même classe... Exactement comme ce qui se passe en Irak, en Afghanistan, en Tunisie, en Egypte, en Libye ou encore en Syrie et partout dans le monde où il existe des chefs d'Etat ou des gouvernements qui ne sont pas à la botte des puissances occidentales ou qui servent de préférence les intérêts d'autres puissances émergentes, les Brics.

Il y en a en France qui entretiennent des rapports privilégiés avec l'UIMM liée à une branche de l'UMP par le biais des dirigeants syndicaux au détriment du Medef qui représente l'aile la plus droitière de l'UMP. Ils n'hésitent pas à flirter avec le courant dit social de l'UMP, censé représenter le gaullisme historique, allant jusqu'à lisser leur discours et atténuer toute velléité anticapitalisme en témoignage de leur soumission au régime.

Les prétextes ne manquent pas pour s'encanailler avec l'ennemi, outre le volet social, on peut y ajouter la laïcité et bien entendu l'héritage de la Révolution française de 1789, qui rappelons-le avait porté au pouvoir la bourgeoisie et non le prolétariat, ce rappel pourrait en faire sourire certains qui semblent avoir une mémoire très sélective, c'est uniquement à eux qu'il

s'adressait d'ailleurs.

De la même manière qu'ils ont détourné la formule appelant à combattre les illusions des masses sur le terrain des illusions pour finalement s'y adapter une fois abandonné la nécessité de mener ce combat jusqu'au bout, c'est-à-dire en le liant à la question du pouvoir, les contradictions internes à la bourgeoisie et ses différentes couches qu'ils prétendent exploiter ne leur servent finalement qu'à s'adapter à celles liées à l'économie marchande ou productive, on dit encore l'économie réelle en opposition à l'économie financière, dont ils espèrent obtenir une sorte de légitimité en retour.

Pour eux, rompant avec la définition de l'impérialisme, stade suprême du capitalisme dominé par l'aristocratie financière, la couche de la bourgeoisie représentée par les industriels remplirait encore un rôle progressiste qui s'exprimerait à travers son attachement à la démocratique et à la République, comme si elle avait une existence indépendante de la finance ou des banquiers, comme si leurs sorts n'étaient pas intimement liés et que l'industrie financière n'imposait pas son pouvoir à l'industrie marchande.

Cette collaboration de classes prend l'allure d'un marché de dupes dont les travailleurs sont les uniques victimes, tandis qu'il permet d'assurer à la fois la stabilité du régime et des appareils pourris des syndicats, on peut ajouter ceux des partis qui se livrent à cette comédie sordide, tous sans exception, hélas !

En Libye ou en Syrie a surgi une "opposition" étrangère au mouvement ouvrier ou à la classe ouvrière. Pour cette raison, cette opposition constituée d'une fraction de la bourgeoisie opposée à celle au pouvoir n'a aucune légitimité, pour la amjorité des travailleurs qui refusent de la reconnaître, elle représente le camp de la réaction et non celui de leurs intérêts de classe, ajoutons, de la révolution prolétarienne.

En France, se revendiquer de 1789 (ou 1792) en 2012 revient à légitimer une couche de la bourgeoisie qui ne représente pas les intérêts de la classe ouvrière mais la combat. Quant à nous, notre référence et les enseignements dont nous nous inspirons demeurent la Commune de Paris et la révolution d'Octobre, incompatibles avec toute conciliation avec les héritiers des Versaillais.

Réforme sociale ou révolution.

L'attitude des conciliateurs est motivée non pas par l'objectif du combat du mouvement ouvrier qu'ils ignorent ou rejettent, le renversement du régime capitaliste, auquel cas les rapports qu'ils ont établis avec des couches de la bourgeoisie seraient un non-sens, mais par la volonté de parvenir à un compromis avec leurs partenaires patronaux de telle sorte que le capitlisme demeurerait supportable à la majorité des masses exploitées, sans se soucier évidemment des travailleurs les plus défavorisés qui croupissent dans une misère noire et qui ne font pas partie de leur fond de commerce réciproque.

Le mouvement ouvrier et le prolétariat ainsi amarrés au capitalisme, à l'une ou l'autre de ses couches décrétée progressiste, démocratique ou républicaine, on comprend dès lors qu'aucun parti ouvrier ne soit en mesure de leur proposer une issu politique en rupture avec le capitalisme et les institutions de la Ve République.

Mélenchon ne saurait incarner la révolution prolétarienne et socialiste, alors que madame Parisot l'accuse de vouloir faire revivre "*la Terreur*" des jacobins, il n'a pas été capable de lui répondre que c'était ses amis qui s'étaient livrés à la pire des terreurs en massacrant 30 000 hommes, femmes et enfants à l'issue de la Commune de Paris, toute référence à cette étape du développement du combat du mouvement ouvrier international étant banni jusqu'à présent de son dicours (à ma connaissance).

Que M. Parisot se rassure ainsi que ses amis du CAC40, car finalement, en faisant référence à 1789, Mélenchon (inconsciemment) a signifié qu'il n'avait pas l'intention de s'attaquer aux fondements du capitalisme. Souvent les discours trahissent les véritables intentions de ceux qui les prononcent.

On peut concevoir de l'admiration pour les révolutionnaires de 1791, pour Robespierre et ses amis, mais lorsqu'on en fait le point de départ et d'arrivée de sa réflexion et de son combat politique, qui se traduit par exemple par le mot d'ordre de l'Assemblée constituante ou négocier avec le PS ou les Verts qui sont deux partis inféodés au capital, cela revient à capituler devant la bourgeoisie dont toutes les couches se retournent contre le prolétariat au moment des combats décisifs.

Au lieu d'éduquer les masses dans la perspective du socialisme et de nourrir la haine légitime qu'elles vouent au capitalisme qui leur réserve un destin épouvantable, certains s'emploient ainsi méticuleusement et avec constance à rendre à leurs yeux certaines couches du capitalisme auxquels devrait être lié leur sort tout à fait respectable. La situation que l'on a quotidiennement sous les yeux en découle logiquement, simple constat.

Le PCF en état de survie au jour le jour.

Interrogé sur la participation du Front de gauche à un gouvernement de François Hollande, M. Laurent a renvoyé la question '*au lendemain de la présidentielle*'.

'*Tout ce que nous faisons avec le Front de gauche vise à créer une politique de gauche réussie. Est-ce que les conditions sont réunies ? A l'heure actuelle non*', a insisté le numéro un communiste. La porte n'est cependant pas fermée aux discussions. '*La question de la majorité et du gouvernement se règlera après les législatives*', a précisé M. Laurent.

Pour le PCF, l'attitude du PS, qui consiste à dire que le programme de François Hollande est '*à prendre ou à laisser*', '*c'est pas possible*', a lancé l'alter ego de M. Mélenchon. Il faut, à ses yeux, que les propositions du Front de gauche soient '*discutées*' et pour avancer, que '*les conditions [d'une majorité de gauche] soient créées*'. Ce n'est pas encore le cas, a dit M. Laurent. (lemonde.fr 03.04)

Parole, parole, parole, il le dit lui-même !

Actualité en titres

Comment remettre en cause la souvernaineté d'un Etat, en deux temps :

- Mali: les islamistes prennent le dessus au Nord, la junte sous embargo - AFP

On ne manque pas d'***inspiration*** à l'UMP.

- Jean-Pierre Raffarin : "*Et si on s'inspirait de la Chine plutôt que d'en avoir peur ?*" - Atlantico.fr

- Raffarin: pourquoi pas Bayrou à Matignon si la victoire dépend de lui - AFP

- Raffarin : « *Mélenchon est un parasite pour la dynamique Hollande* » - Public Sénat

Enfin une nouvelle rassurante :

- La piscine privée se démocratise, un espoir pour les professionnels du secteur - AFP -

INFOS EN BREF

Politique

1- France

Le policier jugé pour avoir tiré avec un «lanceur de balles de défense» (LBD), un «*super flash-ball*» alors en expérimentation, sur un adolescent de 17 ans qui avait perdu l'usage de son œil droit a été relaxé par le tribunal correctionnel de Nantes (Loire-Atlantique). Le lycéen avait été blessé lors d'une manifestation dans la ville en 2007 contre la réforme des universités.

Le juge a suivi le raisonnement du substitut du procureur de la République qui avait estimé qu'il y avait bien un «*état de causalité certain et direct*» entre le tir de flash-ball du fonctionnaire et la blessure à l'œil du lycéen, mais que le prévenu bénéficiait également d'une «*irresponsabilité pénale*» car il a tiré sur ordre de son chef, une «*autorité légitime*» au regard du Code pénal, dont l'ordre n'était pas «*manifestement illégal*».

De son côté, Pierre, la jeune victime, s'est déclaré «*plus révolté que jamais*». «*On ne lâchera jamais. C'est révélateur du climat d'impunité absolue de la police française. C'est une décision injuste pour moi, pour toutes les victimes (de tirs de flash-ball), les amis des Droits de l'homme*», a-t-il ajouté.

Le père de l'adolescent, Luc Douillard, a annoncé qu'il avait lancé un recours devant le tribunal administratif: «*C'est ça qui est important. On va pouvoir mettre en cause la responsabilité de toute la chaîne de commandement, y compris celle du préfet, c'est beaucoup mieux. Ici (devant le tribunal correctionnel, ndr), on était bridé, on ne pouvait parler que du tireur.*» (20minutes.fr 03.04)

Le substitut du procureur de la République n'est pas là pour faire respecter l'égalité de droit théoriquement consentie à chaque citoyen, mais pour faire respecter l'ordre. Avis aux opportunistes qui prônent la liberté, l'égalité et la fraternité en régime capitaliste, c'est un leurre.

2- Israël

L'examen préliminaire mené par le procureur de la Cour pénale internationale (CPI) sur des crimes de guerre présumés commis

par l'armée israélienne a été arrêté en attendant une décision des Nations unies sur le statut de la Palestine, a annoncé mardi le bureau du procureur.

Israël "*se félicite de la décision prise sur la base de l'absence de compétence juridique de la CPI*", a déclaré le porte-parole du ministère des Affaires étrangères dans un communiqué, rappelant que l'Etat hébreu avait "*fait savoir, d'entrée de jeu et clairement, que la CPI n'avait pas compétence dans cette affaire*".

L'Autorité palestinienne avait demandé le 22 janvier 2009 à la Cour d'exercer sa compétence à l'égard "*d'actes commis sur le territoire palestinien à partir du 1er juillet 2002*".

Un examen préliminaire avait alors été entamé par le procureur Luis Moreno-Ocampo afin de déterminer si la Cour était compétente pour mener une enquête sur les crimes allégués.

La Palestine a été reconnue comme un Etat dans le cadre de relations bilatérales par "*plus de 130 pays et certaines organisations internationales*", souligne le bureau du procureur, rappelant toutefois que le statut conféré par l'Assemblée générale de l'ONU est celui d'"*observateur*" et non "*d'Etat non membre*".

La compétence de la Cour, chargée de juger des génocides, crimes contre l'humanité et crimes de guerre commis depuis 2002, n'est "*pas fondée sur le principe de compétence universelle*", a souligné le bureau du procureur, selon lequel "*il revient au Conseil de sécurité de l'ONU ou à un ++Etat++ de lui attribuer cette compétence*". (AFP 03.04)

La CPI est un tribunal d'exception qui n'a aucune légitimité, sinon de soutenir les puissances impérialistes qui mènent la guerre contre tous les régimes qui refusent de se soumettre à leur diktat... Ceux qui estimaient que la reconnaissance d'un Etat Palestinien passait par l'ONU ou une de ces agences (Unesco) en seront pour leurs frais.

3- Equateur

Le président de l'Équateur, Rafael Correa, a déclaré, lundi 2 avril 2012, dans une lettre adressée à son homologue colombiem, Juan Manuel Santos, qu'il ne participera pas au sixième Sommet des Amériques, prévu les 14 et 15 avril prochains dans la ville colombienne de Carthagène, en raison de l'impossibilité pour Cuba de participer à cette réunion.

« *J'ai décidé qu'en tant que président de la République de l'Équateur, je n'assisterai pas au Sommet des Amériques jusqu'à ce que les décisions qu'exige de nous la Patria Grande [1] soient prises* », a déclaré le président équatorien.

En outre, le président équatorien fait remarquer que la réunion ne devrait plus être appelée Sommet des Amériques, puisqu'un des États du continent en est exclu, et alors même que cette exclusion a été rejetée lors du dernier sommet, tenu à Trinité-et-Tobago en 2009.

M. Correa précise dans sa lettre que son initiative n'a pas pour but de causer des problèmes à la Colombie, et qu'il souhaite un plein succès au sommet.

L'Équateur avait demandé aux États membres de l'Alternative Bolivarienne pour les Peuples de Notre Amérique (ALBA) qu'ils ne se rendent pas au sommet mais la proposition a été repoussée.

Les États-Unis rejettent la présence de Cuba au Sommet, arguant du fait que seuls peuvent participer les pays les « *démocratiques* » qui sont membres actifs de l'Organisation des États Américains (OEA).

En 1962, Washington a poussé Cuba hors de l'OEA. Cependant, en 2009, la décision avait été annulée, mais les autorités cubaines n'ont jusqu'à présent pas officiellement notifié à l'organisation régionale de demande de réintégration. (Réseau Voltaire 03.04)

Social

1- France

1.1- Les salariés de Technicolor manifestent.

Plusieurs centaines de salariés de Technicolor, (ex-Thomson), ont manifesté mardi contre les menaces qui pèsent sur près de 1.100 emplois et pour réclamer l'intervention de l'Etat face aux risques de démantèlement du groupe, a constaté une journaliste de l'AFP.

600 manifestants, qui ont répondu à l'appel commun de la CFDT, CFE-CGC, CGT, UNSA et SUD (300 selon la police), ont défilé autour du siège du groupe à Issy-les-Moulineaux, près de Paris.

"*On était 60.000 chez Thomson en 2003 et nous ne sommes plus que 17.000 aujourd'hui! On pense que l'on va vers le démantèlement du groupe*", a dit à l'AFP Frédéric Suire, responsable syndical Unsa. (AFP 03.04)

1.2- Crise du logement. Quand se loger devient un sacrifice.

Plus d'un Français sur deux consacre au moins un tiers de ses revenus mensuels à son logement principal, d'après une étude de l'Ifop pour le site internet français d'annonces immobilières SeLoger.com publiée mardi.

Selon cette étude, intitulée "*Observatoire du logement SeLoger.com/Ifop*", 55% des Français consacrent au moins un tiers de leurs revenus à leur logement, contre 47% à la fin de l'année 2010.

Parmi les personnes interrogées, 43% déclarent "*avoir conscience d'une dégradation*" de leurs conditions de logement. Ce sentiment de dégradation concerne aussi l'avenir: 33% des Français estiment qu'ils sont mieux logées que ne le seront leurs enfants.

"*La hausse régulière du coût du logement est vécue comme une donnée inéluctable pour nombre de Français. Cela crée une véritable angoisse, ils ne savent pas comment leurs enfants vont pouvoir y faire face*", analyse le sociologue Yankel Fijalkov, cité par SeLoger.com.

Parmi les sondés, 63% considèrent qu'une baisse des prix du logement aurait "*un impact positif*" pour eux. Mais ils ne sont que 31% à juger cette baisse crédible.

Les Français sont cependant heureux de se retrouver chez eux, 92% d'entre eux déclarant aimer y passer du temps, et 50% aimer y passer beaucoup de temps. (AFP 03.04)

2- Espagne

Il y a au total 4,75 millions d'Espagnols au chômage, selon les chiffres du ministère du Travail.

Le taux de chômage officieux, qui inclut les chômeurs non inscrits, s'est élevé à 22,9% au quatrième trimestre 2011, soit le taux le plus fort de tous les pays de l'Union européenne.

Près du tiers des habitants des 17 pays de la zone euro privés d'emploi sont Espagnols et la moitié des Espagnols de moins de 25 ans sont au chômage, selon les statistiques d'Eurostat.

Le plan d'austérité annoncé vendredi par le gouvernement de Madrid pour réduire le déficit budgétaire, qui inclut une baisse importante des dépenses de l'Etat, risque d'affecter davantage la croissance espagnole. Une réforme du marché du travail pour le rendre plus flexible pourrait en outre renforcer la hausse du chômage à court terme. (Reuters 03.04)

Haut de page

Le 5 avril

CAUSERIE

L'affaire Merah n'aurait pas eu lieu qu'il aurait fallu l'inventer, cela paraît tellement évident au regard des suites médiatico-policières que Sarkozy et Guéant lui ont donné ces derniers jours en désignant malicieusement à la vindicte publique les musulmans comme des terroristes potentiels.

Ce n'est apparemment pas suffisant pour que ceux qui ont repris (en coeur) à leur compte la version officielle de cette affaire, aient le courage de la remettre en cause ou reviennent sur leurs propres déclarations.

Un aphorisme que je fais mien pour l'occasion : « *A part la droite, il n'y a rien au monde que je méprise autant que la gauche.* » (Pierre Desproges)

Les commentateurs s'interrogent sur les convergences et les divergences qui existent entre les programmes du PS et du Front de gauche comme s'ils appartenaient au même camp, ce qui n'est pas faux si l'on pense à leurs dirigeants, ce qui est erroné si l'on considère la manière dont leurs supporters interprètent leurs discours.

Finalement ils conviennent qu'ils sont faits pour s'entendre sur le dos de ceux qui placent leurs illusions dans l'un comme dans l'autre, avec un net avantage à Mélenchon sur lequel ils tirent à boulets rouges, visant à travers lui le prolétariat révolutionnaire.

- « *J'essaie de ne pas vivre en contradiction avec les idées que je ne défends pas.* » (Pierre Desproges)

La campagne électorale vous soûle, nous aussi : « *Par les temps qui courent, parler de rien, c'est déjà quelque chose !* » (Pierre Dac)

Savez-vous pourquoi Sarkozy et Hollande aiment les riches ?

- « *Les aspirations des pauvres ne sont pas très éloignées des réalités des riches.* » (Pierre Desproges)

Ajoutons : il n'y a que les moyens pour les réaliser qui changent ! Celles des riches sont illégimites, car ils ne peuvent les satisfaire qu'au détriment de la majorité, alors que celles des pauvres sont légitimes, car ce sont les seuls à produire les richesses, sans exploiter une autre classe.

Voilà pourquoi je ne tiens pas particulièrement à me faire des amis parmi mes lecteurs :

- « *La caractéristique principale d'un ami est sa capacité à vous décevoir.* » (Pierre Desproges)

Inconsciemment, généralement, on attend beaucoup d'un ami, trop, y compris ce qu'il ne peut pas vous donner. Je ne suis pas tout à fait d'accord avec Desproges, ce n'est pas parce qu'on a un ami qu'on doit se croire tout permis avec lui ou être en droit de tout attendre de lui, y compris exiger de lui l'impossible. Au contraire, je considère que le respect que l'on témoigne envers un ami, devrait se traduire par le refus de lui créer des problèmes ou de le mettre inutilement dans l'embarras sachant qu'il a aussi son lot de problèmes.

Les témoignages d'amitié tapageurs sont trompeurs et souvent accompagnés d'un manque de retenu à son égard quand on rencontre des diffultés. On ne devrait user de ses bonnes intentions à notre égard qu'en cas de situation inextricable ou d'urgence, quand on ne peut pas faire autrement.

Je vais vous faire une confidence. Plusieurs membres de ma famille se sont proposés pour m'envoyer de l'argent et des vivres ou encore ce dont j'aurais besoin et qui me ferait défaut ici en Inde. Je les ai remerciés poliment en refusant leurs offres sous prétexte que je n'avais besoin de rien et que c'était à moi de m'assumer, sachant qu'ils ne roulaient pas non plus sur l'or et qu'ils avaient leurs propres petites familles à faire vivre. J'ai toutefois ajouté, parce qu'ils insistaient, qu'on verrait cela un jour si besoin s'en faisait sentir, si je me retrouvais acculé et sans le sou. Ensuite, j'ai revendu ma maison pour éviter de me retrouver dans cette situation, en procédant de la sorte, je crois avoir agi conformément à mes principes et mes idées. Et puis je connais trop bien la nature humaine pour savoir qu'en acceptant quelque chose d'autrui, ce dernier se figure inconsciemment qu'on lui est redevable de quelque chose, rien que d'y penser cette idée m'est insupportable, mon indépendance ou ma liberté de pensée n'a pas de prix, c'est peut-être cher payer pour un principe, peu importe je l'assume.

En réalité, le réformisme et le stalinisme, c'est du pareil au même.

Selon le réformisme, dans un pays, il serait possible progressivement de passer au socialisme en régime capitaliste pour peu que la classe ouvrière le décide. Pour le stalinisme, il serait possible de passer au socialisme dans un seul pays.

L'économie de chaque pays dépendant largement (de plus en plus) du marché mondial, le passage au socialisme est inconcevable autrement qu'à l'échelle mondiale. Ce simple constat confirmé par la disparition de l'URSS suffit à balayer les deux théories précitées qui ne font qu'une en vérité ou plus exactement qui tirent leurs origines à la même source : le capitalisme et non le socialisme scientifique ou le bolchevisme.

Question : pourquoi ne pas y avoir pensé plus tôt et ne pas les avoir combattues de la même manière ?

Parce que nos soi-disant antistaliniens s'étaient alliés dans notre dos avec les réformistes qu'ils porteront au pouvoir en 1981, le trotskisme devant servir de couverture à leurs manoeuvres d'appareil et leur trahison.

C'est l'histoire du faible d'esprit ou de l'aventurier ou encore de l'imposteur, de l'usurpateur, qui est confronté à deux ennemis plus forts que lui et qui pour sauver sa peau croit bon de s'allier avec l'un pour combattre l'autre, qui, lorsqu'il est à terre en profite pour éliminer son allié ou le remettre à sa place en guise de solde de tout compte.

Il suffisait d'établir un parallèle entre le réformisme et le stalinisme pour tordre le cou facilement à la théorie selon laquelle le stalinisme serait issu du bolchevisme ou du socialisme.

Aujourd'hui on nous dit que le PCF ne serait plus un parti stalinien, il serait devenu un parti réformiste comme l'était le PS avant qu'il ne devienne un parti social-libéral, donc un parti respectacle et fréquentable, alors qu'en réalité il n'a pas changé, on en veut pour preuve le nom que leurs dirigeants ont donné à leurs sections, Thorez, Cachin, Duclos, des staliniens purs et durs comme l'on disait autrefois, j'ai lu cela ce matin dans un article de *Libération* paru hier, *La seconde jeunesse du PCF*.

Autrement dit, on est face à une nouvelle arnaque qui consiste à faire croire que le PCF aurait changé ou plutôt, l'escroquerie continue une fois le PCF revêtu d'un nouveau masque plus présentable (en apparence), alors qu'en dessous son visage et sa politique sont demeurés les mêmes.

Pour ceux qui en douterait encore, ce n'est pas pour des prunes, mais parce que cela correspond à leurs véritables intentions, à la véritable nature contre-révolutionnaire des dirigeants du Front de gauche dont ceux du PCF, que lors de l'émission «Face au web», l'émission présidentielle de Newsring.fr et 20minutes.fr, le 29 mars dernier, Clémentine Autain avait rappelé que Jean-Luc Mélenchon ne prônait pas une révolution, au sens du Grand Soir, car «*c'est une aberration le Grand Soir*», quelle horreur !, précisant ensuite que l'idée, explique-t-elle était d'amorcer une révolution par petites touches... (Extrait de la causerie du 31 mars)

Nos trotskistes "*antistaliniens*" (POI-CCI) se sont tellement fondus dans le réformisme qu'ils se refusent à constituer une opposition au sein de l'appareil de FO.

Extrait de l'Éditorial de Jean-Claude Mailly daté du mercredi 28 mars 2012

- "*Le Comité confédéral national (CCN) –le «parlement» de FO– s'est réuni à Paris la semaine dernière. Il a adopté à l'unanimité une résolution sur les questions d'actualité que vous trouverez dans ce numéro de FO Hebdo.*"

La collusion ou la liaison organique entre l'appareil de FO et du POI est tellement parfaite qu'on en arrive à se demander lequel des deux détermine la ligne politique de l'autre. Le POI vient d'engager une campagne sur le thème du rejet du MES et du TSCG, sujet repris immédiatement par Mailly :

- "*Le Comité confédéral national a par ailleurs confirmé ses analyses et revendications sur le plan européen en condamnant les deux traités gigognes que sont le Mécanisme européen de stabilité (MES) et le futur traité sur la stabilité, la coopération et la gouvernance.*

Ainsi, en cas de référendum comme en cas de réunion du Congrès (Assemblée nationale et Sénat), nous combattrions ce texte visant à préserver la rente et, en constitutionnalisant l'austérité, à faire supporter aux travailleurs une crise dont ils ne sont pas responsables." (même source)

Qu'on se comprenne bien, je ne remets pas en cause le bien-fondé de cette campagne à laquelle j'adhère, mais la supercherie des dirigeants du POI qui se présentent comme les chantres de l'indépendance des syndicats par rapport aux partis, alors qu'ils sont les premiers à la brader quand les intérêts de leur appareil en dépend. Je ne leur reproche pas leur proximité (sic !) avec l'appareil de FO qui peut présenter des aspects positifs dans certaines circonstances, mais le fait de le nier ou de ne pas l'assumer publiquement.

Neu-neu, la gamelle de bouses qui a "***le coeur à gauche***" et le portefeuille à droite. On a les soutiens qu'on peut.

- « *Parler pour ne rien dire et ne rien dire pour parler sont les deux principes majeurs et rigoureux de tous ceux qui feraient mieux de la fermer avant de l'ouvrir.* » (Pierre Dac)

"*Votez François Hollande, directement au premier tour*", déclare dans Les Inrockuptibles le comédien Jamel Debbouze, qualifiant cependant de "*ridicule*" la taxe de 75% sur les revenus supérieurs à un million d'euros annuels avancée par le candidat PS.

"*Votez Hollande, cherchez pas*", "*le socialisme, oui j'y adhère*", ajoute-t-il, disant avoir "*le coeur à gauche*", dans une interview à l'hebdomadaire paru mercredi.

Pour autant, l'acteur qui, selon Le Figaro, a gagné en 2011 un million d'euros, sans compter ses 120 représentations au théâtre, est plus réservé sur une des mesures phares du programme fiscal du PS: la "*taxe à 75% sur les riches c'est ridicule*", lance-t-il. (20minutes.fr 04.04)

C'est le moment détente de la journée, je prèfère vous prévenir.

Pire crétin, tu meurs ! J'ai toujours trouvé ce type particulièrement débile, comme beaucoup d'autres acteurs ou comédiens soi-disant humoristes ou réputés "*amuseurs publics*", qui suintent la connerie humaine, la flattent, l'entretiennent, et comme c'est une valeur largement répandue, vouée assurément à connaître un grand succès une fois portés au pinacle par leurs pairs, les médias au service de la propagande officielle.

On pourrait appeler cela la culture du caniveau puisée au fond du ruisseau asséché de l'inspiration désormais remplacée par des clichés qui ne coûtent pas cher, mais qui peuvent rapporter gros tant par l'étendu du public qui s'y reconnaîtra qu'à ceux qui en tirent un profit politique, en opposition à la culture populaire qui s'inspire de nos émotions pour les parer de la poésie des mots afin de les graver dans nos coeurs ou dans nos têtes, pour le meilleur ou le pire selon les convictions de leurs auteurs ou leurs interprétations du rapport de force entres les classes du moment.

Pour le meilleur, quand C. Trénet chantait *La mer* (1945) ou J. Ferrat *La montagne* (1964), ils ont fait rêver des millions de travailleurs qui ne les avaient jamais vues qu'en image, pour le pire quand E. Piaf célébrait le colonialisme en entonnant *Mon légionnaire* (1936).

On est passé de Jacques Prévert, Pierre Dac, Francis Blanche, Pierre Desporges, Raymond Devos,etc. à Jamel Debbouze, quelle chute !

- « *L'intelligence, c'est comme les parachutes, quand on n'en a pas, on s'écrase.* » (Pierre Desproges)

Allez, encore trois citations pour rester de bonne humeur :

- « *Il est quelquefois préférable de ne pas savoir ce qu'on dit que de dire ce qu'on ne sait pas.* » (Pierre Dac)

- « *Dieu est peut-être éternel, mais pas autant que la connerie humaine.* » (Pierre Desproges)

- « *Le rire n'est jamais gratuit : l'homme donne à pleurer mais prête à rire.* » (Pierre Desproges)

C'est sa façon à lui d'être généreux, ça c'est de moi.

Suite de l'affaire d'Etat Merah.

1- Le président de la délégation parlementaire au renseignement, Guy Teissier (UMP), a indiqué mercredi qu'il n'y avait «*aucune ombre au tableau*» à l'issue de l'audition des chefs des services du renseignement français sur l'affaire Mohamed Merah.

Ce député, qui préside cette délégation - dont les travaux sont couverts par le secret défense - a indiqué que les auditions se sont déroulées mercredi matin «*dans un excellent climat*».

Interrogé sur le fait de savoir si les 4 députés et 4 sénateurs avaient été satisfaits par les réponses apportées à leurs questions au cours des deux heures et demi d'audition, M. Teissier a répondu : «*Pleinement satisfait.*»

Interrogé sur le fait de savoir s'il y avait «*aucune faille ou aucune ombre au tableau*» dans cette affaire, M. Teissier a répondu : «*Aucune ombre au tableau*». Le directeur central du renseignement intérieur (DCRI), Bernard Squarcini, et Erard Corbin de Mangoux, directeur général de la sécurité extérieure (DGSE) ainsi qu'Ange Mancini, coordonnateur national du renseignement, ont été auditionnés. Les responsables de Tracfin (cellule du renseignement financier) et des Douanes ont également participé à cette réunion, a-t-il précisé.

Initialement, une conférence de presse était prévue mercredi matin, mais elle a été annulée sans explications. Cette délégation parlementaire communique extrêmement rarement. (AFP 04.04)

2- Le coup de filet mené mercredi matin et visant des personnes isolées, présentant des profils similaires à celui de Mohamed Merah, a été effectué dans le cadre d'une enquête préliminaire et apparaît plus comme une opération préventive.

"*Il s'agit d'individus isolés, autoradicalisés, présentant pour certains des profils de petits délinquants, et qui se sont rendus ou projetaient de se rendre dans la zone pakistano-afghane et dans le Sahel*", dit-on de source policière. (Reuters 04.04)

Bruit de campagne.

Y a pas de quoi, ça soulage !

C'est à son arrivée sur le tarmack de l'aéroport de Saint-Denis que Nicolas Sarkozy s'est fait insulter par un jeune homme qui l'a traité de "*pauvre con*" avant d'ajouter "*on va te faire la mort dans les urnes*". Il a été immédiatement interpellé par la garde rapprochée du président-candidat. Imperturbable, ce dernier n'a eu aucune réaction et a continué son bain de foule sans sourciller en répétant simplement "*merci*". (Yahoo actualité 04.04)

Il a dû prendre l'habitude de se voir traiter de con à tout bout de champ. Cela ne changera rien, il ne s'en est jamais rendu compte...

L'ennemi à abattre.

"*Le programme économique du Front de gauche, est inapplicable*", estime Gérard Collomb. Le maire PS de Lyon fait partie des voix qui se sont élevées ces derniers jours pour critiquer le manque de crédibilité supposé du projet de Jean-Luc Mélenchon. Il "*manque de réalisme*" et "*va générer des désillusions*", a renchéri le secrétaire général de la CFDT, François Chérèque, dans Les Echos. A droite, Nathalie Kosciusko-Morizet, porte-parole de Nicolas Sarkozy, a employé un argument similaire : le candidat du Front de gauche "*promet la faillite*", comme en Grèce et en Espagne. (lemonde.fr 04.04)

Jean-Vincent Placé, président du comité de campagne d'Eva Joly, a estimé ce mercredi que le candidat du Front de gauche est conservateur, clientéliste et que ses solutions relèvent "*du passé*", au cours de l'émission "Questions d'info" sur LCP.

Jean-Luc Mélenchon pratique-t-il le clientélisme? "*Ah bah oui...*", a répondu Jean-Vincent Placé. "*Nous (à EELV) quand on va voir les différents syndicats, on essaie de dire: 'C'est compliqué... On va réfléchir, on peut pas injecter de l'argent (...)'*". Selon le sénateur de l'Essonne, pour le Front de gauche, il est "*plus facile de dire: 'Vous inquiétez pas, demain je suis président, je vais injecter de l'argent public - et je sais pas où il va le trouver - et on va sauver les emplois'*".

Nous, nous savons où en trouver.

Le Front de gauche défend une "*économie administrative du passé totalement éloignée des réalités de la vie*", a encore dit Jean-Vincent Placé. (lexpress.fr 04.04)

S'il entend par là défendre la fonction publique, nous sommes pour évidemment. Lui, Placé, il a choisi le modèle anglo-saxon qui privilégie le règne de la finance à outrance et qui détruit la planète, nos ressources, notre travail, notre avenir et celui de nos enfants et petits-enfants.

Je ferai remarquer à monsieur Placé que je ne me moque pas d'Eva Joly, qui fut une brillante et courageuse magistrate si mes informations sont bonnes.

Actualité en titres

La justice à la dérive.

- La justice va décider si elle annule la procédure liée à Michel Neyret - Liberation.fr

- Tarnac : le juge Thierry Fragnoli se dessaisit de l'enquête - AFP

- Nouvelles interpellations dans les milieux islamistes radicaux - LeMonde.fr

INFOS EN BREF

Social

1- France

1.1- Ils ont toujours plus de détenus à encadrer et se disent "*sous-payés, surexploités*": des surveillants ont manifesté et bloqué l'accès aux prisons, mercredi, dans de nombreuses villes, pour réclamer recrutements massifs et meilleurs salaires, à 18 jours de la présidentielle.

Pour les syndicats pénitentiaires FO et CGT qui appelaient à la mobilisation, les surveillants souffrent avant tout d'"*un manque de personnel*", alors que le nombre de détenus a atteint le 1er mars un nouveau record, avec 66.445 personnes incarcérées.

"*Toutes les maisons d'arrêt sont surpeuplées*", dit Christophe Marquès, secrétaire général de FO pénitentiaire, assurant que "*plus de 550 postes sont vacants à ce jour*". (AFP 04.04)

1.2- Un magasin Ikea de la banlieue parisienne "*arrosait*" de "*bons cadeaux*" des policiers locaux, auprès desquels un de ses responsables, ancien gendarme, récupérait des informations sur des employés, a affirmé mercredi Mediapart.

Sous couvert d'anonymat, un autre ancien directeur a évoqué des pratiques remontant aux années 90, avec des dons "*fréquents, mais pour de petits montants*". "*Par la suite, ça s'est institutionnalisé*", a-t-il confié à Mediapart. "*Sinon, comment voulez-vous que la police passe quand on en a besoin, ou qu'elle nous confie les antécédents d'un syndicaliste?*", a-t-il ajouté pour les justifier.

Le site d'informations publie des fac-similés de courriels internes d'Ikea montrant que l'un des responsables du magasin "*a eu un accès direct à des informations confidentielles couvertes par le secret de l'enquête*". (AFP 04.04)

2- Grèce

2.1- Paquets de madeleines sous un bras, conserves sous l'autre, des dizaines de Grecs en situation précaire ont pris livraison mercredi près d'Athènes des trente tonnes de produits alimentaires collectés par le Secours Populaire français (SPF) pour sa première mission dans le pays en crise.

Un fonds d'urgence de 10.000 euros a été débloqué par le Secours populaire pour venir en aide à un millier de familles grecques.

Pour la distribution des produits, le Secours populaire et son partenaire grec du Comité grec pour la solidarité démocratique internationale ont choisi deux lieux symboliques du marasme économique et social dans lequel est plongé le pays.

Le chantier naval de Perama, près du port du Pirée, employait "*6.500 personnes en 2008 contre moins de 500 aujourd'hui*", selon le président du syndicat local des métallurgistes Sotiris Poulikogiannis. Sur les quais, au pied des paquebots géants, une foule discrète d'hommes peu loquaces ont défilé pour recevoir leur colis.

A quelques kilomètres de là, dans l'une des usines du groupe Halyvourgia, principal sidérurgiste grec, les salariés sont en grève depuis plus de cinq mois en réaction à un plan de licenciements et des projets de diminution du temps de travail associé à de fortes baisses de salaires.

"*Je n'ai pas touché de salaire depuis le mois de novembre (début de la grève, ndlr), nous tenons grâce à la solidarité de la population*", explique Kostas, employé depuis 22 ans, pour 1.500 euros mensuel, dans ce complexe industriel de 400 salariés.

Né en 1945, le Secours populaire est l'une des principales associations françaises luttant contre la précarité et l'exclusion. Aujourd'hui, l'association est confrontée dans l'Hexagone à "*un raz-de-marée de misère*" qui l'a conduit à aider 3 millions de personnes en 2011, selon Julien Lauprêtre.

"*Ce n'est pas une raison pour ne pas s'occuper de ce qui se passe ailleurs, au contraire*", estime M. Lauprêtre, qui souhaite amplifier le mouvement en lançant notamment un appel "*aux amis et vedettes grecs vivant en France*". Il a rappelé que le Secours populaire est engagé de longue date aux côtés de la Grèce dont il a soutenu les "*résistants communistes et démocrates*" pendant la guerre civile puis les prisonniers politiques sous le régime des colonels. (AFP 04.04)

2.2- Un septuagénaire se suicide d'une balle dans la tête devant le parlement grec

Un homme de 77 ans s'est tiré une balle dans la tête jeudi 4 avril devant le Parlement à Athènes, selon Reuters.

Le drame serait survenu avant 9 heures du matin, au moment où de nombreuses personnes se rendent au travail, relève le Parisien:

«*L'homme a mis fin à ses jours au pied des escaliers de la place Syntagma conduisant à l'esplanade du parlement, théâtre depuis deux ans de manifestations contre la cure d'austérité administrée à la Grèce.*»

Le coupable est bien la crise financière qui ravage le pays depuis 2010, entraînant des restrictions budgétaires, un taux de chômage s'élevant à 20,7% au dernier trimestre 2011, une population endettée…

Selon des témoins, l'homme, un pharmacien à la retraite, se serait écrié «*j'ai des dettes, je n'en peux plus*» et «*je ne veux pas laisser mes dettes à mes enfants*», avant de mettre fin à ses jours.

Une note écrite par le septuagénaire, retrouvée dans la poche de son manteau, ne fait aucun doute sur les raisons de son geste:

«*Je préfère choisir une fin digne, plutôt que fouiller dans les poubelles à la recherche de ma subsistance.*»

Les gens n'ont pas tardé à se recueillir sur les lieux, déposant fleurs et messages de détresse: «*Qui sera le prochain?*», pouvait-on lire sur l'un d'entre eux.

Pantelis Kapsis, le porte-parole du gouvernement, a qualifié le drame de «tragédie humaine».

Déjà en 2011 la crise financière faisait des ravages en Grèce. Comme nous vous disions sur Slate.fr, le taux de suicide dans le pays avait augmenté de 40% dans les cinq premiers mois de l'année selon le ministère de la Santé:

«*Klimaka est une organisation caritative qui tient une ligne téléphonique d'urgence de prévention du suicide, dont les employés témoignent recevoir plus de 100 appels par jour au lieu de 10 avant la crise. Ils estiment que la catégorie la plus concernée par le risque de suicide est des hommes entre 35 et 60 ans qui sont financièrement ruinés. Dans la ville de Thessalonique, un homme d'une cinquantaine d'années s'est immolé (attention, certaines images peuvent choquer) à l'entrée d'une banque; il a survécu après avoir été rapidement conduit à l'hôpital. "Ces hommes ont perdu une part de leur identité, en tant que mari et gagne-pain de la famille, et ne se considèrent plus comme des hommes d'après nos standards culturels", explique Aris Violatzis, psychologue de l'organisation Klimaka*.» (slate.fr 04.04)

C'est marrant, cela ne viendrait pas à l'esprit de nos dirigeants qui prendraient ainsi une décision salutaire pour le mouvement ouvrier !

Economie

1- Internet

Yahoo a annoncé mercredi son intention de licencier 2.000 salariés, soit environ 15% de ses effectifs, une décision sans précédent depuis des années qui illustre la volonté du directeur général du groupe, Scott Thompson, de favoriser l'innovation tout en réduisant les coûts.

"*Les décisions annoncées ce mercredi constituent un pas important vers la constitution d'un nouveau Yahoo audacieux - plus petit, plus agile, plus rentable et mieux équipé pour innover aussi vite que nos concurrents*", a-t-il déclaré.

Yahoo, qui a terminé l'année 2011 avec quelque 14.000 salariés, a dit attendre des économies annuelles de 375 millions de dollars liées aux suppressions d'emplois annoncées. (Reuters 04.04)

2- France

Parmi les plus gros bailleurs de fonds, la France est apparue l'an dernier comme le principal cancre: son aide publique au développement (APD) a chuté de 5,6% par rapport à 2010, soit nettement plus que la moyenne.

Un document confidentiel de la Cour des comptes obtenu par Oxfam met en effet en lumière que le gouvernement est conscient depuis plusieurs années du fait que l'aide de la France ne devrait s'établir qu'environ à 0,41% en 2015, alors qu'il continue d'afficher l'objectif de 0,7%.

Pire, "*la qualité de l'aide française diminue également*", puisque l'essentiel "*profite aux pays émergents sous forme de prêts*", au détriment des dons aux Etats les plus démunis, affirme Coordination Sud. ONE ajoute que les chiffres officiels "*restent gonflés artificiellement par le remboursement de la dette*" ou des "*investissements dans les territoires français d'outre-mer*". (lexpansion.com 04.04)

3- Espagne

Madrid a adjugé 1,1 milliard d'euros de papier 2015 à un rendement moyen de 2,89%, contre 2,44% lors d'une précédente opération de ce type mi-mars.

Le Trésor a également placé pour 973 millions d'euros de papier à échéance 2016 et 489 millions d'euros de papier 2020, à des rendements moyens eux aussi en hausse, à 4,319% (contre 3,376% précédemment) et 5,338% (contre 5,156%) respectivement. (Reuters 04.04)

Haut de page

Le 6 avril

CAUSERIE

Les uns et les autres s'entendent à reconnaître que les principes élémentaires de la démocratie sont foulés aux pieds quotidiennement, que les institutions en place sont antidémocratiques puisqu'elles ne respectent pas ou ne représentent pas la volonté exprimée par la majorité qui refuse tout plan d'austérité ou la politique réactionnaire mise en oeuvre par les représentants de l'Etat ou encore que la souveraineté des Etats serait mise à mal par l'Union européenne, etc.

Les uns et les autres s'entendent pour dénoncer une forme de dictature ou de tyrannie exercée par les différents régimes en place en Europe.

Les uns et les autres tournent autour du pot sans jamais poser la question que met à l'ordre du jour le déni permanent de la démocratie : la question de l'Etat, du pouvoir, du gouvernement et des institutions qu'il faudrait pour changer de politique et changer la société. Question qui ne pourrait être réglée qu'après avoir rompu avec le capitalisme et l'Etat dont il représente les intérêts, dans la perspective des Etats-Unis socialistes d'Europe. Or, ils s'y refusent tous, pire, tous s'emploient à participer au jeu faussé des institutions de la Ve République comme s'il pouvait en sortir quelque chose de valable pour les masses exploitées.

Avant-hier, à Athènes, un retraité se suicide sur les marches au pied du Parlement précisant qu'il préfèrait en finir et conserver sa dignité plutôt que faire les poubelles pour survivre. Le lieu qu'il avait choisi n'était pas anodin. Et alors ? Alors rien, il se serait suicidé au fond de son jardin qu'on ne devrait pas en tirer davantage de conclusion, le Parlement est un lieu comme un autre, c'est bien connu, sauf que chacun s'incline devant bien bas sans oser s'y attaquer, lui voue un respect incommensurable, un culte quasi mystique, n'a-t-il pas une existence légale d'où il tire sa légitimité, ainsi en a-t-il été décrété une fois pour toute, au point qu'il ne viendrait à aucun dirigeant du mouvement ouvrier d'envisager de le remettre en cause par craindre de se retrouver dans les bras de Morphée (synonyme de mourir). Une belle mort qu'on envierait en vérité, si elle consistait à renouer avec la tradition révolutionnaire du prolétariat. Je vous rassure, nos dirigeants tiennent autant à la vie qu'à l'Etat.

La VIe République du Front de gauche et l'Assemblée constituante du POI ne sont que des parodies de la IVe et de la Ve République.

Hors de contrôle et sujet à bien des contradictions, des interrogations

Alors que feront ces militants au second tour si le FG n'est pas en tête?

Guido Poncelet, 26 ans, dit qu'il votera pour le candidat socialiste "*en serrant les dents*", faisant écho à Pierre Laurent, secrétaire national du PCF qui assure que le FG ne "*reculera pas devant ses responsabilités*", battre le président sortant.

Mais d'autres, à l'instar de Jo Salla, qui a abandonné le PS pour le FG après 40 ans de militantisme, attendront de François Hollande qu'il "*gauchise son programme*" avant de lui donner leur voix.

"*Personnellement, j'en ai assez de voter par défaut*", poursuit Nadine Verdier. "*Il faudra que le candidat du second tour me convainque qu'il est décidé à régler les problèmes. Si Hollande n'annonce pas de mesures dans ce sens, j'aurai du mal à voter pour lui*".

Mais quel que soit le résultat de la présidentielle, les militants sont sûrs d'une chose: la "*dynamique de retour à la vraie gauche est engagée*", qui devra d'abord se traduire par la conquête de sièges de députés lors des législatives puis, sur le terrain, par "*la poursuite de la révolution citoyenne*", explique Guido Poncelet.

"*Le paysage politique ne sera plus jamais le même, c'est une vraie vague*", dit François Lemaréchal, ingénieur en environnement de la région de Montpellier. (liberation.fr 05.04)

A partir du moment ou les militants et sympathisants des partis ouvriers sont incapables de concevoir une issue politique à la crise du capitalisme sans le PS, mieux, contre le PS qui est l'allié objectif du parti de l'ordre, ils s'interdisent du même coup de concevoir les moyens qui leur permettraient de faire sauter cet obstacle et de pousuivre leur combat au-delà de leur mobilisation autour du candidat Mélenchon, exactement comme en 2005. Ils n'en ont pas conscience évidemment.

Les contradictions qui existent au sein des différentes composantes du Front de gauche qu'illustre leur politique, sont pour le moment contenues ou remisées à l'arrière-plan par l'enthousiasme qu'a suscité le discours et la personnalité de Mélenchon, chacun veut y croire sans trop réfléchir, mais elles jailliront au premier plan une fois la période électorale close, c'est là qu'on les attend, les dirigeants du PCF et du PG notamment.

C'est là qu'on s'aperçoit du rôle foncièrement réactionnaire, contre-révolutionnaire du PS, obstacle à l'unité du mouvement ouvrier

tant qu'on le considère comme un parti ouvrier ou ouvrier bourgeois, gardien des institutions, rempart du régime contre la révolution montante.

Ajoutons que ceux qui appellent à voter PS, démontrent ainsi qu'ils n'ont jamais rompu le cordon ombilical avec leur ancien parti, qu'ils n'ont été capable de tirer aucune leçon des 50 derniers années de lutte de classe. Ils peuvent continuer d'étudier les oeuvres des marxistes, cela ne leur servira pas plus demain qu'hier ou aujourd'hui, ils feraient mieux de commencer par réviser de fond en comble leur copie...

Personnellement j'ai une autre approche et je fais un autre emploi des enseignements des marxistes. Je ne les étudie plus pour ainsi dire, je m'en inspire uniquement, je ne cherche pas à les retranscrire dans la réalité, j'analyse la situation en essayant de comprendre comment s'articulent les différents facteurs en fonction de leurs rapports à l'Etat et à l'évolution du capitalisme mondial.

J'essaie d'éviter de tomber dans le travers qui consiste à analyser la situation en fonction de théories ou principes qui seraient gravés dans le marbre, alors que celle-ci n'a qu'un rapport lointain avec le contexte dans lesquels ils ont été formulés. Je me sers uniquement de la méthode du marxisme pour interpréter le monde en tenant compte des profondes transformations qu'il a subies, sans chercher à appliquer à tout prix les conclusions auxquelles étaient parvenus les marxistes et dont certaines sont devenues obsolètes, ne conservant que l'esprit ou les grandes tendances qui s'en dégageaient, les objectifs généraux du combat du mouvement ouvrier qui demeureront valables jusqu'à l'avènement du socialisme.

Se situer résolument et strictement sur le terrain de classe du prolétariat est incompatible avec tout compromis politique avec un parti qui se situe dans le camp de la réaction, le PS, c'est également la condition à remplir pour construire le parti révolutionnaire indispensable pour prendre le pouvoir. Depuis la mort de Trotsky, aucun parti n'a adopté cette position, lui préférant des jeux d'appareils, privilégiant des alliances contre-nature plus confortables, force est de constater que cette stratégie ne pouvait mener qu'à un échec, une impasse, à désarmer théoriquement l'avant-garde de la classe ouvrière.

Perte de contrôle.

Deux Chinois ont été placés en garde à vue, soupçonnés de blanchiment d'argent après la découverte de 450.000 euros en liquide dans leur voiture lors d'un contrôle dans le Doubs, a-t-on appris jeudi de source proche de l'enquête.

Placés en garde à vue lundi soir, ils ont indiqué être chargés par une société chinoise de récupérer de l'argent chez des commerçants de la diaspora chinoise dans différents pays d'Europe.

D'après les premiers éléments de l'enquête, les deux hommes ne faisaient que traverser la France. (AFP 05.04)

Quand traverser seulement la France devient dangereux, c'est qu'on est en présence d'un régime policier.

En terrain conquis. Ils prêchent devant des convaincus : leur maître et allié.

Une délégation du Parti Liberté et Justice (PLJ), la branche politique de la confrérie, rencontre des responsables et des têtes pensantes de "*think tanks*" à Washington pour leur parler du rôle croissant des Frères musulmans sur la scène politique égyptienne.

"*Nous reconnaissons le rôle prépondérant des Etats-Unis dans le monde et aimerions que s'améliorent nos relations avec Washington*", a-t-il continué.

Les Frères musulmans, fondés en 1928, ont changé de position vis-à-vis de la présidentielle et annoncé récemment que finalement, ils présenteraient, sous les couleurs du PLJ, un candidat à ce scrutin, en la personne de l'homme d'affaires Khairat al Chater.

Ce dernier a déclaré en début de semaine que l'instauration de la charia, la loi islamique, serait son objectif numéro un mais à Washington, la délégation du PLJ s'est employée à dissiper les inquiétudes à ce propos.

Abdoul Maougoud Dardery, député du PLJ de Louxor, a assuré que son parti était attaché au principe d'"Etat civique" et aux objectifs généraux de la charia plutôt qu'à son application précise.

"*Les principes sont universels: liberté, droits de l'homme, justice pour tous. Telles sont les priorités du Parti Liberté et Justice*", a-t-il dit à l'université Georgetown.

Jay Carney, porte-parole de la Maison blanche, a indiqué que la délégation égyptienne avait rencontré des responsables "*subalternes*" du Conseil national de sécurité américain. Elle devait en outre être reçue par des responsables du département d'Etat. (Reuters 05.04)

Pas mal pour une mouvance politique qualifiée il y a quelques années encore d'extrémiste ou de terroriste. Les Américains les utiliseront et les manipuleront, et quand ils seront grillés, ils les sacrifieront, comme ils l'ont fait avec Ben Laden...

Actualité en titres

La crise est finie (Sarkozy). La preuve... du contraire :

- Le Portugal : face à "*des défis redoutables*", le FMI évoque une nouvelle aide - AFP

- Luis de Guindos exclut un renflouement européen de l'Espagne - Reuters

Traduisons : un "*renflouement européen de l'Espagne*" n'est pas souhaitable, mais il va rapidement s'avérer inévitable...

Gaga de naissance, c'est précoce !

- Carla Bruni-Sarkozy : "*À côté de Mme Pompidou, je suis Lady Gaga !*" - LePoint.fr

INFOS EN BREF

Politique

Allemagne

Le Prix Nobel de littérature allemand Günter Grass, 84 ans, a créé un énorme scandale lundi 2 avril en publiant, sous forme de poème, un plaidoyer pour l'Iran dans lequel il accuse Israël de menacer la paix mondiale. Ce texte en vers intitulé "Ce qui doit être dit" et paru dans le grand quotidien de Munich, le Süddeutsche Zeitung, a valu à son auteur d'être violemment accusé d'antisémitisme.

Dans son poème, Günter Grass dénonce un "*prétendu droit à attaquer le premier*", faisant allusion à l'éventualité de frappes israéliennes contre Téhéran. Selon l'écrivain, une telle démarche pourrait mener à "*l'éradication du peuple iranien*". Il appelle les Allemands, "*déjà suffisamment accablés*", à ne pas devenir complices d'un "*crime prévisible*".

Pourquoi ne dis-je que maintenant [...] que la puissance atomique d'Israël menace la paix mondiale déjà fragile ?, questionne le Prix Nobel de littérature. Parce qu'il faut dire ce qui pourrait être trop tard demain.

Le numéro deux de l'ambassade de l'Etat hébreu à Berlin, Emmanuel Nahshon, dans un communiqué, reprenant le titre du texte de Grass. Le représentant israélien a regretté que son pays soit "l*e seul au monde remis en cause publiquement dans son droit d'exister*", et a assuré que les Israéliens "*voulaient vivre en paix avec leurs voisins de la région*"." (lemonde.fr 05.04)

Les sionistes sont les seuls dans le monde à avoir chassé un peuple et confisqué ses terres, le forçant à prendre la route de l'exil. L'Etat d'Israël n'a aucune légitimité et doit disparaître au profit d'une République sociale, laïque et démocratique reconnaissant les mêmes droits à tous ses citoyens sans distinction de croyance ou de mode de pensée.

Social

France

1- Des salariés de la Fnac Paris se sont rassemblés jeudi devant le magasin du quartier Saint-Lazare, empêchant son ouverture, pour réclamer une revalorisation salariale, ont indiqué les syndicats et la direction à l'AFP.

A l'appel d'une intersyndicale CGT, SUD, CNT, CFDT, FO, CFTC et Unsa, ils étaient "*au moins 150*" selon les syndicats et une centaine selon la direction.

"*Le magasin est bloqué depuis l'ouverture*", a indiqué Boris Lacharme (CGT), expliquant que les syndicats réclament une augmentation générale de 200 euros ainsi que le passage du salaire d'embauche à 1.700 euros.

Les syndicats dénoncent également des "*gros problèmes d'effectifs*" à la Fnac Paris, Sylvie Hembert (SUD), affirmant que "*804 postes ont été perdus en quatre ans*", cette situation conjuguée aux difficultés salariales provoquant "*un énorme désespoir et une énorme colère*".

Confrontée comme ses concurrents à une baisse de la consommation, la Fnac a annoncé à la mi-janvier la suppression de plus de 500 postes dans le monde, dont 310 en France dans les services administratifs via un plan de départs volontaires. Les magasins Fnac Paris, qui emploient 1.500 personnes sur les 7.500 salariés travaillant dans les magasins en France ne sont pas concernés.

Le groupe, qui emploie 11.000 personnes au total, compte également économiser 80 millions d'euros en année pleine, notamment via la modération salariale. (AFP 05.04)

2- Selon Anne-Sophie David et Benoît Broignard, auteurs de Syndicats filous, salariés floués, qui paraît le 5 avril chez Max Milo, le propriétaire de Molex avait engagé une équipe de gardiennage "*pour écouter et surveiller les salariés et les grévistes*", avant d'y faire embaucher une "*taupe*" issue d'une société spécialisée dans la gestion des conflits sociaux.

Cette taupe, placée à un poste clef, avait pour tâche de "*profiler les leaders de la contestation*". Tous les employés ont été licenciés, le site fermé et les brevets dupliqués par la maison mère aux Etats-Unis. Une usine en Europe de l'Est exploite le matériel des Molex français... (lexpress.fr 05.04)

3- Le Mouvement national des chômeurs et précaires (MNCP) affirme que "*la majorité des chômeurs sont en-dessous du seuil de pauvreté*", dans son premier rapport sur l'état du chômage en 2011, publié jeudi.

Dans le document, Robert Crémieux, le coordinateur du projet, conteste l'évaluation officielle du revenu moyen des chômeurs, estimé à 1.108 euros mensuels en mars 2011 par Pôle Emploi.

"*Les rapports et études sur le sujet sont rares et lacunaires*", affirme-t-il, ajoutant que "*cette absence de documentation permet des approximations qui laissent courir une rumeur tenace : les chômeurs sont des privilégiés*".

Les auteurs du rapport soutiennent au contraire que "*d'après les données qui sont disponibles, la majorité des chômeurs sont en-dessous du seuil de pauvreté*", fixé par l'Insee à 60% du revenu mensuel médian, soit 954 euros (mars 2009).

Le MNPC dénonce également la "*stigmatisation des chômeurs*", effectuée "*sans relâche*" et "*selon une logique implacable*" tout au long de l'année 2011.

Elle rappelle en particulier les propos controversés de l'ex-secrétaire d'Etat chargé de l'Emploi, Laurent Wauquiez, sur l'assistanat, qu'il avait qualifié de "*cancer de la société française*" en mai dernier.

Le président du MNCP Marc Desplats a demandé que les chômeurs soient représentés dans les négociations. "*Les chômeurs sont exclus de longue date des négociations sociales, c'est une chose qu'il faut changer*", a-t-il dit à l'AFP.

Il a notamment cité la "*négociation triennale de la convention Unedic*", qui fixe le niveau des indemnités versées aux demandeurs d'emplois. (AFP 05.04)

Bientôt ils demanderont aux chômeurs qu'ils signent un document stipulant qu'ils sont satisfaits de l'allocation chômage qui leur est versée, j'ajouterais bien une clause précisant que les patrons et l'Etat ne sont ni coupables ni responsables du chômage et que tout recours contre eux serait injuste et illégitime. Sinon à quoi sert ce genre d'association franchement ?

Economie

France

Les ventes de LVMH, propriétaire entre autres de Louis Vuitton, du champagne Moët & Chandon ou des parfums Christian Dior, ont progressé de 20% en données publiées au quatrième trimestre 2011. La croissance organique (à taux de change constants) est quant à elle ressortie à 12%.

"*Au premier trimestre, la croissance a été supérieure à ce qu'elle a été au dernier trimestre de l'an dernier*", a dit Bernard Arnault lors de l'assemblée générale du groupe, sans cependant préciser s'il parlait de croissance à taux de change constants ou courants.

Rappelant que LVMH exportait près de 80% de sa production, Bernard Arnault a réaffirmé sa "*relative confiance*" pour le groupe en 2012, compte tenu de la forte croissance des pays émergents et des flux touristiques en Europe, capables de compenser la baisse de la demande sur le Vieux Continent pour cause de crise de la dette. (Reuters 05.04)

En quoi cet article est-il intéressant ? Parce qu'en filigrane y figure la tendance du capitalisme mondial orientée vers l'émergence ou

le développement d'une classe moyenne dans les pays dits émergents, tandis que celle des pays développées devrait s'appauvrir à l'image de la Grèce.

Les puissances d'hier vont être supplantées par celles qui disposent des richesses naturelles dont l'exploitation est à l'origine du profit... On a déjà expliqué tout cela en détail dans le site dans de précédentes causeries.

Haut de page

Le 7 avril

CAUSERIE

Inadmissible !

Ni le Front de gauche ni le PS ne sont et ne seront en mesure de s'attaquer résolument au chômage, à la précarité et à la pauvreté, dans la mesure où ils refusent de rompre avec le capital et ses institutions.

En 1981, les uns et les autres (OCI-LCR-LO) ont fait acte de soumission envers le Front populaire (PS-PCF-MRG) en exigeant des députés du PS et du PCF qu'ils prennent des mesures favorables à la classe ouvrière, ce qui leur était impossible, puisque pour se faire il aurait fallu qu'ils rompent avec le capital, alors qu'en réalité ils étaient des représentants du capitalisme. Depuis, quand ils n'ont pas sombré dans une forme de gauchisme de circonstance, ils n'ont cessé d'entretenir des illusions dans ces partis qui servent de remparts au régime en décomposition de la Ve République.

En avril 1917 Lénine considérait que nous n'avions rien à exiger d'un "*gouvernement de capitalistes*", surtout pas qu'il "*cesse d'être impérialiste*". Contrairement à ces partis, jamais Lénine n'a élevé le front unique au rang de stratégie, privilégiant le combat politique sur la base du programme et des objectifs de son parti, le parti bolchevik, pour à la fois faire progresser le niveau de conscience politique des masses, les organiser et construire le parti indispensable au renversement du régime et à la prise du pouvoir par la classe ouvrière.

"*Aucun soutien au gouvernement provisoire ; démontrer le caractère entièrement mensonger de toutes ses promesses (...). Le démasquer, au lieu d'"exiger" — ce qui est inadmissible, car c'est semer des illusions — que ce gouvernement, ce gouvernement de capitalistes, cesse d'être impérialiste*." (Extrait du rapport présenté à la réunion des bolcheviks participant à la Conférence panrusse des soviets de délégués ouvriers et soldats du 4 avril 1917 - CERMTRI)

Le POI fait pression sur les élus du PS et ses satellites pour qu'ils ne votent pas la ratification des deux derniers traités européens signés le mois derniers à Bruxelles, alors qu'ils ne peuvent y être que favorables en tant que partis inféodés au capital. Donc le POI reprend à son compte la stratégie que condamna Lénine.

Ainsi, au lieu de "*démasquer*" le PS et ses satellites et de "*démontrer le caractère entièrement mensonger de toutes (leurs) promesses*", le POI s'emploie à faire croire aux travailleurs et aux militants qu'ils seraient capables de rompre avec l'Union européenne pour peu qu'on fasse pression sur eux, autrement dit, ceux qui se détournent de ces partis ou n'ont aucune confiance en eux, ont tort d'agir de la sorte, pour un peu si on suivait ce raisonnement jusqu'au bout, ils feraient mieux de rejoindre ces partis pour en infléchir la politique droitière ou changer leurs dirigeants, s'ils ne le font pas, qu'ils ne viennent pas se plaindre ensuite, on en arrive implicitement à l'argument fétiche et fétide des staliniens.

Le double langage habituel.

On pourrait nous rétorquer que le POI ne ménage pas ses critiques envers le PS et ses satellites, certes, mais dans quelle perspective politique, la subordination du mouvement ouvrier à ces mêmes partis à travers la campagne qu'ils ont lancé en direction de leurs dirigeants, extrait de la résolution du bureau national du POI du 31 mars "*Continuer à s'adresser aux candidats du Front de gauche, du Parti socialiste pour leur proposer de se prononcer ensemble contre la ratification du traité de Bruxelles.*" (IO n° 194 page 8)

Leur objectif n'est pas que les masses prennent leur destin en main dans la perspective d'un gouvernement ouvrier dont seraient exclus le PS et ses satellites, mais de s'en remettre une nouvelle fois à ces partis, via la stratégie du front unique, véritable mystification et machine de guerre contre toute tentative des masses exploitées de se rassembler sur la base d'une politique indépendante des appareils.

Ce n'est pas nouveau. Extrait de la Contribution à la discussion préparatoire du XXVIIIe Congrès du PCI de Stéphane Just (1984) :

"*... ce qui donne toute sa dimension à la lutte pour le front unique des organisations ouvrières n'est-ce pas la revendication adressée aux dirigeants, aux députés du PS et du PCF : " Vous êtes la majorité à l'Assemblée nationale, décidez qu'elle est souveraine, décidez que le gouvernement émane d'elle et réponde devant elle, décidez d'une autre politique qui rompe avec la bourgeoisie. " ?*"

Discours qui à l'époque témoignait déjà de l'impuissance ou de l'incurie politique de ceux qui les tenaient, absolument rien n'a changé depuis. Au passage vous comprendrez pourquoi nous affirmons qu'ils sont sclérosés ou que nous avons à faire à des charlatans, des aventuriers.

28 ans plus tard, on retrouve les mêmes suppliques stériles adressées aux "*candidats du Front de gauche, du Parti socialiste*" : camarades, ne voyez-vous pas que vous êtes dans l'erreur, ne voyez-vous pas que vous faites le jeu de l'ennemi, le MES et le TSCG sont mauvais, si, si puisqu'on vous le dit, faites preuve de lucidité, prenez conscience que ces traités sont tournés contre les intérêts des travailleurs, ayez la bonté de penser aux conséquences catastrophiques qui en découleront pour eux et leurs familles, cessez de n'avoir d'yeux que pour le régime, cessez d'être ce que vous êtes ou vous avez toujours été on pourrait ajouter ; qu'allons-nous devenir, l'heure est grave, prenez enfin vos responsabilités, entre nous, ils les ont déjà prises... mais en sens inverse, ce qui est logique, normal, naturel chez eux, ce que justement les dirigeants du POI se refusent à reconnaître. Pourquoi ? Peut-être parce qu'ils ne peuvent décidément pas se passer de ces partis, pour ainsi dire ils seraient au mouvement ouvrier ce que la femme est à l'homme voyez-vous, ce dont je conçois volontiers quant à la seconde assertion ! Mais pourquoi, vous vous dérobez ou quoi ? Non, pas du tout, chaque chose en son temps, parce qu'ils ont abandonné la perspective de la révolution socialiste mondiale, ils n'y croient plus.

Mais encore ? Ils considèrent que toute solution politique passera obligatoirement par ces partis. Dites-donc et si c'était vrai ? Et alors qu'est-ce que cela changerait, cela n'invaliderait en rien notre démonstration, car en réalité toute solution politique favorable à la classe ouvrière verra le jour à la fois contre le régime en place et contre ces partis qui le soutiennent, ces partis ayant été au pouvoir une multitude de fois et pendant de nombreuses années depuis le début du XXe siècle, la preuve est faite que loin d'être un passage obligé ou une nécessité pour avancer vers un véritable gouvernement ouvrier, ces partis et leur gouvernement en étaient la négation, l'antithèse, l'obstacle à abattre en réalité, ils ne pouvaient ouvrir la voie qu'au retour du parti de l'ordre au pouvoir ou pire encore, frayer la voie au fascisme et à la guerre.

Cependant il y a un hic dans votre démonstration, le gouvernement de front populaire de février 1917 a bien débouché sur la révolution socialiste d'octobre. C'est vrai et c'est faux à la fois pour plusieurs raisons, tout dépend quels facteurs on privilégie. Prenons-en un au hasard.

Contrairement au POI, le parti bolchevik n'a pas démasqué et combattu les partis démocratiques petits-bourgeois (caractérisation formulée par Lénine) menchevik et socialiste révolutionnaire corrompus par la bourgeoisie pour qu'ils se présentent sous un jour plus favorable aux ouvriers et ainsi mieux les tromper, pour qu'ils rompent avec la bourgeoisie puisque les faits avaient prouvé amplement qu'ils en seraient toujours incapables, ce que Lénine avait parfaitement intégré dans sa ligne politique, mais au contraire pour mieux mettre en lumière leur véritable nature afin que le prolétariat et la paysannerie pauvre s'en détournent, pour qu'ils se défassent de leurs illusions dans le gouvernement et se tournent vers le parti bolchevik alors minoritaire dans les soviets, condition pour que la révolution aille à son terme...

A aucun moment Lénine ou le parti bolchevik depuis 1903 n'avait inclu dans leur stratégie le passage obligé par un gouvernement de type front populaire, sans la faiblesse du parti bolchevik au début de la révolution en février 1917 ce gouvernement n'aurait sans doute jamais vu le jour. Inutile de préciser qu'il n'a jamais été un objectif pour Lénine et qu'il n'a jamais oeuvré dans cette direction-là ni en Russie ou ailleurs. Ce sont uniquement les conditions de l'époque et les rapports entre les classes qui ont favorisé l'émergence de cette forme de pouvoir contre-nature, et qui pour cette raison était voué à disparaître rapidement, parfois violemment (Espagne, Chili).

Les différentes tactiques auxquelles eut recours le parti bolchevik présentèrent la particularité d'être toujours subordonnées à l'objectif final qu'il s'était fixé sans jamais s'en écarter, ce qui excluait de concevoir l'existence d'un gouvernement de front populaire comme un passage obligé, donc sans jamais l'inclure comme perspective politique, au contraire, le parti bolchevik ne pouvait concevoir qu'un gouvernement des partis ouvriers sans ministres bourgeois auquel il aurait pu participer si cette condition avait été remplie notamment, ce qui ne fut pas le cas.

Si la lutte des classes n'est pas rectiligne ou ne présume pas des voies qu'elle sera amenée à emprunter dans chaque pays en fonction de son contexte, cela ne signifie pas qu'elle devrait forcément emprunter les mêmes voies que par le passé ou qu'elle devrait forcément emprunter une voie plutôt qu'une autre, en revanche, ce dont on est certain, c'est que la lutte de classe du prolétariat pour avancer vers son objectif, devra passer inconditionnellement par une voie coïncidant avec son indépendance de classe, dont justement le front populaire est la négation puisqu'il l'enchaîne au capital.

Le combat du parti bolchevik n'a jamais consisté à redorer le blason des mencheviks et des socialistes-révolutionnaires, mais à les liquider politiquement, condition préalable à la victoire de la révolution de 1917, entre autres. Dans le même registre, Lénine pourfendait également les partisans de l'unité à tout prix, ce qui n'en faisait pas pour autant un adversaire du front unique

dans certaines circonstances précises, y compris avec le parti bourgeois Cadet contre Nicolas II, pas à n'importe quelle condition, Lénine précisant que l'unité devait se réaliser sur les bases définies par le parti bolchevik.

Dans le même document Stéphane Just brûlait si je puis dire, il était près de comprendre que le mot d'ordre d'unité ou de front unique pouvait présenter plus d'inconvénients que d'avantages selon l'usage qu'on en faisait, malheureusement il nous a quitté sans avoir mené au bout sa réflexion.

"*On ne peut, cependant, faire abstraction que, en réalisant " l'union de la gauche " , les dirigeants du PS et du PCF prétendent avoir réalisé " l'unité " et le gouvernement actuel est justement l'expression de ce genre " d'unité" de ces organisations. Pas plus que l'on ne peut faire abstraction du fait que les dirigeants des syndicats conjuguent " l'unité" et la division pour faire passer la politique réactionnaire du gouvernement et du capital et, qu'alors même qu'ils font un pas en avant en réponse aux aspirations des travailleurs ou de la population, c'est pour mieux contrôler d'éventuels mouvements et les dévoyer.*"

L'unité sous la direction de ces partis n'a jamais abouti à autre chose, pire, elle a desservie notre cause à l'arrivée, puiqu'elle a servi d'obstacle à la construction du parti révolutionnaire en renvoyant sans cesse les masses vers ces partis, merci pour eux !

Seule la réalité pour peu qu'on la saisisse permet de venir à bout des illusions et non des calculs d'appareils ou je ne sais quoi. A ceux qui se plaignaient de manquer d'inspiration, Trotsky répondait que la réalité était une source d'inspiration illimitée pour peu qu'on la regarde en face. Peu importe à la limite ce qu'incarne le PS et ses satellites, ce qui nous importe c'est ce qu'ils n'incarnent pas et ne peuvent pas incarner, ce que vivent au quotidien les travailleurs, de quelle manière ils le vivent, ce qui les conduit à se poser des questions et à passer à l'action, à s'organiser, à rejoindre les rangs de l'avant-garde révolutionnaire combattant pour la révolution socialiste.

Vers où que l'on se tourne, on a l'impression qu'on veut nous imposer un carcan, vous ne trouvez pas ? (A suivre)

Les documents auxquels j'ai fait référence sont disponibles dans le site à la page : http://www.luttedeclasse.org/partidestravailleurs.htm

Bruit de campagne

Sarkozy ne supporte que la contradiction convenue, orchestrée, par lui-même de préférence !

Coup de théâtre à Sciences Po. Nicolas Sarkozy aurait dû clore la journée présidentielle 2012 organisée ce 5 avril par le magazine ELLE. Alors que le candidat de l'UMP devait commencer sa prestation à 17 heures, dix minutes plus tard, il n'était toujours pas arrivé. Bruce Toussaint et Valérie Toranian arrivent alors sur scène. " *Merci pour votre patience. Car vous l'avez sans doute imaginé, les choses ne se déroulent pas comme prévu...* ", nous annonce le journaliste d'Europe 1. " *Nous venons d'apprendre avec beaucoup de regret que Nicolas Sarkozy ne viendrait pas* ", poursuit la directrice de la rédaction de ELLE. La cause ? "

" *Son équipe de sécurité a estimé que les conditions n'étaient pas réunies pour que son débat et son arrivée se fassent dans de bonnes conditions* ", poursuit Valérie Toranian, faisant référence au fait que des étudiants avaient pris place à l'intérieur du bâtiment pour scander des slogans. (elle.fr 06.04)

Si maintenant tartuffe est contesté jusque dans ce temple de la pensée unique, où va-t-on franchement ? Ne vous méprenez pas, je n'ai pas choisi (hier après-midi) la source de cette info (elle.fr), celle-ci ne figurait nulle part ce matin dans les news mises en ligne par Yahoo, un pur hasard sans doute...

Tout un programme !

La petite phrase du discours de Mélenchon à Toulouse qui a tout gâché : "*La France doit impulser une rénovation des organismes de l'ONU.*" (lepoint.fr 06.04)

Non monsieur Mélenchon, quand on se prétend de gauche, la seule position correcte consiste à rompre avec toutes les institutions du capital au niveau national, européen et international, donc en premier lieu avec l'ONU et l'UE, sinon votre discours et votre programme tiennent davantage de la mystification, de l'illusionnisme, de l'aventurisme...

Yellow submarine.

Selon Pierre Laurent, Nicolas Sarkozy "*perd les pédales*". Ce dernier avait affirmé, un peu plus tôt, sur RTL, que Bernard Thibault "*était membre du bureau politique du PCF*".

Il souligne également que "le respect de l'indépendance syndicale est depuis de longues années un principe intangible du PCF".

Le secrétaire général de la CGT a lui-même réfuté vendredi cette affirmation, jugeant que Nicolas Sarkozy "*travestit la réalité des faits*". "*Je rappelle que cela fait plus de 10 ans que je ne siège plus dans une instance de direction d'un parti politique.*"

Bernard Thibault a en revanche été membre de 1997 à 2001 du conseil national du PCF, sorte de parlement du parti. (lexpress.fr 06.04)

Actualité en titres

Au-dessus de tout soupçon..

- Sarkozy : «*A l'évidence*», Woerth n'a pas reçu de sommes en liquide en 2007 - Liberation.fr

- Nicolas Sarkozy attaque le "*système mafieux*" du PS - L'Express.fr

Pour qui roulent-ils ?

- Pierre Laurent: Sarkozy est en train de "*perdre les pédales*" - Lexpress.fr

- Dupont-Aignan: Mélenchon "*ira sur le pédalo de Hollande, à la fin*" - AFP

- Entre "*l'austérité*" et l'alliance avec le Front de Gauche, le PS va devoir choisir - L'Express.fr

Mauvaise question, le Front de gauche ne se donnant pas les moyens politiques pour réaliser les mesures minimums contenues dans son programme, que le PS gouverne avec ou sans le Front de gauche ne changera rien, faire croire le contraire c'est emboîter le pas à l'illusionniste Mélenchon.

Par contre et c'est cela qui nous intéresse, c'est parce que cela ne changera rien (en mieux) à la vie de tous les jours des travailleurs que le Front de gauche va être confronté à de sérieux problèmes s'il gouverne au côté du PS ou soutient son gouvernement.

Il y en a qui passent leur temps à entretenir des illusions dans le PS et ses satellites, notamment en s'adressant à leurs élus, nous, nous les poussons à l'extême pour qu'elles éclatent, afin que les travailleurs et militants prennent leur distance ou rompent avec ces partis liés au capital, deux démarches différentes, deux conceptions de la lutte de classe inconciliables parce qu'elles ne partent pas et ne poursuivent pas le même objectif.

Il parle pour lui.

- Bartolone : "*La crise empêche l'enthousiasme*" - LePoint.fr

Trop ou pas assez.

- Un Smic à 1700 euros, est-ce possible ? - Liberation.fr

- La France menacée ? Les marchés jugent les programmes présidentiels insuffisants - Atlantico.fr

Ils sont bien discrets ces derniers temps à propos de la France, ils ne veulent pas gêner leur candidat attitré en difficulté, Sarkozy. On n'attendra pas longtemps avant qu'ils se déchaînent...

Oh le vilain mot !

- À Toulouse, Jean-Luc Mélenchon promet révolution et souveraineté - Reuters

- Mélenchon à Toulouse : un discours révolutionnaire - LePoint.fr

C'est marrant, comme en Tunisie, en Egypte, en Libye ou en Syrie, les révolutionnaires ne seraient pas ceux qu'on croit... A qui la faute ?

On se fait du bien comme on peut !

- Duflot: "*quoi qu'il arrive*", la candidature Joly "*aura fait du bien*" - AFP

Les barbouzes du Palais sur le pied de guerre :

- Trafic de grenouilles dans les Vosges - LeFigaro.fr -

INFOS EN BREF

Politique

1- Mali

Les rebelles touaregs du Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA) ont proclamé vendredi l'indépendance du territoire qu'ils occupent dans la moitié nord du Mali, une sécession immédiatement rejetée par l'Union africaine, l'Algérie voisine, les Etats-Unis et la France.

Dans un communiqué signé par le secrétaire général du MNLA, Billal Ag Acherif, et daté de Gao, le mouvement précise que cette décision, annoncée au lendemain de l'arrêt des combats par les séparatistes, prend effet immédiatement.

"*Le comité exécutif du MNLA appelle la communauté internationale dans son ensemble à reconnaître immédiatement, dans un esprit de justice et de paix, l'indépendance de l'Etat de l'Azawad*", écrit Acherif.

Le mouvement annonce en outre reconnaître les frontières avec les Etats voisins et promet de créer un Etat démocratique fondé sur les principes de la Charte des Nations unies. (Reuters 06.04)

2- Syrie

Les Etats-Unis et l'OTAN main dans la main avec al-Qaïda ?

Différentes sources tendent à confirmer que les Etats-Unis, l'OTAN et leurs alliés dans les Etats arabes du Golfe collaborent avec les terroristes d'al-Qaïda pour renverser le gouvernement syrien. Ce dernier a accusé des groupes terroristes étrangers d'être responsables de nombreux attentats qui ont secoué la Syrie.

Alors que l'opposition tient pour responsable le régime lui-même, des sources du renseignement américain, des observateurs de la Ligue arabe et le dirigeant actuel d'al-Qaïda, Ayman al-Zawahiri, indiquent que les accusations du gouvernement de Bachar al Assad sont justes. En plus des attentats au véhicule piégé à Damas, deux autres attentats-suicides ont eu lieu à Alep. Des responsables du renseignement américain ont confié à un journaliste de McClatchy News (Washington) qu'al-Qaïda en Irak (AQI) était vraisemblablement responsable des quatre attaques.

Al-Zawahiri lui-même a confirmé dans un enregistrement vidéo que son organisation intensifie ses opérations en Syrie, tout en condamnant le «*tyran de Damas*» et son gouvernement dans un langage, soit dit en passant, similaire à celui du Président Barack Obama et de l'ambassadrice américaine aux Nations Unies Susan Rice.

Quant aux équipes d'observateurs de la Ligue arabe, elles constatent, dans leur rapport officiel du 20 janvier, que des «groupes armés» combattant l'armée syrienne avaient commis un nombre important d'attentats et d'assassinats à la fois de civils et de policiers. Les conclusions des équipes – qui n'ont pas été communiquées aux membres du Conseil de sécurité de l'ONU – précisent, entre autres, qu'un journaliste français à Homs a été «*tué par des tirs de mortier venant de l'opposition*», que c'est l'opposition qui a monté un «*attentat contre un bus civil, décimant huit personnes et en blessant d'autres, y compris des femmes et des enfants*», et qu'il existe une «*entité armée*» dans l'opposition qui tue des civils et provoque le gouvernement syrien pour qu'il riposte par la violence.

Selon EIR, les militants font partie des djihadistes salafistes soutenus par les Saoudiens, ayant la même structure et la même idéologie qu'al-Qaïda, qui ont infiltré la Syrie à partir de la Libye, l'Irak et l'Arabie saoudite.

La Turquie, pays membre de l'OTAN, a joué un rôle clé dans l'opération en Libye et fournit à l'opposition syrienne du soutien logistique et des bases.

Selon le site internet israélien Debkafile, des forces spéciales qataries et britanniques aident les militants basés à Homs, tout

en évitant de prendre part directement aux hostilités, et fournissent un soutien logistique. Et selon David Gray de Reuters, citant une source israélienne, des troupes britanniques et qataries supervisent les livraisons de munitions aux rebelles ainsi que la tactique utilisée dans la bataille sanglante à Homs. Quatre centres d'opération ont été installés dans la ville, et les troupes sur place préparent le terrain pour une incursion militaire clandestine de forces turques. De plus, pour l'analyste politique Alexander Eterman de Tel Aviv, tout le monde sait que la Grande Bretagne, Israël, les Etats-Unis et la France ont des unités de forces spéciales en Syrie. (Source : Strategic Alert) (Liesi 05.04)

Social

France

Le président du conseil de surveillance de la SNCM, Gérard Couturier, évoque la menace d'un plan social de 800 emplois au sein de la compagnie maritime frappée par des difficultés internes et une mauvaise conjoncture économique.

La réduction probable de la délégation de service public dont elle bénéficie sur le trafic avec la Corse, le risque de devoir rembourser à l'Etat entre 30 et 50 millions d'euros et l'effondrement du marché des lignes maritimes sur le Maghreb font peser une menace directe sur près de la moitié des emplois de la SNCM (Société nationale maritime Corse Méditerranée).

Il évoque notamment la décision que doit rendre cet été la Commission européenne sur les fonds qui ont été versés par l'Etat à la SNCM durant la période de 1990 à 2006. Cette affaire a été plaidée fin 2011 et la décision est attendue pour cet été.

"*Si jamais les fonds incriminés sont requalifiés en aides, alors il faudra rembourser de 30 à 50 millions d'euros à l'Etat*", dit Gérard Couturier, précisant que lors de la privatisation une clause prévoyait qu'en cas d'obligation de remboursement les repreneurs pourraient "*sortir*".

Veolia Environnement a fait part mercredi de son intention de reprendre directement les deux tiers du capital de la compagnie maritime SNCM qu'il détient actuellement conjointement via Veolia Transdev avec la Caisse des dépôts (CDC).

"*Tout cela peut mener à la mise en place d'un plan social qui pourrait concerner de l'ordre de 800 emplois*", affirme Gérard Couturier dans un entretien à La Provence de vendredi.

Le chiffre d'affaires de la SNCM en 2011, qui emploie 1.617 salariés, est estimé à 280 millions d'euros. La compagnie a transporté 922.300 passagers sur le marché de la Corse mais le trafic a chuté de 34% sur la Tunisie et de 24% sur l'Algérie. (Reuters 06.04)

Economie

1- France

1.1- Au creux de la vague...

Le déficit commercial de la France s'est nettement creusé en février par rapport au mois précédent, atteignant 6,398 milliards d'euros, ont annoncé vendredi les Douanes.

Le déficit des 12 mois achevés fin février s'est établi à 70,051 milliards d'euros. Le solde négatif record enregistré par la France en 2011 a par ailleurs été une nouvelle fois révisé à la hausse à 70,437 milliards, après une première révision à 70,104 milliards d'euros effectuée le 8 mars. (lefigaro.fr 06.04)

1.2- Totalement irresponsable.

La cour de cassation pourrait annuler la procédure judiciaire du naufrage en 1999 du pétrolier Erika, à l'origine d'une marée noire géante sur les côtes bretonnes, ce qui suscite la colère des élus, associations et acteurs de tous bords de ce dossier.

Dans son avis pour l'audience de la Cour de cassation, prévue le 24 mai, l'avocat général, M. Boccon-Gibod, conclut à "*la cassation sans renvoi*" de l'arrêt de la cour d'appel de Paris, en faisant valoir que la justice française n'était pas compétente car le naufrage est survenu en dehors des eaux territoriales et que le navire battait pavillon maltais.

Les avocats des collectivités territoriales dans le dossier Erika soulignent à l'inverse que "ce serait en vain qu'on dissocierait le lieu de survenance de celui des effets puisque c'est le délit de pollution et non le naufrage en tant que tel qui a été poursuivi".

Me Jean-Pierre Mignard et Emmanuel Tordjman soulignent aussi qu'à ce stade, la décision n'est pas encore prise et que "*seuls les magistrats de la chambre de la cour de cassation sont souverains*".

Une précision utile tant la publication de ce document a suscité de réactions d'indignation.

La Cour de cassation peut, ou non, suivre l'avis de l'avocat général. Sa décision ne sera pas forcément connue dès le 24 mai car elle peut la mettre en délibéré. (AFP 06.04)

2- Italie

Les banques italiennes ont pris environ le quart des 1.000 milliards d'euros de liquidités à trois ans proposées à taux réduit par la Banque centrale européenne (BCE) en décembre et en février, d'après les chiffres publiés vendredi par la Banque d'Italie.

Les banques italiennes ont pris 116 milliards d'euros lors de l'offre de refinancement à long terme (LTRO) de la BCE en décembre et 139 milliards d'euros lors de celle de février. (Reuters 06.04)

3- Corée du Sud

Samsung dévoilait vendredi ses résultats trimestriels préliminaires. Les chiffres détaillés sont attendus le 27 avril.

Samsung a enregistré sur la période janvier-mars un bénéfice d'exploitation de 5.800 milliards de wons (3,92 milliards d'euros), quasiment doublé en rythme annuel.

Le chiffre d'affaires ressort à 45.000 milliards de wons.

D'après Choi Do-yeon, analyste pour LIG Investment & Securities, ces résultats meilleurs que prévu suggèrent des marges solides sur les téléphones mobiles.

"*Les marges sur les combinés devraient avoir dépassé 20% et les bénéfices de cette activité sont attendus à plus de 4.000 milliards de wons. C'est vraiment un résultat extraordinaire et il pourrait y avoir d'autres surprises dans les trimestres à venir, à mesure que rebondissent les autres activités, comme les mémoires*", commente-t-il.

Les analystes interrogés par Reuters s'attendent à ce que Samsung ait vendu 44 millions de smartphones au premier trimestre, un niveau record et en hausse de 25% par rapport au trimestre précédent.

Le titre Samsung a gagné plus de 25% depuis le début de l'année et a atteint mercredi un niveau record.

Sur la même période, l'action Apple a plus que doublé, valorisant le groupe américain à plus de 582 milliards de dollars -trois fois la capitalisation boursière de Samsung.

Haut de page

Le 9 avril

CAUSERIE

Une petite chronique indienne pour se détendre en début de semaine, si je puis dire, car dans notre milieu ils sont rares, je parle pour moi, le milieu ouvrier pauvre je précise, vous lirez plus loin pourquoi.

J'ai passé la matinée d'hier chez un de mes beaux-frères, Karnan. Il inaugurait un petit bureau qui servira (bénévolement) d'aide sociale aux habitants de la commune où il habite, une des plus importantes de la banlieue de Pondichéry. Il se propose de recevoir les doléances de la population et d'essayer de trouver des solutions à leurs problèmes en les soumettant au député du Parti du Congrès, parti dans lequel il est adhérent de longue date.

Cela nous a valu la visite de ce député, et ce que je ne savais pas, c'était que mon beau-frère avait décidé que je serais le parrain ou le président d'honneur de son association qui comporte quelques membres, du coup j'ai eu le droit à une longue accolade avec ce député devant les caméras et photographes de la principale chaîne de télévision de Pondichéry et de plusieurs quotidiens. Je me suis prêté au jeu pour faire plaisir à mon beau-frère, car il avait une autre idée derrière la tête.

Sa famille a été spoliée des terres qui lui appartenaient dont une partie est irrécupérables puisqu'ayant été revendues à plusieurs personnes depuis de nombreuses années, il reste un grand terrain vague d'environ un hectare qui devait revenir à ma belle-mère par filiation directe puisqu'il appartenait à son mari depuis décédé, sauf que plusieurs membres de leur famille revendiquent ce terrain, le titre de propriété qui remonte à plus d'un demi-siècle n'étant pas clair, de plus le gouvernement leur a fait savoir qu'il entendait se saisir d'une partie de ce terrain pour je ne sais quelle raison, sauf que pour cela il faut que le propriétaire soit clairement identifié pour que l'expropriation puisse avoir lieu, mon beau-frère a eu l'idée de s'entendre avec le député du coin pour résoudre le problème auquel le gouvernement était confronté en échange de la reconnaissance de propriété sur la partie restante. Bref, on appelle cela du clientélisme. Mes beaux-frères ont tenté plusieurs actions en justice depuis 20 ans, en vain, c'est donc leur dernier recours pour recouvrer une infime partie des terres que des membres de leur famille et d'autres personnes leur ont volées.

Depuis trois semaines j'ai récupé ma belle-mère, comme lors de chaque séjour de mon épouse en Inde. Elle n'est pas encombrante, à son contact j'ai l'impression de retourner plusieurs siècles en arrière, l'évolution de l'Inde ces dernières années a été trop rapide pour elle, elle n'y comprend rien, elle était habituée à se laisser vivre ou à vivre comme autrefois, sans trop de besoins, en s'en remettant à la fatalité, le tout sur fond de superstitions et d'obscurantisme religieux, Sauf que de nos jours, vivre ainsi se traduit par des problèmes qui n'existaient pas hier encore, il y a deux décennies seulement, problèmes qui peuvent rapidement dégénérés ou prendre une sale tournure, par exemple se retrouver à la rue sans rien ou quasiment abandonnée de tous, situation inimaginable il y a peu.

Ses fils ont tout juste de quoi survivre et sont très mal logés, elle m'est redevable de les avoir bien aidés depuis que j'ai revendu ma maison, elle a au moins compris cela. Avant que j'achète une voiture à Karnan pour faire taxi, il était au chômage depuis des mois et il se laissait aller et déprimait grave comme disent les jeunes, depuis il bosse et a repris goût à la vie.

Hier soir, sa soeur (mon épouse) m'a rapporté une discussion qu'ils ont eu dans l'après-midi après mon départ. Il lui a dit qu'il ne me comprenait pas, qu'il ne comprenait pas pourquoi j'étais différent des autres "Blancs", pourquoi j'étais "*correct*" et "*honnête*", il s'étonnait que je n'ai pas de relations avec les expatriés du consulat et du lycée français, il se demandait comment je faisais pour vivre comme cela, sans jamais m'emmerder, toujours seul, un truc à se flinguer pour un Indien habitué à vivre dans la promiscuité ou toujours très entouré, il y a peu deux ou trois générations vivaient sous le même toit. Ce qu'il ne comprend pas, parce qu'il a de l'estime pour moi, c'est pourquoi au consulat, à l'Alliance française ou au lycée français il ne donne pas de travail à quelqu'un d'aussi bien que moi, pour faire bref.

Je me suis demandé ce que je pouvais répondre à cela, il m'a fallu quelques instants pour dire à Magueswary qu'elle n'aurait qu'à lui répondre que je n'avais pas la même conception de la société et par conséquent des rapports entre les gens que les autres "*Blancs*" qui sont là pour profiter des avantages que leur situation leur confère, ce qui n'est pas un crime ou un reproche, mais par contre il a raison de leur reconnaître le même penchant que la plupart des Indiens qui se foutent de tout, ce qui n'est pas mon cas. Je ne peux pas lui dire que l'hédonisme à la Onfray n'est pas mon truc, elle ne comprendrait pas, disons que je suis quelqu'un de simple, ouvert, direct et que les gens n'aiment pas cela en général, cela les trouble, les emmerde, ils préfèrent les gens superficiels qui se la pètent, qui parlent à tort et à travers en se regardant le nombril, qui se montrent, qui pratiquent la flatterie et l'hypocrisie à tout va, bref, tout ce que je déteste, donc je ne fais aucun effort pour leur être agréable ou lier des relations avec eux, du coup ils m'oublient et c'est très bien ainsi, je les assimile à des privilégiés qui se comportent comme des parasites ou des colons et je n'ai pas du tout l'intention de leur ressembler, ce qui serait possible, mais alors je me demanderais quel sens donner à ma vie.

Ma situation est assez anachronique, incompréhensible aux yeux de beaucoup, j'en conviens. En réalité, je n'ai vraiment rien à foutre en Inde et je devrais déjà être rentré en France depuis des années, sauf que la situation en France s'est tellement dégradée que cela m'est devenu quasiment impossible, sauf à plonger dans la pauvreté, ce à quoi je ne tiens pas du tout, et puis tout le monde y perdrait au change, ma belle-famille en premier lieu.

Et puis, je grogne parfois, mais je suis bien en Inde, je me suis habitué aux Indiens, un Indien ou un Français c'est du pareil au même, un Blanc ou un Noir c'est du pareil au même, ici c'est moi l'étanger, parfois on me le rappelle, je ne me pose jamais ce genre de questions, je n'ai pas besoin de faire un effort pour me placer sur le terrain de la lutte des classes, même dans mes rêves et dans mes cauchemars elle est omniprésente, je baigne dans la misère humaine que Rocard voulait tenir à distance, comme quoi y compris sur ce plan-là, je me sens totalement étranger au PS qui me donne envie de vomir chaque fois que j'y pense.

Je me permets de brocarder les faiblesses de mes semblables parce que leur triste condition me rend malade, je me souviens encore qu'autrefois j'ai vécu pareille situation et que ma vie aurait pu ressembler à la leur le restant de mes jours, le pire destin que l'on puisse souhaiter à quelqu'un. Vous avez l'habitude de me voir couper les cheveux en quatre pour répondre à un tas de questions, et bien avec mes beaux-frères ou leurs copains je fais la même chose, je me creuse ou casse la tête pour arriver à leur expliquer quelque chose qu'ils n'ont pas compris, pour leur rendre service, quelque chose qui a un rapport direct avec leur mode de vie ou leur comportement de tous les jours, ce qui nécessite que je me mette un moment à leur place, que je pense avec leur tête, ce qui est loin d'être gagné d'avance, c'est un exercice qui nécessite que je fasse totalement abstraction de ma culture, de mes connaissances et des mes expériences, tout en les utilisant pour qu'ils saisissent ce que j'essaie de leur dire, alors quand on y arrive, cela vaut tous les awards (récompenses) du monde, pour être honnête, c'est rare d'y parvenir. Mon beau-frère a compris

un truc et je n'y suis pour rien. Je lui balance une idée, il l'essaie, l'essai est concluant, il adopte et s'en sent mieux ainsi. C'est donc son expérience qui lui permet d'avancer et de mieux comprendre les choses. Il ne les comprend pas au premier abord, mais si j'en fais une présentation très simple, c'est à lui ensuite d'écrire la suite. Au premier abord, il y avait son idée qu'il a essayé de me vendre puisqu'il s'agissait d'argent, l'achat d'une voiture d'occasion pour qu'il puisse faire le taxi et gagner sa vie honnêtement en travaillant, cela m'allait très bien, j'ai adopté son idée, je lui ai fait confiance. Du coup, ensuite j'ai réussi à lui caser mon idée qu'il a testée, c'était pour lui rendre service, cela ne me coûtait et ne me rapportait rien

Pourquoi ? Parce qu'ici la société et les rapports sont beaucoup plus compliqués qu'en France, on part de gens qui n'ont pas été beaucoup à l'école, qui ne connaissent rien à rien ou presque, il existe une sorte d'atavisme très puissant, des habitudes ancestrales qu'ils reproduisent sans réfléchir , et garent à celui qui s'en écartent ou ne les respectent pas, il sera excommunié, banni de la communauté, de sa famille, c'est la déchéance qui le guette, mais comme dorénavant la société voue à la déchéance ceux qui ne suivent pas le mouvement, je me saisis de cette faille ou de cette contradiction que sécrète la société pour les aider à penser librement ou plus librement et faire sauter les obstacles qui leur interdisent de penser et agir autrement.

Parfois je m'aperçois que Karnan n'agit pas conformément à ses intérêts mais par obligation, ils sont bourrés d'obligations et d'interdictions à un point inimaginable, cela dépasse l'entendement, c'est d'ailleurs pour cette raison que parfois je ne le comprend pas, parce que je ne peux pas m'imaginer qu'il existe un code qui régit ses mouvements jusque dans les moindres détails de sa vie, cela m'échappe et c'est normal, d'où la nécessité de faire preuve d'une attention particulière, soutenue, permanente envers lui si je veux vraiment lui être utile à quelque chose.

Ici, la société, c'est un boulet, un carcan, un joug, une véritable camisole de force, le mot liberté est banni, inconnu, incongru, déplacé, incompréhensible. Un Indien ne fera pas l'effort de se le représenter, et c'est compréhensible dans la mesure où il ignore totalement à quoi il pourrait s'appliquer. Maintenant, avec les profondes transformations que connait la société depuis ces dernières années, on pourrait concevoir qu'il pourrait en avoir un aperçu, je pense au développement des moyens de transports (moto ou scooter) et de communications (téléphone portable et Internet, en vain, car les rapports ne changeant pas pour autant dans la société, ce qu'il a gagné en liberté, il l'a perdue en qualité de vie, déjà qu'elle était plutôt un cauchemar quotidien, elle tourne à la tragédie, un véritable enfer.

J'ai noté cela en observant de quelle manière les rapports entre mes beaux-frères et leurs épouses s'étaient dégradés, en France pas un couple ne tiendrait une semaine sans en venir au mains ou se séparer, ici on divorce très rarement, c'est tabou, par contre on se fout volontiers sur la gueule ou on s'insulte copieusement. Ils n'ont aucune idée de la lutte des classes, et les rapports à l'intérieur des couples sont l'équivalent de ceux qui existent dans une entreprise privée entre un syndicaliste révolutionnaire et un patron de droit de divin, horribles, explosifs. Je ne vous raconte pas des blagues, imaginez un instant, tous mes beaux-frères envisagent de se suicider et leurs potesque je connais sont dans une situation similaire, comment je le sais, parce qu'ils en parlent avec mon épouse qui en a les larmes aux yeux, cela la rend malade aussi. Comment voulez-vous que je sois insensible à cette situation ?

C'est extrêmement complexe comme question à aborder, parce que mes beaux-frères ne sont pas très futés et leurs épouses non plus. Quand on a quelque chose dans la tête, on peut essayer de discuter tranquillement, on peut trouver des compromis acceptables pour les deux parties, mais quand on a affaire à des gens bêtes, bornés, obtus, têtus, c'est très difficile. Un exemple. Mon beau-frère Kandavel est technicien en climatisation, il n'a pas d'horaires, un client lui téléphone, il se rend chez lui. Son épouse le harcèle au téléphone (génial le portable, bonjour la liberté !) pour qu'il rentre à 21h maximum, mais parfois il n'a pas travaillé de la journée et c'est seulement en fin de journée qu'un client l'appel, donc soit il bosse et il a un salaire, en prime il se fait engueuler en rentrant chez lui, soit il ne bosse pas et il rentre les poches vides et elle l'engueule aussi, elle le traitera d'abruti ! Le pauvre garçon n'en peut plus, je me mets à sa place.

Je constate que les difficultés auxquelles sont confrontés la majorité des travailleurs indiens ne sont pas différentes de ceux que rencontrent les couches de travailleurs les plus défavorisés ou les plus durement frappés par la survie du capitalisme en France. Pourquoi ce parallèle ? Parce qu'en France on a pris l'habitude d'entendre certains dirigeants affirmer au cours des dernières années que la situation aurait basculé à l'occasion de la remise en cause de certains droits sociaux ou de l'adoption de certaines mesures particulièrement réactionnaires, mettant en avant les conséquences et nouvelles diffultés qui ne manqueraient pas d'en découler pour les travailleurs, etc.

C'est marrant, en observant les préoccupations quotidiennes que rencontrent les travailleurs indiens, j'ai eu l'impression de replonger dans mon enfance et mon adolescence lorsque je vivais chez mes parents, mon père était menuisier en bâtiment, nous étions évidemment très pauvres et mal logés.

Des millions de travailleurs en France n'ont pas attendu qu'EDF soit privatisée pour avoir des difficultés pour payer leurs factures d'électricité, des millions de travailleurs n'ont pas attendu la crise actuelle du logement pour être mal logés, des millions de travailleurs n'ont pas attendu la dernière crise pour se serrer en permanence la ceinture ou ne pas pouvoir envoyer leurs gosses en vacances, des millions de travailleurs n'ont pas attendu que les dirigeants du mouvement ouvrier veuillent bien se pencher sur leur triste sort pour connaître des rapports exécrables au sein de leurs propres familles, finalement, il aura fallu que la crise du capitalisme finisse par toucher les couches les plus favorisées du prolétariat auxquelles appartiennent ces dirigeants ou dont ils représentent les intérêts, pour qu'ils en arrivent au constat qu'il y a décidément quelque chose qui ne tourne pas rond dans

cette société, situation que nous avions parfaitement identifiée avant eux.

C'est là qu'on se rend compte à quel point ces dirigeants et leurs partis sont étrangers à la classe ouvrière, et si ces partis sont si peu enclins à remettre en cause l'Etat et les institutions, à populariser le socialisme, c'est parce qu'ils représentent les couches supérieures du prolétariat qui sont redevables envers l'Etat de leur situation privilégiée. Leurs illusions dans l'Etat est à la mesure des avantages qu'il leur concède, encore. Ainsi, ce n'est pas trop la société toute entière qui aurait basculé dans un nouveau modèle de société, mais ces couches qui se trouvent maintenant confrontées à des difficultés qu'elles ignoraient jusque là mais que des millions de travailleurs connaissaient depuis toujours.

Ces partis ne sont en fait que les porte-parole de ces couches embourgeoisées. Ce sont elles qui se mobilisent principalement lors des meetings de Mélenchon. Ils laissent le soin au FN et au PCF notamment de s'adresser à ce qu'on appelle les "classes populaire" pour ensuite se poser en antifascistes ou antistaliniens, sur ce plan là non plus rien n'a changé depuis 70 ans. On s'aperçoit que s'il faut bien des intellectuels pour construire des partis ouvriers, sans ouvriers ou si peu, cela demeure impossible de construire un parti révolutionnaire, simple constat.

Pour clore cette introduction, je vous propose d'écouter trois guitaristes exceptionnels qui nous ferons oublier quelques instants la médiocrité (intellectuelle) de notre époque : Al Di Meola, John McLaughlin et Paco De Lucia : Mediterranean Sundance Rio Ancho.

http://www.youtube.com/watch?feature=player_detailpage&v=FWfKwzsSoFM

Bruit de campagne

1- Le président-candidat du lumpenprolétariat de la bourgeoisie (l'artistocratie financière)... et de l'extrême droite.

Samedi, en meeting à Saint-Raphaël, dans le Var, le président-candidat s'est très clairement adressé à ces électeurs dans une région, le sud-est, où le Front national réalise des scores importants, comme il l'avait déjà fait vendredi soir à Caen.

"*Je veux dire que votre souffrance, je la comprends mais que le vote pour le Front national augmentera ces souffrances, ne résoudra pas ces souffrances et que le vote pour le Front national dans 15 jours au premier tour servira M. Hollande, comme il y a 20 ans le vote pour le Front national servait François Mitterrand*", a-t-il dit.

"*Les Tartuffe qui donnent des leçons de morale et qui ont profité de la montée de l'extrême-droite pour assurer une majorité dans notre pays, ça a pénalisé qui ? Ça a pénalisé la droite républicaine et le centre, ça a favorisé la gauche, voilà la réalité sur les rapports de force dans notre pays*", a-t-il ajouté.

"*A ceux de nos compatriotes qui veulent la gauche, je veux vous dire vous aurez la Grèce et vous aurez l'Espagne. Voilà le résultat qu'on peut attendre d'un tel choix !*" a-t-il conclu. (Reuters 07.04)

Après avoir renforcé l'appareil répressif de l'Etat au cours de son mandat, dans la foulée de celui qu'il avait assumé en tant que ministre de l'Intérieur, après avoir monté ou favorisé le déclenchement de l'affaire Merah suivie de rafles à grand spectacle médiatique dans les milieux dits islamistes radicaux, il a logiquement fortement droitisé son discours au point en dernier ressort de se présenter comme un candidat d'extrême droite s'adressant à ses électeurs.

Qu'il l'assume n'a rien d'étonnant. Il est le type même de personnage à l'ambition dévorante dont ont besoin ceux qui détiennent le pouvoir et le manipulent, il apparaît comme étant leur homme providentiel, celui qu'ils ont fabriqué au cours des décennies précédentes, au point qu'il s'est pris à ce jeu et se croit désormais investi d'un destin "*historique*", avec lequel celui de la France correspondrait, cela va de soi. La preuve.

2- Mégalomanie galopante. Sarkozy, un phénomène "***historique***", plutôt deux fois qu'une... si possible.

Le chef de l'Etat dit vouloir "*parler au peuple français dans son ensemble et dans sa diversité*". "*Je ne découpe pas l'électorat en tranches: la gauche, la droite, le centre... L'enjeu est vraiment historique*" ajoute-t-il dans le même interview. (AFP 07.04)

Ce sont des propos très gaulliens, à la façon d'un monarque quoi ! Il voulait sans doute dire que le pouvoir ne se "découpe" pas en "*tranches*" et que la dictature du capital ne doit souffrir de répit.

3- Les fossoyeurs du socialisme sont à l'honneur, profitez-en !

«*François Hollande est aujourd'hui l'otage de M. Mélenchon après avoir été celui d'Eva Joly et des factions du Parti socialiste*», affirme Nicolas Sarkozy dimanche dans une interview au JDD.

«*Je ne recevrai pas de leçon de celui qui a été premier secrétaire du PS pendant dix ans, et qui devra rendre des comptes sur le fait que ses trois principales fédérations aient maille à partir avec la justice, dans l'Hérault, le Pas-de-Calais et les Bouches-du-Rhône. À ma connaissance, l'UMP n'a affaire avec la justice sur aucun sujet. Je rappelle que le PS voulait se rassembler avec enthousiasme derrière Dominique Strauss-Kahn. En matière de morale publique, je les invite à une certaine discrétion*», conclut-il. (20minutes.fr 08.04)

Ceux qui appellent à voter Hollande se font les complices du discours de Sarkozy, qui malheureusement n'est que trop juste quand son analyse porte sur le PS. Ce sont eux qui vont faire perdre Hollande, comme ce sont ceux qui n'ont rien à perdre et dont les partis ouvriers et les syndicats se détournent qui s'abstiendront lors de ces élections.

Qu'il fasse feu de tout bois peut en choquer certains, alors que cela n'a rien d'étonnant, on n'a encore rien vu en la matière...

Il faut vraiment être sans scrupule, sans principe et dénué de toute qualité morale, de dignité ou atteint d'amnésie ou encore être habité par une crasse ignorance pour avoir fait partie un jour d'un tel parti politique. A côté, les militants ou responsables de l'UMP, du MoDem ou du FN inspirent le respect parce qu'ils assument la politique réactionnaire qu'ils défendent, alors que ceux du PS doivent se présenter masquer et manoeuvrer pour camoufler la véritable nature de leur parti afin de tromper les travailleurs de ce pays.

4- Parole de nantis.

Dans un entretien à *Paris Match*, la chanteuse Françoise Hardy s'immisce dans la politique «Même aujourd'hui. Je vais d'ailleurs être obligée de déménager, de quitter Paris à cause de l'ISF. "*Je crois que la plupart des gens ne se rendent pas compte du drame que l'ISF cause aux gens de ma catégorie. Je suis forcée, à pas loin de 70 ans et malade, de vendre mon appartement et de déménager. […] Je paie 40.000 euros d'ISF par an. Si Hollande le multiplie par trois, qu'est-ce que je fais? Je suis à la rue. Je comprends les gens qui quittent le pays à cause des impôts*", explique Hardy. (20minutes.fr 08.04)

Madame, vous avez gagné des millions d'euros au cours de votre carrière, vous avez apparemment bien vécu pour vous retrouver sans le sou au crépuscule de votre vie. Des millions de travailleurs qui ont eu une vie autrement plus difficile que la vôtre se retrouvent avec des retraites misérables parfois inférieures à 500 euros, eux contrairement à vous, ils n'ont jamais eu le privilège d'économiser pour leurs vieux jours. Par malheur certains d'entre eux sont déjà à la rue, tandis que des millions d'autres doivent se priver sur tout pour assurer le quotidien, alors qu'ils ont tout donné à la société par leur travail.

On n'a franchement pas envie de vous plaindre, votre "*drame*" nous laisse totalement indifférent, d'autant plus qu'il vous suffira de revendre votre appartement pour vivre confortablement le restant de vos jours. Vous, vous comprenez "*les gens qui quittent le pays à cause des impôts*", nous, nous comprenons les travailleurs qui n'ont pas de problème de déménagement parce qu'ils sont déjà à la rue, on n'appartient décidément pas au même monde.

Vite sortez vos mouchoirs pour les berceuses du régime !

Jeudi, Patrick Bruel l'avait précédé dans une interviewé sur RTL «*Je suis très content de participer à une solidarité, très content de reverser une grande partie de ce que je gagne. Là, ça atteint des proportions où ça devient limite confiscatoire et spoliateur*.» (slate.fr 07.04)

Fin mars dans Le Parisien, Eddy Mitchell s'était offusqué : «*A part taper sur les riches… mais ça, c'est de la démagogie facile. Et c'est pas nouveau.*» (id)

Georges Moustaki a fait savoir qu'il voterait Philippe Poutou, tandis que Bernard Lavilliers voterait Jean-Luc Mélenchon, eux au moins ils n'ont pas renié leurs origines modestes.

De la Bastille à l'auberge espagnole.

Une centaine de partisans du NPA, et quelques militants du Front de gauche, ont assisté à la réunion publique de M. Poutou organisée dans une auberge de jeunesse à Mulhouse (Haut-Rhin) (AFP 07.04)

INFOS EN BREF

Politique

Libye

Trois cents personnes ont défilé vendredi à Benghazi, deuxième ville de Libye, pour réclamer la dissolution des milices formées pendant la guerre civile.

Dans le cortège se trouvaient une cinquantaine de véhicules de l'armée et de la police. "*Pas de milices, pas de brigades ! une armée, un drapeau !*", ont scandé les manifestants.

"*Nous demandons aux groupes armés et aux milices qui occupent les camps militaires, les commissariats de police, les écoles ou toute autre propriété de l'Etat de les rendre immédiatement, sans quoi nous prendrons les mesures nécessaires pour les récupérer, même si cela suppose la force*", a averti un officier de l'armée de l'air, s'adressant à la foule. (Reuters 07.04)

Haut de page

Le 10 avril

CAUSERIE

Parole d'internaute

1- En Grèce

Après l'annonce du service payant des services de police en Grèce, certains disent leur privatisation, puis ce sera au tour de la justice, la barbarie sera de retour et nous ferons un bond en arrière, pas de quelques décennies ou siècles, mais de deux millénaires, la démocratie sera redevenue le pendant de l'esclavage, et sur le plan idéologique, l'idée dominante justifiera le recours à l'esclavage comme moyen pour assurer la survie de tous, mais pas à la même date. C'est hallucinant, mais rien ne dit que le régime ne sera pas renversé avant d'en arriver à cette extrémité.

Je repensais à cette fonctionnaire grecque dont le salaire a chuté de 2 300 euros à 750 et à qui on annonce de nouvelles mesures d'austérité, elle sera prise à la gorge, il ne lui restera plus qu'à se soulever et renverser l'ordre établi, c'est l'objectif pour lequel il faut nous combattre, donner cette perspective politique aux masses exploitées et opprimées qui à un moment donné réaliseront qu'elles n'ont vraiment plus rien à perdre sinon leur dignité, ce qu'elles ont de plus chère, car c'est à elle que l'on doit de pouvoir encore concevoir la liberté.

Il arrive un moment où le stade de l'insupportable est atteint et dépassé, ce qui déclenche une sorte de déclic qui fait tout sauter, on estime logique de s'organiser, alors que la veille encoe on trouvait cela absurde ou ridicule, ce qu'on avait cessé de penser réalisable se concrétise sous nos yeux ou est à la portée de la main, c'est stimulant et redonne espoir. C'est un processus gagnant, puisque c'est nous qui détenons le pouvoir en produisant les richesses, il ne nous manque plus que le pouvoir politique pour abolir les privilèges des capitalistes. Et comme on ne peut pas conquérir le pouvoir politique sans parti politique, c'est donc notre tâche prioritaire de construire ce parti.

Pour le moment on piétine, il se peut qu'on assiste à une accélération brutale de la radicalisation des masses exaspérées par la politique du gouvernement et la dégradation violente de leurs conditions de vie et de travail.

- "*Voila donc l'une des conséquences (inattendues?) du plan d'austérité. Si cela est confirmé, il s'agit après avoir bradé les bijoux de la reine (l'infrastructure immobilière de l'État) de brader ce qui était dans les prérogatives régaliennes de l'État central en Europe: police, justice demain?, le social étant déjà mort et enterré. Jusqu'où ira donc cette folie? Sans être grand clerc on peut s'attendre à une explosion populaire d'une rare violence après que nos frères grecs viennent à bout du désespoir! Droit de révolte? A ceux qui continuent à voir le monde avec un optimisme naïf, prenez gare que cet optimisme ne devienne criminel à ne pas dénoncer l'insupportable. Car la crise dont on était soi-disant sorti, on va nous dire très bientôt que finalement elle ne fait que commencer comme l'a annoncé il y a peu Stiglitz. Courage, fuyons! ou résistons!*"

Fuir où, puisque la même politique est ou va être appliqué dans tous les pays de l'UE ? Résister, comment ? En s'organisant et en se fixant l'objectif politique de renverser le régime et prendre le pouvoir, ce qui nécessitera de renouer avec le socialisme, car sans théorie révolutionnaire et sans le parti qui va avec, pas de révolution victorieuse possible.

2- En Tunisie

La révolution tunisienne, on devrait plutôt dire le soulèvement révolutionnaire tunisien, a permis de mettre en lumière les faiblesses du mouvement ouvrier, tout particulièrement l'absence d'un véritable parti communiste pour en prendre la direction, une des conditions indispensable pour qu'elle ait une chance d'être menée à son terme, laissons ici de côté ce que chacun entend par là.

Elle a démontré aussi que seule le prolétariat pouvait prétendre diriger la révolution et que lorsqu'elle est dirigée par une couche de la bourgeoisie associée à la petite-bourgeoisie, elle ne dépassera pas le stade d'une révolution bourgeoise qui se traduira par l'acquisition de nouveau droits politiques pour la classe ouvrière sans qu'elle soit appelée à gouverner et sans que ses principales revendications sociales soient satisfaites.

Quand le niveau d'organisation et de conscience politique du prolétariat sont trop faibles, le pouvoir échoit forcément à la bourgeoisie, une couche en remplaçant une autre au pouvoir, etc. c'est ce à quoi on a également assisté au cours de la seconde moitié du XXe siècle en Afrique à travers une multitude de coups d'état militaires, des révolutions avortées ou stoppées nettes une fois l'armée ayant choisi, non pas son camp, mais la couche de la bourgeoisie qu'elle soutiendrait en accord avec le ou les impérialismes avec lesquels elle avait déjà des liens.

On pourrait aussi pointer la faiblesse du développement économique qui conduit les différentes couches de la bourgeoisie à s'accaparer les richesses produites dans des proportions telles qu'il ne reste plus que d'infimes miettes à distribuer à la classe ouvrière vouée à végéter, ce qui freine son développement et la confine à jouer un rôle auxiliaire dans la société au côté de l'une ou l'autre couche de la bourgeoisie, ne parvenant pas au-delà du syndicalisme à se doter d'une véritable expression politique qu'on nommera indépendante par défaut.

Comme dans tous les autres pays, le mouvement ouvrier gangrené par le réformisme et le stalinisme peine à affirmer l'indépendance de classe du prolétariat sur le plan politique. Dès qu'une formation politique voie le jour, elle se détermine par rapport à l'un ou à l'autre pour finalement être récupée, devant les tâches qui l'attendent et devant lesquelles leurs dirigeants reculent, de compromis en témoignages de soumission à l'ordre établi, elle finit par ressembler à n'importe quel parti et n'inspire pas davantage confiance, de telle sorte qu'elle est incapable de se développer sur le terrain propre de la classe ouvrière, abandonnant ou s'écartant de ce celui-ci pour adopter une forme de consensus avec le régime en place. On pourrait dire que ces formations politiques ont commencé à se décomposer dès le premier jour, et pour cette raison elles ne peuvent pas prétendre à la direction des masses exploitées, elles sont condamnées à marcher à la remorque des partis institutionnels parlant en leur nom.

Pour détourner la classe ouvrière et la petite-bourgeoisie de formations se réclamant du socialisme, quand les partis réformiste et stalinien sont trop faibles ou discrédités au point de ne pas pouvoir attirer vers eux la classe ouvrière (et la paysannerie pauvre), la bourgeoisie met en scène des partis islamistes qui auront pour tâche de diviser la classe ouvrière et de la détourner de la lutte de classe, la dévoyer au profit de la religion, qui se situant sur un plan subjectif renverra la satisfaction de ses besoins matériels à un au-delà hypothétique rempli de chimères, tandis que la bourgeoisie conservera le pouvoir et pourra continuer de satisfaire ses besoins sur le plan objectif, matériel, économique.

Dans les pays comme la France, ce sont Les Verts puis le PdG qui remplissent cette fonction de nouveaux remparts du régime, dressant de nouveaux obstacles entre la classe ouvrière et la petite-bourgeoisie, montant l'une contre l'autre ou les différentes couches qui les composent.

Dans le cas des Verts, il s'agissait de détourner l'attention de la petite-bourgeoisie et des couches supérieures de la classe ouvrière vers un autre objectif que le socialisme, en s'appuyant sur leur aspiration à vivre mieux tout de suite, ce qui devait se traduire par une plus grande intégration (subordination au capitalisme) dans la société et l'adoption de son idéologie dominante résolument tournée contre la classe ouvrière.

Tous les mouvements qui mettent en scène un des facteurs des rapports sociaux en faisant abstraction des autres ne peuvent être que nature réactionnaire, car ils s'inscrivent dans le cadre du régime en place sans manifester l'intention de le dépasser, ils cherchent à tirer vers eux le meilleur de la société telle qu'elle existe par qu'ils y trouvent leur compte, ils espèrent uniquement en obtenir davantage sans combattre pour la changer, puisque finalement elle leur va très bien comme elle est.

Si l'intérêt porté à un des aspects de la société peut se traduire par un éveil politique, la plupart du temps il épouse plutôt les contours d'une forme d'obscurantisme, de dogmatisme et de sectarisme où l'éclectisme domine en guise de contenu, ce qui laisse la porte ouverte à toutes les formes de manipulation et de récupération possibles.

Ces aspects particuliers (écologie, féminisme, laïcité, etc.) présentent l'avantage pour ceux qui dirigent ces formations politiques et ceux qui détiennent le pouvoir, d'être commun à toutes les classes, de correspondre à des aspirations communes à toutes les classes de la société, de telle sorte que la recherche d'un consensus entre elles apparaîtra comme quelque chose de naturel, un objectif stratégique favorable à la stabilité du régime.

Au lieu de s'attaquer aux rapports sociaux de production d'où découlent tous les rapports dans la société, on en extrait un parmi ces derniers qu'on décrète supérieur aux autres ou prioritaires, en pratiquant de la sorte on permet à la bourgeoisie et ses laquais de s'occuper du reste à notre place, et c'est ainsi que finalement rien ne change fondamentalement.

Les ONG et les associations à but dit humanitaire remplissent le même rôle chacune dans leur domaine. Elles servent aussi bien à préserver les intérêts de ses membres que ceux de la classe dominante à laquelle ils sont subordonnés, puisque c'est elle qui

les subventionne ou les entretient par différents canaux plus ou moins opaques. A la soumission idéologique vient s'ajouter la dépendance économique qui les enchaîne encore davantage au régime.

Pour la réaction, il s'agit de créer le plus de liens possibles entre les classes de façon à ce que la classe ouvrière ne parvienne pas à entrevoir son destin autrement que lié à celui de la bourgeoisie, de donner un sens pratique à son indépendance de classe qui demeure plus théorique qu'autre chose lorsque tous les syndicats et partis sont corrompus jusqu'à la moelle.

Institutions, partis de droite comme de gauche, syndicats ouvriers et patronaux, ONG et associations à caractère social, le tout entretenant des relations convenues et fraternelles, ont tissé une gigantesque toile dans laquelle tout jeune travailleur est pratiquement condamné à tomber quand il s'engage pour une cause ou une autre.

Son rejet d'un des aspects du capitalisme auquel il est le plus sensible, ne doit pas se transformer chez lui en un rejet total du capitalisme qui pourrait le jeter dans les bras du socialisme. Des obstacles et des remparts ont été dressés sur son chemin pour freiner sa progression dans cette direction ou l'en écarter le plus possible. Quand ils sont usés, ils en créent d'autres, par exemple le PdG, qui vient à point nommé remplir le rôle que le PS ne peut plus assumer pour le compte du régime en place.

Un parti issu du PS et comme lui profondément ancré dans le capitalisme, au point de ne pouvoir envisager l'avenir politique du pays indépendamment de l'ONU et de l'UE. La phraséologie ouvriériste de Mélenchon ne sert qu'à couvrir la véritable nature de ce parti. Le PS ne parvenant plus à mobiliser la classe ouvrière pour le compte des couches de la petite-bourgeoisie qu'il représente, c'est dorénavant le PdG associé au PCF qui s'y colle.

- "*Antipathique est un terme le plus doux pour qualifier le gouvernement de la triade sous l'hégémonie indiscutable du parti qu'on dit islamiste, alors qu'il n'est qu'un parti rétrograde, réactionnaire dont le seul objectif n'a jamais été autre que le pouvoir. Les problèmes multiples dans lesquels se débat la population constituent des motifs largement suffisant pour manifester, non seulement dans la capitale mais partout dans le pays.*

Deux images se font de plus en plus claires dans la société : l'image de l'arrogance et de l'opulence de ceux qui ont pris le pouvoir et l'ostentation de leur train de vie – du jour au lendemain – devenu luxueux, alors qu'avant le 14 janvier 2011, la plupart se faisaient passer pour des pauvres qui n'arrivent même pas à donner à manger à leurs enfants. Un journal vient de publier que les simples « parlementaires » voyagent à l'intérieur du pays par avion, logent dans les hôtels luxueux de la capitale (ce qui coûte au trésor 400 millions de dinars) reçoivent un salaire complémentaire de 2, 500 dinars etc. Et que dire des ministres, du premier ministre, du président qui se trouve tout à fait à l'aise dans le même palais qu'avait occupé son pire ennemi, le dictateur qui a fui en Arabie. Là est la première image. La deuxième est celle de peuple totalement démuni dans une précarité totale à tous les niveaux dans un paysage urbain défiguré enveloppé dans une anarchie inouïe.

Ce gouvernement dont les personnages avant même d'arriver au pouvoir n'ont jamais inspiré confiance ni crédibilité aucune, n'ont fait que provoquer la population et leurs gaffes monumentales ne se comptent plus. Pourtant, ils ne sont au pouvoir que depuis moins de six mois et ils entendent y rester pour les décennies ou les siècles à venir. Aujourd'hui ils – quoi que soit leur argumentation - n'ont fait qu'agrandir la méfiance et enlever toute crédibilité ou respect. Un gouvernement du genre ne diffère en rien de la dictature, il est même pire."

Bruit de campagne

1- Parole de charogard.

Dans une interview au Monde datée de mardi, l'eurodéputé écologiste, Daniel Cohn-Bendit ironise sur les discours du candidat FG. "*Moi aussi, je veux bien refaire l'histoire à ma sauce, ça n'est pas bien compliqué, mais c'est tellement simplificateur. La vie, ce n'est pas aussi simple qu'un discours de Jean-Luc Mélenchon*", déclare-t-il.

Selon lui, "*l'émergence de cette gauche, jacobine, centralisatrice et caricaturale est pain bénit pour Nicolas Sarkozy*". Et cela parce que "*cela lui permet de désigner à l'opinion cette gauche littéralement gangrenée par la question nationale, bloquée idéologiquement sur la question européenne et fondamentalement anti-Occident*".

"*La montée en puissance de Jean-Luc Mélenchon fait bien l'affaire du président sortant*", résume le responsable écologiste.

Daniel Cohn-Bendit critique le raisonnement du Front de gauche, qui "*vient de signer un texte contre la décentralisation*" et "*prône la renationalisation de l'ensemble du secteur de l'énergie, qui serait donc placé sous la tutelle de l'Etat*".

"*Une sottise*", aux yeux de Daniel Cohn-Bendi, qui estime que "*pour amorcer la transition énergétique, il y a une chose à faire: casser le monopole d'EDF*", et l'engager au niveau européen. Pour lui, les marges de manoeuvre pour réaliser les investissements nécessaires sont "*au niveau de l'Europe*". (AFP 09.04)

Ce réactionnaire, qui aurait bien vu Sarkozy présider l'UE, a passé sa vie à "*refaire l'histoire à (sa) sauce*", condition de sa survie politique... artificielle, en Allemagne car en France apparemment la sauve verte a tourné au vinaigre. La vie est assurément plus "*simple*" quand on adopte un discours compatible avec le capitalisme plutôt que de le combattre (sous un angle déformé s'agissant de Mélenchon.)

Après les diverses taxes qui ont vu le jour grâce au zèle des Verts en France, voilà que le Cohn qui prête à Mélenchon de servir d'"*idiot utile à Sarkozy*" se propose d'en introduire une de plus, cette fois sur les factures téléphoniques : - Il relève qu'avec une "*taxation de 0,1% sur chaque appel téléphonique passé en Europe, en plus de la taxe sur les transactions financières, on pourrait rassembler, selon les calculs, entre 50 à 80 milliards d'euros par an*".

Comme il est contre la socialisation des moyens de production (la renationalisation d'EDF, etc.), et qu'il dénie à l'Etat de remplir une fonction sociale, ces 50 à 80 milliards seraient destinés aux capitalistes. Pour qui roule EE-Les Verts, on a ici la réponse.

2- Si, si, Hollande propose bien une "***politique de gauche***".

Conseiller du candidat du Front de gauche à la présidentielle, Eric Coquerel a réaffirmé lundi 9 avril au matin que s'il n'est pas présent au second tour, Jean-Luc Mélenchon appellerait à voter '*pour faire battre Nicolas Sarkozy*' mais qu''*en l'état*' son programme était '*incompatible*' avec celui de François Hollande, et qu'il ne devrait donc pas y avoir '*de participation au gouvernement*', '*ni des communistes, ni du Front de gauche*' en général.

'*Les programmes de Jean-Luc Mélenchon et de François Hollande sont-ils incompatibles ?*', a demandé le journaliste Jean-Michel Apathie. '*En l'état actuel, oui bien sûr*', a répondu Eric Coquerel. François Hollande propose une politique qui en 2013 vise à réduire les déficits à 3 %, ça fait 54 milliards d'économie. '*Nous estimons qu'on ne fait pas une politique de gauche avec ça.* '

'*Entre le scénario catastrophe de Nicolas Sarkozy et une politique de gauche qui certes ne nous convient pas mais qui est celle de François Hollande, on choisira*' a-t-il ajouté. (lemonde.fr 09.04)

Commentaire d'un internaute qui est plus honnête que Coquerel, mais qui ne va pas assez loin : "*je préfère le capitalisme version Hollande que le libéralisme version Sarkozy*".

Il ne va pas assez loin, parce que ce n'est pas Hollande qui va s'attaquer à la domination de la finance au sein du capitalisme mondial. Il l'a déjà démontré en rassurant la City à Londres, les banquiers et les actionnaires qui continueront de se goinffrer, ils y ont pris goût et c'est seulement par la révolution socialiste que nous leur ferons perdre, définitivement !

Vous voyez monsieur Coquerel, la différence qu'il y a entre vous et nous, c'est que vous vous optez pour le capitalisme à la mode hollandaise, tandis que nous nous en tenons au socialisme étranger à Hollande... et à vous apparemment.

Quand monsieur Coquerel évoque la " *politique de gauche*" de Hollande, on s'étrangle ! Il devrait dire la politique réactionnaire de Hollande qui à la marge donne satisfaction partiellement à certaines couches de la petite-bourgeoisie tout en donnant des gages de bonnes intentions en direction des capitalistes. Question : que fait Sarkozy sinon exactement la même chose envers d'autres couches de la petite-bourgeoisie ou parfois les mêmes en ciblant des fractions de celles-ci qui lui sont acquises.

Tous ces partis parasites ont également pour fonction de brouiller les frontières qui délimitent les différentes classes sociales. Pour le compte de qui, devinez ?

INFOS EN BREF

Politique

Tunisie

Des heurts ont éclaté lundi à Tunis entre policiers et des milliers de personnes hostiles au gouvernement qui tentaient de manifester sur l'avenue Habib Bourguiba, la grande artère de la capitale interdite à tous les rassemblements depuis la fin mars.

Quelque 2.000 personnes venues du siège voisin de la grande centrale syndicale, à l'avant-garde de la "révolution de jasmin" qui a balayé en janvier 2011 le régime Ben Ali, se sont heurtées à des policiers en tenue anti-émeute devant le ministère de l'Intérieur situé sur cette avenue.

Lundi, des manifestants ont accusé Ennahda de se comporter en "*nouveaux Trabelsi*", le clan familial honni de l'épouse de l'ex-président Ben Ali accusé par les Tunisiens de corruption dans les dernières années du règne de Zine ben Ali. "*Les gens en ont marre des nouveaux Trabelsi !*", scandait la foule.

"*Le peuple veut la chute du régime !*", lançaient les manifestants en reprenant à leur compte l'un des slogans-phares de la "*révolution de jasmin*", précurseur du "*printemps des peuples arabes*". (Reuters 09.04)

Social

Japon

Sony va supprimer quelque 10.000 emplois, soit environ 6% de ses effectifs mondiaux, d'ici la fin de l'année, rapporte le journal Nikkei, précisant que ces mesures affecteraient la division chimique du géant électronique japonais ainsi que celle fabricant des écrans LCD de petite et moyenne taille. (Reuters 09.04)

Economie

Portugal

Le montant emprunté par les banques portugaises à la Banque centrale européenne a progressé de 18% en mars par rapport à février pour atteindre la somme record de 56,3 milliards d'euros, a annoncé lundi la banque centrale lusitanienne.

Selon Teresa Gil Pinheiro, chef économiste de Banco BPI, la hausse enregistrée en mars s'explique en partie par la forte participation des banques portugaises aux opérations de refinancement proposées par la Banque centrale européenne.

En décembre et février, elle a mis sur le marché un total de plus de 1.000 milliards d'euros.

Cette forte progression reflète également la frilosité des banques de la zone euro, qui rechignent à se prêter les unes aux autres. (Reuters 09.04)

Haut de page

Le 11 avril

CAUSERIE

Je me suis fendu de deux articles. Vous vous en foutez sans dout. C'est la raison pour laquelle je les ai insérés dans la page d'accueil du site ! Soyons lucide en toute circonstance, au singulier, dans le sens de n'importe laquelle.

Harceler par des messages m'invitant à ajouter des "*amis*" à ma page Facebook que j'ai créée pour la forme disons, elle est restée vide depuis en dehors de l'adresse du site, j'ai donc décidé hier d'aller voir qui sont mes nouveaux "*amis*".

- En Espagne : Cgt Enseñanza Andalucía Fase-cgt
- En Turquie : KurdishWomen Rights
- Au Brésil : Maria, salariées de la préfecture municipale de Belo Horizonte
- En Grande-Bretagne : un travailleur ou un militant ou un lecteur de The London Progressive Journal, un hebdomadaire.
- En France :
Un militant de la Tendance Léniniste-Trotskyste (IVe Internationale) ;
Lucien Bataille Socialiste (http://bataillesocialiste.wordpress.com/)

Parole d'internaute.

- "*Pour ceux qui ne le savent pas : BVA = Vincent Bolloré (actionnaire majoritaire), ami de Nicolas Sarkozy. CSA = Vincent Bolloré (actionnaire à 100%). TNS Sofres = Martin Sorrell, patron très libéral, proche de Nicolas Sarkozy. Ipsos = Didier Truchot et Jean-Marc Lech, de notoriété publique, proches de Nicolas Sarkozy. Ifop = Laurence Parisot, présidente du Medef. OpinionWay = Hugues Cazenave, ancien UMP et d'Occident, proche de Nicolas Sarkozy.*" (elysee.blog.lemonde.fr 10.04)

Propagande, manipulation, intox. Au Mali les maîtres du monde emploient la même recette qu'en Libye et en Syrie.

Deux mille personnes ont défilé mardi à Bamako, la capitale du Mali, pour réclamer une intervention internationale contre les

rebelles touaregs et islamistes qui ont pris le contrôle du nord du pays.

"*Nous demandons à la communauté internationale de remplir son devoir et de défendre l'intégrité du territoire malien*", a déclaré Mahamadou Dioura, l'un des organisateurs de la manifestation de Bamako.

Les quinze pays de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao) se préparent à mettre sur pied une force d'intervention de 3.000 hommes chargée d'empêcher une nouvelle progression des insurgés plutôt que de reprendre le terrain perdu.

La France, ancienne puissance coloniale, a offert un appui logistique mais a exclu l'envoi de troupes sur le terrain. (Reuters 10.04)

Ça balance.

L'ex-patronne d'Areva Anne Lauvergeon dénonce dans une interview publiée mardi sur le site de l'hebdomadaire *L'Express* les méthodes du PDG d'EDF Henri Proglio et révèle certaines de ses conversations avec Nicolas Sarkozy.

Evoquant ses propres relations avec Nicolas Sarkozy, elle confie avoir décliné en 2007 une offre du président alors nouvellement élu de la nommer au ministère de son choix. "*Il ne composait pas un gouvernement, il recrutait pour un casting!*", explique-t-elle. "*Je crois au volontarisme du temps long, pas au volontarisme de l'instant, prétexte à une agitation médiatique*", ajoute-t-elle.

Mme Lauvergeon n'épargne pas non plus Alexandre de Juniac, l'actuel PDG d'Air France et ancien directeur de cabinet de Christine Lagarde à Bercy.

Elle rapporte que Nicolas Sarkozy lui a proposé lors d'un entretien la direction d'Air France. "*J'ai refusé, en m'étonnant, puisque Alexandre de Juniac, un de ses grands amis, était candidat pour le poste. Il m'a dit: +Alexandre est un ami, mais il n'a pas le niveau, il ne sera jamais président d'Air France. Il faut être sérieux*+", raconte-t-elle. (AFP 10.04)

Bruit de campagne

La réaction ne désarmera pas

- Marchés : la France est sous pression électorale.

En France, on assiste à la multiplication des scénarios fiction décrivant les conséquences d'une victoire de François Hollande le 6 mai prochain. Yves de Kerdrel du *Figaro*, décrit l'effondrement de la bourse de Paris après une déclaration du futur Ministre des Affaires Sociales sur « *la retraite à 60 ans qui doit devenir un droit inaliénable pour tous* » et une fuite de la prochaine Garde des Sceaux sur un projet de loi « *interdisant les licenciements boursiers et prévoyant l'entrée systématique de quatre représentants du personnel aux conseils d'administration de sociétés de plus de 250 personnes* ». The Economist dans un article intitulé « *Terreur* » décrit le mouvement de déplacement de sièges sociaux de sociétés françaises vers le Luxembourg. (Atlantico.fr 10.04)

No limit, alors tout est possible... ou presque.

Extrait d'une interview de Patrick Apel-Muller, directeur de la rédaction de *L'Humanité* par Atlantico.fr. Mon intervention figure entre parenthèses.

Atlantico : Alors que Jean-Luc Mélenchon avait exclu toute participation du Front de Gauche (FG) à un gouvernement socialiste, le secrétaire national du PCF Pierre Laurent vient d'affirmer le contraire dans les colonnes de *L'Humanité*. Les divergences entre communistes et mélenchonistes au sein du FG sont-elles en train de réapparaître ?

Patrick Apel-Muller : Je ne vois pas quelle division il pourrait y avoir. Ce que dit Pierre Laurent, c'est qu'il n'y a pas de limites aux ambitions du Front de Gauche – ce qui a toujours été la démarche du mouvement.

(Rectifions : les illusions qu'ils véhiculent et qui sont associées aux contradictions de ses différentes formations et du FdG lui-même, constituent les limites amenées à devenir rapidement explosives pour la survie du FdG. Ce ne sont pas les "*ambitions du Front de Gauche*" qui déterminent uniquement son existence, mais aussi ou surtout la manière dont les travailleurs le perçoivent autant que leurs attentes qui seront forcément déçus. Les conditions objectives l'emportent sur les manoeuvres d'appareils nous enseigne la lutte de classe du passé.)

Jean-Luc Mélenchon a exprimé une prise de position individuelle : il porte les espoirs d'une autre politique à la présidentielle, on le voit donc mal s'annoncer ministre.

(Qu'est-ce qu'il dit là, qu'il était candidat au trône de monarque le temps d'une campagne électorale, pour se satisfaire d'un modeste strapontin de ministre une fois la campagne à peine terminée ?)

Ce sur quoi tous les partenaires du FG sont d'accord, c'est qu'il n'est pas question de mettre en place une politique d'ultra austérité comme Papandréou ou Zapatero. En fonction des résultats et de la dynamique créée par l'élection, il est donc normal que le Front de Gauche souhaite peser sur un futur gouvernement de gauche.

Les progrès faits par François Hollande, comme la taxation à 75% ou l'attention nouvelle portée aux banlieues, sont encore insuffisants. Il faut donc continuer à faire évoluer le rapport de force avec le PS.

("*Peser*" signifie soutenir dans leur langage. Comment ? Par divers artifices, notamment en refusant de mobiliser les masses dans l'unité contre le capital et les institutions, contre le gouvernement et l'UE, le FMI, l'ONU.

Pourquoi fait-il référence au "*rapport de force*" (avec le PS) ?

C'est la formule habituelle des capitulards ou des traitres, des agents du capital accomplissant leur sale besogne au sein du mouvemet ouvrier. Comment cela fonctionne ? C'est très simple.

- Un, ils annoncent que le rapport de force n'est pas favorables aux travailleurs ;

- Deux, ils se proposent d'agir pour le renverser en faveur des travailleurs ;

- Trois, ils proposent des actions, qui autant par leur forme que par leur contenu ne peuvent que diviser les travailleurs (et leurs partis) au lieu de les rassembler sur des objectifs clairs ;

- Quatre, ils constatent que la mobilisation n'est pas au rendez-vous ou pas suffisamment forte ;

- Cinq, ils déclarent que pour leur part ils ont fait leur boulot, par conséquent s'il y a eu faute, elle doit être imputée aux travailleurs qui sont d'indécrotables ignorants et la boucle est bouclée, la vie peut continue comme avant et le régime aussi.

Tous ceux qui se camouflent derrière le "*rapport de force*" en guise d'analyse pour expliquer la situation sont des impuissants ou des ignares ou encore des traitres. Cette méthode n'est pas propre aux staliniens ou aux crypto-staliniens, Chérèque n'en connaît pas d'autres.)

Atlantico : Peut-on s'attendre à des mains tendues du PS au FG avant le 1er tour ?

Patrick Apel-Muller : (...) Le PS prend en compte les attentes de l'électorat de gauche. Et plus le FG montera, plus le PS sera amené à évoluer, avec le juge de paix du résultat. Mais ce qui sera surtout déterminant pour la composition du futur gouvernement, c'est le résultat des législatives, en juin.

(Où a-t-il vu que le PS prenait ou prendrait "*en compte les attentes de l'électorat de gauche*" ? Qu'est-ce que signifie cette affirmation ? Dans les faits, le PS ne prenant pas du tout en compte les besoins des travailleurs, cela signifie que leurs revendications ne doivent rien avoir d'exceptionnel et qu'elles seraient compatibles avec la gestion de la société par le PS et ses satellites ; dit autrement, les travailleurs étant désormais soumis au capitalisme, il est donc normal qu'ils avancent uniquement des revendications raisonnables, compatibles avec son existence, et que le PS peut reprendre à son compte, bien que même cela devienne de plus en plus improbable du fait que la crise du capitalisme a réduit sa marge de manoeuvre à pratiquement zéro.

Comment le PS pourrait prendre "*en compte les attentes de l'électorat de gauche*" sans abolir toutes les lois anti-ouvrières votées sous Chirac et Sarkozy, or il n'en est pas question à ma connaissance.

Ce stalinien de service constate que le PS ne sort pas des rails du capitalisme et il ne peut s'empêcher de nous faire part de la satisfaction qu'il en retire, pour ne pas dire qu'il l'envie, car en fait ils sont sur la même longueur d'onde, à ceci près que c'est plus facile à assumer pour le PS que pour le PCF qui ne peut se passer de masques pour apparaître devant les travailleurs, précaution devenu inutile au PS qui peut désormais s'en passer, puisque chacun sait qu'il est un parti bourgeois, un parti lié au capital, pardon, sauf ceux qui appellent à voter pour lui.

A la fin, il met le doigt sur un point qui peut s'avérer explosif pour tous les partis et pour le régime dès le mois de juin. C'est là qu'on les attend tous au tournant.)

Atlantico : Le PCF a-t-il tiré les leçons de ses participations à des gouvernements socialistes, en 1981 et 1997 ?

Patrick Apel-Muller : Il faut bien entendu un rapport de force favorable pour que des mesures positives soient mises en œuvre, mais surtout que les salariés ne considèrent pas qu'ils ont terminé le travail avec le vote : il faut qu'ils continuent à faire pression sur le gouvernement à travers des revendications populaires.

Les diverses expériences historiques ont démontré que l'articulation de la présence institutionnelle (à l'Assemblée) et sociale (dans la rue) était indispensable.

(Relire ce qui a été déjà dit plus haut sur cette question. Rien n'est possible sans "un rapport de force favorable", et comme ils s'emploieront à faire en sorte qu'il n'existe jamais, rien ne sera possible et la boucle est bouclée.

Pour reprendre la méthode de Lénine, ne rien attendre d'un (tel) gouvernement impérialiste, refuser d'y participer, lui refuser tout soutien, le démasquer et le combattre dans la perspective du renversement du régime. Tout autre attitude relève de la capitulation ou de la trahison, avis aux intéressés.)

Atlantico : Quel avenir l'après-2012 réserve-t-il au Front de Gauche ?

Patrick Apel-Muller : (...) La responsabilité va être importante pour entendre l'aspiration des gens qui ont voté, mais aussi ce ceux qui se sont engagés.

("Entendre", mais surtout pas les organiser ou les mobiliser...)

Atlantico : Le PCF pourrait-il définitivement se dissoudre dans le FG ?

Patrick Apel-Muller : Pour l'heure, je ne crois pas. On s'est au contraire aperçu que l'élément moteur de cette campagne était le PCF, qui s'est transformé tout en gardant ses fondamentaux, retrouvant une deuxième jeunesse.

Après, tout dépendra des mouvements populaires et sociaux. Je pense qu'il y aura des transformations très fortes dans l'arc de la gauche. Au PS, tout le monde ne sera pas prêt à se retrouver avec des valeurs centristes. Et maintenant que le vote utile a perdu de sa légitimité – puisqu'il n'y a plus de risque que la gauche soit éliminée du 2nd tour –, les singularités à gauche vont pouvoir se renforcer. (Atlantico.fr 08.04)

(Que dieu nous en garde si c'est une diablerie !

Plus haut le PS pourrait prendre "*en compte les attentes de l'électorat de gauche*" qui sont devenues des "*valeurs centristes*", allez encore un petit effort, elles ne seraient pas tout bonnement de droites et réactionnaires des fois ?)

Au pas cadencé... des marchés.

Jean-Luc Mélenchon a souhaité que le FG puisse obtenir aux législatives de juin un "*grand et puissant groupe*" à l'Assemblée nationale. "*Alors oui, c'est nous qui rythmerons la cadence politique dans ce pays (...) C'est l'enjeu*", a-t-il ajouté. (lexpress.fr 10.04)

La voix de son maître.

Jean-Luc Mélenchon, le candidat du Front de gauche à la présidentielle, a confié mardi sur France Inter "*aimer*" la voix de Carla Bruni, la chanteuse et épouse du président Nicolas Sarkozy, et estimé qu'il n'était pas nécessaire de "*plaquer*" sur elle "*tous les schémas qu'on a sur son mari*". (lexpress.fr 10.04)

Que Mélenchon ait des goûts musicaux de chiotte en dit plus que de longs discours (sur ses limites intellectuelles), cela dit tous les goûts sont dans la nature, y compris dans les égouts, cela devrait rassurer Patrick Apel-Muller qui ne sentira pas dépaysé ! Moi j'écoute, L. V. Beethoven par Glenn Gould ou Vladimir Horowitz, Rostropovicht ou Yehudi Menuhin, John Coltrane ou Stan Getz, Jimi Hendrix, Joe Satriani, Steve Vai, Yngwie Malmsteen, Eric Johnson, John Petrucci...

J'ai la médiocrité humaine en horreur, surtout quand elle est le fait d'intellectuels, c'est ainsi que se définit lui-même Mélenchon, vous me direz qu'il aurait du mal à se faire passer pour autre chose, il devrait préciser, carriériste de profession, se serait plus honnête.

Quant à écouter de la musique, contempler une toile ou une sculture, lire un roman, voir un film ou assister à une pièce de théâtre, essayer d'interpréter le monde tel qu'il est vraiment, vaut mieux s'adresser à leurs maîtres chacun dans leur domaine plutôt qu'à leurs disciples ou pâles copies sans reliefs ou à l'inspiration limitée. Pourquoi ? Par manque de temps et pour aller à l'essentiel, autant que pour se saisir d'un idéal que ces producteurs ont réalisé à leur manière, montrant ainsi que tout idéal n'est

pas qu'utopie, pour peu qu'on y travaille.

Un interprète compositeur dont le talent et l'inspiration seraient limités ne pourrait délivrer qu'une oeuvre achevée, commune, imitable et trop parfaite pour durer, périssable car tournant sans cesse sur elle-même sans laisser place à un au-delà que ses élèves pourraient à leur tour exploiter ou imaginer. C'est le talent de l'artiste qui assure la survie de sa création au-delà de son époque par les voies qu'il a explorées sans jamais les épuiser, ce qui est impossible en une seule vie et par un seul homme, d'autres prendront le relai au cours des générations suivantes ou s'en inspireront en faisant éclore les multiples facettes de son art que l'artiste avait développé dans son oeuvre.

De la même manière qu'une note produira un son (une vibration) qui passera par l'ensemble de la gamme d'une octave et pourra être reprise à l'octave inférieure ou supérieure, une oeuvre musicale relève du génie quand au détours d'une mélodie elle renferme le prélude d'une oeuvre à venir ou ouvre la voie à d'autres interprétations ou orchestrations, l'artiste qui seracapable de la saisir en fera à son tour une nouvelle création, une oeuvre d'art, pour peu qu'il soit génial.

Passer d'une sonate (au piano) de Beethoven interprétée par Horowitz à la version endiablée de Voodoo child de Hendrix par Satriani, Vai et Malmsteen, c'est comme parcourir les sept octaves d'un piano à queue à la vitesse de la lumière. A plusieurs siècles de distance, on retrouve la même violence qu'inspire la société aux musiciens, la même unité de temps, qui paradoxalement a pour effet de nous permettre de nous extraire un moment de ce monde injuste qu'il nous faut changer.

Actualité en titres

Bobonne ou la ménagère ou la conception de la femme par Sarkozy.

- Carla Bruni-Sarkozy fait campagne avec une réunion Tupperware - LeMonde.fr

La démocratie made in USA.

- Baseball: l'entraîneur de Miami suspendu pour apologie de Castro - Reuters

INFOS EN BREF

Politique

Egypte

Le Parlement égyptien, dominé par les islamistes, n'était pas habilité à former l'assemblée chargée de rédiger la première Constitution de l'ère post-Moubarak, a jugé mardi le tribunal administratif du Caire.

Le tribunal "*bloque l'application de la décision prise par le président du Parlement (ndlr, membre des Frères musulmans) de former l'assemblée constituante pour rédiger la Constitution*", a lu le juge Ali Fekri devant la Cour.

Les libéraux et les généraux ont estimé que l'Assemblée constituante telle qu'elle a été formée n'était pas "*représentative*" de la société égyptienne.

Le jugement du tribunal administratif, qui remet en cause la légitimité du Parlement élu, est susceptible d'aggraver les tensions entre les islamistes et l'armée à un mois et demi de la présidentielle.

En différant l'entrée en vigueur de la Constitution, alors même qu'elle doit clarifier les pouvoirs du futur président, cette décision risque aussi d'ajouter à la confusion dans un pays que dirigent les généraux du Conseil suprême des forces armées depuis le renversement d'Hosni Moubarak, le 11 février 2011.

La décision rendue mardi, qui a été transmise pour examen à un panel judiciaire, "*signifie que les activités de l'Assemblée constituante sont gelées*", a-t-il ajouté.

Dans sa forme actuelle, les 100 membres de l'Assemblée constituante, choisis par le Parlement, sont principalement issus de la mouvance islamiste, sortie majoritaire des élections législatives.

Une poignée seulement de sièges ont été réservés à des représentants de groupes de jeunes activistes, des femmes et des chrétiens coptes, qui ont annoncé leur intention de boycotter les travaux de la Constituante. (Reuters 10.04)

Social

France

Le gouvernement a annoncé mardi une réduction de 600 millions du déficit global 2011 de la Sécurité sociale (17,4 milliards d'euros), mais au prix de mesures drastiques durement ressenties par les assurés sociaux.

La réduction du déficit s'est faite dans douleur depuis plusieurs années: gestion serrée des budgets hospitaliers, moindres remboursements ou déremboursements complets de médicaments, franchises et participations forfaitaires, forfait hospitalier et surtout désengagement de l'assurance maladie non seulement du dentaire et de l'optique mais aussi de certains soins pratiqués dans les cliniques.

Ce désengagement favorise les dépassements d'honoraires de médecins libéraux, notamment de bloc opératoire (chirurgiens, obstétriciens), devenus indispensables, selon eux, pour couvrir leurs charges, mais devenus aussi insupportables financièrement pour les catégories sociales les plus modestes.

Les enquêtes sur les dépassements d'honoraires, voire les abus, se succèdent. La dernière en date, menée par le journal Le Monde, montre que des spécialistes essentiellement à Paris, n'hésitent pas à demander plus de cinq fois le tarif Sécu, rien que pour leurs consultations.

L'exaspération de la population vis-à-vis des dépassements est reflétée dans un sondage Viavoice publié dimanche, selon lequel 52% des Français souhaitent qu'on les encadre et 35% qu'on les interdise.

De même, selon un sondage CSA publié mardi, 65% des Français estiment que les franchises "*vont dans le mauvais sens car elles pénalisent les personnes les plus malades ou les plus démunies*". (AFP 10.04)

Economie

Banque

Malgré les milliards d'euros déversés par la Banque centrale européenne, les marchés financiers connaissent un nouvel accès de fièvre qui ne devrait guère s'estomper tant que l'espoir d'une reprise économique plus solide ne sera pas au rendez-vous en zone euro.

Après un solide premier trimestre, les Bourses européennes accusent un net repli depuis le début du mois. En une semaine, Paris a perdu 6%, Madrid 7% et Milan 9,5%.

Même regain de tensions sur le marché obligataire où les investisseurs répugnent de nouveau à acheter des titres de dette émis par des pays jugés peu fiables, au premier rang desquels l'Espagne qui voit ses taux d'emprunt nettement remonter.

L'institut monétaire a prêté plus de 1.000 milliards d'euros aux banques de la zone euro en décembre et en février au taux d'intérêt très favorable de 1%. Mais ces dernières ont au final peu investi dans les dettes des Etats, préférant consacrer une grande partie de cet argent frais à leur propre désendettement et la BCE ne prévoit pas de réitérer l'opération.

Pour Christian Parisot, chez le courtier Aurel BGC, "*le marché réalise que le salut ne peut plus venir des actions des banques centrales. Il se focalise donc de nouveau sur la croissance*".

Or, de ce point de vue, les mauvaises nouvelles sont légion: la zone euro devrait retomber en récession dès le premier trimestre, et celle-ci devrait être particulièrement sévère dans les pays d'Europe du sud.

Lisbonne prévoit une contraction de 3,4% de son économie en 2012, Rome table désormais sur un recul de 1,3% à 1,5%, selon le journal italien Il Sole, et Madrid anticipe un repli de 1,7%.

Après une récession au premier trimestre, les experts tablent sur une lente reprise avec une croissance atone à partir de l'été en Europe.

Pour Philippe Waechter, directeur des études économiques chez Natixis Asset Management, il faut d'ici là des choix politiques clairs pour rassurer, mais ceux-ci sont à double tranchant.

"*Un pays peut relancer son économie par des mesures de soutien au risque de creuser encore davantage ses finances publiques.*

Il peut aussi mettre en place des réformes strictes pour améliorer certains secteurs. Mais, il devra alors accepter de passer par une phase de récession". (AFP 10.04)

Haut de page

Le 12 avril

CAUSERIE

Hier, j'ai oublié de charger dans le serveur la *Déclaration commune* du CCI (T) France et du Groupe Bolchevik, avec mes excuses.

Tous les jours je termine le boulot en milieu d'après-midi, alors que l'électricité est coupée quotidiennement de 12h à 15 heures, donc c'est la batterie de secours qui prend le relais, mais pour ne pas la vider avant 15 heures, l'autonomie est de 4 heures seulement, seul l'ordinateur est connecté, je me passe de ventilateur sous 40°C, vous comprendez que j'ai hâte d'en finir et que je ne prenne pas le temps de me relire, tant pis pour les fautes. J'avais envie d'ajouter, et tant pis pour la rigueur, mais vous y êtes habitués avec vos dirigeants qui ne sont pas trop regardants en la matière si je ne me trompe.

Propagande, manipulation. Mode d'emploi : mémoire sélective, non-dit, censure...

Les Occidentaux s'inquiètent d'une possible dimension militaire du programme nucléaire iranien, condamné par six résolutions de l'ONU, et Israël a menacé à plusieurs reprises ces derniers mois de frapper les sites nucléaires iraniens pour empêcher Téhéran de se doter de l'arme atomique. (AFP 11.04)

Journalistes corrompus par l'idélogie dominante : depuis 1947-48, l'Etat théocratique, terroriste et sioniste a été condamnée une multitude de fois lors de résolutions de l'ONU sans qu'il les applique et sans qu'aucune sanction n'ait été prise à son encontre, mais lorsqu'il s'agit d'un Etat en indélicatesse ou en concurrence avec les Etats-Unis il doit impérativement se plier au diktat de l'ONU sous peine de se voir menacer de guerre.

Bonapartisme et médiocratie.

La Légion d'Honneur a été créée par Napoléon Bonaparte en 1802.

Publiée dimanche au Journal Officiel, la liste des décorés de la promotion de Pâques de la Légion d'Honneur est la dernière du quinquennat de Nicolas Sarkozy, le chef de l'Etat étant grand maître de droit de cette institution qui distingue hommes et femmes issues de tous les secteurs d'activité du pays.

Parmi eux, le grand rabbin Alain Goldmann est fait grand officier tandis que l'archevêque de Lyon, Mgr Philippe Barbarin, devient officier. Christine Lagarde, directrice du FMI, accède au grade d'officier. Autre proche de Nicolas Sarkozy, son ancienne conseillère Catherine Pégard, qui préside aujourd'hui l'établissement du château de Versailles est faite chevalier. (20minutes.fr 08.04)

Un monarque sans trône, sans panache, qui aura surtout fait la promotion et l'éloge de la médiocrité.

Ça balance, suite

Anne Lauvergeon, que Nicolas Sarkozy a décidé en juin 2011 de ne pas reconduire à la tête d'Areva, reproche au président d'avoir "*laissé s'organiser un système de clan, de bandes et de prébendes*" dans la filière nucléaire française.

"*Ce système a fait la promotion d'un nucléaire bas de gamme à l'international et proposé de transférer nos droits de propriété intellectuelle mondiaux aux Chinois et de vendre du nucléaire à des pays où ce n'est pas raisonnable*", ajoute-t-elle dans une interview publiée mardi par le site internet de L'Express.

Elle cite en particulier le cas de la Libye, à laquelle Nicolas Sarkozy avait proposé en juillet 2007 de vendre un réacteur nucléaire, notamment pour désaliniser de l'eau de mer, après la libération d'infirmières bulgares détenues par les autorités libyennes.

Anne Lauvergeon dit s'être opposée "*vigoureusement*" à la vente d'équipements nucléaires à la Libye.

"*Nous jouions à fronts renversés*", explique-t-elle. "*L'Etat, censé être plus responsable, soutenait cette folie. Imaginez, si on l'avait*

fait, de quoi nous aurions l'air maintenant!"

"*Pourtant, quelle insistance! A l'été 2010, j'ai encore eu, à l'Elysée, une séance à ce sujet avec Claude Guéant et Henri Proglio*", ajoute-t-elle en citant les noms du secrétaire général de l'Elysée de l'époque et du PDG d'EDF.

Selon Anne Lauvergeon, Nicolas Sarkozy, aujourd'hui candidat à un second quinquennat, lui avait confié début 2007, "*qu'il ne ferait qu'un mandat, puis qu'il irait gagner de l'argent chez Bouygues*". (Reuters 11.04)

Ils vendent du vent et s'enrichissent en dormant "***partout dans le monde***". A bas les banques et les banquiers !

Selon les résultats d'une enquête Harris interactive/Deloitte publiée mercredi 11 avril, la confiance des Français envers le système bancaire n'a jamais été aussi basse. Elle a fortement reculé en un an : 33 % des Français disent avoir confiance dans les banques *en général*", contre 43 % il y a un an.

"*La confiance des clients envers le système bancaire est sous pression partout dans le monde. Largement relayée à la fois par la presse et les responsables politiques de tout bord, cette défiance paraît s'ancrer*", soulignent, en préambule, les auteurs de l'enquête. Les deux crises financières récentes, celle des crédits hypothécaires à risques américains en 2008, puis celle des dettes souveraines de la zone euro en 2010, sont évidemment à l'origine de cette défiance.

Pour Daniel Pion, associé chez Deloitte, chargé de la banque de détail, le phénomène ne doit pas être pris à la légère : "*Le métier de la banque consiste fondamentalement à vendre de la confiance. Que trois Français sur dix expriment leur défiance mérite l'attention, estime M. Pion, d'autant que le phénomène est résilient.*"

Une autre donnée illustre cette insatisfaction, en même temps que la défiance envers le système bancaire : le "*taux de recommandation spontanée*", qui, s'il s'améliore légèrement, reste négatif, à - 16 %, contre - 29 % en 2011. Cet indicateur, conçu par la société de conseil américaine Bain & Compagny, mesure le nombre de clients prêts à recommander leur banque à un ami.

Le pourcentage de 29 % constaté par l'enquête Harris/Deloitte sur les banques signifie que celles-ci possèdent trois fois plus de détracteurs que de promoteurs. M. Pion rappelle, à titre de comparaison, que de grandes banques américaines obtiennent des taux de recommandation spontanés de 30 %, voire plus, et que le taux du constructeur informatique Apple obtient, lui, un taux de... 97 %! (lemonde.fr 11.04)

Sans blague, on se disait bien que les marchés étaient de gauche ! Le PS est un parti du capital. Démonstration par l'un de ses dirigeants.

Dans un entretien accordé mardi à Reuters, l'ancien ministre des Finances, Michel Sapin, af firme que le candidat socialiste, favori des sondages, ne conteste pas le redressement budgétaire prévu par le dernier traité européen et qu'il ne veut pas "*casser*" le système bancaire français.

(Ouf, les banquiers vont être soulagés, en fait ils savaient déjà à quoi s'en tenir !)

L'objectif n'est pas de "*rassurer*" les marchés, ajoute-t-il, car rien n'est plus angoissant qu'un discours visant à rassurer, mais d'expliquer quelle politique sera mise en oeuvre pour atteindre le déficit zéro fin 2017.

(Au premier coup d'oeil on pourrait croire qu'il se contredit, pas du tout car pour le coup il aurait de quoi "angoisser", or il affirme dans la foulée que le PS n'avait jamais eu l'intention de changer de cap et de rompre avec la politique de Sarkozy subordonnée au règlement de la dette et à la réduction du déficit.)

"*Les marchés sont plus intelligents que la droite*", réplique Michel Sapin. "*Les marchés sont les premiers à détester l'incertitude. Ils ont besoin de voir clair, de comprendre quelle est la volonté.*"

(C'est on ne peut plus clair en effet : la soumission du PS aux marchés ne connaîtra pas de répit !)

"*Ils ne sont pas là pour faire tomber les gouvernements, ils sont là pour essayer de prendre les décisions qui sont les mieux adaptées*", ajoute-t-il.

(Assurément, en Grèce, en Italie, au Portugal et en Espagne, ils n'ont pas mis la main à la pâte pour mettre en place des gouvernements à leurs bottes... D'ailleurs, pourquoi auraient-ils agi de la sorte, puisque leurs intentions sont si louables, franchement, ce serait leur faire un procès d'intention que d'imaginer qu'ils auraient pu "*prendre les décisions* qui ne seraient pas "*les mieux adaptées*", à quoi au fait... sinon à leurs propres intérêts ! Chut, ce ne sont pas des choses à mettre

dans n'importe quelles oreilles, voyons !)

Dans le débat sur la croissance, François Hollande ne prévoit pas de relancer l'activité par la dépense publique mais de soutenir la croissance par une politique de l'offre.

(Il doit vouloir dire par "*offre*" de nouveaux cadeaux aux capitalistes. Poursuivons notre lecture pour préciser plus loin ce qu'il entend par là.)

"*Il faut que tout le monde comprenne bien que quand nous disons 'croissance', ça ne veut pas dire 'relance'.*"

"*C'est une politique de croissance par une politique de l'offre et pas par une politique de la demande*", ajoute Michel Sapin, citant le soutien à l'innovation et à l'investissement.

"*Le keynésianisme, vous le faites une fois tous les 40 ans, vous ne le faites pas deux fois en cinq ans.*"

(Les cadeaux aux capitalistes en numéraire n'ayant pas suffit, puisqu'il n'est pas question d'augmenter les dépenses de l'Etat mais plutôt de les réduire, il s'agit d'autre chose, mais quoi alors, quel autre facteur reste-t-il pour augmenter la productivité et la compétitivité des entreprises afin de créer de la croissance, pardi, la flexibilité des conditions de travail et la baisse des salaires qui l'accompagne, c'est à cela que Hollande invite les dirigeants syndicaux à collaborer. Gageons qu'ils se feront tirer l'oreille dans un premier temps, histoire de préparer le terrain à leur capitulation en rase campagne devant ce représentant du capital...)

Et si la croissance n'est pas là? "*Aucun pays ne peut dire tout seul dans son coin : puisqu'il n'y a pas la croissance, je décide tout seul de renoncer à un retour progressif à l'équilibre des finances publiques.*"

"*Les marchés désigneraient du doigt immédiatement celui qui, tout seul, dirait 'puisque c'est comme ça, je me débrouille tout seul', ce n'est pas possible, ça n'existe plus*", ajoute-t-il. "*Ces sujets sont d'intérêt commun et ne peuvent être traités que de manière commune*."

(Lors du G20 par exemple, dominé par des dictatures (Etats-Unis, Chine), des régimes mafieux (Russie, Afrique du Sud) ou semi-féodaux (Inde), tous adeptes de l'ultra libéralisme anglo-saxon et nostalgiques des conditions d'exploitation du prolétariat du XIXe siècle. Il est vrai que flanqué de tels partenaires, on hésiterait à deux fois avant de les provoquer ou pire d'entrer en guerre avec eux. Rassurez-vous, le PS n'en a jamais eu l'intention puisqu'ils défendent une cause "*commune*".)

Pour François Hollande, le rétablissement de l'équilibre des comptes sociaux est une "*urgence*", au coeur de l'engagement plus large d'équilibrer les comptes de la France fin 2017, pour la première fois depuis 1974.

"*C'est sur la sécurité sociale que l'équilibre est le plus urgent*", déclare Michel Sapin. "*La sécurité sociale n'a aucune raison d'ordre économique d'être en déséquilibre.*"

(Ce n'est pas bien de tirer sur une ambulance... Ah oui, parce qu'il y en a qui ne savent pas encore que le PS en est parfaitement capable, qui l'ont oublié ou qui ne l'ont jamais su, qu'ils se dépêchent de réviser ou d'apprendre leur leçon, s'ils ne veulent pas colporter les pires illusions dans ce parti pourri.

Donc l'urgence va être pour le PS d'amplifier l'offensive contre la Sécu et les organismes sociaux, avec la collaboration de tous les syndicats il faut préciser, puisqu'ils les cogèrent avec l'Etat et le patronat.)

"*Il ne s'agit pas de rassurer, il s'agit de dire des choses précises, concrètes, de dire que le premier projet de loi sera la loi de programmation pluriannuelle de rétablissement des finances publiques (...), (et) la réforme fiscale*".

(On a toutes les raisons d'être inquiet, en effet !)

François Hollande ne s'oppose pas à l'objectif de redressement budgétaire auquel vise le dernier traité européen. "*Le rythme inscrit dans le traité ne nous gêne pas, c'est le rythme que nous nous imposerions tous seuls*", dit Michel Sapin.

(Il n'est même plus besoin de préciser dans quel camp se situe le PS, il le dit lui-même, celui de la réaction.)

Quant à la '*règle d'or*' budgétaire, elle peut passer par une loi organique plutôt que par l'inscription dans la Constitution. Les réformes du financement de la protection sociale et celles portant sur l'emploi et la compétitivité seront élaborées avec les partenaires sociaux, souligne-t-il. (Reuters 11.04)

Traités européens ou non, "*règle d'or*" inscrite ou non dans la Constitution, nous remercions monsieur Sapin de préciser que ce sera du pareil au même. Il ferait bien tout de même d'en informer les dirigeants du POI qui mènent campagne sur ce thème, et qui semble-t-il l'ignorent ou feignent de l'ignorer encore.

Pourquoi ? Qu'est-ce que vous voulez, aux uns les moulins à prières, aux autres les moulins à vent, il faut bien qu'ils donnent à leurs militants l'impression d'être utile à quelque chose...

En trois semaines ils ont réalisé 30.000 signatures, moins les leurs, il en reste 23.000 en étant généreux, soit un peu plus de trois signatures par adhérents et les voilà déjà qui crient victoire, c'est ainsi qu'il y a des gens qui se satisfont de peu, à croire qu'ils sont déjà bien servis ou que l'essentiel de leurs besoins sont déjà satisfaits.

Quand le POI plébiscite la Constitution bonapartiste et antidémocratique de la Ve République.

"*"M'abstenir, ça n'a rien changé à mon quotidien " : c'est l'un des slogans de la campagne nationale contre l'abstention. La formule dessine un message en creux : voter va changer mon quotidien. Ce serait logique, en effet. Le suffrage universel est une conquête de la démocratie.*" écrit D. Gluckstein au début de son éditorial (Informations ouvrières n°195 page 3)

Mais là en l'occurence, il ne s'agit pas de n'importe quelle élection, il s'agit d'élire un Bonaparte ou un monarque aux pouvoirs exhorbitants n'ayant rien à voir avec "*une conquête de la démocratie*", à moins que la Constitution de la Ve République puisse être considérée comme une conquête du mouvement ouvrier oeuvrant pour l'émancipation du prolétariat.

Bruit de campagne.

La déroute annoncée.

Un membre de l'entourage présidentiel se montre résolument défaitiste. Un proche collaborateur de Nicolas Sarkozy ne cache pas son inquiétude en cas de défaite du président-candidat le 6 mai:

"*Je ne donne pas cher de l'UMP, où il n'y a aucun chef qui se hausse au-dessus de la mêlée. Jean-François Copé n'est populaire ni dans le parti ni dans le pays. Même Juppé, du fait de son problème relationnel non résolu avec l'opinion, ne pourrait reprendre le flambeau. Quant aux législatives, je prédis qu'il y aura au maximum 80 députés UMP réélus.*" (lexpress.fr 11.04)

S'il le dit, il doit savoir de quoi il cause... pour une fois !

Incompatibilité.

Hollande hier soir sur France 2 : "*La démocratie est plus forte que les marchés*". (Reuters 11.04)

Selon sa conception de la société, la dictature démocratique de la bourgeoisie est compatible avec les marchés, dans la réalité, la dictature des marchés est incompatible avec la démocratie quel que soit le contenu politique qu'on lui donne.

Pourquoi Hollande ne peut-il faire autrement que prétendre que la démocratie serait compatible avec les marchés ? Parce que la survie de son parti en dépend, pardi !

Vous feriez avec !

Interrogé par le Nouvel Observateur, à paraître jeudi, le secrétaire général de la CGT Bernard Thibault a prévenu que si le président-candidat Nicolas Sarkozy était réélu le 6 mai "la tension sera vive" dans le pays, estimant que son exercice du pouvoir serait "encore plus autoritaire". (AFP 11.04)

Avant l'élection présidentielle de 2007 je me suis interrogé à voix haute en me demandant si stratégiquement l'élection de Sarkozy ne vaudrait pas mieux que Royal, estimant qu'il mettrait le feu en prenant des mesures ultra réactionnaires, et que cela pourrait conduire les révolutionnaires ou anticapitalistes à se regrouper, ces mesures ont bien été adoptées, par contre rien de tel ne s'est produit, la division et le morcèlement de nos forces s'avérant plus profonds que jamais, une fois de plus les calculs d'appareil et l'opportunisme l'ont emportés.

Du coup, je me demande s'il y a lieu de s'attendre à autre chose de la part du POI, du NPA et de LO notamment.

Sur quoi buttent-ils ? Sur la nature du PS et des appareils en général, sur les rapports à avoir avec eux, plus précisément sur leurs rapports à l'Etat. Et c'est bien parce que le PdG et le PCF n'ont pas vraiment ce genre de préoccupation qu'ils sont parvenus à

se rassembler dans le FdG.

Provisoirement seulement, car ces questions qui découlent des conditions objectives traversent tous les partis et les rattraperont malgré eux.

Thibault n'est qu'un misérable pitre sachant faire preuve de "*responsabilité* quand il s'agit d'aider Sarkozy à faire passer ses contre-réformes. Lui non plus, il ne pourra pas faire oublier son bilan calamiteux à la direction de la CGT : dégage !

Le parti des 10.000 !

Le Parti de gauche annonce de son côté avoir passé le cap des 10.000 adhérents. (Reuters 11.04)

Pas de bol, ce n'est pas le bon ! Un clin d'oeil à l'OCI-PCI de la fin des années 70 et du début des années 80 où je militais, qui s'était donné cet objectif, mais qui face aux difficultés rencontrées pour y parvenir en viendra à renier ses principes, pour finalement les abandonner. Le POI à la suite du PT, qui a pris la relève, revendiquera un peu plus de 10.000 adhérents lors de sa fondation, annonce aussi éphémère que ses campagnes sans lendemain.

Pas vraiment un parti ouvrier, encore moins socialiste.

Fait nouveau, Jean-Luc Mélenchon, qui suscitait jusque-là l'adhésion de cadres et fonctionnaires, progresse aussi chez les classes populaires et les personnes en lisière du jeu politique, d'après plusieurs sondages.

"*Nous sommes passé d'un Front de gauche à quasiment un front populaire avec des tas de personnes de tous milieux sociaux, de tous âges*", confirme Martine Billard, numéro 2 du Parti de gauche. (Reuters 11.04)

Quelle référence, annonçant les plus grandes défaites de la classe ouvrière de son histoire !

C'est le PCF qui a ravalé la politique au niveau du caniveau.

"*Le Front de gauche exalte la politique, l'élève au niveau où elle ne devrait jamais cesser d'être, un rêve possible*", estimait récemment le cinéaste Robert Guédiguian dans les colonnes de l'Humanité. (Reuters 11.04)

A défaut de se donner pour objectif de favoriser le développement de la conscience de classe du prolétariat, le Front de gauche ne peut l'appeler qu'à "*rêver* à des jours meilleurs en guise d'armement politique, autrement dit, qui ne viendront jamais en empruntant cette voie, celle du Front de gauche lié au régime et dans l'impossibilité de rompre avec lui.

Sympathique... mais plutôt léger.

Plus qu'un top, c'est une révélation... Philippe Poutou a crevé l'écran lors de l'émission "*Des Paroles et des actes*" sur France 2. Le candidat du NPA a défendu ses idées sans jamais être déstabilisé face à des journalistes aguerris, avec un naturel, une sincérité et une franchise désarmants.

Sa liberté de parole et de ton tranchait avec tous les autres, si peu présidentiable soit-elle: "*Je n'ai rien préparé du tout*", avoue-t-il tranquillement avant l'émission. "*Je me fais chier depuis 8 mois*", lâche-t-il pendant l'interview, devenir président "*c'est pas mon rêve*" - plus qu'un bon moment de télévision, on a assisté à un vrai moment politique, qui a totalement éclipsé, voire ringardisé, les intervenants précédents. Le public ne s'y est pas trompé, qui l'a spontanément applaudi - fait rarissime dans une émission politique. (lexpress.fr 11.04)

A croire que le "*public*" se passerait bien d'élections présidentielles, non ? A moins que Poutou candidat d'un parti soit apparu comme le représentant de l'anti-partisme ?

Actualité en titres

Case prison. Chirac y a échappé. Sarkozy n'y échappera pas !

- Bettencourt: "*présomptions concordantes*" contre Sarkozy, selon Eva Joly - AFP

Au pas

- Paris confirme ses engagements budgétaires à l'égard de Bruxelles AFP

Ils ont chopé la turista

- Zone euro : nouvelle poussée de grippe espagnole - Libération.fr

J'aurais pu écrire la tourista les deux orthographes sont valables, mais cela n'aurait pas fait sérieux !

La question débile du jour.

- Apple est-elle une marque de droite ou de gauche? - Lexpansion.com

INFOS EN BREF

Politique

1- Grande-Bretagne

Pour éviter une embarrassante audition devant la justice, le MI6 —les services de renseignement britanniques— a offert 1 million de livres, soit plus de 1,2 million d'euros, à Abdelhakim Belhadj, révèle le quotidien londonien *The Guardian*.

C'est une grande revanche sur l'histoire pour le djihadiste et ancien dissident libyen qui triomphe depuis la chute du régime de Kadhafi. Après la révolution, il est devenu le chef du conseil militaire de Tripoli.

Ses avocats ont accusé les autorités britanniques de «complicité de torture» et de «*faute dans l'exercice d'une fonction publique*».

Ils reprochent le fait que, en 2004, Abdelhakim Beladj et sa femme ont été transférés par avion de Bangkok vers la Libye avec la bienveillance du Royaume-Uni.

Londres a permis à l'appareil de faire une escale de ravitaillement sur l'île de Diego Garcia, un territoire britannique au cœur de l'Océan indien.

La cible principale de l'affaire est Sir Mark Allen, l'ancien chef du contre-terrorisme au MI6.

Fait accablant contre lui, une lettre compromettante a été découverte à Tripoli, souligne le Guardian. Datée du 18 mars 2004, elle est écrite par Mark Allen qui s'adresse directement à Moussa Koussa, l'ex-chef des renseignements du colonel Kadhafi :

«*Je vous félicite pour l'arrivée sécurisée de Abu Abdullah al-Sadiq [un nom utilisé par Belhadj]. C'était la moindre des choses que nous puissions faire pour vous et pour la Libye afin de démontrer la relation remarquable que nous avons construite pendant des années.*»

Quelque jours après, le Premier ministre britannique de l'époque, Tony Blair, rendait visite à Kadhafi en grande pompe, rappelle le journal.

Outre le responsable du contre-terrorisme britannique, des ministres travaillistes risquent d'être éclaboussés par l'affaire, à l'instar de Jack Straw, l'ex-chef de la diplomatie. (slateafrique.com 11.04)

2- Tunisie

Le gouvernement tunisien, dominé par les islamistes d'Ennahda, est revenu mercredi sur sa décision d'interdire les manifestations dans le centre de la capitale et a annoncé l'ouverture d'une enquête sur les violents incidents qui ont émaillé une manifestation interdite lundi.

Durant ces heurts, les plus graves depuis plusieurs mois, des journalistes de Reuters ont vu des manifestants s'évanouir en raison des gaz et d'autres prendre la fuite en titubant après avoir reçu des coups. (Reuters 11.04)

Social

France

Environ 350 salariés de la Fonderie du Poitou Aluminium (FDPA, groupe Montupet) d'Ingrandes (Vienne), placée en redressement judiciaire, ont manifesté contre le projet de leur propriétaire mercredi devant le tribunal de commerce de Nanterre.

Lors d'une audience à huis clos, le tribunal de commerce a examiné le plan de continuation proposé par le groupe Montupet, ainsi que cinq offres de reprise de ce site, qui fabrique des culasses pour les automobiles et compte 455 employés. La décision a été mise en délibéré au 19 avril.

Au terme de cette audience, deux offres, celles du groupe Arche et de Saint Jean Industries, "*restent dans la course*", selon l'avocate du comité d'entreprise de FDPA, Me Malika Menard.

"*Le plan de continuation de Montupet aurait été la meilleure solution s'il avait été soutenu par les salariés. Mais, comme il y a un rejet total de leur part, le tribunal semble privilégier les deux offres les plus abouties, Arche et Saint Jean Industries*", a-t-elle expliqué.

Saint Jean Industries et Arche ont proposé respectivement de garder 390 et 392 employés.

"*Nous n'avons pas pu trouver d'accord à 100% avec le principal client de FDPA (le groupe Renault, ndlr). Si nous n'y parvenons pas dans les 48 heures, nous retirerons notre offre*", a toutefois affirmé Patrick Bellity, le PDG d'Arche.

Ni le PDG de Montupet Stéphane Magnan, ni le représentant de Saint Jean Industries n'ont souhaité faire de commentaire.

Le fonds d'investissement Fin'active et l'entreprise GMD ont quant à eux retiré leurs offres, selon Me Menard. La société américaine Aiken semble de son côté "*hors course*", selon une source proche du dossier.

Au son de cornes de brume, pétards et tambours, les salariés ont manifesté leur opposition au projet de continuation de Montupet.

"*Montupet patron voyou*", pouvait-on lire sur les chasubles de manifestants. D'autres brandissaient des drapeaux de la CGT, de la CFE-CGC et de FO.

Après l'audience, les manifestants ont quitté Nanterre pour rejoindre le département de la Vienne en car.

Le 4 avril, des représentants de la CGT avaient accusé les groupes Renault et Montupet, ancien et actuel propriétaires de la FDPA, d'avoir "*programmé*" la fermeture de l'entreprise placée en redressement judiciaire.

Le 14 mars, lors d'une audience de procédure à Nanterre, Renault s'était engagé à commander à la FDPA, en 2012, quelque 605.000 culasses. Le groupe doit porter ses commandes à 970.000 unités en 2014, puis à un million en 2015, ce qui représentera, selon les salariés, le volume nécessaire pour assurer la viabilité de l'entreprise.

Renault avait créé la FDPA en 1979 et l'avait vendue en 1998. En 2010, la Fonderie était passée aux mains de Montupet, dont le siège est situé à Clichy (Hauts-de-Seine). Les commandes de Renault représenteraient aujourd'hui environ 85% du chiffre d'affaires de FDPA.

La FDPA est en redressement judiciaire depuis le 20 octobre, après une grève de deux mois contre un plan de baisse des salaires. Les salariés avaient ensuite fait grève deux jours, fin novembre, pour protester contre une diminution des commandes de Renault. (AFP 11.04)

Pas un seul licenciement, pas une seule suppression de poste de travail, Renault doit réintégrer cet élément dans sa production et la totalité de l'entreprise et ses sous-traitants renationalisés ou repasser sous le contrôle de l'Etat sous la direction de la classe ouvrière, des travailleurs eux-mêmes, oeuvrant ainsi à leur émancipation et celle de leur classe car les deux sont liés. Voilà une ligne politique socialiste.

C'est la seule façon d'en finir avec les licenciements et le chômage qui gangrènent gravement la société, l'appauvrisment, la rendent invivable au point de penser fuir quand on en a les moyens, mais il vaut mieux résister et se battre avec acharnement contre notre ennemi pour en venir à bout, par la force si nécessaire évidemment, comment fait-il quand il gaze et matraque les manifestants de tous âges, il use de la force, de la violence, de la terreur contre la population exédée par les sacrifices qu'on lui impose de subir pour que des nantis continuent de se vautrer dans la luxure et la débauche.

Economie

1- Grande-Bretagne

La rémunération du patron de Barclays Bob Diamond se monte en 2011, selon la presse, à 17,7 millions de livres, un record au Royaume-Uni et sans doute aussi en Europe.

Un mois après la publication du rapport annuel du groupe détaillant les gratifications accordées aux dirigeants, la polémique a rebondi sur un point passé d'abord inaperçu: une "*compensation fiscale*" de 5,75 millions de livres (environ 7 millions d'euros) accordée à M. Diamond après sa nomination à la tête de la banque en 2010.

Surnommé par la presse britannique "*le banquier aux 100 millions de livres*" pour avoir été un grand bénéficiaire de bonus avant la crise financière, M. Diamond, 60 ans, était déjà alors considéré comme l'un des banquiers les plus riches du monde.

Son impopularité est encore montée d'un cran lorsqu'il a affirmé l'an dernier devant des députés britanniques que "*le temps des remords pour les banquiers est révolu*".

Tous comptes faits, sa rémunération 2011 se monte, selon la presse, à 17,7 millions de livres, un record au Royaume-Uni et sans doute aussi en Europe. (AFP 11.04)

2- Italie

Le Trésor italien a émis 8 milliards d'euros d'obligations à un an dont les taux se sont inscrits à 2,84% contre 1,405% lors de la dernière opération similaire, le 13 mars. Il a émis en outre 3 milliards de titres à trois mois dont les taux ont eux aussi fortement progressé, à 1,249% contre 0,492% le 13 mars.

L'Italie, qui ploie sous une dette colossale représentant environ 120% de son PIB, doit émettre cette année pour près de 450 milliards d'obligations. (lexpansion.com 11.04)

Haut de page

Le 13 avril

CAUSERIE

L'intersyndicale jaune a encore frappé.

Alors que la raffinerie LyondellBasell située à Berre cherche toujours un repreneur, le porte-parole de l'intersyndicale du site en appelle au président de la République. Après le désistement de l'entreprise suisse Klesch, c'est une société libyenne qui pourrait s'y intéresser.

L'intersyndicale réclame, par la voix de Patrick Sciurca, que Nicolas Sarkozy « *intervienne auprès des autorités libyennes et (…) de la compagnie pétrolière libyenne » pour que des « discussions puissent être entamées le plus rapidement possible entre LBI (LyondellBasell Industries) et cette société.* » « *Compte tenu de ce qu'il s'est passé en Libye, des efforts faits par la France pendant ce conflit », Patrick Siurca estime qu'il serait « tout à fait normal et logique* » que Nicolas Sarkozy, « *en tant que président de la République, demande en retour un effort de la part de cette compagnie pétrolière Libyenne*» pour permettre une reprise de la raffinerie. (pubilcsenat.fr 12.04)

Quelle bande de charognards !

Cela n'a rien de surprenant, c'est même logique, puisque les syndicats après avoir abandonné le combat dans la perspective du renversement du capitalisme, donc ayant renié leur raison d'être, et l'aristocratie ouvrière qui constitue leur fond de commerce et assure la stabilité du régime, se sont nourri pendant près d'un siècle de la surexploitation des colonies, puis le pillage des ressources des pays dominés devenus "*indépendants*" au cours de la seconde moitié du XXe siècle, ils ne voient pas pourquoi cela devrait s'arrêter du jour au lendemain.

On pourrait faire un parallèle avec l'éditorial (lettre Internet) du 11 avril de J-C Mailly (FO) qui se terminait ainsi : "*les travailleurs doivent pouvoir compter sur un syndicat libre et indépendant, pratiquant ce qu'on appelle le réformisme militant*", le réformisme qui ne se donnant pas pour objectif de rompre avec l'Etat des capitalistes, encore moins de le renverser, ne peut d'une part, que témoigner sa soumission envers cet Etat dans lequel il se reconnaît, et d'autre part se nourrir des profits extorqués aux travailleurs les plus exploités du monde entier par les multinationales, selon les lois du commerce mondiale adoptées par cet Etat.

Trotsky avait raison d'affirmer que tous les discours sur l'indépendance des syndicats étaient de la foutaise et qu'elle ne se jugeait

que par rapport à l'Etat.

Lobbying, clientélisme, corporatisme : assumé !

En période de crise, de guerre ou de révolution, les masques sous lesquels interviennent généralement les ennemis du prolétariat se fissurent et laissent apparaître leurs véritables visages ou leur véritable nature. A cet égard, la conception des partis politiques que nous livre Mailly constitue un témoignage sans appel de sa subordination à l'ordre établi, donc de l'absence d'indépendance de ce syndicat par rapport au capitalisme et à son Etat.

Il considèrent que les syndicats auraient pour vocation de représenter les " *intérêts particuliers des travailleurs*", tandis que les partis n'auraient pas pour fonction de représenter les intérêts d'une classe en particuliers mais "*l'intérêt général*", toutes les classes ayant les mêmes intérêts c'est bien connu : "*La démocratie républicaine et notre attachement au principe de faveur imposent la distinction des rôles et fonctions entre syndicat et parti politique, les uns en charge des intérêts particuliers des travailleurs, les autres de l'intérêt général*".

Ce discours ne sort pas de nulle part, il correspond à quelque chose de précis, il revient à nier la lutte des classes, ce qui est inévitable lorsqu'on est incapable d'être indépendant de l'Etat, on a parfaitement compris que que l'on ne pouvait pas défendre l'intérêt général qui se confond avec celui des capitalistes sous un régime capitaliste et défendre à la fois ceux des travailleurs.

Effrayant ! Un monde de mutants voués à la dégénérescence.

Votre enfant a moins de 13 ans et il surfe sur Facebook malgré l'âge minimum fixé par le réseau social? Il n'est pas un cas isolé: 38% des mineurs qui disposent d'un compte ont moins de 13 ans, 4% ont même moins de 6 ans. Facebook aura beau fixer l'âge minimum requis pour créer son compte à 13 ans, des petits malins bien plus jeunes contournent cette règle. 4% des enfants utilisant le réseau social auraient même moins de 6 ans. Au total, la barre symbolique serait ignorée par 38% des mineurs qui disposent d'un profil sur le site sans avoir soufflé les 13 bougies réglementaires.

Ces chiffres sont issus d'une étude statistique menée aux Etats-Unis par Minor Monitor, un organisme texan qui offre des outils gratuits de surveillance aux parents sur Facebook. Il conclut aussi que 30% des enfants passent 2 heures ou plus à surfer sur le réseau social chaque jour. (lexpress.fr 12.04)

Etat policier. Liberté surveillée

Un centre de supervision urbaine (CPU), contrôlant les images de 53 caméras de vidéosurveillance déjà installées dans l'hypercentre de Marseille, a été inauguré jeudi, première étape d'un vaste programme visant à la mise en place de 1.800 caméras à la fin 2014.

Pour l'instant limitées au centre-ville, installées à des "*points stratégiques*", ces caméras seront présentes à terme "*dans tous les arrondissements*", a précisé M. Gaudin.

"*Les résultats sont exceptionnels: les images sont des supports de preuves remarquables*", a souligné le directeur la police municipale de Marseille, Marc Labouz, précisant qu'à Paris, en trois mois, pas moins de 700 interpellations en flagrant délit avaient été réalisées grâce à un tel système. (AFP 12.04)

Bruit de campagne

Sale temps annoncé :

"*C'est confondre la fièvre et le baromètre*", a dit Nicolas Sarkozy jeudi, lors de l'émission "*Des Paroles et des actes*" sur France 2. (lexpress.fr 12.04)

Le Bonapartisme ou rien.

Le candidat PS a redit qu'il n'y aurait "*pas de négociation*" avec le leader du Front de gauche dans l'entre-deux tours. Mais, "*il faut essayer de comprendre ce que le pays a voulu dire au premier tour*", a-t-il ajouté.

"*J'entendrai le résultat du 1er tour, parce que quand un pays s'exprime dans un 1er tour il faut essayer de comprendre ce qu'il a voulu dire*", a déclaré François Hollande, qui a ensuite refermé la porte à toute discussion. "*J'aurai à rassembler la gauche, toute la gauche, et même au-delà, pour gagner l'élection présidentielle. Mais il n'y a pas de négociation de partis entre les deux tours d'une élection aussi majeure.*"

Le candidat socialiste a souligné que l'élection présidentielle était "*un choix, qui est un choix, à un moment, d'une personne, d'une politique et d'une majorité*". (lexpress.fr 12.04)

Le "***socialisme du XXI siècle***"... à géométrie variable.

Jean-Luc Mélenchon qui a défendu sa proposition de taxation des revenus à 100% au-dessus de 30 000 euros par mois en faisant preuve de souplesse, évoquant la possibilité de défiscaliser ces sommes si elles sont placées pour favoriser l'investissement. C'est une première, et c'est particulièrement habile pour gagner en crédibilité et grappiller encore quelques points de popularité... (lexpress.fr 12.04)

Ceux qui se fient aux apparences ou les cultivent, au même titre que les illusions, vont devoir rendre des comptes aux militants et travailleurs qu'ils ont berné. Mélenchon la grande gueule, le radical, le champion du "*changement*", tu parles, le temps d'une éclipse il aura seuelement réussi à remettre en selle le PCF avant que leur combine ne s'effondre.

La candidature de Mélenchon est une arnaque, nous le savons depuis le début et nous ne nous sommes pas gênés de le dire. C'est à ce titre que nous la soutenons ou plutôt que nous l'encourageons à persévérer jusqu'à ce qu'elle éclate, cela ne tardera.

En attendant le retour de manivelle.

A dix jours du premier tour de l'élection présidentielle, Jean-Luc Mélenchon est le candidat qui incarne le plus le changement (60%), selon un sondage BVA pour Le Parisien publié jeudi. (Reuters 12.04)

Entre nous, sans le Front de gauche et son candidat, Hollande n'avait pratiquement aucune chance d'être élu malgré le bilan catastrophique de Sarkozy.

Sur quelle base, sur quel objectif politique ?

Il faut "*construire l'opposition la plus unitaire qui soit, à la gauche*" d'un gouvernement dirigé par les socialistes, et qui réunirait avec le NPA "*le Front de gauche, Lutte ouvrière et les centaines de milliers de militants du mouvement social*", a déclaré Olivier Besancenot.

A la question de savoir s'il souhaitait une rencontre "*dès le 7 mai*" avec les socialistes, en cas de victoire de François Hollande, Olivier Besancenot a répondu par l'affirmative. "*Dès le 7 mai*", a-t-il dit, revendiquant "*dès maintenant le droit à l'impatience*" car "*rien ne sera réglé*" avec une victoire du candidat PS.

"*Je ne parle pas de rencontre (avec le PS) mais de rendez-vous, dans la rue, pour construire une opposition unitaire à la gauche d'un tel gouvernement*", a-t-il précisé. Dans un tel scénario, "*on aura un PS qui aura tous les leviers du pouvoir (...) Il va nous dire quoi? Patience, patience, patience*", a-t-il affirmé sur i>Télé, insistant: "*On va nous dire quoi? Il va falloir se serrer la ceinture*". (lexpress.fr 12.04)

On est habitué depuis des décennies à entendre ce genre de discours qui s'est toujours soldé par l'unité associant des formations ou courants politiques liés au PS, étrangers au mouvement ourvrier ou pour la plupart inféodés au régime, réclamant que l'Etat capitaliste, l'UE ou la BCE soit au service des travailleurs, que l'ONU joue son "*rôle*", etc.

Soyons lucide.

Nous sommes parvenus à une situation où il est devenu impossible de poser une revendication sociale à caractère collective sans qu'il nous soit opposé qu'elle serait incompatible avec la compétitivité des entreprises ou la survie du régime capitaliste qu'elle mettrait en danger.

Dès lors, deux attitudes sont possibles : soit on se range à ces arguments et on abandonne nos revendications fondamentales, on accompagne le capitalisme dans sa descente aux enfers, soit on les rejette au risque d'apparaître à contre-courant de tous les partis, en liant ces revendications à des objectifs politiques indispensables à réaliser pour les satisfaire, on se place résolument sur le terrain de classe du prolétariat, du socialisme.

La question est de savoir qui est ou sera en mesure de trouver une issue à cette crise du capitalisme, les capitalistes ou les travailleurs. Ceux qui se plient aux arguments de la réaction répondent les capitalistes, ceux qui les rejettent répondent les travailleurs par leur mobilisation (et organisation) révolutionnaire. Question à Besancenot : avec lesquels entendez-vous réaliser l'unité ?

L'issue à la crise du capitaliste ne peut se situer que sur le plan politique. Voilà un constat que les uns et les autres

s'emploient systématiquement à nier ou à faire passer à la trappe, à contourner de la manière qu'on a évoquée plus haut.

Question : peut-elle intervenir dans le cadre des institutions en place ou faut-il les renverser au préalable pour avancer dans cette voie ? Si on conçoit qu'elle pourrait être résolue dans le cadre du régime en place, il n'y a pas lieu de remettre en cause les institutions de la Ve République. Si maintenant on conçoit qu'elle est incompatible avec l'ordre établi, la question qui est posée à tous ceux qui prétendent combattre pour le socialisme, est de préparer les conditions qui nous permettront de renverser le régime. Quelles sont ces conditions (subjectives) ? Elever le niveau de conscience politique et organisationnel des masses exploitées. On ajoutera pour ce qui nous concerne, contruire un véritable parti révolutionnaire sur les bases du marxisme-léninisme.

Peut-on prétendre élever leur niveau de conscience politique en se contentant de revendiquer des augmentations de salaire ridiculement basses, correspondant à l'inflation (officielle), en ne proposant que des mesures d'accompagnement des licenciements, par exemple ? C'est demeurer sur le terrain de classe fixé par les capitalistes eux-mêmes.

Ne doit-on pas au contraire avancer des revendications sociales correspondant aux besoins des travailleurs sans se soucier de savoir si elles sont compatibles avec la crise ou l'existence du capitalisme ? Ne serait-ce pas le meilleur moyen de montrer aux travailleurs que la satisfaction de leurs besoins ou aspirations légitimes nécessite d'en finir avec le capitalisme et ses institutions politiques et que c'est dans cette voie qu'ils doivent s'engager ? Question subsidiaire : pourquoi personne ne tient aux travailleurs ce langage accessible à tous ?

Mais, mais, et patati, et patata, les travailleurs ne sont pas prêts à entendre un tel discours, même formulé clairement et simplement... Mais dites-nous il semblerait qu'ils sont quand même assez nombreux à répondre à l'appel du discours radical (en apparence) de Mélenchon, donc vos réserves ou votre critique ne correspond pas vraiment à la réalité, elles reflèteraient plutôt votre propre pessimisme, avouez plutôt que vous ne croyez pas ou plus en les masses, dans le socialisme, cela nous évitera de perdre notre temps.

Nos revendications sociales renvoient à un modèle de société qui pour exister nécessite de faire table rase de la société actuelle, de l'Etat, des institutions et des fondements du capitalisme. Pourquoi ne pas organiser les travailleurs sur cette base dans cette perspective politique, sans qu'ils adhèrent à la totalité de notre programme révolutionnaire, je le précise bien que cela aille de soi ? Cela nécessiterait pour les dirigeants du POI, du NPA, de LO et d'autres formations politiques qui pourraient s'associer à une initiative allant dans ce sens, qu'ils rompent eux-mêmes leurs liens avec les capitalistes et leurs représentants, l'Etat ou les institutions, qu'ils cessent de lorgner dans le camp de notre ennemi de classe.

Actualité en titres

A des années lumières...

- Sarkozy veut les JO d'été de 2024 en France - Lexpress.fr

Trop !

- Libéralisme : ce "*grand méchant loup*" que si peu de gens connaissent vraiment - Atlantico.fr

Tartufe plébiscité par ses pairs. Impressionnant, une menace...

- Hollande: "*Si les marchés s'inquiètent, je ne leur laisserai aucune place*" - L'Expansion.com

Tartufe avec un *f* ou deux, selon que vous en redemandez ou vous n'en pouvez plus.

... finalement inutile :

- Le "*Financial Times*" vole au secours de François Hollande - LePoint.fr

Super Mario (Monti) ? S'il bouge d'un cran à gauche, ils l'assassineront, vérité et hypocrisie n'ont jamais été aussi proches que dans la bouche des gangsters de la finance.

Le vôtre !

- Quel est le pire métier du monde? - Slate.fr

Le plus vieux est honorable à côté, c'est peu dire !

Histoire de vases communicants en trois actes.

- Bâle 3: les banques ont besoin de près de 500 milliards - Lexpansion.com

- La demande en crédits va rester faible selon la BCE - Reuters

- L'Oréal accélère la cadence au 1er trimestre, le luxe brille - Reuters

Etat mafieux

- Un ministre russe soupçonné de conflit d'intérêt a gagné 9,5 millions d'euros en 2011 - AFP

Ripous : un vrai métier.

- Trois policiers mis en examen pour "*faux et usage de faux*" AFP

- Une enquête à Lille sur des "*petits trafics*" organisés par des policiers AFP

Ripoux avec un *x* au pluriel pour les affaires de complicité de proxénétisme par exemple, les deux orthographes existent.

Chat rit à mort !

- La peine de mort au Koweït pour insulte envers le Prophète ? - Reuters

INFOS EN BREF

Politique

Guinée-Bissau

Une tentative de coup d'Etat était en cours jeudi soir en Guinée-Bissau: des militaires ont attaqué la résidence du Premier ministre sortant Carlos Gomes Junior, candidat à la présidentielle du 29 avril, et pris le contrôle de la radio nationale dans la capitale.

"*On a été assaillis par des roquettes RPG, on a été obligés de battre en retraite*", a déclaré un policier présent à la résidence de M. Gomes Junior, à Bissau, sans préciser la destination des occupants.

Un cordon de sécurité avait été installé par des militaires autour du palais présidentiel et des rues environnantes, sans qu'il soit possible dans l'immédiat de connaître le sort du chef de l'Etat par intérim Raimundo Pereira, a constaté un journaliste de l'AFP.

Le siège du PAIGC était occupé par au moins une vingtaine de soldats.

Des violences étaient redoutées depuis plusieurs jours dans cette ex-colonie portugaise dont l'histoire est jalonnée de putschs, tentatives de coups d'Etat militaires et violences politiques depuis son indépendance en 1974.

La Guinée-Bissau est devenue en outre ces dernières années une plaque tournante du trafic de cocaïne entre l'Amérique du Sud et l'Europe.

Des militaires étaient également déployés sur les principales artères de Bissau, après qu'une dizaine d'entre eux, en armes, eurent pris le contrôle de la radio nationale en début de soirée.

Aucune radio n'émettait plus, pas plus que la télévision nationale. La ville était plongée dans l'obscurité après une coupure générale de courant.

Un peu plus tôt, l'opposition bissau-guinéenne menée par l'ex-président Kumba Yala, qui doit affronter le 29 avril au second tour de l'élection présidentielle Carlos Gomes Junior, avait appelé au boycott du scrutin, et mis en garde quiconque battrait campagne.

Les cinq principaux candidats d'opposition, dont Kumba Yala, ont appelé leurs "*militants et sympathisants à ne pas voter le 29 avril*", au nom de la "*justice*", au cours d'une conférence de presse.

Il avait dénoncé des "*fraudes massives*" au premier tour et prévenu qu'il ne participerait pas au second tour. "*J'ai dit et je le répète: je ne veux pas d'un second tour*", a-t-il encore martelé.

Carlos Gomes Junior avait obtenu au premier tour le 18 mars 48,97% des voix et Kumba Yala 23,26%.

La présidentielle a été rendue nécessaire par le décès en janvier dernier du président Malam Bacaï Sanha, mort à Paris où il avait été hospitalisé pour une maladie dont il souffrait depuis plusieurs années.

La campagne électorale pour le second tour devait débuter vendredi pour s'achever le 27 avril. (AFP 12.04)

Social

1- Grande-Bretagne

La compagnie aérienne britannique British Airways a annoncé jeudi prévoir jusqu'à 1.200 suppressions d'emplois au sein de la compagnie BMI, qu'elle doit intégrer après l'avoir rachetée à l'allemande Lufthansa.

"*Alors que nous nous efforçons de restructurer l'activité et de restaurer la rentabilité, les pertes d'emplois sont profondément regrettables mais inévitables*", a déclaré Keith Williams, le directeur général de BA.. (AFP 12.04)

2- Grèce

Le taux de chômage en Grèce a atteint en janvier un nouveau record à 21,8%, confirmant que les mesures d'austérité et la crise de la dette continuent de peser sur le marché du travail.

Les coupes budgétaires imposées par l'Union européenne et le Fonds monétaire international (FMI) pour renflouer le pays ont déclenché une vague de fermetures et de faillites d'entreprises. (Reuters 12.04)

Economie

1- OCDE

L'OCDE recommande aux pays développés de couper leur ratio de dette sur PIB à 50% au cours des prochaines décennies pour faire face à d'éventuels chocs, dans une étude publiée jeudi.

La plupart de ces pays ont des ratios très supérieurs, nettement aggravés par les récentes crises, la moyenne OCDE dépassant 100% et le Japon 200%.

A titre de comparaison, la dette publique française s'élevait à 1.717 milliards d'euros fin 2011, soit près de 86% du PIB.

"*Assainir les finances publiques pour faire face aux conséquences de la crise, aux faiblesses sous-jacentes ainsi qu'aux pressions futures sur les dépenses publiques représente un défi majeur pour bon nombre de pays*", écrit l'Organisation de coopération et de développement économiques.

"*Il semble qu'il faudra un resserrement budgétaire important et durable dans presque tous les pays pour ramener la dette à des niveaux prudents*", poursuit-elle, en ajoutant: "*Compte tenu de la faiblesse de l'économie mondiale, la mise en œuvre d'un vaste programme de restriction budgétaire pourrait être particulièrement coûteuse.*"

2- Commerce mondiale

La croissance du commerce mondial ne devrait atteindre que 3,7% en 2012, loin des 5,4% enregistrés en moyenne au cours des 20 dernières années.

Une reprise pourrait toutefois intervenir l'année prochaine avec une croissance en volume qui atteindrait 5,6%. Ces prévisions supposent une croissance de la production mondiale de 2,1% en 2012.

Par région, les résultats des économies développés ont dépassé les attentes, avec une croissance de 4,7% en 2011, alors que ceux des économies en développement ont été moins bons que prévu, avec une croissance de 5,4%, selon l'OMC. L'OMC s'attendait à un fort ralentissement de l'expansion du commerce en 2011, après un rebond de 13,8% en 2010.

Si ces prévisions se réalisent, le volume du commerce mondial restera inférieur au niveau d'avant la crise. L'organisation basée à Genève avertit: l'Union européenne est d'ailleurs peut-être déjà en récession, alors que la croissance de la production mondiale fléchit. (lexpansion.com 12.04)

3- Banque

3.1- Les banques ont besoin de 485,6 milliards d'euros pour se conformer aux nouvelles normes de Bâle III sur les fonds propres durs, a estimé jeudi le Comité de Bâle de supervision bancaire. L'étude menée par les régulateurs auprès de 212 établissements financiers simulait une mise en place anticipée au 30 juin 2011 des nouveaux critères de Bâle III, qui doivent entrer en vigueur à partir de l'an prochain et qui prévoient des fonds propres durs (capital social et bénéfices mis en réserve) égaux à au moins 7% de leurs engagements.

Démontrant les efforts que les banques doivent encore fournir avant la mise en place définitive de Bâle III en 2019, le Comité de Bâle a rappelé que les bénéfices annualisés avants impôts des grandes banques ayant participé à l'étude étaient de seulement 356,6 milliards d'euros. Les régulateurs ont imposé en 2010 à tous les établissements des ratios de fonds propres durs d'un minimum de 7%. Pour 29 banques systémiques, les régulateurs sont allés plus loin.

Ce rapport avait conclu que les banques auraient eu besoin de 602 milliards d'euros pour respecter un ratio de fonds propres durs de 7% à fin 2009. Le manque de financement est cependant encore plus criant pour les niveaux de liquidités, avec un trou de 2.780 milliards d'euros, selon la dernière étude du Comité de Bâle. (lexpansion.com 12.04)

3.2- La demande en crédits de la part des entreprises et des ménages dans la zone euro devrait rester faible au cours des mois à venir, ce qui devrait limiter les risques inflationnistes, a indiqué jeudi la Banque centrale européenne dans son bulletin mensuel.

L'injection de plus de 1.000 milliards d'euros à trois ans par la BCE n'a pas eu d'impact spectaculaire sur la prise de crédits, consommateurs et entreprises continuant de jouer la carte de la prudence en raison du climat d'incertitudes.

Elle constate par ailleurs que la tendance voulant que les banques durcissent les conditions d'octroi de prêts se confirme.

Jeudi, également, Peter Praet, membre du directoire de la BCE, a jugé que la situation économique mondiale restait "*extrêmement compliquée*". (Reuters 12.04)

4- Marchandises, produits manufacturés, consommation.

Les ventes mondiales de smartphones vont atteindre le milliard d'unités en 2014, grâce à la demande chinoise et au lancement de modèles d'entrée de gamme, prédit Credit Suisse.

Cette année, la hausse sera d'environ 46% à 687,9 millions d'unités, avant d'atteindre 1,05 milliard en 2014, écrit la banque dans une note.

"*Nous prévoyons une solide croissance sur le marché des smartphones en Chine, qui devrait représenter 22% des ventes mondiales d'ici 2015*", soulignent les analystes dans une note. (Reuters 12.04)

5- France

Les prix à la consommation en France ont augmenté de 0,8% en mars, en raison de la fin des soldes et des fortes augmentations de prix des produits pétroliers et alimentaires, montrent les statistiques publiées jeudi par l'Insee.

Sur un an, l'inflation ressort à 2,3% en mars. (Reuters 12.04)

Haut de page

Le 14 avril

CAUSERIE

Quelques citations.

Qui a dit : "*La Révolution est la guerre de la liberté contre ses ennemis*" ? Réponse : Robespierre, *Discours sur les principes du gouvernement révolutionnaire*, 25 déc. 1793, (Textes choisis, t. III, p. 99).

Qui a dit : "*Qu'est-ce qu'une révolution politique en général ? Qu'est-ce, en particulier, que la Révolution française ? Une guerre déclarée entre les patriciens et les plébéiens, entre les riches et les pauvres (…) Le but de la révolution, étant de ramener au but de la société, dont on s'est écarté, est également le bonheur commun.* ". Réponse : Babeuf, dans *Le Tribun du peuple*, no 34 (Textes choisis)

A condition qu'elle soit réalisée et qu'elle profite à la majorité et non à la minorité avec laquelle la société et "*le bonheur commun*" ne saurait se confondre.

Qui a dit : "*Pour que la Révolution soit, il ne suffit pas que Montesquieu la présente, que Diderot la prêche, que Beaumarchais l'annonce, que Condorcet la calcule, qu'Arouet la prépare, que Rousseau la prémédite; il faut que Danton l'ose.* ". Réponse : Hugo, *Les Misérables*, III, i, xi.

Qui a dit : "*La révolution française a préparé indirectement l'avènement du prolétariat. Elle a réalisé les deux conditions essentielles du socialisme, la démocratie et le capitalisme. Mais elle a été, en son fond, l'avènement politique de la classe bourgeoise.* ". Réponse : Jaurès, *Histoire socialiste*, Introduction.

Osons la révolution socialiste !

On aura compris que ce schéma qui correspondait à "*l'avènement politique*" d'une classe, la bourgeoisie, est devenu obsolète et qu'il est temps qu'elle cède la place à son pendant, la classe ouvrière...

Pragmatisme.

A l'Elysée, à Matignon comme dans les ministères, les conseillers de l'UMP font leurs cartons. Depuis plusieurs semaines, ils multiplient les envois de CVs et les tentatives de recasage. Les plus influents ont déjà leur porte de sortie. Pour les autres, c'est l'incertitude. Le retour dans la circonscription auprès de « *leur* » élu pour des législatives qui s'annoncent très difficiles.

Certains élus UMP confiaient récemment au Parisien leurs craintes de voir leurs effectifs à l'Assemblée diminués des deux tiers, de 317 élus aujourd'hui à un peu plus d'une centaine. (lexpress.fr 13.04)

Questions à ceux qui appellent à voter Hollande au premier comme au second tour de l'élection présidentielle, le candidat de Wall Street.

Vous n'avez pas été foutus de vous rassembler contre Sarkozy qui était pourtant le candidat élu du parti officiel de l'ordre, malgré la mise en oeuvre de la politique la plus réactionnaire depuis l'avènement de la Ve République, et maintenant vous voulez nous faire croire que vous aurez la volonté et la capacité de vous rassembler pour combattre Hollande, le candidat prébiscité par le Financial Times qui incarne une gauche dégénérée, corrompue, vendue aux marchés, vous nous prenez pour des naïfs ou des imbéciles ou quoi ?

Vous prétendez que la défaite serait une victoire pour les travailleurs et qu'ils pourraient s'en saisir pour se mobiliser. Là encore vous nous prenez pour des crédules ou des ignorants. Apparemment, vous n'avez semble-t-il pas constaté que les travailleurs ne se sont pas mobilisés massivement depuis plus d'un an, depuis la défaite de la mobilisation sur les retraites, qu'ils étaient suspendus à l'issue des élections dont paradoxalement ils n'attendent rien, ce qui n'a rien de contradictoire notez bien, cela témoignage simplement de leur incapacité à s'orienter politiquement, à se donner un contenu ou une perspective politique autre que ceux qu'on leur propose et dans lesquels ils ne croient pas, ils ne se mobilisent pas massivement, voteront ou s'abstiendront par fatalité ou dépit, il va en falloir beaucoup plus pour qu'ils commencent à se soulever contre le régime.

Vous oubliez aussi qu'on a déjà donné en 1981, certains nous refont le coup du "*vous allez voir ce que vous allez voir, une fois que les masses s'apercevront que le PS et ses satellites les ont trompées, elles s'en détourneront pour se tourner vers les partis qui incarnent la révolution socialiste*", chacun sait que les choses ne se sont pas du tout passées de la sorte, quelle blague criminelle, la sulfureuse ou foireuse théorie de l'imminence de la révolution des bureaucrates trotskistes qui a abouti à l'abandon du combat pour la révolution socialiste par ces partis.

Objection : les travailleurs forts de cette expérience en ont tiré les leçons. Faux, la seule leçon qu'ils en ont retirée, c'est d'avoir conforté leur conviction qu'ils n'avaient plus rien à attendre des partis PS et PCF, y compris parvenus au pouvoir, en réalité c'était déjà le cas, d'où leur attitude au lendemain des élections en 1981 lorsqu'elles sombreront dans une sorte d'apathie ou de résignation pendant de nombreuses années, pour ne pas dire jusqu'à nos jours en dehors de quelques sursauts catégoriels ou corporatistes sans développer la moindre conscience politique. Nos détracteur ont peut-être une mémoire sélective ou la

mémoire courte, cela se corrige avec un peu de bonne volonté...

La question est de savoir comment les travailleurs pourrait trouver la voie qui conduit à une mobilisation révolutionnaire, alors que tous les partis colportent des illusions dans ce régime ou aucun parti n'entend rompre avec l'Etat, les institutions et les partis qui y sont représentés et qui tous sont inféodés au capital, dont le PS.

Quelle ligne politique adopter ?

En Avril 1917, face à un gouvernement de Front populaire que Lénine caractérisera d'impérialiste, le PS n'entendant pas remettre en cause ou condamner l'agression militaire de l'impérialisme français contre les peuples irakiens, afghans, libyens, etc. donc son gouvernement méritera le même qualificatif, le parti bolchevik constatant que le gouvernement était incapable de mettre en oeuvre une politique qui permettrait de satisfaire les besoins des masses, décidera de ne pas le soutenir, il se refusera à en attendre ou à en exiger quoi que ce soit, donc à l'opposé de l'orientation du NPA et du FdG notamment. Cependant, les masses n'ayant pas encore épuisé leurs illusions dans ce gouvernement impérialiste et les bolcheviks étant minoritaires au sein des soviets, il n'en réclamera pas la chute dans ses mots d'ordre, Lénine martèlera que le parti doit continuer inlassablement à expliquer sa politique aux masses pour les aider à se détourner des mencheviks et des socialiste-révolutionnaires et à rompre avec le gouvernement, afin de les gagner dans la perspective du renversement du gouvernement et des institutions héritées de l'Ancien régime...

En février 1917, les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires remirent le pouvoir à la bourgeoisie, en 2012 en France, le PS n'aura pas à se donner cette peine puisqu'elle détient déjà le pouvoir, il aura juste à faire en sorte d'assurer la stabilité du régime pour que les capitalistes continuent de vaquer tranquillement à leurs affaires... juteuses. Donc aucun soutien à un tel gouvernement. On n'en exigera rien non plus, puisqu'il servira déjà le camp de notre ennemi. Par déformation ou par un procédé d'identification conscient ou inconscient, nos adversaires prêtent volontiers au PS et ses satellites la faculté de pouvoir procéder à un dédoublement de la personnalité qui lui permettrait de servir à la fois les intérêts des capitalistes et ceux de la classe ouvrière, sans évidemment nous expliquer comment il pourrait réussir ce tour de force qui s'apparente à un tour passe-passe, une supercherie supplémentaire pour tromper les travailleurs.

Pour notre part, nous nous en tiendrons à la nature de ce gouvernement, à la politique réactionnaire qu'il appliquera forcément, sans entrer dans des manoeuvres d'appareils, ce que semblent affectionner particulièrement nos détracteurs pour lesquels les apparences comptent décidément davantage que la réalité, les illusions des masses plus que leurs propres certitudes (celle de mes détracteurs) auxquelles ils semblent ne pas tenir autant qu'ils le disent, puisqu'ils s'avèrent incapables de les défendre devant les travailleurs, à moins que leur doute concerne la capacité des travailleurs à vaincre le régime, ceci expliquerait bien cela.

Maintenant si les masses n'ont guère d'illusions sur la volonté du PS et ses satellites de changer la société, subordonnées de longue date au capitalisme il est normal qu'elles aient des illusions dans sa capacité à préserver ou améliorer leur condition dans le cadre du régime, pour cette raison, il nous faudra encore attendre avant d'exiger sa chute.

Notre tâche devrait consister à expliquer aux travailleurs que des partis, des députés et un gouvernement soumis aux besoins des capitalistes ne peut pas satisfaire leurs revendications, et que seul un parti et un gouvernement rompant avec le capitalisme et les institutions politiques du capital serait à même de les satisfaire, ce qui nécessitera que les masses s'organisent, qu'elle construisent le parti qui conduira cette politique conforme à leurs intérêts, autrement dit d'avancer sur la voie du socialisme car il n'existe aucune autre alternative sérieuse et cohérente au capitalisme.

Tenir compte du niveau de conscience politique des masses ne doit pas aboutir à s'alligner sur leurs illusions comme le font tous les partis aujourd'hui qui versent dans le trade-unionisme, les partis se transformant en syndicats en abandonnant toute perspective politique, de la même manière que prendre en compte la place déterminante du parti ne doit pas nous conduire à lancer n'importe quel mot d'ordre n'importe quand.

On pourrait ajouter que ce ne sont pas les travailleurs qui posent des revendications minimums ou grotesques, par exemple une augmentation de salaire équivalente à l'inflation qui ne reflète pas l'augmentation réelle des prix, des impôts ou des taxes, mais les syndicats qui avancent des revendications compatibles avec la survie du capitalisme. Les besoins réels des travailleurs se situent bien au-delà des miettes que les capitalistes pourraient leur concéder dans le cadre du régime. Les prendre en compte, c'est se situer strictement sur leur terrain de classe, c'est surtout les aider à se situer eux-mêmes sur ce terrain, à prendre confiance en eux-mêmes, à estimer légitimes leurs revendications, afin de briser l'idée qu'ils seraient voués à subir encore et encore de nouveaux sacrifices, au nom d'une fatalité qui a pour fonction de les maintenir dans un état de soumission permanent au capital et qui a pris utilement la forme d'une crise dont ils ne portent aucune responsabilité. L'indépendance de la classe ouvrière constitue l'enjeu de la ligne politique que nous devons lui proposer, autant que sa survie.

Quand les dirigeants syndicaux collaborent avec le patronat à la baisse des salaires via la généralisation du chômage partiel.

La négociation sur les accords de flexibilité voulus par le gouvernement et le patronat ne s'est pas achevée vendredi comme

le souhaitait le Medef, qui a finalement proposé aux syndicats de poursuivre les discussions après la présidentielle.

Le Medef espérait une quatrième séance "*conclusive*", elle aura été "*plus brève que prévue*", a commenté le négociateur du patronat Patrick Bernasconi. Celui-ci a indiqué "*entrevoir la possibilité d'un accord*" mais "il faut du temps" encore, a-t-il expliqué pour justifier un prochain rendez-vous le 16 mai.

Pour conclure un accord, l'aval de trois syndicats est nécessaire.

La CFE-CGC a salué "*l'intelligence*" d'un report après l'élection. "*Le nouveau contexte politique peut potentiellement impacter cette négociation*", estime Stéphane Lardy (FO).

"*Le Medef diffère mais ne renonce pas à ses ambitions*", estimait de son côté Agnès Lebot (CGT).

L'enjeu est de faciliter la possibilité pour les employeurs de réduire temporairement, grâce à un accord d'entreprise, le temps de travail et les salaires pour faire face à une chute d'activité, en échange d'une garantie de maintien des emplois.

Déjà possibles, ces accords, inspirés de l'Allemagne, nécessitent jusqu'à présent l'accord individuel des salariés mais ils ne sont pas sans risques pour l'entreprise. En cas de refus d'un salarié, celle-ci doit en effet justifier le motif économique du licenciement et, à partir de dix licenciements, déclencher un plan social.

Du côté du salarié, ces accords dénoncés par la CGT et FO comme un "*chantage à l'emploi*", n'offrent aucune garantie d'emploi. "*Ce qui manque aujourd'hui, c'est la protection du salarié*", "*on négocie pour éviter ce qui est arrivé à Continental*", a rappelé vendredi la CFTC.

Les syndicats ouverts à la négociation (CFDT, CFTC, CFE-CGC) saluent des "*avancées*" du Medef, qui a ouvert pour la première fois la porte à certaines de leurs revendications.

Le projet d'accord "*compétitivité-emploi*" est rebaptisé "*sauvegarde de l'activité et de l'emploi*". "*La discussion est ainsi mieux ciblée sur le cas des entreprises connaissant des difficultés conjoncturelles*", commente Joseph Thouvenel (CFTC).

Le patronat promet d'accepter de discuter de "*sanctions*" en cas de non-respect de l'accord par l'entreprise et de la question d'un "*parallélisme*" de l'effort à consentir par les actionnaires. Les syndicats demandent la suspension de leurs dividendes pendant le temps de l'accord.

Pour les salariés concernés, les "*obligations familiales*" seront à prendre en compte, affirme également désormais le patronat.

La qualification de la rupture du contrat du salarié en cas de refus reste le principal point d'achoppement. Même remodelée, la proposition du Medef d'une rupture "*sui generis*" ne satisfait aucune organisation.

Pour la CGT, cette troisième voie proposée, entre le licenciement pour faute et le licenciement économique, ne sert qu'à "*sécuriser la procédure de licenciement pour le patronat*" pour "*contourner le licenciement économique*".

La CFTC et la CFE-CGC proposent qu'en cas de refus multiples, les licenciements n'entraînent pas l'obligation d'un plan social. Le Medef a promis de "réécrire" l'article.

"*Nous cherchons tous la porte de sortie juridique*", a résumé Marie-Françoise Leflon (CFE-CGC). (AFP 13.04)

Vous aurez remarqué que cette soi-disant négociation a été voulue par le patronat et le gouvernement qui en ont fourni le cadre et le contenu, l'objectif, obtenir une baisse du coût du travail en faisant appel au chômage partiel chaque fois que les capitalistes l'estimeront nécessaire, donc selon leur bon vouloir, leur diktat faisant loi, et que tous les syndicats ont accepté de participer à cette mascarade.

Quand les dirigeants des syndicats acceptent de se placer sur le terrain que les exploiteurs ont défini eux-mêmes, le leur évidemment, cela signifie qu'à l'arrivée les intérêts des travailleurs seront une nouvelle fois bradés.

Pourquoi faut-il rompre avec la BCE, l'UE et éventuellement l'euro ?

La loi de 1973 est adoptée le 3 janvier sur proposition du gouvernement de Pierre Messmer, Georges Pompidou étant président et Valéry Giscard d'Estaing ministre des Finances.

Lorsqu'ils évoquent la «*loi de 1973*», ses adversaires se réfèrent en fait à son article 25, selon lequel «*le Trésor public ne peut être présentateur de ses propres effets à l'escompte de la Banque de France*». «*En clair, l'Etat ne peut plus retirer d'argent auprès de cette dernière comme s'il avait une carte de crédit*», explique l'économiste Alexandre Delaigue (chroniqueur pour Libération).

Est-il possible d'abroger la loi de 1973 ?

Non, car... c'est déjà fait. L'intégralité du texte a été abrogée en 1994, dans le cadre de l'application du traité de Maastricht. Ce dernier reprend toutefois l'interdiction en son article 104 : «*Il est interdit à la BCE et aux banques centrales des États membres […] d'accorder des découverts ou tout autre type de crédit aux [...] administrations centrales des États membres*». Disposition reprise dans les traités ultérieurs, jusqu'à celui de Lisbonne, qui régit aujourd'hui le fonctionnement de l'Union. C'est donc de ce cadre qu'il faudrait s'extraire pour monétiser librement sa dette. (liberation.fr 13.04)

La question essentielle n'est pas quelle monnaie ou quelle banque centrale, mais pour qui, qui détient le pouvoir, les capitalistes ou les travailleurs ?

Toutes les voies mènent à la lutte de classe.

La candidate de Lutte ouvrière (LO) à l'Elysée Nathalie Arthaud indique, dans une interview au Monde publiée vendredi, être arrivée à Lutte ouvrière "*par le catholicisme*". (AFP 13.04)

Personnellement je suis arrivé au militantisme à 21 ans, d'une part parce que je rejetais la société telle qu'elle était, l'idée de devoir reproduire le mode de vie de mes parents qui étaient des travailleurs pauvres était un véritable cauchemar, d'autre part, après avoir été conduit à épouser les paradis artificielles pour mieux supporter ma condition misérable, j'ai compris que cette voie pouvait soulager ma peine ou mettre mes angoisses entre parenthèses temporairement, mais qu'en aucun cas elle ne pouvait constituer un moyen pour changer le monde.

ATTAC, une officine au service du capital.

Selon Dominique Plihon, économiste et président du Conseil scientifique d'ATTAC, «*il est normal de dire que la Banque centrale n'a pas à financer directement les Etats quand tout va bien. En revanche, elle doit le faire en temps de crise*». (liberation.fr 13.04)

Ils l'aiment la BCE, ils ne peuvent pas s'en passer, le vrai visage d'ATTAC.

Quand on analyse les rapports qui existent entre un parti et l'Etat ou entre un parti et les différentes classes qui composent la société, ce qui doit ressortir pour en tirer un enseignement, c'est la tendance générale qui se dégage de ces rapports et non un ou des faits extraits de leur contexte pour définir la nature de ces rapports qui permet ensuite de caractériser ce parti.

ATTAC est dirigée par une floppée de staliniens ou staliniens repentis qui n'ont jamis renié complètement le stalinisme, un pur hasard sans doute.

Quand l'essentiel passe sciemment à la trappe.

Informations ouvrières (IO n°195 page 14) donne la parole à un membre du bureau national du POI, apparemment à un stalinien repenti... à contre-coeur semble-t-il, qui a cru bon d'écrire un article dans lequel il s'emploie à voler au secours de dirigeants staliniens, Thorez, Marty, Tillon, Duclos, Lecoeur, Vermeesch, estimant que "*l'attitude du PCF est pleine d'ambiguïté* à propos de sa position sur la guerre d'Algérie, et devrait pour cette raison profiter du bénéfice du doute, à partir de morceaux choisis de l'épopée sordide de ces dirigeants traitres au mouvement ouvrier.

En réalité, le PCF n'a fait que louvoyer entre la nécessité pour lui de soutenir la politique du Kremlin, dont il était devenu une agence dès le milieu des années 20, et celle de soutenir sa propre bourgeoisie, le tout en devant continuer d'apparaître comme un parti ouvrier, contradiction insoutenable, tâche impossible à accomplir sans se mettre forcément à dos l'un ou l'autre de ces acteurs.

Peu importe les positions qu'il a pu être amené à adopter à un moment ou un autre, les dirigeants du PCF ont toujours agi en contre-révolutionnaire, ils ont toujours été guidés par l'objectif d'interdire à la classe ouvrière de renouer avec les enseignements du marxisme et de la révolution russe et de construire un véritable parti communiste. Qu'ils aient adopté ici ou là des positions correctes ne change absolument rien sur le fond, c'était toujours pour le compte des raisons évoquées plus haut.

Depuis que les staliniens ont pris la direction du PCF, jamais ils n'ont développé une ligne politique conforme au socialisme, en fonction des circonstances ils ont défendu une politique correspondant aux besoins de la politique internationale du Kremlin, de leur propre bourgeoisie ou de leur appareil, et lorsqu'il leur est arrivé de prendre des mesures ponctuelles et limitées conformes

aux intérêts des travailleurs, ce fut toujours sous la contrainte des masses, tandis que leur orientation politique n'avait pas changé sur le fond.

C'est ce qu'il faut retenir pour caractériser précisément la nature de ce parti, son orientation générale, au lieu de procéder par abstractions successives pour redorer son blason et lui trouver des circonstances atténuantes ou des excuses. Honte à ceux qui se livrent à cet exercice criminelle !

Voilà qu'après Bakounine (contre Marx et Engels), les dirigeants trotskistes du POI se font les complices de la réhabilitation du stalinisme (contre Lénine et Trotsky), on n'est décidément pas au bout de nos surprises. Surprises, si l'on veut...

On retiendra quand même au titre de ce qui nous paraît essentiel dans la lutte des classes, que ce n'est pas le PS et le PCF au pouvoir en 1936, puis après la guerre, qui donneront leur indépendance aux Algériens, mais un certain général de Gaulle devenu président de la Ve République. Pour le coup, si l'on suit le raisonnement de l'auteur de cet article, on devrait crier : Vive de Gaulle !

Enfonçons le clou, il n'y a rien d'étonnant à ce que la plupart des dirigeants du PCF se disent aussi gaullistes, comme ceux du PS d'ailleurs, là non plus cela ne tient pas de n'anecdote ou du hasard ou qui sait d'une malencontreuse coïncidence, mais correspond parfaitement à leurs intentions et à leur engagement politique... contre-révolutionnaire.

Achevons le boulot pendant qu'on y est. Comment exliquer que la décolonisation ne s'est pas faite sous des gouvernements de ces partis, sinon qu'ils soutenaient leur propre bourgeoisie qui était farouchement contre. N'est-ce pas là l'essentiel qu'il faut retenir ? Les uns et les autres refont l'histoire à leur convenance et personne ne devrait réagir, mais à quel degré de décomposition en est arrivé le mouvement ouvrier ?

Pour rappel, vérifions quand même que je ne fabule pas, (La France de 1945 à nos jours - Évolution politique, économique, sociale et culturelle - Cned – Académie en ligne -sur Internet) :

- "*... lors des élections à l'Assemblée constituante qui ont lieu ce même 21 octobre 1945 : le PCF avec 26,1 % des suffrages exprimés devient la principale force politique française, le MRP fait une percée flamboyante (23,8 %) et les socialistes obtiennent un score honorable (23,3 %). La gauche triomphe et remporte 80 % des sièges tandis que la droite s'écroule et n'obtient que 15,6 % des voix (43,4 % en 1936).*"

Avec 80% des sièges à l'Assemblée constituante, le PCF et la SFIO (PS) n'ont pas été foutus de donner l'indépendance aux colonies, pas davantage d'avancer vers le socialisme. C'est cela l'essentiel, tout le reste est secondaire et devrait être traité comme tel.

La politique n'est pas une affaire personnelle, mais hélas, c'est ainsi que de nombreux militants la perçoivent, ne les jugeons pas, ils ont déteint sur leurs dirigeants il faut croire.

Actualité en titres

Leur société sécrète la violence.

- 67.161 détenus dans les prisons françaises au 1er avril, nouveau record - AFP

- Mutinerie à la prison de Vezin-le-Coquet: 5 ans ferme pour les meneurs - 20minutes.fr

- Nouveau règlement de comptes à Marseille, le deuxième en 24 heures - AFP

- Dans le Nord, petits arrangements avec la loi dans trois commissariats - LeMonde.fr

- Règlements de comptes sur l'île de Beauté - 20minutes.fr

- Métro parisien: Un homme menace les voyageurs avec une arme - 20minutes.fr

- Le député Patrick Braouezec agressé en pleine rue à Saint-Denis - 20minutes.fr

Le bonheur des uns...

- Le patron d'Exxon a gagné près de 35 millions de dollars en 2011 - Reuters

- Les Grecs vont se serrer la ceinture pour les fêtes de Pâques - AFP

INFOS EN BREF

Politique

Portugal

Le Portugal a ratifié vendredi par voie parlementaire le pacte budgétaire européen qui a fait de la discipline et de la rigueur les principaux instruments pour lutter contre la crise de la dette.

Le parlement portugais a également approuvé le Mécanisme européen de stabilité (MES), destiné à soutenir les pays de la zone euro qui, comme le Portugal, connaissent des difficultés financières.

Le Portugal est devenu ainsi le deuxième pays après la Grèce à ratifier le pacte et le MES, Athènes les ayant approuvés fin mars.

Le vote au parlement portugais n'a posé aucun problème dans la mesure où la coalition de droite, qui dispose d'une confortable majorité, a été soutenue par l'opposition socialiste même si, à l'instar de ses homologues européens, les socialistes portugais estiment que le pacte n'évoque pas assez les mesures en faveur de la croissance et de l'emploi.

Le gouvernement portugais s'est dit "*particulièrement satisfait*" du consensus affiché au parlement par "*près de 90%*" des élus et a souhaité que ses partenaires européens ratifient ces traités "*avec des majorités aussi larges*". (AFP 13.04)

La réaction sert les rangs, c'est la moindre des choses. Pendant ce temps-là, l'air de rien, le plus tranquillement du monde, à croire qu'ils s'en foutent complètement, il y en a encore pour mettre en avant le front unique avec les partis pourris de l'Internationale socialiste. Vive Ben Ali et Moubarak (dont les partis en faisaient partie) ! Et dire que cela ne choque même pas nos anticapitalistes, c'est à se demander franchement ce qu'ils ont dans la tête.

Vous comprenez pourquoi la caractérisation des partis issus de la social-démocratie nous divise... On y reviendra.

Social

1- France

1.1- Liquidation de la Sernam.

Geodis a été retenu vendredi, sans surprise, pour une reprise partielle du transporteur Sernam, avec un peu plus de 800 postes qui pourraient être sauvés sur un total de 1.400.

Le tribunal de commerce de Nanterre a ordonné "*la cession des actifs et des activités de la société Sernam Services aux sociétés Calberson SAS et BMVirolle*", selon une copie du jugement que s'est procurée l'AFP.

Ancienne filiale de la SNCF, le spécialiste de la messagerie avait été privatisé en 2005 et acquis par le fonds Butler Capital. Mais il n'a pas résisté à la concurrence exacerbée du secteur, combinée à la crise économique.

Geodis/Calberson propose "*la reprise de 622 emplois a minima, auxquels pourront s'ajouter 37 emplois sous réserve de l'acceptation par les salariés les occupant d'une modification de leurs contrats de travail relativement à leur lieu de travail*", détaille le tribunal.

S'y ajoutent "*45 postes de travail destinés aux salariés du siège*" de Sernam, 65 postes pour les salariés de sa filiale Aster, ainsi que 62 postes repris par BMV.

Sernam compte encore 1.441 employés, contre 1.600 fin janvier, après les départs liés aux difficultés de l'entreprise.

Geodis avait accepté mardi de mettre davantage sur la table pour la reprise du fonds de commerce de Sernam: 500.000 euros contre 50.000 euros initialement, selon lui (certaines sources ont évoqué une somme de départ de 96 euros), auxquels s'ajoutent 250.000 euros proposés par BMV, sa filiale à 30%.

La marque Sernam ne devrait pas être conservée, Geodis souhaitant intégrer ses activités dans celles de sa filiale Calberson.

Tous les sites d'exploitation ne seront pas repris et pour les salariés non concernés par l'offre de reprise, une cellule de reclassement sera mise en place.

"*Tout le monde est inquiet, on ne sait pas encore qui est repris et qui est licencié*", a témoigné Marie Jego, salariée de l'agence de Reims, l'une des 52 agences Sernam. "*Ca fait mal de voir disparaître Sernam*".

"*Après tous les effort consentis depuis 40 ans, c'est déplorable, on est en colère*", a réagi pour sa part Alain Delpuech, délégué CGT.

La SNCF, où la rotation des salariés est importante, estime à environ 500 les postes qui pourraient correspondre à des profils d'employés de Sernam.

«*C'est joli sur le papier, mais ce ne sont que des promesses*», s'inquiète Patrice Clos, du syndicat Force ouvrière (FO).
Le gouvernement a également mis en place une Bourse de l'emploi avec d'autres transporteurs. «*On devrait recaser tout le monde sans trop de problèmes. La livraison de colis est non délocalisable, l'activité du Sernam va donc se recréer ailleurs*», assure-t-on au ministère des Transports. FO n'y croit pas. Gérard Dutreuilh, délégué CFDT, est plus optimiste : «*J'espère que les acteurs du secteur vont se mobiliser.*»

Les camionneurs sont sur le fil du rasoir, comme l'illustre la sortie de route de Mory, numéro 2 français de la messagerie, repris en novembre par le fonds Caravelle avec 4 200 licenciements à la clé. Pour l'année 2012, c'est l'«*incertitude*», explique Nicolas Paulissen, délégué général adjoint de la Fédération nationale des transports routiers. «*Les prix stagnent et les coûts augmentent. C'est l'effet ciseau. Et il faut ajouter à cela la volatilité des prix de l'essence…*» se lamente-t-il.

Les mois de janvier et février ont connu une forte hausse des défaillances d'entreprises, surtout chez les PME. (liberation.fr et AFP 13.02)

A l'arrivée, il risque d'y avoir des centaines d'ouvriers qui vont rester sur le carreau, et le délégué FO s'exclame guilleret c'est "*joli*", on se demandera ce qu'il lui faudrait pour que cela soit laid ou insupportable, qu'il soit viré à son tour par exemple ?

1.2- Etat carcéral.

Le nombre de détenus dans les prisons françaises a atteint un nouveau record historique le 1er avril, avec 67.161 personnes incarcérées, selon les statistiques mensuelles de l'Administration pénitentiaire (AP) publiées ce vendredi. (20minutes.fr 13.04)

2- Italie

Des milliers de manifestants ont défilé sous la pluie vendredi dans le centre de Rome pour dénoncer la réforme des retraites du gouvernement de l'ancien commissaire européen Mario Monti, adoptée en décembre dernier.

La CGIL, la principale centrale syndicale du pays, avait appelé à cette manifestation avec la CISL et l'UIL, deux confédérations plus modérées.

Cette mobilisation illustre un mécontentement grandissant contre les réformes économiques du gouvernement de "*techniciens*" formé à la fin de l'an dernier par Mario Monti pour faire face aux défis budgétaires.

"*Ce sont des technocrates qui jonglent avec les chiffres sans se rendre compte que, derrière ces chiffres, il y a la vie de millions de gens*", a déclaré l'un des manifestants, Antonio Lupano, 58 ans, ancien ouvrier du livre aujourd'hui à la retraite.

La ministre du Travail, Elsa Fornero, estime que 65.000 salariés prenant une retraite anticipée seront affectés par les réformes en cours, qui relèvent notamment l'âge légal de la retraite dans certains secteurs.

Elle affirme que les amendements au projet originel permettront d'assurer une couverture sociale adaptée à toutes les personnes concernées. Mais pour les syndicats, ce sont 300.000 salariés qui risquent de se retrouver du jour au lendemain sans emploi ni retraite.

Le mécontentement est également nourri par le projet de loi sur la réforme du code du travail italien, que le gouvernement souhaite faire adopter avant l'été et qui prévoit un assouplissement des règles de licenciement. (Reuters 13.04)

Economie

1- Banque, institutions financièrex, multinationales.

1.1- Selon un document déposé auprès de l'autorité boursière, la Securities and Exchange Commission (SEC), le PDG de Goldman Sachs Lloyd Blankfein a perçu une rémunération globale de 16,2 millions de dollars l'an dernier, en augmentation de 14,5% par rapport à 2010. (Reuters 13.04)

1.2- JPMorgan Chase a annoncé vendredi une baisse de 3% de son bénéfice net trimestriel, malgré la reprise récente dans le trading et les fusions-acquisitions mais une augmentation de son bénéfice par action, conséquence des rachats de titres effectués ces derniers mois.

La première banque américaine par l'actif a publié au titre du trimestre janvier-mars un résultat net de 5,4 milliards de dollars (4,1 milliards d'euros).

Wojtek Zarzycki, responsable de l'investissement chez Optimal Investing à Toronto, souligne que l'action a tellement monté au premier trimestre - elle est en hausse d'environ 30% depuis le début de l'année - qu'elle risque de ne pas beaucoup évoluer à court terme. (Reuters 13.04)

1.3- Wells Fargo a annoncé vendredi une hausse de son bénéfice au premier trimestre, à la faveur de résultats solides dans le crédit immobilier et d'une diminution des provisions pour créances douteuses et irrécouvrables.

La quatrième banque américaine a fait état d'un bénéfice net de 4,25 milliards de dollars. Le produit tiré des crédits immobiliers, dont Wells Fargo est le leader aux USA, a représenté 2,8 milliards de dollars.

"*Wells Fargo a livré des résultats exceptionnels au premier trimestre, grâce à une forte croissance de nos revenus*", commente le directeur général John Stumpf dans un communiqué. (Reuters 13.04)

1.4- Le directeur général d'Exxon Mobil, Rex Tillerson, a reçu une rémunération globale de 34,9 millions de dollars (26,5 millions d'euros) l'an dernier, soit 20% de plus qu'en 2010, annonce le groupe pétrolier américain dans un document boursier. Le patron du pétrolier concurrent Chevron, John Watson, s'est vu attribuer 24,7 millions de dollars, soit une augmentation de 52%. (Reuters 13.04)

1.5- La Banque de France (BdF) a enregistré en 2011 un bénéfice net de 1,57 milliard d'euros, en chute de 38%, un recul essentiellement attribuable à la mise en réserve d'une part importante du résultat pour renforcer la structure financière de l'établissement.

Le résultat d'exploitation atteint ainsi le plus haut niveau de l'histoire de la banque, à 5,65 milliards d'euros (+25%), en grande partie alimenté par la forte augmentation des placements à long terme, "*en raison notamment des opérations de politique monétaire exceptionnelles menées par l'Eurosystème en réponse à la crise financière*", selon un communiqué publié vendredi.

"*En intervenant pour faire face à la crise, les banques centrales se sont exposées à un certain nombre de risques, à commencer par ceux qui sont liés à l'expansion de leur bilan*", souligne l'établissement.

L'actif a progressé de 228 milliards d'euros (+47%), à 709 milliards.

"*Nous avons plus de revenus, mais nous avons aussi plus de risques*", a expliqué le gouverneur, tout en insistant sur le fait que les risques "*pouvaient venir de toutes les parties (du) bilan*", y compris des actifs autres que la dette souveraine.

"*Il n'y a pas de risques identifiés*", a-t-il néanmoins tempéré. "*Sinon, on aurait passé des provisions*", a-t-il expliqué.

Le Conseil général de la banque a décidé de verser un dividende de 877 millions d'euros à l'Etat, qui s'ajoute au paiement de 2,014 milliards au titre de l'impôt sur les sociétés. (AFP 13.04)

Ils ont augmenté les risques sans recourir à des provisions pour se couvrir, mais surtout pour présenter un bilan convenable permettant de reverser quelque 3 milliards d'euros à l'Etat, donc améliorer le bilan de ce dernier...

2- Espagne

Les banques espagnoles ont emprunté un montant record de 316,3 milliards d'euros auprès de la Banque centrale européenne (BCE) en mars, les établissements du pays étant de fait exclus des marchés de gros, annonce vendredi la Banque d'Espagne.

Le total du mois dernier est presque deux fois supérieur à celui de février, qui, à 169,8 milliards d'euros, constituait déjà un record.

A la suite de ces données, le rendement des obligations espagnoles est reparti à la hausse, de 11 points de base, à 5,93%, entraînant dans sillage le rendement italien.

"*Des coûts de financement élevés et un accès inégal aux marchés risquent de poser de sérieux défis aux banques espagnoles pendant un certain temps, qui viennent s'ajouter à la pression que feront peser sur les bénéfices des charges de dépréciation plus sévères, des exigences en capital plus élevées et un environnement plus difficile*", avait souligné Fitch dans un note publiée mercredi.

Le gouvernement espagnol a demandé début février aux banques de lever 50 milliards d'euros supplémentaires afin de se protéger des conséquences de la crise immobilière.

Les banques espagnoles et celles d'autres pays dits périphériques ont pu résoudre leurs difficultés de financement à court terme grâce aux deux opérations de refinancement à trois ans lancées en décembre et en février par la BCE, pour un total de plus de 1.000 milliards d'euros.

Mais, l'effet de ces mesures semble s'estomper, et avec la décision de ne pas respecter son objectif de déficit budgétaire 2012, la situation des comptes de l'Espagne revient sur le devant de la scène. (Reuters 13.04)

Haut de page

Le 15 avril

CAUSERIE

Rectificatif. Dans ma causerie d'hier, à propos du soutien du *Financial Times* à Hollande, il fallait lire la City et non Wall Street.

Ma connection Internet est toujours trop lente pour visualiser correctement des vidéos, sauf à certaines heures, j'ai ainsi pu voir en direct quelques morceaux du meeting de Mélenchon à Marseille. Un succès assurément, je ne parle pas du contenu de son discours digne d'un secrétaire général du PCF, mais de la participation.

La différence entre un meeting de Mélenchon et un meeting de ses concurrents de gauche, c'est que ces derniers emploient la terminologie de leur parti car ils s'adressent principalement à leurs propres militants dans la salle ou en plein air, alors que Mélenchon emploie un langage davantage populaire tout en faisant passer sa politique.

Mélenchon l'ilusionniste mérite bien qu'on le traite de populiste, démagogue manipulateur des masses, il en a encore fait la démonstration hier à Marseille en mettant en scène sa chère "*patrie*" et son cher "*drapeau*", celui des Versaillais, de la réaction.

Il n'y a pas de "*troisième voie*" possible entre le capitalisme et le socialisme. Le programme du FdG consiste à réhabiliter le réformisme mort et enterré depuis le début des années 80, réformisme financé précédemment dans les pays dominants par l'exploitation à outrance des masses des pays dominés, soutenu et encouragé par nos braves révolutionnaires internationalistes ayant cessé de combattre pour la révolution socialiste et qui appelleront logiquement à voter Mitterrand en 81.

Une fois passé l'enthousiasme aveugle suscité par ses discours lors de la campagne électorale, il est fort probable que la baudruche du FdG se dégonfle au lendemain des législatives aussi rapidement qu'un soufflé met à retomber quand il refroidit, non sans entraîner quelques difficultés à leurs dirigeants aux prises avec leurs bases... Comment pourrait-il en être autrement le PG n'ayant aucune assise ou si peu au sein de la classe ouvrère, et le PCF n'inspirant pas vraiment confiance aux travailleurs qu'ils n'ont pas l'intention d'organiser pour les dresser contre le régime.

Le PG a été fondé pour faire barrage au POI principalement, accessoirement au NPA. Il a repris la méthode du POI en se tournant vers les adhérents et les élus du PS et du PCF qui ne se reconnaissaient plus dans ces partis. Il a repris à son compte les principaux thèmes des satellites du PS, le PCF et EE-Les Verts, mais aussi du POI, il a littéralement vampiriser ces partis pour les affaiblir pour le compte... du régime en place.

De nos jours, le réformisme rimant avec impasse ou impuissance sert les intérêts de la réaction à moyen et long terme, dans la mesure où il sert essentiellement à renforcer l'idée dans la tête des travailleurs que finalement il est impossible de changer la société, même à la marge. Après avoir ranimé chez des millions de travailleurs l'espoir qu'une vie meilleure était possible, la chute, le désespoir ou la dépression qui s'en suivra n'en sera que plus brutale ou violente, une fois totalement désarmé et

abandonné à leur sort, le terrain étant déblayé, libre pour la réaction, il ne restera plus au capital qu'à passer à l'offensive.

Le réformisme, qui autrefois pouvait jouer un rôle progressiste dans la lutte de classe en ouvrant la voie à la mobilisation des masses, s'est asséché, vidé de sa substance, un cadavre, il lui fallait un tribun de talent pour donner l'illusion qu'il pouvait renaître de ses cendres en s'appuyant comme toujours sur les attentes et l'ignorance des masses et des militants gangrenés par des décennies de collaboration de classes et l'impossibilité d'entrevoir l'avenir au-delà du capitalisme, il l'a trouvé dans la personne de Mélenchon.

Le socialisme découle du développement historique du capitalisme qui a connu plusieurs phases et étapes depuis le XIXe siècle. Au cours du XXe siècle, il a connu une évolution à l'échelle mondiale, tant sur le plan économique que politique, modifiant à plusieurs reprises les rapports entre les classes et à l'intérieur des classes.

Certains rapports économiques issus du développement du capitalisme entre la moitié du XIXe et le dernier tiers du XXe siécle ont connu des bouleversements tels qu'il n'est plus possible de les considérer de la même manière, sauf à le nier, à vouloir faire tourner la roue de l'histoire à l'envers, à défaut pour la classe ouvrière de trouver les moyens de se doter d'une nouvelle direction politique pour en finir avec le capitalisme.

Jusqu'à il y a peu, les pays dominants produisaient et exportaient vers les pays dominés. Puis, les pays dominés se sont mis à produire et à exporter vers les pays dominants. Ensuite, les pays dominés ont continué à produire tout en développant leur marché intérieur ou régional. J'ai volontairement laissé de côté l'extraction des matières premières pour simplifier notre démonstration. Jusqu'à présent le coût du travail ou le coût de production dans les pays dominants trouvait une correspondance dans le niveau de vie des travailleurs. Pour faire court, disons qu'au niveau des salaires correspondait un niveau de consommation de marchandises et services. Ces marchandises étant dorénavant produites dans des pays où le niveau de vie moyen de la population est plus bas que dans les pays dominants, elles sont produites à un coût plus bas que dans les pays dominants. Ces marchandises moins chères et dégageant un énorme profit peuvent être commercialisées dans les pays où elles sont produites et trouver preneur auprès de la classe moyenne en pleine expansion ou chez les travailleurs qui ont de plus en plus accès au crédit, processus qui se trouve amplifié par la démographie favorable au pays où la production est concentrée. Petit à petit, la production de ces marchandises est abandonnée dans les pays dominants, car trop coûteuse ou pas suffisamment rentable.

La mise en concurrence des travailleurs du monde entier dans pratiquement tous les secteurs économiques a pour conséquence de privilégier la production dans les pays où le coût de la force de travail est le plus bas. Maintenant, pourquoi cela devrait-il impliquer une régression du niveau de vie des travailleurs dans les pays dits développés ? Il pourrait en être autrement si le coût réduit de la production dans les pays émergents était répercuté sur le prix de vente des marchandises en occident, mais ce n'est pas le cas, les capitalistes s'alignant sur les prix pratiqués dans les pays dominants pour engranger des profits gigantesques ; on pourrait concevoir que les prix des mêmes marchandises pourraient être divisés par 2 ou 3, voire davantage encore, mais il est difficilement concevable d'imaginer que les capitalistes décideraient de se passer de cette opportunité extraordinaire au profit des travailleurs, ce ne sont pas des philanthropes.

Ceux qui prônent le partage des richesses avant même d'avoir liquidé le capitalisme, oublient ou feignent d'oublier la nature du capitalisme qui s'oppose à l'idée de justice sociale. Leurs désirs auraient force de loi, alors que ce sont les rapports sociaux de production qui la déterminent

De plus, menant une lutte de classe féroce, y compris entre eux, les capitalistes ne sont pas disposés à s'asseoir sur des profits si facilement gagnés. Leur approche stratégique du marché (mondial) pour en tirer le maximum de profit est différente d'un continent à l'autre. Prenons un pays comme la France. Comment s'y prenne-t-il pour en prendre le contrôle et imposer leur objectif ?

Ils commencent par vendre un produit moins que leurs concurrents qu'ils conduisent à la faillite ou qu'ils rachètent. Le consommateur qui économise sur l'achat d'une marchandise se retrouve donc avec une somme d'argent inutilisée (provisoirement). Les capitalistes peuvent estimer que cette somme est superflue, leur objectif n'est pas que les producteurs s'enrichissent ou vivent mieux. Quelque part cela signifie qu'ils pourraient continuer de vivre comme avant avec un salaire moindre, leurs salaires sont trop élevés puisqu'ils dépensent moins et économisent ou peuvent s'acheter quelque chose d'autre dont ils se passaient entre très bien hier. Il faut donc trouver le moyen de leur prendre cette masse d'argent superflue, même si elle est infime, sur le volume cela représentera des milliards d'euros ou de dollars sur lesquels les capitalistes entendront mettre la main, les politiques d'austérité mises en place y contribueront utilement par exemple.

Puis les prix de ces produits se remettent à augmenter prenant à la gorge ceux qui ont vu entre temps leur rémunération stagner ou diminuer, s'ils ne sont pas trop endettés, il leur restera ce recours pour continuer de vivre comme avant, en sacrifiant forcément autre chose au passage, la nourriture, la santé, la culture ou les loisirs, etc., dans tous les cas de figure ils se seront appauvris.

Par ailleurs, le développement de la production capitaliste ne peut qu'aiguiser la lutte des classes dans les pays où la main d'oeuvre est particulièrement bon marché, les producteurs exigeant leur part de la plus-value dégagée par la mise en oeuvre de leur force de travail, ce qui se traduira par des hausses de salaires qui leur permettront d'accéder à des secteurs du marché dont

ils étaient exclus jusqu'à présents, alimentant ou permettant au marché intérieur de croître.

Du point de vue des capitalistes, un consommateur chinois à plus de valeur qu'un consommateur occidental, même si ce dernier à un niveau de vie supérieur, car le consommateur chinois est également le producteur le plus exploité qui dégage le plus de profit, là encore, ce qu'ils perdent en profit du fait que les marchandises sont vendues à un prix plus bas, ils le regagnent sur le volume avec un marché de plus d'un milliard de consommateurs potentiels, sans compter leurs semblables dans la région, Inde, Pakistan, Bangladesh, Indonésie...

Autre avantage du travailleur/consommateur chinois ou son semblable pour les capitalistes, il n'a pas l'expérience et donc la culture du consommateur occidental, il achète n'importe quoi sans être trop regardant sur le rapport qualité/prix, c'est que j'observe en Inde. Mieux encore, en Chine ou en Inde l'inflation est galopante, les travailleurs qui achètent un bien d'équipement doivent obligatoirement passer par un emprunt à un taux prohibitif qui enrichissent les banquiers ou les organismes de crédit.

En conclusion, on aura compris que les travailleurs/consommateurs des vieux pays capitalistes ne présentent plus aucun intérêt pour les capitalistes qui lorgent du côté de la Chine, de l'Inde, du Brésil, du Mexique, de l'Argentine, etc. où le marché se développe et leur promet des profits mirobolants à court et moyen terme.

Au cas où nous ne parviendrions pas à renverser le capitalisme en Europe, les travailleurs sont voués à connaître une paupérisation croissante. Pourquoi la BCE est-elle si attachée à la maîtrise de l'inflation ? Afin d'éviter des hausses de salaires en premier lieu, ensuite parce qu'à la stagnation ou à la baisse des prix correspond la baisse de la valeur de la force de travail qui permet aux capitalistes de continuer à accumuler des profits.

En gros, plus le prix d'une marchandise baisse, moins il faut d'argent pour l'acquérir, donc il serait possible de l'acquérir avec un salaire plus bas. Plus les salaires sont élevés, plus il est possible de couvrir vos besoins, y compris des besoins superflus ou qui n'existait pas hier encore. La stagnation ou la baisse des salaires vous conduit à restreindre vos dépenses, donc à faire l'impasse sur certains besoins, à vous priver. Au prix de vente de votre force de travail correspond à ce qui est socialement nécessaire pour la reproduire, formule qui signifie que votre salaire correspond grosso modo à ce qui est nécessaire pour satisfaire vos besoins élémentaires, voire au-delà, habitation, alimentation, habillement, etc. Le prix de vente de votre force de travail tend naturellement en régime capitaliste à correspondre au minimum nécessaire pour la reproduire.

C'est ce facteur déterminant que les capitalistes ont en permanence en ligne de mire dans le combat qu'ils mènent contre le prolétariat mondial. Les capitalistes font la chasse à tout ce qui est superflu selon eux et qui se situe au-delà de ce minimum vital. En développant la production dans des pays où le coût de la main d'oeuvre est bon marché, ils s'en rapprochent, alors qu'ils s'en écartent en produisant en Europe.

Cette tendance devrait se renforcer dans les années à venir... Les capitalistes considèrent désormais le prolétariat européen comme un boulet inutile ou nuisible à leurs intérêts, dont il faut se séparer ou saigner à blanc de manière à maintenir ou augmenter leurs profits. (A suivre)

Un petit creux, c'était samedi hier, on va se faire quelques citations pour se détendre (http://www.evene.fr/citations/).

Albert Einstein

- « *Ceux qui aiment marcher en rangs sur une musique : ce ne peut être que par erreur qu'ils ont reçu un cerveau, une moelle épinière leur suffirait amplement.* »

Ou un tube digestif !

- « *La possession de merveilleux moyens de production n'a pas apporté la liberté, mais le souci et la famine.* »

D'où la nécessité d'exproprier ceux qui les possèdent.

- « *L'enseignement devrait être ainsi : celui qui le reçoit le recueille comme un don inestimable mais jamais comme une contrainte pénible.* »

Faudrait-il encore que celui qui enseigne en ait conscience, ce qui n'est pas le cas généralement malheureusement.

- « *C'est la personne humaine, libre et créatrice qui façonne le beau et le sublime, alors que les masses restent entraînées dans une ronde infernale d'imbécillité et d'abrutissement.* »

D'où la nécessité de briser nos chaînes et de revendiquer le meilleur et non des miettes tombées de la table des nantis.

- « *Celui qui ressent sa propre vie et celle des autres comme dénuées de sens est fondamentalement malheureux, puisqu'il n'a aucune raison de vivre.* »

On pourrait dire aussi que la plupart des gens passent leur temps à essayer de donner un sens à leur vie sans jamais y parvenir, parfois ils arrivent a s'en convaincre, mais cela ne dure pas.

- « *Rare est le nombre de ceux qui regardent avec leurs propres yeux et qui éprouvent avec leur propre sensibilité.* »

Faudrait-il que l'homme commence par admette son ignorance pour évoluer et penser par lui-même.

Victor Hugo

- « *Il vient une heure où protester ne suffit plus : après la philosophie, il faut l'action.* »

On ne saurait mieux dire : apprendre pour comprendre et comprendre pour agir. (Lénine)

- « *Faire rire, c'est faire oublier. Quel bienfaiteur sur la terre, qu'un distributeur d'oubli !* »

Cela permet aussi de faire entendre des vérités auxquelles on reste sourd le reste du temps.

Voltaire

- « *L'homme est né pour l'action, comme le feu tend en haut et la pierre en bas.* »

L'action précède le verbe, comme l'homme a précédé dieu, sa création.

- « *Rien ne se fait sans un peu d'enthousiasme.* »

Faut-il encore croire en quelque chose.

- « *Un jour, tout sera bien, voilà notre espérance Tout est bien aujourd'hui, voilà l'illusion.* »

L'ignorance est mère de toutes les illusions.

- « *Il vaut mieux hasarder de sauver un coupable que de condamner un innocent.* »

On ferait mieux d'accorder le bénéfice du doute au socialisme, plutôt que de soutenir le capitalisme dont la culpabilité est avérée.

Friedrich Nietzsche

- « *La conscience est la dernière et la plus tardive évolution de la vie organique, et par conséquent ce qu'il y a de moins accompli et de plus fragile en elle.* »

On en a encore la preuve avec cette mascarade d'élection présidentielle.

On pourrait terminer dans la bonne humeur, donc en musique (vidéo), hard rock et underground, oreilles sensibles et aigris s'abstenir. Il y a 47 ans environ, j'avais 10 ans, je découvrais Jimi Hendrix à la télé, à l'époque de l'ORTF, j'ai tout de suite adopté cette musique d'un lyrisme et d'une puissance à couper le souffle, j'en avais la chaire de poule. Depuis rien n'a changé, la relève a été assurée pour notre plus grand bonheur...

A côté le rock français, c'est vraiment de la merde, c'est tellement vrai que les rares musiciens talentueux vont jouer dans des groupes anglais ou américains (un de mes potes était parti jouer (clavier) avec F. Zappa). C'est une question d'état d'esprit semble-t-il, les Français sont repliés sur eux-mêmes et manquent d'inspiration, elle s'épuise à défaut de se renouveler, alors que les Anglais et les Américains sont tournés vers le monde, ils ont conservé l'état d'esprit des siècles passés à la conquête de nouvelles découvertes ou de nouveaux espaces, c'est d'ailleurs l'un des rares avantages qu'on leur accordera.

Steve Vai (Incredible Guitar Performance)
http://www.youtube.com/watch?feature=player_detailpage&v=j_7iRZzlSzI

Guitar Legends 1992 - Full Concert (Joe Satriani)
http://www.youtube.com/watch?v=UhhYqr44LfU&feature=player_detailpage

Yngwie Malmsteen - Live In Brazil 1998 (full concert)
http://www.youtube.com/watch?feature=player_detailpage&v=rLy2D5r8crk

Lou Reed- Transformer [Full Album]
http://www.youtube.com/watch?v=0RUnf8vKlMc&feature=player_detailpage

INFOS EN BREF

Social

Indonésie

L'équipementier sportif allemand Adidas est mis en cause samedi par le quotidien *The Independant* sur les conditions de travail des Indonésiens fabriquant la tenue des bénévoles des jeux Olympiques 2012, une accusation prise "*extrêmement au sérieux*" par les organisateurs.

Selon le quotidien britannique, les produits réalisés pour équiper les bénévoles, mais également les athlètes britanniques, sont réalisés pour le compte Adidas dans neuf usines indonésiennes où les ouvriers travaillent jusqu'à 65 heures par semaines pour des salaires de 42 centimes d'euro par heure.

"*Les ouvriers évoquent des salaires pitoyables, des objectifs de production déraisonnables, des horaires épouvantables et même des carrément des abus*", ajoute le journal. (AFP 14.04)

Haut de page

Le 16 avril

CAUSERIE

Commençons notre causerie là où nous l'avons laissée hier, dans un autre registre mais tout aussi génial, on a ainsi l'impression de se rapprocher un peu de notre idéal.

Horowitz Live in Vienna (1987)
http://www.youtube.com/watch?v=Nz26IpXtIT4&feature=player_detailpage

Horowitz Plays Rachmaninov: Piano Concerto No.3 - 1978 (NYP Orchestra / Zubin Mehta, Conductor)
http://www.youtube.com/watch?v=ua5E9HbhhnA&feature=player_detailpage

Menuhin & Kempff Beethoven sonata's for violin and piano.
http://www.youtube.com/watch?feature=player_detailpage&v=ENgL1sMs6hE

Michelangeli Plays Chopin (RAI 1962)
http://www.youtube.com/watch?feature=player_detailpage&v=ekbXF3eFvC0

Quelle merveille ! Bon dimanche à tous.

Bruit de campagne

Tout petit, petit, petit...

En meeting place de la Concorde à Paris ce dimanche, le président-candidat a pris soin, alors qu'il serrait quelques mains, de retirer sa montre d'un geste furtif pour la cacher dans sa poche, à l'abri des convoitises. (20minutes.fr 15.04)

J'ai visionné la vidéo, c'est exact. Pauvre type ! Si nous pouvions le pendre en place publique, on paierait les frais en refourguant

sa Rollex !

Wall Street. Franchement, il n'y a pas vraiment lieu de s'inquiéter

Wall Street voit "*une source d'incertitude réelle mais mineure*" dans l'éventualité de l'élection de Hollande, selon 20minues.fr hier.

Selon Ray Attrill, cambiste chez BNP Paribas Americas, «*la demande en bons du Trésor français est restée relativement forte ces deux derniers mois. Il n'existe donc pas vraiment de signe tangible sur le marché prouvant que les investisseurs*» s'alarment de l'issue de l'élection française.

L'attention va revenir sur «*la situation politique en France car les marchés (...) qui n'ont aucune pitié en ce moment pour toute faiblesse au niveau économique (...) vont profiter de la période d'incertitude*» qui prévaudra nécessairement entre les deux tours pour spéculer, explique Gregori Volokhine, stratège du cabinet de gestion Meeschaert New York.

Au-delà de ces réactions instantanées, peu de mouvements sont à attendre à plus long terme, selon les analystes, pour qui le nouveau candidat élu ne disposera de toute façon que d'une marge d'action limitée pour changer de cap. «Les discours prononcés pendant la campagne, perçus comme étant hostiles à l'euro, hostiles à l'austérité budgétaire, vont disparaître très rapidement après l'élection car les circonstances dicteront à la gauche jusqu'où elle peut aller, et cela risque de ne pas être très loin», observe David Gilmore, économiste chez Foreign Exchange Analytics. (20minutes.fr 15.04)

M'PEP. Manipulation. Double langage. Les staliniens aux commandes. Tout et son contraire.

Comment faire croire qu'on est pour l'annulation de la dette ... alors qu'on est contre. Soumission au capital : mode d'emploi en deux actes.

1- Annulation dans le titre d'un tract du M'PEP datée du 9 avril (sur Internet) : *Annuler la dette publique !*

2- Remise en cause de cette annulation à l'intérieur de ce tract : "*La première mesure que doit prendre un gouvernement de gauche est d'annoncer le défaut de paiement et la restructuration de la dette !*"

C'est clair : qui dit "*restructuration*" ne dit pas "*annulation*". Mieux encore, il faudrait verser de l'argent aux gangsters de la finance qui ne se sont suffisamment engraissés sur notre dos : "*Les banques et compagnies d'assurance doivent être renationalisées à moindre (juste) coût.*".

On rappellera à ces philistins que l'argent des banques et des compagnies d'assurance ou autres institutions financières est le nôtre, à notre connaissance le banquier ou l'assureur ne produit absolument aucune richesse. Par conséquent, on ne leur doit pas un centime, en revanche, quand bien même qu'on leur aurait tout pris, ce seraient eux qui nous devraient encore l'argent qui a été mis à leur disposition par l'Etat ou la BCE avec l'accord de l'Etat et qu'ils ont dilapidé dans la spéculation, auraient-ils fini de nous rembourser qu'il devrait encore payer pour avoir racketté la population pendant tant de décennies et avoir bien vécu sur son dos.

Ce n'est pas fini : "*Il ne faut rembourser que partiellement les autres créanciers, en fonction de leur rôle dans la spéculation et de leur richesse : banques, fonds spéculatifs...*", ben voyons !

Faire vivre le PCF. Une stratégie de division, de capitulation et de défaite qui porte un nom tristement célèbre : le Front Populaire.

Ici la méthode est différente, il s'agit de mettre en avant une question pour en occulter une autre autrement plus déterminante. Certes, chacun a bien conscience que la question de sortir ou non de l'UE est importante, faut-il encore ne pas la traiter comme une abstraction et la replacer dans son contexte, à savoir quel sort on réserve à la Constitution de la Ve République dont dépendent tous les traités signés avec l'Union européenne et dont dépend l'existence même de cette institution européenne du capital.

La question de la sortie ou non de l'UE présente un intérêt pour les travailleurs, uniquement dans la mesure où elle serait assortie des conditions pour rompre avec le capital qu'incarne l'existence des institutions de la Ve République. La rupture avec l'UE ne signifierait pas forcément la rupture avec le capital indispensable pour avancer vers le socialisme, ce que confirment les programmes de tous les partis ouvriers.

Par contre, l'abolition des institutions de la Ve République poserait directement la question de la remise en cause des rapports sociaux de production sur lesquels repose le capitalisme, donc mettrait directement à l'ordre du jour la rupture avec le capitalisme et poserait les bases d'une réorganisation de la production et de la distribution des richesses en fonction des besoins de la population, une fois les capitalistes et actionnaires expropriés sans percevoir le moindre centime, ce qui ne figure pas au programme du PG ou du PCF.

Le refus de fixer cette orientation et cet objectif politique aux travailleurs qui permettrait de les rassembler pour vaincre leur ennemi, ne peut que se traduire par une orientation et un objectif destinés à les diviser, ce qu'incarne la perspective d'un Front populaire synonyme des pires défaites qu'ait connu le prolétariat, qui dans le passé n'a fait que frayer la voie à la guerre, au fascisme, au retour au pouvoir du parti officiel de l'ordre pendant de longues années.

Pourquoi le Front populaire divise-t-il les travailleurs et est-il synonyme de défaite ?

La principale caractéristique du Front populaire, c'est de refuser de s'attaquer aux fondements du capitalisme et aux institutions politiques du capital auxquels les partis qui le composent sont totalement soumis, il est donc la négation d'un gouvernement ouvrier. Une fois parvenu au pouvoir avec le soutien de la majorité de la classe ouvrière, dont les illusions se confondent avec ce gouvernement, ce dernier n'engageant pas une politique en rupture avec le capitalisme sera dans l'incapacité de satisfaire les revendications sociales des travailleurs qui, petit à petit ou rapidement cesseront de le soutenir avant de s'en détourner, dès lors, ce gouvernement affaibli et attaqué de toutes parts, la réaction n'aura plus qu'à se baisser pour reprendre le pouvoir, mieux encore, c'est le gouvernement de Front populaire qui l'appellera lui-même à l'aide.

Ainsi, c'est le Front populaire qui organise lui-même sa chute, on pourrait dire avant même d'exister puisque son orientation contre-révolutionnaire figure dans les projets des partis qui y participeront.

Comment le Front populaire se présente-il pour tromper militants et travailleurs ? Question que l'on ne peut aborder sans en poser une autre : Qui détient le pouvoir ?

Le Front populaire se présente comme un gouvernement ouvrier prétendant représenter l'intérêt général, mais comme il n'a pas l'intention de rompre avec le capital, l'intérêt général dont il est question ici coïncide forcément avec celui de la classe qui détient réellement le pouvoir, celle des capitalistes.

Le Front populaire n'est donc pas un gouvernement ouvrier, mais du capital, puisqu'il préserve ses intérêts au lieu de s'y attaquer.

Rompre avec l'UE n'offre aucune garantie à la classe ouvrière qu'une politique conforme à ses intérêts pourrait être mise en oeuvre. L'abolition de la Constitution de la Ve République n'en constitue pas une non plus comme on l'a vu plus haut, il faut y associer la liquidation de la totalité des institutions, donc de l'Etat bourgeois, pour se donner les moyens politiques d'avancer vers la constitution d'un Etat ouvrier, le socialiste, car la conservation des institutions de la Ve République sous une forme ou une autre, en les renommant VIe République par exemple, constitue un obstacle à tout changement de société, dans la mesure où elles ont pour rôle de légitimer les rapports sociaux de production et d'échange existant, de fournir un support juridique et légal à la dominantion de classe des capitalistes sur la classe ouvrière.

Il est facile de concevoir qu'il sera impossible de construire un nouvel Etat, ouvrier, une République social ou socialiste, aussi longtemps que l'Etat bourgeois demeurera en place. On ne peut pas concevoir que deux Etats coexistent dans le même pays, c'est un non-sens, à l'état embryonnaire c'est possible, mais pas au-delà, uniquement lorsqu'il existe une situation de double pouvoir, de la même manière que ne peut pas coexister (durablement) dans le même pays deux modes de production par définition antagoniques, l'un basé sur la propriété privée des moyens de production, l'autre sur la propriété collective.

Il y en a qui considèrent que le capitalisme d'Etat incarnerait de manière embryonnaire le passage du capitalisme au socialisme, et qu'il suffirait de lui donner plus de consistance pour passer au socialisme, alors qu'en réalité le capitalisme d'Etat sert en premier lieu les intérêts des capitalistes qui n'ont pas envie d'investir lourdement dans des secteurs économiques réputés déficitaires ou qui par leur nature n'ont pas en principe vocation à dégager du profit, santé, éducation, etc.

J'ai pris soin de préciser "en principe", car l'évolution du capitalisme mondiale qu'incarne la marchandisation poussée à l'extrême conduit à la privatisation des services jusque là assurés par l'Etat corrrespondant à la prise en charge des besoins sociaux élémentaires de la population. On s'aperçoit que le capitalisme d'Etat correspond à la fois à une étape du développement du capitalisme et de ses besoins et aux rapports existant entre les classes à un moment donné de la lutte des classes, qui loin de préfigurer l'Etat ouvrier de demain, qui, dès lors qu'il amorçait une nouvelle étape et que les rapports entre les classes lui étaient plus favorables, le capitalisme liquidait, privatisait les entreprises d'Etat et les services sociaux.

Ainsi le capitalisme d'Etat ne peut constituer ni la base d'un Etat ouvrier ni s'inscrire pas dans dans cette perspective, parce que fondamentalement sa nature est liée à celle du régime, le capitalisme. C'est d'autant plus vrai ou évident que le fonctionnement sur le plan financier des entreprises d'Etat ou les services publics ou sociaux dépendent des banques et des institutions qui vous l'admettrez incarnent au plus haut niveau le capitalisme.

Vous me direz qu'il y en a qui n'hésitent pas (dans nos rangs) à attribuer aux banquiers un rôle social, partant sans doute du principe qu'il y a du bon en toute chose ou reléguant au second plan les conséquences de la dictature du capital, il s'en trouve toujours pour être incapables de faire la part des choses et confondre l'essentiel du secondaire, quand cela les arrange, mais dans ce cas-là on ne peut plus prétendre incarner les intérêts collectifs et fondamentaux des travailleurs, on défend une autre cause,

celle des capitalistes.

Pour revenir à notre sujet, ce n'est pas "*l'extrême droite*" ou "*Sarkozy*" qui "*divise le peuple*", mais ceux qui refusent d'adopter une orientation politique se fixant comme objectif la liquidation du capitalisme et l'abolition des institutions de la Ve République, la destruction de l'Etat bourgeois.

On comprend pourquoi Mélenchon a occulté (à la Bastille) le principal enseignement de la Commune de Paris que formulèrent Marx et Engels :

- "*... la classe ouvrière ne peut pas se contenter de prendre tel quel l'appareil d'État et de le faire fonctionner pour son propre compte.*" (Karl Marx : La Guerre civile en France, 1871)

Puis Lénine :

- "*Chose extrêmement caractéristique : c'est précisément cette correction essentielle que les opportunistes ont dénaturée et les neuf dixièmes, sinon les quatre-vingt-dix-neuf centièmes des lecteurs du Manifeste communiste en ignorent le sens. (...)*

Qu'il nous suffise, pour l'instant, de marquer que l' « interprétation » courante, vulgaire, de la fameuse formule de Marx citée par nous, est que celui-ci aurait souligné l'idée d'une évolution lente, par opposition à la prise du pouvoir, etc. En réalité, c'est exactement le contraire. L'idée de Marx est que la classe ouvrière doit briser, démolir, la « machine d'État toute prête », et ne pas se borner à en prendre possession... « Briser la machine bureaucratique et militaire », en ces quelques mois se trouve brièvement exprimée la principale leçon du marxisme sur les tâches du prolétariat à l'égard de l'État au cours de la révolution. Et c'est cette leçon qui est non seulement tout à lait oubliée, mais encore franchement dénaturée par l' « interprétation » dominante, du marxisme, due à Kautsky !" (Lénine, L'État et la Révolution, 1919).

Voici les passages d'un article publié sur le portail Faire vivre le PCF dont je me suis inspiré pour rédiger cette causerie : , dimanche 15 avril 2012 (http://lepcf.fr).

- "*(...) Ces contradictions seront exacerbées dans l'attitude face à l'Union Européenne. C'est de là que viendront des actions violentes contre toute mesure de rupture politique en France. Sanctions économiques, politiques, réglementaires qui pousseront tout gouvernement de gauche à la question de la « désobéissance européenne ». C'est une question qui divise à gauche, entre ceux qui posent la question de la sortie des institutions européennes et ceux qui affirment qu'un changement politique à l'échelle de l'Europe est possible. Or, c'est aussi sur cet enjeu de la construction institutionnelle européenne que la fracture sociale et politique s'est cristallisée en France avec le NON de 2005 ! C'est un des ressorts utilisé par l'extrême droite, et même Sarkozy pour diviser le peuple.*"

- "*N'oublions pas la leçon chilienne. Si le coup d'état de Pinochet a finalement été décidé et organisé par la puissance US, il a été rendu possible par la situation sociale contradictoire marquée à la fois par les forces de soutien au changement, et par l'utilisation des contradictions sociales par la bourgeoisie pour diviser le peuple...*"

Alors que réformistes et staliniens se refusèrent à mobiliser les masses avant l'élection d'Allende sur la base d'une rupture avec les institutions, à élever leur niveau de conscience politique au niveau de cet objectif pour qu'elles puissent s'en saisir, laissant ainsi la voie libre à la dictature militaire de Pinochet... Le même scénario qu'en Espagne ou en France quelques décennies plus tôt.

Qu'est-ce qui se cache derrière cet engouement pour la "***croissance***" ?

Sarkozy , Bayrou, Hollande, Mélenchon, Thibault, Mailly ou Chérèque n'ont plus que ce mot-là à la bouche, la "*croissance*", qui serait la panacée, pourquoi ? Parbleu, mais pour sortir de la crise voyons !

Ce que Hollande et Mélenchon oublient de préciser, c'est comment, de quelle manière ils comptent s'y prendre.

Du côté de Sarkozy et Bayrou, la question ne se pose pas, il suffit d'amplifier la politique anti-ouvrière menée depuis des années en calquant sur ce qui a déjà été fait dans d'autres pays, Grèce, Irlande, Portugal, Espagne, Italie : réduire les salaires et les retraites, réduire le coût du travail pour que les entreprises puissent rivaliser sur le marché mondial avec celles qui imposent des conditions de travail à leurs travailleurs dignes de la fin du XIXe ou du début du XXe siècle.

L'autre voie consisterait à rompre avec le capitalisme, avec sa logique basée sur la recherche du profit. Impossible de l'envisager pour Hollande ou Mélenchon qui sous différents masques sont des représentants du capital.

Que faut-il pour qu'il y ait croissance ? Produire plus, ce qui nécessite de pouvoir caser sa production sur le marché, d'affronter la concurrence et de proposer des prix plus bas. Comment y parvenir sinon en copiant les conditions dans lesquelles leurs

concurrents produisent et dégagent de la plus-value, les conditions de travail et les rémunérations qu'ils imposent à leurs salariés, les cadeaux fiscaux et autres exonérations, privilègent dont ils bénéficient de la part de l'Etat.

Sinon ? Sinon, vendre à perte, s'endetter et faire faillite, licencier et mettre la clé sous la porte. C'est dans ce shéma que les uns et les autres veulent enfermer les travailleurs. C'est à prendre ou à laisser, de toutes manières on ne vous demandera pas votre avis, de ce point de vue, l'élection présidentielle est une vaste escroquerie, les abstentionnistes sur lesquels ils tapent tous et qui le sentent très bien, ne sont pas à blâmer mais plutôt à encourager, ceci explique aussi cela notons au passage.

Sinon ? Briser cette spirale infernale qui consiste à se soumettre à la loi du marché, à la dictature du capitalisme, à subir toujours et encore davantages de sacrifices pour finalement vivre de plus en plus en mal, et envisager de changer les bases de la société.

Capitalisme ou socialisme, voilà à quoi nous rémène cette question. A poser la question qui produit pour qui, qui détient le pouvoir d'en décider, la classe au pouvoir qui mène la société au chaos et à la barbarie, ou la classe exploitée qui aspire légitimement à son émancipation et à la liberté.

On s'aperçoit que le développement de la situation conduit de plus en plus à se poser des questions fermées, auxquelles on ne peut répondre que dans un sens ou dans l'autre, ne laissant la place à aucune forme de tergiversation ou échappatoire. Chaque question finit par être posée sous forme d'alternatives, elle ne laisse place à aucune autre interprétation ou théorie possible. Ce que reflète la radicalisation politique de chaque camp, à ceci près que les seuls qui pourraient représenter le nôtre ne sont pas en mesure de se faire entendre ou si peu, du coup les travailleurs n'entendent que la voie des réprésentants du capitalisme, y compris celle de Mélenchon.

Actualité en titres

Réaction. De gré ou de force il faudra vous y faire.

- Les Français face aux inégalités : une inquiétante hallucination collective - Atlantico.fr -

- Mais pourquoi cette allergie française aux entreprises ? - Atlantico.fr

INFOS EN BREF

Politique

1- Sommet de l'OEA.

Les divisions sur l'hostilité des Etats-Unis envers le régime communiste cubain ont empêché dimanche l'adoption d'un communiqué final sanctionnant le sommet des Amériques de Carthagène-les-Indes, a annoncé l'hôte de la réunion, le président colombien Juan Manuel Santos.

Dans la journée, de nombreux gouvernements sud-américains avaient menacé de ne pas signer de déclaration finale si Washington ne mettait pas fin à l'exclusion de Cuba de l'Organisation des Etats américains.

La Havane avait été exclue en 1962 de l'OEA et les Etats-Unis et le Canada ne veulent pas depuis infléchir leur position. (Reuters 15.04)

2- Bahreïn

Des centaines de personnes ont manifesté à l'appel de l'opposition chiite qui a décidé d'intensifier les protestations à l'occasion de la tenue contestée du Grand Prix de Formule 1 à Bahreïn.

Le gouvernement a pour sa part estimé que la décision de la Fédération internationale de l'automobile (FIA) de maintenir la course pour le 22 avril "*reflète la confiance en la stabilité et la sécurité*" du royaume et dénoncé "*les tentatives d'entraîner le pays vers le chaos*".

La FIA avait mis fin vendredi à des semaines de spéculations en annonçant que la course, annulée l'année dernière en raison du mouvement de contestation qui secouait alors le petit royaume du Golfe, aurait lieu à la date prévue.

L'opposition conduite par le Wefaq, principale formation chiite, a annoncé le début à partir de dimanche d'une "*semaine de confrontation et de défi*" devant culminer le 22 avril lors du Grand Prix.

La manifestation de dimanche a eu lieu à Bilad al-Qadim, un village chiite à l'est de Manama, non loin de l'ambassade des Etats-Unis, selon des témoins.

"*Khalifa, dégage*", ont crié les manifestants à l'adresse du Premier ministre, Khalifa ben Salman Al-Khalifa, en poste depuis 1971. Ils ont brandi le drapeau bahreïni, rouge et blanc, et des portraits de Abdel Hadi al-Khawaja, un opposant condamné à la perpétuité et en grève de la faim depuis plus de deux mois.

Des manifestations quotidiennes sont prévues dans les localités chiites entourant Manama, dont une mardi près de l'aéroport international de Bahreïn, selon le Wefaq, qui exige des réformes de la part de la dynastie sunnite et notamment le départ du Premier ministre, un oncle du roi.

Des jeunes du collectif de la "*Révolution du 14-Février*", moteur de la contestation en 2011, ont appelé à "*trois jours de colère*" de vendredi à dimanche, dans le but d'entraver la tenue de la course.

"*L'opposition veut profiter de la tenue du GP pour faire entendre ses revendications pour une évolution démocratique à Bahreïn*", a déclaré à l'AFP Abdel Jalil Khalil, un dirigeant du Wefaq. (AFP 15.04)

3- Israël

Plusieurs dizaines de militants pro-palestiniens ont manifesté dimanche à Roissy-Charles-de-Gaulle après s'être vu refuser leur enregistrement par des compagnies aériennes, leur nom figurant sur une liste de "*personnes indésirables*" communiquée par Israël.

Les manifestants, arrivés dès 05H00 au terminal 1 de Roissy-CDG, souhaitaient embarquer, pour certains, à bord de vols Lufthansa et Swiss Air à destination de Tel Aviv, afin de se rendre à Bethléem dans le cadre de l'opération "*Bienvenue en Palestine*". Ils ont été refoulés avant leur embarquement, conformément à une demande en ce sens des autorités israéliennes.

"*Aujourd'hui, le check-point est à Paris!*", ont scandé les manifestants, encadrés par plusieurs dizaines de CRS, avant de se diriger vers le comptoir de la compagnie Lufthansa pour demander une "*attestation écrite officielle*" leur expliquant les raisons de leur interdiction de vol.

Certains agitaient des drapeaux palestiniens ou des pancartes sur lesquelles on pouvait lire "*Roissy, territoire palestinien*" ou "*Paris aux ordres d'Israël!*"

"*Notre mouvement est totalement pacifique. Mais malheureusement, on continue de nous considérer comme des fauteurs de trouble*", a déploré Olivier Buchotte, l'un des organisateurs en France de "*Bienvenue en Palestine*", selon qui "*plusieurs dizaines de personnes*" se sont vu opposer un refus d'embarquement.

"*On a l'impression que les frontières d'Israël se trouvent désormais à Roissy. C'est une atteinte à notre liberté de circulation*", a-t-il dénoncé.

Selon un sympathisant pro-palestinien, Romain Lauféron, une manifestation a également eu lieu à l'aéroport de Bâle-Mulhouse, où des militants se sont vu refuser l'embarquement à bord d'un vol Easyjet. "*Nous avons bloqué le comptoir de la compagnie, en guise de protestation*", a-t-il assuré à l'AFP.

Les militants pro-palestiniens interdits d'embarquement avaient été avisés dès jeudi par les compagnies aériennes qu'ils ne pourraient s'envoler pour Tel Aviv. Ils ont décidé de venir malgré tout dans les aéroports concernés, pour "*dénoncer cette décision*".

"*On nous a prévenu, mais sans nous fournir d'explications*", a assuré à l'AFP Sylvie Deplus-Ponsin, médecin de 63 ans, membre de la Ligue des Droits de l'Homme. "*Je suis mère, grand-mère, je n'ai rien à mon casier judiciaire... Mon engagement est pacifique, c'est sans ambiguïté*", a-t-elle ajouté, jugeant "*incompréhensible*" l'annulation de sa réservation.

L'opération "*Bienvenue en Palestine*", mise en place pour la troisième année consécutive, consiste pour 1.500 militants, dont 500 à 600 Français, à se rendre à Bethléem, dans les territoires palestiniens, pour inaugurer une école internationale. (AFP 15.04)

Je ne connais pas les militants à l'origine de cette initiative, je ne sais pas quelles sont leurs motivations exactes, cependant on ne peut que condamner l'Etat français et les compagnies aériennes qui se font les complices de l'Etat sioniste qui organise le blocus ou l'isolement des territoires palestiniens.

Haut de page

Le 17 avril

CAUSERIE

Hier je vous ai souhaité bon dimanche alors que nous étions lundi ! Comme je bosse 7j/7 , les jours se ressemblent. J'ai peut-être besoin de repos et de me changer un peu les idées aussi. Sans compter la chaleur écrasante et toujours autant de coupures de courant qui m'empêchent de dormir trois heures d'affilée.

Certains estiment que les présidentielles sont pliées. D'autres estiment que le premier tour pourrait réserver de grosses surprises. Nous n'en savons fichte rien. L'essentiel est ailleurs avant comme après cette élection, ce sont les conditions objectives (matérielles) que subissent les travailleurs et la manière dont ils les interprètent et les supportent.

Questions :

1- Que signifie que Sarkozy puisse rassembler quelque 45% des voix exprimées le 6 mai ? Que signifie que Hollande soit plébiscité alors qu'il s'apprête à poursuivre la politique de Sarkozy ?

2- Que signifie :"*Les conditions objectives du passage du mode production capitaliste au socialisme à l'échelle mondiale sont depuis longtemps réunies* (CCI-T et GB), alors que dans son discours, lors des obsèques de P. Lambert (POI) , D. Gluckstein affirmait que les conditions objectives n'étaient pas encore mûres ? S'agit-il de la même chose ? Qu'entend-on par conditions objectives ? Pour qui ? Je vous laisse y réfléchir. J'ai déjà abordé cette question dans une précédente causerie. En fait, j'ai abordé des centaines de questions depuis 2008 et je rechigne à y revenir, pas par fainéantise mais par lassitude...

Mais où donc est passé le fric ? Toujours dans les mêmes poches.

Ces 600 milliards qui manquent à la France. Enquête au coeur de l'évasion fiscale, par Antoine Peillon. (Ed. Le Seuil). Présentation.

600 milliards d'euros : c'est la somme astronomique qui se cache depuis des décennies dans les paradis fiscaux, soit près de 10% du patrimoine des Français. Comment cette évasion fiscale massive a-t-elle été rendue possible ? Et pourquoi l'évasion de ce patrimoine fait-elle l'objet d'une telle omerta judiciaire, alors que les institutions de contrôle, la police, la justice, la douane, les services de renseignements, etc. en possèdent l'essentiel des preuves ? Quand on connaît la situation des comptes publics de la France, la question mérite d'être posée…

Exploitant une somme impressionnante de données ultraconfidentielles, l'auteur de ce livre met pour la première fois au jour l'étendue, les circuits, les mécanismes secrets de cette gigantesque fraude fiscale. Il montre quelles techniques sophistiquées - et parfaitement illégales - utilise une grande banque étrangère pour opérer sur le territoire français, pour approcher les fortunes privées, celles du showbiz, du sport et des affaires. S'appuyant sur des témoignages exceptionnels, il révèle comment s'organise l'impunité de tous ceux qui participent à ce système qui soustrait à la France une part colossale de sa richesse nationale. Où l'on croise alors d'autres réseaux et circuits de financement, politiques cette fois… (seuil.com 22.03)

L'un des objectifs de la construction de l'Union européenne était de transformer les pays qui la composent en autant de paradis fiscaux calqués sur le modèle américain, en zones de non-droit pour les travailleurs ; on vient d'apprendre qu'Obama payait moins d'impôts que sa secrétaire. On ne peut même plus dire que les Etats-Unis seraient réduits à un appareil judiciaire et policier, puisque la justice et la police sont en grande partie privatisées, y compris l'armée recourant à des sociétés privées fournissant des mercenaires. Quant au budget de l'Etat, il est défini par un cartel de banques privées (Fed) qui dictent leur loi. Les Etats sont devenus la propriété privée des banquiers.

La nostalgie de l'époque "***glorieuse***" et "***civilisatrice***" des expéditions coloniales, des marchés aux esclaves, des safaris...

Le safari du roi Juan Carlos, parti chasser l'éléphant au Botswana, fait des vagues en Espagne, dans un pays rattrapé par la crise de la dette où un jeune sur deux est sans emploi.

La presse espagnole s'indigne du coût élevé du voyage - 30.000 euros selon le quotidien El Mundo - et du manque de transparence de la Maison royale qui promettait il y a trois mois de publier ses revenus après l'inculpation du gendre de Juan Carlos pour une affaire de corruption.

Le voyage, la semaine dernière, serait resté secret si le roi, âgé de 74 ans, ne s'était fracturé la hanche en trébuchant sur une marche, ce qui a nécessité son rapatriement d'urgence à Madrid où il a été opéré samedi matin.

Juan Carlos avait appelé, lors de son message de Noël, les dirigeants espagnols à se montrer exemplaires dans un pays plombé par la crise et miné par l'austérité. (Reuters 16.04)

Un éléphant n'a même pas eu le temps d'achever le boulot, les travailleurs espagnols s'en chargeront...

Parole d'internaute.

- "*Bref des agissements de dictateur psychopathe, qui tue tous ceux qui ne lui lèchent pas les bottes. Et ce qui m'a agacé en final, c'est sa position obstinée pour le tout nucléaire, alors qu'il a fait semblant d'être compatissant en s'étant rendu courageusement à Fukushima…… et de découvrir que ce n'était qu'un ignoble MENSONGE.*

Mais comment peut-on mentir à ce point devant deux assemblées distinctes ? Comment peut-on rire de cette situation qui s'avère de jour en jour plus dramatique. C'est un monstre cynique.

Si dans mon entourage je trouve encore un partisan qui s'affiche pour ce menteur, je lui rappelle que qu'accepter un mensonge est d'une extrême gravité, dans toutes les strates des collectivités.

Dans le monde des affaires, un négociant qui est pris en flagrant délit de mensonge est banni par le milieu. Le seul type de mensonge « autorisé » est le mensonge par omission, taire une vérité passe, mais raconter des bobards c'est une perte de confiance totale.

Je ne vote ni à droite ni à gauche je vote pour une certaine honnêteté intellectuelle, Jean-Luc Mélenchon me semble le plus clair, le plus transparent, le plus subtil, le plus intelligent des cinq prétendants au trône.

Je vote Jean Luc Mélenchon au 1e et au 2 eme tour... Mentir est une insulte aux auditeurs...

Giscard aura eu ses diamants, ses parties de chasse et le repos du chasseur par Bokassa 1er Nicolas 1er aura eu l'occasion de rire d'une catastrophe sanitaire sans précédent (Fukushima) et manqué de respect aux Alsaciens qui savent le danger de leur ruine nucléaire qui se situe sur une zone sismique et inondable et à des jeunes fans dont il s'amuse à raconter des fables dont seul lui croit qu'elles sont comiques.

Lorsque l'on MENT sur un sujet on est capable de MENTIR sur tous les autres sujets.

Les MENTEURS m'insupportent !" (blogs.lexpress.fr/attali 16.04)

Vous avez tort de considérer que "*le seul type de mensonge « autorisé » est le mensonge par omission, taire une vérité passe*", c'est le mensonge favori du candidat pour lequel vous allez voter, notamment, vous pouvez sans doute vous permettre cet entorse à vos principes, des millions de travailleurs livrés au désespoir ne peuvent pas se permettre ce luxe.

Le seul mensonge que l'on peut accepter n'en est pas un en réalité, il consiste à reproduire involontairement une information incorrecte ou à livrer une analyse fausse reposant sur des faits inexacts ou tronqués et méconnus de son auteur.

On ne peut tolérer absolument aucune entorse à ce principe, ce n'est pas négociable. En fait, tout le monde ou presque s'en accommode volontiers.

Bruit de campagne.

Un aveu et un mensonge.

Hollande à Vincennes.

- "*Nous avons d'abord à vaincre le fatalisme, la résignation et le découragement qui nourrissent l'abstention. Ce retrait civique qui empêche bon nombre de nos concitoyens qui auraient tout intérêt au vote et qui s'en détournent alors qu'ils pourraient exprimer le dernier droit qu'il leur reste.* " (libération.fr 16.04)

Merci de préciser que les institutions sont ainsi faites, qu'en réalité les travailleurs n'ont aucun droit politique ou si peu. Quant à l'intérêt qu'ils auraient d'aller voter, il est hypothétique et c'est un euphémisme, surtout pas pour Hollande.

Un châtelain peut bien en soutenir un autre.

Dans une interview au Parisien-Aujourd'hui en France, Jean-Luc Barré, qui a aidé l'ancien président dans la rédaction de ses Mémoires, déclare: «*Jacques Chirac est fidèle à lui-même lorsqu'il déclare qu'il votera pour Hollande*».

Lundi dans Le Monde, un des plus proches conseillers de l'ex-président, Hugues Renson, expliquait également s'être rendu au meeting du candidat socialiste sur l'esplanade du Château de Vincennes dimanche. «*Les valeurs de tolérance , de respect, de cohésion nationale m'ont fait m'engager auprès d'un homme, je les retrouve aujourd'hui auprès d'un autre*», dit-il au quotidien du soir.

De nombreux proches de Jacques Chirac s'apprêteraient aussi à voter pour François Hollande. Parmi eux, son ex-gendre, l'ancien judoka Thierry Rey, qui n'a jamais caché son engagement à gauche, mais aussi sa fille Claude Chirac et son gendre Frédéric Salat-Baroux, ex-secrétaire général de l'Elysée, qui auraient «*discrètement envoyé des messages de soutien au camp adverse*», d'après Le Parisien.

Finalement, pour Jean-Luc Barré, dans le «*clan Chirac*», «*Bernadette est la seule à militer pour le président sortant.*»(20minutes.fr 17.04)

En famille. Piqué au vif. Dis-moi qui tu fréquentes...

Etonnant de constater que le candidat du Front de gauche, qui a fait du combat contre l'extrême droite l'un de ses axes de campagne, a accepté l'invitation à une cérémonie en l'hommage de Patrick Buisson, "*oui, j'étais à sa remise de légion d'honneur!*" en 2007, en compagnie de Jean-Christophe Cambadélis notamment, a-t-il admis.

«*Vous croyez que ça intéresse les gens de savoir si je suis ami avec Patrick Buisson?*», a répondu, lundi matin Mélenchon questionné par le journaliste Jean-Jacques Bourdin sur BFMTV. Patrick Buisson est un ancien rédacteur en chef de Minute et Valeurs actuelles et conseiller de Nicolas Sarkozy. (20minutes.fr 16.04)

Ce n'est pas le spectre du communisme qui hante ou qui manque à Mélenchon, mais les allées du pouvoir. Il peut hurler à la calomnie, on s'en fout. A chacun son René Bousquet !

Enseignements du marxisme.

- "Marx nous apprend à éviter ces deux erreurs : il nous apprend à faire preuve de la plus grande audace dans la destruction totale de la vieille machine d'Etat; il nous enseigne d'autre part à poser le problème d'une façon concrète, la Commune a pu, en quelques semaines, commencer à construire une machine d'Etat nouvelle, prolétarienne, procédant de telle et telle façon, en prenant les mesures précitées tendant à assurer une plus grande démocratie et à extirper le bureaucratisme. Apprenons donc des communards l'audace révolutionnaire, tâchons de voir dans leurs mesures pratiques une esquisse des mesures pratiquement urgentes et immédiatement réalisables; c'est ainsi que nous parviendrons, en suivant cette voie, à détruire complètement le bureaucratisme.

Ce qui garantit la possibilité de cette destruction, c'est que le socialisme réduira la journée de travail, élèvera les masses à une vie nouvelle, placera la majeure partie de la population dans des conditions permettant à tous, sans exception, de remplir les "fonctions publiques". Et c'est ce qui conduira à l'extinction complète de tout Etat en général.

"Le rôle de la grève de masse, poursuit Kautsky, ne peut jamais être de détruire le pouvoir d'Etat, mais seulement d'amener le gouvernement à des concessions sur une question donnée, ou de remplacer un gouvernement hostile au prolétariat par un gouvernement allant au-devant (entgegenkommende) des besoins du prolétariat... Mais jamais et en aucun cas, cela [c'est-à-dire la victoire du prolétariat sur le gouvernement hostile] ne peut mener à la destruction du pouvoir d'Etat; il ne peut en résulter qu'un certain déplacement (Verschiebung) du rapport des forces à l'intérieur du pouvoir d'Etat... le but de notre lutte politique reste donc, comme par le passé, la conquête du pouvoir d'Etat par l'acquisition de la majorité au Parlement et la transformation de ce dernier en maître du gouvernement" (pp. 726, 727, 732).

Voilà bien l'opportunisme le plus pur et le plus plat; c'est renoncer en fait à la révolution tout en la reconnaissant en paroles. La pensée de Kautsky ne va pas au-delà d'un "gouvernement allant au-devant des besoins du prolétariat", c'est un pas en arrière vers le philistinisme par rapport à 1847, quand le Manifeste communiste proclamait "l'organisation du prolétariat en classe dominante".

Kautsky en sera réduit à réaliser l'"unité" qu'il chérit avec les Scheidemann, les Plékhanov, les Vandervelde, tous unanimes à lutter pour un gouvernement "allant au-devant des besoins du prolétariat".

Quant à nous, nous romprons avec ces renégats du socialisme et lutterons pour la destruction de toute la vieille machine d'Etat, afin que le prolétariat armé devienne lui-même le gouvernement. Ce sont "deux grandes différences".

Kautsky restera dans l'agréable compagnie des Legien et des David, des Plékhanov, des Potressov, des Tsérétéli et des Tchernov, qui ne demandent pas mieux que de lutter pour un "déplacement du rapport de forces à l'intérieur du pouvoir d'Etat", pour "l'acquisition de la majorité au Parlement et la transformation de ce dernier an maître du gouvernement", but des plus nobles où tout peut être accepté par les opportunistes, où rien ne sort du cadre de la république bourgeoise parlementaire.

Quant à nous, nous romprons avec les opportunistes; et le prolétariat conscient sera tout entier avec nous dans la lutte, non pour un "déplacement du rapport de forces", mais pour le renversement de la bourgeoisie, pour la destruction du parlementarisme bourgeois, pour une république démocratique du type de la Commune ou une République des Soviets des députés ouvriers et soldats, pour la dictature révolutionnaire du prolétariat." (L'Etat et la révolution - Lénine)

Rompre avec les opportunistes, c'est ce que nous avons réalisé. D'autres s'y mettent, mais il leur reste une question de taille à régler : nous expliquer comment ils en sont arrivés aux mêmes conclusions que nous, et quel jugement ils portent sur leur engagement passé dans des partis politiques opportunistes ou plutôt comment ils ont pu se fourvoyer pendant tant d'années à soutenir la politique de leurs dirigeants avant d'en prendre conscience. Cela intéressera tous les militants qui ne tiennent pas à se faire berner. Et surtout à berner les autres.

Quand on reconnaît qu'on était tombé dans un piège ou qu'on prend conscience qu'on avait été trompé, il faut analyser de quelle manière on est tombé dans ce piège et comment on en est sorti, sinon cela n'a aucune valeur pour les générations à venir de militants.

Tous ceux qui nous invitent à nous tourner vers la Révolution française de 1789 en passant par dessus La Commune et surtout la révolution d'Octobre, nous renvoient "*un pas en arrière vers le philistinisme par rapport à 1847*", époque où fleurissait déjà toute une panoplie de théories utopiques ou aventureuses, avant que le développement de la lutte des classes et le marxisme les balaient, ajoutant ainsi de la confusion dans la tête des militants qui ont déjà beaucoup de mal à s'y retrouver, à croire que c'est le but recherché par leurs auteurs pour mieux en conserver le contrôle.

Il en va ainsi de l'unité à tous prix, sans principe, à quoi bon ! Concession, conciliation, reniement, collaboration, justifiés à l'aide de mensonges, d'hypocrisies, de non-dits, de figures de style ou de rhétorique, syntaxique ou sémantique, de citations tronquées ou méticuleusement sorties de leur contexte, de falsifications des faits, etc. les moyens ne manquent pas en présence de militants n'ayant pas forcément l'expérience et les connaissances requises pour les tromper ou les orienter politiquement dans une direction précise qui leur échappera.

De tous temps les opportunistes ont eu recours à la théorie selon laquelle les masses ne seraient pas prêtes à entendre un discours révolutionnaire, pour justifier qu'il faudrait leur servir un plat moins épicé, moins consistant, moins radical, etc. qui finalement aboutit à renier ou nier les enseignements qui ont pu être tirés des expériences passées de la lutte de classe du prolétariat.

Il y a de quoi être effaré devant de tels arguments 165 ans après la parution du Manifeste communiste ou lorsque l'on pense aux discours révolutionnaires que tenaient Marx et Engels devant des ouvriers (pas des intellectuels) à cette époque. Prolétaires ouvriers et paysans non scolarisés, sachant à peine lire et écrire pour la plupart d'entre eux, ignorant tout ou presque du monde dans lequel ils vivaient. Marx et Engels devaient être de furieux gauchistes !

Il y a décidément quelque chose qui ne tourne pas rond dans le mouvement ouvrier et son avant-garde réduits au rôle de trade-unionistes, de défenseur de la démocratie bourgeoise ou qui s'en remet à l'ONU...

Actualité en titres

Sur le front de la barbarie et de la guerre de classes.

- Brésil : plus de 400 prisonniers détiennent 131 otages dans une prison du nord-est - LeMonde.fr

- Mali: Une Suissesse enlevée à Tombouctou par des inconnus - 20minutes.fr

- Norvège : début du procès de Breivik à Oslo - L'Express.fr

- Syrie: Homs pilonnée à la veille du début de la mission des observateurs de l'ONU - AFP

- Afghanistan: fin des combats à Kaboul, tous les assaillants tués - L'Express.fr

- L'épine de Cuba toujours plantée dans le sommet des Amériques - AFP

- Guinée-Bissau: la junte dissout les institutions et crée un conseil de transition - AFP

- Israël interdit son sol à des pro-palestiniens en route pour la Cisjordanie - AFP

Ce qui attend le capitalisme.

- Les descendants des victimes sur le lieu du naufrage du Titanic - Reuters

INFOS EN BREF

Social

France

1- Grève à la société Transpole

La direction et les syndicats de la société Transpole ont trouvé un accord qui va permettre le retour à la normale mardi dans les transports de l'agglomération lilloise.

Un accord a été trouvé sur une augmentation de salaire de 2,3%, ont dit à l'AFP la direction et un représentant CGT de la société de la société Transpole, qui gère les transports en commun de l'ensemble de l'agglomération de Lille.

Outre l'augmentation générale des salaires, rétroactive au 1er janvier, les salariés ont obtenu l'augmentation d'une prime prévue en mai et la pérennisation d'une journée par enfant malade.

Les salariés de la société Transpole avaient entrepris le mouvement de grève pour réclamer notamment des revalorisations salariales. La direction leur proposait des hausses de 2%, les syndicats réclamaient des augmentations de 3% dans le cadre des négociations annuelles obligatoires. (AFP 16.04)

2- 1er-Mai de division autour de Chérèque

Cinq syndicats français appellent à faire du 1er-Mai une forte journée de mobilisation et de manifestations, entre les deux tours de l'élection présidentielle. L'intersyndicale (CFDT, CGT, FSU, Solidaires et Unsa) entend marquer son refus des politiques d'austérité et des réformes réduisant les droits des travailleurs imposées au nom de la crise.

Les modalités concrètes de la mobilisation seront déterminées sur le plan local par leurs différentes organisations.

Fin mars, François Chérèque, secrétaire général de la CFDT, avait dit souhaiter "*un 1er-Mai syndical, pas un 1er-Mai politique.*" (Reuters 16.04)

Economie

1- Banque mondiale

La Banque mondiale a nommé Jim Yong Kim comme président, perpétuant la tradition qui place un ressortissant américain à ce poste.

Les Etats membres ont choisi sans surprise ce médecin et anthropologue de 52 ans, président de l'université de Dartmouth dans le New Hampshire (nord-est des Etats-Unis), lors d'une réunion du conseil d'administration.

La Banque mondiale n'a pas véritablement précisé comment s'était fait ce choix.

C'est grâce à un arrangement tacite avec les Européens que le poste est monopolisé depuis 1946 par des Américains. En échange, les Européens ont monopolisé de la même manière la direction de l'institution-soeur, le Fonds monétaire international.

"*Je suis convaincu que la Banque mondiale bénéficiera de la perspective nouvelle et des solides qualités de direction de M. Kim*", a affirmé dans un communiqué le secrétaire au Trésor, Timothy Geithner.

Peu connu, y compris dans son propre pays, avant d'être sélectionné par le président Barack Obama, ce praticien de la santé publique devra surmonter le scepticisme d'une bonne partie de la corporation des économistes, qui lui reproche une certaine inexpérience financière et diplomatique. (AFP 16.04)

2- Espagne

Les rendements de la dette espagnole à dix ans sont passés lundi matin au-dessus des 6% pour la première fois depuis le début de l'année, tandis que les CDS espagnols atteignaient de nouveaux records, signe que les tensions sur le marché obligataire des pays 'périphériques' de la zone euro ne s'atténuent pas.

Les investisseurs sont nombreux à craindre que Madrid ne doive à son tour se résoudre à solliciter une aide de la communauté internationale afin de conserver un accès aux marchés du financement.

"*Nous sommes revenus en plein dans la crise*", a commenté Lun Graham-Taylor, stratégiste de Rabobank.

"*Il semble de plus en plus probable que l'Espagne aura besoin d'une forme d'aide. Tant qu'il n'y a pas d'intervention de la BCE, il n'y aura pas de limite aux rendements espagnols, ils vont juste continuer d'augmenter.*"

Sur l'échéance à cinq ans, les rendements grimpaient quant à eux à 5,08%.

Quant aux CDS sur la dette espagnole à 5 ans, ils ont atteint un record historique à 520 points de base. A ce niveau, il faut en théorie débourser 520.000 euros chaque année pour garantir 10 millions d'euros de dette espagnole à cinq ans.

La défiance des marchés à l'égard de la dette périphérique européenne se reflète dans les rendements de la dette allemande à 10 ans qui ont touché 1,628%, un plus bas sans précédent. (Reuters 16.04)

3- Etats-Unis

Citigroup a fait état lundi d'un bénéfice supérieur aux attentes au titre du premier trimestre 2012, les dépenses baissant de 7% par rapport au quatrième trimestre 2011.

Au total, le bénéfice net du trimestre janvier-mars s'est établi à 2,93 milliards de dollars (2,25 milliards d'euros), contre 2,99 milliards un an plus tôt un an plus tôt.

Le produit net bancaire dans la banque d'affaires a reculé de 12% par rapport au premier trimestre de l'an dernier mais est en hausse de 65% par rapport au quatrième trimestre 2011.

Les actifs que le groupe a décidé de vendre ou de réduire depuis le début de la crise financière, ont diminué de 29% sur un an pour tomber à 209 milliards de dollars, soit 11% des actifs consolidés. (Reuters 16.04)

Haut de page

Le 18 avril

CAUSERIE

Bruit de campagne

Du Fouquet's au Crillon

Une cinquantaine de membres du Premier cercle, le club des donateurs les plus généreux de l'UMP, ont déjeuné dimanche au Crillon, célèbre palace parisien donnant sur la place de la Concorde, où a eu lieu dans l'après-midi le meeting de soutien à Nicolas Sarkozy, révèle Le Canard Enchaîné à paraître mercredi.

Ces convives se sont retrouvés dans le salon Marie-Antoinette de l'Hôtel de Crillon, précise l'hebdomadaire satirique. Le Premier cercle regroupe les quelque 300 à 400 donateurs les plus généreux de l'UMP (ceux qui versent entre 3.000 et 7.500 euros par an, soit le plafond légal).

Interrogée par l'AFP, l'UMP a indiqué qu'elle n'était "*en rien concernée par l'organisation d'un tel déjeuner*" au Crillon et qu'elle s'était uniquement "*concentrée dimanche sur la réussite du rassemblement de la Concorde*" derrière le président-candidat Nicolas Sarkozy.

Dans le même article, *Le Canard Enchaîné* révèle par ailleurs que le député-maire UMP de Levallois-Perret (Hauts-de-Seine), Patrick Balkany, et son épouse Isabelle ont passé la nuit de samedi à dimanche dans le même palace, occupant la suite Bernstein, la plus chère (9.500 euros la nuit) et la plus vaste (245 m2 y compris de grandes terrasses surplombant la Concorde). (publicsenat.fr 17.04)

Les Balkany habitent à Levallois, à 15 minutes de ce cloaque pour millionnaires, et ils voudraient nous faire croire qu'ils auraient dépensé 9.500 euros pour y passer une nuit... Pourquoi pas, la commission d'un vulgaire broker...

Parmi les soutiens à Hollande

Le Parisien cite aussi Laurent Glépin, ex-chargé de com de Chirac, qui a assisté au meeting de Hollande dimanche. Etait aussi à Vincennes, Hugues Renson, ancien conseiller aux affaires sociales de Chirac, d'après Le Monde.

Martin Hirsch : «*J'ai l'intention de voter pour François Hollande, qui a bien voulu me demander régulièrement mon avis depuis un an sur les questions de jeunesse, de pauvreté, de lutte contre les conflits d'intérêts, de régulation des hauts revenus et sur une croissance accélérée du service civique, autant de sujets-clés à mes yeux*», explique l'actuel président de l'Agence du service civique, dans une interview au Monde daté de mardi. Hirsch s'empresse d'assurer qu'il n'en espère «*strictement aucune récompense. Ni aucune sanction, j'espère*».

Corinne Lepage appelle ce mardi à voter dès le premier tour pour Hollande. «*Je suis tout à fait cohérente avec ce que j'ai toujours dit, à savoir que je ne veux pas la réélection de Nicolas Sarkozy. Il est important qu'il y ait un pôle réaliste, au-delà de la gauche, qui vienne soutenir François Hollande*», répond à l'AFP la présidente de Cap21 et ancienne ministre de l'Environnement dans le gouvernement Juppé.

Jean-Jacques Aillagon, qui fut ministre de la Culture de 2002 à 2004, et se trouvait parmi les spectateurs du meeting de Vincennes, dimanche. Il avait indiqué, dans une tribune publiée par Libération le 8 mars, son vote, dès le premier tour, pour Hollande, lui trouvant «*les qualités humaines et politiques requises pour être un bon président de la République*». (liberation.fr 17.04)

Deux villepinistes pur jus, ses anciens ministres Azouz Begag et Brigitte Girardin appellent, eux-aussi, à voter Hollande. (lexpress.fr 17.04)

Ce qui est "***nécessaire***"... Pour qui, devinez ? L'aristocrate financière.

Le Cercle des Européens a rencontré Marisol Touraine, chargée des questions sociales et de santé dans l'équipe de François Hollande.

- "*L'objectif que nous poursuivons n'est pas la rigueur imposée par le monde de la finance, mais l'emploi et la croissance en réorientant le rôle de la Banque centrale européenne dans cette direction. Certes, la discipline budgétaire est nécessaire...*"

Ceux qui pour qui l'Union européenne "*ne se réduit pas uniquement à une zone de libre-échange*" sont des nantis, ceux que représentent Hollande et le PS.

- "*L'Europe reste certes insuffisante aujourd'hui, mais elle existe bel et bien! Facilitation de la circulation des travailleurs, promotion de l'égalité hommes/femmes, lutte contre les discriminations... Autant de réalisations concrètes qui améliorent le quotidien de millions d'Européens et qui démontrent que l'Union ne se réduit pas uniquement à une zone de libre-échange.*"

La rigueur, un oui mais qui a une valeur d'accord.

- "*C'est le message de François Hollande: l'Union ne peut limiter son action à la rigueur, elle doit aussi protéger les Européens contre la crise.* "

A quel prix ou quel niveau d'exploitation ?

"*Je ne partage pas cette vision, qui est également celle du gouverneur de la Banque centrale européenne, Mario Draghi, et qui a récemment annoncé la "mort du modèle social européen". Avoir des salariés bien soignés, bien formés et protégés est un atout décisif dans la mondialisation !*" (lexpress.fr 17.04)

Ajoutons "*bien*" exploités pour que la boucle soit bouclée. C'est marrant, c'est ce qu'ont dû se dire les capitalistes vers la fin du XIXe siècle alors que les conditions épouvantables de vie et de travail de la classe ouvrière devaient demeurer en l'état.

Pas question de rompre avec la BCE.

Invitée de l'émission « *Preuves par 3* » diffusée sur Public Sénat, Marie George Buffet : « *Les propositions de François Hollande ne sont pas crédibles. Dans ses 60 propositions, il n'y a pas de levier économique et démocratique* » a-t-elle déploré.

Que propose-t-elle, de rompre avec l'euro, la BCE, avec l'UE ? Pas vraiment : « *Il faut changer le rôle de la BCE* ». (publicsenat.fr 17.04)

Je vous passe le baratin électoraliste qui allait de pair.

Ah si au moins c'était possible !

Clémentine Autain répondait à des questions d'internautes dans un blog de l'Express hier.

- "*Au possible, nous sommes tenus quand même! S'ils pouvaient au moins redevenir sociaux-démocrates conséquents, ça serait pas mal, non?*"

Non merci ! Elle ne le pense pas, pas plus que le reste d'ailleurs, car en en étant les clones, si c'était possible votre espace politique disparaîtrait et vous aussi par la même occasion.

- "*L'enjeu est de taille car si la gauche n'est pas capable d'améliorer les conditions de vie du plus grand nombre, le risque d'une droite dure en 2017 sera bien réel. C'est maintenant que ça se joue.*"

C'est vous et vous seuls qui en porterez la responsabilité pour avoir soutenu le PS.

- "*Nous pouvons désobéir si nous estimons que cela est juste pour le peuple français. Nous avons besoin de ce courage politique. Jean-Luc Mélenchon et le Front de Gauche sont prêts à cette confrontation politique nécessaire pour améliorer nos vies. Comme disait Rosa Luxembourg il y a plus d'un siècle, l'alternative est posée: "socialisme ou barbarie". Soit nous desserrons l'étau de la finance et imposons un autre modèle de développement, soit nous irons de mal en pis, dans un cycle mortifère faite de chômage, de précarité, d'inégalité, de xénophobie et de guerre. C'est dire l'urgence à faire le bon choix: celui d'une France, d'une Europe, d'une monde solidaire et de paix.* "

Nous ne tarderons pas à voir ce que valent de telles intentions. Et tout cela dans le cadre du régime capitaliste, elle le dit elle-même. Rétablissons la vérité, Rosa Luxembourg posait plutôt l'alternative politique suivante à laquelle cette opportuniste ne peut pas se référer : réforme sociale ou révolution. Autain comme Mélenchon et Laurent étant opposés à la révolution, il ne leur reste plus qu'à s'adapter au capitalisme, CQFD.

- "*Nous disons que les banques centrales doivent prêter directement aux Etats*", mais pas question de rompre avec la BCE et l'euro.

- "*Jean-Luc Mélenchon redonne toute sa saveur à ce que doit être la politique, c'est-à-dire être capable de porter une vision du monde, de construire un imaginaire, de donner à voir la cohérence d'un ensemble de propositions.* "

Vision, imaginaire, voir, le registre sémantique des illusionnistes

- "*Il est absolument inadmissible qu'Israël ne respecte pas les résolutions du droit international* ", depuis sa création, mais pas question de rompre avec l'Etat sioniste. Le FG soutient l'entreprise impérialiste contre la Syrie, après avoir soutenu la guerre contre la Libye, etc.

- "*Quelle est la position du front de gauche vis-à-vis de la décroissance? Oui, il va falloir de la sobriété joyeuse !* " (lexpress.fr 17.04)

Parole de nantis, de gens qui sont déjà servis, allez donc parler de "*sobriété*" aux millions de travailleurs qui se battent quotidiennement pour simplement survivre, faites leur la leçon sur ce qu'ils devraient faire et ne pas faire pour avoir une existence "*joyeuse*", je ne suis pas sûr que vous serez bien accueillis.

Le ton employé dans ce genre de discours met en lumière que leurs auteurs sont totalement étrangers au sort des travailleurs dont ils parlent et qu'ils prétendent représenter, ce qui en ressort ou la fâcheuse impression qui s'en dégage permet d'affirmer que finalement ils n'en ont strictement rien à foutre. Mélenchon le confirme ci-dessous.

doute" ?

Jean-Luc Mélenchon, le candidat du Front de Gauche à la présidentielle, a assuré, dans une interview à LCP diffusée mardi, que "*beaucoup ressentent la position*" de François Hollande comme "*assez timorée*". Alors qu'en réalité elle est franchement réactionnaire.

"*La question qui se pose, c'est de savoir ce qu'éventuellement la gauche ferait de sa victoire*", a-t-il poursuivi. Cela fait penser aux privilégiés plein aux as et qui se demandent bien ce qu'ils vont faire du fric qu'ils vont encore gagner au casino de l'économie mondiale.

"*Là, il y a doute, car beaucoup ressentent la position de François Hollande comme assez timorée. Il ne veut pas toucher à grand chose*". A rien en réalité, mais cela il ne peut pas l'avouer le philistin.

"*Il part de l'idée - que je comprends - qu'en s'arrangeant avec les marchés, en montrant patte blanche, en se montrant un peu rond, les choses s'arrangeront. Il se trompe*", a ajouté M. Mélenchon à propos du candidat socialiste. Voilà ce que s'apprêtent à soutenir ceux qui voteront Hollande, je parle des militants, pas des travailleurs qui sont plus révolutionnaires que nos anticapitalistes professionnels.

"*Nous apportons quelque chose, au Front de Gauche, qui peut être décisif*", a-t-il poursuivi. "*Nous sommes certains que la finance va agresser la France*". Elle "*a trouvé une porte d'entrée avec la Grèce, personne n'a résisté et tout le monde s'est couché*". Vous y compris !

"*Nous incarnons le refus de ça*": "*résister et rendre les coups*", a encore dit le champion FG. (AFP 17.04)

Si nous affirmons que la politique de Mélenchon est aventureuse et criminelle, on va encore nous reprocher de pêcher par excès, alors qu'en appelant à "*résister et rendre les coups*" sans se donner les moyens politiques de vaincre notre ennemi, de mobiliser les masses dans l'unité contre le régime, il prépare les pires défaites de demain.

Si nous avons bonne mémoire, le Front de Gauche s'est avéré incapable parce qu'il n'en avait pas la volonté, de mobiliser les travailleurs contre les licenciements, contre le retrait de la contre-réforme sur les retraites, contre la signature des deux traités européens, etc., il a refusé le front unique que le POI lui avait proposé sur des bases claires et minimums, pour se contenter de gesticuler et faire son numéro à l'Assemblée nationale, ce que Mélenchon appelle "résister et rendre les coups, pas trop fort quand même de façon à ce que Sarkozy puisse quand même appliquer son programme, voilà ce qu'il incarne.

Il était tellement inconnu des travailleurs que les institutions de sondage lui donnait 6,5% d'intentions de vote il y a trois ou quatre mois. Les 15% ou plus ou moins qu'il va faire au premier tour, ils n'incarneront pas la politique de Mélenchon qui s'accommode du capitalisme et des institutions, mais l'espoir de changement politique ardemment souhaité par les travailleurs. Les travailleurs ont besoin d'exprimer leur désir de changement, 15% d'entre eux l'expriment en votant Mélenchon, des millions d'autres d'une autre manière, l'ensemble représente une force invincible qui peut tout balayer, pour peu qu'elle ait une orientation politique correcte que seule peut incarner un parti combattant pour la révolution socialiste.

Actualité en titres

Superflu.

- La TVA sur le luxe serait interdite par Bruxelles - L'Expansion.com

INFOS EN BREF

Politique

1- Italie

Le Sénat italien a adopté mardi en quatrième et dernière lecture le projet de loi prévoyant l'inscription dans la Constitution de la "règle d'or" de l'équilibre budgétaire, destinée à rassurer les marchés alors que le pays est empêtré dans la crise de la dette.

Le projet a été adopté par 235 sénateurs, tandis que 11 ont voté contre et 24 se sont abstenus.

Cette "règle d'or" garantira le respect par l'Italie de l'équilibre budgétaire, qui devrait être atteint en 2013 grâce au nouveau plan de rigueur du gouvernement de Mario Monti, et interdira donc le recours à l'endettement pour financer le déficit alors que l'Italie croule déjà sous une dette colossale représentant environ 120% de son PIB.

Ce principe ne pourra être contourné qu'avec l'accord de la majorité absolue du Parlement en cas de grave crise économique,

mais dans ce cas un calendrier précis de retour à l'équilibre devra être prévu.

Le projet de loi prévoit en outre la création d'un organisme indépendant de contrôle permanent des finances publiques. (AFP 17.04)

Ce qui est extraordinaire, c'est que la question de la "règle d'or" ou les deux derniers traités européens posent directement la question de la nature de la Constitution en vigueur dans tous ces pays et qu'absolument aucun parti ouvrier n'établit ce lien qui reviendrait à poser la question du pouvoir, de l'Etat, de sa nature, de la classe qui détient le pouvoir et de celle qui devrait le détenir.

C'est ainsi que chacun soutient à sa façon l'ordre établi, cela est valable dans tous les pays de l'UE.

2- Russie

Le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov a dénoncé mardi des ingérences extérieures en Syrie, qui sapent selon lui les efforts en vue d'un règlement pacifique de la crise en aidant l'opposition.

Intervenant à la télévision, le chef de la diplomatie a imputé aux opposants et aux forces extérieures qui les soutiennent, qu'il n'a pas nommées, la poursuite des violences depuis l'entrée en vigueur, jeudi dernier, du cessez-le-feu conclu dans le cadre du plan de paix de l'émissaire de l'Onu et de la Ligue arabe, Kofi Annan.

"*Ceux qui ont prédit depuis le début un échec du plan Annan font tout pour que cette prophétie se réalise*", a accusé Sergueï Lavrov.

"*Ils le font en livrant des armes à l'opposition syrienne et en encourageant l'activité des rebelles qui continuent d'attaquer quotidiennement à la fois des installations gouvernementales et (...) civiles.*"

"*Bien sûr, les forces gouvernementales prennent des mesures pour répondre à de telles provocations et le résultat est que les choses ne se passent pas encore très bien*", a ajouté le ministre russe, parlant de "*cessez-le-feu fragile*". (Reuters 17.04)

3- Egypte

La commission électorale égyptienne a définitivement exclu mardi dix des candidats à la présidentielle de mai, dont les trois principaux postulants, l'ancien vice-président Omar Souleimane et les islamistes Khairat al-Chater et Hazem Abou Ismaïl.

Ces disqualifications bouleversent le paysage politique à cinq semaines du premier tour les 23 et 24 mai.

"*La commission a rejeté tous les appels présentés par les dix (candidats) écartés*", sur 23 personnes ayant fait acte de candidature, a rapporté l'agence officielle Mena.

La commission avait annoncé samedi avoir écarté les dix hommes en raison d'irrégularités dans leurs dossiers de candidature. Ils avaient 48 heures pour contester cette décision.

Parmi les candidats restant en lice figurent l'ancien chef de la Ligue arabe Amr Moussa, l'ex-membre des Frères musulmans Abdelmoneim Aboul Foutouh et le dernier chef de gouvernement de Hosni Moubarak, Ahmad Chafiq.

Khairat al-Chater, un richissime homme d'affaires choisi par les Frères musulmans pour les représenter, a réagi en appelant les Egyptiens à se tenir prêts "*à descendre pour protéger la révolution parce qu'elle s'expose à un grand danger*" et à "*lutter contre toute opération de fraude ou d'achat de voix qu'ils sont en train de préparer*".

S'adressant à des centaines de ses partisans au Caire, il a aussi promis de rester "*vigilant face à toute ruse*" et juré de "*faire tomber les restes du régime de Moubarak*".

Les Frères avaient anticipé la décision en présentant un candidat "*alternatif*", le président de leur formation politique, le Parti de la Liberté et de la Justice (PLJ) Mohammed Morsi. La confrérie islamiste, première force politique du pays, reste donc dans la course. (AFP 17.04)

4- Australie

L'Australie va retirer ses troupes (1.550 soldats) d'Afghanistan en 2013 avec un an d'avance sur le calendrier fixé par l'Otan pour le départ des troupes étrangères, estimant que les forces afghanes seraient alors capables de prendre la relève, a annoncé mardi le Premier ministre australien.

Le retrait commencera dès que le président afghan Hamid Karzaï aura donné son feu vert pour le transfert de la sécurité aux forces nationales dans la province d'Uruzgan (sud), où sont stationnées la majorité des soldats australiens.

La décision du président Karzaï est attendue "*dans les mois à venir*" et le retrait devrait ensuite prendre de 12 à 18 mois, a précisé Mme Gillard.

Le secrétaire général de l'Otan, Anders Fogh Rasmussen, a démenti début avril toute accélération du processus de transition, tout en jugeant "*nécessaire*" de clarifier le calendrier après que plusieurs responsables occidentaux eurent parlé d'accélérer le retrait.

"*Notre objectif, qui est de voir l'Afghanistan assurer lui-même sa sécurité, n'a pas changé. Notre engagement et notre partenariat avec l'Afghanistan après 2014 reste inchangé*", a déclaré M. Rasmussen la semaine dernière à Kaboul. (AFP 17.04)

Social

1- France

Les deux terminaux méthaniers de Fos (Bouches-du-Rhône) ont été mis à l'arrêt mardi en raison d'un mouvement social, les syndicats réclamant une meilleure répartition des gains réalisés par GDF Suez, ont-ils déclaré dans un communiqué.

Les salariés veulent une augmentation de leur retour sur participation, évoquant le doublement en un an des bénéfices de leur employeur, Elengy, filiale des terminaux méthaniers de GDF Suez qui compte 430 salariés.

En plus des terminaux de Fos-Tokin et de Fos-Lavera, les installations de Montoir (Loire-Atlantique) sont bloquées en prévision de l'arrivée d'un bateau mercredi, disent les représentants des salariés d'Enelgy.

GDF Suez confirme l'arrêt des installations mais ne souhaite pas faire de commentaire pour le moment.

Le groupe a annoncé lundi le rachat des 30% du britannique International Power qu'il ne détenait pas encore pour 6,8 milliards de livres (8,4 milliards d'euros), une opération qui lui permettra de se renforcer dans les pays émergents.

Un terminal méthanier a pour fonction de regazéifier du gaz naturel transporté sous forme liquide (GNL) par bateau puis de l'injecter sur le réseau de transport. En 2011, le GNL réceptionné par les terminaux d'Elengy correspondait à 33% de la consommation française de gaz. (Reuters 17.04)

2- Espagne

La compagnie espagnole Iberia a annoncé mardi qu'elle réduisait de 20% la masse salariale des pilotes, soit une économie de 62 millions d'euros par an, en plein conflit social avec les pilotes qui protestent contre la création de la filiale à bas coûts Iberia Express.

"*Ce qui se passe c'est que la compagnie perd de l'argent et il y a un problème de coûts*", a expliqué un porte-parole de la compagnie. Il a précisé que le salaire moyen brut annuel des pilotes était d'environ 200.000 euros.

Ces mesures "*ne touchent que les pilotes, unique collège avec lequel, après deux années et demi de négociations, il n'a pas été possible de trouver un accord sur la convention collective*", affirme la compagnie.

Les pilotes ont lancé une nouvelle série de journées de grève les lundis et vendredis depuis le 9 avril et jusqu'au 20 juillet pour dénoncer les conditions de création de l'Iberia Express. (AFP 17.04)

Economie

1- FMI

La directrice générale du Fonds monétaire international (FMI) Christine Lagarde s'attend à une hausse de la contribution des membres de l'institution de 400 milliards de dollars au minimum, a-t-elle déclaré dans un entretien à la presse internationale.

"*400 milliards de dollars ou plus. Et cela signifie sans limite*", a déclaré Mme Lagarde, interrogée sur ses attentes concernant l'ampleur de la hausse des fonds du FMI à venir, selon un extrait publié en ligne par le quotidien allemand Frankfurter Allgemeine Zeitung (FAZ).

L'apport des Etats-Unis, réticents à remettre au pot, "*pourrait prendre d'autres formes*" qu'une contribution en liquide, concède la directrice générale dans un autre entretien, publié par le quotidien français Le Monde dans son édition datée de mercredi. Elle évoque "*par exemple des +swaps+ entre la Réserve fédérale américaine (Fed) et la Banque centrale européenne (BCE)*".

En décembre dernier, le FMI avait évoqué un besoin de l'ordre de 600 milliards de dollars mais "*aujourd'hui le risque est moindre*", explique-t-elle dans les colonnes du Monde.

De manière générale l'Europe "*n'est pas tirée de l'ornière*", a-t-elle estimé auprès du Monde.

Elle a également suggéré à la BCE de ménager un espace pour la croissance, en relâchant davantage sa politique monétaire.

"*Nous voyons de très bonnes raisons pour un relâchement de la politique monétaire dans des pays dans lesquels l'inflation est sous contrôle. Il y a de la marge de manoeuvre*", a-t-elle dit.

Mme Lagarde a aussi estimé une nouvelle fois que les responsables européens devaient permettre aux fonds d'aide européens, le FESF et son futur successeur, le MES, de prêter directement aux Etats et aux banques de la zone euro.

"*J'ai proposé l'idée en juillet (2011) et elle avait été rejetée. Mais nous persévérons*", a-t-elle dit au quotidien italien. (AFP 17.04)

2- Espagne

L'Espagne est retombée en récession au premier trimestre, deux ans après en être sortie, a annoncé mardi le gouverneur de la Banque centrale, Miguel Fernandez Ordonez, confirmant que le recul du PIB, de 0,3% au dernier trimestre 2011, s'était poursuivi au début de 2012.

"L'aggravation de la crise de la dette à partir de l'été dernier a interrompu la fragile récupération que l'économie espagnole avait amorcée un an plus tôt", a souligné M. Fernandez Ordonez dans un discours.

Après un dernier trimestre 2011 dans le rouge, "*cette tendance s'est poursuivie durant les premiers mois de cette année, ce qui signifie que l'économie espagnole se trouve de nouveau en récession*", a ajouté le gouverneur.

"*Comme cela s'était déjà produit lors de la récession en 2008 et 2009, c'est la demande intérieure qui accuse la principale faiblesse*", a souligné M. Fernandez Ordonez.

Le gouvernement a d'ores et déjà prévu un taux de chômage à 23,4% en 2012, après 22,85% à la fin 2011.

A la contraction de la demande intérieure s'est ajoutée "*plus récemment l'intensification de la crise de la dette souveraine et ses effets sur le système financier qui ont durci les conditions de financement et porté atteinte à la confiance des investisseurs*", a ajouté le gouverneur de la Banque d'Espagne.

Pour 2012, "*les perspectives ne sont pas favorables*" et la consommation des ménages "*se verra affectée par le recul de l'emploi*", a-t-il prédit. (AFP 17.04)

3- Argentine

La présidente argentine Cristina Kirchner a déclenché lundi une crise avec l'Espagne en annonçant l'expropriation partielle de la compagnie pétrolière YPF, contrôlée par l'Espagnol Repsol.

"*Le patrimoine d'YPF Société Anonyme est déclaré à hauteur de 51% sujet à expropriation*", selon les termes de l'annonce lue en présence de Mme Kirchner et de ses ministres et gouverneurs de provinces.

"*C'est une décision hostile contre Repsol, donc contre une entreprise espagnole, donc contre l'Espagne*", a affirmé de son côté le ministre de l'Industrie, José Manuel Soria.

Madrid a promis des mesures "*appropriées*", "*claires et fortes*".

De Brasilia, la secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton a réagi en déclarant que "*cette décision serait très débattue et avec raison*", lors d'une conférence de presse.

"*Un marché ouvert de l'énergie et des infrastructures est le meilleur modèle de compétence et d'accès au marché*", a-t-elle estimé. "*Cela a été prouvé dans le monde entier*", a-t-elle insisté.

Repsol YPF est le leader sur le marché des combustibles en Argentine. Sa filiale argentine YPF, privatisée dans les années 1990, contrôle 52% des capacités de raffinage du pays et dispose d'un réseau de 1.600 stations-service.

Ignorant la mise en garde de l'Espagne, Mme Kirchner a annoncé l'envoi au Congrès argentin du projet de loi d'expropriation partielle, invoquant un manque d'investissements de ce groupe.

"*Nous n'allons pas procéder à une nationalisation*", a expliqué Mme Kirchner. "*Nous allons faire une récupération*", a-t-elle ajouté, soulignant que "*la compagnie continuera à fonctionner comme une société anonyme, avec des directeurs professionnels*".

Selon le texte publié par son gouvernement, du total "*des actions de la compagnie YPF sujettes à expropriation*", soit un peu plus de la moitié, "*51% appartiendront à l'Etat et les 49% restant seront distribuées entre les provinces productrices*".

La prise de contrôle d'YPF se fera par le vote d'un projet de loi au Congrès argentin et le prix à payer aux actionnaires sera fixé par le Tribunal national d'évaluations.

"*Cette présidente ne répondra à aucune menace*", a poursuivi Mme Kirchner en parlant d'elle-même. "*Je suis un chef d'Etat, non une marchande de légumes*", a-t-elle dit, ajoutant: "*Toutes les entreprises présentes ici, même lorsque l'actionnariat est étranger, sont des entreprises argentines*".

Repsol, de son côté, a qualifié le projet de loi "*d'illégal*" et annoncé qu'il prendrait "*toutes les mesures judiciaires pour préserver la valeur de ses actifs et les intérêts de ses actionnaires*".

Le chef du groupe du parti au pouvoir à la Chambre des députés argentine, Agustin Rossi, a déclaré que seules "*sont sujettes à expropriation les actions de Repsol, jusqu'à atteindre 51%*" du total.

"*Les actions du groupe argentin Petersen (25,4%) ne sont pas concernées, pas plus que les actions en bourse (17%)*", a-t-il dit.

L'Espagne avait mis en garde dès vendredi l'Argentine contre une "*agression*" qui violerait "*le principe de sécurité juridique*". La Commission européenne avait le même jour appelé l'Etat argentin à protéger les investissements étrangers. (AFP 17.04)

Haut de page

Le 19 avril

CAUSERIE

Il est erroné de s'en prendre à la personne de La Talonnette, certes, c'est un pauvre type, un sale type, tout ce qu'on voudra, ce n'est pas nous qui diront le contraire, à lui seul c'est une caricature du Versaillais insipide et médiocre. En réalité, il a pratiqué une politique tellement réactionnaire sur tous les fronts qu'il est ressorti usé prématurément, jusqu'à la corde, au point que ses propres soutiens le lâchent les uns après les autres.

Vous êtes au chômage et vous cherchez désespérément un boulot, vous n'avez plus les moyens de vous soigner, votre fils voudrait poursuivre ses études mais vous n'en avez pas les moyens financiers, vous êtes mal logé et vous êtes étranglé par un loyer excessif, vous ne parvenez pas à joindre les deux bouts avec votre salaire misérable, vous êtes endetté jusqu'au cou, votre vie n'est faites que de sacrifices, de privations et d'humiliations, bref, vous n'en pouvez plus, vous êtes rendu au bord du désespoir, ne vous tracassez pas, faites preuve de patience Mélenchon vous promet le changement... dans dix ans ! (lire plus loin)

Voyez où en est son modèle, Die Linke en Allemagne, et vous aurez compris que le changement en question qu'il vous promet est renvoyé aux calendes grecques ou à à la saint-glinglin.

Cette déclaration peut être interprétée de différentes manières. On pourrait croire qu'il se tire une balle dans le pied, effectivement, pourquoi voter pour un candidat qui renvoie tout changement politique à un futur lointain et hypothétique. Il s'est peut-être rendu compte qu'en faisant naître trop d'espoir dans sa candidature, il pourrait rapidement se retrouver face à des responsabilités et des contradictions qu'il serait incapable d'assumer, dans cette perspective plutôt embarrassante, il serait préférable que le PS obtienne plus de voix et le FdG moins, de façon à la fois à pouvoir se cantonner à un rôle d'opposition parlementaire et entonner le même discours qu'aujourd'hui sans que cela ne l'engage à rien, reportant sur les

électeurs, donc les travailleurs, la responsabilité du statu quo politique qui résultera de la présidentielle et des législatives et la boucle sera bouclée. Reste à savoir qui gobera ce discours et pendant combien de temps.

Bruit de campagne

Le Radeau de la Méduse

En visite mardi dans le Finistère, Nicolas Sarkozy a affiché sa sérénité. Alors qu'il s'intéresse à des canots de sauvetage, un journaliste lui demande si un candidat a besoin d'être sauvé. "*Quel talent*", lui répond-il et ajoute, en désignant les journalistes: "*Je reviendrai fêter ma victoire avec mes amis qui y croient tellement*." (lexpress.fr 18.04)

Il n'a même pas le sens de l'humour ! Même là il faut qu'il mente !

Parisot s'accommodera très bien de Hollande. Mode d'emploi.

Après avoir affiché son soutien à Nicolas Sarkozy, la patronne des patrons a fait le premier pas en direction de François Hollande.

A quelques jours du premier tour de l'élection présidentielle, la patronne des patrons a trouvé de bon ton de faire le premier pas en direction de François Hollande. Le Medef est "*prêt*" et même "*impatient*" de travailler avec le prochain gouvernement, a-t-elle clamé mardi matin devant les journalistes.

Mardi, elle a affirmé "*se sentir plus proche*" de François Hollande sur "*le rôle des corps intermédiaires et du paritarisme*". Elle a également trouvé "*très intéressant*" son projet de "*constitutionnalisation du dialogue social*" tout en souhaitant avoir des précisions sur ce dernier.

Hier, la présidente du Medef n'a pas pu s'empêcher de louer le bilan du candidat sortant. "*Le bilan de Sarkozy n'est pas un boulet, (...) mais il a fait un boulot extraordinaire dans des circonstances extraordinaires*", a-t-elle précisé. (lexpansion.com 18.04)

Traduisons : Il n'y a pas de contradictions dans le discours de Parisot. Hollande poursuivra la politique de Sarkozy avec l'aide du PS et ses satellites et des dirigeants syndicaux qui le soutiendront. Elle le sait, et à défaut de voir reconduit au Palais le candidat naturel du capital usé prématurément par cinq ans d'une politique ultra réactionnaire, elle se satisfera de sa copie qui n'a de gauche que le nom.

Elle doit se souvenir que c'est sous une majorité PS-PCF que le démentèlement des entreprises publiques et le saccage de la fonction publique a commencé avec le soutien des dirigeants syndicaux.

Tour de passe-passe.

Le candidat socialiste déclare mercredi au quotidien allemand Handelsblatt qu'il bloquera le pacte budgétaire cher à l'Allemagne s'il "*ne contient pas de mesures de croissance*". (lexpress.fr 18.04)

En réalité, le PS l'a déjà adopté sous la forme d'une résolution déposée à Starsbourg sous la référence B7 0044/2012 et commune avec le Parti populaire européen de Merkel et Sarkozy, les libéraux (Modem) et les Verts.

- Résolution du Parlement européen du 2 février 2012 sur le Conseil européen du 30 janvier 2012 (format pdf - Acrobate Reader)

De son côté, la Gauche Unitaire Européenne dont font partie le PG, le PCF, (le NPA et LO quand ils avaient des députés européens) avait déposé une proposition de résolution dans laquelle on pouvait lire que "*la mise en place d'un mécanisme de réduction de la dette (...) anéantira les efforts des gouvernements pour faire redémarrer leurs économies et sortir de la crise*", ces partis ne se fixant pas pour objectif d'en appeler à la classe ouvrière pour en finir avec le capitalisme, mais d'aider les gouvernements en place à venir au secours de leurs propres capitalistes afin qu'ils disposent des moyens pour "*sortir de la crise*", moyens parfaitement identifiés, qui consistent à réduire les salaires et à détruire ce qui reste de la législation du travail en l'adaptant aux besoins des capitalistes en concurrence avec les pays émergents.

Ainsi, la Gauche Unitaire Européenne en se proposant de résoudre la crise du capitaliste à la place de ceux qui en sont responsables, ne fait rien d'autre que se situer sur le terrain de notre ennemi de classe pour le soulager d'une sale besogne qu'il aurait été incapable de mener à son terme sans son soutien, sans que ces partis mettent la main à la pâte.

Résoudre la crise du capitalisme dans le sens des intérêts des travailleurs nécessite de rompre avec l'ensemble des institutions de l'Union européenne et le capital, ce qui est impossible à envisager pour des partis fondamentalement liés au capital.

En conclusion, les capitalistes sont incapables de résoudre eux-mêmes leur crise sur le plan politique, donc ils s'en remettent à leurs lieutenants au sein du mouvement ouvrier pour faire la sale besogne à leur place. Dit autrement, ils ne peuvent résoudre cette crise qu'en s'attaquant aux droits fondamentaux des travailleurs, en les faisant payer à leur place, pour s'y atteler et leur faire avaler la pillule, rien de tels que leurs représentants ou prétendus tels.

La stratégie de Hollande.

Derrière l'élection présidentielle, ce sont aussi les législatives qui se profilent à l'horizon. La problématique à résoudre dérange les socialistes. Doivent-ils parier sur une majorité absolue socialiste et ainsi se passer des encombrants alliés d'extrême-gauche ? Ou bien profiter du score intéressant que Jean-Luc Mélenchon pourrait faire à la présidentielle et s'assurer une majorité sans accrocs ?

La sénatrice Marie-Noëlle Lienemann explique la stratégie du candidat. « *Ne pas changer de ligne, ne pas se faire balloter à gauche ou à droite*. » Même discours pour Bruno Le Roux, porte parole de François Hollande. « *Il n'a pas besoin d'aller chercher ici une mesure qui serait plus à gauche et là une mesure qui ferait plus centriste si demain il y avait des ralliements de ce côté-là.* »

L'approche socialiste s'apparente donc à une chevauchée solitaire. Face à une poussée de Jean-Luc Mélenchon aux législatives, un proche de François Hollande relativise. « *Je ne vois pas comment Mélenchon pourrait gagner 200 circonscriptions* » sourit-il.

« *Malgré tout, le PS a intérêt à avoir un accord avec les partenaires de gauche* », juge Marie-Noëlle Lienemann, ce qui pourrait augurer des bras de fer au Parlement. « *Le parti communiste était extrêmement critique avec Mitterrand, avant d'entrer au gouvernement en 1981* » souligne t-elle. En omettant qu'en 1984, les communistes avaient fini par le quitter pour protester conte le virage de la rigueur. (publicsenat.fr 17.04)

Je n'avais pas envisagé le cas de figure où le PS aurait la majorité absolue à l'Assemblée nationale à l'issue des élections législatives. Cela me semble un objectif difficilement atteignable, sauf en cas d'éclatement ou d'effondrement de l'UMP. Tout dépendra aussi de la campagne que mènera le FdG, s'il manifeste la volonté de mobiliser ou non les travailleurs d'ici là, cela semble peu vraisemblable. Je tablerai plutôt pour sur majorité relative qui serait tributaire d'un accord entre le PS et le FdG pour former une majorité à l'Assemblée nationale.

Soutiens à Mélenchon.

Un appel intitulé "*pour nous, c'est Mélenchon*" a été lancé mercredi par plus de 1.000 universitaires, chercheurs, artistes et "*travailleurs de la culture*" en faveur du candidat du Front de gauche pour la présidentielle.

Figurent notamment le généticien Albert Jacquard, le biologiste Jacques Testart, pionnier de la fécondation in vitro, le chanteur Bernard Lavilliers ou encore le psychanalyste et chroniqueur Gérard Miller.

Alors que "*les inégalités rongent la société*", "*aggravées au cours de la période récente*" que ce soit en matière d'éducation, de santé ou de culture, "*une vraie politique de gauche doit choisir le partage des richesses et des pouvoirs et la solidarité avec les plus faibles. C'est l'intérêt général*", écrivent-ils dans cet "appel des 1.000".

"*Plus de 1.300 universitaires, chercheurs, enseignants, personnels de santé, artistes, travailleurs de la culture viennent de signer un appel pour soutenir le programme et la pratique politique du Front de gauche et de son candidat commun Jean-Luc Mélenchon*", affirme le FG dans un communiqué.

Parmi eux, plus de 400 enseignants-chercheurs, dont une centaine de professeurs d'université, des centaines d'artistes et de créateurs, précise-t-il. (AFP 18.04)

C'est pour ces privilégiés du régime à la bonne conscience mise à rude épreuve ces derniers temps que le PG avait été fondé, le PS apparaissant ouvertement trop corrompu par le capitalisme et les Verts renvoyés au rang qu'ils n'auraient jamais dû quitter, celui de parasites, l'écologie ne pouvant constituer les bases d'une nouvelle société ou une alternative politique au capitalisme, c'était la moindre des choses de le reconnaître.

Ces gens-là n'ont pas réellement de conscience politique, seuls leurs intérêts comptent à leurs yeux, ils se mobilisent quand ils les sentent menacés, le reste du temps ils sont absents du combat politique, ils ont mieux à faire semble-t-il, ils en ont les moyens contrairement au reste des travailleurs pour lesquels le quotidien est synonyme d'angoisses et de souffrances perpétuelles.

Il faut assumer ce qu'on est.

Présence en 2007 à la remise de la Légion d'honneur à Patrick Buisson, conseiller controversé de Nicolas Sarkozy, déjeuner

avec Henri Guaino en 2010 et photo au côté de Bachar Al-Assad en 2001, Jean-Luc Mélenchon voit dans ces sorties une "*manipulation*" destinée à le faire chuter. (AFP 18.04)

Rien de plus normal, des broutilles, de simples "*rapports républicains*", une simple "*présence protocolaire*", dans ce cas-là pourquoi y avoir participé, d'autant plus qu'"*enfin c'est quand même pas la guerre civile dans ce pays!*"... sinon vous auriez déjà décampé et on n'entendrait pas parler de vous.

Derrière les discours radicaux de Mélenchon, un larbin du régime. Le gouvernement Jospin (1997-2002), qui avait le plus privatisé, avait donné le "***tempo***", le modèle de Mélenchon. Aux millions de travailleurs au bord du désespoir : le changement politique ce sera dans "***dix ans***", autrement dit jamais !

Jean-Luc Mélenchon affirme qu'il appellera à voter pour François Hollande au second tour parce que leur "*programme commun*" est de "*virer*" Nicolas Sarkozy, ce qui devrait permettre à la gauche radicale d'accéder au pouvoir dans dix ans.

"*Mon intention est que nous soyons au pouvoir dans dix ans. Si Nicolas Sarkozy perd l'élection, la brèche est ouverte en Europe. Nicolas Sarkozy est une proie plus tendre pour la finance internationale que ne l'est François Hollande*", dit-il dans son interview aux Echos.

Prié de dire pourquoi, donc, il appellerait à voter pour le favori des sondages, le leader du Front de gauche répond : "*On veut virer Sarkozy ! Cela fait un programme commun !*".

Selon lui, François Hollande sera obligé d'en venir à ses méthodes à l'égard des milieux financiers et "*il suffit d'attendre.*"

"*La finance l'attaquera lui comme elle a attaqué Sarkozy. Il n'aura alors que deux solutions : résister ou capituler. Et je fais le pari qu'il fera le choix de résister. Et il ne fera pas avec les ectoplasmes qui l'entourent*", dit-il.

"*Je ne suis pas candidat pour être le Premier ministre de François Hollande mais pour conquérir le pouvoir, tout le pouvoir*", ajoute-t-il.

Jean-Luc Mélenchon, qui préconise des mesures fortes contre la "*logique libérale*", estime que sous le gouvernement Jospin, de 1997 à 2002, la gauche du PS avait "donné le tempo" avec les 35 heures sans perte de salaire et l'alliance rouge-rose-verte.

"*Nous avons eu une contribution utile. A la fin de la législature, le rapport de force s'est dégradé. Le mouvement socialiste a fini par être contaminé par l'orientation blairiste social-libérale, à laquelle François Hollande est d'ailleurs très lié*", estime-t-il. (Reuters 18.04)

"*Virer Sarkozy ! Cela fait un programme commun !*" pour ceux qui peuvent s'en contenter, ce qui n'est pas le cas de millions de travailleurs. En réalité le programme de Hollande se situe en-deça de celui de Mitterrand en 81, on s'en fout clame Mélenchon et sa clique de bras cassés.

Actualité en titres

Marchands de bestiaux.

- Bayrou compare les ralliements à Hollande à "*la transhumance*" des troupeaux d'ovins - AFP

- Sarkozy appelle clairement les électeurs du Front national à voter pour lui - AFP

- A J-4, Hollande s'adresse aux jeunes tentés par l'abstention et l'extrême droite - AFP

La girouette ne fait pas le printemps

- Hollande gauchise son discours à quelques jours de l'élection - L'Express.fr

Peu importe...

- Une victoire de François Hollande inquiète modérément le marché - Reuters

... il persiste....

- François Hollande: "*Le changement, c'est dimanche*" - L'Express.fr

...peu importe...ce ne sera pas demain la veille :

- Jean-Luc Mélenchon: «*Nous serons au pouvoir dans moins de 10 ans*» - 20minutes.fr

Décadence.

- Du porno au parlement thaïlandais - L'Express.fr

- Un prêtre et comédien russe se lance en politique - LeFigaro.fr -

Leur modèle de société.

- Aux Etats-Unis, une fillette menottée pour avoir piqué une colère en classe - L'Express.fr

Elle a six ans, j'ai lu qu'ils l'avaient mise en cage en attendant ses parents.

INFOS EN BREF

Politique

Etats-Unis

Les Etats-Unis et l'Otan ont vigoureusement condamné mercredi des photos de soldats américains posant au côté de cadavres d'insurgés afghans, dont certains démembrés, un scandale qui éclabousse à nouveau l'armée américaine à un moment clé dans le conflit en Afghanistan.

Dans leurs réactions, tant le chef du Pentagone que le porte-parole de la Maison Blanche se sont dits "*déçus*" par la publication de ces photographies malgré les demandes du département de la Défense. (AFP 18.04)

Social

1- Slovénie

Des dizaines de milliers d'enseignants, de médecins, de policiers et d'autres fonctionnaires se sont mis en grève mercredi en Slovénie pour protester contre les mesures d'austérité.

Quelque 80.000 employés de la fonction publique ont pris part à la grève, soit un fonctionnaire sur deux, ce qui en fait le mouvement le plus suivi depuis l'indépendance de l'ex-république yougoslave, en 1991. La plupart des écoles sont restées fermées.

"*Cette grève est un message sérieux au gouvernement: nous sommes déterminés à défendre l'Etat social et les critères acquis dans l'éducation*", a dit Branimir Strukelj, qui dirige la confédération des syndicats du secteur public.

Le gouvernement de droite du Premier ministre Janez Jansa, qui a pris ses fonctions en février, a prévenu qu'il mènerait une sévère politique d'austérité dans un pays dont la dette s'est envolée - elle était de 21,9% du PIB en 2008, elle est passée à 47,6% l'an dernier.

L'objectif du gouvernement est de ramener le déficit budgétaire de 6,4% du PIB l'an dernier à 3,5% cette année, au prix notamment d'une réduction des salaires et des pensions de retraite dans la fonction publique.

Le traitement des fonctionnaires pourrait ainsi être réduit de 7,5% au 1er juillet.

"*L'économie slovène est sur le fil*", a répété Janez Jansa mardi à la télévision publique. "*Douze mille entreprises ont fait faillite dans cette crise, nous ne pouvons par alourdir le fardeau du secteur privé.*"

Après s'être contracté de 8% en 2009, le produit intérieur brut de la Slovénie s'est légèrement redressé en 2010 mais le pays a replongé dans la récession avec une contraction de 0,2% en 2011 et des prévisions de l'ordre de -0,9% cette année.

Selon le gouvernement, 120.000 emplois ont disparu dans le secteur privé ces trois dernières années tandis que les effectifs de la fonction publique passaient de 150.000 à 160.000 employés environ. La Slovénie compte 2 millions d'habitants.

Le chômage frappe lui 12,4% de la population active contre 7% fin 2008. (Reuters 18.04)

2- Grande-Bretagne

Selon le "Times", des centaines de milliers de patients ont été renvoyés chez eux en pleine nuit faute de place à l'hôpital.

Un invalide de 94 ans renvoyé de l'hôpital en taxi à une heure du matin, sans son fauteuil roulant et sans personne pour l'aider à monter les escaliers menant à son appartement ; un patient âgé de 80 ans obligé de repartir tout seul chez lui au milieu de la nuit, en pyjama, après avoir reçu une piqûre de morphine, et qui meurt d'une crise cardiaque dans son appartement quelques heures après... À en croire une enquête menée par The Times, la manière dont sont traités les patients dans les hôpitaux anglais est indigne, nombre d'entre eux ayant ainsi été "*jetés dehors*" à des heures indues et sans assistance adéquate, même dans le cas de personnes âgées et vulnérables.

Le quotidien britannique a ainsi publié, le 12 avril dernier, un article qui dénonce la pratique, apparemment habituelle, de congédier des patients au beau milieu de la nuit pour libérer des lits. Selon le journal, quelque 400 000 patients traités dans les hôpitaux anglais publics en 2011 seraient ainsi repartis chez eux entre 23 heures et 6 heures du matin, souvent dans des conditions inacceptables. Enquête ouverte

"*Il s'agit d'une attitude inconsidérée et choquante, qui ne fait preuve d'aucune compassion envers le patient, a déclaré Katherine Murphy, directrice de Patients Association, une association britannique de protection des droits des patients. Les hôpitaux considèrent sans doute qu'il est acceptable pour eux de renvoyer des patients au milieu de la nuit sans même les prévenir à l'avance, mais est-ce vraiment dans l'intérêt d'un malade qui a peut-être passé un long séjour en hôpital et qui n'est pas forcément prêt à retourner seul dans une maison vide et froide ?*" Selon elle, son association reçoit ainsi régulièrement des appels de patients renvoyés en pleine nuit sans notification préalable, se plaignant d'une attitude qu'ils décrivent comme "*insensible, irréfléchie et cruelle*".

Le gouvernement a demandé l'ouverture d'une enquête. De son côté, Bruce Keogh, directeur médical du NHS (National Health Services, l'équivalent britannique de la Sécurité sociale), a déclaré qu'il se pencherait sur la question. "*Les patients devraient pouvoir quitter l'hôpital quand leurs soins sont terminés, mais aussi quand il est pratique pour eux comme pour leurs familles qu'ils rentrent chez eux*", a-t-il ajouté.

Le NHS a admis sur son site qu'il ne mettait pas en cause la véracité des témoignages de patients renvoyés chez eux pendant la nuit de façon inadéquate. Mais ses responsables notent aussi que la majorité des départs de nuit sont volontaires ou justifiés, citant ainsi le cas de femmes souhaitant rentrer chez elles après un accouchement sans problème, de personnes en état d'ébriété ayant dessoûlé ou de patients soignés après avoir été admis aux urgences pour des blessures mineures. (lepoint.fr 18.04)

Ils ne sont pas parvenus à privatiser le système de santé en Grande-Bretagne, alors ils l'ont laissé pourrir sur place en l'asphyxiant financièrement.

Economie

1- FMI

Le Fonds monétaire international (FMI) estime que 58 grandes banques européennes pourraient être amenées à réduire leurs actifs de 2.600 milliards de dollars d'ici la fin 2013 pour se conformer aux exigences de l'Autorité bancaire européenne en matière de ratios de fonds propres.

Cela limitera la capacité de financement des banques, en particulier dans les pays où les taux d'intérêt restent élevés et dans les pays émergents d'Europe de l'Est, ajoute le FMI dans son rapport semestriel sur la stabilité financière mondiale, publié mercredi en prélude aux réunions de printemps du FMI et de la Banque mondiale.

Dans son scénario central, le FMI estime que l'allégement du bilan des banques européennes se traduira par une baisse de 1,7% de l'offre de crédit sur deux ans. Celle-ci baisserait de 1% supplémentaire en Italie.

Il en résulterait une contraction du crédit de 4,4% et un repli du produit intérieur brut (PIB) de 1,4%, ajoute le FMI en recommandant à l'Union européenne d'aider ses banques à se recapitaliser.

L'Union européenne, ajoute-t-elle, devrait aussi envisager d'injecter dans les banques des capitaux venant de fonds publics.

Même si l'UE a convenu d'un pacte européen pour durcir ses règles budgétaires et a lancé des plans de sauvetage financier des pays fragilisés, et même si la BCE a radicalement baissé ses taux d'intérêt et massivement racheté des obligations souveraines, le FMI estime que ces mesures ne suffisent pas.

Il recommande que la zone euro mutualise son risque souverain, une mise en commun qui a déjà commencé avec les rachats de dette souveraine par la BCE et avec les émissions obligataires du Fonds européen de stabilité financière (FESF).

"*La crise a montré que les mécanismes de discipline budgétaire ont échoué, que l'intégration économique demeure limitée et que l'intégration financière est difficile si les gouvernements nationaux restent en fin de compte responsables chacun de leur système financier*", écrit le FMI dans son rapport. (Reuters 18.04)

2- Italie

Le gouvernement italien a prévu mercredi une aggravation de la récession pour 2012 et retardé ses prévisions de retour à l'équilibre budgétaire, estimant que "*malgré les progrès accomplis, il reste encore beaucoup à faire*".

Dans un communiqué publié à l'issue d'un conseil des ministres, le gouvernement a annoncé une révision à la baisse de ses prévisions de Produit intérieur brut (PIB) pour 2012, prévoyant une contraction de 1,2% contre une baisse de 0,4% lors de la dernière prévision officielle datant de décembre.

Pour le gouvernement, "*l'action de rééquilibrage financier a été accompagnée par l'adoption de diverses mesures de réforme destinées à lever les principaux obstacles qui ont entravé le potentiel de croissance de l'Italie*", en référence aux réformes controversées du marché du travail facilitant les licenciements et aux libéralisations.

"*Cette crise impose un prix très élevé aux familles, aux jeunes, aux travailleurs, aux entreprises et parfois ces expériences s'achèvent dans le désespoir*", a-t-il reconnu sur un ton grave, évoquant la vague de suicides en Grèce et en Italie. (AFP 18.04)

Haut de page

Le 20 avril

CAUSERIE

J'aurais tendance à avoir le même état d'esprit que ces millions de travailleurs qui estiment que voter ou non le 22 avril et le 6 mai prochain ne changera rien à leurs conditions misérables ni demain ni d'ci "*10 ans*" (Mélenchon).

Tactiquement pour un parti combattant pour la révolution socialiste, sans manifester la moindre illusion dans le Front de Gauche dont la nature est clairement contre-révolutionnaire, ses dirigeants l'ont affirmé eux-mêmes, que dis-je, martelé en proclamant que le "*grand soir*", la révolution pour s'emparer du pouvoir n'était pas leur tasse de thé, autrement dit que leur objectif n'était pas d'inverser le rapport de force entre classe dominante et classe dominée, donc leur politique doit être compatible avec la survie du capitalisme, en comparaison l'UMP et le PS figurent dans le camp du capital, de la réaction, tactiquement il était intéressant de soutenir le FdG ou plutôt de participer à sa campagne électorale dans le seul objectif de mettre en lumière ses contradictions, ce qui devait permettre d'aider les travailleurs et les militants qui y sont associés à se défaire des illusions qu'ils avaient placées dans le FdG, de les gagner au socialisme, pas à la version réformiste ou stalinienne du PG ou du PCF, mais à celle des marxistes.

Tactiquement aussi, nous avons estimé que plus le candidat du FdG obtiendrait de voix, outre que cela alimenterait ses propres contradictions, celles du PS en seraient d'autant plus criantes, voire explosives au sein de ce parti, ce qui, étant appelé à gouverner, nourrirait les contradictions du régime avec lequel ce parti se confond ; notre objectif étant de favoriser tout processus qui permettrait de faire sauter les obstacles qui se dressent sur la voie qui conduit à l'éclatement du régime, processus qui ne pourrait se dérouler sans le déclenchement d'une grave crise au sein du PS et ses satellites, crise qui à son tour alimenterait celle du régime.

Contrairement aux renégats et aux traitres qui parlent en notre nom, nous visons la liquidation du régime et de tous les partis qui le soutiennent. Pour y parvenir, notre objectif principal ou notre stratégie demeure subordonnée à la construction du parti. Démasquer le double langage du FdG ne suffit pas, il faut faire en sorte que la nature du PG qui est un parti récent se manifeste ouvertement, le plus rapidement possible pour en finir avec ce parti qui est une nouvelle excroquerie politique, un pur produit du PS dont est issu son principal dirigeant.

Je suis absolument certain que parmi les militants il y en a qui se demandent si Mélenchon pourrait redevenir Trotskiste sur le

tard... En ayant pour modèle Mitterrand et Jospin selon l'intéressé lui-même, vous y croyez vraiment, dites-nous que c'est une blague ? Pourquoi ne pas croire sur parole Pierre Laurent, le secrétaire national du PCF, comme d'autres ont cru à d'autres époques aux discours de Thorez ou de Marchais auxquels ils n'avaient apparemment pas compris grand chose.

Si je peux me permettre un conseil à ces camarades pour les aider à progresser politiquement. Tout et son contraire est contenu dans les discours de ces charlatans, sous une forme implicite ou explicite tout y est, absolument tout. Et il n'est pas nécessaire de chercher ailleurs ou de recourir à des moyens déloyaux ou malhonnêtes pour les confondre et les démasquer. Il suffit de savoir lire, de prendre le temps de lire attentivement ce qu'ils disent et de réfléchir à ce que recouvrent ce qu'ils disent, pour découvrir la véritable signification de leurs paroles, attention, quoi qu'il en disent par ailleurs qui sera analysé à part et réintroduit si nécessaire dans notre analyse finale.

On a l'habitude de dire que les idées dominantes dans la société correspondent aux idées de la classe dominante. En revanche, on s'attarde beaucoup moins sur le support idéologique qui sert à leur épanouissement et qui plonge au plus profond de l'inconscience humaine, dont l'ignorance est la manifestation vivante. Ignorance que l'on sous-estime en permanence et qui remonte à la nuit des temps, bien avant que l'homme commence à se poser des questions sur ses rapports au monde extérieur. Ignorance qui a survécu jusqu'à nos jours malgré le développement de la civilisation humaine, parce qu'en venant au monde chaque être humain en fait obligatoirement l'expérience, puis tout au long de sa vie, pendant une durée plus ou moins longue à des dégrés divers en fonction de ses expériences et la faculté qu'il aura développée ou non pour les analyser, il oeuvrera pour maîtriser ses rapports au monde extérieur, pour façonner son environnement et la société en fonction de ses besoins ou aspirations. L'oeuvre d'une vie consistera à lutter sans cesse pour réduire le champ sur lequel s'exerce l'ignorance pour gagner en liberté.

Mal outillé pour mener à bien cette mission de toute une vie, il va forcément tâtonner, se livrer à des extrapolations, laisser vagabonder son imagination au détriment de la réalité dont il va s'écarter inconsciemment, se fourvoyer, finalement, il va privilégier les apparences souvent trompeuses que peut prendre la matière à défaut d'en percer l'intimité ou le mystère.

Les discours ou les théories savantes qu'il sera amené à formuler favoriseront, soit la matière ou les faits, soit l'idée qu'on s'en fait et qui peut se décliner à l'infini, de telle sorte que ces idées pour acquérir une cohérence et une certaine légitimité seront érigées en système.

A l'étape suivante, le sujet d'étude ou de réflexion ne sera plus la matière ou les faits en eux-mêmes, dans leurs rapports, mais portera sur la validité ou non de tel ou tel système élaboré au fil du temps, au point de perdre de vue que le verbe ne précède pas l'action et qu'il n'existe que par lui.

A ce stade, les faits sont déjà devenus intangibles, pour ainsi dire immatériels, alors de là à penser que la connaissance ou la vérité serait également impalpable, impossible à déterminer, au-delà de ce à quoi l'homme peut accéder, il n'y a qu'un pas qui est franchi lorsqu'on déclare que le développement du capitalisme ne correspond pas à un processus historique qui aurait comme tout processus un début et une fin, mais qu'il existerait de tous les temps et qu'il serait voué à exister pour l'éternité.

Il faut être ignorant pour croire une pareille faribole, assurément, cela signifie également qu'on a intégré un mode de pensée qui ne repose pas sur les faits mais sur l'idée qu'on en a, non pas sur une base ou une interprétation scientifique des rapports qui régissent la société et le monde et qui tendent forcément dans une direction donnée, mais sur une interprétation des faits qui favorise l'inconscience ou l'ignorance qui a accompagné le développement de la civilisation humaine jusqu'à nos jours.

Au lieu de se conduire en matérialiste, on adopte l'idéalisme qui conduit à reproduire la société telle qu'elle est.

Alors que le matérialisme dialectique et historique repose sur l'évolution des rapports des différents facteurs qui composent la société et coucourent à sa transformation, pour évaluer la tendance vers laquelle tend son développement au fil du temps, afin d'agir dessus pour la modifier dans un sens favorable à l'épanouissement de l'humanité, l'idéalisme se complaît à définir cette tendance dans le monde tel qu'il existe, comme si le système économique en vigueur et tous les rapports qui en découlent étaient figés pour l'éternité, indépassable, etc. Extrapolation à laquelle on ne peut parvenir qu'en niant l'évolution de ces rapports dont les contradictions tendent en permanence à dépasser, à faire éclater ce système dont les contours, les possibilités ou les limites ne sont pas inifinies mais correspondent à un moment du développement des forces productives et de la lutte des classes qui eux ne connaissent pas de répit.

Le matérialisme symbolise le mouvement inhérent à toute chose ou être, sans lequel toute existence serait impossible, donc la matière quel que soit l'état ou la représentation sous laquelle elle se présente à nous. L'idéalisme pour exister, doit nier ce mouvement ou l'enfermer dans une construction arbitraire, qui ne prend en compte la matière que pour justifier sa propre existence, tandis que la compréhension des lois de fonctionnement de la matirère continuera de nous échapper.

L'idéalisme constitue le principal piège de la pensée humaine, il menace même l'existence de la civilisation humaine depuis qu'elle a développé les instruments de sa propre destruction.

Pour en revenir à notre sujet, les mots ne sont jamais des abstractions en soi, ils renvoient toujours à une réalité, palpable ou

latente, etc. quand bien même serait-elle imaginaire qu'elle sortirait du cerveau d'un homme.

On peut affirmer que l'idéalisme est si répandu de nos jours, qu'au sein même du mouvement ouvrier peu de militants croient encore qu'il serait possible de changer la société, la plupart ont intégré l'idée que le socialisme n'était qu'une utopie ou un système merveilleux imaginé par des penseurs brillants, mais qui finalement n'avaient pas vraiment la tête sur les épaules, démontrant par là qu'ils (ces militants) n'avaient toujours pas compris que le capitalisme correspondait une période historique du développement des forces productives et de la lutte des classes qui constituaient les moteurs du développement de la civilisation humaine depuis le néolithique.

La faute en revient à nos dirigeants, qui en recourant à des méthodes indignes du mouvement ouvrier et se compromettant avec notre ennemi et ses laquais, ont démontré qu'ils étaient incapables d'assumer la continuité du marxisme, de résister à la pression de l'idéologie dominante... Le marxisme est un guide pour l'action, certes, mais c'est aussi une théorie qui intègre tout ce qui a été dit plus haut, qui prend appui sur ce processus historique et la tendance qui s'en dégage au-delà du capitalisme en faveur des exploitées et de l'humanité toute entière, pour peu qu'on soit capable de la traduire en terme de tâches politiques et de programme d'action.

Enseignement du marxisme. Le Parti communiste n'a jamais été communiste.

Lénine : discours au comité exécutif de l'Internationale communiste, 17 juin 1921 (Les Cahiers du mouvement ouvrier - n° 22, CERMTRI). Extrait.

- "*Prenons un autre exemple, celui de Marcel Cachin et d'autres, qui, au Parlement français, promeuvent l'accord franco- anglais et affirment que cet accord est une garantie de paix. C'est de d'opportunisme, et le parti qui admet cela n'est pas un Parti communiste. Bien sûr, dans notre révolution , nous devons indiquer qu'il faut souligner tels et tels faits, que telles ou telles interventions ne peuvent être admises, que ce n'est pas communiste. Mais la critique doit être concrète. Il faut stigmatiser l'opportunisme.*

Mais le véritable opportunisme du parti, qui s'exprime dans le discours de Cachin, n'est pas soumis à la critique. Au lieu de le critiquer, on critique cette expression et on donne de nouveaux conseils. Voilà ce qu'a dit le camarade Trotsky dans son discours.

Le camarade Laporte avait donc complètement tort, et le camarade Trotsky, en protestant contre cela, avait absolument raison. Peut-être la conduite du parti français n'était-elle pas tout à fait communiste. J'étais prêt à l'admettre." (...)

- "*Nous devons critiquer ouvertement le Parti communiste français, dire que ce n'est pas un Parti communiste, dire que la politique défendue et représentée au Parlement français par Marcel Cachin sur l'union de la France et de l'Angleterre pour l'exploitation des masses ouvrières (je n'utiliserai pas cette expression officiellement) — par des brigands, et pas par de simples brigands, mais par de gros brigands —, nous devons souligner avec la plus grande précision et la plus grande franchise que cette politique, défendue par Cachin, exprimée dans tel ou tel discours de Cachin dans tel ou tel numéro du journal, n'est pas du communisme, mais de l'opportunisme.*"

Si même sous l'influence de Lénine et Trotsky le Parti communiste n'était pas parvenu à devenir un véritable Parti communiste, autant dire qu'il ne l'a jamais été... sous Staline ! Alors de là à être nostalgique d'un parti qui n'a jamais existé en tant que tel, nostalgique de quoi, d'illusions ?

Si on en juge par l'absence d'un véritable parti communiste 90 ans plus tard, on aurait tendance à penser que les dirigeants qui ont pris la relève de l'Opposition de gauche après l'assassinat de Trotsky, étaient davantage animés par des illusions que par la réalité à laquelle ils n'ont semble-t-il pas compris grand chose, pas plus qu'aux enseignements de Lénine.

Je voudrais préciser aux camarades qui seraient tentés de télécharger des documents publiés par le CERMTRI, qu'il faudrait peut-être prendre avec du recul ou beaucoup de précautions les articles qui émanent des responsables du CERMTRI pour ne s'intéresser qu'aux articles originaux qu'ils ont traduits et reproduits.

D'où me vient cette mise en garde ? De la lecture de plusieurs articles ou de la présentation de différents documents que je suspecte d'avoir été rédigés pour influencer les lecteurs dans une direction précise, conformément à la politique définie par les dirigeants du POI (CCI) qui dirigent le CERMTRI.

Deux exemple.

Quand Lénine et Trotsky engage le combat contre le gauchisme et l'opportunisme (au IIIe Congrès de l'Internationale communiste), c'est forcément au nom du "*front unique*" qui sert d'unique stratégie aux dirigeants du POI (avant à l'OCI, PCI, PT)... A la lecture de cet article, que confirme la résolution sur la France adoptée par le IIIe Congrès de l'IC, j'aurais plutôt tendance à penser que Lénine et Trotsky avaient engagé ce combat dans l'objectif d'épurer le Parti communiste de ses brebis galeuses

qui avaient davantage leurs places à la SFIO. Quand Lénine dit que "*le véritable opportunisme du parti, qui s'exprime dans le discours de Cachin, n'est pas soumis à la critique*", on a plutôt l'impression qu'il veut aller au bout et avoir sa peau, comme il réclamera l'exclusion des dirigeants engagés dans la franc-maçonnerie ou ayant conservé des liens avec elle.

Dans un autre document, ils volent carrément au secours de Staline accusé d'avoir fomenté une famine en Ukraine et causé des millions de morts... Accusation vraie ou fausse, on s'en fout totalement à vrai dire, cela ne change rien à la nature du bourreau de la révolution russe. En quoi les accusations portées contre lui par des représentants du capitalisme auraient-elles un rapport avec les ennemis du stalinisme que nous sommes ou pourraient-elles nous porter préjudice, en quoi et depuis quand serions-nous comptables des crimes de Staline ? Etrange, non ?

Bref, les staliniens s'en réjouiront. Comment auraient-ils pu imaginer un seul instant il y a à peine trois décennies, que leurs pires "*ennemis*", les "*hitléro-trostkistes*" voleraient au secours du Petit Père des peuples ? Depuis le début des années 80, ces "*trotskistes*" se sont encanaillés de staliniens et néo staliniens jusque dans leur propre parti, ceci explique peut-être cela.

La semaine dernière, dans le numéro 195 d'*Informations ouvrières*, c'était un stalinien repenti, membre de la direction du POI, qui s'était ému du manque d'impartialité de son journal envers les anciens dirigeants du PCF, Thorez, Duclos et Cie. Une simple coïncidence sans doute. Dorénavant, il vous faudra prendre des gants et faire preuve de mesure lorsque vous évoquerez les bourreaux du mouvement ouvrier international.

Un luxe dont nous nous passerons, ne serait-ce qu'en mémoire de leurs victimes passés, présentes et à venir. Cela dit, il ne nous viendrait pas à l'esprit de nous livrer à des falsifications envers notre ennemi quel qu'il soit. Que l'on prenne sur le coup la défense de dirigeants réformistes ou staliniens lorsqu'ils sont attaqués par la bourgeoisie, c'est normal puisque cela préfigure une attaque généralisée contre l'ensemble du mouvement ouvrier, syndicats et partis compris. Mais près d'un siècle plus tard, c'est grotesque, d'autant plus que l'anticommunisme continue de s'exprimer à travers le monde sans que le POI ou le CERMTRI ne s'exprime sur cette question pourtant d'actualité.

Deux exemples me viennent à l'esprit.

Récemment il était question de déménager le buste de Marx devenu encombrant dans je ne sais plus quelle ville en Europe, vous en avez entendu parler, non évidemment. L'élection du président allemand qui s'était notamment illustré par se chasse aux "*communistes*" après la chute de la RDA.

Pour détacher les travailleurs du capitalisme, vous vous y prenez comment : vous vantez ses mérites ou vous mettez l'accent sur les conséquences dramatiques de sa survie ? Il en va de même dans le combat contre le stalinisme et toutes les formes d'opportunisme. (A suivre)

Bruit de campagne

Le prochain Bonaparte s'adresse à sa cour.

Le candidat PS à la présidentielle, François Hollande, a assuré mercredi sur RMC et BFMTV qu'il "*gouvernera à gauche*", "*qu'il n'y aura pas d'ouverture*" et que son Premier ministre "*sera socialiste*" s'il est élu le 6 mai. (AFP 19.04)

Il enfonce le clou.

François Hollande, candidat PS à la présidentielle, affirme dans un entretien à l'AFP avertit qu'il n'y aura "*pas de négociation entre partis dans l'entre-deux-tours*" et que s'il est élu "*c'est son projet qui s'appliquera et pas un autre*". Et d'ajouter "il n'y a pas de place dans une présidentielle pour une négociation entre partis. Pas de troc, de concession, d'échanges". Plus loin :"*François Mitterrand n'avait pas fait différemment en 1981. Il rappelait que c'est sur ses 110 propositions que le gouvernement serait constitué et que l'action serait conduite*.". (Reuters 19.04)

Complétons, il semblerait que Hollande ait oublié de préciser que Mitterrand s'empressera de revenir sur l'essentiel de ses "*110 propositions*" pour instaurer... l'austérité !

Réponse de ses laquais

Dans l'entre-deux tours et pour les législatives à venir, M. Mélenchon a aussi assuré qu'il ne se "*dédier(ait) jamais du drapeau*" FG : "*ni à vendre, ni à acheter, ni à domestiquer!*". (AFP 18.04)

Il devait tenir les mêmes propos quand il était à l'OCI, puis au PS... Contrairement à ce renégat, je n'ai jamais "*vendu*" mes idées pour faire carrière, pour un siège de député ou de sénateur. On ne sait pas trop de quel drapeau il parle, puisque celui des

Versaillais flotte au vent dans tous ces meetings. A lui tout seul, le Front de gauche est déjà le Front populaire !

"*Il n'est question ni de soutien, ni de participation, ni d'opposition (...) Il n'y a pas de combines à l'horizon, il n'y en aura pas!*", a affirmé Pierre Laurent mercredi, lors de l'émission "Questions d'info" LCP/Le Monde/AFP/France Info. (AFP 18.04)

Vous avez bien lu, ni soutien ni participation ni opposition, quoi alors ? Rien que du vent, des paroles, de la gesticulation en guise d'action ? Ils soutiendront le gouvernement à leur manière, voilà tout.

Mélenchon gauchit son discours

Le 19 avril 2012. Jean-Luc Mélenchon, lors de son dernier meeting au parc des expositions de la porte de Versaille.

Mélenchon a débuté par un tonitruant "*Ha ha ha! On a bien travaillé!*". "*La France s'est réveillée*", "*le feu a pris à la plaine, il leur grille les fesses*" et "*le peuple qui a voté non majoritairement en 2005 (au référendum européen, ndlr) réclame son dû*", a-t-il assuré, sous les "résistance, résistance!" de la foule.

Alors, "*en chassant Sarkozy, nous n'allons pas seulement nous débarrasser de quelqu'un qui nous a pourri la vie*", nous allons surtout mettre fin "à l'axe +Merkozy+, le coeur de l'Europe austéritaire", a-t-il dit, ironisant aussi sur "*Sarkozy-rikiki*" qui n'ose pas parler d'indépendance de la BCE.

Et de lancer un appel anti-FN. "*C'est nous qu'il faut aider parce que c'est en nous aidant qu'on repousse le danger qui accablerait un gouvernement progressiste si après la chute de Sarkozy, la droite pouvait se recomposer*" autour du FN, a-t-il mis en garde.

«*Vous l'entendrez de nouveau cette voix mièvre qui va vous dire de céder*», a-t-il lancé raillant les «*éditocrates*», les «*cire-pompes*», les «*porteurs de sacoches*» qui rejoignent Hollande, «*la divine odeur de la gamelle ayant changé de camp*». (comme lorsqu'il quitta l'OCI pour le PS ! - Ndlr)

Et il prépare ses partisans. «*Sur vos postes de travail, dans les cités, c'est à vous de porter le programme du Front de gauche maintenant*», lance-t-il.

Plus tôt dans la soirée Pierre Laurent, secrétaire national du PC, avait déjà prévenu: «*Tout nouveau traité européen devra être soumis au vote des Français.*»

Aller dire "*à tous les profiteurs de la finance qui se sont gavés depuis 20 ans que la récréation est terminée*" et "*congédiez Nicolas Sarkozy et son club de patrons milliardaires!*", a-t-il ajouté. (20minutes.fr et AFP 19.04)

Sachant que le Front de gauche ne mobilisera pas les masses pour imposer les quelques mesures qui seraient favorables à la classe ouvrière, Mélenchon les appelle à " *porter*" son programme, et si elles ne le font pas, elles porteront la responsabilité des conséquences qui en découlera...

Ne vous laissez pas impressionner par le discours radical de Pierre Laurent, ces prédécesseurs en tenaient un beaucoup plus radical encore, vous alliez voir ce que vous alliez voir, pour finalement se coucher devant la Bourse...

Actualité en titres

L'aristocratie ouvrière loge au Palais

- Petroplus: l'intersyndicale veut être reçue au ministère de l'Industrie - AFP

Au fait, s'il est exact que la majorité des travailleurs vont bien exprimer le rejet de la politique de Sarkozy à travers leur vote, reste encore à déterminer quel contenu politique ils vont lui donner. Donc pas d'emballement, restons lucide...

L'info la plus approximative de la semaine

- 2,5 milliards de personnes sont dépourvus de compte en banque - AFP

Il y a environ 7 milliards d'habitants sur terre. La moitié se compose de mineurs, il ne reste plus que 3,5 milliards d'adultes, il faudrait donc croire, selon un sondage publié jeudi par la Banque mondiale, que deux tiers d'entre eux ne disposeraient pas d'un compte en banque. Je ne fréquente que des prolos en Inde, ils ont tous un compte en banque, seuls les miséreux n'en ont pas. Dans le village de pécheurs où j'habitais avant, ils avaient tous un compte en banque par exemple.

Il n'est pas venu à l'esprit de ces crétins de la Banque mondiale que dans certains pays, dont l'Inde, chaque personne ne ressent pas forcément le besoin de détenir un compte en banque, un seul suffit pour un couple ou une famille entière. Cela vaut pour d'autres pays dits développés. Quand je vivais avec mon ex-épouse, nous ne possédions qu'un seul compte commun.

C'est comme lorsqu'ils évaluent la pauvreté, leurs données sont totalement erronées, puisqu'ils ne tiennent pas compte du nombre de personnes qui composent un ménage, ni le nombre de personnes en âge de travailler.

INFOS EN BREF

Politique

L'UE, un organisme policier

L'Union européenne a approuvé jeudi le transfert aux autorités américaines, au nom de la lutte anti-terroriste, des données sur les passagers des vols transatlantiques, malgré les craintes que ce texte porte atteinte au respect de la vie privée.

Le Parlement européen, réuni en session plénière à Strasbourg, a validé par 409 voix contre 226 cet accord négocié entre Bruxelles et Washington, qui autorise durablement le transfert de ces données concernant les quelque 48 millions de passagers qui voyagent chaque année entre les deux continents.

Les Etats-Unis ont immédiatement "*applaudi*" ce vote, qui va permettre de garantir "*la sécurité des voyageurs*", a indiqué dans un communiqué l'ambassadeur américain auprès de l'Union européenne, William Kennard.

Le transfert des données "*a aidé dans pratiquement toutes les enquêtes américaines de premier plan sur le terrorisme au cours des dernières années*" pour arrêter les auteurs d'attentats, a-t-il assuré.

Les données en question, dites "PNR" (Passenger name record), sont fournies par les voyageurs eux-mêmes aux transporteurs aériens: nom et coordonnées du passager, dates et itinéraire du voyage, moyens de paiement utilisés, numéro de la carte de crédit, agence de voyage, informations sur les bagages, menu réservé à bord, etc.

Actuellement, ces informations sont déjà transmises aux autorités américaines, mais dans le cadre d'un accord provisoire contesté. Les eurodéputés avaient rejeté une première mouture de ce texte en 2007, ce qui a forcé la Commission européenne à en négocier l'an dernier une nouvelle version avec Washington.

La commissaire européenne chargée du dossier, Cecilia Malmström, a reconnu que le texte n'était "*pas parfait à 100%*", mais a assuré que pour autant il respectait "*pleinement le droit européen*". (AFP 19.04)

Comme quoi le " *droit européen* est antidémocratique et policier.

Economie

1- Analyse

Joseph Stiglizt a présenté un exposé intitulé : "*Le mercantilisme est-il condamné à échouer ? La Chine, l'Allemagne et le Japon et l'épuisement des pays débiteurs.*" Pour l'économiste américain, la réponse est clairement oui.

Son raisonnement est simple. Certaines puissances comme la Chine, l'Allemagne et le Japon ont prospéré dans un système mercantile en dominant toutes les exportations, face à quelques pays comme les États-Unis qui, eux, affichent des déficits commerciaux colossaux.

Ainsi, les pays en excédent commercial imposent des coûts aux autres. Or, la persistance de ces excédents a entraîné une situation insoutenable, que Stiglitz baptise "*l'épuisement du débiteur et du déficit*".

Ce système est donc voué à disparaître. En effet, les pays réalisent que leurs déficits commerciaux ne sont pas tenables à long terme, et tentent dans le même temps de retrouver des excédents commerciaux.

Bien sûr, tous ne peuvent pas dégager des excédents. L'économie devient donc un jeu de patate chaude, chacun renvoyant le déficit vers quelqu'un d'autre, par l'intermédiaire de mouvements commerciaux agressifs, tels que des dévaluations de la monnaie.

Le système serait donc au bord de l'effondrement. Afin de mettre fin à ce système instable, il convient pour Stiglitz d'« *empêcher les pays excédentaires de dégager un excédent* ». Pour cela, une seule méthode : responsabiliser les pays déficitaires. Ces derniers doivent "*refuser d'être passifs*", "*éviter un déficit*" de leur côté, rendant ainsi mécaniquement impossible l'excédent de l'autre côté.

Cependant, Stiglitz évoque un début de solution, sous la forme d'un système mondialiste. L'économiste recommande la mise en place d'une monnaie de réserve autre que le dollar, un système de régulation global, et une plus grande coordination de la politique monétaire pour éviter les guerres de devises et les dévaluations compétitives. (Atlantico.fr 19.04)

Encore un économiste véreux. Non ce système n'est pas voué à disparaître, car il est trop juteux pour ceux qui en profitent. Non, les capitalistes les plus puissants ne sont pas des philanthropes. Ils sont déjà à l'origine de deux guerres mondiales, monsieur Stiglitz ne le saurait-il pas ou l'aurait-il oublié ? S'il devait disparaître, ce serait uniquement sous les coups de boutoir de la lutte de classe du prolétariat international combattant sous le drapeau de la révolution socialiste mondiale.

2- Banque (Etats-Unis)

2.1- Morgan Stanley a publié jeudi des résultats trimestriels soutenus par une forte hausse de ses activités de trading et par des signes d'amélioration dans la gestion de fortune.

Les banques d'affaires américaines ont toutes débuté l'année du bon pied grâce à une reprise de l'activité sur les marchés après une année 2011 difficile. Les concurrentes Goldman Sachs, Citigroup et JPMorgan Chase ont indiqué l'une après l'autre ces derniers jours avoir bénéficié du rebond des marchés.

En excluant le coût de la mise en oeuvre de la nouvelle norme comptable DVA (ajustement de la valorisation de la dette), Morgan Stanley a dégagé un bénéfice de 1,4 milliard de dollars.

Le revenu net a atteint lui 6,9 milliards de dollars sur la période. Hors DVA, il ressort à 8,9 milliards, supérieur aux 7,8 milliards de l'année dernière à pareille époque.

Le revenu du trading a bondi de 33% à cinq milliards de dollars, et le bénéfice imposable du trading, hors DVA, a plus que doublé à 1,67 milliard de dollars.

L'activité de gestion de fortune a elle affiché un revenu net de 3,4 milliards de dollars et une marge avant impôt de 11%, en légère hausse d'une année sur l'autre et d'un trimestre sur l'autre. (Reuters 19.04)

2.2- Bank of America a fait état jeudi d'un résultat supérieur aux attentes au titre du premier trimestre, en raison d'une amélioration de la qualité du crédit et d'un rebond de l'activité sur les marchés financiers.

La division marchés de capitaux affiche un chiffre d'affaires de 3,8 milliards de dollars, contre 1,5 milliard au quatrième trimestre 2011. Il est toutefois en baisse sur un an (4,6 milliards de dollars au T1 2011).

Au total, BofA affiche un bénéfice net de 653 millions de dollars, contre 2,05 milliards un an auparavant.

Le produit net bancaire est ressorti à 22,3 milliards de dollars, contre 26,9 milliards de dollars, conformément aux attentes des analystes. (Reuters 19.04)

Haut de page

Le 21 avril

CAUSERIE

J'ai reçu un courriel du groupe CCI-T suite à ma critique de leur appel à voter Hollande, j'y répondrai point par point dans les jours qui viennent. Loin de me poser un problème, leur contribution très argumentée ne me convaint pas du tout, bien au contraire. On n'a pas de courant depuis ce matin 9h, il est 17h40 et je ne peux pas travailler normalement, j'ai commencé à rédiger la réponse que je leur adresserai, elle sera publiée dans le site en même temps que leur lettre.

Chasser Sarkozy est une chose, dans quelle condition en est une autre sur laquelle on ne peut pas faire l'impasse.

On pourrait ou on aurait pu se contenter de déclarer qu'on comprend les travailleurs qui voteront Hollande pour chasser Sarkozy qu'ils honissent, ainsi que sa politique ultra réactionnaire, sans avoir la moindre illusion dans Hollande qui poursuivra sa politique, il l'a annoncé lui-même. Et que pour cette raison, ils comprendront qu'il ne serait pas sérieux ou cohérent pour un parti ou une formation politique combattant au côté de la classe ouvrière pour un changement radical de politique et de société d'appeler à voter pour un candidat qui mettra en oeuvre une politique opposée à leurs intérêts fondamentaux, surtout lorsque l'on se donne comme objectif de gagner ces travailleurs au combat pour le socialisme, la seule alternative possible au capitalisme.

Il me semble qu'une déclaration dans ce genre aurait été correcte, au lieu d'appeler à voter Hollande. Ce sont les travailleurs avec leur état d'esprit et leur niveau de conscience politique qui vont s'exprimer demain et le 6 mai. Leur vote quel qu'il soit, certes de façon déformé, exprimera leur état d'esprit et leur niveau de conscience politique.

Puisqu'aucun des deux candidats qui restera en lice le 6 mai ne représentera leurs intérêts, nous n'avons pas à les influencer dans un sens ou dans l'autre sous peine de nous faire le complice de celui pour lequel nous aurions appelé à voter, les travailleurs auraient raison de nous le reprocher par la suite.

Bruit de campagne

Non, vraiment aucune chance !

"*Peut-être que l'erreur que j'ai commise au début de mon mandat, c'est de ne pas comprendre la dimension symbolique du rôle du président et de ne pas mettre assez de solennité dans mon action. Je suis resté, au fond, ministre*", a déclaré le président candidat vendredi en fin d'après-midi à un meeting à Nice.

C'est une "*erreur dont je voudrais m'excuser (...) Il n'y a aucune chance que je la recommette puisque je connais la fonction, maintenant*", a-t-il assuré. (AFP 20.04)

Le modèle de Hollande : La Fed et la Banque d'Angleterre !

Le candidat PS à l'Elysée François Hollande s'est prononcé vendredi sur Europe 1 pour une baisse des taux de la Banque centrale européenne afin de soutenir la croissance.

Interrogé sur les moyens de soutenir la croissance, M. Hollande a affirmé que la BCE avait "*deux moyens de le faire: le premier, c'est de baisser les taux d'intérêt, si nous pensons qu'effectivement il peut y avoir, par ce biais-là, un soutien à la croissance, et moi j'y suis favorable. Donc à la Banque centrale européenne d'aller dans cette direction*", a déclaré M. Hollande.

"*Mais il y a une deuxième façon qui serait de prêter directement aux Etats plutôt que de passer par le truchement qui a été choisi d'un soutien aux banques*", a-t-il ajouté.

Selon lui, "*c'est quand même invraisemblable que la Banque centrale européenne inonde le marché de liquidités*" avec des "banques qui empruntent auprès d'elle à 1% et qui reprêtent aux Etats, notamment espagnol, à 6%".

"*Il y a un moment où on ne peut pas accepter des phénomènes de rente à ce point*", a dit le candidat socialiste. Il "serait plus judicieux, plus efficace, plus rapide que la BCE prête en premier et dernier ressort".

"*Cette position, je la défends depuis des années, c'est ce qui se passe aux Etats-Unis, c'est ce qui se passe aussi en Grande-Bretagne*", a-t-il expliqué. (AFP 20.04) Admirez le cynisme : rentier d'accord, mais pas "*à ce point*" ! 1% c'est trop, il a raison, les banquiers ne se gavent pas encore assez ! Le reste n'est que du baratin.

Hollande préconise davantage de répression contre les consommateurs de cannabis qui sont en majorité des jeunes.

François Hollande déclaré vendredi sur RTL qu'il ne reprendrait pas, s'il était élu, la proposition visant à transformer en contravention le délit de consommation de cannabis.

"*La question de la consommation de cannabis est posée pour beaucoup de jeunes*", a-t-il poursuivi sur Europe 1. "*Nous connaissons la question de l'importance, hélas, de cette consommation. Donc je ne veux pas donner le mondre signal de renoncement à une dissuasion par rapport à cette consommation de cannabis*".

"*Nous pouvons rester sur une logique pénale, y ajouter une logique de soin*", a dit le député de Corrèze. "*C'est ce que je proposerai dans le cadre de la révision de cette loi*".

"*Il y a 142.000 procédures de consommation de cannabis par an, cela représente des centaines de milliers d'heures de travail pour les policiers et elles ne donnent lieu qu'à 24.000 poursuites*", avait-il argumenté. (AFP 20.04)

Hollande, le candidat de la guerre contre le peuple syrien, pour le démentèlement de la Syrie

François Hollande affirme que s'il était élu et si une intervention militaire en Syrie était décidée par l'Onu la France "*y participerait*" (challenge.fr 20.04)

Pas "***peser***, mais "***instrumentaliser*** !

Au cours d'une conférence de presse avec la presse étrangère au siège de campagne des Lilas, interrogé sur sa stratégie par rapport à François Hollande, J-L Mélenchon a déclaré : "*notre stratégie n'est pas de peser sur les socialistes mais de prendre le pouvoir nous-mêmes*". "*Nous ne sommes pas des participants à un congrès du PS, nous sommes autonomes, indépendants et exigeants*", a répété l'ex-socialiste.

Et "*le moment venu, nous instrumentaliserons les socialistes du mieux que nous pouvons pour accélérer le processus vers la révolution citoyenne*", a-t-il argué. (AFP 20.04)

Bosser après la retraite, une excellente idée, mais gratis !

Pierre Laurent interviewé par des internautes de 20minutes.fr.

Nous soutiendrons la reconquête progressive d'un véritable droit à la retraite à 60 ans. C'est pour nous un choix de société. Que des millions de salariés puissent accéder, après leur vie au travail, à une nouvelle période d'activité sociale, ne nous paraît pas un fardeau, mais une chance pour la société tout entière. Nous proposons d'instituer un statut du bénévolat qui permettra d'utiliser à plein cette richesse. (20minutes.fr 20.04)

Pas question de revenir immédiatement à la retraite à 60 ans... que le PCF n'a pas défendu.

C'est la recette qui accompagne le démentèlement des services publics notamment. Les retraités doivent pouvoir choisir librement ce qu'ils comptent faire de leur temps libre, et s'ils occupent l'équivalent d'un poste de travail dans une entreprise ou une association, ce qui est regrettable, ils doivent être réumérés normalement.

INFOS EN BREF

Politique

1- Egypte

Des dizaines de milliers de manifestants se sont rassemblés vendredi 20 avril sur la place Tahrir au Caire pour demander au Conseil suprême des forces armées au pouvoir de tenir ses engagements et de transférer comme convenu le pouvoir aux civils d'ici juillet, à un mois du premier tour de l'élection présidentielle.

"*Non aux vestiges de l'armée, non au régime militaire*", pouvait-on lire sur une pancarte brandie lors de la manifestation qui s'est tenue place Tahrir, au Caire, la première réunissant islamistes et libéraux depuis des mois. Plusieurs milliers de manifestants se sont aussi réunis à Alexandrie, la deuxième ville d'Egypte, et des manifestations ont été organisées dans d'autres villes du pays. (lemonde.fr 20.04)

2- Bahreïn

Les forces anti-émeutes ont dispersé vendredi par la force des milliers de manifestants hostiles au pouvoir dans une banlieue de Manama, à deux jours du Grand Prix de Formule 1 de Bahreïn dont l'annulation a été exclue par le prince héritier de Bahreïn.

Les manifestants, rassemblés en fin d'après-midi dans la région de Boudaya, à 4 km à l'ouest de Manama, ont scandé *A bas la dictature*", "*Révolte jusqu'à la victoire*". Certains portaient des T-shirts, barrés de l'expression "*Prêts à mourir pour Bahreïn*", selon des témoins.

Plusieurs manifestants ont été blessés par les forces anti-émeutes, intervenues "*violemment*" pour disperser les protestataires, selon un communiqué du Wefaq, principal groupe de l'opposition chiite.

Le prince héritier bahreïni, Salmane Ben Hamad Al-Khalifa, lors d'une conférence de presse improvisée, a écarté toute possible annulation du Grand Prix de dimanche, comme cela avait été le cas l'an dernier en raison des troubles dans son pays. "*Une annulation ferait le jeu des extrémistes*", a-t-il averti. (AFP 20.04)

Social

1- France

Plusieurs anciens salariés du leader mondial des roulements à billes SKF ont réclamé jeudi et vendredi un dédommagement d'environ 55 millions d'euros à leur ancien employeur à la suite de sa décision de fermer son usine de Fontenay-le-Comte (Vendée) en 2009.

Le conseil de prud'hommes de La Roche-sur-Yon se prononcera sur ce litige, présenté par 259 anciens collaborateurs du groupe suédois, le 20 novembre prochain.

SKF avait décidé de fermer son usine vendéenne, qui comptait près de 400 salariés, pour transférer sa production en Inde et en Bulgarie. (Reuters 20.04)

Après plus d'un an de lutte pour conserver leurs emplois et leur usine, les salariés de l'usine Fralib de Gémenos, près de Marseille, dans les Bouches-du-Rhône, ont été déboutés par le tribunal, vendredi 20 avril. Contre la demande du comité d'entreprise de l'usine, qui appartient au groupe Unilever, le tribunal de grande instance de Marseille a considéré que le troisième "*plan de sauvegarde de l'emploi (PSE)*" prévu répondait "*aux conditions légales*".

Les représentants des salariés CGT et CFE/CGC - qui rappellent leur "*détermination pour le maintien de l'activité industrielle*" - ont indiqué qu'ils allaient faire appel de cette "*décision de justice politique*". "VNous continuons de penser que cette troisième procédure d'information et de consultation du CE est entachée d'irrégularités manifestes", écrivent-ils, considérant que cette décision "*ne constitue en rien un démenti quant à la rentabilité et à l'efficacité économique*" du site.

C'est la troisième fois que les salariés de Fralib contestent devant la justice la procédure de licenciement. A la mi-novembre, la cour d'appel d'Aix-en-Provence avait annulé le second PSE présenté par la direction, estimant que ses propositions de reclassement n'étaient "*pas sérieuses*". Cette décision avait constitué une victoire pour les salariés et avait obligé les deux parties à reprendre les négociations sur un nouveau plan.

Sur les cent quatre-vingt-deux salariés initialement touchés par le projet de fermeture, cent cinquante-cinq sont déjà licenciés - la production ayant été délocalisée à Katowice (Pologne) et à Bruxelles. Plus d'une centaine, selon les syndicats, réclament toujours le redémarrage de l'activité à Gémenos. Unilever avait annoncé dès septembre 2010 son intention de fermer l'usine de Gémenos pour défaut de compétitivité. (lemonde.fr 20.04)

2- Canada

De violents affrontements entre manifestants et policiers ont éclaté vendredi à l'occasion d'un discours du Premier ministre québécois Jean Charest confronté au plus important mouvement de contestation estudiantin de l'histoire de la province francophone.

Une centaine de manifestants a fait irruption vers midi (17H00 GMT) au Palais des Congrès qui accueillait le gotha politique et financier de la province à l'occasion d'un forum stratégique sur le développement minier du Grand Nord québécois (Salon Plan Nord), projet phare de M. Charest.

«La police au service des riches», ont scandé les contestataires alors qu'une manifestation sous le thème «Non à la gratuité minière! Oui à la gratuité scolaire!» avait lieu à l'extérieur de l'édifice situé dans le centre-ville de Montréal.

Les manifestants ont été rapidement expulsés du centre des congrès, mais les affrontements se sont poursuivis à l'éxtérieur.

Des manifestants ont lancé des pierres, tandis que des policiers utilisaient des gaz irritants. En milieu d'après-midi, des centaines de policiers quadrillaient le centre-ville de la métropole qui vit depuis la mi-février au rythme d'un mouvement de grève estudiantin sans précédent au Canada.

Les étudiants dénoncent la décision du gouvernement québécois d'augmenter les droits de scolarité de 325 dollars par an pendant cinq ans à compter de l'automne, soit une hausse totale de 1 625 dollars ou 75%.

Les frais de scolarité dans la province francophone sont beaucoup moins élevés qu'aux Etats-Unis et ailleurs au Canada, mais beaucoup plus onéreux que dans nombre de pays européens, selon les données de l'Organisation de coopération et

de développement économiques (OCDE).

«*A ceux qui frappaient à notre porte ce matin on va leur offrir un emploi, dans le Nord autant que possible*», a ironisé M. Charest, une boutade qui a fait rire à gorge déployée le parterre d'hommes d'affaires assistant à son discours.

«*De voir le Premier ministre tourner ça en dérision c'est extrêmement inquiétant*», a réagi à la télévision Gabriel Nadeau-Dubois, un des principaux leaders étudiants.

Le gouvernement québécois a ouvert la voie à un dialogue sur les prêts et bourses pour les étudiants à condition que ceux-ci dénoncent la violence étudiante. Les mouvements étudiants veulent quant à eux discuter des droits de scolarité, et non des seuls prêts et bourses, et refusent de condamner uniquement leur violence.

Une grande manifestation «*pour un printemps québécois*», regroupant entre autres des étudiants et des opposants au Plan Nord du gouvernement, est prévue dimanche.

Une poignée de manifestants opposés à la réforme du système d'immigration ont par ailleurs fait irruption lors d'une allocution dans un hôtel luxueux de Montréal du ministre canadien de l'Immigration Jason Kenney. (liberation.fr 20.04)

Economie

1- FMI

Le Groupe des Vingt (G20) s'est engagé vendredi à accorder au Fonds monétaire international (FMI) plus de 430 milliards de dollars de ressources supplémentaires afin de circonscrire la crise de la dette de la zone euro. (Reuters 10.04)

2- Grèce

Trois des principales banques grecques ont annoncé vendredi avoir accusé des pertes historiques, pénalisées par le passage de lourdes charges imputables à l'échange de dette grecque organisé le mois dernier.

Alpha Bank et Eurobank ont dit avoir perdu à elles deux 9,3 milliards d'euros, une somme qui représente près de 10 fois leur capitalisation boursière.

Le ratio Core Tier 1 d'Alpha Bank a plongé à 3%. Eurobank, deuxième banque grecque, n'a pas dévoilé le sien, mais elle a indiqué qu'il ne lui restait plus que 875 millions d'euros de fonds propres.

L'échange de dette grecque a contraint les créanciers privés de la République hellénique à accepter une perte réelle de 74% sur la valeur des obligations qu'ils détenaient.

Piraeus Bank, numéro quatre du secteur bancaire grec, a annoncé une perte de 6,6 milliards d'euros en 2011. Comme Eurobank, Piraeus n'a pas dévoilé le montant de son ratio Core Tier 1.

La Banque du Pirée, quatrième établissement bancaire grec, a perdu 6,3 milliards d'euros en 2011 dont 5,9 milliards proviennent de l'opération de restructuration de la dette souveraine du pays, a annoncé le groupe vendredi. (Reuters et AFP 20.04)

Haut de page

Le 22 avril

CAUSERIE

Détendons-nous un peu, c'est dimanche.

Ici soleil et ciel bleu comme tous les jours depuis fin décembre, c'est lassant à la longue, un petit 38°C à l'ombre, c'est presque frais pour la saison, une petite brise qui souffle du sud-est, pas de quoi en faire un drame franchement, il existe pire de par le monde, cette idée ne me lâche jamais sans me pourrir la vie cependant, car je ne me suis jamais pris au sérieux. C'est peut-être un tort au regard de mon activité politique.

Je vais vous avouer un truc, c'est un piège que je tends à mes détracteurs (dans la vie de tous les jours et pas seulement en politique), et pour tout vous dire cela fonctionne à merveille, ils me prennent pour un charlot et je ne fais rien pour les en dissuader, ils prennent des libertés à mon égard et en retour je les matraque proprement. Rien de tel que de mettre les gens en confiance pour qu'ils se livrent. S'ils tombent sur quelqu'un d'honnête comme moi, ils s'en tireront relativement bien, en guise de punition, tout au plus ils devront se regarder en face, et s'ils tombent sur un roublard, ils n'auront qu'à s'en prendre qu'à leur eux-mêmes et leur vanité maladive au lieu de s'en prendre à la terre entière.

Le must, c'est encore les gens qui croient pouvoir vous rouler facilement, qui croient avoir détecté une faiblesse chez vous, qui croient vous connaître mieux que vous-même, ils sont si sûrs de leur coup qu'ils débitent leur discours d'un trait sans la moindre retenu, jusqu'au moment où vous dites stop et démontez leur construction qui s'écroule à leurs pieds. Sur le coup ils sont stupéfaits, votre silence les avait encouragé à se découvrir jusqu'à dépasser les limites du raisonnable, au-delà desquelles ils se mettaient eux-mêmes en danger et s'exposaient à des représailles violentes, ce silence avait sa raison d'être il faut croire, mieux par mon approbation trompeuse ils se voyaient triompher, résultat, ils en ressortent vidés, ridiculisés, brisés, anéantis.

Cette réflexion m'est venu à l'esprit en pensant aux expatriés que l'on rencontre ici et qui croient que tous les Français leur ressemblent ou font preuve d'une compréhension béate envers leur individualisme forcené. J'ai repensé aussi aux rapports houleux que j'avais eu avec mes nombreux patrons et chefs, je rappelle que j'ai bossé dans plus de 45 entreprises différentes, j'ai donc accumulé une certaine expérience des rapports humains, plutôt complexes et bien tordus en général ! Sans compter que par mon boulot, j'étais technicien en bureautique, j'ai été amené à mettre les pieds dans des milliers d'entreprises où forcément là aussi j'ai eu des rapports avec des milliers de chefs d'entreprises ou chefs de services. Je pourrais ajouter les différentes fonctions que j'ai occupées qui m'ont amené à rencontrer toutes sortes de gens à tous les échelons sociaux.

J'ai donc eu une multitude d'occasions de mettre en pratique ce que j'avais appris à travers mes expériences précédentes et accumulées et mes lectures/études, que ce soit en politique, en psychanalyse, en anthropologie, ethnologie, etc. L'école de la vie quoi, que bien des militants méprisent, lui préférant la voix de leurs maîtres, leurs dirigeants. Moi aussi quelque part, sauf que mes maîtres ne font plus partie de ce monde depuis le 20 août 1940. Voilà un enchaînement tout trouvé avec la suite que j'avais rédigée un peu plus tôt dans la journée.

Je peux vous l'avouer maintenant : quelle corvée de devoir couvrir l'élection présidentielle ! Et dire qu'il va falloir se farcir les législatives ! A cause du décalage horaire, je vais devoir veiller jusqu'à une heure du matin ou plus ce soir pour voir les résultats du vote d'aujourd'hui, on frôle la mortification ou le sado-masochisme, c'est mauvais pour la santé mentale.

A lire les commentaires des uns et des autres, on finirait pas croire que le vote est obligatoire en France, si demain il le devenait ils seraitent les premiers à gueuler! Chacun s'emploie à décrier les élections... pour finalement leur trouver quand même un aspect positif pour justifier leur participation ou leur vote. Sur les coups de midi, parce qu'il y a moins de monde sur la route, je suis allé faire mon marché, puis je suis rentré tranquillement chez moi avant de me remettre au boulot après avoir mangé un morceau.

Ah ben oui, je l'avoue, j'ai oublié d'aller voter, finalement je n'ai pas trouvé la motivation suffisante pour voter pour un candidat qui soutiendrait la guerre contre le peuple syrien, ça été plus fort que moi, désolé ! Libre à vous de voter Mélenchon, Poutou ou Arthaud. J'ai davantage agi en militant responsable ou en dirigeant qu'en simple travailleur bourré d'illusions.

C'est marrant, plus personne ne se demande comment Sarkozy a-t-il pu être élu en 2007, est-ce que quelqu'un se l'est vraiment demandé ou en a tiré toutes les conséquences et tous les enseignements, je n'oserais pas l'affirmer. Il y en a que cela a bien arrangé, ils en ont profité pour faire la cour au PS et au PCF, tandis que d'autres en profitaient pour affirmer leur identité, n'allons pas jusqu'à dire affirmer leur indépendance, ce serait proférer un gros mot, une contrevérité.

Hollande élu, toutes ces manoeuvres et combines de boutiquiers vont voler en éclats quand bien même il poursuivra la politique de Sarkozy notez bien ; cela fait penser à la maille d'un pull-over en cours d'achèvement qui aurait sauté, et sur laquelle il suffirait de tirer pour que l'ouvrage disparaisse totalement, pas de bol décidément, rassurez-vous, ils y sont habitués, c'est leur passe-temps préféré.

De son côté, le POI s'est lancé dans une campagne contre le TSCG et le MES sans relier le rejet de ces traités à celui de la Constitution et des institutions de la Ve République qui rendent possible leur ratification, alors qu'ils sont intimement liés, donc campagne dont les travailleurs et militants ne tireront aucun enseignement, inutile puisque le POI n'est pas en mesure de peser sur le cours des choses. Ces dirigeants, qui sont de furieux mégalomanes, estiment le contraire, c'est d'ailleurs sans doute pour cette raison qu'ils n'ont pas relié la campagne contre le TSCG et le MES au rejet de la Constitution, afin que des membres du PS et du PCF ou des "*élus de tous bords*" puissent se joindre à eux. Non, sans façon on ne les enviera pas. Le POI ne combat pas sur le terrain de classe du prolétariat, il défend les intérêts de la nation, de l'Etat français, du lobby nucléaire, etc...

Discussion (légère) avec mon épouse Magueswary :

Elle : Tu as déjà vu des lions blancs ?

Moi : Oui, à la télé. Il y a aussi des éléphants, des tigres, des rhinocéros blancs, mais je ne sais pas s'il y a des singes blancs.

Elle : moi non plus.

Moi : Ce qu'on est bête, bien sûr qu'il en existe : regarde-moi ! Ne te marre pas, toi aussi, tu es la version tropicale, exotique du Blanc, à moins que ce ne soit plutôt le Blanc qui soit la version décolorée du Noir à force de s'éloigner de l'équateur, de vivre sous les nuages au lieu d'être exposé au soleil, en fait j'ignore d'où vient cette différence de pigmentation de la peau.

Je vais te dire un truc, ce qui fait chier les racistes (Blancs), c'est que vraisemblablement les premiers hommes (hominidés) étaient noirs ou colorés, comme nos cousins les singes, le plus proche de nous est même franchement noir, le bonobo ou l'orang-outan. Il y en a même qui disent que Jésus était noir, d'autres chérissent une Vierge noire, tandis que Mickael Jackson a cru bon de devoir virer au blanc, ce qui ne lui a pas vraiment porté bonheur. Comme disait Prévert, on est comme en est et c'est bien suffisant ainsi. Ajoutons : à condition de ne pas s'en contenter quand on n'a pas grand chose dans la cervelle ; qu'on soit un boulet pour soi passe encore si l'on veut, bien que cela soit absurde, mais pour les autres c'est franchement injuste.

Quand on est habitué à penser aux autres de préférence au lieu de penser à soi, on finit par ne plus faire de distinction entre les deux, du coup il ne nous viendra pas à l'esprit de causer du tort aux autres sans se sentir profondément blessé. C'est à peu près mon état d'esprit. Récemment un Indien m'a pris au dépourvu, ici ils vous interpellent n'importe où sans vous connaître. Il m'a demandé qui j'étais et ce que je faisais. J'ai été incapable de lui répondre, j'ai dû lui dire un truc du genre : comme vous ! Pour lui nous sommes différents, pour moi nous somme pareils. Et ce qui nous différencie ne mérite pas d'être abordé car il ne le comprendrait pas, donc j'évite de me lancer dans ce genre de discussion, surtout avec un inconnu qui en règle générale n'en a rien à foutre de moi ou qui a une autre idée derrière la tête, intéressée dans 99% des cas ! C'est le côté "*mystique*" des Indiens !

Dans ma famille on est de toute les couleurs et de tous les continents à l'exception de l'Amérique, donc on est particulièrement à l'aise pour aborder le thème du racisme. Quand j'en parle avec des Indiens, je leur rappelle que le racisme et l'esclavage existaient en Afrique et en Asie avant même que les occidentaux n'aient découvert ces continents. Je ne vais pas me lancer dans une argumentation anthropologique, on pourrait ajouter que le racisme et la xénophobie ont existé dans la nuit des temps avant même l'existence des classes, l'ignorance de l'homme étant antérieure au néolithique...

Une réflexion

Une réflexion qui m'inspire, extraite de l'article *La course folle de la dépense militaire* : "*Avant même de tuer quand elle est convertie en armes et armées, la dépense militaire tue en soustrayant des ressources vitales à des milliards d'êtres humains.*".

C'est la méthode de raisonnement que j'ai adoptée pour analyser un fait ou la situation. La plupart des gens se contentent de réfléchir ou commenter les éléments qui leur sont fournis sans chercher plus loin, sans gratter pour découvrir ce qu'ils recouvrent, de ce fait ils ne comprennent pas grand chose ou rien du tout ou encore tout de travers.

La propagande officielle est ainsi faite que votre attention doit se focaliser sur un facteur ou dans une certaine direction de manière à ce que vous ne vous posiez pas davantage de questions, l'opération consistant à justifier ou à vous faire approuver l'ordre existant jusque dans ses moindres recoins.

Ils demandent à la population de se prononcer pour ou contre une guerre comme s'il s'agissait d'une question prioritaire, alors qu'il y a dans le monde des millions d'hommes, femmes et enfants qui crèvent de faim ou de sous-alimentation chaque années dans le monde, question apparemment secondaire ou qu'il est préférable de ne pas se poser avec insistance quand on a le ventre plein et sa bonne conscience pour soi, cela pourrait finir en ulcère de l'estomac ou en migraine, vaut mieux éviter.

Dans le même ordre d'idée, les opportunistes de tous poils s'attardent volontiers depuis des lustres sur l'amélioration des conditions de vie des travailleurs qui est devenu leur seul objectif, pour ne pas dire les couches de la société qu'ils représentent, sans trop se soucier de savoir d'où proviendra leur financement, des travailleurs surexploités aux quatre coins du monde, l'internationaliste au rabais quoi.

Des milliards d'euros ou de dollars sont mis à la disposition des banquiers et des capitalistes, des milliards s'envolent en fumée dans la spéculation financière, des milliards sont engloutis dans des guerres, des milliards sont dépensés pour améliorer le confort des petits-bourgeois, des couches moyennes et de l'aristocratie ouvrière qui assurent la stabilité politique du régime.

Brefs, des milliards sont dilapidés au détriment des déshérités du vieux monde et tout le monde ou presque s'en accommode bassement, hypocritement.

Je ne sais pas si l'homme réfléchit davantage quand il a le ventre plein que lorsqu'il a le ventre vide, il tarde à le prouver en attendant, si j'en crois l'état détestable, répugnant de l'humanité. On pourrait en dire autant des têtes bien pleines qui ne

servent finalement qu'à remplir leurs estomacs et leurs comptes en banque. A force de répéter que personne n'est responsable de rien, le citoyen lambda a fini par le croire, en vérité cela l'arrange bien, ainsi va l'opportunisme et l'ouvriérisme.

On ne peut pas imputer aux travailleurs l'état épouvantable dans lequel se trouve le monde, par contre, on peut leur demander ce qu'ils font pour défendre les droits dont ils profitent, à part justement en profiter, car s'ils ne s'engagent pas pour les défendre leurs enfants ou petits-enfants devront s'en passer et connaîtront des conditions de travail ou d'existence pires que les leurs, est-ce cela qu'ils souhaitent, on se refuse à l'imaginer un seul instant...

Il est donc de leur responsabilité, de leur devoir de se battre pour conserver tous leurs droits et en conquérir de nouveaux, car la société est loin d'être parfaite, c'est un euphémisme ; en réalité elle est de plus en plus irrespirable. Il faudra donc bien un jour se poser la question de la changer, non pas morceau par morceau, on a essayé sans cesse depuis deux siècles pour finalement constater qu'on ne pouvait pas y parvenir par cette voie-là. Il faut donc envisager d'en changer les bases pour qu'un réel et durable changement intervienne.

Et pour que nos droits sociaux et politiques ne fassent plus l'objet d'une remise en cause perpétuelle, pour qu'on ne dépense plus notre énergie et notre temps à les défendre, rien de tel que reconstruire la société sur la base de ces droits, ainsi ils deviendront indestructibles et acquis définitivement, on pourra ainsi avancer sur le chemin conduisant à notre émancipation du règne de la nécessité pour passer à celui de la liberté.

Ce n'est pas par manque d'audace que nos dirigeants ne sont pas capables de tenir un tel discours aux travailleurs, discours qui va beaucoup plus loin que celui de Mélenchon qui s'arrête en cours de route, il n'y a pas pire car cela autorise un retour en arrière à tout moment, mais parce qu'ils ne les croient pas capables de le saisir, autant dire qu'ils ne les croient pas davantage capables d'accomplir les tâches historiques qui découlent de l'évolution de la société, du développement historique du capitalisme devant céder la place au socialisme.

En conclusion, cette réflexion met en relief l'ignorance des masses qu'il nous faut combattre avant de pouvoir envisager sérieusement le renversement du régime. On ne fera pas l'économie de ce combat parce que pour passer au socialisme il est impératif d'élever au préalable le niveau de conscience des masses exploitées.

Mystification.

Avez-vous remarqué que les questions de politique étrangère ont été particulièrement absentes des discours de tous les candidats ?

En réalité, elles ont été soigneusement écartées de l'élection présidentielle pour ne pas montrer aux électeurs qu'il existait un consensus, mieux, une union nationale de l'UMP au NPA sur la question libyenne ou syrienne par exemple. A part cela, ces élections n'auraient pas pour objectif de légitimer la Constitution et les institutions de la Ve République devant lesquels tous les candidats se prosternent.

Pourquoi aborder ces questions embarrrassantes puisque les décisions sont prises à Washington, Bruxelles, Jérusalem ou Doha ?

En effet, qu'en aurait-il été du "*révolutionnaire*" Jean-Luc Mélenchon, du "*communiste*" Pierre Laurent, si les médias avaient martelé qu'ils étaient alignés sur l'UMP, l'OTAN, l'ONU sur quasiment toutes les questions internationales? Ils seraient apparus aux yeux de bien des militants et des travailleurs comme de vulgaires réactionnaires.

Voilà sur quoi s'asseoient ceux qui veulent croire que l'élection de Hollande redonnera "*l'espoir*" au travailleurs. Balivernes, en vérité ce qui distingue Sarkozy de Hollande n'est pas plus épais qu'une feuille de cigarette, et entretenir l'illusion qu'il en serait autrement revient à soutenir le régime en place que l'un ou l'autre soit sacré Bonaparte ne changeant ou n'apportant strictement rien aux travailleurs.

On peut en déduire que tous ces partis sont d'accord sur une chose entre autres : rien ne doit changer, le statu quo autour de l'impérialisme américian, le Nouvel ordre mondial sous l'égide de la dictature américaine doit s'appliquer.

De l'appât du gain à la morgue, puis à la poubelle de l'histoire

Aux Etats-Unis, la guerre tue beaucoup plus chez soi qu'au front. Selon les données recueillies par l' « Army Times » on en est même à 950 vétérans étasuniens qui se suicident chaque mois : 18 par jour, un soldat se suicide toutes les 80 minutes. Aux Etats-Unis, les soldats meurent 25 fois plus de leurs propres mains que sur le champ de bataille. (mondialisation.ca 21.04)

De quoi alimenter pendant des années la page nécrologique d'*Informations ouvrières*, ils se lamentent chaque fois qu'un G.I. perd la vie, quel grand malheur à côté du sort de leurs victimes innocentes, on survit comme on peut...

Qui sont-ils, que veulent-ils ?

Quelque 300 militants, selon la police, du mouvement des Indignés ou de simples citoyens, venus d'Ile-de-France mais aussi, à pied, de Toulouse, Bayonne, Marseille, Angers et Lille, se sont rassemblés samedi à Paris pour dénoncer une "*mascarade électorale*".

"*Parmi les candidats, il n'y a jamais le candidat que je voudrais. Et je ne suis pas le seul à penser ça*", dit-il. "*A nous de nous réorganiser, pour au moins au niveau local, avec des assemblées démocratiques, nous faire entendre et mettre en place des idées alternatives en matière d'environnement, de santé, d'éducation, d'alimentation*", ajoute-t-il, avouant que même s'il n'est pas satisfait, il votera quand même, par procuration, "*pour un candidat plutôt de gauche et plutôt proche des questions environnementales*".

Arthur, 26 ans, de Toulouse, que "*dans le panel des candidats, il y ait des idées et des alternatives qu'on ne nous propose jamais, comme par exemple réduire le productivisme*".

Selon lui, parmi les manifestants, "*certains n'iront pas voter, d'autres voteront blanc ou nul, ou peut-être pour un candidat qui se dit anticapitaliste*", ajoute-t-il en souriant.

"*Les politiciens portent les attentes des financiers, pas nos attentes, et les décisions se prennent au niveau européen, loin de nous*", a déploré Maryline, 38 ans, de Paris. (AFP 21.04)

Membre de la petite-bourgeoisie, des couches moyennes du prolétariat, manipulés par des agents de l'impérialisme arborant le masque des Anonymous (hier à Paris), officine qui a pour tâche de fourvoyer les soulèvements révolutionnaires et de débusquer les hackers indépendants pour le compte des autorités...

Les Indignés, un mouvement qui se revendique apolitique pour mieux tenir à distance les travailleurs et jeunes qui auraient dans l'idée de rejoindre un parti qui se donnerait pour objectif de préparer les conditions pour renverser le régime, régime qui au demeurant les trouve fort sympathiques tant qu'il ne réalise pas sa jonction avec les syndicats et les partis ouvriers. Il faut être repu ou gavé à en vomir pour vouloir "*réduire le productivisme*". Autour de moi je ne connais que des gens dont la vie est faite de privations ou de frustrations depuis leur naissance.

Mouvement qui s'inscrit volontiers dans le cadre du régime quand il se donne pour objectif, je cite : de "*mettre en place des idées alternatives*" donc sans le remettre en cause, dans une certaine mesure il remplit le même rôle que les Verts ou le FdG qui préconise des solutions à la crise du capitalisme sans remettre en cause ses fondements.

Socialisme ou barbarie capitaliste, ne cherchez pas ailleurs une alternative qui n'existe pas.

INFOS EN BREF

Politique

1- Bahreïn.

Des milliers de personnes ont manifesté samedi 21 avril en fin de journée dans un village chiite, près de Manama, à l'appel de l'opposition, après l'annonce de la mort d'un protestataire, selon un militant. Rassemblée près de Darraz, un village chiite à 10 km au nord du circuit de Sakhir où doit se dérouler dimanche le Grand Prix de Formule 1 de Bahreïn, la foule a scandé des slogans hostiles au régime, a indiqué le militant. (lemonde.fr 21.04)

Commentaire d'un internaute.

- " *De toute façon, la Formule 1 n'est pas un sport, mais un spectacle pour apprentis chauffards overdosés au pétrole, alors on a bien compris que ce qui compte, c'est que la fête continue, que le bon peuple s'abrutisse devant sa téloche et que la pub rapporte des millions de dollars. La formule 1, ce sont les jeux du cirque pendant la fin de l'Empire romain. Totalement décadent.*"

Boycott. Le premier qui regarde ce Grand Prix est fusillé ! C'est une image bien sûr !

2- Tchéquie.

Plusieurs dizaines de milliers de Tchèques ont manifesté samedi dans les rues de Prague pour protester contre les coupes dans les dépenses publiques, la hausse des impôts et la corruption, et réclamer la démission du gouvernement.

Avec 80.000 à 90.000 manifestants selon la police, il s'agit d'une des plus fortes mobilisations dans le pays depuis la chute du communisme en 1989.

Etudiants salariés et retraités ont défilé dans les rues de la capitale pour rejoindre la place Wenceslas, scandant "*A bas le gouvernement*" ou "*Stop aux voleurs*". C'est la troisième fois en un an que les syndicats appellent à manifester contre le gouvernement de centre-droit dirigé par Petr Necas.

"*Ce gouvernement détruit les institutions de l'Etat et rabaisse les personnes les moins protégées avec ses réformes antisociales*", a déclaré Jaroslav Zavadil, président de la Confédération des syndicats.

Cette manifestation intervient au moment où la coalition au pouvoir est menacée d'éclatement après la décision du parti centriste Affaires publiques de se retirer du gouvernement.

Le gouvernement s'est fixé pour but d'obtenir une large majorité au parlement d'ici lundi, faute de quoi des élections législatives anticipées seront organisées. (Reuters 21.04)

3- Pays-Bas.

Les Pays-Bas s'orientaient samedi vers de nouvelles législatives anticipées, après l'échec des négociations sur la réduction du déficit public entre la coalition gouvernementale de centre droit, minoritaire, et son allié d'extrême droite au parlement.

"*Les élections semblent évidentes*", a déclaré samedi le Premier ministre néerlandais Mark Rutte, après avoir annoncé l'échec des pourparlers en cours depuis le 5 mars pour dégager 16 milliards d'euros d'économies pour 2013 afin de respecter les normes européennes en matière de déficit public. (AFP 21.04)

Economie

Etats-Unis

Le directeur général de Motorola Mobility, Sanjay Jha, a perçu une rémunération totale de quelque 47 millions de dollars (35,5 millions d'euros) en 2011, soit près de quatre fois plus que l'année précédente, montre un document boursier publié vendredi. (Reuters 21.04)

Haut de page

Le 23 avril

CAUSERIE

Les résultats du premier tour de la présidentielle en France (Source : AFP - 23/04 à 03h46)

Participation : 80.16%
Nuls et blancs : 2%
Hollande : 28.63%
Sarkozy : 27.08%
Le Pen : 18.01%
Mélenchon : 11.13%
Bayrou : 9.11%
Joly : 2.28%
Dupont-Aignan : 1.80%
Poutou : 1.15%
Arthaud : 0.57%
Cheminade : 0.25%

J'attendrai d'avoir plus d'informations pour commenter ces résultats.

"***Celui qui sera élu sera déjà usé !***"

Selon une enquête "Présidoscopie 2012" réalisée par l'institut Ipsos et Logica Business Consulting, pour le Centre d'études politiques de Sciences Po (Cevipof), la Fondapol, la Fondation Jean-Jaurès et Le Monde. Sur un panel d'électeurs qui ont accepté d'être interrogés par Internet, depuis novembre 2011 jusqu'à la fin de la campagne présidentielle, sur leurs intentions de vote et leurs évolutions éventuelles. Panel composé de plus de 6 000 personnes, il rassemblait encore, à la mi-avril, 4 354 personnes, soit un échantillon beaucoup plus important que ceux des enquêtes d'intention de vote classiques.

Pascal Perrineau, directeur du Cevipof :

- " *... reste le chiffre-clé, impressionnant : environ un électeur sur deux a changé d'intention de vote depuis six mois. Derrière la relative stabilité des grandes masses, il y a donc un mouvement vibrionnant. Cela fait apparaître qu'en amont du vote il y a de plus en plus d'itinérances qui contribuent à fragiliser le vote. Le vote est de moins en moins investi, de plus en plus fragile, de plus en plus réversible. Selon la terminologie de Pierre Rosanvallon, l'élection est de plus en plus une "désélection". Pour le dire vite, celui qui sera élu sera déjà usé !*" (lemonde.fr 16.04)

Dit autrement, les préoccupations ou les difficultés quotidiennes que rencontreront les travailleurs dès le lendemain de l'élection présidentielle primeront sur toute autre considération. Au-delà des discours, des intentions ou des promesses trompeuses, les conditions objectives reprendront le dessus. Bref, la lutte des classes continue.

Sans même analyser les résultats du 22 avril les chiffres parlent d'eux-mêmes, au premier abord on constate que rien n'a changé malgré la crise du capitalisme qui a éclaté en 2007, le niveau de compréhension du fonctionnement de la société des travailleurs n'a pas évolué d'un pouce, soit moins de 2,54 cm ! Gageons encore une fois que les uns et les autres les interprèteront à leur manière et s'en féliciteront, qu'ils aient ou non participé à cette farce misérable, dans le genre : on vous l'avait bien dit.

Je n'avais pas allumé la télévision depuis près d'un mois me contentant d'Internet pour m'informer, quand hier soir à 23h30 je me suis fait violence pour regarder les estimations fournies sur TV5Monde Asie, en réalité France 2, à 20 heures en France. Ensuite j'ai suivi l'émission jusqu'à 2h00 du matin (en Inde).

A entendre les différents intervenants, je me suis dit que j'étais devant un spectacle grotesque, par certains côtés surréaliste, sans même faire allusion à leurs discours, rien qu'en observant leurs mimiques on pouvoir percevoir l'hypocrisie qui s'en dégageait, je me suis même fait la réflexion qu'ils ne s'en cachaient même plus et qu'on pouvait en tirer la conclusion qu'on était en présence d'une monstrueuse mascarade à laquelle tous se prêtaient ouvertement. On a l'impression d'être en présence de mauvais comédiens qui débitent leur texte appris par coeur, suffisants, arrogeants, écoeurants, puants, stupéfiant de médiocrité. On se dit aussi qu'on est vraiment en présence de pions, de marrionnettes, d'hommes de paille, tandis que d'autres tirent les ficelles, ceux qui détiennent le pouvoir économique. Je vous avouerais qu'on bout de dix minutes (en étant généreux) je n'en pouvais plus, je suffoquais !

Au cours des mois précédents je ne suis pas parvenu à visionner des vidéos des différents candidats, à l'exception de quelques images, ma connection Internet étant trop lente. Hier soir je me suis rattrapé en quelque sorte en regardant la télé, au point d'être gavé pour des mois ou des années.

J'ai été surpris de constater en observant attentivement Mélenchon, qu'il était également bourré de tics ou qu'il portait les stigmates de la vieillesse, alors qu'intellectuellement il ne semblait pas atteint ou plutôt pas trop, j'ai cru le surprendre s'écouter parler comme s'il avait besoin de se remémorer ce qu'il venait de dire pour enchaîner parfois maladroitement ou pour ne rien dire de plus au bout du compte.

Il m'a donné l'étrange impression de quelqu'un qui parle dans le but de déclencher un effet qu'il jauge par la suite en se posant en auditeur de son propre discours, bref de manquer de confiance en soi ou plutôt de se demander comment son auditoire va réagir pour orienter la suite de son discours dont une partie est préparée et une autre improvisée. Il semblait davantage guidé par la réaction réelle ou attendue, supposée de son auditoire, que par ses propres convictions qui doivent fluctuer en fonction de l'accueil accordé à son discours

Il m'a donné l'impression désagréable de quelqu'un qui se construit un personnage au fil du temps, comme on ajuste un masque pour ressembler au personnage qu'on entend incarner à l'insu de son auditoire, en cela plus proche de l'illusionniste que du dramaturge. On sentait qu'il y avait quelque chose de pas très naturel dans son comportement, de forcé dans sa prestation, ce qui avait de quoi laisser perplexe sur ses réelles intentions.

On pourrait dire la même chose de tous les intervenants, y compris Poutou, bien qu'il ait manifesté une nouvelle fois ne se faire aucune illusion sur sa candidature, à se demander si ses illusions ne se porteraient pas davantage sur son parti et sa stratégie.

Si notre analyse de la situation politique doit intégrer les rapports entre les classes tels qu'ils existent aujourd'hui, pour qu'elle soit complète et parvenir à y comprendre quelque chose au-delà des apparences, il faut se dire aussi qu'elle est le produit d'une conception de la lutte de classe empruntée par les différents partis, en premier lieu ceux qui aspirent à prendre la direction

du mouvement ouvrier, conception de la lutte de classe inadaptée à la société telle qu'elle existe de nos jours ou qui n'a pas intégré les profondes transformations qu'a connues le monde depuis le dernier tiers du XXe siècle ou plus largement au cours de la seconde moitié du XXe siècle.

Il est absolument clair à la lecture des hebdomadaires et des tracts des différents partis qui constituent l'essentiel de la littérature mis à la disposition des travailleurs, qu'ils ne permettent pas de comprendre le fonctionnement de la société, ce n'est pas dû seulement à un problème de terminologie mais à leur incapacité d'aller au bout de leurs analyses en intégrant ou à partir de la situation de leurs lecteurs qui, soit en sont absents, soit n'y trouveront pas leur place, parce qu'ils n'abordent pas les questions qui sont traitées de la même manière que les rédacteurs des discours portés à leur connaissance, pire, certaines questions élémentaire que sont amenés à se poser les travailleurs dans leur vie de tous les jours sont littéralement occultées.

Chaque analyse ou position avancée devrait être présentée avec le mode d'emploi pour permettre au lecteur d'en comprendre les tenants et les aboutissants, de telle sorte que chacun puisse se forger librement sa propre idée sur les questions abordées, ils pourraient ainsi vérifier la cohérence et le sérieux des analyses qui leurs sont proposées et s'y reconnaître éventuellement, pour en tirer la conclusion qu'ils ont trouvé un parti différent des autres qui mérite leur attention et pourquoi pas le rejoindre.

Certes la participation à la lutte des classes est importante, mais l'interprétation qu'on en donne l'est tout autant si ce n'est plus puisque peu de travailleurs finalement y participent et davantage en suivent le déroulement. On ne vise pas seulement la participation des travailleurs à la lutte des classes, on vise aussi la progression du niveau de conscience politique de l'ensemble des masses exploitées, au regard des résultats du vote d'hier, on peut affirmer sans prendre de risque que sur ce plan-là on est vraiment mal barré, il y donc urgence à redresser la barre.

Le problème, c'est que ce que je viens de décrire ou de proposer correspond à une stratégie à laquelle leur politique devrait être subordonnée et que ne partagent pas les partis ouvriers, le POI, le NPA ou LO. Cette stratégie devrait être axée autour de la construction du parti, si tel était le cas, ils porteraient une attention toute particulière, minutieuse, à la manière de présenter leur politique, leurs positions ou leurs analyses.

Mélenchon est un contre-exemple à ne pas suivre sur ce plan-là. Car finalement il n'a fait qu'enfiler des clichés les uns à la suite des autres, y compris dans son argumentation qui ne dépassait pas le cadre du régime établi, à coup de menaces sans suite, guignolesques, désordonnées ou improvisées pour l'occasion. Il a été jusqu'à se prêter au jeu du chiffrage de ses propositions pour rassurer les banquiers et le CAC40, ce qu'il n'aurait pu faire s'il s'était placé sur le terrain de la rupture avec le capital ou si sa politique partait vraiment des besoins des travailleurs pour refonder la société. Sa conception de la "*révolution par les urnes*" ou "*citoyenne*" a fait faillite lamentablement avant même d'éclore. N'en disons pas plus pour le moment, attendons de voir la suite.

Par ailleurs, les militants, cadres ou dirigeants se connectant sur le site que j'anime continuant de refuser d'y participer ou de manifester leur soutien à la démarche que j'ai empruntée autant qu'aux positions que je défends, je réfléchis au moment de mettre un terme à cette expérience, qui en l'absence de tout soutien ne débouchera sur rien de concret, d'ici les législatives ou juste après je cesserai d'actualiser ce site, à moins que je change encore d'avis, mais franchement je ne vois pas quel intérêt il y aurait à continuer pour vous comme pour moi.

Au lieu de réfléchir à voix haute et d'en rendre compte dans un site, je réfléchirai à voix basse, cela ne changera absolument rien de mon côté. Quant à vous, vous disposez des causeries dans lesquelles j'ai amorcé la discusson sur une multitude de questions, il vous suffira de vous y référer pour les approfondir si vous l'estimez nécessaire, pour le reste vous disposez des liens des portails dans lesquels vous pourrez collecter les données nécessaires à vos analyses.

Bien que je sache que ce soit parfois nécessaire, je ne suis pas du genre à vouloir forcer le destin, ma démarche ou ma personne ou les deux à la fois ne vous convienne pas, c'est votre droit et je le respecte, soit, restons-en là ce sera mieux pour tout le monde.

Parfois, je me disais qu'en continuant cette activité, c'était un peu comme si je voulais imposer ma présence à quelqu'un qui ne le souhaitait pas, or je ne me suis jamais incrusté nulle part, j'ai trop horreur de l'opportunisme. Et puis, je me suis dit aussi à plusieurs reprises, qu'à force d'insister on allait finir par s'imaginer que je voulais me faire passer pour ce que je n'étais pas, alors que cela n'a jamais été mon intention, un tel malentendu me serait insupportable.

Voilà, ma décision n'est pas encore prise, de toute évidence elle ne sera pas le produit d'un état d'âme, mais le fruit d'une réflexion parvenue à maturité et irréversible, je n'ai pas l'habitude faire les choses à moitié, car c'est le meilleur moyen de ne rien faire dans la vie. Je préfère brûler la vie par les deux bouts quitte à ce qu'elle soit plus courte, cela ne regarde que moi.

Actualité en titres

Inouï, délirant en effet !

- Jean-François Copé sent un '*engouement inoui*' pour Sarkozy - LeMonde.fr - (21 avril)

Haut de page

Le 24 avril

CAUSERIE

Je n'ai pas eu le temps d'analyser en détail les résultats du vote de dimanche, on verra par la suite si cela mérite un article. En attendant que je vous en propose deux (plus loin) qui abordent cette question sur le plan politique qui nous occupe et non sur celui des autres partis.

Dans le premier j'aborde la situation en revenant sur la campagne du POI. Dans le second rédigé la veille au soir, je réponds à un courriel de ma fille (instit) et à des réflexions de mon ex-épouse (secrétaire dans une association d'handicapés) qui ont alimenté ma propre réflexion politique.

Je n'emploie pas forcément la même terminologie dans ces deux articles, le premier s'adresse aux militants, le second à quelqu'un qui n'a aucune expérience politique mais possède des connaissances pour me comprendre. Si j'avais dû rédiger les mêmes articles à destination des travailleurs, je les aurais écrit autrement, le contenu aurait été sensiblement le même, à ceci près que j'aurais pris le temps de préciser certains points pour rendre l'ensemble compréhensible.

Je suis heureux de voir que ma fille et sa tendre mère s'intéressent à la politique et se connectent à mon site. Voilà qui serait une excellente motivation pour continuer, parce que si je devais compter sur vous, je n'ose pas en dire plus, vous me connaissez, je vais encore être désagréable... Bonne semaine à tous.

Il y avait peu d'infos en bref et je n'ai pas eu le temps de faire autre chose.

Résultats définitifs du 1er tour de la présidentielle

Le taux d'abstention s'est établit à 20,53%. (20minutes.fr 23.04)

François Hollande a obtenu dimanche 28,63% des voix, Nicolas Sarkozy 27,18%, Marine Le Pen 17,90% , Jean-Luc Mélenchon a recueilli 11,11% et François Bayrou, 9,13%, selon les résultats pour la France entière communiqués lundi par le ministère de l'Intérieur. (Reuters 23.04)

Mystifications.

1- Quand la "***révolution par les urnes***" en Islande tourne à la mauvaise farce.

L'ancien Premier ministre islandais Geir Haarde a échappé lundi à une sanction de la part du tribunal spécial chargé de le juger pour son rôle dans la crise financière de 2008.

Aucun des dirigeants des banques impliquées n'a été jugé, même si quelques poursuites ont été engagées et que des enquêtes sont en cours. (Reuters 23.04)

2- Quand on ne demande rien, on la ferme !

Mélenchon lance un "*appel*" pour "*s'accorder*" avec la direction du PS... mais il ne lui "*demande*" rien ! (AFP 23.04)

3- Mise au point.

Extrait de l'éditorial de Jean-Claude Mailly, Secrétaire général de Force Ouvrière, daté du jeudi 19 avril 2012 et reçu hier soir.

- "*Les dérives du système capitaliste financier déréglementé ont conduit au défaut de remboursement de ménages américains et provoqué une crise majeure, à la fois financière, économique et sociale dans le monde entier, une crise du système.*

Puis, sous le diktat des marchés, la plupart des chefs d'Etat et de gouvernement se sont appliqués à affirmer que les

mesures d'austérité constituaient l'inévitable contrepartie de cette crise.

En réalité, la crise a bon dos. L'austérité imposée est d'autant plus inacceptable qu'elle repose sur le diagnostic mensonger selon lequel les causes de la crise sont à trouver dans une dérive des finances publiques. Comme Force Ouvrière l'a affirmé et démontré, le problème de la dette publique française vient surtout d'un transfert de dettes privées et d'une baisse des recettes publiques, conséquence d'une politique du moins-disant fiscal qui a multiplié les cadeaux fiscaux de façon accélérée ces dix dernières années (représentant 20 points de PIB!). "

La première proposition est fausse.

C'est l'accumulation du capital impossible à placer dans d'autres conditions pour continuer à engrenger des profits qui est à l'origine de cette crise d'une part. Comment ? Sans se soucier de savoir si le parc immobilier correspondait à un besoin réel, les capitalistes ont investi massivement dans ce secteur économique qui devait théoriquement leur assurer une rente pendant des décennies.

D'autre part, c'était sans compter sur la paupérisation croissante des acquéreurs potentiels de ces habitations autant que leur endettement ayant atteint des sommets au point de les rendre vulnérables à l'évolution du marché et rapidement insolvables.

La crise est la conjonction de ces deux facteurs qui à un moment donné se sont télescopés. On en revient donc aux fondements du capitalisme, ainsi qu'à ses contradictions, qui conduisent à avoir à un pôle une classe ultra minoritaire concentrant les richesses au point de ne plus savoir comment les employer pour les accrôitre encore, et à l'autre pôle une masse grandissante de travailleurs réduits à la pauvreté.

C'est donc le système capitalisme qui est en cause ici et non un aspect isolé de celui-ci qu'il faudrait "*corriger*", mieux "*encadrer*" ou "*réformer*" pour donner un visage "*humain*" au capitalisme.

Messieurs Mailly, Thibault et consorts, il n'y a plus de "*grain à moudre* ", rien à gratter, votre temps est désormais compté, révolu, tout comme celui du capitalisme dont vous êtes des lieutenants au sein des syndicats. Encore une chance pour vous que des "*trotskistes*" vous soutiennent ou font le gros du boulot pour faire tourner votre boutique, profitez-en, vous avez mangé votre pain blanc, l'heure des comptes approche...

Analyse du 1er tour de la présidentielle. Le POI : surtout évitons de nous situer sur le terrain politique.

D'autres s'en chargent à notre place, par exemple (lu dans le portail national du POI) :

- "*François Hollande a déclaré que « le premier tour représente une sanction du quinquennat qui s'achève et un désaveu du candidat sortant dont le discours tout au long de ces derniers mois a fait le jeu de l'extrême droite ». Il s'est jugé comme « le mieux placé pour devenir le prochain président ».*"

Puis dans un communiqué, un constat ou une interprétation du vote de dimanche dernier :

- "*C'est un immense rejet qui s'est manifesté ce 22 avril lors de ce premier tour de l'élection présidentielle où près de 80 % des électeurs inscrits ont refusé d'apporter leur voix au président Sarkozy...*"

- "*Une volonté majoritaire s'est affirmée, par le vote, comme par l'abstention : « Nous voulons chasser Sarkozy, mais aussi sa politique »*".

C'est bien beau de prononcer le mot "politique", d'évoquer ce que pourrait être une autre politique, jusque là rien à redire tout le monde se livre à cet exercice qui ne coûte finalement rien. Maintenant, c'est une autre paire de manches quand il s'agit d'aborder la question déterminante des objectifs politiques qu'il faudrait atteindre pour pouvoir réellement changer radicalement de politique, c'est là que les choses se gâtent ou partent en vrille.

Sur cette question précise, du côté du NPA et de LO, c'est le néant, ils sont incapables de se fixer le moindre objectif politique en dehors des élections.

Avant d'en venir aux objectifs politiques définis par le POI il faut préciser un point important pour comprendre la suite.

Tout le monde s'accorde à reconnaître que les résultats du premier tour de l'élection présidentielle expriment un profond rejet de la politique de Sarkozy et de ses prédécesseurs, mais vous aurez noté qu'absolument personne n'ose ou ne souhaite caractériser le contenu politique de ce rejet. Attention, nous abordons ici un tabou. Pourquoi ? Parce que cela permettra à chacun de l'interpréter à sa manière, non pas en fonction des rapports politiques qu'il reflète, mais en fonction des intérêts ou de la stratégie adoptée par les appareils de chaque parti, ensuite, afin d'éviter que ne soit mis en lumière qu'aucun parti n'intègre ces rapports dans

leurs stratégies ou leurs combats, leurs objectifs n'étant manifestement pas de les changer.

On comprend parfaitement pourquoi tous les partis passent sous silence ces rapports politiques, car il suffit de les évoquer pour que saute aux yeux l'inanité de leurs stratégies ou qu'elles ne situent pas dans la perspective du renversement de l'ordre établi, ce que révèle le contenu politique de ce rejet exprimé le 22 avril. Les masses ont voté pour un changement social, pas pour un changement politique, conformément à leur nature actuelle dominée par leur soumission aux institutions, à l'Etat.

Soyons honnête et lucide au lieu d'écouter les balivernes de tous ces charlatans, c'est la stricte réalité, osons la regarder en face. Les masses se sont embourgeoisées, elles pensent comme les bourgeois, elles rêvent d'imiter leur mode de vie, mais en aucun cas elles n'entendent remettre en cause les institutions ou l'Etat dans lesquels elles conservent de profondes illusions, illusions que tous les partis s'emploient à alimenter en permanence, ce qui prend ici la forme d'un refus de caractériser politiquement la nature de leur rejet de la politique de Sarkozy.

En participant à cette élection, les travailleurs ont signifié qu'ils remettaient entre les mains de l'Etat capitaliste leur propre sort, voilà la terrible vérité qu'il faut cacher, réalité insupportable à entendre pour beaucoup de militants qui préfèrent se réfugier dans des chimères ou s'en remettent aveuglément aux fables que leur servent leurs dirigeants.

Quand on parle de la politique mise en oeuvre par celui ou ceux qui gouvernent le pays, il ne faut pas se tromper de sujet, on fait référence aux mesures qu'ils ont prises et qui touchent à la fois à nos conditions de travail ou de vie, qui sont davantage d'ordre social, mesures qui n'ont donc rien à voir avec les institutions et leur fonctionnement, avec l'Etat. Or c'est à ce niveau-là ou sur ce plan-là que se déroule le combat politique entre les classes, terrain qui a été abandonné aux représentants politiques de la classe dominante ainsi qu'à leurs valets. Ce qui est somme toute normal, en présence de partis ouvriers qui n'entendent pas modifier fondamentalement les rapports entre les classes que l'Etat incarne.

On peut donc constater que le mot politique est généralement employé dans ses différentes assertions ou usages, sauf celui qui touche précisément à l'Etat. Dans le cas du POI cela se traduit par la remise en cause du rôle de l'UE, de la BCE et du FMI, mais pas de l'Etat qui étrangement est épargné. Il en fait encore la démonstration ici, je n'invente rien.

Dès lors, place à l'opportunisme, au social-chauvinisme, au nationalisme :

- "*Une exigence s'exprime : il y a urgence à inverser le cours des choses, à en finir avec la dictature de la troïka FMI-Union européenne-Banque centrale européenne qui veut imposer les politiques de privatisation, de misère et de chômage. En finir avec cette dictature et ses directives qui interdisent d'interdire les licenciements, renflouent les banques à coups de milliers de milliards et disloquent les droits et garanties des travailleurs et de la jeunesse !*

Il y a urgence à décréter nuls et non avenus les plans dictés par des institutions supranationales et à rétablir la souveraineté des peuples sur les décisions qui les engagent. Cela s'appelle la démocratie."

La "*dictature*" imposée aux travailleurs n'est pas celle du capital et de son relais politique, l'Etat ou les institutions, mais celles "*de la troïka FMI-Union européenne-Banque centrale européenne*", autrement dit le combat politique contre notre propre bourgeoisie est détournée, elle passe à la trappe. La troïka "*interdit d'interdire les licenciements*", mais dans quel cadre juridique, les directives ou les traités européens adoptés antérieurement, mais encore, conformément à la Constitution de la Ve République qui incarne la domination de classe des capitalistes.

Entre nous, la troïka n'existerait pas que rien n'interdirait aux représentants du capitalisme dans chaque pays de mettre en oeuvre la même politique réactionnaire. La troïka a justement pour fonction politique d'épargner autant que faire se peut les Etats, de détourner l'attention du prolétariat de l'Etat, c'est en cela que le POI vient à son secours et soutien l'air de rien le régime en place.

Face aux institutions supranationales, ce n'est pas la "*souveraineté des peuples*" qui n'a jamais réellement existé que le POI entend rétablir, mais la souveraineté des Etats (capitalistes) auxquels le POI est si attaché, ce que traduit la "*souveraineté des peuples*" qui correspond en fait à la domination de la classe des exploiteurs, aussi bien au sein des rapports sociaux de production que de l'Etat.

Pire encore si c'était possible, le POI est un facteur de démoralisation et de démobilisation des masses quand il explique qu'une fois un traité signé, il serait impossible de s'en affranchir, passons sur les inexactitudes incluses dans leur communiqué, ils évoquent la signature du TSCG par 27 Etats pour qu'il s'applique, alors qu'en réalité il suffira qu'il soit ratifié par 12 parlements pour entrer en vigueur. A entendre le POI, dès lors que le TSCG et le MES seront ratifiés, les carottes seront cuites, autant aller se couche tout de suite ! J'aborde plus loin ce que cela implique sur le plan pratique.

La question de la ratification d'un traité pose chaque fois la question de l'Etat, de sa Constitution et ses institutions, qui le signe, le ratifie, selon quelle procédure, etc. Qui se prononce sur son adoption (ou non), selon quelles prérogatives, ce qui nous ramène inévitablement à la Constitution de la Ve République. Est-elle légitime, quoi et qui représentent-elles ? Franchement, en

voilà des questions inutiles !

La mystification va encore plus loin.

- "*La démocratie exige qu'il soit répondu à cette volonté majoritaire, que le président élu renonce à engager le processus de ratification : et, alors, le traité ne sera pas ratifié et il ne s'appliquera pas à la France et, de ce fait, il sera difficile de l'imposer aux autres peuples d'Europe.*".

Alors qu'Hollande a déjà annoncé qu'il pourrait s'en passer si nécessaire, et que cela ne l'empêcherait pas d'appliquer sa politique, alors que chacun sait qu'elle s'inscrira dans le prolongement de celle de Sarkozy, le POI feint de l'ignorer et se fout ouvertement des militants et des travailleurs.

Cela ne vous convainc pas encore, vous faites peut-être partie des illuminés qui suivez aveuglément la politique impulsée par D. Gluckstein et sa clique, voyez quelle politique est appliquée par Cameron en Grande-Bretagne, pays opposé au TSCG et au MES, pays qui n'a pas adopté l'euro, comme c'est bizarre j'ai l'impression qu'il applique la même politique d'austérité que dans les autres pays de l'UE, pincez-moi si je me trompe, j'ai hâte de sortir de ma crasse ignorance. Un autre exemple qui dément l'assertion du POI, en Allemagne la "*règle d'or*" qui encadre les dépenses publiques a été adoptée en 1949, cela n'a pas empêché les syndicats de revendiquer des augmentations de salaire des fonctionnaires, notamment. Toute la politique des dirigeants du POI repose sur la falsification ou la manipulation honteuse des faits, l'ignorance de leurs militants.

Très logiquement, dans la foulée le POI appelle Hollande à prendre ses responsabilités, ce qu'il ne manquera pas de faire comme on vient de le souligner. C'est ainsi que le POI soutient le régime et Hollande au passage et la boucle de l'opportunisme est bouclée.

Parler de tout et de rien, éviter de parler de l'essentiel, il en restera toujours quelque chose, et peu importe le turnover important à l'intérieur des partis, leur objectif n'est pas de construire un parti révolutionnaire pour prendre le pouvoir, l'Etat les finance dès lors qu'ils participent aux élections législatives ou par le biais des syndicats, pour eux la vie continue comme avant.

Quelle illusion criminelle de vouloir faire croire aux militants et travailleurs qu'il suffirait d'"*en finir avec la politique de misère, de chômage et de déchéance de l'Union européenne*" pour qu'elle ne soit pas appliquée d'une manière ou d'une autre en France, autant dire pour qu'elle disparaisse des programmes des partis institutionnels qui se relaient au pouvoir depuis 1958.

Autres arguments en faveur de la position et de la stratégie que je défends.

On nous rétorque qu'il serait plus facile de combattre contre la ratification de ces traités ou pour des revendications sociales, plutôt que de combattre dans la perspective de renverser le régime, un objectif lointain, etc. Bien, cela implique qu'il serait possible d'obtenir le rejet de ces traités et la politique qu'ils sous-tendent ou la satisfaction de revendications sociales collectives ou qui concernent l'ensemble des travailleurs (Sécu, retraite, santé, etc.) dans le cadre du régime en place, or il s'avère que c'est impossible, ces revendications politiques ou sociales étant incompatibles avec les besoins du capitalisme à ce stade de son évolution à l'échelle mondiale.

En situant ces objectifs dans le cadre du régime actuel, cela permet d'éviter de les poser au-delà de l'existence du régime, de poser la question des moyens qu'il faudrait mettre en oeuvre pour abattre les obstacles qui se dressent sur le chemin qui mène à son renversement, c'est la démarche traditionnelle de réformistes et non de révolutionnaires. Cette manière de procéder présente un autre avantage pour les renégats, elle permet de faire une dichotomie, de séparer les objectifs qu'il serait possible d'atteindre dans le cadre de l'ordre établi, de ceux qui se situeraient au-delà et qu'il faudrait poser plus tard... ou jamais, dont la liquidation des institutions. En procédant de la sorte, on se prive des moyens de poser la nécessité d'un gouvernement ouvrier révolutionnaire qui seul permettrait de répondre positivement à l'ensemble de ces revendications sociales et politiques en s'attaquant aux fondements du capitalisme et en abolissant la Constitution de la Ve République. Répétons-le encore une fois, c'est seulement sur cet axe qu'il serait possible de construire un véritable parti communiste, or ce n'est l'objectif d'aucun parti, y compris LO qui ignore jusqu'à l'existence des institutions aux crochets desquelles cette organisation vit depuis des décennies.

Donc, quand on nous oppose des objectifs qu'il serait possible d'atteindre à ceux qui devraient attendre une durée indéterminée avant de pouvoir être posés, on s'aperçoit qu'il s'agit là d'un tour de passe-passe qui consiste à éviter de poser la question du pouvoir ou de l'Etat qui concentre toutes les autres, puisque ni le retour à la Sécu de 1945 (entre autres), ni la rupture avec l'UE, ni l'abolition de la Constitution de la Ve République ne sont réalisables sans balayer l'ordre établi, sans une révolution socialiste.

Le problème auquel sont confrontés tous ces partis, c'est qu'ils ont vu le jour et se sont construits à une époque ou il y avait du "*grain à moudre*", où des avancées sociales étaient encore possibles, c'est d'ailleurs en grande partie, mais pas seulement, ce facteur qui a déterminé leur nature, autour duquel ils se sont forgés, pour ne plus apparaître au fil du temps que comme des supplétifs des syndicats, des trade-unionistes, et que cette époque est définitivement révolue. Il ne leur reste plus qu'à défendre des revendications sociales isolées, catégorielles, et le reste du temps à brasser du vent en guise de politique, à jouer les aventuriers en tournant le dos aux enseignements de la Commune de Paris et de la révolution russe de 1917, leur régression ou décomposition politique les ramenant au Moyen-Age de la lutte des classes.

Le dernier argument pour aujourd'hui appartient au même registre que le précédent. On nous explique qu'il ne faut surtout pas avancer des objectifs politiques, parce que les masses ne pourraient pas s'en saisir, ce serait verser dans le gauchisme, etc. En passant le rejet du TSCG et du MES est bien un objectif politique, sauf qu'il se situe à côté de la plaque, passons pour avoir déjà aborder cette question plus haut.

Bien avant que la révolution russe ne pointe son nez, les bolcheviks combattaient sur le mot d'ordre suivant : la paix, du pain et la liberté. Les deux premières revendications répondaient à des préoccupations ou aspirations sociales, tandis que la troisième concentrait son aspiration politique à se libérer du joug du régime d'exploitation et d'oppression qui lui rendait la vie impossible. Finalement elles ne sont parvenues à satisfaire les deux premières qu'une fois réalisée la troisième qui était de nature politique.

De février à octobre 1917, le gouvernement de Front populaire a démontré son incapacité autant que son refus de rompre avec la bourgeoisie, condition pour mettre fin à la guerre et satisfaire les besoins élémentaires du prolétariat des villes et des campagnes, du coup, et parce qu'il existait un véritable parti communiste incarnant leurs besoins, elles le renversèrent et prirent le pouvoir afin de liquider les restes du régime féodal ainsi que celui embryonnaire qui incarnait le pouvoir de la bourgeoisie. Une fois Nicolas II ayant pris la fuite, trompées par les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires, les masses placèrent leurs illusions dans un gouvernement impérialiste (Lénine). Ne voyant rien venir et s'impatientant, leur situation ne cessant de s'aggraver, organisées dans les soviets ou comités, sous l'impulsion du parti bolchevik elles parvinrent à se libérer de leurs illusions et à réaliser l'objectif politique qui allait leur permettre d'obtenir la paix et le pain qui leur faisaient tant défaut...

La stratégie de Lénine était basée sur le fait qu'il serait impossible au gouvernement de front populaire de rompre avec le capitalisme et de briser les institutions, de remettre le pouvoir à la classe ouvrière et à la paysannerie pauvre, donc de satisfaire les revendications sociales des masses, et qu'il reviendrait au parti bolchevik en s'appuyant sur le mouvement révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie d'accomplir cette tâche, qu'il n'existait pas d'autre voie.

Camarades, c'est la voie que je vous propose d'emprunter pour vaincre notre ennemi, celle du socialisme.

Réponse à ma fille. Des illusions qui se paient cash, sur le champ, un moindre mal.

Il ne fallait se faire aucune illusion sur le vote d'hier. Personnellement j'avais envisagé Mélenchon à 12% ou davantage et Le Pen à 20%, Sarkozy et Hollande autour de 25%.

En dehors du mouvement contre la "*réforme*" des retraites, il n'y a eu aucun mouvement de masse en France malgré la politique d'austérité et le chômage, contrairement à tous les autres pays en Europe, excepté l'Allemagne. Quand j'ai expliqué que le prolétariat s'était embourgeoisé, on m'a insulté, alors que c'est l'un des facteurs qui explique pourquoi les masses ne bougent pas, l'autre explication tient au consensus avec le régime de tous les partis, y compris les syndicats.

Un jour dans le site j'ai raconté que lorsque j'avais cessé de militer, avec mon ex-épouse nous vivions bien, comme de bons petits-bourgeois qui ne s'occupaient que de leurs petites affaires, etc. nous ne nous posions pas trop de questions, surtout pas d'ordre politique, et que j'avais très bien vécu ainsi jusqu'en 2001, date de mon retour au militantisme...

Depuis plus de 30 ans, plus aucun parti ne combat pour le socialisme, déjà auparavant plus personne ne savait ce que signifiait le socialisme. J'ai un pote qui a près de 70 ans qui m'a dit qu'il avait adhéré au PCF il y a plus de 40 ans et qu'à l'époque déjà il ne croyait pas que le PCF combattait pour changer radicalement la société. Si tu t'en souviens Papi n'était pas vraiment un révolutionnaire endiablé !

Lorsque j'explique qu'il faut populariser le socialisme, qu'il faut expliquer à chaque couche de travailleurs ce que changerait le socialisme dans leur vie de tous les jours, personne ne m'écoute, les travailleurs devraient croire dans quelque chose qui devrait rester pour eux un mystère, c'est délirant !

Lorsque j'explique qu'il faudrait rédiger un projet de Constitution, on me rit au nez, pourtant la politique a horreur du vide, si l'on milite pour liquider la Ve République, il paraît souhaitable et cohérent que l'on devrait être en mesure de proposer une autre Constitution aux travailleurs, eh bien non, ils doivent se contenter d'un discours partisans qui les laissent sur leur faim ou auquel ils ne comprennent pas la finalité ou encore qui les laisse perplexe, normal, ils ont raison de ne pas faire confiance aveuglément à des partis, on oublie qu'ils sont vaccinés.

Tout est du même tonneau. En fait de discours radical, Mélenchon n'a fait qu'enfiler des clichés sans jamais aller au bout de ses analyses, et pour cause, il se serait démasqué lui-même. Poutou et Arthaud ont tenu des discours de militants à des militants, insaisissables par les travailleurs, inaudibles.

Le POI, davantage pour des raisons financières qu'autre chose apparemment, avait décidé de ne pas participer à cette mascarade,

à la place il a lancé une campagne contre les deux derniers traités (TSCG et MES) sans les relier à la Constitution qui autorise leur ratification, c'est leur manière de combattre le régime... tout en soutenant ou épargnant le régime.

Ensuite, ensuite rien, on a fait le tour des partis, le néant, on est face à une impasse.

Il ne faut pas désespérer, ce qui ne se réalisera pas par la voie des élections se réalisera par celle de la révolution, ceci explique cela. Baroin a dit quelque chose d'intéressant hier soir : "*constatez-le vous-même, vous ne trouverez pas un seul pays en Europe qui augmente les dépenses*", contrairement à Hollande qui voudrait les augmenter a-t-il ajouté. Effectivement, tous sabrent dans les budgets sociaux de l'Etat, tous remettent en cause le droit à la santé, à l'école, à la retraite, etc. Et Hollande n'a pas du tout l'intention de faire autre chose quand on lit ses propositions ou son programme dans lequel il s'engage à respecter le traité de Maastricht...

On nous dit que les résultats du vote d'hier exprime un "*profond rejet*" de la politique de Sarkozy, en réalité il s'agit d'une nouvelle mystification ou d'une interprétation erronée des faits, une manipulation. Les travailleurs qui ont voté Poutou, Arthaud, dans une large mesure ceux qui se sont abstenus, dans une moindre mesure ceux qui ont voté Mélenchon ou Le Pen ont manifesté qu'ils étaient prêts à en découdre avec le régime, peut-être pas jusqu'à envisager de le renverser, mais certainement pas ceux qui ont voté Hollande, ce que tu confirmes en signalant "*quand t'entends les gens te dire que Mélenchon fait peur et que Hollande est plus sûr... si déjà Mélenchon fait peur avec sa VIème République, ça promet*", c'est exactement cela, le vote Hollande signifiait : "*il semble le mieux placé pour que l'on conserve notre niveau de vie et si possible pour qu'il s'améliore à la marge*" et pas davantage, c'était un vote non de rejet de la politique de Sarkozy mais corporatiste, individualiste.

Ce que j'explique ensuite met en relief l'aspect qu'ailleurs j'ai appelé criminel de la prestation de Mélenchon, qui a fait naître des illusions dans la tête de millions de travailleurs et la vôtre, qu'il serait possible de changer la société par un bulletin de vote, ce type-là est un charlatan, car il sait pertinemment que cela n'a jamais existé, que ce sera toujours impossible et que seule une révolution permettra de venir à bout du régime et des institutions, d'avancer sur la voie du socialisme

Mélenchon a profité du fait que les nouvelles générations n'ont pratiquement aucune expérience du combat politique, qu'elles sont dépolitisées, qu'elles ignorent ou n'ont pas à l'esprit que seule la lutte de classe a permis d'améliorer la condition ouvrière au fil des ans et des décennies tout au long des 80 premières années du XXe siècle, depuis, nous sommes entrés dans une nouvelle période dont la principale caractéristique porte la marque d'une régression sociale généralisée, une déconstruction de tous les acquis ouvriers pour nous ramener un siècle en arrière sur le plan social et politique.

Il est donc important d'avoir à l'esprit qu'aucun des droits (collectifs) dont nous profitons encore n'ont été obtenus par un bulletin de vote, ils ont tous été arrachés par la lutte de classe des générations passées ou concédés dans le cadre d'un marchandage pour garantir la pérennité du régime, en un mot l'essentiel pour la classe qui détient le pouvoir. C'est donc dans le cadre et au moyen de la lutte de classe que nous arracherons de nouveaux droits ou que nous pourrons sauver ceux qui existent encore, mais ni par des élections ni par des négociations avec le gouvernement et le patronat qui ne servent finalement qu'à brader nos droits, les dirigeants syndicaux s'alignant systématiquement sur les besoins des capitalistes et non sur ceux des travailleurs.

L'heure est à la remise en cause de tous nos droits et nous sommes encore loin d'en avoir vu le bout, comme en Grèce. J'ai lu qu'en Grèce une fonctionnaire avait vu son salaire passer de 2.300 euros à 750 environ au cours des deux dernières années, une architecte décrivait avoir subi un nivellement vers le bas de ses revenus dans les mêmes proportions au point de ne plus pouvoir se loger et envisageait de retourner vivre chez ses parents avec ses enfants. C'est pour te donner une idée de ce que signifie une brutale régression sociale sans précédent dont les travailleurs en France ignoreront tout tant qu'ils n'y seront pas confrontés eux-mêmes, on y arrivera.

Jusqu'à présent les capitalistes considéraient les travailleurs comme des Kleenex à l'intérieur du pays, ils embauchaient par nécessité et licenciaient pour le même motif, désormais c'est à l'échelle d'un continent ou du monde entier qu'ils agissent de la sorte, les travailleurs du monde entier étant en concurrence. Ils ont commencé par délocaliser des pans entiers de l'économie, puis ils ont développé une puissante classe moyenne en Chine, Inde, Brésil, etc., ce processus est toujours en cours (coïncidence, le titre d'un article de l'agence Reuters d'aujourd'hui : "*Les constructeurs parient sur les voitures haut de gamme en Chine*"), du coup l'économie des vieux pays capitalistes est davantage pour eux un boulet qu'un marché prometteur, ils n'ont plus aucune raison de soutenir la production et des salaires élevés en Europe, ils ne peuvent concevoir le marché de ces pays-là (de l'UE) qu'à condition qu'il leur rapporte autant que dans les pays émergents, d'où la nécessité pour eux d'augmenter la productivité, donc baisser le coût du travail et de liquider ce qui reste de la législation du travail encore trop favorable aux travailleurs selon eux, etc.

Avec la mise en concurrence des travailleurs du monde entier, il n'y a plus de place pour le réformiste, il n'y a plus de "grain à moudre", la part des profits qu'autrefois les capitalistes réservaient généreusement aux travailleurs a disparu ou ils ne sont plus disposés à leur céder selon les cas, car ils se livrent à une concurrence acharnée pour conserver ou renforcer leurs places sur le marché mondial face à de nouveaux concurrents qui ont émergé en imposant des conditions de travail et de rémunération à leurs travailleurs dignes de la fin du XIXe siècle en Europe, ils se livrent donc entre eux à une guerre sans merci dans laquelle le sort de la classe ouvrière ou des travailleurs en général est sacrifié.

Les travailleurs n'ont pas été du tout préparés à affronter cette situation. Pire, tout a été fait minutieusement pour qu'ils soient broyés lorsque les capitalistes engageraient leur offensive contre l'ensemble de nos droits. On leur a fait croire que leur niveau de vie était garanti pour l'éternité, qu'il continuerait de progresser mécaniquement, qu'il suffirait de négocier avec le gouvernement ou le patronat, de signer des pétitions ou éventuellement, mais vraiment en dernier ressort, pour ainsi dire à reculons, qu'ils se mobilisent, pas trop quand même et "", de préférence chacun dans son coin, même pas par secteur économique, de glisser le "bon" bulletin l'urne une fois tous les 7 ou 5 ans, pour qu'ils soient assurés de connaître des conditions stables ou meilleures.

Au lieu de les aider à se saisir de leur propre destin et de le forger en fonction de leurs propres besoins ou aspirations, tout a été entrepris pour qu'ils se laissent vivre et que d'autres s'en chargent à leur place, hélas pas vraiment dans le sens qu'ils espéraient. Ils ont été sans cesse trompés ou trahis, au point de développer une méfiance quasi pathologique, maladive, obsessionnelle envers tous les partis politiques, plus ou moins à juste titre, plutôt plus que moins.

Maintenant, pour essayer d'être tout à fait impartial, il faut toutefois préciser que tous les partis ouvriers se sont retrouvés face à des difficultés qu'ils n'ont pas su aborder correctement selon moi, qu'il s'agisse de la lutte conjointe contre le stalinisme et le réformisme, toutes les formes d'opportunisme, et la situation née du rétablissement du capitalisme en Russie et les républiques qui y étaient associées au sein de l'URSS, on pourrait ajouter la prise du pouvoir de l'aristocratie financière au sein du capitalisme mondial à peu près à la même époque. Ce tournant opéré au début des années 80 dans la stratégie du capitalisme mondial, qui correspondait déjà à une crise, s'est poursuivi jusqu'à nos jours.

Pour conclure, on pourrait dire que la division du travail poussée à l'extrême à l'échelle mondiale et qui se traduit par la mise en concurrence des travailleurs du monde entier, parce qu'il est impossible aux capitalistes de liquider du jour au lendemain l'ensemble du prolétariat des vieux pays capitalistes où le coût de la main d'oeuvre ou de la production est plus élevé que dans le reste du monde, les conséquences sociales dramatiques de cette situation pour les travailleurs ne peuvent plus être combattues ou freinées par les moyens classiques ou habituels de la lutte de classe du prolétariat dans le cadre du régime en place. Pour être combattues efficacement, elles nécessitent de leur part un niveau de conscience et d'engagement politique supérieur se situant dans la perspective du renversement du régime et des institutions, car c'est seulement dans le cas où le régime se sentirait menacé jusque dans ses fondements qu'il capitulerait sur telle ou telle revendication, ce qui nécessite une mobilisation générale de la classe dans l'unité de ses partis et organisations, unité qui ne peut se forger qu'autour de l'objectif politique d'en finir à la fois avec le capitalisme et les institutions, car c'est la condition sans laquelle il demeurera impossible de satisfaire l'ensemble de nos besoins ou aspirations, ce qui nécessite de la part du mouvement ouvrier de revenir à sa tradition révolutionnaire et socialiste, dans le cas contraire, il sera amené à péricliter et à connaître défaite sur défaite.

Pourquoi est-il impératif de subordonner nos revendications à la chute du régime, parce que leur satisfaction est incompatible avec son existence, sauf exception qui confirme la règle, exception dont on n'a pas vu la queue au cours des dernières décennies.

Autre argument en faveur de cette stratégie, l'extrême hétérogénéité des masses exploitées, il est extrêmement difficile de les mobiliser sur une revendication qui ne concernera pas ou pas de la même manière toutes les couches de travailleurs, par contre elles peuvent toutes se retrouver autour d'objectifs politiques, ce qui est logique puisqu'ils ont vocation à s'attaquer aux fondements du capitaliste, au pouvoir de la classe dominante, aux rapports sociaux de production qui déterminent tous les rapports dans la société, donc qui concernent tous les aspects de l'existence des travailleurs toutes catégories confondues.

On a parfaitement conscience de la difficulté à faire admettre aux travailleurs qu'ils ne pourront plus maintenir ou améliorer leur condition dans le cadre du régime et des institutions et qu'il va falloir les renverser pour y parvenir. En même temps, plus on sera nombreux à combattre ensemble pour cet objectif, plus il leur apparaîtra à portée de la main, d'où la question déterminant de leur organisation et du parti.

La question est de savoir quel parti s'engagera résolument dans cette voie, quel parti aura la volonté et la capacité de regarder la réalité en face, de l'exposer simplement devant les travailleurs.

L'issue à la crise du capitalisme est politique, c'est donc à ce niveau-là qu'il faut la traiter. On ne peut la concevoir sérieusement qu'en rompant avec le capitalisme et les institutions (nationales, européennes et internationales) qui ne servent qu'à légitimer (sur le plan juridique) son existence. Tous les travailleurs en Europe étant confrontés à la même politique de régression sociale généralisée, on ne peut concevoir cette issue politique qu'à l'échelle de l'Europe, donc dans la perspective des Etats-Unis socialistes d'Europe.

INFOS EN BREF

Politique

Bahreïn.

Des centaines de manifestants ont affronté lundi la police anti-émeute à Bahreïn après les obsèques d'un manifestant décédé au cours du week-end, a constaté un journaliste de Reuters.

Les manifestants ont jeté des cocktails molotov et des pierres contre un commissariat du quartier d'Al Bilad al Kadim, à Manama. La police a répliqué avec des gaz lacrymogènes et des grenades assourdissantes.

Auparavant, 15.000 personnes ont participé aux obsèques de Salah Abbas Habib, dont le corps criblé de grenaille a été retrouvé au lendemain de sa participation à des affrontements avec les forces de l'ordre. (Reuters 23.04)

Social

Arabie Saoudite.

Un enfant saoudien âgé de 4 ans est accusé d'avoir tué son père d'une balle dans la tête pour une console de jeu qu'il n'a pas pu obtenir, rapporte aujourd'hui la presse saoudienne.

Le quotidien Asharq, citant la police de Jizan (sud), a précisé que le garçon âgé de 4 ans et sept mois avait saisi le pistolet de son père avant de lui tirer une balle sous l'arcade sourcilière, le tuant sur le coup.

L'enfant avait demandé à son père de lui acheter une Playstation mais ce dernier était revenu sans la précieuse console. Quand le père s'est défait de son arme pour se déshabiller le fils a saisi le pistolet et abattu l'homme à bout portant. (elle.fr 23.04)

Leur monde dégénéré, quoi.

Haut de page

Le 25 avril

CAUSERIE

(Je termine l'actualisation du site, il est 21h (locale))

On n'a pas de courant depuis ce matin 2h, il est 17h20. Il fait 40°C et je n'ai pratiquement pas dormi. J'essaie tout de même de travailler normalement. La batterie de secours est vide et je viens de mettre en route le générateur. Je suis passé d'un ordinateur à l'autre en passant par une clé USB. Bon vous excuserez si mon boulot est un peu bordélique, je fais ce que je peux.

Quelques réflexions en vrac.

1- Au-delà du rejet qu'inspire Sarkozy et sa politique, l'illusion qu'Hollande pourrait faire mieux ou une autre politique tiendra-t-elle jusqu'au 6 mai ? C'est ce à quoi se consacre dorénavant Mélenchon en maniant lui-même un double langage.

2- Nous avions dit que participer à cette élection présidentielle et aux législatives de juin prochain revenait à légitimer les institutions de la Ve République, le régime. Les faits nous ont donné raison au regard des résultats du 1er tour de la présidentielle. Comment cela ?

Au regard des résultats misérables obtenus par les deux seuls candidats qui avaient présenté une candidature axée sur la rupture avec le capitalisme, Poutou (NPA) et Arthaud (LO), ce qu'on peut contester à juste titre mais c'est autre chose, les travailleurs qui ont voté, ont porté leurs voix sur des partis qui avaient manifesté leur intention d'assurer la pérennité du régime en place. Or il n'existe et il ne peut exister aucune voie conforme aux intérêts des travailleurs dans le cadre ce régime qui se prépare à broyer les droits qu'il leur reste.

Tous ces partis dit de gauche ont récolté ces voix dans le seul but de permettre au président qui sera élu de poursuive l'offensive contre la classe ouvrière engagée depuis plusieurs décennies par le capital et qui s'est violemment accélée au cours du mandat de Sarkozy, le représentant de l'aristocratie financière qui domine le capitalisme mondial.

Où et par quel moyen ? Justement au sein et à l'aide des institutions de la Ve République dont le président de la République est un des principaux piliers, institutions dans lesquels les partis (toutes tendances confondues) se répartissent les rôles et les postes afin de mieux combattre la classe ouvrière pour le compte du capital.

On nous dit qu'un rejet massif de la politique de Sarkozy s'est exprimé lors de ce premier tour, il est toutefois à relativiser. D'une

part parce que Hollande n'a pas présenté un programme différent de celui de Sarkozy, d'autre part parce qu'il était parfaitement clair que les partis dit de gauche s'empresseraient d'appeler à voter Hollande au second tour, comme s'ils en étaient des alliés ou des complices plutôt que des ennemis. Hollande pas plus que Sarkozy n'ayant manifesté la moindre intention de remettre en cause les institutions de la Ve République, finalement quel que soit le vote qui s'est exprimé le 22 avril, il aura servi à les cautionner.

Vous vous demandez peut-être pourquoi depuis 50 ans vous entendez dire que les institutions de la Ve République sont en crise, que le régime se décompose, qu'il serait à l'agonie, pour finalement constater qu'il est toujours bel et bien présent et apparemment toujours aussi actif, vous avez là une partie de la réponse.

Le plus choquant, ce n'est pas ce discours, c'est qu'il y en a encore pour le gober, à croire qu'ils n'ont aucun esprit critique...

Quand le 6 mai au soir on va vous annoncer Hollande 51% ou plus et Sarkozy 46% ou plus, le total fera une fois décomptés l'abstention et les votes nuls ou blancs, 78, 80, 82% qui auront participé à cette mascarade, légitimer les institutions bonapartistes puisqu'aucun des deux candidats n'envisagent de les remettre en cause. Que vaudront alors les discours des uns et des autres sur le "*rejet*" de la politique de Sarkozy ? Aux oubliettes, on tourne la page, on passe à autre chose, vaut mieux en effet... Ainsi va l'opportunisme dans toute sa splendeur.

A propos des législatives.

Le parlementarisme, mot devenu apparemment tabou puisque plus personne ne l'emploie, présentait autrefois l'avantage d'offrir une tribune aux partis ouvriers, avant qu'ils ne passent avec armes et bagages dans le camp de notre ennemi. Cette époque est révolue, mais on continue de faire comme si rien n'avait changé, aucun parti parti n'a appelé à boycotter la présientielle ou les législatives depuis l'avènement de la Ve République, cela ne tient certainement pas du hasard.

Le PS et ses satellites à la solde du régime servent à faire barrage aux autres partis tels le POI, le NPA ou LO. Du coup aucune voix ouvrière ne peut plus se faire entendre dans le Parlement, elle doit passer par le filtre du PS et ses satellites qui la dénature et l'instrumentalise au service du régime. Particper aux législative est au mieux une preuve d'impuissance, au pire, se faire les complices des partis qui soutiennent l'ordre établi.

3- Cela vous choque que Le Pen et Sarkozy se présentent comme les représentants du "*travail*", le "*vrai*", pas moi. Ils se sont bien rendus compte qu'aucun candidat n'était parvenu à convaincre la majorité des travailleurs, je dis bien la majorité, et que dans ces conditions ils avaient encore leur chance, qu'il existait encore un espace, en réalité un boulevard pour l'incarner.

Ce sont les dirigeants syndicaux contre-révolutionnaires pour avoir abandonné l'objectif du combat du mouvement ouvrier, l'émancipation du salariat, donc le renversement du capitalisme, qui livrent la classe ouvrière à la réaction, avec la complicité des militants, cadres et dirigeants du POI, du NPA et de LO qui participent à leurs appareils ou votent leurs résolutions au niveau confédéral.

Le PS, puis le PCF et la LCR, dorénavant le PG, se sont employés à instrumentaliser les thèmes de prédilection sur lesquels le FN a germé tout en assurant la survie du régime. Du coup l'extrême droite et l'UMP s'estiment légitimes pour revendiquer ouvertement ces thèmes racistes et xénophobes derrière lesquels ils visent l'ensemble de la classe ouvrière.

Mystification. Illusionnisme

1- En régime capitaliste, c'est la loi du profit et la concurrence sur le marché mondial qui dicte unqiuement le destin des grandes entreprises.

Jean-Marc Ayrault, conseiller spécial de François Hollande, s'est engagé mardi à faire voter par "*la future majorité parlementaire de gauche*" une loi obligeant les groupes industriels à céder les usines "*rentables*" qu'elles voudraient fermer en France sans pour autant accepter de les vendre.

"*Cette disposition législative, voulue par François Hollande et très attendue, s'inscrit dans notre stratégie de ré-industrialisation et de relocalisation des entreprises*", a précisé le député-maire socialiste de Nantes devant des journalistes à Metz.

Le 24 février à Florange (Moselle), M. Hollande avait déclaré devant les métallurgistes de l'aciérie ArcelorMittal --menacée de fermeture, selon les syndicats-- que lorsqu'une firme ne voulait plus d'une usine "*rentable*" et qu'elle ne voulait pas non plus la céder, il lui serait fait "*obligation de la vendre pour que les repreneurs viennent*".

M. Ayrault a rappellé cet engagement du candidat socialiste aux ouvriers d'ArcelorMittal qu'il a rencontrés en début de soirée à Florange. (liberation.fr 24.04)

Prenons le cas cité d'une entreprise de la sidérurgie. On nous dit qu'elle est rentable. Alors pourquoi ses actionnaires propriétaires veulent-ils s'en séparer ? Parce qu'il est possiblle de produire les mêmes produits moins cher ailleurs.

Le capitalisme est en situation de surproduction à l'échelle mondiale. Les capitalistes ont donc tout intérêt à conserver les entreprises qui dégagent le plus de profit et à installer de nouvelles unités de production uniquement dans les pays qui leur garantissent les profits les plus élevés.

Dans ces conditions que deviendront par ailleurs des usines concurrentes pourtant ultra modernes mais moins rentables ? Elles sont vouées à disparaître, et si elles devaient survivre artificiellement, ce ne pourrait être que pendant une période limitée, à moins de vendre à perte, d'accumuler des dettes ou d'être nationalisées.

Quel "*repreneur*" sera assez fou pour reprendre une usine qualifiée de rentable dans de telles conditions ? Deux hypothèses.

1- Si leurs actionnaires propriétaires s'en séparent, c'est au profit d'une autre usine dégageant plus de profit, donc disposant d'une marge de manoeuvre que n'auront pas forcément ses concurrents pour baisser ses prix.

2- Autre cas de figure, les actionnaires propriétaires veulent s'en séparer parce qu'elle dégage du profit mais pas suffisamment par rapport à ses concurrents avec lesquels à terme ils savent qu'ils ne pourront pas rivaliser.

Donc qu'est-ce qui détermine l'attitude des actionnaires propriétaires ? La concurrence sur le marché mondial et l'évolution de ce dernier. Est-ce que ce type d'usines est voué à la fermeture ? Cela semble évident, non ? Sauf dans une société où ce ne serait pas le profit qui déterminerait la production, mais les besoins de la population, ce qui impliquerait que les producteurs détiendraient le pouvoir?

Question : Est-ce dans cette voie que monsieur Ayrault prétend que le gouvernement présidé par Hollande pourrait s'engager ? Le croire serait se faire de graves illusions. Depuis quand le PS seraît-il disposé à s'engager sur la voie du socialisme ?

2- Le "***sérieux budgétaire***", cela porte un nom : l'austérité !

Interrogé sur TF1 sur Angela Merkel qui soutient son adversaire Nicolas Sarkozy, François Hollande a répondu: "*Elle a fait son choix. Elle a dirigé l'Europe avec Nicolas Sarkozy. On en voit les résultats!*".

"*Si je suis élu président de la République, il y aura un changement de la construction européenne*", a-t-il promis.

"*C'en en sera fini du libre échange, de la concurrence sans limite, ça en sera fini d'une austérité --je suis pour le sérieux budgétaire, je suis pour le rétablissement des comptes publics*", a dit le candidat socialiste.

"*Le sérieux budgétaire oui, l'austérité à vie, non*", a-t-il déclaré. (liberation.fr 24.04)

On connaît la musique. Mitterrand s'était engagé à s'attaquer au capitalisme pour finalement poursuivre la politique de son prédécesseur. Précisons : ce qui figurait en toutes lettres dans son programme contradictoire qui ne laissait aucun doute sur ses réelles intentions, ce que confirmera la suite quand il mettra en place une politique d'austérité.

Hollande voudrait nous refaire le même coup : voyez-vous chers concitoyens, je m'étais engagé devant vous à mettre en oeuvre une politique qu'il m'est désormais impossible d'appliquer parce qu'entre temps la situation a évolué défavorablement, patati patata, je n'y suis pour rien, croyer-moi sur parole...

3- Nouvelles de l'affaire Merah

Après un mois d'enquête, les quatre juges antiterroristes ont en leur possession 1.300 procès-verbaux et 750 scellés.

Les policiers s'intéressent particulièrement à Abdelkader Merah, le frère de Mohamed. Incarcéré à Fresnes (Val-de-Marne), il est mis en examen pour «*complicité d'assassinats*» et «*association de malfaiteurs en vue de la préparation d'actes de terrorisme*». Les policiers pensent qu'il a aidé son frère à passer à l'acte, matériellement mais aussi psychologiquement.

Abdelkader a assuré aux juges qu'il n'était pas au courant des projets de son frère. Et qu'il avait repris contact avec lui quelques jours seulement avant les faits. «*C'est faux, nous avons la preuve qu'ils s'étaient vus physiquement en janvier. Donc, bien avant les tueries*», rétorque un proche du dossier.

Certains proches étaient d'ailleurs sous la surveillance de la Direction centrale du renseignement intérieur (DCRI). « *On va*

attendre qu'ils se dévoilent pour les entendre. Ce n'est pas la peine de faire comme la DCRI et d'arrêter prématurément des gens avant de les relâcher sans aucune charge», tacle un policier.

Une source judiciaire estime que cette enquête «*n'est pas près d'être bouclée*». (20minutes.fr 24.04)

Et pour cause. Les policiers prétendent qu'Abdelkader Merah était en relation avec son frère, tu parles, parce qu'ils se seraient rencontrés une fois en trois mois, en voilà un élément probant ! Ils voudraient piéger "*certains proches*" de Mohamed Merah... en prenant soin de leur communiquer leur intention sur Internet, grotesque !

Bruit de campagne

Craquement à l'UMP

Intervenant lundi sur RTL, Alain Juppé a déclaré que l'espoir était "*fort*" dans le camp du président candidat sur ses chances de victoire le 6 mai pour ajouter toutefois que, en cas de défaite, ils seraient "*un certain nombre à tout faire pour que l'UMP garde sa cohésion*".

Interrogé sur ces déclarations, Nicolas Sarkozy, qui intervenait lors de l'émission Les Quatre Vérités sur France 2, a déclaré : "*On est exactement dans ce qui n'intéresse nullement les Français.*"

"*Il ferait mieux de se concentrer sur le deuxième tour*", a-t-il ajouté à propos d'Alain Juppé.

"*Il faut se battre et je regarde ce deuxième tour avec confiance mais ce qui compte, ce n'est pas l'avenir de Nicolas Sarkozy, encore moins l'avenir de l'UMP, ce qui compte c'est l'avenir du pays, où voulons-nous aller nous les Français*", a-t-il encore dit. (Reuters 24.04)

Daladier introduisant le maréchal Pétain et légitimant les cagoulards.

Mardi à Longjumeau (Essonne), Nicolas Sarkozy a jugé Marine Le Pen "*compatible avec la République*".

Que pense-t-il de la "*préférence nationale*" prônée par Mme Le Pen, lui demande-t-on? "*Moi, je suis pour la préférence communautaire, mais je ne vois pas au nom de quoi on n'aurait pas le droit de dire ça*", a-t-il répondu. (AFP 24.04)

Par contre lui balancer "*pauvre con*" vous vaudra un procès en diffamation ! C'est cela un dictateur.

A ce propos, Bayrou qui n'est pas vraiment un révolutionnaire ou réputé pour être dans notre camp a tenu des propos terribles sur Sarkozy dans un livre paru en 2009 *Abus de pouvoir*(Plon). Un extrait tiré du figaro.fr du 24 avril :

- L'ouvrage de Bayrou est un pamphlet d'une rare violence à l'égard d'un président en exercice. "*Jamais démocratie ne porta si mal son nom. Jamais République ne fut moins publique*", écrit-il. Bien sûr, tempère le président du Modem, il ne s'agit pas d'une "*dictature franche*", mais il entend toutefois entrer en "*résistance*". "*Vraiment, croyez-vous qu'on en soit là? Oui, on en est là. Oh, ce n'est pas la dictature franche que nous avons en face de nous. Non, c'est seulement la privation de notre capacité de citoyens*".

Bref, c'est l'amorce d'une dictature "*franche*". J'ai failli mettre cet article dans la page d'accueil, puis je me suis ravisé car Bayrou risque d'appeler malgré tout à voter Sarkozy, dans le cas contraire, il est vraisemblable qu'il disparaisse de la scène politique ou qu'il soit encore plus isolé.

Bayrou n'a semble-t-il pas compris que l'époque ou le capitalisme pouvait encore se payer le luxe d'arborer certains principes ou certaines valeurs est révolu : place à la barbarie sous l'égide des régimes dictatoriaux ou semi-féodaux asiatiques ou moyen-orientaux, dégénérés, sous l'égide de l'impérialisme américain, le régime le plus décomposé de la planète.

Parfois vous pouvez me trouver un peu ou très excité et vous avez raison, je le suis effectivement, ce qui ne serait pas normal ce serait de ne pas l'être, venez donc passer quelque temps en Inde, venez partager la vie d'un peuple qui doit passer sa vie à courber l'échine, ce qui ne l'empêche pas de recevoir des coups de bâtons, vous serez révoltés au dernier degré, et l'Inde est loin d'être le pire exemple dans ce genre, on n'ose même pas imaginer ce que subissent d'autres peuples dans la région ou en Afrique.

Vous vous souvenez peut-être avec quelle violence Marx et Engels évoquaient les féodaux, les aristocrates ou les bourgeois au XIXe siècle, parce que leurs sujets ou la plèbe croupissant dans une misère noire et soumise à une oppression féroce étaient sans défense pour leur résister ou les combattre. C'est un peu ce que je vis quotidiennement tout en étant impuissant à y changer quoi que ce soit, on se sent rabaisser, humilier, un cauchemar, oui, c'est cela, un cauchemar, car on sait qu'il n'existe aucune issue

à l'horizon.

Je fonde tous mes espoirs sur la lutte de classe en France et en Europe, car c'est encore là que le prolétariat est le plus ou le mieux organisé, peut-être pas vu de chez vous mais d'ici c'est évident. Si je devais continuer à vivre en Inde sans avoir aucune activité politique, pour le coup je pourrais me dire que franchement la vie ne vaut vraiment pas le coup d'être vécue, qu'elle n'a aucun sens.

Je crois qu'on a du mal à imaginer ce que signifie vivre dans un pays pourri jusqu'à l'os où il est quasiment impossible d'espérer tirer la plus infime satisfaction sans qu'elle soit immédiatement gâchée. J'en suis arrivé à faire abstraction de tout ce qui m'entoure, cela va très loin, c'est difficile à décrire, cela touche à la vue, à l'odeur, vaut mieux regarder la cime des arbres ou le ciel tellement le pays est dégueulasse, immonde, une vraie décharge, se boucher le nez parce que cela pue partout, c'est l'été en ce moment, comble du raffinement, le fumage est en cours, au moment où j'écris ces lignes je sens l'odeur qui s'échappe du tuyau de la fausse septique de la maison située en face de la mienne, à une trentaine de mètres, le tuyau est trop court, le riche propriétaire a dû vouloir faire des économies, j'en ai causé deux mots à mon propriétaire il y a deux mois environ, il s'en fout évidemment, il m'a dit qu'il avait le même problème chez lui !

Sans exagérer parce que j'ai pris l'habitude de tout relativiser pour pouvoir continuer à vivre à peu près normalement, j'ai définitivement tiré un trait sur tout plaisir qui pourrait venir de l'extérieur, y compris des gens ou surtout venant des personnes que je suis amené à rencontrer, je n'en attends rien, je tiens le coup uniquement en vivant sur mes réserves, ma faculté à analyser et comprendre le monde dans lequel nous vivons, par contre je continue de donner aux autres le meilleur de moi-même.

Vous m'excuserez cet aparté, autour de moi ou dans la famille de mon épouse, je ne connais que des gens profondément malheureux, d'une ignorance effrayante, ce qui n'a rien de désobligeant ou de péjoratif dans ma bouche ; je vous avais raconté qu'à l'âge de 19 ans j'avais été stupéfait de découvrir que j'étais habité par une crasse ignorance, humilié au plus profond de moi-même de devoir garder le silence en présence de potes qui parlaient d'un tas de choses auxquelles je ne comprenais pas un mot, et parce que je n'ai rien oublié de mon passé, je respecte évidemment les gens dont je vous parle, et quand un nantis s'avise à en dire du mal devant moi, vous imaginez le sort que je lui réserve, comme dirait Lénine : fusillé !

Les nantis n'ont pas plus d'éducation que les ouvriers en Inde, je m'en suis fait un samedi dernier. J'avais remis en place une bonne femme qui voulait me passer devant à la caisse d'un magasin, elle n'était manifestement pas du peuple, il venait de passer à la caisse et a entendu mes propos. Il m'a interpellé une fois sorti dans la rue en me disant que je n'avais pas à tenir ce discours en Inde, je lui ai répondu que ce n'était pas une question de pays ou de culture ou je ne sais quoi, mais de respect que cela lui plaise ou non.

Les nantis sont de véritables ordures en Inde, ils ont l'habitude de piétiner les plus faibles, même entre eux ils se comportent comme des rats. A dire vrai, je préfère encore les rats. C'est un plaisir de les remettre à leur place, c'est-à-dire leur signaler qu'ils ne sont pas supérieurs aux Indiens de condition inférieure, que leurs privilèges de classe ne les autorisent pas à manquer de respect aux autres, et que c'est à eux de montrer l'exemple au lieu de se comporter comme des vauriens, effet garantie, je vous assure qu'ils apprécient, souvent je me fais insulter ! Vous voyez où va se nicher mon plaisir en Inde.

L'enfumage

Jean-Luc Mélenchon met François Hollande en garde contre la tentation de courir derrière les 6,4 millions d'électeurs du Front national pour laisser Nicolas Sarkozy, dont le camp va selon lui "*exploser*", s'enfoncer seul dans ce *piège*".

Le candidat du Front de gauche a également déclaré dans une interview à Reuters qu'il se plaçait dans une "*stratégie d'autonomie conquérante*" face au Parti socialiste, dont il exige des gages pour obtenir l'adhésion de ses quatre millions d'électeurs.

"*Je pense que François Hollande a intérêt à situer le vote du 6 mai dans son contenu social*", a-t-il dit en parlant des salaires, des minimas sociaux et de la situation européenne.

"*Que veulent faire les autres? Parler du Front national, et si vous parlez du Front national, terminé, au revoir les questions sociales*", a estimé l'ancien socialiste qui ne veut pas dire pour l'instant ce que le Front de gauche fera, lors des législatives, en cas de duel entre un candidat UMP et un FN.

Le front de gauche a appelé le PS à négocier pour les circonscriptions où un candidat FN risque d'être élu.

"*Le Front de gauche doit à chaque étape trouver son point de passage entre une sorte de gauchisme sans perspective, une espèce de bourdonnement autour du mouvement socialiste et puis la récupération et l'alignement qui anéantirait immédiatement notre force*", a-t-il ajouté sans cacher son objectif.

"*Le but c'est de prendre le leadership à gauche*" parce qu'il n'est d'après lui "*pas possible*" de changer la politique du PS de

l'intérieur. "*Il ne peut pas gagner sans nous, nous ne pouvons pas gagner sans lui.*"

L'Europe sera un test important et Jean-Luc Mélenchon met François Hollande au défi de respecter sa revendication d'un rôle plus grand de la Banque centrale européenne (BCE) pour soutenir la croissance dans une Union engagée sur la voie de l'austérité par le pacte de discipline budgétaire.

"*Il faut qu'il enfonce le clou sur une position à laquelle il s'est rallié avant le premier tour, la BCE doit prêter directement aux Etats*", a-t-il expliqué. "*Je ne lui demande pas de se convertir à mon hostilité au traité de Lisbonne.*"

Le député européen dit toujours réfléchir à ce que sera son rôle futur et, notamment, s'il se présentera aux législatives.

"*Mon statut est à cette heure un peu incertain*", a-t-il dit. "*Je vois bien que la bataille, elle a lieu là*", a-t-il toutefois ajouté, en faisant référence à l'Assemblée nationale.

"*Toute ma hantise, c'est de ne pas me laisser enfermer dans un coin.*" (libération.fr 24.04)

1- Le FN, en fait de "*piège*", en admettant qu'il en soit un, il n'aurait pas existé ou n'aurait pas pris une telle dimension si le Front de gauche s'était engagé à combattre la politique de Sarkozy en appelant la classe ouvrière à se mobiliser dans l'unité comme lui avait proposé le POI. Le score électoral du FN est le produit du refus des satellites du PS de rompre avec le capital et les instiutions, l'UE et l'ONU notamment, du manque de détermination de leurs dirigeants de s'engager dans cette voie.

S'agissant du PS, c'est une constante chez lui depuis près d'un siècle, il a toujours frayé la voie à la dictature ou au fascisme.

2- Après avoir affirmé qu'il ne demandait rien au PS en échange de son soutien, à peine 48h plus tard voilà que Mélenchon fait volte-face !

3- Pour le renégat Mélenchon, toute position incompatible avec tout soutien au PS doit être qualifiée de "*gauchisme*". Nous lui répondons que toute position compatible avec le maintien du régime en place et prise au nom des travailleurs ou du socialisme est une imposture, une escroquerie politique, une capitulation, une trahison.

4- Quand il dit à propos du PS inféodé au capitalisme "*nous ne pouvons pas gagner sans lui*", il avoue que son intention n'est pas de mettre fin au régime mais bien de l'accompagner dans sa descente aux enfers. Il estime qu'il est impossible de faire l'économie d'un gouvernement de Front populaire ou qu'il est impossible d'envisager la formation d'un gouvernement ouvrier sans passer obligatoirement par cette étape. Or, cette expérience, elle a eu lieu à plusieurs reprises en France (notamment) de 1936 à 1995, sous la troisième, la quatrième et la conquième république. Et chaque fois, elle ne s'est pas soldée par la constitution d'un gouvernement ouvrier mais par le retour du parti de l'ordre au pouvoir ou pire encore (la guerre, Vichy).

Donc sans même avoir besoin de polémiquer, l'expérience passée a prouvé à de multiples reprises, à des périodes différentes, que cette stratégie était foireuse. Peu importe, Mélenchon - qui n'a jamais coupé le cordon ombilical avec l'idéologie dominante du PS, nous la ressert parce qu'il n'en a pas d'autre, parce qu'il n'en existe pas d'autres entre soutenir le régime ou combattre pour le renverser, et comme Mélenchon refuse de rompre avec le capitalisme, il est obligé de faire avec le PS qui l'incarne.

Mélenchon a été militant de l'OCI. Finalement, il ne dit rien d'autre que ce qu'a toujours soutenu ce courant trotskiste depuis l'après-guerre dorénavant organisé dans le POI (CCI), ainsi que l'ensemble des groupes qui sont issus de l'OCI-PCI ou du PT (CCI) à travers le front unique, leur appelle à la formation d'un gouvernement PS-PCF de 1945 à 1981, leurs appels en directions des dirigeants de ce parti pour qu'ils aient la bonté de bien vouloir se placer au côté de la classe ouvrière qu'ils n'ont eu finalement de cesse de combattre en soutenant le régime et les institutions.

En réalité, après avoir tout fait pour rendre inévitable un nouveau Front populaire histoire de dire ensuite : vous voyez, on vous l'avait bien dit que cette étape était incontournable, même Trotsky soi-disant, rendez-vous compte, pour qu'on ne se pose pas la question de savoir s'ils ne porteraient pas la responsabilité de cette situation. D'ailleurs c'était bien joué, plutôt sordide ou cynique, puisque l'immense majorité des militants de ce courant rejettent cette analyse et rejoignent ou partagent la stratégie énoncée ici par Mélenchon, précisons, tout de même pas au point de participer à un tel gouvernement, mais qui sait maintenant...

5- En annonçant qu'il se satisferait d'un gouvernement ne rompant pas avec le traité de Lisbonne, Mélenchon capitule en rase campagne, ni plus ni moins. De mémoire, c'est bien ce traité qui se donnait pour objectif de faire de l'UE la région la plus compétitive du monde, donc devant les Chinois, l'"*usine du monde*" qui recourent à une armée d'esclaves pour produire. Un détail pour Mélenchon, on comprend, on comprend.

Quant à la BCE, peu importe qu'elle prête ou non directement à l'Etat, Mélechon dit qu'il faudra rembourser la dette coûte que coûte, or, à raison de 50 milliards d'euros par an, la dette s'élevant à quelque 1.700 milliards d'euros, il faudra 34 ans pour la rembourser, période qui dans le meilleur des cas correspondra à la durée de l'austérité. Décidément monsieur Mélenchon vous

ne manquez pas de bonnes intentions à notre égard.

6- Quant à ce qu'il deviendra après les législatives, on a envie de lui répondre qu'on s'en fout éperdument, il retournera dans l'ombre dont il n'aurait jamais dû sortir, au lieu de faire naître de cruelles illusions dans la tête de millions de travailleurs.

Actualité en titres

Tout est possible

- A Longjumeau, Sarkozy juge Le Pen «*compatible avec la République*» - Liberation.fr

- France : Sarkozy et Hollande chassent sans complexe les voix de l'extrême droite - AFP

Hypocrisie

- Zéro marge de manœuvre budgétaire pour le prochain Président : une bonne nouvelle pour les marchés financiers ? - Atlantico.fr -

Ingratitude. Le visage hideux du capitalisme

- États-Unis : elle donne un rein pour sauver sa patronne avant de se faire virer - 20minutes.fr

INFOS EN BREF

Politique

1- France

Le Front de gauche organise un meeting le 4 mai à Paris "*pour battre Nicolas Sarkozy*", a-t-on appris mardi à l'issue d'une réunion au siège du PCF à Paris, place du Colonel Fabien, en présence de Jean-Luc Mélenchon (Parti de gauche) et Pierre Laurent (PCF).

"*On sera rassemblés le 4 mai sur nos propres objectifs, nos propres revendications pour le lendemain aller voter Hollande contre Sarkozy*", a annoncé sur BFM-TV M. Mélenchon.

A deux jours du deuxième tour, le meeting qui sera conclu par le candidat, devrait "*vraisemblablement*" se tenir Place Stalingrad

Ce meeting servira à "*appeler à battre Sarkozy et à se mobiliser pour continuer à porter notre programme, L'Humain d'abord, aux législatives*" qui suivent en juin, a dit à l'AFP Eric Coquerel, conseiller de M. Mélenchon.

D'ici le 4 mai, le FG lance également un "*appel à se mobiliser derrière les syndicats le 1er mai à partir du moment où Nicolas Sarkozy et Marine Le Pen en font un enjeu d'affrontement social*", a-t-il ajouté.

"*Ce jour-là c'est un jour de bras de fer, on va faire du judo. Puisque Sarkozy a décidé de chercher la châtaigne avec les syndicats et bien il va nous trouver sur son chemin*", a souligné M. Mélenchon. (AFP 24.04)

2- Pays-Bas

Les principaux partis d'opposition des Pays-Bas ont refusé mardi d'apporter leur soutien à un programme de coupes budgétaires, menaçant d'enfoncer encore un peu plus le pays dans la crise politique au lendemain de la démission du gouvernement de centre-droit.

Le Premier ministre libéral Mark Rutte a présenté lundi à la reine Beatrix la démission de son gouvernement après l'échec des négociations entamées début mars sur les économies budgétaires avec le Parti pour la Liberté (PVV) de Geert Wilders.

L'alliance entre le parti de Wilders, qui n'appartient pas au gouvernement mais soutenait ce dernier au parlement, et la coalition au pouvoir a volé en éclats lors des négociations sur les moyens de dégager 14 à 16 milliards d'euros d'économies budgétaires.

Ces économies sont jugées nécessaires pour ramener le déficit budgétaire sous le plafond des 3% du PIB, conformément au pacte européen de stabilité. Le Parti de Geert Wilders a fait savoir qu'il ne souhaitait plus se soumettre aux exigences de l'Union européenne.

Depuis la rupture avec son allié parlementaire, Mark Rutte s'efforce d'obtenir le soutien des partis d'opposition pour faire adopter au parlement un budget d'austérité qui devra être soumis à la Commission européenne d'ici lundi prochain.

La coalition au pouvoir, qui réunit les Libéraux de VVD et les Chrétiens-Démocrates de CDA disposent de 52 sièges sur les 150 que compte le parlement. Elle doit donc s'assurer le soutien d'au moins 24 députés de l'opposition d'ici la semaine prochaine.

"*L'immobilisme n'est pas bon pour les Pays-Bas. Les problèmes sont graves, l'économie est en berne, l'emploi est sous pression et la dette publique augmente plus vite que ce que les Pays-Bas peuvent se le permettre*", a déclaré Mark Rutte au parlement, en exhortant ses membres à soutenir son plan d'économies.

Lors du débat parlementaire, Dieterik Samson, chef du groupe travailliste, a rappelé que la règle européenne des 3% pouvait ne pas être respectée en cas de "*circonstances exceptionnelles*".

"*Je comprend qu'il vous faut remettre les finances en ordre mais vous ne pouvez pas procéder à des coupes drastiques parce qu'elles affectent l'économie et les gens. Trois pour cent, ce n'est pas réalisable*", a renchéri le leader du Parti socialiste Emile Roemer.

Mark Rutte a annoncé par ailleurs s'attendre à ce que le Conseil des ministres décide de fixer vendredi la date d'élections législatives anticipées au 12 septembre prochain.

"*Il n'y a pas de majorité automatique pour des élections avant l'été. En tenant compte de tous ces éléments, j'aboutis à la date du 12 septembre*", a-t-il dit devant le parlement.

Le gouvernement devrait prendre une décision définitive ce vendredi, a-t-il ajouté. (AFP 24.04)

3- Israël

Israël a autorisé mardi trois colonies sauvages, une décision condamnée par le président palestinien Mahmoud Abbas qui attend un arrêt de la colonisation pour reprendre les négociations de paix.

Le gouvernement israélien a autorisé a posteriori les colonies de Bruchin (350 habitants), Rechelim (240 habitants), dans le nord de la Cisjordanie et Sansana (240 habitants), dans le sud du territoire palestinien.

Un comité ministériel ad hoc a "*décidé de formaliser les statuts de trois communautés établies dans les années 90 à la suite de décisions de gouvernements précédents*", a indiqué le bureau du Premier ministre Benjamin Netanyahu.

"*La décision de légaliser trois colonies sauvages est la réponse prévue à la lettre du président Abbas au Premier ministre Netanyahu*", a déclaré à l'AFP le porte-parole de M. Abbas, Nabil Abou Roudeina.

Dans un communiqué, le gouvernement palestinien a "*condamné la poursuite par Israël du développement de la colonisation*", ainsi que "*la +légalisation+ d'enclaves de colonisation*", affirmant qu'elle "*détruit les chances de paix et d'une solution à deux Etats*".

M. Netanyahu a reçu le 17 avril une lettre de M. Abbas exigeant pour reprendre les négociations de paix une série d'engagements, dont la reconnaissance des lignes de 1967 comme base de discussions et le gel de la colonisation.

Aux yeux de la communauté internationale, toutes les colonies sont illégales, qu'elles aient ou non été autorisées par le gouvernement israélien.

Plus de 340.000 colons israéliens habitent en Cisjordanie et plus de 200.000 dans des quartiers de colonisation à Jérusalem-Est. (Reuters 24.04)

4- Etats-Unis

Le Pentagone compte désormais un service de renseignement supplémentaire, le Defense Clandestine Service (DCS). Créée par le secrétaire à la Défense, Leon Panetta, l'agence a pour vocation d'étendre le renseignement militaire à des régions se situant en dehors des zones de guerre. Dans le collimateur de cette nouvelle agence figurent l'Iran, dont la marche vers la bombe nucléaire s'est récemment accélérée, la Chine, dont les efforts militaires inquiètent Washington. La Corée du Nord, qui poursuit ses programmes balistiques et nucléaires. Et la région du Sahel, nouveau sanctuaire d'al-Qaida au Maghreb islamique (AQMI).

La naissance du Defense Clandestine Service, rapportent les médias américains, est une réponse à un rapport confidentiel réalisé

l'an dernier par la Direction du renseignement national et qui préconisait que les renseignements militaires sortent de leur mission traditionnelle - fournir des informations opérationnelles aux forces déployées dans les opérations extérieures - pour s'intéresser à des sujets plus straté-giques. L'annonce de la création du DCS intervient une semaine après la nomination du nouveau directeur des renseignements militaires (DIA), Michael Flynn. Ce général, qui a une solide expérience des opérations spéciales, a critiqué l'action du renseignement américain en Afghanistan, qui manque, selon lui, de compréhension du contexte politique local.

Cette réorganisation du renseignement américain correspond également à une évolution des priorités de la Maison-Blanche. Après avoir lancé le désengagement des conflits - Irak et Afghanistan - qui ont dominé le paysage sécuritaire des dix dernières années, Barack Obama a amorcé un recentrage stratégique de son pays vers l'Asie, où menace l'immense Chine et où couvent de nombreuses crises. (lefigaro.fr 24.04)

Social

France

Le numéro deux français de la sécurité, Neo Sécurité, s'est déclaré mardi en cessation de paiement auprès du tribunal de commerce de Paris, a-t-on appris auprès d'un porte-parole du groupe.

"*Nous avons fait la déclaration de cessation de paiement aujourd'hui à 17H00. Le compte à rebours est lancé*", a dit à l'AFP le porte-parole du groupe qui emploie environ 5.000 salariés.

Vu le nombre d'emplois en jeu, si la faillite ne peut être évitée, "*cela va être la plus grosse du quinquennat*", a-t-il souligné.

"*On ne demande pas le monde, on demande juste un prêt relais de 15 millions d'euros*", a-t-il ajouté, appelant l'Etat à limiter la casse sociale.

Le patron de l'entreprise de sécurité, Jean-Michel Houry, demande également à bénéficier de la suspension provisoire de sa dette fiscale et sociale (40 millions d'euros), selon la même source. (AFP 24.04)

Economie

1- Espagne

L'Espagne a levé mardi 1,933 milliard d'euros en bons à 3 et 6 mois (respectivement 0,634% contre 0,381%, et 1,580% contre 0,836%), dans le haut de la fourchette visée, mais a dû concéder des taux d'intérêt en forte hausse dans un climat de tension sur les marchés, avec une Bourse madrilène à ses plus bas niveaux en trois ans. (Reuters 24.04)

Soit des taux d'intérêt en augmentation de 100%.

2- Grèce

La Grèce verra son PIB chuter de «près de 5%» en 2012, soit plus que les estimations initiales, après un recul de 6,9% en 2011, a prévu mardi la Banque de Grèce dans son rapport annuel sur l'économie du pays.

L'institution dépeint les autres ravages de la crise, affectant aussi les banques qui ont vu le total de leur dépôts chuter de «*plus de 70 milliards*» depuis le début de la crise entre la fin 2009 et février 2012, soit «*l'équivalent d'un tiers du PIB*». (Reuters 24.04)

Haut de page

Le 26 avril

CAUSERIE

Précisions, le site a été actualisé hier tard dans la journée. Je mettrai en ligne de nouveaux articles dans l'après-midi.

Comment désarmer la classe ouvrière.

1- Mode d'emploi de J-C Mailly.

Extrait de l'Éditorial de Jean-Claude Mailly, Secrétaire général de Force Ouvrière, daté du mercredi 25 avril 2012 (sur Internet)

- "*Alors, à l'heure où la campagne électorale présidentielle bat son plein, il serait important que les responsables politiques conjuguent effectivement volontarisme et action pour préserver la démocratie et la République, et pour assurer le progrès économique et social.*"

Envisager de mobiliser les travailleurs, en option, au cas où :

- "*En ce qui nous concerne, nous saurons rappeler au futur gouvernement nos positions, dont notre refus de l'austérité, conjuguant analyses, revendications et, si nécessaire, action*."

Il en est déjà effrayé ! Avec la complicité des dirigeants du POI, une constante depuis la création de FO, il faut rappeler.

Nous condamnons sans appel la politique dite contractuelle qui consiste à négocier avec le gouvernement et le patronat, à diviser les travailleurs, à affaiblir leur résistance, pour ensuite les appeler éventuellement à se mobiliser et constater que le rapport de force n'est pas en leur faveur et qu'il est impossible d'empêcher l'application de leur politique antisociale.

2- Mode d'emploi des jaunes.

Un titre suffira : Les syndicats de Néo Sécurité ont été reçus à l'Elysée - Reuters

La croissance : la dernière mystification en date de Hollande.

Avant-propos.

L'AFP : Pour le président de la BCE, il est question d'un pacte de croissance qui mette l'accent sur la flexibilité dans l'emploi par exemple, et non d'un pacte qui suspende pour un temps les mesures de rigueur.

Qu'a dit Mario Draghi ?

Le président de la Banque centrale européenne Mario Draghi a plaidé mercredi pour un nouveau "*pacte de croissance*", faisant écho aux préoccupations du candidat socialiste à la présidentielle François Hollande, mais son entourage a assuré qu'il ne fallait pas y voir un inflexion de son message.

"*Nous avons un pacte budgétaire (...). Nous devons revenir en arrière et en faire un pacte de croissance*", a dit M. Draghi lors d'une audition au Parlement européen à Bruxelles, tout en martelant un message allant à l'encontre des tenants d'une relance par la dépense publique.

M. Draghi a insisté comme à son habitude sur la discipline budgétaire qui a été renforcée au prix de la plongée en récession de certains pays.

"*Nous sommes au milieu du gué*" et devons persévérer, a-t-il dit, estimant qu'il en allait de la crédibilité financière de la zone euro sur les marchés.

Les effets néfastes sur la croissance ont ravivé en Europe le débat sur le bien-fondé de l'austérité, mais M. Draghi a justifié les sacrifices de court terme par l'objectif d'arriver à une économie plus compétitive.

Il faut "*mettre en place (...) des réformes structurelles qui libèrent les énergies*", même si elles "*font mal*" et "*heurtent de vastes intérêts*", a-t-il dit. En particulier, il faut "*faciliter l'entreprenariat, l'établissement de nouvelles entreprises et la création d'emplois. Là, les gouvernements devraient être plus ambitieux*".

Fidèle à cette politique de l'offre, M. Draghi plaide régulièrement pour une plus grande flexibilité du marché du travail en Europe, indispensable selon lui pour réduire le chômage.

"*Les valeurs d'intégration sociale et de solidarité appartiennent toujours à ma culture (et) je ne suis pas du tout contre le modèle social européen*", a assuré M. Draghi. "*Mais tout modèle social doit être soutenable*" et ne peut pas être fondé sur l'endettement, selon lui.

Tenante de la rigueur, la chancelière allemande a applaudi ce programme économique. "*Nous avons besoin de croissance, de croissance sous forme d'initiatives pérennes, pas juste de programmes de conjoncture - qui creuseraient encore la dette publique - mais de croissance, comme Mario Draghi l'a dit aujourd'hui, sous forme de réformes structurelles*", a déclaré Angela Merkel.

"*Il est clair que cet appel répond aux craintes que certaines économies ne puissent pas revenir à une croissance durable*", analysait Julian Callow de Capital Economics.

S'exprimant lors d'une conférence de presse, M. Hollande s'est félicité de la reconnaissance par M. Draghi que "*le pacte budgétaire devait être complété par un pacte de croissance*". M. Draghi "*a ajouté même qu'il serait utile de revenir en arrière et de donner la priorité à l'éducation, la recherche, les grandes infrastructures*", a relevé le candidat.

Mais M. Draghi a renvoyé dans leurs buts ceux qui plaident pour que la BCE, qui a pour mandat principal le contrôle de l'inflation, soutienne davantage la croissance, par exemple par une politique de taux plus accommodante ou une monétisation de la dette, interdite par les traités.

Mario Draghi "*n'a pas changé son message*", a précisé à l'AFP un porte-parole de l'institution monétaire". "*Il a été cohérent avec le message traditionnel de la BCE*", a-t-il souligné.

Fidèle à ses habitudes, M. Draghi n'a ni exclu, ni annoncé de nouvelle injection de liquidités sur trois ans dans le secteur bancaire, l'une des mesures exceptionnelles qui a le plus impressionné les marchés, ni de reprise des rachats d'obligations souveraines, notamment espagnoles. (AFP 25.04)

Le commentaire d'un internaute ignorant, trompé :

- "*Draghi, cet ancien de Goldman Sachs qui n'a aucun mandat électif dans son pays et a été coopté par ses semblables devra réaliser que l'ère Sarkozy est terminée, qu'il a face à lui le représentant d'une nation de 66 millions d'habitants. Qui a choisi une autre direction. Mélenchon avait raison sur la forme, nous ne sommes ni à leurs ordres, ni à leur service, ILS sont là pour servir les peuples. Cette première confrontation devra être pour le nouveau président le moment de montrer sa détermination.*"

Goldman Sachs, les gangsters de la finance mondiale, "*ils sont là pour servir les peuples*", on ne peut pas imaginer mieux comme témoignage de sa subordination au capitalisme, de son incompréhension du fonctionnement de la société.

En effet, Mélenchon a fait du "*bon*" boulot en vous faisant croire que les banquiers étaient au service du peuple, vous allez tomber de haut, trés rapidement et brutalement.

Le "*rejet*" de la politique de Sarkozy était bourré d'illusions. Le réveil va être rude, violent :

Le jounal Le Point d'hier apportait la précision suivante :

Au final, seuls les sociaux-démocrates allemands (dans l'opposition), ainsi que la quasi-totalité de la classe politique grecque, soutiennent réellement la position de François Hollande. Réaliste, celui qui a menacé de ne pas ratifier le traité de discipline budgétaire s'il n'était pas amendé, pour y intégrer un volet sur la croissance, pourrait en fait se contenter d'un protocole ayant force juridique, font savoir ses envoyés dans les capitales européennes. (lepoint.fr 25.04)

Jean-Paul Betbèze, Chef économiste et directeur des études économiques de Crédit Agricole SA. enfonce le clou.

Surtout, pour aller au-delà de ces vérités premières, il faut se demander comment réfléchissent ces fameux « *marchés financiers* ». La réponse est : très simplement. Ils se disent que la croissance est la mère des solutions. S'il y a croissance, et qu'elle accélère, la productivité monte, les coûts salariaux unitaires baissent, la compétitivité se renforce, le déficit extérieur se réduit.

Attention donc à répondre vite et bien aux questions qu'ils nous posent, car le nombre de jours pour infléchir le discours (et l'analyse) se réduit, si l'on oublie ce qu'ils demandent, et qui nous va : la croissance et l'emploi, autrement dit les entreprises et leur compétitivité. Car les marchés ne sont pas fous. Ils comprennent les discours politiques, mais ils mesurent aussi l'éloignement par rapport à ce qu'ils savent nécessaire pour financer l'ajustement, et donc le risque de rupture. Il a fallu plus d'un an, en 1981, pour passer de la relance à la rigueur. Cette fois, nous n'aurons pas autant.

La politique à mener, en France et ailleurs, est en effet un mélange d'autant plus facile à mettre en œuvre qu'il est bien présenté et accepté. Il est en revanche d'autant plus « *dur* » s'il est mal préparé et surtout mal présenté et mal accepté. La politique, c'est un mélange entre des économies à faire dans le domaine public et le soutien à renforcer dans l'activité privée. D'un côté il s'agit de moderniser les structures administratives et d'économiser l'argent public, de l'autre il s'agit de flexibiliser les rapports au sein

de l'entreprise et d'adapter le dialogue social au terrain. (Atlantico.fr 25.04)

Finalement c'est très clair et facile à comprendre : la croissance, c'est augmenter la productivité des entreprises en baissant les salaires tout en liquidant ce qui reste de la législation du travail encore favorable aux travailleurs.

Bruit de campagne

Flagrant délit. Affolement, marche arrière, mensonge grossier.

Invité du journal télévisé de 20 heures de TF1, le président-candidat était questionné sur ce rassemblement à son appel: "*Non, non je n'ai pas dit du vrai travail, je veux faire du 1er Mai une fête du travail*", a répondu Nicolas Sarkozy.

Lundi, le chef de l'Etat avait déclaré: "*Le 1er mai, nous allons organiser la fête du travail, mais la fête du vrai travail, de ceux qui travaillent dur, de ceux qui sont exposés, qui souffrent, et qui ne veulent plus que, quand on ne travaille pas, on puisse gagner plus que quand on travaille.*" (Voir la vidéo ci-dessous de BFM-TV).

Mercredi soir, sur le plateau de TF1, il a précisé le sens de ce rassemblement. "*Les Français [...] travaillent dur. On parlait tout à l'heure des enseignants, c'est pas un métier facile. Mais vous admettrez avec moi qu'il y a une différence entre les Français sous statut et les Français qui travaillent dans les entreprises. C'est que quand la crise frappe que le carnet de commande diminue, il y a du chômage partiel, le salaire n'est plus versé ou il est versé à 30% ou à 40%*", a-t-il dit. (lexpress.fr 25.04)

Et bien faisons en sorte que travailleurs du privé et du public s'unissent et se mobilisent pour que pas un seul travailleur de ce pays ne voie amputer sa feuille de paie même lorsque "*le carnet de commande diminue*", pour que pas un seul travailleur ne soit privé de feuille de paie, pour que pas un seul travailleur ne puisse pas se soigner, se loger, etc. vivre dignement.

Question : quel parti, quel syndicat osera reprendre ce mot d'ordre révolutionnaire ?

Voilà la seule réponse à apporter à ce nazillon.

Vous qui refusiez il y a peu encore de voir dans Sarkozy un dictateur, qui lui donniez volontiers du "*monsieur le Président de la République*", soyez lucides, ravisez-vous avant qu'il ne soit trop tard, car en attendant que le "*spectre du communisme hante*" l'Europe, c'est la peste brune qui donne de la voix, la pire réaction qui se mobilise. Interpellez vos dirigeants, chassez-les si nécessaire, réappropriez-vous vos partis et vos syndicats...

Vous en êtes responsable !

Conférence de presse de Hollande hier.

Pour expliquer le haut niveau du Front national (17,9%), qui fait la "*une*" des médias depuis deux jours, il répond "*crise financière, économique, sociale*", "*défiance à l'égard de l'Europe*" et "*peur du monde*".

"*L'accumulation des promesses non tenues y est pour beaucoup, la responsabilité du candidat sortant est grande*", a-t-il aussi dit, pointant du doigt la quête des électeurs d'extrême droite menée par Nicolas Sarkozy. (Reuters 25.04)

En guise de "*promesses non tenues*", le PS doit détenir le record toutes catégories confondues. Pas une voix !

Quand le POI falsifie les résultats du 22 avril.

L'épouvantail du FN est agité par les uns pour justifier leur ralliement à Hollande, tandis que d'autres (le POI) le minimisent pour justifier leur incurie politique.

Dans le dernier numéro d'*Informations ouvrières* (197), le POI s'est encore livré à une manipulation des résultats obtenus par le FN depuis 2002, cette fois en privilégiant le pourcentage de voix que Le Pen a obtenu au détriment du nombre de voix qui invalide la conclusion à laquelle le POI arrive : "*Marine Le Pen réalise donc aujourd'hui un score inférieur de 1,32 point*" à celui de son père en 2002, affirment-ils.

En aditionnant les voix de Jean-Marie Le Pen et de Brunot Mégret "*l'extrême droite (totalisait) 5,48 millions de voix (19,22 %) Au second tour de l'élection de 2002, Jean-Marie Le Pen, face à Jacques Chirac, recueillait 5,53 millions de voix, soit 17,79 % des suffrages exprimés.*".

Et le POI de conclure, ne rigolez pas l'affaire est sérieuse : "*Conclusion : si le FN progresse significativement par rapport à 2007, il retrouve en fait son poids électoral de 2002.*". Par quel tour de passe-passe parviennent-ils à cette "*conclusion*" qui relève de la falsification ?

En attribuant arbitrairement au FN des voix qui s'étaient portées sur Sarkozy en 2007, dans quelle proportion, nous n'en savons rien au juste, il n'existe aucune donnée permettant de le savoir précisément, peu importe, le POI va remédier à sa façon à cette lacune.

"*Lors du premier tour de la précédente élection, en 2007, son père avait recueilli 3,84 millions de voix (10,44 % des suffrages exprimés). Mais 2007 avait été nune mauvaise année pour le Front national, le candidat de l'UMP, Nicolas Sarkozy, ayant dès le premier tour capté une part significative de l'électorat du FN.*", et le tour est joué.

Or lors du premier tour dimanche dernier elle a obtenu 6,42 millions de voix, soit 17,90 % des suffrages exprimés, c'est-à-dire, environ 1 million de voix en plus qu'en 2002, et près de trois millions en plus qu'en 2007. A part cela, la progression du FN serait pour ainsi dire insignifiante, pour ne pas dire qu'elle serait plutôt en baisse !

Allez, le POI, tout comme le NPA et LO, vous portez la coresponsabilité de la situation sociale et politique actuelle, on comprend que devant vos militants vous fassiez tout ce qui est en votre pouvoir pour éviter qu'ils en arrivent à cette conclusion. Franchement, nous n'aimerions pas être à votre place.

La "***responsabilité budgétaire***", c'est l'austérité !

François Hollande appartient à la "*gauche sérieuse*" soucieuse de "*responsabilité budgétaire*" et le déficit sera inférieur à 3% du PIB en 2013, si le candidat socialiste est élu, a affirmé mercredi sur RTL son directeur de campagne, Pierre Moscovici.

Pierre Moscovici a enfin estimé que la CGT était dans son droit, dans son appel mardi à "*battre*" Nicolas Sarkozy le 6 mai.

"*Un syndicat, a-t-il dit, peut expliquer que la politique qui a été suivie depuis cinq ans est une politique qui, du point de vue social, du point de vue du chômage et des inégalités, a échoué de manière consternante*". (AFP 25.04)

A soutiens-gorge déployés...

Quelque 150 féministes, issues de la société civile, ont lancé mercredi une campagne de mobilisation en vue du second tour de la présidentielle, estimant que "*les droits des femmes passent par la gauche*" et appelant à voter pour François Hollande.

Dans un texte publié sur le site de Libération, elles estiment que l'arrivée de la gauche au pouvoir "*est une condition importante de l'égalité entre les femmes et les hommes*".

Rédigé à l'initiative de Caroline de Haas, fondatrice d'Osez le féminisme et soutenu par les militantes "*historiques*" Françoise Picq et Martine Storti, il a déjà été signé par plusieurs personnalités, telles l'écrivain Laure Adler, la réalisatrice Zabou Breitman, l'avocate Gisèle Halimi ou le comédien Philippe Torreton. (AFP 25.04)

Amertume, ignorance, ignominie

M. Delapierre estime que "*la progression de Mme Le Pen correspond à la chute de Sarkozy*" : "*c'est le vote ouvrier de droite qui est très élevé*", "*un vote d'adhésion au racisme*" où la "*lutte du peuple contre l'oligarchie*" est "*remplacée par un duel Français-immigrés*". (AFP 25.04)

Quel pauvre type celui-là, ils sont décidément tous formatés sur le même modèle ! Vous ne savez même pas de quoi vous causez.

Mes parents, ouvriers pauvres (menuisier en bâtiment), ont toujours voté UDR-RPR-UMP. Ils sont restés fidèles toute leur vie au "*libérateur*" de la France, Charles de Gaulle, dont le portrait trônait dans la salle à manger qui faisait aussi office de chambre à coucher de mes parents, c'était dans les années 60 quand nous habitions une chambre de bonne mansardée sous les toits de Paris, au 6e étage sans ascenseur, dans le 9e arrondissement de Paris, à deux pas de l'Opéra. Je m'en souviens encore "*Charlot*" comme il l'appelait saluant la foule en descendant la rue de Rivoli...

En 1967, un oncle mettait une petite maison en bois et sans confort (sic!) à notre disposition, à Rueil dans le 92.

Jusque là j'avais toujours entendu mes parents parler à propos des maghrébins des "*bicots*", des "*bougnoules* et j'en passe... Ce petit pavillon était situé à une cinquantaine de mètres d'un café occupé par de "*bons*" Français, je jouais dans la rue avec leurs deux fils. Plus tard, j'étais déjà adolescent, quand ils vendirent leur café à des Algériens. Ils transformèrent le café et se mirent à

servir du couscous.

Mes parents qu'on aurait cru jusque là racisme jusqu'à la moelle à les écouter, se convertirent à ce plat national, n'en déplaise à madame Le Pen, sous l'impulsion de ma grand-mère maternelle qui était camelot et anarchiste sans le savoir, qui avait sillonné la France tout au long de sa vie et rencontré toutes sortes de gens. Ils devinrent amis avec ces Algériens.

J'ai un autre exemple à citer.

Quand j'étais technicien en bureautique, j'avais un pote qui ne cessait de sortir des conneries sur les Arabes, un de ses frères faisaient partie d'une organisation d'extrême droite, j'ai oublié laquelle. On se connaît depuis 1980. A l'entendre on était assuré qu'il était foncièrement raciste. Je l'ai revu en 2002, son discours n'avait pas changé. Or, alors qu'il habitait à Nanterre, il déménagea un jour dans le XIe arrondissement de Paris et emménagea avec sa futur épouse. En face de chez eux, il y a avait un café restaurant dont le propriétaire était Algérien ou Marocain, je ne sais plus au juste. Ils en firent leur cantine et ils devinrent amis, ils le sont toujours.

Je partage la vie de Magueswary qui est noire, ma soeur Catherine vit ou a vécu avec un Algérien, mon autre soeur est marié à un Portugais, mon père disait les "*Portos*" autrefois, il est décédé maintenant, mes parents ont dû s'y faire et l'on relativement bien accepté à l'arrivée, mieux que ce que l'on aurait pu imaginer à entendre leurs discours racistes, xénophobes, antisémites.

Voilà monsieur Delapierre ce qu'il en est réellement du "*vote d'adhésion au racisme* avec lequel vous nous rabattez les oreilles.

Tenez, il est déjà 13h50 et je n'ai pas encore déjeûné, je viens me servir un verre et je raconte à Magueswary ce que vous venez de lire. Elle me dit : "*le jour de l'enterrement de ton père on est tous allés au restaurant manger un couscous*". Je crois que c'était le plus beau démenti que l'on pouvait infliger à monsieur Delapierre en hommage à mon père, avec lequel je ne me suis jamais entendu et que j'ai trop souvent jugé à tort autrefois, par ignorance, la même ignorance qui habite Delapierre, sauf qu'à son niveau c'est autrement plus grave.

Actualité en titres

Appel à la délation.

- Catalogne: la police lance un site web pour dénoncer les auteurs de violences urbaines Lluis Gene - AFP

- Le 1er mai, Sarkozy parlera aux salariés du privé plutôt qu'aux fonctionnaires - L'Express.fr

Tension et tentation.

- FN et l'UMP: les digues entre les deux partis vont-elles céder? - L'Express.fr

- Pour Juppé, "*pas question d'alliance avec le Front national*" - AFP

- Luca (UMP, Droite populaire - Ndlr) n'écarte pas l'idée d'accord à la marge UMP-FN aux législatives - L'Express.fr

- Bayrou prend clairement ses distances avec Sarkozy - AFP

Chercher le coupable.

- Copé met en cause le traitement de la présidentielle par France 2 et d'autres médias - AFP

- Copé: « *Libération est l'organe de propagande du PS* » - Public Sénat

- Copé demande un décompte du "*temps de parole*" de la CGT - Reuters

- L'UMP affirme que des '*mosquées*' ont appelé à voter Hollande - LeMonde.fr

- La majorité des associations homosexuelles appelle à voter Hollande - AFP

Il aura tout tenté, on aura tout entendu

- Nicolas Sarkozy, candidat contre le «*système*» - 20minutes.fr

- Sarkozy: entre déficits et immigration, "*les préoccupations des électeurs de Bayrou et Le Pen sont les mêmes*" - AFP

- Sarkozy pas opposé à une réforme du statut du chef de l'Etat - Reuters

- Sarkozy prêt à soumettre la «*règle d'or*» à référendum si le Sénat s'y oppose - Liberation.fr

Il lui reste encore une expérience inoubliable à tester :

- Sarkozy sanctionné à Fleury-Mérogis, ville de gardiens de prison - AFP

La peste brune réhabilitée.

- "*Mein Kampf*" pourrait être enseigné dans les écoles bavaroises - Reuters

Tandis que dans l'ex-RDA, il faudrait faire disparaître toute référence au marxisme, dont les bustes de Marx encore présent sur certaines places publiques ou jardins.

L'embrouille

- Hollande séduit la BCE avec son Pacte de croissance - Lexpansion.com

- Croissance - Hollande-Draghi, le grand malentendu - LePoint.fr

- Moscovici: Hollande appartient à la "*gauche sérieuse*" soucieuse de "*responsabilité budgétaire*" - AFP

INFOS EN BREF

Politique

France

La France et ses alliés envisagent un recours à la force si la médiation de l'Onu vient à échouer en Syrie, a dit mercredi le ministre français des Affaires étrangères, Alain Juppé.

"*Ça ne peut pas durer indéfiniment. Nous souhaitons que les observateurs en nombre suffisant, au moins 300 (...) puissent se déployer dans les meilleurs délais*", "*dans la quinzaine*", a dit Alain Juppé, à la presse à l'issue d'une rencontre à Paris avec des représentants de l'opposition syrienne.

Le rapport de l'envoyé spécial de l'Onu et de la Ligue arabe pour la Syrie, Kofi Annan, devant le Conseil de sécurité de l'Onu, le 5 mai, sera "*le moment de vérité*", a souligné le chef de la diplomatie française.

"*Si ça ne fonctionne pas, on ne peut pas se laisser défier par le régime. Il faudra passer à une autre étape sous chapitre 7 des Nations unies pour franchir un nouveau pas pour l'arrêt de cette tragédie*", a-t-il ajouté.

Le chapitre VII de la Charte des Nations Unies traite des conditions de l'action du Conseil de sécurité "*en cas de menace contre la paix, de rupture de la paix et d'actes d'agression*".

Un dirigeant de l'organisation libanaise Fatah al Islam, Abdel Ghani Djaouhar, a par ailleurs péri en Syrie alors qu'il déposait une bombe, dans le cadre de la lutte aux côtés des insurgés, dit-on de source proche des services de sécurité libanais. Djaouhar est mort vendredi dernier à Koussaïr, à quelques kilomètres de la frontière libanaise, ajoute-t-on. (Reuters 25.04)

Je rappelle que Hollande a déclaré qu'il engagerait la France dans la guerre contre le peuple syrien si l'ONU en prenait l'initiative. Mais surtout ne vous passez pas du bonheur de voter Hollande le 6 mai...

Social

1-France

Des surveillants pénitentiaires ont poursuivi mercredi, devant différentes prisons, leur mouvement national de protestation entamé le 4 avril à l'appel de FO et de la CGT pour réclamer un meilleur statut et des recrutements, à l'approche du second tour de la présidentielle.

Le syndicat majoritaire chez les personnels pénitentiaires, l'Ufap-Unsa, ne participe pas à ce mouvement qui doit se poursuivre jeudi. (AFP 25.04)

2- Grande-Bretagne

HSBC prévoit de supprimer jeudi quelque 2.000 emplois (sur 52.000) au Royaume-Uni dans le cadre d'un plan de réduction des coûts et d'amélioration de la rentabilité censé permettre à la première banque européenne de mieux résister aux effets de la crise financière, a déclaré mercredi une source proche du dossier.

Le directeur général du groupe, Stuart Gulliver, entend supprimer au total 30.000 emplois d'ici la fin 2013 et adapter la banque aux changements de réglementation en Grande-Bretagne, a-t-on ajouté de même source.

HSBC a déjà supprimé 7.000 postes dans le monde l'an dernier, essentiellement à Hong Kong, aux Etats-Unis, au Brésil, au Canada et au Mexique et dans des sièges sociaux. A fin décembre 2011, l'effectif de HSBC totalisait 288.000 personnes.

Plusieurs centaines d'emplois pourraient également être supprimés prochainement en Inde, selon la presse locale. (Reuters 25.04)

3- Grèce

L'Etat grec a cessé le versement de diverses prestations sociales, dont des pensions de retraite, à 200.000 personnes soit coupables de fraude soit décédées, a annoncé mercredi un responsable du ministère du Travail.

Ce chiffre représente environ 2% de la population grecque.

Le gouvernement a mis fin au versement des pensions de retraite que des proches de défunts continuaient indûment de percevoir et a cessé le versement d'aides sociales à des Grecs ayant fait de fausses déclarations pour pouvoir en bénéficier.

Les fraudeurs "*ont été découverts lors de l'enquête et l'Etat est en train de leur réclamer l'argent qu'ils ont illégalement perçu*", a déclaré un responsable du ministère du Travail qui a requis l'anonymat.

L'assainissement du système des retraites et des prestations sociales devrait permettre à Athènes d'économiser jusqu'à 800 millions d'euros par an, a précisé ce responsable. Avec près d'un quart des 11 millions de Grecs à la retraite, le versement des pensions pèse lourdement sur les caisses de l'Etat. (Reuters 25.04)

Economie

1- Espagne

L'Espagne doit aller plus loin dans l'assainissement de ses banques afin de "*remédier aux faiblesses qui demeurent*" malgré une grande réforme du secteur financier, a estimé mercredi le FMI après une mission d'inspection.

"*L'évaluation confirme le besoin de poursuivre et d'approfondir la stratégie de réforme du secteur financier pour remédier aux faiblesses qui demeurent*" et renforcer leur capital, selon le rapport du FMI.

Les banques espagnoles doivent déjà mettre de côté 53,8 milliards d'euros avant la fin de l'année dans le cadre d'un plan d'assainissement lancé par le gouvernement en février.

Celles qui décident de fusionner pour renforcer leurs bilans auront, elles, deux ans pour respecter cet objectif.

Selon le FMI, l'Espagne pourrait en outre avoir à débourser plus que prévu pour assainir son secteur, une sombre perspective alors que ses finances publiques étaient plombées par un déficit de 8,51% du PIB fin 2011.

"*Une plus grande dépendance au financement public pourra être requise, une fois que les options pour la recapitalisation privée seront épuisées*", précise le rapport.

La réforme du secteur financier espagnol est en partie financée par les banques elles-mêmes, via le fonds de garantie des dépôts. L'Etat intervient à travers un fonds public d'aide au secteur (Frob).

Le FMI estime que "*pour protéger la stabilité financière*", l'Espagne pourrait être poussée à injecter plus de fonds.

L'organisme reconnaît cependant que le plan d'assainissement déjà engagé par l'Espagne est "très important et bienvenu".

"*Les plus grandes banques semblent être suffisamment capitalisées et disposent d'assez de bénéfices pour résister à la détérioration attendue des conditions économiques*", souligne le rapport.

Mais "*un groupe de dix banques, dont la plupart ont reçu une aide de l'Etat*" semble "*vulnérable*", selon les inspecteurs du FMI.

"*Il est crucial que ces banques, surtout la plus grande, prennent rapidement des mesures décisives pour renforcer leurs bilans et améliorer leur gouvernance et leur gestion*", souligne le rapport.

Le FMI semble ainsi montrer du doigt Bankia, la plus grande union de caisses d'épargne espagnole (en termes d'actifs), réputée pour être, parmi les grandes banques du pays, la plus exposée au secteur immobilier sinistré.

Le secteur bancaire espagnol est l'une des grandes sources d'inquiétudes des marchés, car il est fragilisé depuis l'éclatement de la bulle immobilière en 2008: son taux de créances douteuses, principalement des crédits immobiliers susceptibles de ne pas être remboursés, qui n'était que de 3,37% fin 2008, s'est fortement détérioré depuis et atteignait 8,15% en février, un record depuis 18 ans.

Les actifs considérés comme "*problématiques*" --car à la valeur incertaine-- représentaient au total 176 milliards d'euros en juin 2011, un chiffre qui a sûrement grimpé depuis: les nouvelles statistiques sur ce sujet seront connues en mai. (AFP 25.04)

2- Grande-Bretagne

L'économie britannique a replongé dans la récession au premier trimestre, montrent les statistiques officielles publiées mercredi, qui risquent d'accroître encore les difficultés du gouvernement de coalition de David Cameron.

Le produit intérieur brut (PIB) de la Grande-Bretagne s'est contracté de 0,2% sur les trois premiers mois de l'année après avoir diminué de 0,3% au dernier trimestre 2011.

Ces mauvais chiffres sont un coup dur pour la coalition gouvernementale réunissant les Conservateurs et le Parti libéral. Sa popularité s'est encore dégradée dans les sondages après l'annonce très mal reçue du projet de budget en mars et elle risque de se trouver en difficultés aux prochaines élections locales, le 3 mai.

Le gouvernement doit aussi affronter des révélations sur ses liens étroits avec le magnat de la presse et président du groupe de médias NewsCorp, Rupert Murdoch.

L'économie britannique s'était contractée de 7,1% lors de la précédente récession, en 2008-2009.

Les données publiées mercredi montrent que le PIB britannique reste inférieur de 4,3% à son pic du premier trimestre 2008. L'économie du pays n'a progressé que de 0,4% depuis l'arrivée au pouvoir de l'actuel gouvernement, au deuxième trimestre 2010.

Sur janvier-mars, l'activité dans le secteur des services, qui représente plus de 75% du PIB, a enregistré une croissance symbolique de 0,1% après un repli de même ampleur sur les trois derniers mois de 2011, en raison de la baisse d'activité dans les services aux entreprises et le secteur financier.

L'activité du secteur industriel a baissé de 0,4% et surtout, celle de la construction - qui pèse à elle-seule à hauteur de 8% dans le PIB- s'est contractée de 3%, sa plus forte baisse depuis le premier trimestre 2009.

L'Office pour la responsabilité budgétaire table sur une croissance de 0,8% cette année.

De son côté, la Banque d'Angleterre a averti d'un risque d'une nouvelle contraction du PIB au deuxième trimestre 2012, conséquence indirecte d'un jour férié supplémentaire par rapport à l'an dernier. (Reuters 25.04)

3- Inde

L'agence de notation Standard and Poor's a dégradé mercredi les perspectives sur la dette à long terme de l'Inde, citant l'affaiblissement de l'économie et un large déficit public mais elle maintient, pour le moment, la notation du pays à BBB-.

Standard and Poor's a prévenu que le pays avait une chance sur trois de perdre cette notation si sa situation financière continuait de se détériorer.

Si la note était descendue ne serait-ce que d'un cran, les obligations souveraines indiennes passeraient alors dans la catégorie des investissements spéculatifs. L'Inde devrait alors payer plus cher pour financer ses emprunts.

La troisième puissance économique d'Asie fait face à une inflation tenace (+6,9% en mars sur un an), le déficit public le plus important des économies émergentes, une situation budgétaire fragile et un ralentissement de sa croissance.

Les réformes promises par le gouvernement de Manmohan Singh, jugées indispensables pour ouvrir l'économie indienne aux investissements étrangers, sont gelées depuis plusieurs mois, combattues par l'opposition sur fond d'affaires de corruption éclaboussant le sommet de l'Etat, ainsi que par des alliés du Premier ministre Singh. (AFP 25.04)

Haut de page

Le 27 avril

CAUSERIE

Le PS : Un parti inoxydable paraît-il.

Les uns et les autres empêtrés dans leurs contradictions et leurs mensonges affirment que le PS serait bien de "*gauche*", bien qu'il ne soit pas la "*vrai gauche*" contrairement à eux qui représenteraient la "*vraie voix de gauche*". Franchement, comment voulez-vous que les travailleurs accordent la moindre confiance à ce genre de discours, qu'ils s'y retrouvent ?

Le PS, c'est un parti d'aristocrates ou de grands bourgeois destinés à gouverner le pays pour le compte des capitalistes, issus pour la plupart des grandes écoles d'où sont sortis ministres, députés et technocrates depuis 1958. C'est donc un parti fondamentalement étranger à la classe ouvrière, dont l'existence se confond avec celle du régime en place.

Sa principale fonction consiste à se présenter comme un parti ouvrier ou populaire pour le compte du régime. C'est lui qui se définit ainsi, qui se présente comme un parti soi-disant favorable aux masses exploitées et non l'inverse. Pourquoi cette précision est capitale ?

Parce qu'à entendre ceux qui le définissent comme un parti ouvrier, ce serait ses origines lointaines qui en feraient (toujours) un parti ouvrier autant que la représentation qu'en ont une partie des travailleurs. Ce qui signifie que finalement rien au cours de son existence qui remonte à plus d'un siècle, ne devait corrompre sa nature sociale, quoi qu'il ait pu faire, tout comme la politique qu'il avait adoptée pendant 105 années, il serait resté fidèle à lui-même, même si entre temps il est devenu un parti social-libéral, de la même manière que ses trahisons d'autrefois n'auraient pas altéré sa nature plus résistante qu'un diamant. Nous rejetons cette prétention et cette caractérisation.

Pour nos adversaires, le PS serait ce qu'en disent eux-mêmes ses dirigeants et une partie des travailleurs, tel qu'ils se le représentent, et non la politique qu'il applique avec constance depuis un siècle au service du capital, ce que nos détracteurs se refusent d'admettre. Alors que notre définition repose sur des facteurs objectifs, des faits connus et vérifiables, celle de nos détracteurs repose sur des facteurs subjectifs, l'idée qu'on peut se faire de ce parti, d'où le double langage permanent qu'ils sont obligés de tenir à son propos, ce serait un parti de gauche mais qui ne serait pas vraiment de gauche, pas tout à fait à gauche, pas suffisamment à gauche, qui se comporterait parfois comme un parti de gauche, pour résumer. Bref, il en ressort qu'on ne sait plus très bien quoi en penser ni où il faudrait le situer.

Mais ne serait-ce pas justement ce pourquoi il existe, sa fonction principale pour empêcher que la classe ouvrière et la petite-bourgeoisie proche du prolétariat se rassemblent dans un véritable parti ouvrier combattant pour le socialisme ?

En s'adressant à lui comme s'il était un parti ouvrier, on lui reconnaît un statut qu'il a usurpé, on se fait les complices de cette illusion qu'on alimente au lieu de la combattre. On légitime la nature sociale à laquelle il prétend être attachée ou telle que des travailleurs peuvent se la représenter par ignorance, de telle sorte que ce n'est pas le PS qui est remis en cause en le mettant soi-disant au pied du mur, mais ce qu'il prétend représenter, le socialisme, c'est le socialisme la véritable victime de cette politique

et non le PS.

C'est ainsi que le front unique depuis 1945 n'a servi qu'à remettre en selle, à légitimer l'existence d'un parti contre-révolutionnaire, pendant que le socialisme était défiguré, traîné dans la boue, rendu méconnaissable, cela vaut également pour le PCF, dont le parcours diffère, mais dont l'objectif était le même.

On conçoit parfaitement qu'il ait pu en être ainsi indépendamment des appels en direction du PS, mais rien ne nous forçait à nous en faire le complice, ce qui est d'une gravité exceptionnelle et doit être condamné sans réserve.

Imaginons que nous fassions face à un homme qui se dit honnête alors que nous savons pertinemment qu'il ne l'est pas. On devrait s'adresser à lui comme si on l'ignorait de façon à ce qu'il puisse nous rouler, pour ensuite déclarer qu'il n'est pas si honnête que cela. Mais peut-être l'est-il autrement, à sa manière, ce sont les circonstances qui l'ont conduit à agir de la sorte, d'autres auraient agi de la même manière à sa place, finalement on peut lui accorder le bénéfice du doute, il a peut-être effectivement des circonstances atténuantes, personne n'est parfait dans ce bas monde, on peut commettre des erreurs dans la vie, s'égarer ou s'engager ponctuellement dans une mauvaise voie, ce n'est pas si grave que cela, pas suffisant pour en déduire quoi que ce soit à son encontre et la boucle est bouclée... jusqu'à la prochaine fois et ainsi de suite.

Un jour j'étais coursier en mobylette à Paris. Au moment de me garer devant la Bourse Viarmes (de commerce) rue du Louvre, je remarque un type louche d'une cinquantaine d'années, habillé à l'anglaise, costume et casquette en tweed, grosse moustache, il faisait les cent pas en jetant un oeil discrètement sur les véhicules qui étaient stationnés là. Je ne sais pas pourquoi, je me suis dit ce mec-là était un voleur. Mais voilà comment en être sûr ? J'ai eu alors l'idée de ne pas mettre l'antivol à ma mobylette pour voir si elle serait encore là quand je ressortirai de la Bourse, j'avais juste une enveloppe à déposer. Cela n'a pas manqué, à mon retour elle avait disparu et notre bonhomme aussi, j'étais satisfait, mon intuition avait été la bonne. De retour à la boîte qui m'employait, j'ai été viré sur le champ, je m'en foutais la mobylette ne m'appartenait pas et à cette époque et j'étais sûr de retrouver un boulot aussitôt, il n'y avait pas de chômage, c'était en 1976.

S'agissant maintenant du PS, on n'a pas besoin de le tester ou de tester notre intuition pour en déduire que c'est un parti contre-révolutionnaire, il a eu l'occasion de le démontrer à une multitude de reprises dans le passé, hier encore en emboîtant le pas de Sarkozy et Le Pen, on n'a donc pas besoin de lui accorder une nouvelle occasion pour arriver à cette conclusion.

Quant à estimer que les travailleurs y gagneraient quelque chose à le placer face à ses contradictions, et que pour cette raison il faut s'adresser à lui, on pourrait en dire autant de l'UMP ou pourquoi pas du FN en suivant ce raisonnement jusqu'au bout. Mais là on nous rétorquera qu'un tel parallèle serait inopportun ou grotesque parce que l'UMP et le FN ne sont pas des partis ouvriers. Parce que nos détracteurs ne peuvent se départir de cette caractérisation purement subjective concernant le PS comme nous l'avons souligné plus haut.

Un parti, ses militants, des travailleurs, les dirigeants du PS et ceux du parti de l'ordre estiment que c'est un parti ouvrier, donc on devrait marcher dans la combine et le considérer comme tel pour ensuite seulement déterminer quels rapports on devrait avoir avec lui. En fait, cela revient à nier ou ne pas tenir compte de la caractérisation qu'on en fait, pour adopter celle la plus communément admise, même si elle ne correspond pas à la réalité. J'interprète cela comme une capitulation. Au lieu de s'en tenir aux faits et d'en faire la base de notre combat, on s'efface au profit d'une escroquerie politique ou d'illusions qui tiennent lieu de réalité.

Par hasard, vous n'avez quand même pas la prétention de vouloir construire un parti sur cette base frelatée, vous n'espérez quand même pas que les travailleurs pourraient vous accorder plus de confiance qu'ils n'en accordent au PS, pour quelle raison dites-nous.

Je me souviens, lors des diffusions, lorsque nous battions campagne pour un gouvernement PS-PCF avant mai 81, de la perplexité quasi unanime exprimée par les travailleurs que nous abordions face à ce mot d'ordre, il fallait se battre pour leur faire avaler, alors que manifestement ils n'en attendaient rien, ils se moquaient de nous. Le plus fort, c'est que c'étaient eux qui nous accusaient d'avoir des illusions dans le PS et le PCF, quand nos dirigeants leur prêtaient ces illusions, c'est pour dire à quel point les Lambert et Gluckstein étaient à côté de la plaque ou nous manipulaient, le seul mot d'ordre qui avait leur approbation, c'était chasser Giscard. Vous croyez que ces dirigeants en ont tiré des leçons ? Vous voulez plaisanter ou quoi, même ceux qui ont rompu avec l'OCI-PCI ou le PT ont continué sur le même refrain, front unique, front unique... Vous vous étonnez qu'on en soit toujours au même point, ne cherchez pas plus loin.

Quand j'ai un projet en tête, tout d'abord je me demande si j'ai une chance de le mener à son terme. Une fois que j'ai déterminé que c'était possible, qu'est-ce qui l'emporte dans ma démarche : mes doutes, les contradictions que j'ai pu déceler et qui pourraient m'empêcher d'aboutir ou ma ferme résolution de vaincre tous les obstacles qui se présenteraient sur mon chemin ? Ceux qui jettent les travailleurs dans les sales pattes du PS (et du PCF) n'estiment pas que les travailleurs parviendront à se défaire de tous ces obstacles pour construire le parti, ils privilégient le doute qui est présent dans la tête de chaque travailleur et que je nie pas, parce qu'eux-mêmes sont dominés par cet affreux doute qui leur obscurcit l'horizon, ils projettent leurs propres illusions sur les travailleurs.

Il existe bien d'autres angles sous lesquels on pourrait aborder la question qui a été évoquée rapidement ici. Comment se fait-il que des travailleurs rejoignent des partis comme le POI, le NPA ou LO, sans être passés par le PS ou le PCF? Comment se fait-il qu'un grand nombre de travailleurs refusent de se reconnaître dans le PS ou le PCF ? Comment se fait-il que des travailleurs sans expérience politique en arrivent aux mêmes conclusions que nous ? Voilà qui tient du mystère ou d'un miracle, dès lors que ce n'est pas le sacro-saint front unique qui les a conduit à ces conclusions politiques. Il va falloir leur dire de faire marche arrière et de passer au choix selon leur sensibilité par la case PS ou PCF, ils doivent bien avoir des illusions dans ces partis qu'ils ignorent, on va les aider dans ce sens, car de toute évidence ils ont brûlé une étape, ce n'est pas bien, les malheureux ils croient avoir compris quelque chose mais ils se leurrent, cela se mérite de devenir révolutionnaire, non mais ! Non merci, vous avez raison.

Dans l'autre camp. Ce qu'il disait déjà de Sarkozy il y a quelques années.

Ca va mal finir, de François Léotard, publié chez Grasset en mars 2008.

L'obsession policière du chef de l'Etat : « *Sarkozy ne parle pas de la police. Il est la police. Il est l'ordre. L'ordre seulement, mais l'ordre complètement* ». (blogs.lexpress.fr 26.04)

Abus de pouvoir, de François Bayrou, publié chez Plon au printemps 2009.

"*Tout n'a pas commencé au Fouquet's, résume Bayrou, mais simplement, au Fouquet's, tout s'installe et tout s'étale. [...] La France des nantis, des privilégiés, des débordants. [...] Ils étaient les maîtres de l'argent, ils deviennent les maîtres du pays*". Pour lui, le programme sarkozyste est "*une entreprise de mainmise, de connivence, de domination de la France politique et de la France des affaires*".

Pour Bayrou, le "*sarkozysme est l'exercice du pouvoir considéré comme n'ayant pas de borne, pas de limite, pas même celle de la loi, surtout pas celle des principes*". (lexpress.fr 24.04)

L'Etat policier de l'UMP légitimé, revendiqué par le PS.

Les faits

Le policier, qui a tué Amine Bentounsi, un délinquant multirécidiviste de 29 ans en fuite, samedi à Noisy-le-Sec, dit avoir agi en légitime défense, une version contredite par un témoignage et l'autopsie révélés par le parquet, selon lesquels il a été tué d'une balle dans le dos.

"*Les conclusions de l'autopsie établissent que (la victime) a été mortellement touchée par une balle entrée à l'horizontal dans son dos*", écrit le parquet, qui souligne "*la contradiction*" avec les déclarations du policier.

L'avocat du policier, Me Daniel Merchat, veut lui faire appel vendredi devant la chambre de l'instruction, arguant que "*le projectile a ricoché*" avant de toucher la victime "*donc, ce n'est pas un tir direct*".

Alors que le ministre de l'Intérieur Claude Guéant avait dit espérer "*de tout coeur*" un appel du parquet sur la qualification d'homicide volontaire retenue contre le policier, ce dernier a annoncé en début d'après-midi qu'il n'en ferait rien.

Sa mise en examen assortie d'un contrôle judiciaire lui interdisant d'exercer, ce qui le prive de son salaire, avait déclenché des manifestations spontanées de centaines de policiers, mercredi soir à Bobigny et sur les Champs-Elysées à Paris, où une centaine de véhicules banalisés ou siglés "*police*" avait fait irruption toutes sirènes hurlantes.

Les syndicats de magistrats ont déploré jeudi la nouvelle polémique police/justice ainsi déclenchée. L'Union syndicale des magistrats (USM, majoritaire) a défendu la décision du juge d'instruction de mettre en examen le policier pour homicide volontaire. Le Syndicat de la Magistrature (SM, gauche) a jugé "*aberrant que le ministre de l'Intérieur donne des instructions au parquet*", y voyant une "*récupération politicienne de bas étage*".

La soeur de la victime, Amal Bentounsi, a elle estimé "*honteux, inadmissible*" que M. Sarkozy intervienne dans ce qu'elle juge être une "*bavure*". "*Ce policier n'en est plus un, il a sali l'uniforme, c'est un meurtrier qui a volontairement tué mon frère en lui tirant dans le dos*", a-t-elle accusé. (AFP 26.04)

Sarkozy et Hollande cautionnent cet assassinat.

Nicolas Sarkozy reprend une proposition du volet sécurité du programme du Front National, en défendant une "*présomption de légitime défense*" pour les policiers. "*J'ai simplement à dire ma confiance, mon soutien et la compréhension des collègues de*

ce policier aujourd'hui mis en examen", a auparavant déclaré Nicolas Sarkozy lors d'une réunion publique au Raincy.

Le 10 janvier dernier, Claude Guéant, sur BFM/RMC, s'était opposé à "*la présomption de légitime défense*" défendue par Marine Le Pen. Le ministre de l'Intérieur avait estimé qu'on ne pouvait pas donner "*un permis de tuer aux policiers*" et que "*l'état actuel du droit, même s'il est difficile pour les policiers, représente un bon équilibre*".

Dans la matinée, Claude Bartolone, le président PS du Conseil général de Seine-Saint-Denis, avait dit comprendre "*la colère, la frustation*" des policiers et a jugé "*urgent*" de "*renforcer*" le service public de sécurité.

François Hollande (PS), interrogé ce jeudi sur la colère de policiers après la mise en examen d'un des leurs pour homicide volontaire, a préconisé qu'ils bénéficient dans ces circonstances d'une "*protection administrative*" et ne perdent pas leur salaire.

Le candidat socialiste à l'Elysée était interrogé par France Info sur la manifestation spontanée de centaines de policiers à Paris et Bobigny la veille contre la mise en examen d'un de leurs collègues pour avoir tué un multirécidiviste en fuite en Seine-Saint-Denis.

"*Je sais qu'ils font un travail très difficile, notamment dans un certain nombre de quartiers dans nos villes, notamment en Seine-Saint-Denis, travail qui peut les conduire à se mettre eux-mêmes en danger lorsqu'ils poursuivent des malfaiteurs qui sont prêts à tout*", a dit François Hollande.

"*Je veux leur dire ma compréhension par rapport à leur colère, de voir leurs moyens réduits*", a insisté le député de Corrèze. "*En même temps, il y a l'indépendance de la justice, elle est là, personne ne peut la mettre en cause et encore moins celui qui se présente au suffrage des Français pour être leur prochain président de la République*", a-t-il observé.

Après une mise en examen, c'est "*une présomption d'innocence qui demeure*", a dit François Hollande. "*Ce que demandent ces policiers, qui doivent être entendus, c'est une protection administrative. C'est-à-dire que lorsqu'il y a une mise en examen, le fonctionnaire concerné ne doit pas perdre son salaire, son traitement, et doit être défendu par l'administration*". (lexpress.fr 26.04)

S'en tenir aux faits : la victime a été atteinte par "*une balle entrée à l'horizontal dans son dos*", écrit le parquet, c'est clair, net et précis, il s'agit bien d'un meurtre.

Sarkozy et Hollande le cautionne.

Vous voulez appeler à voter Hollande prêt à vous tirer une balle dans le dos ?

Le PS se place sur le même terrain politique que l'UMP, du coup la réaction se lâche.

Le député UMP Lionnel Luca s'en est pris en meeting à la compagne du candidat PS François Hollande, Valérie Trierweiler, la surnommant «*Rottweiler*» en allusion au chien féroce, s'attaquant aussi au physique de Fadela Amara, qu'il trouve «moche».

Ces propos, tenus par le député des Alpes-Maritimes mardi soir lors d'un meeting UMP en faveur du président-candidat Nicolas Sarkozy et rapportés par le quotidien Nice Matin, ont été confirmés jeudi à l'AFP par l'intéressé.

L'élu, membre de la Droite populaire, aile droite de l'UMP, a tout d'abord attaqué François Hollande, un «*candidat édredon*» sur lequel on «*peut toujours taper : il répondra toujours noir ou blanc*». «*Hollande qui a retrouvé une femme, Valérie Rottweiler. Et c'est pas sympa pour le chien, ça !*».

Interrogé par l'AFP, Lionnel Luca a confirmé avoir tenu ces propos, «*très amusants*». «*Et c'est vrai que le chien rottweiler, il demande rien à personne, alors qu'elle...*», a-t-il ajouté.

Le député s'en est aussi pris à l'ancienne secrétaire d'Etat de Nicolas Sarkozy, Fadela Amara, qui soutient le candidat socialiste. «*Fadela Amara, ben moi, j'ai toujours préféré Rachida Dati, d'abord parce qu'elle est moins moche et parce qu'elle a fait campagne pour le président*», a-t-il dit en meeting.

«*Si Amara fait campagne pour Miss France, elle aura quand même un handicap*», a-t-il ajouté auprès de l'AFP.

L'équipe de campagne de François Hollande a qualifié jeudi d'«*injures abjectes*» les propos de l'UMP Lionnel Luca, et demandé à Nicolas Sarkozy de «*condamner immédiatement cette déclaration*».

«La droite s'affole. Elle montre son vrai visage dans l'agressivité et ce qui s'apparente désormais à une stratégie de tension délibérée. Elle tombe toujours plus bas et n'a plus que la haine comme ultime stratagème», déclarent dans un communiqué

Delphine Batho et Bernard Cazeneuve, porte-parole de François Hollande.

«*Qu'elle s'en prenne, par des injures abjectes, à la compagne de François Hollande, Valérie Trierweiler, est absolument inqualifiable. Les propos du député UMP Lionnel Luca témoignent d'une dérive d'une extrême gravité, sans précédent dans la vie politique française*», dénoncent-ils.

Selon les deux reponsables socialistes, «*s'il reste un minimum de principe et de dignité au candidat sortant, Nicolas Sarkozy, il doit condamner immédiatement cette déclaration de l'un des siens*». (liberation.fr 26.04)

Sarkozy est pareil à lui-même, rien de surprenant de sa part. La comédie du PS est misérable, abjecte, il fraie la voie au fascisme ou à la dictature encore une fois.

Ce parti qui passe son temps à couvrir la politique réactionnaire de Sarkozy (et ses prédécesseurs depuis des lustres) sert de voile à la dictature du régime, de caution morale au régime et couvre tous ses crimes.

C'est ce parti auquel vous vous adressez, avec lequel vous fricotez, avec lequel vous n'hésitez pas à vous associer, que vous appelez de vos voeux à réaliser le front unique avec le parti stalinien qui a exterminé l'Opposition de gauche, liquidé l'Internationale communiste, qui ensemble ont frayé la voie à Hitler, Pétain, Franco, Mussolini, Salazar, Pinochet et j'en passe. Ce sont eux qui arment vos bourreaux, quand ils ne commettent pas leurs crimes eux-mêmes.

Il y en a toujours sous des prétextes (politiques) falacieux ou par mansuétude pour faire preuve de compréhension à leur égard. Attendez d'avoir un pistolet sur la tempe, ce jour-là, vous vous direz que vous vous êtes peut-être trompé, mais il sera hélas trop tard !

Dans de toutes autres circonstances, j'ai été amené à être menacé de mort par des gens pour lesquels la vie n'avait pas vraiment de valeur, tout en sachant pouvoir agir pratiquement en toute impunité, sans être inquiétés par une justice laxiste et corrompue. En Inde, pour un homicide, l'assassin encourt trois ans de prison maximum seulement s'il a un bon avocat, autant dire une petite parenthèse dans sa vie vite oubliée. Je n'invente rien, car le plus incroyable c'est qu'ils le savent et s'en vantent devant vous. C'est à ce moment-là que vous prenez vraiment conscience qu'il s'agit d'une menace sérieuse ou qu'il y a danger.

Dans ces moments-là, vous vous dites : bordel, parfois agir à la légère ou se faire des illusions peut coûter très cher, si maintenant je n'ai pas le bon réflexe, le pire peut se produire. Vous faites abstraction de vos considérations habituelles et vous vous concentrez sur ce que vous êtes en train de vivre, le rapport qui existe à l'instant présent pour le gérer au mieux. Gare à celui qui n'a pas les pieds par terre !

Cette expérience qui s'est renouvelée au moins quatre fois m'a semble-t-il servi de leçon sans avoir été confronté à un régime militaire ou militarisé, ouvertement policier, un peu ce qui se passe en France dans certains quartiers quand la police vous demande vos papiers plusieurs fois par jour, par exemple. Dans plusieurs pays ils existent déjà des milices fascistes, en Autriche, en Italie, en Suisse, en Allemagne, en Espagne, en Grande-Bretagne et en Grèce, à l'état passives ou déjà actives, en Grèce notamment, car ils ont le droit à tout en Grèce, sauf à un parti révolutionnaire.

Ce n'est pas la même chose quand c'est la réaction ou le prolétariat qui a l'initiative de la guerre civile, sans forcément l'avoir déclenchée, il y a été poussée, il est donc en état de légitime défense, il lutte pour sa survie, tandis que la réaction veut l'anéantir ou le réduire en esclavage.

Pour que la guerre civile se propage, la réaction attise la haine qui habite la population en lui fournissant des boucs émissaires sur lesquels s'exciter ou se venger : l'Arabe, le Nègre, le Juif, l'Asiatique, l'Etranger, le syndicaliste, le militant ouvrier, ses dirigeants. Remarquez que c'est ce que fait déjà le TPI, le mouvement ouvrier est épargné jusqu'à présent, mais le tribunal existe déjà pour le juger. Il ne leur reste plus qu'à enclencher la batterie de lois répressives qu'ils ont adoptées ces dernières années. Le dispositif est au complet. Alors qu'est-ce qui manque pour qu'ils passent à l'action ?

Le dingue qui décidera qu'il a un pouvoir illimité dont celui justement de passer à l'action et diriger ces lois contre le mouvement ouvrier et ce qui gravite autour, des journalistes, des magistrats, des juges, des avocats, etc., abolissant ce qui restait de démocratie dans le pays. Ensuite il s'attaquera à ses voisins ou à d'autres pays, aux institutions internationales, mais s'il est reconnu comme l'un des leurs ou l'une de leurs créations par les maîtres du monde, elles lui faciliteront la tâche tout en le condamnant publiquement, à ce stade toute est permis, voyez Sarkozy, Obama, Cameron, Berlusconi protégé par la mafia. On a du mal à se l'imaginer avant que cela survienne, jusqu'au jour où cela se produit sous nos yeux. On est en plein dedans quand Sarkozy déclare qu'il faut étendre le champ d'application de la légitime défense des policiers, ce qui revient à leur accorder l'impunité pour tous leurs crimes à venir.

Quand la légitime défense est établie, l'impunité n'a pas lieu d'être appliquée, la question ne se pose pas, et quand elle n'est pas établie non plus, c'est à la justice d'établir si la légitime défense avait lieu de s'appliquer ou non, si elle décide que non, le délit

doit être caractérisé comme un crime, la présomption d'innocence ne peut pas s'appliquer ou plutôt a cessé de s'appliquer au moment où il a été établi qu'on n'était pas en présence d'un état de légitime défense. On ne peut pas avoir tiré dans le dos de quelqu'un et prétendre être en état de légitime défense, prétendre au statut d'innocent, il n'y a que dans les dictatures que cela existe.

Après une mise en examen, c'est "une présomption d'innocence qui demeure", a dit François Hollande. Une personne vous tire dans le dos devant des témoins et elle demeure présumée innocente, attendez il y a quelque chose que je ne comprends pas, il aurait dû être incarcéré en attendant d'être jugé, c'est un criminel. Merah, lui il a été exécuté selon un ordre de l'Elysée, personne d'autre que Sarkozy pouvait prendre cette décision. La police l'imite et fait des cartons, pas des bavures. C'est cela que Hollande couvre.

Suite de l'affaire d'Etat Merah

Le journaliste Salim Koudil a découvert que le seul passeport valable détenu par Mohamed Merah était algérien, délivré par le consulat de Toulouse en juillet 2005, et renouvelé au même endroit le 20 mars 2010.

Le passeport français de Mohamed Merah, délivré en 1998 à Toulouse – lorsqu'il avait 9 ans -, avait expiré en avril 2008, et n'avait pas été renouvelé. Merah serait donc allé en Israël, Syrie, Jordanie, Irak, Afghanistan, Pakistan… etc… avec un passeport algérien, sous la houlette de la DCRI… (www.france-irak-actualite.com, www.liberte-algerie.com et lanationdz.com 31.03)

Dans un autre article, j'ai appris que le dossier Merah avait été classé "Secret défense", la chape de plomb quoi.

Bruit de campagne

Sarkozy voterait Rocard

Nicolas Sarkozy n'a pas exclu jeudi soir que les électeurs UMP soient invités à voter blanc ou à s'abstenir en cas de duels Front National-Parti socialiste lors des élections législatives de juin prochain, en fonction de la personnalité du candidat PS.

Invité de France 2, le chef de l'Etat, qui brigue un second mandat, a réaffirmé qu'il n'y aurait ni alliance, ni accord de désistement avec le parti d'extrême droite.

"*La position sera très simple*", a-t-il dit : "*Nos candidats se maintiendront partout et je souhaite que nos électeurs votent pour des candidats qui défendront mon projet.*"

Dans le cas où le candidat UMP ne pourrait pas se maintenir, Nicolas Sarkozy a déclaré que la décision dépendrait, au cas par cas, de la personnalité du candidat PS.

Il a cependant souligné que faire voter pour un candidat comme l'ancien Premier ministre socialiste Michel Rocard ne lui poserait "*absolument aucun problème*". (Reuters 26.04)

La "***vraie-fausse***" remise en cause du TSCG par Hollande

Extrait d'un article de L'Expansion.

La vraie-fausse renégociation du pacte budgétaire.

François Hollande ne dit ni ne propose rien de révolutionnaire. Un volet croissance a toujours fait partie des négociations européennes ayant débouché sur le nouveau pacte budgétaire.

A écouter Laurent Fabius jeudi au micro de Radio Classique et de Public Sénat, toutefois, le candidat socialiste semble être revenu sur l'idée de renégocier le traité de discipline budgétaire, lequel a déjà été ratifié par plusieurs pays. "*On peut tout à fait envisager qu'il y ait un instrument juridique de même valeur que la partie budgétaire et qui aborde toute la question de la croissance*", a en effet confié l'ancien premier ministre. En clair, il s'agirait donc d'un traité parallèle.

Un recyclage de propositions existantes.

Les quatre idées avancées mercredi par François Hollande visent surtout à donner une nouvelle impulsion à des dossiers européens déjà en discussion. Tous ces points "*font partie soit de notre stratégie soit de propositions que nous avons faites*", a d'ailleurs commenté jeudi la porte-parole de la Commission européenne, Pia Ahrenkilde. (lexpansion.com 26.04)

INFOS EN BREF

Politique

1- Pays-Bas

Le Parlement néerlandais est parvenu jeudi soir à un accord sur un budget de rigueur pour 2013, réclamé par la Commission européenne, qui devrait permettre de ramener le déficit public des Pays-Bas sous les 3% du PIB, la limite en vigueur dans la zone euro.

Un vote destiné à entériner l'accord était attendu dans la soirée à la chambre basse du Parlement, mais ne devrait être qu'une formalité, selon les chefs des cinq groupes parlementaires parvenus à l'accord.

Le gouvernement ne disposait plus de la majorité absolue à la chambre basse au Parlement après que son allié, le parti d'extrême droite PVV de Geert Wilders, eut quitté samedi la table des négociations, entamées début mars, sur la réduction du déficit public sous la barre des 3%.

Les deux partis de la coalition gouvernementale, les libéraux (VVD) du Premier ministre démissionnaire Mark Rutte et les chrétiens-démocrates du CDA, ont obtenu le soutien jeudi de trois petits partis de l'opposition : les centristes de D66, les écologistes et le parti chrétien ChristenUnie.

Ces cinq partis, qui totalisent ensemble 77 des 150 sièges de députés, se sont mis d'accord sur des mesures prévoyant notamment une augmentation de la TVA, une réduction du budget alloué à la santé et un gel des salaires de certains fonctionnaires.

"*Nous sommes dans une crise profonde, et des mesures douloureuses sont nécessaires*", a déclaré Jolande Sap, chef du groupe parlementaire écologiste, à la chaîne de télévision NOS.

Le ministre des Finances Jan Kees de Jager doit, tout comme ses homologues européens, soumettre d'ici à lundi à la Commission européenne une ébauche de budget pour 2013. (AFP 26.04)

2- Syrie

Deux semaines après la conclusion d'un cessez-le-feu resté théorique, le gouvernement syrien a imputé jeudi aux "*terroristes*" insurgés et non à un bombardement de l'armée la responsabilité d'une explosion qui a tué au moins 16 personnes dans un immeuble de Hama, ville rebelle dans le centre du pays.

L'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), basé à Londres, a reconnu que les causes de l'explosion de mercredi après-midi n'étaient pas claires.

Pour les autorités de Damas, ce sont des "*terroristes*" qui préparaient un engin explosif dans le bâtiment qui sont à l'origine du carnage.

A Douma, dans la banlieue de Damas, un employé bénévole syrien du Croissant-Rouge a été tué par balles et trois autres ont été blessés, a annoncé le Comité international de la Croix-Rouge (CICR).

L'agence de presse officielle syrienne affirme que Kadraa a été tué par les membres d'un "*groupe terroriste armé*" qui ont ouvert le feu sur une ambulance du Croissant-Rouge. (Reuters 26.04)

Social

1- France

1.1- Chômage toujours en hausse.

Le nombre de chômeurs sans activité a grimpé à 2,884 millions de personnes fin mars en métropole, 16.600 de plus qu'en février, selon le ministère du Travail.

Il est en nette augmentation par rapport à février (+0,6%) même si la hausse reste inférieure à celle du 4e trimestre 2011 (+23.200 en moyenne chaque mois).

Si on inclut les demandeurs ayant une activité réduite, Pôle emploi comptait 4,309 millions d'inscrits fin mars (4,582 millions Outre-mer compris), soit 30.700 de plus.

En un an, le nombre des demandeurs de catégorie A (sans activité) a crû de 7,2%. Et depuis le début du quinquennat, la France compte dans cette catégorie 747.000 chômeurs de plus en métropole (+35%).

Relativement épargnés depuis janvier, les moins de 25 ans ont été de nouveau frappés (+1%), signe que leur situation "*reste durablement dégradée depuis le 1er semestre 2009*", relève Mme Cochard, économiste à l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE). Les seniors également (+1,1%, +15% en un an).

L'augmentation continue des chômeurs de longue durée, avec ou sans activité (+0,6% en un mois, 7% en un an) "*montre que les chômeurs vieillissent au chômage*", observe l'économiste. (AFP 26.04)

1.2- L'explosion à venir du chômage... après les élections.

Pour Pierre Ferracci, président d'Alpha, l'un des grands cabinets d'expertise pour les CE et de conseil en relations sociales, «*il est évident qu'il va y avoir une vague de restructuration au second semestre*». «*On a toujours la pause électorale qui joue*», explique-t-il, «*avec cette année une pression du pouvoir politique peut être un peu plus forte car la conjoncture est plus dégradée qu'en 2007 et 2002*». (20minutes.fr 26.04)

1.3- Austérité oblige.

Les ménages français se sont rarement aussi peu endettés pour financer leur consommation. La production de crédits conso, pourtant en net recul depuis presque un an, a encore plongé de 14 % en mars. Et de 10,5 % au cours du premier trimestre, par rapport à la même époque de 2011, selon l'Association française des sociétés financières (ASF), qui regroupe les établissements de crédits spécialisés et couvre environ 60 % du secteur. Au total, les établissements de crédit spécialisés ont prêté 37,3 milliards d'euros au cours des douze derniers mois. Ce qui représente le plus faible niveau «*de production depuis 14 ans*», souligne l'ASF.

Sans surprise, les prêts destinés à l'achat d'une voiture neuve ont plongé de 24,7 % en mars. Et ceux consacrés au financement de biens d'équipement du foyer, tels que l'électroménager ou les meubles, ont reculé de 3,8 %. Les prêts personnels, souvent utilisés pour financer des dépenses imprévues, sont également en chute libre (- 16,3 % en mars). «*Les ménages, inquiets des conséquences de la crise économique et de la montée du chômage, préfèrent différer leurs achats importants*», décrypte Michel Mouillart, professeur d'économie à Nanterres Paris-Ouest. Nombre d'entre eux en profitent aussi pour continuer à épargner. En 2011, ils ont mis de côté près de 17 % de leurs revenus disponibles. Un attentisme renforcé par la période électorale. (lefigaro.fr 26.04)

2- Grèce

Les salariés du secteur privé en Grèce ont vu leurs salaires plonger de 25% l'année dernière, subissant ainsi de plein fouet l'effet de la récession dans laquelle le pays est plongé depuis plus de quatre ans, selon un rapport de l'Organisation pour la coopération et le développement économique (OCDE) publié jeudi.

Le salaire brut moyen d'un salarié à plein temps a ainsi baissé de 23,1% en 2011 et de 25,3% après prise en compte de l'inflation, lit-on dans ce rapport. (Reuters 26.04)

Economie

1- Banque

Barclays a enregistré au premier trimestre une hausse de 22% de son bénéfice. Le bénéfice imposable ajusté atteint 2,45 milliards de livres (2,99 milliards d'euros).

"*Les résultats de Barclays au premier trimestre constituent un début d'année encourageant et montrent les progrès permanents de nos priorités d'exécution*", explique le directeur général Bob Diamond dans un communiqué.

La banque d'investissement Barclays Capital a vu son bénéfice atteindre 3,46 milliards de livres. Il est en hausse de 91% par rapport au quatrième trimestre 2011.(Reuters 26.04)

2- Espagne

Standard & Poor's a abaissé jeudi la note de la dette souveraine espagnole à "BBB+" contre "A", avec perspective négative, évoquant des risques de dérapages budgétaires qui risquent d'être plus importants que prévu.

L'agence de notation juge probable que Madrid doive apporter une aide à son secteur bancaire qui continue de payer le prix de l'éclatement de la bulle immobilière.

Les difficultés du secteur bancaire espagnol ont trouvé une nouvelle illustration jeudi avec la publication des résultats de Santander.

L'établissement de crédit, première banque de la zone euro, a annoncé une baisse de près d'un quart de son chiffre d'affaires, conséquences de provisions constituées en partie pour couvrir une augmentation des défauts en Espagne.

Les banques espagnoles augmentent leurs fonds propres pour couvrir un déficit de financement représentant des dizaines de milliards d'euros, ceci résultant d'une situation où elles avaient prêté à tout-va à un secteur immobilier en pleine expansion jusqu'en 2008 mais devenu depuis sinistré. (Reuters 26.04)

3- Allemagne

Porté entre autres par la vigueur de ses ventes hors d'Europe, Volkswagen a annoncé jeudi une hausse inattendue de ses bénéfices au premier trimestre.

Son bénéfice d'exploitation a ainsi progressé de 10% au premier trimestre à 3,21 milliards d'euros.

Le chiffre d'affaires, lui, a bondi de plus de 25% à 47,3 milliards d'euros, reflet de l'intégration du constructeur de camions MAN, au capital duquel Volkswagen est monté à près 74% il y a quelques jours après en avoir pris le contrôle en novembre.

PSA Peugeot Citroën, numéro deux européen du secteur, et Renault, ont ainsi fait état cette semaine d'une baisse de leur chiffre d'affaires de 7% et 8,6% respectivement, qui reflète leur exposition aux marchés du sud de l'Europe.

Volkswagen, lui, bénéficie d'une diversification géographique engagée plus tôt: comptant sur la poursuite du développement de ses activités en Asie, aux Etats-Unis, en Amérique latine et en Russie, il compte bien battre cette année son record de ventes inscrit l'an dernier avec 8,3 millions de véhicules.

"*Les résultats sont extraordinaires*", a commenté Franz Schwope, analyste de NordLB à Hanovre. "*Il est temps qu'ils revoient à la hausse leurs objectifs à long terme*."

Le groupe a réaffirmé sa prévision pour 2012, visant un bénéfice d'exploitation au même niveau que celui de 2011, soit 11,3 milliards d'euros, et une hausse de son chiffre d'affaires, ressorti l'an dernier à 159,3 milliards.

Les ventes du groupe ont progressé de 9,6% au premier trimestre, à 2,16 millions de véhicules, un chiffre sans précédent sur trois mois.

Volkswagen veut devenir d'ici 2018 le numéro un mondial du secteur, avec un objectif de 10 millions de véhicules, tout en devenant le plus rentable. Pour Franz Schwope, ce double objectif pourrait être atteint dès 2016.

Le président du directoire de VW, Martin Winterkorn, précise dans le communiqué de résultats que le groupe prévoit de lancer cette année plus de 40 nouveaux modèles ou nouvelles versions de modèles existants.

Le groupe a également l'intention d'investir quelque 15 milliards d'euros d'ici 2016 pour moderniser ses usines. (Reuters 26.04)

4- Italie

Le groupe automobile italien Fiat a vu son bénéfice net multiplié par dix au premier trimestre grâce à la prise de contrôle de l'américain Chrysler, sans qui il serait dans le rouge, et a confirmé ses objectifs malgré ses difficultés en Europe, a-t-il annoncé jeudi.

Le bénéfice net du groupe de Turin (nord de l'Italie) a bondi à 379 millions d'euros contre 37 millions au premier trimestre 2011, grâce à l'apport de l'américain Chrysler, dont les résultats sont consolidés dans les comptes de Fiat depuis l'acquisition par l'italien de la majorité du capital en juin 2011.

Chrysler, qui a déposé le bilan en 2009 après la crise financière et a opéré depuis un spectaculaire redressement sous la houlette

de Fiat, a publié jeudi matin un bénéfice net multiplié par quatre au premier trimestre à 473 millions de dollars.

Sans Chrysler, Fiat aurait accusé une perte nette de 273 millions d'euros sur les trois premiers mois de l'année, a précisé le groupe dans un communiqué.

Toujours grâce à l'intégration de Chrysler, le bénéfice courant de Fiat - indicateur clé de la gestion industrielle - a bondi de son côté à 866 millions d'euros contre 251 millions un an plus tôt et son chiffre d'affaires à 20,221 milliards d'euros contre 9,21 milliards.

Au chapitre des perspectives, Fiat a confirmé ses objectifs financiers pour l'ensemble de l'exercice "*malgré l'absence de visibilité concernant le niveau minimum que pourrait toucher le marché européen*".

Le groupe table donc toujours sur un bénéfice net compris entre 1,2 et 1,5 milliard d'euros, un bénéfice courant allant de 3,8 à 4,5 milliards et un chiffre d'affaires supérieur à 77 milliards.

Fiat a pris les commandes opérationnelles de Chrysler en juin 2009 et est depuis monté progressivement à 58,5% de son capital. Ensemble, les deux groupes comptent devenir un géant de l'automobile, produisant 6 millions de véhicules par an en 2014. (AFP 26.04)

Haut de page

Le 28 avril

CAUSERIE

10%, c'est la hausse minimum du salaire en 2012.

François-Henri Pinault a fait approuver par les actionnaires du groupe PPR l'augmentation de sa rémunération pour 2011, qui s'établit désormais à 3 millions d'euros. Soit une hausse de 10%. (source : liberation.fr 27.04)

Défense du marxisme

Extrait de L'opportunisme et la faillite de la II° Internationale (Lénine, 1916)

-"*La IIe Internationale a-t-elle réellement cessé d'exister ?*

Ses représentants les plus autorisés , comme Kautsky et Vandervelde, s'obstinent à le nier. Mais il ne s'est rien produit, si ce n'est une rupture de relations ; tout est pour le mieux; tel est leur point de vue."

En 2012, tout est pour le mieux, leurs descendants appellent à voter Hollande.

-"*Un des membres de la social-démocratie allemande a, en avril 1915, sous le pseudonyme de « Monitor », publié dans la revue réactionnaire Preussische Jahrbücher un article dans lequel, avec une franchise digne d'éloges, il exprime le point de vue de opportunistes de tous les pays du monde. Monitor estime qu'il serait très dangereux pour la bourgeoisie que la social-démocratie aille encore plus à droite : « Elle (la social-démocratie) doit conserver son caractère de parti ouvrier avec ses idéals socialistes, car le jour même où elle le perdra, surgira un nouveau parti qui reprendra, sous une forme plus radicale, le programme abandonné. » (Preussische Jahrbücher, 1915, n° 4, p. 51.)*

Monitor a touché juste. C'est ce que de tout temps ont désiré libéraux anglais et radicaux français : des phrases à résonance révolutionnaire pour tromper les masses, afin qu'elles fassent confiance aux Lloyd George, aux Sembat, aux Renaudel, aux Legien et aux Kautsky, aux hommes capables de prêcher « la défense de la patrie » dans une guerre de rapine.

Mais Monitor ne représente qu'une des variétés – franche, grossière, cynique - de l'opportunisme. D'autres agissent à couvert, subtilement, « honnêtement ». Engels a dit un jour : les opportunistes « honnêtes » sont les plus dangereux pour la classe ouvrière..."

Ce n'était pas une prédiction, l'auteur ne décrivait pas quelque chose qui allait se passer naturellement, mais quelque chose d'orchertré pour tromper les masses et leur interdire de construire un parti indépendant de l'Etat, révolutionnaire.

Que compte faire Mélenchon et le groupe parlementaire du Front de gauche ?

-"*Pour sauver l'unité, Kautsky s'applique à convaincre la majorité du Reichstag d'autoriser la minorité à prononcer quelques discours parlementaires radicaux. C'est dire que Kautsky entend à l'aide de quelques discours parlementaires radicaux, concilier les masses révolutionnaires avec les opportunistes qui « n'ont rien de commun » avec la révolution ; qui depuis longtemps déjà dirigent les syndicats et qui, aujourd'hui, s'appuyant sur leur alliance étroite avec la bourgeoisie et le gouvernement, se sont aussi emparés de la direction du Parti. Au fond, en quoi cela diffère-t-il du « programme » de Monitor ? En rien, si ce n'est par des phrases doucereuses prostituant le marxisme.*"

96 ans plus tard, on se demande si c'est vraiment arrivé.

"*Après 25 années d'existence de la IIe Internationale, après le manifeste de Bâle, les ouvriers ne croiront plus aux phrases. L'opportunisme déjà putrescent a définitivement passé dans le camp de la bourgeoisie ; il s'est transformé en social-chauvinisme : socialement et politiquement, il a rompu avec la social-démocratie. Il rompra aussi avec elle en matière d'organisation.*"

Même à l'état de putréfaction et dégageant une odeur pestilentielle, les partis de la IIe Internationale ont continué d'être fréquentables, même que ceux qui y ont adhéré et qui y sont restés pendant de longues décennies n'ont absolument rien senti ou qu'ils s'y sont accommodés sans avoir à trop se forcer du moment qu'ils y trouvaient leur compte. Lequel ? Il est donc normal que ceux qui les ont quittés n'en conservent pas un si mauvais souvenir et souhaitent généreusement nous faire profiter des miasmes qui s'en échappent encore.

Les partis de la IIe Internationale ont rompu avec la social-démocratie pour devenir des partis réformistes, puis socio-libéraux. En rompant avec la social-démocratie, graduellement ils ont changé de nature sociale pour devenir des partis bourgeois, selon le processus dialectique de la transformation de la quantité en qualité. A cet titre l'article de Reuters du 18 avril était éloquent *Hollande cultive discrètement ses relations avec le patronat*.

S'il suffisait qu'une ou des couches d'une classe se reconnaissent dans un parti pour en déterminer la nature sociale, autant dire que cette détermination serait fluctuante et impossible à établir. Sa composition détermine son état à un moment donné ou son évolution, c'est d'ailleurs ce qu'avait dû vouloir dire Trotsky dans Où va la France en 1936, mais pas davantage. Sinon, à ce compte-là il faudrait affirmer que le FN est un parti ouvrier en 2012, c'est grotesque.

Si « *Le parti socialiste n'est un parti ouvrier ni par sa politique, ni par sa composition sociale. C'est le parti des nouvelles classes moyennes, fonctionnaires, employés, etc., partiellement celui de la petite bourgeoisie et de l'aristocratie ouvrière. Une analyse sérieuse des statistiques électorales démontrerait sans aucun doute que les socialistes ont cédé aux communistes une fraction importante des voix des ouvriers et des paysans pauvres et qu'ils ont en échange reçu des radicaux celles de groupes importants des classes moyennes.* » (Trotsky dans Où va la France, en 1936), où le FN a-t-il été pêcher plus de 6 millions de voix sinon au sein des classes ou couches citées par Trotsky. Est-ce que cela en fait pour autant un parti ouvrier ? Non, ce sont bien les rapports de subordination qu'il entretient avec la classe des capitalistes et l'Etat qui en fait un parti bourgeois.

Cette citation de Trotsky a vieilli ou est obsolète, elle était plutôt ambigüe ou erronée. A l'époque il existait une distinction entre ouvrier et employé qui n'a plus lieu d'être de nos jours, les fonctionnaires n'avaient pas non plus le statut qu'ils ont depuis l'après-guerre. Il disait que ce n'était "*ni par sa politique, ni par sa composition sociale*" qu'on pouvait déterminer la nature d'un parti pour immédiatement après faire référence aux "*nouvelles classes moyennes, fonctionnaires, employés, etc., partiellement celui de la petite bourgeoisie et de l'aristocratie ouvrière*".

Qu'est-ce qui permettait de caractériser les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires et de les distinguer du parti bolchevik, sinon leurs rapports à la bourgeoisie et à l'Etat, les premiers refusant que le prolétariat prenne le pouvoir et que les institutions soient abolies au profit des soviets qui constituaient les piliers du nouvel Etat socialiste. Lénine les caractérisera de différentes manières au fur et à mesure que se développait la lutte des classes, partis démocratiques petits-bourgeois, partis contre-révolutionnaires, il ne les a pas défini comme des partis bourgeois puisqu'en principe ils combattaient pour un Etat socialiste, ce qui n'est pas le cas du PS qui s'est accommodé successivement des institutions de la troisième, de la quatrière puis de la Ve République.

L'objectif du combat du mouvement ouvrier, c'est l'abolition du capitalisme et de l'Etat qui a été fondé pour permettre à la classe des exploiteurs d'asseoir et pérenniser sa domination de classe sur le prolétariat.

Autre élément sur lequel on peut réfléchir. On a vu plus qu'il serait absurde de vouloir définir tous les partis à partir des mêmes critères, auquel cas on aboutirait à caractériser le FN comme un parti ouvrier. On doit donc en tirer la conclusion qu'il faut les définir en fonction du critère ou des dominants qui influencent leur politique. Par exemple, on ne peut pas définir de la même manière le PCF, même si sa base ouvrière a été amputée au fil des ans, sa composition n'en demeure pas moins majoritairement ouvrière, même si la classe ouvrière est faiblement représentée à sa direction, alors qu'elle est quasiment inexistante au PS. Sur quelle base peut-on définir le PCF comme un parti ouvrier (dégénéré) ? Pas sur sur son

programme ou son orientation politique, pas sur ses rapports au capitalisme ou à l'Etat, il a abandonné la dictature du prolétariat et il ne combat plus pour le socialisme depuis les années 30, on ne peut le qualifier d'ouvrier uniquement parce qu'il continue d'organiser des pans de la classe ouvrière. On ne peut pas caractériser le PS sur cette base-là puisqu'il est étranger à la classe ouvrière, on ne peut le définir que par ses rapports à l'Etat et au capitalisme auquel il est totalement soumis, et comme il ne combat plus pour le socialisme ou pour renverser le capitalisme, on est bien obligé de le qualifier de parti bourgeois, y compris en prenant en compte les masses petites-bourgeoises qui se reconnaissent en lui, non pas au titre de parti socialiste mais bien de parti inféodé au capitalisme, à moins de vouloir nous faire croire que les adhérents du PS seraient des révolutionnaires.

On aurait pu aborder cette question sous un autre angle encore, la nature des classes qui composent la société. Il a été établi par les marxistes qu'il n'existait que deux classes indépendantes dans la société au regard de la position qu'elles occupent au sein du procès de production, la classe des capitalistes et la classe ouvrière, tandis que la petite-bourgeoisie occupait une place intermédiaire entre les deux, balotée, tiraillée entre l'une et l'autre selon le contexte... On ne peut donc définir la nature d'un parti qu'à partir de ses rapports à ces deux classes indépendantes, la bourgeoisie et la classe ouvrière, ce qui nous donne un autre éclairage sur la citation de Trotsky. Ni l'UMP, ni le MoDem, ni le FN et ni le PS n'entendent renverser la bourgeoisie. Le PCF non plus, tout en continuant d'organiser des pans de la classe ouvrière. Le PG est à classer au côté du PS, bien qu'il se soit encanaillé avec le PCF, pourquoi, parce qu'ils incarnent les couches moyennes et les pans de la petites-bourgeoisie en cours de prolétarisation, ce qui n'en fait pas pour autant un parti ouvrier. Le PCF a repris à son compte le créneau qui était celui du PS autrefois qui permet de le définir comme un parti ouvrier.

Cette discussion semble sans fin et c'est sans doute là où voulait nous entraîner nos détracteurs, alors qu'il suffirait de s'en tenir aux faits pour caractériser précisément chaque parti.

Le PS est un parti bourgeois pour avoir géré la société à plusieurs reprises pour le compte des capitalistes au cours du XXe siècle, le PCF est un parti ouvrier bourgeois ou traitre dans la mesure où il continue d'organiser des pans de la classe ouvrière tout en ayant marché dans les pas du PS et abandonné la dictature du prolétariat, autrement dit le combat pour la prise du pouvoir par la classe ouvrère ou la perspective d'inverser les rapports de domination de classe en faveur de la classe ouvrière.

Moi, ce qui m'effraie, ce n'est pas le discours de Sarkozy ou la montée du FN, mais d'entendre le même refrain au sein de l'avant-garde au bout de 30, 50, 70 ans, sachant qu'il nous a conduit à la situation actuelle. En réalité, nous en sommes où nos dirigeants voulaient nous mener. Pourquoi ne pas l'admettre ? Pourquoi persister dans une voie qui manifestement nous a mené dans une impasse ? Qu'est-ce que cela recouvre ? Je vous laisse y réfléchir.

Opération réhabilitation du stalinisme.

Lu dans le n°197 d'*Informations ouvrières* , page 5, sous la plume du "trotskiste" Marc Gauquelin (Lacaze pour les intimes)

"*...ces élections viennent de confirmer la puissance du rejet par les masses de la politique de « consensus » menée depuis trente ans, au nom du respect des traités de l'UE, par l'UMP et le PS, avec le soutien « critique » du PCF.*"

Avec le soutien du PCF tout court, car au-delà de ses manoeuvres, auxquelles on a bien compris il faudrait accorder désormais davantage de crédit, il a toujours soutenu l'Union européenne. Difficile ou impossible à écrire quand on lorgne sans cesse vers le PCF... Encore une manipulation.

L'appareil du POI a sans doute ses raisons pour faire des concessions au PCF, nous aucune.

En famille. Monsieur Hollande, Claude Guéant vous a entendu.

A propos du policier qui a tué Amine Bentounsi d'une balle tiré dans le dos.

Le ministre de l'Intérieur Claude Guéant a regretté vendredi que le parquet n'ait pas fait appel de la mise en examen pour "*homicide volontaire*".

Jeudi, M. Guéant avait espéré "*de tout coeur*" que le parquet fasse appel de la qualification de la mise en examen pour un motif qu'il juge "*malheureux*". "*Je le regrette, mais c'est son libre arbitre*", a-t-il déclaré, "*parce que la mise en examen s'est faite sur un chef extrêmement lourd*".

Ces propos ont fait réagir l'Union Syndicale des Magistrats (USM). "*Ca serait bien que Claude Guéant reste à sa place. Il est ministre de l'Intérieur, il n'a absolument pas à intervenir comme ça dans les affaires judiciaires*", a déclaré à l'AFP la secrétaire générale de l'USM, Virginie Duval, qui a regretté "*un dérapage*".

Claude Guéant a confirmé que le policier serait muté et garderait son salaire: "*je le confirme, effectivement, l'administration le soutient pour qu'il puisse assurer sa défense dans les meilleures conditions*", a-t-il déclaré. Le policier doit être muté en Rhône-

Alpes, la région où vit sa famille. (AFP 27.04)

Dans une entreprise quand un salarié est mis à pied, il n'est pas payé, c'est normal, mais quand cela arrive à un pauvre gardien de l'ordre...

Bruit de campagne.

Record d'impopularité sous la Ve République.

"*Je pense que les records sont faits pour être battus. Et donc, par conséquent, on ne peut pas être triste que quelqu'un d'autre prenne votre place parce que de toute manière, c'est la règle*", a-t-il confié à l'occasion d'une rencontre avec la rédaction du quotidien sportif L'Equipe à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine). (lemonde.fr 27.04)

Quand la réaction soutenait les staliniens en déclarant Trotsky persona non grata.

En meeting à Dijon, Nicolas Sarkozy a répondu à ces accusations (de Mélenchon et l'Humanité - Ndlr), s'emportant contre un "*procès stalinien*". "*Depuis lundi, c'est un déchaînement, j'aurais durci et extrémisé mes propos (...) On me fait un procès d'intention, un procès stalinien, comme à la belle époque*", a-t-il protesté.

Ode à Marine Le Pen

« *Une position claire de Marine Le Pen en faveur de Nicolas Sarkozy me parait très logique, a expliqié Philippe Marini, sénateur UMP de l'Oise. Je crois que chacun resterait soi-même mais nous sortirions de cette espèce de malédiction de François Mitterrand qui a crée dans la république française une dissymétrie.* » « *La droite n'a pas le droit de solliciter au second tour le renfort de l'extrême droite alors que la gauche a totalement le droit de solliciter le renfort des trotskystes de tout poil,* » a-t-il souligné. « *Marine Le Pen a le droit et même le devoir de faire prévaloir le bleu, blanc, rouge sur le rouge. Il y a des gens qui se sont promenés pendant tout le premier tour sous le drapeau rouge. Pour moi, c'est une différence historique, morale et idéologique considérable.* » (publicsenat.fr 27.04)

En aparté, que faut-il penser de ceux qui mêlent le drapeau des Versaillais assassins de la Commune de Paris au drapeau rouge ?

Sarkozy jugé "***effrayant***" parmi les siens

"*Effrayé*" par la campagne du président-candidat de l'UMP et ses "*gages à l'extrémisme*", l'ancien Premier ministre Dominique de Villepin, sans aller jusqu'à donner de consigne de vote, s'est prononcé clairement vendredi contre Nicolas Sarkozy.

"*Halte au feu ! (...) Mon rôle n'est pas de dire pour qui voter, car chacun doit prendre ses responsabilités*" mais "*le 6 mai, que chacun vote en pensant à la France et à ce qu'elle a toujours porté de meilleur, à ses valeurs de respect, de dignité et d'humanisme, parce que, en conscience, il faut bien choisir*", déclare-t-il dans une tribune au vitriol contre M. Sarkozy, intitulée "*La droite m'effraie, la gauche m'inquiète*", publiée vendredi sur LeMonde.fr.

Après une campagne de premier tour "*indigente*", celle du second "*devient indigne*", a asséné dans Le Monde Dominique de Villepin, muet depuis le début de la campagne officielle. "*Instrumentalisation de faits divers*", "*improvisation de bien des propositions*" du FN, "*débauchage sans vergogne de voix extrémistes*", a-t-il énuméré, "*les lignes rouges républicaines sont franchies une à une*".

Sarkozy ou le clone de George W. Bush.

"*La dérive électoraliste qui s'est engagée est un processus incontrôlable et sans fin. Une concession en entraînera toujours une autre. Un gage à l'extrémisme toujours un plus grand encore. Une digue rompue en fera céder une autre*".

Il va jusqu'à établir un parallèle entre Nicolas Sarkozy et l'ancien président américain George W. Bush: "*c'est la même spirale qui a entraîné la guerre en Irak et qui nourrit l'islamisme au nom du choc des civilisations*". (AFP 27.04)

La stratégie de l'échec.

Renaud Donnedieu de Vabres, ex-ministre de la culture (2004-2007) de Jacques Chirac estime que la "*stratégie choisie par Nicolas Sarkozy*" consistant à aller "*vers le Front national*" va le mener "*à l'échec*", et assure que "*le malaise est évident*" au sein de la majorité, dans un entretien jeudi à La Nouvelle République. (lemonde.fr 27.04)

Quand Sarkozy va trop loin. Plusieurs témoignages de dirigeants de l'UMP

1-«*Sur l'immigration, plutôt que faire la course à l'échalote avec le FN, il y a d'autres réponses*», déplore le sénateur UMP Jean-René Lecerf. Ce proche de l'ancien Premier ministre Jean-Pierre Raffarin, dénonce la campagne droitière de Nicolas Sarkozy, estimant que «*les valeurs du FN ne sont pas les nôtres. Et toute démarche à l'égard du FN me paraît inutile*». (liberation.fr 27.04)

2-L'ancien secrétaire national de l'UMP à la Justice est «*en total désaccord*» avec la proposition du président-candidat d'instaurer une présomption de légitime défense pour les policiers, une mesure formulée de longue date par le Front national. (liberation.fr 27.04)

3-«*Les thèses qui rejoignent celles du FN, je ne peux pas me les approprier*» fait savoir Dominique Paillé, membre du parti radical de Jean-Louis Borloo. Cet ancien porte-parole de l'UMP critique la droitisation de la campagne de Nicolas Sarkozy. (liberation.fr 27.04)

4-"*Je regrette qu'on reprenne aujourd'hui ce qu'on a rejeté, à savoir certaines thématiques de Marine Le Pen (...). On se trompe*", a déclaré le député Etienne Pinte, un proche de François Fillon. (liberation.fr 27.04)

Le Syndicat de la Magistature appelle à voter contre Sarkozy

Le Syndicat de la Magistature reproche au chef de l'Etat d'avoir bafoué l'indépendance de la justice et mené une politique partisane de nomination des magistrats. Le Syndicat de la Magistrature (SM) a appelé ce vendredi à voter contre Nicolas Sarkozy le 6 mai, afin de ne pas le laisser "*récidiver*".

"*Nicolas Sarkozy annonçait une 'République irréprochable'*" mais il "*n'a fait que bafouer l'indépendance de la justice, mener une politique partisane de nomination des magistrats et délégitimer les contre-pouvoirs ainsi que les institutions en charge de la probité publique*", ajoute-t-il.

"*Alors que le discours de Grenoble et le débat sur l'identité nationale avaient déjà entaché de brun ce quinquennat marqué par la peur et le rejet de l'autre, et que l'extrême droite a fait un score très inquiétant au premier tour de l'élection présidentielle, le candidat Nicolas Sarkozy a choisi de sortir définitivement du front républicain en misant sur la stratégie indigne du 'Front compatible'*", déplore-t-il. (lexpress.fr 27.04)

Hollande prêt à voter UMP, tandis que Sarkozy voterait blanc ou s'abstiendrait.

François Hollande a déclaré vendredi qu'il appellerait à voter pour l'UMP en cas de duels entre le parti de Nicolas Sarkozy et le Front national aux élections législatives de juin prochain, soulignant que la dirigeante du FN Marine Le Pen était "*autorisée*" dans la République française.

Le président sortant, qui sera opposé le 6 mai au candidat socialiste pour le second tour de l'élection présidentielle, a annoncé jeudi soir sur France 2 qu'il inviterait à voter blanc ou à s'abstenir en cas de duels entre le FN et le Parti socialiste aux législatives.

"*Je l'ai déjà fait, c'était en 2002. Ce n'est pas facile*", a-t-il expliqué sur RTL.

"*Je ferai, si je suis dans ce cas de figure, pareil*", a précisé François Hollande.

Prié de dire s'il considérait que Marine Le Pen n'était pas républicaine, François Hollande a répondu: "*Elle est autorisée dans la République, elle s'est présentée au suffrage, elle n'a pas la même conception, c'est le moins qui puisse dire, que moi, des valeurs de la République*".

"*Elle se considère républicaine. Ce n'est pas que je ne lui accorde pas ce brevet, je dis que je n'ai pas les mêmes valeurs que Mme Le Pen*", a-t-il dit.

Nicolas Sarkozy, invité de RTL avant François Hollande, a estimé que "*la candidature*" de Marine Le Pen était "*compatible*" avec la République. "*Il y a un distinguo entre sa candidature et ce qu'elle dit*". (Reuters 27.04)

Finalement, Hollande va encore plus loin que Sarkozy dans l'infamie.

L'illusionniste remet le couvert.

Jean-Luc Mélenchon a accusé Nicolas Sarkozy d'emprunter au vocabulaire de la Collaboration et d'"*extrême-droitiser la droite*" en France. "*La phrase qui consiste à dire 'se faire traiter de fasciste par un communiste est un compliment' est une reprise mot*

pour mot de Pierre Laval le collabo, de la même manière que parler de Fête du travail et dire que c'est le 'vrai travail', c'est mot pour mot le texte de l'affiche du Maréchal Pétain en 1941", a déclaré le chef de file du Front de gauche sur France Inter.

"*Lui il sort des mots, des phrases, des expressions qui sont directement tirés de la collaboration, pourquoi le fait-il? A qui parle-t-il? A qui veut-il inoculer ce poison?*", a demandé M. Mélenchon.

"*La situation est d'une gravité exceptionnelle*", selon l'ex-PS, "le sujet c'est donc de battre Nicolas Sarkozy" et de "*distribuer le contre-poison à la tâche abominable*" du candidat UMP qui est, selon lui, "*d'opposer les Français entre eux*".

Pour M. Mélenchon qui a déjà appelé à voter François Hollande, "*c'est une oeuvre de salubrité publique*" de "*faire battre*" M. Sarkozy. (AFP 27.04)

Allez donc dire aux Grecs que voter PASOK serait une "*c'est une oeuvre de salubrité publique*" ?

INFOS EN BREF

Politique

Roumanie

Le gouvernement roumain a perdu un vote de confiance au parlement vendredi, deux mois après son entrée en fonctions, ce qui augure de longs mois de remous politiques et d'interrogations sur l'avenir du plan d'austérité.

Deux cent trente-cinq députés ont voté contre le gouvernement dirigé par Mihai Razvan Ungureanu, soit quatre de plus que le seuil de 231 nécessaire pour le faire tomber.

Après ce vote, le Fonds monétaire international (FMI) a décidé de suspendre son réexamen du plan d'aide à la Roumanie, d'un montant de cinq milliards d'euros, en l'attente de la formation d'un nouveau gouvernement.

"*Le réexamen (qui avait débuté le 24 avril) ne peut pas être achevé comme prévu*", a dit à Reuters le représentant de la Roumanie auprès du FMI à Washington, Mihai Tanasescu. "*Le FMI attend désormais d'avoir un nouvel interlocuteur au niveau gouvernemental*", a-t-il ajouté. (Reuters 27.04)

Social

Espagne

A la fin du premier trimestre 2012, l'Espagne comptait 5,7 millions de chômeurs, soit 24,4% de la population active. Un niveau record pour le pays, le plus élevé depuis le début de la série statistique en 1996, selon les chiffres officiels publiés vendredi.

La progression du chômage s'est encore accélérée puisque 374.000 personnes ont perdu leur emploi au premier trimestre de cette année, contre 295.300 durant le dernier trimestre 2011. (lexpansion.com 27.04)

Economie

1- France

L'ancien trader Jérôme Kerviel a lancé vendredi une offensive contre la Société générale en annonçant le dépôt de deux plaintes contre la banque, à cinq semaines de son procès en appel, dont une pour faux et usage de faux.

Cette dernière plainte vise à démontrer que les enregistrements sur lesquels la banque a fondé toutes les poursuites ont été "*trafiqués*", a expliqué son avocat.

L'avocat a expliqué avoir réussi le 18 avril dernier à se faire communiquer par la cour d'appel les scellés du dossier et avoir découvert que le CD-Rom censé contenir les aveux supposés de son client, la veille de son licenciement, en janvier 2008, avait été manipulé.

Selon lui, ces scellés n'avaient jamais été ouverts. "*Sur 12 heures de bande, il y a près de 6 heures de blancs. La conclusion des experts que nous avons désignés est sans appel : une manipulation des bandes a bien eu lieu*", a dit l'avocat.

Les passages effacés concerneraient les moments où l'ancien opérateur de marché, interrogé par ses supérieurs, disait par exemple "*Mais tu étais au courant*", a expliqué Me Koubbi.

"*Je n'ai jamais perdu espoir, je continue à croire en la justice et j'espère que la vérité éclatera*", a dit l'ancien trader, qui juge "hors de question de payer" pour la Société générale, "*qui était informée de tout ce que je faisais*".

"*Pour moi, ces quatre dernières années ont été un enfer, pour mes proches également. Mon nom a été sali et traîné dans la boue. Pourtant, je ne comprends toujours pas pourquoi ce dossier s'appelle Kerviel et pas Société générale*", a-t-il dit.

"*Je n'ai jamais, jamais, volé ou détourné le moindre centime et pourtant j'ai été condamné comme personne ne l'avait été auparavant*", a-t-il ajouté.

Dans sa plainte du 20 avril pour escroquerie au jugement, Jérôme Kerviel estime que la banque a manipulé le tribunal en lui dissimulant certaines informations, comme le remboursement par le fisc d'une partie des pertes qui lui sont imputées, et ce avant son premier procès.

La Société générale avait annoncé dans la foulée qu'elle porterait plainte à son tour pour dénonciation calomnieuse mais David Koubbi a dit ne pas avoir eu vent de cette plainte jusqu'à présent.

L'avocat, qui multiplie les angles d'attaque, dit avoir la preuve que la Société générale a procédé à des opérations fictives de même nature que celles reprochées à Jérôme Kerviel. "*Le résultat net de la perte a été corrigé par des opérations fictives*", a-t-il dit.

David Koubbi conteste que la perte de 4,9 milliards d'euros reprochée à l'ex-trader "*soit imputable à Jérôme Kerviel*". "*Quand on veut se faire rembourser, il faut prouver que le préjudice existe. Là, ça n'a pas été prouvé*".

"*On n'envoie pas quelqu'un neuf mois en prison pour neuf faux mails*", s'est élevé l'avocat, qui assure que son client a été "*condamné sur les déclarations pures et simples de son adversaire*".

Selon lui, le "*discrédit*" des enregistrements effectués en janvier 2008 à l'insu du trader "*a eu pour conséquence la manipulation de la justice lorsqu'elle a condamné*" son client. (Reuters 27.04)

2- Espagne

L'économie espagnole, grand malade de l'Europe, est confrontée à une "*crise de proportions immenses*", a estimé vendredi un ministre, alors que le taux de chômage a atteint son plus haut niveau en vingt ans.

Le taux de chômage espagnol, l'un des plus élevés du monde, a bondi à 24% au premier trimestre, son plus haut niveau depuis le début des années 1990. Les ventes au détail ont quant à elles reculé pour le 21e mois d'affilée, à mesure que le pays traverse sa deuxième récession en trois ans.

"*Les chiffres sont terribles pour tout le monde et terribles pour le gouvernement (...) L'Espagne est dans une crise de proportions immenses*", a déclaré le ministre des Affaires étrangères, José Manuel Garcia-Margallo, lors d'une interview radiophonique.

"*C'est une situation très difficile. Je ne pense pas que les banques soient piégées, mais il faut que le gouvernement fasse rapidement savoir comment il compte s'y prendre à leur égard*", souligne Gilles Moec, économiste pour Deutsche Bank.

Les banques espagnoles pourraient nécessiter davantage de fonds publics, a déclaré dans la matinée le secrétaire d'Etat à l'économie Fernando Jimenez Latorre, tout en excluant le recours à des fonds européens.

Les banques espagnoles accumulaient dans leurs bilans pour 184 milliards d'euros d'actifs immobiliers problématiques fin 2011, soit 60% de leur portefeuille, a indiqué vendredi la Banque d'Espagne, révélant les fragilités de ce secteur depuis l'éclatement de la bulle en 2008.

Les banques du pays ont sur les bras des crédits risquant de ne pas être remboursés, ainsi qu'un stock d'immeubles et de terrains saisis: ces actifs considérés comme "*problématiques*" --car à la valeur incertaine-- représentaient déjà 176 milliards d'euros en juin 2011, et ce chiffre a donc encore augmenté.

Le gouvernement espagnol envisage aussi de créer une structure de défaisance pour les actifs immobiliers toxiques des banques, trois séries de nettoyage et de consolidations du secteur financier du pays n'ayant pas suffi à rassurer les investisseurs

sur sa solidité.

Madrid est déjà venu au secours de plusieurs banques ravagées par l'éclatement de la bulle immobilière en 2008 et les investisseurs redoutent, au vu de la contraction économique actuelle, une nouvelle vague de défauts de crédit qui fragiliserait encore davantage le secteur financier du pays.

La contraction de l'économie signifie aussi que l'Espagne a peu de chances d'atteindre ses objectifs budgétaires cette année malgré une sévère cure d'austérité.

Son gouvernement s'attend à ce que les réformes de flexibilisation du marché du travail adoptées au premier trimestre produisent des résultats l'an prochain. Pour l'heure, de nombreuses entreprises ont surtout profité des nouvelles règles pour licencier davantage. (Reuters et lexpansion.com 27.04)

Haut de page

Le 29 avril

CAUSERIE

Il n'y aura qu'un seul vainqueur à l'issue de l'élection présidentielle : les institutions de la Ve République qui auront été légitimées une nouvelle fois, sans lesquelles le capitalisme ne disposerait d'aucune légitimité juridique pour assurer son existence.

En toile de fond, l'ignorance du fonctionnement de la société sur laquelle repose le régime et contre laquelle nous avons été incapable de lutter efficacement. De quoi réfléchir sérieusement à la stratégie que les uns et les autres ont adoptées, à leurs analyses de la situation, à leurs interprétations du monde, à leurs conceptions de la lutte de classe... Vous rêvez ou quoi ? Les uns et les autres en sont satisfaits, rien ne doit changer.

C'est suicidaire ? Sans aucun doute possible. Peu importe, puisque leurs vérités sont à ce prix-là ! Ils ne nous en voudront pas d'estimer que c'est un peu trop cher payé pour nous, c'est au-dessus de nos moyens.

Ce qui est écrit dans le bandeau défilant pourrait nous servir de ligne politique ou de mot d'ordre - un peu long, pour le 1er mai :

"Travailleurs du secteur privé et public unissez-vous, mobilisez-vous pour que pas un seul travailleur de ce pays ne voie son statut rogné, remis en cause, disparaître, pour que pas un seul travailleur ne voie amputer sa feuille de paie même lorsque "*le carnet de commande diminue*", pour que pas un seul travailleur ne soit privé de feuille de paie, pour que pas un seul travailleur ne puisse pas se soigner, se loger, etc. vivre dignement.

Le capitalisme à la base de toutes les inégalités et injustices sociales n'a aucune légitimité en dehors de celle que lui donnent les institutions de la Ve République à son service."

Virer Sarkozy nous soulagera assurément, car l'individu est d'une médiocrité et d'une vulgarité insolente, insupportable. Comment cela se voit-il ? Parce qu'il ne s'en rend même pas compte. Quant à l'élection de Hollande, qu'est-ce qu'il faut en attendre ?

Cela me fait penser à un malade à qui on a annoncé que le médecin avait été appelé et qui s'en trouve mieux... sans toutefois être guéri. La vraie bataille n'a pas encore commencé, et comme le médecin ne pourra pas et ne voudra pas traiter le mal à la racine, ce sera au malade de s'en sortir par ses propres moyens ou y passer, sous les Fourches Caudines d'une austérité redoublée, pas mortel mais tout comme.

Léthargie ou bouillonnement révolutionnaire ? Parfois je me fais volontiers l'avocat du diable ou j'explore des hypothèses qui ne mènent à rien, uniquement pour mettre en relief les arguments de ceux qui les retiennent pour mieux les combattre. Je suis loin de la France et je me pose beaucoup de questions sur la réalité de la situation et comment elle est vécue dans chaque classe et couche.

Chaque fois qu'on lit quelque chose il faut se demander quelle est la part des faits et quelle est celle de l'auteur, qui il est et dans quelle direction il aurait tendance à vouloir nous entraîner. Quand on analyse la ligne politique d'un parti, on doit se demander quel est son rapport avec la situation actuelle, avec chaque classe ou parti, les institutions, si elle n'est pas dicté par les intérêts de son appareil, de ses militants.

Tout cela a été passé au crible par les commentateurs qui ont suivi la campagne électorale de l'excité du Palais, jusquà

envisager sérieusement l'explosion de l'UMP après le 6 mai. En même temps, il faut convenir que La Talonnette leur sert de fusible ou d'idiot utile.

Si les cancres qui n'étaient pas capables de faire l'ENA ont atterri à Sciences Po, les avocats d'affaires sont les punaises qui n'étaient pas capables de faire avocat pénaliste, punaise dans la définition de 1836, une personne vile, méprisable, sans scrupule ni principe, comme Sarkozy ou Copé, les représentants du lumpenprolétariat de la bourgeoisie, plutôt tendance Le Pen que Pinault le milliardaire.

Mais qu'est-ce que le milliardaire Pinault reproche à Sarkozy ?

Pinault a déboursé 2 millions d'euros pour acquérir une oeuvre de l'artiste français d'origine algérienne Abdessemed, dans laquelle selon lui, il a fait une synthèse entre la religion chrétienne et musulmane. En haut lieu, les maîtres du monde ont élaboré une stratégie consistant à utiliser les religions pour mieux asservir les peuples, et voilà que Sarkozy passe son temps à briser leur plan, à croire qu'il a attaqué la Libye sans comprendre qu'il faudrait assurer le service après-vente pour consolider ce qui avait été acquis pour poursuivre cet oeuvre en Syrie, au Mali, au Nigéria, etc.

Je ne sais plus qui avait parlé de croisade, c'est exactement cela, sauf qu'à l'époque du capitalisme mondialisé au niveau que nous connaissons aujourd'hui, les religions ne doivent plus servir à opposer sytématiquement les peuples entre eux pour assurer leur domination, après que les monarques s'en soient emparés pour asseoir leur pouvoir, que la République s'en soit accommodée, c'est au tour de l'oligarchie financière de s'en servir pour soumettre la planète entière, ce qui nécessite plutôt une entente cordiale entre elles, des relations apaisées comme ils disent, teintées d'hypocrisie une fois que le bruit des armes s'est tu.

Une fois les tyrans ou les dictateurs usés, la religion peut servir de guide spirituel pour gouverner le bon peuple. C'est d'autant plus utile pour eux que le capitalisme dans sa version barbare est de plus en plus contesté à travers le monde. Il faut à tout prix que les institutions qui craquent un peu partout tiennent le coup, trouvent un nouveau souffle, divin, qui sait pour l'éternité, la légitimité du capitalisme étant impossible à établir et à être adoptée aveuglément par la plèbe, la religion s'en chargera, à chaque souffrance son saint, à chaque interrogation son mystère, et puis la religion présente un autre avantage, si elle ne répond pas à toutes les questions qu'on peut se poser ou à toutes les situations que l'on peut rencontrer, elle peut préconiser de l'imiter pour trouver la paix intérieur et surtout la paix sociale dans le pays.

Dans sa grande ingéniosité et générosité, la religion a cela d'extraordinaire qu'elle est active et soulage même quand elle ne fait rien ; imaginez un peu le profit que peut en tirer un milliardaire, c'est du pain béni pour lui, et voilà que Sarkozy pisse dans le bénitier. Du coup Pinault en tire la conclusion logique qu'il est "cuit" !

Sarkozy a commis l'erreur fatal de privilégier ses convictions et ses intérêts personnels au détriment de ceux qui l'avaient placé au sommet de l'Etat, peut-être même de s'accrocher au pouvoir. C'est sans doute son manque de culture qui l'a fait trébucher, il a été incapable de concilier le combat contre le terrorisme initié par Bush avec la nécessité d'inculquer à la populace la doctrine sociale de l'Eglise sans négliger aucune religion, sans les monter les unes contre les autres. On pourrait croire que Bush a été particulièrement mauvais sur ce plan-là, sauf en Amérique où il a passé le témoin à Obama dont un quart des Américains pensent qu'il est musulman, il s'est servi des musulmans comme boucs émissaires pour justifier sa guerre en Irak et en Afghanistan, tout en s'associant avec les pétro-monarchies du Golfe et ses liens avec la famille Ben Laden était un secret de polichinelle.

On peut concevoir aussi que les maîtres du monde soient partagés entre deux stratégies pour continuer à régner indéfiniment. L'une basée sur un consensus entre les religions, l'autre les opposants sans cesse, toujours pour servir le même objectif : soumettre les peuples en esclavage. Dans les deux cas, instrumentaliser les religions nécessitait un certain doigté, un subtil dosage entre provocation et rédemption qu'un rustre et sioniste surtout comme Sarkozy ne pouvait manier sans se mettre à dos les représentants ou les fidèles de marque de toutes les religions, excepté celle du "peuple élu" qui comme lui était appelée à dominer le monde, plus modestement en ce qui le concerne sur le confetti que représente la France à l'échelle de la planète.

Sarkozy a commis l'erreur impardonnable pour Pinault et sans doute pour Parisot (Medef), d'avoir été incapable de maintenir jusqu'au bout des relations consensuelles avec les dirigeants syndicaux. En considérant qu'il était autorisé à faire feu de tout bois pour assurer sa réélection, il a placé son intérêt personnel au-dessus de ceux de ses mentors. Pire, il a réussi pour ainsi dire à réaliser l'unité des syndicats et des partis dits de gauche contre un pan du capitalisme, la finance, tout du moins en parole, "gauche" qui forte de cette unité retrouvée est tentée de faire dans la surenchère en ressortant tout un catalogue de revendications qu'ils espéraient enterrées, Hollande s'étant engagé dans ce sens-là en modérant ses promesses.

Quelque part c'était inévitable, dès lors que l'élection présidentielle devait forcément prendre la tournure d'un affrontement entre les deux principales classes sociales, celle des capitalistes et celle des exploités, quand bien même qu'aucun des deux principaux candidats susceptible de l'emporter ne représenterait les intérêts de la classe ouvrière.

Bien que la situation sociale et la base poussaient les dirigeants syndicaux à radicaliser leur discours, il lui était encore possible de contenir leurs velléités belliqueuses à son encontre dans des limites acceptables, par exemple en les menaçant de rappeler

qu'ils avaient fait preuve de responsabilité en concourant activement à l'application de sa politique, qu'ils critiquaient naturellement par ailleurs, angle sous lequel les dirigeants syndicaux n'avaient pas vraiment intérêt à ce que la discussion se déroule dans leur syndicat respectif.

Au lieu d'agir de la sorte et de se servir subtilement des contradictions existant entre les dirigeants syndicaux et une partie de leurs bases, il les a cloué au pilori. Pire encore, il a forcé les dirigeants syndicaux à radicaliser leur discours et d'une certaine manière à donner raison à ceux qui leur reprochent leur collusion avec le régime, alimentant la contestation dans tous les syndicats et au-delà la lutte de classe dans les entreprises et les administrations, ce qu'aussi bien Pinault, Parisot ou Hollande voulaient éviter à tout prix.

En conclusion, son camp ou une partie de son camp ne lui reproche pas d'avoir fait preuve de maladresse, mais d'avoir fait preuve d'une volonté délibérée de servir en priorité ses propres intérêts, comme un véritable dictateur, et d'offrir sur un plateau la présidence à leur ennemi commun, qui dans l'imagerie collective et de façon déformée incarne le travail contre le capital. Il a peut-être confondu l'Amérique de Georges W. Bush avec la France tel qu'il rêvait qu'elle devienne ou croyant être suffisamment avancé dans cette voie pour pousser son avantage encore plus loin ; il a ignoré ou il a confondu qu'il était plus facile de libéraliser à outrance l'économie que les esprits, qui demeuraient attachés plus ou moins consciemment, non pas aux valeurs de la Révolution française ou américaine que la droite piétine, mais plutôt à celles de la Commune de Paris, osons le dire en ce qui concerne particulièrement notre classe, à celles du socialisme.

Un pédalo à la dérive, Sarkozy "***perd les pédales***", il est "***cuit***" !

Titre du Monde : A Colmar, François Pinault "*crucifie*" Nicolas Sarkozy.

François Pinault était venu au Musée Unterlinden de Colmar qui expose pour le 500e anniversaire du Christ en croix peint en 1512, chef-d'oeuvre de Grünewald, fameux retable d'Issenheim, ainsi que l'oeuvre d'Abdessemed, récemment exposée à New York et achetée 2 millions d'euros par François Pinault, quatre figures du Christ en fil de fer barbelé du camp de Guantanamo, lames brillantes et polies comme des pièces d'orfèvrerie.

L'artiste français, né en Algérie en 1971, a voulu, lui aussi, exprimer "*le cri de ce jeune homme sacrifié comme l'agneau. Un cri à venir. Pour moi, l'avenir est fantôme, comme chez Derrida. Je ne sais pas de quoi il sera fait. Ce n'est pas le passé qui nous domine, mais les images du passé*".

Cette "*conversation*" Grünewald-Abdessemed est-elle une coïncidence, en pleine campagne présidentielle, précisément en Alsace, où le Front national a remporté, au premier tour, 22 % des suffrages ?

François Pinault, qui organisait le déplacement à Colmar, répond tout net : "*Dans le contexte actuel, c'est important, les choses sont rarement une coïncidence. C'est une façon de me révolter contre les gens qui ne savent pas pour qui ils votent. Qu'ils viennent ici devant les Christ*". Le milliardaire tire ses salves en direction du président sortant dont il moque la dernière formule : "*Présomption de légitime défense, c'est comme au Far West, il faut dégainer le premier ! Il perd les pédales. Les gens proches de lui pensent qu'il pourrait encore gagner. Il est cuit ! C'est comme dans le bunker de 1945*." (lemonde.fr 28.04)

A la mi-mars le milliardaire avait dit qu'il voterait Hollande, la première fortune de France. Voilà qui va donner envie aux salariés de la FNAC de voter pour Hollande !

Hollande dans le rôle de Pinot simple flic !

François Hollande, candidat socialiste à la présidentielle française, se trouve conforté par les propos d'Angela Merkel sur la croissance au sein de l'Union européenne, se félicitant qu'elle "*bouge*" et estimant qu'elle "*bougera encore*" après le second tour de l'élection le 6 mai.

(Dans quel sens ? Vaut mieux pas pose la question, n'est-ce pas monsieur Hollande ? - Ndlr)

"*Je ne sais pas si je vais gagner l'élection présidentielle*" mais la chancelière allemande et les dirigeants européens ont considéré cette victoire "*comme une hypothèse suffisamment sérieuse pour déjà modifier les calendriers et le contenu même de l'agenda européen*", se réjouit-il dans un entretien à Radio J enregistré samedi et diffusé dimanche.

(Ne serait-ce pas par hasard les 10 millions de grévistes en Espagne, les 90 000 manifestants à Prague le 20 avril, etc. qui leur poserait problème et les forcerait non pas à changer de stratégie mais de tactique ? - Ndlr)

"*Mme Merkel, reprenant une initiative souhaitée par le président (Herman) Van Rompuy pour le Conseil européen, dit qu'elle est prête à mettre davantage de croissance. Rien que pour cela, la campagne aura été utile et, si j'en suis le vainqueur, encore davantage puisque j'irai encore plus loin. Il y aura renégociation et il y aura un pacte de croissance*", assure-t-il.

(Admirez le casuiste, sa "*campagne aura été utile*" pour remettre le couvert sous un masque encore plus trompeur ! - Ndlr)

"*Nous préparons un agenda croissance pour le sommet européen de juin*", a déclaré la chancelière allemande dans un entretien samedi au quotidien allemand Leipziger Volkszeitung.

Pourtant elle ne veut pas d'une renégociation ? "*A ce stade. Mais qu'est-ce qu'elle disait encore il y a quelques semaines ? Qu'elle ne voulait même pas entendre parler de mot comme celui de la croissance tant elle était attachée à celui de l'austérité. Ca bouge et ça bougera encore après l'élection*", juge le candidat socialiste.

(Jésuistisme, un numéro d'illusionnisme, car leur discours ne sert qu'à masquer que leur version de la croissance est synonyme d'austérité. -Ndlr)

Ira-t-il jusqu'au bras de fer ? "*Bras de fer, je ne sais pas s'il faut utiliser ces mots qui, souvent, sont ceux de la gesticulation d'avant-match*", dit-il.

"*Ce que je dis, c'est que Mme Merkel ne peut pas à la fois vouloir le statut de la Banque centrale européenne actuel, interdire à cette même Banque centrale de prêter directement aux Etats, ne pas vouloir qu'il y ait des eurobonds, être prudente sur la taxe des transactions financières. Non ! Il y a un moment où une négociation, c'est chacun met sur la table ce qui peut être une avancée et une concession*", ajoute M. Hollande qui, lui, apporte l'engagement "*que nous redresserons les comptes publics de la France d'ici à 2017*".

(En vérité, il s'agit pour eux uniquement de s'entendre sur la meilleure façon de faire passer leur politique antisociale en gardant le contrôle de la situation sociale et politique, et si possible avoir une chance de se maintenir au pouvoir. Par quel bout s'y prendre pour parvenir aux objectifs qu'ils ont en commun, ce qui peut être contrarié par un seul facteur : la lutte de classe du prolétariat. - Ndlr)

La chancelière "*doit avoir davantage confiance dans le propos que je tiens que dans celui de Nicolas Sarkozy*". "*C'est le premier chef d'Etat arrivé aux responsabilités qui soit allé devant l'eurogroupe dire +je ne respecterai pas le pacte de stabilité, je m'affranchirai des règles de discipline budgétaire+. Nous avons vu le résultat... Ce n'est pas la crise seulement qui a provoqué ces déficits, ce sont aussi les allègements fiscaux et les promesses aventureuses du candidat Sarkozy élu en 2007*".

(Hollande se veut volontiers plus réactionnaire que Sarkozy, ce qui ne nous étonne pas, cela correspond à la caractérisation que nous en avons donnée, il se fait fort de réussir là ou Sarkozy a échoué et d'aller encore plus loin, voilà ce qu'il dit clairement ici. - Ndlr)

"*Dans l'amitié franco-allemande*", souligne M. Hollande, "*il y a eu très souvent, et ce fut parfois fructueux, des relations qui se sont institutionnalisées entre des personnes qui n'avaient pas la même sensibilité politique: Schmidt-Giscard, Kohl-Mitterrand*". (AFP 28.04)

C'est bien la raison pour laquelle (notamment) nous vous situons dans le même camp. - Ndlr)

Lire plus loin ce qu'entend Merkel par "*croissance*" et ce dont Hollande se félicite, c'est édifiant.

Bruit de campagne

Licencié !

Le président-candidat de l'UMP, Nicolas Sarkozy, juge que la politique ne rend pas "*heureux*" et utilise le mot de "*licenciement*" lorsqu'il est interrogé sur son éventuelle défaite, dans un entretien à Radio J enregistré samedi et diffusé dimanche. (AFP 28.04)

Son solde de tout compte est déjà prêt, en guise d'indemnités de licenciement il s'est enrichi de quelque 630.000 euros en 5 ans, officiellement. La politique ne fait pas le bonheur, mais l'argent que l'on peut gagner en en faisant y contribuera largement. Sans oublier que cela lui a permis de se recaser avec un laidron qui avait déjà bien servi et issu d'une famille riche. Franchement, elle n'est pas belle la vie !

Décidément, les affaires ressortent au mauvais moment.

Le site d'information Mediapart a publié samedi un document attribué à un ex-dignitaire libyen affirmant que le régime de Mouammar Kadhafi avait accepté en 2006 de financer à hauteur de «*50 millions d'euros*» la campagne présidentielle de Nicolas Sarkozy en 2007.

Dans ce document en arabe, signé de Moussa Koussa, ex-chef des services de renseignement extérieur de la Libye, l'auteur fait état d'un «*accord de principe*» pour «*appuyer la campagne électorale du candidat aux élections présidentielles, M. Nicolas Sarkozy, pour un montant d'une valeur de cinquante millions d'euros*». Le 12 mars, M. Sarkozy avait qualifié de «*grotesque*» un éventuel financement de sa campagne présidentielle de 2007 par Mouammar Kadhafi. (liberation.fr et AFP 28.04)

Il a dû piocher ce qualificatif dans les commentaires qui reviennent le plus souvent le concernant.

A bon entendeur salut !

Pour Mme Merkel: "*la croissance ne coûte pas forcément de l'argent*", vendredi dans un entretien à la radio allemande régionale NDR.

Normal, c'est nous qui allons payer :

Pour MM. Barroso et Monti, "*la croissance doit se faire en se concentrant progressivement sur la compétitivité et non en augmentant les niveaux d'endettement*" étatique, ont-ils affirmé, écartant ainsi toute idée d'une relance par la dépense publique.

Elle y insiste sur une relance de l'économie européenne portée par des "*réformes structurelles*", notamment en flexibilisant le marché de l'emploi.

Et de citer notamment les réformes engagées par un ancien chancelier allemand, le social-démocrate Gerhard Schröder, baptisées "Hartz IV", qui ont facilité le recours au travail à temps partiel et par ricochet contribué à faire baisser le taux officiel de chômage en Allemagne.

Dans son entretien au quotidien Leipziger Volkszeitung, Mme Merkel met une fois de plus en garde M. Hollande: "*il n'y aura pas de nouvelles négociations sur le traité budgétaire. Vingt-cinq chefs de gouvernement l'ont signé. Au Portugal et en Grèce, il a déjà été ratifié, en Irlande il fera l'objet d'un référendum fin mai*".

Et d'ajouter: "*Dans beaucoup de pays membres, aussi en Allemagne, le traité budgétaire est dans les mains des parlements*". (AFP 29.04)

Excellent : A bon entendeur salut !

Pour Merkel, la recette européenne de la croissance, c'est Hartz IV, les petits boulots à 1 euro de l'heure, la régression sociale généralisée avec le complicité, que dis-je, l'aval des syndicats. Mais bon, il ne faudrait pas qu'en Allemagne les travailleurs se mobilisent, cela ferait désordre...

A la gamelle !

La première secrétaire du PS "*Martine Aubry m'a appelé parce que, si j'ai bien compris, François Hollande lui a demandé de le faire pour répondre à l'appel que j'ai lancé*" de s'unir contre le FN aux législatives afin de "*ne pas avoir le ridicule de choisir entre le FN et la droite populaire alors que tout ça c'est tout du pareil au même*", a dit Jean-Luc Mélenchon à des journalistes en marge du Conseil national de son Parti de gauche réuni à l'Espace Robespierre d'Ivry-sur-Seine.

Lors de l'émission Des paroles et des actes jeudi soir sur France2, M. Hollande avait estimé, en réponse à M. Mélenchon : "*c'est tout à fait clair, lorsqu'il y a un risque d'élimination de la gauche au second tour des élections législatives, de nous mettre ensemble dès le 1er tour. Ca peut arriver dans certaines circonscriptions, je suis tout à fait favorable à cette démarche*".

Mme Aubry a également pris contact avec Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, a précisé M. Mélenchon qui a recueilli 11,1% au premier tour de la présidentielle.

D'ici la réunion avec les délégués aux élections du PS et du FG qui se tiendra "*en début de semaine prochaine*", les socialistes "*font tourner les ordinateurs*", a-t-il ajouté alors qu'une réunion de travail au sein du Front de gauche se tiendra sur le sujet lundi.

M. Mélenchon s'est félicité de pouvoir avoir cette discussion, souhaitant que PS et FG "*s'accordent partout où le risque FN existe*" pour des candidatures uniques.

Selon les estimations, la probabilité que la gauche ne soit pas présente au second tour des législatives pourrait concerner de 60 à 100 circonscriptions. (AFP 28.04)

Pourvu que le PS n'obtienne pas la majorité absolue aux législatives et qu'il ait absolument besoin des voix du FdG pour gouverner... S'il n'obtenait pas la majorité absolue et qu'il devrait s'appuyer sur des voix provenant de l'UMP ou des centristes, cela ne ferait que précipiter la crise au sein de la droite.

Nous serions frustrés dans la mesure où le soutien du FdG au gouvernement n'apparaîtrait pas aussi clairement que dans notre première hypothèse, lui permettant ainsi de faire vivre plus longtemps l'illusion qu'il constituerait une véritable opposition au régime.

Actualité en titres

Mimétisme (1)

- Pour Sarkozy, Mélenchon est "*en dessous*" de ce qui fait un "*républicain*" - AFP

- Pour Montebourg, Sarkozy '*déshonore la droite française*' - LeMonde.fr

Mimétisme (2)

- Sarkozy : "*Trop, c'est trop ! M. Strauss-Kahn, expliquez-vous avec la justice !*" - LePoint.fr

- Kadhafi: Cazeneuve (PS) demande à Sarkozy de «*s'expliquer devant les Français*» - Liberation.fr

Question : finalement Sarkozy ne s'en est pas trop mal sorti au premier tour avec à peine 1,5 point de retard sur Hollande. Bien sûr, le report de voix sur lequel il peut compter au second tour est réduit, il peut l'être autant pour Hollande s'il parvient à l'entraîner dans la surenchère à laquelle il se livre.

Souhaite-il-vraiment séduire les abstentionnistes ou en procédant de la sorte, n'estime-t-il pas au contraire qu'une accentuation de l'abstention lui serait plutôt profitable ? Il a tout intérêt à ce que son adversaire et ses complices montent au créneau et dévoilent un peu plus leur véritable nature, cela pourrait servir de repoussoir à une partie de ceux qui avaient envie de voter Hollande.

Je pense qu'il est tellement détesté dans le pays, que rien n'y fera et que l'envie de le virer l'emportera sur tous les autres facteurs. Il le sait, d'où sa rage.

INFOS EN BREF

Politique

1- France

Le Conseil national des barreaux ne décolère pas contre le "*décret passerelle*" signé dans l'urgence par Fillon et Mercier. "*Nous ne sommes pas un hospice pour les recalés UMP des prochaines législatives!*" s'emporte Christian Charrière-Bournazel.

Le président du Conseil national des barreaux ne décolère pas contre le "*décret passerelle*", signé, le 3 avril, par François Fillon et Michel Mercier, qui permet aux parlementaires d'intégrer directement la profession d'avocat. Il accuse l'exécutif d'avoir fait pression afin que ce texte soit publié avant la présidentielle, malgré l'opposition des professionnels. (lexpress.fr 28.04)

2- Malaisie

La police antiémeute a fait usage de gaz lacrymogène et de canons à eau samedi à Kuala Lumpur, en Malaisie, pour disperser quelque 25.000 manifestants venus réclamer des élections justes et une réforme du système électoral.

Des heurts ont éclaté lorsque des manifestants ont tenté de pénétrer sur la place historique de Merdeka (Indépendance) dont l'accès avait été bloqué conformément à une décision de justice.

Les forces de l'ordre, qui avaient bouclé le centre de la capitale, ont tiré plusieurs dizaines de gaz lacrymogènes et ont pourchassé les manifestants dans les rues adjacentes. (Reuters 28.04)

3- Maroc

Rachid Nini, journaliste et polémiste marocain, a recouvré samedi la liberté après avoir purgé une peine d'un an pour avoir critiqué les autorités.

Selon Amnesty International, il s'agit d'un "*prisonnier de conscience*" injustement sanctionné pour avoir dénoncé la corruption et les abus par les autorités, notamment au sein des services de sécurité du royaume.

Rachid Nini avait été interpellé en avril 2011. Un tribunal l'a jugé coupable de crimes pour avoir jeté le discrédit sur une cour, cherché à influer le cours de la justice et publié des informations sur des délits criminels erronés. (Reuters 28.04)

Un régime fréquentable pour Sarkozy comme pour Hollande.

4- Syrie

L'armée libanaise a saisi samedi trois containers d'armes en provenance de Libye et destinées à la rébellion syrienne à bord d'un navire arraisonné la veille dans le nord du pays, a annoncé à l'AFP une source des services de sécurité.

Ce chargement se composait de mitrailleuses lourdes, d'obus, de roquettes, de lance-roquettes et d'explosifs, a précisé cette source.

Un autre responsable de la sécurité a affirmé que le navire, qui battait pavillon du Sierra Leone, avait obtenu un permis d'accoster dans le port de Tripoli (nord).

Les autorités syriennes et des sources au sein de la sécurité libanaise ont à plusieurs reprises affirmé que des armes étaient acheminées clandestinement depuis le Liban pour venir en aide aux rebelles qui cherchent à renverser le régime du président Bachar al-Assad.

Le "*Lutfallah II*" est parti de Libye avant de faire une escale au port égyptien d'Alexandrie, avant d'être intercepté et fouillé par la marine libanaise dans le port de Selaata, à environ 50 km de Beyrouth, selon la même source. (AFP 28.04)

Les armes livrées par Sarkozy, Obama et Cameron et leur allié l'émir du Qatar aux gangsters du CNT en Libye, transitent par l'Egypte toujours dirigés par les militaires gagnés à leur cause, avant d'atterrir entre les mains des mercenaires qu'ils ont engagés pour déstabiliser la Syrie et renverser le régime en place car trop favorable aux intérêts économiques des Chinois et des Russes.

5- Egypte

L'Arabie saoudite a décidé de rappeler pour consultation son ambassadeur en poste au Caire et de fermer toutes ses représentations diplomatiques en Egypte à la suite de manifestations anti-saoudiennes dans ce pays.

Il s'agit de la première crise diplomatique de cette ampleur entre Ryad et Le Caire depuis la chute du président Hosni Moubarak en février 2011.

Le maréchal Mohamed Hussein Tantaoui, numéro un du Conseil suprême des forces armées (CSFA) qui dirige l'Egypte depuis quatorze mois, a aussitôt pris contact avec le gouvernement saoudien pour tenter de le faire revenir sur cette "*décision surprise*", a déclaré l'agence de presse égyptienne Mena.

En réponse, le roi Abdallah d'Arabie a déclaré qu'il étudierait la question dans les jours qui viennent, rapporte l'agence de presse saoudienne SPA.

Des manifestations ont récemment été organisées devant l'ambassade d'Arabie saoudite au Caire pour dénoncer l'arrestation le 17 avril, à son arrivée à l'aéroport de Djeddah où il se rendait en pèlerinage, de l'avocat égyptien Ahmed el Guezaoui.

L'agence SPA explique les décisions du gouvernement saoudien par ces "*manifestations injustifiées*" et par les tentatives répétées de la foule de pénétrer à l'intérieur des missions diplomatiques saoudiennes, "*ce qui constitue une menace pour la sécurité des employés*".

Pour tenter de calmer les choses, le ministère égyptien des Affaires étrangères a dénoncé dans un communiqué les "*actes irresponsables*" des manifestants, "néfastes pour les relations étroites et profondes entre l'Egypte et l'Arabie saoudite", présentée comme un "*pays frère*".

Guezaoui, accusé d'avoir insulté le roi Abdallah, avait été condamné par contumace par la justice saoudienne à un an de prison et à vingt coups de fouet, selon ses proches, mais n'avait pas été informé de ce jugement avant de se rendre ce mois-ci en

Arabie saoudite.

Toujours selon sa famille, cette condamnation est due à ses critiques concernant les conditions de vie des détenus égyptiens dans les prisons saoudiennes.

Dans un communiqué, le parti politique des Frères musulmans a estimé que les manifestations devant l'ambassade d'Arabie saoudite au Caire avaient traduit "*le souhait des Egyptiens de préserver la dignité de leurs citoyens dans les pays arabes*".

"*Nous appelons le Conseil suprême des forces armées à prendre des mesures pour résoudre le problème Guezaoui d'une façon qui garantisse la dignité des Egyptiens et préserve dans le même temps la vitalité des relations égypto-saoudiennes*", a indiqué le Parti de la liberté et de la justice. (Reuters 28.04)

Social

1- France

Plus de deux tiers (67%) des Français se déclarent "*inquiets et pas rassurés*" quant à l'évolution de leur propre situation économique et financière pour les prochaines années, selon un sondage Ifop à paraître dans Sud Ouest dimanche. (AFP 28.04)

2- Espagne

C'est dans ce climat tendu que le ministre de l'économie, Luis de Guindos, a annoncé une hausse des impôts indirects en 2013. "*Le gouvernement modifiera la structure du système d'imposition en Espagne, avec une réduction des charges sur le travail et une augmentation des impôts sur la consommation*", a-t-il expliqué. Objectif : économiser 8 milliards d'euros et respecter l'objectif de déficit de 3 % du PIB en 2013 (contre 8,5 % en 2011).

Le gouvernement n'a pas précisé s'il augmenterait la TVA, actuellement de 18 %, ou bien les impôts sur le tabac, l'alcool et l'essence, ou la totalité des impôts sur la consommation, ce qui semble le plus probable étant donné l'ampleur des économies prévues.

Le projet, qui s'oriente vers une TVA sociale, est une "*recommandation*" du Fonds monétaire international (FMI), a précisé M. de Guindos, qui s'était opposé jusque-là à toute hausse de la TVA. "*L'augmentation des impôts indirects dans un contexte de récession accélère la chute de l'économie, raison pour laquelle elle ne sera appliquée qu'en 2013*", a-t-il précisé.

La TVA sociale n'est pas non plus accueillie avec enthousiasme par les économistes. "*C'est une bonne mesure qui permettra au pays de regagner de la compétitivité, estime Pierre-Olivier Beffy, chez Exane BNP Paribas à Londres, mais cela ne résoudra pas tout.*" (lemonde.fr 28.04)

Grande-Bretagne

Les personnes les plus riches de Grande-Bretagne ont vu leurs fortunes s'accroître l'an dernier et atteindre des niveaux record, selon la liste annuelle des grandes fortunes que publie le Sunday Times.

La fortune cumulée des mille personnes les plus riches a augmenté ainsi de près de 5%, atteignant 414 milliards de livres sterling (508 milliards d'euros), soit le plus haut niveau en 24 ans de listes annuelles, précise le Sunday Times.

Soixante-dix-sept des personnes figurant dans le club très fermé des plus grandes fortunes sont des milliardaires, soit deux de plus que lors du précédent record en la matière, en 2008.

Lakshmi Mittal, magnat d'origine indienne de la sidérurgie, conserve sa place d'homme le plus riche de Grande-Bretagne, bien qu'il ait perdu près d'un quart de sa fortune au cours de l'année dernière en raison de la chute de l'action ArcelorMittal, premier groupe mondial de l'acier. (Reuters 28.04)

Commentaire d'internautes.

1- "*Et la GB rentre en récession ! Cherchez l'erreur !*"

2- "*Et pendant ce temps leur pays se plante économiquement... Cherchez l'erreur ! Ces gens ne créent pas de la richesse nationale, ils créent juste leur propre richesse. Ce sont des parasites économiques.*"

Question pourquoi les partis ouvriers n'expliquent-ils pas cela simplement aux travailleurs ? Un tract reprenant ce genre d'infos devrait être distribué à des millions d'exempliares dans tout le pays, les travailleurs ne sont pas idiots, ils comprendraient au quart de tour qu'on se fout d'eux.

Permettez-moi de vous dire, qu'à côté messieurs ou camarades, vos tracts ne valent pas un pied de lapin, que dalle, inaudibles, archinuls ! Ils les rédigent pour se faire plaisir en s'imaginant que les travailleurs ont leur niveau politique.

Haut de page

Le 30 avril

CAUSERIE

Le chômage, la précarité et la pauvreté (salaires), trois thèmes sur lesquels le combat devrait être mené en les reliant à l'illégitimité des institutions et du capitalisme posant la question de la nécessité d'un Etat ouvrier, d'un gouvernement des seuls partis ouvriers reprenant à leur compte l'ensemble des revendications sociales des travailleurs, le combat pour le socialisme.

Pourquoi faire référence au socialisme ? Parce que sans théorie pour armer et orienter la mobilisation des masses, c'est laisser le champ libre à toutes les formes d'opportunisme et s'interdire de vaincre à l'arrivée.

On se lasse à répéter sans cesse les mêmes choses. Je vous mets en ligne quelques documents que j'ai trouvés sur Internet sur les grèves et les mouvements sociaux en France depuis les années 70, parfois avant. Pour interpréter correctement les données qu'ils renferment, il faut notamment tenir compte des intérêts spécifiques des appareils du PS et du PCFainsi que des syndicats, de la période de cohabitation entre 86 et 88.

Ces données montrent clairement que le nombre de millions de journées non-travaillées dans le privé, formule employée par le ministère du Travail, a diminué après le 10 mai 81 par rapport à la période allant de 1970 à fin de l'année 1980, pour s'effondrer devrait-on dire dès 1981 à l'exception de 1982, année de la mise en oeuvre de la politique de "rigueur" par le gouvernement Mauroy-Delors.

A partir de 1985, le nombre de journées de grève retombera au niveau ou même en-dessous de celui du début des années 60, à l'exception de 1963 et la grève des mineurs, pour finalement s'effondrer de moitié par rapport à cette période (années 60). Si l'on ajoute que le nombre d'actifs à considérablement augmenté depuis le début des années 60, ce n'est pas par deux, mais par quatre qu'il faut diviser le nombre de grève à partir de 1990. Consultez le tableau intitulé Mouvement social en France pour le vérifier vous-même. Les chiffres ne sont pas disponibles pour la fonction publique avant 1986. Ils montrent que de 1986, en dehors de quelques pics, que ce soit sous Mitterrand ou sous Chirac, le nombre de journées de grève a été sensiblement le même.

Voilà pour la théorie foireuse qui consisterait à vouloir nous faire croire que l'élection de Hollande stimulerait la lutte de classe du prolétariat, et qu'accompagnent leurs auteurs d'un appel pathétique à voter Hollande.

Faire croire que l'élection de Hollande pourrait stimuler la lutte de classe est une contrevérité, une vue de l'esprit qui ne repose sur aucun exemple dans le passé dans un contexte similaire ou comparable, c'est d'ailleurs plutôt le contraire qui s'est produit chaque fois.

On nous dit que si Sarkozy était élu, la classe ouvrière serait abattue, etc. Les faits, rien que les faits.

Or, c'est dans l'Espagne de Mariano Rajoy occupant les mêmes responsabilités que Sarkozy et issu du Parti populaire, l'équivalent de l'UMP, que deux millions de travailleurs sont descendus dans la rue et 10 millions ont observé une grève de 24h le 29 mars dernier. En Italie, sous Berlusconi, puis sous Monti, d'importantes manifestations ont eu lieu, idem au Portugal ou en Grèce, Cameron en Grande-Bretagne a dû faire face récemment à une des plus importantes mobilisations depuis des décennies, or dans tous ces pays ce sont des gouvernements de droite qui sont aux commandes. Donc cet argument est contredit par les faits.

En réalité, en France, les plus grandes grèves ou les plus importants mouvements sociaux ont eu lieu sous des gouvernements de droite depuis 1958.

Pour qu'il en soit autrement, il faudrait que les masses se reconnaissent dans les partis qu'elles enverraient à l'Assemblée nationale et le président qu'elles porteraient au pouvoir, or ce n'est pas du tout le cas. Ce fut le cas en 1936, d'où les grèves de masse qui éclatèrent dans la foulée du Front populaire. Etions-nous dans cette situation en 1981, en 1988, le sommes-nous en 2012, de toute évidence non, ils n'existent plus de partis ouvriers de masse.

L'attitude des masses est tout à fait compréhensible et logique, elles estiment que puisque des partis censés représenter leurs intérêts sont au pouvoir, elles n'ont pas besoin de se mobiliser pour qu'ils soient satisfaits, et s'ils ne le sont pas, c'est que cela n'est pas possible pour une raison qui leur échappe. Pourquoi ? Parce qu'elles sont subordonnées au capitalisme ou ne comprennent pas le fonctionnement de la société, des institutions.

En 1936, les travailleurs considéraient encore le PC et le PS comme des partis ouvriers, donc ils se mobilisèrent pour qu'ils puissent appliquer le programme sur lequel ils avaient été portés au pouvoir. Depuis la fin des années 50, la majorité des travailleurs a cessé de prêter à ces partis l'intention ou l'objectif de changer la société, pour ne plus en attendre que des améliorations à la marge de leur condition dans le meilleur des cas, la préservation de leur acquis dans le pire des cas, dans le cadre du capitalisme et non plus dans la perspective du socialisme. Ce qui en passant renvoie la théorie de "*l'imminence de la révolution*" de Lambert et Gluckstein (OCI-POI) au rang de pure fabulation.

Voilà ce que ceux qui nous sortent ces balivernes ne veulent pas admettre. Pourquoi ? Parce qu'ils prêtent à la classe ouvrière un niveau de conscience politique qui n'est pas le sien, quelque part ils prennent leurs désirs pour la réalité, ce qui par ailleurs se retrouve en permanence dans leur discours insaisissable par les masses.

Ils démontrent par là aussi qu'ils prennent les problèmes à l'envers ou privilégient un facteur subjectif, qui finalement ne joue qu'un rôle secondaire, à côté des conditions objectives qui sont le facteur déterminant les poussant à passer à l'action.

Il faut se mettre à la place des travailleurs, se demander comment ils perçoivent les choses. C'est pourtant facile. Si le président qui se dit de gauche, que l'on dit de gauche, c'est ce qu'ils entendent tous les jours raconté par les médias, s'il fait cette politique (droitière), c'est qu'il n'est pas possible de faire autrement ou il y a quelque chose qu'on ne comprend pas, ce serait sans doute pire avec un président de droite donc prenons notre mal en patience, laissons-lui un peu de temps, on verra par la suite à se reposer toutes ces questions...

Alors pourquoi des partis ou des formations politiques avancent-ils cet argument qui est balayé dès lors qu'on analyse de quelle manière les masses interprètent la situation ?

Voter PS (ou PCF) , adressez-vous à leurs élus, front unique de ces partis, gouvernement de ces partis, cette orientation politique va de pair avec la caractérisation qu'ils en font, à savoir que le PS serait encore un parti issu de la classe ouvrière, un parti ouvrier, traitre, certes, mais tout de même un parti ouvrier, ils n'en démordent pas depuis 70 ans ou plus !

Comment ne pas constater et comprendre que cela ne correspond pas à la réalité, mais à l'idée erronée que s'en font les masses, même si elles ont perdu l'essentiel de leurs illusions dans le PS (et le PCF), attitude qui ne peut que les conforter, les encourager à reproduire sans cesse la même erreur qui les conduit finalement dans une impasse politique.

La vie serait plus douce sous un gouvernement de gauche que sous un gouvernement de droite, on pourrait s'en accommoder plus facilement, lui soutirer quelques miettes supplémentaires sans même avoir besoin que la classe se mobilise, le pendant de sa gestion de la société pour le compte des capitalistes, certaines couches d'exploités s'en tireraient mieux que les autres et on ferait avec à défaut de mieux, en attendant des jours meilleurs qui n'arriveront finalement jamais. Comment ne pas voir que la plupart des mobilisations du secteur public ont lieu sur fond de corporatisme, totalement déconnectées du sort des travailleurs du secteur privé qui rassemble 75% des salariés du pays, que leur orientation politique est bourgeoise ou s'inscrit dans le cadre de la préservation de l'Etat des capitalistes, leur patron.

Hollande a commencé sa campagne en cageolant les enseignants, en leur promettant la création de 60 000 postes, est-ce vraiment un hasard, certainement pas, il s'appuie sur eux (notamment) pour assurer la stabilité du régime. Et ceux qui appellent à voter Hollande ou qui s'adressent aux élus du PS, à ses dirigeants, qui entonnent le ronron du front unique sont justement des enseignants à la tête de partis ou de formations politiques (Gluckstein, Arthaud, Mélenchon, hier Bensaïd, etc.), pure coïncidence sans doute aussi.

Au sein de l'Assemblée nationale, après les cadres du public ou fonctionnaires territoriaux ou d'Etat, les enseignants forment le groupe parlementaire le plus important avec 86 députés, tiens donc, pure coïncidence également. (source : www.assemblee-nationale.fr/)

On nous dit aussi que l'école formerait des hommes et des femmes libres de penser par eux-mêmes, pour un peu, de telle sorte qu'ils pourraient déterminer librement leur destin, avec des profs qui dans 99,99% des cas ignorent que ce sont les rapports sociaux de production qui régissent tous les rapports dans la société, on a de quoi douter de cette affirmation pour le moins farfelue. C'est à peu près le niveau où en est rendu le mouvement ouvrier et son avant-garde.

Pour finir, les enseignants bénéficient du statut le plus avantageux parmi la totalité des travailleurs, encore une pure coïncidence.

Une telle somme de coïncidences doit bien avoir une signification, non ? Attention, on aborde un sujet tabou !

Cela les porterait-il davantage à en faire des révolutionnaires ou plutôt à s'accommoder de la société telle qu'elle est ?

On constatera qu'ils adhèrent et votent majoritairement PS, donc de là à penser que la stratégie et la conception de la lutte de classe des partis dits de gauche sont conçues ou modelées à leur image et à leur usage, jusque dans la syntaxe de leurs discours, disons qu'il y a de fortes présomptions en faveur de cette hypothèse.

On se dit que cela n'a pas vraiment un rapport avec le marxisme, mais plutôt avec le réformisme, ce qui expliquerait en partie qu'on ne soit jamais parvenu à construire un parti ouvrier révolutionnaire.

Mélenchon a voulu jouer au pédagogue, et il n'a fait qu'aligner des clichés dont certains étaient particulièrement indigestes ou pire encore. Dans le site du POI, Gluckstein répond à une question qu'il a lui-même formulée en une minute et vingt quatre secondes à l'écran. Ils sont fortiches quand même ! Quant à Arthaud, elle vit carrément sur une autre planète !

Je ne crache pas sur les enseignants, je l'ai été brièvement et je regrette de ne pas avoir obtenu un poste à temps complet et permanent, ma fille est institutrice et il y a d'autres profs qui se connectent régulièrement sur le site, ils comprennent parfaitement que je n'ai aucun intérêt à m'en prendre à cette couche de la classe ouvrière et que ce n'est pas mon propos.

J'essaie de comprendre et je pense à voix haute, cela m'aide aussi à détecter et corriger certaines erreurs que je n'aurais peut-être pas vues autrement.

Durant cette expérience, je me suis fait deux potes, deux profs de français et de maths, par contre j'ai eu des relations déplorables avec des représentants de syndicats, enseigner sans le CAPES, c'était une hérésie, j'étais un paria, une erreur quoi, sans le sacro-saint diplôme tu es forcément inférieur, tu n'a même pas droit à la parole, c'est marrant j'ai l'impression que c'est ce que pensent justement les patrons qui voudraient bien se passer de diplômes pour abaisser le coût du travail, je suis pour la défense de tous les diplômes, mais contre l'exclusive sachant qu'elle s'appliquerait avec parcimonie, dans le sens que n'importe qui ne peut pas postuler au poste d'enseignant, donc il n'y aurait aucun danger à ce que des non diplômés puisse accéder en masse à certains postes du moment qu'ils possèdent les qualités requises pour exercer une fonction.

En suivant à 42 ans un cursus universitaire (sciences du langage), j'ai pu me rendre compte à quel point il formatait les esprits dans une direction bien déterminée, en vous forçant à adopter un point de vue. Comment ? En intégrant certains éléments dans ce qui était supposé indispensable à votre réflexion ou formation, de telle sorte qu'il ne reste plus qu'une pensée unique à l'arrivée.

Cela va très très loin, en linguistique par exemple, cela va jusqu'à intégrer, légitimer des facteurs de dislocation de la langue en faisant pour ainsi dire l'apologie du langage déstructuré (syntaxe) ou anarchiques (sémantique) des jeunes ou tout du moins en le traitant de telle sorte qu'il est mis sur le même pied d'égalité que le langage que j'emploie ici ou les trois niveaux de langue reconnus ou habituellement employés par l'ensemble de la population.

On vous oblige à étudier ce verbiage compréhensible uniquement par leurs locuteurs, mieux encore si je puis dire, il fait l'objet d'une épreuve de la licence ! Je n'ai pas pu m'y résoudre, j'ai refusé d'entrer dans cette logique et au moment de passer la licence, par ironie du sort ou par manque de bol, la première épreuve qui m'était soumise portait justement sur ce sujet, je me suis levé et je suis parti ! Cela dit, j'ai suivi ensuite les cours préparant à la maîtrise en auditeur libre, en n'étudiant que les matières qui présentaient pour moi un intérêt.

Lorsque j'ai enseigné au lycée français de Pondichéry, je me suis agrippé avec des profs qui considéraient sans aucun esprit critique les textes que les éditeurs avaient inclus dans les manuels de français, s'ils y figuraient, c'est qu'ils avaient une bonne raison d'y figurer, point barre.

Dans une autre causerie, j'avais relaté une autre expérience, toujours dans le même établissement, où des élèves devaient passer un contrôle sur la "*guerre froide*". Nous étions en cours de français, en 10 ou 15 minutes je leur ai fait un cours d'histoire en mettant au coeur de la situation d'après-guerre la lutte de classe internationale. Ils devaient traiter cette question et ils ignoraient jusqu'à l'existence des accords de Yalta et Potsdam, notamment, je me suis demandé (à voix basse) ce que leur enseignant avait bien pu leur raconter comme salades, j'étais stupéfait par ce constat. Que leur prof d'histoire n'ait pas été marxiste, c'est une chose, mais qu'il occulte ou qu'il ignore des faits qui ont scellé le sort de la planète pour ainsi dire, le nouveau partage du monde à l'issue de cette guerre pour de longues années, c'était intolérable, car finalement cela revenait à interdire à ces élèves de se poser des questions sur les véritables intentions ou rapports entre Staline, Churchill et Roosevelt, il devait adopter la version officielle.

Des hommes et des femmes libres de penser par eux-mêmes quand on leur inocule l'idéologie dominante ? Grotesque, quelle ignorance !

A tout considérer, c'est encore l'ignorance qui est la faculté la plus répandue dans la société, y compris à la direction des partis et des formations ouvrières.

Je n'ai pas voté le 22 avril et je n'irai pas voté le 6 mai, sinon à quoi bon soutenir qu'il n'y a rien à attendre des institutions de la Ve République ?

Les appels à voter Hollande répondent à des préoccupations qui n'ont rien à voir avec les intérêts fondamentaux de la classe ouvrière, ils servent juste à défendre des intérêts d'appareils ou de micro-appareils ou corporatistes, à justifier une ligne politique ou une stratégie qui jusqu'à preuve du contraire nous a mené sans cesse dans une impasse politique, à la situation actuelle, ne me demandez pas les cautionner. Dans ces conditions, on ne voit pas très bien comment le parti révolutionnaire que nous devons construire impérativement pourrait être issu des partis ou des groupes politiques qui existent aujourd'hui, c'est un nouveau parti (communiste) qu'il nous faut construire.

Si Hollande est élu, il sera à l'ordre du jour de camoufler la subordination des masses au capitalisme et aux institutions, et si Sarkozy était élu, ce serait déjà beaucoup plus difficile de continuer de l'ignorer. Nos braves anticapitalistes ou révolutionnaires ont démontré malgré les terribles coups portés à la classe ouvrière au cours des cinq dernière années qu'ils étaient incapables de s'entendre entre eux pour combattre la politique ultra réactionnaire de Sarkozy, on en déduit donc logiquement qu'ils ont l'esprit ailleurs.

J'arrête-là, je dois m'occuper de mes affaires que je néglige.

Bruit de campagne

Il y a le socialisme, le communisme, le règne de la liberté !

"*Sans frontière, il n'y a pas de nation, pas d'Etat, pas de République, pas de civilisation*", a dit Sarkozy en meeting à Toulouse. (AFP 29.04)

INFOS EN BREF

Social

Espagne

Sous le mot d'ordre "*on ne joue pas avec l'éducation et la santé*", des dizaines de milliers de personnes ont manifesté dimanche à Madrid et dans plusieurs villes d'Espagne contre les nouvelles mesures d'austérité du gouvernement qui visent ces domaines très sensibles.

"*C'est criminel de couper dans la santé*" et "NON", pouvait-on lire sur les pancartes brandies par les manifestants sous la pluie.

En tout, des manifestations étaient organisées dans 55 villes d'Espagne par une "*plateforme sociale de défense de l'Etat providence et des services publics*", qu'ont rejoint les deux principaux syndicats espagnols, CCOO et UGT.

A Madrid, plusieurs dizaines de milliers de personnes ont défilé, selon les journalistes sur place, 40.000 selon les syndicats.

En Andalousie, la plus grande région au sud de l'Espagne, les syndicats ont recensé 30.000 manifestants, la police réduisant ce chiffre à 11.500.

A Valence, le cortège a rassemblé entre 15.000 et 40.000 personnes, selon différentes estimations syndicales.

A Barcelone, seuls 700 manifestants se sont rassemblés, d'après la police, 4.000 selon les syndicats.

Certains participants aux manifestations de dimanche n'ont pas caché leur déception face au faible nombre de personnes venues soutenir leur mouvement, avançant en guise d'explication la pluie et la lassitude face à la durée de la crise.

"*Nombreux sont ceux qui ne comprennent pas les décisions adoptées*", a reconnu dimanche le chef du gouvernement, Mariano Rajoy.

"*Mais le problème, c'est la crise, le chômage, la récession, le désordre dans les comptes publics, il faut opérer des changements structurels*", s'est-il justifié, affirmant que son gouvernement continuera à adopter des réformes "*très importantes*", "*chaque vendredi*" lors du Conseil des ministres. (AFP 29.04)

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries mai 2012

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 1er mai

CAUSERIE

Les causeries et infos en bref d'avril sont disponibles au format pdf, 177 pages. Les articles de presse également, 30 articles sur 44 pages + liens vers chaque article.

N'ayant pas le temps de rédiger quelques lignes sur le 1er mai, j'ai mis plusieurs articles relatif au 1er mai dans la rubrique *Défense du marxisme* étendue à la défense du mouvement ouvrier internationale, à son histoire. La suite demain.

Résister, lutter, vaincre ou périr, le capitalisme appartient au passé, le futur nous appartient, le socialisme vaincra ! Vive la lutte de classe du prolétariat international, en avant vers le socialisme !

Bonne manif à tous !

(Suite le 1er mai au matin.)

Je suis harcelé par Fesse bouc qui me laisse des messages dans ma boîte aux lettres, dans le genre : "*vous avez des notifications en attente*", alors que je n'ai rien demandé à personne ! Fesse bouc peut valoir 100 milliards de dollars, c'est pas cher payé pour la première agence de renseignement internationale ! Notez que ce n'est pas faire preuve de paranoïa, puisqu'ils savent où me loger.

J'ai reçu le témoignage de deux travailleuses inorganisées qui ont participé au meeting de Mélenchon à Toulouse ainsi que la réunion organisée par le Front de gauche après le 1er tour de la présidentielle, je n'ai pas encore eu le temps d'ouvrir leur fichier word. Nouvelles d'Inde.

Plus de coupures de courant depuis trois jours. J'ai appris ce matin la mise en service de la centrale nucléaire située à quelque 300 kms de chez nous. Une bonne nouvelle. Une mauvaise qui se termine bien, ce matin on a trouvé un cobra dans le jardin, je l'ai aperçu de l'endroit où j'écris ces lignes. Impressionnant, c'était la première fois que j'en voyais un dans son milieu naturel, l'animal n'a pas osé m'affronter et préféré s'enfuir le lâche ! On a fait rentrer le chien par précaution.

Ma belle-mère a dû attendre le 20 avril pour toucher sa retraite, celle de son époux décédé au titre de son combat contre l'Empire britannique (freedom fighter), parce que les caisses des banques d'Etat étaient vides. Il paraît que c'était le cas dans tous les ministères. Explication. L'année comptable et fiscale se terminent fin mars, comme au Japon, du coup il a fallu un certain temps avant que le gouvernement central à Delhi affecte le budget qui avait été adopté à chaque ministère pour régler leurs factures, leurs fonctionnaires et les retraites. L'Inde est un bordel monstre, sa bureaucratie tentaculaire.

Le prix du paquet de cigarettes que je fume (Gold Flake) est passé de 40 à 50 roupies, soit 25% d'augmentation. J'ai fait une entorse à mon régime et je me suis acheté une bouteille de "Port wine", une sorte de Porto indien, la bouteille est passée de 200 à 240 roupies, soit 20% d'augmentation. Le prix de ma moto achetée 45 000 roupies il y a 5 ans était passé à 69 000 roupies en 2011, au mois d'avril 2012 il est passé à 85 000 roupies, près de 100% d'augmentation en 5 ans.

A part cela officiellement l'inflation serait de 6,9% ! Un de mes beaux-frères m'a signalé que tous les biens d'équipement qui jusqu'à présent n'avaient subi que des hausses modérées ou n'avaient pas augmenté, viennent d'augmenter de 5 000 roupies ou plus, le réfrigérateur que j'ai acheté il y a 3 ou 4 ans 13 000 roupies en vaut aujourd'hui 20 000. Donc dorénavant ce sont tous les prix qui sont orientés à la hausse.

A propos du 1er mai.

Le 1er mai Sarkozy , Le Pen et leurs miliciens descendent dans la rue avec le drapeau des Versaillais, honte dans nos rangs à tous ceux qui arborent fièrement la cocarde tricolore, honte à tous ceux qui entonnent leur Marseillaise. A bas la réaction ! A bas la contre-révolution, vive la lutte internationale du prolétariat pour son émancipation du joug du capitalisme, vive le communiste !

Alors que le 1er mai prend cette année une tournure plus politique contre Sarkozy et ce qu'il incarne, FO s'est une nouvelle fois singularisé dans la mauvaise direction, en refusant de manifester avec les autres syndicats, sous prétexte que leurs défilés seraient trop politique à son goût, ainsi, au nom de l'indépendance des syndicats par rapport au partis, FO et le POI jouent la carte de la division et volent au secours de Sarkozy, ce qui ne nous étonne pas vraiment.

Défense du marxisme.

Pour commémorer le 1er mai à notre manière, je vous propose quelques extraits commentés des oeuvres des marxistes.

Marx dans une lettre à Bolte (23-11-1871) :

- « Pour devenir politique, un mouvement doit opposer aux classes dominantes les ouvriers agissant en tant que classe pour les faire céder au moyen d'une pression de l'extérieur. Ainsi l'agitation est purement économique lorsque les ouvriers tentent, par le moyen de grèves, etc., dans une seule usine ou même dans une seule branche d'industrie, d'obtenir des capitalistes privés une réduction du temps de travail ; en revanche, elle est politique lorsqu'ils arrachent de force une loi fixant à huit heures la journée de travail, etc. De tous les mouvements économiques isolés des ouvriers se développe partout un mouvement politique, autrement dit un mouvement de classe, en vue de réaliser ses intérêts sous une forme générale qui ait force de contrainte pour la société entière. Ces mouvements supposent une certaine organisation préalable en même temps qu'ils sont à leur tour un moyen de développer cette organisation. »

Ne pas confondre un mouvement social qui devient politique dès lors qu'il pose une ou des revendications collectives ou concernant l'ensemble de la classe ouvrière et donc le capitalisme dans son ensemble (retraite, Sécu, etc), et des objectifs politiques qui se rapportent à l'Etat, à son fonctionnement, aux rapports entre les classes qu'il incarne, au-delà, à la nature même de l'Etat dont ils peuvent être la négation.

Extrait. L'impérialisme et la scission du socialisme - V. Lénine :

-"Le prolétariat est un produit du capitalisme, du capitalisme mondial et pas seulement européen, pas seulement impérialiste. A l'échelle mondiale, que ce soit cinquante ans plus tôt ou cinquante ans plus tard,- à cette échelle, c'est une question de détail,- il est bien évident que le « prolétariat » « sera » uni, et qu'en son sein la social-démocratie révolutionnaire vaincra « inéluctablement ». Il ne s'agit pas de cela, messieurs les kautskistes, il s'agit du fait que maintenant, dans les pays impérialistes d'Europe, vous rampez à plat ventre devant les opportunistes, qui sont étrangers au prolétariat en tant que classe, qui sont les serviteurs, les agents de la bourgeoisie, les véhicules de son influence ; et s'il ne s'affranchit pas d'eux, le mouvement ouvrier restera un mouvement ouvrier bourgeois. Votre propagande en faveur de l' « unité » avec les opportunistes, avec les Legien et les David, les Plékhanov ou les Tchkhenkéli, les Potressov, etc., revient objectivement à favoriser l'asservissement des ouvriers par la bourgeoisie impérialiste, à l'aide de ses meilleurs agents au sein du mouvement ouvrier. La victoire de la social-démocratie révolutionnaire à l'échelle mondiale est absolument inévitable, mais elle se poursuit et se poursuivra, elle se fait et se fera uniquement contre vous; elle sera une victoire sur vous.

Les deux tendances, disons même les deux partis dans le mouvement ouvrier contemporain, qui se sont si manifestement séparés dans le monde entier en 1914-1916, ont été observées de près par Engels et Marx en Angleterre pendant plusieurs dizaines d'années, de 1858 à 1892 environ.

Ni Marx, ni Engels n'ont vécu jusqu'à l'époque impérialiste du capitalisme mondial, dont le début ne remonte pas au-delà de 1898-1900. Mais l'Angleterre, dès le milieu du XIX° siècle, avait ceci de particulier qu'au moins deux traits distinctifs fondamentaux

de l'impérialisme s'y trouvaient réunis :

1) d'immenses colonies et

2) des profits de monopoles (en raison de sa situation de monopole sur le marché mondial).

Sous ces deux rapports, l'Angleterre faisait alors exception parmi les pays capitalistes. Et Engels et Marx, analysant cette exception, ont montré, d'une façon parfaitement claire et précise sa liaison avec la victoire (momentanée) de l'opportunisme dans le mouvement ouvrier anglais.

Dans sa lettre à Marx du 7 octobre 1858, Engels écrivait :

« En réalité, le prolétariat anglais s'embourgeoise de plus en plus, et il semble bien que cette nation bourgeoise entre toutes veuille en arriver à avoir, à côté de sa bourgeoise, une aristocratie bourgeoise et un prolétariat bourgeois. Évidemment, de la part d'une nation qui exploite le monde entier, c'est jusqu'à un certain point logique. »

Dans sa lettre à Sorge du 21 septembre 1872, Engels fait savoir que Hales a provoqué au Conseil fédéral de l'Internationale un grand esclandre et a fait voter un blâme à Marx pour avoir dit que « les chefs ouvriers anglais s'étaient vendus ». Marx écrit à Sorge le 4 août 1874 :

« En ce qui concerne les ouvriers des villes (en Angleterre), il y a lieu de regretter que toute la bande des chefs ne soit pas entrée au Parlement. C'eût été le plus sûr moyen de se débarrasser de cette racaille. »

Dans sa lettre à Marx du 11 août 1881, Engels parle des « pires trade-unions anglaises, qui se laissent diriger par des hommes que la bourgeoisie a achetés ou tout au moins payés ». Dans sa lettre à Kautsky du 12 septembre 1882, Engels écrivait :

« Vous me demandez ce que les ouvriers anglais pensent de la politique coloniale. Exactement ce qu'ils pensent de la politique en général. Ici, point de parti ouvrier, il n'y a que des conservateurs et des radicaux libéraux; quant aux ouvriers, ils jouissent en toute tranquillité avec eux du monopole colonial de l'Angleterre et de son monopole sur le marché mondial. »

Le 7 décembre 1889, Engels écrit à Sorge :

« ... Ce qu'il y a de plus répugnant ici (en Angleterre), c'est la « respectabilité » (respectability) bourgeoise, qui pénètre jusque dans la chair des ouvriers ... même Tom Mann, que je considère comme le meilleur de tous, confie très volontiers qu'il déjeunera avec le lord-maire. Lorsqu'on fait la comparaison avec les Français, on voit ce que c'est que la révolution.»

Dans une lettre du 19 avril 1890 :

« le mouvement (de la classe ouvrière en Angleterre) progresse sous la surface, il gagne des couches de plus en plus larges, et surtout parmi la masse inférieure (souligné par Engels) jusque-là immobile. Le jour n'est pas loin où cette masse se retrouvera elle-même, où elle aura compris que c'est elle, précisément, qui est cette masse colossale en mouvement».

Le 4 mars 1891 :

« l'échec de l'union des dockers qui s'est désagrégée; les « vieilles » trade-unions conservatrices, riches et partant poltronnes, restent seules sur le champ de bataille »...

Le 14 septembre 1891 : au congrès des trade-unions à Newcastle, ont été vaincus les vieux unionistes, adversaires de la journée de huit heures, « et les journaux bourgeois avouent la défaite du parti ouvrier bourgeois » (souligné partout par Engels)...

Que ces pensées d'Engels, reprises pendant des dizaines d'années, aient aussi été formulées par lui publiquement, dans la presse, c'est ce que prouve sa préface à la deuxième édition (1892) de La situation des classes laborieuses en Angleterre. Il y traite de « l'aristocratie de la classe ouvrière », de la « minorité privilégiée des ouvriers », qu'il oppose à la « grande masse des ouvriers ». « La petite minorité privilégiée et protégée » de la classe ouvrière bénéficiait seule des « avantages durables » de la situation privilégiée de l'Angleterre en 1848-1868;

« la grande masse, en mettant les choses au mieux, ne bénéficiait que d'améliorations de courte durée »...

« Avec l'effondrement du monopole industriel de l'Angleterre, la classe ouvrière anglaise perdra sa situation privilégiée ... »

Les membres des « nouvelles » unions, des syndicats d'ouvriers non spécialisés,

« ont un avantage inappréciable : leur mentalité est un terrain encore vierge, parfaitement libre du legs des « respectables » préjugés bourgeois, qui désorientent les esprits des « vieux unionistes » mieux placés » ... Les « prétendus représentants ouvriers », en Angleterre, sont des gens « à qui on pardonne leur appartenance à la classe ouvrière, parce qu'ils sont eux-mêmes prêts à noyer cette qualité dans l'océan de leur libéralisme »...

C'est à dessein que nous avons reproduit des extraits assez abondants des déclarations on ne peut plus explicites de Marx et d'Engels, afin que les lecteurs puissent les étudier dans leur ensemble. Et il est indispensable de les étudier, il vaut la peine d'y réfléchir attentivement. Car là est le noeud de la tactique imposée au mouvement ouvrier par les conditions objectives de l'époque impérialiste."

Dites-moi, ne retrouvez-vous pas ici ce que je ne cesse de répéter et que mes adversaires ne veulent pas entendre ?

Le "*noeud de la tactique*" (front unique à toutes les sauces), nos dirigeants nous l'ont passé autour du coup, il ne reste plus à nos bourreaux qu'à tirer sur la corde pour nous faire rendre gorge pour un crime que nous n'avons pas commis, sinon d'avoir eu la prétention ou l'audace de vouloir vivre mieux, ce qui est incompatible avec la survie du capitalisme.

Il y a 130, à propos d'un parti comparable au PS, Engels rapportait ce qu'en pensaient les ouvriers : "*ici, point de parti ouvrier*", ce que pensent les travailleurs en France à propos du PS en 2012, ce sont bien les seuls ou presque. Lénine nous invitait à " *étudier* ces *"déclarations on ne peut plus explicites de Marx et d'Engels*", c'est ce que nous faisons ici et qui répugne à tant d'autres.

F. Engels - Lettre à Joseph Bloch - Londres, le 21-22 septembre 1890 - Extrait.

"D'après la conception matérialiste de l'histoire, le facteur déterminant dans l'histoire est, en dernière instance, la production et la reproduction de la vie réelle. Ni Marx, ni moi n'avons jamais affirmé davantage. Si, ensuite, quelqu'un torture cette proposition pour lui faire dire que le facteur économique est le seul déterminant, il la transforme en une phrase vide, abstraite, absurde. La situation économique est la base, mais les divers éléments de la superstructure – les formes politiques de la lutte de classes et ses résultats, – les Constitutions établies une fois la bataille gagnée par la classe victorieuse, etc., – les formes juridiques, et même les reflets de toutes ces luttes réelles dans le cerveau des participants, théories politiques, juridiques, philosophiques, conceptions religieuses et leur développement ultérieur en systèmes dogmatiques, exercent également leur action sur le cours des luttes historiques et, dans beaucoup de cas, en déterminent de façon prépondérante la forme. Il y a action et réaction de tous ces facteurs au sein desquels le mouvement économique finit par se frayer son chemin comme une nécessité à travers la foule infinie de hasards (c'est-à-dire de choses et d'événements dont la liaison intime entre eux est si lointaine ou si difficile à démontrer que nous pouvons la considérer comme inexistante et la négliger). Sinon, l'application de la théorie à n'importe quelle période historique serait, ma foi, plus facile que la résolution d'une simple équation du premier degré.

Nous faisons notre histoire nous-mêmes, mais, tout d'abord, avec des prémisses et dans des conditions très déterminées. Entre toutes, ce sont les conditions économiques qui sont finalement déterminantes. Mais les conditions politiques, etc., voire même la tradition qui hante les cerveaux des hommes, jouent également un rôle, bien que non décisif."

Non décisif dans le sens où ce ne sont pas les conditions politiques qui modifient les rapports entre les classes, mais le bouleversement apporté aux rapports de production existant, qui n'est possible que par la modification des conditions politiques, par la modification du rapport entre les classes de dominant à dominé, pour savoir quelle classe détient vraiment le pouvoir, il suffit de se demander quelle classe est dominante au sein des rapports sociaux de production.

Non décisif ne voulait pas dire non indispensable dans la lettre d'Engels. De même Marx et Engels employaient souvent le mot nécessaire pour dire indispensable, ils évoquaient quelque chose qui allait de soi, qu'il s'agisse d'un processus dialectique ou naturel, déterminé ou encore un simple constat, l'évolution de rapports inéluctable.

Sans cette "*superstructure*", la situation économique ne serait pas ce qu'elle est, "*superstructure*" qu'incarne l'idéologie bourgeoise ou capitaliste, du rentier. Les conditions économiques ne peuvent pas se passer de la superstructure pour s'imposer, car il ne s'agit pas de conditions économiques propres à un capitaliste isolé qui voudrait les imposer à ses ouvriers, mais à toute une classe qui doit se soumettre l'ensemble de la classe des exploités à l'échelle d'un pays et du monde. Comme elles couvrent le champ de toute la société, elles donnent en même temps leur forme à ses structures qu'elles a développées et qui lui sont soumises, tout en alimentant la lutte des classes et en s'adaptant au rapport de force entre les classes.

Il en est ainsi lorsque la classe des capitalistes constate qu'elle a un boulevard devant elle ou que la voie est dégagée parce que le prolétariat est divisé et désarmé politiquement, faiblement organisé, elle passe à l'offensive pour profiter des conditions économiques qui lui sont favorables, ce qui se traduit pas une amplification de l'exploitation (productivité, compétitivité, profitabilité, etc.).

Conditions économiques et conditions politiques sont liées. La lutte pour l'abolition du capitalisme est déterminante parce qu'elle situe l'objectif de notre combat politique. Les deux sont indissociables ou devraient l'être. Thibault a appelé à "*battre Sarkozy*", mais il s'est bien gardé d'appeler à abattre le capitalisme, pas question que le pouvoir détenu par la classe des capitalistes passe aux mains de la classe ouvrière.

Pour connaître les véritables intentions d'un parti, s'il est digne de confiance ou non, il suffit de lire dans son programme si l'abolition du capitalisme y figure et d'observer de quelle manière il le traduit sur le plan pratique et politique, s'il se donne ou non les moyens d'avancer vers cet objectif qui passe par le renversement du régime, la liquidation des institutions, de l'Etat capitaliste.

Après toutes ces réflexions, dites-nous ce qu'il faut penser de ceux dont la "*propagande (est) en faveur de l' « unité » avec les opportunistes*", ces " *vendus*", ces "*agents au sein du mouvement ouvrier*", "*cette racaille*", ces "*gens « à qui on pardonne leur appartenance à la classe ouvrière, parce qu'ils sont eux-mêmes prêts à noyer cette qualité dans l'océan de leur libéralisme »...*", dont la principale fonction est de "*favoriser l'asservissement des ouvriers par la bourgeoisie impérialiste* sous le masque du socialisme pour mieux les tromper ?

Il y en a parmi nous, qui arrivés déjà à un certain âge continuent d'étudier le marxisme, ils ont raison, ils en ont grand besoin. On aurait pu se passer de ces citations, vous savez que j'ai en horreur de m'en servir, c'était juste pour vous montrez d'où je tire mon inspiration et que je ne suis pas le seul à penser ainsi.

Bruit de campagne

Les cautions pourries de l'hystérique du Palais.

Nicolas Sarkozy a annoncé lundi son intention de porter plainte cette semaine contre le site d'informations Mediapart à la suite d'informations, qu'il dément formellement, sur un soutien financier présumé de la Libye de Mouammar Kadhafi lors de sa campagne présidentielle de 2007.

"*Nous déposerons plainte contre Mediapart*", a déclaré le président candidat sur France 2, en dénonçant comme un faux le document publié par le site - une note de 2006 présentée comme émanant des services secrets libyens dans laquelle le régime de Tripoli déclarerait avoir choisi d'appuyer la campagne de Nicolas Sarkozy pour un "*montant de cinquante millions d'euros*".

"*Ce document est un faux grossier (...) tout simplement parce que les deux personnes en Libye censées avoir envoyé ce document et le recevoir l'ont démenti*", a-t-il ajouté en accusant une nouvelle fois Mediapart d'être une "*officine*".

Un des responsables libyens mis en cause, Bachir Saleh, alors directeur de cabinet de Mouammar Kadhafi, a fait savoir dimanche via son avocat qu'il exprimait "*les plus expresses réserves sur l'authenticité de la note publiée par Mediapart*". (Reuters 30.04)

Tout ne se vaut pas. Il y a une morale; ceux qui mentent, ceux qui font défaut doivent être condamnés par la justice", a dit Sarkozy. "*Le Canard, on lui a coupé la tête. C'était un document faux. Mediapart est une officine, (Edwy) Plenel (directeur du site Mediapart) c'est le bidonnage à chaque fois, ce document est un faux grossier*", a répété le président sur France 2. (lexpress. fr 30.04)

Lui qui ment comme il respire, il ne perd rien pour attendre pour être présenté devant la justice et passer quelque temps à l'ombre

Normal, tandis que Bachir Saleh est recherché par Interpol, il vit tranquillement en France protégé par Sarkozy, il ne va pas cracher dans la soupe au risque de se faire expulser en Libye, les milices l'égorgeraient comme un chien !

Quant au second protagoniste de cett affaire, Moussa Koussa, ex-chef des services de renseignements extérieurs de la Libye, il coule des jours paisibles à Doha, le quartier général de la contre-révolution qui finance les mercenaires agissant en Syrie pour déstabiliser le régime après avoir oeuvré en Libye à la chute de Kadhafi au côté de la coalition impérialiste américano-franco-britannique. Ce n'est pas lui qui va contredire ses mentors, on ne donnerait pas cher de sa peau.

Par ailleurs et peut-être en relation avec cette affaire, on a appris par l'AFP que : Choukri Ghanem, qui avait été le chef du gouvernement de 2003 à 2006 et ministre du pétrole, ainsi que président de la société d'état pétrolière, de 2006 à 2011, qui avait rompu avec le dictateur en mai 2011 et s'était installé à Vienne a été retrouvé noyé, alors que la police a évoqué un contact du ministre avec un journaliste étranger.

Les autorités autrichiennes ont écarté, à priori, une intervention extérieure: "*La cause de la mort est une noyade. Il n'y a pas d'éléments (indiquant) une responsabilité extérieure à ce moment*" de l'enquête, a expliqué Roman Hahslinger, porte-parole de la police de Vienne. (AFP 30.04)

Sans doute l'oeuvre de l'"internationale des barbouzes, CIA, MI6, DCRI, Mossad et Cie.

Une maladresse condamnée par le patronat.

À la veille du rassemblement prévu par Nicolas Sarkozy le 1er-Mai, François Chérèque a estimé lundi, dans un entretien à Libération, que le discours du président de la République sur le travail était devenu "*insupportable*" et que la confiance entre l'Elysée et les syndicats serait difficile à restaurer s'il était réélu.

Nicolas Sarkozy organise mardi, lors de la journée du travail marquée traditionnellement par des défilés des organisations syndicales, un grand rassemblement place du Trocadéro à Paris.

François Chérèque ne donne toutefois pas de consigne de vote, contrairement à la CGT qui a appelé à "*battre Nicolas Sarkozy*".

D'après lui, "*se retrouver, après le scrutin, face à un élu que l'on aurait appelé à sanctionner dans les urnes, c'est mettre le syndicalisme dans une situation difficile*". Dans le cas inverse, ce serait se placer "*dans une position de soumission par rapport à l'élu que l'on aurait soutenu.*" (Le jaune il en connaît un rayon en la matière ! -Ndlr)

François Fillon a dit "*regretter*" lundi les propos de François Chérèque, mais aussi les attaques dont font l'objet les organisations syndicales.

"*Je trouve que François Chérèque devrait se tenir à l'écart de ce débat*", a dit le Premier ministre sur RTL. "*Nous, de notre côté, nous devrions éviter toutes les remarques désagréables à propos des syndicats (...) je n'aime pas qu'on critique les syndicats parce que les syndicats sont nécessaires au fonctionnement de l'économie et du système social français*", a-t-il ajouté. (Reuters 30.04)

Il voulait dire "*les dirigeants syndicaux comme Chérèque, Thibault, Mailly et consorts sont nécessaires au bon fonctionnement de l'économie capitaliste*", foutez-leur la paix.

Qu'est-ce qui inquiète tant Chérèque ?

A propos de l'expression employée par La Talonnette pour sa manifestation au Trocadéro à Paris le 1er mai, la "vraie fête du travail".

"Ce type de discours, qui pousse à la division, est devenu insupportable", dit François Chérèque dans un entretien à Libération. "*Je n'ai pas souvenir d'une telle agressivité vis-à-vis des organisations syndicales, fondée qui plus est sur de faux constats. La confiance sera donc difficile à restaurer*", ajoute-t-il.

D'après lui, "*se retrouver, après le scrutin, face à un élu que l'on aurait appelé à sanctionner dans les urnes, c'est mettre le syndicalisme dans une situation difficile*". Dans le cas inverse, ce serait se placer "*dans une position de soumission par rapport à l'élu que l'on aurait soutenu.*" (Reuters 30.04)

Chérèque table sur la réélection de Sarkozy. Dans ce cas-là il lui serait plus difficile encore de faire admettre à sa base les rapports fraternels qu'il entretenait avec le petit monarque... Sarkozy met en porte-à-faux Chérèque qui du coup est obligé de gauchir son discours, ce qui entre nous doit lui répugner.

Enrichissement personnel, détournement de fonds publics, escroquerie ?

Le militant écologiste grenoblois Raymond Avrillier, qui a reçu sur injonction de la justice des documents concernant les sondages commandés par la présidence de la République entre 2007 et 2009, a dénoncé des "*irrégularités*" et "*l'ivresse sondagière*" de Nicolas Sarkozy. "*264 sondages pour un montant de 6,35 millions d'euros ont été commandés par la présidence de la République entre juin 2007 et juillet 2009 dont certains ont été clairement utilisés par l'UMP notamment en vue de l'élection présidentielle de 2012*", a annoncé à Grenoble lors d'une conférence de presse Raymond Avrillier, qui assure n'avoir "*obtenu que 134*" de ces documents.

L'écologiste affirme, par ailleurs, ne pas avoir reçu les bons de commandes de sondages "*indirects*" commandés par l'intermédiaire des cabinets d'études Publifact, PubliOpinion et Giacometti lequels n'ont, en outre, jamais été mis en concurrence comme le prévoit la loi, d'après lui. "*Cette surfacturation potentielle par ces intermédiaires soulève la question d'une sortie irrégulière d'argent des caisses de l'Etat*", avance l'ex-élu grenoblois, alors que ces prestations ont été facturées 2,98 millions d'euros au total à Publifact et PubliOpinion et 1,38 million à Giacometti Péron, détaille-t-il.

Après la publication d'un rapport de la Cour des comptes épinglant l'Elysée sur des facturations d'études d'opinion, la cour d'appel de Paris s'était opposée, en novembre 2011, à ce qu'un juge d'instruction enquête sur le contrat, sans mise en concurrence, conclu en 2007 entre l'Elysée et Publifact pour la réalisation de sondages.

Raymond Avrillier a déposé des recours auprès du tribunal administratif de Paris pour que lui soit communiqués les documents manquants, et a formulé également une nouvelle demande pour obtenir les documents des années 2010, 2011 et 2012. (lexpansion.com 30.04)

Rien de plus facile de faire faire des sondages bidons, de les facturer au prix fort, puis de reverser une partie de la facture (commission) à leur commanditaire. J'ai mis un point d'interrogation au titre pour éviter un éventuel procès en diffamation.

On peut absolument tout dire, à condition de s'entourer de quelques précautions d'usage, c'est mieux que de se taire, se soumettre, bref, de se compromettre par notre silence, vous voyez de qui je veux parler...

Il revendique clairement le permis de tuer.

Environ 300 policiers de Seine-Saint-Denis et de départements voisins se sont à nouveau réunis lundi à Bobigny pour réclamer une réforme de la légitime défense, cinq jours après qu'un des leurs a été mis en examen pour homicide volontaire.

Ils sont venus écouter des policiers qui ont été reçus en délégation un peu plus tôt dans la journée à la préfecture. Ce sont les mêmes qui avaient rencontré Nicolas Sarkozy jeudi, au lendemain de la mise en examen de leur collègue.

"*A partir du moment où un individu jette un grenade, braque un policier, il faut que le policier puisse se défendre*", a expliqué Stéphane, un des membres de cette délégation, qui n'a pas souhaité donné son nom.

"*Aujourd'hui, c'est soit on se fait tuer, soit on va en prison. Il faut une alternative*", a renchéri un de ses collègues, Mickaël.

Les policiers de la délégation, "*ni politisés, ni syndicalistes*", ont appelé leurs collègues à ne plus faire de rassemblement et à laisser le groupe travailler.

"*On a montré qu'on était capables de se mobiliser sans les syndicats*", qui ont été très critiqués dans ce rassemblement, s'est félicité un policier. (AFP 30.04)

Et quand l'individu en question vous tourne le dos, vous revendiquez le droit de le tuer, de l'assassiner en fait, pourquoi ne pas viser les jambes, les bras ou l'abdomen ?

Réforme, réguler la finance, les marchés : baliverne, un marché de dupes, la preuve.

La réglementation concernant le trading à haute fréquence pousse les investisseurs utilisant cette technique boursière ultra-rapide à se tourner vers des plateformes d'échanges moins régulées, a estimé lundi le directeur général de l'opérateur NYSE Euronext.

"*Je pense qu'ils transfèrent une partie de leurs volumes des marchés régulés vers des marchés moins régulés*", a dit Duncan Niederaurer, lors d'une conférence téléphonique à l'occasion de la publication des résultats trimestriels du groupe boursier.

M. Niederaurer s'exprimait sur le comportement des acteurs du trading à haute fréquence, confrontés à une réglementation qui tente de mieux surveiller cette pratique qui consiste à utiliser des ordinateurs pour acheter et de vendre des titres en Bourse à des vitesses proches de la milliseconde.

Le patron de NYSE Euronext a indiqué que ces investisseurs, souvent des fonds spéculatifs ou des grandes banques, se tournaient vers "*d'autres classes d'actifs et zones géographiques*", que les marchés traditionnels d'actions.

Il a indiqué en outre que cette tendance était alimentée par "*la baisse de la volatilité et des volumes*" sur les marchés boursiers.

Des marchés erratiques, comme lors de l'été 2011 au paroxysme de la crise de la dette en zone euro, favorisent en effet l'intervention des investisseurs les plus spéculatifs, qui utilisent souvent le trading à haute fréquence pour dégager des marges. (AFP 30.04)

Actualité en titres

Mimétisme (1)

- Pécresse: «*Les syndicats et la gauche n'ont pas le monopole de la représentation des travailleurs*» - Public Sénat

Comme la droite et le Medef n'a pas le monopole de la représentation des capitalistes, c'est bien cela n'est-ce pas ? Ceci explique cela.

INFOS EN BREF

Politique

1- Allemagne

La priorité accordée par l'Union européenne à l'austérité ne doit pas être remise en question même si les moyens de stimuler la croissance sont au coeur des discussions des prochaines semaines, a déclaré lundi le ministre allemand des Finances, Wolfgang Schäuble.

"*La consolidation budgétaire est non seulement nécessaire mais elle est nécessaire dans un but précis: générer une croissance durable, qui est le meilleur moyen de générer de l'emploi*", a-t-il dit lors d'une conférence de presse commune avec le ministre espagnol de l'Economie, Luis de Guindos.

"*La consolidation économique et budgétaire est la première condition. Si nous parlons aujourd'hui de croissance, il ne faut pas comprendre cela comme un changement de cap. Ce serait une erreur. La priorité (à l'austérité) doit demeurer*", a-t-il ajouté, avant de juger que l'Espagne était sur la bonne voie.

Evoquant l'élection présidentielle française, il a estimé que son résultat ne remettrait pas en question le pacte budgétaire européen. (Reuters 30.04)

2- Italie

Le gouvernement de Mario Monti a adopté lundi soir en Conseil des ministres une série de mesures en vue de réduire les dépenses publiques de façon structurelle en repérant les "*gaspillages*" et afin d'éviter à plus court terme une nouvelle hausse de la TVA.

"*Le montant total de la réduction de la dépense publique est de 4,2 milliards d'euros, un montant qui servira à éviter l'augmentation de la TVA de deux points prévue pour octobre prochain*", a déclaré M. Monti à l'issue du Conseil, qui a duré presque six heures. (AFP 30.04)

Six heures, c'est long, ils ne seraient pas un peu crispé par hasard ?

3- Portugal

Le Portugal, sous assistance financière, a présenté lundi sa stratégie budgétaire pour les quatre prochaines années misant sur une légère reprise dès l'année prochaine alors que les craintes d'un scénario semblable à la Grèce se sont apaisées.

Les prévisions du gouvernement "*assurent la stabilité nécessaire à l'ajustement de l'économie*", souligne le "*document de stratégie budgétaire (2012-2016)*" qui doit être transmis au parlement et remis à la Commission européenne ce lundi.

Le Parti socialiste (PS), principale force d'opposition, s'est d'ores et déjà plaint du délai trop court accordé au parlement pour en prendre connaissance.

"*Le gouvernement a approuvé et envoyé à Bruxelles un document important sans entendre le PS et le parlement*", a fait valoir Joao Ribeiro, porte-parole du PS lors d'une conférence de presse.

Jusqu'à présent, le PS avait accordé au gouvernement de centre-droit du Premier ministre Pedro Passos Coelho un soutien critique à son programme de réformes et de rigueur mis en oeuvre en échange de l'aide de 78 milliards d'euros accordée par l'UE et le FMI en mai 2011, alors que les socialistes étaient au pouvoir.

"*Avec cette attitude, le gouvernement affaiblit le consensus politique national*", a estimé le porte-parole du PS, précisant que son parti "*prendra une position après avoir pris connaissance du document*". (AFP 30.04)

4- Grèce

La Grèce a ouvert dimanche son premier centre de détention spécifiquement conçu pour accueillir les immigrés illégaux, à

une semaine d'élections législatives dont le contrôle de l'immigration est devenu un enjeu central.

Quelque 130.000 clandestins franchissent chaque année les frontières poreuses du pays, la plupart en provenance de Turquie, et les autorités grecques étaient jusqu'à présent contraintes de relâcher la plupart de ceux qui étaient arrêtés faute de lieu où les héberger.

Dimanche, 56 clandestins ont été conduits au centre de détention d'Amygdaleza, à l'ouest d'Athènes, qui peut en accueillir au total un millier, a-t-on appris de source policière.

La Grèce prévoit d'ouvrir une cinquantaine de centres de ce genre d'ici mi-2013. les clandestins seront logés dans des préfabriqués conçus à l'origine pour offrir un abri d'urgence aux victimes de catastrophes naturelles. (Reuters 30.04)

La Grèce ne sera plus qu'un immense camp ! A l'image de la Palestine occupée.

5- Israël

5.1- Israël a entrepris lundi la construction d'un mur sur un kilomètre de sa frontière avec le Liban, présenté comme indispensable pour assurer la protection de la localité de Metulla.

Une barrière de sécurité court déjà tout le long de la frontière avec le Liban, mais l'armée israélienne a jugé nécessaire de renforcer le dispositif par un mur de ciment de 5 à 7 mètres de haut sur cette petite portion qui sépare Metulla du village libanais de Kila.

"*Il s'agit d'éviter des tirs depuis le territoire libanais vers le territoire israélien. Au cours des dix-huit mois écoulés, il y a eu un certain nombre d'incidents*", a expliqué le colonel Amit Fisher au micro de Radio Israël.

L'armée israélienne précise que ce projet a été conçu en coordination avec les casques bleus de l'Onu, qui surveillent le cessez-le-feu en vigueur depuis la fin de la guerre entre Israël et le Hezbollah libanais, en 2006, et l'armée libanaise.

Israël mène parallèlement la construction d'une barrière de sécurité sur sa frontière sud, avec l'Egypte.

Ces dispositifs rappellent le mur qui court le long de la Cisjordanie, empiétant largement sur le territoire occupé et que la Cour internationale de justice a jugé illégal. (Reuters 30.04)

5.2- La menace iranienne provoque des dissensions en Israël. L'ancien Premier ministre Ehud Olmert vient de joindre sa voix à ceux qui, dans l'Etat hébreu, émettent des doutes sur la virulente campagne de contre l'Iran menée par le Premier ministre Benyamin Netanyahu:"*On n'a aucune raison, pour le moment, de ne pas parler d'un effort militaire,*" at-il déclaré dimanche alors qu'il était interrogé par la chaine israélienne Channel 10, "*mais il n'y a certainement aucune raison d'engager une frappe militaire israélienne.*"

Cette remarque intervient au lendemain de l'intervention de l'ancien patron du Shin Beth, le service de sécurité intérieure israélien, Youval Diskin, qui a accusé le Premier ministre Benjamin Netanyahu et le ministre de la Défense Ehud Barak de "tromper" les Israéliens sur l'Iran.

"*Je ne pense pas qu'ils soient à un niveau suffisant pour gérer un tel événement (une guerre avec l'Iran) et la mener à bien (...). Je n'ai pas confiance*", a affirmé Youval Diskin lors d'une réunion publique, selon le quotidien Haaretz. "*Ils trompent le pays sur la question de l'Iran. Ils affirment que si Israël agit, l'Iran n'aura pas la bombe nucléaire. C'est trompeur.* "

"*De nombreux experts israéliens affirment qu'une attaque israélienne va en fait accélérer la course au nucléaire de l'Iran*", a ajouté Youval Diskin, qui a dirigé le Shin Beth de 2005 à 2011. "*Je ne crois pas en un leadership qui prend des décisions basées sur des sentiments messianiques*" a ajouté l'ex-dirigeant du Shin Beth.

Meir Dagan, l'ancien chef des services de renseignement israéliens (Mossad) a également adopté un ton très dur contre le Premier ministre en qualifiant d'éventuelles attaques contre l'Iran de "*dangereuse aventure*".

Et la semaine dernière, c'est le chef d'état-major, le général Benny Gantz, qui a confié à Haaretz ne pas croire que le guide suprême iranien, l'ayatollah Ali Khamenei, "*voudra franchir le pas supplémentaire*" nécessaire pour la production d'armes nucléaires. "*Mais j'admets qu'une telle capacité (nucléaire) dans les mains de fondamentalistes islamiques, qui pourraient à un certain moment se livrer à d'autres calculs, est dangereuse*", a souligné le général.

Selon un haut responsable israélien, s'exprimant sous couvert de l'anonymat, "*le général Gantz ne fait que répéter tout haut et publiquement ce que les dirigeants militaires, y compris son prédécesseur le général Gaby Ashkenazi, n'ont cessé de dire*

aux politiques ces dernières années".

En mars déjà, le *New York Times* avait indiqué que le service de renseignements israélien, le Mossad, partageait l'analyse américaine sur ce point.

Cette analyse tranche avec le discours du Premier ministre Benjamin Netanyahu, qui accusait il y a une semaine "*les gens qui refusent de voir la menace iranienne*" de n'avoir "*rien appris de la Shoah*".

A son tour, le ministre de la défense Ehud Barak, de retour de Washington, a assuré lui aussi en fin de semaine dernière que l'Iran n'avait "*pas encore décidé de produire de bombe atomique*". Même Avigdor Lieberman, le très extrémiste ministre des Affaires étrangères, a récemment affirmé à des journalistes israéliens qu'il fallait donner une chance aux sanctions économiques et aux pressions diplomatiques, selon un haut responsable israélien qui s'exprimait sous couvert de l'anonymat. Avigdor Lieberman, aurait estimé la situation en Egypte plus inquiétante pour Israël que les ambitions nucléaires iraniennes. Désormais, a constaté le responsable israélien, "*le Premier ministre se retrouve un peu isolé sur l'Iran*". (lexpress.fr et AFP 30.04)

Il semblerait que l'Etat sioniste et ses alliés impérialistes aient d'autres chats à fouetter, que leur plan ne se déroule pas comme prévu en Syrie, ce qui les oblige à revoir leur copie sur l'Iran, provisoirement, assurément.

Social

1- France

Deux syndicalistes d'Euro Disney ont été condamnés par le tribunal correctionnel de Meaux à 1.200 euros d'amende avec sursis pour avoir publié sur leur blog des informations jugées diffamatoires, après le suicide de deux salariés en 2010.

Les prévenus, syndiqués à Force Ouvrière (FO), ont par ailleurs été condamnés à verser solidairement quelque 4.500 euros de dommages et intérêts à Euro Disney et à deux de ses responsables, au titre du préjudice moral, a précisé Me Magali Thorne, l'avocate du groupe.

Les deux syndicalistes avaient écrit sur leur blog, début 2010, que la direction d'Euro Disney, le vice-président des ressources humaines et le directeur de la restauration étaient responsables du décès des deux salariés, mettant en cause les conditions de travail pour le premier et le fait que personne n'ait tendu la main au deuxième.

La première victime, un salarié de 30 ans, travaillait dans un restaurant du groupe et sortait d'une période de dépression. Il avait mis fin à ses jours le 21 février 2010 en faisant irruption sur les voies ferroviaires au passage d'un train dans la gare d'Esbly (Seine-et-Marne).

La deuxième, un chef de cuisine âgé d'une quarantaine d'années et père de 4 enfants, s'était suicidé le 26 mars 2010 à son domicile à l'issue d'un arrêt maladie. Il avait gravé sur un des murs de sa maison un ultime message, expliquant ne pas vouloir "*retourner chez Mickey*".

Lors de sa plaidoirie devant le tribunal, l'avocate d'Euro Disney avait pointé l'absence de "*retenue*" et de "*prudence*" des deux syndicalistes. "*On ne peut pas accuser l'entreprise ni les personnes désignées d'avoir provoqué cela, aucun de nous n'en est responsable*", avait-elle plaidé.

L'avocat des deux prévenus, Me Jacques Renard, avait en revanche mis en cause le groupe, dénonçant des "*conditions de travail infernales*". Les syndicalistes de FO "*ont été un peu incisifs*" mais ils "*ont eu raison de publier cet article car cela correspond à la stricte réalité*", avait-il assuré.

Le substitut du procureur, dans ses réquisitions, s'en était remis à la décision du tribunal. (AFP 30.04)

On espère que leur syndicat fera appel de cette décision inique ou paiera ces dommages et intérêts. Nous soutenons sans réserve ces syndicalistes.

2- Suède

Le géant suédois du meuble Ikea a utilisé des prisonniers politiques en Allemagne de l'Est comme travailleurs forcés dans les années 1970 et 1980, affirme une enquête qui sera diffusée cette semaine à la télévision publique suédoise.

Un reporter de l'émission Uppdrag Granskning a trouvé des documents étayant cette accusation dans les archives de la police secrète de la RDA, la Stasi, selon une bande-annonce de ce programme postée sur le site internet de la télévision publique

sudédoise SVT.

Aucun autre détail n'était disponible sur cette affaire. Le programme sera diffusé mercredi. (AFP 30.04)

N'ont-ils pas martelé que la Suède disposait d'un modèle social exemplaire ?

Economie

Banque

La banque franco-belge en cours de démantèlement Dexia aura sans doute besoin d'être recapitalisée une nouvelle fois, a déclaré le gouverneur de la Banque nationale de Belgique (BNB), cité par la presse belge.

Actuellement tributaire des garanties de financement accordées par la Belgique et la France, l'ancien leader mondial auprès des collectivités locales avait déjà été sauvé de la faillite en 2008 grâce à une première recapitalisation publique.

"*Il y a de fortes chances qu'une recapitalisation soit inévitable*", a déclaré Luc Coene selon un article de l'agence de presse belge Belga.

La banque est incapable de lever de nouveaux capitaux par ses propres moyens et une injection de capital alourdirait encore l'ardoise pour les Etats belges et français en pleine période de restriction budgétaire. La banque a reçu plus de 6 milliards d'euros en 2008.

Dexia a dû être secourue une deuxième seconde fois en octobre 2011 par le biais d'un plan de démantèlement mis à en place par Paris, Bruxelles et le Luxembourg. La Belgique a nationalisé la banque de détail belge et de nombreuses cessions d'actifs ont été lancées mais pas toutes avec succès.

Dexia a accusé une perte nette de 11,6 milliards d'euros en 2011 et attend le feu vert de la Commission européenne pour obtenir une garantie d'Etat pour 90 milliards d'euros de financement.

Bien qu'en forte baisse, la taille du bilan de Dexia est considérée par certains analystes comme systémique en cela qu'un défaut de paiement de la banque aurait des conséquences incalculables sur le système bancaire européen.

"*Quelque 250 milliards d'euros d'actifs restent en portefeuille. Si on les vend maintenant, on perd la moitié de cette valeur*", a expliqué Luc Coene.

Ce dernier a plaidé pour mettre en oeuvre une structure de portage avec des garanties d'Etat pour financer ces obligations jusqu'à leur échéance. (Reuters 30.04)

Haut de page

Le 2 mai

CAUSERIE

A propos du site

2990 visites en avril, 2630 téléchargements

Les 15 fichiers les plus téléchargés :

- tribune/IO195_2.pdf
- archives2010/causeries0312.pdf
- service/texte_poi_230212.pdf
- tribune/IO194_2.pdf
- texte_poi_250412.pdf
- pci306.pdf (à propos du PCI, encêtre du POI-CCI)
- archives2010/archives_presse2010.pdf

- tribune/promethee89.pdf
- tribune/IO196_2.pdf
- tribune/ccit-gb-010512.pdf
- tribune/IO197_2.pdf
- marxisme/ical.pdf (Internationale Communiste après Lénine)
- archives2010/press_04_2012.pdf
- marxisme/revolutionrosalux.pdf
- service/texte_fdg_180312.pdf (sur le Front de gauche)

J'ai ajouté une dizaine d'articles dans le site, dont un rapport (9 pages reformatées) de la Banque mondial qui montre que "*les prix alimentaires mondiaux ont augmenté de 8 % en quatre mois depuis décembre 2011*."

Réflexion sur la situation politique

Inutile de s'attarder sur les déclarations que l'on a pu entendre hier qui relèvent de la gesticulation ou de la provocation.

La tension dans le pays qui est encore montée d'un cran à 5 jours du second tour de la présidentielle annonce l'affrontement direct et violent entre les classes qui ne tardera plus à se produire, qui est inévitable.

La soi-disant gauche et "*gauche de la gauche*" jouent le jeu de la réaction, qui en profite pour ressortir tout son vieux fatras anticommuniste et prétendre parler au nom des travailleurs. Au lieu d'unir les travailleurs contre le capital, les institutions et l'UE, la soi-disant gauche et "*gauche de la gauche*" les divisent en se situant sur le terrain choisi par les ennemis de la classe ouvrière.

La lutte contre l'extrême droite et ses thèmes de prédilection, le racisme et la xénophobie, quand elle n'est pas subordonnée au combat pour abattre le capital dans la perspective du renversement du régime en place, l'établissement d'un gouvernement ouvrier, contribue à diviser les travailleurs plutôt qu'à les rassembler contre leur ennemi de classe. Elle affaiblit la résistance de la classe ouvrière et pave ainsi la voie à la réaction et à la répression, à l'anéantissement du mouvement ouvrier.

Il en va de même du soi-disant combat pour la défense ou pour le rétablissement de la démcratie qui en l'absence de toute perspective révolutionnaire revient à soutenir le régime en place.

Dans la mesure où l'on constate que la situation se cristalise autour d'un axe qui oppose entre elles les deux seules classes indépendantes dans la société, celle des capitalistes et celle des travailleurs, il est normal que les syndicats expriment leur rejet des candidats qui incarnent le capital, tout autre attitude revient à diviser les travailleurs en leur laissant le choix de soutenir le (ou les) candidat officiel du capital.

En rejetant le candidat officiel du capital, les syndicats appellent les travailleurs à se situer sur leur terrain de classe, tandis que ceux qui s'y refusent leur laisse le choix de se situer sur le terrain de classe de leur ennemi. Voilà pour l'avantage que l'on peut tirer de la prise de position de plusieurs dirigeants syndicaux qui ont appelé à "*battre Sarkozy*", alors qu'eux-mêmes sont vendus au régime, ceci n'empêchant pas cela. Contrairement à ceux qui condamnent cette prise de position, Chérèque et Mailly notamment, nous soutenons tout ce qui peut permettre à la classe ouvrière de se situer exclusivement sur son terrain de classe pour la suite de son combat.

En présence de deux candidats incarnant les intérêts du capital, les syndicats auraient dû appeler au boycott du second tour de la présidentiel, mais tel n'a pas été le cas.

En l'absence d'une position des syndicats conforme aux intérêts de la classe ouvrière, dans la situation telle qu'elle vient d'être évoquée, l'appel à "*battre Sarkozy*" sans appeler à voter pour Hollande peut constituer un moindre mal sans se compromettre ou alimenter des illusions dans Hollande, uniquement quand ce mot d'ordre est clairement associé à la nécessité d'abolir le capitalisme et les institutions de la Ve République pour avancer vers le socialisme. Ce n'est évidemment par le cas de Thibault.

Affirmer que le terrain sur lequel se situe l'élection présidentielle n'est pas favorable à la classe ouvrière est un lieu commun, un euphémisme, il est clairement opposé à ses intérêts de classe dans la mesure où seul par sa mobilisation (révolutionnaire) de masse elle pourra obtenir une amélioration durable de sa condition et transformer de façon révolutionnaire la société.

Dans tous les cas de figure, s'en remettre à un Bonaparte ou à un sauveur suprême ne peut que contribuer à désarmer la classe ouvrière, à l'affaiblir politiquement, c'est l'antithèse de la nécessité pour la classe ouvrière de prendre conscience que sans s'organiser et sans se mobiliser pour la défense et la satisfaction de ses acquis sociaux et politiques, son avenir sera gravement compromis ou pire encore.

La question qui est posée, est de savoir comment peut-on aider les travailleurs à utiliser les contradictions qui ressortent de la situation actuelle, de manière à ce qu'ils estiment légitimes leurs besoins ou aspirations et illégitimes ceux des capitalistes, qu'ils

se placent résolument sur leur propre terrain de classe au lieu de se situer sur celui de leur ennemi, par exemple lorsqu'ils prennent en compte la dette de l'Etat ou le discours sur la crise pour ravaler leurs revendications ou accepter l'idée de nouveaux sacrifices comme une fatalité.

L'incapacité des travailleurs à concevoir que leurs besoins sont légitimes et qu'ils doivent se mobiliser pour les imposer, exprime leur subordination au capital, de la même manière que leur participation massive à l'élection présidentielle exprime leur subordination aux institutions de la Ve République. On pourrait ajouter et leur incapacité à trouver les moyens de remédier à cette situation, de briser leurs chaînes, d'oeuvrer à leur émancipation et d'entrevoir le règne de la liberté.

L'élection présidentielle a donné lieu à une vaste opération de manipulation des masses de la part de tous les partis qui y ont participé, au cours de laquelle il était presque impossible aux travailleurs de s'y retrouver, tout a été fait pour qu'il en soit ainsi. Alors que cette élection était appelée dans le cadre de la Constitution bonapartiste et antidémocratique, aucun parti n'a axé sa campagne sur son abolition, y compris le Front de gauche dont la VIe République serait en réalité une copie conforme de la Ve République, ne considérant même pas indispensable de faire disparaître le Sénat par exemple.

Un véritable parti communiste aurait profité de cette occasion pour axer sa campagne sur ce thème qui incarne au plus haut degré le régime qu'il nous faut abattre. Cela lui aurait permis, non pas d'obtenir l'adhésion de larges masses, encore moins d'obtenir un nombre important de voix, mais de proposer une issue politique à l'avant-garde du prolétariat, de recruter sur une ligne politique conforme au socialisme, de construire le parti.

Vous avez tous entendu Poutou (NPA) et Arthaud (LO). Qu'ont-ils dit ? Qu'ils n'attendaient rien de leur participation à cette élection, sinon de présenter leur politique pour renforcer leur parti. Qu'ont-ils dit par là de façon déformée ou limitée, sinon que la priorité du combat de l'avant-garde devait être donnée à la construction du parti, ce que nous ne cessons de marteler en précisant qu'au cours de la période que nous vivons notre politique devait être impérativement subordonnée à cet objectif. Le NPA et LO ne font référence à cet impératif que le temps d'une campagne électorale, autrement dit ils n'ont jamais eu réellement l'intention de construire le parti, ce que dé&montre le fait que le reste du temps ils en oublient jusqu'à l'existence des institutions de la Ve République.

Un parti ouvrier qui n'axe pas sa politique sur les éléments les plus conscients parmi la classe ouvrière, ne peut prétendre incarner les intérêts collectifs de notre classe, encore moins le socialisme. Il ne peut prétendre construire un parti de militants conscients.

De quoi le PG a-t-il le plus peur, des fascistes ou de la révolution ?

En Grèce, au Portugal, en Espagne, en Grande-Bretagne les semblables à Hollande étaient au pouvoir, et ils ont été balayés aux dernières élections législatives pour s'être attaqués aux acquis des travailleurs tout en leur imposant une politique d'austérité, et le PG fait comme s'il l'ignorait après avoir dit qu'il en tenait compte pour l'oublier quelques semaines plus tard. N'avez-vous pas remarqué que Mélenchon passe son temps semaine après semaine, parfois à quelques jours d'intervalle à dire tout et son contraire ?

Les réflexions que j'ai retenues de deux participantes à la réunion du PG qui a eu lieu après le 1er tour de la présidentielle à Toulouse :

- "*La grande majorité des présents affirme qu'il faut voter Hollande car Sarkozy ne peut plus être maintenu si l'on souhaite préserver le peu d'acquis qu'il reste.*"

- "*Il ne faut pas s'imaginer qu'une aggravation des conditions de vie serait forcément favorable à l'extrême gauche. De toutes façons, on ne peut pas prendre le risque d'aggraver la situation en France car c'est déjà quasiment insupportable.*"

- "*Vote utile pour Hollande expliquant des résultats moins bons que ceux annoncés par les sondages car revirement la dernière semaine notamment.* "

Le PG roule ouvertement pour Hollande, ce dernier parce qu'il se refusera à appeler les travailleurs à se mobiliser pour soutenir une politique rompant avec le capital, n'aura pas d'autre alternative que d'appliquer la même politique antisociale que tous les autres gouvernements de l'UE.

Bientôt : les affaires Sarkozy.

Le petit dictateur s'en prend aux journalistes qui s'intéressent de trop près à ses affaires

Le site internet Mediapart se déclare mardi "*stupéfait*" d'être l'objet d'une plainte du parquet pour faux et usage de faux après avoir publié un document présenté comme étayant la thèse d'un financement de la campagne présidentielle de Nicolas Sarkozy en 2007 par le régime de Mouammar Kadhafi.

Le parquet de Paris a ouvert lundi une enquête préliminaire de police après avoir été saisi d'une plainte déposée par le chef d'Etat sortant contre deux journalistes et le directeur de publication du site d'informations pour "*faux, usage de faux, recel de faux et publication de fausses nouvelles*".

Cette qualification, préférée à celle de la diffamation, va amener la police à s'intéresser au fond du problème et donc à la véracité éventuelle du document publié samedi par Mediapart, portant ce qui est présenté comme la signature du patron des services secrets libyens de l'époque, Moussa Koussa.

"*Cette démarche exceptionnelle vise à contourner la procédure spéciale prévue par la loi sur la presse*", dit Mediapart dans un communiqué dans lequel il fait part de sa "*stupéfaction*" devant la procédure choisie.

"*Une procédure du chef de diffamation aurait exigé un débat public devant le Tribunal correctionnel ainsi que la production des preuves et des témoins, ce que, manifestement, M. Nicolas Sarkozy ne veut pas*", poursuivent les responsables du site. (Reuters 01.05)

Comment faire disparaître un témoin avant un éventuel procès.

La France est prête à livrer l'ancien chef de cabinet de Mouammar Kadhafi à Interpol s'il y a un mandat d'arrêt en bonne et due forme contre lui et si les autorités libyennes le réclament, a déclaré mardi Nicolas Sarkozy sur RMC.

Le chef de l'Etat, candidat à un second mandat, a confirmé que Bachir Saleh vivait actuellement en France sous son nom et avec sa famille et qu'il faisait l'objet d'un mandat d'Interpol mais sous une autre identité.

Il a précisé que ce proche de Mouammar Kadhafi avait été accueilli en France "*en plein accord*" avec le nouveau président libyen, Moustafa Abdeljalil.

"*Bachir Saleh est en France sous son identité et la décision pour lui d'être en France a été prise après consultation des autorités libyennes, parce que sa famille était en France*", a expliqué le président français. "*Nous travaillons main dans la main avec les autorités libyennes. Si M. Saleh est recherché par Interpol, il sera livré à Interpol.*" (Reuters 01.05)

Représaille.

Une journaliste de Mediapart a porté plainte pour avoir été agressée mardi par des sympathisants de l'UMP lors du meeting du 1er mai du président-candidat Nicolas Sarkozy au Trocadéro à Paris, a annoncé le directeur du site d'information, Edwy Plenel, sur son blog.

La journaliste de 29 ans raconte également que le badge, attaché à un cordon passé autour de son cou, lui a été arraché par un homme puis jeté à terre, et qu'elle a été «*secouée*», sans être blessée, lorsqu'elle a traversé la foule pour tenter de quitter les lieux. Sur son blog, Edwy Plenel reproduit la première page du procès verbal de sa déposition à un commissariat de police du XVIème arrondissement, qui qualifie les infractions de «*violences volontaires légères*». (libération.fr 01.05)

Rappel. La position pro-sioniste de Hollande et du PS.

Extrait d'un article du Réseau Voltaire du 9 janvier 2006.

- Dans la lignée de l'ancien ministre socialiste Jack Lang, qui écrivait dans une tribune du Figaro « *Etre de gauche, soutenir Sharon* » en août 2005, M. Hollande s'est déclaré être plus que satisfait de la politique du Premier ministre israélien et du retrait unilatéral de Gaza, mais opposé à celles du président iranien Ahmadinejad et de son homologue syrien Bachar El-Assad.

Il a également critiqué la politique étrangère de la France et s'est engagé à épurer le ministère français des Affaires étrangères de ses éléments pro-arabes et à empêcher les citoyens pro-arabes d'entrer dans la haute fonction publique.

« *Il y a une tendance qui remonte à loin, ce que l'on appelle la politique arabe de la France et il n'est pas admissible qu'une administration ait une idéologie. Il y a un problème de recrutement au Quai d'Orsay et à l'ENA et ce recrutement devrait être réorganisé* », a-t-il déclaré.

Bruit de campagne

Minute de l'UMP.

Dans un entretien à l'hebdomadaire d'extrême droite *Minute*, Gérard Longuet, ministre de la défense, appelle les électeurs du Front national à "*ne pas laisser passer François Hollande et ses alliés socialo-communistes*".

"*La gauche n'a jamais eu aucun droit moral à nous imposer quoi que ce soit. Je rappelle qu'il y a chez eux des communistes, qui sont à l'origine de millions de morts et du pacte germano- soviétique qui a débouché sur la tragédie de la Seconde Guerre mondiale. Voilà pour le passé, assène-t-il. Pour le présent, entre la fesse et le fric, entre DSK et Guérini, la gauche n'a de leçon de morale à donner à personne !*"

Cofondateur du groupuscule d'extrême droite Occident dans les années 1960, Gérard Longuet n'écarte pas la possibilité d'un dialogue entre l'UMP et le FN. "*Il y a une différence notable entre Marine Le Pen et son père. Tout le monde sait que je connais bien Jean-Marie Le Pen et il est certain que ce dernier n'a jamais pu résister au plaisir des provocations, explique-t-il. Sa fille ne souffre pas de ce handicap et nous n'aurons pas, avec elle, de 'Durafour crématoire' et autre 'détail'. Tant mieux, car il sera désormais possible de parler de sujets difficiles avec un interlocuteur qui n'est pas bienveillant, mais qui, au moins, n'est pas disqualifié.*" (lemonde.fr 01.05)

C'était semble-t-il à bon escient que je parlais de nazillons à propos de la Droite populaire de l'UMP ou de Sarkozy.

L'idéologie de Le Pen père ne pose pas de problème à ce ministre de Sarkozy, ils la partagent depuis les années 60, ce qui le gêne chez lui, c'est quand il l'expose un peut trop ouvertement à travers ce qu'il nomme des "provocations".

Mélenchon :"***nous ne demandons rien en échange***" de l'appel à voter Hollande (au lendemain du 22 avril). Depuis, oh que la gamelle est bonne!

Le Front de gauche a proposé mardi au Parti socialiste de bâtir un "*bouclier anti-droites*" aux législatives de juin pour éviter des duels fratricides qui risqueraient d'entraîner l'élection de députés du Front national.

"*Le résultat du premier tour de l'élection Présidentielle montre que si la gauche fait le plus haut score cumulé depuis 1988, les votes des droites UMP, Front national et MoDem, restent les plus nombreux*", écrit Martine Billard, co-présidente du Parti de Gauche, dans une lettre adressée à la première secrétaire du Parti socialiste, Martine Aubry.

Le parti de la "*gauche de la gauche*", propose donc qu'"*en cas de triangulaire impliquant deux candidats de gauche, le plus mal placé se retire au profit du premier. En cas de triangulaire droite-FN-gauche, le candidat de gauche se maintient*".

Pour éviter que les candidats du Front de gauche soient marginalisés en raison du mode de scrutin majoritaire, Martine Billard demande d'anticiper l'instauration de la proportionnelle dans la répartition des candidatures uniques.

En échange, les députés de toute la gauche s'engageraient à ne voter aucune motion de censure proposée par la droite.

"*Certes, nos choix ne nous permettent pas de gouverner ensemble et nous serons candidats sous nos propres couleurs dans l'immense majorité des circonscriptions*", conclut la co-présidente du Front de gauche. "*Mais cela ne doit jamais empêcher de rechercher la plus grande efficacité possible pour battre la droite et l'extrême droite et assurer la juste représentation de chacun.*" (Reuters 01.05)

No comment !

Actualité en titres

En famille ou entre frères (franc-maçons).

- Xavier Bertrand : « *Le dialogue social est un moyen, pas une fin en soi* » - Public Sénat

Sauf pour les dirigeants syndicaux qui sont de fieffés contre-révolutionnaires et l'utilise pour diviser les masses, les empêcher de se mobiliser ou casser leur mobilisation. En attendant il vous est bien utile pour saccager nos droits sociaux.

- FO: «*Nous ne fêtons pas le travail comme Pétain ou Staline*» - Libération.fr

Le Secrétaire général Ile-de-France FO et de l'union départementale FO de Paris, Gabriel Gaudy, a déclaré le 1er mai : «*Nous avons préféré être là (au mur des Fédérés - Ndlr) , plutôt qu'avec ceux qui claironnent être indépendants tout en appelant à voter pour un tel ou défilent avec les partis politiques*». Et d'ajouter : «*Il ne faut pas mélanger les genres. Nous sommes les héritiers des communards. Nous ne fêtons pas le travail comme Pétain ou Staline*.».

Il devait vouloir dire les héritiers de ceux qui ont conduit les communards à la défaite après s'être abstenus de poursuivre la réaction retranchée à Versailles d'où elle allait organiser la contre-offensive qui devait se solder par le massacre de plus de 30 000 communards...

Son allusion à Pétain se rapporte au 1er mai du FN, celle à Staline concerne Thibault qui a appelé à "*battre Sarkozy*", FO qui n'a rien d'un syndicat révolutionnaire (sic !) prend ainsi ouvertement partie pour le maintien du régime en place, conformément à sa nature farouchement anticommuniste et contre-révolutionnaire.

Car ce n'est pas l'indépendance des syndicats que brade sans cesse FO que Gabriel Gaudy voulait défendre, pas plus le stalinien Thibault qu'il visait, sachant aussi bien que nous à quoi s'en tenir à propos de ce dernier tout en en tirant des conclusions diamètralement opposées aux nôtres, mais l'incapacité viscérale de FO, son refus de condamner et de combattre l'ordre établi jusqu'à son renversement. Et quand Mailly se rend aux voeux de bonne année de Sarkozy, c'est parce qu'il est "*républicain*" avait-il affirmé, parce que sa conception de la République est compatible avec celle de Sarkozy. FO vient d'en faire ici une nouvelle fois la démonstration. La même argumentation est développée par le POI.

INFOS EN BREF

Politique

Etats-Unis

Une démocratie, la preuve.

Les raids américains visant à abattre des activistes à l'étranger sont légaux au regard du droit international, a déclaré lundi le conseiller de Barack Obama pour l'antiterrorisme lors d'une rare justification publique de cette arme controversée. (Reuters 01.05)

Social

France

La peste brune rôde.

Une cinquantaine de voitures de police se sont rassemblées, gyrophares allumés, lundi soir, pendant une heure devant la préfecture de l'Essonne à Evry pour protester contre la mise en examen mercredi dernier d'un policier pour homicide volontaire, a-t-on appris mardi de sources policières.

A Nice, des rassemblements de quelques dizaines de policiers ont lieu chaque soir place Masséna, dans le centre-ville, mais lundi une quinzaine de véhicules de police y ont stationné en plein milieu d'après-midi sous une pluie battante, faisant retentir leurs sirènes. Ils ont ensuite remonté bruyamment l'avenue Jean-Médecin, principale artère commerçante de la ville.

Lundi, des policiers de Seine-Saint-Denis et de départements voisins se sont à nouveau réunis à Bobigny pour réclamer une réforme de la légitime défense. (AFP 01.05)

Haut de page

Le 3 mai

CAUSERIE

Le professeur de littérature allemand, Joseph Voge, déplore : Le pouvoir de décision est aujourd'hui aux mains des "*soviets de la finance*".

Alors abolissons la finance et organisons-nous, formons ce qu'il appelle des soviets ou comités ayant cet objectif comme perspective politique.

Ces intellectuels formatés par l'idéologie dominante critiquent le cours pris par le capitalisme, mais ils demeurent incapables de rompre avec lui, d'entrevoir la société au-delà du capitalisme, car ils dénient le droit et la capacité à la classe ouvrière de gouverner

et de représenter l'intérêt général, du coup ils ne peuvent que finir dans les bras de ceux qu'ils dénoncent par ailleurs.

Contrairement au POI, qui se félicite des prises de position de dirigeants des partis de l'Internationale social-libéral (Allemagne, Portugal) qui ont oeuvré sans cesse depuis près d'un siècle au maintien en place du régime capitaliste, et qui subordonnent la souveraineté des peuples à la souveraineté des Etats capitalistes, autrement dit au maintien du système capitaliste et aux institutions nationalles qui en sont l'expression politique et juridique, nous prenons acte de ces déclarations en déclarant à l'adresse de l'avant-garde du prolétariat combattant pour le socialisme, qu'elle ne doit pas se leurrer sur la signification politique de ces prises de position, que le combat pour la souveraineté du peuple pour reprendre l'expression du POI, pour une véritable démocratie, pour être conforme aux intérêts de classe des exploités doit se situer dans la perspective du renversement du capitalisme et des différents régimes en place par la mobilisation révolutionnaire des masses.

Une nouvelle fois, le POI entonne à l'adresse du mouvement ouvrier et de la classe ouvrière l'illusion criminelle que la vie serait plus belle si le PS cessait d'être ce qu'il est depuis bientôt un siècle (1914), comme si cela était encore possible, comme s'il pourrait par miracle changer de nature sociale et se placer d'un coup de baguette magique au côté de la révolution socialiste, réécrivant l'histoire avec des "si" à défaut d'être capable de définir une ligne politique indépendante du capitalisme que représente ce parti, tous les partis de l'Internationale jaune.

Le POI écrit (déclaration du bureau national du POI du 28 avril) : "*Le 22 avril, le rejet a été majoritaire. La démocratie exige que ce rejet se traduise en actes. Cette exigence s'adresse à tous les partis qui se réclament de la classe ouvrière et de la démocratie. Elle s'adresse en premier lieu à François Hollande*", le POI prêtant aux travailleurs qui ont voté Hollande des illusions dans ce dernier qu'ils n'ont pas pour justifier sa politique.

Ce ne sont pas les travailleurs qui s'adressent à Hollande, mais le POI, nous, nous n'avons rien à lui dire, rien à lui demander, rien à exiger de lui, ce dernier ayant martelé qu'il continuerait à appliquer la politique de Sarkozy et qu'il ne romprait pas avec l'Union européenne, qu'il se refusait à abolir toutes les lois anti-ouvrières adoptées au cours des dernières décennies, qu'il servirait servilement les intérêts de la classe des capitalistes comme le PS l'avait fait lorsqu'il était au pouvoir en 1936, entre 1945 et 1958, de 1981 à 1995, de 1997 à 2002. Faut-il continuer ?

Nous estimons que Hollande et son futur gouvernement, s'il est élu, seront les représentants des capitalistes, nous leur dénions toute légitimité à représenter les travailleurs ou à parler en leur nom et nous les combattrons en tant que tel. Nous serons en présence d'un gouvernement impérialiste.

Page 16 du n°198 d'*Informations ouvrières*", après avoir évoqué "*le sort même des quatorze millions d'électeurs du PS et du Front de gauche, qui vomissent l'austérité « européenne » et ses traités ?*", Michel Sérac pose une question grotesque "*Or Hollande, répondant au réactionnaire Bayrou, lui jure qu'il « souscrit aux disciplines budgétaires » du traité européen… Est-ce là le mandat populaire ?*", comme si le PS et ses satellites en avaient quelque chose à faire du "*mandat populaire*", ils devraient voyez-vous, et s'ils ne le respectent pas ce n'est pas parce qu'ils y seraient opposés, non, ce serait par pure ignorance ou par manque de volonté de leur part, pour un peu ils se seraient fourvoyés inconsciemment, car foncièrement ils seraient plein de bonnes intentions envers les travailleurs, finalement la politique du POI consiste à aider le PS à ajuster le masque trompeur sous lequel il se présente devant les travailleurs, à entretenir l'illusion qu'il serait un parti ouvrier, il entend l'aider à se remettre dans le droit chemin, pour le POI il n'existe pas d'autre stratégie possible que s'en remettre à ces partis, d'où le front unique qu'il continue à agiter dans leur direction, au niveau le plus élevé, l'Assemblée constituante exprime son orentation politique opportuniste.

Quand l'ex-Premier ministre portugais Mario Suares, qui comme chacun sait à constamment oeuvré au côté de la classe ouvrière, un vrai socialiste quoi, se fend d'une déclaration contre le TSCG, le POI en bave, ils n'en peuvent plus ! Pitoyable !

La campagne du POI contre la ratification du TSCG rencontre un tel echo (les entendre), qu'entre la réunion de son bureau national le 31 mars et celle du 28 avril, soit à peine un mois plus tard, il a abandonné (apparemment) la perspective d'une "*Manifestation nationale dans l'unité la plus large*" au profit d'un objectif beaucoup plus modeste, un"*meeting*" à l'espace Charenton où les militants de ce parti se retrouveront à refaire le monde entre eux. Dure, dure la réalité, n'est-ce pas ?

Extraits commentés du ***Programme de transition*** (1938)

- "*Les "Fronts populaires" d'une part, le fascisme de l'autre, sont les dernières ressources politiques de l'impérialisme dans la lutte contre la révolution prolétarienne. Du point de vue historique, ces deux ressources ne sont cependant que des fictions. La putréfaction du capitalisme continue aussi bien sous le signe du bonnet phrygien en France que sous le signe de la swastika en Allemagne. Seul, le renversement du capitalisme peut ouvrir une issue.*

L'orientation des masses est déterminée, d'une part, par les conditions objectives du capitalisme pourrissant; d'autre part, par la politique de trahison des vieilles organisations ouvrières. De ces deux facteurs, le facteur décisif est, bien entendu, le premier : les lois de l'histoire sont plus puissantes que les appareils bureaucratiques."

Encore faut-il analyser correctement la situation, les conditions objectives réelles auxquelles sont confrontées les travailleurs,

leurs différentes couches, etc. Au-delà des manoeuvres et des obstacles que les appareils bureaucratiques déploieront pour barrer la route à la mobilisation des masses, c'est la détérioration de leurs conditions de travail et d'existence qui les pousseront à passer à l'action et à balayer ces obstacles. Cependant, elles ne pourront se donner une orientation politique correcte, vaincre, que guidées par un parti révolutionnaire exprimant consciemment les tâches et les objectifs politiques qu'elles devront atteindre. Or ce parti n'existe pas à l'heure actuelle. - "*La tâche stratégique de la prochaine période - période pré-révolutionnaire d'agitation, de propagande et d'organisation - consiste à surmonter la contradiction entre la maturité des conditions objectives de la révolution et la non-maturité du prolétariat et de son avant-garde (désarroi et découragement de la vieille génération, manque d'expérience de la jeune). Il faut aider les masses, dans le processus de leurs luttes quotidiennes, à trouver le pont entre leurs revendications actuelles et le programme de la révolution socialiste. Ce pont doit consister en un système de revendications transitoires, partant des conditions actuelles et de la conscience actuelle de larges couches de la classe ouvrière et conduisant invariablement à une seule et même conclusion : la conquête du pouvoir par le prolétariat*."

Quel parti aujourd'hui les aide "*à trouver le pont entre leurs revendications actuelles et le programme de la révolution socialiste*", quel parti aboutit à la conclusion de "*la conquête du pouvoir par le prolétariat*" ? Aucun ne réunit ces conditions.

- "*Il ne s'agit pas du heurt "normal" d'intérêts matériels opposés. Il s'agit de préserver le prolétariat de la déchéance, de la démoralisation et de la ruine. Il s'agit de la vie et de la mort de la seule classe créatrice et progressive et, par là même, de l'avenir de l'humanité. Si le capitalisme est incapable de satisfaire les revendications qui surgissent infailliblement des maux qu'il a lui-même engendrés, qu'il périsse ! La "possibilité" ou l' "impossibilité" de réaliser les revendications est, dans le cas présent, une question de rapport des forces, qui ne peut être résolue que par la lutte. Sur la base de cette lutte, quels que soient ses succès pratiques immédiats, les ouvriers comprendront mieux que tout la nécessité de liquider l'esclavage capitaliste.*"

Ce qui signifie que l'on doit avancer les besoins de la classe sans se soucier de savoir s'ils sont compatibles ou non avec la situation économique actuelle qui est le produit d'une machination de l'aristocratie financières, plutôt que d'une crise classique du capitalisme, qu'ils ont cette fois savamment orchestrée, car au-delà de la concurrence féroce à laquelle se livrent les capitalistes à l'échelle mondiale, ils continuent d'engranger des profits phénoménaux.

On reviendra plus tard sur cet aspect de la situation. Il serait bon de se demander si nous n'aurions pas intérêt tactiquement à nier cette crise largement fabriquée ou à la présenter d'une autre manière, et dont les capitalistes profitent pour se gaver comme jamais, les revenus mirobolants des dirigeants-actionnaires des grandes entreprises et les profits dégagés par le CAC 40 le prouvent suffisamment.

Machination, complot, je ne sais pas quel terme serait le plus approprié pour décrire devant les travailleurs ce qui se passe dans leur dos, avec la complicité de tous les partis, des syndicats, etc. qui évoquent à tort et à travers cette crise, si bien qu'ils ont réussi à faire en sorte qu'elle soit profondément incrustrée dans la tête des travailleurs qui y croient dur comme fer.

Il faut réfléchir encore à cette question et ne pas se borner à la manière dont se présentent et évoluent les différents facteurs composant la situation en temps de crise habituellement.

Avant-hier, j'ai fourni un élément intéressant sur la situation en Inde, identique à ce qu'on retrouve en Chine et dans d'autres pays, la hausse fulgurante des prix. Qu'est-ce que cela signifie ? Imaginons un travailleur qui a acheté l'année dernière une moto à crédit 69.000 roupies et qui rembourse à sa banque 2.500 roupies par mois. Le prix de cette moto vient de passer à 85.000 roupies, s'il devait l'acheter aujourd'hui, il devrait rembourser 3.100 roupies, soit une hausse de 23%, alors que son salaire n'a pas augmenté, il a augmenté au cours des années précédentes, mais rien ne dit qu'il va augmenter dans les mêmes proportions dans les mois ou années à venir. Ainsi, les banquiers vont reprendre par une main ce qui a été concédé aux travailleurs par une autre main. Comme tous les biens d'équipement, l'immobilier et les loyers ne cese d'augmenter, ils vont devoir s'endetter de plus en plus. Il y a encore 10 ans, ils n'avaient pas accès au crédit, petit-à-petit les banquiers ont assoupli leurs conditions pour qu'un plus grand nombre s'endette. Puis l'ensemble des prix s'est mis à flamber, forçant les travailleurs à accepter n'importe quelle condition de travail pour honorer leurs dettes, alors qu'ils étaient déjà surexploités et connaissaient des conditions de travail épouvantables.

Tout cela ne paraît pas très compréhensible à première vue, sauf si on a à l'esprit qu'avant que le crédit se libéralise, dès que les travailleurs le pouvaient ils économisaient, ils achetaient de l'or sous forme de bijoux, ils achetaient des parcelles de terrain qu'ils revendaient quelques années plus tard en empochant une plus-value importante, idem avec l'or qui leur servait à couvrir les frais afférents à des évènements familiaux, les mariages de leurs enfants principalement. Donc quelque part, ceux qui avaient la possibilité d'économiser s'enrichissaient autrement que par leur travail, dorénavant cela leur sera de plus en plus difficile puisqu'ils seront endettés, leurs économies iront rejoindre les poches des banquiers.

Si à part les miséreux, tous les Indiens possèdent un compte en banque, ils ont conservé l'état d'esprit du paysan qui thésaurise, ils préfèrent acheter des bijoux que de placer leur argent à la banque. Par le biais de l'endettement, leur argent passera davantage par la banque qui en tirera profit. Pourquoi ils achetaient de l'or ? Parce que son prix ne cessait de grimper au fil des ans, c'était un placement sûr et plus rémunérateur que la banque. On assiste ainsi à un changement complet d'état d'esprit, à la modification des rapports que les Indiens entretenaient avec l'économie. La classe dominante est parvenue à leur imposer ce changement en libéralisant le crédit. On se dit que l'Inde est relativement épargnée par la crise, mais de quelle manière, en endettant la population à un niveau inégalé dans le passé. C'est par la généralisation de l'endettement des peuples qu'ils parviennent à

masquer les effets de cette crise mondiale du capitalisme dont on nous parle tant. Mais cela ne marchera qu'un temps, jusqu'au jour où un grand nombre ne pourra plus rembourser leurs emprunts. C'est une manière de retarder l'éclatement de cette crise qui demeure rampante, dont les effets sont masqués pour le moment. L'Etat de son côté a continué de s'endetter, je ne sais pas dans quelle mesure, ce sera un point à traiter une autre fois.

Nous disposons de suffisamment d'éléments pour aider les travailleurs à comprendre le fonctionnement du système capitaliste, comment la dette de l'Etat et la crise se combinent à la fois avec le chômage et les politiques d'austérité et les profits des capitalistes, qu'il n'y a pas de fatalité, que c'est une pure invention de ceux qui détiennent le pouvoir et leurs valets qui leur emboîtent le pas, gouvernements, partis, syndicats, médias, intellectuels, etc.

Par ailleurs, nous continuerons dans les jours qui viennent à reproduire des extraits du *Programme de transition* en rapport avec la situation politique.

7 mai 2012 : demandez le programme.

François Hollande et Nicolas Sarkozy proposent tous deux des programmes de rigueur fondés sur une croissance supérieure aux attentes, avec l'objectif commun de redresser les comptes publics et l'emploi.

Alors que la récession fait dérailler les trajectoires budgétaires de plusieurs pays européens, la pression sur le prochain président sera forte.

"*Aucun des deux candidats n'aura de grandes marges de manoeuvre en raison des contraintes liées à la crise dans la zone euro*", résume Tina Fordham, analyste chez Citi Global Markets.

Comme souvent en France, les deux finalistes s'appuient sur des prévisions de croissance supérieures à celles du FMI, de l'OCDE, de la Commission européenne et des économistes. Des mesures de rigueur additionnelles pourraient dès lors s'imposer.

"*Les deux sont trop optimistes sur la croissance*", estiment les économistes de Crédit Agricole-CIB. "*Les deux programmes manquent d'une stratégie crédible et globale pour doper la compétitivité et la croissance.*"

"*Malgré l'engagement fort des candidats à maîtriser les déficits, nous soulignons l'ampleur historique de l'ajustement qui serait nécessaire*", notent les analystes de Barclays.

"*Les discussions sur un agenda de réformes structurelles (marché du travail, des biens et des services) sont, de façon surprenante, absentes de la campagne de François Hollande*", soulignent les analystes de Barclays. "*Cela étant dit, nous voyons des raisons de croire dans la capacité de François Hollande à mener des réformes : le Parti socialiste a traditionnellement une bonne relation avec les partenaires sociaux et François Hollande est connu pour construire des consensus.*"

Pour Gilles Moec, de Deutsche Bank, "*atteindre son objectif de déficit zéro en 2017 est sous-tendu par des prévisions de croissance ambitieuses dont nous pensons qu'elles ne sont pas crédibles sans des réformes structurelles rapides sur lesquelles les socialistes sont actuellement totalement silencieux*".

"*Dormons encore un peu car le réveil sera dur, très dur*", prévient Laurence Boone, chef économiste Europe chez Bank of America Merrill Lynch dans une chronique publiée sur le site Telos.

"*A court terme l'ajustement budgétaire que le prochain gouvernement aura à mettre en ouvre va affaiblir la croissance - ce pour quoi nous ne sommes pas nécessairement préparés. Et les débats n'ont aucunement porté sur la stratégie de moyen terme*", poursuit-elle. (Reuters 02.05)

La Minute de l'UMP Longuet. Une paille, un détail.

Hollande. Interrogé sur son choix en cas de duel gauche/FN au second tour des législatives, Longuet a lâché : «*Vous imaginez bien que je ne peux pas voter pour la gauche socialo-communiste*» qui «*mène à l'échec*» et qu'il «*combat depuis [ses] plus jeunes années*». (liberation.fr 02.05)

"*Il y a eu un petit échange sur ce sujet*", a déclaré Jean-François Copé en réponse à une question, lors de la réunion hebdomadaire du bureau national de l'UMP, mercredi matin.

Jean-Pierre Raffarin a jugé la déclaration du ministre de la Défense "*regrettable sur le fond et inopportune sur la forme*". (Reuters 02.05)

La vrai nature de l'UMP, de la réaction.

Avant Gérard Longuet, le ministre des Transports et fondateur de la Droite populaire, Thierry Mariani, avait lui aussi accordé une longue interview à l'hebdomadaire, en octobre 2011.

«*Par pitié, pas de remake de 1981 !*», exhorte l'hebdomadaire d'extrême droite dans son dernier éditorial pour appeler à voter Nicolas Sarkozy au second tour après avoir soutenu Marine Le Pen au premier. Il y a quelques semaines, Bruno Larebière, ex-rédacteur en chef de Minute et ancien cadre du Bloc identitaire, avait appelé à soutenir le président sortant, mais dès le 22 avril. (liberation.fr 02.05)

La première affaire (officielle) Sarkozy.

Mediapart a annoncé mercredi avoir déposé plainte auprès du procureur de la République de Paris contre Nicolas Sarkozy et X pour "*dénonciation calomnieuse*".

Mediapart "*maintient l'intégralité de ses informations et estime que l'accusation de faux portée contre lui est une calomnie*", lit-on sur son site. (Reuters 02.05)

La peste brune menace.

Confirmation : un assassinat.

Le gardien de la paix aurait tiré «*hors situation de légitime défense*». C'est ce que déclare le rapport d'enquête qu'a pu se procurer le site internet du Point ce mercredi matin.

D'après de nouveaux éléments, le parquet retient également «*l'existence de tirs volontaires mais incontrôlés*».

Damien S., avait fait feu à quatre reprises sur le multirécidiviste Amine Bentounsi le 21 avril dernier à Noisy-le-Sec (Seine-Saint-Denis). Il avait affirmé aux enquêteurs qu'Amine Bentounsi lui faisait face, et avoir agi en état de légitime défense.

La victime est décédée d'une balle dans le dos. Les constatations médico-légales et le rapport du médecin légiste ont révélé «*un tir quasi horizontal d'arrière en avant, quasi perpendiculaire à l'axe du corps*».

Un témoin de 53 ans a déclaré avoir vu un homme qui courait «*à une dizaine de mètres*» derrière Amine Bentounsi. «*Il est arrivé de la même direction, sur le même trottoir... Le fuyard avait quelque chose dans la main. À ce moment-là, j'ai entendu une première détonation, suivie d'autres*.» Le policier aurait tiré sur le multirécidiviste pendant qu'il le poursuivait, ce qui discrédite la thèse selon laquelle Amune Bentounsi aurait brandi une arme de poing face au fonctionnaire.

Le même témoin, dont le véhicule a été touché par l'une des balles, a également déclaré que le policier avait «tiré au jugé», c'est-à-dire sans viser, selon Le Parisien de ce mercredi. (20minutes.fr 02.05)

La peste brune se mobilise.

Une centaine de policiers en civil se sont ainsi retrouvés mercredi devant la préfecture de Nanterre pour protester contre la mise en examen le 25 avril pour "*homicide volontaire*" d'un policier qui avait tué quatre jours plus tôt un délinquant en fuite à Noisy-le-Sec (Seine-Saint-Denis).

Alliance, second syndicat de gardiens de la paix, a appelé mercredi les policiers à une "*journée de mobilisation national/eV" le 11 mai, cinq jours après le second tour de la présidentielle. Son secrétaire général, Jean-Claude Delage, a nié auprès de l'AFP toute "récupération" de la base qui semble échapper aux organisations, ce qui est assez inhabituel dans la police.*

Unité Police SGP-FO, le premier syndicat, a surenchéri, appelant lui aussi à une "journée d'action" distincte d'Alliance, le 10 mai, avec un grand "rassemblement" à Paris. La "situation des policiers doit changer" car la colère policière née après la mise en examen de ce policier "ne s'éteindra pas le 6 mai", a-t-il déclaré.

La fédération CGT de la police considère également dans un communiqué qu'une "*évolution des textes de lois est nécessaire*", jugeant aberrant "*d'attendre d'avoir une arme braquée sur soi pour être en état de légitime défense*". (Le Monde.fr 02.05)

Ils ouvrent les frontières (Schengen)... puis intensifient la chasse à l'homme.

- Claude Guéant table sur 40.000 expulsions de clandestins en 2012 - 20minutes.fr -

Le rapport de cause à effet saute aux yeux, non ? Pas pour tout le monde héals ! Question : à qui cela profite-t-il ?

Avantage de Schengen sur le plan économique pour la classe des capitalistes.

Ils ont supprimé (en partie) les frontières à l'intérieur de l'UE, sachant que cela allait entraîner un afflux de travailleurs des pays les plus pauvres d'Europe vers les pays les plus riches, histoire d'accroître la concurrence entre les travailleurs à l'intérieur même de chaque pays, reproduisant au niveau local la concurrence qui existe à l'échelle mondiale entre tous les travailleurs, avec pour conséquence une pression accrue sur les salaires et les conditions de travail revus à la baisse, et les travailleurs en général, qui dans ce contexte sont conduits à accepter n'importe quel emploi ou à survivre par d'autres moyens, dans la précarité absolue.

Avantage de Schengen sur le plan politique pour la classe des capitalistes.

Utiliser l'étranger comme bouc émissaire des malheurs qui s'abattent sur la classe ouvrière, le désigner à la vindicte publique, tandis qu'une grande partie de la petite-bourgeoisie le considére comme un parasite qu'il faut éliminer, ce qui se traduit notamment par la montée de l'extrême droite. Voilà qui est fort utile pour faire diversion et diviser les masses exploitées.

L'ouverture des frontières sous un régime socialiste est une mesure progressiste et démocratique, en régime capitaliste, c'est exactement l'inverse. Ceux qui y sont favorables (en régime capitaliste) sans tenir compte de cette distinction sont de dangereux provocateurs, gauchistes ou aventuriers. En fait de combat pour une bonne cause, ils ne font qu'apporter de l'eau au moulin de la réaction.

Actualité en titres

Le record de la honte.

- Guéant annonce 40.000 expulsions si Sarkozy est réélu - AFP

Le président français de la Libye a parlé.

- Le président libyen taxe de faux la note publiée par Mediapart - Reuters

Le gouvernement des jaunes.

- Technicolor mise sur un investisseur, les syndicats en appellent au gouvernement - AFP

INFOS EN BREF

Politique

Roumanie.

Le Premier ministre roumain Victor Ponta, désigné vendredi par le président Traian Basescu après l'adoption d'une motion de censure au parlement, a formé mardi un gouvernement aux couleurs de l'Union sociale libérale (USL), la coalition de gauche dont il est issu.

La motion de censure votée vendredi par l'USL, composée de sociaux-démocrates, de libéraux et de conservateurs, a scellé l'échec du gouvernement de centre-droit de Mihai Razvan Ungureanu, au pouvoir depuis deux mois, après une vague de protestations contre sa politique d'austérité.

"*C'est un gouvernement spécial conçu pour des temps spéciaux. Son mandat est limité et court jusqu'aux prochaines élections législatives (prévues en novembre)*", a déclaré Victor Ponta lors d'une conférence de presse. (Reuters 02.05)

Social

Italie

Le taux de chômage a atteint un nouveau record en mars en Italie à 9,8% de la population active, se rapprochant ainsi de la

barre symbolique des 10%, alors que le pays s'enfonce dans la récession, selon une estimation provisoire publiée mercredi par l'Istat.

Chez les jeunes de 15-24 ans particulièrement touchés par la crise, le taux de chômage a bondi en mars à 35,9%, ce qui est également un record.

Selon des données corrigées des variations saisonnières, le nombre de personnes à la recherche d'un emploi s'est élevé à 2,506 millions en mars dans le pays, ce qui représente une hausse de 2,7% sur un mois (+66.000 personnes) et un bond de 23,4% sur un an (+476.000 personnes).

En vue de relancer l'emploi, le gouvernement a adopté fin mars un projet de réforme du marché du travail, inspiré du modèle danois de "*flexi-sécurité*", malgré l'opposition du premier syndicat du pays, la CGIL. (AFP 02.05)

Economie

France

L'activité du secteur manufacturier français a de nouveau ralenti en avril, selon les résultats définitifs de l'enquête Markit auprès des directeurs d'achats publiés mercredi.

"*La faiblesse du secteur manufacturier français persiste en avril, les fabricants signalant une diminution particulièrement inquiétante du volume des nouvelles commandes*", déclare Jack Kennedy, économiste senior chez Markit.

"*Les entreprises interrogées font de nouveau état d'une demande intérieure fragile, mais signalent également la faiblesse des ventes sur les marchés européens. Les replis annuels de l'indice PMI en janvier et en février 2012 laissent présager des données officielles sur la production industrielle française conformes à une nouvelle contraction dans le secteur*", ajoute-t-il. (Reuters 02.05)

Même tendance en Allemagne avec une hausse du chômage.

Haut de page

Le 4 mai

CAUSERIE

Bayrou appelle à voter Hollande, quel dommage que madame Le Pen n'ait pas pris cette initiative ! Cela souligne un peu mieux, situe un peu plus haut, à quel degrè se situent les illusions que nourrissent ceux qui appellent à voter Hollande, dont ils se défendent évidemment.

Cela rappelle 2002, lorsque PCF et NPA avaient appelé à voter Chirac au second tour, alors qu'il était sûr d'être élu contre Le Pen, ils se sont compromis ouvertement avec l'ennemi alors que ce n'était pas nécessaire, histoire de mieux témoigner leur attachement au régime.

De notre côté, nous n'avons pas l'intention de présenter autrement le niveau de conscience politique des travailleurs que ce qu'il est. Pas question de leur prêter des préoccupations qu'ils n'ont pas ou qu'ils estiment secondaires, pas question de leur faire dire ce qu'ils n'ont pas dit parce qu'ils en sont encore incapables, nous prenons les rapports entre les classes qu'ils existent sans chercher à les interpréter autrement, sans les bidouiller pour justifier une ligne politique. Nous partons de la réalité telle qu'elle détreminer la suite de notre combat politique.

Ceux qui appellent à voter Hollande ont déjà enterré les millions de voix qui se sont portées sur Sarkozy, Bayrou et Le Pen, elles n'ont aucune signification au niveau des rapports entre les classes. Demain ils s'emploieront de la même manière à ignorer les rapports qui se sont exprimés dans le vote Hollande s'il est élu, ils seront repartis sur les chapeaux de roue à reprendre leurs désirs pour la réalité.

Mon propos est de dire que si Sarkozy était réélu, c'est qu'il devait l'être, qu'au match des illusions qui se sont portées sur les deux principaux partis dominant les institutions, c'est l'UMP qui l'avait emporté, et l'inverse au cas où Hollande serait élu. Cette analyse n'est possible ou concevable qu'à partir du moment où l'on considère cette élection comme l'expression de la soumission des masses aux institutions de la Ve République que caractérise leur participation massive à cette mascarde. Cela démontre que leur niveau de conscience politique n'a pas évolué d'un pouce au cours des dernières années ou si peu que ce n'est pas

vraiment perceptible. Voilà ce qu'il ne faut surtout pas préciser devant les militants. Nous, nous préférons regarder la réalité en face et leur dire les choses telles qu'elles sont aussi désagréables à entendre qu'elles soient.

On nous rétorquera que l'élection avait été manipulée par les médias et les instituts de sondages. Certes, mais il en va ainsi dans la vie en général où tout est fait pour vous empêcher d'avancer dans la voie que vous vous êtes tracé. Notre capacité à renverser les obstacles qui se dressent sur notre chemin est en grande partie déterminée par la profondeur de notre analyse de la situation et le degré de notre détermination à atteindre un objectif.

C'est donc l'ensemble de ces rapports qu'il faut prendre en compte et analyser et ne pas se contenter de conserver uniquement ceux qui nous intéressent. Ce n'est certainement pas en ignorant certaines questions ou en contournant certains obstacles qu'on parvient à aller de l'avant.

C'est aux masses de chasser Sarkozy qui incarne le plus le capital, comme ce sera aux masses de chasser Hollande et de renverser le régime au cours de leur révolution prolétarienne. Si elles parviennent seules à chasser Sarkozy, ce sera une victoire importante pour la suite de leur combat, une victoire qui leur appartiendra et sur laquelle elles pourront prendre appui, alors que si on leur force la main pour ainsi dire, elles seront en partie dépossées de cette victoire qui ne leur servira à rien. Personne ne peut se substituer à la classe, pas même le parti s'il existait, c'est cela que je voulais préciser, je ne sais pas si je me suis exprimé suffissamment clairement.

Un cas d'école. L'illusion que les institutions fondées par le parti du capital pourrait se mettre au service du travail est balayée.

La Cour de cassation a invalidé la décision de la cour d'appel de Paris dans le dossier Viveo et estimé qu'un plan social ne pouvait pas être annulé, avant sa mise en oeuvre, pour absence de motif économique, ce qui aurait créé une nouvelle jurisprudence.

Le dossier de l'éditeur de logiciels Viveo est maintenant renvoyé devant la cour d'appel de Versailles qui devra statuer à nouveau, en conformité avec l'analyse de la Cour de cassation.

La décision de la Cour de cassation était très attendue aussi bien côté entreprises, qui redoutaient une validation de l'immixtion du juge dans leur gestion, que côté syndicats, qui espéraient ouvrir une brèche dans les licenciements dits boursiers, car non motivés par de réelles difficultés économiques.

La Cour a expliqué que seule l'absence ou l'insuffisance de mesures d'accompagnement du plan social entraîne la nullité de la procédure. Elle a considéré que la cour d'appel de Paris avait violé ce texte et a cassé sa décision de mai 2011.

"*C'est un soulagement pour les entreprises et les praticiens du droit*", a réagi à l'annonce de la décision Hubert Flichy, président d'Avosial, une association d'avocats pour le compte d'entreprises.

"*Nous avions la crainte que dorénavant les juges s'estiment compétents pour s'immiscer dans la gestion*", a poursuivi l'avocat. "*Nous aurions eu beaucoup de contentieux car il aurait été légitime et compréhensible pour les élus du personnel de saisir le juge et de tenter de démontrer que le motif n'était pas valable*", a-t-il ajouté.

Pour Etienne Pujol, avocat également membre d'Avosial, "*la cour a rappelé un principe essentiel: on ne conteste un licenciement qu'une fois le licenciement prononcé, c'est le Code du travail*".

Le contentieux passe alors devant les Prud'hommes qui, en cas de licenciement sans cause réelle et sérieuse, attribuent des dommages et intérêts aux salariés ayant perdu leur emploi.

Du côté des salariés de Viveo, dont les élus contestent depuis 2010 le plan social annoncé peu après le rachat de leur entreprise par le groupe suisse Tenemos, la déception dominait.

"*C'est une injustice, on s'attendait à une réponse positive et c'est la finance qui gagne*", a commenté un salarié, Georges Daoud.

"*Je suis extrêmement déçue. J'espérais qu'on allait vers une loi contre les licenciements boursiers*", a renchéri sa collègue Hélène Malbranche, employée de Viveo depuis près de 20 ans.

Leur avocat, Me Philippe Brun, n'était pas aussi pessimiste et entrevoyait déjà d'autres moyens de contester le plan social. "*C'est une déception, mais toute relative car la Cour de cassation se prononce sur une seule chose: le fait que l'article L-1235-10 du Code du travail ne s'applique pas au défaut de cause économique*".

Mais, a immédiatement relevé Me Brun, "*il y a une évolution importante car dans les arrêts précédents, notamment dans l'affaire*

des +Petits Lu+, la Cour considérait que le juge civil ne pouvait pas apprécier la cause économique d'un plan social. Là, ce n'est pas le cas".

"*Nous avons des solutions de rechange en terme de nullité*", ajoute-t-il.

Le motif économique, qui permet d'enclencher un plan social avec des licenciements collectifs, peut être fondé sur des difficultés économiques, la sauvegarde de la compétitivité, les mutations technologiques ou la cessation d'activité.

"*Si le fondement du licenciement économique n'existe pas, tout est nul*", estime Me Brun, qui défend aussi les dossiers des entreprises Sodimedical dans l'Aube et Ethicon dans l'Eure-et-Loir, dont les plans sociaux ont été annulés par la justice. (AFP 03.05)

Comme il est écrit dans le titre, l'illusion que les institutions fondées par le parti du capital pourrait se mettre au service du travail est balayée. On peut ajouter qu'avant même que la révolution éclate, il est ainsi prouvé que pour s'attaquer aux fondements du capitalisme, inverser le rapport de domination de classes au niveau de l'Etat, porter au pouvoir la classe ouvrière, il fallait impérativement au préalable liquider les institutions au service du capitalisme. C'était le principal enseignement de la Commune de Paris que le mouvement ouvrier a depuis oublier et qu'il doit se réapproprier.

Leur avocat se fout du personnel de Viveo quand il affirme "*nous avons des solutions de rechange en terme de nullité*", puisque la direction de l'entreprise peut faire valoir "*la sauvegarde de la compétitivité*" pour enclencher une procédure de licenciements économiques, argument incontrôlable ou impossible à invalider, donc impossible à rejeter dès lors qu'il est avancé, sauf à la justice de se substituer au chef d'entreprise, or on vient de voir qu'elle s'y refusait, tout comme elle se refusait à remettre en cause les rapports favorables au capital sur le travail, autrement dit les institutions de la Ve République dont c'est la raison d'être.

Bruit de campagne

Mise en place du dispositif en vue de l'union nationale.

François Bayrou a annoncé jeudi à Paris qu'il voterait François Hollande à titre personnel dimanche au second tour de l'élection présidentielle, et n'a donné aucune "consigne générale" à ses électeurs, libres de choisir "*en conscience*".

François Bayrou a fait un choix historique qui rompt avec des décennies d'alliance entre le centre et la droite, avec des conséquences imprévisibles sur l'échiquier politique.

"*Je ne peux pas voter blanc, cela serait de l'indécision, et dans ces circonstances, l'indécision est impossible. Reste le vote pour François Hollande, c'est le choix que je fais*", a déclaré le député et président du MoDem, éliminé au premier tour de la présidentielle (9,13%).

"*Il s'est prononcé de manière claire sur la moralisation de la vie publique dans notre pays, il aura fort à faire. J'ai dit ce que je pensais de son programme économique. Je ne partage pas ce programme*", a ajouté M. Bayrou.

"*Mais je pense que devant cette crise inéluctable, il n'y aura qu'une attitude possible: une unité nationale (...) pour permettre au pays de se ressaisir*", a-t-il expliqué, ajoutant que cette unité "*ne se réalisera jamais si chacun reste dans la logique des camps anciens*".

"*Je ne suis pas un homme de gauche. Je suis un homme du centre et j'entends le rester*", a-t-il souligné, en se disant "certain qu'il faudra le jour venu associer une partie de la droite républicaine à l'oeuvre de redressement de la France".

"*Il appartiendra maintenant à François Hollande, s'il est élu, de réfléchir à la situation et de prendre en compte cette nécessité pour le pays*", a-t-il affirmé

"*C'est la dernière étape de la preuve de notre indépendance. Cela va créer un séisme susceptible de faire bouger les lignes*", s'est félicité l'eurodéputé MoDem Robert Rochefort en se disant convaincu que François Hollande sera contraint "*au réalisme économique*".

"*Nous sommes comptables de la reconstruction du pays. La crise qui est devant nous est suffisamment importante pour qu'on aille vers le plus grand rassemblement possible*", a approuvé l'eurodéputé Jean-Luc Bennahmias. (AFP 03.05)

La défaite annoncée de Sarkozy si elle se confirmait, pourrait entraîner l'éclatement de l'UMP. Tout dépendra du score réalisé par Hollande. Quoique Sarkozy ayant personnalisé à outrance sa campagne électorale et sa mandature, l'UMP pourrait tout aussi bien s'en tenir à la mise à l'écart de l'hystérique de Neuilly pour tenter de sauver son unité de façade, tandis que son courant d'extrême droite se rapprocherait de Le Pen, le Parti radical et le Nouveau Centre se joindraient aux oripeaux du gaullisme.

Schéma comparable en Grèce dans des conditions politiques plus périlleuses encore compte tenu de la situation sociale bien plus dégradée qu'en France et de l'impossibilité des principaux partis d'obtenir la majorité absolue aux législatives du 6 mai.

C'est ainsi que le Premier ministre Lucas Papademos a affirmé mercredi l'impératif pour le pays d'une "*application efficace*" des réformes lancées et invoqué son expérience pour souligner qu'une coalition permet de "*résoudre les problèmes difficiles*". (AFP 03.05)

Il voulait dire dans la perspective d'un affrontement direct avec les masses qu'ils ont réussi à retarder jusqu'à présent.

Dans la foulée, le FMI a enfoncé le clou :

- Le gouvernement qui émergera des législatives de dimanche en Grèce devra poursuivre le programme de réformes approuvé par son prédécesseur en échange de l'assistance financière des créanciers publics du pays, a affirmé un porte-parole du Fonds monétaire international (FMI).

"*Sur la question de ce qui sera demandé au nouveau gouvernement, nous savons tous que (...) les plus grands partis politiques se sont engagés à respecter les objectifs principaux du programme (de réformes mis au point avec le FMI), et donc rien n'a changé sur ce point: ce sera la mise en oeuvre des principaux objectifs de ce programme*", a expliqué, Gerry Rice. (AFP 03.05)

Sarkozy, un président illégal pendant 5 ans

L'ex-Premier ministre libyen al-Baghdadi al-Mahmoudi, emprisonné en Tunisie, a affirmé que le régime de Mouammar Kadhafi avait financé la campagne 2007 du candidat Nicolas Sarkozy, ont rapporté jeudi à Tunis ses avocats.

"*Mouammar Kadhafi, son régime et les responsables qui travaillaient avec lui ont financé la campagne électorale de Sarkozy en 2007*", a déclaré à la presse Me Bechir Essid, avançant un montant de quelque 50 millions d'euros.

Selon cet avocat, l'ex-Premier ministre libyen a affirmé que "*le marché a été conclu par Moussa Koussa (nldr: ex-chef des services de renseignements extérieurs) sur instruction de Kadhafi et assuré que des documents attestant de la transaction existent*".

L'opération a été effectuée par le Fonds Libyen des investissements africains, a ajouté Me Essid, déclinant tout commentaire sur le document publié par le site d'information français Mediapart qui accusait le président de ce fonds, Bachir Saleh, d'avoir joué un rôle dans le projet allégué de financement libyen.

Mediapart a publié samedi un document attribué à un ex-dignitaire libyen affirmant que Tripoli avait accepté de financer pour "*50 millions d'euros*" la précédente campagne de Nicolas Sarkozy en 2007.

Le président-candidat a annoncé qu'il portait plainte contre Mediapart pour la publication de cette note qu'il a qualifiée de "*faux*". Le parquet de Paris a ouvert une enquête préliminaire pour "*faux et usage de faux*" et "*publication de fausses nouvelles*".

Le Conseil national de transition au pouvoir en Libye a demandé l'extradition de Bachir Saleh et affirmé que la note publiée par Mediapart est "*fausse*".

Selon son avocat, un ex-Bâtonnier et opposant nationaliste, l'ex-PM libyen a regretté "*l'ingratitude de Sarkozy qui en cadeau de retour a été le premier à envoyer les troupes de l'OTAN en Libye*".

"*Il était amer et très abattu*", a ajouté Me Essid, qui n'a pas précisé la date à laquelle les propos de l'ex-PM libyen ont été tenus, ni les motivations de son client à les rendre publics deux jours du 2e tour de l'élection présidentielle en France.

Un deuxième avocat de Al-Baghdadi Al-Mahmoudi --qui est sous le coup de deux demandes d'extradition de Tripoli-- a confirmé la version de Me Essid, ajoutant que son client croit que "*le président français est derrière sa détention prolongée*" en Tunisie.

"*Ma détention en Tunisie est à l'instigation du président français afin que les détails sur le financement de sa campagne 2007 ne soient pas révélés*", a dit Me Mabrouk Kourchid, rapportant à l'AFP les accusations de son client.

Souffrant, l'ex-chef du gouvernement libyen a été hospitalisé mercredi à Tunis pour cause d'"*hémorragie interne*", a-t-il dit.

Les autorités tunisienne l'avaient maintenu en prison malgré son acquittement le 12 février par la justice tunisienne qui le poursuivait pour "*franchissement illégal de la frontière*" suite à son arrestation près de la frontière algérienne peu après la chute

du régime Kadhafi. (AFP 03.05)

Pourquoi ce titre ? Parce qu'en empochant ces 50 millions d'euros il a explosé le budget légal de sa campagne électoral qui était de 20 ou 22 millions je ne sais plus au juste, 20 plus 50 égal 70 millions d'euros.

La peste brune rôde. Suite.

Environ 200 policiers ont manifesté jeudi à Lyon, pour la troisième fois en quelques jours, en soutien à leur collègue de Seine-Saint-Denis mis en examen pour homicide volontaire, mais aussi pour revendiquer de meilleures conditions de travail, a constaté un journaliste de l'AFP.

Jeudi, les policiers, en civil, s'étaient donné rendez-vous sur cette même place, avant de défiler tout autour aux cris de "*Policiers en colère*", et de bloquer ainsi la circulation.

A l'issue de la manifestation, les policiers, dont certains ont déploré la "*récupération du mouvement spontané des policiers par les syndicats*", ont chanté la Marseillaise. (AFP 03.05)

Ils auraient dû inviter Royal, Mélenchon et Laurent pour faire les coeurs ! Je n'ai pas retenu Sarkozy, il est déjà leur président d'honneur, du déshonneur devrait-on dire.

INFOS EN BREF

Politique

1- France

Thierry Gaubert a été condamné ce jeudi à 10 mois de prison avec sursis et 10.000 euros d'amende pour détournement de fonds par le tribunal correctionnel de Nanterre, selon notre journaliste sur place. L'homme a en revanche été relaxé concernant l'escroquerie et la prise illégale d'intérêts. Thierry Gaubert a été le proche collaborateur de Nicolas Sarkozy à Neuilly et au ministère du Budget.

Il est également visé par une enquête préliminaire ouverte par le parquet de Nanterre à la suite de signalements de Tracfin. Selon Mediapart, cette cellule gouvernementale de lutte anti-blanchiment a constaté plusieurs flux financiers suspects entre lui et l'intermédiaire en contrats d'armement Ziad Takieddine, également mis en examen dans le dossier Karachi.

L'ex-directeur général de Thierry Gaubert, Philippe Smadja, a été de son côté condamné à 15 mois de prison avec sursis et à 20.000 euros d'amende. La juge a estimé que le rôle de Thierry Gaubert était plus limité que celui de son ancien collaborateur, mais a noté «*une propension naturellement répréhensible*» à confondre leurs intérêts privés et ceux des organismes publics dont ils ont eu la charge. (20minutes.fr 03.05)

2- Tunisie

La justice tunisienne a condamné jeudi le patron de la chaîne privée Nessma, à une amende pour atteinte au sacré, une décision en forme de compromis particulièrement attendue dans un procès test pour la liberté des médias depuis la chute de Ben Ali.

"*Nabil Karoui a été condamné au versement d'une amende de 2.400 dinars (1.200 euros) pour la diffusion au public d'un film troublant l'ordre public et portant atteinte aux bonnes moeurs*", selon le jugement du tribunal de première instance de Tunis.

Le patron de la chaîne Nessma était poursuivi après la diffusion du film franco-iranien Persepolis qui raconte les dérives du régime iranien à travers les yeux d'une petite fille. En cause: une scène où Allah est dessiné, un blasphème interdit par l'islam sunnite.

"*Je suis extrêmement triste. Je pensais qu'en ce jour la Tunisie allait donner une autre image au monde entier que celle qui atteint aux libertés*", a déclaré M. Karoui à l'AFP.

"*Je suis très préoccupé par la situation des libertés en Tunisie parce que ma condamnation constitue un très mauvais message non seulement au niveau national mais aussi dans tout le Maghreb*", a-t-il ajouté.

Le film Persepolis avait été diffusé le 7 octobre peu avant le premier scrutin libre après le soulèvement qui avait chassé l'ex-président Ben Ali le 14 janvier 2011 sous la pression de la rue.

Ouvert le 16 novembre 2011 et reporté deux fois, le procès de M. Karoui a déchaîné les passions entre défenseurs des libertés et milieux islamistes extrémistes responsables de violences.

Un technicien de la chaîne et une responsable de la version en dialecte tunisien du film ont été également jugés et condamnés à une amende de 1.200 dinars chacun.

"*Ce jugement est une atteinte à la liberté de la presse. On espérait un acquittement pur et simple en cette journée mondiale de la liberté de la presse*", a dit à l'AFP Me Abada Kefi. La défense va interjeter appel, a ajouté l'avocat de la chaîne.

"*M. Karoui aurait pu être condamné à une peine allant de trois à six mois de prison ferme au regard des chefs d'accusation*", a estimé un avocat de la partie civile, Rafik Ghak ajoutant qu'il allait examiner avec ses clients l'intérêt de faire appel.

M. Karoui était absent à l'annonce du verdict qui coïncidait avec la Journée mondiale de la liberté de la presse célébrée en Tunisie depuis la chute de Ben Ali. (AFP 03.05)

Sous Ben Ali ils n'auraient pas été condamnés, mais voilà les institutions sont restées en place, les juges et le parquet n'ont pas changé, hier au service du tyran, aujourd'hui de la contre-révolution islamique. D'où la nécessité de détruire de fond en comble l'Etat lors d'une révolution prolétarienne.

Social

France

1- Grève à la SNCM

La grève lancée mercredi par la CGT-marins au niveau national pour réclamer l'application des mêmes lois sociales pour toutes les compagnies de navigation, se poursuivait jeudi à Marseille où elle paralysait le trafic Corse-continent à la SNCM et à la Méridionale (ex-CMN).

"*Le mouvement est reconduit à l'unanimité à la Méridionale, la SNCM*", a indiqué à l'AFP Frédéric Alpozzo, responsable CGT à la SNCM.

Il a justifié cette reconduction du fait de l'absence "*de réponse concrète à la proposition de loi déposée par les élus communistes du Front de Gauche de la part des candidats à la présidence de la République et des partis républicains aux législatives puisqu'on a sollicité tous les partis sauf le Front national*".

Le syndicat réclame l'application aux autres compagnies assurant les liaisons entre la Corse et le continent, notamment la Corsica Ferries, dont les navires battent pavillon italien, de l'inscription au premier registre maritime prévoyant l'application des lois sociales françaises.

Pour Pierre Mattei, directeur général de la Corsica Ferries, "*le dumping social n'existe pas*".

"*Les règles sociales sur les lignes de Corsica Ferries en concurrence avec la SNCM sont régies par un décret de mars 1999 qui précise que, même sous pavillon européen non français, les conditions de travail sont celles prévues par les conventions collectives françaises et en vigueur sur les navires de pavillon français de premier registre sous lequel opèrent CMN et SNCM*", écrit-il dans un communiqué.

Les personnels naviguant et sédentaires de la Société nationale Corse Méditerranée (SNCM) et de La Méridionale sont appelés à une grève reconductible de 24 heures depuis mercredi matin. (AFP 03.05)

2- Le crédit immobilier réservé aux nantis.

Les banques accordent toujours moins de crédits immobiliers. Les montants ont en effet continué de chuter de 9,5% au mois d'avril, portant le recul en glissement annuel à 32,2% sur les quatre premiers mois de l'année, selon l'Observatoire Crédit logement/CSA publié jeudi. Un recul qui signale l'exclusion de toute une partie de la population du marché immobilier.

"*L'embellie de l'automne 2011 n'a pas suffi à inverser la tendance récessive du marché. Ce dernier se recentre sur une clientèle plus aisée à l'apport personnel croissant, au détriment des jeunes acheteurs notamment*", a relevé Crédit Logement, établissement de crédit dont les actionnaires sont les grandes banques françaises. "*Le bouleversement du marché, très probablement, ne va pas s'arrêter*", estime Michel Mouillart, professeur d'économie à l'université Paris Ouest et l'un des auteurs de l'Observatoire. Pessimiste, il pronostique un recul un recul de la production de prêts immobiliers à 120 ou 125 milliards cette

année contre 160 en 2011.

Tous les types d'opérations sont touchés. Qu'il s'agisse des acquistions de logements neufs avec des prêts en recul de 24,5% sur un an pour les quatre premiers mois de l'année. Ou, encore plus, des logements anciens : les prêts les concernant se seont en effet repliés de 38,3% à la fin avril en glissement annuel.

Dans un marché en récession et en pleine mutation (impact de la crise, reconfiguration du PTZ+ et du dispositif Scellier), l'Observatoire a constaté une forte progression de l'apport personnel, une réduction des montants empruntés mais une augmentation du coût moyen par opération. "*Toutes les catégories de ménages sont concernées par la hausse de l'apport moyen. La suppression du PTZ+ a fait sortir du marché toute une partie des ménages, les plus modestes, ce qui a un effet mécanique sur le taux d'apport*", a noté M. Mouillart.

L'apport moyen atteignait 28,6% du coût de l'opération à fin avril (24,7% un an plus tôt). Les montants moyens empruntés sont passés de 152.900 euros en avril 2011 à 145.800 euros en avril 2012, tandis que le coût moyen par opération a grimpé à 204.300 euros (202.900 euros en avril 2011). (lexpansion.com 03.05)

3- Les bienfaits d'une directive européenne.

Le prix des oeufs a plus que doublé en un an en France, en raison d'une baisse de la production liée au retard pris par la mise aux normes des cages des poules pondeuses, relève la revue Agreste du ministère de l'agriculture, dans son édition publiée jeudi.

Cette flambée résulte de la raréfaction de la production d'oeufs. Depuis le 1er janvier 2012, les propriétaires d'élevages de poules pondeuses sont tenus de respecter de nouvelles normes en matière de bien-être animal, qui prévoient des améliorations sur la taille des cages ainsi que sur leur aménagement. (AFP 03.05)

2- Allemagne

Quelque 115.000 salariés ont pris part jeudi à des débrayages et à des rassemblements organisés pour appuyer les revendications salariales dans l'industrie allemande, a annoncé le syndicat IG Metall.

C'est en Bavière (sud) que les arrêt de travail ont été les plus importants, avec 46.000 ouvriers de 78 usines, a précisé le puissant syndicat allemand, devant la Rhénanie du nord-Westphalie (nord-ouest) et le Bade-Wurtemberg (sud), avec 16.000 environ.

Au total, depuis le début, le week-end dernier, de ce mouvement pour obtenir des hausses de salaire de 6,5%, IG Metall a dénombré 160.000 participants.

Ces négociations salariales, menées simultanément dans plusieurs Etats régionaux, sont un temps fort de l'actualité sociale allemande et donnent le ton pour nombre d'autres secteurs de l'économie du pays.

Au début du mois, ce sont les deux millions de salariés de la fonction publique qui avaient obtenu 6,3% de hausse sur 2 ans, après avoir eux aussi eu recours à des grèves dans tout le pays.

Cet accord été critiqué par les employeurs du secteur de la métallurgie qui y voient un mauvais exemple pour leurs propres négociations. (AFP 03.05)

Economie

1- BCE

La croissance doit être une priorité de la zone euro mais pas au détriment de la discipline budgétaire, a estimé jeudi le président de la Banque centrale européenne (BCE) Mario Draghi, lors d'une conférence de presse donnée en Espagne où était réuni le conseil des gouverneurs de la BCE.

Pour Mario Draghi, il n'y a "*pas la moindre contradiction*" à poursuivre un pacte de croissance tout en continuant sur la voie de l'assainissement des finances publiues.

"*Il est certain que je suis d'accord avec votre question lorsque vous dites qu'il faut remettre la croissance à l'ordre du jour, sans la moindre contradiction avec la nécessité de persévérer dans la consolidation budgétaire*", a-t-il affirmé.

Le patron de la Bundesbank Jens Weidmann fait pression sur Mario Draghi pour qu'il restreigne le rôle joué par la BCE dans la

crise, voulant que les pays fassent le ménage chez eux plutôt que recourir à la banque centrale.

"*Un assainissement budgétaire pertinent et des réformes structurelles résolues constituent la meilleure politique de croissance parce que de cette manière on rétablit la confiance et la performance économique s'en trouve renforcée*", a dit Jens Weidmann à l'hebdomadaire Die Zeit. (Reuters 03.05)

2- Assurance

L'assureur American International Group a publié jeudi un bénéfice plus que doublé au premier trimestre par rapport au même trimestre de l'an dernier qui avait été affecté par des pertes dues au séisme du 11 mars au Japon.

Le bénéfice net de la période janvier-mars se monte à 3,2 milliards de dollars. Les actifs sous gestion se montaient à 265 milliards de dollars à la fin du trimestre. (Reuters 03.05)

3- France

Hermès International a vu ses ventes grimper de 21,9% au premier trimestre, portées par une demande de produits de luxe toujours très soutenue en Asie et par une forte accélération de ses ventes en Europe.

Le fabricant des célèbres sacs Birkin et des "*carrés*" de soie a vu son chiffre d'affaires atteindre 776,9 millions d'euros au premier trimestre, signant une croissance à taux de change constants de 17,6%. Un an auparavant, la croissance avait atteint 20,7%.

Elle marque une accélération par rapport au quatrième trimestre 2011, où elle s'était tassée à 14,2%, et reste très proche des 18,3% engrangés sur l'ensemble de 2011.

La performance d'Hermès a à peine faibli en Asie (hors Japon), où ses ventes ont grimpé de 22,4% à taux constants, après +24,5% au dernier trimestre 2011 et au regard d'une base de comparaison extrêmement élevée de +27,3% au premier trimestre 2011.

En Europe, où les ventes ont bondi de 26,6%, Hermès a profité d'un afflux massif de touristes asiatiques, principalement chinois, venus acheter des produits vendus entre 45% et 50% moins cher qu'en Asie.

Dans l'Hexagone, elles ont signé une solide progression de 13,9%. (Reuters 03.05)

Je vous ai épargné les autres détails de cet article, il y a déjà de quoi avoir envie de gerber avec ces quelques chiffres.

Plus sérieusement, l'orientation du chiffre d'affaires et surtout du bénéfice d'Hermes correspond à l'orientation du capitalisme mondial qui favorise le développement de l'Asie au marché le plus important du monde au détriment de l'Europe et des Etats-Unis.

4- Chine

L'UE et la Chine ont signé des déclarations conjointes en vue d'un "partenariat" dans le domaine de l'énergie, prévoyant notamment l'ouverture de leurs marchés respectifs, selon le président de la Commission européenne José Manuel Barroso.

"*Nous nous sommes mis d'accord pour étendre notre partenariat à des secteurs-clé comme les marchés de l'électricité, la sécurité de l'énergie et l'urbanisation*", a-t-il précisé.

L'objectif, en matière de sécurité énergétique, est de "*s'engager ensemble en tant qu'acteurs mondiaux responsables afin de prendre les meilleurs choix énergétiques, les investissements les plus durables*", a insisté M. Barroso: "*la Chine et l'UE partagent une responsabilité mondiale*" en la matière.

"*Ensemble, nous allons discuter d'une série de sujets liés au marché, tels que la fixation des prix, l'accès au marché et les normes techniques pour l'intégration durable des énergies renouvelables aux réseaux*", a-t-il précisé.

Dans la matinée, M. Li avait estimé pour sa part que "*le partenariat Chine-UE est l'un des plus importants au monde*" après une rencontre avec le président de l'UE, Herman Van Rompuy. (AFP 03.05)

Haut de page

Le 5 mai

CAUSERIE

J'ajouterai une quinzaine d'articles dans la journée.

Il n'y a pas de courant depuis ce matin 9h, il est 11h10. En fait, la centrale nucléaire produit suffisamment d'électricité pour couvrir la demande, mais c'est l'installation électrique qui est défectueuse, poteaux et files électriques posés n'importe comment, réseau non entretenu, etc. Donc finalement, rien de changé ou presque, hier il faisait déjà 30°C à 8 heures du matin, entre 40 et 45°C à midi. Du coup, je travaille le soir en mettant la climatisation dans le bureau et je termine le boulot le matin, l'après-midi je bricole ou je m'occupe de mes affaires.

Rien de plus normal en fait.

Les rencontres d'un responsable patronal avec François Hollande et avec un conseiller économique de Nicolas Sarkozy se sont avérées surprenantes. Commentaire - presque étonné - d'un responsable patronal qui a rencontré à deux reprises François Hollande : "*Contrairement à la description qui en est parfois faite, il a des opinions très affirmées. Mais en même temps, il s'est montré très pragmatique.*"

Le même a tenté, sans succès, de rencontrer Nicolas Sarkozy, avant de voir Sébastien Proto, son conseiller économique : "*Lui était très arrogant, très "c'est comme ça, et pas autrement"... Le contraste entre les deux était frappant.*" (lexpress.fr 04.05)

Le "*très pragmatique*", signifie que Hollande tient un discours en direction des travailleurs sachant très bien qu'il ne le mettra pas en pratique, tandis que le patronat sait pouvoir compter sur l'application de son discours dans sa direction. Dès lors on ne peut même pas dire que Hollande ou le PS seraient des traitres, il s'agit uniquement d'une manoeuvre (grossière) pour tromper les travailleurs alors qu'il se situe dans le camp de leurs ennemis. Donc pour remettre le PS a sa juste place, il faut le traiter comme un parti du capital et non comme un parti ouvrier ce qui serait déjà marcher dans sa combine, s'en faire le complice, ce à quoi nous nous refusons catégoriquement.

En période d'offensive violente du capital, le parti officiel de l'ordre, l'UMP, n'a pas d'autre possibilité que de passer en force et d'apparaître plus isolé que jamais, tandis que le parti officieux de l'ordre, le PS, dispose d'une marge de manoeuvre en s'appuyant sur le soutien ouvert des dirigeants syndicaux pour imposer la même politique réactionnaire.

Quand le parti de l'ordre n'a plus les moyens d'imposer sa politique, c'est le PS qui prend le relais avec la complicité de ses satellites, jusqu'au moment où il s'est tellement compromis que le parti de l'ordre revient au pouvoir et ainsi de suite. Voilà ce qu'on nous demande de cautionner le 6 mai, en réalité depuis près d'un siècle.

Quand un responsable patronal affirme que Hollande est "*très pragmatique*", il veut dire par là qu'il est prêt à poursuivre la politique de Sarkozy, à se ranger au côté du marché.

Les vociférations et les gesticulations spectaculaires d'un Mélenchon ont pour principal objectif de masquer la véritable nature du PS, donc de soutenir le régime en place.

En refusant d'appeler à rompre avec l'UE tout en faisant de son combat contre Sarkozy et l'extrême droite sa priorité, en appelant à participer au second tour de la présidentielle et à voter Hollande, Mélenchon s'emploie sournoisement à renforcer le camp des partisans de l'UE, les deux candidats restant en lice ayant voté oui le 29 mai 2005 et s'apprêtant à ratifier le TSCG et le MES.

La peste brune continue d'occuper le pavé.

Entre 200 et 300 policiers en civil et hors service ont de nouveau manifesté à Paris en soutien à leur collègue de Seine-Saint-Denis mis en examen pour homicide volontaire, mais aussi pour exprimer leur "*ras-le-bol*".

Les policiers se sont rassemblés "*spontanément*", selon eux, porte Maillot, devant le Palais des Congrès (XVIIe arrondissement), puis ont entrepris peu après midi de défiler vers l'avenue des Champs-Elysées, bloquant la circulation dans cet endroit très fréquenté aux cris de "*policiers en colère*".

Ils ont été empêchés par un cordon de gendarmes mobiles de poursuivre au delà de l'avenue de la Grande Armée, non loin de la porte Maillot, et se sont ensuite dispersés peu après 13H00, a constaté l'AFP.

Regroupés plus ou moins en coordination, les manifestants de ces derniers jours envisagent également une journée nationale de mobilisation le mercredi 9 mai à midi, en marge de celles des syndicats de police, selon des modalités non encore précisées.

(AFP 04.05)

Avec la bienveillance de la Préfecture de police de Paris, de l'Elysée et du gouvernement en place jusqu'à demain soir.

Travailleurs, vous avez le droit d'évaluer vos besoins sans compter, sans modération.

Le laboratoire pharmaceutique va augmenter de 5% à 1,26 million d'euros le salaire fixe de Chris Viehbacher. Cette année il percevra en plus une part variable ciblée à 200% de son fixe en fonction notamment de la réalisation de critères financiers. En 2011, cette part variable lui a rapporté 2,28 millions d'euros.

Enfin, le directeur général bénéficiera en 2012 de stock-options pour un montant de 240.000 euros et des actions de "*performance*" pour 42.000 euros.

Sanofi a lancé un nouveau programme d'économies de deux milliards d'ici 2015 après les deux milliards déjà économisées entre 2009 et 2011.

Les syndicats du groupe, qui emploie un tiers de l'industrie pharmaceutique française, redoutent plusieurs milliers de suppressions de postes sur trois ans.

Le premier plan, engagé en 2009 face à la vague d'expiration de brevets qui ne prendra fin qu'en 2013 chez Sanofi, s'est traduit par la suppression de 3.500 emplois directs et plusieurs milliers d'emplois induits, selon les syndicats. (Reuters 04.05)

Pourquoi la question des inégalités n'est-elle pas traitée de telle sorte qu'apparaisse clairement que la classe des capitalistes se situe uniquement sur le terrain de ses besoins, et que les travailleurs devraient faire de même ou plutôt ceux qui sont censés les représenter ? Pourquoi n'est-il pas mis en relief que les inégalités correspondent finalement à une conception de la société bien spécifique.

La question à l'ordre du jour ne serait-elle pas dans quelle société voulons-nous vivre ? On nous impose un type de société qui piétine nos besoins et aspirations, et voilà que nous sommes incapables de proposer un autre type de société. Apparemment, cela ne choque pas vraiment les militants des partis concernés.

Guéant expulsé le 6 mai ! Où ? A Guantanamo par exemple !

Un Algérien présenté à tort par le ministre de l'Intérieur comme condamné pour son rôle dans les attentats de Marrakech en 1994 a décidé de déposer plainte vendredi en diffamation contre Claude Guéant, a indiqué son avocat, Me Eric Plouvier, à l'AFP.

Ali Belhadad a été expulsé le 2 avril vers l'Algérie dans la foulée de l'affaire Merah, le ministre Claude Guéant justifiant sa décision dans un communiqué par ses relations avec "*la mouvance islamiste radicale*" et assurant qu'il a été "*condamné pour son rôle dans les attentats de Marrakech en 1994*".

"*Il ne fait aucun doute que cette affirmation est totalement fausse*", relève Me Plouvier dans sa plainte qui doit être déposée dans la journée, précisant que le casier judiciaire de son client ne porte trace d'aucune condamnation.

Une représentante du ministère de l'Intérieur avait reconnu mi-avril devant le tribunal administratif, devant lequel M. Belhadad contestait son expulsion, que ce communiqué était erroné, une erreur qu'elle avait qualifiée de "*regrettable*".

"*Ce communiqué paraît avoir délibérément servi une politique de communication du ministre dans un contexte électoral*", estime pour sa part l'avocat de M. Belhadad.

Ali Belhadad, 44 ans, vivait en France depuis 20 ans et possédait un titre de séjour valable jusqu'en 2019.

Le Conseil d'Etat a rejeté le 20 avril le recours présenté par M. Belhadad contre son expulsion. (AFP 04.05)

Dictature. Tribunal d'exception. Condamné à 5 ans de prisons pour des courriels.

Adlène Hicheur, un physicien franco-algérien détaché au Cern de Genève, a été condamné à Paris à quatre ans de prison ferme pour avoir échangé des mails équivoques, dont certains évoquant de possibles attentats, avec un responsable présumé d'Aqmi.

La défense conteste avec la dernière vigueur l'identité de ce mystérieux interlocuteur sur lequel se base l'essentiel des charges.

A l'audience du 30 mars, le prévenu avait minimisé ce message. "*Il n'y a jamais eu de dévolu sur quoi que ce soit*", s'était-il emporté.

"*C'est un Guantanamo français*", a dénoncé à l'issue du délibéré le frère du prévenu, Halim Hicheur.

Tout en reconnaissant les "*propos parfois inquiétants et certes critiquables*" de son client, Me Baudouin a dénoncé pour sa part "*un scandale judiciaire*", car Adlène Hicheur a été condamné "*au vu de simples mots échangés sur le net*".

"*C'est l'aboutissement logique du rouleau compresseur de la justice antiterroriste*", a-t-il conclu, considérant que cette décision "*contre-productive*" était "*un coup de main donné par la justice*" aux "*véritables terroristes*" qui font "*leur pain blanc des failles de la démocratie*". (AFP 04.05)

Normal, les"*véritables terroristes*" sont le bras armé du régime contre la démocratie.

La "***sagesse***" au-dessous du niveau de la ceinture.

«*Le fait de harceler autrui dans le but d'obtenir des faveurs de nature sexuelle est puni d'un an d'emprisonnement.*» Vingt ans après son adoption, la loi sur le harcèlement sexuel va disparaître du Code pénal. Le Conseil constitutionnel s'est en effet prononcé sur la conformité du texte., et a décidé ce vendredi l'abrogation immédiate de la loi, dont il a jugé la formulation trop floue, renvoyant au législateur la responsabilité de définir plus clairement les contours de ce délit.

En l'espèce l'article 222-33 du code pénal permet que le délit de harcèlement sexuel soit punissable sans que les éléments constitutifs de l'infraction soient suffisamment définis. Par suite, ces dispositions méconnaissaient le principe de légalité des délits et des peines. Le Conseil constitutionnel les a donc déclarées contraires à la Constitution.

L'homme qui a saisi les Sages d'une QPC (question prioritaire de constitutionnalité) n'est pas n'importe qui. Ancien ministre sous Valéry Giscard d'Estaing, Gérard Ducray a été condamné à trois mois de prison avec sursis après la plainte de trois femmes fonctionnaires. "*Il a pu y avoir une drague peu subtile. Mais de là à dire que ces femmes ont été harcelées…*" lâche Claire Waquet, son avocate.

S'il donne raison à Gérard Ducray, le Conseil devra abroger la loi actuelle, enterrant les procédures en cours. (20minutes.fr 04.05)

Abolition du Conseil constitutionnel, de la Ve République qui a donné le pouvoir au marché !

Bruit de campagne

Le parti de l'ordre ne supporte pas la liberté de la presse

Mardi, c'est une journaliste de Mediapart qui a été prise à partie par des militants lors de la fête du travail de Nicolas Sarkozy au Trocadéro, à Paris. Jeudi, ce sont deux journalistes de BFM TV qui ont été agressés en marge du meeting du candidat UMP à Toulon, l'un d'entre eux ayant reçu, en plus d'insultes, une bouteille d'eau sur le visage.

Lors d'une réunion publique aux Sables-d'Olonne, Nicolas Sarkozy s'en est pris à un journaliste qui effectuait un plateau en direct pendant son discours: «*Si notre ami qui fait un direct en me tournant le dos pouvait s'arrêter, ça m'arrangerait*», lance Nicolas Sarkozy, visiblement agacé.

Après avoir laissé la salle siffler le journaliste en question, il poursuit: «*La politesse n'est qu'une question d'éducation, et s'il y a eu quelque manquement, nous y porterons remède.*» (20minutes.fr 04.05)

Qu'est-ce qui est "***plus que la gauche***" sinon la droite ?

"*Je représente ici la gauche, sans doute, mais déjà plus que la gauche. Je représente tous les républicains, les humanistes, ceux qui sont attachés à des valeurs et des principes*", a déclaré le candidat PS lors d'une visite à Hombourg-Haut, en Moselle. (AFP 04.05)

Il va finir par dire qu'il ne représente pas vraiment la gauche, il ne le peut pas, les faits le feront apparaître à sa place très rapidement. Un aveu dont se foutent pas mal ceux qui appellent à voter Hollande.

Selon les analyses que feront les dirigeants du PS des mobilisations en cours et du rapport de forces réel entre les classes, ils s'orienteront de préférence vers un Front populaire ou une coalition de type union nationale pour satisfaire au diktat du marché. S'ils estiment trop faibles leurs satellites pour contenir la classe ouvrière, ils s'encanailleront avec le MoDem ou des transfugent de l'UMP.

Tout dépendra aussi de quelle manière ils vont apprécier l'état d'esprit des masses et le risque d'explosion sociale qui ne relève pas de la chimère mais demeure omniprésent, à quel niveau ils placent la barre des sacrifices que les masses pourront subir sans déferler dans la rue dans un fureux torrent incontrôlable.

On ne peut comprendre les différentes tactiques et la stratégie du PS qu'à partir du moment où on a à l'esprit que son unique objectif est de servir les capitalistes.

INFOS EN BREF

Politique

Grande -Bretagne

L'opposition travailliste a enregistré une nette poussée en Angleterre et au Pays de Galles lors d'élections municipales partielles qui font figure d'avertissement pour le gouvernement de coalition du conservateur David Cameron à mi-mandat.

A Londres cependant, le maire sortant, le conservateur Boris Johnson, a été réélu avec 51,5% des voix devant le travailliste Ken Livingstone (48,5%) qui a dirigé la ville de 2000 à 2008, selon les résultats officiels publiés vendredi soir.

L'opposition travailliste a emporté de nombreux conseils municipaux, surtout dans le centre et le sud de l'Angleterre, ainsi qu'au Pays de Galles, des régions jugées cruciales pour un éventuel retour des travaillistes au pouvoir en 2015.

La deuxième ville du pays, Birmingham (centre de l'Angleterre), ainsi que Southampton (sud), Plymouth (sud-ouest) et Cardiff, la capitale du Pays de Galles, ont été gagnées par les travaillistes.

Plus de 5.000 sièges étaient en jeu jeudi dans 181 conseils municipaux d'Angleterre, d'Ecosse et du Pays de Galles.

Dans le détail, les travaillistes ont décroché 824 sièges supplémentaires et contrôlent 75 des 181 conseils qui étaient en jeu lors de ce scrutin, tandis que les conservateurs ont perdu 403 sièges et ne dirigent plus que 42 conseils municipaux, selon des résultats définitifs.

En Ecosse, le Parti national écossais (SNP), parti indépendantiste qui dirige cette région britannique semi-autonome, et le Labour ont remporté de forts gains. Les travaillistes ont pris le contrôle de la capitale Edimbourg, jusqu'alors dirigée par les libéraux-démocrates.

Le vote de jeudi, avec une participation très faible estimée à 32%, sanctionne la politique d'austérité du gouvernement qui accumule les déboires depuis des semaines.

Autre déconvenue pour le Premier ministre, son appel à élire directement au suffrage universel les maires d'une dizaine de grandes villes n'a pas été suivi. Au moins huit villes ont rejeté l'idée dans des référendums locaux. (AFP 04.05)

Un taux d'abstention à 78% auquel il faut ajouter quelques pourcents de votes blancs ou nuls, et le moins qu'on puisse dire c'est qu'aucun de ces élus n'est légitime, que les institutions sont massivement rejetées ainsi que la politique antisociale de Cameron.

Social

1- France

Une centaine de syndicalistes, selon la CGT, une cinquantaine selon la direction, a envahi quelques heures le siège de l'AP-HP (Assistance publique-Hôpitaux de Paris) pour protester contre des "*suppressions d'emploi*" et dénoncer le "*manque de dialogue social*".

"*Nous avions prévu un rassemblement devant le siège mais, face à la présence de barrières et de forces de l'ordre, nous avons décidé de rentrer pour être reçus par la direction générale*", a déclaré à l'AFP Olivier Cammas responsable de l'Usap-CGT.

Les manifestants ayant pénétré dans les locaux, ont discuté avec des membres de la direction qui leur a proposé une séance de négociations pour le 11 mai, a affirmé Rose May Rousseau, une autre responsable CGT.

Cette action avait été organisée pour protester contre un document envoyé lundi par la direction concernant les

perspectives d'évolution de l'emploi pour les années à venir, selon la CGT.

Ce document, consulté par l'AFP, prévoit 3.326 suppressions d'emploi selon la CGT, dont 1.040 postes d'infirmières d'ici 2016. Il précise aussi qu'en 2011, les effectifs rémunérés ont diminué de 1.184, soit une baisse de 1,8%.

Mais pour le directeur des ressources humaines de l'AP-HP Christian Poimboeuf, il ne s'agit pas de "*suppressions d'emplois*" mais "*d'évolution tendancielle des emplois*".

"*La direction nous a dit qu'il s'agissait d'un document de travail. Mais ce sont des objectifs clairs et nets qui participent du démantèlement de l'assistance publique et de l'offre de soins de service public*", a dénoncé Mme May Rousseau.

De son côté, M. Cammas a critiqué une "*volonté scandaleuse de restructuration*".

"*Nous protestons aussi contre le manque de dialogue social qui dure depuis deux ans et l'annulation d'une réunion annuelle rassemblant des directeurs et des élus qui devait se tenir aujourd'hui (vendredi)*", a ajouté M. Cammas, précisant que la CGT avait adressé une lettre ouverte à Mme Mirelle Faugère, la directrice générale de l'AP-HP.

Cette réunion devrait se tenir en juin, a indiqué M. Poimboeuf. Selon lui à l'AP-HP "*on a un dialogue social, parfois heurté mais qui existe*".

L'AP-HP est le plus grand centre hospitalier universitaire (CHU) de France avec 37 établissements, réunis en 12 groupes après la restructuration. Premier employeur d'Ile-de-France avec 90.000 personnels dont 22.000 médecins, l'AP-HP a pris en charge 7 millions de patients en 2011 dont 1,1 million aux urgences. (AFP 04.05)

2- Allemagne

Ces manifestations de travailleurs portant casquettes ou capes rouges, ont touché des icônes du modèle allemand, comme Bosch, BMW ou Siemens.

Outre le syndicat qui négocie pour plus de 3,5 millions de salariés de la métallurgie, des machines-outils, de l'automobile ou encore des semi-conducteurs, son homologue des services Verdi a organisé des grèves réunissant 15.000 salariés de Deutsche Telekom et compte en faire autant dans la banque (220.000 salariés concernés).

"*L'industrie a eu de très bons résultats l'an dernier (et) les salariés veulent leur juste part*", cependant "*la réussite de l'économie allemande semble s'émousser*", analyse Hilmar Schneider, de l'Institut de recherche sur l'avenir du travail (Bonn).

Cette année, le niveau des "*revendications est inhabituel, tranchant avec une longue période de 15 années de retenue salariale*", souligne Eckart Tuchtfeld, spécialiste du marché du travail chez Commerzbank.

Quelle que soit l'issue du bras de fer, "*les accords seront plus élevés*" que les années précédentes, prédit-il, notamment en raison des 6,3% de hausse sur deux ans obtenus par deux millions de salariés de la fonction publique en avril.

"*Nous avons l'impression que (ce mouvement) ne concerne pas que cette année, mais qu'il y a un vrai tournant vers de plus larges augmentations, de 3% par an contre 1 à 2% avant*", estime M. Tuchtfeld.

Selon lui, ces négociations marquent un revirement pour des syndicats qui marchaient main dans la main avec le patronat, faisant des concessions sur les salaires pour favoriser la compétitivité des entreprises au nom de l'emploi.

Dans l'ensemble, "*le pouvoir des salariés se renforce*" dans de nombreux secteurs qualifiés, où le manque de main d'oeuvre va s'accroître en raison du vieillissement accéléré de la population allemande, abonde Günter Warsewa, directeur de l'Institut pour le travail (université de Brême).

Cependant, "*le système allemand de négociations sociales permet toujours d'arriver à un résultat intelligent*", selon lui. "*Les syndicats ne mettront pas en danger la croissance et la productivité*", ajoute-t-il. (AFP 04.05)

C'était inutile de le préciser, ils sont corrompus jusqu'à la moelle !

Haut de page

Le 6 mai

CAUSERIE

Je n'ai pas eu le temps de mettre en ligne une quinzaine d'articles, ce sera plus tard dans la journée. La coupure de courant hier a duré de 9h à 19h. Toutes les pages d'accueil des différentes rubriques du site ont été actualisées.

Bon dimanche à tous.

Tout tient en une phrase.

Samedi, dans un entretien au quotidien Frankfurter Allgemeine Zeitung, Pierre Moscovici, a dit "*ne pas vouloir provoquer de crise*", en réponse le ministre allemand des Affaires étrangères a déclaré avoir "*confiance de voir nos deux pays pouvoir initier à l'avenir de bonnes solutions pour l'Europe et notre monnaie commune*", dans un entretien au Frankfurter Allgemeine Sonntagszeitung à paraître aujourd'hui.

Mélenchon, Laurent et Cie. ne pourront pas dire qu'ils n'ont rien entendu, qu'ils ne savaient pas ou que Hollande aurait ensuite changé, non, il a affiché d'emblée la couleur, ce qui signifie que dans le cas où il serait élu, il revendiquerait la légitimité pour appliquer sa politique antisociale et réactionnaire.

Reste à savoir quelle sera l'ampleur de sa victoire, non pas contre Sarkozy mais contre la classe ouvrière.

Plus elle sera large, plus il s'entourera de précautions dans la présentation et l'application de sa politique pour profiter au maximum du soutien que lui apporteront les satellites du PS et les dirigeants syndicaux, avant qu'ils ne soient contraints de prendre leur distance avec lui suite à la mobilisation de leurs bases.

Moins elle sera large et plus il devra se méfier d'une réaction violente à l'annonce des premières mesures réactionnaires qu'il entendra appliquer, qui pourraît conduire les satellites du PS et les dirigeants syndicaux à lui retirer du moins officiellement tout soutien, ce qui lui compliquerait la tâche dès le début de son mandat.

L'agenda de Hollande est fixé par les institutions européennes et la perspective de la ratification des traités TSCG et MES. En conséquence et compte tenu qu'aucun autre parti n'entend combattre dans la perspective du rejet de ces traités, bien que nous estimons que la campagne du POI nécessiterait que son orientation politique soit modifiée en incluant l'objectif d'abattre les institutions de la Ve République, nous appelons les militants à s'y associer.

C'est le premier combat que nous avons à mener contre Hollande et son gouvernement capitaliste subordonné à l'UE, au FMI, à l'impérialisme américain. Il s'agirait de ne pas le manquer.

Notre démarche ne consiste pas à s'adresser à Hollande ou au PS dont nous n'avons rien à attendre, elle consiste à démontrer que nos revendications sociales sont incompatibles avec la signature de ces traités et que leur satisfaction passera par l'abolition des institutions de la Ve République et la rupture avec l'Union européenne. On part du constat que ces traités élaborés par les représentants des capitalistes, de l'aristocratie financière, des banquiers, sont forcément incompatibles avec les intérêts des travailleurs et que prétendre le contraire relève de la pure escroquerie politique, d'un tour de passe-passe pour tromper les travailleurs, l'analyse de leur contenu le confirme au premier coup d'oeil.

Face au coup de force du gouvernement et des institutions européennes qui s'apprêtent une nouvelle fois à tailler à la hache dans la législation du travail, le CDI, le statut des fonctionnaires, etc. il faut opposer l'unité des travailleurs du public et du privé avec leurs organisations et leurs partis sur les questions des salaires, des retraites, du contrat de travail, des statuts, de l'accès à l'école, du droit à la santé, au logement, du combat contre le chômage et la précarité en général, non pas en s'adressant à leurs dirigeants qui ont réalisé l'unité à leur manière, contre la classe ouvrière, soit autour de Hollande et du PS, soit autour de Chérèque dans l'intersyndicale jaune, mais en dénonçant aux travailleurs et militants leur collusion avec les intérêts des capitalistes et les institutions qu'ils protègent ou qu'ils représentent finalement, seule manière de pouvoir mener le combat sur le terrain de classe du prolétariat, en toute indépendance des lieutenants de la bourgeosie intervenant dans le mouvement ouvrier, sans semer la moindre illusion dans la tête des travailleurs sur les intentions réelles de Hollande et son gouvernement, dans les institutions ou dans l'UE.

Front unique à la base dans la perspective de l'émancipation du capital conformément à l'objectif du combat du mouvement ouvrier ouvrant la voie au socialisme, combat sans merci contre le gouvernement et les appareils des syndicats inféodés au régime, ainsi que les partis (officiels) de la réaction, UMP, MoDem, FN. Ainsi personne n'est oublié, on ne pourra pas nous accuser d'avoir ignorer les appareils ou de leur laisser le champ libre, accusation habituelle et frauduleuse de nos détracteurs qui ne sert qu'à couvrir leur propre capitulation ou leur incompréhension, leur refus d'admettre que la tactique doit être subordonnée à

la stratégie.

Se refuser à admettre que la tactique doit être subordonnée à la stratégie se traduit dans les faits par l'abandon (ou s'écarter) de l'objectif pour lequel on prétendait combattre. On pourrait ajouter : par l'incapacité de construire le parti.

Croissance = compétitivité = amplification de l'exploitation, de la marchandisation = aggravation de la précarité, des inégalités sociales...

"*J'ai confiance de voir nos deux pays pouvoir initier à l'avenir de bonnes solutions pour l'Europe et notre monnaie commune*", a déclaré le ministre allemand des Affaires étrangères, Guido Westerwelle, dans un entretien à paraître dans le journal dominical Frankfurter Allgemeine Sonntagszeitung.

De son côté, le directeur de campagne de M. Hollande, Pierre Moscovici, a dit "*ne pas vouloir provoquer de crise*", assurant que l'amitié franco-allemande restait "*un élément essentiel*", dans une interview samedi au quotidien Frankfurter Allgemeine Zeitung.

Après le scrutin en France, a assuré M. Westerwelle, "*nous allons nous mettre rapidement au travail pour ajouter au traité budgétaire un pacte de croissance pour plus de compétitivité*".

Dans le même journal, le ministre allemand des Finances, Wolfgang Schäuble, a abondé dans ce sens: "*La stratégie de l'Union européenne comporte depuis le début deux piliers pour maîtriser les deux origines de la crise: la réduction des déficits et les réformes pour améliorer la compétitivité qui fait défaut, et ainsi créer de la croissance*".

De son côté, M. Moscovici a déclaré: "*Nous savons qu'Angela Merkel préfèrerait voir gagner Nicolas Sarkozy. Si François Hollande remporte l'élection, nous voulons montrer que rien ne peut ébranler l'amitié franco-allemande. Même un changement de pouvoir ne peut pas l'altérer*".

Il y a une semaine, Mme Merkel avait affirmé qu'un agenda concernant la croissance était en préparation pour le sommet européen de juin, tout en répétant qu'il n'y aurait "*pas de nouvelles négociations sur le traité budgétaire*".

M. Hollande avait alors salué cette déclaration, estimant que Mme Merkel "bougeait" sur la croissance au sein de l'Union européenne et qu'elle "*bougerait encore*" après le second tour de l'élection présidentielle française du 6 mai. (AFP 05.05)

Voilà à quoi adhère tous ceux qui réclament plus de croissance, étant donné que c'est à la classe des capitalistes au pouvoir de la mettre en musique, la croissance ne peut être tournée que contre les travailleurs. Dès lors il est facile de repérer ceux qui se positionnent au côté des capitalistes et ceux qui demeurent au côté de la classe ouvrière. Une main vous suffira, vous pouvez même enlever quelques doigts superflus.

En gros, Hartz IV appliqué à toute l'UE. Comment Hollande va-t-il s'y prendre pour le présenter aux travailleurs et aux syndicats ? En le présentant comme une avancée sociale, un avantage concédé aux exploités, ce que démentiront ceux qui appellent à plus de croissance en réclamant des compensations en échange, autrement dit actant leur capitulation et la boucle sera bouclée.

Bruit de campagne

Front de gauche. "*Nous ne sommes pas gommés du paysage politique veut croire le communicant engagé Arnauld Champremier-Trigano. On est dans une configuration similaire à celle des années 30, avec une déportation de la droite vers l'extrême droite, et si les sociaux-démocrates déçoivent, nous récolterons. C'est alors qu'en 2013, en 2014 et en 2015 que l'on assistera à des mouvements sociaux de grande ampleur.*" (lexpress.fr 05.05)

Il n'aurait pas oublié 2012 ? Admettons que l'on soit dans "*une configuration similaire à celle des années 30*", et comment se sont-elles terminées ? Voilà la perspective que nous réserve le PG. Quand on vous dit que ces gens-là sont de dangereux aventuriers, est-ce qu'on exagère vraiment ?

En France, il n'y a qu'un parti ouvrier vraiment sérieux, c'est le POI. Mes importants désaccords avec ce parti est une autre question. C'est le seul parti à vraiment combattre l'UE, pour le rejet du TSCG et du MES. C'est le seul parti à tenter de rassembler des travailleurs et des militants de divers partis contre des institutions du capital, tandis que le PG, le PCF et le NPA s'en remettent à l'ONU, à la BCE.

Mais combattre l'UE, c'est aussi combattre les institutions de la Ve République, c'est encore la meilleure façon d'aider nos frères et soeurs à l'autre bout du monde de combattre le gouvernement en place, le Parlement, le patronat, les religieux. Notre ennemi est dans notre propre pays. Si on fait tomber notre propre bourgeoisie, tous les traités que ses représentants ont signé sont abolis, les relations avec l'ensemble des Etats sont remis en cause, les relations avec les institutions internationales du capital sont rompus...

Le combat que mène l'UE contre les travailleurs est le même que celui que l'Etat livre contre les masses exploitées pour le compte des capitalistes, dès lors le combat contre l'UE ne peut être compris par les travailleurs qu'à partir du moment où on leur permet de comprendre qu'il est orchestré par l'Etat dont ils ont élu les représentants au sein des institutions, du chef de l'Etat au maire de leur commune.

Qui réclame un pacte de croissance, qui va le ratifier ? Le chef de l'Etat et les parlementaires. Dès lors le combat contre l'UE et ses traités doit être mené contre l'UE et l'Etat, ce qui permet d'embrayer sur la nécessité de balayer l'Etat capitaliste au profit de l'Etat ouvrier ou de la République sociale qui seule sera à même de répondre positivement aux besoins sociaux des travailleurs, de poursuivre par le gouvernement ouvrier et le parti qu'il nous faut construire pour mener ce combat jusqu'à la victoire totale sur notre ennemi de classe.

On part du fait que le pacte de croissance, le TSCG et le MES sont incompatibles avec nos revendications sociales, le maintien de nos droits sociaux pour en arriver à la question déterminante du parti et du gouvernement ouvrier.

Voilà de quelle manière ou dans quel ordre ces questions doivent être posées, ce qui suppose d'aller au bout de notre analyse, contrairement au POI qui s'y refuse, comme s'il fallait attendre des circonstances favorables pour poser la question du pouvoir.

Financement illégal (par Kadhafi) de la campagne 2007 de Sarkozy. Un témoin embarrassant qui craint pour sa vie.

Un gendre de l'ex-Premier ministre libyen al-Baghdadi al-Mahmoudi, incarcéré en Tunisie, dément toute conversation entre son beau-père et ses avocats sur un financement présumé de la campagne présidentielle de Nicolas Sarkozy en 2007.

Le principal avocat de M. al-Mahmoudi, Mabrouk Kourchid, a réagi en affirmant que la famille de son client "est indigné par les déclarations de son gendre".

"*Al-Mahmoud est en désaccord avec son gendre proche du Conseil national de transition (CNT)*", a ajouté l'avocat dénonçant "*une manipulation politique*".

L'avocat a aussi dénoncé "*une lettre anonyme*" selon laquelle M. al-Mahmoudi mettait fin aux services de ses avocats. Ce document reçu à l'AFP ne portait pas de signature et n'a pu être authentifié.

Des avocats tunisiens de la défense de l'ex-dignitaire libyen ont affirmé que leur client leur avait dit que le régime Kadhafi avait financé la campagne 2007 de Nicolas Sarkozy.

Me Bechir Essid avait mentionné devant la presse une enveloppe de 50 millions d'euros pour le financement de la campagne présidentielle 2007, citant son client.

"*Al-Baghdadi al-Mahmoudi est déçu par les déclarations de son Excellence le président de la République Sarkozy. Comment peut-il réagir sans vérifier la véracité des déclarations de Bechir Essid*", s'est indigné M. Bou Chaala affirmant que l'état de santé de son beau père s'était détérioré à la suite de cette affaire. "*Il est probable qu'il en arrive au suicide*", a-t-il ajouté.

Des avocats tunisiens de la défense ont affirmé à l'AFP que le financement de la campagne de Nicolas Sarkozy par le régime libyen avait été évoqué devant une cour d'appel tunisienne le 25 octobre 2011.

"*La question a été posée devant un juge à l'ex-Premier ministre libyen et sa réponse affirmative figure dans un procès-verbal judiciaire*", a assuré à l'AFP l'avocat qui avait posé la question, Slim Ben Othman.

"*Al-Mahmoudi avait alors indiqué qu'une enveloppe de 50 millions d'euros a été remise par lui-même aux mains d'envoyés de Sarkozy à Genève*", a déclaré Me Ben Othman.

"*Des documents attestant de l'opération ont été copiés et déposés dans plusieurs capitales européennes*", a ajouté l'avocat affirmant que son client craignait une liquidation physique. (AFP 05.05)

Les temps sont durs, mais tout le monde n'est pas logé à la même enseigne.

Malgré la crise, la saison de ski qui vient de s'achever est jugée "*globalement bonne*" par les professionnels, notamment des Alpes du nord et du Jura, profitant d'une neige abondante, à l'inverse des Alpes du sud qui ont souffert du manque d'ennneigement. (AFP 05.05)

INFOS EN BREF

Economie

1- Etats-Unis

Berkshire Hathaway, le véhicule d'investissement du milliardaire Warren Buffett, a vu son bénéfice net plus que doublé (3,25 milliards de dollars) au premier trimestre 2012, la division assurances de la société ayant vu sa perte drastiquement réduite à la faveur de l'absence de catastrophes naturelles majeures sur la période.

L'entreprise a également tiré un gain plus élevé de son portefeuille de dérivés, qui a toutefois été partiellement annulé par une dépréciation substantielle sur un de ses actifs obligataires.

Le chiffre d'affaires a augmenté de 13% à 38,15 milliards de dollars et Berkshire a terminé le trimestre avec 37,83 milliards de trésorerie et équivalents, soit 500 millions de dollars de plus qu'à la fin de 2011. (Reuters 05.05)

Pour ceux qui auraient un doute ou qui n'auraient pas bien saisi ce qu'est le capitalisme. Warren Buffett est un vieillard, il va crever avec ses dizaines de milliards de dollars en poche, et cela ne lui suffit pas encore, jusqu'à son dernier souffle il va falloir qu'il accumule du capital. C'est la raison d'être et l'objectif du capitalisme, la preuve qu'il n'en a pas d'autre c'est que ce parasite s'y accroche désespérément, son existence se sera confondue avec cet unique objectif.

2- Japon

La compagnie Hokkaido Electric Power a entrepris samedi de fermer le dernier réacteur nucléaire encore en service au Japon. Lorsque l'opération sera achevée, ce pays, qui était le troisième utilisateur au monde d'électricité d'origine atomique, n'aura plus recours au nucléaire pour la première fois depuis 1970.

Avec cette fermeture, la cinquantaine de réacteurs nucléaires du Japon se retrouvera à l'arrêt et le pays connaîtra son premier jour sans électricité d'origine atomique depuis mai 1970.

L'énergie nucléaire représentait environ 30% de l'électricité du Japon avant la catastrophe de mars 2011 à la centrale de Fukushima Daiichi, la pire de l'histoire du nucléaire civil depuis celle de Tchernobyl en 1986. (Reuters 05.05)

Et les usines continuent de tourner, les foyers d'être alimentés, l'économie du pays n'en est pas affectée...

Haut de page

Le 7 mai

CAUSERIE

J'ai trouvé une formule pour qualifier le rôle de Hollande au sein de l'UE notamment : la caution sociale et morale de l'austérité !

- "Et, de même que dans la vie privée, on distingue entre ce qu'un homme dit ou pense de lui et ce qu'il est et fait réellement, il faut distinguer, encore davantage dans les luttes historiques , entre la phraséologie et les prétentions des partis et leur constitution et leurs intérêts véritables, entre ce qu'ils s'imaginent être et ce qu'ils sont en réalité." (K : Marx Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte)

Hollande est entièrement dans la posture, l'imposture, comme son prédécesseur ou pire encore, car c'est en se présentant comme socialiste. La différence entre les deux se mesure au pourcentage qui les sépare, à peine plus d'un pourcent. Sans le vote de Bayrou, Hollande ne serait pas élu. Sans l'abstention de Le Pen Sarkozy serait élu.

Dans les banlieues ou quartiers ouvriers ont retrouve le même niveau de rejet de Sarkozy et de l'UMP, de leur politique, qui s'était déjà exprimé lors des élections intermédiaires à hauteur de 70 à 80%, sans qu'on ait été capable de le traduire en terme d'organisation des masses.

Parmi les travailleurs, c'est en partie ceux qui estiment avoir encore quelque chose à perdre qui ont voté Sarkozy, s'ajoutant aux masses les plus arriérées. Je n'ai pas le décompte exact des voix s'étant portées sur Sarkozy, sur 46 millions d'électeurs,

en ajoutant les bulletins nuls à l'abstention qui est intégréedans les bulletins blancs (7%, soit 2 millions paraît-il), 36 à 37 millions d'électeurs ont participé à cette mascarade, le candidat du parti de l'ordre a donc récolté environ 17 millions de voix, celles des 9 millions de patrons avec leur conjointe et en comptant un enfant en âge de voter, environ la moitié des retraités (plus de 41% au premier tour) , soit 6 à 7 millions, on arrive à 15 ou 16 millions de voix, ce qui signifie que plus de 80% des travailleurs des villes et des campagnes ont voté contre Sarkozy pour ne pas dire la quasi-totalité, ouvriers, employés, techniciens, cadres confondus.

Il ressort de ces quelques données, que dans les entreprises privées et l'administration ainsi que les entreprises publiques le rapport de force est à une écrasante majorité favorable aux travailleurs. On devrait donc en déduire que les travailleurs vont être tentés de passer à l'action pour tirer profit de ce rapport de forces. Hollande va s'empresser de refroidir leur ardeur revendicative dans les semaines qui viennent en affichant sa soumission à Merkel et Obama, à l'UE et au G20.

A Tulle dans son discours, Hollande a déclaré que "*l'austérité ne pouvait plus être une fatalité*", et d'enchaîner "*nous devons maintenant sceller un pacte de croissance pour plus de compétitivité», a-t-il insisté, se disant confiant dans le fait que l'amitié franco-allemande serait «encore approfondie»*", ce qui signifie une amplification de l'austérité. Valls l'a également martelé sur France2.

Les résultats définitifs n'ont pas encore été annoncés en Grèce et en Italie. En Allemagne on ne dispose que d'estimations, il semblerait que le score de Die Linke, l'équivalent du Front de gauche, serait inférieur à 5% et ne lui permettrait pas d'avoir des élus au parlement de l'Etat-région de Schleswig-Holstein où se déroulait ce scrutin. L'illusion de Die linke a fait long feu et c'est très bien ainsi, il en sera de même du Front de gauche du charlatan Mélenchon.

Nous poursuivrons cette analyse demain.

En attendant, un autre extrait du *18 Brumaire de Louis Bonaparte* de Marx.

L'origine de la social-démocratie.

- "En face de la bourgeoisie coalisée, s'était constituée une coalition entre petits bourgeois et ouvriers, le prétendu Parti social-démocrate. Les petits bourgeois s'étaient vus mal récompensés au lendemain des journées de Juin 1848. Ils voyaient leurs intérêts matériels menacés et les garanties démocratiques, qui devaient leur assurer la satisfaction de ces intérêts, mises en question par la contre-révolution. Aussi se rapprochèrent-ils des ouvriers. D'autre part, leur représentation parlementaire, la Montagne, tenue à l'écart pendant la dictature des républicains bourgeois, avait, pendant la seconde moitié de l'existence de la Constituante, grâce à sa lutte contre Bonaparte et les ministres royalistes, reconquis sa popularité perdue. Elle avait conclu une alliance avec les chefs socialistes. En février 1849, on organisa des banquets de réconciliation. On esquissa un programme commun, on créa des comités électoraux communs, et l'on présenta des candidats communs. On enleva aux revendications sociales du prolétariat leur pointe révolutionnaire, et on leur donna une tournure démocratique. On enleva aux revendications démocratiques de la petite bourgeoisie leur forme purement politique, et on fit ressortir leur pointe socialiste. C'est ainsi que fut créée la social-démocratie. La nouvelle Montagne, qui fut le résultat de cette combinaison, comprenait, à part quelques figurants tirés de la classe ouvrière et quelques sectaires socialistes, les mêmes éléments que l'ancienne Montagne, mais numériquement plus forts. A vrai dire, elle s'était modifiée, au cours du développement, de même que la classe qu'elle représentait.

Le caractère propre de la social-démocratie se résumait en ce qu'elle réclamait des institutions républicaines démocratiques comme moyen, non pas de supprimer les deux extrêmes, le capital et le salariat, mais d'atténuer leur antagonisme et de le transformer en harmonie. Quelle que soit la diversité des mesures qu'on puisse proposer pour atteindre ce but, quel que soit le caractère plus ou moins révolutionnaire des conceptions dont il puisse être revêtu, le contenu reste le même. C'est la transformation de la société par voie démocratique, mais c'est une transformation dans le cadre petit-bourgeois. Il ne faudrait pas partager cette conception bornée que la petite bourgeoisie a pour principe de vouloir faire triompher un intérêt égoïste de classe. Elle croit au contraire que les conditions particulières de sa libération sont les conditions générales en dehors desquelles la société moderne ne peut être sauvée et la lutte des classes évitée. Il ne faut pas s'imaginer non plus que les représentants démocrates sont tous des shopkeepers (boutiquiers) ou qu'ils s'enthousiasment pour ces derniers. Ils peuvent, par leur culture et leur situation personnelle, être séparés d'eux par un abîme. Ce qui en fait les représentants de la petite bourgeoisie, c'est que leur cerveau ne peut dépasser les limites que le petit bourgeois ne dépasse pas lui-même dans sa vie, et que, par conséquent, ils sont théoriquement poussés aux mêmes problèmes et aux mêmes solutions auxquelles leur intérêt matériel et leur situation sociale poussent pratiquement les petits bourgeois. Tel est, d'une façon générale, le rapport qui existe entre les représentants politiques et littéraires d'une classe et la classe qu'ils représentent."

Extrait. *Les luttes de classes en France (1848-1850)* de Karl Marx.

De l'endettement de l'Etat, de l'impossibilité de mater l'aristocratie financière et de la nécessité de l'exproprier.

- "La pénurie financière mit, dès le début, la monarchie de Juillet sous la dépendance de la haute bourgeoisie et cette

dépendance devint la source inépuisable d'une gêne financière croissante. Impossible de subordonner la gestion de l'État à l'intérêt de la production nationale sans établir l'équilibre du budget, c'est-à-dire l'équilibre entre les dépenses et les recettes de l'État. Et comment établir cet équilibre sans réduire le train de l'État, c'est-à-dire sans léser des intérêts qui étaient autant de soutiens du système dominant, et sans réorganiser l'assiette des impôts, c'est-à-dire sans rejeter une notable partie du fardeau fiscal sur les épaules de la grande bourgeoisie elle-même ?

L'endettement de l'État était, bien au contraire, d'un intérêt direct pour la fraction de la bourgeoisie qui gouvernait et légiférait au moyen des Chambres. C'était précisément le déficit de l'État, qui était l'objet même de ses spéculations et le poste principal de son enrichissement. A la fin de chaque année, nouveau déficit. Au bout de quatre ou cinq ans, nouvel emprunt. Or, chaque nouvel emprunt fournissait à l'aristocratie une nouvelle occasion de rançonner l'État, qui, maintenu artificiellement au bord de la banqueroute, était obligé de traiter avec les banquiers dans les conditions les plus défavorables. Chaque nouvel emprunt était une nouvelle occasion, de dévaliser le public qui place ses capitaux en rentes sur l'État, au moyen d'opérations de Bourse, au secret desquelles gouvernement et majorité de la Chambre étaient initiés. En général, l'instabilité du crédit public et la connaissance des secrets d'État permettaient aux banquiers, ainsi qu'à leurs affiliés dans les Chambres et sur le trône, de provoquer dans le cours des valeurs publiques des fluctuations insolites et brus ques dont le résultat constant ne pouvait être que la ruine d'une masse de petits capitalistes et l'enrichissement fabuleusement rapide des grands spéculateurs. Le déficit budgétaire étant l'intérêt direct de la fraction de la bourgeoisie au pouvoir, on s'explique le fait que le budget extraordinaire, dans les dernières années du gouvernement de Louis-Philippe, ait dépassé de beaucoup le double de son montant sous Napoléon, atteignant même près de 400 millions de francs par an, alors que la moyenne de l'exportation globale annuelle de la France s'est rarement élevée à 750 millions de francs. En outre, les sommes énormes passant ainsi entre les mains de l'État laissaient place à des contrats de livraison frauduleux, à des corruptions, à des malversations et à des escroqueries de toute espèce. Le pillage de l'État en grand, tel qu'il se pratiquait au moyen des emprunts, se renouvelait en détail dans les travaux publics. Les relations entre la Chambre et le gouvernement se trouvaient multipliées sous forme de relations entre les différentes administrations et les différents entrepreneurs.

De même que les dépenses publiques en général et les emprunts publics, la classe dominante exploitait aussi les constructions de lignes de chemin de fer. Les Chambres en rejetaient sur l'État les principales charges et assuraient à l'aristocratie financière spéculatrice la manne dorée. On se souvient des scandales qui éclatèrent à la Chambre des députés lorsqu'on découvrit, par hasard, que tous les membres de la majorité, y compris une partie des ministres, étaient actionnaires des entreprises mêmes de voies ferrées, à qui ils confiaient ensuite, à titre de législateurs, l'exécution de lignes de chemins de fer pour le compte de l'État.

Par contre, la moindre réforme financière échouait devant l'influence des banquiers, telle, par exemple, la réforme postale. Rothschild protesta, l'État avait-il le droit d'amoindrir des sources de revenu qui lui servaient à payer les intérêts de sa dette sans cesse croissante ?

La monarchie de Juillet n'était qu'une société par actions fondée pour l'exploitation de la richesse nationale française dont les dividendes étaient partagés entre les ministres, les Chambres, 240 000 électeurs et leur séquelle. Louis-Philippe était le directeur de cette société : Robert Macaire sur le trône. Le commerce, l'industrie, l'agriculture, la navigation, les intérêts de la bourgeoisie industrielle ne pouvaient être que menacés et lésés sans cesse par ce système. Aussi, celle-ci avait-elle inscrit sur son drapeau, pendant les journées de Juillet : Gouvernement à bon marché.

Pendant que l'aristocratie financière dictait les lois, dirigeait la gestion de l'État, disposait de tous les pouvoirs publics constitués, dominait l'opinion publique par la force des faits et par la presse, dans toutes les sphères, depuis la cour jusqu'au café borgne se reproduisait la même prostitution, la même tromperie éhontée, la même soif de s'enrichir, non point par la production, mais par l'escamotage de la richesse d'autrui déjà existante. C'est notamment aux sommets de la société bourgeoise que l'assouvissement des convoitises les plus malsaines et les plus déréglées se déchaînait, et entrait à chaque instant en conflit avec les lois bourgeoises elles-mêmes, car c'est là où la jouissance devient crapuleuse, là où l'or, la boue et le sang s'entremêlent que tout naturellement la richesse provenant du jeu cherche sa satisfaction. L'aristocratie financière, dans son mode de gain comme dans ses jouissances, n'est pas autre chose que la résurrection du lumpenprolétariat dans les sommets de la société bourgeoise.

Quant aux fractions de la bourgeoisie française qui n'étaient pas au pouvoir, elles criaient « A la corruption ! », le peuple criait : « A bas les grands voleurs ! A bas les assassins ! » quand, en 1847, dans les théâtres les plus illustres de la société bourgeoise, on représentait publiquement les scènes mêmes qui conduisent, d'ordinaire, le lumpenprolétariat dans les bordels, dans les hospices et dans les maisons de fous, devant les juges, dans les bagnes et à l'échafaud."

On croirait ces lignes écrites hier, quand Marx décrit comment la finance s'emploie avec la complicité du gouvernement pour racketter les travailleurs, liquider leurs droits sociaux. Si au milieu du XIXe siècle "*la moindre réforme financière échouait devant l'influence des banquiers*", rien n'a changé depuis et ce n'est pas Hollande et ses valets qui y changeront quoi que ce soit.

On en est arrivé au point où la rupture avec le capitalisme et ses institutions politiques est une nécessité préalable et absolue à toute avancée sociale et à la paix. On va utiliser les contradictions d'Hollande et son gouvernement au service des capitalistes pour développer cet argumentaire et appeler les travailleurs à prendre leur destin en mains, à rejoindre le parti qui combat dans

cette perspective politique.

Ce matin j'ai rencontré mon propriétaire, un militaire français à la retraite, il l'a prise après 15 ans de service il y a dix ans, il a 45 ans. Il m'a dit : "*je vous avoue que j'ai toujours voté à droite, mais cette fois j'ai voté Hollande. En 10 ans ma retraite n'a augmenté que de 50 euros, de 700 à 750 euros mensuels, tandis que mes cotisations sociales ont augmenté de 35 euros durant la même période, ce n'est pas normal, quand les prix ou le coût de la vie augmente, les salaires et les retraites devraient augmenter...*". Je lui ai dit que c'était sous un gouvernement dirigé par le PS que l'augmentation des salaires et des retraites avaient cessé d'être indexés sur la hausse des prix, que c'était Mitterrand-Mauroy qui avait initié la politique de rigueur que nous subissons depuis des décennies déjà. Notre conversation a ensuite roulé sur la situation internationale et aux Etats-Unis.

En 5 minutes, je lui ai brossé le tableau du Soudan à la Syrie en passant par la Libye en mettant en avant les facteurs économiques et les antagonismes entre les intérêts des différents impérialistes qui figuraient en toile de fond de la situation politique... Il m'a dit tout ignorer des données que je venais de lui soumettre en s'excusant presque d'avoir été voté ou d'avoir voter Hollande, sans que je lui dise que je n'avais pas voté, il croyait que j'avais voté Hollande, mais il ne doit plus en être tout à fait sûr.

Je lui ai expliqué qu'il n'y avait rien à attendre de Hollande en reprenant simplement ce que j'ai expliqué dans mes causeries au cours des dernières semaines sur Hollande et le PS, en disant en conclusion que c'était aux travailleurs et retraités de prendre leur sort en mains, de prendre le pouvoir pour faire une autre politique. Il m'a dit qu'il avait voté Hollande, parce qu'il croyait qu'il serait mieux entouré que Sarkozy, et qu'étant plus au fait de la situation réelle des gens, peut-être en tiendrait-il compte. Réflexion intéressante qu'il faut traduire parce qu'il ne doit pas à être le seul dans ce cas-là.

Il ne se situe pas sur un terrain de classe, il ignore que ce sont des besoins ou des impératifs économiques qui déterminent telle ou telle politique économiques, de la même manière que la lutte des classes peut l'influencer. Il pense que la politique mise en oeuvre par un président serait uniquement du ressort de sa volonté personnelle ainsi que ses conseillers, selon le terme qu'il a employé. Cela démontre qu'il ignore totalement comment fonctionne la société.

Qu'en est-il de ceux qui ont voté Hollande sinon exactement la même chose. Hollande, Aubry, Ayrault, Valls et d'autres se sont employés au cours des derniers mois à aborder un grand nombre de questions qui mettaient en lumière leurs propres contradictions, notamment sur le plan économique. Il était inutile de demander à ceux qui se sont rendus à la Bastille hier soir s'ils en avaient conscience. Sur le plateau de France2, quand Pujadas a demandé à Mélenchon comment il allait gérer ces contradictions avec son propre programme, Cahuzac pour le PS s'est empressé de lui balancer, à deux reprises, qu'il le "*taquinait* ou une expression semblable, histoire de dire poliment : taisez-vous, ne lâchez pas le morceau, ne nous gâchez pas cette soirée. Mélenchon n'a pas relevé, ensuite le programme de TV5Monde Asie a quitté l'antenne de France2 donc je n'ai pas pu suivre la suite.

La crise en grande partie fabriquée de toutes pièces, la dette de l'Etat, entièrement fabriquée par les rentiers, le déficit, produit de la division internationale du travail et de la féroce concurrence que se livrent les capitalistes entre eux, des arguments qui appartiennent aux capitalistes, qui se situent sur leur terrain. Les reprendre à son compte, les évoquer ne peut se traduire que par le rejet des besoins des travailleurs et exprimer son allignement sur les besoins des capitalistes.

Deux lignes politiques possibles.

La première qui consiste à reprendre ces arguments en demandant aux capitalistes et à leur représentant à la tête de l'Etat de faire tout leur possible pour penser aussi aux besoins des travailleurs, au nom de l'équité, de l'égalité, de la justice sociale, de la morale, de l'humanisme et j'en passe, autant de valeurs qui avancées à l'époque où les gangsters de la finance détiennent le pouvoir consiste en réalité à leur laisser l'initiative du lieu, du moment et des armes pour mieux nous combattre.

La seconde qui consiste à rejeter ces arguments qui sont l'expression politique et le produit de la dictature du capital, et qui par nature sont antagoniques avec la satisfaction de nos besoins, démarche fidèle à l'indépendance de classe du prolétariat sans laquelle il lui sera impossible de s'en tenir strictement à ses besoins, qui nécessite de rompre avec le capitalisme et les institutions qui sont responsables de la situation actuelle.

La surpopulation carcérale. Il reste encore des places disponibles au quartier des VIP.

Nicolas Sarkozy perdra à la mi-juin l'immunité présidentielle qui le protégeait d'éventuelles poursuites judiciaires et l'empêchait même d'être entendu comme témoin dans plusieurs affaires, ayant trait notamment au financement de sa campagne de 2007.

L'article 67 de la Constitution stipule que le président de la République ne peut durant son mandat "*être requis de témoigner*" ni "*faire l'objet d'une action, d'un acte d'information, d'instruction ou de poursuite*". Cette interdiction est levée un mois après la cessation de ses fonctions.

L'investiture de François Hollande doit avoir lieu au plus tard le 15 mai, le quinquennat de Nicolas Sarkozy s'achevant ce jour-là

à minuit. Les juges pourraient donc théoriquement convoquer M. Sarkozy à partir du 16 juin. (AFP 07.05)

A bas le patriotisme et la réaction d'où qu'elle vienne !

Sur Twitter, Jean-Luc Mélenchon, l'ex-candidat du Front de gauche, a souhaité « *le meilleur* » à François Hollande et à « *notre patrie* ». (AFP 07.05)

Le soir des illusions et les lendemains qui déchantent.

Extrait d'interviews dans la foule à la Bastille.

- Christine, 45 ans, ne se fait guère d'illusions. "*Il ne fera pas de miracle, mais au moins, il fera mieux que le précédent ! Les gens le savent, ils sont réalistes." Elle attend surtout "qu'il fasse le mieux possible, dans le respect des citoyens et de la démocratie. L'alternance va faire du bien, malgré le contexte de crise*".

Faire "*le mieux possible*", Hollande n'a que cela en tête, mais pas en pensant à vous !

- Marie-Lyne Bezille sait que la fête aura un autre goût ce soir (qu'en 81 -Ndlr) : "*Les gens sont beaucoup plus inquiets aujourd'hui. Il y a la crise, la Grèce... En 1981, les 'trente glorieuses' n'étaient pas loin.*"

Hollande l'a joué grave pour vous tromper, un truc qui marchera un temps seulement.

- "*Je me sens en extase, lâche Alexandrine, 25 ans*, qui a voté aux deux tours pour François Hollande. *Moi, je n'ai connu quasiment que la droite. Ces dernières années, on sent que les choses se sont dégradées. Mes deux parents travaillent et mon père, qui est éducateur spécialisé, gagne correctement sa vie. Mais ces derniers temps, il y a moins de viande dans le frigo, moins de cadeau à Noël. Sans parler des vacances... Hollande, j'ai toujours eu confiance en lui. Sa présence, son calme: il est rassurant.*"

Quel drame pauvre chéri, "*moins de cadeau à Noël*" !

- Et Michèle de lancer une exhortation au nouveau président de la République : "*Ne nous déçois pas !*" (lemonde.fr 07.05)

Vous ne tarderez pas à l'être, hélas ! A croire qu'elle ne lui fait pas vraiment confiance, non ?

On a des partis ouvriers tellement formidables, je ne parle pas du PS, qu'on en est toujours au même point...

Le changement synonyme de coup de grâce. La "***vérité*** qui s'impose : la pensée unique, la dictature du marché dont Hollande est désormais le représentant au sommet de l'Etat

1- François Hollande a imposé une image de social-démocrate réaliste et pro-européen. "*La peur de Hollande s'amenuise à la chancellerie*", titrait vendredi le quotidien Süddeutsche Zeitung.

Même si l'épisode n'est pas clos, chacun s'accorde pour estimer que les deux moitiés du couple moteur de l'Union européenne n'auront d'autre choix qu'un compromis rapide, sous la pression des partenaires européens et des marchés financiers.

Dimanche soir, la chancelière a appelé le nouveau président français pour le féliciter et l'inviter à venir au plus vite à Berlin, alors que celui-ci a promis de faire son premier déplacement à Berlin.

"*Nous devons maintenant sceller un pacte de croissance pour plus de compétitivité*", a déclaré le ministre allemand des Affaires étrangères, reprenant l'idée d'un complément au pacte budgétaire de M. Hollande. Venu spécialement à l'ambassade de France à Berlin pour adresser ses félicitations, il a toutefois souligné que la croissance passait, selon lui, par des "réformes structurelles" et non par de nouvelles dépenses. (AFP 06.05)

2- François Bayrou a appelé dimanche soir le président élu François Hollande à "*une démarche de vérité*" et de "*réconciliation*" et à la construction d'"*un esprit d'unité nationale*" pour faire face à la crise.

"*Cette élection traduit, dans un moment de crise profonde, le grand besoin de changement du pays. C'est un besoin de refondation du lien de confiance entre les citoyens et le pouvoir qui les gouverne*", souligne-t-il dans une déclaration diffusée dimanche soir.

Il a invité dimanche soir le président-élu à "*une démarche de vérité*" du point de vue économique. "*Beaucoup de problèmes ont été éludés, et beaucoup de solutions avancées ne correspondent pas à l'exigence de la situation grave qui s'imposera à nous*",

écrit François Bayrou. (Reuters 06.05)

INFOS EN BREF

Politique

1-France

François Hollande a été élu avec 51,67% des voix contre 48,33% au président sortant, selon des résultats officiels quasi-définitifs du ministère de l'Intérieur.

Selon une totalisation du ministère de l'intérieur portant sur 91% des électeurs, le taux de participation est de 81,14%.

A 23H30, les départements où on avait le plus voté étaient le Lot (84,62%), la Corrèze ((84,35%), le Gers (84,16%), les Côtes-d'Armor (84,13%) et la Lozère (84,01%).

Parmi ceux qui ont le moins voté figurent la Corse du Sud (75,23%), la Haute Corse (76,14%), le Nord (77,89%), la Moselle (78,12%) et la Marne (78,85%). Dans les collectivités d'outre-mer, la participation a été très faible, 59,70% en Martinique ou 57,21% en Guyane. (AFP 06.05)

2- Grèce

La Grèce aura sans doute bien du mal à constituer un gouvernement cette semaine, après le séisme des élections législatives dimanche qui ont laminé les deux partis historiques pro-austérité et pro-Europe et envoyé pour la première fois des néonazis au parlement grec.

Sur les cendres du bipartisme à la grecque, les partis opposés à un accroissement de l'austérité ont raflé, en incluant les néonazis, près de 60% des voix, selon un sondage sortie des urnes.

Les deux grands gagnants du scrutin sont la formation de gauche radicale, Syriza, opposée au memorandum d'accord de la Grèce avec les bailleurs de fonds du pays, qui devient la deuxième force politique du pays, et le parti néonazi Chryssi Avghi (Aube dorée) qui fait une entrée en force au parlement, pour la première fois.

La Nouvelle Démocratie avec un score historiquement bas, 19,82% et 111 sièges de députés, devrait rendre la constitution d'un gouvernement stable presque impossible, selon les premiers commentaires.

Le Pasok sort du scrutin écrasé et recueille 13,64% des voix, contre 43,9% en 2009.

"*C'est un séisme politique*" a estimé sur la chaîne Mega, Panos Panagiotopoulos, un ténor de la Nouvelle Démocratie.

Syriza est crédité de 50 sièges au parlement (16,24% des voix).

Ex-groupuscule semi-clandestin aux méthodes notoirement violentes et aux thèses racistes et antiparlementaires, Chryssi Avghi a obtenu 21 deputés sur 300 au parlement grec, avec 6,9% des voix, selon les résultats basés sur 60% des dépouillements. (AFP 06.05)

3- Allemagne

A l'issue des élections dans l'Etat-région de Schleswig-Holstein, à en croire les sondages à la sortie des urnes diffusés dimanche soir après la clôture des bureaux de vote, selon la chaîne publique ARD, la CDU recueillerait 30,6% des voix et le SPD 29,9%. Cela équivaudrait à 22 sièges chacun pour ces partis au parlement régional, qui compte 69 sièges.

Si le score de la CDU se confirme, il s'agirait de son plus mauvais dans ce Land depuis 1950.

Les Libéraux du FDP, partenaires de coalition d'Angela Merkel, rebondissent après une série de revers électoraux régionaux, et obtiendraient 8,3%, soit suffisamment pour obtenir des élus au Landtag de Kiel.

Ensemble, la CDU et le FDP, qui dirige le Schleswig-Holstein depuis 2009, sont loin d'avoir la majorité absolue au Landtag (parlement régional), et le SPD et les Verts ne sont pas non plus majoritaires, eux qui espéraient former une coalition de gauche. Avec 13,6% selon ARD, les Verts sont la troisième force politique du Land.

Avec 8,1%, le Parti pirate, qui défend notamment les droits des internautes, fait son entrée au Landtag, comme il l'a fait récemment en Sarre et, l'an dernier, dans la cité-Etat de Berlin.

Quant au parti Die Linke (La Gauche), qui avait des élus dans le parlement sortant, il semble cette fois-ci ne pas atteindre la barre des 5% indispensable pour y siéger.

D'après les observateurs, il pourrait y avoir une coalition formé par les Verts, le SPD et le parti du Sud-Schleswig, qui représente la minorité danoise - si celui-ci franchit la barre des 5%, ou bien une coalition entre les deux principaux partis. (Reuters 06.05)

4- Arménie

Le Parti républicain du président Serge Sarkissian semblait en passe dimanche soir de remporter les législatives en Arménie (3,3 millions d'habitants), un scrutin aux allures de test, le régime ayant promis des élections démocratiques quatre ans après une présidentielle controversée marquée par des affrontements sanglants.

Selon un sondage sortie des urnes, le parti au pouvoir a remporté 43,3% des voix, alors que son partenaire dans la coalition gouvernementale, le mouvement Arménie Prospère, dirigé par un millionnaire et ancien champion de bras de fer, Gaguik Tsaroukian, a recueilli 29,3%.

L'institut de sondage Gallup a toutefois souligné que 46% des 22.000 personnes interrogées ont refusé de répondre. Plusieurs bloggeurs se sont pour leur part interrogés sur la crédibilité et la validité des sondages sortie des urnes.

"*Qui a gagné c'est clair, mais qui a perdu ne l'est pas autant*", a déclaré sur la chaîne de télévision privée Arménie TV Andrei Raichev de l'institut Gallup.

Le taux de participation à ces élections s'est élevé à 62,3%, selon la commission centrale électorale. (AFP 06.05)

Social

Canada

La plus longue grève étudiante de l'histoire du Québec s'est soldée par un match nul. Le gouvernement pourra augmenter les frais de scolarité, mais les étudiants ne paieront pas un sou de plus - en théorie, du moins! Car il y a malgré tout un perdant dans cette affaire: les gestionnaires des universités. Ce sont ces institutions qui financeront l'augmentation des droits d'inscription en réduisant ou en abolissant les «*frais administratifs*» greffés à la facture que reçoivent les étudiants pour chaque session de cours.

Le mouvement d'opposition à la -hausse des frais de scolarité a culminé le 22 mars. Ce jour-là, 200.000 personnes ont défilé dans les rues de la métropole québécoise. Samedi dernier, il ne restait plus «*que*» 165.500 grévistes (486.000 dans la province). (lefigaro.fr 06.05)

Haut de page

Le 8 mai

CAUSERIE

Un courriel reçu.

Conférence débat le Samedi 9 juin 2012 à 14 h 30

Au Centre d'Histoire Sociale - 9, rue Mahler - 75 004 – Paris- (métro Saint-Paul) - Amphithéâtre Dupuis – 1er sous-sol

Il y a cinquante ans, NOVOTCHERKASSK avec Jean-Jacques Marie, auteur de Khrouchtchev ou la réforme impossible

Si vous souhaitez vous inscrire pour cette conférence, avisez le CERMTRI par courrier au 28, rue des Petites-Ecuries 75010 Paris, par téléphone au 01 44 83 00 00 ou par e- mail : cermtri@wanadoo.fr

Je n'ai pas vraiment saisi quel était le thème de cette conférence débat, l'impossibilité de réformer le stalinisme ? On pourrait en dire autant du réformisme qui a défaut de pencher vers le socialisme, se vautre dans le capitalisme, Hollande va nous en faire la démonstration, une fois de plus, en commençant par l'Union européenne puis le G20.

Défense du marxisme.

Extrait.*Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte* - K : Marx

"A la monarchie bourgeoise de Louis -Philippe ne peut succéder que la République bourgeoise. Cela veut dire que, tandis que, sous la monarchie, c'était une partie restreinte de la bourgeoisie qui avait régné au nom du roi, c'est, désormais, l'ensemble de la bourgeoisie qui doit régner au nom du peuple. Les revendications du prolétariat parisien sont des bourdes utopiques avec lesquelles il faut en finir une fois pour toutes. A cette déclaration de l'Assemblée nationale constituante, le prolétariat parisien répondit par l'insurrection de Juin, l'événement le plus formidable dans l'histoire des guerres civiles européennes. La République bourgeoise l'emporta. Elle avait pour elle l'aristocratie financière, la bourgeoisie industrielle, les classes moyennes, la petite bourgeoisie, l'armée, le lumpenprolétariat organisé en garde mobile, les intellectuels, les prêtres et toute la population rurale. Aux côtés du prolétariat, il n'y avait personne d'autre que lui-même. Plus de 3 000 insurgés furent massacrés après la victoire, et 15 000 déportés sans jugement.

Cette défaite rejeta le prolétariat à l'arrière-plan de la scène révolutionnaire. Il s'efforça de reprendre sa place en avant chaque fois que le mouvement sembla prendre un nouvel élan, mais chaque fois avec une énergie diminuée et un résultat plus faible. Dès que l'une des couches sociales placées au-dessus de lui entre en fermentation révolutionnaire, le prolétariat conclut une alliance avec elle et partage ainsi toutes les défaites que subissent les uns après les autres les différents partis. Mais ces coups successifs s'affaiblissent de plus en plus à mesure qu'ils se répartissent davantage sur toutes les couches de la société. Ses principaux chefs à l'Assemblée nationale et dans la presse sont, les uns après les autres, livrés aux tribunaux et remplacés par des figures de plus en plus équivoques. Pour une part, il se jette dans des expériences doctrinaires, banques d'échange et associations ouvrières, c'est-à-dire dans un mouvement où il renonce à transformer le vieux monde à l'aide des grands moyens qui lui sont propres, mais cherche, tout au contraire, à réaliser son affranchissement, pour ainsi dire, derrière le dos de la société, de façon privée, dans les limites restreintes de ses conditions d'existence, et par conséquent, échoue nécessairement. Il semble ne pouvoir ni retrouver en lui-même la grandeur révolutionnaire, ni puiser, dans les alliances nouvelles conclues par lui, une énergie nouvelle, jusqu'à ce que toutes les classes, contre lesquelles il a combattu en Juin, gisent sur le sol à ses côtés. Mais, du moins, il succombe avec les honneurs de la grande lutte historique. Non seulement la France, mais l'Europe tout entière est secouée d'épouvante par le tremblement de terre de Juin, tandis que les victoires remportées sur les classes supérieures l'ont été si facilement qu'il faut toute l'exagération éhontée du parti victorieux pour les faire passer pour des événements d'importance, et elles sont d'autant plus honteuses que le parti vaincu est plus éloigné du prolétariat.

La défaite des insurgés de Juin avait, à la vérité, préparé, aplani le terrain sur lequel pouvait se fonder, s'établir la République bourgeoise. Mais elle avait montré, en même temps, qu'en Europe se posaient d'autres problèmes que celui de la République ou de la monarchie. Elle avait montré que la République bourgeoise signifiait ici le despotisme absolu d'une classe sur les autres classes. Elle avait montré que, dans les pays de vieille civilisation, ayant une structure de classe très développée, des conditions modernes de production, pourvus d'une conscience morale dans laquelle toutes les idées traditionnelles ont été dissoutes au moyen d'un travail séculaire, la République n'est, d'une façon générale, que la forme de transformation politique de la société bourgeoise et non pas sa forme de conservation..."

Commentaire.

Quand le prolétariat à travers ses partis s'allie à "*l'une des couches sociales placées au-dessus de lui, le prolétariat conclut une alliance avec elle et partage ainsi toutes les défaites que subissent les uns après les autres les différents partis.*".

Le démocrate petit-bourgeois impatient cherche des recettes magiques pour contourner les obstacles que la lutte des classes dresse sur son chemin ou manifeste son manque de compréhension du développement historique du capitalisme qui pose la question de son dépassement, son incapacité à concevoir que la classe ouvrière en sera le principal acteur. Il en va ainsi de la réforme de la BCE, de l'autogestion qui a refait surface récemment ou d'autres théories que l'expérience de la lutte de classe a invalidé depuis la Commune de Paris (1871) "*il se jette dans des expériences doctrinaires, banques d'échange et associations ouvrières, c'est-à-dire dans un mouvement où il renonce à transformer le vieux monde à l'aide des grands moyens qui lui sont propres, mais cherche, tout au contraire, à réaliser son affranchissement, pour ainsi dire, derrière le dos de la société, de façon privée, dans les limites restreintes de ses conditions d'existence*, dans le cadre du régime en place.

La dernière phrase de cette citation sur le rôle attribué à la République par la bourgeoisie part du constat qu'elle n'est qu'une forme politique parmi d'autres à travers laquelle la classe dominante impose son pouvoir à la classe dominée, et qu'elle peut en changer en fonction des objectifs économiques qu'elle s'est fixée ou des impératifs économiques auxquels elle doit faire face et les moyens politiques pour les atteindre, quite à dénaturer totalement ou bazarder la République si nécessaire. Cela nous ramène à la situation actuelle.

Pour la classe des capitalistes, la République présente l'inconvénient de reconnaître l'existence des classes aux intérêts antagoniques et irréconciliables, la lutte des classes, au moment où pour réaliser ses objectifs politiques elle a besoin du soutien des organisations et des partis ouvriers ou prétendus tels, d'un consensus national derrière ses objectifs, affronter la crise, payer la dette, accroître la compétitivité des entreprises qui se traduit par une politique d'austérité et de régression sociales généralisée. Dans ces conditions, une République tronquée, la démocratie étriquée, l'existence même du prolétariat organisé en syndicats et partis deviennent des obstacles à la réalisation des besoins des capitalistes. Tel est le cas de manière générale une fois le capitalisme passé au stade l'impérialisme.

Dans le contexte actuel, réduire davantage la République ou la démocratie précipiterait l'affrontement entre les classes, ce que traduisait ou ce à quoi devait conduire l'accession de Sarkozy au pouvoir, le président du lumpenprolétariat de la bourgeoisie, l'artistocratie financière, or une partie de la bourgeoisie n'était pas prête à assumer immédiatement cet affrontement, semble-t-il, estimant que le degrè de décomposition atteint par le régime et le rejet qu'il inspirait aux masses étaient défavorables à un tel affrontement dont l'issue était aléatoire, incertaine. Il valait mieux procéder autrement.

Comment ? En se servant des oripeaux de la République et de la démocratie pour mieux agir sur le troisième facteur, les organisations et les partis du mouvement ouvrier ou prétendus tels, d'où les louanges que les représentants (Barroso) et les serviteurs (médias) du capitalisme se sont empressés d'adresser à Hollande, les offres de services de Bayrou, les déclarations des dirigeants syndicaux appelant à un "*dialogue social apaisé*" avec le nouveau chef de l'Etat.

Ainsi, quel que soit le contexte depuis son instauration, la République parlementaire bourgeoise n'a servi qu'à mieux asservir le prolétariat au capitalisme, d'autant plus facilement que plus aucun parti ne représentait réellement les intérêts de la classe ouvrière au sein des institutions. Ces partis ont accompagné la décomposition du régime à travers les différentes Républiques qui se sont succédées. Toutes ces Républiques pour être flanqués d'un président, conservaient un pied dans l'Ancien régime et lui donnaient l'allure de monarchies républicaines, de République inachevée, du fait qu'elle avait été conçue pour répondre aux besoins politiques d'une minorité, elle devait demeurer l'expression des besoins (économiques) fondamentaux de la classe dominante au nom des intérêts commun de la population.

L'exacerbation des contradictions du capitalisme rendant plus voyant et plus insupportable encore la dictature exercée par la minorité sur la majorité, contribue à dévoiler la véritable nature sociale de cette République et de cette démocratie, dans lesquelles le prolétariat ne peut pas se reconnaître puisqu'elles sont au service de leur ennemi de classe qui passe désormais son temps à les matraquer de plus en plus ouvertement et brutalement. Que la classe ouvrière utilise les espaces de liberté qu'elles lui octroient pour combattre le régime n'est pas contradictoire avec ses intérêts, uniquement dans la mesure où elle situe son combat dans la perspective d'une République sociale, d'une démocratie basée sur les aspirations de la majorité et non plus sur celles de la minorité. La défense de la République ou de la démocratie qui ne serait pas associée à cette perspective (révolutionnaire) consisterait à soutenir le régime en place.

Il ne peut y avoir de retour possible à la démocratie politique, parce qu'elle n'a jamais existé autrement que soumise aux intérêts de la classe dominante ou exprimant ses intérêts, c'est donc une escroquerie politique. Vouloir rétablir la République telle qu'elle a pu exister dans le passé est du même ordre d'idée et aboutit à la même conclusion. Nous rejetons leur République qui se réduit à ceci : la liberté d'exploiter et d'être exploité ou crever en cas de refus, l'égalité entre ceux qui possèdent les moyens de production et ceux qui ne possèdent que leur force de travail, la fraternité entre les nantis et les miséreux dont leur société est justement le produit.

Leur République a notamment pour fonction en régime capitaliste d'orchestrer, d'organiser de quelle manière les inégalités vont être réparties entre les différentes couches et classes de la société en fonction de critères économiques ou des rapports entre les classes, partant du principe que dans tous les cas il sera impossible d'attenter aux intérêts fondamentaux de la classe qui détient le pouvoir économique, c'est le seule cadre dans lequel les capitalistes tolèrent la lutte de classe du prolétariat et c'est la raison pour laquelle nous ne sommes pas antirépublicains.

Quant à la démocratie, nous y sommes attachés, mais pas aveuglément, parce qu'elle incarne le gouvernement du peuple par lui-même dans la perspective de la dictature du prolétariat, autrement dit, de la classe ouvrière disposant de tout le pouvoir, donc parvenue au rang de classe dominante une fois renversée la domination de classe de la bourgeoisie, l'objectif de notre combat politique. (A suivre)

La crise, quelle crise ?

"*Les bénéfices combinés des 500 plus grosses entreprises américaines (...) ont augmenté de 16,4% l'an dernier pour atteindre le niveau record de 824,5 milliards de dollars, éclipsant le précédent record qui datait de 2006 avec 785 milliards de dollars*", écrit un communiqué du magazine lundi, à l'occasion de la publication du classement Fortune 500. (AFP 07.05)

Voilà encore un excellent argument que personne ne reprendra pour expliquer aux travailleurs en quoi consiste réellement cette "*crise*". L'élection présidentielle qui vient de s'achever en France a clairement démontré que le niveau de compréhension du fonctionnement de la société des travailleurs n'avait pas progressé d'un pouce depuis 30 ans, à quoi bon, n'est-ce pas ?

Les uns et les autres vont débiter les mêmes platitudes qu'on entend depuis 30 ou 50 ans et qui n'ont jamais servi à faire progresser le niveau de conscience politique des travailleurs.

En Allemagne le parti dit Pirate, en Italie le mouvement appelé Cinq Etoiles, ont émergé des derniers scutins sur une base anti-parti qui se veut apolitique. Ils sont le produit de la décomposition du mouvement ouvrier qui se poursuit et dont Syriza en Grèce, Die Linke en Allemagne, le PG en France, sont les produits plus que la recherche d'une issue politique, puisque tous ces partis se situent dans le cadre du maintien en place du régime capitaliste et le revendique. Ils témoignent aussi de l'incapacité du prolétariat de se doter d'une nouvelle direction révolutionnaire, à l'échelle nationale et internationale sur la base de la rupture avec la totalité des institutions économiques et politiques du capital.

La bourgeoisie n'est pas à court de partis pour tenter d'empêcher que les couches inférieures de la petite-bourgeoisie et la classe ouvrière se rassemblent dans un parti combattant pour la révolution socialite. En Allemagne, une fois le SPD massivement rejeté, ils ont créé le parti des Verts, une fois démontré qu'il ne pouvait constituer une alternative politique, ce fut au tour de Die Linke de voir le jour, celui-ci corrompu dans la gestion municipale avec le SPD et des accords locaux avec la CDU/CSU a fait long feu, place au parti Pirate, et ainsi de suite...

Le mouvement dit des Indignés s'inscrit dans la même logique qui consiste à détourner les travailleurs des partis qui pourraient leur proposer une véritable alternative au capitalisme, partis dont hélas l'incurie politique de leurs dirigeants est devenue légendaire autant que leur mode de fonctionnement qui sert de repoussoire, ou encore leur incapacité à tisser des liens profonds avec la classe ouvrière.

On ne cesse de nous dire qu'il n'y aurait pas de fatalité, ce en quoi nous sommes évidemment totalement convaincus, mais au regard de l'image que donnent ces partis et leurs dirigeants, l'obsoléscence de leurs discours nous porte à déclarer que finalement ils ne s'en trouvent pas plus mal ainsi ou se satisfont de l'absence d'un véritable parti communiste, il n'y aurait pas de fatalité, mais c'est la fatalité qui finalement guide leur politique.

C'est ainsi que le POI a publié un communiqué au lendemain du 6 mai (sur leur portail Internet), dont nous partageons largement l'analyse et le contenu, à ceci près que le combat qu'il appelle à continuer est uniquement orienté contre l'Union européenne au lieu d'être axé contre les institutions de la Ve République. Ainsi il n'aide en rien les travailleurs à comprendre le lien qui existe entre les besoins des capitalistes tels qu'ils se sont exprimés à travers la politique suivie par les gouvernements successifs en s'appuyant sur leurs parlements, la place et la fonction que remplissent les différents partis au sein des institutions pour le compte du capital.

Dès lors il est laissé à l'appréciation des travailleurs et des militants de croire que ces partis et ces institutions pourraient évoluer favorablement pour peu qu'on fasse pression sur eux, c'est l'aboutissement de la politique de front unique en direction du PS et ses satellites, d'entretenir cette illusion qu'ils seraient réformables et pourraient servir les intérêts de la classe ouvrière, au lieu de montrer que parce qu'ils sont organiquement au capital ils ne peuvent pas servir à la fois les intérêts des travailleurs, il faut s'organiser, construire un parti révolutionnaire dans la perspective du renversement des institutions et l'abolition du capitalisme, du socialisme.

Quant à la "*légitimité*" de Hollande et de son futur gouvernement, elle est largement usurpée dans la mesure où ils ne répondront pas favorablement aux revendications sociales qui devraient s'imposer immédiatement : l'interdiction des licenciements, le smic et la retraite minimum à 1600 euros nets par mois, le rétablissement des services publics tels qu'ils existaient il y a 31 ans encore, l'abrogation des contre-réformes successives des retraites, la retraite entre 50 et 55 ans à taux plein et sans conditions d'annuités, diminution du temps de travail à 30 ou 32 heures par semaine, accès gratuit à la santé et à l'école pour tous, abrogation de la réforme territorial.

Si vous lisez attentivement le communiqué du POI, vous constaterez qu'une partie de ces revendications y figurent, le refus de payer la dette des banquiers aussi, le rejet des deux traités TSCG et MES également, le refus de se plier au diktat de l'UE et FMI de même, par contre il manque les éléments qui permettent de s'opposer et de tenir tête aux arguments de ceux qui s'opposent à la rupture avec le capital et ses institutions, qui refusent de reprendre à leur compte ces revendications qu'ils jugent irréalistes ou qui refusent d'engager le combat sur cette base, il manque les moyens économiques pour réaliser ces revendications sociales, l'expropriation des capitalistes ou actionnaires sans indemnité ni rachat, la socialisation des banques, des organismes de crédit, des compagnies d'assurance sous le contrôle des travailleurs et de leurs organisations, pan de l'économie qui concentre le pouvoir des capitalistes et dont dépend le fonctionnement de l'ensemble des entreprises du pays et l'Etat une fois la rupture avec la BCE et l'euro consommée, bref, ce qui nous fait dire la politique du POI est une nouvelle fois un couteau sans lame.

Je me mets à la place de militants défendant le contenu de ce communiqué et qui vont se retrouver confrontés à d'autres militants qui ne manqueront pas de leur rétorquer : tout cela est bien beau, généreux de votre part, mais comment vous financez tout cela, ce n'est écrit nulle part dans votre document, cela manque de cohérence, ce n'est pas sérieux, c'est facile de raconter n'importe quoi aux travailleurs, de leur faire croire que tout serait possible alors que ce n'est pas le cas... vous nous accusez de soutenir le régime en place, soit, permettez-nous de vous répondre que votre argumentation tient plutôt de la fabulation, de la manipulation dès lors que vous ne nous dites pas comment vous allez vous y prendre pour financer toutes ces mesures...

Gageons que la suite de cette discussion consistera à s'accuser mutuellement de manipulateur, à établir qui manipule qui, pour en arriver à la conclusion inévitable qu'elle était inutile puisqu'elle n'aura pas permis de faire émerger un argument qui aurait permis de départager les points de vue en présence en fonction des intérêts de classe divergents ou opposés qu'ils représentaient. Bref, l'art de brasser du vent et de perdre son temps !

Sans associer à ces revendications sociales et politique urgentes à réaliser l'expropriation des capitalistes sans indemnité et la liquidation préalable des institutions de la Ve République, c'est comme se priver des moyens de les faire aboutir, c'est les situer clairement dans le cadre du maintien de l'ordre établi au lieu de les situer dans la perspective de son renversement.

Un mot sur le nouveau portail du POI.

Une nette amélioration dans la présentation et par son contenu par rapport aux précédents. Quel effort titanesque cela leur demande pour évoluer, pour admettre ou prendre en compte les transformations de la société, et il ne s'agit ici que d'un facteur secondaire, alors imaginez ce qu'il leur en coûte quand ils doivent faire face à la modification d'un facteur ou d'un rapport déterminant... ils craignent tellement de perdre un jour le contrôle de leur appareil, ce sont des gens qui contrairement à Lénine ne peuvent pas concevoir être en minorité dans leur propre parti, ils doivent contrôler la totalité de ses instances, jusqu'au comportement du moindre militant de base...

Je ne vais pas m'étendre sur ce sujet qui ne me passionne pas particulièrement, seul défaut que j'ai relevé dans ce portail, rien ne le distingue vraiment des autres. En dehors de sa politique ajouteront ses militants, je leur accorde, en partie...

De mon côté, je n'ai pas l'intention dans l'avenir de m'investir davantage dans le portail que j'anime.

Classe contre classe.

La Courneuve plus de 75 % des voix pour Hollande.

A Saint-Denis (77,78%), Bobigny (76,74%),Trappes 77,01%, Les Mureaux 70,47%, Mantes-la-Jolie 67,05%, 89,04% dans le quartier sensible du Val-Fourré. Ivry-sur-Seine (73,63%) et Villejuif (68,30%). (AFP 07.05)

Saint-Tropez 79,09 % des voix pour Sarkozy. (lepoint.fr 07.05)

Ce n'est pas le même monde. La lutte des classes se radicalisent, même si cela ne se traduit pas sous la forme de l'organisation, or c'est la clé pour se donner les moyens de réaliser nos idées, notre idéal, le socialisme et la liberté.

En Seine-Saint-Denis le taux d'abstention a atteint 23,57%, ajouté au score de Hollande, on peut affirmer que dans cette banlieue ouvrière plus de 90% des travailleurs ont rejeté Sarkozy, puis sa politique. Sarkozy pour les avoir méprisés, sa politique pour leur avoir rendu la vie impossible au quotidien.

Selon le Commissaire à la Diversité, Yazid Sabeg, "*si le score de François Hollande est bon dans les quartiers, la participation a été faible*". Signe, selon lui, que "*les habitants ne font pas confiance aux politiques pour changer leur vie*". (AFP 07.05)

Plainte contre Sarkozy.

Le père d'un soldat tué en mars à Montauban par Mohamed Merah a porté plainte contre Nicolas Sarkozy et le directeur central du renseignement intérieur Bernard Squarcini, accusés de n'avoir pas empêché la mort de son fils, a-t-on appris lundi auprès du parquet de Nîmes.

Albert Chennouf a déposé "*une déclaration à la gendarmerie*", visant la non-assistance à personne en danger, a-t-on appris auprès du parquet de Nîmes, confirmant une information du site du Nouvel Observateur. Le dossier doit être transmis au parquet de Paris.

"*Je souhaite porter plainte contre Nicolas Sarkozy et Bernard Squarcini pour non-assistance à personne en danger. Je les tiens pour responsables de la mort de mon fils"*, explique M. Chennouf au nouvelobs.com.

"*Nous nous posons fatalement des questions*", explique-t-il. "*Je n'ai pas fait l'ENA ni Sciences-Po mais je ne suis pas bête. Je pense que lorsqu'on va au Pakistan en faisant un crochet par Israël, ce ne peut être qu'avec la bénédiction des services français. L'hypothèse qu'on a éliminé Merah pour qu'il ne parle pas me paraît de plus en plus plausible. Je ne dis pas que les policiers du Raid ont mal fait leur travail. Mais la volonté politique était qu'il meure*", estime-t-il.

L'avocat de M. Chennouf, Gilbert Collard, a confirmé que son client avait déposé plainte. Il "*est en grand désespoir, il paie le prix*

du drame vécu", a-t-il estimé. (AFP 07.05)

Actualité en titres

En famille, avant comme après le 6 mai.

- Elu, Hollande sera au côté de Sarkozy pour le 8-Mai - AFP

Au mieux fin décembre 2012, pas demain...

- Le retrait français rapide d'Afghanistan voulu par M. Hollande inquiète à Kaboul - AFP

Et ailleurs dans le monde : retrait immédiat de tous les soldats français présents en Afrique, en Asie, au Proche et au Moyen-Orient !

INFOS EN BREF

Politique

1- UE

Le président de la Commission européenne José Manuel Barroso compte profiter mardi de l'élection de François Hollande en France pour remettre au goût du jour toute une série de propositions de ses services sur la croissance qui peinent jusqu'ici à se concrétiser.

"*C'est clairement une perche que M. Barroso veut tendre à François Hollande*" alors que le président élu français entend faire de la relance de l'activité économique au niveau européen une priorité, souligne une source européenne proche du dossier.

Le document que présentera le président de l'exécutif européen "*ne contient pas d'idées nouvelles*", reconnaît cette source.

"*On sait que les Etats n'ont plus d'argent au niveau national pour faire de la relance, il faut donc utiliser l'argent disponible au plan européen*", souligne-t-elle.

"*Hollande semble vouloir utiliser la Commission comme plate-forme pour faire pression sur Merkel*", ce qui pourrait permettre à l'exécutif européen de revenir dans le jeu, souligne la source.

M. Barroso va aussi ressortir son projet d'agenda "*Europe 2020*" censé doper la croissance d'ici la fin de la décennie.

Au-delà de ces mesures déjà connues la Commission entend surtout adresser un message politique.

"*On est clairement dans une nouvelle donne*" avec le changement de pouvoir en France, souligne la source.

Le chef de l'Etat sortant Nicolas Sarkozy n'a jamais caché le peu de cas qu'il faisait de la Commission et de ses projets, préférant un pilotage résolument inter-gouvernemental de l'Europe axé sur le couple franco-allemand, Bruxelles se retrouvant marginalisée.

M. Barroso se dit qu'il a peut-être une carte à jouer avec l'arrivée de François Hollande, héritier de l'ex-président de la Commission Jacques Delors et tenant a priori d'une méthode de gestion s'appuyant plus sur les institutions européennes. (AFP 07.05)

L'idée de Barroso notamment, est de se servir de Hollande pour avancer dans la construction politique de l'Union européenne, scénario auquel Hollande pourrait souscrire d'autant plus volontiers ou aisément qu'il n'incarne pas officiellement le capitalisme.

L'UMP était tenu d'incarner les différentes composantes du capitalisme, y compris le capitalisme français et ses propres spécificités, dont les intérêts étaient parfois ou de plus en plus souvent contradictoires, tâche quasi impossible à réaliser dont il vient de payer le prix politique, tandis que Hollande, qui se présente comme socialiste et n'étant pas tenu d'apparaître comme le représentant du capitalisme ou de telle ou telle couche du capitalisme, n'aura aucun scrupule à suivre la voie que la Commission européenne et le FMI traceront à sa place, quite à favoriser les capitalistes les plus compétitifs en Europe au détriment du capitalisme français.

Il va de soi, et on en a encore ici la démonstration, comme d'habitude les médias vont s'employer à inverser, à interpréter les

rapports entre Hollande et les institutions européennes de manière à mieux embrouiller les travailleurs qui devraient admettre que Hollande fait de son mieux, ils utiliseront Hollande jusqu'à la corde, puis ils le cruxifieront, ce qu'ils ont fait avec Sarkozy quand ils ont estimé qu'il avait perdu. On va voir de quelle façon Hollande se prête à ce jeu, ensuite on tirera dessus à boulets rouges. Un peu de patience.

2- France

François Hollande a remporté l'élection présidentielle avec 51,62% des voix contre 48,38% pour Nicolas Sarkozy, selon les résultats définitifs pour la France entière publiés lundi par le ministère de l'Intérieur.

Le candidat socialiste a recueilli 18.000.438 voix et le président sortant, 16.869.371, soit une différence de 1.131.067 voix.

La participation a été de 80,34%, soit un peu plus de 37 millions de votants, et l'abstention de 19,66%, soit un peu plus de neuf millions.

Les bulletins blancs ou nuls ont représenté 5,80% des votants et 4,66% des inscrits, soit plus de 2,1 millions de personnes. (Reuters 07.05)

3- Italie

La droite de Silvio Berlusconi était lundi en déroute à l'issue du premier tour des municipales partielles en Italie, révélatrices d'une percée de formations hostiles et d'un malaise social, selon un décompte encore provisoire portant sur deux-tiers des votes.

Le PDL, jusqu'ici aux commandes, est quant à lui relégué en troisième position, tandis que le candidat de gauche fait la course en tête avec plus de 34% des voix.

Plus de neuf millions d'Italiens, soit 20% du corps électoral, étaient appelés aux urnes pour élire environ 900 conseils municipaux. Le scrutin aura été marqué par une forte poussée de l'abstention pour un type de scrutin habituellement très prisé des Italiens: le taux de participation s'établit à près de 67%, en recul de 7 points par rapport à 2007.

Le succès du mouvement "Cinq Etoiles" du comique Bepe Grillo, en lutte contre la "*partitocratie*" et très présent sur les réseaux sociaux, a aussi frappé les esprits, en particulier dans des villes comme Parme ou Gênes où il pourrait arriver en deuxième ou en troisième positions. Il a même conquis dès le premier tour une municipalité, Sarego, en Vénétie.

"*C'est juste un début. Les citoyens se réapproprient leurs institutions*", s'est félicité Grillo dans un message sur YouTube. Lors de son premier test électoral, il y a deux ans, le Mouvement 5 étoiles qui s'est structuré sur internet n'avait obtenu que 1,8 des suffrages au niveau national, pour culminer l'année suivante à 3,8% lors des municipales milanaises.

Les premiers résultats ont montré un important recul du Peuple de la Liberté (PDL, parti de Silvio Berlusconi) et aussi de son ancien allié la Ligue du Nord dans ce scrutin, où sont en jeu 941 municipalités (sur 8.000), dont 26 chefs-lieux de province. "*Nous avons subi une défaite*", a reconnu le secrétaire général du PDL, Angelino Alfano.

Le Parti Démocratique, principale formation de gauche, est "*en tête dans la grande majorité des communes de plus de 15.000 habitants*", s'est réjoui un de ses responsables, Davide Zoggia, mettant l'accent sur le fait que "*dans plusieurs cas la droite n'arrivera même pas au ballottage*".

"*La nouveauté de ces élections a été le retour à de larges coalitions de centre-gauche dans de nombreuses villes*", a analysé le maire de Milan, Giuliano Pisapia.

A Parme (nord), le candidat du PD Vincenzo Bernazzoli est nettement en tête avec 39,3%, devant l'aspirant "Cinq étoiles", Federico Pizzarotti (19,4%).

Scénario proche à Gênes, le grand port ligure, où le candidat du centre-gauche Marco Doria caracole largement en tête avec 48,7% des voix, devant deux candidats au coude à coude, Enrico Musso (centre) et Paolo Putti ("Cinq étoiles"), tous les deux aux alentours de 14%. Le représentant du PDL, Pierluigi Vinai, ne recueillerait que 11%.

A Palerme (Sicile), la plus grande ville appelée aux urnes, deux candidats de gauche devraient se retrouver en ballottage au second tour les 20 et 21 mai: Leoluca Orlando (46,6%), porte-parole de l'Italie des Valeurs, et Fabrizio Ferrandelli (20,7%), candidat du Parti démocrate (PD).

M. Orlando qui a déjà été maire de Palerme, de 1985 à 1990, où il fut un emblème de la lutte anti-mafia, s'est exclamé: "*la ville*

est enfin libre!". Le candidat du PDL, Massimo Costa, arrive seulement troisième avec moins de 11,3% des suffrages.

Le maire sortant de Vérone (nord), Flavio Tosi, ténor de la Ligue du Nord, sera réélu dès le premier tour avec 57,4% des voix, nettement devant le candidat de centre-gauche Michele Bertucco (22,7%).

Mais M. Tosi fait figure d'exception pour la Ligue, dont plusieurs dirigeants sont soupçonnés d'avoir détourné des fonds publics. Ce parti favorable à l'autonomie du nord du pays est en fort recul dans ses fiefs septentrionaux, de Varese à Côme en passant par Monza et Bergame. (AFP et Reuters 07.05)

4- Israël

4.1- Le Parlement israélien, s'apprêtait lundi à prononcer sa dissolution pour des élections législatives anticipées prévues début septembre.

Le Premier ministre Benjamin Netanyahu a confirmé dans la matinée, lors du Conseil des ministres hebdomadaire, qu'il souhaitait organiser le scrutin le 4 septembre, après avoir annoncé la veille des élections anticipées.

La législature s'achève normalement en octobre 2013.

"*Il faut un Likoud grand et fort. Nous allons former un gouvernement aussi large que possible pour assurer l'avenir d'Israël*", a promis le Premier ministre, qui est donné grandissime favori pour conduire le prochain gouvernement.

Près de la moitié (48%) des Israéliens plébiscitent M. Netanyahu comme le meilleur candidat à sa succession, selon un récent sondage publié par le quotidien Haaretz. (AFP 07.05)

4.2- La Cour suprême d'Israël a ordonné lundi de démanteler d'ici le 1er juillet un quartier érigé sur des terres palestiniennes privées dans une colonie de Cisjordanie, désavouant le gouvernement de Benjamin Netanyahu.

Les juges ont refusé de surseoir à cette mesure jusqu'au 1er août comme le leur demandait l'Etat d'Israël.

Selon un arrêt de la plus haute institution judiciaire israélienne, les cinq bâtiments de l'Oulpana, un nouveau quartier érigé sans autorisation officielle sur un terrain privé palestinien dans l'implantation de Beit El, près de Ramallah, auraient dû être démolis avant le 1er mai.

Dimanche dernier, la Cour suprême avait vivement critiqué la demande présentée par l'Etat qu'elle a accusé de procrastination.

Selon le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, la démolition des cinq maisons est "*un diktat que le public ne saurait accepter*". De nombreux membres de la coalition de droite au pouvoir ont réclamé une solution pour empêcher l'évacuation des colons, une affaire potentiellement explosive qui survient au moment où commence la campagne électorale pour des législatives anticipées.

Aux yeux de la communauté internationale, toutes les colonies dans les Territoires occupés sont illégales, qu'elles aient ou non été autorisées par le gouvernement israélien. Plus de 340.000 colons israéliens vivent en Cisjordanie et plus de 200.000 dans des quartiers de colonisation à Jérusalem-Est. (AFP 07.05)

Economie

1- FMI

La directrice générale du Fonds monétaire international Christine Lagarde s'est dite lundi sceptique quant au respect à tout prix des objectifs chiffrés de déficit budgétaire, affirmant à Zurich que les actes étaient plus importants.

"*Les pays doivent garder les mains fermes sur le volant. Si la croissance est moins bonne qu'attendu, ils devraient s'en tenir aux mesures budgétaires annoncées, plutôt qu'aux objectifs budgétaires annoncés*", a-t-elle affirmé lors d'un discours prononcé à l'université de Zurich.

"*En d'autres termes, il ne faut pas combattre toute baisse des recettes fiscales ou hausse des dépenses causée uniquement par l'affaiblissement de l'économie*", a-t-elle ajouté devant plusieurs centaines de personnes. (AFP 07.05)

2- Espagne

L'Espagne tentera de nouveau, vendredi, de rassurer les marchés sur ses banques en séparant de leur bilan les actifs immobiliers, mais cela passera cette fois par une nouvelle injection de fonds publics, alors que le gouvernement s'y refusait jusque-là.

Première visée par ce plan, Bankia, la plus grande union de caisses d'épargne et la quatrième banque cotée du pays, qui croule sous les actifs immobiliers risqués.

"*Nous sommes en train de finaliser un plan d'assainissement de la banque qui se fera sûrement à travers l'injection (d'argent via) d'obligations convertibles et nous préparons aussi des changements dans la gestion*" de Bankia, a indiqué à l'AFP le ministère, confirmant qu'il s'agira d'argent public.

Première conséquence, dès lundi: Rodrigo Rato, président de Bankia, mais aussi ancien ministre de l'Economie et ancien directeur général du FMI, a annoncé sa démission, proposant pour le remplacer José Ignacio Goirigolzarri, directeur général de la deuxième banque espagnole, BBVA, jusqu'en 2009.

Une réponse aux mises en garde de ces dernières semaines, le FMI appelant Madrid à aller plus loin dans l'assainissement de ses banques afin de "*remédier aux faiblesses qui demeurent*", tandis que Standard and Poor's, en dégradant de deux crans la note souveraine, avait prédit "*une probabilité croissante que l'Etat espagnol doive fournir un soutien budgétaire supplémentaire au secteur bancaire*".

Son péché? Etre, parmi les grandes banques espagnoles, celle dont l'exposition au secteur immobilier est la plus lourde: 37,5 milliards d'euros fin 2011.

Pour nettoyer son bilan, elle a besoin de "*5 à 10 milliards d'euros*", affirme El Pais, "*5 à 7 milliards*" selon le quotidien économique Expansion.

Ayant accordé des crédits à tout va pendant la bulle, les banques accumulaient, fin 2011, 184 milliards d'euros d'actifs immobiliers problématiques - car à la valeur incertaine -, soit 60% de leur portefeuille.

Les autorités leur ont déjà imposé d'effectuer pour 53,8 milliards d'euros de provisions.

"*Nous passerons à la deuxième étape ce vendredi avec un décret-loi en matière financière*" pour séparer les actifs immobiliers des bilans des banques, a annoncé Mariano Rajoy à la radio Onda Cero, afin "*qu'il n'y ait aucun doute sur la situation des entités financières espagnoles, que tout le monde sache qu'elles sont solvables*".

"*Je ne suis pas partisan d'une +bad bank+*", a-t-il souligné, écartant ainsi la possibilité d'un mécanisme entièrement financé par les fonds publics.

"*Ce que nous voulons, c'est que l'on fixe le prix réel des logements (détenus par les banques), même si tout le monde perd de l'argent, les promoteurs comme les banques, et qu'on les mette en vente*".

Pour le chef du gouvernement, la participation de l'Etat au renflouement des banques ne menacera pas la rigueur budgétaire qu'il défend: "*de l'argent public n'entrerait que dans les situations limites, nous le dirons ce vendredi, et donc cela n'affectera pas le déficit public*". (AFP 07.05)

2- La production industrielle espagnole a accéléré sa chute en mars, avec un recul de 7,5% sur un an, alors que le pays vient de renouer avec la récession, selon les chiffres publiés lundi par l'Institut national de la statistique (Ine).

Sur l'ensemble de 2011, la production industrielle espagnole a baissé de 1,8% par rapport à 2010.

En mars, la baisse est particulièrement marquée dans les biens d'équipement (-11,2%), les biens de consommation durable (-10,2%) et les biens intermédiaires (-10,2%).

Les biens de consommation non durable sont également dans le rouge (-3,7%), de même que l'énergie (-1,7%).

En cumulé depuis le début de l'année, la production industrielle espagnole est en baisse de 5,8%, par rapport à la même période de 2011. (AFP 07.05)

3- Etats-Unis

Le crédit à la consommation a connu aux Etats-Unis en mars sa plus forte hausse depuis novembre 2001, selon des chiffres publiés lundi par la banque centrale (Fed).

En données corrigées des variations saisonnières, l'encours de ce type de crédit a progressé de 10,2% en rythme annuel par rapport à février.

Il a atteint 2.542,3 milliards de dollars, progressant de 21,3 milliards de dollars, soit près de deux fois plus qu'attendu par les analystes.

Pour le quatrième mois consécutif, la hausse des crédits non renouvelables (+11,3%), qui financent essentiellement l'achat d'automobiles et les études, a été supérieure à celle des crédits renouvelables (+7,8%), qui sont principalement contractés par l'utilisation d'une carte de crédit.

Après s'être désendettés entre l'été 2008 et l'été 2010, les ménages américains n'ont cessé d'accroître leur crédit à la consommation depuis. (AFP 07.05)

Haut de page

Le 9 mai

CAUSERIE

Adieu l'euro !

Des responsables politiques allemands de gauche et de droite ont prévenu mardi que la Grèce ne recevrait plus aucune aide financière si elle ne respectait pas toutes les conditions du plan de sauvetage conclu avec l'Union européenne et le FMI. (Reuters 08.05)

Il ne reste donc plus à la Grèce que la sortie de l'euro comme issue pour sa survie.

A la dictature de l'UE et du FMI, il faut répondre au même niveau en lui opposant la dictature du prolétariat, des exploités sur les exploiteurs, du travail sur le capital, on est engagé dans une lutte à mort avec en toile de fond des bruits de bottes, il ne faut donc reculer devant aucun moyen qui nous permettrait de vaincre notre ennemi, c'est lui ou nous. C'est la garantie de la paix dans le monde que propose le socialisme, une fois les marchands de canons et leurs relais politiques neutralisés, anéantis.

Rompre avec l'euro, l'Union européenne et le FMI : l'unique "marge de manoeuvre".

Les résultats en Grèce et la victoire du socialiste François Hollande au second tour de la présidentielle française ont illustré dimanche le rejet grandissant des électeurs européens face aux mesures d'austérité défendue par l'Allemagne pour sortir la zone euro de sa crise de la dette.

Les promesses de François Hollande de freiner la ligne d'austérité défendue à Berlin pourraient toutefois être tempérées après la publication, prévue fin juin, d'un audit sur l'état des finances publiques, demandé à la Cour des comptes par le futur président.

A Berlin, Peter Altmaier, chef de file des élus chrétiens-démocrates (CDU) réputé proche de la chancelière allemande, a estimé que le prochain gouvernement français n'aurait qu'une marge de manoeuvre très limitée en matière de politique budgétaire en raison de la "précarité" de l'économie et des finances de la France.

"*L'économie de la France et les finances du pays demeurent dans un état précaire*", a-t-il dit à des journalistes, s'avouant déçu par l'élection du socialiste à la présidence française.

"*Tout pays qui essaierait de mener une politique de relance en accroissant ses déficits se mettrait très vite les marchés à dos et verrait ses taux d'intérêt augmenter*", a-t-il ajouté. "*Il n'y a aucune marge de manoeuvre*." (Reuters 08.05)

La question qui est posée et qui ne s'adresse pas aux partis de l'Internationale jaune : qui aura la volonté d'opposer à la dictature du marché la mobilisation générale de la classe ouvrière sur la base de l'annulation pure et simple de la dette et la rupture avec l'euro, la BCE ?

Abolition des privilèges !

6.000 euros de retraite, des voyages gratuit, un appartement... Comme tous les anciens présidents, Nicolas Sarkozy va bénéficier d'avantages dus à son ancienne fonction. «*D'abord, il percevra une indemnité de 6.000 euros brut, accordée à tous les "ex", quelle que soit la durée de leur séjour à l'Elysée. Ensuite, il pourra siéger au Conseil constitutionnel, en tant qu'ancien Président et percevoir, à ce titre, une indemnité de 11.500 euros net par mois*», explique le site challenges.fr. Pour le moment, Nicolas Sarkozy n'a pas précisé s'il comptait siéger dans cette institution mais il pourrait redevenir avocat.

A ces avantages, Sarkozy bénéficiera d'avantages en nature. Un appartement de fonction, deux fonctionnaires de la police nationale pour assurer leur protection rapprochée, une voiture de fonction avec deux chauffeurs, sept collaborateurs L'ancien président pourra également voyager gratuitement, grâce à deux cartes de circulation illimitées, l'une sur Air France, en classe affaires, l'autre à la SNCF première classe.

«*Pour l'Etat, la facture de ces nombreux avantages est salée: La charge financière -que personne ne connaît compte tenu de la dispersion des financements- peut être estimée à 1,5 million par an et par ancien président, souligne le député René Dosière dans son livre "L'argent de l'Etat" (Seuil)*», détaille Challenges.fr. (20minutes.fr 07.05)

Qui a dit ?

"*... si vous regardez ce que le président Hollande suggère en France, en fait son programme pour juguler les déficits n'est pas très éloigné de la voie que nous suivons*"

Réponse : Le Premier ministre britannique et dirigeant conservateur David Cameron. (source : AFP 08.05)

Raison de plus pour ne pas se reconnaître dans leur monarchie républicaine

"*Les Français ont voté et les deux présidents, celui qui l'est encore pour quelques jours, et celui qui le sera pour cinq ans, devaient être là pour dire l'hommage de la Patrie à celles et ceux qui sont tombés pour elle*", a déclaré François Hollande.

"*Nous nous sommes confrontés (avec Nicolas Sarkozy) dans une élection mais nous devions être présents à cette cérémonie. Les Français peuvent être fiers que la république soit réunie.*" (Reuters 08.05)

Mélenchon à côté de la plaque. La preuve.

Après l'annonce que le PS pourrait faire le choix de ne pas se présenter face à M. Bayrou (le 10 juin) qui a voté Hollande le 6 mai.

Dimanche déjà, alors que les différents responsables socialistes saluaient, place de la Bastille, le vote des "*humanistes*" et électeurs du MoDem pour leur vote, Jean-Luc Mélenchon raillait sur son blog cette attitude en direction de "*tout ce qui compte pour du beurre dans le résultat et dont il est possible de caresser la tête sans risque*". (lemonde.fr 08.05)

L'union nationale, du "*beurre*" ?

Défense du marxisme. Soyons des "***enragés***" !

Lénine : La correspondance de Marx et d'Engels (1913). Extrait.

"« Trois soirs, écrit Engels, nous avons discuté sur le proudhonisme. Presque tous, Grün en tête, étaient contre moi. La chose principale que je fus obligé de prouver, c'est la nécessité d'une révolution violente » (23 octobre 1846). Finalement, je devins enragé, j'obligeai mes adversaires à se prononcer nettement contre le communisme. Je réclamai le vote sur la question : sommes-nous communistes, oui ou non ? Grande indignation des partisans de Grün, qui se mirent à assurer qu'ils étaient rassemblés pour examiner « le bien de l'humanité » et qu'il fallait savoir ce qu'est proprement le communisme. Je leur donnai alors une définition bien simple, pour les empêcher de se dérober au fond de la question. Je définis l'état d'âme du communiste de la façon suivante : 1° Détendre les intérêts du prolétaire contre ceux du bourgeois ; 2° pour cela supprimer la propriété privée et la remplacer par la communauté des biens ; 3° reconnaître comme seul moyen d'arriver à ces buts la révolution démocratique violente (écrit un an et demi avant la révolution de 1848).

Après discussion, 13 voix contre 2 acceptèrent la définition d'Engels. Le public de ces réunions était composé d'environ 20 menuisiers. C'est ainsi que furent posés à Paris, il y a 67 ans, les fondements du parti social-démocrate ouvrier d'Allemagne.

Un an plus, tard, dans une lettre du 24 novembre 1847, Engels annonce à Marx la composition en brouillon du Manifeste Communiste, et se prononce entre autres contre la forme de catéchisme précédemment projetée. « Je commence, écrit Engels, par la question de la nature du communisme, et je passe ensuite directement au prolétariat : histoire de sa provenance, différence entre

lui et les anciens travailleurs, développement de l'antagonisme entre lui et la bourgeoisie, crises, conclusions. » « A la fin, la politique du Parti Communiste. »

Cette lettre historique d'Engels sur la première esquisse d'une oeuvre qui a parcouru l'univers et qui reste aujourd'hui vraie dans tout l'essentiel, vivante et actuelle comme si elle était écrite d'hier, montre avec évidence combien il est juste de placer côte à côte les noms de Marx et d'Engels, comme ceux des fondateurs du socialisme contemporain."

Grün était un socialiste allemand adepte du « *socialisme enfantin* » (Engels) de Proudhon.

Alors sommes-nous communistes ? Assurément, ce qui n'est pas le cas des illusionnistes Mélenchon et Laurent avec leur "*révolution par les urnes*".

INFOS EN BREF

Politique

1- France

Un parti bourgeois de plus au gouvernement.

Ce n'est pas vraiment une surprise. Après avoir signé un accord électoral et programmatique avec le PS, Europe écologie-Les Verts vientde voter sa participation à un gouvernment socialiste, si François Hollande les appelle. «*Plus de 75% des quelques 200 membres présents*» au Conseil fédéral de mardi ont voté oui à cette proposition, souligne Lefigaro.fr. (20minutes.fr 07.05)

2- Grèce

Le chef de la Coalition de la gauche radicale, Alexis Tsipras, chargé par le président grec de former un gouvernement de coalition a exclu mardi de se plier aux plans européens de sauvetage et menacé de nationaliser les banques.

M. Tsipras dénonce les conditions "*barbares*" d'accès aux prêts internationaux fixés par l'UE et le FMI, et rejette particulièrement les efforts demandés à la Grèce pour 2013 et 2014 qui devaient être discutés par la "troïka" des créanciers du pays (UE-BCE-FMI) dès la fin mai. Il demande aussi l'arrêt d'une partie du paiement de la dette.

Mardi, il a fixé ses priorités: "*annulation*" des mesures de dérégulation du travail récemment votées, "*contrôle public sur le système bancaire*", "*création d'une commission internationale de contrôle de la dette*".

D'ici l'expiration de son mandat, M. Tsipras doit mener des contacts avec l'ensemble des dirigeants politiques du pays. Mais il s'est déjà heurté mardi à une fin de non recevoir de la dirigeante communiste du KKE, Aleka Papariga, fidèle à son isolationnisme, qui n'a même pas voulu le rencontrer.

A gauche, deux chefs de parti, un dissident du Syriza et le parti ecologiste, lui ont demandé de clarifier sa position sur l'appartenance de la Grèce à l'euro.

Mardi soir, devant l'urgence de la situation, le dirigeant du Pasok et ancien ministre des Finances, Evangélos Vénizélos, a proposé la constitution d'un gouvernement "*d'union nationale*" à toutes les formations qui satisferaient deux exigences : rester dans l'euro et renégocier avec l'UE et le FMI.

Ce qui dans sa bouche est une avancée: il s'était jusqu'à présent cantonné à demander un an de plus pour permettre à la Grèce de respecter ses objectifs budgétaires.

"*Le pays se dirige vers la catastrophe. S'il n'y a pas un gouvernement d'unité nationale dans les prochains jours, de nouvelles élections semblent inévitables (...) en juin et la victoire du bloc extrême anti-rigueur de Tsipras est évidente*", met en garde le journal libéral Kathimérini dans son éditorial mardi.

Pour les marchés, le risque est celui d'un "*défaut de la Grèce sur l'une de ses prochaines échéances, avec un degré de probabilité élevé, mais aussi le début des démarches nécessaires pour organiser la sortie de la Grèce de la zone euro*", ont prévenu les stratégistes du Crédit Mutuel-CIC.

A la clôture mardi, la bourse de Francfort a perdu 1,90%, Londres 1,78% et Milan 2,37%. Celle d'Athènes a poursuivi sa descente aux enfers, clôturant en chute de 3,62% à son niveau d'il y a 20 ans, après un plongeon de 6,67% la veille. A Wall Street, le

Dow Jones a perdu 0,59%.

Les taux allemands à 10 ans ont enregistré leur plus bas historique à 1,540%. En revanche, en Espagne, le taux grimpait à 5,790%, en Italie à 5,426% et le taux grec bondissait à 22,254%.

La Grèce a également enregistré une autre sanction financière mardi, avec une hausse, à 4,69% des taux qu'elle a dû consentir pour emprunter 1,3 milliard d'euros sur six mois. (AFP 08.05)

3- Thaïlande

Un grand-père thaïlandais, devenu un vibrant symbole de la lutte pour la liberté d'expression après avoir été condamné à vingt ans de prison pour insulte à la monarchie, est décédé mardi en prison, relançant la polémique sur une des lois les plus répressives du monde.

Ampon Tangnoppakul, 62 ans, avait été condamné l'an dernier pour avoir envoyé quatre SMS au secrétaire personnel du Premier ministre de l'époque. Des messages que la police avait jugés "*inappropriés*" et "*insultants envers la monarchie*".

L'article 112 du code pénal réserve une peine de 15 ans de prison à quiconque insulte la monarchie ou la famille royale.

"*Il a plusieurs fois réclamé une libération sous caution mais la cour l'a rejeté sous prétexte que le crime était grave*". "*S'il avait été libre, il aurait pu voir un médecin à temps*", estimait de son côté Chiranuch Premchaiporn, responsable du très populaire site d'informations Prachatai, elle même poursuivie pour lèse-majesté et qui risque 20 ans de prison. (AFP 08.05)

4- Koweït

La police du Koweït a arrêté un groupe d'agents du Qatar chargés de renverser l'émir al-Sabah IV.

Les documents saisis attestent de l'organisation du complot par l'émir Hamad bin Khalifa al-Thani du Qatar. Des copies de ces documents ainsi que des procès-verbaux judiciaires ont immédiatement été transmises par le Koweït à l'Arabie saoudite.

L'émir al-Sabah IV a demandé une réunion d'urgence du Conseil de coopération du Golfe, dont le Qatar fait partie.

L'émir Hamad bin Khalifa al-Thani a lui-même pris le pouvoir dans son pays, en renversant son père, l'émir Khalifa ben Hamad Al Thani, aujourd'hui réfugié en Suisse.

En 2008, il a empêché l'élection par le Parlement libanais du général Michel Aoun comme président et est parvenu à négocier celle du général Michel Sleiman. Peu après, il est venu l'introniser au Parlement libanais, non sans avoir eu soin d'écarter de la cérémonie le président sortant Émile Lahoud.

Le monarque wahhabite a également joué un rôle central dans le renversement du « guide » Mouammar el-Khadafi en Libye, et plus récemment dans les tentatives de renversement du président Bachar el-Assad en Syrie. (Réseau Voltaire 07.05)

Social

Etats-Unis

La part des ménages sans épargne est montée aux Etats-Unis à 23,4% en 2011 contre 18,5% deux ans auparavant, indique une étude publiée mardi par l'Université du Michigan.

Les auteurs de l'étude retiennent comme définition les ménages qui vivent sur leurs revenus du mois et n'ont aucun actif financier liquide (certificat de dépôt, bons du Trésor, fonds commun de placement, etc.).

Si l'on ajoute les ménages ayant moins de 1.500 dollars d'épargne, la part monte à 41,6%, contre 40,1% en 2009.

Les chiffres sont issus d'une enquête auprès d'un panel de 9.000 ménages interrogés tous les deux ans.

D'après les chercheurs de l'université du Michigan, les réponses montrent que la crise du surendettement des emprunteurs immobiliers "*va se poursuivre ces prochaines années*" vu le nombre d'Américains qui n'ont aucune réserve sur leur compte en banque. (AFP 08.05)

Economie

Banque

HSBC, la première banque en Europe, a fait état d'un bénéfice sous-jacent de 6,8 milliards de dollars, en hausse de 25% sur un an.

Le bénéfice net du groupe s'est élevé à 4,8 milliards de dollars, sous l'impact d'une charge de 2,6 milliards de dollars sur sa dette. (Reuters 08.05)

Haut de page

Le 10 mai

CAUSERIE

Juste un mot personnel.

Deux Indiens m'avaient dit que la centrale nucléaire qui devait nous donner du courant venait d'être mise en service, c'était faux, il s'agissait d'un immense champ d'éoliennes qui ne peut répondre à la totalité des besoins en électricité, du coup, c'est reparti pour des coupures à tout va, alors qu'il fait 40°C ou plus. Donc je suis complètement crevé, cela se reporte sur les yeux qui commencent à me pauser de gros problèmes, donc je ralentis mon boulot.

Les deux derniers jours j'étais dans un sale état, je n'arrivais plus à me concentrer, après une bonne nuit sans coupure de courant, j'ai pu ce matin sortir une analyse politique sur la Grèce (valable ailleurs) qui me satisfait.

C'est chouette toutes ces nationalisations réalisées en régime capitaliste, Tepco au Japon la dernière en date, c'est l'Etat qui casque avec les impôts et taxes qu'ils nous ont extorqués, histoire d'éponger les dettes d'entreprises qui seront ensuite rendues au marché lorsqu'elles dégageront à nouveau des profits...

La crise politique en Grèce montre clairement aux travailleurs et militants des pays de l'UE, qu'il n'y a pas d'issue politique et sociale favorable aux exploités dans le cadre des institutions et de la Constitution en place, de l'euro et de l'UE avec lesquels se confondent les intérêts des capitalistes qu'il faut donc exproprier (sans indemnité) par la même occasion.

Voilà tirée de cette expérience, la ligne politique révolutionnaire conforme aux intérêts de notre classe et au socialisme sur laquelle nous devons combattre.

Il faut donc en finir avec les institutions et la Constitution en place !

«*Notre proposition a obtenu un large soutien dans la société mais pas au Parlement. Nous ne serons pas en mesure de réaliser notre rêve de former un gouvernement de gauche. Demain matin, je remettrai mon mandat*», a déclaré Alexis Tsipras, chef de file de la Coalition de la gauche radicale Syriza, s'adressant aux députés de son mouvement, arrivé en deuxième position derrière les conservateurs aux législatives de dimanche. (20minutes.fr 09.05)

Monsieur Tsipras dit que le Parlement constitue un obstacle à la mise en oeuvre d'une politique opposée à l'austérité prônée par l'UE et le FMI, mais comme il n'en tire pas la conclusion qu'il faut immédiatement rompre avec les institutions, il ne lui reste plus qu'à subordonner militants et travailleurs à ces institutions, ce qu'incarne à la fois ses "*négociations*" avec la Nouvelle Démocratie et le PASOK, ainsi que son refus de sortir de l'euro et de l'UE à l'instar de Mélenchon en France.

C17H21NO4, la formule du perdant. De la méthode Coué au bourrage de pif !

"*C'est important, les quelques fois où j'ai eu la chance d'être reçu dans [le] bureau de [Nicolas Sarkozy], vous en ressortez, vous êtes pas loin d'avoir pris un rail de coke, c'est à dire que vous êtes avec une surmotivation*", a déclaré à la radio le patron des jeunes UMP, Benjamin Lancar, lors d'un entretien accordé à la radio France Culture, mardi, autour des suites de la défaite du candidat UMP à la présidentielle. (lexpress.fr 09.05)

Il parlait là en connaisseur assurément !

Comment le POI soutient le régime. Mode d'emploi.

Informations ouvrières n°199 paru hier. Sous-titre d'un article signé Yan Legoff : "*Signé par Sarkozy, mais non encore ratifié en France, le traité européen TSCG contraindrait à une rigueur décuplée. François Hollande le laisserait intact, pour ne négocier en plus, avec Angela Merkel, qu'un hypothétique "pacte de croissance "*.

Comment cela "*hypothétique*", serait-ce un mirage quand les principaux dirigeants de l'UE, les présidents de la BCE, de l'Eurogroupe et de la Commission européenne ou encore Merkel ont déjà indiqué quel contenu ils comptaient lui donner : celui adopté par l'Allemagne de Schröder avec Hartz IV qu'ils voudraient généraliser à toute l'Europe.

Le casuiste récidive à la fin de son article : "*On peut avoir de nombreux points de vue sur cet hypothétique « pacte de croissance ».*", tiens donc, et vous savez pourquoi, parce qu'il s'accompagnerait éventuellement de grands travaux (infrastructures), d'une enveloppe pour les énergies "*vertes*" qui favoriseraient donc certains secteurs d'activité, enfin du "*grain à moudre*" pour l'aristocratie ouvrière qui soutient le régime, tandis que tous les autres seraient voués à végéter, à être taillés en pièces ou à disparaître carrément.

Dans son éditorial, D. Gluckstein n'est pas plus clair sur cette question, ce qui n'a rien d'étonnant puisqu'une nouvelle fois il reprend le propos de Hollande pour lequel "*la clé d'un possible compromis est probablement sémantique*", avant de conclure que "*la sémantique doit être laissée à ceux qui jouent avec les mots*", comme si derrière les mots il n'y avait pas une certaine réalité qu'on ne tient pas forcément à regarder en face.

Il y en a une réalité qu'aucun parti ne tient à regarder en face, leur incapacité à s'adresser, à organiser, à recruter parmi les couches du prolétariat les plus durement frappés par les gouvernements qui se sont succédés depuis 31 ans, les plus pauvres, les chômeurs, les jeunes. Et c'est bien cette incurie politique qui est à l'origine de l'inexistence d'un véritable parti communiste dans ce pays. Et pour cause.

Page 2, Marguerite Leuwen signe un article sur "*La tâche de l'heure*, Yan Legoff en signe un sur le TSCG, page 3 D. Gluckstein signe un éditorial "*La croissance ? Parlons-en* ", page 4 Marc Gauquelin signe un article "*Une nouvelle période s'est ouverte*", page 5 figure le communiqué du bureau nationale du POI du 6 mai, page 10 Jean-Pierre Raffi et Christel Keiser signent deux articles sur la situation au lendemain des élections du 6 mai en France et en Grèce, à la page 14 figure un extrait de l'intervention de Jean Markun, le 1er Mai, point commun de tous ses articles ou communiqués : les institutions dans lesquelles se débattent tous les partis dits de droite ou de gauche qui sont favorables ou hostiles aux traités TSCG et MES ne font pas l'objet d'une remise en cause, à aucun moment leurs auteurs ne réalisent le lien qui existent entre la crise politique en Grèce et la nature de ces institutions que les travailleurs doivent abattre, condition sans laquelle aucune autre politique ne verra le jour. Etrange ou significative lacune, non ?

C'est dans le cadre de ces institutions que la Nouvelle Démocratie et le PASOK ont accepté les conditions fixées par l'UE, le FMI et les banquiers, parce que ces institutions ont été créées sur mesure pour satisfaire les besoins des capitalistes. Rejeter l'accord passer entre ces partis et les créanciers de l'Etat Grec se traduit par la paralysie des institutions, l'impossibilité de constituer un gouvernement. Il apparaît donc clairement que les institutions en place sont incompatibles avec le rejet exprimer le 6 mai par la majorité des travailleurs grecs.

Question : Pourquoi ne pas mettre en évidence ce constat ? Pourquoi ne pas se saisir de cet élément pour montrer à la classe ouvrière de toute l'Europe dans quelle direction elle doit orienter son combat politique pour en finir avec la politique d'austérité que le capital veut lui imposer, pour avancer vers son émancipation, vers le socialisme ?

Hein messieurs les opportunistes, pourquoi, dites-nous pourquoi, répondez à cette question.

Exigez de Hollande de rejeter le TSCG tient de la manipulation, le rejettterait-il qu'il en appliquerait le contenu d'une autre manière ; c'est comme demander au milliardaire Pinault qui a fait savoir qu'il votait Hollande de cesser d'être un capitaliste, grotesque, pathétique. Et puis, souvenez-vous du traité de Lisbonne rejeté par la France et l'Iralande, ils ont fini par trouver les moyens de le faire adopter quand même.

Les institutions, le chef de l'Etat et son gouvernement, le Parlement, représentent les principaux piliers ou le pouvoir politique et jurique de la classe des capitalistes.

Le refus en Grèce de M. Tsipras (Syriza, l'équivalent du Front de gauche en France) de s'attaquer aux institutions qui servent de remparts à l'adoption d'une politique en rupture avec le diktat de l'UE et du FMI, témoigne de sa soumission à la fois à ces institutions et au capital puisqu'elles incarnent ses intérêts, de son refus de s'attaquer au pouvoir politique du capital, donc finalement renoncer à s'attaquer aux fondements du capitalisme sur le plan économique, aux rapports sociaux de production, à la propriété privée des moyens de production et d'échange. Ainsi nous avons sous les yeux la véritable nature démocratique petite-bourgeoise de M. Tsipras et de sa coalition Syriza.

Le développement de la crise politique en Europe met à l'ordre du jour la question de la liquidation des institutions dans chaque pays inféodées au capitalisme mondiale et ses institutions, pose la question de l'Etat, quel Etat, quel gouvernement pour faire une autre politique, etc.

Hier il était facile de nous accuser de gauchisme quand nous subordonnions notre politique à cet objectif, on nous disait que la situation n'était pas mûre pour poser cette question, que nous avions un métro d'avance, que les travailleurs ne s'intéressaient pas aux institutions, etc. Nous répondions à nos détracteurs, qu'en général ceux qui tiennent ce genre de discours n'en changent guère même lorsque la situation a suffisamment mûri pour poser directement la question de l'Etat. Nous en avons là la démonstration.

Il y a fort à parier que cette question viendrait demain aux oreilles du prolétariat grec que cela ne changerait absolument rien parce qu'il n'a pas été préparé à l'entendre, à l'aborder. J'en veux pour preuve que pour ainsi dire aujourd'hui en Grèce ce sont les travailleurs qui détiennent le pouvoir politique, mais ils ne savent pas quoi en faire ni dans quelle direction mener leur combat. On leur a dit l'ennemi c'est la Commission européenne, la BCE, le FMI, les partis qui figurent dans le gourvernement en place... Que cela ne tiennent, ils les ont sévèrement sanctionnés le 6 mai. Et après ? Après quoi, démerdez-vous !

Sérieusement, comment traduisez-vous autrement ce que les différents partis leur proposent ?

Faites avec ou sans l'euro, faites dans ou hors de l'UE, mais surtout faites dans le cadre des institutions en place, de l'Etat tel qu'il existe, au-delà ciculez rien à voir. Mais les subordonner aux institutions, explicitement ou implicitement et sournoisement, n'est-ce pas leur interdire toute issue politique indépendante, n'est-ce pas finalement les appeler à capituler devant la troïka et l'euro, les institutions ?

Dans tous les pays de l'UE à des degrés différents, c'est la question de la préparation du renversement du régime en place par une révolution prolétarienne qui est posée. C'est parce que cette question incarne ou concentre les contradictions de la situation et les tâches que le prolétraiat à accomplir, que tous ceux qui abordent les questions de l'euro, des traités, des relations avec la troïka, et qui s'en détournent ne peuvent que se vautrer dans l'opportunisme. Parmi ces contradictions, il y a évidemment l'absence d'un parti révolutionnaire qui éclairerait le prolétariat sur la voie du socialisme.

Sans rien résoudre, en Grèce, la Nouvelle Démocratie et le PASOK pourrait gouverner en s'inspirant du Sénat en France qui a adopté le MES grâce à l'abstention du PS et au vote de l'UMP.

J'ai envie d'ajouter que les militants et les travailleurs n'en ont rien à foutre qu'on leur commente l'actualité politique à longueur de colonnes, qu'on s'exprime à leur place sans vraiment analyser ce qu'implique les rapports entre les classes, sans qu'on les aide vraiment à comprendre la situation, de quelle manière elle pourrait ou elle devrait évoluer, comment, dans quelles conditions, pour finalement ne leur proposer aucune issue politique, car c'est à ce constat terrible qu'on en arrive. (A suivre)

Nouveaux sondages sur fond de manipulation.

Selon un sondage CSA pour BFMTV, RMC et 20 Minutes paru mercredi, interrogés sur leurs préférences pour les élections législatives, 61% des Français espèrent avoir "*une majorité de députés favorables au président de la République pour qu'il mène sa politique*", tandis que 23% préfèrent "*une majorité de députés opposés au président de la République pour qu'il partage le pouvoir*". 16% sont sans opinion. (AFP 09.05)

Avant-hier dans un autre sondage on nous disait que plus de la moitié des électeurs avaient voté Hollande principalement parce qu'ils estimaient qu'il ne pourrait pas être pire que Sarkozy sans pour autant manifester d'illusions dans Hollande. Et voilà que 61% espèrent qu'il applique son programme qu'ils plébisciteraient. Etrange, non, à moins qu'ils n'en connaissent pas le contenu précisément. Dans ce cas-là, pourquoi devraient-ils avoir des illusions dans son programme, après nous avoir dit le contraire deux jours plus tôt ? Ce serait plus facile pour lui de l'appliquer avant que leurs illusions s'envolent, en admettant qu'ils en aient dans son programme.

Ne serait-ce pas l'intérêt des médias et des instituts de sondages de plébisciter Hollande pour le moment sachant qu'il est innoffensif, plutôt que se retrouver comme en Grèce face à Mélenchon ? Une info d'hier qui pourrait le confirmer : *Pierre Salviac remercié par RTL pour des propos "sexistes" visant la première dame*(la compagne de Hollande) (LePoint.fr 09.05)

Hollande est au gouvernail du pédalo ce que Mélenchon est à la voile, l'un indique la direction dans laquelle aller, l'autre à quelle vitesse. Et le vent dans tout cela ? La lutte des classes, la pression des masses qui s'impatientent et se radicalisent, qui sont en colère ou qui enragent.

Le vent peut souffler si fort que celui qui tient la barre peut passer par dessus bord, tandis que la voile finit en lambeaux. Quant à l'embarcation, elle tangue à droite puis à gauche, pour finalement se rendre maître de son destin une fois débarrassée de la tyrannie du capitalisme, dès lors qu'elle prend conscience de sa force, de son pouvoir irrésistible, elle atteint le rivage saine et

sauve, libre...

La crise, quelle crise ?

D'après les chiffres compilés par Les Échos , les PDG du CAC 40 ont gagné, en 2011, en moyenne 1,5% de moins qu'en 2010. Ils ont tout de même reçu de 1,15 million d'euros pour Antoine Frérot (-24%), le PDG de Veolia, à 4,3 millions (+13%) pour Bernard Arnault, celui de LVMH.

En moyenne, ils ont touché 2,4 millions d'euros, sans compter les avantages en nature, les jetons de présence et la distribution de stock-options et d'actions gratuites - qui peuvent considérablement augmenter la fiche de paie. En les prenant en compte, le cabinet Proxinvest a estimé la rémunération moyenne des patrons du CAC 40 à 4,1 millions d'euros pour l'année 2010.

Les chiffres des Échos prouvent qu'aucun patron du CAC 40 n'a touché moins d'un million d'euros. (lefigaro.fr 09.05)

Austérité, croissance, compétitvité, TSCG et MES.

Tous les pays ayant signé le pacte budgétaire doivent respecter cet accord, a déclaré mercredi la chancelière Angela Merkel, lors d'une conférence de presse à Berlin.

"*Chacun doit s'en tenir à ce que nous avons décidé. Vingt-cinq pays ont signé le pacte budgétaire*", a déclaré Mme Merkel, qui a félicité la Grèce, le Portugal et la Slovénie pour avoir déjà ratifié ce traité de discipline budgétaire. (AFP 09.05)

L'UE complice et bonne consciences des bourreaux du peuple palestinien ou, de Guantanamo à Jérusalem, la même dictature.

La Croix-Rouge, l'Union européenne (UE) et le gouvernement palestinien ont exprimé mardi leur inquiétude pour les détenus palestiniens d'Israël en grève de la faim, certains depuis plus de deux mois, l'UE appelant à leur fournir l'assistance médicale nécessaire.

L'UE réaffirme son opposition à la pratique des détentions administratives en Israël: "*les détenus ont le droit d'être informés des raisons de leur détention et d'avoir un procès équitable sans délai injustifié*". (AFP 09.05)

Arrestations et détentions arbitraires illimitées sans charge précise, sans droit et sans jugement, ce qui est condamnable, digne d'une dictature militaire, pour moins que cela l'UE ou l'ONU s'empresserait de faire voter une résolution contre un Etat, Cuba ou le Venezuela par exemple, mais là en l'occurence il s'agit du bras armé au Proche-Orient de l'impérialisme américain, donc l'UE se contente d'une protestation de pure forme. Normal, quoi.

Je ne demande rien à l'UE ou à l'ONU, c'était juste pour mettre en lumière la complicité de l'UE avec l'Etat sioniste contre le peuple palestinien, car à lire cet article on aurait pu penser le contraire.

INFOS EN BREF

Politique

France

Au lendemain du 10e anniversaire de l'attentat de Karachi, au cours duquel onze Français ont été tués, une nouvelle pièce apparaît dans le volet financier de l'affaire. Selon Le Parisien, les juges ont retrouvé un bordereau daté du 7 avril 1995 faisant état d'un retrait de 10 millions de francs (1,5 million d'euros) dans une banque suisse. Or une somme d'un montant identique a été versée quelques jours plus tard, le 26 avril 1995, sur le compte de campagne du candidat Édouard Balladur. Les juges estiment l'origine des fonds douteuse. Selon eux, cette somme pourrait provenir du détournement de commissions. Édouard Balladur avait expliqué ce versement par la vente de t-shirts et de gadgets ou de dons de sympathisants.

Les juges Van Ruymbeke et Le Loire recherchaient ce document depuis le mois de mars, selon le journal. «*Sans le bordereau, il était impossible de savoir si le retrait avait été effectué, si oui comment, et s'il était antérieur au dépôt effectué le 26 avril sur le compte de Balladur*», souligne une source proche de l'affaire citée par *Le Parisien*. La somme était disponible au retrait pour la période du «*7 avril au 25 avril*».

Les juges sont pour l'instant dans l'incapacité d'établir la destination finale de la somme. Entre 1994 et 1995, Ziad Takieddine et Thierry Gaubert, alors chef adjoint du cabinet du ministre du Budget de l'époque, Nicolas Sarkozy, qui était également porte-parole de la campagne de Balladur, ont réalisé des allers-retours entre la France et la Suisse, selon deux témoins du dossier

dont l'identité n'a pas été dévoilée. Thierry Gaubert, déjà inculpé pour «*recel d'abus de biens sociaux*» et «*subornation de témoins*» dans l'affaire Karachi, est suspecté notamment d'avoir récupéré des valises d'argent liquide qu'il pourrait avoir remises à Nicolas Bazire, alors directeur de campagne de Balladur. (lefigaro.fr 09.05)

Social

1- France

1.1- A la veille d'un comité de groupe chez Carrefour, le syndicat FO redoute une réorganisation de tout le secteur de la grande distribution en France qui toucherait près de 12.000 postes affectés principalement aux produits non-alimentaires comme l'électroménager ou la téléphonie.

"*Il y a la crainte de 3.000 à 5.000 suppressions de postes chez Carrefour, mais aussi celle de fortes suppressions d'emplois chez Casino, Leclerc, Intermarché et Système U, qui sont tous globalement sur le même projet avec le développement d'internet*", a indiqué à l'AFP Dejan Terglav, secrétaire fédéral FO en charge du commerce.

Le syndicaliste explique qu'avec l'essor de la vente en ligne, les produits non-alimentaires --comme la téléphonie, les meubles ou les produits high-tech-- se vendent de moins en moins bien.

"*Cela va obliger le secteur à revoir sa stratégie afin de redonner de la compétitivité aux magasins*", selon M. Terglav, qui estime que "*près de 12.000 postes seraient menacés*" en France sur les 640.000 emplois du secteur grande distribution et alimentaire. (AFP 09.05)

1.2- General Motors Company (GMC) a annoncé mercredi avoir lancé "*une évaluation complète et détaillée*" de son site de Strasbourg "*en vue d'une vente potentielle de cette unité*", qui fait de nouveau partie du groupe automobile américain depuis septembre 2010.

Ces nouvelles démarches sont menées "*parallèlement à la recherche active d'une solution interne permettant d'affecter de nouveaux programmes du groupe à son site de Strasbourg*", a précisé le constructeur automobile dans un communiqué envoyé depuis Strasbourg.

Le site GM Strasbourg, qui emploie environ 1.000 salariés dans son usine et son centre de recherche, a fabriqué en 2011 quelque 280.000 boîtes automatiques six vitesses, qui ont été intégralement exportées, en majorité hors d'Europe.

"*Cette décision s'inscrit dans le cadre de la volonté de GMC d'explorer toutes les solutions internes ou externes crédibles permettant d'assurer l'avenir à long terme de ce site*", a ajouté GMC dans son communiqué.

GMC avait racheté GM Strasbourg en septembre 2010 à Motors Liquidation Company (MLC), la structure chargée de liquider les actifs de GMC après son dépôt de bilan. Elle s'était engagée à conserver l'ensemble du personnel de l'usine, mais contre d'importants sacrifices de la part des employés, comme le gel des salaires sur deux ans et l'absence d'intéressement jusqu'en 2013. (AFP 09.05)

Sacrifices jusqu'en 2013... pour finir au chômage !

1.3- Le groupe chimique suisse Ineos a annoncé mercredi son intention de vendre ses usines de Rosignano, en Italie, et de Sarralbe, en Moselle, suscitant l'inquiétude des syndicats français.

L'usine lorraine, qui produit du polyéthylène et du polypropylène, dépend, pour son approvisionnement en éthylène, des vapocraqueurs du site pétrochimique voisin de Total à Carling, dont l'avenir est lui-même incertain.

Ce sont cette dépendance et cet isolement que met en avant Ineos Olefins & Polymers (O&P) pour motiver son projet de cession des deux sites rachetés à BP en 2005.

Pour la CGT de l'usine de Sarralbe, où travaillent quelque 200 personnes, la pérennité du site suppose son rachat par Total.

"*Tous les autres acheteurs potentiels resteraient dépendants de Total*", souligne Jean-Marc Dalhem, responsable de la CGT dans l'usine. (Reuters 09.05)

2- Canada

Les étudiants de plusieurs universités et lycées du Québec ont voté mardi contre l'entente de principe avec le gouvernement et pour la poursuite de la plus importante grève estudiantine de l'histoire du pays.

Ces votes par une dizaine d'associations de Cégep (collège universitaire) et de départements d'université s'ajoutent à celui, la veille, d'une douzaine d'organisations.

Les consultations et les assemblées générales doivent se poursuivre tout au long de la semaine sur un accord de principe intervenu samedi entre les leaders étudiants et le gouvernement de la province francophone confronté depuis la mi-février à une fronde étudiante opposée à la hausse des droits de scolarité.

Les fédérations étudiantes ont indiqué que l'entente paraphée samedi ne correspondait pas tout à fait à ce qu'elles avaient conclu verbalement lors des pourparlers, et ont donc demandé des précisions.

Aux termes de l'accord, les droits de scolarité à l'université vont augmenter de 1.780 dollars sur sept ans (environ 254 dollars/an) pour les porter à près de 4.000 dollars par année, plus près de la moyenne nord-américaine.

En contrepartie, les frais annexes imposés aux étudiants par les universités seraient réduits en fonction d'économies qui pourraient être identifiées par un comité qui examinera le mode de gestion des établissements.

C'est sur ce dernier point que des divergences majeures sont apparues, renforcées par des déclarations faites depuis dimanche par le Premier ministre du Québec, Jean Charest, et la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, qui ont affirmé qu'il pourrait bien ne pas y avoir de diminution des frais annexes.

Des manifestations étudiantes ont eu à nouveau lieu à Montréal lundi soir et mardi matin, sans incidents majeurs. (AFP 09.05)

Economie

1- Espagne

Le gouvernement espagnol a annoncé mercredi qu'il "*prendra le contrôle*" de Bankia, la quatrième banque cotée du pays qui croule sous les actifs immobiliers risqués, avant de dévoiler vendredi une nouvelle réforme du secteur face au regain de tension sur les marchés.

L'opération consiste à transformer en participation la dette de 4,465 milliards d'euros contractée en décembre 2010 envers l'Etat par le premier actionnaire de Bankia, Banco Financiero y de Ahorros (BFA), a indiqué le ministère de l'Economie dans un communiqué.

Ces liquidités avaient été injectées par le fonds d'aide publique au secteur financier (Frob) à travers des prêts à 7,75%, remboursables en cinq ans.

Après l'opération, "*le Frob détiendra indirectement 45% du capital de Bankia, c'est à dire qu'il en prendra le contrôle*", a précisé le ministère.

Ce dernier a voulu rassurer actionnaires et usagers de la plus grande union de caisses d'épargne espagnoles, affirmant que personne "*ne sera lesé par cette décision*". (AFP 09.05)

2- Grande-Bretagne

La City de Londres a perdu près de 100.000 emplois dans le secteur financier depuis 2007 et va se retrouver cette année au plus bas depuis seize ans en raison de la crise dans la zone euro, selon une étude d'un cabinet britannique publiée mercredi.

Selon le Centre pour la recherche sur l'économie et les affaires (CEBR), le secteur financier à Londres devrait employer au total 255.000 personnes cette année (354.000 en 2007) , le chiffre le plus faible depuis début 1996. (AFP 09.05)

3- Etats-Unis

Les Etats-Unis ont annoncé mercredi qu'ils autorisaient l'implantation sur leur territoire de trois des quatre plus grandes banques chinoises, détenues en majorité par l'Etat chinois.

La banque centrale (Fed) a indiqué dans un communiqué qu'elle avait approuvé à l'unanimité la demande de la plus grande banque chinoise, Industrial and Commercial Bank of China (ICBC), pour racheter 80% de la filiale new-yorkaise d'une banque

hong-kongaise, The Bank of East Asia USA. (AFP 09.05)

4- Japon

Le gouvernement japonais a ouvert mercredi la voie à une nationalisation de facto de la compagnie d'électricité Tokyo Electric Power (Tepco), dont les finances ont été dévastées par l'accident nucléaire de Fukushima.

Le gouvernement de Yoshihiko Noda s'apprête à injecter des capitaux dans la firme après avoir jugé recevables les propositions d'efforts financiers que cette dernière s'engage à accomplir en échange d'une nouvelle aide de l'Etat pour indemniser les victimes du désastre et éviter la faillite.

La compagnie évalue sa perte nette annuelle pour l'exercice achevé en mars à quelque 7 milliards d'euros, après environ 12 milliards l'an précédent. Elle ne pense pas revenir dans le vert avant l'année budgétaire d'avril 2013 à mars 2014, et ce, en infligeant aux clients de substantielles augmentations tarifaires.

Tepco avait déjà reçu auparavant l'aval de l'Etat pour des avances de quelque 1.600 milliards de yens (près de 16 milliards d'euros), à reverser aux victimes du désastre, mais elle a besoin de davantage d'argent pour échapper à la cessation de paiement.

Dans les faits, pour le moment, l'Etat ne peut pas laisser s'effondrer la compagnie qui alimente Tokyo et ses environs, le coeur économique et politique de l'archipel. (AFP 09.05)

Haut de page

Le 11 mai

CAUSERIE

Une grande partie de la production mondiale est assurée dorénavant dans des pays où le coût de la force de travail est très bas, où le niveau de vie des travailleurs est très bas... Dès lors pourquoi n'en serait-il de même à l'échelle mondial ? Pourquoi payer plus cher la force de travail, pourquoi les travailleurs devraient-ils avoir un niveau de vie plus élevé, de quoi droit franchement, on se le demande, après tout le capitalisme n'est-il pas légitime, l'exploitation de l'homme par l'homme n'est-elle pas légitime, même l'Eglise catholique a décrété légitime l'existence des inégalités sociales qui était salutaire pour l'humanité, car elles permettaient aux plus grand nombre, aux pauvres d'expier leurs péchés et de sauver leurs âmes de la cupidité qui ronge leur existence, et non le capitalisme à qui ils doivent finalement leur salut.

Tout le monde ignore ce qu'est réellement le socialisme, c'est le secret le mieux gardé au monde ! C'est encore la meilleure manière d'empêcher quiconque de se demander quelle serait son existence sous un régime socialiste. Hier soir je me suis fais cette réflexion : qu'est-ce que nous ferions si nous étions au pouvoir, par exemple face à l'attitude des actionnaires de Renault ?

Pour commencer, nous les exproprierions sans leur verser un centime, sauf à ce qu'on appelle les petits porteurs. Ensuite nous déciderions de produire en fonction des besoins du marché national. Quant aux usines implantées un peu partout dans le monde, nous les cèderions aux travailleurs qui y sont employés sur la base d'un statut interdisant leur privatisation, comme en France elles fonctionneraient sous le contrôle des travailleurs et de leurs syndicats. Pour éviter d'être asphyxiées financièrement par les banques de leur pays, la maison mère en France se chargerait d'assurer leurs besoins en trésorerie et en investissement.

L'objectif est de faire en sorte que les marchandises soient produites et consommées dans le même pays, ensuite d'aider les travailleurs dans chaque pays à faire de même puisque finalement nous avons tous les mêmes besoins à satisfaire. Puisque le développement des forces productives à l'échelle mondiale permet de satisfaire les besoins de l'humanité, c'est ce que le socialisme entend mettre en oeuvre immédiatement.

Au lieu d'utiliser la division internationale du travail pour mettre en concurrence les travailleurs du monde entier et les appauvrir en les livrant à l'esclave salarié en régime capitaliste, le socialisme a pour objectif d'utiliser ces conditions pour briser cette concurrence et élever le niveau de production dans chaque pays au niveau des besoins de la population sans restriction d'appartenance à une classe sociale, rationaliser et socialiser la production de façon à produire mieux dans de meilleures conditions, dans le respect de l'environnement et des ressources en matières premières dont nous disposons, en utilisant les technologies et les matériaux les plus performants pour réaliser des économies dans tous les domaines, une fois mis un terme à l'anarchie qui règne au niveau de la production et de la consommation. Gain en temps de travail, donc baisse du temps de travail, gain en matières premières, donc baisse du temps de travail, le tout au profit des travailleurs qui disposeront d'une qualité de travail et de vie, de temps libre inégalés à ce jour, inimaginable en régime capitaliste puisque incompatible avec la recherche à tous prix du profit.

Hier soir, j'ai aussi expliqué à mon épouse ce que je ferais le 15 mai si j'étais à la place de Hollande. Je déclarerais dans la foulée que la mission à l'étranger de tous les soldats français prend fin à cette minute même, par décret. Que ces soldats se verront proposer d'autres fonctions au sein du service public, ce qui signifie qu'ils garderont leurs statuts de fonctionnaire, en fonction de leur expérience et diplômes dans leur corps de métier respectif ils seront affectés au secteur économique de leur choix.

Cela histoire de ne pas se mettre à dos l'armée, pas tout de suite, de la diviser, avant de la contraindre à déposer les armes, le cours et l'issue de la révolution et de la guerre civile en dépendrait largement. Quel jeune soldat cracherait dans la soupe, si on lui garantissait son statut et sa rémunération, sans avoir à obéir à des ordres stupides et à mettre sa vie en danger ?

Aujourd'hui la plupart sont anti-socialistes et c'est normal puisqu'on les a formés de la sorte et qu'ils ignorent tout du socialisme. Il en va de même de l'étudiant, de l'ingénieur, du cadre ou cadre supérieur, du médecin, de l'architecte, de l'avocat, du commerçant, du petit patron, de l'exploitant agricole, etc. aucun n'est en l'état de s'imaginer un seul instant quelle serait son existence en régime socialiste.

Je suis plombier, coiffeur, chauffeur de taxi, journaliste, metteur en scène, caissière, manutentionnaire, boulanger, peintre en bâtiment, chauffeur-livreur, ouvrier à la chaîne, éleveur, pêcheur, maraîcher, employé de bureau, postier, enseignant, cuisinière, restaurateur, informaticien, infirmière, dessinateur, technicien, comptable, etc. pas un ne peut dire ce que le socialisme pourrait lui apporter, alors pourquoi voudriez-vous qu'ils s'y intéressent, qu'ils y adhérent et en deviennent de fervents défenseurs ou représentants ? Pourquoi ?

Cela s'adresse à ceux qui prétendent combattre pour le socialisme, mais qui s'obstinent à ne pas vouloir comprendre que les travailleurs n'adhèreront pas aveuglément au socialisme sur la foi de la théorie absconse qu'ils leur servent continuellement et qui finalement ne contentent que leurs auteurs.

On se demande ce qu'ils ont dans la tête, s'ils sont capables de tirer des enseignements pratiques de ce qui se déroule quotidiennement sous leurs yeux, la preuve que non apparemment. C'est un truc qui me dépasse, que je ne comprends pas, comment peut-on être aussi borné, avoir un esprit aussi étroit et prétendre vouloir changer le monde.

Quand il m'arrive d'être confronté à un problème et de ne pas parvenir à en sortir, je continue de me poser des questions en me disant qu'il doit bien exister une solution, de toute évidence il doit y avoir quelque chose qui m'a échappé ou que je n'ai pas compris, je me torture l'esprit non pas pour trouver une solution, car la solution elle n'est pas dans ma tête mais dans la réalité telle qu'elle est avec ses contradictions, c'est là que se trouve forcément (la matière) la solution à mon problème. Les intellectuels, eux, ils cherchent dans leur tête et n'en sortent pas. Du coup, nous en sommes toujours au même point.

Résultats définitifs du 6 mai.

Au second tour du scrutin, le 6 mai, M. Hollande a recueilli 18.000.668 voix (51,6%), contre 16.860.685 (48,4%) à Nicolas Sarkozy, a déclaré M. Debré au siège du Conseil constitutionnel, au Palais Royal à Paris. Cela représente un écart de quelque 1,14 million de voix d'avance.

La haute juridiction a recensé 46.066.307 inscrits, 37.016.309 votants et 34.861.353 suffrages exprimés.

Pour le second tour, le Conseil constitutionnel a annulé 8.571 suffrages (2.541 au premier tour). (AFP 10.05)

Quand L'Humanité manipule les résultats. Une façon de soutenir Hollande.

François Hollande a rallié une nette majorité (60%) des catégories populaires, le vote en faveur du socialiste atteignant 70% chez les ouvriers, selon un sondage CSA paru jeudi dans L'Humanité.

L'ensemble de ces catégories a voté à 60% pour François Hollande et à 40% en faveur de Nicolas Sarkozy. Chez les ouvriers, Hollande recueille 70% et Sarkozy 30%. Parmi les employés, 57% ont opté pour le candidat PS contre 43% pour celui de l'UMP.

Le vote chez les retraités des catégories populaires est plus équilibré puisque François Hollande ne dépasse Nicolas Sarkozy que d'une courte tête (51 contre 49%). (AFP 10.05)

Voici maintenant l'abstention (plus votes nuls) dans quelques communes ouvrières.

30,6% Clichy-sous-Bois
27% Aulnay-sous-Bois

27% Montreuil
30,5% Bobigny
24% Nanterre
24% Clichy (92)
30,6% Aubervilliers
29,5 Lille
34,5 % Fourmies
28,2% Florange
27,1% Gandrange

Dans ces communes Hollande a obtenu en moyenne 60 à 65% % des voix exprimées, tandis que l'abstention et les votes nuls se situaient autour de 27%. J'ai constaté que plus le nombre de voix s'étant portées sur Hollande était important, plus l'abstention était haute, et l'inverse, plus son score se rapprochait de 50% (entre 50 et 56%) plus le taux d'abstenton (plus nuls) baissait. Dans les grandes villes où Hollande a obtenu entre 53 et 60%, l'abstention et le vote nul a atteint entre 20 et 24%.

Les ouvriers et les employés étant minoritiares dans les grandes villes, on peut en déduire qu'au trois quart ils ont refusé de s'exprimer le 6 mai, ce sont les couches les plus pauvres qui ont refusé de cautionner cette mascarade. Constat valable également pour les villes ou banlieues ouvrières et qui disparaît des analyses des commentateurs au lendemain du 6 mai. A la trappe les millions de travailleurs et leurs familles qui vivent un véritable cauchemar au quotidien, voilà l'enseignement de ce sondage que L'Humanité s'emploie à passer sous silence. Normal puisque le PCF ne saurait représenter ces couches pauvres du prolétariat, pas davantage que les syndicats ou les autres partis dits ouvriers d'ailleurs.

Il s'agissait pour le PCF de faire croire que "*les classes populaires*" soutenaient la politique que Hollande va mettre en oeuvre et qui consistera à poursuivre celle de Sarkozy.

Au fait, la manipulation consistait à mettre en avant uniquement le pourcentage des ouvriers qui ont votés Hollande, en occultant au passage le taux d'abstention et les votes nuls ou blancs, un tour de passe-passe classique, quoi.

Il s'agissait aussi de démontrer que les ouvriers étaient divisés et qu'un grand nombre d'entre eux avaient voté Sarkozy. La division c'est toujours bon pour le régime. Or, si on ajoute les voix qui se sont portées sur Hollande à ceux qui ont refusé de voter parce qu'ils rejetaient la politique d'austérité proposée par Sarkozy et Hollande, on arrive à une autre conclusion que celle de L'Humanité qui ne ne tient pas à la voir : l'immense majorité des travailleurs ne veulent pas entendre parler de nouveaux sacrifices, ils sont donc opposés à la politique que Hollande va appliquer, ajoutons avec le soutien du PCF et ses alliés au sein du Front de gauche.

En famille. Du Fouquet's à Berlin.

- François Hollande devrait rencontrer la chancelière allemande Angela Merkel mardi 15 mai dans l'après-midi à Berlin, a-t-on appris jeudi de sources concordantes.

Après la passation de pouvoirs qui aura lieu également mardi, il devrait arriver dans l'après-midi à Berlin. Un dîner de travail et une conférence de presse sont au programme de ce voyage. (AFP 10.05)

Il prend à peine le temps de prendre possession de ses pouvoirs pour filer à Berlin, cela vaut bien une escapade sur le yacht de Bolloré.

Quant aux sociaux-démocrates allemands qu'affectionnent certains dans nos rangs, ils en tiennent une couche, ils revendiquent la méthode et le bilan de Schröder !

- Les sociaux-démocrates allemands, encouragés par la victoire en France de la gauche à la présidentielle, sont passés à l'offensive contre la politique d'austérité prônée au niveau européen par la chancelière, l'accusant notamment d'avoir favorisé l'émergence de l'extrême droite en Grèce lors des élections législatives anticipées de dimanche.

Jusqu'alors, le Parti social-démocrate (SPD), principale formation de l'opposition, s'était gardé d'attaquer trop ouvertement l'intransigeance de Merkel sur sa politique de discipline budgétaire, qu'approuve la majorité des Allemands.

Prenant la parole après la chancelière, Frank-Walter Steinmeier, chef du groupe SPD au Bundestag, a dénoncé la "*léthargie politique*" du gouvernement. Il a affirmé que l'Allemagne avait bien résisté à la crise de l'euro parce que les précédents gouvernements avaient appliqué une politique "*mêlant austérité et croissance*".

Depuis la victoire de François Hollande, Angela Merkel a répété qu'il n'y avait pas d'autre remède à la crise que de poursuivre les plans d'austérité draconiens destinés à ramener des pays comme la Grèce à l'équilibre et à leur éviter la faillite, en

contrepartie d'une aide internationale.

"*On a discuté de tant de choses, des eurobonds aux levées de fond, en parlant de remèdes miracles - avant de se rendre compte que ça ne tenait pas la route*", a-t-elle dit au Bundestag.

"*La seule voie possible, c'est d'accepter que seul un processus long et difficile nous permettra de surmonter cette crise en s'attaquant à ses racines mêmes - une dette terrifiante et le manque de compétitivité de certains Etats de la zone euro*", a poursuivi la chancelière.

Angela Merkel recevra François Hollande après les élections régionales de dimanche dans le Land de Rhénanie-du-Nord-Westphalie, le plus peuplé du pays, où son parti conservateur, l'Union chrétienne-démocrate (CDU), est donné battu par le SPD et ses alliés Verts. (AFP 10.05)

Hollande propose en guise de "***croissance***" de piocher de l'argent dans notre poche pour le donner, à qui ? Pardi, mais aux patrons !

- Le président-élu plaide notamment pour une mobilisation des fonds structurels européens, un renforcement des moyens de la Banque européenne d'investissement (BEI) et la possibilité d'emprunts obligataires à l'échelle européenne afin de faciliter le financement privé de grands projets. (AFP 10.05)

C'est écrit en toutes lettres : "*faciliter le financement privé de grands projets*" sur lesquels patrons et actionnaires réaliseront de substantiels profits, on comprend mieux pourquoi Pinault et d'autres grands patrons ont voté Hollande.

Grèce: mode d'emploi des dernières élections.

Des infos trouvées sur le portail www.forum-unite-communiste.org.

Athènes, envoyé spécial. Les élections législatives qui se dérouleront le dimanche 6 mai sont cruciales. Pour l'avenir du pays, son avenir au sein de la zone euro, et pour l'avenir, même, de l'Union Européenne. Mode d'emploi d'un scrutin qui pourrait déboucher sur une Grèce ingouvernable.

Les 300 députés qui siègeront, à partir du 17 mai, 11heures, pour 4 ans au Parlement hellénique hériteront d'un pays en pleine crise: financière, économique, sociale et politique. Une crise totale, donc, à laquelle les réponses apportées – des mesures d'austérité en échange de prêts consentis par les Européens et le FMI – n'ont été d'aucune aide. Au contraire, elles ont même accéléré la descente aux enfers de la Grèce. Pourtant, en raison d'un système électoral complexe, le premier parti arrivé en tête du scrutin, même s'il ne dispose que peu de voix, obtiendra une prime de 50 sièges!

Le Parlement hellénique ou Conseil des Grecs (en grec : Voulí ton Ellínon) est le Parlement monocaméral de la Grèce, composé de 300 députés élus pour un mandat de quatre ans au suffrage universel direct par les citoyens grecs.

Le pays est divisé en 56 circonscriptions. La plus grande est celle d'Athènes ; elle regroupe 15% du corps électoral. Au total, 9,8 millions d'électeurs sont appelés à voter. Si le vote est obligatoire, le non exercice de ce droit n'est pas sanctionné – ni pénalement, ni administrativement. En outre, autre incongruité dans ce contexte d'obligation de vote : le vote par procuration n'est pas prévu. Les citoyens grecs résidant à l'étranger ne peuvent voter que dans leur consulat.

Cette année, 32 partis se présentent. En 2007, 21 partis se présentaient, et 23 en 2009.

Le système électoral grec est de proportionnelle renforcée. Dans ce cadre, le parti arrivé en tête au niveau national obtient une prime de 50 députés (1/6 de la chambre !). Cette prime n'était que de 40 sièges jusqu'aux élections de 2009. Mais, pour la première fois, une loi votée en 2008 s'applique. Pourquoi cette prime a-t-elle été renforcée?

Un peu d'histoire s'impose. Jusqu'en 2009, à la Vouli, les conservateurs de Nouvelle Démocratie et les sociaux-démocrates du Pasok alternaient traditionnellement en cumulant, à eux deux, 80% des suffrages. En 2007, malgré la prime de 40 sièges, ND, arrivé en tête ne dispose que d'une majorité de 152 sièges. Ironie du sort : cette prime qui favorisait ND ou le Pasok devrait de nouveau renforcer ND, en tête dans les sondages… mais rendre la constitution d'un gouvernement encore plus difficile car ND pourrait, selon les projections, de pas disposer de la majorité malgré la prime des 50 sièges. Enfin, cette prime ne peut être accorder qu'à un parti et non à une coalition – Syriza, même si cette coalition de la gauche arrivait en tête, ne pourrait donc pas obtenir les 50 députés.

L'instabilité gouvernementale que connaît la Grèce depuis 2007 risque de s'accroître.

Autre élément à prendre en compte: les députés dits « d'Etat ». Ils sont 12 dans ce cas. Leur choix s'effectue directement par les partis, qui s'en voient attribués proportionnellement au nombre de voix qu'ils obtiennent. Ces députés n'auront donc jamais mené de campagne sur le terrain.

Pour être représenté au Parlement, un parti doit franchir la barre des 3% des suffrages exprimés.

Comment les citoyens grecs votent-ils? Par un système de la « croix de préférence » pour les 288 députés – les 12 députés d'Etat étant choisis par leurs partis. Les électeurs apposent ainsi des croix en face du nom du ou des candidats retenus.

Pour résumer, la répartition des sièges se fait en quelque sorte en 3 phases :

- 238 sièges à la proportionnelle ;
- 50 sièges parmi les candidats du parti arrivé en tête ayant obtenu les meilleurs scores ;
- 12 sièges répartis par les partis.

A son arrivée au pouvoir en 2009, le Pasok avait promis une refonte du système électoral. Il voulait réduire la taille des circonscriptions et le vote préférentiel accusé d'alimenter le clientélisme. Cette promesse a fondu comme neige au soleil !

INFOS EN BREF

Politique

1- Grèce

La Grèce a enregistré jeudi une première avancée vers la formation possible d'un gouvernement de coalition pro-euro, avec l'aval de principe donné par le parti de la Gauche démocratique, ont annoncé les dirigeants de cette formation et du Pasok socialiste.

"*Nous avons fait un premier pas*", a déclaré le dirigeant socialiste grec, Evangélos Vénizélos, après avoir rencontré Fotis Kouvelis, le chef du petit parti de gauche démocratique, Dimar.

Le Dimar, qui dispose de 19 sièges de députés, clé possible d'une majorité absolue au parlement, s'est déclaré en faveur de la formation d'un "*gouvernement oecuménique*" dont la mission serait de "*maintenir le pays dans la zone euro*", a affirmé M. Kouvelis.

La rencontre s'inscrivait dans le cadre des efforts de M. Vénizélos, dont le parti a été chassé du pouvoir par les législatives de dimanche, pour trouver un exécutif, après les échecs successifs de son rival conservateur de la Nouvelle-Démocratie, Antonis Samaras, et du chef de la gauche radicale du Syriza, Alexis Tsipras.

MM. Vénizélos et Kouvelis ont dit être tombés d'accord sur la nécessité de réviser les prescriptions du memorandum, la feuille de route de rigueur dictée au pays par UE et FMI en échange de leur soutien financier.

M. Vénizélos a parlé "*d'un gouvernement d'union nationale*", qui assurerait le "*dépassement sous trois ans*" du memorandum conclu avec l'Union européenne et le FMI, "*avec la Grèce (restant) dans l'euro*".

M. Kouvelis a de son côté proposé un "*gouvernement oécuménique formé de personnalités*", dont le mandat irait "*jusqu'aux élections européennes de 2014*" et serait de "*maintenir le pays dans l'euro et d'entamer immédiatement le désengagement progressif du mémorandum*".

M. Kouvelis, dont les députés pourraient permettre au Pasok (41 sièges) et à la Nouvelle-démocratie (108 députés) de franchir la barre de la majorité absolue (151 sièges) au parlement, avait jusque là manifesté sa préférence pour un gouvernement constitué par le parti de gauche radicale Syriza.

Pour que ces tractations débouchent effectivement sur un gouvernement, M. Vénizélos doit encore obtenir l'aval de la Nouvelle-Démocratie, dont il rencontrera vendredi matin le chef Antonis Samaras. Il a aussi indiqué vouloir s'entretenir à nouveau avec Alexis Tsipras, le dirigeant du Syriza, arrivé en deuxième position aux législatives, avec 16,7% des suffrages soit 52 députés. (AFP 10.05)

Et le tour est joué !

Voilà à quoi servent tous les partis issus de la social-démocratie dégénérée et des partis staliniens, les derniers remparts du régime en place contre la révolution socialiste, y compris Syriza ou le PG inféodés à l'euro et à l'Union européenne.

Ils ont tous un point en commun : leur soumission au capital et à ses institutions politiques qu'aucun parti ne remet en cause, laissant seules sur ce terrain les formations d'extrême droite, mais dans un objectif radicalement opposé au nôtre, la liquidation des institutions permettraient d'instituer une dictature pour en finir avec le mouvement ouvrier organisé.

2- Allemagne

La chancelière Angela Merkel a clairement rejeté jeudi les appels à la rupture avec l'austérité lancés par la gauche européenne, estimant qu'une "*croissance à crédit*" plongerait l'Europe encore plus profondément dans la crise.

"*La croissance par le biais de réformes structurelles est quelque chose de raisonnable, d'important et de nécessaire. Mais fonder la croissance sur le crédit ne ferait que nous ramener au début de la crise. C'est pourquoi nous ne devons pas le faire et que nous ne le ferons pas*", a-t-elle dit dans un discours devant le Bundestag, la chambre basse du Parlement allemand. (AFP 10.05)

3- Algérie

Les quelque 21,6 millions d'électeurs ont voté pour élire 462 députés.

«*La participation globale -territoire national plus communauté nationale à l'étranger- est de 42,90%*», a déclaré le ministre de l'Intérieur Daho Ould Kablia, précisant que ce taux était bien plus élevé sur le territoire national atteignant 44,38 %, alors qu'il n'a été que de 14% pour les Algériens de l'étranger.

Mais, inversement, le taux d'abstention aura atteint 57,1%.

Il a surtout été marquant dans la capitale kabyle, Tizi Ouzou, atteignant 80,16%, suite au boycottage mené par l'un des partis dominants, le Rassemblement pour la Culture et la Démocratie (RCD).

A Alger, forte d'environ trois millions d'habitants, l'absention a atteint 69,1% des électeurs.

Le président Abdelaziz Bouteflika avait pressé à plusieurs reprises, dont mardi après-midi, la population et en particulier les jeunes à voter massivement.

Dans le tiers des communes -543 sur 1.541- le vote a été prolongé d'une heure à 20h00 locales (19h00 GMT), alors que les bureaux de vote avaient ouvert à 8h00 pour ce scrutin à la proportionnelle à un tour. (libération.fr 10.05)

Social

1- France

Plusieurs centaines de policiers ont manifesté jeudi en France à l'appel du syndicat majoritaire Unité SGP Police, pour protester contre leurs conditions de travail et réclamer la mise en place d'une protection administrative pour les fonctionnaires mis en examen dans l'exercice de leurs fonctions.

Environ 300 manifestants étaient rassemblés place du Châtelet à Paris, parmi lesquels des policiers municipaux, qui ont défilé aux côtés de leurs collègues de la police nationale.

Environ 1.800 policiers municipaux ont manifesté à travers le pays d'après leur syndicat majoritaire.

Unité SGP Police, sous les drapeaux duquel défilaient les manifestants jeudi, réclame l'abrogation de la Révision générale des politiques publiques (RGPP) par laquelle un fonctionnaire sur deux partant à la retraite n'est pas remplacé, l'abandon de "*la politique du chiffre*" et la garantie d'une protection administrative des policiers mis en examen.

Le syndicat Alliance Police nationale, réputé proche de l'UMP, appelle de son côté à une mobilisation nationale vendredi devant les préfectures de département et demande le lancement d'un "*Grenelle de la sécurité*" et l'instauration d'un principe de "*présomption de légitime défense*" dans la police nationale. (Reuters 10.05)

2- Espagne

Des centaines d'étudiants espagnols se sont rassemblés jeudi à Madrid pour dénoncer les coupes qui frappent l'éducation.

Le syndicat national des étudiants a appelé à des manifestations dans plus de 50 villes, a indiqué son président Tohil Delgado à l'AFP. Selon lui, des milliers d'étudiants, élèves et professeurs devraient se joindre au mouvement en dépit des examens.

"*Nous avons convoqué les manifestations en réponse aux attaques contre l'éducation publique, sans précédent depuis les 35 dernières années*", a déclaré M. Delgado.

"*Nous sommes environ 40 dans chaque classe et les professeurs sont fatigués*", a expliqué l'une des manifestantes, Paz Elena Fernandez, 16 ans.

Selon elle, les réductions ont commencé à frapper les bourses d'études, cruciales dans son quartier populaire.

"*Beaucoup abandonnent leurs études pour trouver du travail. Mais il n'y a pas beaucoup d'emplois*", a-t-elle ajouté.

"*Nous ne voulons pas devoir des milliers d'euros aux banques quand nous terminons nos études, surtout depuis que nous ne sommes pas sûrs de trouver du travail après*", a souligné un autre manifestant, Victor Andreu, 21 ans, étudiant dans une école d'ingénieurs.

"*Tous ensemble contre les coupes*", proclamait la banderole brandie au premier rang des manifestants.

Les manifestations prévues jeudi devraient renforcer la vague de mécontentement social qui enfle à mesure que se succèdent les mesures d'austérité adoptées par le gouvernement, au pouvoir depuis décembre. (AFP 10.09)

3- Grande-Bretagne

Quelque 400.000 salariés de la fonction publique selon les syndicats et 150.000 selon le gouvernement étaient en grève jeudi au Royaume-Uni pour protester contre le projet de réforme des retraites, objet d'une contestation récurrente depuis dix-huit mois.

La mobilisation n'a pas atteint l'ampleur de la grève de novembre qui avait rassemblé, selon les estimations des syndicats, près de deux millions de mécontents.

Des fonctionnaires, des maîtres de conférence, des policiers, des gardiens de prison, des salariés du secteur de la santé et du ministère de la Défense se sont joints au mouvement, ainsi que ceux de l'immigration. Du personnel supplémentaire a été déployé en prévision aux postes frontières pour faire face aux pics d'arrivées dans la journée.

Le mouvement a aussi touché des perceptions, collèges et musées. Des piquets de grève ont été montés devant des centres pour l'emploi, des tribunaux et d'autres bâtiments officiels.

Plus de 30.000 policiers, selon les estimations de la police, ont en outre manifesté à Londres contre le projet de réforme, mais aussi contre les coupes budgétaires, arborant des casquettes noires avec cette inscription: "*les coupes sont criminelles*".

"*Si vous supprimez nos postes, vous supprimez le service que nous apportons et la sécurité du public est mise en danger*", a estimé le président de la Fédération Police, Paul McKeever, dans un discours.

Le gouvernement a minimisé l'ampleur de la contestation, assurant que "*la majorité des salariés du public étaient au travail*" et que "*la plupart des services publics étaient ouverts normalement*", grâce aux plans de substitution mis en place.

Selon lui, environ 150.000 salariés de la fonction publique seulement ont participé à cette grève "*futile*".

Le principe de la réforme, qui prévoit notamment de repousser l'âge de départ à la retraite jusqu'à 67 ans, voire 68, contre 60 actuellement, et d'augmenter les cotisations, a été réaffirmé mercredi par le gouvernement qui assure que le système actuel n'est pas viable.

"*Il est très décevant qu'une poignée de syndicats s'obstinent à lancer des grèves inutiles qui ne serviront à personne*", a-t-il déploré dans un communiqué. "*Les négociations sur les retraites ne seront pas rouvertes et la grève ne permettra pas d'obtenir quoi que ce soit de plus*."

Cette grève est le troisième mouvement d'ampleur contre la réforme des retraites organisé depuis juin 2011 au Royaume-Uni. (AFP 10.05)

4- Bolivie

Le gouvernement a dû affronter mercredi une nouvelle grève générale de 72 heures de la Confédération centrale ouvrière bolivienne (COB) avec des manifestations dans plusieurs villes, sans toutefois parvenir à bloquer l'activité du pays.

Plusieurs milliers de manifestants, mineurs, étudiants en médecine, personnel de santé ont affronté la police qui a risposté à coup de gaz lacrymogène.

Des manifestations ont également été organisées à Tarija (sud) et Potosi (sud-est), Santa Cruz (est) et Beni (nord-est).

Les grévistes exigent une hausse des salaires et jugent insuffisante l'augmentation générale de 8% proposée par le gouvernement. Ils soutiennent également le mouvement des médecins mobilisés depuis la fin mars contre l'augmentation de six à huit heures de leur temps de travail quotidien décidée unilatéralement par le gouvernement.

La COB conditionne l'ouverture de négociations à l'abrogation de cette loi relative à la journée de travail des médecins.

Ce mouvement social fait suite à 48 heures d'arrêt de travail des chauffeurs des transports urbains qui ont paralysé la capitale en début de semaine, officiellement pour protester contre une nouvelle loi les obligeant à utiliser la ceinture de sécurité dans leurs véhicules, et à respecter désormais des horaires et des arrêts.

Mais cette grève n'est pas exempte d'arrière-pensées politiques, selon Arturo Quispe, président d'une Fédération regroupant les quartiers de La Paz qui estime qu'elle visait essentiellement le maire de la capitale, Luis Revilla, un des responsables du parti d'opposition MSM (Movimiento Sin Miedo - centre gauche), dont le leader est Juan del Granado, ancien allié du président.

Les grévistes des transports seraient eux proches du parti d'Evo Morales, Movimiento al Socialismo (MAS) et comptent sur le soutien de plusieurs parlementaires proches du président qui veulent nuire au MSM.

Le leader du MSM, Del Granado, est considéré comme un candidat sérieux à la présidence pour les élections générales de 2014.

Pour le politologue Gonzalo Rojas de l'Université de La Paz, il n'y a pas cependant "*d'opposition cohérente qui pourrait capitaliser sur l'usure du gouvernement*".

Ces "*conflits localisés n'affectent pas la stabilité du régime parce qu'il n'y a pas vraiment une opposition politique mais sociale. Cependant elle affecte la gestion du gouvernement et démontre son inefficacité administrative*", analyse-t-il.

Evo Morales, le premier président amérindien (aymara) de Bolivie, est arrivé au pouvoir en 2006 puis réélu en 2011 triomphalement avec 64% des voix, appuyé par les secteurs les plus humbles de la population. (AFP 10.05)

Economie

Italie

UniCredit a fait état jeudi d'un bénéfice net du premier trimestre nettement supérieur aux attentes, à la faveur de gains de trading et d'une amélioration de sa rentabilité en Italie malgré la récession à l'oeuvre dans la troisième puissance économique de la zone euro.

UniCredit a dégagé sur la période un résultat net de 914 millions, contre un consensus établi par la banque auprès des analystes de 805 millions.

Par ce chiffre, la banque suggère qu'elle est repartie de l'avant après avoir dû faire appel au marché pour un total de 7,5 milliards d'euros dans le cadre du renforcement de son bilan.

En 2011, UniCredit avait subi une perte de 9,2 milliards en raison d'importantes dépréciations d'actifs, renoncé au versement d'un dividende et supprimé 6.150 emplois.

Le ratio Tier 1 core de la banque, principal mesure de la solvabilité dans le secteur, s'est établi à 10,3% à fin mars, contre 10% à la fin de 2011. (Reuters 10.05)

Haut de page

Le 12 mai

CAUSERIE

Les affameurs ont encore frappé. Les dirigeants du vieux monde légitiment la colonisation des terres agricoles par les multinationales de l'agroalimentaire avec la complicité des ONG.

Le comité de sécurité alimentaire mondiale de la FAO a adopté vendredi des directives pour encadrer l'achat de terres à travers le monde, une première saluée par les ONG.

Selon George Kourous, porte-parole de la FAO, le document d'une quarantaine de pages qui concerne aussi les forêts et les zones de pêche, a été "*approuvé par acclamation*" par le Comité de la sécurité alimentaire (CSA) de la FAO.

Les directives FAO visant à instaurer "*une gouvernance responsable des régimes fonciers*" ont été élaborées dans le cadre d'un processus inédit qui a vu les Etats, le secteur privé, la société civile et les organisations internationales négocier pendant trois ans.

"*Des droits fonciers inadaptés et non sécurisés augmentent la vulnérabilité, la faim, la pauvreté et peuvent conduire à des conflits et des dégradations environnementales*", a expliqué la FAO.

La FAO a donc insisté sur les droits des peuples autochtones, l'égalité des sexes pour l'accès aux terres et l'importance de l'information des populations. En outre, le document appelle "*les investisseurs privés à respecter les droits de l'homme et de propriété légitime*".

Concernant la ruée sur les terres cultivables, sans la dénoncer complètement, la FAO a demandé aux Etats de se prémunir contre "*les risques que les transactions à grande échelle de droits fonciers sont susceptibles de présenter*".

Les chercheurs estiment que plus de 200 millions d'hectares de terres, soit environ huit fois la taille du Royaume-Uni, ont été vendus ou loués entre 2000 et 2010, souvent au détriment des populations locales.

Les ONG ont applaudi l'adoption du document, louant l'implication de la société civile dans son élaboration.

"*Ces directives sont très positives, elles vont contribuer à une distribution plus juste de la terre, des forêts et des zones de pêche*", a confié à l'AFP Angel Strappazzon, du mouvement paysan international La Via Campesina.

Moins enthousiaste, Stéphane Parmentier d'Oxfam: "*ce qui manque dans le texte, c'est une condamnation claire de l'accaparement de terres et d'autres ressources naturelles*".

"*L'adoption de cette directive est un premier pas, une avancée notable mais il ne faut pas en rester là*", a également estimé Renée Vellvé, cofondatrice de Grain. Clara Jamart d'Oxfam France a regretté que "*les Etats n'aient pas obligation d'appliquer ces mesures*".

Autre bémol pour les ONG: le texte occulte le problème des ressources en eau pourtant primordial pour la sécurité alimentaire. (AFP11.05)

Peu importe, l'essentiel c'est de participer à la colonisation des terres fertiles par des multinationales, les ONG étant elles-mêmes financées par ces prédateurs. Ce genre de document a pour fonction d'établir un certain nombre de règles favorables aux puissantes firmes agroalimentaires, qui pourront par la suite dénoncer ou évincer leurs concurrents potentiels qui ne les respecteraient pas.

C'est du domaine de la concurrence acharnée que se livrent les différents capitalistes à l'échelle mondiale pour s'accaparer les matières premières et toutes les ressources en général afin de conserver leur hégémonie et d'assurer leur développement.

INFOS EN BREF

Politique

1- Grèce

Evangelos Venizelos, chef de file du Pasok arrivé en troisième position aux élections législatives du 6 mai en Grèce, n'est pas parvenu à former un gouvernement d'union nationale, a-t-on appris de sources proches de son parti social-démocrate.

"*Venizelos rendra son mandat (de formateur, ndlr) au président Karolos Papoulias*", a annoncé à Reuters un haut responsable du Pasok.

Peu auparavant, le chef de la Coalition de la gauche radicale (Syriza), Alexis Tsipras, qui a devancé le Pasok dimanche, avait exclu sa participation à un gouvernement dirigé par Evangelos Venizelos.

"*Ce n'est pas Syriza qui rejette cette proposition, c'est le peuple grec qui l'a fait en votant dimanche*", a-t-il expliqué à l'issue d'un entretien avec le chef de file du Pasok.

Après les tentatives avortées de trois partis arrivés en tête des élections législatives de dimanche, une réunion de la dernière chance, prévue par la Constitution, devrait avoir lieu les tous prochains jours sous l'égide du président de la République, Carolos Papoulias. (AFP 11.05)

2- Algérie

Le Front de Libération Nationale (FLN, parti présidentiel) a gagné le scrutin avec 220 sièges, tandis que son allié le Rassemblement national démocratique (RND) du Premier ministre Ahmed Ouyahia a décroché la seconde place avec 68 sièges.

Ces deux partis, membres d'une Alliance présidentielle depuis 2004, remportent donc la majorité absolue de la nouvelle assemblée de 462 sièges, selon des résultats officiels encore provisoires, alors qu'ils avaient dû pour cela s'allier dans l'assemblée sortante aux islamistes du Mouvement de la Société pour la Paix (MSP).

Ce dernier avait quitté ce groupement en janvier pour former l'Alliance de l'Algérie Verte (AVV) avec deux autres formations islamistes Al-Islah (Réforme) et Ennhada (Renaissance), qui n'a remporté que 48 sièges lors du scrutin de jeudi.

L'ensemble de cinq des sept formations islamistes en lice, dont l'AVV, totalisent 59 sièges, au lieu de 66 comme initialement annoncé.

Autre fait notable, la nouvelle assemblée comptera 145 femmes contre 30 dans la précédente.

Le scrutin de jeudi est intervenu dans la foulée des réformes du président Abdelaziz Bouteflika pour éviter un Printemps arabe dans son pays. Le régime algérien au pouvoir depuis l'indépendance en 1962 a notamment choisi de répondre par des augmentations salariales à plusieurs catégories sociales, ce qui lui a coûté plus de 3 milliards d'euros.

En tout, la nouvelle assemblée comprend 26 partis politiques et 19 députés indépendants, contre 21 partis et 33 indépendants dans la précédente, qui était moins nombreuse avec 389 élus.

Le Front des Forces Socialistes (FFS) du leader historique Hocine Aït Ahmed a remporté 21 sièges, surtout en Kabylie, talonné par le Parti des Travailleurs (PT, extrême gauche) avec 20 sièges.

Le taux de participation a été dans le pays de 42,36% contre 35,67% en 2007. (AFP 11.05)

Social

France

1- Les salariés de Fralib (Unilever) à Gémenos ont entamé vendredi un nouveau bras de fer avec la direction en réoccupant l'usine des thés Lipton et tisanes L'Eléphant, rappelant aussi à François Hollande sa promesse de tout faire pour ne pas la fermer.

"*Ce matin on a mis dehors, de façon pacifique, l'entreprise de sécurité qui gardait les lieux et on a repris possession de l'usine pour empêcher le départ des machines*", a déclaré Olivier Leberquier, délégué du syndicat CGT, alors que les accès au site étaient contrôlés depuis plusieurs mois par des vigiles.

Les salariés de Fralib (Unilever) à Gémenos ont entamé vendredi un nouveau bras de fer avec la direction en réoccupant l'usine des thés Lipton et tisanes L'Eléphant, rappelant aussi à François Hollande sa promesse de tout faire pour ne pas la fermer.

"*L'entreprise est désormais sous le contrôle de la CGT et Hollande doit tenir ses promesses*", affirme le syndicat.

Environ 200 salariés et militants se sont rassemblés en matinée devant le site, avec des soutiens syndicaux d'autres entreprises agro-alimentaires et de cheminots. (AFP 11.05)

2- Un appel à la grève a été lancé par les projectionnistes du réseau des salles de cinémas MK2, samedi 12 mai, à l'initiative des syndicats SUD Culture et CNT. Les revendications portent sur les salaires jugés '*les plus bas des réseaux de cinémas parisiens*' en comparaison avec ceux des réseaux UCG et Gaumont/Pathé et sur les conditions de travail.

Les projectionnistes grévistes refusent en particulier un avenant à leur contrat de travail qui les obligerait à assurer aussi les tâches d'accueil, la tenue des caisses ou des comptoirs de confiserie. Selon le communiqué syndical, des annulations de séances seraient à prévoir dans plus de la moitié des cinémas MK2, à partir de 10h du matin. (lemonde.fr 11.05)

3- Les dirigeants du LKP, qui avaient lancé un mot d'ordre de grève générale illimitée à compter de jeudi, ont appelé dans la soirée à la poursuite et à "l'amplification de la mobilisation" vendredi, a constaté l'AFP.

La première journée de grève générale a eu peu d'impact selon la préfecture: 4 à 5% de grévistes à Pôle-emploi dont une agence fermée à Pointe-à-Pitre, 3,9% dans l'éducation nationale, 2,6% à la Direction des finances publiques, 1,3% à La Poste et "0 ou moins de 1%" au CHU de Pointe-à-Pitre, à EDF, à l'aéroport et au port. "*Deux ou trois piquets de grève*" dans des entreprises de la zone industrialo-commerciale de Jarry, le principal gisement d'emploi insulaire, ont été signalés par le Medef-Guadeloupe.

Le LKP, qui avait appelé à un "*rassemblement*" jeudi à 16H00 locales (22H00 à Paris), n'y a réuni deux heures plus tard qu'environ 300 personnes, selon un décompte effectué par un journaliste de l'AFP.

Les leaders du collectif, Jean-Marie Nomertin (CGT-G), Max Evariste (FO) et Elie Domota (UGTG), ont successivement pris la parole, se plaignant en premier lieu du dispositif policier visible, depuis les premières heures de jeudi, dans les carrefours routiers stratégiques et à l'entrée des principales stations-service.

"*Six d'entre elles sont en grève*" a affirmé jeudi soir M. Domota, qui a recensé "*plus de 100 entreprises touchées par la grève, dont 30 entreprises fermées dans le commerce*" et "*plus de 3.000 travailleurs mobilisés*".

Outre sa dénonciation de la vie chère, le LKP revendique l'application immédiate par les entreprises d'une clause de l'accord Bino. Il avait mis fin en 2009 à 44 jours de grève générale avec une augmentation salariale de 200 euros, versée par les entreprises à hauteur de 50 euros et, à hauteur de 150 euros via le RSTA (Revenu supplémentaire temporaire d'activité), par Etat et collectivités.

La clause de convertibilité de l'accord Bino, dont le LKP exige la mise en oeuvre, prévoyait que les entreprises prennent à leur charge l'intégralité du versement des 200 euros à compter de mars 2012. Elles s'y refusent, l'Etat ayant prolongé jusqu'en janvier 2013 le versement des 150 euros du RSTA. (AFP 11.05)

4- SFR aurait annoncé aux syndicats la mise en place d'un plan social d'ici à la fin de l'année, selon une journaliste de La Tribune. "*La direction a rencontré les organisations syndicales la semaine dernière, et nous a annoncé un PSE, sans plus de précisions sur le nombre de suppressions d'emplois*", a confié à l'AFP Damien Bornerand, délégué central de la CGT. Mais les choses sont moins claires pour Geoffroy de Vienne, délégué central CFTC : "*c'est quelque chose qui est dans l'air, c'est hautement probable, mais il n'y a pas eu d'annonce officielle, la direction a seulement tâté le terrain, en a parlé... Nous pensons que cela va avoir lieu, mais nous n'en sommes pas encore certains. C'est plus une préparation des esprits de la part de la direction*".

La direction de SFR, elle, a assuré à l'AFP qu'elle n'avait "*pas présenté aux organisations représentatives du personnel de projet d'adaptation des structures de l'entreprise - aujourd'hui à l'étude - au nouveau contexte du secteur des télécoms*".

Les syndicats, de leur côté, ont indiqué que les suppressions de postes pourraient dépasser les 500, rapporte Business Week. Selon les informations de Business Week, SFR a pour objectif de réaliser 450 millions d'euros d'économies cette année par le biais de ce plan, de la réduction des budgets marketing et des renégociations de contrats avec ses prestataires. Grâce à ces économies, il espère faire mieux que les prévisions, qui donnent un résultat brut d'exploitation en recul de 12 à 15% pour 2012.

SFR emploie actuellement une dizaine de milliers de personnes. (lexpansion.com 11.05)

Haut de page

Le 13 mai

CAUSERIE

Dans l'après-midi je mettrai en ligne une dizaine d'articles supplémentaire, il est déjà 13h et je vais déjeûner après une bonne douche. Bon dimanche.

Tout monarque a besoin de courtisans, de valets, de saltimbanques et d'un fou.

Mélenchon envisageait de détrôner le PS. L'objectif étant manifestement hors de portée, il se rabattit sur un objectif plus modeste, arriver en 3e position le 26 avril devant M. Le Pen. En vain, dès lors par crainte que plus personne ne parle de lui dans les mois et années à venir ou pour que l'illusion du caméléon survive, l'idiot utile envisage "*une victoire politique*" ayant "*un sens international*" sur l'extrême droite, rien que cela, comme si le monde entier avait les yeux rivés sur les manoeuvres de ce carriériste, histoire de se donner une dimension au-delà de son propre programme qui en manque singulièrement en se plaçant sous le joug de l'euro et de l'Union européenne.

En se privant ainsi délibérément des moyens de combattre l'extrême droite sur le plan politique, il ne lui reste plus qu'à l'affronter sur le plan idéologique et de la morale qui l'accompagne, à coup de déclarations fracassantes qui ne feront trembler que les murs de son usine à gaz des Lilas, son QG de campagne. Mélenchon éructe ainsi des clichés ou des lieux communs, des métaphores à cent balles que les médias se chargent reprendre en boucle, car il occupe un terrain politique qu'il ne faudrait pas laisser à d'affreux extrêmistes qui envisagent de rompre avec l'euro et l'UE.

Les jours s'écoulent, le temps passe, rien ne change véritablement. La baudruche se gonfle et se dégonfle et ainsi de suite, bien que son ambition frôle parfois la mégalomanie, elle tient en vérité de la mauvaise farce et d'un numéro d'illusionnisme, elle ne risque pas d'éclater d'elle-même, elle sait demeurer raisonnable, sous ses airs vindicatifs elle ne représente aucun danger pour l'ordre établi, la chère patrie de cet histrion.

Le danger il vient d'ailleurs, des masses, de la populasse, de cette horde de gueux, de ces plébéiens, insoumis, résistants, revêches, rebelles, révolutionnaires, quand ils sont livrés à eux-mêmes et ne se fourvoient pas dans des aventures qui ont pour seul objet de les détourner des tâches et des objectifs politiques qu'ils ont à accomplir et qu'ils doivent se fixer pour avancer vers leur émancipation du règne de la servitude humaine.

Ce qu'il y a de cocasse dans cette histoire, c'est que le vent qui s'est mis à souffler violemment est chargé de tant d'illusions jusqu'à présent colportées par Mélenchon, qu'il pourrait précipiter l'éclatement de notre baudruche ou son écrasement si on le comparait à un dirigeable ou à une mongolfière, pour avoir voulu dans un savant dosage digne d'un alchimiste mêler des aspirations contraires et explosives. Défendre des revendications sociales tout en soutenant l'euro et l'UE, voilà un mélange détonant qui ne tardera pas à révéler au grand jour ses véritables propriétés ou intentions, à faire disparaître cette funeste illusion.

Avancer des réformes sociales à caractère politique, collectives ou qui concernent l'ensemble des masses exploitées, sans s'attaquer aux fondements du capitalisme, sans les lier à la nécessité de liquider au préalable les institutions de la Ve République par un soulèvement révolutionnaire des exploités, c'est comme s'époumonner à soufller dans un ballon percé et dont l'envol est condamné d'avance, jusqu'à en crever.

En guise d'épilogue, la fable de La Fontaine qui se rapporte le mieux à notre démonstration. Précisons que la baudruche à laquelle nous avons fait référence dans le cas de Mélenchon, se rapportait indistinctement ou au choix du lecteur au caecum (gros intestin) de bœuf ou de mouton ou à la fine pellicule de caoutchouc qui pourrait servir de préservatif aux couilles molles.

Une grenouille vit un boeuf
Qui lui sembla de belle taille.
Elle, qui n'était pas grosse en tout comme un oeuf,
Envieuse, s'étend, et s'enfle et se travaille,
Pour égaler l'animal en grosseur,
Disant: "Regardez bien, ma soeur;
Est-ce assez? dites-moi: n'y suis-je point encore?
Nenni- M'y voici donc? -Point du tout. M'y voilà?
-Vous n'en approchez point."La chétive pécore
S'enfla si bien qu'elle creva.

Le monde est plein de gens qui ne sont pas plus sages.
Tout bourgeois veut bâtir comme les grands seigneurs ,
Tout prince a des ambassadeurs,
Tout marquis veut avoir des pages.

C'est ainsi que Jean-Luc Mélenchon va faire son entrée dans les Dictionnaires Le Robert et le Dixel 2013. A défaut d'être immortel et avant même d'affronter les vrais problèmes, ses propres contradictions, il fallait bien que cette verbeuse illusion figure à la postérité.

Théorie et pragmatisme.

Le ministre de l'Intérieur sortant Claude Guéant a jugé samedi que la Cohabitation était contraire à "*l'esprit de la Ve République*", tout en plaidant pour une victoire de la droite aux élections législatives en juin.

"*Par principe, je pense que ce n'est pas l'esprit de la Ve République qu'il y ait une Cohabitation*", a répondu M. Guéant interrogé par Europe 1 sur un éventuel partage du pouvoir exécutif à l'issue des législatives des 10 et 17 juin, comme ce fut le cas en France entre 1986 et 1988 puis entre 1997 et 2002.

"*L'esprit de la Ve République c'est qu'il y ait une puissance d'action publique et que par conséquent il y ait une cohérence au sein de l'exécutif*", a insisté ce proche du président sortant Nicolas Sarkozy.

Pour autant, M. Guéant, candidat UMP aux législatives à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine), a dit "*plaider pour que nous gagnions les législatives*". (AFP 12.05)

Il a raison, "*par principe*" l'esprit de la Ve République est contraire à la cohabitation, au-delà même. Pourquoi ? Parce que la Constitution de la Ve République a été rédigée de telle sorte que le pouvoir exécutif, le chef de l'Etat, et le pouvoir législatif, le Parlement, devait être aux mains du même parti politique. En réalité, elle a été conçue pour soumettre le pouvoir législatif au pouvoir exécutif, le président de la République concentrant entre ses mais l'essentiel du pouvoir ou pouvant en user quand bon lui semble.

La Ve République a donc été fondée (en 1958) sur mesure avant tout pour de Gaulle, puis le parti de l'ordre à sa botte au sein du Parlement. Mais alors comment se fait-il que même lorsque le parti de l'ordre est minoritiare à l'Assemblée nationale, l'UMP (ex-UDR, RPR), les institutions ne se trouvent pas paralysées et le régime survit-il à cette contradiction ? Pardi, parce qu'il n'existe pas un parti de l'ordre, mais deux, l'officiel et l'officieux revêtu d'un masque trompeur, l'UMP et le PS, qui sont tous deux animés par les mêmes intentions ou objectifs politiques : interdire à l'immense masse des exploités majoritaire dans le pays de remettre en cause l'ordre établi.

Pour que la cohabitation puisse avoir lieu en France, elle ne pouvait se concevoir qu'à partir du moment où les deux partis se partageant le pouvoir, entre un président et une Assemblée nationale de droite ou de gauche pour reprendre une formule consacrée, représentaient ou défendaient les mêmes intérêts de classe, ceux du capitalisme. Le même constat est valable en cas d'alternance, lorsque l'un ou l'autre dispose du pouvoir exécutif et législatif.

En conclusion, la Constitution n'a pas été rédigée exclusievement pour un seul homme (de Gaulle, Giscard, Mitterrand) ou un seul parti (UMP, UDF, PS), mais pour celui ou ceux qui s'engageront à en assurer la pérennité ainsi que les rapports sociaux de production où elle puise son origine et qu'elle s'emploie à reproduire.

Il en ressort que dans le cadre de la Ve République, seuls des partis bourgeois peuvent gouverner ou détenir la majorité, quelle que soit leur origine ou ce qu'ils représentent, qu'il ne peut exister que des formes de gouvernement épousant le même contenu, ayant la même nature sociale et poursuivant le même objectif, vaincre les masses, leur imposer le respect des institutions qui servent à légitimer sur le plan juridique et politique le régime en place, le règne de l'exploitation et de l'oppression capitaliste.

Quand le PS se livre une nouvelle fois à ce jeu de bonne grâce, quelle est sa véritable nature sociale ?

Hollande et le « ***Tonkinois*** ».

Un grand bourgeois, avocat, libre penseur, franc-maçon, républicain un temps protégé par Adolphe Thiers, "*partisan actif de l'expansion coloniale française*" qui lui vaudra le surnom : le « *Tonkinois* », vous aurez reconnu Jules Ferry.

Quand à Marie Curie, c'est "*l'esprit d'aventure*" qu'elle affectionnait tant qui l'a tuée, ironie tragique pour cette savante, par ignorance.

Le nouveau président de la République François Hollande rendra hommage mardi après-midi à l'ancien ministre de l'Education de la IIIe République Jules Ferry et à Marie Curie, prix Nobel de physique et chimie, a-t-on appris vendredi auprès de son équipe et de proches. (AFP 12.05)

- Ayant obtenu d'un vote de la Chambre les crédits nécessaires à la conquête du Tonkin, il provoque une extension du conflit à la Chine. L'annonce de l'évacuation de Lang Son, qui lui vaudra le surnom de « *Ferry-Tonkin* », déclenche une violente opposition parlementaire et provoque sa chute le 30 mars 1885. Il connaît alors une vague d'impopularité en France. (fr.wikipedia.org)

Autant les esprits brillants Marie et Pierre Curie peuvent être salués pour leurs travaux, autant la chute peu glorieuse du « *Tonkinois*

» nous inspire que du mépris.

Dans quel contexte furent adotées les lois Jules Ferry, quelles étaient ses réelles intentions ?

- Outre la volonté d'inculquer aux jeunes français un patriotisme fervent, Ferry avait également comme ambition de freiner la progression des idées socialistes voire anarchistes, qu'il a eu l'occasion de combattre lors de la Commune de Paris. Ainsi lors d'un discours au conseil général des Vosges en 1879, il déclara : « *Dans les écoles confessionnelles, les jeunes reçoivent un enseignement dirigé tout entier contre les institutions modernes. [...] Si cet état de choses se perpétue, il est à craindre que d'autres écoles ne se constituent, ouvertes aux fils d'ouvriers et de paysans, où l'on enseignera des principes totalement opposés, inspirés peut-être d'un idéal socialiste ou communiste emprunté à des temps plus récents, par exemple à cette époque violente et sinistre comprise entre le 18 mars et le 24 mai 1871.* » (fr.wikipedia.org)

Il dénonce la Commune au lieu de la défendre en tant que républicain, comme quoi il ne faut pas se fier aux républicains, à ceux qui ne se qualifient que de la sorte. Nous, nous sommes socialistes, communistes et nous luttons pour le même objectif que les anarchistes : le règne de la liberté. Jules Ferry voulait empêcher nos enfants d'apprendre comment fonctionne la société, le monde, la nature, afin d'accéder à la liberté. Donc, relativiser son apport à la société semble s'imposer au vu des faits et des intentions manifestées par l'intéressé lui-même. Enfonçons le clou. La laïcité de Ferry était conçue de telle sorte qu'elle puisse servir d'idéologie auprès des masses pour mieux les asservir au char du capital.

Défendre la laïcité, nous sommes tous d'accord, à condition de ne pas se limiter à sa forme juridique ou constitutionnelle et de lutter contre toutes formes d'obscurantismes, ce qui passe par la défense de la dialectique matérialiste qui permet d'interpréter le monde et de combattre pour notre émancipation du règne de l'esclavage qui repose sur l'ignorance.

Quelle version de Jules Ferry Hollande va-t-il honorer : la version antisocialiste ou anticommuniste ou bien la version capitaliste qui devait emprunter à l'époque la forme républicaine pour dominer la monarchie ? Pourquoi républicaine ? Parce que la bourgeoisie ne pouvait l'emporter qu'avec le soutien du peuple, il fallait donc le faire participer aux affaires du pays ou se faire représenter dans une assemblée, le gouvernement, les institutions pour être légitime. Dès lors que le peuple tourne le dos à la bourgeoisie, elle n'est plus rien, elle perd sa légitimité, si les conditions étaient requises nous aurions dit qu'il n'y a plus qu'à préparer l'offensive pour l'abattre.

Les masses ont foutu dehors Sarkozy, c'est leur victoire. Et parmi ceux qui l'ont vaincu, il y a ceux qui ont voté Hollande et il y a les quelque 12 millions d'électeurs qui ont refusé de participer à cette mascarade en s'abstenant ou en votant blanc ou nul. Les seuls qui ont manifesté ouvertement leur défiance ou leur opposition aux institutions de la Ve République, il ne faut pas les chercher parmi ceux qui ont voté Hollande, mais bien dans ces millions de travailleurs qui ont refusé de cautionner le bonapartisme, un régime dont ils se sentaient exclus.

Tous les partis ou formations politiques du mouvement ouvrier ont les yeux rivés sur ceux qui ont voté Hollande, tandis qu'ils se détournent ouvertement de ces 12 millions d'électeurs qui auraient encore moins de conscience politique paraît-il. En réalité, c'est l'inverse qui est vrai. Ces partis ou formations politiques passent leur temps à s'assurer du soutien d'une partie infime des électeurs du PS et ses satellites regroupés dans les syndicats en recourant à des compromis pourris sans lesquels ils n'existeraient plus, d'où leur appel à voter Hollande.

Leur insistance à présenter les résultats de la présidentielle essentiellement comme le rejet massif de la politique de Sarkozy, répond à la fois aux aspirations de l'aristocratie ouvrière ou des couches supérieures du prolétariat qui constituent leur fond de commerce, et à leur refus ou leur incapacité de se tourner vers les millions de travailleurs qui n'ont manifesté aucun espoir ou aucune illusion dans ces élections en refusant de se prononcer pour l'un ou l'autre candidat inféodé au capital ou aux institutions.

Dans ces conditions, il n'y a pas lieu de déborder d'optimisme pour la suite si n'intervenait pas un changement radical des rapports que ces partis ou formations politiques entretiennent avec la classe ouvrière, quels que soient les aléas ou difficultés que vont connaître les institutions dans les mois à venir.

En Merkhollande.

La chancelière allemande Angela Merkel a déclaré samedi croire possible un partenariat stable avec le président français élu François Hollande.

La chancelière s'était dite "*sûre*" que la coordination traditionnellement étroite avec la France allait continuer à être le fondement de leur travail commun en Europe, "*pour assurer prospérité, paix et démocratie*"

Dans un entretien samedi dans Die Welt, le ministre allemand des Affaires étrangères Guido Westerwelle, s'est également dit "*absolument certain*" que le gouvernement allemand entretiendra une "*amitié de coeur et un excellent partenariat*" avec M. Hollande.

"*Ce n'est pas la première fois, que nous serons en présence de gouvernements de sensibilité différente*", a rappelé M. Westerwelle, "*souvenez-nous du chrétien-démocrate Helmut Kohl et du socialiste François Mitterrand qui avaient permis la Réunification allemande*" en 1990.

Sur un point, les positions seraient néanmoins plus proches que ne le laissent penser les slogans: Michel Sapin, chargé du projet présidentiel dans l'équipe Hollande, a donné raison jeudi à la chancelière sur les dangers de relancer la croissance en aggravant les déficits et la dette. (AFP 12.05)

Ah, les slogans, les longs discours, les programmes, les promesses et les bonnes intentions, les étiquettes, c'est beau quand même, l'idéal c'est quand tout le monde croit y trouver son compte, surtout quand chacun sait que personne n'est tenu de les respecter par la suite, il n'y a que les crétins ou les naïfs pour croire encore le contraire ou autres choses avec l'expérience qu'on se trimballe en la matière, un boulet, l'inertie de l'histoire qui tend à nous tirer sans cesse en arrière et à laquelle s'abreuve l'ignorance !

C'est fait pour que les uns se focalisent dessus, cela leur occupe l'esprit un moment, pendant que les autres s'occupent à autres autres, aux choses plus importantes...

Surtout, ne-vous-tra-ca-ssez pas, on s'occupe de tout à votre place, n'est pas cela finalement le bonapartisme ou la monarchie républicaine ?

Je n'ai pas trouvé le temps d'analyser ici les discours de Hollande, j'ai cependant noté qu'au soir du 6 mai il l'avait axé sur l'émotion pour détourner l'attention des travailleurs des véritables questions pratiques qu'ils se posaient et auxquelles il n'avait évidemment pas l'intention de répondre favorablement, revendications sociales qui alimenteront la lutte des classes dans les semaines et mois qui viennent.

2 de plus ou 2 de moins : pas de quoi en faire un plat franchement !

La perte de 2 milliards de dollars causée par des paris risqués qui ont mal tourné chez JPMorgan Chase, première banque américaine, c'est de la rigolade. La preuve : Les estimations des analystes, en prenant en compte la perte annoncée, prévoient encore un bénéfice trimestriel de quelque 4 milliards de dollars après impôts pour le deuxième trimestre. Elle est devenue la première banque du pays en termes d'actifs l'an dernier, supplantant Bank of America. (source : AFP 12.05)

L'Italie prête à sombrer à son tour.

Cocktails Molotov, balles, lettres piégées, c'est reparti comme dans les années 1970 et 1980. Encore faut-il faire la part des choses entre le fait d'individus isolés agissant seuls, les anarchistes, la mafia et les provocations orchestrées directement par l'Etat et ses services secrets.

Vendredi, à Legnano, à 30 km au nord-ouest de Milan, des affiches portant les mots "*Brigades rouges*" et l'étoile à cinq branches du groupe armé d'extrême gauche ont été collées sur les murs de bâtiments publics, dont une perception. (source : Reuters 12.05)

L'amalgame entre masses et jeunesse révoltés d'une part, et terrorismes alimentés ou manipulés par les différents régimes d'autre part, un domaine dans lequel l'Etat excelle et qu'il faut dénoncer, combattre. Notre ennemi est dans notre propre pays, la classe dominante qu'il faut chasser du pouvoir, exproprier...

INFOS EN BREF

Politique

Grèce.

Après avoir échoué vendredi à constituer un gouvernement de coalition, le dirigeant socialiste Evangélos Venizelos a rendu samedi midi au président Carolos Papoulias le "*mandat exploratoire*" que celui-ci lui avait confié.

M. Vénizélos a jeté l'éponge après le refus d'Alexis Tsipras, leader de la Gauche radicale Syriza, farouche adversaire de la rigueur imposée par les créanciers de la Grèce, de participer à un gouvernement pro-euro avec les socialistes, la Nouvelle-démocratie (droite) et le petit parti de la Gauche démocratique (Dimar).

Les résultats du scrutin de dimanche révèlent en effet au grand jour l'ampleur de la contestation du plan d'austérité dicté par les créanciers en échange des prêts de sauvetage appliqués dans le pays depuis deux ans.

Les analystes politiques estiment même qu'en cas de nouvelles élections, Syriza pourrait cette fois arriver en tête. Aucun parti n'ayant obtenu la majorité dimanche, le pays est plongé depuis cinq jours dans une paralysie politique.

Et le quotidien financier Naftemboriki soulignait samedi que l'homme qui a dirigé la difficile coalition de ces derniers mois, Lucas Papademos, avait d'ores et déjà informé M. Papoulias qu'il ne resterait pas jusqu'à de nouvelles élections.

Dans un dernier effort pour éviter ce nouveau scrutin, le chef de l'Etat doit maintenant convoquer les dirigeants des partis pour une réunion de la dernière chance, au plus tard lundi. Ils auront jusqu'à jeudi pour se mettre d'accord et former un gouvernement de salut public, faute de quoi de nouvelles élections seront convoquées.

En jeu, se trouve la possibilité ou non pour la Grèce de continuer les plans de redressement engagés sous l'égide de ses créanciers, Union européenne (UE) et Fonds monétaire international (FMI) et de rester dans la zone euro.

La Grèce donne ainsi de nouveau le vertige à ses partenaires européens et aux marchés, qui craignent qu'elle ne cède aux forces hostiles à la rigueur.

"*Nous sommes au bord du retour à la drachme et du désastre*", estimait samedi matin le quotidien libéral Kathimerini. "*Une grande partie de nos concitoyens ne s'en rendent pas compte, et c'est très dangereux*", ajoute-t-il.

A Rome, le président de la Commission européenne José Manuel Barroso avait haussé le ton vendredi en estimant que la Grèce devrait quitter la zone euro si elle ne parvenait pas à respecter les engagements budgétaires pris en échange du plan de sauvetage qui lui a évité la faillite.

L'Allemagne est également revenue à la charge samedi. "*Si Athènes ne tient pas parole ce sera un choix démocratique. La conséquence sera que la base pour de nouvelles aides disparaîtra*", a déclaré le président de la banque centrale allemande Jens Weidmann.

Vendredi, c'est le ministre allemand des Finances Wolfgang Schäuble qui avait déclaré: "*La zone euro peut supporter une sortie de la Grèce*". (AFP 12.05)

Social

Grande-Bretagne. Un jeu : en état de guerre permanent !

L'engin a déjà été utilisé par l'armée américaine dans le contrôle de manifestations de foules en Irak.

Un mégaphone particulièrement performant, pouvant être utilisé pour disperser les foules à coups de décibels, sera déployé lors des Jeux olympiques d'été à Londres, a indiqué vendredi le ministère britannique de la Défense.

L'engin de fabrication américaine, appelé "*outil acoustique à longue portée*" ou Long Range Acoustic Device (LRAD), sera utilisé en priorité pour émettre des avis à l'intention des bateaux sur la Tamise en cas de nécessité, a indiqué le ministère. Il est en effet beaucoup plus efficace qu'un mégaphone. Mais l'engin, qui ressemble à une sphère aplatie, peut aussi être utilisé à forte puissance pour disperser les foules. Il peut émettre un son perçant allant jusqu'à 150 décibels à un mètre. L'armée américaine l'a utilisé dans le contrôle de manifestations de foules en Irak, rappelle la BBC sur son site internet.

"*Une grande variété d'équipements sera utilisée par les forces armées dans le cadre de leur contribution à l'effort de sécurité pour les Jeux*", a indiqué un porte-parole du ministère.

Le dispositif de sécurité pendant les JO (27 juillet-12 août) est le plus important depuis l'après-guerre au Royaume-Uni, avec plus de 40 000 militaires, policiers, agents de sécurité privés et bénévoles mobilisés pour protéger la capitale, et l'appui de chasseurs et de navires de guerre. (lepoint.fr 12.05)

Haut de page

Le 14 mai

CAUSERIE

Dans des photos que j'avais mises dans le site récemment, j'avais confondu les deux milliardaires Arnault et Pinault.

Le monarque et ses courtisans.

M. Mélenchon, qui parlait dimanche des législatives dans l'émission "C politique" sur France 5, a affirmé: "*le sujet qui est posé pour la prochaine élection: battre la droite, mais c'est surtout pour quoi faire ? Parce que c'est à l'Assemblée que ça va se passer. C'est pas le monarque qui va décider tout seul dans son palais*".

Alors qu'on lui faisait remarquer qu'il avait employé ce qualificatif, il a répondu "*non, je retire, je remballe !*" et préféré dire "*notre intéressant et important camarade*". (AFP 13.05)

A l'épreuve du bonapartisme ou de la monarchie républicaine le pleutre ravale sa salive et préfère remballer ses gaules, l'illusionniste qui a déjà capitulé devant l'euro, l'Union européenne, l'ONU, avait auparavant adopté les institutions antidémocratiques de la Ve République en devenant ministre sous le gouvernement Chirac-Jospin.

Comment peut-on imaginer un seul instant qu'un dirigeant politique ayant accepté de devenir ministre d'un président issu du parti de l'ordre pourrait représenter honnêtement, sincèrement, les intérêts de la classe ouvrière ?

Comment peut-on croire une telle aberration possible ?

Si au cours du XXe siècle pas un seul dirigeant du parti de l'ordre n'a déserté le parti de la réaction pour le PS, c'est parce que leur engagement politique coïncidait avec le maintien du régime en place, parce qu'ils s'identifiaient au capitalisme, parce qu'ils avaient conscience de représenter les intérêts de la classe qui détient le pouvoir.

On a constaté sous le mandat de Sarkozy que des dirigeants du PS n'avaient pas hésité à rejoindre la coalition formée par l'UMP au-delà de leur participation au gouvernement. A-t-on observé qu'un dirigeant de l'ex-RPR-UDR-UNR ait rejoint le PS ? J'ai fait une recherche rapide sur le Net, la réponse est non. Alors pourquoi cela fonctionne-t-il dans un sens mais pas dans l'autre ?

On pourrait tenter l'explication suivante : parce qu'en rejoignant l'UMP pour y faire carrière, on adhére à une conception de la société basée sur le profit et les inégalités que l'ont estime légitimes, choix ou décision politique qu'on assume totalement, tandis qu'en rejoignant le PS pour le même motif, on adhère à la même conception de la société en refusant de l'assumer jusqu'au bout puisque l'origine de ce parti leur rappelle constamment ou leur interdit. Il existe une telle distorsion entre ce que le PS prétend être et ce qu'il est vraiment, que leurs dirigeants doivent passer leur temps à la gérer à défaut de pouvoir la faire totalement oublier ou disparaître.

Paradoxalement peut-être, il est plus confortable d'être dirigeant de l'UMP que du PS, dans la mesure où on n'a de comptes à rendre qu'à ses généreux mentors ou des militants qui partagent forcément les mêmes idées que les vôtres, au nom de la gestion de la société pour le bien commun ou l'intérêt général, l'appartenance à une classe déterminée passe pour ainsi dire au second plan, n'est pas contestée ou joue un rôle secondaire lors des élections. On est de droite, on le revendique et on l'assume.

Au PS les choses sont beaucoup plus compliquées. Il faut être en permanence dans l'hypocrisie et le mensonge, sortir masqué dès qu'on s'adresse à des militants ou des travailleurs ou lors d'élections. Dans l'impossibilité de se situer sur le terrain de classe du prolétariat, le socialisme dont on se réclame tient de la supercherie dans la mesure où son hypothétique développement serait soumis aux cours, aux caprices ou au sort du capitalisme, de telle sorte qu'il est rendu méconnaissable, seul le nom ou l'étiquette demeure.

En passant à l'UMP, le voile tombe, c'est un soulagement. Une autre solution consistait à changer le nom du parti, à se débarrasser de l'appellation socialiste devenue plus qu'encombrante en période de crise ouverte du capitalisme, mais elle n'a pas été adoptée jusqu'à présent, le régime ayant besoin d'un parti détournant la petite-bourgeoisie et les couches moyennes du prolétariat des partis ouvriers aussi bien que pour assurer sa stabilité.

Le réformisme étant mort, le PS de parti social-démocrate moribond ou social-traitre depuis 1914 est devenu un parti social-libéral assumant sa subordination totale au capitalisme depuis le début des années 80. Depuis il a donné naissance à plusieurs satellites, les Verts, le MRC, le PG, le premier étant un parti ouvertement antisocialiste, le second purement nationaliste et gaulliste, le troisième se livrant à un tour de passe-passe grotesque a repris à son compte l'antienne réformiste, pronostiquons, avant de finir comme Die Linke en Allemagne qui a été évincé hier du parlement de Rhénanie-du-Nord-Westphalie, car n'ayant pas franchi la barre des 5% des voix exprimées.

Ce qui caractérise le PS, c'est sa subordination à l'ordre établi, et son discours sur la République ou la légalité républicaine constitue un témoignage sans appel de sa soumission aux institutions qui consacrent le pouvoir de la classe dominante.

Pour les mêmes raisons des transfuges du FN ont rejoint l'UMP. Quant aux transfuges de l'OCI ou de la LCR vers le PS,

ils témoignaient de leur rupture avec le développement historique du capitalisme posant la question de son dépassement, leur abandon du combat pour le socialisme a consacré leur changement de camp.

Qu'est-ce qui distingue aujourd'hui l'UMP du PS ? Rien, sinon les rôles qu'ils se sont distribués au sein des institutions pour assurer la stabilité et la continuité du régime, ajoutons l'illusion trompeuse que certains s'emploient à alimenter qu'il aurait encore un rapport avec la classe ouvrière, notamment dans les syndicats qu'il contribue à pourrir davantage.

La quadrature du cercle.

Le ministre allemand des Finances Wolfgang Schäuble assure que croissance et assainissement budgétaire ne sont pas contradictoires et esquisse quelques pistes sur la manière de les réconcilier, dans une tribune publiée dans le quotidien Les Echos de lundi.

Pour lui, "*une des leçons de la crise est que les membres d'une union monétaire doivent travailler sans relâche à la convergence de leurs économies nationales. Mais ils doivent aussi maintenir, voire améliorer, leur compétitivité vis-à-vis du reste du monde, une exigence souvent négligée par le passé. C'est sur cette compétitivité que s'appuie toute croissance durable*". (AFP 13.05)

INFOS EN BREF

Politique

Espagne

A l'occasion de leur premier anniversaire, les indignés, surgis l'an dernier en Espagne pour dénoncer la crise, la corruption et le chômage, sont redescendus dans les rues ce samedi. L'envie de prouver à ceux qui prétendent qu'ils ont disparu qu'ils se trompent: A Madrid, des milliers de manifestants ont convergé à partir de 19 heures, en plusieurs colonnes venues des quatre points cardinaux de la capitale, vers la Puerta del Sol. Un retour symbolique sur cette place qui a vu naître leur mouvement, le 15 mai 2011.

"*Rajoy va-t'en!*", "*Non à la dictature des marchés*", "*Les banques ont besoin d'une injection, oui mais létale*", peut-on lire sur des pancartes brandies par les manifestants - pancartes distribuées par les organisateurs du mouvement un peu auparavant. "*La lutte continue, quoi qu'il en coûte*", crie l'un deux au micro. "*Il n'y a pas assez de pain pour tous ces voleurs*", hurlent les indignés - un jeu de mot entre pan et chorizo puis qu'en argot castillan voleur se dit comme le plus célèbre des saucissons ibériques.

Des mots d'ordre aussi variés que le sont les revendications. Et qui illustrent l'incapacité du mouvement à rassembler, depuis un an, sur un thème fédérateur. "*Je suis ici pour protester contre les réformes libérales du gouvernement conservateur de Marianno Rajoy, explique Beatriz. Tous les Espagnols sont touchés par ces coupes budgétaires et les licenciements*", poursuit cette quinquagénaraire. "*Nous protestons contre le système capitaliste, les banques, la politique d'austérité*", renchérit Elias, jeune diplômé au chômage.

"*Nous demandons la démocratie, la vraie, pas ce système électoral qui fait que la droite est au pouvoir sans avoir obtenu la majorité du peuple*", explique Irene, l'une des organisatricee du mouvement du 15 mai. En Espagne, le système législtaif majoritaire favorise le parti sorti en tête des urnes, lui accordant une majorité amplifiée.

A Barcelone, il ya avait entre 45 000 - selon la police - et 200 000 -selon les organisateurs - indignés samredi soir. A Madrid, sur la Puerta del Sol, la foule était aussi au rendez-vous - 30000 selon la police, des "*centaines de milliers*" selon les organisateurs. Les leaders du mouvement du 15 mai ont l'intention de tenir, pendant quatre jours, une "*assemblée permanente*" sur la place , défiant ainsi l'interdiction officielle selon laquelle les manifestations devront prendre fin chaque soir à 22h00.

Pas sûr cependant que cela dure. Car à la différence d'il y a un an, les rues d'Espagne sont envahies presque chaque semaine par les manifestations convoquées par les syndicats contre la rigueur. Les indignés ont été noyés dans ce flot de mobilisations. Pour Wald, un Ecossais vivant à Madrid, l'essoufflement du mouvement des indignés est dû au manque de propositions positives.Ce qui les réunit en effet, c'est l'opposition. Les indignés sont surtout anti-système.

Répondant à une structure horizontale, refusant de se constituer en parti, ils n'ont pas su "*structurer un mécontentement sans idéologie concrète*", analyse Antonio Alaminos, professeur de sociologie à l'Université d'Alicante. "*Résultat: beaucoup de petits groupes relativement déconnectés entre eux qui ne forment plus un mouvement social*", ajoute-t-il. (lexpansion.com 13.05)

Social

Suisse

La compagnie aérienne allemande Lufthansa s'apprête à annoncer la suppression de 276 emplois à l'aéroport de Bâle-Mulhouse, écrit dimanche le journal SonntagsZeitung.

Selon le président du syndicat SEV-Gata, Philipp Hadorn, les entretiens avec les partenaires sociaux n'ont rien donné, et les suppressions d'emplois sont inévitables.

Lufthansa devrait annoncer les suppressions d'emplois avant la fin du mois, ajoute le journal.

Un plan social est prévu, avec des préavis de licenciements plus longs, des garanties de salaires et une indemnité départ.

Lufthansa Technik Switzerland s'occupe de la maintenance des avions. Cette filiale suisse de Lufthansa emploie actuellement 350 personnes.

Selon un porte-parole de Lufthansa Technik, ces suppressions d'emplois s'expliquent par une demande en baisse pour les activités de maintenance des avions, une forte concurrence et la fermeté du franc suisse. (AFP 13.05)

Economie

Asie

Les dirigeants des trois grandes puissances économiques d'Asie du nord-est, la Chine, le Japon et la Corée du Sud, ont annoncé dimanche de prochaines négociations sur la création d'une zone de libre échange dans la région, alors que la demande ralentit en Europe et en Amérique.

"*Les trois pays sont d'accord pour lancer des négociations sur une zone de libre-échange Chine-Corée du Sud-Japon d'ici la fin de l'année*", a déclaré le Premier ministre chinois Wen Jiabao, après avoir rencontré le président sud-coréen Lee Myung-Bak et le Premier ministre japonais Yoshihiko Noda.

La création d'une zone de libre échange entre les trois économies phare de l'Asie du nord-est est un sujet récurrent depuis dix ans, avec le lancement d'une étude de faisabilité sur le sujet dès la fin 2002.

"*L'Asie du nord-est est la région la plus dynamique au monde du point de vue de l'économie. Il y a donc un énorme potentiel pour que nos trois pays entretiennent une coopération plus étroite en matière de commerce et d'investissement*", a déclaré Wen Jiabao à la presse à Pékin, où se déroule dimanche un sommet d'une journée entre la Chine, le Japon et la Corée du Sud.

"*La création d'une zone de libre-échange libérera la vitalité économique de notre région et donnera une forte impulsion à l'intégration économique en Asie de l'est*", a-t-il ajouté.

Calculées en parité de pouvoir d'achat, les économies de la Chine, du Japon et de la Corée du Sud représentent ensemble la première zone économique du monde, avant l'Union européenne.

Pour le Japon, ces négociations sur la création d'une zone de libre échange s'ajouteront aux discussions qu'il conduit pour rejoindre le Partenariat trans-Pacifique (TPP), promu par Barack Obama et qui doit devenir la plus vaste zone de libre-échange du monde.

"*Nous allons promouvoir en parallèle le TPP et l'accord de libre-échange trilatéral. Ces efforts bénéficieront les uns des autres*", a assuré le Premier ministre japonais.

Pékin, Tokyo et Séoul veulent ainsi renforcer le commerce à l'intérieur de leur zone, pour résister au ralentissement de la demande de leurs principaux clients à l'importation, l'Europe et l'Amérique du Nord.

"*Lorsque l'économie est en crise, il devient plus pressant de créer des zones de libre-échange*", a déclaré le président sud-coréen. "*En temps de crise, si les pays veulent se protéger en adoptant des idées protectionnistes, la reprise économique est alors plus lente*", a-t-il ajouté.

Les représentants des trois nations ont également signé dimanche, officiellement, un accord d'investissement conclu en mars, au terme de 13 rounds de discussions démarrées en 2007.

"*Pour faciliter les investissements mutuels, il est important d'avoir un cadre légal, cela aidera nos entreprises*", a déclaré Lee Myung-Bak. (AFP 13.05)

Haut de page

Le 15 mai

CAUSERIE

Après Sarkozy, c'est au tour de Merkel d'enregistrer un cinglant échec, tandis qu'en Grèce, en Espagne et en Italie l'austérité est massivement et violemment contestée. Les travailleurs en ont marre des sacrifices qu'on leur impose quotidiennement et qu'on se foute d'eux de plus en plus ouvertement ou en mettant un masque élimé, obsolète comme Hollande.

Beaucoup se sont endettés et se retrouvent pris à la gorge ou au ventre, d'autres n'ont plus les moyens de s'endetter parce qu'ils peuvent déjà à peine survivre avec leur salaire ou revenu de misère, si c'est ces masses là qui se retrouvent dans cette situation, il faut se tourner vers elles pour les aider à orienter leur colère ou leur combat contre le régime en place, les institutions à l'échelle nationale et mondiale, prendre conscience de soi.

Il n'existe aucune issue politique favorable à la classe ouvrière dans le cadre des institutions en place dans chaque pays, de l'euro et de l'Union européenne. Toute prétention à combattre l'austérité imposée par les différents gouvernements dans ce cadre est une escroquerie politique, qui ne peut à terme que conduire les travailleurs dans une impasse ou au désespoir, pire encore, les jeter dans les bras des populistes d'extrême droite.

Il est clair que la satisfaction de l'ensemble de nos revendications sociales est incompatible avec la survie de ces régimes en Europe. La classe des capitalistes ayant fait la démonstration de son incapacité à satisfaire nos besoins ou aspirations est illégitime pour continuer à gouverner par le biais de partis acquis à sa cause, en France, l'UMP, le MoDem, le PS et le PCF, qui se sont relayés au pouvoir au cours du XXe siècle, sans jamais résoudre les problèmes auxquels étaient confrontés les travailleurs et leurs familles, car finalement nous nous retrouvons face aux mêmes problèmes ou pire encore que les générations passées.

Seuls les travailleurs parvenus au pouvoir seraient en mesure de réorganiser la production et la société sur la base de leurs besoins. Pour atteindre cet objectif et abattre tous les obstacles qui les empêchent d'avancer dans cette voie, il faut que les travailleurs s'organisent, qu'ils construisent un parti qui incarne consciemment cet objectif, de manière à entraîner l'immense masse des exploités dans ce combat pour leur émancipation du capitalisme...

Sans une élévation importante du niveau de compréhension du fonctionnement de la société des travailleurs et sans un degré élevé de leur organisation, la construction de ce parti et ces objectifs demeureront du domaine de l'utopie.

C'est dans cette perspective politique et subordonné à ces objectifs qu'il faut orienter le combat du prolétariat à partir de chacune de ses revendications sociales, condition autour de laquelle il pourra seulement réaliser son unité avec ses organisations et ses partis luttant à ses côtés.

Ni le PS, ni ses satellites qui s'apprêtent à gouverner avec lui ou à le soutenir, ne peuvent être d'aucune aide aux travailleurs pour avancer vers ces objectifs. Qui plus est, aucun de ces partis ne s'est engagé à éradiquer le chômage, la précarité et la pauvreté, aucun de ces partis ne s'est engagé à abolir toutes les lois anti-ouvrières, antisociales, liberticides votées depuis plus de 30 ans, le programme de Hollande ne répondait favorablement à aucune revendication sociale à caractère collectif ou politique, dans ces conditions, il n'y a absolument rien à attendre de ces partis, de Hollande et son gouvernement, de l'Assemblée nationale qui sera issue des prochaines élections législatives, des institutions.

Hollande et son gouvernement s'apprêtent à poursuivre la politique réactionnaire de Sarkozy, dès lors nous n'avons rien à lui demander ou à exiger de lui, en gouvernant pour le compte des banquiers et des capitalistes ils se rangent délibérément dans le camp de notre ennemi. C'est aux travailleurs de se mobiliser, de se regrouper et de s'organiser sur la base de leurs revendications, tout en sachant, que leur combat aboutisse ou non, qu'il ne peut être qu'un moment du combat qu'ils devront livrer pour renverser le régime en place.

Le combat isolé entreprise par entreprise (privée) ou administration par administration (publique) ne peut pas permettre de satisfaire des revendications sociales qui concernent l'ensemble des travailleurs, salaire minimum, retraite, Sécu, droit à l'école, au logement, etc. C'est seulement le combat dans l'unité de l'ensemble des travailleurs du secteur privé et public avec leurs organisations et partis qui permettra d'avancer vers le socialisme en se débarrassant des parasites contre-révolutionnaires qui au sein du mouvement ouvrier tentent de leur interdire de trouver une issue politique à la crise de décomposition du capitalisme mondial.

Le "*dialogue social*" et les négociations en général entre les dirigeants syndicaux et le gouvernement ainsi que le patronat ont pour objectif d'empêcher la classe ouvrière de se mobiliser et de recourir à la grève pour ses revendications jusqu'à satisfaction, de

la diviser pour empêcher que ses grèves éparpillées ne se généralisent et ne se transforment en grève générale contre le régime, en grève insurrectuelle posant la question du pouvoir et trouver la voie pour le renverser.

Pour construire un véritable parti ouvrier révolutionnaire qui ne se détournera pas de son objectif, il faut se tourner résolument vers la classe ouvrière, ses couches les plus durement frappées qui n'ont plus rien à perdre, au lieu de se tourner exclusivement vers l'aristocratie ouvrière, les couches supérieures du prolétariat qui ont encore de quoi vivre normalement et n'ont rien de révolutionnaire, qui forment le gros des troupes du mouvement ouvrier bourgeois. A ceux qui s'y refusent sous des prétextes aussi divers que fallacieux, nous leur disons qu'ils cessent de se gausser en observant le cirque médiatico-institutionnel du fumiste Mélenchon, car en répétant sans cesse que les appareils et le stalinisme sont responsables de la situation actuelle, ils ne sont pas plus crédibles. Quand on est incapable de s'adresser aux travailleurs pauvres, aux chômeurs, aux jeunes, aux couches les plus exposées à la crise du capitalisme, on se doit de corriger ses erreurs et de réviser sérieusement sa copie, le plus tot sera le mieux.

Voter Hollande sans soutenir son programme est une position que j'ai refusé de défendre bien qu'elle ne soit pas dépourvue d'intérêt, mais parce qu'elle ne correspond ni à l'état d'esprit des travailleurs les plus conscients ni à celui des travailleurs qui se sont détournés du PS et se sont réfugiés dans l'abstention ou le vote blanc ou nul, parmi lesquels un grand nombre de travailleurs qui sont ou se sentent exclus de la société. Si on croit pouvoir construire le parti en tournant le dos aux couches les plus avancées et à celles prêtes à en découdre, à qui nous adressons-nous, à ces travailleurs qui reviennent des sports d'hiver et qui pensent déjà à leurs prochains voyages l'été prochain ?

Un mot plus personnel.

J'ai l'avantage de ne pas vivre en France, de ne pas travailler, de ne pas regarder ou très peu la télévision, de ne pas écouter la radio, de ne pas me coltiner les discussions de comptoir, bref de ne pas avoir sur le dos cette pression permanente exercée par les idées de la classe dominante, dont il m'est d'autant plus facile de faire abstraction pour me concentrer uniquement sur ce qui intéresse notre classe. Cela ne garantit pas de ne pas faire d'erreurs évidemment, mais cela aide grandement à déceler où vont se nicher les idées pernicieuses qui sont majoritaires dans la société. L'inconvénient d'être plus ou moins coupé du terrain, c'est que je peux être trop en avance par rapport à la situation. J'en ai conscience et j'essaie d'y remédier ou de l'éviter en lisant sur Internet de nombreux témoignages de travailleurs de différentes couches sociales, il m'arrive aussi d'avoir des contacts par téléphone ou courriels avec la France, chaque fois j'en profite pour orienter un moment la discussion sur le plan politique, histoire de vérifier que je ne me fourvoie pas quand j'évalue l'état d'esprit et le niveau de conscience politique des travailleurs, en cas de sur ou sous-évaluation je corrige, après vérification auprès d'autres sources.

Je vis en Inde depuis 1996 et je ne suis pas retourné en France depuis mai 2002. Je baigne dans l'ambiance indienne sans trop m'y intéresser en partie par manque de temps, du coup je n'ai pas assimilé tous les changements intervenus au cours des dernières années. J'ai eu l'occasion de m'en rendre compte lorsqu'à plusieurs reprises j'ai été piégé par ma propre ignorance. J'en étais resté à un schéma vieux de quelques années en arrière qui m'a joué des tours. Je n'ai pas accusé la société d'avoir connu de profondes transformations sans m'en avertir au passage, je n'ai pas cherché à accuser qui que ce soit, je me suis dit que je n'avais qu'à m'en prendre qu'à moi-même d'avoir agi avec une telle légèreté en me détournant de ce qui se passait autour de moi et qui aurait tôt ou tard des conséquences sur mon mode de vie.

Je pense que lorsqu'on prétend avoir atteint un certain niveau de conscience du monde dans lequel nous vivons, il faut savoir assumer ses responsabilités, les fuir ou les ignorer serait inexcusable. Personne parmi nous ne peut se prévaloir de vivre la vie qu'il aurait souhaité avoir, nous sommes tous logés à la même enseigne, je ne parle pas seulement sur le plan matériel, mais aussi sentimental. Aussi, il ne faut pas voir dans l'esprit critique qui m'anime, la projection de frustrations sur le monde extérieur ou sur des militants qui ne partagent pas mes idées, une sorte de compte à régler avec je ne sais pas qui, la rancune, la vengeance, la jalousie ou la nostalgie sont des comportements qui me sont étrangers, de même que je n'ai aucune ambition personnelle ou intérêt particulier à défendre. Cet esprit critique, je m'emploie à me l'appliquer à moi-même en premier lieu, sans concession, au contraire, férocement, je sais trop ce qu'il en coûte de se leurrer soi-même, tout cela pour dire que je ne cherche pas à exister à tous prix ou à me distinguer des autres, je pourrais très bien les oublier sans que cela ne change quoi que ce soit à mes idées et à mon existence. Jessaie d'être le plus naturel possible, de défendre loyalement mes idées sans me livrer à de basses manoeuvres.

Ensuite, ma démarche plaira ou non, ainsi va la vie, c'est la seule responsabilité que je refuse d'endosser parce que ce serait injuste, ai-je un jour jugé un militant pour avoir tenu des propos que j'estimais farfelus ou qui avait manifesté un désaccord avec moi, je me suis toujours borné à demeurer sur le terrain de la lutte des classes pour faire avancer notre discussion, pour aller ensemble de l'avant, car tout seul cela ne servirait à rien, ce serait stupide. Parfois j'ai des états d'âme passagers plutôt désagréables, parce que je suis complètement crevé ou que je croule (en même temps) sous un tas d'emmerdements, le reste du temps j'ai l'esprit toujours aussi vert, jeune, tourné vers le futur, convaincu qu'il appartient à notre classe parce que le capitalisme est foutu.

Quand on voit ou entend les dirigeants des partis institutionnels, on doit être fier de ne pas leur ressembler, on doit être fier d'être communiste, d'être léniniste, qu'on soit ouvrier ou intellectuel.

A l'heure où j'écris ces lignes, Hollande a été investi président depuis quelques heures, en observant qu'il se prêtait à la lettre aux rites des institutions hérités de la monarchie, je ne peux m'empêcher de penser qu'il est totalement étranger à notre idéal, et pour

oser s'en réclamer, nous allons tirer sur lui à boulets rouges, le broyer, et sans concession nous réserverons le même sort à ceux qui auront la mauvaise idée de le soutenir de près ou de loin.

Je ne suis pas allé sur Internet pour savoir qui a été désigné Premier ministre, s'il s'agit d'Airault, ce type-là pue la suffisance, un repris de justice, un vieux beau pouponné comme un artistocrate, on croirait une momie tout droit sortie du musée Grévin.

L'hyper luxe pour les hyper riches. Foutue crise !

L'hyper luxe, remède de Louis Vuitton contre la banalisation.

Sacs en veau de couleur vive, doublés de chèvre, ou en alligator à plusieurs dizaines de milliers d'euros... Louis Vuitton offre depuis peu à ses clients fortunés l'expérience du très grand luxe pour préserver son image d'exclusivité malgré une taille aujourd'hui considérable.

La perle du groupe LVMH se doit en effet de résoudre la délicate équation consistant à vendre toujours davantage de sacs dans le monde tout en préservant son image de griffe de luxe.

Car Vuitton n'est plus une pépite mais une mine d'or. La première marque mondiale de luxe tourne à plein régime et affiche année après année des taux de croissance à deux chiffres, y compris en 2009, au plus fort de la crise. (Reuters 14.05)

Le dindon de la farce, le cocu ou l'idiot utile !

Le Parti de gauche de Jean-Luc Mélenchon s'est plaint lundi d'être exclu d'un accord entre le PCF, EELV et le PS dont les premiers contours ont été décidés dimanche après-midi, concernant notamment des circonscriptions où le Front national risque d'être fort.

Avec 19 députés sortants (16 PCF et apparentés élus sans l'aide du PS en 2007 + 3 du Parti de gauche), le Front de gauche espère un renforcement sensible de son groupe à l'Assemblée nationale au soir du 17 juin, imaginant jusqu'à une trentaine d'élus pour une "*politique de changement à gauche*", selon les mots du numéro un communiste Pierre Laurent.

Le PCF devrait obtenir 4 ou 5 circonscriptions gagnables du PS et d'EELV, quand deux autres, une dans le Jura et une autre dans le Rhône, ont été proposées au PG en son absence. Or ces dernières sont "*très difficilement gagnables*" avec notamment un dissident PS dans le Rhône, note Martine Billard, coprésidente du PG.

Contacté par l'AFP, Eric Coquerel, chargé des élections au PG, a déploré le fait que cette réunion "*ait attribué au PG des circonscriptions sans qu'on ait donné notre accord*", "*ce ne sont pas des façons de faire*".

Pour lui, ces discussions "*n'engagent pas le PG, donc pas le Front de gauche*" (réunissant PG et PCF) qui n'a "*pas à faire un accord au rabais*".

Les discussions promettent d'être animées avec le PCF en fin de matinée lors de la coordination nationale hebdomadaire du FG.

Alors qu'on parle souvent d'une "*OPA*" du leader du FG sur un Parti communiste en déclin, "*le PCF touche maintenant les dividendes de Mélenchon*" et ses 11,1% de la présidentielle, juge un cadre écologiste.

En fait, "*les communistes sont les plus malins*" et "*ils vont stabiliser leur groupe avec strictement des députés PCF*", poursuit-il. Une conséquence de l'accord conclu l'an passé au sein du FG, laissant à M. Mélenchon la présidentielle et aux communistes la part belle aux législatives.

Car, selon certains analystes électoraux à gauche, le PG pourrait finir avec aucun député. "*C'est peut-être l'objectif recherché par le PS*", craint un "*PGiste*". "*Ca va être difficile*", reconnaît Mme Billard, parlant aussi d'Hénin-Beaumont où M. Mélenchon est parti défier Marine Le Pen sur cette circonscription socialiste.

Le PS y a investi Philippe Kemel, maire de Carvin : un "*formidable candidat*" qui "*va gagner contre Marine Le Pen*", a affirmé dimanche Martine Aubry qui ne veut pas "*d'un match médiatique*" mais d'un "*élu de terrain*".

David Cormand, chargé des élections à EELV, a confirmé à l'AFP cette réunion dimanche après-midi, tout en dénonçant "*le jeu de posture*" du PG dans cette affaire.

M. Cormand, s'est par ailleurs demandé "*à quel jeu*" jouait le PG dont le leader Jean-Luc Mélenchon "*va combattre à Hénin-*

Beaumont (Marine Le Pen) alors qu'il n'y a pas de risque d'élimination de la gauche au second tour. (AFP 14.05)

Le pire pour ce pitre, c'est qu'il donne raison à M. Le Pen qui se moque de sa posture grotesque de cupidon terrassant le diable, propulsé par les médias vers les étoiles avant de retomber aussi sec sur le plateau des vaches comme une vulgaire météorite en fin de parcours, ce qu'est Mélenchon.

Eteignez les lumières des projecteurs braqués sur Mélenchon et il redevient aussi insaisissable ou inexistant qu'un ectoplasme. Il ne va pas disparaître totalement pour autant, puisque le législateur a si bien fait les choses qu'en présentant des candidats aux législatives dans toutes les circonscriptions (ou presque ?), le PG sera financé par l'Etat pendant toute la durée de la prochaine mandature proportionnellement au nombre de voix qu'il aura obtenu, qu'il ait ou non des élus, son existence est assurée au moins sur le plan financier.

Elle n'est pas formidable cette loi électorale qui permet à l'Etat de financer l'existence d'une multitude de partis dont les neuf dixièmes sont subordonnés au capitalisme, d'émietter les votes, de dissoudre, de diluer, de détourner la conscience des travailleurs des tâches et des objectifs politiques qu'ils devraient se donner, vers des objectifs compatibles avec la survie du capitalisme.

Diversion. Un autre soufflé... liquide !

Entretien de L'Expansion avec Maxime Rouquet, co-président du Parti Pirate de France, ingénieur informatique freelance de 26 ans.

Qui sont les membres du Parti Pirate?

- On trouve des profils très différents: certains ne sont pas très politisés, d'autres sont d'anciens militants déçus par les autres partis, comme les Verts, le Modem, le MRC... Il y a aussi des militants d'Anonymous, des sympathisants actifs dans des associations dont les idées sont proches des nôtres, telles que la Quadrature du Net ou Act Up.

- Il prone la "*démocratie liquide*".

- "*Pour l'instant, notre programme ne propose pas de modifier la constitution mais nous réfléchissons à des alternatives.*"

De quel parti vous sentez-vous le plus proche ? Avez-vous été l'objet de tentatives d'approche?

- "*Sans doute les Verts, sur pas mal de choses.*"

- "*Nous ne chercherons jamais à paralyser la vie politique du moment que l'on défend nos idées.*" (lexpansion.com 14.05)

Voilà un club de nantis qui a été créé en 2009, qui aussitôt a fait élire un candidat UMP à l'élection législative partielle dans la 10e circonscription des Yvelines, élection invalidée par le Conseil Constitutionnel le 20 mai 2010, le 4 juillet 2010 le Parti Pirate appelle à voter contre le candidat de l'UMP qui entre temps a soutenu la loi LOPPSI et qui finalement sera battu par le candidat des Verts. Entre les deux élections le score de ce club passera de 472 voix (2,08 % des suffrages) à 178 voix, soit 0,66 %. Laminé avant même de vraiment exister, tant mieux.

Il sera absent en 2010 (élections régionales) et en 2011 (élections cantonales) "*faute de candidats pour mener une liste*". Mais étrangement, en 2012, lors de la conférence de presse du 18 avril, le Parti Pirate a annoncé avoir 42 candidats confirmés, et d'autres qui continuent d'être investis (source Wikipédia).

Bonaparte et ses estafettes au sein du mouvement ouvrier.

Les dirigeants des cinq confédérations syndicales (CGT, CFDT, FO, CFTC, CFE-CGC) sont invités à la cérémonie de passation de pouvoir mardi matin entre le président sortant Nicolas Sarkozy et le président élu François Hollande, a-t-on appris lundi auprès de ces organisations.

Par ailleurs, les leaders des syndicats du monde éducatif - FSU, Unsa éducation - sont invités à l'hommage que rendra François Hollande mardi après-midi à l'ancien ministre de l'Instruction publique de la IIIe République Jules Ferry et à Marie Curie, prix Nobel de physique et chimie. (AFP 14.05)

Commentaire d'un internaute : "*Bon, ne rêvez pas, les travailleurs... vous, vous n'êtes pas invités !*". Sans blague, nous aurions été invités que nous n'y serions pas allés.

Pourquoi écrire ce qu'on ne pourra pas tenir ?

Le futur gouvernement aura "*de la marge pour discuter*" avec les partenaires sociaux, a prédit lundi sur Canal+ le député PS Claude Bartolone, président du conseil général de Seine-Saint-Denis.

"*Rien n'est écrit mais il y a de la marge pour discuter*", a-t-il dit. (AFP 14.05)

Sauf sur la quasi totalité des lois anti-ouvrières adoptées au cours des dernières décennies (retraite, Sécu, etc) sur lesquelles il n'est pas question de revenir.

Et puis, et puis... le masque tombe !

François Hollande, attendu mardi à Berlin, et Angela Merkel, "*chercheront le compromis*" dans la "*négociation*" nécessaire "*à la fois*" sur la relance de la croissance en Europe et sur la rigueur budgétaire, a estimé lundi le député socialiste des Landes, Henri Emmanuelli.

"*De toute façon, il faudra chercher un compromis. Je pense qu'aussi bien Mme Merkel que François Hollande chercheront le compromis*", a déclaré sur France Info celui qui fut secrétaire d'Etat au Budget sous François Mitterrand.

"*Il faudra bien qu'il y ait une négociation à la fois sur la rigueur budgétaire, que personne n'a remise en cause, et aussi sur la croissance. Et puis, peut-être sur la modalités de sauvetage de la zone euro*", a poursuivi M. Emmanuelli. (AFP 14.05)

Et puis, et puis, est-il sûr de n'avoir rien oublié ? Récapitulons : Les banquiers (dette-rente), les patrons (croissance-compétitivité), la zone euro, le compte y est, il n'a oublié personne.

INFOS EN BREF

Politique

Grèce

La Coalition de la gauche radicale (Syriza) a rejeté une proposition du président grec de former un gouvernement de technocrates pour sortir de l'impasse politique provoquée par le résultat des élections du 6 mai, a indiqué lundi un porte-parole du parti arrivé en deuxième position du scrutin.

Syriza avait indiqué un peu plus tôt avoir accepté l'invitation de Karolos Papoulias à participer mardi à de nouvelles consultations avec l'ensemble des partis disposant de sièges au parlement, à l'exception de l'Aube dorée (extrême-droite).

"*Nous allons participer à la réunion (avec le président). Mais nous nous en tenons à notre position. Nous ne voulons pas consentir à une quelconque politique d'austérité même si elle est appliquée par des personnalités extérieures à la sphère politique*", a déclaré à Reuters un porte-parole de Syriza, Panos Skourletis. (Reuters 14.05)

Si un gouvernement de technocrates était formé, cela constituerait un véritable coup d'Etat contre la démocratie qui s'est exprimée par le rejet massif et majoritaire de l'austérité pronée par les partis qui ont été au pouvoir depuis 1974. Ils en sont parfaitement capable. Le gouvernement et les institutions seraient illégitimes pour représenter les intérêts des travailleurs, ils concentreraient toutes les contradictions de la situation et devraient servir d'axe de combat à la classe ouvrière pour s'organiser et se mobiliser pour les renverser.

Si un tel gouvernement était formé, cela signifierait aussi que la démocratie est devenue incompatible avec la survie du capitalisme, de la même manière que tout progrès social est devenu impensable, impossible dans le cadre de l'ordre établi. Aux travailleurs et aux militants d'en tirer les conséquences politiques qui s'imposent conformément à leurs besoins.

Social

France

"*Auchan a été très fort dans sa communication en disant que l'entreprise ne supprimait pas de postes mais en créait grâce à des ouvertures prochaines de magasins, mais nous restons très inquiets pour l'emploi et avons comptabilisé plus de 1.700 postes touchés par le plan*", a dit à l'AFP Pascal Saeyvoet, délégué syndical FO.

Pour les syndicats, les suppressions toucheront 750 postes liés à la vente, 300 postes administratifs (service du personnel et comptabilité), 200 postes en lien avec les relations clients et 500 postes de services d'appui (standart, SAV, livraisons, logistique, entretien et maintenance informatique).

Dans un communiqué, la CFDT a dénoncé "*des méthodes limites manipulatoires, avec des annonces fermes de créations de postes, notamment sur des ouvertures de sites hypothétiques*" et une consultation "*menée au pas de charge*".

Auchan, contrôlé par la famille Mulliez, emploie 50.000 personnes en France. Mi-mars, le groupe a annoncé un bénéfice net 2011 en hausse de 14,9% à 810 millions d'euros. (AFP 14.05)

Haut de page

Le 16 mai

CAUSERIE

Pour me donner un peu de courage ce matin, pendant trois heures j'ai écouté (vidéo) Joe Satriani et Steve Vai en actualisant le site. Ici c'est les vacances scolaires, c'est l'été, du coup il y a des gosses à la maison, ils ont dansé derrière moi pendant que je bossais, ils m'ont à peine dérangé... Pour tout vous dire, j'avais plutôt envie de ne rien foutre, je vous dis les choses comme je les pense.

Je ne comprends pas que face à l'urgence de la situation, à la tournure que prend la dictature mondiale du capital on en soit toujours au même point. Ceux qui nous représentent ou parlent en notre nom sont des nantis, l'urgence pour eux, c'est leur statut, leur situation personnelle.

A Washington ils se réjouissent de l'arrivée à l'Elysée d'un proche de P. Lamy et de J. Attali promoteur du Nouvel ordre mondial, et pendant ce temps-là en France, les uns et les autres font des ronds de jambes en direction du PS et ses élus ! Appelez à voter Hollande, même sous la torture je m'y serais refusé, on n'appartient décidément pas au même monde ou on n'a pas la même conception de la lutte de classe. C'est à désespérer !

Hollande et le PS, c'est la réaction sur toute la ligne, voyez comment c'est bien enveloppé, tous les médias ont salué sa prestation d'hier, sa réserve, sa retenue, sa modestie apparente, un homme plein de qualités et de bonnes intentions, pour qui ? Merkel se retient à peine de sauter dans les bras de Hollande, ses premières nominations, des diplomates qui ont été nommés et qui ont servi sous Sarkozy, des collaborateurs des différents ministères sous Mitterrand, des raclures ayant servi le régime sans interruption pendant des décennies ou la totalité de leur carrière. Et il s'en trouve pour laisser dire qu'en plaçant Hollande à la place de Sarkozy, les travailleurs auraient opté pour le moins pire des deux, c'est criminel !

Les dirigeants du PS fréquentent les mêmes think-tanks américain que Bush et Obama parce que leurs intentions se rejoignent, c'est la même pourriture, les travailleurs l'ignorent puisqu'on s'emploie à leur cacher. S'accommoder de Hollande en y mettant les formes, espérer en tirer quelque chose, voilà la ligne politique de la confrérie réunie des opportunistes. Vous allez l'avoir votre gouvernement des "*partis ouvriers*", tout comme vous l'avez déjà votre unité avec l'intersyndicale, bravo, vous pouvez en être fier, si, si, ne soyez pas modeste, ce n'est pas vraiment leur genre, c'est votre produit finalement, cela s'adresse aux dirigeants et vieux militants issus du trotskisme qui passent leur temps à se gargariser à l'aide de formules obsolètes. On vous laisse réaliser le front unique avec Hollande, Laurent et Mélenchon.

On est repartis comme en 1981, vous ne pourrez pas dire qu'on ne vous l'avait pas dit. Mais, mais, parce qu'ils ont toujours un *mais* à la bouche, il fallait bien chasser Sarkozy, assurément, mais c'était aux travailleurs de le chasser, à leur manière, le 6 mai ou plus tard s'ils s'étaient abstenus plus massivement encore. L'élection présidentielle est à la lutte de classe ce que la négociation est à la mobilisation des travailleurs, elle agit comme un soporifique, un neuroleptique plutôt qu'un neurostimulant. Au lieu d'appeler à voter Hollande en précisant que cela ne changerait finalement rien, réserve inutile ou bidon, il fallait déballer le macabre palmarès du PS jusqu'à leur donner envie de vomir à l'idée d'aller voter le 6 mai.

Oui mais, encore, quelle sale manie enfin ! Les travailleurs n'auraient pas compris, pardi, c'est vrai ils sont tellement débiles qu'ils peuvent comprendre vos réserves mais pas un inventaire complet des saloperies que lui ont faites dans le passé le PS. Il y en a qui ne sont pas à une contradiction près, eux, les travailleurs, ils n'aiment pas cela, ils assimilent cela à la langue de bois, ils n'aiment pas qu'on tourne autour du pot, ils ont l'impression qu'on leur cache quelque chose, du coup ils vous mettent tous dans le même sac, ils ne veulent plus croire personne et je suis dans le même cas qu'eux, je n'ai confiance dans aucune formation politique, désolé, j'ai essayé de me faire violence, j'ai voulu y croire, j'ai failli me faire avoir en me fiant finalement à ce qui n'étaient que des bonnes intentions sans lendemain.

De mon côté, je ne peux malheureusement rien vous proposer de plus que des analyses qui valent ce qu'elles valent. Face à

la pensée unique qui sévit dans nos rangs, notre voix est ultra minoritaire, étouffée, mais ce n'est pas une raison pour nous taire. Je suis excédé. J'ai besoin de me changer les idées, j'étouffe sous cette chape de plomb, je regarde un concert de ZZ TOP en vous écrivant, la journée est déjà terminée, il est 17h10. Ce qui suit a été rédigé plus tôt dans la matinée.

Allez, encore un peu de courage, on fait un peu de politique.

Enarques, centraliens, le gratin des grandes écoles préparant aux plus hautes fonctions à la tête de l'Etat, des gens du peuple, rien de changé quoi ! Un prof à Matignon, il y en a qui ont dû en pisser de joie dans leur culotte.

Un énarque ou un centralien incarne l'Etat, pas n'importe lequel, l'Etat bourgeois tel qu'il existe, c'est pour lui à la fois un modèle et une fin en soi, il en sera le serviteur zélé à vie. Il jugera tout ce qu'on lui soumettra ou tout ce qui se présentera à lui en fonction des intérêts de l'Etat. Il n'a pas de conviction à avoir, il n'a pas à se casser la tête pour s'en forger, il n'aura pas à se demander s'il doit en changer ou non, politiquement il est totalement soumis à l'ordre établi et le restera jusqu'à son dernier souffle.

Quant à l'intellectuel ou au prof, sur la base de ses connaissances qu'il considère comme suffisantes, immuables, irréprochables, il s'est forgé sa conviction. C'est sa vérité qui fera désormais office de vérité universelle, il s'identifiera à elle si bien qu'en changer lui demandera un effort surhumain. Il n'interprètera pas le monde tel qu'il est mais tel qu'il le perçoit à travers le prisme déformant de sa vérité. Il n'interprètera pas les expériences qu'il sera amené à vivre ou celles qu'on lui soumettra en s'en tenant aux faits, mais seulement une fois conceptualisés, il a besoin de se les représenter au moyen de critères qui lui ont été dictés au cours de sa formation et qu'il a adoptés de façon définitive. La base de sa réflexion n'est pas l'objet et ses différentes manifestations, mais la manière dont le sujet réagira une fois l'objet intégré dans son cerveau. A l'objet sera associée la représentation qu'il en a, de telle sorte que la conclusion de sa réflexion portera davantage sur l'idée qu'il se fait de l'objet plutôt que sur l'objet lui-même, processus qui se déroulera inconsciemment le plus souvent.

Point commun entre les deux. Une fois leur conviction ou leur base de connaissances établie, ils estiment avoir atteint l'objectif qu'ils s'étaient fixés, surtout ils ne doivent plus rien changer à leur mode de penser, ils deviennent sclérosés. J'en ai été frappé quand j'ai travaillé au lycée français de Pondichéry au point de me demander si j'étais autorisé à penser. Je me suis retrouvé confronté à un mur d'incompréhension que je ne soupçonnais pas, à une union sacrée consacrant un carcan imposé dans lequel il fallait penser et qu'il fallait respecter à tous prix sous peine d'être excommunié. C'est allé très très loin.

Lorsque j'eus la mauvaise idée de poser les questions qui me venaient spontanément à l'esprit parce qu'il y avait des choses que j'ignorais ou qui m'avaient choqué, je me suis fait violemment rembarré, on s'est moqué de moi ouvertement, devant moi, j'ai été humilié, comme si j'étais un pauvre type qui ne méritait même pas qu'on lui réponde, je voulais juste savoir pourquoi certaines choses se passaient d'une manière plutôt qu'une autre, quelque part je voulais juste que ma riche expérience et mes connaissances acquises dans de nombreux domaines profitent à mes élèves, je ne voulais pas me fondre dans un système dans lequel je me sentais mal à l'aise, je ne peux pas dire que je le contestais puisque mon expérience dans ce domaine était limitée, j'en avais parfaitement conscience et ma démarche était mesurée, pas du tout agressive, je dirais plutôt emprunte de naïveté, je me disais qu'en présence d'intellectuels il serait possible de réfléchir ensemble, etc., mal m'en a pris !

Pourquoi en cours de français avec des gosses de 11 à 14 ans faudrait-il utiliser des supports à haute teneur idéologique (un passage de l'Ancien testament ou du Coran) ou abêtissants (des contes de fées particulièrement débiles) ? Pour aborder les prépositions ou le plus-que-parfait de l'indicatif, n'existe-t-il pas d'autres textes ? Doit-on aborder l'étude des différentes périodes de l'histoire de l'humanité sous la forme d'abstractions successives sans lien entre elles ou doit-on les traiter comme le produit d'un processus historique inconscient s'étalant sur des milliers d'années ? Quel intérêt y aurait-il d'aborder l'histoire de la Grèce antique ou de l'Egypte à l'époque des pharaons sans les relier à la question de la démocratie qui est posée dans ces deux pays au travers des développements politiques qu'ils ont connus au cours des derniers mois ou des dernières années ? N'était-ce pas la même question qui était posée à deux millénaires ou plus d'intervalle, de quelle manière, etc ? Peut-on comprendre le présent sans comprendre le passé et vice versa ?

Hollanderies

Sans peur et sans reproche

- "*Je ne crains rien*", a-t-il répondu à une journaliste qui lui demandait à son retour à l'Elysée s'il n'était pas gêné par la pluie qui a transformé sa veste en éponge.

Comment ils se gavent.

Au menu du modeste déjeûner qu'il a donné en hommage aux anciens Premiers ministres du PS et quelques invités.

- Pressé de langoustines aux agrumes, suivi d'une côte de boeuf grillée vigneronne accompagnée de carottes nouvelles au jus, fromages, puis macarons fraise avec glace au mascarpone sont au menu.

Continuité.

- "*C'est une image que je voulais donner au-delà de nos différences, une image de confiance dans le travail que nous pouvons engager, de cohérence dans la relation franco-allemande, de continuité aussi*", a-t-il dit.

Top, le "***signal***" est donné !

- La nomination au poste de Premier ministre de Jean-Marc Ayrault, ancien professeur d'allemand et fin connaisseur de l'Allemagne, constituait aussi mardi un signal positif pour Berlin.

Ecrasé sous le poids des "***contraintes***".

- "*Je mesure aujourd'hui même le poids des contraintes auxquelles notre pays fait face : une dette massive, une croissance faible, un chômage élevé, une compétitivité dégradée, une Europe qui peine à sortir de la crise*", a-t-il d'ailleurs déclaré lors de son allocution d'investiture après la passation de pouvoirs avec Nicolas Sarkozy.

Fidèle à quoi ?

En nommant Jean-Marc Ayrault à Matignon, mardi 15 mai, comme l'avaient indiqué certains proches, François Hollande a fait le choix d'un fidèle...

Fidèle à quoi ?

- Au moment du congrès d'Epinay, en 1971, il rejoint le PS. Il se lie à Jean Poperen, chef de file du courant "*lutte des classes*", intellectuel issu du Parti communiste, dont il a été exclu en 1959. Jean-Marc Ayrault s'engage au PS autour d'une "*stratégie de gauche*" fondée sur une analyse sociologique de l'évolution du monde du travail. Ensuite il occupera des postes à responsabilités à la direction du PS et il sera élu maire et député. Mais le Ayrault "*lutte des classes*" a cédé la place à un réformiste assumé. "*Le réel a tranché*", déclare-t-il à la convention nationale de son parti, en juin 1986. Ce credo réformiste, il le défend sans ambiguïtés. Il en a fait sa marque de fabrique... En 1989, il adopte le "*réalisme économique*".

Cependant, dès le mois de juin 2011, il avait fait connaître son choix en faveur de François Hollande, son voisin de banc à l'Assemblée nationale, avec qui il disait partager la même vision d'un "*réformisme décomplexé*", nourri de l'expérience de la défaite qu'ils avaient vécue en commun en 2002. Pas question, pour lui, de "*s'égarer à courir après une quelconque radicalité*". "*Nous n'y gagnerons jamais*", professe-t-il avec constance.

Vous avez là la réponse à notre question.

- Il lui est fréquemment reproché son absence de charisme, son peu d'appétence pour la prise de risques. Le patron des députés socialistes se départit rarement d'une prudente réserve, enrobant ses réponses d'une multitude de considérants avant de donner sa position. Germanophone, il manie avec une égale virtuosité la langue de bois.(source : lemonde.fr 15.05)

La dialectique des boutiquiers

Les négociations entre le Parti socialiste, Europe Ecologie-Les Verts (EELV) et le Front de Gauche sur les législatives sont en situation de "*gros blocage*" à cause notamment du Parti de Gauche de Jean-Luc Mélenchon, a déclaré mardi à l'AFP David Cormand, chargé des élections à EELV.

Selon lui, le PCF pourrait se retirer sur "*15 à 20*" circonscriptions mais le PG et GU ne veulent, eux, pas se retirer et refusent que le PCF signe au nom du FG.

Il y a des "*points de blocage*", a-t-on reconnu au PCF, estimant que ces difficultés ne sont "*pas tellement sur la quantité mais la qualité*". (AFP 15.05)

Collaboration de classes. Si c'est Parisot qui le dit...

"*Nous sommes, nous-mêmes Medef, impatients de commencer à travailler avec le nouveau gouvernement et impatients aussi de définir avec les organisations syndicales l'agenda social des semaines à venir*", a souligné la patronne du Medef sur BFM TV.

Mme Parisot figure parmi les invités à la cérémonie de passation de pouvoirs à l'Elysée.

"*Je n'ai appelé à voter ni pour un candidat ni pour un autre*", a souligné d'autre part Laurence Parisot en assurant que le "*Medef est une organisation non partisane. Les entreprises ne sont ni de droite ni de gauche*", a-t-elle affirmé.

Interrogée sur la prise de position publique pendant la campagne électorale de Bernard Thibault, le secrétaire général de la CGT, en faveur de François Hollande, elle a répondu: "*cela ne nous empêchera nous-mêmes de travailler avec la CGT*". (AFP 15.05)

Mais nous n'en avons jamais douté !

Les piliers des institutions, du régime

En appelant à voter Hollande, saviez-vous pour quoi vous appeliez à voter ? Nous l'avons dit, mais nous fabulions, nous exagérions, nous ne prenions pas en compte l'essentiel, etc. Mais c'est quoi au juste l'essentiel dans la situation actuelle ? Quand on observe ce qui se passe en Grèce on a spontanément la réponse, c'est navrant de simplicité, parfois la réalité nous facile la tâche pour comprendre de quoi il s'agit.

- Lors des législatives du 6 mai en Grèce, au cours desquelles aucune majorité ne s'est dégagée, les deux piliers du système politique du pays, la Nouvelle-Démocratie (droite) et le Pasok (socialiste), ont été sanctionnés pour l'austérité imposée et dictée par les créanciers en échange des prêts internationaux pour éviter au pays la faillite. (AFP 15.05)

Le parti de l'ordre et son double affublé du masque du socialisme sont les piliers du régime, ils sont en charge de la stabilité du régime ou de la paix sociale pour que les capitalistes vaquent tranquillement à leurs affaires. Qu'ils s'effondrent et c'est le régime qui vacille. On aurait donc logiquement tendance à souhaiter que ces partis s'affaiblissent, qu'ils s'écroulent et le régime avec. C'est notre objectif politique.

Quant aux réserves émises par ceux qui ont appelé à voter Hollande, elles sont du même ordre d'idées et connaîtront le même sort que les illusions que les travailleurs ont pu placer dans Hollande : Ce dernier une fois élu s'en moque comme de sa première chemise, il gouvernera comme il l'entend, point barre. Pour lui, l'essentiel est acquis, se faire élire. Le reste, quel reste ? Cela ne le concerne pas, les réserves des uns ou les illusions des autres ne l'engagent à rien, à chacun ses responsabilités, si vous n'êtes pas satisfait, il fallait y penser avant et ne pas voter ou appeler à voter pour moi, vous saviez qui j'étais et ce que je représentais, vous n'avez qu'à vous en prendre à vous-même. Correct, non ?

Il est des nôtres.

Les Etats-Unis ont salué mardi le "*nouveau débat sur la croissance en Europe*" à l'heure où le président français fraîchement investi, François Hollande, dit vouloir proposer à ses partenaires européen de stimuler davantage l'activité.

"*Nous devrions accueillir favorablement ce nouveau débat sur la croissance en Europe*", a déclaré le secrétaire au Trésor Timothy Geithner lors d'une conférence publique à Washington. (AFP 15.05)

INFOS EN BREF

Politique

1- France

Déjà soupçonné de recel d'abus de biens sociaux dans le volet financier de l'affaire Karachi, l'ex-conseiller de Nicolas Sarkozy Thierry Gaubert a été mis en examen pour blanchiment aggravé, une décision qu'il a qualifiée d'"*absurde*". (AFP 15.05)

2- Canada

La ministre québécoise de l'Education, Line Beauchamp, a démissionné dans l'espoir de provoquer un "*électrochoc*" pour débloquer le conflit étudiant le plus long de l'histoire de la province, autour de la hausse des frais de scolarité.

Mme Beauchamp a pris lundi cette décision après le rejet par ses interlocuteurs d'une proposition du gouvernement provincial pour sortir de la crise, affirmant avoir perdu confiance dans la volonté des dirigeants étudiants de trouver une solution.

Mme Beauchamp démissionne au début de la quatorzième semaine du conflit estudiantin le plus long de l'histoire du Québec. Quelque 165.000 étudiants sont en grève et manifestent quotidiennement, sans relâche depuis février, de nuit, de jour, parfois presque entièrement nus, pour attirer l'attention des responsables politiques et des médias du monde entier.

La ministre, qui abandonne également son mandat de députée libérale, quitte la vie politique.

Les représentants des syndicats étudiants ont accueilli l'annonce plutôt froidement.

"*Le problème pour nous, ça n'a jamais été Mme Beauchamp*" a dit Gabriel Nadeau-Dubois, porte-parole de l'organisation la plus revendicatrice, la CLASSE (Coalition Large de l'Association pour une Solidarité Syndicale Etudiante).

"*Le problème, c'est la hausse des frais de scolarité. Ce n'est pas en changeant de ministre qu'on va régler la crise actuelle. On va régler la crise lorsqu'on va accepter de parler de la raison pour laquelle les gens sont en grève*", a-t-il ajouté.(AFP 15.05)

Social

Etats-Unis

A l'image du magazine économique américain, de plus en plus de médias ont recours à des robots pour écrire des articles.

Les lecteurs du site du magazine économique américain Forbes n'y ont vu que du feu. Un article leur propose des anticipations de résultats de plusieurs sociétés. Mais leur auteur n'est pas un journaliste... c'est un robot.

Un article du quotidien britannique The Guardian met en lumière cette nouvelle pratique. L'article est signé "*Narrative science*", du nom d'une société basée à l'Université de Northwestern, au Nord de Chicago, spécialisée dans l'intelligence artificielle.
Larry Barnbaum et Kris Hammond, par ailleurs enseignants en journalisme, ont mis au point ce système qui transforme des données statistiques en phrases. Celles-ci sont construites grâce à une banque d'expressions, de figures de style, et de mots clés.

Le procédé servait initialement à couvrir l'actualité sportive, tellement riche qu'il était difficile d'en rendre compte à tous les niveaux.

Aujourd'hui, Narrative science a donc élargi son champ d'action, à la finance et à l'immobilier. L'entreprise a su trouver deux arguments précieux : les robots travaillent beaucoup plus vite, et surtout pour bien moins cher. Moins de deux minutes suffisent au logiciel pour écrire un article, qui coûte environ 10 dollars pour 500 mots. Selon le New York Times, Narrative Sciences compte aujourd'hui une vingtaine de clients. (lexpansion.com 15.05)

Economie

France

La dette publique de la France à atteint un niveau record à 86% du PIB fin 2011 (1.717,3 milliards d'euros), contre 85,8% annoncés fin mars, et le taux des prélèvements obligatoires s'est établi à 43,9% (contre 43,8% calculés précédemment), a annoncé mardi l'Insee dans un communiqué.

L'Institut national de la statistique et des études économiques a en revanche confirmé que le déficit public, qui cumule les déficits de l'Etat, des collectivités locales et de la Sécurité sociale, s'était établi à 5,2% du produit intérieur brut (PIB) à la fin de l'année dernière, contre 7,1% fin 2010.

"*En 2011, le déficit public s'établit à 103,1 milliards d'euros*", a-t-il précisé, indiquant encore que "*par rapport à 2010, il se réduit de 33,9 milliards d'euros, en raison à la fois du dynamisme des recettes et de la modération des dépenses*". L'évolution du déficit par rapport au PIB résulte, toujours selon l'Insee, de recettes qui progressent pratiquement deux fois plus vite qu'en 2010 (+5,9% après +3,3%), sous l'effet "*à la fois de la reprise économique et de nouvelles mesures fiscales et sociales*", et de dépenses dont l'augmentation est un peu plus faible qu'en 2010 (+2,1% après +2,3%). L'amélioration est le fait, pour deux tiers, de l'Etat et pour un tiers, de la Sécurité sociale. (lexpansion.com 15.05)

Haut de page

Le 17 mai

CAUSERIE

Hier j'étais particulièrement de mauvaise humeur... Normal, j'ai appris ce matin qu'il avait fait 120° Fahrenheit, 49,4° Celsius, à l'ombre, plus de 60 au soleil. Il fait aussi chaud aujourd'hui, j'ai retiré les carters latéraux de l'unité centrale de l'ordinateur pour qu'il

ne chauffe pas trop. Je bosse sans la climatisation, un ventilateur placé à un mètre du bureau fait l'affaire. Pour le moment on n'a pas trop de coupures de courant, pourvu que cela dure, surtout la nuit ! On a pensé à remplir les réservoires d'eau, j'ai une dizaine de litre de kérosène en stock au cas où il faudrait utiliser le générateur.

Tous les jours, pour vivre à peu près normalement, il faut penser à un tas de choses vraiment importantes auxquelles vous n'avez pas idée en France, veinards, je vous chambre, je sais que la vie en France n'est pas vraiment une partie de plaisir ou mieux qu'ici.

Ce qui m'a foutu en boule hier, c'est la lecture des articles de presse consacrés aux cérémonies d'investiture de Hollande puis de Airault, la passation de pouvoir, en fait le passage du relais à la tête de l'Etat entre les représentants de deux partis du capital, l'UMP et le PS.

On ne va pas s'attarder sur le nouveau gouvernement, on attendra qu'il annonce ses premières mesures pour se le faire proprement. On ne lui passera absolument rien, on n'a rien à en attendre et on ne lui demande rien. Les déclarations et les mesures annoncées par les différents ministres suffiront pour démontrer dans quel camp ils se situent clairement.

A propos du combat contre le paiement de la dette de l'Etat, des banquiers.

On peut s'étonner que ceux qui la combattent n'aient pas pensé à lier l'annulation de la dette de l'Etat à l'annulation de la dette des ménages. Si les deux avaient été liées, cette campagne aurait plus d'impact auprès des travailleurs, elle aurait eu aussi l'avantage de les aider à se positionner à partir de leurs propres besoins, donc à rompre avec le capital. Pourquoi aucun parti n'y a-t-il pensé ?

Pour les millions de travailleurs et leurs familles qui sont mal logés, qui vivent dans des ghettos, dans des caravanes, sous les ponts ou dans la rue, qu'est-ce qu'a changé l'élection de Hollande, qu'a-t-il prévu pour eux ? Absolument rien.

Pour les 4, 5, 6, 7 millions de chômeurs, qu'est-ce qu'a changé l'élection de Hollande, qu'a-t-il prévu pour eux ? Absolument rien.

Pour les millions de jeunes sans avenir, livrés à eux-mêmes, au désespoir, qu'est-ce qu'a changé l'élection de Hollande, qu'a-t-il prévu pour eux ? Absolument rien.

Pour les millions de travailleurs pauvres qui ont un emploi mais qui ne parviennent pas à boucler les fins de mois, même en se privant sur tout, qu'est-ce qu'a changé l'élection de Hollande, qu'a-t-il prévu pour eux ? Absolument rien.

Pour les millions de jeunes qui ne trouvent pas de travail à la sortie de l'école ou une fois leur diplôme en poche, qu'est-ce qu'a changé l'élection de Hollande, qu'a-t-il prévu pour eux ? Absolument rien.

Pour les millions de retraité qui ne parviennent pas à vivre décemment avec leur retraite misérable, qu'est-ce qu'a changé l'élection de Hollande, qu'a-t-il prévu pour eux ? Absolument rien.

Pour les millions de paysans, commerçants, artisans, petits patrons qui sont endettés et qui ont un revenu égal ou à peine supérieur au Smic, qu'est-ce qu'a changé l'élection de Hollande, qu'a-t-il prévu pour eux ? Absolument rien.

Pour les millions de techniciens, ingénieurs, cadres, cadres supérieurs, qui n'ont pas d'horaire, qui sacrifient leur vie de famille au boulot pour avoir un niveau de vie convenable, qu'est-ce qu'a changé l'élection de Hollande, qu'a-t-il prévu pour eux ? Absolument rien.

Hollande et son gouvernement ne représentent pas les intérêts des travailleurs, alors de qui représentent-ils les intérêts ? Réponse très prochainement. Qu'est-ce qui empêche dès aujourd'hui de développer cette argumentation et de la proposer aux travailleurs ? Le manque de volonté de nos dirigeants qui s'en foutent royalement. Ils ont leur président, ce sont des gens heureux, les voilà comblés, vous allez voir qu'ils ne tarderont à s'adresser à Hollande et son gouvernement, parce que pour eux ils sont légitimes. Pour nous, seuls sont légitimes les besoins et les aspirations des travailleurs. Si vous vous demandiez encore ce qui nous distingue ou ce qui nous oppose, vous avez la réponse.

Les artistocrates de la monarchie républicaine. L'aristocratie d'Etat organisée autour de l'ENA.

Entre 1978 et 1980, ils se sont préparés ensemble dans la prestigieuse Ecole nationale de l'administration. Aujourd'hui, dans le sillage de François Hollande, ils occupent les postes hauts placés de l'Elysée, du parlement et du gouvernement. (lexpansion.com 16.05)

Quand ils ne sont pas issus de l'Education nationale ou avocats, à l'UMP comme au PS leurs principaux dirigeants sortent de l'ENA qui forment les futurs serviteurs du régime dans l'administration, les ministères ou les ambassades. Ils sont étrangers à la

classe ouvrière et ne serviront jamais leurs intérêts puisqu'ils ont été formatés pour incarner les intérêts de la classe qui détient le pouvoir.

Le "***changement maintenant***" : c'est la continuité.

Sur le dossier iranien, comme dans l'impasse syrienne, la victoire de François Hollande et l'arrivée de Laurent Fabius au Quai d'Orsay ne modifieront guère le fond de la politique française. (lexpress.fr 16.05)

Lire la causerie du 7 mars dans laquelle figurait un extrait de sa biographie et de ses faits d'arme au service du régime. Dans celle du 3 février figurait un large extrait d'un article du Réseau Voltaire dont voici un passage pour rappel :

- L'ancien Premier ministre ministre français, Laurent Fabius, est attendu vendredi 3 février 2012 à Doha (Qatar), en qualité d'envoyé spécial du candidat socialiste à l'élection présidentielle, François Hollande. Il sera reçu par l'émir Hamad ben Khalifa al-Thani. L'entretien portera sur la position de François Hollande face à la guerre contre la Syrie et sur le possible soutien de l'émir au candidat socialiste.

En rivalité avec l'Arabie saoudite, l'émirat wahhabite est devenu le principal financier d'Al-Qaeda et des Frères musulmans. L'émirat a engagé 5 000 mercenaires pour composer des Forces spéciales qui ont combattu au sol en Libye, en violation de la résolution de l'ONU. Il a depuis transféré ces troupes en Syrie, ainsi qu'environ 1 500 membres d'Al-Qaeda en Libye sous le commandement d'Abdelhakim Belhaj, pour constituer l'Armée syrienne libre à laquelle se sont joints quelques centaines de déserteurs syriens.

Pour terroriser les populations, les combattants d'Al-Qaeda se sont caractérisés par le recours à des crimes spectaculaires (ils égorgent les hommes ou leur coupent les membres, tandis qu'ils coupent les seins des femmes, parfois ils écorchent les corps).

L'émir Hamad est propriétaire de la chaîne satellitaire Al-Jazeera qui s'est récemment caractérisée par la diffusion de fausses images d'actualité –en réalité des images de fiction tournées en studio– ; une propagande de guerre destinée à servir ses ambitions en Libye et en Syrie.

En 2006 déjà, François Hollande déclarait que la diplomatie du « *Qatar va plutôt dans le sens de la stabilité et de la recherche de la paix* ». (Réseau Voltaire 31.01)

Quand vous examinez la déclaration de Hollande en 2006 au regard des faits d'arme du despote dégénéré du Qatar, vous comprenez du même coup quelle est la véritable nature politique de Hollande, ce qui se cache derrière son apparente bonhomie.

Collusion d'intérêt. Jospin complice. Affaire enterré dans les mois à venir ?

Une note d'avril 1998 issue des archives du cabinet du Premier ministre et publiée mercredi par Mediapart, indique que Lionel Jospin avait été informé de soupçons de rétrocommissions en marge de la vente de sous-marins au Pakistan.

Dans une note du Quai d'Orsay datée de 1997, révélée en 2011, un haut fonctionnaire du gouvernement Jospin, Pierre Sellal, directeur de cabinet du ministre des Affaires étrangères Hubert Védrine, s'était déjà inquiété des répercussions d'une enquête pakistanaise sur le contrat Agosta sur deux anciens ministres de la Défense, Pierre Joxe et François Léotard, et sur Nicolas Bazire, ancien directeur de cabinet d'Edouard Balladur à Matignon. (AFP 16.05)

Pierre Joxe, PS, Balladur, UMP tous les deux compromis, du coup au ministère (PS) des Affaires étrangères de l'époque on s'inquiètait, alors de là à ce que cette affaire traine encore en longueur pour finir par être classée, il n'y a pas loin.

Un pas de plus vers le Nouvel ordre mondial.

Le ministre des finances allemand a proposé, mercredi 16 mai, un bouleversement des institutions de l'Union européenne. Wolfgang Schäuble s'est dit favorable à ce que la Commission européenne soit transformée en un gouvernement.

La zone euro doit tirer les leçons de sa crise des dettes souveraines en développant une politique économique et financière plus intégrée, a-t-il estimé. '*Je suis pour l'élection d'un président européen*', a-t-il encore déclaré.

'*Nous devons oeuvrer à ce que les marchés financiers gardent confiance dans la monnaie unique*', avait-il dit un peu plus tôt. M. Schäuble a par ailleurs estimé que la Grèce, qui sera dirigée par un gouvernement provisoire dans l'attente d'un nouveau scrutin législatif, le mois prochain, appartenait 'indiscutablement' à l'Europe. (lemonde.fr 16.05)

Le Nouvel ordre mondial, je l'ai évoqué hier.

Les vendus. La collaboration de classe institutionnalisée, comment ça marche ?

Le Parisien – Interview de Jean-Claude Mailly du 10 mai 2012.

En guise d'éditorial, daté du mercredi 16 mai 2012

- "*Il faut un Premier ministre avec de réels pouvoirs et un gouvernement avec qui l'on discute. Ce sont les deux points clés de la méthode de travail.*"

(Le ton est donné, le Premier ministre et le gouvernement sont légitimes non pas en fonction des intérêts qu'ils représentent, pardon, c'est le contraire, ils sont légitimes parce qu'ils représentent les mêmes intérêts que leurs prédécesseurs, c'est d'ailleurs la seule question ne doit pas être discutée, sinon, comment s'entendre avec lui ?)

Le 23 mai, le nouveau président a rendez-vous à Bruxelles avec tous les dirigeants européens. Qu'en attend FO?

- "*Nous verrons quelle sera la position de la France. Il y a deux options. Soit François Hollande tape du poing sur la table et demande de renégocier les traités européens. C'est la position que nous défendons. Soit, au nom de je ne sais quel réalisme, il accepte l'idée de faire quelques compléments au traité et inscrit de fait dans le marbre la politique d'austérité. Ça va être un événement clé. De ce qui va se décider le 23 mai à Bruxelles va découler ce qui se décidera après, pour la France notamment. J'annonce qu'en cas de référendum sur le traité tel qu'il est aujourd'hui, FO appellera à voter non.* "

(Mailly demande une renégociation des traités européens, donc il ne les rejette pas. Voilà ce que les dirigeants du POI présents à la direction de FO approuvent quand ils votent les résolutions du bureau confédérale de FO. Mailly émet une hypothèse qui n'a pas lieu d'être puisque Hollande et ses colistiers ont martelé qu'il n'était pas question d'abandonner le TSCG.

Hollande fait croire qu'il serait contre une politique d'austérité et Mailly lui emboîte le pas, normal quoi. Il nous prend pour des ours écervelés attirés par l'odeur du miel par sa radicalité qui ne s'applique en fait qu'à des situations hypothétiques, inexistantes, c'est tout l'art de se faire passer pour ce qu'on n'est pas sans en avoir l'air. Et ça marche !)

L'état de grâce est-il terminé?

- "*Oui, à cause du contexte général de crise. Il y a à la fois les attentes des salariés et les enjeux au niveau européen. Sur les marges de manœuvre budgétaires, c'est là que François Hollande va devoir faire des choix. Si l'on reste dans une logique de réduction des dépenses, ça risque de se tendre socialement. La fonction publique est à bout.*"

(A part son fond de commerce, le reste il s'en fout. Si la "*fonction publique est à bout*", imaginez un instant ce qu'il en est de millions et millions de travailleurs du secteur privé qui ne bénéficient pas des mêmes avantages.

D'après vous entre "*les attentes des salariés*" et "*les enjeux au niveau européen*", Hollande n'aurait-il pas déjà démontré amplement dans quel camp il se situait ?

Faire de la politique avec des si ne coûte rien, là encore il s'agit de créer l'illusion que Hollande serait face à des "*choix*", qu'il pourrait pencher plutôt d'un côté plus qu'un autre, il ne faudrait surtout pas savoir à quoi s'en tenir, tout serait possible, même le meilleur, incroyable, non, non car il sait que les masses sont ignorantes et crédules et qu'il est relativement facile de les manipuler et leur faisant croire n'importe quoi ou presque, surtout en leur faisant croire que leurs besoins pourraient être pris en compte, on ne sait par quel miracle, peu importe, cela permet de gagner du temps et d'évité que la situation sociale ne "se tendre (pas) socialement" et la boucle est bouclée.)

Avez-vous rencontré le président?

- "*Non. Le plus tôt sera le mieux, car il y a toute une série de décisions qui vont être prises par le futur gouvernement par décret. Il faut des consultations assez rapidement, des réunions en face à face avec le président ou un émissaire, le temps qu'il y ait un gouvernement.*"

(Il a hâte d'y être le parasite !)

Quelles sont les qualités requises pour le prochain ministre du Travail?

- "*La fibre sociale, une bonne connaissance et une vision des syndicats et du patronat. Et pas que des contacts. Sinon, il va perdre*

du temps à comprendre. Quelqu'un sachant pratiquer le dialogue et respectueux de ses interlocuteurs. Capable aussi de résister aux pressions de Bercy. Une qualité que devra aussi avoir le ministre de l'Industrie, si l'on veut une vraie stratégie industrielle."

(Plus un bureaucrate pourri des syndicat attend de choses du gouvernement, moins il en attend de la part des travailleurs, c'est l'un ou c'est l'autre mais pas les deux à la fois. Question : De qui Mailly est-il le représentant ? De ceux à qui il s'adresse et avec lesquels il est lié par un lien indéfectible : le maintien du régime en place qui prime sur toute autre considération.)

Allez-vous signer l'accord de compétitivité-emploi?

- "*Non. Nous refusons de rentrer dans une logique obligeant les salariés à travailler moins et à gagner moins en cas de difficultés, avec à la clé une rupture du contrat de travail. S'il devait y avoir un tel accord, nous porterions plainte devant le Bureau international du travail. Comme pour le contrat nouvelles embauches (CNE). Le gouvernement devra trancher très vite. Pendant la campagne, le candidat Hollande n'y était pas favorable.* "

(Pourquoi ne vous battez-vous pas pour que les travailleurs du privé aient les mêmes avantages que les travailleurs du public, ainsi la question serait réglée définitivement, non ? Vous aurez remarqué que sur toutes les questions qui lui sont posées, systématiquement il s'en remet au gouvernement, à ses maîtres, c'est sa conception de l'indépendance syndicale, en réalité un rouage de l'Etat et du régime en place.)

Ne vous mobilisez pas pour vos salaires, on s'en occupe. Mode d'emploi.

Le "*coup de pouce*" au Smic promis par François Hollande doit être "*significatif*" et accompagné d'autres mesures contre le "*tassement*" général des salaires, réclament les syndicats, alors que le patronat craint qu'il n'entame la compétitivité et menace l'emploi.

Sur le coup de pouce, deux syndicats revendiquent un effort conséquent: une hausse de 300 euros pour la CGT ("1.700 euros bruts mensuels"), de 250 euros pour FO qui plaide pour un Smic mensuel net à 1.340 euros, contre 1.096,94 euros net aujourd'hui.

"*Déraisonnable*", s'alarme la CGPME, le patronat des petites et moyennes entreprises où la proportion de personnes au Smic est la plus élevée. "*Les patrons de PME seront très vigilants à ce que le coût du travail n'augmente pas*" et "*ceux qui ne pourront plus payer licencieront*", prévient Geneviève Roy, vice-présidente.

Sans surprise, Laurence Parisot, la patronne du Medef, se montre elle aussi très réservée sur un coup de pouce: "*déconnecté des gains de productivité, (il) aboutirait à des pertes de compétitivité et aurait des effets négatifs sur l'emploi*", prévient-elle. En revanche, sur le mode de calcul du Smic, "*nous sommes prêts à discuter*", a-t-elle déclaré dans les Echos après l'élection de François Hollande.

Les revendications de la CGT et de FO sont jugées "*disproportionnées*", y compris par les autres syndicats représentatifs. A commencer par le secrétaire général de L'Unsa, Luc Bérille, qui dénonce une "*course à l'échalote entre la CGT et FO*".

"*Il faut regarder l'état de la situation économique*", affirme aussi Philippe Louis, président de la CFTC, refusant les "*surenchères*".

Pour François Chérèque, le leader de la CFDT, la réflexion doit "*aller plus loin*" car "*il ne sert à rien d'augmenter des salariés qui sont au Smic toute leur vie*".

L'effet pervers des hausses du Smic est d'opérer "*un tassement des salaires plus élevés*", analyse elle aussi Marie-Françoise Leflon, secrétaire nationale pour l'emploi à la CFE-CGC, le syndicat des cadres.

Il est accentué par les exonérations sur les bas salaires, instaurées en 1993 pour favoriser l'emploi des peu qualifiés, et renforcées depuis (dégressives jusqu'à 1,6 Smic). L'Etat rembourse chaque année aux organismes sociaux plus de 22 milliards d'euros pour compenser les allègements.

La CFDT veut "*débattre avec le gouvernement des contreparties*" qui pourraient être demandées aux entreprises "*qui n'augmentent jamais leurs salariés*".

Pour contrer les "*effets de seuil*", le président de la CFTC propose lui de "*redistribuer autrement*" les abattements, en "*modulant*" les charges "*en fonction de la santé de l'entreprise et de sa situation de concurrence*".

Les salaires sont particulièrement tassés dans un certain nombre de branches "*où il y a des premiers niveaux de salaire inférieurs au Smic*", insiste le secrétaire général de Force Ouvrière (FO), Jean-Claude Mailly, qui demande au nouveau gouvernement d'imposer partout des renégociations.

Fin décembre 2011, plus de la moitié des accords de branches de plus de 5.000 salariés avaient des grilles de salaires reposant sur des minimas inférieurs, rapporte FO. Dans la confiserie, la grille date de 1999, et est encore en francs.

"*Certaines entreprises freinent au maximum les renégociations pour bloquer les grilles salariales*", renchérit M. Louis (CFTC). Le Smic "*est une voiture-balai qui ramasse de plus en plus de salariés*", s'inquiète-t-il. (AFP 16.05)

Pour les jaunes, 250 euros nets d'augmentation, c'est "*disproportionné*, cela se voit qu'ils ne sont pas au Smic et qu'ils ne représentent pas les travailleurs qui y sont, y compris dans la fonction publique.

Provocation monarchique. L'enfumage "***glamour***" à tous les niveaux.

D'ici à la fin de l'année, cinq rames de RER entièrement habillées à la manière des plus belles pièces du château de Versailles seront mises en circulation sur la ligne C empruntée chaque jour par 550.000 personnes. Les passagers auront une chance sur quatre de monter dans l'un de ces trains glamour.

Alors que les millions d'usagers du RER se plaignent des retards, de l'affluence aux heures de pointe, la présidente de l'établissement public du château de Versailles souligne que cet habillage va faire un peu rêver les voyageurs...

D'autres décors pourraient venir égayer les trajets des passagers sur d'autres lignes: «*On pourrait très bien imaginer avec d'autres partenaires des ambiances de forêts ou de sites touristiques*», poursuit la directrice générale du Transilien, consciente que les décorations ne masquent pas les vraies difficultés du RER en Île de France. (lefigaro.fr 16.05)

Actualité en titres

Subordination.

- Les surveillants de prison attendent beaucoup du nouveau gouvernement - 20minutes.fr

- L'arrivée de Hollande décuple les ambitions du secteur de l'économie sociale - AFP

Pourquoi Hollande n'est-il pas des nôtres ?

- Croissance : Hillary Clinton salue la nouvelle approche de François Hollande - LePoint.fr

INFOS EN BREF

Social

France

1- Fralib : la démocratie, c'est expropriation-nationalisation.

La justice française a ordonné mercredi l'évacuation du site de Fralib, l'unique entreprise en France à fabriquer les thés Lipton et les infusions Eléphant, occupé depuis vendredi dernier par les salariés de l'usine.

Le tribunal autorise le recours à la force publique pour l'évacuation, mais seulement à partir du 1er juin pour laisser le temps de trouver une solution par le dialogue.

En cas de non respect du jugement, les salariés s'exposent à une astreinte progressive qui pourra atteindre 400 euros par infraction au bout de quinze jours.

Candidat à l'élection présidentielle, François Hollande s'était rendu en août dernier sur le site de Gémenos. Il avait fait part de sa volonté de faire pression sur les dirigeants d'Unilever pour que les machines ainsi que la marque Eléphant, qui a été créée en 1896 à Marseille, soient cédées aux employés dans le cadre d'une solution de reprise des activités.

Les salariés en lutte attendent donc du nouveau gouvernement la tenue d'une table ronde pour la mise en place d'un projet de reprise de Fralib. (Reuters 16.05)

2- La lutte de classe à nu.

Elles ne se déshabilleront pas ce soir. Finis les pas de danse et les paillettes, les danseuses du Crazy Horse, le célèbre cabaret parisien, ont décidé, hier soir, de se mettre en grève. Une décision votée à la quasi-unanimité, selon RTL, afin d'obtenir une augmentation de salaire. Une grève à la conséquence historique pour le cabaret : pour la première fois, les spectacles de mardi et de ce soir sont annulés.

Alors que la direction n'a pas souhaité faire de commentaire, les danseuses dénoncent des "*salaires qui ne correspondent pas à la charge de travail demandée*". L'une d'entre elles a ainsi expliqué à la station de radio qu'on leur " *demande de travailler 24 jours par mois* ". (elle.fr 16.05)

Qu'est-ce qu'il ne faut pas accepter comme sacrifice pour survivre ? On doit aussi être capable de se mettre à la place de ces pauvres femmes, au sens figuré bien sûr, sur le plan de la lutte des classes.

Economie

FMI

Le FMI a tressé des lauriers au chef du gouvernement italien Mario Monti, dont l'action en matière de réformes est un "*modèle*" pour l'Europe, tout en soulignant qu'il restait encore beaucoup à faire pour relancer l'économie du pays englué dans la récession.

Les "*progrès remarquables*" réalisés par M. Monti "*au cours des six derniers mois*" constituent "véritablement un modèle par rapport aux progrès réalisés en Europe", a déclaré mercredi à la presse à Rome le directeur du département Europe du Fonds Monétaire International, Reza Moghadam, à l'issue de la mission annuelle de l'organisation en Italie.

"*Beaucoup reste à faire pour résoudre les retards accumulés depuis des années et les faiblesses structurelles*", "*ce n'est pas le moment de baisser la garde*", a convenu M. Monti, ex-commissaire européen et économiste reconnu.

A la tête d'un gouvernement de technocrates, l'austère chef du gouvernement a imposé en décembre, à peine trois semaines après sa prise de fonction, une nouvelle cure de rigueur draconienne destinée à garantir l'équilibre budgétaire du pays en 2013 et à réduire sa dette colossale qui atteint 120% du PIB.

Il s'est ensuite lancé sur la voie des réformes structurelles en faisant adopter un plan de libéralisation de l'économie ainsi qu'un projet de réforme du marché du travail, actuellement en cours d'examen au Parlement, malgré l'opposition du plus grand syndicat italien, la CGIL.

Le FMI a appelé mercredi de ses voeux une adoption très rapide de cette réforme alors que le chômage a atteint en mars un record à 9,8%. (AFP 16.05)

Haut de page

Le 18 mai

CAUSERIE

Je crois qu'il est inutile de commenter la composition du gouvernement Hollande-Airault, les militants auront compris au premier coup d'oeil que la démarche qu'ils ont choisie d'adopter s'inscrit dans la continuité de la campagne électorale du candidat du PS.

En nommant Laurent Fabius au poste de ministre des Affaires étrangères et Bernard Cazeneuve ministre délégué aux affaires européennes, qui tous deux avaient fait campagne pour le non en 2005, ils entendent enfumer le bon peuple toujours aussi ignorant, tandis que la plupart des commentateurs plus avisés y voient une ruse pour poursuivre tranquillement la même politique de soumission à l'UE et à l'aristocratie financière qui tirent les ficelles.

Ce qui est significatif de la situation extrêmement tendue à laquelle ils doivent faire face et qui reflète les immenses besoins insatisfaits des travailleurs, c'est qu'ils ont associé l'enfumage à pratiquement tous les étages, tous les ministères, jusqu'à la caricature. Il s'agit pour eux de faire en sorte que l'illusion qu'ils seraient animés de bonnes intentions dure le plus longtemps possible, au moins jusqu'aux législatives mais cela va être difficile au regard des rendez-vous internationaux qu'ils vont devoir gérer, réunion de l'Otan, du G8 et du G20, de l'UE à Bruxelles, etc. Sans compter les mouvements sociaux en cours et ceux qui vont éclater dans les semaines à venir, les plans de licenciements qui vont tomber...

Quel est le contenu de la démocratie selon D. Gluckstein (POI), à quoi servirait-elle, à qui profiterait-elle ? Il l'explique dans son éditorial du 15 mai, extraits :

- "*La démocratie, c'est que l'aspiration exprimée par le rejet qui se répand aujourd'hui comme une traînée de poudre d'un bout à l'autre de l'Europe soit entendue. Et donc que la spirale destructrice de l'austérité supermaastrichtienne soit brisée. Ne pas s'engager sur cette voie ne laisserait d'autre recours aux peuples que de se révolter. Le plus simple ne serait-il pas de ne pas ratifier ?*"

Elle servirait à éviter que les peuples se révoltent, autrement dit elle permettrait au régime en place de se maintenir. Voilà pour l'objectif du rejet du TSCG par le POI, on ne peut être plus clair. Il s'en remet au gouvernement, comme s'il pouvait représenter les intérêts des travailleurs.

- "*Imaginons un instant que les efforts de François Hollande, couronnés de succès, aboutissent à un « pacte de croissance » ouvrant la perspective d'un certain redémarrage de la machine économique, de l'emploi et du pouvoir d'achat*."

Dès lors qu'il y aurait à nouveau du "*grain à moudre*" pour certaines couches d'exploités, la vie serait tellement merveilleuse, du boulot et un meilleur salaire et envolé le combat pour le socialisme ! Peu importe s'il s'agisse d'emplois précaires ou précarisés par les lois adoptées par les précédents gouvernements, si les augmentations de salaires correspondent à une aggravation de l'exploitation, à la détérioration des conditions de travail, si elles ne profitent pas à tous les travailleurs ou si elles ne permettent pas de satisfaire tous leurs besoins...

En conclusion, la démocratie se réduirait à la prise en compte par le gouvernement de certaines revendications sociales exprimées par les travailleurs qui leur permettraient de mieux supporter l'existence du capitalisme au lieu de le remettre en cause puiqu'ils lui serait redevable de faire preuve d'une telle générosité envers eux, renvoyant évidemment aux calendes grecques les conditions et l'heure du combat pour l'abattre, le combat pour le socialisme passe ainsi à la trappe, pour la bonne raison qu'il n'est pas à l'ordre du jour et qu'il n'est pas prêt de l'être, ouf, c'était moins une ! On devrait plutôt dire qu'on a là le contenu du combat pour le socialisme et la conception du socialisme que finalement Gluckstein partage avec Hollande, Mélenchon et Laurent.

Messieurs Hollande et Airault, soyez sérieux et responsables s'il vous plaît, ne ratifiez pas ce traité, faites tout ce qui est en votre pouvoir afin d'éviter que le peuple ne "*se révolte*", nous non plus nous ne le souhaitons pas, nous venons juste de vous le démontrer, il n'y aurait rien de pire pour notre chère patrie qu'une révolution synonyme de chaos, cela nous mettrait dans l'embarras et vous aussi, nous serions obligés de la soutenir, tout du moins en apparence, ce serait franchement dommage d'en arriver-là puisque ce n'est pas notre objectif, nous faisons tout notre possible depuis si longtemps pour l'éviter, ne ratifiez pas ce traité, lâchez un peu de leste et vous serez tranquilles pendant la durée de votre mandature...

Evidemment c'est impossible.

Un épilogue instructif.

En visionnant une vidéo disponible sur le portail national du POI, j'ai appris quelque chose qui pourrait avoir un rapport avec le glissement droitier de plus en plus marqué ou récurrent de ce parti depuis des années.

Il s'agit d'une interview que G. Schivardi, un des quatre secrétaires nationaux du POI, a donné à TV 2LR (Languedoc Rousillon). Il y dit ceci à propos de la composition du POI : "*4 000 environ viennent du PS*", il y a aussi "*des gens qui viennent de la droite modérée*", dès lors on comprend pourquoi Gluckstein tient à tout prix à éviter que le peuple "*se révolte*", on n'invente rien en affirmant que ces gens-là ne doivent pas vraiment être de vaillants révolutionnaires, ni des socialistes d'ailleurs ou à la sauce réformiste, bernsteinienne, synonyme de réactionnaire à l'époque de l'impérialisme stade suprême du capitalisme, cela ne vient pas de moi mais de Rosa Luxemburg et de Lénine qu'ils ont troqués pour leurs antithèses Jaurès et Bakounine qu'ils ont réhabilité dans le dos de Marx et Engels, on a les référence qu'on peut que voulez-vous.

Dans un autre passage, G. Schivardi dit que "*les députés ne servent plus à rien*" sinon à retranscrire les directives européennes dans le droit français, ce qui est en grande partie exacte.

Alors pourquoi sur la base de ce constat ne pas en tirer la conclusion qui s'impose : les institutions sont illégitimes et il n'est pas question dans ces conditions-là d'y participer ? Le POI ne peut gérer ses contradictions (internes) qu'en pratiquant en permanence un double langage qui y correspond ou pour les masquer à travers les prises de position ou les discours de ses dirigeants, ne pouvant pas éviter que la réalité transpire et parvienne jusqu'à nos oreilles.

Si sur quelque 7500 adhérents (dernier chiffre rendu public), le POI en compte 4000 qui viennent du PS, quelques centaines qui viennent du PCF, quelques dizaines ou plus qui viennent de la "*droite modérée*", autant de l'anarcho-syndicalisme, qu'un certain nombre ne sont organisés dans aucun des courants de ce parti, le courant trotskiste ou communiste internationaliste ne

doit pas compter plus de 2500 à 3000 membres, soit la moitié ou le tiers en moins qu'au PT (1985), la moitié en moins qu'au PCI (1981).

Le tandem Lambert-Gluckstein est ainsi parvenu à l'objectif qu'il s'était fixé, détruire ce qui autrefois était considéré comme un parti se réclamant de l'héritage de la révolution d'Octobre et du marxisme, à tort ou à raison mais c'est une autre histoire, au profit d'un parti qui aujourd'hui a pris les contours physiques de la SFIO avant sa capitulation du 3 août 1914, et par conséquent le contenu avec toutes ses contradictions.

Comment le réformisme subordonne-t-il la classe ouvrière au capitalisme ?

Quand le gouvernement prend des mesures anti-ouvrières, il sait ce qu'il fait, il se situe sur un terrain de classe bien précis, celui des capitalistes.

Quand on s'adresse à un tel gouvernement pour exiger de lui quelque chose que fait-on en réalité ? Tout d'abord, on lui accorde une certaine légitimité qu'à nos yeux il ne mérite pas, puisqu'il ne saurait incarner nos intérêts. Ensuite, on lui demande (implicitement) de cesser de se comporter comme un gouvernement capitaliste pour se comporter comme un gouvernement ouvrier. S'il accède à votre demande, les travailleurs seront tentés à en déduire qu'ils sont en présence d'un gouvernement qui prend en compte leurs besoins, une partie, une infime partie en vérité, en attendant la suite qui ne viendra jamais, peu importe, l'essentiel c'est qu'ils le prennent pour un gouvernement ouvrier, alors qu'il n'a jamais cessé d'être un gouvernement capitaliste.

Du coup, la question du combat pour un véritable gouvernement ouvrier ne se pose plus puisqu'il existe, certes de manière très imparfaite, mais voyez-vous le monde ne s'est pas fait en un jour, la bonne volonté affichée par le gouvernement en place suffira à détourner les travailleurs de cette question et à les faire patienter, après tout dans une situation "*difficile*" il fait ce qu'il peut, accordons-lui le bénéfice du doute à défaut de certitudes puisque nous ne comprenons pas plus aujourd'hui qu'hier ce qui se passe réellement.

Eh ben oui, le réformisme aussi se nourrit de l'ignorance des masses, il l'entretient comme il peut, même que Gluckstein y a mis son "*imagination*" à contribution dans son dernier édito pour reprendre sa formule. Gluckstein est un manipulateur professionnel, tel son maître à penser, Pierre Lambert, dont ce fut le seul talent.

Reprenons la citation "*imaginons un instant que les efforts de François Hollande, couronnés de succès...* ", l'aspect imaginaire se rapporte à la conclusion de l'hypothèse qu'il a émise en direction de Hollande, il le dit lui-même " *dans cette hypothèse — hautement improbable à nos yeux*", et non à la démarche ou les intentions réelles de Hollande, car voyez-vous celui-ci serait ou pourrait être animé de bonnes intentions, c'est Gluckstein qui l'affirme quand il dit qu'il ferait de véritables "*efforts* pour convaincre les dirigeants européens des autres pays, le président de la Commission européenne, de la BCE et du FMI qu'une autre politique serait possible.

Allons messieurs puisqu'on vous le dit, laissez-vous convaincre, avouez que vous en mourez d'envie, et s'il échouait, on ne pourrait pas lui reprocher d'avoir au moins essayé, du coup les travailleurs et les militants ne sauraient pas quoi en penser au juste, était-il ou non sincère ? Mystère ! Pendant ce temps-là ils ne penseraient pas à orienter leur combat contre le gouvernement.

Mieux encore, après avoir fait de l'UE le seul axe de combat valable, il leur serait impossible ou périlleux de faire machine arrière pour le recentrer sur le terrain national (contre les institutions de la Ve République), après s'y être refusé pendant des décennies, ce serait admettre s'être fourvoyé pendant plus de 20 ans, vous n'y pensez pas, qu'est-ce qu'on devrait raconter à nos militants, on n'aurait plus aucune crédibilité auprès d'eux, vaut mieux encore poursuivre dans une voie menant à une impasse, paradoxalement notre survie politique en dépend en grande partie...

En prêtant des "*efforts*" à Hollande, donc des bonnes intentions en direction des travailleurs, le POI le soutient, après ils peuvent raconter ce qu'ils veulent, comme ils disent les faits sont les faits. Nous, nous n'imaginons rien, la réalité nous suffit, en appeler à l'imagination, c'est démontrer qu'on est incapable de la regarder en face ou avouer ne rien y comrpendre, laissons cela aux aventuriers. (Trotsky)

INFOS EN BREF

Economie

1- Banques

1.1- La crise grecque a fait tomber jeudi le cours de Bourse du Crédit agricole, l'une des principales banques françaises, à son plus bas niveau historique. Dans le même temps, l'indice CAC 40 de la Bourse de Paris a perdu 1,20%.

A l'image de Crédit Agricole, les autres valeurs bancaires de la Bourse de Paris ont une fois de plus pâti des inquiétudes concernant leurs homologues grecques et espagnoles.

Bankia, quatrième banque cotée espagnole qui vient d'être nationalisée, s'est effondré de plus de 13% à la Bourse de Madrid, alors que le journal El Mundo affirme que ses clients, inquiets, ont déjà retiré plus d'un milliard d'euros ces derniers jours. Des informations toutefois démenties par le gouvernement. (AFP 17.05)

1.2- Les 29 plus grandes banques mondiales ont besoin de 566 milliards de dollars (445,3 milliards d'euros) au total pour se conformer aux nouvelles règles plus strictes en matière de fonds propres, ce qui pourrait affecter durement leur rendement, les forcer à réduire leur dividende ou à augmenter leurs tarifs, a estimé jeudi Fitch Ratings.

L'agence de notation a mené son étude sur 29 banques désignées par les dirigeants du G20 comme étant des établissements financiers mondiaux avec un risque systémique (G-SIFI) et devant s'engager à afficher un ratio de fonds propres d'au moins 9,5% d'ici 2019.

Cette liste de banques inclut notamment Barclays, Deutsche Bank, Goldman Sachs, HSBC, JPMorgan Chase et UBS.

Selon Fitch, les 29 banques, qui représentent un total de 47.000 milliards de dollars d'actifs, pourraient avoir besoin de lever 566 milliards de dollars d'actions ordinaires pour atteindre progressivement un ratio de fonds propres d'environ 10%, comme l'exigent les nouvelles règles mises en place à partir de janvier par Bâle III.

"*Les banques vont probablement poursuivre plusieurs stratégies pour faire face à ce déficit, comme le conservation de leurs bénéfices, l'émission d'actions et la réduction de leur portefeuille d'actifs risqués*", indique Fitch.

Le rendement des fonds propres (RoE), un indicateur clé de la rentabilité, pourrait tomber d'une moyenne de 11% ces dernières années à environ 8-9% avec les nouvelles règles de Bâle III.

"*Pour les banques qui continuent de maintenir leur objectif de RoE à moyen terme, par exemple entre 12% et 15%, Bâle III pourrait les inciter à réduire les dépenses et à augmenter les frais pour les emprunteurs et les clients là où cela est faisable*", note Fitch.

HSBC a annoncé jeudi avoir un rendement de fonds propres de 11% au premier trimestre, sous l'objectif de 12% que la banque s'était fixé un an plus tôt.

Fitch note que les banques pourraient aller vers des activités plus risquées pour doper leur RoE.

Les banques ont jusqu'au début 2019 pour répondre aux exigences en capital de Bâle III. Mais beaucoup d'entre elles vont remplir ces objectifs plus tôt en raison de la pression des investisseurs et des marchés, dit Fitch. (Reuters 17.05)

1.3- Fitch Ratings a abaissé jeudi la note souveraine de la Grèce de "B-" à "CCC", évoquant le risque croissant de voir le pays sortir de la zone euro. (Reuters 17.05)

1.4- Les analystes cherchent à évaluer jusqu'où pourraient monter les pertes de JPMorgan Chase liées à sa stratégie calamiteuse de courtage et dans le même temps à évaluer le risque qui persiste dans le secteur bancaire américain quatre ans après la crise.

Le New York Times écrit jeudi que les pertes de courtage annoncées il y a une semaine par la première banque américaine en termes d'actifs se sont envolées ces quatre derniers jours d'au moins 1 milliard de dollars, en plus des 2 milliards initialement annoncés.

Selon le quotidien, qui cite des sources non identifiées, les pertes se sont aggravées alors que des fonds spéculatifs et autres investisseurs profitent des difficultés de la première banque américaine en termes d'actifs.

En attendant, les analystes s'interrogaient sur l'étendue possible des pertes. "*C'est difficile à dire, cela dépend de la qualité des obligations sur lesquelles étaient adossés les dérivés contre lesquels ils ont parié. Si ce sont des entreprises solides européennes, ils s'en sortiront mieux que s'il s'agit d'obligations d'entreprises grecques avec des notes de dette au rang d'investissement spéculatif*", remarque Erik Oja, analyste de Standard and Poor's.

Pour nombre d'analystes, l'affaire met en évidence les risques qui pèsent toujours sur le système bancaire américain.

"*Si cela peut arriver chez la meilleure banque américaine, cela peut arriver chez celles qui sont moins solides comme Citigroup ou Bank of America*", remarque Erik Oja.

"*On ne connaît pas vraiment la qualité des actifs dans leur bilan, les prêts ou titres financiers*", ajoute-t-il. (AFP 17.05)

2- Espagne

Le PIB de l'Espagne a reculé de 0,3% au premier trimestre par rapport au dernier trimestre 2011 où il avait déjà baissé de 0,3%, ce qui confirme le retour officiel du pays en récession, selon les chiffres définitifs publiés jeudi.

Ce chiffre est identique aux données provisoires diffusées le 30 avril et montre la situation économique difficile de l'Espagne, qui affiche aussi un taux de chômage historiquement élevé, à 24,44%. (AFP 17.05)

Haut de page

Le 19 mai

CAUSERIE

L'élite de la pensée unique au pouvoir

Titre : Un gouvernement qui fait la part belle aux agrégés, docteurs et juristes - Le Point.fr 18.05.

- Sciences Po, ENA, ou HEC : le nouveau gouvernement réunit l'élite du système scolaire français.

François Hollande est le premier président de la République à avoir étudié à HEC. Seuls deux ministres ont fait une école de commerce (l'Essec), l'écologiste Cécile Duflot et Fleur Pellerin.

Huit des 34 ministres, soit près d'un quart, sont agrégés ou/et docteurs (Laurent Fabius, Vincent Peillon, Christiane Taubira, Marisol Touraine, Jean-Yves Le Drian, Aurélie Filippetti, Dominique Bertinotti, Frédéric Cuvillier).

Si nombre d'entre eux ont fait Sciences Po (à Paris ou Bordeaux), seuls quatre sont énarques : Laurent Fabius, Pierre Moscovici, Michel Sapin et Fleur Pellerin. Les plus nombreux ont fait des études de droit : Nicole Bricq, Arnaud Montebourg, Najat Vallaud-Belkacem, George Pau-Langevin, Alain Vidalies, Bernard Cazeneuve, Sylvia Pinel, Marie-Arlette Carlotti, Frédéric Cuvillier. Plusieurs, venus de différentes disciplines, ont un temps enseigné : outre le Premier ministre Jean-Marc Ayrault, qui fut professeur d'allemand, il s'agit de Vincent Peillon, Geneviève Fioraso, Stéphane Le Foll, Dominique Bertinotti ou encore François Lamy qui a débuté comme instituteur. (lepoint.fr 18.05)

En famille à Washington.

"*Nous sommes dans un lien profond qui fait qu'entre la France et les Etats-Unis, il y a des causes partagées: la liberté, la démocratie, l'histoire et la culture*", a dit François Hollande. "*Quand la France et les Etats-Unis sont d'accord, le monde peut avancer*".

Soucieux de trouver des consensus alors qu'il est déjà en campagne électorale avant les élections de novembre, Barack Obama a approuvé.

Les deux hommes se sont également prononcés pour le maintien de la Grèce dans la zone euro.

"*Nous sommes tombés d'accord pour respecter nos engagements pour aider l'Afghanistan*", a dit Barack Obama. "*La mission est appelée à évoluer, ce n'est pas une mission de combat mais de soutien*".

François Hollande a pour sa part laissé la porte ouverte à une coopération au-delà du retrait des troupes combattantes qu'il souhaite pour la fin de l'année.

"*J'ai rappelé au président Obama l'engagement que j'avais pris devant le peuple français le retrait des troupes combattantes d'ici la fin de l'année 2012*", a-t-il dit. "*J'ai également précisé qu'il y a toujours un soutien en Afghanistan d'une autre nature, d'autre autre forme, mais qui se situerait en bonne intelligence avec nos alliés et dans le processus qui est aujourd'hui en cours dans ce que l'on appelle la Fias*".

"*C'est-à-dire que nous pourrons respecter notre engagement tout en l'appuyant différemment en Afghanistan*", a-t-il ajouté.

(Reuters 18.05)

A propos de culture, François Hollande a tout simplement oublié que dans cette dictature il n'y a pas de ministère de la Culture, à quoi bon dans un pays où la culture se résume en un mot : dollar. La France va continuer de contribuer au maintien de l'ordre impérialiste en Afghanistan, voilà pour l'essentiel, le reste c'est du vent.

Quand Hollande préconise de nouveaux cadeaux aux banquiers.

François Hollande s'est déclaré favorable vendredi à ce que les banques espagnoles en difficultés soient recapitalisées et que cette injection de capitaux puisse se faire au niveau européen.

"*Il serait sûrement souhaitable qu'il y ait une recapitalisation*", a-t-il indiqué lors d'une conférence de presse organisée à Washington après sa rencontre avec le président américain Barack Obama.

Il a également indiqué qu'il pourrait être nécessaire que cette opération puisse se faire "*par des mécanismes de solidarité européenne*".

Cette déclaration intervient alors que le taux de créances douteuses figurant dans les portefeuilles de prêts des banques espagnoles s'est élevé à 8,37% en mars, son niveau le plus élevé depuis août 1994. (Reuters 18.05)

Souvenez-vous, j'avais prévu de graves tensions ou l'éclatement du Front de gauche après les élections...

Le PCF a jugé "*irresponsable*" vendredi qu'un accord n'ait pas été trouvé avec le PS, Europe Écologie-Les Verts (EELV) et le Parti de gauche sur les législatives, y voyant "*un très mauvais signe pour le rassemblement nécessaire à gauche*". "*Alors qu'un accord entre partis du Front de gauche, Parti socialiste et EELV pour désigner des candidats uniques de la gauche dans les circonscriptions à risque FN ou risque d'élimination de la gauche au 2e tour était nécessaire et possible, il n'a pourtant malheureusement pas été conclu*", écrit le Parti communiste français (PCF) dans un communiqué. "*C'est irresponsable. C'est un très mauvais signe pour le rassemblement nécessaire à gauche*", estime-t-il.

"*Le PCF et ses candidats, qui vont mener avec le Front de gauche dans un esprit de conquête le combat législatif qui s'annonce, restent disponibles pour discuter localement, là où s'avéreraient indispensables des accords locaux pour écarter le risque qu'un accord national n'a malheureusement pas pu écarter*", précise-t-il. Le PCF affirme être "*totalement impliqué dans la recherche de cet accord*". "*Il a multiplié les propositions et a indiqué à plusieurs reprises et jusqu'à la dernière minute aux négociateurs et aux dirigeants du PS et d'EELV, que le PCF était disposé à signer, malgré les insuffisances qu'il contient pour le Front de gauche, le compromis auquel les discussions étaient parvenues cette semaine*", dit-il. (lepoint.fr 18.05)

Ils peuvent craindre que se produise en France la même chose qu'en Allemagne ou en Grèce le 17 juin prochain : que les travailleurs se reportent vers le PS, ce qui serait logique puisque Mélenchon a appelé à voter Hollande "*sans aucune condition en échange*". Dans ces conditions, on peut avancer l'hypothèse que le PS pourrait obtenir la majorité absolue en juin, le FdG ravalé à devoir lui apporter un "*soutien critique*". Tout va dépendre de ce qui va se passer d'ici les élections, les prises de positions et les premières mesures du gouvernement. Le PS va faire en sorte de faire croire jusqu'au élection qu'il va gouverner "à gauche", pour ensuite opérer un virage à droite à 180°C.

Où il y a de la gêne, il n'y a pas de plaisir. Pourquoi s'embarrasser du Front de gauche une fois Hollande élu ?

Martine Aubry, première secrétaire du Parti socialiste, a attribué l'échec des discussions à des "*désaccords*" au sein du Front de gauche, ce que ses partenaires contestent.

"*C'est une responsabilité qui dépend d'eux, que nous regrettons. Mais le travail a été fait dans de bonnes conditions*", a-t-elle dit à l'issue d'un déjeuner avec le Premier ministre, Jean-Marc Ayrault.

Priée de dire si cet échec représentait un danger dans certaines circonscriptions, Martine Aubry a répondu par la négative.

"*C'était des circonscriptions où nous souhaitions être au second tour parce que la droite et le FN risquaient d'être seuls. Mais des circonscriptions qui ne sont pas gagnables*", a-t-elle expliqué.

Dans un communiqué, le Parti de gauche (PG) de Jean-Luc Mélenchon doute que le PS ait eu "*réellement la volonté*" de concrétiser le projet d'accord.

"*Malgré différentes propositions avancées par le Parti de gauche, le Parti socialiste trouvait toujours une bonne raison pour refuser*", avance-t-il.

Malgré tout, le PG a décidé de retirer deux de ses 105 candidats dans deux "*circonscriptions critiques*", dans l'Aube et en Moselle où le risque FN est très élevé.

"*Nous faisons ce geste sans aucune contrepartie, comme notre appel à battre Nicolas Sarkozy entre les deux tours*", précise-t-il.

Le Front de gauche, coalition comprenant notamment le PG et le PCF, avait proposé au Parti socialiste et à Europe Ecologie-Les Verts de se désister sur une vingtaine de circonscriptions dites "*à risque*", sur un total de 29.

D'après ce projet d'accord, six candidats de la coalition devaient se présenter au nom de toute la gauche. (AFP 18.05)

Quand Mélenchon l'illusionniste se prosterne devant la sacro-sainte propriété privée des moyens de production.

Le leader du Front de gauche Jean-Luc Mélenchon a déclaré vendredi que la "*première décision*" du gouvernement devait être de "*faire cesser les poursuites contre les syndicalistes*".

"*Le gouvernement de gauche est installé, le Premier ministre a une première décision à prendre c'est de faire cesser les poursuites contre les syndicalistes qui ont été incriminés pendant toute la période Sarkozy*", a déclaré M. Mélenchon aux journalistes à Arras, après son dépôt de candidature aux législatives.

Ensuite, selon M. Mélenchon, il faut "*exiger l'application des décisions de justice*", notamment dans le cas des sociétés Sodimédical (dans l'Aube où 52 salariés ne sont plus payés depuis octobre à la suite d'une délocalisation) et Fralib (usine de 182 salariés dans les Bouches-du-Rhône, fermée par Unilever).

"*Ce sont des choses faciles à faire (..) qui ne coûtent pas un sou*", a affirmé M. Mélenchon, qui se présente dans la 11e circonscription du Pas-de-Calais.

Pour le reste, a-t-il souligné, cela dépend "*si le gouvernement est décidé à affronter la finance et à prendre des mesures énergiques qui empiètent sur les droits de propriété privée du capital*".

"*Si le gouvernement dit qu'il y a une limite au droit de propriété, c'est l'intérêt général, alors là commencera une ère nouvelle où on verra des entreprises réquisitionnées (..) car on ne peut accepter que la décision de rallumer ou non des hauts-fourneaux (d'ArcelorMittal de Florange, en Moselle) dépende du bon vouloir de Monsieur Mittal*", a poursuivi M. Melenchon.

"*Il faut des discussions avec Mittal mais il faut aussi qu'il y ait le gros bâton de la loi et de la dissuasion, sinon ce qu'on fait ne sert à rien*", a-t-il encore souligné.

"*Je suis sûr que (le ministre du Redressement productif Arnaud) Montebourg est plein de bonne volonté, mais c'est une affaire politique*", a-t-il conclu. (Reuters 18.05)

Et c'est quoi "*cette affaire politique*", économique quoi : que l'Etat ne peut pas intervenir dans la gestion et les décisions d'une entreprise privée, le sacro-saint respect de la propriété privée des moyens de production auquel Mélenchon entend s'attaquer, alors qu'on voit ici qu'il s'arrête poliment à sa porte

Au programme, "***bon sens économique***" et "***pragmatisme industriel***" ou encore "***choc de compétitivité***".

Le ministre du Redressement productif, Arnaud Montebourg, va devoir faire preuve de "*bon sens économique*" et de "*pragmatisme industriel*" pour restaurer la compétitivité de l'industrie française, a souhaité vendredi le président du Groupe des fédérations industrielles (GFI), Pierre Gattaz.

"*Le constat de la faiblesse industrielle a clairement été établi et les propositions sont sur la table. (...) Il faut maintenant passer à l'action et réfléchir à une vraie ambition industrielle pour le pays*", a-t-il poursuivi. Pour cela, le GFI appelle de ses voeux un "*environnement réglementaire favorable à l'industrie, à l'initiative privée et à l'esprit d'entreprise*", à la fois "simplifié et stabilisé".

L'organisation professionnelle juge également nécessaire un "*environnement serein fiscalement*" et "*souple socialement*", prônant l'exemple de "*la flexi-sécurité des pays nordiques*".

Le GFI continue aussi de réclamer un "*choc de compétitivité*" sur le coût du travail, avec une réduction des charges patronales, qui permettrait notamment une hausse des salaires. (AFP 18.05)

Puisque les exonérations de cotisations sociales des entreprises sont prises en charge par l'Etat, donc avec les impôts et taxes que nous payons, la hausse des salaires en question servira notamment à payer ces cadeaux aux patrons.

Die Linke, Front de gauche, Syriza où l'avenir composé... au passé.

Lors de l'élection législative du 13 mai dernier dans le land le plus peuplé d'Allemagne (Rhénanie du Nord – Westphalie, "*Die Linke*" disparait de la région avec 2,5 % au lieu des 5,6% aux élections précédentes. (source : lepcf.fr 15.05)

Dans la gestion de plusieurs landers ou municipalités (Berlin) Die Linke est associé au SPD. Disons naïvement, dans ce cas-là pourquoi voter Die Linke si finalement c'est comme voter SPD, franchement ?

Nous ne sommes pas pour le boycottage systématique des élections. Nous observons les conséquences qui en découlent quand on y participe. Car d'une manière ou d'une autre, qu'on le reconnaisse ou non, ce qui en découle dans la tête des travailleurs, c'est qu'à partir du moment où on y participe on légitime ou cautionne les institutions en place, dès lors, le discours que l'on tient à côté qui consiste à les remettre en cause est au mieux incompréhensible, au pire il est perçu comme un double langage assimilable à la langue de bois.

Entre le capitalisme et le socialisme, il n'existe pas de troisième voie, il n'y a pas de place pour le réformiste puisque pour appliquer des mesures qui constitueraient une avancée sociale pour l'ensemble des exploités, il faudrait s'attaquer aux fondements du capitalisme, ce que les réformistes subordonnés au capitalisme sont incapables d'envisager. Du coup, une fois passé l'espoir qu'un changement politique était possible sans s'attaquer au capitalisme et aux institutions, les travailleurs désertent ces partis pour se retourner vers les partis officiels du capital, le parti de l'ordre et celui de l'Internationale jaune.

On voit très bien ici sur quoi les travailleurs butent : leur incapacité à entrevoir leur avenir au-delà du capitalisme et en dehors des institutions en place.

L'internationale monarchiste festoie !

Pour fêter son jubilé de diamant, Elizabeth II accueillait vendredi une cinquantaine de représentants de familles royales du monde entier, pour un déjeuner au château de Windsor fort polémique, notamment du fait de la présence des souverains de Bahreïn et du Swaziland.

Au coeur de la controverse autour du "*lunch*" de têtes couronnées figuraient Hamad Ben Issa Al-Khalifa, dont le régime est critiqué pour sa répression des manifestations antigouvernementales à Bahreïn, et Mswati III, auquel est reproché son train de vie dispendieux, alors que son royaume du Swaziland s'enfonce dans la misère.

Buckingham Palace s'est contenté de publier sans commentaires la liste des invités. Et le Foreign office a rappelé que le roi de Bahreïn est "un ami et allié de longue date" du Royaume-Uni, et que Londres "*soutient les réformes engagées*" dans le royaume.

"*La liste des invités montre une insensibilité totale aux souffrances des peuples persécutés par ces despotes*", a estimé pour sa part Peter Tatchell qui dénonce la présence de 5 souverains du monde arabe ainsi que des rois de Brunei et du Swaziland.

Ce militant des droits de l'Homme a appelé à un rassemblement devant le palais de Buckingham à 16H30 GMT, où la plupart des convives devaient conclure la journée par un dîner présidé par le prince Charles, premier dans l'ordre de succession au trône.

Au Swaziland, les groupes pro-démocratie ont estimé qu'Elizabeth II légitimait un "*règne despotique*".

La liste des invités comporte tout le gotha royal: outre l'empereur et l'impératrice du Japon, le roi et la reine de Belgique, les souverains danois, suédois et des Pays-Bas, Albert et Charlène de Monaco, les souverains déposés de Grèce (une lignée dont descend le duc d'Edimbourg), le prince et la princesse de Thaïlande, l'émir du Qatar, le roi et la reine de Jordanie, le prince saoudien, sans oublier le petit royaume du Tonga dans le Pacifique. (AFP 18.05)

Quelle chance ils ont d'avoir une Internationale ! Il n'y a que nous qui n'en ayons pas, cherchez l'erreur.

Au fait le "*despotisme*" commence là où existe un monarque, un bonaparte, un empereur, un prince...

Actualité en titres

La réaction passe à l'offensive.

- Russie: le parti du président Poutine prévoit d'énormes amendes pour les manifestants - AFP

- Québec: le gouvernement veut légiférer contre la fronde des étudiants - Lexpress.fr

- Italie: sécurité renforcée après des attaques contre des centres d'impôts - Lexpress.fr

- Francfort : la police arrête 400 manifestants anticapitalistes - LeMonde.fr

INFOS EN BREF

Politique

Grèce

Les électeurs grecs, convoqués à de nouvelles législatives le 17 juin, semblent se résoudre à soutenir les partis favorables au plan de rigueur voulu par les Européens, qui planchent sur différents scénarios dont une éventuelle sortie de la Grèce de la zone euro.

Le contexte de crise politique semblait favoriser la Coalition de la gauche radicale (Syriza) opposée aux mesures d'austérité prônées par l'Union et le FMI et soutenue par une frange croissante de la population.

Mais depuis la convocation de nouvelles élections, les conservateurs de Nouvelle Démocratie (ND) reprennent l'avantage sur leurs rivaux de Syriza.

Une enquête, réalisée entre le 15 et le 17 mai, crédite les conservateurs de 26,1% des intentions de vote tandis que la Coalition de gauche obtiendrait 23,7% des suffrages.

Avec un tel résultat, la droite aurait 123 des 300 sièges au Parlement, une prime de 50 élus étant accordée automatiquement au parti arrivé en tête.

ND pourrait alors compter sur l'appoint du Pasok (socialiste), en très nette perte d'audience depuis plusieurs semaines, qui obtiendrait 41 sièges. Une union de ces deux formations qui soutiennent le plan de rigueur européen permettrait de dégager une majorité au Parlement.

La semaine passée, une enquête d'opinion donnait l'avantage à Syriza, arrivée deuxième le 6 mai, ce qui laissait craindre une faillite des comptes publics, et un scénario de sortie de la zone euro était jugé probable par les partenaires européens.

Syriza semble payer son refus de vouloir siéger dans un gouvernement d'union lors des négociations menées par Papoulias.

Cette évolution dans les intentions de vote n'apaise pas encore les craintes de l'Europe.

Signe de cette inquiétude, le groupe britannique De La Rue, qui imprime les billets de plus de 150 monnaies nationales, a prévu un plan d'urgence pour imprimer des drachmes dans le cas où la sortie de la zone euro deviendrait inévitable. (Reuters 18.05)

Info ou intox ? Les deux !

Intox parce que la semaine précédente un sondage donnait un résultat exactement inverse. Info parce que cela coïnciderait avec la subordination de la majorité des Grecs à l'euro et à l'UE, aux institutions grecques, qui craignent d'y perdre plus que d'y gagner en retournant au drachme en l'absence de toute perspective révolutionnaire sérieuse ou cohérente.

Souvenez-vous de mai 68 ou de juin 36 ou encore des deux cohabitations sous Mitterrand et le retour au pouvoir du parti de l'ordre avec l'élection de Chirac en 95.

Des partis ouvriers ou dits ouvriers, des partis qui prétendent représenter la masse très hétérogène des travalleurs, se font élire sur un programme, et quand ils arrivent au pouvoir, là en l'occurence avant, ils s'avèrent incapables de prendre les mesures qui permettrait d'appliquer leur programme, du coup immédiatement les travailleurs leur retirent tout soutien s'estimant trahis ou trompés, pour se réfugier auprès de partis qui incarnent l'antithèse du programme pour lequel ils avaient voté précédemment.

Pourquoi ? Parce qu'inconsciemment ils estiment que ces partis possèdent un pouvoir que les autres n'ont pas et qu'ils pourraient en user en leur faveur, ce n'est qu'une illusion bien sûr, mais c'est bien ainsi que les choses se passent. Quand on prête aux travailleurs un niveau de conscience politique qu'ils n'ont pas, on ne peut évidemment pas le comprendre.

Les travailleurs vouent un culte au pouvoir ou tout ce qui incarne le pouvoir, à la classe dominante et ses représentants dans lesquels figurent le parti de l'ordre et le parti de l'Internationale jaune, à l'Etat. Il en va ainsi de leur naissance jusqu'à leur mort pour l'immense majorité d'entre eux.

En 1969, on s'est retrouvé avec une Assemblée nationale composée aux trois quarts de députés de l'UDR (ex-UMP), le produit du refus du PS et du PCF de prendre le pouvoir en 68 et de s'attaquer au capitalisme et aux institutions, Blum et Thorez capituleront en 38 et cèderont le pouvoir au représentant du parti de l'ordre, Daladier qui précèdera Pétain au pouvoir, en 1986 le PS et le PCF perdront les élections législatives au profit du RPR (ex-UMP) pour avoir géré la société en représentant du capitalisme et non des intérêts des travailleurs, etc.

Le point commun dans tout cela, nous l'avons déjà évoqué plus haut, l'incapacité des travailleurs à élever leur niveau de compréhension du fonctionnement de la société et des institutions au niveau des tâches qu'ils ont à accmplir pour avancer vers leur émancipation. Oui, en matière de conscience de classe, nous en sommes toujours au même point ou pire encore, car qui n'avance pas recule.

Nos dirigeants se sont employés minutieusement et avec constance, avec un certain acharnement on pourrait ajouter, à faire les choses de telle sorte que plus aucun parti ne présente la moindre crédibilité, tous embourbés dans des contradictions sans issues qui de nos jours (Internet) parviennent rapidement aux oreilles des travailleurs.

La classe dominante, qui possède les médias, a su profiter de l'explosion de l'offre en matière d'informations pour renforcer son pouvoir sur les masses et les manipuler plus facilement encore qu'autrefois à leur insu. Pendant ce temps-là, nous avons été incapables de mesurer la portée de cette transformation des moyens d'information de la population et d'en tirer les conclusions qui s'imposaient, notamment la nécessité de mettre à la disposition des travailleurs un outil prédagogique enseignant les principes de base du socialisme. Cet outil n'existe toujours pas ou n'a pas été développé.

Haut de page

Le 20 mai

CAUSERIE

En prêtant généreusement à Hollande le fait d'être animé des meilleures intentions du monde envers les travailleurs en lui reconnaissant le mérite de fournir des "*efforts*" pour aboutir à un « *pacte de croissance* », D. Gluckstein le soutient à sa manière, le reste de son éditorial est du vent pour distraire les adhérents de son parti.

Comment cela il le soutient ?

Si monsieur Hollande réussit tout le mondre saluera sa victoire. S'il échoue, les mêmes diront qu'il avait fait tout ce qui était en son pouvoir, qu'il était animé de la meilleure volonté du monde, que ses intentions étaient respectables, que ce n'était pas faute d'"*efforts*", bref, il ne faut surtout pas qu'on en vienne à se poser trop de questions sur la nature de son échec qui aboutirait à remettre en cause son parti. D. Gluckstein va plus loin encore, puisqu'il lui offre une bouée de sauvetage avant même qu'il ait commencé à couler.

Comprenez, il faut absolument que l'illusion que le PS serait encore un parti ouvrier demeure, et s'il échoue dans sa politique, c'est uniquement parce que ses dirigeants n'étaient pas à la hauteur, il suffirait d'en changer pour que tout soit possible... D. Gluckstein ne le dit pas et ne le dira jamais aussi ouvertement, mais c'est bien de quoi il s'agit quand il lui prête des bonnes intentions. Entre nous, on aurait pu en prêter à Sarkozy, ne serait-ce que pour être réélu ; quel président ne ferait-il pas des efforts pour mener à bien sa mandature ? Il se préoccuperait aussi du sort de ses sujets, de façon tout à fait désintéressé notez bien, ben voyons, on ne marche pas dans cette combine pourrie qu'on laisse aux petits-bourgeois du POI qui compte tirer profit de Hollande.

Hollande est le président du capital et il ne peut rien être d'autre, même en faisant des "*efforts*".

Parole d'internaute sur l'économie.

Partie 1- "Les CDS : titres dérivés de dettes, mettent à mal la plus puissante banque dans le monde.

Les banques espagnoles sont dans un rouge qui tourne au noir.

Le FPF ne cesse de le dire, les CDS, "assurances contre les risques de non paiement" devenus produits dérivés et même produits dérivés de produits dérivés constituent la BULLE la plus dangereuse que le monde ait jamais connue. Le FPF a depuis longtemps assuré qu'elle sera le bing bang du non système monétaire international, la fin de nombreux établissements spéculatifs, fonds de pension, banques, compagnies d'assurances, produits financiers, la fin d'un monde né en 1973 avec l'instauration du système dit des changes flottants et baptisé en 1976 avec la libéralisation des mouvements de capitaux. C'est d'ailleurs ce transfert du pouvoir des Etats aux marchés qui a introduit un virus mortel qui désormais bloque la machine. La globalisation basée sur la spéculation ne pouvait durer, seulement elle génère la fin d'un monde, alors que le suivant n'est même pas esquissé.

Or justement ces CDS, mettent la Banque JP Morgan en difficulté, rappelons que rien que ses engagements représentent 90% de notre PIB.

Partie 2- La Morgan avoue avoir déjà perdu : 3 milliards, seulement la fuite n'est pas bouchée et la Banque continue de perdre des dizaines de millions chaque jour.

Si la banque JP Morgan perd autant avec ces produits, d'autres banques et partout dans le monde, perdent énormément d'argent, puisque ce sont les positions prises par ces établissements sur ce produit qui s'effondrent.

Sur le plan de la morale, cela veut dire, que les banques, sauvées grâce à l'argent des citoyens, continuent malgré tout à spéculer sur les produits financiers à risques, malgré les contraintes imposées par la règle Volker par exemple ou la loi Dodd F. en ce qui concerne les Etats - Unis et pourquoi se gêner.

Sur le Plan technique, cela veut dire que les Banques et surtout les Banques anglo-saxonnes, se moquent comme d'une guigne des peuples qui doivent se taire quand tout va bien et payer quand la situation tourne au drame.

Sur la Plan pratique, seule une monétisation des dettes et une nationalisation des grandes banques pourra sauver le monde d'une faillite globalisée, mais c'est un sacré tournant à prendre et qui ne pourra être pris que par des politiques d'une envergure peu commune.

Partie 3- Les banques en Espagne : Le FPF voulait adresser un papier sur Bankia, la plus grosse banque espagnole qui devait être nationalisée, (sauvée de la faillite).

Mais les éléments des dernières heures ont retardé notre étude - En effet, un doute sur la santé réelle des banques espagnoles a incité la semaine dernière Bruxelles à demander qu'un audit extérieur soit réalisé. La raison? Sur les 300 milliards d'euros d'actifs bancaires immobiliers détenus par ces banques, prés des 2/3 (185) seraient pourris. Cette révélation arrive juste au moment où le gouvernement espagnol demande aux Banques de provisionner prés de 60 milliards supplémentaires pour faire face au danger que représentent les 185 milliards de leurs actifs pourris.

Or nous apprenons deux choses; la première, 16 banques espagnoles sont dans un rouge qui vire au noir et depuis quelques jours, c'est donc la panique qui s'installe, mais aussi l'impossibilité pour les banques espagnoles de provisionner ce qui devrait être provisionné, car leurs engagements grossissent au fur et à mesure que l'argent quitte leurs guichets.

Partie 4- Elles vont se trouver confrontées à la pire des situations, celle ne pas pouvoir rembourser tous leurs clients. Que va t-il se passer ? Comme ce ne sont pas les marchés qui vont prêter quoi que ce soit, seule la BCE va devoir sauver le principal en fabricant de l'argent pour acheter les actifs espagnols pourris. Oui mais, les banques espagnoles, comme les banques grecques, ne pourront jamais rembourser et qui paiera à leur place? Les citoyens des Etats membres, sauf ceux de Grèce, d'Espagne, du Portugal, d'Italie, d'Irlande, de Belgique, des Pays-Bas et certainement quelques autres. Par contre les Etats dont les dirigeants appellent à encore plus d'Europe vont engager leur peuple sur la voie du paiement pour celui qui a voulu spéculer sur l'immobilier, le soleil et les plages de sable pas toujours très fin.

Le Professeur Cotta nous avait prévenu : le danger à venir, ce sont les CDS, nous y sommes. L'Assurance qui n'en est plus une, ne garantie plus rien ni personne et surtout pas ceux qui se sont assurés contre un risque de non paiement des Etats -nos caisses de retraite par exemple.

Partie 5- Le FPF avait prévenu, il fallait obliger les détenteurs de ces CDS à provisionner des comptes, pour répondre aux non paiements prévisibles de certains Etats, mais aussi de certains établissements financiers -Il fallait interdire aux banques de dépôts (détail aujourd'hui) de spéculer, aussi bien avec leurs fonds propres qu'avec celui de leurs clients, il faut installer au sein des grandes places financières des Cies de contrôles des opérations, mais dotées de vrais pouvoirs comme interdire les marchés et les bourses à tel ou tel spéculateur ou tel ou tel établissement financier pris la main dans le sac - Les milliards s'envolent alors qu'ils permettraient à quelques millions de personnes de ne pas mourir de faim et de soif, mais dans quel monde vivons nous?" (Atlantico.fr 19.05)

A qui le dites-vous ! Faisons table rase du passé !

Ainsi va leur monde.

La "*croissance*" au profit de qui et au détriment de qui ?

Qui s'est posé cette question au cours de la seconde moitié du XXe siècle qui a vu d'une part le capitalisme survivre à ses contradictions grâce à une alliance et au soutien de l'aristocratie ouvrière, tandis que d'autre part la moitié de l'humanité croupissait dans la pauvreté, devait subir famines, génocides, nettoyages ethniques, bref les affres de la guerre conduite directement ou en sous-main par les différents impérialistes pour conserver leur hégémonie ou leur place sur le marché mondial.

Plus encore aujourd'hui qu'hier, le maintien ou l'amélioration du niveau de vie de la population dans les pays dominants dépend du degré d'exploitation des travailleurs qui produisent les richesses dans les pays dominés. La misère des uns fait la richesse des autres. Jamais l'écart entre les besoins de la population dans les pays dits développés et ceux de la population des pays dits en développement ou sous-développés n'a été aussi important. Jamais l'aspiration des peuples déshérités à accéder aux mêmes besoins que ceux des pays dominants n'a jamais été aussi grande.

Pour que les pays dominants conservent leurs rangs et que les pays émergents aspirant à les rejoindre assurent leur développement présent et futur, les différents impérialistes sont lancés dans une guerre de rapine, de conquête des matières premières à travers tous les continents, et comme à l'époque de la colonisation mais avec des moyens plus colossaux et plus sophistiqués ils n'hésitent pas à déposer par la force les régimes qui ne sont pas favorables à leurs propres intérêts ou qui auraient eu la mauvaise idée de vouloir s'émanciper de leur tutelle au profit d'autres impérialistes.

Les changements de régime qui n'en sont pas en réalité, en Tunisie, en Egypte, en Afghanistan, en Libye sont à la fois le produit de la volonté des peuples de se débarrasser des tyrans en place et des impérialistes dominants qui de leur côté les ont fomentés, suscités ou y ont participé direcetment pour les orienter dans une direction conforme à leurs intérêts, privant ainsi ces peuples de toute issue politique qui leur soit favorable ; il ne pouvait pas en être autrement dans ces pays demeurés en état de sous-développement et dépendant du marché mondial pour leur survie quotidienne, ayant conservé des rapports sociaux et juridique semi-féodaux qui se traduisait sur le plan politique par l'absence de démocratie et l'extrême faiblesse et confusion politique du prolétariat incapable de se doter d'un parti indépendant.

La dictature des colonisateurs exercée envers ces peuples n'a donc pas cessé depuis un siècle ou plus. Pour la perpétuer et diviser ces peuples, les maîtres du monde recourent une fois de plus à la religion ou à leur composition éthnique pour neutraliser leur combat politique. En l'absence d'un puissant prolétariat concentralisé, il est quasiement impossible à la classe ouvrière de prendre la direction d'un mouvement populaire conduisant à la chute des régimes en place, cette place revient donc à une des couches de la bourgeoisie aspirant à prendre la place de celle au pouvoir pour exploiter à son profit le peuple travailleur en s'appuyant sur l'un ou l'autre impérialiste.

Si dans les pays de l'UE au titre de la "*croissance*" sont financés à crédit des grands travaux ou que des mesures sont prises pour augmenter la production, tandis que les travailleurs bénéficient d'augmentations de salaires, qui va payer la note, qui sera laissé pour contre ? Les travailleurs les moins organisés et les moins protégés du secteur privé dans l'UE, ainsi que les ouvriers déjà surexploités des pays en voie de développement ou sous-développés où sont extraites les matières premières ou produisant les marchandises destinées au marché de l'UE, américain, japonais, etc.

Depuis un demi-siècle, suivant le cours exponentiel de la démographie on s'aperçoit que l'extension du marché mondial s'est faite au détriment d'une masse de plus en plus nombreuse de prolétaires maintenus dans un état d'indigence proche de la misère, tandis que dans les pays dominants les besoins de la population n'ont cessé de croître en étant en grande partie satisfaits.

Pour que les besoins de la population des pays dominants qui n'ont cessé de croître soient en grande partie satisfaits, cela implique qu'il a fallu que le coût de la force de travail augmente proportionnellement, on ne peut satisfaire un besoin nouveau, acquérir une marchandise ou profiter d'un service si on ne dispose pas de l'argent correspondant qu'il a bien fallu gagner en travaillant, il est possible de se les procurer autrement en s'endettant mais cela comporte une limite au-delà de laquelle le débiteur deviendra insolvable et le créancier fera faillite.

Pour que les besoins de la population des pays dominés stagnent ou croissent modérément, de façon très inégales, il était impératif de maintenir le coût de la force de travail le plus bas possible pour que les capitalistes continuent d'engranger un maximum de profit. De même pour les prix des produits de première nécessité, et c'est là que cela coince, car tous les peuples revendiquant l'accès au marché, il leur est impossible de satisfaire de nouveaux besoins tout en satisfaisant leurs besoins élémentaires (alimentation, énergie, communication, etc) car les prix de ces derniers se sont envolés. Il y a là une contradiction explosive menaçant la stabilité de tous les régimes, dans la mesure où la masse des exploités est profondément arriérée et facilement manipulable par n'importe quelle force venue de l'extérieur et leur promettant un avenir meilleur, n'hésitant pas à acheter son engagement à ses côtés pour parvenir à ses fins comme on le voit en Syrie aujourd'hui.

Pourquoi les pays dominés manquent cruellement d'infrastructures, de services publics ?

Qui dit développement des infrastructures dit développement du marché intérieur, or ce n'est pas le but des impérialistes qui exploitent ces peuples, leur seul objectif est de leur soutirer un maximum de profit dont une partie servira à corrompre l'aristocratie ouvrière dans leur pays respectif ou à maintenir le niveau de vie de leur population afin qu'elle continue de consommer et de s'endetter, bref pour que la machine capitaliste continue de fonctionner tant bien que mal et que le cycle du capital soit mené à son terme.

Construire des routes ou des voies ferrées n'a d'intérêt que lorsqu'on se donne pour objectif de faciliter les déplacements de la population en vue de consommer davantage, maintenant elle peut continuer de croupir dans des villages isolés si son niveau de vie n'a pas augmenté, qu'est-ce qu'elle irait faire en ville sans un sou en poche ou presque ? Jadis, la civilisation humaine s'est développée le long des océans et des fleuves parce qu'ils étaient les voies les plus pratiques et directes, les moins chères et les plus rapides pour commercer entre les peuples. Ce sont des peuples de navigateurs qui ont conquis le monde et en demeurent les maîtres.

A quoi bon développer des services publics ? A quoi bon construire des écoles pour cultiver un champ ou garder un troupeau de bovins ou d'ovins. A quoi bon instruire l'ensemble de la jeunesse qui sera ensuite livrée en grande partie au chômage ou sera amenée à occuper des emplois ne nécessitant aucune qualification particulière, elle sera formée en assez grand nombre dans des écoles privées payantes ou sur le tas en fonction des besoins des multinationales. A quoi bon construire des hôpitaux ou contribuer à améliorer le niveau d'hygiène de la population quand ces pays sont souvent confrontés à la surpopulation ou à une démographie galopante. A quoi bon permettre à chacun d'avoir accès à l'eau potable quand il ne peut pas en payer le prix. A quoi bon permettre à chacun d'avoir accès à l'électricité si c'est pour ensuite ne consommer que quelques kilowatts par an.

Ajoutons, à quoi bon développer la production (industrielle) à destination de consommateurs inexistants ou insolvables ? Dans les pays dominés, l'Etat aux institutions et au personnel corrompus remplit essentiellement un rôle de maintien de l'ordre au profit de certains pans de la bourgeoisie locale, des grands propriétaires terriens et des multinationales. Et puis ou surtout, qui dit développement de la production, dit développement de la lutte des classes, des revendications sociales des exploités, c'est un processus immuable à travers le monde depuis que le capitalisme existe, quelle horreur !

Bref, à quoi bon développer quoi que ce soit dans les pays dominés, plus des trois quarts de la planète, quand les profits à en attendre fuiront le pays vers les pays dominants ?

La mise en concurrence des travailleurs du monde entier par le biais de la division du travail poussée à l'extrême à l'échelle mondiale, n'est pas sans contradiction non plus. En fait, chaque facteur qui participe au fonctionnement du capitalisme mondial comporte ses propres contradictions ainsi que les rapports qu'ils entretiennent, compliquant de plus en plus la tâche de ceux qui s'acharnent à assurer la survie du capitalisme. L'une d'entre elles et non des moindres, se traduit par la prise en compte de tous les facteurs économiques et sociaux à l'échelle mondiale qui tend à réduire le taux de profit moyen issu de l'exploitation du fait de l'élévation du niveau des besoins de l'ensemble de la population qui aspire au progrès social.

Tous les facteurs économiques font l'objet d'un calcul selon une moyenne tirée vers le bas ou vers le haut selon notamment les besoins de la population mondiale et le rapport de force entre les classes, à côté desquels la loi de l'offre et de la demande déformée par la spéculation remplit un rôle secondaire. Il est de plus en plus difficile aux capitalistes de maintenir isolé un seul de ces facteurs ou de rester indifférents à l'aspiration grandissante et légitime des peuples du monde entier à la démocratie, autrement dit à prendre en mains leur destin, à vivre mieux.

En conclusion, toute "*croissance*" ou développement économique ne peut que se traduire par de nouvelles revendications sociales de la part des masses exploitées, est-ce cela que vise Hollande et ses acolytes du G8 ? Qui peut imaginer un seul instant que telles seraient leur intention en dehors de D. Gluckstein (voir son dernier édito ou la causerie d'avant-hier) ? Toute revendication sociale satisfaite même de manière imparfaite ne pourra l'être qu'au détriment de l'amputation ou de la liquidation d'un acquis social d'une ou plusieurs couches de travailleurs en France ou dans le monde, il faut bien continuer d'engraisser les rentiers en payant leur dette rubis sur l'ongle jusqu'au dernier centime, n'est-ce pas messieurs Hollande et Ayrault ?

Jacques a dit "***enlève ta cratve***", et l'autre s'exécute comme un pantin.

Barack Obama a fait remarquer à son homologue François Hollande qu'il avait le droit d'enlever sa cravate, après que le nouveau président français eut été le seul dirigeant à porter cet accessoire vendredi en arrivant au sommet du G8 à Camp David.

"*François, on avait dit que tu pouvais enlever la cravate!*", s'est écrié le président américain. M. Hollande a répondu en anglais: "*pour ma presse!*"

"*Pour ta presse, il faut que tu présentes bien*", a convenu M. Obama, alors qu'une haie de photographes immortalisait cette

arrivée. (AFP 19.05)

J'espère que ceux qui ont appelé à voter Hollande le 6 mai avait mis une cravate pour accomplir leur "*devoir républicain*", sinon à quoi bon !

Otan et G8. Hollande et son mandat : assurer la stabilité du capitalisme mondial.

Il y a quelques années, il jugeait le G8 inutile. Après y avoir goûté pour la première fois, François Hollande s'est réjoui samedi des "*avancées*" obtenues à Camp David et s'est même attribué, en partie, la paternité de son issue sur la croissance.

Neuf ans et une élection présidentielle gagnée plus tard, le président français a révisé sa position. Confronté vendredi à ses déclarations passées, il s'en est sorti par une pirouette. "*Il y a une différence, c'est que j'y suis maintenant*", a-t-il répondu à la presse à Washington, "*ce qui peut me permettre, si je faisais le même constat, de faire bouger les choses*".

Celui qui qualifiait en 2003 le G8 de "*club de riches et de puissants*" pense être resté fidèle à ses promesses de campagne en convainquant ses interlocuteurs de la nécessité de s'écarter d'une politique marquée du sceau de l'austérité - sans toutefois convaincre tout à fait le Britannique David Cameron ou l'Allemande Angela Merkel sur les moyens d'y parvenir.

"*Je considère que le G8 a été utile et fructueux et permet d'envoyer un double message : il n'y aura pas de croissance sans confiance, et il n'y aura pas de confiance sans croissance*", a-t-il résumé lors d'un point de presse informel après la traditionnelle photo de famille sur la pelouse de Camp David, résidence des présidents américains sise au cour de la forêt du Maryland.

Aux dires de ses conseillers, François Hollande a insisté sur ce point auprès de tous ses interlocuteurs, qu'il s'agisse de Barack Obama vendredi à la Maison blanche, des dirigeants italien, britannique, japonais et canadien rencontrés en particulier, ou des autres participants.

"*Que tous se retrouvent autour du thème de la croissance, c'est déjà en soi un succès politique notable*", pense ainsi un diplomate français.

Plus nuancé pour prévenir les susceptibilités, notamment allemandes, le communiqué final du G8 plaide pour une zone euro "*forte et unie*" conservant la Grèce en son sein, déterminée à "*encourager la croissance*" et à lutter contre les déficits. Mais reconnaît que les mesures à prendre "*ne sont pas les mêmes pour chacun*".

En matière de croissance, "*la France et l'Allemagne n'ont pas de divergence, sinon nous n'aurions pas pu nous mettre d'accord sur le communiqué*", a déclaré Angela Merkel

Pour François Hollande, l'objectif est atteint.

"*J'avais au nom de la France l'objectif de mettre la croissance au coeur des débats et de faire que cette dimension de croissance, ajoutée à la consolidation budgétaire, aux efforts de redressement des comptes publics, puisse trouver sa place dans toutes les réunions*", a-t-il fait valoir.

"*Tout le monde a intérêt à ce que la croissance reparte, tous nos intérêts sont liés: s'il y a une croissance zéro ou une croissance négative en Europe, ça aura un impact sur la croissance mondiale, pour celle des Etats Unis, celle des pays émergents, celle de l'Afrique, partout. Nos intérêts sont liés*", a-t-il ajouté.

A Camp David, le président français a plaidé pour une recapitalisation des banques "*par des mécanismes de solidarité européenne*".

Quant au cas de la Grèce, le chef de l'Etat a de nouveau demandé que le pays conserve l'euro, "*respecte ses engagements mais soit appuyé, accompagné par l'Europe pour stimuler la croissance*".

Pour finir sur la Syrie.

le sommet des pays du G8 a appelé samedi à Camp David le gouvernement syrien "*et toutes les parties*" à faire cesser immédiatement la violence et à appliquer les dispositions du plan de Kofi Annan pour résoudre la crise politique.

"*Nous sommes consternés par les pertes en vies humaines, la crise humanitaire et les violations graves et étendues des droits de l'homme en Syrie*", ont indiqué les chefs d'Etat et de gouvernement des huit pays les plus industrialisés dans leur communiqué final.

"*Le gouvernement syrien et toutes les parties doivent immédiatement et entièrement adhérer à leur engagement d'appliquer le plan en six points de l'émissaire spécial de l'ONU et de la Ligue arabe Kofi Annan, en particulier la fin de toutes les violences*", indique le texte. (AFP et Reuters 19.05)

Sur la dette, l'euro, la Grèce, l'Iran, la Syrie, il n'existe même pas un soupçon de changement dans le discours de Hollande par rapport aux positions défendues par Sarkozy. Quant à la "*croissance*", pourquoi est-elle soutenue par tous les chefs d'Etat ainsi que le président de la Commision européenne ? Parce qu'ellle signifie croissance de la production, donc part de marché de chacun des intervenants, de leurs profits, franchement qui serait contre parmi eux ?

Le Mélenchon grec ne souhaite pas mettre l'UE en difficulté.

M. Tsipras, dans un entretien dans l'édition de samedi du quotidien International Herald Tribune (IHT), a estimé qu'une sortie forcée de la Grèce de la zone euro "*allait mettre l'Europe en très grand danger*" (AFP 19.05)

Si M. Tsipras est inoffensif pour l'UE, il est dangereux pour le peuple grec, car il leur laisse les mains libres pour avancer dans la construction de cette institution à caractère dictatorial dirigée pour le compte d'une oligarchie cynique, déterminée et guerrière qui pourrit l'existence de l'humanité entière.

Il n'y a rien de pire que la demi-mesure qui conduit à une violente défaite, alors que face à un ennemi déterminé et belliqueux, il faut aller au bout de notre analyse qui conduit à la sortie de l'euro et de l'Union européenne, à la liquidation des institutions, et à la réorganisation de la production et de la société sur d'autres bases, les besoins de la population, le tout gérer par les travailleurs avec leurs organisations et partis combattant pour le socialisme, le socialisme scientifique de Marx et Engels.

Face à l'idéologie de l'asservissement, nous opposons l'idéologie de la liberté, c'est le règne de la liberté que nous devons conquérir, en finir avec le règne de la nécessité.

Actualité en titres

Leur monde de voyous.

- Ikea France évince ses dirigeants soupçonnés de surveillance illégale - AFP

- Un banquier suisse arrêté au Portugal dans une affaire de fraude - AFP

- L'affaire de corruption au Mexique pourrait se corser pour Wal-Mart - AFP

Ainsi va la crédulité ou la nullité de certains économistes.

- "*Après avoir été sauvées par les États avec de l'argent qui n'existait pas, les banques sauvent les États avec de l'argent qui n'existe toujours pas*" - Atlantico.fr

Le masque tombe, suite.

- Emploi: le gouvernement encaissera certainement des échecs, prévient Montebourg - AFP

Le journaliste de l'AFP a précisé que - M. Montebourg a tenu à souligner que la "*première personne (qu'il avait reçue dans son ministère) est Jean-Louis Beffa [ancien patron de Saint-Gobain], un patriote de l'économie française*".

INFOS EN BREF

Politique

1- Allemagne

Environ 20.000 personnes selon la police, plus de 25.000 selon les organisateurs, défilaient samedi après-midi dans le centre-ville de Francfort, la capitale financière allemande pour protester contre les programmes d'austérité européens.

Cette manifestation est la seule à avoir été autorisée par la municipalité et la justice allemande dans le cadre d'un programme du collectif d'organisations anti-capitalistes "Blocupy Frankfurt" initialement prévu sur quatre jours, de mercredi à samedi. (AFP 19.05)

2- Etats-Unis

Quelque 2.500 personnes ont manifesté haut et fort mais sans heurts vendredi sur une place du centre de Chicago à l'approche du sommet de l'Otan, dimanche et lundi, dans la plus grande ville de l'Etat de l'Illinois.

Les manifestants, parmi lesquels se trouvaient des centaines d'infirmières, ont scandé des slogans portant essentiellement sur les questions économiques, sans grand rapport avec les sujets de défense inscrits à l'ordre du jour du sommet.

"*Nous sommes ici parce que nous sommes excédés par la manière dont Wall Street profite des guerres lancées par l'Otan*", a déclaré Damien, un manifestant.

Une plus grande manifestation est attendue pour dimanche.(Reuters 19.05)

3- Taïwan

Au moins 20.000 Taïwanais ont manifesté à Taipei pour exprimer leur colère envers le président Ma Ying-jeou après une série de mesures impopulaires, à la veille de sa prise de fonction pour un second mandat.

"*Président Ma, vous êtes nul!*", pouvait-on lire sur des pancartes, alors que certains manifestants avaient collé sur leurs visages des autocollants avec l'inscription "*colère*". La manifestation a été organisée par le principal parti d'opposition, le Parti démocrate progressiste (DDP).

"*Nous exigeons des excuses de la part de Ma et demandons que le Premier ministre Sean Chen démissionne en raison de ses mauvaises politiques*", a déclaré un porte-parole du DDP.

Ma se trouve sous le feu des critiques depuis qu'il a pris une série de mesures comprenant des hausses de prix du carburant et de l'électricité, dans un contexte de ralentissement économique et de forte inflation.

La proposition de son gouvernement d'autoriser l'importation de boeufs aux hormones en provenance des Etats-Unis a également provoqué la colère des paysans.

"*Ma fait un très mauvais travail. Il prétend écouter le peuple mais il ne le fait jamais. J'espère vraiment qu'il va démissionner*", a déclaré un manifestant, Keary Huang, qui travaille à Taipei.

Avant l'élection présidentielle de janvier, les sondages accordaient à Ma 40% d'opinions favorables, mais sa cote de popularité a plongé à 19,5% depuis, son plus bas niveau en presque trois ans. (AFP 19.05)

Social

Allemagne

Après des années d'austérité, l'Allemagne renoue avec les hausses de salaires: 800.000 employés de la métallurgie du Bade-Wurtemberg (sud-ouest) ont obtenu samedi une augmentation de 4,3% qui va servir de référence pour le secteur dans tout le pays.

La fédération allemande de la métallurgie Gesamtmetall a recommandé d'appliquer cet accord dans les autres régions. La vaste branche de la métallurgie, qui regroupe aussi le secteur des machines-outils, de l'automobile et de l'électronique, emploie 3,6 millions de personnes dans le pays et forme la colonne vertébrale de son industrie, très orientée vers l'export.

Le syndicat IG Metall exigeait au départ une hausse de 6,5% des salaires et faisait pression sur les entreprises de la branche avec des grèves dans tout le pays depuis fin avril, qui ont touché notamment Bosch, Siemens ou encore Daimler.

Outre une hausse de salaires immédiate de 4,3% à compter de mai jusqu'en avril 2013, cet accord pilote, trouvé dans la nuit de vendredi à samedi au bout d'un 5ème round de négociations, limite également le recours aux travailleurs intérimaires et favorise l'embauche des apprentis.

Au bout de deux ans maximum dans la même entreprise, un travailleur intérimaire devra ainsi obligatoirement recevoir une offre d'emploi de la part de celle-ci. D'autres règles concernant le recours aux intérimaires pourront être négociées au cas par cas avec les comités d'entreprise.

La coutume d'embaucher les apprentis après une période d'essai concluante a été confirmée, toutefois "*en fonction du besoin de l'entreprise*", selon Südwestmetall, la branche de Gesamtmetall dans le Bade-Wurtemberg.

Les hausses de salaires se sont multipliées ces dernières semaines dans différents secteurs en Allemagne. Elles ont été encouragées par le ministre allemand des Finances lui-même, Wolfgang Schäuble, qui a récemment estimé qu'il était "*normal*" d'augmenter à présent les salaires.

Ces hausses interviennent en effet après quinze ans d'austérité et de réformes sociales dures dans le pays, comme le report progressif du départ à la retraite et une flexibilité accrue du marché du travail, lequel est actuellement en pleine santé avec un taux de chômage de 7%, au plus bas depuis plus de 20 ans.

Cette semaine même la chancelière Angela Merkel et son gouvernement, chantres de l'austérité en Europe, se sont offert une hausse de salaires de 5,7%, la première en douze ans.

Fin mars, deux millions de fonctionnaires allemands avaient donné le ton en décrochant une augmentation de 6,3%, après des grèves d'avertissement. Environ 220.000 employés des banques publiques et privées en Allemagne luttent toujours pour obtenir une augmentation de 6%.

"*Le pouvoir des salariés se renforce*" en Allemagne dans de nombreux secteurs qualifiés, où le manque de main d'oeuvre va s'accroître en raison du vieillissement accéléré de la population allemande, estimait récemment Günter Warsewa, directeur de l'Institut pour le travail à l'université de Brême (nord).

Cependant "*le système allemand de négociations sociales permet toujours d'arriver à un résultat intelligent*", selon lui. "*Les syndicats ne mettront pas en danger la croissance et la productivité*".

Cela n'empêche pas quelques déconvenues, comme la décision d'Opel cette semaine de ne plus produire son modèle Astra en Allemagne à partir de 2015 mais uniquement en Grande-Bretagne et en Pologne, où les coûts de production sont moins élevés. (AFP 19.05)

Economie

Espagne

Le déficit public de l'Espagne s'est finalement élevé l'an dernier à 8,9% de son produit intérieur brut (PIB), contre 8,5% précédemment annoncé et 6% prévu à l'origine.

Le Trésor, qui a diffusé les nouveaux chiffres vendredi soir, a indiqué que l'Espagne s'en tenait néanmoins à son objectif de déficit 2012 de 5,3% du PIB.

Trois des 17 régions autonomes espagnoles avaient auparavant annoncé vendredi que leur déficit budgétaire pour 2011 était supérieur aux chiffres initialement publiés. (Reuters 19.05)

Haut de page

Le 21 mai

CAUSERIE

Vous avez eu Sarkonapoléon qui prétendait avoir sauvé l'épargne du Français moyen et des millions d'emplois, l'UE d'un terrible désastre financier et le monde du chaos, et bien maintenant vous avez Hollande, l'homme de paille des puissants, qui prétend inspirer à défaut de pouvoir l'imposer sa théorie sur la "*croissance*" à Obama, Merkel et Barroso.

En réalité, Hollande n'a rien inventé, il n'a fait que reprendre à son compte les différents rapports et les différentes recommandations de l'OCDE, de la Banque Mondiale, du FMI. Comment cela, pourquoi procéder ainsi ?

Tous les gouvernements de droite ou dits de gauche sont massivement rejetés par les masses pour avoir mis en oeuvre de violentes politiques d'austérité réduisant leur niveau de vie. Ceux qui se proclament de gauche et qui ne sont pas encore discrédités dans leur pays ou qui ne se sont pas encore brûlés les ailes à l'exercice de l'austérité, sont appelés à prendre la

relève pour amplifier cette politique antisociale dans les pays les plus puissants de l'UE, la France et l'Allemagne, puisque personne d'autres ne peut le faire à leur place : Sarkozy était grillé et il a dégagé, Merkel est usée jusqu'à la corde et va bientôt prendre le même chemin, Roy est déjà fini, Cameron est très impopulaire, Monti n'a même pas été élu, etc.

Comment ? Par un tour de passe-passe, en présentant la croissance sous un jour progressiste, laissant à chacun le loisir d'interpréter la croissance à sa manière, de préférence en y mettant ce qu'il en attend, et peu importe si finalement cela ne correspond pas à la réalité, ils n'ont pas le choix, il s'agit pour eux de parer au plus pressé et d'avancer car la crise ronge leur système au bord de l'effondrement. Quant à savoir si les masses seront dupes et pendant combien de temps, la réponse dans les semaines ou les mois à venir. Quand les coups pleuvront sur leurs têtes

Qu'est-ce qui a changé le 6 mai ? L'emballage, le contenu est demeuré exactement le même. En participant à cette mascarade, vous avez légitimé, soutenu ce numéro d'illusionnisme...

Quelques sujets de réflexion qui méritent notre attention et qu'il faut creuser.

1- En France. Avons-nous un président et un gouvernement fantoches ? Comment expliquer la présence de si nombreux avocats dans ce gouvernement ? Qui dirige vraiment le pays, une poignée de technocrates et de juristes conquis à l'UE ?

2- Dictature. Les lois restreignant le droit de manifester en Russie et au Canada, la criminalisation de ce droit... Je vous conseille de lire les articles mis en ligne sur cette question qui concerne le mouvement ouvrier international.

3- Comment peut-on prétendre que les institutions de la Ve République seraient légitimes quand dans l'Assemblée nationale sortante il n'y avait pas un seul ouvrier ?

4- Comment peut-on parler de l'indépendance de la classe ouvrière et ses syndicats quand ils sont incapables de se situer exclusivement sur le terrain de classe des exploités ?

5- La BCE prête aux banques de l'argent qui n'existe pas, puis les banques prêtent aux Etats, aux entreprises et aux particuliers de l'argent qui n'existe pas, d'où vient cet argent, à quoi correspond-il ?

6- Si la nature petite-bourgeoise (couches moyennes ou supérieures du prolétariat) des électeurs qui ont voté PS suffisait à en faire un parti ouvrier comme certains le prétendent, alors d'autres partis mériteraient cette étiquette, EE-Les Verts, le MoDem, on pourrait ajouter l'UMP et le FN... C'est grotesque, n'est-ce pas ?

7- Pourquoi parmi les partisans d'une sortie de l'euro et de l'Union européenne, personne ne décrit de quelle manière les choses se passeraient concrètement, au-delà du refrain habituel sur le rôle de la Banque de France qui ne nous avance pas à grand chose ?

8- Pourquoi aucun parti politique ne popularise-t-il pas le socialisme ? Existe-t-il encore un parti pour représenter le socialisme ?

9- Pourquoi absolument aucun parti ne boycotte-t-il pas les institutions ? Existe-t-il encore un parti indépendant des institutions et du capital ?

10- Pourquoi aucun parti ne se prononce-t-il pas contre le financement des syndicats par l'Etat ? Existe-t-il encore un parti indépendant de l'Etat ?

11- Pourquoi aucun parti dans son programme ne reprend-il pas la perspective d'une société sans classe et sans Etat ?

12- Pourquoi l'humanité devrait-elle être vouée à vivre sous le règne de l'exploitation et de l'oppression ? Serait-ce finalement son destin? L'objectif du développement de la civisation humaine à portée de la main mais impossible à réaliser jusqu'à présent, coïnciderait-il dès lors avec sa déchéance, sa perte, son auto-destruction, sonnerait-il le glas de sa disparition au même titre que bien des espèces animales ou végétales ?

On évitera les questions existentielles, soyons lucide en toute circonstance.

En famille. Le "***changement c'est maintenant***". La preuve.

Cela nous avait échappé. Lors de la cérémonie de passation de pouvoir, dans son discours inaugural au Palais de l'Elysée, Hollande a fait l'éloge de ses prédécesseurs dont il incarne la continuité : «*Charles de Gaulle qui a mis son prestige au service de la grandeur et de la souveraineté de la France, Georges Pompidou qui fit de l'impératif industriel un enjeu national, Valéry Giscard d'Estaing qui relança la modernisation de la société française.* ». Sans oublier le plus grand d'entre eux : Mitterrand à qui l'on doit notamment Maastricht, la BCE et l'euro.

Que des "*grands hommes*" qui ont eu l'insigne mérite de ne cesser de combattre la classe ouvrière.

Hollande : "***Nous n'y faisons pas obstacle***". Soumission à l'impérialisme américain par "***pragmatisme***".

Interrogé sur son approche des questions abordées au sommet de l'Alliance qui réunit les dirigeants de 28 pays à Chicago dimanche et lundi, François Hollande s'est déclaré "*pragmatique pour faire que, sur le sujet du bouclier antimissiles, toutes les précautions soient prises, toutes les conditions soient respectées*".

De source diplomatique française, on explique que quatre conditions doivent être réunies sur ce dossier.

"*Nous n'y faisons pas obstacle mais il y a quatre éléments décisifs*", a expliqué un diplomate français, citant tout d'abord "*le fait qu'il n'y ait pas opposition mais complémentarité entre dissuasion nucléaire et défense antimissile*".

Deuxième point: que soient réunies "*les conditions politiques d'engagement des forces*" - "*savoir qui appuie sur le bouton et quand*", a résumé un conseiller de François Hollande.

Les deux autres conditions sont financières: "*Cela ne doit pas nous exposer à des dérives financières*" et il faut que "*des industriels américains mais aussi européens et français puissent y trouver leur compte*", a-t-on ajouté. (Reuters 20.05)

Si le complexe militaro-industriel français tire profit de la présence de la France dans l'Otan, franchement, pourquoi s'en priver.

L'art de l'enfumage.

A propos du retrait partiel d'Afghanistan d'ici fin 2012 :

"*C'est une décision souveraine, même si, en même temps, ses conditions seront déterminées en accord avec nos alliés*", répète-t-on de source diplomatique française. (AFP 20.05)

Traduisez : nous ne prendrons pas de décisions qui traduiraient un désaccord avec nos alliés qui demeurent en dernier ressort les véritables maîtres de la situation.

Les masques tombent, suite. Le Front de gauche soutient ouvertement le gouvernement contre les intérêts des travailleurs passés à la trappe.

Le porte-parole des députés du Front de gauche, Roland Muzeau (PCF), assure le Premier ministre Jean-Marc Ayrault de leur "*implication résolue*" pour "*la réussite de la gauche*", et réclame plusieurs mesures sociales immédiates, dans une lettre rendue publique dimanche.

Il cite "*une augmentation significative du SMIC et des minima sociaux, l'application du droit de réquisition des logements vacants et la suspension de tout plan de licenciements dans les grandes entreprises jusqu'à la tenue d'une conférence avec les partenaires sociaux*".

"*Je veux vous assurer, avec la plus grande sincérité, de l'implication résolue du Front de gauche et de ses parlementaires pour la réussite de la gauche*", écrit M. Muzeau, dans cette missive datée de vendredi.

"*Dans cet esprit, nous soutiendrons chaque mesure qui ira dans le sens d'une plus grande solidarité et du progrès social et, fidèles aux engagements que nous avons pris devant les citoyennes et les citoyens, nous serons tout aussi déterminés quand tel ne sera pas le cas*", ajoute le député des Hauts-de-Seine.

"*Vous pourrez compter sur nous, ainsi, pour faire barrage efficace aux oppositions et pressions conservatrices qui ne manqueront pas à droite*", conclut-il. (AFP 20.05)

A propos de la candidature de Mélenchon.

La circonscription d'Hénin-Beaumont ou se présente M. Le Pen était la seule gagnable par Mélenchon. Pourquoi ? Parce qu'aucun dirigeant du PS ne s'y présente et que le PS local est englué dans des affaires de corruption depuis des années, du coup la place était libre pour enlever le morceau, tout du moins c'est le calcul d'épicier qu'a fait notre charlatan de service qui cumulera ainsi le mandat de député et de député européen s'il est élu.

Ce qui n'est pas encore gagné... bien que, puisqu'en additionnant les pourcentages du FN, du MoDem soutenu par l'UMP, selon un dernier sondage, si Mélenchon bénéficiait du report des voix des candidats du PS, d''Europe Ecologie- Les Verts et de Lutte ouvrière il atteindrait tout juste 51%. Mais Mélenchon est malin, il sait qu'il pourra compter en outre sur l'absention d'une partie des voix qui se seront portées sur le candidat du MoDem-UMP, mieux il pourra même espérer qu'une partie de ces électeurs votent pour lui pour empêcher M. Le Pen de l'emporter. Une grande inconnue demeure au-delà des déclarations hypocrites : le PS, Europe Ecologie- Les Verts et Lutte ouvrière ne préfèreront-ils pas faire élire M. Le Pen pour infliger une défaite à celui qui a l'arrogeance de s'estimer indispensable à la "gauche" ?

Vous me direz qu'on s'en fout complètement, je suis d'accord avec vous, c'était juste pour montrer à quel point on peut être tordu tout en prétendant le contraire. Les champions du combat contre l'extrême droite comme ils se présentent, demeurent en réalité ceux qui portent la responsabilité de la montée de l'extrême droite pour refuser de rompre avec le capital, l'euro, l'UE, l'ONU, l'Otan et j'en passe.

Actualité en titres

Leur monde, celui de Hollande, pas le nôtre.

- Hollande vante les mérites du G8, notamment sur la croissance AFP

- Sommet de l'Otan : Hollande s'adapte aux enjeux afghans - LeFigaro.fr

Qui a dit que les institutions de la Ve République étaient anti-ouvrières ?

- Aucun ouvrier, peu de femmes et beaucoup de sexagénaires parmi les députés sortants - AFP

S'il n'y a aucun ouvrier élu à l'Assemblée nationale, c'est que cette institutions est illégitime, non ? Non répond en coeur depuis plus d'un demi-siècle la confrérie des opportunistes réunies qui y participent ou qui appellent à y participer, tous partis et formations ouvrières sans exception, à croire qu'ils sont tous corrompus par les idées de la classe dominante.

INFOS EN BREF

Politique

1- Serbie

Le nationaliste populiste Tomislav Nikolic a remporté dimanche contre toute attente l'élection présidentielle en Serbie, le président sortant Boris Tadic admettant sa défaite avant même l'annonce des résultats officiels.

M. Nikolic a obtenu 49,4% des voix contre 47,4% pour M. Tadic, selon des résultats partiels portant sur un échantillon représentatif au niveau national pris en compte par le CESID, un organisme indépendant chargé de la surveillance du scrutin.

M. Nikolic, 60 ans, un populiste reconverti en pro-européen après avoir longtemps contesté une telle option pour son pays, avait misé notamment sur le mécontentement grandissant de la population en raison de la mauvaise situation économique en Serbie, où le chômage touche 24% de la population.

M. Nikolic a immédiatement tenu à rassurer quant à l'option européenne de son pays.

"*La Serbie maintiendra sa voie européenne (...) Ce scrutin n'a pas porté sur qui conduira la Serbie vers l'UE mais sur qui réglera les problèmes économiques créés par le Parti démocratique*" (DS) de M. Tadic, a dit M. Nikolic à la presse. (AFP 20.05)

2- Iran

Certains pays occidentaux envisagent une action militaire contre l'Iran qu'ils soupçonnent de vouloir se doter de l'arme nucléaire, a déclaré dimanche le vice-ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Riabkov.

Le responsable russe s'adressait à des journalistes dans l'avion qui le ramenait du sommet du G8 à Camp David, où les dirigeants mondiaux ont laissé entendre qu'ils étaient prêts à puiser dès cet été dans leurs réserves stratégiques de pétrole si un durcissement éventuel des sanctions contre Téhéran devait limiter les approvisionnements sur le marché.

"*C'est l'un des signes nombreux et variés, venant de plusieurs sources, qui montrent que l'option militaire est considérée*

comme possible et réaliste", a dit Riabkov.

"*Nous recevons des indications, à la fois par des canaux publics et par nos services de renseignement, selon lesquelles cette option est considérée dans certaines capitales comme désormais plus plausible.*"

"*Nous sommes très inquiets à ce sujet. Nous ne voulons pas que la région et le monde soient entraînés dans de nouvelles divisions et de nouveaux conflits politiques violents*", a ajouté le numéro deux de la diplomatie russe. (Reuters 20.05)

Economie

Inde

L'Inde attendait 10 % de croissance, elle est tombée en dessous de 7% pour l'année fiscale qui vient de se terminer fin mars. Plus grave, sa production industrielle aurait chuté en territoire négatif, l'inflation pourrait dépasser les deux chiffres et la dette publique dépasse les 80%. (Atlantico.fr 20.05)

Haut de page

Le 22 mai

CAUSERIE

La réflexion du jour.

Autrefois il fallait tabler sur une grosse défaite pour que le mouvement ouvrier se réveille. Et bien même la défaite de 2007 n'y a rien fait, pourquoi, parce que la majorité des masses ne l'ont pas forcément vécu de la sorte, ni ceux qui les représentaient qui n'y avaient rien compris sur le coup. Pas plus aujourd'hui d'ailleurs, comment cela ? Car en cinq ans bien des choses ont changé, Sarkozy a gouverné pour le compte de ses amis du CAC 40 tout en reprenant à son compte une grande partie de l'idéologie de l'extrême droite au point de se faire haïr par la majorité des travailleurs.

S'il avait été réélu, bien des travailleurs auraient enragé, auraient été prêts à faire n'importe quoi pour le dégager, d'où la nécessité de se donner les moyens pour atteindre cet objectif... Un camarade m'a dit hier qu'il n'en était pas sûr car le niveau politique général des travailleurs était tombé très bas. Certes, mais face à une violente agression associée à la haine de celui qui la met en oeuvre, cela pouvait donner un cocktail explosif qui aurait surpris jusqu'aux travailleurs eux-mêmes qui se seraient mobilisés.

Il est vrai que bien des choses ont changé au cours des cinq dernières années, sauf pour nos dirigeants toujours scotchés à leurs théories foireuses. En gros, leurs partis ou groupes ne servent que leurs intérêts et le PS, c'était vrai après-guerre, c'était vrai en 1981, c'est toujours vrai en 2012.

Si Sarkozy était repassé, il pouvait tout faire péter par sa brutalité, Hollande poursuivra la même politique en y mettant la forme, en l'enveloppant dans un beau paquet cadeau nommé "*croissance*" à l'aide du "*dialogue social*" qu'il compte bien institutionnaliser. Appeler à voter Hollande en précisant qu'il n'y avait rien à en attendre était un tour de passe-passe inutile, puisque la majorité avait décidé de dégager Sarkozy sans pour autant se faire des illusions sur les intentions de Hollande.

Qu'est-ce qui ressort de tout cela ? Un front unique derrière Hollande, la fâcheuse impression que la totalité du mouvement ouvrier a voté Hollande, et que s'il n'y a rien à en attendre, il ne faut rien attendre non plus de ceux qui ont appelé à voter pour lui, bref, que la situation est sans issue politique, cadenassée par les appareils. C'est tellement évident que même le jaune Chérèque avant le 6 mai n'a pas osé désavouer les journalistes qui lui prêtaient un certain soulagement de tirer un trait sur Sarkozy, sans toutefois appeler ouvertement à voter Hollande comme le fit Thibault pour la CGT, mais cela revenait au même.

C'est à se demander quel type de défaite il faudra que le mouvement ouvrier encaisse pour qu'il se remette sur les rails du combat pour le socialisme, du même ordre qu'à deux reprises au cours du XXe siècle ? La révolution prolétarienne ne pourrait surgir finalement qu'en réaction à une guerre impérialiste ?

Le changement dans la continuité c'est maintenant ou faites tomber les masques.

Au "*bruit de campagne*", titres d'articles consacrés à la mascarade de la présidentielle au cours des derniers mois, succède "*Le changement dans la continuité c'est maintenant ou faites tomber les masques*", des articles (ou extraits) démontrant faits à l'appui que le gouvernement Hollande-Ayrault poursuit la politique du gouvernement Sarkozy-Fillon.

Le gouvernement Hollande-Ayrault est un gouvernement capitaliste, impérialiste, l'actualité des quatre derniers jours le prouve déjà amplement. Ce n'est pas tant leur politique qui nous intéresse ici puisqu'on en connaît déjà le contenu réactionnaire, que la méthode utilisée pour l'appliquer et la manière de la présenter.

Vous n'avez plus rien à en attendre. Bienvenue au club !

"*Je considère que le mandat qui m'a été confié par les Français a déjà été honoré*", s'est vanté François Hollande. (AFP 21.05)

Son mandat (international) était de s'aligner sur l'impérialisme américain auquel les intérêts français sont liés, mission accomplie et il en est fier le bougre. L'autre volet national de son mandat, c'est de préserver les avantages de l'aristocratie ouvrière, des couches supérieures du prolétariat et des intellectuels subordonnés au régime qui constituent son fond de commerce et en assure la stabilité contre le reste de la classe ouvrière. Là cela va être plus difficile dans les semaines et mois à venir... Cela fera l'objet de tractations de marchands de tapis avec les dirigeants syndicaux, toujours au détriment de l'immense masse des exploités inorganisés ou atomisés selon le principe des vases communicants. Chez Air France ils sont déjà en train de négocier des milliers de suppressions de postes et la remise en cause des conditions de travail jugées trop favorables aux travailleurs par la direction, par exemple.

Au lieu d'en appeler à la mobilisation dans l'unité des travailleurs du public et du privé pour conserver leurs acquis ou obtenir des améliorations de leur sort, les uns seront appelés catégoriellement à défendre leur bout de gras contre les autres secteurs moins organisés ou plus difficilement mobilisables. Gageons que Ayrault, Sapin et Montebourg pourront bientôt dire la même chose que leurs prédécesseurs à l'égard des dirigeants syndicaux, qu'ils ont su faire preuve de responsabilité face aux difficultés que traverse la France pour reprendre le discours de Fillon.

Titre de l'article par l'AFP : *Sur le fond et la forme, Hollande ravi de sa première sortie diplomatique*.

Il a donné des gages de ses bonnes intentions aux maîtres du monde qui savaient pertinemment à quoi s'en tenir depuis longtemps sur son compte. Ils les ont acceptés en guise de bienvenue au club des nantis qui pourrissent la vie de tous les peuples de la planète. Ils ont joué le jeu, c'est normal, Hollande est l'un des leurs.

Et puis, après son offre de service sur la "*croissance*" qui rime avec surexploitation, précarité renforcée et nouveaux cadeaux aux capitalistes, ils ont tout de suite compris quel avantage ils pourraient en tirer. Vaut mieux que ce soit Hollande qui monte au créneau, c'est lui qui en retour prendra le boomerang en pleine figure lorsque l'effet d'annonce sera passé. Ils se disent qu'il sera plus facile de faire passer de nouvelles mesures d'austérité par un président qui se prétend socialiste, à ceci près qu'à trop tirer sur la corde elle finira bien par casser un jour, c'est ce à quoi nous allons nous employer et le plus tôt sera le mieux.

Avec l'arrivée de Hollande au Palais et une majorité de députés PS et ses satellites en juin prochain, on va se retrouver dans la même situation qu'en 1981 quand il n'y avait plus officiellement d'opposition face au capital. Jusque là, l'illusion que le PS et ses acolytes constituaient une opposition au gouvernement pouvait alimenter l'espoir d'un changement ou tout du moins encourager les travailleurs à se mobiliser en s'assurant éventuellement de leur soutien.

Désormais c'est terminé, le consensus entre le capital et le PS réalisé au plus haut niveau de l'Etat en l'absence de toute issue politique portée par un parti ancré profondément dans les masses, leur interdit de formuler le moindre espoir, elles se retouvent pour ainsi dire totalement désarmées face à un pouvoir censé représenter leurs intérêts alors qu'il n'en est rien, elles se retrouvent neutralisées, contraintes au désespoir.

Hier soir, lors d'une longue communication téléphonique, un camarade qui a refusé de voter Hollande le 6 mai, s'est étonné qu'aucun parti ou aucune formation politique n'ait appelé à boycotter les élections présidentielles et législatives, sans forcément justifier le recours au boycott. Nous en sommes arrivés à la conclusion qu'ils étaient tous corrompus par le capital à des degrés divers et que la situation politique actuelle était le produit de l'incapacité du prolétariat à se doter d'une nouvelle direction révolutionnaire au cours des 70 dernières années, de l'incurie politique de la quasi totalité des dirigeants issus de la IVe Internationale, dont l'appel à voter Hollande a été le dernier témoignage en date.

Nous assimilons cet appel à une désertion, une capitulation en rase campagne. Aujourd'hui les uns et les autres vont se tourner vers Hollande et son gouvernement comme nous l'avions prévu. Ce qu'ils en attendent, c'est ce qu'ils sont incapables de concevoir par le biais de la lutte de classe. Au lieu de tirer les enseignements de l'impossibilité dans laquelle nous nous trouvons d'obtenir quelque chose parce que nous n'avons pas les moyens de mobiliser la classe, ils vont reprendre leur refrain habituel qui nous a justement conduit dans cette impasse politique. Du coup, ce camarade qui a milité pendant plus de 50 ans m'a dit, qu'il avait dépassé le stade du désespoir, qu'il n'attendait plus rien de personne et de nulle part, honnêtement, il ne voyait pas comment nous pourrions nous en sortir.

Alors imaginez un instant l'état d'esprit des travailleurs qui n'ont pas cette longue expérience de la lutte de classe, car il en a fallu de

la volonté et du courage pour tenir pendant 50 ans face à une armée d'opportunistes qui a brisé la déterminantion de plus d'un militant ouvrier. On s'est interrogé, pourquoi ne sommes-nous pas parvenus à surmonter tous les obstacles qui se sont dressés sur notre route, pourquoi finalement aucun dirigeant ou parti n'a réussi à s'imposer et n'est plus honnête qu'un autre, ceci explique sans doute cela avons-nous convenu bien que ce ne soit pas la seule explication.

J'ajouterai qu'une partie des dirigeants qui ont émergé au lendemain de la guerre étaient inexpérimentés ou faibles sur le plan théorique, qu'ils ne possédaient pas forcément les qualités requises pour diriger un parti, ce qui ne les a pas empêchés de s'en emparer et de rester à leur direction pendant des décennies, jusqu'à modeler leur parti à leur image, lui imposer un modèle de fonctionnement qui n'avait pour fonction que de camoufler leurs propres faiblesses pour conserver le pouvoir, tandis que leur ligne politique autodéclarée conforme au trotskisme était en réalité subordonnée aux appareils du PS ou du PCF, de FO ou de la CGT.

Dette : même discours rubis sur l'ongle. C'est aux travailleurs de payer pas aux capitalistes !

La France respectera ses engagements de réduction du déficit public dès 2013 et reviendra à l'équilibre budgétaire comme promis en 2017, a déclaré lundi le nouveau ministre des Finances Pierre Moscovici à Berlin.

"*Les engagements qui ont été pris par le président François Hollande pendant sa campagne en matière de finances publiques seront tenus*", a-t-il affirmé lors d'une conférence de presse avec son homologue allemand Wolfgang Schäuble, tout en réitérant l'intention de Paris de "*mettre sur la table*" toutes les solutions pour doper la croissance dans la zone euro.

Les deux ministres ont aussi évoqué "*les mesures possibles pour relancer la croissance en Europe*", selon le Français, citant "*l'amélioration de la compétitivité*" et le "*soutien aux investissements*". (AFP 21.05)

Grèce : même discours, même diktat. C'est au peuple grec de payer, pas aux armateurs, aux banquiers et à l'Eglise.

Wolfgang Schäuble a déclaré qu'il "*fallait tout faire pour garder la Grèce dans l'union*" monétaire, de concert avec Pierre Moscovici, lors d'une conférence de presse. "*Nous considérons ensemble que la Grèce a sa place dans la zone euro*", mais Athènes doit "*tenir ses engagements*", a ajouté le ministre socialiste français, qui avait choisi Berlin pour son premier voyage à l'étranger. (AFP 21.05)

Pas question d'éviter ou d'interdire les plans sociaux, les licenciements, il faudra faire avec.

Le ministre délégué chargé de l'Economie sociale et solidaire, Benoît Hamon, a déclaré lundi soir sur i.Télé que le gouvernement voulait "*donner davantage d'instruments, de moyens aux salariés pour faire face à des plans sociaux*".

Selon Benoit Hamon, la France "*a perdu 450.000 emplois industriels parce qu'on les a laissés partir pour nombre d'entre eux, parce qu'on a laissé les délocalisations se faire, parce qu'on n'a pas incité aux relocalisations*".

Qui "*on*", sinon le PS qui prétend être au côté des travailleurs alors qu'il est au côté des patrons ?

"*La logique de ce gouvernement, ce n'est pas d'accompagner les stratégies de réduction des coûts qui existent dans tous les groupes et qui consistent à expliquer que pour faire davantage d'argent et mieux rémunérer les actionnaires, il faut qu'il y ait moins de salariés*", a-t-il dit. (source : AFP 21.05)

Les bureaucrates pourris des syndicats dans ces entreprises s'en chargeront volontiers, ils ont acquis une solide expérience dans ce domaine au côté du patronat et des gouvernements précédents, vous pourrez compter sur eux, le PS n'aura même pas besoin de s'en mêler.

Parole d'un internaute adhérent ou sympathisant du Front de gauche

- "*Mélenchon extrémiste ? C'est une blague ... commencez par lire le programme du Front de gauche et vous verrez que ce n'est pas le cas. Il ne faut pas confondre NPA, Lutte Ouvrière et le Front de Gauche qui est la seule vraie force de gauche anti-austérité sans être extrémiste (pas de nationalisation des banques, pas de volonté de sortir de l'euro, pas d'expropriations). Ce n'est pas parce que le PS à déplacé sa ligne politique plus à droite qu'il y a dix ans qu'on peut se permettre d'appeller ça de l'extrémisme. Et cessons de comparer La Riche Chatelaine de Le Pen héritière des valeurs de la collaboration avec Mr Mélenchon, ancien socialiste qui prône une révolution citoyenne et républicaine par les urnes. avant de parler sans savoir, faites au moins l'effort de vous renseignez ...* "

Merci monsieur pour ces précisions que nous connaissions déjà mais qui "*renseignent*" sur la nature politique de Mélenchon et le Front de gauche totalement subordonnés au régime et à l'Union européenne qui les nourrissent, et dont ils réclament

une "*réorientation*" de sa politique économique et sociale, alors que l'UE a été conçue comme un carcan pour soumettre les peuples de l'UE au talon de fer du capital.

D'une scie qui a été conçue pour couper du bois, Mélenchon voudrait nous faire croire qu'elle pourrait être utilisée en maçonnerie pour couper des parpaings, oui c'est aussi grotesque que cela, nous faire prendre des vessies pour des lanternes rien de moins.

Mélenchonade. Vive l'ONU !

Titre d'un article de presse : Mélenchon fustige la croissance "*libérale*" du G8 - LePoint.fr 21.05

Jean-Luc Mélenchon (Front de gauche) s'est montré lundi très circonspect sur le bilan du G8, "*une institution détestable*", qui préconise, selon lui, une croissance "*libérale*".

Il a affirmé sur France 2 que ce mot "*ne veut rien dire*". "*Il y en a deux définitions. Les uns, la droite et les libéraux, disent : on va produire plus avec des coûts salariaux moindres avec de l'innovation, c'est la politique de l'offre. On connaît le résultat : salaires de plus en plus bas, délocalisations...*"

"*Et puis il y a la version de gauche*", on "*part de la demande, de quoi les gens ont besoin, et on y met l'argent dont on a besoin : argent public pour les services publics, augmentation des salaires pour les ouvriers*", a-t-il poursuivi.

"*Que recouvre le mot croissance mis dans le G8 ? Ne me faites pas rigoler, c'est la version libérale mondiale de ce G8 qui est une institution mondiale*", a dit l'eurodéputé. "*C'est huit nations qui sont là et qui donnent des ordres à la terre entière. Il y a un organisme de l'ONU qui s'occupe de ces questions, la Cnuced. Pourquoi éprouve-t-on le besoin de faire ce directoire à 8 ? Quand on va au bal, c'est pour danser. Si François Hollande va au G8, il ne peut faire autre chose que du G8*", a encore dit Jean-Luc Mélenchon. (lepoint.fr 21.05)

Parce que voyez-vous l'ONU accepterait, mieux soutiendrait une politique qui "*part de la demande, de quoi les gens ont besoin*", qui inclurait une "*augmentation des salaires pour les ouvriers*", ben voyons, c'est bien connu que l'ONU est une agence du travail contre le capital, qu'elle oeuvre depuis plus d'un demi-siècle avec une fidélité sans faille au bien-être de l'humanité, à la paix dans le monde...

Par ailleurs, dimanche sur France Inter, ce charlatan s'est fendu de petites phrases en direction de Hollande, extraits :

- "*Moi je n'embête pas Hollande*", il manquerait plus que cela !

- "*J'ai pris un engagement solennel au nom du Front de gauche: jamais le groupe du Front de gauche (...) nous ne voterons une motion de censure déposée par la droite*". Il ne l'a pas précisé alors disons-le à sa place : nous ne déposerons pas de motion de censure contre le gouvernement de crainte que la droite s'y associe et que le gouvernement tombe. Bref, quoi qu'il arrive, nous le soutiendrons.

Le NPA et le front unique avec le PS

Toutefois, "*on peut avoir sur des sujets ponctuels des meetings communs, des batailles unitaires, y compris avec le PS, même si ça va être plus dur parce qu'ils sont au gouvernement*", a-t-il dit, citant l'exemple des luttes des salariés de Fralib (Bouches-du-Rhône) ou d'Arcelor (Moselle).

L'objectif pour le NPA reste, comme l'affirme Mme Poupin, d'être "*une opposition à la gauche de ce gouvernement*". "*Il n'y a rien à attendre de ce gouvernement*", appuie M. Poutou. (AFP 21.05)

Nous, nous sommes contre tout front unique avec le PS en tant que parti du gouvernement capitaliste Hollande-Ayrault. En revanche, nous n'avons rien contre un front unique ponctuel et circonscrit à un objectif précis avec des militants du PS ou du PCF, du POI, NPA ou LO.

Côté justice, qu'est-ce qui a changé depuis le 6 mai ? Devinez ? Rien !

Les laboratoires Servier et leur président-fondateur Jacques Servier ont obtenu lundi une victoire procédurale avec le renvoi de leur premier procès pour "*tromperie aggravée*" dans l'affaire visant le médicament Mediator.

Les prévenus ont au moins gagné du temps, et pourraient même in fine obtenir l'annulation totale d'une des deux procédures pénales relatives à ce médicament prescrit à des millions de personnes de 1976 à 2009 et qui aurait fait, selon des rapports officiels, de 500 à 2.000 morts.

Saisi d'une citation directe par 600 victimes présumées, le tribunal correctionnel de Nanterre (Hauts-de-Seine) a retenu une demande soulevée par les prévenus, une "*question prioritaire de constitutionnalité*" (QPC) consistant à se plaindre d'une possible violation des droits de la défense.

On ne peut, dit la défense des prévenus, juger les suspects pour "*tromperie*" sur citation directe alors même qu'une instruction est en cours à Paris sur les mêmes faits, dans laquelle pourraient apparaître des éléments à décharge.

Cette QPC sera soumise à la Cour de cassation qui aura trois mois pour statuer. Elle décidera soit de la rejeter, auquel cas le procès de Nanterre pourra se tenir, soit de la transmettre au Conseil constitutionnel, qui aura alors un délai de trois mois pour statuer définitivement. S'il accepte les arguments de la défense, le procès de Nanterre ne se tiendra jamais.

Dans sa décision lue à l'audience, la présidente du tribunal de Nanterre a eu des mots très durs pour les avocats des plaignants, qui s'étaient vantés dans la presse de "*faire partir avec les pinces*" les prévenus dans un délai de quelques jours.

La magistrate, Isabelle Prévost-Desprez, a rappelé le droit de chacun à un "*procès équitable*" et ajouté : "*il ne saurait être imposé à aucun juge un procès tronqué*".

Hervé Témine, l'avocat de Jacques Servier, qui est âgé de 90 ans, a triomphé devant la presse. (Reuters 21.05)

Avec un peu de chance, cette ordure a 90 ans et il va bénéficier de 6 mois de rallonge avant d'être jugé, enfin peut-être, trois mois de la Cour de cassation et trois mois du Conseil constitutionnel, il sera peut-être crevé avant, sans être jugé pour ses crimes. C'est un serial killer et un récidiviste par dessus le marché.

Quand on dit qu'il faut faire table rase du passé, est-ce qu'on exagère ? Abolir la Constitution de la Ve République, c'est abolir leur justice, leur police, leur armée...

Mégalocratie.

L'émirat a inauguré un immeuble résidentiel de 107 étages et dont l'appartement le plus haut culmine à 356,9 mètres, a annoncé lundi l'agence officielle des Émirats arabes unis, citant le livre Guiness des records. La tour Princess, haute de 414,3 mètres, est surmontée par un dôme en forme de couronne.

Dubai abrite déjà la plus haute tour du monde, Bourj Khalifa (828 m), inaugurée en janvier 2010 et qui est devenue le nouvel emblème de l'émirat. Cette tour compte 200 étages. (lepoint.fr 21.05)

Comment ils se gavent, suite. Légal mais illégitime.

M. Cook, qui a assumé la direction générale d'Apple en août, deux mois avant la mort du fondateur et précédent patron Steve Jobs, affiche une rémunération de quelque 377,98 millions de dollars, selon un enquête publiée lundi.

Le fondateur et directeur général d'Oracle Larry Ellison apparaît en deuxième place de ce classement, avec 76,01 millions de dollars.

Ces chiffres, tirés des rapports annuels aux actionnaires, ont été compilés par Hay Group pour le compte du quotidien et portent sur les 300 plus grandes entreprises cotées aux Etats-Unis selon leur chiffre d'affaires.

Le patron de la chaîne de télévision CBS Leslie Moonves est en troisième position avec 69,32 millions de dollars, suivi du directeur général de la chaîne d'habillement en difficulté JCPenney, Ronald Johnson (53,27 millions de dollars), recruté chez Apple en novembre.

Le PDG de Motorola Mobility Sanjay Jha est cinquième avec 46,59 millions de dollars.

Le top 10 comprend encore les patrons de Citigroup, Viacom, Motorola Solutions (équipements télécoms professionnels), Walt Disney et Ford, dont le patron Alan Mulally a gagné 28,89 millions de dollars. (AFP 21.05)

INFOS EN BREF

Politique

1- Canada

Une nouvelle soirée de manifestations émaillée de scènes de violence a conduit à l'arrestation de plus de trois cent personnes à Montréal et fait dix blessés, selon les autorités.

Il s'agit souvent d'interpellations de courte durée, les personnes étant relâchées peu après s'être fait signifier les délits dont ils se sont rendus coupables et le montant de l'amende.

La manifestation a été déclarée "*illégale*" par les forces de l'ordre dix minutes après le départ, l'itinéraire n'ayant pas été communiqué à la police contrairement à ce que prévoit la "loi spéciale" votée vendredi et qui a ravivé les tensions entre étudiants et autorités.

Les forces de l'ordre n'ont pas chiffré le nombre de manifestants mais les médias locaux parlaient de plusieurs milliers de personnes au départ puis de quelques centaines aux alentours de 23H00 (03H00 GMT).

Après des arrestations de masse aux alentours de 22H00 (02H00 GMT), les manifestants se sont scindés en multiples petits groupes, créant un "chaos indescriptible" dans le centre-ville de Montréal, selon les médias locaux.

Ce mouvement de protestation estudiantin, qui dure depuis trois mois, a pris une autre tournure, plus violente et plus politique depuis le vote vendredi par le gouvernement d'une "*loi spéciale*". Le texte, en plus d'imposer de fortes limitations à la liberté de manifester, met pratiquement fin à la grève, car le semestre en cours est suspendu jusqu'à la mi-août dans les universités et collèges universitaires en grève. (AFP 21.05)

2- Italie

Les électeurs italiens ont durement sanctionné les partis traditionnels soutenant l'austérité et notamment la droite lors du deuxième tour des élections municipales partielles de dimanche et lundi, comme à Parme, où le candidat du Mouvement 5 Etoiles l'emporte.

Organisées dans un climat morose après le tremblement de terre en Emilie-Romagne et un attentat dans les Pouilles, ces élections ont été marquées par une participation en baisse de plus de quatorze points par rapport au premier tour des 6-7 mai, avec à peine 51%.

Ce scrutin a donné l'occasion aux Italiens de manifester leur hostilité croissante à l'égard du Parti de la liberté (PDL) de Silvio Berlusconi et, à un degré moindre, du Parti démocrate (PD, centre-gauche), ainsi que de la politique de rigueur conduite depuis novembre par le gouvernement de techniciens formé par Mario Monti.

La principale surprise du scrutin est venue de Parme, remportée par le candidat du Mouvement 5 Etoiles, le rassemblement anti-système créé par l'humoriste Giuseppe "*Beppe*" Grillo, parfois surnommé le Coluche italien.

Dans cette ville de 190.000 habitants qui a été le théâtre de scandales de corruption ces dernières années, Federico Pizzarotti l'emporte avec plus de 60% des suffrages. Au premier tour, il n'avait obtenu qu'un peu plus de 19% des voix.

Ces résultats ne sont pas de bon augure pour le président du Conseil Mario Monti, soutenu par le PDL et le PD, alors que doivent se tenir en 2013 les législatives. Le discours anti-corruption et hostile aux hausses d'impôts, sur fond de scandales de corruption, a attiré des électeurs qui ont préféré donner leur voix aux candidats "*anti-système*", opposés à la politique de rigueur défendue par les deux grands partis.

Outre Parme, le Mouvement 5 Etoiles de l'humoriste Giuseppe Grillo a fait de bons résultats dans le Nord, raflant les petites villes de Mira (Vénétie) et de Comacchio (Romagne). Il a profité de l'écroulement de la Ligue du Nord : le parti populiste, ébranlé par un scandale de corruption, a perdu lundi dans les sept villes où il était encore présent.

Plus de 900 conseils municipaux étaient renouvelés lors de ces élections et près de 120 ont fait l'objet d'un second tour. Lors du premier tour, plus de neuf millions d'électeurs, soit 20% du corps électoral, avaient été appelés aux urnes.

Près de trois quarts des Italiens se disent "*très inquiets*" par la situation économique et ne s'attendent à aucune amélioration prochaine, selon un sondage ISPO-Intesa Sanpaolo publié dimanche dans le Corriere della Sera.

Les Italiens n'ont "*jamais été aussi pessimistes et inquiets au sujet de la situation économique et sociale du pays*", écrit le sondeur Renato Mannheimer au sujet des résultats de cette enquête. (Reuters 21.05)

Social

France

Air France, contrainte à un vaste plan d'économies sur trois ans, poursuit les négociations avec les syndicats pour fortement améliorer la productivité des personnels, ce qui pourrait générer des sureffectifs et par conséquent des suppressions de postes.

"*L'élaboration du plan de transformation de l'entreprise, visant à restaurer notre compétitivité à horizon 2015, se poursuit au niveau du management ainsi qu'avec les organisations représentatives du personnel*", a affirmé lundi un porte-parole de la compagnie.

Jeudi, un comité central d'entreprise sera l'occasion de faire un point d'étape sur la situation de la compagnie.

La direction a souligné que de ces négociations, qui revisitent une bonne partie des accords d'entreprise (amplitude horaire, prise de congés, composition d'équipage, etc.), dépend la réussite du plan d'économies triennal (Transform 2015) et "*la capacité d'Air France à éviter des départs non volontaires*".

Le porte-parole réagissait à une information du Figaro faisant état d'un projet de 5.000 suppressions de postes d'ici 2015, dont une moitié via des départs naturels (retraite, démissions) et l'autre via un plan de départs volontaires.

Air France a démenti ces informations.

Du côté des syndicats, la CFDT estime que "*c'est probablement la fourchette vers laquelle on se dirige*". "*A ce jour, la direction n'a jamais annoncé de chiffre*", précise toutefois Michel Salomon, délégué CFDT.

En 2009/2010, 1.800 personnes avaient quitté Air France via des départs volontaires, limités au personnel au sol.

Depuis plusieurs centaines de départs naturels au sol n'ont également pas été remplacés.

Globalement, environ 800 personnes quittent chaque année Air France.

Cette fois, le personnel navigant (environ 4.000 pilotes et 15.000 hôtesses/stewards) pourrait être visé par une compression des effectifs.

Dès la fin avril, la section PNC (hôtesses et stewards) de l'Unsa avait exprimé sa préoccupation sur "*des suppressions de postes massives à l'horizon 2014*".

Une analyse que ne partage pas l'Unac (CFE-CGC): "A ce jour, je n'ai aucune info dans ce sens, ce ne sont que des rumeurs", a confié lundi à l'AFP Franck Mikula, délégué Unac (hôtesses et stewards).

"*Nous avons ces dernières semaines étudié un catalogue possible de mesures, maintenant nous allons négocier pour savoir celles qui seront appliquées; il est donc prématuré de chiffrer d'éventuels sureffectifs*", explique le syndicaliste.

La direction a réaffirmé qu'elle ferait fin juin des annonces structurelles, sur le plan social, industriel et commercial, après une première série de mesures d'économies dévoilées en janvier (gel des salaires et des embauches, publicité, investissements, frais de déplacements, billets réduits, etc.). (AFP 21.05)

Les syndicats sont en train de collaborer avec la direction à la suppression de ces milliers de postes.

Economie

1- Espagne

Les pertes des banques espagnoles pourraient atteindre 260 milliards d'euros et le secteur pourrait avoir besoin d'une aide allant jusqu'à 60 milliards d'euros, a affirmé lundi l'Institut de la finance internationale (IIF).

"Le plus gros des pertes devrait être généré par les prêts immobiliers, qui sont concentrés au sein des Cajas", les caisses d'épargne régionales, ont-ils ajouté. (AFP 21.05)

2- Inde

Les investisseurs parlent de "*carnage à Dalal Street*", la rue où se situe le Bombay Stock Exchange. La roupie indienne, une

des monnaies émergentes fortes en 2010, renoue avec des accès de faiblesse et a touché lundi 21 mai son plus bas niveau face au billet vert, passant sous les 55 roupies pour un dollar.

Il s'agit de la quatrième séance de suite où la monnaie indienne, partiellement convertible, enregistre un record de faiblesse.

Première explication, l'ensemble des devises considérées comme risquées, les devises émergentes en première ligne, est délaissé par les cambistes au profit des monnaies vues comme sûres : dollar, yen, franc suisse...

Mais, plus grave, la faiblesse de la roupie est davantage due aux faiblesses structurelles du pays qu'à un jeu spéculatif de traders sur le marché des changes. La hausse du produit national brut n'a atteint que 6,1 % au dernier trimestre 2011, contre une moyenne de 8,5 % avant la crise.

Cette fois, la Banque centrale indienne ne semble pas vouloir intervenir, en vendant des dollars par exemple. La Reserve Bank of India a annoncé jeudi des mesures visant à contenir la baisse récente de la monnaie et elle a demandé que les exportateurs et les autres détenteurs de devises étrangères convertissent en roupies la moitié du total de leurs revenus.

Mesure inverse, la banque centrale avait annoncé, en avril, l'abaissement, pour la première fois depuis trois ans, de son taux de référence d'un demi-point, à 8 %. La baisse des taux est l'outil privilégié pour relancer la croissance, mais cette baisse du loyer de l'argent diminue également son intérêt auprès des investisseurs. D'où la baisse de la monnaie.

A l'inverse, une hausse des taux sert à décourager le crédit et permet de lutter contre l'inflation, une plaie de l'économie indienne. Récemment, l'envolée des prix alimentaires avait atteint près de 10 %.

"*Le cycle d'investissement a peu de chance de reprendre bientôt, étant donné le peu de confiance des investisseurs et le manque d'assouplissement de la politique monétaire*", argue la banque Standard Chartered. De plus, le fossé entre la consommation, grandissante, et les investissements, taris, risque de se transformer en pente inflationniste et de rendre encore plus insoluble cette quadrature du cercle monétaire.

Avantage, cependant, de la dépréciation de la monnaie indienne, cette baisse de sa valeur de près de 20 % sur un an augmente proportionnellement l'attrait de ses exportations, rendues plus compétitives : sucre et coton notamment. (lemonde.fr 21.05)

Haut de page

Le 23 mai

CAUSERIE

(Ceci est le premier jet de la journée, il est 10h30 et je dois aller faire des courses. Je complèterai cette causerie plus tard dans l'après-midi, ici en Inde. Bonne journée à tous, à la camarade Aude dont j'ai été consulter la page Facebook, exceptionnellement.)

J'ai actualisé la page d'accueil des rubriques économie et Grèce. Aujourd'hui il fait entre 45 et 50°C à Pondichéry (Inde du Sud).

J'ai ajouté 28 articles en ligne depuis le 21 mai. C'est indispensable d'être correctement informé et de savoir de quoi on cause avec les travailleurs. Un conseil, méfiez-vous des portails d'information qui se veulent de "gauche", "*alternatifs*", "*citoyens*", progressistes ou humanistes quoi, genre Le Grand Soir, Agoravox, Alterinfo, Rue89 et bien d'autres qui certes sont corrompus par l'idéologie dominante comme tous les autres à des degrés divers, sauf que dans leur cas et contrairement au Réseau Voltaire ou Mondialisation.ca, c'est plus sournois, plus pernicieux, leur manque d'impartialité est maquillé ou n'apparaît qu'au détour d'un mot auquel on ne prête pas forcément attention.

Deux exemples :

- Le Grand Soir. *La nounou de l'Europe, Angela Merkel, est isolée - Les vents sont désormais contraires à l'austérité*, article paru sur legrandsoir.info daté du 23 mai 2012. L'austérité envolée, vous y croyez ? Hollande l'a dit et ces larbins lui emboîtent le pas.

- Agoravox. *Foucault, Onfray, Comte-Sponville face au plaisir à la liberté et au néo-puritanisme* du 21 ou 22 mai. Onfray "*dépasse brillamment l'idéologie soixante-huitarde, le « jouissez sans entrave » qui ne fut qu'une éphémère récréation, un léger frémissement, qui ne dura tout juste qu'une quinzaine d'années. Empêtré dans l'idéologie gauchiste et dans les contradictions du marxisme, l'esprit de Mai 68...*". Le gauchisme et la manière dont s'est terminé mai 68 seraient le produit des "*contradictions du marxisme* au lieu d'être le produit d'un manque de maîtrise du marxisme de leur part, de leurs faiblesses ou lacunes, tout est

bon pour tirer sur le marxisme l'air de rien.

On peut lire entre autres conneries dans cet article, que la morale serait du ressort du bon sens et non le produit du rapport entre les classes, de l'existence des classes et de la domination d'une classe en particulier qui en exploite et opprime une autre.

Dans un autre article bien pourri intitulé *Jacques Attali n'est pas libéral*, l'auteur s'emploie à le présenter de manière contradictoire pour embrouiller le lecteur, alors qu'en réalité Attali le banquier du PS est un des propagandistes du Nouvel ordre mondial concocté par les gangsters de la finance américaine et les néoconservateurs.

L'autre avantage du Réseau Voltaire ou de Mondialisation.ca, c'est que ce ne sont pas des blogs ouverts aux commentaires d'internautes intéressés ou ignorants ou encore débiles. Certes, tous ces portails sont sans exception anticommunistes, mais qui ne l'est pas de nos jours ?

Pour ma part, les sources d'information auxquelles je recours tiennent sur les doigts d'une main et c'est suffisant, j'en suis satisfait, car ils me font gagner un temps précieux, ce que j'essaie de faire avec vous en sélectionnant des articles qui nous apprennent quelque chose.

Fesse bouc l'arnaque.

J'avais eu le pif sur ce coup-là, vous me l'accorderez. (lire l'article de presse en ligne dans cette page.)

Ah la folie des grandeurs des petits monarques déchus !

Vous vous souvenez peut-être du dernier tour de La Talonnette qui n'a manifestement pas fonctionné : votez pour moi, j'ai changé, j'ai commis des erreurs de jeunesse mais je ne recommencerai plus, juré, craché, patati patata.

Epilogue. Du Fouquet's et du yacht de Bolloré il est passé à une résidence royale que son pote le monarque Mohammed VI a mise à sa disposition jusqu'au 31 mai au coeur de la Palmeraie, à Marrakech. (source AFP 22.05)

Le changement dans la continuité c'est maintenant ou faites tomber les masques. (suite)

Vous en avez rêvé, ils l'ont réalisé, si, si.

"*Le changement, il est déjà perceptible*" selon Jean-Marc Ayrault. "*En quelques jours, le gouvernement, le président ont montré non seulement que le changement était possible, mais qu'il est déjà là*", a estimé Mme Aubry. (AFP 22.05)

C'est comme avec les miracles, il suffit de fermer les yeux et d'y penser très fort et hop le tour est joué !

Otan... pour moi !

Paris a fait entériner le retrait anticipé de ses troupes combattantes, tout en lâchant du lest sur le bouclier antimissile voulu par Washington. A Chicago, le président Hollande a résumé ainsi la position française : «*La défense antimissile ne peut pas être un substitut à la dissuasion, mais un complément.*».

Un haut responsable français concède qu'il y a une évolution de la position de François Hollande, mais que celle-ci ne concerne qu'une simple esquisse de bouclier : «*Sur cette affaire, on parle de quoi ? D'un radar, d'une frégate, d'un centre de commandement, point barre.*»

A Chicago, l'Alliance atlantique a officialisé la première phase de ce bouclier : commandé à partir de la base de Ramstein (Allemagne), il sera composé d'un radar ultrapuissant installé dans l'Anatolie turque, de missiles SM-3 déployés sur des frégates postées en Méditerranée et d'intercepteurs implantés en Pologne et en Roumanie.

A l'instar de sa position sur le bouclier antimissile, le nouveau président français a adopté une attitude ambiguë vis-à-vis de l'Alliance atlantique. Durant la campagne, il a déploré le retour de la France au sein du commandement intégré, décidé par Nicolas Sarkozy. Tout en estimant qu'il n'était plus temps de revenir en arrière… (liberation.fr 21.05)

Grèce. Info ou intox ? (suite)

Voilà que les derniers sondages créditent Syriza (le FdG grec) de 28% d'intentions de vote au scrutin du 17 juin. (source : lexpansion.com 22.05), alors que le 18 mai il était donné battu par les conservateurs de Nouvelle Démocratie. (causerie du 19) ce

qui nous avait laissé perplexe.

L'arnaque de la croissance. (suite)

Le Medef en chef d'orchestre

Alors que les dirigeants de l'Union européenne se réunissent mercredi à Bruxelles pour un sommet informel au cours duquel François Hollande espère faire avancer son initiative d'une relance de la croissance, Laurence Parisot a prévenu que la France ne pouvait pas se permettre d'augmenter ses dépenses.

«*La croissance n'est pas une hypothèse mais un objectif. Et nous disons que la croissance, ce n'est pas la croissance des dépenses publiques et que par conséquent, l'exigence de discipline budgétaire ne doit pas être abandonnée*», a-t-elle dit.

«*Le véritable outil de la croissance, c'est la compétitivité du territoire France à l'intérieur de l'UE et de la zone euro et la compétitivité du territoire Europe*» a-t-elle estimé.

Elle s'est inquiétée de la hausse attendue des prélèvements obligatoires. «*Sur la base du programme de François Hollande, il pourrait y avoir 27 milliards d'euros de charges sociales et fiscales nouvelles sur les entreprises*», a-t-elle dit.

«*Les entreprises ne supporteraient pas une augmentation nouvelle des prélèvements. Le risque de décrochage de notre pays serait vraiment très grand*», a-t-elle poursuivi.

Laurence Parisot a toutefois jugé qu'une augmentation de la contribution sociale généralisée (CSG) pourrait être utile pour abaisser les charges patronales.

«*Arnaud Montebourg a le souci, que nous partageons, que l'industrie dans notre pays soit en bonne santé et puisse à nouveau se développer mais ça ne pourra pas être le cas avec une telle charge sociale et fiscale supplémentaire. Nous avons besoin de 'désendettement compétitif'*», a-t-elle plaidé. (20minutes.fr 22.05)

Le FMI donne le la

La directrice générale du Fonds monétaire international (FMI), Christine Lagarde, a estimé mardi à Londres que les dirigeants de la zone euro devaient "*faire plus*" pour soutenir la croissance, mais en engageant des réformes structurelles et sans creuser les déficits.

"*Il faut faire plus pour soutenir la croissance, en particulier par l'intermédiaire de réformes structurelles*" et non par des mesures de relance "*car nous ne pensons pas que la situation budgétaire des Etats membres le leur permette*", a dit Mme Lagarde lors d'une conférence de presse à Londres. (AFP 22.05)

Actualité en titres

Vendus !

- Chez Air France, direction et syndicats envisagent un donnant-donnant - Libération.fr

Qu'on se le dise !

- Berlin ferme la porte à toute négociation sur les euro-obligations - Lexpansion.com

Quand croissance rime avec compétitivité

- Dette: la discipline fiscale "*pas soutenable*" sans croissance, estime Mario Monti - AFP

- Brésil: le manque de compétitivité freine la croissance - AFP

De deux choses l'une : Soit la croissance correspond à une augmentation du PIB, donc de la production, donc à de nouvelles parts de marché conquises au détriment de la concurrence ou à une extension du marché qui ne se décrète pas, soit elle correspond à une augmentation de la plus-value produite par les travailleurs ou qui leur est extorquée, donc une aggravation de l'exploitation par le biais de l'allongement de la durée du travail, une plus grande flexibilité (et précarité) des conditions de travail, la remise en cause d'acquis sociaux (salaire différé), des exonérations de cotisations sociales pour les patrons, la baisse de l'impôt sur le

bénéfice des sociétés, la suppression de taxes ou autres avantages fiscaux...

INFOS EN BREF

Politique

1- Grèce

La Grèce restera dans l'euro si la gauche radicale Syriza gagne les prochaines élections législatives de juin, a affirmé mardi à Berlin le leader de ce parti, Alexis Tsipras.

"*Notre élection ne signifie pas que nous allons sortir de l'euro. Au contraire nous allons garder l'euro*", a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse conjointe avec des responsables de la gauche radicale allemande. "*Je ne crois pas que le rejet du programme d'austérité signifierait une sortie du pays de la zone euro*", a-t-il ajouté.

"*Nous espérons beaucoup des changements dans l'axe franco-allemand*" après l'élection à la présidence française du socialiste François Hollande, a-t-il ajouté.

Le chef de Syriza, qui est crédité de 21 à 28% d'intentions de vote au scrutin du 17 juin, et à ce titre possible futur chef de gouvernement, a réaffirmé que son objectif était de mettre "*fin au mémorandum*", ce plan d'austérité pour la Grèce négocié par les précédents gouvernements avec la troïka (Union européenne, Fonds monétaire international et Banque centrale européenne).

La France comme l'Allemagne font toutefois jusqu'ici du respect de ce mémorandum une condition au maintien de la Grèce dans l'euro.

Pour autant, Alexis Tsipras ne veut pas que son pays sorte de la zone euro. Il le rappelait le 18 mai, dans une interview au Wall Street Journal : "*Ce n'est pas quelque chose que nous désirons, ce n'est pas quelque chose que nous cherchons*". Mais il se veut menaçant : si l'UE lâche la Grèce, par exemple en refusant de lui verser les aides promises et en la laissant faire faillite, alors la Grèce ne remboursera pas ses dettes, plongeant les banques européennes dans le marasme. Sauf que ce moyen de pression est d'ores et déjà caduc, puisque les banques privées ont reporté le risque sur les institutions et les contribuables européens.

Pour lui, les élections du 17 juin ne sont pas un référendum pour ou contre la sortie de l'euro. "*La question n'est pas la drachme ou l'euro, mais l'austérité ou l'espoir*", a-t-il lancé sous les yeux approbateurs de son "*ami*" Mélenchon. (AFP et lexpansion.com 22.05)

L'espoir fait vivre et pendant ce temps-là rien ne change, la vie des charlatans n'en est pas affectée et les nantis continuent de s'empiffrer.

2- Canada

2.1- Pour le 100ème jour de la grève étudiante, plusieurs dizaines de milliers de Québécois étaient ce mardi dans les rues de Montréal pour crier leur mécontentement. Quinze semaines après le début d'une fronde étudiante, le conflit s'est mué en une véritable contestation sociale.

Depuis 3 mois, la province vibre au son des manifestations. Le 22 mars et le 22 avril, plus de 150 000 personnes, étudiants, professeurs, mais aussi syndiqués, artistes et écologistes ont manifesté leur opposition à la hausse des droits d'inscription à l'université. Malgré la pression, le gouvernement libéral de Jean Charest n'a jamais trouvé de terrain d'entente avec les syndicats étudiants.

Après plus de 200 manifestations de jour et de nuit à Montréal, le gouvernement a adopté une loi d'exception, suspendant le trimestre et restreignant le droit de manifester, en imposant notamment des amendes salées aux organisateurs et participants de manifestations illégales. Une mesure qui, loin de calmer les esprits, ne passe pas.

Observant les dizaines de milliers de personnes autour de lui, Gabriel Nadeau Dubois, jeune porte-parole d'un syndicat étudiant la Classe, qui refuse de se plier à la loi, constate : «*c'est un geste massif de désobéissance civile*». «*Si le gouvernement est conséquent avec sa loi, il devra donner des amendes à des dizaines de milliers de personnes*», estime le jeune homme.

A Montréal, la loi spéciale, appelée loi 78, n'a pas encore été appliquée par la police. Mais bien des manifestants refusent de se laisser impressionner par les amendes qu'ils pourraient avoir (jusqu'à plusieurs milliers de dollars). (libération.fr 22.05)

2.2- Si la suspension des cours a été plutôt bien accueillie au sein de la population, le reste de cette loi d'exception, notamment la restriction du droit de manifester --pour quelque raison que ce soit-- a suscité une levée de boucliers.

Elle oblige les organisateurs de manifestations de plus de 50 personnes à soumettre à la police, au moins huit heures à l'avance, la trajectoire du cortège, sous peine de lourdes amendes pour les contrevenants.

"*La loi 78 n'empêche pas les manifestations, elle est là pour les encadrer*", a déclaré le ministre québécois de la Sécurité publique, Robert Dutil. "*En France, il faut un permis 20 jours à l'avance, à Londres un avis six jours à l'avance, à Genève 30 jours à l'avance*", a commenté devant la presse M. Dutil.

Dès son adoption, la loi a été défiée à Montréal. A Sherbrooke, à 130 km à l'est de la ville, 36 manifestants, pour la plupart des étudiants, ont été les premières personnes arrêtées en vertu de la loi, dans la nuit de lundi à mardi, a annoncé la police.

Des manifestations en soutien aux étudiants québécois devaient aussi avoir lieu mardi à New York et à Paris. Ces derniers ont également reçu le soutien de plusieurs personnalités, dont le réalisateur américain Michael Moore. (AFP 22.05)

Social

1- France

1.1- Environ 300 salariés du groupe de presse Hersant Media (GHM), qui négocie un rapprochement avec le groupe belge Rossel prévoyant des centaines de suppressions de postes, ont manifesté mardi à Lille, dans le nord de la France, pour défendre leur emploi.

Rassemblés devant le siège du quotidien régional la Voix du Nord, contrôlé par Rossel, journalistes, commerciaux et ouvriers étaient venus dénoncer un projet de plan social, avec la suppression de 270 emplois sur 650 au pôle CAP (Champagne Ardenne Picardie) qui regroupe L'Union, L'Est Eclair et l'Aisne Nouvelle.

Selon les manifestants, 112 postes sur 352 seraient également supprimés à Paris-Normandie et 200 autres sur 600 à Nice-Matin. Philippe Mellet, délégué syndical du Syndicat national des journalistes (SNJ) à l'Union, dénonce le "*calendrier trop serré qui nous est imposé. On a pris dix mois pour négocier avec les banques et pour les emplois, on nous laisse à peine trois semaines*".

"*On n'est pas hostile à un rapprochement avec Rossel, qui est en meilleure santé que nous, mais le prix à payer pour les journalistes est beaucoup trop élevé*", déclare-t-il. (AFP 22.05)

Le prix à payer pour les journalistes est un peu, beaucoup ou beaucoup trop élevé, pourquoi, parce que si vous faisiez partie de la charrette il ne serait pas juste intolérable, n'y aurait-il qu'un seul journaliste licencié que ce serait inacceptable, je me mets dans la peau d'un syndicaliste travaillant avec eux.

1.2- Alors que la France compte environ 12 millions d'enfants scolarisés, 472 familles ont vu leurs allocations partiellement suspendues sur un an, en vertu de la loi de septembre 2010 visant à lutter contre l'absentéisme scolaire, selon cette étude révélée par Le Parisien et que l'AFP s'est procurée.

Sur les 101 Caf existantes, 58 ont été amenées à suspendre une part d'allocation familiale pour au moins un de leurs allocataires. La suspension est limitée à la seule part des allocations dues pour l'enfant non assidu.

Fin mars, il restait 288 dossiers de suspension en cours, concernant 312 enfants (dans certains cas, la famille compte plusieurs enfants non assidus).

Parmi ces 288 dossiers, a noté la Cnaf, 96 versements étaient suspendus depuis un mois, 112 depuis deux mois. Deux dossiers l'étaient depuis 12 mois.

Pendant la campagne présidentielle, François Hollande avait indiqué qu'il supprimerait ce dispositif. "*Ce mécanisme n'a aucun effet, donc il sera supprimé parce que je préfère en mettre un autre*", avait-t-il affirmé. (AFP 22.05)

Pourquoi n'a-t-il pas encore signé le décret annulant cette mesure inique, cela doit prendre moins de 5 minutes. Les familles qui ont été privées de ces allocations devraient exiger le paiement de ce qui ne leur a pas été versé.

2- Espagne

Les enseignants espagnols se sont mis en grève ce mardi contre les coupes menées dans le budget de l'éducation par le

gouvernement face à la crise de la dette, qui entraîneraient 100.000 suppressions de postes de remplaçants, selon les syndicats.

Le mouvement a touché tous les degrés de l'enseignement public, de la maternelle à l'université. Des enseignants d'écoles privées recevant des financements publics se sont aussi mis en grève. (Reuters 22.05)

Economie

Japon

L'agence de notation financière Fitch a baissé mardi de deux crans la note du Japon dont le niveau d'endettement dépasse de loin les fardeaux grec, italien ou espagnol, et pointé l'incertitude politique pesant sur la réforme fiscale.

Fitch a rappelé que l'endettement public allait s'élever "*à 239% du produit intérieur brut du pays d'ici à la fin 2012, le taux de loin le plus élevé de toutes les nations que nous notons*", a-t-elle relevé.

Ce ratio est pire que la proportion enregistrée dans les pays de la zone euro en difficulté financière, comme l'Espagne (80,9%, d'après les derniers chiffres de la Commission européenne), l'Italie (123,5%) et même la Grèce (160,6%).

De plus, la proportion de la dette croît rapidement. Fitch relève qu'elle a bondi de 61 points de pourcentage depuis la crise financière internationale de 2008-2009.

Aggravée par les impératifs de reconstruction après le séisme dévastateur du 11 mars 2011, cette tendance n'est pas près de s'inverser, le gouvernement nippon ayant prévu de financer plus de la moitié de son budget 2012-2013 par l'émission de nouvelles obligations.

Afin de dégager des recettes supplémentaires, l'exécutif a déposé au Parlement fin mars un projet de loi prévoyant le doublement de la taxe sur la consommation.

Actuellement fixé à 5%, cet impôt indirect passerait à 8% en avril 2014 et à 10% en octobre 2015, dans le but de financer le système de protection sociale et de contenir la dette.

Mais d'après Fitch, "*ce plan de consolidation budgétaire semble laxiste, y compris par rapport à ceux d'autres pays développés sous pression budgétaire*" ayant fait d'importants efforts de maîtrise des dépenses, notamment en Europe.

L'agence a ajouté que la réforme fiscale, sur laquelle le Premier ministre de centre-gauche, Yoshihiko Noda, joue son poste, était "*sujette à des incertitudes politiques*" en raison de l'opposition résolue des conservateurs et d'une partie du camp du chef du gouvernement.

Immédiatement après l'annonce de Fitch, le ministre nippon des Finances, Jun Azumi, a réitéré son "*engagement à mener à bien la réforme fiscale en faisant adopter les lois concernant la taxe sur la consommation et la sécurité sociale*". Le ministre n'a pas souhaité commenter l'abaissement de la note proprement dit.

Malgré sa dette colossale, le Japon est resté jusqu'à présent à l'abri des attaques des marchés subies par les pays européens endettés. Vendredi, le taux d'intérêt concédé par Tokyo sur son emprunt à dix ans a même chuté à son plus bas niveau depuis près de neuf ans, à 0,815%.

Parmi les raisons expliquant l'attractivité des bons du Trésor nippons figure l'absence d'inflation, ce qui garantit un gain net pour le créancier malgré la faiblesse du taux.

Quelque 95% des obligations publiques nippones sont en outre détenues par des investisseurs japonais, ce qui met à l'abri le Trésor tokyoïte des mouvements erratiques de capitaux internationaux qui ont fait tant de mal à Athènes, Rome ou Madrid.

Les Nippons disposent en outre d'une épargne abondante sur laquelle les autorités peuvent compter pour emprunter, l'archipel détenant les deuxièmes plus importantes réserves de changes au monde et disposant de surcroît d'une monnaie de réserve internationale, le yen, ce qui renforce sa position sur les marchés. (AFP 22.05)

Société

Santé. Les vertus du café.

Une étude sur l'effet du café sur la mortalité vient d'être publiée dans le plus grand journal de médecine. Cet énorme travail qui porte sur 400 000 personnes suivies pendant 13 ans montre que le café, même à des doses très importantes (plus de 4 cafés par jour), a un effet protecteur et diminue la mortalité. Pratiquement toutes les causes de mortalité sont concernées, et plus particulièrement, sans qu'on se l'explique, les maladies infectieuses, les infections respiratoires et le diabète.

Plus encore, il apparaît que le café préserve aussi des accidents vasculaires cérébraux. Étant donné que cette étude vient renforcer les études préalables, il est clair que le café en soi n'a pas d'effet nocif sur la santé, au moins chez ceux qui sont proches du groupe observé et sur la durée qui a été étudiée ici.

Les composants du café utiles dans ces conditions, ou associés à une meilleure espérance de vie, ne sont pas connus, mais ne semblent pas être la caféine, car le café décaféiné a le même effet protecteur, mais n'est pas supérieur au café comprenant de la caféine. (lepoint.fr 22.05)

Haut de page

Le 24 mai

CAUSERIE

A propos du rejet du mémorandum de la troïka ratifié par le PASOK et la Nouvelle Démocratie qui renvoie le niveau de vie des travailleurs grecs 50 ans en arrière, dans son éditorial Gluckstein pose une question grotesque, c'était imparable : "*Qu'en pense (entre autres) Laurent Fabius ?*". Vous et moi le savons pertinemment. Que devrait-il en penser ? Le 21 mai, trois jours plus tôt Pierre Moscovici avait précisé lors d'une conférence de presse, qu'Athènes doit "*tenir ses engagements*" (causerie du 22), c'est clair, net et précis.

Le POI doit être le seul parti en France ou en Europe à ne pas savoir ce qu'en pensent les dirigeants du PS. Pourquoi, pour qui roule le POI ? Mais peut-être avons-nous mal compris, vérifions-le.

Dans sa déclaration datée du 17 mai le bureau national du POI le 2012 s'interrogeait déjà inutilement sur les intentions du gouvernement Hollande-Ayrault : "*C'est dans ce mouvement profond de rejet de l'Union européenne, rejet de l'austérité, des contre-réformes et des plans sociaux que François Hollande a été élu. En tiendra-t-il compte ?*".

Pourquoi faudrait-il entretenir le suspens, alors que les commentateurs ont unanimement reconnu qu'Hollande avait été élu par dépit, que les électeurs qui avaient voté pour lui avaient seulement voulu chasser Sarkozy et qu'ils n'avaient pas soutenu pour autant son programme, pourquoi le POI tient-il absolument à entretenir l'illusion qu'il en aurait été autrement et que les travailleurs attendraient quelque chose de ce gouvernement capitaliste ? C'est le POI, la majorité de ses adhérents, ses dirigeants qui en réalité en attendent quelque chose et personne d'autres. Les quelque 12 millions de travailleurs qui ont refusé de cautionner Hollande le 6 mai en s'abstenant ou en votant blanc ou nul, ne savaient-ils pas ce qu'ils faisaient ? Eux aussi ils sont déjà passés à la trappe, et pour cause !

Dans ces conditions, il est évidemment trop tôt pour s'attaquer au gouvernement, laissons-lui du temps, un répit, à l'instar des marchés : "*Quant à la politique qui sera menée par le gouvernement de M. Ayrault, il est trop tôt pour en juger*", sans blague, c'est ainsi que le POI soutient le gouvernement. Le POI agit en diviseur de la classe. Puisqu'il est "*trop tôt*" pour juger des intentions du gouvernement, laissons les travailleurs croire ce qu'ils veulent, qu'ils pourraient en attendre quelque chose, mieux, faisons-leur croire que ce serait possible.

De la même manière qu'il suffirait que le TSCG ne soit pas ratifié pour que tous les espoirs soient permis et que la vie soit belle, enfin ! Alors que cela ne changerait absolument rien à la situation des travailleurs. En Allemagne, Schröder n'a pas eu besoin du TSCG ou de la "*règle d'or*" pour imposer Hartz IV, ni l'équivalent en Espagne ou en Italie récemment. Chut !

Là aussi, le POI veut nous faire croire que ce serait possible que Hollande et le PS refusent de ratifier ce traité. Le refuserait-il qu'il s'emploierait à appliquer son contenu d'une manière ou d'une autre. Pour le POI, comme pour l'ensemble des représentants de l'ordre établi, tout est une question de méthode pour parvenir à leur fin une fois enfumés les travailleurs, à la manière des dirigeants syndicaux qui rejettent une mesure qui leur est imposée sans concertation préalable, mais qui l'acceptent dès lors qu'elle a fait l'objet d'un "*dialogue social*", leur participation à de pseudo-négociations suffisant à légitimer une mesure réactionnaire, de telle sorte que les travailleurs syndiqués ou non qui la rejettent soient mis devant le fait accompli et soient pour ainsi dire neutralisés, sans syndicats pour représenter réellement leurs intérêts, encore moins pour les mobiliser. Chut !

"*Pour le POI, la solution conforme à la démocratie appellerait qu'on s'appuie sur les peuples et les travailleurs, qui y sont prêts, pour dire non, et donc refuser de ratifier le TSCG.*

M. Hollande, le PS, ses soutiens, ceux qui ont appelé à voter pour lui, choisiront-ils cette voie ? Ce serait là la solution la plus économique."

Il s'agit toujours : un, de faire passer le PS pour ce qu'il n'est pas, deux, pour en attendre quelque chose. On voit bien ici que c'est l'analyse de la nature sociale du PS qui sert de terrain aux illusions que le POI cultive savamment et avec constance dans ce parti bourgeois. La caractérisation politique de ce parti n'a pas seulement une importance sur le plan tactique (en période électorale) mais stratégique, ce que démontre l'allégeance, la soumission du POI au gouvernement, le POI estimant qu'il s'agit d'un parti ouvrier.

D'une illusion à l'autre il n'y a qu'un pas, procédé auquel le POI est abonné.

"*Le POI salue la position adoptée par Alexis Tsipras, dirigeant de la coalition Syriza (arrivée en deuxième position), qui refuse de participer à un gouvernement qui appliquerait le mémorandum : il a raison, c'est l'exigence majoritaire du peuple grec !*"

"*Pour le POI, la solution simple, de bon sens, dictée par le simple respect de la volonté du plus grand nombre, c'est de cesser d'accepter les diktats de l'Union européenne, de cesser de les appliquer dans les régions et les départements, de répondre à l'aspiration des peuples, à cette volonté majoritaire, en un mot : respecter la démocratie.*"

Dominique Ferré, IO n°201 page 10 : "*Comme si le seul moyen d'en sortir, ce n'était pas, précisément, l'annulation du mémorandum...*", quelle illusion criminelle !

En réalité, le POI navigue à vue et ne sait plus à quel saint se vouer, il s'en remet donc à un parti qui entretient des illusions au plus haut niveau : "*Nous espérons beaucoup des changements dans l'axe franco-allemand*" après l'élection à la présidence française du socialiste François Hollande, a dit Alexis Tsipras, dirigeant de la coalition Syriza. (causerie du 22)

L'espoir (plutôt que l'austérité), n'est pas son mot d'ordre ? L'espoir béat, sans contenu ni perspective, il s'imagine que les créanciers de la Grèce vont lui verser des dizaines ou des centaines de milliards d'euros pour doubler le salaire minimum, augmenter de 50% les retraites, embaucher 100 000 fonctionnaires !

Ne serait-ce pas le devoir d'un parti ouvrier de dire toute la vérité aux travailleurs : l'annulation du mémorandum ne suffira pas à résoudre les problèmes auxquels nous sommes confrontés, nous allons nous retrouver face au lock out des capitalistes, pris en otage par les banquiers qui détiennent les cordons de la bourse, il nous faut nous attaquer aux fondements du capitalisme, annuler la dette de l'Etat et des ménages, exproprier les patrons et actionnaires des institutions financières et des grandes entreprises sans leur verser un centime, refonder l'Etat et les institution pour réorganiser la production et la société sur la base des besoins des masses laborieuses de façon à pouvoir les satisfaire.

On ne pourra pas s'en sortir dans le cadre de l'euro et de l'Union européenne dirigée par des hommes de paille à la solde de l'oligarchie financière internationale, sans rompre avec l'UE et l'euro ils nous étrangleront. Il nous faut donc appeler les travailleurs de toute l'UE à se mobiliser, à se soulever contre la politique d'austérité mise en oeuvre par les différents gouvernements dans la perspective de renverser la dictature du capital et ses institutions dans chaque pays et au niveau européen, la seule issue étant les Etats-Unis socialiste d'Europe.

Et logiquement, sans rire, comme si de rien n'était le POI appelle le PS et ses satellites à réaliser un front unique contre l'austérité, contre le TSCG, contre tout ce que vous voudrez... Contre les travailleurs après qu'Hollande ait déclaré hier que "*les Etats ont à faire leur devoir par rapport à leur système bancaire*". Quand "*on aime les riches*", on ne compte pas !

Côté pile

Alexis Tsipras, de Syriza, lors d'une conférence de presse le 21 mai à Paris : "*Il n'y a rien à négocier dans le mémorandum, car ce plan nous conduit en enfer*"

Côté face.

Il s'est prononcé contre la sortie de l'euro et de l'UE qui n'aurait pas déjà "*conduit en enfer*" les travailleurs espagnols, portugais, irlandais, avant que les autres ne suivent.

Qu'en est-il du cours suivi par le capitalisme mondial au cours des quatre dernières décennies qui a conduit à cette situation ? Occulté, oublié, passé à la trappe, pourquoi y faire référence quand on n'a pas pour objectif de rompre avec lui ?

Pour les dirigeants du POI comme pour ceux de Syriza, la question n'est pas d'aller de l'avant, vers le socialisme, mais de revenir

en arrière, à la situation antérieure à 2007-2008, au lieu d'avancer une perspective révolutionnaire rompant avec les institutions en place dans chaque pays, ils défendent la conception de la démocratie qui a conduit à la situation actuelle.

Faire référence aux positions avancées par Syriza ou le Parti de gauche en dénonçant leurs insuffisances ou leur ancrage capitaliste est une chose que l'on peut concevoir, mais ce n'est pas ce que fait le POI qui s'arrête en cours de route. Plus rien ne distingue le POI des autres partis. La méthode Sarkozy, c'était un fait divers = une loi, la méthode du POI, c'est une petite phrase d'un dirigeant dans une déclaration = un communiqué de soutien ! A part cela, les idées de la classe dominante ne s'infiltent pas jusqu'à la direction des partis, la mimique est quasi parfaite.

Le PG lorgne sur les adhérents du PS et du PCF, tandis que le POI lorgne sur ceux du PS, du PCF et du PG, pendant ce temps-là les travailleurs et les militants qui n'y ont aucun intérêt comptent les points et rongent leur frein en se demandant quand est-ce que cette sinistre comédie prendra fin. Soyez patient, cela fait des lustres que cela dure sans que rien ne change.

Un dernier mot.

Je croule sous près de 50°C et c'est dur de bosser. Imaginez un instant ce qu'endurent quotidiennement les Indiens qui bossent à l'extérieur en plein soleil, l'enfer. L'enfer, les Grecs ne savent pas encore ce que c'est, encore moins les Français, surtout ceux qui 5 semaines par an se transforment en touristes.

Hier après-midi, j'ai une nouvelle fois réfléchi à la manière dont les travailleurs abordaient la lutte des classes en relation avec les transformations qu'a subi la société depuis le milieu du XIXe siècle ou la parution du Manifeste communiste de Marx et Engels. C'est une question qui me turlupine depuis un moment.

Autrefois, comment les travailleurs faisaient-ils pour s'informer, se mobiliser ? Par quel canaux les partis informaient-ils les travailleurs quand il n'existait ni Internet, ni la télévision, ni la radio, ni le téléphone, ni les moyens de transport rapides que nous connaissons au XXIe siècle ?

Quelle incidence cela peut-il avoir sur les rapports entre les travailleurs et les partis autrefois et aujourd'hui ?

Autrefois il était impossible de vérifier une information qui parvenait à son destinataire avec un certain délais. Il devait exister obligatoirement une relation de confiance. L'information était transmise de bouche à oreille, les travailleurs lisaient peu les journaux, quand ils avaient les moyens d'en acheter ou quand ils savaient lire, fallait-il qu'ils en trouvent le temps aussi après leur journée de labeur de 14 à 16 heures.

Dans ces conditions l'aura et l'influence du militant ouvrier était considérable, les ouvriers buvaient ses paroles et très souvent y adhéraient sans se poser davantage de questions. La condition ouvrière était si épouvantable qu'en quelques mots des travailleurs étaient gagnés au socialisme.

De nos jours, plus particulièrement depuis une dizaine ou une quinzaine d'années, les travailleurs peuvent s'informer eux-mêmes par le biais d'Internet sans toutefois avoir toujours les moyens de faire la part des choses entre info et intox, entre ce qui correspond à leurs intérêts et ce qui correspond à ceux de la classe dominante. Par le fait de s'informer eux-mêmes, ils ont l'impression trompeuse de se forger des convictions qu'ils estiment correspondre à la vérité, sans se douter qu'ils sont manipulés ou qu'ils se leurrent eux-mêmes sur leur capacité à déjouer les plans de ceux qui ont intérêt à les induire en erreur. Ils disent volontiers ne plus faire confiance à personne ou aucun parti pour ne plus croire qu'eux-mêmes, alors que leurs convictions reposent souvent sur des bases erronées.

La question est donc de savoir qu'est-ce que l'on peut faire pour les aider à déjouer ces pièges qui ont pour objectif de les empêcher de comprendre comment fonctionne la société pour leur interdire de trouver les moyens de la combattre ou de la remettre en cause. Ce qui leur manque, c'est un outil, une méthode sûre et pratique qui leur permette d'interpréter les faits autrement qu'à partir des idées de la classe dominante qui faussent leur appréciation de la situation.

Evidemment, cet outil n'a pas pour objet de se substtuer à leur participation à la lutte de classes, il pourrait servir à les aider à élever leur niveau de conscience politique pour que le jour où ils seront amenés à se mobiliser, ils ne partent pas de zéro ou qu'ils soient incapables de ce fait de se situer sur le terrain de leurs propres besoins, qu'ils soient incapables de s'élever politiquement au niveau des tâches que la situation leur impose d'accomplir.

On a pu observer au cours de leurs mobilisations qu'ils étaient incapables de leur donner un contenu politique ou de les inscrire dans une perspective politique, donc à l'arrivée d'en tirer le moindre enseignement pour la suite de leur combat, d'où leur stagnation ou leur décomposition politique. On ne peut pas rompre avec le capitalisme et les institutions si on n'y a pas été préparé pendant de nombreuses années. Nous le savons par expérience, mais nous sommes incapables d'en tirer des leçons pratiques, nous nous y refusons en estimant que la conception de la lutte de classe qui existait depuis le milieu du XIXe siècle demeure valable. On se dit qu'un bel article, un beau tract ou un grand discours au cours d'un meeting ou à la fin d'une manifestation fera l'affaire. Or il n'en

est rien, les travailleurs le placeront sur un pied d'égalité avec tout ce qu'ils peuvent lire et entendre par ailleurs, en formulant les mêmes réserves ou s'en remettant à leur propre jugement en dernier ressort.

La difficulté est de les faire passer du champ de l'expérience théorique au terrain pratique, de les faire passer d'un accord tacite ou intellectuel avec les idées qu'on développe à l'engagement politique. Vous connaissez la formule selon laquelle le meilleur moyen de vérifier une théorie demeure de la mettre en pratique dans le cadre d'une organisation, un parti. Mais ici elle ne nous sert pas à grand chose. Nous sommes en présence d'un problème qui se présente sous un angle nouveau, donc il faut l'aborder sous un autre angle nouveau, où chacun croit détenir la vérité et comme tout le monde procède de la sorte, il est devenu très difficile de se rassembler ou de se reconnaître dans la même structure.

Ce qui nous manque, c'est l'autorité d'un dirigeant charismatique disposant des qualités requises pour diriger un parti révolutionnaire. Comment Marx et Engels ont-ils pu s'imposer sinon par la manière d'aborder la lutte des classes accessible à tous les travailleurs, de telle sorte qu'il était facile de démonter les théories foireuses de leurs adversaires. On nous dira que c'est pour avoir passé avec succès l'épreuve de la lutte des classes que le marxisme s'est imposé au mouvement ouvrier internationale... Certes, mais là encore, ce constat qui est exact ne nous est d'aucune utilité aujourd'hui, le marxisme a été dévoyé par le réformisme puis le stalinisme, et recourir à un tel argument présenterait pratiquement autant d'avantages que d'inconvénients, donc la plupart il ne nous sera d'aucune utilité dans une discussion avec des travailleurs ou dans un article. Qui dit la vérité, comment le savoir, voilà à quoi on en arriverait en s'obtinant dans cette voie.

Autrefois on avait le choix entre deux versions possibles d'un fait, pour faire bref, celui du patron ou son représentant politique et celui de l'ouvrier ou du militant du parti. De nos jours, il existe autant de versions qu'il existe d'individus ou de moyens de communication, de partis, d'agences de presse, de journaux, de chaînes de radio ou de télé, de portails ou de blogs Internet. Dès lors, vous pourrez être animé des meilleures intentions de la terre, tout ce que vous pourrez entreprendre pour convaincre quelqu'un de quelque chose se soldera systématiquement par un échec, sauf exception qui confirmera la règle, vous n'y parviendrez que lorsque la personne se sera convaincue elle-même du bien-fondé de vos arguments, pas avant, et encore si elle n'émet pas des réserves de crainte de se faire rouler ou parce qu'elle ne maîtrise pas le sujet en question.

S'il est difficile de faire évoluer quelqu'un qui est bourré de certiitudes, cela s'avère impossible face à quelqu'un qui n'en possède aucune... à part celle de ne pas en posséder ! Autrefois pour les travailleurs s'avouer ignorants n'était pas un problème ou une tare, ils étaient fiers d'apprendre quelque chose, de progresser, de se hausser à la hauteur de leurs maîtres pour pouvoir les affronter. De nos jours et cela depuis des décennies et des décennies, bien avant les années 70-80, les travailleurs se leurrent sur ce qu'ils savent vraiment, j'ai toujours connu mon père ainsi et il est mort de la sorte, fier de sa crasse ignorance, d'où une incompréhension entre nous jusqu'à son dernier souffle le malheureux.

Depuis avec Internet cette tendance s'est accentuée, ce n'est pas *je pense donc je suis*, c'est je m'informe donc je sais. Vous avez sans doute remarqué que je ne m'acharne pas à convaincre qui que ce soit de quoi ce soit, ce n'est pas que je m'en fous, je sais pertinemment que c'est inutile, du coup je me concentre sur la méthode du marxisme que j'ai adoptée sans y faire référence, en me disant qu'à force de la pratiquer en me lisant, il y a bien des militants qui vont finir par l'adopter (même inconsciemment) et qui sait partageront mes positions, à moins que ce ne soit moi qui partageras les leurs ou que j'en change à leur contact. Quand un camarade m'a écrit qu'il ne me ferait pas changé de position (sur le PS), je n'ai pas trouvé utile de lui répondre puisqu'en réalité c'est lui qui n'avait pas l'intention d'en changer, ou alors il n'était pas vraiment convaincu de la validité de ses propres arguments ce qui revient finalement au même.

Le changement dans la continuité c'est maintenant ou faites tomber les masques. (suite)

Abandonné l'euro : inconcevable !

"*Je ferai tout ce que peux faire, dans la position qui est la mienne, pour convaincre les Grecs de choisir de rester dans la zone euro en respectant les engagements qui ont été pris et pour convaincre les Européens qui pourraient en douter de la nécessité de garder la Grèce dans la zone euro*", a dit Hollande lors d'un point de presse.

Ils ont reçu 1.000 milliards d'euros récemment, ce n'est pas suffisant.

François Hollande et Mariano Rajoy sont d'autre part tombés d'accord sur la nécessité d'un soutien au système bancaire européen, qui souffre de liquidités insuffisantes avec pour conséquence des moyens limités pour accompagner une reprise de la croissance.

Tout, tout, tout pour les banquiers, ils martèlent.

Le président français a estimé que le rôle de la BCE en soutien de la croissance était un sujet et jugé d'autre part souhaitable que le Fonds européen de solidarité financière puisse venir en aide aux banques qui y feraient appel, sans passer par les guichets des Etats.

Les Etats doivent continuer d'engraisser les rentiers : c'est un devoir !

"*Autant les Etats ont à faire leur devoir par rapport à leur système bancaire, autant il doit y avoir l'alimentation de la liquidité par la Banque centrale européenne. Mais dès lors qu'a été mis en place un fonds qui va se transformer en Mécanisme européen de solidarité nous devons avoir une utilisation de ces fonds ou de ce mécanisme qui puisse permettre aux banques de se financer correctement*", a-t-il dit. (Reuters 23.05)

Très fort n'est-ce pas. Ce serait Sarkozy qui aurait tenu ces propos, les uns et les autres auraient hurlé au scandale. Quand vous lisez ou entendez que "*les Etats ont à faire leur devoir par rapport à leur système bancaire*", vous vous dites qu'il était impossible de voter pour un tel président : des banquiers, il le dit lui-même, il n'y a rien à ajouter.

Hollande, une main de fer dans un gant de velours.

De chaque côté, on minimise l'étendue des désaccords. "*Il n'y a pas de si grandes différences que ça entre nous et la France. Le président français (François) Hollande ne veut pas adoucir le pacte budgétaire. Il demande seulement que les pays européens en fassent plus pour la croissance. C'est raisonnable*", a ainsi souligné le ministre allemand des Finances, Wolfgang Schäuble, dans un entretien à un journal allemand à paraître jeudi. (AFP 23.05)

Actualité en titres

Leur cauchemar. Sortira, sortira pas ?

- L'OCDE appelle à ne pas suggérer à la Grèce une sortie de l'euro - AFP

- Les gouvernements de la zone euro travaillent-ils à une sortie de la Grèce de la monnaie unique? - 20minutes.fr

- La zone euro veut garder la Grèce mais se prépare à sa sortie, au cas où - AFP

- L'Eurogroupe planche-t-il sur les scénarios d'une sortie de l'euro de la Grèce ? -LeMonde.fr

- La Grèce dément les rumeurs de scénarios sur sa sortie de l'euro - Libération.fr

- Sommet européen : vers l'implosion de la zone euro ou vers plus de fédéralisme ? - Atlantico.fr

INFOS EN BREF

Politique

1- France

François Fillon a lancé la guerre des chefs à l'UMP en affirmant qu'il n'y avait "*plus de leader naturel*" dans l'ancien parti majoritaire, mettant fin au semblant d'unité que Jean-François Copé et les ténors de droite voulaient afficher jusqu'aux législatives.

"*Depuis le départ de Nicolas Sarkozy, il n'y a plus, à l'UMP, de leader naturel. Donc, il y aura une compétition. Mais la compétition ne signifie pas la division*", déclare l'ancien Premier ministre dans un entretien au Figaro Magazine à paraître vendredi.

Le poste de président de l'UMP a été "*gelé*" pendant le bail élyséen de Nicolas Sarkozy. Selon ses statuts, l'UMP a quatre à six mois après la défaite du chef de l'Etat pour organiser un congrès et faire élire par les militants son président.

Un des partisans de François Fillon prédit un "*duel à mort*" entre les deux hommes. (AFP 23.05)

2- Canada

La manifestation géante de mardi à Montréal montre qu'en adoptant une loi contre la liberté de manifester, le gouvernement québécois a retourné contre lui une partie de l'opinion publique qui lui adresse maintenant maints griefs sans lien avec les frais de scolarité.

L'influences des "*cousins français*"? -

C'est en définitive tout un faisceau de facteurs qui surgit pour mettre la gouvernement en difficulté.

D'une part, pour M. Hamel, sociologue de l'Université de Montréal, le Québec, traditionnellement plus à gauche que les autres provinces canadiennes, pourrait faire encore un pas dans cette direction.

"*Peut-être qu'on imite nos cousins français, on sent que le vent tourne. Le gouvernement a sous-estimé le fait que son discours néo-libéral est en perte de vitesse et que sa vision de l'Etat est à bout de souffle*", dit-il. (AFP 23.05)

3- Etats-Unis

Au moment où MM. Obama et Romney multiplient leurs attaques réciproques sur le thème de l'économie et de l'emploi, 58% des personnes interrogées pour cette enquête Wall Street Journal/NBC sont persuadées que leur pays "*va dans la mauvaise direction*" contre 33% qui estiment le contraire.

Trois ans et demi après le début de la pire crise économique depuis les années 1930, 63% des Américains interrogés estiment que la génération de leurs enfants vivra moins bien que la leur. En outre, 48% considèrent que leur pays se trouve dans une phase de déclin à long terme, contre 45% qui pensent qu'il s'agit d'une mauvaise passe. (AFP 23.05)

Social

1- France

1.1- La jaunisse a encore frappé.

La réévaluation du Smic autour de 1.700 euros bruts, défendu notamment par la CGT, est un objectif "*inatteignable*", qui "*ne suffit pas à régler le problème d'achat*", a déclaré le secrétaire général de la CFDT François Chérèque dans une interview à Paris-Match.

Sur le coup de pouce promis par François Hollande, deux syndicats revendiquent un effort conséquent: une hausse de 300 euros bruts pour la CGT à 1.700 euros bruts mensuels, tandis que FO réclame une augmentation progressive à 1.340 euros nets contre environ 1.100 euros nets aujourd'hui.

"*Ils ne croient même pas à ce qu'ils demandent ! Ils savent très bien que c'est inatteignable. L'évolution du Smic doit aussi être liée à la croissance*", a riposté le responsable du syndicat, qui n'a fixé "*aucun chiffre*".

Interrogé sur la menace de plans sociaux en série, le responsable cédédiste a défendu le chômage partiel, solution utilisée en Allemagne, "*pour soutenir l'emploi dans les entreprises en difficulté*".

Alors que le dossier des retraites s'annonce comme le premier chantier de réforme ouvert, François Chérèque a rappelé son attachement à "*une réforme systémique, par points ou par compte notionnel*", au lieu de "*refaire un dixième rafistolage*".

A la question, "*la proximité entre le PS et la CFDT peut-elle anesthésier votre action ?*", François Chérèque a répondu: "*Il n'y a aucune proximité*", assurant que "*la CFDT savait garder sa liberté de ton et de critique*". (AFP 23.05)

1.2- Leur société synonyme de progrès

Sept cas de tuberculose ont été détectés dans et près d'un lycée du Val-de-Marne, a annoncé mercredi l'Agence régionale de santé (ARS) d'Ile-de-France, suscitant l'inquiétude de parents et d'élèves.

"*D'un point de vue sanitaire, la tuberculose se soigne aujourd'hui aisément même si la maladie reste potentiellement grave*", rappelle l'ARS. "*Le traitement repose sur la prise quotidienne de plusieurs antibiotiques adaptés pour une durée habituelle de 6 mois*", explique l'agence. (AFP 23.05)

2- Etats-Unis

Le groupe américain, numéro un mondial des micro-ordinateurs, Hewlett Packard, a annoncé mercredi un plan de restructuration portant sur le licenciement de quelque 27.000 salariés, soit environ 8% des effectifs, ce qui permettra de générer des économies annuelles comprises entre 3 et 3,5 milliards de dollars à partir de la fin de l'exercice fiscal 2014 du géant informatique.

Hewlett-Packard a annoncé ce plan lors de la publication des résultats du deuxième trimestre de l'exercice 2011-2012, ressortis à un niveau supérieur aux attentes. (Reuters 23.05)

Economie

1- La Bourse ou la vie.

Les Bourses européennes ont terminé en forte baisse mercredi, et l'euro a touché un nouveau plus bas de près de deux ans.

À Paris, le CAC 40 a terminé en baisse de 2,62%. Le Footsie britannique a cédé 2,53% et le Dax allemand 2,33%, tandis que l'indice paneuropéen FTSEurofirst 300 reculait de 2,18%. (Reuters 23.05)

2- Grèce

Hier, la Grèce a fait savoir qu'elle remboursait à 100% le quarteron de banquiers ayant refusé de faire une croix sur 75% de leurs prêts.

Ne serait-ce pas une manœuvre subtile des 3 Banques ayant émis les CDS ?

Elles avaient tout intérêt à fournir l'argent à la Grèce pour qu'elle rembourse ces récalcitrants, ce qui leur permet d'affirmer ensuite, que le défaut partiel de la Grèce au détriment des autres investisseurs, n'était qu'un aménagement de la dette consenti entre les partis. Cette argutie leur permettant de refuser de faire jouer les CDS et donc de rembourser les financiers qui s'étaient assurés chez eux.

Certains se sont donc fait tondre proprement... (Liesi 22.05)

3- Etats-Unis

Les plaintes d'investisseurs qui s'estiment lésés par l'entrée en Bourse ratée de Facebook se multipliaient mercredi, visant à la fois le réseau social en ligne et les banques qui ont géré l'opération boursière.

La plainte accuse en particulier les trois principales banques ayant organisé l'entrée en Bourse, à savoir Morgan Stanley, Goldman Sachs et JPMorgan Chase, ainsi que certains dirigeants, administrateurs ou responsables du réseau aux 900 millions de membres de ne "*pas avoir révélé que pendant la présentation de l'opération aux investisseurs, les principales banques en charge de l'opération avaient abaissé leurs prévisions et que cette information n'avait été communiquée qu'à une poignée de gros investisseurs, pas au grand public*". (AFP 23.05)

4- Chine

Selon les dernières informations publiées par le Conseil mondial de l'or, la Chine a augmenté de 10% sa demande d'or sur un an. C'est la bijouterie chinoise qui connaît une forte demande : « *elle représente désormais 30% de la demande mondiale dans ce domaine, ce qui fait de ce pays le premier marché de la bijouterie du Monde pour le troisième trimestre consécutif* ». (Liesi 22.05)

Haut de page

Le 25 mai

CAUSERIE

Quelques sujets de réflexion

1- Le temps du capitalisme est compté.

Lu sur libération.fr : "*L'incapacité à se projeter dans le temps est aussi ce qui caractérise la politique moderne*".

Ils ont déjà hypothéqué les profits futurs...

2- Si faire campagne contre l'euro et l'UE est contre-productif, pourquoi se priver de faire campagne contre les institutions ?

Selon un sondage, rendu public par la chaîne de télévision grecque Skaï : 85% d'entre eux voteraient pour le maintien dans l'euro en cas de référendum, mais 62% rejettent le memorandum, la feuille de route du redressement prescrite au pays. (AFP 24.05)

On nous balance souvent qu'axer notre combat contre les institutions nationales serait une erreur parce que cela n'intéresse pas la majorité des travailleurs.

Question : à qui s'adresse notre politique, quel est notre objectif immédiat, quelle tâche sommes-nous en mesure d'accomplir en fonction de nos forces ?

Notre politique s'adresse en priorité aux éléments les plus avancés de la classe ouvrière qui constituent une minorité parmi les travailleurs pour les recruter et construire le parti. Notre politique qui s'adresse à l'ensemble des travailleurs en prenant appui sur ces couches les plus déterminées permet aussi de toucher les millions de travailleurs qui ne se reconnaissent ni dans le capitalisme ni les institutions, et qui se sont exprimés le 6 mai en refusant de voter pour Sarkozy ou Hollande.

Il y a un point commun entre les éléments les plus avancés sur le plan politique et ceux qui appartiennent aux couches les plus durement frappés par le capitalisme ou qui cumulent les difficultés au quotidien pour survivre, jeunes, chômeurs, travailleurs et retraités pauvres, ils sont portés à se détourner ou à rompre avec le capitalisme et les institutions. Ensemble, ils représentent des millions de travailleurs et non une infime minorité difficile ou impossible à identifier et donc à joindre, à recruter.

Si maintenenant aucun parti ne s'y intéresse, cela signifie que leur politique ne correspond pas aux intérêts collectifs des exploités, car qui les incarnent le mieux sinon les travailleurs prêts à en découdre avec le régime, à rompre avec lui, parce que pour ces travailleurs les conditions subjectives ou objectives sont réunies pour passer à l'action, soit qu'ils soient parvenus à la conclusion qu'il fallait se débarrasser du capitalisme et ses institutions, soit que leurs conditions de vie soient devenues infernales ou aient dépassé le stade de l'insupportable.

Tous les partis se positionnent en fonction des intérets particuliers de leur appareil ou des couches particulières qu'ils représentent et qui constituent leur fond de commerce. Ils agissent comme des groupes de pression pour faire valoir ces intérêts et le reste ne les intéresse pas, sauf parfois en période électorale.

3- A propos du PS et ses satellites.

Il s'agit d'un large extrait d'un article de Libération, dans lequel on peut lire que même un gouvernement ouvertement capitaliste, antisocial, réactionnaire, s'il est dirigé par le PS, il doit être étiqueté à gauche. Nous rejetons cette caractérisation qui conduit à effacer ce qui permet de distinguer les différentes classe sociales en faisant en sorte que rien ne permette de les distinguer à partir des prises de position de leurs représentants appliquant la même politique.

Le même discours ou la même politique réactionnaire ne peuvent pas être classés un coup à droite, un coup à gauche en fonction du parti qui en est responsable, car cela signifierait que la gauche censée représenter les intérêts des travailleurs pourrait aussi représenter ceux des capitalistes, être réactionnaire.

En poussant plus loin notre analyse, on s'aperçoit ainsi que les auteurs de ce discours procèdent par amalgame pour détruire l'idée (progressiste, social, humaniste, etc.) que les travailleurs se font de la gauche, des partis qui s'en réclament ou parlent en leur nom, afin de les détourner de la politique, les dégoûter de tous les partis qui seraient pourris et faire en sorte qu'ils demeurent atomisés, inorganisés.

D'où la nécessité d'être parfaitement clair et intransigeant sur la caractérisation de tous les partis, et le refus de considérer le PS comme un parti de gauche ou un parti ouvrier.

On comprend au premier coup d'oeil l'intérêt pour le PCF (et bien d'autres, plus le régime en place évidemment) d'entretenir l'illusion que le PS serait de gauche, par exemple lorsqu'il prétend que "*les gens ont cru à la gauche au pouvoir*", la gauche et la droite faisant la même politique, cela signifie qu'il n'existe pas d'alternative à leur politique, voter à droite ou à gauche conduira au même résultat, dès lors pourquoi se reporter vers d'autres partis encore marginaux (POI, NPA, LO) qui proposent une autre politique tout en se situant dans le même camp que le PS, pire, en appelant au front unique avec ce parti à la tête d'un gouvernement capitaliste.

- Le PCF a longtemps été le partenaire privilégié du PS. Les communistes ont participé au gouvernement dirigé par Lionel Jospin de 1997 à 2002. Une expérience dont ils ne gardent pas forcément un bon souvenir. "*Les gens ont cru à la gauche au pouvoir pour avoir une politique de gauche, mais cette dernière n'a pas été au rendez-vous et ça a donné le 21 avril 2002, estime Michel Laurent, membre de la direction du PCF et frère de Pierre Laurent, le secrétaire national du parti. On aspire à pouvoir exercer nos responsabilités au plus haut niveau mais pour une vraie politique de gauche.*"

Un conseil national du PCF se tiendra à l'issue des législatives, le 18 juin, suivi d'un vote des militants et d'une conférence nationale extraordinaire deux jours plus tard, pour trancher la question. Le sujet est délicat car s'ils choisissent d'envoyer des ministres au gouvernement, les communistes prendront le risque de faire exploser le Front de gauche, qui les a fait passer de 1,93 % des voix en 2007 à 11,10 % cinq ans plus tard.

Les noms du député André Chassaigne ou de la sénatrice Nicole Borvo Cohen-Seat, évoqués pour participer au gouvernement, ne sont pas confirmés au PCF.

Pour Michel Laurent, sans infléchissement de la politique des socialistes, les communistes ne participeront pas au gouvernement. Un avis partagé par Olivier Dartigolles, porte-parole du PCF. Il précise que son parti sera très attentif à la question du traité européen.

"*Par-delà les belles déclarations sur le thème de la croissance, tout se fait sans qu'un millimètre ne soit touché au traité, estime-t-il. L'austérité, conjuguée à une souveraineté limitée, ferait que tout gouvernement de gauche qui l'appliquerait aurait les pieds et les poings liés.*" "*Nous ne participerons pas à un gouvernement, fusse-t-il de gauche, qui lierait son destin à ce traité*", affirme-t-il.

Resterait alors à trouver la bonne formule. "*On soutiendrait les textes qui vont dans le bon sens tout en se battant contre les autres*", explique M. Dartigolles. Pour M. Mélenchon, cela s'appelle "*l'autonomie conquérante*". Pour un cadre PCF, cette expression "*ne veut rien dire*". (lemonde.fr 24.05)

Si vous demandiez comment le PCF et le PG soutiennent le gouvernement, vous avez la réponse ici : pour Olivier Dartigolles Hollande auraient livré de "*belles déclarations sur le thème de la croissance*", cyniques en réalité, alors que lorsqu'on examine leur contenu, sans avoir besoin d'entrer dans les détails ou d'avoir fait une grande école, on s'aperçoit qu'elles consistent à servir les banquiers ! Des "*belles déclarations*", pour les parodier disons de gauche, qui ne servent qu'à tromper les travailleurs jusqu'aux élections législatives. Par là, le FdG s'en fait le complice. Normal, tout est dans l'ordre des choses.

Le PS est une imposture, une escroquerie politique, un parti bourgeois au service du capital et des institutions, point barre. L'intérêt général qu'il prétend servir coïncide avec les intérêts de la classe dominante qui détient le pouvoir et dont le PS est l'un des représentants et des défenseurs contre la classe ouvrière et le socialisme.

Son rôle consiste à gérer la société pour le compte des capitalistes comme ce fut toujours le cas dans le passé chaque fois qu'il accéda au pouvoir au cours du XXe siècle. Comment ? En s'appuyant sur la petite-bourgeoisie et les couches privilégiées des exploitées, les intellectuels qui ont lié leur sort au régime en place, ils en assurent la stabilité depuis 1958. Mais aussi en se faisant passer pour un parti de gauche pour canaliser et neutraliser le rejet du régime par les masses.

Le PS est ainsi avec le parti de l'ordre le principal pilier du régime qu'il nous faut abattre. Combattre pour abattre le régime nécessite donc pour les militants révolutionnaires de combattre avec détermination pour abattre les piliers qui le soutiennent.

Je rappelle toutefois qu'il ne faut pas faire un amalgame entre le PS, ses dirigeants pourris, et les simples adhérents qui l'ont rejoint en ignorant sa nature sociale réactionnaire et son passé détestable. Le PS véhicule la même idéologie que l'UMP, l'idéologie bourgeoise basée sur les inégalités profitant à une poignée de privilégiés, donc une idéologie contre-révolutionnaire, c'est en tant que telle qu'il faut combattre le PS.

Le changement dans la continuité c'est maintenant ou faites tomber les masques. (suite)

Après quatre heures de discussions sur la croissance mercredi soir lors du sommet européen de Bruxelles, les 27 se sont penchés sur la Grèce, sur fond de doutes quant à une sortie du pays de la zone euro.

Les dirigeants se sont mis d'accord sur une déclaration que le président du Conseil européen, Herman Van Rompuy, a lue à l'issue du sommet, affirmant leur désir que «*la Grèce reste dans la zone euro et respecte ses engagements*», à l'issue des élections législatives du 17 juin dans le pays.

«*Poursuivre les réformes cruciales pour revenir à une dette soutenable, encourager les investissements privés et renforcer les institutions (de la Grèce) sont les meilleures garanties d'un avenir meilleur au sein de la zone euro*» et «*nous espérons qu'après les élections, le nouveau gouvernement grec fera ce choix*», a conclu Herman Van Rompuy.

La chancelière allemande Angela Merkel a fait du respect des engagements, notamment la réduction des déficits et les réformes structurelles, un «*préalable*» au maintien d'Athènes dans la monnaie unique. (liberation.fr 24.05)

Il est dit que "*les dirigeants se sont mis d'accord*", dont Hollande qui ne voit aucun inconvénient à saigner le peuple grec.

A bas le gouvernement capitaliste Hollande-Ayrault à la solde de l'UE, du FMI, des banquiers !

Un cas d'école. La méthode

Le parlement du Portugal a adopté mercredi un projet favorable à la relance de la croissance proposé par l'opposition socialiste, auquel le gouvernement de centre-droit a renoncé à s'opposer malgré son soutien à des mesures d'austérité.

Les socialistes avaient menacé de revenir sur leur soutien au plan de sauvetage de l'Union européenne et du FMI, si le gouvernement s'opposait au vote de mesures de relance de la croissance destinées à aider le pays à sortir de la récession, la plus grave depuis les années 1970.

Bien que le gouvernement dispose d'une majorité solide, le soutien des socialistes au plan de sauvetage est essentiel pour la crédibilité internationale du Portugal, en particulier face à l'exemple de la Grèce, menacée d'une sortie de la zone euro par le chaos politique dans lequel elle se trouve.

La coalition au pouvoir s'est abstenue lors du vote, laissant les socialistes adopter le projet à la majorité des députés s'étant exprimés, parmi les 230 sièges que compte le parlement.

La résolution doit compléter le pacte budgétaire européen, ratifié le mois dernier par le parlement.

Beaucoup de propositions des socialistes portugais font écho à celle de François Hollande, parmi lesquelles un renforcement du capital de la Banque européenne d'investissement, et la création d'euro-obligations souscrites par le budget de l'UE.

Le texte de loi "*recommande que le gouvernement promeuve et soutienne des mesures politiques et institutionnelles qui (...) engageraient les pays membres de l'UE à prendre des mesures favorables à la croissance et à la création d'emplois*".

Les socialistes proposent pour cela de passer par des amendements au pacte budgétaire européen ou par un traité complémentaire. (Reuters 24.05)

Du Sénat français, où le PS détient la majorité, qui a adopté le MES le 28 février 2012 grâce à l'abstention des sénateurs PS avec les voix de la minorité de l'UMP, au parlement portugais où le parti de l'ordre à la majorité, mais s'abstient pour que la minorité PS adopte un projet soi-disant favorable à la relance de la croissance qui sera en réalité financée par les sacrifices imposés aux travailleurs portugais, le mimétisme est parfait, la collusion entre les partis de l'ordre et ceux de l'Internationale jaune est totale contre les travailleurs.

Question : dans quel camp faut-il classer les partis de l'Internationale jaune ? Celui des partis de l'ordre avec lesquel ils s'entendent à merveille en se répartissant les rôles, ou celui des travailleurs qu'ils n'ont de cesse de combattre ?

A bas le PS et l'Internationale jaune qui ne sont que des instruments de la réaction contre la classe ouvrière !

LO. Comment tenir un discours en apparence radical et épargner Hollande? Mode d'emploi.

Celle qui a succédé à Arlette Laguiller, également présente à Presles, pense qu'"*on ne peut pas compter sur François Hollande*" car "*le sort des citoyens dépend beaucoup plus de la crise et des décisions des grands groupes industriels et financiers*".

"*Certes il y a un changement de personnalité avec un gouvernement rajeuni et féminisé*" mais "*ça ne doit pas faire illusion*", le président "*est sous la pression des banquiers internationaux*" et pas question de "*lui faire un chèque en blanc*", explique à l'AFP la porte-parole trotskiste. (AFP 24.05)

Si "*on ne peut pas compter sur François Hollande*", les banquiers si ! Question : pourquoi madame Arthaud ne le dit-elle pas ? C'est un secret qu'il ne faudrait surtout pas dévoiler devant les travailleurs, pas tout de suite, ou il faudrait faire semblant de ne pas le savoir ?

Allons plus loin, que dit-elle ? Monsieur Hollande n'y est pour rien dans la situation actuelle ou à venir, alors pourquoi s'attaquer à lui et son gouvernement ? Franchement, foutez-lui la paix, au POI ils tiennent exactement le même discours et ils ne doivent pas être les seuls, en fait tous ceux qui ont appelé à "*battre Sarkozy*" ou appelé à voter Hollande doivent tenir un langage similaire.

Comment procède Arthaud pour épargner Hollande. Elle réalise une dichotomie entre Hollande et son gouvernement, les institutions d'une part, et les vilains capitalistes de l'autre, alors que les premiers sont là uniquement pour servir les intérêts des seconds.

Cela signifie en toile de fond que le malheureux Hollande fera ce qu'il peut, et s'il peut peu le bougre, finalement ce ne sera

pas vraiment de sa faute mais de celle des "*des banquiers internationaux*", dommage qu'ils n'en existent pas en dehors du système solaire ou de notre galaxie on enverrait les travailleur s'y balader, cela les changerait de Bruxelles ou Washington, ils mettraient plus de temps à se rendre compte de notre incurie politique en passe de devenir légendaire si ce n'est pas déjà fait.

L'illusion est presque parfaite quand elle prétend dénoncer une illusion pour dans le même temps nous en servir une qui est franchement grotesque. Au secours, Hollande et le PS sont otages des banquiers, malgré eux bien entendu, sinon à quoi cela servirait-il de les épargner ? Voilà comment LO est solidement enchaînée au régime qu'elle prétend combattre, un numéro d'illusionnisme, rien de plus.

Collaboration de classes. Chômage et précarité du logement.

L'accord négocié de février à avril pour faciliter l'accès au logement des salariés et relancer le dispositif Action logement (1% patronal) a été avalisé par l'ensemble des partenaires sociaux (syndicats et patronat), après la signature annoncée cette semaine de la CGT.

L'accord interprofessionnel du 18 avril conclu entre les trois organisations patronales (Medef, UPA, CGPME) et les cinq organisations syndicales représentatives (CFDT, CFTC, CGT, FO et CFE-CGC) vise à "*redonner un sens et une lisibilité au dispositif du 1% afin de répondre aux besoins des salariés*", écrit dans un communiqué la CGT.

Il acte enfin le retour à une gestion paritaire (syndicats-patronat) des organismes collecteurs de la participation des entreprises à l'effort de construction (PEEC), satisfaisant ainsi l'ensemble des syndicats. (AFP 24.05)

Enfin de nouveaux postes de permanents syndicaux que les différents partis dits ouvriers vont pouvoir se partager. Cela valait vraiment le coup d'appeler à voter Hollande...

Les ramasse-miettes, vous passez après nos amis les banquiers.

Le ministre du Travail, de l'Emploi et du Dialogue social Michel Sapin a estimé jeudi "*légitime*" de donner un coup de pouce au Smic mais il a rejeté l'idée d'une forte hausse comme le demandent certains syndicats.

"*Quand vous êtes une caissière à 70% du smic, vous n'arrivez pas à vivre, il est légitime que de donner un coup de pouce au Smic*", a déclaré Michel Sapin sur Canal+.

"*Mais quand vous êtes une petite entreprise avec des carnets de commandes difficiles, vous vous posez la question de l'équilibre de votre compte, et là on ne peut pas non plus faire des sauts sur le Smic, c'est cela qu'il faut concilier et une décision sera prise*", a ajouté le ministre, en insistant sur la concertation avec les partenaires sociaux.

Invité à dire si le gouvernement accéderait à la revendication de Jean-Claude Mailly, numéro 1 de FO, le ministre a répondu: "*il le sait lui-même*". AFP 24.05)

Mailly le savait, non, pas possible, et il ne nous a rien dit, il a feint ne pas le savoir, mais alors ils sont tous complices ? Mais non, mais non qu'allez-vous imaginer.

Quel cynisme ! Quelle pourriture !

La malheureuse caissière (le boulot d'une de mes soeurs) va se voir accorder généreusement quelques dizaines d'euros d'augmentation, son salaire misérable ne représentera plus 70% du smic, mais 71, 72, 73%, vous êtes décidément trop bon monseigneur, gageons qu'elle n'a pas eu l'idée saugrenue de voter le 6 mai dernier.

Quant au tout aussi malheureux employé ou ouvrier d'une petite entreprise, si son salaire est misérable, il devra s'en contenter, car l'existence de la propriété privée des moyens de production le veut ainsi et il n'est pas question d'y attenter.

S'il est impossible de concilier un salaire décent pour chaque travailleur et l'existence du capitalisme, ce dernier doit disparaître.

Si nous étions au pouvoir, nous ferions en sorte que le Smic soit entre 1500 et 1700 euros nets par moi sans se soucier du sort des entreprises qui ferait l'objet d'un traitement à part.

Les grandes entreprise seraient décrétées bien collectifs, leurs actionnaires expropriés sans leur verser un centime, leurs filiales ou leurs sous-traitants seraient réintégrés dans ces entreprises et connaîtraient le même sort.

Quant aux petites entreprises, il leur serait proposé de conserver leur statut tout en leur proposant un partenariat avec l'Etat ouvrier, de façon à assurer leur pérennité, à condition qu'elles présentent un intérêts pour l'ensemble de la population et que leurs dirigeants acceptent de limiter leurs revenus et répartissent leurs profits entre leurs salariés et la modernisation de leur outil de production. Le deal consistant à garantir le niveau de vie des dirigeants et de l'ensemble des salariés de ces entreprises.

On ne pourra pas réduire toutes les inégalités du jour au lendemain, et il faudra prendre garde à ne pas se mettre à dos la majorité de la population facilement manipulable, rien de tel pour y parvenir que de diviser les forces de notre ennemi et de garantir à certaines couches d'exploiteurs son avenir sous un régime socialiste, alors qu'il était gravement compromis en régime capitaliste.

Ne commettons pas l'erreur fatale d'oublier qu'on ne pourra éradiquer les inégalités et le capitalisme, les classes, les Etats, qu'à l'échelle mondiale, qui coïncidera avec la réalisation de la seconde étape de notre émancipation, le communisme.

Leur justice au chevet de l'Etat sioniste.

La justice française a rendu deux décisions défavorables à des militants propalestiniens, impliqués dans des appels au boycott des produits israéliens dans des supermarchés en région parisienne et près de Bordeaux (sud-ouest), a-t-on appris jeudi de sources judiciaires.

Dans la première affaire, la cour d'appel de Paris a infirmé jeudi la relaxe d'une militante propalestinienne et l'a condamnée à 1.000 euros d'amende avec sursis pour avoir mis en ligne en juillet 2009 une vidéo tournée dans un supermarché d'Evry (sud de Paris) appelant au boycott des produits israéliens.

Dans la seconde affaire, la Cour de cassation, plus haute instance judiciaire française, a rejeté le pourvoi formé par une militante de la Ligue des droits de l'Homme qui avait apposé un autocollant "*boycott apartheid Israël*" sur des jus de fruits dans un supermarché de la région de Bordeaux (sud-ouest), rendant ainsi définitive sa condamnation. (AFP 24.05)

Voilà ce qui a changé depuis le 6 mai. Rien quoi !

Que craignait donc l'hystérique du Palais : de se faire jeter ? C'est fait !

L'Elysée a commandé durant le quinquennat de Nicolas Sarkozy pour 9,4 millions d'euros de sondages et études, a dévoilé jeudi Raymond Avrillier, le militant écologiste grenoblois qui en a obtenu les factures après un recours en justice.

Sur les plus de 300 sondages et études commandés, 66 l'ont été entre début 2010 et le 30 avril 2012, parmi lesquels figurent des sondages réalisés à une fréquence hebdomadaire.

Ces 66 sondages ont été facturés 3,04 millions d'euros à l'Elysée, et viennent s'ajouter aux 264 sondages commandés entre 2007 et 2009 pour un montant de 6,35 millions d'euros, que le militant écologiste, également maire adjoint honoraire de Grenoble, avait rendu publics en avril.

Les sondages commandés entre 2010 et 2012 relèvent "*pour partie du financement par une personne morale (l'Elysée, ndlr) de la campagne électorale de Nicolas Sarkozy*", ce qui représente un délit puni par le code électoral, a estimé M. Avrillier jeudi au cours d'une conférence de presse.(AFP 24.05)

INFOS EN BREF

Politique

Canada

Près de 700 manifestants ont été arrêtés dans la nuit de mercredi à jeudi au Québec, traduisant un nouveau durcissement des autorités face à la contestation née du conflit étudiant.

Plus de 100 jours après le début du mouvement contre la hausse des frais de scolarité, 518 manifestants ont été arrêtés à Montréal et 170 à Québec. C'est la première fois que les forces de l'ordre procèdent à une "*arrestation de groupe*" aussi massive dans la province canadienne - de 506 personnes à Montréal, selon le dernier bilan policier - pour "*attroupement illégal*". Douze autres arrestations individuelles ont eu lieu.

La contestation est en train de changer de nature, de nombreux manifestants entendant protester non seulement contre la hausse des frais de scolarité, à l'origine du différend vieux de près de quatre mois, mais contre une loi spéciale adoptée par le gouvernement provincial de centre-droit de Jean Charest pour restreindre la liberté de manifester.

La manifestation de mercredi à Montréal avait été déclarée illégale parce que ses organisateurs n'avaient pas déposé son itinéraire auprès de la police, comme l'exigent la loi spéciale adoptée vendredi dernier et un règlement municipal. Mais jusqu'à présent, de telles situations n'avaient jamais débouché sur des arrestations massives.

"*C'est une arrestation de masse complètement arbitraire. C'était probablement planifié d'avance*", a déclaré un jeune marcheur interrogé par la chaîne publique Radio-Canada, indiquant que les policiers s'étaient positionnés à des intersections pour boucler facilement un groupe de manifestants.

"*Ils avaient simplement à refermer la boîte pour pouvoir tous nous arrêter*", alors que "*même les agents, ici, ne savaient pas trop pour quelle raison ils nous arrêtaient*", a dit le jeune homme, affirmant n'avoir rien fait de répréhensible "*à part revendiquer ses droits, à part revendiquer ses opinions*".

"*Si c'est considéré illégal dans notre société, je pense qu'il y a un problème*", a-t-il ajouté.

Un porte-parole de la police de Montréal Ian Lafrenière, a souligné que la manifestation avait été déclarée illégale vers 20H30 (00H30 GMT jeudi) et que les arrestations avaient eu lieu vers minuit, donc les manifestants auraient pu "*facilement se disperser et partir*".

Selon un usage établi en un mois de manifestations nocturnes quotidiennes - celle de mercredi soir était la 30e de la série - les marches déclarées illégales étaient tolérées tant que des méfaits, tels que jets de projectiles sur les policiers, n'étaient pas commis.

Les manifestants arrêtés à Montréal ont été menottés, les mains dans le dos, et ont passé plus de quatre heures dans des bus, avant de recevoir une amende de 634 dollars. Quatre doivent être poursuivis pour avoir commis des actes criminels, dont des voies de fait contre les forces de l'ordre.

Toutes les personnes arrêtées ont été relâchées jeudi matin, a indiqué à l'AFP une porte-parole de la police.

Ces incidents sont survenus au 101e jour de la grève étudiante, au lendemain d'une manifestation monstre qui a attiré de 100.000 à 250.000 personnes à Montréal, selon les sources, à défaut d'estimation officielle.

Loin de s'épuiser, le mouvement s'est enrichi ces derniers jours d'une nouvelle forme d'action, les habitants de plusieurs quartiers de Montréal organisant des concerts de casseroles nocturnes pour exprimer leur soutien aux contestataires. (AFP 24.05)

Social

1- France

Près de 40% des Européens ne partiront pas en vacances cet été en raison de la crise, un record depuis 2005 dont les Français se distinguent toutefois puisqu'ils sont 70% à avoir des projets de vacances contre 68% l'an passé, selon une enquête Ipsos pour Europ Assistance diffusée jeudi.

L'enquête montre par ailleurs que les vacances (13% de citations) ne sont pas le seul poste budgétaire à faire l'objet de restrictions.

Les économies sont faites sur l'habillement (17%), les produits culturels (14%), les sorties et les loisirs (11%). Seules l'alimentation et la santé sont préservées. (Reuters 24.05)

2- Grèce

La crise grecque dans ce qu'il y a de plus tragique... Selon des chiffres de l'organisation non gouvernementale grecque Praksis, publiés jeudi dans le quotidien Kathimérini, Athènes compte environ 13.000 personnes sans domicile fixe (SDF), dont 1.500 vivent dans les rues et 11.500 dans des squats. La majorité des 1.500 SDF vivant dans la rue "*sont des chômeurs ou des toxicomanes qui ont été abandonnés après la fermeture des centres de désintoxication pour cause de crise*", a indiqué à l'AFP, le président de Praksis, Tzanetos Antypas. En revanche la plupart des 11.500 squatters "*sont des immigrés sans papiers, entassés à 15 ou 20 personnes dans des appartements délabrés du centre d'Athènes*", souligne-t-il.

Une étude publiée l'année dernière avait évalué à 25.000 le nombre des SDF à Athènes.

La crise a fait apparaître un nouveau profil de sans-abri, a noté le responsable. Actuellement "*on voit dans les rues surtout des hommes entre 40 et 55 ans, des chômeurs ou des gens qui ne peuvent plus payer leur loyer ou assumer leurs*

responsabilités familiales", alors qu'auparavant c'était plutôt des jeunes immigrés ou des toxicomanes, précise M. Antypas. Forte de 120 salariés et 580 bénévoles, Praksis, créée en 2004, gère deux centres de santé pour les immigrés ou les SDF à Athènes et Salonique (nord) et un centre pour des enfants victimes de trafic dans le port de Patras (ouest). Cette ONG doit ouvrir cette année trois centres pour des SDF, à Athènes et au Pirée, port proche de la capitale, grâce à une donation de 2,8 millions d'euros de la Fondation de l'armateur Stavros Niarhos. (lexpansion.com 24.05)

Economie

Grande-Bretagne

L'économie britannique s'est contractée plus que prévu au premier trimestre, plombée par la plus forte baisse en trois ans de l'activité dans le secteur de la construction, renforçant la probabilité de nouvelles injections de liquidités par la Banque d'Angleterre (BoE) pour soutenir la croissance.

L'économie britannique s'est contractée plus que prévu au premier trimestre, plombée par la plus forte baisse en trois ans de l'activité dans le secteur de la construction, renforçant la probabilité de nouvelles injections de liquidités par la Banque d'Angleterre (BoE) pour soutenir la croissance.

Mercredi, la BoE a indiqué qu'elle injecterait probablement de nouvelles liquidités pour soutenir l'économie britannique si la crise en zone euro venait à s'aggraver, après avoir mis fin à son programme de rachats d'actifs de 325 milliards de livres (406 milliards d'euros).

D'après les données publiées jeudi par l'Office national des statistiques, le produit intérieur brut (PIB) en deuxième estimation a reculé de 0,3% sur les trois premiers mois de l'année, une contraction plus forte que celle de 0,2% initialement annoncée.

En rythme annuel, le PIB recule de 0,1% au premier trimestre, alors que les économistes attendaient une croissance nulle.

Le Fonds monétaire international (FMI) a alerté cette semaine des risques pour l'économie britannique et a exhorté la banque centrale et le gouvernement à soutenir la croissance par tous les moyens nécessaires.

Le FMI a suggéré que la BoE abaisse ses taux d'intérêt à leur bas niveau historique de 0,5% et commence à acheter des actifs du secteur privé.

L'institution a également demandé au gouvernement britannique de trouver des fonds pour investir dans les infrastructures, de faire plus pour améliorer le crédit à destination des entreprises et d'abaisser des taxes pour stimuler la demande. (Reuters 24.05)

Haut de page

Le 26 mai

CAUSERIE

A tort et à travers.

Résultat du 1er tour de la présidentielle en Egypte : reste en lice pour le second tour le candidat islamiste de la contre-révolution et le candidat de l'ancien régime.

Même la révolution ne serait plus ce qu'elle était, décidément tout fout le camp ! Qui en est responsable ? Ceux qui n'expliquent pas pourquoi les mouvements révolutionnaires tunisiens et égyptiens ne pouvaient pas aboutir au renversement des régimes en place puisque ceux qui occupent aujourd'hui le pouvoir se sont fondus dans le régime en place, l'ensemble des institutions demeurent en place.

Pourquoi ne l'expliquent-ils pas ? Parce qu'il leur faudrait expliquer pourquoi il n'y a pas eu de révolution en France depuis... 1871, hier quoi. Mais pourquoi ? Parce qu'ils en sont en grande partie responsables. Et de quelle manière cela se manifeste-t-il ? Par l'inexistence d'un véritable parti communiste et d'une Internationale ouvrière digne de ce nom.

Je ne vais pas perdre mon temps à expliquer pourquoi, je vous renvoie à mes précédentes causeries. Constatons seulement qu'aucun parti ne se donne la peine de populariser le socialisme et de le rendre accessible aux masses.

En guise de support à notre réflexion, je vous propose un extrait d'Anti-Dühring d'Engels.

Au milieu du XIXe siècle avec les premières luttes ouvrières importantes en Europe "*il apparut que toute histoire passée était l'histoire de luttes de classes, que ces classes sociales en lutte l'une contre l'autre sont toujours des produits des rapports de production et d'échange, en un mot des rapports économiques de leur époque, que, par conséquent, la structure économique de la société constitue chaque fois la base réelle qui permet, en dernière analyse, d'expliquer toute la superstructure des institutions juridiques et politiques, aussi bien que des idées religieuses, philosophiques et autres de chaque période historique.*"

- "*En conséquence, le socialisme n'apparaissait plus maintenant comme une découverte fortuite de tel ou tel esprit de génie, mais comme le produit nécessaire de la lutte de deux classes produites par l'histoire, le prolétariat et la bourgeoisie. Sa tâche ne consistait plus à fabriquer un système social aussi parfait que possible, mais à étudier le développement historique de l'économie qui avait engendré d'une façon nécessaire ces classes et leur antagonisme, et à découvrir dans la situation économique ainsi créée les moyens de résoudre le conflit.*"

- "*Certes, le socialisme antérieur critiquait le mode de production capitaliste existant et ses conséquences, mais il ne pouvait pas l'expliquer, ni par conséquent en venir à bout ; il ne pouvait que le rejeter purement et simplement comme mauvais. Plus il s'emportait avec violence contre l'exploitation de la classe ouvrière qui en est inséparable, moins il était en mesure d'indiquer avec netteté en quoi consiste cette exploitation et quelle en est la source. Le problème était, d'une part, de représenter ce mode de production capitaliste dans sa connexion historique et sa nécessité pour une période déterminée de l'histoire, avec par conséquent la nécessité de sa chute, d'autre part de mettre à nu aussi son caractère interne encore caché, la critique s'étant jusque-là jetée plutôt sur ses conséquences mauvaises que sur sa marche même. C'est ce que fit la découverte de la plus-value.*

Il fut prouvé que l'appropriation de travail non payé est la forme fondamentale du mode de production capitaliste et de l'exploitation de l'ouvrier qui en résulte ; que même lorsque le capitaliste achète la force de travail de son ouvrier à la pleine valeur qu'elle a sur le marché en tant que marchandise, il en tire pourtant plus de valeur qu'il n'en a payé pour elle; et que cette plus-value constitue, en dernière analyse, la somme de valeur d'où provient la masse de capital sans cesse croissante accumulée entre les mains des classes possédantes. La marche de la production capitaliste, aussi bien que de la production de capital, se trouvait expliquée."

Si ce sont des rapports économiques qui déterminent tous les autres dans la société, on peut les réduire au mode de production et d'échange, mais on peut aussi inclure les rapports politiques entre les classes qui sont le produit de la manière dont les différentes couches des masses perçoivent ces rapports économiques à un moment donné en fonction du traitement qui leur est réservé par l'Etat ou les capitalistes selon qu'elles appartiennent au secteur public ou privé.

Plus le revenu ou le niveau de vie de ces couches sera élevé, moins elles auront tendance à remettre en cause l'ordre existant dont finalement elles estiment tirer profit en échange de leur travail. Pourquoi remettre en question un régime qui vous permet de satisfaire la plupart de vos besoins. La marchandisation des services ou des besoins élémentaires de la population ne posera un problème qu'aux couches au revenu les plus faibles, tandis que les autres y feront face en réduisant le niveau des économies qu'elles réalisaient jusqu'à présent et qu'elles capitalisaient en banque ou plaçaient.

Contrairement à ce qu'on voudrait nous faire, la majorité des travailleurs continuent de vivre comme avant 2007, tandis que des pans entiers sont réduits à la pauvreté et à la précarité absolue.

Les premiers demandent juste qu'on préserve leurs avantages, ils figurent parmi ceux qui ont voté Hollande le 6 mai et auxquels s'adressent les partis ouvriers et les syndicats, tandis que les seconds n'attendent plus rien du régime et des partis qui participent aux institutions, ils ont formé le gros des troupes des abstentionnistes le 6 mai dernier, et la majorité d'entre eux sont inorganisés, abandonnés à leur triste sort.

Les premiers ne sont prêts à se mobiliser que pour défendre leurs privilèges catégoriels, leurs statuts, ils se moquent de savoir si leur combat a ou non un caractère politique, cela ne les intéresse pas, tandis que les besoins des seconds sont tellement considérables qu'ils ne pourront être satisfaits que si leur combat a un contenu politique, général, collectif.

Pour les premiers, il leur suffira de se mobiliser avec leurs syndicats pour espérer obtenir quelques avancées sociales ou conserver leurs acquis, pour les seconds, il faudra un mouvement entraînant la majorité de la classe contre le gouvernement pour espérer obtenir satisfaction partiellement ou en totalité, ce qui n'arrive que rarement ou exceptionnellement.

On comprend au premier coup d'oeil que le sort des premiers aura toutes les chances de s'améliorer, tandis que celui des seconds continuera de se détériorer. Ainsi les inégalités n'existent pas seulement entre les classes mais à l'intérieur de chaque classe, particulièrement au sein de la classe ouvrière, le clivage qui existe au sein de la société se reproduit au sein de chaque classe où les besoins de chaque couche sont différents ou ne revêtent pas le même contenu. Il apparaît tout aussi clairement que les premières seront davantage enchaînées au capitalisme que les secondes qui n'en attendent rien.

Question : quelles sont les couches les plus à même de comprendre la nécessité d'en finir avec le capitalisme parce que

cette nécessité correspond justement à leur situation, s'impose pour ainsi dire à eux, l'aristocratie ouvrière, les couches supérieures, les intellectuels, ou plutôt ces couches de millions de travailleurs atomisés et abandonnés de tous ?

Les partis et les syndicats s'adressent aux premières qui constituent leur fond de commerce et assurent la stabilité du régime, et délaissent les secondes parce que leur situation les conduit systématiquement à remettre en cause le régime, ce à quoi ces partis et syndicats ne tiennent pas vraiment. Ce sont les premiers qui forment le gros des troupes de tous les partis dits ouvriers et des syndicats. N'y aurait-il pas là une des explications à notre incapacité à contruire le parti ?

Comment comprendre une nécessité quand on peut (encore) s'en passer, tant que par la force des choses elle ne s'impose pas à nous ou elle nous demeure étrangère ?

Cette nécessité correspond à un changement radical de société, à une transformation révolutionnaire de la société. Qui y a intérêt : celui qui se plaint de la qualité des coktails dans l'hôtel de Miami Beach où il vient de passer une dizaine de jours en vacances ou celui qui n'a pas de quoi acheter une paire de chaussures à son gosse pour aller à l'école ?

Je vais encore me mettre en scène pour vous donner un exemple.

Je suis venu à la lutte de classe et au marxisme, parce que lorsque j'étais un jeune adulte, j'étais promis à une condition de vie similaire à celle de mes parents que je trouvais insupportable. Pour moi, la nécessité de changer la société s'imposait sur la base d'un constat matériel, j'étais voué à trimer toute ma vie comme un esclave et à être pauvre, un cauchemar à 20 ans.

Je m'engageais dans le militantisme pour changer le monde et je rejoignais l'OCI. Puis je rencontrai ma future compagne avec laquelle j'allais faire un bout de chemin. Alors que nous étions pauvres chacun de notre côté, en additionnant nos deux salaires nous nous retrouvions à l'aise financièrement, ce qui facilitait la vie et la rendait plus agréable. Du coup, lorsque ma compagne cessa de militer et m'ordonna d'en faire autant sinon elle me quitterait, je n'ai fait ni une ni deux et j'ai cessé de militer, pas pour conserver un niveau de vie supérieur, mais parce que je tenais à elle et notre fille née entre temps. Nous vivâmes les huit années suivantes dans l'insouciance la plus totale, oubliant même jusqu'à la politique dont nous nous étions totalement détournés, alors que nous avions été des activistes forcenés, pour nous, changer la société n'était plus une priorité, on n'y pensait même plus. Par contre, sur notre lieu de travail nous continuions de défendre notre bout de gras. A ce moment-là, vous seriez venu nous demander de participer à une campagne politique, que nous vous aurions envoyé balader. Combien de travailleurs rejoignent un parti au cours d'une bataille parce qu'ils se sentent directement concernés et disparaissent quelque temps plus tard ?

Ma propre expérience que je viens de décrire, montrait bien qu'à cette époque je n'avais pas acquis la compréhension que changer la société était une nécessité historique qui découlait du développement du capitalisme, j'en avais fait une question personnelle en rapport avec ma situation, il eut suffit qu'elle s'améliore pour que ma soi-disant conscience de classe s'évapore. Un intellectuel ne procède pas autrement en général, il est aussi prompt à adopter une idée qu'à s'en séparer en fonction du vagabondage de sa pensée...

Au cours de notre vie, on passe inconsciemment notre temps à nous leurrer sur un tas de choses ou sur les gens, on ne voit que ce que l'on veut bien voir. Au départ, quand on commence à militer, la volonté de vouloir changer la société n'est pas le produit d'un niveau de conscience supérieur, on n'a pas encore acquis la compréhension que c'est une nécessité historique, on part de considérations individuelles, c'est seulement à force d'expériences et pour peu qu'on soit en mesure d'en tirer des enseignements, qu'on parviendra à un niveau de conscience ou nos considérations personnelles passeront au second plan ou se confondront avec cette nécessité. Le militantisme et la formation des militants doit conduire à cette claire conscience....

Actualité en titres

Un leurre.

- Michel Barnier : "*Nous ne sommes pas encore au bout de la régulation financière*" - LePoint.fr

Les pauvres sont responsables de leur malheur.

- Pour Bruno Le Maire (UMP) , la hausse du Smic a contribué à celle du chômage - Lexpansion.com

Les nantis sont responsables de s'enrichir.

- Une prime de 400 000 euros pour l’ancien patron d’Air France - Atlantico.fr

Comment cela, le changement serait comme les miracles et nécessiterait un certain délai ?

- Place Beauvau : "*Le changement, ce n'est pas maintenant*" - LePoint.fr

Au nom de la charia avec laquelle tous les régimes occidentaux s'accommodent.

- Les Émirats arabes unis réclament de la "*décence*" aux femmes occidentales - LePoint.fr

INFOS EN BREF

Politique

Allemagne

Quand le président de la Bundesbank traite Hollande d'illusionniste...

L'idée selon laquelle le lancement d'euro-obligations stimulerait la croissance est une illusion, estime Jens Weidmann, président de la Bundesbank, qui adresse une fin de non-recevoir à toutes les revendications de François Hollande.

"*Croire que les Eurobonds résoudront la crise actuelle est une illusion*", dit ce membre du conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne dans une interview publiée vendredi par Le Monde. "*Ce ne peut être que l'aboutissement d'un processus long, qui nécessite entre autres de changer la Constitution dans plusieurs Etats, de modifier les traités, d'avoir davantage d'union budgétaire.*"

"*On ne confie pas sa carte de crédit à quelqu'un si on n'a pas la possibilité de contrôler ses dépenses*", ajoute-t-il.

Pour le président de la Bundesbank, "*une communautarisation de dettes n'est pas l'outil adapté pour favoriser la croissance : cela poserait des problèmes tant légaux qu'économiques. Je ne crois pas qu'on aura du succès en essayant de résoudre la crise de la dette avec encore plus de dette en dehors des budgets réguliers.*"

La croissance "*passe par des réformes structurelles*", insiste-t-il en se disant "*irrité*" par l'apparition d'"*idées géniales qui surgissent pour contrer la crise*", comme les euro-projets défendus également par le nouveau président français. (Reuters 25.05)

Social

France

1- CGT : A quel rythme doit se poursuivre la décomposition du syndicat ?

Lors de la Commission exécutive ("gouvernement" de la CGT) réunie mardi, "*Bernard Thibault, suite au processus de consultations engagées depuis plusieurs mois, a proposé la candidature de Nadine Prigent comme future secrétaire générale de la CGT*, indique la centrale, dans un communiqué. "*La Commission exécutive Confédérale n'a pas approuvé cette proposition par 20 voix pour, 21 voix contre et 5 abstentions*", ajoute la centrale. La CGT a confirmé ainsi une information obtenue par l'AFP de source interne.

La décision finale sur le choix du futur numéro un de la centrale revient au Comité confédéral national (CCN, parlement de la CGT) qui se réunira les 30 et 31 mai. Il ne sera donc pas saisi d'une proposition du numéro un sortant. Nombre de dirigeants préférent Eric Aubin, chargé du dossier de la retraite, qui est postulant à ce poste. (lexpress.fr 25.05)

Extrait d'un article de l'AFP du 21 janvier 2012 :

Pour l'heure, deux personnalités émergent : Nadine Prigent, de la fédération de la santé, deuxième fédération après celle du service public, et Eric Aubin, patron de la fédération, plus petite, de la construction, et en charge du dossier des retraites.

"*Mais ce n'est pas tant la taille qui compte, le débat est de savoir s'il faut quelqu'un du public ou du privé*", le deuxième choix permettant "une ouverture du syndicat" vers des secteurs où il est moins implanté et qui regroupent l'essentiel du salariat, résume un cadre.

"*La CGT reste massivement une organisation de fonctionnaires ou de salariés à statut*", souligne auprès de l'AFP Bernard Vivier, directeur de l'institut supérieur du Travail.

Dès lors, "*le type de revendications que Nadine Prigent peut porter est un peu plus en phase culturellement et sociologiquement avec les adhérents de la CGT*" et ceux qui ont "*conservé les valeurs traditionnelles*", estime l'analyste. En clair, les adhérents CGT communistes "voteraient plus pour Nadine Prigent que pour Eric Aubin".

Selon lui, Bernard Thibault, venu de la fédération des cheminots et arrivé à la tête de la confédération en février 1999, a tenté de "*conjuguer une ligne traditionnelle et une ligne d'ouverture vers le privé et vers des revendications qui sont moins de contestation que de négociations*", souligne M. Vivier.

"*Bernard Thibault est le Gorbatchev de la CGT. Après son départ, il s'agit de savoir s'il faut un autre Gorbatchev pour poursuivre le chantier, ou une personne qui ferait une pause*". Le choix de Mme Prigent aurait "*l'avantage de distinguer la CGT des autres organisations mais aussi le risque de la laisser en retard sur son temps*", résume-t-il.

Extrait d'un article du monde.fr du 14 avril 2012 :

Au départ, M. Aubin, le "*M. Retraites*" de la CGT, faisait figure de favori. Très ouvert, prompt à rechercher la conciliation plutôt que le conflit, il a noué de bonnes relations avec les autres confédérations, et notamment avec Laurent Berger, le numéro deux de la CFDT, qui doit succéder à François Chérèque en 2014.

Mais M. Thibault, qui a accentué la mutation "*réformiste*" de la CGT, souhaitait que son successeur soit une femme venue du privé. Et il reprochait à M. Aubin de trop faire campagne. Dans un premier temps, l'actuel dirigeant de la CGT avait avancé le nom d'Agnès Naton, 53 ans, retraitée de La Poste, directrice de la Nouvelle Vie ouvrière, l'hebdomadaire de la centrale. Mais il a finalement préféré Mme Prigent, même si elle ne vient pas du secteur privé.

M. Aubin et Mme Prigent sont tous les deux membres du bureau confédéral et adhérents du Parti communiste, sans appartenir à aucune instance, et sont l'un et l'autre sur la "*ligne Thibault*". Mais Mme Prigent apparaît moins ouverte. Dans la CGT, certains la jugent "*très raide*" - "*elle a longtemps été très sectaire", observe une responsable cégétiste -, d'autres jugent qu'elle sera "plus malléable*". Elle a des relations rudes avec les autres centrales.

"*Si Bernard arrive à imposer Mme Prigent, dit un proche du secrétaire général, cela laissera des traces dans la maison, car ce choix aura été fait contre une majorité d'organisations*." Du côté de la CFDT, dans l'entourage de M. Chérèque, où on ne dissimule pas une certaine inquiétude, ce serait perçu comme un signal de mauvais augure pour l'avenir de l'unité d'action.

2- Dépôt de bilan de Technicolor.

Technicolor a annoncé vendredi matin le dépôt de bilan dans la journée de son usine d'Angers (350 salariés), spécialisée dans la production de décodeurs, lors d'une réunion extraordinaire du comité d'entreprise de cet établissement, a-t-on appris de sources syndicales. (AFP 25.05)

Economie

1- Espagne

De pis en pis.

La situation serait finalement pire que prévu chez Bankia, la quatrième banque espagnole qui vient d'être nationalisée en partie: croulant sous les actifs immobiliers risqués, elle s'apprête selon la presse à demander 15 à 20 milliards d'euros à l'Etat pour se redresser.

Après une première aide publique de 4,5 milliards le 9 mai, sous forme de prêt transformé en participation pour prendre le contrôle de Bankia, la facture s'est peu à peu alourdie.

"*Chaque jour apparaît un nouveau chiffre*", soupire Daniel Pingarron, analyste de la maison de courtage IG Markets: "*on a commencé avec environ 4 milliards, puis on est passé à 7 milliards, après la comparution (du ministre de l'Economie) Luis de Guindos (devant les députés) cette semaine, on était déjà rendu à 8,75 milliards, et aujourd'hui on parle d'environ 15 milliards: c'est de pire en pire chaque jour*".

Ce dernier chiffre, pas encore confirmé officiellement, était avancé vendredi par la presse espagnole.

Par précaution, le titre Bankia était suspendu vendredi, dix mois presque jour pour jour après son entrée à la Bourse de Madrid, le 20 juillet 2011.

A l'époque, son président, Rodrigo Rato, très connu pour avoir été ministre de l'Economie et directeur général du FMI, se félicitait que cette introduction représente "*un point de référence pour le secteur bancaire espagnol*".

Moins d'un an plus tard, Rodrigo Rato a dû démissionner, la cotation du titre s'est écroulée, valant désormais 40% du prix de départ (3,75 euros), et avec l'aide que devrait apporter l'Etat, "*Bankia va être pratiquement publique*", note Daniel Pingarron.

Selon l'analyste, le gouvernement pourrait y joindre deux caisses d'épargne placées sous tutelle, Novacaixagalicia et CatalunyaCaixa, afin de créer "*ce qui constituerait la plus grande banque publique de l'histoire espagnole*", pour ensuite l'assainir et la revendre.

L'Etat s'est engagé à apporter tous les fonds nécessaires à Bankia, qui représente 10% du système financier espagnol, dont il devra forcément régler la facture.

La banque compte un portefeuille immobilier de 37,5 milliards d'euros, dont la très grande majorité (31,8 milliards) est problématique, car à la valeur incertaine (crédits risquant de ne pas être remboursés, logements saisis...).

Le sauvetage public de Bankia "*ne change pas beaucoup les choses*", dit aussi Daniel Pingarron: "*ce qui va se passer c'est que les réserves du Frob (fonds spécial d'aide au secteur, ndlr) vont s'épuiser (après avoir versé l'aide), il va falloir les renouveler avec plus de dette publique, et cela n'est pas un message de confiance*" pour le marché. (AFP 25.05)

Ce pourrait être pis pour un banquier :

- Je suis sans un liard, sans espérance, sans pain, sans pension, sans femme, sans enfants, sans asile, sans honneur, sans courage, sans ami, et pis que cela ! sous le coup de lettres de change (…) Balzac, la Cousine Bette, Pl., t. VI, p. 432.

2- Vatican

L'obscurantisme appliquée aux comptes de la curée vaticane.

Nouvel épisode dans les tensions qui secouent l'administration du Vatican : le président de la banque du pape, l'Institut des œuvres religieuses (IOR), a été désavoué, jeudi 24 mai au soir, et contraint à démissionner pour une gestion jugée déficiente.

Ettore Gotti Tedeschi, 67 ans, fervent catholique, nommé à la tête de l'Institut en septembre 2009 pour y remettre les finances en ordre et permettre au Vatican de rejoindre la liste des pays respectant les normes contre le blanchiment ("white list"), quitte ses fonctions au terme d'un bras de fer concernant l'application d'une nouvelle la loi vaticane sur la transparence financière.

Depuis janvier, des documents confidentiels ont été transmis clandestinement à la presse italienne, révélant les luttes de pouvoir et la persistance de la corruption dans l'administration vaticane. Beaucoup de ces documents sont rassemblés dans un livre paru cette semaine en Italie, Sua Santita, du journaliste Gianluigi Nuzzi.

Ces fuites, contre lesquelles le Vatican s'est insurgé, auraient joué un rôle non négligeable dans le limogeage du banquier, selon des sources vaticanes.

Spécialiste de l'éthique de la finance, Ettore Gotti Tedeschi a été désavoué à l'unanimité par le conseil d'administration de l'IOR, jeudi. Il lui est reproché de "*n'avoir pas su remplir certaines fonctions de première importance*", en dépit des avertissements répétés alors que la situation continuait de "*se détériorer*".

M. Gotti Tedeschi avait été choisi pour remettre en ordre les comptes du IOR. Mais en septembre 2010, lui et son directeur général, Paolo Cipriani, étaient placés sous enquête pour violation d'une loi italienne anti-blanchiment. S'ils n'étaient pas soupçonnés de blanchiment d'argent sale, il leur était reproché des omissions entourant des mouvements de fonds d'un total de 23 millions d'euros. Le parquet italien, en juin suivant, avait levé tous les soupçons.

L'IOR, lié dans le passé à des scandales de grande ampleur en Italie, a une réputation sulfureuse. Mais le pape allemand a fait de la transparence et de la rigueur une priorité et avait créé à cette fin en décembre 2010 l'Autorité d'information financière (AIF).

Le rôle de la "*banque du pape*" - qui a un patrimoine de 5 milliards d'euros - est de gérer les comptes de milliers d'ordres religieux et d'associations catholiques. Fondé en 1942 par le pape Pie XII, l'IOR a connu plusieurs scandales, dont le plus célèbre est la faillite de la banque Ambrosiano, dont il était l'actionnaire majoritaire. (lemonde.fr 25.05)

Le Vatican est une organisation mafieuse qui doit être dissoute !

C'est une parabole qui enseigne qu'il est faux de croire ou penser que la religion ait existé de tout temps ou qu'elle serait éternelle

3- Allemagne

Le patrimoine financier privé des Allemands a atteint l'an dernier la somme totale de 4 715 milliards d'euros, un record historique enregistré malgré des pertes sur les marchés financiers, selon un chiffre annoncé par la Bundesbank, jeudi 24 mai. Cette somme totale de 4 715 milliards ne prend pas en compte d'autres types de richesses comme des biens immobiliers par exemple.

Les turbulences sur les marchés financiers ont conduit à des pertes totales de 92 milliards d'euros l'an dernier sur les placements en actions et obligations.

La dette privée des Allemands a elle "*légèrement augmenté*", selon la Bundesbank, et se montait l'an dernier à 1 549,8 milliards d'euros. Mais en raison de la croissance de l'économie du pays, le taux d'endettement privé, mesuré par le rapport entre les dettes des Allemands et le produit intérieur brut, a lui reculé pour s'établi à 60,3 %. (lemonde.fr 25.05)

Haut de page

Le 27 mai

CAUSERIE

On se détend un peu, c'est dimanche. Dimanche, un jour sacré... car consacré à la chasse à l'obscurantisme !

La température ici (à Pondichéry) est redescendue entre 42 et 45°C à l'ombre. C'est crevant cette chaleur. Pas d'orages, pas une goutte de pluie. Je ne peux même pas utiliser la piscine découverte et gratuite situées à 50 mètres de chez moi, elle est dégueulasse, les Indiennes se baignent tout habillées et il y a des sacs et des bouteilles plastiques qui nagent à la surface et le fond est parsemé de terre, cailloux, etc.

Les "upper class" comme on les appelle, les classes supérieures sont dégénérées au possible, vous faites le tour de toute la pourriture que peut engendrer leur société dans tous les domaines et vous êtes en mesure de décrire avec précision à quoi ressemblent les privilégiés. Vous avez le droit de l'imaginer sans prendre le risque de vous tromper, il serait difficile de leur trouver la moindre qualité. Ces gens-là sont arrogeants, bruyants, ignobles, puants. Ce que j'affectionne, c'est critiquer les pauvres devant eux, du coup ils embraient au quart de tour, ils pensent que j'appartiens à leur camp, dans la minute qui suit je les assassine en prenant la défense des pauvres qu'ils piétinent.

Me faire ces ordures est un vrai plaisir, on se soulage comme on peut que voulez-vous, à défaut de pouvoir les faire disparaître. Attaquez-les, mais c'est qu'ils se rebiffent, ils sont mauvais en plus, immédiatement ils vous insultent ou vous menacent physiquement, ce qui ne m'impressionne pas du tout, je les traite de parasites immondes, de sous-merdes, très poliment et posément évidemment, cela a le don de les exciter encore plus, ils enragent littéralement, je le vois, je leur refuse le statut d'être humain, bref, je les ramène à leur véritable niveau. Je les traite comme ils traitent les travailleurs, je les venge, je peux me le permettre, pas eux. S'en priver serait faire preuve de lâcheté, un manquement à mon devoir.

Il m'est arrivé plus d'une fois d'assister à une violente dispute dans la rue entre un nanti et un pauvre gueux, chaque fois j'ai pris la défense de ce malheureux qui était traité comme un chien. Je ne suis pas pour autant un ouvrièriste, et parce que je défends les plus miséreux, quand j'estime qu'ils déconnent je leur dis, je peux me le permettre, car j'estime mes intentions saines contrairement à un nanti qui les écrase pour mieux les maintenir en servitude, l'objectif diamétralement opposé au mien.

J'ai appris hier que le prix de l'essence avait encore augmenté de 7 ou roupies, soit plus de 10%, il était de 64 roupies le litre précédemment, un peu plus d'un euro, ici, c'est hyper cher par rapport au niveau de vie moyen de la population ; l'équivalent du Smic est entre 80 et 90 euros nets par mois, c'est comme si le prix du litre de super était à environ 10 euros en France ! C'est pire que du racket, le gouvernement indien nous étrangle !

Pour s'approvionner en gaz ce n'est pas triste non plus. Ici on ne peut aller acheter librement une nouvelle bouteille de gaz comme l'on veut, il faut respecter une procédure bureaucratique archaïque. Je suis allé chez mon distributeur de gaz où je suis enregistré, style fiche de police. Il a enregistré ma demande en me demandant de repasser dans 20 jours. Ce jour-là muni de mon carnet dans lequel figure ma photo et des coupons genre rationnement, contre paiement il me sera remis une facture. Ensuite, deux ou trois jours plus tard, muni de cette facture je devrai me rendre au petit matin au point de stockage situé à un autre endroit avec ma bouteille vide afin qu'on m'en donne une pleine, peut-être, s'il en reste, sinon je devrai repasser les jours suivants. Donc au total 3 déplacements au minimum et 23 jours d'attente.

Et les gens qui bossent comment ils font ? Ils se démerdent, ils envoient à leur place quelqu'un qui ne travaille pas. Et les gens qui vident leur bouteille de gaz en moins de 23 jours comment ils font ? Ils ont intérêt à acheter (très très cher) au noir une troisième bouteille ou avoir un réchaud au kérosène en dépannage, après il reste le feu de bois !

Bon dimanche à tous.

Le capitalisme au stade de l'impérialisme se transforme en vampire. Voleur jusqu'à "***l'épuisement***" de ses victimes.

L'illusion de la concurrence ? Dix groupes contrôlent l'essentiel de ce que vous achetez.

"*L'illusion du choix*", "*ces dix compagnies (qui) contrôlent tout ce que vous achetez*" : le schéma publié par Business Insider fait réfléchir. La concurrence ne serait qu'apparence : sous la multiplicité des marques, on retrouve toujours les dix mêmes compagnies. Or la concurrence donne sa légitimité à l'économie de marché : sans elle, la seule limite à la recherche de profits, c'est l'épuisement du budget des consommateurs. (Atlantico.fr 26.05)

Mais rien ni personne ne peut légitimer l'existence du capitalisme qui repose sur le vol de notre force de travail :

- "*C'est ce que fit la découverte de la plus-value.*

Il fut prouvé que l'appropriation de travail non payé est la forme fondamentale du mode de production capitaliste et de l'exploitation de l'ouvrier qui en résulte ; que même lorsque le capitaliste achète la force de travail de son ouvrier à la pleine valeur qu'elle a sur le marché en tant que marchandise, il en tire pourtant plus de valeur qu'il n'en a payé pour elle; et que cette plus-value constitue, en dernière analyse, la somme de valeur d'où provient la masse de capital sans cesse croissante accumulée entre les mains des classes possédantes. La marche de la production capitaliste, aussi bien que de la production de capital, se trouvait expliquée." (Anti-Dühring - F. Engels)

Que l'auteur de cet article, avocat d'affaires, en doute n'a rien d'étonnant : "*Si c'est vrai, il s'agit, de nouveau serait-on tenté de dire après tant de doutes sur la régulation financière, d'un échec grave de la régulation des marchés.*"

Non, pas possible ! Quel crétin, ce sont justement ceux qui sont en situation de monopole sur les marchés qui ont mis en place ceux qui sont en charge de le réguler... conformément à leurs intérêts !

Quelques centaines de banques, d'institutions financières, de compagnies d'assurance et multinationales contrôlent le marché mondial. Il suffit d'abolir ce privilège, de les exproprier sans leur verser un centime, pour avancer vers notre émancipation, le socialisme.

Le changement dans la continuité c'est maintenant ou faites tomber les masques. (suite)

Le nouveau ministre français des Affaires étrangères, Laurent Fabius, a demandé samedi l'application immédiate du plan de paix de Kofi Annan en Syrie et dénoncé le "*régime assassin*" du président Bachar el-Assad après l'attaque de la ville de Houla.

"*Je prends immédiatement des contacts pour réunir à Paris le Groupe des pays amis du peuple syrien.*" a-t-il précisé. (LePoint.fr 26.05)

Le même discours va-t-en-guerre, la même politique coloniale que Sarkozy.

Le "*Groupe des pays amis du peuple syrien*" mis en place par Doha, Jérusalem, Washington, Londres et Paris, les mêmes qui avaient attaqué l'Afghanistan, l'Irak, la Libye, la Serbie.

A bas le gouvernement impérialiste Hollande-Fabius, pas touche à la Syrie !

Nous ne nous étions pas trompé quand nous affirmions que la visite de Fabius auprès de l'émir du Qatar quelques semaines avant le 6 mai, avait pour objectif de rassurer cet autocrate dégénéré sur les intentions de Hollande et sa volonté de poursuivre la politique de Sarkozy subordonnée à l'impérialisme américain et à l'Etat sioniste, nous en avons la preuve matérielle ici.

Plutôt un manque de maturité politique.

"*Il y a une contradiction: les mêmes personnes professent leur attachement à l'euro mais dénoncent dans le même temps les plans d'aide sans voir le moindre lien entre ces deux points*", estime le sondeur Yannis Mavris, de l'institut Public Issue.

Alexis Tsipras juge pour sa part que si contradiction il y a, elle réside dans le remède choisi avec les partenaires européens d'Athènes qui, regrette-t-il, "*affaiblit le patient au lieu de soigner la maladie*".

"*Oui, nous voulons le soutien et le financement de l'Europe, mais nous ne voulons pas gaspiller l'argent des contribuables européens. Deux renflouements ont fini à la poubelle, dans un tonneau sans fond. Si cela continue, il nous faudra un troisième plan dans six mois*", déclarait-il lors d'une interview récemment accordée à l'agence Reuters. (Reuters 26.05)

Parce qu'Alexis Tsipras est incapable de rompre avec le capitalisme, il est obligé de demander "*le soutien et le financement de l'Europe*", les bourreaux du peuple grec.

Avec l'euro, il est impossible à un gouvernement de maîtriser son économie puisque le cours de la monnaie lui échappe, d'où la nécessité de rompre avec l'euro. Cela ne signifie pas pour autant qu'en adoptant une autre monnaie il en contrôlera le cours, car elle demeurera dépendante du marché mondial, mais au moins il pourra agir dessus, ce qui n'est pas le cas avec l'euro.

Si on peut encourager les réformistes à aller au bout de leur logique ou raisonnement, ce n'est pas parce que le réformisme aurait une sorte de légitimité, c'est uniquement parce que l'on sait que cette logique mène infailliblement à une impasse, à reproduire les contradictions dans lesquelles se débat le capitalisme. Une fois cette illusion envolée, le capitalisme sera tout nu, sans remparts pour le protéger, ce qu'est finalement le réformisme.

Ce qu'il y a de dangereux ou de criminel dans la politique de Mélenchon ou Tsipras, c'est qu'ils prétendent que tout serait possible sans s'attaquer aux fondements du capitalisme. Ils font ainsi le lit de l'extrême droite qu'ils prétendent combattre.

Dans l'hypothèse ou la coalition de monsieur Tsipras parviendrait au pouvoir, il serait immédiatement rattrapé par la réalité de la lutte de classe que mènent farouchement les capitalistes, qui par tous les moyens orchestreraient l'asphyxie de l'économie du pays et le chaos (aidé en cela par les gouvernements de l'UE, notamment), de telle sorte qu'il perdrait le soutien populaire qui l'avait porté au pouvoir, parce que la situation sociale des masses empireraient au lieu de s'améliorer, à l'étape suivante, impuissant à juguler cette fuite en avant parce qu'il se refuserait à s'appuyer sur la mobilisation révolutionnaire de la classe ouvrière pour s'attaquer aux privilèges des capitalistes, il ne lui resterait plus qu'à jeter l'éponge et appeler au pouvoir ses adversaires d'hier, à moins que la réaction préfère le faire chuter brutalement, pour ensuite, une fois cette défaite politique actée, avoir les mains libres pour organiser la répression sanglante du mouvement ouvrier et mettre en oeuvre sa politique.

Qu'est-ce qui est à l'origine de l'offensive de Kornilov en 1917 en Russie, qu'est-ce qui a regaillardi la réaction en France et en Espagne en 1936, au Chili en 1973, sinon les tergiversations, puis les reculades, ensuite les capitulations successives des gouvernements de front populaire face à la classe dominante détenant toujours le pouvoir.

Ceux qui soutiennent aveuglément monsieur Tsipras porteront la responsabilité de l'écrasement du peuple grec, dont le POI.

Informations ouvrières n°200, page 2 :

"*C'est un fait : la position de Syriza , produit de la résistance acharnée du peuple grec, de refuser toute participation à un gouvernement qui poursuit une politique criminelle est un point d'appui pour la survie du peuple grec et pour la résistance des travailleurs dans toute l'Europe*."

Alors que monsieur Tsipras entretient les pires illusions qui soient envers l'euro et l'Union européenne avec lesquelles il ne veut pas rompre. Ce discours dans la bouche d'une ex-responsable du PS démontre tout simplement qu'elle n'a pas rompu avec l'idéologie qu'elle défendait quand elle était adhérente de ce parti bourgeois. Qu'il soit conforme à l'orientation droitière du POI en dit long sur la nature de ce parti et ses véritables intentions, tout le reste est du baratin. Ce qui est criminelle, c'est de ne pas dénoncer les contradictions dans lesquelles Syriza est enfermée.

Imaginez un instant Trotsky affirmer que le Front populaire aurait été "*un point d'appui pour la survie du peuple*" français ou espagnol en 1936, c'est grotesque n'est-ce pas, il n'a cessé de les combattre. Voilà ce que nos valeureux "*trotskistes*" du POI sont prêts à avaler de nos jours.

Sur Fonds de cynisme.

La directrice du Fonds monétaire international Christine Lagarde a estimé, dans un entretien publié samedi, que les Grecs devraient "*commencer par s'entraider collectivement*" en payant leurs impôts, se disant moins préoccupée par leur sort que par celui des enfants d'Afrique.

"*Je pense que les Grecs devraient commencer par s'entraider collectivement*", en "*payant tous leurs impôts*", a-t-elle expliqué

dans cette interview publiée par le quotidien britannique the Guardian. (AFP 26.05)

Elle devait sans doute faire référence à ses amis les armateurs et milliardaires grecs qui ne paient pas d'impôts, à l'Eglise qui n'en paie pas non plus... Quant au sort malheureux des enfants africains, il est le produit des "*plans d'ajustement structurel*" dictées par le FMI aux gouvernements des différents pays complices des esclavagistes qui dirigent le monde et dont le FMI est une des agences.

A bas le FMI, le bourreau des droits des peuples !

INFOS EN BREF

Politique

1- Tunisie

Plusieurs centaines de salafistes ont attaqué samedi des bars et des commerces à Jendouba, dans le nord-ouest de la Tunisie, où des affrontements les ont ensuite opposés aux forces de l'ordre, a-t-on appris auprès des autorités et de témoins.

Ces salafistes, qui prônent une interprétation stricte des préceptes de l'islam, entendaient protester contre l'arrestation de quatre hommes impliqués dans de précédentes attaques contre des débits d'alcool.

La police a fait usage de gaz lacrymogènes pour tenter de disperser la foule mais les affrontements se poursuivaient dans la matinée.

"*Ce matin, quatre hommes ont été arrêtés pour des attaques contre des débits d'alcool ces derniers jours*", a dit à Reuters un responsable du ministère de l'Intérieur, Loutfi al Haydari.

"*Des centaines de salafistes ont donc attaqué une caserne en jetant des pierres et des cocktails Molotov avant d'être dispersés par des gaz lacrymogènes. Ils ont aussi incendié un commissariat et attaqué trois boutiques en ville (...) ils se trouvent désormais dans le centre de la ville.*"

Selon un témoin, qui n'a pas voulu décliner son identité de crainte de représailles salafistes, les manifestants étaient au nombre d'un demi-millier et armés d'engins incendiaires, semant la terreur dans cette localité située vers la frontière algérienne.

"*Des salafistes au visage masqué et armés de sabres, de cocktails Molotov et de cailloux ont attaqué des boutiques en ville et détruit les biens qui y étaient stockés. Ils ont ensuite incendié le commissariat de police*".

Ce témoin -une femme- a ajouté: "*Toute la ville vit dans la crainte et la peur à la suite de ces violences.*".

Réprimés sous Zine ben Ali, les islamistes n'ont pourtant pas joué un rôle moteur dans la révolution de janvier 2011 ayant abouti au renversement de l'ancien régime.

Il y a une semaine, des salafistes avaient attaqué des propriétaires de débits d'alcool à Sidi Bouzid, ville du Centre qui est le berceau de la "*révolution de jasmin*" à l'origine de la chute de Zine ben Ali. Le ministre de la Justice avait réagi en promettant de sanctionner avec sévérité les agresseurs. (Reuters 26.05)

2- Vatican.

La justice vaticane a officiellement inculpé samedi l'ancien majordome des appartements pontificaux de Benoît XVI pour possession illégale de documents secrets dans le cadre d'un scandale surnommé "Vatileaks".

Les courriers montraient que l'archevêque Carlo Maria Vigano, ancien numéro deux des services administratifs du Vatican, avait été muté comme nonce apostolique (ambassadeur) à Washington après avoir révélé l'existence d'un large réseau de corruption, de népotisme et de favoritisme lié à des contrats signés à des prix gonflés avec des partenaires italiens.

Dans son communiqué, le parquet du Vatican a annoncé que l'enquête préliminaire avait été élevée à un statut "*officiel*", ce qui indique que Paolo Gabriele, désigné comme "prévenu" était désormais officiellement inculpé et avait choisi deux avocats pour le défendre.

En l'absence de prison vaticane, l'ancien majordome était détenu samedi dans l'une des trois "*salles sécurisées*" contrôlées par le gendarmerie vaticane.

Paolo Gabriele est passible d'une peine de 30 ans de prison pour avoir possédé illégalement des documents appartenant à un chef d'Etat. S'il est reconnu coupable, il sera vraisemblablement détenu dans une prison italienne à la suite d'un accord entre l'Italie et le Vatican.

Certains commentateurs de la presse italienne ont exprimé leur doutes quant à une action isolée de la part de Paolo Gabriele, qu'ils soupçonnent de n'avoir été qu'un pion dans une lutte de pouvoir plus large au sein du Vatican.

"*Jamais l'Eglise catholique n'a donné un tel sentiment de désorientation*", a écrit l'historien de l'Eglise Alberto Melloni dans le Corriere della Sera. "*Il y a quelque chose d'encore plus profond, cette fois - un sentiment de désordre systémique.*" (Reuters 26.05)

Haut de page

Le 28 mai

CAUSERIE

Le lundi il y a peu d'infos, du coup on peut consacrer plus de temps à autres choses. On ne va pas perdre son temps avec les élections législatives.

En Grèce, ils en sont toujours au même point, c'est cela qui doit agacer Lagarde (FMI), le parti de l'ordre (Nouvelle Démocratie) est donné gagnant devant Syriza, puis le PASOK, le même ordre que le 6 mai, donc paralysie politique annoncée le 17 juin prochain, peut-être qu'ils organiseront une troisième élection législative dans la foulée !

Avez-vous entendu Hollande, Ayrault ou Fabius condamné le bombardement de l'OTAN qui a décimé samedi soir une famille entière, un homme, son épouse et six de leurs enfants ?

Quel est le principe le plus élevé de l'Etat ouvrier ?

- "Chers auditeurs -je me permets de penser que les contradictions, les difficultés, les fautes et les insuffisances du régime soviétique ne me sont pas moins connues qu'à qui que ce soit. Personnellement, je ne les ai jamais dissimulées, ni en paroles ni en écrits. Je pensais et je pense que la politique révolutionnaire -à la différence de la politique conservatrice- ne peut être édifiée sur le camouflage. "Exprimer ce qui est", doit être le principe le plus élevé de l'Etat ouvrier. (Bolchevisme contre stalinisme - 1932 -Trotsky)

Quelle leçons de modestie ! Au POI et à LO il ferait bien d'en prendre de la graine. Au NPA c'est différents, ils sont tellement médiocres qu'ils passent leur temps à s'excuser de reproduire sans cesse les mêmes erreurs, ce qui n'est guère mieux ou n'inspire pas davantage confiance.

Comment "*exprimer ce qui est*" quand on magouille des coups tordus dans le dos des militants avec des ministres ou des dirigeants du PS ou des syndicats et j'en passe ? Impossible. Dans ce cas-là, cela signifie que les analyses de la situation qui sont livrées par les dirgeants aux militants sont erronées ou incomplètes, qu'elles ne reflètent pas la réalité. Sans que les militants s'en doutent ou y pensent, elles sont orientées dans une direction précise, du coup les tâches qui en découlent et qu'on leur demande d'accomplir le sont également, c'est l'orientation de leur combat qui finalement est faussée ou détournée du but qu'ils se sont fixés, il sert d'autres intérêts, un autre objectif que le socialisme.

Les uns et les autres se sont employés à épargner Chirac, puis Sarkozy, aujourd'hui c'est au tour de Hollande auquel les uns et les autres vont faire allégeance, cela a déjà commencé si vous avez observé ce qui s'est passé depuis le 6 mai. Ils prétendent que la question n'est pas la légitimité des institutions de la Ve République pour mieux camoufler le fait qu'ils estiment et qu'ils agissent comme si elles étaient légitimes en se servant comme couverture des illusions qu'une partie des masses auraient en elles.

Gageons qu'ils vont une énième fois faire signer des pétitions et organiser des délégations en direction du Premier ministre et des différents ministère, cela fait des lustres que cela dure sous tous les gouvernements ils n'ont jamais varié d'un milimètre leur conception de la lutte de classe pour finalement en arriver à la situation politique déplorable que nous connaissons aujourd'hui.

Nous, nous disons qu'à travers leurs déclarations et les mesures qu'ils vont prendre, surtout celles qu'ils refuseront de prendre, il est ou il sera facile (pour ceux qui ont un retard à l'allumage !) de connaître les intentions réelles de ce gouvernement capitaliste et de le combattre comme tel, sans attendre des mois ou des années ou de rencontrer personnellement tel ou tel ministre qui ne ferait que défendre sa politique ou répéter ce qu'il a déjà dit ailleurs.

Nous sommes également contre toute rencontre entre les dirigeants syndicaux et les différents ministres ou des représentants du patronat en l'absence de délégués élus des travailleurs. Au delà, nous sommes contre toute forme de "*dialogue social*", de négociations, contre tout accord entre le gouvernement et le patronat d'une part et les dirigeants syndicaux d'autre part, le combat classe contre classe passe uniquement par la mobilisation dans l'unité des travailleurs avec leurs organisations sur la base de leurs besoins exclusivement, c'est seulement à l'issue d'une bataille et sur décision des travailleurs mobilisés qu'un accord peut être recherché avec l'ennemi pour y mettre fin provisoirement, puisque chaque bataille doit être conçue comme un moment ou une étape sur la voie qui mène à l'émancipation du salariat, au socialisme.

Je ne répète pas un refrain appris par coeur, je ne me livre pas ici à un exercice de style, chaque élément avancé ici à son importance et n'a pas été retenu au hasard ou pour se donner un genre, la place et l'importance accordées à chaque facteur et à chaque rapport forme un ensemble cohérent conforme à l'objectif de notre combat. La seule concession que l'on peut concevoir envers notre ennemie et ses laquais, c'est de reconnaître leur existence pour mieux les combattre, tout ce qui se situe au-delà est du domaine de la trahison, de la capitulation. On ne dira pas avis aux amateurs, ils sont trop nombreux !

A quoi sert la théorie, le marxisme ?

- "Vous serez d'accord que la théorie n'a de valeur en général que dans la mesure où elle aide à prévoir le cours du développement et à l'influencer vers ses buts. En cela même consiste pour parler de façon générale, l'importance inestimable du marxisme comme arme d'orientation sociale et historique" (Bolchevisme contre stalinisme - 1932 -Trotsky)

Il faut donc en déduire que ceux qui prévoyait une révolution à la suite du 10 mai 81 avaient fait la démonstration qu'ils avaient été incapables d'utiliser cette arme "*d'orientation sociale et historique*" qu'était le marxisme, donc à ce titre on a le droit de remettre en cause ou de s'interroger sérieusement sur leur prétention à se prétendre les héritiers du marxisme, encore moins leur accorder la moindre confiance au regard de cette expérience dont ils ont été à ce jour incapables de tirer les leçons, sauf à favoriser une ligne politique de plus en plus droitière.

De la révolution permanente et de l'internationalisme.

- "Les forces productives actuelles ont depuis longtemps dépassé les barrières nationales. La société socialiste est irréalisable dans les limites nationales. Si importants que puissent être les succès économiques d'un Etat ouvrier isolé, le programme du "socialisme dans un seul pays" est une utopie petite bourgeoise. Seule une Fédération européenne, et ensuite mondiale, de républiques socialistes, peut ouvrir la voie a une société socialiste harmonieuse." (Bilan et perspectives - 1905 -Trotsky)

C'est bien le problème auquel sont confrontés les partis ouvriers ou assimilés en Grèce qui doivent rompre avec le capital et les institutions politiques du pays, mais aussi l'ensemble des institutions mises en place par le capital à l'échelle européenne et internationale, en appelant le prolétariat de tous les pays de l'UE à se soulever et à les imiter dans la perspective de la Fédération des Républiques socialistes d'Europe, perspective sans laquelle il leur sera impossible d'avancer vers le socialisme...

Parmi ceux qui y sont opposés, il y a ceux qui pronent le protectionnisme face au déficit du commerce extérieur, aux délocalisations, à la liquidation de pans entiers de l'industrie, de la paysannerie, etc. Il y a ceux qui veulent conserver une monnaie sur laquelle ils ne disposent d'aucun moyen pour contrôler son cours, qui souhaitent appliquer les directives de l'UE déjà adoptées, alors qu'elles sont favorables au capital contre le travail. Ce sont souvent les mêmes mais pas forcément. Passons les charlatans qui prétendent imposer leur vue au cartel des banquiers qui dominent le monde depuis les Etats-Unis, et qui refusent d'exproprier les banquiers dans leur propre pays, Mélenchon ou Laurent par exemple.

Même en revenant au franc et en permettant à l'Etat d'emprunter directement à la Banque de France, l'évolution économique du pays demeurerait largement dépendante du marché mondial, de l'évolution du taux de change entre les monnaies, du taux de l'euro et du dollar notamment, du prix des matières premières fixées à Londres et New York ou Frankfort. D'où au départ la nécessité absolue pour l'Etat ouvrier de contrôler les importations et les exportations, ce qui ne figurent dans le programme d'aucun parti, sinon, c'est laisser aux capitalistes les moyens de saper les efforts du gouvernement pour stabiliser la situation économique et d'organiser sa chute.

Trotsky, à la suite de Marx et Engels, ne pouvait concevoir une "*société socialiste harmonieuse*" qu'à l'échelle de l'humanité, donc dans la perspective de l'extinction des classes sociales et des Etats, qui ne figure dans le programme d'aucun parti ou qu'on n'entend jamais dans les discours de leurs dirigeants, ce qui laisse libre cours à l'idée que la société et le monde ont toujours existé tels qu'ils sont et qu'il n'y a aucune raison que cela change dans l'avenir, c'est le discours du philosophe réactionnaire Onfray par exemple.

Aux "***héritiers***" du bolchevisme qui veulent faire tourner la roue de l'histoire à l'envers.

- "En 1883 naquit dans l'émigration le premier groupe marxiste. En 1898, à une assemblée clandestine fut proclamée la création du parti social-démocrate ouvrier russe (nous nous appelions tous en ce temps sociaux-démocrates). En 1903, eut lieu la scission entre bolchéviks et menchéviks. En 1912 , la fraction bolchévique devint définitivement un parti indépendant." (id)

Depuis 1940, ce qui restait de la fraction bolchévique en France ne s'est pas regroupé dans un parti indépendant, elle a éclaté en mille morceaux et ses fractions les plus importantes se sont employées à déconstruire, s'écarter, puis nier le bolchevisme pour recréer des partis de type social-démocrate pour accueillir des élus, cadres ou dirigeants du PS, du PCF, des anarcho-syndicalistes, des démocrates, des républicains, des altermondialistes, des féministes, etc jusqu'à des adhérents se réclamant de droite (propos de Schivardi).

Il ne faut pas comparer la scission de 1903 du parti social-démocrate ouvrier russe entre bolchéviks et menchéviks, avec la scission de la IVe Internationale de 1952-53 entre "*lambertistes*" (PCI-PT-POI) et "*pablistes*" (LCR-NPA), tandis qu'il existait une opposition fondamentale et irréconciliable entre les principes défendus par les bolcheviks et ceux des mencheviks sur la nature du parti ouvrier révolutionnaire à construire pour prendre le pouvoir, finalement sur l'objectif politique à atteindre, l'opposition entre "lambertiste" et "pabliste" se réduira à savoir à qui ils devraient être subordonnés au réformisme ou au stalinisme, au PS ou au PCF, à défaut d'être capables de définir une politique indépendante de l'un et de l'autre. Les appels à voter Hollande ont démontré qu'ils en étaient en toujours au même point 60 ans plus tard ! On craint qu'ils soient passés de la sclérose à l'ossification de tendances opportunistes.

Les conditions de la révolution d'Octobre.

- "Sans le soulèvement armé du 7 novembre 1917, l'Etat soviétique n'existerait pas. Mais le soulèvement même n'était pas tombé du ciel. Pour la Révolution d'Octobre, une série de prémisses historiques était nécessaire.

1 - La pourriture des anciennes classes dominantes, de la noblesse, de la monarchie, de la bureaucratie ;

2 - La faiblesse politique de la bourgeoisie qui n'avait aucune racine dans les masses populaires ;

3 - Le caractère révolutionnaire de la question agraire ;

4 - Le caractère révolutionnaire du problème des nationalités opprimées ;

5 - Le poids social imposant du prolétariat ;

A ces prémisses organiques, on doit ajouter des conditions conjoncturelles hautement importantes :

6 - la Révolution de 1905 fut la grande école, ou selon l'expression de Lénine, la "répétition générale" de la Révolution de 1917. Les Soviets comme forme d'organisation irremplaçable du front unique prolétarien dans la révolution furent constitués pour la première fois en 1905 ;

7 - La guerre impérialiste aiguisa toutes les contradictions, arracha les masses arriérées à leur état d'immobilité, et prépara ainsi le caractère grandiose de la catastrophe.

Mais toutes ces conditions qui suffisaient complètement pour que la Révolution éclate, étaient insuffisantes, pour assurer la victoire du prolétariat dans la Révolution. Pour cette victoire, une condition était encore nécessaire :

8 - Le Parti bolchévik.

Si j'énumère cette condition comme la dernière de la série, ce n'est que parce que cela correspond à la conséquence logique et non pas parce que j'attribue au Parti la place la moins importante.

(...) La bourgeoisie libérale, elle, peut s'emparer du pouvoir et l'a pris déjà plusieurs fois comme résultat de luttes auxquelles elle n'avait pas pris part : elle possède à cet effet des organes de préhension magnifiquement développés. Cependant, les masses laborieuses se trouvent dans une autre situation, on les a habitués à donner et non à prendre. Elles travaillent, sont patientes aussi longtemps que possible, espèrent, perdent patience, se soulèvent, combattent, meurent, apportent la victoire aux autres, sont trompées, tombent dans le découragement, elles courbent à nouveau la nuque, elles travaillent à nouveau. Telle est l'histoire des masses populaires sous tous les régimes. Pour prendre fermement et sûrement le pouvoir dans ses mains, le prolétariat a besoin d'un Parti qui dépasse de loin les autres partis comme clarté de pensée et comme décision révolutionnaire." (id)

Question : quel parti aujourd'hui présente-t-il ces qualités ? Aucun.

Comment ils se sont fourvoyés.

- 1- le POI, en entretenant des rapports avec des gouvernements illégitimes et minoritaires dans le pays de 2002 à 2012 (lettre au Premier ministre, demande d'audience à ce dernier, rencontre avec plusieurs ministres ou ses représentants, délégations dans lesquelles figuraient d'ex-membre du PS ;

- 2- le NPA, en s'associant à des dirigeants du PS (fondation Copernic, notamment) opposés à tout appel unitaire à la mobilisation des masses contre des mesures prises par le gouvernement (La Poste,TCE, retraites), ce qui revenait à les laisser passer ;

- 3- LO en s'associant aux PS et a PCF dans la gestion de communes, ce qui revient à gérer la société sur le local pour le compte des capitalistes, à ce titre, cette pratique ne diffère en rien de celle des ONG.

Cherchez le point commun entre ces trois partis ? C'est fastoche, leurs rapports de subordination au PS.

Le premier en s'alignant sur les illusions de transfuges du PS qui n'ont pas rompu avec l'idéologie bourgeoise, c'est ce qui détermine la ligne politique du POI. Avant que ces transfuges n'existent, la ligne politique du PT (front unique) était identique en direction des élus ou dirigeants du PS et du PCF. En réalité, elle n'a pas changé depuis les année 40.

Le second en s'associant à des anticommunistes et contre-révolutionnaires déclarés qui ne peuvent adhérer à un mot d'ordre ou une orientation politique susceptible de déstabiliser le régime en place.

Le troisième en collaborant à la répartition de la misère sociale avec ceux qui en portent la responsabilité.

INFOS EN BREF

Politique

1- Maroc

Des dizaines de milliers de personnes ont manifesté dimanche à Casablanca, la plus grande ville du Maroc où les tensions sociales sont exacerbées par la sécheresse et par un chômage en hausse.

Cette manifestation qui a surpris par son ampleur est la plus importante contre le gouvernement dirigé depuis janvier dernier par un islamiste, Abdelilah Benkirane.

Elle a été organisée à l'appel de la Confédération démocratique du Travail et la Fédération démocratique du Travail, deux syndicats proches de l'Union socialiste des forces populaires (USFP, opposition parlementaire)

Depuis plusieurs jours, alors que le chômage ne cesse d'augmenter, les responsables syndicaux lançaient au gouvernement des appels au dialogue à propos de la hausse des salaires et de l'amélioration des conditions sociales des salariés.

Près de 30% des jeunes âgés de 15 à 29 ans sont au chômage, selon un rapport de la Banque mondiale (BM) rendu public le 14 mai à Rabat. Sur les 32 millions d'habitants que compte le Maroc dont près de 11 millions sont âgés de 15 à 35 ans.

"*Il y a plus de 50.000 personnes qui manifestent pour appeler le gouvernement à ouvrir un dialogue véritable face à la tension sociale de notre pays*", a indiqué à l'AFP Hassan Tariq, un député UFSP présent à la manifestation. "*Il y a un message d'unité syndicale et un message clair au gouvernement Benkirane pour qu'il clarifie sa stratégie gouvernementale*", a-t-il dit.

Les autres problèmes auxquels fait face le gouvernement islamiste sont la sécheresse et une baisse vertigineuse des recettes du tourisme: plus de 17% en janvier 2012 selon les derniers chiffres officiels. Le tourisme est la principale source de devises du royaume avec les transferts d'argent des Marocains établis à l'étranger et les ventes de phosphates.

Des centaines de jeunes du Mouvement du 20 février, né dans le tumulte du Printemps arabe et appelant à des réformes profondes de la monarchie, ont également participé à cette manifestation, où les islamistes étaient quasiment absents. (lexpress.fr 27.05)

2- Afghanistan

Samedi soir vers 20H30 locale (16H00 GMT) "*un homme, sa femme et six de leurs enfants sont morts. C'était un bombardement conduit par l'Otan*", a affirmé à l'AFP Rohullah Samoon, le porte-parole du gouvernement de Paktia.

Les civils sont les premières victimes du conflit opposant Isaf et forces pro-gouvernementales à l'insurrection menée par les talibans. En 2011, plus de 3.000 civils sont morts des suites du conflit. Soit autant que le nombre de soldats de l'Isaf ayant péri

en Afghanistan depuis plus de dix ans. (AFP 27.05)

Haut de page

Le 29 mai

CAUSERIE

Abolition des privilèges !

La directrice générale du Fonds monétaire international (FMI) ne paie elle-même pas d'impôt sur le revenu, malgré un salaire annuel de 380 939 euros.

Comme l'indiquait le site Tout sur les impôts en juillet 2011, la directrice générale du FMI bénéficie en effet d'un statut fiscal spécifique en qualité de fonctionnaire internationale. Tous ses revenus et traitements issus du Fonds ne sont pas imposables.

Cette situation est définie par les articles 34 et 38 de la convention de Vienne de 1961 sur les relations diplomatiques, qui affirment que "*l'agent diplomatique est exempt de tous impôts et taxes, personnels ou réels nationaux, régionaux ou communaux*". (lemonde.fr 28.05)

- La Convention de Vienne sur les relations diplomatiques - 1961

Quelques réflexions sur le document de monsieur Nikonoff mis en ligne dans la Tribune libre.

- "*Le premier principe du droit international, à la base de la Charte des Nations unies, est celui de la souveraineté pleine et entière des États.*"

Baliverne, pour définir ce qu'est un Etat indépendant et souverain Nikonoff s'en remet à la définition fournie par ceux qui l'ont conçu en fonction de leurs propres besoins et qui la piétinent en Afrique, au Moyen et Proche-Orient, en Asie, pour la raison qui vient d'être évoquée.

Parler de "*la souveraineté pleine et entière des États*" croulant sous des dettes et dont la survie dépend de l'aide financière fournis par les pays dominants, c'est se moquer du monde.

En s'en remettant à l'ONU qui a légitimé tous les coups d'Etat fomentés en sous-main par les différents impérialistes au cours du XXe siècle, les guerres, les génocides et les famines, Nikonoff témoigne ainsi de son incapacité à proposer à la classe ouvrière une issue politique en rupture avec le capital, mieux, à concevoir que la classe ouvrière pourrait envisager son destin à partir des organismes politiques qu'elle aurait fondés, donc en se passant des agences du capital.

- "*Oui, on peut faire disparaître, rapidement, dans un seul pays, et à plus forte raison dans plusieurs, les marchés financiers. Prétendre le contraire est de l'intoxication intellectuelle.*", mais pour se fournir en matières premières, ils continueraient d'en dépendre qu'on le veuille ou non. C'est donc à l'échelle mondiale qu'il faut les faire disparaître. Pour le concevoir, il faudrait que le stalinien Nikonoff rompt avec la théorie du socialisme dans un seul pays, ce qu'il est manifestement toujours incapable d'envisager.

- La notion de droit opposable, et particulièrement de droit opposable à l'emploi, remet en cause les principes mêmes du capitalisme. Elle pose en effet le problème de la finalité de l'économie et propose une réponse progressiste et internationaliste. Avec des droits opposables qu'il faut financer, l'économie est remise à sa place qui est de produire des richesses permettant de répondre aux besoins de la population, dans le respect de l'environnement. (...) C'est l'orientation générale de l'économie qui est changée, le mode de production lui-même sera profondément transformé.

Faux, il fut une époque où il n'y avait pas de chômage, jusqu'à la fin des années 70 en France, et malgré tout nous étions bien sous un régime capitaliste. C'est justement là que voulait en venir ce philistin, changer "*l'orientation générale de l'économie*" suffirait à résoudre nos problèmes et satisfaire nos revendications sans pour autant en finir avec le capitalisme. On comprend parfaitement que dès lors que ce serait possible, pourquoi faudrait-il se passer du capitalisme ! Ne vous marrez pas, c'est sa conception du socialisme !

- "*Il faut donc lier la suppression du chômage et de la précarité, l'augmentation des salaires et des revenus de transfert (allocations publiques et pensions diverses) à la stratégie de reconstruction de l'ordre commercial international à partir de la Charte de La Havane de 1948 .*"

Encore un qui voudrait faire tourner la roue de l'histoire à l'envers en guise de perspective politique. Bien entendu tous les capitalistes du monde entier accepteraient de perdre des parts de marché, de partager leurs profits, pourquoi pas d'y renoncer carrément, ben voyons, encore un illusionniste.

L'ordre mondial dont il se réclame, c'est celui du GATT qui a permis aux pays dominants de conforter leur hégémonie sur le reste du monde, soit dit en passant.

Ce qu'il ne dit pas ou ne peut pas comprendre, c'est qu'en appliquant son raisonnement sous un régime de surproduction mondiale et d'anarchie dans la production à l'échelle internationale, l'amélioration de la condition ouvrière dans un ou plusieurs pays ou au niveau d'un continent, l'Europe en l'occurrence, se traduirait par la détérioration de la condition ouvrière dans d'autres pays ou d'autres continents. Chut vous allez réveiller de vieux démons dont ne veulent pas entendre parler les nostalgiques de la IVe République, des mal nommées Trente glorieuses, de l'époque où il y avait du "grain à moudre" quand l'exploitation des pays sous-développés battait son plein, quand la mise en oeuvre après guerre de nouvelles techniques appliquées à la production permettait d'accroître l'exploitation des travailleurs dans les pays les plus industrialisés.

Ce n'est pas parce que vous supprimez le chômage et que vous augmentez les salaires dans un ou quelques pays que vous allez augmenter la capacité du marché mondial à absorber toutes les marchandises produites, dit autrement, remédier à l'exclusion du marché ou de la consommation plus de deux milliards de travailleurs qui en sont exclus.

- "*La Grèce doit annuler sa dette, engager ensuite des négociations pour la restructurer*".

Ou l'art de se contredire dans la même phrase : soit la dette est purement et simplement annulée et on n'en parle plus, soit elle ne l'est pas et elle fera l'objet d'une restructuration. Finalement Nikonoff prend position contre l'annulation de la dette des Etats, alors imaginez celle des ménages...

Ce qu'il y a de bien avec ce genre de gens, c'est qu'on n'a pas besoin de se creuser beaucoup le cerveau pour connaître leurs réelles intentions et qui ils sont vraiment. Nikonoff n'a pas changé.

De "***l'unité de la doctrine***" ou défense du marxisme contre ses fossoyeurs.

Dans *Bolchevisme contre stalinisme* Trotsky fera référence à "*l'unité de la doctrine*" indispensable pour ne pas s'écarter de notre objectif et mener notre combat en ordre de bataille... Je l'ai interprété comme la nécessité de prendre en compte tous les facteurs et leurs rapports qui constituent la situation économique, social et politique. Or, dans les 40 pages qu'a pondu monsieur Nikonoff, qui par le sujet qu'il se destinait de traiter touchait au coeur, aux fondements du capitalisme qu'il ne fera finalement qu'effleurer timidement, vous aurez remarqué que pas une seule fois il ne nommera l'Etat, les institutions, la Constitution, comme s'il était possible de s'attaquer au capitalisme sans abolir ce qui légalement et juridiquement justifie l'existence du capitalisme, des rapports sociaux de production, la propriété privée des moyens de production et d'échange, bref, ce qui la protège de toute remise en cause. D'où le constat ou la déduction que telle n'était pas sa véritable intention.

L'unité de la doctrine inclue selon moi le parti construit sur la base des principes du parti bolchevik, le soulèvement et l'organisation révolutionnaire des masses exploitées, la destruction de l'Etat bourgeois, donc l'abolition de la Constitution et des institutions, la dictature du prolétariat, le combat pour un gouvernement et un Etat ouvrier, l'expropriation sans indemnité des grands capitalistes, le refus de toute collaboration de classe avec l'ennemi et ses laquais au sein du mouvement ouvrier, la rupture avec toutes les institutions du capital à l'échelle mondiale, le soutien au combat du prolétariat international pour son émancipation, le soutien au combat des peuples pour leur auto-détermination contre les prétentions hégémoniques exercées par les différents impérialistes, l'Internationale ouvrière intégrant les acquis ou enseignements des 4 Internationales précédentes, s'inscrivant dans leur continuité...

Le changement dans la continuité c'est maintenant ou faites tomber les masques. (suite)

Syrie. Hollande sur la même position que les va-t-en-guerre Sarkozy, Obama, Cameron.

«*Le massacre de Houla et les événements de ces derniers jours en Syrie et au Liban illustrent, une fois de plus, le danger des agissements du régime de Bachar al Assad pour le peuple syrien*», a indiqué l'Elysée dans un communiqué suite à un entretien téléphone lundi avec le Premier ministre britannique David Cameron sur la situation en Syrie. (20minutes.fr 28.05)

Comment les dirigeants syndicaux légitiment l'austérité, le chômage de masse, la précarité, la pauvreté...

Dans l'article ci-dessous, on constatera que le journaliste de l'agence Reuters a parfaitement compris la situation et ses contradictions, et que d'emblée il se place au côté du gouvernement qui représente les intérêts de la classe dominante, celle

des patrons, ce qui n'a rien d'étonnant mais facilite la lecture ou le décryptage de la politique que le gouvernement s'apprête à appliquer et de comprendre au premier coup d'oeil pour qui ou qui en sera le bénéficiaire, devinez, toujours les mêmes évidemment, les privilégiés.

J'ai mis en caractères gras ces contradictions ou les facteurs qui ont la faveur du gouvernement.

Le nouveau gouvernement français tentera ce mardi d'ouvrir le dialogue avec les partenaires sociaux pour mener à bien d'importantes réformes structurelles sur la durée du quinquennat et répondre rapidement à deux promesses coûteuses : adoucir la réforme des retraites de 2010 et augmenter le salaire minimum.

La quasi stagnation de l'économie limitera la générosité de l'équipe de Jean-Marc Ayrault, consciente du poids de ces gestes sur la compétitivité des entreprises et les finances publiques.

Cet agenda ambitieux est déjà perturbé par la crainte d'une vague de plans sociaux, des situations d'urgence qui testent l'engagement du pouvoir à stopper la désindustrialisation et génèrent des tensions entre les syndicats et le patronat.

Ces rencontres donneront le coup d'envoi des travaux pour préparer une conférence sociale sur l'emploi, les salaires, les conditions de travail, les retraites et l'égalité salariale, prévue d'ici le 14 juillet si le PS remporte les législatives.

Ce gouvernement disposerait alors aussi de l'audit des finances publiques publié fin juin par la Cour des comptes, qui confirmera l'urgence d'enrayer la dérive des comptes sociaux.

Face à une croissance nulle ou quasi nulle de l'économie, la nouvelle équipe avance prudemment : la hausse du smic sera limitée et le nombre de personnes qui pourront à nouveau partir en retraite à 60 ans sera contraint, ont dit des ministres.

La hausse du smic - premier "*coup de pouce*" après des revalorisations minimales sous Nicolas Sarkozy - concernera en effet aussi les fonctionnaires, ce qui pèsera sur les comptes publics. Pour les entreprises, elle pèsera sur des marges déjà faibles, et peut - les experts ne sont pas tous formels - pénaliser l'emploi, alors que le chômage augmente depuis onze mois.

Le rabotage de la réforme des retraites, alors que la pérennité financière du système n'est pas assurée, se traduira elle aussi par une augmentation du coût du travail, à travers une hausse des cotisations - sachant que la baisse programmée des cotisations qui accompagnait la "*TVA sociale*" disparaîtrait. (Reuters 28.05)

On a compris que le cadre de ces rencontres est fixé, déterminé par les besoins des capitalistes, en l'acceptant les dirigeants syndicaux le légitiment, ils ont déjà capitulé. Tout le reste est du baratin d'illusionnistes vendus au capital pour tromper travailleurs et militants.

J'attends les photos de famille d'Ayrault avec les différents dirigeants syndicaux pour remettre l'image qui figurait en haut de la page d'accueil du site avec l'intitulé : A bas la collaboration de classes !

Je vais également préparer le montage avec Hollande et ses principaux ministres avec un intitulé dont je n'ai pas encore décidé le contenu, à bas le gouvernement au service des banquiers ou des banquiers tout court ou à bas le gouvernement des privilégiés mais cela pourra être ambigu ou mal interprété, à bas le gouvernement du G8, de la BEC, de l'UE et du FMI, c'est pas mal mais un peu long, par contre cela parle de lui-même et synthétise assez bien ce qu'est ce gouvernement de polichinelles qui ne fera guère illusion longtemps auprès de ceux qui auraient eu la mauvaise idée d'en attendre quelque chose.

Collaboration de classes au niveau international.

L'ancien syndicaliste britannique Guy Ryder et numéro deux du Bureau international du travail (BIT) a été élu lundi à la tête de cette même organisation

M. Ryder a par ailleurs invité les représentants des pays, des employeurs et des travailleurs à faire ce qu'ils savent faire: "*s'assoir, discuter et trouver de bonnes solutions*".

"*Je demande votre solidarité*", a-t-il ajouté.

Trente des 56 membres titulaires du Conseil d'administration du BIT (28 représentants de gouvernements, 14 des employeurs et 14 des travailleurs) ont voté pour M. Ryder, 56 ans, dont le mandat commencera officiellement en octobre prochain.

C'est à Londres qu'il a fait ses premiers pas de dirigeant syndical, au poste d'assistant au département international du Trades

Union Congress (1981-1985).

Il s'est ensuite installé à Genève, en tant que Secrétaire de la section industrie de la Fédération internationale des employés (1985-1988), puis a occupé les postes de directeur adjoint (1988-1993) et de directeur (1996-1998) du Bureau de Genève de la CISL.

Entre 2002 et 2006, il a par ailleurs dirigé la Confédération internationale des syndicats libres (CISL), également sise à Bruxelles.

Entre 2006 et 2010, il a dirigé la Confédération syndicale internationale (CSI) qui regroupe les 157 fédérations nationales, sise à Bruxelles. A la tête de la CSI, il a dirigé les premières délégations syndicales internationales aux Sommets des dirigeants du G20 à Washington en 2008, à Londres et à Pittsburgh en 2009.

Depuis 2010, M. Ryder occupait le poste de directeur général adjoint de l'organisation, en charge du Secteur des normes et des principes et droits fondamentaux au travail.

L'OIT compte 184 pays membres, dont dix disposent d'un siège permanent au Conseil d'administration: Brésil, Chine, France, Allemagne, Inde, Italie, Japon, Russie, Royaume-Uni et Etats-Unis. (AFP 28.05)

On se croirait au Conseil de sécurité des Nations Unis !

Si vous vous demandez quel est le rapport entre le titre que j'ai donné à cet article et son contenu, observez la composition du Conseil d'administration du BIT et vous aurez compris. Les représentants des Etats et des patrons disposent de 42 voix contre 14 pour les travailleurs. Cette répartition des sièges à la direction du BIT est calquée sur celle de l'OIT une autre agence de l'ONU, un extrait de sa Constitution en ligne dans le site : cliquez ici

Article 7 Conseil d'administration

1. Le Conseil d'administration sera composé de cinquante-six personnes:

Vingt-huit représentant les gouvernements,
Quatorze représentant les employeurs, et
Quatorze représentant les travailleurs.

Dans ces conditions, il est impossible d'imaginer que l'OIT ou le BIT pourrait adopter des mesures sociales qui remettraient en cause le capitalisme, leur existence coïncide avec la nécessité pour les maîtres du monde d'associer les syndicats à leur politique dont l'objectif est d'assurer la pérennité du système économique en vigueur. En se prêtant volontiers à ce jeu, les syndicats remplissent une fonction contre-révolutionnaire. Voilà ce que soutiennent ceux qui s'en remettent à ces institutions du capital, dont le POI.

Un syndicat ouvrier qui se dit indépendant n'a pas sa place à l'OIT ou au BIT, dans aucune agence nationale, européenne ou internationale du capital.

Actualité en titres

Il y a des mimiques qui se paient chèrement.

- 46% des Allemands se disent incapables de profiter de la vie à cause du stress et de la crise - Atlantico.fr

Si la qualité de vie se résumait à un salaire confortable le petit-bourgeois ou les couches supérieures du prolétariat nageraient dans le bonheur, mais voilà quand la société est de plus en plus pourrie et conduit à la remise en cause de tous les rapports qui assuraient sa stabilité, l'existence tourne au cauchemar, à la paranoïa, le moindre plaisir que l'on entend s'offir comporte son pendant négatif... Ils marchent sur les traces des Américains qui depuis longtemps ont une existence détestable, le mot est encore trop faible.

Ils ont encore de la chance, ici en Inde c'est la totalité de la population qui vit en état de stress permanent et je peux même vous dire que la situation est encore en train de se détériorer à une vitesse affolante.

Ces 46% d'Allemands sont des privilégiés, car les travailleurs qui subissent depuis 15 ans la violente politique antisociale initiée par Schröder ne se posent pas la question de savoir comment ils pourraient profiter de la vie avec leurs conditions misérables, c'est au-dessus de leurs moyens. Il leur faudra abolir Hartz IV pour envisager une vie meilleure, ce qui nécessitera une mobilisation générale du prolétariat allemand, une révolution socialiste.

La pierre un placement sûr!

- "*Oui, les écologistes ont un coeur*", révèle Cécile Duflot - Lexpress.fr

Nous, nous n'avons pas besoin de nous justifier, comme quoi ces gens-là n'appartiennent pas au même monde que nous.

INFOS EN BREF

Economie

1- Grèce

Les quatre principales banques grecques ont reçu lundi 18 milliards d'euros en provenance du Fonds européen de stabilité financière (FESF) en vue de leur recapitalisation, a indiqué à l'AFP une source du Fonds grec de stabilité financière.

"*Nous avons donné l'ordre d'envoyer ces sommes et cela signifie l'accomplissement de la procédure*", a indiqué cette source. La Banque nationale de Grèce (BNG), numéro un du pays, a reçu 7,43 milliards d'euros, Alpha bank 1,9 milliards, Eurobank 3,97 milliards et la Banque du Pirée 4,7 milliards d'euros, sous forme d'obligations comme l'avait décidé la Banque de Grèce. (AFP 28.05)

2- Espagne

Le gouvernement espagnol pourrait demander l'aide du fonds de secours européen, si la tension sur les marchés persiste, afin d'injecter 30 milliards d'euros dans son secteur bancaire, en plus des 19 milliards demandés par Bankia, affirme lundi le journal El Mundo.

Si la crise grecque continue et si la prime de risque espagnole (surcoût que doit payer l'Espagne pour emprunter à dix ans, par rapport à l'Allemagne, considérée comme la référence du marché) reste autour du niveau élevé des 500 points, "*l'Espagne pourrait demander de l'aide au Fonds européen de stabilité financière (FESF). C'est une possibilité, même si maintenant toutes les hypothèses sont possibles*", a expliqué une source gouvernementale au quotidien de centre-droit.

Une autre possibilité envisagée par le gouvernement est de demander l'aide du FMI, écrit le journal.

En comptant l'aide de 4,5 milliards d'euros déjà apportée par l'Etat, le sauvetage public de Bankia atteint 23,5 milliards d'euros, un record historique pour le secteur financier espagnol.

Ce qui ferait donc un total de plus de 50 milliards d'euros que l'Espagne devra apporter à son secteur bancaire, de quoi susciter des doutes sur sa capacité à accorder seule ces fonds, à un moment où sa discipline budgétaire est étroitement surveillée par les marchés et l'Union européenne.

L'écart de rendement entre les obligations espagnoles à 10 ans avec les Bunds de même échéance a ainsi atteint 512 points de base. Le rendement du papier à 10 ans émis par Madrid a atteint plus de 6,5%, un plus haut depuis novembre 2011. Après avoir ouvert en baisse de 26,75%, l'action cédait 20,64% à 1,25 euro vers 10h55. (AFP 28.05)

3- Inde

La roupie indienne, qui a enchaîné les records à la baisse la semaine dernière, devrait poursuivre sa dégringolade.

La devise indienne, qui a atteint un plus bas à 56,38 roupies pour un dollar la semaine dernière et perdu un quart de sa valeur sur les 12 derniers mois, est la monnaie asiatique la plus mal en point à l'heure actuelle.

L'agence de notation Standard and Poor's a prévenu qu'elle pourrait dégrader la note de crédit de l'Inde, la croissance économique du pays ralentit alors que la pauvreté reste massive, et le déficit des comptes courants est le plus élevé depuis trois décennies.

Mais la chute de la roupie semble avoir avivé les inquiétudes sur la politique économique.

Sur 58 économistes et chefs d'entreprises interrogés, 53 estiment que la situation économique s'est brutalement aggravée, selon un sondage des Chambres de Commerce et d'Industrie associées d'Inde (Assocham).

"*Le gros du désastre est provoqué par les incertitudes sur la valeur de la roupie et sa chute. Tout le monde des affaires est ébranlé*", note l'Assocham.

De nombreux analystes envisagent le seuil de 60 roupies pour un dollar comme la prochaine étape pour la devise indienne alors que les statistiques américaines médiocres et la crise de la dette en Europe poussent les investisseurs cherchant à minimiser les risques à bouder les marchés émergents.

Pendant ce temps, la chute de la roupie aggrave l'inflation en Inde, qui dépasse déjà 7%, en rendant les importations plus onéreuses et alourdissant pour les sociétés le service de la dette en dollars.

Cette dégringolade de la monnaie indienne grève aussi l'afflux de capitaux, rendant le déficit des comptes courants, qui représente déjà 4,3% du PIB, plus difficile à combler.

Selon les analystes, New Delhi pourrait prendre des mesures pour limiter la demande pour le dollar et soutenir la roupie, notamment en demandant à la Banque centrale de vendre directement des dollars aux compagnies pétrolières indiennes, ce qui ferait diminuer la demande pour le billet vert sur le marché des changes.

L'Inde, pauvre en énergie, doit importer 80% de son pétrole brut, en déboursant des dollars.

La banque centrale pourra "*au mieux, ralentir un peu le rythme de la dépréciation, mais ne sera pas capable d'inverser la situation*", a averti Deepali Bhargava, économiste en chef pour l'Inde chez Espirito Santo Securities.

Les analystes soulignent que la balle est dans le camp du gouvernement, qui doit mettre en place des réformes longtemps repoussées, comme l'ouverture du secteur de la distribution ou de l'aviation aux investissements étrangers.

"*Le gouvernement devra restaurer la confiance dans la gouvernance (...) et répondre aux inquiétudes des investisseurs sur la fiscalité*", ajoute le chef du courtage de la banque IndusInd, Rajeev Mahrotri.

Le gouvernement indien prévoit une croissance économique de 7,6% sur l'année fiscale en cours qui s'achève en mars 2013. Mais les prévisions du secteur privé tablent sur 6% à 7% de croissance seulement, un rythme certes enviable part rapport à la norme occidentale, mais qui reste trop faible pour réduire la grande pauvreté de la population indienne, soulignent les experts. (AFP 28.05)

On est victime de l'oligarchie financière et des grands groupes capitalistes indiens qui engrangent des profits faramineux en Inde mais préfèrent les jouer sur le casino du marché mondial de la spéculation ou les investir à l'étranger. Le niveau de vie moyen des Indiens a augmenté avec en toile de fond un déficit énorme en infrastructures, ce dont se moquent le gouvernement et les nantis qui se disent que la population est habituée à vivre dans la précarité dans tous les domaines, dans un pays qui ressemble de plus en plus à une gigantesque décharge, qu'il est inutile d'y changer ou d'améliorer quoi que ce soit en dehors de ce qui est favorable au développement du commerce ou de la consommation, à l'enrichissement des plus riches.

Certes la hausse du niveau de vie a permis de satisfaire certains besoins élémentaires, mais à quel prix, elle a correspondu à une détérioration foudroyante de la qualité de vie et de travail des Indiens.

Haut de page

Le 30 mai

CAUSERIE

A bas le gouvernement impérialiste Hollande-Ayrault-Fabius !

Hier après-midi, en mettant deux nouvelles images dans la page d'accueil, je me suis interrogé sur le texte qui allait les accompagner. Je me suis demandé si je n'étais pas trop en avance sur l'état d'esprit des travailleurs, sur la réalité, puis j'ai fait à mon idée, un concentré qui dit ce qu'il a à dire, cela doit être net, clair et précis, explicite.

Bien des travailleurs doivent se dire que rien ne change et ne changera en bien dans leur existence quotidienne sous ce gouvernement qui ne représente pas leurs intérêts. En annonçant hier qu'il serait favorable à une intervention armée contre la Syrie, Hollande a montré son vrai visage à ceux qui l'ignoraient encore : celui de l'impérialisme. Le ministre du Travail vient d'annoncer qu'il fallait s'attendre à une nouvelle hausse du chômage, preuve que le gouvernement est incapable de s'y

attaquer ou qu'il n'en a pas la volonté. Avec Hollande, ils annoncé qu'il était impossible d'augmenter se façon conséquente le Smic car cela mettrait en péril les entreprises ! Mais les bureaucrates pourris des syndicats se sont déclarés satisfaits de leur rencontre hier avec Ayrault et plusieurs ministres, à l'unisson avec Parisot (Medef), cherchez l'erreur.

Répétons-le, les travailleurs n'ont rien à attendre, à demander, à exiger de ce gouvernement au service du capitalisme.

Peu importe qu'il y en ait pour le minimiser ou l'occulter, notre devoir est de s'en saisir pour montrer aux militants et aux travailleurs qu'il poursuit la politique antisociale, réactionnaire, impérialiste de Sarkozy et que pour cette raison le gouvernement actuel doit être traité comme son prédécesseur.

En affirmant hier soir sur France 2 qu'" *il y aura un coup de pouce*" au Smic, en ajoutant immédiatement sans "*déstabiliser les entreprises*", Hollande a indiqué dans quel camp il se situait : celui des patrons, des capitalistes auxquels il ne faut surtout pas créer de problèmes inutiles, puisqu'en réalité à ses yeux une revalisation du Smic entre 300 et 500 euros serait superflu pour les travailleurs intéressés qui devraient se contenter d'un pourboire.

En conclusion, étais-je trop en avance sur les faits en disant A bas le gouvernement du G8, de l'UE et du FMI ! ou est-ce que collait à la réalité des faits ? Il n'y a pas d'argent pour l'école, l'hôpital, le logement social, augmenter les salaires des fonctionnaires, pour revenir à la retraite à 60 ans après 37,5 annuités, mais il y en aurait pour aller bombarder le peuple syrien ?

J'ai encore dû passer pour un gauchiste en écrivant récemment que le PS était la réaction sur toute la ligne, on n'aura pas attendu longtemps pour que Hollande le confirme une fois au pouvoir.

Il est clair que rompre avec ce parti est un principe non négociable, et que tout appel en direction de ses dirigeants devra être interprété comme une tentative désespérée d'alimenter des illusions dans ce parti et le gouvernement afin de les aider à appliquer leur politique calquée sur celle de l'impérialisme américain. De la même manière que Bush avait entrepris de se désengager militairement de l'Irak pour mieux renforcer la présence américaine en Afghanistan, politique poursuivie à la lettre par Obama, on aura compris le sens du désengagement de la France en Afghanistan pour mieux aller guerroyer en Syrie.

En quoi a consisté l'élection de Hollande ? C'est une question que bien des militants qui ne comprennent pas grand chose à ce qui se passe doivent se demander. C'est très simple en réalité.

Sarkozy battait des records d'impopularité pour imposer sa politique réactionnaire, il était grillé, aujourd'hui on a un président tout neuf (et un Premier ministre) qui bat tous les records de popularité selon les derniers sondages, ce qui va l'aider à poursuivre la politique de Sarkozy, finir la sale besogne entrepris par son prédécesseur. C'était prévisible, nous l'avions indiqué et nous avions justifié ainsi notre refus absolu à appeler à voter et à voter pour Hollande le 6 mai.

Aux casuistes qui avaient émis des "*réserves*" en appelant à voter Hollande, nous leur demandons de s'adresser au peuple syrien pour lui signifier que sous une pluie de bombes il aura le loisir d'émettre des "*réserves* sur leur nature et son avenir, je doute fortement qu'il appréciera.

Les jeunes ou nouveaux militants doivent savoir que cela fait 70 ans que cette comédie insupportable perdure avec les résultats que l'on sait. S'adresser aux dirigeants du PS, réaliser un front unique avec eux, appeler à voter pour son candidat à la présidentielle, soutenir ses candidats au second tour lors de chaque élection, émettre des réserves sur ses réelles intentions, éviter de lui faire un procès d'intention (Glucktein IO précédent), l'épargner aussi souvent que possible, mettre en avant ce qui le distingue de l'UMP pour mieux enterrer leur engagement commun, et la cerise sur le gâteau, l'inclure dans toute issue politique, le tout étant fortement indigeste et déconseiller si l'on ne veut pas se renier ou abandonner ses principes et l'objectif politique qu'on s'est fixé.

Le Fion et les Cocus.

François Fillon a affirmé mardi que les syndicats allaient être "*les premiers cocus de la gauche*", notamment sur la question de la retraite à 60 ans.

Interrogé sur les rencontres bilatérales, ce mardi à Matignon, entre son successeur PS Jean-Marc Ayrault et les leaders des syndicats et du patronat, M. Fillon a souligné avoir "*toujours été un ardent partisan du dialogue social*". "*Je me réjouis de ce point de vue-là que ces réunions aient lieu*". (AFP 29.05)

Ils sont tous comme la mimolette : ravi ! On vient de voir qu'ils sont complices, donc il ne faut pas s'attendre à ce que Fillon dévoile le pot aux roses, que les dirigeants syndicaux sont bidons, vendus, et qu'ils savaient quelle serait la politique de Hollande. Sarkozy a eu la Libye, Hollande veut se payer la Syrie, voilà pourquoi je n'ai pas été voter le 6 mai, pour moi la ligne rouge est déjà franchie.

Pas "*cocus*", complices, la preuve. Invité à dire si le gouvernement accéderait à la revendication de Jean-Claude Mailly sur l'augmentation du Smic, Michel Sapin a répondu jeudi dernier sur Canal+.: "*il le sait lui-même*". (AFP 2305) La

mascarade continue, quoi.

On a eu le G8, la réunion de l'OTAN, une réunion à Bruxelles le 23, un discours sur les banques, le smic, les retraites, la Syrie, Valls joue les cow-boys, Fabius les va-t-en-guerre, Montebourg se prend pour un capitaine d'industrie et Sapin enterre les minces espoirs que certains avaient mis en Hollande, il faut donc être aveugle ou particulièrement de mauvaise foi pour ne pas savoir quelle politique il va appliquer, qu'il applique déjà.

Les vrais "*cocus*" seront tentés par l'extrême droite. Mélenchon aura un os à ronger !

Hollande s'aligne sur Washington, Jérusalem, Londres et Doha

1- François Hollande n'a pas exclu une intervention armée en Syrie contre le régime de Bachar al-Assad, sous mandat de l'ONU. "*Une intervention armée (en Syrie) n'est pas exclue à condition qu'elle se fasse dans le respect du droit international, c'est-à-dire par une délibération du Conseil de sécurité*" de l'Onu, a déclaré le chef de l'Etat. "*A moi, à d'autres, de convaincre Russes et Chinois*" de ne pas mettre leur veto au Conseil de sécurité à une telle opération, a ajouté François Hollande, qui reçoit le président russe, Vladimir Poutine, vendredi à Paris.

Il a dans le même temps évoqué une "*solution qui ne serait pas forcément militaire parce que la pression doit se faire dès à présent pour chasser le régime de Bachar el Assad*". "*Nous devons trouver une autre solution. C'est pourquoi je réunirai au début du mois de juillet la Conférence des amis de la Syrie*", c'est-à-dire "*tous ceux qui ont la même vocation, le même objectif (...) chasser ce régime-là*".

"*A moi, à d'autres, de convaincre Russes et Chinois*" - tous deux membres du conseil de sécurité avec les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France - de ne pas y mettre leur veto, a-t-il ajouté à trois jours de sa première rencontre à Paris avec le président russe, Vladimir Poutine. "*C'est lui pour l'instant, avec la Chine, qui est le plus en retrait par rapport à ces questions de sanctions. Eh bien, nous devons le convaincre que ce n'est pas possible de laisser le régime de Bachar el Assad massacrer son propre peuple*", a ajouté François Hollande. (lexpress.fr et AFP 29.05)

Ce sont les "*amis de la Syrie*", la coalition internationale qui avait attaqué la Lybie, l'Irak, l'Afghanistan, qui arment les mercenaires qui déstabilisent le régime syrien et massacrent la population civile. La rhétorique employée par Hollande est la même à la virgule près que celle employée par Sarkozy (notamment) contre le régime libyen.

2- La France a accentué mardi la pression sur les autorités syriennes en décidant d'expulser l'ambassadrice de Syrie à Paris, une initiative coordonnée avec d'autres capitales, a annoncé mardi François Hollande.

Son expulsion a été notifiée dans la journée à Lamia Chakkour, qui est aussi ambassadrice auprès de l'Unesco, a précisé le ministre français des Affaires étrangères, Laurent Fabius, en marge d'un point de presse avec son homologue sud-africaine.

Le président français a annoncé par ailleurs pour "*début juillet*" à Paris une réunion du groupe des amis de la Syrie, un rendez-vous attendu depuis des mois.

Le Conseil de sécurité de l'Onu a condamné cette tuerie, qui a conduit l'Australie à expulser les hauts diplomates syriens présents sur son territoire, bientôt imitée par la France.

Le Canada et l'Allemagne ont suivi le mouvement dès mardi et, selon des diplomates, le Royaume-Uni s'apprête à faire de même.

Quant à la réunion du "*groupe des amis de la Syrie*", en cours de préparation, elle "*aura lieu début juillet. Nous cherchons une date*", a dit François Hollande.

Dans un entretien au Monde daté du 30 mai, Laurent Fabius estime que le massacre de Houla "*peut avoir comme conséquence que des pays jusque-là réticents évoluent*" sur la question syrienne.

Le nouveau chef de la diplomatie française, qui s'est entretenu avec le secrétaire général de l'Onu Ban Ki-moon, estime que Bachar al Assad, "*l'assassin de son peuple*", "*doit quitter le pouvoir*".

"*Le plus tôt sera le mieux*", ajoute Laurent Fabius, en rappelant que la France est favorable à la saisine de la Cour pénale internationale (CPI). (Reuters 29.05)

En famille... "***dans le même bateau***"

Parisot apprécie la méthode Ayrault selon Le Point :

- La patronne du Medef estime qu'il s'agit "*clairement de la meilleure façon d'agir car nous sommes tous dans le même bateau*". (lepoint.fr 29.05)

Actualité en titres

Comment ils soutiennent le gouvernement.

- Olivier Besancenot inquiet d'une future cohabitation entre Hollande... et la finance - AFP

- Pierre Laurent (PCF): le gouvernement devra "*sortir du flou assez vite*" sur l'emploi - AFP

Une "*future cohabitation* avec la finance déjà inscrite dans le programme de Hollande, donc notre attention ne doit pas être tournée vers le futur, mais vers le présent où cette "*cohabitation*" est bien réelle.

Quel "*flou*" y aurait-il dans la politique de l'emploi du gouvernement, alors que le chômage continue de progresser et que rien n'indique que cette tendance devrait s'inverser, au contraire la situation devrait s'aggraver.

INFOS EN BREF

Social

France

1- La violence de leur société conduit au désespoir, au suicide.

Pourquoi une telle vague de suicides observée sur les voies de chemin de fer pendant le week-end de Pentecôte? Les 12 suicides dénombrés durant les trois jours constituent en effet un chiffre "*exceptionnel*" selon la SNCF alors qu'en moyenne sur l'année on compte "*environ un suicide par jour*" sur l'ensemble du réseau ferré français. Pour le Pr Debout, chef du service de médecine légale au CHU de Saint-Etienne et ancien président de l'Union nationale pour la prévention du suicide (UNPS), il s'agit là "*d'un phénomène marquant*".

Il y a dans ces gestes désespérés "*quelque-chose de l'ordre d'une protestation, pas forcément consciente, une sorte de prise à témoin de la société*", explique ce professeur de médecine légale dans un entretien à l'AFP.

"*Ces suicides ajoutés à d'autres*" sont aussi en partie le reflet "*de la situation de crise avec les menaces sur l'emploi, la pauvreté, le surendettement et un nombre croissant de personnes ayant du mal à faire face aux réalités de la vie*", indique-t-il.

"*J'ai annoncé que la crise aurait provoqué 750 morts de plus par suicide par an... mais c'est une estimation depuis le début de la crise en 2008 qu'on ne peut vérifier faute d'un outil véritable de compréhension du suicide*" explique le médecin légiste.

Le Pr Debout milite depuis 1993 pour la mise en place d'un "*observatoire du suicide*" alors que chaque année environ 11.000 personnes mettent fin volontairement à leur jour en France. La France se situe dans le groupe des pays d'Europe de l'Ouest "*à forte mortalité par suicide*", soulignait la semaine passée le Haut conseil de la santé publique dans un rapport sur la santé des Français.

Le Pr Debout relève une "*augmentation préoccupante*" des suicides parmi les hommes âgés de 40 à 50 ans, tranche d'âge particulièrement concernée par le chômage, la précarité et les pressions professionnelles en tous genres. (lexpansion.com 29.05)

2- Diplômés et précarisés.

Près du tiers des jeunes diplômés en 2011 n'ont occupé aucun poste depuis la fin de leurs études, les plus chanceux acceptant des "*emplois d'attente*" faute de mieux, a indiqué mardi l'Association pour faciliter l'insertion professionnelle des jeunes diplômés (Afij).

Parmi ceux qui avaient réussi à s'insérer dans les mois suivant l'obtention de leur diplôme, seuls 43% avaient encore un emploi en avril 2012 selon une étude publiée mardi.

Pour 42% d'entre eux, ils occupaient ce poste par le biais d'un contrat précaire (CDD ou intérim de moins de 6 mois).

Pour l'Afij, les jeunes alternent période d'activité et chômage et subissent les temps partiels ou les emplois alimentaires avant de décrocher un emploi stable.

Parmi les jeunes diplômés 2011 qui étaient sans emploi en avril (57%), 44% avaient décroché un CDD dans la foulée de leurs études, mais cette première expérience aura duré moins de trois mois dans la plupart des cas (56%).

Pour ces jeunes, il s'agissait le plus souvent d'un emploi d'attente (61%) ou correspondant moyennement à leurs attentes (16%). (AFP 29.05)

Economie

Espagne

Les ventes au détail ont chuté de 9,8% sur un an en avril en Espagne, selon des données officielles publiées mardi, après une baisse de 3,8% en mars.

Il s'agit de la vingt-deuxième baisse consécutive des ventes au détail espagnoles, précise l'Institut des statistiques nationales.

Le mois d'avril marque le repli le plus marqué des ventes au détail depuis l'instauration de cette série statistique en 2003. (Reuters 29.05)

Haut de page

Le 31 mai

CAUSERIE

Une question de méthode.

Bernard Thibault mardi après sa rencontre avec Jean-Marc Ayrault à Matignon.

- "*Nous avons un gouvernement qui affirme haut et fort sa volonté de dialogue et de concertation avant toute décision. Nous ne pouvons que nous en féliciter (mais) ça ne veut pas dire pour autant que par avance nous allons nous féliciter de toutes ses décisions*" (humanite.fr 29.05)

1- On accepte de rencontrer le Premier ministre ;

2- On s'asseoit autour d'une table, on discute, on dialogue, on se concerte...

3- On minimise les mesures négatifs annoncées par le gouvernement, car voyez-vous cela aurait pu être pire encore...

4- On se félicite de la tenue de cette réunion en se disant à la prochaine fois et tout le monde est content.

C'est le genre de réunion qui se termine comme elle a commencé, je veux dire par là qu'à partir du moment où on a accepté le principe d'y participer, la messe est dite, les intérêts des travailleurs sont systématiquement bradés au profit de ceux des patrons.

Une fois que le poisson a mordu à l'hameçon, qu'il a accepté de participer à ce genre de réunion, il est foutu, le fait de mettre le doigt dans l'engrenage constitue déjà une capitulation. Comment cela ? Parce qu'avant même qu'elle se tienne les deux protagonistes savent à l'avance à qui elle va profiter et qui va y laisser sa chemise. Pourquoi ? Parce que vous avez d'un côté un représentant de la classe dominante, il faut malheureusement le préciser car bien des militants ne se rendent même pas compte que face à un syndicaliste il y a un représentant des capitalistes, qui d'autres pourraient-ils représenter n'est-ce pas, qu'il ait l'étiquette UMP ou PS ne changeant rien, et de l'autre côté un représentant de la classe dominée, donc en situation de faiblesse lorsque la classe ouvrière n'est pas massivement mobilisée.

C'est uniquement parce que les dirigeants syndicaux acceptent de se situer sur le terrain des besoins des capitalistes que ce genre de réunions peut avoir lieu, car s'ils se situaient strictement sur celui des travailleurs, ils sauraient qu'en refusant de concéder la moindre concession au représentant des capitalistes, celui-ci refuserait d'entendre leurs revendications, autrement dit

toute discussion serait impossible ou n'aurait pas lieu.

Accepter le principe de rencontrer le gouvernement et le patronat, accepter de négocier en dehors de toute mobilisation des travailleurs, voilà ce que la totalité des partis dits ouvriers ont accepté depuis l'après-guerre, à ce titre ils sont tous complices du régime en place, ils ont tous capitulé, PCF, POI, NPA, LO.

Voilà l'origine de la décomposition du mouvement ouvrier, le refus de tous les partis de se situer strictement sur le terrain de classe du prolétariat, de rompre leurs liens avec les appareils pourris des syndicats. Leur politique opportuniste en découle logiquement.

Double langage du POI, comment il soutient le gouvernement.

Lu dans l'éditorial d'*Informations ouvrières* n° 202 de D. Gluckstein.

"*Au moment, où, en France, s'engagent des discussions entre gouvernement et syndicats, la question ne manquera pas d'être posée : que devrait signifier la croissance pour les travailleurs, sinon le blocage des plans de licenciements et le refus de s'engager sur la voie des contre-réformes frappant la Sécurité sociale, les retraites, les droits ouvriers ? Ce qui implique de ne pas ratifier le traité TSCG, premier pas sur la voie de la rupture avec l'Union européenne.*

Cette formulation ne laisse-t-elle pas entendre qu'il serait possible d'attendre quoi que ce soit de ces "*discussions*" entre gouvernement et syndicats qui partagent la même idéologie, les mêmes intérêts de classe ? Il dit que "*la question ne manquera pas d'être posée*", par qui, par Ayrault, Sapin, Thibault, Mailly, Chérèque ?

Pourquoi ne pas dire d'emblée aux militants et aux travailleurs auxquels ils s'adressent qu'ils n'ont rien à attendre de bon de ces discussions, pourquoi faire croire qu'il pourrait en être autrement, pourquoi faire croire que le gouvernement et les dirgeants syndicaux ne représenteraient pas les mêmes intérêts, ceux des capitalistes, sinon que le POI en est le complice, intéressé cela va de soi ?

La bonne conscience du bourgeois. Une fonction où le PS excelle !

- Les prostitués se sentent humiliés par une candidate PS - Libération.fr

Michèle Vitrac-Pouzoulet, candidate PS aux législatives dans la 5e circonscription des Yvelines, se sert des prostitués comme repoussoir afin de séduire l'électorat: «*Qu'a fait le député sortant pour lutter contre la prostitution qui se développe à nos portes?*», demande-t-elle, sur une affiche qui convie les habitants des Yvelines à venir aujourd'hui, mercredi 30 mai, écouter ses arguments électoraux. L'affiche porte en gros le titre suivant : «*Prostitution, la plus vieille humiliation du monde*». (liberatoin.fr 30.05)

De la part des fossoyeurs du socialisme prêts à se vendre pour bouffer à la gamelle de la Ve République, il faut s'attendre à tout, ces gens-là n'ont aucune dignité, ni principe ni moral en dehors de servir l'ordre établi avec lequel leurs intérêts personnels coïncident.

La prostitution est depuis toujours le produit de la misère sociale, le PS en est directement responsable. A bas le PS !

En politique, Mélenchon cède la place à l'UMP et au FN.

- "*On n'est pas l'opposition, bien sûr que non... On ne peut pas dire non plus qu'on est dans la majorité, dans la mesure où l'on ne va pas appliquer son programme*", a dit J-L Mélenchon sur BFM TV et RMC.

Mélenchon il est nulle part, il gesticule, vocifère, il butine ! Il a raison, la véritable opposition il faut la chercher ailleurs, nous en sommes un maillon.

- Les députés du FG entendent avoir à l'Assemblée nationale un "*travail d'éclaireurs, de sentinelles et d'avant-garde*" et qu'"*évidemment*", ils voteraient contre des textes gouvernementaux si nécessaire. (AFP 30.05)

Ils n'ont semble-t-il pas remarqué qu'Hollande regardait ailleurs, du côté de la statue de la Liberté, et son avant-garde c'est l'impérialisme américain. Les députés du FG peuvent voter pour ou contre, si le PS a la majorité absolue, ils éclaireront le désert, cela tombe bien, le PS affectionne le Qatar et son régime dégénéré, la charia en prime.

Actualité en titres

C'est : soit l'un, soit l'autre.

- Hollande veut ménager électeurs et marchés - LeMonde.fr

Hollande ou un autre à sa place ne peut que représenter ou favoriser les marchés financiers, il est le président de la classe dominante, la classe qui détient le pouvoir économique. Toute discussion sur cette question où la nature sociale du PS est vaine car réglée de la sorte par la nature de l'Etat.

INFOS EN BREF

Politique

Syrie

La Russie ne laissera pas le Conseil de Sécurité des Nations unies autoriser une intervention militaire en Syrie, a prévenu mardi le vice-ministre russe des Affaires étrangères tandis que Pékin réaffirmait dans le même temps son opposition à toute intervention armée.

Moscou est "*catégoriquement opposée à toute intervention extérieure dans le conflit syrien qui ne ferait qu'aggraver la situation avec des conséquences incalculables pour la Syrie et le reste de la région*", a souligné le vice-ministre russe des Affaires étrangères, Guennadi Gatilov, cité par l'agence de presse Interfax.

A Pékin, la porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères, Liu Weimin, a rappelé que "*la Chine s'oppos(ait) à toute intervention militaire*" et qu'elle "*ne soutient aucun changement forcé de régime*".

Ces mises au point font suite aux propos tenus mardi par le président français François Hollande, qui, face à l'indignation provoquée par le massacre de plus de 100 civils syriens en fin de semaine dernière à Houla, n'a pas exclu une intervention armée dans un cadre international. (Reuters 30.05)

Social

France

1-

Le chômage a augmenté pour le douzième mois consécutif en France en avril, se maintenant à son plus haut niveau depuis septembre 1999, ont annoncé mercredi le ministère du Travail et Pôle Emploi.

La dégradation a touché les travailleurs les plus âgés (+15,6% sur un an) et les chômeurs de longue durée (+8,0% sur un an), la situation des jeunes (+4,3% sur un an) s'améliorant tout en restant mauvaise sur un an.

Avec les départements d'Outre-mer, le nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B et C est de 4.592.000. (Reuters 30.05)

2- Chez PSA les délégués syndicaux "***négocient***" la "***fléxibilité***".

PSA Peugeot Citroën va engager vendredi des négociations pour rendre son usine de Sevelnord (Nord) plus flexible et augmenter ainsi ses chances d'être choisie pour assembler un nouveau modèle, crucial pour l'avenir du site, a-t-on appris mercredi auprès de deux représentants syndicaux.

Selon les syndicats, PSA a proposé des mesures de mutation interne ou externe pouvant concerner plusieurs centaines d'emplois sur un effectif de 2.700 personnes.

Le groupe, ajoutent-ils, veut aussi assouplir les horaires de travail pour ajuster rapidement l'activité à la demande et geler les salaires pendant au moins trois ans, jusqu'à l'arrivée éventuelle du successeur des fourgonnettes Jumpy et Expert actuellement produites dans cette usine et appelées à être renouvelées.

"*Nous allons avoir une réunion tous les vendredis à 10h, la prochaine sera consacrée à la mobilité*", a déclaré à Reuters Pascal Lucas, délégué CFE-CGC de Sevelnord.

"*La direction nous dit que l'actuelle structure des coûts est largement favorable à l'usine espagnole de Vigo (...) et qu'il faut trouver les solutions pour être plus compétitifs.*"

Le projet d'accord de flexibilité fait écho aux concessions sur le temps de travail obtenues par Fiat à Turin en 2011 et à celles décrochées ce mois-ci en Grande-Bretagne par Opel, filiale européenne de General Motors - un gel des salaires pendant deux ans - en échange du transfert de la nouvelle Astra, actuellement produite en Allemagne.

Le secteur automobile européen est confronté à d'importantes surcapacités rendues plus criantes encore par l'effondrement du marché depuis la fin de l'année dernière. PSA, dont la branche automobile est passée dans le rouge en 2011, a promis de rétablir la compétitivité de ses usines françaises et européennes d'ici deux ans.

Tous les sites automobiles pour lesquels de nouveaux modèles n'ont pas été annoncés craignent pour leur avenir.

"*La direction dit qu'il nous faut tous les atouts pour avoir un nouveau véhicule*", ajoute Ludovic Bouvier (CGT). "*On fait du chantage à l'emploi, c'est quant même scandaleux.*"

"*La direction compte faire de nous un exemple pour toutes les usines du groupe, des efforts vont être demandés à tous les salariés*".

Pascal Lucas (CGC) souligne lui aussi que Vigo, désormais deuxième plus grande usine de PSA derrière Sochaux, n'est pas seulement comparée à Sevelnord mais est un "*challenge pour l'ensemble des usines françaises*".

"*S'il y a des négociations, c'est qu'il y a encore de l'espoir ; maintenant, il faut voir à quoi ça aboutit*", poursuit

Pascal Lucas. Il souligne que son syndicat a clairement prévenu que l'accord ne pourrait s'appliquer que si le nouvel utilitaire était bien attribué à Sevelnord. (Reuters 30.05)

Traduisons pour les travailleurs concernés de PSA : s'il y a des négociations, il n'y a rien à voir, c'est foutu pour vous ! La seule solution c'est de vous mettre en grève et d'occuper l'usine, de vous rassembler en assemblée générale, d'élire vos délégués et former un comité de grève sur la seule revendication possible : pas un seul licenciement, pas une seule mutation, pas une seule suppression de postes ! Il faut appeler tous les travailleurs du groupe et du secteur automobile, de la métallurgie et de la sidérurgie à vous rejoindre...

Economie

1- France

La réduction du déficit public reste un des principaux défis auxquels doit faire face la France et l'objectif de 3% du produit intérieur brut d'ici 2013 devrait nécessiter des efforts supplémentaires, a estimé mercredi la Commission européenne.

Bruxelles demande à Paris de "*préciser les mesures nécessaires pour s'assurer que le déficit excessif soit résorbé d'ici 2013 comme recommandé par le Conseil*" de l'Union européenne.

La Commission juge "*important que la hausse des dépenses publiques reste située sous le taux de croissance potentiel du PIB, avec une attention particulière portée à la tendance de l'évolution des dépenses sociales et des collectivités locales*".

Elle recommande "*plus d'efforts*" dans le développement d'un système fiscal "*plus favorable à une croissance économique durable*" malgré les mesures déjà prises pour réduire les charges pesant sur le coût du travail.

Elle s'inquiète par ailleurs de la "*viabilité à long terme du système des retraites*" et estime que son retour à l'équilibre envisagé par les autorités françaises d'ici 2018 "*ne peut être assuré*" car cet objectif "*pourrait être fondé sur des prévision de croissance et d'emploi optimistes*".

Un des principaux problèmes est "*le cloisonnement*" du marché français du travail, explique la Commission en soulignant "*la chute spectaculaire*" de la probabilité de passer d'un contrat à durée déterminée à un contrat à durée indéterminée entre 1995-96 et 2010 (de 45% à 12,8%), contre une moyenne de 25,8% dans l'UE.

Autre "*défi majeur*", les exportations françaises avec une part du commerce mondiale en baisse non seulement pour des raisons de coût mais aussi du fait de la compétitivité hors coûts. (AFP 30.05)

2- Italie

Le Trésor italien a émis pour 3,39 milliards d'euros d'obligations à cinq ans, proche de son objectif maximum (3,5 mds), à un taux qui a grimpé à 5,66% contre 4,86% lors d'une émission similaire le 27 avril.

Il a émis en outre pour 2,34 milliards d'obligations à 10 ans, soit en milieu de la fourchette visée (2 à 2,75 mds), à un taux qui a atteint 6,03% contre 5,84%. (AFP 30.05)

3- Grèce

National Bank, la première banque grecque, a indiqué que ses provisions pour créances douteuses avaient progressé de 47% sur un an à 559 millions d'euros.

La banque, également présente en Turquie, a accusé pour les trois premiers mois de l'année une perte de 537 millions d'euros alors que la profonde récession dans laquelle la Grèce est plongée a provoqué une baisse de ses revenus.

De son côté, Piraeus, la quatrième banque de Grèce, a fait état d'une hausse de ses provisions pour créances douteuses de 78% sur un an à 296 millions d'euros tandis que son revenu net d'intérêts a reculé de 22% à 236 millions d'euros.

La banque est néanmoins parvenue à dégager un bénéfice net de 298 millions d'euros pour le premier trimestre, grâce à un actif d'impôt différé lié à un échange d'obligations.

Hors cet impôt différé, la banque aurait enregistré une perte de 80 millions d'euros.

Geniki Bank, majoritairement détenue par Société générale, a de son côté fait état d'une perte réduite en raison, contrairement à ses pairs, d'une diminution de ses provisions pour mauvaises créances.

Sur les trois premiers mois de l'année, Geniki a perdu 66,2 millions d'euros contre -98,6 millions il y a un an. Les provisions pour créances douteuses ont baissé de 54% sur un an, à 45,6 millions d'euros. (Reuters 30.05)

4- Espagne

Asphyxiées financièrement, sans recettes suffisantes, nombre de municipalités réclament la taxe foncière aux institutions ecclésiastiques ou à tout édifice ayant un lien avec l'épiscopat. La liste est longue : églises, chapelles, presbytères, palais épiscopaux, dépendances diverses, évêchés, résidences de prêtres, collèges concertados (religieux mais subventionnés), séminaires... À l'heure actuelle, toutes ces entités bénéficient de privilèges fiscaux, en vertu de deux législations sur le mécénat (de 2002 et 2004) et surtout grâce au concordat signé entre l'Espagne et le Vatican en 1979. Si jamais l'Église en venait à honorer la taxe foncière - principale source de revenus pour les caisses municipales -, cela permettrait à une quantité de mairies ruinées de respirer.

Selon la Conférence épiscopale (la hiérarchie catholique), cela rapporterait tout au plus 100 millions d'euros, pas de quoi pavoiser donc ; l'organisation Europa Laica, elle, chiffre le manque à gagner à la bagatelle de 2,5 à 3 milliards d'euros. Quoi qu'il en soit, même si la somme n'est pas si élevée, "*elle permettrait de sauver de la faillite pas mal de municipalités au bord du dépôt de bilan*", estime Oscar Lopez, un responsable de l'opposition socialiste. Oubliant de rappeler que, lorsque Zapatero était aux commandes (entre juin 2004 et novembre 2011), son parti n'avait pris aucune initiative en ce sens.

Pour l'heure, le parti au pouvoir (le Parti populaire) s'y oppose avec virulence. Pas question, à ses yeux, de remettre en question "*les fondements*" du concordat de 1979. "*Ce n'est pas le moment de la démagogie, mais celui des réformes*", a martelé le ministre de la Justice, Alberto Ruiz-Gallardón, conservateur et catholique pratiquant, laissant entendre qu'en ces temps difficiles il y a d'autres chats à fouetter.

Il est difficile de prévoir l'issue du conflit même si, en dépit des pressions de municipalités prises à la gorge, le statu quo semble devoir l'emporter. Ce qui n'empêche pas l'épiscopat de trembler, comme à chaque fois que ses privilèges sont remis en question sur la place publique - on estime qu'au total l'aide de l'État à l'Église atteint six milliards d'euros par an. (lepoint.fr 30.05)

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries juin 2012

janvier | février | mars | avril | mai | juin | juillet | août | septembre | octobre | novembre | décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30									

Le 1er juin

CAUSERIE

(Avec un peu d'avance sur demain pour une question d'organisation du site.)

A propos du site

Les pages d'accueil des différentes rubriques ont été actualisées avec les articles de mai.

En mai, environ 3 300 visites et 3 000 fichiers téléchargés, c'est le rythme de croisière, le luxe et le risque de naufrage en moins !

Il y a en ligne dans le site environ 200 articles relatifs à la Syrie.

A ce jour, le site comporte 144 dossiers et 6 545 fichiers (articles et documents divers).

Nous n'avons pas commémoré l'anniversaire du résultat du référendum (TCE) du 29 mai 2005.

S'il avait donné lieu à une forte mobilisation, celle-ci est retombée comme un soufflé dès le lendemain, ce qui était prévisible et inévitable. Par contre, ce qui l'était moins, c'était que cette bataille ne se traduise pas par un nouveau pas dans la construction du parti, sans doute en raison de son orientation politique opportuniste, sans lien avec le combat politique indispensable contre les institutions de la Ve République que les uns et les autres à l'époque ont fait volontairement passer à la trappe.

La suite demain, bonne journée à tous.

La suite du vendredi matin.

Un sujet de réflexion.

La France compte 200 000 millionnaires en euro (hors bien fonciers) pour quelque 28 millions de salariés (en comptant ceux qui sont au chômage), un peu plus de 12 millions de nantis dans le monde. Plus la population mondiale augmente, plus le nombre de riches augmente, tandis que le nombre de pauvres augmente aussi pour atteindre plusieurs milliards, combien exactement, c'est difficile de le dire, tout dépend quels critères ont prend en compte. C'est cette contradiction que le capitalisme mondial est de plus en plus incapable de gérer autrement que par des guerres incessantes, des destructions massives de forces productives.

Ces 200 000 privilégiés ont un train de vie en rapport avec leur fortune, qu'elle vienne à diminuer et c'est leur statut social qui s'en trouve affecté, ils doivent donc tout faire pour se maintenir au même niveau ou accroître leur richesse. Si ces nantis représentent moins de 1% des salariés en France, assouvir leur appétit grandissant nécessite de s'en prendre au niveau de vie d'un nombre de plus en plus grand de travailleurs, qu'ils soient assimilés à la classe ouvrière ou aux classe moyennes, à la petite-bourgeoisie peu importe.

Que des millions de travailleurs et retraités soient réduits à la pauvreté ou la misère leur importe peu aussi, s'enrichir est leur seul objectif conformément à la raison d'être du capitalisme. Si ces parasites qui s'accaparent les richesses produites par les travailleurs se sont multipliés au cours des trois dernières décennies, c'est parce que tous les gouvernements qui se sont succédés ont pris des mesures pour qu'il en soit ainsi. Leur multiplication a constitué une sorte de coup d'Etat à froid qui a été facilité, encouragé par l'accession de Sarkozy à l'Elysée en 2007, le président des riches pour les riches, lui-même en faisant partie.

Imaginez un instant qu'ils pourraient accepter un scénario portant atteinte à leurs intérêts est du domaine de la fabulation. Ces gens-là, qui ont une conscience de classe, n'entendent rien lâcher.

Ce n'est malheureusement pas le cas de notre côté où tous les partis censés représenter les intérêts des masses exploitées sont prêts à des concessions avec le gouvernement, avec les appareils pourris des syndicats, ils s'avèrent incapables de se situer strictement sur le terrain des besoins des exploités qui nécessite de remettre en cause les fondements du capitalisme.

Il faut bien comprendre que si du côté des nantis pour préserver leur privilèges ils se placent systématiquement sur leur terrain de classe, du côté des exploités nous devons adopter la même attitude intransigeante. On nous répondra que cela ne changera rien ou qu'on obtiendra rien par cette voie. Tout dépend de ce qu'on en attend.

On n'a pas les forces suffisantes pour mobiliser les masses ou en prendre la direction, on n'a pas les moyens d'influencer ou d'inverser le cours des choses, on n'a pas les moyens de forcer le gouvernement à changer de politique, cela n'est d'ailleurs pas notre objectif, alors à quoi servirait-il d'expliquer aux travailleurs que la satisfaction de leurs besoins nécessite de s'attaquer aux fondements du capitalisme, aux institutions ?

A les éclairer sur la voie à prendre, à les aider à briser leur subordination au capitalisme et à la Ve République, à faire progresser leur niveau de conscience politique, à prendre confiance en eux, à construire le parti sur des bases politiques saines, car en dernière analyse c'est la seule tâche, le seul objectif à notre portée, auquel notre stratégie devrait être subordonnée.

En conclusion, la masse à employer et à nourrir est devenue si colossale à l'échelle mondiale qu'elle risque à tout moment d'engloutir le capitalisme. Ces milliards de gueux qui exigent la satisfaction de leurs besoins représentent un danger mortel pour le capitalisme. A défaut de pouvoir les faire disparaître, il faut les entretenir, c'est autant de profits perdus pour les nantis qui s'en lamentent. Augmenter la productivité, accroître l'exploitation de ceux qui travaillent et bénéficient d'avantages sociaux n'y suffira pas car la population mondiale et ses besoins continuent de croître également, c'est ce qui lamine, ronge le capitalisme.

L'exigence selon laquelle si nos besoins sociaux sont incompatibles avec l'existence du capitalisme il doit disparaître est plus d'actualité que jamais, au moment où tous les gouvernements des pays dominants mettent en oeuvre une brutale politique de régression sociale sans précédent depuis un demi-siècle.

De deux choses l'une, soit on s'appuie sur cette exigence pour que les travailleurs les plus avancés la reprennent à leur compte car elle correspond aux tâches politiques qu'impose la situation au prolétariat, soit on s'y refuse et on se fourvoie dans des batailles sans lendemain ou dont les travailleurs ne tireront aucun enseignement.

Normalisation. La collaboration de classes : "***normal***", non, qui est contre ?

L'Éditorial de Jean-Claude Mailly, Secrétaire général de Force Ouvrière, daté du jeudi 31 mai 2012. Extraits.

(Après sa rencontre avec Ayrault et quelques ministres) "*Cette première rencontre relève de ce que l'on peut appeler un dialogue social normal.*"

Au final, une première réunion que l'on peut qualifier d'attentive et «*normale*». Attendons maintenant les actes.

Les inséparables.

"*D'ici là, nous rencontrerons officiellement plusieurs ministres.*"

"*Et comme nous l'avons dit publiquement, ce qui sera aussi déterminant c'est ce qui se passera au niveau européen: renégociation*

ou pas des traités?"

Il est vrai qu'après avoir convenu que la collaboration de classes faisait partie de la mission d'un dirigeant d'un syndicat, à quoi bon l'inscrire dans la Constitution, elle l'est déjà si je ne m'abuse, ne serait-ce que par la loi de 2004.

Quant à la renégociation des traités européens, cela fait penser à la "*correction*" que le PS entend apporter à "*la réforme de Nicolas Sarkozy portant sur l'âge minimal de départ à la retraite à 62 ans*" (Reuters 31.05) qui sera financée comment, devinez ? Par une hausse des cotisations que devront subir les travailleurs. Une hausse "*équitable*", cela va s'en dire, que devront supporter les malheureux nantis qui n'en dorment déjà plus la nuit, au point de profiter à fond des privilèges dont ils disposent, de jour comme de nuit. En une soirée certains claquent des millions de dollars, une partie de ce qu'ils ont gagné dans la journée, équitablement évidemment, ils ont gagné de l'argent parce qu'ils en possèdent, toi tu n'en as pas, tu n'en gagnes pas, c'est normal, c'est équitable, donc moi je suis riche et toi tu es pauvre. Tel est leur ordre.

La société équitable en régime capitaliste sert à normaliser les inégalités et à banaliser les injustices qui auraient une origine naturelle pour ainsi dire.

La Commission européenne conseille de liquider le CDI

La France devra-t-elle revoir à la baisse la sécurité de son CDI? C'est ce que lui conseille la Commission européenne. Dans ses recommandations publiées mercredi, l'institution rappelle qu'en France, les chances d'évoluer d'un CDD à un CDI sont passées de 45% en 1995 à 12,8% en 2010 -alors que ce taux est à 25,8% en Europe. Et explique que cela «*nuit au marché du travail et à la qualité du capital humain*».

Pour la Commission, revoir «*le haut niveau de protection*» du CDI serait donc la solution pour favoriser l'emploi durable. Ces recommandations pourraient remettre sur le tapis l'idée du «*contrat unique*». Le concept? Un seul et même contrat de travail pour tous, sans limitation de durée, dans lequel le salarié accumule des droits en fonction de son ancienneté. Une idée que défend l'Association nationale des directeurs des ressources humaines (ANDRH).

Son président, Jean-Christophe Sciberras, explique: «*Lorsqu'il y a des tensions, les entreprises commencent leurs ajustements sur les intérimaires et les CDD. Il nous semble plus juste d'offrir à tous les salariés le même contrat indéterminé, tout en garantissant à l'employeur la possibilité de s'en séparer plus simplement.*»

Si l'économiste Eric Heyer est peu favorable à ce contrat unique, il convient que «*ce n'est pas le coût du licenciement qui freine les recruteurs, mais l'incertitude quant au niveau de ce coût*». La Commission européenne demande également à la France de revoir la durée d'un an prévue pour contester un licenciement. Délai qui est le plus long d'Europe. (20minutes.fr 31.05)

Le salarié jetable, taillable et corvéable à merci comme au milieu ou la fin du XIXe siècle.

En Inde, plus des trois quarts des travailleurs n'ont même pas de contrat de travail, à quoi bon, d'ailleurs en dehors des fonctionnaires et des salariés des grandes entreprises on ne sait jamais qui travaille ou ne travaille pas, la précarité est totale, les patrons sont les maîtres absolus.

Vite, on veut savoir qui est cet illustre inconnu aux qualités multiples et exceptionnelles.

"*Ce sera un grand député, j'en suis sûre*". C'est une homme de "*vision*", "*d'engagement*", "*d'action*", "*qui n'oublie jamais où est son terrain*", "*il travaille ici pour les habitants du bassin minier*". "*Il a suffisamment de qualités pour réussir sans que je vienne*", a dit Mme Aubry.

Réponse : Philippe Kemel, le candidat investi par le PS pour concourir à Hénin-Beaumont face à Le Pen et Mélenchon. (source : AFP 31.05).

Alors imaginez un instant ce que doivent penser d'eux-mêmes les misérables dirigeants du PS ! Puant !

Ce ne sont pas des "***opposants***" au PS, puisqu'ils sont "***alliés***".

Réponse (négative) à une lettre d'Olivier Besancenot envoyé aux forces de la gauche radicale, proposant une union à la gauche de la gauche.

- Mais plus que sur la forme, c'est sur le fond que le bât blesse. "*Nous ne sommes pas d'accord avec le terme d'opposition,*" affirme Eric Coquerel. "*Nous préfèrons parler d''autonomie conquérante'. Ce qui veut dire qu'à l'Assemblée, nous voterons pour les réformes qui iront dans le bon sens, et contre celles qui nous semblent injustes.*"

Patrice Bessac, porte-parole du PCF, ne dit pas autre chose: "*Nous voulons être une force constructive et critique, notre but n'est pas de taper sur le PS. Sans être des béni-oui-oui, nous ferons partie d'une majorité de gauche qui n'a pas le droit de décevoir. Notre priorité est l'intérêt de la France, pas de jouer les vierges rouges effarouchées.*" (lexpress.fr 31.05)

Martine Aubry a répondu jeudi aux attaques de Mélenchon contre Aubry en lui disant que le PS n'était pas là pour "*réserver des attaques contre des alliés*". (AFP 31.05)

Le PCF et le PdG veulent mettre la main à la pâte et se partager la sale besogne avec le PS, c'est leur droit.

Tentez votre chance à la "***cagnote***".

Les "*petits*" partis multiplient les candidatures aux élections législatives pour tenter de faire 1% des voix dans 50 circonscriptions en métropole, seuil d'accès à la "*première fraction*" du financement public pour cinq ans, ce qui en fait un enjeu caché du scrutin.

"*Au moins 44 partis visent le financement public*", comptabilise sur son blog le journaliste Laurent de Boissieu. L'inventaire va du Parti ouvrier indépendant (POI) à l'Alliance royale, en passant par le Parti pirate, en marge des grosses machines de guerre (UMP, PS...) qui, elles, visent la "*deuxième fraction*" (un maximum d'élus, chaque parlementaire rapportant 42.228,35 euros à sa formation de rattachement).

Cette loi profite d'ailleurs au MoDem de M. Bayrou, qui a encaissé 2,63 millions d'euros en 2011 grâce au 1,9 million de voix que ses 561 candidats ont totalisé en 2007 (pour trois députés seulement).

En 2012, la loi peut aider à comprendre la "*recomposition*" du centre-droit. Le Parti radical rêve ainsi de ne plus dépendre de l'UMP. Pour ce faire, le parti de Jean-Louis Borloo présente la plupart de ses 89 candidats sous le nom d'une association de financement, "*l'Union radicale du centre, des indépendants et des démocrates*" (Urcid).

L'objectif? "*Toucher nos sous en direct sans passer par des tuyaux, pour la première fois depuis longtemps*", indique une source de cette formation, encore traumatisée par l'épisode du printemps 2011 (l'UMP avait suspendu le versement de sa subvention d'un million d'euros au Parti radical pour peser sur ses velléités d'indépendance).

Dans le même cas de figure, Christine Boutin présente 115 candidats sous l'étiquette du Parti chrétien démocrate (PCD), en espérant disposer d'au moins "*100.000 euros*" annuels par la suite.

Soucieux de multiplier leurs revenus, Cap21 et le Mouvement écologiste indépendant ont passé un accord secret pour présenter "*120 à 150 candidatures*", chuchote à l'AFP un cadre du MEI d'Antoine Waechter.

En 2011, le MEI a touché 117.390 euros (sur la base des 77.253 voix qu'il avait obtenu aux législatives de 2007), alors que la formation de Corinne Lepage n'a pas accès à cette source de financement public.

Des petits partis, qui fonctionnent encore sans argent public, avancent les fonds pour tenter d'accéder à la cagnotte.

"*Chacun autofinance sa campagne, à hauteur de ses moyens*", précise l'ex-candidat à l'Elysée Nicolas Dupont-Aignan, qui a présenté 300 candidats, surtout dans les 175 circonscriptions où il a fait plus de 2% en avril.

"*Si on avait 50 candidats qui font 1% des voix, ça nous ferait 50 à 100.000 euros par an, sans tenir compte de la règle de parité*", rêve à voix haute le co-président du Parti des pirates, Maxime Rouquet, dont le parti fait pour l'instant campagne sur internet. "*Nous expliquons qu'en votant au premier tour pour nous, chaque voix peut nous rapporter huit euros sur cinq ans*".

Fortement lié au Parti socialiste, le Mouvement unitaire progressiste (MUP) de Robert Hue ne présente qu'une vingtaine de candidats, invoquant le coût d'une campagne: "*5 à 6.000 euros... Quand vous n'êtres pas sûr de faire 5% (ndlr: seuil de remboursement des frais de campagne), vous regardez à deux fois*". (AFP 31.05)

Profitez-en, le guichet est ouvert !

Arnaud Montebourg, ministre du Redressement productif, appelle les chefs d'entreprise à solliciter un soutien "*bien avant l'apparition des difficultés*", soulignant que le rôle de son ministère est de "*tout faire pour sauver les emplois qui peuvent l'être*", dans une interview au Monde.

"*Nous avons besoin d'anticiper au maximum. Je lance donc un appel aux chefs d'entreprise : il est préférable de demander des mesures de soutien bien avant l'apparition des difficultés*", déclare Arnaud Montebourg au Monde daté de vendredi. "*Notre rôle*

est de tout faire pour sauver les emplois qui peuvent l'être", souligne-t-il en expliquant que le ministère a mis en place "*une cellule en forme de commando*" de quatre personnes, "*qui parent à l'urgence*".

Le Comité interministériel de restructuration industrielle (CIRI) traite les dossiers des entreprises de plus de 400 salariés et, pour les entreprises plus petites, "*il va falloir s'organiser dans les régions et associer les collectivités et les partenaires sociaux*", poursuit Arnaud Montebourg. "*L'industrie française est en chute libre (...) 14 % de la richesse nationale est d'origine industrielle, contre 25 % il y a dix ans*", observe le ministre du Redressement productif, qui note que "*les plans sociaux se multiplient*" alors que des décisions ont été différées pour des raisons électorales. Arnaud Montebourg juge que les chiffres avancés par la CGT parlant de près de 45 000 emplois menacés "*recoupent de façon crédible ceux de (ses) services*". (lepoint.fr 31.05)

Dans la peau d'un patron. Je n'y avais pas pensé, je pourrais m'arranger pour présenter la situation de mon entreprise de telle sorte que je pourrais bénéficier d'une aide gratos de l'Etat, que en voilà une idée excellente, avec le soutien des syndicats en prime, elle n'est pas belle la vie franchement, je les adore ces "*socialistes*".

Patrons, n'hésitez pas, n'attendez pas de devoir mettre la main au portefeuille, ne vous démunissez pas inutilement de vos richesses ou biens, faites appel à l'Etat, votre sauveur suprême !

Pourquoi nous sommes contre des négociations avec le gouvernement ou le patronat.

J'ai abordé ce sujet hier, l'actualité permet de vérifier que le principe que je défends n'a rien de farfelu ou de dogmatique.

IG Metall a obtenu une augmentation de 4,3% pour les salariés de Volkswagen au terme d'une négociation qui n'a duré qu'une nuit et pas une de plus, apprend-on (lire plus loin l'article de Reuters) .

Sans bouger le petit doigt, sans faire grève le patronat lâche 4,3%, on est donc en droit de penser qu'il aurait lâché plus si IG Metall avait mobilisé les travailleurs de Volkswagen. Bon, c'est toujours cela de gagner pour... les actionnaires de Volkswagen qui sont satisfaits.

Actualité en titres

Ce n'est pas en travaillant qu'on s'enrichit.

- Si les Bleus gagnent l'Euro 2012, ils toucheront 320 000 euros - LExpansion.com

INFOS EN BREF

Politique

1- UE

Lors d'une conférence presse à Stralsund (nord), après un sommet réunissant les pays riverains de la Baltique, Mme Merkel a déclaré partager l'opinion des présidents de l'Union européenne (UE), Herman Van Rompuy, et de la Commission européenne, Jose Manuel Barroso, estimant que l'Europe et la zone euro avait besoin de plus d'intégration.

"*J'ai toujours dit que nous avions besoin de plus d'Europe et que cela signifie en conséquence que plus de compétences doivent être attribuées à la Commission européenne*", a dit Mme Merkel.

La chancelière a "*salué*" les recommandations émises mercredi par la Commission à l'attention d'un certains nombres de pays de la zone euro. Bruxelles a demandé aux pays de l'UE de "*redoubler d'efforts*" pour surmonter la crise à l'occasion de la publication de ses recommandations économiques, particulièrement dures envers l'Espagne, mais qui n'épargnent pas non plus la France et l'Italie.

Mme Merkel a également estimé que le traité budgétaire - une initiative d'inspiration allemande pour une meilleure discipline des finances publiques - était le "*premier pas sur le chemin de l'intégration qui devrait être suivi par d'autres*".

"*Il y a aussi des étapes vers plus d'intégration qui vont requérir des changements dans le traité (de l'UE). Nous n'en sommes pas là, mais il ne faut pas qu'il y ait de tabous*", a-t-elle dit.

"*Austérité et discipline budgétaire, réformes structurelles et croissance. Tout cela fait partie du même ensemble*", a-t-elle martelé. (AFP 31.05)

2- Syrie

2.1- La Syrie a imputé jeudi, sur la foi d'une enquête préliminaire, à des groupes armés antigouvernementaux la responsabilité de la tuerie de Houla, commise selon Damas dans le but d'encourager une intervention militaire étrangère.

Le général Kassem Djamal Souleiman, chef de la commission d'enquête mise sur pied par le gouvernement, a déclaré que les victimes de la tuerie de vendredi dernier (108 morts, dont de nombreux enfants et des femmes tués dans leurs propres maisons) étaient des familles "*qui refusaient de s'opposer au gouvernement et étaient en désaccord avec les groupes armés*".

Avant le massacre, a indiqué le général, entre 600 et 800 hommes armés ont attaqué des postes des forces de sécurité dans la région de Houla, tandis que des hommes armés qui n'étaient pas de Houla tuaient les familles. Il a ajouté que de nombreuses victimes appartenaient à la famille d'un membre du Parlement syrien.

"*Le but est d'amener à une intervention militaire étrangère contre le pays sous une forme ou une autre*", a commenté le général lors d'une conférence de presse à Damas retransmise à la télévision. (Reuters 31.05)

2.2- Pour la première fois, les États-Unis évoquent la possibilité d'une intervention militaire en Syrie sans l'aval de l'ONU. Comme en Irak, en 2003.

La communauté internationale pourrait devoir agir en se passant de l'accord du Conseil de sécurité de l'ONU pour mettre fin à la violence en Syrie dans le cas où les divisions persisteraient au Conseil, a jugé l'ambassadrice américaine aux Nations unies. S'exprimant face à la presse mercredi, Susan Rice a estimé que si Damas ne se conformait pas au plan de paix de Kofi Annan, le Conseil de sécurité devrait "*prendre ses responsabilités*" et accentuer la pression sur le régime de Bachar el-Assad. (lepoint.fr 31.05)

Etats-Unis

Le président des Etats-Unis Barack Obama a mis en sourdine ses critiques contre le bilan de son prédécesseur George W. Bush et lui a même exprimé sa gratitude jeudi lors d'une cérémonie en son honneur à la Maison Blanche dédiée à la présentation des portraits officiels de M. Bush et de son épouse Laura.

M. Bush, outre sa femme, était accompagné de ses parents, l'ancien président George H.W. Bush, 87 ans, et Barbara Bush, 86 ans, ainsi que d'une douzaine d'autres membres de sa famille.

Le 43e président a plaisanté sur ses désaccords politiques avec son successeur démocrate, qui n'avait pas ménagé ses critiques contre lui pendant sa campagne de 2007-2008, notamment sa décision d'envahir l'Irak.

"*Je suis heureux, M. le président, à l'idée que lorsque vous vous promènerez dans ces pièces après avoir dû prendre des décisions difficiles, vous pourrez désormais regarder ce portrait et vous demander: +qu'est-ce que George ferait à ma place?+*", a-t-il lancé, pince-sans-rire, lors de cette cérémonie dans la salle d'apparat de la Maison Blanche, où avaient pris place nombre de ses anciens collaborateurs. (AFP 31.05)

Social

1- France

1.1- Le Comité confédéral national (CCN, "parlement") de la CGT a rejeté jeudi matin la candidature de Nadine Prigent, qui lui avait été proposée par la direction pour succéder à Bernard Thibault l'an prochain.

La candidature de la favorite de l'actuel dirigeant a été rejetée par 304 voix, contre 255 l'approuvant et 82 abstentions, a indiqué la direction de la centrale.

Après ce rejet, la Commission exécutive, c'est-à-dire le gouvernement de la centrale, s'est de nouveau réunie à la mi-journée pour tenter de débloquer le processus de succession.

L'insistance du numéro un pour qu'une femme prenne pour la première fois les rênes de la centrale s'est heurtée aux partisans d'Eric Aubin, chargé du dossier des retraites et patron de la Fédération de la construction.

Aux yeux de ses détracteurs, Nadine Prigent, qui a représenté la CGT dans les réunions intersyndicales de ces dernières années, a l'inconvénient de mal connaître le secteur privé.

Ils lui reprochent aussi de prôner un retour à un syndicalisme d'opposition plus net, ce qui leur semble délicat dans le contexte du retour de la gauche au pouvoir.

Eric Aubin, 49 ans, qui dirige la fédération de la construction, vient, lui, du secteur privé et est considéré comme un moderniste. Ce syndicaliste originaire du Havre, chargé du dossier de l'emploi, a pris la responsabilité du dossier des retraites en 2009. (Reuters 31.05)

Je ne dispose pas de suffisamment d'éléments pour intervenir sur cette question, ce qui se dégage de la lecture de cet article, c'est que le candidat le plus droitier a été retenu, le plus consensuel avec la CFDT, le gouvernement et le patronat.

1.2- La charrette du jour.

Le tribunal de commerce d'Arras s'est prononcé ce mercredi matin sur le sort de l'usine Meryl Fiber, spécialisée dans la fil textile de synthèse et basée à Saint-Laurent-Blangy, près d'Arras.

On s'y attendait mais le coup est rude pour l'emploi en Arrageois: le tribunal a signifié l'arrêt immédiat de l'usine avec poursuite de l'activité uniquement pour la mise en place des licenciements qui concernent 343 salariés. Il n'y aura pas de reprise de la production, avec liquidation totale. (lavoixdunord.fr 30.05)

2- Allemagne

Le constructeur automobile allemand Volkswagen a conclu un accord avec IG Metall prévoyant une augmentation de 4,3% sur 13 mois pour ses salariés en Allemagne, qui fait écho à l'accord national signé par l'organisation syndicale pour le secteur de la construction mécanique.

Cette revalorisation, dont bénéficieront les 97.000 salariés de VW impliqués dans la production et 5.000 employés de sa division services financiers, prendra effet dès le 1er juin, précise le constructeur dans un communiqué.

L'accord prévoit aussi l'embauche de 3.000 intérimaires.

"*C'est un compromis très bon et acceptable*" s'est félicité le négociateur d'IG Metall Hartmut Meine lors d'une conférence de presse jeudi à Hambourg.

L'accord signé après une nuit de négociations s'inscrit dans la ligne de celui conclu le 19 mai entre IG Metall et les employeurs du secteur de la construction mécanique, qui concerne 3,9 millions de salariés, dont ceux de groupes comme Daimler ou BMW.

"*Les salariés vont obtenir une augmentation de salaire convenable*", a déclaré Martin Rosik, qui a conduit les négociations pour le compte de VW. (Reuters 31.05)

3- Espagne

"*Pour l'avenir du charbon espagnol et la renaissance des villes minières*": des milliers de mineurs ont manifesté jeudi à Madrid derrière une banderole portant ces mots, contre la réduction des aides publiques qui menacent selon eux la survie économique de régions entièr

Les mineurs espagnols, estimés à environ 8.000, ont fait quatre jours de grève depuis la semaine dernière pour défendre l'avenir des mines de charbon.

Selon les syndicats, 25.000 à 30.000 emplois directs et indirects seraient en péril dans des régions où des communes entières vivent de la mine depuis plusieurs générations.

Car le gouvernement espagnol, qui cherche à réduire le déficit public de 8,9% du PIB en 2011 à 5,3% cette année, a prévu une réduction de 63% (de 301 millions d'euros en 2011 à 111 millions cette année) des aides au secteur minier, subventionné par l'Etat.

"*Si nous perdons les mines, nous perdons tout, les commerces, les emplois, tout. Les jeunes sont déjà au chômage et si maintenant les parents perdent leur travail, c'est toute la famille qui est détruite*", assure Susana Bermudez, une épouse de mineur de 43 ans qui accompagne son mari.

Elle-même travaille pour une entreprise de nettoyage sous-traitante pour une mine de Mieres, dans les Asturies.

En pleine restructuration depuis les années 1990, les mines de charbon espagnoles ont progressivement fermé, avec à la clef une réduction de plus de 40.000 emplois directs en 20 ans, et une production réduite à quelque 10.000 tonnes en 2011.

"*Le gouvernement doit se rendre compte qu'il ne peut pas condamner les bassins miniers à la marginalité et au chômage*", avertit Antonio Deusa, un représentant du syndicat UGT. "*Dans une région où le dépeuplement est très important, s'ils ferment les mines, le problème va s'aggraver*".

"*Les régions minières sont celles où le chômage des jeunes est le plus élevé, près de 60%*", avertit-il, "*et aucun tissu industriel de remplacement n'a été créé*". (AFP 31.05)

Economie

Inde

1- La croissance de l'Inde a sévèrement ralenti au dernier trimestre 2011-12, progressant de 5,3% sur un an, affectée par une économie mondiale en berne et une politique monétaire agressive, selon des données publiées jeudi qui sont les plus faibles depuis près de dix ans.

Avant même la publication des statistiques officielles, Dariusz Kowalczyk, économiste au Crédit Agricole, évoquait "*le pessimisme extrême*" concernant les perspectives économiques de l'Inde.

"*Les fondamentaux sont faibles en raison d'une croissance ralentie, d'une inflation élevée et du ratio le plus élevé en Asie entre le déficit public et le Produit intérieur brut*", a-t-il décrypté.

Les échanges à la Bourse de Bombay étaient aussi ralentis jeudi en raison de l'appel à une grève générale lancée par l'opposition pour protester contre la hausse des prix des carburants à la pompe. (AFP 31.05)

2- La compagnie aérienne indienne Kingfisher Airlines a publié jeudi la plus importante perte trimestrielle de son histoire, alors que le transporteur à court d'argent doit faire face à la hausse des prix du carburant et à la rude concurrence des compagnies à bas coût.

Kingfisher, qui était encore le deuxième transporteur aérien indien il y a un an, a été la première victime des turbulences dans l'industrie de l'aviation en Inde. Les six principaux transporteurs du pays affichent une dette totale de 20 milliards de dollars et des pertes annuelles de 2 milliards.

Le groupe est désormais la plus petite compagnie aérienne en Inde en terme de capitalisation boursière. Le titre de la société a plongé de plus de 80% depuis début 2011, valorisant Kingfisher en Bourse à moins de 100 millions de dollars.

La compagnie aérienne, détenue par le magnat des spiritueux Vijay Mallya, a perdu 11,5 milliards de roupies (165 millions d'euros) entre janvier et mars, à comparer avec une perte de 3,6 milliards un an auparavant.

Le transporteur met en cause les prix élevés du carburant, la faiblesse de la roupie ainsi qu'un "*environnement opérationnel difficile, sans précédent*", mais a indiqué qu'il espérait retrouver une activité normale dans les douze mois.

Le transporteur aérien a besoin d'au moins 500 millions de dollars immédiatement pour continuer de voler, selon le Centre d'aviation pour l'Asie-Pacifique, mais il n'y a eu aucun signe de financement à court terme.

L'Inde entend permettre aux compagnies aériennes étrangères d'investir à hauteur de 49% dans le capital des compagnies aériennes du pays, une mesure ardemment défendue par Kingfisher.

Les déboires de la compagnie indienne ne sont pas sans impact pour le constructeur aéronautique Airbus, filiale d'EADS, qui avait déjà mis en attente les livraisons d'avions à Kingfisher et devrait perdre une commande de 92 appareils, pour un montant total de 12 milliards de dollars. (Reuters 31.05)

Haut de page

Le 2 juin

CAUSERIE

En raison d'une coupure de courant qui durera la journée et plus de 42°C à l'ombre, le site ne sera actualisé que demain.

Haut de page

Le 3 juin

CAUSERIE

Le mythomane et la menteuse. Ambiance délétère.

Rachida Dati est "*la plus grande menteuse de la République*", a déclaré dans une interview au JDD.fr le président du Nouveau Centre, Hervé Morin, en mettant en cause les raisons pour lesquelles elle avait expliqué son retrait de candidature pour les législatives à Paris face à François Fillon. "*On dit qu'elle s'est effacée pour Fillon, c'est faux: elle s'est effacée car il y avait un sondage qui la donnait à 7% quand François Fillon était à 40%*", a-t-il ajouté.

Hervé Morin a envisagé d'autre part une "*quinzaine de députés*" pour le Nouveau Centre, excluant, a-t-il souligné, "*ceux qui ont signé en faveur d'une organisation politique encore secrète, l'Union des radicaux, centristes, indépendants et démocrates (Urcid)*", et dont fait partie Jean-Christophe Lagarde, vice-président du NC.

"*On ne connaît pas le début de la signification politique (de l'Urcid). Moi, ma vie n'est plus avec eux*", a précisé l'ancien ministre de la Défense. "*Il ne peut pas y avoir de double appartenance à un parti.*".

"*Moi, je ne vais pas accepter une entreprise de démolition organisée*", a ajouté Hervé Morin en fustigeant "*le comportement de voyou*" de Jean-Christophe Lagarde, accompagné de "*racailles*", lors du dernier congrès du NC. (lexpress.fr 01.06)

Syrie. Manipulation des masses.

Une majorité de 58% de Français se déclarent favorables à une intervention militaire des Nations unies en Syrie, selon un sondage Ifop pour l'hebdomadaire régional Dimanche Ouest France.

A la question de savoir si la France doit s'engager dans cette intervention militaire, les Français semblent également partagés : 50% pour et 50% contre, note l'Ifop. (AFP 02.06)

Donc si Hollande bombardait la Syrie, il ne ferait que respecter la "*volonté populaire*" CQFD.

Cadeau au patron.

Proposition phare de son programme qu'il avait défendue durant la campagne présidentielle, le contrat de génération permettrait à une entreprise embauchant en CDI un jeune de moins de 25 ans, placé sous le tutorat d'un senior de plus de 55 ans, de bénéficier pendant cinq années maximum d'exonérations de charges sur les deux salaires (totale pour celui du jeune, partielle pour le senior).

Concernant le financement le ministre a souligné que "*l'enveloppe du projet sera respectée, entre 2 et 3 milliards annuellement, qui seront pris sur les allègements de cotisation*". Cette mesure pourrait permettre de créer 500 000 emplois sur cinq ans. (lemonde.fr 01.06)

C'est l'Etat qui règlera la note aux organismes sociaux à la place des patrons... donc les travailleurs avec les taxes et les impôts qu'ils paient.

La panoplie complète du populiste. Clichés, gesticulations, déclarations tapageuses, provocations, coups médiatiques tordus...

"*Je m'engage à n'être que député*", a déclaré M. Mélenchon, samedi lors d'un débat sur France 3 Nord/Pas-de-Calais. (AFP 02.06)

Ce que ne dit pas ce charlatan :

S'il est élu député, le malheureux n'en resterera pas aux 1.550 euros de retraite que perçoit un député débarqué au bout de cinq années de cotisation, 2 700 s'il rempile pour un deuxième mandat. En attendant il percevra un revenu d'environ 10 000 euros en incluant les avantages liés à la fonction.

Il a été sénateur du 2 octobre 1986 au 27 avril 2000, puis du 26 septembre 2004 au 7 janvier 2010, soit au total 19 ans, étant né le 19 août 1951 donc ayant droit à cette retraite (à 60 ans) depuis 2011, il touchera donc en plus des quelque 10 000 euros qu'il perçoit en tant que député européen ou député à l'Assemblée nationale à l'issu de son mandat européen, 6 757,36 euros par mois. (rue89.com) . Il bénéficie en outre ainsi que sa compagne du train gratuit et de l'avion à mi-tarif, etc.

A l'issue de son mandat de député européen, il a été élu le 7 juin 2009, il percevra en plus 1400 euros par mois.

J'ignore s'il perçoit d'autres revenus, droits d'auteur, salaire du PG, etc. en tout cas ça roule pour lui, si on additionne ses revenus, droits à la retraite et autres avantages, il va palper entre 15 et 20 000 euros par mois, pas mal pour quelqu'un qui vient d'estimer généreusement qu'une augmentation du Smic de 0,46 centimes d'euro de l'heure, c'était déjà pas mal !

Non, un député ne peut pas être au service de "*tous les Français*", des patrons et des ouvriers, tout simplement parce qu'ils ont des intérêts antinomiques. De même que la défense de l'intérêt général en régime capitaliste se confond avec la défense des intérêts de la classe dominante. Ce discours revient à nier la lutte des classes. On comprend pourquoi ce philistin est si médiatique...

- "*Je veux être député pour être député. Le député s'occupe de la Nation. Que l'on sillonne ou pas la circonscription est une toute autre question. Nous nous occupons de la France et de tous les Français*", a-t-il déclaré. (AFP 02.06)

Comment le PG soutient le gouvernement. Monsieur Mélenchon on n'est pas des mendiants !

Le président du Parti de gauche (PG), Jean-Luc Mélenchon, a jugé vendredi que l'augmentation prévue du Smic, qualifiée par le Premier ministre Jean-Marc Ayrault, de "*juste et raisonnée*" était toujours "*bonne à prendre*".

"*L'augmentation que propose Jean-Marc Ayrault est bonne à prendre, c'est 46 centimes d'euros de l'heure*", a dit M. Mélenchon interrogé sur Europe 1.

Le Premier ministre a annoncé vendredi matin que la hausse serait de moins de 5%. Le leader du PG s'est basé sur ce pourcentage pour son évaluation, soit 5% du Smic horaire brut qui est de 9,22 euros.

"*C'est toujours ça de pris, mais est-ce que c'est juste ? Non. Ce n'est pas juste parce que les fortunes accumulées par le capital sont considérables et ce n'est pas une nouvelle répartition juste que de donner 46 centimes de l'heure aux plus petites paies*", a répondu l'ex-candidat à la présidentielle.

M. Mélenchon a jugé que les mesures annoncées par le gouvernement (retraites, plafonnement des niches fiscales, quotient familial) constituaient "*des gestes qui ont un sens, que le gouvernement précédent n'aurait pas faits*".

"*Il faut les porter au crédit du président de la République*", a-t-il dit tout en prônant pour sa part "*une politique globale de relance de l'activité*" pour que "*le pays se remette à respirer*". (AFP 01.06)

Mélenchon émarge à 10 000 euros par mois environ en tant que député européen, et s'il était élu député le 17 juin, il doublerait la mise ou pas loin, alors 46 centimes d'euros de l'heure, c'est très très loin de ses préoccupations.

D'ici peu parmi vous, la majorité estimera qu'on n'a pas été suffisamment dur avec Mélenchon. Je me suis retenu de le matraquer davantage, ce pauvre type derrière sa grande gueule est faible, c'est un épouvantail, une serpillière, un manoeuvrier, un tartufe, finalement un laquais du régime.

Ce qui attend le Front de Gauche disions-nous récemment...

Le parti Die Linke (La Gauche) est menacé de désintégration, a estimé samedi l'un de ses chefs de file, Klaus Ernst, lors du congrès annuel de la formation à Göttingen, sur fond de lutte pour la suprématie entre ses branches Est et Ouest.

Die Linke, qui est le deuxième plus important parti de l'opposition au Bundestag avec 76 sièges sur un total de 622, pourrait passer sous la barre des 5% des voix, seuil en dessous duquel un parti ne peut siéger.

Die Linke avait obtenu 11,9% des suffrages aux élections législatives de 2009 mais, depuis lors, il est passé dans les sondages à 7% d'intentions de vote, sur fond de dissensions entre les tenants de la faction pragmatique, ceux de l'Est, issus des communistes

de la RDA, et les adhérents de la partie Ouest, plus radicaux.

"*Notre parti montre des signes de désintégration*", a lancé devant les 500 délégués Klaus Ernst, membre de la présidence collégiale sortante.

"L'avenir de notre parti n'est ni seulement à l'Ouest, ni seulement à l'Est. L'avenir de notre parti est dans l'union", a-t-il ajouté à la tribune.

Si Die Linke tombait sous le seuil des 5% aux législatives de septembre 2013, le SPD (sociaux-démocrates) et les Verts pourraient remporter ensemble une majorité au Bundestag, avec seulement 45 à 46% des voix. Dans les derniers sondages, ils totalisent 42%, tandis que la coalition de droite d'Angela Merkel (CDU/CSU et FDP) obtient 38% d'intentions de vote. Aucun des deux blocs ne remporterait, actuellement, une majorité absolue au Bundestag. (Reuters 02.06)

Emancipez-vous par les urnes !

Informations ouvrières n°202 page 2, Dominique Ferré :

"*Pour notre part, nous affirmons que nul ne peut se réclamer de la démocratie, de la souveraineté des peuples et de la justice sociale s'il ne reconnaît pas au peuple grec le droit souverain, dans les urnes et par tous les moyens à sa disposition, à se libérer du carcan du mémorandum et de ses mesures barbares !*"

Quelle est la nature de la démocratie que défend le POI ? Réponse en posant une autre question : Comment peut-on imaginer un seul instant que la démocratie , la souveraineté des peuples et la justice sociale auraient pu être respectées un seul jour, alors que la classe ultra minoritaire des exploiteurs dans la société n'a jamais cessé de détenir le pouvoir économique et politique ?

Le POI s'est fait le porte-parole des illusions colportées par Alexis Tsipras, dirigeant de Syriza, l'équivalent du FdG, ceci explique cela, on justifie sa politique comme l'on peut. Votez pour moi et sans rompre avec l'euro, l'UE, les institutions en place en Grèce, etc. je vous promet un avenir meilleur, ben voyons !

Alors de quoi se réclame donc le POI ? De la légalité, des institutions, du régime en place.

Actualité en titres

Le "***redressement productif***" = la désertification industrielle

- Le groupe volailler Doux placé en redressement judiciaire - AFP

- ArcelorMittal prolonge de six mois l'arrêt des hauts fourneaux de Florange - Lexpansion.com

- Faute d'accord avec Alstom, le groupe alsacien Lohr vers le dépôt de bilan - AFP

- L'usine Technicolor d'Angers placée en redressement judiciaire - Reuters

Hollande le fer de lance de la croisade impérialiste au Proche-Orient au côté d'Obama et Cameron.

- Pour Hollande, «*pas de solution possible*» en Syrie «*sans le départ d'Assad*» - Liberation.fr

- Syrie: Angela Merkel et Vladimir Poutine s'affichent unis pour une "solution politique" - 20minutes.fr

Parole de banksters.

- Les banques françaises assurent ne plus spéculer, les analystes dubitatifs - AFP

La compétition est rude !

- Le chômage repart à la hausse aux Etats-Unis - Lexpansion.com

- Zone euro: niveau jamais vu du chômage qui touche 11% de la population - AFP

- Taux de chômage record à 10,2% en avril en Italie - Reuters

INFOS EN BREF

Politique

1- Irlande

Les Irlandais ont approuvé à 60,3% des suffrages exprimés le pacte budgétaire européen soumis à référendum jeudi, a annoncé vendredi la responsable des opérations de dépouillement Riona Ni Flanghaile. Le "*oui*" a remporté 955.091 suffrages, contre 629.088 pour le "*non*".

Selon des estimations de la télévision irlandaise, seule la moitié des 3,1 millions d'électeurs ont déposé leur bulletin dans les urnes. Dans le passé, une faible participation a favorisé le "*non*" dans les référendums précédents en Irlande. (AFP 01.06)

Que vous votiez non ou oui, vous avez le droit de subir la même politique antisociale, alors pourquoi se déplacer pour aller voter ? C'est la réflexion qu'ont dû se faire de nombreux travailleurs. Oui mais, si le non l'avait emporté, patati patata...

Non cela ne se serait pas traduit par une offensive de la classe ouvrière, pas davantage que la fois précédente, ce genre d'argument est du domaine de l'enfumage qui sert à masquer la subordination des travailleurs au régime et aux institutions, l'absence de toute issue politique portée par un parti révolutionnaire ancré dans les masses, le refus de s'attaquer aux véritables illusions des masses.

2- Grèce

Alexis Tsipras, dirigeant de la Coalition de la gauche radicale grecque (Syriza), a promis vendredi de geler les baisses des salaires et des retraites, de nationaliser les banques et d'en finir avec les privatisations si sa formation remporte les élections législatives le 17 juin.

Dès jeudi soir, il avait souligné qu'il annulerait le mémorandum négocié avec le Fonds monétaire international et l'Union européenne s'il arrivait au pouvoir, en ajoutant que la Grèce ne serait pas pour autant obligée de sortir de l'euro.

Le chef de Syriza juge que la Grèce devrait renoncer à l'aide financière étrangère, qui, assortie d'une exigence d'austérité en matière de politique économique, n'a pas permis de sortir le pays de la crise.

"*Le sauvetage a piégé tout un peuple; c'est la raison pour laquelle nous devons nous en débarrasser immédiatement*", a-t-il déclaré vendredi. (Reuters 01.06)

Je ne sais pas comment les Grecs prennent ce genre de discours qui relève de la langue de bois sur au moins trois points ici :

1- Pas question de revenir sur les baisses de salaires et de retraites des deux dernières années ;

2- Nationaliser les banques, comment, en indemnisant leurs actionnaires, avec quel argent, qui va régler la note, les travailleurs ? ;

3- S'il renonce à l'aide financière de l'UE et du FMI et que dans le même temps il ne met pas la main sur les avoirs des banquiers et des grands capitalistes, s'il ne rompt pas avec l'euro, où va-t-il trouver l'argent pour payer les factures de l'Etat, les salaires des fonctionnaires ?

3- Syrie

Le président russe Vladimir Poutine est resté ferme sur ses positions sur la Syrie, écartant de nouveau toute sanction de l'ONU contre le régime de Bachar al-Assad de même que le départ du dirigeant syrien, lors de déplacements vendredi à Berlin puis à Paris.

Il n'y a "*de sortie de cette situation qu'avec le départ de Bachar al-Assad*", a insisté M. Hollande, estimant qu'il s'agissait d'"*un préalable pour la transition politique*".

Sur ce thème aussi, il s'est heurté à une fin de non-recevoir du dirigeant russe. "*Si on écarte du pouvoir le président en exercice, est-ce que vous croyez qu'il y aura un bonheur total dans ce pays ?*", s'est-il interrogé.

Mais si le ton du président russe était plutôt mesuré à Paris et à Berlin, la diplomatie russe a affirmé vendredi à Moscou que la

tuerie de Houla avait été provoquée par "*l'aide financière*" étrangère et par "les livraisons en contrebande d'armes modernes aux rebelles".

A Berlin, le président russe a insisté sur le fait que, selon lui, aucune solution à la crise syrienne ne pourra être obtenue "*par la force*". Une façon de répondre à François Hollande qui, mardi dernier, n'avait pas écarté une intervention militaire dans le cadre de l'ONU.

Sur ce point, la position française est sensiblement différente de celle de l'Allemagne qui, à plusieurs reprises, a rejeté l'usage de la force contre le régime de Bachar al-Assad.

Face à la "*situation très difficile de la Syrie*", Mme Merkel a assuré qu'il fallait tout faire pour que le plan de paix du médiateur international Kofi Annan soit appliqué "*et, le cas échéant, élargi*". (AFP 01.06)

4- Iran

Les médias occidentaux évoquent la rencontre, à Bagdad, concernant le devenir du nucléaire iranien. Mais y a-t-il de la part de l'Occident une volonté réelle de trouver un accord ?

La presse iranienne ne semble pas accorder beaucoup de crédit à ces réunions, même celle de Moscou. Par exemple, selon le quotidien ultra-conservateur Kayhan, dont le directeur est nommé par le Guide suprême iranien Ali Khamenei : "*Les discussions de Moscou n'aboutiront à rien*". Pourquoi ? Parce que les puissances occidentales font monter les enchères tellement haut, qu'elles sont inacceptables pour Téhéran. Selon ce quotidien, les grandes puissances cherchent seulement à gagner du temps.

Pour le moment, il y a la crise économique européenne et des priorités d'ordre monétaire. Aussi cherche-t-on à freiner la progression des cours du pétrole et faciliter la réélection du président américain Barack Obama en novembre 2012.

Que penser du fait que le Premier ministre israélien vient enfin d'obtenir une majorité écrasante au parlement pour engager une guerre contre l'Iran ? Que penser de l'armada militaire délirante constituée par les Etats-Unis dans le Golfe… comme si tout était déjà décidé ? Les réunions organisées par les leaders occidentaux semblent en effet de la pure mise en scène… comme d'habitude. (liesi 27.05)

Social

1- Italie

Le taux de chômage ajusté des variations saisonnières italien s'est établi à 10,2% pour le mois d'avril, un nouveau record depuis le passage à la publication mensuelle de cette statistique en janvier 2004, selon des données officielles publiées vendredi. (Reuters 01.06)

2- Canada

Des milliers de personnes ont bravé la pluie samedi à Montréal pour manifester contre la hausse des frais de scolarité et afficher leur détermination à poursuivre la mobilisation, 48 heures après la rupture des négociations entre les étudiants et le gouvernement québécois. (AFP 02.06)

3- Israël

Plusieurs milliers d'Israéliens ont manifesté samedi soir dans trois villes contre les inégalités sociales et le montant élevé des loyers, tentant de relancer le vaste mouvement de protestation de l'été 2011.

A Jérusalem, plus d'un millier de manifestants ont défilé en direction de la résidence du Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu avec des pancartes proclamant "*Le capitalisme porcin n'est pas casher*", "*Nous voulons la justice, pas la charité*" et "*Le peuple réclame la justice sociale*", a rapporté un correspondant de l'AFP.

Plusieurs centaines de personnes, dont beaucoup appartenaient à des mouvements de jeunesse, ont défilé à Haïfa, selon les médias.

A Tel Aviv, plus de 3.000 manifestants ont réclamé plus de justice sociale. Certains portaient des affiches condamnant le racisme, à la suite d'une récente montée des tensions raciales dans cette ville où résident des dizaines de milliers d'immigrants africains.

Un porte-parole de la police a indiqué à l'AFP qu'au total 5.000 personnes environ avaient participé aux rassemblements de

samedi soir. (AFP 02.06)

Economie

1- La Bourse ou la vie

Les marchés ont connu une nouvelle journée de déprime vendredi après de mauvais indicateurs aux Etats-Unis, ultime mauvaise nouvelle d'une journée et d'une semaine pourtant déjà riches en la matière.

Les Bourses européennes ont brutalement décroché vendredi après-midi, avant de se ressaisir légèrement pour certaines, pour terminer néanmoins toutes dans le rouge. L'euro a également accusé le coup juste après l'annonce d'une remontée du taux de chômage américain en mai, confirmant la fragilité de la croissance aux Etats-Unis.

A la clôture, la Bourse de Francfort affichait une chute de 3,42%, la Bourse de Paris perdait 2,21% et Londres cédait 1,14%. La Bourse d'Athènes, épicentre de la crise dans la zone euro, a chuté elle de plus de 4%, entraînée par la dégringolade des autres places européennes.

Outre-Atlantique, Wall Street a connu sa pire séance de l'année, avec un plongeon de 2,22% du Dow Jones.

L'activité du secteur manufacturier s'est ainsi fortement contractée en mai dans la zone euro, retombant à son plus faible niveau depuis l'été 2009 et le taux de chômage dans la zone euro a atteint en avril le niveau record de 11%.

A cela s'ajoutent des inquiétudes sur les économies émergentes, Chine en tête, qui commencent à souffrir de la récession en Europe. Idem en Inde où la croissance a sévèrement ralenti au dernier trimestre 2011-12, progressant de 5,3% sur un an, selon des données publiées jeudi, les plus faibles depuis près de dix ans.

Le Brésil n'a pas fait mieux, annonçant vendredi un ralentissement de sa croissance plus important que prévu, avec un maigre 0,2% au premier trimestre par rapport au dernier trimestre 2011.

Dans ce contexte morose, les chiffres du chômage américain sont venus confirmer s'il en est encore besoin, le ralentissement de l'économie mondiale. "*Les Etats-Unis sont en train de subir les conséquences de la récession en Europe, tout comme la Chine et les pays émergents*", précise Yves Marçais, vendeur d'actions chez Global Equities.

Mais c'est surtout la crise qui n'en finit de s'aggraver dans la zone euro qui inquiète les investisseurs au plus haut point. (AFP 01.06)

2- Suisse.

- Le programme présenté le 26 Janvier 2012 par François Hollande, favori de l'élection présidentielle sera un désastre pour les épargnants s'il atteint le poste de Président: impôt de bourse, réduction des niches fiscales, revanche sur le Bouclier fiscal. C'est pourquoi la délocalisation légale des actifs financiers est de rigueur assortie, à partir de 250.000 € d'actifs, d'une optimisation fiscale de droit européen sur laquelle l'Etat français aura beaucoup de mal à intervenir. Les affirmations du Président Sarkozy et de son challenger, François Hollande, de vouloir taxer les exilés fiscaux est une pure illusion qui ne peut pas être suivi d'effet.

Pour un résident suisse, il est fiscalement résident à partir de 3 mois de résidence. Sa fortune, en banque suisse, est couverte par le secret bancaire en vigueur et il n'y a pas d'échange d'information ni de reporting au fisc français! Ni les cantons suisses, ni le gouvernement fédéral ne collaboreront à une solution unilatérale visant à taxer les revenus du patrimoine de français résidents en Suisse ou à une retenue à la source. Il y a la Directive Epargne de l'UE qui s'applique aux non-résidents mais qui peut être facilement évitée. (Source : http://www.gardinerfinance.com/index.html) (liesi 29.05)

3- Analyse d'un économiste

Un krach monétaire et systémique global.

Tous les signaux clignotent et toutes les alarmes hurlent.

Il y a de longs mois, nous avions évoqué qu'une baisse des métaux serait mise en place pour que la Chine puisse se charger en Or à un prix raisonnable.

Ouvrez les yeux, cela semble bien avoir été fait ces derniers mois. Personne ne va vous donner le tempo exact de l'envolée vers

les sommets nécessaires à la réforme monétaire.

Vous souvenez-vous que nos sources au cœur du système nous avaient dit en mars, que la Réforme monétaire ne pourrait avoir lieu tant que la Chine n'aurait pas 3.000 tonnes d'or ?

Dans son dernier article public sur silverdoctors, Jim Willie développe (plus longuement dans sa lettre confidentielle) et annonce que l'EST a acheté 5.000 tonnes d'or depuis février.

The Gold cartel cannot stop the price rise, because they will have no physical gold. They are being raided of their gold bullion by the East, to the tune of 5000 (five thousand) metric tons since the end of February. That figure was confirmed by my source, who also claims that the major banks are short well over 20,000 metric tons after illegally grabbing the Allocated gold accounts held in their custody. Law suits are occurring in Switzerland to this effect.

Vous aurez noté que les plus grosses banques ont vendu plus de 20.000 tonnes, placées sous leur garde… si vous êtes en GLD, en Bullion Bank ou autres ETF, vous avez intérêt à accélérer votre sortie pour prendre livraison de vraies pièces d'or ou d'argent, tant qu'on en trouve sur le marché.

Jim Willie transmet que l'une de ses sources au cœur du système bancaire européen, lui a dit en confidence la semaine dernière, que les pertes de JPM allaient s'élever à plusieurs centaines de milliards de Dollars et pourraient se comptabiliser en trillions $.

L'immense château de cartes des US T-Bonds nourris à 0% malgré un déficit annoncé de 1,5 T$, serait en train de s'effondrer. La Chine aurait obtenu un droit qui n'avait jusqu'alors jamais été consenti à une Banque centrale étrangère : celui d'acheter ou de vendre les obligations du trésor américain sans passer par Wall Street.

Certains observateurs se demandaient si la Chine achetait à la Fed pour ensuite revendre à Wall Street ou si elle vendait en masse à la Fed.

Quoiqu'il en soit, ce marché s'est pris une vague scélérate en mars-avril et les pertes de JPM ne sont que la partie émergée de l'Iceberg.

En décembre 2011, Zhang Jianhua directeur de la recherche à la P.O.B.C. a été cité dans un journal chinois officiel disant: "*Il n'y a plus aucune valeur sûre aujourd'hui. Le seul moyen de se protéger est de détenir la monnaie de base, l'or*." Accélérez votre sortie de tous les marchés pour passer en métaux précieux. L'or est le plus sûr à TCT, l'argent le plus profitable sur le LT. Voilà ce que disent les vrais professionnels.

Rien ne vous empêchera de passer de l'un à l'autre…

N'attendez pas.

La Chine et le Japon viennent d'annoncer qu'ils n'utiliseront plus le Dollar dans leurs échanges bilatéraux en juin… dans quoi 5 jours, 10 jours ?

L'ultimatum des Etats-Unis sur les pays achetant du gaz et du pétrole à l'Iran arrive également à échéance mi-juin. Si les BRICAAD lancent leur propre SWIFT, le Dollar va souffrir très rapidement, sans pour autant faire monter l'Euro.

Vous avez vu que l'Or avait monté cette semaine, alors que l'Euro chutait face au Dollar. Cela va s'amplifier.

C'est un signe.

Jim Sinclair vient d'envoyer un email à tous les souscripteurs de sa lettre confidentielle:

"*Nous assistons à l'agonie de toutes les monnaies fiduciaires, c'est ce que nous montre l'or*." "*we are currently witnessing the death throes of all fiat currencies, and that gold seems to recognize the fact.*"

Krach systémique Global ?

Mardi dernier, le Wall Street Journal diffusait un interview avec Gensler du CFTC, qui reconnaissait qu'Obama avait fait les premiers pas pour socialiser les dettes des sociétés de clearing. Socialiser les dettes, c'est la manière élégante de dire que si l'une de ces sociétés fait faillite, le fisc américain fera retomber le fardeau de cette nouvelle dette sur les générations à venir.

En fait, Obama s'apprêterait à couvrir la totalité des produits dérivés.

Au moment où le Crédit Avicole prête 10 M€ à la Banque Papadopoulos, elle va se couvrir avec un CDS auprès d'une banque comme JPM ou Citigroup, de façon à ce que si cette Banque grecque fait défaut sur sa dette, le Crédit Agricole soit intégralement remboursé de ces 10 M€. Cette somme s'appelle le montant notionnel. Pour être exact, le CA sera remboursé de 10M € moins la valeur de son CDS sur le marché.

L'ensemble des CDS représentait en décembre 2011 dans les statistiques de la B.I.S. une valeur de 27.285 Milliards de $. Grosso Modo, c'est le chiffre d'affaires de cette forme d'assurance qu'ont généré les grosses banques de Wall Street.

A l'heure où les banques européennes tombent comme des mouches, où la Grèce a fait défaut sur 75 ou 90% de ses dettes, et que ces banques, qui ont voulu jouer les compagnies d'assurances doivent payer les factures, il est plus intéressant de regarder l'autre colonne du tableau sur les CDS de la B.I.S., c'est-à-dire quelles sommes les grosses banques de Wall Street ont accepté de couvrir… et grosso modo, les montants notionnels qu'on va leur demander de payer dans les semaines et les mois qui viennent.

La somme en jeu est de 647.762 Milliards de $. Vous avez bien lu 647 Mille Milliards de $ ou 647 Trillions de $.

La dette publique américaine est officiellement de 115 Trillons de $, les Dérivés OTC représentent 5,6 fois cette dette publique US.

Autrement dit, Obama pourrait être en train de multiplier à terme la dette du citoyen américain par 6, d'un simple trait de plume, si je ne me trompe pas sur les chiffres, le sens de l'article du WSJ, reproduit par SD. J'extrapole seulement puisque SD ne s'intéresse qu'au Comex, qui n'est qu'un marchés des dérivés.

Pour moi, une telle décision d'Obama est un juste motif pour mettre le pays à feu et à sang.

Jesse du Café américain développe le sujet.

La FED aurait pris des mesures d'urgence pour éviter un défaut systémique sur :

- le CME, c'est-à-dire le marché des futures US et notamment le Comex pour l'or et l'argent;

- l'ICE, le marché des futures côtés à Londres ainsi que le marché des dérivés;

- LHC clearnet, l'une des plus grosses chambres de compensation de marchés et de dérivés au Monde, présente à Londres, Paris et dans toute l'Europe. LHC compte pour 50% du marché des dérivés centré sur les taux d'intérêt, qui représente 348 T$. C'est la deuxième chambre de compensation au monde pour les obligations d'état, elle travaille pour 13 marchés gouvernementaux. Son champ d'activité touche également les matières premières, les métaux précieux, l'énergie, le transport et bien sûr les Credit default Swaps.

Il est possible que des mesures soient prises à Très Court Terme, obligeant les acheteurs de MPx sur les marchés à accepter de recevoir du cash en lieu et place des métaux achetés.

source : Jesse's Cafe Americain du 25 mai … qui cite encore et toujours le WSJ. Egon von Greyerz au cours d'un interview le 10 mai à KWN :

L'attention va éventuellement se détourner sur les États-Unis. Nous savons que les bons du trésor Américain ne pourront plus jamais être remboursés avec la monnaie actuelle. Donc, ce que nous avons vu sur le marché obligataire n'a pas été une fuite vers la sécurité parce que les obligations ne peuvent pas être remboursées. Et comme l'attention va se détourner sur les États-Unis, le marché obligataire sera testé.

En Europe, nous avons vu la souffrance, mais il n'y a pas encore eu de véritable austérité. L'austérité signifierait un arrêt des avantages sociaux, une coupure radicale des pensions, mais cela ne se passe nulle part comme ça. Les gens ont été mécontents des réductions effectuées jusqu'à présent, mais ce n'est rien comparé aux réductions qu'ils vont devoir subir. Si nous avons un été chaud en Europe, je peux dire que des émeutes vont débuter très rapidement et se diffuser d'un pays à l'autre. C'est inquiétant, mais malheureusement, c'est là que nous en sommes et cela va s'aggraver. Franchement, les investisseurs doivent se positionner pour escompter plus de chaos. (liesi 28.05)

Haut de page

Le 4 juin

CAUSERIE

Je me suis enfin décidé à trouver une application qui permet de télécharger des vidéos via You Tube : Final Media Play fonctionne correctement et est très simple à utiliser. Ma connection est tellement lente que c'est quand même la galère, pour télécharger un morceau de musique qui dure 5 minutes, il faut entre 30 minutes et une heure ! Mais bon, pendant ce temps-là je fais autre chose. Il faut s'armer de patience et avec la chaleur écrasante, on a tendance à en manquer !

Je ne vous parlerai pas davantage de la vie en Inde, je suis de bonne humeur ce matin et je tiens à y rester.

J'ai mis en ligne 15 nouveaux articles. Sans les articles du Réseau Voltaire et de Mondialisation.ca, il serait impossible de comprendre ce qui se passe réellement en Syrie, par exemple. Il existe peut-être d'autres sources aussi sérieuses, je n'en sais rien.

Vous aurez remarqué que les rares partis qui se démarquent des positions officielles ne les citent jamais, ils rédigent leurs articles en se servant des données fournies par ces journalistes ou militants ou d'autres comme s'ils étaient eux-mêmes au fait des événements, comme s'ils disposaient de correspondants sur place, alors que ce n'est pas le cas, ils gardent jalousement leurs sources, c'est petit, mesquin. Ils ne citent que les médias officiels, et encore pas toujours.

Il est vrai qu'une fois qu'on a lu tous ces articles, il n'y a pas grand chose à ajouter, sinon la stratégie à adopter par rapport aux régimes en place dans ces pays ou recadrer leurs analyses.

En observant d'autres portails de partis politiques aux pages d'accueil surchargées que j'estime peu pratiques, pour ne pas dire d'un mauvais goût certain ou bordéliques à trop vouloir en faire, on a davantage l'impression d'avoir à faire à des gadgets qu'à quelque chose de sérieux, mais je suis peut-être ringard. Personnellement je préfère une présentation sobre, épurée et pratique, où en un clin d'oeil on trouve le ou les liens qui nous intéressent. Pour le reste je ne suis pas informaticien, donc je me débrouille pour faire au mieux.

Juste une réflexion politique rapide.

Mélenchon se présente comme un champion du combat contre l'extrême droite, généreusement relayé par les médias, pour faire oublier qu'il ne peut pas revendiquer ce titre contre le capitalisme et le régime en place.

Pour indication. Le Front de Gauche revendique 10 000 adhérents, le second du FN et compagnon de la Le Pen a déclaré que son parti avait atteint pour la première fois les 50 000 adhérents.

Bon courage et bonne semaine à tous.

Combattre sur quel axe politique ?

Comment organiser le combat politque contre le régime, unir la classe, lui donner des objectifs dans lesquels elle se reconnaît toutes couches confondues et sur lesquels elle peut se regrouper ?

Il y a bien les revendications sociales non satisfaites sur les salaires, l'emploi, la précarité, la santé, le logement, l'école, l'université, les retraites, etc. autant de revendications qui se déclinent différemment selon les secteurs d'activité, le prolétariat est très hétérogène, il y a presque autant de cas différents qu'il y a de situations particulières, d'où en partie la difficulté de rassembler les masses dans un même combat et dans une seule direction.

On peut remédier à ce problème ou le contourner en mettant en parallèle à chaque revendication sociale son pendant au titre des privilèges accordés à la classe des nantis.

Sur les salaires c'est facile, d'un côté 46 centimes d'augmentation du Smic, de l'autre des patrons qui perçoivent des salaires mirobolants. Sur la précarité, elle ne concerne que ceux qui n'ont que la vente de leur force de travail pour survivre, les riches ne se posent même pas cette question, idem pour l'accès au droit à la santé, au logement, à l'école, à l'université, quand tu es plein de fric tu te paies ce dont tu as besoin et l'affaire est réglée, quand tu n'en as pas ou pas assez, c'est un casse-tête au quotidien, un cauchemar.

Sur les retraites, il y a le statut particulier des députés et sénateurs, il suffit d'accomplir un mandat (5 ou 6 ans) pour percevoir une retraite, tandis que les travailleurs doivent cotiser plus de 41 ans.

Sur la dette de l'Etat, il y a les exonérations de cotisations sociales, la baisse de l'impôt sur les bénéfices, la multitude de jeux comptables qui permettent de trafiquer les bilans des sociétés, etc. ce que les travailleurs ne peuvent pas faire.

A bas les privilèges fut le mot d'ordre fédérateur des différentes couches de la bourgeoisie contre la monarchie en 1789 qui par ailleurs avaient toutes sortes de revendications à faire valoir. Le pouvoir politique ne lui servait à rien si ces privilèges n'étaient abolis, la classe des féodaux conservait le pouvoir. Donc le combat pour le pouvoir politique et pour l'abolition des privilèges des nantis, pour le pouvoir économique, doit être mené conjointement, il est inséparable. Facile, puisque c'est la Constitution, les institutions qui garantissent les privilèges de la classe dominante.

On en déduira que puisque pour satisfaire l'ensemble de nos besoins ou aspirations il faut liquider ces privilèges, il faut au préalable ou simultanément liquider la Constitution qui sur le plan juridique légalise ces privilèges, leur assure une légitimité du point de vue de la classe qui détient le pouvoir. Séparer les deux, comme c'est le cas depuis l'après-guerre, conduit infailliblement à l'impuissance, à la paralysie, à l'impasse politique du mouvement ouvrier, elle traduit son degré de décomposition.

Vouloir s'attaquer aux privilèges de la classe dominante sans s'attaquer à ce qui lui garantit une existence légale, ce qu'exprime le refus d'axer le combat contre les institutions de la part des opportunistes, c'est finalement refuser de combattre pour la prise du pouvoir par la classe ouvrière, pour le socialisme.

Que les militants ne s'y trompent pas, toute concession dans le discours des dirigeants des partis ouvriers correspond à des concessions sur les principes ou une capitulation face à l'ennemi sur le plan pratique, elle traduit leur adaptation au capitalisme et leur abandon du combat pour le socialisme.

A bas les privilèges des capitalistes et les institutions qui ne servent qu'à les justifier, ils sont illégitimes contrairement à nos besoins ! Voilà sur quel axe politique les masses pourraient être organisées, le parti devrait être construit. Quel parti est sur cette ligne politique ? Réponse : aucun.

On pourrait dire la même chose des syndicats qui ne servent plus qu'à alimenter les appareils des différents partis.

Lier le combat contre les privilèges des capitalistes et les institutions présenterait l'avantage d'unir syndicats et partis dans un même combat, de réaliser l'unité de la classe en partant de ses revendications sociales tout en leur donnant un contenu politique, ce à quoi ni les uns ni les autres ne tiennent, pourquoi, pardi, parce qu'ils soutiennent le régime en place qui les nourrit !

Retirer tous les avantages matériels et financiers accordés par l'Etat aux syndicats et demain ils auront pratiquement disparu, et les partis qui leur sont organiquement liés seront réduits à quelques centaines de membres.

Rien n'empêche les militants des différents partis ou qui sont inorganisés de combattre sur cet axe, de discuter avec les travailleurs sur la base de cette ligne politique.

Gouvernement des capitalistes. Enfumage. Langue de bois. Double langage. Hypocrisie. Mensonge.

En Grèce. Le ministre des Finances Pierre Moscovici a estimé dimanche, lors du Grand jury RTL/Le Monde/LCI, que la question d'une sortie de la Grèce de la zone euro «*se posera sans doute*», si le pays revient sur ses engagements à l'austérité pris auprès de l'UE et du FMI en cas d'arrivée au pouvoir de la gauche radicale.

«*Ca pose problème. Si les Grecs eux-mêmes ne respectent pas leur engagement, là on se trouverait dans une situation qui serait infiniment plus compliquée*», a souligné Pierre Moscovici. (20minutes.fr 03.06)

En France. Le ministre des Finances Pierre Moscovici a estimé dimanche, lors du Grand Jury RTL/Le Figaro/LCI, que la Commission européenne défendait, dans ses recommandations économiques à la France, une «*logique libérale qui n'est pas*» celle du gouvernement, évoquant le coût du travail ou la TVA sociale.

Même si «*la tâche est difficile*», il faudra selon lui «*ccombiner redressement et justice*» pour, quoi qu'il arrive et comme Paris s'y est engagé, «*tenir les 4,5% (du PIB de déficit public, ndlr) en 2012 et 3% en 2013», même si cela représente «une marche importante*». (20minutes.fr 03.06)

Pour lui, les violentes mesures d'austérité adoptées en Grèce contre les travailleurs doivent être appliquées, car il ne fait aucun doute qu'elles permettent de «*combiner redressement et justice*» ! C'est bien ce que pensent aussi les armateurs milliardaires grecs qui ne paient pas d'impôts, n'est-ce pas ?

Assurément, il tiendra le même discours à propos de la France... après les législatives. Vous en doutez ?

Quelles mesures significatives ont-ils prises ou annoncées contre les privilèges dont bénéficient l'industrie financière ou les capitalistes en général pour récupérer des centaines de milliards d'euros qui font défaut à l'Etat ? Réponse : aucune. Au contraire, ils vont leur faire de nouveaux cadeaux via de nouvelles exonérations de cotisations sociales qui seront financées par une augmentation des cotisations sociales des travailleurs (CSG ?).

L'austérité et l'injustice s'applique en France, c'est justifier l'existence de 200 000 millionnaires en euros et refuser de passer le Smic à 1 700 euros nets par mois, de revenir à une retraite à taux plein avec 37,5 annuités, etc.

La méthode de Moscovici et du gouvernement consiste à nier que l'austérité existerait déjà en France pour dire qu'elle n'existera pas demain et qu'il faudrait se satisfaire de ce discours. Inutile de dire que tous les vendus ont sauté sur l'occasion, normal, ce discours a été spécialement conçu pour qu'ils puissent le reprendre à leur compte et soutenir ainsi le gouvernement.

INFOS EN BREF

Politique

1- Egypte

1.1- Les partisans de la démocratie en Egypte, qui avaient souhaité la peine de mort pour Hosni Moubarak, ont lancé dimanche un appel à un nouveau soulèvement, au lendemain de la condamnation à la réclusion à perpétuité de l'ancien président égyptien pour son rôle dans la répression des manifestants de la "révolution du Nil" début 2011.

Les manifestants, qui ont envahi les rues du Caire et d'Alexandrie dès le prononcé du verdict samedi, protestent également contre l'acquittement de six hauts responsables de la sécurité, même si l'ancien ministre de l'Intérieur Habib al Adli a lui été condamné à la perpétuité.

Les manifestations de rue se sont poursuivies dans la nuit de samedi à dimanche par des rassemblements sur la place Tahrir du Caire, lieu emblématique du soulèvement qui a conduit à l'éviction de Moubarak le 11 février 2011.

Beaucoup ont vu dans le verdict de samedi la preuve que le clan Moubarak est encore aux commandes à 15 jours de la présidentielle, considérée pourtant comme la dernière étape de la transition vers la démocratie.

Nombre de jeunes opposants au régime de Moubarak, aussi bien de gauche que libéraux, ont été démoralisés de voir que leurs candidats avaient été éliminés au premier tour de la présidentielle le mois dernier.

De nombreux égyptiens estiment que l'armée, dirigée par un ministre de Moubarak, conservera une grande influence après la prise de fonction du nouveau président. Le succès électoral d'Ahmed Chafik, ancien commandant de l'armée de l'air, a accru ce soupçon.

L'Egypte est gouvernée par des militaires depuis 1952. (Reuters 03.06)

1.2- Le procureur général égyptien va faire appel après les verdicts rendus samedi dans le procès du président déchu Hosni Moubarak, qui ont provoqué une vague de protestations, a-t-on appris dimanche de source judiciaire.

Le procureur "*a ordonné d'entamer les procédures d'appel*", a-t-on appris auprès du Parquet.

Cette source n'a toutefois pas précisé si ces appels visaient toutes les décisions de justice rendues samedi, ou seulement les acquittements.

Pour le journal indépendant al-Chorouq, "*Moubarak est condamné, son régime acquitté*" et "*les révolutionnaires sont à nouveau sur Tahrir*". (AFP 03.06)

2- Syrie

Le président syrien Bachar al Assad a énergiquement condamné dimanche le massacre de Houla qui a fait plus de 100 morts il y a dix jours et a appelé les Syriens à s'unir pour mettre fin à la crise qui secoue le pays depuis 15 mois.

Le chef d'Etat syrien, qui s'est rarement montré ou exprimé en public depuis le début de l'insurrection dans son pays, à la mi-mars 2011, a prononcé un discours d'une heure devant le Parlement, dans lequel il a redit qu'il continuerait à réprimer ses opposants décrits comme des terroristes chargés de mettre en oeuvre un complot étranger.

Il a parallèlement offert le dialogue aux opposants n'ayant pas pris les armes ou qui ne sont pas appuyés par l'étranger.

"*Cette crise n'est pas une crise interne. C'est une guerre extérieure menée par des éléments internes*", a déclaré le président syrien, qui semblait détendu. "*Si nous travaillons ensemble, je confirme que la fin de cette situation est proche.*"

"*Ce qui s'est passé à Houla (...) et ce que nous décrivons comme des massacres horribles et abominables, ou de véritables monstruosités, même des monstres ne commettent pas ce que nous avons vu*", a déclaré Bachar al Assad.

Pour Bachar al Assad, la Syrie subit une escalade du terrorisme en dépit des réformes politiques, comme la tenue d'élections législatives le mois dernier, et affronte une guerre venue de l'étranger.

"*Nous n'affrontons pas un problème politique parce que, si c'était le cas, ce parti proposerait un programme politique. Ce que nous affrontons est une (tentative de) semer le conflit intercommunautaire et l'instrument en est le terrorisme*", a dit Assad.

"*Le problème auquel nous faisons face est le terrorisme. Nous avons devant nous une vraie guerre venue de l'étranger*".

Les pays musulmans sunnites, notamment les monarchies du Golfe, soutiennent le soulèvement contre Bachar al Assad, un alaouite proche de l'Iran chiite et du Hezbollah.

Le chef de l'Etat syrien s'est dit prêt à renouer le dialogue avec les opposants, *"s'ils ne se sont pas livrés à des actes de terrorisme*" et s'ils ne sont pas soutenus par des puissances étrangères, a-t-il précisé.

"*Nous allons continuer avec fermeté à faire face au terrorisme, laissant la porte ouverte pour tous ceux qui veulent y renoncer*", a-t-il ajouté. "*J'exhorte tous ceux qui hésitent toujours à y renoncer, à prendre cette décision. L'Etat ne se vengera pas*".

Dans l'opposition, Abdelbaset Sida du Conseil national syrien, a estimé que le discours du président n'était que des paroles en l'air. (Reuters 03.06)

3- Irak

La crise politique qui accable l'Irak depuis des mois et paralyse l'action de son gouvernement donne des signes d'aggravation avec des appels répétés à la démission du Premier ministre Nouri al-Maliki, accusé d'être "*un dictateur*".

La crise, qui couvait depuis longtemps, s'est déclarée au grand jour en décembre, au moment du retrait des troupes américaines d'Irak. Le bloc Iraqiya, laïque mais dominé par les sunnites, a annoncé un boycott du gouvernement et du Parlement pour protester contre la monopolisation du pouvoir par M. Maliki, un chiite.

Celui-ci a de son côté tenté d'évincer le vice-Premier ministre Saleh Moutlak, membre d'Iraqiya, qui l'avait accusé d'être "*pire que Saddam Hussein*". Le même mois, un mandat d'arrêt a été délivré contre le vice-président Tarek al-Hachémi, accusé d'avoir fomenté des meurtres. M. Hachémi, qui appartient également au bloc Iraqiya, a fui le pays et son procès par contumace est en cours à Bagdad.

Les dirigeants kurdes ne sont pas en reste et le président de la région autonome du Kurdistan, Massoud Barzani, a attaqué à plusieurs reprises le chef du gouvernement ces derniers mois. Le différend a aussi une dimension économique, avec un bras de fer sur la répartition des recettes pétrolières entre région et autorités centrales.

Le chef religieux radical chiite Moqtada Sadr, dont la formation fait partie du gouvernement, de même qu'Iraqiya et les Kurdes, a également rejoint en début d'année les rangs des détracteurs de M. Maliki, qu'il a lui aussi qualifié de "*dictateur*".

A l'inverse, le grand ayatollah chiite Kazem al-Haïri, qui vit en Iran, a semblé apporter son soutien à M. Maliki en déclarant, interrogé sur la crise politique, qu'il est "*+haram+ (interdit par l'islam) de voter en soutien à une personne laïque*".

Le ton s'est sensiblement durci ces dernières semaines, les détracteurs de M. Maliki évoquant désormais son éviction du gouvernement. Iraqiya a tenté de convaincre le président Jalal Talabani de lancer un vote de défiance.

"*Si Maliki reste Premier ministre, cela menace l'unité nationale et conduira à la division du pays, à la poursuite de la corruption et à plus de violations des droits de l'Homme*", a accusé samedi le vice-Premier ministre Saleh Moutlak, le qualifiant de nouveau de "*dictateur*".

"*Nous appelons les forces politiques (...) à s'unir pour (lui) retirer la confiance et mettre fin à la dictature rampante en Irak*", a-t-il ajouté.

"*Maliki doit changer, ou il sera remplacé*", a pour sa part prévenu récemment le chef de cabinet du dirigeant kurde Barzani, Fouad Hussein.

L'intéressé a pour sa part affirmé samedi à l'issue d'une rencontre avec des chefs tribaux de la province disputée de Kirkouk (nord) que ceux-ci lui avaient apporté leur soutien.

L'étirement en longueur du conflit politique n'est pas sans conséquence sur le travail des institutions qui apparaissent paralysées.

Le Parlement n'a adopté aucune loi importante ces derniers mois, à l'exception du budget, laissant notamment de côté un texte sur les hydrocarbures jugé crucial pour l'avenir du pays. Et une grande conférence nationale, envisagée en décembre afin de désamorcer ces tensions, n'a toujours pas eu lieu. (AFP 03.06)

4- Allemagne

Deux candidats peu connus ont été portés samedi soir à la tête de Die Linke (La Gauche) lors du congrès annuel du parti, qui se déroule à Göttingen sur fond de dissensions entre tenants du pragmatisme issus de l'ex-RDA et adhérents de l'Ouest, plus radicaux.

Bernd Riexinger, pour l'Ouest, et Katja Kipping, pour l'Est seront désormais aux commandes de la deuxième force de l'opposition parlementaire allemande, qui dispose de 76 des 622 sièges du Bundestag.

Die Linke a obtenu 11,9% des suffrages aux élections législatives de 2009 mais elle est depuis tombée à 7% d'intentions de vote, soit deux points de plus que le seuil nécessaire pour siéger au parlement.

Si elle tombait sous ce seuil aux législatives de septembre 2013, le SPD (sociaux-démocrates) et les Verts pourraient former une majorité au Bundestag avec seulement 45 à 46% des voix.

Dans les derniers sondages, ils totalisent 42%, tandis que la coalition de droite d'Angela Merkel (CDU/CSU et FDP) obtient 38% d'intentions de vote. Aucun des deux blocs n'obtiendrait la majorité absolue au Bundestag. (Reuters 03.06)

5- Israël

Israël est en train d'équiper des sous-marins fournis par l'Allemagne avec des missiles de croisière à têtes nucléaires, affirme l'hebdomadaire allemand Der Spiegel à paraître lundi.

D'après le magazine, Berlin a toujours nié que ces sous-marins puissent faire partie de l'arsenal nucléaire israélien.

Mais selon Der Spiegel, d'anciens hauts responsables du ministère de la défense allemand lui ont assuré que le gouvernement avait en fait toujours pensé qu'Israël équipait de munitions atomiques les submersibles d'attaque de classe Dolphin.

"*Je confirme que nous avons des sous-marins allemands, ce n'est pas un secret*", a déclaré le porte-parole du ministère israélien des Affaires étrangères Yigal Palmor à l'AFP. (AFP 03.06)

Economie

Banques et institutions financières.

La mise en cause de la banque américaine JP Morgan Chase et de grandes maisons nippones dans des affaires de délit d'initiés a défrayé la chronique à Tokyo, attirant l'attention sur des fraudes dont les coupables, lorsqu'ils sont démasqués, s'en tirent souvent à bon compte.

Un gestionnaire d'actif, Asuka Asset Management, aurait eu vent de la transaction avant son annonce publique et aurait vendu l'action Nippon Sheet Glass à découvert, à prix fort, avant de la racheter à prix cassé une fois l'opération ébruitée.

Asuka Asset Management aurait empoché plus de 60 millions de yens au passage (600.000 euros au taux de change actuel). La SESC a recommandé à son autorité de tutelle, l'Agence des services financiers du Japon (FSA), de lui imposer une amende de 130.000 yens (1.300 euros).

"*Cette punition, c'est de l'argent de poche à l'échelle des marchés*", souligne Nicholas Smith, courtier chez CLSA, dans un

récent rapport sur le sujet.

JPMorgan Securities Japan, l'une des branches nippones de la banque américaine, était l'une des deux maisons chargées d'organiser l'émission capitalistique, avec tout le secret que cela implique.

La SESC a aussi demandé ces dernières semaines au régulateur d'infliger une amende de 80.000 yens (800 euros) à l'établissement nippon Sumitomo Mitsui Trust Bank et 50.000 yens à une filiale de cette banque, dans deux affaires similaires distinctes, pour avoir à chaque fois profité d'informations confidentielles pour spéculer.

Dans ces deux cas, l'institution chargée d'organiser l'opération sur les marchés n'était autre que le groupe financier Nomura, principale maison de courtage japonaise qui a confirmé faire l'objet d'enquêtes.

Les cas d'emprisonnement autour de délit d'initiés sont exceptionnels au Japon à l'inverse des Etats-Unis où une série d'arrestations retentissantes ont eu lieu ces dernières années, menant certains derrière les barreaux. Dans l'une des affaires les plus médiatisées, le gérant de fonds spéculatif Raj Rajaratnam a été condamné à onze ans de réclusion ainsi qu'à 150 millions de dollars d'amende et dommages et intérêts.

Le financier américain George Soros a été pour sa part définitivement débouté fin mars d'une requête déposée devant la Cour européenne des droits de l'Homme (CEDH) contre la France, concernant une condamnation pour délit d'initié. Le Tribunal de grande instance de Paris l'avait initialement condamné à une amende de 2,2 millions d'euros, un montant réduit à 940.000 euros en 2007.

Le total des amendes infligées au Japon depuis cinq ans dans une bonne centaine d'affaires a atteint l'équivalent de 1,9 million d'euros. (AFP 03.06)

Si pour une escroquerie qui vous rapporte 600 000 euros vous payez une amende de 1 300 euros, c'est encourageant !

Soros a obtenu un abattement de 42,7% sur l'amende qui lui avait été infligée initialement. Donc, si vous avez une amende à régler, exigez qu'on fasse preuve à votre égard de la même mansuétude. J'oubliais, au titre de l'équité qui leur est si chère !

Haut de page

Le 5 juin

CAUSERIE

Pas grand chose à se mettre sous la dent aujourd'hui, du coup pas d'infos en bref.

Je fais volontairement l'impasse sur le contenu d'un certain nombre de déclarations dans la mesure où on pourrait trouver dans la bouche des mêmes auteurs des déclarations inverses à quelques jours ou semaines d'intervalle. Les membres du gouvernement ou les dirigeants du PS sont passés maîtres en la matière (de l'enfumage) à quelques jours du premier tour des législatives.

Je fais aussi l'impasse sur les informations en provenance d'Irlande, du Portugal, d'Espagne ou d'Italie où un jour ils sont prêts du chaos et de la banqueroute, pour le lendemain s'en sortir sans même l'aide de l'UE, voyez-vous cela.

Le gouvernement capitaliste français distribue quelques miettes ici ou là avant les législatives pour ensuite nous matraquer... Est-ce que cela marche ? Assez bien paraît-il, normal la plèbe est toujours aussi ignorante, en Grèce elle est même entrée dans un cycle d'auto-destruction pour être incapable de se hisser à la hauteur des tâches historiques qu'elle a à accomplir.

Inégalités sociales grandissantes.

Le développement du "*low cost*" correspond au travail "*low cost*", à la paupérisation de couches de plus en plus nombreuses de la population.

Le dernier en date : le TGV "*low cost*" en 2013. Une compagnie aérienne (Ryanair?) envisageait de faire voyager des passagers debout sur de courts trajets, Paris Londres par exemple.

Vous n'avez pas remarqué qu'avec la survie du capitalisme, tout ce qu'ils disent avoir "*démocratisé*", tout ce qu'ils ont rendu

accessible au plus grand nombre, tout ce qui avait valeur de progrès à un moment donné finit par se décomposer, devenir médiocre ou tomber en ruine un peu plus tard dans leur société, il en va ainsi de tous les métiers (enseignant, informaticien, technicien, etc.), de tous les services (transport, communication, information, etc.), y compris les besoins de base (alimentation, habillement, habitation, électricité, gaz, essence, etc.).

Pendant ce temps-là se développe une classe "*d'hyper riches*" pour lesquels des produits et des services spécifiques sont créés pour satisfaire leur soif de bien-être, leur goût du luxe, leurs fantasmes.

Le saviez-vous?

Nicolas Sarkozy avait eu à coeur d'améliorer, en janvier 2008, la convention fiscale entre la France et le Qatar. Selon l'article 12 de cet avenant (qui veut éviter la double imposition des résidents), il est prévu une niche fiscale qui exonère d'impôt les gains issus des biens immobiliers en France de l'État du Qatar ou ses entités publiques. (lepoint.fr 04.06)

En famille. Hollande réalise l'union nationale à lui tout seul !

François Hollande a entamé lundi une série de consultations des partis politiques représentés au Parlement avant le sommet du G20 au Mexique et celui de Rio sur le développement.

"*C'était une rencontre constructive. Nous nous sommes écoutés et maintenant j'espère qu'elle sera suivie d'effets. Il faut attendre les sommets en question et j'espère que le dialogue continuera*", a dit Pierre Laurent à sa sortie. François Bayrou a trouvé "*bien que le président de la République ait choisi ce chemin de réflexion et de consultation*". "*Je suis sensible qu'il fasse le choix de recevoir l'ensemble des responsables de partis politiques, y compris de l'opposition*", a dit Jean-François Copé sur France Inter. (lepoint.fr 04.06)

Par la voix de Pierre Laurent, le Front de Gauche "*attend*" quelque chose du G20, et les travailleurs devraient-ils en attendre autres choses que des mauvais coups supplémentaires ? On comprend pourquoi Mélenchon a dit qu'il n'était pas dans une "*opposition*" au gouvernement...

Hollande reçoit les dirigeants de l'UMP et du MoDem, normal, il est le président de "*tous les Français*", surtout les 200 000 millionnaires en euros que représentent ces partis... et le PS. Là aussi, Mélenchon tient le même discours en déclarant qu'il sera le député de "*tous les Français*" s'il est élu le 17 juin prochain.

Attendre quelque chose de ces gens-là, c'est se priver des moyens de les combattre ainsi que leur politique réactionnaire.

Au fait, on est bien reparti comme en 1981, n'est-ce pas ? (voir les causeries précédentes)

Bonaparte trône dans "***son palais***" et a son portrait depuis... 1848 ou le "***changement***" dans la continuité.

Le président "*n'a pas souhaité se faire photographier enfermé dans son palais*", a expliqué la directrice de cabinet du président Sylvie Hubac, et ne souhaitait pas non plus de "*photo posée*". (AFP 04.06)

La fausse modestie affichée pour tromper les naïfs nous donne envie de vomir. Il se veut insaisissable... On en reparlera après le 17 juin.

En attendant, on nous dit que la réalisation du portrait du président serait une "*coutume*", une "*tradition républicaine*" (Le Monde), "*un des éléments du rituel républicain*" (André Gunthert, enseignant-chercheur en histoire visuelle à l'Ecole des hautes études en sciences sociales, EHESS) qui remonterait à Louis-Napoléon Bonaparte, le premier président de la République française, élu le 10 décembre 1848.

Tu parles d'une référence "*républicaine*", l'homme du coup d'Etat du 2 décembre 1851 qui rétablira l'Empire un an plus tard (moins un jour), il faudra attendre sa chute à Sedan face à Guillaume de Prusse le 2 septembre 1870 pour que la République soit proclamée à nouveau deux jours plus tard.

Les champions de l'esbroufe. C'est "***énorme***" !

Martine Aubry a estimé lundi qu'il y avait d'"*énormes marges de manoeuvre en faisant rentrer des impôts complémentaires*" de ceux "*qui ont tant de privilèges aux dépens des autres*", en commentant le rapport de Bercy préconisant 5 milliards d'euros d'économies de l'Etat chaque année.

Sur France 2, la première secrétaire du PS a observé que ce rapport de l'Inspection des finances, commandé par François Fillon

avant son départ de Matignon, "*nous explique qu'il faut réduire les déficits publics uniquement en réduisant les dépenses*".

"*Nous, nous pensons qu'il y a d'énormes marges de manoeuvre en faisant rentrer des impôts complémentaires*", a dit la maire de Lille. "*Il y a d'autres moyens que de réduire les dépenses*", même s'il faut "*bien gérer*", "*il faut d'abord faire rentrer des impôts complémentaires de ceux qui ont eu tant de privilèges aux dépens des autres*", a précisé la numéro un socialiste.

"*Rien qu'en refaisant cela, 2 milliards d'euros qui rentrent. Les revenus du capital qui paient les mêmes impôts que le revenu du travail, c'est quand même la moindre des choses, c'est 4 milliards qui rentrent par an*", a-t-elle ajouté. (AFP 04.06)

Cette annonce est à mettre en parallèle avec les quelque 20 à 25 milliards d'euros d'exonérations de cotisations sociales dont bénéficient chaque années les entreprises et que le gouvernement n'a pas l'intention de remettre en cause, notamment. On pourrait ajouter la part des revenus du travail dans le PIB qui a diminué de 10% depuis 1981, soit l'équivalent de près de 50 à 200 milliards d'euros par ans (selon diverses interprétations) qui vont dans les poches des nantis et qu'Aubry n'envisage pas de leur soustraire. La taxation du capital concerne les dividendes d'actions, les actifs financiers, les biens immobiliers et l'épargne.

Je mets en ligne un document de la Commission européenne relatif à cette question qui confirme ce qui a été indiqué dans le paragraphe précédent.

Qui croit à la quadrature du cercle ?

La France parviendra à ramener son déficit public à 3% du PIB en 2013 "*sans mesure d'austérité*", a assuré lundi à Bruxelles le ministre français des Finances, Pierre Moscovici, au cours d'un point de presse commun avec le commissaire européen aux Affaires économiques, Olli Rehn.

M. Moscovici a expliqué être venu assurer à M. Rehn que la France réaliserait son engagement vis-à-vis de la Commission, à savoir un déficit de 3% l'an prochain et l'équilibre budgétaire en 2017. (AFP 04.06)

Populisme.

Jean-Luc Mélenchon annonce vouloir citer directement Marine Le Pen devant le tribunal correctionnel de Béthune (Pas-de-Calais) "*pour les délits de manœuvre frauduleuse*" et pour "*publication d'un montage fait sans le consentement de M. Mélenchon*", à la suite d'un faux tract distribué par le Front national, a indiqué un communiqué du Front de gauche, diffusé lundi 4 juin.(lemonde.fr 04.06)

Salamalekoum camarades, que faut-il penser de cette misérable comédie ?

Le constat de Le Pen est juste en grande partie, seule les conclusions qu'elle en tire sont infâmes et condamnables, tandis que Mélenchon et les tiers-mondistes de merde s'emploient à nier ce constat pour en être les complices par leur refus de s'attaquer à la racine du racisme, de la xénophobie, de l'antisémitisme : la survie du capitalisme avec son lot de précarité sociale, de pauvreté, de discriminations, de ghettos...

Actualité en titres

Comment l'ONU couvre ses propres crimes.

- Syrie: l'ONU met en garde contre une guerre civile "*catastrophique*" - AFP

- Syrie: Bachar al-Assad dénonce une guerre menée de l'étranger - Lexpress.fr

Il n'y a vraiment pas de quoi...

- Législatives : Jean-Marc Ayrault salue le vote des Français de l'étranger - LePoint.fr

Je n'ai pas été voté le 3 juin, j'ai estimé inutile d'armer le bras de notre bourreau.

La palme du grotesque et c'est un faible mot.

- Le député UMP Eric Raoult propose la candidature de Sarkozy au Nobel de la Paix - 20minutes.fr

Haut de page

Le 6 juin

CAUSERIE

Un mot avant d'attaquer la causerie du jour qui est plutôt consistante. En fait, la grille de lecture pour comprendre sur quelle position nous sommes.

Tous baissent leurs culottes, tous trouvent des prétextes pour brader nos besoins, tous sont prêts à des compromis intolérables avec notre ennemi. Tous acceptent le principe qu'il n'est pas possible dans la situation actuelle de satisfaire l'ensemble des revendications sociales des masses, tous sont prêts à se contenter de miettes pour certaines couches d'exploités, à se coucher devant le gouvernement, donc le patronat.

Nous, nous affirmons qu'un système économique qui est incompatible avec la satisfaction de nos revendications doit disparaître, voilà l'axe politique de notre combat, voilà notre objectif. S'en écarter, c'est abandonner le terrain de la lutte de classe du prolétariat au profit de celui de son ennemi, c'est se détourner du combat pour le socialisme. Soutenir le gouvernement, lui accorder le moindre crédit, entretenir en lui la moindre illusion, c'est trahir la classe, c'est se placer délibérément au côté de son ennemi, c'est pour nous inacceptable, non négociable. Avis aux amateurs !

Collaboration de classes. La lutte de classe suspendue à "***l'agenda***" du gouvernement. Lequel ? Comment, vous n'étiez pas au courant qu'il avait changé ? Peu importe en vérité.

Le Premier ministre Jean-Marc Ayrault a réuni mardi après-midi à Matignon les organisations syndicales et patronales pour préparer "*la grande conférence*" de juillet alors que des premières décisions sur une hausse du Smic et une réforme des retraites sont attendues.

Une semaine après les avoir reçus séparément à Matignon, le Premier ministre réunit cette fois autour de la table les numéros un des cinq organisations syndicales représentatives - CGT, CFDT, FO, CFTC, CFE-CGC - et des trois patronales - Medef, CGPME, UPA - pour une "*conférence de méthode*".

"*La grande conférence, c'est le début d'un processus*", a souligné Michel Sapin, en rendant compte des travaux de la réunion. "*Tout commence en termes de discussions concrètes, de négociations, lorsque les partenaires sociaux se seront emparés eux-mêmes des sujets, tout commence en termes aussi de propositions de la part du gouvernement*", a-t-il ajouté.

La présidente du Medef, Laurence Parisot, a une nouvelle fois plaidé pour qu'elle s'accompagne d'un "*cadrage de la situation économique*" qui permette d'évaluer ce qu'il est possible de faire et de ne pas faire sans nuire à la compétitivité des entreprises françaises.

"*Il serait néfaste pour l'économie, dangereux pour les entreprises d'alourdir les prélèvements obligatoires qui reposent sur elles*", a-t-elle dit

"*Cet après-midi, on va arrêter les thèmes de la conférence*" du début juillet, a affirmé à son arrivée le secrétaire général de Force ouvrière, Jean-Claude Mailly qui "*ne s'attend pas des réponses sur le Smic ou les retraites aujourd'hui*".

Le président de la CFTC, Philippe Louis, attend lui un "*contrat social pour la mandature*".

Dès avant la grande conférence, le gouvernement doit trancher sur des sujets sensibles notamment sur un coup de pouce au Smic, une promesse de François Hollande et une demande forte de la CGT et de FO. M. Ayrault a déjà indiqué que la hausse serait inférieure à 5% (soit moins de 55 euros en net par mois, et 0,46 centime l'heure en brut).

S'agissant du smic, Jean-Marc Ayrault a indiqué la semaine passée que la hausse, "*juste et mesurée*", serait inférieure à 5%. Jean-Claude Mailly, le secrétaire général de FO, a souhaité qu'elle soit "*la plus proche possible*" de ce seuil. "*Si c'est un coup de pouce de 0,3%, les gens diront on se moque de nous*", a-t-il averti mardi.

Il s'agit, a dit Premier ministre, de ne pas déstabiliser les entreprises, notamment les PME.

Une forte hausse du smic mettrait aussi à mal les finances de l'Etat, avec ses répercussions sur la masse salariale de la fonction publique au sens large (Etat, collectivités, hôpitaux) - quelque 890.000 agents sont au niveau du salaire minimum - et surtout les allègements de charge sur les bas salaires.

"*Surtout pas 5%! Ce sont des centaines de milliers d'emplois qui risquent de disparaître*", s'est exclamé le président de la CGPME, Jean-François Roubaud. Quelle hausse vous conviendrait? "*Moi, ce serait 0% de coup de pouce!*", a-t-il lancé, plaidant pour le maintien de "*la compétitivité*" des entreprises.

Le débat global sur les retraites sera ouvert à conférence de juillet et déjà M. Sapin a exclu un retour à 60 ans pour tout le monde: "*Chacun sait très bien qu'aujourd'hui ce n'est pas possible*". (AFP 05.06)

Le secrétaire général de la CGT, Bernard Thibault, s'est pour sa part félicité de la méthode du gouvernement mais a souhaité que la conférence ne se contente pas d'être le début d'un cycle de dialogue "*sans qu'on ait à l'horizon des dates plus précises pour des décisions concrètes*."

"*La situation économique et la situation sociale imposent que le gouvernement, le législateur, sache prendre ses responsabilités lorsque la situation l'impose*", a-t-il dit.

Toutes les parties ont été unanimes pour saluer la qualité du dialogue engagé pour préparer l'échéance des 9 et 10 juillet.

Le président François Hollande ouvrira le lundi 9 juillet les travaux de la grande conférence sociale qui doit permettre de lancer, en concertation avec le patronat et les syndicats, les premiers grands chantiers de son quinquennat. (Reuters 05.06)

L'intervention de Mailly résume bien l'attitude que les syndicats comptent avoir envers le gouvernement pendant les 5 ans à venir.

1- Le 16 mai par l'AFP, on apprenait que FO demandait une augmentation de 250 euros, soit un Smic mensuel net à 1.340 euros. (causerie du 17 mai)

2- Une semaine plus tard, Sapin fait savoir qu'il n'en est pas question et que Mailly le sait très bien. (causerie du 24 mai)

3- Ayrault confirme le 4 juin une revalorisation autour de 46 centimes de l'heure, l'équivalent de 50 euros, et Mailly de souhaiter qu'elle soit "*la plus proche possible*" du seuil de 5%, soit 50 euros... ce que Ayrault propose !

4-Conclusion : Mailly propose 250 euros, Ayrault propose 50 euros, soit, Mailly abandonne les 250 euros et reprend à son compte les 50 euros d'Ayrault comme si cela venait de lui et les 250 euros passent à la trappe au passage ! Mieux, connaissant cette saloperie, en fait la revendication de 50 euros venait des ouvriers eux-mêmes, donc Mailly a fait du bon boulot, il n'a rien à se reprocher, ajoutons que le POI pourra ainsi voter comme un seul homme la prochaine résolution du bureau confédéral en se couvrant avec les arguments de Mailly.

C'est le genre de comportement qui me dégoûte au plus au point, ce bureaucrate n'a aucune dignité, il brade ouvertement les besoins de notre classe, quelle pourriture aurait dit Engels !

Comment croyez-vous que les choses se sont passées après le 10 mai 81 ? Exactement de la même manière. Tous les partis dits ouvriers et tous les syndicats ont soutenu le gouvernement sans même avoir à s'en cacher tellement ils étaient tous subordonnés au régime en place rendu plus présentable, fréquentable du fait qu'il y avait une majorité PS-PCF à l'Assemblée nationale.

Vous voulez un autre exemple illustrant la méthode du gouvernement et ses complices ?

Mailly a fait savoir le mois dernier qu'il était contre l'inscription du "*dialogue social*" dans la Constitution, car il estime que cela serait contraire à l'idée qu'il se fait de l'indépendance syndicale, patati patata, et quand Sapin déclare que "*la grande conférence (du 9 et 10 juillet), c'est le début d'un processus*" qui couvrira la durée de la mandature de Hollande, ce qui en fait revient au même, il n'y voit aucun inconvénient.

On pourrait ajouter un dernier mot : ces bureaucrates pourris trouvent normal de participer à une conférence avec le gouvernement et le patronat engageant l'avenir des travailleurs, pendant qu'une bonne partie de ces derniers sont en vacances ou ont l'esprit ailleurs à ce moment-là de l'année.

Thibault qui n'est pas en reste, demande au gouvernement, au législateur, de prendre leurs responsabilités, c'est exactement ce qu'ils vont faire pour le compte des ennemis de la classe ouvrière, dans son dos avec le soutien de l'ensemble des diirgeants syndicaux et la boucle est bouclée.

Il s'agit pour eux de dresser de nouveaux obstacles à la lutte de classe des travailleurs qui refusent de nouveaux sacrifices...

Comment entretenir l'illusion plus longtemps que le gouvernement serait de gauche ? L'heure des comptes a sonné.

Le président du conseil national du Front de gauche, Pierre Laurent, a évoqué mardi sur LCI une augmentation du smic de 46 centimes (0,46 euro) l'heure.

"*Nous, on est plutôt à 2 euros de l'heure en plus. Donc, on est loin du compte dans les propositions gouvernementales*", a ajouté le responsable du PCF.

Rappelant que le FG était favorable à un smic mensuel de 1.700 euros brut, ce qui est, selon lui, à la fois "*nécessaire et possible*", M. Laurent a déploré que "*visiblement, on n'en est pas là*".

Pierre Laurent a été reçu lundi par le président François Hollande.

Interrogé sur une participation de ministres du FG au gouvernement socialiste après les élections législatives, il a répondu qu'il fallait pour cela que les "*idées du Front de gauche*" soient prises en compte.

"*Pour le moment, on nous dit non. Effectivement, dans ces conditions, ça ne paraît pas possible*", a-t-il dit.

"*Peut-être que les élections législatives vont changer cette situation*", a-t-il toutefois ajouté. (AFP 05.06)

Qui sait, il paraît que les miracles existent !

Le "***godillot***" de service à la manoeuvre.

1- Mélenchon a déjà troqué le rouge pour le rose !

"*Je ne vous cache pas qu'il est émouvant de retrouver un homme de gauche dans le bureau de François Mitterrand. Pour moi, c'est un moment un peu spécial, je ne vais pas le cacher*", a dit Jean-Luc Mélenchon à la presse dans la cour de l'Elysée.

Jean-Luc Mélenchon a souligné les "*ressentis communs*" avec François Hollande, "*un homme de gauche*" qui pourra compter sur lui.

"*J'ai redit au président de la République que le jour où il faudra résister, nous serons là*", a-t-il déclaré.

"*Nous ne manquerons pas à l'appel. De la même manière, ce n'est pas nous qui ferons tomber un gouvernement de gauche. Nous critiquerons, nous ferons notre rôle de parlementaire, mais nous ne sommes pas des adversaires politiques*".

"*D'alliance il n'en est pas question, nous ne sommes pas venus là pour ça*", a-t-il affirmé. "*A quoi bon rajouter du rose sur du rose, ça ne servirait à rien. Je crois qu'on va être utile dans notre rôle d'intervention, d'amendement*".

Pour lui le meilleur scénario serait une majorité relative pour le PS, qui aurait alors besoin des voix du Front de gauche pour faire voter les textes, comme c'est le cas au Sénat.

"*C'est ça qui créé l'obligation de discuter. Sinon, ceux qui se sentent tout puissants ne se sentent obligés à rien*", a-t-il résumé. "*Tandis que s'ils ont des partenaires qui sont en état de faire la décision, la discussion est obligatoire et ça c'est bon pour la vie démocratique du pays et d'un Parlement, sinon c'est sinistre un parlement de godillots*".

"*Nous serons beaucoup plus utiles au pays et à la gauche en étant à l'Assemblée un groupe autonome, conquérant, qui va de l'avant, qui fait des propositions, qui des fois en fait passer, d'autres fois non. C'est cela notre utilité, notre valeur ajoutée pour le pays et pour la gauche*", a-t-il argumenté.

Jean-Luc Mélenchon et Martine Billard ont souligné les points de convergences avec François Hollande, notamment sur le maintien de la Grèce dans la zone euro. (Reuters 05.06)

Nous, nous sommes des adversaires déclarés et déterminés de ce gouvernement capitaliste qui estime qu'augmenter le smic au-delà de 46 centimes de l'heure est impossible, car cela mettrait en péril la compétitivité des entreprises, répondant ainsi favorablement aux besoins du patronat. Notre place est au côté des masses exploitées, pas au côté de son ennemi quel que soit le masque qu'il revêt ou l'apparenence sous laquelle se présentent ses représentants.

Nous sommes de farouches adversaires de l'euro, nous sommes de farouches opposants à toute intervention armée en Syrie, nous sommes des ennemis à mort de l'ONU que soutiennent Hollande, Laurent et Mélenchon.

2- Hier en meeting à Hénin-Beaumont. Il a déjà "***tourné la page***".

Hollande «*président*» n'est plus le Hollande candidat attaqué par Mélenchon pendant la campagne: «*Je ne confonds pas le président de la République, homme de gauche, et le chef de parti que j'ai connu*», dira-t-il. Et l'ex-sénateur PS d'expliquer aux siens: «*Sur le plan de la tactique, je vous appelle à tourner la page. A distinguer le président de la République du Parti socialiste.*» Et si la France est «*attaquée*» par la finance et qu'Hollande décide de «*passer à une ligne de résistance, nous serons là*». (libération. fr 05.06)

En réalité rien ne distingue Hollande du PS, ce n'est qu'une nouvelle illusion. Vous aurez remarqué au passage son aveu dans la dernière phrase, Hollande n'est pas sur une "*ligne de résistance*" à la finance, ce qui n'empêche pas Mélenchon de le soutenir. Si l'art de la politique c'est prévoir de quelle manière va évoluer le capitalisme mondial, l'escroquerie politique consiste à adapter sa tactique avec des "si".

Tout ce qu'il a pu dire sur Hollande et son programme, c'était comme le morceau de viande fait pour attirer les mouches, c'était juste pour le faire élire, tant pis pour ceux qui l'ont cru, ce n'était qu'une mauvaise farce : pas touche au président !

C'est ce genre d'illusionnistes, qui se fout pas mal du sort des travailleurs, qui les dégoûtent ou les détournent de la politique, ce type-là est un fossoyeur de la lutte de classe.

En fait, les travailleurs qui se tournent vers le FdG ou le FN ont le même état d'esprit, en désespoir de cause ils sont prêts à suivre n'importe qui du moment qu'on leur sert ce qu'ils veulent entendre sans se poser davantage de questions. Ils marchent dans le piège qui leur est tendu. Qui en est responsable ? Le POI, le NPA ou LO qui sont incapables de s'adresser aux masses exploitées, qui par conséquent ne leur inspirent pas confiance. Leurs dirigeants le veulent-ils vraiment ? Ma conviction est non.

Actualité en titres

Pour qui et avec qui ils gouvernent ?

- La sécurité de la communauté juive sera renforcée - AFP

- Affaire Merah: les familles des victimes juives reçues par les juges - AFP

Le lobby sionisme est omniprésent, rien n'a changé de ce côté-là non plus.

- Etudiants étrangers: la nouvelle circulaire assouplit les règles de séjour - AFP

L'aristocratie estudiantine, quoi !

- Ayrault réunit syndicats et patronat pour préparer la grande conférence de juillet - AFP

La famille des privilégiés, quoi !

- François Hollande consulte les partis avant des sommets mondiaux - Reuters

Leurs intérêts ne peuvent pas être les nôtres.

Leur justice

- Viol, torture et barbarie: Le procès du petit-fils du fondateur de la Maison du caviar reporté? - 20minutes.fr

- Prison pour l'un des deux chômeurs voleur de yacht -lefigaro.fr

Dans la première affaire, le fils d'un notable, dont le chef d'accusation repose sur une atteinte grave à la personne sur deux jeunes femmes, est libre.

Dans la seconde, les deux pauvres types sont condamnés à de la prison, alors qu'ils ont ramené là où il l'avait emprunté

sans l'endommager son jouet à un millionnaire. Le yacht vaut 1,5 million d'euros.

J'ai pris la peine de lire ces deux articles, pas seulement par curiosité, mais pour mettre en évidence le fonctionnement de leur justice. Quand on dit qu'il faut liquider la Constitution, cela inclut leur justice de classe qui en fait partie.

INFOS EN BREF

Politique

Egypte

Des milliers d'Egyptiens ont afflué de nouveau mardi place Tahrir, dans le centre du Caire, pour dénoncer ce que les révolutionnaires de 2011 présentent comme le "*détournement*" de la révolution qui a chassé Hosni Moubarak.

Le verdict du procès de l'ancien "*raïs*", condamné samedi à la prison à vie pour la mort de 850 manifestants lors de la révolution de janvier-février 2011, catalyse la colère.

"*Non à Morsi, non à Chafik, la révolution est à mi-chemin*", pouvait-on lire mardi sur une pancarte brandie par un manifestant.

Mais les divisions de la rue s'aiguisent à mesure qu'approche le scrutin. Parmi les milliers de protestataires qui s'étaient déjà réunis lundi place Tahrir, certains appelaient au boycott du vote, d'autres se querellaient avec des islamistes sur la question de soutenir ou non Mohamed Morsi.

"*Ni Chafik ni Morsi ne sont bons. Il faut qu'ils se retirent de la course présidentielle. L'un appartient à l'ancien régime, tandis que l'autre n'a aucune expérience politique et a le programme d'un groupe islamiste. Les deux hommes vont détruire ce pays*", a déclaré Arafa Mohamed, 21 ans, présent mardi place Tahrir au milieu de milliers de manifestants.

Le Mouvement du 6-Avril et les partis libéraux ou centristes, en appelant au rassemblement de mardi, ont réclamé que le processus électoral soit gelé jusqu'au vote d'une loi empêchant Ahmed Chafik de se présenter.

Les Frères musulmans ont déclaré se joindre à la manifestation, mais n'appellent pas à un report du scrutin.

Le seul point d'accord de tous les manifestants de Tahrir concerne Ahmed Chafik, symbole des "*feloul*", comme sont nommés les représentants de l'ancien pouvoir. Mais ils restent divisés sur le cas de Mohamed Morsi et sur son aptitude à défendre la révolution, comme il l'a assuré devant les électeurs.

Les discussions entre Morsi et deux autres candidats éliminés au premier tour, le représentant de la gauche nassérienne Hamdine Sabahi et l'islamiste dissident Abdel Moneim Aboul Fotouh, arrivés respectivement troisième et quatrième du scrutin, n'ont pas permis de déboucher sur un soutien clair de ces derniers au candidat des Frères.

Sabahi et Aboul Fotouh ont rejeté les résultats de l'élection en dénonçant des irrégularités et demandent la création d'un conseil présidentiel, probablement pour y figurer.

Les Frères musulmans considèrent que l'instauration d'un tel organe serait contraire à la Constitution mais Morsi a proposé de nommer des vice-présidents extérieurs à la confrérie.

A eux deux, Sabahi et Aboul Fotouh ont réuni environ 40% des suffrages des électeurs inscrits au premier tour et leur soutien pourrait s'avérer crucial.

Les partisans d'Ahmed Chafik, eux, font profil bas. Beaucoup d'électeurs de l'ancien Premier ministre se comptent parmi ceux qui se sont réjouis de la chute du "*raïs*" mais sont lassés de la révolution, souhaitent le retour de l'ordre public et s'inquiètent pour la marche de l'économie.

On trouve parmi eux des libéraux et des chrétiens coptes qui redoutent l'arrivée au pouvoir d'un islamiste, même si Morsi assure que les Egyptiens resteront libres de leurs opinions ou de leur port vestimentaire. (Reuters 05.06)

Social

France

La CFDT ne cesse de prendre du poids. Pour la 5ème année consécutive, la centrale syndicale a vu son nombre d'adhérents progresser en 2011. Au total, la CFDT comptait, au 31 décembre 2011, 863.674 adhérents, indique Hervé Garnier, secrétaire national de la CFDT, dans un communiqué reçu mardi.

Le calcul est fait sur la base de huit cotisations payées par adhérent au cours de l'année, ce qui est une "*moyenne*" constatée par la centrale, compte tenu des impayés, des entrants et des sortants en cours d'année, indique le syndicat. (lexpansion.com 05.06)

Comment interpréter politiquement cette information ? Le prolétariat et le mouvement ouvrier (y compris son avant-garde officielle) sont profondément corrompus par le capitalisme et ils le resteront aussi longtemps que les masses auront les moyens de vivre comme avant. Et il n'est pas dit que même lorsque cette échéance aura sonné ils sauront trouver la voie du socialisme, il suffit d'observer ce qui se passe en Grèce pour en être convaincu. Il en faudra plus, il faudra une catastrophe qui menace l'existence de la civilisation pour que les intellectuels (les enseignants essentiellement) renouent avec le marxisme, une guerre. Vous voyez autre chose qui serait susceptible de les obliger à revoir entièrement leur copie, moi, je n'en vois pas.

L'incurie politique devenue légendaire de nos dirigeants est masquée par bien des artifices, leur participation à la lutte de classe fait illusion, leurs critiques envers le régime n'est qu'une façon de brasser du vent pour tromper les crédules ou les fonctionnaires petits-bourgeois qui y trouvent leur compte.

Que ceux, qui ne comprennent pas ce genre de discours qui se veut lucide, qu'ils trouveront sans doute outrancier ou déplacé, lisent ou relisent attentivement Marx et Engels ou encore Lénine qui se sont exprimés sur la nature du prolétariat et du mouvement ouvrier au fil de la lutte des classes dans des termes beaucoup plus violents encore, à juste titre.

Ne cherchez pas ailleurs que chez nos dirigeants l'origine de la situation politique actuelle, la classe ouvrière et particulièrement les ouvriers et les employés n'y sont absolument pour rien, quant aux trahisons de la social-démocratie et du stalinisme elles remontent à 98 et plus de 80 ans en arrière, les mettre en avant aujourd'hui pour expliquer l'impasse dans laquelle nous nous trouvons est le meilleur témoignage qui soit de la faillite politique de ceux qui ont prétendu les combattre, en leur accordant qu'ils en aient eu véritablement l'intention un jour.

Economie

1- G7

Les ministres des Finances et les banquiers centraux du G7 se sont entendus pour travailler de concert à résoudre les problèmes affectant la zone euro mais n'ont publié aucun communiqué commun à l'issue d'une téléconférence convoquée en urgence.

"*Les ministres des Finances et les banquiers centraux du G7 ont examiné les développement de l'économie mondiale et des marchés financiers et les réponses politiques qui sont à l'étude, y compris les progrès vers une union fiscale et budgétaire en Europe*", a indiqué le Trésor américain dans un communiqué.

"*Les dirigeants des principaux pays européens ont exprimé des points de vue très déterminés (...) Nous leur avons demandé de prendre des mesures l'une après l'autre pour soulager non seulement notre anxiété mais aussi celle des marchés financiers*", a déclaré le ministre japonais des Finances Jun Azumi, à des journalistes à Tokyo. (Reuters 05.06)

2- UE. Allemagne.

Le gouvernement allemand a élaboré un programme pour l'Europe qui mise sur les potentiels du marché commun et des réformes structurelles, mais pas sur une relance à crédit.

C'est le ministère de l'Economie, tenu par le libéral Philipp Rösler, qui a élaboré ce programme intitulé "*Plus de croissance pour l'Europe: emploi, investissements, innovations*", dont l'AFP a obtenu copie.

Ce document de huit pages, qui reprend des thèmes fréquemment évoqués par la chancelière Angela Merkel ces dernières semaines, doit être soumis aux partenaires européens de l'Allemagne, dont beaucoup réclament, à l'instar de la France, une stimulation de la croissance pour accompagner la rigueur budgétaire à l'ordre du jour en Europe.

Il doit aussi servir de base aux négociations avec les partis allemands d'opposition dont Berlin doit obtenir le soutien pour le vote au Bundestag du pacte européen de discipline budgétaire.

"*La croissance pérenne ne s'achète pas avec des programmes de dépenses publiques, ni avec des interventions étatiques qui biaisent la concurrence, ni avec une politique monétaire trop expansive*", selon le texte.

Pour le reste, les pays de l'UE sont invités à "*mettre en place des conditions favorables à l'activité entrepreneuriale*", accélérer les privatisations, réformer leur marché du travail.

Contrairement à ce qu'écrivait mardi le quotidien Handelsblatt, se basant manifestement sur une autre version, le texte ne mentionne pas la taxation des marchés financiers.

Or le parti social-démocrate SPD, dont Mme Merkel doit s'assurer le soutien au Bundestag pour faire adopter le pacte budgétaire à la majorité requise des deux tiers, l'exige comme condition à son feu vert. "*Si rien ne bouge là-dessus, nous ne voterons pas 'oui'*", a martelé mardi un responsable du parti, Frank-Walter Steinmeier.

Eurobonds, union bancaire... un jour peut-être

Berlin reste opposé aux euro-obligations, instrument de mutualisation de la dette défendu par la France et d'autres partenaires européens, mais qui selon l'Allemagne ne pourront voir le jour que dans "*de nombreuses années*".

Fin de non-recevoir allemande aussi à une utilisation directe par les banques des mécanismes de secours de la zone euro, le FESF et le MES, ou à une ouverture des vannes de la Banque centrale européenne (BCE).

Quant au sujet amplement discuté cette semaine d'une "*union bancaire*", Mme Merkel a certes paru lui ouvrir la porte en admettant qu'il serait discuté par les Européens lors de leur prochain sommet fin juin, mais pour elle ceci s'inscrit dans le cadre d'une réflexion de long terme sur l'avenir de l'UE.

"*Un tel pas doit être bien réfléchi*", a d'ailleurs mis en garde mardi le chef de file des députés de son parti, Volker Kauder. (AFP 05.06)

3- Espagne

L'Espagne a reconnu mardi que les marchés lui sont fermés alors que les grands argentiers du G7 ont évoqué lors d'une conférence téléphonique les progrès en vue d'une union budgétaire et financière en Europe sur fond de nouveaux signaux de rechute en récession de la zone euro.

"*La prime de risque signifie que l'Espagne n'a pas d'accès au marché*", a dit le ministre espagnol du Trésor sur la radio Onda Cero.

Selon lui, les banques espagnoles devraient être recapitalisées grâce à des "*mécanismes européens*", une position qui tranche avec la doctrine jusqu'alors défendue par les autorités qui considéraient pouvoir lever des fonds pour renflouer leur système bancaire.

Dans son édition à paraître mercredi, le quotidien allemand Die Welt écrit cependant que des responsables européens envisagent de proposer à l'Espagne une ligne de crédit du FESF afin de lui permettre d'assainir son secteur bancaire.

Le Premier ministre espagnol, Mariano Rajoy, a appelé à plusieurs reprises l'Europe à adopter des mesures urgentes, comme la reprise des rachats d'obligations souveraines ou l'injection de liquidités par la Banque centrale européenne.

L'Espagne doit encore refinancer 82 milliards d'euros de dettes cette année, et aider ses régions autonomes à payer 16 milliards d'euros d'intérêts de la dette au second semestre 2012.

Elle doit en outre trouver 19 milliards d'euros pour recapitaliser Bankia et pourrait étendre cette mesure à l'ensemble du secteur bancaire en fonction des résultats d'un audit indépendant en cours.

Madrid défend l'idée d'un plan européen d'aide directe aux banques, sans que le gouvernement ait à en formuler la demande, mais elle se heurte sur ce point aux réticences de l'Allemagne.

La Commission européenne exposera mercredi ses propositions en matière de traitement des banques en situation de faillite, un pas dans la direction d'une union bancaire que la BCE réclame pour affermir l'avenir de l'euro.

Mais ce projet qui passe par une coordination renforcée entre les pays de la zone euro, ne devrait pas voir le jour avant 2014, trop tard pour que l'Espagne puisse en bénéficier. (Reuters 05.06)

Haut de page

Le 8 juin

CAUSERIE

Dans cette page. J'ai créé une nouvelle rubrique en fonction de l'actualité : *Sur les banques en Europe, la BCE et l'UE politique.*

Je n'ai pas eu le temps d'actualiser le site hier parce que j'ai subi une petite opération à un pied le matin, et de retour chez moi, après déjeûner je me suis trouvé mal ce qui m'a contraint à me reposer. J'avais pratiquement achevé le boulot quand on a encore eu à se coltiner des emmerdements avec les frères de mon épouse quatre jours avant son départ en France. Elle a fini par leur dire que c'étaient des abrutis finis et des dégueulasses et qu'elle ne voulait plus les voir, je ne suis pas intervenu.

Quand on voit comment se comportent des personnes soi-disant évoluées ou qui possèdent un certain niveau de conscience, vivre au quotidien avec des gens arriérés au possible, une notion qui vous échappe ou qui ne veut peut-être rien dire pour vous je n'en sais rien, c'est une source d'emmerdements infinis, sans issue, qui vous bouffe l'existence au point de les rendre infréquentables ; sachant qu'ils ne peuvent concevoir avec vous que des rapports de profit à leur avantage, il suffit de faire en sorte de leur faire comprendre qu'ils n'ont rien à attendre de vous pour ne plus les voir. Or nous avons eu la faiblesse ou la générosité de leur venir en aide à de multiples reprises et d'entretenir de ce fait entre nous des rapports sur des bases pourries dont ils n'ont cessé de profiter. Dorénavant c'est définitivement terminé.

Quand mon épouse est en Inde, ils passent toutes les semaines chez nous uniquement dans le but de lui soutirer quelque chose, ils lui pourrissent littéralement son séjour, quand elle est retournée en France je n'en vois plus aucun pendant des mois car avec moi les choses se passent autrement, il ne me soutire rien, c'est moi qui décide de leur donner (ou prêter) quelque chose en les mettant face à leurs responsabilités et gare à eux s'ils s'avisaient de vouloir me rouler.

Dans le passé ils nous ont tous piqué du fric en passant par mon épouse, ils l'avaient amadouée, c'était leur soeur, maintenant qu'elle est toujours faible à cause de son opération du coeur et qu'elle a besoin de repos et de calme, elle se rend compte à quel point ils sont pourris jusqu'à l'os, ils sont asocials parce qu'ici en Inde la notion même de société n'existe pas, n'a jamais existé, ne s'est jamais développée ou seulement chez les classes supérieures pour justifier leur pouvoir sur l'immense masse de prolétaires arriérés, et encore c'est accorder généreusement une qualité aux classes dominantes qui en réalité ne concernent qu'une infime minorité de ses membres, et encore dans certaines conditions seulement.

Quand on dit que l'homme n'a pas encore commencé à écrire consciemment sa propre histoire, on ne réfléchit pas forcément à tout ce que cela implique, on se contente d'une formule creuse comme le font la plupart des militants, tenez en priorité les tiers-mondistes qui font de la propagande en faveur de l'immigration illégale et qui sont incapables d'évaluer les conséquences en terme de rapports entre les classes de l'existence d'une masse considérable d'arriérés à caractère asocial, dont l'éducation, la culture, la mentalité et le comportement sont guidés par ce caractère dont ils ne se délivrent pas par miracle parce qu'ils ont changé de pays, c'est un leurre de croire le contraire, de la même manière que lorsqu'on considère comme acquis chez pratiquement n'importe qui un certain niveau de conscience, l'histoire de la lutte des classes du XXe siècle est là pour en témoigner si nécessaire, mais ces militants ou plutôt leurs dirigeants l'ignorent au profit d'une conception romantique ou teintée d'humanisme de l'histoire au nom de l'internationalisme prolétarien plutôt comme s'ils étaient obligés de se donner une bonne conscience, on se demande franchement pourquoi ou ce qu'ils ont à se faire pardonner de si important, peut-être de ne pas avoir été foutu de construire un nouveau parti communiste et une nouvelle Internationale digne de ce nom.

J'essaie dans tous mes rapports de toujours me placer sur le terrain de la lutte des classes. Je ne pense pas que favoriser dans la société telle qu'elle existe aujourd'hui le développement d'une masse asociale manipulable et susceptible de grossir les rangs du lumpenprolétariat puisse servir notre cause, cela sert plutôt les intérêts des ennemis du prolétariat, pour moi qui cotoies au quotidien cette masse asociale c'est une évidence.

Je fais une distinction entre l'ouvrier qui a acquis un certain niveau de conscience, l'ouvrier arriéré qui possède néanmoins certaines valeurs républicaines ou démocratiques (le milieu ouvrier dans lequel j'ai été élevé en France), l'ouvrier asocial qui n'en possède aucune (le milieu ouvrier que je cotoie en Inde), et pour finir celui qui a déjà rejoint les rangs du lumpenprolétariat. On ne peut avoir de relations qu'avec les deux premières catégories, c'est leur évolution qui conduira les deux autres à les rejoindre, seule une révolution sociale et politique pourra réaliser cette transformation.

Je sais que je traite là un sujet sensible, je l'aborde lucidement sur le plan de la lutte des classes et non sur le plan émotif ou individuel. Je n'ai pas besoin de justifier mon comportement parce que je n'ai pas besoin de prétexte pour me donner bonne conscience. Quand mon intégrité ou de celle de mon épouse est remise gravement en cause, je vous fais part simplement de cette expérience et la façon dont je l'aborde sans jamais mépriser personne car ce serait absurde. Maintenant vous le comprenez ou non, ce n'est pas mon problème.

Le combat que je mène est particulièrement ingrat et ne me procure aucune satisfaction personnelle, le plus souvent à contre-courant des idées dominantes, et c'est parce que j'en ai parfaitement conscience que je résiste à la tentation de plier, de brader mes principes, de me vautrer dans des compromis honteux comme savent si bien le faire nos dirigeants.

Comment ils violent les règlements qu'ils ont eux-mêmes institués. Question : dans quel objectif ?

Une option intermédiaire est à l'étude, a fait savoir mercredi le quotidien allemand Süddeutsche Zeitung. Il s'agirait de verser directement de l'argent provenant du fonds de secours européen dans le Fonds public espagnol d'aide au secteur bancaire (Frob).

"*Il est impossible sur le plan juridique de prêter directement au Frob mais on peut prêter au gouvernement espagnol*" avec l'obligation de rediriger les fonds vers le Frob, souligne cette même source.

Ce serait ainsi le secteur financier qui se retrouverait sous la pression des bailleurs de fonds et non plus le gouvernement espagnol. (AFP 06.06)

Déjà que l'économie et plus encore la finance sont des domaines difficiles à aborder, on a parfois du mal à s'y retrouver tant leurs annonces sont contradictoires. Cela ne doit pas nous rebuter pour essayer de comprendre ce qui se passe et leurs réelles intentions. Cela demande une attention toute particulère qui nous fait défaut parfois. Or, il nous faut faire cet effort pour au moins cerner quelle tendance se dessine à travers leurs décisions ou les perspectives qu'ils tracent, tout en se méfiant des fausses annonces qui relèvent de la propagande ou qui ont pour unique objet de faire pression sur tel ou tel acteur.

On ne va pas revenir ici sur la question de la dette des Etats que chacun connaît par coeur, on va s'intéresser à une autre question que la BCE et la Commission européenne mettent en avant de concert : une union bancaire européenne. Qu'est-ce que c'est ? Comment cela fonctionnerait-il ? Pour quoi faire ? Pourquoi ? Qu'est-ce que cela recouvre ? A quel moment précis sortent-ils cela ?

Je n'ai pas eu le temps encore de me documenter pour répondre précisément à ces questions. Cependant on peut tenter une première approche.

On sait qu'ils visent la destruction des Etats-nations à travers la construction de l'Union européenne dans le but d'instaurer un Nouvel ordre mondial. On sait qu'ils rencontrent de nombreux obstacles sur cette voie, précisons qu'ils ne se réduisent pas à la résistance des peuples ou de la lutte de classe du prolétariat, pour l'essentiel ils proviennent du développement du capitalisme dans chaque pays et de la concurrence que se livrent les capitalistes entre eux.

Si chaque crise se traduit par la disparition ou l'absorption des capitalistes les plus faibles par les plus puissants, cela vaut dans tous les secteurs économiques, y compris la banque et la finance. Maintenant quand on observe de quelle manière se sont développés les Etats-Unis à partir du début du XXe siècle, comment ils sont parvenus à absorber les éléments disparates qui prédominaient sur ce vaste territoire au XIXe siècle pour ne plus former qu'un seul Etat, on s'aperçoit qu'ils y sont parvenus sur le plan politique sous l'égide d'un cartel des banquiers les plus puissants à la tête déjà de gigantesques conglomérats industriels, ce sont les JPMorgan, Rockefeller et Cie qui ont modelé l'Etat américain, qui ont imposé une forme de pouvoir à la tête de l'Etat et au sein des institutions où le prolétariat est totalement inexistant, mais qui par défaut ou par faiblesse a été dénommé démocratie, alors qu'en réalité il s'agit d'un régime dictatorial aux mains et au service de la Fed et de Wall Street. Ce sont les banquiers américains les plus puissants qui font et défont les présidents américains, qui décident quelle politique le gouvernement doit mener dans le pays et à travers le monde, ils détiennent le Congrès et le Sénat depuis que la Fed existe, rien n'échappe à leur pouvoir. Il existe bien des dizaines de milliers de banquiers moins importants aux Etats-Unis, mais leur existence et leur sort tient au bon vouloir du cartel qui domine la Fed.

En Europe, rien de tout cela existe ou presque. Depuis le traité de Maastricht (1992) et l'instauration de l'euro (1999), ils tentent de marcher à pas forcés sur les traces des Américains mais ils se trouvent confrontés à des obstacles quasi insurmontables du fait de l'histoire et de la composition particulière de chaque capitalisme dans chaque Etat. Tandis qu'aux Etats-Unis c'est le monopole d'un cartel de banquiers qui impose sa loi à tout le pays, il n'existe rien de tel dans l'UE.

Ils sont en train de se rendre compte que s'attaquer aux Etats par le biais de la dette a ses limites, c'est là que le facteur de la lutte de classe se rappelle à leur bon souvenir ou rejaillit à la surface violemment. Certes, le climat permanent de crise qu'ils ont instauré a permis d'atteindre certains objectifs comme l'amplification de l'exploitation des travailleurs ou encore l'affaiblissement ou la liquidation de capitalistes dans certains secteurs d'activité, maintenant il s'agit pour eux de s'attaquer à la tête du capitalisme, aux banques et aux institutions financières, secteur qu'il leur faut épurer pour que les plus puissants imposent leur loi à tous, comme cela se produisit un siècle plus tôt aux Etats-Unis. Ils ont mis au point un certain nombre d'instruments, parmi eux Bâle I, II et III ou encore les séries de tests qu'ils infligent à toutes les banques pour finalement décider celles qui méritent d'être sauvées et celles qui doivent disparaître ou se soumettre à la loi du plus fort. Le problème, c'est que même dans ce secteur économique, sa structure organique diffère de ce qu'elle était aux Etats-Unis au moment de la fondation de la Fed.

Je ne voudrais pas dire de bêtise, mais il semble que le pouvoir soit davantage concentré entre quelques mains aux Etats-Unis qu'en Europe. De la même manière qu'il existe une concurrence plus féroce entre capitalistes en Europe du fait qu'ils sont plus nombreux dans un même secteur d'activité. Sur le vaste territoire américain et le premier marché mondial en terme de PIB

par habitant, il n'existe que trois constructeurs automobiles américains en concurrence, Ford, GM et Chrisler, alors qu'ils sont encore plus du double en Europe pour un marché comparable. Certes, certains constructeurs européens ont disparu depuis 30 ans ou ils ont été absorbés, mais est-ce suffisant ?

Pour revenir à notre sujet, cette question se pose également au niveau de la concentration des capitaux détenus par les banques dans chaque pays : a-t-elle atteint un niveau suffisant pour que l'aristocratie financière impose sa loi à tous les Etats, impose les rapports sur lesquels doit fonctionner l'UE, donc réaliser une fédération politique d'Etat calquée sur le modèle américain, bref, achever la construction de l'Union européenne qui dépossèderait tous ses peuples de leurs droits et de leur histoire respectif, niant la lutte de classe du prolétariat européen depuis le milieu du XIXe siècle, d'où le rôle capital de sa résistance à ce processus.

(je reprends en fin de soirée cette analyse rédigée le matin.)

Je n'ai pas vraiment eu le temps de penser à ce que j'avais écrit ce matin, cependant j'ai trouvé un enchaînement qui me semble intéressant. Nous en étions restés à l'aristocratie financière qui veut parachever sa dictature, en passant par l'épuration et la restructuration du secteur bancaire en Europe. La BCE et la Commission européenne viennent de déclarer qu'elles étaient favorable à une union bancaire européenne et j'ai essayé d'expliquer quelle en était la finalité politique.

Maintenant reprenons le mécanisme qui nous a conduits à la situation actuelle en y associant l'information précédente sur les banques. Il se compose de plusieurs phases :

1- Ils ont commencé par faire monter la dette de l'Etat qui a pour créancier les marchés et les banquiers ;

2- Ensuite ils ont imposé l'austérité qui s'est traduit par un appauvrissement de la population tandis que certains s'enrichissaient rapidement ;

3- L'insolvabilité des clients des banques a entraîné leur quasi-faillite, qui à son tour a entraîné celle de nombreuses entreprises faisant grimper le chômage à un niveau insupportable ;

4- La BCE est venue au secours des banques ainsi que les Etats déjà fortement endettés, rendant la situation encore plus inextricable pour ne pas dire incontrôlable ou explosive sous bien des aspects ;

5- Les marchés ont fait en sorte que les banques soient vulnérables pour rendre leur renflouement indispensable par les Etats, la dette que les contribuables doivent payer, une façon comme une autre de racketter la population laborieuse, par tous les bouts.

6- En poussant les banques à la faillite, ils ont réussi à faire disparaître les plus faibles ou à les rendre dépendantes de la BCE, ce processus est encore en cours.

7- L'orientation de la BCE et de la Commission européenne pourrait consister à accélérer ce processus de concentration bancaire ou plutôt, n'ayant pas réussi ou se rendant compte qu'il serait dangereux de s'attaquer frontalement à certaines banques parce qu'elles entretiennent des rapports entre elles ou qu'elles ont des intérêts en commun, ils pourraient opter pour la formation d'un cartel bancaire européen sous l'égide des banques les plus puissantes qui se chargeraient elles-mêmes de faire discrètement le ménage dans leur milieu.

On poursuivra plus tard cette analyse en voyant quels obstacles politiques ils demeurent pour avancer dans cette voie. Bien des questions restent en suspens comme par exemple les rapports entre la BCE et cette union bancaire européenne si toutefois elle voit le jour un jour. Sur le plan politique, ils ont évoqué la transformation de la Commission européenne en un gouvernement européen, dont les membres ne sont pas élus à ce jour, et l'élection au suffrage universel d'un président de l'UE.

(La suite rédigée en partie ce matin et cet après-midi)

Encore quelques réflexions tenant compte des derniers développements ou déclarations.

On a vue que mettre les banques en danger poussait à imposer l'union politique, et les sauver nécessitait un renfort de l'union budgétaire des Etats.

Les Allemands viennent d'affirmer que l'union politique soutendait une union budgétaire selon le figaro.fr. Pour Berlin, «*les eurobonds ne peuvent être qu'un point d'aboutissement alors que nous considérons que ce devrait être un point de départ*», a souligné Hollande. Merkel a répliqué selon la même source : vous voulez les eurobonds, chiche, mais en contrepartie nous réclamons l'union politique, seule susceptible de garantir que l'Allemagne ne sera pas seule à faire des réformes et à payer pour ceux qui n'en font pas.

Si je comprends bien, c'est le rapport de force économique établi entre chaque Etat et dominé par l'Allemagne qui doit dicter les contours de cette "union politique" afin que Berlin conserve son hégémonie au sein de l'UE, ce qui signifie au passage que la liquidation pure et simple des Etats dans un nouvel Etat qui engloberait au départ tous les pays de la zone euro n'est pas pour demain ou que cette perspective politique est irréalisable à court terme. On pourrait ajouter qu'il en sera de même de l'union bancaire européennne qui présenterait les mêmes inconvénients que les eurobonds.

Thomas Klau, analyste politique à l'European Council on Foreign Relations (ECFR) apporte une précision sur la question de l'union politique de l'UE, en rappelant que l'Allemagne est opposé à un schéma politique défendu par la France donnant aux gouvernements le premier rôle : «*pour les Allemands, cette vision néogaulliste est inefficace, en permettant un veto, et insuffisamment démocratique parce que le Conseil n'est responsable devant aucun parlement européen*». (lefigaro.fr 07.06)

Le souci de Merkel n'est pas d'inscrire la construction dans un processus démocratique, chacun l'aura compris, mais au contraire d'interdire son expression par le rejet des peuples d'un ou plusieurs Etats de mesures conduisant à une plus grande intégration dans l'Union européenne et la perte de leur souveraineté. On a à l'esprit que leur objectif final est d'interdire aux peuples de l'UE d'intervenir directement sur le fonctionnement et l'orientation de la politique réactionnaire l'UE, de leur interdire toute forme d'expression politique qui viendrait contrecarrer leur plan constituant un chaînon du Nouvel ordre mondial auquel les maîtres du monde aspirent.

Ce qui est intéressant ici, c'est que lorsque Merkel rejette l'idée que le Conseil de l'Europe constitué des chefs d'Etat qui ont des comptes à rendre à leur peuple respectif et seraient tentés de s'opposer à certaines mesures particulièrement impopulaires dans leur pays, elle estime qu'il serait possible de palier à cet inconvénient en passant par le parlement européen boycotté par la moitié des électeurs à chaque élection et n'ayant de compte à rendre finalement à personne, excepté leurs commanditaires : les banquiers et les actionnaires des grandes entreprises.

Tout renforcement du pouvoir du parlement européen ne peut se faire qu'au détriment des parlements nationaux qui n'auraient plus qu'un rôle subsidiaire à remplir et qui seraient au final dénués de tout pouvoir. La boucle serait ainsi bouclée et les Etats-Unis d'Europe fonctionneraient plus ou moins sur le modèle américain avec un gouvernement fédéral dont le président serait élu selon des modalités proches de celui existant en Amérique, le parlement européen remplirait la fonction du congrès, la Commission européenne qui serait étoffée et les pouvoir étendus celui du sénat, l'union bancaire européenne sous l'égide de la BCE ou formant une seule entité correspondrait à la Fed...

Il leur reste encore de nombreux obstacles à franchir avant de parvenir à leur fin, par exemple à ce jour il n'existe aucune harmonisation fiscale au sein de l'UE et l'épuration au sein du capitalisme et des banques est loin d'être achevée ou parvenue à un niveau permettant d'afficher leur complémentarité, de faire en sorte que certaines banques et entreprises en Europe agissent comme des monopoles imposant leur loi à toutes les autres.

Le changement dans la continuité c'est maintenant ou faites tomber les masques. (suite) "***Ça se fera plus discrètement***".

Le Qatar reste un partenaire incontournable de la France au Moyen-Orient, même si ses dirigeants n'auront sans doute pas le même degré d'intimité avec le président socialiste François Hollande qu'avec son prédécesseur de droite, Nicolas Sarkozy.

Le Premier ministre du Qatar l'a confirmé à sa manière jeudi, à l'issue d'un entretien de plus d'une heure avec le nouveau chef de l'Etat français, quelques heures avant de voir son ministre des Affaires étrangères, Laurent Fabius.

"*Les relations entre les deux pays sont des relations institutionnelles, pas personnelles (...) C'est une relation étroite*", a dit Cheikh Hamad bin Jassim Al Thani, alias "*HBJ*".

Des diplomates proches de la gauche plaident certes pour un rééquilibrage des rapports avec ce micro-état immensément riche du Golfe Arabo-persique, dont Nicolas Sarkozy, fort de relations personnelles avec l'émir et le Premier ministre qataris, avait fait une sorte de joker diplomatique.

Ils s'appuient sur la nécessité, à leurs yeux, de donner des gages à des acteurs arabes majeurs comme l'Arabie saoudite et l'Algérie, agacés par l'activisme omnidirectionnel de l'émirat.

Mais l'ancien ambassadeur Denis Bauchard, spécialiste du Moyen-Orient et auteur d'un livre sur "*Le nouveau monde arabe*", parie pour sa part sur une continuité de la coopération déjà très ancienne entre la France et le Qatar.

"*Ça se fera plus discrètement et de manière moins ostensible mais ça va continuer*", a-t-il déclaré à Reuters.

Ce que paraît confirmer un conseiller diplomatique de François Hollande : "*Il n'y a pas de raison de remettre en cause une*

relation bilatérale, dès lors qu'elle est fondée sur des principes sains et des objectifs partagés."

Le Qatar, moins de 12.000 km2 et deux millions d'habitants dont un dixième de nationaux, possède les troisièmes réserves de gaz naturel du monde, dont il est le premier exportateur. Il produit aussi environ 1,2 million de barils de pétrole par jour. (Reuters 07.06)

"*Ça se fera plus discrètement et de manière moins ostensible mais ça va continuer*", cela vaut sur le fond pour l'ensemble de la politique réactionnaire de Sarkozy que Hollande entend poursuivre.

On comprend pourquoi Hollande n'a rien contre les riches.

Laurent Fabius, Marisol Touraine, Jérôme Cahuzac et Michèle Delaunay sont assujettis à l'ISF. Sylvia Pinel, elle, a refusé de communiquer ses informations.

Deux autres ont été redevables de l'ISF, mais ne l'étaient plus l'an dernier: Michel Sapin et le chef du gouvernement, Jean-Marc Ayrault. Quant à Arnaud Montebourg, il est sûr de ne pas avoir pas payé l'ISF depuis six ans, mais sa mémoire flanche pour les années précédentes.

Inutile, en revanche, de demander aux intéressés des précisions sur les montants acquittés... (lexpress.fr 06.06)

Ah ces bourgeois ! Il faut être aveugle pour ne pas voir que ce gouvernement est étranger à la classe ouvrière, aucun des partis qui le composent, PS, PRG et EE-LV ne peut revendiquer son appartenance au mouvement ouvrier.

Comment légitimer à l'avance la politique du gouvernement. Mode d'emploi.

François Hollande ouvrira le lundi 9 juillet les travaux de la grande conférence sociale qui doit permettre de lancer, en concertation avec le patronat et les syndicats, les premiers grands chantiers de son quinquennat.

Le Premier ministre Jean-Marc Ayrault a réuni mardi les partenaires sociaux pour en caler l'ordre du jour et la méthode de travail. (Reuters 06.06)

Le cadre : un diagnostic partagé de la situation établi sur la base d'un rapport de forces favorable à la classe qui détient le pouvoir : la classe des capitalistes. C'est bien sur la base des besoins spécifiques de cette classe que les dirigeants syndicaux acceptent de discuter avec le gouvernement et le patronat, autrement dit brader nos droits.

Retraite. Pourquoi ce double langage des dirigeants syndicaux ?

Titre d'un article de presse : Retraite à 60 ans : les syndicats satisfaits, en attendant plus. - libération.fr 06.06

Qu'est-ce à dire ?

- La plupart des organisations syndicales ont exprimé leur satisfaction après l'annonce par le gouvernement du retour partiel à la retraite à 60 ans. Certaines n'hésitent cependant pas à alerter sur des points spécifiques, insuffisamment pris en compte à leur goût. (id)

Et de multiplier les "*points spécifiques*" qui posent problèmes, car en réalité c'est l'ensemble des travailleurs qui se trouvent spoliés de leurs droits à la retraite par rapport à la situation antérieure à 2010 ou 2004 du fait que les contre-réformes successives n'ont pas été abolies par le gouvernement. Tous les syndicats ont accepté de discuter avec le gouvernement sur la base de 41 annuités qu'il leur a proposée et impossibles à atteindre pour des centaines de milliers de travailleurs, des millions avant un âge avancé, donc bien au-delà de 60 ans.

On aura compris que c'est parce qu'aucun syndicat ne défend le retour à 37,5 annuités qu'ils sont obligés d'employer ce double langage, tandis que le gouvernement s'appuie sur les contre-réformes des retraites adoptées par le RPR-UMP depuis 1997.

En résumé, le gouvernement, que certains osent qualifier de "*gauche*", engage des "*discussions*" avec les syndicats sur la base des lois votées par le parti de l'ordre que les dirigeants syndicaux acceptent, légitimant une nouvelle fois les contre-réformes sur les retraites conformément à leur fonction de lieutenant de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier.

Ils veulent la peau de l'idiot utile.

Jean-Marc Ayrault a battu jeudi la campagne dans le Nord Pas-de-Calais où il a apporté un soutien marqué au socialiste Philippe Kemel qui affronte à Henin-Beaumont Jean-Luc Mélenchon (Front de gauche) et Marine Le Pen (FN).

Au cours de son périple, juste avant de tenir un meeting commun à Lille avec la première secrétaire du PS Martine Aubry, le Premier ministre s'est rendu à Libercourt, commune située dans la circonscription de M. Kemel (la 11e), pour lui manifester en personne son "*soutien de tout coeur*".

M. Kemel, dont la désignation comme candidat PS aux législatives a donné lieu à polémique sur la sincérité de la consultation des militants de la fédération, doit ferrailler avec M. Mélenchon et avec Mme Le Pen.

Plus tard, M. Ayrault et Mme Aubry lui ont renouvelé leur soutien. C'est un "*candidat 100% majorité présidentielle*", qui ne se présente "*pas uniquement pour se faire une promotion et être dans les médias*", a dit M. Ayrault, allusion à M. Mélenchon. (AFP 07.06)

Dans les deux derniers sondages parus hier, Le Pen arriverait en tête suivie de Kemel, Mélenchon arriverait en troisième position.

Comment le POI soutient le gouvernement Hollande-Ayrault. (suite)

Pour le comprendre il suffit de lire l'éditorial de D. Gluckstein du n°203 d'Informations ouvrières dans lequel il reprend un extrait de la déclaration adoptée à l'issue de leur meeting du 3 juin :

" *C'est quand même incroyable : nous n'avons pas encore de gouvernement qui a pris de décisions, nous n'avons pas encore d'Assemblée nationale, mais nous avons déjà un gouvernement du FMI et de l'Union européenne qui vient chez nous dicter la politique de destruction du capital financier.*"

Tout d'abord, "*chez nous*", connaît pas monseur le philistin, je ne me reconnais pas dans leur pays, dans leur société, vous peut-être, apparemment semble-t-il, vous vous êtes trahi ! J'aurais dit : en France, dans le pays où nous sommes, dans ce pays, etc. Continuons l'essentiel est ailleurs.

Ah ben ça alors, voyez-vous cela, le gouvernement n'aurait pas déjà annoncé la couleur de sa politique réactionnaire (Smic, retraites, fonction publique, chômage, précarité, paiement de la dette, aide aux banques, Syrie, etc.) passons sur le fait qu'il attend le lendemain des législatives pour nous matraquer, ce que Gluckstein sait pertinemment mais feint d'ignorer parce qu'il en est le complice avec son parti, comme s'il fallait attendre quelque chose de bon de la prochaine Assemblée nationale!

Souvenez-vous camarades qu'en 2005 lors du référendum sur le TCE, la quasi-totalité des députés s'étaient prononcés pour le oui, 92% exactement, Assemblée nationale composée essentiellement de députés de l'UMP et du PS, comme demain. Souvenez-vous également, comment le PS qui détient la majorité au sénat s'y est pris dernièrement pour faire adopter le texte sur le MES, en s'abstenant, ce texte étant adopté par la minorité de l'UMP.

Et les travailleurs devraient attendre quelque chose de ces gens-là ? Gluckstein se fout ouvertement des militants et des travailleurs. Question : pour qui roule le POI ? En fait il fait feu de tout bois, la suite le prouve une nouvelle fois.

Un grossier mensonge.

Dans son éditorial il cite un second passage de cette déclaration dans laquelle on peut lire ceci :

"*Chacun le sait : le Parti ouvrier indépendant n'a pas donné de consigne de vote.*"

Faux, menteur, la preuve, Informations ouvrières n°198 page 8 :

"*Discussion à l'issue du 1er tour de la présidentielle.*

Claude Jenet, secrétaire national, rappelle que dans son comité du Vaucluse, il y a eu des discussions : faut-il appeler à voter Hollande ? Il rappelle que depuis le début, le POI a mis en avant la nécessité de chasser Sarkozy et sa politique."

Jenet a répondu qu'avancer "*la nécessité de chasser Sarkozy et sa politique*" revenait à appeler à voter Hollande, il n'y a que les lobotisés pour couvrir ce grossier mensonge.

Citation : "*beaucoup de* “lobotomisés”, *s'ils ne montraient plus d'anxiété ni de violence, devenaient apathiques (…)* " (la Recherche, juil.-août 1974, p. 655) Apathique du cerveau !

Certains se demanderont peut-être comment peut-on militer dans un parti et accepter de telles méthodes de la part de ses dirigeants ? Sans doute parce que la plupart des militants du POI sont sur la même longueur d'onde que leurs dirigeants et ont appelé à voter Hollande, jésuitiquement ou ouvertement, voilà tout.

Ajoutons que leur campagne entamée début mars pour le rejet du TSCG est un bide retentissant, ils ont récolté 52 000 signatures en plus de trois mois, l'équivalent de 6 signatures par adhérents plus les leurs (sur la base de 7 500 adhérents), soit deux signatures par adhérent et par mois !

En voilà encore qui carburent à la méthode Coué ou qui se nourrissent d'illusions, dommage ! Dommage pour les militants et travailleurs en quête d'un parti sérieux où militer.

Actualité en titres

Manipulation des masses. Le PS passé maître en la matière... avec la complicité des médias.

- Hollande est-il trop reposant ? - LePoint.fr

- Moscovici: "*culot immense*" de Fillon quand il critique le gouvernement - AFP

- Hollande séduit-il plus de journalistes que ses prédécesseurs? - L'Express.fr

- La '*normalité'* de François Hollande, ' *vrai changement ou coup de com*' - LeMonde.fr

- Hollande a dopé le moral des Français - L'Expansion.com

- Retraites: retour partiel à 60 ans, première brèche dans la réforme de 2010 - AFP

- Le gouvernement est-il trop à gauche? - L'Express.fr

- Hollande ira voir Chirac - L'Express.fr

Ils vont bien se marrer autour d'une tête de veau, le plat favori de Chirac... Les veaux ne sont pas forcément ceux auxquels l'on pense, la primeur revient à ceux qui ont appelé à voter Chirac au second tour en 2002 et Hollande en 2012, ce ne sont pas forcément les mêmes, mais ils sont bien issus du même tonneau !

Par principe le vol est illégitime !

- "*Les riches coupables par principe? C'est blessant*" - L'Express.fr

Assurément ! Ajoutons, coupables et responsables.

INFOS EN BREF

Politique

1- Russie

L'adoption, ce mercredi, d'une loi instaurant des amendes considérables pour punir les participants et organisateurs d'actions de protestation en cas de troubles a provoqué l'indignation en Russie.

Le parti au pouvoir, Russie unie, à l'origine du texte, entendait le faire adopter avant le prochain grand rassemblement d'opposants, prévu le 12 juin.

Ce projet de loi enfreint grossièrement le droit constitutionnel des citoyens à organiser des rassemblements pacifiques

Les amendes prévues en cas de rassemblement non autorisé ou en cas de troubles à l'ordre public lors de manifestations ayant reçu l'aval des autorités, peuvent aller jusqu'à 300 000 roubles (7300 euros) pour les personnes physiques, 60 fois plus qu'actuellement. Pour les personnes morales -les organisations politiques par exemple-, l'amende peut atteindre un million de roubles (plus de 25 000 euros). (lexpress.fr 06.06)

2- Syrie

2.1- La Russie et la Chine ont fait paraître mercredi un communiqué commun sur la crise syrienne.

La Russie et la Chine se sont dites mercredi "*résolument contre*" toute intervention étrangère et un changement de régime en Syrie, dans un communiqué commun à l'issue de la visite à Pékin du président russe, Vladimir Poutine. "*La Russie et la Chine sont résolument opposées à des tentatives en vue de régler la crise en Syrie par le moyen d'une intervention militaire étrangère, de même qu'en vue d'imposer (...) un changement de régime*", est-il déclaré dans le communiqué. (lepoint.fr 06.06)

2.2- Un fonds de 300 millions de dollars a vu le jour mercredi à Doha pour aider le soulèvement contre le régime.

Des hommes d'affaires syriens, réunis mercredi à Doha, ont annoncé la création d'un fonds de 300 millions de dollars pour soutenir le soulèvement contre le régime du président Bachar el-Assad. Ce fonds est destiné à "*structurer les opérations de soutien et d'appui de la révolution syrienne*", a annoncé Mustapha Sabbagh, président du nouveau Syrian Business Forum (SBF). (LePoint. fr 06.06)

Social

1- France

Le taux de chômage a augmenté trois fois plus vite au premier trimestre 2012 (+ 0,3 point) et concerne désormais 9,6% de la population active en France métropolitaine - 10% avec les départements d'outre-mer -, atteignant ainsi les niveaux très dégradés de 1999.

"*On est dans un scénario de nette montée du chômage. On dépasse ce trimestre le précédent pic de fin 2009 pour retrouver les niveaux de 1999*", commente Mathieu Plane, économiste à l'Observatoire français des Conjonctures économiques (OFCE).

Les chiffres provisoires des créations nettes d'emploi diffusés par l'Insee en mai avaient été étonnamment positifs au premier trimestre. L'aggravation du chômage est cette fois "cohérente au regard de la croissance nulle" et des 61.000 destructions d'emploi attendues sur le premier semestre, souligne M. Plane.

Les statistiques de l'Insee diffusées jeudi montrent une aggravation du taux de chômage des 15-24 ans, à 22,5%, ce qui représente 630.000 jeunes au chômage.

La dégradation affecte également les plus de 50 ans, dont le taux de chômage augmente dans la même proportion (+0,2 pt) à 6,6%, avec 498.000 personnes.

Point positif, le taux d'emploi des seniors (55-64 ans), plus nombreux à rester au travail sous l'effet des réformes successives des retraites, poursuit sa progression (+0,7 pt sur un trimestre, +3 pt sur un an), à 43,5% de la classe d'âge. Depuis 2003, il a grignoté 7 points.

Globalement, le taux d'emploi diminue de 0,1 pt pour s'établir à 63,8%.

Le recours au chômage partiel, qui avait baissé au dernier trimestre 2011, double quasiment en un trimestre pour concerner près de 100.000 personnes, "*signe que les carnets de commandes des entreprises sont en chute*", note M. Plane. (AFP 07.06)

2- Italie

Le taux de chômage irlandais a atteint, à 14,8%, son plus haut niveau depuis le début d'une crise financière en 2008, selon des chiffres publiés jeudi par l'Office central des statistiques (CSO). (Reuters 07.06)

3- Grèce

Le taux de chômage en Grèce a atteint un nouveau record à 21,9% en mars alors que la crise de la dette et la profonde récession dans laquelle est plongé le pays continué de plomber le marché du travail, ont montré jeudi les données de l'institut statistique ELSTAT.

Les coupes budgétaires imposées par l'Union européenne (UE) et le Fonds monétaire international (FMI) en échange de leur soutien financier ont entraîné une vague de fermetures et de faillites d'entreprises.

Le taux de chômage en Grèce est presque le double de la moyenne des 17 pays de la zone euro, ressortie à 11% en mars. (Reuters 07.06)

Economie

1- BCE

La BCE a décidé mercredi de prolonger sa politique accommodante en faveur des banques en leur offrant des liquidités à taux fixe et montant illimité au moins jusqu'au 15 janvier 2013. Les prêts à une semaine et un mois sont prolongés jusqu'au 15 janvier 2013 pour le moment, a annoncé son président Mario Draghi. Les prêts à trois mois, que la BCE devait arrêter de proposer fin juin, sont prolongés jusqu'en décembre 2012. (AFP 06.06)

2- Espagne

2.1- Fitch Ratings a annoncé jeudi avoir abaissé la note souveraine de l'Espagne de trois crans, de A à "BBB", et a laissé entendre qu'un nouveau déclassement n'était pas exclu à moyen terme en plaçant sa note sous perspective négative.

Fitch explique sa décision en évoquant le coût budgétaire probable de la restructuration et de la recapitalisation du secteur bancaire espagnol. L'agence l'évalue entre 60 milliards d'euros (6% du PIB) et 100 milliards (9% du PIB), ce dernier montant correspondant à un scenario de stress plus sévère, au lieu des 30 milliards de l'hypothèse basse.

Le fait que la note reste en catégorie d'investissement s'explique par le fait que l'économie espagnole reste relativement diversifiée et par sa stabilité sociale et politique, en dépit d'un chômage très élevé. (Reuters 07.06)

2.2- Le rapport du Fonds monétaire international (FMI) sur les banques espagnoles montrera que ces dernières ont besoin d'une injection de capital d'au moins 40 milliards d'euros, ont dit jeudi à Reuters deux sources du secteur financier.

Ce rapport, qui doit être publié lundi, va souligner que le secteur bancaire a besoin au total de 90 milliards d'euros mais que les établissements en bonne santé sont capables de supporter eux-mêmes une partie de cette somme, a dit l'une des deux sources. (AFP 07.06)

Haut de page

Le 9 juin

CAUSERIE

Trois sujets très vite.

1- J'ai mis en ligne dans la *Tribune libre* le document *Déliquescence de l'Union européenne*. (M'PEP), il s'agit d'une étude américaine réalisée en Europe sur l'interprétation que font les peuples de la situation sociale et politique actuelle. Je n'ai pas le temps d'analyser les commentaires du M'PEP, mais vous pouvez m'envoyer vos réflexions sur ce document.

2- Il règnerait en France une "*atmosphère ouatée, vaporeuse*" selon *Libération*, à croire que le pays s'est déjà mis à l'heure de la Mimolette, avatar de la "*force tranquille*". On a hâte d'être au lendemain des législatives...

3- Si vous avez lu l'article *Le Fonctionnement de la FED* du portail http://www.institutdelabourse.fr), vous êtes en mesure de comprendre dans quelle direction ou quelle évolution ils comptent faire prendre à l'Union européenne sur les plans économique et financier. Vous pouvez trouvez cet article dans le site à la page économie à l'adresse http://www.luttedeclasse.org/dossier/fed_1_2011.pdf

Hier j'ai une nouvelle fois osé un parallèle ou un rapprochement entre le modèle de la société américaine et celui qui est en train de se développer au sein de l'Union européenne, en estimant qu'ils voulaient calquer ou adapter le modèle américan à l'UE, ce qui est flagrant depuis la création de la BCE, puis de l'euro, sans parler de la politique économique ou les orientations financières qui sont des répliques de la politique américaine, avec un décalage plus ou moins prononcé dans le temps s'agissant la mise ne place de structures remplissant les mêmes rôles que celles qui existent aux Etats-Unis.

Reste à voir comment cette dictature du capital financier s'est mise en place sur le plan politique, c'est ce qui intéresse davantage

les militants qui sont sur le terrain. Par l'emprise du pouvoir politique par deux partis politiques représentant les intérêts de la classe des capitalistes selon leurs secteurs d'activité quand ils ne sont pas en concurrence dans le même secteur. Ce processus fut achevé au détour du XXe siècle aux Etats-Unis, donc précéda officiellement la création de la Fed qui détient le pouvoir.

Je n'ai pas en tête l'histoire des Etats-Unis où de chaque pays, alors hier soir j'ai pris le temps de vérifier que je n'avais pas écrit de bêtises la veille, et à ma grande surprise ou presque je me suis aperçu que non, sauf au niveau des institutions où le Congrès recouvre ce qu'on appelle en France le Parlement, le Sénat et la Chambre des représentants.

La suite demain si j'ai le temps, car je dois préparer le départ de Magueswary en France lundi soir, m'atteler au renouvellement de mon visa et je dois retourner à l'hôpital pour mon pied. Il y a aussi la météo qui s'emmêle avec de forts coups de vent et de la pluie, donc des coupures de courant à répétition, j'ai dû attendre 1h30 du matin pour aller me coucher, je suis crevé. Bon je vous laisse je vais à l'hôpital. Bon week-end à tous.

Hollande, la voix de l'ONU.

- Le Programme des Nations unies pour l'environnement (Pnue) tire la sonnette d'alarme dans son cinquième rapport sur les perspectives écologiques de la planète (GEO-5), rendu public à deux semaines du sommet dit Rio+20, au Brésil, qui sera l'une des réunions internationales les plus importantes qui soient consacrées à l'environnement ces dernières années. (Reuters 06.06)

Deux jours plus tard.

- La France et l'Europe doivent montrer l'exemple et s'engager contre le réchauffement climatique dans un monde qui risque de se détourner de la cause environnementale du fait de la crise économique, a déclaré vendredi François Hollande.

Le président a également appelé de ses voeux la création d'une agence spécialisée de l'ONU en charge de l'environnement, proposée de longue date par la France, et qui pourrait être installée à Nairobi, au Kenya, siège du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE). (Reuters 08.06)

Société à la dérive. Manque de temps, manque d'argent = qualité de vie de plus en plus médiocre.

Repas sur le pouce dans un fast-food ou une saladerie chic, sandwich du boulanger, salade en barquette de la supérette: le snacking représente près de 3 repas sur 4 hors domicile et est devenu un poids lourd de la restauration, avec plus de 30 milliards d'euros de ventes.

Les enquêtes auprès des consommateurs le prouvent: dans environ 75% des cas, quand ils poussent la porte d'un établissement pour y déjeuner ou dîner, ils entrent dans un fast-food, une sandwicherie, un traiteur. Et dans un cas sur quatre seulement, dans un restaurant traditionnel avec service à table. (AFP 08.06)

Nouvel ordre mondial.

Parmi les participants de la dernière réunion en date du Groupe de Bilderberg qui s'est tenu à Chantilly, USA, du 31 mai au 3 juin 2012, on trouve les noms suivants :

- Henri de Castries, Pdg du groupe AXA
- Nicolas Baverez, Associé, Gibson, Dunn & Crutcher LLP
- Pierre André de Chalendar, Pdg de Saint-Gobain
- Jean-Dominique Senard, Pdg de Michelin
- Erik Izraelewicz, Pdg du journal Le Monde
- Christophe Béchu, Sénateur, Président du Conseil général de Maine-et-Loire
- Anousheh Karvar, Secrétaire nationale de la CFDT.

(source : Réseau Voltaire 03.06)

Actualité en titres

Vite dit, non-dit !

- Montebourg veut agir vite pour protéger les sites rentables - Reuters

De nouveaux cadeaux en perspectives aux patrons... Et pour accompagner la fermeture de ceux qui ne le sont pas ? Les critères définissant l'utilité d'une entreprise ont-ils changé depuis le 6 mai ? Non, le profit.

INFOS EN BREF

Economie

1- Banque

Dexia a franchi vendredi une nouvelle étape de son démantèlement en cédant sa filiale turque Denizbank, mais la banque franco-belge va perdre plusieurs centaines de millions d'euros dans l'affaire, pourtant négociée à un prix supérieur à celui déboursé à l'achat en 2006.

L'acquéreur, la banque semi-publique russe Sberbank, va débourser 6,47 milliards de livres turques (2,8 milliards d'euros) pour racheter 99,85% des parts de Denizbank.

Au final, la cession pourrait rapporter jusqu'à 7,09 milliards de livres turques (3,1 milliards d'euros), si l'opération est finalisée au quatrième trimestre pour prendre en compte l'évolution de son actif net.

Pour autant, ce prix supérieur aux 2,6 milliards d'euros payés par Dexia pour s'offrir Denizbank il y a six ans est un trompe-l'oeil: entretemps, la livre turque s'est appréciée de 50% par rapport à l'euro et, surtout, le groupe franco-belge avait payé au prix fort son implantation en Turquie.

Dexia avait ainsi acheté en 2006 75% de la banque turque pour 1,8 milliard d'euros, soit trois fois sa valeur comptable, avant d'acquérir par la suite la quasi-totalité des parts restantes. Or, dans l'accord avec Sberbank, le prix retenu représente seulement 1,33 fois la valeur comptable de Denizbank.

L'administrateur délégué de Dexia, Pierre Mariani, avait déjà prévenu dans un entretien aux Echos fin mai que la cession de Denizbank entraînerait dans ses comptes une moins-value d'environ 700 millions d'euros.

Denizbank affiche une croissance insolente et a dégagé en 2011 un bénéfice avant impôt de 270 millions d'euros, en hausse de 6%.

"*C'est sans doute le plus bel actif parmi ceux qu'il y a sur le marché turc*", avait avancé en mai dans le quotidien Kommersant Guerman Gref, le patron de Sberbank. Cette dernière, première banque commerciale en Russie, est actuellement détenue à 57,6% par la Banque centrale de Russie.

La Belgique, la France et le Luxembourg se sont entendus fin 2011 pour garantir le financement de Dexia, première banque victime de la crise de la dette souveraine, à hauteur de 90 milliards d'euros et lui permettre de mener à terme son démantèlement.

La banque avait déjà été frappée de plein fouet par la crise de 2008. Pour lui éviter la faillite, les trois pays l'avaient renflouée à hauteur de 6,4 milliards d'euros et lui avaient déjà apporté des garanties publiques. (AFP 08.06)

2- Grèce>

2.1- Le Produit intérieur brut (PIB) de la Grèce a chuté de 6,5% sur un an au premier trimestre 2012, selon les données révisées des statistiques grecques publiées vendredi, corrigeant de premières estimations évaluant ce recul à 6,2%. Le PIB de la Grèce, qui traverse sa cinquième année de récession, avait dégringolé de 7,5% au quatrième trimestre 2011.

Les institutions financières n'ont cessé ces derniers mois de mettre en garde contre une récession en 2012 pire que prévue, la Banque de Grèce tablant désormais sur une chute du PIB annuel de 4,5%, après un recul de 6,9% en 2011, selon la Banque de Grèce. Dans son dernier rapport sur la Grèce, la Commission européenne a renvoyé à 2014 le retour à la croissance. (L'Expansion.com 08.06)

2.2- L'évasion fiscale est sans cesse revue à la hausse en Grèce. Elle atteint 12% à 15% du PIB, ce qui représente un manque à gagner de 40 à 45 milliards d'euros par an pour l'Etat, selon le directeur de la brigade grecque des contrôles fiscaux Nikos Lekkas, interrogé par le quotidien allemand Die Welt. "*Si nous pouvions en récupérer ne serait-ce que la moitié, le problème de la Grèce serait résolu*", a-t-il indiqué.

"*Nous avons les lois nécessaires depuis 1996, elles n'ont juste jamais été appliquées*", selon lui, mais "*nos politiques ont commencé à le comprendre*". Et de poursuivre: "*Si la corruption systématique qui a cours dans toute la société*" ne cesse pas, et en particuliers si les élites continuent de rester impunies tandis que le reste de la population est pressuré "*il y aura une explosion sociale*", a-t-il mis en garde. (L'Expansion.com 08.06)

Haut de page

Le 10 juin

CAUSERIE

Le changement dans la continuité c'est maintenant ou faites tomber les masques. (suite)

Le député socialiste Jean-Christophe Cambadélis a jugé samedi que la proposition d'Europe politique de la chancelière allemand Angela Merkel, qui consiste, selon lui, en un "*Pacs fédéral européen*", constitue "*un pas en avant*" vers plus de croissance en Europe.

Mme Merkel, "*constatant que la France avec François Hollande marque des points sur les eurobonds ou euro-projets, décide de desserrer l'étau en proposant un +Pacs+ fédéral européen*", écrit sur son blog le responsable des questions internationales au PS.

"*Elle sait que le traité (sur la discipline budgétaire européenne, ndlr), que le SPD (Sociaux-démocrates, ndlr) n'est pas pressé de voter en Allemagne, va traîner en longueur. Alors elle propose pour demain un bond en avant fédéral propre à enthousiasmer les Européens - à condition d'oublier que le problème du jour, c'est la crise des dettes souveraines et la croissance*", ajoute M. Cambadelis. (AFP 09.06)

Ce "*pas en avant*", ce "*bond en avant fédéral*" revendiqué par Cambadélis correspondrait à une nouvelle étape politique sur la voie de la liquidation des Etats indépendants et souverains au profit de l'UE. C'est "*l'union politique* pronée avant-hier par la Draghi (BCE) et Barroso (Commission européenne) que Cambadélis reprend à son compte.

Il existe deux conceptions opposées se destinant à combattre cette politique : soit en soutenant les Etats tels qu'ils existent contre l'UE dans la perspective d'un retour en arrière avant que l'UE n'existe, donc en maintenant en l'état les Etats capitalistes, cela correspond au mot d'ordre d'une union libre des Etats libres qui ne serait qu'une vaste fumisterie sans que soit liquidé le capitalisme, c'est notamment la version du POI, soit en combattant pour la liquidation de ces Etats dans la perspective des Etats-Unis socialistes d'Europe débarrassés du capitalisme et ses institutions politiques dans chaque pays et au niveau européen, c'est la version socialiste que nous défendons.

Mélenchonade.

Rongé par des contradictions mues par des forces centrifuges, l'illusionniste abandonne le terrain de la lutte des classes en répartissant les électeurs non pas en fonction de la classe à laquelle ils appartiennent, mais de leur appartenance à un camp dont les contours sont mal définis, variables, pour le moins volatiles, fluctuants, au point que des représentants d'un camp se retrouvent dans l'autre, tandis que le reste du temps ils se répartissent les rôles et sont associés dans un consensus antisocial contre les travailleurs.

En manoeuvrier aguerri, s'il n'a pas été jusqu'à en appeler directement à "*l'électorat de gauche*", il s'est contenté d'en appeler aux électeurs qui "*sont de gauche*", ce qui finalement revient au même lorsqu'on a à l'esprit ce que recouvre inconsciemment ce vocable dans la tête de travailleurs subordonnés au capitalisme.

Rappelons à cet histrion que lors des élections législatives du 14 septembre 1930, sous la République de Weimar, le Parti national-socialiste (extrême droite ou nazi) recueillera 18,3 %, puis 43,9 % le 5 mars 1933, et le 12 novembre de la même année 92,2 % des voix exprimées (39 655 288 voix). Pas de bol pour notre baudruche de service, ce sont les mêmes électeurs qui dans une très grande majorité avaient voté SPD et KPD, les partis pourris social-démocrate et stalinien, qui voteront par la suite pour le parti d'extrême droite. Où étaient donc passés fin 1933 les électeurs qui étaient censés être de "*gauche*" trois ans plus tôt, ils s'étaient transformés en électeurs "*d'extrême droite*" pour reprendre le vocabulaire de Mélenchon.

Pourquoi ? On le sait sur le plan politique donc nous n'y reviendrons pas ici, la responsabilité en revient entièrement au SPD et KPD. Notons simplement que cette notion de droite et de gauche avec leurs extrêmes ne voulait déjà plus rien dire dans les années 30, elle était morte en réalité le 3 août 1914 quand la social-démocratie avait basculé avec armes et bagages dans le camp de notre ennemi de classe.

J'inclus sciemment les extrêmes en considérant qu'en soutenant la plus gigantesque boucherie de l'histoire à cette époque, les représentants officiels de la gauche n'avaient plus rien à envier à ceux de l'extrême droite, ils avaient démontré qu'ils partageaient la même conception de l'histoire que ceux dont ils prétendaient être les ennemis, par lâcheté peut-être, peu importe, allez donc demander aux dizaines de millions de morts et plus encore de blessés et de vies innocentes brisées s'ils

accepteraient qu'on absout leurs bourreaux simplement parce qu'ils ont agi par faiblesse.

Et pourtant cette notion a été maintenue, entretenue jusqu'à nos jours, comme si de rien n'était, dès lors il ne faut pas s'étonner de se retrouver dans la situation que nous connaissons aujourd'hui. Cela ne signifie nullement qu'il faille mettre un trait d'égalité entre tous les partis.

Ils existaient d'autres moyens de combattre à la fois le parti officiel de l'ordre et ses supplétifs pour les affaiblir et s'en débarrasser. La politique du front unique élevée au rang de stratégie pendant plus d'un demi-siècle, a servi à minimiser ou faire oublier les crimes commis par les social-traîtres et les staliniens jusqu'à les soutenir pour qu'ils parviennent au pouvoir. Aujourd'hui encore, il y en a pour appeler à la formation d'un gouvernement PS-PCF et porter une majorité PS-PCF à l'Assemblée nationale comme si le passé n'existait pas, comme s'il était impossible d'en tirer des enseignements et de mener notre combat sur la base de ces enseignements ou en les intégrant.

La palme du grotesque revient à ceux qui les dénoncent comme traîtres et appellent à voter pour les candidats du PS ou du PCF, cela dépasse l'entendement. Je ne sais pas comment vous réagissez ou régit un travailleur normalement consisté, mais il me semble que lorsqu'on vous dit en face que vous avez à faire aux pires crapules qui soient, vous passez votre chemin, il est salutaire de ne leur accorder aucune confiance, de ne leur confier aucun mandat, encore moins votre propre sort, donc si le même militant vous invite à voter pour cette pourriture, vous le regardez, vous vous demandez d'où il sort celui-là, s'il n'est pas un peu timbré ou quel intérêt il peut bien avoir dans cette histoire, bref, vous le laissez avec ses discours démentiels.

Pourquoi en est-il ainsi ? Parce que ces militants prêtent aux travailleurs les rapports d'appareils qui chez eux font office d'analyses des rapports que les travailleurs entretiennent avec le capitalisme et les institutions, dit autrement, ils sont incapables d'aborder les travailleurs sous l'angle de ces rapports, ils se refusent à regarder la réalité en face, la preuve, vous en avez déjà entendu un faire référence à l'aristocratie ouvrière, au mouvement ouvrier bourgeois, à l'embourgeoisement de la classe ouvrière, expressions autrefois employées par Marx, Engels et Lénine, absoulement jamais, donc à combattre ces rapports, comme ils sont impuissants à les combattre ou s'y refusent au nom d'une conception de la lutte de classe erronée, il ne leur reste plus que les rapports entre appareils, entre appareils et institutions, d'où leur participation disciplinée à chaque élection, d'où leurs appels à voter PS ou PCF, d'où leur incapacité à proposer une issue politique à la classe ouvrière qui ne serait pas subordonnée à ces partis, tout se tient notez bien. Désolé, les travailleurs réagissent sur le plan politique de la même manière qu'ils réagissent dans la vie de tous les jours, être obligé de le rappeler donne une idée du degré de décomposition du mouvement ouvrier, y compris son avant-garde.

Avant d'en venir à l'article de presse sur Mélenchon, un dernier mot.

Je vis en Inde dans un milieu ouvrier profondément arriéré où tous les rapports sont archipourris, c'est la jungle ou la barbarie quoi. Je dois donc me battre quotidiennement pour assurer ma survie dans tous les sens du terme, y compris physiquement, pas tant parce que je serais menacé par un mal invisible ou mystérieux ou les agissements de la classe dominante, mais par les membres de ma propre classe avec lesquels je suis bien obligé d'avoir des rapports, rapports qui si je n'y prêtais pas une attention de chaque instant mettraient en péril mon existence, je dois donc en permanence affronter un milieu hostile en lui concédant le moins de terrain possible sur mes propres intérêts car finalement tous ces rapports de force se résument à cela.

Question : Je sais tout cela pertinemment, pour l'avoir oublié parfois ou pour avoir baissé la garde par romantisme, cela m'a coûté fort cher, pas forcément sur le plan financier, mais en tourments, en angoisses et en cauchemars pendant parfois des mois, même des années, cela m'a bouffé, rongé, pourri l'existence comme jamais dans le passé car je n'avais jamais rencontré ce genre de rapports en France à un tel degré ou de façon généralisée, à accumuler des problèmes pour lesquels je n'étais pour rien à part mon ignorance.

Au départ on se contente ou on se fie à notre interprétation des choses, on est intelligent donc c'est forcément la bonne, mais lorsque surgissent des difficultés qu'on n'aurait jamais imaginées, à moins d'être suicidaire et de vouloir en finir rapidement avec l'existence, on est bien obligé de s'avouer que notre interprétation de la société comportait de graves carences, on se doit de réviser sur le champ les rapports qu'on entretenait avec les gens et nos proches qui étaient basés en partie sur des notions romantiques ou humanistes sans liens avec la société divisée en classes aux intérêts antagoniques, car tous ces rapports ne font que reproduire la lutte des classes engagée entre dominants et dominée, c'est la réalité dont on s'est écartée qui nous rappelle à ses bons souvenirs...

Ce que je voulais dire ici très simplement, c'est que lorsque l'on sait ou qu'on a conscience de quelque chose et qu'on est sérieux, on oriente nos rapports en conséquence, on ne va pas se jeter dans la gueule du loup, on ne va pas chercher les emmerdements, et il ne nous viendra pas à l'esprit de conseiller à nos semblables d'agir autrement, on fera tout ce qui est en notre pouvoir pour leur éviter de connaître davantage d'expériences douloureuses, notre destin est lié à celle de notre classe, mais il arrive que des membres de notre classe agissent contre ses propres intérêts et les nôtres, ce que l'on ne peut pas admettre évidemment, parce que c'est une question de survie.

Maintenant, appeler à voter PS ou PCF, se prononcer pour un gouvernement PS-PCF, s'incrit en totale contradiction avec ce qui

vient d'être exposé, qui à mon sens relève d'un comportement responsable ou d'un discours conforme à notre idéal. Porter au pouvoir la main qui va armer nos bourreaux, voilà ce qu'on nous demande de faire, c'est délirant, c'est criminel, ce sera sans nous !

- Comme on lui demandait pourquoi les électeurs devraient le choisir dimanche plutôt que son concurrent de gauche Philippe Kemel (PS), alors que les deux hommes sont au coude à coude dans les sondages, il a répondu : "*Dans le Pas-de-Calais, 80 % des électeurs ont voté 'non' au traité constitutionnel de 2005. Que veulent les gens ? Un député qui vote 'oui' au nouveau traité européen ou un député qui vote 'non' ? S'ils veulent un 'non', ils votent pour moi, s'ils sont de gauche.*"

L'ex-sénateur PS en a profité pour attaquer les socialistes : "*Pourquoi Mme Le Pen a-t-elle prospéré comme ça dans la région si ce n'est en raison des turpitudes de certains élus socialistes ?*", a-t-il dit, rappelant notamment les affaires autour de Jean-Pierre Kucheida ou de Gérard Dalongeville.

Selon lui, "*c'est ça qui a aidé Mme Le Pen à prendre pied, les socialistes n'ont pas l'air d'en tenir compte ! Et c'est sur moi qu'ils concentrent leurs critiques, ce n'est pas juste, car moi j'ai aidé François Hollande a être élu avec mes camarades du Front de gauche.*"

M. Mélenchon a répété ne pas être dans l'opposition. Peut-être que "*nous entraînerons les socialistes à être plus sociaux qu'il n'avaient l'idée de l'être au départ*", a-t-il conclu, espérant un groupe fort du FG à l'Assemblée. (lemonde.fr 09.06)

Je n'exagérais donc pas en affirmant que Mélenchon se situait sur un autre terrain que la lutte des classes. Pour notre part, nous considérons que c'est la politique réactionnaire du parti de l'ordre soutenue par le PS et ses satellites (dont le FG) qui a fait le lit du FN, Mélenchon le braillard médiatique aux bras cassés ne peut pas le dire parce qu'il n'est pas "*dans l'opposition*" au gouvernement.

Mélenchon roule pour lui et le régime, il se fout éperdument du reste, c'est un dilettante, un charlot, un pauvre type, personnellement il incarne tout ce qui me dégoûte chez les parasites qui parlent au nom des exploités quand il dit que peut-être que "*nous entraînerons les socialistes à être plus sociaux*", peut-être ben que oui peut-être ben que non, peu importe, allez dire cela aux travailleurs qui n'arrivent pas à boucler les fins de mois, qui sont jetés à la rue, peut-être qu'un jour votre sort s'améliorera, je n'en sais rien... Voilà pour qui on vous appelle à voter.

Le site ne s'adresse pas aux travailleurs en général, mais aux militants, imaginons un instant que nous nous adressions aux travailleurs, nous leur dirions tout ce qui figure dans les précédents paragraphes, si vous n'êtes pas convaincus que ces partis sont pourris, votez pour eux, cela vous fera une expérience salutaire, si vous en êtes convaincus abstenez-vous ou votez blanc, ne participez pas à votre propre mise à mort, cherchez s'il n'existe pas des partis ou des formations politiques plus convenables, peut-être pas parfaits mais avec lesquels vous pourrez vous organiser, résister et combattre pour une autre société...

INFOS EN BREF

Social

Portugal

Quelques milliers de personnes ont manifesté samedi après-midi à Porto, au nord du Portugal, pour protester contre les mesures d'austérité mises en oeuvre par le gouvernement de centre-droit depuis un an dans le cadre du plan d'assistance financière international.

"*Il est nécessaire et urgent de mettre en place une politique différente*" ou encore "*le pays ne se redressera pas avec une politique de droite*", scandaient les manifestants qui ont bravé la pluie samedi après-midi dans les rues du centre de Porto à l'appel de la CGTP, principale confédération syndicale portugaise proche du parti communiste.

Les organisateurs attendaient plus de 20.000 personnes pour cette journée de mobilisation "*contre l'apauvrissement et l'exploitation des travailleurs*", a indiqué le secrétaire général de la CGTP, Arménio Carlos.

"*Un an de politiques d'austérité ont fait de la vie de ceux qui travaillent au Portugal un enfer*", avait expliqué la CGTP dans un communiqué.

Le gouvernement de centre-droit a notamment adopté le mois dernier une réforme du marché de l'emploi controversée qui prévoit l'assouplissement des horaires de travail et des critères de licenciements, ainsi que la suppression de congés et de jours fériés. Cette réforme doit encore être promulguée par le président Anibal Cavaco Silva.

L'économie portugaise, en récession depuis la fin de l'année dernière, devrait se contracter de près de 3% cette année, selon

les prévisions officielles, et le chômage atteindre 15,5%, avant de culminer à 16 % l'année prochaine.

La CGTP a convoqué une nouvelle manifestation à Lisbonne samedi prochain. (AFP 09.06)

Comme souvent, l'AFP a sous-estimé volontairement le nombre de manifestants.

Economie

Espagne

1- Les ministres des Finances de la zone euro envisagent un plan de sauvetage pour les banques espagnoles pouvant aller jusqu'à 100 milliards d'euros, a confié samedi une source gouvernementale européenne.

"*Il est question à ce stade d'un montant pouvant aller jusqu'à 100 milliards d'euros mais cela n'est pas encore tranché*", a déclaré cette source.

De son côté, le Premier ministre suédois Fredrik Reinfeldt avait indiqué un peu plus tôt qu'il était "*question d'un chiffre dépassant les 80 milliards d'euros*", dans une interview à la radio publique SVT.

"*Il s'agira en fait d'un des plus grands sauvetages financiers de l'histoire récente*", avait souligné M. Reinfeldt, dont le pays ne fait pas partie de la zone euro.

Le Fonds monétaire international (FMI) a évalué vendredi à au moins 40 milliards d'euros les besoins de recapitalisation des banques espagnoles, mais un responsable du FMI a indiqué que les banques auraient vraisemblablement besoin de davantage pour s'assurer de l'existence d'un "*pare-feu crédible*", et qu'il faudrait une somme une fois et demie à deux fois supérieure à cette somme pour rassurer les marchés. (AFP 09.06)

2- Le rapport du FMI sur les banques espagnoles, publié vendredi soir, a chiffré leurs besoins à au moins 40 milliards d'euros, mais le montant de l'aide pourrait aller "*jusqu'à 100 milliards*", selon une source gouvernementale européenne. "*Si l'Espagne ne trouve pas d'argent pour ses banques, à l'automne, elle n'aura pas le choix et fera l'objet d'une intervention*" extérieure, souligne le directeur du journal El Economista, Amador Ayora, dans un éditorial. Et pour sauver la quatrième économie de la zone euro, "*le problème est que le montant ne sera plus de 60 ou 80 milliards, mais autour de 500 milliards*".

Maintenant, "*il faut voir quelles seront les conditions (de cette aide) : s'ils nous disent de relever l'âge de départ en retraite, de faire une réforme du travail plus approfondie, de baisser les salaires des fonctionnaires... ils vont peut-être en profiter*", s'inquiète Rafael Pampillon, professeur d'économie à l'IE Business School de Madrid. "*Les détails vont venir plus tard, et le diable est dans les détails*", note José Carlos Diez : "*La négociation sera sur mesure, il n'y a pas de raison que le programme soit le même que pour le Portugal ou l'Irlande.*" La seule contrepartie exigée de Madrid serait qu'il assainisse le secteur financier, selon une source gouvernementale européenne, de quoi contenter Mariano Rajoy, qui échapperait ainsi à un plan d'austérité. (lepoint.fr 09.06)

3- Alors que les banques espagnoles concentrent les inquiétudes des marchés, les syndicats alertent, eux, sur la lourde facture sociale déjà payée par le secteur, pour réduire sa taille: en trois ans, plus de 25.000 emplois ont été détruits, dans un pays au chômage record.

Les chiffres de la Banque d'Espagne sont sans appel: en 2011, le secteur employait 243.041 personnes, bien loin des 270.855 salariés de 2008. Le nombre d'agences bancaires est passé de 45.662 à 39.843.

"*La situation est grave*", commente José Miguel Villa, secrétaire général de la fédération services du syndicat UGT. Et "surtout, ce qui nous préoccupe, c'est que le processus n'est pas terminé, avec les nouvelles opérations de fusions qui menacent à nouveau des milliers d'emplois".

Dernière nouvelle en ce sens, tombée le 24 mai: la suppression, via des départs volontaires, de 1.500 postes chez Banca Civica, soit 20% du personnel, pour permettre son intégration dans la banque catalane CaixaBank.

Avant elle, 1.300 emplois ont notamment disparu avec le rachat d'Unnim par BBVA et plus de 4.000 chez Bankia, née de l'union de sept caisses et qui va faire l'objet du sauvetage public le plus cher de l'histoire du pays (23,5 milliards d'euros).

Les banques espagnoles vivent depuis trois ans une vaste restructuration qui s'est traduite par de nombreux rachats et la réduction du nombre de caisses d'épargne, entités considérées comme les plus fragiles, de 45 à une dizaine.

Cette vague de fusions vise à réduire la taille d'un secteur bancaire jugé disproportionné en Espagne.

"*Il s'est beaucoup surdimensionné avec la bulle immobilière*", alors que "*l'activité immobilière telle qu'on l'a connue ne va pas revenir*", estime José Maria Martinez Lopez, secrétaire général de la fédération services financiers du syndicat CCOO.

La situation actuelle "*est le produit de la crise, de l'excès d'investissement dans la brique dans notre pays*", renchérit José Miguel Villa.

Emportée par une frénésie de construction, l'Espagne a bâti, à partir de 2000, environ 700.000 logements par an, autant que la France, l'Allemagne et l'Angleterre réunies, jusqu'à l'engorgement de 2008, au moment même où démarrait la crise financière.

Et le secteur bancaire, qui a prêté à tout-va, aux promoteurs comme aux ménages, a désormais sur les bras 184 milliards d'euros de crédits problématiques et d'immeubles et terrains saisis ce qui le fragilise et le place en ligne de mire des investisseurs.

Tout en assainissant son bilan, il doit encore diminuer de taille, estiment les analystes: "*le système financier espagnol souffre d'un excès de capacité qui n'a été corrigé que partiellement*", notent Santiago Fernandez de Lis et Jorge Sicilia, économistes en chef du service d'études de BBVA, dans un récent article.

"*Il faudrait fermer encore 8.000 agences*" et "*cela suppose de réduire le personnel d'environ 35.000 personnes*", estiment-ils.

Une autre étude, de l'Institut d'études boursières (IEB), est plus sévère encore: selon lui, le secteur devrait fermer dix agences par jour dans les trois prochaines années et se séparer de plus de 41.000 salariés.

"*Jusqu'à présent, l'ajustement n'a pas été si traumatisant, parce que nous avons été capables de nous mettre d'accord (avec la direction) sur les conditions de sortie du personnel*", avec surtout des départs volontaires ou en pré-retraite, raconte José Maria Martinez Lopez.

Mais "*le risque est que maintenant, dans cette deuxième phase, ces accords ne soient pas possibles parce que la situation des banques est pire et qu'il n'y ait pas assez d'argent pour prendre des mesures le moins traumatisantes possible*". (AFP 07.06)

Voilà à quoi conduit la politique de collaboration de classes dont se vante le secrétaire général de la fédération services financiers du syndicat CCOO.

Haut de page

Le 11 juin

CAUSERIE

Magueswary repart en France ce soir pour quatre mois, j'ai une pêche d'enfer !

On va commencer fort la semaine, je le sens bien : A bas les crânes d'oeuf ! A bas l'Internationale jaune ! Personne ne doit brader nos droits ou nos besoins en notre nom, sous aucun prétexte. C'est en usant du droit à la révolution que la bourgeoisie prit le pouvoir, nous revendiquons ce droit pour le prendre à notre tour, il revient au peuple travailleur d'en décider, de s'organiser pour vaincre.

J'ai regardé France 2 à partir de 23h30 sur TV5Monde Asie, il y a 3h30 de décalage horaire avec la France. Vu de loin, c'est guignole et langue de bois, discours surfaits, convenus, populistes, bref, une mauvaise comédie. Je suis allé me coucher à 1h30, entre temps pas une seule fois ils n'ont évoqué les candidats du POI, du NPA ou de LO passés à la trappe. Je me doute qu'ils ont réalisé des scores insignifiants. Quand je vois un dirigeant du PS ou un de ses satellites à la télé, je n'écoute pas son discours, j'observe sa mimique, sa manière de bouger la tête et les yeux, son regard, comment il se tient.

Lors de l'émission *France 2012* diffusée sur TV5Monde Asie sur les coups d'une heure du matin, j'ai entendu une représentante du magazine Valeurs actuelles affirmer très tranquillement sans être repris par un des participants, que les électeurs étaient divisés en deux catégories, ceux qui sont, je cite textuellement, "*génétiquement de droite*" et ceux qui sont "*génétiquement de gauche*", Mélenchon avec ses "*électeurs de gauche*" est battu ! Encore ! Les porte-parole du capital sont génétiquement pourris ou cons ou souvent les deux à la fois, il faut voir avec quel aplomb elle a sorti cela, comme s'il s'agissait d'une vérité, d'une idée largement admise, sans doute dans son milieu.

L'absention a battu tous les records à plus de 42% à cette élection antidémocratique. On pourrait en tirer la conclusion que

les institutions ont été massivement rejetées, mais ce serait aller un peu vite en besogne. En tenant compte de l'abstention, aucun parti n'atteint les 20% des 46 millions d'électeurs inscrits, donc aucun ne peut se prévaloir d'une quelconque légitimité. Le raz de marée espéré ou attendu en faveur du PS n'a pas eu lieu, pas plus qu'en faveur du FN. L'UMP ne s'est pas écroulé comme certains commentateurs l'avaient annoncé.

Dire qu'en permanence le PS est dans la posture est un euphémisme : Aubry: les Français ont dit "*leur soutien au changement*". (AFP 10.06)

On ne va pas perdre notre temps avec cette élection qui n'a passionné que les appareils subordonnés aux institutions, on attendra le second tour. On se contentera de commenter quelques données ou déclarations.

Qui sont-ils ?

Le candidat type aux législatives de 2012 est un homme, fonctionnaire, de préférence enseignant, et âgé de plus de 50 ans voire retraité, selon les données publiées par le ministère de l'Intérieur.

Près d'un candidat sur six (1.052) est un retraité. En activité ou non, les enseignants fournissent le plus gros des bataillons de candidats (1.117).

Chez les actifs, si l'on retranche les enseignants (870), les fonctionnaires sont le principal corps de métier représenté (693), auxquels on peut agglomérer, par extension, les salariés d'entreprises publiques (200).

En Ariège, Céline Bara, actrice porno avec 180 films à son actif, se présente dans la 1ère circonscription. Dans la 7e de Paris, c'est Isabelle Laeng Cindy'lee, "*candidate du plaisir*", qui tente de séduire les électeurs. (AFP 09.06)

Ces deux dernières candidatures sont à l'image des institutions : les partis institutionnels font les maquereaux pour le compte du capital.

Dans une précédente causerie sur la composition de l'Assemblée nationale, on avait déjà vu qu'intellectuels et fonctionnaires formaient le gros du bataillon des suppôts du régime bonapartiste de la Ve République. Il en va de même au POI, au NPA et à LO ou encore les formations qui sont issues de ces partis.

Qui étaient les abstentionnistes ?

Deux jeunes sur trois de moins de 25 ans avaient l'intention de s'abstenir au 1er tour des législatives, selon un sondage Ipsos/ Logica Business Consulting réalisé jusqu'à la veille du scrutin.

Les 18-24 ans sont la classe d'âge qui devait de loin s'abstenir le plus: 66%, pour 57% chez les 25-34 ans, le taux déclinant ensuite à mesure que l'âge augmente pour ne plus se situer qu'à 25% chez les 60 ans et plus, selon cette étude réalisée pour France Télévisions, Radio France, Le Monde et Le Point auprès de plus de 3.000 personnes.

Par catégorie professionnelle, ce sont les employés qui devaient le plus bouder les urnes (53%), puis les ouvriers (49%). Pour les cadres et professions libérales, le taux d'abstention (40%) se situe au niveau estimé dimanche soir dans l'ensemble du pays.

A l'inverse, seuls 29% des retraités ont exprimé leur volonté de s'abstenir.

Les personnes interrogées de niveau baccalauréat et bac+2 forment les cohortes les plus fournies d'abstentionnistes (46 et 45% respectivement), de même que, par niveau de revenu, ceux qui gagnent moins de 1.200 euros par mois (53%). (AFP 10.06)

Nous ne pensons pas avoir commis une erreur en refusant de participer à cette grotesque mascarade. Nous ne dirons pas que les travailleurs ont le gouvernement qu'ils méritent, mais en revanche que ceux qui ont mis la main à la pâte en appelant à voter PS le méritent.

En famille. Le PS appel à voter UMP.

La gauche appelle au "*barrage républicain*", l'UMP hésite. Face au FN au second tour, Martine Aubry a appelé au "*désistement républicain de manière claire, partout où c'est nécessaire, pour faire barrage au Front national*". En clair, "*un seul candidat de gauche, celui arrivé en tête, doit demeurer au second tour*". (lemonde.fr 10.06)

Les mains sales, les mains libres... pour faire la sale besogne.

Jean-Christophe Cambadélis dans une interview à 20minutes.fr : "*La majorité absolue est possible et souhaitable pour avoir plus de force pour mettre en place le changement. Mais la majorité de gauche doit aussi être importante pour que nous puissions discuter avec nos partenaires.*" (20minutes.fr 10.06)

La monarchie absolue et sa cours d'aristocrates républicains issus de l'ENA et autres capésiens, avocats...

Les idiots utiles du PS.

Eric Coquerel (PG) accuse le PS de "*continuer à considérer qu'il est plus utile de nous affaiblir que tout autre chose*". (AFP 10.06)

Quand Mélenchon soutient un parti de "***bons à rien***".

Sur TF1, Mélenchon a affirmé à l'encontre des élus du PS que "*pendant dix ans, des incapables et des bons à rien n'ont pas su endiguer la progression*" de Mme Le Pen dans la circonscription. (AFP 10.06)

Ils ne sont pas "*bons à rien*", ils servent docilement le régime comme vous l'avez fait pendant 30 ans dans ce parti, vous l'avez déjà oublié ?

Heureusement pour monsieur Mélenchon que le ridicule ne tue pas ! Eliminé au premier tour par le candidat officiel du PS qui affrontera Le Pen dimanche prochain, on se demande où ce genre de types peut-il placer son amour-propre à part sa carrière de sophiste et son compte en banque.

C'était dans la journée avant le dépouillement du scrutin, je l'ai vu hier soir à la télé s'exclamer, dans la rue à Hénin-Beaumont, face à une caméra : "*vous avez vu, j'ai mis une cravate rouge*", quel guignole, comme s'il fallait attribuer un sens particulier ou politique à ce détail insignifiant. Plus tôt dans la journée, les journalistes avaient remarqué qu'il arpentait les rues de cette commune du Pas-de-Calais avec un livre de Jaurès dans une main, c'est un mégalomane incapable d'exister autrement que par procuration, qui n'a aucun projet de société à proposer aux travailleurs.

De notre côté, nous n'avons pas besoin de justifier nos analyses ou nos positions en appelant au secours les marxistes qui ont vécu à une autre époque que la nôtre. Vous savez que je rejette le procédé qui consiste à utiliser des citations pour convaincre les lecteurs du bien-fondé de mon discours. Quand j'ai un doute, je me demande si la position que je défends est conforme à notre cause et accessoirement ensuite à l'esprit du marxisme. Jamais je ne cherche à manipuler qui que ce soit ou à me faire passer pour ce que je ne suis pas, contrairement à ceux qui ne peuvent pas aller faire pipi sans que Karl Marx ou Friedrich Engels leur tienne la main, je livre aux lecteurs mes idées quite parfois à commettre des bourdes, et ensuite seulement je demande à mes maîtres de me corriger si nécessaire, cela me semble plus honnête, ce qui m'intéresse ce n'est pas d'avoir raison, c'est uniquement de progresser et de partager cette expérience avec les militants qui ne sont pas sclérosés ou qui veulent se libérer de la pensée unique qui a gangrené le mouvement ouvrier et son avant-garde.

Mélenchon a une mentalité de serviteur, d'esclave d'une idéologie qui se confond avec ses intérêts personnels, formaté par le système on comprend qu'il s'efforce de s'en défendre, en vain, l'illusion a fait long feu comme nous l'avions pronostiqué.

Nous, nous osons formuler un point de vue indépendamment de tous les appareils, à vrai dire, ce que pensent les dirigeants des partis ne nous intéresse pas, nous ne cherchons ni à les singer ni à nous en distinguer, contrairement à eux, nous avons notre propre personnalité, avec ses faiblesses, ses lacunes, ses limites, je vous l'accorde volontiers, c'est la raison pour laquelle j'invite régulièrement les militants à ne jamais adhérer à un discours qui ne leur serait pas totalement compréhensible, à commencer par le mien.

Etre communiste, certes c'est respecter un certain nombre de principes, mais c'est surtout commencer par les appliquer soi-même, la meilleure méthode pour juger ce qu'ils valent vraiment.

INFOS EN BREF

Politique

1- Grèce

Les socialistes du Pasok et les conservateurs de Nouvelle Démocratie, refroidis par la confusion qui a suivi les élections législatives du 6 mai, ont lancé dimanche un appel à l'unité nationale dimanche, une semaine jour pour jour avant la tenue d'un nouveau scrutin.

"*Il semble que nous nous dirigions vers une impasse*", a déclaré Evangelos Venizelos, chef de file du Pasok, qui a adressé une

lettre aux autres partis politiques grecs dans laquelle il plaide en faveur d'un gouvernement d'union nationale.

"*Aucun des scénarios post-électoraux ne semble mener à une solution. Ils mènent tous à une absence de gouvernement*", a-t-il ajouté lors d'une conférence de presse.

Selon des sondages internes au parti cités par deux quotidiens dimanche, Nouvelle Démocratie (ND) conserve une légère avance sur la coalition de gauche radicale, Syriza, hostile aux mesures d'austérité exigées par les créanciers internationaux d'Athènes. Aucun parti ne semble toutefois être en mesure de former seul un gouvernement.

Le Pasok, qui reste largement devancé, pourrait toutefois jouer un rôle dans un gouvernement de coalition.

Dans sa lettre, Evangelos Venizelos estime que ND et Syriza devraient participer à un gouvernement d'unité nationale afin de réduire le risque de manifestations contre le nouveau gouvernement, confronté à la pire crise économique de l'histoire du pays depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.

"*La Grèce ne peut pas gouverner avec plus de la moitié des Grecs opposés au gouvernement*", écrit Venizelos.

Son appel à l'unité nationale à aussitôt été rejeté par Syriza qui a estimé qu'il illustrait le "*manque de clarté*" typique, selon lui, des socialistes. Il a toutefois trouvé écho auprès du chef de file de ND, Antonis Samaras.

"*Une troisième élection serait suicidaire*", a estimé ce dernier. "*Nous devons avoir un gouvernement par tous les moyens.*"

Dans une interview à l'hebdomadaire Proto Tehma, le commissaire européen aux Affaires économiques et monétaires, Olli Rehn, a laissé entendre que les créanciers pourraient faire preuve de flexibilité avec la Grèce face à la menace de mouvements sociaux contre les conditions drastiques imposées par les créanciers.

"*Le retour de la croissance a été reporté notamment en raison de l'opposition des syndicats aux réformes, du manque d'unité nationale et de la capacité limitée de l'administration publique*", a-t-il dit.

"*Je connais les sacrifices faits par le peuple grec mais ils sont nécessaires pour consolider l'économie grecque.*" (Reuters 10.06)

2- Chili

De violents affrontements ont éclaté dimanche dans le centre de Santiago entre la police et des manifestants opposés à une cérémonie en hommage à l'ex-dictateur chilien Augusto Pinochet organisée par ses partisans dans un théâtre de la capitale chilienne, a constaté l'AFP.

Les groupes de manifestants bloquent également les rues avoisinantes par des barrages improvisés.

"*Assassin, assassin !*", scandaient les manifestants qui se trouvaient à proximité du théâtre Caupolican, dans le centre de la capitale chilienne, pour protester contre la cérémonie au cours de laquelle était projeté un documentaire intitulé "*Pinochet*", consacré à l'ex-dictateur resté au pouvoir de 1973 à 1990.

Plus de mille partisans de l'ex-général étaient réunis dans la salle de spectacles.

"*La police a limité notre progression pour que la cérémonie en hommage au dictateur puisse avoir lieu. Ici, ils rendent hommage à un criminel*", a regretté Mireya García, vice-présidente du Groupe des proches de détenus et de disparus sur la chaîne de télévision CNN Chile.

La cérémonie a été organisée par la Corporation 11 Septembre, organisation favorable à l'ex-dictateur qui tire son nom de la date du coup d'Etat contre le gouvernement socialiste du président Salvador Allende l'ayant porté au pouvoir le 11 septembre 1973.

"*J'estime qu'en démocratie nous avons tous le droit de présenter ce documentaire*", a déclaré l'ancien militaire Juan González, président de la Corporation 11 Septembre.

A l'époque où le général Pinochet était au pouvoir 3.225 personnes ont été tuées ou ont disparu et 37.000 cas de tortures et de détentions illégales ont été recensées.

L'annonce de cette soirée d'hommage quelques jours avant son déroulement a provoqué une vive polémique entre les défenseurs de la liberté d'expression et les familles des victimes, déterminées à faire interdire l'événement.

Le gouvernement a déclaré qu'il ne s'associait pas à l'initiative, mais qu'il respectait le droit de réunion. Quant à la justice, elle a rejeté le recours déposé par le Groupe des proches de détenus et de disparus pour tenter de l'interdire, estimant qu'il n'était pas dans ses attributions d'interdire un événement dans un lieu privé. (AFP 10.06)

Economie

Espagne

Le chef du gouvernement espagnol Mariano Rajoy s'est dit dimanche "*très satisfait*" de l'aide européenne accordée aux banques de son pays, un sauvetage de cent milliards d'euros au maximum qui laisse à l'Espagne un répit, mais place son économie sous étroite surveillance.

Après avoir nié presque jusqu'au bout avoir besoin d'une aide, l'Espagne, quatrième économie de la zone euro, a finalement accepté le plan européen qui fait d'elle le quatrième pays, après la Grèce, l'Irlande et le Portugal, à recevoir une assistance extérieure. (AFP 10.06)

Haut de page

Le 12 juin

CAUSERIE

Je n'ai pratiquement pas le temps de relire ce que je tape, j'ai cependant corrigé quelques fautes ici ou là.

Institutions antidémocratiques et par conséquent illégitimes.

Les partis politiques vont toucher par an pendant la durée de la mandature qui débutera le 18 juin, l'équivalent de 1,68 euros par voix s'étant portée sur leurs candidats au premier tour de l'élection législative, à condition d'avoir recueilli 1% des voix dans 50 circonscriptions, soit pour le PS 13 millions d'euros, 12 millions pour l'UMP, 5,9 pour le FN, 3 millions pour le FG, 2,4 millions pour EE-LV, 957 000 pour le NC, 800 000 euros pour le MoDem, 720 000 pour le PRG, 770 000 pour le Centre pour la France, 540 000 pour le Parti radical, 262 000 pour l' Alliance centriste. (lemonde.fr 11.06)

Lemonde.fr d'hier de préciser que : "*Ceci ne représente pas la totalité du financement des partis, mais une première fraction. Les formations politiques touchent aussi une somme fonction du nombre de députés qui s'y rattachent (seconde fraction).*"

Ajoutons le rouleau compresseur des médias et des institutions qui leur est acquis, et on comprendra immédiatement qu'il n'y a aucune chance pour que les partis ouvriers qui se réclament du socialisme émergent dans ce processus institutionnel, qu'ils s'acharnent pourtant à légitimer en participant à cette farce électorale ou ce déni de démocratie.

Résultats et comparatif 2007-2012.

Deux sources : le ministère de l'Intérieur pour les chiffres de 2007, francetv.fr pour ceux de 2012 en attendant que le ministère de l'Intérieur actualise son portail.

Abstention

2007 = 17 374 011, soit : 39,58%
2012 = 19 709 961, soit : 42,77%

Votes blancs et nuls

2007 = 495 357, soit : 1,13%
2012 = 420 749, soit : 0,91 %

Sur 46 083 260 électeurs inscrits en 2012, 20 130 710 ont refusés de légitimer la futur Assemblée nationale. Voilà qui est lourd de menaces pour le régime.

2007- EXG (POI, NPA, LO) = 888 250
2012 - EXG = 253 580

2007 - COM (PCF) = 1 115 663
2012 - FdG = 1 792 923

2007 - PS + RDG + DVG = 7293492
2012 - PS + RDG + DVG = 8 928 394

2007 - EELV + Ecologistes indépendants = 1 054 433
2012 - EELV + Ecologistes indépendants = 1 667 346

2007 - Modem = 1 981 107
2012 - Modem = 458 056

2007 - UMP + divers droites = 10 904 579
2012 - UMP + divers droites = 8 994 833

2007 - MAJ (également de droite) = 616 440

2007 - MPF (souverainistes issus de l'UMP et proches de l'extrême droite) = 312 581

2007 - FN + divers extrême droite = 1 218 260
2012 - FN + divers extrême droite = 3 577 874

Si on additionne les voix perdues par l'UMP, les divers droites et le MoDem on arrive environ à 4,5 millions de voix, tandis que le PS ne progresse que de 1 634 902 voix.

L'extrême droite triple le nombre de voix qu'elle avait obtenu en 2007, aidée en cela par Sarkozy et sa clique de nazillons, les médias, sans oublier le guignole Mélenchon.

Quant aux 600 000 voix perdues par le POI, NPA et LO, elles se sont reportées sur le FdG. Donc pas de changement de ce côté-là, aucune évolution, ils ont été incapables de tirer profit de la crise et du mandat épouvantable de Sarkozy et sa majorité de députés UMP, témoignant une fois de plus de leur incurie politique.

Il en est ainsi en temps normal, puis quand la crise du capitalisme refait surface, c'est à se demander ce qu'il faudrait pour qu'il en soit autrement, les militants de ces partis on le droit de se poser cette question et de la poser à leurs dirigeants, qu'ils n'en attendent tout de même pas une réponse cohérente et satisfaisante, ils en sont incapables aussi. Ils leur répondront sûrement qu'il leur était impossible d'espérer mieux au regard de leur handicap et des conditions de ce scrutin, le baratin habituel, occultant le fait qu'ils y sont pour quelque chose car ils ont eu plus de 70 ans pour construire un nouveau parti ancré profondément dans les masses qui n'existe pas.

Si les résultats de ce vote correspond dans une certaine mesure (seulement) au rejet d'une politique, antisociale, liberticide, réactionnaire, il ne correspond pas à une adhésion à une orientation politique révolutionnaire, les masses exploitées demeurent solidement enchaînées au capitalisme, moins semble-t-il envers ses institutions envers lesquelles elles conservent des illusions.

Je vous livre maintenant l'analyse que j'avais rédigée plus tôt, hier soir, qui complète ce qui vient d'être dit.

Le MoDem évaporé, le Front de Gauche incapable de constituer un groupe à l'Assemblée nationale, il ne reste plus pour ainsi dire que deux partis ou plutôt deux coalitions capitalistes ou se réclamant de l'économie de marché au Parlement, l'UMP et le PS-EE-LV. Le hold-up sur la démocratie à l'américaine se précise.

Ce n'est pas faute d'avoir fait preuve de soumission à plusieurs reprises envers le PS en affirmant qu'il n'était pas dans une "opposition" au gouvernement, que Mélenchon et les candidats du PCF auront été balayés après que le PS ait présenté des candidats contre eux.

L'objectif du PS était d'éliminer toute opposition à sa politique réactionnaire au sein de l'Assemblée nationale, de marginaliser le Front de gauche pour ne rien avoir à négocier avec lui en échange de son soutien. Situation rendue inévitable après l'impossibilité des deux formations de conclure un accord électoral, le FdG refusant de se plier au diktat du PS qui lui imposait de s'engager à appliquer le programme de Hollande, ce qui aurait signé la dislocation du FdG et aurait été fatal au PG issu du PS qui d'une

certaine manière serait rentré au bercail.

Au passage l'accord électoral passé par le PS avec un parti bourgeois, EE-LV, reconnu comme tel par ceux qui prétendent que le PS serait encore un parti ouvrier par ses origines, n'a été possible que parce que les deux partis partagent la même idéologie et la même nature sociale.

Le PG s'est constitué autour de transfugent du PS qui possédaient des mandats, à part Dolez dans le Nord, il restera sans doute le 17 juin le seul député du PG à l'Assemblée nationale, autant dire que le PG sera absent de cette institution qui est un des principaux piliers de l'Etat, qu'il pèsera zéro, comme autrefois les deux élus du FN ou encore la poignée d'élus de LO et de la LCR au Parlement européen. Le POI a fait 0,45%, j'imagine que le NPA et LO n'ont pas dû faire mieux.

Ridicule, on en est à ce niveau-là, à force de s'obstiner à participer aux institutions, alors que l'abstention atteint 42,56%, le vivier de la révolte il est là et tout le monde passe à côté sans le voir.

On nous appelle à voter PS, et voilà que le PS se désiste pour l'UMP que les électeurs ont chassé en votant PS, tout du moins ils le croyaient, mal leur en a pris ! Nous ne serons pas les "cocus" que monsieur Fillon avait évoqués récemment, nous n'avons pas voté, nous avons pris cette décision sur la base d'un constat, d'une analyse, d'observations, d'enseignements, j'ai lu que selon La Riposte (PCF) "l'expérience de cette Assemblée nous apprendra beaucoup", c'est marrant, je croyais qu'on avait déjà donné en 81, non ? Demain je ne sais quelle institution va remettre un rapport à Hollande signifiant que la situation est alarmante et qu'il doit engager des réformes structurelles, les mêmes que la troïka qui ont réduit la Grèce à la mendicité et à la misère.

Parole d'internaute.

- Mélenchon a réussi à faire monter Marine le Pen. Campagne absurde, inefficace, méprisante des deux côtés Mais c'est lui qui l'a voulu. Il ne peut s'en prendre qu'à lui-même. En attendant il a contribué à banaliser encore plus les idées du FN qui n'en demandait pas tant. Erreur de casting, erreur de lieu, erreur de stratégie, méconnaissance de l'électorat, mise sous le tapis des questions qui fâchent. Tout faux. (lemonde.fr 11.06)

Comme nous l'avons déjà dit, c'était inévitable, Le Front de Gauche étant incapable de se situer sur le terrain de la lutte des classes, car sur ce terrain-là rien ou presque ne le distingue du PS qui s'exprime à travers le maintien de l'euro, la subordination à l'UE et à l'ONU, bref au capital.

La soumission au régime ne doit pas souffrir d'exceptions.

1- Mélenchon "***prend les devants***".

Le leader du Front de gauche, Jean-Luc Mélenchon, éliminé dimanche au premier tour des législatives dans la 11e circonscription du Pas-de-Calais, a clairement appelé lundi à voter au second tour en faveur du candidat PS, Philippe Kemel, face à Marine Le Pen (FN).

"*J'exprime mon soutien à la candidature de M. Kebel (sic) pour le deuxième tour et je lui souhaite bonne chance face à Madame Le Pen*", a déclaré Jean-Luc Mélenchon sur France 2, alors qu'il n'avait pas prononcé le nom de son concurrent de gauche la veille à Hénin-Beaumont.

"*Il est cinq heures de l'après-midi et je n'ai pas eu le moindre contact avec le Parti socialiste. Je dois prendre les devants*", a commenté l'ex-candidat à l'Elysée qui était interrogé par la chaîne publique lundi à son retour à Paris.

De son côté, Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, a souligné dans un communiqué cosigné avec plusieurs élus communistes du Pas-de-Calais, que "*pas une voix ne doit manquer pour battre l'extrême droite*".

Affirmant que le candidat FG a recueilli dimanche "*plus de 900 voix supplémentaires par rapport à la présidentielle de 2012*", M. Laurent appelle "*l'ensemble des électrices et des électeurs attachés aux valeurs de la République à se rassembler le 17 juin autour de la candidature de Philippe Kemel*". (AFP 11.06)

Hier les élus du PS de la région étaient corrompus, pourris jusqu'à l'os, aujourd'hui ils sont devenus présentables...

J'ai noté que l'abstention s'était élevée à 42,88 % dans la 11e circonscription où Mélenchon se présentait, auxquels il faut ajouter 2,18 % pour les votes blancs et nuls, soit au total 45,06% de l'électorat composé essentiellement d'ouvriers qui ne s'est pas reconnu dans la candidature de Mélenchon. Un désavoeux cinglant pour notre illusionniste, qui le renvoie (et son parti) à sa véritable nature étrangère au milieu ouvrier.

2- Casuistique. Le double langage du M'PEP.

Extrait du communiqué du Bureau exécutif du M'PEP, 11 juin 2012 :

- "Parmi les candidats de gauche ou qui se revendiquent de la gauche, nous ne saurions soutenir ceux qui envisagent de résoudre la crise par le fédéralisme européen et qui ont scandaleusement assimilé la sortie de l'euro par la gauche que nous préconisons à celle, illusoire et destructrice, du Front national.

En tout état de cause, le soutien qu'apporte par le M'PEP pour ce second tour des Législatives aux candidats de la gauche les mieux placés, sauf exceptions mentionnées ci-dessus, ne saurait être assimilé à un quelconque soutien à un gouvernement qui se réclamerait de la gauche après le 17 juin."

En réalité, il n'existe pas d'exceptions, Hollande l'a dit, Ayrault l'a répété, Aubry l'a martelé : tous les candidats présentés par le PS ou soutenus par lui se sont engagés à appliquer son programme en 60 points, c'est clair, net et précis.

Ah, l'épreuve des faits, personne n'y échappe !

INFOS EN BREF

Social

France

Les salariés de l'usine Sealynx de Chareval, dans l'Eure, en appellent à Renault. Ils étaient en grève lundi matin afin de tenter d'obtenir leur intégration au constructeur automobile français, principal client du site avec 85% des ventes. "*Tout le monde est devant la porte depuis 09H00 à l'appel de l'intersyndicale CGT-CFDT-FO-Autonomes et l'activité est complètement arrêtée*", a indiqué Jérémy Durdu, délégué CGT.

Cette usine, qui emploie 550 salariés, est en redressement judiciaire depuis fin avril. Deux repreneurs se sont fait connaître, l'américain Cooper et le polonais Stomil Sanok, qui ont déposé des offres de reprise de l'entreprise auprès du tribunal de commerce de Nanterre. Tous les deux prévoient le maintien d'un maximum de 400 emplois sur le site, selon les syndicats. Mais l'intersyndicale refuse ces candidats et réclame son intégration à Renault. "*De toute façon c'est Renault qui décide déjà de tout ici*", a affirmé M. Durdu en rappelant que le constructeur s'est engagé à apporter 50 millions d'euros de commandes par an jusqu'en 2015. (LExpansion.com 11.06)

Economie

1- BCE

Christian Noyer, gouverneur de la Banque de France, membre du Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne (BCE), au Forum économique international des Amériques à Montréal, a plaidé en faveur d'une intégration plus forte en Europe. "*La véritable nécessité pour la zone euro à l'heure actuelle, c'est de progresser vers une union économique et financière plus cohérente et plus intégrée*", a-t-il dit.

Faute d'un mécanisme de garantie supranationale des dépôts, l'un des problèmes que rencontre la zone euro est celui de l'absence de risque lié au marché des changes imputable à la libre circulation des capitaux, susceptible de provoquer des retraits massifs.

Christian Noyer a défendu l'idée de créer une autorité qui cumulerait en Europe les compétences qui sont aux Etats-Unis détenues par la Federal deposit insurance corp (FDIC) et par la Réserve fédérale.

Cette entité aurait trois grandes prérogatives: la supervision bancaire, la garantie des dépôts et la gestion ou la résolution des crises bancaires.

Tout en reconnaissant qu'il existait des obstacles à la réalisation de cet objectif, il a souligné "*qu'après tout, les plus grandes avancées du projet européen ont toujours été accomplies en réaction aux crises*". (Reuters 11.06)

2- Portugal

Les emprunts des banques portugaises auprès de la Banque centrale européenne (BCE) ont atteint en mai un nouveau plus haut, à 58,7 milliards d'euros, selon des données publiées lundi par la Banque du Portugal.

Le gouvernement de centre-droit a annoncé lundi dernier l'injection d'une aide publique de 3,5 milliards d'euros dans la BCP, première banque privée du pays, et de 1,5 milliard dans la BPI, quatrième du secteur, afin qu'elles puissent respecter les exigences de capital de l'Autorité bancaire européenne.

L'Etat augmentera également le capital de la banque publique Caixa geral de depositos (CGD), première institution financière portugaise, d'un montant de 1,65 milliard d'euros, mais il n'est pas autorisé dans ce cas à puiser dans les fonds mis à disposition par l'UE et le FMI. (lexpansion.com 11.06)

3- Italie

L'Italie, entrée en récession fin 2011 sous le poids des plans d'austérité, s'y est enfoncée au premier trimestre 2012 avec une contraction de son Produit intérieur brut de 0,8% par rapport au trimestre précédent, a confirmé lundi l'institut de statistiques Istat.

Dans le cadre de son estimation définitive, l'Istat a en revanche révisé en hausse la contraction en glissement annuel du PIB de la péninsule à 1,4%.

Les principaux facteurs de la nouvelle contraction de l'économie italienne au premier trimestre ont été la baisse de la consommation et des investissements, a détaillé l'Istat dans son communiqué.

La consommation a reculé de 0,6% au premier trimestre par rapport au trimestre précédent, les Italiens se serrant la ceinture sous l'effet des hausses d'impôts introduites dans le cadre des plans d'austérité et d'un taux de chômage record qui dépasse la barre des 10%.

En raison de la baisse de la consommation, les importations ont chuté de 3,6%. Les exportations ont diminué de leur côté de 0,6%.

Selon les dernières statistiques économiques publiées, le deuxième trimestre a mal démarré, la production industrielle, pilier de l'économie italienne, ayant accusé une chute de 1,9% en avril sur un mois, beaucoup plus importante que prévu par les économistes. (AFP 11.06)

4- Chine

La Chine va construire 70 aéroports d'ici à 2015, a annoncé lundi le patron de l'Administration de l'aviation civile (CAAC) en dépit du net ralentissement constaté dans la deuxième économie mondiale.

Li Jiaxiang, chef de la CAAC, a également redit que les compagnies aériennes chinoises allaient acquérir en moyenne quelque 300 appareils par an sur la période 2011 à 2015 -- l'actuel plan quinquennal chinois.

"*La Chine compte construire 70 aéroports au cours des prochaines années et augmenter les capacités de 100 autres*", a dit M. Li devant les quelque 650 délégués des 242 compagnies membres de l'IATA, l'Association internationale des transports aériens, réunis pour l'assemblée générale annuelle à Pékin.

La Chine devrait compter plus de 230 aéroports d'ici la fin 2015, date à laquelle les compagnies auraient une flotte de 4.700 avions.

Le Conseiller d'Etat chargé du Développement économique, Ma Kai, a déclaré devant l'Iata que le marché chinois du transport aérien avait "*le plus gros potentitel de croissance au monde*".

"*Depuis 2005, le secteur enregistre une croissance annuelle de 17,5%*", a-t-il dit.

La Chine, a ajouté M. Li, avait à la fin de l'an dernier 2.888 avions de ligne en opération et le secteur emploie 1,2 million de personnes. (AFP 11.06)

Haut de page

Le 13 juin

CAUSERIE

Je viens de terminer l'actualisation du site, je n'ai plus le temps d'aborder certains sujets d'actualité, comme la campagne calomnieuse lancée par l'UMP contre Mélenchon accusé de compter des antisémites parmi ses amis.

A vouloir jouer les malins avec son ou ses blogs, sur Fesse bouc et autres supports avariés, on se fait prendre à son propre piège. Il y a quelque chose de dément dans tout cela, de mégalomaniaque, chacun cherche à exister par n'importe quel moyen sans en mesurer les conséquences possibles, sans être capable surtout de les assumer quand elles sont négatives. Vous avez posté quelque chose qui soulève des critiques virulentes et apparemment inattendues, et hop pour plaire au plus grand nombre qui rime généralement avec crétinisme, on le retire, on se renie. C'est franchement pitoyable !

Voilà pourquoi je ne marche pas dans ce truc-là, ma page Fesse bouc est vierge, je vais faire mieux, je vais la fermer, y figurait l'adresse du site, je suis en train de renouveler mon visa (pour 15 ans cette fois), je ne voudrais pas leur donner un prétexte à la con pour me le refuser s'ils s'avisaient de regarder de plus près quelle activité politique je mène en étant en Inde. Qu'est-ce qui est essentiel, que je continue tranquillement mon boulot politique ou que de très rares personnes prennent connaissance de mon site en se connectant à ma page Fesse bouc ? Il me semble que la réponse numéro 1 soit la bonne.

Depuis que ma compagne est repartie en France, je ne suis plus dérangé 20 fois par jour pendant que je travaille, mais voilà qu'à deux reprises un mainate est venu se poser sur le rebord de la fenêtre à moins d'un mètre de ma table, pour me distraire ! Comme je suis poli, je lui ai répondu, après tout je parle bien à mon chien.

Pendant les 4 mois où Magueswary était là, il n'a pas mis une seule fois les pattes dans la maison, elle est très dure avec lui. Elle est repartie avant-hier soir, depuis, quand j'ouvre la porte d'entrée le matin, il se précipite à l'intérieur en attendant ses gâteaux, il bave sur le carrelage ou sur les murs ou sur moi quand il secoue la tête, mais il est ainsi fait, cela fait partie de son charme, le midi il a repris la bonne habitude de me réclamer quelque chose, normal puisque je casse la croute, pourquoi pas lui franchement, et le reste du temps il s'installe où bon lui semble, comme quoi il a du tempérament et de la mémoire l'animal ! Il y a tant d'hommes qui n'en ont pas, de la personnalité j'entends, je laisse de côté la mémoire, la mienne est désastreuse ou si limitée. Passons aux choses sérieuses. Je mettrai de nouveaux articles en ligne demain.

La campagne du second tour des législatives rappelle les derniers jours de la campagne présidentielle et prend une tournure grotesque et nauséabonde, de quoi dégoûter les électeurs déjà peu nombreux et peu enthousiastes de se déplacer dimanche prochain.

Bravo à ma chère fille (institutrice) qui m'avait envoyé ce petit mot dimanche dernier : "*Autant te dire qu'aujourd'hui, je ne vais pas renouveler l'exploit de me déplacer jusqu'aux urnes ; d'ailleurs celui d'assister à des réunions du Front de Gauche nous est vite passé aussi... pour une fois que nous avions décidé de faire preuve de bonne volonté !*". Je te répondrai dans les jours qui viennent.

Le "***changement***" dans la continuité de la Ve République, c'est maintenant, suite.

Nicolas Sarkozy participera au côté du président François Hollande à l'hommage solennel qui sera jeudi rendu aux Invalides aux quatre soldats tués samedi en Afghanistan, a indiqué mardi à l'AFP l'entourage de l'ancien chef de l'Etat, confirmant une information de BFMTV.

Tous les anciens présidents et Premiers ministres de la Ve République ont été invités à cette cérémonie, a de son côté indiqué l'Elysée. Ce sera la première apparition officielle de M. Sarkozy depuis la passation de pouvoir avec son successeur, le 15 mai dernier.

La cérémonie d'hommage débutera à 09H00 par une cérémonie religieuse en la cathédrale Saint-Louis. Elle sera suivie à 10H10 d'une cérémonie militaire dans la cour d'honneur des Invalides. Avoir avoir passé en revue les troupes, le président Hollande prononcera un éloge funèbre puis procédera à la remise de décorations à titre posthume. (AFP 12.06)

En famille. Hollande préconise de "***renforcé***" l'intégration des syndicats dans les institutions par le biais du Conseil économique, social et environnemental.

Lors de son discours mardi devant le Conseil économique, social et environnemental (CESE), François Hollande a indiqué qu'il souhaitait voir "*renforcé*" le rôle du Cese qui symbolise, selon lui, le dialogue et le "*rassemblement*". A un mois d'un grand sommet social qui se tiendra les 9 et 10 juillet, le chef de l'Etat a livré un nouveau plaidoyer en faveur du dialogue social et de la concertation dans un discours de 45 minutes qui a décliné ses promesses de campagne. A ce titre, il a rendu hommage au Cese, une assemblée de 233 membres où siègent syndicalistes, mutualistes, patrons, artisans, professions libérales et dont la mission première est, à travers ses avis, de conseiller le gouvernement et de "*favoriser*" la communication entre catégories professionnelles.

Il a précisé que le dialogue social n'est ni un "*problème*" ni "*la solution*" mais plutôt "*le point de passage*". (lexpress.fr 12.06)

On ne compte plus la multitude d'institutions de collaboration de classes qui existent depuis des lustres dans ce pays, pendant qu'il y en a qui s'escriment à vouloir faire croire à l'indendance des partis et des syndicats. Question : pour qui roulent ceux qui se livrent à cette escroquerie politique ?

La "***droite républicaine***" : c'est le PS !

"*En face de nous, qu'avons-nous ? (..) Cette droite républicaine, qui aujourd'hui n'existe plus, n'a plus de clarté idéologique, n'a plus de principes, n'a plus d'ordre, qui est dans la confusion absolue, et qui est en train de tomber dans le piège que lui tend Marine Le Pen, d'un côté on ne condamne pas le Front national, et de l'autre coté on subit les listes noires*", a déclaré sur Europe 1 le ministre français de l'Economie, des Finances et du Commerce extérieur.

"*Franchement, que reste-t-il de la droite, de ses principes, de ses valeurs ? Pas grand-chose*", a-t-il ajouté. (Reuters 12.06)

Leur République, dans laquelle nous ne nous reconnaissons pas, est comme une pièce de monnaie qui comporte deux faces, sur le côté pile on trouve les républicains de droite et sur le côté face les républicains de gauche. L'un ne peut pas exister sans l'autre, mieux, leur République ne peut se passer de l'un comme de l'autre. Que l'une disparaisse et le régime se retrouve déséquilibré, ébranlé, affaibli, son existence est menacée, du même coup le gouvernement en place et le parti qui domine au sein des institutions également, au-delà il lui reviendra la responsabilité de rétablir cet équilibre précaire par tous les moyens, y compris en empruntant les méthodes des républicains de droite au risque de dévoiler le lien qui existe entre eux et d'y perdre la face comme l'on dit en Asie !

Ceux qui se définissent comme républicains de gauche quand ils sont au pouvoir, ont absolument besoin de leur pendant de droite sur lesquels faire porter la responsabilité de leur politique réactionnaire, mieux encore, de la politique qu'ils ne peuvent pas mettre en oeuvre parce qu'ils partagent la même idéologie et les mêmes intérêts de classe que les républicains de droite.

Chaque élection présidentielle et législative consiste à jeter en l'air cette pièce de monnaie, et selon le côté sur lequel elle retombe, ce sont les républicains de droite ou de gauche qui gouvernent, la règle du jeu n'est pas plus compliquée que cela.

Pour que le régime en place soit stable, il faut que les deux protagonistes acceptent cette règle du jeu, si l'un des deux faits défaut, il revient à celui resté en lice d'en assumer seul la charge avec toutes les contradictions que l'on sait, c'est la raison pour laquelle habituellement les deux se prêtent volontiers au jeu, d'autant plus qu'ils en sont généreusement récompensés.

Briser ce consensus qui existe à la base et non en aval, revient à casser le jouet qui assure la légitimité du régime et qui sert d'arène aux illusions des masses, on comprend que devant un tel danger, le PS monte au créneau pour afficher sa soumission total au régime en place.

Nous n'avons cessé de marteler que les défenseurs de cette République était des impuissants qui faisaient le jeu de la réaction, dans la mesure où elle n'était qu'une des formes (temporelles) à travers laquelle la classe dominante exercait son pouvoir, et qu'en fonction de ses besoins elle n'hésiterait pas à la saborder au profit d'une dictature ouverte, autrement dit, qu'elle portait en elle cette perspective pour affronter la classe ouvrière, ou encore la négation des principes ou valeurs sur lesques elle était établie ou qui participaient au fonctionnement du régime, quand il estimait que le rapport de force entre les classes lui permettait d'imposer sa politique, mais dès lors que face à une crise économique il lui était devenu impératif de durcir sa politique contre les exploités, il lui fallait violer ces principes ou valeurs, faire voler en éclat ce cadre institutionnel devenu encombrant ou trop étroit pour s'attaquer brutalement aux masses, ce qui est incompatible avec le respect même très limité d'une forme de démocratie ou de la reconnaissance de la lutte des classes qu'incarne la République et le rapport de force même très déformé qui s'y exprime en temps normal.

J'ai écrit ces lignes sans brouillon ou avoir réfléchi à nouveau au sujet que nous venons d'aborder, je vous livre une analyse rédigée à la hâte, on pourrait poursuivre encore longtemps sur le même thème. Tenez, je me dis aussi que ce qui affole Moscovici, c'est que le PS a besoin du soutien ou de la nautralité bienveillante de l'UMP pour faire passer sa politique, autant que des dirigeants syndicaux et des satellites du PS, en se retrouvant seul au pouvoir, à détenir tous les pouvoirs, l'Elysée, le Parlement, les régions, les grandes villes, contre tous, ses dirigeants doivent commencer à se demander combien de temps vont-ils tenir, sachant qu'ils vont devoir annoncer de nouvelles mesures d'austérité qui seront forcément très impopulaires.

Pour conclure provisoirement, pour Moscovici, l'UMP est déloyal, il ne joue pas le jeu, il joue un jeu dangereux en lui retirant le tapis sous les pieds, on a ici un avant-goût de l'impatience qui agite l'aristocratie financière avant de passer à l'offensive contre le gouvernement Hollande-Ayrault, qui sera contraint de céder à ses exigences, d'assumer à la fois les responsabilités des républicains de droite et de gauche, ce qui pourrait se traduire sur le plan politique par une forme d'union nationale qui n'est pas incompatible avec leur République ou ce qui a été dit plus haut, leur République et leur conception de la démocratie étant compatibles avec l'esclavagisme, ce qu'on a tendance à oublier souvent, Engels dira, je cite de mémoire, que dans la Grèce antique, la démocratie n'aurait pas pu voir le jour sans l'esclavagisme qui constituait déjà une forme de progrès social.

Depuis l'avènement du capitalisme, leur République n'a eu aucun scrupule à s'accomoder de l'esclavage salarié ou de la surexploitation ignobles des colonies, vous comprenez peut-être mieux pourquoi de notre point de vue elle est indéfendable. Qu'elle constitue le cadre dans lequel se déroule la lutte des classes n'est pas un argument suffisant, il est devenu obsolète depuis qu'aucun parti ne représentente plus réellement les intérêts de la classe ouvrière, c'est un argument falacieux, opportuniste, dans la mesure où c'est dans ce même cadre qu'ils préparent la liquidation de l'existence de la classe ouvrière en tant que classe, ajoutons, que c'est ce cadre étroit et borné qui, parce qu'il exclut la classe ouvrière de toute représentation politique, fait le lit de l'extrême droite.

L'extrême droite combat pour briser cette République et imposer une dictature ouverte, nous, nous combattons pour abattre cette République bourgeoise pour instaurer une République sociale sur ses cendres.

On poursuivra demain peut-être. On ne peut pas se contenter de mots d'ordre du genre à bas l'extrême droite ou se borner à constater que le parti de l'ordre se radicalise, qu'il est en crise, il faut expliquer pourquoi, à quoi cela correspond sur le plan économique et politique, à quel moment précis cela intervient-il, à quel stade de la crise et de l'évolution du capitalisme en France et dans le monde, à quel stade de la décomposition du régime, de la société, etc. C'est seulement en procédant de la sorte qu'on peut comprendre quelque chose, sinon on en reste à une interprétation superficielle ou insignifiante ou on ne comprend rien du tout, ce qu'on n'ose pas s'avouer la plupart du temps. Nos pédagogues de service sont en réalité des démagogues, voilà le problème du mouvement ouvrier, notamment. (A suivre)

Actualité en titres

Bruit de campagne.

La réaction a trouvé son parangon de vertu... parmi les siens !

- Cohn-Bendit veut "*la proportionnelle*" pour éviter les "*accords exécrables*" UMP-FN - LePoint.fr

Le visage hideux du parti de l'ordre.

- Nadine Morano tente de séduire les électeurs FN dans '*Minute*' - LeMonde.fr

- Pour Alain Juppé, «*les électeurs du FN ne sont pas des pestiférés*» - 20minutes.fr

- Marini sur le FN : « *Il ne faut pas en faire un fromage* » - Public Sénat

- Une candidate FN appelle à voter pour un UMP en Loire-Atlantique - AFP

- Législatives : un candidat FN se retire au profit de l'UMP - LePoint.fr

Hypocrisie, coups tordus, trahisons, règlements de compte...

- Minute est le "*journal officiel de l'UMP*" pour Martine Aubry - Lexpress.fr

- L'UMP taxe le Front de gauche '*d'antisémitisme*' pour gêner le PS - LeMonde.

- Législatives. A Saint-Denis, Braouezec trahit l'accord à gauche - Lexpress.fr

- Le coup de poignard de la Première dame à l'ex-compagne du président - AFP

Il y en a que la honte ne risque pas d'étouffer.

1- SOS Racisme s'en prend aux "*candidats de la honte*", Morano, Chassain et Arkilovitch - AFP

C'est le PS qui a fondé SOS Racisme pour instrumentaliser le racisme qui est une des conséquences de la survie du capitalisme dont il porte la responsabilité, pour le faire oublier justement. Un instrument à caractère communautariste de discrimination et de stigmatisation sociale des immigrés, de division du prolétariat.

La discrimation dont font l'objet les immigrés en général n'aurait pas lieu d'être si le reste de la population n'était pas déjà victime d'importantes inégalités sociales que lui impose la classe qui détient le pouvoir, si l'essentiel de ses besoins étaient satisfaits, elle n'aurait aucune raison de s'en prendre aux immigrés ou aux travailleurs étrangers présents en France.

J'accuse les organisations antiracistes ou antisémites de se comporter en réalité comme des organisations racistes au service du régime et sionistes en cautionnant l'idéologie putride qui sert à légitimer l'existence de l'Etat d'Israël, le bras armé de l'impérialisme anglo-saxon au Proche et au Moyen-Orient.

Pour un militant ouvrier combattant pour le socialisme, le seul critère qui prévaut pour caractèriser un membre de la société demeure son appartenance à une classe déterminée et non la couleur de sa peau ou son pays d'origine.

S'écarter ou abandonner le terrain de la lutte de classe du prolétariat ne peut aboutir qu'à se situer sur celui de la réaction, ce qui n'a rien d'étonnant de la part du PS, parti contre-révolutionnaire et ennemi du socialisme.

On pourrait ajouter à propos du PS, que parce qu'il est incapable de mener ouvertement un combat classe contre classe, car dans ce cas-là il apparaîtrait franchement dans le camp de la réaction, il lui faut utiliser des subterfuges, des relais qui brouillent les cartes pour mener son combat contre la classe ouvrière. Ce genre d'associations ne sert à ce parti réactionnaire étranger à la classe ouvrière, chassé des usines, des chantiers et des bureaux, des quartiers ouvriers, qu'à tenter de légitimer son existence et son appartenance frauduleuse au mouvement ouvrier qu'il combat quotidiennement.

2-Pierre Laurent déplore une "*déformation de la vie politique*" - LePoint.fr

Il est bien placé pour en causer, son parti l'est tellement depuis si longtemps que ses dirigeants et ses militants ne s'en rendent même plus compte ! Il n'est pas le seul dans ce cas-là, on devrait peut-être préciser qu'en réalité ils en sont tous là, malheureusement pour nous et notre classe.

Propagande de la réaction mondiale.

- L'armée syrienne utilise des enfants comme "*boucliers humains*", selon l'ONU - LePoint.fr

Comment ce torchon peut-il l'affirmer ? Parce qu'il faudrait croire sur parole les voyous qui siègent à l'ONU. Le régime n'a pas besoin de recourir à ce moyen pour rester en place, depuis qu'a commencé l'opération impérialiste de déstabilisation (de l'intérieur en infiltrant et armant des mercenaires issus de ses rangs) de la Syrie, la majorité de la population ne s'est pas soulevée pour tenter de renverser Assad, dans le cas contraire il serait déjà tombé, simple constat.

- Russie: grande manifestation de l'opposition attendue à Moscou - AFP

Parmi ces "*opposants*" on trouve un certain Garry Kasparov, ancien champion du monde d'échecs et Président du parti Front civil uni, qui a participé à la dernière réunion du Groupe de Bilderberg à Chantilly aux Etats-Unis début juin, institution opaque dirigée par les maîtres du monde. (voir l'article en ligne dans la rubrique Internationale dans cette page)

Nous sommes désormais en présence d'une nouvelle tactique de l'impérialisme américain, qui consiste non plus à soutenir certaines couches de la bourgeoisie qui s'estiment lésées par celle au pouvoir, mais à les organiser (et financer) lui-même en leur dictant les différentes étapes par lesquelles doit passer leur combat pour déstabiliser le pouvoir en place et si possible obtenir sa chute.

Jusqu'à présent, Washington utilisait des opposants qui étaient essentiellement des intellectuels (Tchécoslovaquie, Cuba) ou des membres de l'aristocratie ouvrière (Pologne), de la petite-bourgeoisie, il les manipulait en leur faisant miroiter un avenir radieux à la tête de leur pays, il se servait du rejet d'une partie de la population du régime en place pour enrôler certains de ses membres dans ses coups tordus, eh oui, des têtes c'est bien pour couvrir le champ médiatique, mais des pieds et des jambes c'est indispensable sur le terrain pour provoquer le régime, entraîner de sa part une réaction violente, pour ensuite dénoncer la répression et en déduire qu'il n'a rien de démocratique, donc qu'il faut le chasser.

Lorsque aucune couche de la bourgeoisie n'est assez puissante pour revendiquer le soutien de couches significatives de la population et contester celles qui détiennent le pouvoir, l'impérialisme américain et ses alliés se chargent de lui fournir les mercenaires armés qui harcelleront le régime en place afin de le déstabiliser, comment, en l'obligeant à réprimer les manifestations qu'ils auront infiltrées ou manipulées de façon petit à petit à dresser une masse toujours plus grande de la population contre le régime qui se retrouvera affaibli, puis isolé.

L'impérialisme américain décide ainsi quelle couche de la bourgeoisie sera la plus à même de servir ses intérêts économiques au détriment de ses concurrents sur le marché mondial, les Russes et les Chinois principalement, mais aussi les Européens.

Selon le degré de frustration de la population sur le plan économique et politique, en l'absence d'une opposition légitime au régime en place, le dictateur américain s'efforcera d'en constituer une de toutes pièces faite de bric et de broc quite à employer les

grands moyens, diviser sur des bases ethniques ou religieuses, terroriser la population prise en otage entre un régime autocratique et une opposition dans laquelle elle ne se reconnaît pas non plus. Il manipule ainsi les masses en leur faisant miroiter un avenir meilleur en cas de changement de régime, tandis que leur sort au quotidien devient de plus en plus insupportable, pas spécialement du fait du régime en place mais par la cycle provocation répression qui résulte des actions entreprises par cette opposition à la solde de Washington et qui sème le chaos.

Tout dépend aussi de l'état dans lequel se trouve le pouvoir en place au moment où l'impérialisme décide de s'y attaquer, s'il est fort ou faible. S'il est faible, il suffira de mettre de l'argent sur la table et de propulser sur le devant de la scène politique un parti hier encore inexistant (celui des Frères musulmans par exemple), la propagande relayée par les Etats (alliés) et les médias à l'échelle mondiale fera le reste. On a là le schéma des révolutions "*colorées*" qui se sont produites dans les pays des ex-républiques de l'URSS et ses satellites, mais aussi en Tunisie et en Egypte.

S'il est fort, il emploiera des méthodes de guerre civile pour briser la résistance du régime, c'est ce qu'on a pu observer en Lybie et qu'on peut observer maintenant en Syrie. (A suivre)

INFOS EN BREF

Politique

Tunisie

Un couvre-feu nocturne a été décrété mardi sur le grand Tunis et dans quatre régions du pays après une vague de violences sans précédent dans tout le pays impliquant des groupes de salafistes et de casseurs qui ont attaqué des postes de police et des bâtiments administratifs.

Le couvre-feu, annoncé mardi peu avant 20H00 locales, est en vigueur de 21H00 à 05H00 du matin et couvre le "*Grand Tunis*" (qui comporte quatre gouvernorats) et les gouvernorats de Sousse (est), Monastir (est), Jendouba (nord-ouest), et Medenine (sud), selon un communiqué du Premier ministère (bien: Premier ministère).

C'est la première fois depuis mai 2011 que la capitale tunisienne est soumise à un couvre-feu. L'Etat d'urgence est toujours en vigueur dans le pays depuis le soulèvement qui a abouti à la chute de Ben Ali le 14 janvier 2011.

Cette mesure fait suite à une série de violences qui ont éclaté simultanément dans plusieurs régions du pays dans la nuit de lundi à mardi et qui se sont poursuivies dans la journée de mardi.

Les troubles seraient liés à une exposition à La Marsa (banlieue nord de Tunis) qui s'est tenue du 2 au 10 juin, et dont des oeuvres ont été jugées offensantes pour l'islam.

Les cités populaires de l'ouest de la capitale, mais aussi sa banlieue chic du nord, se sont embrasées, et ont été le théâtre d'affrontements violents entre des groupes d'islamistes radicaux et de casseurs et les forces de l'ordre.

Un tribunal a été incendié, des postes de police attaqués. Les troubles ont fait une centaine de blessés, dont 65 membres des forces de l'ordre, et plus de 160 personnes ont été arrêtées, selon le gouvernement, qui a dénoncé des "*actes terroristes*" et promis que les assaillants seraient jugés en vertu des loi anti-terroristes de 2003 établies sous Ben Ali.

Simultanément, dans les régions, à Jendouba, Sousse et Monastir, des sièges régionaux de la puissante centrale syndicale UGTT ainsi que des locaux de partis politiques d'opposition ont été attaqués.

Le ministère de la Justice a annoncé mardi soir la mobilisation des gardiens de prison pour "*protéger les tribunaux à travers le pays. Ils ont reçu des ordres pour utiliser tous les moyens y compris les tirs à balle réelle pour déjouer toute éventuelle attaque*", a-t-il déclaré.

Fin mai, le ministre de l'Intérieur Ali Larayedh avait déjà annoncé que les forces de l'ordre étaient habilitées à faire usage de balles réelles en cas d'attaques contre des "*institutions souveraines*", après une série d'attaques contre des casernes de police.

Le Palais Abdellia, qui abritait l'exposition controversée à l'origine des violences, a été la cible d'attaques successives dimanche soir et lundi. Des oeuvres ont été détruites et des tags fustigeant les "*mécréants*" retrouvés sur les murs du palais, selon un photographe de l'AFP.

Tout en niant toute implication dans les violences, le mouvement salafiste radical Ansar Al Charia a appelé "*tous les Tunisiens*" à manifester vendredi prochain après la prière.

"*Ansar Al Charia appelle tous les Tunisiens à manifester dans tout le pays pour protester contre les atteintes à la religion*", a déclaré à l'AFP Sami Essid, un proche du leader radical Abou Iyadh, issu de la tendance salafiste jihadiste.

Dans une vidéo circulant sur Facebook, un autre leader radical a, lui, appelé "*au soulèvement*". Ce jeune imam, Abou Ayoub, s'est rendu célèbre en Tunisie pour être un de ceux qui avaient appelé en octobre 2011 à attaquer la chaîne Nessma après la diffusion du film franco-iranien Persepolis.

Le gouvernement, s'il a durci le ton envers les fauteurs de troubles, a également annoncé mardi son intention de porter plainte contre les organisateurs de l'exposition controversée, et a décrété la fermeture du palais Abdellia jusqu'à nouvel ordre.

Nombre de Tunisiens s'interrogeaient cependant mardi sur le caractère simultané des troubles et l'identité des assaillants, qualifiés de "*salafistes et de groupes de délinquants mêlés*" par le ministère de l'Intérieur.

"*Le fait que les violences aient éclaté en plusieurs endroits au même moment laisse à penser que c'était organisé*", a concédé le porte-parole du ministère de l'Intérieur Khaled Tarrouche.

Plusieurs internautes et commentateurs ont relevé que ces violences survenaient deux jours après l'appel du chef d'Al-Qaïda Ayman al-Zawahiri, qui a exhorté les Tunisiens à se soulever pour l'application de la charia.

"*Je ne crois pas qu'il existe en Tunisie un espace pour des appels de ce genre*", a réagi le porte-parole du gouvernement Samir Dilou lors d'une conférence de presse mardi.

Economie

Espagne

Le prêt, pouvant aller jusqu'à 100 milliards d'euros, que la zone euro prépare pour renflouer les banques espagnoles en difficulté, aura un taux d'intérêt de 3% et sera remboursable en 10 à 15 ans, affirme mardi le journal ABC sans citer ses sources.

"*Des sources financières expliquent cependant que le taux d'intérêt sera toujours assujetti à la situation concrète des marchés, ce qui fait qu'il pourrait varier à la hausse, bien que très peu*", précise le journal.

Des taux d'intérêt de 3% ou 4% seraient "raisonnables" pour les fonds prêtés à l'Espagne, avait indiqué lundi un porte-parole de la commission européenne.

"*Il est prématuré de parler de taux d'intérêt*" car "*cela dépend des conditions de marché, mais effectivement, des pourcentages de 3% ou 4% sont raisonnables dans ce type d'opérations*", avait déclaré Amadeu Altafaj, porte-parole du commissaire européen aux Affaires économiques Olli Rehn.

On ignore d'autre part si l'argent viendra du fonds de secours de la zone euro (FESF) ou du Mécanisme européen de stabilité (MES) qui doit entrer en vigueur début juillet.

Une "*combinaison des deux fonds*" n'est pas exclue, a indiqué lundi Olli Rehn.

Le prêt européen sera injecté dans le fonds public espagnol d'aide au secteur bancaire, le Frob, qui ensuite distribuera l'argent aux banques concernées.

Si l'Espagne prenait le maximum de l'enveloppe proposée, c'est-à-dire cent milliards d'euros, cela signifierait un bond de 10% de sa dette publique, qui atteindrait alors environ 90% de son PIB en fin d'année. (AFP 12.06)

Haut de page

Le 14 juin

CAUSERIE

10h30 heures locale, 7h du matin en France.

Au moment où vous vous connectez sur le site, il n'a été que partiellement actualisé. La causerie et les infos en bref viendront plus tard dans la journée. J'ai déjà fait les trois quarts du boulot, il me reste à formater les extraits d'articles et à ajouter mes commentaires ou analyses, cela prendra une ou deux heures selon mon inspiration. Je dois absolument m'occuper de mon visa avant 12h30. Il est valide jusqu'au 23 juin, en principe j'aurais dû m'en occuper trois mois avant son expiration, il me reste 9 jours ! C'est donc prioritaire.

Hier, le site a été actualisé tard dans la journée en raison d'un problème de connection (trop lente) au serveur en Inde.

Au fait, j'ai retiré le lien vers le site de ma page Fesse bouc qui dorénavant est vide. J'ai voulu annuler cette page hier soir, en vain, je verrai cela dans l'après-midi. A plus tard et bonne journée à tous.

Trois heures plus tard.

Le Secrétaire général de Force Ouvrière confirme que la collaboration de classes existe au moins depuis 1946

L'Éditorial de Jean-Claude Mailly, daté du mercredi 13 juin 2012. Extrait.

- "La semaine dernière s'est tenue à Matignon une réunion avec les organisations représentatives (syndicales et patronales) pour discuter de la méthode et des thèmes à l'ordre du jour de la conférence sociale des 9 et 10 juillet.

Seront ainsi abordées les questions liées à l'emploi, au chômage, à la stratégie industrielle, à la formation professionnelle, au secteur public, à la retraite et au financement de la protection sociale collective.

Compte tenu de ces thèmes, j'ai à nouveau suggéré la remise sur pied du Commissariat au Plan, qui était l'organisme idoine pour discuter de toutes ces questions.

L'organisation précise de cette conférence sera connue d'ici à quelques jours, après d'autres consultations. Elle ne sera pas un lieu de décisions, mais constituera plutôt le lancement d'un processus de concertation.

La délégation Force Ouvrière, contrairement à d'autres, s'est opposée à une modification de la Constitution pour y constitutionnaliser la «démocratie sociale». (...)

Pour le reste, au-delà des réunions dans lesquelles nous garderons notre liberté et notre indépendance, ce qui est attendu ce sont des actes concrets. Le décret sur les retraites est plus que timide, on verra ce qu'il en sera pour le SMIC, point sur lequel nous avons également rappelé nos positions.

Sortir de l'austérité est une nécessité économique, sociale et démocratique. "

Bon, c'était juste histoire de causer vous l'aurez compris. On "*verra*", c'est tout vu larbin, en plus il est sourd ou il ne sait pas lire !

Quant à son "*opposition*" à une "*modification de la Constitution pour y constitutionnaliser la «démocratie sociale»*, elle est factice, pas besoin de passer par là, car en réalité FO collabore avec le régime depuis sa création, FO a même été créé dans cette unique perspective, pourrir à la base le mouvement ouvrir, l'atteler le plus solidement possible au char du capitalisme. Et comme tout vendu qui se respecte, il arrive toujours un moment où il vend la mèche, là en l'occurence c'est en faisant référence à une institution qu'il revendique et pour cause, le Commissariat général au Plan. Voyons brièvement de quoi il s'agit.

Le Commissariat général au Plan (1946-2006) fut créé le 3 janvier 1946 par le général de Gaulle, il fut rattaché au chef du gouvernement... (Wikipédia) Belle référence en effet !

Il bénéficie alors d'une sorte d'unanimité nationale. Jean Monnet est le premier à occuper ce qu'il désigne lui-même comme « la fonction indéfinissable de Commissaire au Plan » (Wikipédia)

Et qui était Jean Monnet ? Le planificateur de la mise en oeuvre du plan Marshall en France après guerre, Wikipédia le dément en se contredisant grossièrement, et l'un des pères fondateur de l'Union européenne.

Pour en savoir plus sur Jean Monnet :

- Les planificateurs français par Denis Boneau (Réseau Voltaire) (19.11.04)

- Quand la CIA finançait les intellectuels européens par Denis Boneau (Réseau Voltaire) (17.11.03)
- Raymond Aron, avocat de l'atlantisme par Denis Boneau (Réseau Voltaire) (21.10.04)
- La Fondation Ford, paravent philanthropique de la CIA (Réseau Voltaire) (05.04.04)
- Proches, si proches... Les liens secrets entre la CIA et les pères fondateurs de l'Europe Schuman et Monnet (Atlantico.fr) (08.02.12)

Je n'ai plus le temps aujourd'hui, demain on verra en détails comment dans le dernier numéro d'*Informations ouvrères* le POI a analysé les résultats du premier tour des législatives, et comment il laisse planer le doute sur les réelles intentions du gouvernement, une façon de le soutenir sans en avoir l'air, car le POI doit être le seul à l'ignorer, il est vrai qu'il ne s'est absolument rien passé depuis le 6 mai ! Cela promet d'être gratiné !

Si vous avez lu les pages du dernier numéro (204) d'*Informations ouvrères* que j'ai mises en ligne, vous pouvez m'adresser votre analyse ou vos commentaires, cela me fera peut-être gagner du temps. Quand je dis les analyses du POI, cela veut aussi dire l'absence volontaire de toute analyse dans certains cas précis, je vous mets sur la piste, je n'ai pas encore eu le temps de le lire attentivement. A la page 4, vérifiez s'ils ont évoqué les poucentages ou lee nombre de voix par rapport au nombre d'électeurs inscrits ou par rapport aux votes exprimés, cela change tout évidemment, on verra demain comment et pourquoi.

Sur leur site Internet national, on pouvait lire que leurs candidats avaient obtenu 0,45% des voix exprimées (20740 exactement, IO n °204 page 2), rapporté au nombre d'inscrits (46 millions), cela donne 0, 045%, un beau score quand même, qui valait bien la peine que leurs militants se démènent comme des diables... Il est vrai qu'on peut toujours tout justifier en faisant l'impasse sur certaines questions, je vous laisse deviner lesquelles, il est tard et j'ai du boulot chez moi, en fait je n'arrête pas une minute !

J'allais oublier de vous dire que vous étiez de plus en plus nombreux à vous connecter sur le site.

Ça baigne pour eux !

À propos des millionnaires français qui, selon une étude du spécialiste de l'épargne Skandia, se tirent plutôt bien de la crise: si 55% d'entre eux prédisent que la situation économique en France va se dégrader au cours des 12 prochains mois, seuls 32% pensent que leur propre situation financière en pâtira. Ils sont même 57% à déclarer que leur richesse a augmenté depuis le début de la crise. (atlantico.fr 13.06)

On comprend qu'il soit indécent d'augmenter le Smic au-delà de 50 euros par mois, les nantis n'y surivraient pas !

A ce prix-là, je renonce à être révolutionnaire !

D'après les données obtenus par l'Institut français pour la recherche sur les administrations publiques (Ifrap), le salaire moyen d'un agent de l'Assemblée nationale est de "*7 700 euros brut par mois*". (lemonde.fr 13.06)

L'aristocratie ouvrière qui soutient le régime se porte bien, merci pour elle.

Ils passent à l'offensive.

L'économiste Christian Saint-Etienne a annoncé sa démission du Conseil d'analyse économique (CAE), rattaché à Matignon, en s'affirmant "*en opposition totale*" avec les premiers choix du gouvernement Ayrault, dans un entretien au *Figaro Magazine* à paraître vendredi. "*Je ne suis pas d'accord avec les orientations de la politique économique du gouvernement*", déclare M. Saint-Etienne.

Ces options sont également, fait-il valoir, "*en contradiction avec les recommandations récentes de la Cour des comptes, de la Commission européenne ou encore du FMI et de l'OCDE*".

L'économiste, classé au centre droit, qualifie de "*choix intolérable*" la décision gouvernementale de revenir à la retraite à 60 ans pour certains salariés, estimant qu'elle "*nie totalement les réalités économiques et la situation extrêmement précaire des régimes de retraite*". Il dénonce également pêle-mêle le choix de stimuler la consommation pour relancer la croissance, "une folie" selon lui au regard du déficit extérieur, l'abandon de la TVA sociale ou encore la taxation à 75% des plus hauts revenus, promise par M. Hollande. Selon lui, les seules mesures annoncées par François Hollande en matière de fiscalité des entreprises vont entraîner "un choc fiscal représentant plus de 2 points de PIB". "*J'estime que cela pourrait conduire d'ici à l'été 2013 à plus de 300 000 suppressions d'emplois*", met-il en garde. (lexpress.fr 13.06)

Les banquiers sont des gangsters, la dignité en moins.

"*Mes supérieurs ont tout vu, tout su*", a répété mercredi Jérôme Kerviel, ex-trader de la Société Générale, à son procès en appel, à la veille de l'audition très attendue d'un témoin de la défense qui a d'ores-et-déjà étayé dans la presse la thèse d'un complot ourdi contre lui.

Ce témoin, Philippe Houbé, salarié de la société de courtage Newedge (ex-Fimat), filiale de la Société Générale, a affirmé dans un entretien au journal Libération que la banque avait "*chargé au maximum*" le compte de Jérôme Kerviel, alourdissant la perte de 4,9 milliards d'euros qui lui est reprochée en 2008.

"*Selon moi, la banque connaissait l'ampleur des engagements de Kerviel dès l'année 2007*", affirme en outre ce témoin, dont le nom n'est apparu dans le dossier qu'en cours de procès.

La semaine dernière, l'ex-trader avait déclaré avoir servi de fusible à la Société Générale, qu'il accuse d'avoir masqué avec "*l'affaire Kerviel*" ses pertes liées à la crise des subprimes (crédits hypothécaires américains). Ses supérieurs n'auraient rien ignoré de ses prises de positions spéculatives massives mais l'auraient sciemment laissé faire.

"*Au sein de Fimat, tout le monde était au courant que la Société Générale avait pris des positions massives vendeuses. Et on se disait que cela venait en couverture d'autres positions devenues liquides à cause de la crise des subprimes*", a appuyé M. Houbé dans son interview.

"*J'étais dans une spirale, totalement dans un engrenage...*", a-t-il dit pour expliquer pourquoi il avait continué d'accumuler les positions à cette époque, et en démentant avoir agi pour obtenir un bonus.

"*Dans une salle de marchés, on est là pour faire le maximum d'argent*", a-t-il rappelé, affirmant que ses supérieurs venaient le voir pour "*relever les compteurs*" et lui disaient: "*c'est bien, tu es une bonne gagneuse*". Il avait alors "*confiance en eux*", mais ils ont fini par le "*lâcher*". Le 18 janvier 2008, tout le monde lui est "*tombé dessus...*"

"*Je maintiens: mes supérieurs ont tout vu, tout su et m'ont poussé à gagner plus d'argent*", a répété l'ancien trader. Au vu de leurs déclarations durant l'enquête et au premier procès, ils sont "*devenus amnésiques*", a-t-il ironisé. (AFP 13.06)

Répétons-le, il est parfaitement clair qu'un trader ne peut pas engager sa banque à hauteur de 50 milliards d'euros sur plusieurs mois sans que sa hiérarchie n'en soit pas informée ou qu'elle ne lui ait pas donné le feu vert. Pour que le parquet face l'impasse sur cette évidence témoigne qu'il instruit à charge pour le compte des dirigeants de la Société Générale. Leur justice qu'il faut balayer, quoi.

Le changement dans la continuité c'est maintenant ou faites tomber les masques. (suite)

Patrons, vous n'avez même pas besoin de demander pour être servis.

Arnaud Montebourg, ministre du redressement productif, annonce que le gouvernement "*étudie*" un plan d'aide au secteur automobile, après la demande de Renault.

Le gouvernement étudie un éventuel soutien des pouvoirs publics au secteur automobile, à la suite de la demande d'aide formulée par Renault, a indiqué le ministre du Redressement productif Arnaud Montebourg.

"*Cette demande n'a pas été faite officiellement au gouvernement mais cette demande est parvenue jusqu'au gouvernement (...) Nous avons mis à l'étude cette proposition*", a déclaré M. Montebourg, lors d'une conférence de presse. La veille, le numéro deux de Renault, Carlos Tavares, a appelé les pouvoirs publics à des mesures d'aide pour soutenir les ventes de voitures en France et en Europe, comme ils l'avaient fait à partir de 2008-2009. (lexpansion.com 13.06)

Encore 20 000 emplois supplémentaires exonérés de cotisations sociales pour les patrons petits et grands.

Le ministre du Travail, Michel Sapin, a écrit aux préfets pour leur demander de privilégier la demande et les offres locales en tenant compte des besoins dans chaque territoire. Ce supplément de contrats aidés va coûter 400 millions d'euros.

Face à la poussée du chômage, le gouvernement a décidé de mettre en place 80.000 contrats aidés, en sus des 115.000 déjà programmés pour le second semestre, selon un document officiel dont l'AFP a eu connaissance mercredi. Le ministre du Travail, Michel Sapin, a écrit en ce sens à tous les préfets de régions, leur demandant de mobiliser "*tous les moyens opérationnels*" pour parvenir rapidement à la mise en place de ces contrats subventionnés supplémentaires, dont la durée devra être de "*près de 9 mois*", au lieu de six en moyenne actuellement.

"*Le gouvernement a décidé sans attendre de mobiliser un supplément de 80.000 contrats*", précise la lettre dont l'AFP s'est procuré une copie. Ces nouveaux contrats se découpent en 60.000 "*contrats d'accompagnement dans l'emploi*" (CAE) - concernant le secteur non marchand, essentiellement les collectivités locales et les associations -, et 20.000 "*contrats initiative emploi*" (CIE) - des emplois du secteur marchand, c'est-à-dire essentiellement les entreprises. Dans sa lettre, Michel Sapin demande aux préfets de privilégier la demande et les offres locales en tenant compte des "*besoins dans chaque territoire.*"

Cette nouvelle mesure, avec effet immédiat sans attendre la conférence sociale des 9 et 10 juillet prochains, devrait coûter quelque 400 millions d'euros supplémentaires, selon de premières estimations. Le gouvernement précédent avait programmé 340.000 contrats aidés pour l'ensemble de l'année 2012 dont les deux tiers (225.000) pour le premier semestre et 115.000 pour le second. En janvier 2012, 370.000 personnes bénéficiaient de contrats aidés. (lexpansion.fr 13.06)

Et en plus il s'agit d'emplois précaires dont la durée en moyenne ne dépassera pas 10 mois en 2012, tandis que la durée du travail est inférieur à 35 heures hebdomadaires, entre 22 et 33 heures. (source : http://www.service-public.fr/)

- L'employeur perçoit une aide financière de l'État d'un montant variable pouvant atteindre :

47% du SMIC brut pour les CUI-CIE (secteur marchand) (montant moyen réel : 31%),

95% du SMIC brut pour les CUI-CAE (collectivité territoriale, associations) (montant moyen réel : 70%).

L'employeur peut également être exonéré de certaines taxes ou cotisations sociales. (source : http://www.service-public.fr/)

Elle n'est pas belle la vie des négriers modernes ? A la mode "*socialiste*" s'il vous plaît !

Comment à l'avance ils légitiment les licenciements à venir. Mode d'emploi.

Le ministre du Redressement productif, Arnaud Montebourg, a indiqué mercredi que le sujet d'un meilleur encadrement des plans sociaux, en cas de fermeture d'un site rentable, serait discuté à la conférence sociale des 9 et 10 juillet, avant qu'un texte soit proposé.

"*Nous souhaitons placer dans la discussion de la conférence sociale un certain nombre de mesures législatives de manière à limiter les plans sociaux abusifs*", a déclaré lors d'une conférence de presse Arnaud Montebourg.

"*Tout l'art du législateur sera de faire le tri entre les plans sociaux abusifs et ceux qui ne le sont pas*", a-t-il déclaré.

Sur l'encadrement des plans sociaux, Arnaud Montebourg a précisé que la future loi viserait "*des entreprises rentables qui gagnent de l'argent, des sites industriels rentables qui sont fermés car ils ne gagnent pas assez d'argent au vu des exigences financières*" des actionnaires. (AFP 13.06)

Il est dit clairement que le gouvernement ne prendra aucune mesure pour s'opposer à la fermeture d'entreprises, encore moins les confisquer ou les nationaliser. C'est bien un gouvernement des capitalistes.

Guerres (coloniales) de rapine. Bush, Obama, Blair, Cameron, Sarkozy, Hollande : même politique de va-t-en-guerre.

«*Un prébendier à la tête d'un groupe d'assassins*», «*un régime de mort et de sang*»: Laurent Fabius a usé de termes extrêmement forts, mercredi lors d'une conférence de presse, pour condamner le pouvoir de Damas et annoncer à son encontre un renforcement de la pression internationale. «*La France entend être à la pointe de l'action contre Bachar el-Assad*», a dit le chef de la diplomatie française. Il a repris à son compte le terme de «*guerre civile*», employé la veille par un haut responsable de l'ONU, et admis que le pays était la destination de livraisons d'armes.

«*La situation en Syrie a pris un tour encore plus grave et plus abominable*», a déclaré le ministre en évoquant le sort d'enfants utilisés comme boucliers humains, une situation sur laquelle un rapport des Nations unies avait levé le voile, mardi. «*Des enfants de 8 à 9 ans sont placés devant des chars, violés et assassinés, a dit Laurent Fabius. (…) Ils sont mis de part et d'autre des cars militaires qui entrent dans les villes. Si on veut tuer des soldats, il faut d'abord tuer des enfants…*» a-t-il poursuivi. (lefigaro.fr 13.06)

L'indulgence ne vaut que pour les délinquants, les fraudeurs en cols blancs.

La situation inquiétante des prisons françaises surpeuplées s'est rappelée mercredi au souvenir du ministère de la Justice, qui assure en faire "*une priorité*", mais refuse l'amnistie des courtes peines prônée par le contrôleur des prisons.

Une fois n'est pas coutume, c'est le contrôleur général des lieux de privation de liberté, Jean-Marie Delarue, aiguillon de la politique pénitentiaire, qui a mis les pieds dans le plat.

Dans un avis publié mercredi au *Journal officiel*, il plaide pour une loi d'amnistie des peines "*très légères*" prononcées avant 2012 et pas encore exécutées, faute de moyens, afin de ne pas aggraver la surpopulation carcérale qu'il juge très inquiétante. (AFP 13.06)

Actualité en titres

Un gouvernement des nantis. A bas les privilèges !

- Bercy plafonne le salaire des patrons du public à 450 000 euros annuels - Libération.fr

Ils ont aussi "*plafonné*" le Smic en accordant (prochainement) généreusement aux heureux bénéficiaires une augmentation colossale de quelque 50 euros mensuel. Sur une base annuelle, le Smic est aujourd'hui de 16780,44 euros brut soit 26 fois inférieur au salaire de ces nantis.

La réaction sur toute la ligne.

- L'encadrement des plans sociaux sera au menu de la conférence sociale - AFP

- La France entend être à la pointe contre Bachar el-Assad - LeFigaro.fr

- Delphine Batho défavorable à l'amnistie des courtes peines non exécutées - LePoint.fr -

- François Hollande met les Grecs en garde contre une sortie de la zone euro - lexpress.fr

INFOS EN BREF

Politique

1- Grèce

1.1- La droite grecque a mis le cap à droite toute, recyclant cadres et thèmes de l'extrême-droite, pour tenter de s'imposer sur la gauche radicale aux élections législatives cruciales du 17 juin.

"*La Grèce a accepté l'invasion des immigrants illégaux. On va stopper cela*", a lancé le patron de la Nouvelle Démocratie (ND), Antonis Samaras, présentant son programme sur la sécurité et l'immigration.

"*Reconquête des villes*", "*centres de rétention pour les sans papiers*", et lutte tous azimuts contre le crime, il a promis un tour de vis s'il remportait le scrutin.

"*Il y a une masse d'émigrés, ils sont un million et demi qui n'ont pas de travail, qui n'ont rien à faire ici*", a-t-il dit à l'AFP, affirmant "*compter sur la solidarité de l'Europe*" pour mieux boucler les frontières et expulser les indésirables.

Toujours surfant sur le nationalisme, une vague de fond en Grèce, il jongle avec d'autres thèmes populistes pour opérer la jonction avec une partie de l'extrême-droite.

"*Du centre-droit, il a fait glisser le parti vers la droite pure et dure*", dit à l'AFP le politique Ilias Nicolacopoulos, relevant que ce mouvement est peu perçu dans les cercles européens qui ne veulent voir que l'europhilie de M. Samaras.

Le champ politique, avec la crise et l'austérité, est tiraillé vers les extrêmes. A la droite de l'extrême-droite, un parti néonazi "*Chryssi Avghi*", l'Aube dorée, s'est arrogé 21 députés, avec près de 7% des votes lors du scrutin inconclusif du 6 mai.

"*L'heure de la peur a sonné*", avait alors clamé Chryssi Avghi. Ses nervis traduisent en pratique par le tabassage d'immigrés. Près de la moitié des policiers auraient voté pour lui, selon l'hebdodamaire de centre-gauche To Vima.

Mais la violence de Chryssi Avghi, dont le porte-parole a agressé la semaine passée deux élues de gauche lors d'un débat télévisé, tend à masquer une droitisation générale d'une droite fragmentée en plusieurs formations.

"*Ces discours antimusulmans, antisémites, xénophobes qui irriguent toute la société sont insupportables*" déplore auprès de l'AFP Sabi Mionis, qui se souvient encore de ses bagarres d'étudiant juif avec les nostalgiques de la junte des colonels (1967-74).

La tentation de la ND de chasser sur les terres extrémistes a été illustrée par le patron de la campagne conservatrice dans le nord de la Grèce, Panagiotis Psomiadis.

L'ex-préfet de Salonique s'est prévalu dimanche d'une "*fraternité*" des partis de droite, citant même Chryssi Avghi selon ses adversaires, ce qu'il a imputé à un détournement de ses propos.

Makis Voridis a franchi le pas en février dernier vers la ND en désertant le parti d'extrême-droite Laos dont il était un pilier. Il venait d'être nommé ministre des Transports dans le cabinet d'union nationale formé fin 2011.

"*Avec Samaras, c'est clair, net, correct*", affirme à l'AFP cet ancien député européen, qui revendique son amitié avec Jean-Marie Le Pen, le fondateur du parti français d'extrême-droite, le Front National.

Pour lui, qui se définit comme "*un libéral-national*" pro-européen, "*très conservateur*" sur les moeurs, la ND "*écoute enfin ce que disait la société et affronte les grands problèmes, immigration et sécurité*".

"*Samaras est très courageux en disant qu'il faut reconquérir les villes*", estime l'avocat de 48 ans, redouté par le camp libéral de la ND, qui le soupçonne de vouloir conquérir le pouvoir au sein du parti.

"*Avec la crise, tout le paysage politique a changé: il y a eu une renaissance à droite et l'émergence de l'extrême-gauche avec le Syriza d'Alexis Tsipras*", dit-il.

Il exclut toutefois Chryssi Avghi du regroupement à droite qu'il ambitionne.

"*Hors de question de parler avec ces néonazis*", souligne cet homme politique, pourtant issu du même moule extrémiste dans les années 80. (AFP 13.06)

1.2- Alexis Tsipras, dirigeant de la Coalition de la gauche radicale grecque (Syriza), a exclu mardi de participer à un gouvernement d'union nationale réunissant tous les partis politiques après les élections législatives du 17 juin, estimant que le pays avait besoin d'"*une direction claire*".

Il a par ailleurs promis de placer le secteur bancaire sous le contrôle de l'Etat. "*Si nous sommes élus, nous agirons rapidement pour recapitaliser les banques avec des actions ordinaires, ce que nous appelons la socialisation du système bancaire*", a-t-il dit lors d'une conférence de presse.

Dans une tribune publiée mercredi par le *Financial Times*, Alexis Tsipras réaffirme qu'il n'est pas question pour lui de sortir de l'euro et d'en revenir à la drachme. "*De peur qu'il y ait le moindre doute, mon mouvement, Syriza, s'engage à maintenir la Grèce dans la zone euro*", écrit-il en préambule à cette contribution.

Mais, prévient-il, "*si nous ne changeons pas de voie, l'austérité menacera avec encore plus de certitude de nous faire sortir de l'euro*". (Reuters 13.06)

Retenez-moi sinon je fais un malheur, on sait ce que vaut en général ce genre de menace... Il n'a de cesse de témoigner son allégeance à l'UE, il est fait de même pâte mole que les Mélenchon et les Hollande...

2- Tunisie

L'ancien président tunisien Zine ben Ali, jugé par contumace, a été condamné mercredi à la prison à vie pour son rôle dans la mort de plusieurs centaines de manifestants tués pendant la "*révolution de jasmin*".

Le tribunal militaire du Kef a par ailleurs prononcé des peines de prison ferme allant jusqu'à 15 ans de réclusion à l'encontre de l'ex-ministre de l'Intérieur Rafik Belhadj Kacem et de sept responsables des services de sécurité.

Sur les 23 membres de son administration poursuivis comme lui pour des faits commis à Kasserine, Tala, Kérouan et Tajrouine, quatre villes du Centre où le soulèvement a débuté, 14 ont été acquittés.

Parmi eux figurent Ali Seriati, commandant de la garde présidentielle, et Ahmed Friaa, nommé ministre de la Justice peu avant

le départ de Ben Ali.

"*Ce verdict est injuste. Les peines sont légères. Elles ont été influencées par des pressions politiques. Le tribunal est tombé dans un piège*", s'est indigné Chardedine Glaïl, l'avocat des familles des victimes.

"*Comment Ben Ali, inculpé son rôle dans les morts, peut-il être condamné à la prison à vie alors que Kacem n'écope que de douze ans alors qu'il est inculpé de meurtres*", a-t-il poursuivi. (Reuters 13.06)

Ben Ali ne s'est pas "*enfui*", il a été exfiltré par l'armée avec l'aide de la CIA. Depuis il coule des jours paisibles en Arabie Saoudite, sans que les dirigeants du vieux monde ne s'en émeuvent et réclament son extradition, bizarre, non, normal.

Economie

1- Italie

Au cours d'une émission obligataire test, Rome a emprunté comme prévu 6,5 milliards d'euros à un an, mais a vu ses taux flamber à 3,972% contre 2,34% au moment de la dernière opération similaire, le 11 mai. Le Trésor italien procédera à une nouvelle émission jeudi.

"*L'aversion au risque est très élevée et les marchés se disent que l'Italie va suivre le même chemin que l'Espagne*", commente pour l'AFP Cyril Regnat, de Natixis, qui juge cette vision "*exagérée*", la situation de Rome étant "*beaucoup moins préoccupante*" que celle de Madrid.

Malgré ce retour de la méfiance, Mario Monti a balayé mardi soir toute idée de plan d'aide, "*même à l'avenir*", et répété mercredi qu'il n'était pas question de "*céder de façon asymétrique une partie de la souveraineté*" nationale.

(Ils l'ont tous dit avant lui de l'Irlande au Portugal en passant par la Grèce et l'Espagne.)

Mais depuis que Madrid a accepté samedi un plan d'aide pour ses banques, qui peine à convaincre les investisseurs, l'Italie est revenue dans la ligne de mire des marchés alors qu'elle avait réussi à regagner leur confiance en début d'année grâce aux mesures de rigueur et aux réformes du gouvernement Monti.

Et certains analystes craignent que ce pays, dont la dette colossale dépasse les 120% du PIB, ne soit le prochain domino de la zone euro à tomber.

Venant en soutien de l'ex-commissaire européen, un porte-parole du ministère allemand des Finances a toutefois affirmé que "*la voie empruntée par Mario Monti en Italie (était) la bonne*".

(Tu parles, comme en France et tous les pays de l'UE, il n'y a plus de véritable opposition dans ce pays, elle est marginalisée ou quasi inexistante, inorganisée, divisée, éclatée, atomisée. Il a une partie des syndicats dans la poche, il n'a pas été élu et n'a aucune légitimité.)

Considérant que l'Union Européenne était à un moment "*crucial*", le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, a décoché de son côté des flèches en direction de celles des "*capitales*" qui ne mesurent pas l'urgence de la situation.

"*Nous avons un problème systémique devant nous, nous devons avoir un cap et le maintenir (...) Je ne sais pas si l'urgence est bien comprise par toutes les capitales aujourd'hui*", a-t-il déclaré devant le Parlement européen à Strasbourg. (AFP 13.06)

Tout pourrait s'emballer sans qu'on s'en aperçoive ou trop tard, cela devrait être notre cauchemar et nous forcer à réfléchir davantage si je peux me permettre, c'est l'exercice que je m'inflige, cela fait partie des tâches de l'heure.

La guerre menace depuis plusieurs années déjà, en Serbie et en Georgie ce n'était pas loin, depuis le mileu des années 90 ; l'économie mondiale est chancelante, elle vacille et se redresse jusqu'au jour où elle s'écroulera, pour la bonne raison que les centaines de milliers de milliards de dollars injectés fictivement dans la spéculation, ils pourront réduire la terre entière en esclavage qu'on nous pourra jamais mettre en face l'équivalent en terme de plus-value (et non de PIB) au bout de dizaines d'années de sacrifice et de pénitence inutiles et barbares infligés à tous les peuples martyrs de la tyrannie du capital.

Il a dit "*systémique*" : c'est bien un système qui est en cause, le système capitaliste qu'il nous faut liquider, et il y a urgence.

2- Espagne

L'agence d'évaluation financière Moody's a diminué, mercredi 13 juin, la note d'endettement à long terme de l'Espagne de trois crans, de A3 à Baa3, juste au-dessus de la catégorie '*spéculative*'. Moody's, qui a invoqué les difficultés de l'économie ibérique et de l'Etat pour se financer, a ajouté que cette note restait sous examen en vue d'un éventuel abaissement, lequel interviendrait dans les trois prochains mois.

L'agence a également abaissé dans la soirée la note de Chypre de deux crans, à B3. (lemonde.fr 13.06)

3- Etats-Unis

Cynisme sans fond.

Les erreurs de trading qui ont coûté des milliards de dollars à JPMorgan sont inexcusables, mais elles partaient d'une bonne intention, a déclaré mercredi son président-directeur général Jamie Dimon, s'exprimant devant une commission sénatoriale, tout en redisant son scepticisme à l'égard du projet de séparation des métiers d'affaires et de détail.

Les sénateurs ont demandé si les pertes, dont le montant est pour l'heure évalué à plus de deux milliards de dollars, trouvaient vraiment leur origine dans un instrument de couverture ou si elle étaient plutôt imputables à un pari spéculatif, caché aux actionnaires et aux régulateurs.

"*Ce portefeuille de crédits synthétiques était destiné à faire gagner beaucoup d'argent en cas de crise. Je considère cela comme un instrument de couverture*", a répondu James Dimon. (Reuters 13.06)

Pour que cette pourriture cesse de nuire définitivement, il faudra la liquider physiquement.

Haut de page

Le 15 juin

CAUSERIE

Je n'ai pas pu terminer l'actualisation du site, car j'ai encore perdu deux heures avec mon histoire de visa, et je dois encore retourner lundi au bureau d'immigration, cela fera la 5e fois.

La température a baissé de 7 à 10°, il fait entre 37 et 40°C à l'ombre, c'est déjà plus supportable ! Par contre, ils ont repris de plus belles les coupures de courant le soir et la nuit, de 22h à 23h, puis de minuit à 1h du matin, du coup je ne peux pas aller me coucher avant, je suis complètement crevé, je me suis levé à 6h ce matin quand ils ont coupé le courant, donc la climatisation.

La télévision étant installée dans une des pièces les plus chaudes de la maison, je m'en passe depuis des mois et cela ne me manque pas vraiment, je ne l'ai regardé qu'à deux reprises, le soir du 6 mai et du 10 juin. Au lieu de regarder la télé, je bosse pour le site jusqu'à épuisement total, car arrivé sur les coups de minuit ou une heure du matin je n'arrive plus à garder les yeux ouverts, penser dans ces conditions-là tient de la gageure.

Hier en fin d'après-midi, après avoir actualisé le site, j'ai trouvé le courage de balayer et de laver la maison, avant de nettoyer et d'arroser le jardin, préparer à manger au chien, le sortir pendant 45 minutes, c'est obligatoire sinon il est malheureux, il pleure! me préparer une salade de tomate en guise de repas, le frigidaire est vide et je n'ai pas le temps de faire des courses, on verra cela ce week-end, faire la vaisselle et prendre une bonne douche, le tout en moins de trois heures, sans oublier de remplir les deux réservoires d'eau, mais il y a juste à appuyer sur deux boutons. Puis je me suis remis au boulot pour préparer la page d'aujourd'hui. Quel train d'enfer, quel acharnement, n'est-ce pas ? Il faut avoir la santé et être motivé, il faut y croire, en quoi, mais dans le socialisme voyons !

C'est sûr que si on comptait sur les bonnes nouvelles du monde pour avoir le moral, on ne l'aurait pas souvent, pas davantage si on collait aux illusions des masses, l'autosatisfaction affichée par certains n'est pas mon truc, c'est un procédé indigne qui ne sert qu'à se tromper soi-même pour ensuite tromper les autres, on y gagne quoi, rien, c'est misérable, si on milite en ayant cet état d'esprit, il vaut mieux encore arrêter tout de suite.

Actualité en très bref

1- En Egypte, c'est un coup d'Etat militaire qui vient d'avoir lieu. (lire l'article de presse dans cette page)

2- En monarchie, c'est l'un ou l'autre qui gouverne, mais pas les deux, l'autre doit s'effacer et la fermer de préférence madame Trierweiler !

Connaissant l'hypocrisie légendaire des dirigeants du PS, il ne serait pas étonnant qu'elle n'ait pas agi de son propre chef, pour en finir une fois pour toute avec Royal plutôt encombrante... Jusqu'à présent personne d'autre ne s'était manifesté pour la présidence de l'Assemblée nationale, et depuis ils seraient plusieurs en lice, à croire qu'ils attendaient un signal, simple coïncidence sans doute...

Quand vous avez un dirigeant, un élu ou un responsable du PS en face de vous, dites-vous bien que vous ne trouverez nulle part ailleurs plus hypocrite ou perfide, ces gens-là sont à vomir. Ils sont capables de se renier ou de se contredire en un clin d'oeil sans que cela les gêne le moins du monde, ils sont au-dessus de cela, vous, vous serez toujours en dessous, ils vous méprisent profondément, ils ont la morale de leur classe, mais ce qui en fait des gens pires que nos ennemis naturels, c'est qu'ils refusent de l'assumer, il leur faut toujours maquiller ce qu'ils sont, tromper leur auditoire est une manière d'être natuelle chez eux, ils ne peuvent pas envisager d'autres rapports avec vous, ils estiment que c'est légitime, c'est pour dire à quel stade de pourriture ils en sont. Tout est faux chez eux, sauf leur soutien indéfectible au capitalisme.

3- Le "*coup d'Etat permanent*" remis au goût du jour par Hollande qui invitent ses prédésseurs à une cérémonie militaire et religieuse aux Invalides.

C'est Mitterrand qui avait sorti cette formule en 1963 pour dénoncer la Constitution bonapartiste de la Ve République, c'était avant de l'aduler une fois au pouvoir. Là encore, ce n'était qu'une façon de parler sans conséquences, des paroles en l'air qu'il ne pensait pas vraiment, si vous voulez savoir cette racaille a dans l'estomac, la seule chose qui compte à leurs yeux c'est ce qui va dans le sens de leurs intérêts personnels ou leur carrière, rongés par l'ambition et hautains, leurs principes, leurs valeurs ou leurs scrupules ne dépassent pas ce niveau-là. Voyez ce que sont devenus les soi-disant opposants en 2005 au TCE, Fabius et Cazeneuve, les fers de lance de la politique européenne du gouvernement Hollande-Ayrault, on pourrait tous les citer un par un, il n'y en pas un pour rattraper l'autre.

4- Londres présente sa réforme bancaire (Reuters 14.06).

Diable, quelle audace ! Attendez, contenue dans un "*livre blanc*", si elle devait être appliquée ce ne serait pas avant 2019 ! On se disait aussi.

5- Les banques doivent se désendetter et renforcer leurs fonds propres pour répondre aux nouvelles règles internationales (Bâle III)...

Avec quel argent, qui va payer, devinez ? Ces "*règles internationales*" dictées en réalité par Washington ont pour objet de pousser les dirigeants européens à s'en prendre plus violemment encore à leurs prolétariats, qui d'autres pourraient-ils racketter, qui produit les richesses, qui produit la plus-value, le profit, sinon les travailleurs, certainement pas les rentiers, les parasites de la finance.

5- On entend beaucoup parler de guerres en préparation qui pourraient dégénérer en guerre mondiale. Est-ce crédible ou non ? La question est d'une telle gravité, qu'elle mériterait qu'on y consacre une analyse sérieuse. Je n'ai pas eu le temps d'y réfléchir, il faudrait voir s'il existe des conditions particulières ou des rapports particulièrement favorables pour déclencher une guerre mondiale, dans la situation actuelle j'entends, il n'est pas interdit de regarder en arrière mais sans en faire une fixation, car le monde a bien changé depuis, ne tombons pas dans le piège du dogmatisme.

Et puis cette question est plus complexe qu'on peut le penser au premier abord, tant il y a de facteurs et de rapports à prendre en considération à l'échelle mondiale, pas seulement à l'instant où nous parlons, mais en amont et en aval, sur les plans synchronique et diachronique. On verra cela dans les jours qui viennent.

Le changement dans la continuité c'est maintenant ou faites tomber les masques. (suite)

Le pousse en bas.

Il y aura bien un "*coup de pouce*" sur le salaire minimum en France mais il sera limité en raison d'un contexte économique délicat, a déclaré jeudi le ministre du Travail, Michel Sapin.

"*Oui, il y aura un coup de pouce, la décision sera prise dans quelques semaines après consultations des partenaires sociaux*", a dit Michel Sapin sur Public Sénat et Radio Classique. (Reuters 14.06)

Qui par leur présence à ces "*consultations*" légitimeront l'augmentation misérable du Smic et méritent dors et déjà un coup de pied au cul !

Il le martèle notez bien, cela fait 3 ou 4 fois ou peut-être plus qu'il répète qu'il ne faut pas s'attendre à ce qu'il revalorise le Smic pour le porter à hauteur d'un salaire décent, il l'avait déjà dit la veille de sa rencontre avec les dirigeants syndicaux et il l'avait répété juste après, et le POI qui se demande quelle sera la politique du gouvernement après le 17 juin. On l'a sous les yeux mais ils sont aveugles ou plutôt ils feignent de l'être, ils se trahissent, ils maquillent les faits, s'arrange avec la réalité.

En passant, cela me vient à l'esprit maintenant, j'espère que tous les articles que j'ai mis en ligne sur la Syrie vous permettent de vous faire une idée assez précise de la situation, des différents protagonistes et belligérants en présence, du rôle de la propagande officielle, de l'opération d'intoxication politique mondiale par les médias dont Internet.

Les Russes et les Américains se disposent militairement si j'ai bien saisi, les Russes testent deux missiles intercontinentals d'une portée de 11 000 kilomètres qui pourraient être armés de cinq têtes nucléaires ayant des objectifs différents, ils livrent des hélicoptères de combat au régime syrien, ils ont un sous-marin armé de missiles nucléaires dans la Méditerranée, tandis que le gros de l'armada américaine vogue vers la Chine, les Américains arment Doha et Riad, qui arment à son tour des mercenaires qui commettent des massacres en Syrie et terrorisent la population. C'est chacun son tour, et à l'arrivée c'est la barbarie qui se déchaîne contre un peuple, qui par malheur se trouve sur la route du gaz et du pétrole, il est asphyxié.

Voilà à quelle politique adhère Hollande et son gouvernement ou plutôt ils la partageaient déjà, avant d'arriver au pouvoir. Et s'ils sont arrivés au pouvoir, c'est parce qu'ils avaient déjà épousé ces idées et cette interprétation du monde qui consiste à imposer toujours plus de privations et de souffrance à tous les peuplesencore et encore, alors que la paix, le bien-être et l'harmonie pourraient règner sur terre. Il est urgent d'armer politiquement les masses pour qu'elles se détournent de cette politique malfaisante et guerrière, à côté le droit à la révolution est bien peu de chose, raison de plus pour se le réapproprier à moindre frais en vies humaines, un facteur que piétine ce gouvernement.

Pour revenir en arrière, il y en a qui ne savent pas encore quelle va être la politique du gouvernement, je viens de lire ceci dans un article du monde.fr :

Préparer les esprits aux temps difficiles sans les désespérer. Annoncer aux Français des lendemains douloureux sans les décourager. Parce qu'il reste une campagne électorale à achever, les deux têtes de l'exécutif rechignent à endosser les habits de Cassandre. Mais, par petites touches, à coups de déclarations soigneusement calibrées, ils le reconnaissent : "*Il va falloir faire un effort, c'est certain*", avait dit François Hollande sur le plateau du 20 heures de France 2, le 29 mai. "*Tout le monde doit faire un effort*", a confirmé Jean-Marc Ayrault, mercredi 13 juin, dans l'émission "*Questions d'info*", diffusée sur LCP et France Info, en partenariat avec Le Monde et l'AFP.

L'"*effort*" en question découle d'un constat qui n'étonnera personne et que le premier ministre a résumé ainsi : "*La situation est difficile.*" Plus difficile que prévu, lui a-t-on demandé ? "*Je ne sais pas*", a-t-il répondu. Dans son entourage, la parole est plus libre. "*Oui, ce sera plus dur que prévu, reconnaît-on à Matignon. Le rapport de la Cour des comptes, qui sera rendu public fin juin, devrait faire apparaître un héritage dégradé. Il faudra faire des efforts.*" (lemonde.fr 14.06)

J'ai mis l'article complet en ligne, si la suite vous intéresse.

Et c'est reparti ! Ils ont annoncé la couleur, le noir de l'extrême droite, car ils partagent avec le parti de l'ordre la responsabilité de la montée du FN qui est un produit de la crise du régime capitaliste sur le plan politique.

Poutine vient de déclarer que le peuple russe devait s'attendre à supporter de grands sacrifices évoquant la seconde guerre mondiale, cela fait froid dans le dos, il a précisé qu'attaquer la Syrie serait comme attaquer la Pologne en 1939, donc qu'il se considèrerait en guerre contre les Etats-Unis et ses alliés. Récemment les dirigeants russes et chinois se sont rencontrés à plusieurs reprises, les Chinois viennent de répéter qu'ils étaient opposés à toute intervention militaire en Syrie.

Actualité en titres

Toujours plus haut !

- Dette: nouveau plus haut du taux à 10 ans de l'Espagne, à près de 6,9% - AFP

Les besoins pervers et répugnants de leur République.

- Vincent Peillon estime que "*la République a besoin de Jack Lang*" - AFP

C'est marrant, Sarkozy pensait exactement la même chose en lui confiant plusieurs missions pendant son mandat.

Bruit de campagne.

- Ségolène Royal traite Raffarin et Bussereau de "*gros machos de l'UMP*" - AFP

- Tweet de Trierweiler : "*coup trop violent*" pour Royal qui compare Falorni à Besson - AFP

- Balkany visé par une plainte pour "*menaces et violences*" - Lexpress.fr

- Gard: la suppléante d'Etienne Mourrut (UMP) victime d'une agression - AFP

- Mélenchon cite Le Pen en correctionnelle pour de faux tracts - Reuters

- Le MoDem appelle à voter PS contre NKM dans l'Essonne - AFP

Pour qui roulent-ils ?

- Syrie: Amnesty évoque des crimes contre l'humanité - L'Express.fr

- Des ONG font pression sur l'ONU pour une enquête sur le goulag nord-coréen - LeMonde.fr

- Les ONG militent pour un traité international - 20minutes.fr

Les traités ne valent qu'en temps de paix, or ils sont en guerre contre le prolétariat mondial. Ils ont foulé aux pieds tous les traités pour attaquer la Serbie, l'Afghanistan, l'Irak, la Lybie, le Côte-d'Ivoire, la Somalie, etc.

Les ONG sont faites de la même pâte que le PS que j'ai décrit plus haut, aussi réactionnaires et répugnants.

C'est comme cela les arrange ou comment ils inversent les rôles

- Procès Kerviel: la théorie de la "*machination*" est "*délirante*" - L'Express.fr

- Plainte du père de Mohamed Merah: un fort soupçon de manipulation - L'Express.fr

Kerviel est la victime de la politique spéculative sur les marchés des dirigeants de la Société Générale. Quant à la seconde affaire, on avait cru comprendre que Merah avait été manipulé par les services secrets français, mais on a dû mal comprendre.

Pour qui roule Aung San Suu Kyi adulée par Washington ?

- Immense ovation pour Aung San Suu Kyi reçue à l'ONU - LePoint.fr

- Aung San Suu Kyi ovationnée à son arrivée en Europe de Boni, Marc - LeFigaro.fr -

- N'en jetez plus la cour est pleine ! Et pour cause...

- A Genève, Aung San Suu Kyi appelle les étrangers à investir en Birmanie - AFP

- Pour Aung san Suu Kyi, Total est un investisseur responsable en Birmanie AFP

- "*Je trouve que Total est un investisseur responsable, même s'il y a eu*" des interrogations du temps de la junte militaire, mais "*aujourd'hui il est sensible aux questions relevant des droits de l'homme*", a-t-elle déclaré en réponse à une question.

"*Je ne vais pas demander à Total et à Chevron*", un autre groupe pétrolier, américain celui-là, "*de se retirer*" de Birmanie, a-t-elle ajouté. (AFP 14.06)

Le passé c'est le passé, c'est incroyable à quelle vitesse on peut l'oublier quand cela nous arrange. Sinon tu pourrais retourner d'où tu sors ou disparaître cette fois-ci ! Quelle grande démocrate !

Rappelons que ce sont les mêmes militaires qui sont au pouvoir en Birmanie, comme en Egypte, en costume trois pièces s'il vous plaît, cela change tout paraît-il ! Et pendant ce temps-là bouddhistes et musulmans se massacrent, il y a eu des dizaines de morts les derniers jours. Là ce n'est pas le passé, c'est le présent madame Aung San Suu Kyi.

Elle a l'air bien sympathique au demeurant, mais voyez-vous on ne fait pas de la politique avec des sentiments, sauf à se fourvoyer, le monde est cruel, leur monde assurément.

INFOS EN BREF

Politique

Chine

La Chine a marqué jeudi ses distances avec la proposition de la France de rendre obligatoire, par le biais d'une résolution du Conseil de sécurité de l'Onu, l'application du plan de paix de Kofi Annan pour la Syrie.

"*Nous pensons que les actions de la communauté internationale au sujet de la Syrie devraient tendre à améliorer les conditions sur le terrain et à trouver une solution politique à la crise syrienne*", a déclaré Liu Weimin, porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères.

"*La Chine désapprouve l'approche consistant à privilégier les sanctions et les pressions*", a-t-il ajouté, en exhortant "*toutes les parties en Syrie à appliquer véritablement la résolution du Conseil de sécurité de l'Onu et le plan en six points d'Annan*".

Le ministre français des Affaires étrangères, Laurent Fabius, a proposé mercredi de faire adopter au Conseil de sécurité de l'Onu une résolution placée sous le chapitre VII afin de rendre obligatoire l'application du plan de paix de Kofi Annan.

Le chapitre VII autorise l'utilisation de "*tous les moyens nécessaires*" pour faire appliquer les décisions du Conseil.

La France va en outre proposer un renforcement des sanctions de l'Union européenne contre le régime syrien. (Reuters 14.06)

Des charognards ces sociaux-libéraux, c'est la peau du peuple syrien qu'ils veulent en réalité, par tous les moyens, puisque le chapitre VII en question autorise à utiliser "*tous les moyens nécessaires*" pour parvenir à leur objectif, y compris la guerre.

Social

1- France

Air France devrait supprimer environ 5.000 postes d'ici à 2015

AFP- Air France, qui doit annoncer la semaine prochaine une estimation précise de son sureffectif et des mesures pour y remédier, devrait supprimer "*aux alentours de 5.000 postes d'ici à 2015*", a-t-on appris mercredi auprès de la CFE-CGC, qui réclame un plan sans départ contraint.

Ce chiffre de 5.000 postes à supprimer, avancé par certains journaux en mai, "*n'est pas loin de la vérité*", "*ce sera aux alentours de 5.000 selon nos estimations*", a déclaré à l'AFP Ronald Noirot, délégué CFE-CGC au comité central d'entreprise.

La direction a indiqué ne pas faire de commentaire à ce stade. Un comité central d'entreprise est prévu le 21 juin sur l'emploi.

Si près de 5.000 postes étaient supprimés à l'horizon 2015, cela représenterait presque 10% de l'effectif actuel de la compagnie (hors filiales) estimé à près de 53.000 personnes.

"*Nous sommes prêts à accepter beaucoup de choses dans les efforts qui seront demandés au personnel si le protocole d'accord, qui sera soumis aux syndicats, garantit l'emploi à ceux qui ne sont pas volontaires au départ*", a expliqué M. Noirot. "*Nous voulons qu'en aucun cas, il n'y ait de départs contraints*", a-t-il ajouté.

Plusieurs sources syndicales ont indiqué à l'AFP s'attendre à un plan de départs volontaires qui concernerait principalement ou essentiellement les personnels au sol.

Pour toutes les catégories de personnel (sol et navigants), les départs naturels --estimés à environ 800 par an-- ne seraient pas remplacés, ce qui aboutirait à quelque 2.400 postes supprimés en trois ans.

Pour les 2.500 postes restant à supprimer, il y aurait un plan de départs volontaires pour le personnel au sol, déjà visé par le plan

de 2009 à hauteur de 1.800 personnes.

"*Nous craignons qu'il n'y ait pas le nombre de volontaires recherché par la direction et c'est pour cela que nous voulons un engagement sur le maintien dans l'emploi des salariés qui veulent rester*", a ajouté Ronald Noirot.

Air France a déjà annoncé les grandes lignes du volet industriel du plan Transform 2015, après avoir engagé une première série de mesures d'économies en janvier.

Pour parvenir à son objectif de 2 milliards de réduction de coûts d'ici à 2015, elle travaille à la révision de pratiquement tous les accords régissant les rémunérations, les évolutions de carrière, l'organisation du travail et les temps de repos, les billets réduits, etc. (AFP 14.06)

2- Grèce

Avec 22,6% de la population active au chômage au premier trimestre, le taux de chômage de la Grèce n'est pas encore au niveau de l'Espagne (24,3%), mais il s'en rapproche. Il s'élevait à 20,7% au trimestre précédent et à 15,9% au premier trimestre 2011, a indiqué jeudi l'Autorité des statistiques grecques (Ase).

L'envolée du chômage, amorcée début 2010 quand la débâcle financière du pays et la rigoureuse cure d'austérité ont creusé la récession, frappe avant tout les jeunes: 52,7% des 15-24 ans non scolarisés sont sans emploi, et plus d'un tiers dans la tranche d'âge suivante, de 25 à 29 ans.

L'Ase chiffre les chômeurs à 1,12 million dans un pays de onze millions d'habitants, en hausse de 57% sur un an et de 9% par rapport au précédent trimestre. Plus de la moitié (56,5%) des sans-emploi rentrent dans la catégorie des "*chômeurs de longue durée*" (depuis plus d'un an).

Les femmes continuent d'être défavorisées, avec un taux de chômage de 26,5% contre 19,7% pour les hommes. Les îles du sud de la mer Egée et ioniennes sont les plus épargnées avec des taux respectifs de 13,9% et 15,9% tandis que le nord-ouest du pays, au-dessus de Salonique, est lanterne rouge à 28,5%.

Les auto-entrepreneurs représentent 24% des actifs. Le Produit intérieur brut (PIB) de la Grèce a chuté de 6,5% sur un an au premier trimestre 2012, après un recul de 6,9% en 2011. (AFP 14.06)

3- Grande-Bretagne

Le géant anglo-néerlandais de l'agroalimentaire et des cosmétiques Unilever a annoncé jeudi la suppression de 500 emplois au Royaume-Uni dans le cadre d'une restructuration de ses activités dans le pays et face à des conditions économiques *"très difficiles en Europe*".

Le groupe annonce, dans un communiqué, la fermeture d'ici 2013 des sites de Swansea et Bridgend au Pays de Galles, ainsi que de l'usine de Slough, dans le sud de l'Angleterre. Certains emplois dans l'informatique doivent par ailleurs être délocalisés à Bangalore en Inde.

La présidente d'Unilver au Royaume-Uni et en Irlande, Amanda Sourry, a expliqué que la décision avait été prise dans "*un contexte de conditions économiques très difficiles en Europe*".

Le groupe, qui vend les thés Lipton, les soupes Knorr ou les déodorants Axe, avait annoncé fin avril un chiffre d'affaires en hausse au premier trimestre, grâce aux pays émergents. Mais il avait mis en garde sur le ralentissement économique, la confiance des consommateurs faible dans de nombreux marchés et l'intensité de la concurrence à laquelle il est confronté. (AFP 14.06)

Tout s'explique, comme toujours les mêmes prétextes.

Eux, ils sont prêts à tout pour survivre. Nous, nous sommes tout juste bon à plier l'échine ou supporter les sacrifices ou les souffrances qu'ils nous imposent, il paraîtrait même que c'est normal, que c'est le sort que nous méritons, on ne sait pas pourquoi ou on ne peut pas nous l'expliquer, peu importe, il faut subir, c'est la fatalité que voulez-vous. C'est ainsi que le travailleur arriéré pense.

4- Filnlande

Le géant finlandais des téléphones mobiles, Nokia, en pleine restructuration depuis plus d'un an pour enrayer son déclin sur le marché, a annoncé jeudi de nouvelles mesures de réduction des coûts qui entraîneront la suppression de 10.000 emplois à

travers le monde d'ici fin 2013.

"*Ces réductions (d'effectifs) prévues sont une conséquence difficile des mesures que nous pensons devoir prendre pour assurer la compétitivité à long terme de Nokia*", affirme le directeur général du groupe Stephen Elop dans un communiqué.

Ces nouvelles suppressions d'emplois s'inscrivent dans le cadre d'une réduction des coûts supplémentaire de 1,6 milliard d'euros d'ici fin 2013.

En avril, Nokia a annoncé un résultat trimestriel désastreux avec une perte sèche de 929 millions d'euros du fait de la baisse des ventes de 30% d'une année sur l'autre.

Ces mesures vont provoquer la fermeture des sites Nokia à Ulm (Allemagne) et Burnaby (Canada).

A Salo (Finlande), l'unité de fabrication va également fermer mais le géant finlandais maintient ouverte la cellule recherche et développement du site.

Le nouveau plan prévoit en outre une éventuelle cession d'actifs non essentiels et Nokia a confirmé jeudi la vente de sa marque de grand luxe Vertu au fonds d'investissements privé nordique EQT VI.

Le plan de restructuration concerne également la hiérarchie de Nokia.

"*Nous devons réorganiser notre modèle opérationnel et nous assurer que nous créons une structure capable de soutenir nos ambitions compétitives*", affirme M. Elop. (AFP 14.06)

Economie

1- France

L'agence de notation Egan-Jones, moins connue que S&P, Moody's ou Fitch, a annoncé jeudi à avoir abaissé la note de la France à "BBB+", évoquant des projections montrant une hausse des coûts de financement du pays à mesure que la crise de la dette de la zone euro perturbe les marchés financiers. (Reuters 14.06)

2- Chypre

Moody's a annoncé mercredi avoir abaissé de deux crans la note souveraine de Chypre, de "Ba1" à "Ba3", évoquant le risque d'une sortie de la Grèce de la zone euro et une position budgétaire déjà tendue.

L'agence de notation précise que la note, qui s'enfonce dans la catégorie spéculative, est sous revue pour un éventuel nouveau déclassement.

Chypre, troisième plus petite économie de la zone euro, a des liens étroits avec la Grèce, aussi bien politiques, culturels qu'économiques. L'effondrement de l'activité en Grèce a eu de fait d'importantes conséquences pour l'île.

Si Chypre venait à demander une aide à l'Union européenne pour soutenir ses banques en difficulté, le montant de celle-ci pourrait atteindre 4 milliards d'euros, a déclaré mercredi le ministre chypriote délégué aux Affaires européennes. (Reuters 14.06)

Haut de page

Le 16 juin

CAUSERIE

Abolition !

La Constitution de la Ve République est bonapartiste et antidémocratique. Une raison de plus pour la liquider.

- La plus haute juridiction française a renforcé vendredi le statut pénal privilégié du chef de l'Etat, le jour où expire l'immunité qui

a protégé Nicolas Sarkozy pendant son mandat.

La Cour de cassation a décidé que le président, qui ne peut déjà être ni auditionné ni poursuivi, pouvait par contre agir en justice en tant que victime pendant son mandat, même s'il nomme les magistrats et a autorité indirecte sur les procureurs.

La Cour donne ainsi raison à Nicolas Sarkozy dans le premier arrêt sur le sujet, appelé à faire jurisprudence. (Reuters 15.06)

Il a le pouvoir d'un dictateur, c'est clair.

Pour qui se prennent-ils ?

Vous savez pourquoi les responsables du PS sont aussi puants ou méprisants ? Parce qu'ils ont un problème d'infériorité par rapport à leurs collègues de l'UMP qui eux n'ont pas besoin d'enrober leur politique pour la présenter ou plus précisément parce qu'ils l'assument, la revendiquent, Sarkozy l'a démontré jusqu'à la caricature et cela lui a coûté son poste, ce qui est naturel à l'UMP nécessite toujours un maquillage pour être présentée sous un jour favorable au PS, ils sont dans l'imposture permanente, ce sont des escrocs, ils sont faits ainsi et fonctionnent de la sorte, c'est à la fois leur mode de fabrique et de gouvernance.

1- Pulvérisée !

Je viens de lire qu'Audrey Pulvar, la compagne d'Arnaud Montebourg, se pleignait d'avoir été prise pour un "*jambon*" par le P-DG de France Télévisions qui l'a éjectée de France 2 ; en la prenant au mot et en regardant la photo qui accompagnait cet article où elle transpirait la suffisance, c'est encore trop d'honneur, car au moins le jambon est utile à quelque chose, on peut le manger.

2- Sa majesté Royal.

- Ségolène Royal a dénoncé vendredi "*des méthodes de voyou*" en visant son adversaire, Olivier Falorni, après avoir retrouvé jeudi soir sur la porte de son domicile une affiche de campagne de son rival.

L'équipe de Ségolène Royal a affirmé à ce photographe qu'une main courante serait déposée à la police vendredi matin. Mme Royal a réaffirmé à la presse dans la matinée qu'elle comptait la déposer.

"*Ca veut dire qu'il est prêt à tout pour arriver à ses fins. Il ne faut pas laisser faire ça, il faut que La Rochelle rejette ce type de comportements et ce type de méthodes qui sont brutales, indignes et irrespectueuses*", a-t-elle dit. (AFP 15.06)

Ne rigolez pas, il s'agit d'une affaire criminelle, le ministère de l'Intérieur s'est empressé de déployer les grands moyens :

- Des policiers, notamment de la police scientifique, se sont déplacés jeudi soir au domicile de Mme Royal pour opérer des constats et des relevés. (AFP 15.06)

Une affiche sur une porte, un graffiti sur un mur, un mot lâché dans une déclaration, le tout relevant davantage de la provocation qu'autre chose, et voilà qu'ils se sentent menacés dans leur petite personne insignifiante. Pour qui se prend-elle cette cruche qui n'a pas compris que les institutions ne pouvaient pas se passer du PS comme les républicains ne peuvent pas se passer des démocrates aux Etats-Unis ?

Hier, j'écrivais que l'un des aspects de la personnalité du PS résidait dans la faculté de ses dirigeants, responsables ou élus de faire preuve d'une étonnante amnésie ou de posséder une mémoire très sélective, surtout quand il s'agissait de souvenirs peu à leur avantage. J'ajoutais, ce qui pouvait paraître excessif, que leur morale n'avait rien à envier à la pire pourriture qui existe, qu'ils pouvaient se contredire dans la minute qui suit sans que cela ne les gêne, qu'accuser leurs adversaires des crimes qu'ils avaient eux-mêmes commis par ailleurs ne les embarrassaient pas davantage, etc. En voici un autre exemple.

Dans "*L'Impasse*", publié en septembre 2007, Lionel Jospin stigmatisait l'ex-candidate Ségolène Royal, "*une figure seconde de la vie publique*". (Reuters 15.06)

Lui le renégat, le minable carriériste, le champion des privatisations, le looser de 2002 qui appellera à voter Chirac, ce n'est pas une "*impasse*", c'est un abîme à lui tout seul. Après un tel palmarès, il se permet encore de jouer au procureur, c'est pour dire que même ridiculisé, conspué, piétiné, il affecte un air supérieur, d'où lui vient-il, certainement pas des électeurs qui lui ont fait confiance un jour, pour avoir décidé qu'il n'avait aucun compte à leur rendre.

A l'ENA, ils sont tous formatés dans le même moule pour servir docilement plus tard l'Etat, les institutions, avec ou sans masque selon leur origine ou leur sensibilité. Pour la carrière à laquelle ils se destinent, droite ou gauche n'a pas réellement d'importance, d'ailleurs au sein de cette institution les frontières entre les classes n'existent pas vraiment, elles se confondent ou

elle sont fondues dans l'intérêt supérieur de l'Etat qui réserve un brillant avenir à ses élèves soumis à l'ordre établi.

Le changement dans la continuité c'est maintenant ou faites tomber les masques. (suite)

Qu'est-ce qui fait courir Hollande et le PS ? Hollande légitime la politique de Monti.

- Hollande et Monti d'accord pour faire rapidement plus contre la crise de l'euro - AFP

- Mario Monti de plus en plus impopulaire en Italie - Reuters

- A l'issue d'un conseil des ministres fleuve de près de cinq heures, le gouvernement a annoncé la cession de trois sociétés publiques qui permettra de dégager environ 10 milliards d'euros afin de réduire légèrement la dette colossale du pays qui s'approche des 2.000 milliards d'euros et dépasse les 120% du PIB. (AFP 15.06)

- De 71% d'opinions favorables lorsqu'il a succédé à Silvio Berlusconi, Mario Monti est tombé à 33% du fait des mesures d'austérité et des réformes impopulaires mises en oeuvre par son gouvernement d'experts. (Reuters 15.06)

Monti n'a pas élu, il s'en fout d'être viré lors des prochaines élections. Hollande aussi, il est là pour servir le capital, il n'y a pas à chercher plus loin, il fait le sale boulot et il en supporte par avance les conséquences qu'il connaît parfaitement.

C'est suicidaire direz-vous, assurément, on s'en fout, on ne va quand même pas le plaindre, il aura toujours de quoi se retourner, c'est surtout criminel vis-à-vis de ceux qui l'ont élu et qu'il a trompés. Ceux qui ont appelé à voter Hollande et PS en partagent la responsabilité.

Syrie. Le gouvernement Hollande-Fabius : Fer de lance de la réaction mondiale au côté de l'impérialisme américain.

La France envisage de fournir aux rebelles syriens des moyens de communication qui les aideraient à prendre le dessus sur les forces du régime de Bachar al-Assad, a déclaré vendredi le ministre des Affaires étrangères, Laurent Fabius.

C'est la première fois qu'un responsable français envisage publiquement une aide matérielle à la rébellion armée contre le régime de Damas. (AFP 15.06)

C'est pas "***on dirait***", c'est sûr !

Mélenchon de retour à Hénin-Beaumont.

"*Martine Aubry vient ici pour me damer le pion, mais pas pour Marine Le Pen. On dirait que je suis leur principal ennemi*", râle-t-il encore lors d'une brève apparition vendredi matin sur le marché de Hénin. (AFP 15.06)

Il a apparemment de grosses lacunes politiques, à moins qu'il ne soit ébloui par sa modeste personne qui sait ou les deux à la fois.

Aurait-il oublié que les sociaux-libéraux sont viscéralement anticommuniste ? C'est leur marque de fabrique. Ce n'est pas que le PG ou le PCF serait communiste, mais rien que leur référence au communisme, c'est déjà de trop, cela leur file la nausée.

Aurait-il oublié que la classe dominante et ses représentants sous différents masques sont engagés dans une lutte à mort contre la classe ouvrière ? Ils n'en font pas étalage et cela ne se voit pas forcément au premier coup d'oeil.

Voilà ce qui arrive quand on n'a pas la lutte des classes à l'esprit en permanence ou qu'on la troque pour l'intérêt général, pour "*l'intérêt de la France*", on ne sait plus très bien dans quel camp figure tel ou tel parti.

Je ne sais pas si vous l'avez remarqué ou je suis maladroit, je ne condamne pas Mélenchon, pas plus que nos dirigeants, par pragmatisme, parce que j'estime qu'ils ne nous souhaitent pas le sort que nous inflige le capitalisme, contrairement aux staliniens et apparentés et aux sociaux-libéraux prêts à sacrifier l'humanité entière pour qu'ils survivent.

Votez pour votre bourreau !

Le FN, l'os à ronger des opportunistes de tous poils incapables de rompre avec le capitalisme et les institutions de la Ve République, qui refusent de s'y attaquer. Ils appellent logiquement à voter PS demain, ainsi la boucle est bouclée.

- "*Le 17 juin, il faudra à la fois amplifier la défaite de l'UMP et barrer la route au Front national.*

C'est pourquoi la Gauche anticapitaliste appelle à utiliser le bulletin de vote PS ou EELV, à voter pour le/la candidatE du front de gauche, selon les configurations locales." (Communiqué de la GA - 11 juin 2012)

Je ne sais pas pourquoi ils m'envoient leurs articles, tout comme le M'PEP et d'autres formations politiques à qui je n'ai rien demandé.

POI : Alors, que fera le gouvernement ?

Comment le POI soutient le régime disions-nous, en voici la démonstration.

Communiqué des secrétaires nationaux du POI du 11 juin.

Se servir des illusions que les travailleurs pourraient avoir dans le gouvernement, en leur laissant miroiter qu'ils pourraient en attendre quelque chose, comme s'il ne s'était absolument rien passé en cinq semaines, comme si Hollande et son gouvernement n'avait pas annoncé la couleur, par exemple, qu'il participerait au renflouement des banques en Europe, qu'il refuserait de revaloriser le smic de façon conséquente, qu'il était prêt à bombarder le peuple syrien, etc.

"*Une partie des électeurs qui avaient voté pour François Hollande pour en finir avec la politique de Sarkozy et de l'Union européenne ont exprimé que, cinq semaines plus tard, ils sont toujours dans l'attente : y aura-t-il véritable rupture avec la politique d'austérité anti-ouvrière qui, depuis trente ans, frappe notre pays ? (Une autre partie de l'électorat, qui partage la même attente, a tenu à renouveler son vote en faveur de la majorité présidentielle.)*"

Les casuistes sont pétris d'incertitudes... quand cela les arrange :

"*ces élections semblent se limiter à une alternative : soutenir le président (en votant PS) ou ne pas le soutenir (en votant UMP).*"

Ils ne diront pas à leurs militants et aux travailleurs que cela correspond à un objectif politique précis, à un plan que l'UMP et le PS ont élaboré pour éliminer tous les autres partis politiques des institutions, comme aux Etats-Unis ou presque partout en Europe.

Plus loin, ils feignent une nouvelle fois de ne pas savoir de quoi sera faite la politique du gouvernement, un monument d'hypocrisie pour induire militants et travailleurs en erreur.

"*La question est posée :que va faire le gouvernement Hollande- Ayrault face aux diktats de la Commission européenne ? Va-t-il s'engager sur la voie de la ratification du traité ou déciderat-il de s'opposer au viol de la souveraineté nationale que signifierait par exemple l'introduction par ce traité de la « règle d'or » dans la Constitution ? Que va-t-il proposer au sommet des chefs d'Etat et de gouvernement des 28 et 29 juin ?*"

La meilleure, c'est que tous les espoirs seraient permis, là ils ont franchi une étape, ils accordent un certain délai à Hollande, le bénéfice du doute en prime :

"*Dans tout le pays : quelles décisions sur les salaires, le pouvoir d'achat et la Sécurité sociale ? Et aussi : que va devenir la réforme territoriale de Sarkozy, rejetée par la plupart des élus ? Le rejet exprimé par le vote des 22 avril et 6 mai, et confirmé le 10 juin, exige des réponses claires et précises allant dans le sens des attentes du peuple.*"

Pourquoi ? Pour au final alimenter les illusions dans le PS, Hollande et son gouvernement, jeter les militants et travailleurs dans leurs sales pattes, front unique oblige évidemment, cela doit leur servir de caution morale il faut croire :

"*Le conseil fédéral national du Parti ouvrier indépendant qui se réunira les 23 et 24 juin débattra de la situation et des initiatives qu'il y a lieu de prendre pour amplifier la campagne contre la ratification du TSCG, pour s'adresser une nouvelle fois à l'ensemble des partis, des élus qui affirment représenter les intérêts de la population, de la classe ouvrière et de la démocratie, et au premier rang, le président de la République lui-même, pour dire : « Ce traité ne doit pas être ratifié, non à l'austérité ! »*"

Editorial de D. Gluckstein du n°204 d'*Informations ouvrières*, plus extraits de quelques articles de la page 4.

L'opportuniste n'obéissant qu'à ses propres lois, il est capable de dire qu'il ne sait pas tout en affirmant qu'il sait de quoi il retourne, c'est la démonstration que fait D. Gluckstein dans son éditorial :

"*Au lendemain des annonces du gouvernement sur les retraites — mesures bien modestes, on en conviendra, et qui n'abrogent en rien la contre-réforme de 2010*"

Mesures qui ne remettent pas en cause le passage à 62 ans et à 41 annuités. C'est dommage pour une fois qu'il est modeste Gluckstein, c'est au mauvais endroit, envers le gourvernement.

Il confirme qu'il ne sait pas tout en sachant, c'est tordu pensez-vous peut-être, je n'y peux rien je ne fais que suivre le cheminement de sa pensée ou de sa démonstration :

"*100 milliards d'euros ont donc été fournis par la France dont la presse nous apprend que sa dette s'est alourdie d'autant !*"

Tiens, on ne savait rien, il ne s'était rien passé depuis le 6 mai, et soudain... Ces 100 milliards d'euros doivent sans doute figurer au titre des "*mesures bien modestes*" qu'a pris le gouvernement après nous avoir dit qu'on ne savait pas très de quoi il retournerait, qu'il faudrait encore attendre pour le savoir...

Non, sans blague, voyez-vous cela, Hollande et ses acolytes pratiqueraient un double langage, finalement ils n'en auraient rien à foutre des travailleurs, ils ne seraient pas vraiment à leur côté, diable, comment cela est-ce possible ! Réponse :

"*Et pas un mot de protestation de la part de ceux qui ont le mot « résorption de la dette » à la bouche chaque fois qu'il s'agit de justifier les coups contre les travailleurs et les peuples !* "

Et c'est là qu'on s'aperçoit que Gluckstein parle pour ne rien dire ou qu'il ne pense pas vraiment ce qu'il dit, car il sait pertinemment de quoi il retourne, mais chut ! il ne faut pas le dire trop fort, il faut garder un peu, beaucoup d'espace pour le suspens, sinon comment le POI pourrait-il justifier sa ligne politique? :

"*Normal pour tous ceux qui ont lié leur sort au système capitaliste*."

Attendez, là il y a un truc qu'on ne comprend pas, Hollande et son gouvernement, le PS, ils "*ont lié leur sort au système capitaliste*" et on devrait en attendre quelque chose, on ne saurait pas quelle politique ils vont appliquer, pour un peu on hésiterait à savoir dans quel camp ils se situent.

Et comme Gluckstein et son parti sont liés aux sociaux-libéraux, il serait prêt à leur donner des conseils :

"*Franchement, peut-on cultiver l'illusion qu'il serait possible d'amadouer l'Union européenne ou de concilier avancées sociales avec dictature de la troïka ?*"

En fait, Hollande et les dirigeants du PS cultivent des illusions malgré eux, ils ne s'en rendent pas compte les malheureux, il a écrit exactement le contraire deux paragraphes auparavant, peu importe.

Et pour que la boucle soit bouclée, il termine son éditorial là où il l'a commencé, oui, c'est une boucle sans fin, sans queue ni tête à l'image de la politique du POI :

"*Et à la question qui, au lendemain de ces élections législatives, est au centre de toute la situation : le gouvernement Hollande-Ayrault va-t-il céder, ou refuser de s'engager sur la voie de la ratification ?*"

Quel cas de conscience, mettez-vous un instant à la place d'Ayrault, c'est cornélien comme situation franchement !

A la lecture de ce discours on se dit spontanément : voilà des gens qui ne semblent pas avoir des besoins élémentaires urgents à satisfaire, qui ne manifestent pas vraiment un empressement à en découvre avec le gouvernement.

Où c'est criminel, c'est que quand bien même Hollande et ses godillots de l'Assemblée nationale et du Sénat décideraient de ne pas ratifier le TSCG, ils l'appliqueraient d'une manière ou d'une autre ou ils ne se donneraient pas les moyens d'appliquer une autre politique, notamment en refusant de rompre avec le capital et d'appeler à la mobilisation générale la classe ouvrière, fournissant ainsi arguments et armes à la réaction toujours à l'affût qui ne cessera de le harceler jusqu'à sa chute.

Le POI se considère dans le même camp que le PS et ses satellites, nous nous situons le PS dans le camp des ennemis de la classe ouvrière, nous considérons qu'il ne peut qu'ouvrir la voie au retour au pouvoir du parti de l'ordre. Il est donc normal qu'il mène un double langage qui consiste à les épargner, tout comme le régime puisqu'il ne peut pas se passer du PS.

C'est ce qui ressort à la page 4 où ils rendent compte d'un terrible drame qui est en train de se jouer et qu'ils regrettent apparemment, relayant généreusement les propos d'un militant d'un militant du PCF parus dans Le Monde du 12 juin : "*C'est la fin d'une époque*", car "*le PCF risque de n'avoir qu'une dizaine de députés et de ne plus être en mesure de former un groupe parlementaire*". Les antistaliniens ne devraient pas s'en attrister, ce n'est pas le cas du POI. Mais, mais, il y en a qui sont

en train de perdre leur latin, mais je croyais qu'ils étaient de féroces antistaliniens, sur le papier sans doute, théoriquement, dans les faits c'est autre chose ils en font la preuve ici.

Dans un autre article de la même page, les voilà qui se font les porte-parole des militants du PS qui n'ont pas digéré l'accord électoral PS-EELV :

"*Cela a soulevé, dans bien des endroits, de nombreuses protestations des militants du PS*", légitimes selon le POI, à croire que ce sont ses affaires (sic !), si l'on tient compte de la tonalité générale de cet article.

Toujours plus bas.

Dans un autre article toujours dans la même page :

"*Le score du Front national (13,6 %) témoigne indiscutablement d'une radicalisation à droite d'une partie de l'électorat de l'UMP*", à croire que "*l'électorat de l'UMP* ne serait composé que de patrons, leurs conjoints, leur progéniture en âge de voter, des réacs qui ont de bonnes raisons de l'être, le POI cédant à la mode à la manière d'un Mélenchon ou d'un Laurent pour lesquels il existerait un électorat de droite et un électorat de gauche, naturel, prédéterminé génétiquement pour ainsi dire, comme ils auraient bien du mal à en trouver d'extrême gauche ou de révolutionnaire, autant dire adieu tout de suite au socialisme ! Au fait, combattent-ils vraiment pour le socialisme, on n'en a pas vraiment l'impression ici, non ?

Le POI n'est pas à proprement parlé un parti institutionnel, sa participation aux institutions est plus ou moins camouflée, cependant il en a tous les attributs en privilégiant une conception de la lutte des classes qui se réduit à des rapports d'appareils, on finira par là aujourd'hui :

"*La direction nationale du PS a soutenu le parachutage de Ségolène Royal, ex-candidate PS à la présidentielle en 2007 et présidente PS de la région Poitou-Charentes, contre la candidature de l'ancien dirigeant de la fédération locale du PS*".

Ils y voient la marque de la "décomposition" du PS associée à celle de la Ve République, comme si Olivier Falorni et les militants du PS n'étaient pas aussi "*décomposés*" que Marie-Ségolène Royal, non, ce seraient des gens bien qui gagneraient à être connus, des révolutionnaires pour eux, c'est moi qui le rajoute, le POI comptant se construire en récupérant des adhérents du PS en perdition, sauf idéologiquement.

Plus haut, ils s'émouvaient du triste sort réservé au PCF et au PG, on en a la larme à l'oeil, ici c'est au tour du PS qu'ils veulent absolument sauver contre lui-même, sans rire, en toute indépendance notez bien.

On va les rassurer et leur remettre en mémoire ce qu'ils semblent avoir oublié : le capital, les institutions ont besoin du PS, ils ne peuvent pas s'en passer, tout comme de l'autre côté de l'Atlantique ils ne peuvent pas se passer du parti démocrate lié malheureusement au mouvement ouvrier américain, tout comme le PS en France, quelle coïncidence franchement ! Ajoutons que si cela ne suffit pas à faire du parti démocrate un parti ouvrier, cela ne suffit pas ou plus plus exactement pour faire du PS un parti ouvrier.

INFOS EN BREF

Social

Paraguay

Une intervention policière pour déloger vendredi des paysans sans terre d'une propriété au Paraguay a viré au massacre et au moins 16 personnes, sept membres des forces de l'ordre et neuf occupants, ont péri dans des échanges de coups de feu, ont annoncé les autorités.

Les heurts, qui ont également fait environ 80 blessés, ont opposé 300 policiers et 150 paysans qui occupaient une propriété agricole appartenant à l'homme d'affaires local Blas Riquelme, située dans la localité de Curuguaty, à 250 km au nord-est d'Asunción.

L'intervention des forces de l'ordre répondait à "*un ordre judiciaire. Nous avons agi conformément à la loi*", a-t-il expliqué. "*Nous savions qu'il y avait des armes, surtout des fusils, des carabines et des armes de poing. C'est pourquoi nous avons envoyé sur place 300 agents pour procéder à l'expulsion*", a ajouté M. Filizzola.

Walter Gomez, un responsable policier du département de Canindeyu, où se trouve la propriété occupée, a affirmé sur une télévision locale que les paysans disposaient d'"*armes de gros calibre, comme des fusils M-16*" et avaient "*tiré pour tuer*".

Selon le ministre de l'Intérieur, quand les responsables du détachement policier se sont approchés des leaders paysans pour négocier, "*ils ont été reçus par des tirs*".

Ensuite, les occupants se sont dispersés et ont gagné une zone boisée, où ils ont été encerclés: "*Nous avons toujours 321 policiers sur place, appuyés par des hélicoptère*", a précisé M. Filizzola.

La propriété se situe dans une région exploitée en grande partie par des "*Brasiguayens*" (contraction de Brésilien et Paraguayen), de prospères producteurs de soja brésiliens, installés depuis 40 ans sur les terres les plus fertiles du Paraguay, sur les rives du fleuve Parana, à la frontière avec l'Argentine et le Brésil, acquises à l'époque dans des conditions très avantageuses accordées par le dictateur paraguayen Alfredo Stroessner (1954-1989).

Dans un bref communiqué, l'actuel président de gauche Fernando Lugo a exprimé "*son soutien absolu*" aux forces de l'ordre et présenté ses condoléances aux proches des victimes. Il a également ordonné aux forces armées de soutenir la police, "*en accord avec la loi*".

M. Lugo a convoqué au palais présidentiel les ministres de l'Intérieur, de la Défense et le commandant des forces armées pour analyser la situation alors que le Sénat s'est réuni en séance plénière spéciale pour débattre de l'éventuelle instauration de l'état d'urgence dans la zone.

Proche du président Lugo, le dirigeant paysan José Rodriguez a déclaré pour sa part que ces affrontements "*pouvaient être un +auto-attentat+ de la police*" destiné à justifier la mort des paysans.

Les conflits terriens sont récurrents au Paraguay, où 2% de la population possède 80% des terres. (AFP 15.06)

Economie

1- Analyse d'un économiste

Les Ministres européens font de la cavalerie.

Définition

La cavalerie est un processus financier où de nouveaux emprunts servent sans cesse à rembourser les emprunts antérieurs. Le système s'écroule lorsque l'emprunteur n'obtient pas le Nième prêt : il sait alors qu'il ne pourra pas rembourser l'emprunt précédent. La cavalerie est une tentation pour des acteurs économiques, au départ honnêtes, mais confrontés à des difficultés qu'ils croient passagères. Si c'est bien le cas, ils pourront se tirer d'affaire et tout rembourser – et personne n'aura matière à se plaindre, ni même à s'en douter. Dans le cas contraire, la chute sera retardée mais n'en sera que plus brutale.

La cavalerie est une escroquerie bancaire réprimée par la LOI.

Le système bancaire espagnol est en faillite. L'Espagne va donc emprunter à la communauté européenne à 3%. Autrement dit, chaque pays de la communauté européenne va devoir prêter de l'argent à l'Espagne selon un certain prorata. Pour pouvoir prêter à l'Espagne, l'Italie (dont le système bancaire est également en faillite et l'Etat endetté jusqu'au cou) va devoir emprunter sur les marchés. L'Italie va emprunter à 6% de l'argent qu'elle va prêter à 3%. Les escrocs des finances italiennes, qui font partie du clan mafieux de GS, comme le patron de la BCE, comme tant d'autres aux commandes ou dans l'ombre, vont sciemment alourdir la dette de l'Italie de 3%.

La Grèce va t'elle emprunter aussi pour sauver l'Espagne, qui emprunte de son côté pour sauver la Grèce, l'Irlande, l'Italie, la France ?

Ils se foutent de notre gueule.

N'y a t'il plus de shérif en ville ? N'y a t'il pas un avocat ou quelque juge qui lise ces lignes et qui ne soit pas de leur confrérie ? Bougez-vous !

Quand les boutiquiers du sentier font tourner l'argent entre leurs sociétés bidons pour estamper les banquiers, il y en a plein les journaux et la police leur tombe dessus. Là, ce sont les banquiers et les plus hautes autorités financières européennes qui font de la pure cavalerie au su et au vu de tous et il n'y a personne pour les arrêter et les mettre en tôle ?

Il n'y a malheureusement pas de loi en France comme aux Etats-Unis, qui permettrait à un simple citoyen d'arrêter un criminel, sinon, je descendrai dans l'arène.

Mais que font les associations de contribuables ? C'est leur rôle de porter plainte contre ces bandes de malfaiteurs, qui nous ruinent sciemment pour le profit de quelques banquiers complices, qui se ramassent 3% à nos dépens. (...)

Hey toi le banquier et toi le politicard qui se cache derrière ta respectabilité, souvenez-vous de cette affiche sur les murs de Bruxelles, où vos cravates servaient à un tout autre usage. Ne soyez pas si certain que vous maîtriserez la colère des peuples et qu'ils ne sauront pas vous extraire de vos bunkers comme des bigorneaux de leur coquille ! à la fourche ! (Liesi 14.06)

2- Italie

On brade, on liquide, tout est à vendre ou presque !

A l'issue d'un conseil des ministres fleuve de près de cinq heures, le gouvernement a annoncé la cession de trois sociétés publiques qui permettra de dégager environ 10 milliards d'euros afin de réduire légèrement la dette colossale du pays qui s'approche des 2.000 milliards d'euros et dépasse les 120% du PIB.

Ces groupes - Fintecna, holding qui contrôle notamment les chantiers navals Fincantieri, Sace, société de crédit et d'assurance-crédit à l'exportation, et Simest, société d'aide au développement des entreprises italiennes à l'étranger - seront vendus à la Caisse des dépôts italienne. Ce qui permettra de les garder dans le giron étatique tout en réduisant l'endettement public.

Toujours en vue de tailler directement dans la dette, sans attendre que l'équilibre budgétaire prévu en 2013 ne commence à la faire reculer, Rome a décidé de mettre sur pied un fonds dans lequel seront placés "tous les immeubles publics" de l'Etat et des collectivités locales. Des immeubles qui seront ensuite "valorisés et vendus".

Le gouvernement n'a pas donné d'estimation sur le produit de la cession de ces biens immobiliers mais le quotidien Il Sole 24 Ore, citant des "*sources bien informées*", affirmait vendredi que Rome visait un total de 30 milliards d'euros de cessions d'ici la fin de l'année et de 200 milliards en cinq ans.

Notant que des "milliers" de sociétés locales de services publics (eau, déchets, etc..) pouvaient aussi être cédées, le vice-ministre de l'Economie Vittorio Grilli a toutefois assuré que le gouvernement ne comptait pas céder ses parts dans Eni (pétrole), Enel (énergie) et Finmeccanica (défense).

Hormis la dette, le gouvernement a pris des mesures vendredi sur l'autre front d'inquiétude pour l'Italie, la croissance.

Qualifié de "*très robuste*" par M. Monti, l'enveloppe de mesures "*urgentes*" adoptée vise à relancer la troisième économie de la zone euro, entrée en récession depuis la fin 2011 sous le poids de l'austérité.

Parmi ces nombreuses mesures, figurent la relance des chantiers d'infrastructures grâce à la défiscalisation des partenariats public-privé ou la simplification des aides aux entreprises qui seront regroupées dans un seul Fonds.

Le gouvernement a par ailleurs décidé d'augmenter la déduction fiscale sur les travaux de rénovation afin de soutenir le bâtiment, d'attribuer un crédit d'impôt pour l'embauche de jeunes "*hautement qualifiés*" ou de raccourcir les délais de la justice civile.

Selon le ministre du Développement économique, ces mesures devraient permettre d'injecter dans le circuit économique de 70 à 80 milliards d'euros de ressources publiques et privées. (AFP 15.06)

3- Espagne

La dette publique de l'Espagne a atteint fin mars un nouveau record historique, représentant 72,1% (774,549 milliards d'euros) du PIB, huit points et demi de plus qu'il y a un an (63,6%), selon les chiffres publiés vendredi par la Banque d'Espagne.

Le niveau de la dette espagnole devrait fortement progresser au cours de 2012, le gouvernement tablant sur 79,8% du PIB en fin d'année, une prévision ne tenant pas compte du prêt européen aux banques espagnoles, qui pourrait atteindre 100 milliards d'euros et augmenter alors la dette de dix points.

La dette du pays est en hausse continue depuis le premier trimestre 2008, où elle atteignait 35,8% du PIB, après plus d'une décennie de baisse, alors que l'Espagne était en forte croissance avec des comptes publics excédentaires. (AFP 15.06)

4- Chine

L'Organisation mondiale du commerce (OMC) a jugé vendredi que les droits de douane imposés par la Chine à l'importation des

Etats-Unis de certains aciers laminés en bobine étaient illégales, dans un rapport publié à Genève.

Washington avait saisi l'organisation en septembre 2010, estimant que des mesures violaient une série d'accords, en particulier celui du GATT de 1994, ceux de l'OMC et les accords anti-dumping.

Dans ses recommandations, le groupe a constaté que "*la Chine a agi d'une manière incompatible avec certaines dispositions*" des accords anti-dumping et a appelé Pékin à se "*mettre en conformité*" avec les réglementations du commerce international.

Ce contentieux concerne l'imposition par Pékin de droits de douane sur de l'acier électrique à grains orientés laminé en bobine.

Les Etats-Unis avaient contesté ces droits de douane imposés au prétexte que l'acier américain aurait été vendu à des prix artificiellement bas sur leur marché, et les industriels subventionnés par Washington.

Le gouvernement américain a estimé avoir remporté "*une victoire non seulement importante pour les sidérurgistes de Pennsylvanie et d'Ohio, mais aussi les agriculteurs et travailleurs d'autres secteurs exportant vers la Chine*".

C'est de ces deux Etats américains que viennent les industriels lésés qui avaient poussé le gouvernement à porter plainte, AK Steel Corporation et Allegheny Ludlum.

"*Cette décision envoie un autre signal clair à la Chine pour lui dire qu'elle doit en faire plus pour tenir ses engagements vis-à-vis de l'OMC, et qu'elle sera tenue responsable si elle ne se plie pas aux règles de l'OMC*", a indiqué le représentant au Commerce extérieur, Ron Kirk, cité dans un communiqué.

La représentation chinoise à l'OMC à Genève s'est pour sa part félicitée dans un communiqué de trois points en sa faveur dans le rapport. Sur les autres points, "*la Chine va poursuivre son examen et se réserve le droit de faire appel*", a-t-elle ajouté. (AFP 15.06)

Haut de page

Le 17 juin

CAUSERIE

Le 29 mai Hollande a dit "*Il va falloir faire un effort, c'est certain*", Ayrault l'a confirmé pour les sourds le 13 juin "*tout le monde doit faire un effort*", lire l'article en ligne dans cette page, à moins d'être inconscient ou masochiste, on a aucune raison de voter pour les candidats d'un parti qui va nous imposer de nouveaux sacrifices pour renflouer ou engraisser les banquiers de toute l'Europe comme n'a cessé de le faire l'UMP avant lui depuis 2008.

Le 10 juin, plus de 20 millions de travailleurs ont refusé de voter ou de se prononcer en faveur des candidats du parti au pouvoir depuis le 6 mai, demeurant sourd aux appels répétés des dirigeants du PS de donner une "*large majorité*" à Hollande et son gouvernement, à croire qu'ils avaient une bonne raison de s'abstenir ou de voter blanc ou nul.

Question : est-ce à nous de les ramener dans le giron de ce parti contre-révolutionnaire ou dont on sait qu'il n'y a rien à attendre de bon ? Pourquoi ? Parce qu'on est toujours incapable de les organiser, de gagner leur confiance ? Donc si on comprend bien, il faudrait refuser de regarder la réalité en face et tenter de forcer le destin. Un tel procédé permettrait-il aux masses de se défaire des illusions qu'elles placent encore dans le capitalisme et les institutions, si tel était le cas cela se saurait et les choses seraient beaucoup plus simples en effet, mais c'est se leurrer en vérité.

Si les travailleurs n'adhèrent pas à notre politique et que nous demeurons incapables de construire un nouveau parti communiste, c'est peut-être parce que nous ne savons pas comment nous y prendre, le problème il vient de nous uniquement, de nos dirigeants qui ne possèdent pas les qualités requises.

Certes la situation n'est pas facile, mais pour être impartial, il faut reconnaître que la crise nous a fourni une quantité considérable d'arguments pour étayer notre politique pour la rendre plus accessible aux travailleurs, encore faudrait-il avoir la volonté d'adapter notre discours pour la mettre à leur portée, ce que l'on ne sait toujours pas faire apparemment.

Des manifestations importantes et des grèves générales à répétition ont eu lieu en Italie, en Espagne, au Portugal et en Grèce, mais aussi dans une moindre mesure en Belgique, en Irlande et en Allemagne. Des mouvements révolutionnaires ont eu lieu en Tunisie, en Egypte, au Yémen notamment.

Des manifestations ont également eu lieu récemment dans un nombre important de pays de la Chine à la Bolivie en passant par les Etats-Unis et l'Afrique du Sud, on pourrait ajouter des pays où les manifestions sont extrêmement rares, à Bahrein, au Koweit, en Arabie Saoudite.

On ne peut donc pas dire que le mouvement ouvrier internationale serait dans une phase de reflux, alors que partout ou presque il a manifesté sa volonté de passer à l'offensive contre le capitalisme mondial.

Là aussi, nous avons été incapables de nous appuyer sur cette expérience et de l'intégrer dans une perspective politique révolutionnaire. Si nous demeurons incapables de traduire en terme de tâches et d'objectifs politiques ces enseignements, nous sommes condamnés à végéter.

Les travailleurs et la plupart des militants qui ont un niveau théorique très bas, ont besoin de comprendre la situation pour s'engager politiquement, or ce n'est certainement pas à partir de discours formatés par et pour une élite, des intellectuels ou des militants aguerri, qu'on parviendra à améliorer la situation sur ce plan-là. On peut estimer que la méthode qui consiste à *couper les cheveux en quatre* ou à décortiquer une question pour la ramener à son expression la plus simple comme nous le faisons n'est pas la bonne, pourquoi pas, c'était cependant celle utilisée autrefois par les marxistes avec un certain succès.

Nous ne vivons pas à la même époque, c'est entendu, je ne cesse de le marteler aux dogmatistes, mais que constatons-nous, que certes nous disposons d'un nombre d'informations sans commune mesure en comparaison, mais elles sont diluées, sans direction ou orientation, de ce fait elles sont quasi inutilisables où on ne sait pas trop quoi en penser à l'arrivée, c'est l'une des vertus d'Internet où finalement on ne sait pas trop quoi penser entre info et intox, bref on n'est pas plus avancé qu'à l'époque où il n'existait que la presse écrite et le télégraphe, le service postal par diligence où l'on était renseigné sur ce qui se passait dans le monde plusieurs semaines après ou davantage encore.

Du fait que personne ne veut véritablement et sérieusement s'atteler à cette tâche qui peut apparaître ingrate et épuisante au premier abord, les masses n'ont pas a priori à avoir confiance davantage dans tel ou tel parti ou telle formation politique. D'autant plus que, de plus en plus souvent avec l'élévation du niveau d'instruction (scolarisation obligatoire) et le développement des moyens de communication chacun prétend détenir la vérité, en fait un petit bout qui n'a ni queue ni tête, on en revient à ce qui a été dit dans le paragraphe précédent, qui ne sert à rien, qui est inutilisable en l'état. Pendant que l'on passe à côté des vérités les plus simples sans lesquelles on ne peut pas interpréter correctement la situation, par exemple que le capitalisme repose sur le vol de notre force de travail, qu'il est impossible de le légitimer, et pourtant cela fait plus de deux siècles qu'il existe.

Si vous n'avez pas intégré cet élément déterminant, vous ne pouvez pas comprendre les rapports entre les classes, donc entre les partis, les institutions, l'Etat, vous êtes incapables ou il est très difficile de vous situer sur le terrain des besoins de votre propre classe, et si vous y parvenez, vous ne pouvez pas défendre cette position, car cet élément vous fait défaut, pourquoi vos besoins seraient plus légitimes que ceux du capitaliste qui vous fournit un travail et vous permet de vivre, selon lui évidemment, mais pourquoi est-il si important, parce qu'il permet de comprendre le processus dialectique qui est à l'oeuvre dans le développement historique et l'évolution du capitalisme mondial, vers quoi il tend inexorablement, la crise, son effondrement, la paupérisation croissante de la population, la guerre, la barbarie sous toutes ses formes, qui comprend le saccage systématique de notre planète, la dégénérescence de la civilisation humaine, on ne peut pas le comprendre ou on ne peut pas en être convaincu si on n'en connaît pas l'origine. C'est une question de dialectique que nous n'avons pas suffisamment assimilée, plus qu'une question purement politique notez bien, dès lors qu'on partage l'analyse du capitalisme de Marx et Engels.

On va arrêter là aujourd'hui, avant juste un truc personnel pour illustrer mon propos.

J'ai conscience d'avoir de graves lacunes que je ne pourrai jamais combler, par conséquent je ne serai jamais un dirigeant du mouvement ouvrier et je ne le souhaiterais pas pour cette raison, mais parce que je ne nie pas ces lacunes, je m'emploie à les combler au fur et à mesure de mon intervention politique, elles ne disparaissent pas, mais elles ne sont pas un handicap insurmontable pour comprendre les choses, à mon rythme et à ma manière parfois désordonnée, par contre je pourrai fournir tous les efforts dont je suis capable, ce ne sera jamais suffisant pour acquérir les qualtés requises pour faire un dirigeant digne de ce nom, d'ailleurs cela ne me viendrait pas à l'esprit de l'envisager un jour, ce ne serait pas un service à rendre à mon parti.

Si j'ai réussi à surmonter cet handicap, c'est parce que je me suis résolu à regarder la réalité en face, ma propre condition, une fois cernées mes lacunes je m'en suis servi comme d'un levier pour pousser toujours plus loin mes analyses, d'un aspect négatif de ma propre expérience, j'en ai fait un point d'appui pour essayer de toujours progresser, mieux comprendre le monde dans lequel nous vivons.

Si j'osais une métaphore, je dirais que je traîne un boulet qui ralentit ma course, cela m'oblige à changer de braquet pour arriver en haut d'une cote quand il s'en présente une ; l'essentiel ce n'est pas le braquet qu'on a employé, c'est de ne pas avoir posé le pied avant le sommet, mais en cas d'erreur de braquet, c'est lui qui devient déterminant, et si je peux me permettre, je ne suis pas sûr que nos dirigeants aient conscience du braquet qu'il fallait employer pour affronter les difficultés qui attendaient le mouvement ouvrier et je crains qu'ils n'aient mis le pied à terre avant d'avoir atteint la ligne d'arrivée.

Le changement dans la continuité ou faites tomber les masques, c'est maintenant. (suite)

D'un monarque à un autre.

- Décès du prince héritier saoudien - François Hollande : "*La France perd un ami*" - LePoint.fr

Le peuple syrien aussi ! L'"*ami* d'un régime antidémocratique et rétrograde, archaïque, moyenâgeux, d'une pétro-monarchie dégénérée pratiquant la charia et ami de l'Etat sioniste et de l'impérialisme américain, ne peut pas être notre "*ami*".

Vous connaissez la formule : les amis de mes amis sont mes amis, alors les amis de mes ennemis ne peuvent pas être mes amis, je compte donc Hollande, son gouvernement et le PS parmi mes ennemis.

L'illusion peut être élevée au rang d'idéal et se confondre un instant avec la réalité, elle n'en demeure pas moins une illusion. Demandez à Mélenchon ce qu'il en pense, il vient d'en faire les frais. Demandez-lui quels enseignements il en a tiré, mais je ne suis pas sûr qu'il soit en mesure de vous répondre.

INFOS EN BREF

Politique

1- Italie

L'Italie est de nouveau menacée par un désastre économique, a averti samedi le président du Conseil Mario Monti alors que des milliers de personnes manifestaient à Rome contre les mesures d'austérité destinées à rétablir l'équilibre des finances publiques.

"*Nous avons déjà par le passé évité le précipice mais le fossé s'élargit toujours et risque de nous engloutir. Nous sommes de nouveau dans une crise*", a dit le chef du gouvernement lors d'une cérémonie près de Milan, à la veille d'élections législatives en Grèce qui seront décisives pour l'avenir de la zone euro.

A la tête d'un gouvernement de techniciens, Mario Monti qui a succédé en novembre dernier à Silvio Berlusconi a fait adopter un programme d'austérité draconien qui a soulevé la colère des syndicats et d'une partie de la population.

Pour compenser en partie les effets néfastes de cette austérité, le gouvernement a annoncé vendredi un programme de privatisations, de réduction des dépenses des ministères et d'aides fiscales aux ménages et aux entreprises dans le cadre d'un "*décret de croissance*".

Les trois principales organisations syndicales de la Péninsule ont organisé samedi matin un défilé anti-austérité dans le centre de Rome qui s'est achevé par un grand rassemblement place du Peuple.

Selon les organisateurs, 200.000 personnes ont participé à cette manifestation.

"*Nous sommes ici parce que la politique gouvernementale ne fait qu'aggraver la récession dans notre pays*", a déclaré à Reuters Television Susanna Camusso, secrétaire générale de la Confédération générale italienne du travail (CGIL), la première centrale syndicale d'Italie.

A propos de la Grèce, a-t-elle ajouté, "*il faut se rappeler que si ce pays est en difficulté, c'est parce que l'Europe n'a pas opté dès le départ pour une politique sociale afin de sortir de la crise*".

Le défilé romain s'est déroulé sans incidents. (Reuters 16.06)

2- Egypte

Le Conseil suprême des Forces armées (CSFA), au pouvoir en Egypte, a ordonné la dissolution du parlement, validant une décision de la Haute cour constitutionnelle qualifiée de "*coup d'Etat*" par les islamistes.

La juridiction a invalidé jeudi un tiers des 498 sièges du Parlement, dominé par les islamistes, en estimant que certaines règles appliquées lors des législatives de l'hiver dernier étaient contraires à la Constitution. Cette décision a entraîné la dissolution de la chambre basse du parlement.

Selon un responsable du bureau du président du parlement, le chef du CSFA, le maréchal Hussein Tantaoui, a adressé une

lettre dans laquelle il signifie la dissolution du parlement et interdit l'accès du bâtiment aux anciens députés.

Les Frères musulmans, qui ont prévenu que l'Egypte allait au devant de "*journées très difficiles*", estime que le parlement ne peut être dissous que par le biais d'un référendum populaire.

Cet ordre de dissoudre le Parlement "*représente un coup d'Etat contre le processus démocratique dans son ensemble*", indique la confrérie islamiste sur la page Facebook de sa formation politique, le Parti de la Liberté et de la Justice (PLJ).

Dans un autre communiqué, le PLJ estime que la dissolution du parlement confirme la volonté du CSFA de "*s'emparer de tous les pouvoirs contre la volonté du peuple.*"

Les Egyptiens sont appelés à voter samedi et dimanche pour le second tour de l'élection présidentielle qui oppose Ahmed Chafik, ancien commandant en chef de l'armée de l'air et dernier Premier ministre d'Hosni Moubarak, au candidat des Frères musulmans, Mohamed Morsi. (Reuters 16.06)

Haut de page

Le 18 juin

CAUSERIE

J'ai réalisé cette causerie à partir des quelques articles de presse disponibles au début de matinée (heure locale).

Question qui servira de cadre à notre causerie ou chronique du jour : Alors qu'un électeur sur deux n'a pas participé à cette farce électorale, peut-on affirmer que l'Assemblée nationale, les institutions seraient légitimes ?

Avant de répondre à cette question, voyons les résultats à grands traits. Un article réalisé à partir de plusieurs sources, AFP, Reuters, Lemonde.fr et Libération.fr.

Pour commencer, faisons-nous plaisir.

Les battus, en famille s'il vous plaît : Morano, Guéant, Alliot-Marie, Raoult, Joissains-Massini, Tron, Lefèbvre, Novelli, Bayrou, Lang, Royal...

Maintenant les chiffres fournis divergent quelque peu d'une source à l'autre, je tenais à le préciser. Il faudra se connecter plus tard sur le portail du ministère de l'Intérieur pour obtenir les chiffres définitifs. Les paragraphes précédés d'un tiret signalent les extraits d'artcles de presse, mes commentaites figurent à la suite si nécessaire, à leur tonalité vous les reconnaîtrez.

- Avec 346 sièges, contre 226 pour la droite parlementaire, la gauche obtient une confortable majorité à l'Assemblée.

Avec ses proches alliés (PRG, MRC, divers gauche), le PS obtient 314 sièges, selon les résultats définitifs connus vers 00H15. La majorité absolue est de 289 sièges. Au total, la gauche obtient quelque 51% des voix.

Donc la "gauche" obtenu 51% et la "droite" 49%, sur fond d'une abstention massive, record depuis l'avènement de la Ve République. Question : les quelque 45 ou 46% des électeurs qui se sont abstenus ou ont voté blanc ou nul n'auraient-ils pas renvoyé dos-à-dos "droite" et "gauche" qui finalement partagent le même programme sur le fond ? Les éléments fournis plus loin permettront d'affiner cette question et d'y répondre.

- Avec 291 sièges, le PS obtient à lui seul la majorité absolue à l'Assemblée nationale, du jamais vu depuis 1981. EELV et Front de gauche sont des alliés superflus à l'Assemblée.

Les écologistes d'EELV ont pu obtenir, malgré leur faible score de la présidentielle, 18 sièges, largement de quoi composer un groupe parlementaire (le seuil est à 15 sièges). Soit 14 députés de plus que lors de la dernière législature.

A droite, l'UMP et ses alliés (radicaux, centristes, DVD) obtiennent 229 sièges et perdent plus d'une centaine de députés par rapport à 2007.

L'abstention atteint un record à 44 %, 4 points de plus qu'il y a 5 ans.

Les trois candidats les mieux placés à la présidentielle de 2007, Sarkozy, Royal et Bayrou sont éjectés en 2012

Le Centre est moribond, liquidé, en période de crise, les classes se radicalisent, il n'y a donc plus de place pour le Centre, en admettant qu'il en ait eu une un jour.

- Français de l'étranger: 8 circonscriptions sur 11 pour le PS (Slate.fr 17.06).

Je n'ai pas les résultats complets, j'ai entendu hier soir sur France 2 que dans la circonscription englobant les Etats-Unis et le Canada la participation avait été de 11%, vous lisez bien il n'y a pas erreur, 11%; Ce qui fait que le candidat qui doit avoir recueilli un peu plus de la moitié des voix exprimées, est élu avec à peine 6% des inscrits. Il y aura donc à l'Assemblée nationale des députés qui siègeront après avoir obtenu une infime minorité de voix des électeurs, autant dire qu'ils sont illégitimes.

Question : le même constat ne vaut-il pas pour l'Assemblée nationale toute entière compte tenu qu'un électeur sur deux a refusé de légitimer les institutions de la Ve République en refusant de participer à cette mascarade, en s'abstenant ou en votant blanc ou nul ?

- Le Front de gauche subit un revers. Avec 10 élus seulement (9 communistes et un Parti de gauche), le groupe perd neuf députés par rapport à 2007. Le groupe comptait en effet 16 élus communistes et apparentés et 3 élus du Parti de gauche.

- "*C'est certain que c'est décevant, a réagi, dimanche soir, Pierre Laurent, le secrétaire national du PCF. Le pourcentage des voix obtenues nous laissait espérer un meilleur résultat.*" En cause, selon lui, le scrutin majoritaire : "*Il y a une prime au parti présidentiel et au bipartisme*", dénonce-t-il. Il réfute toute erreur stratégique. "*Notre stratégie n'est pas déterminée par le nombre de sièges mais par ce qui permet de répondre aux grandes questions de notre pays*", affirme-t-il. (lemonde.fr 17.06)

Question : A quoi correspondent les 10% du Front de gauche ? Aux seules voix ou presque des militants du mouvement ouvrier. Quant aux travailleurs inorganisés qui sont aux alentours de 90%, ils se sont abstenus, ils ont voté blanc ou nul pour l'immense majorité d'entre eux, le reste a voté PS ou UMP.

Ainsi les travailleurs ont témoigné leur défiance ou leur rejet de la quasi totalité des partis qui se sont présentés à ces élections législatives, aucun a leurs yeux n'est légitime. Faut-il s'en étonner ? Non bien sûr, nous n'avons cessé d'expliquer qu'ils étaient coupés des masses, on en a ici la démontration.

A mon avis, ce n'est pas dû au fait qu'ils auraient fait une mauvaise campagne ou qu'ils se seraient trompés de stratégie, ce n'est pas dû non plus aux particularités de la situation actuelle, ni au calendrier législatif qui leur serait défavorable, ça ce sont les arguments ou les prétextes falacieux que les uns et les autres ne vont pas manquer de mettre en avant pour justifier leur déroute ou échec auprès de leurs militants, alors qu'en réalité, ce résultat pitoyable des partis qui se réclament du socialisme remonte beaucoup plus loin, à leur incapacité d'exprimer les besoins des travailleurs dans des termes qui leur soient compréhensibles, qui est le produit de la gangrène réformiste qui n'a cessé de ronger le mouvement ouvrier et son avant-garde depuis l'après-guerre, ces résultats en sont le point d'orgue d'une certaine manière, ils paient le prix de leur collaboration ou de leur collusion avec le régime qu'ils soutiennent tous chacun à leur manière.

Tous ont appelé à voter Hollande le 6 mai et PS les 10 et 17 juin.

En procédant de la sorte, ils ont tenu à donner au Bonaparte de service une majorité absolue à l'Assemblée nationale conformément à l'esprit de la Ve République qui sort renforcée de ce scrutin, ce qui a été rendu possible par leur refus d'associer à leur combat politique le combat contre les institutions ou d'en faire l'axe de leur combat politique, les épargnant sans cesse (POI) ou les faisant littéralement disparaître (NPA, LO) de leur combat au point de se demander si elles existaient encore !

La plupart des militants de ces partis et du PCF se refusent à se poser certaines questions, ils rejetteront cette analyse, peu importe, notre devoir est de les poser devant tous les militants du mouvement ouvrier et les travailleurs.

En confortant Hollande et le PS, ils ont ainsi collaboré à l'entreprise qui consistait à donner l'illusion qu'ils disposeraient d'une légitimité pour mener à bien leur politique réactionnaire, qui au regard de l'abstention est en réalité une imposture. C'était une manière comme une autre de soutenir par avance le régime en place tout en prétendant le combattre.

En revanche ou à l'opposé, si tous ont appelé à voter Hollande et pour le PS, les travailleurs dans leur immense majorité ont répondu négativement aux appels répétés d'Ayrault et Aubry notamment de donner "*une large majorité présidentielle*" à Hollande et au gouvernement pour appliquer leur politique en s'abstenant ou en votant blanc ou nul, ne suivant pas les consignes de vote implicites ou explicites de tous les partis et formations politiques du mouvement ouvrier.

Question à la suite de ce constat. Où se situent ces partis et ces formations politiques : au côté de Hollande et du PS qui incarnent

le capital, ou au côté des travailleurs qui ont témoigné leur refus de leur accorder leur confiance à partir de leurs propres besoins que le PS ne sauraient incarner ?

Je ne vais pas répéter ici ce que j'ai déjà dit dans des causeries précédentes à maintes reprises. Ces partis ou formations politiques ont un grave problème tactique et stratégique à résoudre apparemment.

Ils sont à la fois incapables d'incarner les besoins quotidiens des travailleurs tels qu'ils se les représentent et qui constituent une priorité pour eux, préférant s'attaquer à leurs illusions qu'illustrent leur soutien à l'euro et à l'UE qu'ils assimilent à l'Europe ou encore en mettant au premier plan le combat contre l'extrême droite que les travailleurs considèrent comme secondaire, à tort peut-être, sauf qu'à refuser de tenir compte de quelle manière les travailleurs abordent la situation actuelle, on se coupe des masses et de ses éléments les plus avancées qui ne sont pas forcément ceux qui sont organisés dans le mouvement ouvrier qui ne représentent qu'une minorité du prolétariat.

Précisions. Nous partons du principe que ces échéances électorales et la campagne politique qui devait être menée durant cette période, devaient avoir comme seul objectif la construction du parti, or, comme aucun parti n'était orienté dans cette direction, les résultats qui en ressortent sont conformes à ce qu'on pouvait attendre des politiques opportunistes menées par les uns et les autres.

Tous les partis qui ont participé aux législatives ont tenu un double langage aux travailleurs sur le gouvernement en prétendant ne pas vraiment savoir quelle politique il allait appliquer au lendemain du 17 juin tout en expliquant ailleurs le contraire ! Notons que le jésuitisme dont se pare le front unique, est fait de la même pâte molle qui finalement revient à concilier les contraires et à embrouiller les esprits, au lieu de les éclairer sur la nature exacte du PS et ses satellites qui sont des institutions à part entière du régime dont les masses se sont justement détournées.

Pour notre part, nous considérons qu'il est possible de proposer aux travailleurs une issue politique conforme à leurs intérêts et au socialisme qui partent de leurs besoins élémentaires en les situant dans une perspective révolutionnaire.

On nous rétorquera que dans l'état actuel des choses, c'est quasiment impossible, cela tient du délire, etc. et que c'est la raison pour laquelle il faut au contraire leur tenir un discours axé sur d'autres objectifs que la Constitution, les institutions, le gouvernement ouvrier, l'extinction des classes et de l'Etat, le socialisme, puis le communisme, le passage du règne de la nécessité à celui de la liberté à l'échelle de l'humanité, leur préférant la lutte, la lutte, la lutte, déconnectant le combat pour les revendications sociales du combat pour l'émancipation du capital contre l'Etat, réduisant finalement leur combat au trade-unionisme ou les baladant à Bruxelles, Strasbourg, Frankfort ou Washington.

Sur le plan pratique comment se présente la politique que nous préconisons ?

C'est très simple, trop apparemment, tellement simple qu'on passe systématiquement à côté, si la survie du capitalisme est incompatible avec la satisfaction de nos besoins ou aspirations, avec notre volonté ardente de voir nos difficultés réduites, nos problèmes résolus pour que nos enfants et petits-enfants aient la possibilité d'accéder à une vie meilleure dans une société débarrassée de toutes ces inégalités et injustices insupportables, c'est que l'heure à sonner (sic!) qu'il disparaisse, qu'il faut passer à l'action dans cette perspective, il n'y a pas d'autre voie ou alternative que le socialisme, à moins d'accepter le sort qu'il nous réserve, de baisser toujours davantage la tête, de subir toujours davantage de sacrifices, on sait comment cela se termine en connaissant un sort pire encore, qui sait le chaos et la guerre.

Nos besoins sont-ils légitimes ? Ceux des capitalistes qui détiennent le pouvoir qu'incarnent le gouvernement Hollande-Ayrault et sa majorité parlementaire sont-ils légitimes ? Il faut impérativement se poser cette question et y répondre. Les deux ne peuvent pas l'être, il faut choisir consciemment entre les deux lesquels on estime légitimes, autrement dit, entre des voleurs protégés par les institutions et leurs victimes qui n'ont que leur faculté à s'organiser pour faire valoir leurs droits, conserver leur dignité et donner un sens à leur vie qu'ils n'auront jamais envie de renier par la suite, lesquels méritent de vivre ou de périr ?

Maintenant on a parfaitement le droit de refuser de répondre à ces questions préférant accepter le mauvais sort auquel on était semble-t-il voué depuis notre naissance, on peut se résigner, se lamenter dans son coin, s'en prendre aveuglément à la terre entière, se tromper d'ennemis, se leurrer sur la possibilité qui existerait de s'en sortir individuellement, notre existence, la société, le monde continueront de sombrer un peu plus chaque jour dans l'horreur et la barbarie, est-ce cela que l'on veut vraiment, est-ce qu'on ne mérite pas mieux franchement, qui ou quoi peut justifier de nous infliger de telles souffrances sans fin, rien ni personne en vérité. Et pourtant, si ce n'est pas nous qui avons décidé de vivre dans une telle société infâme, cela signifie qu'il y en a d'autres qui s'en chargent.

Notre salut consiste donc à prendre notre sort entre nos mains, à laisser à personne d'autres le soin de s'en charger à notre place, de la même manière qu'un enfant s'en remettra de préférence à ses parents, un élève à ses professeurs, un patient à son médecin, nous devons être à la hauteur de nos responsabilités, personne ne peut et ne doit assumer la responsaibilité qui consiste à choisir librement dans quelle société nous voulons vivre, il en va de votre présent et votre avenir ainsi que celui des générations futures.

Qui d'autres, quel parti à part le nôtre vous tient un tel discours qui se veut avant tout lucide, cohérent et clair, partant de la réalité que l'on ne cherche pas à nier ou contouner, sans vous mépriser ou vous culpabiliser, sans vous tenir un double langage, sans essayer de vous embobiner, sans vous flatter pour mieux vous manipuler, sans faire de grandes phrases auxquelles personne ne comprend rien ?

Si à l'issue de cette discussion vous n'êtes pas encore convaincu que votre intérêt est de rejoindre notre combat, nous vous invitons à reprendre point par point chaque élément de notre démonstration pour déterminer avec vous quel est celui ou ceux qui vous laissent perplexe ou qui vous retiennent de vous engager avec nous.

Le socialisme est une science, à ce titre nous sommes en mesure de vérifier avec vous le bien-fondé de chacune de nos affirmations, ce sur quoi repose notre engagement sur un plan historique, vous verrez qu'on n'invente rien. On ne fait que traduire sur le plan pratique les enseignements que les marxistes ont tiré du développement historique du capitalisme qui repose sur des facteurs et des lois dont l'existence a été démontrés, donc des faits matériels vérifiables et non des idées qui seraient sorties toutes faites de je ne sais quel cerveau.

Pour conclure, prenons un exemple d'actualité pour illustrer de quelle manière nous procèderions pour vous convaincre, loyalement, honnêtement, vous allez pouvoir en juger vous-même car nous n'avons pas de secrets à avoir avec vous.

Le capitalisme traverse la crise la plus profonde de son histoire, elle concerne tous les continents, pas un peuple n'est épargné. En ce qui nous concerne, elle a pour nom austérité, rigueur, réformes structurelles qui conduisent à un appauvrissement général de la population laborieuse et une dégradation vertigineuse des conditions de travail et d'existence au point de les rendre insupportables. Pourtant, ne vous a-t-on expliqué de long en large et en travers que la civilisation était promise à un bel avenir ? Force est de constater que chaque fois que le capitalisme semblait être synonyme de progrès social sans fin, la société plongea à nouveau dans la barbarie, à deux reprises au XXe siècles avec les deux guerres mondiales. De nouveau après-guerre, on nous a dit : plus jamais cela, et que constatons-nous depuis, que la guerre n'a en réalité jamais cessé, elle s'est reportée sur certains continents seulement avant de se répandre jusqu'aux portes de chez nous, hier au Liban et en Serbie, plus près de nous en Libye et demain en Syrie.

Notre bien-être relatif, le progrès social dont nous avons bénéficié, l'a toujours été au détriment d'autres peuples surexploités et violemment réprimés en Afrique, en Asie ou en Amérique latine. Jusqu'à il n'y a pas longtemps on ne s'en souciait pas vraiment ou peu, il suffisait de fermer les yeux et de se boucher les oreilles pour ne rien voir et ne rien entendre, mais voilà que le bruit du canon parvient dorénavant à nos oreilles, en temps réel on dispose d'images provenant des quatre coins du monde démontrant à quel point le capitalisme rime avec la pire barbarie, on se dit alors qu'on n'a pas cessé de nous mentir, de nous manipuler, tandis que des peuples souffraient le martyr au quotidien, et voilà qu'avec la nouvelle crise du capitalisme c'est au tour des travailleurs grecs, portugais, irlandais, espagnols, italiens, demain le nôtre et d'autres peuples encore, pas un seul ne sera épargné.

On vous a vendu un mirage, une illusion en vérité. Et cela continue évidemment. Ceux qui détiennent le pouvoir et font l'information qui arrive à vos oreilles appellent progrès l'augmentation de la consommation de certains pendant que d'autres crèvent littéralement de faim et de bien d'autres maux engendrés par la société telle qu'elle est à travers le monde. Ils n'ont pas la même définition que nous du progrès, leur soucie n'est pas de savoir de quelle manière il est réalisé et qui en profitent vraiment, ou pour être plus précis, cela ne les choquent pas que l'élévation du niveau de la consommation soit synonyme de la dégradation continue de vos conditions de travail et d'existence, qu'il s'accompagne de la liquidation des valeurs (humanistes) universelles que nous partageons, ils considèrent qu'il est normal que pour maintenir votre niveau de vie (ou de consommation) que vous sacrifiiez votre existence, votre famille, vos enfants, tout ce qui vous est le plus cher, du moment que cela permet aux capitalistes qui constituent une infime minorité de la population de continuer d'accumuler des profits et de conserver le pouvoir, les travailleurs qui ne vivent pas sous un régime démocratique (bourgeois) en savent quelque chose, ils n'ont pas connu autre chose depuis leur naissance, un cauchemar en vérité.

Vous ne vous attendiez certainement pas à avoir sous les yeux un tableau aussi sombre de la société, du capitalisme, et nous n'avons fait que brosser à grands traits les grandes lignes des horreurs auxquels il s'est livré depuis 1945, si vous en connaissiez les détails, on vous apporterait une cuvette pour vous soulagez car vous ne le supporteriez pas, personne dans nos rangs d'ailleurs.

Tous les peuples aspirent légitimement aujourd'hui au progrès social, cela représente une somme colossal de besoins à satisfaire, ce qui est parfaitement réalisable avec le niveau atteint par le développement des forces productives, mais voilà, c'est incompatible avec l'enrichissement sans fin d'une poignée de nantis qui accaparent les richesses produites pour satisfaire leurs seuls besoins, d'où notamment la guerre qu'ils leur livrent pour conserver leurs privilègent. Cela étant dit, est-ce que vous avez encore des doutes ou des scrupules sur la légitimité de vos propres besoins ?

Vous aurez compris que parvenu à un certain niveau de développement, atteint au détour du XXe siècle, le capitalisme se transforme en force destructrice, il lui faut détruire ce qu'il a construit pour ensuite le reconstruire, puis le détruire à nouveau et ainsi de suite... A vous de voir si vous voulez être ses prochaines victimes ou si vous estimez qu'il a fait son temps et qu'il doit céder la place à une République sociale (universelle), au socialisme. (A suivre)

J'ai passé mon après-midi à écrire ce passage, j'espère ne pas avoir perdu mon temps. Je pense que c'est de la sorte qu'il faut aussi s'adresser aux travailleurs et aux militants.

INFOS EN BREF

Politique

1- Grèce. Le troisième tour dans les urnes... ou dans la rue ?

L'AFP s'enflamme : "*La Grèce est en mesure de former ces prochains jours un gouvernement de coalition autour du dirigeant conservateurAntonis Samaras*", alors que les résultats sortis des urnes dimanche est le même à peu de choses près que le 6 mai !

Selon des résultats officiels portant sur 85% des voix exprimées, la Nouvelle Démocratie, dirigée par M. Samaras, a obtenu 29,96% des voix, soit 130 sièges sur les 300 du parlement, en bénéficiant de la prime de 50 sièges accordée par la loi électorale au premier parti.

Les tractations vont officiellement s'engager lundi avec le Pasok socialiste, en troisième place avec 12,46% (33 sièges) et le petit parti de gauche modérée Dimar.

"*Nouvelle Démocratie, le parti conservateur d'Antonis Samaras, est à nouveau arrivé en tête des élections législatives, hier en Grèce. Comme le 6 mai, lors du précédent scrutin qui avait dû être annulé car ni Samaras ni aucun leader de parti n'avaient réussi à former une coalition pour gouverner le pays. Ce scrutin de la seconde chance offre-t-il de meilleures perspectives au chef des conservateurs*" s'interroge Libération.

A gauche, le Syriza a reconnu sa défaite mais exclu de rejoindre une coalition. Porté par son rejet des sacrifices imposés aux Grecs, il a poursuivi son ascension avec 26,65% des voix (71 sièges) contre 16,78% lors du dernier scrutin qui l'avait propulsé deuxième parti du pays.

Le parti néonazi Chryssi Avghi (Aube dorée) se maintient pourtant avec 6,92% des voix et 18 sièges à son niveau du 6 mai, quand il avait fait son entrée au parlement pour la première fois de l'histoire moderne de la Grèce.

Le parti communiste KKE, dernier bastion stalinien d'Europe, s'effondre par contre en perdant la moitié de ses électeurs à 4,49% des voix (12 sièges), une défaite historique pour ce pilier de la politique locale. (AFP 17.06)

2- Arabie Saoudite. Les chars de la charia.

L'Arabie saoudite veut acheter entre 600 et 800 chars d'assaut Leopard à l'Allemagne, doublant la commande initialement envisagée, a affirmé le journal dominical Bild am Sonntag, citant des sources gouvernementales.

Avec 800 chars, le commande s'élèverait à 10 milliards d'euros (12,6 milliards de dollars) et représenterait le plus gros contrat jamais signé par l'industrie militaire allemande, d'après Bild am Sonntag.

Il existe des opposants au contrat au sein des services de la chancelière Angela Merkel et des ministères des Affaires étrangères et de la Défense, mais il est soutenu au sein du ministère de l'Economie, rapporte le journal.

La première tranche du contrat, comprenant 300 chars, est prête à être signée. Les Saoudiens veulent que l'ensemble du contrat soit bouclé d'ici au 20 juillet, date du début des festivités du Ramadan, conclut le dominical. (AFP 17.06)

Haut de page

Le 19 juin

CAUSERIE

Je suis retourné au bureau d'immigration hier matin, une nouvelle fois ce matin, et je dois y retourner demain, finalement je ne vais avoir une extension de mon visa que pour 6 mois, et dans 3 mois il faudra que je recommence une nouvelle procédure pour en obtenir un valable 15 ans. C'est de ma faute, j'aurais dû m'y prendre plus tôt. Leur bureaucratie est un cauchemar, surtout avec

des fonctionnaires arriérés au possible qui un jour vous demande un document pour le lendemain vous dire qu'en fait il était inutile et vous en réclamer un autre que vous n'avez pas sous la main évidemment et ainsi de suite, c'est plus que de la patience qu'il faut...

Nous sommes le 19 et mon visa expire le 23, donc demain je dois absolument finaliser ma demande, courir à la banque, faire un tas de photocopies, je dois trouver le formulaire sur Internet et l'imprimer, etc. J'actualiserai le site si je trouve le temps.

Le changement dans la continuité c'est maintenant ou faites tomber les masques (suite).

Propagande gouvernementale. Enfumage. Au nom de "***l'équité***", épargnons le capital.

Le gouvernement français va instaurer à partir de l'été un prélèvement à la source de 3% sur les dividendes versés par les sociétés à leurs actionnaires, affirment Les Echos sur leur site internet.

Cette nouvelle taxe qui doit rapporter 800 millions d'euros en année pleine (300 millions d'euros en 2012) vise à "*inciter les entreprises à investir plutôt qu'à récompenser leurs actionnaires*", un thème "*martelé tout au long de la campagne présidentielle*", souligne le quotidien, sans citer de source.

Le journal affirme que la mesure s'appliquera dès le vote du collectif budgétaire de juillet.

Seuls les établissements soumis au régime de l'impôt sur les sociétés seront concernés: les Sicav, par exemple, y échapperont.

Le quotidien *Le Figaro* ajoute de son côté que les entreprises indépendantes (non membres d'un groupe) de moins de 250 salariés et au chiffre d'affaires inférieur à 50 millions d'euros échapperont à la nouvelle taxe.

"*Des entreprises telles que Total, France Télécom et Sanofi risquent, elles, d'être particulièrement pénalisées: à elles seules, elles ont compté pour près du tiers des montants versés l'an dernier au sein du CAC 40*", précisent les Echos.

Les groupes percevant des dividendes d'une société dont elles détiennent plus de 5% seront exonérés, selon le quotidien en ligne. (AFP 18.06)

Donc, annuellement sur les 40, 60 ou 80 milliards de profits déclarés et extorqués aux travailleurs par les entreprises du CAC 40 pour ne prendre que ces sociétés, dont la moitié ou davantage est généreusement distribuée à leurs actionnaires, moins de 1% sera prélevé au titre de ce prélèvement, c'est beaucoup trop, le Medef hurlera quand même au scandale.

Il faut comprendre qu'ils préparent psychologiquement les travailleurs à subir de nouveaux sacrifices, une fois que les malheureux patrons auront versé leur obole.

C'est la même méthode que celle amorcée dès le lendemain du 6 mai avec la réduction du salaire du monarque et sa cour, puis le plafonnement de celui des dirigeants des entreprises publiques : mesdames et messieurs, voyez comme nous montrons l'exemple, la situation est grave, à votre tour maintenant de faire un "*effort*", toujours au nom de "*l'équité*", mieux de la "*justice*".

Ajoutons une rélexion.

Hier, l'austérité durait déjà depuis 30 ans, aujourd'hui ils évoquent l'austérité à venir, qu'est-ce à dire, qu'elle aurait existé de 1982 à 2012, excepté depuis le lendemain du 6 mai 2012, envolée l'austérité avec l'élection de Hollande, c'est quasi miraculeux !

Là aussi, ils vont tenter de prendre les travailleurs pour des abrutis. L'austérité ne se mesure pas seulement aux mesures prises au cours de ces décennies ou des dernières années, elle se mesure aussi au regard des mesures qui n'ont jamais été prises en faveur des travailleurs pour contenter le patronat.

L'austérité traduit la différence entre la hausse réelle du coût de la vie par rapport au niveau des revenus qui n'ont que faiblement augmenté ou qui ont stagné, mais pas seulement, il faut inclure la hausse des taxes et des impôts, l'existence de nouvelles taxes, du déremboursement d'un plus grand nombre de médicaments par exemple, la marchandisation grandissante de la société qui vient grever le budget des ménages. Tout cela appartient au non-dits de la politique antisociale du gouvernement dans la mesure où il n'entend pas en tenir compte, comme son prédécesseur.

Décryptage. Jeu institutionnel. Comment assurer une stabilité au régime

- Désormais nanti d'une majorité parlementaire confortable, François Hollande est sommé de sortir du flou qui lui a jusqu'à présent réussi et entre, sur la scène européenne, dans le dur des négociations sur la consolidation de la zone euro.

Un "*flou*" sur lequel ses adversaires de l'UMP n'ont pas vraiment insisté depuis le 6 mai, bien qu'il ne leur ait pas échappé, à croire qu'il valait mieux pour eux une défaite cuisante et se retrouver provisoirement dans l'opposition, face à la situation plutôt inconfortable ou inextricable qui attendait immanquablement celui qui allait dorénavant gouverner le pays.

- La première urgence, dit-on dans l'entourage du président français, au lendemain de la victoire du Parti socialiste aux élections législatives, est de réussir le Conseil européen des 28 et 29 juin -un sommet "*décisif*" de plus pour l'avenir d'une zone euro dont le sort inquiète jusqu'à Washington et Pékin.

Quelle coïncidence, le Conseil européen étaient programmé les 28 et 29 juin prochains et la publication du rapport de la Cour des comptes devait avoir lieu le 27 juin, sauf qu'on vient d'apprendre qu'elle sera retardée de deux ou trois jours, personnellement je tablerais pour trois, une fois terminé le Conseil européen. Hollande craignait-il de s'emmêler les pinceaux le 29 juin ou de devoir se contredire devant le monde entier ?

Là aussi, on verra si ses adversaires relèveront la manoeuvre ou s'ils s'en feront les complices pour ne pas lui compliquer la tâche, la sale besogne qu'il a à accomplir et dont ils préfèrent lui laisser l'avantage ou la primeur, pour mieux l'enfoncer plus tard quand il sera devenu impopulaire, comme tous ses prédécesseurs sous la Ve République, nous n'avons pas besoin d'un Bonaparte ou d'un monarque.

- Au coeur des discussions: comment guérir les pays de la zone euro de leur endettement excessif sans tuer le patient.

Le patient, vous l'aurez tous reconnu : c'est nous ! Ce sont eux qui nous rendent malade, qui rendent malade la société. L'anticorps qui terrasse le virus qui nous pourrit la vie, qui nous en débarrasse, c'est le socialisme.

"*Tuer le patient*" serait tuer ceux qui produisent la plus-value qu'ils nous volent, on comprend leur soudaine sollicitude à notre égard, franchement il ne fallait pas !

PCF. Numéro d'illusionnistes, d'équilibristes. Pas de doute, ils sont vertueux.

« *L'indépendance, on la paye* » selon un dirigeant du PCF rapportait lundi *Libération*. De LO au PCF en passant par le POI, le NPA ou encore les syndicats, ils sont tous "*indépendants*" du PS... en appelant tous à voter pour Hollande et ses candidats aux législatives, sauf des institutions auxquelles ils participent tous, au moins là c'est du concret, palpable et vérifiable. Franchement qui s'en soucie encore, personne ou presque, dans le cas contraire ce genre de langage serait intenable. Est-ce à dire que leurs adhérents ou leurs militants n'y verraient que du feu ou qu'ils seraient d'accord avec cela, il y a tout lieu de le penser, on ne se fait aucune illusion sur leur niveau de conscience politique en général.

Ce que ne pouvait pas dire ce dirigeant du PCF, c'est que si le PCF ne s'est pas aligné plus ouvertement sur le PS jusqu'à conclure un accord électoral avec lui, ce n'est pas parce que la volonté faisait défaut à la direction du PCF pour abonder dans ce sens, c'est plutôt parce qu'une grande partie de la base de son parti ne l'aurait pas compris ou accepter, or dans la période mouvementée qui s'annonce, le régime a besoin du PCF pour canaliser les travailleurs tentés de chercher une issue politique afin d'éviter qu'ils ne se tournent vers d'autres partis comme le POI, le NPA ou LO.

Que voulez-vous, on ne fait pas toujours tout ce que l'on veut en politique comme dans la vie, patati patata, bref, ils sont indépendants du PS quand c'est possible, tout le mérite leur revient, et quand ce n'est pas possible ils ne le sont pas vraiment, mais là ils n'y sont pour rien, si, si, vous aurez compris qu'ils sont finalement parfaits, il n'y a rien à redire. Quelle discussion est-il possible d'avoir sur une telle base ? Aucune puisqu'ils s'arrangent avec la réalité.

Dans l'Humanité, Marie-George Buffet a été plus claire : «*Nous ne sommes pas dans l'opposition mais dans la majorité de gauche de façon constructive, pour réussir*», traduisons : pour que le gouvernement réussisse à faire passer sa politique réactionnaire.

On ne peut pas le reprocher à la direction du PCF, car selon toujours Marie-George Buffet ce sont «*les gens (qui) nous demandent d'être à gauche donc dans la majorité de gauche*», quand on vous disait qu'ils n'y étaient pour rien les bougres quand ils se reniaient, si le PCF est à la remorque du PS c'est uniquement parce que les travailleurs le veulent ainsi, si par la suite ce rapport était dénoncé ou remis en cause, personne ne pourrait incriminer les dirigeants du PCF d'avoir commis une erreur, la responsabilité en reviendrait aux travailleurs.

Et le journaliste de *Libération* décidément très en forme (sic!) d'en conclure : - Donc, pas une «*opposition de gauche*». Il ne peut pas en être autrement, puisque pour qu'il existe une opposition de gauche au PS, il faudrait qu'il soit à gauche, or il ne l'est pas, c'est moi qui l'affirme, pas les dirigeants du PCF qui apparemment n'ont pas pensé qu'en employant cette formulation cela revenait (éventuellement) à classer le PS... à droite. Là n'était pas leur intention, l'illusion criminelle que le PS serait de gauche doit perdurer, c'est la survie du régime qui en dépend en grande partie, non mais.

Redonnons la parole à *Libération* : - Le Front de gauche compte sur ses élus et surtout sur les liens tissés dans la campagne présidentielle avec le «*mouvement social*» pour, disent ses responsables, «*construire des majorités d'idées*» et, croient-ils, peser sur le gouvernement.

Où est le lézard dans ce passage ? Notons leur intention de se tourner vers leurs élus, les appareils et les micro-appareils des parasites qui se nourrissent du mouvement ouvrier pour «*construire des majorités d'idées*», alors que si l'on demandait leur avis aux travailleurs, on s'apercevrait que cette "*majorité d'idées*" existe déjà, oui mais celle-ci ne les intéresse pas, elle est beaucoup trop pragmatique, trop terre-à-terre, peut-être même trop indépendante du gouvernement et du PS au goût des dirigeants du PS.

Ceci pour dire qu'il faut se détourner ou ignorer les masses qui parfois n'en font qu'à leur tête, et qu'il vaut mieux s'en remettre à leurs représentants corrompus par le régime, histoire d'entretenir les divisions et que ne jaillisse une véritable "*majorité d'idées*" qui rassemblerait la classe contre le capital et ses représentants.

Une précision s'agissant de la participation à l'élection législative. Le règlement de l'Assemblée nationale est ainsi fait que si vous n'obtenez pas le nombre d'élus requis pour constituer un groupe parlementaire, vous ne pourrez pas prendre la parole dans l'hémicycle et vous ne pourrez participer même en observateur à aucun travaux de l'Assemblée, par exemple ses commissions, ce qui signifie qu'avoir moins de 15 élus revient en pratique à n'en avoir aucun.

André Chassaigne, député PCF : « *Nous avons l'accord de la gauche pour constituer un groupe à 10 mais avec les délais nous ne pourrions pas participer ni aux commissions ni prendre la parole dans l'hémicycle ce qui limite la prise ne compte du PCF* ». (publicsenat.fr 18.06)

Vous mettrez la main à la pâte d'une autre manière, on vous fait confiance.

Actualité en titres

Qu'on l'achève !

- Meurtre de gendarmes : "*C'est la République qui est atteinte*" déclare Hollande - AFP

Vive la République sociale, à bas la Ve République !

En famille. Comment faire vivre un mythe.

- Hollande commémore l'appel du 18 juin avant de s'envoler pour le Mexique - AFP

Pour rappel, pratiquement personne ne l'a entendu à l'époque !

Il n'y a vraiment pas de quoi !

- Aubry : la confiance des Français "*nous honore et nous oblige*" - LePoint.fr

Alors qu'un électeur sur deux n'a pas voté !

Ajoutons que si les PS et ses satellites obtiennent une majorité confortable en sièges à l'Assemblée nationale, le total des voix qu'ils ont recueilli n'atteint que 51%. Donc 51% de 62 ou 63% de voix exprimées une fois soustraits les votes blancs ou nuls, je n'ai pas eu le temps de voir leurs pourcentages exacts, cela donne aux alentours de 30%, plus près de 25% pour le PS seul.

Ce qui nous obligerait voyez-vous madame Aubry, ce serait la vérité, mais c'est trop vous demander. D'ailleurs, on ne vous demande rien, la preuve qu'on a bien fait.

La question à cent balles :

- "*Que gagne-t-on en travaillant ?*" - LePoint.fr

Des clopinettes ! Posez plutôt la question à vos amis rentiers.

Quand la connerie humaine défie la loi de Newton.

- L'obésité pèse lourd sur la biomasse de l'humanité adulte - Slate.fr

Le spectre du communisme hante toujours l'Europe.

- Succès pour la carte de crédit «*Karl Marx*» dans l'est de l'Allemagne - Slate.fr

Ils sont bien obligés de le reconnaître.

- Grèce : "*Les conservateurs l'ont emporté parce que les stratégies de la peur ont bien fonctionné*" - Lexpress.fr

Sauf que dès le lendemain, la peur change de camp !

INFOS EN BREF

Politique

1- France

Nicolas Sarkozy est visé lundi par une première plainte depuis la fin de son immunité présidentielle, six familles de victimes de l'attentat de Karachi lui reprochant d'avoir violé le secret de l'enquête lors de la diffusion d'un communiqué par l'Elysée sur cette affaire.

L'ex-chef de l'Etat peut être poursuivi depuis vendredi minuit, ayant cessé ses fonctions présidentielles depuis un mois.

Cette plainte, déposée par six familles de victimes de l'attentat du 8 mai 2002 à Karachi ayant tué 11 salariés de la Direction des constructions navales (DCN), dénonce les termes employés par la présidence de la République dans un communiqué du 22 septembre relatif à l'enquête sur le volet financier de l'affaire Karachi.

La présidence de la République y assurait que "*s'agissant de l'affaire dite de Karachi, le nom du chef de l'Etat n'apparaît dans aucun des éléments du dossier*". "*Il n'a jamais été cité par aucun témoin ou acteur de ce dossier*", poursuivait le texte de l'Elysée.

"*Cela induit nécessairement qu'il a eu connaissance de ces pièces de la procédure et il s'agit d'une violation de nos principes d'autant plus grave qu'à ce moment-là l'ancien chef de l'Etat est garant de l'indépendance de la justice*", a déclaré lors d'une conférence de presse l'avocat des familles de victimes, Me Olivier Morice. "*Il s'agit de faits extrêmement graves*", a-t-il ajouté.

Le communiqué de l'Elysée avait été diffusé peu après les mises en examen successives de deux proches du chef de l'Etat, Thierry Gaubert et Nicolas Bazire.

Outre M. Sarkozy, cette plainte avec constitution de partie civile vise également son ancien conseiller presse, Franck Louvrier, et l'ex-ministre de l'Intérieur Brice Hortefeux. Me Morice a demandé l'audition des trois hommes.

"*Nicolas Sarkozy doit s'expliquer*", a estimé une des porte-parole des familles de victimes, Sandrine Leclerc, accusant l'ex- chef de l'Etat et son gouvernement d'avoir plusieurs fois entravé l'enquête.

"*Si MM. Sarkozy, Hortefeux et Louvrier n'ont rien à voir avec l'affaire dite de Karachi, on peut se poser la question de savoir pourquoi ils ont dépensé tant d'énergie à entraver le travail d'une justice qui se veut indépendante*", a-t-elle poursuivi.

Sur le fond, les familles estiment dans leur nouvelle plainte qu'"*à travers le communiqué de la présidence de la République, Nicolas Sarkozy n'est pas mis en cause en sa qualité de président de la République mais du fait des fonctions qui étaient les siennes, en sa qualité de ministre du Budget dirigé par M. Edouard Balladur de 1993 à 1995*".

La plainte intègre également les chefs de "*violation du secret professionnel, recel et complicité*" ainsi qu'"*entrave au déroulement des investigations*". (AFP 18.06)

2- Grèce

Nouvelle démocratie (ND), dirigée par Antonis Samaras, a remporté les élections législatives qui se sont déroulées le 17 juin en Grèce. Le parti de centre-droit a recueilli 29,66% des suffrages et, en raison du système électoral qui accorde 50 sièges supplémentaires au parti arrivé en tête du scrutin, a remporté 129 sièges (soit +21 par rapport au précédent scrutin du 6

mai dernier) à la Vouli, chambre unique du Parlement. Il devance la Coalition de la gauche radicale (SYRIZA), parti d'extrême gauche qui regroupe 13 formations et dirigé par Alexis Tspiras, qui a obtenu 26,89% des voix et 71 députés (+ 19). Le Mouvement socialiste panhellénique (PASOK) d'Evangelos Venizélos, a recueilli 12,28% et 33 députés (- 8). Viennent ensuite le Parti des Grecs indépendants (AE) dirigé par Panos Kammenos qui a obtenu 7,51% et 20 sièges (- 13) ; Chryssi Avghi (Aube dorée), part néo-nazi, 6,92% et 18 députés (- 3), la Gauche démocratique (DIMAR) de Fotis-Fanourios Kouvelis 6,25% et 17 sièges (- 2) et le Parti communiste (KKE) dirigé par Aleka Papariga, 4,5% et 12 sièges (- 14). Autres formations 5,99% et zéro siège.

La participation s'est élevée à 62,47, soit légèrement au-dessous de celle enregistrée lors du scrutin du 6 mai dernier (- 2,63 points). (http://lecercle.lesechos.fr 18.06)

C'est un résultat qui "*n'a tenu qu'à un fil*", résume le quotidien britannique The Independent. "*Mais les résultats au coude-à-coude montrent bien que l'incertitude règne encore*", poursuit le quotidien britannique.

Certes, comme le souligne le quotidien espagnol El Pais, ce résultat "coïncide avec les désirs exprimés par Angela Merkel, la Commission européenne, l'Eurogroupe et le Fonds monétaire international [FMI]". Si le parti socialiste Pasok rejoint, comme prévu, Nouvelle Démocratie, leur coalition devrait permettre la formation d'une majorité absolue au parlement grec, rappelle le journal. Une majorité permettant la poursuite des mesures d'austérité en Grèce, indispensables à l'obtention de l'aide internationale.

La Commission européenne, l'Eurogroupe, plusieurs ministres allemands et le FMI ont exprimé un certain soulagement.
Les investisseurs étrangers ont, eux aussi, été relativement rassurés par les résultats du scrutin, précise le *New York Times* : "*Le succès électoral du parti dominant Nouvelle Démocratie a permis d'éviter, au moins pour le moment, la sombre perspective que les investisseurs, nerveux, envisageaient ces dernières semaines : une soudaine et difficile sortie de la Grèce de la zone euro, au cas où le parti de gauche radicale Syriza aurait gagné*."

Le *New York Times*, lui, s'interroge : combien de temps le soulagement va-t-il durer, "*vu l'échec des tentatives passées pour résoudre la crise grecque et la récession croissante du pays*" ? Même si les deux partis principaux de la future coalition - ND et Pasok - soutiennent le plan de sauvetage financier mené par l'Union européenne et le FMI, "*Athènes n'est pas encore sortie d'auberge*", prévient le Spiegel Online.

Pour le magazine américain *Time*, le peuple grec a perdu confiance dans les partis Nouvelle Démocratie et Pasok, "*qui ont dirigé la Grèce pendant quarante ans*" : "*Beaucoup de Grecs les voient comme profondément corrompus et les tiennent pour responsables de la faillite du pays.*" A l'issue de ces élections, la vraie victoire revient à l'abstention, ajoute le magazine : elle a atteint 38 % dimanche, un pourcentage plus élevé que n'importe quel score obtenu par un parti lors du scrutin.

Les partis Pasok et Nouvelle Démocratie n'ont en effet, à eux deux, obtenu que 40 % des voix lors du scrutin de dimanche, contre 46 % des votes en faveur des partis anti-austérité tels que le Syriza, poursuit le *Daily Telegraph*. Le quotidien britannique craint qu'un "*gouvernement faible ait des difficultés à faire passer les mesures d'austérité demandées par l'UE et le FMI*". Pour le Guardian, la coalition entre Nouvelle Démocratie et le Pasok s'annonce très instable. (lemonde.fr 18.06)

Sans illusions.

Pour le politologue John Loulis, "*il s'agit d'un vote de peur de sortie de l'euro, pas d'un soutien réel aux réformes*". "*Le gouvernement sera fragile, sans grande base populaire, le pays risque de n'avoir qu'un répit*", a-t-il dit à l'AFP. (AFP 18.06)

Le talon de fer de Berlin

'*Il est primordial que la troïka [UE-BCE-FMI] soit persuadée que la Grèce tiendra ses engagements et mettra pleinement en oeuvre les réformes convenues. Ce n'est pas le moment d'accorder quelque remise que ce soit à la Grèce*', a déclaré lundi 18 juin Georg Streiter, un porte-parole du gouvernement. (lemonde.fr 18.06)

Leur cauchemar.

La droite conservatrice a beau avoir fini en tête des élections législatives en Grèce, la Coalition de la gauche radicale Syriza a célébré toute la nuit sa deuxième place qui s'apparente pour elle à une victoire.

Car le résultat du scrutin, remporté de justesse par Nouvelle Démocratie (ND), reflète une société profondément divisée sur la mise en oeuvre d'un programme d'austérité draconien en échange d'une aide internationale de 240 milliards d'euros.

"*Ma plus grande crainte est celle d'une explosion sociale*", confie un conseiller du probable prochain Premier ministre, le chef de file de ND Antonis Samaras. "*Si rien ne change dans l'équilibre politique, nous allons vers une explosion sociale même si Jésus Christ gouverne ce pays.*"

En additionnant l'ensemble des partis hostiles à la cure d'austérité, des ultranationalistes d'Aube dorée au parti communiste KKE, la proportion des électeurs grecs ayant voté contre les termes imposés à Athènes par ses créanciers atteint 52%.

Le nouveau gouvernement devra licencier jusqu'à 150.000 fonctionnaires, réduire les dépenses de 11 milliards d'euros dès ce mois-ci, vendre des entreprises publiques, améliorer la collecte des impôts et ouvrir à la concurrence les professions réglementées.

A eux deux, conservateurs et socialistes, seuls partis signataires du Mémorandum d'austérité, ne totalisent que 42% des suffrages.

Une coalition ND-Pasok est assurée d'une majorité parlementaire grâce à la prime de 50 élus offerte au vainqueur du scrutin, mais la première réaction des socialistes au soir du vote est restée très prudente.

Le Pasok a laissé entendre qu'il était prêt à soutenir ND au parlement sans toutefois participer au gouvernement. Le dirigeant socialiste, Evangelos Venizelos, avait déclaré auparavant qu'il ne rejoindrait formellement la coalition qu'à condition que Syriza fasse de même, ce qui est catégoriquement exclu par la coalition de gauche.

"*Dès lundi, nous poursuivrons le combat*", a déclaré Alexis Tsipras devant ses partisans réunis en plein air dimanche soir devant l'université d'Athènes. "*Le prochain gouvernement après celui-là sera un gouvernement de gauche*", a-t-il dit.

"*Nous lutterons pour renverser cette politique*", scandaient de jeunes militants, alors que les haut-parleurs diffusaient des chants des partisans communistes de la Seconde Guerre mondiale. (Reuters 18.06)

3- Egypte

Défiant les militaires, l'assemblée constituante égyptienne s'est réunie pour la première fois lundi au Caire, dans le bâtiment du Parlement dissous.

Cette assemblée de cent membres, désignée par le défunt Parlement jugé illégal par la justice égyptienne, est censée rédiger une nouvelle constitution dans le cadre du processus de transition.

"*On continuera à se réunir, même si nous devons rester sur le trottoir, ou alors il faudra qu'ils envoient contre nous des 'snipers'*", a dit le député libéral Mohamed el Saoui.

L'assemblée constituante a choisi pour la présider le juge Hossam el Gheriani, qui dirige le Conseil suprême de la justice et la Cour de cassation, et a décidé de se réunir de nouveau samedi.

Les employés du Parlement avaient reçu pour consigne d'empêcher les membres de l'assemblée d'entrer dans le bâtiment.

Dimanche, le Conseil suprême des forces armées (CSFA) qui dirige le pays depuis la chute du président Hosni Moubarak il y a plus de seize mois, a publié un décret qui lui octroie les pouvoirs législatifs et l'autorise si nécessaire à désigner une nouvelle assemblée constituante.

Les militaires semblent ainsi vouloir se garder des conséquences d'une victoire du candidat des Frères musulmans, Mohamed Morsi, à l'élection présidentielle du week-end, dont les résultats sont attendus jeudi.

Révolutionnaires, libéraux et islamistes ont uni leurs voix pour dénoncer "*un coup d'Etat*" institutionnel du CSFA. Le président du Parlement, Saad al Katatni, a affirmé que seul un référendum populaire pouvait conduire à la dissolution de la représentation nationale.

Les deux candidats à la présidence égyptienne ont tous les deux revendiqué la victoire à l'élection du week-end.

Les Frères musulmans ont déclaré que Mohamed Morsi devançait largement son rival Ahmed Chafik, dernier Premier ministre du président Moubarak, une affirmation contestée par l'ex-commandant en chef de l'armée de l'air.

Quel que soit le vainqueur, les pouvoirs du futur président seront strictement limités par le décret du CSFA.

Après avoir dissous le Parlement dominé par les Frères musulmans, conséquence de l'invalidation d'un tiers des sièges par la Haute Cour constitutionnelle jeudi dernier, le CSFA a annoncé le transfert du pouvoir législatif à l'armée jusqu'à l'élection d'un nouveau Parlement.

Cette "*déclaration constitutionnelle*" pourrait aussi permettre aux généraux de confier la rédaction de la future Constitution à

une commission formée par leurs soins.

Aux termes du décret de l'armée, la rédaction de la future Loi fondamentale pourrait être confiée à une commission formée par le CSFA si la justice invalide l'instance formée par le Parlement, comme cela a déjà été le cas une première fois. (Reuters 18.06)

4- Russie

La Russie se prépare à envoyer deux navires de guerre amphibies avec des marins vers le port de Tartous en Syrie, seule base navale russe en Méditerranée. C'est ce qu'a indiqué ce lundi une source au sein de l'état-major de la marine russe, citée par l'agence Interfax.

"*Deux grands navires de débarquement, le Nikolaï Filtchenkov et le César Kounikov, se préparent à partir vers le port syrien de Tartous*", a déclaré un officier de l'état-major. Les deux navires vont transporter un "*important*" groupe de marins, selon Interfax. Il s'agit d'une mission "*extraordinaire*", a précisé cette source. "*En cas de nécessité, cette mission sera capable d'assurer la sécurité de citoyens russes et évacuer une partie des équipements*" russes dans le port de Tartous, a-t-elle ajouté.

Base de ravitaillement russe dans le port de Tartous

Le commandant adjoint des forces aériennes russes, Vladimir Gradoussov, a pour sa part déclaré le week-end dernier que des avions étaient prêts à protéger les navires de guerre si ceux-ci étaient envoyés en Syrie. Selon lui, une telle opération pourrait être organisée pour évacuer les citoyens russes de la zone du conflit. (lexpress.fr 18.06)

Social

France

Dans 15% des branches professionnelles, les grilles de salaires débutent en dessous du salaire minimum, selon un document de la direction générale du travail. Un salarié sur sept travaille dans une branche dont les grilles de salaires commencent en-dessous du Smic, révèle un document de la direction du travail, révélé par l'AEF et Les Echos. Au total, 15% des branches professionnelles sont concernées, soit 1,6 millions de salariés.

Les enseignants du privé, les fleuristes, les salariés du commerce ou du transport aérien, et surtout ceux de la branche des particuliers employeurs, peuvent donc commencer leurs carrières en dessous des 1398 euros bruts mensuels du salaire minimum à temps plein.

Si tous les salariés ne sont pas payés au salaire d'entrée des grilles, il tire toutes les rémunérations vers le bas. Le coup de pouce au Smic, annoncé par le gouvernement pour fin juin, fera pourtant mécaniquement augmenter la part des branches dont au moins un coefficient commence sous le salaire minimum, rappelle le quotidien économique: 1% de hausse ferait commencer 70% des branches sous la barre du Smic. (lexpress.fr 18.06)

Economie

1- Espagne

Le taux à dix ans de l'obligation espagnole atteint son plus haut niveau historique, à 7,061 %.

Le taux d'emprunt à 10 ans de l'Espagne inversait la tendance lundi matin et se tendait très nettement pour dépasser les 7% et afficher un nouveau record, signe que les craintes sur la zone euro ont repris le dessus, malgré l'ussue jugée positive du vote grec.

A 10H12, le rendement de l'emprunt espagnol de référence, qui évolue en sens inverse de la demande, montait à 7,061%, contre 6,838% vendredi soir. Ce taux s'était pourtant nettement détendu en début de séance, grâce au bref répit permis par la victoire de la droite pro-euro en Grèce.

Le taux de créances douteuses des banques espagnoles, indice de leur vulnérabilité, a encore progressé en avril, atteignant un nouveau record depuis 1994 à 8,72%, a annoncé lundi la Banque d'Espagne. Les créances douteuses, principalement des crédits immobiliers susceptibles de ne pas être remboursés, s'élevaient en avril à 152,740 milliards d'euros, soit 8,72% du total des créances, contre 8,37% en mars et 8,15% en février. Son taux de créances douteuses, qui n'était que de 3,37% fin 2008, s'est fortement détérioré depuis le début de la crise.

Fin 2011, les banques espagnoles accumulaient dans leurs bilans pour 184 milliards d'euros d'actifs immobiliers considérés comme problématiques, car à la valeur incertaine, soit 60% de leur portefeuille. (lexpansion.com 18.06)

2- Inde

L'agence de notation Fitch a abaissé lundi les perspectives de l'Inde de "*stables*" à "*négatives*", citant les risques sur la croissance à moyen-long terme et les progrès limités du pays en matière de réduction du déficit, mais elle maintient pour le moment sa notation à "BBB-".

L'agence de notation appelle par ailleurs la troisième puissance économique d'Asie à lancer des mesures pour créer un environnement davantage favorable aux investissements privés.

L'Inde est en proie à une inflation tenace (+7,55% en mai sur un an), au déficit public le plus important des économies émergentes, à une situation budgétaire fragile et à un net ralentissement de sa croissance.

Standard and Poor's a en outre prévenu la semaine dernière que l'Inde pourrait être le premier pays des Bric (Brésil, Russie, Inde, Chine) à voir sa note dégradée, à moins que le géant asiatique ne s'engage sur la voie des réformes. (AFP 18.06)

Haut de page

Le 20 juin

CAUSERIE

J'ai enfin remis mon dossier complet pour l'extension de mon visa. Comme il ne sera valable que 6 mois et quil faut s'y prendre au minimum trois mois à l'avance pour obtenir un visa de 15 ans, cela signifie que je serai bon pour tout recommencer dans deux mois.

Ce matin sur les coups de 10h je suis allé à ma banque pour qu'ils établissent en mon nom un chèque à l'ordre du ministère des Affaires étrangères (external affaires en anglais), comme une nouvelle fois ils s'étaient trompés en l'établissant au nom de mon épouse alors que j'avais pris soin d'écrire sur un papier mon nom et mon prénom, ils ont corrigé l'erreur au stylo, sauf qu'au bureau d'immigration ils l'ont refusé, je dois donc retourner à ma banque pour le faire annuler et en faire établir un autre d'ici le 10 juillet date à laquelle je suis censé récupérer mon visa.

Hier j'ai tapé un scandale au bureau d'immigration car cela faisait déjà 5 fois que j'y venais et je me voyais mal barré avec des employés débiles, c'est donc la chef de ce bureau qui a réglé le problème et en 24h tout est terminé. Ils font littéralement chier tout le monde mais personne n'ose rien dire, à croire que le monde est peuplé d'esclaves, moi je gueule et le problème est résolu en moins de deux, il faut dire aussi que la dernière fois j'avais porté l'affaire devant leur hiérarchie à Chennai et je leur ai rappelé, du coup j'ai eu le droit à une tasse de thé ! Qu'est-ce qu'il ne faut pas faire pour se faire respecter un tant soit peu, c'est le minimum.

Vous voyez, vous pouvez critiquer la détermination et la violence dont je fais preuve dans mon comportement et mon discours politique, je ne suis pas différent dans la vie quand j'estime que c'est nécessaire, c'est aussi parfois une question de survie, personne ne peut me faire taire, qui pourrait justifier qu'on se laisse piétiner ? Je veux bien volontiers me faire le porte-parole des militants qui refusent le discours convenu, mielleux de nos dirigeants, qui ne se reconnaissent dans aucun parti ouvrier, c'est d'ailleurs un peu la fonction que je remplis ici. Ni béni oui-oui, ni opportuniste, ni gauchiste, ni aventurier, tout simplement révolutionnaire, communiste, léniniste.

Il y a des sujets sur lesquels j'aurais voulu intervenir mais je n'en ai plus le temps :

- le G20 a accouché d'une souris ;

- le Parlement européen et la Commission européenne ont pondu un réglement à l'adresse de l'aristocratie financière, que celle-ci pourra contourner à loisir, sans compter les exceptions qu'il comporte pour lui être agréable ;

- l'article (dans cette page) sur la vampirisation de l'Europe par l'Allemagne qui remonte (au moins) à Maastricht, montre qu'il existait en France et dans l'UE une volonté politique manifeste de renforcer l'hégémonie économique allemande au détriment des autres pays de l'UE, pour briser leur résistance à l'orientation du capitalisme mondial dont l'Allemagne est la tête de file en Europe. Au-delà, peut-on affirmer que les mêmes rapports antagoniques que dans les années 30 se mettent en place en Europe ?

- Le PS dispose de tous les pouvoirs institutionnels. Ce qui ne l'empêchera pas d'entonner toujours le même discours, lire plus loin comment il va s'y prendre, comme d'habitude, c'est incontournable. Comme je rédige ce passage plus tard, je rajoute un mot.

Quand il n'est pas au pouvoir, il dit : vous aller voir ce que vous allez voir quand on y sera, et quand il y est, il ne se démonte pas qu'est-ce que vous croyez, comme par enchantement plus rien n'est possible. A croire alors qu'ils sont inutiles, pour ce qui nous concerne cela ne fait aucun doute, mais pas tant que cela en ce qui concerne le régime, la suite ci-dessous.

Faites tomber les masques

Tempête dans un verre d'eau, déclarations grandiloquentes sans lendemain, intentions dépourvues de moyens pour les appliquer et aussitôt abandonnées...

Comment procède depuis toujours le PS (et le PCF) quand ils parviennent au pouvoir ?

1- Avant (les élections), ils annoncent des mesures ou des réformes sociales plus ou moins importantes.

2- Après, ils temporisent en attendant d'avoir un audit (Cour des comptes) de la situation économique du pays.

3- Quand ce rapport tombe ou que les capitalistes ont commencé à saboter l'action du gouvernement, ils révisent leurs ambitions à la baisse, en reportent une partie à plus tard ou aux calendes grecques.

4- Si cela ne suffit pas, les capitalistes augmentent la pression sur le gouvernement, ils le menacent, ils organisent la spéculation, la fuite des capitaux, la hausse des prix, cela peut aller jusqu'au lock out ou organiser la pénurie sur certaines marchandises de première nécessité, le tout alimenté par les médias et la presse internationale, soutenu par les autres gouvernement du vieux monde.

5- Finalement, les sociaux-libéraux et les staliniens se refusent à appeler à la mobilisation générale des masses, ils capitulent devant la Bourse et les banquiers, il perd tout appui dans la société et aux prochaines élections si leur majorité tient jusque là, ils seront balayés par le parti de l'ordre revenant en force au pouvoir.

Ce qu'il faut bien comprendre, c'est qu'à l'origine de ce processus se situe l'acceptation par le PS (et le PCF) du cadre fixé par la société telle qu'elle est, c'est-à-dire le rapport entre les classes qui demeure favorable à la classe capitaliste qui détient le pouvoir et auquel il ne compte pas s'attaquer.

Prisonnier de ce cadre, il ne peut que gouverner pour la classe des capitalistes, les dirigeants du PS (et du PCF) le savent pertinemment, cela ne leur cause pas vraiment un problème puisqu'ils sont eux-mêmes entièrement soumis à l'ordre établi qu'ils ont mission de défendre, représenter et maintenir en l'état.

Ce serait ignorer un siècle de lutte des classes que de croire que le PS (et le PCF) ignorait ce qui l'attendait avant de parvenir au pouvoir. Ils savaient pertinemment qu'ils allaient être une nouvelle fois confrontés au processus que nous venons de décrire. Feindre de l'ignorer relève de toute évidence de la mauvaise foi ou de la malhonnêteté intellectuelle, mais c'est nécessaire pour justifier leur volte-face ou leur reniement à venir, pour expliquer qu'ils ne pourront pas tenir certaines promesses ou faire davantage en direction des travailleurs.

Ainsi ils témoignent de leur subordination totale au régime, dans quel camp il se situe, leur véritable nature réactionnaire pour ce qui est du PS, contre-révolutionnaire pour ce qui est du PCF.

En résumé, voilà comment se décline ce mécanisme bien huilé :

1- on voudrait bien faire quelques chose pour vous être agréable,

2- mais voilà la situation ne nous le permet pas,

3- nous sommes désolés,

4- croyez bien que nous n'y sommes pour rien.

Ils ne peuvent pas se justifier autrement, cela leur est impossible. Ils sont payés pour faire ce sale boulot, c'est leur gagne-pain, ils n'existent pour cela notamment.

Le sachant dès le départ, sachant dès le départ que leur tâche consistera à mentir aux masses, à les manipuler jusqu'à un certain point car les travailleurs ne sont pas complètement stupides, camarades, voilà des gens sans principe ni scrupule en dehors

de ceux qu'ils partagent avec les représentants officiels de la classe capitaliste, qui savent que pour faire carrière ils vont devoir faire un sale boulot, hypocrite, criminel, cela ne les rebute pas le moins du monde, ils signent des deux mains, s'y engagent à fond, se battent pour monter dans l'appareil, pour être mandatés candidats lors des différentes élections car finalement leur engagement politique se confond avec leur ambition personnelle, ils n'ont rien à faire du reste, la souffrance ou la détresse des masses il la taite entre le fromage et le dessert, ce sont des être ignobles, scélérats au possible puisqu'ils se présentent sous un faux masque, celui du socialisme qui est leur pire ennemi en vérité.

Vous imaginez bien que pas un instant il ne nous est venu à l'esprit de leur apporter le moindre soutien lors des élections qui viennent d'avoir lieu. Le PS et le PCF portent la responsabilité incommensurable de l'état détestable de la société et du monde tels qu'ils sont, du cours de l'histoire au XXe siècle avec toutes ses tragédies humaines.

Il y a pire encore, était-ce possible pensiez-vous peut-être, hélas oui, c'est que rien n'arrête ces gens-là qui ont les mains remplies du sang de notre classe. Ils vont jusqu'à oser se prétendre humanistes en créant ou animant des associations telles la Ligue des droits de l'homme ou Amnesty internationale qui dénoncent les atteintes aux droits de l'homme dont ils sont directement les complices à travers leur politique réactionnaire ou leur refus de rompre avec les gouvernements ou les institutions qui sont coupables de graves atteintes aux droits politiques des travailleurs, quand ils ne les ignorent pas carrément.

Là aussi, ils savent pertinemment ce qu'ils font. Ils sont complices des bourreaux des peuples auxquels ensuite ils entendent porter secours en dénonçant leurs bourreaux, plus sordide c'est impossible.

Quand on a cela à l'esprit, on ne peut pas épargner cette pourriture comme le font certains.

Comment pourrait-on se représenter simplement le PS (et le PCF) ?

Vous vous tenez debout face à un grand miroir et vous demandez à quelqu'un de jouer le rôle d'un représentant de ces partis, vous lui demandez de se positionner derrière vous de façon à ce que vous ne voyiez que sa silhouette, vous lui demandez de sourire de préférence, puis vous lui demandez de prendre un couteau en lui disant de se tenir prêt à vous en donner un coup dans le dos à l'improviste, quand il estimera nécessaire de mettre fin à cette comédie.

Notre maheur, car c'est dramatique, c'est qu'il y en a parmi nos dirigeants qui ne l'ont pas encore compris, à croire que la société les a épargnés au cours de leur existence et qu'il leur faille à tout prix être confrontés à certaines expériences pour en comprendre les tenants et les aboutissants, à moins qu'ils soient consciemment les complices de la barbarie.

Pour terminer. Tenez, un exemple tout chaud du jésuistisme des sociaux-libéraux.

Quand au Caire les manifestants scandent "*A bas le pouvoir militaire*" ou "*la légitimité appartient au peuple*" après le coup d'Etat institutionnel des généraux, Hollande demande aux militaires de bien vouloir avoir l'obligeance de respecter les quelques avancée démocratiques issues du soulèvement révolutionnaire qui a entraîné la chute de Moubarak qu'ils sont justement en train de piétiner.

Autrement dit, Hollande l'ouvre pour ne rien dire, c'est le discours d'un impuissant ou plutôt d'un complice du régime en place en Egypte soutenu par l'impérialisme américain.

1- Il a dit ce qu'il avait à dire selon lui, il a fait son devoir,

2- il ne doit pas interférer dans les affaires intérieures d'un autre pays,

3- en conclusion, il est blanc comme neige,

4- et personne ne peut rien lui reprocher

5- ainsi la boucle est bouclée.

Bordel, fermez-là, camarades, au lieu de toujours tout critiquer !

Actualité en titres

Bruit institutionnel

- Les langues se délient à l'UMP contre la "*droitisation*" - AFP

- La Droite populaire pose la question des alliances entre UMP et FN - L'Express.fr

- Exclu de l'UMP, Solère est réintégré le lendemain de sa victoire - LeMonde.fr

- Bertrand défie Jacob à l'Assemblée et lance le match Copé-Fillon pour l'UMP - AFP

- Trois candidats en lice pour la présidence du groupe UMP: Jacob, Bertrand et Gaymard - AFP

- Groupe UMP : un duel Jacob/Bertrand aux allures d'avant-match Copé/Fillon - Public Sénat

- UMP: Copé, Fillon, Juppé, quelles sont leurs forces pour prendre la présidence du parti ? - L'Express.fr

- Bataille pour le perchoir : pour Bartolone et Glavany, il n'y a pas de parité qui tienne - LePoint.fr

- Présidence de l'Assemblée: Elisabeth Guigou se dit "*préparée et très motivée*" - AFP

INFOS EN BREF

Politique

1- France

Jean-Louis Borloo a ainsi annoncé dans la journée la création d'un groupe "*Union des démocrates et indépendants*" (UDI) rassemblant les élus du Parti radical, du Nouveau Centre ainsi que des députés indépendants. Jean-Christophe Lagarde, député de Seine-Saint-Denis, annonce sur Twitter que le groupe sera présidé par Jean-Louis Borloo, le président du parti radical et député du Nord et que François Sauvadet, député Nouveau Centre de Côte-d'Or, en serait le vice-président.

"*La France avait besoin d'un groupe qui s'attache aux valeurs de la République, qui se situe clairement dans l'opposition et travaille avec l'autre groupe d'opposition*", a expliqué M. Borloo en se disant "*heureux*" de la création de ce nouvel ensemble qu'il jugeait "*indispensable*".

Le Nouveau Centre a annoncé rejoindre le groupe UDI. "*Nous allons bien sûr rejoindre ce nouveau groupe*", a annoncé Philippe Vigier, en expliquant que les partisans d'Hervé Morin souhaitaient avant tout que les centristes aient "*une expression forte à l'Assemblée nationale*". Hervé Morin a annoncé mardi soir rejoindre le groupe créé par Jean-Louis Borloo.

André Chassaigne, député PCF du Puy-de-Dôme, a annoncé quant à lui être en bonne voie pour former un groupe du Front de gauche avec des députés ultra-marins. Il en serait le président. Cette solution permettrait aux députés du Front de Gauche d'éviter d'avoir à demander un abaissement à dix députés le seuil nécessaire pour constituer un groupe. (lemonde.fr 19.06)

2- Grèce

Les conservateurs de Nouvelle Démocratie, les socialistes du Pasok et le petit parti de la Gauche démocratique se sont engagés mardi à former rapidement un nouveau gouvernement.

Evangelos Venizelos, le chef du Pasok, a estimé possible que le nouveau gouvernement de coalition soit annoncé dès mercredi à la mi-journée.

Le chef du Pasok a ajouté que son parti soutiendrait "*de tout coeur*" un gouvernement dirigé par Antonis Samaras, le chef des conservateurs de Nouvelle démocratie arrivés en tête des législatives dimanche, mais qu'il n'avait pas encore décidé quelle forme prendrait sa participation.

Antonis Samaras a souligné dès lundi que la Grèce respecterait ses engagements envers l'Union européenne, le Fonds monétaire international et la Banque centrale européenne.

"*Nous devrons dans le même temps procéder aux amendements nécessaires à l'accord de renflouement, afin de soulager la population face à un chômage persistant et aux énormes sacrifices qui lui sont demandés*", a-t-il cependant ajouté.

Des propos qui ont recueilli l'assentiment d'Evangelos Venizelos.

"*Il est nécessaire de former une équipe de négociateurs pour s'occuper de la révision des termes les plus rigoureux de l'accord de financement*", a dit le dirigeant socialiste mardi matin à l'issue d'un entretien avec Fotis Kouvelis, responsable de la Gauche démocratique.

Fotis Kouvelis s'est pour sa part montré plus prudent qu'Evangelos Venizelos sur la date de formation du gouvernement.

"*Il y aura un gouvernement mais je ne sais pas s'il sera formé ce soir. Je pense que nous aurons un accord avant la fin de la semaine*", a-t-il dit à la presse.

"*Il y a encore des points en suspens concernant le programme du gouvernement et concernant les termes (du plan de sauvetage) dont la Grèce doit se désengager.*"

La renégociation de l'aide internationale qui se profile a permis au leader de Syriza Alexis Tsipras, arrivé en deuxième position aux élections législatives, de dire qu'il avait remporté la bataille dans le début sur l'austérité.

"*Ce que Syriza dit depuis le début c'est que le plan de sauvetage n'est pas viable et ne peut se poursuivre*", a déclaré Alexis Tsipras à Reuters. "*Maintenant, tout le monde le reconnaît*". (Reuters 19.06)

3- Egypte

3.1- Les deux candidats, Ahmed Chafiq et Mohammed Morsi, se proclament toujours vainqueurs chacun de leur côté. Mais c'est maintenant le peuple qui gronde. Une grande manifestation se préparait mardi soir place Tahrir avec la participation des Frères musulmans pour se révolter contre le « *coup constitutionnel* » de l'armée qui a dissous le Parlement dimanche et veut apporter des modifications à la prochaine Constitution. Ces nouvelles dispositions, vivement contestées et assimilées à un « *coup d'Etat* » sont contenues dans une « *déclaration constitutionnelle complémentaire* ». (20minutes.fr 19.06)

3.2- Des milliers d'Egyptiens manifestaient mardi au Caire pour dénoncer le "*coup constitutionnel*" des militaires au pouvoir, qui viennent de s'octroyer de vastes prérogatives leur permettant de rester aux commandes quelle que soit l'issue de l'élection présidentielle.

Les appels à manifester ont été lancés par des organisations de jeunes militants pro-démocratie rejoints par les Frères musulmans, première force politique d'Egypte et rivaux historiques des militaires qui dominent le système depuis la chute de la monarchie en 1952.

Le rassemblement se tenait sur la célèbre place Tahrir dans le centre de la capitale, et des cortèges devaient se diriger vers le siège de la chambre des députés, toute proche, qui vient d'être dissoute.

"*A bas le pouvoir militaire*" ou "*la légitimité appartient au peuple*", scandaient en fin d'après-midi des centaines de manifestants, parmi lesquels de nombreux islamistes, progressivement rejoints par de nombreuses autres personnes. Les manifestations au Caire battent actuellement leur plein en soirée, en raison des fortes chaleurs de la journée.

Le Conseil suprême des forces armées (CSFA), au pouvoir depuis le départ en février 2011 de Hosni Moubarak, a confirmé lundi sa volonté de remettre l'exécutif au futur président avant la fin juin.

Mais le prochain chef de l'Etat se trouvera en pratique dans l'incapacité de faire passer la moindre loi sans l'assentiment des militaires, qui ont décidé de récupérer à leur compte le pouvoir législatif à la suite de la dissolution de l'Assemblée du peuple, dominée par les islamistes.

L'armée se réserve aussi le droit d'intervenir dans le processus de rédaction de la future Constitution et gardera la haute main sur le système répressif grâce aux renseignements et à la police militaires, autorisés à arrêter des civils.

Elle se réserve également toutes les questions la concernant directement, dont le droit de nomination ou révocation au sein de sa haute hiérarchie, se mettant ainsi à l'abri de tout changement que pourrait souhaiter le prochain président. (AFP 19.06)

4- Pakistan

La Cour suprême pakistanaise a déclenché mardi une crise politique aux conséquences encore incertaines en déclarant le Premier ministre, Yusuf Raza Gilani, inapte à l'exercice de ses fonctions.

Le chef du gouvernement a été condamné fin avril pour outrage à la cour en raison de son refus de rouvrir des enquêtes pour corruption contre le président Asif Ali Zardari.

"*Etant donné qu'aucun appel n'a été déposé (contre la condamnation du 26 avril) (...), Yusuf Raza Gilani n'est plus qualifié en tant que membre du Majlis-e-Shoora (parlement)*", a déclaré le président de la Cour suprême, Iftikhar Chaudhry.

"*Il a également cessé d'être Premier ministre du Pakistan (...) le poste de Premier ministre reste vacant*", a-t-il dit.

Yusuf Raza Gilani est le premier chef du gouvernement en exercice de l'histoire du Pakistan ainsi destitué par la Cour suprême.

Mais pour Fawad Chaudhry, avocat et proche conseiller de Gilani, seul le parlement est habilité à démettre le Premier ministre de ses fonctions.

Or le Parti du peuple pakistanais (PPP, au pouvoir) et ses partenaires de coalition ont un nombre suffisant de députés pour maintenir le statu quo ou élire un nouveau Premier ministre jusqu'à la fin de l'actuelle législature début 2013.

En 2007, des milliers d'affaires de corruption avaient été abandonnées en vertu d'une loi d'amnistie voulue par le président de l'époque, Pervez Musharraf, afin de permettre le retour à un régime civil. Mais deux ans plus tard, la Cour suprême a invalidé cet accord et ordonné la réouverture de plusieurs dossiers de blanchiment d'argent impliquant Zardari.

Gilani a cependant refusé d'obéir à une injonction de la Cour réclamant que le gouvernement écrive aux autorités suisses pour leur demander de rouvrir des poursuites contre le chef de l'Etat, qui bénéficiait selon Gilani de l'immunité en tant que président.

Le maintien au pouvoir de Gilani pourrait aggraver les tensions avec une Cour suprême qui intervient de plus en plus dans le jeu politique, estime un expert en droit, Salman Raja.

"*Je ne considère pas cela comme un blocage constitutionnel majeur à moins que le PPP ignore cette décision*", dit-il.

Le jugement de la Cour suprême replace également son président Iftikhar Chaudhry au centre de l'échiquier. En 2007, ce dernier s'était illustré en s'opposant au président Pervez Musharraf qui s'employait à se maintenir au pouvoir.

Le président de la Cour suprême a également multiplié les procédures contre le gouvernement pour des affaires de corruption. Il n'a pas non plus hésité à mettre en cause l'armée, qui a dirigé le pays pendant près de quarante ans depuis l'indépendance en 1947, dans plusieurs dossiers.

La destitution de Gilani intervient cependant dans un contexte difficile pour Iftikhar Chaudhry lui-même.

Un milliardaire de l'immobilier, Malik Riaz, a en effet accusé mardi le président de la Cour suprême d'avoir fermé les yeux sur des versements illicites à son fils Arsalan Iftikhar.

Riaz, qui est poursuivi pour fraude, dit avoir versé près de 3,6 millions de dollars de pots-de-vin au fils du chef du tribunal. Arsalan Iftikhar nie toutes ces allégations. (Reuters 19.06)

5- Grande-Bretagne

Julian Assange a provoqué un nouveau coup de théâtre en se réfugiant mardi à Londres à l'ambassade d'Equateur, pays à qui il demande l'asile politique après avoir épuisé en 18 mois de bataille juridique tous ses recours au Royaume-Uni pour échapper à une extradition en Suède.

"*Je confirme que je suis arrivé aujourd'hui à l'ambassade d'Equateur où j'ai cherché un sanctuaire diplomatique et demandé l'asile politique. Cette demande a été transmise au ministère des Affaires étrangères à Quito*", a déclaré le fondateur de WikiLeaks dans un communiqué diffusé en début de soirée.

Aux abonnés absents pendant plus de trois heures, le Foreign Office s'est fendu dans la soirée d'un communiqué précisant "*qu'en raison de sa présence à l'ambassade équatorienne, M. Assange se trouvait en territoire diplomatique, hors de portée de la police*".

"*Nous chercherons à résoudre cette situation aussi vite que possible avec les autorités équatoriennes*", a ajouté le ministère.

Le nouveau rebondissement a été dévoilé à Quito par le chef de la diplomatie équatorienne, Ricardo Patiño. "*Julian Assange a demandé l'asile politique auprès de la mission diplomatique de l'Equateur à Londres*" et le "*gouvernement équatorien examine cette requête*", a-t-il dit à la presse.

Fin 2011, le vice-ministre équatorien des Affaires étrangères avait déjà suggéré à titre personnel d'offrir l'asile à M. Assange, une proposition finalement rejetée par le président du pays Rafael Correa.

En avril dernier toutefois, M. Correa avait été interviewé sur internet par Assange. Il avait alors estimé que ce dernier avait été "*persécuté, calomnié et lynché médiatiquement*", tout en le décrivant comme l'homme qui avait "*mis en échec*" les Etats-Unis.

Un porte-parole de l'ambassade équatorienne, établie dans un quartier chic de l'ouest de la capitale britannique, a indiqué que Quito entendait recueillir "*les points de vue des gouvernements du Royaume-Uni, de la Suède et des Etats-Unis (...) afin de rendre une décision appropriée, conforme au droit international*". (AFP 19.06)

Social

1- France

La direction de la CGT, réunie mardi, a obtempéré à l'appel de Bernard Thibault et a reporté à la rentrée de septembre le débat sur sa succession, sujet qui a plongé depuis des mois le premier syndicat français dans une crise interne sans précédent.

La commission exécutive d'une cinquantaine de membres était réunie à huis clos au siège de la CGT à Montreuil, aux portes de Paris, pour débattre de la préparation du Congrès de Toulouse en mars 2013.

"*Après débat, la Commission exécutive a décidé par consensus*" que lors d'une de ses prochaines réunions de la rentrée - 4 ou 18 septembre - "*elle examinera le calendrier et la procédure*" pour le choix "*du futur ou de la future secrétaire générale de la CGT*", a indiqué la centrale à l'AFP.

Les débats de la journée de mardi ont été axés sur "*la conception de la future direction confédérale*" et se poursuivront mercredi sur les "*documents d'orientation*" en vue du Congrès.

"*Aujourd'hui, ce qu'on cherche c'est une nouvelle personnalité qui pourrait rassembler l'organisation*", souligne un membre de la direction. Mais, pour l'heure, aucun homme ou femme providentiel ne s'est manifesté. (AFP 19.06)

2- Etats-Unis

Près d'un Américain sur sept (15,1% de la population des Etats-Unis) était dépourvu de couverture maladie en 2011, selon une étude des services de santé américains publiée mardi.

Quelque 46,3 millions de personnes (15,1%) n'étaient pas assurées au moment où elles étaient interrogées, 58,7 millions (19,2%) n'avaient pas été assurées à un moment de l'année précédant l'entretien et 34,2 millions (11,2%) n'étaient pas assurées depuis plus d'un an, selon cette enquête des Centres de contrôle des maladies (CDC).

L'étude est publiée alors que les Etats-Unis attendent une décision de la Cour Suprême, la plus haute juridiction du pays, sur une réforme emblématique du président Barack Obama qui rend obligatoire la couverture maladie. Quelque 7% des enfants de moins de 18 ans n'étaient pas assurés au moment de l'entretien, comme 27,9% des 19-25 ans, soit 8,4 millions de personnes, détaille l'étude.

Le nombre de personnes non assurées baisse dans toutes les tranches d'âge par rapport à l'année précédente, remarque l'étude, qui montre que sont surtout touchés les personnes pauvres (40% sont sans assurance), les Hispaniques, les non-diplômés et les chômeurs. Les chiffres publiés sont des projections nationales se basant sur des entretiens réalisés dans 32 des 50 Etats américains. (lexpansion.com 19.06)

Economie

1- G20.

La croissance est le maître-mot retenu par les chefs d'Etat et de gouvernement du G20 réunis à Los Cabos (Mexique), qui devaient publier mardi une déclaration commune reflétant leur préoccupation pour l'économie européenne.

"*Nous nous engageons à adopter les mesures nécessaires pour renforcer la demande, soutenir la croissance mondiale et restaurer la confiance*", affirment ces pays riches et émergents dans un projet de communiqué dont l'AFP a obtenu une copie.

"*Une croissance forte, durable et équilibrée reste la priorité numéro un du G20, car elle engendre une création d'emplois plus importante et accroît le bien-être des peuples dans le monde entier*", ajoutent-ils.

"*Nous maintenons notre engagement à réduire les déséquilibres en renforçant les finances publiques des pays avec des politiques saines et durables qui prennent en compte les évolutions de la conjoncture économique*", lit-on dans le projet de communiqué.

Mme Merkel a qualifié les discussions d'"*équilibrées*". "*Nous avons besoin d'un bon dosage de rééquilibrage budgétaire et de relance de la croissance simultanément*", a-t-elle dit. (AFP 19.06)

Ou quand le bon mot du fou du roi vient au secours de son maître... Hollande a ainsi trouvé un rôle à sa mesure, on comprend pourquoi il affecte une telle modestie. Mais attention, tout flatteur vit au dépend de celui qui l'écoute, Hollande ne tardera pas à en connaître le prix : sa tête !

2- UE

Les parlementaires européens ont édulcoré mardi un projet de réglementation des agences de notation, cédant ainsi à la pression des banques et des sociétés qui affirmaient que les nouvelles propositions n'étaient ni réalisables ni efficaces.

La disposition voulant que les entreprises changent d'agence de notation tous les trois ans ne s'appliquera plus qu'à des types de crédit bien particuliers, les crédits structurés, en a décidé la commission des affaires économiques du Parlement européen. La rotation, en outre, ne sera pas de trois ans mais de cinq ans.

Les grandes entreprises et banques européennes affirmaient que les obliger à changer d'agence alors qu'il n'y en a que trois grandes risquaient de les forcer à choisir des agences moins reconnues et donc moins crédibles aux yeux des investisseurs, américains en particulier.

L'un des buts de la réforme était d'introduire plus de concurrence dans un secteur qui, de l'avis des parlementaires, est gouverné par un oligopole.

Le commissaire à la Concurrence de l'Union européenne Joaquin Almunia en convient mais juge que la situation sera plus sûrement améliorée par la réglementation que par le droit de la concurrence.

Les Etats membres, qui ont leur mot à dire, avaient déjà donné leur accord pour que le changement d'agences ne se fasse que sur une certaine partie des produits structurés.

Pour autant, le texte, même moins ambitieux, suscite toujours l'opposition de certains professionnels du secteur financier.

L'Association pour les marchés financiers en Europe (AFME), groupe de pression des grandes banques, juge excessive la rotation obligatoire et, selon elle, elle risque de mettre à mal le redressement du marché de la titrisation, vital pour le refinancement des banques.

En revanche, d'autres dispositions devraient s'appliquer comme prévu. Le Parlement accepte qu'un investisseur puisse poursuivre une agence de notation au civil, s'il estime qu'elle a enfreint les règles.

Les députés ont également avalisé le principe d'obliger les agences à limiter à deux ou trois dates fixées par avance chaque année, et établies dans un calendrier annuel, les changements de notation des dettes souveraines de l'UE.

La règle pourrait faire l'objet d'exceptions dans le cas de circonstances exceptionnelles.

Après ce vote, les négociations entre le Parlement et les Etats de l'UE vont s'ouvrir sur un texte définitif qui doit entrer en vigueur cette année ou la prochaine.

Il est vraisemblable que les Etats contesteront en partie le vote du Parlement. (Reuters 19.06)

3- France

La crise économique et financière a entraîné un manque à gagner de près de 140 milliards d'euros par an pour la France, soit près de 7 points de produit intérieur brut (PIB), a révélé mercredi l'Insee, pour qui la récession en 2009 a été plus profonde encore qu'estimé jusqu'ici.

Selon l'Institut national de la statistique et des études économiques, l'économie française reste durablement affectée par la crise.

Elle "*n'a pas commencé à rattraper le +terrain perdu+ pendant la +grande récession+*", souligne-t-il dans un "*éclairage sur l'évolution de l'économie française depuis la récession de 2009*".

D'une manière générale, relève l'Insee, les pertes d'activité enregistrées dans d'autres pays lors de crises financières comparables n'ont "*pas (été) rattrapées, même s'il y a des exceptions*".

"*Deux ans après la sortie de récession, l'économie française retrouve tout juste le niveau d'activité de 2008, la production manufacturière demeurant même inférieure de plus de 5% à son niveau d'avant-crise*", souligne-t-il encore.

L'Insee a révisé en outre à la hausse son estimation de "*l'ampleur de la récession*" constatée en 2009, avec un recul du PIB porté à 3,1% contre 2,7% selon son estimation précédente, "*recul historique*" sans équivalent depuis la Seconde Guerre mondiale.

A l'inverse, l'estimation "*semi-définitive*" de la croissance du PIB en 2010 a été relevée à 1,7% contre 1,5% annoncés précédemment, celle de 2011 étant maintenue à 1,7% également.

Le pouvoir d'achat durablement touché

Les sept points de PIB perdus chaque année depuis 2009 représentent "*140 milliards d'euros d'activité en moins*" soit "*mécaniquement*" 70 milliards d'euros de recettes fiscales "*à l'horizon de deux ou trois ans*" qui ont concouru à l'accroissement des déficits publics, a déclaré Eric Dubois, directeur des études et des synthèses économiques.

L'Insee souligne avoir anticipé ce scénario médian dès 2010, envisageant un "*retour progressif à un rythme de croissance*" normal mais à un niveau inférieur à celui escompté avant la crise. Les deux autres scénarios envisagés à l'époque étaient celui d'un "*rattrapage intégral*" de la perte de croissance et celui d'un "*décrochement durable*".

Dans le détail, l'Insee précise que seule l'industrie agroalimentaire a retrouvé fin 2011 son niveau de production d'avant-crise tandis que les autres industries manufacturières (biens d'équipement, matériels de transport et "*autres*") affichaient une activité inférieure de 5%. Pour la cokéfaction et le raffinage, les conséquences étaient plus lourdes encore avec une production en recul de 22%.

La crise a eu également un impact durable sur le pouvoir d'achat individuel des Français. L'Insee qui l'avait encore annoncé récemment en progression de 0,4% en 2011, a revu sa copie mercredi pour annoncer finalement un recul de 0,1%.

En corollaire, l'évolution de la consommation des ménages, principal moteur de la croissance économique en France, a été "*très peu dynamique*" en 2011 (+0,3% après 1,4% en 2010) tandis que le taux d'épargne s'est "*un peu*" redressé (+0,2 point à 16,1%), note encore l'institut.

Celui-ci souligne par ailleurs que le taux de marge des sociétés produisant des biens et services non financiers a atteint fin 2011 son niveau le plus bas depuis 25 ans, en baisse de 1,5 point à 28,6%. Ce recul s'est accompagné d'une "*chute*" de leur épargne (-11,5%) et d'une "*forte baisse*" de leur capacité propre de financement (-14,6 points à 67,2%). (AFP 19.06)

Haut de page

Le 21 juin

CAUSERIE

J'ai ajouté 31 articles à lire dans les différentes rubriques de cette page.

J'ai ajouté également deux documents dans la Tribune libre. Le dernier numéro d'*Informations ouvrières* (205) confirme la dérive droitière du POI qui n'a d'indépendance que le nom par rapport au PS, à l'appareil de FO notamment, à l'Etat, on verra cela demain en détail.

Qui a dit ?

1- " *Je pense qu'il y a [eu] une forme de mépris, d'arrogance* " de la part de Ségolène Royal pendant la campagne pour les législatives et que " *cela lui a coûté cette élection en grande partie* ".

Cette phrase est signée Olivier Falorni qui a par ailleurs assuré, ce mercredi sur RMC, qu'il ne se considérait " *ni comme un héros, ni comme un salaud* ". (elle.fr 20.06)

C'était l'un des sujets de mes causeries des derniers jours.

Royal transpire, suinte la suffisance à plein nez, c'est l'apanage des gens faux ou médiocres et qui le savent. On pourrait même dire que c'est une forme de perte de contrôle de soi qui traduit l'incapacité dans laquelle on se trouve d'assumer ce qu'on est vraiment face à un auditoire ou dans une situation donnée.

Cela en impose aux esprits faibles qui ont développé un complexe d'infériorité et qui voit dans l'autorité la force qu'il leur manque pour s'affirmer eux-mêmes. En creusant un peu, on arriverait à la conclusion que les faibles s'identifient à leurs semblables dès lors qu'ils ne le manifestent pas ouvertement.

Il en va de même pour celui qui donne de la voix à tort et à travers. C'est le signe de l'impuissance qui s'exprime ainsi ou de l'impatience, de l'incompréhension ou de l'ignorance aussi.

2- "*Souvent, les écologistes ont ce petit travers de s'adresser prioritairement à ceux qui sont déjà convaincus, à se flatter entre eux. Alors que quand on a une campagne, il faut se mettre du point de vue de ceux qui ne partagent pas vos convictions*".

Ce constat est signé Nicolas Hulot qui a révélé mercredi avoir voté pour Jean-Luc Mélenchon au premier tour de l'élection présidentielle. (AFP 20.06)

C'est préférable à un vote Sarkozy, mais ce n'est pas cela qui nous intéresse ici. Hulot n'a pas une conscience politique bien développé comme nombreux de ses semblables qui n'y comprennent pas grand chose pour refuser de s'en tenir à la lutte des classes. Ce qu'il dit des écologistes, c'est ce que je n'arrête pas de répéter à propos des partis ouvriers qui militent finalement pour leur fond de commerce qu'ils entretiennent ainsi comme des lobbyistes. Une élite qui s'adresse à une élite, des gens qui vivent dans une bulle et qui sont pratiquement incapables d'en sortir ou quand ils y parviennent c'est pour s'y renfermer aussitôt.

Ils refont le monde à huis clos entre militants, ils pratiquent selon les circonstances l'autosatisfaction ou l'autoflagellation ou l'autocritique. Prêcher des convaincus, comme aurait pu dire Engels, c'est prêcher dans le désert ! En réalité, ils sont coupés des masses, c'est ce dont témoigne leur incapacité de s'adresser à eux dans un discours qu'elles pourraient saisir. Pourquoi ? Parce qu'ils n'ont pas confiance dans la capacité des masses à le saisir, sur le plan pratique, à accomplir les tâches politiques que nécessite la situation.

Du coup, il ne faut pas s'étonner que leur niveau de conscience politique ne progresse pas ou très lentement, et quand on sait que dans ce domaine il n'y a rien d'acquis, cela laisse la porte ouverte à une régression politique sans fin ou presque, la limite étant fixée par les conditions objectives qu'elles doivent affronter et dont la détérioration les pousse à passer à l'action.

Les rapports que l'avant-garde organisée entretient avec les masses exploitées sont inappropriés, inaudibles, erronés. Idem envers les appareils, les institutions et les autres classes. A croire que l'un ne va pas sans l'autre, ce serait intéressant de voir pouquoi dans ce cas-là.

Cela doit reposer sur une conception de la lutte de classe héritée de la première moitié du XXe siècle quand il existait de véritables partis ouvriers de masse, avant qu'ils ne basculent l'un après l'autre dans le camp de l'ennemi. Il s'agissait de véritables partis ouvriers dans la mesure où ils comptaient dans leur rang des centaines de milliers d'ouvriers.

La littérature de leurs partis et les discours de leurs dirigeants étaient imbibés de cette fibre populaire que discerne facilement l'ouvrier, dans laquelle il se reconnaît volontiers, dernièrement Mélenchon a su la faire revivre le temps d'une illusion malheureusement.

Ce qui est intéressant quand on n'hésite pas à communiquer ouvertement notre point de vue sur un tas de sujets, c'est qu'au fil du temps l'actualité se charge de valider ou non les idées qu'on a émises, d'en vérifier la teneur pour au final nous faire apparaître comme quelqu'un de sérieux ou de farfelu, c'est parfois cruel pour son auteur, mais au combien salutaire pour ses lecteurs qui savent ensuite à quoi s'en tenir, bon pas toujours, tout dépend de quels outils ils disposent en magasin pour interpréter les choses.

Le travailleur lambda, l'ouvrier de base, qui se préoccupe de savoir vraiment comment cela fonctionne dans sa tête, de quelle manière il appréhende la réalité ? Il y en a peut-être parmi vous qui vont penser que je radote ou que cette question n'a pas lieu d'être posée. Désolé, je considère qu'elle mériterait de figurer à l'ordre du jour d'un congrès d'un véritable parti ouvrier, elle

devrait même au centre des questions qu'il aurait à traiter en priorité, puisque finalement, selon la réponse qu'on lui apporterait découlerait la construction ou non du parti. Ce n'est donc pas une question de détail ou une option.

Tenez, il me revient en mémoire une expérience personnelle.

Quand je débutai mon apprentissage en mécanique dans un garage Renault à Courbevoie (92) au début des années 70, voici comment se déroula ma formation sur le tas.

Au départ je n'y connaissais rien ou presque, j'avais acquis un peu de théorie, pas suffisamment pour qu'on me confie le moteur ou la boîte de vitesses de votre voiture. J'étais encadré par un ou plutôt plusieurs mécaniciens qui avaient pour tâche de m'apprendre le métier. Je me suis tapé logiquement les besognes les plus ingrates histoire sans doute de me faire comprendre qu'elles étaient incontournables et qu'elles faisaient partie du boulot. Immédiatement, pour me mettre en condition, ils me dirent : ce que tu as appris (théoriquement) jusqu'à présent ne te servira à rien ou presque, mieux, tu l'oublies ou tu le mets de côté. J'allais rapidement comprendre ce qu'ils voulaient dire par là.

Pratiquement au même moment, je me suis retrouvé face à des excercices pratiques sur les voitures des clients que je réalisais sous les ordres de mon tuteur. Je balisais évidemment, j'avais peur de faire des conneries, de ne pas être capable de remonter ce que j'avais démonté précédemment, j'alignais soigneusement sur le sol chacune des pièces de chaque élément sans les mélanger, et lorsque le remontage était terminé, il ne devait rester aucun boulon, aucune rondelle en trop.

Me voyant faire, mon tuteur sourit et se fit un malin plaisir de tout mélanger d'un geste rapide de la main en me disant que si je n'étais pas capable de me souvenir de l'ordre dans lesquels je les avais démontés, il valait mieux changer de métier.

Ce qu'il voulut me transmettre ou me faire comprendre, c'était que pour faire un bon mécanicien, il faut être attentionné à ce qu'on fait du début à la fin, par exemple, que c'est seulement en désossant un moteur, en observant attentivement comment chaque élément a été façonné qu'on peut comprendre sa fonction et les rapports qu'il entretient avec les autres éléments avec lesquels il est contact, comment l'ensemble fonctionne, pour ensuite pouvoir déterminer rapidement quels éléments sont en cause lorsqu'un problème survient. On peut ajouter que chacun de nos gestes avait son importance.

Le boulot du mécanicien ne consiste pas à expliquer à l'aide de formules mathématiques savantes comment fonctionne un moteur, il s'en fout, cela ne l'intéresse pas, mais à faire en sorte que chaque élément soit à sa place et remplisse correctement la fonction pour laquelle il a été programmé.

Alors autant dire qu'en politique, les grands discours ou les grandes phrases, il s'en tape littéralement, il n'y comprend pas grand chose ou il n'a pas envie de se donner la peine de les comprendre, cela revient pour lui à tourner autour du pot ou à essayer de l'embobiner.

Tout est dit ici

- Hollande et Merkel contraints par la crise à s'entendre - Reuters.

Création d'obligations européennes, processus d'intégration politique, Paris et Berlin sont d'accord sur l'objectif mais "*divergent sur la méthode*", déclarait mardi Bernard Cazeneuve, ministre des Affaires européennes, à Reuters. (Reuters 20.06)

- Paris admet que les euro-obligations ne sont pas pour tout de suite - AFP

Le reste sera du même tonneau, c'était couru d'avance, on le savait, nous l'avions dit...

Cela ne signifie pas que nous serions pour telle ou telle mesure européenne, nous les rejetons en bloc, nous ne nous reconnaissons pas dans l'UE et dans le gouvernement capitaliste Hollande-Ayrault-Fabius.

S'ils sont contraint de s'entendre, ne serait-ce pas parce que Merkel et Hollande sont au service de la même classe ? Alors à quoi revenait le vote Hollande ? A choisir la meilleure "*méthode*" qui leur permettrait plus sûrement de parvenir à leur fin. Est-ce à dire qu'on s'en est fait ainsi le complice ? Il y a fort à parier apparemment, non ? Vous avez une autre explication ?

Heureusement que la majorité des travailleurs n'ont pas suivi les consignes de vote qui leur ont été données en refusant de cautionner cette mascarade, Hollande sait que sa "*majorité*" ne repose que sur un électeur sur quatre à l'arrivée.

INFOS EN BREF

Social

Grande-Bretagne

1- Chômage en hausse

Le nombre de chômeurs au Royaume-Uni a progressé en mai, selon les données publiées mercredi par l'Office national de la statistique, une nouvelle indication de la mauvaise santé économique du pays.

Le nombre de personnes sans emploi au sens du BIT a cependant reculé de 51.000 sur les trois mois à fin avril pour s'établir à 2,615 millions.

Le taux de chômage reste stable à 8,2%, conformément aux attentes des analystes.

D'après des données publiées séparément, le nombre d'employés du secteur public a chuté de 39.000 à 5,899 millions au premier trimestre. (Reuters 20.06)

2- Génération sacrifiée

À l'heure où le débat sur les rythmes scolaires repart de plus belle en France, les Anglais lancent eux aussi une réflexion sur la répartition des temps d'école et de loisirs pour leurs bambins. Mais alors que les Français ne jurent que par les prêches des chronobiologistes, on évoque outre-Manche l'éventualité de subvenir aux besoins des parents en laissant les écoliers sur leurs bancs jusqu'à... 20 heures. Rien que cela.

Une commission, présidée notamment par la ministre des Enfants, va en effet se pencher sur une problématique chère au Premier ministre britannique, David Cameron : comment réduire les coûts de garde d'enfants, l'un des postes budgétaires les plus lourds pour les familles ? "*Les parents qui travaillent veulent que leurs enfants soient pris en charge après l'école ou pendant les vacances dans un environnement sûr, agréable et abordable. Nous voulons faire tout notre possible pour réduire les coûts liés à la garde d'enfants*", a assuré le Premier ministre. Seuls quatre parents anglais sur dix pensent qu'il y a suffisamment de systèmes de garde pour les plus de cinq ans, alors que le budget de ce poste par habitant y est le plus important d'Europe.

L'État compte également étudier l'éventualité d'allègements fiscaux supplémentaires. Downing Street s'est d'ores et déjà engagé à ce que la commission étudie l'efficacité des aides de l'État et identifie les formalités administratives inutiles qui grèvent les coûts sans améliorer la qualité des services rendus. Noble cause ! Autre piste : la Commission cherchera comment favoriser l'accueil extrascolaire au sein même des écoles, après les cours ou pendant les vacances.

D'autres solutions plus radicales sont envisagées. Ainsi, autoriser les assistantes maternelles à garder plus d'enfants en même temps, de manière à ce que les parents puissent se partager les coûts entre eux. Une députée conservatrice a proposé que le ratio d'un adulte pour trois enfants soit élevé à un pour cinq enfants de moins de 5 ans, estimant que la qualité de l'attention portée aux petits ne s'en trouverait pas affectée. La commission regardera avec attention ce qui se fait à l'étranger, comme par exemple aux Pays-Bas, où les gardes d'enfants doivent être inscrites dans une agence inspectée par l'État, ce qui n'est pas le cas au Royaume-Uni.

Autre possibilité à l'étude : rallonger les journées d'école. Le secrétaire d'État à l'Éducation, Stephen Twigg, s'est clairement positionné dans ce sens, même s'il reconnaît que cela requerrait d'âpres négociations avec les syndicats d'enseignants. Deux écoles ont déjà franchi le pas : à la Free School Norwich, les enfants sont accueillis à des prix abordables six jours par semaine, cinquante et une semaines par an; alors que la Mossbourne Academy de Hackney, à Londres, étale ses journées scolaires jusqu'à... 20 heures. De quoi faire hurler les chronobiologistes français, qui ne prêtent guère attention aux impératifs parentaux. À croire que les petits Anglais passent après leurs parents. Mais, après tout, ce sont bien les adultes qui votent. (lepoint.fr 19.06)

Haut de page

Le 22 juin

CAUSERIE

A propos du scrutin du 17 juin 2012

- Absention : 44,60%

- Blancs ou nuls : 2,14

- Total : 46,74% soit 20.204.817 d'électeurs, soit un nombre supérieur au nombre d'électeurs ayant voté pour tous les candidats restant en lice, 20.082.176 électeurs.

Question : l'Assemblée nationale est-elle légitime ? La réponse est non.
Question : la majorité à l'Assemblée nationale est-elle légitime ? La réponse est non.
Question : Hollande dispose-t-il d'une majorité légitime pour gouverner ? La réponse est non.
Question : l'ensemble des textes qui seront votés par l'Assemblée nationale seront-il légitimes ? La réponse est non.
Question : les institutions sont-elles encore légitimes ? La réponse est non.

Dans ces conditions, l'Etat n'est plus légitime, cela pourrait faire notre affaire, sauf que voilà, ce sont nos ennemis qui se sont arrangés pour qu'il en soit ainsi au profit de l'Union européenne, du FMI, de la Banque mondiale, de l'OCDE, de l'OMC, tous au service des marchés, des spéculateurs, des banquiers, de la finance, de l'aristocratie financière... et non à notre profit, j'entends la déliquescence de l'Etat

Le fruit est mûr, il est même pourri, prêt à tomber et plus qu'à être cueilli, les prédateurs, zélateurs du Nouvel ordre mondial n'ont plus qu'à se baisser pour le ramasser, à moins qu'ils ne demandent à leurs larbins attitrés le soin de les en débarrasser.

Ce genre de chose est peut-être plus facile à percevoir ou observer de l'extérieur.

PG. Avec une telle carte de visite, fallait-il s'attendre à autre chose ?

- Adhérent de la première heure, l'économiste Jacques Rigaudiat, ex-conseiller de Michel Rocard et Lionel Jospin, démissionne de la formation de Jean-Luc Mélenchon et s'en explique dans une lettre.

Ce conseiller à la Cour des comptes, adhérent aux premières heures du PG en 2008, annonce sa «*démission*» d'une formation qui, selon lui, «*fait fausse route*».

«*Je ne peux continuer à feindre de cautionner des choix que je ne partage pas et un mode de fonctionnement que je ne veux plus supporter*», écrit Rigaudiat. La liste des reproches faits à la formation fondée et coprésidée par Mélenchon est longue. (liberation.fr 21.06)

En fait, il précise dans sa lettre que ses désaccords concernent la tactique, la stratégie et le fonctionnement, sans oublier son programme basé sur une analyse "*fantasmagorique*" de la siutuation, tout bref. Le PG était encore trop à gauche pour lui.

Comme ses prédécesseurs Claude Debons (CFDT) et Christophe Ramaux (économiste) et d'autres sans doute de même acabit, il espérait que le Front de gauche aurait des élus et qu'il finirait par entrer au gouvernement pour infléchir sa politique à gauche, ne vous marrez pas, c'est très sérieux. Le petit-bourgeois est déçu, il tape du pied par terre, en vain, puis il tourne les talons, c'est le coup classique quoi.

Ces gens-là sont étrangers à la classe ouvrière et à sa cause, acquis au capitalisme, leur seul objectif est électoraliste, qu'il subisse un échec sur ce plan-là ou que les résultats ne soient pas à la hauteur de leurs attentes et ils plient bagages.

En réalité, leur engagement politique se borne uniquement à la défense des intérêts des couches auxquelles ils appartiennent, afin qu'elles conservent les avantages que la société leur a généreusement octroyés jusqu'à présent. Ils estiment qu'en la matière, le meilleur moyen d'y parvenir était de se positionner au côté de Hollande et du PS en acceptant leurs conditions qui se seraient traduites par un accord électoral leur garantissant un minimum d'élus quel que soit le score obtenu par leurs candidats aux législatives comme l'a fait EELV.

Ajoutons, mettant en sourdine leurs désaccords avec le PS et rangeant sagement leur programme au fond d'un tiroir auquel ils n'ont jamais cru, auquel ils n'ont jamais vraiment adhéré, s'agissant d'une simple posture, une manoeuvre destinée uniquement à ramener des voix à Hollande au second tour de la présidentielle, pour les marchander si possible ensuite lors des législatives, sauf que cela n'a pas fonctionné comme il l'espérait pour plusieurs raisons.

A commencer par l'existence d'un encombrant et incontournable partenaire au sein du Front de gauche, le PCF, qui de son côté devait faire en sorte de ne pas se couper de sa base qui rejetait majoritairement tout accord avec le PS sur la base de son programme. Ensuite, parce que le PS ne voulait pas être tributaire à l'Assemblée nationale d'un allié imprévisible qui aurait été tenté de marchander son soutien à la politique du gouvernement en échange de mesures auxquelles le PS était ou aurait été opposé. Pour finir, il était préférable une fois le PS (PRG-MRC-EELV) au pouvoir, qu'il existe dans le pays un regroupement politique qui incarne une opposition à gauche du gouvernement de façon à canaliser le mécontentement grandissant des masses et empêcher qu'un autre parti n'émerge sur la scène politique, le POI par exemple, le NPA et LO n'étant

pas en mesure de remplir cette fonction de par leurs positionnement sectaire , gauchiste ou dogmatique tel qu'apparaît publiquement leur politique.

Toutes ces raisons sont évidemment le produit ou en rapport avec la situation économique et sociale et son évolution négative prévisible, elles traduisent pour les représentants du régime dont font partie le PS, la nécessité de mettre en place au niveau institutionnel un dispositif qui serve de rempart aux institutions dans la perspective toujours possible ou probable d'une explosion sociale ou d'un affrontement direct entre les classes. Elles procèdent de la répartition des rôles entre les défenseurs de l'ordre établi, de gauche s'il vous plaît !

Elles ont aussi en commun une contradiction en toile de fond commun avec l'ensemble des partis institutionnels et même au-delà de vouloir faire croire aux travailleurs qu'il serait possible d'éviter une "catastrophe sociale" que l'on sait inévitable à plus ou moins long terme, ils se font fort de régler la crise du capitalisme en épargnant les travailleurs alors que ce sont les capitalistes qui détiennent le pouvoir, sans s'attaquer véritablement à ce pouvoir, contradiction explosive pour le FdG ; nous l'avions déjà analysé avant l'élection présidentielle, les choses ne se sont pas tout à fait passées comme nous le pensions, cependant notre diagnostic a été ou est en train d'être confirmé par les tensions et la crise qui ravagent depuis le PG et le PCF.

Voilà ce que ces philistins ont voulu ignorer ou ne pas tenir compte, la réalité s'est chargée de se rappeler à leur bon souvenir.

Ce que ces gens-là ne veulent pas comprendre, c'est qu'il n'y a plus de place pour une politique réformiste, pour un parti ou un regroupement politique qui incarne le réformisme à l'époque où la crise du capitalisme est entrée dans sa phase ultime, attention, qui peut encore durer des années...

Pour conclure sur ce sujet qui ne nous passionne pas vraiment, j'ai classé selon différents thèmes les prises de position contenues dans la lettre de démission de cet économiste à la Cour des comptes, afin que vous puissiez les examiner tranquillement et vérifier les arguments qui viennnent d'être développés. (source : (http://blogs.mediapart.fr 18.06)

1- Le PG est trop à gauche, la révolution même dans les "***urnes***" n'était pas sa (leur) tasse de thé. Accompagner le capitalisme dans sa lente agonie.

- "*... lors du Congrès du Mans, puis ensuite dans une adresse au Conseil national, le 31 mai 2011 – explicité par écrit les motifs. Nous y mettions en garde contre « une analyse fantasmagorique de la situation française » servant de « justification à une orientation protestataire-révolutionnariste » ne répondant pas aux attentes populaires*"

- "*La stratégie du Front de gauche est la seule valable à mes yeux, mais elle est exigeante et, bien plus que d'envolées lyriques et enflammées, elle se nourrit de constance et de cohérence. Elle appelle à une réflexion sur les profonds bouleversements qu'ont connus les sociétés capitalistes et le monde depuis trois décennies, elle seule permettra de bâtir une stratégie de transformation adaptée à notre époque.* "

2- Des électoralistes.

- "*A peine acquis dans la présidentielle, notre capital électoral aura donc été aussitôt dilapidé dans la législative.* "

- "*Au final, la représentation parlementaire du Front de Gauche se trouve lourdement affaiblie et celle du Parti de gauche est réduite à sa plus simple expression : son désormais unique député, Marc Dolez.*"

-" *... le rapport des forces final dans un scrutin majoritaire à deux tours. Faute d'avoir voulu poser dès le départ les conditions d'un accord démocratique avec le PS – et l'on sait que les représentants du PG en ont, au final, été les fossoyeurs –, le résultat était dès lors couru d'avance …*"

3- Eviter, endiguer la crise pour éviter une brutale et incontrôlable irruption des masses sur la scène politique. Incompréhension de la situation mondiale. Le Front populaire appelé à la rescousse.

- "*La France n'est pas la Grèce et avant que d'inviter chez nous une même catastrophe sociale peut être vaudrait-il mieux se demander comment l'éviter !* "

- "*Elle nécessite que soit construit un rapport nouveau à la gauche, qui soit tout à la fois front commun contre la droite et l'extrême droite et confrontation programmatique exigeante. Elle fut, hier, celle, victorieuse et toujours présente dans la mémoire collective, du Front populaire.*"

- "*... la question du mode de fonctionnement du PG, dans lequel les vrais débats n'ont lieu qu'au sein d'un tout petit groupe qui, seul, prend les décisions. Les instances nationales officielles étant là non pour les discuter mais pour les avaliser et les transmettre.*"

Qui se fait brebis, le loup le mange !

FO et le POI dans le rôle de la brebis face au gouvernement qu'ils n'ont de cesse d'épargner, et ce n'est qu'un début.

- "*Comme disait la grand-mère de Martine Aubry, quand c'est flou, il y a un loup, eh bien, on va demander à lever le loup*", a lancé sur RTL Jean-Claude Mailly, reprenant la formule de la première secrétaire du PS, qui visait alors François Hollande, son rival dans la primaire socialiste.

Mais si monsieur Mailly a de graves problèmes de vision, peut-être qu'il ne s'agit pas d'un loup... mais d'un renard !

Informations ouvrières (n°205), hebdomadaire du POI, n'est pas en reste, quand bien même il ne reste qu'un rogaton à se mettre sous la dent, jugez par vous-mêmes. Tenez, je me demande si ce ne serait pas nous la brebis donnée en pâture au loup, je ne sais pas ce que vous en pensez.

Page 3 en titre : " *Et en France, que va faire le gouvernement ?*"

Pardi, l'orientation affichée de sa politique ne nous suffirait-il pas à le savoir par hasard à défaut de détails dans un premier temps ? En fait tout est bon pour lui faire gagner du temps, c'est leur manière de le soutenir, nous ne sommes pas dupes.

Titre de l'éditorial de D. Gluckstein : "*Et maintenant ?*"

Cornélien le casuiste ! Le PS va se mettre au service des travailleurs, si, si, c'est possible, Gluckstein va s'employer tout au long de son éditorial à alimenter cette illusion digne d'un seviteur du capital. Voyons comment.

- Selon lui "*l'ampleur historique de l'abstention (...) traduit une attente de plus en plus pressante*" vis-à-vis du gouvernement évidemment, elle n'exprimerait pas un rejet de tous les partis y compris le PS.

- "*Que l'Union européenne, aux ordres de Washington, veuille aggraver la mise sous tutelle du peuple grec pour lui imposer ses plans destructeurs, c'est dans l'ordre des choses. Mais Hollande va-t-il se prêter à cette tentative ?*"

Il l'a déjà manifesté à plusieurs reprises avant les élections n'y revenons pas ici chacun l'a encore en mémoire, constatons que Gluckstein est étrangement devenu amnésique depuis. Vous allez tout de suite comprendre pourquoi ou à quoi cela tient.

- "*Plus généralement : où devrait être la place d'élus et de partis qui se réclament de la classe ouvrière et de la démocratie ? Du côté de l'Union européenne qui veut écraser les peuples d'Europe, ou du côté du peuple grec qui rejette le mémorandum ?*"

Vous avez la réponse, il y aurait tout lieu d'attendre que Hollande et son gouvernement se place au côté des travailleurs parce que le PS serait encore un parti ouvrier. Est-ce que vous comprenez mieux à quoi cela leur sert-il de faire passer le PS pour un parti ouvrier ? A nourrir des illusions dans un parti sans qu'on puisse leur reprocher, parce qu'il s'agirait d'un parti ouvrier, donc un parti qui certes ne serait pas parfait (sic !), mais qui a un moment donné pourrait évoluer et servir notre cause, qui sait, l'espoir fait vivre... les bureaucrates et les carriéristes en priorité.

Comme si franchement Hollande en avait quelque chose à foutre du peuple grec ou un autre, il s'est déjà prononcé pour bombarder le peuple syrien, cela aussi Gluckstein l'ignore.

- A propos de PSA : "*Difficile... Que va faire le gouvernement ? Va-t-il donner la garantie, par son intervention directe, du maintien du site et de tous les emplois ?*"

Feindre l'ignorance a ses limites monsieur Gluckstein, à en abuser vous allez passer pour un vulgaire manipulateur.

Les camarades du CCI-T ont relevé ceci dans *Combattre pour en finir avec le capitalisme* du mois de juin (en ligne dans le site) :

- " *Michel Sapin, interrogé sur les menaces pesant sur l'emploi à PSA, a laissé échapper cette phrase : « Ce n'est pas le gouvernement qui dirige et possède PSA » qui sonne comme celle de Jospin « l'Etat ne peut pas tout faire » sur Renault-Villevoorde à l'époque.*"

Bien entendu, Gluckstein n'a rien entendu du tout, il n'a même pas souvenir de la répartie de Jospin, non, non, il nous demande de le croire sur parole, qu'il n'y compte pas, c'est une illusion de trop ! Tout cela pour quoi ? Pour justifier la ligne politique du POI.

- "*Cela nous ramène à ce qui est au centre de tout : céder aux diktats de l'Union européenne ou y résister, ratifier le traité « Super-Maastricht » TSCG ou s'y refuser ?*"

Depuis toujours le PS est gagné à la cause de la construction européenne, il a adopté, voté, signé toutes les mesures ou directives, tous les traités de l'UE, et soudainement on devrait s'interroger sur ses réelles intentions envers l'UE ! Gluckstein ne prendrait-il pas par hasard les militants et les travailleurs pour des demeurés ?

Finalement, il flatte et instrumentalise leur ignorance en tentant de leur faire croire que le renard qui trône au Palais pourrait les épargner, on se demande bien au nom de quoi ferait-il preuve d'une si soudaine mansuétude, que suis-je bête, du socialisme voyons, car c'est bien connu que le PS aurait encore quelque chose à voir avec le socialisme.

Cocorico ! Gauloiserie. Où va se nicher le social-patriotisme ?

Page 15 : "*Nos ancêtres les Gaulois, barbares, braillards, incultes et chevelus à casques ailés ?*"

Pensez-donc, ils étaient à la pointe du progrès dans tous les domaines ou presque par rapport au reste de l'humanité, on pourrait même se demander si l'humanité toute entière ne leur doit pas un tribu exceptionnel !

- "*Par bien des aspects de la vie quotidienne, économique et politique, la civilisation gauloise fut plus avancée qu'on ne le croyait.*"

Sans blague, à la traîne des civilisations égyptienne, chinoise, minoenne, précolombienne, harappéenne, mésopotamienne, etc. qui dans le domaine de la fonte des métaux, des outils, de l'écriture, de l'urbanisme, de l'organisation de la cité ou de la politique, etc. avaient une longueur d'avance sur les Gaulois. Si vous n'avez pas cela en mémoire ou que vous avez un affreux doute, tapez le nom de ces civilisations sur Google et vérifiez-le vous mêmes.

Pour mémoire les Gaulois remontent à quelques siècles avant l'ère vulgaire ou la venue sur terre du messie Jésus-Christ.

Le POI se déconsidère totalement en racontant n'importe quoi à ses militants, c'est pathétique d'en arriver-là.

Un exemple : "*les Celtes écrivaient sans doute peu, mais ils écrivaient*", quel exploit ! en voilà un peuple avancé, alors que l'apparition de l'écriture remonte à environ 3.500 ans avant J-C en Mésopotamie. Passons.

Décidément, ils n'ont pas de bol au POI, après avoir émis l'espoir désuet que le SPD ne voterait pas les traités TSCG et MES, s'être gargarisé de l'appel de Ver.di en direction des députés du SPD, on vient d'apprendre qu'ils avaient trouvé un accord avec Merkel, pas avec Ver.di rapporte l'AFP, l'article figure en entier dans cette page : "*C'est dans l'ensemble un bon résultat que je pourrai défendre avec une certaine confiance devant (les députés sociaux-démocrates du SPD) pour promouvoir la ratification du pacte*" budgétaire, a estimé lors d'un point-presse Frank-Walter Steinmeier, qui emmène le groupe parlementaire social-démocrate.

Je n'ai plus le temps pour en dire plus sur ce sujet, je termine par là l'actualisation du site aujourd'hui.

Lisez attentivement la lettre du président de Ver.di (IO n°205 page 2, en ligne dans le site), son contenu est éloquent à plus d'un titre et ce n'est pas un hasard si le POI n'en souffle mot, tout est dit dans le premier paragraphe qui témoigne de la soumission totale de ce syndicat à l'ordre établi.

Rendez-vous compte, il n'existerait dans ce traité aucune clause permettant à un Etat de sortir de ce traité. Et alors ? Y aurait-il par hasard dans l'UE un seul gouvernement, un seul Etat susceptible de représenter les intérêts des travailleurs pour envisager sérieusement de prendre un jour une telle décision ? Par quel miracle pourrait-il n'y en avoir qu'un seul ? L'intérêt de cette supercherie consistant à faire croire que cela pourrait arriver un jour, il fallait y penser n'est-ce pas ?

>En ce qui nous concerne, ce qu'il ne dit pas évidemment pas plus que le POI d'ailleurs, c'est que seul un gouvernement ouvrier révolutionnaire pourrait rompre avec ce traité sans demander l'autorisation à personne, sans se soucier de savoir si une telle clause existe ou non, avec tous les traités signés antérieurement avec l'UE une fois que la classe ouvrière serait parvenue au pouvoir.

C'est encore une façon de témoigner leur soumission à l'ordre établi et de tenter de le masquer maladroitement.

Il y aurait beaucoup à dire sur les relations entre les syndicats et les partis avec l'Etat et la classe des capitalistes en Allemagne, et cela depuis la réunification, qui finalement n'a pas été suivie d'un "*choc*" financier comme cela était annoncé à l'époque, comment l'Allemagne allait-elle intégrer une économie en faillite (RDA). Pardi en exploitant au maximum son prolétariat et en pratiquant de même avec celui des ex-pays de l'Est après l'implosion de l'URSS, c'est en grande partie la "*recette*" du "*miracle*" économique allemand des deux dernières décennies.

Une véritable aubaine pour les capitalistes allemands pour conserver ou accroître leur hégémonie sur l'Europe, et pour financer et corrompre un peu plus son importante aristocratie ouvrière que les syndicats allemands organisent, tandis que les secteurs d'activité atomisés ou les travailleurs faiblement organisés subiront la politique scélérate instituée par Schröder.

Actualité en titres

On se détend un peu, le week-end arrive :

- "*La levrette est la position préférée des Français, pas des Françaises*" - L'Express.fr

Alors comment ils font ?

Le changement dans la continuité, la preuve :

1- L'armée française passe un contrat de plus d'un milliard d'euros avec Thales - AFP

Les caisses de l'Etat sont vides, sauf pour l'armée !

2 - L'ambassadeur de France à Berlin est "*chiraquien*" et "*loyal*" à Hollande - Lexpress.fr

Il ne manquerait plus qu'il ne le soit pas !

Quel dommage franchement !

- Rio+20: la société civile monte au créneau pour dénoncer "*l'échec*" du sommet de l'ONU - AFP

On n'est jamais mieux servi que par les siens :

- Grèce: le banquier proche des socialistes Vassilis Rapanos nommé aux Finances - AFP

C'est tout ?

- Le Royaume-Uni pourrait connaître l'austérité jusqu'en 2020 - Reuters

INFOS EN BREF

Politique

1- France

1.1- Privé de la cassette !

Pour cause de scores historiquement bas aux élections législatives, le Nouveau Parti Anticapitaliste et Lutte Ouvrière devront se passer de subventions pour les cinq années qui viennent.

Le bilan économique de la LCR, ancêtre du NPA montre que le parti a bénéficié d'importants financements publics allant de 525 707 € à 896 994€ entre 2008 et 2010. Lutte ouvrière, grâce à ses 563 candidats présentés en 2007, a touché quelque 350 000 euros par an jusqu'à 2012.

Les subventions publiques représentaient une part importante de leur budgets: 22,90% en 2007 puis environ 33% en 2010 pour le NPA. Entre 15 et 20% entre 2007 et 2010 pour Lutte Ouvrière. L'un et l'autre semblaient avoir compris la règle les années précédentes, présentant un maximum de candidats pour augmenter leurs chances d'obtenir une aide de l'État. (liberation.fr 21.06)

Non, là franchement vous leur prêtez des intentions qui ne leur seraient jamais venues à l'esprit... Si encore c'était pour la bonne cause ou qu'ils étaient capables de l'employer utilement...

1.2- En voilà un qui sait de quoi il parle en matière d'opportunisme débridé. Règlement de compte.

Le député écologiste européen Daniel Cohn-Bendit livre dans un entretien à paraître vendredi dans Libération un réquisitoire très dur contre Europe Ecologie-Les Verts, dont "*l'image est devenue détestable*", et contre la "*chef de clan*" Cécile Duflot, tout en menaçant de quitter EELV.

"*On existe à l'Assemblée, au Sénat et au gouvernement, mais plus dans la société. Nos succès institutionnels ne sont pas accompagnés, bien au contraire, d'une dynamique citoyenne. Notre image est devenue détestable. Nous avons échoué là où on voulait redonner espoir en faisant de la politique autrement. Aujourd'hui, nous incarnons souvent l'insoutenable légèreté de l'arrivisme*", assène "Dany" dans cet entretien.

Invité à préciser ses reproches, M. Cohn-Bendit, régulièrement critique contre sa formation, souligne le comportement de la secrétaire nationale d'EELV: "*Quand on (la) voit par exemple, dans un documentaire, brandir son stylo en jurant qu'elle ne signera jamais un accord avec le PS sans la sortie du nucléaire, et qu'évidemment on le signe quand même car c'est un bon accord, cela est dévastateur.*"

"*Le plus détestable a été la course aux maroquins ministériels, y compris chez mes propres amis*", lance-t-il, alors que Mme Duflot ou le patron des sénateurs écologistes Jean-Vincent Placé avaient fait amende honorable, quelques jours avant l'annonce du premier gouvernement de Jean-Marc Ayrault, pour "l'image de chasse aux portefeuilles" qu'ils avaient donnée, selon les mots de M. Placé.

"*Chef de clan, elle impose l'intérêt de ses pairs comme l'intérêt commun*", poursuit M. Cohn-Bendit à l'égard de Mme Duflot. (AFP 21.06)

N'aurait-il pas déjà les municipales de 2014 en tête par hasard ?

2- Grèce

Le nouveau Premier ministre grec, Antonis Samaras, a mis en place jeudi une équipe gouvernementale restreinte avec pour objectif affiché d'obtenir un assouplissement des conditions de renflouement du pays, tout en le maintenant dans la zone euro.

Au poste-clé de ministre des Finances, le chef de file des conservateurs a nommé comme prévu le président de la Banque nationale de Grèce, Vassilis Rapanos.

Les conservateurs de Nouvelle Démocratie, arrivés en tête des élections législatives de dimanche devant la Coalition de la gauche radicale Syriza, ont obtenu le soutien des socialistes du Pasok et du parti de la Gauche démocratique, ce qui leur assure une majorité parlementaire.

Sur 18 portefeuilles, le nouveau cabinet compte treize ministres issus de ND, un du Pasok et quatre sont des technocrates.

Selon un responsable de la Gauche démocratique, le document précise que les trois partis sont convenus de demander aux créanciers d'Athènes - Union européenne, Fonds monétaire international, Banque centrale européenne - un délai supplémentaire de deux ans, 2016 au lieu de 2014, pour atteindre les objectifs budgétaires inscrits dans le plan de sauvetage.

Le délai supplémentaire impliquerait, selon des responsables grecs, une rallonge extérieure de 16 à 20 milliards d'euros. (Reuters 21.06)

3- Espagne

Le premier magistrat d'Espagne, le président du Tribunal suprême Carlos Divar, a démissionné jeudi, emporté par une affaire de voyages aux frais de l'Etat particulièrement embarrassante dans un pays en pleine crise économique.

Carlos Divar, un catholique fervent âgé de 70 ans, avait été nommé à ce poste par le gouvernement socialiste en 2008.

Il était accusé depuis un mois d'avoir utilisé 30.000 euros de fonds publics pour financer une trentaine de séjours dans des hôtels et restaurants de luxe, principalement à Marbella sur la côte andalouse. (Reuters 21.06)

4- Pakistan

La justice pakistanaise a émis jeudi un mandat d'arrêt contre Makhdoom Shahabuddin, quelques heures après sa désignation au poste de Premier ministre, dans une affaire d'importations illégales de drogue remontant à 2010, quand il était ministre de la

Santé, selon des témoins.

D'après la télévision d'Etat, ce mandat d'arrêt n'est pas de nature à empêcher M. Shahabuddin, actuel ministre de l'Industrie textile, de se faire élire Premier ministre vendredi au cours d'une session extraordinaire de l'assemblée nationale convoquée à cet effet.

L'élection prévue vise à combler le vide créé par le départ de Yousuf Raza Gilani, Premier ministre du président Asif Ali Zardari depuis 2008, destitué mardi par la Cour suprême car il avait refusé de se plier à ses demandes de réouverture de procédures judiciaires pour corruption présumée visant M. Zardari.

Jeudi soir, le ministre de l'Information Qamar Zaman Kaira, un autre leader du parti du Peuple pakistanais (PPP) au pouvoir, a ajouté à la confusion en se portant lui aussi candidat au poste de Premier ministre.

Le mandat d'arrêt contre M. Shahabuddin a été délivré par le juge Shafqatullah Khan dans un tribunal de Rawalpindi, ville-jumelle de la capitale Islamabad.

Certains observateurs dénonçaient une manoeuvre politique. D'autres y voyaient la main de la puissante armée, qui continue de cornaquer de près le gouvernement civil et signalerait ainsi sa réticence à voir M. Shahabuddin accéder au poste de Premier ministre.

Le juge a également émis un mandat d'arrêt contre Ali Musa Gilani, fils de M. Gilani, et ordonné sa convocation, ainsi que celle de M. Shahabuddin, devant un tribunal de Rawalpindi spécialisé dans les affaires de drogue.

Un enquêteur des services pakistanais de lutte contre la drogue a déclaré jeudi devant la cour que les preuves produites par les deux accusés n'avaient pas convaincu les enquêteurs de leur innocence. "*Nous voulons qu'ils soient arrêtés pour enquêter plus en détail*", a-t-il ajouté.

En disqualifiant M. Gilani, la Cour suprême visait indirectement M. Zardari, très impopulaire et surnommé "*Monsieur 10%*" en allusion aux multiples soupçons de corruption qui pèsent sur lui.

La plus haute juridiction du Pakistan réclame la réouverture de poursuites contre lui pour des détournements présumés de fonds publics de l'ordre de 12 millions de dollars (9,5 millions d'euros) en compagnie de son épouse Benazir Bhutto quand elle était Première ministre (1988-90 et 1993-96) et lui l'un de ses ministres. (AFP 21.06)

Social

1- France

1.1- Des centaines de licenciements chez Fram.

Le voyagiste français Fram, en difficulté depuis plusieurs années, va présenter le 13 juillet un plan social qui pourrait déboucher sur plus de 300 licenciements, selon des informations de presse.

La société va d'abord tenir "*un comité d'entreprise le 5 juillet au cours duquel seront transmis aux représentants du personnel les documents relatifs à +un projet de réorganisation+ avec à la clé des +licenciements+*", affirme le quotidien économique Les Echos de vendredi.

Le voyagiste, dont le siège est basé à Toulouse, compte 3.500 à 4.000 salariés, dont environ 600 en France. (AFP 21.06)

1.2- Leur société.

Le nombre de prostituées exerçant au Bois de Boulogne a "*significativement augmenté, puisqu'on estime qu'il a doublé*" en 2011, s'étendant jusqu'aux zones d'habitation et de loisirs, a indiqué le préfet de police jeudi, en réponse au conseil de Paris.

Selon la porte-parole du "*Collectif 16e arrondissement des prostituées du Bois de Boulogne*", Corinne, on dénombre environ 180 prostituées au Bois de Boulogne, femmes ou transsexuels, indépendantes ou liées à des réseaux. (AFP 21.06)

2- Monaco

Cuisines, casinos, palaces, ou banques de la principauté de Monaco ont été abandonnés jeudi après-midi par des centaines de salariés du privé, décidés à scander leur inquiétude et défendre dans la rue un système de retraites en passe d'être réformé.

"*Exceptionnellement, le Casino ouvrira ses portes à 19h00*", pouvait-on lire devant le Casino de Monaco, l'emblématique établissement Belle Epoque de la Société des Bains de Mer, l'un des grands employeurs du pays.

Ils étaient près de 1.000 salariés (selon la police), plus de 1.500 (selon l'Union des syndicats de Monaco) à défiler dans un cortège insolite. Essentiellement des Français des communes avoisinantes qui font doubler chaque jour la population de la petite principauté de 2 km2. (AFP 21.06)

Economie

1- Banques

L'agence de notation Moody's a abaissé jeudi la note de 15 grandes banques occidentales possédant des activités de marché mondiales, cinq américaines, trois françaises, deux suisses, trois britanniques, une canadienne et une allemande.

Les plus durement affectées sont les américaines Bank of America et Citigroup, dont les notes ont été rétrogradées à "Baa2" et ne se situent plus que deux crans au-dessus de la catégorie dite spéculative, selon un communiqué publié jeudi. (AFP 21.06)

2- Espagne

Les autorités espagnoles ont dévoilé jeudi les résultats des audits indépendants réalisés sur le secteur bancaire, qui aura besoin de jusqu'à 62 milliards d'euros, un chiffre bien inférieur aux attentes du marché et aux 100 milliards proposés par la zone euro.

Le président du gouvernement espagnol, Mariano Rajoy, en visite au Brésil, s'est réjoui des résultats des audits et a demandé que l'aide européenne soit versée "*le plus rapidement possible*".

Quelques heures plus tôt, la quatrième économie de la zone euro avait envoyé un message rassurant en levant un peu plus que prévu (2,220 milliards au lieu des un à deux milliards visés) mais, encore une fois, elle a payé le prix fort.

Pour emprunter à cinq ans, l'Espagne a notamment franchi, pour la première fois depuis la création de l'euro, la barre symbolique des 6%.

Mais le soutien européen à ses banques ne signifiera pas pour autant la fin des problèmes de l'Espagne : si "*l'Espagne accapare toute l'attention*" dans la zone euro, comme le souligne Bankinter, c'est que derrière le sauvetage de ses banques se profile le spectre d'un possible besoin d'aide globale de ce pays.

"*Cela semble difficile d'imaginer que l'Espagne évitera un sauvetage plus complet*" de son économie, estiment les analystes de Rabo Bank.

Pour rassurer une fois pour toutes les marchés, Madrid a encore appelé jeudi à une action de la Banque centrale européenne (BCE).

Ce qu'elle doit faire, c'est "*déboucher les tuyaux du crédit, parce que c'est la seule qui a du crédit*", a déclaré le ministre des Affaires étrangères, José Manuel Garcia Margallo.

La zone euro réfléchirait à puiser dans les fonds de secours européens pour acheter des titres de dette des pays fragiles, selon le chef du gouvernement italien Mario Monti. Une idée reprise par Benoît Coeuré, membre du directoire de la BCE. (AFP 21.06)

Haut de page

Le 23 juin

CAUSERIE

Aux Etats-Unis, ils (la Fed, Wall street) ont joué le coup en remplaçant un Bush blanc par un Bush noir ; en France, ils ont joué le coup en remplaçant un Sarkozy conservateur et excité par un Sarkozy "*socialiste*" et mou, dans les deux cas pour mener la même politique réactionnaire.

Et dans les deux cas, les uns et les autres se sont mis à extrapoler sur les bienfaits qui sait probables, possibles,

éventuels, hypothétiques mais bien réels notez bien de ce qui n'était que le travestissement de la même politique. Ne fallait-il pas être subordonnés aux appareils et accrochés au basques des institutions pour entonner un tel refrain, sinon comment expliquer un tel comportement servile ?

Un mot radide sur le sommet de Rome

On a appris à l'issue du sommet de Rome qui a eu lieu hier que faute de pouvoir obtenir l'accord de l'ensemble des Etats de l'Union européenne dans le dossier de la taxe sur les transactions financières, elle serait reportée aux calendes grecques.

- Plusieurs ministres ont déjà exprimé leur réticence, certains allant jusqu'à dire qu'ils pourraient remettre en question les décisions de pays qui mettraient cette taxe en place si elle venait à affecter les pays ne l'ayant pas adoptée.

"*Les Pays-Bas ont une position très claire sur cette question. Nous ne la mettrons certainement pas en oeuvre*", a déclaré le ministre néerlandais des Finances Jan Kees de Jager, soulignant que les Pays-Bas appliquaient déjà une taxe bancaire.

Le Royaume-Uni, l'Irlande et la Suède ont également fait part de leur opposition, contrairement à l'Autriche qui se trouve dans une situation semblable à celle de l'Allemagne.

Ses recettes pourraient financer certaines initiatives financières telles la création d'un fond de liquidation des banques en difficulté. (Reuters 22.06)

L'Espagne est pour, on comprend pourquoi en lisant le dernier paragraphe au regard de la situation de ses banques !

La méthode du Tartufe du Palais.

On va créer des postes dans tel ministère... tout en en supprimant autant dans d'autres ministères.

On ne va pas taxer les classes moyennes, on laisse les prix augmenter sur les produits de première nécessité et les services, ce qui revient à taxer l'ensemble des travailleurs et leurs familles.

On va augmenter les impôts pour les plus riches... tout en leur permettant de continuer de s'enrichir sur le dos de la bête, nous quoi.

On va créer des emplois précaires pour les jeunes exonérés de cotisations sociales pour les patrons... tout en prétendant lutter contre la précarité et les bas salaires.

Brader la souveraineté des Etats au profit de l'UE, il est contre... mais pour !

Reuters, le 22 juin à Rome - Hollande ne conçoit les abandons de souveraineté que suppose une intégration politique européenne plus poussée, qu'en contrepartie d'améliorations des mécanismes de solidarité entre les Etats membres de la zone euro.

"*Nous nous sommes retrouvés sur une vision commune de l'Union économique et monétaire, sur une feuille de route qui supposera à chaque étape de l'union - union monétaire, union bancaire - des instruments qui correspondent à cette volonté de travailler ensemble*", a-t-il néanmoins assuré devant la presse.

En injectant 1% du PIB européen dans la "*croissance*", on va inverser la tendance qui consistait jusqu'à présent à miser sur l'austérité, etc. Cela représente pour la France environ 20 milliards d'euros. Où Hollande va-t-il trouver cet argent alors que l'Etat est endetté jusqu'aux dents ? Est-ce que ces 20 milliards d'euros vont s'aditionner aux 1.700 milliards d'euros de dettes de l'Etat ? L'Etat va encore devoir emprunter aux marchés ou aux banquiers à leurs conditions. Qui finalement va devoir payer et qui va à nouveau s'enrichir ? Devinez.

Allons plus loin. De ces 130 milliards d'euros, combien vont atterrir dans les entreprises les mieux placées sur le marché suite à des appels d'offres, sachant que les plus compétitives se situent en Allemagne ou sont installées dans les pays où le coût du travail est le moins cher en Europe ? On comprend pourquoi soudainement (sic !) Merkel y est favorable, hier à Rome : "*Je suis d'accord avec ce 1% du PIB européen qui doit être investi dans la croissance*", avant d'ajouter : "*Je pense que c'est véritablement le bon signal, celui dont nous avons besoin.*" (Reuters 22.06). Le SPD n'en attendait pas davantage pour s'engager à voter prochainement le TSCG et le MES...

Cela va régler quoi, changer quoi ? Rien, c'est une manière de gagner du temps... qui joue en leur défaveur !

Hollande était le joker de l'UE et de Washington. Hollande sert en réalité de caution "socialiste" à une opération de grande

envergure, à un coup de force qui consiste à se servir du hochet de la croissance pour réaliser un pas de plus dans l'Europe fédérale contre les peuples de l'UE qui priverait à terme les Etats de toute souveraineté, objectif conforme à la perspective d'un Nouvel ordre mondial contrôlé par l'impérialisme américain associé pour l'occasion à l'impérialisme allemand.

Et vous voudriez qu'il renonce à cette mission ? Il y en a qui rêvent éveillés parmi nous ou qui ne comprennent pas grand chose à la situation ou aux manoeuvres entreprises par les principaux dirigeants de l'UE, qui consistent à utiliser les opportunités que leur offre la crise qu'ils ont à la fois déclenchée, alimentée et orchestrée sans que les acteurs soient forcément les mêmes à l'exception des Américains, des Anglais et des Allemands qui en tirent profit pour accroître leur hégémonie, à la fois sur le plan économique et politique avec en ligne de mire une union bancaire, budgétaire et politique au sein de l'UE, réalisant ainsi un pas décisif dans la construction de cet Etat supranational et antidémocratique conçu sur le modèle de la dictature américaine contrôlée par la finance.

Leurs discours sur la croissance ne servent qu'à masquer leurs réelles intentions politiques. A ce titre, Hollande est irremplaçable dans le rôle qu'il joue pour le compte des maîtres du monde en profitant à fond de son étiquette "*socialiste*". Dans ces conditions, s'adresser à lui pour lui réclamer des comptes ou exiger qu'il respecte son mandat tient de la crasse ignorance, de la trahison, au moment où il remplit docilement, mais consciemment, le mandat qui lui a été confié par ses maîtres à penser qui siègent à Bruxelles et Washington.

Tout n'est pas perdu ou pas de quoi se décourager, le temps joue en notre faveur, car avant que notre ennemi ne parvienne à son objectif final en Europe, il demeure confronter à des contradictions historiques tenaces qui constituent autant d'obstacles qui lui reste à régler, et cela va encore prendre beaucoup de temps pour en venir à bout.

C'est ce qu'indiquait hier à l'issue du sommet de Rome Eric Stein, du fonds d'investissement américain Eaton Vance Investment Managers, l'union bancaire : "*à mon avis, ça prendra longtemps*", et d'ajouter sur un ton désabusé : "*tout paraît prendre un temps fou en Europe*" (Reuters 22.06).

Le chef de la diplomatie allemande, Guido Westerwelle, l'a confirmé hier dans une interview au Figaro "*la crise a montré la nécessité d'accélérer l'intégration*", mais " *nous ne pourrons pas résoudre les problèmes d'aujourd'hui sans nous placer dans une perspective de long terme*". (lefigaro.fr 22.06)

Hollande aussi selon l'AFP qui précise que : Dans un mémoire adressé à Herman Van Rompuy, le président français a recommandé "*d'établir une feuille de route pour 10 ans afin de permettre d'examiner les conditions d'intégration, notamment budgétaire, et le cadre institutionnel et politique permettant de parvenir à ces objectifs en assurant la nature démocratique des décisions*". (AFP 22.06)

De notre côté, saurons-nous en mesure de réaliser en 10 ans ce que nous n'avons pas été foutu de faire en plus de 70 ans, doter le prolétariat d'une nouvelle direction politique ?

Tout ce qui constitue des obstacles pour eux ou fait difficulté freine leur entreprise, à nous d'en tirer profit, et si nous continuons d'en être incapable comme nous avons été incapable de tirer partie de la crise ouverte en 2007-2008, il ne faudra pas s'étonner que l'humanité soit livrée à la barbarie pour de nombreuses décennies encore.

Le changement dans la continuité ou faites tomber les masques.

1- Qui détient le pouvoir et gouverne ? Réponse.

- Groupe Doux: le ministre de l'Agriculture Le Foll lance un appel aux banques - AFP

2- Les patrons en savent quelque chose.

Stéphane Le Foll sur la hausse du SMIC : "*ça ne coûte pas cher et ça peut rapporter gros*" - Public Sénat

« *Il faut que chacun prenne en compte l'intérêt des entreprises, c'est-à-dire la capacité compétitive des entreprises et en même temps les entreprises doivent savoir qu'une partie de ce qui fait l'activité ça reste quand même la consommation.* » Il ajoute que « *redonner de la confiance, ça ne coûte pas cher, mais ça peut rapporter très gros, on le sait. Aujourd'hui les français épargnent beaucoup, c'est parce qu'ils ont peur.* » (idem)

C'est marrant, dans notre milieu on ne croise que des gens qui ont peur parce qu'ils ne peuvent pas ou plus épargner. Décidément nous ne vivons pas dans le même monde et nous ne représentons pas les intérêts de la même classe.

De notre côté, ce sont exclusivement les intérêts des travailleurs qui "*comptent*" et non ceux des entreprises, autrements dit ceux des patrons ou des actionnaires que tient à rassurer Stéphane Le Foll.

3- Quand un numéro d'équilibriste succède à un numéro d'illusionniste.

Titre : Le gouvernement dit chercher "*l'équilibre*" sur le smic.

La concertation sur le "*coup de pouce*" promis pour le salaire minimum est toujours en cours et l'ampleur de la hausse qui sera annoncée mardi n'a toujours pas été décidée, a déclaré vendredi la porte-parole du gouvernement français.

"*S'agissant du smic, comme vous le savez, une concertation est en cours, elle n'est pas terminée, donc pour l'instant les arbitrages ne sont pas rendus*", a déclaré Najat Vallaud-Belkacem lors du compte rendu du Conseil des ministres.

Elle a ajouté que la décision serait annoncée mardi au terme d'une réunion de concertation, rappelant que si aucun "coup de pouce" n'avait été accordé au smic depuis six ans, l'exécutif tenait aussi à préserver la compétitivité des entreprises.

"*Un équilibre est à trouver*", a-t-elle conclu.

D'après *Les Echos*, la hausse du smic constituerait en grande partie un à-valoir sur la future revalorisation légale qui doit intervenir le 1er janvier, à savoir l'inflation constatée depuis la dernière augmentation, soit 1,4%. Le "*vrai coup de pouce*" serait donc de 0,6%, écrit le journal.

Plusieurs partis et syndicats ont dénoncé la perspective d'une hausse restreinte du salaire minimum.

Le ministre du Travail, Michel Sapin, avait prévenu récemment que le "*coup de pouce au smic serait limité*3. (Reuters 22.06)

0,6% de 1398 euros brut donne 8,38 euros d'augmentation brut, moins environ 25% de cotisations sociales cela donne 6,28 euros net, divisés par 160 heures cela donne 0,039 euros de l'heure d'augmentation.

Voilà sur quelle base les dirigeants syndicaux corrompus ont accepté de "*négocier*" avec le gouvernement et le patronat.

Et les dirigeants du POI ne savent pas encore quelle va être l'orientation de la politique du gouvernement ? Antisociale, réactionnaire. En tant qu'ouvrier, j'ai un truc à leur dire à ces nantis : c'est vraiment dégueulasse de faire croire aux travailleurs qu'ils auraient quelque chose à attendre de ce gouvernement, oui, franchement dégueulasse, insupportable !

3- On ne touche pas au pouvoir d'une multinationale.

- Nicole Bricq (PS) a été évincé du ministère de l'Ecologie pour avoir osé s'attaquer aux forages au large de la Guyane. (AFP 22.06)

4- Le gouvernement Hollande-Ayrault-Fabius ou la voix de la réaction internationale contre le peuple syrien.

Par la voix du porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Bernard Valero, la France a appelé vendredi les membres de l'armée et des forces de sécurité syriennes à déserter, au lendemain de la défection d'un pilote qui a atterri en Jordanie. (AFP 22.06)

Le Cohn verge à défaut de se renouveler.

Daniel Cohn-Bendit a proposé, vendredi sur Canal+, la création d'une "*coopérative des écologistes*", "*lieu de débats*" où seraient invitées des personnalités les plus diverses, comme Nathalie Kosciusko-Morizet ou Jean-Luc Mélenchon. (LePoint.frLePoint.fr 22.06)

Actualité en titres

Sinon, à quoi bon s'enrichir toujours plus, franchement ?

- Une montre à 500 000 euros pour les 50 ans de François-Henri Pinault - Atlantico.fr

Les mauvaises nouvelles de l'été.

- Vers une flambée du prix du gaz et une hausse de l'électricité -Reuters

INFOS EN BREF

Politique

1- France

Le ministère de l'Economie et des Finances a transmis aux parquets de Paris, Nanterre et Créteil des plaintes pour fraude fiscale à l'encontre de 14 cadres et ex-cadres de la société d'investissement Wendel, a rapporté vendredi le quotidien Les Echos sur son site internet.

Parmi eux, figure le président du conseil de surveillance Ernest-Antoine Seillière, l'ex-président du directoire du holding, Jean-Bernard Lafonta et Bernard Gautier, membre du directoire, précise le quotidien économique.

Selon les Echos, les services fiscaux disent avoir constaté, dans les déclarations de ces cadres, des "*infractions fiscales graves et intentionnelles consistant en la minoration de la déclaration d'ensemble des revenus de l'année 2007*". Bercy leur reproche de s'être "*volontairement soustraits à l'établissement et au paiement de l'impôt*".

Ces responsables auraient élaboré un montage leur permettant de toucher 340 millions d'euros d'intéressement "*net d'impôts*", précise le journal. (AFP 22.06)

2- Grèce

Parole de banquier.

Un dirigeant d'une des quatre principales banques grecques l'avoue volontiers: la victoire du conservateur Antonis Samaras dimanche, perçue comme une garantie au maintien de la Grèce de la zone euro, a été un "*immense soulagement*".

Si les banques grecques ont perdu les deux tiers de leurs dépôts (70 milliards) depuis deux ans, elles ont, au cours de la seule semaine dernière, vu leurs caisses se vider de plusieurs milliards d'euros, selon plusieurs sources interrogées par l'AFP. Un début de "*bank run*" (panique bancaire) dans une agence en Crète a été évité de justesse et l'information est restée cachée par crainte de contagion.

La formation du gouvernement, qui met fin à l'instabilité politique et la nomination au poste de ministre des Finances de Vassilis Rapanos, jusqu'alors le patron de la Banque nationale de Grèce (BNG), premier établissement du pays, sont bien accueillies par le milieu bancaire. "*Au moins, nous aurons pour ministre un homme qui connaît les banques et qui va faire en sorte de les aider plutôt que de les combattre*", se réjouit une source bancaire.

La question de la propriété du capital des banques est aussi délicate. Alors que le programme de la gauche radicale Syriza prévoyait leur nationalisation, "*les partenaires de la Grèce, UE et FMI, ont insisté pour que le contrôle des banques reste privé*", a indiqué une source proche du dossier. Pour une question de principe mais aussi par crainte que l'Etat ne se révèle un piètre actionnaire.

Selon une source proche des négociations, elles ont obtenu que l'Etat n'ait pas son mot à dire dans la gestion des banques. Si ce schéma est confirmé par le nouveau gouvernement, l'Etat détiendra des actions assorties de "*droits de vote limités aux grandes décisions stratégiques*". (lexpansion.com 22.06)

3- Paraguay

Le président paraguayen Fernando Lugo a été officiellement démis de ses fonctions vendredi à l'issue d'un procès politique en destitution de quelques heures mené devant le Sénat, a constaté un journaliste de l'AFP.

M. Lugo, a qui il restait un peu moins d'un an de mandat, était accusé d'avoir "*mal rempli ses fonctions*" après des heurts sanglants survenus la semaine dernière dans le nord-est entre policiers et paysans qui ont fait 17 morts.

A 18H27 locales (22H27 GMT), un total de 39 sénateurs sur les 43 présents ont déclaré le président coupable des accusations formulées contre lui, entraînant sa destitution immédiate prévue par la constitution. L'actuel vice-président Federico Franco doit être investi dans les prochaines minutes.

Au moment ce dette annonce, l'ex-évêque de 61 ans se trouvait dans les bureaux de la présidence, alors que que 5.000 de ses partisans s'étaient rassemblés sur la place faisant face au Congrès. (AFP 22.06)

4- Qatar

Doha mène une campagne de lobbying pour rejoindre l'Organisation Internationale de la francophonie (OIF). Doha souhaite rejoindre l'Organisation internationale de la francophonie (OIF) et mène depuis quelques semaines une campagne de lobbying auprès de l'institution, qui n'accueille pour l'instant qu'un seul pays du Golfe, les Emirats arabes unis.

Le Qatar compterait 100.000 francophones, essentiellement des émigrés nord-africains attirés par les opportunités d'emploi de ce richissime émirat en pleine croissance. (lexpress.fr 21.06)

Social

1- France

1.1- 5.122 suppressions d'emplois confirmées chez Air France-KLM.

Air France-KLM a annoncé jeudi une baisse des effectifs d'Air France de 5.122 personnes d'ici décembre 2013 dans le cadre de son plan d'économies de deux milliards d'euros afin de réduire sa dette d'autant et de renouer avec les bénéfices durablement.

Le chiffrage des sureffectifs d'Air France, largement responsable des pertes du numéro deux européen du transport aérien Air France-KLM, correspond aux évaluations qui circulaient en interne, mais porte sur un calendrier plus resserré que prévu, le plan courant jusqu'à fin 2014.

"*C'est pour parer aux incertitudes économiques*", a expliqué une porte-parole du groupe franco-néerlandais.

Les mesures présentées ce matin aux syndicats s'accompagnent de l'engagement de ne pas procéder à des licenciements secs d'ici la fin de l'année prochaine, voire en 2014 si la compagnie constate au second semestre 2013 que le plan se déroule comme prévu.

Cela ne répond qu'en partie aux demandes des syndicats qui réclamaient dès maintenant une telle promesse pendant toute la durée du plan.

"*Ils nous demandent de nous engager jusqu'à fin 2014 et eux ne s'engagent que jusqu'à fin 2013, il y a quelque chose qui ne va pas là-dedans*", a estimé Philippe Chassonnery, secrétaire général de Force ouvrière à Air France.

Alexandre de Juniac, PDG d'Air France, se targue, lui, de l'absence de licenciements dans le plan qui sera discuté avec les syndicats lors d'un nouveau comité central d'entreprise le 28 juin.

"*La signature des accords dans les prochains jours engagera l'ensemble des salariés de l'entreprise et témoignera de la détermination de chacun à replacer Air France sur le chemin de la croissance*", déclare-t-il dans un communiqué.

La direction d'Air France, qui veut réduire ses coûts de 20% d'ici fin 2014, rappelle que les départs contraints ne pourraient pas être évités en cas de non-signature des accords début juillet.

"*L'Etat encourage à ce dialogue qui devrait permettre, je l'espère, que l'entreprise retrouve un équilibre financier sans pour autant être comme d'autres (...) qui ont des plans de licenciements secs avec des gens qui sont mis à la rue*", a déclaré le ministre du Travail Michel Sapin sur Europe 1. "*Il faut s'adapter et s'adapter dans le dialogue*." (Reuters 21.06)

Et une fois des millions d'emplois supprimés dans tous le pays, comment ils font pour "*s'adapter*" à leur nouvelle situation les millions de chômeurs ? Sapin s'en fout, seuls compte à ses yeux les intérêts des patrons et des actionnaires.

1.2- Le renard était dans le poulailler

L'administrateur judiciaire de Doux a annoncé vendredi la mise en vente du groupe volailler, après l'échec d'un plan de redressement du leader européen du secteur, étranglé par les dettes. Le groupe est à vendre dans sa totalité, a expliqué Régis Valliot, administrateur judiciaire chargé du dossier depuis le 1er juin. Il a précisé qu'il cherchera "*une solution globale et concertée avec l'ensemble des acteurs de la filière*". (LePoint.fr 22.06)

2- Canada

Après deux semaines d'accalmie, au moins dix à vingt mille étudiants et citoyens de tous bords sont descendus vendredi dans les rues de Montréal et de Québec pour protester contre la hausse des droits de scolarité dans la province francophone.

A Montréal, la manifestation a attiré 10.000 à 15.000 personnes, selon des estimations de l'AFP, tandis qu'une porte-parole d'un syndicat étudiant parlait de 100.000. Environ 5.000 manifestants étaient réunis à Québec, la capitale de la province.

La mobilisation de vendredi -- alors que bon nombre d'étudiants sont retournés dans leur famille ou ont trouvé un travail saisonnier -- avait valeur de test pour la suite du mouvement, qui semblait s'essouffler dans les derniers jours.

Trois précédentes manifestations -- les 22 mars, avril et mai -- avaient mobilisé au moins 100.000 personnes chacune dans les rues de Montréal.

"*Je participe aux manifestations depuis le début. Je suis venu pour m'assurer que le moral tient et qu'on continue notre mouvement*", disait Julien Vadeboncoeur, 27 ans, étudiant en sociologie à l'Université du Québec à Montréal (Uqam), venu avec sa fille en poussette.

"*Ceux qui comptent sur un essoufflement vont se tromper. Ils ont compté sur la division du mouvement pendant des mois et ils ont entraîné le Québec dans un cul-de-sac*", renchérissait Amir Khadir, député de Québec Solidaire (gauche) à l'Assemblée nationale du Québec, présent à Montréal.

Les étudiants protestent contre la hausse des frais de scolarité et la loi 78, dite "*loi spéciale*", qui a suspendu les cours dans les établissements en grève jusqu'à leur reprise à la mi-août, en plus de limiter le droit de manifester.

Les étudiants veulent faire reculer le gouvernement sur une hausse prévue des frais de scolarité de 1.778 dollars (82%) sur sept ans, ce qui les rapprocherait de la moyenne canadienne. Une majorité de la population -- 56% selon un récent sondage -- est toutefois d'accord avec le gouvernement.

Après trois rondes de pourparlers, le gouvernement a quitté la table de négociations le 31 mai et rien ne présage d'une issue rapide au conflit.

Réagissant à ces nouvelles manifestations, le ministre des Finances du Québec, Raymond Bachand, a accusé le syndicat étudiant le plus militant, la Classe, de manipuler les trois autres. "*La Classe n'a toujours qu'un seul mandat (...), c'est le gel des frais de scolarité en route vers la gratuité et le jour où la Classe aura une ouverture pour que les étudiants participent davantage au financement des universités, ce jour-là, ça vaudra la peine de se rasseoir. Entre-temps, c'est une illusion*".

Encouragé par les sondages, le gouvernement envisagerait de déclencher des élections anticipées à l'automne pour trancher. (AFP 22.06)

Economie

1- BCE

La Banque centrale européenne (BCE) a annoncé vendredi qu'elle desserrait encore davantage ses conditions de prêt aux banques de la zone euro, dans ce qui apparaît comme une volonté de porter secours aux établissements espagnols. "*Le 20 juin, le conseil des gouverneurs de la BCE a décidé de nouvelles mesures pour améliorer l'accès du système bancaire aux opérations (de refinancement) de l'Eurosytème, afin de continuer à soutenir la fourniture de crédit aux ménages et aux entreprises non-financières*", a indiqué l'institution de Francfort (ouest) dans un communiqué, soulignant sa volonté de continuer à soutenir l'économie de la région.

Le conseil de gouverneurs de la BCE a réduit son niveau d'exigence en matière d'obligations adossées à des actifs (ABS), que l'institution accepte déjà en échange de ses prêts, après une première décision en ce sens en décembre 2011. En outre, il a décidé d'élargir la gamme des ABS acceptées à celles adossées à des crédits hypothécaires commerciaux (CMBS) notées A par l'Eurosystème, ainsi qu'aux crédits hypothécaires résidentiels (RMBS) et celles adossées à des crédits à des petites et moyennes entreprises (SMEs).

Cette décision semble taillée sur mesure pour les banques espagnoles, dont la note de solvabilité risque de nouveau d'être abaissée après l'octroi du plan d'aide européen. Comme l'indiquait jeudi une source financière à l'AFP, ces dernières disposent en effet de "*crédits hypothécaires en quantité*", dont elles pourront se prévaloir auprès de la BCE pour obtenir des liquidités au taux très avantageux de 1% au lieu de devoir solliciter les programmes de financement d'urgence de leurs banques centrales nationales respectives (ELA), plus coûteux. (lexpansion.com 22.06)

Ce que la BCE accorde aux banquiers, elle le refuse aux Etats qui doivent demeurer tributaires des marchés pour emprunter. Notez bien que nous ne réclamons rien à la BCE, contrairement aux charlatans pour lesquels notre salut devrait passer par cette institution.

Ajoutons que leurs arguments sont frelatés ou servent à masquer ou à faire oublier que tous les Etats ne sont pas lotis à la même enseigne, par exemple, lorsque la France ou l'Allemagne emprunte à un taux proche de zéro voir négatif, c'est en quelque sorte le pendant des taux d'intérêt avantageux (sic!) consentis en amont aux banquiers par la BCE, ce que l'on ne peut comprendre qu'en ayant à l'esprit dans quelle perspective politique ce mécanisme a été conçu, parvenir à une plus grande intégration européenne sur les plans économique, financier et budgétaire, réaliser les Etats-Unis d'Europe, objectif inimaginable autrefois ou hier encore, difficile toutefois à réaliser mais plus impossible du fait de l'incapacité du prolétariat européen à s'y opposer, mieux à prendre le pouvoir pour liquider l'UE.

C'est uniquement l'incurie politique, la capitulation des dirigeants du mouvement ouvrier et la gangrène trade-unioniste qui a pourri son avant-garde (officielle), qui leur permet de tirer profit de la crise pour franchir une nouvelle étape dans la construction de l'Union européenne.

Certaines choses nous apparaissent inconcevables sous certaines conditions, il suffit que ces dernières évoluent dans un sens déterminé pour que tout deviennent possible, voilà tout. Il en va également ainsi dans la vie en général. Croire que les choses seraient figées en l'état pour l'éternité, relève de l'ignorance.

Le distributeur français Casino a annoncé vendredi soir avoir pris le contrôle du numéro un brésilien GPA, à l'issue d'une assemblée générale extraordinaire de la holding Wilkes qui contrôle ce groupe et qui s'est tenue ce jour à Sao Paulo, indique-t-il dans un communiqué.

L'assemblée générale "*a statué sur la nomination de Jean-Charles Naouri, PDG de Casino, aux fonctions de président du Conseil d?administration de Wilkes. Par cette nomination, le groupe Casino devient le seul actionnaire de contrôle de GPA, conformément aux accords signés en 2005 avec la famille Diniz*", est-il précisé. (AFP 22.06)

2- France

Un investisseur qatari vient de s'offrir quatre grands hôtels français, dont le célèbre Martinez cannois et le Concorde Lafayette de la Porte Maillot à Paris, renforçant encore la présence de l'émirat dans l'hôtellerie de luxe de l'Hexagone.

Les autres établissements repris sont l'Hôtel du Louvre, à Paris, et le Palais de la Méditerranée, à Nice, ont indiqué vendredi des sources proches du dossier.

Ces hôtels appartiennent au fonds américain Starwood Capital. Interrogée à Paris, la société n'a pas souhaité commenter ces informations.

Selon le quotidien Le Figaro de samedi, l'investisseur qatari aurait déboursé entre 700 et 750 millions d'euros.

Selon une source proche du dossier, l'acquéreur est Katara Hospitality (ex-Qatar National Hotels), propriétaire et gestionnaire d'un portefeuille hôtelier de luxe dans les Emirats et dans le monde. Le groupe avait annoncé en mai son ambition de passer de 24 hôtels en propriété à plus de 60 à l'horizon 2030.

Le site d'information professionnel Hospitality On cite Katara comme un acquéreur possible mais avance aussi le nom de Precision Capital SA (ex-Al Mirbaq Capital), soulignant que dans les deux cas, il s'agit de membres de la famille régnante du Qatar.

La famille régnante "*se présente comme le principal investisseur mondial dans l'hôtellerie de luxe*", note Hospitality On.

Un autre fonds qatari, Qatari Diar, détient déjà le Royal Monceau (exploité par la chaîne singapourienne Raffles) qui a rouvert en octobre 2011 après plus de deux ans de travaux, et le Peninsula, un hôtel de luxe qui doit être inauguré en 2013, près de l'Etoile à Paris.

Enfin en janvier, un investisseur privé qatari, Ghanim Bin Saad Al Saad, a racheté "*sur fonds propres*" l'hôtel Carlton de Cannes.

Puissant investisseur, le Qatar est aussi propriétaire des clubs sportifs Paris Saint-Germain et Paris Handball. Il détient des parts dans Lagardère, Veolia, Vinci, Total, ou encore LVMH. A Paris, il avait déjà trouvé acquéreur pour l'Hôtel de Crillon, place de la Concorde, et pour le Lutetia, rive gauche.

L'exploitation des établissements cédés, actuellement assurée par Concorde Hotels, devrait être confiée au groupe américain Hyatt. (AFP 22.06)

Apparemment, le Qatar a obtenu de Hollande et Fabius la reconduction des avantages fiscaux consentis aux investisseurs qatari

par Sarkozy. Normal.

3- Inde

La roupie a atteint vendredi un nouveau plus bas, passant la barre des 57 roupies pour un dollar américain pour la première fois, plombée par l'incertitude internationale qui pousse les investisseurs vers les valeurs refuge.

La devise indienne a perdu plus de 10% de sa valeur depuis début avril. (AFP 22.06)

Haut de page

Le 25 juin

CAUSERIE

Les pages d'accueil des différentes rubriques du site ont été actualisées. J'ai constaté qu'il y avait un problème d'affichage avec Mozilla, la bande beigne verticale à gauche de l'écran ne couvre pas la totalité des pages d'accueil, alors que ce problème n'existe pas avec Explorer. Je n'ai pas encore trouvé le temps de chercher où se situe le lézard.

J'ai mis en ligne sous forme d'articles certaines causeries du mois de juin. J'avais dit que je le ferais, puis j'ai oublié, je le ferai en repartant de janvier 2012. En attendant, en reprenant les infos et déclarations du mois de juin, vous pourrez sans peine en déduire que l'on savait avant même l'élection de Hollande quelle politique il appliquerait.

Le PS me sort par la tête, je ne peux pas résister à l'envie de l'étriller.

La modestie chez les nantis est le complément naturel ou la manifestation de leur mauvaise conscience, de leur difficulté à dissimuler leurs véritables intentions ou leur véritable nature. C'est un personnage qu'ils se composent autant pour se protéger que pour en imposer aux naïfs ou faibles d'esprit.

Ce n'est pas une qualité, c'est un cas pathologique chez eux, qui tient plus de la lâcheté que du courage, de la sournoiserie et de la vanité plutôt que de l'honnêteté.

La véritable modestie nécessite une prise de conscience, que dans la nature il n'existe pas deux êtres identiques, et que par conséquent leur comportement n'est pas dominé par des rapports d'infériorité ou de supériorité mais par les inégalités qui permettent de les distinguer, et quand ils sont en contact avec des éléments extérieurs ils adoptent une attitude différenciée conforme à leurs attributs ou capacités respectives.

Celui qui se croit faible et vulnérable ou celui qui se croit fort et puissant présente le même travers ou exprime le même rapport renversé, qui consiste à se situer inconsciemment sur une échelle de valeur qui correspond ou reproduit les rapports sociaux de production, où les droits des dominés sont aliénés ou bafoués, considérés comme illégitimes, ils auront tendance à se définir comme des être inférieurs et l'accepteront plus ou moins, tandis que ceux des dominants sont reconnus ou respectés et considérés comme légitimes, ils auront tendance à développer un complexe de supériorité qu'ils assumeront ou revendiqueront la plupart du temps.

On se croit fort ou faible physiquement, intellectuellement, par son statut social ou sa position dans la société, alors qu'il existe toujours des êtres qui nous sont inférieurs ou supérieurs dans tous les domaines, d'où l'absurdité de la vanité, de l'arrogeance, du mépris ou de l'indifférence.

La modestie feinte par Hollande et Ayrault principalement s'adresse aux masses : voyez les efforts que nous avons consentis, nous avons montré le bon exemple, à votre tour maintenant, c'est normal. Dit ou exigé brutalement ne passerait pas, c'est la leçon qu'ils ont retenu du quinquennat de Sarkozy, ils prennent le contre-pied, la méthode change, la politique demeure la même, l'objectif aussi.

Nous avons dit que la véritable modestie consistait à prendre conscience que les inégalités dominaient dans la nature et chez l'homme, dans la société, avec tous les rapports qui en découlent. Du coup les discours sur l'égalité qui tendent à gommer ou nier artificiellement ces inégalités tombent à plat ou constituent une aberration, leurs arguments sont contre-nature, leurs auteurs des charlatans.

Sur le plan politique, les choses se présentent sous un angle légèrement différent, sans toutefois contredire ce qui vient d'être

énoncé, on nous invite à réduire les inégalités sociales sans remettre en cause le système économique qui en est à l'origine, la différence réside ici dans le fait qu'il ne s'agit pas d'un phénomène naturel, elles reposent sur la violation institutionalisée d'un droit, qui a pour seule raison d'être de perpétuer ces inégalités sociales de façon à ce qu'elles apparaissent comme naturelles (et éternelles) au commun des mortels.

La modestie est un luxe inabordable pour le miséreux qui est absorbé à assurer sa survie au quotidien, tandis qu'elle n'est qu'un masque ou une ruse chez l'imposteur ou le roturier qui finalement ne sert que son ambition personnelle. Les dirigeants du PS sont à classer dans cette catégorie.

Les grandes écoles ou l'unversité les a formatés pour devenir de serviles serviteurs du capitalisme, de l'Etat, de l'ordre établi. Leur vernis socialiste ne sert qu'à rappeler pour certains leur origine modeste avec laquelle ils ont rompu, mais qui leur sert utilement de couverture politique et morale, une contradiction que justement leur (fausse) modestie sert à camoufler.

Prenez par exemple Claude Bartolone : "*Bon élève, il entame des études supérieures à l'université de Jussieu. Titulaire d'une licence de mathématiques et d'une autre de physique il travaille alors deux ans dans l'industrie pharmaceutique avant de se lancer dans une carrière politique.*" (slate.fr 23.06) En tout et pour tout, il aura travaillé deux ans dans sa jeunesse, depuis il est devenu totalement étranger au milieu des exploités qu'il prétend pourtant représenter, auxquels il estime normal d'imposer des sacrifices.

Sa "*carrière*" aura consisté à valoriser ses idées, le terme monnayer aurait peut-être été plus juste ou plus précis, maire, député (1981) puis ministre sous Chirac (1998), pour finalement en 2012 atteindre le "*perchoir*" de l'Assemblée nationale quelques décennies plus tard. Quel idéal médiocre !

Il n'a jamais servi les intérêts des travailleurs, il a servi ses propres intérêts qui se confondaient avec ceux qui détiennent le pouvoir, c'était préférable pour satisfaire son ambition, comme Jospin, Cambadelis et bien d'autres. Il ne faut pas croire que ces gens-là auraient renié un jour leurs convictions, en réalité ils n'en ont jamais eu de bien assurées contrairement à un Kautsky par exemple, qui fut un véritable marxiste avant de devenir un renégat.

Voilà des gens qui ont toujours vécu en marge de la société, dont la carrière exemplaire a consisté à brasser du vent, tandis que des technocrates faisaient le boulot à leur place en amont. Le passage par la mairie est presque incontournable, car c'est un exercice pratique utile pour déterminer les élus qui sont le plus apte à servir les institutions et qui seront amenés plus tard à grimper dans l'appareil du parti et de l'Etat. Le maire est le seul élu vraiment en contact avec la population, et de son art à manier la langue de bois déterminera la suite de son "*business plan*", à condition toutefois qu'il soutienne la politique de son parti en élu bien discipliné. Si cela ne s'applique pas (forcément) aux maires des petites communes, des fonctionnaires et des notables locaux, pour avoir rejoint un tel parti au passé criminel, il ne fallait pas être trop exigeant, envers soi-même, pour l'ignorer ou s'en accommoder, en toute simplicité cela va de soi.

La mythomanie est une pathologie comparable au révisionnisme, dans la mesure où l'intéressé finit par se convaincre que ses délires sont conformes à la réalité au point de ne plus être capable de faire la distinction entre les deux, donc de corriger ou de se défaire de ce travers, le révisionniste se contentant de l'interprétation de la société qu'il a imaginée dans sa petite tête ou qui lui a été soufflée et qu'il a adoptée par convenance personnelle, entendez par là par intérêts individuels. La mythomanie n'est pas incompatible avec la modestie, puisque celui qui s'y adonne ne s'en rend pas compte. Croire ou être parvenu à se convaincre que le PS était un parti socialiste relève (aussi) de cette pathologie.

La mégalomanie caractérise le désir excessif de gloire et de puissance ou par l'illusion qu'on les possède ou encore qu'elles nous tendent les bras, parce que l'on ne serait pas destiné à vivre dans un monde inférieur ou médiocre, laissant à ceux qui y baignent malgré eux le destin d'y rester toute leur vie.

Ils se complètent, pour le premier la réalité n'est pas un obstacle puisqu'il la nie, pour le second ses faiblesses ne sont pas un handicap puisqu'il l'ignore, dans les deux cas au profit d'une conception fantasmagorique qu'il s'est forgé et qui fait son affaire.

Le PS n'est pas un parti socialiste, peu importe puisque tout le monde ou presque ignore ce que cela signifie, quant à proposer une politique qui n'est pas socialiste, cela ne pose pas de problème non plus puisqu'il s'adresse à des ignorants, c'est de là qu'il tire sa force, allez osons le dire, et sa gloire, c'est détestable penserez-vous peut-être, cela l'est assurément, terminons en ajoutant infréquentable.

Il y a ainsi des gens qui peuvent vivre quotidiennement dans le mensonge et dont la fonction principale est de tromper les travailleurs, on aurait presque la naïveté de se demander comment ils font, on vient de le voir rapidement, cela ne les empêche pas de dormir, ils ont la conscience tranquille que l'accomplissement de la sale besogne peut procurer. On s'efforcera de ne pas leur ressembler

Voilà pourquoi nous ne signerons pas cette lettre.

Titre : Lettre ouverte à François Hollande pour un référendum sur le Pacte budgétaire

Origine : Attac et la Fondation Copernic. (autrement dit le PCF et le PS !) ainsi que des "*chercheurs*".

Voyons comment ils ont présenté cette initiative, ensuite nous verrons le contenu de cette lettre.

- La crise européenne est arrivée à un point crucial. Aveugles volontaires, nos dirigeants s'obstinent dans des politiques brutales d'austérité alors que la crise provient des dérives de la finance. Le "Pacte budgétaire" a été élaboré par Angela Merkel et Nicolas Sarkozy pour corseter définitivement les politiques économiques.

François Hollande se prépare à le faire ratifier par le Parlement nouvellement élu s'il parvient à faire adopter tout ou partie du "Pacte pour la croissance" qu'il propose aux autres dirigeants européens. Mais seul un débat démocratique avec une large participation populaire peut légitimement trancher sur des enjeux aussi essentiels.

A l'initiative d'Attac et de la Fondation Copernic, des responsables associatifs, syndicaux et politiques et des chercheurs lancent une lettre ouverte à François Hollande : *"Non au Pacte budgétaire, pas d'Europe sans citoyens !*", demandant l'organisation d'un débat tranché par un référendum. (www.france.attac.org)

D'où vient vraiment la crise : des "*dérives de la finance*" comme il est dit ici, ce qui paraît plutôt réducteur, simpliste ou léger comme analyse, ceux qui optent pour cette explication prétendent qu'il suffirait de mettre au pas la finance ou de prendre quelques mesures appropriées pour que l'on baigne dans le bonheur, que le chômage, la précarité et la pauvreté disparaissent d'un coup de baguette magique, sans jamais poser la question de savoir à quoi correspond réellement cette crise, dans quel contexte elle est apparue, à quel moment précis de l'évolution du capitalisme mondial a-t-elle éclaté, pourquoi frappe-t-elle de préférence certains pays ou continents plus que d'autres.

Quant aux exactions de la finance, là non plus elles ne sont pas apparues du jour au lendemain, elles ne sont pas sorties de nulle part, elles ont été favorisées par un ensemble de mesure prises par les différents chefs d'Etats ou de gouvernements qui se sont succédés en Europe et dans les pays du G20 au cours des trois dernières décennies, mesures qui ont contribué à accroître son pouvoir, son pouvoir de nuisance sur les Etats qui tous se sont pliés à ses exigences jusqu'à en être leurs débiteurs privilégiés et à en devenir leurs otages tout autant que leurs complices, puisqu'il s'est agi d'un processus accepté par tous les partis qui se sont succédés au pouvoir dans ces pays-là, jusqu'à preuve du contraire ce ne sont pas les banquiers qui ont pris le pouvoir et qui ont décidé quelle politique serait adoptée par les Etats mais bien les partis qui disposaient de la majorité au sein des institutions dans chaque pays.

Si en résumé la dérive de la finance se réduit à la captation d'une part de plus en plus importante de la plus-value produite par une minorité, nous venons de voir rapidement comment, il reste à voir pourquoi. Laissons de côté la baisse du taux de profit qui est sans doute l'un des facteurs déterminants de ce processus, pour la bonne raison que je ne possède aucun élément chiffré et précis pour aborder cette question.

Peu importe, cela se traduit notamment par la concurrence féroce que se livrent les capitalistes à l'échelle mondiale dans un monde peuplé de plus de 7 milliards d'habitants qui ont des besoins de plus en plus urgents à satisfaire, ce que est incompatible avec l'accaparement des richesses produites par une minorité de parasites qui estiment n'en avoir jamais assez, d'où les violentes politiques d'austérité dirigées contre les travailleurs qui disposent de conditions de travail et un niveau de vie meilleures et supérieur au reste des travailleurs dans le monde.

Ils ont commencé à développer des marchés là où les travailleurs étaient surexploités et pratiquement sans droits politiques dans des pays où le PIB par habitant demeure très faible par rapport à celui des pays capitalistes développés, tandis que la croissance économique ralentissait ou stagnait avant de devenir négative (récession) dans les pays dominants de l'UE, de telle sorte que les Etats se retrouvent littéralement étranglés par le poids de leurs dettes et n'aient plus comme seul recours pour faire face à leurs créances que de réduire leurs dépenses en taillant à la hache dans les budgets sociaux tout en imposant une politique d'austérité de plus en plus violente aux travailleurs, l'aristocratie financière et les actionnaires des multinationales ou des grandes entreprises estimant qu'il n'y avait aucune raison pour qu'ils engrangent d'énormes profits dans les pays ou les continents où la législation leur était particulièrement favorable et qu'il n'en soit pas de même partout dans le monde, quitte à entraîner la chute de gouvernements ou de partis au pouvoir au profit d'autres tout aussi dociles à leur endroit.

Bien entendu, cette stratégie qui a pour objectif de mettre au pas le prolétariat mondial, de le réduire pour ainsi dire en esclavage, demeure sujette aux contradictions du capitalisme qui s'expriment notamment à travers la lutte de classe des exploités.

Il y a encore une question qu'il faut se poser.

Au bout du compte, la crise actuelle du capitalisme et les dérives de la finance pour reprendre les termes employés par les rédacteurs de cet appel, elles n'auraient jamais eu lieu si la classe ouvrière avait pris le pouvoir pour s'attaquer aux fondements

du capitalisme, si les partis (et les syndicats) qui étaient supposés la représenter ne l'avaient pas trahie, l'évolution du capitalisme n'aurait pas atteint le degré de décomposition et de barbarie que nous lui connaissons et qu'il nous fait subir, toutes les souffrances et tous les drames que les peuples vivent aujourd'hui et depuis des décennies leur auraient été épargnés, c'est d'une part le refus de ces partis de rompre avec le capital et ses institutions politiques à tous les échelons qui en est le responsable, inutile de dire que nous ne formulons aucune illusion sur leur capacité future à rompre avec le capital, ils en sont définitivement incapables, d'autre part l'incapacité dans laquelle s'est trouvée l'avant-garde révolutionnaire de proposer aux travailleurs une politique correspondant à la situation permettant ainsi de construire de nouveaux partis communistes et une nouvelle Internationale indispensable pour vaincre notre ennemi.

Nous venons de voir que c'était en réalité la combinaison de plusieurs facteurs économiques et politiques qui étaient à l'origine de la situation actuelle, et que pour en sortir, un simple constat ne suffisait pas, de même que la réduire à la dérive de la finance consiste en vérité à camoufler tous les autres facteurs, à commencer par la responsabilité des dirigeants du mouvement ouvrier et particulièrement son avant-garde. La crise provient tout autant de l'évolution du capitalisme dominé par l'industrie financière, que de la crise de la direction du prolétariat que nous avons été incapable de régler au cours des 70 années qui viennent de s'écouler.

Qu'est-ce que signifie "une lettre ouverte à François Hollande : "*Non au Pacte budgétaire, pas d'Europe sans citoyens !*", demandant l'organisation d'un débat tranché par un référendum" ? Leur objectif ne serait-il pas d'aboutir à un oui au Pacte budgétaire avec les citoyens sans fondamentalement s'attaquer au pouvoir des capitalistes, à l'UE ? Parce que Hollande pourrait être porteur d'une politique en rupture avec le capitalisme compatible avec l'existence de l'UE ? C'est oublié ou occulté pourquoi l'UE a été créée, qui l'a créée et dans quel objectif.

Au même moment, dans un mémoire adressé à Herman Van Rompuy, Hollande recommandait (d') "*d'établir une feuille de route pour 10 ans afin de permettre d'examiner les conditions d'intégration, notamment budgétaire, et le cadre institutionnel et politique permettant de parvenir à ces objectifs en assurant la nature démocratique des décisions*", autrement dit, il s'engageait à avancer dans la construction européenne dont la politique de "*nature démocratique*" n'aura évidemment échappé à personne.

Qu'ont-ils écrit dans cette lettre adressée à Hollande ?

Ils réclament de "*l'Europe*", donc de l'UE telle qu'elle existe et qu'ils n'entendent pas remettre en cause, des "*politiques fiscale, budgétaire et monétaire infiniment plus ambitieuses et solidaires*", autrement dit, ils ne rejettent pas l'orientation de l'UE, ils estiment qu'elle ne va pas assez loin et assez rapidement dans la voie qu'elle s'est tracée depuis Maastricht, comment cela, leurs propositions correspondent exactement aux problèmes auxquels sont confrontés les dirigeants de l'UE et les chefs d'Etats et qu'ils ne parviennent pas à résoudre justement parce qu'il n'existe pas d'harmonie fiscale, budgétaire et monétaire entre les Etats, donc ils se proposent ni plus ni moins que de les aider à les résoudre sur le dos des travailleurs puisque l'UE ne saurait représenter leurs intérêts, ils le confirment plus loin "*Il faut aussi un véritable budget communautaire et une harmonisation vers le haut des politiques sociales et fiscales européennes*". On aurait pu gagner du temps en notant que leur discours était sur ce plan identique à celui des dirigeants de l'UE ou de Hollande.

Il n'est plus question de l'annulation de la dette des Etats ou d'un "*moratoire*" sur celle-ci, il suffirait que "*la BCE puisse racheter massivement les dettes des États membres et financer ceux-ci à des taux faibles*", pour que le tour soit joué, " *pour engager la transition écologique et sociale*", ben voyons. Et pour masquer leur collusion avec l'UE, ils s'en tirent avec un euphémisme grossier ou déplacé indiquant que cela impliquerait "*de corriger une anomalie démocratique*", un léger disfonctionnement de l'UE en quelque sorte, s'employant à minimiser ou nier plutôt son caractère profondément antidémocratique, réactionnaire, sa nature n'étant pas en cause évidemment.

Comment le pourrait-elle puisqu'il suffirait de rejeté le Pacte budgétaire "*pour enclencher la nécessaire refondation de l'Europe*", dans le cadre des institutions de l'UE qui leur va très bien en dehors d'une "*anomalie démocratique*" ici ou là, des broutilles quoi, pour ses partisans de l'UE. Comme ils n'osent pas l'avouer ouvertement, reconnaissant pour la circonstance que des "*résistances sociales et citoyennes émergent dans de nombreux pays contre les politiques d'austérité*", devinez qui devrait contribuer à cette "*nécessaire refondation de l'Europe*", je vous le donne en mille, le "peuple" pardi, à "*qui* (il faut) *donner la parole*", d'où leur appel à un référendum et la boucle est bouclée.

Effectivement, ils ne peuvent pas avancer aussi rapidement qu'ils l'auraient souhaité dans la construction de l'Union européenne sans les peuples ou tant que leur résistance n'a pas été gravement entamée ou brisée nette. Pour se faire, les auteurs de cet appel se proposent d'y collaborer en venant au secours de l'UE, ce qu'indique clairement la dernière phrase de cette lettre : "*Vous montrerez que, pour vous comme pour nous, l'Union européenne et l'euro ne retrouveront un avenir que si nous construisons la souveraineté démocratique des peuples européens*", bref, vive l'Union européenne et l'euro !

Finalement, ce référendum, qui serait destiné à "*donner la parole au peuple*", servirait à mieux l'enchaîner à l'UE, avec laquelle les auteurs de cette lettre à Hollande n'entendent pas rompre.

Nous ne signerons pas cette lettre et nous appelons les militants et travailleurs à ne pas la signer.

Parmi les signataires de cette lettre, on retrouve les parasites habituels du mouvement ouvrier sous la signature de dirigeants d'Attac, de la Fondation Copernic, Solidaires, Résistance sociale, Droit au Logement, Utopia, le Parti de Gauche, le PCF, la Fase, la Gauche unitaire, l'Association des Communistes Unitaires, le NPA, EELV, la Gauche Anticapitaliste, Les Alternatifs, Convergence et Alternative, le CNDF, les Economistes atterrés, Cadac, CADTM, auxquels il faut ajouter des représentants de la CGT et de la FSU.

Si on devait caractériser cette opération, on dirait qu'elle est du domaine de la manipulation des attentes des masses qui supportent de plus en plus mal le sort que leur réservent le gouvernement et l'UE, pour le compte de l'UE et du capitalisme mondial auxquels les auteurs et signataires de cette lettre sont subordonnés.

Par ailleurs, nous rejetons tout appel, toute pétition, toute initiative en direction de Hollande, du gouvernement, des députés ou des élus du PS, du PCF, d'EELV, de l'UMP ou du MoDem.

Nous prenons nos responsabilités, nous nous plaçons résolument au côté des 20 millions de travailleurs qui ont refusé de cautionner ces partis en refusant de participer aux dernières élections législatives ou en refusant de voter pour un de leurs candidats en votant blanc ou nul.

Pour la même raison, nous ne signerons pas la pétition du POI destinée à Hollande.

Ces deux initiatives présentent des similitudes qui ne vous auront pas échappé, outre qu'elles représentent et s'adressent au même fond de commerce, l'expression est peut-être mal choisie mais il est tard et il ne m'en vient pas une autre plus appropriée à l'esprit), elles s'adressent à Hollande qui ne dispose d'aucune majorité (à l'Assemblée nationale compte tenu de l'abstention, etc.), donc légitimité pour ratifier le TSCG et le MES. S'adresser à lui revient donc à violer ce constat, c'est tenté de le légitimer à tout prix, sachant que finalement il ne tiendra pas compte de ces pétitions, ce que leurs auteurs savent pertinemment également quand ils ne s'en vantent pas.

Question à 100 balles.

Hollande ou Obama appelle des putschistes ou un régime militaire qui piétine ouvertement les principes élémentaires de la démocratie à les respecter, alors qu'ils entretiennent des relations amicales avec les régimes dictatoriaux du Golfe, par exemple. C'est comme demander à un banquier de bien avoir l'obligeance de cesser de s'enrichir ou un voleur de se nouer les mains dans le dos ou encore à un renard parvenu dans un poulailler à épargner ses locataires, à se priver d'un bon festin.

En va-t-il autrement des appels en direction du PS et ses satellites à "*rétablir la démocratie politique*" sous un régime bonapartiste et antidémocratique selon sa Constitution, qu'ils représentent et auquel leur propre survie est conditionnée ? Ajoutons, remise en cause des principes de la démocratie qu'ils piétinent eux-mêmes ou dont ils sont les complices.

C'est un non-sens qui coule de source, c'est stupide, grotesque... Effectivement, un gosse de 10 ans le comprendrait au quart de tour. Alors pourquoi des militants ne le comprennent-ils pas ? Auraient-ils par hasard intérêt à ne pas le comprendre ?

Ces appels, tout comme leur politique, n'ont pas pour objet de préparer les masses à rompre avec le régime pour le renverser, non, ils consistent uniquement à rendre le régime capitaliste plus supportable aux yeux des couches auxquelles appartiennent leurs auteurs ou dont ils représentent les intérêts, leur objectif n'est pas le socialisme, mais une république bourgeoise au sein de laquelle les intérêts de l'aristocratie ouvrière et des intellectuels, des classes moyennes, seraient préservées moyennant le jeu démocratique des institutions en place auquel tous les partis participeraient. Inutile de les désigner, vous les aurez reconnus au premier coup d'oeil.

Je n'ai pas le temps d'en faire davantage et c'est dommage, pendant vos vacances d'été je vous incite à lire ou relire, étudier, le premier tome de l'Histoire de la révolution russe de Trotsky qui relate les évènements survenus entre février et octobre 1917, vous y trouverez une mine d'informations (et d'enseignements) sur le comportement à avoir face à un gouvernement de type front populaire ou un gouvernement bourgeois auquel participent des partis se réclamant du socialisme. D'un point de vue léniniste, puisque Trotsky était devenu le meilleur des bolcheviks selon Lénine lui-même. Du point de vue de la critique marxiste, puisque les bolcheviks s'étaient fourvoyés ou ne savaient plus très bien où ils en étaient avant le retour en Russie de Lénine au début du mois d'avril 1917, le regard que porta Trotsky sur cette période est très précieux pour nous, pour comprendre les rapports entre le parti et l'Etat...

Je l'ai feuilleté à l'écran rapidement avant-hier, mais j'ai laissé tomber car je passe trop de temps à l'écran et mes yeux peinent à suivre. J'ai réduit la luminosité et le contraste mais c'est insuffisant. Je n'ai pas besoin de la caution de Trotsky pour développer ma politique, bien que j'aie encore beaucoup de choses à apprendre, mais je ne vous demande pas non plus de me croire sur parole, je vous l'interdis même, ce sera bien la seule chose que je me permettrais un jour de vous interdire, de la même manière que je ne tolère pas qu'on me dicte ce que je dois penser. Au passage, bonne semaine à tous et bonnes vacances à ceux qui ont encore la chance d'en prendre.

Ces "***experts***" bien avisés qui conseillent Hollande.

Que ces "*experts*" (sur le smic) aient été désignés par Sarkozy en 2009 ne lui pose pas de problèmes, pas davantage qu'à la Cour des comptes ou ailleurs.

Vous me direz que les experts de Hollande sont aussi véreux et pourris, nous le savons tous ou nous devrions le savoir. Ils sortent du même sérail. Ils ont été formatés de la même manière, dans les mêmes écoles, les grandes écoles pardon, moi, en tant que prof d'une classe de 6e, j'avais l'impression d'être à la grande école, de nourrir ou stimuler des cerveaux qui plus tard disposeraient des outils pour parvenir à comprendre comment fonctionne la société de façon à être prêt à la changer un jour ; j'imagine très bien que les grandes écoles de leur République ne poursuivent pas cet objectif révolutionnaire, même en classe, c'est un état de conscience.

Exceptionnellement je mets en ligne ici un article qui vous aidera si nécessaire à vous faire une idée plus précise de la pourriture de ces "*experts*", des patrons.

Cet article a été publié sur le portail lemonde.fr le 22 juin, il s'agit d'une interview de l'un de ces "*experts*", rien que le titre est tout un programme à lui tout seul : "*Augmenter le smic détruit des emplois*". Au passage, c'est également la position défendue par les dirigeants syndicaux, quelle coïncidence !

- Mis en place en 2009, le groupe d'experts sur le smic émet, chaque année, des recommandations sur l'évolution du salaire minimum. Regroupant des économistes, il a toujours recommandé de s'en tenir à la revalorisation automatique prévue par la loi. Paul Champsaur, président du groupe et ancien directeur de l'Insee, explique pourquoi il est opposé à un "coup de pouce" supplémentaire, au-delà de l'inflation, alors que Michel Sapin, ministre du travail, va en annoncer un, mardi 26 juin.

A partir du moment où la hausse a été promise par le candidat victorieux, il semblait en effet difficile qu'elle ne se fasse pas. Et nous ne voulions pas, d'emblée, rompre tout dialogue entre notre groupe et le gouvernement. Par contre, nous sommes ouverts à une discussion informelle, éventuellement suivie, si le coup de pouce est raisonnable, d'une consultation sur les revalorisations futures.

Recommanderez-vous d'augmenter le smic en janvier 2013 ?

La loi implique une indexation automatique du smic sur l'inflation, à laquelle on ajoute la moitié de l'évolution de pouvoir d'achat du salaire de base horaire ouvrier. Nous ferons donc nos calculs et nous comparerons avec ce qui sera fait au 1er juillet. S'il y a une différence positive, nous recommanderons une hausse à la hauteur de cette différence ; sinon, nous recommanderons de ne rien faire.

Pourquoi êtes-vous opposés à ce coup de pouce ?

Il faut rappeler que, au sein de l'OCDE [Organisation de coopération et de développement économiques], la France fait partie des pays dans lesquels le smic est le plus élevé. Par ailleurs, le smic est actuellement égal aux deux tiers du salaire horaire médian ouvrier, contre la moitié, environ, dans les années 1970. Cela veut dire qu'il y a une compression des bas salaires.

Une hausse du smic a, par ailleurs, pour effet de réduire le nombre d'emplois proposés par les entreprises. Les études économétriques sur le sujet évoquent 20 000 emplois peu qualifiés supprimés par point supplémentaire de smic. Comme cela fait trente-cinq ans que l'on donne régulièrement des coups de pouce trop élevés, la France a un chômage plus important que la moyenne du reste du monde occidental.

Enfin, la France est l'un des seuls pays avec un smic mais où il n'y a pas de salaire minimum spécifique pour les jeunes. Résultat : les jeunes sans qualification mettent plusieurs années à entrer sur le marché du travail et ont des perspectives d'augmentation très faibles. Nous pensons que ce n'est pas bon.

Mais la hausse du smic ne relance-t-elle pas la consommation ?

Non. Si nous étions dans une économie fermée, sans commerce extérieur et sans problème de compétitivité, on pourrait se poser la question de relancer la demande en augmentant les salaires. Mais ce n'est pas le cas, notre économie est très fortement ouverte. Le niveau de salaire est l'élément de base pour la compétitivité de nos entreprises.

De 2002 à 2007, les salaires ont augmenté en France de 2 points de plus qu'en Allemagne par an. Cela a permis, pendant ces années-là, une croissance plus forte en France, mais cela a débouché sur une perte de compétitivité et une situation économique intenable. Le pouvoir d'achat du smic a augmenté de 16 % depuis 2000, contre 10 % pour le reste des salaires. Quand le smic augmente, les salaires sont tirés vers le haut. Or, il faut qu'ils augmentent nettement moins vite.

Par ailleurs, il y a des façons plus efficaces de donner de l'argent à ceux qui n'en ont pas. Il n'y a pas de smicard à plein temps parmi les 20 % des Français les plus pauvres, mais uniquement des gens qui travaillent peu ou pas. Il faut un recul lent du smic par rapport au salaire moyen, compensé par une hausse de la prime pour l'emploi ou du RSA [revenu de solidarité active], de façon à ce que les travailleurs les plus pauvres n'y perdent pas.

Augmenter la prime pour l'emploi ou le RSA coûte à l'Etat...

Mais augmenter le smic aussi. Le coût des allégements de charges sur les bas salaires augmente d'autant pour l'Etat. Ne vaut-il pas mieux, par ailleurs, donner cet argent aux gens qui n'ont pas, ou pas assez, de travail ? Les dirigeants politiques n'ont pas cherché à convaincre l'opinion publique de ce raisonnement.

François Hollande a proposé d'indexer le smic sur la moitié de la croissance. Qu'en pensez-vous ?

Il n'est pas dans notre mission de discuter de la méthode de revalorisation. Je rappelle que nous ne préconisons pas une baisse brutale du smic, mais des évolutions plus soutenables pour l'économie. Selon nos calculs, une méthode indexée sur la moitié de la croissance, comme celle actuelle, basée sur l'inflation, auraient conduit à des hausses presque similaires. Le problème est qu'il y a eu de nombreux coups de pouce. Si le gouvernement opte pour une revalorisation indexée sur la croissance, comme solde de tout compte et sans coup de pouce futur, nous trouvons donc ça très bien. Mais, pour l'instant, le gouvernement n'a pas été aussi explicite.

Si le coup de pouce est trop élevé, vous démissionnez ?

Il faudrait que je consulte les autres membres. Mais si la hausse est à 4 %, je pense en effet que nous n'avons plus rien à faire. Il est donc important que ce coup de pouce soit modeste et que la suite soit à peu près correcte. Fin.

A perpette !

Le ministre français des Affaires européennes Bernard Cazeneuve, dans un entretien au Journal du Dimanche.

"*Face à ces crises, nous avons besoin de réponses urgentes, de plus de solidarité, et à terme, de plus d'unité pour rendre l'Europe plus efficiente*", souligne le ministre qui estime par ailleurs qu'il "*s'agit d'éviter que les peuples d'Europe soient condamnés à l'austérité à perpétuité*". (AFP 24.06)

"*plus efficiente*" pour qui, devinez ?

Dans ce genre de déclarations il y a deux parties.

La première dans laquelle son auteur dresse un constat conforme à son interprétation de la situation que généralement le plus grand nombre partage, consciemment ou non. A ce stade, il s'agit s'appâter le lecteur, de le mettre en confiance pour qu'il gobe la suite.

La seconde correspond à ce que son auditoire veut entendre et qu'il faut traduire en inversant ses termes, une affirmation par son contraire, de manière à rétablir l'orientation dans laquelle il voulait entraîner ses lecteurs, donc accéder aux véritables intentions de l'auteur.

Ici, quand il dit qu'il "*s'agit d'éviter que les peuples d'Europe soient condamnés à l'austérité à perpétuité*", il fallait lire : afin de faire en sorte que les peuples d'Europe soient condamnés à l'austérité à perpétuité, ce qu'il ne pouvait pas avouer évidemment.

Un cas d'école.

Un sondage, réalisé simultanément en France, Allemagne, Espagne et Italie, montre un très fort scepticisme des citoyens de ces pays sur la capacité de la Grèce à combler sa dette et son déficit et à rester dans l'euro. Mais il indique également l'attachement des Européens à leur monnaie commune.

"*Ce qui me surprend, c'est la contradiction des réponses apportées*", déclare le ministre français des Affaires européennes. "*Or, on ne peut pas à la fois croire en l'euro et récuser les mécanismes de solidarité qui garantissent la stabilité financière et monétaire*". (AFP 24.06)

Il a raison, les deux sont à rejeter en bloc ! Ceux (Attac, FdG, NPA, etc.), qui prétendent rejeter les deux derniers traités et qui dans le même temps refusent de rompre avec l'euro et la BCE, ne souffrent aucune contradiction, car en réalité ces deux arguments

se neutralisent laissant les mains libres à ceux qui détiennent le pouvoir de trancher, l'UE et les chefs d'Etats.

Maintenant, en admettant les termes de ce sondage, si les travailleurs ont commencé à comprendre que la nature de l'UE était contraire à leurs intérêts, ils identifient l'euro au moyen de paiement indispensable quand ils se présentent chez le boulanger pour acheter une baguette et pas davantage selon moi, ils n'y sont pas davantage attachés que cela, au-delà ce serait leur prêter un niveau de conscience qu'ils n'ont pas et que manifestent justement leur prise de position en faveur de l'euro.

Que les travailleurs avancent plus rapidement sur le plan politique que sur le plan économique n'est pas une anomalie ou une contradiction, c'est somme tout normal au regard de la complexité des questions économiques. On aurait pu aussi voir dans leur attachement à l'euro, leur manque de matûrité à comprendre le fonctionnement du capitalisme, mais c'est tellement évident qu'on ne l'a pas relevé volontairement.

Rappelons notre position. Nous sommes contre l'euro, mais nous admettons qu'en cas de prise du pouvoir par les travailleurs, il pourrait s'avérer indispensable de conserver cette monnaie pour effectuer les transactions internationales, ce qui constitue ni une contradiction ni un reniement, dans la mesure où nous nous retrouverions contraints et forcés d'adopter cette position sous la pression du capitalisme mondial... Tandis qu'une autre monnaie aurait cours à l'intérieur du pays.

En famille. Lobbyisme et sionisme.

Joël Mergui a été réélu dimanche à la présidence du Consistoire Central- Union des communautés juives de France- avec une très large majorité de 85% des suffrages exprimés, a annoncé le consistoire dans un communiqué.

Le président de la République, François Hollande, lui a adressé "*ses félicitations et tous ses voeux pour la poursuite de cette mission au service du judaïsme français et de sa place dans la République*".

Le Consistoire central représente et défend les interêts du judaisme en France. Il a été fondé en 1808 par Napoléon 1er. (AFP 24.06)

Le dernier Bonaparte en place n'a pas manqué à la tradition, normal.

EEVL sur les pas du PS

Pascal Durand a été officiellement élu samedi nouveau secrétaire national d'Europe Ecologie-Les Verts après la démission de Cécile Duflot devenue ministre du Logement. (lexpress.fr 23.06)

Il serait proche de Hulot et avocat d'affaires de profession, comme Sarkozy, Copé et bien d'autres au gouvernement, le capitalisme est leur gagne-pain, alors vous ne voudriez tout de même pas qu'ils s'y attaquent.

Godillots. La vérité qui tue... les institutions bonapartistes.

François de Rugy, coprésident du groupe EELV à l'Assemblée nationale a affirmé qu'Alain Vidalies, ministre des Relations avec le Parlement, avait reconnu avoir été "*maladroit*" en affirmant que les écologistes n'auraient "*pas la liberté de vote*", dimanche sur France Inter.

La semaine dernière, lors de l'émission "Questions d'Info" (LCP/Le Monde/AFP/France Info), M. Vidalies, avait déclaré qu'étant associés au gouvernement, les écologistes d'EELV auraient à l'Assemblée "*la liberté d'expression, mais pas la liberté de vote*". (AFP 24.06)

Cela lui a échappé, trop tard ! Dire tout haut ce que tout le monde pense tout bas est contraire à l'esprit antidémocratique de la Ve République...

Actualité en titres

Mini en creux.

- Mini-sommet de Rome - Hollande : "*La croissance est devenue la priorité*" - LePoint.fr

- Et le mini Sommet européen accoucha... d'un mini communiqué de presse - Atlantico.fr

- Rio+20 a accouché de formules creuses réveillant l'ardeur de la société civile - AFP

L'UMP compatible FN

- Un sympathisant UMP sur 2 souhaite un accord avec le FN aux scrutins locaux - AFP

Numéro de prestidigitation.

- Najat Vallaud-Belkacem veut faire "*disparaître*" la prostitution - AFP

Il faudrait que le PS disparaisse avant !

Leur ordre !

- NKM : Buisson voulait "*faire gagner Charles Maurras*" plus que Sarkozy - Lexpress.fr

- Bachelot : l'UMP doit "*commencer à faire l'inventaire du quinquennat Sarkozy*" - AFP

- Hortefeux à Bachelot : "*Le droit d'inventaire, je suis contre*" - AFP

Chez nous aussi ils sont majoritairement contre ! Quel monde !

INFOS EN BREF

Politique

1- Egypte

L'islamiste Mohamed Morsi, candidat des Frères musulmans, a été déclaré président de l'Egypte avec 51,7% des suffrages au second tour de l'élection du week-end dernier devant l'ancien général Ahmed Chafik, a annoncé dimanche la Commission électorale.

Les prérogatives du chef de l'Etat ont toutefois été fortement réduites il y a une semaine par un décret du conseil militaire qui dirige le pays depuis février 2011.

Dans une allocution télévisée en soirée, il a assuré que son pays tiendra ses engagements internationaux et a rendu hommage aux forces armées, dont il a salué le rôle.

Le nouveau président devra travailler en étroite collaboration avec l'armée sur la nouvelle Constitution dont le pays doit se doter.

Mohamed Morsi, qui a promis de constituer un gouvernement élargi aux non islamistes, notamment à la minorité chrétienne, promet d'honorer les traités internationaux conclus par l'Egypte et notamment l'accord de paix signé avec Israël en 1979. L'aide américaine en dépend en grande partie.

Israël, qui a salué une nouvelle étape du processus démocratique, veut "*poursuivre sa coopération avec le gouvernement égyptien sur la base de l'accord de paix entre les deux pays, qui sert les intérêts des deux peuples et contribue à la stabilité régionale*", a dit le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu.

La Maison blanche a félicité Mohamed Morsi en l'appelant à prendre en compte les droits de tous les Egyptiens.

"*Nous félicitons le peuple égyptien pour cette étape importante dans la transition vers la démocratie*", a dit le porte-parole de la présidence américaine, Jay Carney, qui a appelé le nouveau chef d'Etat égyptien à faire en sorte que son pays demeure "*un pilier pour la paix, la sécurité et la stabilité dans la région*". (Reuters 24.06)

2- Syrie

La Turquie a admis samedi que l'avion de chasse turc abattu la veille par la Syrie a pu violer involontairement l'espace aérien de ce pays, jouant l'apaisement après ce grave incident qui attise les tensions bilatérales et risque d'avoir des conséquences internationales.

"*Quand vous pensez à la vitesse des jets lorsqu'ils volent au dessus de la mer, il est courant qu'ils passent et repassent les frontières pour un court laps de temps*", a déclaré le président turc Abdullah Gül.

"*Ce sont des choses non intentionnelles qui se produisent en raison de la vitesse des avions*", a-t-il souligné.

Alors que la presse turque était unanime samedi à tirer à boulets rouges contre le régime syrien à cause de cet incident, exigeant qu'il en "*paye le prix*", le vice-Premier ministre Bülent Arinç a adopté une position modérée.

"*Nous devons rester calme. Ne nous laissons pas aller à des déclarations et attitudes de provocation*", a-t-il déclaré, cité par l'agence Anatolie.

Il a précisé que le F4 turc "*accomplissait une mission de reconnaissance-entraînement*", et n'était pas armé.

Vendredi, Ankara a attendu près de douze heures pour confirmer que l'un de ses F-4 Phantom avait été abattu par la DCA syrienne, excluant la thèse d'un accident.

"*Après évaluation des données (...), on comprend que notre avion a été abattu par la Syrie*", avait annoncé dans la soirée un communiqué des services de M. Erdogan.

"*La Turquie fera connaître son attitude définitive et prendra avec détermination les mesures qui s'imposent quand toute la lumière sera faite sur cet incident*", indiquait le communiqué.

Un porte-parole de l'armée syrienne a confirmé vendredi soir à l'AFP que l'appareil turc avait été abattu "*après être entré dans l'espace aérien syrien*". Il a ajouté que les radars syriens avaient détecté une "*cible non-identifiée*" ayant pénétré dans l'espace aérien syrien, à grande vitesse et à basse altitude.

Ankara a opté pour la retenue et annoncé attendre les conclusions d'une enquête complète avant de définir sa réponse, afin, selon les observateurs, éviter d'être entraîné dans une confrontation militaire.

Selon l'analyste Hasan Köni de l'Université Kültür d'Istanbul, en abattant un chasseur turc, la Syrie a voulu faire une démonstration de force avec les armes russes en sa possession, "*pour montrer qu'elle n'est pas la Libye*", qui avait été en 2011 la cible des raids aériens de l'Alliance.

"*C'est une façon de dire: Gare à vous si vous songez à nous attaquer*", a-t-il estimé sur la chaîne privée NTV. (AFP 23.06)

3- Paraguay

3.1- La plupart des pays latino-américains ont dénoncé vendredi soir la destitution du président paraguayen Fernando Lugo menée par le Parlement, qui a installé au pouvoir le vice-président Federico Franco, quasi unanimement jugé "*illégitime*" sur le continent. Avant même l'annonce du départ de Fernando Lugo, le président équatorien Rafael Correa s'est empressé de juger cette destitution "*illégitime*", affirmant que son pays ne reconnaîtrait pas d'autre chef d'État, dans une déclaration à la radio.

À Caracas, le socialiste radical Hugo Chávez a également qualifié d'"*illégitime*" le nouveau président. "*Le Venezuela ne reconnaît pas ce gouvernement sans valeur, illégal et illégitime qui s'est installé à Asunción*", a déclaré Chávez dans une déclaration publique à la présidence.

Evo Morales a dénoncé un "*coup d'État parlementaire*", précisant également que son pays "*ne reconnaîtra pas un gouvernement non issu des urnes*", a rapporté l'agence de presse gouvernementale ABI.

La présidente argentine Cristina Kirchner a condamné un "*coup d'État inacceptable*" au siège de la présidence à Buenos Aires. Celle-ci a regretté une "*attaque contre les institutions*", qui "*reproduit des situations que nous croyions avoir totalement dépassées en Amérique du Sud*", a-t-elle déclaré lors d'une conférence de presse à Buenos Aires.

À Santiago, le chef de la diplomatie chilienne, Alfredo Moreno, s'est joint à la dénonciation générale en estimant que le procès en destitution particulièrement expéditif "*n'avait pas rempli les critères minimaux requis*" par ce type de procédure, dans une déclaration sur l'antenne de la télévision nationale.

À Lima, le président péruvien Ollanta Humala a estimé que cette destitution de Fernando Lugo constituait "*un revers pour le processus démocratique de la région qui oblige nos pays à rester vigilants*", exprimant sa "solidarité" dans un message aux citoyens paraguayens, a indiqué l'agence officielle Andina. (lepoint.fr 23.06)

3.2- Le Paraguay était de plus en plus isolé dimanche, au surlendemain de la destitution du président Lugo, après l'annonce par l'Argentine de la suspension de sa participation au prochain sommet du Mercosur, alors qu'une réunion de l'Unasur est

évoquée pour mercredi.

Le bloc a décidé de "*retirer au Paraguay, de façon immédiate, le droit de participer à la 43e réunion du Conseil du marché commune et au Sommet des présidents du Mercosur, ainsi qu'aux réunions préparatoires*", a indiqué dans un communiqué le ministère argentin des Affaires étrangères, pays hôte du prochain sommet prévu jeudi et vendredi à Mendoza.

Dans la journée, à Asuncion, le nouveau chef de la diplomatie paraguayenne José Felix Fernandez Estigarribia avait pourtant assuré vouloir participer à ce sommet, où le président destitué Fernando Lugo avait lui aussi annoncé qu'il se rendrait.

Outre le Paraguay, le Marché commun sud-américain comprend l'Argentine, le Brésil et l'Uruguay.

Autre organisme politique régional, l'Unasur (Union sud-américaine des Nations, regroupant l'Argentine, la Bolivie, le Brésil, la Colombie, le Chili, l'Equateur, la Guyane, le Paraguay, le Pérou, le Surinam, l'Uruguay et le Venezuela), dont le Paraguay assure la présidence tournante, va également se réunir dans les prochains jours.

"*La réunion est prévue mercredi au Pérou*", prochain pays à assurer la présidence de l'Unasur, a affirmé dimanche la présidence équatorienne.

Le nouveau pouvoir paraguayen n'a pour l'instant été reconnu par aucun pays et les critiques continuaient d'être vives dimanche en Amérique latine, de nouveaux ambassadeurs ayant été rappelés au cours des dernières heures.

Dernières annonces en date, le retrait de leurs ambassadeurs par la Colombie et le Vénézuéla, et l'annonce du Salvador qu'il ne reconnaîtrait par le nouveau président.

En outre, le président vénézuélien Hugo Chavez "*va suspendre les envois de pétrole (au Paraguay). Nous le regrettons beaucoup, mais nous n'allons pas soutenir un coup d'Etat*", a déclaré M. Chavez à Caracas.

Enfin, José Rodriguez, le dirigeant paysan à l'origine de l'occupation qui a débouché sur les affrontements du 15 juin ayant fait onze morts sur une propriété à 250 km d'Asuncion, a appelé dimanche à "*poursuivre la mobilisation*" en faveur de l'ancien président. Ce sont ces événements qui ont accéléré la crise politique au Paraguay. (AFP 24.06)

Social

1- France

Entre 700 personnes, selon la police, et 800, selon la CFDT, ont manifesté samedi à Chateaulin (Finistère) pour exprimer leur inquiétude face aux menaces qui pèsent sur le groupe volailler Doux.

Réuni à l'appel de l'intersyndicale, les manifestants ont défilé derrière des banderoles où l'on pouvait lire "*Non à la misère*" ou encore "*Préservons nos emplois*", dans le centre de cette petite ville où est établi le siège du groupe volailler, ex-leader européen de la volaille.

Une autre manifestation sera organisée samedi prochain à Vannes, a annoncé Jean-Luc Guillard, délégué CFDT. "*Notre message, c'est: +il ne faut pas démanteler le groupe Doux+. Notre message aux patrons, c'est: +arrêtez de torturer les salariés+. Il y a une torture morale, car les gens ne sont pas informés*".

"*Au-delà de l'aspect financier, il y a l'aspect humain. Il y a des êtres en souffrance*", a-t-il souligné. "*Les salariés ont fait la fortune du groupe Doux (...) Ce qu'on recherche, ce sont des patrons sérieux; les salariés le leur rendront bien*", a ajouté le syndicaliste.

L'administrateur judiciaire a annoncé vendredi que Doux, placé le 1er juin en redressement judiciaire, allait être mis en vente.

Le groupe emploie 3.400 salariés et fait travailler entre 700 et 800 éleveurs. Il traite "790.000 tonnes de viandes de volaille de qualité supérieure, pour un montant de 2,2 milliards" (AFP 23.06)

2- Norvège

Plus de 700 employés du pétrole se sont mis en grève en Norvège dimanche après une rupture des négociations sur les retraites, entraînant des baisses de production et des pertes de plusieurs dizaines de millions de dollars par jour, a indiqué l'organisation patronale.

La grève a débuté dimanche à 4H00 (2H00 GMT). Elle concerne 708 employés travaillant pour le groupe norvégien Statoil, la division norvégienne du géant britannique BP et ESS Support Services, détenu par le britannique Compass Group, a précisé dans un communiqué l'Association norvégienne de l'industrie pétrolière (OLF).

Elle affecte la production de pétrole et de gaz de Statoil sur les champs de Oseberg et Heidrun en mer du Nord, a ajouté OLF, précisant qu'elle provoquerait l'arrêt de la production sur ces sites d'ici quatre ou cinq jours. (AFP 24.06)

3- Israël

L'été social s'annonce très chaud en Israël. Pour la première fois, deux manifestations des «*indignés*» à Tel-Aviv ont dégénéré ce week-end. Le bilan est lourd: 85 manifestants arrêtés sans ménagement par la police ainsi que des devantures de quelques succursales de banques, qui ont volé en éclats. Des scènes de violence qui contrastent avec l'ambiance bon enfant de l'an dernier, lorsque des centaines de milliers d'Israéliens des classes moyennes étaient descendus dans les rues pour réclamer la «justice sociale» et des logements abordables. À l'époque, l'ampleur de ce mouvement social sans précédent avait pris totalement par surprise la police et le gouvernement, qui avaient préféré laisser faire.

Des centaines de tentes de protestation avaient été installées à Tel-Aviv, notamment sur le très sélect boulevard Rothschild, ainsi que dans d'autres villes, avec le soutien de la grande majorité de la population. Cette fois-ci, en revanche, les «*tentes, en tant que symboles de la contestation, sont devenues les ennemies*» des autorités, selon l'expression de Keren Neubach, commentatrice politique de la radio publique. Résultat: vendredi, des forces de l'ordre ont empêché l'installation de la moindre toile. Lors d'une intervention particulièrement musclée, Daphni Leef, une des égéries du mouvement, qui avait été la première à dresser une tente de protestation l'an dernier, a eu le bras cassé. Le lendemain des milliers de jeunes se sont rassemblés pour dénoncer les violences des forces de l'ordre.

Selon la police, des «*casseurs*» auraient profité de l'occasion pour se livrer à des actes de «vandalisme». Dans ce cas aussi, la police a frappé fort, non seulement lors de la dispersion du cortège, mais aussi en demandant l'inculpation de 37 des 85 manifestants arrêtés. Dans l'autre camp, l'heure est à la colère. «*La police a reçu l'ordre de casser le mouvement par tous les moyens*», s'indigne Orly Bar Lev, une des figures de proue de la contestation.

Du côté des médias, le ton a également changé. L'an dernier, les manifestants, qui dénonçaient l'emprise d'une «vingtaine de grandes familles et de groupes financiers» sur l'économie du pays, avaient bénéficié d'un large soutien des journaux. Hier, en revanche, certains n'ont pas hésité à s'en prendre aux «*casseurs*». Le Yediot Aharonot , le quotidien le plus vendu, titrait ainsi hier un de ses éditoriaux: «*De la justice sociale à l'anarchie et au vandalisme.*»

Au sein du gouvernement, également, l'heure est à la fermeté. Youval Steinitz, le ministre des Finances, contraint d'adopter l'an dernier un profil bas face à la masse des manifestants, proclame qu'il n'est pas question de céder aux exigences de la rue. Selon lui, l'heure est, au contraire, aux coupes budgétaires pour contenir un déficit qui a tendance à se creuser. Plus prudent, Benyamin Nétanyahou, le chef du gouvernement, préfère pour le moment attendre de voir dans quel sens le vent va tourner dans les prochains jours. (lefigaro.fr 24.06)

Economie

1- Italie

Banca Monte dei Paschi di Siena, la plus vieille banque du monde, discute avec le Trésor et la Banque d'Italie d'une possible aide d'Etat d'au moins un milliard d'euros, ont rapporté samedi deux sources proches du dossier.

Cette aide prendrait la forme d'une émission d'obligations garanties par le gouvernement. Le cas échéant, Banca Monte dei Paschi di Siena (BMPS), troisième banque italienne, serait la première du pays à se tourner vers les pouvoirs publics pour renforcer son capital.

BMPS, qui vient d'être placée sous surveillance négative par Standard & Poor's, éprouve des difficultés à combler un déficit de capital de 3,3 milliards d'euros, somme nécessaire pour se conformer d'ici fin juin à l'objectif d'un ratio de fonds propres "*durs*" de 9% fixé par l'Autorité bancaire européenne (ABE). (Reuters 24.06)

2- Qatar

"*L'émirat vient de s'offrir, pour environ 300 millions d'euros, les 23.000 mètres carrés de l'immeuble Neo qui abrite notamment "Le Figaro", 14 boulevard Haussmann, en plein centre de Paris*", indique le quotidien qui ne précise pas l'identité de l'acquéreur.

L'immeuble abrite également des services de l'ambassade des Etats-Unis, ajoute Le Parisien. (AFP 23.06)

Haut de page

Le 26 juin

CAUSERIE

Avant que je l'oublie, un lien pour *Comprendre la dette publique (en quelques minutes)* :

http://www.youtube.com/watch?v=ZE8xBzcLYRs&feature=youtu.be

Deux réflexions personnelles pour commencer.

En voulant retirer 1.000 euros au guichet de la BNP à Aubagne, mon épouse a essuyé un refus, l'employé de cette banque lui a répondu qu'elle pouvait retirer 500 euros immédiatement et qu'elle devrait repasser la semaine prochain pour retirer à nouveau 500 euros sur son compte où il doit y avoire environ 3.500 euros. On a là la confirmation de l'info donnée par le portail économique Liesi qui avait relaté la même mésaventure environ un mois plus tôt.

Ne sachant pas trop comment les choses peuvent tourner, cela peut aller très vite, j'ai conseillé à mon épouse d'avoir toujours de disponible sous la main une somme minimum d'argent et d'avoir un petit stock de médicaments pouvant couvrir environ trois mois, surtout celui qui est indispensable à la régulation de sa pression sanguine et qu'elle doit prendre quotidiennement jusqu'à la fin de sa vie après son opération du coeur.

En gros et sans paniquer ou devenir parano, dans son cas ce serait une question de vie ou de mort si elle tombait en rupture de ce médicament, elle doit être prête à quitter la France selon la tournure des évènements, et de mon côté depuis que nous avons revendu notre maison, je n'ai plus aucune attache en Inde et je suis prêt à quitter ce pays si nécessaire.

J'ai vidé ma page Fesse bouc, par contre je n'ai pas réussi à la fermer complètement, cependant j'ai obtenu qu'ils ne m'envoient plus de message, bref, j'en suis débarrassé.

J'ai repensé à ce truc-là en promenant le chien ce soir, car je me suis dit qu'on ne s'était pas suffisamment penché sur cette question. Je ne sais pas pourquoi, il y a un truc qui cloche là-dedans. Un service gratuit offert à la population du monde entier qui a accès à Internet, une valorisation boursière phénoménale, une société qui hier encore valait des clous vaut désormais des dizaines de milliards de dollars, il y a un lézard quelque part, ils ne nous ont pas habitué à tant de générosité, ces gens-là sont incapables d'agir de façon désintéressée, ma réflexion est arrivée là.

Je ne prétendrais pas être parvenu à une conclusion défintive sur cette question, j'en suis arrivé à me demander à quoi correspondaient ce qu'ils appellent ces réseaux sociaux, Facebook, Twitter et Cie., quel intérêt cela peut-il représenter pour notre ennemi.

En fait c'est très simple, chacun dispose d'une page sur Facebook ou sur un autre support, satisfait ainsi un besoin individuel à défaut de chercher à satisfaire ses besoins qui ont un caractère collectif, autrement dit, trouver un moyen de s'exprimer individuellement compenserait l'impossibilité de s'exprimer de manière collective sans remplir la même fonction ou satisfaire le même besoin évidemment.

L'aspect collectif de nos besoins est condamné à passer à la trappe avec ce mécanisme. Il consiste à flatter notre individualisme élevé au rang de priorité, au détriment de nos rapports collectifs qui se délitent ou disparaissent, ce dont témoigne le faible taux de syndicalisation ou d'adhésion à des partis ouvriers.

Ce serait en quelque sorte un complément à un engagement associatif à la mode, qui a peut-être trop bien marché au goût de ceux qui nous gouvernent ou qui ne serait plus en odeur de sainteté avec la crise, à moins que les ongistes corrompus par le système capitaliste soient de plus en plus grillés auprès de la population et qu'un autre dispositif soit nécessaire pour faire diversion, une autre soupape de sécurité permettant à chacun de se lâcher contre leur monde pourri.

Et puis cela permet de se faire des relations sur une autre base que la lutte des classes, de s'exprimer sans être tenu de rendre des comptes à quiconque, sans en supporter les conséquences quand on étale son ignorance ou qu'on raconte n'importe quoi, ce qui n'encourage pas vraiment à progresser et ne concoure pas à se rassembler, c'est peut-être cela l'objectif de ceux qui mettent ce service grâcieusement à notre disposition : encourager la tendance à l'individualisme qui se développe dans leur société et qui est le pendant de la liquidation des services publics, dont ils tirent partie pour conserver le pouvoir.

Ce serait aussi le complément de leur propagande, cela affaiblirait davantage encore ou marginaliserait un peu plus les partis ouvriers qui jusqu'à présent constituaient une référence en matière de contre-pouvoir politique, désormais face au discours des gouvernants il n'y a plus seulement la parole des partis ouvriers qui exprimaient théoriquement un point de vue différent, opposé ou conforme aux intérêts des travailleurs, il en existe des milliers, des millions, chacun croyant détenir la vérité, tandis que celle-ci est dilluée et finit par s'évaporer dans un nuage où se cotoient autant de positions qu'il y a de personnes intervenant sur le Net, au-delà de ces réseaux sociaux j'inclus les blogs et les portails.

Ces réseaux sociaux sont une extension des blogs et des portails qui ont souvent un caractère collectif ou qui représentent un groupe d'individus plus ou moins important rassemblés au sein d'une organisation, association, comité, club, etc. Ainsi, cela donne l'impression d'être en démocratie, d'avoir conquis un espace de liberté, alors que c'est un leurre au regard des aspects négatifs qui accompagnent cette forme d'expression et dont notre ennemi tire profit sans que personne ou presque n'en ait vraiment conscience.

C'est au contact des autres qu'on apprend à se connaître soi-même, donc qu'on progresse, qu'on corrige nos défauts, etc. cloîtrer devant son ordinateur on se prive de cette expérience indispensable qui nous aide à forger notre personnalité, pour finalement n'en avoir aucune ou plutôt pour ressembler à notre voisin, engendrant ainsi des générations de zombis incapables de se repérer dans la vie ou la société, puisqu'ils manqueront totalement de repères, de points de comparaison avec ce qu'ils sont puisqu'ils l'ignoreront.

Si vous avez bien observé de quelle manière les mentalités ont évolué, vous vous êtes déjà aperçus qu'il était pratiquement devenu impossible de ne pas faire comme tout le monde jusque dans les plus petits détails de la vie quotidienne, c'était déjà valable hier, cela a toujours existé, d'accord, mais là cela a pris des proportions affolantes, tellement contraignantes que vous êtes quasiment contraints de vous soumettre à cet arbitraire. Imaginez vous passer de la bagnole, de la télé, de l'ordinateur ou du téléphone portable et vous passez pour un homme des cavernes !

Quand bien même vous résisteriez, on vous obligerait à adopter un certain comportement, matériellement parlant mais aussi sur le plan psychologique, leur société tend à formater les individus dans le même moule au point que leur personnalité disparaisse ou qu'ils n'en aient pas, ce qui est normal puisque nos vies ne valent rien aux yeux de ceux qui dirigent le monde.

Pourquoi dès lors qu'on émet une idée différente de celle communément acceptée dans un certain milieu ou qu'on ose exprimer une critique ou un désaccord, cela prend une tournure désagréable ou agressive jusqu'à la rupture, sinon parce que ce modèle est en train de s'imposer partout dans la société.

On semble pris dans une spirale infernale, dont peu ont conscience et dont il est impossible de sortir. C'est à croire que cela fait trop longtemps qu'on n'a pas connu de catastrophe qui nous forcerait à remettre en cause la société et nous-même puisqu'elle a déteint sur nous, je pense à la guerre mais cela pourrait être autre chose, un choc salutaire d'une autre nature, mais je ne vois rien d'autres pour ce qui concerne la France, j'allais dire chez vous mais c'est aussi chez moi.

En aparté, en Inde, j'ai déjà vécu trois tremblements de terre, deux cyclones, un tsunami, alors j'ai eu l'occasion de me poser à plusieurs reprises les questions que j'évoque ici, sans parler de la société qui est dégénérée au possible et qui vous interpelle forcément.

Facebook et Cie. ne peuvent pas palier la décomposition des rapports dans la société, ils peuvent donner l'illusion de la compenser parce que cela correspond à un besoin, mais cela ne durera qu'un temps, comme les ONG et autres associations humanitaires qui devaient avoir la vertu de compenser la dégénérescence des partis ouvriers ou les carences (volontaires) de l'Etat, et qui finalement apparaissent commes les béquilles d'un régime aux abois de plus en plus honni par les masses.

On poursuivra une autre fois car il y a encore beaucoup de choses à dire sur ce sujet. Tenez, une dernière idée me vient à l'esprit sous forme d'aphorisme. Facebook c'est le nombril d'un monde à la dérive, réduit à un esprit (et espace) collectif virtuel et qui croit sauver sa peau en se réfugiant dans l'individualisme. C'est se donner beaucoup de mal pour exister, pour rien. Il y en a qui répliqueront qu'il n'y a pas de mal à se faire du bien, cela les regarde. Je leur répondrais bien par une citation de Marx, mais je crains qu'elle soit inexacte : la philosophie est à la transformation du monde, ce que la masturbation est au coït.

Ce qui nous occupe n'est pas de tirer un profit personnel de nos connaissances ou de notre engagement politique, ni même de notre vie en général, mais d'en tirer un profit collectif pour notre classe, le reste est secondaire, ce qui ne veut pas dire sans intérêt évidemment. On arrête là.

J'ai rédigé ce passage lundi soir et je n'ai rien fait d'autre, je suis incorrigible. Moi aussi j'ai besoin de m'exprimer, mais je n'en retire aucun profit, hormis me rendre compte si je suis capable de transmettre des idées de telle sorte qu'elles puissent alimenter la réflexion des lecteurs, ce que j'espère, ce que j'ignore.

Un dernier mot, j'allais omettre de dire que Facebook pouvait être conçu comme un divertissement, pourquoi pas, mais là on

entre dans une autre discussion et il est tard. En comparaison, ce que je viens de fournir là est un travail, je le conçois ainsi et pas autrement, même quand je m'épanche sur ma petite personne, c'est le fruit d'une réflexion et c'est fait pour réfléchir, pas pour raconter sa vie dont tout le monde se fout, moi le premier ! J'ai conscience de ma responsabilité et la pédagogie que j'applique dans le site, je commence par me l'appliquer à moi-même, c'est la moindre des choses. Il y a trop de gens dont on apprend qui ils sont quand il est trop tard.

Ce genre de chose ne vous arrivera pas avec moi, puisque vous en savez autant sur moi que moi-même. Vous m'accorderez que je n'ai jamais rien fait pour vous être particulièrement agréable, je n'ai jamais flatté personne comme je ne pratique pas le culte de la personnalité, tout se tient et peut être vérifié dans mes causeries. Sur certains blogs des pages ou des commentaires, des documents disparaissent à la moindre crtique. De mon côté je ne retire rien. Les seuls documents manquants ont disparu lors du transfère du site sur un autre serveur, d'Inde et des Etats-Unis en France, et il a été piraté quand il était hébergé aux Etats-Unis, ce que j'ai appris à ce moment-là, je croyais qu'il était hébergé sur un serveur en Inde.

La voix de son maître.

Le ministre français des Affaires étrangères Laurent Fabius a dénoncé lundi un acte "*inacceptable*", après que la Turquie a accusé la Syrie d'avoir abattu un de ses avions de combat dans l'espace aérien international.

"*Il y a plusieurs interprétations possibles mais ce qui est sûr, c'est que c'est inacceptable*", a-t-il ajouté en rappelant que l'Otan devait se réunir mardi sur cet incident. (AFP 25.06)

Damas a indiqué que cet avion avait violé son espace aérien, ce qu'a reconnu Ankara avant de revenir sur sa déclaration mais trop tard semble-t-il. Peu importe pour le gouvernement français qui se veut plus va-t-en-guerre que Washington, Bruxelles et Doha réunis.

Circonvolution.

L'objectif de doublement du plafond du livret A, promis par François Hollande pendant la campagne présidentielle, est maintenu.

"*Nous aurons une réforme globale qui ira vers le doublement du livret A prévu par le président de la République, et elle s'intégrera dans une réflexion d'ensemble sur l'épargne réglementée*", a précisé Pierre Moscovici sur i>télé. (Reuters 25.06)

Il ne s'agit plus de doubler le plafond des versements au Livret A, mais d'aller vers son doublement, chacun appréciera la nuance. A la manière du smic qui ne bénéfiera pas d'un "*coup de pouce*" mais d'un coup d'auriculaire, à moins qu'ils s'en tiennent à une phalange !

POI. Quant la situation est réduite à des rapports d'appareil.

Que la première puissance économique européenne (l'Allemagne) souhaite conserver sa place hégémonique en Europe coulait de source, quelle puissance en position de force accepterait de brader ses intérêts ?

Que la politique de l'UE ait été déterminée en fonction de ce facteur, c'était une évidence.

Que tous les autres pays de l'UE ait dû s'incliner et en faire les frais, c'est un constat.

Pour autant, voilà ce qu'a écrit Marc Gauquelin (POI-CCI) à la page 10 du n°205 d'*Informations ouvrières* :

- "*Sur le devant de la scène, Hollande et Merkel se sont échangé ces derniers jours toute une série d'« amabilités ». A en croire de nombreux commentateurs, deux visions opposées de l'Europe s'affronteraient. L'intransigeance de Merkel exprimerait la résurgence d'une volonté hégémonique de l'Allemagne.*

Rien de tout cela ne donne une image de ce qui se joue en réalité dans cette confrontation."

Une fois balayé les arguments économiques qui déterminent la politique de chaque Etat, Gauquelin ne pouvait plus que se lancer dans une démonstration hasardeuse faisant la part belle aux manoeuvres de Merkel pour s'octroyer sans grandes difficultés le soutien du SPD dans la perspective de la signature prochaine du TSCG.

Ils en sont arrivés au stade où non seulement ils nient ou sous-estiment les facteurs économiques qui déterminent les facteurs politiques, pour privilégier les intérêts des couches privilégiées que représente le SPD qui détermineraient son positionnement politique, c'est ne rien comprendre au processus dialectique qui conduit infailliblement à subordonner les facteurs politiques aux facteurs économiques, qui en réalité les dominent. Ce qui détermine avant tout la politique du SPD, de

toutes ses tendances, ce sont les besoins de l'impérialisme allemand auquel il est entièrement subordonné.

On serait tenté de dire que les dirigeants du POI ne comprennent plus grand chose à la situation ou qu'ils inversent l'ordre de priorité des facteurs en présence.

La crise de l'UE ne serait-elle pas l'expression ou serait-elle étrangère à la lutte que mènent les principales puissances européennes pour conserver leur rang, leur part de marché et leur influence politique, au premier rang desquelles se trouve l'impérialisme allemand ? En tant que puissance numéro un en Europe, l'impérialisme allemand est celui qui a poussé le plus loin l'intégration des contradictions de l'impérialisme américain, de l'évolution du capitalisme mondial.

Ne serait-elle pas le produit des difficultés croissantes de Berlin d'imposer son hégémonie au reste de l'UE, dont Paris qui le supporte d'autant plus mal, car en proie à une résistance politique unique en Europe par les partis qui la composent ou plus largement son histoire politique ?

La lutte des classes n'explique pas tout, elle est un des deux facteurs qui déterminent le développement historique du capitalisme, l'autre facteur demeurant déterminé par les contradictions du système économique lui-même qui n'ont pas atteint le même degré ou la même intensité selon les Etats.

C'est la prise en compte de la combinaison de ces deux facteurs qui permet de comprendre la situation et de déterminer dans quelle direction elle a tendance à évoluer, tout en sachant que ce sont les rapports économiques qui déterminent finalement tous les autres.

Les derniers développements politiques en Allemagne (notamment) s'inscrivent en contradiction avec la politique du POI, ils montrent à quel point les analyses et la politique du POI sont erronées et ne peuvent conduire qu'à une impasse. Cet article avait pour seul objectif de tenter de rattraper le coup pour une nouvelle fois justifier sa politique tournée vers les appareils dont il faudrait attendre des miracles.

Que cette crise affecte tous les partis est une chose qu'il ne s'agit pas de nier évidemment, mais qu'il faille attendre des contradictions qui les parcourent quelque chose de bénéfique pour le prolétariat et le mouvement ouvrier relève d'une conception de la lutte de classe qui privilégie les rapports d'appareil au détriment de la lutte de classe du prolétariat, dont la maturité politique reposera sur sa propre expérience et les enseignements qu'il en tirera ou non, et non sur des calculs ou des manoeurvres d'appareils qui sont étrangers à la classe ouvrière, ce que nie le POI puisqu'il considère que le SPD serait toujours un parti ouvrier, au même titre que le PS. La politique du POI se réduit à s'adresser à Hollande, au gouvernement, aux élus, aux dirigeants des partis institutionnels, bref elle est entièrement subordonnée aux institutions.

A la fin de son article, son auteur n'a pu s'empêcher de laisser transparaître son désenchantement, désabusé par la capitulation de la soi-disant gauche du SPD dans lequel le POI avait mis tant d'espoirs. Souvenez-vous, après le départ de Schröder de la direction du SPD, le PT à l'époque avait proclamé que dorénavant tout serait possible ou presque au SPD, pas de bol, la réalité vient une fois de plus de leur infliger un cinglant démenti. Croyez-vous qu'ils en tireront les leçons ? Vous voulez rire ou quoi, la fin de son article prouve à elle-seule que les dirigeants du POI en sont incapables. Il leur faudrait avouer qu'ils se sont fourvoyés pendants des décennies, depuis 1940, leur parti n'y survivrait pas.

Si j'en trouve le temps, demain je publierai un article dans lequel nous verrons que les arguments qu'ils avancent pour rejeter le TSCG confirment ce qui vient d'être dit, ils sont sur une ligne légaliste, respectueuse des institutions qui sert le régime en place au lieu de le combattre. J'ai rédigé un brouillon rapidement hier soir sur un petit cahier en prenant mon repas.

INFOS EN BREF

Politique

1- France

1.1- La quadrature du cercle.

Le gouvernement Ayrault s'est réuni en séminaire lundi à Matignon pour plancher sur le très délicat projet de budget de l'an prochain et les orientations pour 2013-2015.

Matignon a réaffirmé dans un communiqué que la «*maîtrise des comptes publics*» était «*une nécessité*» pour le gouvernement, avec l'objectif zéro déficit en 2017. Les dépenses de l'Etat, «*hors charges de la dette et de pensions*», seront ainsi «*stabilisées*» sur la période 2013-2015.

Matignon a rappelé, comme François Hollande s'y était engagé durant la campagne présidentielle, que les effectifs de fonctionnaires connaîtraient une «*stabilité globale*», mis à part les secteurs prioritaires - éducation, police et gendarmerie, justice.

Les «*dépenses sociales seront également maîtrisées*» et les collectivités locales devront faire un «*effort identique à celui de l'Etat*», a prévenu Matignon.

Sans détailler des mesures d'économies nouvelles, les services du premier ministre ont toutefois assuré que cette maîtrise des dépenses «*ne serait pas définie de façon comptable et aveugle*», une approche qui marque, selon eux, «*un tournant par rapport à la période précédente*».

Le gouvernement prendra des «*mesures qui seront des mesures fiscales de rendement, avec une réforme fiscale structurelle de l'impôt sur le revenu et de l'impôt sur les sociétés qui prendra place à l'automne*», a confirmé M. Moscovici.

Il s'appuiera également sur des mesures d' «*économies de dépenses*», pour «*marquer que notre politique (est) équilibrée*», a-t-il affirmé, récusant «*toute idée d'austérité*». (libération.fr 25.06)

1.2- PG. Un "***bilan positif***".

Jean-Luc Mélenchon a évoqué lundi une "*carence de direction politique*" au Front de gauche durant les législatives, se montrant critique envers des candidats communistes qu'il a dépeints en "*quasi-socialistes à peine déguisés*".

Lors de son conseil national à huis clos ce week-end, le Parti de gauche a tiré un "*bilan positif*" de la séquence électorale malgré "*l'aspect contrasté et paradoxal*" des législatives (perte de 9 députés FG en dépit d'un score national en progression), a relevé lors d'un point-presse Martine Billard, coprésidente du PG dont le congrès a été avancé de novembre à mars 2013.

"*Il fallait être beaucoup plus ferme et empêcher qu'à certains endroits des campagnes se fassent sans même le sigle Front de gauche, qu'à d'autres endroits certains aient été des quasi-socialistes à peine déguisés montrant des photos de François Hollande ou Jean-Marc Ayrault*", a poursuivi l'ex-sénateur PS, sans cibler directement la direction PCF.

M. Mélenchon s'est d'ailleurs dit "*d'accord avec Pierre Laurent*", numéro un du PCF qui a affirmé qu'il aurait fallu "*jouer davantage collectif*" dans ces élections. "C'est une absurdité de faire 577 campagnes différentes, il y a eu une carence de direction politique", a-t-il souligné, appelant à regarder les clips de campagne : "*On ne peut pas dire qu'ils aient été assassinés par la personnalisation et la +mélenchonisation+, je n'y étais pas!*"

"*La leçon à tirer de tout ça, c'est où sont passés les 2 millions de voix qui manquent*" entre la présidentielle et les législatives?, s'est interrogé l'eurodéputé, estimant que "*c'est un programme et une orientation qu'il fallait défendre, pas simplement essayer de sauver sa peau chacun dans son coin*". (AFP 25.06)

Avec quelque 4 millions de voix au premier tour des législatives à 1,68 euros par voix et par an, le PG et le PCF ainsi que leurs associés vont se partager 6 720 000 d'euros par an, ce n'est pas si mal, non ?

1.3- Portrait au vitriole de la Ver-mine par Hervé Gattegno, rédacteur en chef au "Point". Extraits.

- En d'autres temps, un cas comme celui-là aurait fait hurler les Verts. Ils auraient pesté, lancé des ultimatums. Là, ils manient la langue de bois comme de vieux politiciens. Cécile Duflot jure que Nicole Bricq a reçu "*une promotion*"... C'est évidemment faux : chacun a compris que c'est son refus d'autoriser les forages de Shell en Guyane qui lui a coûté sa place.

- Cécile Duflot est ministre du Logement et Pascal Canfin secrétaire d'État au Développement, mais les Verts sont muets sur les sujets qui fâchent : pas un mot sur le nucléaire, plus un mot sur l'aéroport de Nantes, rien sur le diesel qui serait cancérigène... Ils ont gagné des sièges, mais perdu la voix. On avait cru que l'accord PS-Verts était un jeu de dupes pour le PS. Vu d'aujourd'hui, c'est l'inverse : François Hollande a une majorité sans avoir besoin des Verts, et en plus, leur présence au gouvernement les empêche de s'opposer. Ils se sont vendus pour un plat de lentilles bio. (Pardon, les lentilles est le plat des pauvres. - Ndlr)

- ... leur pratique est marquée par la pusillanimité et l'opportunisme. (...) Les Verts sont plus fermes sur le mariage gay ou le cannabis - ce n'est pas la gauche caviar, mais la gauche "*pétard*". (ou les deux ! - Ndlr)

- Est-ce que vous en déduisez qu'on n'entendra pas les Verts pendant cinq ans ?

- C'est probable, puisque la logique veut qu'ils s'allient avec le PS pour toutes les élections (sauf les européennes, où l'on vote à la proportionnelle). Entre les idées écologiques qu'ils sont censés défendre et les voix socialistes qui les font élire, la décision sera vite prise. Pour l'instant, il est clair qu'ils ont choisi de faire de la politique plutôt que de porter une politique. De tenir leur langue

plutôt que de tenir une ligne. (En réalité les deux se sont toujours confondus chez eux. - Ndlr) (lepoint.fr 25.06)

2- Grèce

La Grèce se retrouve dans la confusion avec son Premier ministre, Antonis Samaras, quasiment hors d'état de gouverner et le ministre des finances qui a renoncé à ses fonctions, tous deux pour raisons de santé.

Contredisant ce qui avait été annoncé, ce n'est pas le chef de la diplomatie, Dimitris Avramopoulos qui conduira la délégation grecque à Bruxelles (les 28 et 29 juin prochain - Ndlr) mais Carolos Papoulias, qui a 83 ans exerce la fonction purement honorifique de président de la république.

Alors qu'elle était attendue lundi à Athènes, une mission des bailleurs de fonds de la "*Troïka*" - UE, BCE et FMI - pour un audit lié à une renégociation du "*memorandum*" a dû reporter in extremis sa visite à une date encore inconnue.

Dans ces conditions, Berlin a prévenu que le cas grec resterait en suspens. "*N'attendez pas de décision sur la Grèce lors du Conseil européen*", a affirmé lundi le porte-parole du gouvernement allemand Steffen Seibert.

Cité par tous les médias grecs, le ministre allemand des finances, Wolfgang Schäuble a affirmé que la Grèce avait perdu beaucoup la confiance de l'Europe, et qu'elle devait appliquer les réformes plutôt que redemander de l'aide.

"*Une semaine dramatique et la Grèce à l'hôpital*" titrait lundi le quotidien de centre gauche "*Ta Néa*", laissant par ailleurs entendre que la démission de M. Rapanos, proche des socialistes, était aussi liée à des différends politiques.

Remise en cause du mémorendum

Le gouvernement grec avait posé officiellement samedi ses exigences d'un report minimum de deux ans, à horizon 2016, des objectifs d'assainissement, et d'une remise en cause de mesures prévues dans le mémorandum.

Ainsi, il se prononce pour un gel de la suppression de fonctionnaires, alors que 150.000 postes devaient être supprimés jusqu'en 2015 et 15.000 cette année, ou encore pour l'extension de un à deux ans des allocations chômage.

Citant un rapport interne des créanciers internationaux, le magazine *To Vima* révèle que 70.000 fonctionnaires avaient été embauchés en 2010 et 2011, en violation d'un engagement de la Grèce.

Au sortir de deux mois de carence politique, par la faute de ses dirigeants, la Grèce est à nouveau au bord de la cessation de paiement, tous les objectifs macroéconomiques du mémorandum hors des clous.

Le PIB est sur la pente d'une plongée de 7% en 2012, après une chute cumulée de 10,2% en 2010-2011, le chômage atteint 22,6%. les caisses de l'Etat, qui ne règle plus ses factures, seront vides mi-juillet, sauf renflouement d'urgence. (AFP 25.06)

3- Syrie

La Syrie a expliqué lundi la destruction d'un avion de l'armée de l'air turque vendredi par "*une violation manifeste*" de sa souveraineté et mis en garde Ankara et l'Otan contre d'éventuelles représailles.

La défense antiaérienne syrienne a dû "*réagir immédiatement*" face à l'avion de l'armée de l'air turque qui volait à 100 m d'altitude dans l'espace aérien syrien, a dit le porte-parole du ministère syrien des Affaires étrangères, Djihad Makdissi.

"*La Syrie a réagi à cette violation. Nous avons dû réagir immédiatement. Même si l'avion avait été syrien, nous l'aurions abattu*", a-t-il ajouté lors d'une conférence de presse.

Damas a par ailleurs mis en garde l'Otan contre des mesures de représailles. Ses représentants doivent se réunir mardi à la demande de la Turquie.

La Turquie a accusé dimanche la Syrie d'avoir abattu sans avertissement l'un de ses avions de reconnaissance militaires dans l'espace aérien international.

L'état-major des forces armées turques a rendu compte de l'incident aérien devant le président Abdullah Gül, le commandant des forces armées et le gouvernement.

La Turquie assure que l'avion testait le système radar turc quand il a pénétré par erreur dans l'espace aérien syrien. Ankara dit en outre que l'appareil était revenu au-dessus des eaux internationales quand il a été attaqué.

Le chef de la diplomatie turque, Ahmet Davutoglu, a annoncé son intention de porter l'affaire devant le Conseil de sécurité des Nations unies.

La Turquie s'est contentée de demander à consulter ses alliés de l'Otan dans le cadre de l'article 4 du Traité de l'Atlantique Nord qui prévoit pareille option "*chaque fois que l'intégrité territoriale, l'indépendance politique ou la sécurité de l'une des parties est menacée*".

Elle a évité de recourir à l'article 5, clause de défense collective, qui prévoit que si un allié est victime d'une attaque armée, chacun des autres membres la considérera comme une attaque armée contre l'ensemble des membres.

Les ministres des Affaires étrangères de l'Union européenne ont lancé lundi un appel au calme à la Turquie.

"*Nous veillerons évidemment à ce que la Turquie fasse preuve de retenue dans sa réaction*", a-t-elle ajouté.

Le ministre néerlandais des Affaires étrangères, Uri Rosenthal, a jugé pour sa part qu'une "*intervention militaire en Syrie est hors de question*". (Reuters 25.06)

4- Tunisie

4.1- Le gouvernement tunisien a extradé en catimini l'ex Premier ministre libyen Al-Baghdadi Al-Mahmoudi vers Tripoli dimanche, où il a été immédiatement emprisonné, déclenchant une crise interne sans précédent avec la présidence tunisienne qui n'avait pas donné son aval à cette décision.

Selon son avocat tunisien Mabrouk Kourchid, qui a dénoncé un "*crime d'Etat*", M. Mahmoudi "*a été extradé par avion privé à 05H00 du matin*".

Le gouvernement tunisien n'a respecté "*ni la loi, ni le s règles humanitaires, ni les droits de l'Homme*", a accusé M. Kourchid. "*Le pire, c'est que la présidence n'était pas au courant*", a-t-il souligné. Dans un communiqué très virulent publié dimanche soir, la présidence tunisienne a dénoncé une "*décision illégale*", prise de façon "*unilatérale et sans concertation*". Elle a accusé le chef du gouvernement tunisien d'être "*sorti de ses prérogatives*" et de "*ternir l'image de la Tunisie*".

Le porte-parole du président tunisien Moncef Marzouki, Adnen Manser, avait souligné auparavant que M. Marzouki n'avait pas signé le décret d'extradition et avait parlé d'une "*crise grave*".

Les défenseurs tunisiens de l'ex Premier ministre libyen ont rappelé que leur client avait fait une demande de statut de réfugié politique auprès du HCR (Haut commissariat de l'ONU pour les réfugiés) et que l'extradition intervenait avant la réponse de l'organisation internationale.

"*C'est une violation flagrante des droits de l'homme et des conventions internationales, le gouvernement prouve par sa décision qu'il ne respecte pas les engagements internationaux de la Tunisie*", a déclaré à l'AFP l'avocate Radhia Nasraoui.

"*Ce gouvernement a tourné le dos à tout le monde afin de terminer cette affaire pour de l'argent, c'est vraiment honteux*", a-t-elle accusé, rappelant que l'accord de principe entre Tripoli et Tunis était intervenu en mai après une visite du Premier ministre libyen Abdel Rahim al-Kib, au cours de laquelle plusieurs accords économiques avaient été signés.

"*Un rapport d'une commission tunisienne qui s'est rendue récemment à Tripoli a conclu que les conditions d'un procès équitable étaient réunies*", a souligné dans son communiqué le gouvernement pour justifier sa décision. (AFP 25.06)

4.2- La justice tunisienne a confirmé lundi en appel la condamnation à sept ans de prison d'un jeune Tunisien qui avait mis en ligne sur Facebook des caricatures du prophète Mahomet.

Jabeur Mejri a été condamné le 28 mars dernier pour trouble à l'ordre public et atteinte à la morale, un jugement confirmé par la cour d'appel de Monastir.

Un autre prévenu, Ghazi Beji, a été condamné par contumace.

L'avocate de Jabeur Mejri a critiqué le verdict qui montre à ses yeux que la justice tunisienne reste inféodée au politique, dix-huit

mois après la "*révolution de jasmin*" qui a provoqué la chute du président Zine Ben Ali en janvier 2011.

"C'est une peine très sévère qui suggère que la justice tunisienne ne s'est toujours pas débarrassée des ingérences politiques", a déclaré Bochra Belhaj Hmida à Reuters.

Le gouvernement affirme qu'il est de son devoir de défendre la décence publique, mais ses détracteurs laïques estiment qu'il utilise le système judiciaire pour sanctionner ceux qui ne suivraient pas sa ligne religieuse orthodoxe. (Reuters 25.06)

Social

1- France

Le salaire net moyen a progressé moins vite en 2010 qu'en 2009, profitant notamment aux femmes et aux cadres, même si de forts écarts demeurent entre les deux sexes, selon les chiffres de l'Insee publiés mardi.

En 2010, le salaire en équivalent temps plein d'une personne travaillant dans le privé ou dans une entreprise publique était en moyenne de 2.082 euros nets par mois (2.764 euros bruts).

Le salaire net moyen a augmenté de 2% par rapport à 2009 mais, avec la reprise de l'inflation (+1,5%), la hausse réelle n'est que de 0,5% (après +1,2% en 2009 et +0,4% en 2008).

L'amélioration de la conjoncture de l'emploi en 2010, tirée notamment par l'intérim, n'a en revanche pas profité aux ouvriers. "*Les embauches de personnes aux salaires globalement plus faibles entraînent mécaniquement une baisse du salaire moyen des ouvriers* " (-0,2%), explique l'Insee.

Le salaire médian s'est quant à lui élevé à 1.675 euros par mois. Cela signifie qu'en 2010, 50% des salariés français gagnaient moins que cette somme, tandis que l'autre moitié gagnait davantage.

En 2010, les 10% de salariés les moins bien payés ont touché un salaire net mensuel en équivalent temps plein inférieur à 1.142 euros (-0,1% par rapport à 2009).

En haut de l'échelle, les 10% de salariés les mieux rémunérés disposaient eux de plus de 3.317 euros.

Quant aux 1% les mieux payés, ils ont touché plus de 7.654 euros nets mensuels. (AFP 25.06)

2- Bolivie

Des milliers de policiers boliviens ont entamé dès lundi dans leur cinquième jour de grève sur fond de revendications salariales et accentuaient la pression sur le président Evo Morales, qui voit dans ce mouvement une manoeuvre de ses opposants visant à déstabiliser le gouvernement.

A La Paz, les policiers grévistes poursuivaient leur occupation d'une caserne de l'Unité tactique d'opérations policières (police anti-émeutes), dont ils avaient délogé les occupants le 21 juin lors d'une opération qui avait dégénéré en violences entre collègues avec un bilan d'au moins trois blessés.

Ce local est situé près de la Place d'Armes, où se trouve la présidence, devant laquelle environ un millier d'autres policiers en civil poursuivaient leur mobilisation lundi.

"*Ceci est notre place !*", "*Dehors les Masistes !* " (militants du Mouvement vers le socialisme, MAS, du président Morales), scandaient notamment lundi les manifestants, dont plusieurs avaient le visage masqué dans un pays où les grèves des policiers sont interdites.

Lundi matin, les policiers en grève ont affronté à coups de poings et de bâtons environ 500 membres d'organisations et syndicats pro-Morales sur cette place. Les incidents, qui n'ont pas fait de blessés, ont pris fin lorsque des policiers ont lancé des grenades lacrymogènes pour disperser leurs adversaires, a constaté un journaliste de l'AFP.

En face, le bâtiment de la présidence restait portes closes, et un important détachement militaire était déployé à l'intérieur, selon des sources concordantes.

La veille, le ministre de l'Intérieur Carlos Romero avait annoncé la signature d'un accord avec un syndicat de policiers non

gradés, incluant une prime de 32 dollars (25 euros) et des réformes du régime de retraite, et le syndicat avait alors appelé les grévistes à regagner leur poste et cesser leur mouvement.

Mais les policiers de La Paz ont refusé d'obtempérer. Ils ont répété leurs revendications: un salaire minimum de 2.000 bolivianos (quelque 287 dollars, soit 70% de plus de ce qu'ils perçoivent actuellement), la retraite avec plein salaire et l'annulation de la loi leur interdisant de manifester.

Face à ce mouvement qui fait progressivement tache d'huile en province, le gouvernement socialiste d'Evo Morales accuse ses opposants, comme il le fait souvent, d'être à l'origine de cette contestation pour le déstabiliser.

La Bolivie est agitée depuis plusieurs mois par la mobilisation de divers secteurs sociaux (mineurs, médecins, policiers, indiens...).

"*Il y a des forces obscures avec des intentions putschistes*", a assuré lundi le vice-président Alvaro Garcia, désignant des mouvements de droite sans toutefois les nommer.

Dimanche, le président était allé jusqu'à affirmer que certains voulaient "*tuer*" le ministre de l'Intérieur et attaquer les forces armées "avec des cocktails molotov".

Le vice-président soupçonne même une entente entre les grévistes et les leaders d'une marche d'Indiens amazoniens opposés à un projet routier à travers une réserve naturelle, qui doit arriver mardi dans la capitale bolivienne, avec la bienveillance de son maire de droite Luis Revilla.

Le leader des marcheurs, Fernando Vargas, a démenti ces accusations, assurant n'avoir pour seule motivation que la défense du territoire indigène.

Mais les proches de M. Morales ont déjà lancé un appel aux mouvements paysans et syndicaux proches du pouvoir pour venir à La Paz défendre "*leur*" président. (AFP 25.06)

Haut de page

Le 27 juin

CAUSERIE

J'ai rectifié quelques erreurs de dates dans les articles mis en ligne hier.

J'ai ajouté un lien vers une page où vous pourrez trouver dorénavant les titres des articles de presse du mois en cours déjà archivés, pour ceux que cela pourraient intéresser. Compte tenu de la place ou du volume es articles de presse, je ne peux pas en afficher beaucoup à l'écran, je dois les archiver pour les remplacer par d'autres tous les deux ou trois jours en fonction de l'actualité.

Prétendre qu'il faudrait attendre avant de se prononcer sur les intentions du gouvernement est hypocrite, une façon de l'épargner, de lui accorder un répit, de lui témoigner son soutien disions-nous dans une précédente causerie. Vous me direz qu'on a attendu pendant 5 ans que les partis ouvriers se décident à déclarer Sarkozy illégitime, en vain.

Quand on est appelé à prendre position (quotidiennement dans mon cas) sur un tas de questions qu'on ne maîtrise pas forcément ou sur lesquelles on possède peu d'informations, il est préférable de s'abstenir ou d'attendre d'en avoir pour se prononcer. Mais quand on aborde une question de politique générale ou qu'on doit traiter un sujet sur un plan général, on n'a pas besoin d'avoir sous le coude les dernières déclarations ou les derniers éléments pour formuler une analyse, les éléments dont on dispose déjà suffisent généralement pour dégager une tendance et prendre position, c'était précisément le cas avec Hollande et son gouvernement.

Pourquoi alors certains s'y sont refusés ? Pour soigner leur base, leurs militants qui ont les yeux rivés vers le gouvernement, après avoir voté Hollande le 6 mai et PS le 17 juin.

Vous aurez noté au passage qu'un grand nombre de travailleurs ont voté le 6 mai pour chasser Sarkozy, tandis qu'ils ont refusé de voter les 10 et 17 juin pour le PS et leurs satellites dans lesquels ils ne se reconnaissent, autrement dit ils ne soutiennent pas la politique du gouvernement. Cette précision pour éviter toute confusion, car depuis les instituts de sondage ont repris du service, martelant que Hollande et Ayrault bénéficieraient d'une popularité inégalée depuis 30 ans, peut-être même depuis que la Ve République existe. Le gouvernement aura besoin de soutiens pour faire passer sa politique dans les mois à venir, on comprend.

Ce constat, chacun pouvait le faire facilement de son côté, qui associé aux déclarations des dirigeants du PS pendant et immédiatement après les campagnes électorales permettaient de se faire une idée assez précise de la situation ou de la tendance principale qui s'en dégageait pour les mois à venir. C'est là qu'on s'aperçoit que même dans lorsque les choses sont évidentes, ils s'en trouvent toujours pour hésiter, louvoyer, manoeuvrer, pour repousser le moment de porter un jugement sur le gouvernement ou de le caractériser politiquement, à croire que la situation les embarrasserait.

Tous les partis ouvrier se trimballent de telles contradictions après s'être écartés ou avoir renié le socialisme qu'ils se retrouvent pris à leur propre piège.

Comment soutenir une ligne réformiste quand l'heure est à la régression sociale généralisée, la réaction sur toute la ligne ?

Comment mobiliser les travailleurs sur une telle ligne sachant qu'ils ne se font aucune illusion sur son issue ?

Comment faire croire aux militants et aux travailleurs qu'il serait possible d'obtenir une amélioration de leur condition, alors qu'elle ne cesse de se dégrader et qu'on leur annonce que cela va continuer (voir la hausse du chômage par exemple) ?

Comment être crédible en avançant une perspective politique (Assemblée constituante) construite autour du PS et ses satellites dont les masses se détournent ?

Comment refuser de s'attaquer résolument aux institutions sans passer pour des collaborateurs du régime en place ? Comment refuser de caractériser le PS et le gouvernement aux ordres des capitalistes pour ce qu'ils sont vraiment sans passer pour des vendus, des traitres, des charlatans, de vulgaires aventuriers, etc. ?

Il ne s'agit pas de cesser le combat, au contraire, tout ce qui peut être défendu doit l'être, même lorsqu'on est assuré d'essuyer un échec, alors où se situe l'essentiel ?

Entraîner les travailleurs au combat est une chose, c'est indispensable, mais on sait par expérience qu'une fois la bataille terminée, la tension se relâche, l'attention et la motivation aussi, on est tenté de plier bagages et de passer à autre chose sans transition, on n'en tire pas forcément un enseignement pour la suite, loin de là généralement, pour la bonne raison que ce n'était pas là l'objectif de cette bataille, on espérait gagner, on nous a fait croire que c'était possible et on l'a cru, cette bataille est terminée on estime que cette expérience est terminée. Pourquoi encore ?

On estime avoir tout fait pour gagner, en vain, on ne pouvait pas gagner parce que les conditions n'étaient pas réunies nous explique-t-on, ce sera pour une autre fois peut-être, sans doute, on l'espère sans en être vraiment convaincu d'ailleurs, comme on a misé sur des éléments extérieurs en se tournant vers les appareils des syndicats ou des partis, des élus, on se dit que tout demeurera bloqué tant qu'ils ne changeront pas, c'est plutôt démoralisant et démobilisateur, on a l'impression de se retrouver face à un mur gigantesque qui vous domine et impossible à franchir.

Et c'est là-dessus qu'on va tenter de vous greffer un argument qui ne prendra pas, car plaqué ou se substituant à une analyse de fond de la situation et des rapports avec les appareils et les autres partis, à savoir, si nous étions plus nombreux à mener ce combat son issue pourrait être différente, ce qui laissera dubitatif celui à qui il s'adresse, parce qu'il ne comprendra pas quels rôles pourraient encore jouer les appareils ou les autres partis s'ils suffisaient d'être plus nombreux pour gagner, dans ce cas-là on s'en passerait ou ils seraient obligés de nous emboîter le pas, autrement dit, une fois de plus on nous explique qu'ils pourraient changer, alors qu'on a encore à l'esprit leur refus de nous soutenir, on se dit alors qu'il y a quelque chose qui ne colle pas dans cette démonstration qui tient autant du bricolage que du racollage.

Notre travailleur était dans un état d'esprit particulier quand il a engagé cette bataille avec nous, lequel ? Il espérait la gagner, qu'il l'avoue ou non ouvertement, qu'il en ait eu conscience ou non, il ne s'y serait associé s'il n'avait pas eu secrètement plus ou moins la certitude que c'était possible, laissons ici de côté le fait qu'on lui a fait croire, l'essentiel est ailleurs. Il espérait tirer profit de son combat et voilà qu'à la place on lui tient de grands discours auxquels il n'était manifestement pas préparé, il en vient à dit qu'on veut l'embringer dans une histoire allant jusqu'à se demander si on n'a pas essayé de le manipuler, si on ne serait pas servi de lui par hasard.

On n'en arriverait pas à une telle confusion si dès le départ on lui avait clairement exposé la situation au lieu de lui raconter des salades.

Encore faudrait-il ne pas partager son état d'esprit et ses illusions, considérer cette bataille autrement que comme une fin en soi. Tout d'abord considérer qu'elle mérite d'être menée, ensuite la définir comme une étape indispensable du combat pour notre émancipation du capital, pour le socialisme, pour n'aborder qu'ensuite son issue, qui dès lors que l'argument précédent avait été porté à sa connaissance et admis, se trouverait relativisé ou ne prendrait pas une tournure dramatique ou négative en cas d'échec, puisque le gain de cette bataille ne résiderait pas dans son issue, mais dans le processus qui consistait à prendre conscience d'appartenir à une classe déterminée dont le sort ainsi que la société était entre nos mains, le véritable enseignement

de cette bataille résidant dans cette prise de conscience qu'on aura réussi ou non à déclencher en lui, qui s'inscrivait dans une perspective politique générale ou plus large, l'incitant à poursuivre le combat avec nous pour la réaliser.

Je pense que cette conception de la lutte de classe est fidèle au marxisme dans la mesure où elle met en oeuvre un processus dialectique conduisant à remettre en cause l'ordre établi, jusqu'à preuve du contraire, cela demeure l'objectif du combat du mouvement ouvrier.

Smic. Quel "***soulagement***" s'est exclamée Parisot. Les "***recommandations***" du Medef et des experts de Sarkozy ont été entendues.

Le salaire minimum garanti sera augmenté en France de 2%, inflation comprise, à compter du 1er juillet, conformément à une promesse électorale du président François Hollande.

Cette mesure a été annoncée mardi aux partenaires sociaux par le ministre du Travail, Michel Sapin, lors d'une réunion de la Commission nationale de la négociation collective.

Elle tient compte de l'inflation intervenue depuis la dernière hausse du smic, c'est-à-dire entre novembre et avril derniers, soit 1,4%, ce qui représentera 90 euros cumulés sur les six derniers mois de l'année, a dit le ministre. A ces 1,4% s'ajoute un coup de pouce de 0,6%, le premier depuis 2006.

"*Le président de la République, le candidat pendant la campagne électorale, avait annoncé pour le 1er juillet de cette année une revalorisation et un coup de pouce. Cette promesse a été faite, elle est tenue*", a ajouté Michel Sapin.

Le salaire minimum horaire brut en France sera porté au 1er juillet à 9,4 euros et le salaire minimum mensuel brut à 1.425,67 euros, précise-t-on de source syndicale, ce qui représente, selon le ministre, environ 21 euros de plus par mois pour un salarié payé au smic.

Le smic est aujourd'hui à 9,22 euros bruts de l'heure et 1.398,37 euros bruts par mois pour un temps plein (151,67 heures).

Selon l'Institut national de la statistique, le smic concernait en 2011 10,6% des salariés à temps plein, soit environ 1,6 million de personnes, et 25,2% des salariés à temps partiel. (Reuters 26.06)

9,4 - 9,22 = 0,18 euro brut - 25% (cotisations sociales) = 0,18 - 0,045 = 0,135 euro d'augmentation nette de l'heure, vous êtes trop bon monseigneur ! L'autre jour je m'étais planté dans mes chiffres, là ils sont corrects.

En comparaison, Hollande a baissé son salaire de 30% alors que Sarkozy l'avait augmenté de 172%. C'est marrant, Les Echos avaient eu cette information la semaine dernière pour avoir donné le chiffre exact de cette hausse, les patrons l'auraient-ils dicté à Hollande, c'est ce que Parisot a lâché hier "*le gouvernement a tenu compte de nos inquiétudes*".

Et ne dites pas que Hollande aurait menti aux électeurs précise Sapin, vous avez là la méthode de gouvernance du PS soutenu par tous ceux qui expliquaient hier encore qu'on ne savait pas quelle politique Hollande allait menée : antisociale !

Quelques réactions

"*Nous sommes très insatisfaits*", a affirmé sur RTL Bernard Thibault, secrétaire général de la CGT pour lequel "*il n'y a pas eu de coup de pouce à proprement parler*" puisque 0,6% seulement de la hausse relève du coup de pouce, le reste de l'inflation.

Cette décision "*va engendrer frustration et mécontentement chez les salariés. C'est une déception*", a renchéri Marie-Alice Medeuf-Andrieu de Force ouvrière.

La CFDT, en revanche, a évité toute critique.

"*Plus qu'un coup de pouce c'est une politique globale de hausse des revenus qui est nécessaire*", estime également la CFTC.

Pour l'UNSA "*des négociations doivent s'ouvrir dans les branches et dans les entreprises*" sur les salaires.

"*Ce coup de pouce limite les risques à l'égard de l'emploi, de la création d'emplois et du maintien de l'emploi*", a affirmé depuis Bruxelles sa présidente Laurence Parisot. Pour Benoît Roger-Vasselin, président de la commission sociale du Medef, la hausse est "*raisonnable*", "*le gouvernement a tenu compte de nos inquiétudes*".

En revanche, la CGPME, représentante des petites et moyennes entreprises, s'est montée très inquiète "*des conséquences économiques négatives*" pour les entreprises de cette décision, évoquant le risque de "*destruction*" de "*dizaines de milliers*" d'emplois. Le président de la Fédération des industries mécaniques, Jérôme Frantz, n'a pas mâché ses mots qualifiant la revalorisation de "*connerie*" qui "*écrase l'échelle des salaires*".

Pour le PCF ce coup de pouce "*se révèle être un premier et sévère coup de froid*". "*L'augmentation légale déduite, les smicards pourront s'offrir une place de cinéma à tarif réduit pour rêver à une autre vie*", a ironisé le porte-parole communiste, Olivier Dartigolles.

"*Le changement pour les fins de mois, ce n'est pas maintenant*", a lancé Martine Billard, coprésidente du Parti de Gauche.

Avec un coup de pouce au Smic, le gouvernement "*crée du chômage*", a assuré Bernard Accoyer (UMP).

"*Dérisoire en ce qu'elle n'améliore pas le pouvoir d'achat des classes populaires*" et "*inefficace*" puisqu'elle "*constitue une charge supplémentaire pour les entreprises*", selon le Front national. (lexpress.fr 26.06)

Quels intérêts, quelle classe représente le gouvernement Hollande-Ayrault ? Vous avez la réponse.

Le changement dans la continuité ou faites tomber les masques.

1- En famille.

L'UMP Gilles Carrez a été désigné mardi candidat à la présidence de la commission des Finances de l'Assemblée nationale française, réservée à l'opposition.

Le socialiste Christian Eckert en sera le rapporteur général, rôle que tenait Gilles Carrez dans les deux précédentes législatures. (Reuters 26.06)

Ils se partagent les rôles, se renvoient l'ascenceur, normal en famille, non ?

2- Austérité. Ils en rajoutent une couche... discrètement.

Le gouvernement va geler 1 milliard de dépenses des ministères qui devaient être engagées d'ici à la fin de l'année dans le cadre de ses efforts pour boucler le budget de l'année 2012, a affirmé mardi le ministre délégué au Budget, Jérôme Cahuzac.

Le Premier ministre, Jean-Marc Ayrault, a "*indiqué que certaines dépenses qui étaient prévues ne s'effectueraient pas dans l'immédiat et se rajouteraient au gel déjà appliqué*", a déclaré M. Cahuzac sur BFM TV. "*Chaque ministère y contribuera (...) mais en gros, 1 milliard de dépenses qui devaient être engagées d'ici à la fin de l'année seront gelées*", hormis les ministère jugés prioritaires - Education nationale, Justice, Intérieur -, a-t-il ajouté. (AFP 26.06)

3- Le racket de l'Etat continue.

A l'automne, il faudra débourser au moins 6 euros pour s'acheter un paquet de cigarettes: le gouvernement a confirmé une augmentation en septembre d'environ 6% des prix des tabacs, soit 30 voire 40 centimes par paquet, alors que les ventes sont en baisse. Pour les marques les plus chères, dont la plus vendue Marlboro (près de 25% de parts de marché), il faudra débourser 6,50 ou 6,60 euros.

La hausse du prix du tabac est l'une des mesures envisagées par le gouvernement pour boucler le budget 2012, a indiqué le ministre délégué au Budget, Jérome Cahuzac, précisant que le gouvernement s'en tiendrait à l'augmentation prévue par son prédécesseur. «*Il est prévu une hausse du tabac de 6% au mois de septembre, c'est dans le plan de hausse qui avait été prévu par le gouvernement précédent en accord avec la filière. Ce plan sera respecté*», a déclaré Jérôme Cahuzac sur BFM TV.

Le tabac a rapporté 13,7 milliards d'euros en 2011 à l'Etat. (20minutes.fr 26.06)

4- C'est cadeau !

Pour venir s'implanter ici, Amazon va disposer d'un certain nombre de dispositifs financièrement très avantageux: "*La prime d'aménagement du territoire (PAT), les aides en matière de service de ramassage des salariés du Grand Chalon et des investissements dans des crèches pour les enfants des femmes qui travailleront chez Amazon*", a précisé Arnaud Montebourg. Ce qui pourrait très vite faire un petit pactole pour le géant du e-commerce aux 48 milliards d'euros de chiffre d'affaires. D'après le

site de Bercy - ce chiffre ne nous a pas été confirmé officiellement dans le cas d'Amazon -, le montant de la prime d'aménagement du territoire peut atteindre entre 15.000 et 25.000 euros par emploi créé. Soit une subvention minimum de 6 millions d'euros.

Or il semblerait justement que le nombre d'emplois promis par Amazon ne soit pas si élevé qu'il n'y paraît. Frédéric Duval, directeur des opérations Amazon.fr Logistiques SAS, qui présentait le projet aux côtés de Montebourg, s'est en effet contenté d'annoncer que le géant américain allait "*recruter jusqu'à 1.000 emplois d'ici novembre 2012*" sans être en mesure de préciser le nombre des emplois créés en CDI, en CDD ou en intérim.

Interrogé par les journalistes qui avaient fait le déplacement, Frédéric Duval, est resté très évasif sur cette question. Au point d'en exaspérer quelques uns. Seul véritable chiffre concret issu de la conférence: "*34 managers*" seront embauchés sur le futur site. C'est un peu faible! D'après le maire de Chalon, 350 CDI auraient été garantis par Amazon, mais sans précision de délai. Sur les deux autres sites logistiques de Saran et de Montélimar, l'on compte environ 4000 intérimaires pour 1100 emplois fixes. Et en deux ans, le nombre de CDI n'a pas augmenté à Montélimar, malgré des promesses de 200 emplois supplémentaires, à deux reprises, en 2010 et 2011.

Ajouté à cela, le ministre du redressement productif a sciemment évité les questions qui fâchent, à savoir celles des conditions de travail chez Amazon. Depuis 2008, des enquêtes journalistiques viennent régulièrement dénoncer les méthodes d'une direction peu soucieuse du droit du travail. Que ce soit France ou au Etats-Unis, d'ailleurs. Fouilles corporelles régulières, vestiaires placés sous vidéo-surveillance... les critiques des syndicats sont pléthores.

Vous comprenez que le gouvernement ne peut pas servir tout le monde, les smicard et les patrons, il fallait faire un choix, le choix est clair, net et sans bavure. Le gouvernement Hollande-Ayrault est un gouvernement anti-ouvrier, anti-socialiste et on doit le combattre en tant que tel.

De faux arguments pour un vrai soutien au régime.

Quels sont les deux principaux arguments avancés par ceux qui font campagne pour le rejet du TSCG en direction de Hollande ?

1- Une fois adopté, les travailleurs des secteurs public et privé seraient privés du droit de revendiquer une amélioration de leur condition.

2- Il lierait les gouvernement à venir à la politique d'austérité gravée dans le marbre de la Constitution, il leur interdirait d'adopter un budget déficitaire ou d'engager des dépenses sociales correpondant aux besoins des travailleurs.

A quoi correspond le premier argument ?

Serait-ce les travailleurs qui ne pourraient plus revendiquer une amélioration de leur sort, ne serait-ce pas plutôt les dirigeants pourris des syndicats soumis au régime qui seraient tenter de se saisir de ce prétexte pour se prosterner encore davantage devant les institutions, révélant leur véritable nature aux travailleurs ?

Cet argument ne se ferait-il pas l'écho des appareils ? Ne précèderait-il pas leurs intentions pour mieux les épargner par la suite ? Car, s'ils rechignaient à soutenir des revendications, on ne pourrait pas leur en vouloir, ils ne feraient que rester dans la légalité, que respecter la Constitution ayant intégré ce traité.

A l'opposé, nous affirmons qu'une fois ce traité ratifié, rien n'interdira aux travailleurs de se situer sur le terrain de leurs propres besoins et de se mobiliser pour faire aboutir leurs revendications qui demeureront légitimes, contrairement à ce traité.

A quoi correspond le second argument ?

Posons-nous quelques questions avant d'y venir.

Quel gouvernement pourrait briser le carcan que représente ce traité, qui prétend violer notre droit à combattre pour la satisfaction de nos besoins sociaux?

Quel gouvernement prendrait le risque en rejetant ce traité de s'isoler et de se retrouver au banc de l'Union européenne, attaqué de toutes parts par les agences du capital et l'ensemble des gouvernements ?

Quel gouvernement prendrait ainsi le risque de rompre avec l'UE ?

Question : quel gouvernement serait-il susceptible de remplir ces critères en France ou en Europe, un gouvernement dirigé par Hollande, Laurent ou Mélenchon, un gouvernement dirigé par le SPD, le PSOE, par un parti social-libéral de l'Internationale

jaune ou l'un de ses satellites ?

La réponse est non, sans l'ombre d'un doute. Seul un gouvernement ouvrier issu de la mobilisation révolutionnaire du prolétariat rejetterait toute proposition de traité avec l'UE, abolirait tous ceux qui auraient été signés antérieurement, abolirait les institutions de la Ve République, romprait avec l'ensemble des institutions du capital à l'échelle mondiale... C'est dans cette perspective que devrait se livrer le combat contre le TSCG, en y ajoutant les Etats-Unis socialistes d'Europe.

Alors que valent ces arguments associés au rejet du TSCG, sinon qu'il serait possible à un des gouvernements qui viennent d'être cités, d'avoir la volonté de rompre avec l'UE, les capitalistes qui détiennent le pouvoir faut-il le rappeler collaborant de bonne grâce avec ce gouvernement qui n'aurait pas d'autre alternative pour satisfaire les revendications des travailleurs que de s'attaquer aux privilèges des nantis sans toutefois rompre avec le régime en place.

On s'aperçoit immédiatement que c'est prêté à Hollande et son gouvernement des intentions qu'il n'a pas et qu'il n'aura jamais. Cela ne revient-il pas à colporter des illusions dans Hollande, cela ne revient-il pas à le soutenir, à vouloir faire croire aux travailleurs qu'il pourrait évoluer pour se placer à leur côté ? Ne serait-ce pas le seul objectif politique du POI et non le socialisme ?

Poursuivons en nous posant d'autres questions qu'apparemment personne ne veut ou ne tient à poser, vous avez le droit de vous demandez pourquoi ou plutôt de leur demander pourquoi.

En quoi la ratification de ce traité nous engagerait-il ? En rien, absolument rien, il est à nos yeux aussi illégitime que le capitalisme ou le régime en place.

En est-il de même de la part de ceux qui mènent campagne pour son rejet ? On est en droit d'en douter fortement après ce qui vient d'être énoncé plus haut. Mais vérifions-le à l'aide de leurs arguments.

En quoi consistent-ils ? Ils correspondent à la politique trade-unioniste dans laquelle ils se cantonnent, le réformisme. Ce traité serait un obstacle à l'adoption de réformes sous un régime capitalisme ce qu'ils estiment insupportables, alors qu'elles ne servent qu'à le conforter, à faire en sorte que les travailleurs supportent leur condition sans chercher à remettre en cause l'existence du régime en place.

Il faut noter que cette politique d'adaptation au capitalisme est déjà malmenée depuis des décennies par l'impossibilité d'obtenir la moindre réforme sociale et la liquidation progressive de tous nos droits. Ce n'est pas cela qui les a arrêté jusqu'à présent ou qui les aurait conduit à revoir leur copie, donc il y a tout lieu de penser qu'ils sont disposés à continuer dans le même registre qui a pour conséquence d'affaiblir, de désorienter, de finir de pourrir le mouvement ouvrier. Ils lancent des campagnes qui finissent toutes dans l'indifférence générale ou une impasse, qui ne servent strictement à rien à l'arrivée. Ils font signer des pétitions qui finissent toutes à la poubelle avec le même résultat.

En suivant leur raisonnement et l'on comprend leur embarras, si le TSCG entrait en vigueur, c'est comme si la porte des réformes se refermerait derrière eux, ce qui signifierait que non seulement l'inanité de leurs arguments serait mis en lumière, c'est l'ensemble de leur politique et leurs rapports avec les appareils et l'Etat qui apparaîtraient au grand jour pour ce qu'ils étaient, ils se retrouveraient privés de la politique qu'ils ont toujours menée, pire, ils ne pourraient pas en changer ou la réorienter contre les institutions puisqu'ils ont construit un parti sur la base de cette politique d'adaptation au capitalisme et non sur le programme de la révolution socialiste, ils n'auraient pas d'autre alternative que persister dans leur erreur et de se fossiliser pour continuer à exister ou prendre le risque de faire éclater leur parti sans être certain qu'il en resterait quelque chose.

Répétons ce que nous avons dit plus haut qui correspond à notre position.

Seul un gouvernement ouvrier issu de la mobilisation révolutionnaire du prolétariat rejetterait toute proposition de traité avec l'UE, abolirait tous ceux qui auraient été signés antérieurement, abolirait les institutions de la Ve République, romprait avec l'ensemble des institutions du capital à l'échelle mondiale...

C'est dans cette perspective que devrait se livrer le combat contre le TSCG, en y ajoutant les Etats-Unis socialistes d'Europe.

Actualité en titres

Alors pourquoi ne pas les exproprier ?

- Les entreprises du CAC ne valent plus grand chose - LExpansion.com

Soulagement

- Smic - Le Medef rassuré par une hausse "*raisonnable*" - LePoint.fr

- Medef - L'augmentation de 2 % du smic aura peu d'incidences sur l'emploi - LePoint.fr

INFOS EN BREF

Social

1- France

1.1- Le chômage explose !

Selon les chiffres publiés mardi 26 juin par la Dares, le service statistique du ministère du travail, le nombre de demandeurs d'emplois inscrits en catégorie A (sans aucune activité) en métropole a augmenté en mai de 1,2 % par rapport à avril, soit 33 300 personnes de plus.

Une telle hausse n'avait pas eu lieu depuis octobre 2009. La hausse est ininterrompue depuis treize mois : 2 922 100 personnes sont désormais inscrites dans la catégorie A.

En ajoutant les catégories B et C (activité réduite), et les chômeurs des Dom, le nombre de demandeurs d'emplois augmente de 29 000 personnes en mai, pour s'établir à 4 621 000 personnes. La hausse est de 0,6 % sur un mois (6,3% en un an).

Une fois de plus, ce sont les jeunes et les seniors qui sont les principales catégories frappées par la hausse du chômage, avec une hausse de près de 1,7% (+6,3% en un an) parmi les moins de 25 ans, 1,6 % pour 50 ans et plus. En un an, les chiffres ont explosé pour cette catégorie (+16,1%).

Même inquiétude pour les chômeurs de longue durée qui sont toujours plus nombreux : 1,2 % de plus qu'en avril, 8,5 % de plus qu'il y a un an.

Et les raisons d'espérer semblent peu nombreuses lorsqu'on regarde les chiffres dans le détail. Tous les indicateurs sont au rouge. Par rapport à avril, les entrées à Pôle emploi pour fin de CDD progressent de 2,6 %, celles pour licenciement économique de 2,3 %, celles pour autres types de licenciements de 5,1 %.

Côté sorties, pas davantage de raisons de se réjouir : les reprises d'emploi reculent de plus de 7 %. Seules les entrées en stage progressent fortement (+ 37 % !). Mais difficile de ne pas voir dans cette hausse, une manière d'amortir l'augmentation globale par un envoi de chômeurs en formation. (lemonde.fr et AFP 26.06)

Le chômage, la précarité, les salaires, en voilà des thèmes de combat politique contre le gouvernement et les institutions qui concernent des millions et millions de travailleurs. Qui mène une campagne nationale sur ces thèmes ? Personne.

1.2- La plus forte baisse du niveau des revenus depuis 28 ans.

Le pouvoir d'achat individuel des Français devrait baisser de 1,2 % en 2012, enregistrant son plus fort recul depuis 1984, affecté notamment par le ralentissement des revenus d'activité et la hausse des impôts, selon les nouvelles prévisions de l'Insee publiées mardi.

Le pouvoir d'achat par unité de consommation, la mesure la plus proche du ressenti des ménages, reculerait ainsi pour la deuxième année consécutive (- 0,1 % en 2011). (lepoint.fr 26.06)

J'évite d'employer l'expression "*pouvoir d'achat* qui banalise la notion de marchandisation chère à leur régime.

1.3- Fermeture d'usines en perspective.

General Motors compte construire les futures versions des Citroën C5 et Peugeot 508 à l'usine allemande de Rüsselsheim , écrit le Frankfurter Allgemeine Zeitung, citant des responsables syndicaux.

PSA Peugeot Citroën produit pour l'heure ces deux modèles à Rennes et un tel changement conduirait sans doute à la fermeture de ce site, ajoute le journal.

"*Il existe un tel scénario qui est actuellement négocié sérieusement avec les Français*", écrit le FAZ, citant Armin Schild,

un responsable syndical.

Contacté à Paris, PSA s'est abstenu de tout commentaire.

Opel, filiale européenne de GM, qualifie l'article de "*pure spéculation*".

Dans un entretien publié en mai par le quotidien Ouest France, le directeur de l'usine PSA de Rennes (Ille-et-Vilaine), Jean-Luc Perrard, avait déclaré qu'il était dans les intentions de PSA de confier la future C5 à une usine du groupe General Motors.

Der Spiegel écrivait ce même mois que la prochaine Opel Zafira pourrait être développée et produite par PSA dans le cadre du mécano industriel que le constructeur français et GM sont en train de mettre en place dans le cadre de leur alliance. (Reuters 26.06)

2- Grande-Bretagne. Salauds de pauvres, profiteurs !

En fustigeant "*les avantages pervers qui encouragent les gens à ne pas travailler*", David Cameron se positionne à droite toute et dans la lignée de Margaret Thatcher ou de John Major, ses prédecesseurs issus, comme lui, du Parti conservateur.

Il a proposé, lundi, 17 mesures pour réduire de 10 milliards de livres (12,5 milliards d'euros) le budget de la Sécurité sociale. Une somme non négligeable pour un pays dont la dette publique devrait culminer à 94% du PIB en 2014-2015.

Le Premier ministre a préconisé notamment de supprimer ou de réduire les aides au logement pour les jeunes de moins de 25 ans, à faibles revenus ou au chômage, afin d'économiser près de 2 milliards et demi d'euros par an. En Grande-Bretagne, 210.000 personnes âgées de 16 à 24 ans sont bénéficiaires de logements sociaux et le chef du gouvernement estime que "beaucoup" d'entre eux peuvent vivre chez leurs parents.

Une étude commandée par le centre d'analyse "*Intergenerational Foundation*" montre, d'ailleurs, que les jeunes ont vu leurs conditions de vie se détériorer depuis 2008. L'écart de richesse se creuse entre les moins de 30 ans et leurs aînés, notamment à cause du taux de chômage élevé chez les jeunes, des coûts du logement, et de l'augmentation des frais de scolarité dans les universités.

Chroniqueur de The Independent, Owen Jones, ironise à ce sujet, et se demande si les conservateurs cherchent à se faire haïr des jeunes: après l'augmentation des frais de scolarité dans les universités, ils leur donnent, selon lui, "un nouveau coup de pied".

David Cameron a, en revanche, exclu de toucher aux pensions et avantages accordés aux retraités.

Dans le Kent, le Premier ministre a également évoqué l'idée d'accorder des allocations de montants variables selon les régions et d'obliger les chômeurs de longue durée (de plus de deux ans) à entreprendre un travail communautaire, nettoyer les parcs, par exemple.

Dans la partie la plus controversée de son discours, David Cameron a pris pour cible les familles nombreuses sans emploi: "*Nous avons encouragé les gens en âge de travailler à avoir des enfants et à ne pas travailler, alors que nous devrions leur permettre de travailler et d'avoir des enfants. (...) Aujourd'hui, 1 enfant sur 6 en Grande-Bretagne vit dans un foyer où les parents sont au chômage, c'est une des proportions les plus élevées en Europe* ".

L'intervention du Premier ministre a surpris. Au point que *The Guardian* s'interrogeait, lundi, dans un éditorial: "*Cameron est-il sérieux?*"

Ces propositions sur les chômeurs ne sont pas partagées par ses alliés Lib Dem et ne pourront être approuvées par la coalition en place depuis 2010. D'ailleurs le chef des Libéraux Démocrates a bien compris que, lundi, David Cameron ne s'exprimait pas en tant que Premier ministre: "*Il a parlé en tant que leader du Parti Conservateur, il a parlé de ses idées personnelles et des mesures qu'il voudrait voir se mettre en place après 2015,* " a-t-il déclaré à la BBC. (lexpress.fr.26.06)

Haut de page

Le 28 juin

CAUSERIE

16h30 en Inde. Je mets en ligne 28 nouvels articles, dont un dans la Tribune libre sur le soutien du NPA aux "*régimes monarchiques réactionnaires du Golfe, armée lourdement par la France et les Etats-Unis sous commandement de ces puissances, et basée en Turquie.*". C'est à avoir honte de militer dans un tel parti quand rien ni personne ne vous y oblige.

L'article de lexpress.fr *11% des Français souffrent de la solitude* n'était pas du 19 mais du 25 juin, j'ai rectifié.

La suite demain.

Jeudi matin.

A nouveau, deux conceptions de la lutte de classe.

Première partie

Extrait d'un article reçu hier après-midi 27 juin donc en fin de matinée en France. C'est avant-hier que Sapin a annoncé que le smic bénéficierait (sic!) d'un "*coup de pouce*" de 0,6%.

L'entête de cet article, suit le titre, puis un extrait.

- Éditorial de Jean-Claude Mailly, Secrétaire général de Force Ouvrière, daté du mercredi 27 juin 2012

- Titre : *SMIC et service public: nous attendons des réponses claires*

- "*Les élections politiques passées, les signes négatifs apparaissent. Du moins d'après ce qui ressort publiquement et qui demande à être confirmé, ce qui n'est pas le cas à l'heure où ces lignes sont écrites.*"

Apparemment cet article a été posté le 27 mais il a été rédigé avant le 26 puisque c'est le 26 qu'on a été fixé sur l'augmentation du smic, donc il y a une inexactitude quelque part ou Mailly devient précocement grabataire.

On retrouve la même tournure, les mêmes interrogations hypocrites qu'au POI.

Il faut comprendre camarades, Hollande et ses acolytes du gouvernement, ce sont d'illustres inconnus, tout comme le PS d'ailleurs, comment pourrait-on deviner leurs intentions, hein, franchement ? Ils n'en ont rien dit au cours des derniers mois ou des dernières semaines, mais non, mais non, c'est nous qui nous faisons des idées.

Maintenant vous vous souvenez que *Les Echos* avaient vendu la mèche à propos du smic, Sapin a confirmé le chiffre qu'ils avaient donnés, et bien cela n'a pas empêché Mailly d'écrire : "*Si ces informations étaient confirmées, cela signifierait que le gouvernement aura été plus sensible aux sirènes des employeurs qu'aux attentes des travailleurs.*". Non, pas possible, en voilà un scoop, qui aurait cru cela de lui, c'est à en tomber à la renverse !

Est-ce que Mailly en conclura qu'il doit rompre les relations avec ce gouvernement des "*employeurs*" ? Là c'est une blague, si lui et ses collègues n'ont pas été foutus de rompre avec Sarkozy, il ne rompra jamais avec Hollande, en fait, quand on y regarde de plus près, on se rend compte qu'ils ont tous le même comportement de larbin du régime, qu'ils adoptent tous les mêmes rapports vis-à-vis de l'Etat et ses représentants.

Il embrayait ensuite sur les services publics, son fond de commerce privilégié, en employant la même rhétorique :

- "*Apparemment, les augmentations d'effectifs dans certains secteurs (Éducation nationale, police, justice) seraient compensées par des baisses ailleurs. Si tel était le cas (via des réductions ou des transferts par décentralisation), on continuerait à accentuer la RGPP.*"

On croit rêver. N'avez-vous pas entendu comme moi Hollande, Ayrault et d'autres ministres ou dirigeants du PS le dire et le répéter, le marteler avant les élections en réponse aux questions qu'on leur posait sur ce point précis, les postes supplémentaire dont seront dotés certains ministères seront compensés par la suppression de postes dans d'autres ministères ?

Et le POI d'écrire page 3 du numéro 206 d'*Informations ouvrières* paru hier :

- "*Cela signifie-t-il que les agents des Finances, ceux de l'Equipement, dans les ministères et dans les départements, verront la course infernale des suppressions de postes se poursuivre ?*"

Ou encore :

- "*Faut-il entendre par là que les soins de santé, les retraites, les allocations chômage, les allocations familiales devraient aussi faire les frais de l'« effort » revendiqué par le gouvernement ?*"

Mais non, mais non, le mieux c'est encore de s'attendre à rien du tout et le jour où cela vous tombera dessus, vous pourrez dire : voilà c'est arrivé !

Qu'est-ce que vous voulez, c'est cela l'avant-garde !

Allégeance au régime, c'est reparti de plus belle !

Mais, eh oui, encore un mais, travailleurs, camarades, ne vous faites pas de bile car tout est possible, si, si puisqu'on vous le dit. D'ailleurs, au POI ils ont pensé à tout, même à écrire à Hollande. Non, si, ce n'est pas un canular, ils n'ont pas perdu de temps dites donc. Sa "*majorité*" parlementaire était en place depuis à peine 5 jours, le deuxième tour des législatives a eu lieu le dimanche 17 juin, du lundi 18 au 23 juin, jour du conseil fédéral du POI, il ne s'est bien écoulé que 5 jours, qu'ils annonçaient l'envoie d'une lettre à Hollande qui sera datée du lendemain, dans laquelle ils lui demandent un rendez-vous.

Devinez quel en est l'objet, lui demander de bien avoir l'extrême obligeance s'il vous plaît monsieur le Président de la République française, de ne pas ratifier le TSCG au nom des "*60.000*" travailleurs qui ont signé leur pétition, alors que dans le même numéro ils disent en avoir récoltées 54.719, une inexactitude dont François II ne leur tiendra pas rigueur, ils ont arrondi comme on arrondit les angles entre gens de bonne compagnie, à moins qu'ils aient anticipé les signatures à venir d'ici leur rencontre très prometteuse. Comment, vous osez en douter ? Eux ils ne doutent de rien, la preuve.

Rien n'est joué

C'est le titre d'un article en page 2 signé Yan Legoff : *Rien n'est joué*

Car voyez-vous, Hollande, "*Mais le traité TSCG ? Le ratifiera-t-il ou non ?*" Quelle suspense ! et de conclure : "*Convaincu que « rien n'est joué », le POI vient de lancer un nouvel appel à l'unité pour la non-ratification du traité*". Quand nous affirmons qu'ils ont la fâcheuse tendance à se prendre pour ce qu'ils ne sont pas, ajoutons à se faire passer pour ce qu'ils ne sont pas, est-ce que nous exagérons ? La preuve que non.

Et que lit-on dans leur appel "*Aux partis se réclamant du mouvement ouvrier et de la démocratie*", devinez : "*Rien n'est joué. Tout est possible* ". C'est à se demander s'ils n'essaient pas de s'en convaincre eux-mêmes ! Pourquoi ? J'ai répondu à cette question dans ma causerie d'hier. Ils ont réussi à le caser à quatre reprises dans le même numéro.

Souvenez-vous, ils n'ont cessé de le marteler lors de leur campagne pour l'interdiction des licenciements, puis contre la "*réforme*" des retraites, en fait c'est leur refrain habituel, tout serait possible il suffirait d'y penser très fort ou de se démener comme de beaux diables pour que le miracle se produise, et comme les miracles nécessitent généralement un certain délai avant de se réaliser, pendant ce temps-là leur parti se transforme en passoire parce que leurs militants qui les ont pris au mot se lassent de ne rien voir venir, on les comprend, depuis quand ce petit jeu-là dure-t-il, disons... depuis 30, 50 ans, plus.

Si tout est possible en régime capitaliste, à quoi bon combattre pour le socialisme, non ? En colportant cette illusion ne se font-ils pas les fossoyeurs du socialisme ? Vous trouvez que j'exagère encore, je pense plutôt être encore en dessous de la vérité.

Souvenez-vous encore qu'ils considèrent la crise du capitalisme comme une catastrophe pour les travailleurs, ils voudraient leur épargner des souffrances supplémentaires, alors que l'on sait que cette condition est indispensable pour qu'ils passent à l'action, pour qu'une révolution ait lieu, c'est la raison pour laquelle nous considérons que cette crise avec ses conséquences brutales est une aubaine pour le développement du mouvement ouvrier.

Eux, ils cherchent à épargner les travailleurs, en réalité les couches qu'ils représentent seulement, et l'on sait que dans ce cas-là le régime aura encore de beaux jours devant lui, ils le savent, c'est leur véritable objectif politique.

De la même manière et pour la même raison ou conformément à leur objectif, ils ne se posent pas la question de savoir quelle est la valeur et la portée politique d'une réforme réalisée sous un régime capitaliste ou sous un régime socialiste, pour eux cette évaluation n'a pas lieu d'être ou ils l'occultent, seul compte le résultat immédiat, et peu importe si les masses se retrouvent davantage enchaînées au capitalisme du moment que certaines couches du prolétariat s'en tirent mieux que les autres ou disposent encore des moyens pour continuer de vivre confortablement.

Nous avons là toutes les caractéristiques d'un parti qui s'accommode du capitalisme du moment qu'il permet à l'aristocratie

ouvrière, aux couches moyennes et aux intellectuels de préserver leurs avantages sur le reste du prolétariat, le socialisme disparaissant totalement de leur horizon politique.

Nous, nous combattons dans la perspective de l'effondrement du capitalisme, car nous savons que sans cette condition il n'y aura pas de révolution et nous n'aurons aucune chance de renverser le régime en place. Nous savons que cela se traduira par de terribles sacrifices pour les travailleurs, nous l'assumons, nous sommes prêts à les affronter, alors qu'eux ils s'y refusent, ils tiennent à préserver leur petite vie confortable, à croire que la misère qui existe déjà (en France et dans le monde à une échelle gigantesque) n'est qu'un concept pour eux ou qu'elle fait partie des meubles pour ainsi dire puisqu'elle a existé de tout temps.

Si la misère est nécessaire au développement et à la survie du capitalisme, pourquoi ne le serait-elle pas pour assurer la victoire du socialisme, non pas qu'on la rechercherait ou qu'on la souhaiterait à quelqu'un, mais tout simplement parce qu'elle serait une nécessité historique, ne vivons-nous pas dans le règne de la nécessité ?

Comme je vis en Inde, j'emploie plus facilement le mot misère que pauvreté car elle est plus présente sans doute.

Deuxième partie

Vous aurez remarqué que la démarche du POI est commune au PCF, NPA, PdG, Attac, Fondation Copernic, etc. tous s'adressent à Hollande et au députés du PS.

Qu'est-ce que cela signifie ? Qu'ils lient le sort de la classe ouvrière au bon vouloir du Bonaparte qui trône au Palais et à sa cour qui siège au Parlement, autrement dit, ils remettent entre leurs mains l'indépendance de classe du prolétariat, ils livrent la classe au représentants du capital, Hollande et les députés du PS.

En fait, ils ne font que reprendre la politique qu'ils avaient mis en oeuvre à partir du 10 mai 1981 avec le succès que l'on sait et que chacun a pu constater.

Monsieur Hollande sauvez-nous d'une catastrophe annoncée, ne signez pas ce traité, ce qui suppose qu'une fois ratifié il ne nous restera plus qu'à en subir les conséquences sans que l'on puisse s'y opposer puisqu'on nous a fait comprendre que ce serait dès lors impossible.

Leur démarche revient à demander aux représentants du capital de se conduire en représentants des exploités, parce que voyez-vous, ils en seraient capables, pourquoi, pardi, mais parce que le PS serait encore un parti ouvrier, grotesque, c'est une fabulation, une illusion criminelle, un moyen comme un autre de diviser les travailleurs en prétendant combattre pour leur unité, en réalité ils ne visent que l'unité des appareils du PS et ses satellites, ils devraient être satisfaits, à part celui du PS leur objectif est pour ainsi dire atteint.

Il y avait une autre manière de procéder qui correspondait à une autre conception de la lutte des classes reposant sur le refus de toute collaboration de classes, sur le combat classe contre classe.

Il était possible d'expliquer aux travailleurs pourquoi nous rejetions le TSCG concocté par les technocrates de Bruxelles (UE) et de Frankfort (BCE), en déclarant qu'il ne fallait pas compter sur Hollande et les députés du PS qui y étaient favorables pour s'y opposer, pourquoi, tout simplement parce qu'ils incarnent les intérêts du capital et la politique de l'Union européenne, donc ne pouvant pas incarner les intérêts des travailleurs et le socialisme.

Contrairement à ces philistins, nous ne nous serions pas adressés à Hollande et aux députés du PS, pas davantage aux dirigeants de ses satellites, nous nous serions adressés uniquement aux travailleurs en dénonçant leur collusion ou complicité avec l'Union européenne des banquiers, leur trahison en osant agir de la sorte au nom des travailleurs et du socialisme.

Nous aurions mis l'accent sur le fait que le TSCG pouvait être ratifié dans le cadre de la Constitution de la Ve République parce que celle-ci incarnait les intérêts des capitalistes. C'est la Constitution qui permet à Hollande de soumettre nos droits à la dictature de l'Union européenne et au FMI à travers ce traité, notamment. Nous aurions donc lié ou combiné ce combat contre le TSCG au combat contre la Ve République qu'il nous faut abattre...

On nous rétorquera que dans ces conditions la ratification de ce traité serait assuré car nous serions dans l'impossibilité de mobiliser les masses sur une telle ligne politique. Assurément, car vous croyez vraiment qu'en s'adressant à Hollande ils vont soulever les foules et aboutir à un autre résultat ? Ce serait se faire de graves illusions.

Nos détracteurs ont une démarche d'appareil s'adressant à d'autres appareils, aux institutions (le président et les députés), et comme nous l'avons démontré hier, pour tenter d'associer des travailleurs ou des militants à leur initiative ils en arrivent à développer des arguments grotesques, dramatisant la situation, oui, eux aussi ils s'y mettent, du genre, demain tout sera foutu si ce traité était ratifié, etc., bref, camarades, comme sera le cas, cessez le combat ou tirez-vous une balle dans la tête, circulez il n'y

a plus rien à espérer, il est trop tard, nous sommes voués à la déchéance, c'est écrit dans ce traité, c'était la fatalité, c'est à cela que ramènent leur discours.

En ce qui nous concerne, notre démarche consiste à refuser de lier le sort de la classe ouvrière aux appareils et à l'Etat, nous considérons qu'elle doit conserver les mains libres, son indépendance de classe pour livrer son combat et prendre conscience d'elle-même. Notre démarche ne consiste pas à faire l'impasse sur les appareils et l'Etat, au contraire, on tire dessus à boulets rouges de manière à briser les illusions que les travailleurs pouvaient encore avoir en eux ou pour leur interdire d'en avoir, ainsi et ainsi seulement ils pourraient tirer des enseignements politiques à la fois pour la suite de leur combat et pour les aider à rompre avec le capitalisme, avec ses institutions politiques et les partis qui en assurent le fonctionnement pour le compte des capitalistes.

Nous n'avons pas la prétention de mobiliser des millions de travailleurs ou de parvenir à empêcher la ratification de ce traité, modestement nous nous donnons les moyens politiques de répondre aux aspirations des travailleurs tout en construisant le parti sur la base d'une orientation politique conforme au socialisme, dans la perspective du renversement du régime et d'un gouvernement ouvrier révolutionnaire, qui décidera de rompre avec l'UE, le FMI, etc. car aucun autre gouvernement ne le fera à sa place, et certainement pas le gouvernement Hollande-Ayrault-Fabius.

Soyons lucide, prenons la réalité telle qu'elle est, osons la regarder en face même si le constat est dur à avaler, refusons-nous à penser que tout serait possible ou l'inverse qui serait tout aussi fatal au mouvement ouvrier, ne nous prenons pas pour ce que nous ne sommes pas, ne cherchons pas un raccourci ou une voie de traverse pour tenter de palier nos faiblesses, ne cherchons pas à substituer à la classe ouvrière des élus ou des dirigeants qui par nature ou conviction lui sont étrangers ou encore un sauveur suprême, car c'est à cela que revient le fait de s'adresser à Hollande. Faisons ce que nous avons à faire, dans l'ordre, sans nous disperser ou nous laisser distraire ou encore sombrer dans la facilité, essayons de rassembler des travailleurs et des militants, expliquons-leur inlassablement notre politique, c'est le seul moyen d'aller de l'avant, pas à pas, c'est ingrat et difficile comme voie, nos adversaires se sont employés à en emprunter une autre pendant des décennies et des décennies, quand on en voit le résultat, on est porté à penser qu'elle n'était pas la bonne.

Maintenant, si ces arguments ne vous ont pas convaincus, demandez-vous quelle crédibilité peut avoir un parti (sa politique et ses dirigeants) qui n'a eu de cesse de vouloir associer au combat de la classe ouvrière les partis (sociaux-libéraux) de l'Internationale jaune, mieux encore, qui ne loupe pas une occasion de vanter les mérites inestimables de leurs dirigeants sachant que ces partis ont mené partout en Europe et ailleurs dans le monde durant les dernières décennies ou depuis 50 ans des politiques antisociales et réactionnaires.

Je n'invente rien lisez donc l'article de Marc Gauquelin en page 4 du numéro 206 *Informations ouvrières* vous en aurez la confirmation. Rejeter le TSCG pour finalement s'en remettre au parti de Schröder, sachant que le TSCG implique la généralisation à toute l'Europe de la politique mise en oeuvre en Allemagne quand il était chancelier, il fallait oser, le POI a osé.

Un dernier mot, cela allait m'échapper : n'avez-vous pas remarqué que c'est la même démarche à laquelle ont de plus en plus recours les dirigeants syndicaux, s'adresser, que dis-je, s'en remettre au Président de la République, divisant les travailleurs, brisant leur résistance et leur mobilisation. Lisez plus loin l'intervention de la CGT chez ArcelorMittal de Florange.

Prédiction désabusée

A la veille d'un sommet censé apporter le salut à une Europe paniquée par l'Espagne qui vacille dans un discours aux députés du Bundestag, chambre basse du Parlement, Mme Merkel a prévenu, une fois de plus, qu'il n'y avait "*pas de solution rapide, facile à la crise*".

Des réformes structurelles dans les pays en difficulté seront "*tout en haut de l'ordre du jour*" à ce sommet, a dit la chancelière.

La veille, lors d'une réunion avec quelques parlementaires, Mme Merkel avait apparemment prédit que les euro-obligations, dans lesquels beaucoup voient le salut de l'union monétaire, ne verraient pas le jour de son vivant.

Pour Berlin, ces instruments pré-supposent une intégration européenne poussée qui verra les pays membres de l'UE céder de plus en plus de leur souveraineté.

Ce sont ces problématiques que Mme Merkel veut mettre sur la table à Bruxelles, avec pour base la feuille de route dévoilée mardi par le président de l'UE Herman van Rompuy. Celle-ci propose la mise en place sous dix ans d'une union bancaire et économique.

"*Les marchés ont appris à ne pas placer trop d'espoirs dans ces (sommets)*", se résignaient les analystes de Commerzbank. (AFP 27.06)

Le changement dans la continuité, c'est maintenant ou faites tomber les masques.

Au nom de la "***justice***" sociale.

Le gouvernement français va dégager 7,5 milliards d'euros de recettes dans le cadre de ses efforts pour boucler le budget de l'année 2012, puis environ 19 milliards d'euros pour 2013, indique mercredi le quotidien *Les Echos* sur son site internet.

Interrogé par l'AFP, Bercy s'est refusé à tout commentaire "*avant la présentation du projet de loi de finances rectificatif mercredi en conseil des ministre et aux commissions des finances de l'Assemblée nationale et du Sénat*".

Ces efforts sont destinés à respecter l'objectif d'une baisse du déficit budgétaire à 4,5% du produit intérieur brut (PIB) d'ici à la fin de l'année, puis à 3% en 2013.

Cette première loi de Finances du gouvernement socialiste va représenter près de la moitié du total des hausses d'impôt prévues par le président François Hollande durant la campagne électorale.

Dans le détail, selon *Les Echos*, les stocks pétroliers vont être taxés à 4% pour la seule année 2012.

Les banques seront concernées via la taxe sur les risques systémiques (portant sur les fonds propres), qui va être doublée, de 0,25% à 0,5%. La taxe sur les transactions financières sera relevée de 0,1% à 0,2% dès le 1er août.

Par ailleurs, le forfait social sur la participation et l'intéressement sera relevé de 8% à 20%. Des mesures sont également prévues pour réduire l'intêrêt des entreprises à s'installer dans un paradis fiscal.

Le ministre délégué au Budget, Jérôme Cahuzac, avait de son côté affirmé mardi que le gouvernement s'apprêtait à geler un milliard de dépenses des ministères qui devaient être engagées d'ici à la fin de l'année, dans le cadre de ses efforts pour boucler le budget de l'année 2012. (AFP 27.06)

La participation et l'intéressement, c'est une partie de la plus-value produite pas les travailleurs que les patrons leur reversent sous cette forme et non sur celle d'un salaire, mais cela revient au même une fois qu'elle leur est affectée, c'est une partie de leur salaire. Maintenant observez de combien sera la hausse du prélèvement et comparez-là à celle sur les transactions financières ou les stocks pétroliers ou encore les banques, ajoutez à cela le milliard ponctionné sur les dépenses des ministères et vous aurez compris qui va faire les frais de la politique d'austérité du gouvernement, et ce n'est qu'un début puisqu'il est fortement question d'une hausse des cotisations sociales versées par les travailleurs. A suivre.

Privatisation larvée en perspective.

Le Conseil économique, social et environnemental (CESE) suggère d'expérimenter à partir de 2015 la mise en concurrence des trains express régionaux (TER), dans un projet d'avis examiné mercredi en assemblée plénière.

Ces premiers tests devraient être menés à échelle réduite, dans trois ou six régions et seulement sur certaines lignes, selon le CESE.

Une réglementation européenne de 2009 impose aux Etats membres d'être en mesure de procéder à l'ouverture à la concurrence du transport ferroviaire régional en 2019, au terme d'une période transitoire de dix ans.

Afin d'assurer la réussite de ce projet, le CESE préconise d'anticiper l'échéance de quatre ans, en lançant l'expérimentation début 2015.

"*Celle-ci, fondée sur un volontariat régional, pourrait être proposée à trois ou six régions via un appel à projets accompagné d'une subvention de l'Etat pour le financement des étapes de préparation*", précise l'un des deux co-rapporteurs du projet d'avis, Jean-Marie Geveaux.

Le texte propose également que l'expérimentation "*ne s'effectue pas sur une région entière, mais plutôt*" sur un groupe de lignes "*cohérent et équilibré de taille moyenne*". La durée des contrats devrait être de quatre ans minimum, mais plus longue si l'opérateur doit fournir le matériel roulant.

Dans un communiqué publié mercredi soir, le ministre des transports Frédéric Cuvillier a indiqué qu'il allait examiner "*avec la plus grande attention*" les propositions du CESE.

"*La question de l'ouverture à la concurrence ne saurait être un préalable à des évolutions nécessaires pour l'amélioration du secteur*" a tenu à préciser le ministre, pour qui la priorité va à la qualité du service, la fiabilité et la capacité que le réseau ferroviaire peut offrir à ses usagers.

Il a rappelé que la question de la concurrence sera traitée au niveau européen. "*Il ne s'agit pas d'aller au devant des obligations qui seront imposées dans ce cadre*", selon le ministre.

En clôture des Assises du ferroviaire, en décembre dernier, Nathalie Kosciusko-Morizet, alors ministre des Transports, avait annoncé le lancement à partir de 2014 d'une "*expérimentation*" visant à ouvrir à la concurrence le marché des TER et des TET (Trains d'équilibre du territoire).

Le nouveau gouvernement n'a pas encore indiqué s'il comptait ou non maintenir cette date. (AFP 27.06)

Non mais !

"*Le coup de pouce du smic, je le dis comme je le dirais hors micro, c'est du foutage de gueule*", a déclaré Clémentine Autain sur Europe 1. Et d'ajouter que cette mesure n'est pas "*correct(e) vis-à-vis de ceux qui souffrent*" et est "*inefficace sur le plan économique*". (Reuters 27.06)

Si au moins elle était efficace sur le plan économique, qu'est-ce qu'elle serait bonne !

Impressionnant !

Les députés du Front de gauche menacent de ne pas accorder leur confiance au gouvernement lors du vote qui aura lieu la semaine prochaine à l'Assemblée nationale si les orientations actuelles dans le domaine économique et social se confirment.

Le Premier ministre, Jean-Marc Ayrault, doit faire mardi devant les députés son discours de politique de générale, qui sera suivie d'un vote dit de confiance.

Le "*patron*" du groupe GDR a également vivement protesté contre le refus des socialistes d'accorder une vice-présidence de l'Assemblée ou une présidence de commission à son groupe. (Reuters 27.06)

Banaliser, siphonner l'extrême droite... de l'intérieur.

Répondant au député UMP Lionnel Luca, membre de la Droite populaire qui a dénoncé mercredi "*l'élimination*" des députés appartenant à ce collectif des instances du groupe UMP à l'Assemblée nationale lors des élections internes organisées la veille.

"*Moi je veux dire que la Droite populaire, elle a incontestablement toute sa place dans notre famille politique (...) y compris dans la direction future de l'UMP. D'ailleurs il y aura peut-être un mouvement à l'intérieur de l'UMP qui sera constitué*", a dit M. Copé lors de son point presse. (AFP 27.06)

200 000 euros pour deux jours de travail par semaine !

La Saur, la troisième entreprise française de distribution d'eau, dont le Fonds stratégique d'investissement (FSI), organisme public, possède 38 % du capital, a porté à sa tête, le 22 mai, Michel Bleitrach, l'ex-président du directoire de Keolis, en remplacement de Joël Séché.

Selon nos informations, M. Bleitrach, président exécutif de la Saur, a annoncé, devant le conseil de surveillance de la société, qu'il entendait travailler environ deux jours par semaine pour sa nouvelle entreprise, en raison d'un agenda déjà bien rempli. Et, pour ce faire, il a demandé un salaire fixe annuel de 200 000 euros, auquel s'ajouterait un bonus dont les conditions d'attribution doivent encore être discutées.

Interrogée, la Saur précise tout de go que, si son premier actionnaire est public (le FSI, détenu à 51 % par la Caisse des dépôts et consignations et à 49 % par l'Etat), elle n'est pas une société publique. Et donc, ne tombe pas sous le coup des restrictions prévues par le gouvernement. (lemonde.fr 27.06)

Comment ils font leur salade entre-eux.

La banque britannique Barclays a annoncé mercredi qu'elle allait payer 290 millions de livres (362 millions d'euros) pour mettre fin à des enquêtes judiciaires au Royaume-Uni et aux Etats-Unis, et son patron a fait son mea culpa en renonçant à un bonus cette année.

Dans son communiqué, la banque indique avoir obtenu des règlements à l'amiable avec plusieurs régulateurs financiers, dans le cadre "*d'une enquête dans tout le secteur (bancaire) sur la fixation des taux d'intérêts interbancaires pour une série de devises*".

Dans un autre communiqué, l'autorité britannique des services financiers (FSA) précise avoir infligé à la banque une amende de 59,5 millions de livres pour des conduites répréhensibles liées au taux interbancaire de référence sur le marché londonien, le Libor, et celui pour les taux interbancaires en euros (Euribor). Elle précise que "*c'est la plus grosse amende jamais imposée par la FSA*".

Outre la FSA, Barclays dit avoir trouvé des accords aux Etats-Unis avec l'autorité de régulation des marchés à terme et dérivés (CFTC) et le département de la Justice. Ce dernier lui a également accordé l'immunité dans des enquêtes sur des violations de la concurrence.

Suite à cette affaire, et "*pour refléter notre responsabilité collective en tant que dirigeants*", le directeur général de Barclays, Bob Diamond, a annoncé qu'il avait décidé de "*renoncer à un bonus annuel cette année*".

Trois autres membres de la direction ont pris la même décision : le directeur financier Chris Lucas, le directeur opérationnel Jerry del Missier, et le directeur exécutif chargé de la banque d'investissement Rich Ricci. (AFP 27.06)

Nantis, prédateurs, voyous...

La quatrième chambre du tribunal de grande instance de Créteil (Val-de-Marne) a ordonné mardi l'expulsion de Pétronilla Comlan-Gomez, conseillère régionale PS d'Ile-de-France, de la maison qu'elle occupe depuis juillet 2011 sans avoir payé la propriétaire.

La propriétaire des lieux, Aline Baldinger, avait accepté de laisser entrer Pétronilla Comlan-Gomez, qu'elle a connue au PS, avant de signer un compromis de vente. La conseillère régionale s'est installée à l'été 2011 avec sa famille dans le pavillon de Joinville-le-Pont (Val-de-Marne) et la promesse de vente a été signée en octobre, pour 572.000 euros.

Mais selon l'avocat de Mme Baldinger, Me Alain Dalipagic, le chèque de garantie est revenu impayé et fin 2011, "*on se rend compte qu'il n'y a pas eu de demande de prêt ou d'offre de prêt.*"

"*Ils n'ont pas payé un centime depuis juillet*", tempête Me Dalipagic, interrogé par l'AFP.

"*Ce qui est hallucinant c'est qu'ils ont fait des travaux sans autorisation, ils ont transformé un garage à bateau en chambre alors que ce n'est pas possible d'un point de vue urbanistique, c'est en zone inondable*", poursuit l'avocat.

L'avocat des époux Comlan, Me Grégory Leproux, regrette pour sa part que le juge n'ait pas retenu la demande d'indemnisation formulée par ces derniers, au titre de ces travaux dont le montant avoisine les 50.000 euros.

Expliquant que ses clients n'ont pu obtenir un crédit via un courtier, Me Leproux avait proposé de transformer l'occupation en location.

Mme Comlan et son mari ont été condamnés à verser 57.200 euros de clause pénale, pour ne pas avoir apporté la preuve qu'ils avaient déposé une demande de prêt, a expliqué Me Leproux à l'AFP.

Les époux ont également été condamnés à verser une indemnité d'occupation de 2.000 euros par mois à partir de mars 2012, date à laquelle M. et Mme Comlan ont été mis en demeure de signer l'acte de vente du pavillon. (AFP 27.06)

INFOS EN BREF

Politique

1- France

Le parquet à la solde des banquiers.

L'accusation a demandé mercredi cinq ans de prison ferme au procès en appel à Paris de l'ancien trader de la Société générale Jérôme Kerviel, tenu pour responsable d'une perte historique de 4,9 milliards en 2008.

"*Votre décision devra se montrer exemplaire et dissuasive, n'en déplaise à tous ceux qui voient en Jérôme Kerviel une victime de la finance. (...) Il n'est victime que de lui-même*", a dit l'avocat général dans son réquisitoire. Le procès se termine jeudi avec la plaidoirie de l'avocat du prévenu, David Koubbi, qui entend demander la relaxe au motif que la banque aurait connu les

agissements de son employé et les aurait utilisés pour couvrir d'autres pertes. (Reuters 27.06)

2- Grèce

C'est une hécatombe. Après l'hospitalisation du Premier ministre et la démission du ministre des finances pour des raisons de santé, c'est au tour du directeur du Fonds hellénique de privatisation, Ioannis Koukiadis, de jeter l'éponge, pour "*des raisons personnelles*".

L'objectif des 20 milliards parait trop élevé. Selon Slate.fr, la Grèce aurait réalisé seulement 1,3 milliard d'euros de privatisations en 2011, sur un objectif de 5 milliards. La raison de cette contre-performance ? En Grèce, les syndicats se sont farouchement opposés à la vente des bijoux de famille. Mais surtout, les entreprises publiques grecques ne gagnent pas d'argent. Elles ne sont pas compétitives. Du coup, elles ne valent rien, confie un économiste. (lexpress.fr 27.06)

3- Pologne

Le président polonais Bronislaw Komorowski a parachevé mercredi la ratification par son pays du mécanisme européen de stabilité (MES), structure commune permanente destinée à financer les pays en difficulté de la zone euro.

Le Parlement polonais avait déjà donné en mai son feu vert à la ratification des changements au Traité de Lisbonne qui permettent la mise en place de ce mécanisme.

Bien que non membre de la zone euro, la Pologne a néanmoins décidé de s'y associer. (AFP 27.06)

Social

France

1.1- L'ArcelorMittal de Florange est occupée.

L'usine ArcelorMittal de Florange, en Moselle, est entièrement bloquée ce mercredi matin par des ouvriers du site pour, ont-ils expliqué, «*maintenir la pression sur la direction*» mais également «*sur le ministre du Redressement productif*», Arnaud Montebourg.

Une cinquantaine d'ouvriers ont pris position vers 6h30 devant les trois entrées de l'usine, bloquant l'accès aux locaux administratifs, aux expéditions à Sainte-Agathe (Moselle) et au train à chaud au passage à niveau de Dapisch (Moselle), a constaté l'AFP.

C'est la première fois depuis le début du conflit, fin février, que les trois portes de l'usine mosellane sont bloquées simultanément, à l'appel d'une intersyndicale CFDT-CGT-FO. Le mouvement devrait se poursuivre jusqu'à au moins 21h, a indiqué l'intersyndicale. «*Il s'agit bien sûr de maintenir la pression sur la direction*», a expliqué le responsable de la CGT, Edouard Martin. «*Mais c'est également un avertissement à (Arnaud) Montebourg dont la mission d'expertise est en train de mal tourner*», a-t-il ajouté.

Début juin, le ministre du Redressement productif avait mis en place une «*mission d'expertise*» sur Florange après une rencontre à l'Elysée entre le président François Hollande et des représentants syndicaux d'ArcelorMittal. Cette mission doit notamment analyser les perspectives du marché européen et mondial de l'acier et examiner les perspectives industrielles du site mosellan. Elle doit rendre ses conclusions d'ici au 31 juillet.

«Les experts du gouvernement sont en train de nous dire que Florange pourrait tourner sans le train à chaud. C'est exactement ce qui dit (Lakshmi) Mittal», a déclaré Edouard Martin. «*Nous ne voulons pas de cette solution. Nous voulons garder un site intégré qui maîtrise tout le processus de fabrication*», a-t-il ajouté.

Pour Walter Broccoli, le leader de FO, c'est «*l'été de tous les dangers*» qui s'annonce. «*Nous sommes réellement à la croisée des chemins: ou Mittal s'abstient de remettre en cause la viabilité du site, ou il annonce un plan social d'ici à la fin août*», a-t-il indiqué. (20minutes.fr 27.06)

1.2- Suppression de 1.167 postes en persepctive chez Castorama

Les syndicats de Castorama (12.650 salariés) ont affirmé mercredi avoir obtenu un document interne faisant état d'un plan de suppression de 1.167 postes d'ici à 2014, la direction assurant à l'AFP qu'un tel projet n'est pas d'actualité.

Selon Françoise Le Païh (CGT), un salarié a récupéré un document de travail émanant de la direction générale dans lequel "*il*

est notifié 1.167 suppressions de postes, dont 25% en 2012, d'ici 2014".

"*Ce document n'est pas un document de travail comme ils le prétendent, mais un plan d'action pour être mis en place, d'ailleurs c'est marqué dessus*", a affirmé de son côté Jean-Paul Gathier (FO). "*Les documents qui nous sont parvenus étaient incontestables. (...) Ils essayent de noyer le poisson en disant que c'était une piste de travail*", a-t-il insisté auprès de l'AFP.

"*On découvre qu'ils veulent supprimer des postes en sachant que Castorama France, c'est 69 millions (d'euros) de bénéfices en 2011*", a affirmé Hugues Bastat, délégué syndical central CGT, déplorant le côté "*caché*" du projet.

Selon les syndicats, les suppressions de postes se feraient sans licenciements, notamment via des départs non remplacés. (AFP 27.06)

1.3- Air France. La CGT ne signera pas, mais...

La CGT, premier syndicat d'Air France, a fait savoir mercredi qu'elle ne signerait pas les accords sociaux du plan "*Transform 2015*" censé permettre à Air France-KLM d'économiser deux milliards d'euros en deux ans et demi afin de réduire sa dette d'autant.

La compagnie Air France, largement responsable des pertes du groupe franco-néerlandais, veut réduire ses coûts de 20%, soit de 1,8 milliard d'euros, d'ici fin 2014. La moitié devrait provenir des 5.122 réductions de postes d'ici fin 2013, annoncées la semaine dernière, desquelles direction et syndicats doivent discuter jeudi et vendredi.

L'accord d'une majorité des syndicats représentatifs d'Air France est nécessaire pour que le plan soit définitivement validé début juillet.

En clair, pour être adoptés, les accords devront être signés par un ou des syndicats disposant au total de plus de 30% des voix au sein d'Air France et ne devront pas être contestés par un ou des syndicats représentant au total plus de 50% des suffrages.

Après un nouveau comité central d'entreprise jeudi matin, une ultime journée de discussions aura lieu vendredi. Une signature pourrait intervenir le 6 juillet pour le personnel et un peu plus tard pour les personnels navigants, qui doivent soumettre les accords à un référendum.

Si les discussions échouent, les accords collectifs existants seront dénoncés mais continueront à s'appliquer pendant 15 mois. A l'issue de cette période, la convention collective du secteur aérien sera appliquée si aucun nouvel accord n'est conclu entre-temps.

Un échec des discussions dans les prochains jours pourrait déboucher sur un conflit social au moment même des grands départs en vacances et empêcher une remontée du cours en Bourse d'Air France-KLM, les marchés attendant beaucoup de l'issue des négociations.

David Ricatte a précisé qu'il était encore prématuré d'envisager un recours à la grève, la CGT menant avec les salariés des consultations qui se prolongeront jusqu'à la semaine prochaine.

La compagnie s'est engagée jeudi dernier à ne procéder à aucun licenciement sec d'ici la fin de l'an prochain, voire en 2014 si elle constate au second semestre 2013 que le plan se déroule comme prévu.

La CGT a interpellé l'Etat français, qui détient 15,9% d'Air France-KLM, en demandant au nouveau gouvernement d'organiser des assises du transport aérien pour définir l'évolution du secteur. (Reuters 27.06)

C'est la méthode habituelle pour diviser ou briser une mobilisatiion.

Economie

1- Espagne

Les ministres des Finances de la zone euro ont accepté mercredi la demande d'aide de l'Espagne et dit qu'elle solliciterait sans doute entre 51 et 62 milliards d'euros pour renflouer ses banques, ainsi qu'une "*marge de sécurité*" supplémentaire.

L'Eurogroupe précise dans un communiqué que dès que le montant exact sera établi, l'aide sera versée par le Fonds européen de stabilité financière (FESF) avant que le Mécanisme européen de stabilité (MES) ne prenne le relais.

En fin de matinée, la Commission européenne a donné provisoirement son feu vert à l'aide publique espagnole à Bankia et demandé à Madrid de présenter un plan de restructuration pour la banque d'ici six mois.

"*Etant donné l'interconnexion des finances publiques et la situation du secteur bancaire, nous devons également garder un oeil sur le développement du budget espagnol,*" déclare Peter Praet, membre du directoire de la BCE, dans un article qui sera publié jeudi par le *Financial Times Deutschland*. (Reuters 27.06)

2- Italie

Banca Monte dei Paschi di Siena (MPS) a annoncé mercredi un plan de restructuration prévoyant notamment une augmentation de capital d'un milliard d'euros et la suppression de 4.600 postes alors que la banque a dû faire appel au soutien de l'Etat pour renforcer ses fonds propres.

MPS prévoit de fermer 400 agences, soit plus de 10% de son réseau et de réduire considérablement son portefeuille de prêts.

La troisième banque d'Italie et la plus vieille du monde, a par ailleurs estimé qu'elle allait vendre 1,5 milliard d'euros d'obligations spéciales au Trésor italien, à comparer avec un maximum de 2 milliards d'euros approuvé mardi par le gouvernement.

Cela portera l'aide totale de l'Etat à la banque à 3,4 milliards d'euros, en prenant en compte 1,9 milliard d'euros d'obligations Tremonti souscrites par le gouvernement au plus fort de la crise financière en 2009.

La banque a indiqué qu'elle rembourserait entièrement les autorités publiques d'ici la fin de son plan 2012-2015.

Le plan triennal mis en place par l'administrateur délégué nouvellement nommé Fabrizio Viola et le directeur général Alessandro Profumo, prévoit également la suppression de 4.600 emplois, soit 15% des effectifs de la banque, ce qui devrait faire baisser les coûts de 565 millions d'euros d'ici 2015. (Reuters 27.06)

3- Chypre

Dans un autre communiqué diffusé au même moment, les ministres des Finances de la zone euro annoncent qu'ils ont également accepté la demande d'aide de Chypre, qui sera elle aussi versée par l'intermédiaire du FESF ou du MES dès que son montant aura été établi.

En contrepartie de cette aide évaluée à une dizaine de milliards d'euros, l'Eurogroupe précise que Chypre doit procéder à des ajustements budgétaires et à des réformes structurelles, ainsi que renforcer son secteur bancaire et financier.

Des responsables gouvernementaux chypriotes ont sollicité l'aide du Fonds monétaire international (FMI) pour résoudre la crise bancaire du pays, a annoncé pour sa part annoncé sa directrice générale Christine Lagarde. (Reuters 27.06)

4- Mexique

Cette semaine, Carlos Slim, l'homme le plus riche du monde, à la tête du géant des télécoms America Movil, vient de faire de nouvelles emplettes en Europe. Après avoir acheté 23 % de Telekom Austria, il vient de s'emparer par une OPA inamicale de 20,9 % du capital de KPN, la téléphonie hollandaise dont il détenait déjà 8 %, ce qui fait du Mexicain le principal actionnaire de cette compagnie.

De source plus officieuse, America Movil veut faire du siège de KPN son quartier général pour attaquer sur son territoire son principal concurrent, l'espagnol Telefónica.

Toujours cette même semaine, Cemex (Ciments mexicains) a annoncé qu'il était parvenu à un accord pour refinancer sa dette de 7 milliards de dollars jusqu'en 2017. Son président, Lorenzo Zambrano, qui n'a jamais caché son ambition de devenir le numéro un mondial du ciment, achète depuis 15 ans des cimenteries aux quatre coins du monde. Il en possède déjà 50. En absorbant le britannique RMC Group, il réalise son rêve : faire part égale avec ses grands concurrents : le français Lafarge et le suisse Holcim. En 2007, Lorenzo Zambrano a ensuite racheté pour 14 milliards le géant australien du ciment et du matériel de construction Rinker, très implanté aux États-Unis juste avant le début de la récession américaine, ce qui lui vaut ce terrible endettement.

Grâce à la signature de l'Alena en 1994 (l'accord de libre-échange nord-américain), le Mexique est devenu avec la Chine et le Canada le principal partenaire commercial des États-Unis (500 milliards de dollars d'échanges par an). De nombreuses entreprises mexicaines ont profité de ce nouveau marché. Elles se sont restructurées, ont débauché aux quatre coins du monde les meilleurs experts pour améliorer leur productivité, découvrir les nouvelles techniques de gestion, utiliser les hautes technologies en marketing afin d'être les meilleures dans leur pays comme sur les marchés étrangers. Les entreprises nouvellement dénationalisées ou celles qui vivaient douillettement en situation de monopole ont su prendre le train de la globalisation.

Gruma s'est hissé au premier rang mondial des producteurs de farine de maïs et de tortillas. Il possède 22 usines de transformation aux États-Unis et quatre en Europe (deux en Angleterre, une en Hollande et une autre en Russie). Très implanté en Amérique du Sud, Gruma est également parti a la conquête de l'Asie et de l'Océanie avec des usines de farine de blé et de maïs en Chine, Malaisie et en Australie. Avec sa marque principale Maseca, Gruma est parvenu à changer les habitudes alimentaires des Nord-Américains, en imposant partout, même sur la côte Est, tortillas, craquettes et tacos dorés de maïs.

Là où ces produits n'ont pas encore trouvé leur place, il y a dans les toasters le pain en tranches de Bimbo. Ce groupe familial 100 % mexicain est le premier boulanger du monde. Présent dans toute l'Amérique, il a raflé à ses concurrents les contrats en fournissant les miches de pain mou pour les hamburgers des McDonalds et des Burger Boys. Bimbo compte 125 000 employés dans le monde, élabore 7 000 produits vendus sous 154 marques distinctes. Avec le rachat du groupe Sara Lee aux États-Unis, il s'est rodé aux pays du premier monde avec des produits aux standards internationaux. Après la Chine où il s'est implanté avec un énorme succès, l'Europe s'annonce comme un nouveau marché à conquérir. (lepoint.fr 27.06)

5- Japon

Les actionnaires de Tokyo Electric Power (Tepco) ont approuvé mercredi lors d'une assemblée générale ordinaire une augmentation de capital grâce à un apport de l'Etat, entérinant une nationalisation de facto de la compagnie gérante de la centrale accidentée de Fukushima.

Alors que des opposants à l'énergie nucléaire protestaient devant le gymnase où se tenait la réunion, les détenteurs de titres Tepco ont donné leur accord à une levée de fonds qui fera du pays le principal actionnaire de la compagnie privée.

L'Etat nippon ne peut en aucun cas laisser s'effondrer la compagnie chargée de l'alimentation électrique de la mégapole de Tokyo et de ses environs, coeur économique et centre névralgique du pays.

Le groupe a déjà reçu des avances substantielles de quelque 16 milliards d'euros pour indemniser des centaines de milliers de particuliers et entreprises victimes des fuites radioactives.

Il doit en outre débloquer des montants colossaux pour faire face aux dommages subis par ses installations, stabiliser le site et, à terme, démanteler au moins quatre des six réacteurs de la centrale.

Ses comptes sont aussi plombés par la montée en flèche de sa facture d'hydrocarbures, carburants que la compagnie doit importer en masse pour faire tourner à plein ses centrales thermiques, afin de compenser l'absence d'énergie nucléaire.

Selon les évaluations d'un groupe d'experts mandatés en 2011 par le gouvernement, Tepco aurait besoin de quelque 4.540 milliards de yens (44 milliards d'euros) avant mars 2013 pour les dédommagements, et de plus de mille milliards de yens pour démanteler ensuite les quatre réacteurs condamnés sur les six de Fukushima Daiichi.

Il faudra quarante ans pour y parvenir, trois des réacteurs étant si endommagés qu'une extraction du combustible paraît inenvisageable avant 2022. (AFP27.06)

Haut de page

Le 29 juin

CAUSERIE

Quel boulot dingue encore aujourd'hui !

Un petit message d'encouragement ferait du bien ou une réaction à cette causerie. Je pourrais très bien garder pour moi tout ce que j'écris ici et continuer de vivre tranquillement sous les tropiques, tranquillement c'est un grand mot... Parfois je me dis que cela ne vous intéresse peut-être pas plus que cela, dans ce cas-là dites-le moi et j'arrêterais tout, je vous assure que je m'en porterais mieux, surtout mes yeux qui fatiguent à l'écran, je n'ai plus 20 ans non plus. Qui a dit qu'il n'y avait pas pire dans la vie que de se laisser aller ? Ajoutons le dilettantisme. L'oisiveté est incompatible avec mes convictions, quel dommage parfois, je prendrais bien un peu de repos.

Bon week-end à tous ou bonnes vacances.

Comment les Etats ont bradé leur souveraineté au profit de la dictature (mondiale) de l'aristocratie financière.

L'Union bancaire en Europe pilotée par le Fed comme prochaine étape de la dictature des banquiers mise en oeuvre au milieu des années 70, lorsqu'ils décidèrent que les Etats ne pourraient plus emprunter à leur banque centrale et devraient dorénavant passer par les marchés financiers, étranglant à petit feu les Etats qui se soumettront à leur diktat.

Leur Union bancaire est la traduction politique de la dictature des banquiers, sa consécration.

Sur le plan politique, leur prochaine étape c'est d'instaurer le bi-partisme comme aux Etats-Unis, faire en sorte que dans chaque pays de l'UE seuls deux partis existent sur le plan institutionnel ou soient susceptibles de parvenir au pouvoir, le partis officiel et officieux de l'ordre, aux Etats-Unis les partis démocrate et républicain, en France l'UMP et le PS.

Si c'est en bonne voie dans certains pays comme la Grande-Bretagne, l'Espagne, le Portugal, cela demeure problématique dans bon nombre de pays comme la Grèce, l'Allemagne, la France.

En France, grâce au PS, (Jospin) en inversant le calendrier électoral au profit de la présidentialisation du régime renforçant au passage son aspect bonapartisme, qui a abouti à donner une majorité absolue à l'Assemblée nationale à l'UMP ou au PS, tandis que tous les autres partis étaient marginalisés voir exclus de toute représentation parlementaire. Il faut dire que la Constitution de la Ve République est particulièrement adaptée à ce processus, ce qui n'est pas le cas de nombreux pays de l'UE.

Pour parvenir à leur fin, il faudrait que chaque pays de l'UE révise sa Constitution et le fonctionnement de ses institutions, et adopte un modèle similaire ou proche de la Ve République, notamment au niveau de la répartition des rôle et des pouvoirs du chef de l'Etat et des députés. On s'aperçoit ici qu'ils ne sont pas au bout de leur peine ou qu'il y loin de la coupe aux lèvres.

D'autant plus que la violente politique de régression sociale qu'ils tentent d'imposer à tous les peuples en Europe rencontre une résistance farouche de la classe ouvrière et de pans entiers de la petite-bourgeoisie en voie de prolétarisation, qui se traduit notamment par l'émergence de nouveaux partis ou par le renforcement de partis prétendant proposer une autre politique, de l'extrême droite à l'extrême gauche, alors qu'en réalité aucune d'entre elles n'entend rompre avec le capitalisme et les institutions nationales ou européennes.

C'est notamment le cas en Grèce, en Allemagne, en Hollande et en France, alors que le même schéma pourrait voir le jour dans d'autres pays où de petites formations émergent ou se renforcent, les travailleurs cherchant un moyen d'en finir avec l'austérité, tout en demeurant subordonné au capitalisme et ses institutions, la question à l'ordre du jour consiste alors à les aider à prendre conscience qu'il n'existera aucune issue politique tant qu'ils demeureront soumis au capitalisme et entreverront leur destin dans le cadre des institutions en place.

On pourrait imaginer un autre scénario dans lequel l'UE déciderait d'étendre les pouvoirs de la Commission européenne afin d'en faire un gouvernement européen, ce serait un véritable coup de force puisque les commissaires européens ne sont pas élus, autre hypothèse, faire élire un président de l'UE qui formerait un gouvernement à partir de la majorité figurant au Parlement européen, dans les deux cas les différents Etats de l'UE perdraient l'essentiel de leurs pouvoirs, leur souveraineté ou indépendance, au profit d'une fédération d'Etats comme aux Etats-Unis par exemple puisque c'est leur modèle.

Il nous reste encore une ou deux décennies pour empêcher qu'un tel bouleversement se produise, qui, s'il se réalisait, signifierait que le socialisme n'était finalement qu'une belle utopie et que l'humanité était destinée à périr de ses contradictions pour avoir été incapable de les surmonter.

Maintenant, rien ne dit que d'autres facteurs ne vont pas interférer et mettre à mal leur plan. Par exemple, que la concurrence acharnée que se livrent les grandes puissances pour contrôler les sources d''approvisionnement en matières premières pour assurer leur développement ou garantir leur hégémonie sur le reste du monde, débouche sur une confrontation armée à l'échelle mondiale, au cours de laquelle les différents peuples pourraient renouer avec leur histoire particulière et faire voler en éclat le mécano qu'ils auront mis près d'un siècle à mettre en place pour instaurer un Nouvel ordre mondial.

Parole d'internaute.

(A propos de Renault et PSA)

- "*Bien évidemment, nos industries vont toutes disparaître, à terme. Cela est tellement évident que je me demande toujours quand, et non pas pourquoi !*"

Mais la question est justement de savoir pourquoi. Pourquoi ne pas la poser ? Parce que vous êtes incapable d'y répondre ? Parce que vous croyez savoir pourquoi et la réponse que vous avez trouvée ne vous satisfait pas ou vous laisse sur votre faim ?

Aborder cette question, c'est essayer de comprendre comment fonctionne le système économique capitaliste, pas dans les détails mais dans les grandes lignes, comprendre son évolution récente jusqu'à nos jours qui a abouti à remettre le pouvoir politique à l'aristocratiee financière, aux banquiers.

Cela nécessite de maîtriser certains aspects du capitalisme.

A savoir pour commencer, qu'il repose sur le vol de notre force de travail, et que l'Etat légitime juridiquement ce vol par le biais des institutions politiques en place. Pourquoi commencer par là ? Parce que cela résume la dernière évolution du capitalisme, la situation et les rapports entre les classes. Le vol, c'est ce qui caractérise le capitalisme, son origine et son mode de fonctionnement pour permettre à une minorité d'accumuler des richesses sur le dos et au détriment de l'immense masse des producteurs.

On peut remonter des siècles en arrière, jusqu'au Moyen-Âge si l'on veut ou plus loin encore, on ne pourra jamais justifier autrement que par le vol l'enrichissement de la classe dominante qui détient le pouvoir. Autrefois, le monarque ou les nobles se distribuèrent ou se répartirent les terres qui jusque là étaient propriété collective. Les paysans furent placés sous la tutelle de seigneurs qui désormais les exploitaient amassant des fortunes. C'est en déclarant que la terre qui n'appartenait à personne était devenue leur propriété par la volonté du roi ou conquis les armes à la main, qu'ils mirent la main sur le moyen de produire des richesses, la terre. Déclarer qu'un bien collectif est devenu arbitrairement votre propriété exclusive, c'est du vol, il n'y a d'autres mots. Une partie d'entre eux se lancèrent dans le commerce et formèrent les bourgeois des villes situées le long des voies fluviales ou des côtes. Ceux-ci et les seigneurs ruraux s'enrichissant firent naître de nouveaux besoins qui se traduisirent par le développement de la manufacture, embryon du capitalisme, en même temps qu'une nouvelle classe voyait le jour, la classe ouvrière, privée de tout droit et surtout de tout moyen de production, donc obligée de vendre sa force de travail pour assurer sa survie, dans des conditions d'exploitation abominables, le vol du produit de son travail atteignant son apogée et prenant une tournure dramatique.

A leur tour, par le biais de la surexploitation, les bourgeois vont accumuler des sommes colossales, tandis que le prolétariat sera voué à la misère noire. Laissons de côté ici la colonisation et l'esclavage. Les bourgeois vont transmettre leur fortune à leurs héritiers. Les banquiers vont se voir octroyer des droits, des privilèges, notamment celui de percevoir des intérêts sur l'argent qu'ils prêtaient à leurs débiteurs, ce qui leur permettra de s'enrichir sans produire la moindre richesse, en dormant quoi. Comme toujours, c'est l'Etat qui leur accordera ce privilège et renforcera leur pouvoir.

Puis, l'extension du capitalisme à l'échelle mondiale qui nécessitera de mobiliser des capitaux de plus en plus considérable, débouchera sur l'union de l'industrie et de la finance donnant naissance à ce qu'on a appelé l'impérialisme stade suprême du capitalisme. Parvenu à ce stade, la subordination de l'industrie à l'oligarchie financière qui demeure un cercle restreint et très fermé, allait aboutir à donner le pouvoir aux banquiers dans la personne de la Fed aux Etats-Unis, tandis que l'Etat allait dorénavant en être le débiteur.

Dans les années 70, la fusion des banques de dépôts et d'investissements allait marquer une nouvelle étape de la fusion de l'industrie et de la finance, qui en France sera accompagnée par l'indépendance de la Banque de France face à l'Etat, qui se traduira par l'interdiction faite à l'Etat d'emprunter sans intérêt à sa banque centrale et par l'obligation de s'adresser aux marchés financiers qui fixeront librement les intérêts que l'Etat devra leur verser.

Ensuite, les différents développements que connaîtra l'Union européenne du traité de Maastricht au TSCG, conduiront à affaiblir les pouvoirs des Etats au profit des banquiers et de l'aristocratie financière que Marx décrivait comme le lumpenprolétariat de la bourgeoisie, on pourrait dire de nos jours des gangsters ou des voyous en cols blancs, en instituant la BCE et l'euro, qui s'avèreront être des armes redoutables pour piller légalement ou sans autre formalité dans chaque Etat les richesses produites par les travailleurs, allant jusqu'à leur contester les droits sociaux et politiques qu'ils ont chèrement conquis au cours de la lutte des classes des décennies antérieures, l'endettement colossales des Etats servant à le justifier.

Récapitulons.

1- Les nobles s'enrichirent grâce aux terres qu'ils avaient volées ou que le monarque leur avait distribuées en échange de services rendus, laissons de côté l'impôt qu'ils prélevaient sur leurs sujets jusqu'au droit de cuissage.

2- Les bourgeois des villes s'enrichirent en pillant les ressources des pays colonisés.

3- Les capitalistes d'industrie s'enrichirent à leur tour en surexploitant une main d'oeuvre misérable, hommes, femmes et enfants, les faisant travailler jusqu'à 16 heures par jour, leur espérance de vie ne dépassait pas 30 ans

4- Les banquiers s'enrichissent davantage encore en rackettant l'Etat qui leur assure une rente à vie.

Voilà où nous en sommes rendus.

Que constatons-nous ? Que le vol et non le travail est à l'origine du pouvoir et de la richesse du capitaliste ou du banquier qui n'en produisent aucune. Le droit bourgeois sanctionne cet état de fait sans pouvoir le justifier ou le légitimer. Le législateur n'a pas trouvé d'autres moyens pour justifier et légimiter ces rapports entre voleurs et volés, entre la classe des exploiteurs et la classe des exploités, qu'en les gravant dans le marbre d'une Constitution qu'il impose à toute la société, comme si ces rapports existaient de tout temps et devaient le demeurer pour l'éternité. Et pour s'assurer qu'ils seraient respectés, il a développé un puissant appareil administratif et judiciaire, policier et militaire.

Si le vol est ce qui caractérise le mieux le capitalisme et au-delà l'exploitation de l'homme par l'homme dont il est la forme moderne, c'est l'ignorance des masses exploitées du processus historique au cours duquel il s'est développé qui est à l'origine de sa survie jusqu'à nos jours.

Aidez les masses à en prendre conscience pour le rejeter, ne devrait-il pas être notre priorité absolue ?

En complément, ajoutons un mot sur les banquiers.

Ils ne disposent pas de l'argent qu'ils prêtent à un Etat, une entreprise ou un particulier, l'Etat les autorise à inscrire sur une ligne de crédit dans leurs livres de comptes la somme qu'ils leur prêtent et qui disparaîtra quand leurs créditeurs leur auront remboursée, tandis qu'entre temps ils auront empoché les intérêts extorqués à leurs débiteurs.

Donc ils gagnent de l'argent avec de l'argent qui ne leur appartient pas, qui n'existe pas, qui a été créé spécialement pour pouvoir vous le prêter et s'enrichir sur votre dos par le biais du taux d'intérêt qu'ils vous ont imposé.

Voilà pour la justification et la légitimité du capitalisme, impossible à établir en réalité.

Comment Hollande s'y prend pour justifier la ratification du TSCG.

Pour aborder aujourd'hui cette question, on va utiliser deux articles du Figaro paru hier.

Première partie

Très concrètement, la question de la ratification du traité de discipline budgétaire va désormais se poser. Le texte, discuté l'automne dernier entre 26 pays de l'Union, est en suspens depuis la présidentielle. «*Si nous obtenons les éléments qui font le volet croissance, nous pouvons imaginer ouvrir la discussion sur la ratification d'un dispositif comportant une discipline budgétaire*», explique le ministre délégué aux Affaires européennes, Bernard Cazeneuve. À François Hollande de décider.

(Bref, "*croissance*" était le mot magique que Merkel devait prononcer pour que Hollande ratifie le TSCG, c'est fait. Peu importe évidemment le contenu de cette "*croissance*" pour Hollande, puisque ce n'est qu'un faux prétexte pour rallier ses troupes au TSCG et qu'ils aient un os à donner à ronger à ceux qui dans leurs rangs ou parmi leurs sympathisants critiqueraient cette prise de position. - Ndlr)

Conséquence de ce pas en avant: un contrôle accru de l'Europe sur les budgets nationaux. «Nous ne sommes pas choqués qu'il y ait un lien entre ce que nous faisons budgétairement et les autorités européennes», ajoute Cazeneuve. Tout le problème, pour François Hollande, est d'expliquer cette évolution au sein de son camp. «*Plus d'intégration c'est plus de contrôle, la gauche ne l'acceptera pas*», assure un cadre du Parti socialiste. «*L'intégration, c'est l'intégration libérale*», s'inquiète un député. Une ligne rouge pour une partie de la gauche… L'intrusion européenne dans les affaires françaises agace, y compris au gouvernement: «*Ce n'est pas aux conservateurs d'organiser notre marché du travail. Ou alors on invite Mme Merkel au sommet social?*», lâche un ministre. Le président de la République sait que le sujet est sensible: «*À certains moments, la question européenne traverse les camps politiques et les déchire*», observe le maire de Quimper, Bernard Poignant, proche de François Hollande. En tant que premier secrétaire, il avait vécu aux premières loges la division du PS sur la Constitution européenne en 2005. L'horizon fédéraliste n'est plus partagé depuis longtemps par l'ensemble des socialistes. «*Le président a été marqué par le référendum. Il sait que l'Europe ne se construira pas dans la négation des nations*», poursuit Poignant.

(Baliverne, leur Europe ne peut se construire que sur les cendres des nations, leur disparition est d'ailleurs leur objectif. Quant à ce qu'il ose appeler la "*gauche*", l'expérience prouve suffisamment qu'elle est prête à accepter n'importe quoi du moment que cela lui est dicté par les besoins des capitalistes, y compris la guerre !

Ce qu'ils ne supportent pas, c'est que les représentants du parti de l'ordre voudraient qu'ils reprennent leur méthode face au mouvement ouvrier... alors qu'ils s'en réclament, ce qui les oblige à s'y prendre autrement pour finalement appliquer la même politique. Maintenant, la crise leur complique rudement la tâche, dans la mesure où elle met un peu plus en lumière chaque

les rapports entre les classes qui laissent apparaître que l'Etat (le gouvernement) entend la faire payer aux travailleurs. - Ndlr)

Candidat, François Hollande avait tenté de réconcilier le oui et le non derrière lui. Son ministre des Affaires étrangères, Laurent Fabius, est l'ancien chef de file des opposants à la Constitution européenne. «*Ce n'est pas une question pour nos partenaires*», jure-t-on à l'Élysée, où l'on ne s'alarme pas d'éventuelles tensions. «*Il y a le feu au lac… Ce n'est pas le moment d'en rajouter avec des divisions, même si chacun a des appréciations différentes*», explique un proche de Hollande. «*Tout le monde a des efforts à faire.*» Un ancien tenant du non le dit: «*Il n'y a pas de risque (que le clivage oui-non renaisse) s'il y a des mesures pour la croissance*.»

(Ces messieurs sont désormais servis, ils disposent de tous les pouvoirs et n'ont sans doute eu jamais autant d'élus dans le pays, alors on comprend que le "*risque*" d'un "*clivage oui-non* a peu de chance de renaître, confirmant ce que j'ai indiqué plus haut. - Ndlr)

À voir… Mais la question de l'intégration européenne pourrait devenir explosive au sein de la majorité. «*C'est une question qui est devant nous*», admet un député de l'aile gauche du PS. Dans le contexte économique actuel, «*vouloir respecter à tout prix le calendrier de réduction des déficits, imposé par la Commission, signifie le choix de la rigueur que nous avons combattu au cours de la campagne*», écrit le député européen Liem Hoang Ngoc dans une lettre aux militants. Il appelle, sans précision, «*à refuser le traité d'austérité*». La fronde, à l'Assemblée, arrivera probablement du Parti de gauche et du Parti communiste, sur une ligne strictement eurosceptique.

(Ils sont contre la rigueur imposée à marche forcée, ils sont pour la rigueur étalée dans le temps pour parvenir au même résultat. Donc ceux qui refusent le "*traité d'austérité*" en l'état, sont prêts à l'accepter moyennant quelques aménagement. - Ndlr)

Les europhiles relativisent déjà. «*C'est une querelle de symbole*», pense le député de Paris Jean-Christophe Cambadélis, secrétaire national du PS aux questions internationales. Le contrôle des budgets nationaux existe déjà, disent les partisans d'un renforcement de l'UE: le traité de Maastricht fixe - théoriquement - à 3 % la limite des déficits autorisés. Et François Hollande, toujours dans sa campagne, s'est engagé à atteindre l'équilibre en 2017. Sans attendre le contrôle de l'Europe. (lefigaro.fr 28.06)

(En effet, à la limite, ils n'ont même pas besoin de ce traité pour appliquer ad vitam æternam une politique austérité qui était déjà appliquée par Sarkozy et qu'ils s'apprêtent à poursuivre avant même que le TSCG soit ratifié, de la même manière que la "*règle d'or*" existe en Allemagne depuis 1949, sans avoir été toujours respectée, une règle ou un traité ne vaut que pour être violé c'est bien connu, il n'y a que des ignorants ou des manipulateurs pour l'occulter. - Ndlr)

Deuxième partie

Parmi les nombreux cauchemars qui hantent encore le PS aujourd'hui, il en est un que le sommet de Bruxelles ravive tout particulièrement. Celui du référendum sur le traité de Constitution européenne, lorsque, en 2005, le parti s'était fracturé entre le oui et le non, créant pour longtemps deux camps irréconciliables.

(Longtemps, c'est vite dit, la preuve que non ! - Ndlr)

Pour l'heure, personne n'imagine voir se réveiller ce clivage profond, et la position du président de la République est soutenue par tout le PS. «*Il n'y a pas de risque de résurgence de la fracture de 2005, assure le numéro deux du parti, Harlem Désir. Nous avons une approche commune qui est de ne pas s'opposer à un pas supplémentaire dans l'intégration politique*». Sur l'aile gauche du parti, on approuve aussi la position de François Hollande, en se montrant toutefois vigilant sur les conclusions du sommet. Tant que le président de la République reste ferme, tout va bien. «Beaucoup se joue dans les prochaines 48 heures, pour lesquelles nous n'avons qu'un seul mot d'ordre: "*Tiens bon François!*", lance Razzy Hammadi, secrétaire national du PS aux services publics, et nouveau député de Seine-Saint-Denis. Mais s'il recule…

(Aucun doute là-dessus à avoir, ces derniers jours Hollande a en fait volé au secours de Merkel en lui indiquant la marche à suivre, adopter un pacte de croissance bidon pour mieux faire accepter par leurs troupes et complices du SPD pour Merkel la ratification du TSCG. Hollande a ravi en quelque sorte à Merkel le leadership de l'UE ! Voilà le Figaro rassuré ! - Ndlr)

(Pour rappel, Reuters 27 juin : France, Allemagne, Italie et Espagne s'étaient déjà accordées le 22 juin à Rome sur ce paquet de mesures, dont François Hollande a fait une condition à la ratification par le Parlement français du pacte sur le renforcement de la discipline budgétaire signé en mars par 25 des 27 pays de l'UE.)

Tout devient alors possible chez les socialistes, jusqu'au réveil de la fracture d'il y a sept ans et, avec elle, le redémarrage de tout le débat idéologique que le parti n'avait jamais vraiment réussi à trancher. «*L'enjeu n'a jamais été de trancher entre le fédéralisme et l'antifédéralisme, assure Razzy Hammadi. Sur les questions d'harmonisation fiscale, sociale… nous sommes d'accord. En revanche, nous sommes contre fédéraliser l'austérité. Si le fédéralisme devient le cheval de Troie de l'austérité, alors, c'est*

non.». Déjà, en vue du prochain congrès, le leader de l'aile gauche, Benoît Hamon, réfléchit à présenter une «*contribution*», préalable à la constitution d'une «*motion*» dans la mécanique du PS.

(En ratifiant le TSCG, il signe pour l'austérité à durée indéterminée, Razzy Hammadi le sait, mais il ne peut pas le dire évidemment et ce n'est pas le journaliste du Figaro qui le contredira, ils ont l'esprit de famille que voulez-vous.

Hamon est une lopette, un roquet a qui on accordera de ne pas se tromper de pied quand il se chausse le matin, au-delà, la notion de droite et de gauche lui échappe autant qu'à Valls, par exemple. - Ndlr)

Jusqu'à présent, l'idée était plutôt de réussir à bâtir une motion unique de soutien à l'action de François Hollande. Les partisans de cette option ne cessent d'ailleurs de rappeler que, quelles que soient les conclusions du sommet de Bruxelles, le chef de l'État peut déjà se prévaloir d'avoir réussi à «*réorienter l'agenda européen*» en y inscrivant l'objectif de croissance. «*C'est un long chemin. Tout ne va pas se régler d'un coup,* prévient Harlem Désir. *En quelques semaines, nous avons déjà changé les termes du débat. Mais ce n'est que le début d'un processus qui va demander du temps, de la ténacité et de la combativité*». Bref, quoi qu'il se passe à Bruxelles, c'est comme si François Hollande en sortait déjà gagnant. «*Il n'y aura de politique commune européenne qu'avec la France et l'Allemagne. Rien ne se fera sans l'une, rien ne se fera sans l'autre. Il va bien falloir trouver un consensus*», plaide Razzy Hammadi, peu désireux, comme tous ses camarades, de rouvrir les vieilles plaies. (lefigaro.fr 28.06)

(Leurs maroquins devraient faciliter la cicatrisation de leurs "*vieilles plaies*", si ce n'est pas déjà fait depuis longtemps. Répétons-le encore une fois, en guise de "*réorientation*" de l'"*agenda européen*", Hollande n'a fait qu'en inverser les termes pour mieux faire passer la pilule du TSCG, tout le reste est du baratin. - Ndlr)

La dictature des maîtres du monde.

La secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton a annoncé jeudi que les Etats-Unis exempteraient la Chine des sanctions économiques visant les achats de pétrole iranien, quelques heures avant l'application prévue de restrictions contre les banques chinoises.

La chef de la diplomatie américaine a indiqué dans un communiqué que la Chine avait "*significativement réduit*" ses importations de pétrole iranien, lui permettant ainsi de rejoindre les rangs des nombreux pays exemptés de sanctions. (AFP 28.06)

La deuxième banque américaine est... chinoise ! Et puis ce sont les Chinois qui financent le gigantesque déficit américain...

Franchement, à quoi bon sinon !

A propos des banques européennes qui ont reçu 1000 milliards d'euros de prêt de la part de la BCE afin d'éviter leur écroulement, en 2011, les 15 premières banques européennes ont réalisé un bénéfice cumulé de 65 milliards d'euros et distribué 18 milliards à leurs actionnaires. (atlantico.fr 28.06)

Rappel.

En 1998, (ultime année du franc), le commerce extérieur dégageait un excédent équivalent à 25 milliards d'euros en France et à 60 milliards d'euros en Allemagne.

En 2011, la France a atteint son record historique de déficit (73,5 milliards d'euros) alors que la balance commerciale allemande était, elle, excédentaire à hauteur de 158 milliards d'euros. (atlantico.fr 28.06)

Le changement dans la continuité, c'est maintenant ou faites tomber les masques. (suite)

1- Cela équivaut "***au non remplacement de deux fonctionnaires sur trois partant à la retraite***", plus fort que Sarkozy !

On sait désormais comment le gouvernement entend réduire ses dépenses. Les lettres de cadrage ont en effet été transmises jeudi aux 38 ministres et ministres délégués par Jean-Marc Ayrault.

Les ministères devront, selon ces lettres, réduire leurs dépenses de fonctionnement de 7% en 2013 par rapport au budget de 2012 puis de 4% en 2014 et en 2015 par rapport à l'année précédente. "*Un effort de même ampleur sera appliqué dans cet esprit d'équité et d'efficacité aux dépenses d'intervention*", précise le communiqué transmis par Matignon. "*Dans un souci de répartition équitable de l'effort, l'ensemble de ces principes sera décliné également aux dépenses de personnel, de fonctionnement et d'intervention des opérateurs de l'Etat*", ajoute-t-il. Ces objectifs sont supérieurs à ceux de l'équipe sortante de François Fillon (-10% sur la période 2011-2013).

Toujours selon les lettres, les effectifs publics devront baisser de 2,5% par an entre 2013 et 2015, hors secteurs prioritaires - éducation, police, gendarmerie, justice. "*Les effectifs de l'Etat connaîtront une stabilité globale. Les créations d'emplois seront réservées à l'enseignement, la police, la gendarmerie et la justice*", précise Matignon, ajoutant que "*des efforts de -2,5% par an sur les autres secteurs seront donc nécessaires afin de respecter cet objectif de stabilité*".

Réduire de 2,5% de baisse par an des effectifs de la fonction publique d'Etat, hors éducation, justice et intérieur, sur la période 2013-2015, équivaut à supprimer 60.000 agents par an (sur un total de près de 2,4 millions en 2010). Ce qui équivaut au non remplacement de deux fonctionnaires sur trois partant à la retraite. C'est plus que la règle du "un sur deux" édictée par Nicolas Sarkozy.

"*Pour l'Etat dans son ensemble, le cadre défini par le Premier ministre repose sur une stabilité en valeur des dépenses, hors charge de la dette et de pensions, permettant de financer les engagements du Président de la République*", poursuit Matignon. (lexpansion.com 28.06)

2- L'arlésienne des promesses électorales jamais tenues

En matière de non-cumul des mandats, le changement est-il vraiment pour maintenant? A en croire certaines déclarations, cette promesse forte des socialistes pourrait patienter encore un peu dans les cartons.

Pour bien comprendre, il faut remonter le temps: en 2009, le PS ratifie un texte dans lequel il promet de mettre fin au cumul des mandats. Il annonce une loi - s'il accède au pouvoir en 2012 - qui interdira à tous les élus de cumuler un mandat de parlementaire et un exécutif local (maire ou maire adjoint, président(e) ou vice-président(e) de conseil général ou de conseil régional).

Mais le PS va encore plus loin, il promet d'anticiper cette loi en montrant l'exemple "*dès 2012*". Le texte soumis et adopté par les militants socialistes est très précis: "*Tout candidat à une élection parlementaire abandonnera ses mandats exécutifs locaux dans un délai maximum de trois mois après la tenue du scrutin.*" Conclusion, tous les députés socialistes élus depuis 17 juin vont devoir abandonner leurs fonctions exécutives locales.

Mais aujourd'hui, certains au PS semblent vouloir s'exonérer de cet engagement. Il faut dire que de nombreux élus (et pas seulement socialistes) ont pris goût au cumul des mandats. Du coup, Bruno Le Roux, le nouveau patron des députés PS, mais surtout Alain Vidalies, le ministre chargé des Relations avec le Parlement, se sont montrés particulièrement ambigus sur le sujet, histoire de ne pas froisser les élus cumulards de sa majorité.

Dans un entretien au Figaro, le premier se contente de vouloir "*anticiper le non-cumuls des mandats qui devra être adopté avant les élections locales de 2014*". Le second, sur FranceTVInfo se montre encore plus flou: "*Ce serait mieux qu'à l'intérieur du Parti socialiste, il y ait une anticipation...*", répond-t-il laconiquement.

En coulisses, certains élus souhaitent en fait attendre les élections municipales, cantonales et régionales prévues en 2014 pour régulariser leurs situations. Et qu'importe s'il faut s'asseoir sur les engagements pris devant les militants.

D'autant que le projet de loi sur le non-cumul n'est pas encore à l'ordre du jour. "*On peut penser qu'il sera adopté avant les prochaines élections, d'ici à 2014*", assure Alain Vidalies sans plus de précision. Pourtant là encore, le texte du PS était parfaitement clair: "*le Parti socialiste inscrira dans le projet présidentiel le vote d'une loi dès l'été 2012 sur le non-cumul des mandats et le statut de l'élu*".

Ce n'est pas la première fois que "*les cumulards du PS*" tentent de retarder l'échéance. Lors des sénatoriales de 2011, François Rebsamen et Gérard Collomb avait dealé avec Martine Aubry un report de la règle du non-cumul pour le 1er octobre 2012 grâce à l'appui de François Hollande désireux de ne pas heurter certains élus socialistes à l'approche de la campagne présidentielle. (lexpress.fr 28.06)

On ne se refait pas ! Comment le PCF soutient Hollande et son gouvernement.

1- Quand le PCF n'exige pas l'annulation de la dette, mais sa "***mutualisation***".

Pierre Laurent dans une lettre adressée à François Hollande. Et si le chef de l'État devait «*céder*» aux pressions d'Angela Merkel, le secrétaire national du PCF prédit que «*le carcan de l'austérité serait resserré, rien ne serait changé sur les points décisifs, ni la mutualisation de la dette, ni le rôle de la Banque centrale européenne. (…) En France, l'investissement public de l'État, comme celui des collectivités locales, serait étouffé.*» Un cauchemar pour la gauche radicale. (lefigaro.fr 28.06)

2- Vivement que le "***malade***", le capitalisme, se porte mieux !

Marie-George Buffet soutient que «*le refus de renégocier ce traité, comme l'avait promis François Hollande, sera un critère du choix de l'abstention*» (vote de confiance à l'Assemblée nationale - Ndlr). Elle est excédée: «*Il y a eu des sommets et des sommets, le malade est toujours plus malade, le traitement doit être changé radicalement…*» Pas question pour autant de considérer la possible abstention comme une sanction. Plutôt «*une forme d'appel*», car «*on ne peut pas valider des solutions qui entraînent la gauche vers l'échec*». (lefigaro.fr 28.06)

C'est beau la solidarité quand même !

Le NPA aussi est "***malade***" : c'est une épidémie !

1- L'éclatement.

Le Front de gauche va renforcer son aile gauche. Le 9 juillet, le courant de la Gauche anticapitaliste au sein du NPA devrait le rejoindre officiellement, signant par là l'éclatement de la Ligue communiste révolutionnaire qu'Olivier Besancenot transforma en 2009 en Nouveau Parti anticapitaliste. Ce courant, qui réalise autour de 40 % des voix dans les congrès du NPA, pourrait amener au Front de gauche quelque 500 cadres, dont beaucoup d'anciens de la LCR dotés d'une longue expérience politique. Mercredi, un accord a été trouvé avec certains de ses porte-parole dont Francis Parny pour le PCF, Éric Coquerel pour le Parti de gauche et Pierre-François Grond pour la Gauche anticapitaliste.

Ce dernier, qui fut très proche de Besancenot, a déjà rejoint le Front de gauche à la fin de la campagne de Mélenchon. Il fait le pari que «*dans six mois, le petit état de grâce de François Hollande sera définitivement plombé*» et qu'en «*pleine austérité*», le Front de gauche «*constituera l'alternative*». Selon lui, «*le traité européen sera extrêmement clivant à gauche, comme en 2005, sans parler de la politique de Manuel Valls ou des pressions des industries pétrolières. Beaucoup, croit-il, vont rejoindre le Front de gauche*».

Pilier du NPA et figure historique de la LCR, Alain Krivine conserve son apparente bonhomie. «*Tous ceux de la Gauche anticapitaliste n'intégreront pas le Front de gauche, ce cartel dans lequel ils ne pèseront rien*», croit-il. «*Comme Christian Picquet (un ancien du NPA cofondateur du Front de gauche), ils se feront bouffer par les communistes.*» Quant à la possible abstention du PCF sur le vote de confiance, Krivine ironise: «*On ne s'abstient pas face au plan d'austérité du gouvernement, on s'y oppose*.» Le NPA s'y emploiera «*lors du troisième tour social*». (lefigaro.fr 28.06)

Impressionnant Krivine, après avoir appelé à voter Hollande ! Trois petits tours et puis s'en vont...

La Gauche anticapitaliste était la tendance droitière du NPA. Ils m'envoient régulièrement leur littérature que je me suis refusé à mettre en ligne dans le site.

Ne vous marrez pas, ce sont des visionnaires, ils écrivaient le 11 juin dernier dans un communiqué, à propos de "*la possibilité (pour Hollande -Ndlr) d'obtenir la majorité absolue le 17 juin, seul ou avec ses alliés*" : "*Le programme de F. Hollande se trouve ainsi conforté dans cette période de crise économique*", sans blague, par le niveau record de l'abstention ouvrier sans doute, notez que cela leur a traversé l'esprit... pour s'envoler l'instant d'après parce qu'ils étaient incapables de l'analyser "*mais, la forte abstention met l'accent sur un désenchantement certain d'une fraction de l'électorat*", une "*fraction* près d'un électeur sur deux, une paille quoi, et pour tenter de donner un semblant de crédibilité à leur déclaration ils précisaient : " *les premières mesures apparaissant comme la volonté de corriger la brutalité de la politique de Sarkozy*" sans se douter non plus qu'après la carotte viendrait le gros bâton, grands bêtas !

2- L'art de s'exprimer pour ne rien dire.

Philippe Poutou était présent ce midi à Paris aux côtés des salariés de PSA d'Aulnay, dont le site est menacé de fermeture. Interrogé sur Arnaud Montebourg, ministre du Redressement productif, il affirme n'avoir « *aucune confiance en Montebourg, aucune confiance dans le gouvernement Hollande-Ayrault* ».

« *On voulait avant tout dégager Sarkozy et sa bande (…). Maintenant le gouvernement de rechange, on savait très bien que ça allait être des solutions du style austérité de gauche plutôt qu'austérité de droite* », lance Philippe Poutou. Pour lui, « *il n'y aura pas de réponses du gouvernement, car pour arrêter les licenciements, ça veut dire s'affronter au capital, au patronat* ».

Pour le camarade d'Olivier Besancenot, la solution passe par « *une mobilisation des salariés, de la population, pour imposer une véritable politique de gauche par en bas* ». (publicsenat.fr 28.06)

La lutte, la lutte, la lutte jusqu'à épuisement final, fatal ! Quant à réfléchir sérieusement à la situation, je pense vraiment qu'ils en sont incapables.

Actualité en titres

L'intersyndicale a son ministère.

- Petroplus: l'intersyndicale reçue au ministère du redressement productif - AFP

Ils ont changé de président en Franc, ah bon !

- Ayrault propose Jouyet à la tête de la Caisse des dépôts - Le Nouvel Observateur avec AFP

- Baroin: les positions de Valls sur l'immigration "*courageuses et logiques*" AFP

Recto verso : la même copie !

- Marylise Lebranchu assure que la page de la réforme des services publics "*est tournée*" - AFP

- Ayrault annonce une baisse de 2,5% des effectifs publics par an - Le Nouvel Observateur

- Doublons Etat/collectivités : «*Un texte d'ici la fin de l'année*», selon Alain Rousset - Public Sénat

Un tiens vaut mieux que deux tu l'auras !

- La cote de popularité de François Hollande chute de sept points - Reuters

- Politique générale: le Sénat ne votera pas, Ayrault ayant peur de ne pas réunir de majorité - AFP

INFOS EN BREF

Politique

France

Quatre-vingt-deux magistrats demandent des "*mesures concrètes*" contre la corruption et la délinquance financière, dans une tribune publiée par *Le Monde* dans son édition de jeudi.

"*Tandis que le président de la République s'est engagé à promouvoir une +République exemplaire+, le temps nous semble venu d'attirer l'attention sur les mesures indispensables pour renforcer la confiance des citoyens dans les institutions et ceux qui en ont la charge*", estiment les magistrats en préambule de cet appel.

Ses signataires, parmi lesquels figurent Eric Halphen, Xavière Simeoni, Marc Trévidic, Jean-Michel Gentil..., évoquent la décennie passée, marquée selon eux "*par la volonté de dépénaliser à toute force le droit des affaires (...), la tentative avortée de supprimer le juge d'instruction, les obstacles dressés par la réforme du secret-défense, l'impuissance des Etats à mettre au pas les paradis fiscaux...*".

"*Pour refonder la politique de lutte contre la délinquance financière et la corruption, il n'est pas besoin de multiplier les nouveaux dispositifs*", affirment-ils. Selon eux, "*il faut d'abord utiliser ceux qui existent et développer leurs attributions, à partir de trois objectifs*".

"*Le premier consiste à se doter de véritables outils de prévention et de détection des atteintes à la probité*". L'indépendance du "*Service central de prévention de la corruption*" devra notamment être "*renforcée*". Un organe de "*contrôle des marchés publics les plus importants doit aussi voir le jour*", estiment les magistrats.

"*Le deuxième objectif est de compléter l'arsenal juridique de lutte contre la criminalité économique et financière*", avec par exemple "*une nouvelle infraction d'enrichissement illicite*" et l'inscription dans la loi de la jurisprudence sur la prescription des infractions dissimulées. Selon les signataires, "*la réforme du statut du ministère public vers plus d'indépendance constituera un levier majeur d'action*".

Enfin, disent-ils, "*les moyens d'enquête doivent être adaptés à la réalité de cette criminalité et mieux coordonnés*". Les juridictions interrégionales spécialisées, notamment, devront être "*renforcées*" par l'affectation de magistrats spécialisés.

"*Au-delà des discours de réprobation, fussent-ils sincères, c'est bien sur des mesures concrètes que s'évaluera l'efficacité de la lutte contre la corruption*", conclut-ils. (AFP 28.06)

Serbie

Le leader socialiste serbe, Ivica Dacic a reçu mandat jeudi pour former un gouvernement avec les nationalistes populistes du chef de l'Etat, Tomislav Nikolic, une coalition qui rappelle celle au pouvoir en 1999 sous l'ex-homme fort, Slobodan Milosevic.

"*La coalition regroupée autour du Parti socialiste (SPS) d'Ivica Dacic m'a convaincu qu'elle avait assuré une majorité suffisante*" au Parlement qui compte 250 sièges, pour former le gouvernement, a dit à la presse le président Nikolic. (AFP 28.06)

Ah ces "*socialistes*", de sacrés réactionnaires !

Social

France

1- Suppressions de postes chez Renault

La direction de Renault a présenté ce jeudi aux salariés de son usine de Flins dans les Yvelines, lors d'un comité d'entreprise, un plan qui "*pourrait concerner 300 personnes à horizon 2014*". Mais assure qu'"*il n'y a derrière ni plan social ni licenciement*".

"*Cela passerait par des départs en retraite anticipée et des mobilités en interne*", a précisé une porte-parole. La CGT, de son côté, chiffre les postes concernés à 371. Seule serait concernée "*la main-d'oeuvre dite de structure, hors production*". (lexpansion.com 28.06)

2- Fermeture d'usines chez PSA

Le constructeur automobile PSA Peugeot Citroën, qui va devoir prendre de nouvelles mesures d'économies, a annoncé jeudi la tenue d'un comité central d'entreprise (CCE) avant fin juillet, lors duquel le sort des sites d'Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis) et Rennes devrait être scellé.

Le président du directoire, Philippe Varin, a annoncé lors d'un comité de groupe que "*des mesures complémentaires seront nécessaires*", selon un syndicaliste, alors qu'à l'extérieur du siège du fabricant français, entre 1.000 salariés selon la police, 1.500 selon la CGT, étaient venus manifester.

Les syndicats estiment que la fin de "*l'activité montage*" de la voiture C3 sur Aulnay se rapproche et que le scénario d'un terme mis à la fabrication de véhicules sera annoncé avant le début des congés payés imposés en août.

L'annonce par la direction d'un CCE extraordinaire avant fin juillet étaye cette thèse.

Le directeur industriel Denis Martin, dans un entretien à l'AFP, n'a pas exclu la fermeture du site d'Aulnay -qui est l'un des plus gros employeurs de Seine-Saint-Denis avec 3.000 CDI et 300 intérimaires- faisant valoir que "*c'est dans le cadre d'une instance comme le CCE qu'une décision comme celle-ci peut être prise*".

Ce CCE sera l'occasion d'évoquer "*l'avenir de l'ensemble de nos sites industriels*", a expliqué M. Martin, qui a reconnu que le groupe "*aura un examen plus attentif sur certains de (ses) sites ou certains de (ses) centres qui ont plus de difficulté que d'autres*".

"*Il y a un certain nombre de dispositions à prendre vis-à-vis des autres établissements, entre autre l'établissement de Rennes, mais aussi de nos autres sites industriels, de nos sites de recherche et développement*", a-t-il averti.

Le président du directoire s'est engagé de son côté à maintenir de l'activité à Rennes, Sevelnord et Madrid, mais il n'a pas cité Aulnay, selon un syndicaliste.

M. Varin "*est en train de se préparer à l'affrontement, il sait qu'en annonçant la fermeture d'Aulnay, il nous déclare la guerre à tous*", a réagi Jean-Pierre Mercier, délégué syndical CGT.

M. Varin a déjà préparé le terrain en recevant en début de semaine les syndicats FO et CFE-CGC. Il a abordé avec eux les hypothèses possibles pour maintenir une activité sur le site autre que la fabrication de la C3 prévue jusqu'en 2014.

Depuis l'annonce fin février que le groupe américain General Motors entrait à son capital à hauteur de 7% et avec lequel PSA va développer des voitures en 2016, les syndicats redoutent les conséquences pour l'emploi de ce rapprochement.

CGT, CFDT, CFTC, SIA (syndicat maison) et SUD ont appelé les salariés du site de Seine-Saint-Denis à la grève et se rassembler jeudi "*contre la casse de l'emploi*".

A la fin 2011, PSA avait annoncé un nouveau plan d'économies, après celui de 2009-2011, d'un total de 800 millions d'euros en 2012, portés désormais à un milliard, ainsi que la suppression de 6.000 postes en Europe, dont 4.300 en France. (AFP 28.06)

Pas un seul licenciement, pas une seule suppression de poste, pas une seule fermeture d'usine, grève illimitée avec occupation de toutes les usines du groupe jusqu'à satisfaction ! (AFP 28.06)

Economie

Etats-Unis

La banque américaine JPMorgan Chase pourrait avoir perdu jusqu'à 9 milliards de dollars avec ses paris sur les dérivés de crédit qui ont mal tourné, soit trois fois plus que ce qu'elle avait jusqu'ici laissé entendre, selon des informations du *New York Times*.

Ces transactions étaient axées sur une stratégie de paris sur des dérivés de crédits adossés à de la dette d'entreprises européennes, stratégie que le PDG de la banque Jamie Dimon a qualifiée de "*stupide*", "*mal conçue et mal suivie*".

La première banque des Etats-Unis en termes d'actifs a prévenu dès le début que ces pertes atteindraient probablement 3 milliards de dollars, voire potentiellement beaucoup plus, selon les conditions de marché.

Or, avec la crise de la dette en Europe, celles-ci n'ont cessé de se détériorer.

JPMorgan a entrepris de déboucler ses positions et se retrouve sur le marché de gré à gré des dérivés face à des fonds spéculatifs qui parient contre elle en la sachant aux aguets et pressée. Résultat, la banque se retrouve contrainte de brader des positions pour s'en défaire, et ses pertes s'accumulent dans ce marché peu porteur. (AFP 28.06)

Haut de page

Le 30 juin

CAUSERIE

La page d'accueil est volumineuse et peut-être longue à ouvrir, je ne sais pas, à vous de me dire, je l'allégerai demain.

C'est dingue à quelle vitesse les opportunistes sont démasqués, ridiculisés, réduits à néant politiquement !

Stop, camarades, cessez de cavaler pour rassembler des signatures pour le rejet du TSCG à destination de Hollande, il vient d'annoncer que quoi qu'il arrive il le signera et le Parlement aussi. S'épuisez pour rien est usant à la longue, vous devriez penser un peu à votre santé, à vos enfants, à vous-même aussi, c'est mauvais de se régliger, cela peut tourner à la dépression. Et puis, il existait bien un autre moyen plus productif de combattre le TSCG et le MES, et accessoirement puisqu'il s'agit d'une option pour nos dirigeants, de construire le parti sur une base politique conforme au socialisme, à croire qu'ils avaient d'autres préoccupations en tête.

Et en Allemagne, le Bundestag et Bundesrat viennent de les ratifier (TSCG et MES) (lire l'article en ligne dans cette page), militants du POI, vous pouvez balancer l'article de Gauquelin !

"*Tout est possible*", "*rien n'est joué*" martelait le POI dans le n°206 d'Informations ouvrières paru mercredi dernier. A quoi riment ces incantations ? Pourquoi tiennent-ils tant à colporter des illusions dans Hollande et le PS ? Quid de leur indépendance politique ? Qu'on nous autorise à le penser tout fort puisque cela correspond à la réalité. Pourquoi passent-il leur temps à diriger leurs militants dans des impasses ? Ne se rendent-ils pas compte de l'incurie politique de leurs dirigeants, qu'ils se foutent d'eux littéralement, cela vaut évidemement pour le NPA et LO ? Pourquoi ? Qu'est-ce que cela recouvre ? Quelle en est la signification politique ? Ne voient-ils qu'il y a une contradiction entre leurs discours et leurs véritables intentions ?

La réalité, c'est qu'aucun parti dans ce pays n'est capable de défendre une politique indépendante des appareils, des institutions, de l'Etat, du capitalisme, conforme aux intérêts collectifs et fondamentaux de la classe ouvrière, au socialisme.

A propos de l'attitude à avoir vis-à-vis du PS et du gouvernement.

Imaginons que Pierre qui nous accompagne connaisse une personne sur laquelle nous ignorons tout ou presque. Pierre nous conseille de faire attention à cette personne, car selon lui elle n'aurait pas toujours un comportement correct, laissant entendre que cela lui arrive cependant. A nous ensuite d'essayer de cerner à travers son discours si elle est honnête ou non avec nous, il nous invite donc à prendre le risque de nous faire rouler dans la farine.

Et bien moi je préfèrerais qu'il me dise que par expérience c'est une belle ordure, et que je prendrais un risque inconsidéré en lui faisant confiance ou en en attendant quelque chose. C'est la méthode que je préconise pour aborder le PS, ses satellites et les dirigeants syndicaux dans une discussion avec des travailleurs organisés ou non. Ça passe ou ça casse, peu importe, mais au moins cela a le mérite d'être clair et d'être honnête. On évite ainsi de tourner autour du pot, de ménager le loup et l'agneau, de manier la langue de bois ou le double langage dont nos dirigeants se sont faits la spécialité.

C'est leur promiscuité avec les appareils et leurs intérêts communs qui dictent les rapports qu'ils entretiennent avec eux jusqu'à leur ligne politique. Qui les rendent aveugles.

Que valent vraiment les analyses de dirigeants qui consistaient à vous faire croire que le TSCG pourrait ne pas être adopté en France et en Allemagne ? Peau de balle, peau de zébi, que dalle !

Ce qu'on constate, on en a ici la preuve sous le nez, c'est qu'ils mènent militants et travailleurs en bateau. Sciemment ? D'après vous ? Ils peuvent dire qu'on les calomnie pour éviter cette discussion qui les effraie, ils ne nous feront pas taire, nous estimons qu'elle est indispensable pour remettre le mouvement ouvrier dans la bonne direction.

En Merkollande. Hollande l'illusionniste.

François Hollande s'est dit prêt vendredi à faire ratifier le pacte budgétaire européen par le Parlement français quand les autres textes sur lesquels les dirigeants de l'Union européenne se sont entendus seront prêts.

Le président français a considéré lors d'une conférence de presse que le sommet européen de Bruxelles avait permis d'aboutir à la renégociation du pacte budgétaire qu'il souhaitait.

"*Je proposerai que soient soumises au Parlement toutes les décisions concernant l'Europe : le pacte de croissance, la supervision bancaire si c'est nécessaire, la taxe sur les transactions financières et le pacte budgétaire*", a-t-il poursuivi.

"*Quand les textes seront prêts - ils ne le sont pas - je les présenterai (...), dans un délai qui ne sera pas long*", a-t-il ajouté. (Reuters 29.06)

Ah ben alors, il ne va même pas attendre de rencontrer la délégation du POI, décidément tout fout le camps ! Et l'appel du M'PEP, et la pétition d'Attac, il s'assoit dessus, ils n'ont plus qu'à lui apprendre les bonnes manières !

Quelle mascarade ! Chacun a revêtu son rôle, la comédie peut commencer. Ou continuer plutôt.

L'UMP vole à son secours...

- Gilles Carrez, président UMP de la commission des Finances de l'Assemblée nationale, a estimé qu'on ne pouvait pas parler véritablement de "*rigueur*" car ce terme recouvre selon lui une bonne gestion de l'ensemble des finances publiques. (Reuters 29.06)

Il poursuit :

- "*Je trouve que la démarche qui a été prise est très idéologique, qui s'est en fait située par rapport à des attentes de telle ou telle catégorie de Français*", a dit Gilles Carrez sur France Inter.

Selon lui, le gouvernement va être obligé, pour compenser les créations de postes dans l'Education, de ne pas remplacer quatre départs en retraite sur cinq dans les autres ministères. (id)

Si Hollande renforce l'Education, la Justice et l'Intérieur, c'est parce qu'il y a le "*feu au lac*" dans ces trois secteurs pour reprendre

une expression employé par un dirigeant du PS à propos du débat sur le TSCG qu'il s'agit d'éviter, et qui se résume au PS à une discussion pour savoir si la "*croissance*" doit passer avant le TSCG ou après, l'austérité en entrée ou au dessert.

L'Education, c'est autant pour soigner sa base que pour assurer la stabilité du régime, la Justice et l'Intérieur, c'est pour défendre les institutions contre les éléments de dislocation qui les menacent.

A propos de la "***règne d'or***"

Titre d'un article d'hier du *Figaro* : *La gauche reste hostile au vote d'une règle d'or budgétaire.*

Le Figaro ou la voix du PS, n'auraient-ils pas par hasard des intérêts communs ?

Sur la "*règle d'or*", la méthode ou propagande de Hollande : il ne l'inscrira pas dans la Constitution pour se distinguer de l'UMP qui y tenait et pour qu'on ne lui reproche pas, il se contentera d'appliquer son contenu tout simplement, il s'en défendra en rappelant qu'il n'a pas adopté cette règle. C'est ce qui s'appelle appliquer une politique sans vouloir la nommer parce que c'est impossible sans dévoiler ses véritables intentions nuisibles et se griller par la même occasion. Tout est dans la posture, l'hypocrisie élevée au rang de méthode pour gouverner.

- Le président français continue de refuser l'inscription dans la Constitution de la "*règle d'or*" fixant des objectifs de réduction du déficit public, inscription qui est considérée comme un point de passage obligatoire par de nombreux experts pour être en conformité avec le pacte budgétaire.

"*Je me suis engagé pendant la campagne pour dire que nous ne mettrons pas dans la Constitution française une règle qui fixerait le rythme de réduction des déficits*", a dit François Hollande. "*En revanche, nous ferons voter une loi de programmation budgétaire, peut-être de valeur organique, pour rétablir l'équilibre de nos finances publiques.*" (Reuters 29.06)

Ce qui revient exactement au même concrètement.

- «*Ce que j'attends, ce n'est pas le vote d'une règle d'or, mais un débat budgétaire sur les perspectives du retour à l'équilibre des comptes publics, le plus vite possible*.» Bruno Le Roux. Le nouveau président du groupe socialiste à l'Assemblée explique encore: «*Plus qu'une proclamation, j'attends du gouvernement la stratégie budgétaire qui va lui permettre de respecter l'engagement d'un retour à l'équilibre en 2017.*» (lefigaro.fr 29.06)

Engagement qui justement consiste à appliquer le contenu de la "*règle d'or*" !

Rien ne les choque ou ne les surprend et pour cause, ils sont acquis à la cause de Bruxelles.

- Le nouveau rapporteur général du budget, Christian Eckert, est sur la même longueur d'onde: «*Qu'il y ait une supervision des budgets nationaux au niveau de Bruxelles ne me choque pas. C'est plus une observation qu'une contrainte.*» (lefigaro.fr 29.06)

On se demande alors pourquoi ils se donnent tant de mal !

L'Express vend la mèche :

- Au delà, une contradiction fondamentale demeure dans la position française: demander la mutualisation de la dette, ce qui provoquera simultanément la mise en place de mécanismes destinés à exercer un contrôle renforcé des déficits, et refuser parallèlement une discipline budgétaire imposée par l'Union (c'est à dire par l'Allemagne) marque une certaine incohérence. Que seule une rigueur réelle, à défaut d'être officiellement proclamée, serait à même de dissiper. La France a peut-être remporté à Bruxelles une victoire politique, mais elle considérablement accru l'exigence qui pèse sur elle. (lexpress.fr 29.06)

Tout est dit ici, en réalité il n'y a pas de contradiction dans l'attitude adoptée par Hollande, pour les ignorants, les naïfs et sa coterie attitrée de petits-bourgeois, il prétend refuser une discipline budgétaire imposée par l'Union européenne, tandis qu'il l'applique dans les faits, n'est-ce pas cela l'essentiel pour les dirigeants de l'UE, du FMI, pour Washington, pour la finance, qu'il agisse en agent zélé de leurs intérêts. Les faits, rien que les faits camarades !

Pourquoi L'Express met-il le doit sur une "*incohérence*" qui n'en est pas une sinon pour en camoufler une bien réelle, celle qui consiste à se faire élire avec l'étiquette socialiste pour mener une politique capitaliste. C'est peut-être involontairement ou inconsciemment une façon de soutenir Hollande, à croire qu'ils l'on pensé si fort que cela leur aura échappé.

Au secours des banquiers.

Qu'est ce que signifie : la recapitalisation directe des banques espagnoles par les fonds de sauvetage et un abandon par le MES de son statut de créancier privilégié :

- Selon l'Eurogroupe, il s'agit de «*briser le cycle vicieux*» par lequel la dépréciation des titres d'État vient dévaloriser les actifs de banques et accroître la défiance de tous les investisseurs. (lefigaro.fr 29.06)

A quoi bon gagner du fric à bon compte, si c'est pour en perdre par ailleurs, franchement il était tant que cela cesse, voilà le message, entendu !

- "*Toutefois, pour être complètement rassuré, il va falloir que l'on sache comment les banques vont avoir concrètement accès au financement*", souligne Christian Rabeau, directeur de la gestion chez Axa IM. "*Pour l'instant, on a fait un pas dans la bonne direction et cela justifie un moindre pessimisme.*" (Reuters 29.06)

Voilà un homme heureux ! En conclusion, renégociation de quoi, de rien, pas tout à fait, en réalité ils accordent de nouveaux privilèges aux banquiers ! A qui doivent-ils dire merci ? A Hollande !

A propos de l'Allemagne

Et l'Allemagne dans tout cela ? Elle garde la main, rien de changer contrairement à ce que certains commentateurs prétendent.

- De fait, pour bénéficier des assouplissements décidés au sommet, l'Italie comme l'Espagne devront se soumettre à des conditions et au feu vert de leurs pairs. Dans tous les cas, les décisions du MES restent soumises à la règle de l'unanimité, ce qui donne un droit de veto à Berlin, explique-t-on de source allemande. «*Il n'y a ni changement du traité, ni règle nouvelle, seulement une approche plus équilibrée au cas par cas*», insistait la chancelière avant d'aller s'expliquer devant le Bundestag. (lefigaro.fr 29.06)

Hollande n'a joué qu'un rôle subsidiaire en bon élève de l'UE. Fallait-il en attendre autre chose, non évidemment, c'est bien la raison pour laquelle on n'en attendait rien, on était déjà fixé sur ses réelles intentions.

La fin de ce sommet européen vue par Libération.

- Mario Monti, le président du Conseil italien et «héros» du sommet avec son homologue espagnol, Mariano Rajoy, a été l'artisan de ce succès, réussissant à faire plier la chancelière allemande .

Elle aurait "*plier*" ou elle aurait plutôt pris conscience de la gravité de la situation italienne et espagnole qui pouvait rapidement devenir incontrôlable et emporter toute la zone euro et l'UE.

- Il y avait urgence. L'Italie est confrontée à une flambée de ses taux d'intérêt qui n'obéit à aucune raison logique, même si sa dette est importante (mais ce n'est pas nouveau). Mais les marchés paniquent : après l'Espagne et Chypre, la péninsule pourrait être un nouveau domino à tomber.

Tard dans la soirée, Van Rompuy organise un point de presse pour proclamer qu'il y a un accord de principe sur le pacte de croissance. Mais il omet de dire que Mario Monti et Mariano Rajoy viennent d'annoncer froidement qu'ils considéraient que «*sans accord sur tout, il n'y avait d'accord sur rien*». «*Je ne peux pas dire qu'autour de la table ils étaient particulièrement ravis*», racontera le lendemain le président du Conseil italien.

François Hollande relatera, au cours de la nuit, que Monti l'avait mis au courant de la manœuvre. Van Rompuy décide alors de réunir un sommet de l'Eurogroupe vers 1 heure du matin alors qu'il était initialement prévu pour vendredi 13 heures.

L'Allemagne est dans une position délicate : faire échouer le sommet enverrait un signal désastreux aux marchés. En même temps, elle sait que sa culture de stabilité est désormais bien ancrée dans les esprits : Monti est arrivé à Bruxelles avec la réforme du marché du travail, réclamée depuis un an par la BCE ; et Hollande s'est présenté avec des objectifs ambitieux de réduction des dépenses publiques. Une façon pour les partenaires de Berlin de montrer qu'ils ont compris la nécessité de rompre avec la douce insouciance du passé et que sa solidarité ne sera pas mal placée.

Ce qui signifie qu'avant ce sommet, Hollande avait donné des gages concrets à Merkel qu'il poursuivrait loyalement la politique d'austérité de Sarkozy, dans ces conditions elle pouvait s'estimer satisfaite et un accord était possible, ce que Le Figaro traduisait ainsi : "*pas de desserrement de la contrainte financière sans engagement de discipline budgétaire en contrepartie.*".

A 4 h 30 du matin, Monti annonce ironiquement en franglais, après quatorze heures de réunion, «*I left my blocage*». La chancelière estime que «*nous sommes restés fidèles à notre philosophie : aucune prestation sans contrepartie*». Elle n'a pas tort. Ainsi, la supervision des banques sera confiée à une autorité européenne, la BCE dans l'esprit de l'Allemagne et de la France,

qui pourra imposer des restructurations ou des recapitalisations. C'est seulement ensuite, c'est-à-dire début 2013 au plus tôt, que le MES pourra prêter directement aux banques (puisqu'elles seront sous contrôle européen) sans passer par les Etats. La garantie européenne des dépôts bancaires a été renvoyée à plus tard, «*quand on aura progressé dans l'intégration*», a expliqué le président français. Une façon de rappeler que c'est son approche qui a été validée : «*Si on veut de l'intégration, il faut d'abord de la solidarité*» et non l'inverse comme le voulaient les Allemands. Paris n'a plus aucune raison, vu les gestes allemands, de bloquer la route vers le fédéralisme, même si Hollande préfère encore parler «*d'intégration solidaire*»…

Les Dix-Sept ont ainsi donné mandat aux institutions communautaires de préparer pour la fin de l'année une feuille de route datée, étape par étape, menant à une union budgétaire et politique. De son côté, Rome a obtenu que le FESF et le MES interviennent plus facilement sur le marché de la dette publique, sans obliger le pays soutenu à passer d'abord sous les fourches caudines d'un programme d'assainissement. «*L'Italie ne va pas demander l'activation du mécanisme*», a affirmé Monti. Avant d'ajouter : «*Enfin, pour l'instant*.» (liberation.fr 29.06)

Merkel peut affirmer qu'ils sont restés fidèles à leur philosophie, car en décidant que la supervision des banques sera confiée à la BCE, ils ont remis l'économie de l'UE entre les mains de la Fed et des banquiers qui détiennent déjà le pouvoir, cela en est que l'illustration, une preuve supplémentaire.

J'allais oublier de préciser que l'on ne sait pas au juste à quelles tractations secrètes ils se sont livrées, quels engagements ont pris les uns et les autres à huis clos, notamment Hollande qui devra annoncer la couleur le 3 juillet par la voix du Premier ministre, une fois pris connaissance du rapport de la Cours des comptes. Peu importe, on connaît la tendance ou l'orientation de sa politique réactionnaire pour la combattre.

En perspective. L'union bancaire (et politique) et budgétaire flanquée d'un «***trésor européen***»... à l'américaine.

La zone euro, poussée par Paris, Rome et Madrid, a décidé de mettre sur pied, d'ici à la fin de l'année, une «*union bancaire*», qui permettra de nettoyer un système financier européen plombé, depuis 2007, par des créances douteuses et, surtout, de rompre le cercle vicieux entre crise bancaire et endettement des Etats.

Mieux, les Etats membres se sont entendus pour lancer la construction d'une «*union politique*» et d'une union budgétaire, condition sine qua non d'une solidarité financière qui aboutira à la création d'un «*trésor européen*». Ce n'est pas encore le grand saut fédéral, mais les Dix-Sept y vont d'un pas ferme. (libération.fr 19.06)

D'ici là... On aura le temps d'y revenir.

Pacte de croissance

- Concrètement, le "*pacte de croissance*" reprend des propositions de la Commission européenne. (lemonde.fr 29.06)

- Mais il faut rappeler que c'est là un plan qui porte sur 1% seulement du budget européen (ce qui reste un engagement très imité) et que ce plan a été proposé, depuis un certain temps déjà, par la Commission européenne. (lexpress.fr 29.06)

C'est au regard de ce constat que le PS et Hollande passeront sous silence qu'on lira la réaction perplexe du Figaro, à moins qu'ils revendiquent une orientation commune avec la Commission européenne, ce qui n'aurait rien de surprenant puisque cela correspond finalement à leurs véritables intentions.

- Le président Hollande rentre à Paris avec un «*pacte de croissance*» européen de 120 milliards, promesse électorale tenue et premier succès politique sur la scène européenne. «*Je considère que l'Europe a été réorientée comme il convenait*», concluait-il vendredi. La reprise économique pourtant ne se décrète pas. Et ce nouveau programme n'a sans doute pas la même valeur que le «*pacte budgétaire*» contraignant que lui a légué Nicolas Sarkozy.

Ce «*pacte de croissance*» reste un chantier sans garantie de bonne fin. Ce n'est pas non plus un plan de relance. Le chiffre de 120 milliards repose pour 55 milliards sur l'utilisation de fonds européens existants et non dépensés, sans dépenses publiques nouvelles. Et pour 60 milliards sur le pari que la Banque européenne d'investissement saura multiplier par six une mise supplémentaire de 10 milliards par les États actionnaires. (lefigaro.fr 29.06)

Commentaire d'un internaute

- "*Je ne comprends pas pourquoi Le Figaro soutient tant Hollande alors que le processus était déjà en discussion depuis le 30 janvier à Bruxelles dans un sommet sur la croissance. Ce n'est donc pas lui l'instigateur. Dit nulle part !*"

Parce que Hollande met en oeuvre la politique qu'en attendaient les riches propriétaires du Figaro, normal en quelque sorte.

Surtout qu'au niveau des enjeux qui étaient sur la table, la solidarité s'imposait. Ils ne vont quand même pas lui en vouloir de réussir là où Sarkozy a échoué ou il aurait été mis en difficulté. Mettez-vous un instant à leurs places et vous comprendrez que ce n'étaient pas leur intérêt de taper sur Hollande, pas maintenant et pas à cet endroit là, puisqu'il fait preuve de soumission total envers le capital, franchement, que demander de plus pour un journal qui le représente.

Méthode de communication. Tour de passe-passe.

Hollande est un affreux farceur, mais Pierre Laurent (PCF), sur France Info affirme qu'il n'en est pas encore tout à fait sûr :

- "*Ce sont des orientations très négatives. Malheureusement, il semblerait que par anticipation, on donne des gages aux orientations du pacte budgétaire européen*", a dit le secrétaire national du Parti communiste, Pierre Laurent, sur France Info.

Ce n'est pas faux, mais ce n'est pas nouveau non plus.

- "*Ca veut dire qu'on accepte par avance de s'inscrire dans le pacte d'austérité budgétaire alors que François Hollande avait annoncé sa renégociation. C'est décidément très mal parti*", a-t-il ajouté.

Quelle surprise ! La direction du PCF n'est pas contre le TSCG, elle est contre la manière de le présenter, de l'avancer plus précisément, il faudrait s'y prendre autrement, gageons que Hollande s'y engagera ou aura entendu le message, il s'y emploie d'ailleurs en ce moment même (hier soir).

Laurent, c'est l'enfonceur de portes ouvertes, il ne risque pas de se faire du mal au moins, ni de faire faire des cauchemars à Hollande.

La propagande du gouvernement a pour fonction d'anesthésier les masses avec la complicité de ses satellites, de l'UMP et des médias. Pas sûr que cela fonctionnera longtemps.

La propagande gouvernementale et la réalité. La suite et la marche à suivre.

Non remplacement de deux fonctionnaires sur trois, baisse des dépenses publiques, coupes dans les prestations sociales... Jean-Marc Ayrault récuse l'expression "*plan de rigueur*", préférant parler "*d'efforts*". Et pourtant, ce sont des économies drastiques que prévoit Matignon pour réduire le déficit.

On comprend pourquoi François Hollande et son gouvernement, aux commandes de la France depuis moins de deux mois, tentent de minimiser l'ampleur des objectifs d'économies fixés ramener le déficit à 3% du PIB en 2013 et rétablir l'équilibre budgétaire en 2017. Et pourtant, ce sont bien des coupes drastiques dans les dépenses et dans les effectifs publics que prévoient les lettres de cadrage adressées jeudi par Matignon à tous les ministères.

Les ministres vont devoir réduire de 15% leurs dépenses de fonctionnement sur trois ans (7% en 2013, 4% en 2014 et 2015). Cette norme est plus rude que celle annoncée par François Fillon pour 2011-2013: -10% dont 5% en 2011 (objectif non atteint puisqu'elles n'ont reculé que de 2%). Ces dépenses, qui servent par exemple à financer les achats de matériel, à entretenir les locaux, à financer voitures et logements de fonction, etc., représentent un coût de 19 milliards. Elles vont donc devoir baisser de 3 milliards.

Ces mêmes règles s'appliqueront aux dépenses d'intervention qui représentent une enveloppe beaucoup plus importante de 57 milliards d'euros. Derrière cette appellation administrative se cache très concrètement quelque 38 milliards d'euros de prestations (allocation adulte handicapé, aides au logement, bourses étudiantes, etc.) et 19 milliards subventions discrétionnaires (contrats aidés, hébergement d'urgence, dotation à RFF, etc.). Si l'on suit la règle édictée par le gouvernement, ces dépenses vont devoir baisser de 8,5 milliards en trois ans - alors qu'elles augmentent tendanciellement de 3% par an.

"*Après cinq ans de RGPP [révision générale des politiques publiques, nom de code sous Sarkozy de la politique de modernisation de la fonction publique], on ne peut plus continuer de supprimer des postes sans dégrader encore davantage le service public*", alerte Jean-Marc Canon (CGT) sur le site Acteurspublics.com. "*En considérant que la réduction de 2,5 % des effectifs dans certains ministères va entraîner le non remplacement de deux fonctionnaires sur trois, on peut craindre une aggravation par rapport à la RGPP*", renchérit Christian Grolier (FO).

L'effort sera donc là encore très conséquent. Et il faudra arbitrer entre plusieurs dépenses sociales. Ce ne sera pas sans casse. Mais le gouvernement s'est bien gardé, jusqu'à présent, de détailler ces coupes budgétaires. Preuve encore, qu'il n'assume pas la rigueur. "*Les économies que le gouvernement prétend obtenir ne sont possibles que si on s'attaque aux prestations sociales*", a dénoncé ce vendredi le député UMP Gilles Carrez. "*L'heure de la rigueur aujourd'hui on y est. Ca me rappelle le tournant de la rigueur de 1983*, sauf que cette fois il arrive immédiatement après les élections", a conclut le nouveau président de la commission des Finances de l'Assemblée nationale. (lexpress.fr 29.06)

Cela vous arrange bien qu'il fasse le sale boulot à votre place, on ne lui demandera pas de l'avouer, consensus oblige !

Parole de banquier. Leur objectif : liquider la législation du travail encore trop favorable aux travailleurs selon eux.

La Banque de France interpelle jeudi les responsables politiques et les partenaires sociaux en désignant la réforme du marché du travail, sur laquelle le nouvel exécutif n'a quasiment rien dit, comme la réforme prioritaire pour l'économie française.

Son gouverneur, Christian Noyer, plaide dans un entretien au journal Le Monde pour un rapprochement des contrats de travail, l'allègement des réglementations et une plus grande place pour les accords de branches et d'entreprises, des thèmes évités par les socialistes pendant les récentes campagnes électorales.

Le gouvernement a confié aux syndicats et aux organisations patronales le soin de réfléchir à ces thèmes dans le cadre de la conférence sociale des 9 et 10 juillet qui doit lancer certains grands chantiers du quinquennat.

"*En France, le plus important est de s'attaquer aux racines du chômage structurel*", déclare Christian Noyer. "*La grande réforme à faire est celle du marché du travail, qui laisse trop de gens dans la précarité et décourage les entreprises d'embaucher.*"

"*Il faut rapprocher les différents contrats de travail et, en ce qui concerne les conditions d'emploi, avoir moins de réglementations et donner plus d'espace aux accords de branche ou d'entreprise*", poursuit le gouverneur de la Banque de France, citant en exemple l'Allemagne et le Danemark.

Une telle réforme est également conseillée à la France par des organisations comme le Fonds monétaire international (FMI) ou l'Organisation pour la coopération et le développement économiques (OCDE).

Les travaux de la conférence sociale sur l'emploi seront pilotés par le ministre du Travail, Michel Sapin, qui souhaitait dans un livre publié avant l'élection présidentielle la mise en place d'une "*dialectique subtile et dynamique entre accords de branches, d'entreprises, et législation générale*".

"*Il s'agit de changer quelque chose de très profond : conserver la supériorité de la loi, garante de l'ordre public social, mais inscrire les accords conventionnels entre partenaires sociaux dans notre ordonnancement juridique actuel*", ajoutait-il.

L'organisation patronale Medef insiste pour que les accords dits de compétitivité-emploi, par lesquels il serait possible de moduler largement le temps de travail et les rémunérations, figure en bonne place dans les discussions.

Face aux difficultés des entreprises françaises, ces accords "*sont plus que jamais absolument nécessaires*", déclarait récemment sa présidente Laurence Parisot. Le gouvernement précédent avait dit son intention de les généraliser. (Reuters 29.06)

Je ne voudrais pas m'avancer, mais je crois que madame Parisot se gorge d'illusions. Certes, s'il ne tenait qu'aux dirigeants corrompus des syndicats, ils nous livreraient pieds et mains liés au patronat, mais la situation sociale est telle qu'ils vont avoir le plus grand mal à vous suivre, jusqu'au bout, ils braderont au passage certains de nos droits mais n'espérer pas davantage.

INFOS EN BREF

Politique

Amérique latine

Le Mercosur, marché commun du cône sud-américain, réuni vendredi en sommet en Argentine, a décidé de suspendre le Paraguay après la destitution du président Fernando Lugo et d'intégrer le Venezuela, a annoncé la présidente argentine Cristina Kirchner.(AFP29.06)

Social

Canada

L'avenir du groupe canadien RIM, fabricant du téléphone multimédia BlackBerry, s'est assombri jeudi avec l'annonce de résultats nettement inférieurs aux attentes, d'au moins 5.000 suppressions d'emplois et du report du lancement de son nouveau système d'exploitation. (lexpansion.com 29.06)

Economie

1- France

La dette publique de la France a augmenté de 72,4 milliards d'euros entre janvier et mars pour atteindre 1.789,4 milliards d'euros, selon les statistiques publiées vendredi par l'Insee. Soit un bond de 3,3 points de PIB en trois mois.

La progression de la dette constatée au premier trimestre 2012 est due à une hausse de l'endettement de l'Etat et des administrations de sécurité sociale, tandis que les dettes des administrations publiques locales ont diminué, a expliqué l'Institut national de la statistique et des études économiques.

La contribution de l'Etat à la dette a augmenté de 46,8 milliards d'euros au premier trimestre, celle des administrations de sécurité sociale a progressé de 31,4 milliards. Les administrations publiques locales se sont désendettées (-5,4 milliards d'euros) "*à un rythme comparable aux premiers trimestres des années précédentes, en remboursant des emprunts à long terme*", a précisé l'Insee.

La contribution des organismes divers d'administration centrale à la dette a diminué légèrement au premier trimestre (-0,4 milliard). (lexpress.fr 29.06)

2- Portugal

Le déficit public a fortement dérapé au premier trimestre. Le gouvernement pointe du doigt la hausse du chômage, qui entraîne une flambée des prestations sociales.

Le déficit budgétaire du Portugal, sous assistance financière de l'UE et du FMI, s'est nettement creusé à 7,86% du PIB au premier trimestre, faisant craindre un dérapage qui éloigne le pays de l'objectif de 4,5% exigé par ses créanciers d'ici la fin de l'année.

Le chef du gouvernement de centre-droit s'est une nouvelle fois dit prêt à prendre de nouvelles mesures d'austérité si elles étaient nécessaires pour garantir le respect des objectifs budgétaires.

En échange d'un prêt de 78 milliards d'euros, octroyé en mai 2011 par l'Union européenne et le Fonds monétaire international, le Portugal s'est engagé à mettre en oeuvre un vaste plan de rigueur et de réformes sur trois ans. Mais cette cure d'austérité sans précédent doit provoquer cette année une récession de 3% du PIB et un taux de chômage record de 15,5%, selon les prévisions officielles.

En dépit d'une hausse de la TVA appliquée à de nombreux produits, les recettes de cet impôt ont par exemple baissé de 2,8% sur les cinq premiers mois de l'année, alors que le gouvernement table sur une hausse annuelle de 11,6%. Sous-estimée par les autorités locales comme par la "*troïka*" UE-BCE-FMI, la hausse du chômage a en outre provoqué une augmentation des prestations sociales de 23%, contre une prévision de 3,8%. (lexpress.fr 29.06)

Haut de page